ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS267/RW
18 décembre 2007

(07-5499)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – SUBVENTIONS CONCERNANT LE COTON UPLAND

Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
II. CONTEXTE 2
III. ASPECTS FACTUELS 4
A. PRODUITS EN CAUSE 4
B. FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LES MESURES DONT LE GROUPE SPÉCIAL INITIAL A CONSTATÉ QU'ELLES ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC 6
1. Versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements au titre de prêts à la commercialisation, versements d'aide pour perte de parts de marché et versements anticycliques 6
a) Versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) 6
b) Versements au titre de prêts à la commercialisation 6
c) Versements d'aide pour perte de parts de marché 8
d) Versements anticycliques 8
2. Garanties de crédit à l'exportation 9
IV. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 11
V. ARGUMENTS DES PARTIES 13
VI. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 14
VII. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 14
A. MODIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES CONCERNANT LA SECTION "ASPECTS FACTUELS" DU RAPPORT INTÉRIMAIRE 14
B. MODIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES CONCERNANT LA DESCRIPTION DES ARGUMENTS DES PARTIES DONNÉE PAR LE GROUPE SPÉCIAL 14
C. DEMANDES DE MODIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE FACTUELLE ET JURIDIQUE DU GROUPE SPÉCIAL 15
D. CORRECTIONS D'ORDRE RÉDACTIONNEL 29
VIII. QUESTIONS DE PROCÉDURE 29
A. DEMANDE DU BRÉSIL VISANT À CE QUE LE GROUPE SPÉCIAL FASSE USAGE DE SON POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE POUR DEMANDER CERTAINS RENSEIGNEMENTS AUX ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 13 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 29
B. DEMANDE D'AUDIENCE OUVERTE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 33
C. SIGNIFICATION DES COMMUNICATIONS 34
D. CONSTATATION OU DÉCISION SUR LA COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL DEMANDÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 36
E. PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES 36
IX. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET QUESTIONS RELATIVES AU CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE 37
A. CRITÈRE D'EXAMEN, CHARGE DE LA PREUVE ET RÈGLES D'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS 37
1. Critère d'examen 37
2. Charge de la preuve 38

3. Règles d'interprétation des traités 39
B. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 40
1. Introduction 40
2. Point de savoir si les allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de la présente procédure 40
a) Principaux arguments des parties 40
b) Principaux arguments des tierces parties 42
c) Évaluation par le Groupe spécial 43
3. Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure 46
a) Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure parce que ces programmes n'étaient pas visés par des recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale 46
i) Principaux arguments des parties 46
ii) Principaux arguments des tierces parties 49
iii) Évaluation par le Groupe spécial 51
b) Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure parce que ces programmes n'ont pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou pour une autre raison et ne sont donc pas des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. 56
4. Point de savoir si l'allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 est hors du champ de la présente procédure 57
a) Principaux arguments des parties 57
b) Principaux arguments des tierces parties 58
c) Évaluation par le Groupe spécial 59
5. Point de savoir si les "versements" effectués après le 21 septembre 2005 conformément aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la présente procédure 62
a) Principaux arguments des parties 62
b) Évaluation par le Groupe spécial 63
X. CONSTATATIONS SUR LES ALLÉGATIONS DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" FORMULÉES PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 DE L'*ACCORD SMC* 65
A. INTRODUCTION 65
B. ALLÉGATION DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" DU BRÉSIL AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'*ACCORD SMC* 66
1. Introduction – Aperçu des principaux arguments des parties 66
2. Arguments des tierces parties 68

3. Considérations préliminaires concernant l'évaluation par le Groupe spécial de l'allégation du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* 70
a) Texte des dispositions juridiques 70
b) Période devant être considérée par le Groupe spécial 71
i) Principaux arguments des parties 71
ii) Principaux arguments des tierces parties 71
iii) Évaluation du Groupe spécial 71
c) Point de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont des subventions spécifiques 73
d) Importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques 73
i) Versements au titre de prêts à la commercialisation 74
ii) Versements anticycliques 75
e) Produit en cause, produit similaire, "marché" et "prix" pertinents 81
f) Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable en tant qu'effet de la subvention 82
4. "Influence proportionnelle substantielle" alléguée de la production et des exportations de coton upland des États-Unis 86
a) Principaux arguments des parties 86
b) Évaluation par le Groupe spécial 86
5. "Structure, conception et gestion" des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques 89
a) Principaux arguments des parties 89
b) Évaluation par le Groupe spécial 90
6. "Grande importance" alléguée des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques 106
a) Principaux arguments des parties 106
b) Évaluation par le Groupe spécial 107
7. Existence alléguée d'un "lien entre les niveaux élevés des subventions des États-Unis et les niveaux élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis" 110
a) Principaux arguments des parties 110
b) Évaluation par le Groupe spécial 113
8. Existence alléguée d'une "coïncidence temporelle discernable" entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques 116
a) Principaux arguments des parties 116
b) Évaluation par le Groupe spécial 117
9. Écart allégué entre les coûts de production à long terme et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis 124
a) Principaux arguments des parties 124
b) Évaluation par le Groupe spécial 129
i) Description des données relatives aux coûts et recettes des produits de base 130
ii) Point de savoir si certains éléments (coût de la terre, coût de la main-d'œuvre non salariée et frais d'amortissement) devraient être inclus en tant que coûts variables 131

iii) Coûts en espèces ou coûts d'opportunité *132*
iv) Coût de production total ou coûts de production variables *133*
v) Le rôle du revenu non agricole *136*
vi) Coûts de production à long terme et revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis *138*
vii) Autres arguments *141*
10. Modèle de simulation économique présenté par le Brésil dans le cadre de la présente procédure **144**
a) Introduction 144
b) Principaux arguments des parties 145
i) Structure du modèle *146*
ii) Paramètres du modèle *147*
c) Évaluation par le Groupe spécial 149
11. Incidence de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 ..... **150**
a) Introduction 150
b) Principaux arguments des parties 150
c) Évaluation par le Groupe spécial 153
i) Évaluation des effets sur les exportations de coton des États-Unis *153*
ii) Effet indirect sur les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques *155*
12. Autres facteurs ayant une incidence sur le prix du coton upland sur le marché mondial **156**
a) Principaux arguments des parties 156
b) Évaluation par le Groupe spécial 157
13. Résumé et conclusion de l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation du Brésil concernant un préjudice grave au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* **157**
C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC* 160
1. Principaux arguments des parties **160**
2. Évaluation par le Groupe spécial **161**
XI. ALLÉGATION DE MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 DE L'*ACCORD SMC* **164**
XII. ALLÉGATION DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C), 6.3 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC* DU FAIT QUE LES ÉTATS-UNIS N'ONT PRIS AUCUNE MESURE ENTRE LE 22 SEPTEMBRE 2005 ET LE 31 JUILLET 2006 ..... **164**
XIII. PIÈCE JOINTE 1: APERÇU DES NOUVEAUX OUVRAGES ÉCONOMIQUES CONSACRÉS AUX VERSEMENTS ANTICYCLIQUES **165**
A. INCIDENCE DES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES 165
1. Études citées par les États-Unis **165**
2. Études citées par le Brésil **167**
B. LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES SONT-ILS CAPITALISÉS DANS LA VALEUR FONCIÈRE, LA FAISANT AUGMENTER? 168
1. Études citées par les États-Unis **168**

XIV. CONSTATATIONS SUR LES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION FORMULÉES PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 10:1 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET DES ARTICLES 3.1 A), 3.2 ET 4.7 DE L'*ACCORD SMC*..... 169
A. INTRODUCTION 169
1. Description des garanties de crédit à l'exportation en cause dans le présent différend..... 170
2. Résumé des constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel concernant les garanties de crédit à l'exportation 171
B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION EN COURS AU 1ER JUILLET 2005 172
1. Introduction..... 172
2. Principaux arguments des parties 173
3. Principaux arguments des tierces parties 174
4. Évaluation par le Groupe spécial 174
a) Introduction..... 174
b) Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* 175
c) Point de savoir si l'obligation de "retirer" la subvention inclut l'obligation de s'abstenir d'honorer des engagements financiers en cours 177
d) Sens du terme "retirer" 180
C. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION AU TITRE DU GSM 102 ÉMISES APRÈS LE 1ER JUILLET 2005..... 181
1. Introduction..... 181
2. Allégations du Brésil au titre des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* 182
3. Les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont-elles des "subventions à l'exportation" – fondements juridiques des arguments du Brésil..... 184
4. Arguments du Brésil au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation 186
a) Analyse du Groupe spécial initial au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation..... 186
i) Résultats antérieurs des programmes..... 186
ii) Structure, conception et gestion du programme 188
iii) Conclusion générale du Groupe spécial initial 189
iv) Organe d'appel..... 189
b) Analyse "quantitative" au titre du point j) 189
i) Principaux arguments des parties 189
ii) Évaluation par le Groupe spécial..... 190
c) Comparaison avec les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE..... 199
i) Principaux arguments des parties 199
ii) Principaux arguments des tierces parties..... 200
iii) Évaluation par le Groupe spécial..... 200

d) Structure, conception et gestion du programme GSM 102 203
i) Principaux arguments des parties *203*
ii) Évaluation par le Groupe spécial *205*
e) Conclusion générale de l'analyse effectuée par le Groupe spécial au titre du point j) de la Liste exemplative 214
5. Point de savoir si les États-Unis ont appliqué des garanties au titre du GSM 102 d'une manière qui entraîne un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture* 216
a) Introduction 216
b) Produits non inscrits dans la Liste 216
c) Produits inscrits dans la Liste 217
6. Allégations selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* 220
D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA LYSINE, LE LYOCELL ET LES PRODUITS DU BOIS 221
XV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 224

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES
ET DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Brésil	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis (y compris la demande de décisions préliminaires)	A-10
Annexe A-3	Communication de l'Argentine en tant que tierce partie	A-21
Annexe A-4	Communication de l'Australie en tant que tierce partie	A-26
Annexe A-5	Communication du Canada en tant que tierce partie	A-36
Annexe A-6	Communication du Tchad en tant que tierce partie	A-44
Annexe A-7	Communication de la République populaire de Chine en tant que tierce partie	A-60
Annexe A-8	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	A-66
Annexe A-9	Communication du Japon en tant que tierce partie	A-82
Annexe A-10	Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	A-90

ANNEXE B

COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES À TITRE
DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis	B-10
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis	B-20

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES
À LA RÉUNION AVEC LE GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe C-1	Déclaration liminaire du Brésil (résumé analytique)	C-2
Annexe C-2	Déclaration finale du Brésil	C-11
Annexe C-3	Déclaration liminaire des États-Unis (résumé analytique)	C-20
Annexe C-4	Déclaration finale des États-Unis	C-30
Annexe C-5	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie	C-34
Annexe C-6	Déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie	C-39
Annexe C-7	Déclaration orale du Canada en tant que tierce partie	C-43
Annexe C-8	Déclaration orale du Tchad en tant que tierce partie	C-46

Table des matières		Page
Annexe C-9	Déclaration orale de la République populaire de Chine en tant que tierce partie	C-52
Annexe C-10	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-54
Annexe C-11	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie	C-64
Annexe C-12	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie	C-66
Annexe C-13	Déclaration orale de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie	C-70
Annexe C-14	Déclaration orale de la Thaïlande en tant que tierce partie	C-74

ANNEXE D

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET AUTRES OBSERVATIONS ET DOCUMENTS COMMUNIQUÉS PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial demande la présentation de documents et renseignements conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends	D-2
Annexe D-2	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial en rapport avec l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends	D-22
Annexe D-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial en rapport avec l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends	D-26
Annexe D-4	Observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis à la réunion avec le Groupe spécial	D-29
Annexe D-5	Observations des États-Unis sur les déclarations orales du Brésil à la réunion avec le Groupe spécial	D-54
Annexe D-6	Réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections A à C)	D-93
Annexe D-7	Réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections D et E)	D-136
Annexe D-8	Réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections A à C)	D-159
Annexe D-9	Réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections D et E)	D-180
Annexe D-10	Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial	D-210
Annexe D-11	Observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial	D-260
Annexe D-12	Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial	D-320
Annexe D-13	Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial	D-424
Annexe D-14	Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial	D-529
Annexe D-15	Observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial	D-619

ANNEXE E

COMMUNICATIONS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Lettre des États-Unis datée du 7 novembre 2006	E-2
Annexe E-2	Lettre des États-Unis datée du 20 novembre 2006	E-6
Annexe E-3	Lettre des États-Unis datée du 21 novembre 2006	E-10
Annexe E-4	Lettre du Brésil datée du 22 novembre 2006	E-12
Annexe E-5	Lettre du Brésil datée du 24 novembre 2006	E-15
Annexe E-6	Lettre du Brésil datée du 18 décembre 2006	E-17
Annexe E-7	Lettre des États-Unis datée du 19 décembre 2006	E-19
Annexe E-8	Lettre du Brésil datée du 22 janvier 2007	E-22
Annexe E-9	Lettre du Brésil datée du 7 février 2007	E-24
Annexe E-10	Lettre des États-Unis datée du 12 février 2007	E-25

ANNEXE F

COMMUNICATIONS ADRESSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Communication du 8 novembre 2006	F-2
Annexe F-2	Communication du 27 novembre 2006	F-3
Annexe F-3	Communication du 28 novembre 2006	F-4
Annexe F-4	Communication du 20 décembre 2006[1]	F-5
Annexe F-5	Communication du 17 janvier 2007	F-6
Annexe F-6	Communication du 22 janvier 2007	F-7
Annexe F-7	Communication du 16 février 2007	F-8
Annexe F-8	Communication du 21 mars 2007	F-9

ANNEXE G

PROCÉDURES DE TRAVAIL ET CALENDRIER DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe G-1	Procédures de travail	G-2
Annexe G-2	Calendrier (définitif)	G-5

ANNEXE H

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe H-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil	H-2

[1] Cette communication a été envoyée aux parties et aux tierces parties.

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/RW
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/RW
Canada – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/R, WT/DS113/R, adopté le 27 octobre 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/RW, WT/DS113/RW, adopté le 18 décembre 2001, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW
CE – Subventions à l'exportation de sucre	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre*, WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R, adopté le 19 mai 2005
Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS207/AB/RW, adopté le 22 mai 2007
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/RW, adopté le 21 novembre 2001, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/RW
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger*, WT/DS108/R, adopté le 20 mars 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/R
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/RW, adopté le 29 janvier 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/RW2, adopté le 14 mars 2006, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW2
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS212/RW, adopté le 27 septembre 2005
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)	Rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/AB/RW, adopté le 11 mai 2007
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001

I. INTRODUCTION

1.1 Le 18 août 2006, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") au sujet du manquement allégué des États-Unis à l'obligation de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*.[1]

1.2 À sa réunion du 28 septembre 2006, l'ORD a décidé, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, de soumettre cette question, si possible, au Groupe spécial initial.

1.3 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS267/30, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Les 18 et 20 octobre 2006, le Brésil et les États-Unis respectivement ont demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. L'article 8:7 est ainsi libellé:

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

1.5 Le 25 octobre 2006, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Eduardo Pérez Motta

Membres: M. Mario Matus
M. Ho-Young Ahn[2]

1.6 L'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, les Communautés européennes, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Tchad et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.7 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties au différend les 27 et 28 février 2007. Il s'est réuni avec les tierces parties le 28 février 2007.

1.8 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 27 juillet 2007 et son rapport final le 15 octobre 2007.

---

[1] WT/DS267/30.
[2] WT/DS267/31.

II. CONTEXTE

2.1 Le présent différend porte sur le désaccord entre le Brésil et les États-Unis, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, au sujet "de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*.[3]

2.2 Le rapport du Groupe spécial initial chargé de l'affaire *États-Unis – Coton upland* a été distribué aux Membres le 8 septembre 2004.

2.3 Le Groupe spécial initial a constaté que certaines mesures des États-Unis étaient incompatibles avec l'*Accord sur l'agriculture* et/ou l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"*Accord SMC*").

2.4 *Premièrement*, le Groupe spécial initial a constaté que les garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP[4] étaient incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* pour ce qui était des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste qui bénéficiaient d'un soutien au titre de ces programmes, et pour ce qui était d'un produit inscrit dans la Liste (le riz).[5] Le Groupe spécial initial a également constaté que, pour ce qui était des exportations de produits agricoles non inscrits dans la Liste qui ne bénéficiaient pas d'un soutien au titre des programmes et d'autres produits agricoles inscrits dans la Liste, les garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP n'étaient pas incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.[6]

2.5 *Deuxièmement*, le Groupe spécial initial a constaté que l'article 1207 a) de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (la "Loi FSRI de 2002"), qui prévoyait des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland, était incompatible avec les articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*[7], et que l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002, qui prévoyait des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland, était incompatible avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[8]

2.6 *Troisièmement*, le Groupe spécial initial a constaté que certaines mesures de subventionnement des États-Unis impératives et subordonnées aux prix[9] avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* sur le même

[3] Comme il est indiqué ci-après, les États-Unis estiment que certaines allégations du Brésil n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure parce qu'elles ne concernent pas un désaccord au sujet de "l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions". Voir *infra*, la section IX.B.

[4] Voir *infra*, les paragraphes 3.13 à 3.16.

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.875, 7.881 et 8.1 d) i).

[6] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.896 et 8.1 d) ii). Ainsi, le Groupe spécial a conclu que ces garanties de crédit à l'exportation étaient exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et sur l'article 3 de l'*Accord SMC*.

[7] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.749, 7.760, 7.761 et 8.1 e).

[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1097, 7.1098 et 8.1 f).

[9] Versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements d'aide pour perte de parts de marché et versements anticycliques. Voir *infra*, les paragraphes 3.7 à 3.11.

marché mondial, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[10]

2.7 Pour ce qui est des mesures dont il avait été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial initial a recommandé, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que les États-Unis rendent leurs mesures conformes à l'*Accord sur l'agriculture*.[11]

2.8 Pour ce qui est des mesures dont il avait été constaté qu'elles étaient des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 a) et 3.2, et 3.1 b) et 3.2, de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial initial a recommandé, conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, que les États-Unis retirent sans retard la subvention prohibée, soit au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial par l'ORD, ou le 1er juillet 2005, si cette date était plus rapprochée.[12]

2.9 Pour ce qui est des mesures visées par la constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, qui causait un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit:

> "[N]ous rappelons que, pour ce qui est des subventions faisant l'objet de notre conclusion au paragraphe 8.1 g) i) ci-dessus, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*:
>
> > "7.8 Dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5, le Membre qui accorde ou maintient cette subvention prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention."
>
> En conséquence, au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"."[13]

2.10 Le rapport établi par l'Organe d'appel dans le cadre de la procédure initiale relative au présent différend a été distribué aux Membres le 3 mars 2005.

2.11 L'Organe d'appel a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 7.869 de son rapport selon laquelle les programmes de garantie du crédit à l'exportation en cause constituaient une subvention à l'exportation en soi au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*, ainsi que la constatation formulée par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.947 et 7.948 de son rapport selon laquelle ces programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[14] L'Organe d'appel a infirmé la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 7.881 de son rapport selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré que l'application de garanties de crédit à l'exportation avait entraîné un contournement effectif des engagements en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille. Il a estimé que

---

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i).
[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 a).
[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 b) et c).
[13] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 d).
[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 674 et 763 e) iv).

les faits versés au dossier étaient insuffisants pour qu'il puisse compléter l'analyse juridique en vue de déterminer si les garanties de crédit à l'exportation avaient été appliquées d'une manière qui entraînait un contournement effectif des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis.[15]

2.12 L'Organe d'appel a confirmé les constatations formulées par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.1088, 7.1097, 7.1098 et 8.1 f) de son rapport selon lesquelles les versements au titre du programme Step 2 en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland prévus à l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 étaient incompatibles avec l'article 3.1 b) et 3.2 de l'*Accord SMC*, ainsi que les constatations formulées par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.748, 7.749, 7.760, 7.761 et 8.1 e) de son rapport selon lesquelles les versements au titre du programme Step 2 en faveur des exportateurs de coton upland des États-Unis prévus à l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 étaient incompatibles avec les articles 3:3 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[16]

2.13 L'Organe d'appel a confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) de son rapport selon laquelle certaines subventions subordonnées aux prix avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[17]

2.14 Le 21 mars 2005, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Coton upland*, ainsi que le rapport du Groupe spécial initial modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

III. ASPECTS FACTUELS

A. PRODUITS EN CAUSE

3.1 Le Groupe spécial initial a décrit les produits en cause comme suit:

> "Le présent différend concerne principalement des subventions alléguées des États-Unis relatives au "coton upland" (*Gossypium hirsutum*). Celui-ci est défini de la façon suivante dans le texte législatif pertinent des États-Unis:
>
> > "Coton planté et coton de repousse produits à partir de variétés autres que de pure souche de l'espèce Barbadense, tout hybride de ces variétés, ou toute autre variété de coton dans laquelle l'une ou plusieurs de ces variétés prédominent."
>
> S'agissant des allégations du Brésil selon lesquelles les mesures de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis constituent des subventions à l'exportation au sens de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC*, le différend concerne le coton upland ainsi que les autres produits agricoles admissibles."[18] (notes de bas de page omises)

3.2 Dans le présent différend sur la mise en conformité, il n'y a pas de désaccord entre les parties au sujet de la description du coton upland et le Groupe spécial considère donc que la description susmentionnée reste exacte.

---

[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 693, 694 et 763 f) i).
[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 552, 583, 584 et 763 d).
[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 496 et 763 c).
[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.197 et 7.198.

3.3 Le Groupe spécial initial a expliqué que "[l]e coton upland récolté dans un champ compren[ait] du coton fibre et des graines de coton", que "[l']égrenage consist[ait] à séparer le coton fibre des graines de coton" et que, "[s]auf indication contraire, les références dans le présent rapport au coton upland désign[aient] généralement le coton fibre upland".[19] Dans la présente procédure, il n'y a pas de désaccord entre les parties quant au fait que l'expression "coton upland" désigne le coton fibre upland.

3.4 Bien que le produit mis en cause dans les allégations de préjudice grave du Brésil soit le coton upland, s'agissant des allégations du Brésil au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* qui se rapportent aux garanties de crédit à l'exportation, le présent différend sur la mise en conformité concerne le coton upland et les produits suivants: i) trois produits agricoles pour lesquels les États-Unis ont contracté des engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation ("produits inscrits dans la Liste") – à savoir, le riz, la viande de volaille et la viande porcine[20] – et ii) des "produits non inscrits dans la Liste" pour lesquels des garanties de crédit à l'exportation ont été accordées après le 1er juillet 2005.[21]

3.5 Les produits décrits aux points i) et ii) du paragraphe précédent et le coton upland font tous partie des produits visés par l'*Accord sur l'agriculture*.[22]

3.6 De plus, trois autres produits (lysine, lyocell et produits du bois) sont visés par des allégations du Brésil selon lesquelles les États-Unis ont accordé des subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation, d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SMC*.[23]

---

[19] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 258.

[20] Les États-Unis demandent que le Groupe spécial établisse que les allégations du Brésil concernant la viande de volaille et la viande porcine sont hors du champ de la présente procédure. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24 à 30. Le Groupe spécial examine cette demande des États-Unis ci-après, à la section IX.B.2.

[21] Le Brésil a indiqué que les produits suivants avaient bénéficié de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 depuis le 1er juillet 2005: coton, graines oléagineuses (y compris les fèves et la farine de soja), farines protéiques, légumes frais, cuirs/peaux, suif, produits à base de maïs. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 450 et note 622.

[22] Article 2 et Annexe 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. En particulier, le Groupe spécial note que l'Accord vise les produits relevant des positions 52.01 à 52.03 du Système harmonisé (coton brut, déchets de coton et coton cardé ou peigné).

[23] Le Brésil a inclus ces produits parmi les produits non inscrits dans la Liste qui ont bénéficié de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Après que les États-Unis eurent présenté un argument selon lequel ces produits ne faisaient pas partie des produits visés par l'*Accord sur l'agriculture*, le Brésil a indiqué que, s'agissant de ces trois produits, il ne formulait aucune allégation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, mais maintenait ses allégations au titre de l'*Accord SMC*. Voir la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 83, la réponse du Brésil à la question n° 50 du Groupe spécial et les observations des États-Unis sur cette réponse. Voir *infra*, dans la section XIV.D, la détermination du Groupe spécial selon laquelle les allégations du Brésil concernant ces produits sont hors du champ de la présente procédure.

B. FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LES MESURES DONT LE GROUPE SPÉCIAL INITIAL A CONSTATÉ QU'ELLES ÉTAIENT INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC[24]

1. Versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements au titre de prêts à la commercialisation, versements d'aide pour perte de parts de marché et versements anticycliques

a) Versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2)

3.7 L'expression "versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2)" utilisée dans le rapport du Groupe spécial initial désigne les versements effectués au titre du programme de certificats de commercialisation pour utilisateurs de coton upland ou programme "Step 2", une disposition spéciale en matière de prêt à la commercialisation pour le coton upland énoncée à l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002. Ce programme prévoyait des certificats de commercialisation ou des versements comptants pour les utilisateurs et exportateurs nationaux admissibles de coton upland admissible quand le marché répondait à certaines conditions et que les points de repère concernant la fixation des prix du coton aux États-Unis étaient dépassés.[25] Le 1er février 2006, le Congrès des États-Unis a adopté un texte de loi abrogeant le programme de subventions Step 2 pour le coton upland, avec effet au 1er août 2006.[26]

b) Versements au titre de prêts à la commercialisation

3.8 Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont prévus dans les articles 1201 à 1205 de la Loi FSRI de 2002. Le Groupe spécial initial a décrit ces mesures comme suit:

> "Les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation pour le coton upland ont commencé en 1986 et se sont poursuivis dans le cadre de textes législatifs successifs, y compris la Loi FAIR de 1996 et la Loi FSRI de 2002. Le programme de prêts à la commercialisation vise à réduire au minimum les défauts potentiels de remboursement des prêts en accordant aux producteurs admissibles un financement intérimaire pour leur production admissible et à faciliter la distribution ordonnée des produits de base admissibles tout au long de l'année. En conséquence, plutôt que de vendre les produits au moment où ils sont récoltés, quand les prix ont tendance à être à leur niveau le plus bas, les producteurs peuvent, grâce au prêt intérimaire, acquitter leurs dépenses quand elles viennent à échéance tout en stockant leur récolte en tant que nantissement et rembourser le prêt quand les conditions du marché sont potentiellement plus favorables.
>
> Conformément à la Loi FAIR de 1996, les prêts au titre de l'aide à la commercialisation pour le coton upland étaient accordés aux producteurs de coton upland récolté sur une exploitation comprenant des terres arables admissibles visées par un contrat de flexibilité de la production […]. Les prêts pour le coton upland étaient accordés à des conditions prescrites par le Secrétaire pour une durée de dix mois. La législation prévoyait que le taux de prêt pour le coton upland était déterminé par le Secrétaire pour la récolte de chaque année et établi à un taux qui n'était pas inférieur au plus petit des deux chiffres suivants: 85 pour cent de la

[24] L'inclusion d'une mesure dans la présente section et les termes utilisés pour la décrire sont sans préjudice de la position du Groupe spécial sur les exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis sur le point de savoir si certaines mesures entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

[25] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.209.

[26] Article 1103 de la Loi sur la réduction du déficit de 2005, reproduit dans la pièce Bra-435.

moyenne olympique sur cinq ans des prix du marché au comptant du comté ou 90 pour cent du prix moyen en Europe du Nord, mais qui ne devrait pas être inférieur à 50 cents par livre ni supérieur à 51,92 cents par livre. Les taux de prêt pour les récoltes de coton upland de 1999, 2000 et 2001 et 2002 ont été établis chacun à 51,92 cents par livre. Il s'agissait de prêts ne donnant pas lieu à un recours, de sorte que le producteur avait la possibilité de livrer à la CCC [Commodity Credit Corporation (Société de crédit pour les produits de base)] la quantité de produit constituée en nantissement pour le prêt en tant que remboursement intégral quand le prêt arrivait à échéance.

Conformément à la Loi FSRI de 2002, des prêts au titre de l'aide à la commercialisation continuent d'être accordés mais certaines caractéristiques du programme ont été modifiées. En particulier, les prêts sont accordés à des producteurs pour tout coton upland produit sur une exploitation, la durée d'un prêt au titre de l'aide à la commercialisation concernant le coton upland est maintenant de neuf mois et le taux de prêt pour le coton upland est fixé par la loi elle-même à 52 cents par livre pour les campagnes agricoles de 2002 à 2007.

Le taux de remboursement des prêts à la commercialisation est le cours du marché mondial ajusté ou le taux de prêt majoré des intérêts si ce dernier est plus faible. Quand le cours du marché mondial ajusté est inférieur au taux de prêt, le producteur rembourse à un niveau inférieur au taux de prêt et la différence est appelée "gain sur les prêts à la commercialisation". Le producteur peut aussi renoncer à un prêt à la commercialisation et recevoir un "versement compensatoire relatif aux prêts" d'un montant égal à la différence entre le cours du marché mondial ajusté, plus faible, et le taux de prêt. En outre, en octobre 1999, la Loi FAIR de 1996 a été modifiée et des dispositions y ont été incluses concernant la délivrance de "certificats de produits", que peuvent obtenir les producteurs, y compris les producteurs de coton upland, et qui leur servent à acquérir auprès de la CCC des récoltes de 1998 à 2002 constituées en nantissement pour un prêt relatif à un produit. Les gains sur les prêts à la commercialisation, les versements compensatoires relatifs aux prêts et les gains sur l'échange de certificats de produits sont désignés collectivement ci-dessous sous le nom de "versements au titre du programme de prêts à la commercialisation".

Quand les prêts sont remboursés, la CCC facture un intérêt supérieur de 1 pour cent au taux qu'elle verse au Trésor. Elle renonce à l'intérêt et prend en charge les taxes de stockage pour la période du prêt quand le coton upland faisant l'objet du prêt n'est pas repris, et aussi quand il est dégagé dans les cas où le montant du remboursement est trop faible pour couvrir le montant du prêt et ces frais."[27] (notes de bas de page omises)

3.9 Il n'est pas contesté que les États-Unis continuent à effectuer des versements au titre de prêts à la commercialisation en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis, ni que les dispositions législatives et réglementaires régissant ces versements n'ont pas été modifiées.

[27] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.204 à 7.208.

c) Versements d'aide pour perte de parts de marché

3.10 Les versements d'aide pour perte de parts de marché étaient prévus dans quatre instruments législatifs distincts.[28] Le Groupe spécial initial a décrit ces mesures comme suit:

> "Des versements d'aide pour perte de parts de marché ("MLA") ont été effectués dans le cadre de quatre instruments législatifs distincts, un pour chacune des campagnes allant de 1998 à 2001. Il s'agissait d'une aide d'urgence supplémentaire ponctuelle fournie aux producteurs pour compenser les pertes dues à une faiblesse récente des prix des produits de base.
>
> Les versements MLA de 1998 étaient pour l'essentiel censés constituer un versement [au titre de contrats de flexibilité de la production] additionnel de 50 pour cent. Les lois de 1998, 1999 et 2001 ouvraient chacune des crédits en dollars pour l'assistance, qui étaient répartis entre les bénéficiaires des versements PFC proportionnellement aux versements PFC qu'ils recevaient respectivement auparavant. La Loi de 2000 prévoyait des versements aux taux fixés par la Loi de 1999 pour les versements au titre de contrats. Des versements MLA n'ont été effectués qu'en faveur de bénéficiaires participant aux programmes PFC."[29] (notes de bas de page omises)

d) Versements anticycliques

3.11 Les versements anticycliques sont prévus dans les articles 1101 à 1108 de la Loi FSRI de 2002. Le Groupe spécial initial a décrit ces mesures comme suit:

> "Le programme de versements anticycliques ("CCP") a aussi été établi par la Loi FSRI de 2002. Il prévoit un soutien pour les producteurs (tels qu'ils sont définis) fondé sur la superficie et les rendements antérieurs pour les mêmes produits que ceux qui sont visés par les [versements directs], y compris le coton upland.
>
> Un producteur admissible doit conclure un accord annuel afin de recevoir des versements pour une campagne agricole. Les prescriptions relatives à l'admissibilité et à la flexibilité en matière de plantation sont les mêmes que pour le programme DP. Les versements CCP, comme les versements DP, sont effectués en faveur de producteurs pour des exploitations pour lesquelles les rendements donnant lieu à des versements et les superficies de base sont établis pour chacune des campagnes agricoles de 2002 à 2007 et pour chaque produit de base visé.
>
> Les versements CCP dépendent des prix courants des produits de base. Ils sont fournis aux producteurs ayant des superficies et des rendements de base pour un produit de base visé pour chacune des campagnes agricoles de 2002 à 2007 chaque fois que le prix effectif tombe au-dessous du prix d'objectif, qui est fixé par la Loi à 72,4 cents par livre pour le coton upland. Le prix effectif d'un produit de base est la somme du taux de versement DP […] et du prix agricole moyen national pour la campagne de commercialisation ou le taux de prêt […] si ce dernier est plus élevé.

[28] Des versements d'aide pour perte de parts de marché ont été effectués dans le cadre des lois suivantes: la Loi de 1999 portant ouverture de crédits pour l'agriculture, le développement rural, l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires et les organismes connexes pour la récolte de 1998; la Loi de 2000 portant ouverture de crédits pour l'agriculture, le développement rural, l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires et les organismes connexes pour la récolte de 1999; la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles pour la récolte de 2000 et la Loi sur l'aide économique à l'agriculture pour la campagne agricole 2001 pour la récolte de 2001.

[29] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.216 et 7.217.

> La différence entre le prix effectif et le prix d'objectif est le taux de versement CCP. Par conséquent, le taux de versement CCP, le taux de versement DP et, le cas échéant, le taux de prêt sont égaux à la différence entre le prix du marché et 72,4 cents par livre.
>
> Les versements CCP sont effectués pour 85 pour cent de la superficie de base pour chaque produit de base multipliés par le taux de versement correspondant multiplié par le rendement donnant lieu à des versements applicable. Un propriétaire qui choisissait que sa superficie de base soit calculée d'après la moyenne sur quatre ans de la superficie plantée pendant les campagnes agricoles de 1998 à 2001 se voyait ménager, une seule fois, la possibilité d'"actualiser" partiellement les *rendements* donnant lieu à un versement CCP pour les versements CCP concernant tous les produits visés, en utilisant l'une de deux méthodes incluant chacune les rendements moyens de l'exploitation pour les campagnes agricoles 1998 à 2001."[30] (italique dans l'original, notes de bas de page omises)

3.12 Il n'est pas contesté que les États-Unis continuent à effectuer des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis, ni que les dispositions législatives et réglementaires pertinentes régissant ces versements n'ont pas été modifiées.

2. Garanties de crédit à l'exportation

3.13 Le Groupe spécial initial a examiné trois programmes de garantie du crédit à l'exportation administrés par le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) par l'intermédiaire de la Société de crédit pour les produits de base (CCC)[31]: le programme General Sales Manager 102 ("GSM 102"), le programme General Sales Manager 103 ("GSM 103") et le programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP"). Le Brésil a contesté ces programmes "en tant que tels" et "tel qu'appliqués"[32] aux exportations de coton upland et à d'autres produits de base agricoles admissibles.[33] Ces trois programmes servaient tous à garantir le remboursement du crédit offert pour financer les ventes commerciales à l'exportation de produits de base agricoles des États-Unis.

3.14 Le Groupe spécial initial a décrit ces trois programmes comme suit:

> "*General Sales Manager 102 ("GSM 102")*
>
> Dans le cadre du programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, la CCC est autorisée à garantir le remboursement d'un crédit pouvant être obtenu pour financer les ventes commerciales à l'exportation de produits de base agricoles provenant de stocks privés pour une durée comprise entre 90 jours et trois ans. La CCC couvre en général 98 pour cent du principal et une partie de l'intérêt. Elle choisit les produits de base agricoles et les produits agricoles selon le potentiel du marché. Elle ne fournit pas de financement; elle garantit plutôt les versements dus par des banques étrangères. Pour obtenir une telle garantie des versements, une fois

[30] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.223 à 7.226.

[31] La CCC est une société à capitaux entièrement publics relevant de l'USDA; elle n'a pas de personnel et exécute la majeure partie de ses programmes en faisant appel au personnel et aux installations de l'Agence des services pour l'agriculture. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 346.

[32] Du fait que le Groupe spécial initial a adopté une approche analytique portant sur "l'ensemble des programmes" au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*, il n'a pas considéré que la distinction entre les allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" du Brésil était déterminante. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.763.

[33] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.69.

qu'il existe une vente ferme à l'exportation, l'exportateur des États-Unis doit présenter une demande avant la date d'exportation. Il paye une commission calculée en fonction du montant garanti en dollars, sur la base d'un barème applicable à différentes durées du crédit. Il existe un plafond légal concernant la commission perçue, qui est de 1 pour cent de la valeur garantie en dollars de la transaction. Sur le plan du financement, la banque étrangère agréée par la CCC émet en faveur de l'exportateur des États-Unis une lettre de crédit irrévocable qui fait habituellement l'objet d'un avis ou d'une confirmation de la part de l'institution financière des États-Unis qui accepte d'accorder un crédit à la banque étrangère. Si la banque étrangère omet de procéder à l'un quelconque des versements convenus, l'exportateur est tenu de présenter un avis de défaut à la CCC. Celle-ci verse une indemnisation en cas de demande valable.

General Sales Manager 103 ("GMS 103")

Le programme GSM 103 fonctionne d'une façon semblable au GSM 102. Les principales différences entre les deux programmes sont notamment les suivantes: les garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du GSM 103 sont des "garanties de crédit d'une durée intermédiaire" émises pour des durées allant de trois à dix ans; des déterminations additionnelles légales sont exigées quand la CCC émet des garanties; et il n'y a aucun plafond légal concernant les commissions de montage que peut percevoir la CCC à l'occasion d'une opération de garantie de crédit à l'exportation.

Programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP")

Dans le cadre du SCGP, la CCC est autorisée à émettre des garanties pour le remboursement d'un crédit offert pour une période ne dépassant pas 180 jours par un exportateur des États-Unis à un acheteur de produits agricoles des États-Unis dans un pays étranger. Ces crédits directs doivent être garantis par des billets à ordre signés par les importateurs. La CCC ne fournit pas de financement; elle garantit plutôt le versement dû par l'importateur. En général, elle garantit une partie (65 pour cent) de la valeur des exportations (principal seulement; la garantie ne couvre pas l'intérêt). L'exportateur négocie les conditions des ventes à l'exportation à crédit avec l'importateur. Une fois qu'il existe une vente ferme à l'exportation, l'exportateur des États-Unis doit demander une garantie des versements avant la date d'exportation. Il paye une commission pour la garantie, qui est calculée en fonction de la partie garantie de la valeur des ventes à l'exportation. Il existe un plafond légal concernant la commission perçue, qui est de 1 pour cent de la valeur garantie en dollars de la transaction. L'importateur doit émettre un billet à ordre libellé en dollars en faveur de l'exportateur des États-Unis sous la forme spécifiée dans l'avis de programme national ou régional applicable. L'exportateur des États-Unis peut négocier un arrangement dans le cadre duquel, pour la totalité ou une partie du règlement, il céderait à une institution financière des États-Unis le droit aux sommes faisant l'objet de la garantie de la CCC qui pourraient être dues. Si la banque étrangère omet de procéder à l'un quelconque des versements, l'exportateur ou le cessionnaire est tenu de présenter un avis de défaut à la CCC. Celle-ci verse une indemnisation en cas de demande valable."[34] (notes de bas de page omises)

3.15 Dans le cadre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 et GSM 103, les commissions perçues par la CCC variaient en fonction de la valeur en dollars garantie de la transaction, du délai de remboursement et des échéances fixées pour le remboursement du principal

[34] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.242 à 7.244.

(annuelles ou semestrielles).[35] Dans le cadre du SCGP, les commissions variaient en fonction du délai de remboursement (jusqu'à 90 jours, ou de 90 à 180 jours).[36]

3.16 Après l'adoption des rapports du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, l'USDA a annoncé, le 30 juin 2005, qu'à compter du 1er juillet 2005, la CCC n'accepterait plus de demandes de garanties de paiement au titre du programme GSM 103.[37] Il a également annoncé que la CCC utiliserait à l'avenir une nouvelle structure des commissions pour les programmes GSM 102 et SCGP. Dans le cadre du nouveau barème, les commissions ont été augmentées et varient maintenant en fonction du risque pays, du délai de remboursement (échéance) et de la fréquence de remboursement (annuelle et semi-annuelle).[38] Les pays sont classés en huit catégories de risque (allant de zéro à 7); les pays en haut dans la catégorie du risque le plus élevé (catégorie 7) ne sont pas admissibles.[39] Pour finir, en octobre 2005, les États-Unis ont cessé d'émettre des garanties de crédit à l'exportation au titre du SCGP.[40]

IV. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

4.1 S'agissant de ses allégations relatives aux effets défavorables au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*, le **Brésil** demande au Groupe spécial de formuler les constatations suivantes:

a) Les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland prévus par la Loi FSRI de 2002 entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006.

b) La mesure finalement prise par les États-Unis pour se conformer, c'est-à-dire la modification de la Loi FSRI de 2002 visant à abroger l'article 1207 a), qui établissait les versements au titre du programme Step 2, est insuffisante pour assurer la mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD, car la série de mesures en résultant est incompatible avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. En particulier, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002 causent un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil sous la forme a) d'un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable et b) d'un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis.

c) La mesure finalement prise par les États-Unis pour se conformer est insuffisante pour assurer la mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD, car la série de mesures en résultant est incompatible avec les articles 5 c) et 6.3 c), ainsi

---

[35] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.820.

[36] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.821 et note de bas de page 975.

[37] Pièces Bra-502 et Bra-503.

[38] "Les montants des commissions seront fonction du risque pays assumé par la CCC, ainsi que du délai de remboursement (échéance) et de la fréquence de remboursement (annuelle ou semi-annuelle) fixés dans le cadre de la garantie. Pour le programme GSM 102, le risque pays sera fonction du pays du débiteur étranger (la banque émettrice), tel qu'il sera déterminé par la CCC. Pour le SCGP, le risque pays sera fonction du pays du débiteur étranger (l'importateur), tel qu'il sera déterminé par la CCC." Pièce Bra-504. Voir aussi les pièces Bra-502, Bra-505 et Bra-506.

[39] Un certain nombre de pays qui étaient auparavant admissibles ont été reclassés dans cette catégorie de risque non admissible. Voir la première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 15, et la pièce US-2.

[40] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 20, et la pièce Bra-513. Les États-Unis indiquent qu'"[à] l'heure actuelle, ils ne prévoient pas de relancer le SCGP, que ce soit sous la même forme ou sous une forme différente". Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 20.

qu'avec la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*. En particulier, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002 constituent une menace de préjudice grave aux intérêts du Brésil sous la forme d'une menace d'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable. Le Groupe spécial ne doit se prononcer sur cette allégation que s'il n'est pas en mesure de constater qu'il existe un préjudice grave "actuel" du fait des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002; et

d) Le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesure pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland prévus par la Loi FSRI de 2002 entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 cause un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil sous la forme d'un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, ainsi que d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial ne doit prendre en considération cette allégation que s'il n'est pas en mesure de formuler des constatations en faveur du Brésil en ce qui concerne les allégations de celui-ci qui sont résumées aux points a) à c) ci-dessus.[41]

4.2 S'agissant de ses allégations au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* qui se rapportent aux garanties de crédit à l'exportation, le Brésil demande au Groupe spécial de formuler les constatations suivantes:

a) En ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP qui étaient en cours au 1er juillet 2005, il n'existe pas de "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

b) Les "mesures prises [par les États-Unis] pour se conformer" s'agissant du programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 sont incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.

c) Les "mesures prises [par les États-Unis] pour se conformer" s'agissant du programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[42]

4.3 Le Brésil demande que, sur la base des constatations demandées ci-dessus, le Groupe spécial fasse les recommandations suivantes:

a) Les États-Unis ne se sont pas pleinement conformés à leur obligation, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, d'"éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention", et la recommandation initiale de l'ORD au titre de l'article 7.8 reste donc applicable et est valable pour la totalité des constatations demandées ci-dessus.

b) Les États-Unis ne se sont pas pleinement conformés à leur obligation, au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, de "retire[r] [la subvention]", et la recommandation

[41] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 461.
[42] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 462.

initiale de l'ORD au titre de l'article 4.7 reste donc applicable et est valable pour la totalité des constatations demandées ci-dessus.

c) Les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, et la recommandation initiale de l'ORD reste donc applicable et est valable pour l'ensemble des constatations demandées ci-dessus.[43,44]

4.4 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations du Brésil dans leur intégralité et de constater qu'ils se sont conformés aux recommandations et décisions de l'ORD et, en outre, que les mesures qu'ils ont prises pour se conformer ne sont pas incompatibles avec l'*Accord SMC*, ni avec l'*Accord sur l'agriculture*.[45]

4.5 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires établissant que certaines allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.[46]

4.6 S'agissant des allégations de préjudice grave "actuel" et de menace de préjudice grave formulées par le Brésil, les États-Unis font observer ce qui suit: i) le Brésil n'étaye pas les arguments qu'il présente à l'appui de l'allégation selon laquelle les effets de l'élimination du programme Step 2 sont modestes; ii) le Brésil ne démontre pas que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation ou de versements anticycliques prescrivent un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC; iii) le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'un préjudice grave "actuel" au sens des articles 5 c) et 6.3 c) (empêchement de hausses de prix dans une mesure notable) de l'*Accord SMC*; iv) le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'un préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 d) (accroissement de la part du marché) de l'*Accord SMC*; et v) le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'une menace de préjudice grave conformément aux articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[47]

4.7 S'agissant des allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation, les États-Unis estiment que des garanties de crédit à l'exportation ont été accordées au titre du programme GSM 102 après le 1er juillet 2005 d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, et qu'ils ont pris des mesures pour retirer la subvention en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP émises avant le 1er juillet 2005.[48]

V. ARGUMENTS DES PARTIES

5.1 Les arguments des parties, tels qu'ils ont été présentés ou résumés dans les résumés analytiques présentés au Groupe spécial, sont joints sous forme d'annexes.

5.2 Les réponses des parties aux questions du Groupe spécial, les observations de chacune sur les réponses de l'autre et les autres documents pertinents présentés par les parties sont aussi joints sous forme d'annexes.

---

[43] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 463.

[44] À cet égard, le Brésil fait également observer que le délai pour la mise en œuvre des recommandations et décisions initiales de l'ORD reste le 1er juillet 2005 (pour les recommandations et décisions relatives aux garanties de crédit à l'exportation) et le 21 septembre 2005 (pour les recommandations et décisions relatives aux effets défavorables). Première communication écrite du Brésil, paragraphe 464.

[45] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 344.

[46] Voir *infra* le paragraphe 9.7. Le Groupe spécial examine la question de savoir si, comme le font valoir les États-Unis, certaines allégations du Brésil n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure dans les sections IX.B.2 à 5 du présent rapport.

[47] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 149, 196, 203 et 332, et communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 405.

[48] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 60 à 142 et 143 à 145.

VI. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

6.1 Les arguments des tierces parties sont joints au présent rapport sous forme d'annexes.[49]

VII. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

7.1 Le Groupe spécial a présenté son rapport intérimaire aux parties le 27 juillet 2007. Le 3 septembre 2007, les parties ont demandé par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. Aucune n'a demandé que le Groupe spécial tienne une réunion de réexamen intérimaire. Le 17 septembre 2007, les parties ont présenté par écrit des observations sur leurs demandes écrites de réexamen respectives.

7.2 Le Groupe spécial a modifié des aspects du rapport intérimaire à la lumière des demandes et observations des parties lorsqu'il l'a jugé approprié. Il a également apporté des corrections techniques et des modifications d'ordre rédactionnel.

A. MODIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES CONCERNANT LA SECTION "ASPECTS FACTUELS" DU RAPPORT INTÉRIMAIRE

7.3 Les **États-Unis** proposent que des modifications soient apportées aux paragraphes 3.7, 3.13 et 3.16 de la section "Aspects factuels" du rapport intérimaire (paragraphes 3.7, 3.13 et 3.16 du présent rapport). Le **Groupe spécial** considère que les modifications proposées permettent de corriger certaines erreurs ou inexactitudes factuelles figurant dans le rapport intérimaire et a donc modifié les paragraphes en question conformément à la demande des États-Unis.

B. MODIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES CONCERNANT LA DESCRIPTION DES ARGUMENTS DES PARTIES DONNÉE PAR LE GROUPE SPÉCIAL

7.4 Le Groupe spécial a apporté un certain nombre de modifications au rapport intérimaire conformément aux demandes de l'une des parties visant à ce que certains paragraphes du rapport soient modifiés pour mieux refléter les arguments qu'elle avait présentés au cours de la procédure. Il a apporté ces modifications aux paragraphes 4.5; 9.19 (note de bas de page 101); 9.28 (note de bas de page 111); 9.62 (note de bas de page 163); 9.56; 10.6; 10.46 (note de bas de page 254); 10.73; 10.118; 10.155; 10.156; 10.163 (note de bas de page 443); 10.165; 10.200; 10.200 (note de bas de page 481); 14.16 et note de bas de page 588, et 14.122 (note de bas de page 728) du rapport intérimaire (paragraphes 4.5; 9.19 (note de bas de page 105); 9.29 (note de bas de page 115); 9.64 (note de bas de page 165); 9.58; 10.6; 10.46 (note de bas de page 256); 10.73; 10.118; 10.155; 10.156; 10.163 (note de bas de page 450); 10.165; 10.205; 10.205 (note de bas de page 497); 14.16 et note de bas de page 604, et 14.122 (note de bas de page 747) du présent rapport).

7.5 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial d'ajouter, dans la première phrase du paragraphe 8.29 du rapport intérimaire (paragraphe 8.29 du présent rapport), une note de bas de page libellée comme suit: "Aux fins du présent différend, les États-Unis ne se sont pas opposés à ce que le Tchad soit considéré comme un pays moins avancé Membre." Ils notent à cet égard que la question de savoir si le Tchad est un pays moins avancé Membre n'a été examinée par aucune des parties et qu'aucun élément de preuve pertinent n'a été présenté à l'appui d'une telle constatation. Le **Brésil** s'oppose à la modification proposée par les États-Unis.

7.6 Le **Groupe spécial** s'abstient d'apporter la modification demandée par les États-Unis. La référence au Tchad, dans le rapport intérimaire, en tant que pays moins avancé Membre est compatible avec la pratique de l'OMC consistant à se fonder sur la classification des pays les moins

[49] L'Inde et la Thaïlande n'ont pas présenté de communications écrites.

avancés établie par l'ONU.[50] De plus, les États-Unis n'ont pas indiqué dans la présente procédure qu'ils ne s'opposaient pas à ce que le Tchad soit considéré comme un pays moins avancé Membre aux fins du présent différend. Par conséquent, la phrase proposée par les États-Unis ne reflète pas avec exactitude un argument avancé dans le cadre de la présente procédure.

7.7 Les **États-Unis** notent qu'il apparaît que le paragraphe 9.7 du rapport intérimaire (paragraphe 9.7 du présent rapport) ne contient pas de résumé d'un argument additionnel qu'ils ont présenté, et ils demandent que ce paragraphe soit révisé pour que soit ajoutée leur exception selon laquelle les allégations du Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ du présent différend parce que ces mesures n'étaient pas des mesures prises pour se conformer au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le Brésil n'a pas formulé d'observations sur cette modification proposée.

7.8 Le **Groupe spécial** souscrit à l'avis des États-Unis selon lequel le rapport intérimaire ne rend pas convenablement compte des deux fondements distincts des exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Pour régler cette question, le Groupe spécial a modifié le titre de la section IX.A.3 et a ajouté les nouveaux paragraphes 9.28 et 9.55.

C. DEMANDES DE MODIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE FACTUELLE ET JURIDIQUE DU GROUPE SPÉCIAL

7.9 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial supprime la note de bas de page 108 relative à la dernière phrase du paragraphe 9.25 du rapport intérimaire (note de bas de page 112 relative à la dernière phrase du paragraphe 9.25 du présent rapport), dans laquelle il note que, pour interpréter le concept de "mesures prises pour se conformer" figurant à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, l'Organe d'appel a pris en considération la nécessité de donner suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis font valoir que la nécessité de donner suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD ne transforme pas, d'une façon ou d'une autre, une allégation qui est hors du champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 en une allégation soumise à bon droit au groupe spécial de la mise en conformité. Ils font également observer que le Brésil lui-même a implicitement reconnu que n'importe quelle garantie de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille était hors du champ de la présente procédure en déposant un recours distinct, dans le cadre de l'affaire WT/DS365, à l'encontre des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis pour tous les produits inscrits et non inscrits dans la Liste.

7.10 Le **Brésil** s'oppose à la proposition des États-Unis de supprimer cette note de bas de page. Il estime, à cet égard, que la référence faite par le Groupe spécial aux déclarations de l'Organe d'appel concernant la nécessité de faire en sorte qu'il soit donné suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD est correcte en droit, et que le Groupe spécial est en droit de considérer que l'argument des États-Unis selon lequel les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de la présente procédure ne fera pas qu'il sera donné suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD. Le Brésil rejette l'argument des États-Unis selon lequel le fait qu'il a soulevé la question de la compatibilité des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 dans une demande de consultations présentée dans le cadre de l'affaire WT/DS365 constitue une reconnaissance implicite de sa part du fait que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de la présente procédure.

[50] Il convient de noter que le Groupe spécial initial a considéré le Bénin et le Tchad comme des pays moins avancés Membres et que rien dans son rapport n'indique que les États-Unis ont exprimé un avis ou émis des réserves sur ce point. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.54.

7.11 Le **Groupe spécial** s'abstient de supprimer la note de bas de page relative à la dernière phrase du paragraphe 9.25 du rapport intérimaire (note de bas de page 112 relative à la dernière phrase du paragraphe 9.25 du présent rapport). Dans cette note de bas de page, le Groupe spécial renvoie à une déclaration faite par l'Organe d'appel au paragraphe 151 de son rapport sur l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, dont il considère qu'elle étaye encore un peu plus son avis selon lequel les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure. Les États-Unis ne contestent pas l'exactitude factuelle de la référence faire par le Groupe spécial à la déclaration de l'Organe d'appel. Comme le montre déjà clairement le fait qu'il formule cette remarque dans une note de bas de page, le Groupe spécial s'appuie sur cette déclaration simplement en tant qu'élément additionnel étayant les principaux arguments énoncés aux paragraphes 9.24 et 9.25 du rapport intérimaire (paragraphes 9.24 et 9.25 du présent rapport). Il continue de penser que l'idée que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord a pour but de faire en sorte qu'il soit donné suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD est une considération pertinente qui étaye sa conclusion selon laquelle les allégations du Brésil entrent dans le champ de la présente procédure. Enfin, le Groupe spécial juge dénué de fondement l'argument des États-Unis selon lequel le Groupe spécial devrait interpréter la demande de consultations présentée par le Brésil dans le cadre de l'affaire WT/DS365 comme constituant une reconnaissance implicite par le Brésil du fait que ses allégations concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GMS 102 pour la viande porcine et la viande de volaille n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

7.12 S'agissant du paragraphe 9.78 du rapport intérimaire (paragraphe 9.80 du présent rapport), le **Brésil** suggère que le Groupe spécial pourrait souhaiter expliquer de façon plus détaillée pour quelles raisons les décisions rendues dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* étayent sa conclusion selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués après le 21 septembre 2005 sont des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le Brésil renvoie, à cet égard, aux arguments qu'il a avancés sur ce point dans le cadre de la présente procédure. Les **États-Unis** ne sont pas d'accord avec la suggestion du Brésil. Ils estiment que ce dernier fait erreur en suggérant que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)* étayent la constatation selon laquelle les mesures des États-Unis en cause sont des mesures prises pour se conformer.

7.13 Le **Groupe spécial** pense, comme le Brésil, que le paragraphe 9.78 du rapport intérimaire (paragraphe 9.80 du présent rapport) n'explique pas suffisamment pourquoi il considère que son raisonnement est étayé par les rapports rendus par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans des procédures au titre de l'article 21:5 antérieures. Le Groupe spécial a modifié ce paragraphe de façon à indiquer plus clairement pourquoi il considère que son raisonnement est étayé par la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada*), selon laquelle les "mesures prises pour se conformer" dont il est question à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord incluent les "mesures ayant un rapport particulièrement étroit avec la "mesure" dont il a été déclaré qu'elle avait été "prise pour se conformer" et avec les recommandations et décisions de l'ORD".

7.14 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 9.79 du rapport intérimaire (paragraphe 9.81 du présent rapport) en supprimant les mots "dans la mesure où" à la première ligne, le mot "sont" à la deuxième ligne, ainsi que la virgule et le mot "ils" après "initial" à la cinquième ligne. Il estime que ces modifications proposées sont compatibles avec l'observation qu'il formule au paragraphe 9.78 du rapport intérimaire et avec le raisonnement sous-tendant la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués après le 21 septembre 2005 entrent dans le champ de la présente procédure. Les **États-Unis** ne sont pas d'accord avec les modifications proposées par le Brésil. Ils considèrent

que le libellé du paragraphe 9.79 indique clairement que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques existants pourraient être accordés par les États-Unis selon différentes conditions dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les dispositions de l'*Accord SMC*.

7.15 Le **Groupe spécial** s'abstient d'apporter les modifications demandées par le Brésil au paragraphe 9.79 du rapport intérimaire (paragraphe 9.81 du présent rapport). Il considère que ces modifications sont incompatibles avec le texte des paragraphes immédiatement antérieurs et que le Brésil n'a pas expliqué de façon convaincante pourquoi ces modifications étaient nécessaires.

7.16 S'agissant du paragraphe 10.23 du rapport intérimaire (paragraphe 10.23 du présent rapport), les **États-Unis** considèrent qu'il est inexact d'indiquer qu'il n'y a "pas de désaccord" entre les parties concernant l'"ordre d'importance général" des versements au titre de prêts à la commercialisation effectués par les États-Unis en faveur des producteurs de coton upland au cours des campagnes de commercialisation 2004 et 2005. Ils notent que, si le Brésil et les États-Unis ont présenté des chiffres identiques concernant le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation pour la campagne de commercialisation 2005, en ce qui concerne le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation pour la campagne de 2004, les chiffres présentés par les parties ont continué à différer. Ils demandent donc au Groupe spécial de supprimer la référence à la campagne de commercialisation 2004 dans le paragraphe en question. Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis, faisant valoir que les différences, quelles qu'elles soient, entre les chiffres du Brésil et ceux des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2004 sont négligeables.

7.17 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 10.23 du rapport intérimaire (paragraphe 10.23 du présent rapport) en supprimant la déclaration selon laquelle "il n'y a pas de désaccord" entre les parties concernant l'ordre d'importance général des versements au titre de prêts à la commercialisation pour les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 et en ajoutant des termes qui indiquent clairement que c'est le Groupe spécial, et non les parties, qui considère que les chiffres fournis par ces dernières concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation pour les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 sont du même ordre d'importance général.

7.18 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial révise le texte de la note de bas de page 236 relative au paragraphe 10.40 du rapport intérimaire (note de bas de page 238 relative au paragraphe 10.40 du présent rapport) pour indiquer clairement que la réponse des États-Unis à la question n° 55 du Groupe spécial n'implique pas qu'ils souscrivent à la méthode "pour le coton et au coton". Le Brésil s'oppose à cette demande, faisant valoir que la modification demandée par les États-Unis est inutile car le rapport intérimaire résume déjà les arguments des États-Unis concernant la méthode "pour le coton et au coton".

7.19 Le **Groupe spécial** a modifié le texte de la note de bas de page 236 relative au paragraphe 10.40 du rapport intérimaire (note de bas de page 238 relative au paragraphe 10.40 du présent rapport) pour préciser qu'en posant la question n° 55, il ne demandait pas si les États-Unis souscrivaient à la "méthode du Brésil" ou à la méthode "pour le coton et au coton".

7.20 S'agissant du paragraphe 10.95 du rapport intérimaire (paragraphe 10.95 du présent rapport), les **États-Unis** demandent au Groupe spécial 1) soit d'ajouter une constatation selon laquelle les ouvrages économiques actuels étayent l'avis selon lequel il n'apparaît pas que les versements anticycliques ont eu des effets plus que minimes de distorsion de la production et des échanges, entre autres, parce que les conditions dans lesquelles de tels versements pourraient, en théorie, avoir des effets plus importants n'ont pas été, dans les faits, établies par le Brésil dans le cadre de la présente procédure, 2) soit d'expliquer sur quoi il s'est fondé pour rejeter chacune des études mentionnées par les États-Unis qui concluaient que les effets des versements anticycliques sur la production étaient minimes.

7.21 Le **Brésil** s'oppose à cette demande des États-Unis. Il fait valoir que les deux parties ont présenté des éléments de preuve et des arguments importants concernant les effets des versements anticycliques et que, dans son rapport intérimaire, le Groupe spécial a analysé de façon très détaillée les études présentées par les deux parties. Le Groupe spécial ayant expliqué l'évaluation qu'il a faite de ces études, rien ne permet aux États-Unis de lui demander d'expliquer sur quoi il s'est fondé pour rejeter les éléments de preuve et arguments qu'ils ont présentés. De même, rien ne permet au Groupe spécial de conclure que les ouvrages économiques étayent la position des États-Unis, puisqu'il a constaté précisément le contraire.

7.22 Le **Groupe spécial** considère que les paragraphes 10.90 à 10.95 du rapport intérimaire expliquent suffisamment la conclusion qu'il a tirée de son examen des études économiques mentionnées par les parties. Toutefois, à la lumière des observations des États-Unis, il a apporté certaines modifications aux paragraphes 10.91 et 10.92 du rapport intérimaire (paragraphes 10.91 et 10.92 du présent rapport) afin de faire plus spécifiquement référence à certaines études mentionnées par les États-Unis.

7.23 Les **États-Unis** demandent que le texte de la note de bas de page 363 relative à la troisième phrase du paragraphe 10.110 du rapport intérimaire (note de bas de page 369 relative à la troisième phrase du paragraphe 10.110 du présent rapport) soit révisé pour qu'il indique que les versements au titre du programme Step 2 étaient effectués uniquement en faveur des utilisateurs de coton upland, et non des producteurs. Le **Brésil** s'oppose à la modification demandée par les États-Unis au motif que les versements au titre du programme Step 2 étaient effectués en faveur non seulement des utilisateurs, mais également des exportateurs de coton.

7.24 Le **Groupe spécial** considère que, bien que les États-Unis aient raison lorsqu'ils disent que les versements au titre du programme Step 2 n'étaient pas effectués en faveur des producteurs, le Brésil a raison lorsqu'il dit que ces versements étaient effectués en faveur non seulement des utilisateurs, mais aussi des exportateurs. Le Groupe spécial a donc modifié le texte de la note de bas de page 363 relative à la troisième phrase du paragraphe 10.110 du rapport intérimaire (note de bas de page 369 relative à la troisième phrase du paragraphe 10.110 du présent rapport) pour indiquer que les versements au titre du programme Step 2 étaient effectués en faveur des utilisateurs et des exportateurs de coton.

7.25 S'agissant du paragraphe 10.126 du rapport intérimaire (paragraphe 10.126 du présent rapport), les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de réviser la déclaration ci-après figurant dans la deuxième phrase: "il apparaît que ni le Brésil ni les États-Unis n'ont accès à des données récentes sur la superficie plantée à l'étranger". Les États-Unis estiment qu'il n'existe pas de données sur la superficie plantée à l'étranger; il ne s'agit donc pas d'une question d'accès de l'une ou l'autre partie. Seuls les États-Unis disposent d'une source de données publique régulière concernant à la fois la superficie plantée et la superficie récoltée. Ils demandent que le Groupe spécial révise la deuxième phrase comme suit: "Toutefois, il apparaît que ni le Brésil ni les États-Unis n'ont accès à des données récentes sur la superficie plantée à l'étranger; en effet, il apparaît que de telles données n'existent pas". Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis au motif que ces derniers présentent un nouvel argument selon lequel il n'existe pas de données sur la superficie plantée à l'étranger. Il estime, à cet égard, qu'il ne convient pas qu'une partie présente, pendant la phase de réexamen intérimaire, de nouveaux arguments qu'elle n'avait pas présentés pendant la procédure, et encore moins qu'elle demande à un groupe spécial de rendre compte de ces nouveaux arguments dans son rapport final.

7.26 Le **Groupe spécial** a décidé de ne pas apporter la modification proposée par les États-Unis au paragraphe 10.126 du rapport intérimaire. La question de savoir s'il existe ou non des données sur la superficie plantée à l'étranger n'a pas été soulevée dans le cadre du présent différend.

7.27 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 10.127 du rapport intérimaire (paragraphe 10.127 du présent rapport) parce que, tel qu'il est actuellement formulé, ce paragraphe peut être interprété comme étant en contradiction avec d'autres constatations formulées par le Groupe spécial dans son rapport intérimaire. Le Brésil fait référence, en particulier, à la déclaration faite par le Groupe spécial au paragraphe 10.127, qui dit que "l'allégation du Brésil selon laquelle les producteurs des États-Unis sont isolés des signaux des prix du marché vaut lorsque les prix attendus sont *inférieurs* à leurs niveaux d'intervention" mais que "cet isolement n'existe pas lorsque les prix du coton attendus sont supérieurs à leurs niveaux d'intervention". Le Brésil considère que, sortie de son contexte, cette déclaration pourrait être interprétée comme étant en contradiction avec la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 10.81 du rapport intérimaire (paragraphe 10.81 du présent rapport) selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation affectent le niveau de la superficie plantée en coton, même lorsque le prix du marché attendu pour le coton upland au moment de la plantation est supérieur au taux de prêt à la commercialisation. Le Brésil demande que le Groupe spécial révise le paragraphe 10.127 "afin de supprimer tout fondement permettant de conclure que le paragraphe 10.127 est en contradiction, d'une manière ou d'une autre, avec les constatations antérieures du Groupe spécial concernant le rôle des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques dans l'isolement des producteurs de coton upland des États-Unis par rapport aux signaux des prix du marché".

7.28 Les **États-Unis** s'opposent aux modifications que le Brésil propose d'apporter au paragraphe 10.127 du rapport intérimaire. Ils considèrent que le Brésil tente d'opérer une substitution au profit de son propre avis selon lequel, indépendamment du niveau du prix attendu ou d'autres facteurs, les producteurs de coton upland sont isolés des signaux du marché et selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont toujours des effets sur la production de coton upland qui conduisent à un empêchement notable de hausses de prix. À la section X.7 du rapport intérimaire, le Groupe spécial a examiné, entre autres, les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui montraient la stabilité relative de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, et a rejeté le point de vue radical du Brésil selon lequel les producteurs de coton upland des États-Unis sont toujours isolés des signaux des prix du marché. Les États-Unis estiment également que même avec les remaniements proposés par le Brésil, il est reconnu que les producteurs réagissent aux signaux du marché lorsque les prix attendus sont supérieurs au taux de prêt du marché.

7.29 Le **Groupe spécial** pense, comme le Brésil, que certaines déclarations figurant au paragraphe 10.127 du rapport intérimaire (paragraphe 10.127 du présent rapport) ne reflètent pas très exactement les constatations du Groupe spécial concernant la question de l'isolement des producteurs de coton des États-Unis par rapport aux signaux du marché. La constatation du Groupe spécial est la suivante: le fait que les prix du marché attendus au moment de la plantation sont ou non supérieurs aux niveaux qui déclencheront les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques est un facteur qui affecte le *degré* d'isolement des producteurs de coton des États-Unis par rapport aux signaux des prix du marché, mais pas l'existence d'un tel isolement en soi. Le Groupe spécial a modifié le paragraphe en question pour mieux rendre cette idée.

7.30 S'agissant du paragraphe 10.146 du rapport intérimaire (paragraphe 10.146 du présent rapport), le **Brésil** demande au Groupe spécial de supprimer le mot "nécessairement" de la dernière phrase du paragraphe. Il indique que l'inclusion de ce mot pourrait être interprétée comme suggérant qu'en l'absence d'une "coïncidence temporelle discernable" claire, la charge qui incombe à un Membre plaignant de démontrer qu'il existe des effets défavorables est accrue. Le Brésil estime que cela est particulièrement fâcheux dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord car il existe déjà une constatation adoptée par l'Organe de règlement des différends selon laquelle les subventions contestées causent des effets défavorables. De même, un Membre plaignant qui met en cause une distorsion de longue date d'un marché causée par un subventionnement à long terme pourrait ne pas être en mesure d'établir que les effets des subventions se sont *accrus* simplement

parce que la distorsion du marché subsiste depuis longtemps. De l'avis du Brésil, comme dans le cadre de la procédure initiale, l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" peut être un facteur utile aux fins de l'évaluation d'une allégation d'effets défavorables. Toutefois, ce n'est pas un élément indispensable pour l'établissement du lien de causalité.

7.31 Les **États-Unis** s'opposent à la demande du Brésil, faisant valoir que l'argument du Brésil selon lequel le mot "nécessairement" employé dans la dernière phrase du paragraphe 10.146 du rapport intérimaire a trait à la question de la charge de la preuve incombant à une partie est sans fondement. Ils considèrent que le Groupe spécial expose simplement ses propres constatations sur la base des éléments de preuve présentés en ce qui concerne le lien de causalité. Ils estiment également que le Brésil semble en réalité donner à entendre que la charge de démontrer l'existence d'effets défavorables dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait être moindre "car il existe déjà une constatation adoptée par l'Organe de règlement des différends selon laquelle les subventions contestées causent des effets défavorables". En avançant cet argument, le Brésil ne tient pas compte du fait que, puisque les "subventions contestées" dans la présente procédure ne sont pas les mêmes que celles qui étaient en cause dans la procédure initiale, il n'existe aucune constatation concernant les versements effectués en dehors des campagnes de commercialisation 1999-2002. De plus, comme l'a indiqué le Groupe spécial au paragraphe 9.3 du rapport intérimaire, "[l]es règles générales régissant l'attribution de la charge de la preuve dans le système de règlement des différends de l'OMC prescrivent qu'une partie alléguant une violation … soutienne et prouve son allégation. Ces règles s'appliquent aussi aux procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord." Ainsi, le Brésil doit démontrer qu'il existe des effets défavorables, pour autant que, avant toute chose, son allégation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques soit soumise à bon droit au Groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5.

7.32 Le **Groupe spécial** rejette la demande du Brésil visant à ce que le mot "nécessairement" soit supprimé de la dernière phrase du paragraphe 10.146 du rapport intérimaire (paragraphe 10.146 du présent rapport). Il ne souscrit pas à l'analyse faite par le Brésil des implications de l'emploi de ce mot. Le mot "nécessairement" figurant dans la dernière phrase du paragraphe 10.146 souligne simplement qu'il peut y avoir un empêchement de hausses de prix même si "l'on n'a pas assisté ces dernières années au fort déclin du prix du coton upland sur le marché mondial qui a eu lieu pendant la période examinée par le Groupe spécial initial". Le Groupe spécial juge donc sans fondement l'argument du Brésil selon lequel ce mot peut d'une certaine manière être interprété comme impliquant que le Groupe spécial est d'avis qu'"en l'absence d'une "coïncidence temporelle discernable" claire, la charge qui incombe à un Membre plaignant de démontrer qu'il existe des effets défavorables est accrue" et qu'"un Membre plaignant serait tenu d'expliquer que l'absence d'une coïncidence temporelle discernable ne rompt aucun lien de causalité entre les subventions et les effets défavorables".

7.33 Les **États-Unis** demandent que le paragraphe 10.162 du rapport intérimaire (paragraphe 10.162 du présent rapport) soit modifié de manière à indiquer que les nouvelles données commencent avec la campagne de commercialisation 2003, sur la base de la dernière étude des coûts de l'USDA, et que les données concernant la campagne de commercialisation 2002 proviennent de l'étude de l'USDA de 1997. Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis, notant que les données des études de l'USDA sont mises à jour annuellement. Le **Groupe spécial** a décidé de remplacer "les renseignements actualisés" par "les données" au début de la deuxième phrase du paragraphe 10.162 du rapport intérimaire.

7.34 S'agissant de la déclaration ci-après faite par le Groupe spécial dans la dernière phrase du paragraphe 10.166 du rapport intérimaire (paragraphe 10.166 du présent rapport): "[n]ous considérons donc que l'inclusion du coût de la terre, du coût de la main-d'œuvre et des frais d'amortissement dans les coûts fixes (frais généraux) est appropriée, puisqu'elle est conforme à la méthode recommandée", les **États-Unis** demandent au Groupe spécial d'établir une distinction entre

le coût de la main-d'œuvre salariée et celui de la main-d'œuvre non salariée et de traiter le coût de la main-d'œuvre salariée comme un coût variable. Ils notent qu'en ce qui concerne la main-d'œuvre salariée qui n'a pas de droit de propriété sur l'exploitation agricole, les opinions divergent sur le point de savoir s'il faut classer son coût parmi les coûts fixes ou parmi les coûts variables et que, par prudence, ils considèrent le coût de la main-d'œuvre salariée comme un coût variable. Le **Brésil** n'a pas formulé d'observations sur cette demande des États-Unis.

7.35 Le **Groupe spécial** ne considère pas que la modification demandée par les États-Unis soit appropriée. Le fait que le coût de la main-d'œuvre salariée soit classé parmi les coûts variables ou les coûts fixes sera sans effet sur l'analyse des coûts de production. Le Groupe spécial ne voit aucune raison de rendre une décision sur ce point, puisque celle-ci n'influera pas sur son analyse des coûts de production.

7.36 Le **Brésil** demande au Groupe spécial d'apporter des modifications au texte du paragraphe 10.176 du rapport intérimaire (paragraphe 10.176 du présent rapport) pour indiquer qu'il n'existe pas de prescription voulant que la preuve de l'existence de coûts à long terme soit apportée pour toute la période d'application de la mesure contestée. Il note que de nombreux programmes de subventions sont restés en vigueur pendant des décennies. De plus, toute affirmation selon laquelle les données relatives aux coûts de production doivent couvrir toute la période d'application d'une mesure serait incompatible avec les allégations de menace de préjudice grave au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, en particulier. Enfin, l'idée que toute la période d'application d'une mesure devrait servir de base à l'évaluation de la preuve de l'existence d'effets défavorables est incompatible avec la notion de période de référence plus récente permettant d'évaluer l'existence d'effets défavorables actuels.

7.37 Les **États-Unis** n'acceptent pas l'argument du Brésil selon lequel le Groupe spécial donne peut-être à entendre qu'il existe une prescription voulant que la preuve de l'existence de coûts à long terme soit apportée pour toute la période d'application de la mesure contestée. En fait, le Groupe spécial indique simplement que le "meilleur moyen d'évaluer" l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques consisterait à se fonder sur toute la période d'application de la Loi FSRI, mais il reconnaît qu'il n'y avait pas de données disponibles pour toute cette période et s'appuie, à la place, sur les données disponibles pour les campagnes de commercialisation 2002-2006.

7.38 Le **Groupe spécial** partage certaines des préoccupations soulevées par le Brésil et a donc apporté certaines des modifications proposées par ce dernier. Toutefois, il pense également, comme les États-Unis, que d'autres modifications proposées par le Brésil constituent des tentatives d'étendre l'ensemble des données relatives aux coûts examinées par le Groupe spécial. Il s'abstient donc d'apporter ces modifications.

7.39 S'agissant du paragraphe 10.188 du rapport intérimaire (paragraphe 10.193 du présent rapport), les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial n'a pas pris en compte leur argument selon lequel les frais d'égrenage ne devraient pas être inclus dans le calcul des coûts de production du coton upland fibre. Ils estiment avoir démontré que les frais d'égrenage étaient à juste titre exclus du calcul des coûts de production du coton upland fibre, étant donné la pratique courante aux États-Unis qui voulait que les frais d'égrenage soient payés avec le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton obtenues pendant le processus d'égrenage. Ils demandent donc au Groupe spécial de constater que les frais d'égrenage devraient être exclus du calcul des coûts de production du coton upland et d'ajuster en conséquence son calcul du revenu, des coûts et des recettes du coton.

7.40 Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis visant à ce que les frais d'égrenage soient exclus du calcul des coûts de production du coton upland fibre. *Premièrement*, il fait observer qu'une telle approche est incompatible avec l'approche adoptée par le Groupe spécial initial, qui, pour

formuler ses constatations relatives aux coûts de production, s'est appuyé sur les données de l'USDA relatives aux coûts, qui incluaient les frais d'égrenage et les recettes provenant du marché pour les graines de coton. Les données de l'USDA relatives aux coûts de production montrent que les frais associés à l'égrenage sont très supérieurs à la valeur marchande des graines de coton. L'exclusion des frais d'égrenage et du revenu y afférent donnerait lieu à une manipulation des données relatives aux coûts de production, lesquelles dresseraient un tableau faussement avantageux de la situation de culture du coton upland aux États-Unis. Le Brésil fait observer, à cet égard, qu'il a expliqué que l'approche des États-Unis supprimerait une grande partie des frais d'égrenage et une partie bien moindre du revenu provenant du marché tiré par les producteurs de coton upland des graines de coton. *Deuxièmement*, le Brésil note que si l'on devait exclure les frais d'égrenage, par souci d'exactitude, il faudrait à tout le moins exclure aussi les revenus de l'égrenage. Toutefois, l'exclusion de ces coûts et de ces revenus aboutirait à une base inadéquate pour l'évaluation de l'évolution à moyen et long termes de la situation de la branche de production.

7.41 Le **Groupe spécial** pense, comme les États-Unis, que le rapport intérimaire n'expose pas l'argument présenté par ces derniers dans le cadre de la présente procédure et selon lequel les frais d'égrenage devraient être exclus du calcul des coûts de production du coton upland fibre. Sans prendre position sur le point de savoir si cet argument était correct ou non, le Groupe spécial a analysé les données relatives aux revenus et aux coûts sous deux formes: i) sans les revenus provenant des graines de coton ni les frais d'égrenage, comme le proposent les États-Unis et ii) avec les revenus provenant des graines de coton et les frais d'égrenage, comme dans le différend initial. Les résultats de cette analyse montrent que le fait d'exclure ou non les frais d'égrenage du calcul des coûts de production du coton upland fibre ne modifie en rien la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les revenus provenant du marché dépassent le coût de production total. Afin de rendre compte de cette analyse dans le rapport final, nous avons modifié le rapport intérimaire en ajoutant de nouveaux paragraphes (10.185 à 10.188) et en modifiant le texte des paragraphes 10.185 à 10.191 du rapport intérimaire (paragraphes 10.189 à 10.196 du présent rapport).

7.42 S'agissant du paragraphe 10.214 du rapport intérimaire (paragraphe 10.219 du présent rapport), les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial supprime la dernière phrase, qui indique qu'"[u]n bon modèle n'a pas besoin d'une kyrielle d'éléments surajoutés dépourvus de pertinence". De l'avis des États-Unis, un modèle approprié permettant d'estimer le degré d'empêchement de hausses de prix devrait être conçu de manière à prendre en compte le plus grand nombre possible de facteurs économiques pertinents.

7.43 Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis, expliquant que le Groupe spécial a correctement identifié les avantages de son modèle. Il pense, comme le Groupe spécial, qu'un "modèle plus simple et plus accessible peut aisément être centré sur la question spécifique considérée" et qu'"[i]l devrait comprendre uniquement les éléments économiques pertinents qui sont essentiels pour déterminer si certains versements des pouvoirs publics des États-Unis ont entraîné un empêchement notable de hausses de prix".

7.44 Malgré l'objection du Brésil, le **Groupe spécial** a accepté la demande des États-Unis de supprimer la dernière phrase du paragraphe 10.214 du rapport intérimaire (paragraphe 10.219 du présent rapport). Il explique son évaluation de l'avantage du modèle du Brésil dans les deuxième et troisième phrases du paragraphe en question. La déclaration faite à la quatrième phrase du paragraphe selon laquelle "[u]n bon modèle n'a pas besoin d'une kyrielle d'éléments surajoutés dépourvus de pertinence" n'est pas essentielle à cet égard et sa suppression n'entraîne pas de modification de fond.

7.45 Le **Brésil** demande que le Groupe spécial supprime le membre de phrase "il n'a fait l'objet d'aucun examen par les pairs" du paragraphe 10.215 du rapport intérimaire (paragraphe 10.220 du présent rapport). Il se dit préoccupé par le fait que, dans de futurs différends, les modèles économiques n'ayant fait l'objet d'aucun "examen par les pairs" seront fortement dévalorisés, voire

écartés pour cette seule raison, ce qui donnera lieu à une prescription en matière d'"examen par des spécialistes" pour les modèles économiques présentés, par exemple, dans le cadre de différends portant sur des allégations d'effets défavorables au titre de l'*Accord SMC*, ou de procédures au titre de des articles 21:5 et 22:6 du Mémorandum d'accord. Le Brésil estime que d'un point de vue pratique, l'examen par les pairs est un processus qui peut s'avérer très long et coûteux. Un élément fondamental à prendre en considération pour trancher la question de l'"examen par les pairs" est le fait que tout modèle économique doit être adapté aux faits et aux circonstances propres à un différend. Ainsi, toute analyse économique présentée à un groupe spécial ou à un arbitre dans une affaire concernant des effets défavorables sera vraisemblablement très récente pour pouvoir rendre compte des conditions de concurrence du moment sur le marché visé. Compte tenu des délais relativement courts prévus dans le système de règlement des différends de l'OMC, il se pourrait qu'il soit tout simplement impossible d'obtenir, en temps utile, l'"examen par les paris" d'un modèle économique spécifiquement adapté aux conditions de concurrence du moment. Le Brésil estime également que la prescription en matière d'"examen par les pairs" n'est pas étayée par un examen des procédures au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord. Un certain nombre de modèles économiques ont été présentés aux arbitres, mais dans aucun des rapports d'arbitrage au titre de l'article 22:6, il n'y a d'élément prouvant que ces modèles avaient "fait l'objet d'un examen par les pairs". Enfin, le Brésil allègue qu'il n'existe aucune définition précise de l'expression "examen par les pairs".

7.46 Les **États-Unis** notent que le membre de phrase "il n'a fait l'objet d'aucun examen par les pairs" est une simple déclaration factuelle. Ils indiquent également, toutefois, que l'expression "examen par les pairs" pourrait aussi ne pas s'appliquer dans le présent contexte, et qu'un meilleur moyen d'exprimer la préoccupation concernant les insuffisances potentielles inhérentes au modèle économique consisterait alors à dire que le modèle n'était pas bien connu ni largement utilisé dans les recherches et les analyses publiées.

7.47 Le **Groupe spécial** pense, comme le Brésil, qu'il n'existe aucune prescription voulant que les modèles économiques présentés dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC aient fait l'objet d'un processus d'examen par les pairs. Il note également que les États-Unis pensent, comme le Brésil, que l'expression "examen par les pairs" pourrait ne pas être applicable dans le présent contexte. À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial a supprimé la référence faite à l'examen par les pairs dans la deuxième phrase du paragraphe 10.215 du rapport intérimaire (paragraphe 10.220 du présent rapport).

7.48 S'agissant de la déclaration faite par le Groupe spécial au paragraphe 10.217 du rapport intérimaire (paragraphe 10.222 du présent rapport) selon laquelle "l'empêchement de hausses de prix a résulté de toutes les simulations, qu'elles aient été faites avec les valeurs des paramètres proposées par le Brésil ou avec celles du FAPRI et de l'ATPSM, proposées par les États-Unis", les **États-Unis** estiment que la question appropriée dont le Groupe spécial est saisi est celle de savoir s'il y a eu un empêchement notable de hausses de prix, et pas simplement un empêchement quelconque de hausses de prix. Ils font valoir qu'ils ont présenté les valeurs de remplacement des paramètres uniquement pour montrer que, même si l'on utilisait la méthode de modélisation du Brésil, on voyait qu'en en corrigeant les paramètres erronés, les effets sur les prix n'étaient pas significatifs. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de préciser que le modèle du Brésil n'a pas "inspir[é] confiance au présent Groupe spécial" et qu'il n'a donc pas aidé le Groupe spécial à formuler sa constatation concernant l'empêchement notable de hausses de prix.

7.49 Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis. Il fait valoir que, dans le cadre de son examen de l'empêchement de hausses de prix, le Groupe spécial a examiné de manière approfondie les éléments de preuve et les données présentés par les deux parties. À l'instar du Groupe spécial initial, le Groupe spécial a considéré que plusieurs éléments étaient d'une importance cruciale pour son analyse. Les résultats du modèle du Brésil concernant l'empêchement de hausses de prix, que ce soit avec la série de paramètres proposée par le Brésil ou celle proposée par les États-Unis, ont encore

conforté le Groupe spécial dans sa constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix parce que toutes les séries de paramètres ont montré que les subventions avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix. Certes, le Groupe spécial n'a pas avalisé une série particulière de paramètres, mais cela ne constitue pas une base suffisante pour que les États-Unis demandent que le Groupe spécial constate que le modèle lui-même ne lui a pas inspiré confiance.

7.50 Le **Groupe spécial** rejette la demande des États-Unis, puisqu'il a convenablement expliqué le rôle du modèle dans son analyse aux paragraphes 10.217 et 10.241 à 10.252 du rapport intérimaire (paragraphes 10.222 et 10.246 à 10.257 du présent rapport). Il ressort clairement du rapport que le Groupe spécial a utilisé les résultats du modèle de simulation économique conjointement à d'autres facteurs – l'influence proportionnelle substantielle des États-Unis sur le marché mondial du coton upland, la nature impérative et subordonnée aux prix, et l'effet de stabilisation du revenu des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, l'ordre d'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, et l'écart important entre le coût de production total des producteurs de coton upland des États-Unis et leur revenu provenant du marché – pour arriver à sa constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable.

7.51 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 10.226 du rapport intérimaire (paragraphe 10.231 du présent rapport). En ce qui concerne ce paragraphe, le Brésil est préoccupé par la déclaration du Groupe spécial selon laquelle "il n'est pas possible au Groupe spécial de déterminer avec une grande précision ou certitude quelle proportion de la baisse prévue des exportations de coton upland des États-Unis est due à l'élimination des versements au titre du programme Step 2". Le Brésil estime que, lue isolément, cette déclaration pourrait être interprétée comme impliquant que le Groupe spécial considère ne pas être en mesure d'évaluer les effets du retrait des subventions au titre du programme Step 2 et, partant, qu'il n'aurait pas dû conclure que le retrait de ces subventions ne suffisait pas à assurer la mise en conformité des États-Unis avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Le Brésil propose que le Groupe spécial ajoute la déclaration suivante pour rappeler la constatation qu'il a formulée au paragraphe 10.248 du rapport intérimaire (paragraphe 10.253 du présent rapport): "même si le déclin des exportations des États-Unis était imputable en totalité à l'abrogation du programme Step 2, nous constaterions quand même que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent des hausses des prix mondiaux dans une mesure notable". Le Brésil suggère également que le Groupe spécial cite l'élément de preuve qu'il a présenté pour établir que le déclin des exportations des États-Unis n'est pas imputable en totalité à l'élimination des versements au titre du programme Step 2.

7.52 Les **États-Unis** ne sont pas d'accord avec la modification proposée par le Brésil. Ils considèrent que cette modification dénature la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 10.248 du rapport intérimaire (paragraphe 10.253 du présent rapport). Dans ce paragraphe, le Groupe spécial note que "l'effet de l'élimination de cette subvention sur les exportations des États-Unis et le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques donn[e] à penser que l'élimination de cette subvention n'influe pas sur les effets d'empêchement de hausses de prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur le marché mondial du coton upland". Toutefois, pour arriver à cette conclusion, le Groupe spécial n'avance pas, comme l'allègue le Brésil, l'hypothèse de rechange selon laquelle "même si le déclin des exportations des États-Unis était imputable en totalité à l'abrogation du programme Step 2, nous constaterions quand même que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent des hausses des prix mondiaux dans une mesure notable".

7.53 Le **Groupe spécial** s'abstient d'apporter la modification proposée par le Brésil au paragraphe 10.226 du rapport intérimaire (paragraphe 10.231 du présent rapport). Il considère que le

libellé proposé par le Brésil ne reflète pas correctement la constatation qu'il formule au paragraphe 10.248 du rapport intérimaire (paragraphe 10.253 du présent rapport).

7.54 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de répéter au paragraphe 12.269 du rapport intérimaire (paragraphe 12.2 du présent rapport) la conclusion tirée aux paragraphes 9.68 et 9.69 du rapport intérimaire (paragraphes 9.70 et 9.71 du présent rapport), selon laquelle le Groupe spécial n'a pas besoin de formuler de constatation sur l'allégation du Brésil, concernant la non-mise en conformité des États-Unis pendant la période allant du 22 septembre au 31 juillet 2006. Le **Brésil** n'a pas formulé d'observations sur cette demande. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 12.269 du rapport intérimaire (paragraphe 12.2 du présent rapport) en insérant une référence à la décision qu'il avait rendue au paragraphe 9.68 du rapport intérimaire (paragraphe 9.70 du présent rapport).

7.55 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial remplace le mot "underwrite" par "guarantee" dans la première phrase du paragraphe 14.5 du rapport intérimaire (paragraphe 14.5 du présent rapport) pour décrire avec davantage d'exactitude les programmes GSM 102 et GSM 103. Ils demandent également au Groupe spécial de modifier le paragraphe pour rendre compte du fait que le programme GSM 103 n'est plus appliqué. Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis. Le **Groupe spécial** a apporté la modification demandée par les États-Unis car il considère que le mot "guarantee" décrit le fonctionnement des programmes en cause de façon plus précise que le mot "underwrite". Il a également modifié le paragraphe 14.5 du rapport intérimaire pour rendre compte du fait que le programme GSM 103 n'est plus appliqué.

7.56 À des fins de clarté, les **États-Unis** suggèrent qu'une phrase soit insérée après la première phrase de la note de bas page 605 (paragraphe 14.30) du rapport intérimaire (note de bas de page 621 relative au paragraphe 14.30 du présent rapport) pour décrire avec davantage de précision ce qui était en cause dans le différend *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*. Ils demandent également que la dernière phrase de la note de bas de page soit révisée de façon à ce qu'elle rende compte d'une manière plus exacte de leur déclaration liminaire. Le **Brésil** ne formule aucune observation sur cette demande. Le **Groupe spécial** a modifié la note de bas de page 605 (note de bas de page 621 du présent rapport) pour tenir compte de la suggestion des États-Unis.

7.57 Le **Brésil** demande que le Groupe spécial modifie la première phrase du paragraphe 14.67 du rapport intérimaire (paragraphe 14.67 du présent rapport). Il note que, comme l'indique la phrase suivante, son argument concernant les réestimations n'a pas pour source les documents "budgétaires" des États-Unis, mais plutôt les états financiers de la CCC. Les **États-Unis** ne s'opposent pas à la demande du Brésil, mais proposent un libellé de remplacement visant à indiquer clairement que le Brésil s'est exclusivement référé aux états financiers de la CCC. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 14.67 du rapport intérimaire (paragraphe 14.67 du présent rapport) conformément au libellé proposé par les États-Unis.

7.58 Les deux parties ont demandé que le Groupe spécial apporte certaines modifications au paragraphe 14.76 du rapport intérimaire (paragraphe 14.76 du présent rapport).

7.59 La préoccupation du **Brésil** porte sur l'emploi par le Groupe spécial du mot "gonflée". Le Brésil est préoccupé par le fait que ce mot n'est pas neutre et peut être interprété à tort comme indiquant que le Groupe spécial a considéré que l'estimation initiale était erronée à cause d'une exagération ou d'une surévaluation délibérée. Les **États-Unis** s'opposent à la modification proposée par le Brésil. Ils considèrent qu'adopter la proposition du Brésil reviendrait à éliminer inutilement l'une des deux observations faites par le Groupe spécial dans la dernière phrase du paragraphe 14.76 – la reconnaissance par le Groupe spécial qu'il est possible que les estimations initiales de la subvention soient gonflées parce qu'elles ne reflètent pas l'utilisation effective du programme.

7.60 S'agissant de ce même paragraphe, les **États-Unis** sont préoccupés par le fait que le Groupe spécial impose un critère auquel il est impossible de répondre lorsqu'il indique que "la réduction n'a jamais transformé une estimation positive de la subvention en une estimation négative" et demandent que le Groupe spécial supprime cette phrase. Ils estiment que les réestimations ne sont pas calculées à partir, ou sur la base, des estimations initiales de la subvention. Par conséquent, le processus de réestimation ne permet jamais de rattraper une différence entre l'estimation initiale de la subvention et les estimations fondées sur le montant des garanties effectivement émises. Le **Brésil** considère que les États-Unis comprennent mal ce qu'il croit être le but du paragraphe 14.76.

7.61 Le **Groupe spécial** a apporté des modifications au paragraphe 14.76 du rapport intérimaire (paragraphe 14.76 du présent rapport) et à la note de bas de page 665 du rapport intérimaire (note de bas de page 681 du présent rapport) pour indiquer clairement que ce n'est pas le processus de réestimation prescrit dans le cadre de la FCRA qui est en cause dans ce paragraphe. En fait, le Groupe spécial, dans ce paragraphe, décrit simplement le processus par lequel l'estimation initiale de la subvention est réajustée dans les deux budgets postérieurs au premier budget dans lequel est fournie une estimation de la subvention pour une cohorte particulière, et tient de plus en plus compte de l'utilisation effective du programme. Les États-Unis font valoir devant le Groupe spécial que l'estimation initiale de la subvention n'est pas fiable parce qu'elle est calculée avant même que le programme GSM 102 soit effectivement utilisé. Au paragraphe 14.76, le Groupe spécial répond à cet argument des États-Unis. Il s'abstient donc de supprimer la phrase identifiée par ces derniers. S'agissant du mot "gonflée", il l'a remplacé par le mot "surévaluée" qui, d'après lui, est plus neutre et rend mieux compte de son intention.

7.62 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial clarifie sa description de la position des États-Unis concernant les estimations initiales, qui est exposée au paragraphe 14.78 du rapport intérimaire (paragraphe 14.78 du présent rapport). Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe de façon à supprimer le mot "indirectement" et à clarifier l'expression "en elles-mêmes" afin de mieux rendre compte de l'argument des États-Unis. Il ne croit pas que ces derniers aient demandé qu'une autre modification soit apportée au paragraphe en question.

7.63 Le **Brésil** formule un certain nombre d'observations concernant la deuxième phrase du paragraphe 14.81 du rapport intérimaire (paragraphe 14.81 du présent rapport). *Premièrement*, le Groupe spécial rejette les arguments des États-Unis selon lesquels les réestimations de la subvention démontrent que la mise en place des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP n'a eu aucun coût net pour les pouvoirs publics. Le Groupe spécial indique que les éléments de preuve présentés par les États-Unis "n'*établissent* pas de *manière concluante* que la mise en place des programmes n'a eu aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis".[51] Le Brésil est préoccupé par le fait que cette formulation pourrait être interprétée comme laissant entendre que le Groupe spécial a imposé la charge de la preuve aux États-Unis, ce qui d'après ce que le Brésil croit comprendre, n'est pas le cas. Le Brésil suggère donc que ce passage soit reformulé de manière à indiquer que les éléments de preuve présentés par les États-Unis ne réfutent pas suffisamment les éléments de preuve montrant que la mise en place des programmes a eu un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. *Deuxièmement*, le Groupe spécial dit des chiffres négatifs des subventions qu'ils indiquent une "rentabilité". Le Brésil demande que le Groupe spécial fasse référence à la notion de "coût net", qu'il a utilisée ailleurs, au lieu d'employer le mot "rentable". *Troisièmement*, la déclaration du Groupe spécial donne à penser que les données réestimées présentées par les États-Unis font uniformément apparaître une rentabilité pour toutes les cohortes, alors même que les données présentées par les États-Unis continuent à prévoir des pertes pour plusieurs cohortes durant les exercices budgétaires 1992-2006. Les **États-Unis** s'opposent aux modifications suggérées par le Brésil, à l'exception de celle qui corrige le libellé qui semblerait faire peser la charge de la preuve sur les États-Unis.

[51] Pas d'italique dans l'original.

7.64 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe en question (paragraphe 14.81 du présent rapport) pour donner corps à la suggestion du Brésil concernant l'emploi par le Groupe spécial du mot "rentabilité", mot que le Groupe spécial avait utilisé comme raccourci pour le concept d'"aucun coût net pour les pouvoirs publics". Il a également pris note de l'observation du Brésil concernant le fait que les données sur les réestimations présentées par les États-Unis ne prévoyaient pas une estimation négative de la subvention pour toutes les cohortes, et il a inséré une indication à cet effet dans une note de bas de page (note de bas de page 689). Le Groupe spécial ne partage toutefois pas l'avis du Brésil selon lequel la deuxième phrase du paragraphe peut être interprétée comme indiquant que le Groupe spécial avait imposé la charge de la preuve aux États-Unis. Il a clarifié la phrase en question afin qu'elle rende mieux le sens qu'il voulait lui donner.

7.65 Les **États-Unis** estiment que la note de bas de page 673 du rapport intérimaire (note de bas de page 690 du présent rapport) ne reflète pas avec exactitude leurs arguments concernant le rôle joué par les estimations initiales de la subvention dans la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle les programmes en cause relevaient du point j) de la Liste exemplative. Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis. Le **Groupe spécial** considère que la note de bas de page 673 du rapport intérimaire (note de bas de page 690 du présent rapport) reflète avec exactitude l'argument présenté par les États-Unis dans leur réponse à la question n° 105 du Groupe spécial et rejette donc la demande des États-Unis .

7.66 Les **États-Unis** considèrent que l'emploi du mot "chiffre" dans la troisième phrase du paragraphe 14.83 du rapport intérimaire (paragraphe 14.83 du présent rapport) peut prêter à confusion, car la phrase précédente fait référence aux sorties de liquidités nettes estimatives de la CCC au titre des garanties de crédit à l'exportation au 30 septembre 2006, un "chiffre" qui n'avait pas été porté à la connaissance du Groupe spécial initial. De plus, les États-Unis indiquent que, même s'ils souscrivent à la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle le chiffre de l'engagement de garantie du crédit ne représente en aucun cas une perte effective, ils n'admettent absolument pas que l'utilisation, en fin de compte, par le Groupe spécial initial du chiffre de l'engagement de garantie du crédit en tant qu'indicateur de la perte à longue échéance estimée que les programmes représentent pour les pouvoirs publics des États-Unis. Le **Brésil** s'oppose au deuxième aspect de la demande des États-Unis.

7.67 Le **Groupe spécial** prend note du fait que les États-Unis sont préoccupés par l'emploi du mot "chiffre" dans la phrase en question et se préoccupent de ne pas être décrits comme souscrivant au point de vue selon lequel l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC indique une perte future. Nous avons, pour cette raison, modifié la phrase en question et l'avons déplacée dans une nouvelle note de bas de page (note de bas de page 699), qui contient une citation de la réponse des États-Unis aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial et qui, selon nous, reflète donc avec exactitude les arguments présentés par les États-Unis.

7.68 Les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial interprète mal leur critique de la non-inclusion par le Brésil des liquidités reçues lorsqu'il indique, au paragraphe 14.86 du rapport intérimaire (paragraphe 14.86 du présent rapport) qu'"inclure ces montants ne permettrait pas d'effectuer une comparaison avec les données concernant les réestimations présentées par les États-Unis". Ils expliquent qu'ils ne voulaient pas faciliter une comparaison avec les données concernant les réestimations, mais simplement donner une description plus précise des flux de liquidités pendant la période identifiée par le Brésil. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 14.86 du rapport intérimaire (paragraphe 14.86 du présent rapport) pour rendre compte du fait que l'observation en cause n'était pas faite en réponse à un argument des États-Unis, mais dénotait plutôt une raison supplémentaire pour le Groupe spécial de juger inapproprié d'inclure les montants associés aux recouvrements au titre des garanties antérieures à 1992, comme l'avaient suggéré les États-Unis.

7.69 Le **Brésil** demande que le Groupe spécial modifie les deux dernières phrases du paragraphe 14.94 du rapport intérimaire (paragraphe 14.94 du présent rapport). Dans le paragraphe 14.94, le Groupe spécial donne à entendre que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas assujetties à l'Arrangement de l'OCDE "parce que" "l'Arrangement ne s'applique qu'au soutien public d'une durée de deux ans ou plus". Cette déclaration implique que les garanties au titre du GSM 102 ne sont pas assujetties à l'Arrangement de l'OCDE parce qu'elles ont des échéances qui ne sont pas couvertes par l'Arrangement. Le Brésil note toutefois que, comme le Groupe spécial le fait justement observer au paragraphe 14.102, le GSM 102 prévoit des échéances (supérieures à 24 mois) qui sont assujetties à l'Arrangement de l'OCDE. Les **États-Unis** ne s'opposent pas aux corrections de pure forme proposées par le Brésil pour ce paragraphe. Le **Groupe spécial** a apporté les modifications proposées par le Brésil.

7.70 S'agissant du paragraphe 14.96 du rapport intérimaire (paragraphe 14.96 du présent rapport), les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de noter que la participation des États-Unis à l'élaboration des TPM ne signifie en aucun cas qu'ils considèrent ces TPM comme une base appropriée pour une comparaison avec les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 en l'espèce. Le **Brésil** ne formule aucune observation sur cette demande. Le **Groupe spécial** considère qu'il n'y a dans le rapport intérimaire aucune ambiguïté quant au fait que les États-Unis considèrent que les TPM ne sont pas applicables aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 (voir le paragraphe 14.92 du rapport intérimaire, paragraphe 14.92 du présent rapport) et il considère donc que l'ajout proposé par les États-Unis est inutile.

7.71 Le **Brésil** et les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial corrige ce qu'ils considèrent être une inexactitude factuelle au paragraphe 14.117 du rapport intérimaire (paragraphe 14.117 du présent rapport). Ils indiquent qu'il y a six, et non sept, catégories de risque pays admissible dans le cadre du programme GSM 102 modifié. Le **Groupe spécial** a supprimé la référence à "sept" catégories de risque pays admissible dans le corps du paragraphe 14.117, mais il a ajouté une nouvelle note de bas de page relative à ce paragraphe pour expliquer que les parties ont fait preuve d'incohérence, dans leurs communications au Groupe spécial, lorsqu'elles ont indiqué le nombre de catégories de risque pays admissible.

7.72 S'agissant du paragraphe 14.115 du rapport intérimaire (paragraphe 14.115 du présent rapport), le **Brésil** demande que le Groupe spécial soit fasse référence à un élément de preuve documentaire à l'appui de l'affirmation des États-Unis selon laquelle ils "fixent des limites par banque pour chaque banque étrangère débitrice", soit indique que cette affirmation sur ce point n'est étayée par aucun élément de preuve documentaire. Les **États-Unis** s'opposent à la proposition du Brésil.

7.73 Le **Groupe spécial** considère que ce dont il est question dans la dernière phrase du paragraphe 14.115, ce n'est pas de savoir si les États-Unis ont établi qu'il était un fait qu'ils fixaient des limites par banque pour chaque banque étrangère débitrice. La phrase en question indique plutôt que le fait que de telles limites par banque existent ou non ne modifie en rien la conclusion formulée par le Groupe spécial dans la première phrase du même paragraphe, selon laquelle "les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas fondées sur les risques dans la mesure où elles ne tiennent pas compte d'un des principaux éléments de risque associés aux garanties, à savoir le risque de défaut de paiement qui est propre à un débiteur étranger donné". Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial ne considère pas que le Brésil a contesté, dans ses communications au Groupe spécial, l'affirmation des États-Unis selon laquelle ces derniers fixent des limites par banque pour chaque banque étrangère débitrice. Il rejette donc la demande du Brésil.

7.74 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial supprime, dans la dernière phrase du paragraphe 14.119 du rapport intérimaire (paragraphe 14.119 du présent rapport), la parenthèse qui est ainsi libellé: "ce qui signifie que, pour les États-Unis, les autres programmes étaient responsables au premier chef de tout coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis dans la procédure initiale". Les

États-Unis ne sont pas d'accord, dans la mesure où cette phrase implique qu'ils conviennent que les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation occasionnaient un coût net ou une perte nette. Le **Brésil** s'oppose à la demande des États-Unis. Le **Groupe spécial** considère que l'emploi du mot "tout" dans la phrase en question garantissait que le lecteur ne donnerait pas à la parenthèse le sens qui, d'après les États-Unis, peut être implicite. Néanmoins, il est soucieux de rendre compte avec exactitude des arguments des parties et il a donc supprimé la parenthèse. En tout état de cause, il ne considère pas cette phrase comme essentielle pour la compréhension de l'analyse qu'il a faite de cette question.

7.75 Le **Brésil** demande que le Groupe spécial modifie la deuxième phrase du paragraphe 14.120 du rapport intérimaire (paragraphe 14.120 du présent rapport), dans laquelle le Groupe spécial indique qu'il n'est "donc pas à même de déterminer si une augmentation moyenne des commissions de 46 pour cent (une augmentation pondérée en fonction des échanges de 23 pour cent) est suffisante pour que la mise en place du programme GSM 102 n'ait pas un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis". Deux choses préoccupent le Brésil dans cette phrase. *Premièrement*, le Brésil est préoccupé par le fait que cette formulation pourrait être interprétée comme laissant entendre que le Groupe spécial a imposé la charge de la preuve aux États-Unis, ce qui, d'après ce que le Brésil croit comprendre, n'est pas le cas. *Deuxièmement*, le Brésil pense qu'il serait prudent de placer la déclaration du Groupe spécial dans le contexte de sa conclusion générale, exposé au paragraphe 14.131, selon laquelle les éléments de preuve dans leur ensemble démontrent que le programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 est mis en place moyennant des primes qui supposent un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Les **États-Unis** ne formulent pas d'observations sur la demande du Brésil concernant ce paragraphe. Le **Groupe spécial** ne considère pas que le libellé du paragraphe 14.120 du rapport intérimaire (paragraphe 14.120 du présent rapport) suscite la préoccupation exprimée par le Brésil. Il rejette donc sa demande visant à ce que ce paragraphe soit modifié.

D. CORRECTIONS D'ORDRE RÉDACTIONNEL

7.76 En plus des modifications susmentionnées, le Groupe spécial a apporté un certain nombre de modifications d'ordre rédactionnel et de corrections techniques.[52]

VIII. QUESTIONS DE PROCÉDURE

A. DEMANDE DU BRÉSIL VISANT À CE QUE LE GROUPE SPÉCIAL FASSE USAGE DE SON POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE POUR DEMANDER CERTAINS RENSEIGNEMENTS AUX ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 13 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

8.1 Le 1er novembre 2006, avant la réunion d'organisation du présent Groupe spécial, le Brésil a présenté un document intitulé "Demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial de la mise en conformité pose des questions aux États-Unis au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord", dans lequel il demandait que le Groupe spécial "fasse usage de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord ... pour demander aux États-Unis de présenter des documents et des renseignements concernant a) les versements effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis au titre du programme de versements anticycliques des États-Unis et b) les

[52] Pendant le réexamen intérimaire, le Groupe spécial a noté que les numéros de paragraphe indiqués par les parties dans leurs communications étaient parfois différents des numéros de paragraphe qui apparaissaient sur la copie papier de la communication à laquelle les parties faisaient référence. Il croit comprendre que ces disparités sont souvent dues au mauvais fonctionnement de la version électronique présentée par l'une des parties. Il s'est efforcé de corriger toutes ces disparités, mais il précise, à toutes fins utiles, qu'il se peut que le rapport final en contienne encore dans les références aux numéros de paragraphe des communications des parties.

programmes de garantie du crédit à l'exportation (principalement le programme GSM 102)".[53] Le Brésil a affirmé que tous les documents et renseignements sollicités revêtaient tous "une très grande pertinence pour les allégations du Brésil et les questions dont le présent Groupe spécial de la mise en conformité [était] saisi. Le Brésil considér[ait] donc qu'il [était] "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité demande les documents et renseignements sollicités à ce stade précoce de la procédure." Il a demandé au Groupe spécial de "demander aux États-Unis de présenter ces renseignements dans un délai de trois semaines à compter de la date à laquelle il présenter[ait] sa demande".

8.2 Le 7 novembre 2006, à la demande du Groupe spécial, les États-Unis ont présenté des observations sur la demande du Brésil. Ils ont demandé au Groupe spécial de rejeter la demande du Brésil, en indiquant, entre autres, que "le Brésil n'expliqu[ait] pas de quelle manière le Groupe spécial [pouvait] déterminer si l'un quelconque des documents et renseignements [sollicités] [était] "essentiel" ou "indiqué" pour qu'il puisse procéder à une évaluation objective de la question dont il [était] saisi – sans pour autant les utiliser pour établir *prima facie* le bien-fondé des allégations du Brésil à sa place avant que l'une ou l'autre des parties n'ait même eu la possibilité de présenter des arguments ou des éléments de preuve pour étayer son argumentation".[54]

8.3 Le 8 novembre 2006, le Groupe spécial a envoyé aux parties la communication suivante:

> "Le Groupe spécial s'abstient de prendre une décision sur la demande du Brésil à ce stade. Il communiquera aux parties sa décision sur cette demande après avoir reçu et examiné la première communication du Brésil. À ce sujet, il se réserve le droit de modifier le calendrier (et les procédures de travail, s'il y a lieu) eu égard à cette question."[55]

8.4 Le 17 novembre 2006, conformément au calendrier du Groupe spécial, le Brésil a présenté sa première communication écrite. Au sujet de sa demande au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord concernant les versements anticycliques, il a indiqué ce qui suit:

> "Au cours de discussions informelles qui ont eu lieu [avant l'établissement du Groupe spécial], le Brésil a demandé aux États-Unis de fournir les renseignements nécessaires à l'imputation des versements anticycliques à la production de coton upland durant les campagnes de commercialisation 2003-2005. Les États-Unis ont allégué que ces renseignements étaient "confidentiels". Dans une lettre adressée au Groupe spécial de la mise en conformité et datée du 1er novembre 2006, le Brésil a demandé au Groupe spécial de la mise en conformité de demander aux États-Unis, conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, de présenter exactement le même type de renseignements que ceux qu'ils [avaient] finalement présentés au cours de la procédure initiale, en réponse aux demandes répétées du Groupe spécial initial, actualisés pour rendre compte des campagnes de commercialisation 2003-2005. Le Brésil réitère sa demande, pour les raisons énoncées dans la présente communication et dans sa lettre du 1er novembre 2006."[56] (notes de bas de page omises)

---

[53] Extrait de la communication du Brésil du 1er novembre 2006. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe D-1.

[54] Extrait des observations des États-Unis du 7 novembre 2006. Pour le texte intégral de ces observations, voir l'annexe E-1.

[55] Communication du Groupe spécial aux parties datée du 8 novembre 2006, paragraphe 1. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe F-1.

[56] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 117.

8.5 Le Brésil a également indiqué ce qui suit:

> "En outre, il y a tout lieu de croire qu'il existe toujours une forte relation positive entre les détenteurs d'une superficie de base de coton upland recevant des versements anticycliques annuels et la production de coton upland. Comme pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les conditions économiques de la production de coton upland à coût élevé aux États-Unis exigeaient que la très grande majorité du coton upland des États-Unis soit cultivée sur une superficie de base de coton upland (ou d'autres types de superficies de base donnant lieu à des versements élevés comme celles de riz et d'arachides) pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005. Le Brésil attend avec impatience de recevoir ces renseignements sur la superficie de base ou la superficie plantée des États-Unis, suite à une demande adressée à ces derniers par le Groupe spécial de la mise en conformité conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord."[57] (notes de bas de page omises)

8.6 Dans sa première communication écrite, le Brésil n'a pas fait référence à sa demande au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord concernant les programmes de garantie du crédit à l'exportation.

8.7 Les États-Unis ont expliqué plus avant leur position sur cette question dans une lettre du 20 novembre 2006.[58] Le 22 novembre 2006, le Brésil a formulé des observations sur cette lettre des États-Unis.[59]

8.8 Le 27 novembre 2006, le Groupe spécial a adressé une communication aux parties, dans laquelle il indiquait qu'il "estim[ait] ne pas pouvoir conclure à ce stade qu'il [était] nécessaire et approprié, au sens de l'article 13 du Mémorandum d'accord, de demander les renseignements sollicités par le Brésil avant d'avoir eu la possibilité d'examiner les arguments et les éléments de preuve justificatifs, le cas échéant, qui ser[aient] présentés par les États-Unis en réponse à l'argument du Brésil concernant le lien de causalité entre certaines subventions et l'empêchement de hausses des prix du coton upland".[60]

8.9 Le 11 janvier 2007, le Brésil a déposé sa communication à titre de réfutation. En avançant l'argument selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets de distorsion des échanges, il a indiqué ce qui suit:

> "Si les États-Unis avait présenté toutes les données demandées par le Brésil, ces données permettraient au Brésil d'imputer les versements anticycliques au coton upland planté sur une superficie de base autre que de coton upland selon la méthode du Brésil, jugée "appropriée" et prudente par le Groupe spécial initial (comme il est précisé ci-dessous, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de faire usage de son pouvoir discrétionnaire, au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, pour demander aux États-Unis de présenter pour les campagnes de commercialisation 2003-2005 les mêmes données que celles qui avaient été mises à la

[57] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 131.
[58] Le texte intégral de la lettre des États-Unis datée du 20 novembre 2006 figure à l'annexe E-2.
[59] Le texte intégral de la lettre du Brésil datée du 22 novembre 2006 figure à l'annexe E-4.
[60] Extrait de la communication du Groupe spécial datée du 27 novembre 2006. Le texte intégral de cette communication figure à l'annexe F-2.

> disposition du Groupe spécial initial pour la campagne de commercialisation 2002)."[61] (note de bas de page omise)
>
> ...
>
> "Comme il est indiqué ci-dessus, les données limitées que les États-Unis ont présentées (dans le contexte de leur argument erroné selon lequel les versements anticycliques n'ont pas d'effets notables sur la production) ne permettent pas au Brésil d'actualiser les montants des versements anticycliques qu'il impute au coton upland selon sa propre méthode. Par conséquent, le Brésil réitère sa demande, formulée dans sa lettre du 1er novembre 2006 au Groupe spécial de la mise en conformité, visant à ce que le Groupe spécial fasse usage de son pouvoir discrétionnaire et demande aux États-Unis de fournir pour les campagnes de commercialisation 2003-2005 les mêmes données que celles qui avaient été mises à la disposition du Groupe spécial initial pour la campagne de commercialisation 2002."[62]

8.10 Dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil n'a pas fait référence à sa demande au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord concernant les programmes de garantie du crédit à l'exportation.

8.11 Le 17 janvier 2007, le Groupe spécial a posé certaines questions aux États-Unis et au Brésil au sujet de la demande présentée par ce dernier au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord.[63] Le Brésil et les États-Unis ont présenté leurs réponses à ces questions le 19 janvier 2007.[64] Pour ce qui est des programmes de garantie du crédit à l'exportation[65], le Brésil a indiqué qu'il "continu[ait] de croire que les renseignements, documents et données demandés [dans sa demande du 1er novembre 2006] aider[aient] le Groupe spécial de la mise en conformité à procéder à "une évaluation objective de la question dont il [était] saisi", au sens de l'article 11 du [Mémorandum d'accord]". Pour ce qui est des versements anticycliques, les États-Unis ont souligné qu'ils avaient effectivement fourni, dans une pièce jointe à leur première communication écrite, les données (pour la campagne de commercialisation 2005) demandées par le Brésil.

8.12 Le 22 janvier 2007, le Brésil a présenté une autre lettre[66] concernant les données relatives aux versements anticycliques. Dans cette lettre, tout en reconnaissant que les données fournies par les États-Unis pour la campagne de commercialisation 2005 correspondaient à ce qu'il avait demandé, il a souligné que les États-Unis n'avaient toujours pas présenté les données pour les campagnes de commercialisation 2003, 2004 et 2006.

8.13 Le 5 février 2007, les États-Unis ont déposé leur communication à titre de réfutation. Dans cette communication, ils ont répété qu'ils avaient déjà présenté les données demandées par le Brésil concernant les versements anticycliques et ils ont indiqué que les données relatives à la campagne de commercialisation 2006 n'étaient pas encore disponibles et que les campagnes antérieures n'étaient

---

[61] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 165.
[62] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 171.
[63] Pour le texte intégral des questions, voir l'annexe F-5.
[64] Pour le texte intégral des réponses des États-Unis et du Brésil, voir les annexes D-2 et D-3, respectivement.
[65] La question était libellée comme suit: "Le Brésil considère-t-il que les questions posées [au sujet des programmes de garantie du crédit à l'exportation] qu'il a présentée[s] le 1er novembre […] sont désormais inutiles?"
[66] Pour le texte intégral de la lettre du Brésil, voir l'annexe E-8.

pas pertinentes pour l'allégation de préjudice grave "actuel" du Brésil. Ils considéraient donc que la demande du Brésil était sans fondement.[67]

8.14 Le 21 mars 2007, le Groupe spécial a adressé aux parties la communication suivante sur ce point:

> "Le Groupe spécial note que la demande du Brésil a été soumise avant que les communications écrites ne soient déposées dans la présente affaire et que les renseignements concernant certains points spécifiés dans cette demande ont été depuis lors communiqués au Groupe spécial. Il compte également recevoir des renseignements sur des questions soulevées dans la demande du Brésil dans les réponses aux questions qu'il a posées le 15 mars 2007. Le Groupe spécial considère qu'à ce stade, il n'est pas nécessaire de demander des renseignements supplémentaires concernant les questions spécifiées dans la demande du Brésil. Il pourra cependant décider de demander ces renseignements à un stade ultérieur de la présente procédure et pourra à tout moment poser des questions aux parties, conformément au paragraphe 7 de ses procédures de travail."[68]

8.15 Finalement, le Groupe spécial n'a pas eu recours à l'article 13 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la question ci-dessus ou une quelconque autre question.

B. DEMANDE D'AUDIENCE OUVERTE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

8.16 Au cours de la réunion d'organisation tenue le 6 novembre 2006, les États-Unis ont indiqué, eu égard au paragraphe 2 du projet de procédures de travail[69], qu'ils préféraient que la réunion du Groupe spécial soit ouverte au public. Ils ont reconnu qu'ils ne pourraient pas parvenir à un accord avec le Brésil sur ce point et ont demandé que, compte tenu du refus du Brésil, les procédures de travail indiquent au moins que les parties de la réunion au cours desquelles ils présenteraient leur position soient ouvertes au public.

8.17 Le 8 novembre 2006, le Groupe spécial a envoyé une communication dans laquelle il indiquait ce qui suit:

> "Concernant le paragraphe 2 des procédures de travail, le Groupe spécial a noté que les États-Unis souhaitaient que l'on ouvre au public la partie de la réunion pendant laquelle ils présenteraient leurs propres points de vue et déclarations, alors que le Brésil y était opposé. Le Groupe spécial appelle l'attention des parties sur le fait que l'ouverture d'une partie quelconque de la réunion avec le Groupe spécial implique des considérations logistiques. Il invite les États-Unis à présenter des observations, avant la fermeture des bureaux le mardi 21 novembre, expliquant comment exactement, selon eux, cette ouverture pourrait être organisée, d'un point de vue logistique, de manière satisfaisante. Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les procédures de travail eu égard à cette question."[70]

---

[67] Voir la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 278.

[68] Extrait de la communication du Groupe spécial datée du 21 mars 2007. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe F-8.

[69] Le paragraphe 2 du projet de procédures de travail du Groupe spécial est libellé comme suit: "Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties au différend, et les tierces parties intéressées, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera." (Ce paragraphe est inchangé dans les procédures de travail définitives.)

[70] Communication du Groupe spécial aux parties datée du 8 novembre 2006, paragraphe 3. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe F-1.

8.18 Le 21 novembre 2006, en réponse à l'invitation du Groupe spécial reproduite ci-dessus, les États-Unis ont présenté leurs observations sur les dispositions logistiques possibles, qui pourraient être prises en vue de l'ouverture d'une partie spécifique de la réunion. Ils ont expliqué, entre autres choses, qu'ils avaient "invoqué leur droit, au titre de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord ... de communiquer au public leurs propres positions et, comme moyen approprié d'y parvenir, [avaient] demandé au Groupe spécial d'exercer son pouvoir de rendre publiques les déclarations et les réponses aux questions présentées par les États-Unis lors de la réunion du Groupe spécial".[71]

8.19 Dans une lettre du 24 novembre 2006, le Brésil a indiqué qu'il ne souscrivait pas aux affirmations des États-Unis, notant, entre autres, que "rien dans l'article 18:2 ne prescri[vait] ni n'impliqu[ait] que, pour donner effet au droit d'un Membre de communiquer ses propres positions ou déclarations, les groupes spéciaux [devaient] accepter que le public suive les réunions" et que "le droit d'un Membre de communiquer ses propres positions ne [pouvait] porter atteinte au droit à la confidentialité d'un autre Membre".[72]

8.20 Le 28 novembre 2006, le Groupe spécial a informé les parties de ce qui suit:

> "Le Groupe spécial note premièrement qu'il n'existe, dans la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends, aucun précédent de décision visant à ouvrir une (partie d'une) réunion avec le groupe spécial au public sur la base d'une demande d'une partie au différend à laquelle s'oppose une autre partie. Deuxièmement, le Groupe spécial a examiné attentivement l'argument formulé par les États-Unis dans leur lettre du 21 novembre, selon lequel, en demandant au Groupe spécial de rendre publiques les déclarations et les réponses aux questions qu'ils présenteraient durant la réunion du Groupe spécial, les États-Unis exerçaient leur droit au titre de la deuxième phrase de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial considère qu'il y a différents moyens possibles pour une partie de communiquer ses positions au public et que les États-Unis n'ont pas expliqué pour quelle raison les procédures qu'ils utilisaient d'habitude pour communiquer au public leurs positions dans les procédures de règlement des différends de l'OMC ne seraient pas appropriées en l'espèce. En outre, le droit d'une partie de communiquer ses positions au public doit aussi être concilié avec l'obligation de confidentialité énoncée à la troisième phrase de l'article 18:2. Enfin, le Groupe spécial considère que les dispositions pratiques proposées par les États-Unis dans leur lettre du 21 novembre 2006 posent d'importants problèmes pratiques et logistiques.
>
> Pour les raisons qui précèdent, nous nous abstenons d'accéder à la demande présentée par les États-Unis."[73] (note de bas de page omise)

C. SIGNIFICATION DES COMMUNICATIONS

8.21 Le 18 décembre 2006, le Brésil a adressé au Groupe spécial une lettre dans laquelle il se plaignait du dépôt tardif par les États-Unis de leur première communication écrite[74] et demandait que

---

[71] Lettre des États-Unis datée du 21 novembre 2006, deuxième paragraphe. Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe E-3.

[72] Pour le texte intégral de la lettre du Brésil du 24 novembre 2006, voir l'annexe E-5.

[73] Extrait de la communication du Groupe spécial datée du 28 novembre 2006. Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe F-3.

[74] Le Brésil a indiqué que "les États-Unis [avaient] déposé la version électronique de leur communication avec 12 heures de retard, le samedi 16 décembre à 5h.24".

"le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la communication des États-Unis au motif qu'elle n'[avait] pas été déposée en temps utile".[75]

8.22 Le 19 décembre 2006, les États-Unis ont adressé une lettre au Groupe spécial dans laquelle ils indiquaient que ce dernier devrait rejeter la demande du Brésil, en affirmant, entre autres, que "le Mémorandum d'accord n'autoris[ait] pas le "rejet" de communications parce qu'un Membre n'[avait] pas été en mesure de respecter exactement le délai dans lequel les parties "dev[aient] présenter leurs communications" selon les procédures de travail du groupe spécial. Au contraire, le Mémorandum d'accord dispose que "[l]a procédure des groupes spéciaux devrait offrir une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, sans toutefois retarder indûment les travaux des groupes"."[76] (notes de bas de page omises)

8.23 Le 20 décembre 2006, le Groupe spécial a communiqué ce qui suit aux parties:

> "Le Groupe spécial note que le Brésil lui demande de "rejet[er] la communication des États-Unis au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile". Le Groupe spécial s'abstient de le faire. Toutefois, il déplore ce retard et demande aux États-Unis de respecter les dates limites qu'il a fixées pour leur(s) future(s) communication(s)."[77]

8.24 Le 7 février 2007, le Brésil a envoyé une lettre au Groupe spécial dans laquelle il se plaignait du dépôt tardif de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis.[78] Il a demandé que le Groupe spécial de la mise en conformité "rejette la communication des États-Unis au motif qu'elle n'[avait] pas été déposée en temps utile".[79]

8.25 Le 12 février 2007, les États-Unis ont envoyé une lettre au Groupe spécial dans laquelle ils formulaient des observations au sujet de cette lettre du Brésil, et indiquaient, entre autres, que "rien ne permet[tait] au Brésil de demander que le Groupe spécial rejette la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis".[80]

8.26 Le 16 février 2007, le Groupe spécial a communiqué ce qui suit aux parties:

> "Le Groupe spécial déplore que les États-Unis aient laissé passer la date limite pour la deuxième fois dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Il lui semble extraordinaire qu'ils aient laissé passer la date limite tant de fois dans la procédure initiale et dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.
>
> Cependant, le Groupe spécial considère que le Mémorandum d'accord ne contient aucune disposition autorisant un groupe spécial à rejeter tout simplement l'intégralité d'une communication au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile. Il ne considère pas que les deux affaires citées par le Brésil étayent sa demande. Nous

---

[75] Extrait de la lettre du Brésil datée du 18 décembre 2006. Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe E-6.

[76] Extrait de la lettre des États-Unis datée du 19 décembre 2006. Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe E-7.

[77] Extrait de la communication du Groupe spécial aux parties datée du 20 décembre 2006. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe F-4.

[78] Le Brésil a indiqué que "les États-Unis [avaient] déposé la version électronique de leur communication avec plus de six heures de retard, le lundi 5 février à 23h.39".

[79] Extrait de la lettre du Brésil datée du 7 février 2007. (note de bas de page omise) Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe E-9.

[80] Extrait de la lettre des États-Unis datée du 12 février 2007. Pour le texte intégral de cette lettre, voir l'annexe E-10.

nous abstenons donc d'accéder à la demande présentée par le Brésil."[81] (note de bas de page omise)

D. CONSTATATION OU DÉCISION SUR LA COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL DEMANDÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

8.27 Les **Communautés européennes**, qui sont tierce partie à la présente procédure, demandent au Groupe spécial de "formuler une constatation ou rendre une décision" concernant "la régularité de sa […] composition".[82]

8.28 Le Groupe spécial estime qu'il n'est pas en son pouvoir, au titre du Mémorandum d'accord, de "formuler une constatation ou rendre une décision" concernant une question qui n'a été soulevée par aucune des parties au différend et qui concerne l'application par le Directeur général de l'OMC des dispositions du Mémorandum d'accord relatives à la composition des groupes spéciaux.[83] Il ne voit pas en quoi la "constatation ou [la] décision" demandée par les Communautés européennes contribuerait à une solution positive du différend au sens de l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.

E. PAYS LES MOINS AVANCÉS MEMBRES

8.29 Le Tchad, pays moins avancé Membre, a participé à la présente procédure en tant que tierce partie. Conformément à l'article 24:1 du Mémorandum d'accord, une attention particulière a été accordée à la situation spéciale de ce Membre. Le Tchad a présenté une communication écrite détaillée et a fait une déclaration orale à la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties le 28 février 2007.[84] Il était représenté par une délégation ayant à sa tête l'Ambassadeur du Tchad auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève et incluant également du personnel du Centre consultatif sur la législation de l'OMC. Dans sa communication et sa déclaration orale, le Tchad a souligné qu'il avait un intérêt particulier dans la présente procédure, compte tenu de l'importance fondamentale du secteur du coton pour son économie et des engagements pris par les Membres de l'OMC en ce qui concernait le coton dans le Cadre de juillet 2004 et lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong. Il a mis en avant les avantages qui découleraient pour lui et d'autres pays subsahariens producteurs de coton de la pleine mise en œuvre par les États-Unis des recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend et il a appelé l'attention, à cet égard, sur des études récentes qui apportaient des éléments de preuve empiriques de l'importance de ces avantages. Il a également présenté des arguments juridiques détaillés à l'appui de son point de vue selon lequel les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. Le Groupe spécial fait référence aux arguments du Tchad dans les résumés des arguments des tierces parties.

[81] Extrait de la communication du Groupe spécial datée du 16 février 2007. Pour le texte intégral de cette communication, voir l'annexe F-7.

[82] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 6 à 30; déclaration orale des CE en tant que tierce partie, paragraphes 2 à 4.

[83] Bien que les Communautés européennes affirment qu'il existe dans la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends un précédent qui appuie leur position selon laquelle le Groupe spécial a le pouvoir de se prononcer sur la régularité de sa propre composition et qu'il a le devoir d'examiner cette question parce qu'"elle est d'une importance fondamentale pour la bonne interprétation du Mémorandum d'accord et pour le fonctionnement harmonieux et équitable du mécanisme de règlement des différends de l'OMC" (communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 28 et 29), le Groupe spécial trouve que les arguments des Communautés européennes à cet égard ne sont pas convaincants.

[84] La communication écrite et la déclaration orale du Tchad ont été préparées avec la coopération du Centre consultatif sur la législation de l'OMC.

IX. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET QUESTIONS RELATIVES AU CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

A. CRITÈRE D'EXAMEN, CHARGE DE LA PREUVE ET RÈGLES D'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS

1. Critère d'examen

9.1 S'agissant du critère d'examen que le présent Groupe spécial doit appliquer, la partie pertinente de l'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés."

9.2 Le Groupe spécial est conscient de la nécessité de prendre dûment en considération les constatations formulées par le Groupe spécial initial dans le présent différend. Les procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne sont pas isolées mais s'inscrivent dans une "suite d'événements". Le Groupe spécial effectue son analyse des allégations du Brésil "en tenant compte de la procédure initiale et en connaissant parfaitement les raisons fournies par le groupe spécial initial".[85,86] Les parties ont exprimé leur avis sur la question du poids que le présent Groupe spécial devrait accorder aux constatations et au raisonnement juridiques et factuels faits par le Groupe spécial

---

[85] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 121. Dans le même rapport, l'Organe d'appel a dit qu'"on [pouvait] s'attendre à ce qu'un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord se réfère au rapport du groupe spécial initial, en particulier lorsque la mesure de mise en œuvre [était] étroitement liée à la mesure initiale et lorsque les allégations formulées dans le cadre du recours au titre de l'article 21:5 ressembl[aient] de près à celles qui [avaient] été formulées dans le cadre de la procédure du groupe spécial initial". Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 109.

[86] Nous notons à cet égard qu'en examinant les constatations formulées par un groupe spécial dans une procédure au titre de l'article 21:5 qui portait sur une détermination de l'existence d'un dommage établie par l'autorité nationale chargée de l'enquête, l'Organe d'appel a observé ce qui suit:

> "on pourrait avoir des doutes au sujet de la nature objective de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait s'écarter du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants versés au dossier et des explications données par l'autorité chargée de l'enquête dans une nouvelle détermination. Cependant, ces préoccupations ne sont pas fondées sur l'effet contraignant des constatations adoptées du groupe spécial initial".

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 103. L'Organe d'appel a fait ces observations lorsqu'il a examiné un argument du Canada selon lequel le Groupe spécial n'avait "pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi parce qu'il n'[avait] pas appliqué les constatations issues du rapport du Groupe spécial initial bien que celles-ci aient été adoptées par l'ORD et soient contraignantes pour les parties au différend". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 101.

dans la procédure initiale.[87] Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire ou approprié de faire une déclaration générale sur cette question dans l'abstrait.

2. Charge de la preuve

9.3 Les règles générales régissant l'attribution de la charge de la preuve dans le système de règlement des différends de l'OMC prescrivent qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition d'un Accord de l'OMC par un autre Membre soutienne et prouve son allégation.[88] Ces règles s'appliquent aussi aux procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[89] Le

---

[87] Par exemple, réponse du Brésil à la question n° 2 du Groupe spécial; réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial.

[88] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 19. S'agissant de ces règles générales d'attribution de la charge de la preuve, l'Organe d'appel a récemment fait observer ce qui suit:

> "... dans le règlement des différends de l'OMC, comme dans la plupart des systèmes juridiques et des tribunaux internationaux, la charge de la preuve incombe à la partie qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense. La partie plaignante s'acquittera de la charge qui lui incombe lorsqu'elle établira des éléments *prima facie* en avançant des arguments juridiques et éléments de preuve adéquats. La nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis "varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre". Lorsqu'une allégation est formulée contre la législation ou la réglementation d'un Membre de l'OMC, un groupe spécial peut, dans certaines circonstances, considérer que le texte de l'instrument juridique pertinent est suffisamment clair pour établir la portée et le sens de la loi. Cependant, dans d'autres cas, un groupe spécial peut considérer qu'il faut des éléments de preuve additionnels pour ce faire. Une fois que la partie plaignante a établi des éléments *prima facie*, il appartient à la partie défenderesse de les réfuter.
>
> Un groupe spécial fait erreur lorsqu'il reconnaît la validité d'une allégation pour laquelle la partie plaignante n'a pas établi d'éléments *prima facie*. Néanmoins, un groupe spécial ne commet pas d'erreur de droit simplement en omettant de préciser à quelle partie incombe la charge de la preuve relativement à chaque allégation ou moyen de défense. En outre, un groupe spécial n'est pas tenu, dans chaque cas, de faire une constatation explicite selon laquelle une partie plaignante s'est acquittée de la charge d'établir des éléments *prima facie* relativement à chaque élément d'une allégation particulière, ou selon laquelle la partie défenderesse a effectivement réfuté des éléments établis *prima facie*. Ainsi, un groupe spécial n'est pas tenu de rendre une décision explicite indiquant qu'une partie plaignante a établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avant d'examiner le moyen de défense et les éléments de preuve de la partie défenderesse. En même temps, le simple exposé par un groupe spécial des règles correctes relatives à la charge de la preuve n'est pas suffisant si le groupe spécial, dans les faits, n'attribue pas correctement la charge dans l'affaire dont il est saisi."

Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchette de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphes 134 et 135.

[89] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchette de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 136. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'article 7.8 de l'*Accord SMC* a une incidence sur la répartition de la charge de la preuve dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En particulier, la Nouvelle-Zélande affirme ce qui suit:

> "Comme un Membre mettant en œuvre a la possibilité soit de retirer les mesures de subventionnement, soit d'éliminer les effets défavorables, un Membre qui ne retire pas la mesure en question devrait donc avoir la charge de montrer qu'il a éliminé les effets défavorables. Ainsi, en l'espèce, la preuve faite par le Brésil que les mesures dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'elles causaient des effets défavorables n'ont pas été retirées devrait établir *prima facie* qu'il n'y a pas eu mise en œuvre, et la charge devrait alors incomber

Brésil, en tant que partie plaignante, doit donc établir *prima facie* l'existence d'une violation des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC qu'il invoque et les États-Unis doivent la réfuter. Nous notons aussi, toutefois, qu'il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait, que ce soit le plaignant ou le défendeur, d'en apporter la preuve.[90] À cet égard, il appartient donc aussi aux États-Unis d'apporter des éléments de preuve relatifs aux faits qu'ils affirment. L'établissement d'éléments *prima facie*, en l'absence de réfutation effective par l'autre partie, fait obligation à un groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie établissant ces éléments.

9.4 L'Organe d'appel a récemment dit ce qui suit au sujet de l'application des règles générales d'attribution de la charge de la preuve dans le contexte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord:

> "Le texte de l'article 21:5 relie expressément les "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD concernant la mesure initiale. L'examen d'une mesure prise pour se conformer effectué par un groupe spécial ne peut donc pas être entrepris sans tenir compte des constatations du groupe spécial initial et de l'Organe d'appel adoptées par l'ORD. Ces constatations déterminent l'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne la mesure initiale, et l'examen d'une mesure prise pour se conformer effectué par un groupe spécial doit être réalisé en ayant dûment connaissance de ce contexte. Ainsi, les constatations adoptées issues de la procédure initiale peuvent tout à fait occuper une place de premier plan dans la procédure au titre de l'article 21:5, surtout lorsque la mesure prise pour se conformer est, selon les allégations, incompatible avec le droit de l'OMC de manières similaires à la mesure initiale. À notre avis, ces considérations peuvent avoir une influence sur la façon dont la partie plaignante présente son argumentation, et elles peuvent être aussi pertinentes pour la manière dont un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 détermine si cette partie s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait et a établi des éléments *prima facie*."[91]

3. Règles d'interprétation des traités

9.5 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord prescrit au Groupe spécial d'appliquer les règles coutumières du droit international public sur l'interprétation des traités. Il est généralement admis que ces règles figurent dans les articles 31 à 33 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 ("*Convention de Vienne*"). L'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

> aux États-Unis de prouver que les effets défavorables causés par ces mesures de subventionnement ont été éliminés."

Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 5.06. Le Groupe spécial ne trouve rien dans le texte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord qui étaye la proposition selon laquelle, dans une procédure au titre de l'article 21:5 portant sur un manquement allégué à l'obligation de se conformer à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, un Membre qui n'a pas retiré la subvention a la charge de montrer qu'il a éliminé les effets défavorables. Le Groupe spécial note par ailleurs la déclaration du Brésil selon laquelle, en l'espèce, "le Brésil a la charge de démontrer au titre de l'article 7.8 que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables causés par la série initiale de mesures". Réponse du Brésil à la question n° 26 du Groupe spécial, paragraphe 20.

[90] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

[91] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchette de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 136.

B. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

1. Introduction

9.6 L'article 21:5 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial. Le groupe spécial distribuera son rapport dans les 90 jours suivant la date à laquelle il aura -été saisi de la question. Lorsque le groupe spécial estimera qu'il ne peut pas présenter son rapport dans ce délai, il informera l'ORD par écrit des raisons de ce retard et lui indiquera dans quel délai il estime pouvoir présenter son rapport."

9.7 Les États-Unis demandent que le Groupe spécial rende des décisions préliminaires selon lesquelles certaines allégations du Brésil *sortent du champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* parce qu'il ne s'agit pas d'allégations relatives à "l'existence ou [à] la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer avec les recommandations et décisions" de l'ORD. Les États-Unis présentent cette demande en ce qui concerne i) les allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille; ii) les allégations du Brésil relatives aux *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en plus des *versements* effectués au titre de ces programmes; et iii) les allégations du Brésil relatives à la non-mise en conformité pendant une période passée.[92]

9.8 Les États-Unis considèrent également que les *versements* effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure.[93]

2. Point de savoir si les allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de la présente procédure

a) Principaux arguments des parties

9.9 Les **États-Unis** font valoir que puisque les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille n'avaient pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC dans la procédure initiale, elles n'étaient pas visées par les recommandations et décisions de l'ORD. Par conséquent, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" aux

[92] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 22 à 56; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 16 à 71.

[93] Les États-Unis ont avancé l'argument selon lequel les versements effectués après le 21 septembre 2005 n'entraient pas dans le champ de la présente procédure non pas dans la demande de décisions préliminaires qui figurait dans leur première communication écrite mais à un stade ultérieur de la procédure. Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 15 du Groupe spécial; réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial; observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 8 à 14.

recommandations et décisions de l'ORD et ces mesures, ainsi que les allégations du Brésil y relatives, n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.[94]

9.10 Les États-Unis estiment que le Brésil altère le critère approprié permettant de savoir quand des allégations entrent dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 et suppose à tort que ce critère est celui de savoir s'il y a eu une "résolution définitive" de la question dans la procédure initiale. Le Brésil interprète mal le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* et confond deux questions distinctes: la question du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, d'une part, et la question de savoir quand une allégation à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme "résolue définitivement" aux fins d'une procédure de règlement des différends de l'OMC, d'autre part.[95]

9.11 Les États-Unis estiment qu'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord peut porter sur deux types de problèmes. *Premièrement*, il n'existe pas de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. *Deuxièmement*, les mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD ne sont pas compatibles avec un accord visé. Si une mesure n'est pas visée par des recommandations et décisions de l'ORD parce qu'elle n'a pas été jugée incompatible avec les règles de l'OMC, il n'y a logiquement rien qui justifie une allégation selon laquelle un Membre n'a pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant cette mesure. En outre, à moins que la mesure initiale elle-même ne soit considérée comme une mesure prise pour se conformer, il n'y a rien qui justifie de formuler à l'encontre de la mesure des allégations selon lesquelles elle est incompatible avec un accord visé. Par conséquent, des mesures sont hors du champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord lorsqu'elles n'ont pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC et ne sont pas elles-mêmes des mesures prises pour se conformer.[96]

9.12 Les États-Unis estiment que des garanties de crédit à l'exportation spécifiques sont des "mesures" et que les garanties accordées pour soutenir les exportations de viande porcine, de viande de volaille et d'autres produits inscrits dans la Liste hormis le riz n'ont jamais été visées par des recommandations et décisions de l'ORD et ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD. Les rapports de règlement des différends de l'OMC antérieurs n'étayent pas la proposition selon laquelle le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 peut être étendu aux allégations à l'encontre de mesures qui n'ont jamais été visées par des recommandations et décisions de l'ORD et qui ne sont pas des mesures prises pour se conformer à de telles recommandations et décisions.[97]

9.13 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de rejeter l'exception préliminaire des États-Unis parce qu'elle est contraire à la jurisprudence de l'Organe d'appel concernant la portée des allégations présentées à juste titre dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.[98] Bien que l'Organe d'appel ait estimé, dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, qu'une constatation dont il n'avait pas été fait appel figurant dans un rapport de groupe spécial qui était adopté par l'ORD

[94] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24 à 30. Les États-Unis soulignent que la question pertinente n'est pas de savoir si, comme le fait valoir le Brésil, ce dernier peut "réitérer" ses allégations à l'encontre des garanties de crédit à l'exportation pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille mais s'il peut le faire dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

[95] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 10 à 15; réponse des États-Unis à la question n° 10 du Groupe spécial.

[96] Réponse des États-Unis à la question n° 6 du Groupe spécial.

[97] Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 6 du Groupe spécial.

[98] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphe 7.

devait être traitée comme la résolution définitive d'un différend pour ce qui est d'une allégation particulière et de la composante spécifique d'une mesure, cette limitation ne s'applique pas aux allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille parce qu'il n'y a pas eu une telle résolution définitive pour ce qui est de ces allégations.[99] Par conséquent, le Brésil fait valoir qu'il peut présenter ces allégations dans la présente procédure parce que la procédure initiale n'a pas abouti à une "résolution définitive" pour ce qui est de ces allégations.

9.14 Le Brésil fait valoir que ses allégations relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille concernent une mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Bien que les allégations du Brésil soient des allégations par produit, la mesure en cause, à savoir le programme GSM 102 modifié, s'applique de la même façon à tous les produits visés par le programme. Il n'y a aucun fondement factuel permettant aux États-Unis de faire valoir que les mesures en cause sont les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille.[100]

9.15 De plus, le Brésil estime que la mesure visée par ses allégations est une mesure nouvelle et qu'un Membre peut présenter dans une procédure au titre de l'article 21:5 n'importe quelle allégation concernant une mesure nouvelle. Bien que des groupes spéciaux aient déterminé qu'un Membre ne pouvait pas présenter dans une procédure au titre de l'article 21:5 une nouvelle allégation concernant un aspect d'une mesure qui demeurait inchangé par rapport à la procédure initiale et qui n'avait pas été contesté dans le cadre de cette procédure, cette limitation ne s'applique pas en l'espèce parce que le Brésil présente la même allégation en ce qui concerne un aspect nouveau d'une mesure nouvelle. Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, le Brésil affirme qu'il ne devrait pas être tenu responsable de l'absence d'une résolution définitive dans la procédure initiale.[101]

b) Principaux arguments des tierces parties

9.16 L'**Australie** estime que l'allégation du Brésil relative aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pour la viande porcine et la viande de volaille peut à juste titre être examinée par le présent Groupe spécial. En l'espèce, il ne s'agit pas d'une mesure qui n'a pas été contestée dans la procédure initiale ou qui, ayant été contestée, a été examinée au cours de cette procédure et n'a pas été jugée incompatible avec les règles de l'OMC. L'allégation spécifiquement formulée par le Brésil dans sa demande d'établissement concerne la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une nouvelle mesure – les garanties émises au titre du programme GSM 102 révisé – résultant d'une révision qui a été effectuée suite aux décisions et recommandations de l'ORD. Le Brésil a le droit de demander que soit examinée, et le Groupe spécial est tenu d'examiner, la nouvelle mesure dans son intégralité, y compris son application.[102]

9.17 Les **Communautés européennes** estiment que, pour répondre à la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure, la question fondamentale dont le Groupe spécial est saisi est celle du lien ou du degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure. Par conséquent, le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et la mesure prise pour se conformer et, s'agissant en particulier des éléments de la mesure dont les

[99] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 9 à 12.

[100] Réponse du Brésil à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 21; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 6 du Groupe spécial.

[101] Réponse du Brésil à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphes 42 à 47.

[102] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 8 à 11.

États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une corrélation ou une interdépendance avec les mesures ou les éléments des mesures dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial. À première vue, la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis pour la viande porcine et la viande de volaille contournent les engagements des États-Unis au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et sont incompatibles avec l'*Accord SMC* n'a peut-être pas nécessairement d'interdépendance ni même nécessairement de corrélation avec la même question concernant le coton upland. Toutefois, d'autres facteurs méritent d'être soigneusement pris en considération, y compris le fait que l'*Accord SMC* indique clairement qu'un "programme" peut être une mesure, que les États-Unis ont admis que la mesure en cause était un "programme" au sens de l'*Accord SMC*, que le Groupe spécial initial a constamment fait référence au "programme" GSM 102 et que les États-Unis ont choisi de modifier le programme GSM 102 en général, y compris pour ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille.[103]

9.18 Le **Japon** estime que l'allégation du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille entre dans le champ de la présente procédure. L'incapacité de l'Organe d'appel à compléter l'analyse afférente à une constatation qu'il a infirmée est similaire à l'application du principe d'économie jurisprudentielle puisque, dans les deux cas, il n'y a pas de "résolution définitive" pour ce qui est de l'allégation en question. Il ressort clairement du récent rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)* que le présent Groupe spécial a le pouvoir d'identifier et d'évaluer la mesure nouvelle prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, y compris le programme GSM 102 tel qu'il est appliqué à la viande porcine et à la viande de volaille.[104]

c) Évaluation par le Groupe spécial

9.19 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle les allégations du Brésil relatives aux garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille sont hors du champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[105]

9.20 Le Groupe spécial rappelle que le Groupe spécial initial a constaté que, s'agissant de 12 produits inscrits dans la Liste, y compris la viande porcine et la viande de volaille, il n'avait pas été établi que les États-Unis avaient appliqué des garanties de crédit à l'exportation constituant des subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* d'une manière entraînant un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation.[106] L'Organe d'appel a infirmé cette constatation du Groupe spécial initial mais a estimé que les faits non contestés versés au dossier étaient insuffisants pour lui permettre de compléter l'analyse juridique en vue de déterminer si les États-Unis avaient appliqué des garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille d'une manière entraînant un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation.[107]

9.21 Par conséquent, la question dont est saisi le Groupe spécial est celle de savoir si dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Brésil peut présenter des

[103] Déclaration orale des CE en tant que tierce partie, paragraphes 5 à 13.
[104] Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 3 et 4.
[105] Les États-Unis ne font pas valoir que ces allégations ne sont pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS267/30). Le Groupe spécial note que le paragraphe 27 de cette demande mentionne le "coton upland et d'autres produits non inscrits dans la Liste; ainsi que [le] riz, [la] viande porcine et [la] viande de volaille".
[106] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.881.
[107] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 692 à 694 et 763 f) i).

allégations relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille étant donné que: i) le Brésil a présenté de telles allégations dans la procédure initiale; ii) le Groupe spécial initial a rejeté ces allégations; iii) l'Organe d'appel a infirmé le rejet de ces allégations par le Groupe spécial initial, mais s'est estimé incapable de compléter l'analyse; par conséquent, iv) la procédure initiale n'a pas abouti à une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC pour ce qui était des garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille.

9.22 Le membre de phrase "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" figurant à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord limite le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 à une catégorie particulière de mesures; "[s]i une allégation conteste une mesure qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette allégation ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[108] Par conséquent, "[d]ans une procédure au titre de l'article 21:5, la mesure ou les mesures prises pour se conformer sont au cœur du mandat [d'un] groupe spécial".[109,110]

9.23 Le Groupe spécial estime que le fait que les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille n'ont pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC dans la procédure initiale et n'étaient donc pas visées par les recommandations et décisions de l'ORD ne signifie pas nécessairement qu'il devrait être constaté que les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord au motif qu'elles ne se rapportent pas à des "mesures prises pour se conformer". Le Groupe spécial trouve des éléments étayant ce point de vue dans le raisonnement exposé dans plusieurs rapports récents établis par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux dans le cadre de procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

9.24 Le Groupe spécial note en particulier les observations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5 – Canada)*:

> "Certaines mesures ayant un rapport particulièrement étroit avec la "mesure" dont il a été déclaré qu'elle avait été "prise pour se conformer" et avec les recommandations et décisions de l'ORD peuvent aussi être susceptibles d'être examinées par un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5. Pour déterminer s'il en est ainsi, un groupe spécial doit examiner soigneusement ces liens qui peuvent, dépendamment des faits particuliers, nécessiter l'examen de la nature et des effets des diverses mesures ainsi que du moment choisi pour les adopter. Cela oblige aussi un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 à examiner le contexte factuel et juridique dans lequel a été adoptée la "mesure" dont il a été déclaré qu'elle avait été "prise pour se conformer". C'est uniquement à ce moment-là qu'un groupe spécial sera en mesure de se prononcer sur la question de savoir s'il existe des liens suffisamment étroits pour lui permettre de qualifier cette autre mesure de mesure "prise pour se conformer" et, par la suite, d'évaluer la compatibilité de celle-ci avec les accords visés dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5."[111]

---

[108] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 78. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 36; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 65.

[109] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.35.

[110] La question de savoir si une mesure indiquée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 est une "mesure prise pour se conformer" au sens de l'article 21:5 est une question qui doit être tranchée par le groupe spécial au titre de l'article 21:5 et non par les parties au différend. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 78; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.7.

[111] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 77.

9.25 Les États-Unis ont modifié leur programme GSM 102 afin de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale. Les modifications apportées au programme s'appliquent aux exportations de tous les produits visés par le programme, y compris la viande porcine et la viande de volaille. Le Groupe spécial ne souscrit pas à l'argument du Brésil voulant que la mesure qui fait l'objet de ses allégations soit le programme GSM 102 modifié lui-même et que les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille ne soient pas elles-mêmes des "mesures". Selon le Groupe spécial, le fait que le programme modifié s'applique à tous les produits de la même manière ne change rien au fait que l'application du programme à un produit déterminé constitue une "mesure". Néanmoins, bien que nous acceptions l'argument des États-Unis selon lequel les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille sont des mesures, nous estimons que ces mesures ont un "rapport particulièrement étroit avec la mesure dont il a été déclaré qu'elle avait été prise pour se conformer et avec les recommandations et décisions de l'ORD". Comme il est indiqué ci-dessus, le programme modifié s'applique de la même manière à tous les produits visés par le programme. Qui plus est, le Groupe spécial note que la plupart des questions de droit et de fait soulevées par les allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation touchent au programme GSM modifié en général sans distinction entre les divers produits auxquels il s'applique. En outre, les États-Unis ont fait valoir avec force que le Groupe spécial devrait examiner l'allégation du Brésil uniquement au regard du critère énoncé au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation, critère qui prescrit au Groupe spécial d'analyser le programme GSM dans son ensemble plutôt qu'eu égard à des produits particuliers.[112]

9.26 Le Groupe spécial note également que les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille ne sont pas des allégations qui ont été rejetées dans la procédure initiale et qui se rapportent à une mesure inchangée. Par contre, s'agissant d'une nouvelle mesure – l'application du programme GSM 102 modifié aux exportations de viande porcine et de viande de volaille – le Brésil formule une allégation concernant laquelle la procédure initiale n'a pas abouti à une constatation sur le point de savoir si les États-Unis agissaient ou non d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[113] Aucune procédure de groupe spécial ou d'appel antérieure n'a porté sur la question précise dont nous sommes saisis en l'espèce, qui consiste à savoir si un Membre peut, dans une procédure au titre de l'article 21:5, établir une allégation concernant laquelle l'Organe d'appel s'est estimé incapable de compléter l'analyse dans la procédure initiale. Nous jugeons significatif, toutefois, le fait que l'Organe d'appel a récemment estimé qu'une allégation relative à un aspect d'une mesure à l'égard duquel le Groupe spécial avait, dans la procédure initiale, appliqué le principe d'économie jurisprudentielle entrait à juste titre dans le

[112] Nous notons à cet égard que pour interpréter la portée de l'expression "mesures prises pour se conformer" figurant à l'article 21:5, l'Organe d'appel a pris en considération le fait que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord avait pour but de faire en sorte qu'il soit donné suite dans les moindres délais aux recommandations et décisions de l'ORD et d'assurer la compatibilité des mesures prises pour se conformer aux accords visés en évitant aux plaignants de devoir engager de nouvelles procédures. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 151). La logique de l'argument des États-Unis est que pour obtenir une constatation sur le point de savoir si les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille sont incompatibles avec les règles de l'OMC, le Brésil doit engager une nouvelle procédure de groupe spécial dans laquelle il devra avancer les mêmes arguments juridiques et factuels que ceux qu'il avance dans la présente affaire.

[113] Les faits portés à notre connaissance sont à cet égard sensiblement différents des faits portés à la connaissance du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*. Dans cette affaire, le Groupe spécial initial avait rejeté une allégation de l'Inde selon laquelle un certain aspect d'une mesure prise par les Communautés européennes était incompatible avec les règles de l'OMC. Toutefois, dans la procédure au titre de l'article 21:5, l'Inde a formulé la même allégation à l'égard du même aspect inchangé de la mesure initiale.

champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[114] Selon nous, cela démontre qu'une allégation relative à une mesure qui a un lien suffisamment étroit avec la mesure prise pour se conformer ou avec les recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale peut entrer dans le champ de l'article 21:5 même lorsque cette mesure elle-même n'a pas fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale.

9.27 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial **constate** que les allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille entrent dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

3. Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure

9.28 À l'appui de leur demande de décision préliminaire établissant que les allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure, les États-Unis font valoir, *premièrement*, que ces programmes n'étaient pas visés par des recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale et, *deuxièmement*, que ces programmes ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord parce qu'ils n'ont pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou pour une autre raison.

a) Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure parce que ces programmes n'étaient pas visés par des recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale

i) Principaux arguments des parties

9.29 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire établissant que les allégations de (menace de) préjudice grave formulées par le Brésil en ce qui concerne les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure parce que ces programmes ne sont pas des mesures sur lesquelles portaient les recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale.[115]

9.30 Les États-Unis font observer que le Brésil a établi une distinction claire dans la procédure initiale entre les allégations en matière de subventions pouvant donner lieu à une action qu'il a formulées à l'encontre des programmes en soi et les allégations en matière de subventions pouvant donner lieu à une action qu'il a formulées à l'encontre des versements effectués au titre de programmes spécifiques, et que le Groupe spécial initial n'a formulé de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC qu'en ce qui concerne l'allégation de préjudice grave "actuel" à l'encontre de

[114] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*.

[115] Les États-Unis font valoir non pas que ces allégations ne sont pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS267/30), mais qu'elles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial étant donné le mandat limité énoncé à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial note qu'aux paragraphes 18 et 20 de cette demande, le Brésil mentionne les "programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes" et "les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements prescrits au titre de ces programmes".

certains *versements* effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Selon les États-Unis, le Groupe spécial initial a spécifiquement rejeté les autres allégations de préjudice grave du Brésil ou s'est abstenu de les examiner.[116,117]

9.31 Les États-Unis estiment que les allégations du Brésil sont hors du champ de la présente procédure, qu'elles soient formulées à l'encontre des seuls programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou à l'encontre des programmes en plus des versements effectués au titre des programmes. Le Groupe spécial initial n'a pas formulé de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ni à l'encontre des programmes en plus de tous les versements effectués au titre de ces programmes. À cet égard, les États-Unis estiment qu'il n'existe aucun fondement juridique ou factuel permettant au Brésil d'affirmer que "dans les circonstances du présent différend, le versement d'une subvention ne peut pas être dissocié d'un programme de subventions". En fait, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, c'est-à-dire les dispositions législatives et réglementaires autorisant les versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, sont distincts des versements qu'ils autorisent. Aussi bien les dispositions législatives/réglementaires elles-mêmes que les mesures résultant de leur application, c'est-à-dire des versements particuliers, peuvent être contestés dans une procédure de règlement des différends mais elles constituent des mesures distinctes. L'Organe d'appel a précisé que les allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" étaient distinctes, et il n'y a aucun élément dans un quelconque rapport de l'Organe d'appel qui étaye l'argument du Brésil selon lequel la différence concrète entre une disposition législative/réglementaire et les mesures qu'elle autorise doit être ignorée. En ce qui concerne l'argument du Brésil selon lequel, étant donné qu'une analyse au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* se concentre sur les effets de la subvention, aucune distinction ne peut être opérée entre un programme et les versements effectués au titre de ce programme, les États-Unis estiment que le Brésil n'explique pas pourquoi la concentration sur les effets dans la Partie III de l'*Accord SMC* exigerait que les dispositions législatives et réglementaires autorisant les versements soient amalgamées aux versements eux-mêmes. Cet argument du Brésil est également en contradiction avec le fait que, dans la procédure initiale, le Brésil lui-même a formulé des allégations distinctes à l'encontre des versements et des dispositions législatives et réglementaires.[118]

9.32 Les États-Unis affirment que le Brésil n'a pas formulé de contestation, que le Groupe spécial initial n'a pas formulé de constatation et que l'ORD n'a pas rendu de recommandation ou de décision à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou à l'encontre des programmes en plus des versements au titre des programmes. Les mesures qui faisaient l'objet des allégations du Brésil, et de la constatation du Groupe spécial, concernant le préjudice grave actuel étaient les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. L'absence de toute référence expresse à des dispositions légales/réglementaires aux paragraphes 8.3 d) et 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial confirme que la conclusion et la recommandation relatives à des subventions pouvant donner lieu à une action qui y figurent ne s'appliquent pas à un quelconque programme en tant que tel, pris isolément ou dans le cadre d'un quelconque amalgame inventé de programmes et de versements. Comme le montre la section VII:D du rapport du Groupe spécial, lorsque le Groupe spécial initial voulait faire référence à des programmes en tant que tels et à des versements conjointement, il a dit

[116] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 31 à 33.

[117] Les États-Unis soulignent que la déclaration figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial, selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"", n'est pas une recommandation. Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 39.

[118] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 20 à 28.

expressément qu'il le faisait.[119] Les États-Unis estiment qu'en faisant valoir que le Groupe spécial initial a bien formulé des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, le Brésil s'appuie sur des passages du rapport du Groupe spécial cités de manière sélective et sortis de leur juste contexte.[120]

9.33 Le **Brésil** fait valoir que l'exception préliminaire des États-Unis repose sur une caractérisation erronée des allégations du Brésil dans la présente procédure et des constatations du Groupe spécial initial. Il fait en outre valoir qu'en vertu de la jurisprudence établie, ses allégations entrent parfaitement dans le champ de la présente procédure.

9.34 Le Brésil fait observer que, dans la présente procédure, il n'établit pas d'allégation à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis "en tant que tels". Les mesures qui constituent les subventions en cause dans la présente procédure sont les dispositions législatives et réglementaires de la Loi FSRI de 2002 qui se rapportent au coton upland et les versements impératifs et subordonnés aux prix qui ont été et continueront d'être effectués pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002, et le Brésil n'opère aucune distinction entre le préjudice grave causé par les dispositions de la Loi FSRI et le préjudice grave causé par les versements prescrits par ces dispositions. Il découle de la nature particulière des obligations énoncées aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, qui se concentrent sur les effets des subventions, que le versement d'une subvention ne peut pas être dissocié du programme de subventions en vertu duquel il est effectué.[121] Le Brésil fait valoir que l'idée que les programmes et les versements constituent conjointement la subvention est compatible avec l'approche du Groupe spécial initial. Il renvoie aux déclarations figurant dans le rapport du Groupe spécial qui indiquent que ce dernier estimait que les constatations qu'il avait formulées dans la section VII:G et la conclusion qu'il avait formulée au paragraphe 8.1 g) i) concernaient à la fois les programmes de subventions prévus par la Loi FSRI et les versements prescrits au titre de ces programmes. Le Brésil fait également valoir qu'un examen des communications présentées par les parties dans la procédure initiale montre qu'elles faisaient toutes les deux référence aux effets des programmes ainsi qu'aux effets des versements au titre des programmes. Puisque le Groupe spécial initial a forcément examiné toutes les formes de la subvention, c'est-à-dire les programmes et les versements spécifiques effectués au titre des programmes, et puisque les États-Unis n'ont pas fait appel de la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle ils étaient obligés de prendre des mesures au sujet du cadre législatif et réglementaire en vertu duquel les subventions étaient accordées, il est impossible aux États-Unis de contester le pouvoir du présent Groupe spécial d'examiner l'allégation du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[122]

9.35 Le Brésil fait valoir que, bien qu'une jurisprudence récente ait clairement établi que la procédure initiale imposait des limites à la portée des allégations pouvant être présentées dans une procédure au titre de l'article 21:5, ces limites ne s'appliquent pas aux allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[123] Les allégations du Brésil relatives aux effets défavorables découlant des programmes

[119] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 30 à 43.

[120] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 44 à 52. Voir aussi les observations des États-Unis sur les réponses du Brésil aux questions n° 11 et 15 du Groupe spécial.

[121] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 31 à 34.

[122] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 36 à 40.

[123] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 41 à 47. Le Brésil souligne à cet égard que le fait qu'un groupe spécial dans une procédure initiale s'abstient d'examiner certaines allégations n'empêche pas une partie de formuler les mêmes allégations dans une procédure au titre de l'article 21:5.

et des versements prescrits au titre des programmes ont été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et concernent des mesures prises pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[124] Le Brésil estime en outre que les États-Unis ont tort, sur le plan factuel, de laisser entendre que le Groupe spécial initial a rejeté les allégations de préjudice grave formulées par le Brésil en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[125] Le Brésil estime également que le Groupe spécial initial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à l'égard des allégations de menace de préjudice grave et des allégations en soi du Brésil parce qu'il a considéré que sa constatation concernant un préjudice grave "actuel" obligerait les États-Unis à prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire. Par conséquent, l'application du principe d'économie jurisprudentielle à l'égard de ces allégations confirme que la constatation du Groupe spécial concernant un préjudice grave "actuel" visait les programmes de subventions ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes.[126]

9.36 Le Brésil résume comme suit les facteurs qui étayent son avis selon lequel la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial englobait les programmes de subventions ainsi que les versements prescrits par les programmes de subventions: i) l'identification par le Groupe spécial des mesures en cause dans la section sur le préjudice grave "actuel"; ii) le raisonnement fait par le Groupe spécial concernant l'"effet" de ces mesures; iii) le raisonnement fait par le Groupe spécial pour expliquer sa décision de ne pas examiner les allégations de violations "en tant que telles" formulées par le Brésil, et iv) la description par le Groupe spécial de la mesure de mise en œuvre que les États-Unis étaient obligés de prendre.[127]

ii) Principaux arguments des tierces parties

9.37 L'**Argentine** estime que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étaient visés par les constatations et recommandations du Groupe spécial initial. Le Groupe spécial a spécifiquement dit que les mesures en cause incluaient les "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures". En outre, le paragraphe 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial fait référence aux "mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix". Le Groupe spécial a dit que ses constatations concernaient les mesures en vigueur et les subventions versées pendant la campagne de commercialisation 2002 et que, par suite de sa constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel", les États-Unis étaient "obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel".[128]

---

[124] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 49 et 50.

[125] À cet égard, le Brésil fait particulièrement référence à la déclaration figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial. Il fait également référence au paragraphe 8.1 g) i) du rapport (en particulier, au membre de phrase "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix"), à la définition des mesures en cause énoncée au paragraphe 7.1107 du rapport, aux déclarations figurant au paragraphe 7.1499 du rapport, aux constatations du Groupe spécial concernant le "cadre législatif et réglementaire" prévoyant les subventions en cause (par exemple, l'examen par le Groupe spécial de la "structure, de la conception et de la gestion" des programmes) et aux déclarations indiquant que le Groupe spécial a évalué les effets causés par les instruments législatifs et réglementaires qui prévoient le versement des subventions ainsi que l'importance des versements. Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 52 à 62.

[126] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 63 à 71.

[127] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 45 du Groupe spécial.

[128] Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphes 5 à 12.

9.38 L'**Australie** estime que la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport se rapporte à certains versements plutôt qu'aux programmes de subventions en tant que tels. Toutefois, le Brésil ne cherche pas à contester les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en soi dans la présente procédure. Le recours du Brésil au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* porte sur la persistance des effets des programmes non modifiés, c'est-à-dire des versements effectués au titre de ces programmes, plutôt que sur les programmes en tant que tels. Dans ce contexte, il est impossible d'analyser les mesures de subventionnement subordonnées aux prix qui subsistent sans tenir compte des programmes qui régissent ces mesures. Dès lors qu'un examen de ces programmes est nécessaire pour déterminer si les mesures de subventionnement subordonnées aux prix empêchent des hausses de prix dans une mesure notable, les programmes peuvent à juste titre être examinés par le présent Groupe spécial.[129]

9.39 La **Chine** fait valoir que le texte du rapport du Groupe spécial initial indique clairement que la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulée par le Groupe spécial s'applique aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Elle mentionne à cet égard les références faites par le Groupe spécial aux "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre" de certaines subventions, y compris les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, à "la législation en vertu de laquelle [l']autorité [qui accorde la subvention] agit" et à la "structure, [à] la conception et [à] la gestion de ces mesures". En outre, le Groupe spécial a spécifiquement dit que, par suite de sa constatation de l'existence d'un préjudice grave, les États-Unis étaient "obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel".[130]

9.40 Le **Tchad** fait valoir que le Groupe spécial initial a indiqué que les mesures en cause comprenaient "les dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures". En outre, le Groupe spécial a expliqué qu'à la suite de sa constatation de l'existence d'un préjudice grave, les États-Unis étaient "obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel", et il a jugé inutile d'examiner l'allégation de menace de préjudice grave formulée par le Brésil. Par conséquent, le Groupe spécial initial a clairement estimé que sa constatation de l'existence d'un préjudice grave englobait non seulement les versements eux-mêmes mais également les mesures législatives et réglementaires au titre desquelles les versements étaient effectués. Le Tchad estime qu'en décrivant, au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport, les mesures en cause comme étant des versements "impératifs", le Groupe spécial a nécessairement englobé le cadre législatif et réglementaire qui rendait ces versements impératifs. Il fait également valoir qu'il apparaît que les États-Unis confondent la question de savoir si une disposition législative est contestée en tant que telle avec la question tout à fait distincte de savoir s'il peut être constaté qu'une disposition législative prescrivant certains versements cause un préjudice grave. Les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale étaient des allégations "tel qu'appliqué" concernant des mesures qui incluaient des dispositions législatives et réglementaires. La distinction parfois opérée dans les procédures de l'OMC entre les allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" ne signifie pas que des dispositions législatives ou réglementaires ne peuvent pas être contestées "tel qu'appliquées" ou que des allégations "tel qu'appliqué" se limitent nécessairement aux versements eux-mêmes à l'exclusion des mesures prescrivant ces versements.[131]

9.41 Les **Communautés européennes** pensent comme les États-Unis qu'il y a une différence notable entre une allégation "en tant que tel" et une allégation "tel qu'appliqué", ainsi qu'entre un "programme" de subventions au sens de l'*Accord SMC* et l'octroi de subventions dans des cas particuliers au titre du programme. Une allégation au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* peut

[129] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 14 et 15.
[130] Communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphes 12 et 13.
[131] Communication du Tchad en tant que tierce partie, paragraphes 22 à 31.

concerner le programme de subventions ou l'octroi d'une subvention dans des cas particuliers, ou les deux. Ces mesures ne devraient normalement pas être amalgamées. Toutefois, les Communautés européennes estiment que lorsque le droit de bénéficier d'un versement est conditionné par le respect de prescriptions essentiellement factuelles et que l'autorité qui accorde la subvention n'a pas de pouvoir discrétionnaire, il peut être justifié de traiter le programme de subventions et les versements effectués au titre du programme comme étant indissociables aux fins d'une procédure au titre de l'article 21:5. Les Communautés européennes pensent comme le Brésil que le fait que les États-Unis ont mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en retirant le programme Step 2 étaye le point de vue selon lequel il y avait au moins un lien suffisant entre les versements au titre du programme Step 2 et le programme Step 2. En outre, le fait que le Groupe spécial initial a évalué un groupe de versements au titre des trois programmes différents signifie qu'il supposait qu'il y avait un lien suffisant entre les versements au titre des trois programmes différents. S'il y a un lien suffisant entre les versements et le programme pour ce qui est d'un programme, et qu'il y a un lien suffisant entre tous les versements, cela porte à croire qu'il y a un lien suffisant entre les trois programmes, de sorte que le groupe tout entier peut et devrait être traité comme étant indissociable aux fins des travaux du présent Groupe spécial de la mise en conformité.[132]

9.42 L'**Inde** estime que le Groupe spécial initial a clairement indiqué que les mesures en cause comprenaient les "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures", y compris les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, et que le Groupe spécial a clairement considéré que ses constatations concernant un préjudice grave "actuel" s'appliquaient non seulement aux versements mais aussi au cadre législatif et réglementaire de la Loi FSRI de 2002 et des obligations de mise en œuvre y relatives. Par conséquent, les obligations des États-Unis pendant la période de mise en œuvre ne se limitaient pas aux versements effectués pendant une période passée.[133]

9.43 La **Nouvelle-Zélande** estime que, dûment lue dans le contexte de la décision du Groupe spécial dans son ensemble, la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport ne se limite pas aux versements spécifiques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, mais s'applique aux mesures au titre desquelles ces versements sont autorisés et, donc, aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques eux-mêmes. Le Groupe spécial a formulé une constatation concernant "les mesures de subventionnement des États-Unis qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix". Les versements ne sont pas des mesures de subventionnement impératives; ils sont simplement les moyens par lesquels les mesures de subventionnement sont mises en œuvre. En outre, il ressort clairement du rapport que l'analyse faite par le Groupe spécial des mesures de subventionnement qui empêchaient des hausses de prix portait sur les programmes prévus par la Loi FSRI de 2002 au titre desquels les versements étaient effectués. Enfin, l'assertion faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.1501 de son rapport, selon laquelle "les États-Unis [étaient] obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"", donne sens à la constatation formulée au paragraphe 8.1 g) i) au sujet des "mesures de subventionnement des États-Unis" qui empêchaient des hausses de prix dans une mesure notable.[134]

iii) Évaluation par le Groupe spécial

9.44 Le Groupe spécial interprète la portée de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial d'après les termes utilisés par le Groupe spécial pour rédiger cette constatation. La constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le

[132] Déclaration orale des CE en tant que tierce partie, paragraphes 15 à 21.
[133] Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie, paragraphe 6.
[134] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 4.03 à 4.07.

Groupe spécial initial est reproduite aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial.[135]

9.45 Le paragraphe 7.1416 du rapport est ainsi libellé:

> "En conclusion, compte tenu de toutes les considérations précédentes, nous constatons que les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause – à savoir les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les versements MLA et les versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'*Accord SMC*."

9.46 Le paragraphe 8.1 g) i) du rapport est ainsi libellé:

> "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*;"

9.47 Selon le Groupe spécial, il n'y a rien dans le texte de ces paragraphes qui permette d'interpréter les mesures visées par la constatation du Groupe spécial initial comme incluant quelque chose de plus que les "subventions" et "mesures de subventionnement" définies comme étant les quatre catégories de "versements" identifiées par le Groupe spécial. Le terme "versements", d'après son sens ordinaire, n'inclut pas les dispositions légales ou les programmes en vertu desquels les versements sont effectués.[136] L'assertion explicite du Groupe spécial selon laquelle les subventions et

---

[135] Le paragraphe 7.1416 est le paragraphe qui conclut la section VII:G.3 du rapport ("Allégations au titre des articles 6.3 c) et 5 c) de l'*Accord SMC*"). Le paragraphe 8.1 g) i) apparaît dans la section "Conclusions et recommandations" du rapport. Nous notons que le rapport de l'Organe d'appel concernant la procédure initiale fait référence à la "constatation [de l'existence d'un préjudice grave] formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) de son rapport". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 249 c) i), 395, 496 et 763 c) i). Ainsi, par exemple, au paragraphe 763 c) i), l'Organe d'appel a confirmé "la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) de son rapport, à savoir que les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, les versements au titre du programme Step 2, les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements anticycliques (les "subventions subordonnées aux prix") [avaient] pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*".

[136] Il ressort clairement d'une lecture attentive du rapport du Groupe spécial initial dans son ensemble que le Groupe spécial assimilait généralement les "subventions" aux "versements" et que le terme "versements" dans ce contexte n'inclut pas les dispositions légales et réglementaires. Par exemple, une des questions examinées par le Groupe spécial suite aux exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis était celle de savoir si les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements d'aide pour perte de parts de marché effectués au titre d'une législation qui n'existait plus relevaient de son mandat. Lorsqu'il a examiné cette question, le Groupe spécial a observé, entre autres, ce qui suit:

> "Le Groupe spécial relève que le Brésil présente des allégations seulement à propos des subventions et du soutien interne fournis au titre des programmes et de la législation d'habilitation venus à expiration, en d'autres termes, à propos *des versements eux-mêmes*. Le Brésil ne demande aucune réparation en ce qui concerne les programmes PFC et MLA ou la législation d'habilitation "en tant que tels". Par conséquent, le Groupe spécial examine uniquement si les versements relèvent de son mandat." (pas d'italique dans l'original)

mesures de subventionnement en cause sont certains types de versements, et l'absence de toute référence aux dispositions légales ou aux programmes de subventions prévoyant les versements, signifie donc forcément que les subventions et mesures de subventionnement n'incluent pas ces dispositions légales ou ces programmes de subventions.[137] Nous notons également, à cet égard, que la section III du rapport du Groupe spécial ("Constatations et recommandations demandées par les parties") indique que les mesures visées par les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil sont les "subventions ... accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002" et ne mentionne pas les dispositions légales ou les programmes prévoyant ces subventions. La constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) ne peut logiquement pas avoir une portée plus large que celle des allégations du Brésil à l'égard desquelles le Groupe spécial a formulé cette constatation. Enfin, le Groupe spécial a spécifié la portée temporelle de sa constatation lorsqu'il a dit au paragraphe 7.1416 que les subventions impératives et subordonnées aux prix en cause avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

9.48 Pour étayer son argument selon lequel la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial s'appliquait aux versements et aux programmes, le Brésil souligne l'importance de l'explication donnée par le Groupe spécial initial quant aux raisons pour lesquelles il a jugé qu'il n'était pas nécessaire ni approprié d'examiner les allégations de menace de préjudice grave présentées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[138]

9.49 Nous jugeons déplacée l'importance accordée par le Brésil à ces paragraphes du rapport du Groupe spécial[139] pour l'interprétation de la portée de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial. *Premièrement*, la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" figure aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i), et non aux paragraphes 7.1499 à 7.1503. Comme il est indiqué ci-dessus, conformément aux allégations du Brésil, les paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial contiennent une constatation selon laquelle certaines subventions et mesures de subventionnement, définies comme étant certains types de versements, ont eu pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil, pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Ces paragraphes ne font aucunement référence à des programmes ou à une législation. Nous ne voyons pas comment les observations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1499 à 7.1503

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.108. Ainsi, le Groupe spécial a considéré que les "subventions et [le] soutien interne …" renvoyaient aux "versements eux-mêmes", par opposition aux "programmes … ou [à] la législation d'habilitation "en tant que tels"". Lorsque le Groupe spécial a employé le concept de versements dans un sens plus large qui englobait les dispositions réglementaires, il a fait une déclaration explicite à cet effet. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.337, note de bas de page 466: "Dans la présente section de notre rapport, le Groupe spécial examinera ensemble les programmes courants "tels qu'appliqués" et "en tant que tels". En conséquence, les références aux "versements" au titre du programme de prêts à la commercialisation, au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), directs, anticycliques et au titre de l'assurance-récolte comprennent les dispositions législatives et réglementaires autorisant ces versements, sauf indication contraire." Aucune déclaration de ce type ne figure dans la section du rapport du Groupe spécial initial qui porte sur les allégations de préjudice grave du Brésil.

[137] En employant les expressions "impératives" et "subordonnées aux prix" pour qualifier les "mesures de subventionnement des États-Unis", le Groupe spécial a caractérisé les subventions en cause eu égard à certaines conditions énoncées dans les dispositions légales régissant ces subventions, mais cela ne change rien au fait qu'il a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" uniquement en ce qui concerne les subventions (définies comme étant les versements) et non en ce qui concerne à la fois les subventions et les dispositions légales les régissant.

[138] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 36 à 39, 52, 59, 60, 64 à 71; réponses du Brésil aux questions n° 11 et 13 du Groupe spécial, paragraphes 99 à 102, 105, 106, 119 et 126 à 128.

[139] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1499 à 7.1503.

pourraient être utilisées pour étayer une interprétation de la constatation de préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial qui est incompatible avec le sens naturel des termes employés par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i). *Deuxièmement*, il n'y a aucune déclaration explicite aux paragraphes 7.1499 à 7.1503 qui indique que le Groupe spécial avait constaté que le préjudice grave causé aux intérêts du Brésil était l'effet de programmes de subventions ou de dispositions légales établissant des programmes de subventions, ainsi que de versements effectués en vertu de ces programmes. Le Groupe spécial a dit aux paragraphes 7.1499 et 7.1501 que "[sa] constatation de l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" concern[ait] donc aussi les mesures en vigueur et les subventions versées pendant la campagne de commercialisation 2002 …" et que "les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" compre[naient] les constatations d'incompatibilité qui trait[aient] de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci". Il n'a pas dit qu'il avait constaté qu'en plus des subventions versées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, la Loi FSRI elle-même était incompatible avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

9.50 De même, la déclaration, figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du groupe spécial initial, selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"" est l'expression d'un avis sur les mesures devant être prises par les États-Unis au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et ne signifie pas que le Groupe spécial avait constaté que le "cadre législatif et réglementaire actuel", en plus des subventions versées en vertu de ce cadre, avait lui-même causé un préjudice grave.[140]

9.51 Bien que les dispositions légales ou les programmes de subventions en vertu desquels les subventions étaient accordées ne fassent pas eux-mêmes partie des mesures visées par la *constatation* formulée par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i), il est clair que, pour formuler cette constatation, le Groupe spécial initial a pris en considération ces dispositions légales ou ces programmes de subventions. Le Groupe spécial a fait "une analyse axée sur l'existence et la nature des subventions en question en examinant leur structure, leur conception et leur fonctionnement en vue d'identifier leurs effets".[141] Il a estimé que "la nature des subventions des États-Unis en cause – pour ce qui est de la structure, de la conception et de la gestion – [était] pertinente pour évaluer si elles [avaient] eu des effets d'empêchement de hausses de prix".[142] Pour constater qu'il y avait un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable", le Groupe spécial s'est appuyé, entre autres, sur "la nature subordonnée aux prix du marché et anticyclique du programme de prêts à la commercialisation [et] du programme au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2)".[143] Il a observé que "la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation [avaient] accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[144,145] Il a constaté que "la structure, la conception et la gestion de ces trois mesures

[140] Contrairement à ce que le Brésil fait valoir, cette déclaration ne peut pas être traitée comme un élément de la "recommandation" du Groupe spécial. Comme le Groupe spécial l'a rappelé au paragraphe 8.3 d), les obligations résultant pour les États-Unis de la constatation de l'existence d'un préjudice grave sont définies à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Il n'y a aucun fondement juridique dans le texte de l'*Accord SMC* ou dans le Mémorandum d'accord qui permette de penser que lorsqu'un groupe spécial a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, il a le pouvoir de formuler une "recommandation" en des termes autres que ceux de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

[141] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194.

[142] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1289.

[143] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1332.

[144] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1295.

[145] De même, en examinant l'influence des versements anticycliques sur les décisions en matière de production, le Groupe spécial a observé, entre autres, ce qui suit: "La Loi FSRI de 2002 prévoit, sur une base continue, des versements compte tenu de certaines conditions sur le marché. Cela contraste avec la nature ponctuelle des versements MLA. Conformément à la Loi FSRI de 2002, les producteurs des États-Unis savent

constitu[aient] des éléments de preuve étayant l'existence d'un lien de causalité avec l'empêchement notable de hausses de prix dont nous [avions] constaté l'existence".[146]

9.52 Selon nous, il va de soi que pour analyser correctement l'effet d'une subvention aux fins d'une analyse au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, il faut examiner la subvention à la lumière des conditions et critères prévus dans le cadre légal et réglementaire qui régit l'octroi de cette subvention. Par conséquent, de ce point de vue, nous souscrivons à l'argument du Brésil selon lequel il est difficile de dissocier le versement d'une subvention du programme ou des dispositions légales en vertu desquels la subvention est accordée. D'après ce que nous comprenons de la position des États-Unis, ces derniers ne contestent pas que, pour évaluer si une subvention est incompatible avec les obligations d'un Membre, il peut être nécessaire d'analyser cette subvention dans le contexte du cadre légal et réglementaire qui définit les conditions auxquelles la subvention est accordée.[147] Il apparaît que l'exception préliminaire des États-Unis s'expliquerait par le fait qu'ils sont préoccupés à l'idée que le Brésil conteste les programmes *en tant que tels*, au sens où l'on entend communément ce concept dans la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends.[148] Les références faites par le Brésil dans sa première communication écrite à un "programme" et à des "programmes", ainsi que certaines déclarations qu'il a faites pendant la présente procédure, pourraient effectivement être interprétées comme laissant entendre que le Brésil conteste les programmes en tant que tels.[149] Toutefois, le Brésil a dit explicitement qu'il ne contestait pas les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques *en tant que tels*.[150] Bien qu'il ait souligné

---

actuellement que ces versements sont disponibles compte tenu de certaines conditions et qu'ils n'ont pas besoin de se demander si le Congrès des États-Unis va décider de les autoriser pour telle ou telle année. Cette certitude quant aux versements futurs compte tenu de certaines conditions accroît la stabilité économique des producteurs des États-Unis." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302, note de bas de page 1410.

[146] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1349.

[147] Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 50.

[148] Comme l'a dit l'Organe d'appel: "[p]ar définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172.

[149] Par exemple, le Brésil a dit ce qui suit: "[l]es mesures qui constituent ces "subventions" sont les dispositions législatives et réglementaires de la Loi FSRI de 2002 qui se rapportent au coton upland, c'est-à-dire les dispositions relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques, ainsi que les versements impératifs et subordonnés aux prix en faveur des exploitants de coton upland des États-Unis qui ont été et continueront d'être effectués pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002, c'est-à-dire jusqu'à la campagne de commercialisation 2007, à moins que la mesure ne soit prolongée". Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphe 31.

[150] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.1.3 ("Les allégations de préjudice grave du Brésil ne constituent pas ce que les États-Unis appellent des allégations "en tant que tel""); communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphe 31 ("Les États-Unis allèguent que le Brésil établit une allégation à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis "en tant que tels". Cela est faux. Par contre, le Brésil conteste dans la présente procédure les subventions des États-Unis dans la mesure où elles causent des effets défavorables."); réponse du Brésil à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphe 112 ("Alors que le Brésil a contesté les "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et leurs "versements" impératifs et subordonnés aux prix, dans la mesure où ils causaient des effets défavorables, il n'a pas établi d'allégation "en tant que tel" concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus dans la Loi FSRI de 2002."). À la réunion du Groupe spécial avec les parties, le Brésil a confirmé, en réponse à une question du

qu'il n'était pas possible d'opérer une distinction entre les effets défavorables des dispositions législatives et réglementaires de la Loi FSRI relatives au coton upland et les effets défavorables des versements prescrits par ces dispositions[151], le Brésil ne demande pas au Groupe spécial de constater que, indépendamment de leur application dans des cas particuliers, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "ser[ont] nécessairement incompatible[s] avec"[152] les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

9.53 Étant donné que le Brésil ne demande pas de constatation "en tant que tel", nous considérons que l'exception préliminaire des États-Unis est sans objet dans la mesure où il apparaît qu'elle serait fondée sur une interprétation des allégations du Brésil comme étant des allégations à l'encontre des programmes en soi.[153]

9.54 Le Groupe spécial **constate** que, bien que la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial ne s'applique pas aux dispositions légales ou aux programmes de subventions en plus des subventions et des mesures de subventionnement, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial rende une décision sur l'exception préliminaire des États-Unis parce que le Brésil ne lui demande pas de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont incompatibles avec les règles de l'OMC en tant que tels. Le Groupe spécial conclut également que la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulée par le Groupe spécial initial reposait sur une analyse qui prenait en considération les dispositions légales ou les programmes de subventions en vertu desquels les subventions étaient accordées. Il considère qu'il est approprié dans la présente procédure de procéder à une analyse similaire des subventions dans le contexte des dispositions légales ou des programmes de subventions en vertu desquels les subventions sont accordées.

b) Point de savoir si les allégations du Brésil concernant les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont hors du champ de la présente procédure parce que ces programmes n'ont pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou pour une autre raison et ne sont donc pas des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

9.55 Comme il est exposé plus haut, le Brésil ne demande pas au Groupe spécial de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont incompatibles avec les règles de l'OMC en tant que tels. C'est pourquoi le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de se prononcer sur l'exception des États-Unis selon laquelle, étant donné que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, les allégations du Brésil concernant ces programmes n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

Groupe spécial, qu'il ne demandait pas une constatation du Groupe spécial au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques eux-mêmes, par opposition aux versements effectués au titre de ces programmes.

[151] Voir, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 34 et 35; la communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 33 et 34.

[152] *Supra*, note de bas de page 148.

[153] La question de savoir si une mesure peut, en tant que telle, c'est-à-dire indépendamment de son application, être incompatible avec les disciplines fondées sur les effets énoncées aux articles 5 et 6 soulève de graves problèmes conceptuels. Comme le Brésil ne demande pas de constatation selon laquelle les programmes de subventions sont en tant que tels incompatibles avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner ces problèmes.

4. Point de savoir si l'allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 est hors du champ de la présente procédure

a) Principaux arguments des parties

9.56 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de constater que les États-Unis n'ont pas pris de mesure pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland prévus par la Loi FSRI de 2002 entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 et qu'en conséquence, il n'existait pas de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables pendant cette période.[154] Le Brésil demande également que le Groupe spécial conclue qu'il n'y a pas eu de mise en conformité complète avec la recommandation au titre de l'article 7.8 et que celle-ci reste en vigueur.[155]

9.57 Le Brésil fait valoir qu'au titre de l'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC*, les États-Unis avaient jusqu'au 21 septembre 2005 (soit six mois à compter de la date d'adoption des rapports concernant la procédure initiale) pour retirer les subventions ou prendre des mesures appropriées pour en éliminer les effets défavorables. Puisque les États-Unis ont abrogé le programme Step 2 le 1er août 2006 seulement et n'ont pris aucune mesure pour modifier les dispositions de la Loi FSRI de 2002 relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques, ils n'ont pas adopté de mesures pour se conformer pendant la période de mise en œuvre. Cela signifie que le Groupe spécial peut conclure qu'il n'existait aucune mesure prise pour se conformer entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006.[156] Le Brésil estime que le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* fournit un précédent pertinent pour une constatation, dans une procédure au titre de l'article 21:5, selon laquelle il n'existait pas de mesures prises pour se conformer pendant une période passée.[157]

9.58 Les **États-Unis** affirment que l'allégation du Brésil selon laquelle il n'y avait pas de mesures prises pour se conformer pendant la période allant du 22 septembre 2005 au 31 juillet 2006 n'entre pas dans le champ de la présente procédure. *Premièrement*, supposant (à tort) que les recommandations de l'ORD relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action se rapportent au programme Step 2, au programme de prêts à la commercialisation et au programme de versements anticycliques, le Brésil affirme qu'il n'est "pas contesté" que les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer en temps utile, avant l'abrogation du programme Step 2 le 1er août 2006. Ainsi, selon les États-Unis, le Brésil n'affirme même pas qu'il y a un "désaccord" au sujet de l'absence de mesures prises pour se conformer avant le 1er août 2006.[158] *Deuxièmement*, la question du respect des délais de mise en œuvre ne relève pas du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En particulier, l'article 21:5 ne charge pas un groupe spécial d'examiner si un Membre a mis en œuvre des recommandations relatives à des subventions pouvant donner lieu à une action pendant la période de six mois prévue à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*. Les États-Unis estiment non seulement qu'il n'existe pas de fondement textuel pour le type de constatation demandée par le Brésil, mais aussi qu'une constatation concernant une situation factuelle qui n'existe plus est également incompatible avec l'objectif du Mémorandum d'accord consistant à arriver à une solution positive d'un différend. Les États-Unis estiment que des rapports de groupes spéciaux antérieurs concernant des procédures au titre de l'article 21:5 étayent leur position selon laquelle la mise en conformité doit être examinée sur

[154] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 40 et 461.
[155] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 46.
[156] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 39 à 46.
[157] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 46, note de bas de page 37.
[158] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50.

la base des faits tels qu'ils se présentent au moment où une question est renvoyée à un groupe spécial de la mise en conformité.[159]

9.59 Le **Brésil** fait observer qu'en faisant valoir qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties au sujet de l'existence de mesures prises pour se conformer, les États-Unis reconnaissent qu'ils n'ont pris aucune mesure pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables avant la fin de la période de mise en œuvre, et il demande au Groupe spécial de formuler une constatation à cet effet. Le Brésil fait également valoir que l'article 7.9 et 7.10 de l'*Accord SMC* constitue un fondement juridique pour le type de constatation qu'il demande. Il fait valoir que la question de savoir s'il existait des mesures prises pour se conformer dans le délai spécifié à l'article 7.9 est pertinente pour une analyse au titre de l'article 21:5 de la "compatibilité" de ces mesures avec les dispositions des accords visés, et que "le droit du Brésil d'engager une action contre les États-Unis parce qu'ils n'ont pas éliminé les effets défavorables ni retiré la subvention, ainsi que l'évaluation de la question de savoir si des contre-mesures proposées sont proportionnées, sont liés à la date à laquelle la période de mise en œuvre vient à expiration".[160]

b) Principaux arguments des tierces parties

9.60 L'**Australie** fait valoir que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis concernant l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer pendant la période allant du 22 septembre 2005 au 1er juillet 2006. L'Australie considère qu'un examen, au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, de l'"existence" de mesures prises pour se conformer peut comprendre une constatation selon laquelle il n'existe aucune mesure prise pour se conformer. Elle fait référence, à cet égard, au Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada*), qui a constaté que puisque la date d'entrée en vigueur des mesures prises par l'Australie pour se conformer était postérieure à la date d'expiration du délai raisonnable pour la mise en œuvre, pendant la période postérieure à cette date au cours de laquelle les nouvelles mesures n'étaient pas appliquées, "aucune mesure de mise en conformité n'existait … au sens de l'article 21:5". L'Australie fait également valoir qu'une décision préliminaire ne peut pas être rendue de telle manière qu'elle annule des droits au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord. Les droits au titre de l'article 22 s'appliqueraient logiquement à la suite de constatations d'incompatibilité avec l'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC*. Ainsi, si le Groupe spécial accédait à la demande de décision préliminaire des États-Unis, les droits du Brésil au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord s'en trouveraient diminués.[161]

9.61 Les **Communautés européennes** ne partagent pas l'avis des États-Unis selon lequel l'allégation du Brésil concernant la non-mise en conformité pendant une période passée n'entre pas dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Elles estiment qu'en avançant cet argument, les États-Unis font abstraction du fait que tout acte ou omission peut être une mesure aux fins du règlement des différends à l'OMC. Les Communautés européennes font aussi valoir qu'il n'y a rien dans le texte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord qui limite l'application temporelle de cette disposition de la manière préconisée par les États-Unis.[162]

---

[159] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 49 à 56.

[160] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 77 à 87.

[161] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 18 à 20.

[162] Déclaration orale des CE en tant que tierce partie, paragraphes 25 à 30. S'agissant du fond de l'allégation du Brésil, les Communautés européennes font valoir que les Membres jouissent d'une certaine marge de manœuvre pour ce qui est de la mise en œuvre de l'obligation, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables de la subvention ou de retirer la subvention. L'article 7.8 ne prescrit pas nécessairement à un Membre de prendre une mesure positive. La question de savoir si un Membre s'est conformé à son obligation au titre de l'article 7.8 appelle une analyse

9.62 Le **Japon** estime que le Groupe spécial a le pouvoir de formuler une constatation sur l'allégation du Brésil concernant la non-mise en conformité des États-Unis avec les recommandations et décisions de l'ORD pendant la période allant du 22 septembre 2005 au 31 juillet 2006. En particulier, le Japon rejette, à cet égard, l'argument des États-Unis selon lequel, puisqu'il n'y a pas de désaccord entre les parties, l'allégation du Brésil est hors du champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Il souscrit à l'argument de l'Australie selon lequel l'absence d'examen par le Groupe spécial de l'allégation du Brésil concernant la non-mise en conformité alléguée des États-Unis pendant la période allant du 22 septembre 2005 au 31 juillet 2006 diminuerait les droits du Brésil au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord.[163]

9.63 La **Nouvelle-Zélande** estime que les États-Unis ne peuvent pas alléguer que, puisqu'ils n'ont pris aucune mesure de mise en œuvre jusqu'au 1er août 2006, cette période est hors du champ de la présente procédure. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique à l'"existence" de mesures et pas simplement à la compatibilité des mesures effectivement prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.[164]

c) Évaluation par le Groupe spécial

9.64 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland prévus par la Loi FSRI de 2002 entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 et qu'en conséquence, il n'existait pas de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables pendant cette période, n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[165]

9.65 Personne ne conteste que la situation factuelle mentionnée par le Brésil dans cette demande n'existait plus au moment où le Groupe spécial a été établi étant donné que les États-Unis avaient abrogé le programme Step 2 avec effet au 1er août 2006. À cet égard, les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si son mandat au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord habilite le présent Groupe spécial à formuler une constatation sur le point de savoir si les États-Unis s'étaient conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* à la fin de la période de six mois prévue à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*, ou si son mandat au titre de l'article 21:5 autorise uniquement le Groupe spécial à déterminer si les États-Unis s'étaient conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* au moment de son établissement.

9.66 La demande du Brésil repose sur deux hypothèses importantes. *Premièrement*, la demande suppose qu'au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le présent Groupe spécial est tenu de formuler des constatations concernant des situations factuelles à deux moments différents. Spécifiquement, selon la logique de l'argument du Brésil, le Groupe spécial est tenu de formuler une constatation au sujet de l'"existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer" à la fin de la période qualifiée par le Brésil de période de mise en œuvre[166]

---

approfondie des faits et circonstances particuliers de chaque affaire. Par conséquent, le fait qu'entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006, les États-Unis n'ont pris aucune mesure positive pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD ne justifie pas nécessairement la conclusion selon laquelle les États-Unis enfreignent l'article 7.8. Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 34 à 48.

[163] Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 8 et 9.

[164] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 4.02.

[165] Le Groupe spécial note que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil affirme que "[a]u moins pendant la période allant du 21 septembre 2005 au 31 juillet 2006, il n'a pas existé de mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord", WT/DS267/30, paragraphe 12.

[166] Le Brésil qualifie la période de six mois mentionnée à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* de "période de mise en œuvre". Voir, par exemple, la réponse du Brésil à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 159.

(22 septembre 2005) en plus d'une constatation au sujet de l'"existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer" au moment de l'établissement du Groupe spécial. *Deuxièmement*, la demande du Brésil suppose également que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure pendant la période allant du 22 septembre 2005 au 31 juillet 2006 en ce qui concerne les mesures visées par les recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale constitue un fondement suffisant pour que le présent Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à leur obligation au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"[167] et qu'en conséquence, il n'existait aucune mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord à la fin de cette période.

9.67 En ce qui concerne la première hypothèse de l'argument du Brésil, le Groupe spécial considère qu'une constatation au sujet de l'"existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer" à la fin de la "période de mise en œuvre" visée à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* ou du délai raisonnable mentionné à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, en plus d'une constatation au sujet de l'"existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer" au moment de l'établissement d'un groupe spécial, ne serait guère pertinente pour la résolution effective des différends. Lorsqu'un groupe spécial formule une constatation au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord selon laquelle un Membre ne s'est pas conformé aux recommandations et décisions de l'ORD dans le différend initial, la conséquence de cette constatation est que le Membre reste assujetti aux obligations qui découlent de la recommandation faite dans la procédure initiale[168] et est donc tenu de prendre des mesures pour se mettre en conformité avec cette recommandation. Une constatation du groupe spécial selon laquelle le Membre ne s'est pas non plus conformé aux recommandations et décisions de l'ORD dans la procédure initiale à un moment antérieur ne produirait pas d'effet additionnel quant à la nature des obligations du Membre en question. D'autre part, si un groupe spécial au titre de l'article 21:5 constatait que le Membre s'était mis en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD au moment de l'établissement du groupe spécial, cette constatation, logiquement, se substituerait et ôterait toute pertinence à une constatation selon laquelle le Membre ne s'était pas conformé à ces recommandations et décisions à un moment antérieur. Ainsi, dans les deux cas, une constatation de l'existence d'une violation à la fin du délai raisonnable aurait un caractère déclaratoire et n'aurait pas de conséquences pratiques quant aux obligations du Membre en question, à moins que l'on interprète le Mémorandum d'accord comme impliquant qu'une procédure au titre de l'article 21:5 peut créer l'obligation pour un Membre de prendre des mesures qui doivent être effectives à la fin du délai raisonnable. Nous ne voyons aucun élément textuel qui étaye une telle interprétation rétroactive du Mémorandum d'accord.

9.68 Le Brésil fait valoir que les dispositions sur les contre-mesures énoncées à l'article 7.9 et 7.10 de l'*Accord SMC* étayent sa demande visant à ce que le Groupe spécial formule une constatation selon laquelle les États-Unis n'avaient pris aucune mesure à la fin de ce que le Brésil définit comme étant la période de mise en œuvre.[169] Nous ne souscrivons pas à cet argument. Nous ne voyons rien dans le texte de l'article 21:5 ou d'autres dispositions du Mémorandum d'accord qui donne à penser qu'à cause de considérations relatives à l'application de l'article 7.9 et 7.10 de l'*Accord SMC* ou de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit formuler une constatation au sujet de l'existence ou de la compatibilité de mesures prises pour se conformer à la fin de la période de six mois établie à

[167] Le Brésil estime que l'article 7.8 de l'*Accord SMC* prescrit une mesure positive pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention et que l'inaction n'est pas suffisante à cet égard. Réponses du Brésil aux questions n° 22, 24, 25 et 27 du Groupe spécial.

[168] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*.

[169] Communication du Brésil concernant les demandes de décision préliminaire des États-Unis, paragraphes 79 à 85; réponse du Brésil à la question n° 21 du Groupe spécial; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 23 du Groupe spécial; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 43 du Groupe spécial.

l'article 7.9 de l'*Accord SMC* ou du délai raisonnable plutôt qu'au moment de l'établissement du groupe spécial. Rien dans le texte ou le contexte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'indique qu'une des fonctions d'un groupe spécial dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est d'aider des arbitres[170], lors de procédures au titre de l'article 7.10 de l'*Accord SMC* ou de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, à déterminer le montant des contre-mesures ou de la suspension de concessions ou d'obligations, et qu'à cette fin, le groupe spécial doit formuler des constatations au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à un moment autre que la date d'établissement du groupe spécial. Le Brésil fait aussi valoir que le droit d'appliquer des contre-mesures existe au titre de l'article 7.9 de l'*Accord SMC* si le Membre mettant en œuvre ne se conforme pas à l'article 7.8 dans un délai de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou du rapport de l'Organe d'appel concernant la procédure initiale, et que "[e]n présentant son allégation concernant la non-existence de mesures le 21 septembre 2005, le Brésil cherche un fondement multilatéral permettant à l'ORD d'autoriser des contre-mesures à l'égard des États-Unis parce qu'ils n'ont pris aucune mesure de mise en œuvre à la date prescrite à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*". Toutefois, bien qu'une constatation formulée par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord puisse être nécessaire afin de fournir "un fondement multilatéral" pour l'autorisation par l'ORD de contre-mesures au titre de l'article 7.9 de l'*Accord SMC*, il ne s'ensuit pas logiquement que ce groupe spécial doive formuler une constatation de non-conformité à la fin de la période de six mois visée à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*.

9.69 Enfin, nous notons qu'en réponse à une question du Groupe spécial sur le point de savoir si la demande du Brésil concernant une constatation de non-mise en conformité des États-Unis à la fin de la période de six mois prévue à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* est étayée par la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs dans des procédures au titre de l'article 21:5, le Brésil n'indique qu'un seul rapport, celui du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*. Même si nous reconnaissons que ce rapport de groupe spécial contient des constatations de non-mise en conformité pendant des périodes passées[171], les États-Unis mentionnent d'autres rapports de groupes spéciaux qui ont conclu qu'il n'était pas approprié de formuler des constatations de non-mise en conformité au titre de l'article 21:5 à la fin du délai raisonnable.[172]

9.70 Nous ne souscrivons donc pas à l'argument du Brésil selon lequel l'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit une constatation sur l'existence ou la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à la fin du délai raisonnable en plus d'une constatation sur l'existence d'une mesure prise pour se conformer à la date d'établissement du groupe spécial. Nous n'avons donc pas besoin d'examiner la question de savoir si le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures avant l'expiration de la période de six mois visée à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* constitue un fondement suffisant pour constater que les États-Unis ne s'étaient pas conformés à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* à cette date.

9.71 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial **constate** qu'il n'est pas approprié de formuler une constatation sur l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland prévus par la Loi FSRI de 2002 entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 et selon laquelle, en conséquence, il n'existait pas de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables pendant cette période.

---

[170] Réponse du Brésil à la question n° 21 du Groupe spécial.

[171] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 7.30, 7.35 et 8.1 i).

[172] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphes 5.12 et 5.13; rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.28.

5. Point de savoir si les "versements" effectués après le 21 septembre 2005 conformément aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la présente procédure

9.72 Le Groupe spécial examine maintenant la question de savoir si les versements effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure.

a) Principaux arguments des parties

9.73 Les **États-Unis** font valoir que les subventions visées par l'obligation, énoncée à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention" étaient les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'elles causaient un préjudice grave "actuel" pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[173] Puisque la seule mesure visée par l'obligation énoncée à l'article 7.8 était les versements effectués jusqu'au 31 juillet 2003 et puisque les versements effectués après le 21 septembre 2005 ne sont pas des mesures prises pour se conformer, les États-Unis estiment que ces versements n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure.[174] Ils estiment que l'argument du Brésil selon lequel, même si l'on supposait que les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial étaient des constatations "tel qu'appliqué", les versements ultérieurs au titre du même programme seraient toujours visés par les obligations de mise en œuvre des États-Unis était dénué de fondement. Le rapport de l'Organe d'appel que le Brésil cite pour étayer cet argument (*États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*) ne disait rien sur le point de savoir si une partie plaignante pouvait à posteriori tenter d'accroître les mesures jugées incompatibles avec les règles de l'OMC en affirmant que d'autres mesures qui n'avaient pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC étaient similaires. Ce différend portait plutôt sur la question distincte de savoir quelles mesures pouvaient être considérées comme faisant partie de la mesure prise pour se conformer. Les versements futurs effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions. Au contraire, il s'agissait des mesures initiales qui avaient été contestées par le Brésil mais à l'encontre desquelles le Groupe spécial initial n'avait formulé aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC.[175]

9.74 Le **Brésil** fait valoir que les subventions visées par l'obligation énoncée à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* incluent les programmes de subventions législatifs et réglementaires prévus par la Loi FSRI et les versements effectués au titre de ces programmes. Toutefois, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulée par le Groupe spécial initial ne s'applique qu'aux versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, le raisonnement fait par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)* étaye le point de vue selon lequel les versements ultérieurs effectués au titre de ces programmes sont visés par l'obligation énoncée à l'article 7.8 parce que ces versements ultérieurs ont "un rapport particulièrement étroit" avec les recommandations et décisions de l'ORD.[176,177] Le Brésil estime également que l'article 7.8 prescrit

[173] Réponse des États-Unis à la question n° 18 du Groupe spécial; observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 15 du Groupe spécial.

[174] Réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial.

[175] Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 15 du Groupe spécial.

[176] Réponse du Brésil à la question n° 15 du Groupe spécial, paragraphes 145 à 150; réponse du Brésil à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 4.

une élimination totale et permanente des effets défavorables et que cela signifie qu'un Membre ne peut pas remplacer une subvention dont il a été constaté qu'elle causait des effets défavorables par une autre subvention qui continue de causer les mêmes effets défavorables. Par conséquent, même si, en l'espèce, le Groupe spécial initial avait formulé des constatations limitées aux versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, l'obligation des États-Unis au titre de l'article 7.8 ne se limiterait pas à l'élimination des effets défavorables des versements effectués pendant cette période.[178] Le Brésil fait valoir que si un groupe spécial formule une constatation de l'existence d'effets défavorables "actuels", une telle constatation s'applique au-delà de la période antérieure considérée par le groupe spécial, et que le Membre dont les subventions causent ces effets défavorables est donc obligé au titre de l'article 7.8 de prendre des mesures appropriées pour retirer complètement les effets actuels, persistants et futurs des subventions.[179] Enfin, le Brésil fait également valoir que le fait que le Groupe spécial initial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à l'égard des versements futurs effectués pendant les campagnes 2003-2007 n'empêche pas le Brésil de contester ces versements dans la présente procédure.

b) Évaluation par le Groupe spécial

9.75 Afin de déterminer si les versements effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 entrent dans le champ de la présente procédure, nous devons examiner si ces versements entrent dans le champ du membre de phrase "désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD dans la procédure initiale. À cet égard, l'examen par le Groupe spécial du champ des "mesures prises pour se conformer" doit aussi englober un examen des recommandations et décisions de l'ORD.[180]

9.76 En ce qui concerne sa constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel", le Groupe spécial initial a rappelé au paragraphe 8.3 d) de son rapport que l'article 7.8 de l'*Accord SMC* disposait ce qui suit:

> "Dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5, le Membre qui accorde ou maintient cette subvention prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention."

9.77 En vertu de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis étaient obligés, s'agissant des subventions visées par la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial, de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".

9.78 Il ressort clairement du contexte que les effets défavorables qui doivent être éliminés sont les effets défavorables de la subvention dont il a été déterminé qu'elle causait des effets défavorables. Étant donné que le Groupe spécial initial a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel en ce qui concernait les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, la question se pose de savoir si l'obligation de prendre des mesures

---

[177] Voir aussi les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 44 du Groupe spécial, paragraphes 41 à 47.

[178] Réponse du Brésil à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphes 13 et 14.

[179] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 39.

[180] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 68; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 142.

appropriées pour éliminer les effets défavorables s'applique uniquement aux versements à titre de subventions effectués pendant ces campagnes.

9.79 Personne ne conteste que les États-Unis effectuent actuellement des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la même base juridique et selon les mêmes conditions et critères que ceux applicables aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques qui étaient visés par la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial. Lorsqu'il est constaté que la subvention en question est une subvention prohibée, le maintien de la subvention selon les mêmes conditions et critères est incompatible avec l'obligation d'un Membre de "retirer" la subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*.[181] Ainsi, le concept de "retrait" doit de toute façon être interprété comme signifiant qu'un Membre doit cesser d'agir d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC pour ce qui est de cette subvention. Si le fait de ne pas cesser de se conduire d'une manière incompatible avec les obligations d'un Membre au titre de l'article 3 de l'*Accord SMC* est incompatible avec l'obligation de retirer la subvention énoncée à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, nous ne voyons pas pourquoi, en toute logique, le même concept ne devrait pas également s'appliquer à l'obligation qui existe au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de retirer la subvention ou de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables d'une subvention dont il a été déterminé qu'elle causait des effets défavorables. Selon nous, la mesure corrective prévue à l'article 7.8 doit être considérée dans son rapport avec l'obligation énoncée à l'article 5 de ne pas causer, en recourant à l'une quelconque des subventions visées à l'article 1er et 1.2 de l'*Accord SMC*, d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres. Elle doit servir à rétablir la conformité avec l'obligation du Membre d'éviter de causer des effets défavorables en recourant à une quelconque subvention. En conséquence, un Membre ne prend pas de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables d'une subvention s'il continue à effectuer des versements selon les mêmes conditions et critères que ceux applicables à la subvention initiale d'une manière qui cause des effets défavorables. L'interprétation préconisée par les États-Unis, en vertu de laquelle l'obligation énoncée à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* est limitée à l'élimination des effets défavorables causés par des subventions accordées dans un laps de temps particulier, implique qu'il ne serait pas possible d'examiner dans une procédure au titre de l'article 21:5 si un Membre cause des effets défavorables en continuant d'accorder des subventions selon les mêmes conditions et critères que ceux applicables aux subventions dont il a été constaté qu'elles causaient des effets défavorables. Une telle interprétation ne prend pas en compte le rapport entre l'article 7.8 et l'article 5 de l'*Accord SMC* et n'interprète donc pas l'article 7.8 dans son juste contexte.

9.80 Nous trouvons d'autres éléments étayant cette approche dans les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel portant sur le champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, dans lesquels il a été estimé que les "mesures prises pour se conformer" incluaient les "mesures ayant un rapport particulièrement étroit avec la "mesure" dont il [avait] été déclaré qu'elle [avait] été "prise pour se conformer" et avec les recommandations et décisions de l'ORD".[182] Comme nous l'avons expliqué plus haut, notre interprétation de l'article 7.8 implique que, si un Membre continue de verser une subvention sur la même base juridique et selon les mêmes conditions et critères que ceux applicables à la subvention dont il a été constaté qu'elle avait causé un préjudice grave dans la procédure initiale, il doit être possible pour un groupe spécial, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, d'examiner une allégation selon laquelle le fait de continuer à verser cette subvention cause des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*. Être d'avis que, dans une telle situation, un Membre qui estime subir des effets défavorables du fait de la subvention doit

[181] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45; le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.8; et le rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 5.10.

[182] Par exemple, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 77. *Supra*, paragraphe 9.24.

engager une procédure entièrement nouvelle au titre du Mémorandum d'accord nuirait, selon nous, à l'effectivité de l'article 7.8. Par conséquent, à la lumière de notre interprétation de l'article 7.8, nous considérons que, lorsqu'il a été constaté que le versement d'une subvention causait un préjudice grave et que le Membre en question continue d'accorder la même subvention selon les mêmes conditions et critères, il existe "un rapport particulièrement étroit" entre la subvention que le Membre continue d'accorder et les recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale.

9.81 À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués par les États-Unis après le 21 septembre 2005 le sont selon les mêmes conditions et critères que ceux qui s'appliquaient aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques visés par la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial, ils sont visés par l'obligation qu'ont les États-Unis au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables de la subvention. En conséquence, nous estimons aussi que l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8 pour ce qui est de ces versements est soumise à bon droit au présent Groupe spécial. Selon nous, cette allégation concerne un désaccord entre les parties au sujet de l'"existence ou de la conformité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD.

X. CONSTATATIONS SUR LES ALLÉGATIONS DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" FORMULÉES PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 DE L'*ACCORD SMC*

A. INTRODUCTION

10.1 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de constater que la mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, c'est-à-dire la modification de la Loi FSRI de 2002 visant à abroger l'article 1207 a) qui prévoyait les versements au titre du programme Step 2, est insuffisante pour assurer la mise en conformité avec ces recommandations et décisions parce que les subventions subordonnées aux prix restantes sont incompatibles avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. En particulier, le Brésil demande au Groupe spécial de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques[183] prévus par la Loi FSRI de 2002 causent un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC* sous la forme d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et d'un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis au sens de l'article 6.3 c) et de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*, respectivement.

10.2 Les **États-Unis** demandent que le Groupe spécial constate qu'ils se sont conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. Ils estiment que le Brésil n'étaye pas les arguments qu'il

[183] Comme il est dit au paragraphe 461 de la première communication écrite du Brésil, la demande de ce dernier concerne les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial note toutefois que le Brésil a précisé qu'il ne lui demandait pas de formuler une constatation selon laquelle les programmes ou les dispositions légales en vertu desquels les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques étaient effectués étaient, en tant que tels, incompatibles avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. *Supra*, note de bas de page 150. Compte tenu de cette précision, le Groupe spécial désignera ci-après les subventions visées par les allégations de préjudice grave du Brésil sous l'appellation de versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques. Il souligne toutefois que, comme il a été dit précédemment (*supra*, paragraphe 9.52), une analyse convenable de l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques aux fins des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* appelle un examen de ces versements dans le contexte du cadre légal et réglementaire qui définit la nature de ces versements et les conditions et critères selon lesquels ils seront effectués.

présente à l'appui de l'allégation selon laquelle les effets de l'élimination du programme Step 2 sont modestes et qu'il n'établit pas *prima facie* l'existence d'un préjudice grave "actuel" au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.[184]

10.3 Le Groupe spécial examine l'allégation de préjudice grave "actuel" du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* à la section X:B du présent rapport. Il examine l'allégation de préjudice grave "actuel" du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* à la section X:C du présent rapport.

B. ALLÉGATION DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" DU BRÉSIL AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'*ACCORD SMC*

1. Introduction – Aperçu des principaux arguments des parties

10.4 Le **Brésil** estime que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués en vertu de la Loi FSRI de 2002 empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* et causent donc un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*. Les **États-Unis** estiment que le Brésil n'a pas fourni d'éléments *prima facie* au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

10.5 À l'appui de son allégation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, le **Brésil** fait observer ce qui suit[185]:

a) La production et les exportations de coton upland des États-Unis continuent à augmenter et exercent une influence proportionnelle substantielle sur les prix du coton upland sur le marché mondial.

b) Le niveau de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis a une forte incidence sur les prix du coton upland sur le marché mondial, comme le montrent certaines données qui font apparaître de grandes similitudes dans l'évolution des cinq principaux indices de prix sur lesquels s'est appuyé le Groupe spécial initial. De plus, les prix du coton upland pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 sont restés très en deçà des niveaux antérieurs.

c) Les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques restent très importants.

---

[184] Les États-Unis estiment également que le Brésil n'a pas démontré que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prescrivaient un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 196 à 202. Le Groupe spécial croit comprendre que les États-Unis ont présenté cet argument dans leur première communication écrite en partant du principe que le Brésil contestait les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels. Puisque le Brésil a précisé qu'il n'alléguait pas, dans la présente procédure, que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en cause étaient incompatibles en tant que tels avec les règles de l'OMC (*supra*, note de bas de page 150), il n'est pas nécessaire que nous examinions cet argument des États-Unis.

[185] Le Brésil fait également observer que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont des subventions spécifiques, que le coton upland des États-Unis et celui du Brésil sont des produits similaires, qu'il existe un marché mondial du coton upland et que l'indice A représente le prix du marché mondial. Voir *infra* les paragraphes 10.20 et 10.42 à 10.44.

d) La structure, la conception et la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques[186] stimulent la production de coton upland des États-Unis en isolant les producteurs des États-Unis des forces du marché.

e) Il subsiste un lien fort entre les niveaux élevés des subventions des États-Unis et les niveaux élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, qui s'explique par le fait que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques isolent les producteurs de coton des États-Unis des signaux des prix du marché.

f) Il subsiste une coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial et les importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques.

g) Les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent à couvrir une part importante des coûts de production à long terme des producteurs de coton upland des États-Unis.

h) Des études économiques étayent une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable.

i) Les facteurs sur lesquels le Groupe spécial initial s'est appuyé pour justifier sa conclusion concernant le "caractère notable" de l'empêchement de hausses de prix causé par les subventions accordées par les États-Unis continuent d'exister.[187]

10.6 Le Brésil fait valoir que les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques des États-Unis empêchent à eux seuls des hausses de prix dans une mesure notable. Bien que les versements au titre du programme Step 2 aient empêché des hausses de prix dans une mesure notable en eux-mêmes et à eux seuls pendant la campagne de commercialisation 2005, cela n'enlève rien aux effets notables et indépendants d'empêchement de hausses de prix qu'ont les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. L'élimination des versements au titre du programme Step 2 a eu une incidence relativement modeste sur la production et les exportations des États-Unis et les prix du coton upland sur le marché mondial, par rapport aux effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.[188] Les autres facteurs qui ont une incidence sur le prix du coton upland sur le marché mondial n'expliquent pas les effets notables d'empêchement de hausses de prix causés par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[189]

10.7 À l'appui de leur argument selon lequel le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, les **États-Unis** font observer ce qui suit:

---

[186] Nous notons que, dans le titre de la section pertinente de sa première communication écrite, le Brésil fait référence à la structure, à la conception et à la gestion des "*versements* au titre de prêts à la commercialisation et des *versements* anticycliques des États-Unis", mais utilise aussi, ailleurs dans la même section, le membre de phrase "nature des *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, pour ce qui est de leur structure, conception et gestion". Première communication écrite du Brésil, section 7.8.

[187] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 88 à 209.

[188] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 191 à 209.

[189] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 210 et 211.

a) La structure, la conception et la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques n'étayent pas l'allégation du Brésil concernant un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.

b) Les faits démontrent que les producteurs et les exportateurs des États-Unis ont réagi aux signaux du marché et ne sont pas "isolés" par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Le Brésil ne démontre pas l'existence du lien fort allégué entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, d'une part, et la superficie plantée, la production et les exportations des États-Unis, d'autre part.

c) Les augmentations "absolues" de la production des États-Unis sont l'effet d'une amélioration des rendements, et non des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

d) Le Brésil ne démontre pas l'existence d'une "coïncidence temporelle" entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, d'une part, et l'empêchement de hausses de prix allégué, d'autre part.

e) Le Brésil ne démontre pas que les producteurs des États-Unis "passeraient à des cultures de remplacement" en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

f) Le Brésil tente d'imputer les effets d'autres facteurs sur les prix aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques.

g) La modélisation économétrique citée par le Brésil est erronée et exagère considérablement les effets, quels qu'ils soient, de l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

h) Le Brésil n'a pas démontré que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient pour "effet" d'empêcher des hausses de prix "dans une mesure notable".[190]

2. Arguments des tierces parties

10.8 L'**Argentine** considère qu'en maintenant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les États-Unis ne se sont pas conformés à leur obligation au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention. Les éléments de preuve présentés par le Brésil démontrent que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques continuent de causer des effets défavorables pour les intérêts du Brésil et d'autres pays producteurs de coton tels que l'Argentine, sous la forme d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.[191]

10.9 L'**Australie** estime que le Groupe spécial devrait examiner si, en abrogeant le programme de versements Step 2 tout en maintenant les deux autres subventions subordonnées aux prix (les versements au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques), les États-Unis ont pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer les subventions au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, conformément aux recommandations et

[190] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 204 à 331.
[191] Communication de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphes 5 à 8.

décisions de l'ORD. À cet égard, l'Australie rappelle que, pour formuler ses constatations, le Groupe spécial initial a examiné chacune des mesures de subventionnement subordonnées aux prix l'une après l'autre avant d'examiner la gestion combinée de ces mesures, et qu'il ressort clairement de l'analyse du Groupe spécial qu'il a été constaté que chacune des mesures subordonnées aux prix prise individuellement avait un effet de distorsion des échanges.[192]

10.10 Le **Tchad** fait valoir que les États-Unis n'ont pas correctement mis en œuvre les constatations du Groupe spécial initial concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Comme la seule mesure prise par les États-Unis est l'abrogation du programme Step 2 avec effet à compter du 1er août 2006, il est clair que les États-Unis n'ont pas retiré ni modifié les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation ou de versements anticycliques dont il avait été constaté qu'ils étaient incompatibles avec les règles de l'OMC. De plus, on ne saurait considérer que l'abrogation du programme Step 2 a éliminé les effets défavorables des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étaient à l'origine de la grande majorité des effets défavorables constatés par le Groupe spécial initial. À cet égard, le Tchad attire l'attention sur des études empiriques dans lesquelles il est constaté que les mesures qui nuisent le plus au Tchad sont les programmes de soutien interne des États-Unis, et non les subventions à l'exportation accordées au titre du programme Step 2. Il estime que, puisque les États-Unis n'ont pas modifié les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques visés par la constatation du Groupe spécial initial, le présent Groupe spécial devrait s'appuyer sur les conclusions factuelles et juridiques tirées par le Groupe spécial initial concernant l'existence, la nature et le potentiel d'empêchement de hausses de prix de ces mesures. Les effets de ces mesures sur les prix ont subsisté et, en fait, se sont aggravés après que le Groupe spécial initial eut formulé sa constatation; et le Tchad et d'autres pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest ont continué à perdre des parts de marché.[193]

10.11 L'**Inde** estime que le Groupe spécial initial a examiné soigneusement et séparément la nature, la gestion, l'importance et l'effet d'empêchement de hausses de prix du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation, du programme de versements anticycliques et du programme de versements Step 2, et a constaté que la grande majorité des effets d'empêchement de hausses de prix et des effets défavorables étaient causés par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques plutôt que par les versements au titre du programme Step 2. Par conséquent, on ne peut pas dire que le retrait du programme Step 2 pour le coton upland a également éliminé les effets défavorables des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[194]

10.12 La **Nouvelle-Zélande** estime que les divers arguments des États-Unis sur l'élimination du programme de versements Step 2 sont sans incidence sur l'observation fondamentale formulée par le Brésil selon laquelle, même en l'absence du programme de versements Step 2, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques continuent d'entraîner un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* et donc de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil. Concernant l'argument des États-Unis selon lequel le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'une approche qui consisterait à imposer au Brésil la charge de prouver de nouveau ce qu'il a déjà prouvé devant le Groupe spécial initial risquerait de priver les dispositions de la Partie III de l'*Accord SMC* relatives aux subventions pouvant donner lieu à une

[192] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 25 à 31.
[193] Communication du Tchad en tant que tierce partie, paragraphes 22 à 46.
[194] Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie, paragraphe 5.

action de leur effet utile. De même, elle estime que la tentative des États-Unis de faire valoir à nouveau ce qu'ils ont fait valoir devant le Groupe spécial initial n'est pas compatible avec l'objectif de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Elle fait valoir que les versements anticycliques ne sont pas de véritables versements découplés parce qu'ils sont liés aux prix. L'affirmation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation ont un effet de distorsion est une évidence parce que ces versements sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges. En outre, les arguments des États-Unis concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation ne tiennent pas compte du fait que ce sont les attentes des producteurs qui sont importantes et que ces attentes sont dues à l'existence des prix administratifs appliqués dans le cadre du programme de prêts à la commercialisation, et non pas aux transferts financiers, quelle que soit la campagne. La Nouvelle-Zélande estime que les États-Unis ne démontrent pas et ne peuvent pas démontrer que les décisions en matière de plantation prises par les producteurs de coton des États-Unis étaient dictées par des facteurs commerciaux. Pour ce qui est des arguments des États-Unis concernant la modélisation économétrique fournie par le Brésil, la Nouvelle-Zélande estime que ces arguments soit constituent une tentative de faire valoir à nouveau ce qui a été plaidé devant le Groupe spécial initial et devant l'Organe d'appel et résolu par eux, soit sont sans conséquence.

3. Considérations préliminaires concernant l'évaluation par le Groupe spécial de l'allégation du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*

a) Texte des dispositions juridiques

10.13 L'article 5 c) de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit:

> "Aucun Membre ne devrait causer, en recourant à l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, c'est-à-dire:
>
> […]
>
> c) causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre.[13]"

---

[13] L'expression "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 et s'entend également de la menace d'un préjudice grave."

10.14 L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* est libellé comme suit:

> "6.3 Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après:
>
> […]
>
> c) la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable."

b) Période devant être considérée par le Groupe spécial

i) Principaux arguments des parties

10.15 Le **Brésil** estime que, pour analyser les allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil, le Groupe spécial devrait utiliser comme période de référence la campagne de commercialisation 2005 (allant du 1er août 2005 au 31 juillet 2006), qui est la campagne de commercialisation la plus récemment achevée pour laquelle des données complètes sont disponibles. Le Groupe spécial peut également utiliser des données partielles relatives à la campagne de commercialisation 2006 si ces données sont crédibles et fiables. Le Brésil estime qu'en procédant à une analyse hypothétique, le Groupe spécial peut isoler les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués pendant la campagne de commercialisation 2005 des effets des versements au titre du programme Step 2 effectués pendant cette même campagne. Il fait valoir que le Groupe spécial peut également utiliser les données relatives aux campagnes de commercialisation 2002-2005 afin d'évaluer la pertinence continue des constatations formulées par le Groupe spécial initial.[195]

10.16 Les **États-Unis** font valoir que les allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil concernent la campagne de commercialisation actuelle, à savoir la campagne 2006. L'utilisation du verbe "a" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* ("la subvention … a pour effet d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable") signifie que la période pertinente est le présent immédiat plutôt qu'une période antérieure. Bien qu'il puisse être approprié d'utiliser des données antérieures comme indicateurs pour la période actuelle quand des données complètes ne sont pas disponibles pour cette période, lorsque des données pertinentes sont disponibles pour la campagne de commercialisation 2006 ou pour une partie de celle-ci, le Groupe spécial devrait les examiner.[196]

ii) Principaux arguments des tierces parties

10.17 Les **Communautés européennes** font valoir que le Groupe spécial doit examiner les données pertinentes récentes raisonnablement à sa disposition, y compris, si possible, les données relatives à la campagne de commercialisation 2006.[197]

iii) Évaluation du Groupe spécial

10.18 L'allégation du Brésil au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* appelle une analyse du Groupe spécial sur le point de savoir si "la subvention … a pour effet d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable". Bien que l'*Accord SMC* ne contienne pas de disposition spécifique concernant la période devant être considérée à cette fin[198], l'emploi du présent implique logiquement

---

[195] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 49; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 22 à 25; déclaration orale du Brésil, paragraphes 19 et 20; réponses du Brésil aux questions n° 28 et 74 du Groupe spécial.

[196] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 229; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 215 et 216; réponse des États-Unis à la question n° 28 du Groupe spécial.

[197] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 53 à 58; déclaration orale des CE en tant que tierce partie, paragraphe 36. Les Communautés européennes estiment que, lorsqu'ils établissent des allégations de préjudice grave "actuel", les Membres sont tenus de s'appuyer sur les données pertinentes les plus récentes qui sont raisonnablement à leur disposition.

[198] Le Groupe spécial initial a traité de la manière suivante la question de ce qu'il a appelé la "période de référence" devant être utilisée dans son analyse:

> "Le **Groupe spécial** souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle la campagne de commercialisation 2002 est pertinente pour son examen du préjudice

qu'il est nécessaire de faire une détermination concernant la période actuelle. Les États-Unis nous ont fourni certaines données portant sur la campagne de commercialisation 2006. Étant donné que notre tâche consiste à décider si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en cause dans la présente procédure "ont" ou non pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, nous ne voyons aucune raison d'exclure les données portant sur la campagne de commercialisation 2006, dans la mesure où elles sont disponibles.[199] Nous notons que, bien qu'il ait fait valoir que le Groupe spécial devrait s'appuyer avant tout sur les données relatives à la campagne de commercialisation 2005, le Brésil ne conteste pas qu'il soit approprié que le Groupe spécial utilise les données concernant la campagne de commercialisation 2006, dans la mesure où elles sont fiables et crédibles.[200] Un facteur important renforçant la nécessité de prendre en compte les données concernant la période écoulée depuis juillet 2006 est le fait que la "mesure prise "par les États-Unis" pour se conformer" – à savoir, l'élimination du programme Step 2 – était en vigueur au début de la campagne de commercialisation 2006.

10.19 De plus, bien que notre détermination se rapporte à la période actuelle, nous souscrivons à l'observation formulée par le Groupe spécial initial selon laquelle l'examen d'événements survenus pendant une période plus longue "fournit une base plus solide pour une évaluation du préjudice grave que le fait de simplement s'intéresser à des événements survenus au cours d'une seule année".[201]

> grave. Il s'agit d'une période récente pour laquelle il existe des données pour l'essentiel complètes. L'identification d'un "empêchement des hausses de prix dans une mesure notable" découlant de l'"effet [de] la subvention" exige une évaluation de ce phénomène fondé sur les effets qui ne peut pas être effectuée dans l'abstrait. En fait, nous estimons qu'il faut se référer à une période antérieure récente pour discerner les effets défavorables causés par des subventions. Nous pensons toutefois qu'il est important pour l'établissement de l'existence d'un préjudice grave "actuel" que l'existence de ce préjudice soit établie jusqu'à, et y compris, un moment récent.
>
> Nous pensons aussi que les subventions accordées avant la campagne de commercialisation 2002 sont pertinentes pour notre évaluation. L'examen d'événements survenus pendant une période de plus d'une année, même s'il n'est pas nécessairement requis (du moins dans les articles 5 c) et 6.3 c)), fournit une base plus solide pour une évaluation du préjudice grave que le fait de simplement s'intéresser à des événements survenus au cours d'une seule année récente. Cela peut replacer ces événements dans un contexte temporel plus large. En outre, comme il a été constaté que les subventions existaient et avaient été accordées sur une période plus longue qu'un an, il ne serait pas approprié d'examiner les tendances de la dernière année seulement pour arriver à une conclusion quelle qu'elle soit au sujet du préjudice grave. Il se peut fort bien, par exemple, que, pour une année donnée, le marché soit déjà faussé à cause de subventions."

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1198 et 7.1199.

[199] D'ailleurs, le fait de ne pas prendre en compte les données pertinentes et disponibles concernant la période écoulée depuis juillet 2006 qui ont été portées à notre connaissance ne serait pas compatible avec la prescription de l'article 11 du Mémorandum d'accord selon laquelle un groupe spécial doit "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause …".

[200] Nous notons que le Groupe spécial initial, qui a été établi le 18 mars 2003, a examiné des données couvrant la campagne de commercialisation 2002, qui s'est achevée le 31 juillet 2003. Ainsi, le Groupe spécial a pris en compte des données qui couvraient une période de quatre mois et demi postérieure à son établissement.

[201] *Supra*, note de bas de page 198.

c) Point de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont des subventions spécifiques

10.20 Le Groupe spécial considère que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis effectués conformément aux dispositions pertinentes de la Loi FSRI de 2002 sont des "subventions" au sens de l'article 1.1 de l'*Accord SMC* qui sont "spécifiques" au sens de l'article 1.2 de l'*Accord SMC*, et que la Partie III de l'*Accord SMC* s'applique donc à ces mesures.[202] À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial initial a constaté que les mesures en cause dans cette affaire, y compris les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, constituaient des "subventions" au sens de l'article 1.1 a) et 1.1 b) de l'*Accord SMC* et que ces subventions étaient "spécifiques" au sens de l'article 2 de l'*Accord SMC*.[203] Nul ne conteste que les dispositions de la Loi FSRI de 2002 concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas été modifiées depuis que le Groupe spécial initial a effectué son analyse. Les États-Unis n'ont pas contesté l'argument avancé par le Brésil dans la présente procédure selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constituaient des subventions spécifiques.[204]

d) Importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques

10.21 Le Groupe spécial initial a considéré que, même si une analyse du préjudice grave au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* n'exigeait pas une quantification précise du montant d'une subvention[205], "l'ordre d'importance général d'une subvention [pouvait] être un facteur pertinent dans une analyse du préjudice grave dans une affaire donnée (lorsqu'un tel renseignement est probant et facile à obtenir)".[206] L'Organe d'appel a estimé que l'importance d'une subvention et sa relation aux prix constituaient un facteur pertinent à prendre en compte dans une analyse du point de savoir si une subvention avait pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable[207], mais que l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* n'obligeait pas un groupe spécial à "quantifier avec précision le montant d'une subvention qui apport[ait] des avantages au produit en cause dans chaque cas. Une quantification précise définitive de la subvention n'[était] pas prescrite".[208] Toutefois, l'Organe d'appel a également considéré que le Groupe spécial initial aurait pu être plus explicite quant à ce qu'il entendait lorsqu'il faisait référence aux "montants très élevés" des subventions.[209]

10.22 Le Groupe spécial donne ci-dessous un aperçu des renseignements factuels communiqués par les parties concernant l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis.

---

[202] L'article 5 de l'*Accord SMC* s'applique à "l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier" de l'*Accord SMC*. Ainsi, pour qu'une mesure soit une "subvention pouvant donner lieu à une action" visée par les dispositions des articles 5 à 7 de l'*Accord SMC*, elle doit être une "subvention spécifique" au sens de l'article 1.1 et 1.2 de l'*Accord SMC*.

[203] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1120 et 7.1154.

[204] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 64 à 78.

[205] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1167, 7.1177 et 7.1179.

[206] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1289.

[207] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 461.

[208] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 467.

[209] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 468.

i) Versements au titre de prêts à la commercialisation

10.23 Le Groupe spécial considère que les chiffres fournis par les parties concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation effectués par les États-Unis en faveur des producteurs de coton upland au cours des campagnes de commercialisation 2004 et 2005[210] sont du même "ordre d'importance général".[211]

10.24 Le tableau ci-dessous permet de comparer les chiffres fournis par le Brésil et les États-Unis concernant l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation:

Tableau 1: Versements au titre de prêts à la commercialisation, campagnes de commercialisation 2002-2005

(en millions de dollars EU)

Source	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005
Première communication écrite du Brésil, tableau 6	898	184	1 842	1 257
Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial	–	–	1 780	1 269
Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial	–	–	1 812	1 269

10.25 Le Brésil a également fourni des données relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation prévus pour les campagnes de commercialisation 2006-2010. Ces données montrent que le montant prévu des versements au titre de prêts à la commercialisation pour la campagne de commercialisation 2006 est de 650 millions de dollars EU d'après les estimations budgétaires de l'USDA[212], de 475 millions de dollars EU d'après les données de l'Institut de recherche

[210] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 108 et 111 (tableau 6) et pièce Bra-471; réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial, paragraphes 13 et 14; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial, paragraphe 14 et pièce Bra-639.

[211] *Supra*, paragraphe 10.21.

[212] D'après le tableau 26 de la première communication écrite du Brésil, établi sur la base des estimations budgétaires de l'USDA, les versements au titre de prêts à la commercialisation devraient s'élever à 650 millions de dollars EU pour la campagne 2006, à 541 millions de dollars EU pour la campagne 2007, à 433 millions de dollars EU pour la campagne 2008, à 407 millions de dollars EU pour la campagne 2009 et à 407 millions de dollars EU pour 2010. Première communication écrite du Brésil, paragraphes 281 et 282 et pièce Bra-456.

sur la politique alimentaire et agricole ("FAPRI")[213] et de 757 millions de dollars EU d'après les prévisions stochastiques de l'USDA de février 2007.[214,215]

ii) Versements anticycliques

10.26 Les parties ne sont pas d'accord sur l'importance des versements anticycliques effectués par les États-Unis en faveur des producteurs de coton upland. Ce désaccord est le résultat d'approches différentes de la question de savoir comment les versements anticycliques en cause en l'espèce devraient être imputés[216] à la production effective de coton upland.

---

[213] Dans le tableau 27 de sa première communication écrite, le Brésil donne des estimations des versements au titre de prêts à la commercialisation pour les campagnes de commercialisation 2006-2010, calculées d'après la version actualisée du modèle de base du FAPRI de juillet 2006 pour les marchés agricoles des États-Unis. Il est indiqué dans ce tableau que le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation sera de 475 millions de dollars EU pour la campagne 2006, de 190 millions de dollars EU pour la campagne 2007, de 50 millions de dollars EU pour la campagne 2008, de zéro dollar EU pour la campagne 2009 et de zéro dollar EU pour la campagne 2010. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 286 (tableau 27) et pièce Bra-479.

[214] En réponse à une question du Groupe spécial, le Brésil explique que les chiffres figurant dans le tableau 27 de sa première communication écrite correspondent à des prévisions déterministes des dépenses qui, de par leur nature même, tendaient à sous-estimer les dépenses. Les prévisions déterministes et stochastiques de l'USDA les plus actualisées (février 2007) concernant les dépenses budgétaires pour le coton upland montrent que l'ampleur de cette sous-estimation est très grande. D'après les prévisions stochastiques de l'USDA de février 2007, le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation sera de 757 millions de dollars EU pour la campagne 2006, de 798 millions de dollars EU pour la campagne 2007, de 515 millions de dollars EU pour la campagne 2008, de 468 millions de dollars EU pour la campagne 2009 et de 477 millions de dollars EU pour 2010. Réponse du Brésil à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 189 (tableau 4). Les États-Unis estiment que la réponse du Brésil est incorrecte parce que les chiffres concernant les dépenses publiques figurant dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil sont non pas des prévisions du FAPRI, mais des estimations du Brésil. En outre, les valeurs indiquées par le FAPRI sont, en fait, établies selon une approche stochastique. Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 89 du Groupe spécial.

[215] Les États-Unis estiment que les données du FAPRI fournies par le Brésil concernant les montants prévus des versements au titre de prêts à la commercialisation sont entièrement compatibles avec un rapport sur le marché du Comité consultatif international du coton et avec de récentes prévisions du Bureau du budget du Congrès des États-Unis qui anticipent des prix du coton plus élevés sur le marché mondial pour les campagnes de commercialisation 2006 et 2007. Avec ces prix plus élevés, les versements au titre de prêts à la commercialisation seront probablement faibles. Réponse des États-Unis à la question n° 82 du Groupe spécial. Le Brésil conteste cet argument des États-Unis. Il estime qu'en avançant cet argument, ces derniers commettent l'erreur de s'appuyer sur les prix attendus, sans tenir compte de la probabilité que les prix réels seront inférieurs aux prix attendus. À cet égard, le Brésil fait référence aux prévisions stochastiques de l'USDA de février 2007 concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation, qui sont supérieures aux prévisions du FAPRI de juillet 2006. Il fait valoir que les premières sont plus fiables que les secondes. Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 82 du Groupe spécial.

[216] Les versements anticycliques en cause en l'espèce sont calculés en fonction des superficies de base de coton antérieures et ne sont pas liés à la production effective de coton upland. À cet égard, nous rappelons les observations du Groupe spécial initial:

> "Les programmes PFC, MLA, DP et CCP autorisent la flexibilité en matière de plantation et n'exigent pas de production. Le droit à bénéficier de ces versements dépend de la production de produits spécifiques visés pendant une période de base, pas pendant l'année où a lieu le versement. Les versements sont calculés en fonction de ces "superficies de base", à un taux spécifique à chaque produit visé, ainsi qu'il est décrit dans la section VII:C du présent rapport. Les bénéficiaires détenant une superficie de base de coton upland en fonction de laquelle les versements sont calculés au taux du coton upland pourraient, depuis lors, avoir cessé de produire du coton upland. Les bénéficiaires qui détiennent d'autres superficies de base en

10.27 Deux problèmes majeurs se sont posés à cet égard. *Premièrement*, comme dans la procédure initiale, le Brésil a utilisé deux méthodes pour imputer les versements anticycliques à la production effective de coton upland, appelées "méthode du Brésil" et méthode "pour le coton et au coton".[217] Alors que le Brésil affirme que la "méthode du Brésil" a été approuvée dans le cadre de la procédure initiale, les États-Unis font valoir que cette méthode d'imputation a été spécifiquement rejetée par l'Organe d'appel. *Deuxièmement*, les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si les versements anticycliques devraient être imputés conformément à la méthode prévue à l'Annexe IV de l'*Accord SMC*.

10.28 D'après la première communication écrite du **Brésil**, "les versements anticycliques imputés à la production effective de coton upland" s'élevaient à 869 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2002, à 260 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2003, à 913 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2004 et à 914 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[218] Dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil affirme que, calculé selon la méthode "pour le coton et au coton", le montant des versements anticycliques imputés au coton upland était de 851,5 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2002, de 237,2 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2003, de 823,5 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2004 et de 832 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[219] Dans sa déclaration liminaire, le Brésil, faisant référence à la pièce Bra-625, fait observer qu'en appliquant (une version actualisée de) la "méthode du Brésil", on obtenait des versements anticycliques imputés à la production de coton s'élevant à 868 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005 et qu'en appliquant (une version actualisée de) la méthode "pour le coton et au coton", on obtenait des versements anticycliques imputés à la production de coton s'élevant à 838 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[220,221] À cet égard, le Brésil

---

> fonction desquelles les versements sont calculés au taux applicable aux autres produits spécifiques visés pourraient, depuis lors, avoir commencé à produire du coton upland." (note de bas de page omise, pas d'italique dans l'original)

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.635.

[217] Pour une description de la "méthode du Brésil", voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.642 et note de bas de page 836. Pour une description de la méthode "pour le coton et au coton", voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.641 et note de bas de page 835.

[218] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 111 (tableau 6) et pièce Bra-471. Le Brésil explique que, pour obtenir ces montants de versements anticycliques imputés, on multiplie a) le ratio, pour la campagne de commercialisation 2002, des versements anticycliques pour le coton upland imputés (869,4 millions) aux versements anticycliques pour le coton upland totaux (1,309 milliard de dollars EU) par b) les versements anticycliques pour le coton upland totaux pour les campagnes de commercialisation 2003-2005. Première communication écrite du Brésil, paragraphes 116 à 118. Le chiffre de 869,4 millions de dollars EU correspondant aux versements anticycliques imputés pour la campagne de commercialisation 2002 a été obtenu par la "méthode du Brésil".

[219] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 173 et 174, tableau 5. Le Brésil fait observer que les données limitées fournies par les États-Unis dans la présente procédure ne lui permettent pas d'actualiser le montant des versements anticycliques imputés au coton upland selon la "méthode du Brésil".

[220] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40.

[221] S'agissant de la différence entre les chiffres mentionnés dans la première communication écrite, la communication à titre de réfutation et la déclaration liminaire du Brésil, ce dernier a expliqué, en réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, que: i) les chiffres du tableau 6 de sa première communication écrite correspondaient à une imputation selon la "méthode du Brésil", sur la base des données disponibles au moment de l'établissement de cette communication; ii) les chiffres du tableau 5 de sa communication à titre de réfutation correspondaient à une imputation selon la méthode "pour le coton et au coton", sur la base des données figurant dans le tableau du paragraphe 224 de la première communication écrite des États-Unis; iii) les chiffres

affirme que le Groupe spécial initial a qualifié la "méthode du Brésil" d'"appropriée" et que l'Organe d'appel l'a approuvée lorsqu'il a confirmé les constatations du Groupe spécial initial.[222,223]

10.29 Le Brésil estime que l'argument des États-Unis concernant l'imputation des versements anticycliques selon la méthode présentée à l'Annexe IV de l'*Accord SMC* est incompatible avec les constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le cadre de la procédure initiale. Il considère que le calcul présenté par les États-Unis est, en tout état de cause, incorrect et que, lorsque ce calcul est correctement effectué, le montant des versements anticycliques imputés à la production de coton conformément à l'Annexe IV de l'*Accord SMC* est de 577 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[224]

10.30 Les **États-Unis** estiment que l'argument du Brésil selon lequel les versements anticycliques devraient être imputés conformément à la "méthode du Brésil" est sans fondement puisque cette méthode n'a été examinée que dans le cadre de l'analyse de la Clause de paix par le Groupe spécial initial et n'a pas été utilisée par celui-ci. En outre, cette méthode a été spécifiquement rejetée par l'Organe d'appel.[225] En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis indiquent qu'ils ont "testé" les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil et que, selon la méthode "pour le coton et au coton", les chiffres obtenus pour les versements anticycliques imputés à la production de coton sont de 820 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2004 et de 825 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[226]

10.31 Les États-Unis estiment qu'au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave.[227] À cet égard, ils considèrent que dans le cas des versements anticycliques, qui ne sont pas liés à la production ou à la vente d'un produit donné, l'Annexe IV de l'*Accord SMC* contient une méthode d'imputation appropriée et neutre sur le plan économique.[228] Le montant des versements

---

mentionnés au paragraphe 40 de sa déclaration liminaire correspondaient à des imputations selon la "méthode du Brésil" et la méthode "pour le coton et au coton", respectivement, sur la base des données actualisées fournies par les États-Unis dans la pièce US-64; et iv) les chiffres du tableau 5 de sa communication à titre de réfutation ne remplaçaient pas les chiffres du tableau 6 de sa première communication écrite.

[222] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 7; déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40. Le Brésil fait référence au paragraphe 469 du rapport de l'Organe d'appel, pour étayer cette affirmation.

[223] Le Brésil fait valoir que, bien qu'il soit possible que la méthode appliquée par l'Organe d'appel n'ait porté que sur les versements anticycliques concernant la base de coton upland, la constatation selon laquelle "le soutien pour" le coton upland a dépassé le soutien décidé en 1992 englobe tout type de soutien accordé pour le coton upland et ne se limite pas aux versements anticycliques pour la base de coton upland uniquement. Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9.

[224] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial.

[225] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 278 à 280.

[226] Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial, paragraphe 16.

[227] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 7. À cet égard, les États-Unis font référence à ce qu'a dit l'Organe d'appel dans le cadre de la procédure initiale, à savoir que le "produit subventionné" devait être dûment identifié aux fins de l'évaluation d'un empêchement notable de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* et, que si, en fait, les versements contestés ne subventionnaient pas le "produit subventionné", cela pouvait compromettre la conclusion selon laquelle la subvention avait pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 472.

[228] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphes 7 à 11. Les États-Unis notent que l'Annexe IV de l'*Accord SMC* n'est pas directement applicable aux articles 5 c) et 6.3 c), mais qu'elle fournit un contexte essentiel puisqu'il s'agit de la seule méthode d'imputation dont les Membres sont convenus dans l'*Accord SMC* et qui traite spécifiquement la question de savoir comment imputer des subventions qui ne

anticycliques imputés à la production de coton upland conformément à cette méthode est de 386,6 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2005.[229]

10.32 Les tableaux ci-après permettent de comparer les résultats des divers calculs présentés par les parties concernant le montant des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis.

Tableau 2A: Versements anticycliques (méthode non fondée sur l'Annexe IV), campagnes de commercialisation 2002-2005

(en millions de dollars EU)

Source	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005
Première communication écrite du Brésil Tableau 6	869,0	260,0	913,0	914,0
Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil Tableau 5	851,5	237,2	823,5	832,0
Réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial	–	237,0	820,0	825,0
Déclaration liminaire du Brésil	–	–	–	868/838
Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 4 du Groupe spécial	–	–	–	868,0

Tableau 2B: Versements anticycliques (méthode fondée sur l'Annexe IV), campagnes de commercialisation 2004 et 2005

(en millions de dollars EU)

Source	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005
Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial (méthode de l'Annexe IV)	437,3	386,6
Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial (méthode a) fondée sur l'Annexe IV)	540	468
Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial (méthode b) fondée sur l'Annexe IV)	–	577

10.33 Le Brésil présente des données concernant les versements anticycliques prévus pour les campagnes de commercialisation 2006-2015. D'après les estimations budgétaires de l'USDA, il est prévu que les versements anticycliques imputés effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis s'élèvent à 715 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2006, à

sont pas liées à la production ou à la vente d'un produit donné. Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 10.

[229] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 12.

516 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2007 et à 449 millions de dollars EU pour les campagnes de commercialisation 2008, 2009 et 2010.[230] D'après la version actualisée du modèle de base du FAPRI de juillet 2006 pour les marchés agricoles des États-Unis, les versements anticycliques imputés prévus s'élèvent à 912 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2006, à 825 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2007, à 732 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2008, à 679 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2009 et à 686 millions de dollars EU pour la campagne de commercialisation 2010.[231]

10.34 Le Groupe spécial examine tout d'abord l'argument des États-Unis selon lequel les versements anticycliques calculés sur la base de la superficie de base de coton devraient être imputés à la production de coton conformément à l'Annexe IV de l'*Accord SMC*.

10.35 Nous rappelons que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont rejeté l'avis selon lequel l'article 6.3 de l'*Accord SMC* exigeait une quantification précise de la subvention et selon lequel la méthode d'imputation prévue à l'Annexe IV de ce même accord devrait être utilisée à cet égard.[232] Nous ne voyons rien qui nous permette d'accepter, dans la présente procédure, l'argument même des États-Unis qui a été rejeté par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Nous notons également que les méthodes sur lesquelles se sont effectivement appuyés le Groupe spécial et l'Organe d'appel pour déterminer le montant des versements anticycliques imputés à la production de coton upland n'étaient pas fondées sur la méthode énoncée à l'Annexe IV de l'*Accord SMC*. Par conséquent, nous rejetons l'argument des États-Unis selon lequel, aux fins de la présente procédure, le montant des versements anticycliques apportant des avantages pour la production de coton upland devrait être déterminé à l'aide de la méthode d'imputation prévue à l'Annexe IV de l'*Accord SMC*.

10.36 En ce qui concerne le désaccord entre les parties sur le point de savoir s'il est approprié d'utiliser la "méthode du Brésil" pour imputer les versements anticycliques concernant la superficie de base de coton à la production effective de coton upland, nous considérons qu'il ressort clairement du rapport établi par l'Organe d'appel dans la procédure initiale que celui-ci n'a *pas* approuvé cette méthode. *Premièrement*, dans le contexte de son analyse des questions soulevées au sujet de l'application de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Organe d'appel a formulé les observations suivantes:

> "Nous soulignons que ces constatations du Groupe spécial ne se rapportent pas à *tous* les versements en faveur des producteurs *actuels* de coton upland, mais se limitent plutôt aux versements en faveur des producteurs en ce qui concerne leur superficie de base antérieure de *coton upland.* En fait, nous ne voyons pas grand-chose dans les constatations du Groupe spécial ou dans les éléments versés au dossier qui nous permettrait de discerner un lien entre les mesures qui confèrent un soutien en ce qui concerne la superficie de base antérieure autre que de coton et la production actuelle de coton upland. Nous n'acceptons donc pas la méthode présentée par le Brésil qui incluait, dans le calcul au titre de l'article 13 b) ii), les versements en ce qui concerne

[230] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 282 (tableau 26).
[231] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 286 (tableau 27).
[232] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1159 à 7.1190; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 461 à 473. Nous notons que le Groupe spécial initial a examiné la question de savoir si et comment les subventions devraient être quantifiées et imputées dans une analyse au titre de l'article 6 de l'*Accord SMC*, en réponse à un argument des États-Unis selon lequel le Brésil n'avait pas dûment identifié "le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allégu[ait] qu'elles caus[aient] un préjudice grave". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1159. Selon nous, les considérations qui ont conduit le Groupe spécial initial à rejeter l'argument voulant que le Brésil n'ait pas dûment identifié le produit tirant avantage des subventions en cause restent pertinentes.

> la superficie de base à la fois de coton et autre que de coton allant à la production actuelle de coton upland. Nous pensons que seule la méthode "pour le coton et au coton" que le Groupe spécial a incluse dans l'"Appendice de la section VII:D" de son rapport en tant qu'autre formule de calcul "appropriée" démontre suffisamment l'existence d'un lien discernable entre les versements au titre des mesures dépendant de la superficie de base (en rapport avec le coton upland) et le coton upland."[233] (notes de bas de page omises, italique dans l'original)

10.37 Ainsi, pour confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de soutien interne des États-Unis en question avaient accordé un soutien au coton upland qui excédait celui qui avait été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992[234], l'Organe d'appel a calculé le montant des versements anticycliques en faveur du coton upland conformément à la méthode "pour le coton et au coton".[235]

10.38 *Deuxièmement*, en examinant la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulée par le Groupe spécial initial, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial concernant le montant des subventions en cause. À cet égard, l'Organe d'appel a fait référence, entre autres, au paragraphe 7.641 du rapport du Groupe spécial initial, qui est le paragraphe dans lequel figurent les chiffres correspondant à la méthode "pour le coton et au coton".[236] Il a fait référence à ces mêmes chiffres pour étayer son observation selon laquelle, même si l'on utilisait certaines autres méthodes d'imputation, la conclusion du Groupe spécial concernant l'importance générale des subventions subordonnées aux prix était valable.[237]

---

[233] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 380. Au paragraphe 384 de ce rapport, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> "Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que les versements en ce qui concerne la superficie de base de coton upland en faveur des producteurs cultivant actuellement du coton upland dans le cadre des mesures prévoyant des versements au titre de contrats de flexibilité de la production, des versements d'aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques, calculés conformément à la méthode "pour le coton et au coton", constituent un soutien accordé pour le produit spécifique qu'est le coton upland au sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*."

Enfin, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "Dans notre examen ci-dessus, nous avons conclu qu'aux fins de la comparaison envisagée à l'article 13 b) ii), les valeurs des quatre mesures, à savoir les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques au cours des campagnes 1999, 2000, 2001 et 2002, étaient correctement déterminées d'après la méthode "pour le coton et au coton" et nous avons par conséquent modifié les constatations du Groupe spécial à cet égard …".

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 392.

[234] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 393.

[235] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, annexe 2, tableaux 1 à 3.

[236] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 468 et note de bas de page 631.

[237] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 469 et annexe 2, tableau 3. Les notes des tableaux figurant à l'annexe 2 indiquent explicitement ce qui suit: "Les valeurs des versements au titre de contrats de flexibilité de la production, des versements d'aide pour perte de parts de marché, des versements directs et des versements anticycliques sont fondées sur la méthode "pour le coton et au coton", examinée *supra*, aux paragraphes 377 à 380. Les chiffres sont tirés du rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.641." Ainsi, nous ne sommes pas d'accord avec le Brésil pour dire que les observations formulées par l'Organe d'appel au paragraphe 469 équivalent à une approbation de la "méthode du Brésil". Déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40.

10.39 Le Groupe spécial considère que le Brésil n'a présenté aucun argument convaincant quant à la raison pour laquelle il serait approprié d'appliquer, dans la présente procédure, une méthode d'imputation qui a été spécifiquement rejetée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale.

10.40 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le montant des versements anticycliques imputés à la production de coton upland doit être calculé selon la méthode "pour le coton et au coton". Les renseignements dont nous disposons indiquent que, pour la campagne de commercialisation 2005, ce montant était de 838 millions de dollars EU.[238]

10.41 Enfin, le Groupe spécial note que les parties ont également avancé des arguments concernant l'incidence probable de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 sur le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques au cours des campagnes futures. Il examine cette question plus loin, à la section X.B.11 du présent rapport.

e) Produit en cause, produit similaire, "marché" et "prix" pertinents

10.42 Le Groupe spécial note que les parties s'accordent à dire que le produit en cause aux fins des allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil est le coton fibre upland.[239] Le Brésil rappelle que le Groupe spécial initial a constaté que le coton upland des États-Unis était similaire au coton upland du Brésil et il présente des éléments de preuve pour démontrer que cette constatation reste valable.[240] Les États-Unis n'ont pas contesté la position du Brésil sur ce point.[241]

10.43 Au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial doit déterminer si la subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix "sur le même marché" dans une mesure notable. Le Brésil estime qu'en l'espèce, le marché pertinent aux fins de l'article 6.3 c) est le marché mondial du coton upland. Nous notons que le Groupe spécial initial a constaté que l'expression "même marché" utilisée à l'article 6.3 c) pouvait être interprétée comme "inclu[ant] un secteur géographique pouvant

---

[238] Pièce Bra-625 et réponse des États-Unis à la question n° 55 du Groupe spécial. Le groupe spécial note que cette question posée aux États-Unis était assortie de la précision suivante: le Groupe spécial "ne demande pas si les États-Unis souscrivent à ces méthodes [à savoir, la "méthode du Brésil" et la méthode "pour le coton et au coton"]".

[239] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 4. Le Groupe spécial rappelle à cet égard que le Groupe spécial initial a expliqué que, telle qu'elle était utilisée dans son rapport, l'expression "coton upland" désignait généralement le coton fibre upland. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 258. Le Groupe spécial croit comprendre que, dans la présente procédure, le Brésil et les États-Unis utilisent également l'expression "coton upland" pour désigner le coton fibre upland.

[240] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 80 et annexe II ("Déclaration de M. Andrew Macdonald").

[241] Le Groupe spécial initial a fait observer que le texte de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* n'indiquait pas tout à fait clairement si la prescription imposant d'établir qu'il s'agissait d'un "produit subventionné" et d'un "produit similaire" s'appliquait à une analyse de l'empêchement de hausses de prix. Il a néanmoins décidé d'examiner ces concepts parce que son "examen des "prix" sur le marché mondial se port[ait] nécessairement sur les "prix" de certains "produits"". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1333. L'Organe d'appel a noté que, puisque le Groupe spécial et les participants s'accordaient à dire que le coton upland des États-Unis et le coton upland du Brésil devaient se trouver "sur le même marché", il n'était pas nécessaire de décider si la prescription relative au "produit similaire" s'appliquait à une analyse de l'empêchement de hausses de prix. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 407 et note de bas de page 453. Le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce* a conclu que le concept de "produit similaire" ne s'appliquait pas à une analyse de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphes 7.538 à 7.560.

englober le monde entier"[242] et, qu'en fait, un tel "marché mondial" existait bel et bien dans le cas du coton upland.[243] L'Organe d'appel a confirmé ces conclusions du Groupe spécial.[244] Nous notons que les États-Unis ne contestent pas que le marché pertinent aux fins de notre analyse au titre de l'article 6.3 c) est le marché mondial du coton upland. Par conséquent, pour déterminer si les subventions en cause ont pour effet d'empêcher des hausses de prix "sur le même marché" dans une mesure notable, nous considérerons le marché mondial du coton upland comme étant le marché pertinent.

10.44 Comme l'a indiqué le Brésil, le Groupe spécial initial a constaté que le "prix" pertinent aux fins de son analyse au titre de l'article 6.3 c) était le prix du coton upland sur le marché mondial, tel qu'il était représenté par l'indice A.[245,246] Le Brésil estime que le présent Groupe spécial devrait adopter la même approche et utiliser l'indice A comme reflet du prix du coton upland sur le marché mondial. Le Groupe spécial juge convaincants les arguments du Brésil à cet égard.[247] Il note également que les États-Unis n'ont pas contredit les arguments du Brésil concernant l'existence d'un prix du coton upland sur le marché mondial et le fait que l'indice A représentait ce prix sur le marché mondial.[248] À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial constate qu'il existe un "marché" mondial du coton upland et que l'indice A représente le "prix" pertinent aux fins d'une analyse de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[249]

f) Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable en tant qu'effet de la subvention

10.45 Selon le Groupe spécial initial, l'"empêchement de hausses de prix" s'entend de "la situation où les "prix" – en tant que "montant fixé pour la vente de coton upland" ou "valeur" du coton upland – sont entravés ou bloqués (c'est-à-dire qu'ils n'augmentent pas alors qu'ils l'auraient fait en d'autres

---

[242] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1243. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphes 7.564 et 7.565.

[243] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1246 et 7.1247.

[244] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 410 et 411.

[245] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1274.

[246] Le Groupe spécial initial a décrit l'"indice A" comme étant "un indice composite résultant de la moyenne des cinq cours les plus bas provenant d'une sélection des principaux cotons upland commercialisés sur le marché mondial obtenue par Cotlook, une organisation privée basée au Royaume-Uni". Il a précisé dans une note de bas de page que "les prix [étaient] indiqués c.a.f. Europe du Nord". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1264 et note de bas de page 1374. Le Brésil a expliqué dans la présente procédure qu'en mars 2003 on avait modifié la base de calcul de l'indice A pour tenir compte du fait que les importateurs asiatiques représentaient désormais les trois quarts des importations totales de coton upland. L'indice A proprement dit reflète maintenant les valeurs pour la livraison c.a.f. dans les ports d'Extrême-Orient (indice A(FE)). Cotlook continue à publier un indice A(NE) qui reflète les valeurs pour la livraison c.a.f. dans les ports d'Europe du Nord. Le Brésil estime que l'indice A(FE) et l'indice A(NE) coïncident presque parfaitement et que la modification technique apportée à l'indice A n'affecte pas la conclusion selon laquelle cet indice représente le prix du coton upland sur le marché mondial. Première communication écrite du Brésil, paragraphes 85 et 86 et annexe II (déclaration de M. Andrew Macdonald), note de bas de page 4.

[247] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 84.

[248] Les États-Unis ont fait valoir, dans la présente procédure, que le fait qu'il avait fallu modifier l'indice A pour tenir compte de l'importance croissante de la Chine sur le marché mondial étayait leur argument selon lequel on ne pouvait expliquer l'évolution des prix du coton upland sans prendre en compte l'influence de la Chine. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 312 et 313. Toutefois, les États-Unis n'ont pas contesté le fait que l'indice A représentait le prix du coton upland sur le marché mondial.

[249] Nous notons également que l'Organe d'appel a estimé, dans la procédure initiale, qu'il suffisait que le Groupe spécial initial analyse le prix du coton upland en général sur le marché mondial et qu'il n'était pas tenu de constater l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable en ce qui concernait spécifiquement le prix du coton upland brésilien sur le marché mondial. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 415 à 418.

circonstances) ou qu'ils augmentent effectivement mais que l'augmentation est inférieure à ce qu'elle aurait été en d'autres circonstances".[250] L'Organe d'appel a établi que cette description du sens de l'"empêchement de hausses de prix" correspondait au sens ordinaire de cette expression.[251,252] Dans le cadre de la présente procédure, aucune des parties n'a contesté cette définition de l'"empêchement de hausses de prix".

10.46 Le Groupe spécial considère que, comme il est indiqué dans le rapport du l'Organe d'appel concernant la procédure initiale[253], il est difficile de dissocier une détermination sur le point de savoir s'il existe un empêchement de hausses de prix d'une analyse de l'effet de la subvention. Le Brésil a expliqué qu'à la lumière des observations formulées par l'Organe d'appel dans le cadre de la procédure initiale[254], il avait adopté une approche "unitaire" qui ne dissociait pas la question de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable de la question du lien de causalité entre l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et les subventions en cause.[255] Les États-Unis n'ont pas mis en cause cette approche "unitaire" dans le cadre de la présente procédure.[256] Ainsi, tout en notant que le Groupe spécial initial a déterminé, en trois étapes analytiques distinctes, i) qu'il y avait un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland, ii) que cet empêchement de hausses de prix était notable et iii) qu'il existait un lien de causalité entre cet

---

[250] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1277.

[251] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 424.

[252] De même, le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce* a noté que les parties à ce différend interprétaient l'expression "empêcher des hausses de prix" utilisée à l'article 6.3 c) comme "évoqu[ant] une situation où les prix n'[avaient] pas augmenté alors qu'ils l'auraient fait autrement, ou [avaient] augmenté moins qu'ils ne l'auraient fait autrement". Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.533.

[253] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 433. ("… le sens ordinaire du verbe transitif "suppress" (empêcher des hausses) suppose l'existence d'un sujet (les subventions contestées) et d'un objet (en l'espèce, les prix sur le marché mondial pour le coton upland). Cela semble indiquer qu'il serait difficile de se prononcer sur l'*empêchement* de hausses de prix dans une mesure notable sans tenir compte de l'effet des subventions.") Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.537:

> "… l'existence d'une tendance des prix stable ou à la baisse, à elle seule, ne constituerait pas une base suffisante pour conclure que les prix ont été "déprimés" ou que leur hausse a été "empêchée". Pour parvenir à une telle conclusion, il faudrait examiner les *causes* de ces tendances observées. En d'autres termes, la dépression des prix ne correspond pas simplement à une diminution des prix mais à une situation où les prix ont été "entraînés vers le bas" *par quelque chose*. L'empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été bloqués *par quelque chose*. Autrement dit, pour constater l'existence d'un "empêchement de hausses de prix" ou d'une "dépression des prix" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, il faut non seulement, en tant que condition préalable, qu'il y ait une tendance des prix stabilisée ou à la baisse, mais aussi que cette tendance soit le résultat d'un facteur exogène, à savoir la ou les subventions en question. Ainsi, l'analyse que semble appeler l'Accord (en vertu des concepts d'empêchement de hausses de prix et de dépression des prix eux-mêmes) concerne ce que les variations des prix des navires pertinents auraient été sans les subventions en cause (c'est-à-dire "en l'absence de") ces subventions." (italique dans l'original)

[254] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 432 à 434.

[255] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 55 à 58.

[256] Dans la procédure initiale, les États-Unis ont fait valoir devant l'Organe d'appel que le Groupe spécial avait fait erreur en adoptant une approche scindée en vertu de laquelle il avait formulé une constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix avant de formuler une constatation préalable concernant l'effet de la subvention. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 430. L'Organe d'appel a rejeté cet argument et a estimé que "[l]e texte de l'article 6.3 c) n'exclu[ait] toutefois pas l'approche suivie par le Groupe spécial, à savoir examiner d'abord s'il exist[ait] un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, puis, s'il [était] constaté qu'il exist[ait], entreprendre d'examiner si l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable [était] l'effet de la subvention". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 431.

empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et certaines subventions subordonnées aux prix[257], nous n'établirons pas, dans la présente procédure, de détermination sur le point de savoir s'il existe un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable distincte qui soit dissociée de la détermination sur le point de savoir si l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable est l'effet des subventions en cause.[258]

10.47 Dans le même ordre d'idée, le Groupe spécial prend note de l'argument du Brésil selon lequel une analyse de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) est nécessairement de nature hypothétique, car elle porte sur la situation qui existerait en l'absence des subventions en cause. Les États-Unis n'ont pas contesté cet argument du Brésil. Nous notons que le Groupe spécial initial n'a pas explicitement utilisé le concept d'analyse hypothétique et qu'il s'est appuyé, dans une certaine mesure, sur une analyse de l'évolution des prix.[259] En même temps, il est clair que des éléments essentiels de l'analyse du Groupe spécial impliquaient un examen de la situation qui aurait existé en l'absence des subventions en cause. Ainsi, par exemple, le Groupe spécial a constaté que le fait que les prix avaient baissé de 1996 jusqu'au début de 2002 et augmenté à partir de 2002 n'était pas déterminant quant au point de savoir s'il y avait ou non un empêchement de hausses de prix: "[n]ous devons examiner s'il y a eu empêchement de hausses de ces prix, c'est-à-dire si ces prix se sont établis à un niveau plus bas que celui auquel ils se seraient situés en l'absence de subventions des États-Unis pour ce qui est du coton upland".[260] Dans son analyse de la structure, de la conception et de la gestion des subventions en cause, le Groupe spécial a constaté que certaines subventions subordonnées aux prix entraînaient des "cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence".[261] Sur la base d'un examen des coûts de production et des revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> "les producteurs de coton upland des États-Unis n'auraient pas été capables, du point de vue économique, de rester dans la production de coton upland sans les subventions des États-Unis en cause et [...] les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total".[262]

10.48 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce* a interprété l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* comme prescrivant une approche "en l'absence de" pour ce qui est de l'analyse du point de savoir si une subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable.[263]

---

[257] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1275 à 7.1363.

[258] Nous notons que l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "l'article 6.3 c) n'énonce aucune méthode spécifique pour déterminer si une subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable" et "l'article 6.3 c) ne dit rien sur l'ordre des étapes à suivre pour évaluer si une subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 427 et 431. L'Organe d'appel n'a vu aucune erreur de droit dans l'approche adoptée par le Groupe spécial initial, mais il est clair qu'il n'a pas considéré que l'article 6.3 c) prescrivait une telle approche.

[259] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1286 à 7.1288.

[260] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1288.

[261] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1291 et 7.1295.

[262] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1353. Le Groupe spécial a conclu son examen des coûts de production par rapport aux revenus provenant du marché en faisant observer que "l'existence de l'écart susmentionné entre le coût de production total et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland, d'une part, et l'effet des subventions, d'autre part, devait soutenir un niveau de production plus élevé que celui qui aurait existé en l'absence des subventions des États-Unis qui [étaient] en cause". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1354.

[263] *Supra*, note de bas de page 253. Le Groupe spécial a également fait observer ce qui suit:

10.49 Ainsi, pour déterminer si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial déterminera si, en l'absence de ces subventions, le prix du coton upland sur le marché mondial[264] "aur[ait] augmenté [notablement], ou aur[ait] augmenté [notablement] plus qu'[il] ne l'[a] effectivement fait".[265]

10.50 Le Groupe spécial partage l'avis du Groupe spécial initial selon lequel le mot "notable" utilisé dans l'expression "empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable" figurant à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* a trait au degré d'empêchement de hausses de prix dans le contexte du prix qui a été affecté et que le caractère notable du degré d'empêchement de hausses de prix, quel qu'il soit, peut varier d'un cas à l'autre, en fonction des circonstances factuelles.[266] Comme l'a indiqué le Groupe spécial initial,

> "… pour un produit de base et faisant l'objet d'importants échanges, comme le coton upland, une baisse des prix ou un empêchement de hausses de prix relativement modeste pourrait être notable du fait, par exemple, de l'étroitesse habituelle des marges bénéficiaires, de l'homogénéité des produits qui signifie que les ventes sont sensibles aux prix ou du fait de la simple taille du marché pour ce qui est du montant des revenus liés aux grands volumes échangés sur les marchés affectés par l'empêchement de hausse de prix".[267]

10.51 Enfin, à l'instar du Groupe spécial initial, nous procédons à un examen des effets collectifs des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.[268] À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial initial a formulé une constatation selon laquelle certaines subventions subordonnées aux prix (versements au titre de prêts à la commercialisation, versements anticycliques, versements au titre du programme Step 2 et versements d'aide pour perte de parts de marché) étaient collectivement une cause d'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du

---

> "Comme cela a été indiqué *supra*, nous pensons que le texte de l'article 6.3 c) sous-entend une approche "en l'absence de" du lien de causalité en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Un empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été entravés par quelque chose et la dépression des prix à une situation où les prix ont été entraînés vers le bas par quelque chose. La question à laquelle il faut donc répondre est de savoir si ce "quelque chose" est le subventionnement. Envisager une situation hypothétique, c'est-à-dire essayer de déterminer ce que les prix auraient été en l'absence de la subvention, nous semble être la manière la plus logique et la plus directe de répondre à cette question."

Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.612. Le Groupe spécial a considéré que cette approche "en l'absence de" était compatible avec les approches adoptées par les Groupes spéciaux *Indonésie – Automobiles* et *États-Unis – Coton upland*.

[264] Nous rappelons que l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial initial n'avait pas fait erreur en n'effectuant pas une analyse distincte des prix du Brésil sur le marché mondial. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 415 à 418.

[265] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.615.

[266] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1328 et 7.1329. Le Groupe spécial prend également note de l'observation formulée par le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce* au paragraphe 7.571, selon laquelle "seul un empêchement de hausses des prix ou une dépression des prix ayant une ampleur ou un degré suffisants, dans le contexte du produit particulier en cause, pour pouvoir affecter de manière tangible les fournisseurs, devrait être constaté comme étant "notable" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*".

[267] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1330.

[268] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1192. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.616.

coton upland dans une mesure notable. Le Groupe spécial n'a pas constaté que chacune de ces quatre subventions, prise individuellement, était une cause d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, pas plus qu'il ne s'est prononcé sur l'importance relative de chacune de ces subventions pour ce qui était de causer un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.

4. "Influence proportionnelle substantielle" alléguée de la production et des exportations de coton upland des États-Unis

a) Principaux arguments des parties

10.52 Le **Brésil** estime que la production et les exportations de coton upland des États-Unis continuent à augmenter et exercent une "influence proportionnelle substantielle" sur les prix du coton upland sur le marché mondial. Selon lui, les États-Unis sont "le marché le plus important qui influe sur les cours du marché mondial" du coton upland.[269] À cet égard, le Brésil présente des données indiquant que, pendant la campagne de commercialisation 2005, la part de la production mondiale de coton upland détenue par les États-Unis était de 20,9 pour cent et la part du marché mondial des exportations de coton upland détenue par les États-Unis de 39,6 pour cent. Durant les campagnes de commercialisation 2002-2005, le volume de la production des États-Unis a augmenté de 40,7 pour cent et le volume des exportations des États-Unis de 54,8 pour cent.[270]

10.53 Les **États-Unis** estiment que l'argument du Brésil selon lequel ils sont "le marché le plus important qui influe sur les cours du marché mondial" du coton upland est trop simpliste et incompatible avec les réalités du marché mondial du coton. En particulier, le Brésil ne tient pas dûment compte du rôle important du commerce du coton de la Chine.[271]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.54 Le Groupe spécial initial a mentionné ce qu'il a appelé l'influence proportionnelle substantielle des États-Unis sur le marché mondial du coton upland comme étant l'un des quatre facteurs qui étayaient cumulativement une constatation de l'existence d'un lien de causalité entre certaines des subventions contestées et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.[272] Cette influence proportionnelle substantielle des États-Unis découlait, entre autres, de l'importance de leur production et de leurs exportations de coton upland.[273] Les États-Unis étaient le deuxième producteur mondial et le premier exportateur mondial de coton upland.[274]

10.55 L'Organe d'appel a estimé que, prise conjointement avec les autres constatations formulées par le Groupe spécial initial, l'"influence proportionnelle substantielle" des États-Unis sur le marché mondial du coton upland semblait étayer la conclusion du Groupe spécial selon laquelle il existait un

---

[269] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 89.

[270] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 92 et 93, graphiques 2 et 3.

[271] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 308 à 318. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 387 à 396.

[272] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1347 et 7.1348.

[273] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1285 et 7.1348.

[274] Pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les États-Unis ont contribué pour approximativement 20 pour cent à la production mondiale de coton upland. Leur part dans la production mondiale de coton upland s'est élevée à 19,2 pour cent pendant la campagne 1999, à 19,3 pour cent pendant la campagne 2000, à 20,6 pour cent pendant la campagne 2001 et à 19,6 pour cent pendant la campagne 2002. Leur part dans les exportations mondiales de coton upland a été de 23,5 pour cent pendant la campagne 1999, de 24,5 pour cent pendant la campagne 2000, de 37,3 pour cent pendant la campagne 2001 et de 39,9 pour cent pendant la campagne 2002. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1282 et 7.1283.

lien de causalité entre les subventions subordonnées aux prix et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.[275]

10.56 Les données fournies par les États-Unis[276] indiquent que la part de la production mondiale de coton détenue par les États-Unis était de 20,9 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 et s'élevait en moyenne à 19,7 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 (voir le tableau 3). La part des exportations mondiales détenue par les États-Unis était de 40,1 pour cent pendant la campagne 2005. Pendant les campagnes 2002-2005, la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis s'est élevée en moyenne à 40,5 pour cent.

Tableau 3: Exportations et production de coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 – États-Unis et monde

Campagne de commercialisation	**États-Unis** *(en milliers de balles de coton de 480 livres)*		**Monde** *(en milliers de balles de coton de 480 livres)*		**Part des exportations et de la production mondiales détenue par les États-Unis**	
	Exportations	Production	Exportations	Production	Exportations	Production
2002	11 900	17 209	30 325	88 251	39,2%	19,5%
2003	13 758	18 255	33 221	95 267	41,4%	19,2%
2004	14 436	23 251	35 022	120 394	41,2%	19,3%
2005	18 036	23 890	44 935	114 142	40,1%	20,9%
Moyenne	**14 533**	**20 651**	**35 876**	**104 514**	**40,5%**	**19,7%**

Source: Pièce US-27.

10.57 Vu que les données complètes pour la campagne de commercialisation 2006 ne sont pas disponibles, le Groupe spécial s'est appuyé sur des prévisions concernant la production et les exportations fournies par les États-Unis.[277] Ces prévisions concernant la production et les exportations aux États-Unis et dans le monde ont été établies en février 2007, soit à la moitié de la campagne de commercialisation 2006. Selon ces prévisions, en volumes absolus, la production et les exportations de coton des États-Unis durant la campagne de commercialisation 2006 reculeront de 9 pour cent et 19,6 pour cent, respectivement, par rapport aux niveaux de la campagne de commercialisation 2005. Étant donné que l'"erreur" moyenne des prévisions de l'USDA n'est que de

[275] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 449:

> "Nous convenons qu'en lui-même et à lui seul le degré d'influence des États-Unis sur le marché mondial du coton upland peut ne pas être déterminant quant à l'effet des subventions subordonnées aux prix sur ce marché. Cependant, si les subventions subordonnées aux prix faisaient augmenter la production et les exportations des États-Unis ou faisaient baisser les prix du coton upland des États-Unis, le fait que la production et les exportations de coton upland des États-Unis influencent notablement les prix sur le marché mondial accroîtrait la probabilité que les subventions subordonnées aux prix aient pour effet un empêchement notable de hausses de prix. En conséquence, ce fait semble étayer la conclusion du Groupe spécial, lorsqu'elle est lue en même temps que ses autres constatations."

[276] Pièce US-27.

[277] La source des prévisions des États-Unis concernant la production et les exportations est le rapport de l'USDA intitulé World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE), qui fournit des prévisions de l'offre et de la demande pour les principales cultures des États-Unis et du monde et les animaux d'élevage des États-Unis. Les prévisions de février 2007 concernant la production et les exportations des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2006 figurent dans la pièce US-114 et les chiffres correspondants pour la production et les exportations mondiales sont tirés du rapport WASDE 443-27.

0,1 pour cent pour la production de coton des États-Unis et de 4 pour cent pour les exportations des États-Unis[278], le Groupe spécial considère qu'il est très probable que ces prévisions de baisse de la production et des exportations durant la campagne de commercialisation 2006 établies par l'USDA se réaliseront. Prises conjointement avec les prévisions concernant la production et les exportations mondiales, elles indiquent qu'il est prévu que la part de la production mondiale de coton upland détenue par les États-Unis tombe de 20,9 pour cent pendant la campagne 2005 à 18,6 pour cent pendant la campagne 2006. En outre, il est prévu que la part des exportations mondiales de coton upland détenue par les États-Unis tombe de 40,1 pour cent pendant la campagne 2005 à 36,3 pour cent pendant la campagne 2006.

10.58 Selon nous, même si l'on tient compte des prévisions pour la campagne de commercialisation 2006, les chiffres concernant l'importance relative de la production et des exportations de coton upland des États-Unis à l'heure actuelle ne sont pas notablement différents des chiffres qui ont servi de fondement à la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle les États-Unis exerçaient une influence proportionnelle substantielle sur le marché mondial du coton upland. La part de la production mondiale de coton upland détenue par les États-Unis était de 19,6 pour cent pendant la campagne 2002 et de 20,9 pour cent pendant la campagne 2005, et il est prévu qu'elle soit de 18,6 pour cent pendant la campagne 2006. La part des exportations mondiales de coton upland détenue par les États-Unis était de 39,9 pour cent pendant la campagne 2002 et de 39,8 pour cent pendant la campagne 2005, et il est prévu qu'elle soit de 36,3 pour cent pendant la campagne 2006. Au vu de ces chiffres, et compte tenu des autres éléments de preuve présentés par le Brésil[279], le Groupe spécial estime que les États-Unis exercent une influence proportionnelle substantielle sur le marché mondial du coton upland. Cette influence proportionnelle substantielle des États-Unis,

[278] Étant donné que ces prévisions présentent un degré de certitude moindre, le Groupe spécial a demandé aux États-Unis de fournir des renseignements montrant en quoi les données finales relatives aux variables présentant de l'intérêt pour une campagne de commercialisation différaient des prévisions établies au mois de février de la même campagne de commercialisation. L'idée est de comparer les prévisions établies au milieu d'une campagne de commercialisation donnée avec l'estimation finale pour la campagne de commercialisation tout entière. Plus les prévisions de février sont proches des estimations finales concernant la production et les exportations pour la même campagne de commercialisation, plus nous jugeons ces prévisions fiables. Les États-Unis ont fourni ces données au Groupe spécial pour les campagnes de commercialisation 1992-2005 (pièce US-145). Sur la base de ces renseignements, nous avons estimé dans quelle mesure ces prévisions de février différaient des données finales pour une campagne de commercialisation:

Tableau 4: Différence entre les estimations finales et les prévisions pour les campagnes de commercialisation 1992-2005

Élément	Production	Exportations
Différence moyenne: (estimation finale moins la prévision de février)	0,1%	4,0%
Écart type de la différence	0,6%	6,6%

Source: Pièce US-145.

Pour les campagnes de commercialisation 1992-2005, les prévisions concernant la production des États-Unis établies en février ont sous-estimé le chiffre final de la production de seulement 0,1 pour cent en moyenne (avec un écart type de 0,6 pour cent). La sous-estimation correspondante pour les exportations des États-Unis est de 4 pour cent (avec un écart type de 6,6 pour cent). Les prévisions étaient plus exactes pour la production de coton des États-Unis que pour les exportations des États-Unis.

[279] Le Groupe spécial prend note, en particulier, des éléments de preuve fournis par le Brésil en ce qui concerne la similitude de l'évolution de certains prix intérieurs des États-Unis et du prix du coton upland sur le marché mondial (première communication écrite du Brésil, graphiques 4 et 5), facteur aussi mentionné par le Groupe spécial initial. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1311. Le Groupe spécial prend aussi note de l'analyse du fonctionnement du marché mondial du coton upland élaborée par le consultant du Brésil. Première communication écrite du Brésil, annexe II (déclaration de M. Andrew Macdonald).

analysée à la lumière de la totalité des éléments de preuve portés à notre connaissance, qui sont examinés dans les sous-sections ci-après, est un élément qui étaye une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

5. "Structure, conception et gestion" des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques

a) Principaux arguments des parties

10.59 Le **Brésil** fait valoir que la "structure, ... la conception et ... la gestion" des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques[280] stimulent la production de coton upland des États-Unis en isolant les producteurs des États-Unis des forces du marché. Pour étayer cet argument, il fait référence à l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, au fait que les dispositions législatives en question n'ont pas été modifiées, aux études économiques présentées lors de la procédure initiale et au fait que, pendant la plupart des campagnes de commercialisation 2002-2005, le cours mondial ajusté était inférieur au taux de prêt à la commercialisation. Selon le Brésil, ces facteurs montrent que la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation stimulent la production et les exportations et empêchent des hausses de prix reste valable.[281] De même, les constatations du Groupe spécial initial sur les effets des versements anticycliques sur la production, les exportations et les prix du coton upland restent aussi valables. À cet égard, le Brésil fait référence à l'importance des versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, au fait que les dispositions législatives en question n'ont pas été modifiées, aux études économiques présentées lors de la procédure initiale et à la persistance d'une forte relation positive entre les détenteurs d'une superficie de base de coton upland recevant des versements anticycliques annuels et la production de coton upland.[282] Se référant aux constatations du Groupe spécial initial selon lesquelles les subventions subordonnées aux prix des États-Unis isolaient les exploitants cotonniers des États-Unis des forces du marché, le Brésil fait valoir que les données sur l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pour la stabilisation des revenus des exploitants de coton upland des États-Unis démontrent que cet effet d'isolation persiste aujourd'hui.[283]

10.60 Les **États-Unis** font valoir que le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve convaincant qui indique que la structure, la conception et la gestion des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étayent ses allégations d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. S'agissant des versements au titre de prêts à la commercialisation, les États-Unis estiment qu'une analyse des décisions en matière de plantation prises par les producteurs de coton upland des États-Unis à la lumière des conditions existant au moment de la plantation (janvier-mars) montre que pour la campagne de commercialisation actuelle, 2006, les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation n'ont pas faussé les décisions en matière de production. Étant donné que le prix à terme moyen de New York sur la période de janvier à mars 2006 était très supérieur au taux de prêt à la commercialisation, les producteurs de coton upland des États-Unis ne s'attendaient pas à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation au moment de la récolte et ces versements n'auraient pas pu jouer un rôle important

[280] *Supra*, note de bas de page 186.
[281] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 123 à 127; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 101 à 110.
[282] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 128 à 131. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 111 à 118.
[283] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 133 à 136 et graphique 8.

dans leurs décisions en matière de plantation pour la campagne de commercialisation 2006.[284] Les États-Unis estiment à cet égard que, même lors de campagnes de commercialisation antérieures, les décisions en matière de plantation des producteurs de coton upland des États-Unis n'avaient pas été déterminées par les attentes concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation mais par des facteurs commerciaux. S'agissant des versements anticycliques, les États-Unis font valoir que i) les recherches fondées sur des données empiriques récentes n'étayent pas l'allégation du Brésil selon laquelle les versements anticycliques ont des effets notables de distorsion des échanges; ii) des montants notables de versements découplés sont capitalisés dans la valeur foncière, la faisant augmenter; et iii) les données comparant les superficies de base et les superficies plantées ne démontrent pas que les versements anticycliques ont des effets notables sur la production.[285] Les États-Unis estiment également que le Brésil ne démontre pas que l'ampleur des dépenses dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étaye l'existence d'un lien de causalité.[286]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.61 La question dont le Groupe spécial est saisi est celle de savoir si la structure, la conception et la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués par les États-Unis conformément à la Loi FSRI de 2002 étayent une constatation selon laquelle l'effet de ces subventions est un empêchement "actuel" de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

10.62 Étant donné que le Brésil affirme que, sur la base des éléments de preuve qu'il a communiqués dans la présente procédure, le présent Groupe spécial devrait parvenir aux mêmes conclusions que celles que le Groupe spécial initial a formulées en ce qui concerne les effets d'empêchement de hausses de prix de la structure, de la conception et de la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, nous commençons par résumer l'analyse du Groupe spécial initial qui a servi de base à ces conclusions.

10.63 Le Groupe spécial initial a tout d'abord examiné la "nature" des subventions pour déterminer s'il existait un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland.[287] Il a estimé que la "nature des subventions des États-Unis en cause – pour ce qui est de la structure, de la conception et de la gestion – [était] pertinente pour évaluer si elles [avaient] eu des effets d'empêchement de hausses de prix".[288] Il a attaché une importance particulière au fait que certaines subventions étaient par nature "directement liées au[x] prix".[289]

---

[284] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 226 à 235; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 268 à 275.

[285] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 207 à 225; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 224 à 267.

[286] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 236 à 241; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 267 à 280.

[287] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1289 à 7.1307. Pour déterminer s'il existait un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland, le Groupe spécial a aussi pris en considération l'importance relative de la production et des exportations des États-Unis ainsi que l'évolution générale des prix. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1281 à 7.1288.

[288] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1289.

[289] Le Groupe spécial a expliqué qu'à la lumière de certaines orientations précédemment exposées dans son rapport, la distinction entre les subventions "directement liées au[x] prix" et les autres subventions dont il était saisi était essentielle "du point de vue du lien qui exist[ait] entre les subventions et un empêchement de hausses de prix, quel qu'il soit, et le produit subventionné en question". Ainsi, il a jugé extrêmement pertinent le fait que certaines subventions considérées, y compris les versements au titre du programme de prêts à la

10.64 S'agissant des versements au titre de prêts à la commercialisation, le Groupe spécial initial a souligné que le programme de prêts à la commercialisation apportait des avantages aux producteurs lorsque le cours du marché mondial ajusté tombait au-dessous du taux de prêt à la commercialisation et que les versements étaient impératifs[290], que l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation était anticyclique et augmentait parallèlement à la différence entre le cours mondial ajusté et le taux de prêt à la commercialisation[291], et que les versements au titre de prêts à la commercialisation isolaient le revenu des producteurs de coton upland des États-Unis d'une baisse du cours mondial ajusté.[292] Le Groupe spécial a estimé que les versements au titre de prêts à la commercialisation "stimul[aient] la production et les exportations et entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence"[293] et que "la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation [avaient] accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[294] Il a également observé que les données pour les campagnes de commercialisation 1999-2002 montraient qu'en raison de l'incidence des versements au titre de prêts à la commercialisation sur la production de coton upland, une baisse des prix des États-Unis n'entraînait pas une baisse de la production ou des exportations des États-Unis, que la structure de la mesure affectait les prix du marché mondial en général et que, pour l'essentiel de la période considérée, le cours du marché mondial ajusté était inférieur au taux de prêt à la commercialisation.[295] Enfin, le Groupe spécial a noté que le montant des subventions était "très important".[296]

10.65 Également dans le cadre de son examen dans la question de savoir s'il existait un empêchement de hausses de prix, le Groupe spécial initial a dit ce qui suit s'agissant des versements anticycliques:

> "Nous sommes d'accord avec le point de vue des économistes de l'USDA selon lequel, en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements [anticycliques] peuvent indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations. Dans la fourchette de prix allant du taux de prêt jusqu'au prix d'objectif moins le taux de versement [direct], les changements en ce qui concerne les revenus des producteurs dus à des variations des prix du marché sont partiellement compensés par les versements anticycliques si la culture faisant partie de la superficie de base est plantée, ce qui réduit le risque de baisse de revenu total associé à la variabilité des prix. Nous avons confirmé qu'il existait une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland. En outre, les

---

commercialisation et les versements anticycliques, étaient "directement liées aux prix du marché mondial". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1289 et 7.1290.

[290] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291.

[291] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1292 à 7.1294. Le Groupe spécial a aussi observé que les données portées à sa connaissance montraient que "la subvention au titre de prêts à la commercialisation versée par les pouvoirs publics des États-Unis était, à certains moments, supérieure à la valeur marchande du produit" et qu'elle "représentait *plus de la moitié* de la différence entre le cours mondial ajusté et le taux de prêt à la commercialisation (et donc des revenus des producteurs de coton upland des États-Unis)". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1294. (italique dans l'original)

[292] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1294: "Plus le cours mondial ajusté chute, plus les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis sont protégés de cette baisse, ce qui isole les décisions en matière de production des États-Unis des signaux du marché mondial."

[293] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1291 et 7.1295.

[294] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1295.

[295] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1294 et 7.1296.

[296] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1297.

> versements sont obligatoires, compte tenu de certaines conditions sur le marché."[297] (notes de bas de page omises)

10.66 Il ressort clairement de ces déclarations qu'un élément clé de l'analyse faite par le Groupe spécial initial de la structure, de la conception et de la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques était l'idée que la nature subordonnée aux prix de ces subventions rendait la production de coton upland des États-Unis moins réactive aux prix du marché en isolant le revenu des producteurs de coton upland des États-Unis des baisses de prix. Toutefois, il est également clair que, dans ce même contexte, le Groupe spécial a attaché de l'importance à l'ampleur de ces subventions pendant la période considérée.

10.67 Le Groupe spécial initial a souligné ces deux points dans sa conclusion sur l'existence d'un empêchement de hausses de prix:

> "Comme nous venons de l'indiquer, plusieurs des subventions des États-Unis sont directement liées aux cours mondiaux pour le coton upland, *ce qui atténue la réaction des producteurs des États-Unis par rapport aux décisions en matière d'ajustement de la production lorsque les prix sont bas*. Nous disposons de renseignements aisément accessibles dans le dossier nous montrant que *les subventions subordonnées aux prix en question comportent des montants très élevés de fonds publics des États-Unis qui bénéficient au coton upland des États-Unis*. Selon nous, la gestion combinée de ces subventions s'apparentait à un versement compensatoire anticyclique très important accompagné d'améliorations additionnelles. Nous estimons que la structure, la conception et la gestion, en particulier des subventions subordonnées aux prix, constituent des éléments de preuve importants à l'appui d'une constatation d'empêchement de hausses de prix."[298,299] (pas d'italique dans l'original)

10.68 Après avoir constaté qu'il existait un empêchement de hausses de prix[300] et que cet empêchement de hausses de prix était notable[301], le Groupe spécial initial a aussi fait référence à la structure, à la conception et à la gestion des subventions subordonnées aux prix en cause lorsqu'il a examiné si cet empêchement notable de hausses de prix était l'effet de certaines des subventions en cause. Il a de nouveau mis en relief l'effet d'"isol[ation]" et l'importance des subventions subordonnées aux prix en cause:

> "Deuxièmement, nous rappelons notre examen de la nature des subventions des États-Unis qui sont en cause. En particulier, nous rappelons que plusieurs des subventions des États-Unis – les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), les versements MLA et les versements CCP – *sont directement liées aux cours mondiaux du coton upland, ce qui isole les producteurs des États-Unis des prix bas*. Nous sommes d'avis que la structure, la conception et la gestion de ces trois mesures constituent des éléments de preuve étayant l'existence d'un lien de causalité avec l'empêchement notable de hausses de prix dont nous avons constaté l'existence. De surcroît, si nous ne pensons pas qu'il soit strictement nécessaire de calculer avec précision le montant des subventions en question, nous observons que nous disposons de renseignements aisément accessibles dans le dossier nous montrant que *les subventions*

[297] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.
[298] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1308.
[299] Le Groupe spécial a estimé que le parallélisme entre la baisse des prix des États-Unis et celle des cours du marché mondial pendant la période considérée prouvait que l'accroissement de la production et de l'offre des États-Unis avait empêché des hausses de prix. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1309 à 7.1311.
[300] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1312.
[301] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1333.

subordonnées aux prix en question comportent des montants très élevés de fonds publics des États-Unis qui bénéficient à la production de coton upland des États-Unis."[302] (pas d'italique dans l'original, note de bas de page omise)

10.69 En revanche, le Groupe spécial initial a considéré que le Brésil n'avait pas établi que l'empêchement notable de hausses de prix était l'effet de certaines subventions – versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements directs et versements au titre de l'assurance-récolte – qui n'étaient pas subordonnées aux prix. Il a considéré que ces subventions non subordonnées aux prix "concern[aient] davantage le soutien des revenus que directement les effets des cours mondiaux" et étaient "d'une nature différente, et [avaient] donc un effet différent" de ceux des subventions subordonnées aux prix.[303]

10.70 L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle certaines subventions subordonnées aux prix avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*, et ce faisant, il a rejeté divers arguments des États-Unis, y compris au sujet de l'analyse faite par le Groupe spécial de la structure, de la conception et de la gestion des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.[304]

10.71 Nul ne conteste que les conditions d'application des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, telles qu'elles sont définies dans les dispositions pertinentes de la Loi FSRI de 2002, sont les mêmes actuellement que lorsque le Groupe spécial initial a analysé ces mesures. Par conséquent, il n'y a eu aucun changement pour ce qui est de la nature impérative, subordonnée aux prix et anticyclique de ces subventions.

10.72 Outre le fait que les dispositions de la Loi FSRI de 2002 relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques sont restées inchangées, le Brésil fait référence à plusieurs autres facteurs, y compris l'importance de ces subventions ces dernières années, au vu desquels il estime que le présent Groupe spécial devrait parvenir aux mêmes conclusions que celles que le Groupe spécial initial a formulées en ce qui concerne les effets de la structure, de la conception et de la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la production, les exportations et les prix du coton upland des États-Unis.[305]

10.73 Les États-Unis ne contestent pas que l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis *pourrait* influer sur la superficie et la production de coton upland. Toutefois, ils font valoir que la question pertinente est celle de savoir si, compte tenu de la structure et de la conception particulières des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et de la façon dont ils sont gérés dans les conditions de commercialisation actuelles, les versements au titre des programmes ont *en fait* des effets sur la production et, dans l'affirmative, si le *degré* de l'effet est si notable qu'il entraîne un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable. Ils estiment que, dans la présente procédure, le Brésil n'a pas démontré, au moyen d'une analyse convenable des facteurs effectivement pris en considération par les producteurs de coton upland des États-Unis dans leurs décisions annuelles en matière de plantation et de la manière dont les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques interagissent avec ces décisions en matière de plantation, que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient pour effet d'inciter les producteurs de coton upland des

[302] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1349.
[303] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1307 et 7.1350.
[304] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 395 à 496.
[305] *Supra*, paragraphe 10.59.

États-Unis à porter la superficie de coton upland à un niveau supérieur à ce qu'il aurait été en l'absence de ces versements. Les États-Unis soulignent à cet égard qu'une analyse convenable des décisions annuelles en matière de plantation des producteurs de coton upland doit prendre en compte le fait que les producteurs doivent fonder leurs décisions en matière de plantation sur des attentes concernant des facteurs tels que les conditions climatiques, la demande, l'offre, les prix du coton upland et d'autres cultures, et les coûts variables. En outre, les États-Unis estiment que le Brésil n'a pas démontré que le degré d'un quelconque effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la production était tel qu'il causait un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable.[306]

10.74 Selon nous, les États-Unis ont avancé les mêmes arguments dans la procédure initiale. Par exemple, devant le Groupe spécial initial, ils ont fait valoir, s'agissant des *versements au titre de prêts à la commercialisation*, que "le Brésil n'[avait] pas procédé à une analyse convenable des conditions auxquelles les producteurs [étaient] effectivement confrontés lorsqu'ils pren[aient] des décisions en matière de production à l'aide des prix à terme, ce qui révél[ait] que les prêts à la commercialisation n'[avaient] pas l'incidence escomptée, excepté en ce qui concerne la campagne de commercialisation 2002".[307] À cet égard, les États-Unis ont également estimé que "le taux de prêt à la commercialisation n'avait eu d'incidence sur les décisions en matière de plantation au cours d'aucune campagne de commercialisation entre 1999 et 2001 et que le taux de prêt à la commercialisation n'avait pas empêché un ajustement des superficies en réaction aux prix pendant la campagne de commercialisation 2002".[308]

10.75 Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial initial a considéré, s'agissant des versements au titre de prêts à la commercialisation, que "les versements stimul[aient] la production et les exportations et entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence" et que "la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation [avaient] accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[309] Il ressort clairement de ces déclarations que le Groupe spécial n'a pas considéré que le fait que, durant certaines campagnes, les cours du marché attendus au moment de la plantation avaient été supérieurs au taux de prêt à la commercialisation signifiait que les versements au titre de prêts à la commercialisation n'avaient eu qu'un effet minime sur la production durant ces campagnes.[310] Toutefois, bien que les États-Unis aient fait valoir devant l'Organe d'appel que "le Groupe spécial n'[avait] pas considéré la décision économique pertinente à laquelle étaient confrontés les exploitants de coton upland des États-Unis au moment de la plantation, à savoir celle de planter du coton upland

[306] Par exemple, communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 222 et 287 à 291; déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 62 à 64; réponses des États-Unis aux questions n° 51, 53 et 54 du Groupe spécial. Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 62 du Groupe spécial.

[307] Communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis (18 novembre 2003), section IV.G.

[308] Communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis (18 novembre 2003), section IV.G.6.

[309] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1291 et 7.1295.

[310] Les États-Unis interprètent ces déclarations comme signifiant que le Groupe spécial a observé "que la conception et la gestion particulières du programme de prêts à la commercialisation [étaient] telles qu'elles [pouvaient] avoir plus que des effets de distorsion des échanges nuls ou minimes étant donné les conditions du marché particulières qui exist[aient]". Réponse des États-Unis à la question n° 54 du Groupe spécial, paragraphe 105. Bien que nous ne disconvenions pas que l'analyse du Groupe spécial doive être interprétée dans le contexte des "conditions du marché particulières" qui existaient pendant la période considérée par le Groupe spécial, il est clair que le Groupe spécial n'a pas adopté la méthode particulière d'analyse de la pertinence des conditions du marché préconisée par les États-Unis dans la procédure initiale.

ou des cultures de remplacement (et dans quelles proportions respectivement)"[311], l'Organe d'appel a rejeté cet argument.[312]

10.76 Nous notons également qu'en ce qui concerne spécifiquement l'argument des États-Unis selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation ont des effets minimes sur les décisions en matière de plantation si le prix du marché attendu au moment où ces décisions sont prises est supérieur au taux de prêt à la commercialisation, l'Organe d'appel a observé ce qui suit:

> "À l'audience, les États-Unis ont présenté des données pour montrer que, lorsque les décisions en matière de plantation ont été prises pour les récoltes de coton upland de 1999, 2000, 2001 et 2003, le prix *attendu* du coton upland au moment de la récolte était supérieur au taux de prêt à la commercialisation. En conséquence, soutiennent les États-Unis, les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation n'auraient eu qu'un effet minime sur les décisions de planter, parce que les exploitants se seraient attendus à recevoir un prix plus élevé de la vente de leur coton upland et aucun versement au titre du programme de prêts à la commercialisation.
>
> Sur la base des éléments de preuve fournis par les États-Unis, nous relevons que, pour quatre des cinq récoltes de coton ayant eu lieu entre 1999 et 2003, le prix *attendu* à la récolte au moment de prendre les décisions en matière de plantation était toujours sensiblement plus élevé que le prix *réel* réalisé au moment de la récolte. Cela semble indiquer que même si les exploitants s'étaient attendus à des prix plus élevés au moment où ils prenaient leurs décisions en matière de plantation, ils savaient aussi que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation mais aussi par les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents la livre pour le coton upland. Nous sommes donc convaincus que le Groupe spécial a apprécié les faits d'une manière plausible en ce qui concerne les prix attendus et les décisions en matière de plantation, même s'il a attribué à ces facteurs un poids ou un sens différent de ceux que leur donnaient les États-Unis. Comme l'Organe d'appel l'a dit, les groupes spéciaux n'ont pas besoin "d'attribuer aux éléments probants factuels des parties le même poids et le même sens que ceux qu'elles leur donnent"."[313] (italique dans l'original, notes de bas de page omises)

10.77 Ainsi, même si les prix du marché attendus au moment de la plantation sont supérieurs au taux de prêt à la commercialisation et que les producteurs ne s'attendent pas à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation à ce moment-là[314], on peut considérer que la possibilité

---

[311] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 440. En faisant valoir que le Groupe spécial initial n'avait pas tenu compte de la décision pertinente en matière de production à laquelle étaient confrontés les exploitants cotonniers des États-Unis au moment de la plantation, les États-Unis ont fait référence à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les subventions subordonnées aux prix étaient liées aux cours mondiaux du coton upland, "ce qui atténu[ait] la réaction des producteurs des États-Unis par rapport aux décisions en matière d'ajustement de la production lorsque les prix [étaient] bas". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 38.

[312] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 440 à 445. L'Organe d'appel a estimé que le Groupe spécial initial avait, en fait, considéré les décisions de planter du coton upland, les prix attendus et les revenus attendus du marché au paragraphe 7.1362 de son rapport. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 441.

[313] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 444 et 445.

[314] Nous notons que le Brésil ne souscrit pas à l'avis des États-Unis selon lequel, au cours de la plupart des campagnes récentes, les producteurs de coton upland des États-Unis ne se sont pas attendus à recevoir des

d'obtenir des versements au titre de prêts à la commercialisation influence les décisions en matière de plantation. Même s'il se peut que les producteurs de coton upland des États-Unis ne sachent pas avec certitude au moment de la plantation si les prix à la récole réels seront inférieurs au taux de prêt à la commercialisation, il n'y a aucune incertitude quant au fait que, si les prix à la récole réels sont inférieurs au taux de prêt à la commercialisation, ils recevront des versements au titre de prêts à la commercialisation. Par conséquent, la logique de l'analyse du Groupe spécial initial concernant l'impact stabilisateur sur le revenu de la nature subordonnée aux prix et anticyclique des versements au titre de prêts à la commercialisation et l'impact consécutif sur le niveau de production est valable même si l'on admet que, comme l'ont fait valoir les États-Unis, il est nécessaire de prendre en compte les attentes des producteurs en matière de prix.[315]

10.78 Nous notons que l'Organe d'appel a également confirmé la conclusion formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 7.1349 de son rapport, selon laquelle le fait que certaines subventions étaient directement liées aux cours mondiaux du coton upland étayait une constatation de l'existence d'un lien de causalité entre ces subventions et l'empêchement notable de hausses de prix. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a examiné et confirmé les conclusions tirées par le Groupe spécial initial de son évaluation antérieure de la structure, de la conception et de la gestion des subventions subordonnées aux prix, y compris les déclarations du Groupe spécial concernant les effets de ces subventions sur la production et les exportations.[316]

---

versements au titre de prêts à la commercialisation. Voir la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 104 et 105.

[315] Le Brésil ne disconvient pas qu'il est "important d'examiner de quelle façon les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques fonctionnent et interagissent dans la pratique avec les décisions en matière de production". Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphe 71. Le Brésil convient également que les attentes des producteurs cotonniers des États-Unis sont un facteur pertinent à prendre en considération dans une évaluation des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphes 70 à 80.

[316] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 450:

> "La deuxième raison avancée par le Groupe spécial pour constater l'existence d'un "lien de causalité" était qu'à son avis les subventions subordonnées aux prix "[étaient] directement liées aux cours mondiaux du coton upland". Cette conclusion découlait de l'évaluation faite antérieurement par le Groupe spécial – en relation avec son analyse d'un empêchement notable de hausses de prix – de la *nature* des subventions subordonnées aux prix. La nature d'une subvention joue un rôle important dans toute analyse du point de savoir si la subvention a pour effet un empêchement notable de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c). Concernant les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, le Groupe spécial a constaté que "[p]lus le cours mondial ajusté chut[ait], plus les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis [étaient] protégés de cette baisse". En conséquence, durant les campagnes de commercialisation 1999-2002, la production et les exportations des États-Unis sont demeurées stables ou ont augmenté, même si les prix du coton upland des États-Unis ont baissé. Le Groupe spécial a constaté que les versements au titre du programme Step 2 stimulaient la demande intérieure et étrangère pour le coton upland des États-Unis du fait qu'ils "élimin[aient] toute différence positive entre les prix intérieurs des États-Unis et les prix internationaux du coton upland". Le Groupe spécial a dit que les versements au titre du programme Step 2 "entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence". Enfin, le Groupe spécial a constaté que les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements anticycliques étaient effectués en réaction à des prix bas pour le coton upland et qu'ils stimulaient la production de coton upland des États-Unis en réduisant le "risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix". Les États-Unis soutiennent que l'analyse des subventions subordonnées aux prix faite par le Groupe spécial était "déficiente". Le Groupe spécial a toutefois constaté que les subventions subordonnées aux prix stimulaient la production et les exportations de coton upland des

10.79 Les États-Unis font valoir que l'article 11 du Mémorandum d'accord prescrit au présent Groupe spécial de procéder à une "évaluation objective de la question dont il est saisi" et que "rien ne justifie d'adopter automatiquement aux fins de la présente procédure les mêmes conclusions factuelles que celles tirées par le Groupe spécial initial concernant les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation, des versements anticycliques et des versements au titre du programme Step 2 pendant une période différente".[317]

10.80 Nous notons à cet égard que, lorsqu'il a examiné l'argument des États-Unis sur le rôle des prix du marché attendus, l'Organe d'appel a fait référence au fait que, pendant quatre des cinq campagnes considérées, le prix du marché réel au moment de la récolte était inférieur au prix du marché attendu au moment de la plantation.[318] Les éléments de preuve montrent que cette situation a subsisté au cours de campagnes plus récentes.[319] Le Groupe spécial dispose également d'éléments de preuve, fournis par le Brésil mais non contestés par les États-Unis, qui indiquent que pendant la plupart des campagnes récentes, le cours mondial ajusté a été inférieur au taux de prêt à la commercialisation.[320]

10.81 Étant donné qu'au cours de la plupart des campagnes récentes, les prix du marché réels ont été inférieurs aux prix du marché attendus au moment de la plantation et que le cours mondial ajusté a été inférieur au taux de prêt à la commercialisation, le Groupe spécial considère qu'il est raisonnable de conclure que le fait que les producteurs cotonniers des États-Unis savent qu'ils recevront des versements au titre de prêts à la commercialisation chaque fois que le cours mondial ajusté sera inférieur au taux de prêt à la commercialisation demeure un facteur important qui affecte le niveau de la superficie plantée en coton (et donc le niveau de production), même lorsque, comme pendant la campagne de commercialisation 2006, le prix du marché attendu pour le coton upland au moment de la plantation est supérieur au taux de prêt à la commercialisation.[321] Le Groupe spécial note également à cet égard que, selon les données du FAPRI et de l'USDA, le montant prévu des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2006 est très important.[322]

10.82 Ainsi, en faisant valoir que parce que le prix du marché attendu pour la campagne de commercialisation 2006 était supérieur au taux de prêt à la commercialisation, les versements au titre de prêts à la commercialisation n'ont pas affecté notablement les décisions en matière de plantation des producteurs de coton upland, les États-Unis avancent un argument qui a déjà été rejeté par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale.[323] Il apparaît que rien dans les faits

---

États-Unis et faisaient ainsi baisser les prix du coton upland des États-Unis. Cela nous semble étayer la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les subventions subordonnées aux prix ont pour effet un empêchement notable de hausses de prix." (italique dans l'original, notes de bas de page omises)

[317] Réponse des États-Unis à la question n° 54 du Groupe spécial, paragraphe 102.

[318] *Supra*, paragraphe 10.76.

[319] Le Brésil fait observer qu'une comparaison du cours mondial ajusté et du prix moyen de décembre du contrat à terme au moment de la plantation montre que, pendant la période allant de 1996 à 2005, le cours mondial ajusté était en moyenne inférieur de 17,3 pour cent au prix de décembre du contrat à terme. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 105 et pièce Bra-564.

[320] Les données communiquées par le Brésil montrent que pour l'essentiel de la période allant d'août 1999 à février 2007, le cours mondial ajusté a été inférieur au taux de prêt à la commercialisation. Réponse du Brésil à la question n° 62 du Groupe spécial, graphique 1, et pièce Bra-673.

[321] Afin d'évaluer la portée de l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation sur la superficie et la production dans les conditions actuelles, nous devons évidemment prendre en considération d'autres facteurs, tels que l'importance de ces subventions et leur poids dans les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis. Nous examinons ces facteurs plus loin.

[322] *Supra*, paragraphe 10.25 et notes de bas de page y relatives.

[323] Nous rappelons à cet égard l'observation faite par l'Organe d'appel, selon laquelle "on pourrait avoir des doutes au sujet de la nature objective de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait s'écarter du raisonnement figurant dans le rapport du groupe

présentés au Groupe spécial dans la présente procédure ne justifierait une conclusion différente de la conclusion tirée par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale.

10.83 Par ailleurs, alors que l'examen effectué dans les paragraphes précédents porte sur l'incidence de la structure, de la conception et de la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation sur la superficie et la production, analysée dans la perspective à court terme de déterminer comment ces versements interagissent avec les décisions annuelles en matière de plantation, le Groupe spécial estime que cette incidence devrait aussi être analysée dans la perspective à long terme de déterminer comment ces subventions influent sur la viabilité économique de la culture de coton upland aux États-Unis. L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne prescrit pas de méthode particulière pour déterminer si l'empêchement notable de hausses de prix est l'effet d'une subvention. Il est pour nous évident que la question de savoir si la production d'un produit particulier est supérieure à ce qu'elle aurait été en l'absence de la subvention est souvent une question fondamentale pour établir si l'effet de la subvention est un empêchement notable de hausses de prix. Toutefois, rien dans le texte de l'article 6 ne laisse entendre que cela ne peut être examiné que dans une perspective à court terme. D'après nous, le type d'effet d'une subvention sur la production qui est pertinent pour l'analyse au titre de l'article 6.3 c) peut aussi être mis en évidence selon une perspective à plus long terme axée sur la manière dont la subvention affecte les décisions des producteurs d'entreprendre ou de cesser des activités dans une branche de production donnée. Le Groupe spécial estime à cet égard que les éléments de preuve versés au dossier, et notamment les éléments de preuve concernant le rôle des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pour ce qui est de combler l'écart entre le revenu provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis et leurs coûts de production, étayent le point de vue selon lequel ces subventions ont une incidence à long terme sur la superficie et la production de coton upland en affectant les décisions prises par les exploitants cotonniers des États-Unis d'entreprendre ou de cesser de cultiver du coton. Le Groupe spécial examine cette question plus loin, dans la section X.B.9.

10.84 Le Groupe spécial va maintenant examiner les questions qui ont été soulevées dans la présente procédure en ce qui concerne spécifiquement la conception, la structure et la gestion des *versements anticycliques*. À cet égard, les parties ne sont pas d'accord i) sur le point de savoir si les ouvrages économiques récents mentionnés par les États-Unis contredisent l'allégation du Brésil selon laquelle les versements anticycliques ont des effets notables de distorsion des échanges et si des montants notables de versements découplés sont capitalisés dans la valeur foncière, la faisant augmenter, et ii) sur le point de savoir si l'existence de ce que le Brésil qualifie de lien fortement positif entre les exploitants de coton upland des États-Unis et la production de coton upland démontre que les versements anticycliques ont des effets notables sur la production.

10.85 Le Groupe spécial examine tout d'abord les ouvrages économiques récents mentionnés par les États-Unis.

10.86 Les **États-Unis** font valoir que des ouvrages économiques récents rendant compte des résultats de recherches fondées sur des données empiriques ne font état d'aucun élément de preuve indiquant que les versements anticycliques sont la cause de changements notables dans les plantations.[324] Selon les États-Unis, ces nouvelles études et analyses montrent que les versements

---

spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants versés au dossier …" Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 103.

[324] Les études mentionnées par les États-Unis sont les suivantes: "Risk Considerations in Supply Response: Implications for Counter-Cyclical Payments' Production Impact" de William Lin et Robert Dismukes (pièce US-34); "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" de Paul Westcott (pièce US-35); "US Agricultural Policy: Overview and Recent Analyses" de Edwin C. Young, Anne Effland, Paul Westcott et Demcey Johnson (pièce US-40); et "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments" de B. Goodwin et A. Mishra (pièce US-41).

anticycliques n'ont aucun effet sur les décisions en matière de production par culture et ont des effets minimes sur la production globale.

10.87 Le **Brésil**, pour sa part, critique les études mentionnées par les États-Unis et présente d'autres études nouvelles.[325] Il soutient que ces études sont compatibles avec la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle les versements anticycliques maintiennent des niveaux élevés de superficie, de production et d'exportations.[326]

10.88 Les **États-Unis** font également valoir que la question de savoir si les versements anticycliques sont capitalisés dans la valeur foncière, la faisant augmenter, a une incidence sur la mesure dans laquelle les versements anticycliques constituent pour les exploitants agricoles des incitations à accroître la production du coton upland. Si une partie notable des terres agricoles consacrées au coton upland est louée, et non possédée, par les exploitants et si la plupart des versements anticycliques finissent dans la valeur foncière, la faisant augmenter, et donc entre les mains des propriétaires terriens plutôt que des exploitants, il se peut que les versements n'aient guère d'effet sur la production. À cet égard, les États-Unis font référence à des études dont ils allèguent qu'elles constatent que les versements découplés, tels que les versements anticycliques, sont capitalisés en valeurs foncières et en loyers fonciers.[327]

10.89 Le **Brésil** fait valoir que la nature subordonnée aux prix des subventions anticycliques signifie qu'elles peuvent être très importantes au cours d'une campagne et faibles ou inexistantes au cours d'une autre et que, par conséquent, ces versements ne sont pas capitalisés en valeurs foncières aussi facilement que les versements découplés. Le Brésil estime qu'une comparaison des loyers fonciers réels et du montant des versements directs et anticycliques par acre démontre que seule une partie relativement faible des versements anticycliques pourrait être transformée en loyers fonciers ou capitalisée dans la valeur des terres.[328] Bien que le Brésil reconnaisse qu'il est possible que certains propriétaires terriens s'approprient une partie des versements anticycliques, cette évaluation ne change rien au fait que les versements anticycliques pour le coton upland sont liés aux prix et font augmenter la production et les exportations de coton upland des États-Unis.

10.90 Le Groupe spécial rappelle que, lorsqu'il a évalué l'incidence sur la production des versements anticycliques, le Groupe spécial initial s'est appuyé sur plusieurs études de l'USDA[329] pour conclure qu'en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements anticycliques "[pouvaient] indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de

---

[325] Les nouvelles études présentées par le Brésil sont les suivantes: "Are 'Decoupled' Farm Payments Really Decoupled? An Empirical Evaluation" de B. K. Goodwin et A. Mishra (pièce Bra-618); "Farm-Level Production Effect From Participation in Government Commodity Programs: Did the 1996 Federal Agricultural Improvement and Reform Act Make a Difference?" de Nigel Key, Ruben Lubowski et Michael Roberts (pièce Bra-566); "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study" de Christopher R. McIntosh, Jason F. Shogren et Erik Dohlman (pièce Bra-565); et "How Distorting Are Direct Payments?" de Erik J. O'Donoghue et James Whitaker (pièce Bra-568).

[326] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 144.

[327] Il s'agit de l'étude de l'ERS de l'USDA intitulée "Structure and Finances of US Farms: 2005 Family Farm Report" reproduite dans la pièce US-67 et de l'étude de l'OCDE intitulée "Panorama des études empiriques consacrées aux effets sur les superficies et la production des contrats de production flexibles mis en place aux États-Unis en vertu de la Loi FAIR et des paiements connexes relevant de réglementations supplémentaires" reproduite dans la pièce US-32.

[328] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 146 à 148.

[329] Les études comprennent le document de l'USDA intitulé "The 2002 Farm Act, Provisions and Implications for Commodity Markets" (novembre 2002), reproduit dans la pièce Bra-42, et un rapport de l'ERS de l'USDA au Congrès des États-Unis, daté de 2002 et figurant dans le document intitulé "Farm Program Payments and the Economic Viability of Production Agriculture", reproduit dans la pièce Bra-130.

revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations".[330] Comme les États-Unis le soulignent dans la présente procédure, ces études ne rendaient pas compte de la situation concernant le programme de versements anticycliques lui-même.[331] Le Groupe spécial considère donc que les études citées par les États-Unis et le Brésil dans la présente procédure sont pertinentes dans la mesure où elles fournissent de nouveaux renseignements dont ne disposait pas le Groupe spécial initial qui rendent compte de la situation concernant la gestion des versements anticycliques pour le coton upland. Aussi bien des universitaires que des fonctionnaires de l'USDA ont collaboré à ces récents ouvrages. Il s'agit, selon nous, de la série d'études la plus récente qui soit disponible. Le Groupe spécial a examiné ces nouveaux ouvrages et a soupesé avec soin les constatations des experts.[332] La conclusion que nous tirons de notre examen de ces ouvrages est la même que celle du Groupe spécial initial, à savoir qu'"en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements [anticycliques] peuvent indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations".[333]

10.91 S'agissant des ouvrages cités par les États-Unis, le Groupe spécial note qu'aucune des études récentes présentées par les États-Unis n'analyse spécifiquement la situation concernant les versements anticycliques en faveur des cultivateurs de coton upland. Nous constatons ce qui suit:

a) Au lieu des versements anticycliques, ce sont les versements ou programmes entièrement découplés qui existaient avant le programme de versements anticycliques (tels que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production), qui ont été étudiés. Par exemple, l'étude de Goodwin et Mishra publiée en 2005[334] examine dans quelle mesure les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ou de la Loi sur la transition du marché agricole (AMTA) prévus par la Loi FAIR ont influé sur les décisions en matière de superficie prises par une série d'exploitations, situées dans la zone de culture du maïs des États-Unis, qui cultivaient du maïs, du blé et des fèves de soja.

b) Au lieu d'études empiriques des effets des versements anticycliques:

   i) un examen d'autres études a été entrepris. L'article de Young, Effland, Westcott et Johnson[335] donne un aperçu des politiques agricoles récentes des États-Unis menées conformément aux Lois de 1996 et 2002 sur l'agriculture. L'article examine les analyses récentes concernant les effets de ces politiques;

   ii) une simulation des effets de ces versements a été effectuée. L'étude de Lin et Dismukes[336] s'efforce de simuler les effets au niveau de la superficie des versements anticycliques pour trois cultures – le maïs, les fèves de soja et le blé. La simulation repose sur un modèle concernant la superficie, calculé à partir de données par État pour la période de 1991 à 2001 (antérieure à l'entrée en vigueur des versements anticycliques), collectées auprès d'exploitations de la région Centre-Nord des États-Unis; et

[330] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.
[331] La Loi FSRI de 2002, qui autorisait pour la première fois les versements anticycliques, n'est entrée en vigueur que le 13 mai 2002. La période examinée par le Groupe spécial pour déterminer l'existence d'un préjudice grave "actuel" couvrait les campagnes de commercialisation 1999-2002.
[332] L'Appendice 1 (section XIII) contient un résumé des études présentées par les parties.
[333] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.
[334] Voir *supra* la note de bas de page 324.
[335] Voir *supra* la note de bas de page 324.
[336] Voir *supra* la note de bas de page 324.

iii) une analyse conceptuelle des effets des versements anticycliques a été entreprise. L'article de Westcott[337] examine le cas d'un hypothétique exploitant produisant du maïs qui plante en maïs la totalité de ses 100 acres de base de maïs. Il examine la manière dont les revenus de l'exploitant sont affectés par les versements anticycliques (entre autres subventions) en fonction du prix du marché obtenu.

Par conséquent, la pertinence de ces études pour le présent différend est quelque peu limitée. Nous notons aussi quelques différences dans le type et la qualité des études: certaines sont, ou sont censées être, publiées dans des revues savantes, tandis que d'autres sont des articles figurant dans des bulletins d'information ou des manuscrits non publiés.

10.92 Bon nombre de ces observations valent aussi pour les études présentées par le Brésil. Bien que les parties aient tiré des conclusions très différentes de ces études, le Groupe spécial a aussi constaté qu'elles convergeaient sur certains points importants. *Premièrement*, il n'y a pas de désaccord, dans les ouvrages récents cités par les deux parties, sur le fait que les versements anticycliques sont à même et risquent d'avoir des effets sur la production. *Deuxièmement*, les études citées par les parties concordent dans une certaine mesure sur les mécanismes par lesquels ces versements peuvent encourager une production supplémentaire. Une richesse accrue peut réduire l'aversion pour le risque, incitant les exploitants à accroître la production. L'existence de versements directs permettra aux exploitants ayant des difficultés à obtenir des crédits de financer l'achat d'une plus grande quantité d'intrants agricoles. Il se peut que les exploitants souhaitent produire plus étant donné que les versements anticycliques, qui varient en fonction du prix à la production, peuvent réduire le risque de baisse de revenu. Il se peut que les versements permettent aux producteurs de couvrir les coûts fixes et donc permettent aux exploitants marginaux qui seraient sinon forcés de cesser leurs activités de continuer à produire. Si les exploitants pensent que les versements futurs sont fondés sur la production actuelle, en raison de la possibilité d'actualiser la superficie de base, il se peut qu'ils augmentent la production actuelle des cultures pour lesquelles ils s'attendent à recevoir des versements futurs.[338]

10.93 Le point sur lequel les études divergent concerne leur évaluation de l'importance de ces effets sur la production. Les études citées par les États-Unis font valoir qu'il est probable que les effets sur la production des versements anticycliques seront faibles, tandis que les articles cités par le Brésil soutiennent que les effets sont substantiels. La quasi-totalité des articles se sont intéressés à la réaction aux versements des exploitants au niveau de la superficie. Il apparaît qu'il y a eu un regain d'intérêt de la part des chercheurs pour la question des effets sur la production des versements découplés. Il semblerait que ces ouvrages récents soient relativement divisés sur l'importance de l'incidence des versements anticycliques sur la production. On trouve dans les deux camps des universitaires et des économistes de l'USDA.

10.94 En ce qui concerne la question de savoir si les versements anticycliques sont capitalisés dans la valeur foncière, la faisant augmenter, le Groupe spécial estime que cela n'implique en aucun cas que les versements n'ont pas d'effets sur la production. Bien que l'étude de l'OCDE citée par les États-Unis soit arrivée à la conclusion que l'essentiel de l'incidence des versements au titre de contrats de flexibilité de la production et des versements d'aides pour perte de parts de marché se faisait sentir sur la valeur foncière, la faisant augmenter, il en restait apparemment suffisamment aux exploitants agricoles pour que cela crée un modeste effet sur la production. Étant donné que les versements anticycliques, contrairement aux versements au titre de contrats de flexibilité de la production, sont

[337] Voir *supra* la note de bas de page 324.

[338] Le Groupe spécial croit comprendre que la question de l'actualisation de la superficie de base n'est pas une question dont il est saisi.

subordonnés aux prix, il est présumé que l'effet sur la production des versements anticycliques sera supérieur à celui des versements au titre de contrats de flexibilité de la production.

10.95 Par conséquent, d'après notre évaluation, l'état actuel de ces recherches scientifiques et de ces recherches sur les politiques est tel que même si les experts ne sont pas d'accord entre eux sur l'importance exacte des effets sur la production des versements anticycliques, ils ne sont pas en désaccord sur l'orientation de ces effets ni sur les mécanismes par lesquels les effets sur la production sont transmis. Ainsi, les versements anticycliques peuvent accroître la production et ces effets sur la production se produisent car l'augmentation de la richesse réduit l'aversion pour le risque, la possibilité d'obtenir des versements atténue les difficultés de crédit et fournit une certaine garantie contre les fluctuations des revenus, et les versements permettent aux exploitants de couvrir les coûts de production fixes.

10.96 Le Groupe spécial examine maintenant les arguments du Brésil et des États-Unis sur la question de savoir si la relation entre les exploitants de coton upland recevant des versements anticycliques et la production de coton upland étaye une constatation selon laquelle les versements anticycliques, du fait de leur structure, de leur conception et de leur gestion, ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

10.97 Pour étayer son argument selon lequel la structure, la conception et la gestion des versements anticycliques isolent les producteurs de coton des États-Unis des forces du marché et stimulent ainsi la production, le **Brésil** fait observer qu'il subsiste une "forte relation positive" entre les détenteurs d'une superficie de base de coton upland recevant des versements anticycliques annuels et la production de coton upland.[339] L'écrasante majorité du coton upland des États-Unis est cultivée dans des exploitations détenant une base de coton upland. En outre, les éléments de preuve montrent également que l'étendue de la superficie de coton upland des bénéficiaires ayant planté une superficie supérieure à leur base de coton upland reste à un niveau bas par rapport à la période 1999-2001. Selon le Brésil, peu importe que, comme l'ont fait valoir les États-Unis, 40 pour cent environ de la superficie de base de coton upland ne soient pas plantés en coton upland et que 17 pour cent en moyenne de la superficie de coton upland se situent dans des exploitations ayant une superficie plantée en coton supérieure à la superficie de base de coton ou dans des exploitations n'ayant pas de superficie de base de coton.[340] Le Brésil fait observer que son allégation concerne le fait que les subventions anticycliques ont pour effet de *maintenir* la production de coton upland des États-Unis en permettant aux producteurs actuels de coton upland de poursuivre leurs activités, et qu'il ne fait pas valoir que les subventions anticycliques *incitent* à la production. Par conséquent, l'analyse devrait porter sur la relation entre les producteurs actuels de coton upland des États-Unis et les subventions anticycliques pour le coton upland. De ce point de vue, le fait essentiel est que l'écrasante majorité de la production actuelle de coton upland des États-Unis est réalisée par des producteurs antérieurs de coton upland qui reçoivent des versements anticycliques pour le coton upland. Le pourcentage de superficie de coton upland des États-Unis dans les exploitations ayant une superficie de base de coton upland est, pour l'essentiel, le même qu'au cours de la période considérée par le Groupe spécial initial. De même, le fait que les producteurs de coton ont planté en coton une superficie de 40 pour cent inférieure à celle plantée pendant la période de base est dénué de pertinence pour l'allégation du Brésil selon laquelle les subventions anticycliques reçues par les producteurs actuels de coton upland sont indispensables pour assurer la rentabilité des exploitations qui produisent bien actuellement du coton upland. De toute façon, ce pourcentage est pour l'essentiel le même que pendant la période considérée

[339] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 131. Le Brésil fait référence à la déclaration du Groupe spécial initial selon laquelle les éléments de preuve portés à sa connaissance faisaient apparaître "un lien fortement positif entre les bénéficiaires qui dé[tenaient] une superficie de base de coton upland et ceux qui continu[aient] à planter du coton upland …". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.637.

[340] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 153 à 165.

par le Groupe spécial initial. Le Brésil estime que le fait que, comme le font valoir les États-Unis, le coton upland des États-Unis était cultivé antérieurement et continue de l'être aujourd'hui dans certaines régions des États-Unis étaye l'argument du Brésil selon lequel, en prévoyant des versements anticycliques fondés sur la superficie de base antérieure, le Congrès des États-Unis entendait soutenir la production actuelle de coton upland.[341]

10.98 Les **États-Unis** font valoir que les données comparant la superficie de base et la superficie plantée ne démontrent pas que les versements anticycliques ont des effets notables sur la production. Le fait qu'il y a un certain chevauchement entre la production actuelle et la production antérieure de coton upland aux États-Unis n'est pas marquant. Ce qui est remarquable, c'est que les données montrent que les versements anticycliques n'incitent pas les bénéficiaires à continuer à planter du coton. Pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, 17 pour cent en moyenne de la superficie plantée en coton upland des États-Unis étaient situés dans des exploitations ayant une superficie plantée en coton supérieure à la superficie de base de coton ou dans des exploitations n'ayant pas de superficie de base de coton du tout. En outre, les producteurs traditionnels de coton des États-Unis recevant des versements anticycliques ont planté en coton une superficie inférieure d'environ 40 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 par rapport à la période utilisée pour le calcul de la superficie de base de coton.[342] Les tentatives du Brésil pour écarter ces faits parce que sans importance sont inexplicables et sans fondement. Étant donné que le Brésil fait valoir que les versements anticycliques incitent les producteurs des États-Unis à produire du coton même s'ils ne sont pas tenus de le faire pour recevoir les versements, il semble très important de savoir si, en fait, les producteurs des États-Unis détenant une superficie de base de coton upland continuent de produire du coton upland et, dans l'affirmative, s'ils produisent du coton d'une manière qui met en évidence les effets notables sur la production dont le Brésil allègue l'existence. Le Brésil n'explique pas quel rapport il y a entre le fait que 95 pour cent de la superficie plantée en coton upland des États-Unis étaient situés dans des exploitations qui détenaient une superficie de base de coton upland et son allégation selon laquelle les versements anticycliques ont des effets notables d'incitation à la production. Les États-Unis notent à cet égard qu'il existe la même "relation positive" entre la production de coton upland et les bénéficiaires de versements directs, dont il n'a pas été constaté qu'ils avaient des effets notables d'empêchement de hausses de prix dans la procédure initiale.[343] Les faits montrent que les exploitants des États-Unis recourent à la flexibilité en matière de plantation ménagée par les versements directs et anticycliques et que les versements anticycliques n'incitent pas les

[341] Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions n° 29 et 54 du Groupe spécial. Le Brésil estime que pendant la campagne de commercialisation 2005, 83 pour cent de la superficie plantée en coton correspondaient à la superficie de base de coton. Cela représente la part la plus importante de la superficie de coton upland des États-Unis. En outre, sur les 17 pour cent restants, 12 pour cent étaient situés dans des exploitations qui "plantaient une superficie supérieure" à leur superficie de base de coton et 5 pour cent étaient situés dans des exploitations qui n'avaient pas de superficie de base de coton upland. En d'autres termes, 95 pour cent de la superficie de coton upland des États-Unis sont situés dans des exploitations qui détiennent une base de coton upland. Selon le Brésil, ces faits démontrent qu'il subsiste une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland. S'agissant de l'argument des États-Unis selon lequel 40 pour cent de la superficie de base de coton upland ne sont pas actuellement plantés en coton upland, le Brésil fait remarquer qu'à aucun moment ces dernières années, la superficie de coton upland des États-Unis n'a été de 18,4 millions d'acres – étendue de la base de coton upland. Le niveau élevé de la base de coton upland par rapport à la production s'explique par le fait que, dans le cadre d'actualisations consécutives de la base, les exploitations des États-Unis ont choisi de ne procéder à une actualisation que dans les cas où cela faisait augmenter leur base de coton upland donnant lieu à des versements élevés. Dans les cas où cela faisait diminuer la base de coton upland donnant lieu à des versements élevés au profit de la base d'une culture donnant lieu à des versements plus faibles, les exploitations des États-Unis se sont abstenues de procéder à l'actualisation. Ainsi, la superficie de base de coton upland des États-Unis ne constitue pas une mesure fiable pour une comparaison avec la superficie annuelle de coton upland des États-Unis.

[342] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 220 à 225.

[343] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 263 à 266.

producteurs à cultiver du coton dans les cas où ils ne l'auraient pas fait en leur absence. Le coton upland est cultivé dans un nombre limité de régions des États-Unis où les conditions climatiques et autres sont idéales pour sa production. Le fait que de nombreux exploitants qui plantaient du coton upland dans le passé continuent d'en produire aujourd'hui signifie simplement qu'il est avantageux pour ces producteurs de cultiver du coton eu égard à leur expérience et à leurs compétences, à leur équipement et aux conditions particulières de culture. Par conséquent, ce qui est important pour évaluer les effets des versements anticycliques sur la production, ce n'est pas le pourcentage d'exploitations produisant du coton upland qui ont reçu des versements anticycliques pour le coton upland mais le niveau de la superficie plantée en coton par rapport à la superficie de base de coton upland.[344]

10.99 Le Groupe spécial note que le Groupe spécial initial a constaté l'existence d'un "lien fortement positif entre les bénéficiaires qui plant[aient] du coton upland au moment courant et ceux dont les versements [avaient] été calculés pour la superficie de base de coton upland et dont les versements [étaient] par conséquent calculés au taux de versement spécifique au coton upland".[345] Plus spécifiquement, le Groupe spécial a déterminé, sur la base des données fournies par les États-Unis, ce qui suit:

> "une très grande proportion d'exploitations ayant une superficie de base de coton upland continuent à planter du coton upland pendant l'année où a lieu le versement. Les données présentées font également apparaître que la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plantent du coton upland ont également une base de coton upland."[346] (note de bas de page omise)

10.100 Le Groupe spécial initial a fourni des chiffres sur ce lien dans les tableaux A-1 et A-2 de son rapport et a fait observer ce qui suit:

> "Ces chiffres font apparaître un lien fortement positif entre les bénéficiaires qui détiennent une superficie de base de coton upland et ceux qui continuent à planter du coton upland, bien qu'ils soient en droit de pratiquer d'autres cultures, ce qui témoigne du lien entre les versements calculés en fonction de la superficie de base de coton upland et les bénéficiaires qui plantent du coton upland. Ces chiffres montrent également que la production de coton upland dans le cadre des quatre programmes susmentionnés a lieu presque exclusivement dans les exploitations qui détiennent une superficie de base de coton upland."[347]

10.101 Le Groupe spécial initial a fait référence à ce lien positif pour étayer certains aspects de ses constatations concernant le préjudice grave.[348] S'agissant de la structure, de la conception et de la gestion des versements anticycliques, il a observé ce qui suit:

> "Nous sommes d'accord avec le point de vue des économistes de l'USDA selon lequel, en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements CCP peuvent indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations. Dans la fourchette de prix allant du taux de prêt jusqu'au prix

---

[344] Réponse des États-Unis à la question n° 29 du Groupe spécial; réponse des États-Unis à la question n° 54 du Groupe spécial, paragraphes 109 à 111.

[345] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.583.

[346] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.636. Le Groupe spécial a fourni des chiffres précis sur ces liens dans les tableaux A-1 et A-2.

[347] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.637.

[348] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1119, 7.1226 et 7.1302, note de bas de page 1417 et paragraphe 7.1362.

> d'objectif moins le taux de versement DP, les changements en ce qui concerne les revenus des producteurs dus à des variations des prix du marché sont partiellement compensés par les versements anticycliques si la culture faisant partie de la superficie de base est plantée, ce qui réduit le risque de baisse de revenu total associé à la variabilité des prix. *Nous avons confirmé qu'il existait une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland.* En outre, les versements sont obligatoires, compte tenu de certaines conditions sur le marché."[349] (notes de bas de page omises, pas d'italique dans l'original)

10.102 Les éléments de preuve fournis par le Brésil dans la présente procédure montrent que les faits relatifs au lien entre la superficie de base et la superficie plantée ne sont pas sensiblement différents des faits qui ont servi de base à la conclusion du Groupe spécial concernant l'existence d'un "lien fortement positif" entre les détenteurs d'une superficie de base de coton upland recevant des versements anticycliques annuels et la production de coton upland.[350] Les États-Unis n'ont pas remis en cause l'exactitude factuelle des données communiquées par le Brésil sur l'existence de ce lien. En d'autres termes, ils ne contestent pas que, comme le fait valoir le Brésil, l'écrasante majorité de la production actuelle de coton upland des États-Unis est réalisée par des producteurs antérieurs de coton upland qui reçoivent des versements anticycliques pour le coton upland. Par contre, les États-Unis contestent que ce lien étaye l'allégation d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable formulée par le Brésil. Toutefois, le Groupe spécial souscrit à l'avis du Brésil selon lequel ce lien entre les détenteurs d'une superficie de base de coton upland et la production de coton upland est important dans la mesure où il porte à croire que les versements anticycliques pour le coton contribuent à maintenir le niveau de la superficie et de la production à un niveau supérieur à ce qu'il serait en leur absence. En outre, comme il est indiqué plus haut, ce lien est pour l'essentiel le même que celui qui existait pendant la période considérée par le Groupe spécial initial. Nous ne voyons donc, dans la présente procédure, aucune raison d'arriver à une conclusion différente de celle du Groupe spécial initial sur cette question.

10.103 Le Groupe spécial constate donc qu'il existe un lien fortement positif entre les bénéficiaires de versements anticycliques pour le coton upland qui détiennent une superficie de base de coton upland et ceux qui continuent à planter du coton upland, et que ce facteur est un élément qui étaye une constatation selon laquelle les versements anticycliques, en raison de leur structure, de leur conception et de leur gestion, ont des effets d'empêchement de hausses de prix.

10.104 En conclusion, sur la base d'une analyse des arguments et éléments de preuve présentés au Groupe spécial dans la présente procédure au sujet de la structure, de la conception et de la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis, le Groupe spécial estime que ces subventions affectent le niveau de la superficie et de la production de coton upland des États-Unis à cause de leur nature impérative et subordonnée aux prix et de leur effet de stabilisation du revenu. À cet égard, le Groupe

---

[349] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.

[350] Le tableau 3 figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil montre que, pendant la campagne de commercialisation 2005, 95 pour cent de la superficie plantée en coton upland des États-Unis se trouvaient dans des exploitations qui recevaient des versements anticycliques pour le coton upland. Ce tableau est une mise à jour d'un tableau figurant dans le rapport du Groupe spécial initial qui montrait que le pourcentage de superficie plantée en coton upland dans les exploitations ayant une superficie de base de coton upland était de 92,9 pour cent pendant la campagne de commercialisation 1999, de 92,0 pour cent pendant la campagne 2000, de 91,3 pour cent pendant la campagne 2001 et de 96,1 pour cent pendant la campagne 2002. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.636, tableau A-2. En outre, le Groupe spécial note que si les États-Unis soulignent que 40 pour cent de la superficie de base de coton upland ne sont pas plantés en coton upland, le Brésil a fait observer que, pendant la période considérée par le Groupe spécial initial, ce pourcentage était similaire.

spécial souscrit à l'avis du Groupe spécial initial selon lequel ces subventions protègent ou "isolent" les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis lorsque les prix sont bas. Il est important de souligner, cependant, que pour déterminer si la structure, la conception et la gestion de ces subventions étayent une constatation de l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix *dans les conditions factuelles actuelles*, nous devons examiner ce facteur conjointement avec d'autres faits. Le Groupe spécial considère à cet égard que, pris conjointement avec d'autres éléments de preuve versés au dossier, y compris le fait que le cours mondial ajusté a été, durant la plupart des campagnes récentes, inférieur au taux de prêt à la commercialisation, l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, le poids de ces subventions en tant qu'élément des revenus des producteurs de coton upland des États-Unis et leur rôle dans la couverture d'une part importante des coûts de production de ces producteurs[351], il est raisonnable de conclure que, sans ces subventions, il est probable que le niveau de la superficie et de la production de coton upland des États-Unis serait notablement inférieur.

10.105 Comme cela a été exposé plus haut[352], le Groupe spécial initial s'est appuyé sur la conception, la structure et la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques ainsi que sur l'importance des subventions. Nous allons donc maintenant examiner l'argument du Brésil selon lequel l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques étaye une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable.

6. "Grande importance" alléguée des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques

a) Principaux arguments des parties

10.106 Le **Brésil** fait valoir que l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués par les États-Unis au titre de la Loi FSRI de 2002 demeure très grande et que cela constitue un élément de preuve étayant l'existence d'un lien de causalité entre ces deux subventions et l'empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland. L'élimination des versements au titre du programme Step 2 n'a pas beaucoup réduit l'importance générale des subventions subordonnées aux prix.[353] Le Brésil estime que le poids de l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques doit être évalué compte tenu du fait que, ainsi que l'a constaté le Groupe spécial initial, ces subventions sont accordées pour un produit fongible faisant l'objet d'un important commerce. À cause du taux de subventionnement élevé procédant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les producteurs et les exportateurs des États-Unis jouissent d'un avantage notable par rapport à leurs concurrents pour ce qui est d'obtenir des ventes sur le marché mondial. Le Brésil estime que la grande importance des versements au titre de prêts à la commercialisation est très significative étant donné que, de par leur nature, ces versements faussent les échanges. Les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans la procédure initiale et les rapports des groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *Indonésie – Automobiles* et *Corée –*

[351] *Infra*, sections X.B.6 et X.B.9.
[352] *Supra*, paragraphes 10.66 et 10.67.
[353] Le Brésil affirme que, tandis que le taux de subventionnement *ad valorem* procédant des versements au titre du programme Step 2 était de 6,7 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005, le taux de subventionnement *ad valorem* procédant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2005 était de 42 pour cent.

Navires de commerce étayent le point de vue selon lequel le montant d'une subvention est un facteur important à prendre en considération dans une analyse de l'empêchement de hausses de prix.[354]

10.107 Les **États-Unis** estiment que le Brésil ne démontre pas que l'ampleur des dépenses au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étaye l'existence d'un lien de causalité entre ces versements et l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix.[355] Le fait de qualifier les montants annuels des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques d'"importants" ou de "très importants" ne dit rien au sujet des effets de ces versements sur les prix du marché mondial. Un examen de l'ampleur des dépenses effectuées au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne peut pas être utile sans un examen effectif de la conception, de la structure et de la gestion de ces programmes. Le Brésil ne présente aucun élément de preuve pour étayer son affirmation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques confèrent un "énorme avantage" aux producteurs et exportateurs des États-Unis "pour ce qui est d'obtenir des ventes" sur le marché mondial. Bien qu'il apparaisse que le Brésil laisse entendre que les exportateurs des États-Unis utilisent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pour favoriser la sous-cotation des prix du coton étranger, le Brésil ne fournit aucun élément de preuve à l'appui de cette affirmation. De plus, il n'a pas expliqué la pertinence de cette affirmation pour son allégation, qui est une allégation d'empêchement de hausses de prix et non de sous-cotation des prix.[356]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.108 Le Groupe spécial initial a estimé qu'une quantification précise du montant d'une subvention n'était pas nécessaire dans le cadre d'une analyse du préjudice grave au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*[357], mais que "l'ordre d'importance général d'une subvention [pouvait] être un facteur pertinent dans une analyse du préjudice grave dans une affaire donnée (lorsqu'un tel renseignement [était] probant et facile à obtenir)".[358] Le Groupe spécial a noté que du fait qu'il disposait de renseignements qui avaient été faciles à obtenir concernant l'ordre d'importance général de bon nombre des subventions en cause, il en tiendrait compte pour déterminer s'il existait ou non un empêchement notable de hausses de prix et/ou un préjudice grave.[359] Le Groupe spécial a invoqué l'importance des subventions en cause, qu'il a qualifiées de "très important[e]s", comme facteur étayant ses constatations de l'existence d'un empêchement de hausses de prix[360], du caractère notable de cet empêchement de hausses de prix[361] et de l'existence d'un lien de causalité entre certaines subventions subordonnées aux prix et l'empêchement notable de hausses de prix dont il avait constaté l'existence.[362]

---

[354] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 107 à 119; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 167 à 179.

[355] Les États-Unis traitent cette question dans le cadre de leurs arguments sur la conception, la structure et la gestion des subventions en cause. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 236 à 241; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 276 à 280.

[356] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 236 à 241; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 276 à 280.

[357] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1167, 7.1177 et 7.1179.

[358] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1289.

[359] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194. Les "renseignements qui [avaient] été faciles à obtenir" mentionnés par le Groupe spécial étaient les renseignements qui figuraient à la section VII:D et dans la note de bas de page 895 de son rapport.

[360] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1297 et 7.1308.

[361] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1332.

[362] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1349.

10.109 L'Organe d'appel a été d'avis que le Groupe spécial initial n'avait pas fait erreur dans son évaluation du montant des subventions aux fins de son analyse au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[363] Il a aussi été d'avis que l'importance d'une subvention et son rapport avec les prix était un facteur pertinent à prendre en considération dans une analyse de la question de savoir si une subvention avait pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable[364], mais que l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne faisait pas obligation à un groupe spécial "de quantifier avec précision le montant d'une subvention qui apport[ait] des avantages au produit en cause dans chaque cas. Une quantification précise définitive de la subvention n'[était] pas prescrite".[365] L'Organe d'appel a aussi considéré que même si le Groupe spécial aurait pu être plus explicite au sujet de ce qu'il entendait par les "montants très élevés" des subventions, les renseignements portés à sa connaissance étayaient manifestement ses assertions générales concernant l'importance des subventions.[366]

10.110 Nous avons présenté dans les tableaux 1 et 2 un résumé des données versées au dossier concernant l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.[367] Les éléments de preuve portés à la connaissance du Groupe spécial indiquent que pendant la campagne de commercialisation 2005, le montant total des versements au titre de prêts à la commercialisation en faveur des producteurs de coton upland et des versements anticycliques imputés au coton upland était plus élevé que pendant la campagne de commercialisation 2002.[368] Nous relevons également que le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2005 a été du même ordre d'importance que le montant total, au cours de la campagne de commercialisation 2002, des subventions subordonnées aux prix visées par la constatation de l'existence d'un préjudice grave

---

[363] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 473.

[364] L'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> "Tout d'abord, en ce qui concerne le texte de l'article 6.3 c), nous relevons que cette disposition ne dit pas explicitement qu'un groupe spécial doit quantifier le montant de la subvention contestée. Toutefois, pour évaluer si "la subvention … a pour effet d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable", et en définitive de causer un préjudice grave, un groupe spécial devra examiner les effets de la subvention sur les prix. L'importance de la subvention est un facteur important dans cette analyse. Une subvention importante qui est étroitement liée aux prix du produit considéré aura probablement une plus forte incidence sur les prix qu'une petite subvention qui est moins étroitement liée aux prix. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus la subvention en faveur d'un produit donné est petite, plus la mesure dans laquelle elle affectera les coûts ou les revenus du bénéficiaire sera faible, et plus son incidence probable sur les prix demandés par le bénéficiaire pour le produit en question sera faible. Toutefois, l'importance d'une subvention n'est que l'un des facteurs qui peuvent être pertinents pour la détermination des effets d'une subvention contestée. Un groupe spécial doit évaluer l'effet de la subvention en tenant compte de tous les facteurs pertinents."

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 461 (note de bas de page omise).

[365] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 467.

[366] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 468.

[367] *Supra*, paragraphes 10.24 et 10.32.

[368] Ainsi que l'indiquent les tableaux 1 et 2, le montant total des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2005 s'est élevé à 1,269 milliard de dollars EU et le montant des versements anticycliques imputés au coton upland a été de 838 millions de dollars EU. Le montant total des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis s'est élevé à 2,107 milliards de dollars EU pendant la campagne de commercialisation 2005. Au cours de la campagne de commercialisation 2002, le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation a atteint 898 millions de dollars EU, tandis que le montant des versements anticycliques imputés au coton upland a été de 851,5 millions de dollars EU.

"actuel" formulée par le Groupe spécial initial.[369] Dans le même temps, nous notons aussi que le montant des versements prévus au titre de prêts à la commercialisation au cours de la campagne de commercialisation 2006 est notablement inférieur au montant de ces versements effectués pendant la campagne de commercialisation 2005.[370]

10.111 Le Groupe spécial considère, à la lumière de l'approche suivie par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale, que pour déterminer si l'importance des subventions en cause dans la présente procédure étaye une constatation établissant que ces subventions ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, il est nécessaire d'examiner ce facteur par rapport à d'autres facteurs. La pertinence de l'importance des subventions dans ce contexte doit donc aussi être évaluée à la lumière de notre analyse ci-dessus de la structure, de la conception et de la gestion des subventions. Nous rappelons, à cet égard, notre conclusion concernant le grand effet de stabilisation du revenu de ces subventions impératives et subordonnées aux prix. En ce qui concerne le dernier point, les éléments de preuve portés à notre connaissance indiquent que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques jouent un rôle notable dans la stabilisation des revenus des producteurs de coton upland des États-Unis.[371] La part des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques dans les revenus totaux des producteurs de coton upland des États-Unis a été de 35 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2004 et de 27 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005.[372] Ces données sur la part des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques dans les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis sont particulièrement importantes compte tenu de notre constatation concernant l'écart entre les coûts de production et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis.[373] À notre avis, considéré conjointement avec d'autres facteurs, l'ordre d'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques étaye une constatation de l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix, même lorsque l'on prend en compte la diminution du montant des versements au titre de prêts à la commercialisation qui est prévue pour la campagne de commercialisation 2006.[374]

---

[369] Selon le tableau 6 figurant dans la première communication écrite du Brésil, le montant des versements au titre du programme Step 2 pendant la campagne de commercialisation 2002 a atteint 429 millions de dollars EU. Aucun versement d'aide pour perte de parts de marché n'a été effectué pendant la campagne de commercialisation 2002. Le montant total des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland et des versements au titre du programme Step 2 en faveur des utilisateurs et des exportateurs de coton upland a donc atteint 2,179 milliards de dollars EU pendant la campagne de commercialisation 2002.

[370] Ainsi que nous le mentionnons ci-dessus, le Brésil a fait état de trois prévisions différentes concernant le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2006: 650 millions de dollars EU, 475 millions de dollars EU et 757 millions de dollars EU. Le Brésil fait valoir que la prévision la plus récente et la plus fiable est celle de février 2007 de l'USDA (757 millions de dollars EU). Toutefois, même si nous prenons le plus faible des trois chiffres mentionnés par le Brésil, nous notons qu'il est prévu que le montant total des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2006 soit très supérieur à 1 milliard de dollars EU.

[371] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 133, graphique 8; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 du Groupe spécial, paragraphe 72, graphique 1.

[372] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 135.

[373] *Infra*, section X.B.9.

[374] *Supra*, note de bas de page 370.

7. Existence alléguée d'un "lien entre les niveaux élevés des subventions des États-Unis et les niveaux élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis"

a) Principaux arguments des parties

10.112 Le **Brésil** fait valoir qu'il subsiste un lien fort entre les niveaux élevés des subventions accordées par les États-Unis et les niveaux élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, qui s'explique par le fait que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques isolent les producteurs de coton des États-Unis des signaux des prix du marché.[375] Le Brésil affirme à cet égard qu'indépendamment du type de prix examiné, la superficie plantée, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas notablement aux prix du marché et ont notablement augmenté ces dernières années.[376,377] Le Brésil présente des graphiques qui démontrent qu'alors que la superficie des États-Unis n'a apparemment aucun rapport avec les prix à terme, la superficie à l'étranger réagit aux fluctuations des prix attendus.[378] Il présente aussi des graphiques qui démontrent que la production et les exportations de coton upland des États-Unis ne réagissent pas de manière notable aux variations ou aux niveaux absolus du prix agricole aux États-Unis.[379]

10.113 Le Brésil fournit un tableau indiquant les niveaux des superficies plantées et récoltées, des rendements et de la production et des exportations de coton upland aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2005 qui ont été atteints la faveur de la protection des revenus accordée aux producteurs de coton upland des États-Unis de par les effets des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

[375] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 137.

[376] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 139 à 149; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 209 à 231.

[377] Le Brésil affirme que la superficie plantée aux États-Unis, après avoir légèrement diminué pendant les campagnes de commercialisation 2002 et 2003, a par la suite augmenté lors de chaque campagne. On estime que la superficie pour la campagne de commercialisation 2006, qui a été plantée au printemps de 2006, sera la plus élevée enregistrée sur les cinq dernières campagnes, et qu'avec 14,96 millions d'acres, elle ne sera inférieure que d'un demi-million d'acres au niveau record des dix dernières campagnes atteint pendant la campagne de commercialisation 2001. Dans l'ensemble, la superficie plantée aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 est restée à des niveaux qui sont similaires aux moyennes des dix et 15 dernières campagnes – périodes pendant lesquelles les producteurs de coton upland des États-Unis ont également bénéficié d'importantes subventions accordées par les États-Unis. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 140 et pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use).

[378] Première communication écrite du Brésil, graphique 9; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, graphiques 8 et 9.

[379] Première communication écrite du Brésil, graphiques 10 et 11.

Tableau 5: Production, exportations et superficie de coton upland des États-Unis, campagnes de commercialisation 1999-2006

Campagne de commercialisation	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production (millions de balles)	16,294	16,799	19,603	16,531	17,823	22,505	23,260	
Exportations (millions de balles)	6,303	6,303	10,603	11,266	13,220	13,618	17,437	
Superficie plantée (millions d'acres)	14,584	15,347	15,499	13,714	13,301	13,409	13,975	14,995
Superficie récoltée (millions d'acres)	13,138	12,884	13,560	12,174	11,826	12,809	13,534	
Rendement (balles par acre)	1,240	1,304	1,446	1,358	1,507	1,757	1,719	

Source: Première communication écrite du Brésil, tableau 12.[380]

10.114 Le Brésil affirme que le niveau sans précédent de la production de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2001 a été dépassé de 15 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2004 et que la production a atteint un autre niveau record pendant la campagne de commercialisation 2005. Au cours de la campagne de commercialisation 2005, la production a été supérieure de 43 pour cent à celle enregistrée pendant la campagne de commercialisation 1999.[381] Depuis la campagne de commercialisation 1999, la croissance des exportations des États-Unis a même été plus rapide que celle de la production. Pendant la campagne de commercialisation 2005, les exportations de coton upland des États-Unis ont été supérieures de 177 pour cent à celles enregistrées pendant la campagne de commercialisation 1999. Les volumes d'exportations des États-Unis ont atteint de nouveaux records pendant chacune des campagnes de commercialisation 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005. Au cours de la campagne de commercialisation 2005, les exportations ont en fait été plus élevées que la *production* totale de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999, 2000 et 2002.[382]

10.115 Le Brésil estime qu'en faisant valoir que leurs producteurs de coton ne sont pas isolés des signaux du marché, les États-Unis avancent des arguments qui ont déjà été rejetés dans le cadre de la procédure initiale. Selon le Brésil, les États-Unis demandent en fait au présent Groupe spécial d'infirmer la constatation du Groupe spécial et de l'Organe d'appel selon laquelle la structure, la conception et la gestion des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques isolent les producteurs de coton upland des États-Unis des forces du marché en stabilisant leur revenu à des niveaux très élevés. Des effets défavorables au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* résultent non pas des augmentations en tant que telles, mais du fait que les niveaux de la production et des exportations sont supérieurs à ce qu'ils auraient été en l'absence des subventions. En l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les producteurs des États-Unis auraient davantage réagi aux signaux des prix du marché. Le fait même que les parts de la production et des exportations mondiales détenues par les États-Unis sont demeurées stables est une preuve de l'effet des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.[383]

[380] Le Brésil a établi ce tableau à partir de la pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use) et, pour la superficie plantée pendant la campagne de commercialisation 2006, de la pièce Bra-449 (Cotton and Wool Outlook, USDA, octobre 2006, page 9, consulté en octobre 2006 à l'adresse suivante: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-10-13-2006.pdf). Le Brésil note qu'il n'est pas encore possible d'obtenir des éléments de preuve sur la superficie récoltée, le rendement par acre récoltée, la production et les exportations pour la campagne de commercialisation 2006.

[381] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 147.

[382] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 148.

[383] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 195 à 208. Le Brésil estime aussi que la part de la production mondiale détenue par les États-Unis a en fait augmenté pendant la campagne de commercialisation 2005.

10.116 Le Brésil estime que l'argument avancé par les États-Unis selon lequel il faudrait expliquer les décisions en matière de plantation de coton aux États-Unis par le rapport entre les prix à terme du coton upland et ceux des fèves de soja a déjà été rejeté par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le cadre de la procédure initiale et n'est pas étayé par les éléments de preuve présentés par les États-Unis.[384]

10.117 Les **États-Unis** font valoir que les producteurs et exportateurs de coton upland des États-Unis ont réagi aux signaux du marché et ne sont pas isolés par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. *Premièrement*, la stabilité des parts de la production et des exportations mondiales détenues par les États-Unis confirme que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'isolent pas les producteurs des États-Unis des signaux du marché.[385] Le fait que ces parts ont été stables montre que les producteurs de coton upland des États-Unis sont affectés par les signaux du marché de la même manière que les producteurs étrangers.[386] Selon les États-Unis, le Brésil n'apporte aucune réponse crédible à la question fondamentale à cet égard – si les producteurs des États-Unis continuent de planter et de produire et que les exportateurs des États-Unis continuent d'exporter dans des circonstances où "tout producteur non subventionné rationnel" aurait "réduit les plantations, la production et les exportations", pourquoi la part de la production mondiale et des exportations mondiales détenue par les États-Unis ne s'est-elle pas accrue pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002?[387] Les États-Unis estiment qu'ils n'ont pas fait valoir qu'il n'était possible de constater l'existence d'effets défavorables au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* que s'il y avait des augmentations de la production, de la superficie et des exportations, mais que l'accroissement de la part de la production détenue par les États-Unis était une conséquence nécessaire de la théorie de l'isolement du marché avancée par le Brésil.

10.118 *Deuxièmement*, les États-Unis font valoir que le Brésil ne montre pas l'existence du lien fort allégué entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et la superficie plantée, la production et les exportations des États-Unis. L'analyse par le Brésil de la réactivité de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis aux prix est viciée en ce sens qu'elle ne tient pas dûment compte des facteurs pris en considération par les exploitants des États-Unis lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière de production. Comme les exploitants ne tiennent pas seulement compte des prix à terme du coton, mais également d'autres facteurs, tels que les conditions climatiques, les prix des cultures concurrentes, les évolutions technologiques, les prix de la main-d'œuvre et des intrants et les efforts de commercialisation, il n'est pas étonnant que la superficie plantée n'ait pas de corrélation avec les prix à terme du coton.[388]

---

[384] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 214 et 215.

[385] Première communication écrite des États-Unis, section VI.C.2 a). Aux paragraphes 243 et 247 de leur première communication écrite, les États-Unis présentent des graphiques qui montrent que leurs parts de la production et des exportations mondiales de coton upland sont demeurées stables pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002. Aux paragraphes 283 et 284 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis présentent des graphiques qui montrent que leur part de la production mondiale était stable depuis bien longtemps avant que le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation ou le programme de versements anticycliques n'entrent en vigueur.

[386] Concernant l'accroissement de leur part des exportations mondiales au cours des campagnes de commercialisation 1999-2002, les États-Unis font valoir que cet accroissement ne reflétait pas une augmentation de leur part de la production mondiale. Autrement dit, les producteurs des États-Unis n'accroissaient pas leur production par rapport aux producteurs étrangers pour augmenter leur part du marché, comme le Brésil l'a laissé entendre. En revanche, une proportion plus grande de la production des États-Unis a été exportée. Cela était dû à la baisse de l'utilisation industrielle aux États-Unis par suite de la moindre compétitivité de l'industrie textile des États-Unis et de la hausse des importations de textiles et de vêtements des États-Unis au cours de la même période. Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 249.

[387] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 283.

[388] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 255 à 261.

S'agissant de la comparaison faite par le Brésil entre la production de coton des États-Unis et le prix agricole, les États-Unis estiment que le Brésil suppose d'abord, à tort, que les décisions en matière de plantation pourraient être expliquées par un examen des seuls prix du coton. De plus, en comparant la production de coton upland des États-Unis pendant une campagne de commercialisation avec le prix agricole moyen aux États-Unis pendant la même campagne de commercialisation, le Brésil suppose que les exploitants des États-Unis savent à l'époque de la plantation quel sera le prix agricole réel au cours de la prochaine campagne de commercialisation, qui ne commence pas avant août. Enfin, les producteurs ne prennent pas de décision en matière de production, mais en matière de plantation. La production finale est affectée par les conditions climatiques et d'autres facteurs agissant sur les rendements.[389]

10.119 Les États-Unis font valoir qu'il ressort du graphique[390] présenté par le Brésil que la superficie à l'étranger (même la superficie récoltée) est supérieure de plusieurs ordres d'importance à la superficie plantée des États-Unis. Si l'on représente graphiquement leurs évolutions, il apparaîtra clairement que la superficie plantée des États-Unis est stable comparativement à la superficie à l'étranger.[391] Les États-Unis estiment également que la comparaison de la superficie aux États-Unis et à l'étranger avec les prix à terme du coton upland montre que ni la superficie récoltée aux États-Unis ni la superficie récoltée à l'étranger n'évaluent un étroit parallèle avec les seuls prix à terme du coton.[392]

10.120 Les États-Unis font valoir que les augmentations "absolues" de la production des États-Unis sont "l'effet" d'une amélioration des rendements, et non des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[393]

10.121 Le **Brésil** estime que les États-Unis ne sont pas légitimement fondés à alléguer que seuls les rendements accrus étaient à l'origine de l'augmentation de la production et des exportations des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005. Le Brésil convient que pour la partie de la superficie plantée en coton upland des États-Unis qui aurait été plantée même sans les effets des subventions des États-Unis, seuls les rendements accrus était à l'origine d'une augmentation de la production et des exportations qui en résultaient. Cependant, pour la partie de la superficie plantée en coton upland des États-Unis qui n'aurait pas été plantée en l'absence des revenus provenant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les rendements accrus obtenus sur ces superficies – et par conséquent aussi la production et les exportations qui en résultent– sont liés aux effets des subventions des États-Unis.[394]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.122 Le Groupe spécial note qu'à l'appui de son argument selon lequel il existe un lien fort entre les niveaux élevés des subventions versées par les États-Unis et les niveaux élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis, le Brésil fait valoir que les producteurs de coton des États-Unis sont isolés des signaux des prix du marché.[395] De l'avis du Brésil, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques subordonnés aux prix font que

[389] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 262 et 263. Les États-Unis font aussi valoir que, si l'on compare la production aux États-Unis et à l'étranger avec les fluctuations de l'indice A, la même "absence" alléguée de "lien" entre les niveaux absolus de production et les prix apparaît clairement dans les deux cas. Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 265.

[390] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 221, graphique 8.

[391] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 303.

[392] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 308.

[393] Première communication écrite des États-Unis, section VI.C.3, page 87. Voir aussi la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, section IV.C.2, page 108.

[394] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 229 à 231.

[395] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 137.

le revenu total par unité des producteurs de coton upland des États-Unis continue dans une large mesure à ne pas être affecté par les fluctuations des prix. Le Brésil fait référence à cet égard aux constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale.

10.123 Le Brésil a également cherché à fournir des éléments de fait à l'appui de son argument selon lequel les producteurs des États-Unis ne réagissaient pas aux signaux des prix du marché en comparant la superficie plantée des États-Unis et les prix à terme du coton. Il fait valoir que, tout comme pendant la période évaluée par le Groupe spécial initial, la superficie plantée des États-Unis continue de n'avoir apparemment aucun rapport avec les signaux des prix du marché.[396] En revanche, les États-Unis affirment que le prix à terme du coton n'est pas la seule base sur laquelle un exploitant s'appuie pour prendre sa décision en matière de plantation car de nombreux cultivateurs, aux États-Unis et ailleurs, ont plusieurs cultures de remplacement à prendre en considération. À cet égard, les États-Unis font observer qu'une comparaison entre, d'une part, la superficie plantée en coton upland des États-Unis et, d'autre part, le ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja réfute l'argument du Brésil selon lequel les producteurs de coton des États-Unis sont isolés des signaux des prix du marché.[397] Le Brésil conteste le fait que cette comparaison étaye l'argument des États-Unis.[398]

10.124 Le Groupe spécial constate que les données présentées par le Brésil étayent son argument selon lequel les prix à terme du coton ne semblent pas expliquer la superficie plantée en coton des États-Unis. Le Groupe spécial souscrit également au point de vue du Brésil selon lequel les éléments de preuve présentés par les États-Unis concernant le rapport entre, d'une part, le ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja et, d'autre part, la superficie plantée des États-Unis n'expliquent pas de manière satisfaisante les changements observés, en particulier pour les campagnes de commercialisation 2003 à 2006. Le Groupe spécial note, à cet égard, que le ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja et la superficie plantée en coton des États-Unis n'ont évolué dans le même sens que pendant la campagne de commercialisation 2006. Au cours de la campagne de commercialisation 2003, le ratio des prix terme du coton à ceux des fèves de soja a fortement augmenté alors que la superficie plantée en coton a diminué. Le ratio a diminué pendant les

[396] Le graphique 9 figurant dans la première communication écrite du Brésil établit une comparaison entre le prix moyen en février du contrat à terme de décembre pour le coton (un indicateur des attentes des exploitants avant la plantation en ce qui concerne les prix du marché au début de la campagne de commercialisation) et la superficie plantée en coton upland des États-Unis. Le Brésil fait valoir que ce graphique montre que la superficie plantée des États-Unis n'a pas évolué parallèlement aux prix à terme durant au moins trois des quatre dernières saisons de plantation. Il fait valoir que le graphique démontre qu'en 2003, la superficie plantée des États-Unis a diminué alors que les prix à terme faisaient apparaître des prix beaucoup plus élevés pour la récolte de décembre 2003. De même, en février 2004, la superficie plantée n'a que faiblement augmenté (108 000 acres) alors que les prix en février du contrat à terme de décembre se situaient à leur plus haut niveau depuis les cinq dernières années. Et alors que les prix à terme ont notablement baissé en février 2005, les exploitants de coton upland des États-Unis ont planté 566 000 acres de plus que l'année précédente. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 143.

[397] Ainsi, en janvier, février et mars, les cultivateurs des États-Unis considéraient les niveaux des prochains contrats à terme de décembre pour le coton, de septembre pour le maïs et de novembre pour les fèves de soja. Pour le démontrer, les États-Unis présentent un autre graphique qui compare la superficie plantée des États-Unis avec le ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja. Ils allèguent que ce graphique montre que lorsque le prix à terme attendu du coton est élevé par rapport à celui des fèves de soja, la superficie plantée tend à augmenter. Lorsque c'est l'inverse – et que le ratio est faible – la superficie plantée en coton tend à diminuer. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 257 à 259.

[398] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 215. Le Brésil affirme qu'un examen minutieux du graphique présenté par les États-Unis démontre que la superficie des États-Unis et le ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja n'évoluent en parallèle qu'au cours de trois des huit campagnes mentionnées. Au cours des cinq autres campagnes, il y a soit une évolution dans des sens opposés (trois campagnes), soit une évolution dans le même sens, mais à des degrés très différents (deux campagnes). De l'avis du Brésil, il ne s'agit guère d'un élément de preuve établissant que la superficie de coton upland des États-Unis réagit "de façon générale" au ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja.

campagnes de commercialisation 2004 et 2005, alors que la superficie plantée a augmenté au cours de ces deux campagnes. Ainsi, même si l'on souscrit à l'argument des États-Unis selon lequel les prix à terme des cultures de remplacement du coton doivent être pris en compte, les données n'étayent pas le rôle important de ce ratio des prix à terme du coton à ceux des fèves de soja.

10.125 Le principal argument avancé par les États-Unis pour réfuter l'argument du Brésil selon lequel les producteurs de coton upland des États-Unis ne réagissent pas aux signaux des prix du marché concerne la stabilité relative de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis pendant toute la durée d'application de la Loi FSRI de 2002. De l'avis des États-Unis, leur part stable de la production mondiale témoigne du fait que la production des États-Unis a augmenté et diminué en grande partie de la même façon que la production dans le reste du monde, ce qui sape les allégations du Brésil selon lesquelles les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont "isolé" les producteurs des États-Unis des signaux des prix du marché mondial.[399] Comme le disent les États-Unis, quels que soient les signaux envoyés par le "marché mondial", les producteurs des États-Unis les reçoivent clairement et y répondent à peu près de la même manière que leurs concurrents étrangers.[400] De même, les augmentations du volume des exportations des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 n'étaient pas démesurément supérieures à l'augmentation du volume des exportations effectuées par les fournisseurs étrangers. De l'avis des États-Unis, cela indique que, contrairement à ce que le Brésil allègue, leurs exportations étaient affectées par les changements survenant sur le marché à peu près de la même manière que les exportations des producteurs étrangers.[401]

10.126 Le Brésil a répondu en faisant valoir que la décision économique pertinente des producteurs de coton qu'il fallait examiner ne concernait pas la production ni les exportations, mais la superficie plantée. Toutefois, il apparaît que ni le Brésil ni les États-Unis n'ont accès à des données récentes sur la superficie plantée à l'étranger. Le Brésil présente un graphique qui compare la superficie plantée aux États-Unis et la superficie récoltée à l'étranger avec les variations des prix à terme du coton.[402] Se reportant à ce graphique, il soutient que la superficie récoltée à l'étranger et les prix à terme ont varié dans le même sens au cours de sept campagnes sur huit. Par contre, la superficie plantée aux États-Unis et les prix à terme n'ont varié dans le même sens qu'au cours de trois campagnes sur huit. Pendant les cinq autres campagnes, ils ont évolué dans des sens différents.[403] Les États-Unis s'élèvent contre la comparaison parce que le Brésil compare la superficie récoltée à l'étranger (plutôt que la superficie plantée à l'étranger) avec la superficie plantée aux États-Unis.

10.127 Le fait que la part de la production et des exportations mondiales de coton détenue par les États-Unis est demeurée relativement constante pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 semble nous indiquer que les producteurs des États-Unis ont accru leur production et leurs exportations d'une manière à peu près proportionnée à celle des producteurs de coton étrangers. À notre avis, l'allégation du Brésil selon laquelle les producteurs des États-Unis sont isolés des signaux des prix du marché vaut en particulier lorsque les prix attendus sont inférieurs à leurs niveaux d'intervention (le taux de prêt du marché ou le prix d'objectif dans le cadre du programme de versements anticycliques). Toutefois, le degré d'isolement est moindre lorsque les prix du coton attendus sont supérieurs à leurs niveaux d'intervention. Dans une telle situation, les producteurs de coton des États-Unis devraient réagir aux prix plus élevés du coton attendus à peu près de la même manière que les producteurs de coton étrangers. Le Groupe spécial est donc d'avis que la part stable de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis ne signifie pas que les

[399] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 244.
[400] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 285.
[401] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 248.
[402] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, graphique 9.
[403] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 224.

producteurs des États-Unis ne sont pas isolés des signaux des prix du marché. Elle signifie que le degré d'isolement par rapport aux prix constaté par le Groupe spécial initial est désormais moindre, peut-être parce que les prix ne sont pas aussi déprimés qu'ils l'étaient pendant la période examinée par le Groupe spécial initial.

8. Existence alléguée d'une "coïncidence temporelle discernable" entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques

a) Principaux arguments des parties

10.128 Le **Brésil** fait valoir que l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques est l'un des nombreux facteurs qui étayent cumulativement une constatation de l'existence d'un lien de causalité entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et l'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable. Le Brésil fait référence à la constatation du Groupe spécial initial concernant l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix mondiaux et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis" et il estime que les faits nouveaux survenus pendant les campagnes de commercialisation 2001-2005 concernant les mêmes facteurs que ceux sur lesquels s'était appuyé le Groupe spécial initial montrent qu'il subsiste une telle coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques. Le Brésil fait référence à cet égard à l'augmentation de la production de coton upland des États-Unis, à la part élevée de la production mondiale de coton upland détenue par les États-Unis, au niveau historiquement bas des prix du coton upland, à la hausse des exportations des États-Unis et à la part record des exportations mondiales de coton upland détenue par les États-Unis. Le Brésil affirme également que pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, la baisse des prix du coton upland sur le marché mondial et aux États-Unis est allée de pair avec une hausse des niveaux des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, et que la constatation du Groupe spécial initial concernant l'influence du prix à terme de New York et du prix de l'indice A reste valable.[404]

10.129 Les **États-Unis** estiment que le Brésil ne montre pas l'existence d'une coïncidence temporelle discernable entre les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et un empêchement allégué de hausses de prix dans une mesure notable. Aucun des facteurs examinés par le Groupe spécial initial pour parvenir à sa conclusion concernant la coïncidence temporelle discernable entre les subventions des États-Unis et l'empêchement notable de hausses de prix n'étaye maintenant une telle constatation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. *Premièrement*, la superficie plantée des États-Unis a été stable pendant toute la période où la Loi FSRI était en vigueur, et elle est maintenant sensiblement inférieure à ce qu'elle était pendant la période examinée par le Groupe spécial initial. Le fait que pendant la campagne de commercialisation 2005, la production a été plus élevée que pendant les campagnes de commercialisation 1999 et 2001, alors même que les producteurs avaient effectivement planté moins d'acres pendant la campagne de commercialisation 2005, témoigne des améliorations spectaculaires des rendements. *Deuxièmement*, pendant la période où la Loi FSRI était en vigueur, la part de la production mondiale détenue par les États-Unis est demeurée stable. *Troisièmement*, les prix reçus par les producteurs de coton upland des États-Unis n'ont pas baissé depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI. *Quatrièmement*, le fait que pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, l'indice A a été en moyenne de 16 pour cent inférieur à

[404] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 153 et 154; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 233.

la moyenne de la période 1980-2001 ne dit rien sur le point de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causent un empêchement actuel de hausses de prix dans une mesure notable car un déclin des prix n'établit pas l'existence d'un empêchement de hausses de prix. Qui plus est, le fait que l'indice A a évolué à la baisse pendant plus de 25 ans et a augmenté par rapport aux niveaux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la Loi FSRI donne à penser que s'il y a un empêchement de hausses de prix, il ne s'agit pas de l'effet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. *Cinquièmement*, la part des États-Unis dans les exportations mondiales ne s'est pas accrue pendant la période où la Loi FSRI était en vigueur et elle a même diminué pendant la campagne de commercialisation 2002. Enfin, le bas niveau des importations de coton upland n'a pas grand-chose à voir avec les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques parce que les importations de coton upland des États-Unis se situent à des niveaux bas depuis des décennies et que la demande de coton des États-Unis a généralement diminué avec le recul de l'industrie textile.[405]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.130 À l'appui de sa constatation de l'existence d'un lien de causalité entre certaines des subventions des États-Unis contestées et l'empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland, le Groupe spécial initial s'est appuyé sur l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis.

10.131 Le Groupe spécial initial a expliqué sa constatation concernant l'existence de cette coïncidence temporelle discernable comme suit:

> "Troisièmement, il existe une coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix mondiaux et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis. Il ressort ce qui suit de l'examen de la période:
>
> - la production de coton upland des États-Unis s'est accrue entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001 et, bien que la production ait diminué pendant la campagne de commercialisation 2002, il y a quand même eu une augmentation globale pendant la campagne de commercialisation 2002 par rapport à la campagne de commercialisation 1998;
>
> - la part de la production mondiale de coton upland détenue par les États-Unis est passée, et restée, à un niveau de 20 pour cent approximativement;
>
> - les prix des États-Unis reçus par les producteurs de coton upland des États-Unis ont diminué de 34 pour cent entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001;
>
> - l'indice A correspondant aux campagnes de commercialisation 1999-2002 était en moyenne inférieur de 29,5 pour cent à la moyenne de 1980-1998;
>
> - les exportations des États-Unis ont augmenté de 160 pour cent approximativement entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001, et d'un pourcentage même plus élevé entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2002;

[405] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 288 à 290; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 316.

- la part des exportations mondiales de coton upland détenue par les États-Unis s'est accrue; et

- les importations de coton upland des États-Unis sont restées à des niveaux relativement bas.

> Les données susmentionnées révèlent que pendant la même période où les subventions en question étaient accordées, le marché des États-Unis a généré une offre importante de coton upland. Pendant la même période, les revenus des producteurs de coton upland provenant du marché ont décru. Il en a été de même pour les prix des marchés mondiaux. Il y a également eu une augmentation prononcée des exportations des États-Unis, tant en valeur absolue qu'en termes de part relative des exportations mondiales. Même compte tenu du fait qu'en 1998, la production a pu être tirée vers le bas par la sécheresse et les niveaux élevés d'abandon de cultures et du fait qu'en 2001, la production a pu être tirée vers le haut par des rendements élevés, nous observons une importante coïncidence temporelle entre les subventions des États-Unis et la baisse des prix des États-Unis, la baisse des prix des marchés mondiaux – et l'empêchement de hausses de ces prix – ainsi que l'augmentation des exportations des États-Unis."[406] (notes de bas de page omises)

10.132 L'Organe d'appel a traité cette constatation du Groupe spécial initial comme suit:

> "La troisième raison avancée par le Groupe spécial pour constater l'existence d'un "lien de causalité" était qu'il "exist[ait] une coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix mondiaux" et les subventions subordonnées aux prix. Pour les États-Unis il s'agit là d'"un exercice de fausse corrélation". À notre avis, toutefois, on s'attendrait normalement à ce qu'il existe une corrélation discernable entre l'empêchement notable de hausses des prix mondiaux et les subventions contestées si ces dernières ont pour effet un empêchement notable de hausses de prix. En conséquence, il s'agit d'un facteur important dans toute analyse du point de savoir si une subvention a pour effet un empêchement notable de hausses de prix au sens de l'article 6.3 c). Cependant, nous reconnaissons qu'une simple corrélation entre le versement des subventions et un empêchement notable de hausses de prix serait, sans plus, insuffisante pour prouver que les subventions ont pour effet un empêchement notable de hausses de prix."[407]

10.133 Compte tenu de ces observations formulées par l'Organe d'appel, le Groupe spécial considère que l'existence d'une corrélation entre une subvention et un niveau de prix particulier n'est pas en elle-même et à elle seule suffisante pour établir que la subvention empêche des hausses de prix dans une mesure notable.[408] De plus, les données portées à la connaissance du Groupe spécial indiquent qu'en ce qui concerne plusieurs facteurs clés sur lesquels le Groupe spécial initial s'est appuyé pour constater l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis, la situation actuelle est notablement différente de celle examinée par le Groupe spécial initial.

---

[406] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1351 et 7.1352.
[407] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 451.
[408] Nous rappelons aussi nos observations (*supra*, paragraphes 10.45 à 10.49) concernant le concept d'empêchement de hausses de prix et la nécessité de procéder à une analyse hypothétique pour déterminer si une subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix.

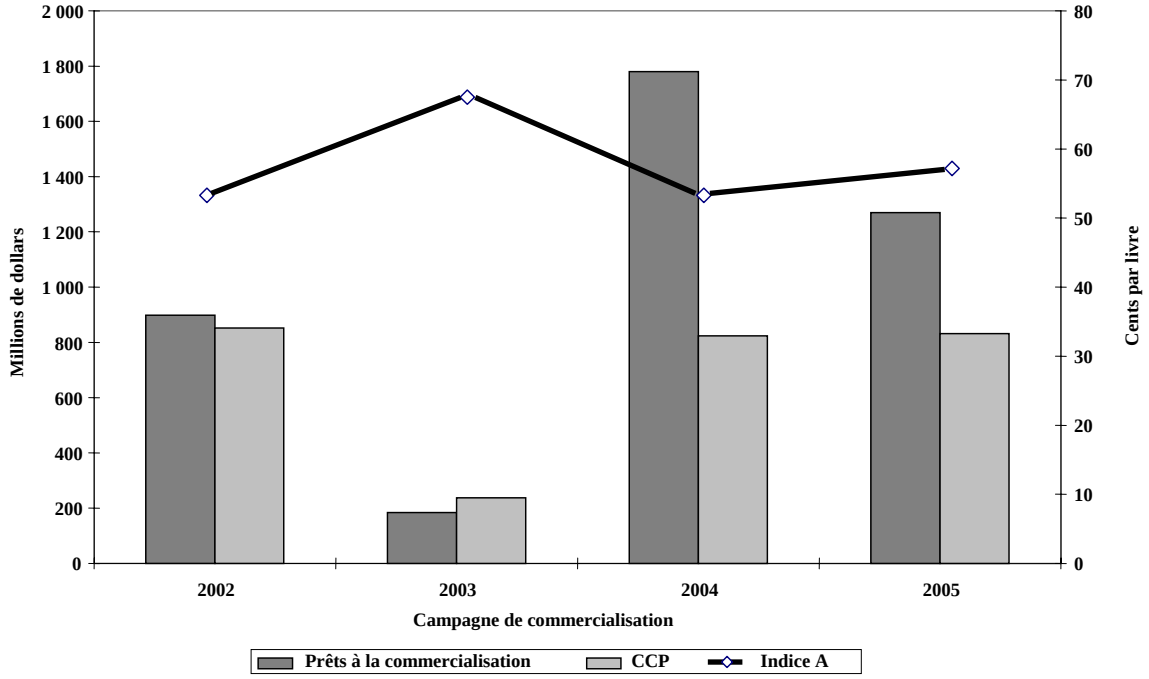
10.134 En ce qui concerne l'évolution des prix du coton upland, le Groupe spécial initial a constaté qu'il y avait eu une baisse de 34 pour cent des prix reçus par les producteurs de coton upland des États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001. S'agissant des exportations, le Groupe spécial initial a constaté qu'il y avait eu "une augmentation prononcée des exportations des États-Unis, tant en valeur absolue qu'en termes de part relative des exportations mondiales". Entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2002, les exportations des États-Unis avaient progressé de plus de 160 pour cent et la part des États-Unis dans les exportations mondiales était passée de 23,5 pour cent pendant la campagne de commercialisation 1999 à 39,9 pour cent au cours de la campagne de commercialisation 2002.

10.135 Pour les campagnes de commercialisation 2002 à 2005, nous ne pouvons pas déceler une "forte coïncidence discernable" similaire entre les subventions des États-Unis, l'augmentation des exportations de coton des États-Unis et la baisse des prix du marché mondial. En revanche, ce que nous pouvons discerner, c'est une hausse constante et forte des volumes de la production et des exportations des États-Unis. Cependant, ces augmentations de volumes ne se sont pas traduites par un accroissement de la part du coton des États-Unis dans la production mondiale ou les exportations mondiales. Les hausses en termes absolus de la production et des exportations de coton des États-Unis n'ont pas non plus été associées à un "déclin général" des prix du coton.

10.136 Nous allons examiner premièrement la structure des versements à titre de subventions des États-Unis sur la base des données provenant des tableaux 1 et 2A ci-dessus[409], en établissant un lien entre ces versements et l'évolution du prix du coton sur le marché mondial. Sauf pendant la campagne de commercialisation 2003, où les prix du coton ont fortement augmenté, la sommes des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques a été en moyenne de plus de 2 milliards de dollars EU par année. Au cours de ces quatre campagnes, les versements au titre de prêts à la commercialisation ont constitué plus de 60 pour cent du total des versements en faveur des producteurs de coton. La variation du montant des versements à titre de subventions a été inverse à celle des prix du coton. Lorsque les prix du coton étaient bas, comme pendant les campagnes de commercialisation 2002, 2004 et 2005, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques importants ont été déclenchés. Lorsque les prix du coton étaient élevés, comme pendant la campagne de commercialisation 2003, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont tous deux été sensiblement réduits. Cette structure des versements à titre de subventions entraîne une stabilisation des revenus des producteurs de coton des États-Unis. Le graphique 1 ci-après illustre ce rapport inverse existant entre les versements à titre de subventions et l'indice A pour les campagnes de commercialisation 2002-2005.

[409] *Supra*, paragraphes 10.24 et 10.32.

Graphique 1: Versements (au titre de prêts à la commercialisation et anticycliques) à titre de subventions et prix mondiaux du coton, campagnes de commercialisation 2002-2005



Sources: *Les données concernant l'indice A sont tirées de la pièce US-25. Les données concernant les versements totaux au titre de prêts à la commercialisation sont tirées des lignes 2 et 3 du tableau 1 ci-dessus. Les données concernant les versements anticycliques sont tirées de la ligne 3 du tableau 2A ci-dessus.*

10.137 Pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, alors que ces importants versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques continuaient d'être effectués par les États-Unis, le niveau absolu de la production cotonnière des États-Unis a augmenté de 38,8 pour cent et le niveau absolu des exportations de coton des États-Unis a enregistré une hausse encore plus importante de 51,6 pour cent. Les niveaux de la production et des exportations de coton pendant la campagne de commercialisation 2005 étaient les plus élevés jamais atteints aux États-Unis. Cependant, ces augmentations de la production et des exportations des États-Unis ne se sont pas traduites par un accroissement de la part du marché mondial du coton détenue par les États-Unis. Ainsi que l'indique le tableau 3 ci-dessus, les parts des exportations mondiales et de la production mondiale détenues par les États-Unis sont restées aux environs de 40 pour cent et 20 pour cent, respectivement, pendant la période analysée. Cela signifie que les producteurs et les exportateurs de coton dans le reste du monde augmentaient dans le même temps leur production et leurs exportations. Les augmentations ont été telles que, collectivement, les producteurs et les exportateurs étrangers ont maintenu leur part du marché mondial.

10.138 Par ailleurs, contrairement à ce qu'avait constaté le Groupe spécial initial, ces augmentations des niveaux absolus de la production et des exportations des États-Unis n'ont pas eu lieu pendant une période où le prix reçu par les producteurs de coton upland sur le marché des États-Unis était en baisse. Le Groupe spécial initial a noté que les prix reçus par les producteurs de coton upland des

États-Unis avaient diminué de 34 pour cent entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001. Cela voulait dire que les versements à titre de subventions des États-Unis pouvaient expliquer pourquoi la production cotonnière des États-Unis augmentait en dépit d'une baisse des revenus provenant du marché. Notre examen des prix reçus par les producteurs de coton des États-Unis au cours de la période la plus récente ne montre pas qu'il y a eu un déclin aussi spectaculaire. Le prix agricole moyen aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 a été de 14,3 pour cent supérieur au prix agricole moyen enregistré pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[410] Dans le cas des prix du coton upland sur le marché au comptant, la moyenne pour les campagnes de commercialisation 2002-2005 a été de 9,6 pour cent supérieure à celle enregistrée pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Il ne fait aucun doute que ce prix moyen plus élevé du coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 était dû au pic enregistré pendant la campagne de commercialisation 2003.

10.139 Cela dit, ces deux facteurs – premièrement, le fait que d'autres grands producteurs de coton avaient augmenté leur production et leurs exportations en même temps que les producteurs des États-Unis et, deuxièmement, le fait que les prix reçus par les producteurs de coton des États-Unis n'avaient pas diminué de façon spectaculaire pendant cette période – font qu'il est plus difficile de déceler une coïncidence temporelle nette entre les subventions des États-Unis, l'augmentation des exportations de coton des États-Unis et la baisse des prix du marché mondial.

10.140 Concernant l'évolution des prix mondiaux du coton, le Groupe spécial initial a constaté "un déclin général du niveau global de l'évolution des prix entre 1996 et le début de l'année 2002, entrecoupé de crêtes et de creux".[411] Il a relativisé cette observation concernant l'évolution des prix en notant qu'elle n'était pas, en elle-même et à elle seule, concluante pour la détermination d'un empêchement de hausses de prix. Toutefois, dans l'analyse du lien de causalité qu'il a effectuée, le déclin des prix mondiaux du coton était l'un des éléments sur lesquels il s'est appuyé pour constater l'existence d'une coïncidence temporelle entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis.

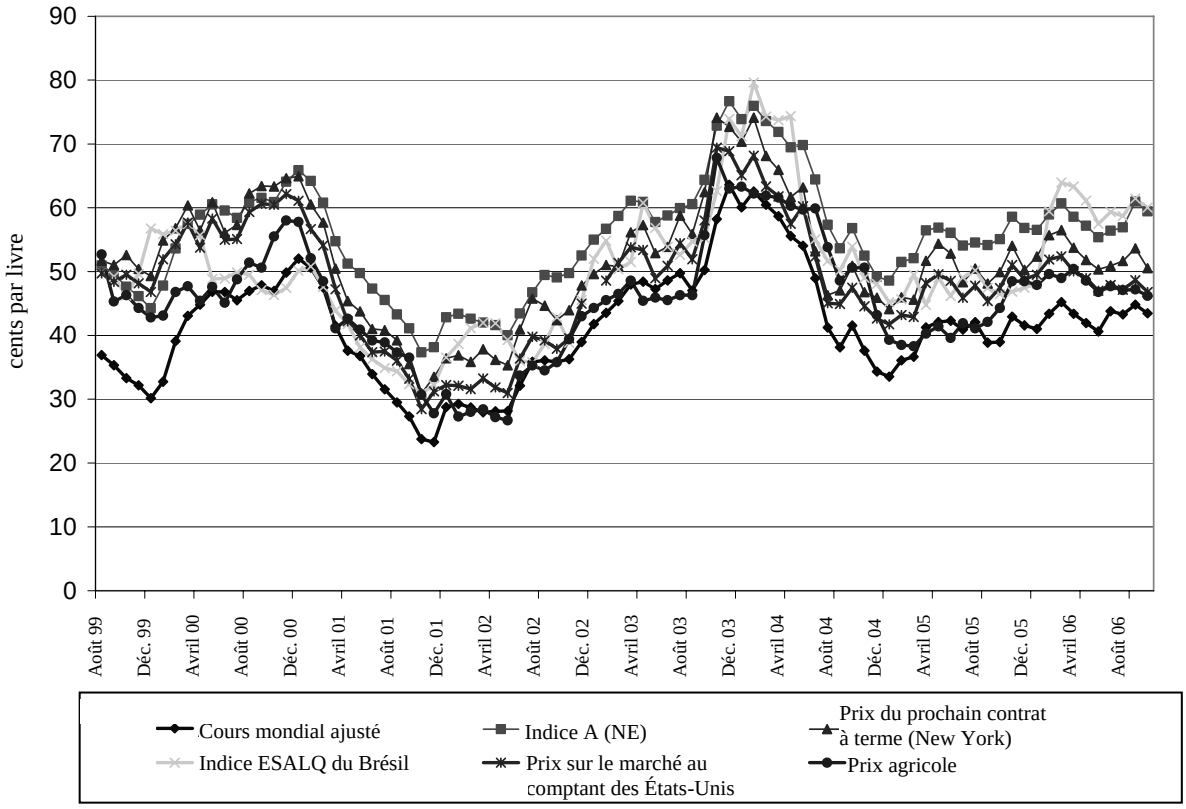
10.141 Un examen de l'évolution récente des prix mondiaux ne montre pas qu'il y a eu un déclin général similaire. Il y a plutôt eu, pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, des crêtes et des creux par intermittence. Les prix ont fortement augmenté à partir de la campagne de commercialisation 2002, l'indice A atteignant un niveau record de 76,7 cents par livre en novembre 2003.[412] Les prix ont amorcé un fort déclin par la suite, l'indice A tombant à un niveau plancher de 48,6 cents par livre en décembre 2004. Les prix ont depuis remonté, l'indice A s'établissant à quelque 60 cents par livre au début de la campagne de commercialisation 2006. L'absence de déclin général des prix persiste même si l'on prend une période d'analyse un peu plus longue – les campagnes de commercialisation 1999-2005 – comme le Brésil le fait dans sa communication (voir le graphique 2).

[410] Ce pourcentage est fondé sur les moyennes non pondérées des prix agricoles et des prix sur le marché au comptant aux États-Unis par campagne de commercialisation que le Brésil a compilées dans la pièce Bra-452.

[411] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1288.

[412] Les données concernant les prix sont tirées de la pièce Bra-452.

Graphique 2: Prix mensuels du coton upland aux États-Unis et sur le marché mondial



Source: Première communication écrite du Brésil, graphique 4.

10.142 Dans son analyse de l'évolution des prix, le Groupe spécial initial a relevé que le cours mondial (l'indice A) pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 avait été, en moyenne, de 29,5 pour cent inférieur à sa moyenne sur la période 1980-1998. Dans le présent différend, le Brésil procède à la même comparaison des prix pour les campagnes de commercialisation 2002-2005 et note que l'indice A demeure bien en deçà de ses niveaux antérieurs. Le prix moyen de l'indice A pendant les campagnes de commercialisation 1980-1998 a été de 73,36 cents par livre, alors qu'il a été en moyenne de 58,92 cents par livre pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005.[413] Cependant, cette comparaison rétrospective soulève une objection importante. Les États-Unis ont fait valoir que l'indice A avait évolué à la baisse pendant plus d'un quart de siècle, bien avant que la Loi FSRI n'entre en vigueur.[414] Le déclin à long terme des prix des produits de base autres que le pétrole est en fait l'un des thèmes récurrents de l'économie du développement et de l'économie internationale. Nous ne voyons donc pas bien en quoi la comparaison entre le prix moyen enregistré pendant la période 1980-1998 et le prix moyen enregistré par la suite est aussi importante que le Brésil le prétend.

10.143 Par conséquent, bien qu'il apparaisse que le Groupe spécial initial a attaché une importance particulière à la coïncidence entre un accroissement substantiel de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis et le déclin du prix du coton upland sur le marché mondial[415], une telle

[413] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 101.
[414] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 287.
[415] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1352:

coïncidence n'est pas nettement discernable à partir des données portant sur les campagnes postérieures à la période examinée par le Groupe spécial.

10.144 Le Brésil essaie d'écouler certains de ces faits en faisant valoir que le fait même que le niveau de la superficie plantée est stable et que les États-Unis détiennent une part constamment élevée de la production mondiale et des exportations mondiales est un élément de preuve de l'existence d'une coïncidence entre les subventions et l'empêchement de hausses de prix parce que, en l'absence de ces subventions, ces parts de la production et des exportations mondiales seraient considérablement plus faibles. De même, le Brésil fait valoir que l'accroissement en termes absolus du volume de la production et des exportations est un élément de preuve de l'existence d'une coïncidence entre les subventions et l'empêchement de hausses de prix parce qu'en l'absence des subventions, cet accroissement ne se serait pas produit.[416]

10.145 La question dont le Groupe spécial est saisi consiste à déterminer s'il existe, ainsi que le fait valoir le Brésil, "une coïncidence temporelle discernable" entre les subventions et l'empêchement notable de hausses de prix qui étaye une constatation de l'existence d'un lien de causalité entre les subventions et l'empêchement notable de hausses de prix. Postuler que si les prix et les parts de la production et des exportations détenues par les États-Unis n'ont pas augmenté mais sont demeurés relativement stables, c'est à cause de l'effet des subventions revient à tenir pour acquise la conclusion même qui doit être démontrée. Le fait que la stabilité des parts de la production et des exportations mondiales coïncide avec le versement des subventions ne peut pas en lui-même et à lui seul établir l'existence d'un lien de causalité entre les subventions et l'empêchement notable de hausses de prix.

10.146 Sur la base de son analyse des faits nouveaux survenus pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006 concernant les facteurs sur lesquels s'était appuyé le Groupe spécial initial pour parvenir à sa conclusion sur l'existence d'une coïncidence temporelle entre les subventions et l'empêchement notable de hausses des prix du coton upland sur le marché mondial, le Groupe spécial conclut qu'il est plus difficile dans les conditions actuelles qu'au moment où le Groupe spécial initial a effectué son analyse de trouver dans ces facteurs des éléments à l'appui d'une constatation selon laquelle les subventions ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. En même temps, le Groupe spécial rappelle que le but de l'examen qu'il a effectué au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* est de déterminer si, en l'absence des subventions en cause, le prix du coton upland sur le marché mondial "aur[ait] augmenté [notablement], ou aur[ait] augmenté [notablement] plus qu'[il] ne l'[a] effectivement fait".[417] Le fait que l'on n'a pas assisté ces dernières

---

> "Même compte tenu du fait qu'en 1998, la production a pu être tirée vers le bas par la sécheresse et les niveaux élevés d'abandon de cultures et du fait qu'en 2001, la production a pu être tirée vers le haut par des rendements élevés, *nous observons une importante coïncidence temporelle entre les subventions des États-Unis et la baisse des prix des États-Unis, la baisse des prix des marchés mondiaux – et l'empêchement de hausses de ces prix – ainsi que l'augmentation des exportations des États-Unis*." (pas d'italique dans l'original)

Nous notons aussi la déclaration faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.1303 de son rapport, selon laquelle "[l]es effets de ces trois subventions subordonnées aux prix sont, selon nous, manifestés dans l'évolution des prix du coton upland sur le même marché mondial durant la période de référence".

[416] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 202 et 203.

[417] *Supra*, paragraphe 10.49. Le Groupe spécial rappelle aussi l'observation du Groupe spécial initial selon laquelle "[l]e fait que les prix ont diminué entre 1996 et le début de 2002 est pertinent. Cependant, il n'est pas en soi concluant pour établir l'existence d'un empêchement de hausses de prix. Pas plus que n'est concluante l'augmentation à partir de 2002 pour déterminer qu'un empêchement de hausses de prix quel qu'il soit, a nécessairement pris fin à ce moment-là. Nous devons examiner s'il y a eu empêchement de hausses de ces prix, c'est-à-dire si ces prix se sont établis à un niveau plus bas que celui auquel ils se seraient situés en l'absence de subventions des États-Unis pour ce qui est du coton upland". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1288.

années au fort déclin du prix du coton upland sur le marché mondial qui a eu lieu pendant la période examinée par le Groupe spécial initial ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y a actuellement aucun empêchement de hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

9. Écart allégué entre les coûts de production à long terme et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis

a) Principaux arguments des parties

10.147 Le **Brésil** estime que l'écart grandissant entre le coût de production total à long terme et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis démontre qu'une partie importante de la production de coton upland des États-Unis ne serait pas économiquement viable sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Pendant les campagnes de commercialisation 2000-2005, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient perdu 663 dollars EU par acre plantée, soit 9,84 milliards de dollars EU au total, sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[418] Le Brésil fait aussi valoir qu'une étude menée par le Comité consultatif international du coton (CCIC), les États-Unis sont un producteur à coût élevé comparativement à d'autres pays producteurs de coton upland. Il considère que les données sur les coûts de production des producteurs de coton upland des États-Unis montrent qu'en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, de nombreux producteurs de coton upland des États-Unis auraient été obligés de cesser de cultiver du coton upland et de passer à des cultures de remplacement. L'offre des États-Unis aurait été, en moyenne, de 15 à 16 pour cent inférieure en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 2000-2005.[419]

10.148 Le Brésil estime que les États-Unis ne peuvent pas faire abstraction de l'écart entre le revenu provenant du coton upland et le coût de production total en faisant référence au revenu de l'ensemble de l'exploitation ou au revenu non agricole. Il rappelle que les États-Unis ont avancé un argument similaire dans la procédure initiale et estime qu'à l'instar du Groupe spécial initial, le présent Groupe spécial devrait rejeter l'argument des États-Unis selon lequel les coûts et les revenus de l'ensemble de l'exploitation, y compris le revenu non agricole, sont pertinents pour une évaluation des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.[420] Les États-Unis n'ont pas répondu à la question de savoir pourquoi un exploitant procéderait à un subventionnement croisé de la production de coton upland. Le fait que les producteurs de coton upland des États-Unis complètent leur revenu par des travaux non agricoles n'est pas pertinent pour un examen des coûts et recettes concernant le coton upland.[421]

10.149 Le Brésil estime aussi que bien que les coûts de production variables puissent jouer un rôle à court terme, les producteurs de coton upland des États-Unis doivent couvrir à la fois leurs coûts de production variables à court terme et leur coût de production total à long terme pour assurer leur

[418] Les données et calculs fournis par le Brésil à l'appui de cette affirmation figurent dans la pièce Bra-477. Le Brésil illustre cet écart grandissant à l'aide d'un graphique, le graphique 13 de sa première communication écrite. Il fait valoir qu'en l'absence du programme Step 2, qui avait pour effet de relever le prix intérieur du coton upland, cet écart entre les coûts et les revenus aurait été encore plus important. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 161.

[419] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 à 164.

[420] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 249 à 253; déclaration orale du Brésil, paragraphe 83.

[421] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 141.

viabilité économique et pouvoir poursuivre la culture du coton upland.[422] Par conséquent, les éléments de preuve présentés par le Brésil, qui montrent que les producteurs de coton upland des États-Unis ne couvrent pas leur coût de production à long terme, sont suffisants pour établir l'existence d'un lien de causalité entre les subventions en cause dans la présente procédure et l'empêchement notable de hausses de prix. Le Brésil estime également que les États-Unis désignent à tort certains éléments de coûts – coût de la terre, coût de la main-d'œuvre et frais d'amortissement – comme des coûts fixes alors que ces coûts, qui varient en fonction du volume de la production pendant une année donnée, sont en fait des coûts variables. Si ces éléments sont correctement traités comme des coûts variables, un nombre important de producteurs de coton upland des États-Unis ne peuvent pas couvrir leurs coûts de production variables ni ne s'attendent à pouvoir les couvrir.[423,424]

10.150 Sur la base d'une comparaison des recettes attendues et du coût total de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une superficie de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2005, le Brésil estime que sans versements au titre de prêts à la commercialisation ni versements anticycliques, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient été tout à fait incités à passer à la production des deux autres cultures. De même, une comparaison des recettes attendues et du coût total de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une superficie de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2007 montre que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont pour effet de réduire notablement les incitations qui autrement amèneraient les producteurs de coton upland à passer à la production de fèves de soja et de maïs. Une comparaison des recettes moyennes et des coûts totaux associés à la plantation de coton, de maïs ou de fèves de soja sur une superficie de base de coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006 indique que seules les subventions accordées par les États-Unis ont fait du coton une culture économiquement rationnelle et très rentable pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006 et qu'en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pour le coton, les exploitants cotonniers auraient subi des pertes importantes alors que la culture du maïs ou des fèves de soja aurait été rentable.[425] Le Brésil fait valoir que la conclusion selon laquelle, en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, il serait beaucoup plus rentable pour les exploitants de coton upland des États-Unis de passer à la production de maïs et de fèves de soja est valable même si l'on compare les recettes attendues et réelles avec les coûts en espèces ou avec les coûts variables.[426]

---

[422] Le Brésil considère que le coût total à long terme est très pertinent pour une évaluation des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, même si le Groupe spécial utilise seulement la campagne de commercialisation 2005 comme période de référence. Réponse du Brésil à la question n° 71 du Groupe spécial.

[423] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 257 à 277 et graphique 10. Le Brésil estime à cet égard que les coûts de production variables aux États-Unis devraient être considérablement plus élevés pendant les campagnes de commercialisation 2006-2008 que pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005 et qu'il est prévu que les coûts variables attendus dépassent le revenu attendu du marché pendant les campagnes de commercialisation 2006-2008. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 276 et 277. Voir aussi la déclaration orale du Brésil, paragraphes 87 à 89.

[424] En outre, le Brésil considère que les États-Unis ont présenté de façon fallacieuse les données relatives aux coûts de production dans la mesure où certaines données qu'ils ont fournies excluent les frais d'égrenage et les revenus associés à la vente des graines de coton. Les coûts de production publiés par l'USDA montrent que les frais associés à l'égrenage sont très supérieurs à la valeur marchande des graines de coton. Par ailleurs, les données de l'USDA n'établissent pas de distinction entre les coûts associés à la production du coton upland fibre et les coûts associés aux graines de coton. Le Groupe spécial initial n'a pas non plus établi une telle distinction. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 279 à 281.

[425] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 78, graphiques 1 à 6, et pièces Bra-634 et Bra-648.

[426] Observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 15 à 17, graphiques 7 à 12, et pièces Bra-667 et Bra-668.

10.151 Le Brésil fait observer que les données relatives aux coûts sur lesquelles se sont appuyés les États-Unis pour étayer la proposition voulant que la plupart des producteurs de coton des États-Unis puissent couvrir à la fois les coûts de production variables et le coût de production total portent sur la campagne de commercialisation 2003, pendant laquelle les prix ont atteint leur plus haut niveau de ces dix dernières années. Le fait que même avec ces prix élevés, les coûts de production variables et total n'étaient pas couverts pour 8 pour cent de la production des États-Unis porte à croire que, pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 où les prix étaient beaucoup plus bas, un pourcentage bien plus grand de producteurs des États-Unis ne pouvaient pas couvrir les coûts de production variables et total. Le Brésil fait référence à cet égard aux données relatives aux pertes subies par les producteurs de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2004-2005 et aux prévisions de baisse des rendements et d'accroissement des coûts pour la campagne de commercialisation 2006. En tout état de cause, au lieu de répartir les exploitations cotonnières dans des catégories de coûts arbitraires, le Groupe spécial devrait adopter la même approche que le Groupe spécial initial et s'appuyer sur les données nationales relatives au coût de production moyen.[427]

10.152 Le Brésil considère qu'en critiquant l'utilisation qu'il fait des données relatives au coût de production total publiées par l'USDA, les États-Unis avancent un argument qui a déjà été rejeté par le Groupe spécial initial. L'argument selon lequel les données relatives au coût total ne sont pas un indicateur approprié de la viabilité financière des exploitants de coton upland à cause de l'inclusion des coûts autres qu'en espèces va à l'encontre des principes économiques et comptables fondamentaux. Ainsi que l'USDA l'a expliqué, les coûts autres qu'en espèces sont de vrais coûts économiques et font partie du coût total que les exploitants prennent en compte lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière de production. De plus, la critique formulée par les États-Unis ne tient pas compte du fait que les données de l'USDA relatives au coût total résultent de méthodes d'évaluation qui ont été conçues par l'Association économique agricole américaine et mises en œuvre par l'USDA.[428]

10.153 Le Brésil estime aussi que les éléments de preuve n'étayent pas l'argument avancé par les États-Unis selon lequel les producteurs à faible coût accroîtraient leur production et compenseraient donc la diminution de la production causée par les cessations d'activité des producteurs à coût élevé.[429]

10.154 Les **États-Unis** font valoir que le Brésil ne démontre pas que les producteurs des États-Unis passeraient à des cultures de remplacement en l'absence de versements au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. L'écart entre le coût total et le revenu total de la culture du coton n'étaye pas l'argument selon lequel les plantations et la production de coton auraient été moindres en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. *Premièrement*, le coût total et les recettes totales de la culture du coton n'expliquent pas les décisions en matière de plantation à court terme et n'expliquent pas à eux seuls les décisions culturales à long terme. Les décisions à court terme concernant la plantation de coton ou d'une culture de remplacement ne sont pas prises en fonction des coûts de production à long terme, mais en fonction des coûts de production variables. Bien qu'à long terme, le coût total puisse être pertinent pour décider de poursuivre ou non la culture du coton, ces décisions sont prises compte tenu des coûts et recettes de l'ensemble de l'exploitation, y compris le

[427] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 84; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 142 à 149.
[428] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 150 à 160.
[429] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 85.

revenu non agricole, et ne sont pas fondées sur le seul coût de production du coton.[430] *Deuxièmement*, les producteurs de coton des États-Unis ont couvert non seulement leurs coûts de production variables, mais également une partie substantielle de leur coût total avec les revenus provenant du coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005.[431] Les éléments de preuve montrent aussi que pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002, le coût par livre de coton a constamment diminué.[432]

10.155 Les États-Unis estiment que le Brésil n'a pas montré que les producteurs de coton upland des États-Unis ne pouvaient pas couvrir leurs coûts de production variables sans les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. *Premièrement*, les ouvrages économiques n'étayent pas l'argument du Brésil selon lequel les coûts d'opportunité de la main-d'œuvre non salariée, le coût de la terre et les frais d'amortissement devraient être traités comme des coûts en espèces variables.[433] *Deuxièmement*, les prix étaient suffisamment élevés pour couvrir les coûts de production variables et, dans de nombreux cas, le coût de production total aux niveaux tant national que régional. Une comparaison des coûts et recettes du coton upland fibre montre que même si l'on classe la main-d'œuvre salariée dans les coûts variables, les producteurs de coton upland des États-Unis ont pu faire plus que couvrir leurs frais d'exploitation et une grande partie de leurs frais généraux pendant la période de 1999 à 2005.[434] Qui plus est, il est prévu que les producteurs des États-Unis fassent plus que couvrir leurs frais d'exploitation ainsi qu'une grande partie de leur coût total.[435] Contrairement à ce que fait valoir le Brésil, le fait que les données relatives au coût de production représentent des moyennes sous-estime l'efficacité sur le plan des coûts des producteurs des États-Unis parce que, comme l'indiquent les données pour 2003, l'écrasante majorité de la production des États-Unis s'est effectuée dans des exploitations qui non seulement couvraient leurs coûts variables mais également leur coût total, et seuls les producteurs à coût élevé, qui représentent quelque 8 pour cent de la production des États-Unis, n'ont pas couvert leurs frais d'exploitation.[436]

---

[430] Les États-Unis affirment que le Brésil ne tient pas non plus compte de la diversité des producteurs de coton des États-Unis et de la possibilité que des cessations d'activité de producteurs à coût élevé soient compensées par l'accroissement de la production de producteurs à faible coût plus efficients. Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 298.

[431] Première communication écrite des États-Unis et pièce US-47. Les États-Unis expliquent que le graphique figurant au paragraphe 300 de leur première communication écrite présente les coûts de production de deux manières:

> "Pour les coûts variables comme pour le coût total, la ligne supérieure représente le coût du coton *et* des graines de coton (c'est-à-dire du coton "brut" ou en graines). Toutefois, le prix agricole indiqué au-dessus est le prix du coton *fibre*, qui est le produit en cause en l'espèce. Pour calculer les coûts du coton fibre seulement qui peuvent à juste titre être comparés au prix agricole du coton upland, les États-Unis ont déduit les frais d'égrenage des coûts de production variables. Cela est conforme à la pratique en vigueur aux États-Unis selon laquelle les frais d'égrenage sont payés avec le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton obtenues pendant le processus d'égrenage. La ligne inférieure, pour les coûts variables comme pour le coût total, représente les coûts après déduction des frais d'égrenage." Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 301. (italique dans l'original)

[432] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 302.

[433] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 326 à 332.

[434] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 334 et 335 et pièces US-89 et US-90.

[435] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 336 et pièces Bra-575 et Bra-479.

[436] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 337. Dans le cadre de leur déclaration liminaire, les États-Unis ont présenté un tableau qui contenait des chiffres tirés du tableau original figurant au paragraphe 337 de leur communication présentée à titre de réfutation et légèrement révisés suite à une erreur de calcul. Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 72 et pièce US-119. Les États-Unis estiment à cet égard qu'en ce qui concerne 92 pour cent de la production de coton upland des

Troisièmement, les frais d'égrenage sont à juste titre exclus du calcul des coûts de production du coton upland fibre des États-Unis étant donné la pratique courante aux États-Unis qui veut que les frais d'égrenage soient payés avec le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton obtenues pendant le processus d'égrenage.[437]

10.156 Les États-Unis font valoir que le Brésil n'est pas fondé à contester les ouvrages économiques qui montrent que, dans les décisions à long terme concernant la production de coton upland, le coût de production total du coton upland est pris en compte parmi de nombreux autres facteurs, y compris le revenu non agricole et le revenu provenant d'autres sources. L'argument avancé par le Brésil selon lequel le revenu provenant d'autres sources n'est pas juridiquement ou factuellement pertinent pour une analyse des coûts de production et des recettes du coton upland des États-Unis est hors de propos parce que la question dont le Groupe spécial est saisi ne concerne pas l'équilibre des coûts de production et des recettes du coton upland. La question dont le Groupe spécial est saisi est celle de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent des hausses des prix du coton upland sur le marché mondial dans une mesure notable. Une analyse, comme celle du Brésil qui vise à montrer que les producteurs des États-Unis prendraient des décisions à long terme en matière de production affectant les prix différentes en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'est pas valable si elle ne tient pas compte de la façon dont les producteurs des États-Unis prennent effectivement ces décisions.[438]

10.157 Les États-Unis estiment également que le Brésil doit encore présenter des éléments de preuve indiquant que même si certains producteurs de coton upland des États-Unis décidaient de cesser de cultiver du coton en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, il en résulterait nécessairement une diminution notable des plantations de coton aux États-Unis.[439]

10.158 En ce qui concerne les comparaisons faites par le Brésil entre le revenu attendu du marché et le coût de production total du coton, du maïs ou des fèves de soja pendant les campagnes de commercialisation 2005 et 2007 et entre le revenu moyen provenant du marché et le coût de production total pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006, les États-Unis estiment, *premièrement*, que ce sont les coûts variables, et non le coût de production total, qui constituent la mesure pertinente pour une évaluation des décisions en matière de plantation prises campagne par campagne.[440] *Deuxièmement*, pour l'ensemble des campagnes de commercialisation 2002-2007, les exploitants cotonniers des États-Unis s'attendaient à couvrir ou à plus que couvrir leurs coûts variables de plantation du coton, du maïs ou des fèves de soja, et, dans l'optique de revenus attendus du marché supérieurs aux coûts variables, le coton était l'option la plus avantageuse durant au moins trois de ces campagnes.[441] *Troisièmement*, bien que le coût total puisse être une considération pertinente dans les décisions à long terme, l'analyse qu'en fait le Brésil est erronée en ce sens qu'il considère que le coût total de la culture du coton est le seul facteur qu'un exploitant prend en considération pour décider de

---

États-Unis, la théorie du Brésil concernant l'existence d'un écart entre les coûts et les revenus est en fait dénuée de fondement.

[437] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 338 à 343.

[438] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 344 à 347. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 136: "Le fait que les exploitants de coton des États-Unis prennent effectivement leurs décisions de cesser ou non leurs activités sur la base des coûts et revenus totaux *de l'exploitation* dans son ensemble – y compris les revenus provenant de *toutes* les cultures ainsi que de sources non agricoles – est nécessairement une considération pertinente et importante". (italique dans l'original)

[439] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 348.

[440] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphes 60 à 65.

[441] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphes 66 à 72, annexe I et pièce US-139.

continuer ou de cesser totalement son activité agricole, et en ce sens qu'il inclut les coûts d'opportunité imputés dans son évaluation du coût total. Pendant la plupart des campagnes visées par la Loi FSRI de 2002, les exploitants des États-Unis ont effectivement couvert et plus que couvert les coûts variables et même les coûts en espèces totaux. Un examen approprié des données relatives aux coûts montre que les recettes cumulées sur la période de 2000 à 2005 ont représenté une recette positive de 161 dollars EU par acre au lieu du déficit cumulé de 663 dollars EU allégué par le Brésil. Pour les campagnes de commercialisation 2000-2006, les recettes cumulées ont représenté une recette positive de 131 dollars EU par acre au lieu du déficit de 837 dollars EU par acre allégué par le Brésil.[442]

10.159 Les États-Unis considèrent que le fait d'utiliser les données relatives aux coûts totaux publiées par l'USDA n'est pas un moyen approprié d'évaluer la viabilité financière des exploitations, encore moins de l'ensemble d'un secteur agricole. *Premièrement*, les données relatives aux coûts totaux sont une moyenne qui masque le fait que la grande majorité de la production des États-Unis s'effectue sur des exploitations qui sont très rentables.[443] *Deuxièmement*, même en ce qui concerne la faible proportion de la production des États-Unis qui n'est pas rentable, l'argument avancé par le Brésil n'est pas solide d'un point de vue conceptuel. On ne peut utiliser les données par culture publiées par l'USDA pour parvenir à des conclusions concernant la viabilité financière d'exploitants cotonniers qui dépendent de nombreuses sources de revenu et assument divers types de coûts.[444] De plus, les données de l'USDA incluent les coûts d'opportunité imputés, qui ne sont pas nécessairement des coûts que les exploitants doivent payer pour n'avoir pas à cesser leur activité.[445]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.160 La question dont le Groupe spécial est saisi est celle de savoir si une comparaison des coûts de production du coton upland et des revenus provenant du marché des producteurs de coton des États-Unis étaye une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements empêchent des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Le Brésil fait valoir, à cet égard, qu'en raison de l'écart grandissant entre les coûts de production et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis, une grande partie de la production de coton upland des États-Unis ne serait pas économiquement viable sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis considèrent que l'analyse des coûts de production que fait le Brésil est fondamentalement erronée et qu'un examen approprié des données étaye leur argument selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas d'effet notable d'empêchement de hausses de prix.[446]

---

[442] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphes 73 à 77 et pièce US-124.

[443] Réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 140 et 141. Les États-Unis font référence à cet égard aux données de l'étude de l'USDA pour la campagne de commercialisation 2003, qui montrent que 92 pour cent de la production des États-Unis s'est effectuée dans des exploitations dont le revenu total dépassait le coût total, y compris les éléments du coût d'opportunité économique publiés par l'USDA. Les États-Unis affirment qu'étant donné l'écart substantiel entre les chiffres concernant le coût total et les chiffres concernant le revenu provenant du marché pour les producteurs à faible et moyen coût, le fait que les prix étaient plus bas pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 que pendant la campagne de commercialisation 2003 ne sape pas la conclusion établissant que 92 pour cent de la production de coton upland des États-Unis s'effectuent dans des exploitations qui sont rentables.

[444] Réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 143 à 146.

[445] Réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 148 et 149.

[446] Comme il est mentionné plus haut, le Brésil estime que pendant les campagnes de commercialisation 2000-2005, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient perdu 663 dollars EU par acre sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis font valoir que les recettes cumulées représentaient une recette positive de 161 dollars EU par acre au lieu du déficit cumulé de 663 dollars EU allégué par le Brésil.

10.161 Le Groupe spécial considère que les principales questions sur lesquelles les parties ne s'entendent pas sont les suivantes. *Premièrement*, la question de savoir si ce sont les coûts variables ou le coût total qui devraient être utilisés pour mesurer l'écart entre les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland et leurs coûts de production. *Deuxièmement*, la question de savoir si l'examen du coût total pertinent pour les décisions à long terme, comme celle de cesser ou non de cultiver du coton, devrait se limiter aux coûts spécifiques au coton, ou s'il faudrait également tenir compte des coûts et revenus de l'ensemble de l'exploitation. Il y a, en outre, des désaccords entre les parties quant à la composition des coûts variables, c'est-à-dire quant à savoir si certains éléments (coût de la terre, coût de la main-d'œuvre non salariée et frais d'amortissement) devraient être inclus en tant que coûts variables et si le coût total devrait comprendre des valeurs imputées pour les coûts d'opportunité ou s'il devrait se limiter aux coûts en espèces. Les États-Unis allèguent aussi que les producteurs de coton des États-Unis ont couvert non seulement leurs coûts variables, mais aussi une partie substantielle de leur coût total avec les revenus provenant du coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005.

i) Description des données relatives aux coûts et recettes des produits de base

10.162 Nous commençons notre analyse par une description des données qui ont été fournies au Groupe spécial. Les données relatives aux coûts de production et aux recettes du coton par acre pour les campagnes de commercialisation 2002-2005 ont été fournies à la fois par le Brésil et les États-Unis. Les données proviennent des estimations des coûts et recettes des produits de base établies par le Service de recherche économique (ERS) de l'USDA. L'ERS décrit ces estimations des coûts et recettes comme suit[447]:

> "Ces états des coûts et recettes sont des états "historiques" établis sur la base des coûts réels engagés par les producteurs. Le programme d'estimation des coûts et recettes s'appuie sur des études menées tous les quatre à huit ans pour chaque produit de base dans le cadre de l'étude annuelle de la gestion des ressources agricoles (ARMS), et sur des méthodes qui sont conformes aux normes recommandées par l'Association économique agricole américaine (AAEA)."

Ces normes ou recommandations figurent dans le Commodity Costs and Returns Estimation Handbook, qui a été élaboré par le Groupe de travail de l'AAEA sur les coûts et recettes des produits de base.[448]

10.163 L'un des problèmes que posent ces données est qu'elles décomposent les coûts de production en "frais généraux imputés" et frais "d'exploitation" plutôt qu'en fonction des concepts économiques de coûts fixes et variables. Cela est dû à la difficulté, reconnue par le Groupe de travail, qu'il y a à qualifier des coûts de fixes ou de variables. Le Groupe de travail de l'AAEA recommande plutôt que les coûts soient classés selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs immobilisés. Il recommande aussi que tous les coûts relatifs aux biens fongibles soient imputés sur les "frais d'exploitation" et que tous les autres coûts soient inclus dans les "frais généraux imputés".[449] Il apparaît que ces recommandations ont été respectées dans la méthode appliquée par l'ERS pour estimer les coûts et recettes des produits de base.[450]

---

[447] Description provenant du site Web du Service de recherche économique de l'USDA: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/.

[448] Pièce US-88.

[449] Commodity Costs and Returns Estimation Handbook, pages 1-4 et 1-5.

[450] Réponse des États-Unis à la question n° 58 du Groupe spécial, paragraphe 126. Les États-Unis expliquent que la catégorisation des frais d'"exploitation" (ou des coûts "variables") utilisée par les États-Unis diffère à plusieurs égards de celle qu'emploie l'ERS. *Premièrement*, les États-Unis, dans un souci de plus grande prudence, incluent la main-d'œuvre salariée dans les frais d'exploitation. *Deuxièmement*, ils ajustent à la fois les

10.164 Dans leur analyse de ces estimations des coûts et recettes des produits de base de l'ERS, le Brésil et les États-Unis utilisent tous les deux indifféremment les expressions "frais d'exploitation" et "coûts variables". Ils utilisent aussi indifféremment les expressions "frais généraux" et "coûts fixes". Bien qu'une grande partie de la controverse entre les parties porte sur la pertinence des coûts variables et du coût total (somme des coûts variables et fixes) pour la décision que prennent les exploitants en matière de plantation, les données relatives aux coûts sur lesquelles s'appuient les deux parties sont effectivement ventilées en "frais d'exploitation" et "frais généraux".

ii) Point de savoir si certains éléments (coût de la terre, coût de la main-d'œuvre non salariée et frais d'amortissement) devraient être inclus en tant que coûts variables

10.165 Le Brésil conteste l'inclusion du coût de la terre, du coût de la main-d'œuvre et des frais d'amortissement dans les coûts fixes et il fait valoir que ces coûts sont des coûts variables.[451] Les États-Unis font valoir que l'USDA et les économistes agricoles ont depuis longtemps pour pratique de traiter le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement comme des coûts fixes.[452] Les États-Unis considèrent qu'il n'y a pas de fondement dans les ouvrages économiques qui permette au Brésil d'affirmer que la valeur imputée pour le coût d'opportunité de la main-d'œuvre non salariée devrait être traitée comme une dépense en espèces variable.[453] Conformément aux lignes directrices du Groupe de travail de l'AAEA, les États-Unis soutiennent qu'un facteur déterminant pour déterminer si le coût d'un intrant peut être considéré comme un coût fixe ou un coût variable est la question de savoir si l'intrant est un bien fongible ou un apport de capital. Comme la terre est manifestement un apport de capital, elle devrait être classée dans les coûts fixes.[454] Les États-Unis suivent une approche similaire pour le traitement des frais d'amortissement.[455]

10.166 Le Groupe spécial prend note de la difficulté, soulignée par le Groupe de travail de l'AAEA, que présente la classification des nombreux éléments des coûts de production des produits de base en

---

frais d'égrenage et les revenus tirés des graines de coton afin d'isoler les coûts et revenus relatifs au produit "subventionné". Voir la réponse des États-Unis à la question n° 58 du Groupe spécial, paragraphe 129.

[451] Le Brésil estime que les mains-d'œuvre salariée et non salariée varient en fonction du volume de coton upland planté et produit. Si un exploitant de coton upland ne cultive rien du tout, il n'embauchera pas de main-d'œuvre. Si l'exploitant décide de planter du coton upland, il embauchera de la main-d'œuvre. S'il plante des cultures, il se peut fort bien qu'il ait d'autant moins de temps à consacrer à l'emploi non agricole qu'il choisira de planter une plus grande superficie. Par conséquent, le coût de la main-d'œuvre salariée et le coût imputé de la main-d'œuvre non salariée varient tous deux en fonction du volume de la production. De même, le coût de la terre, que celle-ci soit louée ou possédée par l'exploitant, varie en fonction du volume de coton upland produit. Enfin, le taux de dépréciation dépend de l'intensité de l'utilisation. Les machines et l'équipement qui sont utilisés de manière intensive se déprécieront beaucoup plus rapidement que ceux qui sont utilisés de façon moins intensive. Par ailleurs, certains équipements utilisés pour la production du coton upland, en particulier le matériel de récolte et d'égrenage, peuvent être loués à d'autres producteurs. Par conséquent, les frais d'amortissement des machines et de l'équipement ne sont pas non plus entièrement fixes; ils peuvent varier en fonction des décisions de l'exploitant en matière de production. Un exploitant considérera donc les coûts variables associés à l'amortissement lorsqu'il décidera de produire ou non du coton upland. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 262 à 266.

[452] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 326.

[453] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 327.

[454] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 328.

[455] Citant directement le Commodity Costs and Returns Handbook, les États-Unis notent que les actifs immobilisés sont des facteurs de production qui ne sont pas épuisés pendant une seule période de production, qui fournissent des services dans le temps et qui conservent une identité unique. Le terme "bien durable" est souvent utilisé pour désigner le capital physique parce que le mot "durable" représente quelque chose qui n'est pas temporaire ou qui dure longtemps. Il est fréquent lors de l'établissement des estimations du coût de production de supposer que les biens durables tels que les machines et les bâtiments fournissent une qualité de services qui est constante pendant toute leur durée de vie s'ils sont entretenus régulièrement. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 331.

coûts variables et coûts fixes. Bien que les coûts variables et les coûts fixes soient les concepts de coûts économiquement pertinents dans le présent différend, il apparaît qu'il n'y a aucun moyen évident d'établir une telle classification. Le Groupe de travail de l'AAEA a choisi de suivre une voie moins difficile, qui consiste à classer les coûts selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs immobilisés. Bien qu'il soit peu probable que cette classification des coûts coïncide tout à fait avec les concepts économiques de coûts variables et coûts fixes, c'est celle que les économistes agricoles ont recommandé. En conséquence, c'est la méthode qui a été utilisée par l'ERS pour recueillir les données relatives aux coûts et recettes des produits de base. Nous considérons donc que l'inclusion du coût de la terre, du coût de la main-d'œuvre et des frais d'amortissement dans les coûts fixes (frais généraux) est appropriée, puisqu'elle est conforme à la méthode recommandée par le Groupe de travail de l'AAEA.

iii) Coûts en espèces ou coûts d'opportunité

10.167 Les États-Unis soulèvent la question des coûts en espèces et de leur rôle pour ce qui est de déterminer si les exploitants doivent "cesser [leur] activité". Plus précisément, les États-Unis font valoir qu'à long terme, la comparaison pertinente à effectuer porte sur les recettes ou revenus provenant du marché et les coûts en espèces totaux. Le coût d'opportunité des facteurs de production pour lesquels aucun versement en espèces n'est effectué, tels que la terre que possède l'exploitant, son propre travail ou celui des membres de sa famille, n'est pas similaire aux coûts en espèces, qui doivent être payés pour que les exploitants n'aient pas à "cesser leur activité". Il semblerait que les États-Unis fassent valoir que ce ne serait que lorsque les coûts en espèces totaux dépasseraient les recettes provenant du marché que les exploitants "cesseraient leur activité".[456] En outre, les États-Unis mentionnent les difficultés inhérentes à l'évaluation d'éléments (tels que la terre que possède l'exploitant, son propre travail ou celui des membres de sa famille) pour lesquels il n'y a aucune transaction commerciale ni dépense en espèces.

10.168 Le Brésil a précisé que l'allégation qu'il formulait était qu'à long terme, si le coût total supporté pour la production de coton dépassait les revenus tirés de la vente du coton sur le marché, l'exploitant cotonnier cesserait alors de cultiver du coton sans forcément cesser toute activité agricole.[457] Le Brésil considère que l'argument des États-Unis concernant les coûts autres qu'en espèces va carrément à l'encontre des principes économiques et comptables fondamentaux. Il affirme que le coût d'opportunité des facteurs de production pour lesquels aucun versement en espèces n'est effectué constitue cependant un coût réel.[458]

---

[456] Voir, par exemple, les observations formulées par les États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 75.

[457] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 139.

[458] Le Brésil cite l'explication suivante qui est tirée du Commodity Costs and Returns Estimation Handbook:

> "[l]es coûts et recettes des produits de base comprennent des estimations des dépenses en espèces et des coûts autres qu'en espèces. Les dépenses en espèces sont engagées lorsque des facteurs de production sont achetés ou loués. Les coûts autres qu'en espèces sont supportés lorsque les facteurs de production appartiennent à l'exploitant. Par exemple, si un exploitant possède toute la terre qu'il utilise pour produire du maïs, il n'aura à engager aucune dépense au titre de la location de la terre ou de prêts destinés à financer l'achat de la terre. Il y a néanmoins un coût économique. Du fait qu'il possède la terre et qu'il l'utilise pour cultiver du maïs, l'exploitant renonce à des revenus que lui procureraient d'autres utilisations de la terre, telles que sa location à un autre producteur. Ces coûts se produisent parce que les ressources productives sont limitées et ont d'autres utilisations. Si un exploitant se sert de ses économies pour acheter des intrants de production, tels que des semences, des engrais, des produits

10.169 Le Groupe spécial partage l'avis des États-Unis selon lequel le fait d'imputer des valeurs à des ressources pour lesquelles il n'existe pas de transaction commerciale n'est pas aussi fiable qu'une évaluation directe par le marché. Mais il est également vrai que la méthode utilisée par l'USDA est conforme aux normes recommandées par l'AAEA, et que l'application de cette méthode produit probablement la meilleure estimation pouvant être obtenue. Par conséquent, nous sommes d'avis que ces difficultés d'imputation ne posent pas de problème pour ce qui est d'utiliser les données relatives aux coûts publiées par l'USDA afin de déterminer si les exploitants des États-Unis généraient suffisamment de recettes provenant du marché pour qu'il soit économiquement rentable de continuer de planter du coton.

10.170 Le Groupe spécial est d'accord avec le Brésil pour dire que l'argument des États-Unis selon lequel les coûts en espèces totaux dictent les décisions en matière de production cotonnière n'est pas compatible avec les principes économiques fondamentaux. Le principe voulant que l'imputation des ressources soit dictée par le coût d'opportunité est un principe fondamental en économie. Toutes les ressources qu'un exploitant utilise pour produire du coton ont un coût – qui correspond à la valeur qu'elles peuvent acquérir lorsqu'elles sont utilisées pour la meilleure option suivante. Peu importe que le facteur doive être payé en espèces ou non. À moins que les ressources utilisées pour la culture du coton ne rapportent des recettes provenant du marché équivalentes à celles qui seraient générées par leur meilleure utilisation suivante, l'exploitant renonce à la possibilité d'obtenir de meilleures recettes et il ferait mieux de passer à la meilleure option suivante ("cesser de cultiver du coton"). Si la meilleure option suivante est de cultiver une autre culture végétale, comme les fèves de soja ou le maïs, cesser de cultiver du coton n'impliquera pas de cesser toute activité agricole. Le Groupe spécial considère donc que les coûts d'opportunité devraient être inclus dans le calcul du coût de production total.

iv) Coût de production total ou coûts de production variables

10.171 Le Brésil estime que l'écart grandissant entre le coût de production total à long terme et les recettes provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 démontre qu'une partie importante de la production des États-Unis ne serait pas économiquement viable sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[459] Les États-Unis font valoir que le coût total n'explique pas les décisions à court terme en matière de plantation. Les décisions à court terme concernant la plantation de coton ou d'une culture de remplacement ne sont pas prises en fonction des coûts de production à long terme, mais en fonction des coûts de production variables.[460]

10.172 Nous notons que les deux parties conviennent qu'à court terme, les coûts variables jouent un rôle dans la décision des producteurs de coton de planter ou non du coton.[461] Les deux parties conviennent également qu'à long terme, il faudrait que les revenus provenant du marché puissent couvrir le coût de production total pour que les exploitants continuent de planter du coton.[462] Il

---

chimiques et du carburant, et qu'il ne paye alors aucun intérêt au titre de prêts d'exploitation, il supporte toujours un coût économique parce que ses économies auraient pu lui procurer un rendement si elles avaient été utilisées à une autre fin. De même, l'exploitant supporte un coût d'opportunité pour le travail qu'il consacre à la production du produit de base parce qu'il aurait pu travailler dans une autre exploitation ou occuper un emploi non agricole."

Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 152.

[459] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 à 161.

[460] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 293 et 294.

[461] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 293 et 294, et communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 255.

[462] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 295, et communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 255.

conviendrait de noter que la pertinence des coûts variables pour les décisions à court terme en matière de production et la pertinence du coût total pour les décisions à long terme en matière de production sont compatibles avec les ouvrages économiques. Compte tenu de ces points d'accord, le différend entre les parties porte sur la question de savoir si le meilleur moyen de répondre à la question de l'existence d'un lien de causalité entre les subventions accordées des États-Unis et l'empêchement notable de hausses de prix consiste à se fonder sur les décisions à long terme en matière de production prises par les exploitants cotonniers ou sur les décisions à court terme (campagne par campagne) en matière de plantation.

10.173 Concernant cette question, nous rappelons que le Groupe spécial initial considérait que "l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis" était approprié.[463] Il s'est donc appuyé sur "la différence entre le coût de production total des producteurs des États-Unis et leurs recettes découlant des ventes de coton upland depuis 1997" en tant que facteur étayant une constatation de l'existence d'un lien de causalité entre certaines subventions subordonnées aux prix et l'empêchement notable de hausses de prix:

> "Quatrièmement, nous trouvons dans le dossier des éléments de preuve crédibles concernant la différence entre le coût de production total des producteurs des États-Unis et leurs recettes découlant des ventes de coton upland depuis 1997. Ce qui précède étaye l'affirmation selon laquelle les producteurs de coton upland des États-Unis n'auraient pas été capables, du point de vue économique, de rester dans la production de coton upland sans les subventions des États-Unis en cause et que les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total.
>
> Si seuls les revenus provenant du marché sont comparés au coût de production total des producteurs de coton upland des États-Unis, les renseignements qui nous sont présentés montrent que les producteurs de coton upland des États-Unis auraient en moyenne perdu de l'argent pour chaque acre plantée pendant chaque année depuis la campagne de commercialisation 1998 et auraient réalisé de faibles bénéfices pendant la campagne de commercialisation 1997. Nous ne pensons pas que l'utilité des données figurant dans le dossier soit fondamentalement affaiblie par l'une quelconque des critiques présentées par les États-Unis aux fins du présent différend, en particulier vu que les données sont calculées selon une méthode que l'USDA lui-même a considéré comme étant une méthode suffisamment fiable qui reflète les frais et recettes des producteurs de coton upland des États-Unis. Le fait que les chiffres qui nous sont présentés sont cumulés pour montrer un résultat sur la période de six ans 1997-2002 se prête également à une évaluation de l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis. Nous sommes d'avis que l'existence de l'écart susmentionné entre le coût de production total et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland, d'une part, et l'effet des subventions, d'autre part, devait soutenir un niveau de production plus élevé que celui qui aurait existé en l'absence des subventions des États-Unis qui sont en cause."[464] (notes de bas de page omises)

10.174 Le Groupe spécial initial s'est appuyé sur le coût de production total, nonobstant le fait que les États-Unis avaient fait valoir que l'utilisation d'un coût de production total moyen n'était pas

[463] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1354.
[464] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1353 et 7.1354.

appropriée pour calculer un écart de revenu annuel.[465] Le Groupe spécial a expliqué son approche comme suit:

> "Nous sommes d'avis qu'il serait nécessaire de couvrir non seulement les frais variables, mais aussi les frais fixes, au moins du moyen au long terme, pour que les producteurs de coton upland des États-Unis choisissent logiquement de rester des producteurs de coton upland. Nous trouvons des éléments étayant cette affirmation dans le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)*, paragraphes 87 et 88. Seule une analyse du coût de production total prend en compte les ressources économiques que le producteur investit dans le produit. Les frais fixes et variables constituent le montant total encouru par le producteur pour produire le produit et le montant total qu'il doit récupérer, à long terme, pour éviter des pertes. Dans la mesure où le producteur pratique des prix qui ne permettent pas de récupérer le coût de production total, dans le temps, il subit une perte qui doit être financée par une autre source quelconque, sinon il doit simplement cesser son activité."[466]

10.175 Les États-Unis ont fait appel de la décision du Groupe spécial d'utiliser le coût de production total plutôt que les coûts de production variables.[467] L'Organe d'appel a examiné l'approche du Groupe spécial concernant la prise en considération du coût de production total comme suit:

> "Nous souscrivons à la thèse générale des États-Unis selon laquelle les coûts variables peuvent jouer un rôle dans le processus de décision des exploitants quant à savoir s'ils devaient planter du coton upland ou une culture de remplacement et dans quelles proportions respectivement. Les coûts variables peuvent être particulièrement importants dans une perspective à court terme. Cependant, les coûts totaux peuvent être pertinents dans une perspective à plus long terme. Sur la base des éléments de preuve portés à sa connaissance concernant la production de coton upland des États-Unis, le Groupe spécial a conclu que "la période de six ans 1997-2002 se prêt[ait] ... à une évaluation de l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis". Il a constaté que "les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total". Dans les circonstances du présent différend, nous ne considérons pas que le fait que le Groupe spécial s'est fondé sur les coûts de production totaux plutôt que sur les coûts de production variables constitue une erreur qui vicie son analyse au titre de l'article 6.3 c)."[468] (notes de bas de page omises)

10.176 Le Groupe spécial initial a estimé que, pour comparer les coûts et recettes du coton, il était essentiel de se fonder sur l'évolution à moyen et long termes de la branche de production du coton upland des États-Unis. Nous souscrivons à cette approche. Conformément à la Loi FSRI de 2002, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques qui sont subordonnés aux prix pourront être obtenus pendant toute la période d'application de la législation, laquelle ne deviendra caduque que pendant la campagne de commercialisation 2007. Par conséquent, il nous apparaît que le meilleur moyen d'évaluer l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur les décisions des exploitants cotonniers en matière de production consisterait à se fonder sur les données portant sur toute la période d'application

---

[465] Voir, par exemple, la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis (18 novembre 2003), paragraphes 116 à 135.

[466] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1465.

[467] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 40 et 452.

[468] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 453.

de la Loi. Lorsque cela n'est pas possible du fait que l'allégation de préjudice grave "actuel" a été présentée avant l'expiration de la Loi, l'évaluation des coûts et recettes devra se faire sur la base de données portant sur la période d'application de la Loi FSRI la plus longue possible, soit en l'espèce les campagnes de commercialisation 2002-2005, y compris les prévisions pour la campagne de commercialisation 2006. Cette période est suffisamment longue pour justifier une analyse sur le moyen et le long terme. Par conséquent, la comparaison des recettes provenant du marché avec le coût total, plutôt qu'avec les coûts variables seulement, est le point de repère approprié pour évaluer les effets des subventions.

v) Le rôle du revenu non agricole

10.177 Bien que les États-Unis admettent que le coût total peut être pertinent pour la décision à long terme de poursuivre ou de cesser la culture du coton, ils font valoir que cette décision n'est pas prise sur la base d'une analyse des coûts et recettes du coton uniquement. Les décisions concernant l'ensemble de l'exploitation seront plutôt prises compte tenu des coûts et recettes de l'ensemble de l'exploitation, y compris des revenus non agricoles.[469] Les États-Unis considèrent que la question du "revenu non agricole" est importante parce qu'elle influe sur la capacité du Brésil de prouver que sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, les producteurs des États-Unis cesseraient totalement leur activité de culture du coton upland.

10.178 Les États-Unis mentionnent deux études qui font état de l'importance accrue de l'emploi non agricole et du revenu non agricole pour les ménages agricoles aux États-Unis.[470] Le Brésil ne conteste pas ces études ni cette tendance dans l'ensemble du secteur agricole des États-Unis. Toutefois, il indique que les études présentées par les États-Unis semblent indiquer que le revenu non agricole revêt une importance particulière pour les petites exploitations. De plus, selon certaines études, les grandes exploitations représentent la majeure partie de la production agricole des États-Unis.[471] Enfin, le Brésil fait référence à la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle le revenu non agricole ou le revenu provenant d'autres cultures n'est pas pertinent pour le différend.

10.179 Lorsqu'il a examiné l'argument des États-Unis concernant la pertinence de ce qu'ils appelaient le "revenu non agricole", le Groupe spécial initial a dit ce qui suit:

> "Nous ne partageons pas la vue des États-Unis selon laquelle un examen du "revenu non agricole" des producteurs de coton upland des États-Unis peut être une considération juridiquement pertinente dans l'examen auquel nous devons procéder. Nous examinons les coûts et les recettes provenant du marché en ce qui concerne le coton upland. Notre examen porte sur la branche de production de coton upland. Nous trouvons des éléments étayant cette affirmation dans les références au "produit subventionné" et au "produit similaire" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, et des éléments contextuels étayant cette affirmation dans de pareilles références à l'article 15 de l'*Accord SMC*. Nous examinons si, en ce qui concerne la production de coton upland, les revenus des producteurs des États-Unis pour ce qui est du coton upland étaient insuffisants pour supporter le coût total qu'ils encouraient. Nous n'examinons pas la possibilité d'un subventionnement croisé ou d'un financement croisé des revenus du marché insuffisants pour le coton upland, qui aurait pu provenir d'autres branches de production des États-Unis. En réalité, le fait même que les

[469] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 295.

[470] Dimitri, Carolyn *et al.*, "The 20th Century Transformation of US Agriculture" and Hoppe, Robert A. and Korb, Penni, "Understanding US Farm Exits. Economic Research Report 21", juin 2006, page 20 (pièce US-46).

[471] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 141.

> États-Unis se fondent sur ce subventionnement croisé en tant que source de revenus possible corroborerait l'affirmation selon laquelle les producteurs de coton upland auraient perdu de l'argent à long terme s'ils s'étaient uniquement consacrés à la production de coton upland. Si l'infrastructure de la production de coton upland des États-Unis permet de soutenir le "revenu non agricole", les subventions constituent également un soutien de ce revenu. Si l'infrastructure de la production de coton upland des États-Unis ne permet pas de soutenir le "revenu non agricole", le producteur n'a pas besoin de produire du coton upland. Pourtant, nous avons vu, sur le plan des faits, que les producteurs des États-Unis continuent à produire du coton upland et reçoivent encore des subventions en rapport avec la production."[472]

10.180 Pour notre part, nous nous sommes penchés sur les deux études citées par les États-Unis. Les États-Unis décrivent l'une des études (Dimitri, *et al.*) comme une analyse des changements qu'a connus la structure des exploitations aux États-Unis au cours du XX^{e} siècle, et ils en citent un passage spécifique[473]:

> "[E]nviron un tiers des exploitants agricoles travaillaient à l'extérieur de l'exploitation pendant au moins 100 jours en 1930 … En 1970, plus de la moitié des exploitations avaient un revenu non agricole et en 2000, 93 pour cent des exploitations disposaient d'un revenu non agricole. Le travail non agricole a joué un rôle clé dans l'accroissement du revenu des ménages agricoles; bien que le revenu des ménages agricoles ait été autrefois inférieur à la moyenne nationale, en 2002, il dépassait cette moyenne de près de 8 000 dollars."

Les États-Unis se servent de cette citation pour étayer leur argument concernant l'importance croissante du revenu non agricole dans le revenu des exploitants agricoles aux États-Unis.

10.181 La deuxième étude citée par les États-Unis (Hoppe et Korb) s'intéresse au lien entre le revenu non agricole et la décision de cesser l'activité agricole. Les États-Unis citent le passage ci-après de l'étude (qui figure à la page 20) et en soulignent la dernière phrase[474]:

> "Le travail non agricole est devenu important pour les exploitants agricoles. Environ un tiers des exploitants travaillent à l'extérieur de l'exploitation au moins 200 jours par an – essentiellement à plein temps – depuis 1978. On peut supposer que le travail non agricole pourrait influer sur les cessations d'activité de deux façons. Premièrement, il pourrait constituer un premier pas vers une cessation de l'activité agricole, ce qui pourrait se traduire par un nombre plus élevé de cessations d'activité pour les exploitations dont les exploitants travaillent à l'extérieur. Deuxièmement, le travail non agricole pourrait réduire la probabilité d'une cessation d'activité en offrant aux ménages d'exploitants agricoles une autre source de revenu."

10.182 Selon l'évaluation du Groupe spécial, il apparaît que l'étude citée par les États-Unis est ambivalente quant au rôle que joue le revenu non agricole dans les cessations de l'activité agricole. D'une part, le fait de disposer d'une source de revenu non agricole pourrait être un facteur rendant moins probable la cessation de l'activité agricole. Par contre, le fait de trouver un travail non agricole pourrait constituer le premier pas vers la cessation de l'activité agricole. Autrement dit, l'importance croissante du revenu non agricole dans le secteur agricole des États-Unis est peut-être simplement le reflet du retrait à long terme des travailleurs de ce secteur.

---

[472] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1470.
[473] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 295.
[474] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 296.

10.183 Le Groupe spécial trouve des éléments de preuve plus solides de cette ambivalence dans le paragraphe de l'étude qui vient juste après, où les auteurs expliquent que le modèle économétrique qu'ils ont utilisé pour estimer l'incidence du revenu non agricole sur la probabilité de cessation de l'activité agricole étaye les deux hypothèses.[475]

> "Le modèle basé sur les jours de travail étaye les deux hypothèses (tableau 8). D'une part, le travail non agricole à temps plein est associé à une probabilité de cessation légèrement plus élevée qu'elle ne l'est dans l'une et l'autre alternatives (hypothèse 1). D'autre part, la combinaison d'un travail non agricole (1 à 199 jours) et d'un travail agricole aboutit à des cessations d'activité moins nombreuses qu'un travail agricole ou non agricole à temps plein (hypothèse 2). Il convient toutefois de noter que la fourchette des probabilités de cessation d'activité est assez étroite, environ 2 points de pourcentage, pour n'importe quelle catégorie de ventes/d'âge." (note de bas de page omise)

10.184 Par conséquent, bien que le Groupe spécial soit convaincu que l'importance du revenu non agricole dans le revenu des exploitants agricoles a augmenté, il y a largement place pour un débat sur les conséquences de ce phénomène sur la probabilité de cessation de l'activité agricole. Les États-Unis mettent en avant une conséquence possible – le travail non agricole pourrait diminuer la probabilité de cessation de l'activité agricole en fournissant aux ménages d'exploitants agricoles une autre source de revenu – à l'appui de laquelle l'étude trouve certains éléments empiriques. Mais selon nous, une bonne lecture de l'étude nous oblige également à ne pas négliger l'autre interprétation – le travail non agricole peut constituer le premier pas vers la cessation de l'activité agricole – à l'appui de laquelle l'étude trouve également des éléments empiriques convaincants. Compte tenu de cette ambivalence des résultats, le Groupe spécial ne croit pas que la question du revenu non agricole influe aussi négativement que le pensent les États-Unis sur la capacité du Brésil de prouver que sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, les producteurs des États-Unis cesseraient l'activité de culture du coton upland.

vi) Coûts de production à long terme et revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis

10.185 Le Groupe spécial s'est appuyé sur les études de l'USDA concernant le coût de production qui combinent le coût total et les recettes totales du coton upland fibre et des graines de coton. C'était le type de données relatives aux coûts sur lesquelles le Groupe spécial initial s'était appuyé pour formuler ses constatations concernant le coût de production des États-Unis, "vu que les données [étaient] calculées selon une méthode que l'USDA lui-même [avait] considéré comme étant une méthode suffisamment fiable qui refl[était] les frais et recettes des producteurs de coton upland des États-Unis".[476] Dans ces données relatives aux coûts, les frais d'égrenage étaient inclus parmi les frais d'exploitation.[477]

10.186 Dans le présent différend, les États-Unis affirment que les revenus provenant du marché devraient n'inclure que les revenus tirés du coton fibre et exclure les recettes tirées de la vente des graines de coton. Selon eux, la raison en est que le produit en cause en l'espèce est le coton fibre.[478] Du fait que c'est le coton fibre qui est principalement visé, les États-Unis font valoir que les frais d'égrenage devraient être exclus du calcul des coûts de production. Ils allèguent que "cela est compatible avec la pratique en vigueur aux États-Unis, qui veut que les frais d'égrenage soient payés

[475] Pièce US-46, page 21.
[476] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1354.
[477] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1468.
[478] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 301.

avec le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton obtenues pendant le processus d'égrenage".[479]

10.187 Le Brésil conteste cette déclaration, faisant valoir que les États-Unis n'ont pas exposé de fondement pour cette affirmation selon laquelle les frais d'égrenage sont payés avec le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton.[480] En réponse à la critique du Brésil, les États-Unis communiquent une pièce qui contient une étude annuelle portant sur huit égreneurs de la région centre-sud des États-Unis et réalisée par un cabinet d'experts-comptables agréé, dans laquelle figurent des données sur les revenus tirés des ventes de graines de coton, les rabais de stockage, les gains/pertes sur la ventes des actifs, les ventes d'impuretés, les intérêts et autres revenus, mais pas de catégorie relative aux redevances dues par les producteurs.[481] Selon les États-Unis, cela montre que les frais d'égrenage ne sont pas payés séparément par les producteurs de coton.[482]

10.188 Bien qu'il estime que les données relatives aux coûts sur lesquelles le Groupe spécial initial s'est appuyé sont des données suffisamment fiables qui reflètent les coûts et revenus des producteurs de coton des États-Unis, le Groupe spécial a décidé d'examiner les deux formes de données relatives aux coûts et aux revenus. Premièrement, la forme proposée par le Brésil et jugée suffisamment fiable par le Groupe spécial initial, selon laquelle les revenus tirés des graines de coton et les frais d'égrenage sont tous les deux inclus (voir le tableau 6A). Deuxièmement, la forme que les États-Unis proposent, selon laquelle seuls les revenus tirés du coton fibre sont inclus et les frais d'égrenage sont exclus (voir le tableau 6B).

10.189 Le tableau 6A montre le revenu provenant du marché et le coût total selon la forme sous laquelle le Groupe spécial initial les a analysés. Pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006, les revenus provenant du marché des producteurs de coton des États-Unis ont dépassé le coût de production total une seule fois seulement, pendant la campagne de commercialisation 2003, alors que les prix du coton étaient à leur plus haut niveau depuis la campagne de commercialisation 1997. Pendant toutes les autres campagnes de commercialisation, le coût de production total a dépassé le revenu provenant du marché, parfois dans une très large mesure. Pendant la campagne de commercialisation 2002, par exemple, le coût total a été de 72 pour cent supérieur au revenu provenant du marché. Les données fournies par le Brésil pour la campagne de commercialisation 2006 semblent indiquer que le coût total continuera de dépasser le revenu provenant du marché. L'écart devrait être d'environ 115,76 dollars par acre, ce qui équivaudrait à plus d'un quart du revenu provenant du marché des producteurs de coton des États-Unis.

[479] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 301.
[480] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 279.
[481] Pièce US-94.
[482] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 340.

Tableau 6A: Coûts de production et recettes du coton, campagnes de commercialisation 2002-2006

(Dollars EU par acre)

Élément	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005	Campagne de commercialisation 2006
1. Revenu provenant du marché	307,83	561,72	483,49	456,69	450,29
2. Coût total	529,02	496,74	501,51	544,23	566,05
a) Frais d'exploitation	278,00	304,29	315,35	349,26	362,18
b) Frais généraux	251,02	192,45	186,16	194,97	203,87
3. Revenu moins coût total	-221,19	64,98	-18,02	-87,54	-115,76
Écart entre le revenu et le coût total en pourcentage du revenu provenant du marché	-71,9%	11,6%	-3,7%	-19,2%	-25,7%

Source: Pièces Bra-648 et US-47.

10.190 Le tableau 6B montre le revenu provenant du marché pour le coton fibre, le coût total (*moins* les frais d'égrenage) et la différence entre le revenu provenant du marché et le coût total par acre pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006. Au cours de la période examinée, le revenu provenant du marché des producteurs de coton des États-Unis a dépassé le coût de production total à deux reprises, pendant la campagne de commercialisation 2003, alors que les prix du coton étaient à leur plus haut niveau depuis la campagne de commercialisation 1997, ainsi que pendant la campagne immédiatement postérieure. Lors des autres campagnes de commercialisation, le coût de production total a dépassé le revenu provenant du marché, parfois dans une très large mesure. Pendant la campagne de commercialisation 2002, par exemple, le coût total a été de 84 pour cent supérieur au revenu provenant du marché. Les données fournies par le Brésil pour la campagne de commercialisation 2006 semblent indiquer que le coût total continuera de dépasser le revenu provenant du marché. L'écart devrait être d'environ 56,25 dollars par acre, ce qui équivaudrait à 14,7 pour cent environ du revenu provenant du marché des producteurs de coton des États-Unis pour cette campagne. Cumulés sur les cinq campagnes de commercialisation de 2002 à 2006, les coûts de production des producteurs de coton des États-Unis ont dépassé les revenus provenant du marché de 227,49 dollars par acre en moyenne.

Tableau 6B: Coûts de production et recettes du coton

(Dollars EU par acre)

Élément	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005	Campagne de commercialisation 2006
1. Revenu provenant du marché (coton fibre)	257,88	489,72	414,12	392,16	381,65
2. Coût total	473,41	408,41	403,08	440,22	437,90
a) Frais d'exploitation (sans les frais d'égrenage)	222,39	215,96	216,92	245,25	234,03[483]
b) Frais généraux	251,02	192,45	186,16	194,97	203,87
3. Revenu moins coût total	-215,53	81,31	11,04	-48,06	-56,25
Écart entre le revenu et le coût total en proportion du revenu provenant du marché	-83,6%	16,6%	2,7%	-12,3%	-14,7%

Source: Pièces Bra-648 et US-47.

10.191 Ainsi, dans les deux tableaux, il existe un écart important entre le revenu provenant du marché et le coût de production total. Le Groupe spécial est d'avis que l'existence de cet écart entre le coût de production total et le revenu provenant du marché des producteurs de coton upland est révélatrice. Il pense comme le Brésil que ces données fournissent d'autres éléments de preuve du rôle essentiel que jouent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques dans la couverture du coût de production total à long terme des producteurs de coton upland des États-Unis, et que ces données étayent l'argument du Brésil selon lequel, en l'absence de ces subventions, de nombreux producteurs de coton upland n'auraient pas pu continuer de cultiver du coton upland et auraient dû passer à des cultures de remplacement.[484]

vii) Autres arguments

10.192 Les États-Unis avancent plusieurs autres arguments concernant les coûts et les revenus relatifs au coton. *Premièrement*, ils font valoir que les producteurs de coton des États-Unis ont couvert leurs coûts variables pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005. *Deuxièmement*, ils font observer que, pendant presque toutes les campagnes, ils ont couvert la plupart, voire la totalité du coût total supporté pour la culture du coton.[485] *Troisièmement*, ils soutiennent que l'écrasante majorité de

[483] La pièce Bra-648 ne fournit pas d'estimation des frais d'égrenage. Deux autres estimations ont été calculées à cette fin: i) la moyenne des frais d'égrenage pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005; et ii) le résultat de l'application du taux de croissance composé des frais d'égrenage pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005. La deuxième méthode a débouché sur une estimation plus élevée des frais d'égrenage pour la campagne de commercialisation 2006 (128,15 dollars par acre) par rapport à la première approche (86,60 dollars par acre). Toutefois, quelle que soit l'estimation utilisée, le résultat est toujours le même, c'est-à-dire que le coût total (sans les frais d'égrenage) dépasse le revenu provenant du marché (pour le coton fibre uniquement) pendant la campagne de commercialisation 2006. Pour obtenir les frais d'exploitation de 234,03 dollars par acre indiqués dans le tableau 6B, on a supprimé des coûts variables l'estimation la plus élevée des frais d'égrenage.

[484] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 163.

[485] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 300.

la production des États-Unis s'est effectuée sur des exploitations qui non seulement couvraient leurs coûts variables (frais d'exploitation) mais également leur coût total.[486]

10.193 Le premier argument des États-Unis est certainement confirmé par les données figurant dans les tableaux 6A et 6B. Le revenu provenant du marché a dépassé les coûts variables pendant chacune des cinq campagnes de commercialisation. Le deuxième argument des États-Unis est un peu imprécis parce que ceux-ci ne fournissent aucun point de repère permettant de déterminer ce qu'ils entendent par "la plupart". Ce qui doit être clair dès le départ c'est qu'en moyenne, les exploitants cotonniers ont fonctionné à perte pendant quatre des cinq campagnes de commercialisation mentionnées dans le tableau 6A et pendant trois des cinq compagnes de commercialisation mentionnées dans le tableau 6B. Par conséquent, nous interprétons le deuxième argument des États-Unis comme une tentative de décrire l'importance de ces pertes pendant ces campagnes. Le tableau 7 tente de montrer plus précisément l'importance de ce deuxième argument des États-Unis. Il est fondé sur les renseignements figurant dans le tableau 6A ci-dessus.[487] La deuxième ligne indique le revenu provenant du marché moins les frais d'exploitation, c'est-à-dire ce qui reste une fois les coûts variables payés. La troisième ligne indique les frais généraux. La dernière ligne donne le pourcentage des frais généraux qui pourraient être couverts par le revenu provenant du marché après déduction des coûts variables. Le deuxième argument des États-Unis décrit avec exactitude ce qui s'est produit pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2004, mais pas ce qui s'est passé pendant la campagne de commercialisation 2002. Pendant la campagne de commercialisation 2005, le revenu provenant du marché après déduction des frais d'exploitation a pu couvrir un peu plus de la moitié des frais généraux.

Tableau 7: Frais généraux couverts par le revenu provenant du marché aux États-Unis, campagnes de commercialisation 2002-2006

(Dollars EU par acre)

Élément	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005	Campagne de commercialisation 2006
Revenu provenant du marché (moins les frais d'exploitation)	29,83	257,43	168,14	107,43	88,11
Frais généraux	251,02	192,45	186,16	194,97	203,87
Pourcentage des frais généraux couverts	**11,9%**	**133,8%**	**90,3%**	**55,1%**	**43,2%**

Source: Pièces Bra-648 et US-47.

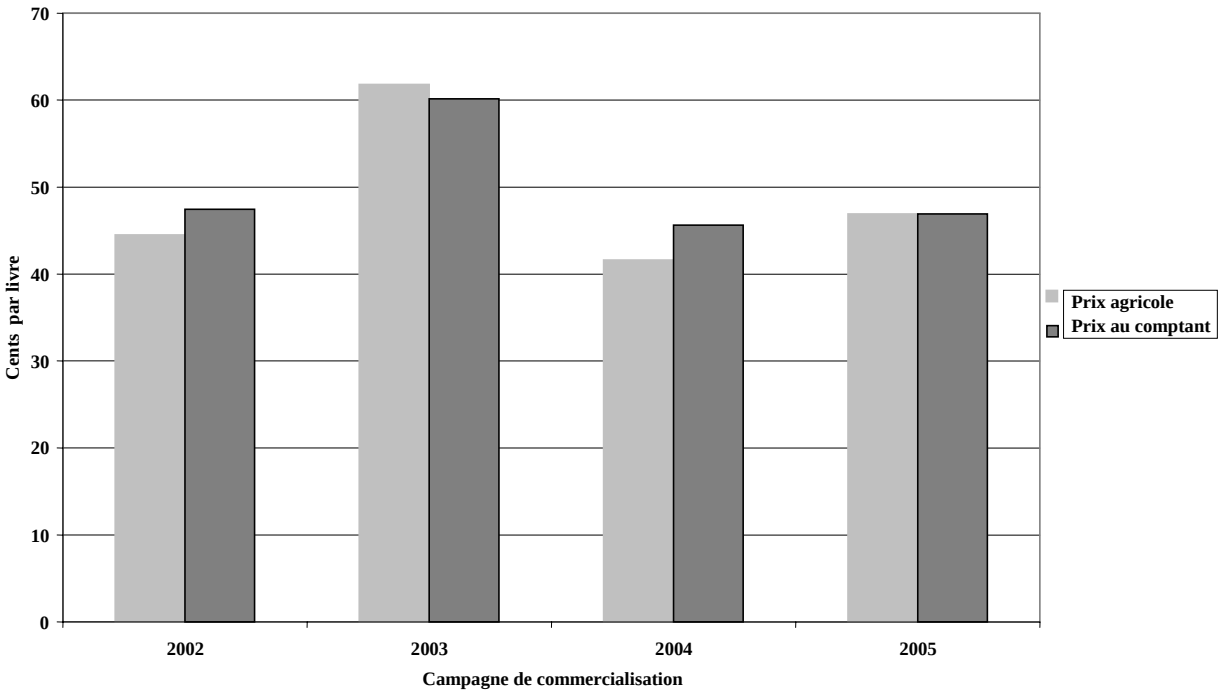
10.194 Pour étayer leur troisième argument, les États-Unis mentionnent des données sur les coûts de production du coton, par catégorie de coût, qui montrent que seuls les producteurs à coût élevé, qui représentent quelque 8 pour cent de la production des États-Unis, n'ont pas couvert leur coût total pendant la campagne de commercialisation 2003. Malheureusement, les États-Unis ne disposent pas d'une ventilation similaire par catégorie de coût pour les autres campagnes de commercialisation. La campagne de commercialisation 2003 a été la dernière pour laquelle l'USDA a mené une étude

[486] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 337.

[487] Si nous nous basons sur le tableau 6B, le pourcentage des frais généraux couvert par les revenus provenant du marché (moins les frais d'exploitation) est de 14,1 pour cent, 142,2 pour cent, 105,9 pour cent, 75,4 pour cent et 72,4 pour cent pour les campagnes de commercialisation 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006, respectivement. Le deuxième argument des États-Unis décrit avec exactitude ce qui s'est produit pendant toutes les campagnes de commercialisation, à l'exception de la campagne 2002, où seuls 14,1 pour cent des frais généraux ont été couverts. Pendant les autres campagnes, les frais généraux ont été soit couverts en totalité (comme pendant les campagnes 2003 et 2004), soit couverts aux trois-quarts environ (comme pendant les campagnes 2005 et 2006).

exhaustive des coûts de production du coton upland. On ne sait pas très bien dans quelle mesure les résultats obtenus pour la campagne de commercialisation 2003 sont représentatifs, étant donné que, pendant cette campagne, les prix du coton étaient à leur plus haut niveau depuis la campagne 1997. Le graphique 3, qui représente le prix agricole et le prix au comptant moyens (repris de la pièce US-83) pour les campagnes de commercialisation 2002 à 2005, montre à quel point les prix du coton étaient élevés pendant la campagne de commercialisation 2003. Le prix agricole pendant la campagne de commercialisation 2003 a été de 39 pour cent, 49 pour cent et 32 pour cent supérieur à celui enregistré pendant les campagnes de commercialisation 2002, 2004 et 2005, respectivement. Le prix au comptant pendant la campagne de commercialisation 2003 a été de 27 pour cent, 32 pour cent et 28 pour cent supérieur à celui enregistré pendant les campagnes de commercialisation 2002, 2004 et 2005, respectivement. Il est donc raisonnable de s'attendre à ce que la proportion des exploitants qui n'ont pas couvert leur coût total soit beaucoup plus élevée pendant ces campagnes.

Graphique 3: Prix agricole et prix au comptant moyens, campagnes de commercialisation 2002-2005



Source: Pièce US-83.

10.195 Le Groupe spécial considère, toutefois, que ces arguments additionnels éludent la question principale. Le Groupe spécial procède à une évaluation qui porte sur l'évolution à moyen et à long terme de la branche de production de coton upland. Pour ce faire, le Groupe spécial doit comparer le revenu provenant du marché non seulement avec les coûts variables, mais également avec le coût total. Et la situation qui se dégage de cette analyse du moyen et du long terme est que le coût total a dépassé le revenu provenant du marché lors de trois des quatre campagnes de commercialisation pour lesquelles nous disposons de données définitives si nous nous basons sur le tableau 6A et lors de deux des quatre campagnes pour lesquelles nous disposons de données définitives si nous nous basons sur le tableau 6B. De l'avis du Groupe spécial, il est probable que le coût de production total continuera de dépasser le revenu provenant du marché pendant la campagne de commercialisation 2006, que les frais d'égrenage soient exclus ou non.

10.196 En conclusion, le Groupe spécial constate qu'il existe un écart important entre le coût de production total des producteurs de coton upland des États-Unis et leur revenu provenant du marché. Il considère que cet écart entre le coût et le revenu, lorsqu'il est analysé conjointement avec l'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques et le poids de leur part dans le revenu des producteurs de coton des États-Unis[488], étaye la proposition voulant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques soient un facteur important qui influe sur la viabilité économique de la culture du coton upland aux États-Unis. Le Groupe spécial considère donc également que, sans ces subventions, les niveaux de la superficie et de la production de coton upland des États-Unis seraient considérablement moindres.[489]

10. Modèle de simulation économique présenté par le Brésil dans le cadre de la présente procédure

a) Introduction

10.197 Le Brésil présente un modèle économique pour simuler les effets des subventions des États-Unis sur le marché mondial du coton upland. Il rattache ce modèle à une série d'études économiques dont il allègue qu'elles étayent la constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. Le Groupe spécial croit comprendre que le modèle est destiné à quantifier l'empêchement de hausses de prix qui, d'après les allégations du Brésil, est causé par les subventions versées par les États-Unis. Dans le différend initial, le Brésil avait aussi présenté un modèle économique. À propos de ce modèle, le Groupe spécial initial avait dit ce qui suit:

> "Nous avons tenu compte [de l'analyse de M. Sumner] dans les cas où elle[ ] présent[ait] de l'intérêt pour notre analyse de l'existence et de la nature des subventions en question, et de leurs effets, au titre des dispositions pertinentes de l'*Accord SMC*, et nous leur avons accordé la valeur probante que nous jugions appropriée."[490]

10.198 Dans la présente affaire, nous avons poussé plus avant l'analyse du modèle en examinant de manière assez détaillée les arguments présentés par les parties au sujet du modèle, de ses hypothèses et de ses résultats.[491] Dans la mesure du possible, nous avons présenté notre évaluation de ces arguments et, sur cette base, nous sommes parvenus à une conclusion générale au sujet des résultats de simulation.

10.199 Le modèle du Brésil est un modèle de l'offre et de la demande sous forme de différence logarithmique (logarithmes naturels), qui permet de calculer les variations par rapport à un équilibre

---

[488] *Supra*, paragraphe 10.111.

[489] Ainsi, sur la base des éléments de preuve portés à notre connaissance, nous parvenons à la même conclusion que le Groupe spécial initial, qui a constaté que "les producteurs de coton upland des États-Unis n'auraient pas été capables, du point de vue économique, de rester dans la production de coton upland sans les subventions des États-Unis en cause" et que les subventions en cause soutenaient un niveau de production plus élevé que celui qui aurait existé en l'absence des subventions. *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1353 et 7.1355.

[490] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1209. (note de bas de page omise)

[491] Le Groupe spécial note la transparence du modèle. L'ensemble complet d'équations est explicitement indiqué par écrit et une version électronique du modèle de simulation, sous forme d'une feuille de calcul Excel, a été communiquée aux États-Unis et au Groupe spécial, ce qui permet à toutes les parties au différend et au Groupe spécial d'avoir pleinement accès au modèle, à ses hypothèses et à ses résultats. En fait, les États-Unis se sont servis de la feuille de calcul Excel communiquée par le Brésil pour effectuer d'autres simulations utilisant un ensemble différent d'hypothèses concernant les paramètres.

initial en cas de versement de subventions par les États-Unis. Il ne prend en compte que deux régions, les États-Unis et le reste du monde, et simule un scénario hypothétique: quelle serait l'ampleur des variations du prix mondial, de la production de coton des États-Unis et du reste du monde et des exportations/importations de coton des États-Unis et du reste du monde si les subventions versées par les États-Unis – principalement les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques – étaient éliminées?

10.200 La simulation réalisée à l'aide du modèle couvre les campagnes de commercialisation 1999-2008. Pour réaliser cette simulation, il est nécessaire de formuler des hypothèses au sujet de plusieurs paramètres: les élasticités de l'offre et de la demande aux États-Unis et à l'étranger, ainsi que le facteur de couplage des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. En outre, étant donné que les attentes au sujet des prix motivent les décisions de production, il faut aussi déterminer les prix attendus. Trois hypothèses différentes sont faites au sujet de la manière dont les exploitants formulent des attentes en matière de prix: i) le prix attendu correspond aux prix réels et aux montants réels des subventions, décalés d'un an, ii) le prix attendu correspond aux prix à terme à l'époque de la récolte en vigueur au moment de la plantation, et iii) le prix attendu est égal à la prévision du prix du produit de base établie par le FAPRI au moment où les planteurs formulent leurs attentes et leurs prévisions.

b) Principaux arguments des parties

10.201 En utilisant les résultats du modèle de simulation, le **Brésil** affirme que s'il n'y avait pas eu les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, le prix mondial du coton aurait été plus élevé et la production et les exportations de coton upland des États-Unis considérablement plus faibles. Pour les campagnes de commercialisation 2002-2005, le prix mondial aurait été supérieur de 8,2 à 8,9 pour cent en moyenne, tandis que la production et les exportations de coton des États-Unis auraient été inférieures de 15 à 16,2 pour cent et de 20,8 à 22,5 pour cent en moyenne, respectivement, en fonction de l'hypothèse faite au sujet des attentes en matière de prix.[492] Pour la seule campagne de commercialisation 2005, le Brésil estime que l'élimination des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques entraîne une hausse du prix mondial du coton de 9,3 à 10,7 pour cent, un recul de la production de coton des États-Unis de 16,9 à 19,4 pour cent et une diminution des exportations des États-Unis de 23,5 à 26,9 pour cent, en fonction de l'indicateur sur la base duquel les attentes en matière de revenu sont établies.[493] Pour les campagnes de commercialisation 2006–2008, le Brésil prévoit une hausse de prix comprise entre 4,44 et 6,05 pour cent si tant les versements au titre de prêts à la commercialisation que les versements anticycliques devaient être éliminés.[494]

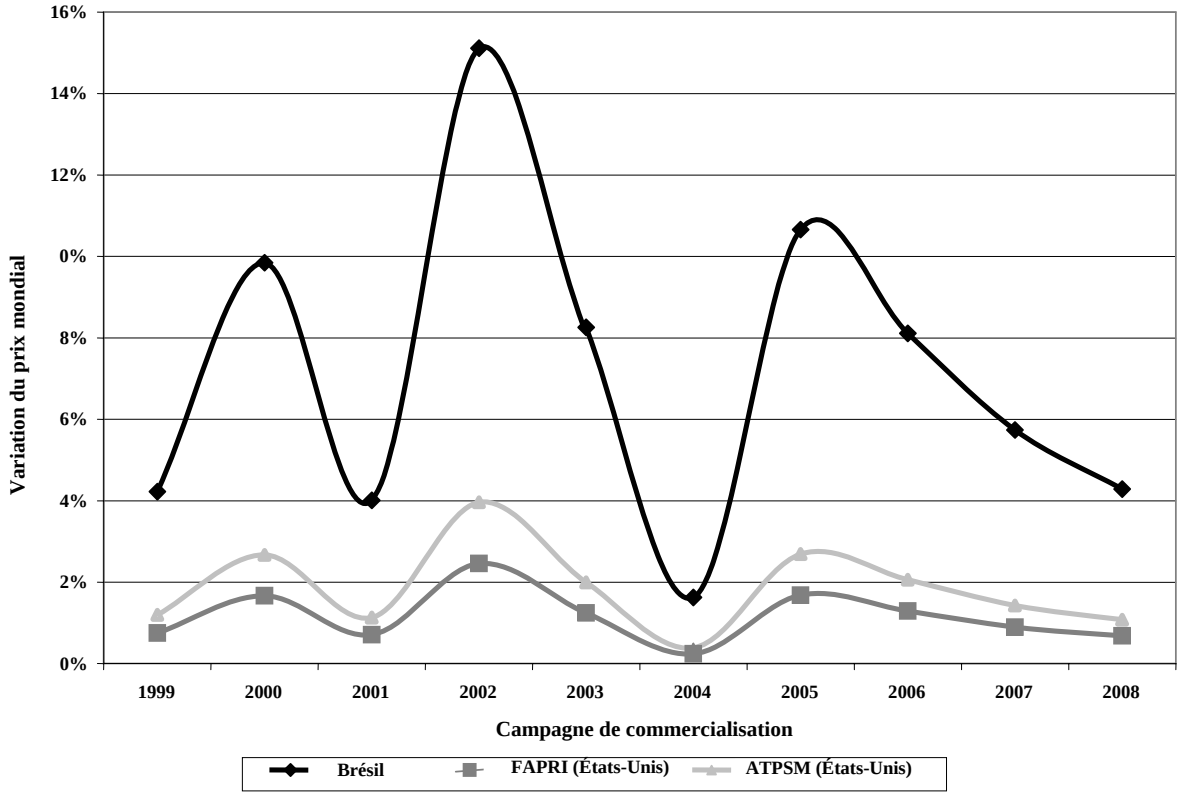
10.202 Les **États-Unis** contestent vigoureusement ces résultats. Se servant du modèle fourni par le Brésil, ils ont réalisé leurs propres simulations à l'aide d'un ensemble différent de valeurs des paramètres repris des modèles élaborés par le FAPRI concernant le coton aux États-Unis et dans le monde, ainsi que d'un autre ensemble de valeurs des paramètres tiré du modèle ATPSM (Agricultural Trade Policy Simulation Model) élaboré par la CNUCED et la FAO. Si l'on utilise les valeurs des paramètres provenant du modèle du FAPRI concernant le coton et que l'on fait l'hypothèse que le prix attendu correspond aux prix réels décalés d'un an, l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques devrait entraîner une hausse du prix mondial de seulement 1,41 pour cent pour les campagnes de commercialisation 2002-2005 et de 0,96 pour cent pour les campagnes 2006-2008. Si l'on utilise les élasticités de l'offre et de la demande tirées du modèle ATPSM et que l'on fait l'hypothèse que le prix attendu correspond aux prix réels

[492] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 82.
[493] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 81.
[494] Il s'agit des moyennes simples établies sur la base des tableaux 2.A.1 et 2.A.3 de l'annexe I de la première communication écrite du Brésil.

décalés d'un an, l'élimination de ces programmes devrait aboutir à une hausse du prix mondial de 2,26 pour cent durant les campagnes de commercialisation 2002-2005 et de 1,52 pour cent durant les campagnes 2006-2008.[495] Les États-Unis font valoir que les résultats des autres modèles relatifs aux attentes en matière de prix sont similaires à ceux qui découlent du modèle fondé sur les prix décalés.

10.203 Une comparaison de l'incidence sur les prix mondiaux des simulations réalisées par le Brésil et les États-Unis à partir de l'hypothèse d'un décalage des prix d'un an est présentée dans le graphique 4 ci-dessous. Les résultats de la simulation du Brésil correspondent à la courbe supérieure. Ceux des deux simulations réalisées par les États-Unis sont représentés: la courbe inférieure indique les résultats obtenus avec les élasticités du FAPRI, tandis que la courbe médiane indique la hausse du prix mondial prévue à l'aide des élasticités du modèle ATPSM.

Graphique 4: Résultats des simulations faites à partir de différentes hypothèses concernant les paramètres



10.204 Le désaccord entre les parties porte sur deux questions. La première question concerne l'adéquation du modèle lui-même. La deuxième concerne le choix approprié des valeurs des paramètres – principalement les élasticités de la demande et de l'offre. Bien que nous ayons essayé de traiter chaque question séparément, il est important de noter que les deux sont étroitement liées.

i) Structure du modèle

10.205 Il apparaît que les États-Unis formulent plusieurs critiques à l'encontre du modèle présenté par le Brésil. *Premièrement,* ce modèle est fondé sur une formulation plus simple et plus réduite que le

[495] Première communication écrite des États-Unis, annexe 1, paragraphes 3 et 4.

modèle du FAPRI, dont il néglige des paramètres essentiels.[496] Les États-Unis notent, à cet égard, que dans la procédure initiale, au cours de laquelle il a aussi présenté un modèle, le Brésil a insisté sur la similarité de son modèle avec celui du FAPRI. *Deuxièmement*, par suite de cette formulation plus simple et plus réduite, le modèle ne peut pas prendre en compte les effets croisés entre produits de base et les élasticités-prix croisés, ce qui peut conduire à des effets sur les prix faussés.[497] *Troisièmement*, le modèle du Brésil ne tient pas compte des variations du niveau des stocks de coton et ne comporte pas d'équations de stocks, ce qui constitue un autre problème qui tendra à accentuer les variations de prix.[498] *Quatrièmement*, les États-Unis s'élèvent en outre contre la manière dont différents types de versements publics sont modélisés différemment, bien qu'ils fonctionnent de la même façon, ou sont directement incorporés au revenu des producteurs.[499]

10.206 Le Brésil dit pour sa défense que le modèle beaucoup plus simple qu'il a utilisé peut aisément être centré spécifiquement sur les effets sur les marchés du coton et sur l'élimination des subventions concernant le coton uniquement.[500] Il explique que cette approche rendrait l'analyse plus accessible aux autres parties et au Groupe spécial. Cette utilisation du modèle à une fin unique – examiner la question de l'empêchement notable de hausses de prix causé par les subventions des États-Unis – explique en outre qu'il ait employé des paramètres qui étaient plus applicables à la présente affaire que les paramètres universels et uniformes qui sont inhérents au système du FAPRI.[501]

ii) Paramètres du modèle

10.207 Les États-Unis font valoir que nombre des valeurs des paramètres choisies par le Brésil sont "inappropriées" et "faussent" les effets de l'élimination des subventions des États-Unis concernant le coton sur les cours du marché mondial.[502] Ils soutiennent que les valeurs des paramètres choisies par le Brésil diffèrent considérablement de celles qui ont été utilisées dans le modèle ("Sumner I") présenté dans le cadre du différend initial, ainsi que des paramètres utilisés dans les modèles du FAPRI concernant le coton. En outre, ils reprochent au Brésil de ne fournir aucun élément de preuve ou de validation statistique pour justifier son choix des élasticités.[503]

10.208 Le Brésil fait valoir que les paramètres qu'il a choisis sont plus applicables à la présente affaire que les paramètres universels et uniformes qui sont inhérents au système du FAPRI. Il allègue que la "lourdeur" du système de modélisation du FAPRI fait qu'il est difficile de constater dans la paramétrisation que des degrés de réaction différents seraient attendus dans des circonstances différentes.[504]

Élasticité de l'offre aux États-Unis

10.209 Les parties ne sont pas d'accord sur l'importance de l'élasticité de l'offre des États-Unis, le Brésil alléguant une valeur plus élevée (0,8) que celle des États-Unis (0,21).

10.210 Le Brésil explique que l'emploi d'une plus forte élasticité de l'offre est justifié par la nature de l'expérience envisagée, à savoir une réduction importante et permanente du revenu par unité, consécutive à l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et

[496] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4.
[497] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4. Voir aussi la déclaration de M. Joseph Glauber, paragraphes 3 et 4.
[498] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4.
[499] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4.
[500] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 4.
[501] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 6.
[502] Première communication écrite des États-Unis, annexe 1, paragraphe 1.
[503] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 12.
[504] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 6.

de versements anticycliques.[505] Il cite des études empiriques qui donnent à penser que du fait de l'élimination des contraintes qui existent dans le cadre des programmes de subventions des États-Unis, la réaction des exploitants des États-Unis au niveau de l'offre s'amplifiera considérablement.[506] Le Brésil allègue que ce qu'il utilise est une élasticité de l'offre en situation d'équilibre général qui rend compte des variations endogènes des prix des autres cultures.[507] Il exprime en outre des doutes au sujet de l'exactitude et de l'applicabilité des estimations des élasticités de l'offre régionale que les États-Unis utilisent pour établir une estimation nationale de l'élasticité de l'offre sur leur territoire.[508]

10.211 Les États-Unis ont utilisé les équations du FAPRI concernant la superficie régionale pour calculer une moyenne pondérée de l'élasticité de l'offre de coton pour l'ensemble du pays. Il en a résulté une estimation considérablement inférieure à celle qu'a obtenue le Brésil.[509] Les États-Unis contrent l'explication du Brésil concernant leur forte élasticité de l'offre en mettant en avant des scénarios tout aussi ambitieux qui ont été simulés par le modèle du FAPRI concernant le coton sans modification de l'importance de l'élasticité de l'offre.[510] Ils remettent en question la pertinence des ouvrages empiriques cités par le Brésil parce que ces ouvrages ont analysé la réaction des producteurs de coton au niveau de la superficie au début des années 90, quand ces producteurs ne bénéficiaient, en vertu de la loi agricole de 1990, que d'une flexibilité limitée en matière de plantation.[511] Les États-Unis allèguent en outre que l'importance de l'élasticité choisie par le Brésil semble indiquer que les effets croisés sur les prix des produits de base ont été négligés.[512]

Élasticité de l'offre à l'étranger

10.212 Le modèle du Brésil part de l'hypothèse d'une élasticité de l'offre à l'étranger de 0,2. Les États-Unis critiquent ce choix parce que trop faible et proposent à la place une valeur de 0,33.

10.213 Le Brésil avance plusieurs raisons pour lesquelles l'élasticité de l'offre à l'étranger devrait être faible. L'incitation à modifier la production à laquelle les producteurs étrangers sont confrontés est indirecte et relativement faible en comparaison de la perte de revenu subie par les producteurs des États-Unis, et est à l'inverse de l'incitation à laquelle ces derniers sont confrontés.[513] En outre, la répercussion des variations des prix mondiaux sur les prix locaux s'effectue avec un décalage et, pour certains pays, n'est que partielle, à cause des obstacles au commerce, des contraintes institutionnelles, des frais de transport et du coût des informations, entre autres facteurs.[514]

10.214 Les États-Unis tirent leur valeur de l'élasticité de l'offre à l'étranger du modèle international du FAPRI concernant le coton.[515] Ils contestent l'explication du Brésil selon laquelle l'incitation à modifier la production à laquelle les producteurs étrangers sont confrontés est indirecte et relativement faible étant donné que l'élasticité de l'offre à l'étranger mesure la réactivité de l'offre à l'étranger aux variations du revenu des producteurs étrangers (et non pas du revenu des producteurs des États-Unis).[516] Bien qu'ils conviennent que les facteurs mentionnés par le Brésil, comme les obstacles au commerce, les contraintes institutionnelles, les frais de transport et le coût des informations, peuvent avoir une incidence sur les prix au comptant locaux, les États-Unis pensent que

[505] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 8.
[506] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 10.
[507] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 14.
[508] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 18.
[509] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphe 19.
[510] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphe 13.
[511] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 14.
[512] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphe 15.
[513] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 21.
[514] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 23.
[515] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphe 23.
[516] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 20.

ces incidences sont prises en compte dans l'estimation par le modèle international du FAPRI concernant le coton des équations détaillées de la réaction au niveau de l'offre pour les principaux pays producteurs de coton.[517]

Élasticités de la demande aux États-Unis et à l'étranger

10.215 Le Brésil fait l'hypothèse que les élasticités de la demande aux États-Unis et à l'étranger sont identiques, à savoir -0,2. Les États-Unis font l'hypothèse que l'élasticité de la demande aux États-Unis est de -0,822 et celle de la demande à l'étranger de -0,39.

10.216 Les États-Unis critiquent l'absence d'ajustement des stocks ou des éléments d'inventaire dans le modèle du Brésil. Les chocs subis par l'offre et la demande ne peuvent être absorbés que par des variations de prix, puisque aucune absorption n'est possible par le biais du stockage.[518] Pour tenir compte des stocks dans leur analyse, les États-Unis prennent en considération une élasticité de la demande totale pour l'utilisation industrielle et les stocks de fin de campagne fondée sur les niveaux de cette utilisation et de ces stocks durant les campagnes 2003-2005 et sur les équations estimées de la demande pour l'utilisation industrielle et des stocks tirée du modèle du FAPRI.[519]

10.217 Le Brésil explique que l'absence d'ajustement des stocks dans son modèle est une conséquence du scénario hypothétique qui est simulé. Ce scénario fait intervenir une variation attendue et permanente du niveau global des prix du coton sur le marché. Selon le Brésil, ces augmentations ou diminutions temporaires des stocks en réponse aux fluctuations des prix du marché sont sans rapport avec la réaction de la demande aux changements de politique anticipés et permanents qui sont examinés dans la présente procédure.[520]

Facteur de couplage des versements anticycliques

10.218 Enfin, le Brésil et les États-Unis ne sont pas d'accord sur la valeur appropriée à assigner au "facteur de couplage" liant les versements anticycliques au prix du marché. Ce facteur de couplage fournit une mesure de l'effet d'accroissement de la production qu'ont les subventions. Le Brésil utilise un facteur de couplage de 0,4 pour les versements anticycliques tandis que les États-Unis font valoir que le facteur de couplage correct est de 0,25, ce qui correspond à l'hypothèse faite dans le modèle du FAPRI.

c) Évaluation par le Groupe spécial

10.219 Le Groupe spécial note l'avantage de la méthode de modélisation que le Brésil a choisi d'adopter. Un modèle plus simple et plus accessible peut aisément être centré sur la question spécifique considérée. Il devrait comprendre uniquement les éléments économiques pertinents qui sont essentiels pour déterminer si certains versements des pouvoirs publics des États-Unis ont entraîné un empêchement notable de hausses de prix.

10.220 Toutefois, le Groupe spécial est aussi conscient de la critique formulée par les États-Unis selon laquelle le modèle du Brésil "n'a aucune assise dans les milieux économiques".[521] Ce modèle a été présenté pour la première fois dans le cadre du présent différend. Cela signifie qu'il doit inspirer confiance au présent Groupe spécial.

[517] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 21.
[518] Première communication écrite des États-Unis, annexe 1, paragraphe 25.
[519] Première communication écrite des États-Unis, annexe 1, paragraphe 27.
[520] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 29.
[521] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 7.

10.221 En outre, l'importance de l'effet des subventions des États-Unis sur le prix mondial dépend des valeurs des paramètres prises comme hypothèses pour le modèle du Brésil. Chaque partie nous a présenté des arguments pour expliquer pourquoi les valeurs des paramètres qu'elle avait choisies dans la simulation étaient meilleures que celles que l'autre partie avait utilisées. Le Groupe spécial ne prend pas position sur la question de savoir si les paramètres du FAPRI ou de l'ATPSM sont meilleurs que ceux que le Brésil a choisis. Par conséquent, il n'est pas en mesure de se prononcer sur les allégations des parties au sujet de l'importance exacte de la hausse du prix mondial qui se produirait si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques cessaient totalement.

10.222 Bien qu'il se soit abstenu de faire une détermination au sujet de l'importance de l'effet des subventions des États-Unis sur le prix mondial, le Groupe spécial n'en constate pas moins que toutes les simulations réalisées par les parties étayent l'idée que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis ont entraîné une augmentation de la production et des exportations de coton des États-Unis qui, par la suite, a empêché des hausses des prix mondiaux. Le Groupe spécial prend note du fait que l'empêchement de hausses de prix a résulté de toutes les simulations, qu'elles aient été faites avec les valeurs des paramètres proposées par le Brésil ou avec celles du FAPRI et de l'ATPSM, proposées par les États-Unis.

11. Incidence de l'élimination des versements au titre du programme Step 2

a) Introduction

10.223 Les États-Unis ont éliminé le programme Step 2 avec effet au 1er août 2006. Le programme Step 2 consistait en l'octroi d'un prêt à la commercialisation spécial pour le coton upland qui était autorisé depuis 1990 au titre de textes législatifs successifs, y compris la Loi FAIR de 1996 et la Loi FSRI de 2002. Il prévoyait la délivrance de certificats de commercialisation ou des versements comptants aux utilisateurs et exportateurs nationaux admissibles de coton upland admissible quand le marché répondait à certaines conditions et que les points de repère concernant la fixation des prix du coton aux États-Unis étaient dépassés.[522] Ainsi, ce programme combinait des éléments de subventionnement des exportations, quand des versements étaient effectués aux exportateurs de coton admissible des États-Unis, et de remplacement des importations quand des versements étaient effectués aux utilisateurs nationaux admissibles de coton upland des États-Unis.

10.224 Les parties ne sont pas d'accord sur l'effet de l'élimination du programme Step 2 sur la production et les exportations de coton des États-Unis.

b) Principaux arguments des parties

10.225 Le **Brésil** estime que le programme Step 2 a causé un empêchement de hausses de prix indépendamment et en plus de l'empêchement notable de hausses de prix causé par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[523] Quoique modestes en comparaison des effets beaucoup plus importants des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les effets des versements au titre du programme Step 2 sur le prix du marché mondial, pris isolément, sont nettement reconnaissables. Le Brésil estime, à cet égard, que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 renforcera les effets défavorables des versements anticycliques car elle se traduira par une baisse des prix intérieurs des États-Unis et entraînera de ce fait des versements anticycliques plus importants.[524] Le Brésil se

[522] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.209.
[523] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 191 à 208.
[524] Le Brésil fait valoir que la mesure dans laquelle les versements anticycliques compenseront la perte des versements au titre du programme Step 2 dépendra du niveau du prix agricole moyen au cours d'une

réfère aux études du Bureau du budget du Congrès et des chercheurs de l'Université du Missouri qui prévoient que l'abrogation du programme Step 2 n'aura qu'un faible effet de diminution du revenu des producteurs de coton upland des États-Unis en raison de l'augmentation des versements anticycliques qui résultera du déclin des prix intérieurs.[525] Le Brésil cite en outre des études qui prévoient que l'abrogation du programme Step 2 n'aura pas d'incidence notable sur la production et les exportations de coton upland des États-Unis ni sur les cours du marché mondial.[526] Les effets relativement modestes de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 sur la production et les exportations des États-Unis signifient que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques demeurent les principaux facteurs qui empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland. Le fait que le programme Step 2 n'altère pas le lien de causalité existant entre les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et un empêchement notable de hausses de prix est prouvé par le fait que, selon les estimations, la superficie plantée pour la campagne de commercialisation 2006 est supérieure de 7 pour cent à celle plantée pendant la campagne 2005, alors même que les producteurs de coton des États-Unis savaient que les versements au titre du programme Step 2 seraient éliminés à partir d'août 2006.[527]

10.226 Le Brésil affirme que, contrairement à ce que les États-Unis font manifestement valoir, le programme Step 2 et les versements impératifs effectués au titre de ce programme n'ont pas été l'unique cause du préjudice grave dont le Groupe spécial initial a constaté l'existence, et que les

---

campagne de commercialisation donnée. Des versements anticycliques sont effectués si le prix agricole moyen est inférieur à un "prix de déclenchement" de 65,73 cents par livre. Dans les rares cas où le prix agricole moyen dépassera le prix de déclenchement des versements anticycliques, la perte des versements au titre du programme Step 2 aura une incidence négative sur le revenu des producteurs de coton upland. Cela s'explique par le fait que toute baisse du prix agricole moyen qui est causée par l'élimination des versements au titre du programme Step 2, sans que les prix descendent toutefois au-dessous de 65,73 cents par livre, ne sera pas compensée par une augmentation des versements anticycliques. Cependant, le Brésil fait observer qu'au cours de chacune des neuf dernières campagnes de commercialisation, le prix agricole moyen des États-Unis a été inférieur au prix de déclenchement des versements anticycliques. Il est donc peu probable que les prix intérieurs atteignent le niveau auquel les versements anticycliques ne dédommageront pas les producteurs des États-Unis d'une chute des prix intérieurs consécutive au retrait du programme Step 2. Le Brésil note que si le prix agricole moyen est inférieur à 52 cents par livre, un recul supplémentaire du niveau des prix ne sera *pas* non plus compensé par des versements anticycliques parce que le versement anticyclique maximal aura déjà été effectué. Par conséquent, les versements anticycliques compenseront la perte des versements au titre du programme Step 2 dans les cas où le prix agricole moyen sera compris entre le taux de prêt à la commercialisation de 52 cents par livre et le prix de déclenchement de 65,73 cents par livre pour les versements anticycliques. Première communication écrite du Brésil, paragraphes 198 à 200.

[525] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 201 à 203.

[526] Selon le Brésil, l'étude menée par les chercheurs de l'Université du Missouri a permis de constater que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 ferait diminuer la production des États-Unis d'environ 1 pour cent et les exportations des États-Unis de 2 pour cent et entraînerait une hausse des prix du marché mondial de 0,39 cent par livre, soit moins de 1 pour cent. Le Brésil se réfère en outre à une étude du CCIC dont la conclusion est que l'élimination du programme Step 2 n'aurait pas d'effet notable sur les exportations de coton upland des États-Unis. Pour étayer son argument concernant l'incidence limitée de l'élimination des versements au titre du programme Step 2, le Brésil s'appuie en outre sur le modèle de simulation qui figure à l'annexe I de sa première communication écrite et sur le témoignage d'un expert qui figure à l'annexe II de cette même communication. Première communication écrite du Brésil, paragraphes 203 et 204.

[527] Dans la section de sa première communication écrite qui porte sur l'importance des subventions en cause, le Brésil fait valoir que retirer la subvention au titre du programme Step 2 de l'analyse ne réduit pas notablement l'importance globale des subventions subordonnées aux prix. Selon le Brésil, pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les versements au titre du programme Step 2 n'ont représenté que 13,7 pour cent du montant des trois subventions subordonnées aux prix dont le Groupe spécial initial a constaté qu'elles stimulaient la production et les exportations et entraînaient des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 112.

arguments des États-Unis à cet égard sont incompatibles avec les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel concernant la nature, l'importance et les effets de la série de mesures subordonnées aux prix dont il a été constaté qu'elles causaient un préjudice grave.[528] Le Brésil souligne que son argument selon lequel les effets relatifs de la subvention au titre du programme Step 2 sont modestes en comparaison des effets combinés des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques est compatible avec la réalité de la gestion des trois subventions. L'élimination du programme Step 2 aura une incidence relativement insignifiante sur le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation. L'augmentation des versements anticycliques consécutive à l'abrogation du programme Step 2 l'emporte de loin sur la diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation.[529] Le Brésil estime en outre que le revenu des producteurs de coton upland des États-Unis dépend essentiellement des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, mais pas des versements au titre du programme Step 2. Par conséquent, l'abrogation du programme Step 2 a une incidence très limitée sur le revenu attendu ou réel des producteurs de coton upland des États-Unis.[530] Enfin, les données partielles pour la campagne de commercialisation 2006 qui concernent les exportations des États-Unis n'étayent pas l'argument de ces derniers selon lequel les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques n'ont pas d'effets notables sur la production, les exportations et les cours du marché mondial. La cause principale du recul des exportations des États-Unis est la situation mondiale de l'offre et de la demande. En outre, la chute des exportations au cours de la campagne de commercialisation 2006 n'est pas remarquable au vu de la poussée des exportations qui s'est produite immédiatement avant l'abrogation du programme Step 2. Les prévisions de l'USDA pour la campagne de commercialisation 2006 indiquent que la baisse des exportations sera temporaire.

10.227 Les **États-Unis** estiment que les arguments du Brésil concernant l'incidence "relativement modeste" de l'élimination du programme Step 2 sont dénués de fondement. *Premièrement*, l'élimination du programme Step 2 se traduit probablement non pas par une augmentation du taux des versements anticycliques mais par une diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation. Au prix agricole saisonnier moyen prévu pour la campagne de commercialisation 2006, il ne peut y avoir d'augmentation appréciable du taux des versements anticycliques pendant cette campagne de commercialisation en cours.[531] En même temps, les éléments de preuve donnent à penser que l'élimination du programme Step 2 aura probablement pour conséquence de faire diminuer les versements au titre de prêts à la commercialisation par suite de la hausse des cours du marché mondial.[532] Plutôt que de renforcer les effets défavorables des versements anticycliques, comme

[528] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 48.

[529] Le Brésil indique que, dans une étude du FAPRI mentionnée par les États-Unis, il est estimé que, sans les versements au titre du programme Step 2, le cours mondial ajusté augmenterait en moyenne de 0,4 cent par livre au cours des campagnes de commercialisation 2006-2012 et que, dans une étude du Bureau du budget du Congrès des États-Unis, il est estimé que la réduction des versements au titre de prêts à la commercialisation suite à l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 serait de 17 millions de dollars EU sur une période de dix ans. Selon le Bureau du budget du Congrès, les versements anticycliques augmenteront pendant la même période de 484 millions de dollars EU. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 59 à 61.

[530] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 66 à 75.

[531] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 159 à 170. Les États-Unis estiment que le prix agricole moyen prévu pour la campagne de commercialisation 2006 n'est supérieur que d'une fraction de cent au taux des prêts à la commercialisation. Quand le prix agricole est égal ou inférieur au taux des prêts à la commercialisation, le taux des versements anticycliques reste fixé à son niveau maximum. Les États-Unis font observer qu'aucune des études citées par le Brésil à l'appui de son argument selon lequel une augmentation des versements anticycliques est probable ne prévoit une telle augmentation pour la campagne de commercialisation en cours.

[532] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 171 à 178. Les États-Unis font observer que le Bureau du budget du Congrès des États-Unis, le FAPRI et le CCIC ont aussi constaté que

l'allègue le Brésil, l'élimination du programme Step 2 réduira probablement au minimum l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation. *Deuxièmement*, les efforts du Brésil pour démontrer les effets "modestes" de l'élimination du programme Step 2 sur le marché sont compromis par les arguments que le Brésil lui-même a présentés lors de la procédure du Groupe spécial initial.[533] *Troisièmement*, les données relatives à la période août–octobre 2006 n'étayent pas l'allégation du Brésil selon laquelle l'élimination du programme Step 2 a des effets "modestes". À cet égard, les États-Unis estiment, en particulier, que le niveau actuel de leurs exportations de coton upland est nettement inférieur aux niveaux atteints récemment.[534]

c) Évaluation par le Groupe spécial

i) Évaluation des effets sur les exportations de coton des États-Unis

10.228 Le Brésil fait valoir que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 n'a pas diminué l'empêchement notable de hausses de prix dû aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques. Bien que les versements au titre du programme Step 2 aient par eux-mêmes un effet indépendant d'empêchement de hausses de prix, le Brésil estime que ces effets sont relativement "modestes" et que d'autres subventions des États-Unis, principalement les versements anticycliques et les versements au titre de prêts à la commercialisation, suffiront à garantir que les producteurs de coton des États-Unis continuent de produire et d'exporter du coton. Les États-Unis contestent que l'effet de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 soit "modeste".

10.229 À cet égard, les États-Unis se réfèrent à certaines évolutions qui, selon eux, n'étayent pas l'argument du Brésil concernant les effets modestes de l'élimination des versements au titre du programme Step 2, en particulier la diminution des exportations des États-Unis et de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006.[535] Le Brésil fait valoir que la "coïncidence temporelle" entre l'élimination des versements au titre du programme Step 2 et la diminution des exportations des États-Unis n'est pas remarquable.

10.230 Le Groupe spécial s'accorde à reconnaître avec les États-Unis que les éléments de preuve disponibles en février 2007 semblent indiquer des réductions notables du volume de la production et

---

l'élimination du programme Step 2 aura probablement pour effet de réduire le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation.

[533] Les États-Unis estiment que l'argument du Brésil sur l'importance relative des versements au titre du programme Step 2 par rapport à celle des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques est incompatible avec la position adoptée par le Brésil dans la procédure initiale, à savoir qu'une analyse du préjudice grave devrait porter sur les effets et non pas sur l'importance, la valeur ou le montant de la subvention. De même, l'argument du Brésil selon lequel les versements au titre du programme Step 2 n'ont pas d'incidence sur le niveau de la production et des exportations de coton upland des États-Unis n'est pas conciliable avec l'argument présenté par le Brésil dans la procédure initiale selon lequel le programme Step 2 avait un effet notable sur le niveau des exportations de coton upland des États-Unis. La déclaration de l'expert du Brésil selon laquelle l'élimination du programme Step 2 aura une faible incidence sur le cours mondial du coton à long terme est incompatible avec la déclaration faite par le même expert dans la procédure initiale, à savoir que le programme Step 2 était l'un des trois facteurs qui permettaient aux États-Unis d'influer sur les cours mondiaux. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 181 à 189.

[534] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 193.

[535] Selon les États-Unis, ces évolutions pour la campagne de commercialisation 2006 sont notamment les suivantes: i) il est prévu que les exportations des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 seront inférieures à celles enregistrées pendant la campagne précédente; ii) il est prévu que la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis diminuera pour s'établir à 36 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2006; iii) les cours du marché mondial sont supérieurs maintenant (au début de l'année civile 2007) à leurs niveaux d'il y a un an, tandis que les prix pratiqués aux États-Unis – comme l'indique le marché à terme de New York – se situent bien en deçà de ces niveaux.

des exportations de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006. Il est prévu que les volumes absolus de la production et des exportations de coton des États-Unis pendant la campagne 2006 diminuent de 9 et de 19,6 pour cent, respectivement, par rapport aux niveaux enregistrés pendant la campagne 2005. Surtout, il est prévu que la part de la production mondiale détenue par les États-Unis tombe de 20,9 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 18,6 pour cent pendant la campagne 2006; il est prévu que la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis tombe de 40,1 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 36,3 pour cent pendant la campagne 2006. Cela signifie que la baisse des niveaux absolus de la production et des exportations des États-Unis est beaucoup plus forte qu'elle ne l'est pour le reste du monde. Le Groupe spécial prend également note d'un document présenté par les États-Unis qui contient les résultats de l'enquête annuelle sur les intentions en matière de plantation menée par le Conseil national du coton, qui indique que les plantations de coton upland aux États-Unis baisseront probablement de 14 pour cent en moyenne pendant la campagne de commercialisation 2007 par rapport aux niveaux de 2006.[536]

10.231 Le Groupe spécial considère que les données qui ont été portées à sa connaissance sont certainement compatibles avec l'argument selon lequel l'élimination des versements au titre du programme Step 2 a un effet sur les résultats des États-Unis à l'exportation. Il pense qu'une partie de la diminution de la part du marché d'exportation détenue par les États-Unis est due à l'effet de l'élimination des versements au titre du programme Step 2. Cela est simplement compatible avec l'idée que l'élimination des versements qui constituent un subventionnement des exportations et un subventionnement des utilisateurs nationaux aux fins du remplacement des importations par les produits nationaux fera disparaître les incitations à accroître les ventes sur le marché d'exportation et à augmenter la production nationale. Notre point de vue est en outre compatible avec les résultats du modèle de simulation économique présenté par le Brésil, qui prévoit une réduction de la production et des exportations des États-Unis. Toutefois, étant donné qu'il ne s'est pas encore écoulé 12 mois depuis l'élimination des versements au titre du programme Step 2 et que le montant de ces versements était très inférieur à celui des versements effectués au titre du programme de prêts à la commercialisation ou du programme de versements anticycliques[537], il n'est pas possible au Groupe spécial de déterminer avec une grande précision ou certitude quelle proposition de la baisse prévue des exportations de coton upland des États-Unis est due à l'élimination des versements au titre du programme Step 2.

[536] Pièce US-115.

[537] Durant la campagne de commercialisation 2005, les versements au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques se sont élevés respectivement à 1,257 milliard et 838 millions de dollars EU environ. Le tableau 8 ci-dessous indique le montant des versements effectués au titre du programme Step 2 depuis la campagne de commercialisation 1999 jusqu'à la campagne 2005. Pendant la dernière campagne visée par le programme, les versements au titre du programme se sont élevés au total à 350 millions de dollars EU.

Tableau 8: Versements au titre du programme Step 2, campagnes de commercialisation 1999-2005

(Millions de dollars EU)

ÉLÉMENT	Campagne de commercialisation 1999	Campagne de commercialisation 2000	Campagne de commercialisation 2001	Campagne de commercialisation 2002	Campagne de commercialisation 2003	Campagne de commercialisation 2004	Campagne de commercialisation 2005
Versements au titre du programme Step 2	422	236	196	429	350	544	350

Source: Première communication écrite du Brésil, tableau 6.

ii) Effet indirect sur les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques

10.232 Les parties ont en outre avancé des arguments indiquant que l'élimination des versements au titre du programme Step 2, de par les modifications qu'elle entraînait dans le montant des versements anticycliques ou des versements au titre de prêts à la commercialisation, avait des effets indirects qui neutralisaient ou accentuaient son incidence directe.

10.233 De l'avis du Groupe spécial, toutes choses étant égales par ailleurs, une subvention à l'exportation fera augmenter le prix intérieur dans le pays exportateur parce qu'une plus grande partie de la production nationale sera détournée vers le marché d'exportation. À supposer que le pays exportateur soit un grand pays, c'est-à-dire qu'il puisse influer sur les prix mondiaux, l'augmentation des exportations tendra également à faire baisser le prix mondial.[538] La subvention à l'exportation crée un écart entre le prix intérieur dans le pays exportateur et le prix mondial. Une mesure qui subventionne le remplacement des importations par les produis nationaux aura un effet semblable à celui des subventions à l'exportation sur les prix intérieur et mondial. La demande supplémentaire de produits nationaux exerce une pression à la hausse sur le prix intérieur; si le pays est un grand pays, la réduction de ses importations exerce une pression à la baisse sur le prix mondial. Par conséquent, éliminer un programme qui comporte à la fois des éléments de subventionnement des exportations et de remplacement des importations inversera le processus, en faisant baisser le prix intérieur même lorsque le prix mondial augmente.

10.234 Le Brésil fait valoir que le déclin du prix intérieur du coton aux États-Unis, consécutif à l'élimination des versements au titre du programme Step 2, déclenchera des versements anticycliques supplémentaires.[539] Les États-Unis ne souscrivent pas à l'opinion du Brésil selon laquelle l'élimination des versements au titre du programme Step 2 se traduira par un déclin des prix intérieurs du coton qui entraînera des augmentations compensatoires des versements anticycliques.[540]

10.235 En outre, les États-Unis font valoir que l'élimination du programme Step 2 se traduira probablement par une diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation.[541] Par conséquent, pour les États-Unis, l'élimination des versements au titre du programme Step 2 aura des répercussions sur les versements au titre de prêts à la commercialisation, qui accentueront au lieu de neutraliser l'incidence directe de l'élimination du programme de subventions à l'exportation. Le Brésil ne semble pas contester cette allégation bien qu'il fasse valoir qu'il est probable que la diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation sera peu importante.[542]

10.236 Le Brésil et les États-Unis soulignent des aspects différents du probable ajustement des prix intérieurs (États-Unis) et mondiaux qui résultera de l'élimination du programme Step 2. Le Brésil souligne la réduction du prix intérieur qui, selon lui, tendrait à déclencher des versements anticycliques supplémentaires. Les États-Unis soulignent l'augmentation du prix mondial qui, selon eux, tendrait à réduire les versements au titre de prêts à la commercialisation. Les deux parties ont raison en ce qui concerne leur évaluation de la manière dont les prix intérieurs (États-Unis) et mondiaux du coton évolueront probablement, toutes choses étant égales par ailleurs, avec

[538] Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans l'analyse des subventions à l'exportation qui figure dans des manuels classiques d'économie internationale tels que celui de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld (2003), *International Economics: Theory and Policy* (6ème édition), Boston, San Francisco: Addison-Wesley, 2003.

[539] *Supra*, paragraphe 10.225.

[540] *Supra*, paragraphe 10.227.

[541] *Supra*, paragraphe 10.227.

[542] Le Brésil se réfère au rapport du Bureau du budget du Congrès qui prévoit une réduction de 17 millions de dollars EU des versements au titre de prêts à la commercialisation à la suie de l'élimination du programme Step 2. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 58 à 60.

l'élimination des versements au titre du programme Step 2. À notre avis, les scénarios allégués par les parties – augmentation des versements anticycliques et diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation – se dérouleront simultanément.

10.237 Deux questions restent en suspens. Premièrement, quelle est l'ampleur probable des changements dans les versements anticycliques et les versements au titre de prêts à la commercialisation que causera l'élimination du programme Step 2? La deuxième question, plus importante, est celle de savoir quelles sont les incidences probables sur la production et les exportations de coton des États-Unis.

10.238 En ce qui concerne la première question, nous jugeons crédibles les prévisions du Bureau du budget du Congrès des États-Unis, auxquelles les deux parties se sont référées, concernant les changements probables dans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques qu'entraînera l'élimination du programme Step 2. Au cours des exercices budgétaires des États-Unis 2006-2015, le Bureau du budget du Congrès prévoit que l'élimination du programme Step 2 réduira les versements au titre de prêts à la commercialisation de 17 millions de dollars EU et augmentera les versements anticycliques de 484 millions de dollars EU. À cet égard, il convient de noter que les États-Unis ont précisé que les réductions prévues des versements au titre de prêts à la commercialisation ne s'appliqueraient qu'aux campagnes de commercialisation 2006-2007, puisque aucun versement n'était attendu par la suite.[543]

10.239 Pour répondre à la deuxième question, le Groupe spécial fait observer qu'il ne suffira pas de comparer simplement l'importance de ces versements. En effet, 1 dollar versé au titre de prêts à la commercialisation incite davantage à accroître la production que 1 dollar versé au titre de versements anticycliques. Ces changements prévus sont par ailleurs relativement modestes si l'on tient compte de l'ampleur des versements annuels effectués au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et de l'horizon de dix ans considéré. Le Groupe spécial est amené à conclure que les incidences directes sur la production et les exportations des États-Unis seront probablement faibles, étant donné les changements relativement modestes qui sont prévus dans les montants des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, et le fait que ces changements vont à l'encontre l'un de l'autre.

12. Autres facteurs ayant une incidence sur le prix du coton upland sur le marché mondial

a) Principaux arguments des parties

10.240 Les **États-Unis** estiment qu'en ne procédant pas à une analyse sérieuse des prix du marché mondial et des facteurs qui influent sur eux, le Brésil ne s'assure pas que les effets d'autres facteurs sur les prix ne sont pas indûment imputés aux subventions au titre de prêts à la commercialisation et aux subventions anticycliques en cause en l'espèce. À cet égard, ils soulignent que le Brésil ne prend pas en compte le rôle du commerce du coton de la Chine. Le Brésil fait abstraction du fait qu'il existe une étroite corrélation entre le commerce net de coton de la Chine et l'indice A, que cet indice lui-même a été modifié pour tenir compte de l'incidence de la Chine sur le marché mondial du coton et que, comme l'indiquent les rapports sur le marché présentés par le Brésil, l'incertitude concernant le commerce du coton de la Chine se traduit par des pressions à la baisse sur les prix.[544]

10.241 Le **Brésil** fait valoir que l'incidence, quelle qu'elle soit, des achats de coton upland par la Chine sur le prix du marché mondial ne diminue pas les effets notables d'empêchement de hausses de prix des subventions des États-Unis en cause. Il souligne que son allégation est une allégation

[543] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 184.
[544] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 308 à 318; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 387 à 396.

d'empêchement de hausses de prix et non pas de dépression des prix, et que cette allégation ne dépend pas du niveau réel des prix mondiaux du coton upland, sur lequel influent de nombreux facteurs, y compris le comportement de la Chine en matière d'achats. Bien que l'offre et la demande chinoises puissent expliquer certaines fluctuations des prix du coton upland sur le marché mondial, cela ne change rien au fait que l'élimination des subventions des États-Unis se traduirait par un accroissement notable de l'offre des États-Unis sur le marché mondial, qui à son tour déboucherait sur une hausse notable des prix. De toute façon, même si le Brésil ne disconvient pas que la Chine exerce une forte influence sur le prix du coton upland sur le marché mondial, le rôle de ce pays n'est pas aussi déterminant que le font valoir les États-Unis. Par conséquent, le Brésil conteste l'existence d'une corrélation notable entre les exportations de la Chine et l'indice A et affirme que la modification apportée à cet indice n'a guère d'importance pour la détermination globale des prix du marché mondial. Enfin, le Brésil considère que l'incertitude au sujet de la demande et de l'offre chinoises peut entraîner des fluctuations de prix à court terme, mais que les prix à long terme sont déterminés par les fondamentaux du marché que sont la demande et l'offre.[545]

b) Évaluation par le Groupe spécial

10.242 Comme l'ont fait observer l'Organe d'appel et le Groupe spécial dans la procédure initiale, pour déterminer qu'une subvention a pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 b), il est nécessaire "de s'assurer que les effets d'autres facteurs sur les prix ne sont pas indûment imputés aux subventions contestées".[546] Cependant, l'*Accord SMC* ne prescrit pas de méthode précise pour une telle analyse du rôle d'autres facteurs dans le contexte de l'article 6.3.

10.243 Comme on l'a vu ci-dessus, le Groupe spécial a adopté une approche "en l'absence de" pour déterminer si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées par les États-Unis aux producteurs de coton upland avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial considère qu'il n'est pas nécessaire à cet égard d'entreprendre une évaluation détaillée des facteurs qui influent sur le prix du coton upland sur le marché mondial. La question est plutôt de savoir si les éléments de preuve portés à sa connaissance étayent la conclusion selon laquelle en l'absence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques des États-Unis, le prix du marché mondial augmenterait notablement. Le Groupe spécial considère, sur la base des éléments de preuve portés à sa connaissance, que si la Chine peut jouer un rôle non négligeable sur le marché du coton upland, cela ne rend pas pour autant moins importante l'incidence des subventions des États-Unis sur le prix mondial du coton upland qui découle de leur effet sur l'offre des États-Unis sur le marché mondial. L'évolution du rôle de la demande et de l'offre chinoises ne change rien au fait qu'avec une part des exportations mondiales d'environ 40 pour cent, les États-Unis sont capables d'exercer une influence proportionnelle substantielle sur le marché mondial.[547]

13. Résumé et conclusion de l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation du Brésil concernant un préjudice grave au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*

10.244 Le Groupe spécial rappelle que le Groupe spécial initial a constaté que certaines subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis pour le coton upland – versements au titre du

[545] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 324 à 345.

[546] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 437; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1344.

[547] Le Groupe spécial note que le Brésil n'a pas fait abstraction du rôle de la Chine sur le marché mondial du coton upland. L'analyse du marché mondial du coton réalisée par les experts du Brésil fait spécialement référence au fait que la Chine est le plus gros producteur et consommateur de coton, dont elle est aussi maintenant le plus gros importateur. Première communication écrite du Brésil, Annexe II (Déclaration de M. Andrew Macdonald).

programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements d'aide pour perte de parts de marché et versements anticycliques – avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial du coton upland dans une mesure notable pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[548] En ce qui concerne cette constatation, le Groupe spécial initial a rappelé qu'aux termes de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, l'adoption d'un rapport d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel dans lequel il avait été déterminé qu'un Membre avait causé des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC* obligeait le Membre qui accordait ou maintenait la subvention à prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou à retirer la subvention.[549,550]

10.245 Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Brésil allègue que les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* parce que deux des subventions en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis qui faisaient l'objet de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques – causent un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

10.246 Le Groupe spécial a examiné les arguments et les éléments de preuve présentés par les parties à l'appui de leurs positions sur les questions soulevées par le Brésil. Son évaluation peut être résumée comme suit.

10.247 *Premièrement*, vu l'importance des parts de la production et des exportations mondiales détenues par les États-Unis, le Groupe spécial considère que les États-Unis exercent une influence proportionnelle substantielle sur le marché mondial du coton upland, même si on tient compte de la diminution prévue de ces parts pendant la campagne de commercialisation 2006. Cette influence proportionnelle substantielle des États-Unis, analysée à la lumière de l'ensemble des éléments de preuve portés à notre connaissance, est un élément qui étaye une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

10.248 *Deuxièmement*, le Groupe spécial a constaté que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques influaient sur le niveau de la superficie et de la production de coton upland des États-Unis du fait de leur nature impérative et subordonnée aux prix et de leur effet de stabilisation des revenus. À cet égard, il a souscrit au point de vue du Groupe spécial initial selon lequel ces subventions protégeaient ou "isolaient" les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis lorsque les prix étaient bas. Nous avons souligné cependant que pour déterminer si la structure, la conception et la gestion de ces subventions étayaient une constatation de l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix *dans les conditions factuelles actuelles*, nous devions examiner ce facteur conjointement avec d'autres facteurs.

10.249 *Troisièmement*, le Groupe spécial considère que l'ordre d'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques est tel que, pris conjointement avec

[548] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1416 et 8.1 g) i).

[549] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 d).

[550] Le Brésil souligne que pour expliquer sa décision de ne pas examiner certaines allégations du Brésil, le Groupe spécial initial a fait observer que par suite de sa constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel, "les États-Unis [étaient] obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501. Les États-Unis font valoir que cette déclaration n'est pas une "recommandation" et que de toute façon, ils ont modifié leur cadre législatif et réglementaire en abrogeant le programme Step 2.

d'autres facteurs, cet élément étaye une constatation selon laquelle l'empêchement notable de hausses de prix est l'effet de la subvention, même lorsqu'on tient compte de la diminution prévue des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2006.

10.250 *Quatrièmement*, le Groupe spécial a constaté qu'il existait un écart important entre le coût de production total des producteurs de coton upland des États-Unis et leur revenu provenant du marché, ce qui donne à penser que les subventions en cause sont un facteur clé influant sur la viabilité économique de la culture du coton aux États-Unis.

10.251 *Cinquièmement*, le Groupe spécial considère que certains arguments du Brésil sont moins convaincants. Par conséquent, en faisant valoir qu'il existe une coïncidence temporelle entre les subventions et l'empêchement de hausses de prix, le Brésil ne tient pas suffisamment compte, à notre avis, du fait que les évolutions récentes du prix du marché mondial et de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis diffèrent considérablement des évolutions de ce prix et de cette part au cours de la période examinée par le Groupe spécial initial. Le Groupe spécial n'est par ailleurs pas convaincu que le Brésil a pu étayer suffisamment son affirmation selon laquelle la superficie, la production et les exportations de coton upland des États-Unis ne réagissent pas aux signaux des prix du marché. Il rappelle toutefois sa conclusion selon laquelle le fait que l'on n'a pas assisté ces dernières années au fort déclin du prix du coton upland sur le marché mondial qui a eu lieu pendant la période examinée par le Groupe spécial initial ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y a actuellement aucun empêchement de hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Il rappelle en outre son observation selon laquelle la stabilité de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis ne signifie pas que les producteurs des États-Unis ne sont pas isolés des signaux des prix du marché, mais que le degré d'isolement par rapport aux prix constaté par le Groupe spécial initial est désormais moindre, peut-être parce que les prix ne sont pas déprimés comme ils l'étaient pendant la période examinée par le Groupe spécial initial. Enfin, le Groupe spécial rappelle que toutes les simulations réalisées par les parties étayent l'idée que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis ont entraîné une augmentation de la production et des exportations de coton des États-Unis qui, par la suite, a empêché des hausses des prix mondiaux.

10.252 *Sixièmement*, le Groupe spécial a examiné le rôle d'autres facteurs susceptibles d'avoir un effet sur le prix du coton upland sur le marché mondial, notamment celui du commerce du coton de la Chine. Il conclut que cet autre facteur n'affaiblit pas le lien entre l'empêchement notable de hausses de prix et les subventions en cause en l'espèce.

10.253 Enfin, en ce qui concerne l'élimination par les États-Unis des subventions au titre du programme Step 2 – qui font partie des subventions ayant fait l'objet de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial – le Groupe spécial considère que les éléments de preuve portés à sa connaissance concernant l'effet de l'élimination de cette subvention sur les exportations des États-Unis et le montant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques donnent à penser que l'élimination de cette subvention n'influe pas sur les effets d'empêchement de hausses de prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur le marché mondial du coton upland.

10.254 Le Groupe spécial constate, sur la base des évaluations résumées ci-dessus, que sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis, le niveau de la superficie et de la production de coton upland des États-Unis serait notablement inférieur et que, par conséquent, le prix du coton upland sur le marché mondial serait plus élevé. Il rappelle que pour déterminer s'il existe un empêchement notable de hausses de prix au sens de l'article 6.3 c) sous l'effet des subventions en cause, il doit déterminer si, en l'absence des subventions en cause, le prix du coton upland sur le marché mondial aurait augmenté notablement, ou aurait augmenté notablement plus qu'il ne l'a fait en réalité. Le

Groupe spécial conclut que les subventions en cause ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable dans ce sens.[551]

10.255 L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* dispose qu'un "préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 *peut apparaître* dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après" (pas d'italique dans l'original). Le Groupe spécial considère que cette phrase doit être interprétée comme signifiant que "les situations énumérées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 constituent en elles-mêmes un préjudice grave".[552] En conséquence, une constatation de l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* constitue un fondement suffisant pour une constatation de l'existence d'un préjudice grave au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[553]

10.256 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial **constate** que les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* en ce sens que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis conformément à la Loi FSRI de 2002 ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* sur le marché mondial du coton upland, causant un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.

10.257 Le Groupe spécial **constate** en outre, par voie de conséquence, qu'en agissant d'une manière incompatible avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. En particulier, ils ne se sont pas conformés à leur obligation au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de "prend[re] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retir[er] la subvention".

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC*

1. Principaux arguments des parties

10.258 Le **Brésil** estime que les effets des subventions sous forme de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques accordées pendant la campagne de commercialisation 2005 font que les États-Unis détiennent une part accrue du marché mondial du coton upland. À cet égard, le Brésil fait valoir que la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 était supérieure à leur part moyenne pendant les campagnes 2002-2004, que cet accroissement reflète une tendance constante durant les campagnes de commercialisation 1998-2005, période qui est pour le Brésil la plus représentative aux fins de l'article 6.3 d), et que les éléments de preuve présentés par le Brésil dans le cadre de son argument relatif à un empêchement de hausses de prix au sujet des effets qu'ont la nature et l'importance des subventions conjuguées à la part dominante de la production et du marché d'exportation détenue par les États-Unis sur la production, les exportations et le prix du marché mondial étayent également l'existence d'un lien de causalité entre ces subventions et l'accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis.

10.259 Les **États-Unis** font valoir que le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Le Brésil ne démontre pas qu'il est satisfait à toutes les conditions énoncées aux articles 5 c) et 6.3 d) de

[551] Voir *supra* le paragraphe 10.50 pour l'avis du Groupe spécial sur l'interprétation du terme "notable".
[552] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.587.
[553] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1390.

l'*Accord SMC*.[554] Il n'a pas démontré que le léger accroissement pendant la campagne de commercialisation 2005 des parts de la production mondiale (1,53 pour cent) et de la production mondiale majorée des stocks initiaux (0,46 pour cent) détenues par les États-Unis n'a pas été causé par le programme Step 2. Le Brésil n'a pas non plus démontré que cet accroissement "sui[vait] une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions [avaient] été accordées". À ce dernier égard, les États-Unis soulignent que leur part de la production mondiale ou de la production mondiale majorée des stocks initiaux est stable si l'on remonte jusqu'à la campagne de commercialisation 1980 et a en fait reculé notablement si l'on remonte jusqu'à 1960.

2. Évaluation par le Groupe spécial

10.260 Les articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* disposent ce qui suit:

> "Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après: ...
>
> d) la subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base[17] subventionné particulier par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente et cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées."
>
> ---
>
> [17] Sauf si d'autres règles spécifiques convenues au plan multilatéral s'appliquent au commerce du produit primaire ou du produit de base en question.

10.261 Ainsi, l'article 6.3 d) prescrit, *premièrement*, de montrer qu'il y a eu un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base particulier par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente. *Deuxièmement*, il faut démontrer que cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées.

10.262 En ce qui concerne la première condition qui doit être remplie aux fins d'une constatation au titre de l'article 6.3 d), nous notons que le Groupe spécial initial a interprété l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) comme s'entendant de la "part du marché mondial couverte par le Membre qui accorde la subvention".[555] Le Brésil a utilisé cette définition et a fait observer qu'elle laissait entrevoir deux mesures possibles de l'"offre". Premièrement, l'offre peut être limitée au niveau annuel de la nouvelle production d'un produit primaire ou d'un produit de base par un Membre. Il est aussi possible que l'offre englobe en plus la production résiduelle des années précédentes qui,

---

[554] Par ailleurs, les États-Unis estiment non seulement que les allégations du Brésil à l'encontre des *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure, mais également que le Brésil ne donne pas de fondement juridique justifiant une constatation à l'encontre de ces programmes parce qu'il ne démontre pas que ces derniers prescrivent une violation des articles 5 c) et 6.3 d). Étant donné que les dispositions légales ou "programmes" conformément auxquels des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sont effectués par les pouvoirs publics des États-Unis en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis ne font pas, en tant que tels, l'objet des allégations de préjudice grave du Brésil, nous n'avons pas besoin d'examiner ces arguments des États-Unis.

[555] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1454. Le Brésil a soulevé cette question dans son appel, mais l'Organe d'appel a constaté qu'une interprétation de l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) n'était pas nécessaire pour résoudre le différend. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 511.

dans le cas du coton upland, est désignée par l'expression "stocks initiaux". Dans le présent différend, le Brésil a présenté des données concernant la part du marché mondial détenue par les États-Unis qui étaient fondées sur les deux mesures de l'offre.

10.263 Le Brésil fait valoir que la part du marché mondial détenue par les États-Unis s'est accrue pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la part moyenne de l'offre mondiale qu'ils détenaient pendant les campagnes de commercialisation 2002-2004. Le Brésil fournit des données montrant que la part de la production mondiale majorée des stocks initiaux détenue par les États-Unis a augmenté de 0,46 pour cent par rapport à la moyenne des campagnes de commercialisation 2002-2004 et que la part de la production mondiale détenue par les États-Unis a augmenté de 1,53 pour cent par rapport à la moyenne des campagnes de commercialisation 2002-2004.[556] Le Groupe spécial note que les États-Unis ne contestent pas ces chiffres mais considèrent ces "légers" accroissements comme faisant partie des fluctuations normales de leur part de marché et non comme étant l'effet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[557]

10.264 Le Groupe spécial pense comme les États-Unis que le Brésil n'est pas parvenu à démontrer que le faible accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis était l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Il n'est pas déraisonnable d'interpréter un si faible accroissement comme faisant partie des fluctuations normales de la part de marché détenue par les États-Unis. La sensibilité du résultat, c'est-à-dire un accroissement de la part de marché détenue par les États-Unis par rapport à la moyenne des trois années précédentes, devient aussi manifeste si nous adoptons comme campagne de commercialisation finale celle de 2006 et non de 2005. Le Brésil était prêt à accepter l'inclusion des prévisions pour la campagne de commercialisation 2006 à condition qu'elles soient fiables. Nous avons jugé que les prévisions pour la campagne de commercialisation 2006 qui nous ont été fournies par les États-Unis étaient fiables. Si l'on utilise ces prévisions concernant la production de coton des États-Unis et la production de coton mondiale pour la campagne de commercialisation 2006, la part du marché mondial détenue par les États-Unis sera en fait plus faible pendant la campagne de commercialisation 2006 par rapport à la moyenne des trois campagnes de commercialisation précédentes:

Tableau 9: Part du marché mondial détenue par les États-Unis, campagnes de commercialisation 2002-2006

Campagne de commercialisation	Part de la production mondiale détenue par les États-Unis	Part de la production mondiale majorée des stocks détenue par les États-Unis
2002	19,5%	17,4%
2003	19,2%	17,0%
2004	19,3%	16,3%
2005	20,9%	17,5%
2006	18,6%	16,3%

Source: Pièces US-27 et US-114.

[556] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 222 à 226.
[557] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 402.

10.265 Nous notons à cet égard que le Brésil fait valoir que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte de ces données pour la campagne de commercialisation 2006 parce que l'allégation du Brésil est une allégation de préjudice grave "actuel", fondée sur les données pour la campagne de commercialisation 2005, dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles.[558] Le Groupe spécial ne souscrit pas à cet argument du Brésil. Il doit déterminer si la subvention "se traduit" par un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis. Comme nous l'avons vu ci-dessus, le Groupe spécial estime que l'utilisation du présent à l'article 6.3 laisse entendre que la période pertinente à examiner est la période actuelle et que, si des données fiables pour la campagne de commercialisation 2006 sont disponibles, ces données doivent être prises en compte. Le Groupe spécial rappelle qu'une autre considération importante justifiant qu'il ne limite pas son analyse à la campagne de commercialisation 2005 est que l'élimination du programme Step 2 a pris effet le 1er août 2006.

10.266 Le Groupe spécial constate par conséquent que les éléments de preuve n'étayent pas l'argument du Brésil selon lequel il y a eu un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente. Le Groupe spécial ne peut donc pas constater que les subventions en cause dans la présente procédure se traduisent par un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis au sens de l'article 6.3 d).[559]

10.267 À la lumière de cette constatation, la question de savoir si la deuxième condition énoncée à l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* a été remplie dans la présente affaire, c'est-à-dire si l'accroissement de la part du marché mondial suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées, ne se pose pas. Le Groupe spécial note que les parties ne sont pas d'accord sur la manière d'interpréter et d'appliquer la prescription de l'article 6.3 d) selon laquelle il doit être montré que l'accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées.[560] Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'examiner les arguments avancés par les parties à cet égard.

10.268 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial **constate** que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis conformément à la Loi FSRI de 2002, se traduisaient par un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente et que cet accroissement suivait une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions avaient été accordées. Par conséquent, il n'a pas été établi que les États-Unis agissaient d'une manière incompatible avec les articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

---

[558] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 356.

[559] Le Brésil fait valoir que le modèle présenté par son consultant en économie montre qu'en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, la part du marché mondial détenue par les États-Unis aurait été sensiblement inférieure pendant la campagne de commercialisation 2005. Le Groupe spécial estime que, conformément aux termes de l'article 6.3 d), il doit être démontré qu'il y a un accroissement effectif de la part de marché détenue par le Membre qui accorde la subvention.

[560] Ainsi, par exemple, les États-Unis font valoir qu'il doit être montré au titre de l'article 6.3 d) que la part de marché détenue par un Membre s'accroît de manière constante par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Le Brésil rejette cette interprétation. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 403 et 404; réponse du Brésil à la question n° 76 du Groupe spécial.

XI. ALLÉGATION DE MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 DE L'*ACCORD SMC*

11.1 Le **Brésil** demande au Groupe spécial de constater que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale dans la mesure où les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis menacent de causer un préjudice grave sous la forme d'un empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland.

11.2 Les **États-Unis** estiment que le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une menace de préjudice grave causé par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.

11.3 Le Groupe spécial a constaté que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués au titre de la Loi FSRI de 2002 en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis causaient un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* et que, à cet égard, les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale. À la lumière de ces constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" et de la non-mise en conformité des États-Unis avec les recommandations et décisions de l'ORD, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire ou approprié de formuler une constatation additionnelle sur le point de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis menacent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil sous la forme d'un empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland.[561] Le Groupe spécial note également que le Brésil a dit clairement que son allégation de menace de préjudice grave était conditionnelle. Plus spécifiquement, le Brésil a dit que le Groupe spécial "n'avait à se prononcer sur cette allégation que s'il n'était pas en mesure de constater qu'il existait un préjudice grave actuel causé par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002".[562]

11.4 Le Groupe spécial décide donc de ne pas formuler de constatation sur l'allégation de menace de préjudice grave formulée par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

XII. ALLÉGATION DE PRÉJUDICE GRAVE "ACTUEL" FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 5 C), 6.3 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC* DU FAIT QUE LES ÉTATS-UNIS N'ONT PRIS AUCUNE MESURE ENTRE LE 22 SEPTEMBRE 2005 ET LE 31 JUILLET 2006

12.1 Le Brésil demande au Groupe spécial de constater que le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesure pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix pour le coton upland entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 cause un préjudice grave actuel aux intérêts du Brésil sous la forme d'un empêchement notable de hausses de

---

[561] Le Groupe spécial initial n'a pas non plus jugé nécessaire ou approprié de traiter les allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* à la lumière de ses constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel et de l'existence de subventions prohibées. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1503.

[562] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 461; voir aussi la réponse du Brésil à la question n° 84 du Groupe spécial. Le Groupe spécial souscrit à l'argument avancé au paragraphe 240 de la première communication écrite du Brésil, à savoir qu'"une constatation formulée par le Groupe spécial de la mise en conformité soit de l'existence d'un préjudice grave actuel soit d'une menace d'un tel préjudice suffira pour que ce dernier constate que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer sont incompatibles avec les accords visés, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord".

prix sur le marché mondial du coton upland et d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

12.2 À la lumière de la décision qu'il a rendue au paragraphe 9.68 au sujet de l'exception préliminaire des États-Unis, ainsi que des constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" et de la non-mise en conformité des États-Unis avec les recommandations et décisions de l'ORD qu'il a formulées ci-dessus, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire ou approprié de formuler une constatation sur cette allégation formulée par le Brésil concernant un préjudice grave "actuel" résultant du fait que les États-Unis n'ont pas pris une certaine mesure au cours de la période allant du 22 septembre 2005 au 31 juillet 2006. Le Groupe spécial note aussi que le Brésil a formulé cette allégation de manière conditionnelle.[563] Par conséquent, il décide de ne pas formuler de constatation concernant cette allégation de préjudice grave "actuel" formulée par le Brésil au titre des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de *l'Accord SMC*.

XIII. PIÈCE JOINTE 1: APERÇU DES NOUVEAUX OUVRAGES ÉCONOMIQUES CONSACRÉS AUX VERSEMENTS ANTICYCLIQUES

A. INCIDENCE DES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES

1. Études citées par les États-Unis

13.1 Les États-Unis présentent l'étude intitulée "Risk Considerations in Supply Response: Implications for Counter-Cyclical Payments' Production Impact", de William Lin et Robert Dismukes.[564] Cette étude s'efforce de simuler les effets au niveau de la superficie des versements anticycliques pour trois cultures – le maïs, les fèves de soja et le blé. La simulation repose sur un modèle concernant la superficie, calculé à partir de données par État pour la période de 1991 à 2001, collectées auprès d'exploitations de la région du Centre Nord[565] des États-Unis. L'étude montre les nombreuses manières dont des programmes comme le programme de versements anticycliques peuvent influer sur la décision des agriculteurs en matière de superficie: réduction des risques, effets de richesse, augmentation du revenu agricole, etc. L'étude s'intéresse cependant surtout à la manière dont les versements anticycliques réduisent le risque de prix pour les agriculteurs et à la mesure dans laquelle cela entraîne une augmentation de la surface de plantation. Essentiellement, les versements anticycliques améliorent la distribution de probabilité des prix pour les agriculteurs en leur garantissant le prix d'objectif minoré du versement direct pour cette culture. L'étude constate que sur les trois cultures examinées (maïs, fèves de soja et blé), la réduction du risque de prix assurée par les versements anticycliques n'est susceptible d'être importante que dans le cas des fèves de soja. D'après cette simulation, les versements anticycliques conduiront à une augmentation de 3 pour cent de la superficie des fèves de soja.

13.2 Une deuxième étude citée par les États-Unis, intitulée "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" et réalisée par Paul Westcott[566], analyse les effets probables des versements anticycliques sur la production. L'auteur examine le cas d'un hypothétique exploitant produisant du maïs qui plante en maïs la totalité de ses 100 acres de base de maïs. Il examine ensuite la manière dont les revenus de l'exploitant sont affectés par les versements anticycliques (entre autres subventions) en fonction du prix du marché obtenu. Il parvient à la conclusion que l'incidence des versements anticycliques diffère en fonction du niveau du prix du marché. Si les exploitants s'attendent à ce que les prix soient inférieurs aux taux de prêt, les

[563] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 461.
[564] Pièce US-34.
[565] Cette région inclut les États suivants: Ohio, Indiana, Illinois, Missouri, Iowa, Minnesota, Wisconsin et Michigan.
[566] Pièce US-35.

versements anticycliques sont à leur niveau maximum et s'apparentent davantage à des versements "fixes". Si les exploitants s'attendent à ce que le prix du marché se situe entre le taux de prêt et le "prix d'objectif effectif", les versements anticycliques varieront avec le prix du marché et leur incidence pourra également varier. Selon Westcott, c'est dans cette fourchette de prix que, à supposer que la culture faisant partie de la superficie de base soit plantée, les versements anticycliques sont susceptibles d'influer sur la production. Ils le font en stabilisant les revenus agricoles, en compensant les fluctuations des prix du marché. Par ailleurs, Westcott indique qu'il existe plusieurs facteurs d'atténuation susceptibles de réduire ces effets. Étant donné que les prix des produits de base tendent à évoluer de conserve, les versements anticycliques relatifs à la superficie de base assurent une stabilisation des revenus pour les cultures de remplacement. Cela signifie donc que l'effet sur la production ne concernera pas nécessairement le coton même si les versements anticycliques sont effectués par rapport à la base de coton. En outre, il existe d'autres programmes agricoles qui atténuent le risque de baisse de revenu pour les exploitants si bien que les versements anticycliques peuvent ne pas jouer un grand rôle. Enfin, une grande partie de la production agricole des États-Unis est assurée par de grands producteurs et, dans la mesure où l'aversion pour le risque diminue avec l'augmentation du revenu, les avantages des versements anticycliques en matière de stabilisation du revenu peuvent être moindres. Compte tenu de ces facteurs d'atténuation, Westcott conclut que les effets globaux qu'ont les versements anticycliques sur la production grâce à la réduction du risque de baisse de revenu sont probablement limités, bien qu'il ne soit pas en mesure d'estimer leur importance.

13.3 Les États-Unis présentent également l'étude intitulée "US Agricultural Policy: Overview and Recent Analyses", de Edwin Young, Anne Effland, Paul Westcott et Demcey Johnson.[567] Cette étude passe en revue les politiques agricoles récentes des États-Unis telles qu'elle sont énoncées dans les Lois de 1996 et de 2002 sur l'agriculture. Elle examine également les dernières analyses sur les effets de ces politiques. S'agissant des versements anticycliques prévus par la Loi de 2002 sur l'agriculture, elle indique que des études récentes ont conclu que ces versements "créaient des incitations à produire faibles mais positives".

13.4 Enfin, les États-Unis présentent un article intitulé "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments", de B. Goodwin et A. Mishra, publié dans l'American Journal of Agricultural Economics.[568] Cette étude, publiée en 2005, examine dans quelle mesure les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ou de la Loi sur la transition du marché agricole (AMTA) prévus par la Loi FAIR ont influé sur les décisions en matière de superficie prises par une série d'exploitations, situées dans la zone de culture du maïs des États-Unis, qui cultivaient du maïs, du blé et des fèves de soja. En particulier, les auteurs utilisent des données par exploitation pour les années 2002 et 2003 pour examiner les décisions prises par les producteurs de cette zone en matière de superficie. Les auteurs examinent également les réponses apportées à un certain nombre de questions posées dans le cadre d'enquêtes sur les facteurs influant sur les décisions en matière de superficie et l'utilisation des fonds reçus sous la forme de versements directs. Les réponses des exploitants aux questions laissent penser que les versements directs, les versements anticycliques et les possibilités d'actualisation de la superficie de base constituaient des facteurs relativement peu importants. Enfin, les résultats empiriques obtenus par les auteurs n'établissent aucune relation notable sur le plan statistique entre les versements directs et les décisions en matière de superficie concernant le maïs, le blé et les fèves de soja.

[567] Pièce US-40.
[568] Pièce US-41.

2. Études citées par le Brésil

13.5 Le Brésil présente l'étude intitulée "Farm-Level Production Effect From Participation in Government Commodity Programs: Did the 1996 Federal Agricultural Improvement and Reform Act Make a Difference", de Nigel Key, Ruben Lubowski et Michael Roberts.[569] Cette étude, publiée dans l'American Journal of Agricultural Economics, porte sur l'incidence sur la production de la participation aux programmes publics relatifs aux produits de base. Elle n'isole donc pas l'influence des versements anticycliques de celle d'autres éléments de ces programmes relatifs aux produits de base. Les résultats montrent que les participants ont accru les plantations de cultures visées par les programmes considérablement plus (38-59 points de pourcentage) que les non-participants. Les effets estimés de la participation sur la croissance au niveau de l'exploitation et la croissance des ventes totales ont également été constants dans le temps, avec une augmentation de 14 à 16 points de pourcentage et 22 à 24 points de pourcentage respectivement. Bien que l'incidence des versements anticycliques n'ait pas été estimée séparément, l'étude suppose ensuite "que, d'après les résultats, il semble que les versements découplés influent sur la production au niveau de l'exploitation".

13.6 Une autre étude présentée par le Brésil, intitulée "How distorting are direct payments?" et réalisée par Erik J. O'Donoghue et James Whitaker[570], passe en revue les effets des versements directs sur la superficie récoltée totale pour les exploitations produisant des cultures visées par les programmes (y compris le coton upland), des cultures non visées par les programmes et du bétail. La principale originalité de cette étude est de tenir compte de l'éventuelle endogénéité des versements directs. Il peut y avoir endogénéité du fait que, alors que les versements directs pourraient affecter les modifications de superficie (si les versements avaient des effets de richesse, modifiaient les attentes, etc.), les modifications de superficie pourraient aussi affecter l'obtention de versements directs (si une base était vendue ou achetée). Les auteurs ont recours à l'actualisation de la superficie de base autorisée par la Loi de 2002 sur l'agriculture pour estimer le lien de causalité.

13.7 Les auteurs divisent les exploitations en quatre catégories, selon l'importance des revenus. Leurs estimations économétriques donnent à penser que les versements directs (qui ont pour "indicateur" les changements de superficie de base moyenne des exploitations) influent différemment sur les exploitations. Il apparaît que les exploitations les plus petites n'ont pas modifié leurs superficies récoltées. Les exploitations du deuxième groupe en termes de revenus ont augmenté leurs terres arables récoltées totales de près de 25 pour cent en moyenne, tandis que celles du troisième groupe ont augmenté leurs terres arables récoltées totales de près de 10 pour cent environ. Cependant, les plus grandes exploitations avaient réduit leurs terres arables récoltées totales d'environ 20 pour cent. Les auteurs estiment que, dans l'ensemble, ces chiffres constituent des "modifications substantielles". Ils ne semblent pas avoir explicitement examiné la manière dont les versements directs influent sur la superficie récoltée pour les exploitations produisant des cultures visées par les programmes, des cultures non visées par les programmes ou du bétail. Cependant, dans l'interprétation des résultats économétriques, l'explication qu'ils proposent est que les exploitations réattribuent peut-être la superficie consacrée à des cultures non visées par les programmes et à l'élevage à des cultures visées par les programmes (dont le coton upland).

13.8 Un autre document présenté par le Brésil est l'étude intitulée "Are decoupled payments really decoupled?" de B. K. Goodwin et A. Mishra[571], qui a été publiée dans l'American Journal of Agricultural Economics en 2006.[572] Cette étude examine l'effet sur la production des versements au

[569] Pièce Bra-566.
[570] Pièce Bra-568.
[571] Pièce Bra-618.
[572] Il s'avère que cet article est fondé sur l'étude citée par les États-Unis dans la pièce US-41. Les deux études portent sur les mêmes cultures (maïs, fèves de soja, blé) et la même région géographique (zone de culture du maïs) des États-Unis. Il apparaît cependant qu'il y a des différences dans les programmes examinés. La

titre de la Loi sur la transition du marché agricole (AMTA) et des versements d'aide pour perte de parts de marché. Elle trouve quelques éléments prouvant que les versements au titre de l'AMTA peuvent entraîner un accroissement de la production de maïs, de fèves de soja et de blé. Cependant, les effets sur la superficie sont très faibles. Les élasticités de la superficie pour les principales cultures, à savoir le maïs et les fèves de soja, sont de l'ordre de 0,025 à 0,035. Ces estimations donnent à penser que même une très forte augmentation de ces versements découplés ne devrait pas sensiblement faire augmenter la superficie. Cependant, il est apparu que les versements d'aide pour perte de parts de marché avaient un effet plus notable sur la superficie. L'élasticité estimée de la superficie de maïs en ce qui concerne les versements était de 0,10, ce qui laisse supposer que de tels versements peuvent effectivement entraîner une augmentation de la production de maïs.

13.9 Le Brésil présente également l'étude intitulée "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study", de Christopher R. McIntosh, Jason F. Shogren et Erik Dohlman.[573] Cette étude, qui doit être publiée dans l'American Journal of Agricultural Economics, rend compte d'une expérience réalisée en laboratoire qui s'efforce de reproduire les risques de prix auxquels sont confrontés les exploitants et les incitations offertes par les versements directs et les versements anticycliques au titre de la Loi de 2002 sur l'agriculture. Quatre scénarios sont examinés. Le scénario de base prévoit que seuls des versements directs sont effectués. Le deuxième scénario comprend à la fois des versements directs et des versements anticycliques. Le troisième laisse planer une certaine incertitude quant au régime appliqué. Le quatrième prescrit une actualisation impérative de la superficie de base. Quatre-vingt-cinq étudiants en licence d'économie et de finance à l'Université du Wyoming ont été choisis comme sujets de cette expérience. D'après les résultats obtenus, les auteurs concluent que les versements anticycliques ont une influence sur les décisions concernant l'attribution des cultures en laboratoire – le sujet moyen a attribué une superficie plus grande à la culture de base en cas de versements anticycliques. Ils estiment que l'existence de versements anticycliques fera augmenter la superficie consacrée à la culture de base de 5,43 pour cent. Des chiffres plus élevés (7,92 pour cent d'augmentation) sont obtenus si, en plus du risque de prix, les sujets sont confrontés à une incertitude quant au régime appliqué.

B. LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES SONT-ILS CAPITALISÉS DANS LA VALEUR FONCIÈRE, LA FAISANT AUGMENTER?

1. Études citées par les États-Unis

13.10 Les études de Hoppe et Banker[574] et de Young, Effland, Westcott et Johnson[575] examinent l'ampleur de la location des terres agricoles aux États-Unis. La troisième étude, celle de Abler et Blandford[576], passe en revue les études empiriques consacrées aux versements directs au titre de la Loi FAIR de 1996 et les versements ultérieurs d'aide pour perte de parts de marché (MLA).

13.11 L'étude de Hoppe et Banker, réalisée pour le compte de l'USDA, montre que, selon les estimations, 44 pour cent de toutes les terres agricoles exploitées en 2003 étaient loués.[577] L'étude de Young, Effland, Westcott et Johnson donne des estimations encore supérieures pour les grandes exploitations. Ses auteurs affirment que les exploitations agricoles dont les ventes totales dépassaient 250 000 dollars EU, aussi appelées exploitations commerciales, louaient près de 60 pour cent de la

---

pièce US-41 inclut uniquement les versements au titre de l'AMTA alors que la pièce Bra-618 porte à la fois sur les versements au titre de l'AMTA et sur les versements MLA.

[573] Pièce Bra-565.
[574] Pièce US-67.
[575] Pièce US-40.
[576] Pièce US-32.
[577] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 215.

superficie totale qu'elles exploitaient.[578] Malheureusement, aucune de ces deux études ne se réfère spécifiquement au coton upland et il n'est donc pas possible de savoir dans quelle mesure le cas des exploitants de coton upland cadrait avec ces statistiques nationales ou s'en écartait.

13.12 L'étude d'Abler et Blandford a été élaborée pour le compte de l'OCDE. Elle passe en revue les études empiriques consacrées à l'attribution des terres et à la réaction de la production aux versements directs effectués au titre de la Loi FAIR de 1996 des États-Unis et aux versements ultérieurs d'aide pour perte de parts de marché (MLA). Il est donc important là encore de souligner que l'étude ne porte pas sur l'expérience relative aux versements anticycliques. Sa principale conclusion quant au lien entre ces versements et la valeur foncière est que les versements PFC et MLA avaient un effet notable sur la valeur foncière et sur les taux de location des terres. Compte tenu de l'importance du marché de la location des terres aux États-Unis, il apparaît qu'il y avait une "transmission" relativement importante du revenu additionnel généré par les versements aux propriétaires des terres qui, pour beaucoup, n'en étaient pas les exploitants. Il apparaît que les versements avaient principalement pour effet d'augmenter la valeur du principal actif fixe en agriculture – à savoir la terre.[579]

13.13 Les auteurs soulignent toutefois aussi que les études empiriques examinées étayent la thèse selon laquelle les versements PFC et MLA avaient une certaine incidence sur la production par rapport au cas hypothétique où il n'y avait pas de versements PFC ou MLA. Les études empiriques indiquent que les versements ont pu influencer la superficie plantée et, éventuellement, l'utilisation de facteurs variables, en particulier la main-d'œuvre familiale. En général, les incidences estimées sont modestes. Dans les études économétriques examinées, les variables relatives aux versements PFC et MLA sont parfois statistiquement non significatives, et lorsqu'elles sont statistiquement significatives, elles indiquent, dans la plupart des cas, que chaque type de versement a fait augmenter la superficie plantée et les heures de travail agricole de moins de 5 pour cent. En aucun cas les résultats économétriques n'indiquent une augmentation de la superficie plantée ou des heures de travail agricole, due aux versements PFC ou MLA qui soit supérieure à 15 pour cent. Certaines des études de synthèse laissent supposer une incidence plus forte sur la production, mais leurs résultats dépendent d'hypothèses concernant le degré et la nature de l'aversion pour risque des exploitants. Les études de synthèse n'envisagent pas non plus la possibilité que les actifs des exploitants qui cesseraient leur activité en l'absence de versements PFC ou MLA soient vendus ou loués à d'autres exploitants, ce qui diminuerait l'incidence des versements sur la production.[580]

XIV. CONSTATATIONS SUR LES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION FORMULÉES PAR LE BRÉSIL AU TITRE DES ARTICLES 10:1 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET DES ARTICLES 3.1 A), 3.2 ET 4.7 DE L'*ACCORD SMC*

A. INTRODUCTION

14.1 Dans la présente section de notre rapport, nous examinons les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis. Le Brésil demande au Groupe spécial de constater que les mesures que les États-Unis ont "prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation soit n'existent pas soit, dans la mesure où elles existent, ne sont pas compatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

[578] Voir pièce US-40, page 7.
[579] Pièce US-32, paragraphe 71.
[580] Pièce US-32, paragraphe 69.

14.2 Plus spécifiquement, le Brésil formule les allégations suivantes:

i) *Premièrement*, le Brésil allègue que les États-Unis n'ont pris aucune mesure pour "retirer la subvention" en ce qui concerne les garanties au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP[581] en cours au 1er juillet 2005.

ii) *Deuxièmement*, le Brésil allègue que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD sont incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et, dans la limite de cette incompatibilité, avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Plus spécifiquement, le Brésil allègue que les États-Unis continuent d'accorder des subventions à l'exportation prohibées sous la forme de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 et ont appliqué ces subventions à l'exportation après le 1er juillet 2005 d'une manière qui entraînait un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.[582,583]

14.3 Le Brésil demande au Groupe spécial de constater que les États-Unis ne se sont pas pleinement conformés à leur obligation, au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, de "retirer[ ] la subvention" et que la recommandation initiale adoptée au titre de l'article 4.7 par l'ORD demeure par conséquent en vigueur. Le Brésil demande aussi que le Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas mis en conformité avec leurs obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et que la recommandation initiale adoptée par l'ORD à cet égard demeure par conséquent aussi en vigueur.

1. Description des garanties de crédit à l'exportation en cause dans le présent différend

14.4 Nous rappelons les principales caractéristiques des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC en cause dans le présent différend.[584]

14.5 Le programme GSM 102 garantit les crédits consentis par les banques privées aux États-Unis (ou, plus rarement, par les exportateurs des États-Unis) à des banques étrangères agréées qui recourent à des lettres de crédit irrévocables libellées en dollars pour l'achat de produits agricoles des États-Unis par des acheteurs étrangers. Dans la pratique, la banque étrangère accorde un crédit à l'importateur étranger, et l'exportateur des États-Unis – ou, plus fréquemment, sa banque (la banque des États-Unis) – accorde un crédit à la banque étrangère. De toutes les parties impliquées, seul l'importateur étranger n'a pas besoin d'être agréé par la CCC. La garantie, que l'exportateur des États-Unis obtient de la CCC, est déclenchée par le défaut de paiement de la banque étrangère. L'exportateur des États-Unis transmet alors un avis de défaut à la CCC, qui verse une indemnité conformément aux conditions de la garantie. Les garanties au titre du GSM 102 couvrent généralement 98 pour cent du principal et une partie des intérêts Le programme GSM 103, qui est désormais supprimé, était semblable au programme GSM 102. La principale différence entre les garanties émises au titre des deux programmes porte sur les échéances du crédit visé. Les garanties au

[581] Voir ci-dessus les paragraphes 3.13 et suivants.

[582] Le Groupe spécial note que les allégations du Brésil sont des allégations "tel qu'appliqué". Voir *infra* le paragraphe 14.41.

[583] Le Groupe spécial note également que le Brésil allègue que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 accordées pour les exportations de trois produits qui ne relèvent pas de l'*Accord sur l'agriculture*, à savoir la lysine, le lyocell et les produits du bois, sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

[584] Alors que l'allégation du Brésil concernant l'encours des garanties porte sur les garanties émises au titre des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation qui ont fait l'objet des constatations du Groupe spécial initial (GSM 102, GSM 103 et SCGP), les allégations du Brésil concernant les garanties émises après le 1er juillet 2005 portent sur les garanties émises au titre du programme GSM 102 tel que modifié.

titre du GSM 102 couvrent les crédits ayant une échéance de 90 jours à trois ans, et les garanties au titre du GSM 103 les crédits ayant une échéance de trois à dix ans.

14.6 Le programme SCGP garantit le remboursement de crédits garantis par des billets à ordre et offerts pour des périodes ne dépassant pas 180 jours par un exportateur des États-Unis à un acheteur étranger. En général, le SCGP garantit une partie (65 pour cent) de la valeur du principal uniquement et ne couvre pas les intérêts. L'exportateur des États-Unis peut négocier un arrangement dans le cadre duquel, pour la totalité ou une partie du règlement, il céderait à une institution financière des États-Unis le droit aux sommes faisant l'objet de la garantie de la CCC qui pourraient être dues.[585]

2. Résumé des constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel concernant les garanties de crédit à l'exportation

14.7 Nous rappelons d'abord, pour introduire la présente section de notre rapport, les principales constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel concernant les garanties de crédit à l'exportation dans la procédure initiale.

14.8 Comme dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil avait, devant le Groupe spécial initial, formulé des allégations à la fois au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et, dans la limite de l'incompatibilité avec l'*Accord sur l'agriculture*, au titre de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial initial s'est appuyé sur le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC* (ci-après dénommée la "Liste exemplative") en tant que source d'"indications contextuelles" pour déterminer que les programmes de crédit à l'exportation en cause (GSM 102, GSM 103, SCGP) constituaient des subventions à l'exportation au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.[586] Le Groupe spécial s'est abstenu de faire des constatations de fait additionnelles sur ce qu'il considérait être un argument subsidiaire du Brésil, à savoir que ces mêmes programmes constituaient des subventions à l'exportation au regard de la définition générale des "subventions à l'exportation" figurant aux articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* (également en tant que contexte des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*). Dans la section de son rapport consacrée au réexamen intérimaire, le Groupe spécial a dit que "l'allégation du Brésil concernant les éléments des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* n'[était] pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument, reposant sur une base factuelle différente, quant à la façon dont les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis répondraient à la définition d'une subvention à l'exportation figurant à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*".[587]

14.9 Ayant déterminé que les garanties de crédit à l'exportation en cause constituaient des subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*[588], le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient appliqué ces subventions d'une manière qui entraînait un contournement de leurs engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation pour ce qui était du coton et d'autres produits non inscrits dans la Liste et bénéficiant d'un soutien au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation, ainsi que pour ce qui était d'un produit inscrit dans

---

[585] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.242 à 7.244 (cités *supra*, paragraphe 3.14), la première communication écrite du Brésil, paragraphes 351 à 355, et la pièce Bra-519.

[586] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.763 et 7.804 à 7.869.

[587] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 6.31.

[588] Le Groupe spécial a rejeté les arguments des États-Unis selon lesquels l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* reflétait le fait que les programmes de garantie du crédit à l'exportation n'étaient pas soumis aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation prévues par l'*Accord SMC*. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.897 à 7.944. L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial à cet égard, un membre de la section de l'Organe d'appel connaissant de ce différend ayant exprimé une opinion dissidente. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 585 à 627 et 631 à 641.

la Liste[589], le riz.[590] Dans la mesure où les programmes n'étaient pas pleinement conformes à l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial a estimé qu'ils ne bénéficiaient pas de l'exemption prévue à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* et a constaté qu'ils constituaient des subventions à l'exportation prohibées au titre de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et étaient aussi incompatibles avec l'article 3.2 du même accord.[591] Le Groupe spécial a estimé que le Brésil n'avait pas prouvé le bien-fondé de ses allégations pour ce qui était des exportations de produits agricoles inscrits dans la Liste autres que le riz, y compris la viande porcine et la viande de volaille, et pour ce qui était des exportations de produits agricoles non inscrits dans la Liste et ne bénéficiant pas d'un soutien au titre des programmes.[592]

14.10 L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial pour ce qui était des produits non inscrits dans la Liste et du riz, mais a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas établi qu'il y avait violation de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* pour ce qui était des exportations de viande porcine et de viande de volaille.[593] Il n'a cependant pas "complété l'analyse" à cet égard. En outre, l'Organe d'appel a rejeté les allégations du Brésil selon lesquelles le Groupe spécial avait indûment appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les arguments qu'il avait formulés au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[594]

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION EN COURS AU 1ER JUILLET 2005

1. Introduction

14.11 Le Groupe spécial initial a recommandé que les États-Unis mettent leurs garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP pour le coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste et "bénéficiant d'un soutien" en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture*; il a également recommandé, conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, que les États-Unis "retirent" sans retard les subventions prohibées, au plus tard dans les six mois suivant la date d'adoption du rapport du Groupe spécial par l'ORD ou au 1er juillet 2005 (si cette date était plus rapprochée).[595]

14.12 Les recommandations du Groupe spécial, confirmées par l'Organe d'appel, ont été adoptées par l'ORD à sa réunion du 21 mars 2005.[596] En conséquence, les États-Unis avaient jusqu'au 1er juillet 2005 pour "retirer" les subventions à l'exportation prohibées identifiées par le Groupe spécial initial.

14.13 Le Brésil allègue que les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer aux recommandations de l'ORD visant à ce qu'ils "retirent" la subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* et se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations au titre des articles 10:1

---

[589] C'est-à-dire un produit pour lequel les États-Unis ont pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

[590] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.875, 7.881 et 8.1 d) i).

[591] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.946 à 7.948 et 8.1 d) i).

[592] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.882 à 7.896 et 8.1 d) ii).

[593] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 763 e) et 763 f).

[594] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 763 e) v).

[595] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 b). L'article 4.7 de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit:

> "S'il est constaté que la mesure en question est une subvention prohibée, le groupe spécial recommandera que le Membre qui accorde la subvention la retire sans retard. À cet égard, le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée." (non souligné dans l'original)

[596] WT/DSB/M/186.

et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* en ce qui concerne les garanties "en cours", c'est-à-dire les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP pour les produits non inscrits dans la Liste et pour le riz émises avant le 1er juillet 2005 qui étaient toujours en cours à cette date.[597]

2. Principaux arguments des parties

14.14 Le **Brésil** fait valoir que les États-Unis n'ont rien fait pour mettre les garanties de crédit à l'exportation en cours au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP en conformité avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*, ni pour les retirer au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*. Le Brésil considère que l'obligation de "retirer" la subvention s'applique non seulement aux trois programmes en cause dans le différend initial, mais également aux garanties en cours.[598] Il s'appuie sur les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* pour étayer son argument selon lequel les États-Unis ne peuvent pas, après la "date limite de mise en œuvre" du 1er juillet 2005 (c'est-à-dire la date à laquelle les États-Unis devaient se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD), continuer d'honorer les garanties émises avant cette date et toujours en cours[599], soit en effectuant des "versements" à titre d'indemnisation suite à des défauts de paiement, soit en rééchelonnant ou en restructurant la dette couverte par des garanties en cours.

14.15 Le Brésil fait aussi valoir que l'obligation de s'abstenir d'honorer des engagements financiers en cours au titre d'un programme à compter de la date limite de mise en œuvre découle du texte de l'*Accord SMC*: l'obligation de retirer la subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* s'applique à la fois au fait d'"accorder" de nouvelles subventions et à celui de "maintenir" des subventions existantes au titre de l'article 3.2 de l'*Accord SMC*.[600] Les États-Unis ont laissé en place toutes les garanties de crédit à l'exportation prohibées après la date de mise en œuvre et, en continuant d'honorer leurs engagements au titre des subventions prohibées, ils les "maintiennent" inchangées. En outre, le fait de continuer d'honorer des garanties de crédit à l'exportation en cours ne répond pas à la définition du terme "retirer" donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, dans laquelle l'Organe d'appel a défini le terme "retirer" comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" la subvention.[601]

14.16 Les **États-Unis** estiment qu'ils ont "retiré" la subvention en ce qui concerne les garanties en cours en abaissant, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes.[602] Pour se mettre en conformité, les États-Unis devaient "retirer" les subventions prohibées identifiées au

---

[597] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 341. Les allégations du Brésil couvrent toutes les garanties qui étaient en cours au 1er juillet 2005, qu'elles aient par la suite expiré ou non. Voir les paragraphes 390 à 393 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil.

[598] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 394, 395 et 399; déclaration finale du Brésil, paragraphe 30.

[599] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 396 à 398, citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45, et le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.17. Voir aussi la réponse du Brésil à la question n° 37 du Groupe spécial. Le Brésil note également que l'Organe d'appel, dans le rapport sur l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 2 et 223 à 231, a été d'avis qu'une recommandation de retirer une subvention sous la forme d'une mesure globale, la mesure FSC, incluait l'obligation de cesser d'effectuer des versements faisant l'objet d'un engagement antérieur en faveur des FSC ("foreign sales corporations" (sociétés de ventes à l'étranger)) existantes. Déclaration finale du Brésil, note de bas de page 38.

[600] Réponse du Brésil à la question n° 92 du Groupe spécial.

[601] Réponse du Brésil à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 46.

[602] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 143 à 145. Dans le cas du GSM 103 et du SCGP, les États-Unis indiquent qu'ils ont complètement cessé d'offrir des garanties. En outre, ils considèrent qu'il n'existe pas de garanties "en cours" au titre du SCGP étant donné qu'ils ne doivent faire face à aucun autre engagement au titre du programme. Voir la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 129, et la déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 48.

paragraphe 8.1 d) i) du rapport du Groupe spécial initial, qui portait sur l'octroi de garanties à un coût net pour les pouvoirs publics; c'est ce que les États-Unis devaient "retirer".[603] Les États-Unis considèrent que la question du rééchelonnement n'est pas pertinente pour les allégations du Brésil: toute dette déjà rééchelonnée est une somme à recevoir, en conséquence de quoi la CCC recevrait de l'argent et n'en débourserait pas. En réponse à l'argument du Brésil selon lequel le rééchelonnement est un moyen pour les États-Unis d'éviter un défaut de paiement et la nécessité d'effectuer un "versement" pour honorer l'engagement de la CCC, les États-Unis font observer que la CCC ne rééchelonne pas une dette avant qu'il y ait défaut et qu'aucune créance n'est due à la CCC avant qu'elle ne verse une indemnité et devienne le subrogé du créancier initial.[604]

14.17 En outre, rien dans l'*Accord SMC* ne prévoit que le retrait d'une subvention prenant la forme d'un programme inclut l'obligation de s'abstenir d'honorer des engagements en cours au titre de ce programme à compter de la date limite de mise en œuvre.[605] Cet argument assimile à tort "le fait d'honorer des engagements au titre du programme" à la subvention elle-même. Une telle assimilation était appropriée dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5)*, où le Brésil continuait à émettre des obligations nouvelles incompatibles avec les règles de l'OMC, même après la période de mise en œuvre au motif qu'il avait des obligations contractuelles préexistantes. Cependant, cela n'est pas approprié dans le cas présent, où les garanties ne constituent pas elles-mêmes des subventions prohibées.

3. Principaux arguments des tierces parties

14.18 L'**Argentine** estime que l'obligation pour les États-Unis de retirer la subvention implique qu'ils mettent fin aux programmes de garantie du crédit à l'exportation en cause dans la première procédure et non qu'ils se contentent de suspendre les versements ou de refuser de nouvelles demandes de garanties de crédit à l'exportation.[606]

4. Évaluation par le Groupe spécial

a) Introduction

14.19 Les arguments avancés par le Brésil à l'appui de ses allégations selon lesquelles les États-Unis n'ont pas "retiré" les garanties de crédit à l'exportation en cours reposent essentiellement sur le raisonnement fait par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le différend *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*. De l'avis du Brésil, les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire défendent l'idée que l'obligation pour un Membre de "retirer" la subvention en application de recommandations de l'ORD adoptées conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC* inclut l'obligation de s'abstenir d'honorer des engagements financiers en cours au titre d'un programme à compter de la date limite de mise en œuvre (c'est-à-dire la date à laquelle le Membre en question devait se conformer aux recommandations de l'ORD). Le Brésil établit un parallèle entre l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* et le présent différend: il considère que les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans la première affaire (conformément auxquelles il était interdit au Brésil d'émettre, après la date limite de mise en œuvre, des obligations PROEX en exécution de lettres d'engagement délivrées avant la date limite de mise en œuvre) peuvent être appliquées dans les circonstances factuelles de la présente affaire et qu'en conséquence, le Groupe spécial devrait constater qu'il est interdit aux États-Unis d'effectuer des "versements" sous la forme de

[603] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 43.
[604] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 131 à 133, et réponse des États-Unis à la question n° 109 du Groupe spécial.
[605] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 46.
[606] Communication de l'Argentine en tant que tierce partie, paragraphes 9 à 19.

versements à titre d'indemnisation ou sous la forme d'une restructuration ou d'un rééchelonnement d'une dette.[607]

14.20 Le Brésil trouve également des éléments à l'appui de sa position dans la définition de l'expression "retirer la subvention" donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, dans laquelle l'Organe d'appel a défini le terme "retirer" comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" la subvention.

14.21 Compte tenu de l'importance accordée par le Brésil au raisonnement et aux constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, nous allons commencer par examiner si, comme l'allègue le Brésil, l'Organe d'appel (et le Groupe spécial) a été d'avis dans cette affaire que l'obligation de "retirer" une subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* signifiait qu'il était interdit dans tous les cas à un Membre d'honorer des engagements en cours au titre d'un programme à compter de la date limite de mise en œuvre. Ce faisant, nous examinerons également si le parallèle que le Brésil cherche à établir entre les deux différends est justifié. Nous examinerons ensuite si, comme le Brésil le fait valoir, la déclaration de l'Organe d'appel quant au sens de l'expression "retirer la subvention" dans cette affaire devrait nous conduire à formuler une constatation selon laquelle les États-Unis n'ont pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD.

b) Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*

14.22 Le différend *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* concernait le programme PROEX, au titre duquel les pouvoirs publics brésiliens effectuaient des versements de péréquation des taux d'intérêt, en particulier à l'occasion de l'exportation d'aéronefs régionaux. Le Groupe spécial initial avait conclu que les versements au titre du programme PROEX constituaient des subventions à l'exportation prohibées au titre de l'*Accord SMC*.

14.23 Une des questions dont était saisi le Groupe spécial de la mise en conformité était de savoir si le Brésil n'avait pas "retiré" la subvention parce qu'il continuait d'émettre des obligations au titre du programme PROEX (obligations "NTN-I") après la date limite de mise en œuvre, en exécution de lettres d'engagement délivrées avant cette date.[608] Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* a estimé qu'il était suffisant, pour résoudre cette question, de conclure qu'un Membre ne [pouvait] pas être réputé avoir retiré des subventions prohibées s'il n'[avait] pas cessé d'agir d'une manière incompatible avec l'*Accord sur l'OMC* en ce qui concerne ces subventions".[609] Le Groupe spécial a noté que l'article 3.2 de l'*Accord SMC* disposait qu'un Membre "n'accordera[it] ni ne maintiendra[it]" des subventions à l'exportation, et il a par conséquent conclu que le fait de continuer à accorder ou à maintenir des subventions à l'exportation prohibées après la date de mise en œuvre serait incompatible avec l'obligation que le Brésil avait de retirer ces subventions.[610] Le Groupe spécial a par conséquent considéré qu'il devait déterminer si le fait que le Brésil continuait d'émettre des obligations en exécution de lettres d'engagement délivrées au titre du programme PROEX avant qu'il ne soit modifié revenait à "accorder" des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.2 de

[607] En d'autres termes, d'"honorer les garanties de crédit à l'exportation émises avant l'adoption de la recommandation de l'ORD". Réponse du Brésil à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 45.

[608] Les engagements au titre du programme en cause, le PROEX, étaient pris sous la forme de lettres d'engagement délivrées aux constructeurs brésiliens, par lesquelles les pouvoirs publics brésiliens s'engageaient à accorder l'aide spécifiée pour la transaction à condition que le contrat soit conclu selon les modalités et conditions spécifiées dans la demande d'agrément et dans un certain délai (généralement de 90 jours) et à condition que l'aéronef soit exporté. Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 2.5.

[609] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.8.

[610] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.9.

l'*Accord SMC*. Devant le Groupe spécial, le Brésil a fait valoir que les subventions PROEX existaient au titre de l'article premier de l'*Accord SMC* (et étaient par conséquent "accordées") au moment où les pouvoirs publics brésiliens délivraient une lettre d'engagement, et non au moment où ils émettaient les obligations.[611] Le Groupe spécial a rejeté l'argument du Brésil, rappelant que dans le différend initial, il avait constaté, ce que l'Organe d'appel avait approuvé, qu'aux fins de l'article 27.4 de l'*Accord SMC*, les subventions à l'exportation en question étaient "accordées" au moment de l'émission des obligations[612], et il a considéré qu'un raisonnement similaire était approprié au titre de l'article 3.2. Le Groupe spécial a par conséquent conclu qu'en continuant d'émettre des obligations NTN-I en exécution d'engagements pris avant le 18 novembre 1999, le Brésil n'avait pas retiré les subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux accordées au titre du programme PROEX.[613]

14.24 L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial, mais a estimé que les arguments du Brésil concernant le moment où une subvention était réputée "exister" au titre de l'article 1.1 de l'*Accord SMC* et où elle était réputée être "accordée" au titre de l'article 3.2 de cet accord n'étaient pas pertinents pour l'analyse de l'allégation du Canada selon laquelle le Brésil n'avait pas "retiré" la subvention.[614]

14.25 L'Organe d'appel a noté que le Brésil ne contestait pas que les mesures en question conféraient une subvention à l'exportation prohibée.[615] Il a estimé que selon son sens ordinaire, le "retrait" d'une subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* faisait référence à la "suppression" ou à la "reprise" de cette subvention:

---

[611] Voir le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.12.

[612] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 6.10 et 6.11. Dans le différend initial, l'Organe d'appel avait confirmé la constatation du Groupe spécial sur ce point, bien que sur la base d'un raisonnement différent. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient tous les deux constaté que les subventions à l'exportation en cause n'étaient pas encore "accordées" quand la lettre d'engagement était délivrée parce que, à ce moment-là, le contrat de vente à l'exportation n'avait pas encore été conclu et les expéditions à l'exportation n'avaient pas encore eu lieu: "Aux fins de l'article 27.4, nous concluons que les subventions à l'exportation … sont "accordées" quand toutes les conditions légales qui habilitent le bénéficiaire à recevoir les subventions ont été remplies." Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 158, cité par le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 au paragraphe 6.10. L'Organe d'appel a cependant rejeté l'approche du Groupe spécial initial consistant à se concentrer sur le libellé de l'article premier de l'*Accord SMC* afin de déterminer quand les versements devaient être réputés avoir été accordés aux fins de l'article 27.4 de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial avait notamment cherché à déterminer si les versements PROEX constituaient des "transferts directs de fonds" ou des "transferts directs potentiels de fonds" au titre de l'article premier. L'Organe d'appel a fait observer que la question était de savoir non pas quand ou si des subventions "existaient" (le Brésil avait déjà admis que des subventions existaient bien), mais quand les subventions devaient être réputées avoir été "accordées" aux fins de l'article 27.4. Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphes 156 et suivants, cités dans le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.13.

[613] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.17. Le Brésil a également fait valoir qu'il avait l'obligation contractuelle d'émettre les obligations PROEX en exécution des engagements déjà contractés et qu'il serait tenu de verser des dommages-intérêts pour rupture de contrat s'il ne le faisait pas. Le Groupe spécial a rejeté les arguments du Brésil selon lesquels de telles considérations devraient influer sur sa conclusion: "[à] supposer que le Brésil ait raison à cet égard, cela voudrait dire que des Membres pourraient s'engager à accorder des subventions prohibées dans les années à venir et être à l'abri de toute mesure corrective digne de ce nom dans le système de règlement des différends de l'OMC". Le Groupe spécial a également fait observer qu'au titre de l'article 21 de la *Convention de Vienne*, une partie à un traité ne pouvait pas invoquer des dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité. Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.16 et note de bas de page 23. L'Organe d'appel a approuvé la dernière partie du raisonnement du Groupe spécial. Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 46.

[614] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 44.

[615] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 44.

> Si nous nous reportons au sens ordinaire du terme "retirer", nous notons premièrement que ce mot a été défini comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" et "reprendre quelque chose dont on a profité; enlever". Cette définition donne à penser que le "retrait" d'une subvention au titre de l'article 4.7 de l'Accord SMC désigne la "suppression" ou la "reprise" de cette subvention.[616] (notes de bas de page omises)

14.26 L'Organe d'appel a ensuite fait observer que le Brésil admettait qu'il continuait d'émettre des obligations en exécution de lettres d'engagement délivrées avant la date limite de mise en œuvre, ce qui signifiait que ces obligations continuaient d'être émises "précisément suivant les mêmes modalités et aux mêmes conditions qu'auparavant.[617] L'Organe d'appel a estimé que l'émission des obligations représentait essentiellement des "décaissements" au titre du PROEX, étant donné que l'organisme financier pouvait choisir ou bien de vendre les obligations sur le marché, ou bien de recevoir des versements à leur échéance et que le Brésil continuait donc, après la date limite de mise en œuvre, d'effectuer des versements au titre d'un programme de subventions dont il avait été constaté qu'il comportait des subventions à l'exportation prohibées. L'Organe d'appel a ensuite conclu ce qui suit:

> … continuer à effectuer des versements dans le cadre d'une mesure de subvention à l'exportation dont il a été constaté qu'elle était prohibée n'est pas compatible avec l'obligation de "retirer" des subventions à l'exportation prohibées, au sens de "supprimer" ou de "reprendre".[618]

c) Point de savoir si l'obligation de "retirer" la subvention inclut l'obligation de s'abstenir d'honorer des engagements financiers en cours

14.27 Comme il ressort clairement du bref résumé donné ci-dessus, la question des "engagements antérieurs" s'est posée dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, à cause des arguments avancés par le Brésil concernant le moment où les subventions étaient accordées. Le fait que les obligations étaient émises "en exécution de" lettres d'engagement antérieures à la date limite de mise en œuvre n'était pas, selon nous, une considération importante à cet égard et rien n'indique que le Groupe spécial ou l'Organe d'appel seraient parvenus à une conclusion différente si les obligations avaient été émises indépendamment d'un quelconque engagement antérieur. En fait, on peut raisonnablement supposer que la question des "engagements" antérieurs ou en cours n'aurait pas du tout été abordée si le Brésil n'avait pas avancé des arguments concernant le moment où la subvention était accordée.

14.28 Cette lecture des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel est confirmée par l'absence de toute référence à des "engagements" antérieurs dans la déclaration de l'Organe d'appel citée ci-dessus et à laquelle le Brésil accorde tellement d'importance.[619] Il n'est pas surprenant que l'Organe d'appel ait constaté qu'en continuant d'émettre des obligations PROEX, comme il le faisait auparavant – ce qui, dans le différend initial, avait été jugé équivalent à l'octroi d'une subvention à l'exportation – le Brésil continuait d'accorder les subventions en question et ne les avait par conséquent pas "retirées".

14.29 En outre, selon nous, le Brésil attribue au terme "versement" utilisé par l'Organe d'appel un sens plus large qu'il n'est justifié. Il donne de ce terme une lecture qui englobe tout décaissement

---

[616] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45.
[617] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45.
[618] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45.
[619] À savoir que "... continuer à effectuer des versements dans le cadre d'une mesure de subvention à l'exportation dont il a été constaté qu'elle était prohibée n'est pas compatible avec l'obligation de "retirer" des subventions à l'exportation prohibées, au sens de "supprimer" ou de "reprendre"". Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45.

effectué au titre d'une mesure dont il a été constaté qu'elle constituait une subvention prohibée. Selon nous, la référence de l'Organe d'appel au fait d'"effectuer des versements" constituait clairement une référence à l'octroi d'une *subvention* PROEX étant donné que l'Organe d'appel n'examinait pas la question des "versements" dans un sens abstrait ou général, mais faisait plutôt référence aux "versements" PROEX (sous la forme d'obligations NTN-I) effectués à l'occasion de l'exportation d'aéronefs régionaux.[620] De toute manière, le terme "versement" n'apparaît ni à l'article 4.7 ni à l'article 3.2 de l'*Accord SMC*. Les deux dispositions concernent les *subventions.*

14.30 Nous ne voyons donc aucun élément, que ce soit dans le rapport du Groupe spécial ou dans celui de l'Organe d'appel sur cette affaire, qui étaye l'affirmation du Brésil selon laquelle il est nécessairement interdit à un Membre, au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, d'effectuer des "versements" ou d'honorer d'une autre manière des "engagements" en exécution de mesures antérieures à la date limite de mise en œuvre. En fait, comme il peut être déduit de notre analyse ci-dessus, les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire reposent sur la proposition plus simple voulant qu'un Membre n'ait pas "retir[é]" la subvention lorsqu'il continue de fournir des subventions à l'exportation prohibées après la date limite fixée par l'ORD pour la mise en œuvre de sa recommandation. Effectuer des "versements" est incompatible avec l'obligation pour le Membre de "retirer" une subvention lorsque les "versements" eux-mêmes équivalent à l'octroi d'une subvention. Le fait qu'une subvention est accordée en exécution d'un engagement antérieur ou en cours est, selon nous, tout simplement dénué de pertinence.[621]

14.31 Le Brésil s'appuie également sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*. Il estime que l'Organe d'appel a été d'avis dans cette affaire qu'une recommandation de retirer une subvention sous la forme d'une mesure globale, la mesure FSC, incluait l'obligation de cesser d'effectuer des versements faisant l'objet d'un "engagement antérieur" en faveur des FSC (Foreign Sales Corporations (sociétés de ventes à l'étranger)) existantes.[622] Là encore, le Brésil attribue un sens plus large qu'il n'est justifié à certaines déclarations ou constatations de l'Organe d'appel. Le différend *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)* portait sur des dispositions transitoires qui permettaient que des mesures législatives, dont il avait été constaté dans le différend initial qu'elles conféraient des subventions à l'exportation prohibées, continuent d'être appliquées pour certaines transactions. Les "versements" en question ne faisaient donc pas l'objet d'un "engagement antérieur", comme l'allègue le Brésil. En fait, la mesure législative autorisant l'octroi de subventions continuait simplement d'être appliquée, quoique à un nombre limité de transactions.[623] Là encore,

---

[620] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 42 et 45.

[621] Nous notons également que le Groupe spécial et l'Organe d'appel n'ont pas eu à examiner, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, la question de savoir si le Brésil n'avait pas "retiré" la subvention parce que ce dernier continuait d'honorer ses engagements au titre d'obligations émises avant la date limite de mise en œuvre. Cet aspect du différend ne concernait que l'émission par le Brésil de nouvelles obligations en exécution de lettres d'engagement délivrées avant la date de mise en œuvre. Les États-Unis font observer que, dans cette affaire, le Brésil a vraisemblablement continué d'effectuer des versements au titre d'obligations en cours pendant plus de dix ans après la date de mise en œuvre. Voir la déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 47.

[622] Le Brésil fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 223 à 231. Voir la réponse du Brésil à la question n° 37 du Groupe spécial, note de bas de page 28 relative au paragraphe 46, et la déclaration finale du Brésil, note de bas de page 38.

[623] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 224. Afin d'être exhaustifs, nous faisons observer que dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont rejeté les arguments du Brésil selon lesquels ce dernier devrait être autorisé à continuer d'accorder des subventions à l'exportation prohibées après la fin de la période de mise en œuvre parce qu'il avait assumé des obligations contractuelles en ce sens en vertu de la législation nationale (voir *supra* la note 613), et que l'Organe d'appel a rejeté des arguments similaires avancés par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*. Dans cette dernière affaire, les États-Unis avaient fait valoir qu'ils devraient être autorisés à continuer d'accorder des subventions à l'exportation prohibées pour protéger les intérêts contractuels de parties privées et pour assurer une transition ordonnée vers le nouveau régime législatif. Rapport de l'Organe d'appel

nous interprétons les constatations de l'Organe d'appel dans ce différend comme une nouvelle confirmation du principe voulant qu'un Membre n'ait pas "retir[é]" la subvention lorsqu'il continue de l'accorder après la fin de la période de mise en œuvre ou lorsqu'il "maintient" en place la mesure législative au titre de laquelle les subventions sont accordées.

14.32 Ainsi, selon nous, la question pertinente n'est pas de savoir si les États-Unis, après la fin de la période de mise en œuvre, effectuent un *quelconque* "versement" au sens général au titre de programmes dont il a été constaté, dans la procédure initiale, qu'ils constituaient des subventions à l'exportation prohibées, en exécution d'engagements antérieurs. La question pertinente est de savoir si les États-Unis continuent ou ont continué, après la fin de la période de mise en œuvre, d'accorder des subventions à l'exportation.[624]

14.33 Nous pensons que l'équivalent, dans le présent différend, de l'émission d'obligations dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* est l'émission de garanties de crédit à l'exportation par la CCC, et non le versement, par les pouvoirs publics des États-Unis, d'indemnités au titre de ces garanties, ou le rééchelonnement ou la restructuration d'une dette à la suite du versement d'indemnités. Nous rappelons que les subventions en cause dans le présent différend ne sont pas le versement d'indemnités par les pouvoirs publics des États-Unis (ni le rééchelonnement ou la restructuration d'une dette), mais l'émission de garanties de crédit à l'exportation par la CCC. Le Brésil n'a pas allégué dans la procédure initiale que les États-Unis accordaient des subventions à l'exportation sous la forme de versements en exécution de garanties de crédit à l'exportation existantes. En revanche, il a contesté l'émission même de garanties dans le cadre de programmes répondant aux conditions énoncées au point j) de la Liste exemplative. La recommandation faite par le Groupe spécial de "retirer" la subvention visait les subventions sous la forme de garanties et non sous la forme de versements (d'indemnités) au titre de garanties. Même devant le présent Groupe spécial, lorsqu'il cherche à démontrer que les États-Unis ont contourné leurs engagements en matière de subventions à l'exportation, le Brésil ne renvoie pas le Groupe spécial au volume des exportations agricoles des États-Unis pour lesquelles des indemnités ont été versées, mais plutôt au volume des produits agricoles des États-Unis couverts par des garanties, que des indemnités aient en fin de compte été versées ou non au titre de ces garanties. En outre, le Brésil n'a pas cherché, selon nous, à établir que le versement d'une indemnité au titre d'une garantie ou le rééchelonnement/la restructuration d'une

---

États-Unis – FSC (article 21:5 – CE), paragraphes 223 à 239. Le rejet des arguments avancés respectivement par le Brésil et par les États-Unis dans ces deux différends ne va pas dans le sens de l'argument présenté par le Brésil dans le présent différend. Dans ces différends, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont rejeté les arguments d'un Membre défendeur selon lesquels celui-ci devrait être autorisé à continuer d'accorder des subventions à l'exportation prohibées parce qu'il s'était engagé à le faire ou à cause d'autres considérations liées à la législation nationale (par exemple à cause des attentes de parties privées). Le rejet de ces arguments n'équivaut pas à une constatation selon laquelle il est, dans tous les cas, interdit à un Membre d'accorder des subventions parce qu'elles ont fait l'objet d'un engagement antérieur.

[624] Alors que l'Organe d'appel a indiqué dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* que les arguments du Brésil concernant le moment où existait l'octroi de subventions n'étaient pas pertinents pour son analyse, nous rappelons que dans la procédure initiale concernant l'affaire *Brésil – Aéronefs*, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel sont parvenus à la conclusion que les subventions PROEX étaient "accordées" au moment de l'émission des obligations. Si, comme le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, nous estimions que le "moment où" la subvention est accordée est pertinent, nous conclurions que les subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation ne sont pas "accordées" au moment où l'organisme émetteur effectue un versement suite à un recours pour défaut de paiement ou lorsqu'il rééchelonne ou restructure une dette couverte par une garantie. Selon nous, le "droit légal inconditionnel" du bénéficiaire de recevoir la subvention en question (c'est-à-dire la garantie de crédit à l'exportation) commence à exister plus tôt, au moment de l'émission de la garantie. Conclure que les subventions en question sont accordées au moment où les États-Unis effectuent un versement (en cas de défaut) ou au moment où une dette est rééchelonnée ou restructurée aboutirait à un résultat vicié sur le plan logique, à savoir que bon nombre, voire la plupart, des subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation ne seraient jamais accordées.

dette constituaient, en eux-mêmes, des subventions à l'exportation prohibées, indépendamment de la subvention qui était octroyée sous la forme d'une garantie de crédit à l'exportation.

14.34 En résumé, le Brésil ne nous a pas convaincus que l'obligation de "retirer" la subvention en application d'une recommandation adoptée conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC* incluait l'obligation générale de cesser d'effectuer des versements ou d'honorer d'une autre manière des engagements en cours ou antérieurs au titre d'une mesure dont il avait été constaté qu'elle constituait une subvention à l'exportation prohibée. En conséquence, le Brésil n'a pas établi, sur cette base, que les États-Unis n'avaient pas "retiré" la subvention parce qu'ils continuaient à verser des indemnités en exécution de garanties en cours ou parce qu'ils rééchelonnaient ou restructuraient la dette couverte par ces garanties.

d) Sens du terme "retirer"

14.35 Le Brésil s'appuie également sur la définition du terme "retirer" donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*. Comme nous l'avons mentionné plus haut, dans cette affaire, l'Organe d'appel a interprété ce terme figurant à l'article 4.7 de l'*Accord SMC* comme exigeant d'un Membre qu'il "supprime" ou "reprenne" la subvention. Pour le Brésil, "[l]e fait de verser une indemnité en cas de défaut de remboursement d'un crédit garanti au titre du GSM 102 qui est visé par la recommandation de l'ORD à l'effet de "retirer la subvention" ne permet pas de "supprimer" ou de "reprendre" cette subvention".[625]

14.36 En outre, le Brésil fait valoir que l'obligation de "retirer" la subvention prévue à l'article 4.7 de l'*Accord*, au sens de "supprimer" ou "reprendre", s'applique aux deux éléments de l'article 3.2, le fait d'"accorder" et celui de "maintenir" une subvention.[626] Il fait valoir que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, a été d'avis que "l'obligation de retirer "pleinement" une subvention prohibée n'était pas respectée si le Membre "*laiss[ait] en place* tout ou partie de la subvention prohibée initiale"".[627] Ainsi, le Brésil estime qu'"en continuant d'honorer leurs engagements au titre des subventions prohibées, les États-Unis "maintiennent" ces subventions inchangées".[628]

14.37 Aucun des deux rapports de l'Organe d'appel cités par le Brésil n'étaye son argument selon lequel l'obligation de "retirer" la subvention inclut l'obligation de supprimer ou reprendre des subventions individuelles *accordées par le passé*. Là encore, le différend *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* portait sur une situation dans laquelle un Membre continuait d'accorder, *après* la fin de la période de mise en œuvre, de *nouvelles* subventions (individuelles). Le deuxième rapport de l'Organe d'appel cité par le Brésil, sur l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, portait sur une situation dans laquelle un Membre maintenait les *dispositions législatives* qui autorisaient l'octroi (futur) de subventions. Dans aucune des deux affaires, l'Organe d'appel n'a indiqué que le Membre concerné était tenu de "retirer" (au sens de "supprimer" ou "reprendre") des subventions *individuelles* qui avaient déjà été accordées. Le Brésil n'a donc présenté aucun précédent étayant la proposition selon laquelle l'obligation de "retirer" au sens de "supprimer" ou "reprendre", que ce soit sur le plan de l'octroi d'une subvention ou sur le plan de son maintien, s'étend à des subventions individuelles qui ont été accordées au titre d'un programme dont il a été constaté qu'il octroyait des subventions à l'exportation prohibées, avant la fin de la période de mise en œuvre.

[625] Réponse du Brésil à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 46.
[626] L'article 3.2 de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit: "Un Membre n'accordera ni ne maintiendra" des subventions prohibées.
[627] Réponse du Brésil à la question n° 92 du Groupe spécial, paragraphe 199, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphe 84 (italique ajouté par le Brésil).
[628] Réponse du Brésil à la question n° 92 du Groupe spécial, paragraphe 200.

14.38 Il n'est pas nécessaire, dans le présent différend, que nous procédions à une analyse complète de la portée de l'obligation pour un Membre de "retirer" la subvention en application d'une recommandation adoptée au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*. En particulier, il n'est pas nécessaire que nous décidions si l'obligation de "retirer" la subvention en application d'une recommandation d'un groupe spécial adoptée au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* impose à un Membre l'obligation de "supprimer" ou "reprendre", *rétrospectivement*, les subventions individuelles qui ont été accordées par le passé. Le Brésil a souligné que la mesure corrective qu'il souhaitait obtenir n'était pas rétroactive et que ses allégations avaient un caractère entièrement prospectif.[629] Le Groupe spécial croit donc comprendre que le Brésil estime que les Accords de l'OMC (en particulier l'*Accord SMC*) ne prévoient pas de mesures correctives rétroactives. Le Brésil n'a pas expliqué en quoi son interprétation de l'obligation énoncée à l'article 4.7 n'équivaudrait pas à une mesure corrective rétroactive alors même qu'elle exigerait en fait des États-Unis qu'ils éliminent des subventions accordées antérieurement et qu'ils prennent donc des mesures concernant des actions qui avaient eu lieu avant la fin de la période pendant laquelle ils devaient "retirer" la subvention. Une constatation de notre part selon laquelle il est interdit aux États-Unis d'effectuer des versements (ou de rééchelonner ou restructurer une dette) en exécution de garanties émises avant le 1er juillet 2005 équivaudrait, selon nous, à une mesure corrective rétroactive, similaire à une constatation selon laquelle un Membre doit exiger le remboursement par le bénéficiaire d'une subvention sous la forme d'un transfert direct de fonds.

14.39 À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial **constate** que le Brésil n'a pas établi que les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations du Groupe spécial, adoptées par l'ORD, visant à ce qu'ils "retirent" la subvention en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation émises avant la fin de la période de mise en œuvre, le 1er juillet 2005[630], et mettent leurs mesures en conformité avec *Accord sur l'agriculture*.

C. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION AU TITRE DU GSM 102 ÉMISES APRÈS LE 1ER JUILLET 2005

1. Introduction

14.40 Le Brésil allègue que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD sont incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et, dans la limite de cette incompatibilité, avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Cette allégation concerne les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 accordées pour les exportations de produits non inscrits dans la Liste et les exportations de trois produits inscrits dans la Liste – le riz, la viande porcine et la viande de volaille[631] – depuis la fin de la période de mise en œuvre, c'est-à-dire depuis le 1er juillet 2005. De plus, le Brésil allègue que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 accordées pour les exportations de trois produits ne relevant pas de l'*Accord sur l'agriculture*, à savoir la lysine, le lyocell et les produits du bois, sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

14.41 Le Brésil indique que ses allégations d'incompatibilité au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* sont des allégations "par produit": le Brésil allègue que les États-Unis ont appliqué le programme GSM 102 d'une manière qui contourne leurs engagements en matière de subventions à

[629] Réponse du Brésil à la question n° 92 du Groupe spécial, paragraphe 201.

[630] Compte tenu de cette conclusion, il n'est pas nécessaire que nous déterminions si le fait que le Groupe spécial initial a établi ses constatations sur la base du point j) signifie, comme l'estiment les États-Unis, que seuls les programmes de crédit à l'exportation, et non les garanties de crédit à l'exportation individuelles, devaient être retirés.

[631] Le Groupe spécial a rejeté la demande de décision préliminaire des États-Unis concernant les allégations du Brésil relatives aux exportations de viande porcine et de viande de volaille. Voir *supra* le paragraphe 9.27.

l'exportation concernant des produits non inscrits dans la Liste et trois produits inscrits dans la Liste. Nous croyons donc comprendre que le Brésil conteste les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 "telles qu'appliquées".

14.42 Nous allons examiner chacune de ces allégations successivement, en commençant par les allégations formulées par le Brésil au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.

2. Allégations du Brésil au titre des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*

14.43 Les articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* sont libellés comme suit:

> Article 8: *Engagements en matière de concurrence à l'exportation*
>
> Chaque Membre s'engage à ne pas octroyer de subventions à l'exportation si ce n'est en conformité avec le présent accord et avec les engagements qui sont spécifiés dans la Liste de ce Membre.
>
> […]
>
> Article 10: *Prévention du contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation*
>
> 1. Les subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 ne seront pas appliquées d'une manière qui entraîne, ou menace d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation; il ne sera pas non plus recouru à des transactions non commerciales pour contourner ces engagements.

14.44 Une violation de l'article 10:1 exige que deux choses soient démontrées: premièrement, "les subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées" à l'article 9:1 sont "appliquées" et, deuxièmement, "d'une manière qui entraîne … un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation". Le Brésil fait valoir que le GSM 102 constitue des subventions à l'exportation aux termes de l'article 10:1. Il n'avait pas été contesté devant le Groupe spécial initial que les garanties de crédit à l'exportation n'étaient pas incluses dans la liste de subventions à l'exportation figurant à l'article 9:1 de l'*Accord sur l'agriculture* et que l'article 10:1 était donc la disposition pertinente.[632] Aucune des parties à la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité ne donne à entendre qu'il en est autrement.

14.45 L'*Accord sur l'agriculture* ne définit pas en général le sens de l'expression "subventions à l'exportation". L'article 1 e) de l'Accord dispose que les subventions à l'exportation sont "des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, y compris les subventions à l'exportation énumérées à l'article 9 du présent accord". Pour interpréter le sens de l'expression "subventions à l'exportation" figurant à l'article 10:1, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel se sont appuyés, entre autres, sur les dispositions pertinentes de l'*Accord SMC* (y compris les articles 1er et 3 et les points de la Liste exemplative) en tant que "contexte".[633] Ces dispositions définissent quelles sont les mesures

---

[632] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.788.

[633] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphes 136 à 141; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 8.116; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 187 à 196; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.797 à 7.803; le rapport du Groupe spécial *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)*, paragraphes 5.152 à 5.162; et le rapport du Groupe spécial *Canada – Produits laitiers*, paragraphes 7.125 et suivants. Ce dernier groupe spécial a considéré que l'article 9:1 de l'*Accord sur*

qui constituent des "subventions" et des "subventions à l'exportation", respectivement, aux fins de l'*Accord SMC*.

14.46 S'agissant du "contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation" mentionné à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, les disciplines auxquelles sont assujettis les Membres diffèrent selon qu'il s'agit de produits pour lesquels un Membre a inscrit des "engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation" dans sa Liste d'engagements (les produits dits "inscrits dans la Liste") ou de produits pour lesquels il n'a inscrit aucun engagement de ce type (produits "non inscrits dans la Liste"). En ce qui concerne ces derniers produits, les Membres sont assujettis à une prohibition générale de l'octroi de subventions à l'exportation. Cela découle du libellé de la disposition finale de l'article 3:3 de l'*Accord sur l'agriculture* ("… n'accordera pas de telles subventions [c'est-à-dire des subventions à l'exportation visées à l'article 9:1] pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans [la section II de la Partie IV] de sa Liste") et de l'article 10:1, qui interdit à un Membre d'"appliquer" des subventions qui ne sont pas énumérées à l'article 9:1 d'une manière qui entraîne (ou menace d'entraîner) un contournement de ses engagements en matière de subventions à l'exportation.[634] Pour ce qui est des produits inscrits dans la Liste, un Membre est autorisé à accorder des subventions à l'exportation à hauteur des niveaux d'engagements en matière de réduction inscrits dans sa Liste. Les engagements en matière de réduction sont exprimés en termes de dépenses budgétaires (montant total de la subvention accordée) et en termes de quantités (volume) pour chaque produit agricole visé. Toute subvention à l'exportation qui excède les engagements spécifiques en matière de réduction applicables au produit agricole en question est prohibée.

14.47 Étant donné que seules certaines des allégations de contournement formulées par le Brésil au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* sont assujetties aux règles spéciales de la charge de la preuve énoncées à l'article 10:3 de l'*Accord*[635] – le renversement partiel de la charge de la preuve

---

l'agriculture pouvait également servir de "contexte" pour l'interprétation du sens de l'expression "subvention à l'exportation" dans le cadre de l'article 10:1 de l'*Accord*.

[634] L'expression "engagements en matière de subventions à l'exportation" comprend à la fois les engagements en matière de réduction pris en ce qui concerne des produits inscrits dans la Liste et l'engagement de ne pas accorder de subvention à l'exportation de produits non inscrits dans la Liste. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphes 145 à 147.

[635] En vertu des règles habituelles de la charge de la preuve, le Membre plaignant assumerait la charge de prouver les deux aspects de son allégation, à savoir 1) que des subventions à l'exportation sont accordées; 2) que le montant total des subventions accordées excède les engagements (exprimés en termes de dépenses budgétaires) pris par le Membre pour le produit en question ou que la quantité totale des exportations bénéficiant du soutien de la ou des subventions en question excède les engagements (exprimés en volume des exportations) pris par le Membre pour le produit en question. L'article 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture* opère un renversement partiel de la charge de la preuve dans certains différends au titre des articles 3, 8, 9 et 10 de l'*Accord sur l'agriculture* où le Membre plaignant allègue que les engagements en matière de volume ont été dépassés. Pour un examen des effets de l'article 10:3, voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 642 et suivants, et le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis II et Nouvelle-Zélande)*, paragraphes 67 et suivants. L'article 10:3 ""scinde la prétention du Membre plaignant" en deux: un aspect quantitatif et un aspect concernant le subventionnement des exportations, "attribuant à différentes parties la charge de la preuve pour ce qui est des deux parties"". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 644, citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis II et Nouvelle-Zélande)*, paragraphe 69. En ce qui concerne les allégations visées par l'article 10:3, conformément aux règles habituelles de la charge de la preuve, il incombe au Membre plaignant (en l'espèce, le Brésil) de prouver que le Membre défendeur (en l'espèce, les États-Unis) a exporté des quantités d'un produit agricole qui excédaient le niveau de ses engagements. Si le Membre plaignant réussit à démontrer le bien-fondé de cette partie quantitative de l'allégation, alors en vertu de l'article 10:3, la charge de la preuve se déplace vers le Membre défendeur, qui doit prouver que les quantités exportées en dépassement de ses engagements ne sont pas subventionnées. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis II et Nouvelle-Zélande)*, paragraphe 74, cité en partie dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 645. Le renversement de la charge de la preuve est total et complet – le Membre

opéré par l'article 10:3 s'applique uniquement aux allégations formulées au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, et seulement en ce qui concerne les produits inscrits dans la Liste[636] – nous effectuons d'abord notre analyse comme si le Brésil assumait la charge de la preuve en ce qui concerne à la fois l'élément quantitatif et l'élément concernant le subventionnement de ses allégations, c'est-à-dire comme si l'article 10:3 ne s'appliquait pas. Par conséquent, nous entreprenons d'abord de déterminer si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" aux fins de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Nous procédons à cette analyse en nous appuyant sur les dispositions de l'*Accord SMC* en tant qu'indications contextuelles. Ce n'est que si le Brésil ne démontre pas que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation que nous effectuerons – pour les allégations du Brésil qui sont visées par l'article 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture* (produits inscrits dans la Liste) – l'analyse prescrite au titre de l'article 10:3, d'abord en déterminant si le Brésil établit que les États-Unis ont exporté des quantités des produits visés qui excédaient leurs engagements, puis en déplaçant vers les États-Unis la charge de prouver qu'aucune subvention n'a été accordée pour les quantités exportées en dépassement de leurs engagements.

3. Les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont-elles des "subventions à l'exportation" – fondements juridiques des arguments du Brésil

14.48 Nous engageons la première étape de notre analyse, qui consiste à déterminer si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des "subventions à l'exportation" au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme il est indiqué ci-dessus, étant donné que l'*Accord sur l'agriculture* ne contient pas de définition exhaustive de l'expression et qu'il ne fournit pas d'autres indications sur le point de savoir si et dans quelles conditions des garanties de crédit à l'exportation peuvent constituer des subventions à l'exportation, nous jugeons approprié de nous reporter à l'*Accord SMC* en tant que source d'indications contextuelles pour déterminer si les garanties au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Les parties n'ont pas suggéré que nous procédions autrement.

14.49 Le Brésil s'appuie sur deux fondements juridiques pour démontrer que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Premièrement, il demande au Groupe spécial de constater que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 répondent à la définition d'une subvention à l'exportation énoncée aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, c'est-à-dire qu'elles sont des "contributions financières", qui confèrent un "avantage" et sont subordonnées aux résultats à l'exportation. À titre subsidiaire, le Brésil demande au Groupe spécial de conclure que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 relèvent du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Le point j) (lu conjointement avec l'article 3.1 a)) indique que les subventions suivantes constituent des subventions à l'exportation prohibées[637]:

> j) Mise en place par les pouvoirs publics (ou par des organismes spécialisés contrôlés par eux) de programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, de programmes d'assurance ou de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, ou de programmes contre les risques de change, à des taux

---

plaignant n'a pas à démontrer *prima facie* l'existence d'un subventionnement. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis II et Nouvelle-Zélande)*, paragraphe 75.

[636] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 649 et 652.

[637] Et ce, en vertu de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, qui dispose ce qui suit:

"Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:

a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, *y compris* celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I" (notes de bas de page omises, pas d'italique dans l'original).

de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes.

14.50 Le Brésil considère que ces deux "fondements" subsidiaires l'un par rapport à l'autre sont des *allégations* distinctes, et non des arguments à l'appui d'une seule allégation.[638] Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, le Brésil demande tout d'abord au Groupe spécial d'examiner son "allégation" selon laquelle les garanties au titre du GSM 102 répondent aux éléments de la définition d'une "subvention à l'exportation" figurant aux articles 1er et 3 de l'*Accord SMC*. Ce n'est que si le Groupe spécial rejette son "allégation" à cet égard que le Brésil demande au Groupe spécial d'examiner également son "allégation" au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.[639]

14.51 À notre avis, les deux fondements juridiques sur lesquels s'appuie le Brésil pour étayer son argument selon lequel les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation aux termes de l'*Accord SMC* et de l'*Accord sur l'agriculture* ne sont pas des allégations distinctes, mais sont plutôt des arguments subsidiaires l'un par rapport à l'autre sur les raisons pour lesquelles ces garanties sont des subventions à l'exportation au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[640] Une constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'un ou l'autre des fondements juridiques sur lesquels s'appuie le Brésil établirait dans les deux cas que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation aux termes de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le point j) de la Liste exemplative ne prévoit pas en soi que certaines mesures sont prohibées; il indique simplement que certaines mesures sont des subventions à l'exportation au titre de l'article 3.1 a). En tout état de cause, nous rappelons qu'à ce stade, nous ne nous appuyons que sur l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* en tant que source d'indications contextuelles pour déterminer si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Il ne fait aucun doute que, dans ce contexte, les deux fondements juridiques sur lesquels s'appuie le Brésil sont en fait de simples arguments subsidiaires l'un par rapport à l'autre, et non des allégations distinctes.

14.52 Nous entreprenons d'abord d'examiner les arguments du Brésil selon lesquels les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation parce qu'elles relèvent du point j) de la Liste exemplative.[641] Notre décision de commencer d'abord par les arguments formulés par le Brésil au titre du point j) est motivée par le fait que les parties ne contestent pas que les mesures qui entrent dans le champ d'application du point j) sont, au titre de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, des subventions à l'exportation en soi.[642]

---

[638] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 112.

[639] Le Brésil indique que sa demande concernant l'examen à titre subsidiaire uniquement de son allégation au titre du point j) est valable même si le Groupe spécial considère que le point j) est la source d'un argument subsidiaire, et non d'une allégation subsidiaire. Voir la première communication écrite du Brésil, note de bas de page 593.

[640] Le Groupe spécial initial est parvenu à la même conclusion. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 6.31.

[641] Cette approche est similaire à celle suivie par le Groupe spécial initial. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton*, paragraphe 7.803.

[642] Les États-Unis considèrent que le point j) de la Liste exemplative fournit le seul critère permettant de déterminer si des garanties de crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation. Voir, entre autres, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 62 à 70. Le Brésil estime qu'il peut être constaté que des garanties de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* soit parce qu'elles remplissent les conditions énoncées au point j) soit parce qu'elles répondent aux éléments de la définition d'une subvention à l'exportation figurant à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* (et, par référence, à l'article premier de l'*Accord SMC*), c'est-à-dire qu'elles sont des "contributions financières", qui confèrent un "avantage" (constituant de ce fait une "subvention" au titre de l'article premier), qui est subordonné

14.53 Par suite de notre conclusion selon laquelle les deux fondements juridiques invoqués par le Brésil sont des "arguments" subsidiaires l'un par rapport à l'autre, et non des "allégations", si nous devions conclure que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation en vertu du fait qu'elles relèvent du point j), nous ne considérons pas qu'il nous faudrait nécessairement déterminer si, indépendamment, elles répondent aussi aux éléments de la définition d'une subvention à l'exportation figurant aux articles 1er et 3 de l'*Accord SMC*.

4. Arguments du Brésil au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation

a) Analyse du Groupe spécial initial au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation

14.54 Avant de commencer notre analyse, nous rappelons les principales constatations formulées par le Groupe spécial initial dans le cadre de son analyse au titre du point j) de la Liste exemplative, en tant que contexte pour déterminer si les programmes en cause octroyaient des subventions à l'exportation au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

14.55 Le Groupe spécial initial a considéré que le point j) n'exigeait pas d'utiliser une approche méthodologique ou philosophie comptable particulières pour déterminer si la gestion d'un programme avait un coût net pour les pouvoirs publics.[643] Il a estimé qu'il était raisonnable, sur la base des éléments de preuve et des arguments qui lui avaient été présentés, de prendre en compte la période qui avait suivi 1992.[644] Mais il a également estimé que l'analyse au titre du point j) ne devait pas avoir un caractère purement rétrospectif et qu'elle pouvait prendre en compte des éléments de la structure, de la conception et de la gestion de la mesure qui pouvaient influer sur les frais et les pertes au titre de la gestion à longue échéance des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP.[645]

i) Résultats antérieurs des programmes

14.56 Le Groupe spécial a examiné les données présentées par les parties concernant la rentabilité des programmes. Les parties ont présenté des données établies suivant différentes méthodes et le Groupe spécial s'est appuyé sur ces données. La première approche était celle fondée sur la "valeur actuelle nette" en matière de comptabilité budgétaire utilisée par le gouvernement des États-Unis pour les garanties de crédit à l'exportation. Dans chaque budget annuel, le gouvernement des États-Unis prévoit la "valeur actuelle nette" des coûts associés à ses garanties de crédit à l'exportation émises au cours de la même année.[646] Les données budgétaires des États-Unis pour les exercices budgétaires

---

aux résultats à l'exportation au titre de l'article 3.1 a). Voir la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 454 à 481. Un certain nombre de tierces parties (Australie, Canada, Chine et Tchad) estiment, comme le Brésil, que des garanties de crédit à l'exportation peuvent être des subventions à l'exportation prohibées au titre soit des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* soit du point j) de la Liste exemplative. Le Groupe spécial croit comprendre que les Communautés européennes partagent l'avis des États-Unis. Voir la communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 24; la déclaration orale du Canada, paragraphes 8 à 13; la communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 8, et la déclaration orale de la Chine; la communication du Tchad en tant que tierce partie, paragraphes 50 à 56; et la déclaration orale des CE, paragraphe 33.

[643] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.804.

[644] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.831.

[645] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.835.

[646] Une valeur actuelle nette positive signifie que le gouvernement des États-Unis accorde une "subvention" aux emprunteurs et qu'il s'attend par conséquent à subir une perte, et une valeur actuelle négative signifie que le programme génère un "bénéfice". Cette valeur ne comprend pas les frais administratifs. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.842. Les frais administratifs sont

1992 à 2002 (et les estimations pour 2003 et 2004) faisaient état d'une "subvention sous forme de prêt garanti" positive (c'est-à-dire une perte). Bien que le Groupe spécial ait reconnu que ces montants n'étaient que des estimations initiales des frais à longue échéance du programme, qui ne représentaient ni "des conjectures aléatoires [ni] des montants réels historiquement vérifiables", il a estimé que les chiffres toujours positifs des subventions montraient que les pouvoirs publics des États-Unis "pens[aient], sur la base de leur propre évaluation, qu'ils ne [seraient] peut-être pas en mesure, même à longue échéance, de gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans avoir à supporter un coût net".[647] Le Groupe spécial a également pris en compte le fait que "l'expérience passée réelle [était] un facteur essentiel" sur lequel étaient fondées les estimations.[648]

14.57 Ces estimations initiales font l'objet de réestimations annuelles pendant la durée des garanties considérées. Les États-Unis ont fait valoir à cet égard que les réestimations, dans le temps, effaçaient l'"estimation" positive initiale, autrement dit que, si l'on tenait compte des réestimations, les programmes ne donneraient pas lieu à un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Les États-Unis ont fourni au Groupe spécial des réestimations cumulées par cohorte (une cohorte comprend toutes les garanties émises pendant une année donnée). Ces chiffres indiquaient l'existence d'une subvention positive de 230 millions de dollars EU. Les États-Unis ont noté qu'il y avait une réestimation globale à la baisse de 1,9 milliard de dollars EU (c'est-à-dire que, dans l'ensemble, les réestimations faisaient baisser la subvention), qu'à l'exception de 2002 (année pour laquelle seules des données très récentes étaient disponibles), la tendance pour toutes les cohortes était favorable par rapport au montant initial du subventionnement, et que les données pour les cohortes de 1992-1996 et de 1999 indiquaient qu'il y avait rentabilité. Selon les États-Unis, lorsque les données pour les cohortes – encore incomplètes – de 2001 et 2002 étaient enlevées, les 230 millions de dollars EU étaient presque entièrement éliminés. Bien que le Groupe spécial ait tenu compte du fait que le processus d'estimation et de réestimation par cohorte était nécessairement un processus fluide qui ne pouvait pas être définitivement analysé tant qu'une cohorte n'était pas "close", il ne pensait pas comme les États-Unis que les données concernant certaines des cohortes les plus récentes ne devaient pas être prises en compte; il n'était pas non plus persuadé que les réestimations par cohorte dans le temps ne feraient forcément pas apparaître un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Il a donc rejeté les arguments avancés par les États-Unis à cet égard.[649]

14.58 La deuxième "méthode" suivant laquelle le Groupe spécial initial a examiné les programmes des États-Unis était une formule du coût construit présentée par le Brésil, sur la base des données budgétaires des États-Unis.[650] Le Brésil a présenté un tableau qui indiquait un coût net de 1,08 milliard de dollars EU pour les pouvoirs publics entre les exercices budgétaires 1993 et 2002 (sur la base de données tirées de la colonne "exercice précédent" du budget du gouvernement des États-Unis).[651] Le Groupe spécial a estimé qu'il s'agissait d'"une évaluation précise additionnelle, fondée sur des renseignements émanant du gouvernement des États-Unis lui-même, des résultats des programmes de garantie du crédit à l'exportation" qui, ainsi que l'a noté le Groupe spécial, tenait compte du niveau effectif des garanties émises par la CCC au cours d'un exercice donné, et non d'une estimation de ce niveau.[652] Le Groupe spécial a comparé les résultats de cette formule avec les

---

habituellement relativement modestes comparativement à la valeur elle-même (5 millions de dollars EU ces toutes dernières années).

[647] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[648] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[649] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.852 à 7.854.

[650] La formule de calcul était la suivante: (primes perçues + montant recouvré au titre du principal et des intérêts (ligne 88.40 du budget des États-Unis) + revenu au titre des intérêts (ligne 88.25)) - (frais administratifs (ligne 00.09) + créances impayées (ligne 00.01) + dépenses au titre des intérêts (ligne 00.02)). Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.844.

[651] Voir le tableau figurant au paragraphe 7.845 du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*.

[652] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.846.

éléments de preuve présentés par les États-Unis qui, ainsi que l'affirmaient ceux-ci, faisaient apparaître un bénéfice de 630 millions de dollars EU pour les pouvoirs publics des États-Unis. La différence entre les résultats des calculs du Brésil et ceux des calculs des États-Unis correspondait au montant des créances rééchelonnées (1,6 milliard de dollars EU), que les États-Unis ne traitaient pas comme des "créances en cours": le traitement comptable standard des rééchelonnements par la CCC consistait plutôt à les traiter comme de nouveaux prêts directs; de l'avis du Groupe spécial, cela constituait une réduction instantanée du montant des créances en cours pendant l'exercice où le rééchelonnement était finalisé. Le Groupe spécial craignait donc comme le Brésil que la manière dont les États-Unis traitaient la dette rééchelonnée ne sous-estime le coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.[653]

14.59 Le Groupe spécial a également tenu compte du fait que les états financiers de la CCC pour les exercices 2002 et 2003 indiquaient un "engagement de garantie du crédit" de 411 millions de dollars EU et de 22 millions de dollars EU, respectivement. Il a observé que les montants de l'"engagement de garantie du crédit" n'étaient "pas des pertes effectives. Ils n'[étaient] qu'un autre indicateur, que les pouvoirs publics des États-Unis utilis[aient] et sur lequel ils se fond[aient] pour évaluer le coût estimé à longue échéance que les garanties de crédit à l'exportation représent[aient] pour eux", et ces montants étaient toujours positifs.[654]

14.60 Dans l'ensemble, le Groupe spécial a constaté que ces considérations relatives aux résultats antérieurs des programmes étayaient l'idée que la gestion des programmes avait un coût net pour les pouvoirs publics.[655]

ii) Structure, conception et gestion du programme

14.61 Le Groupe spécial a également pris en considération la structure, la conception et la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation. À cet égard, plusieurs éléments ont amené le Groupe spécial à penser que les programmes n'étaient pas "conçus pour éviter un coût net pour les pouvoirs publics".[656] Le Groupe spécial a tenu compte du fait que la CCC empruntait au Trésor des États-Unis et que l'accès aux prêts du Trésor facilitait le fonctionnement des programmes, ainsi que du fait qu'avec les garanties, un créancier était assuré de la bonne foi et du crédit du gouvernement des États-Unis. De plus, le Groupe spécial était d'avis que les primes n'étaient pas destinées à assurer un caractère suffisant pour couvrir, à long terme, les frais et les pertes au titre de la gestion aux fins du point j) de la Liste exemplative. *Premièrement*, il a noté à cet égard le plafond de 1 pour cent imposé par la législation des États-Unis pour les commissions.[657] *Deuxièmement*, il a considéré que les primes n'étaient pas fondées sur les risques, que ce soit pour le risque-pays ou la solvabilité de l'emprunteur pour une transaction prise individuellement. Le risque-pays et le risque débiteur étranger n'avaient une incidence que sur les estimations et les réestimations par le gouvernement des États-Unis de la subvention, et non sur les primes.[658] De plus, la loi n'imposait aucune limitation en ce qui concernait le montant des garanties qui pouvaient être fournies chaque année à un pays à haut risque ou pour des transactions à haut risque. La CCC pouvait par conséquent fournir d'importantes quantités de garanties à des pays à haut risque, le résultat étant un taux élevé de défaut de paiement. Le Groupe spécial a également noté que les pouvoirs publics des États-Unis ne procédaient pas à un examen approfondi ou régulier des primes pour faire en sorte qu'elles soient suffisantes pour couvrir,

[653] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.851.
[654] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.855.
[655] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.856.
[656] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.857.
[657] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.860.
[658] Le risque-pays est le risque – représenté par une cote de crédit – associé à un pays donné, et il correspond habituellement au risque de crises politiques ou économiques, etc.; le risque débiteur étranger est le risque qui est propre à un débiteur étranger individuel.

à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion. Enfin, il a pris note des éléments de preuve (un examen annuel des commissions par l'USDA) qui indiquaient que les pouvoirs publics des États-Unis ne considéraient pas que les commissions étaient fondées sur les risques et qu'elles ne couvraient pas le "coût de la subvention au titre du programme"; le document disait également que le plafond de 1 pour cent pour les commissions empêchait probablement l'adoption de commissions fondées sur les risques.[659] Par conséquent, pour le Groupe spécial, les éléments de preuve indiquaient que les primes n'étaient pas proportionnées à la *couverture*, à longue échéance, des frais et des pertes au titre de la gestion, ne reflétaient pas cette couverture et n'étaient pas destinées à l'assurer.[660]

iii) Conclusion générale du Groupe spécial initial

14.62 Par conséquent, sur la base de tous les éléments de preuve, le Groupe spécial a constaté que le Brésil avait établi que les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient mis en place "à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" au sens du point j) de la Liste exemplative. Ce point de vue était "fondé sur un examen attentif des éléments de preuve, considérés comme un tout, et aucun élément, pris isolément, n'[était] déterminant".[661] Le Groupe spécial a donc constaté que les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP constituaient une subvention à l'exportation en soi au sens du point j) de la Liste exemplative et étaient donc des subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

iv) Organe d'appel

14.63 L'Organe d'appel a souscrit à l'approche suivie par le Groupe spécial pour évaluer si les programmes en cause remplissaient les conditions énoncées au point j) de la Liste exemplative[662] et est convenu que "[l]e texte du point j) ne donn[ait] pas à penser que cette disposition prescri[vai]t à un groupe spécial de choisir une base de calcul particulière et de procéder ensuite, sur cette base, à une quantification précise de la différence entre les primes et les frais et pertes au titre de la gestion à longue échéance".[663]

14.64 Tout comme le Groupe spécial initial, nous effectuons une analyse en deux étapes. *Premièrement*, nous examinons les éléments de preuve d'ordre quantitatif présentés par les parties pour déterminer si le programme GSM 102 est mis en place à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion; *deuxièmement*, nous examinons les éléments de preuve concernant les éléments "de la structure, de la conception et de la gestion" du programme GSM 102 présentés par le Brésil.

b) Analyse "quantitative" au titre du point j)

i) Principaux arguments des parties

14.65 Le **Brésil** estime que le gouvernement des États-Unis continue de prévoir que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 seront accordées à perte, même avec le nouveau barème des commissions. Il s'appuie sur les estimations de la "subvention" pour les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008, qui continuent d'être positives. Il se reporte aux constatations du Groupe spécial initial,

[659] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.865.
[660] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.867.
[661] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.867.
[662] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 665 et suivants.
[663] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 665.

qui a considéré que des prévisions similaires indiquaient que le gouvernement des États-Unis considérait que la mise en place des programmes aurait un coût net.[664]

14.66 Les **États-Unis** estiment que les données financières courantes du budget montrent que le barème des commissions en vigueur pendant la procédure du Groupe spécial initial prévoyait des primes plus que suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes des programmes en cause dans le cadre de cette procédure. Les données – qui concernent des réestimations ultérieures des estimations initiales de la subvention – sont devenues disponibles à mesure qu'un plus grand nombre de cohortes de garanties de crédit à l'exportation étaient closes. Les données démontrent que les programmes étaient rentables avant même la suspension des programmes GSM 102 et SCGP, et les modifications importantes apportées à la structure des commissions et aux conditions d'admissibilité applicables dans le cadre des programmes. De plus, les États-Unis font valoir que les estimations initiales de la subvention faites dans le budget des États-Unis ne sont pas tirées de l'expérience réelle de la CCC. Les estimations initiales sont calculées avant même que le programme de garantie du crédit à l'exportation ne soit utilisé pendant l'année pour laquelle les estimations sont calculées et elles sont fondées sur une prévision habituellement trop optimiste de l'utilisation effective du programme. En outre, la CCC doit, pour établir ces estimations, utiliser des règles d'estimation applicables à l'échelle gouvernementale sans tenir compte de l'expérience réelle relative aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC.[665]

14.67 Le **Brésil** réplique que le résultat des "réestimations" du gouvernement des États-Unis figure ailleurs dans les états financiers de la CCC. Les états financiers font mention d'un "engagement de garantie du crédit" de 220 millions de dollars EU pour les garanties en cours au 30 septembre 2006. Le Brésil présente aussi des calculs "fondés sur les liquidités" qui, à son avis, confirment que les programmes ne sont pas rentables depuis 1992.[666]

14.68 Les **États-Unis** rejettent l'interprétation que le Brésil fait du chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" figurant dans les états financiers de la CCC. De plus, ils remettent en question l'intérêt de la méthode comptable fondée sur les liquidités utilisée par le Brésil et font observer que ce dernier omet d'inclure dans ses calculs les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992.[667]

ii) Évaluation par le Groupe spécial

14.69 Devant le présent Groupe spécial, le Brésil s'appuie encore sur les "estimations de la subvention" initiales ou originales indiquées dans le budget des États-Unis. Le budget des États-Unis pour 2007 prévoyait une "subvention positive" (ou perte) de 125 millions de dollars EU pour la cohorte de 2006 et de 114 millions de dollars EU pour la cohorte de 2007.[668] Dans le budget de 2008, ces chiffres ont été révisés et ramenés à 71 et 60 millions de dollars EU, respectivement, et il a, en outre, été établi une estimation de la subvention de 53 millions de dollars EU pour les garanties

[664] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437; déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 252 et 253.

[665] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 100 à 104; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 108 à 126.

[666] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 482 et suivants.

[667] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 84 et suivants.

[668] La CCC est tenue de calculer des estimations annuelles de la subvention conformément à la Loi fédérale sur la réforme du crédit de 1990 (la "FCRA"). Le but de la réforme mise en œuvre par la FCRA est de "mesurer de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux". Voir 2 U.S.C. § 661 a), pièce Bra-545. L'analyse de la valeur actuelle nette vise à calculer la valeur actuelle d'un flux futur de revenus ou de coûts; conformément à sa comptabilité budgétaire, le gouvernement des États-Unis identifie un "coût" annuel comme étant la "valeur actuelle nette" associée à ses programmes de garantie du crédit à l'exportation. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.842.

émises en 2008.[669] Aucun de ces chiffres n'incluait les frais administratifs (qui s'élèvent à 5 millions de dollars EU par année).[670]

14.70 Nous rappelons que le Groupe spécial initial a constaté que les estimations initiales étaient l'une des "considérations relatives aux résultats antérieurs des programmes" qui étayaient sa conclusion selon laquelle les programmes étaient mis en place "à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" au sens du point j) de la Liste exemplative.[671] Le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit en ce qui concerne ces estimations initiales:

> "Nous avons conscience de ce que ces montants sont des *estimations initiales* des coûts à longue échéance pour les pouvoirs publics des États-Unis. Il ne s'agit cependant pas de simples conjectures aléatoires quant au montant possible, mais fort improbable, des coûts pour les pouvoirs publics. En outre, à l'autre extrême, ce ne sont pas des montants réels historiquement vérifiables qui ont été, ou seront effectivement, décaissés par les pouvoirs publics des États-Unis. Il s'agit plutôt d'une méthode que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent pour évaluer le coût net à longue échéance estimé que représentent pour eux les garanties de crédit à l'exportation. L'expérience passée réelle est un "facteur essentiel" sur lequel sont fondées les estimations.[672] Les chiffres toujours positifs dans la ligne du budget des États-Unis correspondant aux subventions sous forme de prêts garantis nous montrent que les pouvoirs publics des États-Unis pensent, sur la base de leur propre évaluation, qu'ils ne seront peut-être pas en mesure, même à longue échéance, de gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans avoir à supporter un coût net."[673] (italique dans l'original)

14.71 Nous pensons, comme le Groupe spécial initial, que des estimations initiales de la subvention toujours positives indiquent que le gouvernement des États-Unis s'attend à ce que la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation en question ait un coût net. Selon nous, il est très significatif que le gouvernement des États-Unis continue de prévoir, au moment de leur émission, que l'octroi des nouvelles garanties émises au titre du programme GSM 102 révisé aura un coût net.

14.72 Nous examinons maintenant les arguments que les États-Unis formulent contre l'utilisation des estimations initiales aux fins de l'évaluation du coût net à longue échéance du programme GSM 102 pour les pouvoirs publics des États-Unis. Les États-Unis avancent deux arguments à cet

---

[669] Voir la ligne 233001 des budgets pour 2007 (couvrant les années 2006 et 2007) et pour 2008 (pièces Bra-544 et US-71, respectivement). La révision est effectuée parce que l'estimation de la subvention qui apparaît en premier est fondée sur une estimation de l'utilisation du programme. Les budgets pour les deux exercices postérieurs à ce budget prennent progressivement en compte l'utilisation réelle du programme. Voir la discussion, *infra*, au paragraphe 14.76.

[670] Voir la ligne 00.09 de chacun des budgets pour 2006, 2007 et 2008 (pièces Bra-544 et US-71, respectivement).

[671] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.856 et 7.867.

[672] [Note de bas de page de l'original] "Federal Accounting Standards Advisory Board, 'Statement of Federal Financial Accounting Standards, No. 19, Technical Amendments to accounting Standards for Direct Loans and Loan Guarantees' in Statement of Federal Financial Accounting Standards No. 2" (mars 2001), page 16, paragraphe 36, reproduit dans la pièce Bra-118 du Brésil, indique ce qui suit: "L'expérience passée réelle de la performance d'une catégorie de risques est un facteur essentiel sur lequel se base une estimation du coût des défauts de paiement."

[673] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

égard.[674] *Premièrement*, ils font valoir que les estimations initiales de la subvention sont gonflées parce qu'elles sont publiées avant même que le programme ne soit utilisé et ne reflètent donc pas l'utilisation réelle du programme. *Deuxièmement*, ils font valoir que les estimations initiales de la subvention ne sont pas fiables parce que la CCC doit, pour les établir, utiliser des règles d'estimation applicables à l'échelle gouvernementale, y compris des catégories de pays obligatoires aux fins de l'évaluation des risques, sans tenir compte de son expérience réelle en matière de défaut de paiement. Les États-Unis présentent à l'appui de ce deuxième argument un rapport du General Accounting Office qui explique que les principaux facteurs utilisés dans le calcul du taux de subventionnement initial sont fournis par le Bureau de la gestion et du budget (OMB).[675] Pour les États-Unis, cette "approche uniforme … explique en grande partie la persistance d'une estimation initiale de la subvention pour les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007".[676]

14.73 Dans les deux cas, toutefois, les États-Unis reprennent les arguments qu'ils ont avancés dans la procédure initiale et qui ont été, du moins implicitement, rejetés par le Groupe spécial initial.[677]

---

[674] Nous examinons ci-après, aux paragraphes 14.78 et suivants, des éléments de preuve présentés par les États-Unis concernant les réestimations ultérieures des estimations initiales de la subvention.

[675] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 108 et suivants, et pièce US-73. Le document indique que l'OMB fournit à ces organismes des "taux de perte attendus", qui sont une composante essentielle de leurs coûts de subventionnement. L'OMB fournit aussi les taux d'actualisation qui sont utilisés pour calculer les estimations de la subvention. Les États-Unis expliquent également qu'à compter de l'exercice budgétaire 2003, l'OMB a changé sa méthode de détermination des taux de perte attendus parce que de nouveaux ouvrages financiers indiquaient que son ancienne approche risquait de surévaluer les pertes pour le gouvernement. Toutefois, suivant sa méthode, l'OMB continue de formuler certaines hypothèses qui ne cadrent pas avec l'expérience de la CCC ni avec son programme. Plus précisément, les États-Unis indiquent que l'OMB utilise "le prix sur le marché des crédits ayant la cote ICRAS la plus faible (catégorie 11) [comme] base principale des taux de recouvrement". L'utilisation par l'OMB du prix sur le marché des "crédits ayant la cote la plus faible repose sur l'hypothèse que cette valeur représente le montant maximum que les pouvoirs publics des États-Unis recouvreraient en cas de défaut de paiement". Chaque emprunteur ou garant souverain est coté sur une échelle de onze catégories, allant de A à F – (ou de 1 à 11, selon leur équivalent numérique). Pour la CCC, toutefois, aucun pays dont la cote est inférieure à une certaine cote ICRAS n'est admissible au bénéfice du programme. Par conséquent, l'hypothèse imposée par l'OMB au sujet des taux de recouvrement dans le cadre du calcul des taux de perte attendus est beaucoup plus prudente qu'il n'est justifié dans le cas de la CCC. Les États-Unis font également valoir qu'à ce jour, l'OMB n'a inclus aucune donnée propre à l'expérience de la CCC dans ses calculs des taux de perte attendus qu'il impose à la CCC d'utiliser pour établir son budget au début de chaque exercice.

[676] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 116.

[677] Par exemple, les États-Unis ont fait les déclarations suivantes dans le cadre de la procédure initiale:

> L'estimation initiale de la subvention, en revanche [contrairement à l'estimation "effective" de deux ans postérieure], commence par ce qui est une projection habituellement trop optimiste de l'utilisation effective du programme puis doit utiliser les règles d'estimation applicables à l'échelle gouvernementale sans tenir compte de l'expérience réelle propre aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC. Ces deux facteurs sont la réponse à la question suivante du Brésil: "pourquoi [la CCC] continue-t-elle de fournir des estimations qui sont si élevées?" (notes de bas de page omises)
> (Communication complémentaire des États-Unis, 30 septembre 2003, paragraphe 147)
> …
> "Les États-Unis ont indiqué précédemment que l'estimation initiale de la subvention dans le budget des États-Unis commence avec ce qui est, historiquement, une projection exagérément optimiste de l'utilisation réelle du programme; ensuite, l'utilisation de règles d'évaluation publiques est nécessaire, y compris les niveaux d'évaluation du risque-pays, sans tenir compte des données d'expérience réelles liées au programme de garantie du

14.74 Nonobstant ces arguments des États-Unis, le Groupe spécial initial a conclu que l'on pouvait s'appuyer sur l'estimation initiale de la subvention comme indicateur du coût net à longue échéance des programmes pour les pouvoirs publics des États-Unis – ou au moins comme indicateur de l'évaluation de ces coûts par les pouvoirs publics des États-Unis.[678]

14.75 Ainsi que le Brésil l'indique, "[l]e processus conformément auquel la CCC établit des estimations initiales des résultats à longue échéance du programme n'a pas changé depuis la procédure initiale; les critères utilisés par la CCC pour effectuer cette évaluation n'ont pas changé non plus".[679] En somme, il n'y a aucun changement dans les circonstances sous-jacentes qui justifierait que nous réexaminions le raisonnement suivi par le Groupe spécial initial à cet égard.[680]

> crédit à l'exportation de la CCC. L'évaluation initiale des subventions pour ces cohortes, comme pour toutes les cohortes, ne peut forcément pas correspondre à une expérience de fonctionnement réelle pour les cohortes." (notes de bas de page omises)
> (Réponse des États-Unis à la question n° 221 g) du Groupe spécial initial, rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I, pages I-440 et I-441)
> …
> "Les États-Unis ont noté que ces estimations [initiales] sont prescrites par des règles comptables applicables à l'échelle gouvernementale pour les programmes de crédit …" (Communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis, 18 novembre 2003, paragraphe 196)
> …
> "Le Brésil allègue aussi mystérieusement que "selon les états financiers de la CCC pour 2002, la CCC a été exemptée de ce que les États-Unis font valoir comme étant des règles comptables à l'échelle gouvernementale contraignantes qui "exigent" la projection de pertes considérables". Cependant, la CCC n'a jamais été "exemptée" de la sorte. Elle reste tenue de respecter les prescriptions de la Loi fédérale sur la réforme du crédit de 1990 et les dispositions pertinentes de la circulaire A-11 du Bureau de la gestion et du budget (OMB) qui met en œuvre cette législation. La CCC reste soumise à des prescriptions à l'échelle gouvernementale pour les estimations de subventions et aux catégories en fonction du risque prescrites par l'OMB concernant l'exposition au risque liée à différents pays. Les règles à l'échelle gouvernementale continuent à dicter la méthodologie de calcul des estimations et des réestimations …" (Déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, 3 décembre 2003, paragraphe 10)

[678] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843 (cité ci-dessus, au paragraphe 14.70):

> "Nous avons conscience de ce que ces montants sont des *estimations initiales* des coûts à longue échéance pour les pouvoirs publics des États-Unis. *Il ne s'agit cependant pas de simples conjectures aléatoires quant au montant possible, mais fort improbable, des coûts pour les pouvoirs publics. En outre, à l'autre extrême, ce ne sont pas des montants réels historiquement vérifiables qui ont été, ou seront effectivement, décaissés par les pouvoirs publics des États-Unis. Il s'agit plutôt d'une méthode que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent pour évaluer le coût net à longue échéance estimé que représentent pour eux les garanties de crédit à l'exportation. L'expérience passée réelle est un "facteur essentiel" sur lequel sont fondées les estimations*. Les chiffres toujours positifs dans la ligne du budget des États-Unis correspondant aux subventions sous forme de prêts garantis nous montrent que les pouvoirs publics des États-Unis pensent, sur la base de leur propre évaluation, qu'ils ne seront peut-être pas en mesure, même à longue échéance, de gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans avoir à supporter un coût net." (notes de bas de page omises, pas d'italique dans l'original)

[679] Réponse du Brésil à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 300.

[680] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 103, citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 121.

14.76 En tout état de cause, nous tenons à noter que même si les États-Unis ont raison d'un point de vue factuel de dire que les estimations *initiales* sont établies avant même que le programme soit utilisé et que les estimations initiales sont fondées sur l'*utilisation prévue* du programme, ces estimations initiales sont par la suite réajustées dans le budget des États-Unis deux ans après l'exercice budgétaire dans lequel l'estimation initiale apparaît.[681] Un tel ajustement n'a jamais transformé une estimation positive de la subvention en une estimation négative.[682] Nous rappelons qu'en l'espèce, nous nous intéressons seulement à l'existence d'un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis par suite de l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Nous n'avons pas besoin de quantifier ce coût. Par conséquent, le fait que l'estimation initiale de la subvention puisse être surévaluée ne signifie pas, selon nous, qu'il ne s'agit pas d'une variable prédictive fiable d'un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.

14.77 Nous ne voyons pas non plus de raison de nous écarter de la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle les estimations de la subvention sont, au moins en partie, fondées sur l'expérience passée et peuvent être interprétées comme représentant la propre évaluation par le gouvernement des États-Unis des coûts à longue échéance du ou des programmes. Le Brésil nous invite aussi à nous reporter à l'"Agriculture Financial Standards Manual" de l'USDA, qui dit que "pour l'estimation du coût des défauts de paiement, les facteurs de risque suivants sont pris en considération: 1) expérience de la performance des prêts …"[683], et à une "auto-évaluation" des programmes effectuée par le Service agricole étranger (FAS) de l'USDA en 2004.[684] Il est dit dans l'auto-évaluation que les modèles de crédit utilisés pour calculer l'estimation de la subvention ont été révisés pendant les exercices budgétaires 2001 et 2003 et "fournissent actuellement des estimations fiables".[685] Bien que nous prenions note des arguments des États-Unis selon lesquels l'OMB continue d'imposer des taux de

---

[681] Chaque budget annuel fournit les estimations de la subvention à long terme pour trois cohortes de garanties de crédit à l'exportation: la cohorte des garanties devant être émises au cours de l'exercice budgétaire qui n'a pas encore commencé (par exemple, dans le budget pour 2008, la cohorte de 2008), la cohorte des garanties émises au cours de l'exercice budgétaire qui est en partie écoulé au moment de la publication du budget (dans le budget pour 2008, la cohorte de 2007), et la cohorte des garanties émises au cours du dernier exercice budgétaire achevé (dans le budget pour 2008, la cohorte de 2006). Les années suivantes, des réestimations sont indiquées dans le tableau 8 du Federal Credit Supplement qui accompagne le budget. Par conséquent, pour chaque cohorte, les budgets ultérieurs fourniront trois estimations: l'estimation indiquée dans le budget pour le premier exercice budgétaire ne tient pas compte de l'utilisation effective du programme, l'estimation indiquée dans le budget pour le deuxième exercice budgétaire tient en partie compte de l'utilisation effective du programme, et l'estimation indiquée dans le budget pour le troisième exercice budgétaire (et qui est publiée après que la cohorte est close) est fondée sur l'utilisation effective du programme. Les montants indiquant l'utilisation effective du programme diminuent habituellement en termes absolus. Voir la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 508 et note de bas de page y relative. Nous ne croyons pas qu'il y ait eu le moindre malentendu entre les parties et le Groupe spécial sur cette question dans le différend initial. Voir, par exemple, la communication complémentaire des États-Unis (30 septembre 2003), paragraphe 149:

> "L'émission effective des garanties ne peut tout d'abord être indiquée que pour les deux exercices budgétaires suivant l'estimation initiale de la subvention. Une fois que l'utilisation effective du programme est déterminée, toutes les réestimations suivantes sont fondées sur ce chiffre, et non sur l'estimation initiale de la subvention. Sauf pour les intérêts (à cause de forces du marché indépendantes), une réestimation à la baisse ne se produit jamais sur la base de l'estimation initiale de la subvention."

[682] Voir les pièces Bra-617 et US-8.

[683] Pièce Bra-616, Département de l'agriculture des États-Unis, Office of the Chief Financial Officer, Credit, Travel, and Accounting Division, *Agriculture Financial Standards Manual* (mai 2004), pages 120 et 121.

[684] Voir la déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 253.

[685] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 3.CR2).

perte attendus ou des estimations des coûts des défauts de paiement, à notre avis, cela ne remet pas en cause le fait qu'il s'agit de la méthode sur laquelle s'appuient les pouvoirs publics des États-Unis eux-mêmes pour évaluer le coût net à longue échéance de leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation au moment de l'émission des garanties.

14.78 Les États-Unis font également observer que les nouvelles données budgétaires des États-Unis qui sont devenues disponibles après que le Groupe spécial initial a procédé à son analyse démontrent qu'en fait, la mise en place des programmes n'avait déjà pas de coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis avant qu'ils prennent des mesures pour se conformer aux recommandations de l'ORD. Les données présentées par les États-Unis concernent des "réestimations" ultérieures cumulées des estimations initiales de la subvention par cohorte: les estimations initiales "de la subvention" figurant dans le budget des États-Unis font l'objet de réestimations pendant la durée des garanties considérées.[686] Comme il est indiqué plus haut, les États-Unis ont présenté des arguments similaires au Groupe spécial initial, mais celui-ci n'a pas été convaincu que les éléments de preuve présentés par les États-Unis montraient que les estimations par cohorte (qui indiquaient une estimation positive globale de la subvention, c'est-à-dire une "perte") finiraient par se transformer en un chiffre négatif. Nous croyons comprendre que les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait prendre en compte les données sur les réestimations en plus des estimations initiales de la subvention. Les États-Unis contestent donc aussi le fait qu'il est possible de s'appuyer sur les estimations initiales (isolément, sans prendre en compte les réestimations) en tant qu'indicateur fiable du coût net à longue échéance des programmes ou, au moins, en tant qu'expression de l'évaluation par le gouvernement des États-Unis du coût net prévu du programme à longue échéance.

14.79 Nous notons que les nouvelles données présentées par les États-Unis concernent les trois programmes examinés par le Groupe spécial initial (GSM 102, GSM 103 et SCGP). La question dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si le programme GSM 102, tel que révisé, est mis en place à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir à longue échéance les frais et les pertes au titre de sa gestion. Le Groupe spécial initial a constaté que la mise en place par les États-Unis des trois programmes avait un coût net pour leurs pouvoirs publics. Cette question a été définitivement réglée dans le cadre de la procédure initiale et nous n'en sommes pas saisis. Toutefois, nous devons examiner les arguments et les éléments de preuve présentés par les États-Unis dans la mesure où ils sont pertinents pour déterminer si la gestion du programme GSM 102 révisé a un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis ou dans la mesure où, comme nous comprenons l'argument des États-Unis, nous devrions nous appuyer sur les réestimations plutôt que sur les estimations initiales de la subvention en tant qu'indicateur du coût à longue échéance du programme. Les États-Unis présentent au Groupe spécial un tableau[687] qui comprend des réestimations pour les cohortes de 1992 à 2006. Le tableau indique, pour les trois programmes, une "estimation de la subvention après déduction des réestimations" globale agrégée négative (c'est-à-dire un "bénéfice" anticipé) de 926 millions de dollars EU pour les cohortes de 1992 à 2002 (c'est-à-dire les cohortes examinées par le Groupe spécial initial) et de 403 millions de dollars EU pour les cohortes de 1992 à 2006.

14.80 Le Groupe spécial initial n'était pas persuadé que les réestimations par cohorte dans le temps ne feraient pas forcément apparaître un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.[688] De même, nous ne sommes pas convaincus que les données sur les réestimations présentées par les États-Unis établissent que toutes les estimations positives de la subvention – et en particulier celles

[686] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 83, faisant aussi référence au rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.843.

[687] Les États-Unis ont présenté le tableau dans le cadre de leur réponse à la question n° 111 du Groupe spécial. Le tableau comprend des données figurant dans le budget pour 2008. Les États-Unis avaient initialement présenté un tableau comprenant des données sur les réestimations qui figuraient dans les budgets 2007 et antérieurs. Voir les paragraphes 87 à 89 de la première communication écrite des États-Unis.

[688] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.853.

qui concernent les cohortes de 2006 à 2008 – finiront par se transformer en estimations négatives. Nous notons à cet égard que le gouvernement des États-Unis continue de prévoir, pour les nouvelles cohortes de garanties émises au titre du GSM 102 après le 1er juillet 2005 (c'est-à-dire après que la CCC a révisé la structure des commissions du programme et a cessé d'appliquer les programmes GSM 103 et SCGP), que l'octroi des garanties aura un coût net à longue échéance.

14.81 Nous ne sommes pas non plus convaincus que les données sur les réestimations de la subvention démontrent que la mise en place des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP n'a eu aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis au cours des périodes concernées. Les données sur les réestimations fournies par les États-Unis (à l'exception de celles qui se rapportent aux cohortes de 1994 et de 1995, qui sont closes) sont des estimations révisées. Elles indiquent que le gouvernement des États-Unis prévoit maintenant que les cohortes de garanties en cause seront rentables. Mais, vu qu'il s'agit d'*estimations* révisées, elles n'établissent pas que la mise en place des programmes n'a eu aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.[689] Nous rappelons en outre que la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle les trois programmes en cause relevaient du point j) était fondée sur un certain nombre d'indicateurs des résultats antérieurs des programmes, en plus des estimations de la subvention.[690] Le Groupe spécial initial a tenu compte des éléments de preuve concernant la "méthode comptable fondée sur les liquidités" présentés par le Brésil et du chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC.[691] Les éléments de preuve examinés par le Groupe spécial dans le cadre de ces deux méthodes indiquaient que la mise en place des programmes avait un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. La CCC continue de faire mention, dans ses états financiers, d'un "engagement de garantie du crédit": les états financiers de la CCC pour 2005 et 2006[692] mentionnent un "engagement de garantie du crédit" de 220 millions de dollars EU.[693] Le Groupe spécial initial a noté ce qui suit en ce qui concerne le chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC:

> "La CCC définit l'expression "engagement de garantie du crédit" comme étant les sorties de liquidités nettes estimatives des garanties sur la base de la valeur actuelle nette. L'"engagement" est défini comme étant "… un décaissement futur probable ou tout autre sacrifice de ressources résultant de transactions ou de faits passés". Nous observons que ces montants ne sont pas des pertes effectives. Ils ne sont qu'un autre indicateur, que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et

[689] Le Groupe spécial note que, d'après les données sur les réestimations présentées par les États-Unis, l'"estimation de la subvention après déduction des réestimations" continue d'être positive pour certaines cohortes (celles de 1997, de 1998 et de 2002 à 2006).

[690] Les États-Unis le reconnaissent. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 105 du Groupe spécial: "… dans les conclusions du Groupe spécial initial, les estimations initiales des subventions n'ont pas été déterminantes pour ce qui était de savoir si les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation répondaient au critère du point j). Elles n'ont été qu'un facteur dans l'analyse effectuée par le Groupe spécial initial."

[691] La conclusion du Groupe spécial reposait également sur ses constatations établissant qu'un certain nombre d'éléments de la structure, de la conception et de la gestion du programme indiquaient que celui-ci n'était pas conçu pour couvrir à longue échéance les frais et les pertes au titre de sa gestion. Voir *supra* le paragraphe 14.61.

[692] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 484 à 486.

[693] Voir la pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2006 and 2005, November 2006, p. 11 of Notes to the Financial Statements). Dans les états financiers, l'expression "engagement de garantie du crédit" est définie comme suit:

> "Les engagements de garantie du crédit représentent les sorties de liquidités nettes estimatives (perte) des garanties sur la base de la valeur actuelle nette. À cet effet, la CCC inscrit un engagement et une dépense dans la mesure où, selon l'estimation de la direction, elle ne pourra pas recouvrer les indemnités versées au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation issus de la réforme du crédit."

> sur lequel ils se fondent pour évaluer le coût estimé à longue échéance que les garanties de crédit à l'exportation représentent pour eux. Ils sont toujours positifs, ce qui nous montre que la CCC estime, sur la base de sa propre évaluation, qu'elle ne pourra peut-être pas, même à longue échéance, gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans qu'il y ait un certain coût net pour les pouvoirs publics."[694] (notes de bas de page omises)

14.82 Nonobstant le fait que le Groupe spécial initial se soit en partie fondé sur le chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC, les parties ne s'entendent pas sur le sens à donner à ce chiffre.[695] Les États-Unis font valoir que l'engagement de garantie du crédit est juste un poste de passif du bilan (correspondant à un décaissement futur au titre du programme) pour lequel il existe en contrepartie un poste d'actif du bilan et que la CCC s'attend à un recouvrement associé au versement pour défaut de remboursement du prêt garanti, de sorte que ces sommes à recevoir ne peuvent pas être à juste titre considérées comme des "pertes".[696] Le Brésil rejette l'interprétation des États-Unis au motif qu'elle est incompatible avec la définition de l'expression "engagement de garantie du crédit" fournie dans les états financiers eux-mêmes. Il appelle l'attention sur l'emploi du mot "net": selon lui, cela contredit l'affirmation des États-Unis selon laquelle le chiffre de l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers de la CCC ne comprend qu'un engagement pour lequel il existe en contrepartie un poste d'actif[697]:

> "Les engagements de garantie du crédit représentent les sorties de liquidités **nettes** estimées (perte) des garanties sur la base de la valeur actuelle nette. À cet effet, la CCC inscrit un engagement et une dépense dans la mesure où, selon l'estimation de la direction, elle ne pourra pas recouvrer les indemnités versées au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation issus de la réforme du crédit." (souligné et caractère gras ajoutés par le Brésil)[698]

14.83 Nous ne voyons aucune raison de nous écarter du raisonnement suivi par le Groupe spécial initial. À notre avis, il est clair que les "sorties de liquidités nettes estimatives" des garanties en cours impliquent qu'en ce qui concerne les garanties qui étaient en cours au 30 septembre 2006, le gouvernement des États-Unis estime les décaissements futurs à 220 millions de dollars EU.[699] Ainsi,

---

[694] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.855.

[695] Dans leurs réponses aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial et dans leurs observations sur ces réponses, les parties ont longuement exposé leurs arguments sur ce point.

[696] Réponses des États-Unis aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial. Voir aussi la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 87 et 88.

[697] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial, paragraphe 298.

[698] Voir les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial, paragraphes 297 et 298, et la pièce Bra-585, page 11.

[699] Nous ne considérons pas que les États-Unis sont fondamentalement en désaccord avec l'interprétation donnée par le Groupe spécial initial du sens de l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC. Voir la réponse des États-Unis aux questions n° 107 et 108 du Groupe spécial, paragraphe 271:

> "Pour ce qui est de la question du Groupe spécial sur le point de savoir si le chiffre relatif à l'engagement peut être considéré comme une perte, les États-Unis prennent note de l'explication du Groupe spécial initial selon laquelle un "engagement" est défini comme étant "... un décaissement futur probable ou tout autre sacrifice de ressources résultant de transactions ou de faits passés". Les États-Unis considèrent qu'il s'agit d'une définition précise et appropriée de la notion d'engagement. Le Groupe spécial initial a indiqué spécifiquement qu'un tel "décaissement futur probable" n'était pas équivalent à une "perte". Citant les Federal Accounting Standards Advisory Board Statements of Federal Financial Accounting Concepts and Standards, le Groupe spécial initial a noté que la définition de "perte", en revanche, était

selon nous, l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC fournit une autre indication de ce que les pouvoirs publics des États-Unis estiment que des coûts futurs seront supportés en ce qui concerne les garanties en cours au 30 septembre 2006.

14.84 Comme il est indiqué plus haut, le Brésil présente aussi des éléments de preuve concernant les recettes et décaissements cumulés pour les trois programmes conformément à une méthode "comptable fondée sur les liquidités". Le graphique présenté par le Brésil à cet égard est similaire aux résultats de la formule du "coût" construit qu'il avait présentés au Groupe spécial initial[700], mais il porte sur la période allant de l'exercice budgétaire 1993 à l'exercice budgétaire 2005 (le tableau présenté au Groupe spécial initial couvrait la période allant jusqu'en 2002). Le tableau (pièce Bra-613) est le suivant:

	Dollars EU							
Exercice budgétaire	**Primes perçues (88.40)**	**Montant recouvré au titre du principal et des intérêts (88.40)**	**Revenus au titre des intérêts (88.25)**	**Sous-total**	**Frais administratifs (00.09)**	**Créances impayées (ligne 00.01)**	**Dépenses au titre des intérêts (ligne 00.02)**	**Sous-total**
1993	27 608 000	12 793 000	15 672 000	*56 073 000*	3 320 000	570 000 000	0	*573 320 000*
1994	20 893 000	458 954 000	0	*479 847 000*	3 381 000	422 363 000	0	*425 744 000*
1995	18 000 000	62 000 000	0	*80 000 000*	3 000 000	551 000 000	10 000 000	*564 000 000*
1996	20 000 000	68 000 000	26 000 000	*114 000 000*	3 000 000	202 000 000	61 000 000	*266 000 000*
1997	14 000 000	104 000 000	26 000 000	*144 000 000*	4 000 000	11 000 000	62 000 000	*77 000 000*
1998	17 000 000	81 000 000	54 000 000	*152 000 000*	4 000 000	72 000 000	62 000 000	*138 000 000*
1999	14 000 000	58 000 000	0	*72 000 000*	4 000 000	244 000 000	62 000 000	*310 000 000*
2000	16 000 000	100 000 000	99 000 000	*215 000 000*	4 000 000	208 000 000	62 000 000	*274 000 000*
2001	18 000 000	149 000 000	125 000 000	*292 000 000*	4 000 000	52 000 000	104 000 000	*160 000 000*
2002	21 000 000	155 000 000	61 000 000	*237 000 000*	4 000 000	40 000 000	93 000 000	*137 000 000*
2003	20 000 000	187 000 000	56 000 000	*263 000 000*	4 000 000	102 000 000	84 000 000	*190 000 000*
2004	22 000 000	219 000 000	61 000 000	*302 000 000*	4 000 000	130 000 000	81 000 000	*215 000 000*
2005	508 000 000	0	0	*508 000 000*	4 000 000	190 000 000	80 000 000	*274 000 000*
				2 914 920 000				**3 604 064 000**

14.85 Le tableau montre qu'au cours des exercices budgétaires 1993-2005, les recettes du programme se sont élevées à 2,9 milliards de dollars EU, alors que les décaissements au titre du programme ont atteint 3,6 milliards de dollars EU, ce qui s'est traduit par une perte nette de plus de 689 millions de dollars EU.[701]

"toute dépense ou tout coût irrécouvrable, auquel il [était] souvent fait référence comme étant une forme de frais non récurrents, une dépense dont il ne [fallait] attendre aucun avantage présent ou futur". La CCC s'attend clairement à recouvrer la somme à recevoir qui lui revient en échange de son versement pour défaut de paiement d'un prêt garanti. Il n'est donc pas approprié de considérer que les sommes à recevoir sont des "pertes"." (notes de bas de pages omises)

[700] Pièce Bra-613. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.844 et 7.845 pour un examen des données présentées au Groupe spécial initial.

[701] Pièce Bra-613 (CCC Cost Formula). Voir aussi la pièce Bra-614 (Budgets of the United States Government, Fiscal Year 1993-2006). Les États-Unis notent deux omissions mineures en ce qui concerne l'exercice budgétaire 2005: premièrement, le Brésil n'a pas tenu compte d'un revenu additionnel de 60 millions de dollars EU figurant à la ligne 88.25 ("intérêt sur les fonds non investis"); deuxièmement, le Brésil a (de façon compréhensible) reproduit une erreur d'impression figurant dans le budget des États-Unis: les primes perçues au cours de cet exercice ont à peine dépassé 21 millions de dollars EU; le solde de 487 millions de dollars EU pour l'exercice 2005 aurait dû figurer à la ligne 88.40 relative aux recouvrements du compte de

14.86 Les États-Unis considèrent que le tableau présenté par le Brésil est incomplet parce qu'il ne comprend pas des montants recouvrés au titre des garanties émises avant 1992 (les États-Unis indiquent que ces recouvrements, au cours de la période de 1993 à 2005, se chiffrent au total à plus de 5,6 milliards de dollars EU).[702] Nous ne sommes pas d'accord. Le Groupe spécial ne croit pas qu'il serait approprié d'inclure les recouvrements au titre des garanties antérieures à 1992 à moins que tous les coûts et tous les autres revenus associés aux mêmes garanties ne soient également inclus. En outre, le Groupe spécial considère qu'inclure ces montants ne permettrait pas d'effectuer une comparaison avec les données concernant les réestimations présentées par les États-Unis, qui ne couvrent que les garanties émises après 1992.

14.87 Ces données établies selon la "méthode comptable fondée sur les liquidités" donnent des résultats qui contrastent fortement avec les données sur les "réestimations" présentées par les États-Unis. Cela n'est pas étonnant. La différence entre les deux méthodes tient principalement au fait que les données présentées par les États-Unis comprennent non seulement des montants concernant une période passée, mais également des décaissements et recettes *prévus*. Or, la formule fondée sur les liquidités utilisée par le Brésil ne tient compte que des recettes et décaissements effectués à ce jour. Elle ne comptabilise donc pas les recettes et décaissements *prévus*, dont (comme les États-Unis l'indiquent) les recouvrements prévus au titre des montants rééchelonnés.[703]

14.88 Le chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" mentionné dans les états financiers de la CCC et les données selon la méthode comptable fondée sur les liquidités présentées par le Brésil conduisent à tout le moins à se demander si les réestimations ultérieures de la subvention établissent effectivement que la mise en place des programmes en cause dans la procédure initiale n'avait pas un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.

14.89 En conclusion, nonobstant les données sur les réestimations présentées par les États-Unis, nous constatons qu'il est très significatif que le gouvernement des États-Unis continue, au moment de leur émission, de prévoir que l'octroi de nouvelles garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 aura, à longue échéance, un coût net pour les pouvoirs publics. Compte tenu de cela, nous considérons que les estimations initiales de la subvention indiquent nettement que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont accordées moyennant des primes qui sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme GSM 102.

14.90 Le Brésil présente aussi d'autres éléments de preuve qui nous convainquent encore un peu plus que le programme GSM 102 relève du point j) de la Liste exemplative. Nous analysons ces éléments de preuve ci-après.

c) Comparaison avec les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE

i) Principaux arguments des parties

14.91 Le **Brésil** nous demande de prendre en considération les taux de primes minimums ("TPM") prévus dans l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public

---

financement. Cela n'a aucun effet sur le sous-total des revenus pour l'exercice 2005. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, note de bas de page 145.

[702] Les États-Unis se réfèrent à la pièce US-68, ligne 88.40 du "compte de liquidation" du budget (concernant les garanties antérieures à 1992); le Brésil n'utilise que la ligne 88.40, qui relève du "compte de financement" (concernant les garanties postérieures à 1991). Voir la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 95: les États-Unis conviennent par ailleurs qu'à l'exception des deux petites omissions mentionnées dans la note de bas de page précédente, le Brésil indique les chiffres corrects.

[703] Réponse des États-Unis à la question n° 102 du Groupe spécial.

(ci-après dénommé "l'Arrangement").[704] Il fait valoir que les TPM représentent l'évaluation par les participants à l'Arrangement de l'OCDE – y compris les États-Unis – des commissions qui devraient être perçues par mesure de prudence pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes. Il reconnaît que l'Arrangement – et, par conséquent, les TPM – ne s'applique pas aux crédits à l'exportation dans le secteur agricole. Néanmoins, il nous demande de prendre en considération sa comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 avec les TPM en tant que démonstration "qualitative" du fait que ces commissions sont très inférieures à ce qu'elles devraient être pour être compatibles avec le point j) de la Liste exemplative.[705]

14.92 Les **États-Unis** rejettent la pertinence des arguments du Brésil fondés sur les taux de primes minimums de l'OCDE.[706] Ils font observer que le point j) de la Liste exemplative dispose que la comparaison appropriée se fait entre les taux de primes perçus dans le cadre du programme en cause et les frais et pertes à longue échéance au titre de la gestion de ce programme. Le point j) de la Liste exemplative ne fait pas référence à l'Arrangement en tant que critère au regard duquel évaluer si un programme couvre, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion au sens dudit point j).

ii) Principaux arguments des tierces parties

14.93 Le **Japon**[707] fait valoir que le recours du Brésil à l'Arrangement de l'OCDE dans la présente procédure est inapproprié. Il fait observer que cet arrangement ne porte pas sur les produits agricoles et que les risques que comportent les accords de financement pour les produits de base agricoles en vrac, comme le coton, sont non seulement considérables, mais aussi très spécifiques. En outre, le champ d'application dudit arrangement se limite aux crédits à l'exportation d'une durée de deux ans ou plus.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

14.94 Il est clair pour le Groupe spécial que les TPM ne s'appliquent pas directement s'agissant de déterminer si un programme de garantie du crédit à l'exportation relève du point j) de la Liste exemplative. Bien que les TPM aient été établis au moins en partie pour faire en sorte que les participants se conforment au point j), ce point lui-même ne fait pas référence à l'Arrangement de l'OCDE ni à un quelconque autre accord ou point de repère international s'agissant de déterminer si les primes sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation et des autres programmes visés par le point j) de la Liste exemplative. Comme le signalent les États-Unis, cela contraste avec le deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative, où une telle référence est faite. En conséquence, rien ne permet, selon nous, de considérer que les TPM de l'OCDE constituent un point de repère juridiquement contraignant pour déterminer si un programme de garantie du crédit à l'exportation relève du point j) de la Liste exemplative. De toute façon, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas assujetties à l'Arrangement – ni par conséquent aux TPM – parce que l'Arrangement ne s'applique pas aux exportations de produits de base agricoles. En outre,

[704] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphes 438 à 443, et les pièces Bra-546 (Arrangement de l'OCDE – révision de 2005) et Bra-547 (document TD/PG(2004)10/FINAL de l'OCDE, 6 juillet 2004, Primes et conditions connexes: explication des règles relatives aux primes énoncées dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (Ensemble Knaepen). Le Groupe spécial note que dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil inclut son argument concernant les taux de primes minimums de l'OCDE dans son examen de la conception, de la structure et de la gestion du programme GSM 102. Voir la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 499 et 500.

[705] Réponse du Brésil à la question n° 43 du Groupe spécial, paragraphe 69.

[706] Réponse des États-Unis à la question n° 42 du Groupe spécial.

[707] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 24 à 26.

l'Arrangement ne s'applique qu'au soutien public d'une durée de deux ans ou plus, tandis que les garanties au titre du GSM 102, dont les échéances vont jusqu'à trois ans, peuvent aussi avoir des échéances inférieures à deux ans.[708]

14.95 Cela dit, à notre avis, bien qu'ils n'aient pas de statut juridique dans le contexte d'une analyse au titre du point j) de la Liste exemplative, les TPM peuvent, en matière de preuve, donner une indication sur le point de savoir si les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme. De fait, reconnaissant que les TPM ne s'appliquent pas directement au programme GSM 102, le Brésil nous demande de prendre en considération sa comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 avec les TPM en tant que démonstration "qualitative" du fait que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont très inférieures à ce qu'elles devraient être pour être compatibles avec le point j) de la Liste exemplative.[709] Nous notons que l'OCDE explique que les taux de référence de l'Arrangement, y compris les TPM, sont fixés de manière "à ce que les participants à l'Arrangement perçoivent, en plus des taux d'intérêt, des primes … qui ne soient pas insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme liés à la fourniture des crédits à l'exportation". Par conséquent, les TPM ont été établis, dans le contexte de l'OCDE, pour faire en sorte que les participants respectent les disciplines du point j):

> "Les objectifs de l'Ensemble Knaepen, tels qu'ils sont énoncés à l'article 22 de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ("l'Arrangement"), consistent à veiller à ce que les Participants à l'Arrangement perçoivent, en plus des taux d'intérêt, des primes:
> i) destinées à couvrir le risque de non-remboursement des crédits à l'exportation (c'est-à-dire le risque de crédit); et
> ii) qui ne soient pas insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme[2] liées à la fourniture des crédits à l'exportation."
>
> [2] Cette obligation est en rapport avec la liste des subventions interdites, c'est-à-dire le point j) de l'Annexe I de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC), qui interdit la mise en place par les pouvoirs publics (ou par des organismes spécialisés contrôlés par eux) de programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, de programmes d'assurance ou de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, ou de programmes contre les risques de change, à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes.[710]

14.96 Les TPM peuvent donc être considérés comme représentant une évaluation, élaborée et approuvée par les spécialistes du crédit à l'exportation des participants à l'Arrangement, des niveaux de primes qui sont nécessaires pour que les programmes de garantie du crédit à l'exportation couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de leur gestion. Nous notons, à cet égard, que les États-Unis eux-mêmes, en tant que membre de l'OCDE et participant à l'Arrangement, ont participé à l'élaboration des TPM.

14.97 Nous considérons que, dans le présent cas particulier, en raison de l'ampleur de la différence entre les TPM et les commissions perçues dans le cadre du GSM 102, les TPM peuvent constituer une indication bien étayée de ce que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont fixées à un niveau qui est insuffisant pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme. Nous soulignons que nous prenons en compte la comparaison faite par le Brésil entre

[708] Arrangement, paragraphe 5 c).
[709] Réponse du Brésil à la question n° 43 du Groupe spécial, paragraphe 69.
[710] Pièce Bra-547, Introduction, paragraphe 1.

les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les TPM en raison de l'importance de la différence qu'il y a entre les deux; nous ne donnons pas à entendre que *toute* différence à cet égard pourrait être considérée comme une indication qu'un programme de garantie du crédit à l'exportation répond aux critères du point j) de la Liste exemplative.

14.98 En utilisant la formule de calcul des TPM qui figure à l'Annexe VI de l'Arrangement, le Brésil constate qu'au regard de 1 063 des 1 064 points de comparaison, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux TPM de l'Arrangement.[711] En moyenne, les TPM sont supérieurs de 106 pour cent aux commissions perçues dans le cadre du GSM 102.[712]

14.99 En outre, le Brésil met en lumière le fait que pour des échéances plus longues et un risque pays plus élevé, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont nettement inférieures aux TPM de l'OCDE et que la différence entre les deux s'accentue considérablement à mesure que le risque pays augmente et que l'échéance s'allonge.[713]

14.100 Le fait que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas assujetties à l'Arrangement ne minimise pas fondamentalement, à notre avis, la valeur de la comparaison établie par le Brésil entre ces commissions et les TPM en tant qu'indication qualitative du fait que ces

[711] La pièce Bra-548 établit une comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 pour des transactions comportant un remboursement annuel du principal avec les TPM; la pièce Bra-549 établit la même comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 en cas de remboursement semestriel du principal. Les graphiques présentés par le Brésil comprennent des comparaisons à la fois par pays et par échéance pour tout pays i) auquel le GSM 102 assigne une cote de risque comprise entre 1 et 6; et, ii) pour lequel toute attribution au titre du GSM 102 a été mise à disposition lors de chaque exercice entre les exercices budgétaires 2001 et 2006 (même si ces attributions n'ont pas été utilisées). Le Brésil utilise la liste des pays auxquels une cote de risque a été assignée dans le cadre du GSM 102 qui a été publiée le 28 juillet 2006. La confirmation des attributions au titre du GSM 102 est tirée des numéros de "Monthly Summaries of Export Credit Guarantee Program Activity" publiés en fin d'exercice. Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphes 439 et 440. L'unique "point de comparaison" au regard duquel les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux TPM concerne la Chine. Le Brésil note que la CCC classe la Chine dans la catégorie 6, tandis que l'OCDE la classe dans la catégorie 2. Il note en outre que Standard and Poor's attribue à la Chine le classement A/Stable/A1, ce qui correspond à un risque souverain comparable à celui du Botswana, du Chili, de la Corée du Sud, de l'Estonie et de la Lituanie, pays qui sont tous classés par l'OCDE et la CCC dans la catégorie de risque 2. Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 441, note de bas de page 615.

[712] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 440, et pièces Bra-548 et Bra-549.

[713] Voir le tableau ci-après présenté par le Brésil dans la pièce Bra-547, page 15 (ce tableau concerne les garanties avec remboursement annuel du principal, le Brésil présentant un tableau similaire en ce qui concerne les garanties avec remboursement semestriel du principal dans la pièce Bra-548):

Pourcentage moyen à hauteur duquel les TPM dépassent les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 (remboursement annuel du principal)								
Niveau de risque de l'USDA	**Neuf mois**	**12 mois**	**15 mois**	**18 mois**	**24 mois**	**30 mois**	**36 mois**	**Toutes les échéances**
0	19%	23%	22%	23%	27%	27%	30%	24%
1	20%	26%	25%	27%	33%	35%	40%	29%
2	24%	32%	31%	34%	43%	46%	54%	38%
3	65%	68%	69%	76%	99%	110%	130%	88%
4	79%	93%	95%	104%	135%	150%	177%	119%
5	101%	122%	124%	136%	173%	192%	225%	153%
6	138%	175%	179%	194%	240%	264%	306%	216%
Tous les niveaux de risque	81%	98%	100%	109%	138%	152%	178%	122%

commissions sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme.

14.101 En ce qui concerne les produits visés, le Brésil estime que les TPM augmenteraient plutôt si les produits agricoles étaient assujettis à l'Arrangement. Cela tient, selon le Brésil, au fait que dans une transaction agricole, la valeur du produit vendu a peu d'intérêt pour le garant (les produits agricoles sont normalement consommés peu après leur vente ou peuvent ne pas se conserver). En revanche, les produits industriels sont plus durables et offrent une meilleure caution au garant qui souhaiterait en obtenir une.[714] Nous en convenons. Le fait que les produits agricoles sont périssables tend, à notre avis, à indiquer que les transactions agricoles comportent plutôt un élément supplémentaire de risque pour le garant, puisque les produits vendus auraient une faible valeur de caution. En conséquence, nous ne voyons pas pour quelle raison les TPM devraient être réduits si les produits agricoles entraient dans le champ des produits visés par l'Arrangement.

14.102 En ce qui concerne le fait que l'Arrangement ne s'applique qu'aux transactions sur deux ans ou plus, nous notons que le Brésil indique que la formule de calcul des TPM permet de déterminer les commissions pour un délai plus court, ce qui lui a permis de calculer les TPM pour des échéances inférieures à deux ans. Mais en tout état de cause, nous notons que le Brésil a inclus dans sa comparaison les commissions applicables pour des échéances qui seraient visées par l'Arrangement (échéances de 24, 30 et 36 mois). Notre précédente conclusion selon laquelle les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont nettement inférieures aux TPM reste valable même en ce qui concerne uniquement ces trois échéances, de même que notre conclusion selon laquelle la différence entre les deux s'accentue considérablement à mesure que le risque augmente, par le biais d'un accroissement du risque pays et d'un allongement des échéances.

14.103 Par conséquent, à notre avis, les différences factuelles entre les produits et les échéances visés par les garanties au titre du GSM 102 et par les TPM de l'OCDE ne minimisent pas fondamentalement la valeur de la comparaison effectuée par le Brésil. Nous rappelons que nous considérons que les TPM constituent une indication – bien étayée – de ce que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme en raison de la différence importante entre ces commissions et les TPM. Aucun ajustement visant à tenir compte des différences mises en évidence par les États-Unis ne conduirait, à notre avis, à un résultat sensiblement différent.

d) Structure, conception et gestion du programme GSM 102

i) Principaux arguments des parties

14.104 Le **Brésil** rappelle que le Groupe spécial initial a pris en considération des éléments de la structure, de la conception et de la gestion des trois programmes en cause dans la procédure initiale pour conclure que ces programmes relevaient du point j) de la Liste exemplative. Pour le Brésil, un programme qui parvient à l'équilibre par chance ne serait néanmoins pas structuré ni conçu pour y parvenir à longue échéance. Le Brésil considère que le programme GSM 102 n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion. Il met en évidence cinq éléments à cet égard. *Premièrement*, le Groupe spécial initial a jugé pertinent le fait que la CCC empruntait auprès du Trésor des États-Unis et que l'accès aux prêts du Trésor facilitait le fonctionnement des programmes de la CCC. Cela reste vrai. *Deuxièmement*, le Brésil considère que les États-Unis n'ont pas adopté un barème des commissions réellement fondé sur les risques. Il rappelle que le Groupe spécial initial s'est appuyé sur une déclaration de l'USDA, qui reconnaissait que le passage à un système réellement fondé sur les risques obligerait à porter les commissions à un niveau tel que le plafond de 1 pour cent imposé par la législation des États-Unis pour les commissions

[714] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 442 et 443.

perçues dans le cadre du GSM 102 "serait très probablement dépassé". Les États-Unis n'ont pas éliminé le plafond. *Troisièmement*, bien que la CCC établisse une cote de risque différente pour chaque débiteur étranger agréé, ces cotes n'influent pas sur la commission perçue dans le cadre du GSM 102. Le Brésil considère qu'une gestion budgétaire prudente oblige les banques commerciales à tenir compte d'un risque emprunteur variable non seulement au moyen de limites d'exposition au risque, mais aussi par le biais des commissions. *Quatrièmement*, le Brésil rappelle que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont nettement inférieures aux TPM de l'OCDE. *Cinquièmement*, le gouvernement des États-Unis continue de prévoir, année après année, que les programmes seront déficitaires – le fait que, si l'on considère les données sous un certain angle, les programmes ont contre toute attente couvert leurs frais et leurs pertes, ne veut pas dire qu'ils sont structurés et conçus à cette fin.[715]

14.105 Les **États-Unis** estiment que le programme GSM 102 est structuré et conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.[716] Ils notent que des primes plus élevées sont désormais fixées pour les débiteurs des pays à plus haut risque. Les commissions augmentent de chacune des six catégories de risque pays admissible à la suivante et tous les pays qui n'entrent pas dans l'une de ces six catégories sont absolument inadmissibles. Les États-Unis ont reclassé dans une catégorie de risque inadmissible un certain nombre de pays auparavant admissibles au bénéfice des programmes. Les commissions augmentent en outre parallèlement à l'échéance. Par ailleurs, les États-Unis ont relevé les commissions de 46 pour cent en moyenne pour tous les programmes et de 23 pour cent, après pondération en fonction des échanges, pour le seul programme GSM 102 au cours de l'exercice budgétaire 2004, dernier exercice pendant lequel le barème des commissions antérieur s'appliquait exclusivement. En outre, la CCC a cessé d'émettre des garanties au titre des programmes GSM 103 et SCGP.[717] Parmi les trois programmes initialement examinés, le programme GSM 102 présentait le profil de risque le plus bas. Ces modifications apportées pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD soutiennent d'autres disciplines déjà en vigueur. Les États-Unis notent parmi celles-ci la nécessité pour les banques étrangères d'être agréées avant qu'une garantie puisse être émise pour une transaction (ce qui signifie concrètement que certains pays considérés comme ayant potentiellement le droit de bénéficier de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont *de facto* pas admissibles parce qu'aucun établissement bancaire du pays n'est agréé par la CCC). Par ailleurs, la CCC établit des limites internes par banque applicables à l'exposition aux éventuels défauts de paiement des banques débitrices lors de transactions individuelles.[718] En tout état de cause, les données budgétaires témoignent de la rentabilité du programme au cours des 14 dernières années, avant même l'adoption des récentes modifications en 2005. Les programmes sont rentables ni "contre toute attente" ni parce qu'on a "évit[é] des pertes par chance", comme le fait valoir le Brésil.[719]

14.106 Les États-Unis considèrent que l'argument du Brésil selon lequel la CCC fait partie du gouvernement des États-Unis et peut emprunter auprès du Trésor aurait pour résultat qu'un organisme public ne pourrait jamais répondre au critère énoncé au point j).[720] En ce qui concerne le plafond légal de 1 pour cent pour les commissions, ils estiment que l'hypothèse à la base de la déclaration de l'USDA sur laquelle le Brésil s'appuie était que tous les pays qui étaient alors admissibles le resteraient. Or, compte tenu du fait que ce plafond n'a pas été abrogé, la CCC a exclu du bénéfice du

[715] Pour les arguments du Brésil, voir la première communication écrite du Brésil, paragraphes 444 à 446; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 487 à 512; la déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 240 à 255.

[716] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 73 à 80; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 101 à 107; la déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 9.

[717] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 73 à 80.

[718] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 77 et 78.

[719] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 101 et suivants.

[720] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 104.

programme 22 pays dont la participation risquait d'exiger des commissions supérieures au maximum légal.[721] En ce qui concerne le risque débiteur étranger, les États-Unis estiment qu'aucune règle de l'OMC ne régit la manière dont un programme des pouvoirs publics fera en sorte que les primes soient suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

14.107 Le présent différend concerne une nouvelle structure des commissions pour laquelle, par définition, il n'existe pas de données sur les résultats antérieurs et pour laquelle, par conséquent, on ne dispose que de prévisions du coût net à long terme du programme pour les pouvoirs publics des États-Unis. Cela étant, des éléments de preuve concernant "la structure, la gestion et la conception" du programme sembleraient particulièrement pertinents. Cela est compatible avec l'approche du Groupe spécial initial, qui a également pris en considération de tels éléments prospectifs pour déterminer que les programmes en cause dans le différend initial n'étaient pas conçus pour couvrir, à longue échéance, leurs frais et leurs pertes.[722]

14.108 Le Groupe spécial initial a estimé ce qui suit:

> "Dans le présent différend, pour évaluer objectivement par rapport aux frais et pertes, à longue échéance, au titre de la gestion des programmes, nous pensons qu'il est aussi approprié que nous prenions en compte des aspects de la structure, de la conception et de la gestion de la mesure dont nous sommes saisis. Nous sommes en droit de chercher à savoir si le programme, y compris pour ce qui est des primes perçues, a été établi de telle manière que la totalité des primes permettrait probablement de couvrir la totalité des frais et des pertes au titre de la gestion du programme. Par exemple, dans les cas où un programme ne prévoit pas des taux de primes tenant pleinement compte des risques d'une transaction particulière, cela pourrait indiquer que le programme a été établi de telle manière que les frais et les pertes, à long terme, au titre de la gestion du programme doivent être supportés, en totalité ou en partie, par les pouvoirs publics."[723] (note de bas de page omise)

14.109 Nous allons donc examiner si, comme le fait valoir le Brésil, des éléments de la structure, de la conception et de la gestion du programme GSM 102 indiquent que celui-ci n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, ses frais et ses pertes.

14.110 *Premièrement*, nous rappelons que le Groupe spécial initial a fait observer que la CCC avait accès à des fonds du Trésor des États-Unis et bénéficiait de la bonne foi et du crédit du gouvernement des États-Unis.[724] Tel est encore le cas et, si le programme GSM 102 devait essuyer des pertes considérables, elle aurait accès à des fonds supplémentaires du Trésor des États-Unis.

14.111 *Deuxièmement*, le Groupe spécial initial a constaté que les commissions perçues par la CCC n'étaient pas "fondées sur les risques". Il s'agit là d'un des éléments qui ont amené le Groupe spécial à conclure que les programmes n'étaient pas conçus pour couvrir, à longue échéance, leurs frais et leurs

---

[721] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 106.

[722] Le Groupe spécial a estimé ce qui suit: "[P]our ce qui est de la structure, de la conception et de la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation dont nous sommes saisis, il y a plusieurs éléments qui nous amènent à penser que les programmes ne sont pas conçus pour éviter un coût net pour les pouvoirs publics." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.857.

[723] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.805.

[724] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.858.

pertes.[725] Le Groupe spécial initial a fait observer ce qui suit au sujet des commissions sur lesquelles n'influaient ni le risque pays ni le risque débiteur étranger:

> "… les primes ne sont pas fondées sur les risques[726], que ce soit pour le risque pays ou la solvabilité de l'emprunteur pour une transaction prise individuellement.[727] Tous les pays admis à bénéficier de l'un quelconque des programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC sont classés en catégories en fonction du risque. Le classement des pays en catégories par la CCC est fondé sur un système interne de classification des risques du gouvernement des États-Unis, qui, selon les États-Unis, "fait l'objet d'un contrôle administratif et ne peut pas être porté à la connaissance du public".[728] Cependant, les États-Unis ont confirmé que "le classement d'un pays en ce qui concerne le risque n'a pas d'incidence sur les primes à payer au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis".[729] Plutôt que les primes, ce sont les estimations et les réestimations par le gouvernement des États-Unis de la subvention pour les programmes de garantie du crédit à l'exportation qui sont déterminées en grande partie par le niveau du risque pays souverain ou non souverain du débiteur."[730,731]

14.112 Le Groupe spécial a en outre pris en considération le fait que la loi régissant les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC n'imposait aucune limitation en ce qui concerne le montant des garanties qui pouvaient être fournies chaque année à tout pays à haut risque (globalement ou individuellement) ou pour des transactions à haut risque. Il a conclu que la "CCC [pouvait] par conséquent fournir d'importantes quantités de garanties à des pays à haut risque, le résultat étant un taux élevé de non-remboursement".[732]

---

[725] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.861 à 7.866.

[726] [Note de bas de page de l'original:] Le gouvernement des États-Unis le reconnaît. Voir la pièce n° 150 des États-Unis et la réponse des États-Unis à la question n° 86 du Groupe spécial.

[727] [Note de bas de page de l'original:] Par exemple, réponse des États-Unis à la question n° 85 du Groupe spécial. Les États-Unis nous ont confirmé que, dans le cadre du SCGP "la CCC ne détermine pas la solvabilité des importateurs participants [...]". En fait, selon les États-Unis, le partage des risques entre la CCC et l'exportateur doit permettre de veiller à ce qu'il y ait diligence raisonnable.

[728] [Note de bas de page de l'original:] Réponse des États-Unis à la question n° 86 du Groupe spécial. En vertu de 7 USC 5622, la CCC ne mettra pas à disposition des garanties de crédit en liaison avec des ventes de produits de base agricoles vers tout pays dont le Secrétaire détermine qu'il ne peut pas assurer d'une façon adéquate le service de la dette associée à ces ventes.

[729] [Note de bas de page de l'original:] Voir, par exemple, la pièce n° 150 des États-Unis et la réponse des États-Unis à la question n° 86 du Groupe spécial. Voir aussi "US General Accounting Office, Report to the Ranking Minority Member, Committee on Agriculture, Nutrition and Forestry, US Senate, *Former Soviet Union, Creditworthiness of Successor States and US Export Credit Guarantees*, GAO/GGD-95-60", février 1995, pages 135 et 136, reproduit dans la pièce n° 181 du Brésil: "En dépit des différences notables entre les pays bénéficiaires du programme GSM 102 du point de vue du risque de non-remboursement de prêts accordés dans le cadre du programme GSM 102, la CCC n'ajuste pas la commission qu'elle perçoit pour les garanties de crédit afin de tenir compte du risque pays. [...] les commissions de la CCC incluant un élément fondé sur le risque pourraient ne pas couvrir la totalité du risque pays mais elles pourraient contribuer à compenser le coût des non-remboursements." Dans la pièce n° 153 du Brésil, *Audit Report of CCC for FY 2000*, juin 2001, le Bureau de l'inspecteur général de l'USDA a indiqué que les commissions pour les programmes GSM 102 et GSM 103 n'avaient pas été modifiées depuis sept ans et que, par conséquent, "elles ne reflétaient peut-être pas les coûts actuels". En ne prenant pas en compte le risque pays dans les commissions perçues, la CCC perd une possibilité de couvrir le coût du non-remboursement des prêts.

[730] [Note de bas de page de l'original:] Pièce n° 150 des États-Unis.

[731] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.861.

[732] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.862 et 7.863.

14.113 Le Brésil fait observer que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne prennent toujours aucunement en considération le risque débiteur étranger.[733] Bien que la CCC établisse une cote de risque différente pour chaque débiteur étranger autorisé à participer au programme GSM 102, ces cotes n'influent pas sur les commissions perçues dans le cadre du GSM 102. Le Brésil fait observer qu'aucune des banques débitrices étrangères agréées par la CCC ne jouit d'une cote de crédit supérieure à la cote de crédit souverain.[734] En outre, le Brésil allègue qu'une gestion budgétaire prudente oblige les banques commerciales à tenir compte d'un risque emprunteur variable non seulement au moyen de limites d'exposition au risque, mais aussi par le biais des commissions, et qu'il n'est pas remédié au fait que le programme GSM 102 ne prévoit pas l'ajustement des commissions de garanties pour tenir compte des risques importants par la diversification de son portefeuille de garanties à des prix inexacts.[735]

14.114 Les États-Unis font valoir que la nouvelle structure des commissions est fondée sur les risques. En ce qui concerne le risque débiteur étranger, ils considèrent que les modifications apportées au programme GSM 102 soutiennent d'autres disciplines déjà en vigueur. La CCC procède à une analyse indépendante de chaque banque étrangère afin d'établir la cote de risque de chaque banque étrangère débitrice. Les États-Unis font valoir que l'affirmation du Brésil selon laquelle, du fait que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne varient pas en fonction de la banque étrangère débitrice considérée, la CCC "ne tient pas compte" du risque débiteur étranger est inexacte et qu'il est tout aussi inexact d'affirmer que la CCC suppose que les banques étrangères ont une cote de crédit qui est identique à la cote de crédit souverain: au contraire, la CCC établit une limite d'exposition au risque pour chaque banque. Une fois cette limite atteinte, plus aucune garantie des obligations de la banque considérée n'est émise.[736] Les États-Unis estiment qu'un Membre peut choisir de maîtriser l'exposition aux défauts de paiement des banques étrangères (et, par conséquent, les coûts) en établissant des commissions qui varient avec le risque débiteur étranger ou, comme le fait la CCC, en établissant des limites internes par banque.

14.115 Nous ne voyons pas de raison de nous écarter du raisonnement suivi par le Groupe spécial initial et nous constatons que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas fondées sur les risques dans la mesure où elles ne tiennent pas compte d'un des principaux éléments de risque associés aux garanties, à savoir le risque de défaut de paiement qui est propre à un débiteur étranger donné. Cela n'a pas une incidence négligeable – le Brésil signale que plus de 90 pour cent des garanties au titre du GSM 102 sont émises à l'égard de débiteurs étrangers non souverains.[737] Le fait que les États-Unis fixent des limites par banque pour chaque banque étrangère débitrice ne change rien, à notre avis, au fait que le risque débiteur étranger n'est pas pris en compte dans les commissions perçues dans le cadre du GSM 102.

14.116 *Troisièmement*, le Brésil fait observer que le plafond de 1 pour cent pour les commissions n'a pas été abrogé. Il renvoie le Groupe spécial à une déclaration de l'USDA, dans laquelle celui-ci reconnaissait que le passage à un système fondé sur les risques porterait les commissions à un niveau tel que "le plafond de 1 pour cent serait très probablement dépassé …".[738] Cette déclaration a été prise en considération par le Groupe spécial initial. Le plafond de 1 pour cent s'appliquait aux commissions perçues dans le cadre des programmes GSM 102 et SCGP.

---

[733] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 496 à 498.
[734] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 416.
[735] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 498.
[736] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 79.
[737] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 416; et pièces Bra-541 et Bra-542.
[738] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 418, citant le Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.865, et pièce Bra-543 (Annual Review of Fees for USDA Credit Programs, 25 mars 2003, p. 4 (pièce US-150 dans la procédure initiale)).

14.117 Les États-Unis réfutent l'argument du Brésil en faisant observer que la déclaration de l'USDA en question a été faite avant que des mesures soient prises pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Dans la nouvelle structure des commissions, celles-ci augmentent avec le risque pays et avec l'échéance (durée du prêt) et tous les pays qui n'entrent pas dans les catégories de risque admissible sont absolument inadmissibles au bénéfice du programme, cette mesure visant à réduire l'exposition au risque des programmes.[739,740] Les États-Unis portent en outre à notre attention le fait qu'un certain nombre de pays à haut risque ont été reclassés dans une catégorie inadmissible (en outre, certains pays sont inadmissibles *de facto* étant donné qu'aucune banque n'est agréée sur leur territoire).[741]

14.118 Le Brésil répond en faisant valoir que les modifications apportées par les États-Unis n'ont pas eu d'incidence notable sur la rentabilité du programme. *Premièrement*, il fait valoir que le fait de ne plus accepter de demandes au titre du GSM 103 et du SCGP n'aurait pas pu avoir une incidence notable sur le risque du portefeuille de garanties de la CCC car les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 représentaient 93 pour cent de ce portefeuille[742]; *deuxièmement*, le fait que 19 pays sont désormais inadmissibles n'a pas d'incidence notable sur le risque du portefeuille. Le Brésil fait observer qu'à la date limite de mise en œuvre, aucune garantie au titre du GSM 102 n'était en cours pour 14 de ces 19 pays[743] et que, pour quatre des cinq pays restants, les garanties au titre du GSM 102 en cours à la même date représentaient moins de 0,5 pour cent de l'encours total des garanties au titre de ce programme. Parmi les pays qui avaient des garanties au titre du GSM 102 en cours, seule l'Algérie représentait des garanties en cours d'une certaine importance.[744,745]

14.119 Nous notons qu'en ce qui concerne cette question, les États-Unis ont indiqué que les commissions avaient été relevées, en moyenne, de 46 pour cent pour tous les programmes de garantie du crédit à l'exportation et de 23 pour cent pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du

---

[739] Les commissions continuent de varier en fonction de la durée du prêt correspondant (de 30 jours à trois ans) et du rythme de remboursement du principal (annuel ou semestriel), comme elles le faisaient en vertu de la structure des commissions antérieure.

[740] Le Groupe spécial note que, dans leurs observations sur son rapport intérimaire, les deux parties ont indiqué qu'il y avait six, et non sept, catégories de risque pays admissible dans le cadre du programme GSM 102. Dans leurs communications, les parties ont fait preuve d'incohérence lorsqu'elles ont indiqué le nombre de catégories de risque pays admissible. Comparer, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 74, et la réponse des États-Unis à la question n° 113 du Groupe spécial; voir aussi la première communication écrite du Brésil, paragraphe 334. Le Groupe spécial procède à son analyse des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sur la base de son interprétation, étayée par les éléments de preuve présentés par les parties, selon laquelle les pays entrant dans les catégories 0 à 6 sont admissibles au bénéfice du programme GSM 102.

[741] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 75 et 77.

[742] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 15 et pièce Bra-586 (Commodity Credit Corporation, Guarantee Loan Program Summary for FAS as of 30 June 2005).

[743] Voir la déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 171, et la pièce Bra-586 (Commodity Credit Corporation, Guarantee Loan Program Summary for FAS as of 30 June 2005). Voir aussi la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 17.

[744] Voir la déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 17. La pièce Bra-586 fait état pour l'Algérie de garanties en cours d'un montant total de 584 millions de dollars EU sur un encours total de garanties de 7,9 milliards de dollars EU (soit 7,38 pour cent de ce montant).

[745] Le Groupe spécial note que parmi les pays qui étaient inadmissibles au 1er juillet 2005, seuls l'Algérie (7,4 pour cent) et le Pakistan (3,9 pour cent) détenaient des parts notables des garanties au titre du GSM 102 en cours à cette même date; les autres pays détenaient chacun moins de 0,3 pour cent de l'encours total des garanties au titre du GSM 102 et, ensemble, ils représentaient à peine plus de 0,8 pour cent de cet encours. Pièce Bra-586. Le Pakistan est par la suite redevenu admissible. Voir la première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 15. La divergence dans le nombre de pays mentionné par les parties s'explique par le fait que certains pays sont devenus inadmissibles après le 1er juillet 2005 et que d'autres sont redevenus admissibles après cette date.

GSM 102 (après pondération en fonction des échanges) par rapport à la dernière année où s'appliquait le barème des commissions antérieur. En outre, les États-Unis expliquent que le programme GSM 102 était le plus rentable des trois programmes examinés par le Groupe spécial initial.

14.120 Le Groupe spécial initial n'a pas quantifié dans quelle mesure les commissions perçues dans le cadre des programmes en cause étaient inférieures au niveau qui aurait été suffisant pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes. Nous ne sommes donc pas à même de déterminer si une augmentation moyenne des commissions de 46 pour cent (une augmentation pondérée en fonction des échanges de 23 pour cent) est suffisante pour que la mise en place du programme GSM 102 n'ait pas un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis.[746] Nous ne pouvons pas exclure que les modifications apportées aux programmes par le gouvernement des États-Unis puissent influer sur l'évaluation, par l'USDA, de la question de savoir si le plafond de 1 pour cent pour les commissions continue de faire obstacle à l'adoption de commissions fondées sur les risques. Néanmoins, nous considérons que les éléments de preuve présentés par le Brésil au sujet des garanties en cours pour les pays qui sont désormais inadmissibles donnent à penser que le contexte factuel dans lequel la déclaration de l'USDA a été faite n'a pas fondamentalement changé. Dans ce contexte, nous considérons la non-abrogation du plafond de 1 pour cent pour les commissions comme une indication du fait que les commissions perçues pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont toujours pas "fondées sur les risques".

14.121 Notre évaluation des effets du maintien du plafond de 1 pour cent pour les commissions est confirmée par les éléments de preuve présentés par le Brésil en ce qui concerne la "progressivité" insuffisante des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 par rapport aux risques effectivement pris en considération – risque pays et échéance.

14.122 Le Brésil fait valoir que le plafond de 1 pour cent pour les commissions a empêché les États-Unis de mettre en œuvre une structure des commissions qui soit véritablement fondée sur les risques: pour le Brésil, "quand aucun plafonnement des commissions n'empêche de prendre plus pleinement en compte les risques pertinents, la pente ascendante de la courbe des commissions diffère considérablement de la progressivité insignifiante qui peut être observée en ce qui concerne les commissions perçues dans le cadre du GSM 102".[747] Le Brésil renvoie le Groupe spécial au taux

[746] Nous notons toutefois que le Brésil estime qu'en multipliant les chiffres de la colonne "primes perçues", dans la pièce Bra-613, par 1,46 pour cent afin de répercuter l'augmentation moyenne des commissions pour tous les programmes, on obtiendrait encore une perte nette de 574 millions de dollars EU (632 millions de dollars EU si les chiffres sont multipliés par 1,23 pour cent pour répercuter l'augmentation pondérée en fonction des échanges de 23 pour cent des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 calculée par les États-Unis). L'exercice du Brésil suppose bien sûr que le Groupe spécial considère que c'est la méthode comptable fondée sur les liquidités qui permet l'évaluation pertinente du coût à long terme du programme pour les pouvoirs publics des États-Unis pendant la période 1992-2005. En tout état de cause, notre analyse ne concerne que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102, et non les commissions applicables au titre des trois programmes en cause dans la procédure initiale.

[747] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 419 et 446, et communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 495:

> "En dépit de toute la pompe attachée par les États-Unis à l'adoption d'un "barème des commissions fondé sur les risques", il ne suffit pas de dire de quelque chose qu'il est "fondé sur les risques" pour qu'il tienne réellement compte des risques encourus. Le Brésil rappelle que le plafond de 1 pour cent imposé par la loi pour les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne permet pas que soient fixées dans le cadre du programme des commissions qui tiennent compte de tous les risques qu'encourt la CCC lorsqu'elle émet des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. L'USDA a reconnu que le passage à un système réellement fondé sur les risques obligerait à porter les commissions à un niveau tel que "le plafond de 1 pour cent serait très probablement dépassé …". En dépit de la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle le plafond pour les commissions les a empêchés dans une

d'augmentation, avec les risques, des commissions perçues par l'ExIm Bank (l'agence de crédit à l'exportation des États-Unis) pour deux de ses produits, l'assurance des lettres de crédit (LCI) et l'assurance crédit à l'exportation à moyen terme (MTI).[748]

14.123 Les États-Unis rejettent les arguments du Brésil à cet égard.[749] Ils considèrent que les commissions sont suffisamment progressives pour tenir compte du risque pays, que l'*Accord SMC* n'impose pas de normes à cet égard et que, de toute façon, la seule question qui se pose au regard du point j) de la Liste exemplative est de savoir si "la structure, la conception et la gestion" du programme – y compris toute progressivité – lorsqu'elles sont prises dans leur ensemble, indiquent que les primes sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme".[750]

14.124 En outre, les États-Unis s'élèvent contre la comparaison par le Brésil des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues par l'ExIm Bank. Ils font observer que la MTI ne peut pas être obtenue pour des produits agricoles et que les commissions perçues au titre de la MTI sont assujetties aux TPM prévus dans l'Arrangement de l'OCDE, qui sont applicables aux transactions sur deux ans ou plus, tandis que des centaines de transactions au titre du GSM 102, qui représentent au total des centaines de millions de dollars, ont une durée inférieure à deux ans.[751] Les États-Unis mettent aussi en évidence un certain nombre d'autres différences entre les garanties au

---

mesure non négligeable de respecter leurs obligations dans le cadre de l'OMC, les États-Unis n'ont pas éliminé ce plafond …".

Dans les notes de bas de page relatives à ce paragraphe de sa communication à titre de réfutation, le Brésil fait référence à son argument selon lequel la progressivité des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 par rapport au risque pays et à l'échéance est insuffisante en comparaison du taux d'augmentation des commissions perçues par l'ExIm Bank au titre de la LCI et de la MTI. Voir aussi la réponse du Brésil à la question n° 43 du Groupe spécial, paragraphe 73, où le Brésil avance un argument semblable dans le cadre de son examen des TPM de l'OCDE. Nous examinons par conséquent les arguments des parties concernant la comparaison par le Brésil des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues par l'ExIm Bank au titre de la LCI et de la MTI dans la présente section de nos constatations, mais nous notons que ces arguments ont été présentés avant tout en relation avec les arguments du Brésil selon lesquels les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 confèrent un avantage parce qu'elles sont inférieures à celles du marché.

[748] Le Brésil compare les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 à celles qui sont perçues au titre de la LCI pour des échéances allant jusqu'à 360 jours et à celles qui sont perçues au titre de la MTI pour des échéances dépassant 360 jours. À la différence du GSM 102, l'ExIm Bank n'a pas de produit unique assorti d'échéances allant de 30 jours à trois ans. Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphe 384, et la pièce Bra-530, pages 54 et 59. La LCI offre une protection contre les défauts de paiement des lettres de crédit irrévocables émises par des institutions financières étrangères. Pour les produits de base agricoles, la couverture est généralement limitée à 180 jours, mais peut être étendue à 360 jours au cas par cas. L'assurance des exportations de produits de base agricoles couvre 98 pour cent du principal et une partie des intérêts. La MTI couvre les transactions pour lesquelles une banque étrangère a contracté des obligations, et offre à l'assuré une protection contre les défauts de paiement de la part de la banque étrangère dus à des circonstances commerciales ou politiques imprévues. La MTI ne couvre pas les transactions ayant pour objet l'exportation de produits agricoles. Elle couvre l'intégralité du montant de la transaction. Le Brésil indique que la couverture de la MTI peut être obtenue pour des délais de remboursement compris entre un et cinq ans, exceptionnellement sept ans. Voir les observations du Brésil sur les réponses des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial et la pièce Bra-534.

[749] À nouveau, les États-Unis formulent ces arguments spécifiques dans le contexte de leur réponse aux arguments du Brésil selon lesquels les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 confèrent un avantage parce qu'elles sont accordées moyennant des commissions inférieures à celles du marché; or, il ressort clairement de leur réponse à la question n° 99 du Groupe spécial que les États-Unis considèrent que ces arguments sont liés aux arguments du Brésil relatifs au point j).

[750] Réponse des États-Unis à la question n° 99 du Groupe spécial, paragraphe 234.

[751] Réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 223.

titre du GSM 102 et les produits de l'ExIm Bank, notamment sur le plan de la couverture des intérêts[752] et du principal. La couverture du principal est de 100 pour cent dans le cadre de la MTI, contre 98 pour cent pour une garantie au titre du GSM 102. Par ailleurs, l'ExIm Bank offre à l'assuré, dans le cadre de la LCI, une possibilité de recours ou de "renvoi" à un tiers s'agissant de la totalité ou d'une partie de tout montant non assuré. Les États-Unis font observer que cela n'est pas permis dans le cadre du programme GSM 102:

> "En cas de défaillance, le demandeur doit transmettre à la CCC, par subrogation, la totalité de sa créance impayée, et pas seulement la portion garantie. La CCC a alors le droit de recouvrer auprès du débiteur toutes les sommes impayées. Contrairement à ce qui se passe dans le cadre de la LCI, le détenteur d'une garantie au titre du GSM-102 ne peut donc pas vendre à une autre partie la portion non garantie de l'obligation pour se prémunir contre tout risque de défaut de paiement du principal. Dans le cadre de la MTI, le détenteur est également prémuni contre tout risque grâce à la couverture à 100 pour cent. La couverture inférieure du principal par rapport aux produits de l'Ex-Im rend la garantie au titre du GSM 102 moins intéressante, ce qui transparaît dans le prix que les parties sont disposées à payer. Dans ses comparaisons le Brésil n'a pas non plus tenu compte de la différence dans les mesures de "renvoi" des programmes."[753]

14.125 Nous pensons, comme le Brésil, qu'une différence notable dans le taux d'augmentation des commissions entre les produits de l'ExIm Bank et le GSM 102 de la CCC peut indiquer que les commissions perçues au titre de ce dernier n'augmentent pas suffisamment avec les risques et, en conséquence, ne sont pas réellement "fondées sur les risques". À notre avis, le fait que la MTI de l'ExIm Bank ne peut pas être obtenue pour les produits agricoles ne minimise pas fondamentalement la valeur de la comparaison, pas plus que le fait que les produits financiers ne sont pas identiques, pour autant que des ajustements soient faits pour les rendre comparables. Prenant en compte les préoccupations des États-Unis relatives au fait que la couverture des intérêts diffère, le Brésil estime que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 devraient être ajustées d'environ 5 pour cent pour tenir compte de cette différence.[754] Nous considérons que l'ajustement préconisé par le Brésil est approprié.[755] En ce qui concerne la couverture du principal, nous notons que le Brésil a pu utiliser une

---

[752] Dans le cadre de la MTI proposée par l'ExIm Bank, le débiteur est tenu d'utiliser une sorte de billet à ordre émis par la banque. La MTI couvre "100 pour cent du taux indiqué dans le billet à ordre". Voir la pièce Bra-355. Dans le cadre de la LCI, "le taux d'intérêt assuré est généralement le taux de base moins 0,5 pour cent ou le taux déclaré dans la convention de crédit, le moins élevé étant retenu". Le "taux de base" fait référence au taux de base publié dans le Wall Street Journal sous la rubrique "Money Rates". Voir la pièce Bra-531. En revanche, les garanties au titre du GSM 102 couvrent "les intérêts admissibles", qui correspondent au moins élevé des deux taux suivants: le taux d'intérêt fixé par la banque (ou l'exportateur) des États-Unis et la banque étrangère ou 55 pour cent du taux de rendement moyen des bons du Trésor à 26 semaines lors de la plus récente adjudication. Pièce US-153. Selon les États-Unis, la couverture des intérêts offerte à la fois par la LCI et la MTI dépasse largement celle de la garantie au titre du GSM 102. Les États-Unis présentent une comparaison de la couverture des intérêts dans le cadre du GSM 102 (55 pour cent du taux de rendement des bons du Trésor à 26 semaines applicable) et dans le cadre la LCI (taux de base du Wall Street Journal moins 0,5 pour cent), et ils concluent que la couverture des intérêts dans le cadre de la LCI était supérieure, au 1er mars 2007, de 491 points de base à celle offerte par la CCC (7,75 pour cent contre 2,839 pour cent) (la différence a oscillé entre 374 et 499 points de base depuis le 1er juillet 2005). Les États-Unis font aussi observer que la couverture des intérêts est inférieure dans le cadre de la LCI à ce qu'elle est dans celui de la MTI. Réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphes 226 à 231, et pièce US-155.

[753] Réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 232.

[754] Voir les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphes 243 à 267.

[755] Le Brésil se fonde sur la plus grande différence possible dans la couverture des intérêts entre le GSM 102 et les garanties de l'ExIm Bank – soit, comme l'ont allégué les États-Unis, une différence de 5 pour cent (7,8 pour cent moins 2,8 pour cent). Il présente cependant des éléments de preuve au vu desquels nous

variable du calculateur de commissions figurant sur le site web de l'ExIm Bank pour calculer les commissions au titre de la MTI sur la base d'une couverture du principal de 98 pour cent. En ce qui concerne la possibilité de recours ou de "renvoi" dans le cadre de la LCI, le Brésil estime que l'affirmation des États-Unis selon laquelle le détenteur d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 n'est pas "autorisé" à assurer les 2 pour cent restants du principal non couverts par la garantie est fallacieuse et inexacte dans la mesure où "les États-Unis laissent entendre que bien qu'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne couvre que 98 pour cent du principal, en cas de défaut de paiement et de versement par la CCC de 98 pour cent du principal au détenteur de la garantie, la CCC détient un droit de créance sur 100 pour cent des sommes recouvrées auprès du débiteur étranger".[756] Le Brésil fait observer qu'en vertu de l'article 1493.130 c) du règlement applicable au GSM 102, le droit de créance du détenteur de la garantie sur les 2 pour cent de la dette non couverts par la garantie prend rang *pari passu* avec le propre droit de la CCC de recouvrer les 98 pour cent lorsque celle-ci procède au recouvrement. À la lumière de ce fait, le Groupe spécial ne considère pas que la différence de couverture du principal entre les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 et la LCI influerait sensiblement sur la comparaison des commissions effectuée par le Brésil.

14.126 En tout état de cause, le Groupe spécial rappelle qu'il ne compare pas les commissions perçues, d'une part, par la CCC pour l'émission de garanties au titre du GSM 102 et, d'autre part, par l'ExIm Bank pour l'émission de LCI et de MTI. Il examine plutôt le taux d'augmentation (ou la progressivité) des commissions par rapport à l'augmentation des risques, en tant qu'élément permettant de déterminer si le plafond de 1 pour cent pour les commissions fait obstacle à l'adoption d'un barème des commissions fondé sur les risques. Le fait que les produits financiers comparés ne sont pas identiques (par exemple en ce qui concerne les produits visés) ne compromet pas fondamentalement la comparaison de la "progressivité" des commissions correspondantes.[757]

14.127 À notre avis, le Brésil a démontré d'une manière convaincante que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne répondaient que très peu à l'augmentation du risque pays et du risque sous la forme d'un allongement des échéances, en comparaison des commissions perçues par l'ExIm Bank pour ses produits LCI et MTI.[758] Le Groupe spécial note en particulier que, tandis que

---

sommes convaincus que travailler sur cette base est prudent et favorable aux États-Unis puisque le taux de 7,8 pour cent – qui représente le plafond de couverture des intérêts par la LCI et que le Brésil applique à la fois pour les commissions perçues au titre de la LCI et pour celles perçues au titre de la MTI – surestime en fait la couverture effective des intérêts appliquées ces dernières années. Le Brésil suppose qu'en cas de défaut de paiement, la CCC verserait 100,8 pour cent du principal restant (98 pour cent à valoir sur le principal et 2,8 pour cent sur les intérêts) et que, dans le même cas, l'ExIm Bank verserait 105,8 pour cent du principal restant (98 pour cent à valoir sur le principal et 7,8 pour cent sur les intérêts). Il note que cela suppose que les intérêts du prêt doivent être payés annuellement par l'emprunteur – supposition qui est favorable aux États-Unis car si les intérêts doivent être payés à plus bref intervalle, la différence de couverture des intérêts, exprimée en dollars, est moins grande (des intérêts moindres seront dus au moment du défaut). Voir les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, en particulier la note de bas de page 409 y relative. Les résultats modifiés de la comparaison des commissions effectuée par le Brésil sont présentés dans les pièces Bra-693 et Bra-694.

[756] Observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 272.

[757] En outre, nous rappelons la constatation que nous avons formulée ci-dessus (voir l'examen par le Groupe spécial des arguments du Brésil concernant les TPM de l'OCDE, *supra*, paragraphe 14.101), selon laquelle les commissions devraient plutôt augmenter en cas de couverture du risque relatif aux produits agricoles. Par ailleurs, le Groupe spécial ne considère pas que les différences entre les échéances des produits financiers comparés soient déterminantes. Le Brésil a établi que la "progressivité" des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 était nettement inférieure à celle des commissions perçues au titre de la LCI ou de la MTI.

[758] Graphiques de la figure 32, paragraphe 400 de la première communication écrite du Brésil. En ce qui concerne le taux d'augmentation avec le risque pays, voir aussi le tableau ci-après présenté par le Brésil, qui

les commissions perçues pour les catégories de risque pays les plus basses dans le cadre du GSM 102 et dans le cadre de la LCI et de la MTI sont relativement similaires, il existe une nette différence entre les commissions perçues par l'ExIm Bank et celles perçues par la CCC pour les catégories de risque les plus hautes.[759]

14.128 La différence notable entre les taux d'augmentation relatifs, d'une part, aux commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et, d'autre part, aux produits LCI et MTI de l'ExIm Bank donne à

---

indique le pourcentage moyen à hauteur duquel les commissions perçues par l'ExIm Bank sont supérieures aux commissions perçues dans le cadre du GSM 102.

	GSM 102: remboursement annuel du principal	GSM 102: remboursement semestriel du principal
Niveau de risque 6	206%	175%
Niveau de risque 5	145%	125%
Niveau de risque 4	109%	94%
Niveau de risque 3	76%	67%
Niveau de risque 2	30%	29%
Niveau de risque 1	28%	27%
Niveau de risque 0	19%	20%

Tableau 31 de la première communication écrite du Brésil, paragraphe 396. Dans ce tableau, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas ajustées pour tenir compte de la différence de couverture des intérêts mais, comme nous l'avons indiqué plus haut, nous ne pensons pas qu'un ajustement d'environ 5 pour cent influerait sensiblement sur la comparaison des taux d'augmentation des commissions.

[759] Par exemple, d'après la pièce Bra-548, les commissions correspondant respectivement au GSM 102 et à la LCI de l'ExIm Bank (avec remboursement annuel du principal) pour un pays entrant dans la catégorie de risque 6 de chaque agence sont égales, pour une échéance de 12 mois, à 0,612 pour cent (GSM 102) et 2,410 pour cent (LCI de l'ExIm Bank); pour une échéance de 36 mois, à 1,0 pour cent (GSM 102) et 4,325 pour cent (MTI de l'ExIm Bank). En revanche, les commissions perçues pour un pays entrant dans la catégorie de risque 2 de chaque agence sont égales, pour une échéance de 12 mois, à 0,373 pour cent (GSM 102) et 0,570 pour cent (LCI de l'ExIm Bank); pour une échéance de 36 mois, à 0,637 pour cent (GSM 102) et 1,060 pour cent (MTI de l'ExIm Bank). Le Groupe spécial note que les catégories de risque de l'ExIm Bank et de la CCC ne correspondent pas parfaitement. Voir la première communication écrite du Brésil, note de bas de page 508:

> "La correspondance entre les catégories de risque du GSM 102 et celles de l'ExIm Bank est la suivante:
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 6 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 5,64;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 5 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 4,78;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 4 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 4,13;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 3 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 3,33;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 2 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 2,00;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 1 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 1,83;
> - les pays classés par la CCC dans la catégorie de risque 0 du GSM 102 ont pour l'ExIm Bank une cote de risque moyenne de 1,33.
>
> Par conséquent, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 pour les catégories de risque 2, 3, 4, 5 et 6 du GSM 102 sont comparées respectivement aux commissions perçues par l'ExIm Bank pour les catégories de risque 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ExIm Bank. Les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 pour les catégories de risque zéro et 1 du GSM 102 sont comparées respectivement aux commissions perçues par l'ExIm Bank pour les catégories de risque 1 et 2 de l'ExIm Bank."

penser que le plafond de 1 pour cent imposé par la législation des États-Unis pour les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 empêche bel et bien l'adoption par la CCC d'une structure des commissions réellement fondée sur les risques.[760]

14.129 Par ailleurs, nous notons que dans tous les cas, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 varient, au plus, de 100 pour cent entre la catégorie de risque pays la plus basse et la plus haute, pour des échéances et des fréquences de remboursement identiques.[761] À notre avis, une augmentation des commissions d'au plus 100 pour cent donne à penser que les commissions prennent insuffisamment en compte ce facteur. Nous rappelons que les pays classés dans la catégorie de risque zéro présenteront par définition un risque de défaut de paiement très faible (voir quasi inexistant) et que les pays relevant des catégories de risque les plus hautes présentent un risque de défaut de paiement élevé. Enfin, nous rappelons la constatation que nous avons formulée plus haut en ce qui concerne la différence croissante entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les TPM de l'OCDE à mesure que le risque augmente.[762] Ces éléments supplémentaires viennent encore étayer notre conclusion selon laquelle le taux d'augmentation des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 est insuffisant pour rendre compte de manière significative de l'augmentation des risques sous la forme d'un accroissement du risque pays et de l'allongement des échéances, et selon laquelle le plafond de 1 pour cent pour les commissions empêche l'adoption, par la CCC, de commissions fondées sur les risques pour le programme GSM 102.

14.130 Le Brésil s'appuie en outre, pour étayer ses arguments selon lesquels le programme GSM 102 n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion, sur le fait que la CCC continue de prévoir que la gestion du programme aura un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis à long terme et sur le fait que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont nettement inférieures aux TPM de l'OCDE. Le Groupe spécial note qu'il a déjà constaté que ces éléments fournissaient une indication de ce que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 étaient accordées à des taux de primes insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme GSM 102.

14.131 À la lumière de ces considérations – l'accès de la CCC à des fonds du Trésor des États-Unis, qui facilite le fonctionnement du programme, le fait que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne varient pas en fonction du risque débiteur étranger et le fait que le plafond de 1 pour cent pour les commissions n'a pas été abrogé et empêche à notre avis l'adoption de commissions fondées sur les risques (notamment à cause de la "progressivité" insuffisante des commissions perçues dans le cadre du GSM 102) – nous concluons que le programme GSM 102 n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

e) Conclusion générale de l'analyse effectuée par le Groupe spécial au titre du point j) de la Liste exemplative

14.132 Nous rappelons que nous avons mené notre analyse suivant les règles générales de la charge de la preuve, c'est-à-dire que nous avons supposé qu'il incombait au Brésil d'établir que les garanties

[760] Là encore, le fait de procéder à un ajustement d'environ 5 pour cent pour tenir compte des différences entre les deux produits n'influerait pas, selon nous, de façon significative sur l'énorme différence dans la manière dont l'augmentation des risques des garanties lié à l'accroissement du risque pays et à l'allongement des échéances est pris en considération par les commissions perçues au titre de la LCI/MTI et dans le cadre du GSM 102.

[761] Réponse des États-Unis à la question n° 99 du Groupe spécial, paragraphe 235: "en vertu de l'actuel barème des commissions, la différence de primes pour la même échéance entre les pays présentant le risque le plus faible et ceux qui présentent le risque le plus élevé se situe dans tous les cas entre 81,5 pour cent et 100,6 pour cent"; voir aussi le barème des montants des commissions du GSM 102, pièce Bra-505.

[762] Voir *supra* le paragraphe 14.99.

de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituaient des subventions à l'exportation parce qu'elles relevaient du point j) de la Liste exemplative.[763]

14.133 Nous constatons que le Brésil s'est acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait à cet égard et qu'il a établi que le programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 constituait une "subvention à l'exportation" parce qu'il est mis en place moyennant des primes qui sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion, conformément au point j) de la Liste exemplative. Nous parvenons à cette conclusion sur la base de la totalité des éléments de preuve présentés par le Brésil à cet égard. Nous rappelons que nous avons pris en considération les éléments suivants:

a) le gouvernement des États-Unis continue de prévoir que l'octroi des nouvelles garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises suivant le nouveau barème des commissions auront un coût net pour les pouvoirs publics;

b) les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont nettement inférieures aux TPM de l'OCDE, dont nous considérons qu'ils fournissent une évaluation bien étayée du niveau que doivent atteindre les commissions pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion d'un programme de garantie du crédit à l'exportation;

c) des éléments de la structure, de la conception et de la gestion du programme GSM 102 indiquent que ce programme n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

14.134 Sur la base de ces éléments de preuve, pris dans leur ensemble, nous constatons que le Brésil a établi que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituaient en soi des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* parce qu'elles étaient accordées dans le cadre d'un programme qui relevait du point j) de la Liste exemplative. En nous appuyant sur la définition d'une "subvention à l'exportation" qui figure à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* en tant que contexte, nous concluons que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

14.135 Nous rappelons que nous considérons que les deux fondements juridiques sur lesquels s'appuie le Brésil pour étayer son argument selon lequel les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" aux termes de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* ne sont pas des allégations distinctes, mais simplement des arguments distincts à l'appui de cette affirmation. Nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner si, en plus de constituer des subventions à l'exportation parce qu'elles relèvent du point j) de la Liste exemplative, ces garanties répondent aussi aux éléments de la définition d'une subvention à l'exportation figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. En tout état de cause, nous considérons que nos constatations en ce qui concerne le point j) de la Liste exemplative suffisent à régler le différend entre les parties.[764]

[763] Voir *supra* le paragraphe 14.47.

[764] Nous notons que dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle le Groupe spécial initial avait indûment appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en refusant de formuler des constatations de fait additionnelles au titre des articles 1er et 3 de l'*Accord SMC*. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 726 à 733.

5. Point de savoir si les États-Unis ont appliqué des garanties au titre du GSM 102 d'une manière qui entraîne un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*

a) Introduction

14.136 Ayant conclu que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituaient des subventions à l'exportation aux termes de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, nous devons maintenant déterminer si les États-Unis ont, après le 1er juillet 2005, appliqué de telles subventions à l'exportation d'une manière qui a entraîné un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation.[765]

14.137 Les éléments nécessaires pour établir que les subventions à l'exportation ont entraîné le contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation varient selon que ce sont des produits inscrits ou non inscrits dans la Liste qui sont en cause. Pour les produits non inscrits dans la Liste, un "contournement" des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation se produira si *une quelconque* subvention à l'exportation (sous la forme d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102) est accordée pour ce qui est de *toute* quantité exportée du produit en question.[766] Pour les produits inscrits dans la Liste, un "contournement" se produira si les États-Unis accordent des subventions à l'exportation pour des volumes d'exportations du produit en cause *excédant* leurs engagements de réduction des "quantités" ou leurs engagements de réduction des "dépenses budgétaires".[767]

14.138 Le Brésil présente des éléments de preuve concernant la quantité exportée de certains produits qui ont bénéficié de subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 depuis le 1er juillet 2005. Nous examinons ci-dessous si ces éléments de preuve suffisent à établir le bien-fondé des allégations du Brésil en matière de contournement, tout d'abord pour ce qui est des produits non inscrits dans la Liste et, dans un deuxième temps, pour ce qui est des produits inscrits dans la Liste.

b) Produits non inscrits dans la Liste

14.139 Le Brésil présente des éléments de preuve montrant qu'après le 1er juillet 2005, la CCC a accordé des garanties au titre du GSM 102 pour soutenir l'exportation des produits non inscrits dans la Liste suivants[768]:

i) Entre le 1er juillet et le 30 septembre 2005[769]: coton, oléagineux (y compris les fèves/la farine de soja), farines protéinées, légumes frais, cuirs/peaux et suif.[770]

---

[765] Étant donné notre constatation selon laquelle le Brésil a établi que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituaient des subventions à l'exportation au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, nous n'avons pas besoin d'effectuer l'analyse qui découlerait normalement du renversement partiel de la charge de la preuve au titre de l'article 10:3 de l'*Accord sur l'agriculture*. Voir *supra* le paragraphe 14.47.

[766] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 150. Voir aussi la clause finale de l'article 3:3 de l'*Accord sur l'agriculture*: "…un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation … pour ce qui est de tout produit agricole non spécifié dans [la section II de la Partie IV] de sa Liste".

[767] Cela découle du fait que les engagements d'un Membre en matière de réduction des subventions à l'exportation comportent à la fois un élément relatif au volume ("quantités") et un élément financier ("dépenses budgétaires"). Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, paragraphe 200, et le libellé de l'article 3:3, qui dispose que "… un Membre n'accordera pas de subventions à l'exportation … pour ce qui est des produits agricoles ou groupes de produits spécifiés dans la section II de la Partie IV de sa Liste excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui y sont spécifiés".

[768] Voir la première communication écrite du Brésil, paragraphes 450 et suivants.

ii) Au cours de l'exercice 2006 (1er octobre 2005-30 septembre 2006): coton, oléagineux, fèves/farine de soja, farines protéinées, cuirs/peaux, suif et produits à base de maïs.[771]

14.140 Étant donné qu'ils n'ont pris aucun engagement spécifique de *réduction* des subventions à l'exportation pour ces produits, les États-Unis se sont engagés à n'accorder aucune subvention à l'exportation pour ces produits (article 3:3 de l'*Accord sur l'agriculture*). Par conséquent, nous constatons, sur la base des éléments de preuve présentés par le Brésil, que les États-Unis ont, après le 1er juillet 2005, appliqué des subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 d'une manière qui a entraîné un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

c) Produits inscrits dans la Liste

14.141 En ce qui concerne les produits inscrits dans la Liste, les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* concernent les exportations de trois produits – le riz, la viande porcine et la viande de volaille. Les engagements de réduction des subventions des États-Unis pour ces produits sont les suivants:

Produit agricole	**Engagements finals**	
	Dépenses (dollars EU)	**Quantités (tonnes métriques)**
Riz	2 368 925	38 544
Viande porcine	497 055	395
Viande de volailles	14 554 827	27 994

(Source: Liste XX des États-Unis, Partie IV, section II.)

14.142 Nous rappelons que nous avons rejeté les arguments des États-Unis selon lesquels les allégations du Brésil concernant la viande porcine et la viande de volaille ne nous étaient pas soumises à bon droit.[772]

14.143 Le Brésil détermine la quantité exportée de chacun de ces trois produits de la façon suivante: il prend la valeur des demandes présentées par les exportateurs dans le cadre du GSM 102 pour chaque produit pendant la période visée (juillet-septembre 2005 et exercice budgétaire 2006). Il divise ensuite ce montant par le prix à l'exportation moyen des États-Unis pour le produit de base en

[769] Soit la portion de l'exercice budgétaire 2005 commençant le 1er juillet 2005 – l'activité en matière de garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 est suivie sur la base d'un exercice budgétaire allant du 1er octobre au 30 septembre (l'exercice 2005 allait du 1er octobre 2004 au 30 septembre 2005; l'exercice 2006 du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006).

[770] Comparer les résumés de l'activité en matière de crédit à l'exportation en juillet 2005 (pièce Bra-551) et pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 2005 (pièce Bra-511). Nous notons que le Brésil a aussi présenté des éléments de preuve montrant que les États-Unis avaient aussi accordé des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour des exportations de lysine et de produits du bois pendant la même période. Nous examinons ci-après, dans la section XIV.D, l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* en ce qui concerne ces produits.

[771] Pièce Bra-513. Les exportations de lyocell et de produits du bois (pâte de bois) ont aussi bénéficié de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pendant la même période. Nous examinons ci-après, dans la section XIV.D, les allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* en ce qui concerne ces produits.

[772] Voir *supra* la section IX.B.2.

question pendant l'exercice budgétaire 2006 (dollars EU/tonne métrique)[773] et obtient ainsi le volume, en tonnes métriques, des exportations du produit en question pendant la période visée.

Produit agricole	Engagement en matière de quantités	Exportations dans le cadre du GSM 102 (juillet–septembre 2005) (tonnes métriques)	Exportations dans le cadre du GSM 102 (exercice budgétaire 2006) (tonnes métriques)
Riz	38 544	54 430[774]	197 030[775]
Viande porcine	395	-	22 562[776]
Viande de volaille	27 994	86 572[777]	381 906[778]

14.144 Les États-Unis ne contestent pas les calculs du Brésil, ni la manière dont celui-ci estime le prix pertinent pour chaque produit agricole. Nous serions disposés, sur la base des éléments de preuve fournis par le Brésil, à conclure que ce dernier a établi *prima facie* que les États-Unis avaient appliqué des subventions à l'exportation sous la forme du GSM 102 d'une manière qui avait entraîné le contournement de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation pour ces trois produits.

14.145 Avant de le faire, cependant, nous allons examiner une question qui n'a pas été évoquée par les parties au présent différend, mais que le Groupe spécial doit néanmoins résoudre. Cette question découle du fait que la Liste d'engagements des États-Unis indique, en ce qui concerne l'aspect quantitatif des engagements des États-Unis, ce qui suit: "[t]ous les engagements concernant les quantités portent sur la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Les engagements concernant les dépenses budgétaires sont mis en œuvre pendant l'exercice budgétaire qui commence le 1er octobre 2002".[779]

14.146 Par conséquent, alors que les éléments de preuve présentés par le Brésil à l'appui de ses allégations concernent les périodes allant du 1er juillet au 30 septembre 2005 (partie de l'exercice budgétaire 2005 postérieure à la fin de la période de mise en œuvre) et du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006 (exercice budgétaire 2006), les engagements des États-Unis en matière de

[773] Le Brésil obtient le prix à l'exportation des États-Unis à partir des sources suivantes: exercice budgétaire 2006, riz: moyenne, entre octobre et septembre, des prix mensuels du riz brut à long grain des États-Unis, en vrac, f.a.b., Nouvelle-Orléans, extraite de "Rice Outlook" de l'ERS/USDA du 13 octobre 2006. Voir la pièce Bra-552. Juillet-septembre 2005, riz: moyenne, entre juillet et septembre 2005, des prix mensuels du riz brut à long grain des États-Unis, en vrac, f.a.b., Nouvelle-Orléans, extraite de "Rice Outlook" de l'ERS/USDA du 13 octobre 2006. Pièce Bra-552. Pour la viande porcine, exercice budgétaire 2006: moyenne, entre octobre 2005 et août 2006, des valeurs unitaires mensuelles (valeur totale/quantité totale) de la viande porcine des États-Unis (SH 0203) extraite de "USITC Interactive Tariff and Trade DataWeb". Pièce Bra-553. Pour la viande de volaille, juillet-septembre 2005: moyenne, entre octobre 2004 et septembre 2005, des valeurs unitaires moyennes (valeur totale/quantité totale) de la viande de volaille des États-Unis (SH 0207), f.a.b., extraite de "USITC Interactive Tariff and Trade DataWeb". Pièce Bra-554. Exercice budgétaire 2006, viande de volaille: moyenne, entre octobre 2005 et août 2006, des valeurs unitaires mensuelles (valeur totale/quantité totale) de la viande de volaille des États-Unis (SH 0207), f.a.b., extraite de "USITC Interactive Tariff and Trade DataWeb". Pièce Bra-554.

[774] Pièce Bra-552.

[775] Pièce Bra-552.

[776] Pièce Bra-553.

[777] Pièce Bra-554.

[778] Pièce Bra-554.

[779] Liste XX des États-Unis, note 1.

subventions, exprimés en termes de quantités, portent sur la période allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année.[780]

14.147 Les éléments de preuve présentés par le Brésil en ce qui concerne la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2005 ne posent, à notre avis, aucun problème particulier: la totalité de la période couverte par ces éléments de preuve s'inscrit dans une seule "année visée par l'engagement en matière de quantités" des États-Unis (les éléments de preuve du Brésil couvrent les trois premiers mois de l'"année visée par l'engagement en matière de quantités" des États-Unis qui va du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006). En revanche, les éléments de preuve présentés par le Brésil en ce qui concerne l'exercice budgétaire 2006 (soit du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006) ne couvrent que partiellement l'"année visée par l'engagement en matière de quantités" des États-Unis, qui s'étend du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006.[781] Autrement dit, les exportations de produits inscrits dans la Liste effectuées par les États-Unis pendant la période allant du 1er juillet 2006 au 1er octobre 2006 devraient être comptabilisées au cours d'une année différente pour déterminer si les États-Unis ont respecté leurs engagements (exprimés en termes de quantités) en matière de réduction des subventions à l'exportation.[782]

14.148 Cela dit, dans la présente affaire, nous sommes convaincus que le Brésil a, à tout le moins, établi *prima facie* que les États-Unis avaient contourné leurs engagements quantitatifs en matière de subventions à l'exportation. Cela tient au fait que pour les trois produits, la quantité exportée ayant bénéficié de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 excède largement les engagements des États-Unis en matière de quantités. Elle les excède en leur étant cinq fois supérieure dans le cas du riz, 57 fois dans le cas de la viande porcine et 14 fois dans celui de la viande de volaille.[783] Nous pourrions seulement conclure que le Brésil n'a pas prouvé (ou du moins établi *prima facie*) que les États-Unis avaient excédé leurs engagements quantitatifs s'il était supposé, dans le "meilleur" cas (le riz), que 80 pour cent des quantités exportées ayant bénéficié de subventions avaient été exportées au cours des trois derniers mois de l'année (du 1er juillet au 1er octobre 2006). Une telle supposition ne serait pas raisonnable et les États-Unis n'ont présenté aucun argument indiquant que la démonstration du Brésil concernant un "contournement effectif" au titre de l'*Accord sur l'agriculture* était incorrecte. Nous concluons par conséquent que le Brésil a – à tout le moins – établi *prima facie* que les

[780] Une question quelque peu similaire s'est posée dans la procédure initiale: devant le Groupe spécial initial, le Brésil a formulé des allégations concernant la période allant du 30 juin au 1er juillet 2002 (période correspondant aux engagements de réduction des quantités des États-Unis), tandis que l'activité en matière de garantie de crédit à l'exportation des États-Unis était rapportée sur la base de la période allant du 1er octobre au 30 septembre. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.878. Le Groupe spécial n'a pas examiné la question du chevauchement partiel des périodes, mais l'Organe d'appel a fait une observation à ce sujet et a indiqué que le Groupe spécial aurait dû chercher à la régler. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 691.

[781] Nous notons en passant que les deux périodes pour lesquelles le Brésil présente des éléments de preuve s'inscrivent dans la même "année visée par l'engagement en matière de quantités" des États-Unis.

[782] Nous notons également que la question ne se pose pas en ce qui concerne les produits non inscrits dans la Liste: la raison en est que l'article 3:3 de l'*Accord sur l'agriculture* interdit aux États-Unis d'accorder quelque subvention que ce soit pour l'exportation de produits non inscrits dans la Liste. Même si le respect par les États-Unis de leur obligation de n'accorder aucune subvention à l'exportation pour ces produits était pris en compte sur la base de la "période" pour laquelle ils inscrivent des engagements dans leur Liste, il y aurait "contournement". En effet, la période pour laquelle les "engagements en matière de dépenses budgétaires" des États-Unis doivent être déterminés correspond à la période pour laquelle le Brésil fournit des éléments de preuve (dans les deux cas, l'"année" va du 1er octobre au 30 septembre). Parce que toute quantité exportée bénéficiant de subventions à l'exportation correspond nécessairement à une dépense budgétaire, aucun examen supplémentaire ne serait nécessaire pour conclure que les États-Unis ont "contourné" leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour ce qui est des produits non inscrits dans la Liste.

[783] Autrement dit, les quantités exportées ayant bénéficié de subventions à l'exportation excèdent les engagements des États-Unis de 511 pour cent, 5 712 pour cent et 1 379 pour cent, respectivement (comparer les deuxième et quatrième colonnes du tableau figurant au paragraphe 14.143 *supra*).

États-Unis ont excédé leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation pour le riz, la viande de volaille et la viande porcine pendant l'exercice budgétaire 2006.

14.149 En conséquence, le Groupe spécial **constate** que les États-Unis ont appliqué des subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 d'une manière qui a entraîné le contournement de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation pour le riz, la viande de volaille et la viande porcine pendant l'exercice budgétaire 2006 (du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006) et pour le riz et la viande de volaille pendant la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2005.

14.150 Le Groupe spécial **constate** en outre, par voie de conséquence, qu'en agissant d'une manière incompatible avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. En particulier, ils n'ont pas mis leurs mesures en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture.*

6. Allégations selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*

14.151 Le Brésil allègue que dans la mesure où elles sont accordées d'une manière incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture*, les subventions à l'exportation sous la forme de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont pas à l'abri d'une contestation au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[784] Il fait observer que la clause introductive de l'article 3.1 de l'*Accord SMC* dispose que "les subventions subordonnées … aux résultats à l'exportation" sont prohibées, "[e]xception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture …", ce qui signifie qu'il est interdit aux Membres d'accorder ou de maintenir des subventions à l'exportation pour des produits visés par l'*Accord sur l'agriculture*, sauf dans les cas où cet accord autorise de telles subventions. Le Brésil fait valoir qu'en ce qui concerne les produits non inscrits dans la Liste, les États-Unis n'ont aucunement droit au "refuge" qu'accorde la clause introductive de l'article 3.1 de l'*Accord SMC* et que par conséquent, la prohibition concernant les subventions à l'exportation énoncée à l'article 3.1 a) et 3.2 s'applique pleinement à la "subvention à l'exportation au titre du GSM 102". En ce qui concerne le riz, la viande porcine et la viande de volaille, le Brésil fait valoir que le droit des États-Unis au "refuge" est limité et que l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* s'applique dans la mesure où les quantités de produits ayant bénéficié de subventions à l'exportation au titre du GSM 102 excèdent les engagements quantitatifs de réduction des subventions à l'exportation des États-Unis pour ces trois produits.

14.152 Les États-Unis n'ont pas spécifiquement répondu aux arguments du Brésil à cet égard.

14.153 L'article 3.1 de l'*Accord SMC* est libellé comme suit:

> "*Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture*, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:
>
> a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I;" (notes de bas de page omises; pas d'italique dans l'original)

14.154 Il ne fait aucun doute, à notre avis, que dans la mesure où elles ne sont pas pleinement conformes aux dispositions de l'*Accord sur l'agriculture*, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont visées par la prohibition concernant les subventions à l'exportation énoncée à

[784] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 457 à 460.

l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[785] Nous avons déjà conclu que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 octroyaient des subventions à l'exportation au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, en nous appuyant sur le point j) de la Liste exemplative en tant que "contexte" pour arriver à cette conclusion. Nous ne voyons aucune raison d'arriver à une conclusion différente lorsque nous examinons si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des subventions à l'exportation aux termes de l'article 3.1 a) en elles-mêmes, et non pas en tant que "contexte" dans une analyse au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

14.155 Comme nous l'avons indiqué dans les constatations que nous avons formulées aux paragraphes 14.140 et 14.149 ci-dessus, les États-Unis ont, depuis le 1er juillet 2005, accordé des subventions à l'exportation pour des produits non inscrits dans la Liste (entre le 1er juillet et le 30 septembre 2005 pour les exportations de coton, d'oléagineux – y compris les fèves/la farine de soja, de farines protéinées, de légumes frais, de cuirs/peaux et de suif et, durant l'exercice budgétaire 2006, pour les exportations de coton, d'oléagineux, de fèves/de farine de soja, de farines protéinées, de cuirs/peaux, de suif et de produits à base de maïs) et ont accordé des subventions à l'exportation excédant leurs engagements de réduction de ces subventions pour des exportations de produits inscrits dans la Liste – riz, viande de volaille et viande porcine pendant l'exercice budgétaire 2006, et riz et viande de volaille pendant la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2005.

14.156 Le Groupe spécial **constate** par conséquent que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* en accordant depuis le 1er juillet 2005 des subventions à l'exportation pour des produits non inscrits dans la Liste et en accordant depuis cette même date des subventions à l'exportation pour des produits inscrits dans la Liste qui excédaient leurs engagements au titre de l'*Accord sur l'agriculture.*

14.157 Le Groupe spécial **constate** en outre, par voie de conséquence, qu'en agissant d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. En particulier, ils ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD, adoptée conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, visant à ce qu'ils "retirent ... les subventions prohibées" identifiées au paragraphe 8.1 d) i) du rapport du Groupe spécial initial.

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA LYSINE, LE LYOCELL ET LES PRODUITS DU BOIS

14.158 Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Brésil a initialement inclus trois produits – la lysine, le lyocell et les produits du bois – dans la liste des produits visés par ses allégations au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et, dans la limite de l'incompatibilité avec l'*Accord sur l'agriculture*, au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Après que les États-Unis ont fait observer que ces produits ne relevaient pas de l'*Accord sur l'agriculture*, le Brésil a indiqué qu'il ne maintenait pas ses allégations au titre de l'*Accord sur l'agriculture* en ce qui concernait ces produits.[786]

---

[785] Nous n'avons pas besoin, en l'espèce, d'examiner la question de savoir si, maintenant que l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* (la clause de paix) a expiré, il peut y avoir violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* en ce qui concerne *toutes* les exportations (c'est-à-dire même celles qui sont conformes aux disciplines de l'*Accord sur l'agriculture*). Le Brésil ne formule aucune allégation en ce sens.

[786] Voir la question n° 50 du Groupe spécial et la réponse du Brésil à cette question:

> "*Le Brésil maintient-il ses allégations concernant les trois produits non inscrits dans la Liste (lyocell, lysine et produits du bois) dont les États-Unis ont dit qu'ils ne relevaient pas de l'Accord sur l'agriculture? (Voir le paragraphe 83 de la réfutation des États-Unis)*
> Le Brésil maintient ses allégations au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois. Dans la mesure où ces produits ne relèvent pas de l'*Accord sur l'agriculture*, il n'est pas

Nous n'avons donc pas à décider si ces trois produits ne relèvent effectivement pas de l'*Accord sur l'agriculture*.

14.159 Les États-Unis soutiennent que les allégations du Brésil au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC* ne nous sont pas soumises à bon droit. Ils estiment que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a présenté des allégations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC* "à la suite et dans la limite de [la] violation de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*".[787] Nous devons donc décider si les allégations concernant ces trois produits formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* nous sont soumises à bon droit.

14.160 Les parties pertinentes de la demande d'établissement d'un groupe spécial du Brésil sont libellées comme suit:

> "b) Incompatibilité avec les accords visés des mesures prises pour se conformer
>
> 25. Le Brésil estime que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation (au regard des articles 1er, 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, ainsi que du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant dans l'Annexe I de l'*Accord SMC* (la "Liste exemplative")) dans le cadre des programmes GSM 102 et SCGP, ainsi que des garanties du crédit à l'exportation au titre de ces programmes, et qu'ils ont appliqué ces subventions à l'exportation après le 1er juillet 2005 d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation. À cet égard, les mesures prises par les États-Unis pour se conformer ne sont pas compatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.
>
> 26. Spécifiquement, et nonobstant les mesures prises par les États-Unis pour se conformer qui sont mentionnées aux alinéas ii) et iii) de la section B ci-dessus, les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont des subventions à l'exportation au regard de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC*, pour les deux raisons ci-après:

---

nécessaire que le Groupe spécial de la mise en conformité examine, avant d'examiner les allégations de subventions prohibées formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC*, si l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour ces produits contourne les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation de produits agricoles."

[787] Observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 50 du Groupe spécial:

"Il apparaît que, dans sa réponse, le Brésil reconnaît que le lyocell, la lysine et les produits du bois ne relèvent pas de l'*Accord sur l'agriculture*. Par définition, l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois ne peut donc pas contourner les engagements pris par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation de produits agricoles au titre de cet accord. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée, le Brésil a avancé des allégations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC* "à la suite et dans la limite de [la] violation [alléguée] de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*". Comme il ne peut pas y avoir de "violation de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*", il ne peut pas y avoir d'allégation au titre de l'*Accord SMC* au sujet des garanties de crédit à l'exportation accordées au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois selon les termes expressément utilisés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Lorsqu'une allégation n'est pas énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – comme en l'espèce – elle ne fait pas partie de la question portée devant le groupe spécial et n'entre pas dans le champ d'une procédure de groupe spécial." (notes de bas de page omises)

- les programmes et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes fournissent et constituent des contributions financières (garanties de prêts) qui confèrent des avantages aux bénéficiaires, au sens de l'article premier de l'*Accord SMC*, et qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*; et, séparément et indépendamment,

- les programmes ne prélèvent pas de taux de primes suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102 et SCGP, au sens du point j) de la Liste exemplative.

27. En outre, après le 1er juillet 2005, les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été appliquées pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Brésil est préoccupé du fait que les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été accordées après le 1er juillet 2005 pour soutenir l'exportation de coton upland et d'autres produits non inscrits dans la Liste; ainsi que de riz, de viande porcine et de viande de volaille, en dépassement des niveaux d'engagement de réduction des États-Unis pour ces produits.[788]

28. À la suite et dans la limite de cette violation de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*, les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont visés par la prohibition énoncée à l'encontre des subventions à l'exportation à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*. Pour les raisons exposées au paragraphe 26 ci-dessus, le Brésil estime que les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont des subventions à l'exportation prohibées, au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*."[789]

14.161 Le Groupe spécial pense comme les États-Unis que les allégations du Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* sont subordonnées à une constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis ont appliqué des subventions à l'exportation d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, et applicables uniquement dans la limite de cette incompatibilité.

14.162 Nous notons en particulier que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil emploie l'expression "à cet égard" dans le paragraphe introductif de la section concernant ses allégations relatives aux garanties de crédit à l'exportation. Lorsqu'il lit cette expression conjointement avec la phrase immédiatement précédente ("et qu'ils ont appliqué ces subventions à l'exportation … d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation") et qu'il tient compte du fait que le Brésil emploie l'expression "contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation" pour faire référence à une violation, par les États-Unis, de leur obligation au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*[790], il est clair pour le Groupe spécial que les allégations d'incompatibilité avec

[788] Les exportations ayant bénéficié des garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP après le 1er juillet 2005 sont actuellement indiquées dans les numéros de juillet 2005 et de septembre 2005 (fin d'exercice) et de juillet 2006 du "Monthly Summary of Export Credit Guarantee Activity", USDA/FAS online, disponible à l'adresse http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/ecg.html.

[789] WT/DS267/30, paragraphes 25 à 28.

[790] Voir la première phrase du paragraphe 27 de la demande du Brésil:

l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* formulées par le Brésil dépendent d'une constatation du Groupe spécial selon laquelle les subventions à l'exportation en question ont entraîné le contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation.

14.163 En outre, le paragraphe 28 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, qui explique plus en détail les allégations du Brésil, indique que c'est "[à] la suite " et "dans la limite" de la violation des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* que les programmes de garantie de crédit à l'exportation des États-Unis en question sont visés par la prohibition des subventions à l'exportation figurant à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*.

14.164 En conséquence, le Groupe spécial considère que les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* à l'encontre du lyocell, de la lysine et des produits du bois ne sont pas visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et ne relèvent donc pas de son mandat.

XV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

15.1 Conformément à son mandat au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a examiné "l'existence ou … la compatibilité avec un accord visé de mesures prises" par les États-Unis "pour se conformer aux recommandations et décisions" adoptées par l'ORD dans la procédure initiale. Il conclut ce qui suit:

En ce qui concerne la mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives à la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC formulée par le Groupe spécial initial:

a) les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* en ce sens que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis conformément à la Loi FSRI de 2002 ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, sur le marché mondial du coton upland, causant un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*. En agissant d'une manière incompatible avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. En particulier, ils ne se sont pas conformés à leur obligation, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, de "prend[re] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retir[er] la subvention".

b) Le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis conformément à la Loi FSRI de 2002 se traduisaient par un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente et que cet accroissement suivait une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions avaient été accordées. Par conséquent, il n'a pas été établi que les États-Unis agissaient d'une manière incompatible avec les articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

"En outre, après le 1er juillet 2005, les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été appliquées pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*."

En ce qui concerne la mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux constatations d'incompatibilité avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC formulées par le Groupe spécial initial:

c) S'agissant des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises après le 1er juillet 2005, les États-Unis agissent d'une manière incompatible avec l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* en appliquant des subventions à l'exportation d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant certains produits non inscrits dans la Liste[791] et certains produits inscrits dans la Liste[792] et, en conséquence, agissent d'une manière incompatible avec l'article 8 de l'*Accord sur l'agriculture*. S'agissant des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises après le 1er juillet 2005, les États-Unis agissent en outre d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* en accordant des subventions à l'exportation pour des produits non inscrits dans la Liste[793] et en accordant des subventions à l'exportation pour des produits inscrits dans la Liste[794] qui excèdent leurs engagements au titre de l'*Accord sur l'agriculture.* En agissant d'une manière incompatible avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. En particulier, ils n'ont pas mis leurs mesures en conformité avec l'*Accord sur l'agriculture* et n'ont pas "retir[é] la subvention sans retard".

d) En ce qui concerne certaines garanties de crédit à l'exportation émises avant le 1er juillet 2005, le Brésil n'a pas établi que les États-Unis n'avaient pas "retir[é] la subvention sans retard".

15.2 Le Groupe spécial considère que, dès lors que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans la procédure initiale sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des accords visés, ces recommandations et décisions restent exécutoires. À cet égard, il rappelle que les recommandations et décisions qui ont été adoptées par l'ORD dans la procédure initiale étaient les suivantes:

"a) nous recommandons conformément à l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* que les États-Unis rendent leurs mesures énumérées aux paragraphes 8.1 d) i) et 8.1 e) ci-dessus conformes à l'*Accord sur l'agriculture*;

b) comme le prescrit l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, nous recommandons que les États-Unis retirent sans retard les subventions prohibées mentionnées aux paragraphes 8.1 d) i) et 8.1 e) ci-dessus. Le délai que nous spécifions doit être conforme à la prescription voulant que la subvention soit retirée "sans retard". En tout état de cause, il n'ira pas au-delà des six mois suivant la date d'adoption du

[791] Les produits non inscrits dans la Liste en cause sont les suivants: i) pendant la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2005: coton, oléagineux (y compris fèves/farine de soja), farines protéinées, légumes frais, cuirs/peaux et suif; et ii) pendant la période allant du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006: coton, oléagineux, fèves/farine de soja, farines protéinées, cuirs/peaux, suif et produits à base de maïs.

[792] Les produits inscrits dans la Liste en cause sont les suivants: i) pendant la période allant du 1er juillet au 30 septembre 2005: riz et viande de volaille; et ii) pendant la période allant du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006: riz, viande de volaille et viande porcine.

[793] *Supra*, note de bas de page 791.

[794] *Supra*, note de bas de page 792.

rapport du Groupe spécial par l'Organe de règlement des différends ou du 1er juillet 2005 (si cette date est plus rapprochée);

c) conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, nous recommandons que les États-Unis retirent sans retard la subvention prohibée mentionnée au paragraphe 8.1 f) ci-dessus et, en tout état de cause, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial par l'Organe de règlement des différends ou le 1er juillet 2005 (si cette date est plus rapprochée); et

d) nous rappelons que, pour ce qui est des subventions faisant l'objet de notre conclusion au paragraphe 8.1 g) i) ci-dessus, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*:

> "7.8 Dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5, le Membre qui accorde ou maintient cette subvention prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention."

En conséquence, au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".[795]

15.3 Le Groupe spécial a exposé plus haut, au paragraphe 9.79, son point de vue sur l'interprétation de l'obligation, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".

---

[795] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3. Comme l'a dit le Groupe spécial *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, "dès l'instant où l'ORD adopte un rapport sur le règlement des différends, les constatations et recommandations figurant dans ce rapport deviennent des décisions et recommandations collectives et exécutoires de l'ORD". *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphe 7.35.

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Brésil (résumé analytique présenté le 24 novembre 2006)	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis (y compris la demande de décisions préliminaires) – (résumé analytique présenté le 22 décembre 2006)	A-10
Annexe A-3	Communication de l'Argentine en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-21
Annexe A-4	Communication de l'Australie en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-26
Annexe A-5	Communication du Canada en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-36
Annexe A-6	Communication du Tchad en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-44
Annexe A-7	Communication de la République populaire de Chine en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-60
Annexe A-8	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-66
Annexe A-9	Communication du Japon en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-82
Annexe A-10	Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie – 5 janvier 2007	A-90

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

(Résumé analytique présenté le 24 novembre 2006)

1. Le présent différend résulte du fait que les États-Unis n'ont pas mis en œuvre, en temps utile et intégralement, les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*. Le Brésil conteste tant l'*existence* que la *compatibilité* des mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux "effets défavorables" et aux "garanties de crédit à l'exportation".

ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD RELATIVES AUX EFFETS DÉFAVORABLES

2. Dans ses recommandations et décisions relatives aux effets défavorables, le Groupe spécial initial a constaté ce que l'Organe d'appel a confirmé que le programme de prêts à la commercialisation, le programme de versements anticycliques et le programme Step 2 des États-Unis, subordonnés au prix et prévus par la Loi FSRI, empêchaient des hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("*Accord SMC*"). Le Groupe spécial a constaté ce qui suit: "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[1] L'Organe de règlement des différends a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel qui faisaient obligation aux États-Unis d'éliminer les effets défavorables causés par les subventions, ou de retirer les subventions, pour le 21 septembre 2005.

3. Les États-Unis n'ont abrogé ou modifié aucun des trois programmes de subventions subordonnés aux prix avant le 1er août 2006, date à laquelle ils ont finalement supprimé uniquement le programme Step 2. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, beaucoup plus importants, n'ont pas été éliminés ni modifiés à ce jour. Le Brésil établit quatre allégations ayant trait à la mise en œuvre des recommandations et décisions relatives aux effets défavorables.

4. ***Premièrement,*** le Brésil allègue qu'entre l'expiration de la période de mise en œuvre le 21 septembre 2005 et l'élimination des versements au titre du programme Step 2 le 1er août 2006, il n'"existait" pas de "mesures prises [par les États-Unis] pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables.[2]

5. ***Deuxièmement,*** le Brésil allègue que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques subordonnés aux prix des États-Unis qui n'ont pas été abrogés causent un préjudice grave actuel sous la forme d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton upland, ainsi qu'un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Autrement dit, le Brésil allègue que, pour autant que des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables existent (à savoir l'abrogation du programme Step 2 et la non-abrogation des programmes de versements au titre

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[2] *Voir* la section 6 de la première communication écrite du Brésil.

de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques), ces mesures continuent d'engendrer des incompatibilités avec les accords visés, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[3]

6. Le Brésil établit l'existence d'un préjudice grave causé à ses intérêts à partir de données concernant la campagne de commercialisation la plus récemment achevée – la campagne de commercialisation 2005. Les données couvrant la totalité de la campagne qui concernent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques accordés aux cultivateurs de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 - première campagne pendant laquelle les versements au titre du programme Step 2 n'ont pas été accordés – ne seront disponibles qu'en septembre 2007. Toutefois, le Groupe spécial de la mise en conformité, comme le Groupe spécial initial, peut recourir à une analyse hypothétique pour évaluer les effets des versements au titre des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques uniquement, et ne tenir compte d'aucun effet additionnel des versements au titre du programme Step 2 (ou d'une autre subvention) effectués durant la campagne de commercialisation 2005.

7. À titre préliminaire, le Brésil établit que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002 constituent des subventions qui sont spécifiques, au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC*.[4] En outre, le coton upland en provenance du Brésil continue d'être un produit similaire au coton upland subventionné des États-Unis, il continue d'exister un marché mondial et l'indice A continue de constituer le prix du coton upland sur le marché mondial.[5]

8. Pour démontrer l'existence d'un lien de causalité entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, le Brésil examine les mêmes facteurs que ceux sur lesquels le Groupe spécial initial s'est appuyé.

9. En tant que principal exportateur mondial de coton upland, les États-Unis restent le marché le plus important qui influe sur les cours du marché mondial. Des changements dans le volume de la production, des stocks de report et des exportations des États-Unis ont une influence notable sur les cours du marché mondial.[6] En outre, les fluctuations des prix des États-Unis, des prix brésiliens, de l'indice A et des prix du marché à terme continuent de présenter une large similitude et restent faibles par rapport aux moyennes à long terme.[7]

10. L'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques a été considérable durant la campagne de commercialisation 2005, ces versements s'étant élevés à 2,17 milliards de dollars, soit 42 pour cent de la valeur marchande de la production de coton upland des États-Unis.[8] Comme le Groupe spécial initial l'a constaté, la structure, la conception et la gestion de ces subventions continuent d'isoler les producteurs de coton upland des États-Unis des forces du marché[9], ce qui se traduit aux États-Unis par des niveaux élevés de superficie plantée, de production et d'exportations et, en fin de compte, par un empêchement de hausses des prix mondiaux.[10] Il subsiste donc une coïncidence temporelle discernable entre ces subventions et l'empêchement de hausses des prix mondiaux.[11]

---

[3] *Voir* la section 7 de la première communication écrite du Brésil.
[4] *Voir* la section 7.3 de la première communication écrite du Brésil.
[5] *Voir* la section 7.4 de la première communication écrite du Brésil.
[6] *Voir* la section 7.5 de la première communication écrite du Brésil.
[7] *Voir* la section 7.6 de la première communication écrite du Brésil.
[8] *Voir* la section 7.7 de la première communication écrite du Brésil.
[9] *Voir* la section 7.8 de la première communication écrite du Brésil.
[10] *Voir* la section 7.9 de la première communication écrite du Brésil.
[11] *Voir* la section 7.10 de la première communication écrite du Brésil.

11. Sur le long terme (six ans), les coûts de production du coton upland aux États-Unis continuent de dépasser considérablement les revenus provenant du marché. Sans les subventions, la superficie moyenne plantée en coton upland aurait subi, entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2005, une perte de 663 dollars, soit 9,84 milliards de dollars pour la superficie totale. Cependant, si les revenus provenant des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques avaient été ajoutés aux revenus provenant du marché, la superficie moyenne aurait enregistré, sur six ans, un bénéfice total de 127 dollars, soit 1,44 milliard de dollars pour la superficie totale. Ces faits démontrent succinctement que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont pour effet de maintenir des niveaux de production plus élevés que ceux qui existeraient par ailleurs.[12]

12. Selon des études économiques réalisées par d'éminents universitaires, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent de stimuler la production et les exportations des États-Unis et entraînent des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils seraient en leur absence. M. Daniel Sumner constate que le prix du coton upland sur le marché mondial aurait été de 9 à 11 pour cent plus élevé au cours de la campagne de commercialisation 2005 en l'absence de ces deux programmes de subventions des États-Unis.[13]

13. Compte tenu de l'importance et de la nature des subventions accordées pour le coton upland des États-Unis et de la part de marché dominante détenue par les États-Unis, l'empêchement de hausses de prix est à n'en pas douter notable.[14] Les effets d'empêchement de hausses de prix, quels qu'ils soient, qu'ont les versements au titre du programme Step 2 n'amoindrissent pas les effets d'empêchement de hausses de prix notables et indépendants produits par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. De fait, le Bureau du budget du Congrès des États-Unis conclut que les versements anticycliques seront même plus élevés en l'absence des versements au titre du programme Step 2.[15] De la même manière, les facteurs autres que les subventions qui influent sur le prix du coton upland sur le marché mondial n'expliquent pas l'empêchement de hausses de prix causé par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[16]

14. Le Brésil allègue aussi que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil en accroissant la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis, au sens de l'article 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. La part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis est passée de 19,32 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 2002-2004 à 20,85 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005, ou encore de 16,98 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2004 à 17,44 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005, selon la méthode utilisée pour mesurer l'offre. Les mêmes effets produits par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques qui stimulent aux États-Unis une production et des exportations excessives et font baisser les cours du marché mondial – malgré les coûts élevés et la faiblesse des revenus provenant du marché et des prix – sont aussi à l'origine de l'accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis.[17]

15. En résumé, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de constater que la mesure finalement prise par les États-Unis pour se conformer, c'est-à-dire la modification de la Loi

[12] *Voir* la section 7.11 de la première communication écrite du Brésil.
[13] *Voir* la section 7.12 de la première communication écrite du Brésil.
[14] *Voir* la section 7.13 de la première communication écrite du Brésil.
[15] *Voir* la section 7.14 de la première communication écrite du Brésil.
[16] *Voir* la section 7.15 de la première communication écrite du Brésil.
[17] *Voir* la section 7.17 de la première communication écrite du Brésil.

FSRI de 2002 visant à abroger l'article 1207 a), qui établissait les versements au titre du programme Step 2, est insuffisante pour assurer la mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD, car la série de mesures en résultant est incompatible avec les articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

16. ***Troisièmement,*** le Brésil allègue que malgré l'abrogation du programme Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques prescrits par la Loi FSRI de 2002 qui doivent être effectués au cours de la campagne de commercialisation 2006 et au-delà, constituent une *menace* de préjudice grave aux intérêts du Brésil, au sens des articles 5 c) et 6.3 c), ainsi que de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*. Le Brésil allègue de nouveau que, pour autant que des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables existent (à savoir l'abrogation du programme Step 2 et la non-abrogation des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques), ces mesures sont déficientes et engendrent des incompatibilités avec les accords visés, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Brésil note que cette allégation est subordonnée à l'incapacité du Groupe spécial de la mise en conformité à constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causent un préjudice grave actuel (deuxième allégation du Brésil relative aux effets défavorables).

17. Un élément de preuve essentiel à l'appui de l'allégation de menace formulée par le Brésil est le fait que les deux programmes de subventions restants – les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – sont impératifs, engendrent aux États-Unis des niveaux élevés garantis de superficie plantée, de production et d'exportations et ont empêché des hausses de prix dans une mesure notable pendant toute la durée de la Loi FSRI de 2002. Avec l'abrogation du programme Step 2 et la baisse consécutive des prix sur le marché *intérieur* des États-Unis, les effets des deux programmes de subventions subordonnés aux prix encore appliqués par les États-Unis seront plutôt plus importants au cours de la campagne de commercialisation 2006 et au-delà. De fait, les prévisions de l'USDA et du FAPRI concernant les dépenses en matière de subventions des États-Unis au titre de ces programmes, la production de coton upland, les exportations, les prix et l'évolution du coût de production du coton upland aux États-Unis corroborent une constatation de menace de préjudice grave constituée par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis en faveur du coton upland. Ces deux programmes de subventions prévus par la Loi FSRI de 2002 menacent constamment d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial, pour les producteurs du Brésil et d'autres pays en développement, menace qui persistera jusqu'à ce que ces mesures soient abrogées ou substantiellement modifiées. Assurément, ces subventions ont causé un préjudice grave au cours des quatre premières années d'application de la Loi FSRI de 2002, continuent de causer un préjudice grave actuel et continuent de constituer une menace de préjudice grave.[18]

18. ***Quatrièmement,*** le Brésil allègue, de manière conditionnelle, que pendant la période du 21 septembre 2005 au 31 juillet 2006, les trois programmes de subventions subordonnés aux prix prévus par la Loi FSRI de 2002 susmentionnés ont tous causé un préjudice grave au Brésil. Il demande que le Groupe spécial de la mise en conformité examine cette allégation uniquement s'il rejette les première, deuxième et troisième allégations du Brésil exposées ci-dessus. Le Brésil allègue que le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les trois programmes de subventions subordonnés aux prix au cours de cette période a causé un préjudice grave aux intérêts du Brésil, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.[19]

[18] *Voir* la section 8 de la première communication écrite du Brésil.
[19] *Voir* la section 9 de la première communication écrite du Brésil.

19. En résumé, en ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de conclure que la recommandation initiale adoptée par l'ORD – "éliminer les effets défavorables ou … la subvention" au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* – reste applicable et est valable pour la totalité des constatations demandées par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.[20]

ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD RELATIVES AUX GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

20. L'ORD a recommandé que les États-Unis retirent les trois subventions découlant de garanties de crédit à l'exportation maintenues par la Société de crédit pour les produits de base ("CCC") des États-Unis – les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP – et se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations avant la date limite de mise en œuvre du 1er juillet 2005. Pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis ont annoncé, le 1er juillet 2005, que la CCC n'accepterait plus de demandes de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 103, système qui garantissait des crédits pendant des périodes allant de trois à dix ans, et ils ont modifié les barèmes des commissions pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre des programmes GSM 102 et SCGP.[21] Le Brésil formule deux allégations concernant les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation.

21. ***Premièrement,*** en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation émises au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP avant le 1er juillet 2005, mais qui sont toujours en cours après le 1er juillet 2005, les États-Unis n'ont entrepris aucune action quelle qu'elle soit en vue de retirer la subvention et de se mettre par ailleurs en conformité avec leurs obligations. En ce qui concerne ces garanties de crédit à l'exportation en cours, le Brésil allègue qu'il n'existe pas de mesures prises pour se conformer.[22]

22. ***Deuxièmement,*** pour ce qui est des garanties de crédit à l'exportation émises après le 1er juillet 2005, elles continuent d'être des subventions à l'exportation et continuent d'être accordées d'une manière qui entraîne le contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation. À cet égard, les mesures prises par les États-Unis pour se conformer ne sont pas compatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[23]

23. Depuis le 1er octobre 2005 – début de l'exercice budgétaire 2006 – les États-Unis n'ont émis aucune garantie de crédit à l'exportation au titre du SCGP. De même, aucune garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 103 n'a été émise depuis le 1er juillet 2005, date limite de mise en œuvre. Ainsi, la deuxième allégation du Brésil, qui a trait à une incompatibilité persistante avec l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC*, s'applique uniquement au GSM 102, et non au GSM 103 ou au SCGP.[24]

24. Les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 garantissent le remboursement du crédit pouvant être obtenu pour financer les exportations commerciales de produits agricoles des États-Unis. Les garanties couvrent 98 pour cent du principal et une partie des intérêts pour une durée comprise entre 30 jours et trois ans. Le GSM 102 est applicable uniquement dans les cas où une

[20] *Voir* la section 10.3.3 de la première communication écrite du Brésil.
[21] *Voir* la section 10.2 de la première communication écrite du Brésil.
[22] *Voir* la section 10.3.1 de la première communication écrite du Brésil.
[23] *Voir* la section 10.3.2 de la première communication écrite du Brésil.
[24] *Voir* la section 10.3.2 de la première communication écrite du Brésil.

banque étrangère n'a pas pu, sans l'aide du gouvernement des États-Unis, obtenir le crédit nécessaire pour reprêter des fonds à son client, l'acheteur de produits agricoles des États-Unis.[25]

25. Dans le contexte des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des subventions à l'exportation aux fins de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Spécifiquement, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 i) sont des "contributions financières" ii) qui confèrent des "avantages" et iii) sont subordonnées en droit aux résultats à l'exportation.[26]

26. S'agissant du *premier élément*, l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC* traite comme une "contribution financière" les "transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt)". Les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 cadrent parfaitement avec cette définition. Le *troisième élément* est tout aussi clair. L'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* prohibe les "subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation …". Les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont expressément subordonnées à l'exportation des produits agricoles des États-Unis qui sont admissibles.[27]

27. Quant au *deuxième* élément, l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* dispose qu'un "avantage" doit être conféré du fait de la contribution financière. Le critère adéquat pour déterminer l'existence d'un avantage consiste à savoir si, grâce à la contribution financière, le bénéficiaire est mieux loti qu'il ne l'aurait été par ailleurs. Dans le cas des garanties de prêts, les groupes spéciaux ont adopté deux approches pour appliquer ce critère. Selon l'une et l'autre approche, le GSM 102 et les garanties du crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont accordés à des conditions qui constituent des "avantages."[28]

28. La première approche vise à déterminer si la garantie des pouvoirs publics améliore les conditions du prêt sous-jacent par rapport à celles qui auraient pu être obtenues sans cette garantie. Une telle approche repose sur le principe de l'évaluation de l'avantage énoncé à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Cet article prescrit un examen portant sur la différence entre le montant payé sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qui devrait être payé sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. L'article 14 c) suppose, bien entendu, qu'un prêt commercial pourrait être obtenu par un bénéficiaire en l'absence de la garantie des pouvoirs publics. Si *aucun prêt* n'est disponible sans la garantie des pouvoirs publics – comme c'est le cas, selon la réglementation des États-Unis, des transactions visées par le programme GSM 102 – il existe un avantage en soi. Cela est conforme à l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*, parce que si une "contribution financière" permet au bénéficiaire d'obtenir un prêt commercial qui ne pourrait pas être obtenu d'une autre manière, un bénéfice allant au-delà de ce qui est disponible sur le marché, autrement dit un "avantage", est conféré.[29]

29. La deuxième approche repose sur l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* et vise à déterminer si la garantie des pouvoirs publics est disponible à des conditions meilleures que celles qui sont offertes pour une garantie sur le marché.[30] Le Brésil compare les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 à celles perçues pour des instruments comparables offerts par la Banque d'import-export des États-Unis ("ExIm Bank"), l'organisme officiel de crédit à l'exportation des États-Unis. Bien que cette banque ne soit pas un opérateur commercial et qu'elle assume en vérité des risques que le secteur

[25] *Voir* la section 10.3.2.1 de la première communication écrite du Brésil.
[26] *Voir* la section 10.3.2.2 de la première communication écrite du Brésil.
[27] *Voir* la section 10.3.2.2.1 de la première communication écrite du Brésil.
[28] *Voir* la section 10.3.2.2.1 de la première communication écrite du Brésil.
[29] *Voir* la section 10.3.2.2.1.1 de la première communication écrite du Brésil.
[30] *Voir* la section 10.3.2.2.1.2 de la première communication écrite du Brésil.

privé ne peut pas ou ne veut pas assumer, l'exercice offre un ensemble utile de points de comparaison. D'après les 1 071 points de comparaison établis par l'exercice comparatif, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 étaient inférieures aux commissions comparables perçues par l'ExIm Bank 98 fois sur 100. Les commissions de l'ExIm Bank dépassaient celles qui étaient perçues dans le cadre du GSM 102 de 112 pour cent en moyenne pour les transactions avec un remboursement annuel du principal et de 97 pour cent en moyenne pour les transactions avec remboursement semestriel du principal. En conséquence, la comparaison avec les commissions perçues par l'ExIm Bank pour des produits comparables montre que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 offrent un "avantage" considérable au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*.[31]

30. Il ressort d'un examen plus poussé des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 qu'elles ne sont pas *conçues* pour que les commissions perçues soient conformes au marché. La CCC ne tient pas compte de la totalité des coûts de tous les risques qu'elle assume dans une transaction au titre du GSM 102. Effectivement, du propre aveu de l'USDA, la CCC est incapable de le faire compte tenu du plafond de 1 pour cent prescrit par la législation des États-Unis pour les commissions. La CCC est limitée par la structure et la conception du programme, qui l'empêchent de tenir pleinement compte des risques qui seraient pris en considération dans les décisions en matière de prix prises par des garants agissant selon les règles du marché. Il n'est donc pas étonnant que les commissions pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 soient fixées à des conditions meilleures que celles qui pourraient être obtenues par les bénéficiaires s'ils devaient rechercher une protection similaire sur le marché.[32]

31. En résumé, dans le contexte des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des subventions à l'exportation aux fins de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

32. Le Brésil note que dans la procédure initiale, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel se sont appuyés sur le contexte constitué par le point j) de la Liste exemplative pour éclairer l'interprétation de l'expression "subventions à l'exportation" figurant à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme dans l'affaire examinée par le Groupe spécial initial, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 continuent d'être insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme.[33] Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité examine cette allégation subsidiaire au titre du point j) uniquement s'il constate que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation en raison de fait qu'elles sont des "contributions financières" qui confèrent des "avantages" et qui sont subordonnées aux exportations, au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

33. Même si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises durant les exercices budgétaires 2006 et 2007 sont assujetties au barème des commissions modifié du GSM 102, les États-Unis prévoient cependant que la CCC subira des pertes au moment de la clôture des "cohortes" de 2006 et de 2007 – c'est-à-dire des séries de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises durant ces années. Spécifiquement, la CCC prévoit des pertes de 125 millions et de 114 millions de dollars EU, respectivement, pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007 (avant la prise en compte des coûts d'administration du programme). Autrement dit, les États-Unis eux-mêmes ne pensent pas que le nouveau barème des commissions du GSM 102 produira un revenu suffisant pour absorber les pertes totales encourues à cause des garanties de crédit à l'exportation auxquelles ce barème s'applique.

[31] *Voir* la section 10.3.2.2.1.2.1 de la première communication écrite du Brésil.
[32] *Voir* la section 10.3.2.2.1.2.2 de la première communication écrite du Brésil.
[33] *Voir* la section 10.3.2.2.2 de la première communication écrite du Brésil.

34. De surcroît, le Brésil note que les commissions pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont inférieures aux taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (l'"Arrangement") de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Brésil établit 1 064 points de comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les taux de primes minimums. Pour 1 063 de ces 1 064 points de comparaison, les commissions perçues dans le cadre du programme GSM 102 sont inférieures aux taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement. Les taux sont en moyenne supérieurs de 106 pour cent aux commissions; autrement dit, les commissions sont nettement "insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion liés à l'octroi de crédits à l'exportation".

35. Enfin, pour les mêmes raisons que celles qui sont exposées dans l'analyse précédente de l'"avantage" (voir le paragraphe 30), le Brésil soutient que la structure, la conception et la gestion du programme GSM 102, compte tenu de la modification de son barème des commissions, sont telles que les commissions restent insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion.

36. Après avoir montré que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation, le Brésil démontre que les États-Unis ont appliqué ces subventions à l'exportation d'une manière qui entraîne un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation. Il démontre que le contournement a eu lieu pour tous les produits non inscrits dans la Liste et pour trois produits inscrits dans la Liste – le riz, la viande porcine et la viande de volaille – en violation de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.[34]

37. En résumé, le Brésil démontre que le programme GSM 102, tel qu'il est maintenu par les États-Unis depuis le 1er juillet 2005, est incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture*. Par voie de conséquence, les États-Unis n'ont pas droit à la pleine protection du refuge assuré par l'exception énoncée dans la clause introductive de l'article 3.1 de l'*Accord SMC*, et la prohibition prévue à l'article 3.1 a) et 3.2 est applicable.[35]

38. Pour les mêmes raisons qui font qu'ils constituent des subventions à l'exportation au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, le programme GSM 102 et les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102, constituent pareillement des subventions à l'exportation prohibées au titre des articles 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité constate qu'il en est ainsi.

39. En résumé, en ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de conclure que la recommandation initiale adoptée par l'ORD – à savoir "retire[r] [la subvention] sans retard" au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* – reste applicable et est valable pour l'ensemble des constatations demandées par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.[36]

[34] *Voir* la section 10.3.2.3 de la première communication écrite du Brésil.
[35] *Voir* la section 10.3.3 de la première communication écrite du Brésil.
[36] *Voir* la section 10.3.3 de la première communication écrite du Brésil.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE ET DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DES ÉTATS-UNIS

(Résumé analytique présenté le 22 décembre 2006)

1. Les États-Unis demandent que le Groupe spécial rejette les allégations du Brésil et constate que les États-Unis se sont conformés aux recommandations et décisions de l'ORD et, en outre, que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer ne sont pas incompatibles avec l'*Accord SMC* ou l'*Accord sur l'agriculture*. Le programme Step 2 destiné aux utilisateurs et aux exportateurs de coton des États-Unis, dont le montant s'élevait à des *centaines de millions de dollars* chaque année, n'a pas été le seul programme que les États-Unis ont cessé d'appliquer. Ils ont aussi cessé d'émettre des garanties au titre de deux programmes de garantie du crédit à l'exportation, à savoir le programme GSM 103 et le programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP"), au titre desquels les États-Unis avaient émis des garanties couvrant des transactions à l'exportation dont la valeur atteignait des *centaines de millions de dollars*; actuellement, les États-Unis n'émettent *aucune* garantie au titre de l'un ou l'autre de ces programmes. Le troisième programme de garantie du crédit à l'exportation en cause dans la procédure initiale, le programme GSM 102, a été substantiellement modifié et ne constitue pas une subvention à l'exportation. En outre, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire (ainsi qu'il est expliqué ci-après) établissant que certaines mesures et allégations relatives aux garanties de crédit à l'exportation n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

2. S'agissant des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action, la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" établie par le Groupe spécial dans la procédure initiale s'appliquait à un ensemble de *versements* effectués au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Ces *versements* étaient donc les seules mesures visées par la recommandation formulée par l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, selon laquelle les États-Unis devaient "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer[] la subvention". Le Brésil ne présente pas le moindre élément de preuve concernant les effets actuels, si tant est qu'il y en ait, des versements visés par la constatation du Groupe spécial initial et il apparaît par conséquent qu'il admet que ces versements ne produisent plus aucun effet. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires (ainsi qu'il est expliqué ci-après) établissant que certaines mesures et allégations relatives à certains *programmes* des États-Unis n'entrent pas dans le champ de la présente procédure. Sans préjudice de ces demandes, les États-Unis démontrent que les allégations du Brésil concernant les programmes des États-Unis ne résistent pas non plus à un examen approfondi.

3. **Garanties de crédit à l'exportation – des garanties au titre du GSM 102 ont été accordées après le 1er juillet 2005 d'une manière compatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.** Le Brésil n'établit pas *prima facie* que des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ont été accordées après le 1er juillet 2005 d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*. L'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* prohibe les "subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I". Le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I "énumère à titre d'exemple" ou "indique clairement" les conditions dans lesquelles des garanties de

crédit à l'exportation peuvent être considérées comme des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a). Le point j) constituait le fondement des recommandations et décisions de l'ORD relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis et c'est donc la disposition de l'*Accord SMC* qui a guidé les États-Unis pour déterminer de quelle façon mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le point j) est aussi le point qui concerne le plus directement la question en cause dans le présent différend. Par voie de conséquence, en l'espèce, c'est le point j) qui sert de base pour évaluer si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont ou non des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

4. L'approche préconisée par le Brésil – évaluer si les garanties au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation au sens du point j) à titre "subsidiaire", uniquement si le Groupe spécial constate qu'elles ne sont pas des "contributions financières" qui confèrent des "avantages" et qui sont subordonnées aux exportations au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* – aboutirait à un résultat fondamentalement vicié, à savoir qu'une mesure dont il a spécifiquement été constaté qu'elle ne relevait *pas* de la définition d'une subvention à l'exportation pourrait par la suite faire l'objet d'une constatation selon laquelle elle est une subvention à l'exportation.

5. Outre le fait qu'ils ont cessé d'émettre des garanties au titre du GSM 103 et du SCGP, les États-Unis ont adopté un certain nombre de mesures pour faire en sorte que la structure des commissions du programme GSM 102, qui est modulée et établie en fonction du risque, couvre, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme. Les commissions applicables dans le cadre du programme augmentent maintenant en fonction de la catégorie de risque et de l'échéance (durée du prêt). Les États-Unis ont également reclassé dans une catégorie de risque inadmissible un grand nombre de pays précédemment admissibles au bénéfice des programmes. Ces modifications destinées à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD renforcent les autres disciplines déjà en vigueur.

6. D'après les données comptables relatives au budget des États-Unis qui sont devenues disponibles depuis la procédure initiale, pour tous les programmes et pendant la période de 14 ans ayant commencé par l'exercice budgétaire 1992, les programmes de garantie du crédit à l'exportation ont recueilli, en primes et intérêts, des centaines de millions de dollars de plus que ce qui était nécessaire pour couvrir les coûts et pertes au titre de la gestion, y compris les intérêts. Ces chiffres montrent que les États-Unis ont retiré un *bénéfice* substantiel de leurs programmes *même avec la structure des commissions antérieure aux modifications mises en œuvre le 1er juillet 2005*. Pour ce qui est du seul programme GSM 102, les données budgétaires indiquent aussi que, pour la cohorte de chaque exercice budgétaire depuis 1992, les réestimations nettes sur la durée ont été négatives. Comme les programmes ont appliqué des taux de primes *plus que* suffisants pour couvrir à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes même avant que des modifications aient été apportées en vue de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD, les modifications en question ne peuvent que déboucher sur des résultats financiers encore plus favorables.

7. On ne saurait accréditer l'importance accordée par le Brésil aux estimations initiales des subventions pour les cohortes de 2006 et de 2007 dans les données budgétaires des États-Unis – et à la "subvention sous forme de prêt garanti" alléguée en ce qui concerne le programme GSM 102. L'estimation initiale de la "subvention" est faite bien avant pratiquement qu'une quelconque activité au titre du programme ait eu lieu pendant l'exercice budgétaire et commence par une projection habituellement trop optimiste de l'utilisation effective du programme. L'obligation d'utiliser des règles d'évaluation publiques – y compris des catégories de pays obligatoires aux fins de l'évaluation des risques, sans tenir compte des données d'expérience réelles liées aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC conduit couramment à une surestimation initiale de l'utilisation des programmes ainsi qu'à la surestimation correspondante des subventions sous forme de prêts garantis.

8. Aucune base textuelle n'étaye l'idée du Brésil qu'une méthode adéquate pour évaluer l'"avantage" au titre de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* consiste simplement à comparer les commissions pour différentes garanties, et le Brésil fait abstraction des nombreuses raisons pour lesquelles les commissions pourraient varier selon les garanties. Une différence entre les commissions ne signifie pas forcément qu'un "avantage" est conféré. La comparaison faite par le Brésil entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles de l'Ex-Im Bank est viciée, d'autant plus que le Brésil n'a même pas pris en considération les *autres* garanties disponibles sur le marché.

9. – **Les États-Unis n'ont pas accordé de garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 d'une manière incompatible avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.** L'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* prohibe l'octroi de subventions à l'exportation (autres que celles qui sont énumérées à l'article 9:1) "d'une manière qui entraîne, ou menace d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation". Si l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture* définit les "subventions à l'exportation" comme étant des "subventions subordonnées aux résultats à l'exportation", aucune autre précision n'est donnée en ce qui concerne les types de mesures qui répondent à cette définition. C'est pourquoi le Groupe spécial a constaté dans la procédure initiale que l'*Accord SMC* – qui comprend aussi des dispositions traitant des subventions à l'exportation – pourrait fournir des "indications contextuelles" utiles. Le fait que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation au sens du point j) est pertinent pour la question soulevée au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, et étaye une constatation selon laquelle les garanties au titre du GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation aux fins des articles 8 et 10:1 de cet accord.

10. **– Les États-Unis ont "mené une action" pour retirer la subvention en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP émises avant le 1er juillet 2005.** Il n'y a pas de garanties de crédit à l'exportation "toujours en cours" au titre du programme SCGP. Dans la mesure où des garanties de crédit à l'exportation sont en cours au titre des programmes GSM 102 et GSM 103, les États-Unis ont "mené une action" en ce qui les concerne en modifiant la structure des coûts et des commissions de tout le portefeuille de programmes dont elles font partie. Ils ont cessé de mettre en place "des programmes de garantie du crédit à l'exportation … à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" et, partant, ont retiré la subvention en ce qui concerne ces garanties de crédit à l'exportation, quel que soit le moment où elles ont été émises.

11. **Subventions pouvant donner lieu à une action – Le Brésil n'étaye pas ses arguments selon lesquels les effets de l'élimination du programme Step 2 sont "relativement modestes".** Le Brésil n'étaye pas ses allégations selon lesquelles l'élimination du programme Step 2 est insuffisante pour permettre aux États-Unis de s'acquitter de leur obligation d'"éliminer les effets défavorables [de]" la subvention dont il a été constaté, dans la procédure initiale, qu'elle causait un préjudice grave. Le principal argument du Brésil est que le taux des versements anticycliques augmentera en raison d'une baisse des prix agricoles aux États-Unis par suite de l'élimination du programme Step 2. Cependant, le Brésil ne peut pas démontrer que cela se produira pendant la campagne de commercialisation en cours (c'est-à-dire pendant la campagne qui est pertinente pour les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil). Au contraire, le prix agricole saisonnier moyen devrait, selon les prévisions, être inférieur au seuil des prêts à la commercialisation, qui est de 52 cents la livre pendant la campagne de commercialisation en cours (et aurait probablement été inférieur au seuil même si le programme Step 2 avait été en vigueur). Dans ces circonstances, le taux des prêts à la commercialisation – et non le prix agricole saisonnier moyen – est pris en compte dans le calcul du taux des versements anticycliques et aucune baisse du prix agricole saisonnier moyen (qu'elle soit due à l'élimination du programme Step 2 ou à une autre raison) n'entraînera une modification du taux des versements anticycliques. Qui plus est, même dans les années à venir, tout accroissement éventuel sera probablement faible et inférieur à l'effet sur les prix de l'élimination du programme Step 2.

12. Le Brésil n'explique pas non plus pourquoi l'élimination du programme Step 2 a probablement causé une *diminution* des versements au titre du programme des prêts à la commercialisation en raison d'une hausse consécutive des cours mondiaux et donc aussi du cours mondial ajusté (ou "AWP") qui est calculé sur cette base. Comme les versements au titre de prêts à la commercialisation sont calculés comme étant la différence entre l'AWP et le seuil de 52 cents la livre applicable aux prêts à la commercialisation, une hausse de l'AWP conduit à une *diminution* concomitante des versements au titre du programme de prêts à la commercialisation. Partant, l'élimination du programme Step 2 *minimise* probablement les effets défavorables, quels qu'ils soient, qui, d'après ce qu'allègue le Brésil, sont causés par le programme de prêts à la commercialisation. À son tour, tout effet positif d'une réduction du montant des versements au titre de prêts à la commercialisation amplifie encore l'incidence sur le marché de l'élimination du programme Step 2.

13. De plus, le Brésil allègue que l'effet de l'élimination du programme Step 2 est "relativement modeste" car le programme est d'une importance moindre par rapport au programme de versements anticycliques et au programme de prêts à la commercialisation. Toutefois, le Brésil a reconnu auparavant que l'analyse du préjudice grave portait essentiellement sur l'effet de la subvention contestée et non sur son importance (et que l'importance ne donnait pas forcément d'indication sur l'effet). En effet, dans la procédure initiale, le Brésil a estimé que le programme Step 2 avait la deuxième incidence la plus forte sur les cours mondiaux et les exportations, même si les versements étaient plus faibles au titre de ce programme qu'au titre d'autres programmes. Le Brésil fait aussi abstraction de ses propres arguments antérieurs selon lesquels les "effets sur la production" du programme Step 2 ne représentent qu'une façon dont, de l'avis du Brésil, les versements au titre du programme Step 2 pouvaient avoir affecté les cours du marché mondial. Le Brésil ne prend pas en compte les autres effets qu'il a allégués dans la procédure initiale, y compris la nature alléguée du programme, qui est d''accroître les exportations''. Au surplus, dans la mesure où il est même possible de tirer des conclusions des données disponibles pour les trois premiers mois de la campagne de commercialisation 2006, il n'apparaît pas que les données corroborent la conclusion du Brésil selon laquelle l'élimination du programme Step 2 a eu des effets "relativement modestes" sur la production, les exportations et les cours mondiaux.

14. **Le Brésil ne démontre pas que le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation ou le programme de versements anticycliques prescrivent un manquement aux obligations des États-Unis au titre des articles 5 c) et 6 de l'*Accord SMC*.** Il apparaît que le Brésil conteste, en tant que tels, les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis, dont ces derniers considèrent qu'ils constituent les dispositions légales/réglementaires concernant l'octroi ou le maintien des subventions. Comme le Brésil l'a reconnu dans le présent différend et dans d'autres, il est établi en vertu du droit de l'OMC qu'un Membre peut seulement contester les mesures d'un autre Membre en soi (c'est-à-dire "en tant que telles") si ces mesures prescrivent une violation de l'Accord sur l'OMC. Le Brésil n'a pas montré que les dispositions légales/réglementaires concernant l'octroi ou le maintien des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques prescrivaient une infraction aux articles 5 c) et 6.3 c) ou 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

15. **Le Brésil n'établit pas *prima facie* qu'il existe une incompatibilité avec les règles de l'OMC au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.** Le Brésil n'établit pas *prima facie* que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont pour "effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Cela ne justifie donc pas une constatation de préjudice grave au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.

16. **– Les éléments de preuve relatifs à la structure, à la conception et à la gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation n'étayent pas les allégations du Brésil.** Bien que le Brésil affirme que "la

nature" du programme de versements anticycliques, du point de vue de sa structure, de sa conception et de sa gestion, prouve l'existence d'un lien de causalité entre le programme et l'actuel "empêchement des hausses des prix dans une mesure notable" qui est allégué, le Brésil ne prend pas en compte la constatation fondée sur de récentes recherches empiriques, qui établit qu'il n'y a pas d'élément de preuve montrant que les versements anticycliques sont la cause de changements notables quelconques intervenus dans les plantations. Ces recherches empiriques n'étaient pas disponibles au moment où le Groupe spécial initial avait examiné le programme de versements anticycliques.

17. Il continue également d'exister des éléments de preuve substantiels qui montrent que les versements découplés, tels que les versements anticycliques, sont capitalisés dans la valeur foncière et les loyers fonciers. Lorsque des terres sont louées – et les données montrent qu'une partie substantielle (près de la moitié) de la totalité des terres agricoles des États-Unis était louée en 2005 – un certain montant de la valeur des versements découplés est transféré des opérateurs (en faveur desquels les versements sont réellement effectués) aux propriétaires des superficies de base sous la forme de loyers et de valeurs de ventes plus élevés, ce qui minimise encore les effets éventuels que les versements anticycliques pourraient avoir sur la production.

18. Les recherches empiriques relatives aux effets minimaux du programme de versements anticycliques sur la production sont corroborées par des données qui montrent que les exploitations cotonnières traditionnelles des États-Unis qui reçoivent des versements anticycliques pour le coton ont planté *en coton une superficie d'environ 40 pour cent inférieure* au cours des campagnes de commercialisation 2002-2005 par rapport à la période ayant servi au calcul de la superficie de base de coton. Cette diminution de la superficie plantée en coton dans les exploitations cotonnières traditionnelles des États-Unis témoigne du fait que d'autres facteurs, tels que le climat et les cultures concurrentes, influent sur les plantations, et non les versements anticycliques.

19. Dans le cas des versements au titre de prêts à la commercialisation, le Brésil a reconnu (par le biais de son économiste) que la question de savoir si ces versements avaient un quelconque effet sur la production dépendait, entre autres choses, des *attentes* des producteurs *à l'époque de la plantation*, à la fois en ce qui concerne les prix de la récolte et les versements. Malgré cela, pour étayer ses arguments concernant les effets du programme de prêts à la commercialisation, le Brésil attire l'attention sur des données qui montrent que, depuis la campagne de commercialisation 1999 jusqu'à la campagne actuelle, les taux des AWP *réels* ont été inférieurs au taux de prêt lors de plusieurs campagnes Toutefois, comme les agriculteurs ne savaient pas à l'époque de la plantation quel serait l'AWP *réel* lors de la campagne de commercialisation qui débuterait jusqu'à sept mois plus tard, une comparaison de l'AWP *réel* et du taux de prêt ne donne aucune indication sur le point de savoir si le programme de prêts à la commercialisation a réellement influé sur les décisions en matière de plantation des agriculteurs depuis la campagne de commercialisation 1999 jusqu'à la campagne actuelle. Un examen des décisions en matière de plantation prises par les producteurs des États-Unis à la lumière des conditions réelles qui existaient à l'époque de la plantation fait apparaître qu'au cours de bon nombre des campagnes de commercialisation qui se sont succédées depuis celle de 1999 – y compris la campagne de commercialisation actuelle (2006) – *les prix escomptés ont été supérieurs au taux de prêt*. Dans ces conditions, on ne peut pas dire que les prêts à la commercialisation ont faussé les décisions en matière de production prises par les producteurs des États-Unis. Cependant, même pendant les autres campagnes – au cours desquelles les versements au titre de prêts à la commercialisation auraient pu avoir un effet sur les plantations – les renseignements sur les décisions réelles en matière de plantation révèlent qu'elles étaient en fait dictées par des facteurs commerciaux, non par l'attente de versements au titre de prêts à la commercialisation.

20. L'importance que le Brésil accorde à ce qu'il qualifie diversement de dépenses publiques "importantes", "très importantes", "colossales" et "énormes" au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques est injustifiée. L'ampleur des dépenses publiques seule ne donne aucune indication quant à leur effet éventuel sur les cours du

marché mondial. Qui plus est, les allégations du Brésil concernant le "bénéfice" que les programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation apportent aux producteurs et exportateurs des États-Unis pour leur permettre de baisser leur prix et d'accroître leur part de marché sont injustifiées et n'étayent pas l'allégation d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable formulée par le Brésil.

21. **– Les faits démontrent que les producteurs et exportateurs des États-Unis ont réagi aux signaux du marché et ne sont pas "isolés" par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.** Les faits n'étayent pas les arguments du Brésil selon lesquels les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "encouragent" les plantations et la production en "isolant" les producteurs et exportateurs des États-Unis des signaux normaux du marché. Au contraire, la part de la production mondiale détenue par les États-Unis a été *stable* pendant la durée d'application de la Loi FSRI. Cela témoigne du fait que la production aux États-Unis a augmenté et diminué en grande partie de la même façon que la production dans le reste du monde. De même, la part des *exportations* mondiales détenue par les États-Unis a été stable pendant la durée d'application de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("la Loi FSRI"). Même l'accroissement de la part des exportations sur le marché mondial détenue par les États-Unis qui a été enregistré entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002 est la conséquence des conditions du marché (principalement le recul de l'utilisation industrielle et l'augmentation correspondante de la consommation ailleurs), et non l'"effet" des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation. Ainsi, ni la production des États-Unis ni le comportement de leurs exportations n'étayent l'allégation selon laquelle les producteurs et exportateurs des États-Unis sont isolés des forces du marché comme le Brésil l'allègue.

22. Contrairement à ce qu'il affirme, le Brésil ne démontre pas l'existence d'un "lien étroit" entre les programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation d'une part, et les cours du marché mondial d'autre part, en tentant de montrer l'*absence* de "lien" entre les "prix" et la superficie plantée, la production et les exportations des États-Unis. L'argument du Brésil concernant l'absence d'un tel lien semble être incompatible avec les arguments qu'il présente ailleurs, selon lesquels le marché des États-Unis est le "marché le plus important" qui *influe* sur les prix du coton. En plus, l'analyse par le Brésil de la réactivité de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis aux prix est viciée.

23. Premièrement, la comparaison faite par le Brésil entre la superficie plantée et les prix à terme de New York pour le coton *seul* ne tient pas compte du fait que les prix à terme du coton ne constituent *pas* la seule base de la décision d'un agriculteur en matière de plantation; d'autres facteurs, y compris, entre autres choses, les prix à terme des cultures concurrentes, sont des éléments d'appréciation importants. Deuxièmement, la comparaison faite par le Brésil entre la production de coton upland des États-Unis et les prix réels repose à nouveau, à tort, sur l'hypothèse que les décisions en matière de plantation pourraient être expliquées par un examen des seuls prix du coton. Elle suppose aussi à tort que les agriculteurs des États-Unis *savent* à l'époque des plantations (pendant la période allant de janvier à mars d'une année donnée) quel sera le prix agricole réel au cours de la prochaine campagne de commercialisation, qui ne commence même pas avant août. Troisièmement, la comparaison faite par le Brésil entre les exportations de coton upland et le prix agricole ne prend pas en compte les conditions du marché – par exemple, les événements importants survenus dans le secteur des textiles et de l'habillement des États-Unis – qui étaient responsables des changements intervenus dans la structure des exportations des États-Unis au cours des campagnes de commercialisation 1998 à 2002. Elle ne tient pas non plus compte du fait que *depuis que la Loi FSRI est entrée en vigueur*, la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis a été assez stable, ce qui montre que les exportateurs des États-Unis ont réagi aux conditions du marché comme l'ont fait en général les exportateurs étrangers.

24. – Les augmentations "absolues" de la production des États-Unis sont "l'effet" d'une amélioration des rendements, et non des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Brésil fait valoir à tort que l'augmentation des volumes "*absolus*" de production de coton upland des États-Unis au cours des campagnes de commercialisation 2002-2005 témoignent des effets allégués de distorsion des échanges qu'ont les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis. L'augmentation des volumes de production "*absolus*" était due aux *rendements records des États-Unis* pendant la période allant de la campagne de commercialisation 2002 à la campagne de commercialisation 2004, et non aux programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation. Rien ne justifie l'argument du Brésil selon lequel toute augmentation due à une amélioration des rendements devrait néanmoins être imputée aux programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation.

25. **– Le Brésil ne démontre pas l'existence d'une "coïncidence temporelle" entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et l'empêchement de hausses de prix allégué.** Contrairement à ce qu'il affirme, le Brésil n'indique pas de faits qui "renforcent" la constatation par le Groupe spécial initial de l'existence d'une coïncidence temporelle discernable entre les subventions des États-Unis et l'empêchement de hausses de prix. Par contre, la considération de chacun des facteurs examinés par le Groupe spécial initial pour parvenir à cette conclusion démontre qu'une telle coïncidence temporelle n'existe pas actuellement. Premièrement, la superficie plantée des États-Unis a été stable pendant toute la période où la Loi FSRI était en vigueur, et elle est maintenant inférieure à ce qu'elle était pendant la période examinée dans la procédure initiale; il n'y a pas eu d'"augmentation globale" des plantations similaire à celle qui a été observée par le Groupe spécial dans la procédure initiale. Deuxièmement, la part de la production détenue par les États-Unis ne s'est *pas* accrue pendant la période où la Loi FSRI était en vigueur, comme il s'avère qu'elle l'avait fait entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2002, période examinée par le Groupe spécial initial. Troisièmement, les prix reçus aux États-Unis par les producteurs de coton upland des États-Unis n'ont pas baissé depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI. Quatrièmement, même si au cours des campagnes de commercialisation 2002-2005, l'indice A a été inférieur à la moyenne de la période 1980-2001, cela ne prouve pas l'existence d'un *empêchement de hausses* de prix. Qui plus est, le fait que l'indice A a enregistré une tendance à la baisse pendant plus de 25 ans – depuis bien avant l'entrée en vigueur de la Loi FSRI – et qu'il a *augmenté* par rapport aux niveaux qui existaient *avant* l'entrée en vigueur de la Loi FSRI donnerait plutôt à penser que, dans la mesure où il y a un *empêchement de hausses* de prix, il ne s'agit pas de "l'effet" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Cinquièmement, bien que le volume absolu des exportations des États-Unis ait augmenté pendant la période où la Loi FSRI était en vigueur, la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis ne s'est *pas* accrue. Cela montre que le comportement des exportations des États-Unis est défini par les mêmes forces du marché que celles qui définissent le comportement des producteurs et des exportateurs étrangers, et non par les "subventions des États-Unis". Sixièmement, les niveaux des importations de coton des États-Unis sont bas depuis des décennies; cela n'a pas grand-chose à voir avec les programmes prévus par la Loi FSRI de 2002. En résumé, aucun de ces facteurs n'étaye une constatation de l'existence maintenant d'une "coïncidence temporelle" en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

26. **– Le Brésil ne démontre pas que les producteurs des États-Unis "passeraient à des cultures de remplacement" en l'absence de versements au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.** Le Brésil ne montre pas qu'"en l'absence" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, de nombreux producteurs de coton upland auraient été obligés de cesser de cultiver du coton upland et de passer à des cultures de remplacement. L'argument du Brésil est fondé sur l'hypothèse erronée que les décisions de planter du coton ou une culture de remplacement sont prises en fonction des "coûts de production totaux à long terme" du coton upland. Cette hypothèse est

incompatible avec le principe accepté en économie agricole selon lequel la mesure utilisée par les producteurs pour décider quelles plantes cultiver est celle des *coûts* de production *variables*, et non celle des "coûts de production totaux à long terme". Il ressort des données que pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2005, les producteurs des États-Unis ont non seulement couvert les coûts variables, mais que pendant presque toutes les campagnes, ils ont aussi couvert la plupart, voire la totalité, des coûts totaux encourus pour la culture du coton.

27. Les coûts totaux peuvent être pertinents, par exemple, pour des décisions à long terme comme celles de poursuivre ou de cesser la culture cotonnière. Pourtant, ces décisions ne sont pas prises sur la base de l'analyse segmentée des coûts et recettes portant sur le coton uniquement que le Brésil présente dans sa première communication écrite. Par contre, ces types de décisions concernant l'ensemble de l'exploitation seront prises compte tenu des coûts et recettes de l'ensemble de l'exploitation, y compris, par exemple, les coûts et recettes se rapportant à d'autres plantes qui ont été (ou pourraient être) cultivées et compte tenu de recettes non agricoles. Le Brésil n'a fourni aucune analyse des coûts et recettes de l'ensemble de l'exploitation qui pourrait étayer sa conclusion selon laquelle, en l'absence de versements au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, certains producteurs de coton des États-Unis cesseraient purement et simplement de cultiver du coton.

28. Dans son analyse, le Brésil fait aussi totalement abstraction du nombre substantiel de producteurs qui ne reçoivent pas de versements. En outre, il ne tient pas compte de la possibilité que toute cessation d'activité de producteurs à coût élevé des États-Unis soit compensée par une expansion de la production de producteurs des États-Unis plus efficaces et dont les coûts sont moindres, ce qui ferait que le niveau des plantations et de la production des États-Unis resterait globalement le même.

29. **– Le Brésil tente d'imputer les effets d'autres facteurs sur les prix aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.** L'allégation du Brésil selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis "encouragent" les plantations, la production et les exportations des États-Unis et empêchent de ce fait des hausses des prix du marché mondial dans une mesure notable repose aussi sur une vision excessivement simpliste du marché mondial du coton. Le Brésil ignore délibérément – et, de fait, tente d'imputer aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – les effets d'autres facteurs, y compris, chose importante, le commerce de coton de la Chine. Bien que le Brésil ne fournisse pas d'élément de preuve établissant que les États-Unis "déterminent" les prix du coton upland sur le marché mondial, il existe des éléments de preuve substantiels de l'existence d'une étroite corrélation entre le commerce net de coton de la Chine et l'indice A. Partant, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, les États-Unis ne sont pas le marché le plus important qui influe sur les prix du coton dans le monde, ni le pays qui "détermine" le cours du marché mondial. Les tentatives faites par le Brésil pour attribuer les effets d'empêchement de hausses de prix aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sur la base de ces représentations – sans analyser et différencier correctement les effets d'autres facteurs tels que l'incidence du commerce net et des politiques commerciales de la Chine – sont indéfendables.

30. Au demeurant, ce que le Brésil pense être la mesure du "cours mondial" lui-même – l'indice A – a changé pour tenir compte de l'importance de la Chine sur le marché mondial du coton. Maintenant, l'indice A n'est plus calculé d'après les prix du coton livré à l'Europe du Nord. Il est plutôt calculé sur la base du coton livré aux *ports de l'Extrême-Orient*. Ce n'est pas un simple "changement technique" comme le Brésil l'allègue. Le fait qu'un tel changement a été nécessaire pour permettre de mesurer correctement "les fluctuations du cours international du coton" et qu'il a été dicté principalement par l'incidence sur le marché d'un seul pays – la Chine – confirme ce que les rapports sur les marchés reconnaissent massivement: les tendances des prix du coton upland ne peuvent s'expliquer que compte tenu de l'influence de la Chine sur le marché.

31. De plus, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, la pression à la baisse exercée sur les prix résulte de l'incertitude quant à la fiabilité des statistiques relatives à l'offre et à la demande de la Chine ainsi que des **changements ponctuels des politiques publiques. L'incertitude entraîne un accroissement de l'instabilité des prix et des risques pour les participants au marché mondial. Ces** effets se retrouvent dans les prix. Cela est même confirmé par les rapports sur les marchés présentés par le Brésil lui-même.

32. **– La modélisation économétrique citée par le Brésil est erronée et exagère considérablement les effets, quels qu'ils soient, de la suppression des programmes.** Il ressort même d'un examen préliminaire du modèle économétrique présenté par le Brésil que le modèle repose sur une série d'hypothèses économiques erronées qui surestiment démesurément tout effet possible de la suppression des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, les paramètres importants utilisés dans le modèle ne sont pas couramment utilisés par les économistes du Département de l'agriculture des États-Unis ("USDA") ou de l'Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole ("FAPRI"). À vrai dire, les paramètres utilisés dans le nouveau modèle du Brésil sont même plus exagérés que ceux qui ont été utilisés dans ce que le Brésil a appelé le modèle "de type FAPRI" présenté dans la procédure initiale. Le Brésil impute maintenant aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques presque les *mêmes* effets sur les prix que ceux qu'il avait précédemment imputés aux *six* programmes (les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques plus quatre autres). Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas changé; ce qui a changé, ce sont les hypothèses formulées par le Brésil pour établir des effets plus retentissants.

33. Les États-Unis démontrent que lorsque certaines "élasticités clés" et certaines autres hypothèses de base sont recalibrées pour prendre *réellement* en compte les paramètres du FAPRI et d'autres paramètres bien établis, les effets sur les prix prévus par le nouveau modèle du Brésil diminuent fortement (allant par exemple seulement de 0,96 pour cent à 1,52 pour cent au cours des campagnes de commercialisation 2006-2008). On peut présumer qu'une analyse et une recalibration plus détaillées réduiraient encore plus les effets sur les prix. Tant ce modèle que l'étude de la Banque mondiale également citée par le Brésil exagèrent considérablement toute incidence possible de la suppression des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ils sont donc aussi incompatibles avec d'autres études récentes qui montrent que la suppression de ces programmes n'aurait qu'une incidence minimale sur les prix.

34. **– Le Brésil n'a pas démontré que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques avaient pour "effet" d'empêcher des hausses de prix "dans une mesure notable".** L'*Accord SMC* ne définit pas l'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable". Cependant, le sens ordinaire de "notable" est "important, appréciable, conséquent", ce qui laisse entendre que tout empêchement de hausses de prix doit atteindre un niveau auquel il est important, appréciable et conséquent pour être incompatible avec l'article 6.3 c). Le Brésil ne fait guère plus que citer à nouveau les mêmes arguments que ceux qu'il présente lorsqu'il examine le lien de causalité pour tenter de montrer l'existence d'un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable". Ce faisant, il exclut purement et simplement l'expression "dans une mesure notable" de l'article 6.3 c). Il n'explique pas en quoi l'un quelconque des arguments qu'il avance dans son examen du lien de causalité démontre que le *degré* de l'empêchement de hausses de prix allégué est "important, appréciable, conséquent."

35. **– Le Brésil n'établit pas *prima facie* qu'il existe une incompatibilité avec les règles de l'OMC au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.** Le Brésil n'établit pas *prima facie* que les États-Unis causent un "préjudice grave" aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC* parce que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de

versements anticycliques des États-Unis prévus par la Loi FSRI "se tradui[sen]t" par un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Même si l'on fait abstraction de l'absence de fondement juridique pour les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des programmes, en tant que tels, le Brésil ne démontre pas que tous les éléments des articles 5 c) et 6.3 d) sont respectés.

36. Dans la procédure initiale, le Groupe spécial a interprété l'expression "part du marché mondial" figurant à l'article 6.3 d) comme s'entendant de la "part du marché mondial couverte par le Membre qui accorde la subvention pour le produit considéré". Le Brésil a proposé deux mesures différentes de la "part couverte" – soit la production pendant une campagne de commercialisation soit la production majorée des stocks de départ pendant une campagne de commercialisation. Il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial décide, aux fins de la présente procédure, quelle est la mesure la plus appropriée car *l'allégation du Brésil est sans fondement selon l'une et l'autre approche*. Premièrement, même si le Brésil établit son allégation au regard de la campagne de commercialisation 2005, il ne dissocie pas des effets défavorables qu'il allègue des effets quelconques du programme Step 2. Deuxièmement, il ne démontre pas que le léger accroissement de la part de la production mondiale ou de la production majorée des stocks de départ, par rapport à la part moyenne détenue au cours des campagnes de commercialisation 2002-2004, "suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". Au contraire, il ressort clairement des données que cet accroissement fait partie des fluctuations ordinaires de la part de la production mondiale détenue par les États-Unis. Cela est vrai peu importe jusqu'où on remonte dans le temps. Il n'y a donc rien qui justifie l'allégation du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

37. **Demandes de décisions préliminaires – Les allégations du Brésil relatives aux garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.** Il n'a jamais été constaté que les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et elles n'ont jamais été visées par une recommandation de l'ORD. Dans ces circonstances, les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ne sont pas des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD et ne sont pas des mesures qui entrent dans le champ de la présente procédure. En outre, les allégations du Brésil au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* n'entrent pas dans le champ de la présente procédure dans la mesure où elles se rapportent aux garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille. L'argument du Brésil selon lequel il est en droit de réitérer ses allégations à l'encontre des garanties au titre du GSM 102 parce qu'il "a obtenu gain de cause lorsqu'il a fait appel" des constatations du Groupe spécial visant les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille est dénué de fondement. Même si les constatations du Groupe spécial initial ont été infirmées, cela ne change rien au fait que l'Organe d'appel n'a pas complété l'analyse juridique et n'a donc pas formulé de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des mesures (et l'ORD n'a pas non plus rendu de décisions et de recommandations les visant).

38. **– Les allégations du Brésil relatives aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.** Dans la mesure où les allégations de préjudice grave et de menace de préjudice grave formulées par le Brésil sont dirigées contre les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI, elles n'entrent pas dans le champ de la présente procédure. Le Groupe spécial initial a formulé une seule constatation relative à des subventions pouvant donner lieu à une action – en rapport avec l'allégation de préjudice "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* formulée par le Brésil à l'encontre de certains *versements* effectués au cours des campagnes de commercialisation 1999-2002. Les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont été visés ni

par une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni par des recommandations et décisions de l'ORD. Par conséquent, ce ne sont pas des mesures qui entrent dans le champ de la présente procédure. En plus, les allégations relatives à ces programmes formulées par le Brésil au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

39. **– Les allégations du Brésil à l'encontre du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ du présent différend car ces mesures n'ont pas été "prises pour se conformer" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.** Les allégations du Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas non plus dans le champ de la présente procédure car les programmes n'ont pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou à un autre titre. Le Brésil ne peut pas reformuler dans une procédure au titre de l'article 21:5 des allégations présentées dans la procédure initiale à l'encontre d'une mesure qui est la même que celle qui était visée dans la procédure initiale. En l'espèce, le Brésil ne peut pas formuler à nouveau les allégations de préjudice grave ou de menace de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'*Accord SMC* à l'encontre du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques. Ces allégations n'entrent pas dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

40. **– Les allégations du Brésil selon lesquelles il n'y a pas de mesures prises pour se conformer pendant une période passée n'entrent pas dans le champ de la procédure.** Le Brésil allègue que les États-Unis n'ont pas pris en temps utile de mesures pour se conformer à la recommandation de l'ORD relative aux subventions pouvant donner lieu à une action et demande une constatation selon laquelle pendant une période passée (21 septembre 2005 au 31 juillet 2006), aucune mesure prise pour se conformer n'a existé. Pourtant, comme le Brésil ne conteste pas que des mesures prises pour se conformer existent, il n'y a pas de "désaccord" (comme l'exige l'article 21:5) au sujet de l'"existence" de mesures prises pour se conformer. Il n'y a non plus aucune base textuelle qui étaye un exercice tel que celui que le Brésil demande et cet exercice semblerait aller à l'encontre de ce qui est dit à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, à savoir que "[l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". En conséquence, l'allégation du Brésil selon laquelle il n'y a pas eu de mesures prises par les États-Unis pour se conformer entre le 22 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 n'entre pas dans le champ de la présente procédure.

ANNEXE A-3

COMMUNICATION DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 22

II. ARGUMENTS 22

A. DÉFICIENCE DES MESURES APPLIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION 22

B. INSUFFISANCE DES MESURES APPLIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS PROHIBÉES 23

III. CONCLUSION 25

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exprimer son point de vue en tant que tierce partie dans le cadre du présent différend. À cet effet, elle formulera une série d'observations concernant certaines des allégations présentées par le Brésil et les États-Unis dans leurs communications écrites du 17 novembre et du 15 décembre respectivement, sans préjudice des observations qu'elle formulera ultérieurement lors de la réunion du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties.

2. En conséquence, l'Argentine traitera en particulier des questions ci-après:

a) Déficience des mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action jugées incompatibles avec les Accords de l'OMC.

b) Insuffisance des mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux subventions prohibées jugées incompatibles avec les Accords de l'OMC.

II. ARGUMENTS

A. DÉFICIENCE DES MESURES APPLIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

3. L'Argentine souscrit à l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis ne se sont pas conformés à leur obligation au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC en ce qui concerne les programmes de subventions subordonnées aux prix visant le coton (upland) qui étaient prévues par la Farm Security and Rural Investment (FSRI) Act de 2002, étant donné que ces mesures n'ont pas été retirées ou modifiées de manière notable.

4. L'Argentine partage l'avis du Brésil selon lequel les mesures prises par les États-Unis sont déficientes parce que, même si le programme de versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) a été retiré, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques restent inchangés.

5. À cet égard, un document récemment élaboré par le Congressional Research Service est révélateur puisqu'il y est indiqué ce qui suit: "... additional permanent modifications to U.S. farm programs may still be needed to fully comply with the "actionable subsidies" portion of the WTO ruling".[1]

6. De même, les éléments de preuve apportés par le Brésil sont accablants car ils confirment que les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques continuent de produire des effets défavorables pour les intérêts du Brésil et d'autres pays qui, comme l'Argentine, sont des producteurs de coton, sous la forme d'un préjudice grave causé par l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.

7. Qui plus est, dans le droit-fil de ce que le Brésil a dit, à savoir que le retrait du programme Step 2 pourrait déboucher sur des niveaux de versements plus élevés dans le cadre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, Keith Collins, économiste en chef de l'USDA a indiqué ce qui suit en juillet 2005: "... ending the Step 2 program would result in slightly

[1] Congressional Research Service, RS22552, December 11, 2006, "Agricultural Issues in the 110th Congress". Ralph M. Chite, Specialist in Agricultural Policy Resources, Science, and Industry Division.

lower domestic prices – by two to three cents per pound – and higher export prices for U.S. cotton. […] that declines in producer prices would be likely to trigger an increase in counter-cyclical payments (CCP) to U.S. cotton farmers that would offset losses from lower prices".[2]

8. En conséquence, l'Argentine estime que les États-Unis ne se conforment pas à la recommandation de l'ORD relative aux mesures identifiées comme étant des subventions pouvant donner lieu à une action.

B. INSUFFISANCE DES MESURES APPLIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES SUBVENTIONS PROHIBÉES

9. Dans leur communication écrite[3], les États-Unis soutiennent que les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 ont été accordées après le 1er juillet 2005 d'une manière *compatible* avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

10. L'Argentine conteste cette affirmation et pense comme le Brésil[4] que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer ne mettent pas en œuvre de manière adéquate les recommandations et constatations de l'ORD.

11. L'Argentine rappelle que le Groupe spécial initial a conclu (ce qui a été ultérieurement confirmé par l'Organe d'appel) que les programmes de garantie du crédit à l'exportation maintenus par la Commodity Credit Corporation (CCC) des États-Unis – les programmes General Sales Manager 102 "GSM 102" et General Sales Manager 103 "GSM 103", et le programme de garantie du crédit-fournisseur "SCGP" – qui visaient les exportations de coton (upland) des États-Unis et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste d'engagements qui bénéficiaient d'une aide dans le cadre des programmes, ainsi qu'un produit inscrit dans la Liste (le riz), étaient des subventions à l'exportation appliquées d'une manière qui entraîne un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, ce qui faisait qu'ils étaient incompatibles avec l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture. Le Groupe spécial a constaté en outre que ces programmes constituaient en soi des subventions à l'exportation prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

12. Compte tenu des constatations susmentionnées, l'ORD a recommandé que les États-Unis *retirent sans retard* lesdites subventions prohibées conformément aux dispositions de l'article 4.7 de l'Accord SMC, au plus tard le 1er juillet 2005.

13. Premièrement, l'Argentine souhaite souligner que malgré le fait que les États-Unis étaient tenus de retirer "sans retard" les programmes en question, ceux-ci restaient inchangés au 1er juillet 2005. De surcroît, à ce jour, les États-Unis n'ont pas retiré *strictu sensu* les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP.

14. L'Argentine considère que selon une interprétation correcte de la règle en question, les États-Unis ont l'obligation non seulement de "retirer" les subventions prohibées, mais aussi de le faire "sans retard", de sorte que nous sommes en présence d'une obligation dont le respect est régi par le facteur temps. Par conséquent, l'Argentine est d'avis que le délai de "retrait" de la mesure ne peut pas être ignoré lorsqu'il s'agit d'évaluer le respect des prescriptions citées.

[2] Congressional Research Service, RS22187, September 8, 2006, "U.S. Agricultural Policy Response to WTO Cotton Decision". Randy Schnepf Specialist in Agricultural Policy Resources, Science, and Industry Division.

[3] Première communication écrite des États-Unis, point V.A. (page 30).

[4] Première communication écrite du Brésil, point 10 (page 130).

15. Deuxièmement, l'Argentine appelle l'attention sur le fait que malgré les recommandations de l'ORD et les dispositions de l'article 4.7 de l'Accord SMC, s'agissant des programmes GSM 103 et SCGP, les États-Unis se sont bornés à annoncer qu'il ne serait plus accepté de demandes au titre de ces programmes à compter du 1er juillet 2005 et du 1er octobre 2005, respectivement. Partant, l'Argentine estime qu'en agissant ainsi, les États-Unis abaisseraient le niveau de l'obligation énoncée à l'article 4.7 de l'Accord SMC, qui prescrit expressément le "retrait" de la mesure et non pas simplement "la non-acceptation de nouvelles demandes", comme les États-Unis paraissent l'interpréter puisqu'ils supposent qu'ils se conformeraient de cette façon à ce qui est prévu par la règle en question et les recommandations de l'ORD.[5]

16. Ainsi, l'Argentine juge important de faire ressortir les conséquences négatives qu'aurait le fait d'admettre l'équivalence que les États-Unis prétendent établir, parce que la subvention prohibée subsiste, ainsi que, par conséquent, son incompatibilité avec les règles de l'OMC.

17. À cet égard, ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* est instructif:

> "Si nous nous reportons au sens ordinaire du terme "retirer", nous notons premièrement que ce mot a été défini comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" et "reprendre quelque chose dont on a profité; enlever". Cette définition donne à penser que le "retrait" d'une subvention au titre de l'article 4.7 de l'Accord SMC désigne la "suppression" ou la "reprise" de cette subvention. … À notre avis, le fait de continuer à effectuer des versements dans le cadre d'une mesure de subvention à l'exportation dont il a été constaté qu'elle était prohibée n'est pas compatible avec l'obligation de "retirer" des subventions à l'exportation prohibées, au sens de "supprimer" ou de "reprendre"."[6]

18. L'Argentine estime qu'il convient de préciser que même si dans le différend cité, les versements se poursuivaient en vertu d'une mesure de subventionnement à l'exportation jugée prohibée et qu'en l'espèce, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne continueraient pas à accorder des garanties de crédit à l'exportation, cela ne dispense pas les États-Unis de s'acquitter dûment et sans retard de l'obligation prescrite par l'article 4.7 de l'Accord SMC.

19. En résumé, l'Argentine considère que le retrait de la mesure conformément à la recommandation faite par le Groupe spécial implique que le programme cesse d'être en vigueur et pas simplement que les versements soient suspendus ou que de nouvelles demandes ne soient plus acceptées au titre du programme.

20. Troisièmement, l'Argentine partage l'avis du Brésil selon lequel les modifications apportées par les États-Unis au programme GSM 102 sont insuffisantes pour assurer la mise en conformité avec la recommandation du Groupe spécial, à savoir *retirer sans retard* les subventions prohibées, et sont en outre *incompatibles* avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

21. Le programme GSM 102 constitue une "contribution financière" "subordonnée aux résultats à l'exportation" qui confère un "avantage" à ses bénéficiaires, malgré les modifications apportées aux taux par les États-Unis, comme le démontre le Brésil dans sa communication écrite.[7] En conséquence, le programme GSM 102 constitue une subvention à l'exportation aux termes des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC, entraîne un contournement des engagements de réduction pris par les États-Unis

[5] Première communication écrite des États-Unis, pages 2, 8, 66.
[6] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 45.
[7] Première communication écrite du Brésil, point 10.3.2.2.1.

aux termes de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne le coton (upland) des États-Unis et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste et en ce qui concerne certains produits inscrits dans la Liste d'engagements (en particulier le riz), et constitue en outre une violation de l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture.

22. De même, l'Argentine ne souscrit pas à l'interprétation donnée par les États-Unis selon laquelle les garanties de prêts à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation au titre des articles 8 et 10:1 de l'Accord sur l'agriculture.[8]

23. En conséquence, l'Argentine estime que les États-Unis ne se conforment pas à la recommandation de l'ORD, à savoir "retirer sans retard" les programmes mentionnés qui ont été identifiés comme étant des subventions prohibées.

III. CONCLUSION

24. Pour les raisons exposées, l'Argentine estime que les États-Unis ne se sont pas entièrement et dûment conformés aux recommandations de l'ORD, en particulier: a) les recommandations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action, compte tenu de la déficience des mesures prises, et b) les recommandations relatives aux subventions prohibées, compte tenu de l'insuffisance des mesures appliquées par les États-Unis.

[8] Première communication écrite des États-Unis, point V.A.2.

ANNEXE A-4

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

AFFAIRES CITÉES **27**

INTRODUCTION **28**

A. CHAMP DE LA PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 – DEMANDES DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 28

1. Demande visant le programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille **29**

2. Demande visant les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques **30**

3. Demande visant les allégations du Brésil selon lesquelles aucune mesure n'a été prise pour se conformer entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ..... **31**

B. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION (SUBVENTIONS À L'EXPORTATION) 32

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION 33

CONCLUSION **35**

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada I)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/R, adopté le 4 août 2000
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada I)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles - Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS207/RW, 8 décembre 2006
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, 14 mars 2006

INTRODUCTION

1. L'Australie estime que la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémorandum d'accord) soulève un certain nombre de questions ayant une importance systémique et touchant à l'interprétation du droit, dont l'Australie traitera dans la présente communication écrite. Ces questions sont les suivantes:

a) le champ de la procédure au titre de l'article 21:5, en ce qui concerne les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis;

b) l'ordre d'analyse au regard des articles 1.1 et 3.1 a) et du point j) de la Liste exemplative de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC)*, pour ce qui est des allégations concernant les subventions prohibées, y compris la question de savoir si une interprétation *a contrario* du point j) est admissible; et

c) pour ce qui est des allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action, la question de savoir si, en abrogeant le programme de versements Step 2, mais en maintenant les deux autres subventions subordonnées aux prix (versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et versements anticycliques), les États-Unis ont pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables des subventions ou retirer les subventions, au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, conformément aux recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD) relatives à ces subventions.

L'Australie se réserve le droit de soulever d'autres questions à l'audience tenue par le Groupe spécial avec les tierces parties.

A. CHAMP DE LA PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 – DEMANDES DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

2. Dans leur première communication écrite, les États-Unis demandent un certain nombre de décisions préliminaires qui soulèvent d'importantes questions systémiques concernant le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 et exigent un examen approfondi de la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5.

3. L'Australie rappelle que l'article 21:1 dispose expressément que "[p]our que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres, il est indispensable de donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD". Ainsi, l'un des objectifs de l'article 21:5 est "d'éviter qu'un Membre plaignant ait à engager une nouvelle procédure de règlement des différends lorsqu'une mesure initiale dont il a été constaté qu'elle était incompatible n'a pas été mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD".[1] L'Australie estime que s'il était fait droit aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis, le Brésil serait obligé d'engager une nouvelle procédure de règlement des différends concernant des allégations qui entreraient à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

4. L'Australie rappelle que le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 concerne la détermination de "l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD. L'emploi de la conjonction "ou" indique clairement que la procédure au titre de l'article 21:5 peut s'appliquer à deux situations différentes. La

[1] *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 72.

première situation est l'"existence" de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Un groupe spécial peut donc examiner une allégation selon laquelle un Membre n'a pas pris de mesures pour se conformer. La deuxième situation est la "compatibilité" avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Un groupe spécial peut donc examiner une allégation selon laquelle les mesures de mise en œuvre prises par un Membre sont incompatibles avec un accord visé.[2]

5. En examinant le membre de phrase "mesures prises pour se conformer" dans l'affaire *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, l'Organe d'appel a exprimé le point de vue suivant:

> … les allégations, arguments et éléments de fait qui sont pertinents en ce qui concerne la "mesure prise pour se conformer" ne [sont] pas nécessairement les mêmes que ceux qui étaient pertinents dans le cadre du différend initial. En vérité, l'utilité de l'examen prévu à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord serait sérieusement remise en question si un groupe spécial devait se limiter à examiner la nouvelle mesure dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure initiale, parce qu'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne serait pas alors en mesure d'examiner de façon approfondie la "compatibilité avec un accord visé de[s] mesures prises pour se conformer", comme il est tenu de le faire aux termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[3]

6. Par ailleurs, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait examiner la nouvelle mesure "dans son intégralité".[4] Pour accomplir cette tâche, un groupe spécial doit examiner à la fois la mesure proprement dite et l'application de cette mesure pour autant que l'allégation spécifique ait été formulée par le plaignant lorsque la question a été déférée par l'ORD en vue d'une procédure au titre de l'article 21:5.[5]

7. L'Organe d'appel a identifié des cas où des mesures n'entraient pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5. Il a estimé ce qui suit:

> [i]l serait incompatible avec la fonction et l'objet du système de règlement des différends qu'une allégation puisse être réitérée dans une procédure au titre de l'article 21:5 après que le groupe spécial initial ou l'Organe d'appel a formulé une constatation établissant que l'aspect contesté de la mesure initiale n'est pas incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC, et que le rapport a été adopté par l'ORD.[6]

1. Demande visant le programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille

8. Compte tenu de cette jurisprudence, l'Australie estime que les allégations du Brésil concernant les garanties au titre du programme General Sales Manager (GSM) 102 émises par la Société de crédit pour les produits de base des États-Unis pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille peuvent à bon droit être examinées par le Groupe spécial.

9. L'Australie ne partage pas l'avis des États-Unis selon lequel, parce que les garanties au titre du programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille ne font l'objet ni d'une

---

[2] *Voir CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 79.

[3] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 41. *Voir aussi États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphe 93.

[4] *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 87.

[5] *Ibid.*

[6] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 98.

constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni d'une recommandation de l'ORD, les allégations du Brésil concernant l'application de la nouvelle mesure à l'égard de la viande porcine et de la viande de volaille n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5.[7]

10. En l'espèce, il ne s'agit pas d'une mesure qui n'a pas été contestée dans le cadre de la procédure initiale ou qui, ayant été contestée, a été examinée dans le cadre de cette procédure et n'a pas été jugée incompatible avec les règles de l'OMC.[8] L'allégation spécifiquement formulée par le Brésil dans sa demande d'établissement du présent Groupe spécial concerne la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une nouvelle mesure – les garanties émises au titre du programme GSM 102 révisé – résultant d'une révision qui, ainsi que les États-Unis le reconnaissent, a été effectuée suite aux décisions et recommandations de l'ORD.[9] Le Brésil a le droit de demander que soit examinée, et le Groupe spécial au titre de l'article 21:5 est tenu d'examiner, la nouvelle mesure dans son intégralité, y compris son application. Ainsi, même si le Brésil allègue qu'il a "le droit de réitérer" son allégation concernant un contournement effectif dans le cas de la viande porcine et de la viande de volaille, son allégation concerne en fait la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une nouvelle mesure (le programme GSM 102 révisé) qui a été mise en œuvre suite aux décisions et recommandations de l'ORD et dont le Groupe spécial initial n'avait pas été saisi.[10]

11. L'Australie estime donc que la demande des États-Unis visant à ce que le Groupe spécial rejette les allégations du Brésil concernant les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille devrait être refusée.

2. Demande visant les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

12. Les États-Unis cherchent aussi à obtenir une décision préliminaire selon laquelle les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques (CCP) n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 pour deux motifs – à savoir que les deux programmes n'ont pas fait l'objet d'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni de recommandations de l'ORD, et que ces programmes n'étaient pas "de[s] mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5.

13. Les États-Unis font valoir que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures visées par les recommandations et décisions de l'ORD car ces recommandations et décisions concernaient les programmes tels qu'appliqués et non les programmes en tant que tels et, par conséquent, que les allégations du Brésil concernant ces programmes n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5.

14. L'Australie convient que les constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC formulées par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport concernaient les "mesures de subventionnement des États-Unis qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour

[7] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 27 et 28.

[8] Comparer avec l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, dans laquelle le Groupe spécial indique, au paragraphe 7.141 de son rapport, à quelles conditions un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 peut examiner de nouvelles allégations qui n'ont pas été présentées au groupe spécial initial.

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 72.

[10] Comparer avec l'affaire *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphes 36 et 37.

utilisateurs (Step 2), versements MLA [d'aide sous forme de prêts à la commercialisation] et versements CCP" plutôt que les programmes *en tant que tels*.[11]

15. Toutefois, l'Australie ne partage pas le point de vue des États-Unis selon lequel le Brésil cherche à contester les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en soi. Elle est d'avis que le recours au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* porte sur les effets persistants des programmes non modifiés (c'est-à-dire les versements effectués au titre des programmes) plutôt que sur les programmes *en tant que tels*. L'Australie estime qu'il est impossible d'analyser les mesures de subventionnement subordonnées aux prix (versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et versements CCP) qui subsistent sans tenir compte des programmes qui régissent ces mesures. Dès lors qu'un examen de ces programmes est nécessaire pour déterminer si les mesures de subventionnement subordonnées aux prix qui subsistent empêchent des hausses de prix dans une mesure notable, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil, l'Australie estime que ces programmes peuvent à juste titre être examinés par le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5.

16. L'Australie estime en outre que le fait que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas changé n'empêche pas qu'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 les examine dans le contexte susmentionné, lorsqu'il détermine l'existence ou la compatibilité des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions concernant les versements effectués au titre de ces programmes (les mesures en cause dans la procédure initiale).

17. L'Australie estime donc que les demandes des États-Unis se rapportant aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques devraient être refusées.

3. Demande visant les allégations du Brésil selon lesquelles aucune mesure n'a été prise pour se conformer entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006

18. Les États-Unis cherchent à obtenir une décision préliminaire à l'effet que les allégations du Brésil selon lesquelles aucune mesure n'a été prise pour se conformer pendant une période révolue (du 21 septembre 2005 au 31 juillet 2006) n'entrent pas dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Ils font valoir que "l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne dispose pas que la tâche du Groupe spécial est de décider – ou, plutôt, de déclarer – si des mesures ont été prises pour se conformer "en temps utile". En fait, l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne mentionne pas du tout la question de la mise en œuvre "en temps utile"".[12]

19. L'Australie note que le rôle d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 est d'examiner l'existence ou la compatibilité de mesures prises pour se conformer, et elle estime qu'un examen de l'"existence" de mesures prises pour se conformer peut comprendre une constatation établissant qu'il n'existe aucune mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)* a formulé une telle constatation. Dans cette affaire, il a constaté que puisque la date d'entrée en vigueur des mesures prises par l'Australie pour se conformer était postérieure à la date d'expiration du délai

[11] Appliquant le principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial n'a pas examiné les allégations en soi du Brésil concernant les mesures [dispositions législatives et règlements d'application, dont il est allégué qu'ils sont impératifs, qui prévoient le paiement des versements Step 2, des versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, des versements directs, des versements anticycliques et des versements au titre de l'assurance-récolte] au titre des articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'*Accord SMC* et de l'article XVI:1 et XVI:3 du *GATT de 1994*: *États-Unis – Coton*, paragraphe 7.1511.

[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 51.

raisonnable pour la mise en œuvre, pendant la période postérieure à cette date au cours de laquelle les nouvelles mesures n'étaient pas appliquées, "aucune mesure de mise en conformité n'existait … au sens de l'article 21:5".[13]

20. L'Australie estime qu'une décision préliminaire ne peut pas être rendue de telle manière qu'elle annule des droits prévus à l'article 22 du Mémorandum d'accord. En effet, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord indique clairement que les "recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés". Conformément à l'article 1:2 du Mémorandum d'accord, les règles et procédures du Mémorandum d'accord, y compris celles énoncées à l'article 22, s'appliquent aux différends soumis au titre des accords visés "sous réserve des règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends … qui sont récapitulées à l'Appendice 2". L'Australie relève que l'article 7.8 et l'article 7.9 de l'*Accord SMC* sont tous deux énumérés à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord parmi les "règles et procédures spéciales ou additionnelles" relatives au règlement des différends contenues dans les accords visés. Ces articles n'excluent pas l'application de l'article 22 du Mémorandum d'accord. En fait, les droits prévus à l'article 22 s'appliqueraient logiquement à la suite de constatations d'incompatibilité avec l'article 7.8 et l'article 7.9 de l'*Accord SMC*[14], constatations que le Groupe spécial est tout à fait habilité à formuler en vertu de son mandat.

21. L'Australie estime donc que le Groupe spécial devrait refuser la demande de décisions préliminaires des États-Unis visant l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer pendant la période du 21 septembre 2005 au 1er août 2006, car les droits du Brésil au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord pourraient s'en trouver diminués.

B. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION (SUBVENTIONS À L'EXPORTATION)

22. Le Brésil allègue que malgré les changements apportés par les États-Unis le 1er juillet 2005 au programme de garantie du crédit à l'exportation General Sales Manager 102 (GSM 102), ce programme et les garanties émises en conséquence continuent de constituer des subventions à l'exportation au titre des articles 1er, 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, ainsi que du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant dans l'Annexe I de l'*Accord SMC* (la "Liste exemplative"). En outre, le Brésil allègue que, depuis le 1er juillet 2005, les États-Unis appliquent ces subventions à l'exportation d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour des produits non inscrits dans leur Liste et pour trois produits inscrits dans leur Liste – le riz, la viande porcine et la viande de volaille, en violation des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.[15] Le Brésil fait valoir que le Groupe spécial ne devrait examiner son allégation au titre du point j) de la Liste exemplative qu'à titre subsidiaire, s'il constatait que les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Les États-Unis font valoir que pour analyser le programme GSM 102 révisé, il faudrait commencer par le point j) de la Liste exemplative.

23. L'Australie estime qu'en tant que partie plaignante le Brésil a le droit d'identifier une mesure comme étant une subvention à l'exportation sur la base d'une définition particulière (par exemple au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*), puis d'invoquer une autre définition "à titre

[13] *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.30.

[14] L'Australie note que cette position est compatible avec les actions entreprises par le Brésil et par les États-Unis au sujet de la demande d'autorisation de contre-mesures présentée par le Brésil conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord et à l'article 7.9 de l'Accord SMC (WT/DS267/26) et de la demande d'arbitrage présentée par les États-Unis au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord et de l'article 7.10 de l'*Accord SMC* (WT/DS267/27).

[15] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 348 à 350.

subsidiaire". Elle estime donc que le Groupe spécial devrait examiner l'argument avancé par le Brésil concernant le point j) "à titre subsidiaire" après l'allégation principale au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[16]

24. L'Australie estime en outre que même si l'approche des États-Unis devait être retenue, le fait que le Groupe spécial constate que le programme GSM 102, tel que modifié, ne relève pas du point j) de la Liste exemplative ne permettrait pas nécessairement de déterminer si le programme GSM 102 constitue par ailleurs une subvention à l'exportation au titre des dispositions pertinentes de l'*Accord SMC*. Autrement dit, une interprétation *a contrario* du point j) n'est pas admissible[17], et une telle constatation n'empêcherait pas le Groupe spécial d'examiner la compatibilité du programme GSM 102 révisé avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[18] Ainsi qu'il a été reconnu dans un certain nombre de procédures, la Liste exemplative n'est rien d'autre que cela – une liste purement exemplative qui, comme les États-Unis le reconnaissent, ne prétend pas être une liste exhaustive de subventions à l'exportation.[19]

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

25. L'Australie estime que pour ce qui est des allégations du Brésil concernant les subventions pouvant donner lieu à une action, le Groupe spécial devrait examiner si, en abrogeant le programme de versements Step 2, mais en maintenant les deux autres subventions subordonnées aux prix (versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et versements anticycliques), les États-Unis ont pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables des subventions ou retirer les subventions, au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, conformément aux recommandations et décisions de l'ORD relatives à ces subventions.

26. L'Australie rappelle que le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA [d'aide sous forme de prêts à la commercialisation] et versements CCP [versements anticycliques] – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[20]

27. À la lumière de cette conclusion, le Groupe spécial a rappelé que, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, "au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis [avaient] l'obligation de

---

[16] Dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel a constaté, au paragraphe 89 de son rapport, que le Groupe spécial n'avait pas commis d'erreur de droit en suivant l'ordre dans lequel les Communautés européennes, en tant que plaignant, avaient présenté leurs arguments au titre des articles 1er et 3 de l'*Accord SMC*, et il a rejeté l'affirmation des États-Unis selon laquelle pour effectuer l'analyse, il aurait fallu commencer par la note de bas de page 59 relative au point e) de la Liste exemplative.

[17] *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.207. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté que la Corée n'avait pas démontré que le point j) était applicable en tant que moyen de défense affirmatif pour les mesures dont il avait été constaté qu'elles constituaient une violation de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*: *ibid*., paragraphe 7.202. Pour arriver à ses conclusions, le Groupe spécial a adopté l'approche retenue par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada I)* aux paragraphes 6.37 et suivants.

[18] Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada I)*, le Groupe spécial a reconnu qu'il était juridiquement possible qu'il existe des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) qui ne relevaient pas de l'Annexe I: *voir* le paragraphe 6.30.

[19] *Ibid.*

[20] *États-Unis – Coton*, paragraphe 8.1 g) i); *voir aussi* le paragraphe 7.1416.

"prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"".[21]

28. L'Australie note que les États-Unis ont éliminé les versements au titre du programme Step 2 suite aux recommandations et décisions de l'ORD. Les deux autres "mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix" qui ont fait l'objet des constatations du Groupe spécial existent toujours. L'Australie estime donc que dès lors que ces mesures existent toujours, le Groupe spécial peut à juste titre examiner si les États-Unis se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

29. L'Australie rappelle que pour formuler les constatations susmentionnées, le Groupe spécial initial a examiné chacune des mesures de subventionnement subordonnées aux prix l'une après l'autre[22] et a formulé un certain nombre de constatations concernant l'effet de chaque mesure prise individuellement, avant d'examiner la gestion combinée de ces mesures. Il ressort clairement de l'analyse du Groupe spécial qu'il a été constaté que chacune des mesures subordonnées aux prix prise individuellement avait un effet de distorsion des échanges.[23] En ce qui concerne les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> Il ne fait pour nous aucun doute que les versements stimulent la production et les exportations et entraînent des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence. En outre, le texte de la mesure indique que les versements sont obligatoires, lorsqu'il existe certaines conditions sur le marché.[24]

Le Groupe spécial a en outre constaté ce qui suit:

> … la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation ont accru les effets de distorsion de la production et des échanges. Les versements stimulent la production et les exportations et entraînent des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence.[25]

Concernant les versements anticycliques, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> … les versements CCP peuvent indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations … Nous avons confirmé qu'il existait une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland. En outre, les versements sont obligatoires, compte tenu de certaines conditions sur le marché.[26]

L'Australie estime que ces constatations restent pertinentes pour la présente procédure.

30. L'Australie estime donc que le présent Groupe spécial devrait, dans le cadre de son examen de la question de savoir si les États-Unis se sont conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8, déterminer si le maintien des deux mesures de subventionnement subordonnées aux prix ayant fait l'objet de la constatation du Groupe spécial initial empêche des hausses de prix dans une mesure notable, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

---

[21] *Ibid.*, paragraphe 8.3 d).
[22] *Ibid.*, paragraphe 7.1290.
[23] *Ibid.*, paragraphes 7.1290 à 7.1303.
[24] *Ibid.*, paragraphe 7.1291 (note de bas de page omise).
[25] *Ibid.*, paragraphe 7.1295.
[26] *Ibid.*, paragraphe 7.1302.

31. Autrement dit, le Groupe spécial devrait examiner si l'abrogation du programme Step 2 conjuguée au maintien des deux autres mesures de subventionnement subordonnées aux prix a fait que les États-Unis se sont pleinement conformés à leur obligation d'éliminer les effets défavorables ou de retirer les subventions dont le Groupe spécial avait constaté l'existence s'agissant des trois subventions subordonnées aux prix. L'Australie estime que cela est compatible avec l'approche suivie par le Brésil dans le présent différend.

CONCLUSION

A. Champ de la procédure au titre de l'article 21:5 – Demandes de décisions préliminaires

32. Pour les raisons exposées dans la présente communication, l'Australie demande que le Groupe spécial:

a) refuse la demande des États-Unis visant à ce qu'il rejette les allégations du Brésil concernant les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille;

b) refuse les demandes de décisions préliminaires des États-Unis se rapportant aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques; et

c) refuse la demande de décisions préliminaires des États-Unis visant l'allégation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer pendant la période du 21 septembre 2005 au 1er août 2006.

B. Allégations concernant les garanties de crédit à l'exportation (subventions à l'exportation)

33. Pour les raisons exposées dans la présente communication, l'Australie estime que le Groupe spécial devrait examiner l'argument avancé par le Brésil concernant le point j) "à titre subsidiaire" après l'allégation principale au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

34. Si, toutefois, le Groupe spécial devait adopter l'ordre d'analyse proposé par les États-Unis, le fait de constater que le programme GSM 102, tel que modifié, ne relevait pas du point j) de la Liste exemplative n'empêcherait pas le Groupe spécial d'examiner la compatibilité du programme GSM 102 révisé avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

C. Allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action

35. Pour les raisons exposées dans la présente communication, l'Australie estime que dès lors que les mesures de subventionnement subordonnées aux prix existent toujours, le Groupe spécial peut à juste titre examiner si les États-Unis se sont acquittés de leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. L'Australie considère en outre que, dans le cadre de son examen de la question de savoir si les États-Unis se sont conformés à leurs obligations au titre de l'article 7.8, le Groupe spécial devrait déterminer si le maintien des deux mesures de subventionnement subordonnées aux prix ayant fait l'objet de la constatation du Groupe spécial initial empêche des hausses de prix dans une mesure notable, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

ANNEXE A-5

COMMUNICATION DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE 37

II. INTRODUCTION ET CONTEXTE 37

A. CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET DE L'ORGANE D'APPEL 37

B. MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS 38

III. ARGUMENTATION 38

IV. ANALYSE JURIDIQUE 39

A. CHAMP DE LA PROCÉDURE 39

B. SENS ORDINAIRE DU TERME "MENACE" FIGURANT DANS LA PARTIE III DE L'*ACCORD SMC* 40

V. CONCLUSION 43

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le Canada estime comme le Brésil que les États-Unis n'ont pas pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD) et qu'ils continuent d'accorder des subventions qui causent et menacent de causer un préjudice grave au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (*Accord SMC*) et de l'article XVI:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994).

2. Le Canada donne son point de vue sur deux questions: l'affirmation des États-Unis selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne devraient dûment pas faire l'objet de la présente procédure; et le critère relatif à la menace d'un préjudice grave au titre de l'article 5 c) et de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*, ainsi que de l'article XVI:1 du GATT de 1994.

3. Pour ce qui est de la première question, les États-Unis font valoir que puisqu'une procédure au titre de l'article 21:5 ne s'applique qu'aux "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD, le Groupe spécial ne peut pas examiner des mesures inchangées. Cela revient à ne pas reconnaître que dans une procédure au titre de l'article 21:5, un groupe spécial est tenu d'examiner le contexte, et pas simplement des mesures individuelles, pour déterminer la conformité. Le Groupe spécial ne peut pas en l'espèce dûment évaluer la conformité des États-Unis sans examiner l'effet du défaut d'action des États-Unis concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

4. S'agissant de la "menace", le Canada estime que le sens ordinaire de ce terme, lu dans le contexte de l'*Accord SMC* et considéré à la lumière de l'objet et du but de cet accord, étaye cette constatation. Par contre, il n'y a rien dans l'*Accord SMC* qui étaye l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'existence d'"une probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur", comme celle qu'exige l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, est *exigée* pour qu'une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave soit formulée au titre de l'article 5 c) et de la note de bas de page 13. La notion de menace est une notion flexible, suffisamment flexible pour s'appliquer aux programmes qui engendrent une probabilité constante et élevée de soutien en faveur des agriculteurs des États-Unis, laquelle constitue à son tour une menace permanente de préjudice grave.

II. INTRODUCTION ET CONTEXTE

5. Le Canada, qui a participé aux procédures antérieures devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel, se félicite d'avoir l'occasion de participer à la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémorandum d'accord).[1]

A. CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET DE L'ORGANE D'APPEL

6. Le 3 mars 2005, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle, entre autres choses, les mesures particulières des États-Unis énoncées dans la *Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural* (*Loi FSRI*) étaient des subventions qui avaient des effets défavorables, ce qui allait à l'encontre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

[1] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, rapport du Groupe spécial, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005 ["*États-Unis – Coton upland*, rapport du Groupe spécial"] et *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005 ["*États-Unis – Coton upland*, rapport de l'Organe d'appel"].

7. Plus précisément, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial initial concernant ce qu'il est convenu d'appeler les "subventions subordonnées aux prix".[2] Il avait été constaté que ces subventions – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements d'aide pour perte de parts de marché et versements anticycliques – avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, et constituaient donc un préjudice grave au sens de l'article 5 c).

B. MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS

8. Les États-Unis allèguent qu'ils se sont conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 8 février 2006, ils ont annoncé l'abrogation, à compter du 1er août 2006, du programme de versements Step 2 pour le coton upland, qui était l'un des programmes dont il avait été constaté qu'ils causaient un préjudice grave. Il s'agit de la seule mesure qu'ils ont prise pour se conformer aux recommandations et décisions concernant le préjudice grave.[3] Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial initial avait examiné l'effet collectif de ces versements et non les programmes en soi. Ils font valoir qu'en conséquence l'allégation du Brésil selon laquelle les mesures qu'ils ont prises pour se conformer sur certains points n'existent pas et, dans la mesure où elles existent bien, elles ne sont pas compatibles avec l'*Accord sur l'agricultur*e et l'*Accord SMC*, est sans fondement.[4]

III. ARGUMENTATION

9. Le Brésil fait valoir que les programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation ont un effet pernicieux continu sur le marché mondial du coton, qui découle en partie de la menace d'un octroi par ces programmes d'un soutien apparemment illimité aux producteurs de coton des États-Unis. La question qui est en cause est celle de savoir si ces programmes (pour lesquels il a été constaté que les versements effectués étaient des subventions subordonnées aux prix impératives qui empêchaient des hausses de prix dans une mesure notable, constituant donc un préjudice grave)[5] menacent de causer un préjudice grave du simple fait de leur existence.

10. Le critère à appliquer pour déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave n'est pas nécessairement, comme les États-Unis l'ont fait valoir, "une probabilité nettement prévue et imminente de préjudice grave futur" analogue à celle prévue à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*.[6] Le Canada estime qu'il n'existe pas de critère unique pour établir l'existence d'une "menace". En revanche, la "menace" peut être analysée à la fois en tant que concept temporel, comme à l'article 15.7, *et* en tant que probabilité d'apparition. De par leur caractère même, certains programmes de subventionnement engendrent une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente de préjudice grave. Cela tient à ce que lorsqu'il existera certaines conditions économiques – conditions dont nous savons qu'elles se *présenteront* à nouveau en raison simplement

---

[2] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 763 c) i).

[3] *Deficit Reduction Act of 2005*, U.S. Public Law 109-171, Section 1103, en ligne: http://www.access.gpo.gov/nara/publaw/109publ.html. Voir aussi la première communication écrite des États-Unis (21:5), 15 décembre 2006, paragraphes 1 à 11 ["Première communication écrite des États-Unis (21:5)"].

[4] Première communication écrite des États-Unis (21:5), paragraphes 3 à 10.

[5] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 763 c) i), confirmant la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport.

[6] Deuxième communication écrite des États-Unis, 30 septembre 2003 ["Deuxième communication écrite des États-Unis"], paragraphe 115.

des aléas du marché et du fait que les États-Unis eux-mêmes peuvent à leur guise fixer le seuil applicable pour les versements – les subventions seront nécessairement versées.

11. Il n'y a à cet égard aucune incertitude. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques créent une probabilité constante de soutien en faveur des agriculteurs des États-Unis, et ils ont donc le potentiel très réel de fausser le commerce international. Le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont constaté que ces programmes constituaient des subventions qui causaient un préjudice grave. Et ces programmes *doivent* effectuer des versements aux producteurs lorsque certaines conditions existent. Si ces programmes ne constituent pas une menace de préjudice grave, il est difficile d'imaginer qu'une quelconque subvention puisse avoir le potentiel de fausser le commerce international et de constituer une menace de préjudice grave pour les intérêts des autres Membres.

IV. ANALYSE JURIDIQUE

A. CHAMP DE LA PROCÉDURE

12. Les États-Unis font valoir que les programmes n'entrent pas dans le champ de la présente procédure parce que l'article 21:5 ne s'applique qu'aux "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD. Comme les États-Unis admettent qu'ils n'ont pris aucune mesure visant à apporter des changements à ces programmes, "le Brésil ne peut pas dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 formuler de nouveau ces allégations à l'encontre de mesures inchangées".[7]

13. La lecture que les États-Unis font de l'article 21:5 ne tient pas compte du fait que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 implique impérativement un examen minutieux de l'effet global des mesures prises pour se conformer. Un groupe spécial doit "évaluer les mesures prises pour se conformer en tenant compte de l'ensemble de leur contexte, y compris de la façon dont ces mesures ont été adoptées et de la façon dont elles sont appliquées dans le système particulier du Membre concerné".[8] En l'espèce, ce contexte comprend nécessairement le maintien de mesures dont le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont constaté qu'elles causaient un préjudice grave.

14. Il est important de noter que l'Organe d'appel a aussi constaté que les mesures en cause dans une procédure au titre de l'article 21:5 pouvaient comprendre non seulement les actes positifs, mais aussi les *omissions*.[9] Les États-Unis admettent qu'ils n'ont rien fait, en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, pour éliminer les effets défavorables ou retirer les subventions, mais que l'abrogation du programme Step 2 était suffisante pour assurer la conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD concernant le préjudice grave.[10] Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial initial examinait l'effet collectif de leurs programmes de subventionnement, et qu'ils n'avaient rien à faire en ce qui concernait les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Or, l'article 7.8 de l'*Accord SMC* dispose qu'une constatation de l'existence d'un préjudice grave impose au Membre qui n'est pas en conformité de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou de retirer la subvention. Les États-Unis assument la charge de démontrer que les effets défavorables n'existent plus par suite du fait qu'ils n'ont entrepris aucune action pour modifier ou retirer les deux programmes en cause, et le présent Groupe spécial a

[7] Première communication écrite des États-Unis (21:5), paragraphe 48.

[8] *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, recours du Canada à l'article 21:5*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005, paragraphe 67.

[9] *Ibid.*, paragraphe 67.

[10] Voir la première communication écrite des États-Unis (21:5), paragraphes 1 à 11.

clairement le pouvoir d'examiner cette absence d'action pour déterminer s'il y a effectivement conformité au titre de l'article 21:5.

B. SENS ORDINAIRE DU TERME "MENACE" FIGURANT DANS LA PARTIE III DE L'*ACCORD SMC*

15. L'article 5 de l'*Accord SMC* interdit de causer des effets défavorables pour les intérêts des autres Membres en recourant à une subvention; l'un de ces effets défavorables est un préjudice grave. Pour sa part, la note de bas de page 13 précise que "[l]'expression "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 *et s'entend également de la menace d'un préjudice grave*". (pas d'italique dans l'original) L'article XVI:1 indique clairement qu'un Membre peut causer, et aussi menacer de causer, un préjudice grave.

16. Bien que le concept de menace puisse être exprimé de diverses manières, il se rapporte à l'indication que quelque chose d'indésirable est sur le point d'arriver.[11] L'emploi du verbe "menacer" à l'article XVI:1 du GATT de 1994 indique que l'existence même d'un programme, et pas forcément son application, pourrait constituer une infraction à cette disposition. Ainsi que l'a observé l'Organe d'appel en l'espèce, le sens ordinaire du terme "menacer" n'a pas de connotation de certitude, mais concerne la probabilité que quelque chose se produira à l'avenir.[12]

17. Une analyse plus poussée du texte de l'*Accord SMC* étaye ce sens ordinaire. L'article 5 interdit de recourir à une subvention dans la mesure où un tel recours cause, ou menace de causer, un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre. Le terme "subvention" est défini à l'article premier de l'*Accord SMC*; une subvention est réputée exister si "une pratique des pouvoirs publics comporte […] des transferts directs *potentiels* de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt)" et si un avantage est ainsi conféré.[13] Autrement dit, l'existence d'un programme qui a le *potentiel* de générer des transferts de fonds, qu'il y ait ou non effectivement un transfert, constitue une subvention conformément à l'article premier de l'*Accord SMC*.[14] Il s'ensuit qu'un tel transfert potentiel pourrait constituer une menace de préjudice grave.

18. La phrase introductive de l'article XVI:1 du GATT de 1994 fait référence à "une partie contractante [qui] accorde ou maintient une subvention". Ainsi que cet article l'indique clairement, ce n'est pas seulement l'octroi effectif d'une subvention qui permet de constater l'existence d'un préjudice grave. Le simple fait de *maintenir un programme* qui prescrit des versements réputés constituer une subvention qui cause des effets défavorables peut donc causer un préjudice grave, et en fait *causera* un préjudice grave lorsque les conditions du marché spécifiées seront présentes.

19. Compte tenu de ces éléments, la proposition des États-Unis selon laquelle le critère relatif à la menace d'un préjudice grave devrait être importé de l'article 15.7 ne peut pas être correcte. L'article 15.7 de l'*Accord SMC* concerne un concept juridique différent, à savoir la menace de dommage important. Lorsqu'un critère énoncé dans un autre article ou un autre accord doit être utilisé, l'*Accord SMC* identifie ce critère.

---

[11] *Shorter Oxford English Dictionary*, 5th ed., W.R. Trumble, A. Stevenson (eds.) (Oxford University Press, 2002, page 3251 ("threat" (menace)).

[12] *États-Unis – Coton upland*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 704.

[13] *Accord SMC*, sous-alinéa 1.1 a) 1) i). (pas d'italique dans l'original)

[14] D'après ce que nous comprenons des mesures en cause des États-Unis, les conditions du "transfert direct potentiel" impliqueront nécessairement un avantage pour le bénéficiaire parce que celui-ci recevra une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qu'il pourrait sinon obtenir sur le marché. La nature de cet avantage peut varier, mais il pourrait prendre la forme d'une garantie financière accordée de par l'existence même des programmes.

20. C'est ce qui ressort d'un examen des notes relatives à l'article 5. La note de bas de page 11 relative à l'article 5 a), par exemple, dispose que "[l]'expression "dommage causé à une branche de production nationale" est utilisée ici avec le même sens que dans la Partie V". La note de bas de page 12 relative au paragraphe b) dit que "[l]'expression "annuler ou compromettre des avantages" est utilisée dans le présent accord avec le même sens que dans les dispositions pertinentes du GATT de 1994, et le fait que des avantages se trouvent annulés ou compromis sera établi conformément à la pratique existant pour l'application de ces dispositions". La note de bas de page 13, telle que citée ci-dessus, incorpore aussi dans l'*Accord SMC* une définition qui provient du GATT de 1994.

21. Ni l'article 5 ni l'article 6 de l'*Accord SMC* ne définissent de critère spécifique à appliquer dans une analyse de l'existence d'une menace de préjudice grave. Dans d'autres accords de l'OMC, comme c'est le cas à l'article 15.7, le critère appliqué pour déterminer s'il existe une menace de résultat pernicieux particulier est énoncé en termes clairs. Par exemple, à l'article 4:1) b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, une menace de dommage grave s'entend de "l'imminence évidente d'un dommage grave [qui] se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". L'*Accord antidumping* précise que "[l]a détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être *nettement prévu et imminent*". (pas d'italique dans l'original)

22. Ces exemples étayent la conclusion selon laquelle il faut considérer le libellé et le contexte spécifiques d'un accord pour déterminer le critère à appliquer dans une analyse donnée. Ce qui est clair, c'est que la portée du terme "menace" figurant aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* peut être considérablement plus vaste que ce qui est envisagé à l'article 15.7.

23. Cela est compatible avec l'interprétation donnée par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel s'agissant d'autres "menaces". En l'espèce, l'Organe d'appel a examiné le sens de l'expression "menace de contournement" dans le contexte de l'*Accord sur l'agriculture*.[15] Il a constaté que même si le terme "menacer" avait plusieurs sens possibles, l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* "concern[ait] non pas le dommage, mais le "contournement"'. Sur la base du sens ordinaire du terme "menacer", le membre de phrase "menace[r] d'entraîner ... un contournement" supposerait que les subventions à l'exportation seraient appliquées d'une manière qui "entraînerait probablement" un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation d'un Membre de l'OMC.[16] L'Organe d'appel n'a pas importé le critère "nettement prévu et imminent" pour l'incorporer dans le critère relatif à la "menace" figurant dans l'*Accord sur l'agriculture*.[17] En fait, il a souligné que la "menace" n'avait pas de connotation de certitude et concernait seulement la probabilité que quelque chose se produirait.

24. Le fait que le sens du terme "menace" est flexible est étayé par deux décisions concernant la compatibilité du programme des CE pour le sucre avec l'article XVI du GATT de 1994. Dans les deux affaires *CE – Sucre (Australie)* et *CE – Sucre (Brésil)*, les groupes spéciaux ont constaté que les CE avaient structuré leur programme pour le sucre de façon à ce qu'il constitue une source permanente d'incertitude sur les marchés mondiaux du sucre, ce qui, compte tenu des faits de la cause,

[15] *États-Unis – Coton upland*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 696 à 719.

[16] *Ibid.*, paragraphe 704.

[17] De la même manière, dans le rapport du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels*, WT/DS90/R, adopté le 22 septembre 1999, l'Inde a fait valoir que la "menace d'une baisse importante de[s] … réserves monétaires" d'un Membre dans le contexte de l'article XVIII:9 du GATT de 1994 n'exigeait pas qu'il y ait une menace *imminente* d'une baisse importante des réserves, comme le faisait l'article XII:2 a). À cet égard, le Groupe spécial a dit au paragraphe 5.197 que son interprétation "n'ajout[ait] pas une condition à l'article XVIII:9", en introduisant la condition de l'imminence dans le concept de "menace" figurant dans cet article.

engendrait une menace de préjudice grave au sens de l'article XVI:1.[18] Un élément clé de ces constatations était l'absence de limitations préétablies quant à la production, au prix et aux montants des exportations dans le système communautaire, qui s'apparente fortement aux problèmes auxquels sont confrontés en l'espèce les concurrents des exploitants de coton des États-Unis.[19]

25. Ce ne sont pas seulement les termes de l'*Accord SMC* lus dans leur contexte, mais également l'objet et le but mêmes dudit accord qui démontrent que le critère relatif à la menace d'un préjudice grave peut être distinct de celui qui s'applique à la menace de dommage grave. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le Groupe spécial a noté que l'objet et le but de l'*Accord SMC* pourraient être résumés comme étant "l'établissement de disciplines multilatérales "en partant du principe que certaines formes d'intervention des pouvoirs publics faussent le commerce international, [ou] *peuvent* fausser [le commerce international]"".[20]

26. Comme cela a été indiqué, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont le potentiel très réel de fausser le commerce international, et c'est justement pour empêcher le préjudice grave qui serait causé par des versements effectués au titre de tels programmes que l'article 5 a été inclus dans l'*Accord SMC*. Dans son rapport, le Groupe spécial initial a constaté que la Partie III de l'*Accord SMC* et l'article XVI:1 du GATT de 1994 "donn[aient] expressément aux Membres le droit d'entreprendre une action contre un préjudice grave qui [pouvait] ne s'être pas encore produit".[21] En outre, il a constaté qu'il n'y avait rien dans le texte qui indiquait que le droit d'entreprendre une action contre un préjudice grave qui pouvait ne s'être pas encore produit se limitait à une partie des subventions accordées dans le passé mais qui causeraient un préjudice grave à l'avenir. Le Groupe spécial a fait le raisonnement selon lequel si un Membre n'avait pas la possibilité d'engager une action contre des subventions avant qu'elles soient *effectivement versées*, cela compromettrait l'objet consistant à *empêcher* des effets défavorables pour ses intérêts.

27. Les programmes de subventionnement en cause sont impératifs lorsque certains événements se produisent, en l'espèce lorsque les prix du coton upland atteignent un certain niveau. Si un Membre était obligé d'attendre qu'un versement soit effectivement effectué pour engager une action, alors il ne serait jamais possible d'empêcher les effets défavorables de la subvention et la capacité de se défendre contre une "menace" de préjudice grave deviendrait inutile. La constatation du Groupe spécial initial, selon laquelle la Partie III de l'*Accord SMC* et l'article XVI du GATT de 1994 doivent permettre à un Membre d'empêcher le préjudice grave causé par l'application de programmes tels que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, est compatible avec l'inclusion des mots "maintenir" dans l'article XVI:1 du GATT et "potentiel" dans l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*.[22]

28. Que ce soit ou non une conséquence de l'architecture même de l'*Accord SMC* – la Partie III concerne les effets défavorables des subventions dans le contexte d'une action multilatérale des

---

[18] *Voir Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre*, rapport du Groupe spécial du GATT, adopté le 6 novembre 1979, IBDD, S26/317, paragraphe h) des conclusions ["*CE – Exportations de sucre I (Australie)*"] et *Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre – recours du Brésil*, rapport du Groupe spécial du GATT, adopté le 10 novembre 1980, IBDD, S27/74, paragraphe h) des conclusions ["*CE – Exportations de sucre (Brésil)*"].

[19] À la section 8 de sa première communication écrite, le Brésil explique comment ces mêmes facteurs se retrouvent dans les programmes des États-Unis en cause et en quoi ils sont une source permanente d'incertitude sur le marché mondial du coton. Le Canada souscrit à cette analyse.

[20] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 9.119. (pas d'italique dans l'original)

[21] *États-Unis – Coton upland*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191.

[22] *Voir* les paragraphes 17 et 18 ci-dessus pour ce qui est de l'utilisation des mots "potentiel" et "maintenir" dans ces articles.

Membres, alors que la Partie V concerne les actions des autorités nationales chargées des enquêtes dans le cadre des actions en matière de droits compensateurs – il est clair à première vue que le critère relatif à une menace de préjudice grave de la Partie III n'est pas limité par un critère "nettement prévu et imminent".[23] Et, de l'avis du Canada, ce critère "nettement prévu et imminent" ne devrait pas, et en fait ne peut juridiquement pas, être imputé à la Partie III simplement parce que le mot "menace" y figure.

V. CONCLUSION

29. En conséquence, le Canada a l'honneur de demander que le Groupe spécial constate que les États-Unis continuent de recourir à des subventions qui menacent de causer un préjudice grave, au moyen de leurs programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, en violation des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

[23] Un terme juridique peut figurer à divers endroits dans un accord de l'OMC sans avoir le même sens. Voir, par exemple, l'analyse de l'expression "produits similaires" faite par l'Organe d'appel dans son rapport sur l'affaire *Communautés européennes – Mesures affectant l'interdiction de l'amiante et des produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001. Dans son raisonnement, l'Organe d'appel a dit aux paragraphes 88 et 89 que puisqu'une expression devait être interprétée à la lumière du contexte, ainsi que de l'objet et du but, de la disposition en question, il s'ensuivait que le sens attribué à l'expression "produits similaires" à l'article III:4 n'était pas forcément identique au sens attribué, par exemple, à cette même expression à l'article III:2.

ANNEXE A-6

COMMUNICATION DU TCHAD EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 46

A. CONTEXTE 46

B. INTÉRÊT DU TCHAD DANS LA PRÉSENTE PROCÉDURE 46

II. ARGUMENTATION JURIDIQUE 51

A. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS PRIS DE MESURES POUR METTRE EN ŒUVRE LES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ORD 51

1. Les États-Unis n'ont pas correctement mis en œuvre les constatations du Groupe spécial concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 52

2. Les États-Unis n'ont pas éliminé les effets défavorables des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 54

3. Les versements devant être effectués pendant la campagne de commercialisation 2006 menacent de causer un préjudice grave 57

B. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT ANALYSER LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION AU TITRE DE L'ARTICLE 1.1 B) DE L'*ACCORD SMC* 57

III. CONCLUSION 59

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Coton upland ou "Rapport de l'Organe d'appel"	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland ou "Rapport du Groupe spécial"	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/RW
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/RW
CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/RW [non encore adopté]
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006

[N]os pays ne demandent pas la charité, ni un traitement préférentiel ou des aides additionnelles. Nous demandons seulement le respect de la loi du marché, conformément aux principes fondamentaux de l'OMC. Nos producteurs sont prêts à affronter la concurrence sur le marché mondial du coton, pour peu que celle-ci ne soit faussée par les subventions.

S.E. Monsieur Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso[1]

I. INTRODUCTION

A. CONTEXTE

1. Le 21 mars 2005, l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans le différend *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*.[2] Ces rapports portaient sur un recours déposé par le Brésil concernant diverses subventions accordées aux producteurs de coton des États-Unis. Conformément aux constatations formulées dans ces rapports et aux recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis étaient obligés, entre autres, au titre de l'article 7.8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"*Accord SMC*"), soit de retirer les subventions dont il avait été constaté qu'elles causaient un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC* soit d'éliminer les effets défavorables causés par ces subventions.[3]

2. Le 18 août 2006, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), le Brésil a demandé à l'ORD d'établir un groupe spécial pour déterminer si les États-Unis s'étaient conformés aux décisions et recommandations de l'ORD. Le Groupe spécial a été établi lorsque le Brésil a présenté sa deuxième demande le 28 septembre 2006, et le Directeur général en a déterminé la composition le 25 octobre 2006.[4] L'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, les Communautés européennes, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Tchad et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.[5]

3. Le Tchad se félicite d'avoir la possibilité de présenter ses vues au Groupe spécial dans la présente communication écrite et à la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties, actuellement prévue pour le 27 février 2007.

B. INTÉRÊT DU TCHAD DANS LA PRÉSENTE PROCÉDURE

4. Le Tchad est l'un des rares pays les moins avancés ("PMA") à avoir participé à une procédure de règlement des différends de l'OMC depuis que l'Organisation a été instituée en 1995. Il a participé à la procédure initiale concernant la présente affaire et il continue de participer à la présente procédure en raison de l'importance cruciale du secteur cotonnier pour l'économie tchadienne et des dommages que continuent de lui causer les subventions des États-Unis.

---

[1] Déclaration faite au Comité des négociations commerciales le 10 juin 2003, www.wto.org.
[2] Rapport du Groupe spécial; rapport de l'Organe d'appel.
[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.2 g) i) et 8.3 d).
[4] WT/DS267/31.
[5] *Ibid.*

5. Le Tchad note que le présent différend est survenu dans le contexte plus vaste de l'engagement pris par les Membres de l'OMC dans le Cadre de juillet et réitéré à la Conférence ministérielle de Hong Kong de traiter le coton "de manière ambitieuse, rapide et spécifique" dans le but d'obtenir des réductions plus ambitieuses des subventions internes à la production de coton qui ont des effets de distorsion des échanges.[6] Bien que cet engagement ait été pris sans préjudice des actions de l'Organe de règlement des différends, il fournit un contexte important pour guider le Groupe spécial dans son examen des questions dont il est saisi. La protection de la branche de production de coton du Tchad est aussi compatible avec la réalisation de bon nombre des objectifs du Millénaire pour le développement, du fait qu'elle peut contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la santé et à la diminution de la mortalité infantile, ainsi qu'à l'établissement d'un partenariat mondial pour le développement, reposant sur un système commercial fondé sur des règles qui répond aux besoins spéciaux des pays les moins avancés tels que le Tchad.

6. Ainsi que le Tchad l'a répété dans le contexte de l'examen de sa politique commerciale qui doit avoir lieu du 22 au 24 janvier 2007, la production de coton au Tchad concerne près de 3 millions de personnes sur une population totale d'environ 8,1 millions d'habitants.[7] La région du Tchad productrice de coton est située dans la partie sud du pays et couvre environ 127 000 kilomètres carrés. Le coton est cultivé en général dans de petites exploitations, qui ne dépassent pas d'ordinaire 1 ou 2 hectares, par des planteurs qui doivent s'en remettre à la pluie pour l'irrigation et utiliser la traction animale pour travailler les champs de coton à la saison des semailles.[8] Le coton est le troisième produit d'exportation du Tchad, et il contribue pour plus de 5 pour cent au PIB et représente 60 pour cent de toutes les recettes d'exportation hors pétrole.[9] Le coton est donc l'une des principales sources de revenu du Tchad et assure la subsistance d'une grande partie de la population.[10]

7. Ainsi que le Tchad l'a indiqué dans le rapport qu'il a établi pour l'examen à venir de sa politique commerciale, le coton est un produit stratégique qui contribue non seulement au développement économique, mais également au développement social.[11] Le coton, qui est produit en milieu rural dans de petites exploitations, a des effets positifs sur la réduction de la pauvreté qui se font sentir surtout dans ces régions. Ainsi, le coton "n'est pas seulement la principale source des revenus du monde rural, mais c'est également un outil de modernisation, de diversification, des

---

[6] Voir le Programme de travail de Doha – Déclaration ministérielle adoptée le 18 décembre 2005, WT/MIN(05)/DEC, paragraphe 11.

[7] Examen de la politique commerciale du Tchad, rapport du gouvernement, WT/TPR/G/174, 11 décembre 2006, paragraphe 28. Selon la Banque mondiale, on compte approximativement 400 000 ménages ruraux dans les zones cotonnières du Tchad, dont environ 60 pour cent cultivent du coton. Un ménage rural comprend en moyenne cinq ou six personnes. Voir Banque mondiale, *Chad Cotton Sector Reform: A Case Study on Poverty and Social Impact Analysis*, disponible à l'adresse suivante: http://poverty.worldbank.org/files/13138_chadcottonreform.pdf.

[8] Voir la communication du Bénin en tant que tierce partie et la communication du Tchad en tant que tierce partie, Annexe E-4 du rapport du Groupe spécial.

[9] Examen de la politique commerciale du Tchad, rapport du gouvernement, WT/TPR/G/174, 11 décembre 2006, paragraphe 28. Voir aussi P. Fortucci, *The Contributions of Cotton to Economy and Food Security in Developing Countries*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (juillet 2002).

[10] Ainsi que l'a récemment indiqué le Secrétariat de l'OMC, "[l]'agriculture, principalement l'élevage et la culture du coton, est une activité de toute première importance pour le Tchad". Examen de la politique commerciale du Tchad, rapport du Secrétariat, WT/TPR/S/174, 11 décembre 2006, page x. De même, un organisme des États-Unis a reconnu le rôle vital joué par le coton dans l'économie essentiellement agricole du Tchad: "plus de 80 pour cent de la population du Tchad tire sa subsistance de l'agriculture et de l'élevage. Le coton, le bétail et la gomme arabique fournissent l'essentiel des recettes d'exportation hors pétrole du Tchad". Voir The World Factbook, disponible à l'adresse suivante: https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/cd.html.

[11] Examen de la politique commerciale du Tchad, rapport du Tchad, WT/TPR/G/174, 11 décembre 2006, paragraphe 28.

financements des activités sociales et de structuration du monde paysan".[12] Ces observations confirment les constatations de l'Overseas Development Institute, qui note ce qui suit:

> Dans une économie à faible revenu où la plupart des pauvres vivent en milieu rural, les revenus tirés des cultures d'exportation sont l'une des meilleures mesures à court terme pour lutter contre la pauvreté. Les petits producteurs de cultures de rapport … partagent [ ] les avantages avec d'autres ménages pauvres. La culture du coton est relativement exigeante en main-d'œuvre et peut aussi créer des emplois. Dans les pays africains, la production cotonnière est concentrée dans les régions les plus pauvres de sorte que la hausse des revenus du coton contribue à réduire la pauvreté.[13]

8. Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans le Rapport mondial sur le développement humain 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement, il est classé 173ème sur 177 pays d'après des indicateurs du développement humain qui comprennent l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité maternelle.[14] Dans ces circonstances, il importe au plus haut point que les exploitants cotonniers tchadiens tirent profit de la mise en œuvre par les États-Unis des décisions et recommandations de l'ORD dans le présent différend. Une mise en conformité correcte permettrait de stabiliser et d'accroître les revenus des exploitants cotonniers tchadiens et contribuerait au développement de l'économie tchadienne dans son ensemble.

9. La pleine mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD par les États-Unis en l'espèce présenterait des avantages très importants pour le Tchad et les autres pays producteurs de coton de l'Afrique subsaharienne (le Tchad, le Bénin, le Mali et le Burkina Faso forment ensemble le groupe "Coton-4"). Par exemple, dans une récente étude de projet de la Banque mondiale réalisée par Kym Anderson et Ernesto Valenzuela et intitulée "WTO's Doha Cotton Initiative: A Tale of Two Issues"[15], une estimation spécifique est faite de ce qui serait en jeu en termes de production cotonnière, de commerce et de bien-être économique en Afrique subsaharienne si les États-Unis se conformaient *pleinement* aux décisions et recommandations de l'ORD, et éliminaient les effets défavorables des programmes non abrogés.[16] Les auteurs de l'étude constatent que l'élimination de la *totalité* des subventions et droits d'importation visant le coton ferait augmenter le bien-être économique mondial de 283 millions de dollars par année et relèverait de près de 13 pour cent le prix du coton sur les marchés internationaux. Ils notent ce qui suit:

> ce qui est frappant au sujet des effets de bien-être c'est leur répartition entre les pays en développement … [c]e qui est particulièrement remarquable, c'est l'avantage relativement important de 147 millions de dollars, dont bénéficierait chaque année l'Afrique subsaharienne. Cet avantage serait le résultat d'un accroissement estimatif de près d'un tiers de la production cotonnière et de la valeur ajoutée en Afrique subsaharienne, et d'une hausse de plus de 50 pour cent de la valeur réelle des exportations de coton de la région … La part de l'Afrique subsaharienne dans les

[12] *Ibid.*

[13] Overseas Development Institute (ODI) Annual Report 2005, page 10, disponible à l'adresse suivante: http://www.odi.org.uk/annual_report/ar2005/ODI_AR2005.pdf.

[14] Rapport sur le développement humain 2005, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement.

[15] Kym Anderson et Ernesto Valenzuela, "WTO's Doha Cotton Initiative: A Tale of Two Issues", Groupe de la recherche sur le développement, Banque mondiale, Washington DC, février 2006 (l'"étude Anderson et Valenzuela").

[16] *Ibid.*, pages 1 et 2.

exportations mondiales de coton passerait alors de 12 à 17 pour cent, et celle de tous les pays en développement de 52 à 72 pour cent.[17]

10. On ne saurait minimiser l'incidence potentielle de ces effets de bien-être sur les revenus des exploitants cotonniers tchadiens: "[i]ls augmenteraient essentiellement dans une proportion considérable de 30 pour cent en Afrique subsaharienne et d'environ 40 pour cent en Afrique occidentale en particulier – plus des trois-quarts de cette hausse étant le fait de réductions des programmes de soutien interne".[18] Dans sa Trade Note 27 du 30 mars 2006, la Banque mondiale laisse entendre qu'il faudrait s'attendre à des effets similaires dans le cas, spécifiquement, où les États-Unis se conformeraient aux rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, et ajoute que "les gains de bien-être au niveau national et l'augmentation des revenus des exploitants cotonniers résultant d'une réforme partielle sont toujours concentrés en Afrique subsaharienne et en Asie centrale".[19]

11. À la Conférence internationale sur le coton intitulée "The Next Steps for Africa" (Étapes à venir pour l'Afrique), qui s'est tenue à Washington D.C. le 26 octobre 2006[20], M. Daniel Sumner a présenté ses constatations au sujet de l'incidence des subventions des États-Unis sur les pays du groupe "Coton-4". Il a constaté que le gain moyen qui résulterait de l'élimination des subventions accordées par les États-Unis pour le coton serait une hausse du prix mondial d'environ 0,05 dollar la livre, ce qui, selon ses calculs, "générerait des recettes annuelles de l'ordre de 75 à 100 millions de dollars ou plus pour les seuls pays du groupe "Coton-4"".[21] Un économiste de la Banque mondiale a conclu que "les perspectives concernant les prix du coton (et en conséquence la part des exportations détenue par les producteurs à faible coût, dont de nombreux pays africains) pouvaient considérablement s'améliorer si les pays développés réduisaient ou éliminaient substantiellement leur soutien et si les gains générés par l'évolution du prix mondial étaient entièrement transmis aux producteurs …".[22]

12. Tous ces changements auraient un effet extrêmement positif tant sur le secteur cotonnier que sur l'économie dans son ensemble des pays du groupe "Coton-4". La part des exportations mondiales de coton détenue par les pays du groupe "Coton-4" est tombée de 10,05 pour cent en 1998 à 8,57 pour cent en 2002. Elle a continué de diminuer depuis que le Groupe spécial initial a rendu ses décisions pour s'établir à 7,35 pour cent en 2005.[23] La propre part du Tchad dans les exportations de coton présente une évolution similaire, étant passée de 1,23 pour cent en 1998 à 0,99 pour cent en 2002, puis à 0,74 pour cent en 2005.[24] Cette évolution contraste fortement avec la part sans cesse *croissante*

[17] *Ibid.*, page 7.
[18] *Ibid.*, page 9.
[19] Banque mondiale, Trade Note 27, 30 mars 2006, page 4.
[20] Daniel Sumner, Farm Programs and the Economies of LDC Cotton, diaporama présenté à la Conférence internationale sur le coton intitulée "The Next Steps for Africa", Washington D.C., 26 octobre 2006. Disponible à l'adresse suivante: http://www.agritrade.org/events/speeches/CottonConference/Sumner.ppt (la "Présentation Sumner"). Pour consulter tous les documents de la conférence, voir: http://www.ideascentre.ch/ConferenceWashington.htm.
[21] Présentation Sumner, transparent n° 19.
[22] John Baffes, "The Cotton Problem," *World Bank Research Observer* 20(1): 109-44, printemps 2005, page 132.
[23] Daniel Sumner, "U.S. Farm Programs and African Cotton: Discussion Paper Prepared for the "International Conference on Cotton: The Next Steps for Africa" Washington D.C., October 26, 2006", International Food & Agricultural Trade Policy Council Discussion Paper, Washington D.C. (à venir) (le "document de travail Sumner"), tableau 2 (source: USDA FAS Production, Supply and Distribution Database, disponible à l'adresse suivante: http://www.fas.isda.gov/psdonline/psdDownload.aspx).
[24] *Ibid.*

des exportations mondiales de coton détenue par les États-Unis, qui est passée de 18,27 pour cent en 1998 à 39,24 pour cent en 2002, puis à 39,72 pour cent en 2005.[25]

13. M. Gobind Nankani, Vice-Président de la Banque mondiale pour la région de l'Afrique, a confirmé dans un exposé qu'il a fait à la Conférence d'octobre qu'après une mauvaise campagne 2004-2005, les estimations initiales des services de la Banque mondiale pour la campagne d'égrenage 2005-2006 montraient que, dans les pays du groupe "Coton-4", la production avait chuté de 15 pour cent, les prix à la production avaient reculé en moyenne de 18 pour cent et les déficits du secteur cotonnier étaient restés à un niveau estimatif de 68 millions de dollars EU pour les quatre pays du groupe "Coton-4".[26]

14. À la même conférence, le Comité consultatif international du coton a dit ce qui suit:

> Du point de vue des exploitants cotonniers d'Afrique et d'autres pays en développement, la question fondamentale qui se pose actuellement est celle des subventions à l'agriculture ayant des effets de distorsion des échanges qui continuent de faire baisser les prix mondiaux du coton, nuisant ainsi à des millions d'exploitants cotonniers en Afrique et ailleurs. Les pertes en matière de revenus, d'emplois et de recettes d'exportation sont de loin supérieures à tous les engagements souscrits à ce jour en matière d'assistance.[27]

15. Le Rapport mondial sur le développement humain 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement souligne l'effet des subventions sur les exploitants cotonniers des pays pauvres et conclut que "les 20 000 cultivateurs de coton [des États-Unis] recevront, en 2005, des indemnités de 4,7 milliards de dollars versées par le gouvernement - un montant équivalent à la valeur marchande de cette culture et supérieur à celui alloué à l'Afrique subsaharienne par les États-Unis".[28] Le rapport note également que "[d]es subventions de [l'ordre de celles versées par les États-Unis] rappellent les systèmes de planification de l'état caractéristiques de l'Union Soviétique".[29]

16. Dans ces circonstances, il est évident que la mise en œuvre correcte des recommandations et décisions de l'ORD est d'une importance primordiale pour le Tchad et les autres pays du groupe "Coton-4", qui figurent parmi les économies les plus vulnérables au monde. Il est d'une importance capitale pour ces pays et, en fait, pour le système commercial multilatéral dans son ensemble, que le présent Groupe spécial de la mise en conformité examine attentivement et rigoureusement les mesures prises par les États-Unis pour se conformer à ces recommandations et décisions afin de veiller à ce que les règles régissant l'octroi des subventions soient correctement appliquées et respectées.

17. Comme il est expliqué dans la présente communication, ainsi que, de façon plus détaillée, dans la première communication écrite du Brésil[30], les subventions des États-Unis qui sont en cause dans le présent différend ont empêché et continuent d'empêcher des hausses de prix dans une mesure

---

[25] *Ibid.*

[26] Gobind Nankani, Vice-Président de la Banque mondiale pour la région de l'Afrique, Development of the Cotton Sector in West and Central Africa, diaporama présenté à la Conférence internationale sur le coton intitulée "The Next Steps for Africa", Washington D.C., 26 octobre 2006, disponible à l'adresse suivante: http://www.agritrade.org/events/speeches/CottonConference/Nankani.ppt.

[27] Comité consultatif international du coton, The Importance of Cotton in Africa, exposé fait à la Conférence internationale sur le coton intitulée "The Next Steps for Africa", Washington D.C., 26 octobre 2006, disponible à l'adresse suivante: http://www.agritrade.org/events/speeches/CottonConference/Townsend.pdf.

[28] Rapport mondial sur le développement humain 2005, page 140.

[29] *Ibid.*, page 140.

[30] Première communication écrite présentée par le Brésil au Groupe spécial, 17 novembre 2006 ("première communication écrite du Brésil").

notable. Cet empêchement de hausses de prix a une incidence défavorable sur les exploitants cotonniers tchadiens et sur l'économie tchadienne dans son ensemble. De plus, ainsi que le Brésil le fait valoir dans sa première communication, et que le Tchad le soutient ci-après, les États-Unis n'ont pas correctement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant les effets défavorables de ces subventions.

18. Pour évaluer l'incidence de ces subventions sur le Tchad, et les arguments qu'il formule dans la présente procédure, le Tchad demande que le Groupe spécial prenne note de l'article 24 du Mémorandum d'accord, qui dispose qu'"[à] tous les stades de la détermination des causes d'un différend et d'une procédure de règlement des différends concernant un pays moins avancé Membre, une attention particulière sera accordée à la situation spéciale des pays les moins avancés Membres". Pour les raisons exposées ci-dessus, le fait que le Tchad est tributaire de sa branche de production du coton pour générer des exportations et lutter contre la pauvreté constitue justement une telle situation spéciale. Le Groupe spécial devrait accorder l'attention appropriée à cette situation spéciale en rendant des recommandations et des décisions qui aboutissent à un marché mondial du coton concurrentiel qui n'est pas faussé par des subventions incompatibles avec les règles de l'OMC.

II. ARGUMENTATION JURIDIQUE

A. LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS PRIS DE MESURES POUR METTRE EN ŒUVRE LES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ORD

19. Le Groupe spécial initial a constaté que plusieurs programmes de subventionnement des États-Unis qui étaient impératifs et subordonnés aux prix, dont les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (ou "Step 2"), les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton upland, causant de ce fait des effets défavorables pour le Brésil, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[31] Toutefois, pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis ont simplement mis fin au programme Step 2 à compter d'août 2006, sans toucher aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques.[32] Comme il est expliqué plus en détail ci-après, toutefois, le programme Step 2 représentait tout au plus un septième des subventions globales accordées à la production cotonnière des États-Unis. Il s'ensuit que la grande majorité des avantages de la mise en œuvre devaient provenir de la suppression des programmes de soutien interne.

20. Le Tchad rappelle que l'article 7.8 de l'*Accord SMC* exige que le "Membre qui accorde ou maintient [une subvention qui a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre] prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention".

21. Le Tchad estime que du fait qu'ils ont simplement mis fin aux versements Step 2 et maintenu les autres programmes dont il avait été constaté qu'ils causaient des effets défavorables, on ne saurait constater que les États-Unis ont retiré les subventions ou ont éliminé leurs effets défavorables.

---

[31] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1 g) i).

[32] Voir la pièce Bra-435 (Deficit Reduction Act of 2005, U.S. Public Law 109-171, Section 1103, disponible à l'adresse suivante: http://www.access.gpo.gov/nara/publaw/109publ.html). Le projet de loi du Congrès des États-Unis abrogeant le programme de subventionnement Step 2 pour le coton upland a été promulgué le 8 février 2006 et a pris effet le 1er août 2006. Voir le compte rendu de la réunion de l'ORD, WT/DSB/M205, 17 février 2006, paragraphe 92, et la pièce Bra-441 ("House approves Byrd repeal, elimination of step 2 cotton program", Inside US Trade, 3 février 2006).

1. Les États-Unis n'ont pas correctement mis en œuvre les constatations du Groupe spécial concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

22. Nul ne conteste que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas été retirés. Au contraire, les États-Unis font valoir que ces programmes n'ont été visés ni par une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni par des recommandations de l'ORD.[33] Les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures qui faisaient l'objet des recommandations et décisions de l'ORD et, par conséquent, que ces mesures n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.[34]

23. Le Tchad ne souscrit pas à l'interprétation que font les États-Unis des constatations du Groupe spécial initial et des recommandations et décisions de l'ORD. Le Groupe spécial initial a constaté que "les mesures de subventionnement … qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix [avaient] pour effet" d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, ce qui causait un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[35]

24. Le Groupe spécial a clairement indiqué que les mesures en cause comprenaient les "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures", y compris les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[36]

25. Dans son analyse des allégations de menace de préjudice grave que le Brésil avait formulées au titre des articles 6.3 c) et 5 c) en ce qui concernait ces mêmes mesures, le Groupe spécial a aussi dit qu'il y avait "deux grandes mesures qui prévo[yaient] le versement des subventions des États-Unis en question", à savoir "la Loi FSRI de 2002 et son règlement d'application" et "la législation prévoyant l'octroi de subventions au titre de l'assurance-récolte avant et depuis la campagne de commercialisation 2002".[37] Le Groupe spécial a expliqué comme suit les conséquences de ses constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel en ce qui concernait ces mesures:

> Comme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, *les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"*. Nous rappelons que, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".[38]

26. Ainsi, le Groupe spécial a clairement estimé que ses constatations concernant le préjudice grave "actuel" s'appliquaient non seulement aux versements, mais également au cadre législatif et réglementaire de la Loi FSRI de 2002 et de son règlement d'application.

---

[33] Première communication et demande de décisions préliminaires des États-Unis d'Amérique, 15 décembre 2006 (la "première communication des États-Unis"), paragraphe 37.

[34] *Ibid.*, paragraphe 44.

[35] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.14.16 et 8.1 g) i).

[36] *Ibid.*, paragraphe 7.1107 ix).

[37] *Ibid.*, paragraphe 7.1498.

[38] *Ibid.*, paragraphe 7.1501 (note de bas de page de l'original omise) (pas d'italique dans l'original).

27. En outre, le Groupe spécial s'est appuyé sur la portée de ses constatations concernant le préjudice grave "actuel" pour s'abstenir de traiter des allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*:

> Nous estimons que, une fois que *les États-Unis auront procédé à la mise en œuvre prescrite des constatations de l'existence de subventions prohibées et des constatations de l'existence d'un préjudice grave formulées par le présent Groupe spécial*, la série de mesures en question pourrait être notablement transformée et manifestement différente des mesures qui sont actuellement en question à un point tel qu'il n'est pas nécessaire ni approprié de traiter des allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil.[39]

28. Ainsi, le Groupe spécial initial a clairement estimé que ses constatations englobaient non seulement les versements mêmes effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, mais également les mesures législatives et réglementaires par lesquelles ces versements étaient imposés.

29. Les arguments des États-Unis selon lesquels les aspects législatifs et réglementaires de ces mesures n'étaient pas visés par les constatations du Groupe spécial comportent deux volets. Premièrement, les États-Unis font valoir que les constatations formulées par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport évoquaient des "versements" et non des "programmes" dans le membre de phrase entre tirets. L'argument des États-Unis ne tient pas compte du fait que le Groupe spécial a décrit les versements en cause comme "impératifs". Cette description suppose nécessairement que la mesure en cause ne se limitait pas aux versements effectifs eux-mêmes, mais englobait le cadre législatif et réglementaire qui rendait ces versements "impératifs". En conséquence, le Tchad n'estime pas que le fait que le Groupe spécial n'a pas utilisé le mot "programmes" au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport soit un motif suffisant pour ne pas tenir compte de sa description des mesures en cause ni de son explication, citée ci-dessus, des mesures qu'il estimait nécessaires pour la mise en œuvre.

30. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas traité des allégations en soi ou "en tant que tel" formulées par le Brésil concernant ces programmes, ni des allégations formulées par le Brésil concernant la menace de préjudice grave, et que, par conséquent, les constatations du Groupe spécial se limitaient strictement aux versements eux-mêmes. Cependant, rien n'empêche le Brésil de maintenir devant le présent Groupe spécial de la mise en conformité des allégations concernant la menace de préjudice grave dont le Groupe spécial initial s'est abstenu de traiter.[40] Ces allégations soulèvent sensiblement les mêmes questions au sujet du cadre législatif et réglementaire de ces programmes que celles que soulèvent les allégations du Brésil concernant la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial relatives au préjudice grave actuel.

31. Il apparaît que, dans leur argumentation, les États-Unis confondent la question de savoir si une disposition législative est contestée "en tant que telle" avec la question tout à fait distincte de savoir s'il peut être constaté qu'une disposition législative imposant certains versements cause un préjudice grave. Les allégations que le Brésil a présentées au Groupe spécial initial étaient que ces versements, y compris les "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements", causaient effectivement un préjudice grave. Autrement dit, ces allégations étaient des allégations "tel qu'appliqué" concernant des mesures qui comprenaient des dispositions législatives et réglementaires. La distinction qui a parfois été faite dans des procédures de l'OMC entre des allégations "en tant que tel" et des allégations "tel qu'appliqué" ne signifie pas que des dispositions

[39] *Ibid.*, paragraphe 7.1503 (pas d'italique dans l'original).

[40] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphes 7.90 à 7.94.

législatives ou réglementaires ne peuvent pas être contestées sur une base "tel qu'appliqué" ou que ces allégations "tel qu'appliqué" se limitent nécessairement aux versements eux-mêmes, à l'exclusion des mesures imposant ces versements. Lorsqu'une partie inclut des mesures législatives ou réglementaires dans une allégation "tel qu'appliqué", ainsi que le Brésil l'a fait devant le Groupe spécial initial, la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial relatives à cette allégation ne peut pas se limiter à un seul aspect de la mesure (les versements), à l'exclusion des autres aspects (les mécanismes des pouvoirs publics en vertu desquels sont effectués les versements).

32. Pour ces raisons, le Groupe spécial devrait rejeter les arguments des États-Unis selon lesquels les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

33. Le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures de mise en œuvre en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entre dans le champ de la présente procédure. Comme il est expliqué ci-dessus, les constatations du Groupe spécial initial s'appliquaient à ces programmes. Un examen au titre de l'article 21:5 porte à la fois sur les mesures prises pour mettre en œuvre et sur *le fait de ne pas avoir* mis en œuvre. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, l'Organe d'appel a confirmé que "[l]e mot "existence" indiqu[ait] que les mesures tombant sous le coup de l'article 21:5 compren[aient] non seulement les actes positifs, mais aussi les *omissions*".[41] Ainsi, lorsque le Membre concerné n'adopte pas de "mesures prises pour se conformer" dans les limites de la période de mise en œuvre, il commet un manquement ou une omission qui permet à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 de conclure qu'il n'"existe" aucune mesure visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

34. Comme la seule action entreprise par les États-Unis a été l'abrogation du programme Step 2 le 1er février 2006 avec effet à compter d'août 2006, il est clair que les États-Unis n'ont pas retiré ni modifié les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation ou de versements anticycliques dont il avait été constaté qu'ils étaient incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

2. Les États-Unis n'ont pas éliminé les effets défavorables des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

35. Comme il est indiqué ci-dessus, les États-Unis n'ont pris aucune mesure pour remédier aux effets défavorables causés par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.

36. De plus, on ne saurait dire que le retrait des versements au titre du programme Step 2 a éliminé les effets défavorables des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

37. La grande majorité des effets d'empêchement de hausses de prix et des effets défavorables causés par les programmes contestés des États-Unis étaient et continuent d'être causés par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques plutôt que par les versements au titre du programme Step 2. L'étude Anderson et Valenzuela mentionnée plus-haut le confirme.[42] Elle souligne que l'abrogation du programme Step 2 équivaut, au mieux, à une "réduction d'un septième des subventions globales accordées à la production cotonnière des États-Unis" et que, si le soutien était redéfini et prenait la forme de subventions directes à la

[41] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 67.

[42] Étude Anderson et Valenzuela, page 10.

production, "l'abrogation n'aurait en fait aucune incidence sur le marché mondial".[43] Par contre, si les programmes de versements anticycliques et de prêts à la commercialisation considérés étaient comme des mesures relevant de la catégorie orange des États-Unis, ils devraient faire l'objet d'une réduction de 1 milliard de dollars EU, ce qui représenterait "plus du double du montant associé à l'abrogation du programme Step 2".[44]

38. Ces constatations concordent avec celles de M. Daniel Sumner, qui a aussi fourni des estimations des effets des programmes individuels. Il relève qu'à lui seul, le programme Step 2 ne représente qu'environ 15 pour cent de l'incidence totale du subventionnement, mais que "les principaux programmes prévus par la loi agricole, les prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, sont responsables de la majeure partie de l'effet restant du subventionnement".[45] M. Sumner conclut que si les États-Unis mettaient pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en éliminant ces programmes, il en résulterait des hausses substantielles des prix et de la production qui bénéficieraient aux PMA.[46]

39. Ce sont donc les programmes de soutien interne des États-Unis, plutôt que les subventions à l'exportation accordées au titre du programme Step 2, qui nuisent le plus au Tchad. À l'aide de la base de données et du modèle GTAP, Anderson et Valenzuela démontrent dans leur étude que plus de 80 pour cent des avantages découlant de l'élimination de la totalité des subventions et droits d'importation visant le coton proviendront de la réduction des programmes de soutien interne plutôt que des subventions à l'exportation qui "ne contribueront à pratiquement aucun des avantages de la réforme au niveau mondial".[47]

40. Le Tchad estime qu'en plus de leurs effets sur le Brésil, les subventions des États-Unis continuent de causer des effets défavorables au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC* sur le marché mondial du coton upland et, par conséquent, pour les intérêts non seulement du Brésil, mais également du Tchad et des autres pays africains producteurs de coton.

41. Le Groupe spécial initial a déjà constaté ce qui suit:

> [L]es mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.[48]

42. Le Tchad estime que les constatations et l'analyse du Groupe spécial initial restent pertinentes pour la présente analyse parce que la présente procédure s'inscrit dans une "suite d'événements".[49] Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, l'Organe d'appel a dit qu'un

---

[43] *Ibid.*
[44] *Ibid.*
[45] Document de travail Sumner, page 20.
[46] *Ibid.*
[47] "[L]'élimination des subventions à l'exportation ne contribuerait à pratiquement aucun des avantages de la réforme au niveau mondial, et l'élimination des droits applicables au coton ne représenterait qu'un neuvième du gain au niveau mondial, alors que les huit neuvièmes restants proviendraient de la réduction des programmes de soutien interne", page 8. Voir aussi la Trade Note 27 de la Banque mondiale, 30 mars 2006, page 2.
[48] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1 g) i).
[49] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs* (article 21:5 – États-Unis), paragraphe 121.

groupe spécial agissant en vertu de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne pouvait pas accomplir sa tâche "sans tenir compte de la mesure qui était visée par la procédure initiale"[50], et qu'"on pourrait avoir des doutes au sujet de la nature objective de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait s'écarter du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute constatation s'agissant des éléments de preuve correspondants."[51] Ainsi que l'a dit l'Organe d'appel:

> [l]es groupes spéciaux au titre de l'article 21:5 sont censés se référer aux rapports des groupes spéciaux initiaux, en particulier lorsque les questions dont ils sont saisis sont étroitement liées aux questions dont étaient saisis les groupes spéciaux initiaux.[52]

43. Un tel raisonnement s'applique aussi au présent différend. Les allégations de préjudice grave en l'espèce dans la mesure où elles concernent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques portent sur les mêmes programmes de subventionnement qui étaient en cause devant le Groupe spécial initial. Comme les États-Unis n'ont pas modifié les mesures dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'elles causaient un préjudice grave, le présent Groupe spécial devrait s'appuyer sur les conclusions factuelles et juridiques concernant l'existence, la nature et le potentiel d'empêchement de hausses de prix de ces mesures qui figurent dans le rapport du Groupe spécial initial. Le Tchad renvoie le Groupe spécial aux constatations pertinentes formulées par le Groupe spécial initial sur ces questions.[53]

44. Comme il est indiqué plus haut, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont à l'origine de la *grande majorité* des effets défavorables identifiés par le Groupe spécial initial. Le fait de ne pas avoir mis en œuvre les constatations du Groupe spécial initial concernant ces subventions a donc privé les exportateurs de coton comme le Tchad des avantages découlant des constatations du Groupe spécial et a causé les dommages mentionnés précédemment que subit actuellement un secteur d'une importance cruciale pour l'économie vulnérable du Tchad. Dans ces circonstances, compte tenu de la situation spéciale du Tchad, le présent groupe spécial devrait suivre le raisonnement du Groupe spécial initial et constater que les effets défavorables subsistent et n'ont pas changé. Le Tchad appuie donc les arguments du Brésil selon lesquels les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002 *à eux seuls* causent un préjudice grave actuel et il demande au Groupe spécial de formuler des constatations dans ce sens.[54]

45. En outre, comme il est expliqué ci-dessus aux paragraphes I.B.12 et I.B.13, et comme le relève le Brésil dans sa première communication écrite au Groupe spécial, les effets des subventions des États-Unis sur les prix ont subsisté et, en fait, se sont aggravés après que le Groupe spécial initial eut formulé ses constatations. Le Tchad et les autres pays du groupe "Coton-4" ont continué à perdre des parts de marché à l'exportation de coton, alors même que la part de marché des États-Unis continuait d'augmenter. De plus, la production de coton et les prix à la production du coton des pays du groupe "Coton-4" ont continué de diminuer sensiblement, de 15 et 18 pour cent, respectivement, en 2005-2005. Le Brésil fait observer que la part des pays d'Afrique de l'Ouest et centrale dans la production mondiale est passée de 5,15 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2002 à 3,85 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 – soit une diminution de 25 pour

---

[50] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, paragraphe 102.

[51] *Ibid.*, paragraphe 103.

[52] *Ibid.*, paragraphe 105. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs* (article 21:5 – États-Unis), paragraphe 121.

[53] Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes. Lu conjointement avec le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe.

[54] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 47 et suivants.

cent.[55] La part des exportations mondiales détenue par la région est passée de 13,51 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2002 à 11,10 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005. En fait, la part des exportations mondiales détenue par les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale pendant la campagne de commercialisation 2005 n'avait jamais été aussi faible au cours des dix dernières années.[56]

46. C'est pour ces raisons que le Tchad appuie l'allégation du Brésil selon laquelle "les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques subordonnés aux prix des États-Unis qui étaient prévus par la Loi FSRI de 2002 et n'ont pas été abrogés causent un préjudice grave actuel sous la forme d'un empêchement de hausses des prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton upland, et d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*", et il demande au Groupe spécial de formuler des constatations dans ce sens.[57]

3. Les versements devant être effectués pendant la campagne de commercialisation 2006 menacent de causer un préjudice grave

47. Le Tchad appuie aussi l'allégation du Brésil selon laquelle malgré l'abrogation du programme Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques imposés par la Loi FSRI de 2002 qui doivent être effectués pendant la campagne de commercialisation 2006, et au-delà, menacent de causer un préjudice grave au sens des articles 5 c) et 6.3 c) ainsi que de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*.

48. Ainsi que l'a établi le Groupe spécial initial, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont impératifs, prévoient des niveaux élevés garantis de superficie plantée, de production et d'exportations et ont empêché des hausses de prix dans une mesure notable. Le maintien de l'octroi de ces subventions, qui est imposé par la législation, constitue une menace permanente d'empêchement de hausses des prix mondiaux dans une mesure notable pour les producteurs de coton des pays en développement, et subsistera tant que ces programmes de subventionnement ne seront pas abrogés ou notablement modifiés.

49. Le Tchad renvoie aux arguments et éléments de preuve présentés par le Brésil à l'appui de cette allégation, et il demande au Groupe spécial de constater que ces subventions causent un préjudice grave actuel et menacent de causer un tel préjudice, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) et de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*.

B. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT ANALYSER LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION AU TITRE DE L'ARTICLE 1.1 B) DE L'*ACCORD SMC*

50. Le Tchad appuie aussi les arguments du Brésil concernant la mise en œuvre par les États-Unis des recommandations et des décisions de l'ORD concernant les programmes de garantie du crédit à l'exportation maintenus par la Société de crédit pour les produits de base.[58]

51. Le Tchad estime qu'il est particulièrement important que le présent Groupe spécial interprète de manière stricte les dispositions de l'*Accord SMC* et de l'*Accord sur l'agriculture* qui régissent les

[55] Comparer la production de l'Afrique de l'Ouest et centrale (pièce Bra-450 ("Cotton: World Statistics", ICAC, septembre 2006, pages 26 et 28) et la production mondiale de coton upland (pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use)).

[56] Comparer les exportations de l'Afrique de l'Ouest et centrale (pièce Bra-450 ("Cotton: World Statistics", ICAC, septembre 2006, pages 56 et 58) et les exportations mondiales de coton upland (pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use)).

[57] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 6.

[58] Première communication écrite du Brésil, pages 130 et suivantes.

garanties de crédit à l'exportation. Dans la pratique, seuls les pouvoirs publics des pays développés peuvent effectivement fournir des garanties de crédit à l'exportation pour promouvoir leurs exportations. Ainsi que l'a noté un groupe spécial antérieur:

> [A]u moyen des garanties en matière de crédit à l'exportation, les pouvoirs publics peuvent effectivement proposer leurs taux d'emprunt aux emprunteurs. Toutefois, les taux d'emprunt applicables aux pouvoirs publics des pays développés sont généralement inférieurs à ceux qui sont applicables aux pouvoirs publics des pays en développement. De ce fait, les pays en développement Membres … ne pourraient jamais satisfaire aux conditions de financement que remplissent les pays développés Membres grâce aux garanties des pouvoirs publics.[59]

52. Cette observation s'applique *a fortiori* à un PMA comme le Tchad. Grâce à une garantie de crédit à l'exportation offerte par des pouvoirs publics notés "AAA", les exportations en provenance de ce pays peuvent être effectuées à des conditions de financement normalement offertes à des emprunteurs dont le risque de crédit est AAA. Ainsi, les acheteurs de produits bénéficiant de garanties de crédit à l'exportation offertes par les États-Unis profitent de la cote de crédit du gouvernement des États-Unis, ce qui confère un avantage concurrentiel aux exportateurs des États-Unis. En outre, les garanties de crédit à l'exportation sont pour les pays développés un moyen relativement bon marché de soutenir leurs exportations en ce sens qu'elles ne nécessitent aucun décaissement immédiat.

53. En revanche, des pays comme le Tchad n'ont pas de cotes de crédit suffisamment élevées pour pouvoir fournir des garanties de crédit à l'exportation qui soient concurrentielles. Ils n'ont pas non plus les ressources nécessaires pour assurer le financement continu de tels programmes. Ainsi, les pays en développement Membres, et en particulier les PMA, sont confrontés à des désavantages structurels permanents comparativement aux pays développés Membres pour ce qui est de l'octroi de crédits à l'exportation.

54. Les garanties de crédit à l'exportation sont soumises aux disciplines de l'*Accord SMC*. Des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que les garanties de crédit à l'exportation pouvaient être incompatibles avec l'*Accord SMC* si: a) une garantie de crédit à l'exportation était offerte par les pouvoirs publics à des conditions meilleures que celles qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire sur le marché pour une garantie équivalente (conférant de ce fait un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*)[60]; b) une garantie de crédit à l'exportation offerte par les pouvoirs publics améliorait les conditions du prêt garanti comparativement à celles qui auraient pu être obtenues sur le marché en l'absence de ladite garantie (sur la base de l'article 14 c) de l'*Accord SMC*)[61]; et c) un programme de garantie du crédit à l'exportation mis en place par les pouvoirs publics imposait des taux de primes qui étaient insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme (sur la base du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*).[62]

55. Les désavantages structurels dont souffrent le Tchad et d'autres PMA en matière de garanties de crédit à l'exportation n'affectent pas, bien entendu, le droit des autres Membres de l'OMC d'offrir des garanties de crédit à l'exportation compatibles avec les disciplines susmentionnées. Toutefois, la situation spéciale des PMA à cause de ces désavantages devrait fournir un contexte factuel important

---

[59] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, note de bas de page 98. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 5.136.

[60] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits compensateurs visant les DRAM*, paragraphe 7.189.

[61] *Ibid.*

[62] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 672 et 674; le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.867 et 7.869.

au présent Groupe spécial pour l'interprétation des dispositions pertinentes de l'*Accord SMC* et l'évaluation des mesures des États-Unis.

56. En particulier, le Groupe spécial ne devrait pas limiter son examen des garanties de crédit à l'exportation offertes par les États-Unis à la question de savoir si les taux auxquels sont offertes lesdites garanties sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme au sens du point j) de la Liste exemplative. En outre, le Groupe spécial devrait examiner soigneusement si les garanties de crédit à l'exportation offertes par les États-Unis confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* tel que l'a interprété l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*.[63]

III. CONCLUSION

57. Ainsi que le Tchad l'a dit plus haut, le Groupe spécial devrait, au titre de l'article 24 du Mémorandum d'accord, accorder de l'attention aux intérêts des PMA comme le Tchad dans la présente procédure. Une telle attention est particulièrement appropriée lorsque, comme en l'espèce, des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC prises par un pays développé riche Membre de l'OMC continuent de causer des dommages graves à une activité agricole de subsistance importante pour l'économie de certains des PMA les moins développés du monde.

58. En demandant au Groupe spécial d'accorder une attention soutenue à la situation spéciale du Tchad et des autres pays du groupe "Coton-4" dans la présente procédure, le Tchad ne demande en aucun cas au Groupe spécial d'infléchir les règles énoncées dans les Accords de l'OMC en sa faveur. En revanche, pour reprendre les propos de l'ancien Directeur général adjoint de l'OMC, M. Kipkorir Rana, le Tchad demande simplement au Groupe spécial de s'assurer, par un examen minutieux des éléments de preuve et une application rigoureuse du droit, que les règles et disciplines pertinentes de l'OMC s'appliquent pleinement au secteur cotonnier de façon à ce que puisse prévaloir un système équitable et axé sur le marché, et que soient ainsi éliminées des subventions dispendieuses qui causent des dommages importants aux Membres de l'OMC les plus pauvres.[64]

59. De l'avis du Tchad, le Brésil a présenté des arguments et des éléments de preuve convaincants pour montrer que les programmes de subventionnement subordonnés aux prix des États-Unis en faveur du coton upland qui étaient prévus par la Loi FSRI n'ont pas été retirés ni modifiés d'une manière significative. Le Brésil a aussi montré que la surproduction et les exportations excessives, ainsi que l'empêchement de hausses des prix du coton upland dans une mesure notable, s'étaient poursuivis après l'adoption des rapports du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel dans le présent différend. Comme il est expliqué ci-dessus, la propre expérience du Tchad confirme les éléments de preuve présentés par le Brésil.

60. En conséquence, le Tchad demande que le Groupe spécial formule les constatations demandées au paragraphe 462 de la première communication du Brésil et fasse les recommandations demandées au paragraphe 463 de ladite communication.

---

[63] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 152 et suivants.

[64] "[Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad] ne demandent pas de l'aide, qui est du ressort de la Banque mondiale, ni ne lancent des appels politiques pour lesquels l'ONU est le cadre indiqué. Ils ont simplement demandé que les règles et disciplines de l'OMC s'appliquent aussi dans des secteurs qui présentent un intérêt pour les pauvres – qu'un système équitable et axé sur le marché soit établi pour l'agriculture et que les dispendieuses subventions à l'exportation et à la production des pays riches soient abolies et cessent de porter atteinte à leur avantage comparatif." M. Kipkorir Rana, ancien Directeur général adjoint de l'OMC, déclaration faite au deuxième Sommet économique des pays d'Afrique de l'Est, "The Multilateral Trading System: Why East Africa Must Remain Engaged", 18 au 21 septembre 2003, www.wto.org.

ANNEXE A-7

COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. INTRODUCTION 61

2. ARGUMENTS 61

2.1 Question de savoir si le point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC constitue la base complète de l'analyse du GSM 102 tel que modifié 61

2.2 Question de savoir si les "programmes" ML/CCP n'entrent pas dans le champ de la présente procédure 62

3. CONCLUSIONS 64

1. INTRODUCTION

1. La Chine se félicite d'avoir l'occasion de présenter ses vues sur les mesures de mise en œuvre prises par les États-Unis conformément à la décision et aux recommandations adoptées par l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans le cadre de la procédure initiale.

2. Conformément à l'article 10 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (*le "*Mémorandum d'accord*"*)*, la Chine présente sa communication en tant que tierce partie.

3. Dans la présente communication, la Chine s'intéressera aux questions suivantes:

1) la question de savoir si le point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC constitue la base complète de l'analyse du GSM 102 tel que modifié;

2) la question de savoir si les "programmes" ML/CCP n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

2. ARGUMENTS

2.1 Question de savoir si le point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC constitue la base complète de l'analyse du GSM 102 tel que modifié

4. Dans sa communication, le Brésil démontre qu'au regard des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des "contributions financières" qui confèrent des "avantages", et que ces subventions sont subordonnées en droit aux résultats à l'exportation.[1] De plus, il présente une allégation subsidiaire au titre du point j) selon laquelle le programme continue de constituer une subvention à l'exportation, puisque les commissions restent insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme.[2]

5. Les États-Unis réfutent l'approche du Brésil en alléguant qu'elle aboutirait à un résultat fondamentalement vicié, à savoir qu'une mesure dont il a spécifiquement été constaté qu'elle ne relevait pas de la définition d'une subvention à l'exportation pourrait ensuite faire l'objet d'une constatation selon laquelle elle est une subvention à l'exportation. Les États-Unis affirment que "c'est le point j) qui sert de base pour évaluer si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont ou non des subventions à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC".[3] En outre, il apparaît que les États-Unis allèguent que "dans le cas des mesures figurant dans la Liste exemplative, ce sont les dispositions spécifiques de la Liste exemplative – et non les dispositions générales relatives aux subventions des articles 1.1 et 3.1 a) – qui déterminent quand les mesures peuvent être considérées comme des subventions à l'exportation".[4] En somme, il apparaît que les États-Unis font valoir une interprétation a *contrario* du point j) afin de justifier leur programme GSM-102 modifié.

6. À cet égard, la Chine croit que la constatation formulée par le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce* peut fournir des indications utiles. Dans les discussions portant sur le moyen de défense au titre du point j), le Groupe spécial a dit ce qui

[1] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 361.
[2] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 362.
[3] *Voir* la première communication et la demande de décisions préliminaires des États-Unis d'Amérique, paragraphe 66.
[4] *Ibid.*, paragraphe 65.

suit: "Le point j) ne renferme pas une telle déclaration affirmative. Il décrit simplement certaines circonstances dans lesquelles des programmes donnés constitueront des subventions à l'exportation. Puisque le point j), par conséquent, ne relève pas de la note de bas de page 5, il ne représente pas une base permettant de constater que des mesures ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées".[5] Le Groupe spécial a en outre conclu ce qui suit: "tel qu'il est libellé, le point j) définit certaines circonstances dans lesquelles des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation. Il ne vise tout simplement pas les programmes de garantie à l'exportation qui couvrent bien, à longue échéance, leurs frais et leurs pertes de gestion".[6] En conséquence, le Groupe spécial a constaté qu'une interprétation *a contrario* du point j) n'était pas admissible.

7. Il s'ensuit que le point j) n'est qu'un raccourci pour déterminer si une garantie de crédit à l'exportation constitue une subvention à l'exportation lorsque la garantie ne couvre pas, à longue échéance, ses frais et ses pertes de gestion. Toutefois, il ne s'agit pas d'une disposition pouvant être utilisée comme moyen de défense. Lorsqu'une garantie couvre bien, à longue échéance, ses frais et ses pertes de gestion, il est toujours possible qu'elle constitue une subvention à l'exportation. Autrement dit, si une mesure ne satisfait pas aux prescriptions du point j), le groupe spécial doit encore examiner si elle est conforme ou non aux articles 1er et 3 de l'Accord SMC, et spécifiquement, si elle constitue une contribution financière qui confère des avantages. De l'avis de la Chine, la portée des subventions à l'exportation au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC est plus large que celle du point j) de la Liste exemplative. La partie plaignante peut établir *prima facie* l'existence d'une subvention à l'exportation en alléguant soit une violation de la Liste exemplative soit des violations des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Toujours est-il que la non-existence d'une violation de la Liste exemplative ne veut pas dire qu'il y a aussi compatibilité avec les obligations énoncées aux articles 1er et 3 de l'Accord SMC.

8. Ainsi, selon la Chine, l'approche des États-Unis consistant à procéder à l'analyse à partir du point j) est incomplète. Ce sont les dispositions de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC *plus* le point j) de la Liste exemplative, et non le point j) à lui seul, qui peuvent constituer la base complète de l'analyse de la nature du programme GSM 102. Même si les États-Unis pouvaient prouver que les primes du programme GSM 102 pourraient couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme, il leur faudrait encore prouver que le programme est compatible avec la discipline concernant les subventions à l'exportation qui est énoncée aux articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC et avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture.

2.2 Question de savoir si les "programmes" ML/CCP n'entrent pas dans le champ de la présente procédure

9. Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité détermine que les États-Unis ne se sont pas conformés pleinement à leur obligation, au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC, de "retirer[] la subvention" ou d'"éliminer les effets défavorables" en ce qui concerne leurs programmes de subventionnement subordonnés aux prix.[7] Le Brésil croit que la nouvelle série de mesures accordant un soutien aux producteurs de coton upland des États-Unis (à savoir, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques) continue de causer un préjudice grave et de menacer de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

---

[5] Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, paragraphe 7.178.

[6] Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, paragraphe 7.203.

[7] *Ibid.*, paragraphe 29.

10. Par ailleurs, les États-Unis font valoir que les *programmes* ML/CCP n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.[8] Selon eux, 1) "les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont été visés ni par une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni par des recommandations de l'ORD" (pas d'italique dans l'original)[9], puisque "le Brésil a établi clairement une distinction entre les allégations à l'encontre des *programmes en soi* et les allégations à l'encontre de *versements spécifiques au titre des programmes*" (pas d'italique dans l'original)[10]; et 2) puisque les programmes ML/CCP n'ont pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou à un autre titre, ils ne constituent pas des "mesures prises pour se conformer".[11]

11. La Chine ne peut pas souscrire à la position des États-Unis selon laquelle ils n'ont rien à faire en ce qui concerne les programmes ML et CCP.

12. Tout d'abord, contrairement à ce qu'ont affirmé les États-Unis dans leur communication, l'ORD a bien rendu des décisions et recommandations concernant les programmes ML et CCP à de nombreuses reprises dans le rapport du Groupe spécial, 1) le Groupe spécial a constaté que l'une des "mesures en cause"[12] consistait en "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures", y compris celles régissant les ML et les CCP. Cela montre que les "dispositions législatives et réglementaires" régissant les ML/les CCP sont des mesures visées par des décisions/des constatations du Groupe spécial. 2) Pour déterminer la spécificité des mesures en cause, le Groupe spécial a constaté qu'"une analyse textuelle de "la législation en vertu de laquelle [l]'autorité [qui accorde la subvention] agit" nous amène à conclure que ces subventions sont "spécifiques" au sens de l'article 2.1 a)".[13] Cela indique clairement que le Groupe spécial a bien fait dans une certaine mesure des constatations concernant la législation autorisant des subventions au titre des programmes ML/CCP. 3) Pour établir les liens de causalité entre les subventions des États-Unis et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, le Groupe spécial a constaté que les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et les versements CCP, entre autres, étaient *directement liés* aux cours mondiaux du coton upland, ce qui isolait les producteurs des États-Unis des prix bas, et que *la structure, la conception et la gestion de ces mesures* constituaient des éléments de preuve étayant l'existence d'un lien de causalité avec l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.[14] Il s'agit de descriptions explicites des programmes ML/CCP en ce sens que l'expression "directement liés au cours mondial" renvoie à un mécanisme par lequel une subvention doit être versée, plutôt qu'au versement en soi, et que le membre de phrase "*la structure, la conception et la gestion de ces mesures*" est clairement synonyme des programmes. En résumé, ces constatations montrent clairement que le Groupe spécial initial a rendu des décisions concernant les programmes ML/CCP.

13. En outre, en ce qui concerne ses constatations relatives à la "menace de" préjudice grave, le Groupe spécial a conclu en établissant explicitement que les États-Unis étaient obligés de prendre des mesures au sujet de leur *cadre législatif et réglementaire actuel*, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" (pas d'italique dans l'original).[15] En formulant sa constatation au sujet des "allégations d'incompatibilité en soi" du Brésil, le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit: "À la lumière de nos constatations exposées ci-dessus dans les sections VII.E, F, G et H, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'examiner les *allégations en soi du Brésil concernant ces mesures* au

[8] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.
[9] *Ibid.*, paragraphe 37.
[10] *Ibid.*, paragraphe 32.
[11] *Ibid.*, paragraphe 45.
[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107.
[13] *Ibid.*, paragraphe 7.1146.
[14] *Ibid.*, paragraphe 7.1349.
[15] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

titre des articles 5 c) et 6.3 c) et d) de l'Accord SMC et de l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994." (pas d'italique dans l'original)[16] Ces citations montrent que le Groupe spécial a supposé que le cadre législatif et réglementaire des États-Unis devait être modifié, et qu'il s'est abstenu de donner plus de précisions à cet égard.

14. Si l'on revient en arrière et que l'on suppose que le Groupe spécial initial n'a fait aucune recommandation concernant les *programmes* ML/CCP du fait qu'il a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle aux allégations en soi du Brésil, les États-Unis doivent toujours prendre des mesures pour éliminer les effets défavorables causés par ces subventions, y compris les programmes ML et CCP.

15. Une autre allégation formulée par les États-Unis concernant le champ de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité est que "le Brésil ne peut pas dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 formuler de nouveau ces allégations à l'encontre de mesures inchangées".[17] À cet égard, la Chine rappelle qu'au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport, le Groupe spécial initial a constaté que "les mesures de subventionnement des États-Unis qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – [avaient] pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*". Les recommandations et décisions de l'ORD obligeaient les États-Unis, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, à éliminer les effets défavorables causés par ces subventions ou à retirer les subventions.[18]

16. Comme le Brésil l'a estimé et les États-Unis l'ont reconnu, le seul changement effectué par les États-Unis concernant les subventions pouvant donner lieu à une action est l'abrogation du programme Step 2. Cela dit, le mandat d'un groupe spécial de la mise en conformité ne se limite pas aux mesures dont la partie défenderesse allègue qu'elles sont les mesures prises pour se conformer. Il est clair que les États-Unis devront prendre des mesures pour retirer les trois subventions ou éliminer les effets défavorables causés par ces subventions. La Chine est d'avis que puisque le Groupe spécial de la mise en conformité est obligé d'examiner si les mesures prises par les États-Unis sont compatibles avec l'accord visé, il est nécessaire qu'il examine si les deux programmes restants (les programmes ML et CCP) causent toujours un préjudice grave.

3. CONCLUSIONS

17. Pour conclure, la Chine demande au Groupe spécial de la mise en conformité de constater ce qui suit:

1) C'est la série de clauses conditionnelles figurant dans l'Accord sur l'agriculture (en particulier les articles 10:1 et 8) et l'Accord SMC (en particulier les articles 1, 3.1 a) et 3.2) *plus* le point j) de la Liste exemplative qui constituent la base complète de l'analyse de la nature du programme GSM 102.

[16] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1511.
[17] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 48.
[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 d). Le Brésil rappelle que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel ont été adoptés par l'ORD le 21 mars 2005.

2) Les programmes de versements ML/CCP entrent dans le champ de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

18. La Chine se réserve le droit de présenter de nouveaux arguments et de développer plus avant les arguments avancés ici, dans sa déclaration orale à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond.

ANNEXE A-8

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 68

II. COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 68

A. INTRODUCTION 68

B. UNE NOUVELLE COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL N'EST PAS NÉCESSAIRE 69

C. RESSORTISSANTS DE TIERCES PARTIES 70

D. RÔLE DE L'ARTICLE 8:7 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 71

E. PRÉCÉDENT FÂCHEUX 72

F. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT FORMULER UNE CONSTATATION OU RENDRE UNE DÉCISION 72

III. CHARGE DE LA PREUVE 73

IV. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD RELATIVES AUX EFFETS DÉFAVORABLES 73

A. OBLIGATION DE METTRE EN ŒUVRE 73

B. PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL 76

C. MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE 78

V. LA DISTINCTION DITE "IMPÉRATIF-FACULTATIF" ALLÉGUÉE 79

Affaires citées

Titre abrégé	Titre complet et référence
Australie – Cuir pour automobiles	*Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, WT/DS126/R, adopté le 16 juin 1999
Canada – Aéronefs (article 21:5)	*Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
États-Unis – Acier traité contre la corrosion	*États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Bois de construction résineux VI	*États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS277/R, adopté le 26 avril 2004
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)	*États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/RW, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Chemises et blouses	*États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	*États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Loi de 1916	*États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, adopté le 26 septembre 2000
États-Unis – Réduction à zéro	*États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
Guatemala – Ciment I	*Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	*Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – SHTF (article 21:5)	*Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes se félicitent d'avoir l'occasion de présenter leurs vues sur les allégations juridiques formulées par le Brésil et les États-Unis concernant la non-mise en conformité alléguée avec les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire "*États-Unis – Subventions concernant le coton upland*".

2. Les Communautés européennes ont décidé de participer en tant que tierce partie à la procédure du Groupe spécial initial à cause de l'intérêt systémique qu'elles avaient dans l'interprétation correcte des dispositions pertinentes de l'OMC, ainsi que dans l'application correcte du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"). À la réunion de l'ORD tenue le 28 septembre 2006, les Communautés européennes ont dit qu'elles réservaient leurs droits de tierce partie en ce qui concernait le recours du Brésil à l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*.[1]

3. En tant que tierce partie, les Communautés européennes ne formulent pas nécessairement des observations sur chaque aspect des communications des parties. Le fait que les Communautés européennes n'ont pas formulé d'observations sur un argument particulier des parties, ou sur le raisonnement et les constatations juridiques figurant dans le rapport du Groupe spécial ou le rapport de l'Organe d'appel, ne devrait pas être considéré comme une approbation de ces arguments, de ce raisonnement ou de ces constatations. Comme il est d'usage, les Communautés européennes s'abstiendront d'analyser en détail les faits de la cause mais présenteront leurs vues sur plusieurs points qui soulèvent des questions systémiques.

4. Les communications des parties soulèvent un certain nombre de questions systémiques sur lesquelles les Communautés européennes tiennent à formuler des observations. Ces questions seront traitées sous les rubriques suivantes:

- composition du Groupe spécial;
- charge de la preuve;
- recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables:
  - obligation de mettre en œuvre;
  - préjudice grave *actuel*;
  - *menace de* préjudice grave; et
- distinction impératif/facultatif.

5. Il y a d'autres questions, dont la demande des États-Unis concernant certaines décisions préliminaires, sur lesquelles les Communautés européennes entendent formuler des observations, et se réservent le droit de formuler d'autres observations à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, une fois que les communications présentées à titre de réfutation par les parties seront disponibles.

II. COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

A. INTRODUCTION

6. Les Communautés européennes souhaiteraient donner leur point de vue s'agissant de la déclaration faite par le Brésil à la réunion de l'ORD du 26 octobre 2006 au sujet de la composition du Groupe spécial établi le 28 septembre 2006 au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* dans la présente affaire.

[1] Document de l'OMC WT/DSB/M/220 du 2 novembre 2006, paragraphe 50.

7. Le Brésil avait présenté une demande au titre de l'article 8:7 du *Mémorandum d'accord* en vue de la composition d'un groupe spécial de la mise en conformité. Dans sa demande, il avait prié le Directeur général de désigner les trois membres du Groupe spécial chargé de la procédure initiale. Bien que tous trois fussent disponibles pour participer à la procédure au titre de l'article 21:5, le Directeur général a décidé de ne demander qu'à l'un d'entre eux d'assurer à nouveau cette fonction et a désigné deux nouveaux membres.

8. Dans une lettre au Directeur général faisant suite à la demande concernant la composition du Groupe spécial, présentée par le Brésil au titre de l'article 8:7 du *Mémorandum d'accord*, les États-Unis avaient élevé une objection contre la nouvelle désignation de deux des membres du Groupe spécial initial, car il s'agissait de nationaux de tierces parties au différend. Le Brésil a jugé que l'objection formulée par les États-Unis était "étrange" et il a avancé un certain nombre de raisons pour justifier son avis dans sa déclaration du 26 octobre 2006.

B. UNE NOUVELLE COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL N'EST PAS NÉCESSAIRE

9. L'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, *dans tous les cas où cela sera possible*, avec recours au *groupe spécial initial*. … (pas d'italique dans l'original)

10. Une lecture simple du texte de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* informe de l'intention des rédacteurs du *Mémorandum d'accord*, à savoir que si le groupe spécial initial est disponible, c'est alors lui qui se chargera de la procédure au titre de l'article 21:5. Si le groupe spécial initial est disponible, il s'ensuit que rien n'exige de lui donner une nouvelle composition, puisqu'il existe déjà et est disponible. Il s'ensuit également que lorsque le groupe spécial initial est disponible, rien assurément n'exige de procéder à la composition d'un nouveau groupe spécial.

11. Il existe toutefois certaines circonstances limitées dans lesquelles le groupe spécial initial ne serait pas disponible. Il ne serait pas possible de porter la question devant le groupe spécial initial si, par exemple, l'un de ses membres avait démissionné, était décédé ou n'était pas disponible pour une autre raison. Il ne serait pas non plus possible de porter la question devant le groupe spécial initial si l'un de ses membres était en situation de conflit d'intérêts, par exemple s'il avait pris une participation dans une société cotonnière des États-Unis ou du Brésil. Dans ce cas, le membre du groupe spécial serait tenu de démissionner et ne serait donc plus disponible. Toutefois, les Communautés européennes sont d'avis qu'un ressortissant d'une tierce partie au différend qui est membre du groupe spécial en vertu d'un accord déjà donné au titre de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* ne peut pas pour cette seule raison être tenu de démissionner au stade de la mise en œuvre. Lorsqu'un membre du groupe spécial est ressortissant d'une tierce partie au différend, on présume et on part du principe que les parties devraient avoir recours au groupe spécial initial.

12. Si un membre du groupe spécial n'est pas disponible, les parties devraient appliquer l'article 9:3 du *Mémorandum d'accord* par analogie de façon que "les mêmes personnes, dans toute la mesure du possible, f[assent] partie" du groupe spécial. Ainsi, il faudrait partir du principe que, si l'un des membres du groupe spécial n'est pas disponible, les deux autres membres devraient continuer de faire partie du groupe spécial.

C. RESSORTISSANTS DE TIERCES PARTIES

13. L'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> Aucun ressortissant des Membres dont le gouvernement[6] est partie à un différend, ou tierce partie au sens du paragraphe 2 de l'article 10, ne siégera au groupe spécial appelé à en connaître, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.
>
> [6] Dans le cas où une union douanière ou un marché commun est partie à un différend, cette disposition s'applique aux ressortissants de tous les pays membres de l'union douanière ou du marché commun.

14. La première disposition de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* interdit donc à des ressortissants des tierces parties au différend de siéger au "groupe spécial appelé à en connaître". Toutefois, la deuxième disposition de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* permet aux parties de convenir que cette interdiction ne s'applique pas.

15. Le Groupe spécial initial était composé d'un Président polonais, d'un membre chilien et d'un membre australien (M. Daniel Moulis).

16. L'Australie a réservé ses droits de tierce partie lorsque le Groupe spécial initial a été établi le 18 mars 2003. Il s'ensuit nécessairement que le Brésil et les États-Unis doivent être (ou doivent être réputés être) convenus inconditionnellement que l'interdiction énoncée dans la première disposition de l'article 8:3 ne s'appliquait pas à M. Moulis. Le Brésil et les États-Unis sont donc convenus qu'il n'était pas interdit à M. Moulis de siéger au "groupe spécial appelé à ... connaître" du différend, bien que l'Australie fût une tierce partie. Il doit en être ainsi, sinon le Groupe spécial initial (et vraisemblablement le rapport du Groupe spécial) serait incompatible avec l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord*.

17. Les deux parties (les États-Unis et le Brésil) étant ainsi convenues que l'interdiction énoncée dans la première disposition de l'article 8:3 (empêchant M. Moulis de siéger au "groupe spécial appelé à ... connaître" du différend) n'était pas applicable, rien dans le *Mémorandum d'accord* ne justifie de revenir à un moment quelconque sur cet accord au seul motif que M. Moulis est un national d'une tierce partie. Les États-Unis ou le Brésil ou même les deux auraient pu par la suite avoir des "états d'âme", et souhaiter que M. Moulis démissionne ou soit démis de ses fonctions. Peut-être à la suite d'une décision préliminaire; ou après une audience; ou suite à des questions; ou après la remise de la partie factuelle ou du rapport intérimaire. Mais le Mémorandum d'accord n'accorde pas un tel droit aux parties, et à juste titre. Il serait manifestement très nuisible à l'indépendance des membres d'un groupe spécial, et inacceptable d'un point de vue systémique, que l'une ou l'autre des parties puisse unilatéralement démettre de ses fonctions un membre d'un groupe spécial au seul motif qu'il est un national d'une tierce partie, alors qu'elle aurait déjà donné son accord conformément à l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord*.

18. Le texte de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* étaye sans ambiguïté l'interprétation que font les Communautés européennes de cette question. Il dispose ce qui suit: "… third parties ... shall not serve on ***a panel concerned with that dispute***, unless the parties *to the dispute* agree otherwise" ([a]ucun[e] tierce partie [à un différend] … ne siégera au ***groupe spécial appelé à en connaître***, à moins que les parties au *différend* n'en conviennent autrement). L'utilisation du membre de phrase "a panel concerned with that dispute" indique que l'intention des rédacteurs de cet article était que la règle énoncée à l'article 8:3 (à savoir aussi bien l'interdiction que l'accord) s'applique plus généralement et pas seulement à la participation à la procédure initiale ("au différend [initial]"). La procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* est assurément "concerned with" le

différend initial. Il s'ensuit donc que l'interdiction générale qui est faite aux ressortissants de tierces parties de siéger à des groupes spéciaux s'applique au fait de siéger à des groupes spéciaux chargés de mener une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*; et il doit donc en être de même de l'accord dont il est question dans la deuxième disposition de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord*.

19. Fait déterminant, rien dans l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* ne permet à une partie "au différend" ou "concerned with that dispute" de revenir sur le consentement ("n'en convienne[] autrement") qu'elle a donné afin qu'un ressortissant d'une tierce partie siège au groupe spécial appelé à en connaître. Il n'est donc pas loisible aux États-Unis de revenir sur leur consentement dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, tout comme il leur aurait été impossible de revenir sur leur consentement après la publication du rapport intérimaire ou juste avant l'audience finale du Groupe spécial initial.

20. Si un Membre est libre d'élever des objections contre la composition d'un groupe spécial dans ces circonstances, les autres Membres auront alors la forte impression qu'il élève ces objections parce qu'il ne souscrit pas aux constatations du groupe spécial initial. Cette impression sera renforcée par le fait qu'il n'aura pas été élevé d'objection à la composition du groupe spécial initial au titre de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord*.

D. RÔLE DE L'ARTICLE 8:7 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

21. L'article 8:7 du *Mémorandum d'accord* dispose que si les parties au différend ne peuvent pas se mettre d'accord sur la composition du groupe spécial, le Directeur général déterminera la composition du groupe spécial "conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend". Les Communautés européennes estiment que l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* constitue une telle règle spéciale pertinente. Dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui lui est conféré par l'article 8:7 du *Mémorandum d'accord*, le Directeur général est donc obligé de tenir compte des dispositions de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*.

22. L'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* dispose qu'un "différend [concernant la mise en œuvre] sera réglé … dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial".

23. Les Communautés européennes partagent l'avis du Brésil selon lequel l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* prévoit le recours au groupe spécial initial parce que le but d'une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* est qu'elle soit expédiée aussi rapidement que possible étant donné que le différend a déjà été réglé par le groupe spécial (et, en l'espèce, par l'Organe d'appel également).

24. Les Communautés européennes estiment comme le Brésil que "[p]our faciliter le règlement rapide des procédures au titre de l'article 21:5, la disposition préconise le recours au groupe spécial initial dans toutes les situations à l'exception des circonstances étroites dans lesquelles il est impossible aux membres du groupe spécial de participer à la procédure".[2] Pour les raisons exposées ci-dessus, dans le cas d'espèce, les États-Unis n'auraient pas dû pouvoir revenir sur ce dont ils étaient convenus, à savoir qu'un membre existant du Groupe spécial continuerait de siéger à tout groupe spécial appelé à connaître du différend, au seul motif que ce membre était un national d'une tierce partie.

25. Les Communautés européennes sont d'avis qu'en appliquant l'article 8:7 du *Mémorandum d'accord*, à la lumière de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, le Directeur général était obligé de

[2] Déclaration faite par le Brésil à la réunion de l'ORD tenue le 26 octobre 2006.

rejeter la tentative des États-Unis de revenir sur ce dont ils étaient convenus au titre de l'article 8:3 du *Mémorandum d'accord* au seul motif qu'un membre existant du Groupe spécial était un national d'une tierce partie.

E. PRÉCÉDENT FÂCHEUX

26. Les Communautés européennes partagent l'avis du Brésil selon lequel les circonstances en l'espèce créent un précédent fâcheux. Elles pensent comme le Brésil que ce précédent pourrait être invoqué dans d'autres affaires parce que les Membres mettant en œuvre pourraient toujours élever des objections contre la participation à une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* des membres du groupe spécial qui leur auraient donné tort dans le différend initial.

F. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT FORMULER UNE CONSTATATION OU RENDRE UNE DÉCISION

27. Les Communautés européennes se rendent compte qu'il ne va pas de soi que le présent groupe spécial devrait formuler des constatations ou rendre des décisions concernant la régularité de sa propre composition. Elles croient toutefois qu'il existe un précédent pour ce qui est de cette proposition, et que c'est tout à fait souhaitable en l'espèce compte tenu de l'importance systémique de la question.

28. Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial est habilité à se prononcer sur la régularité de sa propre composition, ainsi qu'il ressort de l'affaire *Australie – Cuir pour automobiles*. Dans cette affaire, le Groupe spécial s'est penché sur une demande de l'Australie visant à ce que le Groupe spécial mette fin à ses travaux et, de fait, se dissolve. En outre, le Groupe spécial n'a pas exclu le fait qu'une fois que l'ORD avait établi un groupe spécial, le groupe spécial ainsi établi avait le pouvoir de se prononcer sur la régularité de son propre établissement.[3]

29. Par ailleurs, les Communautés européennes estiment que, même si les parties n'abordent pas directement cette question dans leurs communications, le Groupe spécial a le devoir de l'examiner, car elle est d'une importance fondamentale pour la bonne interprétation du *Mémorandum d'accord* et pour le fonctionnement harmonieux et équitable du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Dans l'affaire *Mexique – SHTF (article 21:5)*, l'Organe d'appel a estimé ce qui suit[4]:

> … les groupes spéciaux doivent examiner et régler certaines questions de nature fondamentale, même si les parties au différend restent muettes sur ces questions. À ce propos, nous avons déjà fait observer que "[l]'attribution de compétence à un groupe spécial est une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial".[34] Pour cette raison, les groupes spéciaux ne peuvent simplement faire abstraction de questions qui touchent au fondement de leur compétence - c'est-à-dire à leur pouvoir de traiter et de régler des questions. Les groupes spéciaux doivent plutôt traiter ces questions - si nécessaire de leur propre chef - afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire.
>
> [34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, *supra*, note de bas de page 32, paragraphe 54.

30. Les Communautés européennes estiment que ces affaires autorisent à penser que le Groupe spécial devrait formuler des constatations sur une question systémique analogue et très importante qui touche à l'interprétation du *Mémorandum d'accord*. De fait, les Communautés européennes sont d'avis qu'il est d'une importance capitale que le Groupe spécial formule une constatation ou rende une

[3] Rapport du Groupe spécial *Australie – Cuir pour automobiles*, paragraphes 9.10 à 9.13.
[4] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – SHTF (article 21:5)*, paragraphe 36.

décision sur cette question systémique pour éviter que les Membres aient l'impression qu'ils peuvent toujours élever des objections contre la participation à une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* des membres du groupe spécial qui leur ont donné tort dans le différend initial.

III. CHARGE DE LA PREUVE

31. Les Communautés européennes estiment que le Brésil, en tant que requérant dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, assume la charge de prouver ses affirmations selon lesquelles les États-Unis n'ont pas mis en œuvre, en temps utile et intégralement, les recommandations et décisions de l'ORD.

32. Les principes généraux applicables à la charge de la preuve, tels qu'ils ont été énoncés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses*, prescrivent qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC par un autre Membre soutienne et prouve son allégation.[5] Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, les Communautés européennes estiment que c'est le Brésil, qui a contesté la mise en œuvre par les États-Unis des recommandations et décisions de l'ORD, qui assume la charge de prouver que les États-Unis ne les ont pas mises en œuvre en temps utile et intégralement. Il est donc de la responsabilité du Brésil de présenter des éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* que les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en temps utile et intégralement. Une fois que le Brésil l'a fait, il appartient aux États-Unis de présenter des éléments de preuve suffisants pour réfuter cette allégation *prima facie*.

33. Les Communautés européennes rappellent aussi que l'Organe d'appel a observé que divers tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de justice, avaient généralement et systématiquement accepté qu'il appartenait à la partie qui affirmait un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve.[6]

IV. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD RELATIVES AUX EFFETS DÉFAVORABLES

A. OBLIGATION DE METTRE EN ŒUVRE

34. Le Brésil allègue qu'entre l'expiration de la période de mise en œuvre le 21 septembre 2005 et l'élimination des versements au titre du programme Step 2 le 1er août 2006, il n'"existait" pas de "mesures prises [par les États-Unis] pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables.[7]

35. De l'avis des Communautés européennes, l'une des tâches qui incombent au présent Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* consiste à examiner si, en n'ayant entrepris aucune action positive, les États-Unis pourraient néanmoins être "en conformité avec" leurs obligations au titre de l'*Accord SMC*. Ainsi que l'a estimé l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs (article 21:5)*:

> Les procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement *l'une ou l'autre* mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et décisions" de l'ORD. À notre avis, le membre de phrase "mesures prises pour se conformer" désigne les

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, pages 15 à 19.
[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, pages 15 et 16.
[7] Section 6 de la première communication écrite du Brésil.

> mesures qui ont été ou auraient dû être adoptées par un Membre pour faire en sorte d'observer les recommandations et décisions de l'ORD. En principe, une mesure qui a été "prise pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD ne sera *pas* la même que celle qui a fait l'objet du différend initial, de sorte que, en principe, il y aura deux mesures différentes et distinctes: la mesure initiale qui *a donné lieu* aux recommandations et décisions de l'ORD, et les "mesures prises pour se conformer" qui ont été – ou auraient dû être – adoptées pour *mettre en œuvre* ces recommandations et décisions.[8]

36. Cependant, il ne ressort pas clairement du texte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* que les États-Unis avaient même quoi que ce soit *à faire* en fait pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial initial.

37. L'article 7.8 de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit:

> Dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5, le Membre qui accorde ou maintient cette subvention *prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables*[9] ou retirera la subvention.

38. Ainsi, le texte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ne dispose pas expressément qu'un Membre auquel l'ORD a demandé de mettre en œuvre ses recommandations et décisions au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* a en fait quoi que ce soit à *faire*. L'article 7.8 de l'*Accord SMC* offre au Membre mettant en œuvre deux possibilités pour ce qui est de la manière de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Il peut "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables [de la subvention]". Par ailleurs, le Membre mettant en œuvre a aussi la possibilité de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD en "retir[ant] la subvention".

39. Il est clair qu'entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006, les États-Unis n'ont retiré aucune des subventions en question. Toutefois, cela ne veut pas automatiquement dire que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD car il leur était loisible de choisir plutôt de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables".

40. Les Communautés européennes estiment qu'en "pren[ant] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables", le Membre mettant en œuvre peut user de son pouvoir discrétionnaire pour déterminer la meilleure manière d'éliminer ces effets défavorables. Il pourrait choisir de le faire en promulguant une nouvelle législation, en modifiant une législation en vigueur, ou en prenant un décret-loi ou d'autres types de mesures administratives. Ce sont tous des exemples d'actions positives qui pourraient être entreprises par un Membre mettant en œuvre.

41. Toutefois, les Communautés européennes estiment par ailleurs que "prendre des mesures appropriées" peut aussi vouloir dire, dans certains cas, n'entreprendre aucune action positive du tout; autrement dit, ne rien faire. Le critère auquel le fait de n'entreprendre aucune action positive doit satisfaire pour être conforme à l'*Accord SMC* est qu'il doit s'agir de "mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables". Pour répondre à la question de savoir si le fait de n'entreprendre aucune action positive est effectivement "approprié" et "élimine" effectivement les effets défavorables, il faudrait procéder à une analyse minutieuse des faits et circonstances propres à chaque affaire. Il se peut dans certains cas que d'autres faits et circonstances aient changé au point que les

---

[8] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (article 21:5)*, paragraphe 36.
[9] Italique et soulignage ajoutés par les Communautés européennes.

effets défavorables des subventions aient cessé; par exemple, une subvention peut avoir pris fin et les effets défavorables peuvent avoir cessé.

42. Si trois subventions sont en cause et que le groupe spécial initial estime qu'elles ont cumulativement un effet défavorable, il est possible que le retrait de l'une de ces subventions puisse éliminer l'effet défavorable.

43. Les Communautés européennes estiment que, dans une affaire où il a été mis fin à la subvention ou aux effets défavorables, la partie plaignante dans une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* est tenue d'analyser si la partie mettant en œuvre a pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables au regard des circonstances "actuelles", et non des circonstances peut-être très différentes qui pouvaient exister au moment où l'ORD a rendu ses recommandations et décisions initiales. Cependant, l'analyse des circonstances et du contexte "actuels" nécessitera immanquablement une analyse des renseignements et rapports statistiques et financiers pertinents les plus récents, si bien que l'analyse ne peut pas être contemporaine de la situation sur le terrain. Néanmoins, la partie plaignante dans une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* devrait faire en sorte que son analyse soit la plus à jour possible et les Communautés européennes s'attendraient à ce que le Groupe spécial utilise un critère du "caractère raisonnable" pour son analyse en la matière.

44. Dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, il a été noté ce qui suit:

> Le rôle d'un groupe spécial dans une procédure au titre de l'article 21:5 consiste à évaluer la mesure contestée afin de déterminer sa compatibilité avec les obligations du Membre défendeur au titre des Accords pertinents de l'OMC.[10]

45. Il a été ajouté que le groupe spécial

> ne [devait] donc pas se limiter à son analyse et à sa décision initiales – il [devait] plutôt examiner, avec un regard neuf, la nouvelle détermination dont il [était] saisi et l'évaluer en tenant compte des allégations et des arguments avancés par les parties dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5.[11]

46. Les Communautés européennes estiment que le raisonnement fait par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)* sur ce point devrait s'appliquer en l'espèce. Bien que les États-Unis n'aient peut-être pas entrepris d'action positive pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006, le Groupe spécial ne saurait, sous réserve du principe de la chose jugée, être limité par les rapports précédents du Groupe spécial et de l'Organe d'appel car il doit faire une nouvelle détermination dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*.

47. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, le Groupe spécial a aussi observé ce qui suit:

> Bien que nous ne puissions exclure la possibilité qu'un Membre puisse mettre en œuvre une recommandation de l'ORD en répondant plus particulièrement à des points

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, paragraphe 7.12.

[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, paragraphe 7.12.

> qui ont été soulevés par un groupe spécial (ou par l'Organe d'appel) dans les décisions pertinentes, cela n'est nullement requis par le Mémorandum d'accord.[12]

48. En appel, l'Organe d'appel a conclu que les déclarations du Groupe spécial en la matière ne contrevenaient pas à l'article 11 du *Mémorandum d'accord*. Là encore, cette affaire démontre que l'absence d'action positive entreprise par les États-Unis pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ne nuit pas nécessairement à leur moyen de défense. Comme il est indiqué ci-dessus, sous réserve du principe de la chose jugée, le Groupe spécial ne saurait être limité par les rapports antérieurs du Groupe spécial et de l'Organe d'appel car il doit faire une nouvelle détermination dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*.

B. PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

49. Dans ses recommandations et décisions relatives aux effets défavorables, le Groupe spécial initial a constaté, ce que l'Organe d'appel a confirmé, que le programme de prêts à la commercialisation, le programme de versements anticycliques et le programme Step 2 des États-Unis, subordonnés aux prix et prévus par la Loi FSRI de 2002, empêchaient des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel".[13]

50. L'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel qui obligeaient les États-Unis à éliminer les effets défavorables causés par les subventions ou à retirer les subventions d'ici au 21 septembre 2005.

51. Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, le Brésil allègue que les États-Unis n'ont abrogé ni modifié aucun des trois programmes de subventionnement subordonnés aux prix avant le 1er août 2006, date à laquelle ils ont finalement supprimé uniquement le programme Step 2. Le Brésil allègue que les programmes beaucoup plus importants de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas été éliminés ni modifiés.

52. Dans la deuxième de ses allégations concernant les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables, le Brésil allègue que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques subordonnés aux prix des États-Unis qui relevaient de la Loi FSRI de 2002 et n'ont pas été abrogés causent un préjudice grave *actuel*[14] sous la forme d'un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable et d'un accroissement de la part du marché mondial, en violation des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Autrement dit, le Brésil allègue que, pour autant que des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables existent (à savoir l'abrogation du programme Step 2 et la non-abrogation des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques), ces mesures sont déficientes et engendrent des incompatibilités avec les accords visés, au sens de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*.

---

[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, paragraphe 7.12.

[13] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

[14] Italique ajouté par les Communautés européennes.

53. À l'exception des circonstances mentionnées à la partie IV.C de la présente communication des Communautés européennes, pour que le Brésil puisse faire aboutir une allégation selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques subordonnés aux prix des États-Unis lui ont causé un préjudice grave, il doit pouvoir prouver que le préjudice grave est effectivement *actuel*.

54. Pour établir le bien-fondé de son allégation, le Brésil s'appuie sur des données concernant la campagne de commercialisation 2005 – ainsi que sur des données additionnelles disponibles depuis la campagne de commercialisation 2002, soit la première campagne de commercialisation visée par la Loi FSRI de 2002.[15] Dans sa première communication écrite, le Brésil dit que pour établir l'existence d'un préjudice grave "actuel", la partie plaignante doit utiliser des données concernant la plus récente campagne de commercialisation achevée.[16] Toutefois, les Communautés européennes estiment que pour établir le bien-fondé d'une allégation de préjudice grave *actuel*, les Membres sont obligés de s'appuyer sur les données pertinentes les plus récentes qui sont raisonnablement à leur disposition. Par exemple, le premier trimestre de la campagne de commercialisation 2006 du coton upland des États-Unis va du 1er août au 31 octobre 2006. Les Communautés européennes sont d'avis que si les données concernant le premier trimestre de la campagne de commercialisation 2006 avaient été pertinentes et raisonnablement à sa disposition, le Brésil aurait été obligé d'établir le bien-fondé de toute allégation de préjudice grave *actuel* en se référant à ces données dans sa première communication écrite du 17 novembre 2006, date qui est postérieure de presque trois semaines à la fin du premier trimestre de la campagne de commercialisation 2006.

55. En tant que partie défenderesse dans le présent différend, les États-Unis sont aussi obligés de répondre à toute plainte pour préjudice grave *actuel* en se référant aux données pertinentes les plus récentes qui sont raisonnablement disponibles. Quand bien même les données concernant le premier trimestre de la campagne de commercialisation 2006 n'auraient pas été raisonnablement à la disposition du Brésil, si elles étaient devenues raisonnablement disponibles pour les États-Unis dans l'intervalle entre le dépôt de la première communication écrite du Brésil et celui de la première communication écrite des États-Unis, ces derniers auraient été obligés de s'y référer pour répondre à une plainte pour préjudice grave *actuel*. Comme la première communication écrite d'une partie défenderesse dans une affaire soumise au titre du *Mémorandum d'accord* n'est pas une réfutation, la partie défenderesse est obligée d'exposer ses arguments et, pour répondre à une plainte pour préjudice grave *actuel*, de se référer aux données pertinentes les plus récentes et raisonnablement disponibles, quelles que soient les données auxquelles la partie plaignante s'est référée.

56. L'approche du concept analogue du "dommage actuel" retenue par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans des affaires antidumping vient étayer l'approche des Communautés européennes. Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI*, le Groupe spécial a dit qu'il devait ressortir clairement de sa détermination de l'existence d'une menace de dommage important que l'autorité avait évalué "en quoi l'avenir serait différent du passé immédiat, de telle façon que la situation d'absence de dommage important actuel changerait dans l'avenir imminent pour devenir une situation de dommage important ...".[17] Cela vaut aussi pour les examens de l'existence d'un dommage actuel. Comme l'a dit le Groupe spécial dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*:

> Une autorité qui n'examine pas les données comprenant les renseignements disponibles les plus récents ne sera pas en mesure de se prononcer sur le passé

[15] La campagne de commercialisation du coton upland aux États-Unis commence le 1er août et se termine le 31 juillet. La campagne de commercialisation 2005 couvrait la période allant du 1er août 2005 au 31 juillet 2006.

[16] Paragraphe 212 de la première communication écrite du Brésil.

[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux VI*, paragraphe 7.58.

> immédiat. Il en va de même pour les constatations de dommage actuel. Une autorité ne peut établir des déterminations objectives concernant le présent, ou l'avenir imminent, que si elle examine une période qui englobe les renseignements disponibles les plus récents.[18]

57. Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial peut appliquer le raisonnement ci-dessus concernant le "dommage actuel" dans les affaires antidumping à l'interprétation du "préjudice grave actuel" dans les affaires de subventionnement comme la présente affaire. Les deux concepts sont très similaires, et ont des objets et des effets similaires dans le cadre de leurs accords respectifs annexés à l'Accord sur l'OMC. De fait, alors que l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* et l'article 15.1 de l'*Accord SMC* exigent qu'une détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des "éléments de preuve positifs", l'article 6.8 de l'*Accord SMC* dispose que l'existence d'un préjudice grave devrait être déterminée "sur la base des renseignements communiqués au groupe spécial ou obtenus par celui-ci". L'Organe d'appel a confirmé que la référence faite aux "éléments de preuve positifs" au sens de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* nécessitait l'existence d'un "lien suffisamment pertinent entre les données relatives à la période couverte par l'enquête et le dommage actuel".[19] De la même manière, l'existence d'un "préjudice grave actuel" ne peut être dûment déterminée que s'il existe un lien suffisamment pertinent entre les données communiquées au Groupe spécial ou obtenues par celui-ci et le préjudice grave actuel.

58. Les Communautés européennes estiment que plus les données sont récentes, plus la démonstration de l'existence d'un préjudice grave *actuel* sera convaincante. Par exemple, si la campagne de commercialisation la plus récemment achevée pour laquelle des chiffres étaient disponibles remontait à dix ans, les Communautés européennes estiment qu'il s'agirait clairement de données déraisonnablement anciennes pour servir à déterminer si une mesure constituait un préjudice grave "actuel". Dans la majorité des cas où il est question d'une "campagne de commercialisation", les Communautés européennes s'attendent à ce que la "campagne de commercialisation la plus récemment achevée" soit interprétée par un groupe spécial comme désignant les données relatives à la campagne de commercialisation précédant immédiatement la campagne de commercialisation en cours, ou les données relatives aux trimestres ou semestres de la campagne en cours. Ce n'est que dans des cas très particuliers que le groupe spécial devrait envisager de faire une exception à ce principe général.

C. MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

59. Dans la section 8 de sa première communication écrite, le Brésil semble prouver l'existence de la *menace* de préjudice grave sur la base de "prévisions" concernant la persistance des dépenses des États-Unis au titre des subventions.

60. Les Communautés européennes rappellent les constatations faites par le Groupe spécial initial concernant les allégations de *menace* de préjudice grave formulées par le Brésil dans le cadre de cette procédure. En opposant la "*menace* de préjudice grave" au "préjudice grave *actuel*", le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit:

> Nous estimons que la "menace" de préjudice grave désigne quelque chose de distinct du préjudice grave. Cependant, eu égard à la progression continue du fait de causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre, qui va d'une "menace" de préjudice grave à un "préjudice grave", nous considérons qu'un "préjudice grave" *inclut* (s'entend également) nécessairement le concept de "menace" et *dépasse*

[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 4.410. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 167.

[19] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 167.

> l'existence d'une "menace" aux fins de répondre à la question pertinente. C'est ce que confirme le libellé de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*, qui indique que le préjudice grave "s'entend également" de la menace d'un préjudice grave.[20]

61. À cet égard, les Communautés européennes souscrivent à la déclaration faite en l'espèce par le Brésil dans sa première communication écrite selon laquelle le préjudice grave actuel serait normalement *précédé dans le temps* par un préjudice qui menace de devenir grave, et qu'un préjudice grave serait la concrétisation d'une menace de préjudice grave.

62. Le libellé des dispositions juridiques citées amène les Communautés européennes à conclure que le préjudice grave ou la menace de préjudice grave, ou les deux ensemble, peuvent déclencher les voies de recours prévues à l'article 7 de l'*Accord SMC*. L'existence de l'un, ou de l'autre, est une condition à la fois nécessaire et suffisante, en elle-même et à elle seule, pour parvenir à cette conclusion.[21]

63. Les Communautés européennes souscrivent à la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle une constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel inclut le concept de menace de préjudice grave. Elles souscrivent également à la conclusion du Groupe spécial initial selon laquelle une constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel est une condition suffisante pour déclencher la voie de recours prévue à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

V. LA DISTINCTION DITE "IMPÉRATIF-FACULTATIF" ALLÉGUÉE

64. Les États-Unis sont d'avis que, puisque le Brésil formule une allégation "en tant que tel" à l'encontre des "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis, il doit, pour avoir gain de cause, "montrer" que la mesure "prescrit" une infraction aux articles 5 c) et 6.3 c) ou 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Les États-Unis ne font référence à aucune disposition du droit de l'OMC pour étayer leur avis. Ils affirment plutôt qu'une telle prescription "a constamment été appliquée dans les procédures de règlement des différends du GATT et de l'OMC". Ils sont d'avis que dans le différend initial, il est apparu que le Groupe spécial confondait la distinction "impératif-facultatif" avec la question différente du point de savoir si quelque chose pouvait être contesté en tant que mesure s'il n'avait pas d'effet juridique contraignant. Les États-Unis sont en outre d'avis "plus spécifiquement" que le Brésil aurait à démontrer que la mesure prescrit des actions "qui causeront nécessairement le type d'effets allégués par le Brésil au titre de l'article 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*". Selon les États-Unis, la disposition en question "énonce simplement les conditions" auxquelles les versements seront effectués et, pour cette raison, ne "prescrit" rien; elle ne peut donc pas être incompatible avec les règles de l'OMC.[22]

65. Les Communautés européennes ne partagent pas les avis exprimés par les États-Unis. Elles considèrent qu'aucune prescription de ce type ne peut émaner du texte de l'*Accord SMC* ou de tout autre Accord de l'OMC, ni de la jurisprudence. Les Communautés européennes observent que les États-Unis n'expliquent pas en fait quelle est, selon eux, censée être la teneur de la distinction. Manifestement, elle n'est pas et ne peut pas être coextensive à la question du lien de causalité. Il n'est pas non plus possible qu'une mesure soit automatiquement compatible avec les règles de l'OMC du simple fait qu'elle comporte des conditions. Contrairement à ce qu'estiment les États-Unis, cette question a été longuement plaidée devant l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro*, et les arguments des États-Unis n'ont pas été acceptés.

---

[20] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1495.
[21] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1495 à 7.1497.
[22] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 196 à 202.

66. Évoquant et résumant leur communication dans cette affaire, les Communautés européennes rappellent que le fondement juridique, les origines, l'évolution et la teneur de la doctrine dite de la distinction impératif/facultatif sont incertains. Les États-Unis ne mentionnent aucun fondement juridique pour la règle alléguée dans les Accords de l'OMC. Un examen minutieux de rapports de groupes spéciaux antérieurs du GATT et de l'OMC montre que sous la rubrique "impératif/facultatif", on ne trouve en fait pas d'énoncé homogène, systématique et constant du même point ou principe. On trouve plutôt des idées ou concepts légèrement différents, appliqués à des situations factuelles diverses, qui produisent souvent des résultats très différents.[23] La règle impératif/facultatif n'est énoncée nulle part dans les Accords de l'OMC, et certainement pas dans les termes généraux, abstraits et mécaniques dans lesquels les États-Unis l'invoquent. En revanche, son existence alléguée repose entièrement sur la "pratique constante" alléguée de groupes spéciaux antérieurs du GATT et de l'OMC. Mais une telle "pratique constante" n'existe pas.

67. L'une après l'autre, certaines des choses dont il avait parfois été suggéré qu'elles pouvaient être recouvertes par la règle dite impératif/facultatif ont été abandonnées, en particulier à la suite d'examens par l'Organe d'appel. Par exemple, il n'est nullement nécessaire que la mesure soit adoptée par le "pouvoir législatif" plutôt que par le "pouvoir exécutif". Toute mesure imputable à un Membre est susceptible de faire l'objet d'un examen.[24] Par exemple, il n'est nullement nécessaire que la mesure soit "contraignante" en droit interne. Même les mesures "non contraignantes" sont susceptibles de faire l'objet d'un examen.[25] Le fait que la mesure puisse être modifiée ou la manière dont elle pourrait être modifiée par exemple ne sont pas pertinents.[26] Une mesure peut être incompatible même si elle n'a pas encore été appliquée (encore que la preuve de son utilisation "telle qu'appliquée" puisse étayer une constatation d'incompatibilité).[27] L'affirmation selon laquelle la mesure de droit interne est, d'après les allégations, susceptible de faire l'objet de diverses interprétations par les tribunaux nationaux est aussi dénuée de pertinence.[28]

68. Dans le passé, les États-Unis ont affirmé que la règle "impératif/facultatif" supposait que la mesure devait *dans tous les cas* imposer une action incompatible avec les règles de l'OMC pour pouvoir être contestée. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord pour dire qu'une telle règle existe ou doit être appliquée de façon mécanique. Exception faite peut-être des chiffres en pratique, il n'est jamais possible de dire que deux règles générales et normatives qui ne sont pas exprimées en des termes identiques produiront *toujours* le même résultat lorsqu'elles seront appliquées à une série de faits. Il est toujours possible d'imaginer une série de faits pour laquelle l'application des deux règles produira des résultats différents. Cela est simplement dû au fait que tout libellé comporte une zone d'ombre, en particulier lorsqu'il est exprimé en des termes relativement abstraits. L'application *mécanique* du critère "dans tous les cas" traduit donc l'idée qu'il ne devrait

---

[23] Voir, par exemple, *Mandatory and Discretionary Legislation: the Continued Relevance of the Distinction under the WTO*, Sharif Bhuiyan, Journal of International Economic Law 5(3), pages 571 à 604; et *The Mandatory/Discretionary Doctrine in WTO Law, The US-Section 301 Case and its Aftermath*, Yoshiko Naiki, Journal of International Economic Law 7(1), pages 23 à 72.

[24] L'existence d'une telle prescription a parfois été alléguée sur la base du libellé du rapport d'un groupe de travail du GATT qui formulait des observations sur le Protocole d'application provisoire du GATT et qui donnait à entendre qu'une mesure "impérati[ve]" "impos[ait] au pouvoir ***exécutif*** des obligations qu'il n'[était] pas en son pouvoir de modifier". Une telle affirmation ne tient pas au regard du droit de l'OMC (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81).

[25] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 38 (argument du "caractère non contraignant" des États-Unis) et paragraphe 85; rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 69, note de bas de page 47. Les États-Unis partagent maintenant l'avis des CE et de l'Organe d'appel concernant ce point (première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 286).

[26] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 39 (argument de la "modification" des États-Unis) et paragraphes 81 à 101.

[27] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82.

[28] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 90.

jamais ou presque jamais être constaté que des mesures internes générales sont "en tant que telles" incompatibles, idée qui va purement et simplement à l'encontre des dispositions de l'*Accord SMC* et de l'*Accord sur l'OMC*. Au regard de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et de l'article 32.5 de l'*Accord SMC*, les Membres doivent assurer la conformité avec le droit de l'OMC, soit par effet direct soit par des mesures de mise en œuvre qui sont elles-mêmes en conformité avec le droit de l'OMC.

69. Les Communautés européennes croient que, tout comme la règle "impératif/facultatif" ne découle pas, en vérité, d'un quelconque principe fondamental abstrait exprimé dans l'Accord sur l'OMC ou ailleurs, mais qu'elle a plutôt été alimentée par des affirmations douteuses fondées sur des affaires spécifiques passées, il faut s'attendre, à raison, à assister à son effondrement au cas par cas. L'Organe d'appel pourrait confirmer, une fois pour toutes, que la vérité est qu'il n'y a pas de principe de ce type. De l'avis des Communautés européennes, c'est ce qu'il a fait en réalité en constatant qu'une telle "règle" ne devait pas être appliquée mécaniquement. À titre subsidiaire, l'Organe d'appel pourrait, affaire après affaire, expliquer pourquoi la règle n'interdit pas une constatation d'incompatibilité "en tant que tel" dans le cas particulier considéré. Qu'il s'agisse d'une exécution rapide ou d'une mort lente et douloureuse, le résultat final est le même. L'Organe d'appel a confirmé ce point de vue dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro*.[29]

[29] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro*, paragraphes 62 et 208 (résumant l'argument des États-Unis); paragraphes 67, 68 et 210 (résumant l'argument des CE) et paragraphes 211 à 214 (constatations de l'Organe d'appel).

ANNEXE A-9

COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 83

II. ARGUMENTATION 83

A. LES CRITÈRES RELATIFS À LA MENACE D'UN PRÉJUDICE GRAVE EXAMINÉS PAR LE BRÉSIL SONT ERRONÉS 83

1. La proposition que le Brésil attribue aux États-Unis est erronée – Le critère relatif à la menace énoncé à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne devrait pas être importé dans la Partie III 84

2. Le critère proposé par le Brésil ne comprend pas explicitement de prescriptions en matière de preuve 86

3. Observations finales sur la menace de préjudice grave 87

B. L'ARGUMENT DES ÉTATS-UNIS SELON LEQUEL LE GROUPE SPÉCIAL N'EST PAS HABILITÉ À RENDRE UNE DÉCISION LORSQU'UNE PARTIE N'A ENTREPRIS AUCUNE ACTION POUR METTRE UNE MESURE EN CONFORMITÉ EST ERRONÉ ET IL DEVRAIT ÊTRE REJETÉ 87

C. PRÉOCCUPATIONS SUSCITÉES PAR L'UTILISATION DE SOURCES EXTÉRIEURES PAR LES PARTIES 88

1. Utilisation par le Brésil de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public 88

2. Utilisation par les États-Unis du rapport du Comité consultatif international du coton 88

III. CONCLUSION 89

I. INTRODUCTION

1. Le Japon se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Groupe spécial de la mise en conformité dans le présent différend, qui a été soumis par le Brésil pour contester la mise en œuvre, par les États-Unis, des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD) dans l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland.*

2. Les observations que le Japon formule en tant que tierce partie sont dictées par l'intérêt systémique qu'il a à garantir une interprétation objective et cohérente des Accords de l'OMC, en particulier l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord). Le Japon souhaiterait aborder les questions ci-après, examinées dans les premières communications écrites du Brésil et des États-Unis:

- critères examinés par le Brésil aux fins de l'établissement de l'existence d'une "menace d'un préjudice grave" au titre de la Partie III de l'Accord SMC;

- argument des États-Unis selon lequel le Groupe spécial n'est pas habilité à rendre une décision lorsqu'une partie n'a entrepris aucune action pour mettre une mesure en conformité; et

- importance de veiller à ce que, lorsqu'un Membre a recours à une source ou un indice extérieurs, il en explique pleinement la raison.

II. ARGUMENTATION

A. LES CRITÈRES RELATIFS À LA MENACE D'UN PRÉJUDICE GRAVE EXAMINÉS PAR LE BRÉSIL SONT ERRONÉS

3. Le Japon estime que la question d'intérêt général la plus importante soulevée dans le présent différend est celle du critère approprié pour établir l'existence d'une menace de préjudice grave au titre de la Partie III de l'Accord SMC.[1] Comme au moins un groupe spécial l'a reconnu, ni l'article 5 c) ni la note de bas de page 13 de l'Accord SMC "ne définissent ou ne développent" la notion de "préjudice grave" aux intérêts d'un autre Membre, et encore moins la notion de "menace".[2] Vu l'absence d'indication textuelle, le Brésil examine deux critères sensiblement différents pouvant être adoptés par le Groupe spécial. Premièrement, il soumet au Groupe spécial pour adoption le critère de la "probabilité importante" d'un préjudice grave à l'avenir.[3] Deuxièmement, se fondant sur leur position dans la procédure initiale, il attribue aux États-Unis un critère fondé sur l'article 15.7 de l'Accord SMC.[4] Comme il est expliqué plus loin, de l'avis du Japon, chaque proposition a ses qualités mais, en définitive, elles sont toutes les deux erronées et devraient être rejetées.

4. Cette question est extrêmement importante et a des implications considérables. Le Japon demande au Groupe spécial d'examiner attentivement les deux propositions, en tenant compte des observations formulées ci-après.

---

[1] *Voir* l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 5 c) et note 13.

[2] *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R (7 mars 2005), paragraphe 7.529.

[3] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland; recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS267, première communication du Brésil, paragraphe 259.

[4] *Id*., paragraphes 254 à 258. *Voir* l'Accord SMC, article 15.7.

1. La proposition que le Brésil attribue aux États-Unis est erronée – Le critère relatif à la menace énoncé à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne devrait pas être importé dans la Partie III

5. Le critère que le Brésil attribue aux États-Unis est tiré de l'article 15.7 de l'Accord SMC. Ce critère se compose des deux éléments suivants:

1. le "changement de circonstances qui créerait une situation où la subvention causerait un [préjudice grave] doit être nettement prévu et imminent"; et

2. la détermination de l'existence d'une menace "se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités".[5]

En substance, cette proposition importerait le critère relatif à la menace de dommage important, énoncé à la Partie V, dans la Partie III de l'Accord SMC aux fins de la détermination de l'existence d'une "menace d'un préjudice grave".

6. Comme il est indiqué à la section II.B.2 ci-après, le Japon reconnaît qu'une prescription en matière de preuve constitue un élément important d'un critère relatif à la menace. Toutefois, comme cela est expliqué plus loin, le Japon rejetterait ce critère juridique.

7. Dans sa première communication, le Brésil démontre que des raisons textuelles[6] et des raisons pratiques[7] s'opposent à l'adoption du critère juridique "nettement prévu et imminent". Par souci de concision, le Japon n'exposera pas de nouveau ces raisons.

8. Il existe une autre raison majeure de rejeter cette proposition. Les Parties III et V de l'Accord SMC ont des objectifs nettement différents. Le critère juridique relatif à la "menace" énoncé à la Partie V reflète cette différence et constitue donc un critère relatif à la "menace d'un préjudice grave" inapproprié au regard de la Partie III. La Partie V porte sur les mesures compensatoires. Elle limite le pouvoir discrétionnaire accordé aux autorités nationales pour mener des enquêtes et imposer des droits compensateurs. L'article 15 de la Partie V énonce des prescriptions concernant la détermination de l'existence d'un dommage par les autorités nationales. L'article 15.7, entre autres choses, établit un double critère rigoureux, qui doit être rempli pour qu'un droit compensateur puisse être appliqué sur la base d'une "menace" de dommage important alléguée. L'un des éléments de ce critère est une prescription en matière de preuve, qui garantit que la constatation de l'existence d'une "menace" se fonde sur des faits.[8] L'autre élément est un critère juridique strict, qui indique les conditions qui doivent être remplies pour qu'une constatation positive de l'existence d'une "menace" puisse être formulée.[9]

9. Par rapport à la notion de "dommage" effectif, la notion de "menace de dommage important" est par nature moins bien définie. De fait, dans le contexte de l'antidumping, l'Organe d'appel a mentionné que les constatations de l'existence d'une "menace" comportaient une "incertitude intrinsèque".[10] À la Partie V de l'Accord SMC, l'article 15.7 et 15.8 prend cette différence en considération. En même temps que l'article 15.8 exhorte les autorités nationales à faire preuve d'un "soin particulier" dans les affaires portant sur l'existence d'une menace, les deux éléments du critère

[5] *Id*.
[6] *Id*., paragraphe 255.
[7] *Id*., paragraphe 256.
[8] *Voir* l'Accord SMC, article 15.7, première phrase.
[9] *Id*., deuxième phrase.
[10] *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis; recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW (22 octobre 2001), paragraphe 85.

de l'article 15.7 se conjuguent pour limiter le pouvoir discrétionnaire des autorités nationales et garantir contre un mauvais usage de ce pouvoir.[11]

10. Le Groupe spécial initial, dans la présente procédure, a reconnu à juste titre que la Partie V de l'Accord SMC, pour diverses raisons, ne constituait peut-être pas le contexte approprié pour interpréter et appliquer la Partie III.[12] Le Groupe spécial a reconnu qu'il existait des différences importantes entre les objectifs et les instruments de la Partie III, qui concernait les allégations de "préjudice grave" formulées dans le cadre de l'OMC et ceux de la Partie V, qui concernait la conduite d'enquêtes en matière de droits compensateurs et l'imposition de droits compensateurs par les autorités nationales, même si la Partie III et la Partie V portaient toutes les deux sur les subventions.

11. En l'espèce, les questions relevant de la Partie III n'ont absolument aucun rapport avec les préoccupations relatives à la limitation du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales visant à en empêcher le mauvais usage dans la conduite des enquêtes nationales en matière de droits compensateurs dont il est question plus haut, préoccupations qui valent pour la Partie V. Dans le cadre d'une allégation de "menace d'un préjudice grave" au titre de la Partie III, les dispositions et les critères sont appliqués par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Aucune autorité nationale n'intervient.

12. Le Groupe spécial devrait rejeter le critère attribué par le Brésil aux États-Unis pour cette raison, ainsi que pour les raisons exposées par le Brésil aux paragraphes 255 et 256 de sa première communication, qui ressortissent à l'analyse textuelle de l'article 5 c), de la note 13 y relative et de l'article 15.7 de l'Accord SMC et au fait que ce critère pourrait avoir pour effet d'exclure des voies de recours pour certains types de programmes de subventionnement.

---

[11] *Voir*, par exemple, le rapport *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada; recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW (13 avril 2006), paragraphe 96 (l'article 15.7 de l'Accord SMC "enj[oint] à un groupe spécial d'*examiner soigneusement* les inférences et explications de l'autorité chargée de l'enquête afin de s'assurer que toutes projections ou hypothèses élaborées par celle-ci au sujet d'événements futurs probables sont adéquatement expliquées et étayées par des éléments de preuve positifs versés au dossier" (pas d'italique dans l'original); il était aussi fait référence à l'article 3.7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping)), citant le rapport *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R (1er mai 2001), paragraphe 136, et le rapport *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis; recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW (22 octobre 2001), paragraphe 85.

Les groupes spéciaux ont appliqué de manière rigoureuse le critère régissant la "menace" dans le contexte des sauvegardes, au titre de l'article 4:1 b) et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, et dans le contexte de l'antidumping, au titre de l'article 3.7 de l'Accord antidumping. *Voir*, par exemple, le rapport *Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve*, WT/DS238/R (14 février 2003), paragraphes 7.83 à 7.133 (rejetant une constatation positive de l'existence d'une menace formulée par les autorités nationales); le rapport *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R (3 mai 2002), paragraphes 7.163 à 7.174 (*idem*); le rapport *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R (25 juin 1999), paragraphes 8.281 à 8.286 (*idem*); le rapport *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis; recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW (22 octobre 2001), paragraphes 76 à 101 (confirmant le rejet, par le groupe spécial, de la constatation positive de l'existence d'une menace formulée par les autorités nationales).

[12] *Voir*, par exemple, le rapport *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R (8 septembre 2004), paragraphe 7.1167.

2. Le critère proposé par le Brésil ne comprend pas explicitement de prescriptions en matière de preuve

13. Le Brésil propose un critère distinct, moins rigoureux, pour établir l'existence d'une "menace d'un préjudice grave". Il propose que le Groupe spécial constate qu'il existe une "menace d'un préjudice grave" lorsqu'il y a une ""probabilité importante" de préjudice grave à l'avenir".[13] Le Japon souligne tout d'abord que cette proposition est incomplète car elle ne comprend pas de prescription explicite en matière de preuve.[14] Une prescription explicite en matière de preuve, comme celle qui est énoncée à la première phrase de l'article 15.7 de l'Accord SMC[15], est un élément primordial de tout critère relatif à la "menace". Il est nécessaire de rattacher à des faits concrets ce qui est sinon un concept inconsistant.

14. Le Japon reconnaît que cette position pourrait être critiquée au motif qu'elle revient à importer d'une manière inappropriée une disposition énoncée à la Partie V, ce qui est contraire à l'argument qu'il fait valoir plus haut à la section II.A.1 (ou est incompatible avec cet argument). Toutefois, dans ce cas, l'importation a un sens. N'importe quel type de détermination de l'existence d'une menace – qu'il s'agisse d'une menace de préjudice grave, de dommage important ou de dommage grave – doit se fonder sur des faits.

15. S'agissant du critère juridique proposé par le Brésil – la "probabilité importante" –, le Japon estime qu'il est plus équilibré que le critère juridique de l'article 15.7 de l'Accord SMC. Toutefois, le critère proposé par le Brésil offre peu d'indications concrètes – que constitue exactement une probabilité importante? Le Japon note que des groupes spéciaux ont eu précédemment l'occasion d'examiner les termes "likely" (probable) et "likelihood" (probabilité). Dans une procédure portant sur l'Accord antidumping, le groupe spécial a examiné le sens du terme "likely" tel qu'il est utilisé à l'article 11.2 dans le membre de phrase "whether the injury would be likely to continue or recur" (si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire).[16] Dans une procédure ultérieure, un groupe spécial, examinant une détermination de l'existence d'une menace au titre de l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, a analysé l'expression "imminence évidente" et a conclu que, pour pouvoir établir une constatation positive de l'existence d'une menace, il fallait qu'il existe un "degré élevé de probabilité que le dommage grave escompté se concrétisera[it] dans un avenir très proche".[17] L'inclusion du terme "importante" laisse entendre qu'il s'agit d'un critère plus strict que celui qui a été examiné par le Groupe spécial dans l'affaire États-Unis – DRAM et qui se rapproche davantage du "degré élevé de probabilité" examiné dans l'affaire concernant les pêches en conserve; toutefois, la question demeure de savoir ce que constituerait exactement une "probabilité importante". Quoi qu'il en soit, ces rapports de groupes spéciaux antérieurs pourraient être utiles pour évaluer la proposition du Brésil.

---

[13] Première communication du Brésil, paragraphe 259.

[14] Le Japon note toutefois qu'après avoir énoncé le critère proposé, le Brésil énumère un certain nombre de facteurs à examiner, ce qui montre qu'il est conscient des préoccupations que suscite, pour ce qui est des éléments de preuve, le caractère inconsistant des allégations de menace. *Voir id.*, paragraphe 260.

[15] *Voir aussi* l'Accord sur les sauvegardes, article 4:1 b) ("La détermination de l'existence d'une menace de dommage grave se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités"); et l'Accord antidumping, article 3.7 ("La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités").

[16] *Voir* le rapport *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R (29 janvier 1999), paragraphes 6.44 à 6.51.

[17] *Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve*, WT/DS238/R (14 février 2003), paragraphe 7.120.

3. Observations finales sur la menace de préjudice grave

16. Lorsque le Groupe spécial examinera la question du critère relatif à la "menace d'un préjudice grave" approprié, le Japon croit comprendre qu'il le fera conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et à la Section 3 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

17. En outre, le Japon demande au Groupe spécial de tenir compte du fait que le critère relatif à la "menace" doit être applicable à des circonstances qui sont très différentes de celles de la présente affaire. Comme le Brésil le souligne, ce critère ne doit pas, de par sa structure même, laisser de côté toute une catégorie d'affaires portant sur l'existence d'une menace, en particulier les affaires pour lesquelles l'existence d'un préjudice grave a été établie lors d'une procédure antérieure.[18] En même temps, toutefois, il doit être suffisamment strict pour décourager les allégations de menace spécieuses.

B. L'ARGUMENT DES ÉTATS-UNIS SELON LEQUEL LE GROUPE SPÉCIAL N'EST PAS HABILITÉ À RENDRE UNE DÉCISION LORSQU'UNE PARTIE N'A ENTREPRIS AUCUNE ACTION POUR METTRE UNE MESURE EN CONFORMITÉ EST ERRONÉ ET IL DEVRAIT ÊTRE REJETÉ

18. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'est pas habilité à examiner les arguments du Brésil concernant le programme de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques des États-Unis.[19] Si on l'examine attentivement, l'argument des États-Unis se résume à une position qui est indéfendable – les États-Unis soumettraient à un examen au titre de l'article 21:5 un Membre qui tente de bonne foi de modifier une mesure non conforme pour la mettre en conformité, mais épargnerait un tel examen à un Membre qui n'entreprend aucune action pour mettre une mesure non conforme en conformité avec les dispositions de l'OMC.

19. Les États-Unis citent le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (21:5), pour étayer leur position[20], mais cette citation est dépourvue d'utilité. La manière dont les États-Unis présentent le rapport de l'Organe d'appel est contestable. La partie la plus pertinente du rapport est la déclaration suivante:

> 87. Nous concluons, en conséquence, que, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, l'Inde a formulé la *même* allégation au titre de l'article 3.5 concernant les "autres facteurs" que celle qu'elle avait formulée dans la procédure initiale. Ce faisant, l'Inde cherche à contester un aspect de la mesure initiale qui n'a pas changé, *et que les Communautés européennes n'avaient pas à changer*, afin de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD pour rendre la mesure compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[21]

La situation dans l'affaire *CE – Linge de lit* (21:5) n'est donc pas analogue à celle qui est visée par la présente procédure.

20. S'il était accepté, l'argument des États-Unis pourrait engendrer un contentieux sans fin dans lequel un Membre refuserait de modifier une mesure dont il aurait été constaté qu'elle était non conforme. En empêchant l'accès à un examen au titre de l'article 21:5, l'argument des États-Unis

---

[18] *Cf.* la première communication du Brésil, paragraphes 256 à 258.

[19] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 45 à 48; *voir aussi id.*, paragraphes 49 à 56.

[20] *Id.*, paragraphe 46, citant le rapport *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde; recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW (24 avril 2003), paragraphe 87.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 87. (italique dans l'original la première fois; pas d'italique dans l'original la deuxième fois)

imposerait au Membre qui a eu gain de cause dans la procédure initiale d'engager une action distincte concernant la mesure inchangée. De l'avis du Japon, ce résultat doit être évité.

21. Le Japon demande au Groupe spécial de rejeter cet argument des États-Unis.

C. PRÉOCCUPATIONS SUSCITÉES PAR L'UTILISATION DE SOURCES EXTÉRIEURES PAR LES PARTIES

22. Dans une affaire aussi complexe que celle du *coton upland*, les parties ont inévitablement recours à des sources sans lien avec l'OMC pour étayer leurs positions. Pour s'assurer que chaque source extérieure est dûment utilisée, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devraient examiner attentivement chacune d'elles, ainsi que le lien qu'elle a avec l'affirmation que, d'après les allégations, elle vient étayer.

23. La présente procédure offre de nombreux exemples illustrant cette pratique. Le Japon souhaiterait se pencher plus particulièrement sur deux d'entre eux – le recours du Brésil à l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (Arrangement de l'OCDE)[22], et l'utilisation par les États-Unis d'un rapport du Comité consultatif international du coton (CCIC).[23]

1. Utilisation par le Brésil de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public

24. Le Brésil recourt à l'Arrangement de l'OCDE à la seule fin d'établir que les commissions pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme General Sales Manager 102 (GSM 102) des États-Unis sont inférieures aux taux de primes minimums de l'Arrangement (et, pour simplifier l'argument du Brésil, sont donc inférieures aux taux du marché).[24]

25. De l'avis du Japon, il apparaît inapproprié de se référer à l'Arrangement de l'OCDE dans le cadre de la présente procédure. Premièrement, cet arrangement ne porte pas sur les produits agricoles. Deuxièmement, comme le Brésil le reconnaît ailleurs (lorsqu'il explique qu'il utilise un autre indice extérieur), les risques que comportent les accords de financement pour les produits de base agricoles en vrac, comme le coton, sont non seulement considérables, mais aussi très spécifiques. Le Brésil note que la durée de l'assurance que fournit Export-Import Bank des États-Unis (ex-Im Bank) pour les lettres de crédit est limitée à 180 jours pour les produits agricoles en vrac.[25] En outre, l'Arrangement de l'OCDE porte sur les crédits à l'exportation dont le délai de remboursement est de deux ans ou plus. L'utilisation par le Brésil de l'Arrangement de l'OCDE est donc, en l'espèce, inappropriée.

26. Le Japon prie instamment le Groupe spécial d'examiner de près la raison pour laquelle le Brésil utilise les taux de primes minimums de l'Arrangement de l'OCDE.

2. Utilisation par les États-Unis du rapport du Comité consultatif international du coton

27. Le Japon conteste également l'utilisation par les États-Unis d'un rapport du CCIC. Les États-Unis citent ce rapport parce qu'il affirme que, par suite des modifications apportées le

[22] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 438 à 443, citant la pièce Bra-546 (document de l'OCDE TD/PG (2005) 38/FINAL, 5 décembre 2005).

[23] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 60, citant le document "Coton: Examen de la situation mondiale", CCIC, page 11 (mai–juin 2006) (pièce BRA-485).

[24] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 438 à 443.

[25] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 387 et 389.

1er juillet 2005, les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis sont "*conformes à la décision de l'OMC*".[26]

28. Le CCIC n'est pas habilité à déterminer si les mesures d'un Membre de l'OMC sont conformes à une disposition de l'OMC ou si les modifications apportées à une mesure non conforme ont mis cette mesure en conformité. Le Japon estime donc que les citations de ce type sont dénuées de pertinence pour le présent différend.

29. Le Japon invite instamment le Groupe spécial à examiner de près l'utilisation que les États-Unis font du rapport du CCIC.

III. CONCLUSION

30. Le Japon a l'honneur de demander que le Groupe spécial de la mise en conformité examine avec soin les faits et les arguments présentés par le Brésil et les États-Unis compte tenu des observations qui précèdent, afin de garantir une interprétation objective et cohérente des Accords de l'OMC, en particulier l'Accord SMC et le Mémorandum d'accord. Nous serions heureux de répondre à toutes questions que le Groupe spécial pourrait souhaiter nous poser concernant la présente communication.

[26] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphe 60, citant le document "Coton: Examen de la situation mondiale", CCIC, page 11 (mai–juin 2006) (pièce BRA-485). (souligné par les États-Unis)

ANNEXE A-10

COMMUNICATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 janvier 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 91

II. CONSTATATIONS EN QUESTION ET MESURES DE MISE EN ŒUVRE ALLÉGUÉES 91

III. ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ET ARTICLE 7.8 DE L'ACCORD SMC 92

IV. ALLÉGATION EN RAPPORT AVEC LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 93

A. DISTINCTION VERSEMENTS/PROGRAMMES 93

B. ARGUMENT CONCERNANT LES "MESURES PRISES POUR SE CONFORMER" 94

V. ALLÉGATIONS DE FOND 95

A. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE L'INCIDENCE DE L'ÉLIMINATION DES VERSEMENTS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2 N'EST PAS "RELATIVEMENT MODESTE" 96

B. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES NE PRESCRIVENT PAS UNE INFRACTION AUX ACCORDS DE L'OMC 98

C. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE LE BRÉSIL N'A PAS ÉTABLI *PRIMA FACIE* L'INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES 98

1. Versements anticycliques 98

2. Versements au titre de prêts à la commercialisation 99

3. Programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et signaux du marché 100

4. Fiabilité de la modélisation économétrique 102

5. Accroissement de la part du marché mondial 102

VI. CONCLUSION 103

I. INTRODUCTION

1.01 Les décisions et recommandations rendues par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* et adoptées par l'Organe de règlement des différends ("ORD") le 21 mars 2005 constituent une étape importante dans l'interprétation et l'application des dispositions de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC") pour ce qui est des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action. Elles ont en particulier clarifié le sens et la portée de la notion de préjudice grave visée à l'article 6 de l'Accord SMC. La Nouvelle-Zélande a été tierce partie dans cette affaire en raison de son intérêt systémique dans l'intégrité de ces dispositions. Grand exportateur de produits agricoles, la Nouvelle-Zélande a un intérêt particulier dans l'application des disciplines en matière de subventions aux produits agricoles. Elle s'est donc félicitée de l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.

1.02 Aujourd'hui, le Brésil soumet à nouveau la question des subventions concernant le coton upland octroyées par les États-Unis, cette fois au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"). Il fait valoir que, du fait de leur action et de leur inaction en ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis manquent à leurs obligations au titre des articles 5 et 7.8 de l'Accord SMC. Le fait que les États-Unis n'ont pas éliminé les effets défavorables ou retiré les mesures de subventionnement, comme l'exige l'article 7.8 de l'Accord SMC, remet en cause la viabilité même des disciplines énoncées dans cet accord. Pour cette raison, la Nouvelle-Zélande exerce son droit de tierce partie dans la présente procédure de mise en conformité au titre de l'article 21:5.

1.03 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, la décision du Groupe spécial dans la présente affaire aura des implications considérables. Non seulement la non-mise en conformité constitue une menace pour les disciplines de l'Accord SMC relatives aux subventions, mais aussi les arguments avancés par les États-Unis dans leur réponse à l'allégation du Brésil ont des implications systémiques graves pour l'application de cet accord à l'avenir. La Nouvelle-Zélande développera cet aspect tout au long de la présente communication.

II. CONSTATATIONS EN QUESTION ET MESURES DE MISE EN ŒUVRE ALLÉGUÉES

2.01 Dans la présente communication, la Nouvelle-Zélande concentrera son attention sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant les subventions dont le Groupe spécial a constaté dans la procédure initiale qu'elles pouvaient donner lieu à une action. La partie pertinente des constatations du Groupe spécial est le paragraphe 8.1 g) i), qui dispose ce qui suit:

> les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*;

2.02 Au paragraphe 8.3, le Groupe spécial indiquait ensuite, s'agissant des constatations formulées au paragraphe 8.1 g) i), que compte tenu de l'article 7.8 de l'Accord SMC, les États-Unis avaient l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention". L'Organe d'appel a expressément confirmé la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 g) i).

2.03 Comme le Brésil l'a souligné, la seule action entreprise par les États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations et décisions adoptées par l'ORD le 21 mars 2005 a consisté à supprimer les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2). Les programmes prévus par la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("Loi FSRI"), qui instituaient les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, sont toujours en place. Comme c'était ces programmes qui contribuaient le plus à l'empêchement de hausses de prix, et par là même, au préjudice grave alors constaté par le Groupe spécial, les États-Unis n'ont pas, comme le fait valoir le Brésil, éliminé les effets défavorables, ainsi que l'exige l'article 7.8 de l'Accord SMC, et continuent donc à enfreindre l'article 5 de cet accord.

2.04 La réponse des États-Unis comporte deux grands volets. Premièrement, les États-Unis font valoir que certaines allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et demandent que le groupe spécial rende des décisions préliminaires à cet effet. Deuxièmement, ils allèguent que le Brésil n'a pas montré qu'en l'absence de versements au titre du programme Step 2, les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causaient un préjudice grave soit en empêchant des hausses de prix, soit en accroissant la part du marché mondial. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, ces deux arguments sont erronés. Dans la présente communication, la Nouvelle-Zélande formulera certaines observations concernant les allégations des États-Unis. S'agissant de la demande de décisions préliminaires, elle concentrera son attention sur l'allégation selon laquelle les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

III. ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ET ARTICLE 7.8 DE L'ACCORD SMC

3.01 Avant d'examiner l'allégation des États-Unis en rapport avec les décisions préliminaires, la Nouvelle-Zélande souhaiterait formuler des observations sur la singularité de la présente affaire et l'importance de ses implications. La présente procédure au titre de l'article 21:5 porte pour la première fois sur la question de la mise en conformité au regard de l'obligation, énoncée à l'article 7.8 de l'Accord SMC, soit de retirer la subvention, soit de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables". Le présent Groupe spécial est donc appelé à interpréter l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et l'article 7.8 de l'Accord SMC et à déterminer la relation qui existe entre ces deux articles.

3.02 En vertu de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial est tenu d'examiner "l'existence ou [ ] la compatibilité ... de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD. Comme l'Organe d'appel l'a souligné, cette disposition autorise un groupe spécial à déterminer s'il existe des mesures qui mettent en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.[1] Toutefois, lorsque la question de la mise en conformité avec l'article 7.8 de l'Accord SMC est soulevée dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, ce n'est pas seulement l'existence de mesures ou leur compatibilité avec les recommandations et décisions de l'ORD qui doivent être examinées. Si les mesures de subventionnement en question n'ont pas été retirées, il convient alors d'examiner également si des "mesures appropriées" ont été prises pour éliminer les effets défavorables de ces mesures.

3.03 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, dans le cadre d'un examen visant à déterminer s'il y a eu mise en conformité avec l'article 7.8 de l'Accord SMC, un groupe spécial peut être amené à analyser trois choses. Premièrement, il doit déterminer si les mesures de subventionnement ont été retirées.

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, 14 mars 2006, paragraphe 93.

Deuxièmement, si ces mesures n'ont pas été retirées, il doit alors examiner si des mesures ont été prises pour éliminer les effets défavorables. Troisièmement, s'il constate que des mesures ont été prises pour éliminer les effets défavorables, il doit alors déterminer si ces mesures sont "appropriées".

3.04 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, les mesures ne seraient "appropriées" que si elles étaient à même d'éliminer les effets défavorables. L'*Oxford English Dictionary* définit le terme "appropriate" (approprié) comme signifiant "specially fitted, suitable, proper" (particulièrement adapté, indiqué, juste).[2] Une mesure qui ne serait pas à même d'atteindre son objectif, c'est-à-dire d'éliminer les effets défavorables, ne serait ni indiquée, ni appropriée. En conséquence, des mesures prises par un Membre mettant en œuvre qui ne seraient pas à même d'éliminer les effets défavorables ne seraient pas des "mesures appropriées" au sens de l'article 7.8 de l'Accord SMC.

IV. ALLÉGATION EN RAPPORT AVEC LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

4.01 Les États-Unis allèguent que les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI "n'entrent pas dans le champ" de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis présentent deux arguments à cet égard. Premièrement, ils font valoir que la décision de l'ORD ne visait que certains "versements" au titre de ces programmes, et non les programmes eux-mêmes. Deuxièmement, ils font valoir que ces programmes ne constituent pas des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD et, partant, n'entrent pas dans le champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, ces deux arguments sont indéfendables. De plus, si ces arguments étaient confirmés, le régime applicable aux subventions pouvant donner lieu à une action prévu par l'Accord SMC serait totalement décrédibilisé.

4.02 La Nouvelle-Zélande note que les États-Unis demandent aussi une décision préliminaire établissant que l'allégation du Brésil selon laquelle aucune action n'a été entreprise par les États-Unis aux fins de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 n'entre pas non plus dans le champ de la présente procédure. Sur ce point, toutefois, il est indéniable que le Brésil a raison. Les États-Unis ne peuvent pas alléguer que, puisqu'ils n'ont entrepris aucune action de mise en œuvre avant le 1er août 2006, cette période n'entre pas dans le champ de la présente procédure. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique à l'"existence" de mesures, et non pas seulement à la compatibilité des mesures effectivement prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.

A. DISTINCTION VERSEMENTS/PROGRAMMES

4.03 L'allégation des États-Unis selon laquelle la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 g) i) est limitée à des versements spécifiques et ne vise pas les programmes autorisant ces versements constitue une réécriture des constatations du Groupe spécial. Les États-Unis cherchent à réviser la constatation du Groupe spécial à la lumière de certains arguments avancés par le Brésil dans le cadre de la procédure du Groupe spécial, mais il n'est nullement justifié de récrire les conclusions du Groupe spécial de cette manière.

4.04 Un examen des constatations du Groupe spécial montre que l'affirmation des États-Unis est tout simplement dénuée de fondement. Au paragraphe 8.1 g) i), le Groupe spécial a formulé une constatation sur l'"effet" des "mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix". Il a constaté que ces mesures "empêch[aient] des hausses de prix dans une mesure notable". La référence explicative aux "versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP" ne modifie pas la nature de la constatation. Les versements ne sont pas des

[2] *The Oxford English Dictionary* (2nd Edition) – Volume I, Clarendon Press, Oxford: 1989, p. 586.

mesures de subventionnement impératives; ce sont simplement les moyens par lesquels les mesures de subventionnement sont mises en œuvre.

4.05 De plus, il est évident que l'analyse faite par le Groupe spécial des mesures de subventionnement qui empêchaient des hausses de prix portait sur les programmes prévus par la Loi FSRI au titre desquels les versements étaient effectués. Le Groupe spécial a établi que les versements au titre de prêts à la commercialisation étaient impératifs en se référant au "texte de la mesure".[3] La "mesure" dont il est question ici est le programme de prêts à la commercialisation, et non le versement lui-même. Le Groupe spécial indique que "la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation ont accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[4] Là encore, c'est le programme au titre duquel les versements étaient effectués qui était examiné par le Groupe spécial, et non pas seulement des versements spécifiques.

4.06 Les États-Unis allèguent que la déclaration faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.1501, selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"", ne constitue pas une recommandation du Groupe spécial et que l'on peut donc supposer qu'elle ne revêt pas de caractère contraignant pour les États-Unis. Ce dont cet argument ne tient pas compte, toutefois, c'est que cette déclaration – même s'il ne s'agit pas d'une recommandation en tant que telle – est pertinente pour la compréhension des constatations du Groupe spécial. Elle donne sens à la constatation formulée au paragraphe 8.1 g) i) concernant les "mesures de subventionnement des États-Unis" qui empêchaient des hausses de prix dans une mesure notable.

4.07 En somme, dûment lue dans le contexte de la décision du Groupe spécial dans son ensemble, la constatation formulée au paragraphe 8.1 g) i) n'est pas limitée aux versements spécifiques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Elle s'applique aux mesures au titre desquelles ces versements sont autorisés et, partant, aux programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques eux-mêmes.

4.08 De plus, la distinction faite par les États-Unis entre les versements et les programmes conduit à un résultat absurde. Elle signifie que l'existence d'un préjudice grave devrait être prouvée chaque année compte tenu des versements qui auraient été effectués, alors qu'à ce moment-là, les effets défavorables se seraient déjà manifestés et qu'il serait trop tard pour retirer la mesure qui en serait la cause. Faire valoir que le Groupe spécial se référait uniquement aux versements effectués durant la campagne de commercialisation 2002 est aberrant puisque le Groupe spécial s'est lui-même référé à l'article 7.8 de l'Accord SMC et à l'obligation de retirer la subvention. Comment une subvention peut-elle être retirée si, en fait, elle n'existe plus et si l'effet du subventionnement est terminé? Les arguments des États-Unis saperaient tout simplement les disciplines relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action prévues par l'Accord SMC.

B. ARGUMENT CONCERNANT LES "MESURES PRISES POUR SE CONFORMER"

4.09 Les États-Unis font aussi valoir que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 car ce ne sont pas des "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD. Selon les États-Unis, "l'article 21:5 s'applique uniquement en cas de désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité d'une mesure prise pour se conformer" et, par là même, ne peut s'appliquer aux programmes qui existaient au moment où la

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, 8 septembre 2004, paragraphe 7.1291.

[4] *Ibid.*, paragraphe 7.1295.

question a été portée devant le Groupe spécial initial et qui sont inchangés. Selon la logique des États-Unis, une telle contestation de ces mesures doit faire l'objet d'une nouvelle plainte.

4.10 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'argument des États-Unis ne tient pas compte du fait que l'article 21:5 n'est pas la seule disposition pertinente dans le cadre de la présente procédure. S'agissant de la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 g) i), l'obligation incombant aux États-Unis est énoncée à l'article 7.8 de l'Accord SMC. Cette disposition donne aux États-Unis le choix soit de retirer les mesures en question, soit d'éliminer les effets défavorables. Ayant choisi de ne pas retirer les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les États-Unis ne peuvent maintenant se soustraire à l'obligation qui leur est faite au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC d'éliminer les effets défavorables de ces programmes de subventionnement en alléguant que ce ne sont pas des mesures prises pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis ne peuvent se servir des dispositions de l'article 21:5 pour annuler leurs obligations au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC.

4.11 Comme il est souligné aux paragraphes 3.03 et 3.04 ci-dessus, lorsqu'il applique l'article 7.8 de l'Accord SMC à la présente affaire, le Groupe spécial doit déterminer si les mesures qui causaient le préjudice grave ont été retirées. Dans le cas des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, elles n'ont pas été retirées. Le Groupe spécial doit alors déterminer si des mesures ont été prises pour éliminer les effets défavorables dont l'existence a été constatée par le Groupe spécial initial. Il doit ensuite déterminer si les mesures, quelles qu'elles soient, qui ont été prises sont "appropriées", c'est-à-dire si ce sont des mesures qui sont à même d'éliminer les effets défavorables. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne peut être invoqué, comme les États-Unis cherchent à le faire dans la présente affaire, comme obstacle à la conduite de cette analyse par le Groupe spécial.

V. ALLÉGATIONS DE FOND

5.01 Le Brésil fait valoir que, même en l'absence du programme de versements Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent à eux seuls des hausses de prix dans une mesure notable. En effet, il fait valoir que l'élimination du programme Step 2 pourrait entraîner un accroissement des versements anticycliques, ce qui renforcerait l'empêchement notable de hausses de prix. Le Brésil fait par ailleurs valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques menacent de causer un préjudice grave durant la campagne de commercialisation 2006 et au-delà. La Nouvelle-Zélande souscrit à ces allégations.

5.02 La réponse des États-Unis comporte trois grands volets. Premièrement, les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas justifié son allégation selon laquelle les versements au titre du programme Step 2 avaient un effet d'empêchement de hausses de prix "relativement modeste". Deuxièmement, ils allèguent que le Brésil fait en fait valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont en soi contraires aux Accords de l'OMC et que cela ne pourrait être le cas que si les programmes "prescrivaient une infraction" à ces accords, ce qu'ils ne font pas d'après les allégations des États-Unis. Troisièmement, les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

5.03 La Nouvelle-Zélande formulera des observations sur chacun de ces arguments, mais fera avant cela une observation préliminaire sur les implications des arguments des États-Unis dans le cadre d'une affaire au titre de l'article 21:5, où la principale question est de savoir s'il y a eu mise en conformité avec l'article 7.8 de l'Accord SMC.

5.04 L'élément fondamental des arguments des États-Unis est que le Brésil a la charge de montrer que, compte tenu de l'élimination du programme de versements Step 2, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causent ou menacent de causer un préjudice grave et qu'il ne s'est pas acquitté de cette charge. Il est indéniable qu'en tant que plaignant dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, le Brésil assume la charge de la preuve.[5] Mais il convient de savoir ce que recouvre cette charge.

5.05 Dans la présente affaire, les recommandations et décisions adoptées par l'ORD le 21 mars 2005 visaient trois programmes: le programme de versements Step 2, le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques. Mais, ayant choisi de n'éliminer qu'un seul de ces programmes, les États-Unis allèguent désormais que le Brésil a la charge de montrer que les deux programmes restants causent un préjudice grave. Les États-Unis allèguent donc en fait que le Brésil doit prouver de nouveau ce qu'il a déjà prouvé et ce dont le Groupe spécial initial a déjà constaté que cela causait un préjudice grave. Tel ne peut être l'objectif de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ou de l'article 7.8 de l'Accord SMC. Un Membre ne devrait pas avoir la charge de prouver quelque chose qui a déjà été tranché par le Groupe spécial initial.

5.06 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'article 7.8 de l'Accord SMC a pour effet de répartir la charge de la preuve d'une manière quelque peu différente. Comme un Membre mettant en œuvre a la possibilité soit de retirer les mesures de subventionnement, soit d'éliminer les effets défavorables, un Membre qui ne retire pas la mesure en question devrait donc avoir la charge de montrer qu'il a éliminé les effets défavorables. Ainsi, en l'espèce, la preuve faite par le Brésil que les mesures dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'elles causaient des effets défavorables n'ont pas été retirées devrait établir *prima facie* qu'il n'y a pas eu mise en œuvre, et la charge devrait alors incomber aux États-Unis de prouver que les effets défavorables causés par ces mesures de subventionnement ont été éliminés.

A. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE L'INCIDENCE DE L'ÉLIMINATION DES VERSEMENTS AU TITRE DU PROGRAMME STEP 2 N'EST PAS "RELATIVEMENT MODESTE"

5.07 L'argument des États-Unis selon lequel le Brésil a tort de considérer que l'incidence de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 est "relativement modeste" est centré pour l'essentiel sur ce que, selon eux, le Brésil a fait valoir, devant le Groupe spécial initial. Mais cela est tout simplement dénué de pertinence. Par contre, ce sont ce que le Groupe spécial a décidé et l'incidence effective de l'élimination du programme de versements Step 2 qui sont pertinents. Le Groupe spécial initial a conclu que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques contribuaient à empêcher des hausses de prix et à causer un préjudice grave. Dans sa première communication écrite, le Brésil a démontré que, malgré le retrait du programme de versements Step 2, les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient empêché des hausses de prix sur le marché mondial durant la campagne de commercialisation 2005 et accru la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis durant cette même campagne. Il y a donc préjudice grave au sens de l'article 5 c) de l'Accord SMC.

5.08 L'allégation des États-Unis concernant l'importance de l'élimination du programme de versements Step 2 est décrédibilisée par une comparaison des montants versés au titre des divers programmes. Les versements au titre du programme Step 2 sont faibles par rapport aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques. Au cours de la campagne la plus récente, 2005, par exemple, les versements au titre du programme Step 2 se sont élevés à 350 millions de dollars EU. Durant cette même campagne, les versements au titre du programme de prêts à la

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, 25 avril 1997, pages 15 et 16.

commercialisation et du programme de versements anticycliques se sont élevés à 2 170 millions de dollars EU.[6] Les rapports ont été semblables pendant la plupart des autres campagnes. L'élimination du programme de versements Step 2 a certainement eu une incidence, mais les États-Unis ne peuvent faire abstraction du volume bien plus important de subventionnement au titre des deux programmes qui n'ont pas été retirés ou modifiés.

5.09 Les États-Unis cherchent aussi à contrer l'argument du Brésil selon lequel l'élimination des versements au titre du programme Step 2 pourrait entraîner une augmentation des taux de versements anticycliques en faisant valoir que, durant la campagne en cours, il ne pouvait y avoir aucune augmentation des versements anticycliques. Or, cela est dû au fait que les versements anticycliques sont déjà à leur taux maximal.[7] Autrement dit, les États-Unis ne font pas valoir que le programme de versements anticycliques ne compenserait pas l'élimination des versements au titre du programme Step 2; ils font plutôt valoir que les versements sont déjà si élevés que, dans les conditions actuelles, aucun autre versement ne peut être effectué. Aucun de ces arguments n'étaye l'affirmation des États-Unis selon laquelle le programme n'a pas pour effet d'empêcher des hausses de prix.

5.10 Les États-Unis soutiennent également que le Brésil ne reconnaît pas que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 entraînera une diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation. Si cet argument est peut-être exact vu que les versements au titre de prêts à la commercialisation sont déterminés en fonction des cours mondiaux, qui augmenteraient avec l'élimination des versements au titre du programme Step 2, il ne tient pas compte du fait que ces programmes entraînent une distorsion, que des versements soient ou non effectués à leur titre. Ce sont les programmes eux-mêmes, et non les versements, qui créent des attentes. Les producteurs savent que le taux de prêt est là pour les soutenir et qu'il existe un prix d'objectif[8] qu'ils percevront soit sur le marché, soit des pouvoirs publics. Ni l'élimination des versements au titre du programme Step 2, ni une baisse quelconque des versements au titre de prêts à la commercialisation ne diminuent en fait l'effet de distorsion des programmes de prêts à la commercialisation et des programmes de versements anticycliques.

5.11 Enfin, les propres chiffres des États-Unis montrent eux aussi que l'incidence de l'élimination du programme de versements Step 2 est modeste. En une occasion, ils citent une augmentation du cours mondial ajusté de 0,4 cent la livre, ou 2,25 dollars par hectare[9], et, en une autre occasion, une augmentation du cours mondial de 1,4 cent la livre, ou 2,30 dollars par hectare.[10] Par comparaison avec le prix à terme au cours de la période 2005-2006 (de 52,9 à 59,35 cents la livre)[11], le taux de prêt (52 cents la livre)[12] ou le prix d'objectif au cours de la même période (72,4 cents la livre)[13], l'effet de l'élimination du programme de versements Step 2 sur les cours mondiaux est effectivement "relativement modeste".

5.12 Les arguments des États-Unis sont sans incidence sur l'observation fondamentale formulée par le Brésil selon laquelle, même en l'absence du programme de versements Step 2, les programmes

---

[6] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (DS267), première communication écrite du Brésil, 17 novembre 2006, paragraphe 111, et tableau 6.

[7] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (DS267), première communication écrite et demande de décisions préliminaires des États-Unis, 15 décembre 2006, ("Première communication écrite des États-Unis"), paragraphe 162.

[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 161.

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 174.

[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 169.

[11] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 231.

[12] *Ibid.*

[13] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 161.

de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques continuent d'entraîner un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC et donc de causer un préjudice grave, ce qui est contraire à l'article 5 c) de l'Accord SMC.

B. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES NE PRESCRIVENT PAS UNE INFRACTION AUX ACCORDS DE L'OMC

5.13 Les États-Unis allèguent que le Brésil ne peut pas contester les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, à moins qu'il ne puisse démontrer que ces programmes prescrivent une infraction aux Accords de l'OMC. Selon les États-Unis, le Brésil devrait pour cela démontrer que ces programmes prescrivaient des actions qui devaient avoir pour effet de causer un préjudice grave au Brésil, et il ne l'a pas fait.

5.14 Là encore, les États-Unis ne tiennent pas compte du fait que le Groupe spécial initial a déjà déterminé que les versements effectués au titre des programmes en question causaient un préjudice grave au Brésil. De même, ils ne tiennent pas compte du fait que la question, en l'espèce, n'est pas de savoir si les programmes en question exigent que des effets défavorables pour le Brésil soient causés, mais de savoir si les États-Unis ont pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables dont le Groupe spécial initial a constaté l'existence du fait de la gestion de ces programmes. Dans ce contexte, la distinction impératif/facultatif à laquelle les États-Unis ont recours est tout simplement dénuée de pertinence.

C. ALLÉGATION DES ÉTATS-UNIS SELON LAQUELLE LE BRÉSIL N'A PAS ÉTABLI *PRIMA FACIE* L'INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES

5.15 Comme nous l'avons souligné précédemment, les arguments des États-Unis sur la compatibilité avec les règles de l'OMC des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques reviennent à imposer au Brésil la charge de prouver de nouveau ce qu'il a déjà prouvé devant le Groupe spécial initial. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, cette approche de l'application de l'article 7.8 de l'Accord SMC risque de priver les dispositions de l'Accord SMC relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action de leur juste effet. En outre, la Nouvelle-Zélande considère bon nombre des arguments des États-Unis comme des tentatives visant à faire valoir de nouveau ce qu'ils ont fait valoir devant le Groupe spécial initial sans avoir gain de cause. Là encore, cette approche n'est compatible ni avec l'objectif de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, ni avec l'objectif de l'article 7.8 de l'Accord SMC.

1. Versements anticycliques

5.16 Les États-Unis tentent de contrer les arguments du Brésil concernant les effets de distorsion des échanges des versements anticycliques en gommant la distinction entre les versements anticycliques et les versements découplés. Ils citent donc des études relatives aux versements découplés et disent qu'elles fournissent des "indications précieuses".[14] Les États-Unis se réfèrent aussi à des études concernant les risques généraux pour la richesse[15], comme si elles s'appliquaient de la même façon au risque de baisse du revenu visé par les versements anticycliques, considérant là encore les versements anticycliques comme coextensifs aux versements découplés. Mais les versements anticycliques ne sont pas de véritables versements découplés.

[14] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 213.
[15] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 209.

5.17 Les véritables versements découplés sont des mesures de la catégorie verte et, comme il est indiqué à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, ne peuvent être liés au type ou au volume de la production (paragraphe 6 b)), ni être fonction ou établis sur la base des prix (paragraphe 6 c)). Les versements anticycliques, en revanche, sont nettement et explicitement liés aux prix. Le fait que, durant un grand nombre de campagnes, ces versements seront probablement effectués au taux maximum[16] ne change pas le fait qu'ils sont liés aux prix. Il convient de se demander en quoi les agriculteurs agiraient différemment s'il n'y avait pas de versements anticycliques et s'il leur était en fait "garanti" un montant inférieur de 13,73 cents par livre pour leur coton. Il est évident que les versements anticycliques ne sont pas des mesures de la catégorie verte et on peut donc présumer qu'ils ont un effet de distorsion des échanges.

5.18 Cette même contre-vérité consistant à lier les versements anticycliques aux versements découplés se retrouve dans les arguments des États-Unis concernant l'augmentation de la richesse qui résulte pour les propriétaires non exploitants des versements anticycliques et qui est donc capitalisée sous forme d'une augmentation de la valeur foncière.[17] Cela est certainement vrai des véritables versements découplés, mais ce n'est tout simplement pas plausible dans le cas des versements anticycliques. Quel producteur acceptera les "modalités de location modifiées" auxquelles les États-Unis font référence[18], si les versements anticycliques peuvent être de 13,73 cents la livre pendant une campagne et de zéro pendant la campagne suivante?

2. Versements au titre de prêts à la commercialisation

5.19 Les États-Unis allèguent que le Brésil n'a pas démontré que les versements au titre de prêts à la commercialisation avaient des effets notables de distorsion des prix. Pourtant, l'affirmation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation ont un effet de distorsion est presque une évidence. Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges.

5.20 En outre, les arguments des États-Unis concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation ne tiennent pas compte là encore du fait que ce sont les attentes des producteurs qui sont importantes et que ces attentes sont dues à l'existence des prix administratifs appliqués dans le cadre du programme de prêts à la commercialisation, et non pas aux transferts financiers, quelle que soit la campagne. Par conséquent, l'argument des États-Unis selon lequel, comme les prix du coton à terme durant la campagne de commercialisation 2006 étaient supérieurs au taux de prêt, celui-ci n'aurait aucun effet sur les décisions en matière de plantation prises par les producteurs[19], ne tient pas compte de la réalité. Premièrement, le taux de prêt ne sera pas toujours inférieur aux prix à terme; durant certaines campagnes, des montants importantes ont été versés au titre du programme de prêts à la commercialisation.[20] Deuxièmement, le programme offre une garantie des pouvoirs publics, qui assure aux producteurs de percevoir un prix particulier, qu'ils effectuent ou non des opérations sur le marché à terme.

5.21 En outre, en alléguant qu'à l'époque de la plantation, les producteurs "*ne s'attendaient pas*" à recevoir ces versements lors de la récolte[21], les États-Unis jouent habilement sur le mot "s'attendraient". Les producteurs espéraient évidemment percevoir un prix plus élevé. Mais ce à quoi ils s'attendaient certainement c'était de percevoir au moins le prix garanti de 52 cents la livre,

[16] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 211.
[17] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 216 à 219.
[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 216.
[19] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 230.
[20] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 248.
[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 231. (italique dans l'original)

indépendamment de ce qui se passait sur le marché, parce que c'était ce que la loi prescrivait. Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans la procédure initiale[22]:

> … même si les exploitants s'étaient attendus à des prix plus élevés au moment où ils prenaient leurs décisions en matière de plantation, ils savaient aussi que, si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés"[23] par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, mais aussi par les versements anticycliques, …

5.22 C'est donc la garantie d'isolement qui influait sur les décisions en matière de plantation – la question de savoir si le prix était perçu sur le marché ou perçu des pouvoirs publics était sans importance. En fait, il est très peu probable que les agriculteurs accordent le même poids aux prix à terme qu'au taux de prêt garanti. Cela exigerait en effet qu'ils vendent toute leur récolte à terme au taux à terme et prennent le risque de parier que leur production effective leur permettra de tenir leurs engagements à terme – en fait, qu'ils prennent, sur le plan de la production, le risque dont ils étaient protégés par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation fondés sur la production effective.

3. Programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et signaux du marché

5.23 L'argument des États-Unis vise en grande partie à tenter de démontrer qu'il existe un lien entre les décisions des producteurs et les signaux du marché. Toutefois, les États-Unis ne démontrent pas et ne peuvent pas démontrer que les décisions en matière de plantation prises par les producteurs étaient dictées par des facteurs commerciaux. Les États-Unis ne l'ont pas démontré devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel et les efforts qu'ils déploient pour présenter à nouveau des arguments en la matière dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 sont tout aussi inefficaces.

5.24 Les États-Unis font valoir que le fait que leur part de la production mondiale est restée stable pendant la durée d'application des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques montre que les programmes n'isolent pas les producteurs des signaux du marché.[24] Toutefois, la question n'est pas de savoir si la part de la production détenue par les États-Unis est restée stable, mais de savoir si, en l'absence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, la part de marché détenue par les États-Unis serait au niveau actuel. Et la réponse à cette question devrait être négative. Les États-Unis affirment que, lorsque le Brésil allègue qu'"*en l'absence de* l'effet des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques subordonnés aux prix des États-Unis, on s'attendrait à ce que les producteurs non subventionnés, comme ceux du Brésil et des pays d'Afrique de l'Ouest et centrale accroissent sensiblement leur part de la production et des exportations sur le marché mondial"[25], il prend simplement pour postulat sa propre conclusion.[26] Mais il s'agit simplement d'une affirmation, et non d'un argument, et les États-Unis n'ont donc aucune réponse à apporter s'agissant de la position du Brésil.

5.25 Les États-Unis font valoir qu'il existe une incompatibilité entre l'affirmation du Brésil selon laquelle il n'y a aucun lien entre les prix et la superficie plantée, la production et les exportations des

---

[22] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, 3 mars 2005, WT/DS267/AB/R ("*États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)"*), paragraphe 445.

[23] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, 8 septembre 2004, WT/DS267/R ("*États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*"), paragraphe 7.1294.

[24] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 243.

[25] Première communication du Brésil, paragraphe 90.

[26] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 251.

États-Unis et son allégation selon laquelle les États-Unis constituent le marché le plus important qui influe sur les cours du marché mondial.[27] Selon les États-Unis, s'ils représentent le marché le plus important influant sur les cours mondiaux, il doit donc sûrement exister un lien entre les cours mondiaux et la superficie plantée, la production et les exportations des États-Unis. Mais l'incompatibilité est créée par les États-Unis eux-mêmes. Le lien n'est pas entre les cours mondiaux et la production des États-Unis. Il est entre les prix intérieurs garantis et la production des États-Unis. Et là se trouve évidemment la source du problème.

5.26 L'allégation des États-Unis selon laquelle, au moment de la plantation, un agriculteur "ne peut pas *savoir* quels seront les prix finals et les coûts finals"[28], est plus simple qu'elle n'en a l'air. Ce que l'agriculteur sait bien, c'est que, pour la totalité du coton récolté, le prix équivaudra au moins au taux de prêt. En outre, si le cours du marché n'est pas sensiblement supérieur au taux de prêt et que le coton est planté sur la superficie de base, il y aura un versement anticyclique complémentaire (même s'il n'est pas fondé sur la production effective, mais sur les rendements moyens au cours des campagnes antérieures). Ainsi, si l'agriculteur continue à produire du coton, le gain attendu sera proche du prix d'objectif pour la majeure partie du coton produit sur la superficie de base. En revanche, les producteurs de coton d'Afrique ou du Brésil savent qu'ils n'obtiendront que le cours mondial – quel qu'il soit.

5.27 Les États-Unis contestent l'allégation du Brésil selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques jouent un rôle essentiel pour permettre aux producteurs de couvrir leurs coûts de production à long terme et selon laquelle, en l'absence de ces programmes, les producteurs passeraient à des cultures de remplacement.[29] Ce sont, de l'avis des États-Unis, les coûts variables, et non les coûts à long terme, qui influent sur la décision de poursuivre ou de cesser la culture du coton. Toutefois, l'allégation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve montrant qu'en l'absence des versements, des agriculteurs cesseraient de produire du coton[30], ne tient pas compte des éléments de preuve effectivement fournis par le Brésil.

5.28 Au paragraphe 11 de sa première communication écrite, le Brésil fournit un tableau indiquant le montant total des subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland depuis la campagne de commercialisation 1999 jusqu'à la campagne actuelle, qui montre que, durant certaines campagnes, plus de la moitié des revenus perçus par les exploitants cotonniers des États-Unis proviennent des subventions. L'idée que, si ces subventions n'existaient pas, les producteurs qui seraient privés de la moitié de leur revenu continueraient à planter du coton – comme si de rien n'était – est tout à fait absurde. Le Brésil souligne aussi que, sans versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques, les producteurs de coton des États-Unis auraient, entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2005, perdu 663 dollars EU par acre.[31] Aucun opérateur économique rationnel ne continuerait à planter du coton dans ces conditions.

5.29 En outre, l'allégation des Etats-Unis, selon laquelle un nombre important de producteurs ne seraient pas affectés par la réduction ou l'élimination des versements puisqu'ils plantent du coton sur des exploitations qui n'ont pas de superficie de base ou sur des superficies supérieures à la superficie de base de l'exploitation[32], ne rend que partiellement compte de la situation. Si le droit à bénéficier de versements anticycliques est déterminé en fonction des rendements des superficies de base, ces rendements n'ont aucune pertinence pour la détermination des versements au titre de prêts à la

[27] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 254.
[28] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 255. (italique dans l'original)
[29] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 292.
[30] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 297.
[31] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 158.
[32] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 298.

commercialisation. Ainsi, les producteurs dont les États-Unis allèguent qu'ils ne seraient pas affectés par la réduction ou l'élimination des versements ne pourraient en fait pas bénéficier de versements au titre de prêts à la commercialisation s'ils étaient réduits ou éliminés.

4. Fiabilité de la modélisation économétrique

5.30 Les États-Unis allèguent que la modélisation économétrique fournie par le Brésil est erronée, mais les arguments des États-Unis soit constituent une tentative de faire valoir de nouveau ce qu'ils ont plaidé devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel sans avoir gain de cause, soit sont sans conséquence. La Nouvelle-Zélande va formuler quelques observations concernant les allégations des États-Unis à cet égard.

5.31 Les États-Unis accordent une grande importance au fait que, dans son nouveau modèle, M. Sumner a augmenté l'élasticité de l'offre de coton des États-Unis, la portant à 0,8.[33] Or, comme autre modèle de représentation des effets à long terme, les États-Unis proposent le modèle ATPSM, dans lequel l'élasticité de l'offre de coton des États-Unis est aussi de 0,8![34] De plus, ils ignorent fort commodément la note de bas de page 301 de la communication du Brésil[35], qui précise ce qui suit: "Le Brésil note que M. Sumner a également procédé à 12 simulations en utilisant une élasticité de l'offre encore plus modérée, de 0,5. Le résultat de cet exercice montre la solidité des effets sur l'offre et sur les prix ..."

5.32 Les États-Unis critiquent le fait que M. Sumner a apporté une petite modification à l'élasticité de la demande dans le reste du monde (ROW), à savoir -0,2, au lieu de -0,25. Mais cette modification de 0,05 représente une petite modification par rapport aux autres chiffres que les États-Unis proposent ensuite, à savoir un écart de 0,45 entre différents scénarios.[36] Comment les États-Unis peuvent-ils alléguer que leurs propres estimations se fondent sur une base statistique plus solide que les estimations de M. Sumner? En fait, les élasticités de la demande utilisées par M. Sumner diffèrent peu de celles qu'il avait utilisées lors de la procédure antérieure, qui ont implicitement été jugées crédibles par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel.

5.33 Bien que les États-Unis notent que le facteur de couplage utilisé par M. Sumner est le même que celui qu'il avait utilisé dans son modèle initial[37], ils critiquent ensuite l'importance de ce facteur. Là encore, les États-Unis tentent de contester de nouveau ce qui a déjà été jugé crédible par le Groupe spécial et l'Organe d'appel lors de la procédure initiale. Quoi qu'il en soit, si les effets sur les prix ne sont pas énormes selon les paramètres des États-Unis, les effets sur les exportations – en particulier à long terme – le sont certainement.

5. Accroissement de la part du marché mondial

5.34 Les États-Unis contestent l'allégation du Brésil selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont pour effet d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis et causent pas là même un préjudice grave au sens de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC. Mais, lorsqu'ils cherchent à montrer qu'il n'y a pas eu d'accroissement de leur part de marché, les États-Unis se penchent là encore sur la mauvaise question.

---

[33] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphes 10 à 21.
[34] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, tableau A7.
[35] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 171.
[36] L'élasticité de la demande dans le reste du monde utilisée par les États-Unis varie de -0,39 à -0,84. Première communication écrite des États-Unis, annexe I, tableau A7.
[37] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphe 31.

5.35 L'élément essentiel de l'argument du Brésil est que la part de marché détenue par les États-Unis est supérieure à ce qu'elle serait autrement et que cela est dû à l'existence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ainsi, les arguments des États-Unis selon lesquels leur part de marché ne s'est pas accrue durant la période en question sont tout simplement dénués de pertinence. De plus, l'analyse faite par les États-Unis eux-mêmes prouve l'argument du Brésil. Dans leur critique de l'analyse de M. Sumner, les États-Unis indiquent que l'effet à long terme de l'élimination des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques serait une réduction des exportations de coton des États-Unis pouvant aller jusqu'à 25 pour cent en 2002-2005 et 17 pour cent en 2006-2008.[38] Ces chiffres montrent très clairement ce que la part du marché mondial détenue par les États-Unis serait en l'absence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

5.36 En somme, les États-Unis eux-mêmes fournissent *prima facie* les éléments au regard de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC que, d'après ce qu'ils allèguent, le Brésil n'a pas pu fournir.

VI. CONCLUSION

6.01 En conclusion, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, le Brésil a démontré que les États-Unis n'avaient ni retiré les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ni éliminé les effets défavorables de ces programmes comme l'exige l'article 7.8 de l'Accord SMC. En conséquence, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions adoptées par l'ORD le 21 mars 2005.

[38] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, tableau A8.

ANNEXE B

COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil (résumé analytique présenté le 18 janvier 2007)	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (résumé analytique présenté le 12 février 2007)	B-10
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication du Brésil concernant la demande de décision préliminaire des États-Unis (résumé analytique présenté le 23 janvier 2007)	B-20

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LE BRÉSIL

(Résumé analytique présenté le 18 janvier 2007)

1. Dans sa première communication écrite, le Brésil présente ses allégations concernant l'existence et la compatibilité des mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions relatives aux effets défavorables – et aux subventions à l'exportation –, adoptées par l'Organe de règlement des différends ("ORD") dans le cadre du présent différend. Dans sa communication présentée à titre de réfutation, le Brésil démontre qu'aucun des arguments formulés par les États-Unis dans leur première communication écrite n'est fondé ou ne réfute les allégations du Brésil.

ARGUMENTS RELATIFS AUX EFFETS DÉFAVORABLES

2. À propos des arguments relatifs aux effets défavorables, le Brésil examine tout d'abord quatre questions soulevées par les États-Unis qui touchent la totalité de ses allégations concernant les effets défavorables. Il réfute ensuite les arguments de fond formulés par les États-Unis.

3. *Premièrement*, les États-Unis affirment que la campagne appropriée que le Groupe spécial de la mise en conformité doit examiner est la campagne de commercialisation 2006. Le Brésil n'est pas d'accord. Le Groupe spécial de la mise en conformité devrait procéder à son analyse des allégations du Brésil en se fondant sur la campagne de commercialisation 2005, c'est-à-dire la campagne la plus récente pour laquelle des données complètes sont disponibles. L'affirmation des États-Unis selon laquelle la campagne de commercialisation 2006 est plus appropriée est en contradiction avec le point de vue qu'ils ont eux-mêmes émis lors de la procédure initiale et selon lequel la période la plus récente pour laquelle des données complètes sont disponibles constitue la période la plus appropriée.

4. *Deuxièmement*, les États-Unis contestent, directement ou indirectement, un certain nombre de constatations formulées par le Groupe spécial initial concernant la nature et les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, et concernant la nature et l'ampleur de l'influence de la production et des exportations des États-Unis sur le prix du coton upland sur le marché mondial. Lorsqu'il évaluera les allégations de préjudice grave du Brésil, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait s'appuyer sur les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") n'a pas pour objet ou pour fonction de permettre à un Membre de contester à nouveau les constatations du Groupe spécial initial, telles qu'elles ont été confirmées par l'Organe d'appel.

5. *Troisièmement*, les États-Unis font valoir que le Brésil formule une allégation "en tant que tel" à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis et que le Brésil n'a pas démontré que ces programmes prescrivaient une infraction aux articles 5 et 6.3 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("*Accord SMC*"). Toutefois, les allégations du Brésil n'établissent pas de distinction entre les effets défavorables causés par le cadre légal et réglementaire des programmes prévus par la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("Loi FSRI") et les effets défavorables causés par les versements impératifs et subordonnés aux prix qui en découlent. Au lieu de cela, les allégations du Brésil portent sur les effets défavorables causés par les "subventions" des États-Unis, du point de vue de leurs "effets" sur la production et les exportations des États-Unis et sur le prix du

coton upland sur le marché mondial. Cette approche est conforme aux dispositions de la Partie III de l'*Accord SMC* et aux constatations du Groupe spécial initial.

6. *Quatrièmement*, les États-Unis affirment qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour répondre aux allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil et qu'ils y répondront dans leur prochaine communication. Cette décision unilatérale des États-Unis est contraire aux *procédures de travail du Groupe spécial* et porte atteinte à la capacité du Brésil à réfuter ces arguments des États-Unis. Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette les éléments de preuve factuels et les arguments y afférents, quels qu'ils soient, soumis dans la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil selon lesquelles il est confronté à une menace de préjudice grave.

7. Pour ce qui est des questions de fond se rapportant aux allégations concernant les effets défavorables présentées par le Brésil au Groupe spécial de la mise en conformité, les États-Unis affirment tout d'abord que l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 est suffisante pour éliminer les effets défavorables causés par les subventions subordonnées aux prix prévues par la Loi FSRI de 2002. Cet argument des États-Unis implique que la subvention au titre du programme Step 2 – mais *pas* les subventions au titre de prêts à la commercialisation ou les subventions anticycliques – était *l'unique* cause du préjudice grave dont le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel avaient constaté l'existence durant les campagnes de commercialisation 1999-2002, ainsi que *l'unique cause* de tout préjudice grave découlant de ces trois subventions prévues par la Loi FSRI de 2002 durant les campagnes de commercialisation 2003-2005. Cet argument implique également que les États-Unis considèrent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, qui sont bien plus importantes et ont bien plus d'effets de distorsion des échanges – et qui représentaient 42 pour cent de la valeur marchande de la production de coton upland durant la campagne de commercialisation 2005 – n'ont aucun effet sur la production, les exportations ou le prix mondial. Une bonne partie de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil démontre que cet argument est erroné. Les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques isolent les producteurs des États-Unis des forces du marché, maintiennent des niveaux élevés de superficie plantée en coton upland et des niveaux élevés de production et d'exportations du coton upland et empêchent des hausses des prix sur le marché mondial dans une mesure notable.

8. Les États-Unis font longuement valoir que l'abrogation de la subvention au titre du programme Step 2 ne conduira pas à une augmentation des versements anticycliques durant la campagne de commercialisation 2006 et conduira à une réduction des versements au titre de prêts à la commercialisation. Les États-Unis affirment aussi que, comme les subventions anticycliques sont actuellement à leur niveau maximal, elles n'augmenteront pas durant la prochaine campagne. Toutefois, des études réalisées par l'Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole ("FAPRI") et un organisme public des États-Unis montrent que l'abrogation de la subvention au titre du programme Step 2 n'entraînera aucune réduction significative des subventions au titre de prêts à la commercialisation. De plus, l'argument des États-Unis selon lequel les subventions anticycliques seront à leur niveau maximal démontre tout au plus que l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 sera insuffisante pour éliminer les effets défavorables. L'examen du revenu des producteurs de coton upland des États-Unis montre l'importance cruciale des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques par rapport aux versements au titre du programme Step 2. Alors que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 devrait réduire de 9 dollars par acre et par année le revenu des producteurs de coton upland, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont fourni aux producteurs de coton upland un revenu de 84 dollars par acre et de 75 dollars par superficie de base, respectivement, au cours de la campagne de commercialisation 2005.

9. Les États-Unis font valoir que la baisse de leurs exportations, au début de la campagne de commercialisation 2006, montre que l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 a eu une incidence importante. La baisse des exportations des États-Unis au cours des premiers mois de la campagne de commercialisation 2006 peut s'expliquer dans une large mesure par les conditions existant sur le marché. Toute baisse supplémentaire par suite de l'élimination des versements au titre du programme Step 2 est due à une poussée temporaire des exportations juste avant cette élimination, suivie par une accalmie au lendemain de cette élimination. Les utilisateurs industriels et exportateurs nationaux ont naturellement cherché à tirer parti d'une subvention à l'exportation lucrative tant qu'elle était en vigueur. Toutefois, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) prévoit un accroissement sensible des exportations pendant le reste de la campagne de commercialisation 2006. Il prévoit en effet que les exportations de coton upland des États-Unis atteindront, pendant la campagne de commercialisation 2006, leur deuxième meilleur niveau, légèrement inférieur au niveau record enregistré pendant la campagne de commercialisation 2005.

10. Enfin, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, les arguments exposés par le Brésil devant le présent groupe spécial de la mise en conformité concernant l'effet des versements au titre du programme Step 2 sont compatibles avec la position qu'il a exposée devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel. La subvention au titre du programme Step 2 a eu deux effets principaux. L'un a été d'accroître le revenu des producteurs de coton upland. Toutefois, il s'agissait d'un effet indirect, qui était beaucoup moins important pour la stabilisation du revenu des producteurs de coton upland que ne l'étaient les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, bien plus élevées. Le second effet de la subvention au titre du programme Step 2 a été de rendre le coton upland des États-Unis compétitif sur le marché mondial en toutes circonstances, empêchant de ce fait des hausses de prix sur le marché mondial. Si l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 a éliminé ce second effet, le revenu des producteurs de coton upland n'en demeure pas moins isolé des prix du marché par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques. Ainsi, l'affirmation du Brésil selon laquelle l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2 aura une incidence relativement modeste sur le volume de la production et des exportations de coton upland des États-Unis est compatible avec une constatation selon laquelle l'élimination peut aussi entraîner une hausse des prix sur le marché mondial.

11. Dans leur première communication écrite, les États-Unis répondent à certains des arguments du Brésil qui établissent un lien de causalité entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton upland.

12. *Premièrement*, sans tenir compte des constatations du Groupe spécial initial, les États-Unis font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont aucun effet notable sur la production, les exportations ou les prix. L'argument obsolète des États-Unis selon lequel les producteurs de coton upland ne s'attendent pas à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation a été rejeté tant par le Groupe spécial initial que par l'Organe d'appel. Le Brésil démontre que *les producteurs des États-Unis se sont attendus à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation chaque année depuis la campagne de commercialisation 1999*. Les États-Unis avancent des arguments qui ont tout aussi peu de valeur au sujet de l'effet des versements anticycliques. Les ouvrages économiques confirment que les versements anticycliques ont un effet de distorsion des échanges et ne sont généralement pas capitalisés dans la valeur foncière. Enfin, les données (incomplètes) sur la superficie de base et la superficie plantée présentées par les États-Unis confirment que les exploitants des États-Unis continuent à planter massivement du coton upland sur la superficie de base de coton upland. Plus de 95 pour cent des exploitations qui cultivent du coton upland reçoivent des versements anticycliques pour ce coton.

13. *Deuxièmement*, les États-Unis font valoir que le Brésil se contente de qualifier l'ampleur des versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques d'"importante", de "très importante", de "colossale" et d'"énorme", mais n'examine pas leur structure, leur conception ou leur gestion. Cette affirmation est dénuée de fondement. Le Brésil a montré quelles étaient la structure, la conception et la gestion des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques à la section 7.8 de sa première communication écrite. Dans sa réfutation des arguments des États-Unis, il développe ce point de façon plus approfondie. En outre, l'importance des subventions octroyées par les États-Unis constituait un facteur essentiel dans l'analyse de l'empêchement de hausses de prix réalisée par le Groupe spécial initial et demeure un élément essentiel dans l'analyse du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

14. *Troisièmement*, s'appuyant sur la stabilité de la part de la production et des exportations mondiales qu'ils détiennent, les États-Unis font valoir que leurs producteurs de coton upland ne sont pas isolés des prix du marché. Dans leurs arguments, les États-Unis ignorent, et demandent en fait au présent Groupe spécial de la mise en conformité d'infirmer l'une des principales constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel – selon laquelle la structure, la conception et la gestion des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques "isolent" les producteurs de coton upland des États-Unis des forces du marché en stabilisant leur revenu à des niveaux très élevés et leur permettent de maintenir artificiellement des niveaux élevés de superficie plantée, de production et d'exportations.

15. *Quatrièmement*, les États-Unis font valoir qu'il n'y a pas de lien entre l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques et l'augmentation de la production de coton upland aux États-Unis. Par contre, ils affirment que cette augmentation peut être attribuée à des rendements élevés. Le Brésil ne partage pas ce point de vue. En l'absence des subventions contestées, les rendements n'auraient pas augmenté (car il n'y aurait pas eu de coton upland de planté) sur une partie importante de la superficie plantée en coton upland aux États-Unis. Il en serait résulté une diminution sensible de la superficie plantée, de la production et des exportations globales des États-Unis.

16. *Cinquièmement*, les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas démontré l'existence d'une coïncidence temporelle entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques et l'empêchement de hausses des prix sur le marché mondial. Si bon nombre des facteurs sur lesquels le Groupe spécial initial s'est appuyé pour établir cette détermination existent encore aujourd'hui (c'est-à-dire les niveaux croissants, en valeur absolue, de la production et des exportations des États-Unis), d'autres facteurs, comme la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis et les prix, sont restés relativement stables pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002. Toutefois, cette stabilité n'indique pas que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont peu ou pas d'effets. Au lieu de cela, le flux incessant de versements au titre de ces deux subventions impératives et subordonnées au prix a *maintenu* l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable qui existait. Il est remarquable que les États-Unis puissent affirmer cette relative stabilité de la situation actuelle – qui ne subsiste que parce qu'ils n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD – montre en quelque sorte l'*absence* de lien de causalité entre ces subventions et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. Au demeurant, l'allégation même formulée par le Brésil dans la présente procédure est que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques des États-Unis n'ont pas changé et continuent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil.

17. *Sixièmement*, les éléments de preuve dont le Groupe spécial de la mise en conformité est saisi montrent que le producteur moyen de coton upland continue d'être incapable de couvrir son coût de production total à long terme avec les revenus provenant du marché. Si les États-Unis reconnaissent que les producteurs doivent couvrir leur coût total à long terme, ils affirment que les exploitants de

coton upland subventionnent de façon croisée la production de coton upland avec les revenus provenant d'autres cultures et des revenus non agricoles. De même que cet argument a été rejeté par le Groupe spécial initial, il devrait être rejeté par le Groupe spécial de la mise en conformité. De plus, un examen des données sur le coût de production du Département de l'agriculture des États-Unis ("USDA") montre qu'une partie importante des producteurs de coton upland des États-Unis ne peuvent pas couvrir ne serait-ce que leurs coûts de production variables, et ne s'attendent pas à pouvoir les couvrir, après ajustement pour tenir compte de la définition incorrecte des coûts variables utilisée par les États-Unis. Cela semble indiquer que, même à court terme, une partie importante de la production de coton upland des États-Unis n'est pas viable, d'un point de vue économique, en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Enfin, la comparaison des coûts de production dans différents pays réalisée par le Comité consultatif international du coton ("CCIC") confirme encore effectivement que les exploitants de coton upland des États-Unis ont des coûts de production élevés.

18. *Septièmement*, les États-Unis critiquent les résultats de l'étude de M. Daniel Sumner, présentée dans la première communication écrite du Brésil, au motif qu'ils sont surévalués et incompatibles avec les ouvrages économiques. Toutefois, une seule étude tirée de la publication américaine intitulée Journal of Cotton Science, citée par les États-Unis, ne justifie pas que le présent groupe spécial de la mise en conformité ne tienne pas compte des importants ouvrages théoriques sur l'économie agricole, selon lesquels les subventions des États-Unis concernant le coton ont des effets importants sur le prix du marché mondial. De fait, le consensus général dans les ouvrages économiques est que les subventions des États-Unis concernant le coton entraînent un accroissement de la production et des exportations et une baisse du prix mondial du coton. Même si les études constatent qu'il existe des effets d'importance différente sur la base d'hypothèses différentes, bon nombre d'économistes sont d'accord pour dire que les prix mondiaux seraient de 10 à 25 pour cent supérieurs en l'absence des subventions concernant le coton. En tant que pays accordant le plus de subventions au monde, les États-Unis sont à l'origine de la majeure partie de ces effets. Ces résultats sont compatibles avec les analyses réalisées par M. Sumner en 2003 et en 2006 et sont confirmés par ces analyses.

19. *Huitièmement*, la question de savoir si l'offre chinoise, comme les États-Unis l'ont fait valoir dans la procédure initiale, ou la demande chinoise, comme ils le font valoir actuellement, est responsable de certaines fluctuations des prix du coton upland sur le marché mondial est dénuée de pertinence pour l'allégation du Brésil. Ce qui importe est de savoir si une réduction importante de la production et des exportations des États-Unis par suite de l'élimination des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques se traduirait par des prix du coton upland notablement plus élevés sur le marché mondial. Le Groupe spécial initial a constaté que les États-Unis exerçaient une influence proportionnelle substantielle sur les prix du coton upland sur le marché mondial. Rien n'a changé à cet égard. De grandes quantités de coton upland des États-Unis continuent à être produites et exportées sur les marchés mondiaux. L'émergence de la Chine comme gros importateur de coton upland ne modifie nullement cette dynamique.

20. *Finalement*, les arguments des États-Unis ne réfutent pas l'allégation *prima facie* solide selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont entrainé un accroissement de la part du marché mondial de la production détenue par les États-Unis, comme le Brésil l'a établi dans sa première communication écrite. Les États-Unis ne contestent pas qu'il y a eu accroissement de leur part du marché mondial de la production durant la campagne de commercialisation 2005, par rapport à la moyenne des trois campagnes de commercialisation 2002-2004. En outre, les éléments de preuve indiquent qu'*en l'absence* des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques durant la campagne de commercialisation 2005, la part de marché des États-Unis ne se serait pas accrue mais aurait plutôt sensiblement diminué. Enfin, aucune des autres périodes proposées par les États-Unis aux fins de la détermination d'une tendance constante à l'accroissement de la part de marché ne correspond à des périodes

pertinentes pour déterminer en quoi les deux subventions en cause dans le présent différend – les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques (ou les mesures qui les ont précédées) – ont un effet de distorsion de la production et des exportations des États-Unis et de la part du marché mondial de la production détenue par les États-Unis.

ARGUMENTS RELATIFS AUX SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

21. Dans sa première communication écrite, le Brésil a démontré que les "mesures prises" par les États-Unis "pour se conformer" aux recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation n'existaient pas à certains égards et, que, pour autant qu'elles existaient, elles n'étaient pas compatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. En conséquence, les États-Unis n'ont pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD voulant qu'ils retirent sans retard les subventions prohibées liées aux garanties de crédit à l'exportation, conformément à l'*Accord SMC*, et qu'ils se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

22. Dans leur première communication écrite, les États-Unis contestent l'allégation du Brésil selon laquelle, après l'adoption des mesures de mise en œuvre par les États-Unis, les garanties de crédit à l'exportation accordées au titre du programme General Sales Manager 102 ("GSM 102") constituent toujours des subventions à l'exportation. Ce faisant, les États-Unis surestiment considérablement l'incidence des "mesures" limitées relatives aux garanties de crédit à l'exportation qu'ils ont "prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend. Aucune des données de fait mises en avant par les États-Unis ne démontre que le programme GSM 102, tel qu'il a été modifié par les mesures prises par les États-Unis pour se conformer: i) permet l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 à des conditions conformes au marché; ii) permet l'application des taux de primes suffisants pour couvrir, à longue échéances, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme; ou iii) évite un contournement des engagements contractés par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation.

23. Les États-Unis avancent cinq arguments principaux dans leur première communication écrite. Le Brésil répond à chacun de ces arguments ci-après.

24. *Premièrement*, les États-Unis affirment que le Brésil ne peut pas, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, contester l'application par les États-Unis du GSM 102 d'une manière qui entraîne un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille. Ils demandent que le Groupe spécial de la mise en conformité rende une décision préliminaire à ce sujet. Le Brésil n'a pas examiné la demande des États-Unis dans sa communication à titre de réfutation, mais a répondu aux arguments des États-Unis dans une communication ultérieure datée du 16 janvier 2007.

25. *Deuxièmement*, les États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité de rejeter l'allégation du Brésil selon laquelle aucune mesure prise pour se conformer n'existe en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation qui avaient été émises au titre du programme GSM 102, du programme General Sales Manager 103 ("GSM 103") ou du programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP") avant le 1er juillet 2005, mais qui étaient toujours en cours après cette date, et cela pour deux raisons: a) une constatation du Groupe spécial de la mise en conformité ne présenterait plus d'intérêt pour ce qui est des garanties de crédit à l'exportation émises au titre du SCGP avant le 1er juillet 2005 puisque l'échéance maximale pour une garantie de crédit à l'exportation au titre de ce programme est de 180 jours et que, de ce fait, plus aucune garantie de ce type n'est en cours; et b) les recommandations et décisions de l'ORD imposaient aux États-Unis de "retirer la subvention", ce que les États-Unis affirment avoir effectivement fait en modifiant la structure des

commissions pour le GSM 102 et en arrêtant l'émission de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 103 et du SCGP.

26. Vu l'incidence des "rééchelonnements" de la dette garantie par le programme, il se peut très bien que des garanties de crédit à l'exportation émises au titre du SCGP avant le 1er juillet 2005 soient toujours en cours aujourd'hui. De plus, les garanties de crédit à l'exportation toujours en cours après le 1er juillet 2005 ont été émises suivant le barème des commissions sur lequel le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont fondé la constatation de l'existence d'un subventionnement à l'exportation au titre du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*, et constituent donc un élément essentiel de la recommandation prescrivant de "retirer[ ] la subvention". Les versements ou les résultats liés à ces garanties de crédit à l'exportation toujours en cours sont incompatibles avec la recommandation de l'ORD prescrivant de "retirer la subvention".

27. *Troisièmement*, les États-Unis affirment que le point j) représente le critère exclusif permettant de déterminer si un programme de garantie du crédit à l'exportation constitue une subvention à l'exportation. Les États-Unis proposent, pour l'essentiel, une lecture *a contrario* du point j), selon laquelle la preuve que le programme GSM 102 permet de couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion mettrait ce programme à l'abri d'une contestation en tant que subvention à l'exportation, au titre des éléments des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

28. L'interprétation fournie par les États-Unis n'est pas étayée par la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*; le fait de prouver que les commissions perçues dans le cadre du programme GSM 102 sont suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme ne déchargerait pas les États-Unis de l'obligation de s'abstenir d'octroyer des garanties de crédit à l'exportation subordonnées à l'exportation *de jure* au titre du GSM 102 moyennant des commissions qui confèrent des "avantages" aux exportateurs des États-Unis (dans la mesure où cela entraîne un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation contractés par les États-Unis au titre de l'*Accord sur l'agriculture*). De plus, les données disponibles ne montrent pas, comme l'affirment les États-Unis, que les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont rentables. Le programme GSM 102 n'est pas structuré, conçu ou géré d'une manière qui permette de couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

29. *Quatrièmement*, il apparaît que les États-Unis affirment que, même si la définition des subventions à l'exportation figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* s'applique aux garanties de crédit à l'exportation, le seul critère applicable pour déterminer si un "avantage" est conféré, au sens de l'article 1.1 b), est le critère énoncé à l'article 14 c) de l'*Accord*. L'article 14 c) exige une évaluation de l'incidence d'une garantie accordée par les pouvoirs publics sur le coût du prêt garanti par rapport au coût du prêt sans cette garantie.

30. Les États-Unis font valoir que l'approche du Brésil, qui consiste à comparer les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 à celles qui sont perçues pour des produits comparables (quoique également non marchands) offerts par l'Export-Import Bank des États-Unis ("ExIm Bank"), ne constitue pas une comparaison du "marché" puisque, dans ce contexte, le "marché" prévu dans l'*Accord SMC* n'est pas le coût de l'obtention d'une garantie pour une transaction unique à l'exportation de produits de base agricoles, mais représente plutôt le coût total des fonds auquel emprunteurs et prêteurs sont disposés à conclure des prêts commerciaux. Les États-Unis affirment ensuite, en se fondant sur trois exemples, que les organismes de crédit commerciaux accordent des prêts aux débiteurs étrangers agréés par la CCC à des conditions meilleures que celles qui peuvent être obtenues dans le cadre du programme GSM 102.

31. Lorsqu'ils font valoir que l'article 14 c) est le critère exclusif à utiliser pour déterminer si un "avantage" est conféré par une garantie, les États-Unis ne reconnaissent pas qu'il existe un certain

nombre d'avantages et de bénéficiaires potentiels dans une transaction soutenue par une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102: l'exportateur des États-Unis, la Banque des États-Unis, la banque étrangère (dénommée "débiteur étranger" par le Brésil) et l'acheteur/emprunteur étranger. Lorsqu'il compare les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les commissions perçues pour des produits comparables offerts par l'ExIm Bank, le Brésil entreprend d'évaluer un "avantage" dissociable accordé à l'exportateur des États-Unis. L'exportateur des États-Unis ne supporte pas les coûts ou les risques associés au fait de garantir ou d'octroyer un financement à la banque étrangère ou à l'acheteur/emprunteur étranger. De fait, c'est exactement ce qui caractérise le GSM 102 – l'exportateur des États-Unis n'est pas pris en compte dans l'équation. Ainsi, on peut mesurer l'avantage conféré à l'exportateur des États-Unis en évaluant en quoi les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 correspondant aux commissions perçues pour des instruments semblables.

32. Par ailleurs, les trois exemples présentés par les États-Unis – sans la moindre référence à des documents fondamentaux et sur la base uniquement d'une lettre de deux pages d'un administrateur d'une banque des États-Unis participant au programme GSM 102 – ne montrent pas que le programme GSM 102 est conforme au marché, même selon le critère énoncé à l'article 14 c).

33. *Cinquièmement*, les États-Unis font valoir que, lorsqu'il a affirmé que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des instruments de financement tout à fait particuliers sans équivalent sur le marché, le Brésil n'a pas pris en considération certains produits offerts par la Banque interaméricaine de développement ("BID"), la Société financière internationale ("SFI") et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ("BERD"). Les États-Unis laissent aussi entendre que le Brésil n'aurait pas dû limiter son évaluation de l'"avantage" à une comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui étaient perçues pour des produits semblables offerts par l'ExIm Bank, mais qu'il aurait dû, au lieu de cela, comparer également les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 avec celles qui étaient perçues pour les produits offerts par la BID, la SFI et la BERD.

34. Le fait de prendre en considération les produits offerts par la BID, la SFI et la BERD évoqués par les États-Unis n'a pas d'incidence sur la conclusion du Brésil selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des instruments financiers tout à fait particuliers sans équivalent sur le marché parce que *la BID, la SFI et la BERD ne sont pas des banques commerciales offrant des produits marchands*. Pour cette même raison, comme les commissions perçues par l'ExIm Bank, les commissions perçues par la BID, la SFI et la BERD sont faussées par l'intervention des pouvoirs publics. Il n'est pas nécessaire de fournir des comparaisons additionnelles entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par la BID, la SFI et la BERD, étant donné la comparaison avec les commissions perçues par l'ExIm Bank établie aux États-Unis que le Brésil a déjà fournie. À cet égard, les États-Unis n'apportent aucun élément de preuve crédible allant à l'encontre de la comparaison minutieuse réalisée par le Brésil à propos des produits offerts par l'ExIm Bank.

ANNEXE B-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES ÉTATS-UNIS

(Résumé analytique présenté le 12 février 2007)

1. **Demandes de décisions préliminaires – Le Brésil n'a pas réfuté la démonstration des États-Unis selon laquelle les allégations du Brésil relatives aux garanties au titre du GSM-102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.** Le Brésil reconnaît qu'il n'y a jamais eu de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des garanties au titre du GSM-102 pour la viande porcine et la viande de volaille et que, par conséquent, il n'y a pas eu de recommandations ni de décisions de l'ORD à l'encontre de ces mesures auxquelles les États-Unis étaient obligés de se conformer. Ainsi, les allégations formulées par le Brésil à l'encontre de ces mesures ne font pas, à bon droit, l'objet d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Bien qu'il soutienne que la "jurisprudence de l'Organe d'appel" lui donne le droit de "réitérer" des allégations concernant ces mesures au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC, le Brésil fait erreur. Il fait simplement une lecture erronée du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* et continue de confondre deux questions distinctes – a) le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et b) la question de savoir quand une allégation formulée à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC.

2. **– Rien ne permet au Brésil d'établir des allégations à l'encontre de l'un ou de l'autre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation ou de versements anticycliques, pris isolément ou en plus des versements au titre de ces programmes.** Le Brésil précise dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation qu'il formule des allégations à l'encontre des *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, en tant que tels, *en plus de* tous les versements autorisés au titre de ces programmes. Cependant, même dans ce cas, les allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ de la présente procédure. Premièrement, il n'y a aucune base juridique ou factuelle qui étaye l'argument du Brésil selon lequel "[d]ans les circonstances du présent différend, le "versement" d'une subvention ne peut pas être dissocié d'un "programme" de subventions" et l'argument est affaibli par les propres allégations et arguments présentés par le Brésil pendant la procédure initiale. De surcroît, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le Groupe spécial initial n'a formulé aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, pris isolément ou en plus des versements. En conséquence, il n'y a pas eu non plus de recommandation de l'ORD relative aux subventions pouvant donner lieu à une action en ce qui concerne ces mesures. Les allégations formulées par le Brésil sur la base d'une telle recommandation dénaturée n'entrent pas à juste titre dans le champ de la procédure du présent groupe spécial de la mise en conformité.

3. Deuxièmement, les mesures que le Brésil cherche à contester – les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en plus des versements – ne sont *pas* des mesures prises pour se conformer. En effet, ces mesures n'ont pas été modifiées aux fins de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD ni pour une autre raison; elles restent identiques à ce qu'elles étaient dans la procédure initiale. Au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, des allégations de compatibilité avec un accord visé ne peuvent pas être

formulées à l'égard de mesures qui ne sont *pas* des mesures prises pour se conformer et qui sont identiques à celles qui étaient visées dans la procédure initiale. C'est aussi pour cette raison que les allégations du Brésil – que ce soit à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou des programmes en plus des versements correspondants – n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure.

4. – **Les allégations du Brésil concernant la conformité au cours de périodes passées restent hors du champ de la présente procédure.** Le Brésil doit encore indiquer une base textuelle légitime pour ses allégations concernant la conformité au cours de périodes passées. Au lieu de cela, il continue indûment d'associer l'article 7.9 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, la première disposition n'établit pas la date de l'évaluation de la conformité avec les recommandations et décisions prévues dans le Mémorandum d'accord; elle fixe simplement la date à laquelle le Membre plaignant peut demander l'autorisation d'adopter des contre-mesures "proportionnelles au degré et à la nature des effets défavorables dont l'existence aura été déterminée", comme le Brésil l'allègue. Par ailleurs, le point de savoir si "l'évaluation de la question de savoir si les contre-mesures proposées sont proportionnelles" est "lié[e] à la date à laquelle la période de mise en œuvre vient à expiration" est dénué de pertinence. En faisant valoir que cela sert de base pour évaluer la *conformité* à partir de la date fixée à l'article 7.9 de l'Accord SMC, le Brésil confond le mandat d'un arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord et celui d'un groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Aucun argument n'offre une base légitime pour les allégations du Brésil concernant la conformité au cours de périodes passées.

5. **Subventions à l'exportation – Les États-Unis n'accordent pas de garanties de crédit à l'exportation en contravention avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture.*** Les États-Unis ont démontré que même avant 1) que le programme GSM-103 soit éliminé, 2) que le programme de garantie du crédit fournisseur ("SCGP") prenne fin, 3) que les pays présentant le risque le plus élevé soient exclus du bénéfice des programmes et 4) que les commissions soient relevées de 46 pour cent en moyenne, les primes perçues pour le GSM-102, le GSM-103 et le SCGP étaient plus que suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes. En effet, les données budgétaires actuelles des États-Unis montrent maintenant que pour les cohortes 1992-2005, la valeur actuelle négative nette totale applicable est de **166 549 780 dollars** (soit un "bénéfice" – à l'exclusion des frais administratifs – pour les pouvoirs publics des États-Unis). L'argument présenté par le Brésil en réponse – qui consiste à affirmer que ces résultats ont été "spécifiquement créés par les États-Unis aux fins du présent litige" – est dénué de tout fondement. Qui plus est, les tentatives du Brésil pour faire en sorte que le Groupe spécial ne tienne pas compte des données budgétaires sont incompatibles avec l'approche suivie par le Groupe spécial initial ainsi qu'avec les positions adoptées par le Brésil dans la procédure initiale. La "méthode de comptabilité de caisse" que le Brésil lui-même a élaborée et qu'il s'efforce de faire utiliser par le Groupe spécial à la place des données budgétaires fournies par les États-Unis, n'a pas été acceptée par le Groupe spécial initial et elle est profondément viciée.

6. **– Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le programme GSM-102 est structuré et conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion.** Premièrement, l'importance des montants recouvrés ainsi que les modifications substantielles apportées aux programmes de garantie du crédit à l'exportation démentent l'affirmation du Brésil selon laquelle "le programme GSM-102 n'est pas structuré ou conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion". Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le fait que la CCC souscrive auprès du Trésor des États-Unis des emprunts en rapport avec les programmes de garantie du crédit à l'exportation ne signifie *pas* que les programmes ne peuvent pas satisfaire au critère du point j). En plus, le fait qu'il subsiste un plafond légal de 1 pour cent pour les commissions perçues au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation n'influe pas non plus sur l'analyse; la CCC a pris en compte ce fait en excluant du bénéfice de ces programmes **22 pays** dont la participation risquait

d'exiger des commissions supérieures au maximum légal. Enfin, rien ne permet au Brésil de faire valoir qu'une "gestion budgétaire prudente" exige non seulement l'imposition des limites strictes en matière de risque appliquées par la CCC, mais aussi l'application de commissions différentes pour des banques différentes, comme le Brésil le souhaiterait.

7. Deuxièmement, le Brésil a tort d'affirmer que la CCC prévoit chaque année, y compris pour les exercices budgétaires 2006 et 2007, que les programmes de garantie du crédit à l'exportation enregistreront des pertes. Il suppose 1) que les données d'expérience propres aux programmes de la CCC en particulier sont les données antérieures utilisées pour le calcul des taux de subventionnement initiaux et 2) que la CCC elle-même fournit les principaux facteurs utilisés pour ce calcul. Ces deux hypothèses sont erronées. C'est le Bureau de la gestion et du budget ("OMB") qui détermine les taux de perte escomptés de la CCC – et d'autres organismes publics – à l'échelle gouvernementale. Ces taux – qui sont appliqués à quasiment tous les organismes des États-Unis qui accordent des crédits internationaux – sont fondés sur des hypothèses relatives aux taux de risque et de recouvrement pour les pays présentant le risque le plus élevé et surestiment les pertes possibles en ce qui concerne les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC.

8. **– La question de savoir si une dette a été rééchelonnée ou non dans le cadre du SCGP est dénuée de pertinence pour celle de savoir si les États-Unis ont "retiré" une subvention relevant du programme.** Il n'y a actuellement aucune créance "en cours" au titre du SCGP. Autrement dit, les États-Unis ont payé toutes les créances exigibles et ne risquent plus de devoir faire face à un éventuel autre engagement au titre du SCGP. L'argument du Brésil selon lequel il peut encore exister des créances en cours au titre du programme si les États-Unis ont rééchelonné la dette correspondante avant ou après le 1er juillet 2005 est sans fondement. Il trahit une incompréhension fondamentale de la nature de la dette rééchelonnée, qui représente un montant *à recevoir*, et au titre de laquelle la CCC s'attend à *recevoir – non à verser* – de l'argent; la dette rééchelonnée n'est *pas* une *créance* en cours.

9. **– Le programme GSM-102 ne confère aucun avantage au titre des articles 1er et 3 de l'Accord SMC.** Bien qu'il continue de présenter à titre "subsidiaire" son "allégation" au titre du point j), le Brésil ne fournit aucune base textuelle pour ce faire. Son approche ne concorde pas avec le texte de l'Accord SMC ni avec ses propres arguments formulés dans d'autres différends, à savoir que, dans le cas des mesures figurant dans la Liste exemplative, ce sont les dispositions spécifiques de la Liste exemplative – et non les dispositions générales relatives aux subventions des articles 1.1 et 3.1 a) – qui déterminent quand les mesures peuvent être considérées comme des subventions à l'exportation. Toutefois, les États-Unis montrent aussi que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 ne confèrent pas un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Cela confirme encore le fait que le point j) montre bien que les garanties du crédit à l'exportation du GSM-102 ne sont pas des subventions à l'exportation.

10. Bien qu'il prétende faire une démonstration au regard de l'article 14 c) de l'Accord SMC, le Brésil n'a pas tenté de faire une démonstration circonstanciée établissant que le coût global, y compris les commissions, d'*un prêt* garanti par les pouvoirs publics était inférieur à ce que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paierait sur un prêt commercial *comparable*. Au contraire, il s'efforce de défendre une approche viciée concernant un ""avantage" dissociable" qui ne tient pas compte du fait fondamental que les coûts sont répartis entre les parties concernées. Comme les coûts ainsi que les avantages potentiels peuvent être partagés de diverses façons entre tous les participants à une transaction de prêt couverte par une garantie des pouvoirs publics, l'article 14 c) porte essentiellement sur le coût global du prêt, y compris les commissions au titre de la garantie, et non sur un seul élément "dissociable" de l'ensemble de la transaction. L'approche du Brésil est donc compromise par le texte lui-même.

11. À la différence du Brésil, les États-Unis ont fourni des renseignements spécifiques pour démontrer que des sources de financement et des garanties comparables à celles du GSM-102 étaient

disponibles sur le marché. Les tentatives faites par le Brésil pour discréditer les éléments de preuve concrets spécifiques présentés par les États-Unis sont totalement vaines. Par exemple, le Brésil tente de récuser les nombreux exemples de produits commerciaux offerts par la Société financière internationale ("SFI"), la Banque interaméricaine de développement ("BID") et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ("BERD") qui sont directement comparables aux garanties offertes au titre du GSM-102. Le Brésil affirme que, par définition, rien de ce que la BID, la SFI et la BERD font sur le marché ne peut avoir de caractère commercial ni être considéré comme un point de comparaison. Encore une fois, l'argument du Brésil n'est pas fondé sur le plan logique et – au vu de la preuve bien claire de la nature commerciale et rentable des organismes susmentionnés – sur le plan des faits.

12. **Subventions pouvant donner lieu à une action – Les arguments du Brésil ayant trait aux effets "relativement modestes" de l'élimination du programme Step 2 demeurent non justifiés et incompatibles avec ses positions antérieures.** Le Brésil ne justifie pas ses arguments tendant à minimiser les effets de l'élimination du programme Step 2. Premièrement, que l'on considère l'allégation de préjudice grave "actuel" ou l'allégation de "menace" de préjudice grave présentées par le Brésil, l'idée avancée par ce dernier qu'un accroissement des versements anticycliques neutralisera toute incidence positive de la suppression du programme Step 2 est dénuée de fondement. Au contraire, la suppression du programme Step 2 entraîne *bel et bien* une diminution des versements au titre de prêts à la commercialisation pendant les quelques années restantes où de tels versements sont justement prévus. En outre, il est peu probable qu'il y ait un accroissement des versements anticycliques pendant la campagne de commercialisation "actuelle" (campagne de commercialisation 2006) et, au cours des campagnes futures, cet accroissement ne sera probablement pas substantiel. Cet argument est à tous égards dénué de pertinence puisqu'il est prévu que tant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation que les programmes de versements anticycliques arriveront à expiration à la fin de la campagne de commercialisation 2007.

13. Deuxièmement, le Brésil continue de faire valoir que la suppression du programme Step 2 a eu des *effets* "relativement modestes" à cause de l'*importance* relativement moindre des dépenses au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Pour autant, il n'explique pas pourquoi l'*importance* est le facteur déterminant pour évaluer leurs *effets*, en particulier au vu des arguments à l'effet contraire qu'il a présentés à l'Organe d'appel et au vu des effets *disproportionnés* qu'il a tenté d'attribuer au programme Step 2 dans la procédure initiale.

14. Troisièmement, le nouvel accent que le Brésil met sur les "effets modestes en matière d'accroissement des revenus" allégués du programme Step 2 est contredit par les arguments qu'il a lui-même présentés au Groupe spécial initial, à savoir que les effets sur les revenus ne représentaient qu'une façon dont, de l'avis du Brésil, les versements au titre du programme Step 2 pouvaient avoir affecté les cours du marché mondial. Auparavant, le Brésil avait fait valoir que "*la nature* du programme Step 2, *qui était d'accroître les exportations*" était l'autre façon principale dont le programme Step 2 influait sur les cours du marché mondial. En effet, bien que le Brésil tente maintenant de minimiser le fait qu'il a attribué un effet "d'accroissement des exportations" au programme Step 2, ces arguments ne sont tout simplement pas crédibles.

15. Enfin, les données montrant des niveaux d'exportation historiquement bas pour la campagne de commercialisation 2006 continuent d'ébranler la théorie d'une incidence "relativement modeste" de l'élimination du programme Step 2 défendue par le Brésil. Celui-ci souligne l'importance qu'ont d'autres facteurs – y compris les "besoins spécifiques de la Chine" – dans l'évaluation des changements intervenus sur le marché mondial du coton depuis la campagne de commercialisation 2006. Cela étant, même si l'on prenait en considération l'incidence de la demande de la Chine, il apparaît que les exportations des États-Unis se situent à des niveaux inhabituellement faibles. En plus, la *part* des importations chinoises détenue par les États-Unis après la suppression du programme

Step 2 est à un niveau inhabituellement faible. De manière similaire, les données ne corroborent pas l'idée du Brésil que les faibles niveaux d'exportation peuvent s'expliquer par "une poussée temporaire des exportations des États-Unis au cours des mois qui ont précédé l'élimination de la subvention au titre du programme Step 2, les exportateurs ayant vidé leurs entrepôts de leurs stocks pour profiter de cette subvention".

16. **– Le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'existence d'un préjudice grave "actuel" au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC.** À titre préliminaire, les États-Unis notent que la campagne de commercialisation pertinente pour les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil est la campagne 2006. Lorsque des données fiables sont disponibles pour la campagne de commercialisation 2006, ou pour toute partie de cette campagne, il n'y a pas de raison que le Groupe spécial n'examine pas ces données et rien ne permet au Brésil de dire que les données ne sont pas pertinentes.

17. *Le Brésil n'a pas fourni d'élément de preuve concernant la structure, la conception et la gestion des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques qui étaye ses allégations d'empêchement notable de hausses de prix:* le Brésil doit encore présenter des éléments de preuve crédibles pour confirmer les effets notables sur la production causés par les versements anticycliques ou les versements au titre de prêts à la commercialisation dont il allègue l'existence. En plus, il n'a pas réfuté les éléments de preuve des États-Unis qui montrent, en ce qui concerne le programme de versements anticycliques, qu'il a tout au plus, selon des études récentes, des effets minimes sur la production. Le Brésil tente de discréditer les études présentées par les États-Unis en faisant valoir, entre autres choses, qu'elles ne portent pas spécifiquement sur la production de coton upland. Pour autant, ce n'est pas une raison pour empêcher le Groupe spécial de considérer ces études comme étant très probantes. Qui plus est, le Brésil ne présente *aucun élément de preuve empirique* concernant la production de coton upland qui lui soit propre et étaye ses allégations. En effet, la seule étude qu'il présente et qui traite justement des versements anticycliques n'est pas fondée sur des éléments de preuve empiriques, mais a été réalisée dans un laboratoire informatique de l'Université du Wyoming pour tester les réponses fournies par des étudiants en économie en fonction de certains paramètres qui étaient forcément tirés d'aspects réels de la Loi sur l'agriculture de 2002 et imposaient un certain nombre d'hypothèses limitatives qui, comme les auteurs eux-mêmes l'ont reconnu, ont influé sur les résultats de l'étude.

18. En outre, le Brésil ne réfute pas l'élément de preuve qui montre qu'une partie substantielle des versements des pouvoirs publics, y compris les versements anticycliques, est "transmis" à des propriétaires fonciers non exploitants sous la forme d'une rente foncière plus élevée. Dans sa réponse, le Brésil confond les questions et affirme, sans fondement, que l'incertitude entourant la réception des versements empêche une capitalisation dans la valeur foncière. Cet argument est incompatible avec les ouvrages économiques, les propres arguments du Brésil relatifs aux décisions des producteurs des États-Unis d'effectuer des plantations dans l'attente de versements anticycliques, et les propres constatations du Groupe spécial initial. Les affirmations du Brésil ayant trait aux **effets "relativement mineurs" des versements découplés sur la valeur foncière sont également infondées.**

19. Le Brésil ne réfute pas non plus les données se rapportant aux superficies qui montrent que de fait, *la détention d'une superficie de base de coton upland n'a pas encouragé la production de coton upland* comme il l'allègue. Les tentatives que fait le Brésil pour écarter ces faits au motif qu'ils sont "sans importance" sont inexplicables et infondées. En réalité, ces faits *sont* "importants" et ébranlent la théorie du Brésil selon laquelle il existe des effets notables sur la production, en particulier ses affirmations non fondées concernant le fait de produire en vue d'avoir la possibilité d'actualiser la superficie de base.

20. S'agissant des versements au titre de prêts à la commercialisation, le Brésil ne démontre pas que – compte tenu de la structure et de la conception particulières du programme de prêts à la commercialisation, et de la façon dont il est géré dans les conditions actuelles du marché – les versements au titre de ce programme *causent* de fait des effets sur la production qui sont assez notables pour empêcher des hausses du prix du coton sur le marché mondial. En particulier, le Brésil n'analyse pas correctement les décisions en matière de plantation prises par les producteurs des États-Unis à la lumière des conditions du marché et des considérations commerciales auxquelles ils étaient *réellement* confrontés au moment de la plantation, même si le Brésil admet qu'il s'agit là de l'examen approprié. De surcroît, alors qu'il tente de discréditer l'analyse faite par les États-Unis des décisions en matière de plantation des producteurs, le Brésil n'a fourni aucun fondement légitime pour ses arguments.

21. *Le Brésil ne fournit aucun élément de preuve crédible qui montre que les producteurs et les exportateurs des États-Unis ne réagissent pas aux signaux du marché:* les éléments de preuve empiriques ébranlent irrémédiablement la théorie du Brésil selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques isolent les producteurs et les exportateurs des États-Unis des signaux du marché. Le Brésil doit encore apporter une réponse crédible à la question fondamentale à cet égard: *si les producteurs des États-Unis continuent de planter et de produire et que les exportateurs des États-Unis continuent d'exporter dans des circonstances où "tout producteur non subventionné rationnel" aurait "réduit les plantations, la production et les exportations", pourquoi la part de la production mondiale et des exportations mondiales détenue par les États-Unis n'a-t-elle pas progressé pendant la durée d'application de la Loi FSRI de 2002?* Au lieu de cela, le Brésil tente d'embrouiller les choses en disant que la question déterminante est celle de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constituent un soutien des *revenus* pour les producteurs des États-Unis. Ce n'est pas le cas; de fait, il n'y a aucune obligation, dans le cadre de l'OMC, de s'abstenir d'accorder un tel soutien. La question est de savoir si une subvention cause un ou plusieurs des quatre types d'"effets" indiqués à l'article 6.3 de l'Accord SMC. Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve empirique établissant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causaient les effets en question et, de fait, les éléments de preuve empiriques que les États-Unis ont présentés contredisent purement et simplement les arguments du Brésil à cet égard. Les tentatives faites par ce dernier pour réfuter ces éléments de preuve – par exemple, en affirmant que la stabilité de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis constitue elle-même la preuve d'un empêchement notable de hausses de prix – sont entièrement dénuées de fondement.

22. Par ailleurs, les tentatives faites par le Brésil pour démontrer l'absence alléguée d'un "lien" entre "les prix, d'une part, et la superficie plantée, la production et les exportations [des États-Unis], d'autre part" ne résistent pas à un examen approfondi. Chaque comparaison effectuée par le Brésil à cet égard était fondamentalement erronée, y compris sa dernière tentative pour représenter graphiquement la superficie *plantée* des États-Unis en fonction de la superficie *récoltée* à l'étranger et des prix à terme du coton upland, approche qui a) compare indûment la superficie plantée et la superficie récoltée, b) fait abstraction du fait que les producteurs ne prennent pas en compte seulement les prix à terme du coton upland pour déterminer ce qu'ils vont planter, et c) tente d'exploiter des différences dont il s'avère qu'elles existent uniquement à cause du graphique particulier utilisé. Les tentatives du Brésil pour comparer les *variations* de la *superficie plantée* des États-Unis, les variations de la superficie *récoltée* à l'étranger et les *variations* des prix à terme du coton upland sont également erronées. Ce que cette comparaison montre, c'est que *ni* la superficie récoltée aux États-Unis ni la superficie récoltée à l'étranger n'évoluent en étroit parallèle avec les *seuls* prix à terme du coton. Toutefois, même si la comparaison était valable (et elle ne l'est pas), elle montrerait que lorsque les superficies aux États-Unis et à l'étranger varient différemment, la superficie récoltée aux États-Unis tend à réagir à la hausse des prix *de façon plus modérée* que ne le fait la superficie à l'étranger.

23. Enfin, le Brésil continue d'affirmer à tort que les *accroissements* des niveaux absolus de la production des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 ont été la conséquence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Les arguments présentés par le Brésil à cet égard ne sont même pas cohérents sur le plan interne, et encore moins étayés par les faits.

24. *Le Brésil ne démontre pas l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable":* contrairement à ce qu'il affirme, le Brésil n'avait pas "renforc[é] la constatation du Groupe spécial initial ... concernant une coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis". Au contraire, les facteurs examinés par le Groupe spécial initial ne corroborent *pas* la constatation de l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et tout empêchement "actuel" notable de hausses des prix. La nouvelle affirmation du Brésil selon laquelle il devrait être dispensé de faire ne serait-ce que la démonstration minimale de l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" telle que l'avait faite le Groupe spécial initial réduirait effectivement à néant l'équilibre des droits et obligations énoncé aux articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC et la prescription voulant qu'une partie plaignante établisse *prima facie* l'existence d'une infraction.

25. *Le Brésil n'a pas démontré que les producteurs des États-Unis passeraient à d'autres cultures ou cesseraient la culture cotonnière en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques:* rien ne justifie l'argument du Brésil selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques sont nécessaires pour combler un "écart" allégué entre les coûts de production et les revenus provenant du marché, sans quoi les producteurs des États-Unis cesseraient de cultiver du coton. Premièrement, les ouvrages économiques montrent clairement que les producteurs prennent leurs décisions en matière de plantation d'une année à l'autre en fonction principalement des coûts de production *variables* (entre autres facteurs), et que le coût *total* (entre autres facteurs) est pertinent en ce qui concerne les décisions à plus long terme, par exemple celle de quitter ou non le secteur cotonnier. Deuxièmement, il ressort des éléments de preuve que les producteurs des États-Unis ont *couvert leurs coûts variables* durant chaque année pendant laquelle la Loi FSRI a été en vigueur et que, par conséquent, il était économiquement rationnel pour les producteurs des États-Unis de produire du coton upland pendant ces années. Les efforts déployés par le Brésil pour gonfler les coûts variables en incluant le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement en tant que coûts variables ne sont pas étayés par les ouvrages économiques. En outre, le Brésil n'a pas démontré que les agriculteurs prenaient réellement en compte ces coûts – par exemple le "coût imputé à la main-d'œuvre non rémunérée" – chaque année lorsqu'ils décidaient de planter du coton, d'opter pour une autre culture ou de faire un autre usage des terres.

26. Troisièmement, les arguments du Brésil contre l'ajustement des coûts et revenus relatifs au coton-graine (c'est-à-dire le coton fibre plus les graines de coton) pour isoler les revenus et les coûts relatifs au coton fibre (le produit en cause dans les allégations du Brésil) sont dénués de fondement. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, les éléments de preuve montrent qu'il est courant aux États-Unis de payer les frais d'égrenage sur le produit tiré par l'égreneur de la vente des graines de coton obtenues lors du processus d'égrenage. Cela corrobore l'approche des États-Unis consistant à exclure à la fois les frais d'égrenage et les recettes de la vente des graines de coton. Cependant, même le recours à une méthode plus prudente qui a) exclut les frais d'égrenage uniquement à hauteur du montant des recettes tirées des graines de coton et b) inclut le coût de la main-d'œuvre employée en tant que coût variable montre que les producteurs des États-Unis ont couvert non seulement leurs coûts variables pendant toutes les années mais aussi leur coût total pendant de nombreuses années.

27. Quatrièmement, en ce qui concerne les décisions à plus long terme, par exemple celle de continuer ou de cesser la culture du coton upland, les États-Unis ont expliqué que le coût de

production total du coton upland n'était pas le *seul* facteur pris en considération. Comme le confirment les ouvrages économiques, les coûts et revenus pour l'ensemble de l'exploitation – y compris les revenus non agricoles et les revenus provenant d'autres sources – sont aussi des facteurs importants à prendre en considération dans ces types de décisions. Les tentatives du Brésil pour montrer que les producteurs des États-Unis auraient cessé à long terme de produire du coton upland uniquement à partir d'une comparaison des coûts et revenus relatifs au coton ne sont donc pas rationnelles. À ce jour, le Brésil n'a pas présenté d'ouvrage, d'étude, de rapport ni d'élément de preuve empirique qui contredit les éléments de preuve présentés par les États-Unis à propos de la prise en considération des coûts et revenus pour l'ensemble de l'exploitation. Il n'a pas non plus fourni d'élément de preuve prenant en compte les coûts et revenus pour l'ensemble de l'exploitation qui montre qu'en l'absence du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient cessé de cultiver du coton upland.

28. *Ni la nouvelle modélisation du Brésil ni les études qu'il cite de manière sélective et fallacieuse n'étayent son allégation d'empêchement notable de hausses de prix:* le nouveau modèle économétrique du Brésil – sur lequel reposent de manière décisive la plupart de ses arguments – surestime fortement tous les effets possibles produits sur les cours du marché mondial par la suppression des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Il s'appuie sur une série d'hypothèses économiques indéfendables qui ne sont *pas* compatibles avec celles utilisées par les économistes du FAPRI ou de l'USDA et qui n'ont même pas été utilisées *par le Brésil* dans l'analyse qu'il a faite devant le Groupe spécial initial. Lorsque certaines hypothèses de base du modèle sont modifiées pour prendre *réellement* en compte les paramètres du FAPRI et d'autres paramètres bien établis, les effets prévus par le modèle du Brésil diminuent fortement.

29. Le Brésil tente maintenant de justifier ses nouvelles hypothèses de modélisation en critiquant le modèle de type FAPRI – et les hypothèses – qu'il a utilisé dans la procédure initiale au motif qu'il est "inutilement compliqué et contraignant" et qu'il n'est "pas directement approprié pour la question à l'examen". Ces affirmations contredisent directement les arguments présentés par le Brésil au Groupe spécial initial. Qui plus est, leur caractère ridiculement exagéré est évident si l'on considère que le Brésil a – en utilisant ce nouveau modèle – multiplié *presque par trois* les effets sur les prix dont il affirme l'existence. Cela ne s'explique que par le recours du Brésil à des hypothèses de modélisation déraisonnables et injustifiées aux fins de la présente procédure.

30. Les efforts faits par le Brésil pour justifier les résultats erronés de sa modélisation en les comparant aux résultats d'études qui examinent des scénarios factuels totalement différents sont irrationnels. De fait, cela prouve le *caractère déraisonnable* de l'approche du Brésil consistant à attribuer aux seuls versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques des effets sur les prix similaires (ou, dans certains cas, *supérieurs*): a) aux estimations faites dans une étude menée en 2006 par la Banque mondiale au sujet de l'élimination de la *totalité* des subventions et des droits de douane dans *tous* les pays; b) aux estimations faites dans une étude réalisée en 2004 par l'Overseas Development Institute ("ODI") concernant l'élimination du soutien interne en Chine, en Grèce, en Espagne et aux États-Unis; c) et aux estimations faites dans une étude de la FAO concernant l'élimination de la totalité du soutien interne accordé dans tous les pays. Quant à la tentative faite par le Brésil pour intercaler les résultats qu'il a obtenus "au milieu" de ceux des études effectuées par la FAO, la Banque mondiale et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ("IFPRI"), qui examinent toutes les effets d'une "série" de mesures bien différentes de celles qui sont examinées en l'espèce par le Groupe spécial, elle est encore moins convaincante. Enfin, le Brésil ne décrédibilise pas les études récentes qui montrent que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont vraisemblablement que des *effets minimes* sur le cours du marché mondial.

31. *Le Brésil n'a pas fait en sorte que les effets d'autres facteurs sur les prix ne soient pas imputés aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques:* il ne procède à aucune évaluation satisfaisante du marché mondial du coton upland, des cours réels du marché mondial ou des facteurs dont il est observé qu'ils influent sur l'offre et la demande aux États-Unis et à l'étranger et, en fin de compte, sur les cours du marché mondial. L'Organe d'appel a souligné l'importance d'une telle évaluation dans le présent différend, expliquant que pour prouver le bien-fondé d'une allégation au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC, "il [était] nécessaire de s'assurer que les effets d'autres facteurs sur les prix n['étaient] pas indûment imputés aux subventions contestées". *Coton upland (rapport de l'Organe d'appel)*, paragraphe 437. Le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait à cet égard.

32. Par exemple, bien que la Chine soit *le plus gros producteur* mondial de coton upland, *le plus gros consommateur* mondial de coton upland et *le plus gros importateur* mondial de coton upland, le Brésil n'évalue pas ni ne distingue l'incidence du commerce chinois sur les cours du marché mondial. Par contre, il cherche à décrire à tort les arguments des États-Unis comme allant à l'encontre de la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle les États-Unis exercent une influence proportionnelle substantielle sur le cours du coton upland sur le marché mondial. En plus, le Brésil fait valoir que les États-Unis confondent ses allégations d'*empêchement de hausses* de prix et ses allégations de *dépression* des prix. Aucun argument n'est valable; le premier est tout simplement erroné et le dernier passe outre le fait que les rapports et données se rapportant au marché que les États-Unis présentent sont pertinents s'agissant de l'*empêchement de hausses* de prix et non de la *dépression* des prix. En revanche, le Brésil n'a lui-même présenté aucun élément de preuve empirique confirmant ses allégations d'empêchement de hausses de prix. De plus, les tentatives du Brésil visant à récuser les éléments de preuve qui montrent l'importance du commerce chinois pour les cours du marché mondial sont dénuées de fondement.

33. *Dans la communication qu'il présente à titre de réfutation, le Brésil ne fournit aucun élément de preuve ou argument concernant un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable":* les États-Unis ont expliqué dans leur première communication écrite que le Brésil n'avait pas démontré, que ce soit par des éléments de preuve empiriques ou dans le cadre de son exercice de modélisation, que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques avaient eu une incidence appréciable sur les prix pendant la campagne de commercialisation 2005, et encore moins qu'ils avaient causé un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC. Le Brésil ne traite même pas la question du "caractère notable" dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation et ne prouve donc pas un élément fondamental de ses allégations d'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC.

34. **– Le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une infraction aux articles 5 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC.** Le Brésil n'a pas établi *prima facie* que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques enfreignaient les articles 5 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC. Premièrement, il ne fournit aucun élément de preuve empirique légitime pour étayer son affirmation selon laquelle le léger accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis au cours de la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la moyenne des campagnes de commercialisation 2002-2004 était "l'effet" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. En plus, son analyse s'appuie sur l'hypothèse incorrecte que l'article 6.3 d) concerne la part de marché absolue et la question de savoir si, au cours d'une année donnée, la part de marché détenue par un Membre aurait ou non été inférieure si les subventions avaient été supprimées. Ce n'est pas le cas; de par ses termes, l'article 6.3 d) s'applique uniquement aux situations dans lesquelles il y a un accroissement par rapport à la moyenne des trois années précédentes et c'est cet *accroissement* dans le temps qui est "l'effet" des subventions. Ainsi, l'argument du Brésil est entièrement erroné.

35. Deuxièmement, les arguments du Brésil supposent que l'article 6.3 d) exige la démonstration de l'existence d'une *tendance à la hausse* de la part de marché. Toutefois, l'article 6.3 d) prescrit qu'il soit démontré que "cet accroissement" – c'est-à-dire l'"accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention … par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente" – "suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". Le Brésil ne fournit même pas de données pertinentes à cet égard, et *a fortiori* ne fait pas la démonstration requise. Il ne le pouvait pas non plus; il n'existe tout simplement pas de "tendance constante" de ce genre. Le Brésil n'a donc même pas présenté une analyse correcte, et encore moins établi *prima facie* l'existence d'une infraction aux articles 5 c) et 6.3 d) de l'Accord SMC.

36. **– Le Brésil n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une menace de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC.** Les allégations de "menace" de préjudice grave formulées par le Brésil sont sans fondement car elles reposent sur un critère juridiquement erroné et ne sont pas étayées par des faits. Premièrement, rien ne justifie l'argument du Brésil selon lequel "le précédent dans lequel les termes "menace" et "menacer" sont interprétés donne à penser que le critère de menace approprié énoncé dans la Partie III [de l'Accord SMC] est celui qui comporte une probabilité notable, sur la base de la nature des subventions et des conditions de concurrence particulières, d'apparition d'un préjudice grave à l'avenir". Ce critère de la "probabilité notable" ne figure pas dans le texte de l'Accord SMC. En outre, même si l'on ne tient pas compte du fait que rien ne permet de tenter d'interpréter un traité selon un "précédent" et non "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public", le Brésil n'indique de fait aucun "précédent" qui "donne à penser" que le critère de "menace" de préjudice grave approprié est celui de la "probabilité notable". Comme ses allégations sont fondées sur un critère juridique erroné, le Brésil n'établit pas *prima facie* l'existence d'une menace de préjudice grave au sens de l'article 5 c) et de la note de bas de page 13 de l'Accord SMC.

37. Par ailleurs, les allégations de menace formulées par le Brésil ne sont pas fondées sur des faits. Par exemple, au vu des prix qui devraient être pratiqués pendant la campagne de commercialisation 2007 (prix bien supérieurs à 52 cents la livre), il est peu probable que les prêts à la commercialisation auront des effets notables sur les plantations, la production, les exportations ou les cours du marché mondial durant cette campagne. En effet, selon des estimations récentes, les versements au titre de prêts à la commercialisation seront probablement faibles durant la campagne de commercialisation 2007 et ne seront même pas effectués pendant la campagne de commercialisation 2008. En plus, les versements anticycliques seront probablement effectués à des montants quasiment fixes, du moins au cours de la campagne de commercialisation 2007 (c'est-à-dire qu'ils auront probablement un comportement très semblable à celui des versements directs fixes dont il a été constaté qu'ils ne causaient pas d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable). Les projections pour la campagne de commercialisation 2007 concernant les plantations, la production et les exportations des États-Unis – qui accusent toutes une baisse – battent également en brèche les allégations de "menace de préjudice grave" formulées par le Brésil. Qui plus est, il ressort des données relatives aux coûts pour les campagnes de commercialisation futures que les producteurs des États-Unis couvriront probablement leurs coûts variables ou leurs frais d'exploitation, ainsi qu'une grande partie du coût total pendant la campagne de commercialisation 2007.

ANNEXE B-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS

(Résumé analytique présenté le 23 janvier 2007)

1. Le Brésil examine les quatre demandes de décision préliminaire reproduites dans la première communication écrite des États-Unis et demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette chacune des demandes des États-Unis.

1. LE GROUPE SPÉCIAL DE LA MISE EN CONFORMITÉ EST SAISI À JUSTE TITRE DE LA QUESTION DE L'UTILISATION DU GSM 102 POUR SOUTENIR LES EXPORTATIONS DE VIANDE PORCINE ET DE VIANDE DE VOLAILLE

2. Dans le présent différend, le Brésil allègue que les États-Unis ont appliqué les garanties de crédit à l'exportation ("ECG") au titre du programme General Sales Manager 102 d'une manière qui contourne leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant les produits "non inscrits dans la Liste" et trois produits "inscrits dans la Liste" – le riz, la viande porcine et la viande de volaille.

3. D'après les États-Unis, le Brésil ne peut pas établir d'allégations relatives aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille dans une procédure au titre de l'article 21:5 parce que, d'après leurs allégations, "l'Organe d'appel n'a pas formulé de constatations à l'encontre de ces garanties [pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille] et que l'ORD n'a donc pas rendu de décisions ni de recommandations les visant". Les États-Unis concluent que les allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

4. Les États-Unis donnent une interprétation incorrecte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"). Dans le présent différend, le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 n'est pas limité à cet égard par celui de la procédure initiale. Comme l'a affirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5)*, "une constatation *dont il n'a pas été fait appel* figurant dans un rapport de groupe spécial qui est *adopté* par l'ORD doit être traitée comme étant la *résolution définitive* d'un différend entre les parties pour ce qui est de l'allégation *particulière* et de la composante *spécifique* d'une mesure qui fait l'objet de cette allégation".[1] Le Brésil a obtenu gain de cause lorsqu'il a fait appel de la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle les États-Unis n'avaient pas contourné leurs engagements en matière de subventions à l'exportation en ce qui concerne le soutien accordé sous forme de garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille, mais l'Organe d'appel n'a pas été à même de compléter l'analyse. De ce fait, à la différence de l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5)*, il n'y a pas eu de "résolution définitive" de la question de savoir si les États-Unis contournaient leurs engagements en matière de subventions à l'exportation s'agissant des garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille. Le champ de la procédure initiale ne limite donc pas celui de la procédure au titre de l'article 21:5 à cet égard. Partant, l'allégation du Brésil relative à la compatibilité avec l'article 10:1 des programmes de garantie

[1] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5)*, paragraphe 93 (italique dans l'original). *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)*, paragraphe 102 (note de bas de page 150).

du crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille entre à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

5. En conséquence, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

2. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES FONT PARTIE DE LA "MESURE PRISE [PAR LES ÉTATS-UNIS] POUR SE CONFORMER"

6. Les États-Unis demandent que soit rendue une décision préliminaire selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des "mesures prises pour se conformer," au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

7. Il apparaît qu'avec leur demande de décision préliminaire, les États-Unis laissent entendre que, puisqu'ils ont choisi de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") en supprimant uniquement le programme Step 2, la présente procédure au titre de l'article 21:5 ne peut porter que sur les effets de la suppression du programme Step 2, sans égard aux deux autres mesures qui constituaient la "série de mesures" à laquelle se rapportaient les constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial initial. La position des États-Unis ne tient pas compte du contexte des décisions rendues par le Groupe spécial initial, ni du texte de l'article 21:5.

8. Premièrement, l'argument des États-Unis ne tient pas compte du fait que les constatations, conclusions et recommandations du Groupe spécial initial s'appliquent à une "série de mesures".[2] Les déclarations faites par les États-Unis au moment de l'abrogation du programme Step 2 montrent que cette abrogation visait à assurer la conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables, qui s'appliquent à une "série de mesures."

9. Deuxièmement, en abrogeant le programme Step 2, les États-Unis ont modifié la "série de mesures" à laquelle s'appliquent les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables. La question dont est saisi le Groupe spécial de la mise en conformité est de savoir si cette *nouvelle* série de mesures impératives et subordonnées aux prix, qui constitue les "mesures prises pour se conformer", est "compatible avec les accords visés".

10. Le Brésil note que l'Australie, le Canada, le Tchad, la Chine, les Communautés européennes, la Nouvelle-Zélande et le Japon ne souscrivent pas aux arguments des États-Unis selon lesquels le fait qu'ils n'ont pas modifié une mesure non conforme signifie qu'une telle mesure ne devrait pas entrer dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et demandent que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

11. En conséquence, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

3. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES ENTRENT À JUSTE TITRE DANS LE CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5

12. Les États-Unis font valoir que les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 en ce qui concerne le préjudice grave et la menace de préjudice

[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1502 et 7.1503.

grave causé par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la présente procédure, puisque le Groupe spécial initial "a rejeté ou s'est abstenu d'examiner" les allégations formulées à l'encontre de ces programmes.

13. *Premièrement*, les États-Unis font valoir que le Brésil formule indûment une allégation "en tant que tel" dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Pourtant, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, le Brésil ne formule pas d'allégation à l'encontre de leurs programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "en tant que tels". Au contraire, il conteste ces programmes dans la mesure où ils causent des effets défavorables, au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("*Accord SMC*"). De fait, le Brésil ne fait aucune distinction entre le préjudice grave causé par le cadre législatif et réglementaire de la Loi FSRI de 2002 et le préjudice grave causé par les versements impératifs et subordonnés aux prix découlant de ce cadre législatif et réglementaire.

14. Dans les circonstances du présent différend, le "versement" d'une subvention ne peut pas être dissocié d'un "programme" de subventions. Le Groupe spécial initial a très clairement fait savoir que sa constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" *se rapportait à la fois* aux programmes de subventions au titre de la Loi FSRI de 2002 et aux versements prescrits par ces programmes.

15. Les États-Unis n'ont pas fait appel de cet élément particulier du rapport du Groupe spécial initial, qui a donc été adopté par l'ORD. Par voie de conséquence, les États-Unis "sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de [la] constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"" formulée par le Groupe spécial initial.[3] Les arguments des États-Unis concernant la distinction entre "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" témoignent d'une conception fondamentalement erronée de la nature des obligations découlant des articles 5, 6 et 7.8 de l'*Accord SMC* et des recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend.

16. *Deuxièmement*, l'application de la jurisprudence de l'OMC concernant les limites imposées au champ de la procédure au titre de l'article 21:5 par le champ de la procédure initiale[4] montre clairement que le présent Groupe spécial de la mise en conformité est saisi à juste titre des allégations formulées par le Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis et des versements qui en découlent.

17. Les allégations du Brésil relatives aux effets défavorables tant des programmes que des versements prescrits au titre de ces programmes ont été indiquées dans la demande d'établissement du présent Groupe spécial de la mise en conformité présentée par le Brésil. Les allégations du Brésil visent les mesures "prises [par les États-Unis] pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD – en l'occurrence, la nouvelle "série de mesures" prévoyant un soutien interne impératif et subordonné aux prix pour le coton upland qui a été instituée par l'abrogation du programme Step 2. En outre, ainsi qu'il est démontré de façon plus détaillée ci-après, le Groupe spécial initial n'a pas rejeté, comme les États-Unis le font valoir, les allégations du Brésil selon lesquelles les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ou les versements impératifs et subordonnés aux prix effectués dans le cadre de ces programmes, causent ou menacent de causer un préjudice grave.

18. Les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 au sujet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

[4] *Voir* les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5)* et *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5).*

anticycliques et des versements en découlant s'inscrivent donc bien dans les limites définies par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans leur jurisprudence.

19. Par ailleurs, comme le Groupe spécial initial l'a précisé, "les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002 [et] les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"". En effet, le Groupe spécial initial a formulé des constatations qui expliquaient que ses conclusions sur l'existence d'un préjudice grave actuel "concern[ai]ent" à la fois les "mesures en vigueur" et les "subventions versées". Cela est compatible avec le fait que le Groupe spécial initial avait indiqué que tant les versements que le cadre législatif et réglementaire les prévoyant constituaient les "mesures en cause".

20. De nombreuses autres déclarations du Groupe spécial initial confirment ce qui précède. Par exemple, le Groupe spécial initial a reconnu que les *versements* subordonnés aux prix étaient inextricablement liés au cadre législatif et réglementaire impératif, c'est-à-dire aux *programmes* qui les prévoyaient. Dans son examen de la nature des subventions en cause, le Groupe spécial initial a très souvent fait mention du cadre législatif et réglementaire prévoyant les versements en question.

21. De surcroît, à diverses reprises, le Groupe spécial initial a dit que sa constatation concernant l'existence d'un préjudice grave "actuel" était fondée sur les effets produits *à la fois* par la Loi FSRI de 2002 *et* par les versements en découlant. Ses déclarations montrent qu'il était convaincu que les États-Unis ne pourraient se conformer à leurs obligations au titre de l'article 7.8 qu'en modifiant la "série de mesures" impérative et subordonnée aux prix prévue par la Loi FSRI de 2002.

22. De même, le Groupe spécial initial n'a laissé planer aucun doute sur le fait qu'il considérait qu'il y avait un chevauchement entre la "série de mesures" dont le Brésil avait allégué qu'elle représentait une *menace* de préjudice grave au cours des campagnes de commercialisation 2003-2007 et la même "série de mesures" que les États-Unis étaient obligés de modifier dans le cadre de leur obligation, au titre de l'article 7.8, de se conformer aux constatations du Groupe spécial initial concernant l'existence d'un préjudice grave *actuel*.

23. Pour ces raisons, le Groupe spécial initial n'a pas jugé "nécessaire [ou] approprié" de se prononcer sur les allégations de "menace" formulées par le Brésil. Cette constatation ne constituait pas un rejet des allégations en question. Les déclarations du Groupe spécial initial concernant l'*obligation* des États-Unis de "modifier leur cadre législatif et réglementaire" étaient une réponse directe à la demande du Brésil visant à ce qu'il soit remédié aux effets défavorables futurs de la Loi FSRI de 2002.

24. Enfin, le Groupe spécial initial n'a pas rejeté l'allégation en soi du Brésil. De fait, il lui a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle. Ce faisant, il a fait des renvois croisés aux sections G et H de son rapport, montrant clairement qu'aucune constatation *additionnelle* n'était nécessaire.

25. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

4. IL N'EST PAS INTERDIT AU GROUPE SPÉCIAL DE LA MISE EN CONFORMITÉ DE FORMULER DES CONSTATATIONS CONCERNANT LE FAIT QUE LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS PROCÉDÉ À LA MISE EN ŒUVRE ENTRE LE 21 SEPTEMBRE 2005 ET LE 31 JUILLET 2006

26. Les États-Unis affirment, premièrement, que le Brésil ne peut pas formuler d'allégation au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'il n'y a pas de désaccord entre les parties au sujet de l'existence de mesures prises pour se conformer. Ce faisant, les États-Unis semblent reconnaître l'absence de mesures prises pour se conformer entre la fin de la période de mise en œuvre, le 21 septembre 2005, et le 31 juillet 2006. Le Brésil demande donc que le Groupe spécial de la mise en conformité formule une constatation en ce sens.

27. Deuxièmement, les États-Unis affirment que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord interdit au Groupe spécial de la mise en conformité de formuler des constatations sur la situation de non-conformité des États-Unis entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006.[5] Les États-Unis font erreur. Le Brésil a le droit de contester l'"existence" et la "compatibilité" des "mesures prises pour se conformer", conformément à l'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC*. Une constatation selon laquelle les États-Unis n'ont pas procédé à la mise en œuvre en temps utile sera pertinente pour le règlement du présent différend.

28. Si le Brésil l'emporte dans la partie du présent différend relative aux effets défavorables, la quantification des contre-mesures qu'il demande sera effectuée par un arbitre à partir de la date à laquelle les États-Unis étaient tenus d'"éliminer les effets défavorables de la subvention ou [de] retirer la subvention". Des arbitres se sont référés "à la date à laquelle la période de mise en œuvre venait à expiration, comme étant la date à laquelle évaluer si les suspensions de concessions ou d'autres obligations proposées étaient équivalentes au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages ou constituaient des contre-mesures appropriées".[6]

29. En conséquence, le droit du Brésil d'engager une action parce que les États-Unis n'ont pas éliminé les effets défavorables ou retiré la subvention, ainsi que l'évaluation de la question de savoir si les contre-mesures proposées sont proportionnelles, *sont liés à la date à laquelle la période de mise en œuvre vient à expiration*. Le fait que les États-Unis ont pris, le 1er août 2006, des mesures pour se conformer n'est pertinent devant le présent Groupe spécial de la mise en conformité qu'en ce qui concerne les allégations du Brésil selon lesquelles ces mesures entraînent une incompatibilité avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

30. Le Brésil note que l'Australie souligne de même l'incidence que l'interprétation des États-Unis aurait sur les droits des Membres au titre de l'article 7.9 de l'*Accord SMC* et de l'article 22 du Mémorandum d'accord.

31. Le Brésil demande donc que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis.

5. CONCLUSION

Pour les raisons exposées dans les sections 1 à 4 ci-dessus, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette les quatre demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis.

---

[5] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 51 à 56.
[6] Rapport de l'arbitre *États-Unis – FSC*, paragraphes 2.14 a) (et note de bas de page 25) et 2.15.

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES À LA RÉUNION AVEC LE GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe C-1	Déclaration liminaire du Brésil (résumé analytique) – 27 février 2007	C-2
Annexe C-2	Déclaration finale du Brésil – 28 février 2007	C-11
Annexe C-3	Déclaration liminaire des États-Unis (résumé analytique) – 27 février 2007	C-20
Annexe C-4	Déclaration finale des États-Unis – 28 février 2007	C-30
Annexe C-5	Déclaration orale de l'Argentine en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-34
Annexe C-6	Déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-39
Annexe C-7	Déclaration orale du Canada en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-43
Annexe C-8	Déclaration orale du Tchad en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-46
Annexe C-9	Déclaration orale de la République populaire de Chine en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-52
Annexe C-10	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-54
Annexe C-11	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-64
Annexe C-12	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-66
Annexe C-13	Déclaration orale de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-70
Annexe C-14	Déclaration orale de la Thaïlande en tant que tierce partie – 28 février 2007	C-74

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DU BRÉSIL

(27 février 2007)

1. La "déclaration orale" du Brésil porte sur les questions suivantes: premièrement, le Brésil présente des arguments concernant les décisions préliminaires; deuxièmement, il insiste sur les aspects essentiels de ses allégations de préjudice grave actuel et répond à certains arguments avancés par les États-Unis dans leur communication présentée à titre de réfutation; troisièmement, il réitère ses allégations en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation et réfute les principaux moyens de défense des États-Unis.

1. ARGUMENTS CONCERNANT LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

2. Le Brésil a donné des réponses détaillées aux questions du Groupe spécial portant sur les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis. Pour l'examen de ces arguments, le Brésil demande au Groupe spécial de se pencher sur les questions qui suivent. Lorsque le Groupe spécial initial a remis son rapport, avait-il l'intention de laisser le Brésil sans aucun droit de mise en œuvre pour le préjudice grave causé par les versements au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ("CCP") impératifs et subordonnés aux prix qui avaient été effectués postérieurement à la campagne de commercialisation de 2002? Qui plus est, l'intention du Groupe spécial initial était-elle que les États-Unis n'aient pas l'obligation de prendre des mesures appropriées au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* au sujet de leur cadre législatif et réglementaire, qui prescrivait des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques subordonnées aux prix?

3. Le Groupe spécial initial a très clairement formulé l'obligation qui incombait aux États-Unis de prendre des mesures pour limiter et contrôler les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées après le 31 juillet 2003. En examinant les arguments du Brésil au sujet des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques prescrites qui avaient été accordées durant la campagne de commercialisation 2003 et qui le seraient au-delà, le Groupe spécial initial avait constaté ce qui suit: "[c]omme [ses] constatations … concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"". Cette constatation a considérablement renforcé le Brésil dans la certitude que les États-Unis étaient tenus de modifier et transformer très sensiblement la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (FSRI), la Loi sur l'agriculture.

4. L'argument des États-Unis selon lequel les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme "General Sales Manager" ("GSM") 102 pour la viande porcine et la viande de volaille n'entrent pas à juste titre dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 témoigne d'une confusion entre les allégations du Brésil et la mesure qui est l'objet de ces allégations. Les allégations du Brésil concernant ces deux produits "inscrits dans la Liste" visent des produits spécifiques, comme il se doit au titre de l'*Accord sur l'agriculture*. La mesure que visent ces allégations est effectivement la "mesure prise [par les États-Unis] pour se conformer" – le programme GSM 102 "dans son intégralité", modifiée par le barème des commissions modifié de ce programme. Comme nous le

démontrons dans nos réponses aux questions du Groupe spécial, ni le programme GSM 102 modifié dans son intégralité, ni les différentes modifications prises séparément ne fixent de conditions ou modalités différentes selon les produits admissibles. Les allégations formulées par le Brésil visent des produits spécifiques, mais ce n'est pas le cas de la "mesure prise [par les États-Unis] pour se conformer".

2. ALLÉGATIONS DE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

5. Si le Brésil a engagé la présente procédure, c'est parce que les États-Unis n'ont pas retiré leurs subventions, ni pris de mesures appropriées au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* pour éliminer les effets défavorables des subventions, en temps utile et intégralement, conformément aux recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") en l'espèce. Le Brésil formule quatre allégations dans la présente procédure, mais il s'attache surtout dans la présente déclaration orale à celle de préjudice grave actuel causé par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques des États-Unis.

Arguments transversaux relatifs au préjudice grave

6. Tout d'abord, le Brésil expose un certain nombre d'arguments transversaux. Premièrement, la période de référence appropriée pour évaluer les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques est la campagne de commercialisation 2005, la plus récente pour laquelle il existe des données à peu près complètes. Cela dit, il convient que le Groupe spécial évalue, lorsqu'ils sont crédibles et fiables, les éléments de preuve concernant des périodes *postérieures* au 31 juillet 2006.

7. Deuxièmement, le Groupe spécial devrait suivre les constatations du Groupe spécial initial. Le Brésil est entièrement d'accord avec les États-Unis pour considérer que ces constatations "sont tenues pour acquises aux fins de la présente procédure au titre de l'article 21:5". Le Groupe spécial devrait par conséquent rejeter les tentatives des États-Unis pour lui faire écarter la quasi-totalité des constatations du Groupe spécial initial parce que non pertinentes vu que, d'après leurs allégations, la totalité de ses constatations ne vise qu'une série de trois mesures: les subventions au titre de prêts à la commercialisation, les subventions anticycliques et les subventions au titre du programme Step 2.

8. Troisièmement, comme tout autre groupe spécial évaluant une allégation de préjudice grave, le présent Groupe spécial doit nécessairement procéder à une analyse "en l'absence de" hypothétique. Cette démarche exige de lui qu'il évalue ce que la production, les exportations et les cours mondiaux seraient dans un monde où les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées par les États-Unis n'existeraient *pas*.

Nature, ampleur et effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation

9. Parmi les subventions en cause en l'espèce, la plus forte et celle qui génère le plus de distorsions des échanges est la subvention au titre de prêts à la commercialisation. Le Groupe spécial initial avait constaté ce qui suit: "Il ne fait pour nous aucun doute que les versements [au titre de prêts à la commercialisation] stimulent la production et les exportations et entraînent des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence." Les États-Unis demandent à présent au présent Groupe spécial de constater que, depuis l'adoption par l'ORD, le 21 mars 2005, des constatations du Groupe spécial au sujet des prêts à la commercialisation, les subventions au titre de ces prêts ont totalement changé de nature. Or, il ressort tant des données disponibles que des dépositions des producteurs de coton et de leurs représentants que les prêts à la commercialisation sont d'une importance cruciale pour la poursuite de la production de coton. De plus, durant la campagne de commercialisation 2005, les versements au titre de ces prêts ont été *supérieurs* de 29 pour cent à ceux de la campagne 2002.

Nature, ampleur et effets des subventions anticycliques

10. Les subventions anticycliques jouent un rôle tout aussi décisif dans l'aptitude des producteurs de coton des États-Unis à tirer des bénéfices de cette activité. D'après les données produites par les États-Unis pour la campagne de commercialisation 2005, 95 pour cent des superficies plantées en coton aux États-Unis se trouvaient sur des exploitations ayant une base de coton. Ces exploitations perçoivent des montants élevés de subventions anticycliques. À eux seuls, ces faits démontrent l'existence d'un "lien fortement positif" entre la perception de subventions anticycliques et la poursuite de la production de coton. Ces subventions ont des effets sur la production, sur les exportations et sur les prix, car elles restreignent la flexibilité dont disposent les exploitants en matière de plantation. Elles réduisent le risque associé à la production de la culture de base, en l'occurrence le coton. Elles accroissent par ailleurs la capacité des exploitants d'investir dans du matériel qui augmente la production. En général, elles régularisent le flux de recettes des exploitants et leur facilitent l'accès au crédit.

11. Dans leur déposition devant le Congrès des États-Unis, les représentants du Conseil national du coton ("NCC") ont dit ce qui suit: "au cours de ces trois dernières années, de nombreux exploitants cotonniers ont évité la faillite uniquement parce que le Congrès a autorisé l'octroi d'une aide d'urgence pour compléter les versements fixes inadéquats prévus par la Loi FAIR". Cette déclaration offre aussi un certain nombre d'indications précieuses en ce qui concerne les versements anticycliques. Comme le Groupe spécial initial l'avait constaté, "les producteurs de coton upland des États-Unis comptent sur les subventions … pour couvrir leurs coûts de production". Deuxièmement, contrairement à ce que font valoir les États-Unis, leurs producteurs ne pouvaient pas considérer les versements directs ("versements fixes") et les subventions anticycliques comme des subventions entièrement capitalisées dans la valeur foncière.

Sous l'effet conjugué des subventions au titre des prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, l'offre de coton augmente aux États-Unis

12. En l'absence des subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis pour le coton, la majorité des exploitations cotonnières essuierait d'énormes pertes presque chaque année. Devant cette perspective, beaucoup d'exploitants cesseraient de produire du coton. Ni les critiques que les États-Unis ont formulées à l'encontre de l'analyse des coûts de production faite par le Brésil, ni les nouveaux renseignements factuels qu'ils ont communiqués n'entament cette réalité fondamentale qui veut que la culture du coton aux États-Unis ne soit pas rentable sans subventions.

13. La question essentielle dans toute entreprise est de savoir si les revenus provenant du marché excèdent les coûts et génèrent un profit suffisant. Certes, l'entreprise qui possède des réserves peut supporter des pertes durant quelques années, mais même les États-Unis reconnaissent que "à long terme, les producteurs devront couvrir les coûts des actifs et les frais généraux, ainsi que les coûts variables". Il ressort de données émanant du Département de l'agriculture que, sur les sept dernières campagnes (1999-2005), les exploitants cotonniers ont perdu en moyenne 837 dollars par unité de superficie plantée en coton. Au cours d'une seule de ces campagnes – la campagne 2003 – les revenus que les exploitants ont tirés du marché ont dépassé leurs coûts de production. Si l'on s'en rapporte à la superficie totale plantée en coton, la branche du coton des États-Unis a perdu 12,4 milliards de dollars durant cette période. Et pourtant, sur la même période, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont assuré aux exploitants cotonniers des subventions subordonnées aux prix d'un montant de 13,5 milliards de dollars.

14. Les États-Unis allèguent que le Brésil "n'analyse pas correctement les décisions en matière de plantation prises par les producteurs des États-Unis à la lumière de la situation du marché et des considérations commerciales auxquelles ils se trouvaient *effectivement* confrontés à l'époque de la plantation". À cela, le Brésil répond en comparant le gain (ou la perte), que l'exploitant ordinaire

possédant une base de coton s'attendait à obtenir au printemps de 2005 pour la culture d'une unité de superficie de coton ou de deux cultures de remplacement courantes, le soja et le maïs. Cette analyse démontre qu'aux États-Unis les exploitants cotonniers subventionnés n'avaient *pas* de raison de passer de la production du coton à celle du maïs ou du soja. Au contraire, ils comptaient que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques liés à la superficie de base de coton en cause leur permettraient, au minimum, de rentrer dans leurs frais. Si ces deux catégories de subventions pour le coton n'avaient pas existé durant la campagne de commercialisation 2005, les producteurs de coton upland auraient eu toutes les raisons, pour réduire leurs pertes, de passer à d'autres cultures, pour lesquelles ils auraient encore pu obtenir des subventions au titre de prêts à la commercialisation.

15. Des éléments de preuve plus récents démontrent eux aussi que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées par les États-Unis "paralysent" les réactions des producteurs de coton aux signaux de prix du marché. En février 2007, le NCC a annoncé que les exploitants cotonniers nationaux avaient l'intention de planter 12,8 millions d'acres durant la campagne 2007, soit 14 pour cent *de moins* que durant la campagne 2006, principalement parce que les cours attendus du maïs sont les plus élevés jamais enregistrés. D'après les éléments de preuve, les exploitants s'attendraient à de larges pertes sur la culture du coton pour la campagne 2007 s'ils devaient ne tenir compte que des revenus provenant du marché du coton. Au contraire, ils peuvent espérer tirer un bénéfice de la culture tant du soja que du maïs, même sans tenir compte des subventions des États-Unis. Si l'on s'en tient à ces seules considérations, il est remarquable que le NCC prédise que 14 pour cent *seulement* de la superficie consacrée à la culture du coton vont cesser d'être plantés en coton.

16. Il ressort d'un examen des coûts et recettes effectifs totaux des campagnes 2002 à 2006 que seules les subventions ont fait du coton une culture économiquement rationnelle et très rentable aux États-Unis. Là encore, c'est surtout en raison des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques subordonnées aux prix accordés pour le coton que les exploitants cotonniers sont parvenus à la rentabilité. À elle seule, la subvention au titre de prêts à la commercialisation a presque entièrement effacé les pertes que les exploitants cotonniers auraient subies s'ils n'avaient eu que les revenus provenant du marché. Elle a aussi porté les recettes tirées de la culture du coton presque à égalité avec celles de la production de maïs ou de soja. Les subventions directes et anticycliques en faveur du coton ont alors transformé la culture du coton en activité très rentable.

17. Le Brésil rappelle que, même si, à l'époque de la plantation, les exploitants cotonniers des États-Unis s'attendaient à ce que les prix soient supérieurs au cours mondial ajusté, ils "savaient aussi que, si les prix effectifs étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, mais encore les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents la livre". C'est exactement ce qui s'est passé pour la campagne 2004. À la saison de la plantation, les cours à terme indiquaient des cours élevés pour l'époque de la récolte. Mais peu après la plantation, les cours ont commencé à plonger bien en deçà du taux de prêt.

18. Enfin, les États-Unis allèguent que le Brésil n'a pas montré que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques auraient pour effet d'*accroître* les superficies cultivées, d'*accroître* la production et d'*accroître* la part des États-Unis dans les exportations et la production mondiales. Ce faisant, ils présument à tort qu'il y a eu dans la période récente une campagne de commercialisation, un mois, voire un jour où les subventions des États-Unis n'ont pas fait sentir leurs effets. Une telle période n'existe pas. Vu les constatations formulées par le Groupe spécial initial au sujet de la structure, de la conception et de la gestion des subventions impératives et subordonnées aux prix prévues par la Loi FSRI de 2002, il suffit au Brésil de montrer que ces subventions ont entretenu et perpétué aux États-Unis de hauts niveaux de superficie, de

production et d'exportation de coton, produit qui, sans elles, n'aurait pas été viable sur le plan économique.

Déclaration de M. Daniel Sumner

19. M. Sumner a fourni au Groupe spécial un modèle simple et fiable, bien adapté aux questions dont celui-ci est saisi. Les paramètres retenus conviennent spécifiquement au cadre commercial et stratégique pour le coton, ainsi qu'à la question soumise à l'appréciation du présent Groupe spécial, à savoir les effets sur les prix du marché, les quantités et les exportations de coton, de l'élimination des très fortes subventions accordées pour ce produit. Les États-Unis ont soulevé de nombreuses complications, et pourtant chacune de leurs objections s'évanouit à l'analyse. Le modèle fourni au Groupe spécial est solide, comme l'est le raisonnement économique qui en guide l'application aux questions relatives aux subventions accordées par les États-Unis pour le coton. Les résultats fournis le sont également, et ils sont directement utiles en l'espèce.

20. L'analyse porte sur les raisons pour lesquelles les versements anticycliques influent sur les décisions des producteurs de coton concernant les superficies cultivées. Ces versements ont une incidence sur la production de coton parce qu'ils sont importants, sont liés au cours du coton, limitent ce qu'il est possible de cultiver et sont liés à la production de coton à travers les attentes concernant les actualisations à venir de la base de coton. L'importance et la pertinence de ces arguments se trouvent renforcées par les éléments de preuve qui se sont accumulés depuis 2003. Il est instructif de relever qu'en redéfinissant les paramètres du modèle, les États-Unis renoncent à continuer d'alléguer que les versements anticycliques sont totalement découplés de la production.

21. La série d'équations de base a été adaptée d'un rapport de recherche publié par le Cato Institute. Tout en étant construit à partir de la base algébrique publiée à titre d'annexe dans l'étude de 2005, le modèle utilisé par M. Sumner pour le présent différend est beaucoup plus perfectionné que celui de la publication de l'Institut.

Les effets sur la production et sur les exportations se traduisent par un empêchement notable de hausses des prix sur le marché mondial et une augmentation de la part du marché mondial détenue par les États-Unis

22. Le Brésil a démontré que la production excédentaire des États-Unis empêche des hausses de prix sur le marché mondial du coton dans une mesure notable. Parmi les éléments de preuve étayant cette assertion, il y a le fait que le coton du Brésil et des États-Unis est un produit fongible faisant l'objet d'échanges très importants et que "les États-Unis exercent une influence proportionnelle substantielle sur les prix du coton upland sur le marché mondial". Comme durant la campagne 2002, les États-Unis représentent dans les 20 pour cent de la production mondiale et 40 pour cent des exportations mondiales. L'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton aujourd'hui reste lié à la position de plus gros exportateur mondial, et de loin, qu'occupent les États-Unis.

23. Par surcroît, les éléments de preuve démontrent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées par les États-Unis ont des effets "notables" sur les prix. La conclusion de M. Sumner concernant l'existence d'un effet sur les prix du marché mondial du coton se situant dans une fourchette de 9 à 11 pour cent durant la campagne 2005 est étayée par les publications théoriques.

24. Les effets sur les prix des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques observés par M. Sumner et d'autres constituent un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable". Étant donné les conditions de concurrence sur le marché mondial du coton, des effets sur les prix de 1 ou 2 pour cent seraient notables. Contrairement à ce que les

États-Unis soutiennent, les éléments de preuve présentés au Groupe spécial démontrent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, ainsi que les versements correspondants, ont pour effet i) d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial du coton, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* et ii) d'augmenter la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c) et 6.3 d) du même *accord*.

La suppression du programme Step 2 n'a pas eu d'incidence sur les effets d'empêchement de hausses des prix exercés par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques

25. Dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5, l'abrogation du programme Step 2 constitue un facteur de non-imputation. Pour reprendre la formule du Groupe spécial initial, la question est de savoir si, pour la campagne 2005, le programme Step 2 "aurait pour effet d'atténuer le lien de causalité ou de rendre non "notable" l'effet" des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.

26. Le gouvernement des États-Unis lui-même confirme que l'abrogation du programme Step 2 a des effets minimes sur la protection de leurs recettes dont bénéficient les producteurs de coton des États-Unis. Il est également constaté dans d'autres études indépendantes que l'abrogation du programme Step 2 a eu des effets assez limités. Les États-Unis font valoir que le montant plus faible de leurs exportations pendant la campagne 2006 prouve que l'abrogation du programme Step 2 a éliminé les effets défavorables. C'est en grande partie faux. Selon le Département de l'agriculture, la baisse des exportations des États-Unis est "presque entièrement imputable à la réduction des ventes à la Chine", elle-même en partie due à une diminution de la demande chinoise et à une augmentation des exportations indiennes. Deuxièmement, comme les États-Unis l'ont concédé, il s'est produit à la fin de la campagne 2005, juste avant la fin du programme Step 2, une forte poussée des exportations des États-Unis qui n'était pas naturelle. Néanmoins, les projections actuelles du Département concernant la campagne 2006 chiffrent toujours les exportations à un niveau qui n'a été dépassé qu'une fois dans l'histoire, comparable à celui de la campagne 2004 et dépassant de 22 pour cent celui de la campagne 2002.

Déclaration de M. Andrew Macdonald

27. Du fait de sa grande taille et de la disponibilité de renseignements fiables, le marché du coton des États-Unis est le marché le plus important qui influe sur les cours du coton dans le monde. La Chine exerce indubitablement une influence sur le marché mondial, mais ce n'est pas elle qui en dicte les cours. L'Inde est encore un autre exemple de pays gros producteur et gros consommateur de coton. Le Brésil, à l'instar de la plupart des autres pays producteurs de coton, a une production assez modeste, dont son marché intérieur absorbe la majeure partie. Aucun des autres pays producteurs de coton n'a à lui seul le potentiel d'exportation nécessaire pour exercer une influence substantielle sur les tendances des prix.

28. L'élimination par les États-Unis le 1er août 2006 du programme Step 2 pour le coton a été bien accueillie par les producteurs de coton étrangers. Il est extrêmement difficile de juger de l'effet de ce programme sur le marché international, vu la complexité d'un tel système. Pourtant, M. Macdonald pense que les cours internationaux du coton étaient au départ un peu plus élevés qu'ils ne l'auraient été si le programme Step 2 avait été maintenu. Cependant, ce qui aurait pu être gagné comme hausse des niveaux de prix avec son élimination a très probablement été perdu avec l'accumulation de stocks plus importants aux États-Unis. En temps normal, cette augmentation des stocks entraînerait une réduction de la production intérieure, ce qui serait le seul moyen d'obtenir une hausse des prix aux États-Unis, mais les programmes de soutien interne qui subsistent n'incitent guère les producteurs des États-Unis à réagir à ces signaux des prix.

3. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

29. En ce qui concerne les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation appliqués par la Société de crédit pour les produits de base (CCC) des États-Unis, à savoir le GSM 102, le GSM 103 et le SCGP, l'ORD a recommandé que les États-Unis retirent la subvention et se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations avant la date limite de mise en œuvre du 1er juillet 2005. Or, les "mesures prises" par les États-Unis pour se conformer aux recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation n'existent pas à certains égards. Pour autant qu'elles existent, elles ne sont pas compatibles avec les règles de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* concernant les subventions à l'exportation.

30. Le Brésil a démontré qu'il n'y avait sur le marché aucun produit de protection du crédit qui soit comparable aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. En conséquence, ce programme fournit un instrument financier unique qui n'a aucun équivalent sur le marché, et confère donc en tant que tel des "avantages". Aux yeux du Brésil, c'est là que commence et se termine l'analyse.

31. Le Brésil a aussi démontré, chiffres à l'appui, que les commissions perçues dans le cadre du programme GSM 102 étaient inférieures à celles qu'offrait l'ExIm Bank pour des produits comparables, dans une proportion dépassant en moyenne les 100 pour cent de leur valeur. Les États-Unis n'ont jamais contesté l'exactitude de la comparaison avec l'ExIm Bank faite par le Brésil. Ils préfèrent lui reprocher de ne pas comparer les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 à celles qui sont perçues pour les produits offerts par trois institutions multilatérales, la BERD, la BID et la SFI. Les États-Unis critiquent l'argument du Brésil selon lequel, comme ces trois entités sont publiques et non privées, elles ne sauraient offrir de produits commerciaux. Ils poursuivent en faisant valoir que les commissions perçues par lesdites entités sont fondées sur le marché ou "commerciales" (sans donner la moindre indication sur ce que sont ces commissions, ni sur la manière dont elles sont comparées à celles du programme GSM 102). Cet argument est étrange, pour au moins deux raisons.

32. **Premièrement**, il peut être ou non vrai que des entités publiques comme la BERD, la BID et la SFI soient en mesure d'offrir des produits commerciaux. Le Brésil a tendance à penser que ce n'est pas vrai. Il n'empêche que les éléments de preuve exhaustifs qu'il a produits pour démontrer que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont considérablement inférieures à celles qui sont perçues pour des produits comparables de l'ExIm Bank restent valables. À l'instar de la BERD, de la BID et de la SFI, l'ExIm Bank est une entité publique. Malgré ce statut d'entité publique, les États-Unis considèrent vraisemblablement que l'ExIm Bank offre des produits commerciaux, dont ceux que le Brésil a retenus dans son analyse comparative. S'il en est ainsi, le Brésil ne voit pas pourquoi l'analyse comparative centrée sur l'ExIm Bank qu'il a présentée aurait moins de force probante qu'une analyse faisant intervenir les commissions de la BERD, de la BID et de la SFI. Il a démontré que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures à celles de l'ExIm Bank pour des produits comparables. Si les États-Unis pensent que l'on aboutirait à un résultat différent en comparant les commissions du programme GSM 102, d'une part, avec celles de la BERD, de la BID ou de la SFI, d'autre part, c'est à eux de le prouver. S'ils ne considèrent pas que les produits de l'ExIm Bank retenus par le Brésil dans son analyse comparative soient offerts à des conditions conformes au marché, ces produits eux-mêmes confèrent alors un "avantage". Dans ce cas-là, en prenant les produits de l'ExIm Bank comme référence pour évaluer les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, le Brésil se montre par trop généreux envers les États-Unis.

33. **Deuxièmement**, les États-Unis ont précédemment fait valoir que les crédits à l'exportation offerts par des entités publiques ne sauraient être considérés comme des produits commerciaux. Le Groupe spécial pourra donc comprendre la surprise du Brésil devant leur insistance à affirmer que les produits de la BERD, de la BID et de la SFI fournissent des points de comparaison pertinents. Le Brésil serait enclin à approuver le critère que les États-Unis appliquent apparemment aux Membres de

l'OMC autres qu'eux-mêmes – c'est-à-dire qu'une entité publique ou étatique n'est pas le marché commercial. Les États-Unis jugent significatif le fait que des entités publiques comme la BERD, la BID et la SFI soient "rentables" (quelle que soit la définition de ce terme), faire des "bénéfices" ne signifie pas que les commissions perçues par une entité publique sont conformes au marché. Une entité publique peut percevoir des commissions inférieures à celles qui se pratiquent sur le marché et faire encore des "bénéfices", en particulier parce que ses coûts sont inférieurs à ceux de ses homologues obéissant aux lois du marché. Une entité obéissant aux lois du marché est obligée de percevoir des commissions suffisamment élevées pour faire un bénéfice sur des coûts qui sont eux-mêmes plus élevés que ceux que supportent ses homologues publiques ou étatiques, et il faut que ce bénéfice offre un rendement suffisant pour attirer les investisseurs. La "rentabilité" d'une entité publique n'est pas une mesure adéquate de toute l'étendue de l'"avantage" conféré par une contribution financière des pouvoirs publics.

34. Passant au rôle de l'article 14 c) de l'*Accord SMC*, les États-Unis reprochent au Brésil de ne pas avoir fait d'évaluation quantitative de "l'avantage" selon la méthode de calcul figurant à l'article 14 c). À leurs yeux, le seul moyen de déterminer si un "avantage" a été conféré par une garantie dont il est allégué qu'elle constitue une subvention à l'exportation au sens de l'*Accord sur l'agriculture* et de la Partie II de l'*Accord SMC* consiste à évaluer l'effet de la garantie sur le prix d'un prêt qui en bénéficie.

35. L'article 14 c) n'est pas le seul critère à retenir pour déterminer si une garantie des pouvoirs publics confère un "avantage" dans un différend relevant de l'*Accord sur l'agriculture* et de la partie II de l'*Accord SMC*. L'article 14 s'applique uniquement "aux fins de la Partie V" de l'*Accord SMC* ou, en d'autres termes, dans le cas de procédures visant des mesures compensatoires, où le calcul d'un droit est prescrit. Les "principes directeurs" de l'article 14 corroborent la conclusion que l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* exprime un critère d'"avantage conféré au bénéficiaire". À la différence des procédures en matière de droits compensateurs, dans lesquelles il faut qu'un droit soit calculé, les différends relevant de la Partie II de l'*Accord SMC* n'exigent pas que l'"avantage" constaté au regard de l'article 1.1 b) soit quantifié. Ainsi, l'article 14 ne prescrit pas de règle stricte, même dans les différends concernant des mesures compensatoires, auxquels cette disposition est expressément applicable. En dehors du contexte des différends concernant sur des mesures compensatoires, il est au moins aussi important de préserver cette flexibilité permettant de tenir compte des éléments de fait considérés.

36. Le Brésil avance un argument subsidiaire au titre du point j) pour le cas où le Groupe spécial ne considérerait pas ses éléments de preuve et son argumentation comme suffisants pour prouver que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 confèrent des "avantages" et constituent des subventions au sens de l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. Il demande au Groupe spécial de déterminer si le programme GSM 102 constitue ou non une subvention à l'exportation au regard du critère dit du "seuil de rentabilité" du point j). Ce moyen de preuve reste valable, sans qu'il soit besoin de plonger le Brésil dans le dilemme imaginaire inventé par les États-Unis en matière d'interprétation.

37. Même si les États-Unis ont retiré du programme GSM 102 les éléments qui en faisaient une subvention à l'exportation au regard du point j) (proposition avec laquelle le Brésil n'est pas d'accord), ils ont "remplacé la subvention initiale par une autre" subvention prohibée – l'octroi de garanties de crédit à l'exportation subordonnées à l'exportation, moyennant des commissions inférieures au niveau du marché, au titre du programme GSM 102. Ils n'ont donc pas opéré le "retrait intégral" de la subvention conforme à la recommandation visée à l'article 4.7. En engageant le Groupe spécial à ne pas examiner si leur mesure de remplacement confère ou non des "avantages" subordonnés à l'exportation, les États-Unis cherchent précisément à esquiver l'obligation que cette disposition leur impose de retirer intégralement la subvention prohibée.

38. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, le point j) n'est pas, par le truchement d'une lecture *a contrario*, le seul moyen de preuve par lequel il soit possible de démontrer qu'une garantie de crédit à l'exportation ou un programme de garantie du crédit à l'exportation constitue une subvention à l'exportation. Il y a une raison très importante à cette conclusion: le point j) ne satisfait pas aux conditions énoncées dans la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. La note 5 indique expressément les seuls cas où l'on peut s'appuyer sur la Liste exemplative pour identifier les mesures qui ne sont pas prohibées. Le point j) ne désigne nullement telles ou telles garanties de crédit à l'exportation comme "ne constituant pas des subventions à l'exportation". Il ne saurait donc être lu *a contrario*, comme le voudraient les États-Unis. C'est aussi à cette conclusion qu'était parvenu le Groupe spécial chargé de l'affaire *Corée – Navires*, qui avait examiné le point j) à la lumière de la note de bas de page 5.

39. La première catégorie d'éléments de preuve a trait à la *structure et à la conception* du programme GSM 102. Ces éléments sont d'une importance décisive, parce que ce sont la structure et la conception d'un programme de garantie du crédit à l'exportation qui, en dernière analyse, déterminent si les commissions perçues couvriront, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion. Considérées isolément, les données antérieures sur les résultats d'un programme de garantie peuvent toujours ne pas être fiables, parce qu'elles risquent de refléter des coups de chance sur une période déterminée.

40. Le Brésil a décelé dans le programme GSM 102 au moins cinq aspects qui établissent qu'il n'est pas structuré et conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et pertes au titre de sa gestion. Ces caractéristiques structurelles ont toutes été examinées par le Groupe spécial initial à l'appui de sa conclusion selon laquelle les programmes de garantie du crédit à l'exportation constituaient des subventions à l'exportation au sens du point j). Ces caractéristiques structurelles subsistent toutes dans le programme GSM 102 modifié.

41. Le Brésil passe maintenant à la seconde catégorie d'éléments de preuve pertinents pour l'analyse au regard du point j) de la Liste exemplative à laquelle le Groupe spécial de la mise en conformité devrait se livrer s'il jugeait nécessaire de passer à ce fondement subsidiaire pour constater que le programme GSM 102 est une subvention à l'exportation. Cette seconde catégorie comprend les éléments produits par le Brésil qui prouvent qu'en ce qui concerne les résultats *antérieurs*, le programme GSM 102 n'a pas couvert les frais et pertes au titre de sa gestion. Le Brésil a présenté ces éléments de preuve en s'appuyant tant sur la méthode de la valeur actuelle nette que sur celle de la comptabilité de caisse. Qu'on le considère selon l'une ou l'autre méthode, le programme GSM 102 ne résiste pas à une analyse au regard du point j).

42. Pour terminer, le Brésil a brièvement commenté son allégation selon laquelle aucune mesure prise pour se conformer n'existait dans le cas des garanties de crédit à l'exportation pour les produits non inscrits dans la Liste et pour le riz en cours au 1er juillet 2005. Son allégation est étayée par les rapports du Groupe spécial de la mise en conformité et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*. Ces rapports concluaient qu'en continuant, après la date limite de mise en œuvre, à exécuter des instruments financiers conclus avant l'adoption de la recommandation de l'ORD, le Brésil ne retirait pas intégralement la subvention. Par analogie, en continuant, après la date limite de mise en œuvre, à exécuter des garanties de crédit à l'exportation émises avant l'adoption de la recommandation de l'ORD, les États-Unis n'ont pas intégralement retiré la subvention. Nous pensons qu'en conséquence les États-Unis ne peuvent ni verser d'indemnités au titre de ces garanties en cours, ni rééchelonner ces garanties.

ANNEXE C-2

DÉCLARATION FINALE DU BRÉSIL

(28 février 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. INTRODUCTION 12

2. RELATION ENTRE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ET L'ARTICLE 7.8 DE L'*ACCORD SMC* 12

3. TRANSMISSION DES PRIX ET INTÉGRATION DU MARCHÉ 12

4. ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ DU BRÉSIL, EXPORTATIONS ET EFFETS DU PROGRAMME STEP 2 13

5. COÛT DE PRODUCTION 15

6. "NOTABLE" 16

7. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION 17

8. CONCLUSION 19

1. INTRODUCTION

1. Merci, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, et Mesdames et Messieurs les membres du Secrétariat. Dans notre déclaration finale, nous souhaiterions aborder quelques questions évoquées dans la déclaration orale faite hier par les États-Unis.

2. RELATION ENTRE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ET L'ARTICLE 7.8 DE L'*ACCORD SMC*

2. Le présent Groupe spécial sait bien que la présente procédure est la première procédure au titre de l'article 21:5 qui traite de la mise en œuvre de décisions relatives aux effets défavorables au titre de l'*Accord SMC*. Le Brésil ne saurait trop insister sur l'importance d'une interprétation qui préserve l'effectivité et l'intégrité juridique des dispositions de la Partie III de l'*Accord*. Comme les États-Unis nous l'ont rappelé dans leur déclaration orale, "[u]n interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[1]

3. Je rappelle la question que j'ai posée hier dans notre déclaration orale: lorsque le Groupe spécial initial a remis son rapport le 18 juin 2004, avait-il l'intention de laisser le Brésil sans aucun droit de mise en œuvre pour le préjudice grave causé par les versements au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements CCP impératifs et subordonnés aux prix qui avaient été effectués postérieurement au 31 juillet 2003 – la fin de la campagne de commercialisation 2002?

4. Si les États-Unis doivent avoir gain de cause quand ils font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP impératifs et subordonnés aux prix ultérieurs ne sont pas à bon droit soumis au présent Groupe spécial, l'octroi de subventions récurrentes annuelles devient "une cible mobile qui est soustraite aux disciplines [en matière de subventions de l'OMC]".[2] Les subventions impératives ultérieures devraient toujours faire l'objet d'une nouvelle procédure de règlement des différends et, lorsque cette procédure serait achevée, les effets des dernières subventions seraient remplacés par plus de subventions encore, lesquelles ne pourraient être contestées qu'au moyen encore d'une nouvelle procédure de groupe spécial initial. Le système de règlement des différends de l'OMC se diluerait dans une situation inextricable, aucun recours n'étant offert aux Membres subissant des effets défavorables.[3]

3. TRANSMISSION DES PRIX ET INTÉGRATION DU MARCHÉ

5. Dans leur déclaration orale, les États-Unis allèguent que le Brésil présente des arguments contradictoires en faisant valoir i) qu'il y aura une rapide transmission des prix sur un marché mondial du coton intégré et ii) que la réaction prévue des exploitants en dehors des États-Unis aux prix plus élevés qui résultent de l'élimination des subventions des États-Unis concernant le coton sera considérablement plus lente. MM. Andrew Macdonald et Sumner ont tous les deux examiné ces questions. Les États-Unis confondent deux questions connexes, mais distinctes.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 25 et 26.

[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5)*, paragraphe 4.30.

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5)*, paragraphe 4.30, citant les arguments des Communautés européennes.

6. Une grande partie du coton mondial est produite dans des régions relativement éloignées, qui sont souvent dépourvues d'infrastructure solide. En outre, les systèmes d'information à la disposition des exploitants sont souvent limités et, dans certains cas, les politiques appliquées restreignent la capacité des exploitants à réagir aux cours du marché mondial. Cet état de choses fait que les décisions en matière de plantation prises par les exploitants dans certains pays répondent incomplètement, ou avec un certain retard, aux variations observées des cours du coton sur le marché mondial.

7. En même temps, le marché mondial du coton est bien intégré. Il existe une forte corrélation dans le temps entre les prix sur divers marchés nationaux. Les graphiques relatifs aux prix c.a.f. que les États-Unis ont joints en tant que pièces à leur déclaration orale révèlent que les prix du coton évoluent en parallèle dans différents pays. Cependant, ces prix c.a.f. ne sont pas les prix que les exploitants observent directement dans ces pays. En fait, il y a loin du prix c.a.f. à l'exportation à la frontière à la retransmission de ces signaux en matière de prix aux différents exploitants. Partant, les prix en question confirment l'intégration du marché, mais ne reflètent pas la transmission lente et limitée des prix qui influe sur les décisions des exploitants cotonniers en matière de plantation.

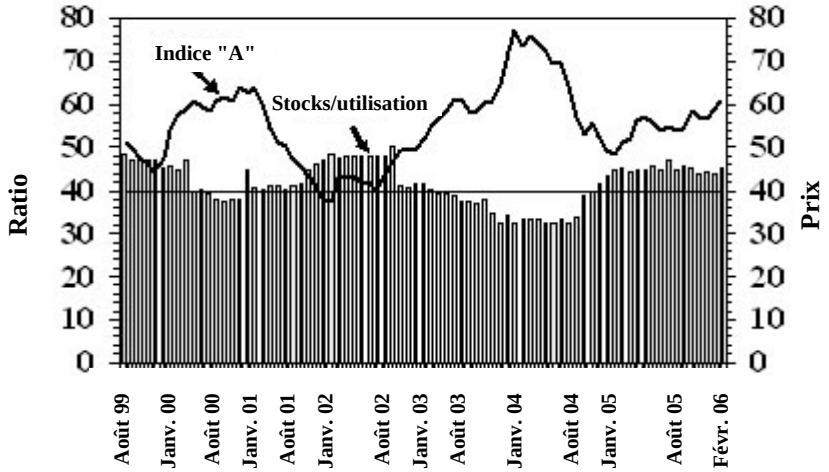
8. En conséquence, au paragraphe 80 de leur déclaration orale[4], les États-Unis ont mal interprété une déclaration de M. Sumner relative à la transmission des prix. La déclaration faite au paragraphe 28 de l'annexe I indique qu'"il y a une transmission imparfaite des variations de prix causées par les changements dans la politique cotonnière des États-Unis aux producteurs de coton de certaines régions cotonnières". Je pense que nous pouvons convenir que les planteurs étrangers réagiront plus lentement aux "changements dans la politique" des États-Unis qu'un exploitant cotonnier des États-Unis confronté à la suppression imminente du revenu qu'il tire des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP. Cela est à l'évidence différent des fluctuations quotidiennes des prix à terme de New York ou de l'"indice A".

4. ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ DU BRÉSIL, EXPORTATIONS ET EFFETS DU PROGRAMME STEP 2

9. Dans leur déclaration orale, les États-Unis allèguent que le Brésil a changé de position, affirmant non plus que les exportations causent un empêchement de hausses de prix mais que les stocks et la production causent un empêchement de hausses de prix. Les États-Unis interprètent mal les allégations du Brésil. La production, les stocks et les exportations sont en fait liés entre eux; toute production non consommée sur le marché intérieur doit en fin de compte être exportée. En outre, comme le montre le graphique figurant dans la version écrite de ma déclaration[5], il y a une correlation étroite entre les prix du coton et le volume relatif des stocks. Autrement dit, la production stimulée par les subventions qui génère des stocks influe sur les prix du marché, autant que la production stimulée par les subventions qui génère des exportations.

[4] Version à vérifier à l'audition.
[5] Pièce Bra-660 (http://www.cottoninc.com/CottonMarketComments/ChinaStocksRevisedUpward/).

Coton: indice "A" et stocks/utilisation au niveau mondial, août 1999-février 2006



10. Comme Andrew Macdonald l'a expliqué, aux fins des effets sur les prix, les stocks et les exportations des États-Unis ne font qu'un. Compte tenu du recul de l'utilisation sur le marché intérieur des États-Unis, les stocks des États-Unis doivent en fin de compte être exportés. La transparence du marché des États-Unis signifie que les participants sur le marché sont pleinement conscients de ce fait. Que l'offre des États-Unis finisse temporairement dans un entrepôt ou qu'elle soit exportée immédiatement, l'offre créée par les subventions des États-Unis empêche des hausses de prix sur le marché mondial.

11. De plus, les États-Unis allèguent que l'abrogation du programme Step 2 a entraîné une réduction de leurs exportations, comme le montrent, d'après leurs allégations, les données relatives à la période allant de la campagne de commercialisation 2006 à ce jour. Pourtant, les données montrent qu'après des années d'augmentation, il est prévu que les exportations de presque tous les grands pays exportateurs (à l'exception de l'Inde, qui est un cas particulier étant donné l'amélioration de son secteur cotonnier) diminuent pendant la campagne de commercialisation en cours.[6]

EXPORTATIONS	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Variation en pourcentage en juin 2007 par rapport à mai 2006
MONDE	5 881	6 449	6 645	7 233	7 780	9 645	8 769	-9,99
ÉTATS-UNIS	1 472	2 395	2 591	2 995	3 143	3 821	3 418	-11,79
CFA	755	756	815	1 957	936	1 031	971	-6,18
OUZBÉKISTAN	800	810	783	659	850	1 000	946	-5,71
AUSTRALIE	849	662	575	470	435	538	483	-11,39
BRÉSIL	68	147	107	110	339	456	330	-38,18
GRÈCE	270	250	280	247	321	355	243	-46,09
INDE	n.d.	n.d.	11	119	136	600	894	32,89

En milliers de tonnes métriques. Source: CCIC – Coton: Statistiques mondiales, Examen de la situation du coton.[7]

[6] Pièce Bra-652 (Examen par le Comité consultatif international du coton, volume 60, n° 3, janvier-février 2007, document consulté en février 2007, page 6).

[7] Pièce Bra-661 (Export Statistics, ICAC, February 2007).

12. L'USDA lui-même a dit que de nombreux analystes du marché indépendants, y compris Andrew Macdonald, confirmaient que la demande chinoise en matière d'importations avait diminué considérablement car la Chine était apparemment en train d'utiliser entièrement "une grande quantité de coton importée avant l'expiration du programme Step 2".[8] La progression des exportations indiennes a accentué la baisse des exportations des États-Unis et d'autres pays exportateurs.[9]

13. Néanmoins, l'USDA (et le CCIC) prévoit actuellement que les exportations des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 atteindront *un niveau qui n'a été dépassé qu'une fois dans l'histoire*, et qui sera comparable aux niveaux de la campagne 2004. Les États-Unis ont reconnu que, pendant la campagne 2005, on avait observé une poussée importante et non naturelle des exportations juste avant l'abrogation du programme Step 2.[10] Ainsi, le niveau des exportations aurait probablement été inférieur pendant la campagne 2005 et supérieur pendant la campagne 2006 *en l'absence* de la poussée inhabituelle des exportations enregistrée à la fin de la campagne 2005, les dernières subventions au titre du programme Step 2 ayant été mises à profit. De fait, il est prévu que les exportations des États-Unis pendant la campagne 2007 augmentent de nouveau.

14. En résumé, aucun élément de preuve ne montre que l'élimination du programme Step 2 a une quelconque incidence notable sur les exportations des États-Unis.

5. COÛT DE PRODUCTION

15. Les États-Unis allèguent que la "théorie" du Brésil concernant l'écart entre les coûts de production et les revenus "ne se vérifie pas dans les faits"[11] à cause de données nouvellement présentées concernant les coûts et les revenus pour la campagne de commercialisation 2003. Comme le Brésil l'a noté dans sa déclaration orale[12], la campagne 2003 s'est caractérisée par des prix inhabituellement élevés. Au cours des sept dernières campagnes (à savoir les campagnes de commercialisation 1999 à 2005), la campagne 2003 est la seule pendant laquelle la superficie moyenne des États-Unis plantée en coton a produit un bénéfice fondé sur le revenu provenant du marché. Cela dit, même les États-Unis admettent que, pendant la campagne de commercialisation 2003, les coûts variables et totaux n'ont pas pu être couverts pour au moins 8 pour cent de la production de coton des États-Unis. D'après ces données concernant la campagne 2003, les États-Unis insinuent que, pendant la durée d'application de la Loi de 2002 sur l'agriculture, "au moins 92 pour cent du coton upland des États-Unis ont été produits sans l'aide de subventions".[13] Toutefois, cela est faux même pour la campagne 2003. Les exploitations à coût moyen ont couvert leurs coûts, mais le groupe comprend un large éventail d'exploitations dont bon nombre (environ un tiers selon la nature précise des différences entre ces exploitations) n'ont pas couvert leurs coûts. Autrement dit, même pendant la campagne de commercialisation 2003, pour près de la moitié de la production des États-Unis, les coûts n'ont pas été couverts.

16. En outre, comme nous l'avons démontré hier, et dans nos précédentes communications, cela est faux. La campagne de commercialisation 2003 est la campagne exceptionnelle au cours de laquelle le secteur cotonnier des États-Unis a gagné 864 millions de dollars. Pendant les quatre campagnes qui ont précédé la campagne 2003 et les deux campagnes ultérieures, ce secteur a perdu

---

[8] Pièce Bra-662 (Elton Robinson, "High certificated cotton stocks slow trade, weigh on prices," Delta Farm Press, 1 December 2006, accessed February 2007 at http://deltafarmpress.com/mag/farming_high_certificated_cotton/).

[9] Pièce Bra-652 (Examen par le Comité consultatif international du coton, volume 60, n° 3, janvier-février 2007, document consulté en février 2007, page 6).

[10] Pièce Bra-651 (Cotton and Wool Outlook, USDA, 12 February 2007, page 4, accessed February 2007 at http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-02-12-2007.pdf).

[11] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 71 (version à vérifier à l'audition).

[12] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 84.

[13] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 86 (version à vérifier à l'audition).

13,2 milliards de dollars. Sauf si mon calcul mathématique est erroné, un bénéfice de 864 millions de dollars ne compense pas une perte de 13,2 milliards de dollars, mais entraîne à long terme des *pertes* nettes de 12,4 milliards de dollars qui ont été couvertes par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP.[14] Rien ne justifie l'affirmation des États-Unis selon laquelle leur production de coton est économiquement viable.[15]

6. "NOTABLE"

17. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas établi que les effets sur les prix du marché mondial des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP étaient "notables". Nous avons traité cette question dans nos communications et, à nouveau, dans la déclaration d'hier. Selon le Groupe spécial initial, le terme "significant" (notable) signifie "important; notable … consequential" (important; digne d'être noté … lourd de conséquences)[16] et doit être évalué compte tenu du marché et du produit en cause.[17] Le Groupe spécial initial précise en outre que, pour le coton, "une baisse des prix ou un empêchement de hausses de prix relativement modeste pourrait être notable du fait … de l'étroitesse habituelle des marges bénéficiaires" et "du fait de la simple taille du marché pour ce qui est du montant des revenus liés aux grands volumes échangés".[18]

18. Nous avons présenté des éléments de preuve quantitatifs concernant les effets sur les prix fondés sur l'étude de M. Sumner. Ses résultats se situent exactement au centre de la fourchette des résultats des travaux effectués par d'autres économistes. Compte tenu du produit et du marché en cause, les effets sur les prix qu'il constate sont "notables". Par exemple, pendant la campagne de commercialisation 2005, la valeur de la production totale de coton était de 31 milliards de dollars.[19] L'effet moyen sur les prix calculé par M. Sumner, qui est de 10 pour cent environ, représente un revenu de 3,1 milliards de dollars, résultat qui est de toute évidence notable.

19. Par contre, les États-Unis ont présenté au Groupe spécial une conclusion économique extraordinaire qui est manifestement contraire à la théorie économique généralement admise. Ils allèguent que leurs subventions au titre de prêts à la commercialisation et leurs subventions CCP causent un empêchement de hausses de prix compris entre 0,96 et 2,26 pour cent selon la période examinée et l'ensemble de paramètres choisi par les États-Unis. Il convient de comparer ces chiffres au tableau très utile élaboré par la FAO qui énumère diverses estimations provenant de diverses sources.[20] Les estimations des États-Unis ne se situent pas seulement dans le bas du tableau. Elles n'y entrent pas, étant inférieures aux chiffres les plus bas de la fourchette des estimations même les plus basses de tout autre analyste. Comme M. Sumner le fait remarquer dans sa déclaration supplémentaire reproduite dans la pièce Bra-659, l'ensemble de paramètres proposé par les États-Unis comme fondement de leurs estimations n'est pas crédible. Leurs résultats ne sont effectivement pas crédibles.

20. Quoi qu'il en soit, compte tenu du produit et du marché en cause, même les effets sur les prix constatés par les États-Unis doivent être considérés comme "notables". Étant donné la nature très concurrentielle du marché du coton, les marges bénéficiaires des producteurs de coton des pays en développement, y compris le Brésil et les pays de l'Afrique de l'Ouest, sont généralement faibles. Si l'on suppose prudemment qu'elles atteignent 5 pour cent, un effet sur les prix de 1 pour cent relèverait

[14] Pièce Bra-477 (U.S. Upland Cotton Costs and Returns).
[15] Pièce Bra-477 (U.S. Upland Cotton Costs and Returns).
[16] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1325.
[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1329.
[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1330.
[19] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 190.
[20] Pièce Bra-579 ("Coton: impact des mesures de soutien sur les pays en développement? Pourquoi les chiffres varient-ils?" Dossiers de politique commerciale de la FAO, page 2, document consulté en décembre 2006 à l'adresse: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5533e/y5533e00.pdf).

le revenu net des exploitants de 20 pour cent. Ainsi, de très faibles effets sur les prix ont une grande incidence sur le revenu et les moyens d'existence des exploitants, comme en témoigne l'exposé fait par le Tchad ce matin.[21] Il apparaît que les États-Unis font valoir que ces effets sont "pas importants", "pas dignes d'être notés", ou "pas lourds de conséquences". Ils ont tort.

Enfin, le Groupe spécial initial a également noté que le taux de subventionnement *ad valorem* de 5 pour cent indiqué à l'article 6.1 a) de l'*Accord SMC* pourrait être pertinent pour évaluer le caractère "notable".[22] À ce sujet, je note que les taux de subventionnement du coton des États-Unis dans le cadre des seules subventions au titre de prêts à la commercialisation et subventions CCP sont de 40 pour cent en moyenne pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2005 et atteignent 61 pour cent pendant la campagne 2004.[23]

7. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

21. J'ai quelques observations finales à faire concernant les garanties de crédit à l'exportation. Les États-Unis n'ont pas démontré que le programme GSM 102 modifié couvrait, à longue échéance, ses coûts et pertes, conformément au point j). En appliquant la méthode de la valeur actuelle nette, comme l'a fait le Groupe spécial initial, la CCC continue chaque année de prévoir que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant l'année en question entraîneront des pertes.

22. Le calcul de la valeur actuelle nette utilisé pour établir les prévisions initiales concernant les pertes au titre des garanties de crédit à l'exportation réellement émises pendant une année déterminée est primordial, que des réestimations soient ou non faites dans le temps. La législation des États-Unis exige que des prévisions de la valeur actuelle nette soient établies car elles "mesure[nt] de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux" par rapport à la méthode comptable basée sur les liquidités.[24] De même, les organismes de réglementation du secteur bancaire du monde entier se servent des prévisions de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut – éléments essentiels de la méthode de la valeur actuelle nette – pour évaluer l'adéquation du capital d'une banque.[25] Si l'expérience passée établit vraiment qu'une méthode surestime le risque de défaut, la méthode peut être ajustée en conséquence pour le calcul des futures prévisions concernant les nouveaux engagements. La CCC procède à ces ajustements; le FAS a dit que "les modèles de crédit utilisés pour calculer la subvention relative aux crédits garantis ont été révisés pendant les exercices budgétaires 2001 et 2003 et fournissent actuellement des estimations fiables".[26] Malgré ces ajustements, la CCC continue de prévoir, à longue échéance, des pertes par cohorte lors de l'émission de chaque nouvelle cohorte au titre du GSM 102.[27]

23. Mais supposons, pour les besoins de l'argumentation, que les États-Unis aient modifié le programme GSM 102 de sorte qu'il couvre maintenant ses coûts et pertes. Cela ne signifie pas qu'ils se sont acquittés de leur obligation de "retirer la subvention", pour deux raisons.

24. Premièrement, les États-Unis disent à tort que le point j) "démontre de manière déterminante dans quelles circonstances des garanties de crédit à l'exportation sont considérées comme des

---

[21] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.54, et les références additionnelles y afférentes.

[22] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1432.

[23] Première communication écrite du Brésil, tableau 6.

[24] Pièce Bra-545 (2 U.S.C. § 661(1)).

[25] *Voir* le document "Approche fondée sur les notations internes" du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, reproduit à l'adresse: http://www.bis.org/publ/bcbs128.htm.

[26] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 3.CR2). (non souligné dans l'original)

[27] *Voir* les éléments de preuve cités dans la déclaration liminaire du Brésil, au paragraphe 253.

subventions à l'exportation".[28] Cet argument ferait d'une liste "exemplative" une liste exhaustive déterminante. L'interprétation des États-Unis ne donne pas non plus plein effet à la note de bas de page 5. Une disposition qui nous dit ce qui est une subvention à l'exportation ne nous dit pas automatiquement ce qui n'est pas une subvention à l'exportation. Par exemple, tout ce que nous savons d'après le point j), c'est que, si un programme ne couvre pas ses coûts et pertes, c'est une subvention à l'exportation. Ce n'est ni correct du point de vue de l'interprétation ni valable du point de vue logique de conclure que, si un programme de garantie du crédit à l'exportation est rentable, ce n'est pas une subvention à l'exportation. Une simple implication sur la base d'un raisonnement *a contrario* ne satisfait pas aux dispositions de la note de bas de page 5. Par contre, pour satisfaire aux dispositions de cette note, le point doit effectivement contenir un libellé qui "désign[e]" une mesure comme "ne constituant pas" une subvention à l'exportation.

25. Deuxièmement, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "le *retrait* complet d'une subvention prohibée … ne peut pas être effectué par une "mesure prise pour se conformer" qui remplace la subvention initiale par une autre subvention dont il est constaté qu'elle est prohibée".[29] Ainsi, même si le programme GSM 102 modifié satisfait au point j), les États-Unis l'ont simplement remplacé par une autre subvention à l'exportation. En vertu du barème des commissions modifié, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des contributions subordonnées aux exportations qui confèrent des "avantages", dans deux sens.

26. Premièrement, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 confèrent des "avantages" en soi, parce qu'elles constituent des instruments de financement uniques sans équivalent sur le marché et parce qu'elles permettent d'obtenir un crédit qui ne serait pas normalement disponible.[30] Les États-Unis n'ont pas fourni le moindre exemple de produit offert par une entité commerciale qui présentait les qualités essentielles d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 citées par M. Sundaram.[31] Les États-Unis ont donné juste un exemple de banque en mesure d'obtenir un prêt commercial sans avoir de garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Même cet exemple concernait une banque ayant une cote élevée de solvabilité, et non les débiteurs étrangers n'ayant pas une cote élevée de solvabilité ciblés par le GSM 102.[32] Les éléments de preuve et l'argument du Brésil sont valables.

27. Deuxièmement, le Brésil a démontré que les commissions au titre du GSM 102 étaient très inférieures à celles qui étaient perçues pour des produits essentiellement identiques offerts par une entité publique non commerciale des États-Unis, l'ExIm Bank. La seule réponse des États-Unis est que d'autres entités non commerciales – la BERD, la SFI et la BDI – offrent également des produits dont les États-Unis allèguent qu'ils sont similaires aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Cependant, les États-Unis n'expliquent pas pourquoi ces points de repère non commerciaux offriraient une meilleure comparaison que celle qui est offerte par le cas de l'ExIm Bank étudié par le Brésil. Ils n'ont pas non plus démontré que les commissions au titre du GSM 102 étaient plus élevées que celles qui étaient perçues pour les produits offerts par la BERD, la SFI et la BID, dont ils allèguent qu'ils sont similaires.

28. Selon les États-Unis, la seule façon de déterminer l'existence d'un "avantage" découlant d'une garantie de crédit à l'exportation dans une affaire de subvention à l'exportation est de procéder à une évaluation quantitative suivant ce qu'ils considèrent être l'approche du "coût total des fonds" énoncée

---

[28] Déclaration liminaire des États-Unis (version à vérifier à l'audition), titre III.A.1. (non souligné dans l'original)

[29] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 II)*, paragraphe 83. (italique dans l'original; non souligné dans l'original)

[30] *Voir* la déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 174 à 177.

[31] Première communication écrite du Brésil, annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphe 7.

[32] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 218 et 223.

à l'article 14 c).[33] Cependant, cela fait abstraction du libellé et du rôle de l'article 14. Cette disposition énonce uniquement des "principes directeurs" dont l'Organe d'appel a conclu, à la demande pressante des États-Unis, qu'ils ne devaient pas être suivis de manière rigide, même dans les différends concernant des mesures compensatoires auxquels la disposition s'applique expressément.[34] Il est encore plus important de préserver cette flexibilité dans une affaire de subvention à l'exportation, à laquelle l'article 14 ne s'applique pas directement, précisément parce que la quantification prévue par la disposition n'est pas requise. Tout ce que le Brésil a besoin de démontrer, c'est qu'un certain "avantage" découle d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.

29. Deux groupes spéciaux ont estimé qu'une garantie conférait un "avantage" si elle était offerte moyennant des commissions qui n'étaient pas conformes au marché.[35] Dans les circonstances factuelles particulières de la présente affaire, où l'exportateur des États-Unis ne supporte pas le coût de l'octroi ou de l'obtention d'un crédit, une évaluation des commissions payées dans le cadre du GSM 102 par l'exportateur est particulièrement appropriée.[36] S'en tenir à l'approche rigide du "coût total des fonds" préconisée par les États-Unis serait erroné du point de vue de l'interprétation et risquerait également de donner lieu au "contournement" même des disciplines en matière de subventions qui a conduit l'Organe d'appel à adopter l'approche flexible qui est la sienne de l'article 14.[37]

30. Je ferai une observation finale concernant notre allégation selon laquelle il n'existe aucune mesure prise pour se conformer en ce qui concerne certaines garanties de crédit à l'exportation en cours le 1er juillet 2005. Le Groupe spécial initial a constaté que les programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient des subventions à l'exportation au sens du point j). La recommandation faite aux États-Unis de "retirer la subvention" s'appliquait donc à ces programmes. Toutefois, la recommandation comprend également l'obligation subsidiaire de retirer certaines garanties de crédit à l'exportation en cours émises au titre de ces programmes.[38] Le fait de continuer à exécuter ces garanties de crédit à l'exportation, définies à l'article 1.1 comme constituant un passif éventuel, ne répond pas à la définition du terme "retirer" donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5)* (ou, d'ailleurs, par les États-Unis dans leur déclaration liminaire). Le fait de verser une indemnisation pour défaut de remboursement d'un crédit au titre du GSM 102 ne "supprime" pas ni ne "reprend" la subvention[39], ni ne "fait diminuer ou disparaître" cette subvention.[40]

8. CONCLUSION

31. Je remercie M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial de m'avoir accordé leur temps et leur attention. Nous nous ferons un plaisir de répondre à vos questions écrites.

---

[33] Déclaration liminaire des États-Unis (version à vérifier à l'audition), paragraphes 31 à 39; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 137 à 144; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 107, 133, 134 et 138.

[34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

[35] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits compensateurs visant les DRAM*, paragraphe 7.189; rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[36] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 205; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 402 à 407 et 411 à 413.

[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100.

[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5)*, paragraphes 2 et 223 à 231 (la recommandation de retirer une subvention sous la forme d'une mesure globale, la mesure FSC, comporte l'obligation de cesser d'effectuer des versements faisant l'objet d'engagements préalables en faveur des FSC existantes); rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5)*, paragraphe 45 ("… le fait de continuer à effectuer des versements dans le cadre d'une mesure de subvention à l'exportation dont il a été constaté qu'elle était prohibée n'est pas compatible avec l'obligation de "retirer" des subventions à l'exportation prohibées, au sens de "supprimer" ou de "reprendre"").

[39] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5)*, paragraphe 45.

[40] Déclaration liminaire des États-Unis (version à vérifier à l'audition), paragraphe 42.

ANNEXE C-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS

(27 février 2007)

1. La présente procédure est une procédure relative à la mise en conformité. La question dont est saisi le présent groupe spécial est de savoir si le Brésil a établi que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer avec les recommandations et décisions de l'ORD sont incompatibles avec les accords visés cités par le Brésil.[1] La charge incombe au Brésil de prouver ses allégations à cet égard. Les États-Unis ont pris de nombreuses dispositions pour se conformer: a) ils ont cessé d'appliquer le programme de garantie du crédit-fournisseur (le "SCGP"); b) ils ont cessé d'appliquer le programme GSM 103; c) ils ont réformé le GSM 102, le programme restant de garantie du crédit à l'exportation; et d) ils ont supprimé le programme Step 2. Les États-Unis sont donc en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

I. ALLÉGATIONS RELATIVES AUX GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION POUR LES EXPORTATIONS DE PRODUITS NON INSCRITS DANS LA LISTE ET DE RIZ

2. **– Les garanties au titre du GSM 102 émises après le 1er juillet 2005 sont accordées conformément au point j) de la Liste exemplative.** Le Brésil soutient que nonobstant toutes mesures prises par les États-Unis pour se conformer, les garanties au titre du GSM 102 sont incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Ces allégations reposent essentiellement sur une seule question – celle de savoir si les garanties au titre du GSM 102 sont des "subventions à l'exportation" au titre de l'*Accord SMC*.

3. Il n'existe qu'une définition de l'expression "subvention à l'exportation" dans l'*Accord SMC* et ses éléments sont énoncés aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Afin de montrer comment *ces* éléments définitionnels s'appliquent dans des cas particuliers, l'article 3.1 a) fait référence à la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*. Dans le cas des garanties de crédit à l'exportation, c'est le point j) qui s'applique. Ce point "énumère à titre d'exemple" – ou "précise" – les garanties de crédit à l'exportation qui *sont* des subventions à l'exportation (c'est-à-dire, celles qui sont accordées au titre de programmes "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes") par rapport à celles qui n'en sont pas. C'est ainsi que le Groupe spécial initial a déterminé si les garanties de crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP étaient des subventions à l'exportation au cours de la procédure initiale. C'est également le fondement des recommandations et décisions de l'ORD relatives aux garanties. Et c'est l'analyse que les États-Unis ont respectée pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

4. Les États-Unis ont pris plusieurs mesures pour augmenter les primes et réduire, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de l'ensemble des programmes de garantie du crédit à l'exportation examinés par le Groupe spécial initial. Les données financières figurant dans le budget des États-Unis indiquent maintenant que les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont entièrement rentables, conformément au point j).

5. **– Les articles 1.1 et 3.1 a) n'établissent pas de "critère différent" de celui qui est prévu au point j) pour établir si des garanties de crédit à l'exportation sont des subventions à**

[1] Article 21:5 du Mémorandum d'accord.

l'exportation. Le Brésil n'a présenté aucune réfutation crédible des éléments de preuve des États-Unis concernant le point j). Il a plutôt concentré ses efforts sur la recherche d'un moyen détourné de s'attaquer aux garanties. À cette fin, il a allégué qu'il avait le "droit" de contester les garanties au titre du GSM 102 au regard des éléments définitionnels figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) et, en cas d'échec à cet égard, de présenter un argument au titre du point j) "à titre subsidiaire".[2] L'approche du Brésil repose sur une interprétation incorrecte de l'*Accord SMC*. Contrairement à ce que le Brésil fait valoir, "les articles 1.1 et 3.1 a) et le point j)" ne prévoient *pas* "de *critères différents* pour démontrer qu'une mesure est une subvention à l'exportation".[3] En fait, une telle interprétation aboutit à des résultats tout à fait intenables.

6. Le Brésil fait valoir que l'approche des États-Unis nécessiterait ce qu'il appelle une lecture "*a contrario*" du point j). Il allègue que la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* "exclut définitivement" une telle interprétation.[4] C'est incorrect, comme le Brésil l'a lui-même reconnu dans d'autres différends.[5] Contrairement à ce que le Brésil fait valoir, la note de bas de page 5 n'exige pas de "déclaration affirmative" selon laquelle une mesure n'est *pas* une subvention à l'exportation prohibée et une "déclaration affirmative" n'est pas exigée par le sens ordinaire du terme "désigner". Au contraire, le sens ordinaire confirme que le terme "désignées" peut englober des mesures qui sont *expressément* ou *implicitement* "désignées" comme ne constituant pas des subventions à l'exportation.[6] Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, le Brésil a expliqué à l'Organe d'appel que le point j) contenait justement une telle désignation implicite.[7] De plus, l'Organe d'appel a indiqué qu'il acceptait l'argument du Brésil selon lequel le premier paragraphe du point k) pouvait être interprété *a contrario* pour déterminer si des mesures étaient "justifiées".[8] Ce résultat est également valable en l'espèce.

7. L'interprétation donnée par le Brésil de la note de bas de page 5 est également mise à mal par l'historique de la négociation qui montre que les Membres étaient convenus de supprimer dans un projet de texte antérieur des termes qui auraient prescrit une désignation *expresse* pour que les dispositions de la note de bas de page s'appliquent.[9] En outre, cette interprétation – si elle était appliquée – rendrait nulles ou redondantes plusieurs dispositions de l'*Accord SMC*, y compris la note de bas de page 5 elle-même. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[u]n interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[10]

8. **– Le Brésil n'a pas démontré que les garanties au titre du GSM 102 accordent un "avantage".** L'analyse du Groupe spécial se termine à juste titre par une évaluation au titre du point j). Néanmoins tout examen additionnel ne ferait que confirmer que les garanties au titre du GSM 102 ne sont pas des subventions à l'exportation prohibées, puisque le Brésil ne démontre pas l'existence d'un "avantage" distinct au sens de l'article 1.1 b). En fait, le Brésil s'efforce de démontrer l'existence d'un "avantage" en se fondant sur une théorie qui, si elle était admise, porterait atteinte non seulement au point j) et à d'autres dispositions de l'*Accord SMC* – pour les raisons mentionnées ci-dessus – mais aussi à la logique des articles 1.1 a) et 14 c) de l'*Accord SMC*.

9. L'article 14 ne s'applique pas directement dans ce contexte; il s'applique plutôt "aux fins de la Partie V" de l'*Accord SMC*. Cela dit, étant donné qu'il interprète et applique la définition du terme

---

[2] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 457.
[3] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 470. (italique dans l'original)
[4] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 563.
[5] *Voir*, par exemple, *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphes 14 et 19.
[6] *Voir* Shorter Oxford English Dictionary, page 2520 (pièce US-116).
[7] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 19.
[8] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 80.
[9] Comparer les documents MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.2 (2 novembre 1990) et MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.3 (6 novembre 1990).
[10] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 23.

"avantage" énoncée à l'article 1.1, l'Organe d'appel l'a utilisé comme indication contextuelle importante pour interpréter le terme "avantage"[11] et le Brésil l'a aussi invoqué pour justifier son approche en l'espèce.[12] L'article 14 c) dispose qu'une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics confère un avantage aux fins de l'application d'un droit compensateur *uniquement* dans les cas où il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics". L'"avantage" correspond à "la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions".

10. Il est donc reconnu à l'article 14 c) que l'octroi d'une garantie de prêt est fondamentalement différent de la fourniture d'autres services par les pouvoirs publics. Dans le cas des services fournis par les pouvoirs publics, l'article 14 d) s'applique et dispose qu'un "avantage" peut être calculé uniquement dans les cas où "la fourniture [du service] … s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate". L'article 14 c) *exclut* spécifiquement une telle approche pour les garanties de prêt. Au contraire, il reconnaît qu'une garantie de prêt a pour seul but de *soutenir une transaction de prêt*; la garantie devient une partie intégrante de cette transaction et n'a aucune valeur en dehors de la transaction. Il faut évaluer le coût total de la transaction pour déterminer si un "avantage" est réellement conféré par la garantie. Une simple comparaison de la commission perçue pour l'émission d'une garantie de prêt et de celle qui est perçue pour une autre risque de donner une image incomplète et faussée sur le sujet.

11. Le Brésil prétend invoquer sur l'article 14 c) de l'*Accord SMC* pour étayer son approche.[13] Mais sous le prétexte d'identifier un "avantage dissociable", il tente en fait de procéder à la simple comparaison des commissions que l'*article 14 d)* autorise pour déterminer si un service fourni par les pouvoirs publics confère un avantage, mais que l'*article 14 c) exclut* spécifiquement pour ce qui est des garanties de prêt.

12. Le Brésil n'a même pas tenté de faire le type de démonstration circonstanciée prévu à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Il s'appuie plutôt sur des affirmations péremptoires et erronées selon lesquelles les débiteurs de prêts garantis au titre du programme GSM 102 ne peuvent *jamais* obtenir d'autre financement de quelque type que ce soit et les États-Unis ne pourraient *jamais* accorder de garantie de crédit à l'exportation sans accorder également une subvention à l'exportation. Ces arguments ne cadrent tout simplement pas avec les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui montrent que, dans les faits, ces débiteurs sont en mesure d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102, et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102. La baisse du niveau d'utilisation du programme GSM 102 au cours des dernières années en est une preuve de plus.

13. Par ailleurs, même si elles n'interviennent pas dans l'examen au titre de l'article 14 c), il a été démontré que les autres théories péremptoires du Brésil – y compris celle qui voulait que les garanties au titre du GSM 102 constituent un instrument financier unique – n'étaient pas étayées par des éléments factuels. Ces arguments aussi sont vains au vu des éléments prouvant que des produits financiers entièrement comparables à ceux qu'offrent les États-Unis sont offerts par des entités privées à but lucratif qui ne sont pas des organismes ou institutions publics. En bref, le Brésil n'a pas démontré que les garanties au titre du GSM 102 conféraient actuellement des subventions à l'exportation.

14. **– Il existe des mesures prises pour se conformer en ce qui concerne les garanties au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP émises avant le 1er juillet 2005.** En ce qui concerne ces

[11] *Canada – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 155.
[12] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 371 à 375.
[13] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 371 à 375.

mesures, les États-Unis avaient l'obligation de "faire diminuer ou disparaître" ou de "supprimer" la fourniture "du service dans le cadre des programmes de garantie du crédit à l'exportation" à un "coût net pour les pouvoirs publics, en tant que fournisseur du service".[14] C'est ce que les États-Unis ont fait.

15. Les tentatives du Brésil pour remettre en question le fait que les garanties au titre du SCGP sont venues à expiration, au motif que les États-Unis continuent de *recouvrer* l'argent correspondant aux indemnités qu'ils ont versées dans le cadre des garanties au titre du SCGP par le passé, sont dénuées de fondement. L'argument du Brésil selon lequel les États-Unis ne sont pas autorisés à obtenir le plein remboursement des indemnités versées dans le cadre des garanties de crédit à l'exportation émises avant le 1er juillet 2005 est également sans fondement.

16. Par ailleurs, aucune disposition de l'*Accord SMC* ne prévoit que le "retrait" d'une "subvention" dont il est allégué qu'elle "prend la forme d'un programme" "comprend l'obligation de s'abstenir d'honorer les engagements en cours au titre de ce programme à compter de la date d'expiration du délai de mise en œuvre".[15] Cet argument assimile à tort le fait d'"honorer les engagements au titre du programme" à la "subvention" elle-même. Cette assimilation était appropriée dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, dans laquelle le Brésil a continué d'émettre de nouvelles obligations incompatibles avec les règles de l'OMC même après la période de mise en œuvre au motif qu'il avait des obligations contractuelles préexistantes lui imposant de le faire.[16] Toutefois, elle n'est pas correcte en l'espèce parce que les garanties ne sont pas elles-mêmes des subventions prohibées.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

17. Il faut faire un certain nombre de suppositions erronées seulement pour toucher au fond des allégations du Brésil concernant les subventions pouvant donner lieu à une action dans la présente procédure. Le Groupe spécial doit tout simplement supposer, en dépit des assertions à l'effet contraire expressément formulées dans le rapport du Groupe spécial initial, que la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" établie par le Groupe spécial initial s'étend aux *programmes* de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et à *tous les versements* autorisés au titre de ces programmes. En outre, en dépit du fait que le Groupe spécial initial ne pouvait pas connaître les conditions *réelles* – et n'avait pas examiné les conditions *probables* – du marché pendant la campagne de commercialisation 2006, le Groupe spécial doit également supposer que le Groupe spécial initial a constaté qu'il existerait aujourd'hui un préjudice grave "actuel" par suite des mesures contestées dans la procédure initiale. Comme rien ne permet de faire la moindre de ces suppositions, les allégations du Brésil sont d'emblée sans fondement. De plus, un examen plus poussé révèle d'autres lacunes.

18. – **Le Brésil n'étaye pas ses arguments selon lesquels la suppression du programme Step 2 a de fait été dépourvue d'effet.** Il est difficile d'ajouter foi aux éléments de preuve et aux arguments présentés par le Brésil concernant la suppression du programme Step 2. Ils ne sont pas étayés, comportent des contradictions internes et sont incompatibles avec les arguments formulés par le Brésil dans la procédure initiale sur des questions aussi fondamentales que les effets des versements au titre du programme Step 2 sur les exportations et les cours du marché mondial.

19. De fait, il n'y a presque rien dans les communications du Brésil qui atteste qu'il a fait valoir, et a d'ailleurs persuadé le Groupe spécial initial de déclarer, que le programme Step 2 était une subvention à l'exportation prohibée. Les subventions à l'exportation sont prohibées lorsqu'elles "dépend[ent], pour exister, des résultats à l'exportation" et sont spécifiquement "'lié[es] aux "résultats

[14] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.804.
[15] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 396.
[16] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 45.

à l'exportation".[17] Elles sont donc, par définition, censées générer des exportations et réputées si susceptibles de fausser les échanges qu'aucun examen de leurs effets réels sur les échanges n'est exigé par l'*Accord SMC* pour qu'une constatation soit formulée à leur encontre.

20. Ayant persuadé le Groupe spécial initial de formuler une constatation de l'existence d'une subvention à l'exportation à l'encontre du programme Step 2 – à la suite de laquelle les États-Unis ont éliminé complètement le programme – comment le Brésil peut-il maintenant alléguer que la suppression du programme n'a "aucune incidence sur le niveau ... des exportations des États-Unis"? Par ailleurs, comme sa théorie concernant l'empêchement de hausses de prix s'articule autour de la question de l'existence ou non de savoir si le coton upland des États-Unis est exporté, comment le Brésil peut-il maintenant alléguer que l'élimination de cette subvention dont il est allégué qu'elle est *subordonnée aux exportations* n'a "guère d'incidence positive sur le cours mondial du coton à long terme"?[18] Ce sont des questions auxquelles le Brésil n'a pas encore fourni de réponse crédible.

21. Par ailleurs, le Brésil considère peut-être maintenant que la suppression du programme Step 2 est sans conséquence mais la disparition du programme n'a pas été dépourvue d'effet pour les producteurs et les exportateurs des États-Unis. Depuis que le programme a été supprimé, les exportations des États-Unis se situent à des niveaux exceptionnellement bas – les États-Unis ont présenté certaines de ces statistiques au début du présent exposé – et les prévisions pour la campagne de commercialisation en cours et la suivante restent médiocres. Il est tout simplement trop tôt pour savoir précisément dans quelle mesure cette baisse est attribuable à la disparition du programme Step 2. Il ne fait aucun doute qu'une partie de cette baisse ne peut être attribuée à cette disparition. Mais il est clair que l'affirmation du Brésil selon laquelle la suppression du programme Step 2 n'a "aucune incidence sur le niveau de la production ou des exportations des États-Unis" et n'a "guère d'incidence positive sur le cours mondial du coton" ne trouve guère de fondement dans les éléments de preuve empiriques. En fait, les éléments de preuve étayent la conclusion inverse.

22. **– Le Brésil ne démontre pas que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent "actuellement" des hausses de prix dans une mesure notable.** De plus les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques actuellement n'"empêchent pas des hausses" des cours du marché mondial dans une mesure notable au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. D'une manière générale, la théorie du Brésil est que "les versements causent une surproduction qui cause un empêchement de hausses de prix". Afin d'étayer sa théorie, le Brésil devait toutefois: a) présenter des éléments de preuve convaincants démontrant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques incitent *réellement* les exploitants des États-Unis à planter davantage de coton qu'ils ne le feraient sinon; b) démontrer que l'*importance* de l'effet sur les décisions en matière de plantation, la production et les exportations des exploitants des États-Unis est telle qu'elle a une incidence sur les cours du marché mondial; et c) présenter des éléments de preuve démontrant que l'*importance* de l'effet sur les cours du marché mondial est "notable" au sens de l'article 6.3 c). Le Brésil ne l'a pas fait.

23. **Les éléments de preuve concernant les décisions *réelles* en matière de production et les effets *réels* des versements affaiblissent les allégations du Brésil.** Aux fins de l'évaluation des éléments de preuve et des arguments présentés par le Brésil, il est important de ne pas perdre de vue qu'une allégation de préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) exige une démonstration de l'existence *réelle* d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable dans les conditions du marché existantes. Le Brésil ne peut pas simplement alléguer – ou essayer de démontrer – que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques

[17] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 47.

[18] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 206 (citant la première communication écrite du Brésil, annexe II, paragraphes 41 à 43).

sont *susceptibles* d'inciter à produire. Il importe également de noter que les articles 5 c) et 6.3 c) portent sur les *effets* des subventions et non pas sur leur forme. Partant, les efforts du Brésil pour démontrer que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques assurent un soutien du revenu en période de prix bas ne sont pas très fructueux. Rien dans l'*Accord SMC* ni dans tout autre accord ne prohibe catégoriquement le soutien du revenu.

24. Compte tenu de la théorie particulière du Brésil concernant les effets sur la plantation qui entraînent des effets sur les prix, il faut examiner les décisions réellement prises par les exploitants des États-Unis en matière de plantation. Pour procéder à une évaluation, il faut au moins comprendre qu'au moment où, chaque année, un exploitant prend la décision de planter ou non du coton, il ne *sait* pas avec certitude a) quels seront les prix du coton au moment de la récolte, b) quels seront les prix de cultures concurrentes à ce moment-là, c) quels seront finalement ses rendements, d) s'il pourra finalement obtenir un versement au titre d'un prêt à la commercialisation pour le coton ou d'autres cultures, et e) si le prix agricole saisonnier moyen pour la campagne de commercialisation à venir sera finalement inférieur au seuil qui lui permettrait de recevoir un versement anticyclique pour toute *superficie de base* de coton upland qu'il possède. La décision de l'exploitant en matière de plantation *doit* être prise sur la base d'*attentes*.

25. Bien que le Brésil ait reconnu (au moins certains de) ces faits fondamentaux concernant la production de coton upland[19], peu d'éléments de preuve et d'arguments présentés par le Brésil prennent effectivement en compte ces faits et font apparaître – sur la base de ces faits – des effets notables sur la production dans les conditions du marché existant actuellement. Par contre, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve qui tiennent compte de la gestion réelle des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et font apparaître des effets *minimes* sur la production, y compris a) des études récentes, b) une enquête à l'échelle nationale sur les considérations des exploitants en matière de plantation, c) des éléments de preuve montrant qu'une part importante des versements anticycliques est transmise à des propriétaires terriens non exploitants sous forme de loyers et de valeurs foncières plus élevées, des données montrant que les détenteurs de superficies de base de coton upland plantent beaucoup moins de coton upland (40 pour cent de moins) aujourd'hui qu'à l'époque où les superficies de base ont été établies, d) des données montrant qu'une part importante et croissante de la superficie plantée en coton upland des États-Unis se trouve dans des exploitations dont la superficie plantée en coton dépasse la superficie de base de coton, ou même sur des exploitations qui n'ont pas de superficie de base de coton, et e) des éléments de preuve montrant que les prix à terme des contrats arrivant à échéance au moment de la récolte étaient supérieurs au taux des prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2006 et que, même pendant les campagnes antérieures où ils ne l'étaient pas, les décisions des exploitants des États-Unis en matière de plantation étaient déterminées par des facteurs commerciaux et non pas par l'attente de versements au titre du programme de prêts à la commercialisation. Ces éléments de preuve contredisent la théorie du Brésil selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont des effets notables sur la plantation.

26. Le Brésil prétend démontrer l'existence d'effets *indirects* sur la production en alléguant que la plantation, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas aux prix. Or, les comparaisons du Brésil sont incorrectes parce qu'elles ne tiennent pas compte de faits fondamentaux concernant la production de coton upland; c'est le cas, par exemple, des comparaisons des décisions en matière de plantation prises pendant une campagne de commercialisation avec les prix *réels* pratiqués de nombreux mois plus tard[20] ou avec les prix à terme du *seul* coton upland.[21] Par ailleurs,

[19] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 36. (non souligné dans l'original)

[20] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 144 et 145.

la théorie d'isolement allégué du marché avancée par le Brésil est contraire aux éléments de preuve empiriques. En effet, cette théorie repose sur l'idée que le soutien du revenu assuré par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques amène les exploitants des États-Unis à produire et les exportateurs des États-Unis à exporter au moment où les faibles prix escomptés amènent ailleurs les producteurs et les exportateurs à se retirer. Si cela était vrai, on s'attendrait à ce que la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis augmente. Mais ce n'est pas ce que l'on constate. Au contraire, la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis est restée stable pendant toute la durée d'application de la Loi FSRI ainsi que, d'ailleurs – en ce qui concerne la production – pendant de nombreuses années avant cela. Cela montre que, contrairement à ce que le Brésil fait valoir, les producteurs et les exportateurs des États-Unis ont réagi aux signaux du marché en ce qui concerne leur production et leurs exportations d'une manière semblable à celle de leurs homologues étrangers.

27. Le Brésil a fait valoir que les producteurs des États-Unis ne pouvaient pas couvrir leur coût total en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Selon le Brésil, cela démontre qu'en l'absence de ces versements, de nombreux producteurs des États-Unis n'auraient pas poursuivi leurs activités et continué de planter du coton upland. Or, le **tableau A-1**[22] montre que la très grande majorité du coton produit aux États-Unis (*92 pour cent*) l'est dans des exploitations dont les coûts sont faibles ou moyens et qui couvrent leurs coûts variables (ou d'exploitation), ainsi que leur coût de production total. Cela signifie que pour *92 pour cent de la production des États-Unis* de coton upland, la théorie du Brésil concernant l'écart entre les coûts de production et les revenus ne se vérifie pas dans les faits. En d'autres termes, pour 92 pour cent de la production des États-Unis, il n'est pas même nécessaire de considérer les arguments relatifs aux autres lacunes du raisonnement du Brésil concernant l'écart allégué entre les coûts de production et les revenus. Cet écart n'existe tout simplement pas.

28. Il *y a* aussi d'autres problèmes dans l'analyse du Brésil, y compris le fait que le Brésil suppose à tort que le coût total de production du coton upland est déterminant tant pour les décisions en matière de plantation d'une année à l'autre que pour les décisions à plus long terme, comme celle de continuer ou de cesser de cultiver du coton upland. Dans le premier cas, ce sont les coûts variables qui sont pertinents tandis que, dans le second, c'est l'équilibre *total* des coûts et des revenus de l'exploitation – dont les coûts et les revenus relatifs au coton upland sont un des éléments – qui est pertinent. De plus, les éléments de preuve montrent que les producteurs des États-Unis couvrent non seulement leurs coûts variables grâce aux revenus provenant des ventes de coton upland, mais aussi leur coût total.

29. **Le Brésil n'a pas présenté d'éléments de preuve fiables concernant l'importance d'un quelconque effet sur les prix.** Les *seuls* éléments de preuve présentés par le Brésil qui étaient censés examiner les effets sur les prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques spécifiquement étaient les résultats de l'exercice de modélisation qu'il a effectué aux fins de la présente procédure. Cet exercice est fondé sur un modèle qui est complètement différent de celui que le Brésil à présenté dans la procédure initiale, mais qui est presque identique à un modèle publié en 2005 par M. Sumner, économiste du Brésil, dans une publication de l'Institut CATO. Dans cette publication, M. Sumner a prévenu que son modèle "fai[sait] abstraction de nombreux éléments complexes qui seraient importants pour obtenir des estimations plus précises" et que "le modèle simple présenté en l'espèce ne constitu[ait] pas l'analyse approfondie qui serait

[21] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 142 et 143 et la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 221 à 224.

[22] Pièce US-119.

appropriée pour étayer une procédure concernant une mesure corrective commerciale ou une allégation de préjudice grave devant un groupe spécial de l'OMC".[23] Les États-Unis sont d'accord.

30. Nous avons identifié plusieurs des principaux problèmes que pose le nouveau modèle du Brésil. Il s'agit notamment du fait que le modèle: a) n'inclut pas les effets croisés entre produits de base ni les élasticités-prix croisées, ce qui pourrait conduire à des effets sur les prix faussés; b) est statique, sans relations explicites pour tenir compte des variations du niveau des stocks de coton, ni équation de stocks; c) contient des élasticités de l'offre étrangère différentes de celles du FAPRI qui sous-estiment la réaction des producteurs étrangers aux fluctuations des cours mondiaux; d) traite les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs différemment même s'ils fonctionnent de la même façon; e) incorpore directement les versements au titre du programme Step 2 dans la fonction de revenu des producteurs en tant que versements entièrement couplés; et f) ne tient manifestement pas compte des paramètres réglementaires, par exemple en incluant des taux de versements anticycliques qui dépassent parfois le maximum réglementaire dans chacune des attentes en matière de prix. Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes découlant de la structure du modèle lui-même et du caractère simplifié et restreint de l'évaluation qu'il tente de faire.

31. Des distorsions encore plus importantes découlent des paramètres économétriques incorrects utilisés dans le modèle Sumner II. Le Brésil a indiqué que son nouveau modèle "emploi[yait] bon nombre des paramètres utilisés dans le modèle et l'analyse présentés au Groupe spécial initial, ainsi que des paramètres couramment utilisés par les économistes de l'USDA et de l'Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole ("FAPRI")"[24], mais ce n'est pas vrai. Comme le montre le tableau A-2 (pièce US-120), les estimations de l'élasticité utilisées dans le modèle Sumner I (qui étaient censées être "fondées sur le modèle "FAPRI"") et dans le modèle Sumner II diffèrent dans chaque cas, à l'exception de l'estimation de l'élasticité de la demande industrielle des États-Unis.

32. Ces différences comptent parce qu'elles peuvent avoir – et ont effectivement – des effets considérables sur les résultats estimés. Comme l'indique le tableau A-2, non seulement le modèle Sumner II utilise des élasticités différentes de celles qui sont utilisées dans le modèle Sumner I mais, dans chaque cas, l'élasticité utilisée dans le modèle Sumner II se traduit par un effet plus important sur le cours mondial à la suite de l'élimination des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. De plus, le modèle Sumner II ne tient tout simplement pas compte de la demande de stocks de coton des États-Unis et mondiaux. Pourtant, comme le Brésil l'a reconnu, les fluctuations des niveaux des stocks d'une année à l'autre constituent un facteur important dans toute analyse crédible des marchés mondiaux du coton.[25] Les modifications apportées par le Brésil gonflent les effets de l'élimination des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur le cours mondial du coton.

33. Le Brésil n'a donné aucune raison valable pour l'abandon des paramètres économiques généralement acceptés dont il a reconnu lui-même dans la procédure initiale qu'ils étaient appropriés. Comme le Brésil l'a fait valoir à ce moment-là, le modèle économétrique FAPRI est bien établi, bien connu et couramment utilisé.[26] Il est également intéressant parce que ses calculs et paramètres n'ont pas été élaborés dans le cadre d'un différend ou au nom d'une partie spécifique. Le modèle FAPRI a une solide assise dans les milieux économiques, ainsi qu'une très bonne réputation. Le modèle Sumner II, en revanche, n'a aucune assise dans les milieux économiques. M. Sumner a fait valoir que les changements par rapport aux paramètres de type FAPRI témoignaient d'"améliorations basées sur

[23] Daniel A. Sumner. "Boxed in: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations". Center for Trade Policy Studies, the CATO Institute, December 2005. (Pièce US-108)
[24] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 168.
[25] Déclaration orale du Brésil, 27 février 2007, paragraphe 160.
[26] Communication complémentaire du Brésil au Groupe spécial, 9 septembre 2003, paragraphe 214.

… l'évolution de la recherche", mais le Brésil n'a pas identifié cette "recherche" et n'a pas fait référence au moindre ouvrage indépendant ni à d'autres bases établies ou acceptées pour justifier les nouveaux paramètres.

34. Par ailleurs, le Brésil a tenté de justifier un certain nombre de ses paramètres économétriques incorrects par le fait qu'il s'efforçait d'évaluer l'incidence de l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques à court terme, toutes choses restant égales par ailleurs.[27] Or, au titre de l'article 6.3 c), la question consiste à savoir quel est le degré d'empêchement, le cas échéant, des hausses de prix qui existe *actuellement*, du fait des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et si ce degré d'empêchement de hausses de prix est "notable". Si l'on procède à une évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été inférieurs ou différents ou n'avaient pas existé. L'article 6.3 c) ne demande pas quels seront les prix pendant la période d'ajustement à court terme si les versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques sont soudainement éliminés. En fait, les Membres ne sont même pas tenus d'éliminer les mesures dont il est constaté qu'elles sont des subventions pouvant donner lieu à une action; il ont le choix entre le "retrait" de la subvention ou l'élimination de ses effets défavorables. Ainsi, outre le fait que la littérature économique plaide en faveur d'une évaluation à long terme, l'argument du Brésil selon lequel il faut examiner les effets à court terme de l'élimination totale des programmes ne saurait être exact d'un point de vue textuel.

35. Deuxièmement, le Brésil n'est pas crédible quand il fait valoir que la réaction au niveau de l'offre dans le reste du monde est excessivement faible du fait qu'"il y a une transmission imparfaite des variations de prix" parce que "les institutions commerciales, la commercialisation centralisée des cultures, les politiques des pouvoirs publics, l'insuffisance des renseignements et les coûts unitaires de transport élevés isolent en partie les producteurs de certaines régions du monde" de toutes variations alléguées des prix.[28] Les États-Unis rappellent que, dans la procédure initiale, le Brésil a insisté sur le fait que divers prix intérieurs étaient intimement liés et qu'une variation des prix des États-Unis se répercuterait presque immédiatement sur les prix de tous les principaux producteurs de coton. Par ailleurs, même le Brésil a reconnu qu'à moyen et long termes il y a transmission des prix. C'est cette réaction qui est dûment prise en compte en l'espèce.

36. **Afin de prendre en compte les effets à long terme de l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les États-Unis ont également utilisé des estimations de paramètres provenant du modèle ATPSM (Agricultural Trade Policy Simulation Model) élaboré par la CNUCED et la FAO.** Les résultats récapitulatifs pour les campagnes de commercialisation 2002-2005 et 2006-2008 sont présentés dans le tableau A-4 (pièce US-122). Ces résultats prudents – s'échelonnant entre 0,96 et 2,26 pour cent – qui sont obtenus suite à des modifications minimes des paramètres du nouveau modèle du Brésil montrent que les estimations fournies par le Brésil selon lesquelles les effets sur les prix s'échelonneraient entre 9 et 11 pour cent surestiment considérablement toute incidence possible sur le cours du marché mondial.

37. **– Le Brésil n'a pas démontré que l'importance de l'effet sur les cours du marché mondial était "notable" au sens de l'article 6.3 c).** Dans sa première communication, le Brésil s'est contenté de faire à nouveau référence aux éléments de preuve qu'il avait présentés et qui étaient censés démontrer l'existence d'un empêchement de hausses de prix, et il a soutenu que "même une fraction des effets constatés par M. Sumner constituerait un empêchement de hausses de prix, compte

[27] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphes 25 et 26.
[28] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 28.

tenu de son effet sur le volume de ventes élevé sur le marché mondial".[29] Dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil n'a pas du tout abordé cette question.

38. Il n'y a aucun fondement textuel justifiant l'unique théorie du Brésil concernant l'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" – selon laquelle, dans les faits, tout empêchement de hausses de prix est "notable" parce que le marché mondial du coton upland est un marché sur lequel le volume des ventes est élevé. L'approche du Brésil instaurerait dans ces faits la règle de l'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" en soi pour certains marchés caractérisés par des volumes de ventes élevés. Une telle règle n'existe pas dans les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ni dans aucune autre disposition.

39. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, il faut *démontrer* à partir des faits de la cause que tout empêchement prouvé de hausses de prix est "notable". Le Brésil n'a pas essayé de faire une telle démonstration en l'espèce. En tout état de cause, la formulation d'une constatation d'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" n'est pas justifiée dans ces circonstances. Le Brésil n'a pas justifié ses allégations selon lesquelles ce degré d'empêchement de hausses de prix – inférieur même à 1 cent par livre, selon une estimation prudente – constituait un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable". Si de telles affirmations sans fondement devaient prévaloir, elles auraient pour effet de supprimer totalement l'expression "dans une mesure notable" de l'article 6.3 c).

[29] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 190.

ANNEXE C-4

DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS

(28 février 2007)

1. Monsieur le Président, comme nous l'avons fait au début de la présente réunion, nous rappelons, pour finir, que la présente procédure est une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. La question en jeu dans la présente procédure est celle de savoir si le Brésil a démontré que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD étaient incompatibles avec les accords visés cités par le Brésil.

2. Les États-Unis ont pris des mesures pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Ces mesures sont les suivantes:

- Le programme GSM-103 à long terme a été supprimé.
- Le programme de garantie du crédit-fournisseur a été supprimé.
- L'ancien barème des commissions qui ne prenait pas en compte le risque relatif a été supprimé et remplacé par un barème modulé en fonction du risque et de l'échéance, qui comprend six catégories de risques assorties de commissions de plus en plus élevées. Par conséquent, les commissions prévues dans le barème ont augmenté de 46 pour cent.
- Les débiteurs des pays qui présentent un risque plus grave que celui qui est autorisé au titre du barème des commissions sont entièrement exclus du programme GSM-102. Ce n'est pas une détermination statique destinée simplement à exclure certains pays au 1er juillet 2005. Au contraire, tout pays qui entrera dans une catégorie de risque inacceptable sera exclu du droit à bénéficier du programme.

3. Par suite des réformes, les garanties totales ont baissé de plus de *63 pour cent*, passant de 3,7 milliards de dollars pendant l'exercice budgétaire 2004 à 1,36 milliard pendant l'exercice 2006.

4. M. le Président, les États-Unis se conforment pleinement au point j) de l'Accord SMC. En effet, les données montrent qu'ils s'y conformaient même avant d'avoir apporté toutes ces modifications. Assurément, l'imposition de ces nouvelles disciplines ne fait que le confirmer encore plus.

5. Le Brésil demande instamment au présent Groupe spécial de ne pas tenir compte du fondement analytique de la décision initiale du Groupe spécial ni de l'indication textuelle claire signalant que le point j) "énumère à titre d'exemple", de manière déterminante, les façons dont la définition générale d'une "subvention à l'exportation" donnée aux articles 1.1 et 3.1 a) s'applique. Les États-Unis ne sont pas d'accord, mais ils ont néanmoins démontré que – même au titre de l'article 14 c) de l'Accord SMC, qu'il avait invoqué comme contexte de l'évaluation de l'"avantage" au titre de l'article 1.1 – le Brésil, auquel incombait la charge de la preuve en l'espèce, n'avait pas identifié d'avantage distinct au titre de l'article 1.1.

6. Les États-Unis ont fourni d'autres exemples concrets de banques commerciales accordant un financement comparable à celui qui est accordé dans le cadre du programme GSM-102, mais le Brésil

les critique au motif qu'ils ne sont pas pertinents parce que, malgré le libellé explicite de l'article 14 c) de l'Accord SMC, il estime que la comparaison appropriée ne concerne pas le coût total de la transaction de prêt garantie, mais la question de savoir si un seul de tous les éléments de la transaction – les commissions – est assorti de conditions plus favorables que celles qui sont accordées par une banque commerciale privée.

7. Rien ne justifie cette interprétation. Le Brésil demande instamment au Groupe spécial de ne tenir compte d'*aucune* des deux dispositions de l'Accord SMC qui mentionnent spécifiquement les conditions dans lesquelles les garanties de crédit à l'exportation peuvent être considérées comme des subventions – subventions à l'exportation prohibées dans le cas du point j) et subventions assujetties à des mesures compensatoires dans le cas de l'article 14 c). Le Brésil voudrait que le Groupe spécial fasse abstraction du fait que *ni l'une ni l'autre* n'exige une comparaison des commissions seules.

8. M. le Président, le marché des garanties de crédit à l'exportation n'est pas – et n'a jamais été – un marché sur lequel des banques purement privées – comme la Citibank, par exemple – opèrent. Ainsi, dans ce contexte, on peut comprendre pourquoi les rédacteurs ont utilisé – à la fois au point j) et à l'article 14 c) – un point de repère *autre* qu'un point de repère ayant trait aux commissions perçues pour les garanties accordées sur un marché purement privé.

9. En insistant pour que le Groupe spécial ignore tout simplement les dispositions expressément convenues par les rédacteurs au point j) – ainsi que, d'ailleurs, à l'article 14 c) – le Brésil exhorte en fait le Groupe spécial à constater que *toutes* les garanties de crédit à l'exportation sont en soi prohibées. Une telle interprétation est tout simplement indéfendable.

10. Revenant sur la question des mesures qu'ils ont prises pour se conformer, les États-Unis rappellent qu'ils ont aussi éliminé le programme Step 2. Il a été constaté que ce programme était une subvention à l'exportation prohibée, ainsi qu'une subvention au remplacement des exportations prohibée, et il a été constaté que les versements effectués au titre de ce programme pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 causaient des effets défavorables au cours de la même période.

11. Ces mesures – celles qui touchent aux programmes de garantie du crédit à l'exportation et au programme Step 2 – sont les mesures que les États-Unis ont prises pour se conformer. Le Brésil a cherché dans la présente procédure à amoindrir et à récuser chacune de ces mesures tout en tentant simultanément d'élargir le champ de la présente procédure afin que les États-Unis soient considérés comme ayant manqué à leurs obligations en matière de mise en œuvre. Par exemple, le Brésil fait valoir que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont des "mesures prises pour se conformer".

12. M. le Président, ce n'est qu'une fiction. L'Organe d'appel a reconnu auparavant que les mesures prises pour se conformer étaient d'ordinaire des modifications apportées postérieurement à la publication des recommandations et décisions de l'ORD. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques existaient au moment de la procédure initiale, ont même été contestés par le Brésil dans le cadre de cette procédure et sont toujours les mêmes actuellement. Ce ne sont pas des mesures que les États-Unis ont prises pour se conformer à des recommandations et décisions.

13. La question est donc de savoir si elles étaient visées par les constatations de préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial. Les États-Unis ont présenté des arguments détaillés indiquant pourquoi elles ne l'étaient pas. Ce faisant, ils ont pris en compte le fait que le Brésil n'avait formulé aucune allégation de préjudice grave "actuel" à l'encontre des *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, que les seules allégations formulées par le Brésil au sujet de ces mesures étaient des allégations de "menace" de préjudice grave

et que le Groupe spécial initial avait expressément dit qu'il s'abstenait même de formuler cette constatation.

14. Néanmoins, les États-Unis ont démontré que même si l'on examinait les arguments du Brésil quant au fond, ils étaient sans fondement. En substance, l'argument est que l'élimination du programme Step 2 n'élimine aucun effet défavorable de l'"ensemble" constitué par les programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Toutefois, comme nous l'avons vu hier, les arguments présentés par le Brésil à ce sujet ne tiennent pas compte des faits réels qui existent sur le marché depuis la suppression du programme Step 2 et ne sont pas compatibles avec les propres arguments présentés par le Brésil dans la procédure initiale.

15. Tout comme le font ses arguments concernant l'incidence du programme Step 2, l'argument correspondant du Brésil – selon lequel les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques continuent d'avoir des effets défavorables – continue d'évoluer. Hier, nous avons entendu dire – à mon avis pour la première fois dans la présente procédure – que c'étaient les *stocks invendus* et non l'excédent exporté qui étaient responsables de l'empêchement de hausses de prix allégué. Le fait est, M. le Président, qu'il est trop tard pour que le Brésil modifie des facteurs fondamentaux tels que sa théorie de l'empêchement de hausses de prix. De plus, en tout état de cause, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve ou argument pour étayer cette nouvelle affirmation.

16. Les allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont sans fondement pour une seule raison fondamentale. Elles ne sont pas corroborées par les éléments de preuve. Une grande partie de l'exposé oral du Brésil mettait à nouveau en avant son postulat selon lequel des versements importants avaient nécessairement des effets importants. Or, comme le Brésil l'a reconnu devant l'Organe d'appel, ce n'est pas exact. Si l'importance des versements est sans aucun doute un facteur à prendre en considération – et probablement un facteur important – une allégation d'*effets* défavorables porte principalement, ce qui n'est guère surprenant, sur les *effets*.

17. Nous avons déjà relevé que les éléments de preuve empiriques n'étayaient pas les arguments du Brésil concernant les effets sur les prix (à savoir que les versements sont la cause de la production, qui est la cause des exportations, qui sont la cause de l'empêchement de hausses de prix). Vraisemblablement pour répondre à cela, le Brésil a présenté dans son exposé d'hier un grand nombre de graphiques censés démontrer que les décisions de planter du coton upland prises campagne par campagne étaient économiquement irrationnelles. Comme nous l'avons vu précédemment, l'analyse du Brésil n'est pas valable car elle s'appuie sur une mesure inappropriée des coûts qui n'est pas pertinente pour les décisions en matière de plantation prises par les agriculteurs des États-Unis campagne par campagne.

18. Mis à part cela, il apparaît que le seul "élément de preuve" réel que le Brésil présente met en avant les résultats du *nouveau* modèle Sumner, modèle qui abandonne la plupart des concepts économiques dont le Brésil a précédemment fait valoir qu'ils étaient exacts et supérieurs. Le Brésil a présenté un modèle économique qui n'était pas justifié ou publié dans une revue faisant l'objet d'un examen par les pairs. Il a ensuite modifié pratiquement tous les paramètres économiques importants utilisés par ce modèle pour en gonfler le résultat. Les États-Unis ont montré pourquoi le modèle était erroné et pourquoi ses paramètres économiques n'étaient pas fiables.

19. Avec des paramètres raisonnables et réalistes, même le modèle du Brésil montre que les programmes des États-Unis ont des effets faibles.

20. De fait, cela confirme ce que démontrent déjà d'autres éléments de preuve – des études récentes portant sur les données empiriques, des évaluations réelles des décisions en matière de plantation prises campagne par campagne (compte tenu des coûts variables appropriés) et des éléments de preuve montrant la stabilité de la part de marché de la production et des exportations des États-Unis – à savoir que les versements dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas le type d'effet notable sur les prix que le Brésil a allégué.

ANNEXE C-5

DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 35

II. ARGUMENTS 35

LES PROGRAMMES DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES ENTRENT DANS LE CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 35

A. LES PROGRAMMES AUTORISANT LES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION (*MARKETING LOAN*) ET LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES (*COUNTER-CYCLICAL PAYMENTS*) SONT DES MESURES INITIALES QUI ÉTAIENT VISÉES PAR LES CONSTATATIONS ET LES RECOMMANDATIONS 35

B. LES PROGRAMMES AUTORISANT LES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION (*MARKETING LOAN*) ET LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES (*COUNTER-CYCLICAL PAYMENTS*) COMPRENNENT LA NOUVELLE SÉRIE DE MESURES PRISES POUR SE CONFORMER 37

III. CONCLUSION 38

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial:

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues sur les questions soulevées au cours de la procédure du présent Groupe spécial. Dans la présente déclaration orale, nous souhaiterions nous pencher sur certains arguments présentés par les parties que nous n'avons pas traités dans notre communication écrite et qui se rapportent aux questions préliminaires soulevées par les États-Unis devant le Groupe spécial.

2. En particulier, l'Argentine juge utile de traiter de l'objection formulée par les États-Unis au fait que les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entraient dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

II. ARGUMENTS

LES PROGRAMMES DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES ENTRENT DANS LE CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

3. Les États-Unis affirment dans leurs communications[1] que de nombreuses allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5. En particulier, et s'agissant des allégations présentées par le Brésil à l'encontre des programmes autorisant les prêts à la commercialisation (*marketing loan*) et les versements anticycliques (*counter-cyclical payments*), ils indiquent:

a) qu'il ne s'agit pas de mesures initiales qui auraient été visées par les constatations et recommandations du Groupe spécial, et

b) qu'il ne s'agit pas de mesures que les États-Unis auraient prises pour se conformer aux recommandations de l'ORD.

4. L'Argentine conteste catégoriquement les deux allégations et les fondements fournis par les États-Unis pour les raisons exposées ci-après:

A. LES PROGRAMMES AUTORISANT LES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION (*MARKETING LOAN*) ET LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES (*COUNTER-CYCLICAL PAYMENTS*) SONT DES MESURES INITIALES QUI ÉTAIENT VISÉES PAR LES CONSTATATIONS ET LES RECOMMANDATIONS

5. Premièrement, l'Argentine relève qu'il apparaît clairement que ces programmes ont été considérés comme faisant partie des *mesures en cause* par le Groupe spécial initial dans son rapport final (section G) lorsqu'il a analysé les allégations du Brésil ayant trait aux subventions pouvant donner lieu à une action et les allégations de préjudice grave.

6. À cet égard, l'Argentine souhaite mettre en avant ce que le Groupe spécial a dit au paragraphe 7.1107 où, lorsqu'il a indiqué les mesures en cause, il a mentionné à l'alinéa ii) les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation; à l'alinéa iv) les versements anticycliques; et, spécifiquement, au dernier alinéa "ix) [les] **dispositions législatives et**

[1] Première communication écrite des États-Unis, section IV B) et C); communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, section II B).

réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures mentionnées aux points i), ii), v), vi) et vii) ci-dessus".[2]

7. En conséquence, l'Argentine croit comprendre que l'unique réponse valable à la question de savoir si les programmes qui prescrivent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques faisaient partie de la question en cause (*matter at issue*) dans la procédure initiale est une réponse affirmative.

8. Deuxièmement, l'Argentine fait observer que, contrairement à ce que soutiennent les États-Unis, non seulement ces programmes faisaient partie des mesures en cause, mais ils étaient aussi visés par les conclusions et recommandations du Groupe spécial, ultérieurement confirmées par l'ORD, comme il ressort du chapitre VIII du rapport consacré à ces conclusions et recommandations où, au paragraphe 8.1 g) spécifiquement, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

> "[…]
>
> g) concernant le préjudice grave causé aux intérêts du Brésil:
>
> i) les **mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix**[3] – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*; […]"

9. Ensuite, au paragraphe 8.3 d), le Groupe spécial indique, en ce qui concerne les subventions visées par la conclusion susmentionnée et conformément aux dispositions de l'article 7.8 de l'Accord SMC, que:

> "[…], au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention."

10. Par voie de conséquence, comme il ressort du texte du rapport du Groupe spécial, les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix, *à savoir les dispositions législatives et réglementaires* qui prescrivent les versements au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, sont visées par les recommandations du Groupe spécial.

11. Troisièmement, et cela confirme ce qui a été dit jusqu'ici, ce que le Groupe spécial a dit aux paragraphes 7.1499 et 7.1501 de son rapport cités par le Brésil dans sa communication du 16 janvier dernier est très instructif; dans ces paragraphes, il indique clairement ce qui suit:

> "[…] Notre constatation de l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" concerne donc aussi les mesures en vigueur et les subventions versées pendant la campagne de commercialisation 2002, soit la première année d'existence de la Loi FSRI de 2002."

[2] Pas de caractères gras dans l'original.
[3] Pas de caractères gras dans l'original.

Le Groupe spécial poursuit en disant ce qui suit:

> "Comme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel". Nous rappelons que, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"."

12. En raison de ce qui précède, l'Argentine estime que l'affirmation des États-Unis selon laquelle les programmes autorisant les prêts à la commercialisation (*marketing loan*) et les versements anticycliques (*counter-cyclical payments*) n'étaient pas visés par les constatations et recommandations du Groupe spécial initial est dénuée de fondement.

B. LES PROGRAMMES AUTORISANT LES PRÊTS À LA COMMERCIALISATION (*MARKETING LOAN*) ET LES VERSEMENTS ANTICYCLIQUES (*COUNTER-CYCLICAL PAYMENTS*) COMPRENNENT LA NOUVELLE SÉRIE DE MESURES PRISES POUR SE CONFORMER

13. En ce qui concerne le deuxième point, les États-Unis disent que les allégations du Brésil ayant trait aux programmes de prêts à la commercialisation (*marketing loan*) et de versements anticycliques (*counter-cyclical payments*) ne relèvent pas de la présente procédure parce que ce ne sont pas des "*mesures prises pour se conformer*" adoptées par les États-Unis. Ce pays indique qu'elles n'ont pas de rapport avec l'existence ou la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, car ces programmes restent inchangés.[4]

14. À ce sujet, l'Argentine pense comme le Brésil que nous sommes confrontés à une nouvelle série de mesures (*a new basket of measures*) impératives et subordonnées aux prix par suite de la suppression du programme Step 2, mesure que les États-Unis ont prise dans le cadre des actions visant à se conformer aux recommandations de l'ORD.

15. De même, l'Argentine est d'avis qu'il est utile de souligner que nous ne sommes pas confrontés à une allégation qui prétend contester un aspect non modifié de la mesure qui n'aurait pas fait l'objet d'une allégation dans la procédure initiale ou dont la compatibilité aurait été constatée s'il avait fait l'objet d'une allégation – c'est plutôt le contraire. Nous ne sommes pas non plus face à une allégation qui tente de contester des mesures distinctes qui restent inchangées depuis la procédure initiale. Ainsi, et comme l'affirme le Brésil, nous sommes confrontés à une nouvelle mesure ou à une "nouvelle série de mesures", pour reprendre l'expression du Groupe spécial.

16. De surcroît, étant donné les caractéristiques particulières de la réglementation en matière de subventions, l'*Accord SMC* ne dispose pas que l'analyse des effets défavorables des subventions pouvant donner lieu à une action doit être faite pour chacun des programmes ou versements, mais il met plutôt l'accent sur l'"effet collectif" de ces subventions, approche que le Groupe spécial a suivie. Autrement, nous pourrions courir le risque certain que, prises individuellement, ces mesures ne soient pas suffisamment importantes pour causer des effets défavorables. La constatation de l'existence d'un préjudice grave vise donc "une série de mesures", cette conclusion ne pouvant pas s'appliquer séparément à chacune d'entre elles.

[4] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 18.

17. Ainsi, l'Argentine n'est pas d'accord avec les États-Unis lorsque ceux-ci affirment que le fait que le Groupe spécial a examiné les effets des programmes en question et des versements en découlant de manière cumulative pour déterminer l'existence d'un préjudice grave actuel ne change rien au fait qu'ils sont dissociables.[5] L'Argentine estime que, s'ils peuvent être dissociés aux fins de l'étude descriptive de leur structure, conception et gestion, ils ne sont pas dissociables du point de vue légal de la configuration du préjudice grave, selon les termes de la constatation collective formulée par le Groupe spécial.

18. Par voie de conséquence, si nous tenons compte du fait que le Groupe spécial a conclu que "les mesures de subventionnement des États-Unis qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix […] **avaient pour effet** d'empêcher les hausses de prix […] **dans une mesure notable**[6], au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*", il est nécessaire de reconstruire l'analyse collective pour pouvoir constater si la modification apportée à cette série de mesures par le biais de la suppression du programme Step 2 est suffisante pour permettre de conclure que les États-Unis se sont conformés aux recommandations rendues par l'ORD à ce sujet.

19. À cet égard, ce que le Groupe spécial a dit au paragraphe 7.1503 de son rapport est très instructif:

> "Nous estimons que, une fois que les États-Unis auront procédé à la mise en œuvre prescrite des constatations de l'existence de subventions prohibées et des constatations de l'existence d'un préjudice grave formulées par le présent Groupe spécial, la série de mesures en question pourrait être notablement transformée et manifestement différente des mesures qui sont actuellement en question à un point tel qu'il n'est pas nécessaire ni approprié de traiter des allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*."

20. D'après ce qui précède, on peut conclure de façon valable que les recommandations du Groupe spécial visaient "une série de mesures" et non des mesures prises individuellement.

21. Par conséquent, l'Argentine est d'avis que les programmes autorisant les prêts à la commercialisation (*marketing loan*) et les versements anticycliques (*counter-cyclical payments*) comprennent la nouvelle série de mesures prises pour se conformer et qu'en tant que tels, ils entrent dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5.

III. CONCLUSION

En conséquence, l'Argentine demande respectueusement au Groupe spécial de prendre en compte les arguments et points de vue exposés plus haut lorsqu'il se prononcera sur la question préliminaire soulevée par les États-Unis.

Je vous remercie.

[5] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 61.
[6] Pas de caractères gras dans l'original.

ANNEXE C-6

DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Je vous remercie de m'offrir la possibilité de présenter les vues de l'Australie.

2. La présente procédure soulève un certain nombre de questions importantes concernant le champ de la procédure au titre de l'article 21:5 et les mesures appropriées qui doivent être prises par un Membre pour se conformer aux articles 4.7 et 7.8 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC)*.

3. L'Australie a présenté une communication écrite traitant certaines de ces questions et elle ne répétera pas ces arguments aujourd'hui. Par contre, elle se concentrera sur la question de savoir si, en abrogeant le programme Step 2, mais en maintenant les deux autres subventions subordonnées aux prix (à savoir les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques), les États-Unis ont pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer les subventions, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, conformément aux recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD). Lorsque l'on examine cette question, il est important de se rappeler la nature de la procédure au titre de l'article 21:5.

Nature de la procédure au titre de l'article 21:5

4. Le rôle d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 est de déterminer l'existence ou la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Son mandat ne s'étend pas à l'engagement d'une nouvelle procédure visant des questions qui ont été tranchées de manière définitive dans le cadre du différend initial. Tel est le cas dans la présente procédure, les mesures qui avaient fait précédemment l'objet d'une décision continuant d'exister et restant inchangées. Personne ne nie que deux des subventions subordonnées aux prix contestées, qui sont de loin les plus importantes des subventions qui ont été contestées dans la procédure initiale, par rapport à la subvention qui a été retirée, ont été maintenues au titre de programmes qui n'ont pas été modifiés depuis que les recommandations et décisions rendues dans le cadre du différend initial ont été adoptées par l'ORD. Dans cette situation, la tâche du Groupe spécial se limite à faire une détermination factuelle à cet effet.

5. S'il fait cette détermination, le Groupe spécial devra alors examiner, sur la base des éléments de preuve de nature économique fournis à l'appui, si les subventions maintenues continuent de causer des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*.

6. On ne peut répondre à cette question en limitant l'examen du Groupe spécial à l'effet des subventions accordées pendant la période de 1999 à 2002. Cette approche, qui est

visiblement préconisée par les États-Unis[1], compromettrait la voie de recours qui est prévue par l'article 7.8 de l'*Accord SMC* – à savoir obliger le Membre accordant la subvention à prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention. Cette approche exigerait qu'un plaignant qui a obtenu gain de cause présente une nouvelle allégation concernant des subventions pouvant donner lieu à une action pour chaque série de subventions accordées postérieurement à celles dont il a été initialement constaté qu'elles causaient des effets défavorables. Cela ne saurait être la voie de recours prévue par l'article 7.8. En outre, une telle approche serait aussi contraire à l'article 21:1 du Mémorandum d'accord, qui reconnaît que, pour que les différends soient résolus efficacement, il est indispensable de donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord sert cet objectif.[2]

S'agissant de l'allégation du Brésil concernant les subventions pouvant donner lieu à une action

7. La question qui est au cœur de l'allégation du Brésil concernant les subventions pouvant donner lieu à une action est celle de savoir si le fait de mettre fin à une subvention subordonnée aux prix tout en maintenant deux autres subventions subordonnées aux prix satisfait aux prescriptions de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. L'Australie fait observer que, pour l'examen de cette question, l'approche analytique adoptée dans la procédure initiale est une approche appropriée qui doit être suivie par le présent Groupe spécial. Le Groupe spécial initial, après avoir formulé des constatations explicites quant aux effets de distorsion des échanges de chacune des subventions subordonnées aux prix contestées prise individuellement[3], a constaté que les effets de ces subventions, considérées collectivement, causaient un empêchement de hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable.[4]

8. Compte tenu des constatations du Groupe spécial initial quant aux effets de distorsion des échanges de ces subventions, le présent Groupe spécial peut donc examiner si l'effet collectif des subventions maintenues (à savoir les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques) est un empêchement de hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable.

9. L'Australie note que, si cette approche est suivie, les constatations formulées dans la procédure initiale quant à l'effet d'autres facteurs de causalité dont les États-Unis affirment qu'ils influent sur le lien de causalité entre leurs subventions et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable ne peuvent pas être ignorées.[5] Nombre de ces facteurs sont les facteurs <u>mêmes</u> qui ont été invoqués par les États-Unis dans la procédure initiale. L'Australie estime qu'il est loisible au présent Groupe spécial de parvenir, en ce qui concerne ces facteurs, aux mêmes conclusions que celles qui ont été tirées dans la procédure initiale. Selon ces conclusions, ces facteurs ne rompaient pas le lien de causalité entre les subventions des États-Unis pour le coton upland et l'empêchement de hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable. Autrement dit, ces facteurs ne "réduis[aient] pas non plus

[1] *Voir*, par exemple, la première communication et la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphes 45 et 146 à 148; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis d'Amérique, paragraphes 17, 33 et 34.

[2] *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS257/AB/RW, paragraphe 72.

[3] *Voir*, par exemple, le document WT/DS267/R, paragraphes 7.1295, 7.1302, 7.1303 et 7.1308.

[4] *Ibid.*, paragraphe 7.1349.

[5] *Ibid.*, paragraphes 7.1344 à 7.1346; 7.1357 à 7.1363; *voir* aussi le document WT/DS267/AB/R, paragraphe 437.

l'effet des subventions subordonnées aux prix impératives à un niveau qui ne [pouvait] pas être considéré comme "notable"".[6]

10. De surcroît, l'Australie partage l'avis du Brésil selon lequel pour déterminer si l'effet des deux subventions subordonnées aux prix maintenues est un préjudice grave "actuel", il est nécessaire d'examiner une période récente pour laquelle il existe des données pour l'essentiel complètes. Selon le Brésil, cette période est la campagne de commercialisation 2005, comme il n'existe pas encore de données complètes pour la campagne 2006.[7] En fait, cette campagne-là n'est pas encore terminée. En souscrivant à l'opinion du Brésil, l'Australie note que cette approche est celle qui a été adoptée par le Groupe spécial dans la procédure initiale.[8]

11. Pour constater que les mesures de subventionnement des États-Unis qui étaient impératives et subordonnées aux prix avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*[9], le Groupe spécial bénéficiait en premier lieu de l'analyse et de la modélisation économiques détaillées présentées par le Brésil.[10] Une analyse et une modélisation économiques actualisées ont été présentées par le Brésil dans la présente procédure. De l'avis de l'Australie, cette analyse et cette modélisation économiques actualisées participent de la même méthode économique appropriée et prudente que celle qui a été prise en compte par le Groupe spécial dans la procédure initiale.[11] Ces données corroborent la principale affirmation du Brésil selon laquelle, en l'absence des subventions intérieures en cause, le cours mondial du coton serait notablement plus élevé.

12. Si, par suite de l'examen des effets des subventions subordonnées aux prix qui sont maintenues dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, considérées collectivement et sur la base des éléments de preuve de nature économique présentés, le Groupe spécial constate que ces subventions causent collectivement un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, l'Australie estime que la seule conclusion possible pour le présent Groupe spécial est que les États-Unis ne se sont pas pleinement conformés aux prescriptions de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Autrement dit, ils n'ont pas supprimé les effets défavorables ou retiré les subventions qui étaient visées par les recommandations et décisions de l'ORD, au sens de l'article 7.8.

Menace de préjudice grave

13. S'agissant de l'allégation présentée à titre subsidiaire par le Brésil selon laquelle les subventions maintenues menacent de causer un préjudice grave pendant la campagne de commercialisation 2006 et au-delà, l'Australie fait observer qu'il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007. Les programmes n'ont pas expiré. Il n'y a aucune garantie qu'ils ne seront pas reconduits ou maintenus sous une autre forme avec des effets défavorables. L'Australie estime donc que le Groupe spécial est habilité à examiner si le maintien des subventions au titre de programmes dont la conception, la structure et la gestion restent inchangées donnerait lieu à une menace de préjudice grave.

---

[6] WT/DS267/R, paragraphe 7.1363; WT/DS267/AB/R, paragraphes 455 à 457.
[7] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil au Groupe spécial, paragraphes 23 et 24.
[8] WT/DS267/R, paragraphes 7.1198 et 7.1199.
[9] *Ibid.*, paragraphe 8.1 g) i).
[10] *Ibid.*, paragraphes 7.1202 à 7.1209.
[11] *Ibid.*, paragraphe 7.1209.

14. L'Australie note que, dans la procédure initiale, le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à l'égard de l'allégation de menace de préjudice grave formulée par le Brésil concernant les campagnes de commercialisation 2003 à 2007. L'approche du Groupe spécial reposait sur l'hypothèse, qui s'est avérée erronée depuis, selon laquelle le cadre législatif et réglementaire dans lequel les subventions étaient accordées serait fondamentalement modifié suite à la constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel formulée par le Groupe spécial.[12] Il est légitime que le Brésil, en demandant une décision à titre subsidiaire concernant la menace de préjudice grave, veuille éviter que cette situation perdure à l'avenir.

15. En conclusion, l'Australie fait observer qu'il est approprié pour le présent Groupe spécial d'adopter l'approche analytique qui a été suivie par le Groupe spécial dans la procédure initiale. Étant donné que deux des subventions subordonnées aux prix ont été maintenues sous une forme inchangée, il est également approprié que les constatations, recommandations et décisions initiales relatives à ces subventions constituent le point de départ de l'analyse du présent Groupe spécial. Les éléments de preuve actualisés présentés par le Brésil étaient la conclusion selon laquelle ces subventions, considérées collectivement, continuent de causer des effets défavorables pour les intérêts du Brésil. Étant donné la persistance des effets défavorables de ces subventions, l'Australie estime que le Groupe spécial peut uniquement conclure que les États-Unis n'ont pas pris les mesures appropriées pour éliminer ces effets ou retirer la subvention au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et qu'ils ne se sont donc pas pleinement conformés aux recommandations et décisions rendues par l'ORD dans le présent différend.

[12] *Ibid.*, paragraphe 7.1501.

ANNEXE C-7

DÉCLARATION ORALE DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

I. INTRODUCTION

1. Bonjour, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial; merci de m'offrir la possibilité de présenter les vues du Canada concernant certaines questions juridiques soulevées dans le cadre de la présente procédure.

2. La communication du Canada traite de trois questions. Premièrement, le Canada estime que le critère relatif à la constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave au titre de l'article 5 de l'*Accord SMC* et de l'article XVI:1 du GATT est flexible. Dans certains cas, comme dans l'affaire qui nous occupe, une menace de préjudice grave peut apparaître lorsque la menace est raisonnablement prévisible et toujours présente, même si elle n'est pas nécessairement "imminente". Deuxièmement, le Canada estime qu'aux fins de la quantification d'un avantage au titre de l'article 14 c), une comparaison commerciale est nécessaire. Troisièmement, le Canada estime que le programme GSM 102 des États-Unis ne peut pas bénéficier d'une lecture *a contrario* de l'Annexe I de l'*Accord SMC*. Le point j) n'autorise pas une interprétation *a contrario*. Les seuls programmes qui sont exclus par l'Annexe I de la définition des subventions à l'exportation donnée à l'article 3.1 a) sont ceux qui sont explicitement "désignés" à l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation.

II. MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

3. Tout d'abord, permettez-moi de me pencher brièvement sur le critère relatif à la constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave. Je n'entends pas m'appesantir sur cette question, mais plutôt renvoyer le Groupe spécial à la communication écrite du Canada. Cela étant, je répéterai que la définition d'une "menace de dommage important" donnée dans la Partie V de l'*Accord SMC* ne devrait pas être incorporée dans la définition d'une "menace de préjudice grave" donnée dans la Partie III de cet *accord*. Rien dans la Partie III de l'*Accord SMC* ne suggère une limitation temporelle stricte de la notion de menace de préjudice grave. Le critère relatif à la menace de préjudice grave est suffisamment flexible pour viser les programmes qui engendrent une probabilité toujours présente et raisonnablement prévisible d'octroi de subventions massives aux exploitants des États-Unis – subventions qui menacent en permanence de causer un préjudice grave –, ainsi que les programmes qui causeront de façon imminente des effets défavorables.

4. Les programmes de subventions des États-Unis prescrivent le versement de subventions dans certaines conditions. L'une de ces conditions est la baisse du prix du coton à un niveau spécifié, ce qui s'est produit par le passé. Étant donné les aléas du marché, il est probable que le prix du coton baissera de nouveau. Lorsque cela se produira, cela déclenchera de nouveau le versement de subventions massives. Lorsque ces versements seront effectués, ils *causeront* de nouveau un préjudice grave aux Membres de l'OMC. Le programme de versements anticycliques et le programme de prêts à la commercialisation menacent donc en permanence de causer un préjudice grave.

III. ARTICLE 14 C)

5. Je passe maintenant à la deuxième question soulevée par le Canada, qui concerne l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Le Brésil fait valoir que le programme "GSM 102" constitue une subvention à l'exportation prohibée par l'article 3 de l'*Accord SMC*. Le Brésil fait valoir entre autres que cette garantie de crédit à l'exportation confère un avantage en soi car elle assure un financement qui ne pourrait normalement pas être obtenu par le bénéficiaire et que c'est contraire à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*.

6. Le Canada n'est pas d'accord avec le Brésil. La simple existence du programme GSM 102 n'est pas un avantage en soi au titre de l'article 14 c). Cet article dispose qu'une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne constitue pas un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que le bénéficiaire paierait sur un prêt commercial comparable obtenu sur le marché et le montant qu'il paie aux pouvoirs publics. Dans ces cas, l'avantage correspond à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions. Le Brésil a peut-être bien raison de dire que le GSM 102 confère un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*. Toutefois, conformément à l'article 14 c), la démonstration de l'existence d'un tel avantage requiert expressément une comparaison avec le marché.

7. Le Brésil fait valoir que le programme GSM 102 est conçu de telle façon que les garanties sont accordées uniquement dans des circonstances où un crédit ne pourrait normalement pas être obtenu, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de prêt commercial comparable. Le Canada estime qu'en ce qui concerne la plupart des instruments financiers, il est possible de trouver un mécanisme de fixation de prix commerciaux comparable. Au cas où on ne peut pas trouver de comparaison commerciale ou d'élément de preuve d'une comparaison commerciale, on peut construire un indicateur du marché. D'une façon ou de l'autre, au titre de l'article 14 c), on doit procéder à une comparaison commerciale, construite ou autre.

IV. LISTE EXEMPLATIVE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

8. Troisièmement et pour finir, le Canada estime que le point j) de la Liste exemplative figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC* n'autorise pas une interprétation *a contrario*.

9. Les États-Unis font valoir que le GSM 102 n'est pas incompatible avec l'article 3 de l'*Accord SMC* car ce programme applique des taux de primes qui sont plus que suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion. En conséquence, les États-Unis font valoir que le GSM 102 n'est pas incompatible avec le point j) et que, parce que aucun des autres points de la Liste exemplative ne lui est applicable, le GSM 102 n'est pas une subvention à l'exportation prohibée par l'article 3.

10. L'article 3.1 a) dispose que les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I, sont prohibées. Le Canada a constamment fait valoir, et au moins deux groupes spéciaux sont convenus, que la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* excluait l'existence éventuelle d'exceptions implicites à la prohibition applicable aux subventions à l'exportation. Les Groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* et *Corée – Navires* ont constaté que, je cite, "[d]ans son sens ordinaire, la note de bas de page 5 se rapporte aux situations dans lesquelles une mesure est désignée comme ne constituant *pas* une subvention à l'exportation".[1] À cette fin, ces groupes spéciaux ont examiné si le point en cause de

[1] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000 ["*Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*"], paragraphe 6.36. *Voir*

la *Liste exemplative* comprenait l'une des deux choses suivantes: une déclaration affirmative selon laquelle une mesure n'est pas une subvention à l'exportation ou une déclaration selon laquelle une mesure ne satisfaisant pas aux conditions de ce paragraphe n'est pas prohibée. Le Groupe spécial *Corée – Navires* a constaté que le point j) ne comprenait pas de telles déclarations, mais décrivait plutôt certaines circonstances dans lesquelles des programmes donnés constituaient bel et bien des subventions à l'exportation. Ce groupe spécial a constaté que le point j) n'entrait pas dans le champ de la note de bas de page 5.

11. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* est arrivé à une conclusion similaire à partir du texte de l'article 3.1 a) lui-même. Il a constaté que l'Annexe I comprenait des exemples de subventions à l'exportation prohibées et ne prétendait pas constituer une liste exhaustive. Le Groupe spécial a constaté qu'il était "très probable" qu'il existe des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'article 3.1 a) qui ne relevaient pas de l'Annexe I.[2]

12. Ainsi, même si, comme l'affirment les États-Unis, les commissions perçues au titre du GSM 102 étaient suffisantes pour couvrir, à long terme, les frais et les pertes au titre de sa gestion, cela signifierait uniquement que le programme n'est pas visé par le point j) de la Liste exemplative. Cela ne signifierait pas que le GSM 102 n'est pas une subvention à l'exportation prohibée. En dehors du point j), le GSM 102 pourrait encore être une subvention à l'exportation prohibée en vertu de l'article 3 de l'*Accord SMC*.

13. Ainsi s'achève la déclaration du Canada. Je souhaiterais de nouveau remercier le Groupe spécial pour m'avoir donné la possibilité de présenter les vues du Canada.

---

aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273, adopté le 7 mars 2005, paragraphe 7.195.

[2] *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 6.30.

ANNEXE C-8

DÉCLARATION ORALE DU TCHAD EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

2. Le Tchad se félicite de l'occasion qui lui est donnée de vous présenter son point de vue dans le présent différend. Dans sa communication écrite du 5 janvier 2007, le Tchad a fourni son avis sur les principales questions légales posées par ce différend. Par conséquent, je ne m'étendrai pas sur ce qui a été présenté dans cette communication. Je saisirai la présente occasion pour mettre en exergue certaines autres questions pertinentes pour la résolution de cet important différend.

II. L'IMPORTANCE DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS POUR LES PMA

3. En vertu de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la sécurité et la prévisibilité sont les pierres angulaires du système commercial multilatéral. En outre, l'article 3:2 insiste sur le fait qu'il est important de régler rapidement des situations dans lesquelles des avantages sont compromis, et de maintenir le juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres.

4. Ces principes du système commercial multilatéral, Monsieur le Président, ainsi que l'interdiction d'adopter des mesures unilatérales pour régler des différends, conformément à l'article 23 du Mémorandum d'accord, constituent la base du système de règlement des différends de l'OMC fondé sur la primauté du droit. Il s'agit d'un système fondé sur des règles dont l'objectif est d'éviter que la puissance ne l'emporte sur le droit, de faire en sorte que le droit s'applique, indépendamment de la puissance économique des parties à un différend, et de permettre aux petits acteurs du commerce international de demander le respect des règles et principes ainsi établis et d'obtenir gain de cause.

5. C'est parce que le Tchad croit en ce système qu'il a décidé de devenir tierce partie lorsque le Brésil a demandé l'établissement d'un Groupe spécial dans le différend initial, et c'est cette même foi qui motive le Tchad à participer dans la présente procédure. Ce faisant, le Tchad est l'un des rares pays les moins avancés à avoir participé à une procédure de règlement des différends devant l'OMC depuis la création de l'organisation en 1995.

6. Le Tchad a participé, précisément *parce qu'*il est un pays moins avancé, et qu'il n'a pas d'autre recours pour faire prendre en compte ses intérêts et ses préoccupations.

7. Monsieur le Président, ce sont les Membres de l'OMC les plus faibles qui dépendent le plus de la primauté du droit dans les relations commerciales multilatérales. En l'absence de pouvoir politique ou commercial, les pays les moins avancés n'ont d'autre recours que d'exiger le respect de la primauté du droit. Comme le soulignait à juste titre un Membre de l'OMC, lorsqu'il appelait de ses vœux la conclusion rapide et positive du Cycle d'Uruguay:

> Les pays les moins avancés étant les Membres les plus faibles et les plus vulnérables de la communauté internationale ils ont le plus besoin de la primauté du droit et sont les plus fermes défenseurs du multilatéralisme.[1]

8. Par conséquent, si le système de règlement des différends de l'OMC n'existait pas pour faire en sorte que les règles soient appliquées et les obligations respectées, les faibles seraient à la merci des puissants qui auraient tout loisir de défendre leurs propres intérêts. Comme le soulignait aussi fort opportunément l'ancien Directeur général de l'OMC, M. Moore, un système multilatéral "ouvre à la transparence et à la concurrence les positions privilégiées des puissants".[2]

9. Le multilatéralisme fondé sur des règles exige que lorsqu'il a été constaté que des Membres de l'OMC ne respectent pas leurs obligations ceux-ci adoptent des mesures pour remédier à ces violations. Comme l'a démontré le Brésil, les États-unis n'ont adopté aucune mesure pour mettre en œuvre les décisions et les recommandations de l'ORD dans le différend initial ou, là où des mesures ont été adoptées, celles-ci ne répondent pas pleinement aux effets négatifs dont continuent de pâtir les agriculteurs du Brésil, du Tchad et d'autres pays d'Afrique.

10. Ce Groupe spécial est donc appelé à envoyer un message clair aux Membres de l'OMC concernant l'efficacité du système de règlement des différends en exigeant des États-unis, dans la mesure où ils n'ont pas mis en œuvre les recommandations et les décisions de l'ORD, qu'ils respectent les principes du système fondé sur des règles. Des principes auxquels, je m'empresse de l'ajouter, les États-Unis ont déclaré, à de nombreuses reprises, apporter leur soutien.

III. L'IMPORTANCE DU COTON POUR LE TCHAD

11. Le Tchad a participé au différend initial dans la présente affaire et continue de participer à ces procédures en raison de l'importance critique du secteur du coton pour l'économie du Tchad et des dommages constants que les subventions des États-Unis causent à ce secteur.

12. Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement, classe le Tchad au 173ème rang sur 177 pays, sur la base d'indicateurs du développement humain incluant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité maternelle.

13. C'est précisément en raison de cette pauvreté que le Tchad est aussi durement touché par les subventions des États-Unis. Au Tchad, la filière coton concerne environ 3 millions de personnes, sur une population totale de quelque 8,1 millions. Le coton constitue la troisième exportation la plus importante du pays et représente 60 pour cent (60%) de toutes les recettes d'exportation de produits non pétroliers. Le coton est donc l'une des principales sources de revenu du Tchad dont dépend une grande partie de sa population pour sa survie et qui contribue non seulement au développement économique, mais aussi au développement social. Ainsi, le coton joue un rôle fondamental dans les efforts déployés par le gouvernement en faveur de la modernisation, de la diversification et du financement des activités sociales et d'autres besoins des populations rurales du Tchad.

14. Dans le rapport "*Finding the Moral Fibre: Why reform is urgently needed for a fair cotton trade*", Oxfam conclut que les subventions que les États-Unis accordent à leurs producteurs de coton

---

[1] Déclaration de M. M Ishaq Talukdar du Bangladesh à la quarante-septième session des PARTIES CONTRACTANTES DU GATT, SR.47/ST/4, 20 décembre 1991.

[2] Michael Moore, "Promoting openeness, fairness and predictability in international trade for the benefit of humanity", discours prononcé devant l'Union interparlementaire le 8 juin 2001, disponible à l'adresse http://www.wto.org/english/news_e/spmm_e/spmm64_e.htm.

ont un impact "pas seulement sur la balance des paiements ou sur le service de la dette".[3] Oxfam déclare que les subventions des États-Unis au coton "causent de la pauvreté et les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest sont particulièrement vulnérables". C'est la raison pour laquelle le Tchad a salué les conclusions du Groupe spécial dans cette affaire. Les décisions et les recommandations du Groupe spécial, si elles avaient été mises en œuvre, auraient amélioré le sort de nombreux pauvres qui dépendent de la production et de l'exportation du coton.

15. Les organismes de développement et les organisations multilatérales qui se sont penchés sur cette affaire ont tous tiré la même conclusion. D'éminents économistes du PNUD, du Comité consultatif international du coton, de la Banque mondiale et d'Oxfam ont constaté que les subventions agricoles ayant un effet de distorsion sur les échanges, qui continuent d'empêcher la hausse des prix du coton sur le marché mondial, sont à l'origine des problèmes que rencontrent les pays africains producteurs de coton. Ils ont également conclu que les perspectives du prix du coton, et donc de la part des exportations des producteurs à faible coûts, y compris de nombreux pays africains, s'amélioreraient nettement si les pays développés réduisaient leurs soutiens de manière substantielle ou les supprimaient.

16. Il est donc impératif que les producteurs de coton du Tchad jouissent des avantages que leur conférerait la mise en œuvre par les États-Unis des décisions et des recommandations de l'ORD dans ce différend. Leur mise en œuvre appropriée permettrait de stabiliser et d'accroître les revenus des producteurs de cotons tchadiens et contribuerait au développement de l'économie du Tchad dans son ensemble.

IV. L'IMPORTANCE DU COTON POUR LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

17. Le Tchad n'est pas le seul pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ayant souffert des effets des subventions des États-Unis. La mise en œuvre appropriée des décisions et des recommandations de l'ORD est importante pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre producteurs de coton qui font partie des économies les plus vulnérables du monde.

18. Le rapport d'Oxfam auquel je faisais référence plus haut conclut que: "à chaque nouvelle campagne les producteurs de coton voient leurs revenus baisser. Chaque année, les pays en développement exportateurs de coton pâtissent d'un recul de leur balance des paiements. Les subventions des États-Unis au coton sont le cœur du problème".[4]

19. Les producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont parmi les producteurs de coton au monde qui produisent aux coûts les plus bas. La pleine mise en œuvre, par les États-Unis, des décisions et des recommandations de l'ORD dans cette affaire apporterait des avantages très significatifs au Tchad et aux autres pays producteurs de coton d'Afrique subsaharienne. Une récente étude de projet de la Banque mondiale intitulée "WTO's Doha Cotton Initiative: A Tale of Two Issues"[5] estime de manière spécifique les enjeux en matière de production de coton, de commerce et de bien-être économique en Afrique subsaharienne. L'étude constate que si *toutes* les subventions au coton et tous les droits à l'importation sur ce produit étaient supprimés les gains économiques augmenterait de 283 millions de dollars par année alors que le prix du coton sur les marchés internationaux gagnerait près de 13%.

[3] Oxfam Briefing Paper Number 69, 18 octobre 2004, page 2.
[4] *Ibid*.
[5] Kym Anderson et Ernesto Valenzuela, "WTO's Doha Cotton Initiative: A Tale of Two Issues", Development Research Group, World Bank, Washington DC, February 2006.

20. Le Tchad est, avec le Bénin, le Burkina Faso et le Mali, coauteur de l'Initiative sectorielle en faveur du coton qui encourage les Membres de l'OMC à traiter le coton de manière "ambitieuse, rapide et spécifique" en vue de parvenir à des réductions plus ambitieuses des soutiens internes à la production du coton ayant un effet de distorsion sur les échanges. Cette initiative couvre non seulement les soutiens des États-Unis mais aussi ceux des autres Membres de l'OMC et elle a été prise de manière explicite sans préjuger de ce que ferait l'Organe de règlement des différends. Néanmoins, le présent Groupe spécial peut le considérer comme un autre signe de l'importance que le Tchad et les autres auteurs de cette initiative attachent à la solution de la question relative aux subventions versées au coton.

21. Cependant, l'engagement pris par les Membres dans le contexte de négociations ne devrait pas les amener à perdre de vue l'importance que revêt cette procédure de règlement des différends. La négociation est un aspect du système de l'OMC, le système de règlement des différends en est un autre. Aucun Membre ne devrait être mis dans la position de devoir renégocier un résultat ayant été prescrit de manière multilatérale par les Membres agissant par le truchement de l'Organe de règlement des différends. Le Tchad demande à bénéficier de l'application des règles négociées régissant les subventions et demande également qu'il lui soit permis de tirer avantage du marché international exempt de subventions et dans lequel la concurrence est effective.

22. Le Tchad demande donc au Groupe spécial de veiller, moyennant un examen attentif des preuves et l'application rigoureuse du droit, à ce que les règles et les disciplines pertinentes de l'OMC soient pleinement appliquées au secteur du coton, afin que puisse s'imposer un système équitable et axé sur le marché.

23. Comme l'a dit S.E. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, "nos pays ne demandent pas la charité, ni un traitement préférentiel ou des aides additionnelles. Nous demandons simplement le respect de la loi du marché, conformément aux principes de l'OMC. Nos producteurs sont prêts à affronter la concurrence sur le marché mondial du coton, pour peu que celle-ci ne soit pas faussée par les subventions".[6]

V. ARTICLE 24 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

24. L'article 24 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends stipule que: "[à] tous les stades de la détermination des causes d'un différend et d'une procédure de règlement des différends concernant un pays moins avancé Membre, une attention particulière sera accordée à la situation spéciale des pays les moins avancés Membres". Le fait que le Tchad dépende de sa filière coton pour générer des exportations et pour lutter contre la pauvreté constitue une situation spéciale d'un pays moins avancé Membre au sens de l'article 24. Le Tchad demande au Groupe spécial de donner pleinement effet à cette disposition lorsqu'il déterminera les causes du présent différend et d'indiquer dans son rapport comment il l'a fait.

25. Le Tchad est d'avis que le Brésil a avancé des preuves et des arguments convaincants pour démontrer que les programmes de subventions subordonnées aux prix des États-Unis pour soutenir le coton upland au titre de la Loi FSRI n'ont pas été retirés ou amendés de manière significative. Le Brésil a également démontré que la surproduction et les surplus d'exportations, ainsi que les empêchements significatifs des hausses de prix du coton upland sur le marché mondial, ont continué après l'adoption des rapports du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel relatifs à ce différend. Comme cela a été exposé ci-dessus, l'expérience du Tchad étaye les preuves avancées par le Brésil.

[6] Allocution devant le Comité des négociations commerciales, le 10 juin 2003, www.wto.org.

26. La présente affaire concerne des mesures bien connues, non conformes à l'OMC, adoptées par un pays développé Membre de l'OMC, qui continuent de causer des dommages graves à un important secteur de l'agriculture de subsistance des économies de certains des pays parmi les moins avancés du monde. Le Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005 du Programme des Nations Unies pour le Développement souligne les effets des subventions sur les producteurs de coton dans les pays pauvres et conclut qu'en 2005, "les 20 000 cultivateurs de coton des États-Unis recevront, en 2005, des indemnités versées par le gouvernement dont le montant est équivalent à la valeur marchande de cette culture et supérieur à celui alloué à l'Afrique subsaharienne par les États-Unis".[7]

27. Le Tchad considère que l'article 24 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends impose au Groupe spécial une obligation qui ne se limite pas seulement à écouter les avis qui lui sont présentés conformément à ce qu'exige la procédure (ce que le Groupe spécial est tenu de faire dans tous les cas de figure en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord), mais lui impose également l'obligation de tenir compte dans l'examen des questions de fond, de la situation spéciale des pays les moins avancés. Le Tchad estime donc que, si dans cette situation extrême, le Groupe spécial devait ignorer l'article 24 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, il aurait manqué au devoir que lui impose manifestement cet article.

VI. CONCLUSION

28. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, il est fondamental pour le Tchad et pour d'autres pays africains producteurs de coton, et en fait, pour l'ensemble du système commercial multilatéral, que ce Groupe spécial chargé du contrôle de la mise en œuvre doit confirmer la primauté du droit en faisant en sorte que dans la présente affaire les règles multilatérales régissant le commerce multilatéral soient dûment respectées et appliquées.

29. À cet égard, le Tchad rappelle que le rapport Sutherland déclarait que:

> La situation des Membres les plus pauvres de l'OMC, les pays les moins avancés, fait à juste titre l'objet de préoccupations croissantes. S'ils ne retirent pas d'avantages de leur qualité de Membres de l'OMC, il n'y a guère de raisons pour qu'ils restent dans l'Organisation et l'argument moral selon lequel l'OMC est une source de bienfaits perd sa force.[8]

30. Dans le cadre du présent différend, le Tchad rappelle que l'article 7.8 de l'Accord SMC exige que "le Membre qui accorde ou maintient [une subvention qui a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre] prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention". L'article 7.8 exige donc que les États-Unis prennent des actions *actives* et imposent des mesures *affirmatives* pour éliminer les effets défavorables ou retirer les subventions. Les États-Unis ne peuvent pas se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD simplement en laissant passer du temps afin que les effets défavorables s'estompent.

31. Le Tchad rappelle également que le Groupe spécial a clairement estimé que les "*États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"*."[9] Ainsi, pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis doivent non seulement cesser leurs paiements contestés, mais doivent également modifier leur cadre législatif et réglementaire.

---

[7] PNUD, Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005, page 132.

[8] *L'Avenir de l'OMC – Relever les défis institutionnels du nouveau millénaire*, Rapport du Conseil consultatif au Directeur général Supachai Panitchpakdi, 2004, paragraphe 40.

[9] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1501 (note de bas de page originelle omise) (souligné par nous).

32. Par conséquent, le Groupe spécial doit examiner les mesures adoptées par les États-Unis de manière attentive et rigoureuse pour relever que les États-Unis n’ont pas mis en œuvre les recommandations et les décisions de l'ORD.

33. Le Tchad s'attend à ce que ces arguments aident le Groupe spécial lors de son examen de ces questions. Le Tchad se tient volontiers à la disposition du Groupe spécial pour répondre à toute question éventuelle.

34. Nous vous remercions, à nouveau, de l'occasion qui nous a été donnée de vous présenter notre point de vue.

ANNEXE C-9

DÉCLARATION ORALE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

1. Je vous remercie, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial. Le 5 janvier 2007, la Chine vous a remis sa communication en tant que tierce partie concernant la présente affaire. Aujourd'hui, je voudrais souligner les principaux points se rapportant à deux questions soulevées dans la communication de la Chine: 1) la question de savoir si le point j) de la Liste exemplative de l'Accord SMC constitue la base complète de l'analyse du GSM 102; 2) la question de savoir si les programmes de versements ML et CCP n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

2. Premièrement, s'agissant de la question relative au point j), la Chine est d'avis que la constatation du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce* a fourni des indications utiles. Le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce* fait observer que le point j) décrit simplement certaines circonstances dans lesquelles des programmes donnés constituent des subventions à l'exportation, et que le point j) ne vise tout simplement pas les programmes de garantie à l'exportation qui couvrent bien, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de leur gestion. Par conséquent, le point j) ne représente pas une base permettant de constater que des mesures ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées.

3. Autrement dit, le point j) n'est qu'un raccourci pour déterminer qu'une garantie de crédit à l'exportation constitue une subvention à l'exportation lorsque la garantie ne couvre pas, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion. Toutefois, il ne s'agit pas d'une disposition pouvant être utilisée comme moyen de défense. En l'occurrence, lorsque les commissions perçues pour une garantie de crédit couvrent bien, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de la garantie, il est encore possible que cette garantie de crédit constitue une subvention à l'exportation et le Groupe spécial doit encore examiner si la mesure en cause est compatible ou non avec les articles 1er et 3 de l'Accord SMC. De l'avis de la Chine, la définition des subventions à l'exportation au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC a une portée bien plus large que celle du point j) de la Liste exemplative. La partie plaignante peut établir *prima facie* l'existence d'une subvention à l'exportation en alléguant soit une violation du point j) soit une violation des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Toujours est-il que la non-existence d'une violation de la Liste exemplative ne veut pas dire qu'il y a aussi compatibilité avec les obligations énoncées aux articles 1er et 3 de l'Accord SMC.

4. Ainsi, la Chine estime que l'approche des États-Unis à l'égard du point j) est incomplète et incompatible avec les dispositions de l'Accord SMC.

5. Deuxièmement, s'agissant de la question relative aux versements ML et CCP, la Chine ne peut pas souscrire aux arguments des États-Unis. D'une part, contrairement à ce que les États-Unis ont affirmé dans leur communication écrite, l'ORD a bien rendu des décisions et recommandations concernant les programmes ML et CCP à de nombreuses reprises. Par exemple, le Groupe spécial initial a constaté que: 1) les dispositions législatives et réglementaires régissant les ML et les CCP étaient des mesures visées par des décisions et des constatations; 2) une analyse textuelle des lois étayait le fait que ces programmes de subventions étaient "spécifiques"; et 3) les versements ML et CCP, entre autres, étaient *directement liés aux* cours mondiaux du coton upland et *la structure, la conception et la gestion de ces mesures* constituaient des éléments de preuve étayant l'existence d'un

lien de causalité avec l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. En résumé, le Groupe spécial initial a bien formulé une constatation concernant les programmes ML et CCP.

6. En outre, le Groupe spécial initial a aussi constaté que, compte tenu de ses constatations ayant trait au préjudice grave actuel, il ne jugeait pas nécessaire d'examiner *l'allégation de "menace" et les allégations "en soi" relatives à ces mesures formulées par le Brésil*. Il est évident que le Groupe spécial initial a supposé que le cadre législatif et réglementaire des programmes de subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis devrait être modifié et qu'il s'est donc abstenu de donner plus de précisions à cet égard.

7. Quant à l'allégation des États-Unis selon laquelle le Brésil ne peut pas formuler d'allégations à l'encontre de mesures inchangées, la Chine note que le Groupe spécial initial a constaté que les subventions subordonnées aux prix impératives avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable et causaient un préjudice grave aux intérêts du Brésil. Les recommandations et décisions de l'ORD faisaient donc obligation aux États-Unis d'éliminer les effets défavorables causés par ces subventions ou de retirer ces subventions.

8. De plus, le mandat d'un groupe spécial de la mise en conformité ne se limite pas aux mesures dont la partie défenderesse allègue qu'elles sont les mesures prises pour se conformer. De l'avis de la Chine, puisqu'il est demandé au présent Groupe spécial de la mise en conformité d'examiner si les mesures prises par les États-Unis sont compatibles avec l'accord visé, il est légitime que le Groupe spécial de la mise en conformité examine si les deux subventions restantes (les programmes ML et CCP) causent toujours un préjudice grave.

9. Ainsi s'achève la déclaration orale de la Chine; M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial, je vous remercie de votre attention.

ANNEXE C-10

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 55

II. COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 55

III. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 56

A. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION POUR LA VIANDE PORCINE ET LA VIANDE DE VOLAILLE AU TITRE DU PROGRAMME GSM 102 56

B. LE PROGRAMME DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET LE PROGRAMME DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES 59

C. MISE EN CONFORMITÉ AU COURS DE PÉRIODES PASSÉES 60

IV. SUBVENTIONS SUBORDONNÉES AUX EXPORTATIONS ALLÉGUÉES 61

V. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION 62

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial.

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes font la présente déclaration orale parce qu'elles ont un intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'*Accord SMC*, du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord. Elles se penchent sur les questions suivantes:

- la composition du Groupe spécial;
- les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis au sujet:
  - des garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102;
  - du programme de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques;
  - de la conformité au cours de périodes passées;
- certains aspects des allégations relatives aux subventions subordonnées aux exportations; et
- certains aspects des allégations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action.

II. COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

2. De nouveau, les Communautés européennes ont l'honneur de demander avec la plus grande fermeté au Groupe spécial d'exercer sa compétence inhérente au titre de la jurisprudence relative à l'affaire *SHTF* et de statuer sur la régularité de sa propre composition, conformément au précédent que constitue l'affaire *Australie – Cuir pour automobiles II*.[1] C'est d'autant plus impératif dans les présentes circonstances à cause de l'intérêt systémique évident et extrêmement important, ainsi que de la réticence tout à fait compréhensible de chaque partie à expressément intervenir longuement.

3. Le Mémorandum d'accord indique expressément en quoi consistent les "fonctions des groupes spéciaux" et cela inclut expressément le fait "d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du ... mémorandum d'accord et des accords visés".[2] Ces responsabilités de l'ORD incluent clairement le fait de faire en sorte que les groupes spéciaux soient correctement constitués. L'article 2:1 du Mémorandum d'accord dispose expressément que l'ORD est institué "pour administrer les [] règles et procédures" énoncées dans le Mémorandum d'accord et cela inclut nécessairement l'article 8:3 du Mémorandum d'accord, qui a trait à la composition des groupes spéciaux.

4. En outre, l'article 11 du Mémorandum d'accord exige que le présent Groupe spécial "*aide*[] l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés". L'ORD *ne pouvait absolument pas* traiter la question de la composition au moment de la demande d'établissement et de l'établissement du Groupe spécial, puisque le premier événement est postérieur au second. Par conséquent, *la seule façon* pour le présent Groupe spécial de s'acquitter de son obligation d'*aider* l'ORD à ce sujet est de s'occuper de la question dans son rapport.

---

[1] Communication écrite des CE en tant que tierce partie, paragraphes 6 à 30.
[2] Mémorandum d'accord, article 11.

III. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

A. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION POUR LA VIANDE PORCINE ET LA VIANDE DE VOLAILLE AU TITRE DU PROGRAMME GSM 102

5. La demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis soulève un problème de plus en plus souvent évoqué dans le cadre des procédures au titre du Mémorandum d'accord[3]: quelle est la relation entre la mesure en cause (et ses éléments) visée par la procédure du Groupe spécial initial; et la mesure prise pour se conformer (et ses éléments) visée par la procédure du groupe spécial de la mise en conformité? Le contexte de ce problème juridique comprend: 1) le fait que les mesures en cause peuvent être complexes et comporter de nombreux éléments différents, dont certains sont plus étroitement corrélés ou interdépendants que d'autres; 2) le fait que les mesures en cause peuvent être attaquées "en tant que telles" (ou constituer des "programmes" au titre de l'*Accord SMC*) ou "telles qu'appliquées"; 3) le fait que le groupe spécial peut se concentrer sur la résolution du différend et appliquer par conséquent le principe d'économie jurisprudentielle à l'égard soit de certaines allégations, soit de certains éléments d'une mesure, et qu'il peut être difficile de faire appel avec succès de l'application du principe d'économie jurisprudentielle[4]; 4) le principe de la chose jugée, selon lequel lorsqu'une question a été tranchée, elle ne devrait pas faire l'objet d'une nouvelle procédure; 5) le fait que les conclusions d'un groupe spécial de la mise en conformité peuvent être suivies d'une rétorsion immédiate; et 6) le fait que l'Organe d'appel ne dispose d'aucun fondement juridique pour "renvoyer" des questions au groupe spécial initial pour réexamen.

6. Les Communautés européennes partagent l'avis des États-Unis selon lequel la jurisprudence existant à ce jour ne régit pas encore tous les aspects de ce problème. En particulier, la jurisprudence existante ne résout pas la question de savoir comment le domaine de compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité devrait être déterminé dans les cas où il est fait appel avec succès de l'application d'un "faux" principe d'économie jurisprudentielle et/ou l'Organe d'appel est incapable de compléter l'analyse.[5] Pour autant, les Communautés européennes n'estiment pas que c'est par référence à ces questions que le problème dont vous êtes saisis doit être résolu. Au contraire, il leur apparaît que la question importante est le *lien* ou le degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure.

7. Il apparaît aux Communautés européennes qu'il existe essentiellement deux modèles concurrents: "le modèle relatif à la mesure" (préconisé par le Brésil en l'espèce), qui tend à fixer les paramètres utilisés par le groupe spécial de la mise en conformité par référence à la mesure initiale en cause – la mesure prise pour se conformer étant interprétée en conséquence –, et le "modèle relatif aux éléments de la mesure" (préconisé par les États-Unis en l'espèce), qui tend à fixer les paramètres utilisés par le groupe spécial de la mise en conformité par référence aux *éléments* de la mesure initiale en cause pour lesquels des constatations ont été formulées par le Groupe spécial initial, la "mesure prise pour se conformer" étant interprétée en conséquence. On peut trouver des exemples des deux types d'approche dans la jurisprudence.[6]

---

[3] Pour un exemple récent, *voir* le rapport du Groupe spécial *Chili – Produits agricoles (fourchettes de prix) (article 21:5 – Argentine)*, paragraphes 7.121 à 7.162.

[4] Pour un exemple récent, *voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro*, paragraphes 225 et 250 (appliquant le raisonnement type selon lequel des constatations additionnelles ne sont pas nécessaires pour résoudre le différend).

[5] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24 à 30; observations du Brésil sur la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphes 2 à 15; réfutation des États-Unis, paragraphes 10 à 15.

[6] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 8.28 à 8.30, où les États-Unis ont défendu avec succès le "modèle relatif à la mesure".

8. Il apparaît aux Communautés européennes qu'aucun des modèles ne peut constituer une méthode satisfaisante pour traiter tous les cas.

9. Par exemple, il apparaît que le modèle relatif à la mesure ne serait pas satisfaisant dans les affaires impliquant des allégations "en tant que tel" à l'encontre de la législation d'un Membre qui met en œuvre les *Accords de l'OMC* par le biais de mesures de droit interne censées être appliquées de manière générale et prospective. Celles-ci pourraient en général consister en des centaines d'articles (ou d'éléments). Étant donné la gravité des allégations "en tant que tel", il apparaît qu'accepter qu'un article (ou un élément) entièrement nouveau puisse être évoqué devant un groupe spécial de la mise en conformité ne serait pas satisfaisant. En fait, dans ces affaires, c'est en général une ou plusieurs dispositions particulières, et non la loi dans son ensemble, qui sont décrites comme étant la "mesure en cause".

10. Par ailleurs, on ne voit pas clairement où, s'il était mené à sa conclusion logique, le modèle relatif aux éléments de la mesure s'arrêterait dans la décomposition ou la fragmentation d'une mesure en cause. Théoriquement, on pourrait décomposer une mesure en cause en un ensemble d'éléments juridiques, en un ensemble d'éléments factuels, en un ensemble d'éléments de preuve et (dans certains cas) en un ensemble de constatations concernant la qualification juridique des faits; et il n'y a théoriquement pas de limite au nombre d'"éléments" de chaque ensemble. Il semble aux Communautés européennes qu'une telle approche pourrait encourager les parties à la procédure à fragmenter de la même manière leurs allégations et arguments, ce qui provoquerait une plus grande application du principe de l'économie jurisprudentielle, les appels concernant celle-ci risquant de ne pas être bien accueillis par l'Organe d'appel. Elle pourrait aussi encourager les parties à demander en parallèle et à titre subsidiaire, en ce qui concerne la même question, l'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité *et* d'un nouveau groupe spécial initial (avec en fin de compte les mêmes membres) pour faire en sorte que, quel que soit le modèle qui l'emporte, elles ne subissent pas un retard procédural non nécessaire – ce qui ne ferait qu'ajouter une complexité inutile à une procédure juridique déjà complexe.

11. S'agissant en particulier des faits en l'espèce, la question qui se pose est donc la suivante: y a-t-il des critères objectifs qui peuvent être énoncés pour déterminer quelle approche devrait être appliquée? Pour répondre à cette question, de l'avis des Communautés européennes, le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et la "mesure prise pour se conformer" et, s'agissant en particulier des "éléments de la mesure" dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une cor*rélation* ou une inter*dépendance* avec les mesures ou "éléments de mesures" dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial.[7]

12. Il apparaît aux Communautés européennes qu'à première vue la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation accordées par les États-Unis au titre du programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille contournent ou non les engagements des États-Unis concernant ces produits inscrits dans leur Liste et sont incompatibles ou non avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* n'a pas ***nécessairement*** d'inter*dépendance*, et sans doute même pas ***nécessairement*** de cor*rélation* avec la même question concernant en particulier le coton upland.

13. Toutefois, il apparaît aussi aux Communautés européennes qu'il y a d'autres facteurs qui méritent d'être soigneusement examinés. Par exemple:

[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)* (DS257), paragraphe 79 "... le Groupe spécial a eu recours à un critère du lien ... qui s'accorde avec notre propre interprétation de l'article 21:5".

- Une caractéristique particulière de l'*Accord SMC* est que plusieurs de ses dispositions font référence aux "programmes" de subventions, ce qui justifie le point de vue selon lequel un programme de subventions peut être une "mesure en cause" et ce qui justifie également le point de vue selon lequel, ***de par ses propres modalités***, un tel programme peut présenter un certain degré de corrélation ou d'interdépendance entre ses modalités et/ou ses cas d'application.[8]

- Il apparaît que les États-Unis ont admis que le programme GSM 102 était et est un "programme" au sens de l'*Accord SMC*.[9]

- Le Groupe spécial initial a constamment décrit le programme GSM 102 comme étant une "mesure en cause" et il n'apparaît pas que les États-Unis ont fait valoir qu'en fait, il consistait en un certain nombre de mesures en cause différentes.[10]

- Devant le Groupe spécial initial, le Brésil a attaqué le programme GSM 102 à la fois "en tant que tel" et "tel qu'appliqué", bien que le Groupe spécial initial n'ait pas considéré cette distinction comme étant déterminante.[11] Il est permis de penser qu'un groupe spécial de la mise en conformité devrait examiner à la fois une mesure et son *application*.[12]

- Devant le Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil a de nouveau attaqué le programme en soi, à savoir le barème révisé des commissions perçues pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du programme GSM 102.[13]

- Enfin, *chose importante*, autant que les Communautés européennes puissent le constater, les États-Unis ont ***choisi*** de réviser le barème des commissions perçues pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 ***de manière générale***[14], c'est-à-dire également pour la viande porcine et la viande de volaille.[15] À cet égard, la présente affaire est semblable à des affaires passées dans lesquelles le fait que des mesures avaient été ***modifiées***, ce qui semblait indiquer l'existence du degré requis de corrélation ou d'interdépendance, les avait plutôt fait entrer dans le domaine de compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité.[16]

14. L'intérêt que revêt cette question pour les Communautés européennes étant systémique, nous ne nous risquons pas à exprimer un point de vue définitif sur la question de savoir si le programme GSM 102, tel qu'il s'applique à la viande porcine et à la viande de volaille, relève ou non du mandat

---

[8] *Voir* le dernier alinéa.

[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.811.

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.242.

[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.763.

[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 87.

[13] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 333, deuxième alinéa et note de bas de page 510.

[14] *Voir* le premier alinéa.

[15] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 333, deuxième alinéa et note de bas de page 510; pièce Bra-505.

[16] Par exemple, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le Canada a modifié les modalités du programme TPC (qui n'était pas une mesure initiale en cause) et n'a pas ultérieurement contesté le fait que c'était une mesure prise pour se conformer. Dans l'affaire *Australie – Cuir pour automobiles II*, l'Australie a transformé le prêt de 1997 (dont il avait initialement été constaté qu'il n'était pas une subvention à l'exportation) en un prêt de 1999, dont le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté qu'il relevait de son mandat. Dans l'affaire *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur)*, les CE ont modifié leur législation, qui a été considérée, dans son intégralité, comme relevant du mandat du Groupe spécial de la mise en conformité.

du Groupe spécial; mais nous avons l'honneur d'inviter le Groupe spécial à prendre en considération les observations susmentionnées lorsqu'il formulera ses constatations à ce sujet.

B. LE PROGRAMME DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET LE PROGRAMME DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES

15. Les Communautés européennes souscrivent au point de vue des États-Unis[17] selon lequel il y a une différence notable entre une allégation "en tant que tel" et une allégation "tel qu'appliqué", bien que, comme la plupart des distinctions, elle ne soit pas absolue.[18] Une allégation "en tant que tel" vise une mesure normative dont le niveau d'abstraction est plus élevé et qui est censée être appliquée de manière générale et prospective (par exemple une législation). Les vues des Communautés européennes concernant ce qu'il est convenu d'appeler la distinction impératif/facultatif[19] ne suggèrent pas autre chose.

16. De surcroît, les Communautés européennes partagent l'avis des États-Unis[20] selon lequel il y a une différence entre un programme de subventions au sens de l'*Accord SMC* (qui peut être une mesure en cause) et les cas de subventions accordées au titre de ce programme (chacun pouvant également constituer une mesure en cause). On peut dire que le premier élément opère à un niveau d'abstraction plus élevé que le second.

17. Les Communautés européennes partagent également l'avis des États-Unis selon lequel une allégation concernant des subventions pouvant donner lieu à une action au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* à trait à une "subvention" au sens des paragraphes 1 et 2 de l'article premier, qui peut être un programme, des cas d'application d'un programme, ou les deux. Ces mesures ne devraient normalement pas être amalgamées.[21]

18. Les Communautés européennes pensent par ailleurs comme les États-Unis qu'un Membre plaignant doit être particulièrement attentif à énoncer les allégations "en tant que tel" dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial et les premières communications écrites, et que, tant que l'existence ou la teneur précise de la mesure supposée n'est pas démontrée au regard d'un seuil élevé et avec une rigueur particulière, de telles allégations doivent être rejetées.[22]

19. Les Communautés européennes voient bien une différence entre le type de programme, souvent fiscal, dans lequel le droit à bénéficier d'un versement est conditionné uniquement par le respect de certaines prescriptions essentiellement factuelles, qui dépend essentiellement du bénéficiaire, et le type de programme dans lequel l'application, dans n'importe quel cas, est toujours subordonnée à des considérations (parfois désignées par l'expression "pouvoir discrétionnaire") qui dépendent de l'autorité qui accorde le versement. Dans ce dernier cas, la distinction entre le programme et un cas d'application doit être rigoureusement maintenue.[23] Dans le premier cas, il se peut que la distinction soit moins claire et qu'il existe un certain degré de lien, de corrélation ou d'interdépendance entre le programme (par exemple fiscal) et les versements effectués au titre de ce programme, qui pourrait justifier qu'ils soient traités comme étant indissociables aux fins des travaux d'un groupe spécial de la mise en conformité.

---

[17] Réfutation des États-Unis, paragraphes 22 à 24.

[18] Par exemple, il est souvent dit qu'une mesure antidumping initiale est attaquée au niveau "tel qu'appliqué", bien qu'il soit probable qu'elle soit appliquée de manière générale (droit résiduel par pays) et prospective.

[19] Communication écrite des CE en tant que tierce partie, paragraphes 64 à 69; réfutation des États-Unis, note de bas de page 31.

[20] Réfutation des États-Unis, paragraphes 20 et 21.

[21] Réfutation des États-Unis, paragraphe 25.

[22] Réfutation des États-Unis, paragraphe 41.

[23] Comme dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, citée dans la réfutation des États-Unis, paragraphes 51 et 52.

20. Les Communautés européennes souscrivent au point de vue du Brésil selon lequel, si la constatation d'un groupe spécial concernant les effets défavorables se rapporte à un *groupe* de subventions, le groupe entier relèvera normalement de la compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité. Toutefois, les Communautés européennes pensent comme les États-Unis que cette observation ne résout pas, *en elle-même*, la question de savoir si les mesures prises pour se conformer se rapportent uniquement aux *versements* ou également aux *programmes* eux-mêmes.

21. Cela dit, les Communautés européennes pensent comme le Brésil[24] que le fait que les États-Unis ont procédé à la mise en œuvre en retirant le *programme* Step 2 étaye très fortement le point de vue selon lequel il y avait au moins un *lien* suffisant entre les *versements* au titre du programme Step 2 et le *programme* Step 2. Les parties conviennent également que le Groupe spécial initial a évalué un *groupe* de *versements* au titre des trois programmes différents – à savoir que l'évaluation des effets défavorables faite par le Groupe spécial supposait l'existence d'un *lien* entre les versements au titre des trois programmes différents. S'il y a un *lien* suffisant entre les versements et le programme en ce qui concerne un programme et s'il y a un *lien* suffisant entre tous les versements, cela porte à croire qu'il existe un *lien* suffisant entre les trois programmes, de sorte que le nouveau groupe tout entier peut et devrait être traité comme étant indissociable aux fins des travaux du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

22. Les Communautés européennes ne partagent pas l'avis des États-Unis selon lequel le fait que quelque chose n'a pas changé signifie nécessairement qu'il ne relève pas de la compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité.[25] Cela dépend de sa relation avec ce que les parties s'accordent à reconnaître comme relevant de la compétence du Groupe spécial de la mise en conformité. Et, de toute façon, les différends au titre de l'article 21:5 peuvent aussi se rapporter à la question de savoir si une mesure prise pour se conformer requise "existe" ou non.

23. Enfin, *chose importante*, les Communautés européennes observent qu'il existe dans la jurisprudence des éléments qui étayent le point de vue selon lequel les allégations de préjudice grave actuel et de *menace* de préjudice grave sont étroitement corrélées, de sorte qu'une allégation de menace formulée devant un groupe spécial initial peut inévitablement donner lieu à une allégation de préjudice grave actuel devant un groupe spécial de la mise en conformité. Personne ne conteste que les allégations de *menace* formulées par le Brésil devant le Groupe spécial initial ont également été formulées à l'encontre des *programmes*.[26]

24. L'intérêt que revêt cette question pour les Communautés européennes étant systémique, nous ne nous risquons pas à exprimer un point de vue définitif sur la question de savoir si le programme de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques relèvent ou non du mandat du Groupe spécial; mais nous avons l'honneur d'inviter le Groupe spécial à prendre en considération les observations susmentionnées lorsqu'il formulera ses constatations à ce sujet.

C. MISE EN CONFORMITÉ AU COURS DE PÉRIODES PASSÉES

25. Le paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial, tel qu'il a été adopté par l'ORD, contient une "recommandation ou décision" au sens de l'article 21:5. Qui plus est, un élément de cette "recommandation ou décision" était que les États-Unis devaient prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention et (nécessairement, par implication) que si les États-Unis ne le faisaient pas dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'ORD avait

[24] Communication du Brésil concernant la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphes 16 à 28.

[25] Réfutation des États-Unis, paragraphe 18 et paragraphes 53 à 61.

[26] Communication du Brésil concernant la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphes 63 à 69.

adopté le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, il en découlerait les conséquences décrites à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*. De l'avis des Communautés européennes, on peut raisonnablement inférer du paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial et de l'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC* que les États-Unis étaient visés par une "recommandation ou décision", au sens de l'article 21:5, selon laquelle ils devaient prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention au plus tard dans ce délai de six mois.

26. Les parties conviennent que les États-Unis *ont omis* de prendre une "mesure pour se conformer" pendant la période indiquée par le Brésil. Il s'ensuit que, pendant la période indiquée par le Brésil, les États-Unis ne se sont pas conformés aux "recommandations et décisions" de l'ORD.

27. Les États-Unis font valoir que cette situation n'entre pas dans le champ de l'article 21:5 car les parties *conviennent* qu'aucune mesure prise pour se conformer n'a existé pendant la période en question (et qu'il n'y a donc pas de "désaccord") et qu'il ne pouvait pas y avoir de "désaccord" quant à la compatibilité, parce qu'il n'y avait pas de mesure prise pour se conformer.[27]

28. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord. Les États-Unis font abstraction du fait que tout acte ou *omission* peut être une mesure aux fins du règlement des différends.[28] Il s'ensuit que, aux termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Brésil estime que l'*omission* des États-Unis (dans ce contexte, la mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5) était incompatible avec un accord visé, y compris l'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC*. Cette interprétation est compatible avec la thèse selon laquelle, dans certaines circonstances, l'inaction peut être une méthode de mise en œuvre appropriée, et elle est même rendue nécessaire par cette thèse.[29]

29. Les Communautés européennes ne trouvent rien de plus dans les dispositions de l'article 21:5 qui en limiterait l'application temporelle de la manière préconisée par les États-Unis. Au contraire, il semble aux Communautés européennes qu'une partie intégrante d'une mesure, outre, par exemple, sa portée matérielle et territoriale, est sa portée temporelle, et les Communautés européennes ne voient pas comment ce dernier élément pourrait être artificiellement dissocié de l'ensemble. À part le fait qu'une constatation de non-mise en conformité ouvre la voie à la rétorsion, la question de savoir si la demande du Brésil pourrait jamais avoir ou non une utilité pratique est une question différente que le présent Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner, car c'est avant tout au Brésil d'y répondre, en exerçant son jugement de bonne foi.[30] Dans certains cas, par exemple, il se pourrait bien qu'une telle constatation ait des conséquences pour les parties intéressées dans une juridiction de droit interne.

IV. SUBVENTIONS SUBORDONNÉES AUX EXPORTATIONS ALLÉGUÉES

30. Les Communautés européennes ne formulent pas d'observations sur la question de savoir si les subventions alléguées indiquées par le Brésil sont ou non subordonnées aux exportations. Toutefois, elles présentent quatre observations qui ont plutôt trait à la question de savoir si les mesures en question comportent ou non des subventions.

31. Premièrement, les Communautés européennes estiment comme les États-Unis que l'article 14 a) à c) de l'*Accord SMC* suppose que les types de contribution financière qui y sont énumérés ne confèrent pas d'avantage, sauf si la partie plaignante démontre le contraire.[31]

---

[27] Réfutation des États-Unis, paragraphes 64 à 71.
[28] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.
[29] Communication écrite des CE en tant que tierce partie, paragraphe 41.
[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 89.
[31] Réfutation des États-Unis, paragraphe 79.

32. Deuxièmement, les Communautés européennes estiment comme les États-Unis que ni le statut des organismes qui mettent en œuvre les instruments financiers ni les conditions auxquelles ils peuvent emprunter ne déterminent si ces instruments financiers confèrent ou non un avantage.[32]

33. Troisièmement, les Communautés européennes estiment comme les États-Unis que si les prévisions estimatives indiquent une valeur actuelle nette négative, cela signifie qu'il y a un bénéfice et qu'il n'y a par conséquent pas d'avantage ni de subvention.[33]

34. Quatrièmement, les Communautés européennes estiment comme les États-Unis que des entités telles que la Société financière internationale (SFI), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) peuvent offrir des points de repère commerciaux qui peuvent être utilisés pour démontrer l'absence de tout avantage et donc l'absence de subvention.[34]

35. Les Communautés européennes ont l'honneur d'inviter le Groupe spécial à prendre ces observations en considération lorsqu'il formulera ses constatations relatives aux subventions subordonnées aux exportations alléguées.

V. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

36. Les Communautés européennes pensent comme les États-Unis que les données que le Groupe spécial doit examiner aux fins de l'allégation de préjudice grave "actuel" formulée par le Brésil sont les données pertinentes les plus récentes raisonnablement disponibles, y compris, si possible, les données relatives à la campagne de commercialisation 2006 (qui va du 1er août 2006 au 31 juillet 2007).[35] Le Brésil convient que les données les plus récentes sont pertinentes et devraient être utilisées comme référence par le Groupe spécial.[36]

37. Les Communautés européennes pensent en outre comme les États-Unis que tout examen de l'évolution des données dans le temps, pour ne pas être faussé, devrait être effectué d'une façon satisfaisante qui tienne compte des événements exogènes connus ou des circonstances dans lesquelles il existait des "conditions du marché totalement différentes", que ce soit dans le passé ou dans un avenir proche.[37]

38. Les Communautés européennes partagent aussi l'avis des États-Unis selon lequel lorsque des subventions alléguées ont pris fin ou ont été reçues par des propriétaires n'opérant pas sur les marchés pertinents, rien ne permet de constater l'existence d'effets défavorables ou, d'ailleurs, d'une subvention dont l'entreprise pertinente ou le produit pertinent continue de bénéficier.[38]

39. Les Communautés européennes partagent également l'avis des États-Unis selon lequel, tant que la partie plaignante n'a pas démontré que les effets des subventions sont *notables*, y compris eu

[32] Réfutation des États-Unis, paragraphes 80 et 104.
[33] Réfutation des États-Unis, paragraphes 84 et 87.
[34] Réfutation des États-Unis, paragraphe 154.
[35] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 160 à 170; réfutation des États-Unis, paragraphe 182 et paragraphes 215 et 216: "… la période pertinente pour ces allégations est le présent immédiat, non une période passée (quelle que soit sa proximité dans le temps)".
[36] Réfutation du Brésil, paragraphe 25.
[37] Réfutation des États-Unis, paragraphe 183.
[38] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 215.

égard spécifiquement à l'*importance* de la subvention, les allégations d'effets défavorables devraient être rejetées.[39]

40. Les Communautés européennes ont l'honneur d'inviter le Groupe spécial à prendre ces observations en considération lorsqu'il formulera ses constatations relatives aux allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action.

M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial, les Communautés européennes vous remercient de votre aimable attention et de votre patience.

[39] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 236; réfutation des États-Unis, paragraphe 252.

ANNEXE C-11

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. L'Inde vous remercie de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues en tant que tierce partie au présent différend au sujet des mesures de mise en œuvre prises par les États-Unis. En tant que grand pays producteur de coton dont la production est essentiellement assurée par des agriculteurs à faible revenu, dotés de ressources limitées et pratiquant une agriculture de subsistance, l'Inde a un intérêt important et substantiel dans la présente procédure. En tant que pays en développement, elle a vivement intérêt à ce que le marché mondial du coton soit stable et concurrentiel, et ne soit pas entravé par les subventions ayant des effets de distorsion des échanges et de la production accordées par quelques pays. L'Inde partage les intérêts du Brésil et d'autres parties au présent différend qui sont animés par des préoccupations semblables.

2. L'Inde souscrit sans réserve à l'avis du Brésil et des autres tierces parties qui ont fait observer que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions rendues par l'Organe de règlement des différends dans la procédure initiale. Nous approuvons également l'affirmation selon laquelle les États-Unis continuent d'accorder des subventions qui causent un préjudice grave ou menacent de causer un préjudice grave, au sens des articles 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et des dispositions pertinentes du GATT de 1994.

3. L'Inde propose de se concentrer sur les deux questions suivantes:

   i) la mise en œuvre effectuée par les États-Unis en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques (CCP); et

   ii) les programmes de garantie du crédit à l'exportation maintenus par la Société de crédit pour les produits de base (CCC) des États-Unis.

4. Dans le cadre de leur mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives aux allégations de préjudice grave résultant de la procédure initiale, les États-Unis allèguent qu'ils ont abrogé, avec effet au 1er août 2006, le programme de versements Step 2 pour le coton upland, qui était l'un des programmes dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'ils causaient un préjudice grave. Les États-Unis ont fait valoir que, puisque le Brésil avait établi une distinction entre les allégations à l'encontre des programmes en soi et les allégations à l'encontre de *versements* spécifiques au titre des programmes, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis n'étaient visés ni par une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni par des recommandations de l'ORD. En conséquence, puisque ces programmes n'avaient pas été modifiés suite aux recommandations et décisions de l'ORD ou à un autre titre, les États-Unis ont demandé au présent Groupe spécial de constater que ces mesures n'entraient pas dans le champ de la présente procédure.

5. L'Inde rappelle que, comme l'a confirmé l'Organe d'appel, le Groupe spécial initial a constaté que plusieurs programmes de subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis, y compris les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des articles 5 et 6 de

l'Accord SMC. Compte tenu du fait que le Groupe spécial initial a examiné l'effet de ces programmes pris séparément et conjointement, les États-Unis ne peuvent pas maintenant faire valoir qu'ils n'entrent pas dans le champ de la présente procédure. L'Inde estime que le Groupe spécial initial a examiné soigneusement et séparément la nature, la gestion, l'importance et l'effet d'empêchement de hausses de prix de chacune de ces subventions et a constaté que la grande majorité des effets d'empêchement de hausses de prix et des effets défavorables étaient causés par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques plutôt que par les versements au titre du programme Step 2. Par conséquent, on ne peut pas dire que le retrait des versements au titre du programme Step 2 pour le coton upland a également éliminé les effets défavorables des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements CCP.

6. M. le Président, l'Inde estime également que le Groupe spécial initial a clairement indiqué que les mesures en cause comprenaient les "dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant des versements au titre des mesures", y compris les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial a clairement estimé que ses constatations concernant le préjudice grave "actuel" s'appliquaient non seulement aux versements, mais également au cadre législatif et réglementaire de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural et de son règlement d'application. Contrairement à ce que les États-Unis ont fait valoir, leurs obligations pendant la période de mise en œuvre n'étaient pas circonscrites aux "versements" effectués au cours d'une période passée. Par conséquent, l'examen de la conformité des dispositions législatives et réglementaires en vertu desquelles les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP subordonnés aux prix impératifs sont effectués avec les décisions et recommandations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel relève du mandat du présent Groupe spécial. Une interprétation qui entérinerait les arguments des États-Unis à ce sujet priverait d'effet, dans la pratique, la totalité de la Partie III de l'Accord SMC. Ce n'est pas une interprétation qui est étayée par les principes et règles de l'interprétation des traités appliqués à l'OMC et elle serait d'autant plus préoccupante compte tenu de la spécificité des mesures correctives prévues dans cet accord.

7. M. le Président, s'agissant des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation maintenus par la Société de crédit pour les produits de base (CCC) des États-Unis – GSM 102, GSM 103 et SCGP – l'Organe de règlement des différends a recommandé que les États-Unis retirent la subvention et se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations avant la date limite de mise en œuvre du 1er juillet 2005.

8. De l'avis de l'Inde, en l'absence de commissions dans le cadre du GSM 102 qui tiennent pleinement compte de tous les risques encourus par la CCC dans une transaction, les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation ne sont pas compatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SMC. Dans sa communication, le Brésil a clairement démontré qu'au regard des articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 étaient des contributions financières qui conféraient des avantages et que les subventions étaient subordonnées en droit aux résultats à l'exportation. L'Inde partage aussi l'avis du Tchad qui, dans sa communication écrite, a montré pourquoi, dans la pratique, seuls les pouvoirs publics des pays développés pouvaient effectivement fournir des garanties de crédit à l'exportation pour promouvoir leurs exportations. Elle pense aussi que les achats de produits bénéficiant de garanties de crédit à l'exportation offertes par les États-Unis profitent de la garantie souveraine, ce qui donne un avantage concurrentiel aux exportateurs des États-Unis. Par conséquent, M. le Président, l'Inde est d'avis que les programmes GSM 102 ne sont toujours pas conformes aux disciplines relatives aux subventions à l'exportation énoncées aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC et dans l'Accord sur l'agriculture.

Je vous remercie.

ANNEXE C-12

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

I. Introduction

1. Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial, nous sommes heureux d'avoir la possibilité de comparaître devant vous aujourd'hui pour présenter les vues du Japon en tant que tierce partie à la présente affaire. Le Japon participe à la présente procédure en tant que tierce partie car il a un intérêt systémique dans le bon fonctionnement de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") et du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), en particulier en ce qui concerne le rôle revenant aux groupes spéciaux de la mise en conformité au titre de l'article 21:5. Le présent Groupe spécial a une occasion importante de préciser ce rôle. Nous souhaiterions aborder brièvement, eu égard aux communications écrites du Brésil et des États-Unis, trois questions concernant le rôle des groupes spéciaux de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 dans le cadre du Mémorandum d'accord et une question ayant trait à la bonne interprétation de l'Accord SMC:

- la question de savoir si le recours par les États-Unis au programme General Sales Manager 102 ("GSM 102") pour soutenir les exportations de viande porcine et de viande de volaille relève de la compétence du Groupe spécial;

- la question de savoir si le programme de prêts à la commercialisation ("MLP") et le programme de versements anticycliques ("CCP") font partie de la "mesure prise [par les États-Unis] pour se conformer" et relèvent donc de la compétence du Groupe spécial;

- la question de savoir si le Groupe spécial est habilité à formuler des constatations concernant la non-mise en conformité des États-Unis entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006; et

- le critère approprié pour évaluer la "menace de préjudice grave" au titre de l'Accord SMC.

II. Le programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille relève de la compétence du Groupe spécial

2. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré que les États-Unis avaient appliqué le GSM 102 d'une manière qui contournait les engagements en matière de subventions à l'exportation concernant la viande porcine et la viande de volaille, mais il a conclu que les faits non contestés versés au dossier étaient insuffisants pour lui permettre de compléter l'analyse juridique.[1] En se fondant sur ce fait, les États-Unis affirment que l'allégation du Brésil ne relève pas de la compétence du présent Groupe spécial. De l'avis du Japon, cette affirmation des États-Unis ne constitue pas une interprétation appropriée de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

[1] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB (3 mars 2005), paragraphes 689 à 694.

3. L'incapacité de l'Organe d'appel à compléter l'analyse concernant une constatation qu'il a infirmée est similaire à l'application du principe d'économie jurisprudentielle par un groupe spécial initial; les deux situations signifient qu'il n'y a pas de "résolution définitive" en ce qui concerne l'allégation en question et qu'il n'y a pas de raison d'empêcher cette résolution dans une procédure au titre de l'article 21:5.[2] Ainsi, le Japon estime que le récent rapport du Groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction visant les OCTG* est déterminant:

> Le fait qu'un groupe spécial, dans une procédure initiale de règlement d'un différend, n'a pas formulé de constatations au sujet de certaines questions relatives à la détermination faite par les autorités chargées de l'enquête qui ont été soulevées et argumentées devant lui ne peut pas empêcher un groupe spécial de la mise en conformité, dans son évaluation au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, d'examiner les aspects qui ont été inclus par les autorités dans la mesure prise pour se conformer.[3]

4. Le Japon fait observer que, comme l'indique le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 sur l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction visant les OCTG*, le présent Groupe spécial est habilité à identifier et à évaluer les nouvelles mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, à savoir les programmes MLP, CCP, GSM 102, GSM 103 et le programme de garantie du crédit fournisseur, y compris le programme GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille.

III. Les versements MLP et CCP font partie de la mesure prise par les États-Unis pour se conformer

5. Pour les raisons présentées par le Japon dans sa communication en tant que tierce partie, l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Groupe spécial n'est pas habilité à examiner les arguments du Brésil concernant les versements MLP et CCP des États-Unis est erronée.[4]

6. Le Japon souscrit à l'opinion du Brésil selon laquelle la question dont est saisi le Groupe spécial de la mise en conformité est de savoir si la nouvelle série de mesures subordonnées aux prix des États-Unis (MLP et CCP), qui constitue les "mesures prises pour se conformer", est "compatible avec les accords visés". Cette série de mesures comprend les versements au titre des programmes-actions des États-Unis qui ont une incidence sur le marché du coton. Le Groupe spécial devrait donc se concentrer sur les versements effectués au titre des programmes, plutôt que sur les programmes en tant que tels.[5] Pour se conformer aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, les États-Unis auraient dû prendre des mesures pour faire en sorte que les effets défavorables n'existent plus.[6]

7. Le Japon estime donc que le Groupe spécial doit rejeter cet argument des États-Unis.

---

[2] *Voir* la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décision préliminaire présentées par les États-Unis, note 14.

[3] *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/RW (30 novembre 2006), paragraphe 7.92.

[4] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 18 à 21.

[5] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 15.

[6] Les tierces parties au présent différend sont quasiment unanimes à ce sujet. *Voir* la communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphes 25 à 31; la communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 14; la communication du Tchad en tant que tierce partie, paragraphes 35 à 46; la communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphes 9 à 16; la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, 4.11.

IV. Le Groupe spécial est habilité à formuler des constatations concernant la non-mise en conformité des États-Unis entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006

8. Les États-Unis font observer qu'il n'y a pas de "désaccord" entre les États-Unis et le Brésil au sujet de l'existence de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, comme le prescrit l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[7] La non-existence de mesures prises pour se conformer ne peut pas faire l'objet d'un examen par un groupe spécial de la mise en conformité s'il n'y a pas un tel "désaccord". Toutefois, en l'espèce, un désaccord existe bel et bien entre le Brésil et les États-Unis – une partie (le Brésil) est d'avis qu'il y a un désaccord. Les États-Unis ne peuvent pas tout simplement faire disparaître le désaccord en disant que le Brésil est d'accord avec eux. À titre subsidiaire, on peut considérer la position des États-Unis comme une reconnaissance du fait qu'ils ne se sont effectivement pas mis en conformité parce qu'ils n'ont entrepris aucune action pendant la période en question. En tout état de cause, l'argument des États-Unis doit être rejeté comme étant une tentative de soustraire à un examen au titre de l'article 21:5 précisément les violations les plus flagrantes – les cas dans lesquels un Membre ne fait absolument rien pour se mettre en conformité.

9. Comme l'Australie le note, le fait de ne pas examiner cette allégation du Brésil diminuerait les droits du Brésil au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord.[8] Ainsi, le présent Groupe spécial est saisi à bon droit du désaccord au sujet de la non-existence des mesures de mise en conformité.

V. Le Groupe spécial devrait soigneusement examiner tout critère relatif à la menace de préjudice grave proposé

10. Le Japon estime que la question d'intérêt général la plus importante soulevée dans le présent différend est celle du critère approprié pour établir l'existence d'une menace de préjudice grave au titre de la Partie III de l'Accord SMC.[9]

11. Un critère relatif à la menace d'un préjudice grave devrait comporter deux éléments – un critère juridique et une prescription en matière de preuve. Le critère juridique ne devrait pas être fondé sur le critère énoncé dans la Partie V de l'Accord SMC. Les questions relevant de la Partie III n'ont aucun rapport avec les préoccupations relatives à la limitation du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales visant à en empêcher le mauvais usage dans la conduite des enquêtes nationales en matière de droits compensateurs, préoccupations qui valent pour la Partie V. De ce fait, le Japon ne souscrit pas à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'article 15.7 de l'Accord SMC et l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes offrent des indications contextuelles importantes pour l'interprétation de la notion de "menace" de préjudice grave au titre de la Partie III de l'Accord SMC.[10]

12. Le Brésil propose que le Groupe spécial constate qu'il existe une "menace d'un préjudice grave" lorsqu'il y a ""une probabilité importante" de préjudice grave à l'avenir".[11] Cependant, le critère proposé par le Brésil offre peu d'indications concrètes.

13. Le critère juridique doit être lié à une prescription en matière de preuve. Une prescription explicite en matière de preuve, comme celle qui est énoncée à la première phrase de l'article 15.7 de l'Accord SMC[12], est un élément primordial de tout critère relatif à la "menace". Il est nécessaire de rattacher à des faits concrets ce qui est sinon un concept inconsistant.

---

[7] Première communication des États-Unis, paragraphes 49 à 56.
[8] Communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 21.
[9] *Voir* l'Accord SMC, article 5 c), et note 13.
[10] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411.
[11] Première communication du Brésil, paragraphe 259.
[12] *Voir aussi* l'Accord sur les sauvegardes, article 4:1 b) ("La détermination de l'existence d'une menace de dommage grave se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de

14. Le Japon demande au Groupe spécial de prendre ces points de vue en considération lorsqu'il examinera la question du critère approprié relatif à la menace de préjudice grave.

VI. Conclusion

15. Le Japon tient à remercier le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de soulever les questions susmentionnées concernant le bon fonctionnement, comme l'exige le Mémorandum d'accord, de la phase de mise en conformité du processus de règlement des différends.

---

lointaines possibilités"); l'Accord antidumping, article 3.7 ("La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités").

ANNEXE C-13

DÉCLARATION ORALE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

Introduction

1. La Nouvelle-Zélande a un intérêt systémique dans le présent différend et se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer à la présente audience. Nous souhaitons faire de brèves observations sur trois points, conscients que nous sommes que nous vous avons déjà exposé notre position dans notre communication en tant que tierce partie. Premièrement, nous ferons des observations sur la raison pour laquelle nous pensons que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques entrent vraiment dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5; deuxièmement, nous ferons une brève observation sur la charge de la preuve dans une affaire comme celle-ci; et, enfin, nous expliquerons pourquoi nous estimons que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent de causer des effets défavorables.

Champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5

2. À notre avis, les versements effectués dans le cadre du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques entrent clairement dans le champ de la présente procédure. Le Groupe spécial a indiqué clairement au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport que sa constatation portait sur l'"effet" des "mesures de subventionnement des États-Unis qui [étaient] impératives et subordonnées aux prix". Une référence aux versements ne modifie pas cette constatation. Les versements ne sont pas des mesures de subventionnement impératives; ce sont simplement les moyens par lesquels les mesures de subventionnement sont mises en œuvre. La distinction établie par les États-Unis entre les versements et les programmes saperait les disciplines relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action prévues par l'Accord SMC.

3. Il est particulièrement important et nécessaire de donner effet à la voie de recours prévue à l'article 7.8 de l'Accord SMC, comme l'a indiqué le Groupe spécial initial dans le présent différend. C'est la première fois que la question de la relation entre l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et l'article 7.8 de l'Accord SMC est soulevée dans le cadre de la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité. Étant donné que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas été retirés, les États-Unis ne peuvent maintenant se soustraire à l'obligation qui leur est faite au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC d'éliminer les effets défavorables de ces programmes de subventionnement en alléguant que ce ne sont pas des mesures prises pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, si les mesures ne sont pas retirées, l'article 7.8 de l'Accord SMC prescrit alors au Groupe spécial de déterminer si des mesures ont été prises pour éliminer les effets défavorables dont l'existence a été constatée par le Groupe spécial initial. Il doit ensuite déterminer si les mesures, quelles qu'elles soient, qui ont été prises sont "appropriées", c'est-à-dire si ce sont des mesures qui sont à même d'éliminer les effets défavorables. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne peut être invoqué comme obstacle à la conduite de cette analyse.

Les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques continuent de causer un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et d'accroître la part du marché mondial

Charge de la preuve

4. Comme dans notre communication, nous souhaitons faire une brève observation sur la charge de la preuve dans une affaire comme celle-ci. Les recommandations et décisions adoptées par l'ORD le 21 mars 2005 visaient trois programmes: le programme de versements Step 2, le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques. Ayant choisi de n'éliminer qu'un seul de ces programmes, les États-Unis allèguent désormais que le Brésil a la charge de montrer que les deux programmes restants causent un préjudice grave. Ils ignorent fort commodément le fait que le Groupe spécial initial avait déjà évalué les éléments de preuve et formulé une constatation selon laquelle les trois programmes causaient tous des effets défavorables. Un Membre ne devrait pas avoir la charge de prouver quelque chose qui a déjà été tranché par le Groupe spécial initial. En l'espèce, cela priverait les dispositions de l'Accord SMC relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action de leur juste effet.

5. Comme un Membre mettant en œuvre a la possibilité soit de retirer la mesure de subventionnement, soit d'éliminer les effets défavorables au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC, un Membre mettant en œuvre qui ne retire pas la mesure en question devrait donc avoir la charge de montrer qu'il a éliminé les effets défavorables. Ainsi, en l'espèce, la preuve faite par le Brésil que les mesures dont le Groupe spécial initial avait constaté qu'elles causaient des effets défavorables n'ont pas été retirées devrait établir *prima facie* qu'il n'y a pas eu mise en œuvre. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, la charge devrait alors incomber aux États-Unis de prouver que les effets défavorables causés par ces mesures de subventionnement ont été éliminés.

Les effets défavorables du programme de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques persistent

6. Nous pensons comme le Brésil que l'élimination du programme Step 2 a eu une incidence relativement modeste. Une comparaison des montants versés au titre des divers programmes montre des différences notables. Les versements au titre du programme Step 2 sont faibles par rapport aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques. Au cours de la campagne la plus récente, 2005, par exemple, les versements au titre du programme Step 2 se sont élevés à 350 millions de dollars EU. Durant cette même campagne, les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques se sont élevés à 2 170 millions de dollars EU. Les États-Unis ne peuvent faire abstraction du volume bien plus important de subventionnement au titre des deux programmes qui n'ont pas été retirés ou modifiés.

7. De même, il est possible – et probable – que les versements anticycliques augmentent pour compenser l'élimination du programme Step 2. Les États-Unis contestent ce raisonnement étant donné qu'il n'y a pas eu d'augmentation des versements anticycliques pendant la campagne en cours. Ce que les États-Unis ne disent pas clairement, c'est que ces versements sont déjà à leur taux maximum. Si cela n'était pas le cas, il pourrait de fait y avoir un effet de compensation de l'élimination des programmes Step 2.

8. Les États-Unis tentent de contrer les arguments du Brésil concernant les effets de distorsion des échanges des versements anticycliques en gommant la distinction entre les versements anticycliques et les versements découplés. Mais les versements anticycliques ne sont pas de véritables versements découplés.

9. Les véritables versements découplés sont des mesures de la catégorie verte et ne peuvent pas être liés au type ou au volume de la production, ni être fonction ou établis sur la base des prix. Les versements anticycliques, en revanche, sont nettement et explicitement liés aux prix. Le fait que, durant un grand nombre de campagnes, ces versements seront probablement effectués au taux maximum ne change pas le fait qu'ils sont liés aux prix. Il convient de se demander en quoi les exploitants agiraient différemment s'il n'y avait pas de versements anticycliques et s'il leur était en fait "garanti" un montant inférieur de 13,73 cents par livre pour leur coton.

10. À vrai dire, les États-Unis n'expliquent pas correctement le rôle des attentes sur le marché. S'il est possible que l'élimination du programme Step 2 réduise les versements au titre de prêts à la commercialisation, un tel argument ne tient pas compte du fait que ces programmes entraînent une distorsion, que des versements soient ou non effectués. Les producteurs savent que le taux de prêt est là pour les soutenir et qu'il existe un prix d'objectif qu'ils percevront soit sur le marché, soit des pouvoirs publics.

11. De fait, l'affirmation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation ont des effets de distorsion est presque une évidence. Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges. Les attentes des producteurs sont créées par les prix administratifs appliqués dans le cadre d'un programme de subventionnement – par un prix garanti, indépendamment de ce qui se passe sur le marché – et non par les transferts financiers effectués au cours d'une campagne quelconque. Les producteurs sont conscients du fait qu'ils sont isolés du marché par le soutien des pouvoirs publics et c'est cette garantie d'isolement qui influe sur leur prise de décisions.

12. Les États-Unis essaient de vous convaincre que les producteurs réagissent aux signaux du marché et que le programme de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques n'isolent pas ces producteurs du marché. Mais, en l'absence des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – programmes qui garantissent certains prix aux producteurs de coton aux États-Unis – la part du marché du coton détenue par les États-Unis serait-elle aux niveaux actuels? Le lien qu'il est nécessaire d'examiner est celui qui existe entre les prix intérieurs garantis et la production des États-Unis. Et là se trouve la source du problème.

13. Les États-Unis contestent l'argument du Brésil selon lequel, en l'absence des versements, des exploitants cesseraient de produire du coton. Cela ne tient pas compte des éléments de preuve. Pendant plusieurs années, plus de la moitié des revenus perçus par les exploitants cotonniers des États-Unis provenait des subventions. L'idée que, si ces subventions n'existaient pas, les producteurs qui seraient privés de la moitié de leur revenu continueraient à planter du coton est tout à fait absurde.

14. Les États-Unis allèguent aussi que la modélisation économétrique fournie par le Brésil est erronée, mais les arguments des États-Unis soit constituent une tentative de faire valoir de nouveau ce qu'ils ont plaidé devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel sans avoir gain de cause, soit sont sans conséquence.

15. Les États-Unis eux-mêmes démontrent que si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques étaient éliminés, il y aurait une réduction des exportations de coton des États-Unis pouvant aller jusqu'à 25 pour cent sur la période de 2002 à 2005 et 17 pour cent sur la période de 2006 à 2008. Ces chiffres montrent très clairement ce que la part du marché mondial détenue par les États-Unis serait en l'absence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

Conclusion

16. En conclusion, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, le Brésil a démontré que les États-Unis n'avaient ni retiré les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ni éliminé les effets défavorables de ces programmes comme l'exigeait l'article 7.8 de l'Accord SMC. En conséquence, les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD.

ANNEXE C-14

DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

28 février 2007

1. M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial: la Thaïlande se félicite de la possibilité qui lui est offerte de participer à la présente procédure et de présenter ses vues au Groupe spécial aujourd'hui.

2. La Thaïlande a réservé son droit de participer en tant que tierce partie à la présente procédure au titre de l'article 10:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* en raison de l'intérêt qu'elle a, du fait qu'elle est l'un des principaux exportateurs mondiaux de riz. Comme l'a démontré le Brésil, le riz est l'un des produits affectés par les garanties de crédit à l'exportation maintenues par la Société de crédit pour les produits de base (CCC) des États-Unis dans le cadre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP. De fait, selon la première communication du Brésil, près de la moitié des garanties de crédit à l'exportation, d'un montant de 8,5 milliards de dollars EU, en cours le 1er juillet 2005, concernait le riz et d'autres produits.[1]

3. M. le Président, des conditions équitables pour les exportations de riz sont essentielles pour le développement de la Thaïlande. Non seulement le climat et la géographie de la Thaïlande se prêtent particulièrement bien à la culture de riz, mais la culture et la production de ce produit concernent plus de 4 millions de ménages se trouvant pour la plupart dans les zones rurales du pays. Par conséquent et d'une façon générale, nous partageons et soutenons les préoccupations du Brésil concernant la mise en œuvre effectuée par les États-Unis dans le présent différend et le fait qu'ils continuent d'accorder des garanties de crédit à l'exportation après la date de retrait du 1er juillet 2005 recommandée par l'Organe de règlement des différends.

4. En particulier, nous jugeons préoccupant le fait que les États-Unis continuent de maintenir des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Bien qu'ils allèguent qu'ils ont modifié le programme GSM 102 et que les garanties de crédit à l'exportation accordées au titre de ce programme sont maintenant compatibles avec les règles de l'OMC, la Thaïlande est d'avis que ces garanties sont encore accordées à des conditions non commerciales, telles que le plafond impératif de 1 pour cent prescrit pour les commissions et le fait de ne pas prendre en compte tous les risques pertinents auxquels la CCC est exposée.[2]

5. Comme le Brésil a déjà présenté dans ses communications des analyses approfondies concernant les aspects susmentionnés du GSM 102, ainsi que le contournement par les États-Unis de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation qui en découle[3], la Thaïlande ne répétera pas ces arguments ici. Nous tenons seulement à mettre en avant la démonstration du Brésil selon laquelle le GSM 102 remédie au déséquilibre financier entre les exportateurs des États-Unis et les acheteurs étrangers afin de rendre la vente à l'exportation possible. Sans une telle aide de la part des pouvoirs publics des États-Unis, les exportations de produits agricoles au titre du GSM 102 n'auraient pas lieu.[4]

---

[1] Première communication écrite du Brésil, 17 novembre 2006, paragraphes 344 et 345.
[2] *Ibid.*, paragraphes 419 à 421, 445 et 446.
[3] *Ibid.*, paragraphes 448 à 452.
[4] *Ibid.*, paragraphes 4356-357.

6. Alors qu'un grand pays développé Membre comme les États-Unis peut se permettre de financer ses exportations de produits agricoles au moyen de programmes tels que le GSM 102, la Thaïlande est sensible à la préoccupation exprimée par le Tchad dans sa communication écrite, à savoir que les pays en développement et les PMA Membres "sont confrontés à des désavantages structurels permanents comparativement aux pays développés Membres pour ce qui est de l'octroi de crédits à l'exportation"[5], même si ces systèmes sont compatibles avec les disciplines de l'OMC. Compte tenu de cette préoccupation et des arguments et éléments de preuve convaincants présentés par le Brésil, nous exhortons le Groupe spécial à formuler les constatations et recommandations pertinentes demandées par le Brésil dans sa première communication. Nous vous remercions.

[5] Communication écrite du Tchad, paragraphe 53.

ANNEXE D

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET AUTRES OBSERVATIONS ET DOCUMENTS COMMUNIQUÉS PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial demande la présentation de documents et renseignements conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends – 1er novembre 2006	D-2
Annexe D-2	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial en rapport avec l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends – 19 janvier 2007	D-22
Annexe D-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial en rapport avec l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends – 19 janvier 2007	D-26
Annexe D-4	Observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis à la réunion avec le Groupe spécial – 9 mars 2007	D-29
Annexe D-5	Observations des États-Unis sur les déclarations orales du Brésil à la réunion avec le Groupe spécial – 9 mars 2007	D-54
Annexe D-6	Réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections A à C) – 26 février 2007	D-93
Annexe D-7	Réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections D et E) – 6 mars 2007	D-136
Annexe D-8	Réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections A à C) – 27 février 2007	D-159
Annexe D-9	Réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial (sections D et E) – 6 mars 2007	D-180
Annexe D-10	Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis à la première série de questions posées par le Groupe spécial – 16 mars 2007	D-210
Annexe D-11	Observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial – 16 mars 2007	D-260
Annexe D-12	Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial – 2 avril 2007	D-320
Annexe D-13	Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial – 2 avril 2007	D-424
Annexe D-14	Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial – 24 avril 2007	D-529
Annexe D-15	Observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial – 24 avril 2007	D-619

ANNEXE D-1

DEMANDE DU BRÉSIL VISANT À CE QUE LE GROUPE SPÉCIAL DEMANDE LA PRÉSENTATION DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 13 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

(1er novembre 2006)

1. Le gouvernement brésilien souhaiterait vous remercier, et remercier M. l'Ambassadeur Ahn et M. l'Ambassadeur Matus, d'avoir accepté de siéger au Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland (Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends)*. Nous vous savons gré d'avoir bien voulu consacrer du temps et de l'énergie à aider le Brésil et les États-Unis à régler cette question. Le Brésil serait également très heureux de vous apporter, et d'apporter aux membres du groupe spécial et au Secrétariat, tout le concours qu'il est en mesure d'offrir dans la présente procédure.

2. Dans la présente lettre, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité fasse usage de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord")[1] pour demander aux États-Unis de présenter des documents et des renseignements concernant a) les versements effectués en faveur des producteurs de coton upland des États-Unis au titre du programme de versements anticycliques des États-Unis établi par la Loi FSRI de 2002 et b) les programmes de garantie du crédit à l'exportation de produits agricoles (principalement le programme General Sales Manager 102 ("GSM 102")). L'**annexe 1** de la présente lettre énumère les documents et renseignements précis que le Brésil demande au Groupe spécial de demander aux États-Unis.

3. Tous les documents et renseignements demandés par le Brésil relèvent du contrôle exclusif des États-Unis. Ils revêtent tous une grande pertinence pour les allégations du Brésil et les questions dont le présent Groupe spécial de la mise en conformité est saisi. Le Brésil considère donc qu'il est "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité demande les documents et renseignements sollicités à ce stade précoce de la procédure. Cela est également "nécessaire et approprié" vu les délais plus courts prévus à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pour la procédure de groupe spécial et vu l'importance accordée à ces renseignements par le Groupe spécial dans la procédure initiale.

4. Avant de faire la présente demande, le Brésil a cherché à obtenir des États-Unis qu'ils consentent à présenter ces renseignements.

5. L'**annexe 2a** de la présente lettre contient la lettre, datée du 7 juin 2006, dans laquelle le Brésil demandait la tenue de discussions informelles sur la mise en œuvre, par les États-Unis, des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends dans le présent différend;

[1] La partie pertinente de l'article 13:1 dispose ce qui suit: "Chaque groupe spécial aura le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements … Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés. Les renseignements confidentiels ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle de la personne, de l'organisme ou des autorités du Membre qui les aura fournis."

l'**annexe 2b** contient les questions présentées par le Brésil à ce sujet, avant et pendant les discussions informelles, le 19 juillet 2006.

6. Dans le petit nombre de cas où les États-Unis ont fourni des documents ou des renseignements lors des discussions informelles, le Brésil n'a pas répété la question à l'annexe 1 de la présente lettre. Pour la majeure partie des documents et renseignements demandés par le Brésil, les États-Unis ont indiqué, au cours des discussions informelles, qu'ils n'étaient pas en mesure de les présenter. Ils n'ont pas non plus proposé par la suite de présenter ces documents ou renseignements. Pendant ces discussions, les États-Unis ont indiqué qu'une partie au moins des documents ou renseignements demandés étaient confidentiels et qu'ils n'étaient pas prêts à les communiquer dans le cadre de discussions qui n'étaient pas officiellement protégées par la règle de confidentialité. Ils ont ajouté que la situation serait différente si cette demande était présentée pendant la procédure du Groupe spécial qui, en vertu de l'article 18 du Mémorandum d'accord, était soumise à la règle de confidentialité.

7. Le Brésil et ses représentants ont également présenté des requêtes visant à obtenir ces documents et renseignements en vertu de la Loi sur la liberté de l'information ("Loi FOIA"). Dans la majeure partie des cas, le Brésil n'a pas reçu de documents ou de renseignements à la suite de ces requêtes. Dans le petit nombre de cas où le Brésil a reçu des documents ou renseignements en réponse à ces requêtes, les questions correspondantes ont été supprimées de l'annexe 1 de la présente lettre.

8. Le Brésil présente les documents et renseignements demandés concernant le programme de **versements anticycliques** des États-Unis à la partie A de l'annexe 1. Cette demande est essentiellement *identique* à la demande finale adressée par le Groupe spécial initial aux États-Unis conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.[2] Les États-Unis ont finalement communiqué un nombre important de données au Groupe spécial initial en réponse à cette demande. Le contexte pertinent de la demande finale (et des demandes antérieures) du Groupe spécial initial au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord est exposé aux paragraphes 7.20 à 7.42 du rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*.

9. Les données présentées par les États-Unis ont permis au Groupe spécial initial de procéder à une évaluation du montant et du type des versements anticycliques reçus par les producteurs actuels de coton upland. Pour les raisons exposées plus loin, il est "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité fasse usage de son pouvoir discrétionnaire, au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, pour demander aux États-Unis de présenter une mise à jour de ces mêmes données.

10. Le Brésil rappelle que le Groupe spécial initial a constaté que le "soutien accordé pour le coton upland par "les [versements anticycliques] constitu[ait] une question essentielle dans le présent différend".[3] Sur la base des renseignements relatifs aux versements anticycliques obtenus des États-Unis en réponse à la demande présentée au titre de l'article 13:1, le Groupe spécial initial a établi des constatations de fait détaillées.[4] Par exemple, il a constaté que "la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plant[aient] du coton upland [avaient] également une base de coton upland".[5] Il a également constaté que les données présentées par les États-Unis

[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, annexe L-1.22, datée du 3 février 2004, et annexe L-1.23, datée du 16 février 2004.

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, paragraphe 7.633.

[4] *Voir*, entre autres choses, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, paragraphes 7.608 à 7.633 et 7.634 à 7.647.

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, paragraphe 7.636.

> *[faisaient] apparaître un lien fortement positif entre les bénéficiaires, qui dé[tenaient] une superficie de base de coton upland et ceux qui continu[aient] à planter du coton upland, bien qu'ils soient en droit de pratiquer d'autres cultures, ce qui témoign[ait] du lien entre les versements calculés en fonction de la superficie de base de coton upland et les bénéficiaires qui plant[aient] du coton upland.*[6]

En outre, le Groupe spécial initial a constaté que l'importance des versements anticycliques subordonnés aux prix reçus par les producteurs actuels de coton upland (869,4 millions de dollars EU selon la méthode du Brésil ou 864,9 millions de dollars EU selon la méthode "pour le coton et au coton"[7]) représentait "des montants très élevés de fonds publics des États-Unis qui bénéfici[aient] à la production de coton upland des États-Unis".[8]

11. Devant le Groupe spécial de la mise en conformité, une des questions essentielles sera de savoir si le fait que les États-Unis n'ont pas retiré le programme de versements anticycliques prévu par la Loi FSRI de 2002, ou n'ont pas éliminé les effets défavorables de ce programme, cause actuellement un préjudice grave, ou menace de causer un préjudice grave, aux intérêts du Brésil. L'existence d'un lien de causalité entre les versements anticycliques et le préjudice grave, et la force de ce lien, sont en partie fonction de l'importance et du type des versements anticycliques reçus par les producteurs actuels de coton upland. L'importance et le type de ces versements représentent donc toujours une question essentielle. Comme dans la procédure du Groupe spécial initial, les données demandées par le Brésil constitueraient le fondement de constatations de fait concernant l'importance et le type des versements anticycliques qui continuent de soutenir la production et les exportations de coton upland des États-Unis.

12. Les données du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) accessibles au public montrent que, pendant la campagne de commercialisation 2005, par exemple, les versements anticycliques totaux en faveur des exploitants qui détenaient une superficie de base de coton upland ont dépassé 1,3 milliard de dollars EU. S'il est vrai que l'USDA collecte des données sur les plantations de chaque bénéficiaire, qui permettent de calculer le montant des versements anticycliques reçus chaque année par les exploitants actuels de coton upland, ces données ne sont pas accessibles au public. Elles ne sont donc pas accessibles au Brésil ou au Groupe spécial de la mise en conformité. Singulièrement, durant la procédure du Groupe spécial initial, les États-Unis ont présenté ces données pour la campagne de commercialisation 2002. Le Groupe spécial initial s'est servi de ces données, en utilisant certaines méthodes pour calculer le montant des subventions anticycliques reçues par les exploitants actuels de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2002.[9]

13. En attendant que les États-Unis présentent les données demandées, le Brésil, sur la base des meilleurs renseignements dont lui-même et le Groupe spécial de la mise en conformité disposent actuellement, compte utiliser la méthode jugée "appropriée" par le Groupe spécial initial.

14. Le Brésil présente ses questions concernant les **programmes de garantie du crédit à l'exportation de produits agricoles et, en particulier, le programme GSM 102**[10], à la partie B de l'annexe 1 de la présente lettre. Le Brésil fait observer qu'il a sensiblement réduit le nombre de questions, par rapport à celles qui avaient été initialement posées avant et pendant les discussions informelles du 19 juillet 2006. Le Brésil a pu obtenir certains des documents demandés initialement

---

[6] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, paragraphe 7.637.

[7] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, tableaux A-5 et A-6, paragraphes 7.641 à 7.647.

[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, paragraphe 7.1349.

[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, appendice de la section VII.D, paragraphes 7.634 à 7.647.

[10] Le Brésil fait observer que l'une des questions porte également sur le programme GSM 103 et le programme de garantie du crédit fournisseur.

dans les requêtes présentées en vertu de la Loi FOIA, et a tenu compte des réponses limitées apportées par les États-Unis lors des discussions informelles du 19 juillet. (Les États-Unis n'ont fourni aucun *document* dans le cadre de ces discussions informelles.)

15. Les documents et renseignements concernant les garanties de crédit à l'exportation, demandés à l'annexe 1, relèvent exclusivement du contrôle des États-Unis. Dans la majeure partie des questions, les documents et renseignements demandés portent sur le profil de risque du portefeuille du GSM 102, sur la manière dont il est tenu compte, au titre du GSM 102, des divers risques rencontrés dans le cadre des transactions garanties et sur les taux de défaut concernant les garanties au titre du GSM 102. Les documents et renseignements demandés aideront le Groupe spécial de la mise en conformité à s'acquitter du mandat qui lui est confié de procéder à une évaluation objective des mesures liées aux garanties de crédit à l'exportation, prises par les États-Unis pour se conformer, et d'examiner les allégations du Brésil selon lesquelles les garanties au titre du programme GSM 102 constituent des subventions à l'exportation et contournent les engagements contractés par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation de produits agricoles. Le Brésil estime donc qu'il est "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité fasse usage de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord et demande ces renseignements aux États-Unis.

16. Enfin, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de demander aux États-Unis de présenter ces renseignements dans un délai de trois semaines à compter de la date à laquelle il présentera sa demande.[11] Le Brésil considère que ce délai est justifié étant donné les délais plus courts prévus à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En outre, il tient compte de l'importance relative des renseignements demandés.

[11] Le Brésil rappelle que le Groupe spécial initial a donné aux États-Unis huit jours (jusqu'au 11 février 2004) pour répondre à sa demande d'information du 3 février 2004. *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, annexe I-1.22.

ANNEXE 1

Demande du Brésil visant à ce que le Groupe spécial de la mise en conformité pose des questions aux États-Unis au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord

1er novembre 2006

Partie A: Documents et renseignements sur les superficies de base et les superficies plantées

1. Le Brésil demande des renseignements actualisés sur les superficies plantées en coton upland et les superficies de base au titre du programme de versements directs et du programme de versements anticycliques pour chacune des **campagnes de commercialisation 2003, 2004, 2005 et 2006**, qui indiquent dans toute la mesure du possible les calculs effectués pour les établir. Le Brésil demande aussi des renseignements sur les superficies de base et les superficies plantées pour d'autres "cultures visées par les programmes" (c'est-à-dire le maïs, l'orge, l'avoine, le sorgho, le riz, le blé, les fèves de soja, les arachides et des oléagineux mineurs) et les autres superficies dans les exploitations qui avaient une superficie plantée en coton upland pendant ces mêmes campagnes. Enfin, le Brésil demande le montant des unités de versement pour les versements directs et les versements anticycliques, par culture visée par les programmes, pour chaque catégorie d'exploitation.

Le Brésil demande que ces renseignements soient présentés sous la forme spécifiée par le Groupe spécial à la partie b) de sa "Demande supplémentaire de renseignements présentée par le Groupe spécial conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord", datée du 3 février 2004.[1] Plus spécifiquement, le Brésil demande aux États-Unis de répondre aux questions suivantes:

A) Combien d'exploitations qui plantaient du coton upland avaient une superficie plantée en coton upland inférieure ou égale à la superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie A". Quelle était la superficie de base totale de coton upland de ces exploitations? Quelle était leur superficie totale plantée en coton upland?

1) Combien d'exploitations qui ont une superficie de base de coton upland ne plantaient pas du tout de coton upland? Quelle était la superficie de base totale de coton upland dans ces exploitations? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie A-1".[2]

[1] Rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22. La demande de renseignements présentée par le Groupe spécial figure dans la communication du Groupe spécial datée du 3 février 2004. La communication intégrale (rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22) est jointe à l'Appendice I du présent document.

[2] Pour les exploitations de la catégorie A, le Groupe spécial a demandé le nombre d'"exploitations [qui] avaient une superficie plantée en coton upland inférieure à la superficie de base de coton upland". (*Voir le rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22, page 2.*)[2] Les États-Unis ont interprété cette demande comme visant toutes les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland et qui plantaient en coton upland une superficie inférieure à leur superficie de base totale de coton upland ou ne plantaient pas du tout de coton upland. (*La réponse complète des États-Unis est jointe à l'Appendice II du présent document.*) Dans sa demande actualisée, le Brésil souhaiterait que les États-Unis distinguent i) les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland et avaient une superficie plantée en coton upland *inférieure* à leur superficie de base de coton upland et ii) les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland mais ne plantaient *pas* de coton upland. (*Voir aussi le rapport du Groupe spécial, annexe L, point 26, paragraphe 5.*)

B) Combien d'exploitations avaient une superficie plantée en coton upland supérieure à la superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B". Quelle était la superficie de base totale de ces exploitations pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était leur superficie totale plantée pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Veuillez également fournir les renseignements ci-après concernant ces exploitations:

1) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés égale à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-1". Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

2) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés inférieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-2". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour tous les produits visés était-elle inférieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

3) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés supérieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-3". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour tous les produits visés était-elle supérieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

C) Combien d'exploitations avaient une superficie plantée en coton upland mais pas de superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie C". Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

D) De plus, pour les campagnes de commercialisation 2003-2006, veuillez répondre aux questions ci-dessus pour toutes les cultures plantées sur des terres arables visées par les déclarations de superficie, et pas uniquement les produits visés par les programmes.

Le Brésil demande que les États-Unis continuent de fournir les renseignements demandés au niveau des États et au niveau fédéral (c'est-à-dire les totaux). En outre, comme il est noté plus haut, le

Brésil demande que les États-Unis fournissent des données globales concernant les unités de versement par culture, pour chaque groupe d'exploitations.

Pour faciliter les choses, le Brésil joint la communication du Groupe spécial datée du 3 mars 2004, qui contient la "Demande supplémentaire de renseignements présentée par le Groupe spécial conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord", à l'Appendice I du présent document. Le Brésil joint également, à l'Appendice II, un extrait de la réponse des États-Unis à la demande de données présentée par le Groupe spécial, datée du 3 mars 2004.

Partie B: Documents et renseignements sur les programmes de garantie du crédit à l'exportation

2. Lors de la procédure du Groupe spécial initial (WT/DS267), les États-Unis ont présenté, sous couvert de la pièce US-150, deux mémorandums, datés du 8 avril 2002 et du 25 mars 2003, intitulés "Annual Review of Fees for USDA Credit Programs" (Examen annuel des commissions au titre des programmes de crédit de l'USDA). Veuillez fournir tous mémorandums ou documents semblables constituant des examens annuels pour les années ultérieures.

3. Quel rendement le gouvernement des États-Unis exige-t-il pour les capitaux engagés au titre du programme GMS 102?

4. Veuillez fournir des données concernant la valeur des transactions garanties au titre du GSM 102, par échéance et par pays (plutôt que par groupement régional de la Société de crédit pour les produits de base ("CCC"))[3], pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006.

5. Pour l'exercice budgétaire 2006, veuillez ventiler les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 selon les demandes reçues par pays (plutôt que par groupement régional de la CCC).[4]

6. Veuillez fournir des données concernant les commissions perçues au titre du GSM 102, par pays (plutôt que par groupement régional de la CCC) et par exercice pour chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006.[5]

7. Pour chaque pays admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du programme GSM 102, veuillez indiquer quelles sont la notation actuelle du risque souverain et la notation du risque privé établies par le Comité international du système d'évaluation du risque de crédit ("ICRAS"), et fournir tous documents ou analyses de l'ICRAS justifiant ces notations. Veuillez fournir ces mêmes renseignements et documents pour les exercices budgétaires 2002 à 2006, dans la mesure où les notations durant cette période diffèrent des notations actuelles.

8. Veuillez indiquer le nombre de catégories de risque dans lesquelles la CCC classe les garanties au titre du programme GSM 102 et expliquer: i) de quelle manière ces catégories de risque sont établies; et ii) en quoi ces catégories correspondent aux catégories de l'ICRAS.

9. Que la CCC utilise les catégories de risque de l'ICRAS ou ses propres catégories de risque, veuillez:

---

[3] Les rapports mensuels sur les engagements au titre du programme GSM 102 montrent que la CCC dispose de données par pays.

[4] Les rapports mensuels sur les engagements au titre du programme GSM 102 montrent que la CCC dispose de données par pays.

[5] Les rapports mensuels sur les engagements au titre du programme GSM 102 montrent que la CCC dispose de données par pays.

a) fournir un tableau de correspondance et les documents justificatifs montrant la correspondance entre les catégories de risque de la CCC et les notations (par exemple BB, BBB, BBB-, etc.) des systèmes de notation de Moody's ou de Standard and Poor's;

b) pour les exercices budgétaires 2002 à 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour les garanties émises au titre du GSM 102 pour chacun de ces exercices;

c) pour les exercices budgétaires 2005 et 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour le portefeuille de garanties au titre du GSM 102 en cours le dernier jour de chaque exercice budgétaire.

10. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006, veuillez fournir des données en ventilant la cohorte selon la valeur des transactions garanties. Veuillez utiliser des tranches de 1 000 dollars.

11. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006, veuillez fournir des données en ventilant la cohorte selon la notation de la banque étrangère.

12. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006, veuillez fournir des données en ventilant la cohorte selon la notation de l'acheteur étranger de produits agricoles des États-Unis.

13. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2002 à 2006, veuillez fournir des données en ventilant la cohorte selon la valeur des transactions garanties et indiquer par ailleurs les taux de perte ou de défaut pour chaque tranche de 1 000 dollars de la valeur de la transaction.

14. Veuillez fournir des données et documents justificatifs concernant les taux de défaut pour le programme GSM 102, pour chacun des exercices budgétaires de la période 2002 à 2006.

15. Pour chaque pays admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102, veuillez fournir les estimations de défaut établies par le Bureau de la gestion et du budget (OMB).[6]

16. Concernant le montant total du principal et des intérêts non remboursés garantis au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP, au 1er juillet 2005:

a) quelle était la proportion de ce principal et de ces intérêts non remboursés associée à des exportations de produits non inscrits dans la Liste et quelle était la proportion associée à des exportations de produits inscrits dans la Liste?

b) sur la proportion associée à des produits inscrits dans la Liste, quelle était la proportion associée aux exportations de riz?

17. Veuillez fournir les documents mensuels intitulés "Exposure Reports" pour le programme GSM 102 à compter du mois de juillet de l'exercice budgétaire 2006.[7]

[6] La méthode utilisée par l'OMB pour les estimations de défaut est examinée à la page 79 du document intitulé "Analytical Perspectives", qui accompagne le budget des États-Unis pour 2007 et peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2007/.

18. Veuillez fournir le document intitulé "FAS Risk Assessment Handbook".[8]

19. Veuillez fournir les documents intitulés "FAS Portfolio Analysis" pour les programmes de garantie du crédit à l'exportation mis en œuvre et/ou notifiés après le 24 mars 2003.[9]

20. Veuillez fournir les documents trimestriels intitulés "Commercial Export Credit Reports" du deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2004 à l'exercice actuel.[10]

21. Veuillez fournir les documents trimestriels intitulés "Geographic and Commodity Analyses" du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2002 à l'exercice actuel.[11]

22. Veuillez fournir les documents trimestriels intitulés "FAS GSM to Exports Powerpoints" du troisième trimestre de l'exercice budgétaire 2004 à l'exercice actuel.[12]

23. Veuillez fournir les documents intitulés "Contingent Liability by Country Risk Grade Powerpoints" de l'exercice budgétaire 2002 à l'exercice actuel.[13]

[Appendice 1 et Appendice 2 omis.]

[7] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[8] Cité comme "élément de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[9] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[10] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[11] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[12] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

[13] Cités comme "éléments de preuve" dans une évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par l'OMB, qui peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html.

ANNEXE 2a

**LETTRE ADRESSÉE PAR LE BRÉSIL AUX ÉTATS-UNIS
LE 7 JUIN 2006**

Le gouvernement brésilien constate avec inquiétude que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions adoptées par l'Organe de règlement des différends ("ORD") le 21 mars 2005 dans l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* (DS 267) n'existent peut-être pas ou ne sont peut-être pas compatibles avec les obligations contractées par les États-Unis au titre du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* et de l'*Accord sur l'agriculture*. En particulier, le gouvernement brésilien estime qu'il serait utile de tenir de nouvelles discussions de fond concernant les efforts actuels et futurs du gouvernement des États-Unis en vue d'éliminer ou de modifier sensiblement les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pour le coton upland prévus par la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural, et les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 et SCGP.

Le gouvernement brésilien suggère donc que des contacts informels aient lieu dès que possible de sorte que nous ayons la possibilité d'échanger des points de vue et des renseignements concernant les préoccupations évoquées plus haut. Pour se préparer à cette réunion et afin de faciliter les discussions, le Brésil enverrait au préalable une liste de questions qui pourraient être abordées pendant les entretiens. J'attends avec intérêt votre réponse à cette suggestion.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

ANNEXE 2b

**LETTRE ADRESSÉE PAR LE BRÉSIL AUX ÉTATS-UNIS
LE 29 JUIN 2006**

En référence à votre lettre du 23 juin 2006 confirmant que les États-Unis étaient prêts à examiner avec le Brésil les questions liées à la mise en œuvre des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends ("ORD") dans le cadre du différend *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* (DS 267), je propose que les représentants de nos pays se rencontrent le **17 juillet 2006** à Genève.

Comme il est prévu dans ma lettre du 7 juin 2006 et de sorte que cet échange de vues et de renseignements soit aussi utile et aussi instructif que possible, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une liste de questions.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Questions posées aux États-Unis
29 juin 2006

Renseignements sur le montant des versements au titre du programme Step 2, par campagne de commercialisation

1. Le Brésil demande des renseignements sur le montant annuel des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), pour le coton upland, pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005. Il demande que les données concernant les versements à l'exportation au titre du programme Step 2 et les versements au titre du programme Step 2 pour utilisateurs nationaux soient présentées séparément.

Renseignements concernant l'intention des États-Unis de prendre d'autres mesures de mise en œuvre

2. Les États-Unis ont-ils l'intention de modifier le programme de versements anticycliques et/ou le programme de prêts à la commercialisation pour le(s) mettre en conformité avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC? Dans l'affirmative, quelles sont les grandes lignes et le calendrier envisagés pour ces modifications. Dans le cas contraire, veuillez fournir une explication motivée et étayée des raisons pour lesquelles les États-Unis estiment qu'aucune autre mesure de mise en œuvre n'est nécessaire pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*.

Renseignements sur les superficies de base et les superficies plantées

3. Le Brésil demande des renseignements actualisés sur les superficies plantées en coton upland et les superficies de base au titre du programme de versements directs et du programme de versements anticycliques pour chacune des **campagnes de commercialisation 2003, 2004, 2005 et 2006**[1], qui indiquent dans toute la mesure du possible les calculs effectués pour les établir. Le Brésil demande aussi des renseignements sur les superficies de base et les superficies plantées pour d'autres "cultures visées par les programmes" (c'est-à-dire le maïs, l'orge, l'avoine, le sorgho, le riz, le blé, les fèves de soja, les arachides et des oléagineux mineurs) et les autres superficies dans les exploitations qui avaient une superficie plantée en coton upland pendant ces mêmes campagnes. Enfin, le Brésil demande le montant des unités de versement pour les versements directs et les versements anticycliques, par culture visée par les programmes, pour chaque catégorie d'exploitation.

Le Brésil demande que ces renseignements soient présentés sous la forme spécifiée par le Groupe spécial à la partie b) de sa "Demande supplémentaire de renseignements présentée par le Groupe spécial conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, datée du 3 février 2004.[2] Plus spécifiquement, le Brésil demande aux États-Unis de répondre aux questions suivantes:

A) Combien d'exploitations qui plantaient du coton upland avaient une superficie plantée en coton upland inférieure ou égale à la superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie A". Quelle était la superficie de base totale de coton upland de ces exploitations? Quelle était leur superficie totale plantée en coton upland?

[1] Le Brésil comprend que ces renseignements sur la campagne de commercialisation 2006 peuvent être préliminaires ou incomplets.

[2] Rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22. La demande de renseignements présentée par le Groupe spécial figure dans la communication du Groupe spécial datée du 3 février 2004. La communication intégrale (rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22) est jointe à l'annexe I du présent document.

1) Combien d'exploitations qui ont une superficie de base de coton upland ne plantaient pas du tout de coton upland? Quelle était la superficie de base totale de coton upland dans ces exploitations? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie A-1".[3]

B) Combien d'exploitations avaient une superficie plantée en coton upland supérieure à la superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B". Quelle était la superficie de base totale de ces exploitations pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était leur superficie totale plantée pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Veuillez également fournir les renseignements ci-après concernant ces exploitations:

1) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés égale à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-1". Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

2) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés inférieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-2". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour tous les produits visés était-elle inférieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

3) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés supérieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie B-3". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour tous les produits visés était-elle supérieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

---

[3] Pour les exploitations de la catégorie A, le Groupe spécial a demandé le nombre d'"exploitations [qui] avaient une superficie plantée en coton upland inférieure à la superficie de base de coton upland". (*Voir le rapport du Groupe spécial, annexe L, point 22, page 2.*)[3] Les États-Unis ont interprété cette demande comme visant toutes les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland et qui plantaient en coton upland une superficie inférieure à leur superficie de base totale de coton upland ou ne plantaient pas du tout de coton upland. (*La réponse complète des États-Unis est jointe à l'annexe II du présent document.*) Dans sa demande actualisée, le Brésil souhaiterait que les États-Unis distinguent i) les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland et avaient une superficie plantée en coton upland *inférieure* à leur superficie de base de coton upland et ii) les exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland mais ne plantaient *pas* de coton upland. (*Voir aussi le rapport du Groupe spécial, annexe L, point 26, paragraphe 5.*)

C) Combien d'exploitations avaient une superficie plantée en coton upland mais pas de superficie de base de coton upland? Nous les appellerons exploitations de la "catégorie C". Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

D) De plus, pour les campagnes de commercialisation 2003-2006, veuillez répondre aux questions ci-dessus pour toutes les cultures plantées sur des terres arables visées par les déclarations de superficie, et pas uniquement les produits visés par les programmes.

Le Brésil demande que les États-Unis continuent de fournir les renseignements demandés au niveau des États et au niveau fédéral (c'est-à-dire les totaux). En outre, comme il est noté plus haut, le Brésil demande que les États-Unis fournissent des données globales concernant les unités de versement par culture, pour chaque groupe d'exploitations.

Pour faciliter la tâche des États-Unis, le Brésil joint la communication du Groupe spécial datée du 3 mars 2004, qui contient la "Demande supplémentaire de renseignements présentée par le Groupe spécial conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord", à l'annexe I du présent document. Le Brésil joint également, à l'annexe II, un extrait de la réponse des États-Unis à la demande de données présentée par le Groupe spécial, datée du 3 mars 2004.

Renseignements sur le programme General Sales Manager 102 (GSM 102), le programme General Sales Manager 103 (GSM 103) et le programme de garantie du crédit-fournisseur (SCGP)

4. Dans un communiqué de presse daté du 5 juillet 2005, l'USDA a annoncé que l'Administration Bush envoyait au Congrès des propositions de modification de la législation, qui visaient à supprimer le plafond de 1 pour cent pour les commissions des garanties émises au titre des programmes GSM 102 et SCGP (le plafond de 1 pour cent est prescrit par 7 U.S.C. § 5641 b) 1)) et à mettre fin au programme de garantie du crédit à l'exportation intermédiaire (GSM-103).[4] Dans un document daté du 17 février 2006 et intitulé "WTO Litigation and Negotiation: Potential Implications for Cotton", à la page 2, Carol Goodloe, économiste principal au Bureau de l'économiste en chef de l'USDA, suggère que le projet visant à abroger le plafonnement des commissions et à supprimer le programme GSM-103 n'a pas été "inclus" dans le projet de budget rectificatif en raison du "Règlement du Sénat".[5]

À ce propos, le Brésil souhaite poser les questions suivantes:

a) Est-ce en raison du "Règlement du Sénat" que le projet présenté en 2005 par l'Administration n'a pas été "inclus" dans le projet de budget rectificatif? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la teneur du Règlement du Sénat. Dans le cas contraire, veuillez expliquer pour quelle raison ce projet n'a pas été "inclus" dans le projet de budget rectificatif.

[4] *Voir* à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/wps/portal/!ut/p/_s.7_0_A/7_0_1OB?contentidonly=true&contentid=2005/07/0242.xml.

[5] *Voir* à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/oce/forum/2006%20Speeches/PDF%20speech%20docs/Goodloe2806.pdf.

b) Veuillez fournir une copie de tous projets de loi ultérieurs concernant l'abrogation du plafonnement des commissions ou la suppression du programme GSM-103 présentés par le pouvoir exécutif au Congrès des États-Unis. Quels sont le système et le calendrier législatifs pour l'examen et l'adoption de ces projets de loi?

c) Les États-Unis prévoient-ils que le Congrès se prononcera par un vote sur le projet de budget rectificatif pour l'exercice budgétaire 2007 lors de l'année civile 2006? Veuillez fournir des explications à cet égard.

5. Veuillez expliquer pour quelle raison les États-Unis ont cessé d'émettre des garanties de crédit à l'exportation au titre du programme SCGP au 1er octobre 2005.

6. Le 23 janvier 2006, l'USDA a invité le public à formuler des observations sur les "possibilités de réforme" du SCGP. Ces commentaires devaient être présentés d'ici au 23 février 2006. Quelle forme les résultats de l'enquête de l'USDA concernant la réforme prendront-ils et quand ces résultats seront-ils rendus publics? Quand l'USDA prévoit-il de recommencer à émettre des garanties au titre du programme SCGP?

7. Veuillez établir un tableau montrant les correspondances entre ce qu'il est convenu d'appeler les produits "inscrits dans la Liste" énumérés dans le tableau ES:1 du document G/AG/N/USA/53 et la liste de produits admis à bénéficier de garanties au titre du programme GSM 102 et du programme SCGP.

8. Veuillez préciser les calculs qui ont permis d'obtenir les "taux de subventionnement pour les programmes de garantie du crédit", indiqués à la page 21 des notes se rapportant aux états financiers de la CCC pour les exercices budgétaires 2004 et 2005 (pouvant être consultés à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/oig/rptsauditsccc.htm). Veuillez également fournir ces calculs pour les exercices budgétaires 2002 et 2003.

9. Veuillez fournir les calculs ayant permis d'obtenir le "taux de subventionnement initial" et le "taux actuel réévalué" figurant dans les colonnes du tableau 8 du Federal Credit Supplement du budget du gouvernement des États-Unis pour l'exercice budgétaire 2007 (pouvant être consulté à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2007/), en ce qui concerne les programmes de garantie des prêts à l'exportation de la CCC.

10. Lors de la procédure du Groupe spécial initial (WT/DS267), les États-Unis ont présenté, sous couvert de la pièce US-150, deux mémorandums datés du 8 avril 2002 et du 25 mars 2003, intitulés "Annual Review of Fees for USDA Credit Programs" (Examen annuel des comissions au titre des programmes de crédit de l'USDA). Veuillez fournir tous mémorandums ou documents semblables constituant des examens annuels pour les années ultérieures.

11. Veuillez répertorier et présenter tous les critères pris en compte par la CCC lorsqu'elle fixe le barème des commissions pour les programmes GSM 102 et SCGP et qu'elle détermine la commission de garantie applicable à une transaction donnée.

12. Lorsque l'on fixe la commission de garantie applicable au titre des programmes GSM 102 ou SCGP pour une transaction donnée, examine-t-on l'éventail des taux d'intérêt imposés aux banques ou aux emprunteurs par le marché dans le pays étranger visé pour déterminer l'évolution des conditions du marché? Si la réponse est affirmative, veuillez fournir des documents justificatifs montrant en quoi ce facteur est pris en compte.

13. Quel rendement la CCC exige-t-elle pour les capitaux engagés au titre de l'ensemble de ses programmes et, plus spécifiquement, des programmes GSM 102 et SCGP?

14. Veuillez indiquer à quelle fréquence les barèmes de commissions applicables aux programmes GSM 102 et SCGP sont révisés. Veuillez fournir le règlement ou les procédures de la CCC où sont énumérés les éléments à prendre en compte au moment de la révision des barèmes de commissions.

15. Veuillez fournir des données concernant la valeur des transactions garanties, par échéance et par pays (plutôt que par groupement régional de la CCC), au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP en les présentant séparément, par année, pour chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006.

16. Pour l'exercice budgétaire 2006, veuillez présenter les attributions annoncées pour ce programme GSM 102, par pays, plutôt que par groupement régional de la CCC.

17. Veuillez fournir des données concernant les commissions perçues, par pays (plutôt que par groupement régional de la CCC) pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP, ventilées par programme et par exercice, pour chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006.

18. Pour chaque pays admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation dans le cadre des programmes GSM 102 et SCGP, veuillez indiquer quelles sont la notation du risque souverain et la notation du risque privé établies par le Comité international du système d'évaluation du risque de crédit (ICRAS), et fournir tous documents ou analyses de l'ICRAS justifiant ces notations.

19. Le Brésil croit comprendre que l'ICRAS a établi onze catégories de risque souverain et neuf catégories de risque non souverain destinées à être utilisées par les organismes publics des États-Unis pour les programmes prévoyant des prêts, des garanties ou une assurance transfrontières. La CCC classe-t-elle les banques étrangères agréées pour le programme GSM et les emprunteurs étrangers bénéficiant des programmes GSM 102 et SCGP selon ces onze catégories de risque souverain et ces neuf catégories de risque non souverain?

20. Si la réponse à la question précédente est négative, veuillez indiquer le nombre de catégories de risque dans lesquelles la CCC classe les garanties au titre des programmes GSM 102 et SCGP et expliquer i) de quelle manière ces catégories de risque sont établies et ii) en quoi ces catégories correspondent aux catégories de l'ICRAS.

21. Que la CCC utilise les catégories de risque de l'ICRAS ou ses propres catégories de risque, veuillez:

a) fournir un tableau de correspondance et les documents justificatifs montrant la correspondance entre les catégories de risque de la CCC et les notations (par exemple BB, BBB, BBB-, etc.) des systèmes de notation de Moody's et de Standard and Poor's;

b) pour les exercices budgétaires 2000 à 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour les garanties émises au titre du GSM 102, pour chacun de ces exercices;

c) pour les exercices budgétaires 2000 à 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour les garanties émises au titre du SCGP, pour chacun de ces exercices;

d) pour les exercices budgétaires 2005 et 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour le portefeuille de garanties au titre du GSM 102 en cours le dernier jour de chaque exercice budgétaire;

e) pour les exercices budgétaires 2005 et 2006, indiquer la valeur des transactions garanties, dans chaque catégorie de risque de la CCC, pour le portefeuille de garanties au titre du SCGP en cours le dernier jour de chaque exercice budgétaire.

22. Pour chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez indiquer le pourcentage d'importateurs/acheteurs, dans le cadre de transactions à l'exportation faisant l'objet d'une garantie au titre du SCGP, qui sont détenus ou contrôlés en totalité ou en quasi-totalité par les pouvoirs publics.

23. Veuillez présenter le profil de l'importateur/acheteur type, dans le cadre de transactions à l'exportation faisant l'objet d'une garantie au titre du SCGP, eu égard à la taille du prêt, à l'importance des avoirs et à la notation.

24. Veuillez expliquer en quoi les taux de perte ou de défaut pour les garanties au titre du SCGP varient selon les différents profils d'importateurs/d'acheteurs (là encore, eu égard à la taille du prêt, à l'importance des avoirs et à la notation).

25. Pour la cohorte de garanties au titre du SCGP émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la valeur des transactions garanties. Veuillez utiliser des tranches de 1 000 dollars.

26. Pour la cohorte de garanties au titre du SCGP émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la notation de l'emprunteur/acheteur.

27. Pour la cohorte de garanties au titre du SCGP émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la valeur des transactions garanties et indique également les taux de perte ou de défaut pour chaque tranche de valeur de la transaction.

28. Pour la cohorte de garanties au titre du SCGP émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la notation de l'emprunteur/acheteur et indique également les taux de perte ou de défaut pour chaque catégorie de notation.

29. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la valeur des transactions garanties. Veuillez utiliser des tranches de 1 000 dollars.

30. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir des graphiques qui présentent la cohorte selon la notation de la banque étrangère et la notation de l'emprunteur/acheteur.

31. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir un graphique qui présente la cohorte selon la valeur des transactions garanties et indique également les taux de perte ou de défaut pour chaque tranche de valeur de la transaction.

32. Pour la cohorte de garanties au titre du GSM 102 émises au cours de chacun des exercices budgétaires 2000 à 2006, veuillez fournir des graphiques qui présentent la cohorte selon la notation de

la banque étrangère et la notation de l'emprunteur/acheteur et indiquent également les taux de perte ou de défaut pour chaque catégorie de notation.

33. Veuillez fournir des données et documents justificatifs concernant les taux de défaut pour les programmes GSM 102 et SCGP (séparément et ensemble) pour chacun des exercices budgétaires de la période 2000 à 2006.

34. Comment la CCC arrive-t-elle aux estimations de défaut et de perte utilisées, semble-t-il, pour fixer les commissions des garanties au titre des programmes GSM 102 et SCGP?

35. Pour chaque pays admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP, veuillez fournir les estimations de défaut établies par le Bureau de la gestion et du budget (OMB). (La méthode utilisée par l'OMB pour les estimations de défaut est examinée à la page 79 du document intitulé "Analytical Perspectives", qui accompagne le budget des États-Unis pour 2007 et peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2007/.)

36. En quoi les estimations de défaut établies par l'OMB influent-elles sur le barème des commissions perçues au titre des programmes GSM 102 et SCGP? De quelle liberté d'appréciation la CCC jouit-elle, le cas échéant, pour s'écarter des estimations de défaut établies par l'OMB lorsqu'elle fixe les commissions perçues au titre des programmes GSM 102 et SCGP?

37. Comment la CCC finance-t-elle les pertes cumulées?

38. Quel était le montant total du principal et des intérêts non remboursés garantis au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP, au 1er juillet 2005? Veuillez fournir les données séparément pour chacun de ces trois programmes. Concernant ces données:

a) Quelle était la proportion du principal et des intérêts non remboursés associée à des exportations de produits non inscrits dans la Liste et quelle était la proportion associée à des exportations de produits inscrits dans la Liste?

b) Sur la proportion associée à des produits inscrits dans la Liste, quelle était la proportion associée aux exportations de riz?

39. À la page 30 des "Notes to Financial Statements" (Notes se rapportant aux états financiers) incluses dans les états financiers de la CCC pour les exercices budgétaires 2005 et 2004 (qui peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/oig/rptsauditsccc.htm), la valeur des transactions garanties en cours au 1er septembre 2005 est présentée selon la date d'échéance. Veuillez fournir un graphique semblable contenant les données au 1er juillet 2005.

40. La CCC exige-t-elle d'une partie (par exemple l'exportateur) à une transaction à l'exportation pour laquelle une garantie au titre du programme SCGP est sollicitée qu'elle obtienne et lui fournisse des références en matière de crédit concernant l'importateur/acheteur? La CCC elle-même s'efforce-t-elle d'obtenir de telles références? Si la réponse est affirmative, veuillez fournir les procédures ou règlements pertinents dans lesquels cette prescription est énoncée.

41. La CCC exige-t-elle des renseignements concernant la notation d'un importateur/acheteur lors d'une transaction à l'exportation pour laquelle une garantie au titre du SCGP est sollicitée? Si la réponse est affirmative, veuillez fournir les procédures ou règlements pertinents dans lesquels cette prescription est énoncée.

42. La CCC tient une liste de banques étrangères débitrices agréées pour participer au programme GSM 102. Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.fas.usda.gov/excredits/foreignbanks.html. La CCC se renseigne-t-elle sur la notation de ces banques? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la notation des banques actuellement agréées.

43. Y a-t-il une limite légale ou réglementaire au niveau des engagements (pour ce qui est de la valeur des transactions ou de toute autre variable) que la CCC peut supporter, au titre du programme SCGP, pour un importateur donné? Si la réponse est affirmative, veuillez fournir les procédures ou règlements dans lesquels ces limites sont fixées.

44. Les importateurs figurant sur les listes relatives aux défauts établies par l'American Cotton Exporters Association (ACEA) ou la World Cotton Exporters Association (WCEA) sont-ils autorisés à participer à des transactions faisant l'objet de garanties au titre des programmes GSM 102 ou SCGP?[6]

45. Veuillez fournir une copie de tout accord régissant la relation entre le gouvernement des États-Unis et la CoBank concernant le rôle de bailleur de fonds joué par la CoBank dans le cadre du programme GSM 102.

46. ExpectMore.gov a entrepris une évaluation des "programmes de garantie du crédit à l'exportation de produits agricoles" visés par les présentes consultations. Cette évaluation (programme n° 10002020), peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/omb/expectmore/detail.10002020.2005.html. Veuillez fournir les documents ci-après, considérés comme "éléments de preuve" dans le cadre de l'évaluation (chacun de ces documents est mis en évidence dans la copie de l'évaluation jointe au présent document):

- FAS Credit Guarantee Program Analysis;
- FAS GSM to Exports Powerpoint;
- FAS Portfolio Analysis (annuel) (veuillez fournir cette analyse de l'exercice budgétaire 1999 à l'exercice actuel ou, si elle porte sur l'année civile ou la campagne de commercialisation, fournir l'analyse de l'année civile ou de la campagne de commercialisation 1999 à l'année civile ou la campagne de commercialisation actuelle);
- Contingent Liability by Country Risk Grade Powerpoint;
- FAS Decision Memo, réunion du 4 décembre 2004, à l'échelle du département, avec l'OMB;
- CCC Exposure Report (mensuel) (veuillez fournir tous les rapports mensuels, de l'exercice budgétaire 1999 à l'exercice actuel);
- FAS Risk Assessment Handbook;

[6] On trouvera ces listes aux adresses suivantes: http://www.acsa-cotton.org/Default_Lists/ACEA_Default_List/body_acea_default_list.asp (pour l'ACEA) et http://www.acsa-cotton.org/Default_Lists/WCEA_Default_List/body_wcea_default_list.asp (pour la WCEA).

- Geographic and Commodity Analysis (trimestriel) (veuillez fournir toutes les analyses trimestrielles, de l'exercice budgétaire 1999 à l'exercice actuel);

- Commercial Export Credit Report (trimestriel) (veuillez fournir tous les rapports trimestriels, de l'exercice budgétaire 1999 à l'exercice actuel).

[Annexe 1 et annexe 2 du présent document omises.]

ANNEXE D-2

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL EN RAPPORT AVEC L'ARTICLE 13 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

(19 janvier 2007)

Question n° 1 (au Brésil)

Le Brésil considère-t-il que les questions posées à la partie B[1] de l'annexe 1 de la demande qu'il a présentée le 1er novembre 2005 (ci-après dénommée "demande du 1er novembre") sont désormais inutiles?

1. Le Brésil continue de croire que les renseignements, documents et données demandés à la partie B de l'annexe 1 de la demande qu'il a présentée le 1er novembre 2005 ("demande du 1er novembre") aideront le Groupe spécial de la mise en conformité à procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi", au sens de l'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord").

2. Le Brésil note que les documents demandés dans les questions n° 17 à 23 de l'annexe 1 de sa demande du 1er novembre ont été cités par le Foreign Agriculture Service du Département de l'agriculture des États-Unis dans le cadre d'une auto-évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation. Cette auto-évaluation a été présentée au Groupe spécial de la mise en conformité dans la pièce Bra-588.

3. Lors de discussions antérieures, les États-Unis ont fait observer qu'il existait une incertitude quant à la définition de l'expression "taux de défaut", telle qu'elle est utilisée dans les questions n° 13 et 14 figurant à l'annexe 1 de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil. À titre de clarification, le Brésil utilise cette expression comme elle est utilisée par la Société de crédit pour les produits de base ("CCC") dans ses états financiers. Plus spécifiquement, à la page 28 des notes se rapportant aux états financiers de la CCC pour les exercices budgétaires 2006 et 2005, présentés au Groupe spécial de la mise en conformité en tant que pièce Bra-585, la CCC répertorie les "défauts" concernant les programmes de garantie de crédit à l'exportation, exprimés en pourcentage (et donc sous forme de *taux* de défaut).[2]

Question n° 2 (au Brésil)

Le Brésil demande-t-il aux États-Unis de répondre à la totalité des questions posées à la partie A de sa demande du 1er novembre?

4. Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité demande aux États-Unis de fournir les données qui répondent à la totalité des questions figurant à la partie A de sa demande du 1er novembre. Les renseignements fournis par les États-Unis dans le tableau figurant à la

[1] Qui concerne les programmes de garantie à l'exportation.

[2] Ces taux sont uniquement présentés de manière globale, et non pas pour les différents programmes de garantie du crédit à l'exportation pris séparément ou selon la notation des débiteurs; le Brésil a demandé des précisions supplémentaires dans ses questions.

section VI.A c) de leur première communication écrite[3] montrent qu'ils ont déjà collecté et compilé les données nécessaires pour répondre à la majeure partie – voire à la totalité – des questions de la partie A de l'annexe 1 de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil.

5. Le Brésil rappelle que, dans sa demande du 1er novembre, comme dans la demande présentée par le Groupe spécial initial, une distinction est établie entre trois catégories d'exploitations de coton upland aux États-Unis, les catégories A, B et C.

6. Concernant les exploitations de la catégorie A[4], c'est-à-dire les exploitations de coton upland qui "plantent une superficie inférieure à leur superficie de base", le Brésil note que le tableau figurant à la section VI.A c) de la première communication écrite des États-Unis[5] donne des renseignements incomplets. Si les États-Unis fournissent des renseignements qui répondent à la question de savoir "quelle était l'étendue totale de leur superficie plantée en coton upland"[6], ils ne fournissent pas de renseignements qui répondent à la question suivante: "Quelle était l'étendue totale de leur superficie de base de coton upland?" En outre, les États-Unis ne donnent aucun renseignement pour les exploitations qui ont des superficies de base de coton upland, mais n'ont pas de superficies plantées (exploitations de la catégorie A-1[7]). À cause de ces omissions, le Brésil ne peut pas actualiser les tableaux A-1 et A-3 du rapport du Groupe spécial initial.[8] Enfin, les États-Unis ne fournissent aucun renseignement sur le *nombre* réel *d'exploitations* entrant dans ces catégories.

7. S'agissant des exploitations de la catégorie B, c'est-à-dire les exploitations qui "plantent une superficie supérieure" à leur superficie de base de coton upland[9], et s'agissant des exploitations de la catégorie C, c'est-à-dire les exploitations de coton upland qui n'ont pas de superficie de base de coton upland[10], le Brésil note que les États-Unis fournissent également des renseignements qui ne répondent que partiellement aux questions qu'il a posées. En particulier, le tableau figurant à la section VI.A. c) de la première communication écrite des États-Unis[11] contient des renseignements sur l'étendue totale de la superficie de base de coton upland et de la superficie plantée en coton upland de ces exploitations. Ces renseignements, ainsi que les renseignements limités fournis concernant les exploitations de la catégorie A, permettent au Brésil d'actualiser les tableaux A-2, A-4 et A-5 du rapport du Groupe spécial initial.[12] Toutefois, les États-Unis ne fournissent pas de renseignements sur la superficie de base et la superficie plantée de ces exploitations pour ce qui est des autres produits visés. Le Brésil ne peut donc pas actualiser le tableau A-6 du rapport du Groupe spécial initial.[13] Les États-Unis ne fournissent pas non plus de renseignements sur le *nombre* réel *d'exploitations* entrant dans ces catégories.

---

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

[4] *Voir* la partie A de la question n° 1 A) de l'annexe I de la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006.

[5] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

[6] *Voir* la première ligne du tableau des États-Unis, au paragraphe 224 de la première communication écrite des États-Unis.

[7] *Voir* la partie A de la question n° 1 A) 1) de l'annexe I de la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006.

[8] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.636 et 7.639.

[9] *Voir* la partie A, question n° 1 B), de l'annexe I de la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006.

[10] *Voir* la partie A, question n° 1 C), de l'annexe I de la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006.

[11] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

[12] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.636, 7.639 et 7.641.

[13] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.642.

8. Enfin, les États-Unis ne fournissent pas de renseignements sur les unités de versement, s'agissant des versements directs et des versements anticycliques, pour chaque culture visée par les programmes et chaque catégorie d'exploitation.

9. En somme, la première communication écrite des États-Unis a répondu à certaines des questions figurant à la partie A de l'annexe I de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil. Cette réponse partielle montre que les États-Unis ont collecté et compilé la majeure partie – voire la totalité – des données nécessaires pour répondre pleinement à la demande du 1er novembre. Le Brésil demande donc que le Groupe spécial de la mise en conformité demande aux États-Unis de répondre pleinement à la demande du 1er novembre présentée par le Brésil.

10. Plus spécifiquement, le Brésil identifie les questions dont il considère qu'elles sont toujours sans réponse sur la base des données présentées par les États-Unis dans le cadre de leur première communication écrite. Pour chacune de ces questions, il demande que le Groupe spécial de la mise en conformité demande aux États-Unis de fournir des données annuelles pour la période correspondant aux campagnes de commercialisation 2002-2005:

a) Combien d'exploitations de la catégorie A y avait-t-il pendant cette période? Quelle était l'étendue de la superficie de base dans les exploitations de la catégorie A?

b) Combien d'exploitations de la catégorie A-1 y avait-il pendant cette période? Quelle était l'étendue de la superficie de base dans les exploitations de la catégorie A-1?

c) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés égale à la superficie de base pour tous les produits visés? Le Brésil les appellera exploitations de la "catégorie B-1". Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-1 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

d) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés inférieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Le Brésil les appellera exploitations de la "catégorie B-2". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour tous les produits visés était-elle inférieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-2 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

e) Combien d'exploitations de la catégorie B avaient une superficie plantée pour tous les produits visés supérieure à la superficie de base pour tous les produits visés? Le Brésil les appellera exploitations de la "catégorie B-3". De combien la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour tous les produits visés était-elle supérieure à leur superficie de base pour tous les produits visés? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie B-3 pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

f) Combien d'exploitations de la catégorie C y avait-il pendant cette période? Quelle était la superficie de base totale des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé? Quelle était la superficie totale plantée des exploitations de la catégorie C pour chaque produit visé, y compris le coton upland?

g) Quels étaient les rendements moyens donnant lieu à des versements anticycliques pour chaque culture visée par les programmes dans chaque catégorie d'exploitation?

ANNEXE D-3

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL EN RAPPORT AVEC L'ARTICLE 13 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

(19 janvier 2007)

Les États-Unis ont reçu la communication du Groupe spécial, datée du 17 janvier 2007, dans laquelle celui-ci posait des questions aux parties concernant la demande du Brésil, datée du 1er novembre 2006, visant à ce que le Groupe spécial collecte plus de 35 données ou documents différents conformément à l'article 13 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Les autorités de mon pays m'ont chargé de communiquer les réponses ci-après:

Question n° 3 (aux États-Unis)

Si les États-Unis estiment que le Groupe spécial ne devrait leur poser aucune des questions figurant à la partie A de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil ou qu'il ne devrait pas leur poser la totalité de ces questions, veuillez en indiquer les raisons.

Question n° 4 (aux États-Unis)

Si les États-Unis estiment qu'ils ne peuvent répondre à aucune des questions figurant à la partie A de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil ou qu'ils ne peuvent pas répondre à la totalité de ces questions (ou à une partie d'entre elles), veuillez en expliquer les raisons, sachant que les États-Unis ont effectivement fourni les données au Groupe spécial initial.

1. Le Groupe spécial note dans sa communication que, dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil a renouvelé sa demande visant à ce que le Groupe spécial collecte certaines données et certains documents auprès des États-Unis conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.[1] Dans cette communication, le Brésil se plaint de ce que le Groupe spécial n'ait pas en sa possession certaines données collectées par le Groupe spécial initial, à la demande du Brésil, concernant les exploitations qui ont des superficies de base au titre du programme de versements anticycliques et concernant les superficies de ces exploitations plantées en coton et autres cultures visées par le programme.[2] Toutefois, l'affirmation du Brésil est inexacte sur le plan des faits car les États-Unis ont présenté les données pertinentes dans une pièce jointe à leur première communication écrite.

2. Dans la pièce US-64, les États-Unis ont présenté exactement les mêmes données, exactement sous la même forme, que celles qui ont été présentées en réponse à la demande du Groupe spécial initial au titre de l'article 13.[3] De plus, ils ont expliqué à l'annexe I de leur première communication écrite en quoi ces données étaient pertinentes pour les allégations et les arguments en cause. Plus spécifiquement, les données considérées mettent à mal irrémédiablement l'analyse du Brésil

[1] Communication du Groupe spécial datée du 17 janvier 2007.

[2] *Voir* la communication présentée par le Brésil à titre de réfutation, paragraphe 164.

[3] *Voir* la réponse des États-Unis à la demande de données présentée par le Groupe spécial le 3 février 2004, telle qu'elle a été clarifiée le 16 février 2004 (présentant huit fichiers de données sur CD-ROM) (3 mars 2004).

concernant les effets du programme de versements anticycliques.[4] Le Brésil a tenté d'attribuer un effet totalement exagéré au programme de versements anticycliques en supposant – entre autres choses – que la limitation des versements intervenant lorsque des fruits et légumes sont plantés sur des superficies excédant les superficies autres que de base de l'exploitation a pour effet de canaliser les décisions en matière de plantation vers le coton upland au motif que les fruits et légumes sont, d'après les allégations du Brésil, "la culture de remplacement la plus pertinente dans certaines grandes régions cotonnières".[5] Toutefois, les données empiriques demandées par le Brésil et présentées dans la pièce US-64 montrent que l'argument du Brésil est purement hypothétique et est contredit par les faits.[6]

3. Les États-Unis notent également que le Groupe spécial devrait rejeter l'argument du Brésil concernant la manière dont les données figurant dans la pièce US-64 devraient être utilisées, à savoir l'imputation des versements anticycliques pour les superficies de base de coton et les superficies de base autres que de coton à la production de coton upland, au moyen de la méthode qu'il a lui-même baptisée "méthode du Brésil".[7] Cet argument présente de manière erronée les analyses du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans la procédure initiale et ne tient pas compte des recommandations et décisions de l'ORD qui en ont résulté. Premièrement, cette "méthode du Brésil" n'a *pas* été appliquée dans le cadre de l'évaluation de l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable effectuée par le Groupe spécial, comme le Brésil le donne à entendre, et, de ce fait, ni la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulée par le Groupe spécial, ni les recommandations et décisions de l'ORD qui en ont résulté ne s'appliquaient aux versements anticycliques visant les superficies de base autres que de coton.[8] Au lieu de cela, comme le montre l'examen des références du Brésil[9], cette méthode a uniquement été considérée dans le contexte de l'analyse, par le Groupe spécial initial, du "soutien pour un produit spécifique" au titre de l'article 13 b) de l'*Accord sur l'agriculture* (analyse de la "clause de paix"). Et, même dans ce contexte, elle a été spécifiquement *rejetée*. En fait, bien que le

[4] Première communication écrite des États-Unis, annexe I, paragraphes 36 et 37.

[5] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 63.

[6] Plus précisément, le ratio des superficies de base de coton upland aux superficies plantées dans ces exploitations était faible (par exemple 32,7 pour cent seulement en Californie), ce qui montre que l'effet de canalisation allégué par le Brésil ne repose sur aucun fondement. En outre, seul *un tiers* environ des superficies plantées en coton au cours de la période "de base" antérieure étaient encore plantées en coton pendant la campagne de commercialisation 2005. En outre, dans les régions où les fruits et légumes constituent une culture de remplacement du coton viable, des superficies importantes ont été plantées en fruits et légumes sur des exploitations qui avaient une superficie de base de coton upland (par exemple 600 000 acres en Californie et plus de 1 million d'acres dans l'ensemble du pays). Cela démontre là aussi que les exploitants ne se sentent pas obligés de planter du coton au lieu de fruits et de légumes sur ces exploitations. Comme les États-Unis l'expliqueront dans la communication qu'ils présenteront à titre de réfutation, le Brésil n'a aucune réponse à ces arguments.

[7] Il s'agit de la méthode au moyen de laquelle le Brésil tente d'exagérer encore le montant des versements anticycliques en incluant les versements effectués pour les superficies de base des autres cultures visées par les programmes uniquement parce qu'ils ont été effectués au bénéfice d'exploitations dans lesquelles l'étendue de la superficie plantée en coton excédait l'étendue de la superficie de base de coton upland détenue par l'exploitant agricole. Communication présentée par le Brésil à titre de réfutation, paragraphe 171.

[8] *Voir*, par exemple, la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006, paragraphes 9 à 13. De fait, il est étonnant que le Brésil formule cet argument car il s'oppose vigoureusement à *tout* calcul précis du subventionnement dans le cadre de l'analyse de l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable (en faisant valoir qu'il suffisait que le Groupe spécial initial constate simplement que les versements au titre du programme Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, respectivement, étaient, d'après les allégations, "très élevés"). *Voir*, par exemple, *États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphes 98 et 99.

[9] Les références faites par le Brésil dans sa demande du 1er novembre concernent essentiellement les paragraphes 7.608 à 7.633 et 7.641 à 7.647. Ces paragraphes renvoient à la section du rapport du Groupe spécial initial intitulée "Conclusion concernant l'article 13 b)"et à un "appendice de la section VII.D" (qui est elle-même intitulée "Les mesures de soutien interne et l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*").

Brésil proclame haut et fort que le Groupe spécial initial a décrit cette méthode comme étant "appropriée"[10], ce groupe spécial n'a pas utilisé la méthode dans son analyse de la clause de paix.[11] De plus, le Brésil ne mentionne pas que, lorsqu'il a invoqué la méthode en appel, l'Organe d'appel a spécifiquement indiqué que cette méthode était inacceptable:

> [N]ous ne voyons pas grand-chose dans les constatations du Groupe spécial ou dans les éléments versés au dossier qui nous permettrait de discerner un lien entre les mesures qui confèrent un soutien en ce qui concerne la superficie de base antérieure autre que de coton et la production actuelle de coton upland. *Nous n'acceptons donc pas la méthode présentée par le Brésil* qui incluait, dans les calculs au titre de l'article 13 b) ii), les versements en ce qui concerne la superficie de base à la fois de coton et autre que de coton allant à la production actuelle de coton upland.[12]

4. De ce fait, comme "les mesures qui confèrent un soutien en ce qui concerne la superficie de base autre que de coton antérieure" n'ont *pas* été incluses dans le soutien dont il a été constaté qu'il dépassait la limite stipulée dans la clause de paix, ces mesures étaient, en vertu de la clause de paix, exemptées d'actions, y compris des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil. Il ne pouvait donc y avoir eu aucune recommandation et décision de l'ORD concernant ces mesures – et il n'y en avait eu aucune – et les versements anticycliques pour les superficies de base autres que de coton n'étaient pas des "mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

5. En somme, la demande renouvelée par le Brésil dans sa communication présentée à titre de réfutation, visant à ce que le Groupe spécial collecte les données énumérées à la partie A de l'annexe 1 de sa demande du 1er novembre, est sans fondement puisque les États-Unis ont déjà communiqué les données portant sur la période pertinente pour les allégations de préjudice grave actuel formulées par le Brésil. De plus, les arguments avancés par le Brésil concernant la pertinence de ces renseignements sont inexacts et de nature à induire en erreur; et, dans la mesure où elles sont pertinentes, les données viennent étayer le point de vue des États-Unis. Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter la demande renouvelée.

6. Comme le Groupe spécial a invité chacune des parties à formuler des observations sur toute question posée à l'autre partie, les États-Unis présentent également les brèves observations ci-après concernant la question n° 1 adressée au Brésil:

Question n° 1 (au Brésil)

Le Brésil considère-t-il que les questions posées à la partie B de l'annexe 1 de la demande qu'il a présentée le 1er novembre 2005 (ci-après dénommée "demande du 1er novembre") sont désormais inutiles?

7. Le Brésil n'à à ce jour fourni, dans sa demande du 1er novembre, dans sa première communication ou dans sa communication présentée à titre de réfutation, *aucune* raison justifiant que le Groupe spécial collecte les documents et renseignements – qui sont plus de 25 – énumérés à la partie B de l'annexe 1 de sa demande du 1er novembre. Le Brésil n'a pas non plus présenté le type d'explication point par point qui est nécessaire au *Groupe spécial* pour déterminer si ces documents et renseignements sont en fait "nécessaires et appropriés", au sens de l'article 13 du Mémorandum d'accord, pour qu'il puisse procéder à une évaluation objective des éléments de preuve et des arguments présentés par les parties. Dans ces circonstances, il n'y a aucun fondement permettant d'accéder à la demande du Brésil.

---

[10] *Voir*, par exemple, la communication présentée par le Brésil à titre de réfutation, paragraphe 172.
[11] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.580.
[12] *États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 380.

ANNEXE D-4

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES DÉCLARATIONS ORALES DES ÉTATS-UNIS À LA RÉUNION AVEC LE GROUPE SPÉCIAL

(9 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX 31

LISTE DES ABRÉVIATIONS 32

LISTE DES PIÈCES 33

AFFAIRES CITÉES 34

1. INTRODUCTION 35

2. LA DIMINUTION DES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS PENDANT LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2006 EST PROVOQUÉE PAR LA BAISSE DE LA DEMANDE MONDIALE, ET NON PAR L'ÉLIMINATION DU PROGRAMME STEP 2 36

3. LE BRÉSIL N'A PAS CHANGÉ DE POSITION EN CE QUI CONCERNE LA CAUSE DE L'EMPÊCHEMENT NOTABLE DE HAUSSES DE PRIX 37

4. UNE ANALYSE DES COÛTS VARIABLES ET DES RECETTES DU COTON UPLAND ÉTAYE LES ALLÉGATIONS DE PRÉJUDICE GRAVE DU BRÉSIL 38

5. OBSERVATIONS DE M. DANIEL SUMNER 48

5.1 Critique des États-Unis: "n'inclut pas les effets croisés entre produits de base ni les élasticités-prix croisées, ce qui pourrait conduire à des effets sur les prix faussés" 48

5.2 Critique des États-Unis: "est statique, sans relations explicites pour tenir compte des variations du niveau des stocks de coton, ni équations de stocks" 49

5.3 Critique des États-Unis: "contient des élasticités de l'offre étrangère différentes de celles du FAPRI qui sous-estiment la réaction des producteurs étrangers aux fluctuations des cours mondiaux" 50

5.4 Critique des États-Unis: "traite les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs différemment même s'ils fonctionnent de la même façon" 50

5.5 Critique des États-Unis: "incorpore directement les versements au titre du programme Step 2 dans la fonction de revenu des producteurs en tant que versements entièrement couplés" 51

5.6 Critique des États-Unis: "ne tient manifestement pas compte des paramètres réglementaires, par exemple en incluant des taux de versements anticycliques qui dépassent parfois le maximum réglementaire dans chacune des attentes en matière de prix. Le montant maximal des versements anticycliques effectués pour 85 pour cent de la superficie de base et les rendements visés par les programmes ne peut pas dépasser 13,7 cents. Or, M. Sumner inclut un montant atteignant 19,10 cents, soit de 39 pour cent supérieur au taux maximal autorisé" 53

5.7 Conclusion 53

6. CONCLUSION 53

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

Page

Graphique 7 – Recettes attendues supérieures aux coûts en espèces de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2005 40

Graphique 8 – Recettes attendues supérieures aux coûts en espèces pendant la campagne de commercialisation 2005 en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation ou de subventions CCP pour le coton 41

Graphique 9 – Recettes attendues supérieures aux coûts en espèces de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2007 42

Graphique 10 – Recettes attendues supérieures aux coûts en espèces pendant la campagne de commercialisation 2007 en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions CCP pour le coton 43

Graphique 11 – Recettes réelles moyennes supérieures aux coûts en espèces moyens afférents à la plantation de coton, de maïs ou de fèves de soja sur une acre de base de coton pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2006 44

Graphique 12 – Recettes réelles moyennes supérieures aux coûts en espèces moyens en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation ou de subventions CCP pour le coton pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2006 45

Graphique 13 – Adoption de variétés de coton GM aux États-Unis 47

Graphique 14 – Simple démonstration graphique de l'équivalence des subventions à la production et à la demande 52

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord SMC	*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*
CCIC	Comité consultatif international du coton
FAPRI	Food and Agricultural Policy Research Institute (Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole)
Loi FSRI	Farm Security and Rural Investment Act of 2002 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural)
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OMC	Organisation mondiale du commerce
USDA	U.S. Department of Agriculture (Département de l'agriculture des États-Unis)

LISTE DES PIÈCES

U.S. Export Sales Data, accessed at www.fas.usda.gov/export-sales/h1404.htm	Pièce Bra-663
Monthly Export Sales	Pièce Bra-664
Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns and Cash Costs	Pièce Bra-665
Actual Costs and Returns Analysis Based on Cash Costs	Pièce Bra-666
Expected Costs and Returns Using Variable Costs	Pièce Bra-667
Actual Costs and Returns Using Variable Costs	Pièce Bra-668
"Adoption of Genetically Engineered Crops in the U.S.: Cotton Varieties," Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, accessed March 2007 at http://www.ers.usda.gov/data/biotechcrops/ExtentofAdoptionTable2.htm	Pièce Bra-669

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Brésil – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000
États-Unis – FSC (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004

1. INTRODUCTION

1. Le Brésil remercie le Groupe spécial de la mise en conformité de lui offrir la possibilité de formuler des observations sur les déclarations liminaire et finale faites par les États-Unis à la réunion du Groupe spécial. Dans la présente communication, le Brésil formule des observations sur certaines questions et certains arguments soulevés par les États-Unis. Il invite aussi le Groupe spécial de la mise en conformité à se reporter à sa propre déclaration finale à la réunion du Groupe spécial, dans laquelle il a répondu à la majorité des nouveaux arguments avancés par les États-Unis.

2. Plus précisément, dans sa déclaration finale, le Brésil a présenté, entre autres, les arguments suivants pour répondre aux arguments des États-Unis concernant les effets défavorables:

- Les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques impératives et subordonnées aux prix qui ont été accordées après la période de référence définie par le Groupe spécial initial sont soumises à bon droit au présent groupe spécial de la mise en conformité.[1]

- L'argument du Brésil selon lequel il y a transmission rapide des prix sur un marché mondial intégré est compatible avec le fait que les exploitants en dehors des États-Unis réagissent plus lentement aux prix plus élevés qui résultent de l'élimination des subventions des États-Unis.[2]

- Le fait que, pendant la campagne de commercialisation 2003, les coûts de production de la superficie moyenne plantée en coton upland ont été couverts par les recettes provenant du marché était une aberration.[3]

- Le Brésil a démontré que les effets d'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial causés par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques étaient "notables".[4]

3. En outre, dans sa déclaration finale, le Brésil a présenté les arguments suivants pour répondre aux arguments des États-Unis concernant les garanties de crédit à l'exportation:

- Le programme GSM-102 modifié ne couvre pas, à longue échéance, ses coûts et pertes, conformément au point j) de la Liste exemplative. Le gouvernement des États-Unis continue, chaque année, de prévoir que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 émises pendant la même année entraîneront des pertes.[5]

- Même si le programme GSM-102 couvre, à longue échéance, les coûts et les pertes au titre de sa gestion au sens du point j), cela ne "démontre [pas] de manière déterminante", conformément à l'interprétation appropriée de la note de bas de page 5 de l'Accord SMC, que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 ne sont pas des subventions à l'exportation.[6]

---

[1] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 2 à 4.
[2] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 5 à 8.
[3] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 15 et 16.
[4] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 17 à 20.
[5] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 21 et 22.
[6] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 24, *citant* la déclaration orale des États-Unis, section III.A.1.

- Même si le programme GSM-102 couvre, à longue échéance, les coûts et les pertes au titre de sa gestion, les États-Unis n'ont pas effectué le "retrait complet" de la subvention prohibée, mais l'ont simplement remplacée par une autre subvention prohibée. Plus précisément, conformément au barème des commissions modifié, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 sont des contributions subordonnées aux exportations qui confèrent des "avantages".[7]

- L'article 14 c) de l'Accord SMC énonce uniquement des "principes directeurs" dont l'Organe d'appel a conclu, à la demande pressante des États-Unis, qu'ils ne devaient pas être suivis de manière rigide, même dans les différends concernant des mesures compensatoires auxquels la disposition s'appliquait expressément.[8]

- En continuant de verser des indemnisations dans le cadre de certaines garanties de crédit à l'exportation en cours au 1er juillet 2005, les États-Unis n'ont pas "retiré la subvention" selon l'interprétation que l'Organe d'appel a donnée de cette expression.[9]

4. Le Brésil ne reviendra pas sur ces points, mais il abordera par contre un certain nombre de questions additionnelles relatives aux effets défavorables que les États-Unis ont soulevées dans leurs déclarations liminaire et finale. Dans la présente communication, le Brésil ne formulera pas d'autres observations sur les questions relatives aux garanties de crédit à l'exportation soulevées par les États-Unis dans leurs déclarations liminaire et finale.

2. LA DIMINUTION DES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS PENDANT LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2006 EST PROVOQUÉE PAR LA BAISSE DE LA DEMANDE MONDIALE, ET NON PAR L'ÉLIMINATION DU PROGRAMME STEP 2

5. Les États-Unis continuent de faire valoir que l'élimination du programme Step 2 a fait baisser leurs exportations de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2006.[10] Ainsi que le Brésil l'a expliqué dans sa déclaration finale, cela est inexact.[11]

6. Les États-Unis ont fourni des données hebdomadaires sur les exportations de février pour montrer que l'abrogation du programme Step 2 avait entraîné une diminution des exportations. En comparant les campagnes de commercialisation 2006 et 2005, les États-Unis allèguent que "les exportations des États-Unis ont *baissé de 30 pour cent*".[12] Toutefois, ils ne mentionnent pas que les exportations avaient enregistré une poussée avant l'abrogation du programme Step 2. Les données montrent qu'avant l'élimination des subventions au titre du programme Step 2, les ventes se situaient à un niveau qui n'avait été dépassé qu'une fois pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2007.[13] Si l'on examine la moyenne des deux mois antérieurs à l'abrogation des subventions au titre du programme Step 2 (juin-juillet 2006) et des deux mois postérieurs (août-septembre 2006), on constate que les exportations ont chuté de 85 pour cent. Autrement dit, elles étaient sept fois moins

[7] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 25 à 27, *citant* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 83.

[8] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 28 et 29, *citant* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

[9] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 30, *citant* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5)*, paragraphes 2 et 223 à 231, et le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 45.

[10] Le Brésil note que les États-Unis n'indiquent pas la source de certaines de leurs données (*voir, par exemple*, la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 11) ou le lien avec leurs données (*voir, par exemple*, la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 10).

[11] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 11.

[12] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 10.

[13] Pièce Bra-663 (U.S. Export Sales Data, consulté à l'adresse suivante: www.fas.usda.gov/export-sales/h1404.htm).

élevées.[14] Le Brésil note aussi que pendant les deux mois antérieurs à l'élimination des subventions au titre du programme Step 2, les exportations des États-Unis étaient presque deux fois supérieures à leur moyenne sur les cinq campagnes de commercialisation précédentes (campagnes de commercialisation 2000 à 2004).[15] L'une des conséquences de ces ventes massives enregistrées pendant la campagne de commercialisation 2005 est une diminution ultérieure des exportations au cours de la campagne de commercialisation 2006. Cela cadre bien avec la tentative des exportateurs rationnels d'encaisser les derniers versements disponibles au titre du programme Step 2.

7. Pendant les premières semaines de l'année civile 2007, c'est-à-dire à la moitié de la campagne de commercialisation 2006, les données sur les exportations des États-Unis faisaient toujours apparaître une diminution des ventes. Les États-Unis attribuent cette baisse à l'élimination du programme Step 2. Toutefois, une analyse approfondie du commerce mondial fournit une explication différente. En fait, tous les grands exportateurs de coton, à l'exception de l'Inde, ont vu leurs exportations diminuer au cours de la campagne de commercialisation 2006.[16] La principale raison de cette baisse est la faiblesse de la demande internationale. Ainsi que le Brésil l'a montré à plusieurs reprises en fournissant des rapports sur le marché, le principal importateur, la Chine, était en train d'utiliser "une grande quantité de coton importée avant l'expiration du programme Step 2".[17] La progression des exportations indiennes a accentué la baisse des exportations des États-Unis et d'autres pays exportateurs.[18] Ces faits non contestés expliquent en grande partie la diminution de la part des importations chinoises et de la part des exportations mondiales détenues par les États-Unis.[19]

8. De plus, la diminution des exportations des États-Unis doit être mise en perspective. Le Brésil note que l'USDA (et le CCIC) prévoient actuellement que les exportations des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 atteindront un *niveau qui n'a été dépassé qu'une fois dans l'histoire*, qui sera comparable aux niveaux de la campagne de commercialisation 2004.[20] De plus, pour les campagnes de commercialisation 2007 et 2008, les prévisions montrent un accroissement annuel attendu de près de 10 pour cent par rapport aux campagnes de commercialisation 2006 et 2007, respectivement.[21]

9. Ainsi, la diminution actuelle de la part des exportations détenue par les États-Unis n'est pas le résultat de l'élimination du programme Step 2, mais de la diminution générale du commerce mondial.

3. LE BRÉSIL N'A PAS CHANGÉ DE POSITION EN CE QUI CONCERNE LA CAUSE DE L'EMPÊCHEMENT NOTABLE DE HAUSSES DE PRIX

10. Les États-Unis allèguent que le Brésil a changé de position, affirmant non plus que les exportations causent un empêchement de hausses de prix mais que les stocks et la production causent un empêchement de hausses de prix. En outre, les États-Unis affirment qu'il est "trop tard pour …

[14] Pièce Bra-664 (Monthly Export Sales).
[15] Pièce Bra-664 (Monthly Export Sales).
[16] Pièce Bra-652 (Examen du Comité consultatif international sur le coton, volume 60, n° 3, janvier-février 2007, consulté en février 2007, page 6).
[17] Pièce Bra-662 (Elton Robinson, "High certificated cotton stocks slow trade, weigh on prices", Delta Farm Press, 1er décembre 2006, consulté en février 2007 à l'adresse suivante: http://deltafarmpress.com/mag/farming_high_certificated_cotton/).
[18] Pièce Bra-652 (Examen du Comité consultatif international sur le coton, volume 60, n° 3, janvier-février 2007, consulté en février 2007, page 6).
[19] Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 10 et 11.
[20] Pièce Bra-651 (Cotton and Wool Outlook, USDA, 12 février 2007, page 4, consulté en février 2007 à l'adresse suivante: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-02-12-2007.pdf).
[21] Pièce Bra-635 (2002-2007 USDA Agricultural Baseline Projections, page 46).

modifie[r] des facteurs fondamentaux" et que le Brésil ne présente "aucun élément de preuve ou argument pour étayer cette nouvelle affirmation".[22] Ces allégations des États-Unis sont fausses.

11. Le Brésil n'a pas changé de position. La production, les stocks et les exportations sont liés entre eux – ils constituent tous l'offre; toute offre non consommée sur le marché intérieur doit en fin de compte être exportée.[23] En fait, cela relève de l'économie de base. Que l'offre des États-Unis – créée par les subventions des États-Unis – finisse temporairement dans un entrepôt ou qu'elle soit exportée immédiatement, cette offre excédentaire empêche des hausses de prix sur le marché mondial. Dans la déclaration orale qu'il a faite à la réunion du Groupe spécial, M. Andrew Macdonald a confirmé ce lien.[24]

12. Dans leur déclaration orale, les États-Unis ont noté que l'utilisation industrielle nationale aux États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 était en baisse.[25] Cette pénurie de la demande intérieure de produits des États-Unis contribue aussi à l'accumulation de stocks de coton upland des États-Unis produit grâce aux subventions qui finiront par être exportés. Là encore, que l'offre des États-Unis résultant d'une production subventionnée soit exportée immédiatement ou qu'elle finisse par être stockée temporairement pour être exportée plus tard, elle affecte les prix du coton upland sur le marché mondial et, en fait, empêche leurs hausses.

4. UNE ANALYSE DES COÛTS VARIABLES ET DES RECETTES DU COTON UPLAND ÉTAYE LES ALLÉGATIONS DE PRÉJUDICE GRAVE DU BRÉSIL

13. Le Brésil répond ensuite aux arguments des États-Unis concernant les graphiques des coûts et recettes totaux "attendus" et "réels" qui figurent dans sa déclaration orale. Ces graphiques illustrent visuellement deux effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques pour le coton upland.[26] Premièrement, ils montrent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques sont essentielles pour que les exploitants de coton upland puissent couvrir leurs coûts de production et continuer de cultiver du coton upland. Le revenu provenant du marché n'est en soi presque jamais suffisant pour couvrir le coût *total*, et on ne s'attend pas non plus à ce qu'il le soit. En outre, les recettes provenant du marché attendues et réelles ont été inférieures ou tout juste supérieures aux coûts *variables* moyens pendant un certain nombre de campagnes, ce qui porte à croire que de nombreux exploitants de coton upland abandonneraient la culture du coton en l'absence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques, même à court terme. Dans sa première communication écrite[27], dans sa communication à titre de réfutation[28] et dans sa déclaration orale[29], le Brésil a présenté des éléments de preuve similaires sur l'écart entre les coûts de production et les recettes provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis.

14. Deuxièmement, les graphiques figurant dans la déclaration orale du Brésil montrent que les exploitants de coton upland abandonneraient la production de coton upland au profit de cultures de remplacement en l'absence de l'effet des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. En l'absence de ces subventions, les recettes attendues de la culture du maïs ou des fèves de soja lors de presque chaque campagne rendent plus intéressante la production de l'une de ces cultures de remplacement. Ces éléments de preuve répondent aux critiques des

[22] Déclaration finale des États-Unis, paragraphe 15.
[23] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 9 à 14.
[24] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 147 et 160 à 162.
[25] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 11.
[26] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 78.
[27] Section 7.11 de la première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 à 164.
[28] Section 2.3.6 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 245 à 289.
[29] Section 2.4 de la déclaration orale du Brésil, paragraphes 54 à 91.

États-Unis selon lesquelles le Brésil n'a pas dûment examiné l'intérêt relatif des cultures concurrentes à l'époque de la plantation.[30]

15. Dans leur déclaration orale, les États-Unis ont affirmé que les coûts variables et les recettes provenant du marché étaient les facteurs déterminants pour les décisions en matière de plantation prises par les exploitants campagne par campagne.[31] Or, pendant la deuxième journée de réunion du Groupe spécial et dans leur déclaration finale, ils ont admis que certains coûts fixes, y compris ceux qui constituaient des "coûts en espèces"[32] étaient aussi pertinents pour les décisions en matière de plantation.[33] De fait, le deuxième graphique des États-Unis figurant dans la "pièce des États-Unis du 28 février 2007", intitulé "Coûts de production du coton", comprend les coûts variables et les coûts fixes qui constituent des coûts en espèces. Il exclut le coût de la terre, le coût de son travail et les frais d'amortissement. Toutefois, ces coûts autres qu'en espèces[34] représentent près de 30 pour cent du coût de production total du coton.[35]

16. Le Brésil note aussi que le premier graphique figurant dans la "pièce des États-Unis du 28 février 2007" est fondé sur les coûts *réels* et les recettes provenant du marché *réelles* enregistrés pendant la campagne de commercialisation 2005. Le Brésil s'étonne que les États-Unis présentent un graphique des recettes *réelles* minorées des coûts en espèces alors que, selon les propres termes des États-Unis, un exploitant "ne peut pas revenir en arrière et prendre des décisions en matière de production différentes en se fondant sur la façon dont les choses évoluent réellement".[36] Autrement dit, ce sont les coûts et les recettes *attendus* au moment de la plantation qui fournissent un moyen utile d'évaluer l'incidence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. C'est l'approche que le Brésil a suivie dans les graphiques 1 à 4 présentés dans sa déclaration orale.

17. En tout état de cause, les exploitants ne peuvent survivre qu'en cherchant à maximaliser leurs recettes provenant du marché et des subventions par rapport aux coûts *totaux*, y compris les coûts en espèces et les coûts imputés, lorsqu'ils prennent des décisions en matière de plantation. Cela dit, si l'on compare les coûts totaux, les coûts variables ou même les coûts en espèces avec les recettes provenant du marché attendues, on aboutit à la même conclusion fondamentale: la plantation de coton upland en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques serait économiquement irrationnelle.

---

[30] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 255. *Voir aussi* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 269, 275, 300 et 301.

[31] Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 12 et 73.

[32] Selon *The Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, "les coûts en espèces sont des coûts qui exigent un versement en espèces au moment où la transaction a lieu ou au cours d'une période considérée spécifiée, telle qu'une semaine ou un mois". *Voir* la pièce Bra-649 ("Conceptual Issues in Cost and Return Estimates", chapitre 2 du Commodity Costs and Returns Estimation Handbook, rapport du Groupe de travail de l'AAEA sur les coûts et recettes des produits de base).

[33] *Voir* la pièce des États-Unis datée du 28 février 2007. Dans cette pièce, les États-Unis comparent les coûts en espèces et les recettes provenant du marché réelles pour la culture du coton upland, du maïs et des fèves de soja pendant la campagne de commercialisation 2005. Selon les États-Unis, les coûts en espèces comprennent les frais d'exploitation, la main-d'œuvre salariée, les taxes, l'assurance et les frais généraux. *Voir aussi* la déclaration finale des États-Unis, paragraphe 17.

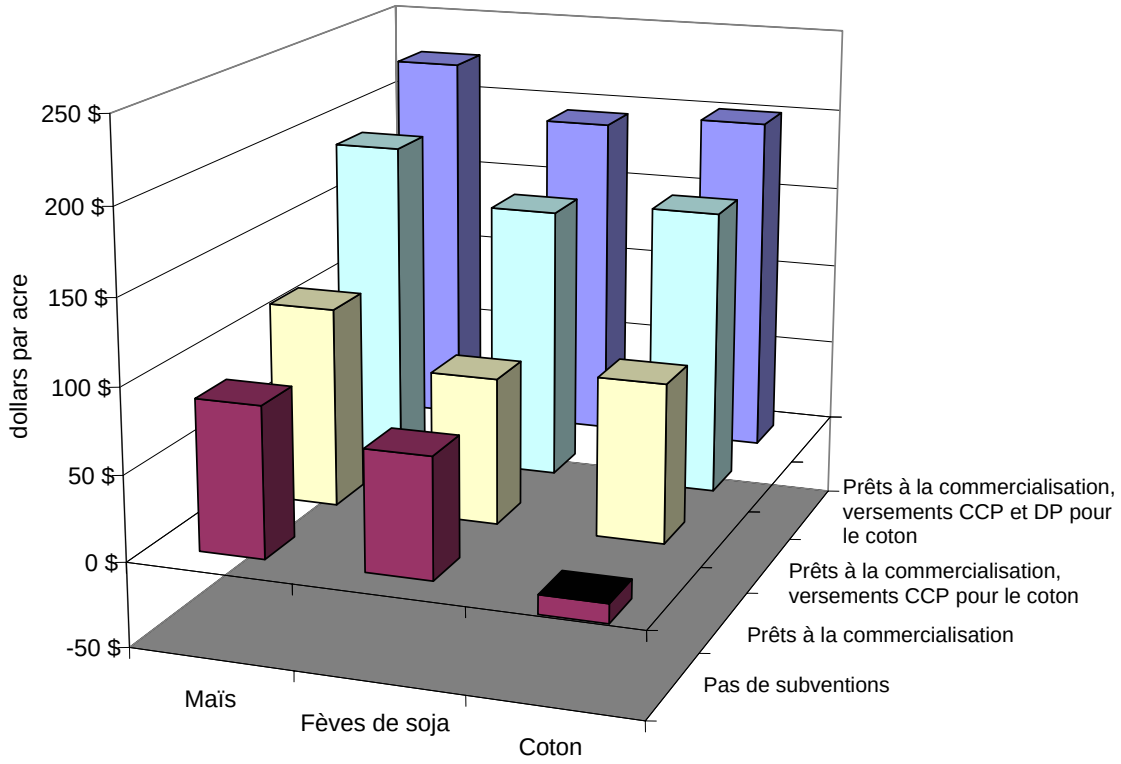
[34] Le Brésil note que la terre constitue un coût autre qu'en espèces uniquement dans la mesure où elle appartient à l'exploitant agricole. Les terres louées constituent un coût en espèces.

[35] Pièce Bra-648 (Actual Costs and Returns Analysis).

[36] Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 4 et 65.

18. Cette irrationalité est visible même lorsque l'on examine les "coûts en espèces", tels qu'ils ont été identifiés par les États-Unis dans leur pièce présentée le 28 février 2007, par comparaison aux recettes *attendues* et aux recettes *réelles*. Établis à partir des données pertinentes de l'USDA et du FAPRI qui figurent dans les pièces jointes, les graphiques 7 à 12 ci-après sont fondés sur les coûts *en espèces*, mais sur le plan conceptuel, ils reflètent les graphiques 1 à 6, respectivement, de la déclaration orale du Brésil, qui étaient fondés sur les coûts *totaux*.

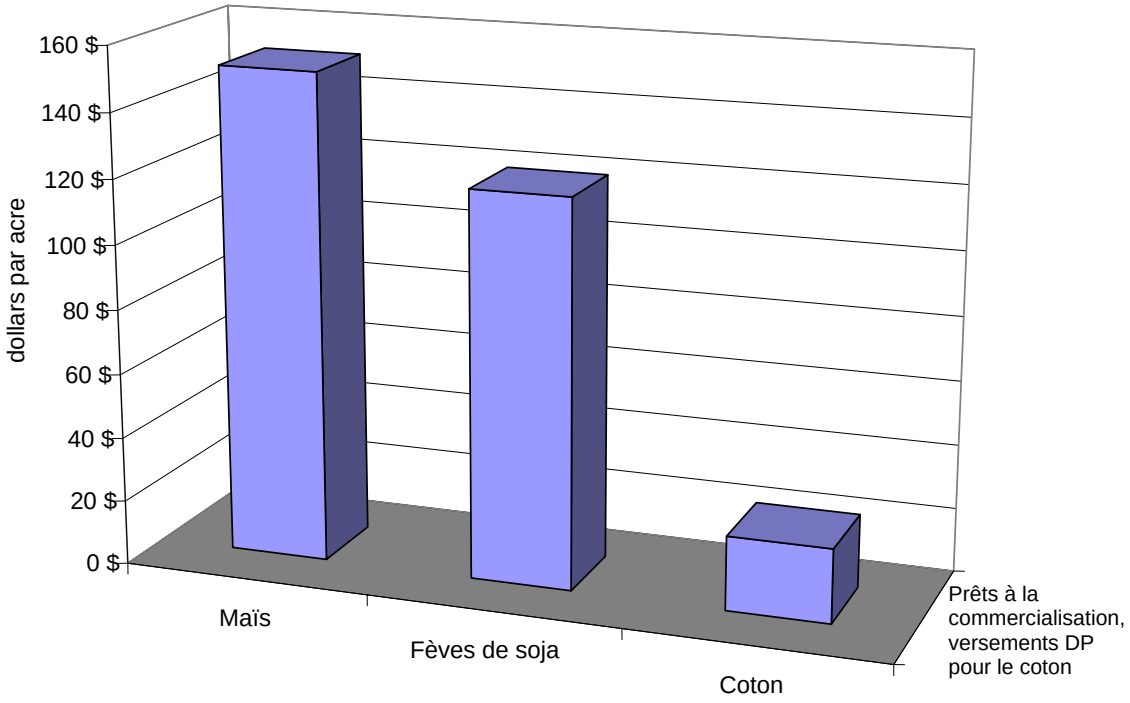
Graphique 7 – <u>Recettes attendues</u> supérieures aux <u>coûts en espèces</u> de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2005[37]



19. Le graphique 7 démontre que pendant la campagne de commercialisation 2005, on ne s'attendait pas à ce que les recettes provenant du marché permettent de couvrir les coûts en espèces de la superficie moyenne plantée en coton upland. On s'attendait par contre à ce que la production de maïs et de fèves de soja génère des recettes provenant du marché bien supérieures aux coûts en espèces (*voir* la première rangée de colonnes en rouge). Toutefois, lorsque les subventions au titre de prêts à la commercialisation attendues sont prises en compte dans les attentes des exploitants, les recettes attendues supérieures aux coûts en espèces sont quasiment les mêmes pour les trois cultures (*voir* la deuxième rangée de colonnes en jaune).

[37] Pièce Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on <u>Expected</u> Returns and <u>Cash</u> Costs).

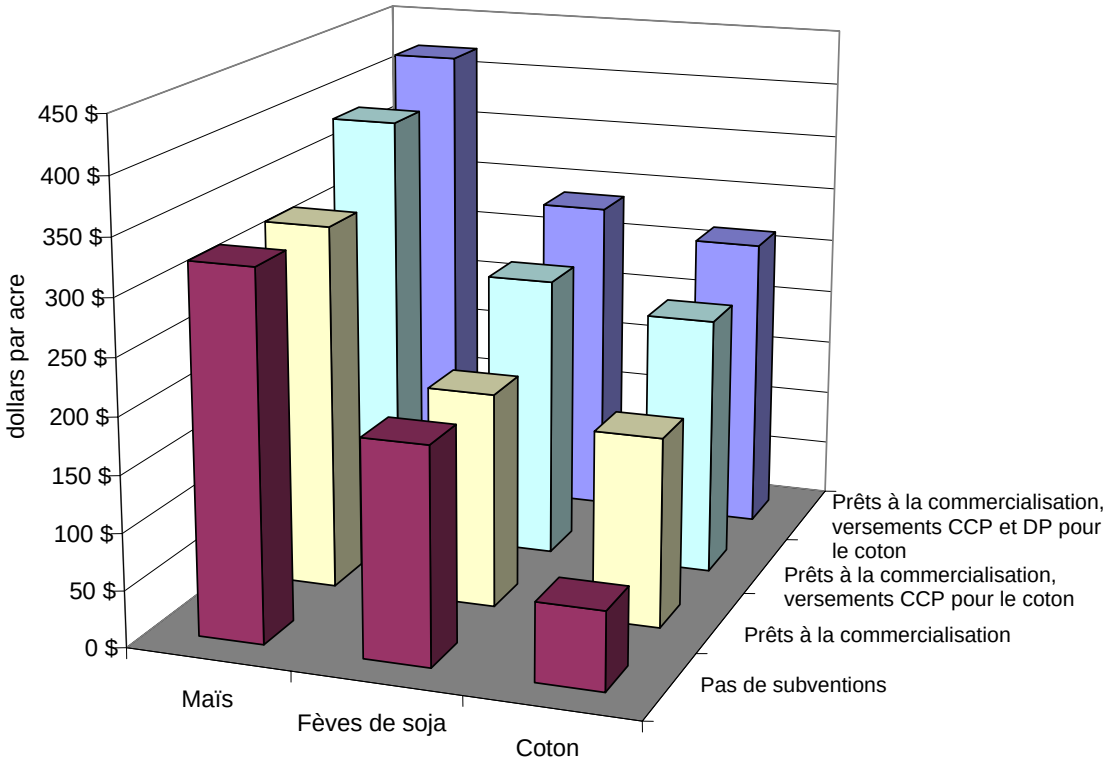
Graphique 8 – <u>Recettes attendues</u> supérieures aux <u>coûts en espèces</u> pendant la campagne de commercialisation 2005 en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation ou de subventions CCP pour le coton[38]



20. Ainsi que l'indique le graphique 8, s'il n'y avait pas eu de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005, les recettes attendues supérieures aux coûts en espèces auraient été beaucoup plus élevées pour les fèves de soja et le maïs que pour le coton upland, ce qui porterait à croire que de nombreux exploitants se seraient tournés vers la production de cultures de remplacement.

[38] Pièce Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on <u>Expected</u> Returns and <u>Cash</u> Costs).

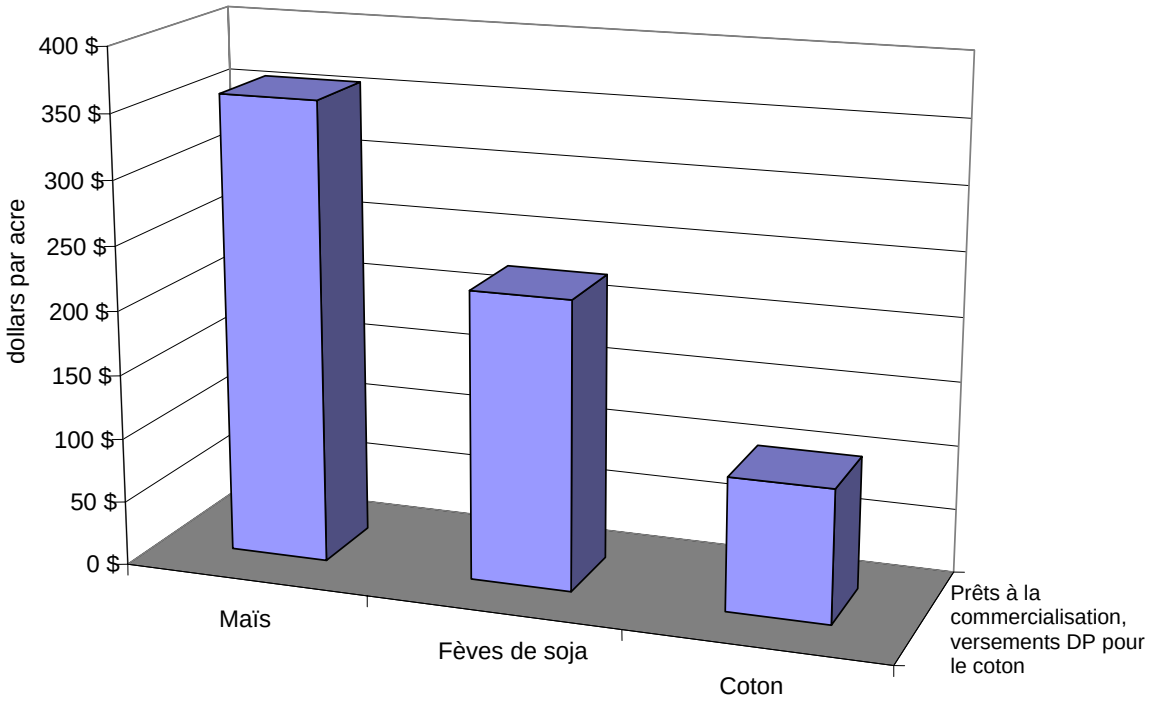
Graphique 9 – Recettes attendues supérieures aux coûts en espèces de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2007[39]



21. La première rangée de colonnes du graphique 9 montre que l'on s'attend en février 2007 à ce que les recettes provenant du marché qui sont supérieures aux coûts en espèces soient près de cinq fois plus élevées pour le maïs que pour le coton et près de trois fois plus élevées pour les fèves de soja que pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2007. Si l'on ne considérait que les recettes provenant du marché, il serait très étonnant que la superficie de coton upland diminue de 14 pour cent *seulement* pendant la campagne de commercialisation 2007, ainsi que le prévoyait le Conseil national du coton.[40] Toutefois, lorsque les subventions au titre de prêts à la commercialisation sont prises en compte dans les attentes des exploitants, on s'attend à ce que les recettes pour le coton upland soient presque aussi élevées que celles qui sont attendues pour les fèves de soja et de 40 pour cent seulement inférieures à celles attendues pour le maïs.[41] De ce point de vue, il est logique que 14 pour cent seulement de la superficie plantée en coton upland soient utilisés pour des cultures de remplacement.

[39] Pièce Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns and Cash Costs).
[40] Pièce Bra-646 (Planting Intentions Survey, Conseil national du coton).
[41] Pièce Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns and Cash Costs).

Graphique 10 – <u>Recettes attendues</u> supérieures aux <u>coûts en espèces</u> pendant la campagne de commercialisation 2007 en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions CCP pour le coton[42]

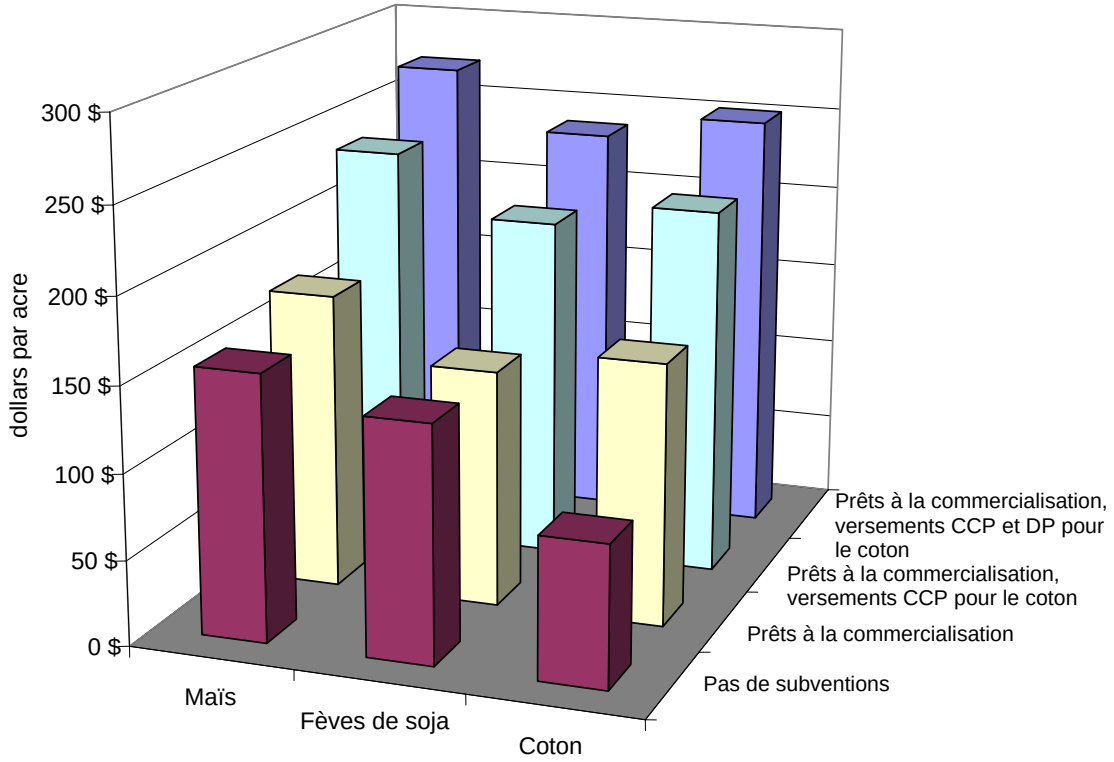


22. Le graphique 10 résume la décision en matière de plantation prise pour une acre de base de coton upland en février 2007, en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques pour le coton upland. Là encore, il porte à croire que plus de 14 pour cent de la superficie de coton upland seraient utilisés pour des cultures de remplacement en l'absence de ces subventions.

23. Tout comme les graphiques 5 et 6 figurant dans la déclaration orale du Brésil, les graphiques 11 et 12 ci-après sont fondés sur les recettes provenant du marché réelles:

[42] Pièce Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on <u>Expected</u> Returns and <u>Cash</u> Costs).

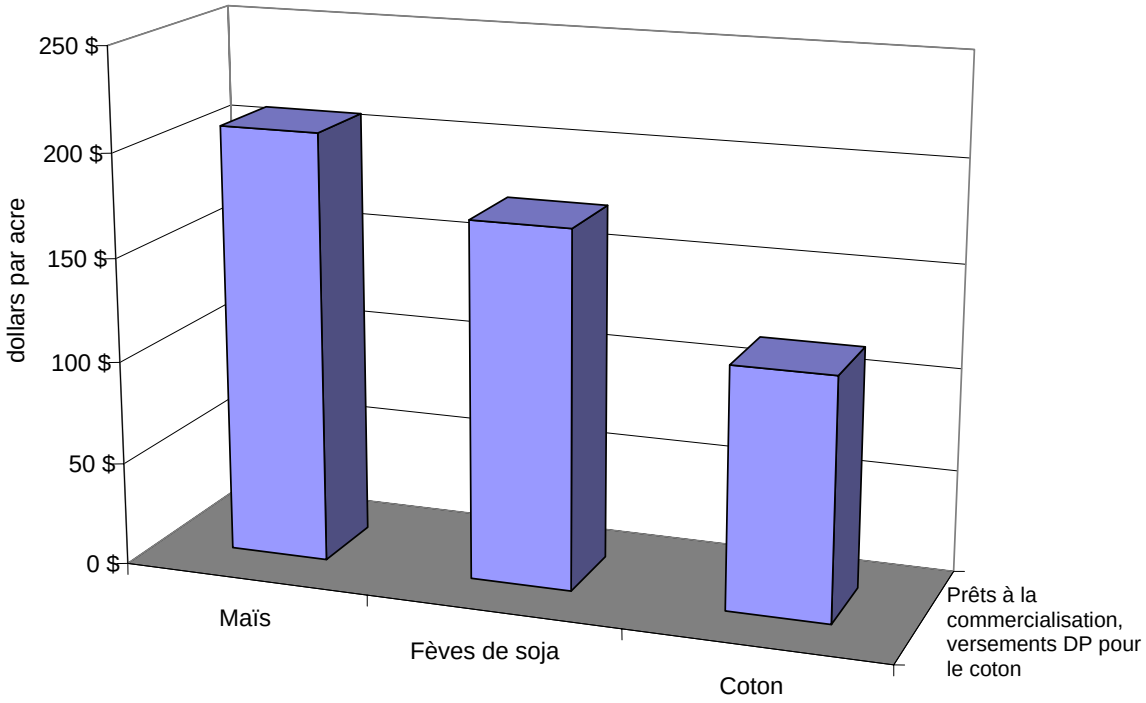
Graphique 11 – Recettes réelles moyennes supérieures aux coûts en espèces moyens afférents à la plantation de coton, de maïs ou de fèves de soja sur une acre de base de coton pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2006[43]



24. Le graphique 11 montre ce qui s'est effectivement produit entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2006. Il montre que les recettes provenant du marché réelles qui étaient supérieures aux coûts en espèces pour le coton upland étaient très inférieures à celles enregistrées pour le maïs et les fèves de soja. Toutefois, lorsque les subventions au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland sont prises en compte, les recettes supérieures aux coûts en espèces pour le coton upland sont plus élevées que pour les fèves de soja, et seulement un peu moins élevées que pour le maïs.

[43] Pièce Bra-666 (Actual Costs and Returns Analysis Based on Cash Costs).

Graphique 12 – Recettes réelles moyennes supérieures aux coûts en espèces moyens en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation ou de subventions CCP pour le coton pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2006[44]



25. Le graphique 12 montre qu'en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pour le coton upland, la culture du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton upland aurait été plus rentable. Tout comme le graphique 6 présenté par le Brésil dans sa déclaration orale et fondé sur les coûts totaux, ces graphiques fondés sur les coûts en espèces montrent toujours que planter des fèves de soja et du maïs sur la superficie de base de coton upland aurait été intéressant en l'absence de subventions subordonnées au prix pour le coton upland.

26. Ces éléments de preuve montrent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont pour effet de fournir de fortes incitations financières au maintien de la superficie de coton upland, même dans le cas improbable où les exploitants ne tiennent compte que des coûts variables ou en espèces au moment de prendre leurs décisions en matière de plantation. *En l'absence* des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pour le coton upland, il serait beaucoup plus rentable pour les exploitants de coton upland, en moyenne, de planter du maïs ou des fèves de soja. Ainsi, comme le Brésil l'a indiqué pendant la réunion du Groupe spécial, l'utilité des comparaisons fondées sur les coûts *totaux* présentées dans les graphiques 1 à 6 figurant dans sa déclaration orale n'est pas amoindrie par le recours aux coûts en espèces dans les graphiques 7 à 12 ci-dessus. Éliminer les coûts autres qu'en espèces[45] modifie le niveau des recettes provenant du marché attendues ou réelles minorées des coûts, mais ne modifie *pas* l'intérêt relatif de la production de maïs ou de fèves de soja – comparativement au coton upland – sur une acre de base de coton upland.

[44] Pièce Bra-666 (Actual Costs and Returns Analysis Based on Cash Costs).

[45] Selon *The Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, "les coûts autres qu'en espèces sont ceux pour lesquels il y a une différence entre le moment où les ressources sont physiquement utilisées et celui où les versements en espèces sont effectués". *Voir* la pièce Bra-649 ("Conceptual Issues in Cost and Return Estimates", chapitre 2 du Commodity Costs and Returns Estimation Handbook, rapport du Groupe de travail de l'AAEA sur les coûts et recettes des produits de base).

27. L'analyse des recettes réelles et attendues qui sont supérieures aux coûts *variables* (par opposition aux coûts *en espèces* seulement)[46] produit un résultat similaire. L'élimination des coûts fixes modifie le niveau des recettes minorées des coûts, mais pas l'intérêt relatif de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une acre de base de coton upland. La pièce Bra-667 fournit une comparaison complète des recettes attendues supérieures aux coûts variables pendant les campagnes de commercialisation 2002 à 2007. La pièce Bra-668 fournit une comparaison des recettes réelles supérieures aux coûts variables.[47]

28. Les États-Unis ont avancé dans leur déclaration liminaire un certain nombre d'autres arguments fallacieux au sujet des coûts et recettes du coton upland aux États-Unis. Ils ont fait valoir qu'un examen des coûts et recettes pour la campagne de commercialisation 2003 démontrait que 92 pour cent des exploitants de coton upland pouvaient couvrir leurs coûts de production variables et totaux.[48] Ainsi que le Brésil l'a expliqué dans sa déclaration liminaire[49], dans sa déclaration finale[50] et dans ses réponses aux questions orales du Groupe spécial de la mise en conformité, cette affirmation est fallacieuse, et dans une certaine mesure, tout simplement inexacte.

29. Premièrement, il est important de comprendre que les renseignements sur les coûts ventilés par catégories de coûts[51] (*à savoir* producteurs à coûts faibles, moyens et élevés) qui, d'après les allégations, sont "nouveaux", sont fondés sur les données mêmes de l'étude correspondante que le Brésil a présentées dans sa première communication écrite et a utilisées dans des communications et déclarations ultérieures.[52] Il ne s'agit pas de renseignements "nouveaux", mais plutôt d'une construction à partir des données de l'USDA sur lesquelles le Brésil s'est appuyé tout au long de la présente procédure. En fait, le "nouveau" groupement des exploitations selon qu'elles ont des coûts faibles, moyens ou élevés est quelque peu arbitraire. Le Brésil a soutenu pendant longtemps que les coûts des producteurs de coton n'étaient pas uniformes.[53] Le fait que certains exploitants ont une structure de coûts inférieurs par rapport à d'autres n'a absolument rien d'exceptionnel.

30. Toutefois, le fait que les États-Unis s'appuient sur les "nouveaux" renseignements sur les coûts est fondamentalement erroné parce que ces renseignements concernent la campagne de commercialisation 2003, pendant laquelle les prix du coton ont atteint leur plus haut niveau au cours de la dernière décennie. Il est fallacieux et inexact de conclure à partir des recettes provenant du marché enregistrées pendant la campagne de commercialisation 2003 que les exploitants de coton upland peuvent généralement couvrir leurs coûts grâce au revenu provenant du marché. Sur les huit dernières campagnes de commercialisation, celle de 2003 est la seule où la superficie moyenne plantée en coton upland a permis de couvrir le coût de production total.

---

[46] Les coûts variables comprennent les frais d'exploitation, le coût de la terre et le coût de la main-d'œuvre. *Voir*, entre autres, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.3 et 6.2.

[47] Le Brésil note que les fichiers Excel des pièces Bra-634, 648, 665, 666, 667 et 668 permettent aisément de modifier le "coût" auquel les recettes provenant du marché et des subventions sont comparées. Dans les trois premières feuilles de calcul, les cellules de la ligne intitulée "Pas de subventions" peuvent être modifiées pour rendre compte de concepts de coûts différents. Les graphiques des feuilles de calcul suivantes du fichier Excel seront automatiquement mis à jour pour tenir compte du nouveau concept de coûts.

[48] Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 11 et 72.

[49] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 84.

[50] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 15 et 16.

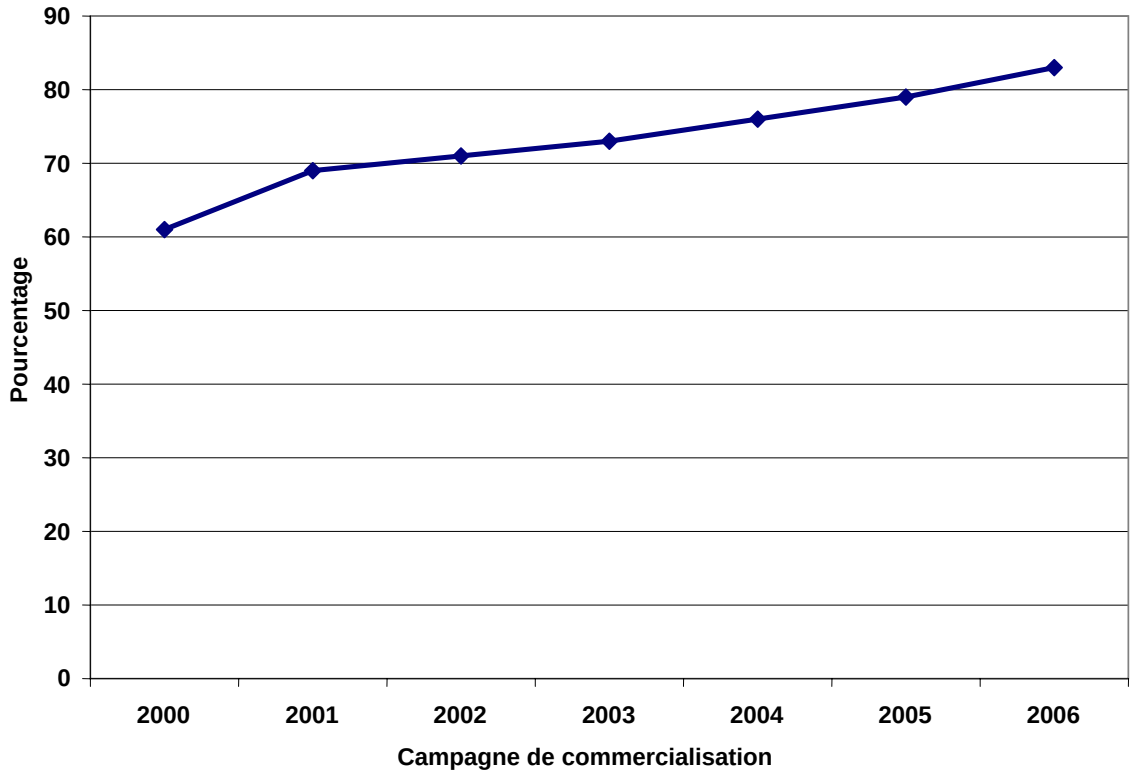
[51] Pièce US-93 (document communiqué à titre confidentiel à l'OMC).

[52] *Voir* la section 7.11 de la première communication écrite du Brésil; la section 2.3.6 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil; et la section 2.4 de la déclaration orale du Brésil.

[53] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 267 à 272; la déclaration orale du Brésil, paragraphe 85.

31. Les États-Unis allèguent aussi qu'il y a eu une évolution fondamentale des coûts de production des exploitants de coton upland des États-Unis. L'une des raisons invoquées par les États-Unis est l'adoption de graines de coton génétiquement modifiées ("GM"). Toutefois, un examen du taux d'adoption de variétés de coton GM montre que cet argument est, une fois de plus, inexact.

Graphique 13 – Adoption de variétés de coton GM aux États-Unis[54]



32. Le graphique fondé sur les données de l'USDA montre que l'adoption de variétés GM est passée de 71 pour cent en 2002 à 79 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005, ce qui ne constitue vraiment pas une évolution spectaculaire. De plus, si les variétés GM font indubitablement augmenter les rendements (et par conséquent baisser les coûts par acre), elles font aussi augmenter le coût des semences, ainsi que le montre la nouvelle étude de l'USDA sur les coûts pour la campagne de commercialisation 2003. Quoi qu'il en soit, tous ces faits nouveaux sont déjà pris en compte dans les données sur les coûts et les recettes de l'USDA sur lesquelles le Brésil et les États-Unis se sont appuyés.

33. En outre, les États-Unis laissent entendre que le bénéfice moyen réalisé par les exploitants de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2003 et les faibles pertes enregistrées pendant la campagne de commercialisation 2004 constituent le début d'une nouvelle tendance spectaculaire. Ce n'est pas le cas. Les prix élevés pendant la campagne de commercialisation 2003 ont permis aux exploitants de coton upland de couvrir leur coût total pour la première fois en six campagnes. Des rendements élevés inégalés et un prix à la récolte relativement élevé (malgré une baisse des prix pendant la campagne de commercialisation ultérieure) ont permis aux exploitants de coton upland de quasiment couvrir leurs coûts pendant la campagne de commercialisation 2004. Or, au cours de la campagne de commercialisation 2005, en dépit de rendements encore une fois

[54] Pièce Bra-669 ("Adoption of Genetically Engineered Crops in the U.S.: Cotton Varieties", Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, consulté en mars 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/data/biotechcrops/ExtentofAdoptionTable2.htm).

anormalement élevés, l'écart moyen entre le coût total et les recettes provenant du marché s'est creusé pour atteindre 80 dollars par acre. Les rendements ayant baissé et les prix stagné pendant la campagne de commercialisation 2006, on s'attend à ce que l'écart se creuse encore plus.[55] En outre, les prévisions concernant les coûts et les prix du marché futurs établies par l'USDA et le FAPRI semblent indiquer que l'écart entre le coût total et les recettes se maintiendra indéfiniment.[56]

34. En somme, l'analyse des coûts et des recettes du coton upland présentée par le Brésil démontre que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont joué un rôle déterminant dans la capacité des producteurs de coton upland des États-Unis de cultiver du coton upland de manière rentable.

5. OBSERVATIONS DE M. DANIEL SUMNER

35. Dans la présente section, le Brésil présente les observations de M. Sumner sur la critique de son analyse faite par M. Glauber pour le compte des États-Unis.

36. Dans plusieurs documents, y compris la déclaration de M. Glauber[57], les États-Unis énumèrent ce qu'ils considèrent être "les principaux problèmes que pose le nouveau modèle du Brésil". La même énumération figure dans leur communication à titre de réfutation[58] et dans leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial de la mise en conformité.[59] J'ai traité chacune des questions énumérées par les États-Unis dans des documents antérieurs. Certaines des questions ont été examinées plus avant à la réunion du Groupe spécial. Les observations que je présente ci-après résument les grands points soulevés lors des interventions à la réunion du Groupe spécial et dans des documents antérieurs.

37. Je réponds aux allégations des États-Unis dans l'ordre où elles apparaissent dans leur déclaration liminaire.[60]

5.1 Critique des États-Unis: "n'inclut pas les effets croisés entre produits de base ni les élasticités-prix croisées, ce qui pourrait conduire à des effets sur les prix faussés"[61]

38. Les États-Unis ont simplement tort sur ce point. Mon modèle tient pleinement compte des effets en retour croisés entre produits de base sur la fonction de l'offre de coton qui sont pertinents pour évaluer l'incidence de l'élimination des programmes de subventions des États-Unis. Il en tient compte en raison du paramètre de l'élasticité de l'offre des États-Unis que j'applique. Bien entendu, mon modèle ne traite pas explicitement les effets de l'élimination des subventions pour le coton sur, par exemple, la superficie de maïs ou de foin, parce qu'il n'est pas pertinent pour la présente procédure de rendre compte de ces effets. Il ne serait justifié d'inclure dans le modèle les effets croisés entre produits de base et les élasticités-prix croisées que si ces autres produits de base présentaient un intérêt sur le plan de la politique. Or, l'incidence de l'élimination des subventions pour le coton sur la superficie de maïs ou de foin aux États-Unis n'est pas en cause devant le présent groupe spécial de la mise en conformité.

---

[55] Pièce Bra-648 (Actual Costs and Returns Analysis).
[56] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, graphique 28, paragraphe 292.
[57] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.
[58] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4.
[59] Réponse des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial, parties D et E, 27 février 2007, paragraphe 35.
[60] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.
[61] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.

39. Les États-Unis font valoir que le fait d'exclure ces effets croisés entre produits de base et ces élasticités-prix croisées "pourrait" conduire à des effets faussés. Toutefois, le seul moyen pour que l'exclusion de ces équations exogènes conduise à des effets sur les prix du coton "faussés" serait que le modèle utilisé n'intègre pas les effets en retour des variations induites des prix des autres cultures sur l'offre de coton upland. Or, mon modèle utilise une élasticité de l'offre qui tient pleinement compte des effets en retour. Ce point a été explicitement et clairement soulevé et examiné dans mon analyse reproduite à l'annexe I.[62] J'ai aussi examiné la question plus en détail et fourni des références dans les observations que j'ai formulées à titre de réfutation.[63] Enfin, j'ai fait le bilan de ces examens antérieurs dans ma déclaration supplémentaire présentée en tant que pièce Bra-659.

40. Bien qu'il soit facile de rendre les modèles plus compliqués, les complications pour le plaisir de compliquer ne sont que le signe d'une modélisation déficiente et d'une mauvaise compréhension de la raison pour laquelle des modèles sont avant tout conçus. Le fait que les États-Unis répètent sans cesse cette allégation, sans reconnaissance ni engagement concernant la question, ne devrait pas tromper le Groupe spécial de la mise en conformité. L'utilisation des élasticités de l'offre en situation d'équilibre général, comme celle que j'applique à mon modèle, est bien connue et bien établie parmi les concepteurs de modèles. Il n'y a aucune ambiguïté à ce sujet.

5.2 Critique des États-Unis: "est statique, sans relations explicites pour tenir compte des variations du niveau des stocks de coton, ni équations de stocks"[64]

41. Une fois de plus, les États-Unis affirment que le modèle aurait dû être rendu plus compliqué simplement pour le plaisir. Ils n'indiquent pas pourquoi un modèle "dynamique" en ce qui concerne les stocks de coton serait utile en l'espèce. Il est certain que les niveaux des stocks de coton fluctuent de mois en mois et d'année en année, tout comme la demande de textiles varie en fonction des phénomènes météorologiques et des tendances de consommation. L'existence de fluctuations des stocks n'implique pas que ces variations des stocks seraient occasionnées par le type de changement de politique considéré en l'espèce.

42. Bien que l'on puisse créer un modèle compliqué conçu pour tenir compte de ces événements ou tendances exogènes, un tel modèle ne nous permettrait pas de mieux comprendre l'effet des subventions pour le coton des États-Unis. En fait, l'introduction de complications inutiles ne sert qu'à rendre un modèle plus difficile d'emploi et risque d'introduire des biais inconnus parce qu'il devient impossible de retracer clairement les effets des changements de politique.

43. Dans leur reparamétrisation de mon modèle, les États-Unis utilisent simplement une très forte élasticité-prix de la demande de coton à court terme. C'est une erreur. Les stocks réagissent à court terme à des fluctuations imprévues et temporaires des prix, puisque les entreprises liquident leurs stocks lorsque les prix sont élevés afin de reconstituer des stocks lorsque les prix sont bas. Il peut être utile de modéliser la constitution endogène de stocks pour certaines applications, mais pas pour la modélisation de changements de politique qui sont pleinement anticipés et censés être permanents.

44. En outre, ainsi que je l'ai expliqué plus en détail dans la déclaration supplémentaire présentée en tant que pièce Bra-659, l'exercice économétrique qui a permis d'établir ce que les États-Unis appellent l'élasticité de la demande de stocks a été effectué à partir de données procédant de faibles fluctuations d'une année sur l'autre des stocks et des prix du coton. L'expérience considérée ici sort

---

[62] "Analysis of Effects of U.S. Upland Cotton Subsidies on Upland Cotton Prices and Quantities by Daniel A. Sumner", annexe I, première communication écrite du Brésil, paragraphe 17.

[63] "Réponse à la communication des États-Unis intitulée "Annexe I: Examen de l'analyse de simulation présentée par M. Sumner"", communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphes 14 à 17.

[64] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.

largement du cadre de l'éventail des données utilisées pour établir les estimations dont les États-Unis se sont servis. Surtout, elle est conceptuellement différente des types de fluctuations des prix utilisés pour produire des variations des stocks dans l'exercice statistique sur lequel les États-Unis s'appuient.

5.3 Critique des États-Unis: "contient des élasticités de l'offre étrangère différentes de celles du FAPRI qui sous-estiment la réaction des producteurs étrangers aux fluctuations des cours mondiaux"[65]

45. J'ai longuement expliqué les raisons du choix des paramètres dont l'application était la plus appropriée dans mon modèle pour estimer les effets de l'élimination des subventions des États-Unis pour le coton sur les prix du marché et les quantités de coton. Une première explication figurait dans mon analyse initiale reproduite à l'annexe I[66] et j'en ai fourni d'autres dans ma déclaration supplémentaire présentée en tant que pièce Bra-659. Les estimations du FAPRI concernant ce paramètre tendent à surestimer le degré de réaction de l'offre aux fluctuations des cours mondiaux qui résulteraient d'une réduction ou d'une élimination des subventions des États-Unis pour le coton.

46. L'élimination anticipée et permanente des subventions des États-Unis pour le coton causerait une chute initiale substantielle de la superficie et de la production de coton aux États-Unis. La diminution de la production et des exportations des États-Unis ferait augmenter les cours mondiaux du coton. Les producteurs étrangers réagiraient à cette hausse du cours mondial progressivement et de façon modérée. Il y a plusieurs raisons à cette réaction progressive et modérée: i) l'importance de la hausse des prix ne serait pas connue avec certitude; ii) le prix obtenu par de nombreux cultivateurs ne refléterait pas pleinement la variation des prix sur le marché mondial; et iii) la capacité de nombreux cultivateurs d'accroître la superficie de coton à court terme est limitée. J'ai expliqué ces points plus en détail dans mon analyse initiale reproduite à l'annexe I[67] et dans des documents ultérieurs.[68] Les États-Unis peuvent ne pas être d'accord mais ils n'ont fourni aucun raisonnement ni élément de preuve hormis l'allégation selon laquelle le FAPRI utilise une valeur différente pour le paramètre. Cela ne constitue pas un des "principaux problèmes" posés par mon modèle.

5.4 Critique des États-Unis: "traite les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs différemment même s'ils fonctionnent de la même façon"[69]

47. Il s'agit d'une allégation étonnante. Les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ont été effectués pendant les campagnes de commercialisation 1996 à 2001, et ont été remplacés par des versements directs au titre des dispositions de la Loi FSRI de 2002. Les deux programmes de versements font partie de la fonction de l'offre de coton en tant que source de recettes partiellement couplée. La seule différence dans le traitement des deux programmes est que j'utilise pour les versements au titre de contrats de flexibilité de la production un facteur de couplage plus faible que celui que j'utilise pour les versements directs.

48. Tout au long de mon analyse, à commencer par celle que j'ai présentée au Groupe spécial initial en 2003, j'ai minutieusement expliqué pourquoi les versements directs constituaient des incitations à la production plus fortes que les versements au titre de contrats de flexibilité de la

[65] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.

[66] "Analysis of Effects of U.S. Upland Cotton Subsidies on Upland Cotton Prices and Quantities by Daniel A. Sumner", annexe I, première communication écrite du Brésil, paragraphes 20 à 24.

[67] "Analysis of Effects of U.S. Upland Cotton Subsidies on Upland Cotton Prices and Quantities by Daniel A. Sumner", annexe I, première communication écrite du Brésil, paragraphes 27 à 31.

[68] "Réponse à la communication des États-Unis intitulée "Annexe I: Examen de l'analyse de simulation présentée par M. Sumner"", communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphes 20 à 24.

[69] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.

production. J'ai utilisé un facteur de couplage de 0,15 pour les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et un facteur de couplage de 0,25 pour les versements directs. La principale raison pour laquelle le facteur de couplage est plus élevé pour les versements directs est que la Loi FSRI de 2002 a permis aux producteurs de mettre à jour la base sur laquelle étaient effectués les versements directs. Cette mise à jour de la superficie de base a deux effets. Premièrement, elle a lié plus étroitement les versements directs à la superficie réelle utilisée pour la production de coton. Deuxièmement, elle a permis aux producteurs d'avoir une meilleure idée de la probabilité de mises à jour futures de la superficie de base, qui est un élément important des incitations à la production inhérentes aux versements dits découplés. Je traite cette question plus en détail dans mon article de 2003 paru dans l'*Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*.[70]

49. Aux fins de la présente procédure, il convient également de se rappeler que les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ont cessé en 2001 et que, par conséquent, ils jouent tout au plus un rôle limité dans les résultats de mon analyse qui sont pertinents pour l'évaluation du Groupe spécial de la mise en conformité.

5.5 Critique des États-Unis: "incorpore directement les versements au titre du programme Step 2 dans la fonction de revenu des producteurs en tant que versements entièrement couplés"[71]

50. Ce n'est pas un problème posé par mon modèle et le fait de soulever cette question semble indiquer que les États-Unis ne comprennent pas certains principes micro-économiques de base.

51. Ainsi que je l'ai expliqué dans mon analyse reproduite à l'annexe I[72], une analyse micro-économique de base confirme que les taxes ou les subventions visant les acheteurs ou les vendeurs peuvent être analysées en tant que subventions à la consommation ou en tant que subventions à la production, au choix du concepteur du modèle, sans affecter les résultats de l'analyse. Une baisse verticale du prix effectif payé par les acheteurs (comme dans le cas des subventions au titre du programme Step 2) peut de la même manière être modélisée en tant que hausse verticale de la même importance du prix d'offre obtenu par les vendeurs. Les incidences sur les prix et les quantités sont identiques, peu importe de quelle manière la subvention est incorporée dans l'analyse. Il s'agit d'un exercice courant sur l'incidence de la fiscalité (subvention négative) auquel se livrent les étudiants de premier cycle en micro-économie.[73]

---

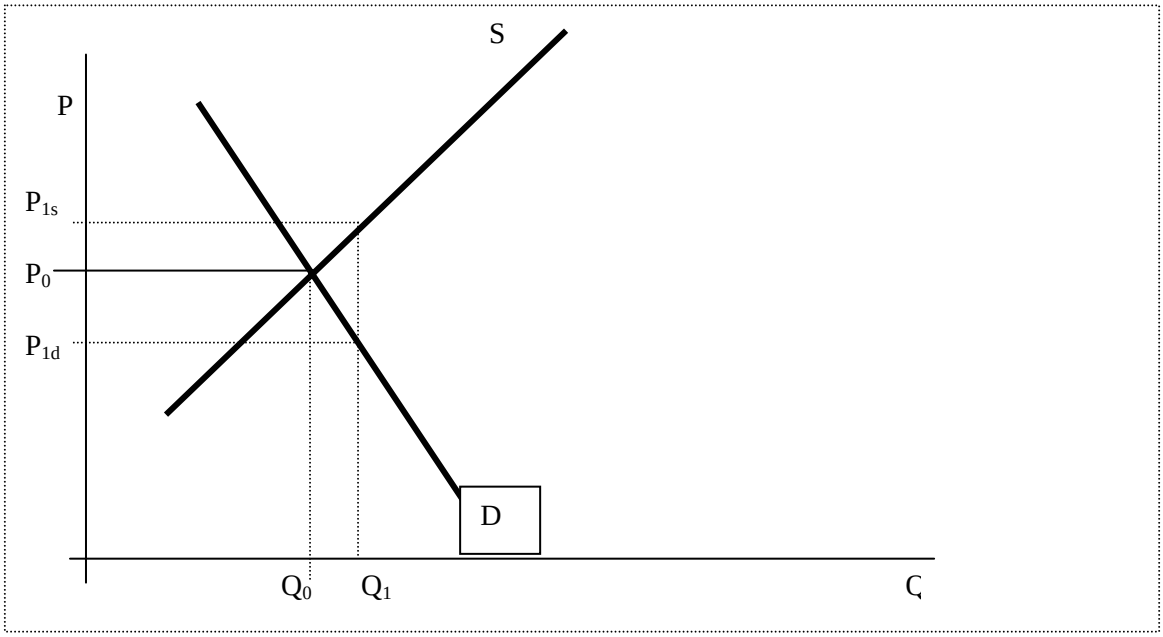
[70] Daniel Sumner, "Implications of the US Farm Bill of 2002 for Agricultural Trade and Negotiations". *The Australian Journal of Agricultural and Resources Economics*, volume 47, Number 1, March 2003, pages 99 à 122.

[71] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.

[72] "Analysis of Effects of U.S. Upland Cotton Subsidies on Upland Cotton Prices and Quantities by Daniel A. Sumner", annexe I, première communication écrite du Brésil, paragraphes 54 à 56.

[73] *Voir* Robert S. Pindyck. and Daniel L. Rubinfeld, *Microeconomics*, fifth edition, Prentice Hall, 2001, pages 313 à 320. Voir aussi l'exercice 13, page 323.

Graphique 14 – Simple démonstration graphique de l'équivalence des subventions à la production et à la demande



52. Dans le graphique 14, la subvention à la demande est représentée sous la forme d'un prix effectif plus faible payé par les acheteurs, qui se monte à P_0-P_{1d}. Cette diminution du prix effectif (qui inclut la subvention) entraîne une hausse de la quantité demandée, qui s'élève à Q_1. Afin d'encourager cette production additionnelle, le prix du marché doit augmenter pour atteindre P_{1s} (le nouveau prix obtenu par les producteurs). Ainsi, la subvention à la demande fait monter le prix du marché obtenu par les producteurs à P_{1s}, alors que le prix payé par les acheteurs tombe à P_{1d}. Le montant de la subvention équivaut à $P_{1s} - P_{1d}$. À l'inverse, si une subvention de ce montant est versée aux producteurs, la quantité offerte augmente pour atteindre Q_1, le prix net obtenu par les producteurs (incluant la subvention) équivaut à P_{1s} et le prix payé par les acheteurs équivaut à P_{1d}. Les résultats au point d'équilibre sont identiques à ceux qui seraient obtenus si la subvention avait à l'origine était accordée aux acheteurs. Le résultat net pour ce qui est des effets de la subvention sur les prix et les quantités dépend de l'importance de la subvention unitaire et des pentes, ou élasticités, de l'offre et de la demande.

53. Ce cadre conceptuel est directement appliqué à ma modélisation du programme Step 2. Les résultats de mon analyse seraient identiques que la subvention soit incorporée au modèle du côté de la demande ou du côté de l'offre. Les États-Unis n'ont donc pas identifié un des "principaux problèmes". Ils ont plutôt identifié une méthode de modélisation naturelle que j'ai utilisée pour rendre l'analyse transparente et simple.

54. Enfin, je note que les arguments des États-Unis n'affectent pas les résultats que j'ai obtenus en éliminant seulement les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, qui sont les résultats de la simulation les plus pertinents pour l'évaluation du Groupe spécial de la mise en conformité.

5.6 Critique des États-Unis: "ne tient manifestement pas compte des paramètres réglementaires, par exemple en incluant des taux de versements anticycliques qui dépassent parfois le maximum réglementaire dans chacune des attentes en matière de prix. Le montant maximal des versements anticycliques effectués pour 85 pour cent de la superficie de base et les rendements visés par les programmes ne peut pas dépasser 13,7 cents. Or, M. Sumner inclut un montant atteignant 19,10 cents, soit de 39 pour cent supérieur au taux maximal autorisé"[74]

55. Les États-Unis font également erreur sur ce point. Ainsi que je l'ai brièvement expliqué dans mes observations orales[75], les États-Unis n'ont pas lu attentivement le deuxième appendice de mon analyse reproduite à l'annexe I, où ma méthode de modélisation des versements anticycliques est exposée en détail. En particulier, le tableau A.4, figurant à la page 45 de ladite analyse, indique explicitement et clairement le taux prévu des versements anticycliques par unité de *production*.[76] Le maximum réglementaire s'applique aux versements effectués au titre du programme de versements anticycliques par unité de *superficie de base visée par le programme*. Il n'y a donc pas d'incompatibilité. Mon taux prévu des versements anticycliques par unité de *production* est indépendant de la limite réglementaire imposée pour le taux des versements anticycliques par unité de *superficie de base visée par le programme*. En particulier, comme la superficie de base donnant lieu à des versements anticycliques dépasse la production, nous nous attendons à ce que le taux des versements anticycliques par unité de production soit supérieur au taux des versements anticycliques par unité de superficie de base.

5.7 Conclusion

56. En somme, pendant la réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont une fois de plus critiqué mon modèle, mais sans identifier de problèmes réels. Leur critique renouvelée résulte d'un certain nombre d'erreurs évidentes de leur part que j'ai exposées ci-dessus. Dans certains cas, les États-Unis répètent simplement des critiques sans tenir compte des réponses que j'y ai déjà apportées.

6. CONCLUSION

57. Le Brésil se fera un plaisir de répondre aux prochaines questions du Groupe spécial.

[74] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.
[75] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 120.
[76] "Analysis of Effects of U.S. Upland Cotton Subsidies on Upland Cotton Prices and Quantities by Daniel A. Sumner", annexe I, première communication écrite du Brésil.

ANNEXE D-5

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES DÉCLARATIONS ORALES DU BRÉSIL À LA RÉUNION AVEC LE GROUPE SPÉCIAL

(9 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Pièces **56**

Rapports cités **57**

I. INTRODUCTION **58**

II. LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION SATISFONT AUX CRITÈRES À REMPLIR POUR NE PAS ÊTRE DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION QUI SONT ÉNONCÉS DANS L'*ACCORD SMC* **59**

A. Il n'y a pas de différence entre le montant payé sur les prêts faisant l'objet d'une garantie au titre du GSM-102 et sur d'autres prêts commerciaux comparables **60**

B. Le Brésil ne montre pas qu'il y a une différence entre le montant payé sur les prêts faisant l'objet d'une garantie au titre du GSM-102 et sur d'autres prêts commerciaux comparables, et ne réfute pas les éléments de preuve présentés par les États-Unis à cet égard **60**

C. Rien ne justifie de ne pas tenir compte de toutes les dispositions textuelles qui traitent des garanties de crédit à l'exportation et des garanties de prêt et de recourir à la place à l'approche de l'"avantage dissociable" spécifiquement exclue au titre de l'*Accord SMC* en ce qui concerne les mesures en question **62**

D. L'argument du Brésil selon lequel les garanties au titre du GSM-102 accordent nécessairement un avantage parce qu'elles constituent un "instrument financier unique" est infondé juridiquement et factuellement **64**

E. L'argument du Brésil ferait effectivement de la plupart – voire de la totalité – des garanties de crédit à l'exportation des subventions à l'exportation prohibées **66**

III. LE BRÉSIL N'A PAS ÉTABLI SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS STEP 2, DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES ET TOUS LES VERSEMENTS EN DÉCOULANT **67**

A. Les arguments du Brésil concernant les effets du programme Step 2 et les effets sur les cours du marché mondial continuent de varier **68**

B. Les arguments du Brésil concernant les effets allégués des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont fallacieux et les éléments de preuve présentés par le Brésil confirment effectivement la position des États-Unis concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 69

1. Aucun des éléments de preuve présentés par le Brésil concernant la nature, l'importance et les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques n'indique que les versements ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable 70

2. L'analyse du coût de production présentée par le Brésil est fondamentalement viciée et l'évaluation correcte des données étaye l'argument des États-Unis selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont aucun effet d'empêchement de hausses de prix notable 78

a. Les coûts variables – et non le coût total – constituent la mesure pertinente pour évaluer les décisions en matière de plantation prises campagne par campagne 78

b. Les exploitants des États-Unis s'attendaient à couvrir et à plus que couvrir les coûts variables durant chaque campagne et le coton upland a été l'option la plus avantageuse durant la plupart des campagnes 80

c. Les agriculteurs des États-Unis ont effectivement couvert et plus que couvert les coûts variables et même les coûts en espèces totaux pendant la plupart des campagnes visées par la Loi FSRI de 2002 84

d. Conclusion 85

3. Le modèle Sumner II est excessivement simplifié et repose sur des paramètres et des hypothèses arbitraires qui n'ont pas de fondement dans les ouvrages économiques 86

IV. CONCLUSION 89

ANNEXE 91

Pièces

Pièce US-	Titre
131	Export Finance and Insurance Corporation (Australia) - Mission and Objectives; http://www.efic.gov.au/static/efi/corporateinfo/mission.htm Overview of EFIC's role; http://www.efic.gov.au/static/efi/corporateinfo/governance.htm
132	AuslandsGeschaftsAbsicherung der Budesrepublik Deutschland, Federal Export Credit Guarantees, Basics: Main Features of Export Credit Cover; http://www.agaportal.de/en/aga/grundzuege/grundzuege_exportkredit.html
133	Korea Export Insurance Corporation, preface (pas d'italique dans l'original); http://www.keic.or.kr/homepage2/english/main.html.; East-West Debt: "about the Korea Export Insurance Corporation"; http://www.eastwest.be/east_west/keic.htm
134	Bancomext 2005 Annual Report, pp. 2, 26; http://www.bancomext.com/Bancomext/publicasecciones/secciones/7304/AnnualReportBancomext2005.pdf
135	Daily A-Index and NY Futures Price Data
136	ICAC Cotton This Month (March 1, 2007) (pièce US-137)
137	Cecil Davison and Brad Crowder, "Northeast Soybean Acreage Response Using Expected Net Returns" *Northeastern Journal of Agriculture and Resource Economics*, April 1991
138	Duncan M. Chembezi and Abner W. Womack, "Regional Acreage Response for U.S. Corn and Wheat: The Effects of Government Programs", *Southern Journal of Agricultural Economics*, July 1992
139	Data Supporting Expected Market Returns Above Variable Costs Chart

Rapports cités

Titre abrégé	Titre complet
Brésil – Aéronefs (article 21:5 II)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001
Canada – Aéronefs (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs II	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
CE – DRAM	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis se félicitent de la possibilité qui leur est offerte par le Groupe spécial de formuler des observations sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion tenue avec le Groupe spécial. Au cours de la réunion, non seulement le Brésil a présenté oralement 77 pages d'arguments et d'éléments de preuve pendant quatre heures et demi environ – accaparant à lui seul la quasi-totalité de la première journée de réunion avec le Groupe spécial – mais il a aussi présenté 42 nouvelles "pièces" (et neuf pièces déjà communiquées) contenant des renseignements qu'il n'a *pas* présentés oralement mais simplement annexés à sa déclaration orale.

2. Les "pièces" annexées à la déclaration orale du Brésil comprennent une troisième communication écrite que le Brésil a présentée pour, d'après ses allégations, traiter les questions "qui, faute de temps, n'ont pas été examinées dans la brève déclaration faite [par les économistes du Brésil] devant le Groupe spécial".[1] Outre le fait qu'il est assez ironique de qualifier de "bref" un exposé oral de quatre heures et demie – dont une partie substantielle a été faite par l'économiste du Brésil, la communication écrite du Brésil a été présentée en violation des procédures de travail du Groupe spécial. Celles-ci prévoient deux communications écrites, une première communication écrite et une communication à titre de réfutation, qui doivent toutes les deux être présentées "[a]vant la réunion de fond du Groupe spécial avec les parties au différend".[2] Les procédures de travail ne prévoient pas la présentation d'une troisième communication écrite, que ce soit pendant ou après la réunion du Groupe spécial avec les parties. Même si les procédures de travail du Groupe spécial prévoient – et, de fait, disposent – que les parties présenteront un document écrit pendant la réunion avec le Groupe spécial ou incessamment après cette réunion, elles indiquent très clairement ce que ce document écrit doit être. Spécifiquement, les parties doivent présenter "une version écrite *de leur déclaration orale*" présentée au Groupe spécial et aux autres parties pendant la réunion.[3] Les procédures de travail du Groupe spécial ne prévoient pas ni n'autorisent la présentation d'arguments et d'éléments de preuve qui n'étaient *pas* mentionnés dans une déclaration orale ("qui, faute de temps, [d'après les allégations], n'ont pas été examinés dans" un exposé oral qui, par ailleurs, a pris quasiment une journée entière).[4] Comme la troisième communication écrite présentée dans la pièce BRA-659 n'est pas autorisée au titre des procédures de travail du Groupe spécial, les États-Unis demandent respectueusement que le Groupe spécial la rejette.

3. Les États-Unis notent également qu'une grande partie des nouveaux éléments de preuve et arguments présentés par le Brésil dans sa déclaration orale étaient connus et à la disposition du Brésil bien avant la date de la réunion du Groupe spécial. Pourtant, il apparaît que le Brésil a décidé de ne pas les produire avant la réunion du Groupe spécial, peu de temps restant alors pour les examiner de près. À l'examen de ces nouveaux éléments de preuve et arguments, on voit pourquoi le Brésil tient beaucoup à en éviter une évaluation sérieuse.[5] Bien que volumineux, ces éléments de preuve et arguments n'étayent guère les allégations du Brésil. De fait, une grande partie des données nouvellement présentées par le Brésil confirme les arguments des États-Unis selon lesquels ces derniers se sont conformés à leur obligation de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

---

[1] *Voir* le document "Supplementary Statement of Daniel Sumner", paragraphe 1 (pièce BRA-659).

[2] *Voir* l'affaire États-Unis – Subventions concernant le coton upland (DS267), Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 4 (8 novembre 2006).

[3] *Voir* l'affaire États-Unis – Subventions concernant le coton upland (DS267), Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 4 (8 novembre 2006).

[4] *Voir* le document "Supplementary Statement of Daniel Sumner", paragraphe 1 (pièce BRA-659).

[5] À cet égard, les États-Unis rappellent les efforts déployés par le Brésil à la réunion du Groupe spécial et par la suite pour empêcher les États-Unis de répondre par écrit à son exposé "oral" ou pour limiter leur possibilité de le faire.

II. LES PROGRAMMES DE GARANTIE DU CRÉDIT À L'EXPORTATION SATISFONT AUX CRITÈRES À REMPLIR POUR NE PAS ÊTRE DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION QUI SONT ÉNONCÉS DANS L'*ACCORD SMC*

4. Dans le cas des garanties de crédit à l'exportation, le fait est que:

- les États-Unis n'accordent aucune garantie au titre du GSM-103 depuis le 1er juillet 2005;
- les États-Unis n'accordent aucune garantie au titre du programme de garantie du crédit-fournisseur (ou "SCGP") depuis le 1er octobre 2005 et il n'existe plus, actuellement, de garantie même "en cours" au titre de ce programme;
- suivant minutieusement les indications données par le Groupe spécial initial, les États-Unis ont imposé un nouveau barème de commissions concernant les garanties au titre du GSM-102 selon lequel des commissions plus élevées sont imposées pour les obligations dans les pays à plus haut risque;
- les États-Unis ont également reclassé dans une catégorie de risque inadmissible 22 pays présentant un plus haut risque de défaillance qui étaient admissibles au bénéfice des garanties au titre du GSM-102 avant le 1er juillet 2005;
- par suite des modifications du barème de commissions, celles-ci ont augmenté de 46 pour cent en moyenne au cours de l'exercice budgétaire 2004, dernière année d'application de l'ancien barème;
- conjointement, toutes les modifications apportées par les États-Unis ont relevé les primes et réduit la probabilité d'encourir, à longue échéance, des frais et pertes importants au titre de la gestion du portefeuille de programmes examiné par le Groupe spécial initial;
- selon les données budgétaires des États-Unis, les primes au titre des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis étaient plus que suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes même avant que les États-Unis aient pris des dispositions pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et elles le seront même plus sûrement à l'avenir au vu de toutes les modifications apportées par les États-Unis.

5. Les éléments de preuve substantiels présentés au Groupe spécial montrent donc que les États-Unis n'accordent pas de subventions à l'exportation au sens du point j) de l'Annexe I de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"). Selon l'interprétation correcte de l'*Accord SMC*, l'évaluation de la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation constituent ou non des subventions à l'exportation prohibées peut – et même devrait – commencer et se terminer par cette évaluation au titre du point j).

6. Rien dans l'exposé oral du Brésil – ni dans aucune des communications qu'il a présentées auparavant – n'affaiblit les éléments de preuve de l'existence d'une rentabilité présentés au Groupe spécial ou le fait que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis sont entièrement compatibles avec le point j) de la Liste exemplative.[6] Par contre, le Brésil cherche à

[6] Les États-Unis n'examinent pas ici les arguments du Brésil qui tentent d'affaiblir les éléments de preuve substantiels démontrant que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis ont toujours été rentables même sans les récentes modifications visant à mettre en œuvre les recommandations et

inventer de nouvelles obligations non prévues dans l'*Accord SMC*, en particulier, en affirmant l'existence d'un critère distinct pour la "subvention à l'exportation" au regard des éléments définitionnels généraux énoncés aux articles 1.1 et 3.1 a). Quant bien même on négligerait le fait qu'elle n'est pas étayée par le texte, l'approche du Brésil est dénuée de fondement de par ses modalités mêmes.

A. Il n'y a pas de différence entre le montant payé sur les prêts faisant l'objet d'une garantie au titre du GSM-102 et sur d'autres prêts commerciaux comparables

7. Les éléments de preuve substantiels présentés au Groupe spécial montrent donc que les États-Unis n'accordent aucune subvention à l'exportation au sens du point j). De l'avis des États-Unis, selon une interprétation correcte de l'*Accord SMC*, l'évaluation de la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation constituent ou non des subventions à l'exportation prohibées commence et se termine par cette évaluation au titre du point j).

8. Rien dans l'exposé oral du Brésil – ni dans aucune des communications qu'il a présentées auparavant – n'affaiblit les éléments de preuve de l'existence d'une rentabilité présentés au Groupe spécial ou le fait que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis sont entièrement compatibles avec le point j) de la Liste exemplative. Par contre, le Brésil cherche à inventer de nouvelles obligations non prévues dans l'*Accord SMC*, en particulier en affirmant l'existence d'un critère distinct pour la "subvention à l'exportation" au regard des éléments définitionnels généraux énoncés aux articles 1.1 et 3.1 a). Quand bien même on négligerait le fait qu'elle n'est pas étayée par le texte, l'approche du Brésil est dénuée de fondement de par ses modalités mêmes.

B. Le Brésil ne montre pas qu'il y a une différence entre le montant payé sur les prêts faisant l'objet d'une garantie au titre du GSM-102 et sur d'autres prêts commerciaux comparables, et ne réfute pas les éléments de preuve présentés par les États-Unis à cet égard

9. L'article 14 de l'*Accord SMC* énonce les conditions dans lesquelles un "avantage" peut être considéré comme étant "conféré" aux fins de l'application d'un droit compensateur et il indique de quelle façon mesurer un "avantage" en pareil cas. Certes, l'article 14 ne s'applique pas directement aux actions relevant de la Partie II de l'*Accord SMC*, mais il interprète et applique la définition du terme "avantage" énoncée à l'article 1.1. Ainsi, l'Organe d'appel a utilisé l'article 14 comme indication contextuelle importante pour interpréter le terme "avantage".[7] De fait, c'est le Brésil qui a initialement invoqué l'article 14 pour justifier les arguments relatifs aux subventions à l'exportation prohibées qu'il a avancés à l'encontre des garanties de crédit à l'exportation dans la présente procédure.[8]

10. Le paragraphe c) de l'article 14 dispose qu'une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics confère un avantage aux fins de l'application d'un droit compensateur *uniquement* dans les cas où il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics". L'"avantage" correspond à "la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions".

---

décisions de l'ORD. Les États-Unis n'examinent pas non plus les arguments du Brésil ayant trait aux garanties de crédit à l'exportation accordées avant le 1er juillet 2005 et au rééchelonnement de la dette. L'exposé oral du Brésil ne contient rien de nouveau en ce qui concerne ces arguments et les États-Unis les ont évoqués dans les communications qu'ils ont déjà présentées au Groupe spécial. Les arguments des États-Unis figurent aux paragraphes 71 à 104 de leur première communication écrite, aux paragraphes 84 à 133 de leur communication à titre de réfutation, et aux paragraphes 16 à 49 de leur déclaration orale.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 155.

[8] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 371 à 375.

11. Cependant, même au regard de ce critère, le Brésil ne montre pas que les garanties au titre du GSM-102 des États-Unis constituent des subventions à l'exportation prohibées. De fait, il ne présente pas un seul élément de preuve pour montrer – en ce qui concerne *tout* prêt faisant l'objet d'une garantie au titre du GSM-102 – qu'il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".

12. En outre, le Brésil n'a pas réfuté l'élément de preuve des États-Unis montrant que, de fait, les organismes de crédit commerciaux participant régulièrement à la fois au programme GSM-102 et à d'autres prêts dans le secteur agricole étranger accordent effectivement – et ont accordé – un financement non garanti à des banques étrangères qui sont des débiteurs agréés par la CCC à des conditions dont le coût annualisé est inférieur à celui des conditions pouvant être obtenues dans le cadre du programme GSM-102.[9] De fait, M. Sundaram, le conseiller retenu par le Brésil aux fins de la présente procédure, a reconnu que les exemples donnés par les États-Unis, tels qu'ils avaient été fournis par [[ ]], faisaient apparaître "des coûts annualisés inférieurs à ceux existant dans le cadre du GSM-102".[10]

13. Même si M. Sundaram a poursuivi en critiquant les exemples donnés par les États-Unis, sa critique est sans fondement. Selon ce qu'il allègue, la "durée moyenne" est insuffisante pour prendre en compte des risques hypothétiques qui sont supérieurs dans une transaction à échéance de trois ans au titre du GSM à ce qu'ils seraient dans le cas d'un versement remboursable en une seule fois à échéance de deux ans.[11] Or, dans chacun des exemples fournis par les États-Unis, les notations à court terme et à long terme de chacune des banques sont comparables.[12] À vrai dire, M. Sundaram a reconnu que les banques panaméenne et mexicaine avaient toutes deux une "cote élevée de solvabilité".[13] Ainsi, la difficulté théorique que le Brésil essaie de créer est de fait inapplicable aux comparaisons en question. Malgré les allégations du Brésil à l'effet contraire[14], les comparaisons présentées par les États-Unis sont entièrement des comparaisons entre des éléments parfaitement identiques.

14. De surcroît, il apparaît que le Brésil ne tient pas compte de la détermination du prix du risque inhérent aux transactions. S'il souligne qu'"un bon tiers du principal reste à risque après deux ans"[15] dans une transaction garantie au titre du GSM, le Brésil ne reconnaît pas qu'*un bon tiers du principal a été payé* après *une* année dans la même transaction. Par contre, le remboursement de l'intégralité du versement remboursable en une seule fois reste en souffrance pendant les deux premières années. La logique commerciale veut que le risque inhérent à la capacité d'un débiteur à assurer le service de la dette augmente avec le montant de l'encours de la dette. L'échéance de remboursement de la transaction au titre du GSM impose un paiement rapide du principal, ce qui réduit l'encours de la dette.[16]

15. Enfin, les États-Unis notent l'affirmation du Brésil selon laquelle "il n'apparaît pas que les exemples donnés par les États-Unis prouvent quoi que ce soit quant à la capacité des débiteurs étrangers ciblés dans le cadre du GSM-102 [n'ayant pas, d'après les allégations, une cote élevée de

---

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 119 à 130 et pièce US-22; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 145 à 170.

[10] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 214.

[11] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 219.

[12] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 150.

[13] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 223.

[14] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 222.

[15] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 221.

[16] De fait, les garanties au titre du GSM-102 exigent souvent des remboursements semestriels du principal.

solvabilité] d'obtenir un crédit à l'étranger".[17] Pour autant, cette affirmation a pour effet de saper l'argument – entièrement infondé – que le Brésil lui-même a avancé dans la présente procédure, à savoir qu'il est allégué que les États-Unis ne "ciblent" que les débiteurs étrangers n'ayant pas une cote élevée de solvabilité et ne fournissent les services correspondants qu'à ces débiteurs. Les États-Unis se félicitent du fait que le Brésil reconnaît que les garanties de crédit au titre du GSM sont offertes sur de *nombreux* marchés où d'autres financements sont facilement obtenus, y compris le Mexique et le Panama – deux des pays concernés par les exemples donnés par les États-Unis. En outre, ces exemples ne sont pas les seuls à impliquer des participants au programme GSM dont la cote de solvabilité est élevée; un grand nombre de banques débitrices étrangères agréées par la CCC sont notées comme ayant une "cote élevée de solvabilité".[18] Les affirmations catégoriques du Brésil selon lesquelles les garanties au titre du GSM-102 sont accordées uniquement lorsque aucun financement ne peut être obtenu par les débiteurs étrangers sont remise en cause non seulement par les exemples particuliers fournis par les États-Unis, mais aussi par cet élément de preuve de l'existence d'un grand nombre de participants à cote élevée de solvabilité.

C. Rien ne justifie de ne pas tenir compte de toutes les dispositions textuelles qui traitent des garanties de crédit à l'exportation et des garanties de prêt et de recourir à la place à l'approche de l'"avantage dissociable" spécifiquement exclue au titre de l'*Accord SMC* en ce qui concerne les mesures en question

16. Incapable de plaider sa cause au titre de l'*une quelconque* des dispositions de l'*Accord SMC* qui traitent des garanties de crédit à l'exportation ou des garanties de prêt, le Brésil demande essentiellement au Groupe spécial de faire complètement abstraction de l'*Accord SMC* et de créer et d'imposer des obligations qui ne figurent nulle part dans le texte. À cette fin, le Brésil fait valoir que d'autres groupes spéciaux ont également passé outre au texte. Les arguments du Brésil ne sont tout simplement pas défendables.

17. Le Brésil affirme, par exemple, que le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – DRAM* "est convenu qu'une garantie des pouvoirs publics conférait un "avantage" en soi si, sans la garantie, le prêt commercial ne pouvait pas être obtenu. Dans le cas où le prêt commercial n'aurait pas pu être obtenu sans la garantie des pouvoirs publics, le Groupe spécial *CE – DRAM* n'a pas exigé le type d'évaluation quantitative sur lequel les États-Unis insistent en l'occurrence."[19] Avant toute chose, cependant, il n'a pas "anéanti" les disciplines convenues à l'article 14 c) de l'*Accord SMC* – et, à vrai dire, il ne le pouvait pas. Au contraire, le Groupe spécial *CE – DRAM a* expressément *reconnu* l'approche correcte qui permettait de déterminer l'existence d'un "avantage" dans le contexte d'un prêt garanti par les pouvoirs publics prévu à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*: "[i]l apparaît que l'examen doit essentiellement porter sur la différence entre le montant payé sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et le montant qui aurait été payé sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics."[20] La conclusion finale du Groupe spécial – à savoir que les CE pouvaient à juste titre constater l'existence d'un "avantage" lorsque aucun "élément de preuve ne figurait … dans le dossier … pour contredire la conclusion des CE selon laquelle, en l'absence de garantie des pouvoirs publics, les banques n'auraient pas été du tout disposées à approuver [le financement]"[21] – est entièrement compatible avec le critère énoncé à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Cependant, les faits de cette cause ne sont pas les mêmes que ceux qui sont portés à la connaissance du présent Groupe spécial. Comme les États-Unis l'ont montré, ce n'est *pas* une situation dans laquelle "en

[17] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 223. Il s'avère que le Brésil formule la même observation incorrecte et dénuée de pertinence au paragraphe 117 de sa déclaration orale.

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 110.

[19] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 194.

[20] Rapport du Groupe spécial *CE – DRAM*, paragraphe 7.190.

[21] Rapport du Groupe spécial *CE – DRAM*, paragraphe 7.190.

l'absence de garantie des pouvoirs publics", les banques "n'auraient pas été du tout disposées à approuver [le financement]".

18. Le Brésil cite également le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Canada – Aéronefs II* pour faire valoir que "même pour évaluer un "avantage" au titre de l'article 14 c), la règle juridique se résumait à une évaluation de la question de savoir si les commissions perçues pour la garantie des pouvoirs publics étaient compatibles avec les commissions perçues pour les garanties commerciales".[22] Cependant, là aussi, le Groupe spécial a expressément reconnu que la règle appropriée était énoncée à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Il a constaté que, dans les circonstances de ce différend, on pouvait "supposer sans risque d'erreur" que si les commissions perçues pour la garantie de prêt n'étaient pas "fondées sur le marché", le critère de l'article c) serait rempli. Qui plus est, même s'il a affirmé qu'on pouvait faire cette supposition "sans risque d'erreur", le Groupe spécial *a* en réalité *exigé* que le Brésil, en tant que partie plaignante, fournisse des "arguments ou renseignements concernant ce que [la compagnie aérienne] aurait pu avoir à payer sur un *prêt commercial comparable* en l'absence de la garantie de prêt d'*IQ*".[23] Le Groupe spécial a noté ce qui suit:

> Le Brésil n'a présenté aucun argument selon lequel "il ... y [a] une différence entre le montant que [Mesa Air Group] paie sur le prêt garanti par [IQ] et celui [que Mesa Air Group] paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie [d'IQ]", ajustée pour tenir compte des différences de commissions. En particulier, bien que le Brésil ne nie pas que des garanties de prêt puissent être obtenues sur une base commerciale, il n'a présenté aucun argument ni aucun renseignement concernant ce que Mesa Air Group aurait pu avoir à payer sur un prêt commercial comparable en l'absence de la garantie de prêt d'IQ.[24]

19. Sur la base de *ce* manquement de la part du Brésil – ainsi que du fait que le Brésil n'a pas "présenté d'argument selon lequel la commission perçue par IQ pour sa garantie de prêt en faveur de Mesa Air Group n'[était] pas fondée sur le marché" –, le Groupe spécial a "rejet[é] l'allégation du Brésil selon laquelle la garantie de prêt offerte par IQ à Mesa Air Group conf[érait] un "avantage"".[25]

20. Le Brésil n'a donc pas fourni au Groupe spécial de justification lui permettant de faire abstraction de toutes les dispositions textuelles ayant trait aux garanties de crédit à l'exportation et aux garanties de prêt et d'utiliser à la place son approche de l'"avantage dissociable". Comme les États-Unis l'ont expliqué au cours de la réunion avec le Groupe spécial, l'approche du Brésil met fondamentalement en cause le fait que les rédacteurs ont reconnu, à l'article 14 c), que l'octroi d'une garantie de prêt était fondamentalement différent de la fourniture d'autres services par les pouvoirs publics. Même si une comparaison entre les commissions perçues pour un service des pouvoirs publics et celles qui le sont sur le marché pour un service comparable constitue la bonne approche dans le cas d'autres services des pouvoirs publics – comme le prévoit l'article 14 d) – l'article 14 c) *exclut* spécifiquement une telle approche pour les garanties de prêt. Au contraire, il reconnaît qu'une garantie de prêt a pour seul but de *soutenir une transaction de prêt;* la garantie devient une partie intégrante de cette transaction et n'a aucune valeur en dehors de la transaction. Il faut évaluer le coût total de la transaction pour déterminer si un "avantage" est réellement conféré par la garantie. Une simple comparaison de la commission perçue pour l'émission d'une garantie de prêt et de celle qui est perçue pour une autre risque de donner une image incomplète et faussée sur le sujet.

---

[22] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 410.
[23] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399. (pas d'italique dans l'original)
[24] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399.
[25] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399.

D. L'argument du Brésil selon lequel les garanties au titre du GSM-102 accordent nécessairement un avantage parce qu'elles constituent un "instrument financier unique" est infondé juridiquement et factuellement

21. Dans son exposé oral, le Brésil affirme de nouveau que la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 est "un instrument financier unique qui n'a aucun équivalent sur le marché".[26] Selon lui, "c'est là que commence et se termine l'analyse" et cela démontre que le programme GSM-102 confère des avantages en soi.[27] Le Brésil n'a fourni aucun fondement textuel pour ce type de critère en soi.

22. À vrai dire, les États-Unis se demandent si le Brésil a réfléchi à toutes les conséquences de son argument. S'il était constaté que l'*Accord SMC* énonce effectivement le critère préconisé par le Brésil, on s'attendrait à ce que l'affaire *Brésil – Aéronefs (article 21:5 II)* ait été tranchée différemment. Dans ce différend, le Canada contestait certains versements de péréquation des taux d'intérêt au titre du "PROEX" effectués "pour soutenir les crédits à l'exportation accordés à l'acheteur, et non pas au producteur d'aéronefs régionaux brésiliens".[28] Le Groupe spécial avait noté que, dans ces circonstances, le Canada pouvait démontrer *prima facie* l'existence d'un "avantage" s'il établissait que "[les] versements [au titre du PROEX III] permett[ai]ent aux acheteurs d'un produit de se procurer des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles qui leur [étaient] offertes sur le marché, cela, au minimum, montrera[it] *prima facie* que ces versements conf[éraient] un avantage aux producteurs de ce produit également, puisqu'ils abaiss[ai]ent le coût du produit pour les acheteurs et le rend[ai]ent donc plus attrayant par rapport aux produits concurrents".[29] Le Groupe spécial n'avait pas examiné si les versements au titre du PROEX constituaient un "instrument financier unique". Le Brésil n'avait pas fait valoir alors, comme il a tenté de le faire en l'espèce, que l'analyse "commençait et se terminait" par la question de savoir si les versements au titre du PROEX III constituaient un "instrument financier unique qui n'[avait] aucun équivalent sur le marché".[30] À dire vrai, on peut supposer qu'il aurait été assez facile de répondre à cette question car, à la différence du PROEX, l'activité des acteurs commerciaux n'est pas d'effectuer des versements pour rien.

23. En tout état de cause, les États-Unis ont donné des exemples d'autres établissements financiers internationaux – comme la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ("BERD"), la Société financière internationale ("SFI") et la Banque interaméricaine de développement ("BID") – qui offrent des garanties similaires à celles du GSM-102. Bien que le Brésil tente de récuser ces exemples en faisant valoir que ces entités ne peuvent pas, par définition, offrir de produits commerciaux, son argument est dénué de fondement.[31] En tant que fondement principal de cet argument, le Brésil continue à insister sur la capacité de ces entités d'"emprunter auprès du Trésor", affirmant que "par voie de conséquence, les entités publiques bénéficient généralement d'un coût de financement inférieur à celui de leurs homologues opérant selon les règles du marché".[32] En outre, il laisse entendre que ces entités ne peuvent pas offrir de produits commerciaux parce qu'elles "bénéficient d'une garantie découlant de la confiance et du crédit accordés aux pouvoirs publics".[33]

[26] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 174.
[27] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 174.
[28] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 II)*, paragraphe 5.28, note 42.
[29] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 II)*, paragraphe 5.28, note 42.
[30] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 174.
[31] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 187.
[32] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 188.
[33] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 188.

24. Toutefois, le Brésil n'a pas montré que les entités indiquées par les États-Unis comptaient sur ces emprunts pour leurs opérations ni qu'elles bénéficiaient de telles garanties de la part des pouvoirs publics. Par exemple, la SFI ne bénéficie d'aucune garantie souveraine.[34] Qui plus est, elle indique que "la principale source des emprunts de la SFI est constituée par les marchés de capitaux internationaux. En vertu de ses statuts, la Société peut emprunter sur les marchés publics d'un pays membre uniquement avec l'approbation de ce membre ainsi que du membre dont la monnaie est utilisée pour le libellé des emprunts."[35] De surcroît, "les emprunts sur les marchés sont généralement échangés contre des obligations à taux variable libellées en dollars EU".[36] La BERD émet des obligations à moyen et à long terme sur le marché.[37]

25. En outre, la capacité d'une entité d'emprunter auprès des pouvoirs publics ne l'empêche pas nécessairement d'offrir des *produits* à des conditions commerciales.[38] Par exemple, dans l'affaire *Corée – Navires de commerce*, le Groupe spécial a reconnu ce qui suit:

> "Le fait que la KEXIM peut recevoir un financement subventionné des pouvoirs publics ne signifie pas qu'elle fournira inévitablement un financement subventionné à ses clients. Il se peut qu'au contraire, la KEXIM applique les taux du marché et accroisse sa marge bénéficiaire."[39]

26. Le Brésil affirme aussi qu'un ancien fonctionnaire des États-Unis – en l'occurrence, un ancien Secrétaire au Trésor des États-Unis – a reconnu que les établissements financiers internationaux ne pouvaient pas offrir de produits commerciaux.[40] Cela étant, la propre pièce du Brésil montre que la déclaration à laquelle il fait référence ne se rapportait *pas* à l'un des établissements financiers internationaux susmentionnés, mais plutôt à des établissements de type "guichet commercial" détenus ou contrôlés par l'État dans des pays membres de l'OCDE qui n'octroient de financement qu'aux exportateurs nationaux. Les établissements financiers internationaux tels que la SFI, la BID et la BERD sont des entités fondamentalement différentes. Ils n'opèrent pas sur l'ordre des pouvoirs publics. De fait, le Brésil lui-même a noté que la BID était détenue par 47 pays membres[41]; la BERD par 60 gouvernements[42] et la SFI par 178 pays membres.[43] Par contre, les établissements susmentionnés opèrent aux conditions du marché sans offrir d'avantage à une partie prenante publique ou privée en particulier. Le Brésil n'a fourni aucune base légitime pour affirmer que ces établissements financiers ne pouvaient jamais fournir de produits commerciaux.

27. En résumé, le Brésil ne montre *ni* que son critère de "l'instrument financier unique" est exigé au titre de l'*Accord SMC* ni que les mesures qu'il conteste sont de fait des "instruments financiers uniques".

---

[34] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 166.
[35] Pièce US-79, page 13.
[36] Pièce US-79, page 13.
[37] Pièce US-77, page 10.
[38] Communication présentée par les États-Unis à titre de réfutation, paragraphe 156.
[39] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.84.
[40] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 186, et pièce Bra-654.
[41] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 442.
[42] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 441.
[43] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 440. Le Brésil critique aussi les États-Unis pour avoir jugé "significatif le fait que des entités publiques comme la BERD, la BID et la SFI étaient "rentables"". Déclaration orale du Brésil, paragraphe 189. Cependant, les États-Unis répondaient simplement à la signification que le *Brésil* avait attribuée à son affirmation selon laquelle les établissements en question étaient incapables d'offrir des produits commerciaux parce qu'ils n'étaient "pas des acteurs du secteur privé motivés par le profit". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 441.

E. L'argument du Brésil ferait effectivement de la plupart – voire de la totalité – des garanties de crédit à l'exportation des subventions à l'exportation prohibées

28. Il apparaît que l'argument ultime du Brésil est que les garanties de crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation prohibées sauf s'il y a une banque purement privée (comme la Citibank, par exemple) qui offre déjà les mêmes garanties de crédit à l'exportation et, même en pareil cas, les garanties sont des subventions prohibées sauf si les *commissions* perçues par la banque privée pour les garanties du crédit à l'exportation sont inférieures aux *commissions* perçues par l'entité publique. Ces affirmations sont sans fondement dans l'*Accord SMC* et, au vu de la nature du marché des garanties de crédit à l'exportation, elles feraient effectivement de *toutes* les garanties de crédit à l'exportation accordées par un Membre n'importe où dans le monde des subventions prohibées.

29. Comme le Brésil le sait bien, les garanties de crédit à l'exportation et les autres garanties de prêt similaires sont et ont toujours été des instruments accordés surtout – voir exclusivement – par les pouvoirs publics et les établissements financiers internationaux, par opposition aux établissements bancaires purement privés. Il n'est donc guère surprenant que les Membres aient accepté une règle en matière de "subvention à l'exportation prohibée" au point j) qui impose des disciplines fondées sur les coûts nets d'un programme.[44] Il n'est pas surprenant non plus que, dans le contexte des enquêtes en matière de droits compensateurs, les Membres aient accepté une règle ayant trait à l'effet d'une garantie sur le prêt correspondant. Les efforts déployés par le Brésil pour faire en sorte que le Groupe spécial ne tienne pas compte du texte lui-même – ce dont les Membres sont réellement convenus au vu de la nature particulière de la mesure et du marché – et pour imposer à la place une comparaison fondée sur les commissions avec une banque purement privée théorique sont indéfendables.

30. Cela ferait effectivement de la plupart, voire de la totalité, des garanties de crédit à l'exportation des subventions à l'exportation prohibées, ce qui est contraire à l'intention expresse des rédacteurs manifestée au point j) et à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. En outre, l'approche du Brésil est contredite par l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Si le critère à remplir pour être une subvention à l'exportation prohibée était aussi simple que le Brésil l'allègue, les négociateurs des Accords de l'OMC n'auraient pas eu besoin de préconiser spécifiquement l'élaboration de disciplines internationales concernant les garanties de crédit à l'exportation. En vérité, en préconisant l'élaboration de disciplines additionnelles concernant les garanties de crédit à l'exportation, l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* corrobore le fait qu'à présent, l'analyse peut – et même devrait – commencer et se terminer par les disciplines actuellement énoncées au point j).

31. Les répercussions de cette interprétation inadmissible sont importantes. Le Groupe spécial de la mise en conformité se rappellera que l'Inde fournit des services similaires par le biais de la Société indienne de garantie du crédit à l'exportation. On trouvera d'autres exemples ci-après:

- La Société australienne de financement et d'assurance à l'exportation (EFIC), qui offre une assurance du crédit à l'exportation (également visée par le point j)) "lorsque le marché privé n'en a pas la capacité ou la volonté, comblant ainsi la lacune du

[44] Les États-Unis à cet égard notent que dans la Liste exemplative du Code des subventions du Tokyo Round, le point j) disposait que les taux de prime ne pouvaient pas être "*manifestement* insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes". (pas d'italique dans l'original) Lors du Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont supprimé le mot "manifestement" du point j). Il est difficile d'admettre que les négociateurs se seraient donné la peine de modifier la règle énoncée au point j) si, comme le fait valoir le Brésil, cette règle pouvait facilement être ignorée en faveur d'une règle différente.

marché".[45] L'EFIC opère "principalement sur le segment du marché qui n'est pas desservi par le secteur privé".[46]

- Euler Hermes, fournisseur de garanties de crédit à l'exportation pour la République fédérale d'Allemagne, fournit les produits en question "pour aider les entreprises allemandes à ouvrir des marchés difficiles".[47]

- La Société coréenne d'assurance à l'exportation – organisme de crédit à l'exportation officiel de la Corée – offre pour les produits des "secteurs de l'agriculture et de la pêche" une assurance à l'exportation qui "compense les pertes découlant des transactions à l'exportation et des investissements à l'étranger qui *ne peuvent pas être prises en charge par les systèmes d'assurance généraux*".[48]

- Le "Banco Nacional de Comercio Exterior" du Mexique, banque "détenue par le gouvernement mexicain", offre "une assurance du crédit à l'exportation pour couvrir les entreprises mexicaines contre les défauts de paiement en cas de ventes à crédit à des clients [] étrangers".[49]

32. Chacun de ces Membres, ainsi que bon nombre d'autres Membres, manquent-ils aux obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC simplement parce que des banques purement privées n'opèrent pas actuellement, et n'ont jamais opéré, sur ce segment particulier du marché? Le Brésil n'a absolument pas montré qu'il y avait dans le texte de l'*Accord SMC* des dispositions indiquant que les Membres étaient convenus d'un résultat aussi absurde.

33. Par contre, le texte confirme que les règles mentionnées au point j) constituent le critère exclusif permettant de déterminer si les garanties de crédit à l'exportation représentent des subventions à l'exportation prohibées. Ainsi qu'il a été dit plus haut, dans les communications des États-Unis et au cours de la réunion avec le Groupe spécial, les données budgétaires des États-Unis montrent – définitivement – que les primes collectées au titre du programme de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis sont plus que suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et pertes au titre de la gestion des programmes. En résumé, les États-Unis se conforment pleinement à la règle énoncée au point j).

III. LE BRÉSIL N'A PAS ÉTABLI SES ALLÉGATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS STEP 2, DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES ET TOUS LES VERSEMENTS EN DÉCOULANT

34. Dans son exposé "oral", le Brésil ne remédie pas non plus au fait qu'il n'a fourni quasiment *aucun élément de preuve empirique* pour étayer ses allégations selon lesquelles: a) la suppression du programme Step 2 "n'aura[it] probablement *aucune incidence* sur le niveau de la production ou des exportations des États-Unis" et n'aura[it] probablement "*guère d'incidence positive* sur le cours

[45] Export Finance and Insurance Corporation (Australia) – Mission and Objectives; http://www.efic.gov.au/static/efi/corporateinfo/mission.htm (pièce US-131).

[46] Export Finance and Insurance Corporation (Australia) – Mission and Objectives; http://www.efic.gov.au/static/efi/corporateinfo/mission.htm (pièce US-131).

[47] AuslandsGeschaftsAbsicherung der Budesrepublik Deutschland, Federal Export Credit Guarantees, Basics: Main Features of Export Credit Cover; http://www.agaportal.de/en/aga/grundzuege/grundzuege_exportkredit.html (pièce US-132).

[48] Korea Export Insurance Corporation, preface (pas d'italique dans l'original); http://www.keic.or.kr/homepage2/english/main.html. (pièce US-133); *voir aussi* le document "East-West Debt: "about the Korea Export Insurance Corporation"" http://www.eastwest.be/east_west/keic.htm (pièce US-133).

[49] Bancomext 2005 Annual Report, pp. 2, 26; http://www.bancomext.com/Bancomext/publicasecciones/secciones/7304/AnnualReportBancomext2005.pdf (pièce US-134).

mondial du coton à long terme"[50], ou b) que "l'effet" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques est un empêchement "actuel" de hausses des prix dans une mesure notable au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

A. Les arguments du Brésil concernant les effets du programme Step 2 et les effets sur les cours du marché mondial continuent de varier

35. Bien que le Brésil ait fait valoir tout au long de la procédure du Groupe spécial initial et au cours de la présente procédure que les niveaux des exportations des États-Unis, élevés d'après ses allégations, étaient la cause de l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial[51], il tente maintenant de changer sa théorie de base concernant un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. En fait, il agit ainsi après avoir tenté de récuser tout simplement les éléments de preuve établissant un recul des exportations des États-Unis au motif que c'était un phénomène temporaire qui résultait simplement du fait que les producteurs des États-Unis avaient "vidé leurs entrepôts de leurs stocks" avant la suppression du programme Step 2.[52] En présence des éléments de preuve substantiels qui contrebalançaient ses arguments, le Brésil a été obligé de chercher une nouvelle théorie qui cadre avec les faits. Dans son exposé "oral", il fait maintenant valoir que c'est l'accroissement des stocks de coton upland des États-Unis – non les exportations de coton des États-Unis – qui empêche des hausses de prix sur le marché mondial.

36. Le Brésil n'a pas présenté d'élément de preuve – et n'a même pas exposé en tous points les arguments – visant à étayer sa théorie de la 11ème heure concernant un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. En outre, il ne peut pas se contenter de transposer ses arguments précédents ayant trait aux effets des exportations. Certes, les stocks d'un produit constituent un facteur important qui influe sur l'équilibre de l'offre et de la demande mondiales et, par voie de conséquence, sur les prix, mais il n'y a rien – et le Brésil n'a rien indiqué – qui donne à penser qu'un accroissement des stocks peut avoir la même incidence sur les prix du marché mondial que les exportations elles-mêmes. Lorsqu'il y a détention de stocks – c'est-à-dire lorsque des stocks sont retirés du commerce sur le marché mondial – toute incidence possible sur les prix est nécessairement substantiellement inférieure à celle qui existerait si les stocks étaient vendus.

37. Par ailleurs, l'incidence sur les prix des stocks existants des États-Unis est nécessairement plus grande *à l'intérieur* des États-Unis que sur le marché mondial. En outre, dans le droit fil de ce qui précède, les prix des États-Unis ont été inférieurs à la normale en ce qui concerne l'indice A pendant la quasi-totalité de la campagne de commercialisation 2006.[53] Entre août 2001 et juillet 2005, l'indice A était en moyenne supérieur de 4,69 cents au prix à terme de New York pour des échéances proches. Depuis août 2006, l'indice "A" est en moyenne supérieur de 5 à 10 cents au prix à terme de New York.[54] Suite à ce signal du marché et à d'autres, les producteurs des États-Unis réduisent les plantations. Les recettes des producteurs de coton sont inférieures aux attentes et on s'attend à ce que les plantations aux États-Unis reculent de 14 pour cent ou plus en 2007.[55] En résumé, les éléments de preuve ayant trait aux effets des stocks sur les prix des États-Unis et à la réaction correspondante des agriculteurs des États-Unis ne sont *pas* compatibles avec la nouvelle théorie du Brésil selon laquelle les stocks des États-Unis empêchent des hausses de prix sur le marché mondial.

---

[50] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 206 (citant la première communication écrite du Brésil, Annexe II, paragraphes 41 à 43).

[51] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphe 2.

[52] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 82.

[53] Daily A-Index and NY Futures Price Data (pièce US-135).

[54] Daily A-Index and NY Futures Price Data (pièce US-135).

[55] Conseil national du coton, "2007 Acreage Survey", document accessible à l'adresse: http://www.cotton.org/econ/reports/intentions.cfm.

38. Cette conclusion est renforcée par l'examen d'autres facteurs existant sur le marché mondial. Par exemple, les stocks mondiaux *totaux* devraient décroître en 2006 par rapport aux niveaux de 2005.[56] En outre, le ratio stocks mondiaux/utilisation relatif au coton a diminué pour la deuxième année consécutive, ce qui signifie que le monde utilise plus de coton qu'il n'en produit.[57] Cela est compatible avec le fait que les prix du marché mondial sont en hausse et devraient continuer à l'être. Même si le Brésil affirme que ces prix devraient même être plus élevés, il n'a présenté aucun élément de preuve – autre que les allégations infondées formulées par l'économiste qu'il a engagé – pour étayer cette affirmation.

39. De même, le comportement des autres participants au marché – y compris le Brésil – ne montre pas qu'ils ont conscience d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable causé par les stocks des États-Unis. Au contraire, on s'attend à ce que le Brésil et l'Inde accroissent leur production en 2007, de récentes informations en provenance du Brésil anticipant un chiffre presque record pour la récolte de 2007.[58] Pour planter et produire plus de coton en 2007, il apparaît que les exploitants indiens et brésiliens recevaient des signaux positifs des prix mondiaux actuels. Pendant ce temps, aux États-Unis, la production a diminué en 2006, les exportations ont reculé en 2006 et les plantations devraient décroître substantiellement en 2007. Là encore, il ne s'agit pas de faits qui indiquent qu'il existe un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable causé par les stocks des États-Unis.

40. Ainsi, la théorie de dernière minute du Brésil selon laquelle les *stocks* – et non les exportations – des États-Unis causent un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable n'est étayée par aucun élément de preuve.

B. Les arguments du Brésil concernant les effets allégués des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont fallacieux et les éléments de preuve présentés par le Brésil confirment effectivement la position des États-Unis concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

41. Dans sa déclaration "orale", le Brésil cherche à répondre à l'observation des États-Unis selon laquelle il n'a pas fourni de base d'éléments de preuve pour ses allégations selon lesquelles les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causent actuellement un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. Le Brésil affirme que certains éléments de preuve dont il allègue qu'ils sont "essentiels" étayent ses allégations d'infraction aux articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[59] Aucun de ces éléments de preuve ne résiste cependant à un examen minutieux.

[56] USDA Foreign Agricultural Service, Cotton: World Markets and Trade, February 2007 (document accessible à l'adresse: http://www.fas.usda.gov/currwmt.asp).

[57] USDA Foreign Agricultural Service, Cotton: World Markets and Trade, February 2007 (document accessible à l'adresse: http://www.fas.usda.gov/currwmt.asp).

[58] ICAC Cotton This Month (1 March 2007) (pièce US-136).

[59] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 25.

1. Aucun des éléments de preuve présentés par le Brésil concernant la nature, l'importance et les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques n'indique que les versements ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable

42. ***Versements anticycliques:*** L'exposé "oral" du Brésil ne contient aucun élément de preuve empirique qui étaye ses allégations voulant que les versements anticycliques aient des effets notables d'encouragement de la production – ou des exportations – ou qu'ils empêchent des hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable. À vrai dire, il apparaît que les "éléments de preuve empiriques" du Brésil ne soient guère plus qu'une affirmation nue selon laquelle les versements anticycliques "restreignent la flexibilité en matière de plantation", "réduisent le risque associé à la production de la culture de base", "accroissent la capacité des exploitants d'investir dans du matériel qui augmente la production" et "régularisent le flux de recettes … et … facilitent l'accès au crédit".[60] Même si toutes ces choses peuvent être vraies dans une certaine mesure, le Brésil n'a pas expliqué en quoi elles étayent la constatation selon laquelle les versements causent un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. De fait, la quasi-totalité des conséquences invoquées par le Brésil peut aussi être imputée aux versements directs et même à *tout* versement en faveur d'un producteur d'une culture. Des restrictions *exactement* identiques de la flexibilité en matière de plantation s'appliquent dans le cas des versements directs et des versements anticycliques. Qui plus est, *tout* versement en faveur des producteurs "accro[îtra] la capacité des exploitants d'investir dans du matériel qui augmente la production", "régularise[ra] le flux des recettes … et … facilite[ra] l'accès au crédit".[61] Cela étant, ces facteurs n'ont étayé aucune constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable en ce qui concerne les versements directs dans le cadre de la procédure initiale. De fait, les négociateurs de l'Accord sur l'OMC ont expressément établi que les Membres pouvaient effectuer toute une gamme de versements en faveur des producteurs agricoles, versements qui tous auraient vraisemblablement les effets généraux que le Brésil attribue aux versements anticycliques et dont cependant les "effets de distorsion sur les échanges ou [les] effets sur la production [étaient encore] nuls ou, au plus, minimes".[62]

43. D'ailleurs, d'un point de vue structurel, le Brésil reconnaît que la "différence cruciale" entre les versements directs et les versements anticycliques tient au fait que l'exploitant est assuré de recevoir chaque année les premiers versements mais pas les seconds, car les versements anticycliques sont accordés uniquement si le prix agricole saisonnier moyen finit par être inférieur au seuil fixé dans la loi.[63] Comme les États-Unis l'ont expliqué en réponse aux questions du Groupe spécial, certains analystes ont examiné si cette différence entraînait des différences substantielles dans les *effets* des deux programmes, et ils ont conclu que probablement elle *ne le faisait pas*.[64] Par exemple, Westcott *et al.* ont déterminé que le lien avec les prix pourrait, dans certaines circonstances, entraîner sur la production des effets indirects découlant principalement d'un risque atténué d'instabilité des prix. Toutefois, ils ont conclu que l'importance de ces effets sur la production serait probablement minime et limitée par un certain nombre de facteurs y compris les suivants:

---

[60] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 41.
[61] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 41.
[62] *Voir* l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.
[63] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 50.
[64] *Voir* les réponses des États-Unis aux Parties D et E de la première série de questions du Groupe spécial, paragraphe 27 (6 mars 2007).

a) lorsqu'on s'attend à ce que les prix soient supérieurs au seuil maximal – les versements anticycliques se comportent tout comme les versements directs fixes[65];

b) "le[s] effet[s] croisé[s] entre produits de base semble[nt] indiquer que les versements anticycliques pourraient entraîner une réduction générale des risques liés aux revenus plutôt qu'un effet spécifique à une culture. Les recettes nettes provenant des cultures de remplacement resteraient le principal élément pris en considération dans les choix de production"[66];

c) "si plusieurs études font état d'une aversion des exploitants pour les risques (Chavas et Holt, 1990, 1996, par exemple), d'autres instruments de réduction des risques existent déjà pour la gestion des risques. Ainsi, avec la réduction des risques liés aux revenus assurée actuellement par les versements anticycliques dans le cadre des programmes agricoles, les exploitants peuvent adapter leur recours à ces autres stragégies de gestion des risques agricoles et non agricoles"[67]; et

d) "une grande partie de la production du secteur agricole des États-Unis provient d'une faible proportion de gros producteurs … Les éléments de preuve indiquant que l'aversion pour les risques décroît à mesure que les revenus augmentent (Chavas et Holt, 1990, 1996), donnent à penser que cette aversion pourrait également tendre à diminuer à mesure que la taille des exploitations augmente. Ainsi, le fait que les grandes exploitations qui représentent la majeure partie de la production éprouvent moins d'aversion pour les risques amoindrit les effets potentiels des versements anticycliques sur la production en raison de la réduction des risques. Si les petits exploitants peuvent éprouver davantage d'aversion pour les risques dans leur entreprise agricole, les revenus non agricoles peuvent réduire le niveau global des risques liés aux revenus des ménages."[68]

44. Les études visant les effets réels des versements anticycliques confirment qu'ils ont une incidence minime sur la superficie plantée et la production. Par exemple, comme les États-Unis l'ont expliqué, une étude de 2007 menée par Lin & Dismukes a conclu que "[l']effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avér[ait] être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent … ."[69] Les États-Unis ont présenté cette étude et d'autres qui examinaient les éléments de preuve empiriques ayant trait aux effets réels des versements anticycliques sur les producteurs de maïs, de blé et de fèves de soja au cours des dernières années, y compris la campagne de commercialisation 2005, celle sur laquelle le Brésil a spécialement mis l'accent. Les États-Unis ont également fourni des études qui procédaient à une évaluation plus qualitative de la question en jeu.[70] Ces études étayent la constatation selon laquelle les versements anticycliques ont – au mieux – des effets minimes sur les plantations et la production (et ont donc probablement des effets négligeables sur les cours du marché mondial).

---

[65] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 203 (pièce US-35).

[66] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 204 (pièce US-35).

[67] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 204 (pièce US-35).

[68] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" at 204 (pièce US-35).

[69] Lin, William and Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics–Volume 29, Number 1 – pages 64-86*, forthcoming, p. 83 (pièce US-85). (pas d'italique dans l'original)

[70] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 226 à 252.

45. Dans sa troisième communication écrite non sollicitée – pièce BRA-659 – le Brésil demande au Groupe spécial de faire simplement abstraction de toutes ces études.[71] Pour les raisons exposées plus haut, la communication du Brésil a été présentée en violation des procédures de travail du Groupe spécial et ne fait pas à bon droit partie du dossier soumis au Groupe spécial. Néanmoins, les États-Unis formulent les observations suivantes s'agissant des raisons pour lesquelles les arguments présentés par le Brésil dans cette communication sont inefficaces. Le Brésil se plaint que les études ne portent pas spécifiquement sur les versements anticycliques effectués pour le coton upland. Pour autant, comme les États-Unis l'ont expliqué, il n'y a pas de raison pour que cela empêche le Groupe spécial de considérer les études comme étant très pertinentes.[72] En effet, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve – à l'exception des affirmations non étayées de l'économiste qu'il a engagé – montrant que les effets seraient substantiellement différents dans le cas du coton upland, en particulier étant donné qu'*aucun détenteur de superficie de base n'avait à produire quoi que ce soit, encore moins la culture de base, afin de recevoir des versements au titre du programme.* Chose plus importante, il apparaît que le Brésil oublie que *c'est à lui qu'incombe la charge de prouver ses allégations dans la présente procédure*. À vrai dire, bien que le Brésil insiste sur le fait que seules des études portant spécifiquement sur le coton peuvent être considérées comme pertinentes, il n'a pas lui-même fourni *une seule* étude qui examine les effets réels des versements anticycliques effectués spécifiquement en rapport avec la production de coton upland. Par ailleurs, les études que le Brésil a fournies ne déprécient pas les éléments de preuve substantiels qui montrent que – en fait – les versements anticycliques ont des effets minimes sur la superficie et la production.[73] Par conséquent,

[71] Déclaration supplémentaire de Daniel Sumner, paragraphes 18 à 38.

[72] Le Brésil avance également l'argument inexplicable selon lequel plusieurs des études présentées par les États-Unis ne sont pas pertinentes parce que, d'après ses allégations, elles "n'examinent pas si les versements anticycliques sont découplés de la production. Par contre, [elles] examinent si les versements anticycliques accroissent la superficie". Déclaration supplémentaire de Daniel Sumner, paragraphe 21. La critique du Brésil vaut, par exemple, pour l'étude de 2007 menée par Lin & Dismukes, qui constate l'existence d'accroissements "très négligeables" de la superficie des principales cultures de plein champ. Dans la présente procédure, il apparaît que le Brésil s'embrouille dans ses propres allégations et arguments. D'après ce que les États-Unis croient comprendre, l'allégation du Brésil en l'espèce est que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent actuellement des hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial. La théorie du Brésil pour étayer cette allégation est que les versements en question influent sur les décisions en matière de plantation, poussant les producteurs des États-Unis à planter davantage qu'ils ne le feraient sinon et que cela débouche finalement sur une offre excédentaire et sur un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial. Il est remarquable par conséquent que le Brésil tente de *récuser* les études en question parce qu'elles portent sur les effets des versements sur la superficie, et suggère que ce qui est pertinent, c'est une sorte d'examen non défini de la question de savoir si les versements sont "couplés" à la production (examen qui, soit dit en passant, n'a pas de fondement dans le texte des articles 5 c) et 6.3 c)).

[73] À vrai dire, l'étude que le Brésil a présentée comme étant "plus récente et plus pertinente" que les nombreuses études communiquées par les États-Unis n'examine même pas le comportement d'exploitants réels – encore moins celui des exploitants de coton upland. *Voir* McIntosh, Christopher R, Jason F. Shogren et Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Updating under Uncertainty: An Experimental Study: forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, page 18 (pièce BRA-565). Au contraire, l'étude examine les résultats d'une expérience menée en laboratoire avec des étudiants universitaires jouant le rôle de "décideurs de laboratoire". Le Brésil critique les États-Unis pour avoir, d'après ses allégations "tent[é] de discréditer les conclusions de recherches économiques simplement parce qu'elles proviennent d'expériences contrôlées". Déclaration supplémentaire de Daniel Sumner, paragraphe 38. Selon le Brésil, cette approche est "dépassée depuis 30 ans". Déclaration supplémentaire de Daniel Sumner, paragraphe 38. Pour autant, le Brésil ne fait aucun effort pour concilier ce point de vue avec ses propres arguments selon lesquels les études des États-Unis devraient être rejetées si elles n'examinent pas les réactions précises des exploitants de *coton upland* concernant les superficies. Le Brésil ne s'occupe pas non plus des limitations fondamentales indiquées par les auteurs eux-mêmes en ce qui concerne l'expérience en laboratoire. *Voir* McIntosh, Christopher R, Jason F. Shogren et Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Updating under Uncertainty: An Experimental Study: forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, page 18 (pièce BRA-565) ("Notre plan ne

les allégations du Brésil relatives à des effets notables sur les plantations ne sont que cela – des allégations. Elles ne sont étayées ni par les éléments de preuve empiriques ni par des études menées à la lumière de ces éléments de preuve.

46. Le Brésil n'a rien à répondre non plus aux études qui constatent qu'une partie substantielle des versements anticycliques sont capitalisés dans la valeur foncière et dans les loyers fonciers. Même s'il fait valoir que le Groupe spécial devrait simplement faire abstraction de ces éléments de preuve, le Brésil n'a pas expliqué pourquoi la conclusion ci-après de l'OCDE n'est pas valable et entièrement pertinente pour la question en jeu:

> Les travaux empiriques indiquent que les paiements au titre des CPF [PFC] et de l'APM [MLA] ont un effet significatif sur les valeurs et les loyers des terres. Compte tenu de l'importance du marché locatif dans l'agriculture des États-Unis, il semble qu'*il se produise une transmission assez importante du revenu supplémentaire créé par les paiements en direction des propriétaires terriens qui, dans de nombreux cas, ne sont pas les exploitants des terres*. Il apparaît que les paiements ont pour effet essentiel d'accroître la valeur des terres, principal actif fixe en agriculture.[74]

47. De fait, les États-Unis rappellent que le Brésil a fait valoir que plus il y a de certitude sur le point de savoir si les versements seront reçus, plus il est probable qu'ils seront capitalisés dans la valeur foncière et les loyers fonciers.[75] Comme les versements MLA étaient effectués dans le cadre d'une législation *ad hoc* – à la différence des versements anticycliques qui avaient été établis bien avant dans le cadre de la Loi FSRI de 2002 – on peut supposer que les exploitants étaient encore moins susceptibles d'avoir anticipé les versements MLA que d'avoir anticipé les versements anticycliques. Ainsi, on peut supposer que le degré de capitalisation dans la valeur foncière et les loyers fonciers est même *supérieur* à celui qui est constaté dans l'étude de l'OCDE pour les versements MLA. En outre, comme l'étude de l'OCDE l'a conclu:

> Si les propriétaires terriens s'appropriaient en grande partie les paiements au titre des CPF [PFC] et de l'APM [MLA] à travers la hausse des valeurs et des loyers des terres, la capacité de ces paiements d'influer sur la production agricole se réduirait. Les agriculteurs locataires des terres ne pourraient utiliser les paiements associés aux terres louées pour couvrir les coûts fixes ou variables. Ils ne pourraient pas mobiliser de capitaux auprès des établissements traditionnels de crédit, comme s'ils ne recevaient aucun paiement. Ils ne constateraient aucune amélioration de leur richesse, du moins sur les terres louées, l'effet de richesse lié au risque étant éliminé. Les anticipations de paiements associés aux terres louées n'influeraient pas sur la décision des agriculteurs locataires (qui ne profiteraient pas de ces paiements) de

---

tenait pas compte de deux caractéristiques de la Loi de 2002 susceptibles d'influer sur l'interprétation de nos résultats. Premièrement, aucun ajustement n'est apporté à nos primes pour tenir compte du fait que les versements directs et les versements anticycliques sont effectués uniquement pour un pourcentage (85 pour cent) de la superficie de base. Si ces ajustements étaient inclus, les primes forfaitaires seraient inférieures, ce qui implique que nos résultats pourraient surestimer les effets des versements anticycliques. Deuxièmement, nous avons exclu le programme de prêts à la commercialisation pour nous concentrer sur la structure de base des versements anticycliques – prix d'objectif, prix du marché et taux direct. Ajouter le programme de prêts à la commercialisation dans notre plan tempérerait les effets de base des versements anticycliques en offrant un mécanisme additionnel de soutien des prix".)

[74] Abler, David, et David Blandford. Panorama des études empiriques consacrées aux effets sur les superficies et la production des contrats de production flexible mis en place aux États-Unis en vertu du Fair Act et des paiements connexes relevant de réglementations supplémentaires, Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries, Comité de l'agriculture, OCDE, Paris, AGR/CA/APM(2004)21/FINAL, page 24 (25 mars 2005) (pièce US-32). (pas d'italique dans l'original)

[75] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 146.

> rester dans le secteur agricole ou de le quitter, alors qu'elles pourraient influer sur la décision du propriétaire de continuer d'affecter ses terres à l'agriculture.[76]

48. La seule réponse du Brésil à cet élément de preuve est qu'il est "mathématiquement impossible" que les versements directs et les versements anticycliques "soient capitalisés dans les loyers fonciers et que les propriétaires terriens se les approprient".[77] Le Brésil n'a pas expliqué pourquoi – s'il en était ainsi – l'OCDE aurait pu arriver à cette conclusion entachée d'un vice rédhibitoire (en particulier étant donné que l'OCDE est en fait parvenue aux conclusions citées ci-dessus après avoir passé en revue *plusieurs* études différentes qui examinaient toutes les effets de transmission des versements PFC et MLA).

49. En réalité, le vice se trouve dans les données que le Brésil utilise pour alléguer son "impossibilité mathématique". Comme les États-Unis l'ont expliqué dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, au lieu d'examiner les loyers fonciers réels – comme il prétend le faire – le Brésil examine en fait un coût économique *imputé* à la terre que l'USDA calcule en évaluant les autres utilisations possibles de l'actif (par exemple sa location à un autre producteur).[78] Pis encore, le Brésil examine les valeurs locatives moyennes imputées aux terres situées sur des exploitations *possédant* une superficie de base donnant lieu à des versements et sur des exploitations *ne possédant pas* de superficie de base donnant lieu à des versements, alors même que les premières auraient une valeur locative substantiellement plus élevée précisément *à cause* des versements qui leur sont associés. La réponse du Brésil selon laquelle des niveaux de versements *différents* sont effectués pour des superficies de base différentes à cause de différences dans les rendements antérieurs est tout à fait hors de propos, et ne justifie pas la comparaison entre les terres agricoles liées à la superficie de base donnant lieu à des versements et les terres agricoles *non* liées à la superficie de base donnant lieu à des versements que le Brésil tente de faire.

50. Bien qu'ils soient peu abondants, il est également instructif d'examiner le type d'éléments de preuve sur lesquels, en fait, le Brésil s'appuie *effectivement* pour étayer ses allégations ayant trait aux versements anticycliques. Le Brésil invoque, comme élément de preuve de l'existence d'un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable découlant des versements anticycliques, une déclaration faite *en février 2001* – c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la Loi FSRI de 2002 ou des versements anticycliques autorisés en vertu de cette loi – par un représentant du Conseil national du coton s'agissant de l'*aide d'urgence prévue par la Loi FAIR de 1996* et de la question de savoir si cette aide avait permis aux producteurs de coton "d'éviter la faillite" pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001.[79] Cette déclaration – citée hors contexte – concernant l'aide d'urgence au titre de la Loi FAIR de 1996, y compris les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aides pour pertes de parts de marchés et les versements relatifs à des catastrophes ne donne pas d'indication sur le rôle des versements anticycliques dans les décisions en matière de production ni sur les coûts et revenus actuels des exploitants des États-Unis. Assurément, elle ne porte en rien atteinte aux données réelles relatives aux coûts et revenus "actuels", qui, ainsi qu'il est exposé ci-dessous, contredisent formellement les allégations du Brésil selon lesquelles les producteurs de coton upland des États-Unis seraient en faillite en l'absence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. De fait, bien que ces "éléments de preuve" n'apportent pas de contribution substantielle pour les

---

[76] Abler, David, et David Blandford. Panorama des études empiriques consacrées aux effets sur les superficies et la production des contrats de production flexible mis en place aux États-Unis en vertu du Fair Act et des paiements connexes relevant de réglementations supplémentaires, Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries, Comité de l'agriculture, OCDE, Paris, AGR/CA/APM(2004)21/FINAL, page 17 (25 mars 2005) (pièce US-32).

[77] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 46.

[78] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 259.

[79] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 43.

questions dont le Groupe spécial est saisi, le fait que ce sont le type et la qualité d'"élément de preuve empirique" sur lesquels le Brésil doit s'appuyer en dit long sur l'absence de base d'éléments de preuve pour ses allégations.

51. ***Versements au titre de prêts à la commercialisation**:* Les arguments du Brésil relatifs aux versements au titre de prêts à la commercialisation ne sont pas plus efficaces que ses arguments concernant les versements anticycliques. En effet, au lieu de fournir des éléments de preuve réels visant les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation, le Brésil tente d'esquiver simplement la question en a) affirmant une fois encore qu'elle a déjà été résolue par le Groupe spécial initial, tout en b) présentant de manière erronée les arguments des États-Unis pour éviter d'aborder les vraies questions en jeu. L'approche du Brésil est dénuée de fondement.

52. Premièrement, les États-Unis réaffirment que la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation causent ou non aujourd'hui un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable n'a pas été examinée par le Groupe spécial initial. Au contraire, ce dernier s'est expressément abstenu d'examiner les effets de versements futurs dont il serait allégué qu'ils avaient été "prescrits" au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial initial s'est également abstenu d'examiner si les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques auraient nécessairement eu des effets défavorables à l'avenir, constatation qui – du propre aveu du Brésil – aurait été *nécessaire* pour que le Groupe spécial initial formule une constatation à l'encontre des programmes en tant que tels.[80] Par ailleurs, comme le Brésil l'a reconnu, les conditions du marché qui existaient au moment de la procédure initiale étaient très différentes de celles qui existent actuellement.[81]

53. À vrai dire, les conditions du marché sont encore plus différentes maintenant que le Brésil ne veut l'admettre. Le programme Step 2 n'est plus en vigueur et, depuis la suppression du programme, les exportations des États-Unis durant la campagne de commercialisation 2006 sont nettement inférieures à celles enregistrées lors des dernières campagnes. Pour la campagne de commercialisation 2006, les exportations des États-Unis *ont baissé de 30 pour cent* par rapport aux

[80] Par exemple, dans le cas de ses allégations à l'encontre des programmes contestés en soi, le Brésil a demandé au Groupe spécial "de constater que les dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application, telles qu'elles sont énumérées ci-dessus, *ne peuvent pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphes 435 et 436. Expliquant ce que cela signifierait dans le contexte du présent différend, le Brésil a fait valoir ce qui suit: "[p]remièrement, le Groupe spécial doit évaluer si les subventions des États-Unis *menaceront nécessairement* de causer un préjudice grave à des niveaux de prix inférieurs aux prix de déclenchement des subventions des États-Unis. Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner si les subventions des États-Unis menacent de causer un préjudice grave *même à des niveaux de prix auxquels seulement des subventions au titre de l'assurance-récolte et des versements directs sont accordés*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphe 426. (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial initial n'a pas procédé à l'évaluation demandée et n'a pas formulé les constatations demandées.

[81] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 235 et 236 (Dans l'espoir de se dispenser de devoir même montrer qu'il y avait une *coïncidence* entre les versements des États-Unis et l'empêchement de hausses de prix, le Brésil a fait valoir que "le fondement légal et réglementaire des subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland et les conditions du marché offraient au Groupe spécial initial un cadre assez dynamique pour examiner les coïncidences temporelles. Les campagnes de commercialisation 2001-2005 (principalement régies par la Loi FSRI de 2002) étaient plus stables. Après la campagne de commercialisation 2001, on n'a pas enregistré les mêmes baisses extrêmes des cours du coton upland sur le marché mondial, ni d'augmentations additionnelles conséquentes de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis, par rapport aux campagnes de commercialisation 1998-2002".)

niveaux observés au cours de la même période de la campagne précédente.[82] Les ventes hebdomadaires de coton sont *inférieures de 31 pour cent* à la moyenne de la période de cinq ans.[83] En outre, les engagements totaux en matière d'exportations des États-Unis sont actuellement *inférieurs de 40 pour cent* environ au niveau de la campagne précédente et *inférieurs de 27 pour cent* à la moyenne de la période de cinq ans.[84] Les prévisions pour l'avenir sont tout aussi sombres. Comme les États-Unis l'ont expliqué à la réunion avec le Groupe spécial, en février, l'USDA a abaissé les prévisions concernant les exportations de coton upland des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2006 de près de 8 pour cent, après une révision à la baisse de 2 pour cent en janvier.[85] Ces révisions à la baisse ont lieu au moment même où les estimations de l'USDA indiquent une utilisation industrielle *importante* du coton à l'étranger, ce qui signifie que la part de la consommation à l'étranger détenue par les États-Unis devrait tomber de 16 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 12 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2006. Par ailleurs, la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis devrait tomber de 40 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 36 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2006. Le chiffre prévu pour l'utilisation industrielle nationale aux États-Unis durant la campagne de commercialisation 2006 est de 5 millions de balles seulement, soit le chiffre le plus bas depuis la campagne de commercialisation 1931. La baisse de la demande de coton upland des États-Unis fait également sentir ses effets sur les décisions en matière de plantation et de production. Selon l'enquête annuelle portant sur les intentions en matière de plantation menée par le Conseil national du coton, les plantations de coton upland des États-Unis baisseront probablement de 14 pour cent en moyenne pendant la campagne de commercialisation 2007 par rapport aux niveaux de 2006.[86]

54. Dans la mesure où le Brésil affirme que le Groupe spécial initial a déjà examiné et résolu la question de savoir quels effets les prêts à la commercialisation ont dans la situation du marché qui exite maintenant, les États-Unis soutiennent que l'argument du Brésil est entièrement dénué de fondement.

55. Deuxièmement, il est étonnant que le Brésil affirme une fois encore que "les États-Unis n'expliquent jamais comment les subventions au titre de prêts à la commercialisation pourraient n'avoir aucun effet sur la décision des producteurs de planter du coton … ".[87] Non seulement les États-Unis n'ont jamais *allégué* que "les subventions au titre de prêts à la commercialisation ne pourraient avoir aucun effet sur la décision des producteurs de planter du coton"[88], mais il s'avère que les États-Unis et le propre économiste du Brésil sont d'accord précisément sur les conditions dans lesquelles les versements au titre de prêts à la commercialisation pourraient influer sur la décision des producteurs de planter du coton. Spécifiquement, pour déterminer si les versements au titre de prêts à

[82] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).
[83] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).
[84] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).
[85] February 2007 World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE) Report (pièce US-114).
[86] National Cotton Council Planting Intentions Survey MY 2007 (pièce US-115).
[87] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 35.
[88] C'est la deuxième fois que les États-Unis s'efforcent de corriger la même présentation erronée de leur position. *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 268 ("Les arguments présentés à titre de réfutation par le Brésil concernant la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation sont, de nouveau, fondés sur une présentation erronée des arguments des États-Unis. Le Brésil affirme que "les États-Unis font valoir que les producteurs de coton upland ne s'attendent pas à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation … Les États-Unis font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation … n'ont aucun effet sur la superficie plantée, aucun effet sur la production, aucun effet sur les exportations et aucun effet sur le cours mondial du coton". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 101. Ce n'est pas ce que les États-Unis ont fait valoir et les États-Unis renvoient respectueusement le Groupe spécial aux paragraphes 203 à 225 de leur première communication écrite dans lesquels leurs arguments réels sont exposés en détail".)

la commercialisation ont des effets durant une campagne donnée, il est nécessaire d'examiner les décisions en matière de plantation prises par les producteurs des États-Unis compte tenu des conditions qui existaient à l'époque de la plantation pour chaque campagne de commercialisation (à savoir de janvier à mars).[89] Les attentes d'un producteur à cette époque-là, concernant le revenu provenant du marché et/ou le revenu provenant des versements des pouvoirs publics, les coûts et d'autres facteurs détermineront s'il plantera du coton ou une autre culture, ou si les terres seront destinées à un autre usage. Le Brésil a reconnu ce point à la fois dans la présente procédure[90] et dans la procédure initiale.[91]

56. Néanmoins, bien que le Brésil soit d'accord avec les États-Unis en ce qui concerne l'analyse correcte, il continue à présenter des éléments de preuve qui contredisent directement cette analyse. Par exemple, dans son exposé "oral", le Brésil allègue que les versements au titre de prêts à la commercialisation effectués pendant la campagne de commercialisation 2005 étaient supérieurs de 29 pour cent à ceux de la campagne de commercialisation 2002 et, selon lui, cela "*seul* donne fortement à penser que les effets de ces versements sur la production et les exportations des États-Unis ainsi que sur les cours du marché mondial sont bien supérieurs [par rapport à la période examinée par le Groupe spécial initial]".[92] Pourtant, le Brésil admet que les *effets* des versements au titre de prêts à la commercialisation dépendent des attentes concernant les versements, et non des versements réels reçus. De fait, dans son exercice de modélisation censé examiner les effets des prêts à la commercialisation, l'économiste du Brésil n'inclut même pas les versements réels, donnant l'explication ci-après:

> Les producteurs des États-Unis réagissent eu égard au revenu qu'ils s'attendent à tirer des prix du marché et des subventions attendues des pouvoirs publics, les attentes pertinentes étant celles qui existent à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés en matière de production sont prises. Les producteurs des États-Unis ne savent pas avec certitude ce que les prix et les subventions réels seront finalement étant donné qu'ils deviendront connus au cours de la campagne de commercialisation. *Par conséquent, comme c'est le cas dans la réalité, le modèle part de l'hypothèse que les prix ou les subventions réels pendant une campagne de commercialisation n'influent pas sur le comportement des cultivateurs de coton pendant cette campagne*.[93]

57. Il est révélateur qu'à plusieurs reprises, le Brésil présente de manière erronée la position des États-Unis et continue de fournir des éléments de preuve qui sont fondamentalement en contradiction avec l'analyse correcte des effets possibles sur les prix (ce qu'il a expressément reconnu). Le fait est que le Brésil n'a pas démontré – et d'ailleurs ne peut pas démontrer – que les attentes des producteurs

---

[89] *Voir*, par exemple, le document "Cotton Percent Planted, 15 Selected States" (pièce US-44).

[90] *Voir* la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 36 ("Les producteurs de coton des États-Unis réagissent aux prix *attendus* et aux taux de subventionnement *attendus* qui sont d'actualité à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés sont prises au cours du cycle de production") (pas d'italique dans l'original) et la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 58 ("[l]'ampleur de l'incidence sur les incitations à produire du coton est égale à la différence *attendue* entre le taux de prêt, qui est connu à l'époque de la plantation, et les *attentes* du cultivateur à l'époque de la plantation concernant le cours mondial ajusté du coton qui s'appliquera lorsqu'il effectuera la transaction ayant fait l'objet d'un prêt à la commercialisation.") (pas d'italique dans l'original) Communication complémentaire du Brésil, annexe I, paragraphes 17 et 18.

[91] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 440 ("Le Brésil répond que les exploitants décident quoi planter en se fondant sur les prix du marché attendus ainsi que sur les versements attendus au titre des programmes de subventions contestés, de sorte que la superficie plantée réagit à ces deux facteurs").

[92] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 31.

[93] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 4. (pas d'italique dans l'original)

de coton des États-Unis concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation ont effectivement donné lieu aux changements notables "actuels" observés en matière de plantation. En effet, comme on le verra par la suite, les données présentées par le Brésil concernant les revenus et coûts attendus par les producteurs montrent que la production de coton upland était à la fois économiquement viable et rationnelle au cours de chaque campagne visée par la Loi FSRI, y compris la campagne de commercialisation 2006 (campagne pertinente aux fins des allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil).

2. L'analyse du coût de production présentée par le Brésil est fondamentalement viciée et l'évaluation correcte des données étaye l'argument des États-Unis selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont aucun effet d'empêchement de hausses de prix notable

58. La pièce maîtresse de l'exposé oral du Brésil concernant le préjudice grave est une série de six graphiques[94] accompagnés de l'analyse correspondante, que le Brésil présente pour démontrer l'existence de ce qui est, d'après ses allégations, une "activité économiquement irrationnelle consistant à cultiver du coton aux États-Unis dans le cadre de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques".[95] Le Brésil estime que ces éléments de preuve établissent que les producteurs de coton upland des États-Unis ne planteraient pas de coton upland et ne pourraient pas survivre sans les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Toutefois, comme les États-Unis le montrent ci-après, l'analyse du Brésil est incompatible avec les ouvrages économiques portant sur le rôle des coûts dans les décisions en matière de plantation, les constatations de l'Organe d'appel relatives à la pertinence des coûts variables par rapport au coût total et l'approche adoptée dans tous les modèles économétriques connus des États-Unis qui examinent les coûts en tant que facteur pris en compte dans les décisions en matière de plantation (y compris le propre modèle présenté par le Brésil dans la procédure initiale). En effet, conformément aux principes qui y sont reconnus, les données montrent que: a) les producteurs de coton upland s'attendaient et étaient aptes à couvrir leurs coûts variables pendant chaque campagne visée par la Loi FSRI uniquement avec le revenu provenant du marché; b) le coton upland était la culture la plus avantageuse du point de vue des coûts/revenus au cours de la plupart des campagnes; c) les producteurs de coton upland ont couvert et plus que couvert même leurs coûts en espèces *totaux*, durant presque chaque campagne visée par la Loi FSRI de 2002.

59. Ce que l'analyse du Brésil révèle, ce n'est pas l'"activité économiquement irrationnelle consistant à cultiver du coton aux États-Unis dans le cadre de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subvention anticycliques"[96], comme le Brésil l'allègue, mais plutôt le caractère déformateur et infondé de l'analyse des coûts effectuée par le Brésil.

a. Les coûts variables – et non le coût total – constituent la mesure pertinente pour évaluer les décisions en matière de plantation prises campagne par campagne

60. Il est utile de commencer par un résumé de ce que le Brésil prétend démontrer. Spécifiquement, le Brésil affirme qu'il fournit: a) un graphique montrant le revenu attendu du marché après déduction du coût de production total pour le maïs, les fèves de soja et le coton pendant la campagne de commercialisation 2005; b) un graphique montrant le revenu attendu du marché après déduction du coût de production total pour le maïs, les fèves de soja et le coton pendant la campagne

[94] En fait, il n'y a que trois graphiques, qui sont tous accompagnés d'un deuxième graphique présentant isolément une des colonnes qu'ils contiennent.
[95] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57 et paragraphes 57 à 91.
[96] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57 et paragraphes 57 à 91.

de commercialisation 2007; et c) un graphique montrant le revenu moyen provenant du marché après déduction du coût de production total pour le maïs, les fèves de soja et le coton pendant les campagnes de commercialisation 2002-2006. Le Brésil fait valoir que pendant chacune de ces périodes, les exploitants des États-Unis auraient perdu de l'argent *à tous les niveaux* en produisant *l'une quelconque* de ces cultures (ou se seraient attendus à en perdre) "en l'absence de" versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Selon le Brésil, cette analyse démontre que les exploitants des États-Unis qui produisent du coton, des fèves de soja ou du maïs peuvent survivre uniquement grâce à ces versements. Il allègue en outre que c'est seulement lorsque ces versements sont pris en compte que le *coton upland* devient une culture avantageuse par rapport aux autres. Le Brésil a tort.

61. Avant même d'examiner les nombreuses lacunes techniques que présente l'analyse du Brésil, il est utile d'éclairer l'argument du Brésil; en particulier, l'affirmation extraordinaire selon laquelle les exploitants des États-Unis n'auraient pas pu produire de *fèves de soja*, de *maïs* ou de *coton* aux États-Unis pendant l'une quelconque des périodes examinées en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. De fait, bien que les États-Unis aient près de 1 milliard d'acres de terres agricoles et bien que le maïs et les fèves de soja aient représenté deux des cinq principaux produits agricoles durant la campagne de commercialisation 2005, le Brésil voudrait que le Groupe spécial pense que la production de ces cultures et du coton – et peut-être même l'agriculture elle-même – constituent une "activité économiquement irrationnelle" aux États-Unis. Ce postulat est simplement indéfendable. En fait, il montre précisément les lacunes que présente l'analyse du Brésil – à savoir que ***le coût total encouru pendant chaque campagne ne constitue pas le facteur approprié à prendre en considération pour évaluer la viabilité des décisions en matière de plantation prises par les exploitants campagne par campagne.***

62. Au contraire, pour un agriculteur, les coûts pertinents pour décider quoi planter chaque année sont les coûts de production variables. Il convient de se rappeler l'exemple simplifié examiné dans la première communication écrite des États-Unis concernant la décision prise par un exploitant en janvier d'une année particulière de planter la totalité des terres en fèves de soja, une partie des terres en fèves de soja et une partie en coton, la totalité des terres en coton ou de laisser les terres en jachère. Cet exploitant examinera, entre autres choses, le prix attendu du coton à l'époque de la récolte, le prix attendu des fèves de soja à l'époque de la récolte, ainsi que les coûts anticipés de la culture de chaque plante. Ce faisant, il n'a pas besoin de prendre en considération l'actif fixe et les frais généraux. Il a déjà encouru ces coûts; ceux-ci ne différeront pas selon qu'il plantera des fèves de soja, du coton, une combinaison deux ou rien. Par contre, l'exploitant examinera les revenus nets projetés en prenant en compte les coûts relatifs à des produits tels que les semences, les engrais, les produits chimiques, ainsi que d'autres frais qui sont directement liés à la plantation, à la récolte et à la commercialisation de chaque culture. Pour lui, la décision économiquement rationnelle sera de planter la culture ou la combinaison de cultures qui *à la fois* couvrira ses coûts variables *et* maximisera son revenu net. Autrement dit, l'exploitant choisira l'option qui lui permettra de dégager la marge la plus élevée par rapport aux coûts variables. Non seulement cela lui permettra de couvrir ses frais variables, mais cela lui procurera aussi le revenu le plus élevé pour payer son coût total.

63. Le fait que les coûts variables constituent le facteur pertinent à prendre en considération dans les décisions en matière de plantation prises campagne par campagne est parfaitement admis dans le domaine de l'économie agricole. Les États-Unis ont évoqué les nombreux ouvrages qui traitent de ce sujet dans les communications qu'ils ont présentées au Groupe spécial au cours de la procédure initiale.[97] En complément, les États-Unis présentent deux autres études qui confirment que les coûts variables sont le facteur approprié à prendre en considération pour évaluer les décisions en matière de

[97] *Voir*, par exemple, la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis dans la procédure initiale, paragraphes 117 à 122 (18 novembre 2003).

plantation prises campagne par campagne.[98] Compte tenu des éléments de preuve présentés précédemment dans le cadre de différend, l'Organe d'appel a expressément reconnu ce qui suit:

> Nous souscrivons à la thèse générale des États-Unis selon laquelle *les coûts variables peuvent jouer un rôle dans le processus de décision des exploitants quant à savoir s'ils devaient planter du coton upland ou une culture de remplacement et dans quelles proportions respectivement*. Les coûts variables peuvent être *particulièrement importants* dans une perspective à court terme.[99]

64. De surcroît, le fait que les coûts variables – et non le coût total – constituent la mesure appropriée est aussi attesté par le fait qu'il n'y a *aucun modèle économique* connu des États-Unis qui utilise le coût total dans ses équations relatives à la réaction de l'offre (c'est-à-dire pour examiner la décision en matière de plantation). En effet, le FAPRI utilise les coûts variables dans son cadre de modélisation. Et même le modèle présenté par le Brésil dans la procédure initiale – censément fondé sur le modèle FAPRI – utilisait les coûts variables dans l'équation relative au revenu net qui déterminait la décision des exploitants en matière de plantation.

65. Ainsi, il n'y a pas le moindre fondement permettant au Brésil de recourir au coût total pour examiner les décisions en matière de plantation prises durant une campagne particulière.

b. Les exploitants des États-Unis s'attendaient à couvrir et à plus que couvrir les coûts variables durant chaque campagne et le coton upland a été l'option la plus avantageuse durant la plupart des campagnes

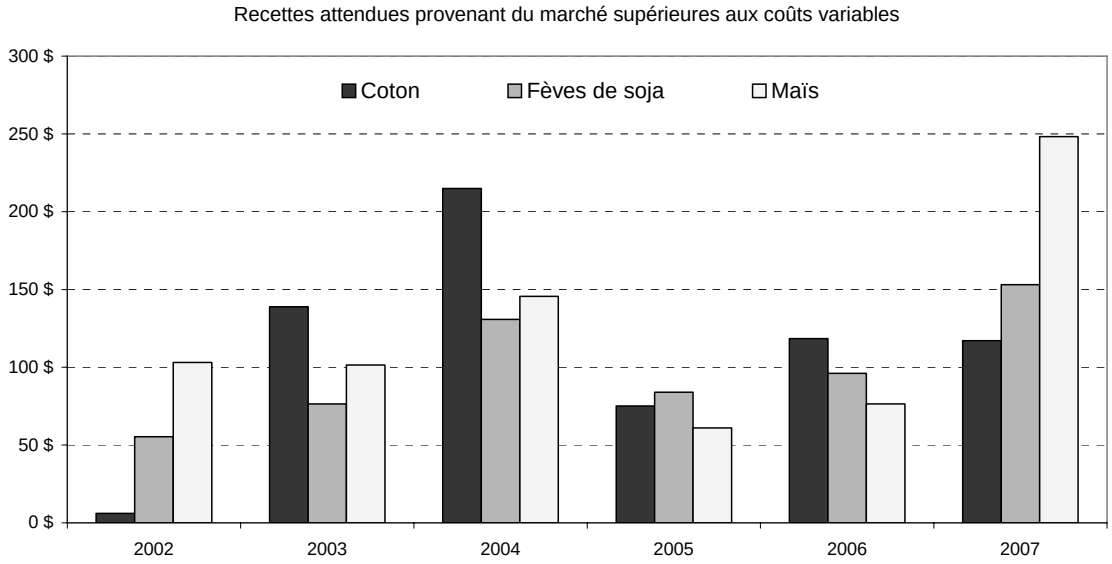
66. Lorsque l'on procède à un examen approprié des recettes et coûts variables attendus, les données montrent que les exploitants des États-Unis s'attendaient à couvrir leurs coûts variables indépendamment de la question de savoir s'ils décidaient de cultiver du coton, du maïs ou des fèves de soja. Le Brésil a reconnu que si un "exploitant n'était pas apte à couvrir même les coûts variables, il ne planterait rien du tout afin de minimiser les pertes".[100] À l'inverse, lorsque, comme c'est le cas ici, l'exploitant *couvre* ses coûts variables, il est économiquement rationnel pour lui de planter *quelque chose*. La question est alors de savoir *quoi* planter. À ce sujet, l'évaluation dépend d'un certain nombre de facteurs, y compris le revenu net relatif, des considérations météorologiques et d'autres facteurs influant sur les rendements (tels que les parasites et les maladies). Ainsi qu'il est montré ci-après, durant la plupart des campagnes, le coton upland était l'option la plus avantageuse du point de vue des coûts et des revenus.

---

[98] *Voir* Cecil Davison and Brad Crowder, "Northeast Soybean Acreage Response Using Expected Net Returns" *Northeastern Journal of Agriculture and Resource Economics*, April 1991, pp. 33-41 (pièce US-137) et Duncan M. Chembezi and Abner W. Womack, "Regional Acreage Response for U.S. Corn and Wheat: The Effects of Government Programs", *Southern Journal of Agricultural Economics*, July 1992, pp. 187-198 (pièce US-138).

[99] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 453.

[100] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 67.



67. L'analyse des États-Unis exposée ci-dessus vise à reproduire le revenu attendu par des producteurs de coton des États-Unis réels ainsi que les coûts variables qu'ils doivent encourir. Chaque aspect du calcul est décrit à l'annexe I.[101] Comme cela y est indiqué, les États-Unis ont examiné les coûts et revenus relatifs de la culture du coton upland, du maïs et des fèves de soja dans 17 États cotonniers des États-Unis.[102]

68. Il ressort de l'analyse que, pendant toute la période correspondant aux campagnes de commercialisation 2002-2007, les exploitants de coton des États-Unis s'attendaient à couvrir ou à plus que couvrir leurs coûts variables liés à la plantation de coton, de maïs *ou* de fèves de soja. Il était donc économiquement rationnel pour ces exploitants de planter *quelque chose*, au lieu de laisser les terres en jachère. Pour ce qui est de savoir *quoi* planter, le coton upland était l'option la plus avantageuse – du point de vue des coûts et des revenus – pendant au moins trois des campagnes (campagnes de commercialisation 2003, 2004 et 2006). Durant les campagnes 2002, 2005 et 2007, le coton n'était pas l'option la plus avantageuse. Il est instructif d'examiner de plus près les variations de la superficie de coton upland au cours de ces campagnes parce que cela montre précisément que, contrairement à ce que le Brésil affirme, les décisions des exploitants des États-Unis en matière de plantation correspondent aux signaux du marché.

69. Pendant la campagne de commercialisation 2002, le coton upland représentait la moins avantageuse des trois options et la superficie plantée des États-Unis a diminué en conséquence, passant de 15,5 millions d'acres pendant la campagne 2001 à 13,7 millions d'acres pendant la campagne 2002.

[101] Les données justificatives figurent également dans la pièce US-139.
[102] Dans d'autres États, le coton n'est pas une culture concurrente et, par conséquent, les coûts liés au maïs et aux fèves de soja dans ces États fausseraient le tableau.

70. Pendant la campagne de commercialisation 2005, il s'est avéré que les fèves de soja étaient la culture la plus avantageuse, suivie par le coton. Dans cette situation, on s'attendait à ce que la superficie de coton diminue légèrement. Or, en fait, elle a légèrement augmenté, de 600 000 acres environ. Comment s'explique cet accroissement? Le Brésil a tenté à plusieurs reprises de l'imputer aux effets allégués des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Toutefois, les données indiquent assez précisément la raison du léger accroissement de la superficie de coton observé pendant la campagne de commercialisation 2005 – à savoir un abandon de superficie plantée en fèves de soja à cause de préoccupations suscitées par une épidémie de rouille du soja asiatique apparue à la fin de la campagne de commercialisation 2004. La rouille du soja, problème récurrent pour les producteurs de fèves de soja dans une grande partie de l'hémisphère Sud, a été détectée pour la première fois aux États-Unis à l'automne de 2004, assez tardivement dans la saison pour qu'elle n'ait pas constitué une menace pour la récolte de fèves de soja de cette année-là. Après avoir hiverné dans le Sud, la rouille du soja a représenté une nouvelle menace incertaine et potentiellement importante au début de la saison 2005 des fèves de soja aux États-Unis.[103] La rouille du soja a été détectée dans huit États des régions du Delta et du Sud-Est depuis la fin de 2004.[104] C'est dans ces régions qu'une superficie de fèves de soja a été remplacée par une superficie de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005. En ce qui concerne l'augmentation de 600 000 acres observée entre les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, la quasi-totalité du remplacement a eu lieu dans la région du Delta, où une augmentation de 530 000 acres de coton a été contrebalancée précisément par une *diminution* de 530 000 acres de fèves de soja. Ainsi, c'était la rouille du soja, et non les versements au titre de prêts à la commercialisation ou les versements anticycliques, qui était responsable de l'augmentation de la superficie pendant la campagne de commercialisation 2005.

Variations de la superficie plantée, 2004 à 2005

État/Région	Coton		Fèves de soja	
	Variation du nombre d'acres	*Variation en pourcentage*	*Variation du nombre d'acres*	*Variation en pourcentage*
DELTA	530	15,6	-530	-4,4
Arkansas	140	15,4	-170	-5,3
Louisiane	110	22,0	-220	-20,0
Mississippi	110	10,0	-60	-3,6
Missouri	60	15,8	0	0
Tennessee	110	20,6	-80	-6,6
SUD-EST	74	2,5	-330	-10,6
Alabama	0	0	-60	-28,6

[103] The Value of Plant Disease Early-Warning Systems: A Case Study of USDA's Soybean Rust Coordinated Framework/ERR-18. Econ. Res. Ser., USDA., pg. 1. http://www.ers.usda.gov/publications/err18/err18.pdf

[104] Le 3 octobre 2006, dans le cadre des observations visant la situation de la rouille du soja à l'échelle nationale ("National Soybean Rust Commentary"), des fonctionnaires de la Caroline du Sud signalaient qu'un nouveau comté, le comté de Saluda, était touché par la rouille du soja. La rouille du soja a été détectée sur des fèves de soja dans les comtés de Washington et de Sampson en Caroline du Nord. À l'heure actuelle, la rouille infecte les fèves de soja de cette année dans 68 comtés différents de huit États: Alabama, Floride, Géorgie, Louisiane, Mississipi, Caroline du Sud, Texas et Caroline du Nord. Si l'on tient compte des informations concernant le kudzu, au total 88 comtés dans huit États sont touchés par la rouille cette année, y compris sept en Alabama, 15 en Floride, 18 en Louisiane et en Caroline du Sud, 13 en Géorgie, trois au Texas, deux au Mississipi et 12 en Caroline du Nord. http://www.sbrusa.net/

État/Région	Coton		Fèves de soja	
	Variation du nombre d'acres	*Variation en pourcentage*	*Variation du nombre d'acres*	*Variation en pourcentage*
Floride	-3	-3,3	-10	-52,6
Géorgie	-70	-5,4	-100	-35,7
Caroline du Nord	85	11,6	-40	-2,6
Caroline du Sud	51	23,7	-110	-20,3
Virginie	11	13,4	-110	-1,9
SUD-OUEST	94	1,5	75	2,2
Kansas	-11	-12,9	100	3,6
Oklahoma	50	2,2	5	1,6
Texas	100	1,7	-30	-10,3

Source: *Crop Production*, octobre 2006, Bureau des statistiques agricoles, NASS, USDA.

71. Pour la campagne de commercialisation 2007, on s'attend à ce que le maïs produise un revenu net supérieur à celui généré par le coton ou les fèves de soja. La superficie de coton varie conformément à ces signaux du marché et à d'autres. Comme les États-Unis l'ont noté au cours de la réunion avec le Groupe spécial, l'enquête annuelle sur les intentions de plantation menée par le Conseil national du coton indique que les plantations de coton upland des États-Unis diminueront probablement de 14 pour cent en moyenne pendant la campagne de commercialisation 2007 par rapport aux niveaux de 2006.[105] Bien que le Brésil tente de récuser ces données – en faisant valoir que les variations de la superficie devraient être *même* plus élevées – il ne fournit aucun fondement pour cette affirmation. En réalité, une variation de 14 pour cent de la superficie serait substantielle, représentant une diminution de la surface plantée de plus de 2 millions d'acres et – si l'on se fonde sur les rendements de la campagne de commercialisation 2006 – une baisse de la production de 3,7 millions de balles.[106] Le Brésil n'a pas expliqué pourquoi le présent Groupe spécial devrait ne pas tenir compte de cet important élément de preuve.

72. Quoi qu'il en soit, ce que les données montrent est tout à fait différent de ce que le Brésil a affirmé au sujet de ce qui est, d'après ses allégations, une "activité économiquement irrationnelle consistant à cultiver du coton aux États-Unis dans le cadre de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques".[107] Même si l'on ne tient pas compte de ces versements, il est évident que les exploitants des États-Unis peuvent couvrir – et couvrent effectivement – leurs coûts de production variables. En outre, dans ces circonstances, le coton upland représente souvent le choix le plus rationnel économiquement rationnel entre les cultures concurrentes disponibles. Lorsque ce n'était pas le cas, il en est d'ordinaire résulté des baisses de la superficie.

[105] National Cotton Council Planting Intentions Survey MY 2007 (pièce US-115).
[106] February 2007 World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE) Report (pièce US-114).
[107] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57 et paragraphes 57 à 91.

c. Les agriculteurs des États-Unis ont effectivement couvert et plus que couvert les coûts variables et même les coûts en espèces totaux pendant la plupart des campagnes visées par la Loi FSRI de 2002

73. Enfin, les États-Unis rappellent que le coût total peut constituer un facteur pertinent à prendre en considération dans les décisions à plus long terme comme celle de cesser totalement l'activité agricole ou non (c'est-à-dire par les décisions en matière de plantation campagne par campagne).[108] Cela étant, la prise en considération par le Brésil du coût total de la culture du coton upland présente un certain nombre de défauts.

74. Premièrement, le Brésil considère le coût total de la culture du coton upland comme le *seul* facteur qu'un exploitant prend en considération pour décider de continuer ou de cesser totalement son activité agricole. Cela n'est pas exact. En effet, comme les ouvrages économiques le confirment, les coûts et revenus de l'ensemble de l'exploitation – y compris le revenu non agricole et le revenu provenant d'autres sources – sont également des considérations importantes dans la prise de ces types de décisions.[109] Les tentatives faites par le Brésil pour montrer que les producteurs des États-Unis auraient cessé de produire du coton upland à long terme uniquement sur la base d'une comparaison des coûts et des revenus concernant le coton ne sont donc pas valables. Le Brésil n'a jamais été en mesure de présenter un ouvrage, une étude, un rapport ou un élément de preuve empirique pour contredire les éléments de preuve présentés par les États-Unis au sujet de la prise en considération des coûts et revenus de l'ensemble de l'exploitation. Il n'a pas non plus fourni d'élément de preuve qui tienne compte des coûts et revenus de l'ensemble de l'exploitation et qui montre qu'en l'absence des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient cessé la culture du coton upland.

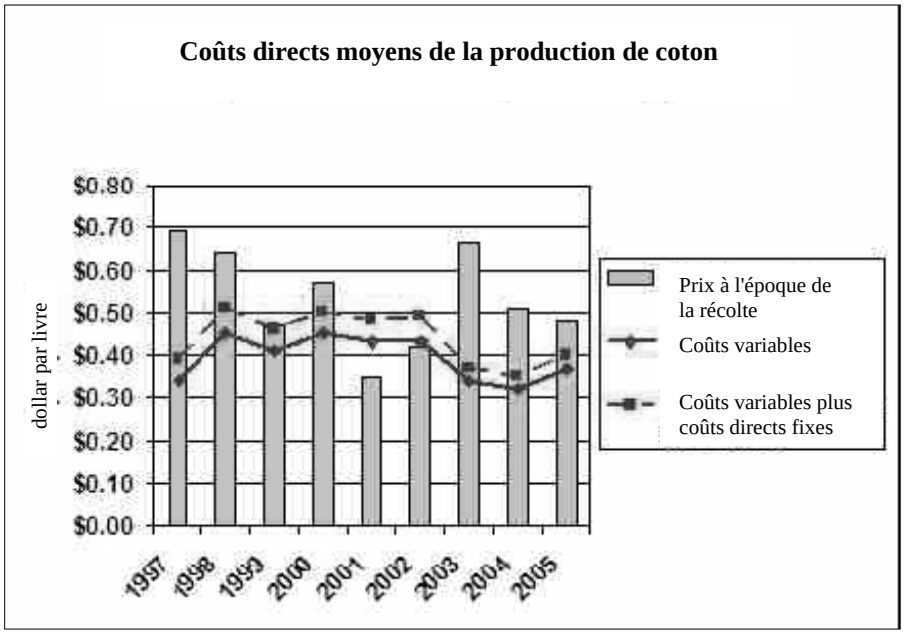
75. Deuxièmement, le Brésil inclut dans son évaluation les coûts d'opportunité imputés. Il ne s'agit pas des dépenses réelles, mais plutôt d'un concept économique servant à prendre en compte les autres utilisations possibles de la terre, la main-d'œuvre familiale non rémunérée et le capital, par exemple quelle rémunération un agriculteur se verserait pour son propre travail. Il ne s'agit pas de coûts similaires aux coûts en espèces encourus campagne par campagne sans lesquels un agriculteur serait incapable de poursuivre son activité. C'est seulement au moyen de l'inclusion de ces coûts imputés que le Brésil essaie de montrer que les recettes sont inférieures au coût total.

76. **Le fait est que même si l'on inclut les coûts en espèces fixes additionnels, qui ne font pas partie des coûts variables, le résultat reste en grande partie le même que pour les coûts variables; autrement dit, durant la plupart des campagnes, les revenus provenant du marché, en ce qui concerne le coton, couvrent les coûts variables plus les coûts en espèces fixes.** Ainsi qu'il est indiqué ci-après, pendant la plupart des campagnes, les exploitants des États-Unis sont aptes à couvrir et à plus que couvrir leurs coûts en espèces *totaux*. Par voie de conséquence, les allégations

[108] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 295 à 297.

[109] *Voir*, par exemple, Hoppe, Robert A. and Korb, Penni. Understanding U.S. Farm Exits. Economic Research Report 21. June 2006, p. 20 (pièce US-46) ("Les activités non agricoles sont devenues importantes pour les exploitants agricoles. Environ un tiers des exploitants travaillent à l'extérieur de l'exploitation au moins 200 jours par an – essentiellement à plein temps – depuis 1978. Les activités non agricoles pourraient hypothétiquement influer sur les cessations d'activité de deux façons. Premièrement, elles pourraient constituer un premier pas vers la cessation de l'activité agricole, ce qui pourrait se traduire par un nombre plus élevé de cessations d'activité pour les exploitations lorsque les exploitants travaillent à l'extérieur. Deuxièmement, les activités non agricoles pourraient réduire la probabilité d'une cessation d'activité en offrant aux ménages d'exploitants agricoles une autre source de revenu.")

du Brésil relatives à des faillites généralisées en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas réalistes.[110]



77. Qui plus est, le Brésil a allégué à plusieurs reprises qu'il existait un écart important entre les coûts et les revenus des producteurs de coton des États-Unis, si bien que, s'il n'y avait pas les subventions accordées par les États-Unis, les exploitants ne planteraient pas de coton. Un examen correct des données relatives aux coûts pour la période 2000-2005 montre que, au lieu du *déficit* cumulé de 663 dollars par acre avancé par le Brésil, les recettes cumulées sur cette même période ont représenté une recette positive de 161 dollars par acre. De plus, pour les campagnes de commercialisation 2000-2006, au lieu du *déficit* de 837 dollars par acre allégué par le Brésil, les recettes nettes cumulées ont représenté une recette positive de 133 dollars par acre.

d. Conclusion

78. Malgré les tentatives du Brésil pour fausser les données relatives aux coûts, ces dernières montrent clairement que les producteurs des États-Unis couvrent effectivement – et, en fait, font plus que couvrir – les coûts variables qu'ils encourent pour produire du coton upland. En outre, pendant la plupart des campagnes, la prise en considération relative des coûts variables et des recettes attendues montre que le coton upland représente la plus avantageuse des cultures concurrentes. Quand cela n'est pas le cas, les exploitants des États-Unis se comportent exactement de la façon dont on s'attendrait à ce qu'ils se comportent étant donné les signaux particuliers du marché – ils freinent la production sauf lorsque d'autres considérations (par exemple, des préoccupations concernant le climat, les parasites ou les maladies) suggèrent une approche différente.

[110] Les États-Unis notent que ce graphique et les feuilles de calcul justificatives ont été présentés au Groupe spécial et au Brésil au cours de la réunion avec le Groupe spécial. *Voir* la pièce US-124.

3. Le modèle Sumner II est excessivement simplifié et repose sur des paramètres et des hypothèses arbitraires qui n'ont pas de fondement dans les ouvrages économiques

79. Le troisième des "éléments de preuve essentiels", d'après ce que le Brésil allègue et auxquels il fait référence pour étayer ses allégations d'empêchement actuel de hausses de prix dans une mesure notable est constitué par les résultats du modèle Sumner II que le Brésil a commandé aux fins de la présente procédure. Comme les États-Unis l'ont expliqué, ce modèle souffre de lacunes substantielles, tant dans sa structure et sa gestion que dans les paramètres et hypothèses qui y sont utilisés.[111] Par conséquent, le modèle est excessivement simplifié et produit des résultats gravement faussés.

80. En effet, malgré les efforts déployés par le Brésil pour la justifier, la propre évaluation critique du modèle faite par M. Sumner – hors du cadre de la présente procédure – reste valable. "Le modèle simple" exposé dans le document de 2005 de l'Institut CATO – qui est quasiment identique à celui que le Brésil a présenté dans la présente procédure – "ne constitue pas l'analyse approfondie qui serait appropriée pour étayer une procédure concernant une mesure commerciale corrective ou une allégation de préjudice grave devant un groupe spécial de l'OMC".[112] Comme M. Sumner l'a reconnu, une grande partie des lacunes tient aux simplifications excessives opérées dans le modèle lui-même, qui "fait abstraction de nombreux éléments complexes qui seraient importants pour obtenir des estimations plus précises".[113] Malheureusement, M. Sumner a substantiellement aggravé ces lacunes par son choix délibéré d'hypothèses et de paramètres de modélisation qui exagèrent tout effet possible des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation. Comme les États-Unis l'ont démontré à la réunion avec le Groupe spécial et ainsi qu'il est montré dans le tableau ci-après, entre la procédure du groupe spécial initial et la procédure du présent groupe spécial au titre de l'article 21:5, M. Sumner *a dans son exercice de modélisation modifié chaque estimation de l'élasticité, sauf une* (l'élasticité de la demande industrielle aux États-Unis). Et, dans *chacun de ces cas*, il a utilisé en remplacement une élasticité qui produisait une incidence encore plus grande sur la production et les prix que ne le faisaient même les élasticités utilisées aux fins de l'exercice de modélisation initial.[114]

Élasticités de l'offre et de la demande utilisées dans les modèles Sumner I et II

Paramètre	Effets de la modification de l'élasticité dans le modèle Sumner II (incidence sur le prix mondial due à l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques)	Modèle Sumner I (FAPRI)	Modèle Sumner II (CATO)
Élasticité de la demande de coton aux États-Unis	INCIDENCE ACCRUE	0,361-0,466	0,80
Élasticité de la demande de coton dans le reste du monde	INCIDENCE ACCRUE	0,30	0,20
Élasticité de la demande industrielle aux États-Unis	aucune modification	-0,20	-0,20

[111] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, annexe I, et la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I.

[112] Daniel A. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, December 2005 (pièce US-108).

[113] Daniel A. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, December 2005 (pièce US-108).

[114] Bien entendu, nombre des élasticités utilisées dans le modèle aux fins de la procédure initiale étaient déjà surestimées.

Paramètre	Effets de la modification de l'élasticité dans le modèle Sumner II (incidence sur le prix mondial due à l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques)	Modèle Sumner I (FAPRI)	Modèle Sumner II (CATO)
Élasticité de la demande de stocks aux États-Unis	INCIDENCE ACCRUE	-1,40*	néant
Élasticité de la demande industrielle dans le reste du monde	INCIDENCE ACCRUE	-0,25	-0,20
Élasticité de la demande de stocks dans le reste du monde	INCIDENCE ACCRUE	-0,463*	néant

* Estimation du paramètre non présentée dans le modèle Sumner initial; estimations extraites des documents ayant trait au modèle FAPRI examinés dans l'annexe I de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 23 à 25 (pièces US-56, US-109, US-65).

81. Dans son exposé "oral", le Brésil n'offre aucune justification pour les lacunes dans la structure du modèle Sumner II ou ses hypothèses arbitraires et non fondées concernant l'élasticité. Néanmoins, les États-Unis examinent ci-après quelques-uns des aspects clés de l'exposé "oral" du Brésil relatifs à son exercice de modélisation.

82. Premièrement, les États-Unis notent que le Brésil continue de tenter de discréditer le modèle FAPRI sur lequel il s'est appuyé dans la procédure initiale (et sur lequel il va jusqu'à affirmer que le *Groupe spécial initial* s'est appuyé).[115] Maintenant, par exemple, le Brésil tourne en dérision les années de recherche que représentent le cadre et les paramètres du FAPRI en qualifiant ceux-ci d'"élaboration décousue". Cela a vraisemblablement pour objet d'établir la supériorité du modèle du Brésil, qui a été élaboré par M. Sumner seul, après la procédure du Groupe spécial initial, et qui n'a jamais fait l'objet d'un examen par les pairs. Les critiques du Brésil sont extraordinaires étant donné que – pour tenter de faire accepter par le Groupe spécial initial son modèle qui est, d'après ses allégations, fondé sur le modèle FAPRI dans la procédure initiale – le Brésil a spécifiquement approuvé le fait que le FAPRI "actualis[ait] continuellement [ses] capacités d'analyse et … [sa] connaissance du marché".[116] Ainsi, le fait que le nouveau modèle Sumner II du Brésil n'a pas fait l'objet du même type d'examen par les pairs et n'a pas été élaboré de la même façon, le rend moins – et non plus – fiable que le cadre FAPRI.

83. Deuxièmement, le Brésil allègue maintenant que les paramètres FAPRI sont inappropriés pour analyser l'élimination "permanente" de versements tels que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[117] Cela étant, dans la procédure initiale, le Brésil a affirmé que "le FAPRI [était] l'organisation la plus influente aux États-Unis s'agissant d'analyser les politiques agricoles et leurs effets sur les marchés des produits de base des États-Unis et mondiaux, c'est-à-dire que c'[était] elle qui [était] la plus réputée et qui [avait] le plus d'expérience *pour répondre*

[115] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 292. Le Brésil omet de mentionner toutefois que le Groupe spécial initial a expressément dit ce qui suit: "Nous avons pris note des résultats des simulations présentées par le Brésil, et des échanges de vues des parties à ce sujet. Nous ne nous sommes pas fondés sur les résultats quantitatifs de la modélisation – que ce soit pour estimer la valeur numérique des effets des subventions accordées par les États-Unis, ou, indirectement, dans notre examen du lien de causalité requis par les articles 5 et 6.3 c) de l'Accord SMC".

[116] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 21 (22 décembre 2003).

[117] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 103.

aux questions du type "en l'absence de" auxquelles se trouv[ait] confronté le présent Groupe spécial".[118] En effet, comme le Brésil l'a expressément reconnu dans la procédure initiale:

> Le modèle FAPRI est largement utilisé pour l'analyse des politiques aux États-Unis et ailleurs depuis près de 20 ans. Les groupements de producteurs des États-Unis, y compris le secteur cotonnier des États-Unis, utilisent régulièrement le modèle FAPRI pour analyser les options des programmes visant les produits agricoles. Le modèle FAPRI est également le principal modèle utilisé par le Congrès des États-Unis pour examiner les options des programmes agricoles. Depuis près de deux décennies, le Congrès accorde des crédits spéciaux pour financer la poursuite de l'utilisation et de l'élaboration du modèle FAPRI. Dans les processus relatifs aux lois sur l'agriculture de 1996 et de 2002, le modèle FAPRI a fourni les projections de l'incidence probable des programmes qui ont eu le plus d'influence. Le FAPRI a reçu les plus grands honneurs de l'USDA pour son analyse de certaines propositions qui ont conduit à l'adoption de la Loi FSRI de 2002.[119]

84. Le FAPRI a utilisé son système de modélisation pour analyser l'élimination des subventions internes dans le cadre des scénarios de libéralisation du commerce et la réduction des subventions agricoles dans le cadre de divers scénarios relatifs aux lois sur l'agriculture, y compris l'élimination "permanente" des versements. De fait, en tentant de faire valoir que l'élimination du programme Step 2 n'a eu aucun effet sur les exportations ou les prix, le Brésil lui-même a présenté, et cite à plusieurs reprises, une évaluation faite par le FAPRI des effets de l'élimination de ce programme.[120] Les économistes du FAPRI n'ont pas jugé nécessaire de modifier leur modèle ou leurs paramètres de modélisation pour traiter cette question (concernant l'élimination totale et permanente des versements). En outre, le Brésil ne s'est pas plaint que l'évaluation faite par le FAPRI de l'élimination du programme Step 2 soit "biaisée vers le bas". Au contraire, dans ce contexte, le Brésil *veut* que le Groupe spécial admette que le FAPRI montre, d'après ses allégations, l'existence d'"effets relativement modestes de l'élimination de la subvention Step 2". Le Brésil fait valoir que le Groupe spécial devrait *s'appuyer* sur l'analyse de ce scénario faite par le FAPRI pour évaluer les effets de l'élimination du programme Step 2. Pourtant, le Brésil affirme que la même analyse du FAPRI est curieusement inappropriée pour l'analyse de la situation hypothétique qui existerait en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[121] Les arguments du Brésil à cet égard sont incohérents sur le plan interne et manquent de crédibilité.

85. Troisièmement, les États-Unis notent que le Brésil a appliqué une élasticité à long terme pour la réaction de l'offre aux États-Unis tout en imposant des élasticités à court terme très modérées pour la réaction de l'offre et de la demande internationales. Si l'analyse doit être effectuée sur le long terme – et les États-Unis estiment qu'elle doit l'être pour les raisons expliquées à la réunion avec le Groupe spécial – les élasticités à long terme doivent être choisies comme hypothèse dans l'ensemble du modèle. À ce moment-là, les producteurs de coton étrangers procéderont à des ajustements complets et réagiront eux aussi. De même, à long terme, la demande industrielle aux États-Unis et à l'étranger deviendra plus réactive aux changements de prix permanents. Il n'y a pas le moindre fondement pour le type d'approche mixte que le Brésil a adopté en vue d'exagérer les effets possibles des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

---

[118] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la 2ème réunion, paragraphe 24 (22 décembre 2003). (pas d'italique dans l'original)

[119] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 214 (9 septembre 2003).

[120] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 203 (traitant du document du FAPRI, "Impacts of Commodity and Conservation Reserve Program Provisions in House and Senate Reconciliation Bills," FAPRI-UMC Report #15-05, December 2005 (pièce Bra-484)).

[121] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 103.

86. Quatrièmement, une autre cause importante du biais entâchant l'analyse de M. Sumner est le fait qu'elle n'intègre pas, explicitement ou implicitement, le comportement des stocks.[122] Pour autant, les ajustements de stocks peuvent avoir des effets importants sur l'évolution globale des prix à court terme. Lorsque les prix à terme augmenteront par rapport aux prix courants, les vendeurs auront tendance à détenir plus de stocks dans les entrepôts, choisissant de vendre leur coton ultérieurement, lorsque les prix seront plus élevés. De même, si les prix courants sont élevés par rapport aux prix à terme, les vendeurs jugent plus avantageux de commercialiser leur coton au lieu de le garder pour le vendre plus tard. De cette façon, les stocks contribuent à réguler les prix. Si les prix baissent, les vendeurs potentiels vendront moins et détiendront plus de stocks, ce qui soutiendra les prix. Si les prix augmentent, les détenteurs de stocks les vendront, ce qui modérera les prix. Le fait de ne pas tenir compte du comportement en matière de stockage dans le type d'évaluation essentiellement à court terme que le Brésil tente d'effectuer aggrave encore les effets possibles de l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur le cours mondial.

87. Cinquièmement, les États-Unis contestent les efforts déployés par le Brésil pour justifier le fait qu'il utilise des taux de versements anticycliques qui dépassent le maximum légal. Selon M. Sumner, cela résulte du calcul des taux des versements anticycliques par livre de production[123]: "[Le modèle Sumner II] utilise le taux CCP par livre de production pour chaque campagne. Comme la production de coton est plus faible que la base de coton, le taux CCP par livre de production peut dépasser 13,73 cents par livre lorsque le taux CCP par livre de base de coton se maintient au niveau maximum."[124] Autrement dit, le Brésil reconnaît qu'il tente d'imputer à la production de coton upland *tous* les versements anticycliques effectués pour la superficie de base de coton upland indépendamment de la question de savoir si du coton upland ou une autre culture a été planté. Plus précisément, le Brésil tente d'imputer des effets d'encouragement de la production de *coton* aux versements même lorsque ceux-ci ont été effectués en faveur d'exploitations qui ne produisaient pas de coton upland ou d'exploitations dans lesquelles d'autres cultures étaient plantées à la place du coton upland sur une superficie antérieurement plantée en coton. C'est une approche illogique qui ne sert à rien d'autre qu'à gonfler les résultats de l'exercice de modélisation.

88. En résumé, les éléments de preuve et les arguments présentés au Groupe spécial montrent que le modèle Sumner II manque de la rigueur ou des données nécessaires pour prendre en compte les complexités du marché mondial des fibres. De plus, le choix des élasticités dans le modèle génère des résultats biaisés. Même si l'on fait abstraction des questions structurelles que soulève le modèle, les États-Unis ont démontré que l'utilisation d'élasticités indépendantes plus raisonnables produit une incidence considérablement plus faible sur le cours mondial.

IV. CONCLUSION

89. Les États-Unis ont mis en œuvre les recommandations et décisions rendues par l'ORD dans le présent différend et ils l'ont fait d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Ils ont entièrement éliminé deux programmes de garantie du crédit à l'exportation. De plus, ils ont substantiellement révisé le troisième programme, qui présentait le risque le plus faible. Ils ont également éliminé un troisième programme, le programme Step 2, pour lequel le Brésil alléguait que les versements étaient des subventions à l'exportation prohibées, lesquelles figuraient parmi les mesures de subventionnement ayant le plus d'effets de distorsion.

[122] L'absence d'une telle analyse est particulièrement extraordinaire étant donné la nouvelle théorie du Brésil selon laquelle ce sont les stocks – et non les exportations – qui empêchent des hausses de prix sur le marché mondial.

[123] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 120.

[124] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 120.

90. De surcroît, des éléments de preuve substantiels confirment que les versements effectués dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne causent pas un empêchement actuel de hausses de prix dans une mesure notable, comme le Brésil l'allègue. Le Brésil n'a pas été en mesure de réfuter ces éléments de preuve. Au contraire, il continue à s'appuyer sur les résultats fortement biaisés de l'exercice de modélisation commandé aux fins du présent différend. Les États-Unis ont montré que l'exercice n'était pas fiable, ni comme son auteur l'a indiqué dans un autre contexte, "approprié pour étayer l'allégation de préjudice grave [formulée par le Brésil] devant [le présent] Groupe spécial de l'OMC".[125]

91. Enfin, les États-Unis souhaiteraient à nouveau remercier le Groupe spécial pour leur avoir offert la possibilité de présenter des observations sur la déclaration "orale" du Brésil. Certes, nous reconnaissons qu'il est inhabituel d'offrir une telle possibilité au cours de la procédure des groupes spéciaux de l'OMC, mais l'approche adoptée par le Brésil au cours de la réunion avec le Groupe spécial était, elle-même, inhabituelle. L'approche du Brésil a eu pour conséquence malheureuse de limiter la possibilité d'un dialogue oral avec le Groupe spécial à un seul après-midi. Heureusement, en donnant cette possibilité de présenter des observations, le Groupe spécial a permis au dialogue d'avoir lieu, bien que sous forme écrite.

[125] Daniel A. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, December 2005 (pièce US-108).

ANNEXE

CALCUL DES RECETTES NETTES ATTENDUES PROVENANT DU MARCHÉ SUPÉRIEURES AUX COÛTS VARIABLES

1. Prix du marché attendus

Pour le coton upland, les fèves de soja et le maïs, le prix du marché attendu est fondé sur le prix moyen, pour la période de janvier à mars, du contrat (à terme) pertinent arrivant à échéance au moment de la récolte. C'est le prix du marché attendu le plus susceptible d'être utilisé par un producteur. Pour 2007, puisqu'il n'y a pas de données disponibles pour la totalité du mois de mars, le prix moyen porte sur la période allant du 1er janvier au 2 mars. La source de ces prix est le New York Board of Trade pour les prix à terme du coton et le Chicago Board of Trade pour le maïs et les fèves de soja.

Sur la base du contrat pertinent arrivant à échéance au moment de la récolte, on calcule le prix du marché attendu en soustrayant une base moyenne du prix à terme. Dans le cas du coton, la base utilisée est de 0,05 dollar par livre. Pour les fèves de soja et le maïs, on utilise une base de 0,14 dollar. La base a été tirée d'une analyse du Service de recherche économique de l'USDA établissant des projections des prix du marché et des taux des versements anticycliques à partir des prix à terme. On trouvera des modèles à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/PriceForecast/.

Pour les graines de coton, en l'absence d'un marché à terme permettant de déterminer les attentes en matière de prix, les prix du marché attendus sont fixés au niveau des prix décalés.

2. Rendements attendus

Pour toutes les cultures, les rendements attendus sont déterminés selon une équation de tendance linéaire appliquée aux données du Service national des statistiques agricoles de l'USDA concernant les rendements réels enregistrés pendant la période 1995-2006. En ce qui concerne le coton et les graines de coton upland, le rendement attendu représente un rendement moyen dans l'ensemble des 17 États producteurs de coton. S'agissant des fèves de soja et du maïs, les rendements moyens dans l'ensemble de la "cotton belt" sont également utilisés, à l'exception des données concernant le Missouri et le Kansas. Ces deux États sont de relativement petits producteurs de coton et gros producteurs de maïs et de fèves de soja. Toutefois, la majeure partie du maïs et des fèves de soja est cultivée dans des parties des États situées trop au nord pour convenir à la production de coton. Dans ces régions, les rendements du maïs et des fèves de soja ne sont donc pas directement applicables aux rendements du maïs et des fèves de soja qui seraient attendus dans les régions cotonnières de ces États.

3. Coûts variables

Les données relatives aux coûts variables sont extraites des données concernant les coûts de production du Service de recherche économique de l'USDA. Pour chaque culture, les frais au titre de la gestion et le coût de la main-d'œuvre employée sont inclus en tant que coûts variables. Pour le coton, les coûts représentent la moyenne observée dans la "cotton belt". Dans le cas des cultures concurrentes, des données régionales sont utilisées pour calculer les coûts moyens dans l'ensemble des États producteurs de coton afin qu'ils correspondent étroitement aux coûts encourus par les

agriculteurs des États-Unis.[1] Les coûts prévus dans la "cotton belt" pour le maïs et les fèves de soja sont établis d'après les projections des coûts nationaux faites par le Service de recherche économique de l'USDA.

4. Recettes nettes provenant du marché attendues

Pour la période allant de 2002 à 2007, les recettes nettes attendues provenant du marché supérieures aux coûts variables sont calculées de la manière suivante:

a) Pour le coton, les coûts variables (y compris les coûts désignés par l'USDA et imputés à l'égrenage qui dépassent les recettes provenant des graines de coton et le coût de la main-d'œuvre employée) sont soustraits des recettes provenant du marché en ce qui concerne le coton fibre.

b) Pour les fèves de soja et le maïs, les coûts variables sont soustraits des recettes provenant du marché en ce qui concerne chacune des cultures.

[1] Les États-Unis n'utilisent pas les coûts moyens nationaux pour le maïs et les fèves de soja puisque ces coûts sont fortement influencés par les chiffres de la région du Midwest. Bien que la majeure partie du maïs et des fèves de soja y soit produite, c'est une région qui ne convient pas à la production de coton. Par conséquent, les coûts applicables à ces régions ne sont pas les coûts encourus d'ordinaire par les producteurs de coton des États-Unis.

ANNEXE D-6

RÉPONSES DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL (SECTIONS A À C)

(26 février 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

AFFAIRES CITÉES 94

A. QUESTIONS GÉNÉRALES 96

Questions posées aux deux parties 96

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 98

Questions posées aux États-Unis 98

Question posée au Brésil 98

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS 98

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille 98

Questions posées aux deux parties 98

Questions posées au Brésil 111

Question posée aux États-Unis 116

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 116

Questions posées au Brésil 116

Questions posées aux États-Unis 131

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 133

Questions posées au Brésil 133

Question posée aux États-Unis 135

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Cuir (21:5)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, WT/DS126/RW, adopté le 11 février 2000
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Canada – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Produits laitiers (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, adopté le 18 décembre 2001
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Linge de lit (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Linge de lit (21:5)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW
Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)	Rapport du Groupe Spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS207/RW, distribué aux Membres de l'OMC le 8 décembre 2006
États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 [du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends]*, WT/DS257/RW, adopté le 20 décembre 2005, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS257/AB/RW
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Certains produits des CE (21:5)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/R, Add.1, et Corr.1, adopté le 10 janvier 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS165/AB/R
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/RW2, adopté le 14 mars 2006, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/RW2
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (21:5)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/RW, distribué aux Membres de l'OMC le 30 novembre 2006
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Argentine)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

Questions posées aux deux parties

1. Le Brésil et les États-Unis estiment-ils qu'une partie à un différend soumis à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (une partie à une procédure de groupe spécial de la mise en conformité) peut présenter le même argument juridique que celui qu'elle a présenté dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial?

1. Le Brésil note que les *arguments* d'une partie dans une procédure de règlement des différends de l'OMC sont distincts des *allégations* formulées par le Membre plaignant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1] Bien qu'il existe certaines limites aux *allégations* qui peuvent être présentées par la partie plaignante dans une procédure au titre de l'article 21:5, les Membres plaignants et défendeurs sont libres d'avancer tous les *arguments* juridiques qu'ils souhaitent.

2. Chaque partie pourrait-elle exposer son avis sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, le présent Groupe spécial doit s'appuyer sur l'analyse juridique et factuelle sur laquelle reposent les constatations du Groupe spécial initial? Quelles sont les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord à cet égard?

2. Conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, le règlement des différends est un élément essentiel pour assurer "*la sécurité et la prévisibilité* du système commercial multilatéral". Pour établir un système de règlement des différends qui contribue à la réalisation de cet objectif, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont pris soin de veiller à ce que les différends portant sur des questions factuelles et juridiques identiques ou similaires soient résolus de la même manière. L'Organe d'appel a énoncé à cet égard des principes qui visent à favoriser les objectifs de sécurité et de prévisibilité.[2]

3. *Premièrement*, les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés antérieurement suscitent chez les Membres de l'OMC des "attentes légitimes" et devraient donc être pris en compte par des groupes spéciaux lorsqu'ils sont pertinents pour le règlement d'un différend.[3] *Deuxièmement*, lorsque les questions dont est saisi un groupe spécial sont les mêmes que celles examinées précédemment par l'Organe d'appel, il "n'est pas seulement approprié" que le Groupe spécial suive les conclusions antérieures de l'Organe d'appel, mais c'est ce que l'on "attend" de lui.[4]

4. L'Organe d'appel a aussi précisé que l'objectif de "la sécurité et la prévisibilité" s'applique avec une force particulière dans une procédure au titre de l'article 21:5. Ainsi que le Brésil l'a noté dans des communications antérieures, l'Organe d'appel a dit que "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 ne se déroul[aient] pas isolément mais [faisaient] partie d'une "*suite d'événements*"".[5] L'Organe d'appel a observé qu'"on pou[vait] avoir des doutes au sujet de la *nature objective* de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique,

---

[1] *Voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 153.

[2] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111, où l'Organe d'appel s'est expressément appuyé sur l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Argentine)*, paragraphe 188.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (21:5)*, paragraphe 121. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

celui-ci devait *s'écarter* du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants".[6]

5. Dans ce passage, l'Organe d'appel a lié la nécessité pour un groupe spécial de la mise en conformité de prendre des décisions compatibles avec son devoir de procéder à une "évaluation objective" de la question conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Si, s'agissant d'une "question spécifique", un groupe spécial de la mise en conformité "s'écart[ait]" des constatations du groupe spécial initial, sans que le cadre juridique intérieur ne connaisse de changement fondamental et/ou que des faits justifient un tel écart, cela porterait à croire qu'il agit d'une manière arbitraire qui ne satisfait pas aux prescriptions d'une "évaluation objective". En conséquence, dans la succession des "événements" dans un seul et même différend, il est particulièrement important que le groupe spécial de la mise en conformité respecte les constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale.

6. Dans le présent différend relatif à la mise en conformité, en ce qui concerne les allégations du Brésil relatives aux effets défavorables, bon nombre des questions de droit ont déjà été examinées par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel. La structure, la conception et la gestion des programmes de subventions contestés n'ont pas changé, ni l'ordre d'importance général de ces subventions. En fait, l'importance des subventions a *augmenté*. En outre, les éléments de preuve concernant l'effet des subventions contestées sur le marché sont aussi en très grande partie les mêmes. Dans ces circonstances, les prescriptions relatives à "la sécurité et la prévisibilité", et une "évaluation objective", exigent du Groupe spécial de la mise en conformité qu'il suive les constatations pertinentes du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel.

7. Bien qu'un groupe spécial de la mise en conformité doive suivre les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel lorsque les questions de fait et de droit sont les mêmes, les questions qui se posent dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité peuvent être différentes. Cela tient à ce qu'un groupe spécial de la mise en conformité "ne doit pas se borner à examiner les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui a fait l'objet de la procédure initiale".[7]

8. S'agissant des allégations concernant les garanties de crédit à l'exportation, les questions de fait et de droit relatives à l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* n'ont pas été examinées par le Groupe spécial dans la procédure initiale. Aucune constatation que le Groupe spécial de la mise en conformité devrait suivre n'a donc été formulée sur ces questions. Le Brésil note, toutefois, que des rapports de groupes spéciaux antérieurs traitent de la question de l'évaluation de l'"avantage" conféré par des garanties de prêts[8]; ces rapports suscitent chez les Membres de l'OMC des "attentes légitimes" sur cette question spécifique et ils devraient être pris en compte par le Groupe spécial de la mise en conformité.[9] Les questions de fait et de droit relatives au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation ont été étudiées de manière exhaustive dans la procédure initiale. Pour assurer "la sécurité et la prévisibilité", le Groupe spécial de la mise en

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original).

[7] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41. *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)*, paragraphes 7.129, 7.136 et 7.137. L'Organe d'appel a par la suite confirmé que cette déclaration s'appliquait dans le contexte d'"une *nouvelle* allégation contestant une *nouvelle* composante de la mesure prise pour se conformer qui ne faisait pas partie de la mesure initiale". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 88.

[8] *Voir* le rapport du Groupe spécial *CE – Enquêtes en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 7.189 et 7.190; rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.

conformité devrait suivre les constatations antérieures dans son interprétation du point j) et dans son traitement des éléments de preuve.

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

Questions posées aux États-Unis

3. Les États-Unis font-ils valoir que le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave? Font-ils valoir que les versements qui permettent une flexibilité en matière de plantation ne sont pas liés à la production de coton upland, de sorte qu'ils doivent être imputés par le Brésil sur la valeur totale de la production de chaque bénéficiaire?

4. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude des chiffres pour les années 2003 à 2005 qui figurent dans le "tableau 6"[10] de la première communication du Brésil et dans le "tableau 5"[11] de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil? Dans l'affirmative, veuillez fournir les chiffres exacts ou les chiffres que les États-Unis jugent plus exacts.

Question posée au Brésil

5. Le Groupe spécial se réfère à la communication du Brésil datée du 22 janvier 2007 concernant sa demande au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a-t-il raison de croire qu'en ce qui concerne les données pour 2005, les données figurant dans la pièce US-64 répondent à toutes les demandes que le Brésil a formulées dans la partie A de l'annexe 1 de sa communication du 1er novembre?

9. Le Groupe spécial a raison de croire qu'en ce qui concerne les données pour la campagne de commercialisation 2005, les données figurant dans la pièce US-64 répondent à la partie A de la demande présentée par le Brésil le 1er novembre 2006. Les données permettent au Brésil de calculer le montant des versements anticycliques imputés au coton upland selon la méthode "pour le coton et au coton" et la "méthode du Brésil". Le Brésil présente les résultats de ses calculs dans le cadre de sa déclaration liminaire devant le Groupe spécial de la mise en conformité.

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille

Questions posées aux deux parties

6. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si une partie peut présenter, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une allégation qui a été formulée au cours de la procédure initiale mais concernant laquelle aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC n'a été formulée parce que l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de compléter l'analyse.

[10] Ce tableau figure juste avant le paragraphe 112 de la première communication écrite du Brésil.
[11] Ce tableau figure juste avant le paragraphe 173 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil.

a) Les parties pourraient-elles indiquer ce qui, dans le texte de l'article 21:5 et d'autres dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, constitue le fondement juridique de leur position sur cette question?

b) Les parties pourraient-elles indiquer si et en quoi leur position sur cette question est compatible avec des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel?

A. Introduction

10. Le Brésil allègue que le programme GSM 102 modifié a été appliqué pour contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation contractés par les États-Unis pour la viande porcine et la viande de volaille, en contravention avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* (et, en conséquence, avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*). Dans sa réponse à la présente question, le Brésil démontrera que, conformément aux dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord et à la jurisprudence, ses allégations entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Il traitera des limites que le Mémorandum d'accord et la jurisprudence imposent à la fois aux mesures qui peuvent être contestées dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 et aux allégations qui peuvent être formulées à l'encontre de ces mesures. Le Brésil démontrera ensuite que ses allégations, et la mesure visée par ces allégations, respectent ces limites.

B. Contexte

11. Le traitement des allégations du Brésil dans la procédure initiale est important pour l'évaluation par le Groupe spécial de la mise en conformité de l'objection préliminaire des États-Unis. Dans la procédure initiale, la mesure en cause était le programme GSM 102 initial, dont les modalités et conditions générales s'appliquaient sur une base autre que par produit à de nombreux produits agricoles. Le Brésil a allégué que cette mesure concernait des subventions à l'exportation appliquées d'une manière qui contournait les engagements en matière de subventions à l'exportation contractés par les États-Unis pour la totalité des 13 produits inscrits dans leur Liste et pour des produits non inscrits dans leur Liste, conformément à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

12. Le Groupe spécial initial a constaté que le Brésil avait démontré que les États-Unis avaient appliqué le GSM 102 pour contourner leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour des produits "non inscrits dans la Liste" et pour un produit "inscrit dans la Liste" – le riz. En appel, le Brésil a contesté le fait que le Groupe spécial initial n'avait pas constaté que les programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient appliqués d'une manière qui entraînait un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour trois autres produits inscrits dans la Liste – viande porcine, viande de volaille et huile végétale.[12] À l'audience, le Brésil a retiré son appel concernant l'huile végétale.[13]

13. Lors de l'examen, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré l'existence d'un contournement effectif pour la viande porcine et la viande de volaille.

14. Toutefois, l'Organe d'appel a conclu que les faits non contestés versés au dossier étaient insuffisants pour qu'il puisse compléter l'analyse.[14] Comme l'Organe d'appel n'a pu compléter l'analyse, il n'y a pas de constatation adoptée selon laquelle le programme GSM 102 initial est

[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 683.
[13] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 683.
[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 689 à 694.

appliqué d'une manière qui contourne les engagements des États-Unis concernant la viande porcine et la viande de volaille. Dans le même temps, toutefois, il n'y a pas non plus de constatation adoptée selon laquelle le programme GSM 102 initial, de nouveau en ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille, n'est pas incompatible avec l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

15. Durant la mise en œuvre, les États-Unis auraient pu prendre des mesures pour modifier le programme GSM 102 uniquement en ce qui concerne les modalités et conditions applicables au riz et aux produits non inscrits dans la Liste. Ils ne l'ont toutefois pas fait. À la place, ils ont révisé les modalités et conditions générales du programme, y compris le barème des commissions de garanties, et ils ont adopté un programme GSM 102 modifié qui s'applique toujours sur une base autre que par produit. Pour adopter un programme GSM 102 modifié, les États-Unis étaient obligés de s'assurer que cette nouvelle mesure respectait toutes leurs obligations au titre des accords visés.

16. Dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil allègue que le programme GSM 102 modifié n'est pas compatible avec les obligations des États-Unis au titre, entre autres, de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* parce que cette nouvelle mesure est appliquée d'une manière qui contourne les obligations des États-Unis concernant trois produits inscrits dans la Liste – la viande porcine, la viande de volaille et le riz – et des produits non inscrits dans la Liste.

17. Il n'y a pas de désaccord entre les parties quant au fait que cette allégation figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, dont la partie pertinente dit ce qui suit:

> … [A]près le 1er juillet 2005, les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été appliquées pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Brésil est préoccupé du fait que les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été accordées après le 1er juillet 2005 pour soutenir l'exportation de coton upland et d'autres produits non inscrits dans la Liste; ainsi que de riz, **de viande porcine et de viande de volaille**, en dépassement des niveaux d'engagement de réduction des États-Unis pour ces produits.[15]

18. Le Brésil va maintenant examiner si, dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité, il existe des limites à son droit 1) de contester le programme GSM 102 modifié dans le cadre de la présente procédure en tant que "mesure prise pour se conformer" ou 2) d'alléguer que cette nouvelle mesure contourne les engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis pour la viande porcine et la viande de volaille.

19. Le Mémorandum d'accord comprend des limites qui s'appliquent: i) aux mesures qui peuvent à juste titre faire l'objet d'un examen dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5; et ii) aux allégations qui peuvent à juste titre faire l'objet d'un examen dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5. Le Brésil examinera ces deux limites – imposées aux mesures et aux allégations – séparément.

20. La distinction entre les mesures et les allégations est importante, compte tenu du fondement sur lequel repose l'objection des États-Unis.

[15] WT/DS267/30, paragraphe 27 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original).

C. Les mesures

1. Limites imposées aux **mesures** faisant l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5

21. L'article 21:5 permet à un groupe spécial de la mise en conformité d'examiner des allégations concernant l'existence, ou la compatibilité avec les accords visés, de "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD. Les mesures qui ne sont pas "prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas faire l'objet d'une procédure au titre de l'article 21:5.[16]

22. Selon l'Organe d'appel, le membre de phrase "mesure prise pour se conformer" figurant à l'article 21:5 comprend une nouvelle mesure "dans son intégralité".[17] Toutefois, ce qui constitue exactement les limites d'une "mesure prise pour se conformer" varie en fonction des circonstances du différend.

2. Fondement erroné de l'objection des États-Unis et pertinence de cette objection pour l'évaluation des "mesures"

23. Dans la présente procédure, le Brésil a pleinement observé les limites imposées aux mesures faisant l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5.

24. Dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, les États-Unis précisent que l'allégation du Brésil n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 parce qu'elle concerne une mesure qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer". Ils décrivent la "mesure" visée par l'allégation du Brésil comme étant les "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille".[18] Les États-Unis font valoir qu'une telle "mesure" ne pourrait pas être une "mesure prise pour se conformer", parce qu'il n'y a eu aucune recommandation exigeant qu'une action soit entreprise en ce qui concerne les "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille".[19]

25. Dans ces déclarations, les États-Unis confondent l'allégation du Brésil et la mesure qui fait l'objet de cette allégation.

---

[16] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 36 ("Les procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement *l'une ou l'autre* mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et décisions" de l'ORD. À notre avis, le membre de phrase "mesures prises pour se conformer" désigne les mesures qui ont été ou auraient dû être adoptées par un Membre pour faire en sorte d'observer les recommandations et décisions de l'ORD. En principe, une mesure qui a été "prise pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD ne sera *pas* la même que celle qui a fait l'objet du différend initial, de sorte que, en principe, il y aura deux mesures différentes et distinctes: la mesure initiale qui *a donné lieu* aux recommandations et décisions de l'ORD, et les "mesures prises pour se conformer" qui ont été – ou auraient dû être – adoptées pour *mettre en œuvre* ces recommandations et décisions.")

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (21:5)*, paragraphe 87.

[18] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10 ("Autrement dit, ainsi que le Brésil le reconnaît expressément, il n'y a *jamais* eu de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille et, par conséquent, il n'y a pas eu de recommandations ni de décisions de l'ORD à l'encontre de ces mesures auxquelles les États-Unis étaient obligés de se conformer.") (non souligné dans l'original) *Voir aussi ibid.*, paragraphes 14 et 15.

[19] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10.

26. Comme il est indiqué ci-dessus, les allégations d'incompatibilité du Brésil sont des allégations par produit et concernent des produits inscrits dans la Liste, comme il se doit.[20] L'article 10:1 interdit d'utiliser des subventions à l'exportation qui ne sont pas énumérées à l'article 9:1 de l'*Accord* pour contourner (ou menacer de contourner) des "engagements en matière de subventions à l'exportation". La première disposition de l'article 3:3 de l'*Accord sur l'agriculture* précise qu'en ce qui concerne les produits inscrits dans les listes, ces "engagements en matière de subventions à l'exportation" comprennent l'engagement de ne pas accorder de subventions à l'exportation "excédant les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui … sont spécifiés" dans la Liste.[21]

27. Pour établir ses allégations de contournement par produit concernant des produits inscrits dans la Liste, le Brésil a établi ce qui suit: i) pendant l'exercice budgétaire 2006, les États-Unis ont accordé des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour soutenir l'exportation de riz, de viande porcine et de viande de volaille qui excédaient les niveaux de leurs engagements annuels en matière de quantités pour ces produits; et ii) pendant la période du 1er juillet au 30 septembre 2005, les États-Unis ont accordé des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour soutenir l'exportation de riz et de viande de volaille qui excédaient les niveaux de leurs engagements annuels en matière de quantités pour ces produits.[22]

28. Par contre, la mesure visée par les allégations d'incompatibilité avec les accords visés formulées par le Brésil n'est pas une mesure par produit, ainsi que les États-Unis l'affirment. La mesure visée par les allégations d'incompatibilité du Brésil, "dans son intégralité"[23], est le programme GSM 102 tel que modifié par les "mesures prises pour se conformer" des États-Unis – la modification du barème des commissions du GSM 102 (y compris l'élimination de certaines catégories de risques).[24]

29. Il n'existe pas de fondement factuel permettant aux États-Unis de décrire la mesure visée par les allégations d'incompatibilité du Brésil comme étant les "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille".[25] Une telle "mesure" n'existe pas. Ni le programme GSM 102 modifié dans son intégralité ni les modifications individuelles n'énoncent de modalités ou de conditions qui diffèrent selon les différents produits admissibles:

---

[20] *Voir aussi* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 378. Conformément à sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a formulé des allégations concernant des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour des produits *non inscrits dans la Liste* qui sont aussi des allégations par produit, puisqu'elles se limitent à *tout* produit non inscrit dans la Liste qui a obtenu un soutien au titre du GSM 102 après le 1er juillet 2005.

[21] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 145. Dans un différend portant sur des subventions à l'exportation pour des produits énumérés à l'Annexe I de l'*Accord sur l'agriculture*, l'article 3 de l'*Accord SMC* s'applique également par produit. Le *texte introductif* de l'article 3.1 interdit les subventions à l'exportation "[e]xception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture". Si des subventions à l'exportation sont accordées pour des produits énumérés à l'Annexe I de l'*Accord sur l'agriculture* dans les limites des "engagements en matière de subventions à l'exportation" d'un Membre – c'est-à-dire, pour les produits inscrits dans les listes, en deçà des niveaux d'engagements en matière de dépenses budgétaires et de quantités qui sont spécifiées dans sa Liste – le "refuge" du *texte introductif* de l'article 3.1 s'applique.

[22] Pièces Bra-552, Bra-553 et Bra-554. *Voir aussi* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 452.

[23] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (21:5)*, paragraphe 87.

[24] *Voir* le document WT/DS267/30, paragraphes 8 (ii) et iii)) et 26. Tout au long de sa réponse, le Brésil désignera la mesure visée par ses allégations par l'expression "le programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102".

[25] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10.

- Les commissions perçues au titre du barème modifié du GSM 102 entré en vigueur le 1er juillet 2005 varient selon le risque-pays, le délai de remboursement et la fréquence de remboursement, mais non selon les produits admissibles concernés.[26]

- La réglementation relative au programme GSM 102 n'énonce pas de modalités et conditions différentes pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 selon le produit admissible spécifique en cause.[27]

- Le communiqué de presse du FAS de l'USDA annonçant les modifications apportées aux programmes de garantie du crédit à l'exportation entrées en vigueur le 1er juillet 2005 n'indique pas que ces modifications s'appliquent différemment aux différents produits admissibles.[28]

- Les "questions fréquemment posées" (FAQ) du FAS de l'USDA publiées en même temps que l'annonce des modifications apportées aux programmes de garantie du crédit à l'exportation entrées en vigueur le 1er juillet 2005 n'indiquent pas que ces modifications s'appliquent différemment aux différents produits admissibles.[29]

- La "feuille de renseignements" du FAS de l'USDA qui décrit les modifications apportées aux programmes de garantie du crédit à l'exportation entrées en vigueur le 1er juillet 2005 n'indique pas que ces modifications s'appliquent différemment aux différents produits admissibles.[30]

30. La mesure visée par les allégations du Brésil dans le présent différend et les "mesures prises pour se conformer" liées au GSM 102 sont identiques – à savoir le programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102. La mesure ne s'applique pas par produit; les modalités et conditions applicables pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102 sont les mêmes pour la viande porcine, la viande de volaille et tous les autres produits admissibles inscrits dans la Liste ainsi que pour les produits non inscrits dans la Liste. Alors que les allégations du Brésil concernant la compatibilité du programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102 sont des allégations par produit, la mesure en cause n'est pas une mesure par produit.

31. L'objection des États-Unis concernant l'inclusion des allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 10:1 concernant la viande porcine et la viande de volaille dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5 est que ces allégations identifient une mesure *par produit*. Cette

---

[26] Pièce Bra-504 ("USDA changes its fees to risk-based method for the GSM-102 and Supplier Credit Guarantee programs", communiqué de presse du FAS de l'USDA disponible en ligne, 30 juin 2005, consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0093-05); pièce Bra-505 (GSM-102 Guarantee Fee Rate Schedule, communiqué du FAS de l'USDA disponible en ligne, consulté en septembre 2006 à l'adresse suivante: www.fas.usda.gov/excredits/gsm102fees.html).

[27] Pièce Bra-519 (7 C.F.R. Part 1493, Subparts A and B, GPO Access Online, January 2006, consulté en juillet 2006 à l'adresse suivante: http://www.gpoaccess.gov/cfr/index.html).

[28] Pièce Bra-502 ("USDA announces changes to export credit guarantee programs to comply with WTO Findings", communiqué de presse en ligne du FAS de l'USDA, 30 juin 2005, consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0092-05).

[29] Pièce Bra-501 ("FAQs: Risk-Based Fees", Foreign Agriculture Service, USDA, consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: www.fas.usda.gov/excredits/faqs.html).

[30] Pièce Bra-520 ("Export Credit Guarantee Program", USDA FAS Fact Sheet, March 2006, consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://www.fas.usda.gov/info/factsheets/gsm102-03.asp).

objection est déplacée et devrait être rejetée.[31] En contestant le programme GSM 102 modifié, le Brésil se conforme pleinement aux limites imposées par l'article 21:5 aux mesures qui peuvent à juste titre faire l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5.

D. Allégations

1. Fondement erroné de l'objection des États-Unis et pertinence de cette objection pour l'évaluation des "*allégations*"

32. Comme il a été indiqué, la mesure prise pour se conformer qui est contestée – le programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102 – s'applique uniformément et sans variation à tous les produits admissibles. Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, les allégations du Brésil s'appliquent au soutien accordé au titre du GSM 102 à quelques-uns seulement de ces produits admissibles – des produits non inscrits dans la Liste et trois produits inscrits dans la Liste – le riz, la viande porcine et la viande de volaille.

33. Étant donné que l'Organe d'appel n'a pas pu compléter l'analyse des allégations par produit formulées par le Brésil concernant le soutien accordé aux exportations de viande porcine et de viande de volaille[32], il n'y a pas de résolution définitive s'agissant des allégations du Brésil concernant le programme GSM 102 *initial*. Plus précisément, il n'existe pas de constatations adoptées selon lesquelles les programmes de garantie du crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille sont incompatibles avec l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, et il n'existe pas de constatations adoptées selon lesquelles les programmes de garantie du crédit à l'exportation, toujours pour la viande porcine et la viande de volaille, ne sont pas incompatibles avec l'article 10:1.

34. Il n'apparaît pas que les États-Unis contestent le critère de la "résolution définitive" en soi. C'est-à-dire que le fondement de l'objection des États-Unis n'est pas qu'il est interdit au Brésil de présenter les mêmes allégations que celles qu'il a maintenues dans la procédure initiale, et qui n'ont pas fait alors l'objet d'une résolution définitive. Comme il est mentionné ci-dessus, les États-Unis font plutôt valoir qu'il est interdit au Brésil de présenter ces mêmes allégations dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 parce qu'elles concernent une mesure qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer".

35. Le Brésil a démontré ci-dessus que ses allégations concernaient une *nouvelle* "mesure prise pour se conformer" qui remplaçait la mesure initiale. Autrement dit, le programme GSM 102 initial a été remplacé par le programme GSM 102 modifié, y compris un barème des commissions de garanties modifié. Dans le cas où la procédure au titre de l'article 21:5 concerne un nouvel aspect d'une nouvelle mesure, il n'y a *aucune* limite quant à la portée des allégations du Brésil dans la présente procédure. Le texte de l'article 21:5 permet que soient présentées des allégations concernant à la fois l'existence de mesures prises pour se conformer et la compatibilité de ces mesures avec toutes les obligations des États-Unis au regard des accords visés.

36. La situation dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 est très similaire à celle qui a existé dans la procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Dans ce différend, le Canada a modifié les modalités et conditions d'un programme de subventions à l'exportation.[33]

[31] En conséquence, les manifestations du "risque d'iniquité de la procédure" identifiées par le Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (21:5)*, qui étaient dues au fait que les CE formulaient une nouvelle allégation visant un aspect de la mesure initiale qui n'avait pas changé depuis l'adoption par les États-Unis de leurs "mesures prises pour se conformer", n'existent pas dans la procédure du présent Groupe de la mise en conformité. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (article 21:5)*, paragraphe 7.75 (note 294).

[32] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 689 à 694.

[33] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 34.

L'Organe d'appel a confirmé que la "mesure prise pour se conformer" était "une nouvelle mesure, le programme PTC *révisé*", qui était "différente[] et distincte[]" du programme PTC *initial*.[34] Dans le présent différend, les États-Unis ont aussi modifié les modalités et conditions d'un programme de subventions à l'exportation. La "mesure prise pour se conformer" est donc, "une nouvelle mesure, le programme [GSM 102] *révisé*".

37. S'agissant d'une nouvelle mesure, l'Organe d'appel a estimé qu'un groupe spécial de la mise en conformité agissant au titre de l'article 21:5 "ne [devait] pas se borner à examiner les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui [avait] fait l'objet de la procédure initiale".[35] Ainsi, un groupe spécial de la mise en conformité peut évaluer toutes allégations formulées à l'égard de nouvelles mesures. L'Organe d'appel a expressément souscrit à la vue selon laquelle le Membre plaignant pouvait formuler les "*mêmes*" allégations que celles qu'il avait présentées dans le cadre de la procédure initiale.[36]

38. Dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil a donc le droit d'alléguer que le programme GSM 102 modifié est appliqué d'une manière qui contourne les engagements des États-Unis concernant la viande porcine et la viande de volaille.

39. Le Groupe spécial de la mise en conformité demande au Brésil de justifier sa position – à savoir qu'il peut présenter, dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, la même allégation que celle qu'il a maintenue dans la procédure initiale, et qui n'a pas fait alors l'objet d'une résolution définitive – au regard du Mémorandum d'accord, tel qu'il a été interprété par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Dans les paragraphes qui suivent, le Brésil étudie les limites imposées aux allégations qui peuvent être présentées dans le cadre d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

2. Limites imposées aux **allégations** faisant l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5

a. Limites concernant les "**nouvelles**" allégations

40. Les limites imposées dans une procédure au titre de l'article 21:5 à la capacité de présenter de nouvelles allégations concernant des composantes *inchangées* de la mesure *initiale* qui n'ont pas été présentées dans la procédure initiale ont été étudiées dans plusieurs différends. Des groupes spéciaux ont déterminé qu'un Membre plaignant ne pouvait pas, dans une procédure au titre de l'article 21:5, présenter une nouvelle allégation concernant un aspect de la mesure initiale qui est resté inchangé depuis la procédure initiale et qui n'a pas été contesté dans la procédure initiale.[37]

---

[34] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 36 (italique dans l'original, non souligné dans l'original).

[35] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, note de bas de page 35 (italique dans l'original) ("Nous notons que l'allégation formulée par le Brésil au sujet du programme PTC révisé – dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 – est la *même* que celle qu'il a formulée dans le cadre de la procédure initiale au sujet du programme PTC dans sa forme antérieure. Dans un cas comme dans l'autre, le Brésil s'est plaint que la mesure en cause était incompatible avec l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*. La présente procédure n'intéresse donc pas une allégation au titre d'une disposition de l'*Accord SMC* ni même une allégation au titre d'un accord visé qui n'aurait pas été examinée dans le cadre de la procédure initiale au sujet de l'affaire *Canada – Aéronefs*.") (italique dans l'original).

[37] Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)*, paragraphes 7.141, 7.147 et 7.152; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (21:5)*, paragraphe 7.74; rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 6.43.

41. Cette jurisprudence n'est pas pertinente pour la question dont est actuellement saisi le Groupe spécial de la mise en conformité. L'objection des États-Unis ne concerne pas une nouvelle allégation formulée par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, mais a plutôt trait à la même allégation que le Brésil a d'abord présentée dans la procédure initiale, et de nouveau dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Cette jurisprudence n'est pas non plus pertinente dans la présente procédure parce que les allégations du Brésil concernent le barème des commissions de garanties *modifié* du programme GSM 102 modifié, et non un aspect *inchangé* de la mesure initiale.

b. Limites concernant les "**mêmes**" allégations: le critère de la "résolution définitive"

42. Une autre série de différends traite des limites imposées à la capacité d'un Membre plaignant de présenter la même allégation, dans une procédure au titre de l'article 21:5, que celle qu'il avait précédemment maintenue dans la procédure initiale. À plusieurs occasions, l'Organe d'appel et des groupes spéciaux de la mise en conformité ont étudié les limites imposées dans une procédure au titre de l'article 21:5 à la capacité de présenter les mêmes allégations que celles précédemment formulées dans la procédure initiale au sujet d'un aspect inchangé de la mesure initiale.

43. Dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit[38]:

> une constatation dont il n'a *pas été fait appel* figurant dans un rapport de groupe spécial qui est *adopté* par l'ORD doit être traitée comme étant la *résolution définitive* d'un différend entre les parties pour ce qui est de l'allégation *particulière* et de la composante *spécifique* d'une mesure qui fait l'objet de cette allégation.[39]

44. Ainsi que le Brésil l'a indiqué dans sa communication du 16 janvier[40], la situation exposée par l'Organe d'appel est différente des circonstances du présent différend. Pour résumer, le Groupe spécial initial a limité ses constatations concernant le contournement à des produits non inscrits dans la Liste et à un seul produit inscrit dans la Liste – le riz. Le Brésil n'a pas, comme l'Inde l'a fait dans l'affaire *CE – Linge de lit*, renoncé à faire appel de cette constatation. Au contraire, il a fait appel avec succès de la constatation du Groupe spécial initial. L'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré l'existence d'un contournement

[38] Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, l'Organe d'appel a décrit de façon concise cet aspect de la conclusion qu'il avait rendue dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5)* dans les termes suivants: "une partie ne peut pas formuler la même allégation d'incompatibilité visant la même mesure (ou composante d'une mesure) dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 si … le groupe spécial initial a constaté que la partie plaignante n'avait pas démontré le bien-fondé de son allégation au sujet de la mesure (ou de la composante d'une mesure) (rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 92, 93 et 99)". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 102 (note de bas de page 150).

[39] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 93 (italique dans l'original). Dans ce différend, le Groupe spécial initial a dit ce qui suit: "La question qui se pose à nous est de savoir si l'Inde devrait être autorisée à présenter, dans cette procédure au titre de l'article 21:5, des allégations au titre de l'article 3.5 qu'elle **pouvait** présenter et qu'elle **a effectivement** présentées devant le Groupe spécial initial, mais qu'elle n'a pas maintenues et que le Groupe spécial a rejetées parce que l'Inde n'avait pas établi *prima facie* l'existence d'une violation". Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 6.48 (caractères gras dans l'original). Lors de l'examen, l'Organe d'appel a confirmé que "l'effet, pour les parties, de constatations adoptées par l'ORD dans le cadre du rapport d'un groupe spécial [était] le même, que le groupe spécial ait constaté ou non que le plaignant n'[avait] pas établi *prima facie* que la mesure [était] incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC, que le groupe spécial ait constaté ou non que la mesure [était] pleinement compatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC, ou que le groupe spécial ait constaté ou non que la mesure n'[était] pas compatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96.

[40] Communication du Brésil du 16 janvier, paragraphe 12.

effectif en ce qui concernait la viande porcine et la viande de volaille, mais il n'a pas pu compléter l'analyse étant donné qu'il n'y avait pas suffisamment de faits non contestés dans le dossier.[41]

45. Le fait que l'Organe d'appel a infirmé la décision du Groupe spécial initial conjugué au fait qu'il n'a pas pu compléter l'analyse ont laissé les parties sans résolution définitive s'agissant des allégations du Brésil concernant l'octroi de garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille qui excédaient les engagements de réduction des États-Unis pour ces deux produits. Cette situation constitue l'équivalent effectif de l'application d'une fausse économie jurisprudentielle, dont a aussi parlé l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*:

> La question soulevée dans le présent appel est différente de la situation où un groupe spécial, de *sa* propre initiative, applique le principe d'"économie jurisprudentielle" en ne se prononçant pas sur le fond d'une allégation. Nous estimons que dans la situation où un groupe spécial, en refusant de se prononcer sur une certaine allégation, n'a réglé que partiellement la question en cause, un plaignant ne devrait pas être tenu pour responsable du fait que le Groupe spécial a indûment appliqué le principe d'économie jurisprudentielle, de telle sorte qu'un plaignant ne serait pas privé de la possibilité de formuler l'allégation dans une procédure ultérieure.[42]

46. Dans le présent différend, les circonstances sont similaires. Le Groupe spécial initial a à tort exclu les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille de ses constatations concernant les allégations de contournement présentées par le Brésil. Du fait que le Groupe spécial initial n'a pas formulé les constatations factuelles nécessaires, l'Organe d'appel, tout en infirmant en droit la conclusion du Groupe spécial initial, n'a pas pu compléter l'analyse et faire droit aux allégations du Brésil, sans que ce soit la faute de ce dernier. Dans ces circonstances, le Brésil "ne devrait pas être tenu pour responsable" de l'absence de résolution finale s'agissant de ses allégations[43], et il devrait lui être permis, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, de présenter à nouveau

---

[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 689 à 694.

[42] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96 (note de bas de page 115) (italique dans l'original). Dans le passé, l'utilisation par l'Organe d'appel de l'expression "fausse économie jurisprudentielle" a seulement été associée à une application du principe d'économie jurisprudentielle qui a été infirmée en appel. Ainsi, l'utilisation par l'Organe d'appel de l'expression "ne représenterait pas une véritable économie jurisprudentielle" dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)* donne à entendre que dans les circonstances envisagées, la partie plaignante aura avec succès, dans la procédure initiale, fait appel et obtenu l'infirmation de cette application d'une fausse économie jurisprudentielle, préservant ainsi ses droits dans la procédure au titre de l'article 21:5. Le Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (21:5)* était confronté à une situation légèrement différente. Dans la procédure au titre de l'article 21:5 concernant ce différend, il a été demandé au Groupe spécial de la mise en conformité si le fait qu'il n'avait *pas été fait appel* de l'application du principe d'économie jurisprudentielle dans la procédure initiale interdisait d'examiner dans une procédure au titre de l'article 21:5 la *même* allégation formulée à l'encontre d'un élément modifié de la mesure. Le Groupe spécial de la mise en conformité a conclu que ce n'était pas le cas:

> "Le fait qu'un groupe spécial, dans une procédure initiale de règlement d'un différend, n'a pas formulé de constatations [à cause du principe d'économie jurisprudentielle] au sujet de certaines questions relatives à la détermination faite par les autorités chargées de l'enquête qui ont été soulevées et argumentées devant lui ne peut pas empêcher un groupe spécial de la mise en conformité, dans son évaluation au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, d'examiner les aspects qui ont été inclus par les autorités dans la mesure prise pour se conformer."

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (21:5)*, paragraphe 7.92. Cette question fait actuellement l'objet d'un appel. Document WT/DS268/19, paragraphe 2.

[43] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96 (note de bas de page 115) (italique dans l'original).

ses allégations selon lesquelles le programme GSM 102 modifié a été appliqué pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille.

47. En somme, les circonstances qui ont empêché l'Inde de présenter à nouveau, dans la procédure au titre de l'article 21:5 concernant l'affaire *CE – Linge de lit*, l'allégation même qu'elle avait formulée dans la procédure initiale, ne sont pas présentes dans le présent différend. De plus, les circonstances qui, selon l'Organe d'appel, n'indiquent pas l'existence d'une résolution définitive s'agissant d'une allégation sont présentes dans le présent différend.

48. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (21:5)*, l'Organe d'appel a de la même manière traité les limites imposées à la capacité d'un Membre plaignant d'obtenir l'examen, au stade de la procédure au titre de l'article 21:5, de la même allégation que celle qui avait été examinée dans la procédure initiale. L'Organe d'appel a conclu qu'un Membre plaignant ne pouvait pas formuler une telle allégation si elle concernait un aspect inchangé de la mesure initiale qui, dans la procédure initiale, avait été jugé compatible avec les règles de l'OMC.[44]

49. La situation à laquelle était confronté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (21:5)* est différente des circonstances du présent différend, pour au moins deux raisons.[45]

50. Premièrement, dans le cadre de la procédure initiale concernant le présent différend, l'Organe d'appel *a infirmé* la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré qu'il y avait contournement effectif en ce qui concernait la viande porcine et la viande de volaille, mais il n'a pas pu compléter l'analyse étant donné qu'il n'y avait pas suffisamment de faits non contestés dans le dossier.[46] Il n'y a donc aucune constatation de *compatibilité avec les règles de l'OMC* en ce qui concerne les allégations de contournement formulées par le Brésil pour la viande porcine et la viande de volaille, ce qui tranche fortement avec la situation à laquelle était confronté le Groupe spécial de la mise en conformité et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (21:5)*.

51. Deuxièmement, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, les allégations de contournement formulées par le Brésil en ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille ne visent pas un *aspect inchangé* de la mesure même examinée dans le cadre de la procédure initiale. La mesure visée par les allégations du Brésil et les "mesures prises pour se conformer" liées au GSM 102 dans le présent différend sont les modifications apportées au barème des commissions du GSM 102 et le programme GSM 102 modifié dans son intégralité. Ces mesures prises pour se conformer ne s'appliquent pas par produit; autrement dit, le barème des commissions modifié du GSM 102 n'établit

---

[44] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (21:5)*, paragraphes 89 et 96 ("89. … [L]a Malaisie semble laisser entendre … qu'un groupe spécial doit réexaminer, afin d'en déterminer la compatibilité avec les règles de l'OMC, même les aspects d'une nouvelle mesure qui faisaient partie d'une mesure antérieure ayant fait l'objet d'un différend, et dont l'Organe d'appel a établi qu'ils étaient compatibles avec les règles de l'OMC dans ce différend, et qui sont restés inchangés dans le cadre de la nouvelle mesure. … 96. [L]e Groupe spécial … a conclu à juste titre que notre décision dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* concernant la compatibilité de [l'aspect inchangé de la mesure] restait donc valable").

[45] Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, l'Organe d'appel a décrit de façon concise cet aspect de la conclusion qu'il avait rendue dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (21:5)* dans les termes suivants: "une partie ne peut pas formuler la même allégation d'incompatibilité visant la même mesure (ou composante d'une mesure) dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 si le groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont constaté que la mesure était compatible avec l'obligation en cause (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphes 89 à 99) …" Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 102 (note de bas de page 150).

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 689 à 694.

aucune distinction entre la viande porcine, la viande de volaille, d'autres produits inscrits dans la Liste ou des produits non inscrits dans la Liste.

52. Le fait que les États-Unis tentent de *différencier* la situation dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 des aspects pertinents de la deuxième procédure au titre de l'article 21:5 concernant l'affaire *Canada – Produits laitiers* confirme la *similitude* entre les deux affaires. Ainsi que les États-Unis le relèvent, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé une deuxième procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* "alors que l'Organe d'appel n'avait pas pu parvenir à une décision [dans une procédure antérieure] concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une certaine mesure prise par le Canada pour se conformer à cause de l'absence de faits suffisants".[47] C'est précisément la situation dans laquelle le Brésil se trouve. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Brésil n'avait pas démontré qu'il y avait contournement effectif en ce qui concernait la viande porcine et la viande de volaille, mais il n'a pas pu compléter l'analyse à cause de l'absence de faits suffisants.[48]

53. Alors que les États-Unis entendent peut-être différencier les deux différends en observant que dans l'affaire *Canada – Produits laitiers (21:5)*, les allégations des Membres plaignants concernaient des "mesures prises pour se conformer" alors que dans le présent différend, les allégations du Brésil ne concernent pas de telles mesures, le Brésil a déjà démontré que ses allégations concernaient effectivement une "mesure prise pour se conformer".

54. Enfin, une autre raison pour laquelle les circonstances du présent différend sont différentes de celles des affaires *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)* est que les allégations du Brésil ne concernent pas un aspect *inchangé* de la mesure initiale. Comme nous l'avons indiqué, les allégations du Brésil concernent plutôt le barème des commissions de garanties *modifié* du programme GSM 102 modifié.

c. Fondements de l'interprétation des limites imposées aux allégations

55. Se fondant sur la jurisprudence, le Brésil a démontré que ses allégations de contournement concernant la viande porcine et la viande de volaille entraient légitimement dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Pour répondre à la partie a) de la question du Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil examine maintenant le fondement de l'interprétation des diverses limites imposées au droit d'un Membre plaignant d'établir des allégations particulières dans une procédure au titre de l'article 21:5.

56. Premièrement, le Brésil examine le fondement de l'interprétation des limites imposées aux nouvelles allégations évoquées ci-dessus. Selon des groupes spéciaux, le fait d'admettre toute nouvelle allégation dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité accélérée, sans imposer les limites examinées ci-dessus concernant un aspect inchangé de la mesure initiale, compromettrait "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends de l'OMC, ce qui serait contraire à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord[49], et les principes d'équité fondamentale et de régularité de la procédure inhérents au système de règlement des différends[50], ainsi que l'objet et le but de l'article 21:5.[51]

[47] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 13 (note de bas de page 19).
[48] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 689 à 694.
[49] Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)*, paragraphe 7.152.
[50] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (21:5)*, paragraphe 7.75.
[51] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 6.43.

57. Deuxièmement, le Brésil examine le fondement de l'interprétation des limites évoquées ci-dessus s'agissant de la capacité d'un Membre plaignant de présenter la même allégation que celle qu'il a formulée dans la procédure initiale concernant un aspect inchangé de la mesure initiale. Le fondement de l'interprétation de ces limites est un peu plus étoffé et il repose sur une lecture de l'article 21:5 dans le contexte des articles 16:4, 19:1, 21:1, 21:3 et 22:1 du Mémorandum d'accord. C'est dans son rapport sur l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)* que l'Organe d'appel a le mieux développé son interprétation:

> Dans les cas où un groupe spécial conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, ce groupe spécial *recommandera*, conformément à l'article 19:1, que le Membre concerné rende cette mesure conforme audit accord. Le rapport d'un groupe spécial, y compris les *recommandations* y figurant, seront *adoptées* par l'ORD dans le délai spécifié à l'article 16:4 – à moins qu'il n'en soit fait appel. Les Membres doivent se *conformer* aux recommandations et décisions *adoptées* par l'ORD dans les moindres délais, ou dans un délai raisonnable, conformément aux paragraphes 1 et 3 de l'article 21 du Mémorandum d'accord. Un Membre qui ne se conforme pas aux recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans ces délais doit assumer les conséquences décrites à l'article 22:1, qui concernent la compensation et la suspension de concessions. Ainsi, une lecture des articles 16:4 et 19:1, des paragraphes 1 et 3 de l'article 21 et de l'article 22:1, pris ensemble, montre très clairement qu'une constatation d'un groupe spécial dont il n'est pas fait appel, et qui est incluse dans le rapport d'un groupe spécial *adopté* par l'ORD, doit être acceptée par les parties comme étant la résolution *définitive* du différend entre elles, de la même façon et avec le même caractère définitif qu'une constatation incluse dans un rapport de l'Organe d'appel adopté par l'ORD – pour ce qui est de l'allégation particulière et de la composante spécifique de la mesure qui fait l'objet de l'allégation.[52]

58. Ces éléments d'interprétation n'empêchent pas le Groupe spécial de la mise en conformité d'examiner les allégations de contournement formulées par le Brésil concernant la viande porcine et la viande de volaille. Ainsi que nous l'avons observé ci-dessus, les allégations du Brésil concernent le barème des commissions de garanties modifié du programme GSM 102 modifié, qui n'est pas un aspect inchangé de la mesure initiale. De plus, les allégations du Brésil ne concernent pas une constatation du Groupe spécial dont il n'a "pas [été] fait appel", qui était "incluse dans le rapport d'un groupe spécial *adopté* par l'ORD" et qui doit donc, par suite des articles 16:4, 19:1, 21:1, 21:3 et 22:1 du Mémorandum d'accord, être acceptée par le Brésil "comme étant la résolution *définitive*" s'agissant de l'allégation.

59. À l'appui de sa conclusion sur les limites figurant dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*, l'Organe d'appel a aussi fait référence à l'objet et au but du Mémorandum d'accord, notant ce qui suit:

> L'article 3:3 dispose que le règlement *rapide* des différends est "indispensable au bon fonctionnement de l'OMC". L'article 21:5 favorise la réalisation du but consistant à régler rapidement les différends en prévoyant une procédure accélérée pour établir si un Membre s'est pleinement conformé aux recommandations et décisions de l'ORD. À cette fin, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 doit achever ses travaux dans un délai de 90 jours, tandis qu'un groupe spécial chargé d'un différend initial doit achever ses travaux dans les neuf mois suivant son établissement, ou dans les six mois suivant sa composition. Il serait incompatible avec la fonction et l'objet du système de règlement des différends qu'une allégation puisse être réitérée dans une procédure au titre de l'article 21:5 après que le groupe spécial initial ou l'Organe

[52] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 93 (italique dans l'original).

> d'appel a formulé une constatation établissant que l'aspect contesté de la mesure initiale n'est *pas* incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC, et que le rapport a été adopté par l'ORD. À un certain moment, les différends doivent être considérés comme définitivement *réglés* par le système de règlement des différends de l'OMC.[53]

60. Ces éléments d'interprétation n'empêchent pas le Groupe spécial de la mise en conformité d'examiner les allégations de contournement formulées par le Brésil concernant la viande porcine et la viande de volaille. Ainsi que nous l'avons observé ci-dessus, les allégations du Brésil n'intéressent pas la réitération de la même allégation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 à l'encontre d'un aspect inchangé de la mesure initiale, après que le Groupe spécial initial ou l'Organe d'appel a formulé une constatation établissant "que l'aspect contesté de la mesure initiale n'était *pas* incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC"; en fait, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial établissant que les programmes de garantie du crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille n'étaient pas incompatibles avec les dispositions de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* relatives aux subventions à l'exportation.

E. Conclusion

61. Dans sa réponse à cette question, le Brésil a démontré que les mesures et les allégations visées par la demande de décision préliminaire relative aux garanties de crédit à l'exportation des États-Unis concernaient une "mesure prise pour se conformer". Plus précisément, le Brésil a démontré que sa contestation concernait un nouvel aspect d'une nouvelle mesure – le barème des commissions modifié qui fait partie du programme GSM 102 modifié. La réponse du Brésil démontre que, dans ces circonstances, sa contestation respecte les limites textuelles et jurisprudentielles imposées aux mesures qui peuvent à juste titre être contestées dans une procédure au titre de l'article 21:5.

62. Séparément, le Brésil a démontré que dans la présente procédure, il formulait les mêmes allégations que celles qu'il avait présentées dans la procédure initiale, concernant ce nouvel aspect d'une nouvelle mesure. Plus précisément, le Brésil a démontré que ses allégations concernaient l'application du GSM 102 modifié pour contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis concernant la viande porcine et la viande de volaille; dans la procédure initiale, le Brésil a de la même manière allégué que l'ancien GSM 102 était appliqué pour contourner les engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis concernant ces deux produits. Aucune résolution définitive n'a été obtenue, même en ce qui concerne cet aspect maintenant modifié de l'ancienne mesure. La réponse du Brésil démontre que dans ces circonstances, sa contestation respecte les limites textuelles et jurisprudentielles imposées aux allégations qui peuvent à juste titre faire l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5.

Questions posées au Brésil

7. Le Brésil est-il d'avis que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'est limité par le champ de la procédure initiale que dans les circonstances identifiées par l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)? [Paragraphes 11 à 15 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis]

63. Non. Ainsi que le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 6, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont examiné un certain nombre de circonstances dans lesquelles le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 était limité par le champ de la procédure initiale. Aucune de ces

[53] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 98 (italique dans l'original). *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)*, paragraphe 7.135.

circonstances ne s'applique aux allégations du Brésil concernant le barème des commissions de garanties modifié du programme GSM 102 modifié.

8. Que répond le Brésil aux arguments des États-Unis voulant qu'il "suppose à tort que le critère consiste à déterminer s'il y a eu une "résolution définitive" de la question dans la procédure initiale" et qu'il donne une lecture erronée du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) et confonde la question "du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord" et la question distincte de savoir "quand une allégation formulée à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC"? [Paragraphes 8 et 12 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

64. Le Brésil convient que l'évaluation du champ approprié d'une procédure au titre de l'article 21:5 exige des déterminations séparées selon lesquelles i) la mesure en cause est une "mesure prise pour se conformer" et ii) les allégations formulées par le Membre plaignant concernant cette mesure font l'objet d'un examen dans le cadre d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

65. Dans les communications qu'ils ont présentées au Groupe spécial de la mise en conformité, il n'apparaît pas que les États-Unis contestent le critère de la "résolution définitive" en soi, en tant que moyen d'évaluer la question figurant dans la partie ii). Autrement dit, le fondement de l'objection préliminaire des États-Unis n'est pas qu'il est interdit au Brésil de formuler les mêmes allégations que celles qu'il a maintenues dans la procédure initiale, et qui n'ont pas fait alors l'objet d'une résolution définitive.

66. Ainsi que le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 6, la demande de décision préliminaire des États-Unis relative aux garanties de crédit à l'exportation ne concerne que la partie i) de l'évaluation. Plus précisément, les États-Unis font valoir que dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, il est interdit au Brésil de formuler ces mêmes allégations parce qu'elles concernent une mesure qui ne serait pas une "mesure prise pour se conformer". Dans sa réponse à la question n° 6, le Brésil a démontré que ses allégations concernaient bien une "mesure prise pour se conformer".

9. Quelles sont les observations du Brésil au sujet des arguments figurant dans la note de bas de page 22 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis?

67. La première observation du Brésil est que les États-Unis n'ont jamais traité le fait que les allégations formulées par le Brésil dans le présent différend concernaient le *barème des commissions de garanties modifié* du programme GSM 102 *modifié*. Les limites énoncées à l'article 21:5 s'agissant de la formulation, dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, d'allégations concernant un aspect *inchangé* de la mesure *initiale* ne s'appliquent donc pas.

68. Les États-Unis avancent plusieurs arguments dans la note de bas de page 22 de leur communication à titre de réfutation.

69. Il apparaît que les États-Unis font valoir, **premièrement**, que dans les cas où l'Organe d'appel a infirmé une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC formulée par le Groupe spécial initial à l'égard d'une allégation particulière, mais qu'il n'a pas pu compléter l'analyse à cause de

l'absence de faits suffisants, cette allégation ne peut pas être examinée par un Groupe spécial de la mise en conformité dans une procédure subséquente.[54]

70. L'argument des États-Unis est incompatible avec l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*[55], dans laquelle l'Organe d'appel a conclu que l'application du principe d'économie jurisprudentielle dans le cas d'une allégation présentée dans la procédure initiale n'interdisait pas à un Membre plaignant de réitérer la même allégation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5.[56]

71. À certains égards, la situation dans le présent différend est l'équivalent effectif de l'application du principe d'économie jurisprudentielle qui, ainsi que l'a dit l'Organe d'appel, n'interdit pas d'examiner une allégation dans le cadre d'une procédure subséquente au titre de l'article 21:5. Le Groupe spécial initial a à tort exclu les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille de ses constatations concernant les allégations de contournement formulées par le Brésil. Du fait que le Groupe spécial initial n'a pas formulé les constatations de fait nécessaires, l'Organe d'appel a infirmé en droit sa conclusion, mais il n'a pas pu compléter l'analyse et faire droit aux allégations du Brésil, sans que ce soit la faute de ce dernier. Dans ces circonstances, le Brésil "ne devrait pas être tenu pour responsable" de l'absence de résolution définitive s'agissant de ses allégations concernant la mesure *initiale*[57], et il devrait lui être permis, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, de présenter à nouveau ses allégations selon lesquelles le programme GSM 102 *modifié* a été appliqué pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille.

72. **Deuxièmement**, l'assertion selon laquelle "les mesures" visées par les allégations du Brésil restent inchangées par rapport à la procédure initiale figure implicitement dans l'argument des États-Unis. Ainsi que le Brésil l'a démontré dans sa réponse aux questions n° 6 et 8, toutefois, ses allégations d'incompatibilité avec les accords visés relatives aux garanties de crédit à l'exportation concernent bien une nouvelle "mesure prise pour se conformer" et, en particulier, le barème des commissions de garanties modifié inclus dans cette nouvelle mesure. La mesure visée par les allégations du Brésil est une "mesure prise pour se conformer" – le programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102.

73. **Troisièmement**, en faisant valoir que "[l]e Brésil voudrait que le présent Groupe spécial suppose que l'Organe d'appel *a* formulé une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille

---

[54] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 14 (note de bas de page 22) ("Le Brésil demande effectivement au Groupe spécial de vider de son sens le fait que l'Organe d'appel *s'est abstenu* de formuler une constatation d'incompatibilité des mesures avec les règles de l'OMC parce qu'il *n'a pas* trouvé de faits non contestés montrant que les mesures étaient accordées d'une manière incompatible avec les obligations incombant aux États-Unis dans le cadre de l'OMC. Le Brésil voudrait que le présent Groupe spécial suppose que l'Organe d'appel *a* formulé une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille et *a* formulé une recommandation voulant que les États-Unis mettent ces mesures en conformité avec les obligations auxquelles ils étaient supposés manquer (et qu'il suppose en outre que cette recommandation a été adoptée par l'ORD). Rien de cela ne s'est produit, et rien ne permet au Brésil de demander au Groupe spécial de prétendre le contraire.").

[55] Ainsi que le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 6, l'argument avancé par les États-Unis les aurait de la même manière empêchés de présenter les allégations qu'ils ont établies dans le cadre de la deuxième procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96 (note de bas de page 115). *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (21:5)*, paragraphe 7.92 (faisant actuellement l'objet d'un examen en appel).

[57] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96 (note de bas de page 115) (italique dans l'original).

et qu'il *a* formulé une recommandation voulant que les États-Unis mettent ces mesures en conformité"[58], les États-Unis montrent qu'ils ne comprennent pas bien la tâche du Groupe spécial de la mise en conformité. L'Organe d'appel a précisé que la tâche d'un groupe spécial de la mise en conformité agissant au titre de l'article 21:5 ne se limite pas à la question de savoir si le Membre défendeur a mis en œuvre les recommandations de l'ORD.[59] Le Groupe spécial de la mise en conformité doit plutôt examiner si la mesure *révisée* est compatible avec toutes les obligations incombant au Membre mettant en œuvre dans le cadre de l'OMC – y compris les engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis concernant la viande porcine et la viande de volaille.

74. **Quatrièmement**, et finalement, les États-Unis font valoir que, s'il était permis au Brésil de présenter son allégation concernant l'utilisation par les États-Unis du programme GSM 102 modifié pour contourner leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant la viande porcine et la viande de volaille, en l'absence d'une constatation de contournement formulée par le Groupe spécial initial ou l'Organe d'appel dans le cas de la viande porcine et de la viande de volaille, et en l'absence par conséquent d'une recommandation de l'ORD concernant le contournement dans le cas de la viande porcine et de la viande de volaille, les États-Unis pourraient être "privés d'un délai raisonnable pour mettre toute mesure jugée incompatible avec les règles de l'OMC en conformité avec leurs obligations", "dans le cas où une mesure (qui n'est pas une mesure prise pour se conformer) est jugée incompatible avec les règles de l'OMC pour la première fois dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5".[60]

75. La partie soulignée de cette déclaration révèle l'erreur fondamentale des États-Unis dans leur raisonnement. Ainsi que le Brésil l'a démontré dans sa réponse aux questions n° 6 et 8, ses allégations d'incompatibilité avec les accords visés relatives aux garanties de crédit à l'exportation concernent bien une "mesure prise pour se conformer". La mesure visée par les allégations du Brésil est la "mesure prise pour se conformer" – le programme GSM 102 tel que modifié par le barème des commissions modifié du GSM 102.

76. Pour des raisons systémiques, le Brésil tient à examiner la pertinence de la "privation" potentielle soulignée par les États-Unis, à supposer que la mesure en cause soit une "mesure prise pour se conformer" (et, par conséquent, à supposer que la partie soulignée et entre parenthèses soit biffée de la déclaration des États-Unis).

77. Dans un tel cas, la "privation" potentielle notée par les États-Unis est inhérente à la procédure au titre de l'article 21:5. Lorsqu'un Membre adopte une "mesure prise pour se conformer", elle est soumise à un examen, conformément à la procédure accélérée de l'article 21:5, de "compatibilité avec un accord visé". Le texte de l'article 21:5 ne précise pas que cette compatibilité doit être évaluée par rapport aux dispositions particulières de l'accord visé particulier au regard desquelles l'existence d'une violation a été constatée dans la procédure initiale. Comme il est mentionné ci-dessus, le mandat du Groupe spécial de la mise en conformité est d'examiner la compatibilité de la mesure avec les accords visés, et non avec les recommandations spécifiques formulées par l'ORD.

78. S'il est jugé que la "mesure prise pour se conformer" par le Membre est incompatible avec les règles de l'OMC, il n'est pas accordé audit Membre un "délai raisonnable" additionnel pour mettre sa

---

[58] Communication présentée par les États-Unis à titre de réfutation, paragraphe 14 (note de bas de page 22).

[59] *Voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 40 et 41. *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix (21:5)*, paragraphes 7.136 et 7.137.

[60] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 14 (note de bas de page 22) (non souligné dans l'original).

mesure en conformité. C'est ce qu'ont confirmé l'Organe d'appel et le Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5 II)*, autre différend concernant des recommandations formulées au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*. L'Organe d'appel a noté que si, dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, des constatations de l'existence d'une violation "devai[en]t entraîner une prolongation du délai fixé pour" la mise en conformité,

> la procédure de mise en conformité pourrait avoir pour effet de prolonger les délais de mise en œuvre … dans le cadre de procédures successives au titre de l'article 21:5. Cela pourrait aboutir à un "cycle infini" de procédures de règlement des différends et à des retards excessifs dans la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.[61]

79. Dans ce différend, le Groupe spécial de la mise en conformité a en fait noté un problème que les États-Unis passent sous silence – le fait de permettre aux Membres d'obtenir un délai additionnel pour mettre en œuvre des recommandations dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5 les inciterait à adopter des "mesures prises pour se conformer" non conformes:

> Nous ne trouvons nulle part ni dans le texte ou le contexte de l'article 21:1/21:5 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ou de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, ni dans l'objet ou le but du *Mémorandum d'accord* (ni, du reste, dans l'*Accord SMC*), une indication qui exigerait des prorogations répétées du délai de mise en œuvre dans le cadre des procédures de mise en conformité au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*. D'ailleurs, une telle interprétation rendrait superflus et inutiles les termes "donner suite dans les moindres délais" et "sans retard" qui figurent dans le texte du traité. Il ne nous est pas permis d'adopter une telle interprétation. Une telle approche pourrait conduire à un cycle susceptible de ne jamais prendre fin, dans lequel un Membre continuerait de prendre des mesures non conformes afin de gagner plus de temps pour se conformer aux recommandations et décisions adoptées par l'ORD. Cela compromettrait complètement le bon fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC.[62]

80. La "privation" potentielle dont parlent les États-Unis n'est pas propre à la procédure au titre de l'article 21:5 en cours; elle est inhérente à la procédure au titre de l'article 21:5 de façon générale, et c'est pourquoi il incombe au Membre défendeur, dont il a déjà été constaté qu'il manquait à ses obligations dans le cadre de l'OMC, d'adopter des "mesures prises pour se conformer" qui sont pleinement compatibles avec les règles de l'OMC. Il ne lui est pas, ni ne devrait lui être, accordé plus de temps pour la mise en œuvre. Comme il a déjà été constaté que le Membre défendeur manquait à ses obligations dans le cadre de l'OMC, ses "mesures [correctives] prises pour se conformer" violent ses obligations et engagements à ses risques et périls. Ainsi que le Groupe spécial de la mise en conformité l'a noté dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5)*,

> l'article 21:5 vient après la disposition concernant les "recommandations" qui figure à l'article 19 du *Mémorandum d'accord*, et le principe consistant à "donner suite dans les moindres délais" qui est énoncé à l'article 21:1, dans le cadre du processus de règlement des différends de l'OMC. L'intitulé de l'article 21 – "Surveillance de la mise en œuvre des recommandations et décisions" – est éloquent. Il nous indique que la procédure vise à assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations et

[61] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 86, *citant* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 7.46.

[62] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 7.46 (non souligné dans l'original).

décisions qui ont été formulées. La nature et le but particuliers de la procédure de groupe spécial de la *mise en conformité* étayent également ce point de vue.[63]

81. Le fait de recourir à la procédure de l'article 21:5 pour "accroître les droits découlant des accords visés pour le Membre "ne mettant pas en œuvre", du fait de la prorogation du délai de mise en œuvre" remettrait en question l'objet et le but de la procédure de groupe spécial de la mise en conformité.[64]

82. Les droits et obligations des Membres plaignants et défendeurs dans une procédure au titre de l'article 21:5 sont minutieusement équilibrés. La "privation" potentielle mentionnée par les États-Unis est une charge que doit assumer un Membre défendeur dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, par suite des termes de l'article 21:5 et de l'objet et du but de la procédure de groupe spécial de la mise en conformité. De la même manière, le Brésil a décrit dans le détail (dans sa réponse à la question n° 6) les limites imposées aux Membres plaignants dans les différends au titre de l'article 21:5 – ils ne peuvent contester que les "mesures prises pour se conformer" et ils ne peuvent présenter que des allégations n'ayant pas encore fait l'objet d'une résolution définitive.

Question posée aux États-Unis

10. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi, selon eux, ce qu'ils appellent le critère de la "résolution définitive" ne constitue pas le bon critère pour décider si les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille relèvent du champ de la présente procédure?

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

Questions posées au Brésil

11. Le Brésil estime-t-il qu'une constatation au titre de l'article 6 de l'Accord SMC établissant qu'une "subvention" est en train de causer un préjudice grave s'applique forcément toujours à la fois aux "versements" à titre de subventions et au "programme" de subventions? [Paragraphes 31 à 35 de la communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis et paragraphe 38 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

83. Le Brésil estime que la réponse à cette question dépend des faits particuliers portés à la connaissance d'un groupe spécial. Il reconnaît qu'il peut y avoir des situations où un Membre effectue des "versements" à tire de subventions en l'absence d'un "programme" de subventions. Dans ce cas, il pourrait être formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave dans le cas des versements seulement. Toutefois, si un Membre conteste des "versements" qui sont imposés par un programme, une constatation concernant les versements implique nécessairement le programme.

84. Il peut aussi y avoir des situations où un Membre conteste des "programmes" de subventions. Dans ce cas, une constatation de l'existence d'un préjudice grave s'applique nécessairement aux versements imposés par le programme. Lorsqu'un programme de subventions impose certains versements à titre de subventions, l'examen des "*effets*" du programme comporte nécessairement une évaluation des circonstances dans lesquelles les versements impératifs sont effectués; de la nature de ces versements, y compris leur montant général et les bénéficiaires visés; et de l'incidence de ces versements sur le marché. En bref, la compatibilité d'un programme avec les règles de l'OMC au titre

[63] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 7.42.
[64] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 7.45.

de l'article 6 de l'*Accord SMC* ne peut pas être artificiellement dissociée de la compatibilité des versements imposés par un programme avec les règles de l'OMC.

85. Concernant les faits spécifiques de la présente affaire, dans la procédure initiale, le Brésil a contesté à la fois les "programmes" de subventions et les "versements" à titre de subventions imposés par ces programmes. En conséquence, les constatations du Groupe spécial initial au titre de l'article 6 s'appliquent à la fois aux programmes et aux versements. C'est ce qu'a confirmé le Groupe spécial initial dans sa description des mesures contestées; dans son examen de ces mesures; et dans sa conclusion selon laquelle ces mesures causaient un préjudice grave.

86. Les constatations du Groupe spécial initial concernant son mandat témoignent du fait que les mesures contestées jugées incompatibles avec les règles de l'OMC comprenaient les programmes de subventions prévus dans la Loi FSRI de 2002 et les versements imposés par ces programmes. Les États-Unis soutiennent que le mandat du Groupe spécial excluait les versements effectués après la date de son établissement. Le Groupe spécial initial a rejeté cet argument en soulignant ce qui suit:

> *Les programmes et les textes législatifs* indiqués dans [la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil] *incluent les versements* effectués avant la date d'établissement du Groupe spécial *et ceux qui ont été effectués ultérieurement. Tous les versements de ce type ont été et sont effectués au titre des mêmes dispositions législatives et réglementaires qui sont entrées en vigueur avant les consultations et sont restées en place tout au long de la présente procédure de groupe spécial. Par conséquent, le Groupe spécial décide que les versements au titre des programmes et textes législatifs relevant de son mandat, qui ont été effectués après la date à laquelle il a été établi … relèvent de son mandat.*[65]

87. Le Groupe spécial initial a donc constaté que les mesures contestées comprenaient "*les programmes et les textes législatifs*" indiqués dans la demande d'établissement du Groupe spécial, ainsi que les "*versements*" effectués au titre des programmes contestés à *tout moment pendant la procédure du Groupe spécial*. Le Groupe spécial initial a donc considéré que les versements impératifs étaient inhérents aux programmes contestés, et qu'ils relevaient de son mandat. Rien dans cette constatation ne donne à entendre que le Groupe spécial initial a artificiellement dissocié les programmes de subventions des versements impératifs effectués conformément à ces programmes. De plus, le Groupe spécial initial n'a imposé aucune limite temporelle aux mesures de subventionnement examinées. Les États-Unis n'ont pas fait appel de ces constatations.

88. En formulant cette constatation, le Groupe spécial initial a émis l'avis que si un Membre n'avait pas la possibilité d'engager une action contre des subventions "avant qu'elles soient effectivement versées", cela compromettrait l'objet et le but de l'*Accord SMC*.[66] Le Groupe spécial pensait donc qu'un programme de subventions imposant des versements pouvait causer des effets défavorables, avant même que les montants des versements ne soient décaissés. À cet égard, le Groupe spécial initial a constaté qu'"[i]l [était] clair qu'il [était] actuellement envisagé que les programmes de subventions existants demeurer[aient] en vigueur entre les campagnes de commercialisation 2003 et 2007".[67]

89. Ayant constaté que son mandat englobait les programmes de subventions et les versements passés, actuels et futurs imposés par ces programmes, le Groupe spécial initial a aussi expressément dit, au paragraphe 7.1107 de son rapport, que les mesures en cause dans le préjudice grave "actuel" causé au Brésil comprenaient les "*dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant*" les

---

[65] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.187.
[66] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.191.
[67] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1500.

versements au titre de prêts à la commercialisation, les versements CCP et les versements au titre du programme Step 2, ainsi que les "versements" imposés par ces dispositions législatives et réglementaires.[68] Là encore, le Groupe spécial initial n'a imposé aucune limite temporelle générale à la portée des mesures et, là encore, les États-Unis n'ont pas fait appel de ces constatations.

90. Il est significatif que le Groupe spécial initial ait noté que les mesures visées par les allégations de préjudice grave actuel du Brésil comprenaient les versements pour les graines de coton *limités à* la "récolte de 2000".[69] Il s'agit d'une limite temporelle claire imposée à une mesure de subventionnement. Toute constatation formulée par le Groupe spécial initial se serait donc limitée aux effets des versements pour les graines de coton effectués pendant "la campagne de commercialisation 2000".[70] Toutefois, aucune limite temporelle de ce genre n'est imposée à l'une des autres mesures énumérées au paragraphe 7.1107.[71]

91. Toute de suite après avoir dressé la liste des "dispositions législatives et réglementaires" qui constituaient les mesures entrant dans l'analyse du préjudice grave actuel, le Groupe spécial initial a fait un renvoi aux allégations "en soi" du Brésil. Il a utilisé la phrase "[*v*]*oir aussi* les allégations de subvention pouvant donner lieu à une action en soi formulée[s] par le Brésil dans la section VII.I".[72] Contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, ce renvoi, et l'utilisation du terme "aussi", confirme que les "dispositions législatives et réglementaires" de la Loi FSRI de 2002 étaient comprises dans l'analyse du préjudice grave actuel et "aussi" dans les allégations en soi.

92. Le Groupe spécial initial a ensuite choisi une "période de référence" pour évaluer les effets des programmes de subventions et des versements impératifs contestés. Bien qu'il ait choisi la campagne de commercialisation 2002 comme "période de référence" appropriée, il a déclaré qu'il ne serait "pas approprié" de faire porter son analyse sur la seule campagne de commercialisation 2002. Il a constaté que des subventions avaient été accordées "sur une période plus longue qu'un an" et que l'examen d'événements survenus pendant une période plus longue fournissait un fondement plus solide pour sa conclusion.[73] Le Groupe spécial initial a donc cherché à replacer les effets des programmes de subventions contestés dans "un contexte temporel plus large".[74] Cela est aussi compatible avec le fait que son mandat s'étendait aux versements impératifs effectués tout au long de la procédure du Groupe spécial.

93. Le choix de la campagne de commercialisation 2002 a donc servi d'*outil méthodologique* pour réunir et examiner des éléments de preuve concernant les "effets" des programmes de subventions contestés. De plus, l'utilisation de cet outil par le Groupe spécial initial n'a pas été exhaustive, mais a été complétée par un examen des données concernant d'autres périodes. En outre, pour choisir une "période de référence", le Groupe spécial n'a pas pris de décision juridictionnelle voulant que les mesures en cause soient limitées aux versements effectués à l'intérieur de la "période de référence". En fait, une telle constatation aurait été contraire à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les mesures en cause comprenaient les "dispositions législatives réglementaires" établissant les

[68] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107.
[69] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107 viii).
[70] Le Groupe spécial initial n'a pas constaté que les versements pour les graines de coton causaient un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.
[71] De plus, le Brésil a expliqué dans sa réponse à la question n° 11 que le renvoi fait par le Groupe spécial à l'aide de la phrase "[v]oir **aussi** les allégations de subvention pouvant donner lieu à une action en soi formulée[s] par le Brésil dans la section VII.I" confirmait qu'il avait examiné à la fois les versements et les programmes pour formuler ses constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel.
[72] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107, note de bas de page 1247.
[73] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1199.
[74] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1199.

programmes de subventions, ainsi que tous les versements effectués au titre de ces programmes "tout au long de la procédure du Groupe spécial".[75]

94. L'affirmation des États-Unis selon laquelle les constatations du Groupe spécial initial se limitaient aux "versements" est en outre contredite par la façon dont le Groupe spécial a traité les "versements" dans son raisonnement. Les États-Unis ont essayé, mais sans succès, de démontrer que le Brésil était tenu de quantifier avec précision le montant des versements effectués.[76] Le Groupe spécial initial a rejeté ces arguments, estimant qu'il n'y avait pas d'obligation de quantifier le montant des versements ni d'imputer les versements à des bénéficiaires et/ou des produits particuliers.[77]

95. Le Groupe spécial initial a plutôt entrepris une analyse des "effets" des programmes de subventions contestés en s'attachant à "*leur structure, leur conception et leur fonctionnement*".[78] Il a dit que cette analyse "*qualitative*" devait être complétée, "dans une certaine mesure", par une "analyse quantitative" de l'"ordre d'importance général des subventions" (c'est-à-dire le niveau général des versements).[79] L'Organe d'appel a appuyé cet aspect qualitatif de l'approche du Groupe spécial initial, en notant l'importance de la "*nature* de la subvention" pour une évaluation des effets de la subvention au titre de l'article 6 de l'*Accord SMC*.[80]

96. Si les constatations du Groupe spécial initial avaient seulement concerné les "versements", et non les programmes de subventions, son raisonnement aurait en fait été très différent. Le Groupe spécial aurait été tenu d'identifier avec précision les versements à titre de subventions contestés, y compris leur montant, et les bénéficiaires et les produits les ayant obtenus, parce qu'ils auraient constitué les mesures en cause. Un examen quantitatif précis de l'ordre de grandeur des "versements" aurait revêtu une importance capitale et n'aurait pas simplement été effectué "dans une certaine mesure", pour compléter l'examen qualitatif. De plus, l'examen qualitatif de la "structure, [de la] conception et [du] fonctionnement" des mesures n'aurait pas eu de sens parce que la valeur en dollars des versements n'a pas de "structure", de "conception" ni de "fonctionnement".

97. Le fait que le Groupe spécial initial s'est concentré sur les "programmes" dans son analyse du préjudice grave actuel est illustré par sa constatation selon laquelle l'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial était "notable". Son raisonnement a été le suivant:

> Durant la période considérée, étant donné l'importance relative de la production et des exportations des États-Unis, l'évolution globale des prix que nous avons identifiée sur le marché mondial, *et la nature des subventions impératives des États-Unis en question – en particulier*, *la nature subordonnée aux prix du marché et anticyclique du programme de prêts à la commercialisation*, *du programme au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2)*, *des versements MLA et des versements CCP* – et les éléments de preuve facilement accessibles concernant l'ordre

[75] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.187.
[76] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1159 à 7.1174.
[77] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1173.
[78] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194.
[79] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1173; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 467 ("un groupe spécial devrait tenir compte de l'importance de la subvention contestée et de sa relation aux prix du produit sur le marché pertinent lorsqu'il analyse si une subvention a pour effet un empêchement notable de hausses de prix"; la question du moment auquel les prix sont suffisamment bas pour déclencher le versement des subventions fait partie de la conception et du fonctionnement du programme de subventions énoncé dans le cadre législatif et réglementaire).
[80] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 450 ("La nature d'une subvention joue un rôle important dans toute analyse du point de savoir si la subvention a pour effet un empêchement notable de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c).").

> d'importance des subventions, nous ne sommes certainement pas en présence, tant s'en faut, d'une situation de prix mondiaux insignifiante ou sans importance.[81]

98. Il s'agit d'une constatation capitale parce qu'elle constitue le fondement de la détermination selon laquelle le montant de l'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial était suffisamment élevé pour entraîner une violation de l'article 6.3 c) (empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable"). Et la *nature* du *programme* de prêts à la commercialisation *impératif et subordonné au prix* était un facteur capital dans la constatation du Groupe spécial initial. Le passage cité montre, de nouveau, que les mesures de subventionnement que le Groupe spécial initial a jugé incompatibles avec les règles de l'OMC comprenaient les "*programmes*" de subventions "*impératifs*", et pas seulement les "versements". Ces constatations étaient également compatibles avec les éléments de preuve exhaustifs des effets d'empêchement de hausses de prix des "programmes" subordonnés aux prix que le Brésil a présentés au Groupe spécial initial.[82]

99. Compte tenu de toutes ces constatations, il n'est pas étonnant qu'en décrivant ses conclusions concernant l'existence d'un préjudice grave actuel, le Groupe spécial initial ait confirmé que les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC qui causaient un préjudice grave comprenaient le "cadre législatif et réglementaire actuel" de la Loi FSRI de 2002:

> Comme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel". Nous rappelons que, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".[83]

100. Au paragraphe 7.1503 de son rapport, le Groupe spécial initial a confirmé que, pendant la mise en œuvre, les États-Unis étaient tenus de "*notablement transform[er]*" les programmes de subventions contestés de telle sorte qu'après la mise en œuvre, tout programme de subventions que maintiendraient les États-Unis serait "*manifestement différent[]*" de ceux contestés à l'origine. Les États-Unis n'ont jamais fait appel de ces constatations.

101. Ces constatations étaient essentielles pour la décision du Groupe spécial initial voulant qu'il ne soit pas nécessaire qu'il examine les allégations de l'existence d'une menace de préjudice grave formulées par le Brésil. Le Groupe spécial initial a noté que les allégations de menace du Brésil s'appliquaient tout au long "du reste de la période d'application de la Loi FSRI de 2002"; c'est-à-dire jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.[84] Comme les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel obligeaient les États-Unis à "notablement transform[er]" le "cadre législatif et réglementaire actuel" de la Loi FSRI de 2002, il n'était pas nécessaire que le Groupe spécial examine une menace de préjudice grave jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.

102. Ainsi, le Groupe spécial initial a estimé que les États-Unis étaient obligés de prendre des mesures pour modifier, ou retirer, les programmes de subventions contestés afin d'éliminer le

---

[81] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1332 (pas d'italique et non souligné dans l'original).

[82] Communication du Brésil concernant la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis, paragraphe 38, note de bas de page 47.

[83] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

[84] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1500.

préjudice grave actuel qui sinon persisterait tout au long "du reste de la période d'application de la Loi FSRI de 2002".[85] S'il avait été d'un autre avis, il aurait examiné les allégations du Brésil concernant une menace de préjudice grave pendant la campagne de commercialisation 2007.

103. C'est ce que confirme aussi le paragraphe 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial, où celui-ci a conclu que "les *mesures* de subventionnement des États-Unis qui [étaient] *impératives et subordonnées aux prix*" étaient incompatibles avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Les mesures "impératives et subordonnées aux prix" font référence aux *programmes* de subventions contestés qui imposent des versements subordonnés aux prix. Cette expression n'englobe pas les versements en dollars effectués pendant une période définie parce que les versements n'imposent rien du tout.

104. La description des mesures par le Groupe spécial initial, son raisonnement concernant le préjudice grave actuel et la menace de préjudice grave, et ses conclusions démontrent donc que les mesures dont il a été constaté qu'elles causaient un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable comprenaient le "cadre législatif et réglementaire" établissant les programmes de subventions, ainsi que le flux continu de versements imposés par ces programmes année après année jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.

105. Compte tenu de la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 7.1501, les "mesures appropriées" que les États-Unis avaient l'obligation de prendre auraient dû inclure des modifications de leur "cadre législatif et réglementaire actuel".

106. En fait, les États-Unis ont pris une mesure "législative et réglementaire" de ce type (encore qu'insuffisante). Le Brésil a observé que les déclarations faites par les États-Unis sur l'importance de l'abrogation du programme Step 2 – lui-même mentionné dans la Loi FSRI de 2002 – démontraient que les États-Unis eux-mêmes estimaient qu'ils étaient obligés "de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[86] En août 2006, une porte-parole du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, Mme Gretchen Hamil, a dit que "l'abrogation du programme Step 2 … répond[ait] aux … constatations concernant l'existence de subventions pouvant donner lieu à une action dans le différend".[87] Le Département de l'agriculture des États-Unis a aussi déclaré que la "mesure législative" visant à abroger le programme Step 2 "répond[ait] à une constatation de l'OMC concernant l'empêchement de hausses des cours mondiaux du coton".[88]

107. Ce n'est que dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité que les États-Unis ont, pour la première fois, adopté le point de vue selon lequel la mise en conformité ne les obligeait pas à prendre la moindre mesure pour modifier les programmes de subventions contestés, et leur permettait plutôt d'éliminer les effets des "versements" par des versements de plusieurs milliards de dollars additionnels au titre des mêmes programmes.

108. En conclusion, le Groupe spécial de la mise en conformité a demandé si une constatation au titre de l'article 6 de l'*Accord SMC* s'appliquait forcément toujours aux "versements" à titre de subventions et aux "programmes" de subventions. Ainsi que le Brésil l'a fait observer dans sa réponse, il peut y avoir des situations où un Membre effectue des "versements" à titre de subventions en l'absence d'un "programme" de subventions; dans ce cas, il pourrait être formulé une constatation

[85] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1500.
[86] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[87] Pièce Bra-438 ("U.S. Trade Officials Say Disappointed With Brazil's WTO Request Over Cotton Flap", Daily Report for Executives, 21 August 2006).
[88] Pièce Bra-436 (Cotton and Wool Outlook, USDA, 13 March 2006, p. 4, consulté en octobre 2006 à l'adresse suivante: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/ers/CWS//2000s/2006/CWS-03-13-2006.pdf).

de préjudice grave concernant les "versements" à titre de subventions seulement. Cependant, le Brésil a démontré ci-dessus que dans le présent différend, les constatations du Groupe spécial initial s'appliquaient à la fois aux "versements" à titre de subventions et aux "programmes" de subventions.

12. Au paragraphe 44 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique ce qui suit:

> ***"En conséquence, il n'est pas nécessaire que le Brésil conteste en soi la Loi FSRI de 2002. Il n'établit pas non plus de contestation "tel qu'appliqué" de la Loi FSRI de 2002. Le Brésil conteste plutôt les programmes de versements anticycliques et de prêts à la commercialisation prévus par la Loi FSRI de 2002 ainsi que les versements qui doivent être effectués aux exploitants de coton upland des États-Unis au titre de ces programmes, parce qu'ils causent des effets défavorables." (pas d'italique dans l'original)***

Le Brésil peut-il expliquer:

> ***a) en quoi ses allégations à l'encontre des "programmes et des versements … parce qu'ils causent des effets défavorables" diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes en tant que tels?***

109. Ainsi qu'il l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 11, dans le contexte d'allégations concernant les "effets" de programmes de subventions qui imposent des versements à titre de subventions, le Brésil ne voit pas de différence pratique entre la contestation des programmes et des versements, et la contestation des programmes en tant que tels. Il ne voit pas non plus de différence dans la perspective d'une constatation établissant que les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

110. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 indique que les mesures contestées sont les "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et les "versements" au titre de prêts à la commercialisation et "versements" anticycliques. L'utilisation des mots "programmes" et "versements" désigne collectivement les mesures "de subventionnement" visées par le présent différend. Les allégations du Brésil ont trait aux effets des programmes de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques, et des versements imposés par ces programmes.

111. Le Brésil a démontré que ces deux programmes de subventions, et les versements qu'ils imposaient, causaient un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable ainsi qu'une hausse de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005. Les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil établissent que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées soit pour retirer les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques soit pour éliminer les effets défavorables causés par ces subventions.

112. Alors que le Brésil a contesté les "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et leurs "versements" impératifs et subordonnés aux prix, dans la mesure où ils causaient des effets défavorables, il n'a pas établi d'allégation "en tant que tel" concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus dans la Loi FSRI de 2002. Comme le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 11, s'il avait formulé une telle allégation (qui, selon lui, n'est pas nécessaire étant donné les constatations du Groupe spécial initial), l'examen par le Groupe spécial de la mise en conformité des "*effets*" du programme aurait nécessairement inclus une évaluation des modalités et conditions régissant les versements; de la nature de ces versements, y compris leur montant général,

et les bénéficiaires visés et/ou les produits en bénéficiant; et de l'incidence (ou "effet") de ces versements sur le marché.

113. Si l'allégation "en tant que tel" du Brésil avait abouti, il en serait résulté une constatation du Groupe spécial de la mise en conformité selon laquelle les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, pour retirer les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, ou pour éliminer les effets défavorables causés par ces subventions. Par conséquent, la conclusion finale du présent Groupe spécial de la mise en conformité serait la même, qu'il doive constater que les "subventions" causent un préjudice grave actuel ou que les "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont "en tant que tels" incompatibles avec l'*Accord SMC*.

114. Enfin, le Brésil souscrit à l'observation faite par les États-Unis dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle certaines allégations formulées au titre des accords visés "ne pouvai[ent] pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[89] Il est généralement entendu qu'une allégation "en tant que tel" implique un examen d'une *règle ou norme générale dans l'abstrait*. Toutefois, ainsi que le Groupe spécial initial l'a constaté, un examen des "*effets*" des dispositions législatives et réglementaires générales établissant un programme de subventions "*ne peut pas être effectué[] dans l'abstrait*" parce que ces dispositions doivent être examinées à la lumière des effets des mesures sur le marché.[90] Le Brésil considère donc que les allégations de préjudice grave figurent parmi les allégations qui ne peuvent pas à proprement parler être classées dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué".

b) en quoi ces allégations diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes tel qu'appliqués?

115. Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, il n'existe pas de différence pratique dans la perspective d'une constatation finale du présent Groupe spécial de la mise en conformité selon laquelle les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

116. Bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil ne formule pas d'allégation "tel qu'appliqué" explicite, cette demande est suffisamment générale pour englober une allégation décrite en ces termes, si le présent Groupe spécial de la mise en conformité devait juger nécessaire de la qualifier de "tel qu'appliqué". Ainsi que nous l'avons noté ci-dessus, les allégations du Brésil remettent en cause, entre autres, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, dans la mesure où elles causent des effets défavorables. Le Brésil a présenté des éléments de preuve et des arguments portant sur les effets des programmes de subventions, y compris en ce qui concerne la gestion (ou l'application) des programmes au cours des périodes antérieures. Si le Groupe spécial de la mise en conformité constatait que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques causent un préjudice grave actuel, il constaterait alors que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées pour retirer les subventions ou éliminer leurs effets défavorables.

117. Si le Groupe spécial de la mise en conformité devait qualifier les allégations du Brésil d'allégations d'effets défavorables "tel qu'appliqué", on pourrait alors supposer que ces allégations s'articuleraient autour du point de savoir si l'application des "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causaient un préjudice grave ou non. À supposer que le Groupe spécial de la mise en conformité constate que l'application des "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques (sans doute au moyen de "versements" impératifs et subordonnés aux prix) cause un préjudice grave, il constaterait

[89] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165.
[90] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.

que les États-Unis n'ont pas, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, pris de mesures appropriées pour retirer les subventions au titre des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou pour éliminer leurs effets défavorables.

118. Le Brésil tient une fois de plus à indiquer qu'il souscrit à l'observation faite par les États-Unis dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle certaines allégations formulées au titre des accords visés "ne pouvai[en]t pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[91]

13. Au paragraphe 45 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique que les États-Unis n'ont pas "mis en œuvre la recommandation initiale de l'ORD prescrivant aux États-Unis de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques".

a) Le Brésil considère-t-il que l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel …" fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport?

119. Oui, le Brésil considère que l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport. L'assertion figurant au paragraphe 7.1501 fait partie de l'évaluation de la question effectuée par le Groupe spécial initial et figure dans la partie du rapport du Groupe spécial initial portant sur les "constatations". Au paragraphe 8.1, le Groupe spécial initial a dit ceci: "[à] la lumière des constatations ci-dessus, nous concluons ce qui suit". Le Groupe spécial initial a ensuite énuméré ses conclusions, y compris celles concernant le préjudice grave actuel. Au paragraphe 8.3, il a énoncé ses recommandations, "[à] la lumière de ces conclusions". Cela démontre que le Groupe spécial initial a aussi considéré que ses constatations – y compris son assertion figurant au paragraphe 7.1501 – faisaient partie intégrante de ses conclusions et recommandations, et en constituaient le fondement. Comme nous l'avons noté, les États-Unis n'ont jamais fait appel de ces constatations.

b) Le Brésil considère-t-il que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure "au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques" constitue en soi un fondement suffisant pour que le présent Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC?

120. Oui, le Brésil considère que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure "au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel instituant les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques" constitue en soi un fondement suffisant pour que le Groupe spécial de la mise en conformité constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

121. Toutefois, le Brésil démontre aussi que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ainsi que les versements qu'ils imposent, causent des effets défavorables qui sont contraires aux articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC*. Autrement dit, suite à l'abrogation par les États-Unis de la subvention au titre du programme Step 2, la nouvelle série de mesures comportant ces deux subventions cause un empêchement de hausses de prix sur le marché

[91] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165.

mondial du coton upland dans une mesure notable et un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) et d). Pour établir ces violations, le Brésil fournit des éléments de preuve sur la structure, la conception et la gestion des programmes de subventions, y compris la nature et l'importance des versements qu'ils imposent, ainsi que les conditions de concurrence pertinentes sur le marché mondial du coton upland.[92]

122. Si le Groupe spécial de la mise en conformité devait constater que l'absence d'actions de la part des États-Unis constitue en soi un fondement suffisant pour conclure que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, le Brésil demande néanmoins qu'il formule des constatations de fait selon lesquelles ces subventions continuent de causer un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis, pour le cas où ces constatations de fait s'avèrent être pertinentes pour un appel.

> ***c) Selon le Brésil, existe-t-il une différence entre, d'une part, la nature des mesures que les États-Unis étaient obligés de prendre au sujet de leur cadre législatif et réglementaire par suite de la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial et, d'autre part, la nature des mesures qu'ils auraient été obligés de prendre si le Groupe spécial initial avait constaté que les dispositions pertinentes de ce cadre législatif et réglementaire étaient incompatibles en tant que telles avec les règles de l'OMC?***

123. Non, la mesure requise des États-Unis aurait été la même dans les deux cas.

124. La portée des obligations de mise en œuvre des États-Unis s'articule autour de l'identité des mesures que le Groupe spécial initial a jugé incompatibles avec les règles de l'OMC. Dans le présent différend, ainsi que nous l'avons expliqué dans la réponse à la question n° 11, la totalité des constatations du Groupe spécial initial démontre que les mesures qui ont été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC comprenaient le "cadre législatif et réglementaire" instituant les programmes de subventions contestés. En conséquence, leurs obligations de mise en œuvre imposaient aux États-Unis de prendre des mesures pour modifier ou abroger ce cadre législatif réglementaire.

125. Le Groupe spécial initial a expressément dit que les *mesures contestées* comprenaient les "*dispositions législatives et réglementaires courantes* prévoyant des versements" au titre des subventions contestées, ainsi que les versements imposés par les programmes tout au long de la procédure du Groupe spécial.[93] Conformément à cette déclaration, l'examen par le Groupe spécial initial des mesures contestées "a été axé" sur *la conception, la structure et la gestion* des *programmes* contestés, telles qu'elles étaient énoncées dans le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes.[94] En revanche, le Groupe spécial initial a constaté qu'il n'était pas nécessaire de quantifier avec précision le niveau des versements effectués au titre des programmes contestés.[95] Dans le cadre d'une évaluation "quantitative" des programmes, le Groupe spécial initial a plutôt examiné, "dans une certaine mesure", l'"ordre d'importance général" des versements effectués au titre des programmes.[96]

---

[92] Première communication écrite du Brésil, sections 7 à 9; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.3 et 2.4. Dans sa déclaration liminaire à la réunion d'aujourd'hui avec le Groupe spécial de la mise en conformité, le Brésil présentera d'autres éléments de preuve à titre de réfutation.

[93] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.187 et 7.337.

[94] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194.

[95] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1173 et 7.1194.

[96] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1173 et 7.1194.

126. Conformément à la description des mesures contestées, et à l'examen de ces mesures, le Groupe spécial initial a confirmé, au paragraphe 7.1501, que les mesures causant des "effets défavorables" comprenaient le "*cadre législatif et réglementaire*" instituant les *programmes* de subventions contestés.

127. Tout de suite après avoir fait cette déclaration, au paragraphe 7.1503, le Groupe spécial initial a aussi souligné que, pendant la mise en œuvre, les États-Unis étaient obligés de "*notablement transforme[r]*" les programmes de subventions contestés de telle sorte qu'après la mise en œuvre, tout programme de subventions maintenu par les États-Unis serait "*manifestement différent[]*" de ceux contestés à l'origine. Pour cette raison, le Groupe spécial initial a constaté qu'il n'était pas nécessaire d'examiner si les programmes contestés menaçaient de causer un préjudice grave pendant le "reste de la période d'application de la Loi FSRI de 2002", c'est-à-dire jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.[97] En somme, les États-Unis étaient tenus d'effectuer les versements futurs au titre d'un "cadre législatif et réglementaire" "manifestement différent" ou de ne pas en effectuer du tout. Il n'était pas non plus nécessaire, pour les mêmes raisons, de se prononcer sur l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des programmes de subventions "en tant que tel".[98]

128. Les constatations formulées par le Groupe spécial initial aux paragraphes 7.1501 et 7.1503 de son rapport démontrent que les mesures jugées incompatibles avec les règles de l'OMC comprenaient le "*cadre législatif et réglementaire*" instituant les *programmes* de subventions contestés.

129. C'est ce que confirme aussi le paragraphe 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial, où celui-ci a conclu que "les *mesures* de subventionnement des États-Unis qui [étaient] *impératives et subordonnées aux prix*" étaient incompatibles avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Ainsi que nous l'avons noté dans la réponse à la question n° 11, les mesures mentionnées dans ce paragraphe sont les programmes de subventions, y compris les versements impératifs, et non les "versements" tout seuls parce que les "versements" seuls n'imposent rien du tout.

130. Les mesures que les États-Unis étaient obligés de prendre pour "notablement transforme[r]" – ou retirer – le "*cadre législatif et réglementaire*" instituant les programmes de subventions contestés sont les mêmes que celles qu'ils auraient été obligés de prendre s'il avait été constaté que les mesures étaient "en tant que telles" incompatibles avec les règles de l'OMC.

14. Le Brésil pourrait-il expliquer comment le présent Groupe spécial devrait interpréter la relation existant entre les trois catégories de mesures identifiées au paragraphe 3.1 v), vii) et viii) du rapport du Groupe spécial initial? Le Brésil estime-t-il que les expressions "subventions accordées" ou "subventions qu'il est imposé d'accorder" doivent être interprétées comme englobant à la fois les versements à titre de subventions et les dispositions réglementaires en vertu desquelles ces versements ont été "accordés" ou en vertu desquelles il a été "imposé d'accorder" ces versements?

131. La question du Groupe spécial de la mise en conformité fait référence à trois catégories de mesures identifiées aux paragraphes 3.1 ***v)***, vii) et viii). Le Brésil croit que la question du Groupe spécial devrait plutôt faire référence aux paragraphes 3.1 ***vi)***, vii) et viii), et il y répond sur cette base.

132. Les mesures identifiées aux paragraphes 3.1 vi) et 3.1 vii) doivent être interprétées comme englobant le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes de subventions contestés, ainsi que les versements prescrits par ces programmes. Au paragraphe 3.1 viii), les mesures englobent simplement le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes contestés. Le Brésil note qu'en définissant ces différentes catégories de mesures, son objectif était d'être *plus qu'exhaustif* pour

[97] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1500.
[98] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1511.

identifier de manière détaillée l'éventail et la combinaison de mesures visées par le mandat du Groupe spécial initial.

133. Ainsi que nous l'avons indiqué dans les réponses aux questions n° 11 et 13 c), le Groupe spécial initial a constaté l'existence d'un préjudice grave "actuel" dans le cas des mesures identifiées au paragraphe 3.1 vi), c'est-à-dire le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes de subventions contestés, ainsi que les versements imposés par ces programmes. Comme le Groupe spécial initial l'a dit aux paragraphes 7.1501 et 7.1503 de son rapport, leurs obligations de mise en œuvre imposaient donc aux États-Unis de prendre des mesures en ce qui concerne ce cadre pour mettre fin au flux de versements impératifs.

15. Le Brésil partage-t-il ou non l'avis des États-Unis selon lequel l'énumération de certaines dispositions législatives et réglementaires au paragraphe 7.1107 du rapport du Groupe spécial initial exprime l'avis du Groupe spécial initial selon lequel les "versements au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués""? [Paragraphes 46 et 47 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

134. Le Brésil ne partage pas l'avis des États-Unis selon lequel l'énumération de certaines dispositions législatives et réglementaires au paragraphe 7.1107 du rapport du Groupe spécial initial exprime l'avis du Groupe spécial initial selon lequel "les versements effectués au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués"". En fait, dans son rapport, le Groupe spécial initial a indiqué qu'il ne formulait pas de constatations "tel qu'appliqué" (que ce soit expressément ou par implication).

135. Les États-Unis cherchent à réécrire le rapport du Groupe spécial initial de telle manière que leurs obligations de mise en œuvre se limitent à l'élimination des effets défavorables des subventions au titre du programme Step 2 et au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques pour les campagnes de commercialisation 1999-2002. Le Brésil a énoncé en détail sa position concernant les constatations du Groupe spécial initial dans sa réponse aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis. Il répète ces arguments ainsi que ses réponses qu'il a apportées aux questions précédentes du Groupe spécial de la mise en conformité, en particulier la question n° 11, ci-dessus. Le Brésil explicite encore sa position ci-après.

136. L'argument "tel qu'appliqué" des États-Unis transforme à tort la décision du Groupe spécial initial d'utiliser la campagne de commercialisation 2002, et la période plus longue des campagnes de commercialisation 1999 à 2002, comme "périodes de référence", en une période qui circonscrit les *mesures* visées par les allégations de préjudice grave actuel du Brésil. Or, comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question n° 11, la "période de référence"[99] était simplement un outil méthodologique utilisé pour réunir des éléments de preuve et évaluer des données. Rien ne laisse entendre que le Groupe spécial initial entendait limiter ses conclusions et recommandations à une période d'"effets" antérieure.

137. Si le Groupe spécial initial avait voulu limiter les mesures en cause, sur le plan juridictionnel, aux versements effectués au cours d'une période antérieure particulière, toute constatation à cet effet aurait été contraire à sa décision selon laquelle son mandat englobait les versements impératifs effectués tout au long de sa procédure.[100] En outre, si les constatations de préjudice grave actuel du Groupe spécial initial se limitaient aux versements effectués au cours de la campagne de commercialisation 2002, ou pendant toute autre période antérieure, cela serait contraire à sa conclusion, figurant au paragraphe 7.1501 de son rapport, selon laquelle les modifications apportées

[99] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1195 (titre de la section VII.G.3 e)).

[100] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.187.

au cadre législatif par suite de sa constatation de l'existence d'un préjudice grave *actuel* rendaient inutiles l'examen d'une *menace* de préjudice grave jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.

138. De plus, la conclusion du Groupe spécial initial concernant l'existence d'un préjudice grave, figurant au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport, ne faisait référence à *aucune* période. Le Groupe spécial initial a conclu ce qui suit:

> g) concernant le préjudice grave causé aux intérêts du Brésil:
>
> i) les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*.

139. Les États-Unis allèguent que cette conclusion se limite aux effets causés par les subventions impératives et subordonnées aux prix versés par les États-Unis seulement *pendant* la *campagne de commercialisation 2002*, ou aux effets causés par les subventions impératives et subordonnées aux prix versées seulement *pendant* les campagnes de commercialisation 1999 à 2002. Toutefois, le cas échéant, toute limitation temporelle de ce genre aurait été énoncée expressément tant dans la description des mesures en cause, au paragraphe 7.1107, que dans la conclusion du Groupe spécial figurant au paragraphe 8.1 g) i). Or, sur le plan juridictionnel, il n'existe aucune limitation temporelle des mesures en cause dans ces paragraphes du rapport du Groupe spécial initial ni dans aucun autre paragraphe.

140. En outre, le rapport final du Groupe spécial a été remis aux parties le 18 juin 2004 – dix mois et demi *après* la fin de la campagne de commercialisation 2002 et seulement six semaines *avant* la fin de la campagne de commercialisation 2003. Au moment où l'Organe de règlement des différends a adopté les constatations, conclusions et recommandations concernant le préjudice grave "actuel", le 21 mars 2005, près des deux tiers de la campagne de commercialisation 2004 s'étaient écoulés. Si le Groupe spécial initial avait eu l'intention de formuler une constatation "tel qu'appliqué" limitée au préjudice grave causé *seulement* pendant la campagne de commercialisation 2002 ou *seulement* pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002, il aurait utilisé le *passé* dans ses conclusions figurant au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport. Il a plutôt utilisé le *présent*: "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix … *ont* pour effet d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable". Cette conclusion et la recommandation qui l'accompagne au paragraphe 8.3 – ainsi que l'obligation incombant aux États-Unis au titre de l'article 7.8 de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention – continuent de s'appliquer aujourd'hui.

141. Il est significatif que les constatations du Groupe spécial initial selon lesquelles les États-Unis avaient l'obligation de prendre des mesures concernant leur "cadre législatif et réglementaire actuel" en vigueur pendant la campagne de commercialisation 2003 par suite des constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un préjudice grave "actuel" soient aussi incompatibles avec l'argument des États-Unis selon lequel le Groupe spécial initial a formulé une constatation "tel qu'appliqué". Le Groupe spécial initial a constaté qu'"[i]l [était] clair qu'il [était] actuellement envisagé que les programmes de subventions existants demeurer[aient] en vigueur entre les campagnes de commercialisation 2003 et 2007". Et tout de suite après avoir formulé cette constatation, il a affirmé ce qui suit:

> Comme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel". Nous rappelons que, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention".[101]

142. Si le Groupe spécial initial avait formulé une constatation "tel qu'appliqué" qui se limitait seulement aux effets *passés* de versements *passés* impératifs et subordonnés aux prix, il n'y aurait eu aucune raison pour qu'il déclare en juin 2004 que "*les États-Unis [étaient] obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de [sa] constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"*". En outre, le Groupe spécial initial aurait eu toutes les raisons d'examiner une menace de préjudice grave jusqu'à la campagne de commercialisation 2007.

143. Au lieu de cela, selon la théorie des États-Unis, comme le Groupe spécial initial a seulement formulé des constatations "tel qu'appliqué" de l'existence d'un préjudice grave actuel pour les versements passés, et comme il a omis de formuler des constatations de l'existence d'une "menace", les États-Unis avaient tout à fait le droit de continuer à effectuer dans le *futur* des versements impératifs et subordonnés aux prix massifs pendant les campagnes de commercialisation 2003, 2004 et 2005. Considéré sous cet angle, alors que les États-Unis étaient tenus de "prendre des mesures appropriées" pendant la *campagne de commercialisation 2005* pour retirer les effets défavorables des versements effectués au cours des campagnes de commercialisation 1999-2002, ils pouvaient affirmer de façon crédible que les 5,4 milliards de dollars versés sous forme de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005[102] n'étaient pas soumis à des obligations de mise en œuvre, et étaient *la* cause intermédiaire de l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable au cours de la campagne de commercialisation 2005.

144. En conclusion, le Groupe spécial initial n'a *jamais* qualifié ses constatations, conclusions ou recommandations de "tel qu'appliqué". Il n'a pas non plus conclu que les allégations de préjudice grave actuel du Brésil ne constituaient que des allégations "tel qu'appliqué" limitées aux versements effectués à l'intérieur d'une période donnée. Ainsi que nous l'avons démontré ci-dessus, ni le mandat du Groupe spécial, ni les mesures que le Groupe spécial initial a jugé applicables aux allégations de préjudice grave du Brésil au paragraphe 7.1107 de son rapport, ni les mesures dont le Groupe spécial initial a conclu qu'elles causaient un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable n'étaient ainsi limités.

145. Enfin, à supposer même que les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel formulées par le Groupe spécial initial étaient des constatations "tel qu'appliqué" qui se limitaient aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques effectués pendant une période antérieure particulière (*quod non*), les versements ultérieurs effectués au titre du même programme sont également assujettis aux obligations de mise en œuvre des États-Unis.

146. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, le Canada a contesté une mesure de réexamen périodique que les États-Unis n'avaient pas déclaré être une "mesure prise pour se conformer". Le réexamen périodique avait pour effet de faire perdre toute valeur à la mesure dont il avait été déclaré qu'elle avait été prise pour se conformer. Suite aux constatations formulées dans

[101] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[102] Pièce Bra-471 (voir le tableau 6 pour les détails).

l'affaire *Australie – Cuir (21:5)* et dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial de la mise en conformité selon laquelle la mesure de réexamen était une "mesure prise pour se conformer" incompatible avec les règles de l'OMC:

> Certaines mesures ayant un rapport particulièrement étroit avec la "mesure" dont il a été déclaré qu'elle avait été "prise pour se conformer" et *avec les recommandations et décisions de l'ORD* peuvent aussi être susceptibles d'être examinées par un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5.[103]

147. Dans le présent différend, les versements ultérieurs effectués par les États-Unis en application des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont si étroitement liés aux mesures ayant fait l'objet de la procédure initiale, et aux recommandations et décisions de l'ORD, qu'ils sont susceptibles d'être examinés par le présent Groupe spécial de la mise en conformité. En particulier, les versements constituent collectivement un flux ininterrompu de subventions identiques. Les versements visés par les recommandations de l'ORD et les versements faisant l'objet de la présente procédure sont imposés par les mêmes programmes de subventions; ils sont effectués en faveur des mêmes bénéficiaires; ils soutiennent les mêmes récoltes; et ils sont accordés selon les mêmes modalités et aux mêmes conditions. Les versements ultérieurs sont donc "clairement lié[s]" et "inextricablement lié[s]" aux mesures qui ont été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC dans la procédure initiale.[104]

148. En fait, le lien entre les versements est beaucoup plus étroit que le lien entre les mesures en cause dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, *Australie – Cuir (21:5)* et *CE – Linge de lit (21:5)*. En somme, le différend qui oppose le Brésil aux États-Unis dans la présente procédure concernant les effets défavorables des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques est identique au différend qui les opposait concernant exactement les mêmes subventions dans la procédure initiale. La seule différence importante est que le niveau des subventions a *augmenté* avec le temps.

149. Tout comme les arguments avancés par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, l'avis des États-Unis selon lequel les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ultérieurs ne font *pas* l'objet de l'examen du présent Groupe spécial de la mise en conformité fait que l'octroi par les États-Unis de subventions récurrentes devient "*une cible mobile qui [est] soustraite aux disciplines [de l'OMC relatives aux subventions]*".[105] Les versements impératifs ultérieurs devraient toujours faire l'objet d'une nouvelle procédure de règlement des différends, et lorsque cette procédure serait achevée, les effets des derniers versements seraient remplacés par plus de versements encore, lesquels ne pourraient être contestés qu'au moyen encore d'une nouvelle procédure de groupe spécial initial. Le différend de l'OMC se diluerait dans une situation "inextricable", aucun recours n'étant offert aux Membres subissant des effets défavorables.[106]

150. Même si les États-Unis avaient raison (*quod non*) de dire que les recommandations de l'ORD concernent uniquement les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués pendant une période antérieure définie, le Brésil serait alors habilité à contester les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques

---

[103] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 77.
[104] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 79.
[105] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 4.30.
[106] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 4.30, *citant* des arguments des Communautés européennes.

ultérieurs dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité parce que ces versements sont "inextricablement liés".

16. Le Brésil pourrait-il préciser si l'allégation qu'il formule dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 concernant une menace de préjudice grave causée par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constitue ou non une allégation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels? [Paragraphes 237 à 314 de la première communication écrite du Brésil]

151. La portée du mandat du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure est déterminée par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.[107] Au paragraphe 20 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est précisé ce qui suit:

> Spécifiquement, le Brésil estime que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, *ainsi que les versements prescrits au titre de ces programmes*, menacent d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable au cours de la campagne de commercialisation 2006 et jusqu'à l'expiration ou l'abrogation de ces programmes.[108]

Ainsi, le Brésil allègue que les programmes de subventions contestés, ainsi que les versements devant être effectués au titre de ces programmes, menacent de causer un préjudice grave.

152. Pour examiner cette allégation, suivant l'approche du Groupe spécial initial, confirmée par l'Organe d'appel, le Groupe spécial de la mise en conformité doit considérer *la structure, la conception et la gestion* des *programmes* contestés, telles qu'elles sont énoncées dans le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes.[109] En outre, en même temps que d'autres éléments de preuve, le Groupe spécial de la mise en conformité peut aussi considérer l'ordre d'importance général des versements effectués au titre des programmes contestés dans le passé. Sur cette base, il peut établir si les programmes contestés ont pour effet de menacer de causer un préjudice grave à l'avenir.[110]

153. Le Brésil rappelle qu'il souscrit à l'observation formulée par les États-Unis dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle certaines allégations au titre des accords visés "ne pouvai[en]t pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[111] Le Brésil considère que les allégations de préjudice grave figurent parmi celles qui ne peuvent pas à proprement parler être classées dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué".

Questions posées aux États-Unis

17. Au paragraphe 16 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que "selon le Brésil, ses allégations s'appliquent non seulement aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, mais aux programmes en plus de tous les versements autorisés au titre des programmes". (italique dans l'original) Les États-Unis font également valoir à cet égard qu'"il est parfaitement clair que le Groupe spécial initial

[107] WT/DS267/30.
[108] WT/DS267/30 (note de bas de page omise).
[109] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194.
[110] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1173 et 7.1194.
[111] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165.

n'a formulé aucune constatation au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, pris isolément ou en plus des versements". [Paragraphe 43 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

a) Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel ils dénaturent les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure vu que le Brésil ne conteste pas les programmes de subventions en cause en tant que tels? [Paragraphe 31 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis; paragraphe 33 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

b) Les États-Unis pourraient-ils également formuler des observations à cet égard sur les arguments figurant au paragraphe 31 de la communication du Tchad en tant que tierce partie? Sont-ils d'accord ou non avec l'idée que des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être contestées sur une base tel qu'appliqué et que les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale "étaient des allégations tel qu'appliqué concernant des mesures qui comprenaient des dispositions législatives et réglementaires"?

18. Les États-Unis estiment que les seules mesures visées par la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC sont les versements effectués entre 1999 et 2002 au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ils affirment également, à cet égard, que le Brésil ne présente aucun élément de preuve "concernant les effets actuels, si tant est qu'il y en ait, des mesures visées par la constatation du Groupe spécial initial relative aux subventions pouvant donner lieu à une action".

a) Ces assertions signifient-elles que les États-Unis considèrent que la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC les obligeait uniquement à faire en sorte que les versements effectués entre 1999 et 2002 n'aient désormais plus aucun effet défavorable?

b) Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument avancé par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 4.08 de la communication qu'elle a présentée en tant que tierce partie?

19. S'agissant de leur argument selon lequel les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures "prises pour se conformer", les États-Unis estiment-ils que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique uniquement aux mesures prises effectivement par une partie pour se conformer et ne s'applique pas aux mesures qu'un Membre aurait dû prendre pour se conformer?

20. Que répondent les États-Unis à l'argument figurant dans la communication du Japon en tant que tierce partie, selon lequel le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) n'étaye pas l'argument des États-Unis voulant que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5?

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006

Questions posées au Brésil

21. Le Brésil pourrait-il indiquer si sa demande visant à ce qu'il soit constaté que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 est étayée par la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs dans les procédures au titre de l'article 21:5? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

154. Dans l'affaire *Australie – Saumons (21:5)*, le Canada a présenté des allégations similaires à celles formulées par le Brésil dans le présent différend sur la non-existence d'une mesure de mise en conformité pendant une période spécifique suivant la fin de la période de mise en œuvre. Dans ce différend, l'Australie a adopté certaines mesures de mise en conformité après l'expiration du délai raisonnable le 6 juillet 1999. Le Canada a allégué que, pendant la période allant du 6 juillet 1999 à la date d'adoption des mesures de mise en conformité, il n'existait aucune mesure de mise en conformité. Le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté ce qui suit:

> la date d'entrée en vigueur des nouvelles mesures varie selon les produits visés. Dans tous les cas, l'entrée en vigueur – et donc l'"existence" des mesures de mise en conformité – est *postérieure* au 6 juillet 1999, date d'expiration du délai raisonnable accordé à l'Australie pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Comme, en l'espèce, l'Australie était tenue de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD avant l'expiration du délai raisonnable[154], nous constatons que, pendant la période postérieure au 6 juillet 1999 au cours de laquelle les nouvelles mesures n'étaient pas ou ne seront pas appliquées, aucune mesure de mise en conformité n'existait ou n'existera, au sens de l'article 21:5.
>
> ---
>
> [154] Comme l'Australie et le Canada n'ont pu jusqu'ici s'entendre sur une compensation à titre de mesure temporaire en application de l'article 22:1 du Mémorandum d'accord, l'Australie avait l'obligation de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD avant l'expiration du délai raisonnable. Si elle ne le faisait pas, elle pouvait encourir la suspension de concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord.[112]

155. Les constatations du Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *Australie – Saumons (21:5)* appuient donc pleinement les allégations du Brésil.

156. Le Brésil note que, dans ce différend, il y a deux arbitrages en cours au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord et des articles 4.11 et 7.10 de l'*Accord SMC*, respectivement. Ainsi, conformément à ce qui se produisait dans l'affaire *Australie – Saumons (21:5)*, les États-Unis pourraient encourir des contre-mesures ou la suspension de concessions ou d'autres obligations au titre de ces dispositions pour cause de non-mise en œuvre avant la fin de la période de mise en œuvre.

157. Enfin, le Brésil note qu'aucun arbitrage de ce type n'était en cours dans les deux affaires citées par les États-Unis: *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)*.

---

[112] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.30. *Voir aussi* le paragraphe 8.1 i) des constatations et conclusions du Groupe spécial. Non souligné dans l'original.

22. Que répond le Brésil à l'argument des Communautés européennes selon lequel "l'absence d'action positive entreprise par les États-Unis pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ne nuit pas nécessairement à leur moyen de défense"? [Paragraphe 48 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

158. Le Brésil n'est pas d'accord pour dire qu'un Membre accordant des subventions qui procède à une mise en œuvre conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* peut ne rien faire et être en conformité avec les constatations, conclusions et recommandations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Au 21 septembre 2005, les États-Unis étaient tenus d'entreprendre une action positive au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Mais ils n'ont rien fait.

159. L'article 7.8 exige une action, non une inaction, au plus tard à la fin de la période de mise en œuvre de six mois suivant l'adoption par l'ORD du rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel prévue à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*. Lus ensemble, ces deux articles imposent au Membre accordant des subventions l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention" pendant cette période de six mois.

160. Au cours de cette période, un Membre peut choisir de retirer la subvention. Cela nécessite un certain type d'action des pouvoirs législatif, réglementaire ou exécutif pour éliminer une subvention.

161. La deuxième partie de l'article 7.8 dispose qu'un Membre "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables". Le sens ordinaire du terme "take" (prendre) est "to undertake and perform (a specified function, service, etc.)" (entreprendre et accomplir [une fonction, un service déterminé, etc.]) ou "to perform, make, or do (an act, movement, etc.)" (accomplir, effectuer ou faire [un acte, un mouvement, etc.]).[113] Pour sa part, le sens ordinaire du terme "step" (mesure) est "the action, measure, or proceeding, especially one of a series, which leads towards a result" (l'action, la disposition ou la procédure, en particulier dans une série, qui conduit à un résultat).[114] Par conséquent, "prendre" des "mesures" appropriées signifie *entreprendre une action* qui élimine pleinement les effets défavorables aux intérêts d'un autre Membre. Ce qui constitue les mesures "appropriées" spécifiques à prendre variera en fonction des faits propres à une situation donnée. Cela dit, cette partie de l'article 7.8 exige de prendre des mesures, ou d'entreprendre une certaine action positive, pour éliminer les effets défavorables de "toute subvention". Ne rien faire n'équivaut pas à entreprendre une action.

162. N'ayant entrepris *aucune* action de quelque sorte que ce soit au 21 septembre 2005, les États-Unis n'ont "pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables de la subvention ou retirer la subvention dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'ORD aura adopté le rapport du groupe spécial ou le rapport de l'Organe d'appel".

163. Dans ses réponses aux questions n° 24 et 25, qui doivent être remises au Groupe spécial le 6 mars, le Brésil examinera plus en détail l'interprétation appropriée de l'article 7.8, seul et conjointement avec l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Ces réponses se rapporteront au point soulevé dans la question n° 22 du Groupe spécial.

[113] New Shorter Oxford English Dictionary, édition de 1993, Vol. 2, pages 3207, 3208.
[114] New Shorter Oxford English Dictionary, édition de 1993, Vol. 2, page 3050.

Question posée aux États-Unis

23. Les États-Unis considèrent-ils que le texte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait être interprété comme signifiant qu'un groupe spécial de la mise en conformité peut uniquement examiner l'"existence" ou la "compatibilité" avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle la question a été portée devant le groupe spécial et non à la date d'expiration de la période de mise en œuvre? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

ANNEXE D-7

RÉPONSES DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL (SECTIONS D ET E)

(6 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

AFFAIRES CITÉES 137

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL 138

1. Questions générales 138

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation 146

3. Modèle de simulation économique 147

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION 147

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative 147

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer 149

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* 150

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative 156

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Brésil – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Brésil – Aéronefs (21:5)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/RW
Brésil – Aéronefs (21:5 II)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – FSC (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Questions générales

Questions posées aux deux parties

24. Les parties pourraient-elles expliquer comment elles interprètent les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 de l'Accord SMC?

1. Les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* exigent que soit entreprise une action qui garantisse l'élimination pleine et complète des effets défavorables ou le retrait complet de toute subvention donnant lieu à une action dont il a été constaté qu'elle causait des effets défavorables.

2. Comme le Brésil l'a dit dans sa réponse à la question n° 22, les expressions utilisées à l'article 7.8 exigent de la part d'un Membre défendeur une *action* plutôt qu'une *inaction*, et exigent que l'élimination des effets défavorables ou le retrait de la subvention soient *complets* plutôt que *partiels*.

3. Avant d'examiner cette question d'interprétation, le Brésil note une question liminaire à laquelle doit répondre un groupe spécial de la mise en conformité confronté à des recommandations formulées au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* – quelle est la "subvention" qui doit être retirée, ou quels sont les effets défavorables qui doivent être éliminés dans le présent différend?

4. Dans sa réponse du 26 février à la question n° 11, le Brésil a expliqué que la subvention visée par la recommandation formulée au titre de l'article 7.8 comprenait à la fois les programmes de subventions législatifs et réglementaires prévus dans la Loi FSRI de 2002 et les versements subordonnés aux prix et impératifs effectués au titre de ces programmes. Dans sa réponse du 26 février à la question n° 15, le Brésil a expliqué que même si les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel faites par le Groupe spécial initial se limitaient aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques ("CCP") effectués pendant une période antérieure particulière (*quod non*), les versements ultérieurs effectués au titre du même programme étaient également soumis aux obligations de mise en œuvre incombant aux États-Unis.[1]

5. L'article 7.8 comporte deux éléments de mise en œuvre indiqués dans les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention", et il démontre qu'une action, plutôt qu'une inaction, est exigée de la part d'un Membre mettant en œuvre.

6. Le sens ordinaire du terme "take" (prendre) est "to undertake and perform (a specified function, service, etc.)" (entreprendre et accomplir [une fonction, un service déterminé, etc.]) ou "to perform, make, or do (an act, movement, etc.)" (accomplir, effectuer ou faire [un acte, un mouvement, etc.]).[2] Pour sa part, le sens ordinaire du terme "step" (mesure) est "the action, measure, or proceeding, especially one of a series, which leads towards a result" (l'action, la disposition ou la procédure, en particulier dans une série, qui conduit à un résultat).[3] Comme l'objet de l'action est "les effets défavorables", les "mesures" "appropriées" doivent comporter une action qui élimine les effets défavorables aux intérêts de l'autre Membre.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 77. ("Certaines mesures ayant un rapport particulièrement étroit avec la "mesure" dont il a été déclaré qu'elle avait été "prise pour se conformer" et *avec les recommandations et décisions de l'ORD* peuvent aussi être susceptibles d'être examinées par un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5.").

[2] New Shorter Oxford English Dictionary, édition de 1993, Vol. 2, pages 3207, 3208.

[3] New Shorter Oxford English Dictionary, édition de 1993, Vol. 2, page 3050.

7. Ce qui constitue les mesures "appropriées" spécifiques à prendre pour éliminer les effets défavorables variera selon les faits de chaque cause. Au fond, les mesures ne peuvent être "appropriées" que si elles permettent d'obtenir l'élimination complète et permanente des effets défavorables. Par exemple, le Groupe spécial initial a déterminé la *mesure appropriée* particulière au titre de l'article 7.8 que les États-Unis devaient prendre au sujet de la "série" de subventions subordonnées aux prix et impératives dont il avait été constaté qu'elles causaient un empêchement actuel de hausses de prix dans une mesure notable:

> Comme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, *les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel". Nous rappelons que, conformément à l'article 7.8 de l'Accord SMC, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention.*[4]

8. Le Groupe spécial initial n'a à aucun moment donné à entendre qu'une "mesure appropriée" pour éliminer les effets défavorables pourrait consister à ne rien faire d'autre que d'attendre que les effets des versements passés se dissipent. Comme l'article 7.8 exige une action, plutôt qu'une inaction, le fait d'agir ainsi aurait rendu inutile les articles 6.3 et 7.8 de l'*Accord SMC*. Une lecture objective des constatations du Groupe spécial initial démontre qu'il s'attendait à ce que les États-Unis entreprennent une action pour s'assurer que le préjudice grave actuel ne se poursuive pas pendant le reste de la période d'application de la Loi FSRI de 2002.[5]

9. La deuxième expression pertinente figurant à l'article 7.8 est "retirera la subvention". La structure et la place de l'expression "prendra des mesures appropriées", ainsi que le confirment les versions en langue française et en langue espagnole des textes officiels[6], indiquent qu'elle ne se rapporte et ne fait référence qu'à l'expression "éliminer les effets défavorables" – et non à l'expression "retirera la subvention".

10. En examinant le sens de l'expression identique "la retire" figurant à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* (21:5), a exigé une action positive de la part du Membre défendeur:

> Si nous nous reportons au sens ordinaire du terme "retirer", nous notons premièrement que ce mot a été défini comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" et "reprendre quelque chose dont on a profité; enlever". Cette définition donne à penser que le "retrait" d'une subvention au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* désigne la "suppression" ou la "reprise" de cette subvention.[7]

11. Étant donné que ces aspects des articles 4.7 et 7.8 sont identiques, la constatation de l'Organe d'appel concernant le sens et l'action exigés pour "retirer la subvention" au titre de l'article 4.7 s'applique également à l'article 7.8.

---

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1499 à 7.1503, et 8.1 g) i).

[6] Le texte espagnol dit ce qui suit: "… el Miembro que otorgue o mantenga esa subvención adoptará las medidas apropiadas para eliminar los efectos desfavorables o retirará la subvención". Le texte français dit ce qui suit: "... le Membre qui accorde ou maintient cette subvention prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention".

[7] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 45 (notes de bas de page omises).

12. Une subvention pourrait être "éliminée" ou "reprise" par le Membre mettant en œuvre qui promulguerait une nouvelle législation ou qui prendrait des mesures réglementaires pour qu'il soit mis fin à la gestion ou au décaissement des versements conformément à la mesure de subventionnement. Comme il est démontré ci-dessus, l'article 7.8 exige que soit entreprise une *action positive* pour éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention. L'inaction ne suffit pas.

13. De plus, l'élimination *complète* des effets défavorables ou le retrait *complet* de la subvention sont également exigés. Ainsi que l'Organe d'appel l'a noté, "le retrait complet d'une subvention prohibée au sens de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* ne peut pas être effectué par une "mesure prise pour se conformer" qui remplace la subvention initiale par une autre subvention dont il est constaté qu'elle est prohibée".[8] Le même raisonnement devrait s'appliquer à l'article 7.8. Il ne suffit pas d'éliminer les effets défavorables d'une mesure de subventionnement ou de retirer une mesure de subventionnement dont il a été constaté qu'elle causait des effets défavorables et, par la suite, de la *remplacer* par une autre mesure de subventionnement qui cause des effets défavorables.

14. Même si l'on suppose, pour les besoins de l'argumentation, que la seule constatation faite par le Groupe spécial initial concernait les effets défavorables découlant des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002, il ne suffit pas que les États-Unis satisfassent à leur obligation d'éliminer les effets défavorables ou de retirer la subvention en permettant simplement aux effets des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002 de décroître et de disparaître naturellement, si c'est pour les remplacer par des versements subordonnés aux prix et impératifs encore plus élevés pendant les campagnes de commercialisation 2003 à 2005. Le Brésil a démontré que ces versements "de remplacement" causaient un empêchement similaire, voire plus grand, des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

25. Comment les parties interprètent-elles la relation entre l'article 7.8 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord?

15. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à la réponse qu'il a donnée à la question n° 24 ci-dessus, qui décrit les caractéristiques particulières de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

16. L'article 7.8 de l'*Accord SMC* est une règle spéciale et *additionnelle*, mentionnée à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Comme il n'y a pas de conflit entre l'article 7.8 et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, l'article 7.8 ne *remplace* pas l'article 21:5 dans les procédures de groupe spécial de la mise en conformité, mais *complète* plutôt l'article 21:5.

17. Un groupe spécial de la mise en conformité établi au titre de l'article 21:5 qui évalue la mise en œuvre au titre de l'article 7.8 joue deux rôles qui se chevauchent. Premièrement, il évalue si un Membre mettant en œuvre a entrepris une action positive qui consiste soit en des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables soit en un retrait de la subvention causant ces effets défavorables. Deuxièmement, il évalue s'il existe des mesures prises pour se conformer et, dans l'affirmative, si ces mesures sont, dans leur intégralité[9], compatibles avec les accords visés.

18. Dans la pratique, ces deux évaluations peuvent se chevaucher, et elles peuvent concerner les mêmes éléments de preuve. Mais il peut y avoir des cas où un Membre a, par exemple, "retiré la subvention" conformément à l'article 7.8, mais n'est pas, pour autant, en conformité avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Par exemple, une subvention donnant lieu à une action dont il a été constaté qu'elle causait des effets défavorables peut être retirée dans un délai de six mois apparemment en conformité avec l'article 7.8 et 7.9 dudit accord. Toutefois, si le Membre mettant en œuvre

[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 83.
[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5)*, paragraphe 87.

promulguait par la suite une subvention de remplacement dont la nature, la structure, la conception et la gestion sont relativement similaires à celles de l'ancienne subvention, alors un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 serait tenu de déterminer a) si la subvention de remplacement est prise pour se conformer aux recommandations et décisions, et b) si cette nouvelle mesure prise pour se conformer – la subvention de remplacement – est compatible avec les accords visés et ne cause pas d'effets défavorables. Cette interprétation est nécessaire afin d'éviter qu'un Membre retire simplement une subvention et la remplace un peu plus tard par une subvention similaire.

19. En l'espèce, le Groupe spécial de la mise en conformité doit au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, premièrement évaluer l'allégation présentée par le Brésil selon laquelle il n'existe aucune mesure prise pour se conformer en ce qui concerne la période allant du 21 septembre 2005 au 1er août 2006. Deuxièmement, le Groupe spécial de la mise en conformité doit évaluer si les États-Unis ont entrepris une action consistant à éliminer complètement les effets défavorables causés par la série de trois mesures subordonnées aux prix et impératives, ou ont complètement retiré ces mesures. Troisièmement, le Groupe spécial de la mise en conformité doit déterminer si la mesure prise pour se conformer, c'est-à-dire la modification limitée de la Loi FSRI de 2002, est incompatible avec les articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. En l'espèce, les étapes deux et trois ci-dessus concernent la même preuve, à savoir que le Brésil subit un préjudice grave en raison de l'effet collectif des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP.

26. Les parties pourraient-elles indiquer si elles souscrivent ou non aux arguments avancés par la Nouvelle-Zélande dans sa communication en tant que tierce partie, selon lesquels l'article 7.8 de l'Accord SMC a certaines conséquences sur la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5? [Paragraphes 5.04 à 5.06 de la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie]

20. Le Brésil ne souscrit pas entièrement aux arguments avancés par la Nouvelle-Zélande concernant la "charge de la preuve". Dans les circonstances particulières de la présente affaire, le Groupe spécial initial a constaté que la "série" de subventions au titre de prêts à la commercialisation, de subventions au titre du programme Step 2 et de subventions CCP causaient un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable. Toutefois, les États-Unis ont abrogé l'une de ces trois mesures – les dispositions législatives de la Loi FSRI de 2002 relatives au programme Step 2. Compte tenu de ces faits particuliers et comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 25, le Brésil a la charge de démontrer au titre de l'article 7.8 que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables causés par la série initiale de mesures. Dans l'optique de l'article 21:5, le Brésil a la charge de démontrer que la Loi FSRI de 2002 révisée qui prévoit des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP ainsi que des versements impératifs et subordonnés aux prix est une mesure prise pour se conformer qui est incompatible avec les articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*.

21. Dans les cas où aucun changement n'aurait été apporté à la série de mesures dont il a été constaté qu'elles causaient collectivement des effets défavorables, un Membre plaignant aurait alors le droit de se prévaloir directement de l'article 7.9 de l'*Accord SMC* et de l'article 22:2 du *Mémorandum d'accord*. Le Brésil indique dans sa réponse à la question n° 24 ci-dessus la justification de ce droit, à savoir que l'article 7.8 exige, au moins, de la part d'un Membre mettant en œuvre qu'il entreprenne une certaine action.

22. Toutefois si, pour les besoins de l'argumentation, un Membre plaignant était tenu de formuler une contestation, dans une procédure au titre de l'article 21:5, selon laquelle une série *inchangée* de mesures continuait de causer un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, le Brésil pense alors comme la Nouvelle-Zélande qu'il pourrait être approprié de permettre au Membre plaignant d'établir *prima facie* le bien-fondé de son allégation en démontrant simplement que les

mesures n'ont fait l'objet d'aucun changement. En outre, pour les raisons indiquées dans la réponse du Brésil à la question n° 30, dans une procédure au titre de l'article 21:5, une partie plaignante serait habilitée à s'appuyer sur les constatations antérieures d'un groupe spécial. C'est en particulier le cas lorsque la même série de mesures dont il a été constaté qu'elles causaient des effets défavorables continue d'exister, inchangée, au moment où est engagée la procédure au titre de l'article 21:5.

27. Les parties pourraient-elles formuler des observations sur l'assertion ci-après des Communautés européennes:

> **"Le texte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ne dispose pas expressément qu'un Membre auquel l'ORD a demandé de mettre en œuvre ses recommandations et décisions au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* a en fait quoi que ce soit à faire." (italique dans l'original)**

23. Le Brésil ne souscrit pas à cette assertion des Communautés européennes pour les raisons indiquées dans sa réponse aux questions n° 22, 24 et 25 posées par le Groupe spécial.

28. Les parties ont des vues divergentes en ce qui concerne la campagne de commercialisation pertinente que le Groupe spécial doit prendre en considération dans son analyse des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil.

> ***a) Les parties pourraient-elles indiquer quelles sont, selon elles, les considérations juridiques pertinentes qui devraient guider le Groupe spécial au moment de déterminer si la campagne de commercialisation appropriée est la campagne 2005 ou la campagne 2006?***

24. Pour évaluer les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP, le Groupe spécial devrait utiliser l'outil méthodologique de la "période de référence".[10] La période de référence appropriée est la campagne de commercialisation 2005, la dernière campagne de commercialisation pour laquelle il existe des données pour l'essentiel complètes.[11] Il peut aussi être approprié d'utiliser les données d'une partie de la campagne de commercialisation 2006 lorsque celles-ci ont un certain indice de fiabilité et de crédibilité. Il faudrait toutefois utiliser avec précaution les données portant sur une partie d'une campagne lorsque les données antérieures montrent qu'il y a eu des fluctuations assez importantes des prix, de la demande et de l'offre sur la base d'un certain nombre de facteurs différents.

25. Les considérations juridiques pertinentes pour le choix d'une période représentative, ou d'une "période de référence", afin d'évaluer l'existence d'un préjudice grave ont été examinées par le Groupe spécial initial:

> Les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne font pas référence à une période spécifique sur laquelle doit porter notre évaluation. … Le Groupe spécial souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle la campagne de commercialisation 2002 est pertinente pour son examen du préjudice grave. Il s'agit d'une période récente pour laquelle il existe des données pour l'essentiel complètes. L'identification d'un "empêchement des hausses de prix dans une mesure notable" découlant de l'"effet [de] la subvention" exige une évaluation de ce phénomène fondé sur les effets qui ne peut pas être effectuée dans l'abstrait. En fait, nous estimons qu'il faut se référer à une période antérieure récente pour discerner les effets défavorables causés par des subventions. Nous pensons toutefois qu'il est important pour

[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1195 à 1.1201.
[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.

l'établissement de l'existence d'un préjudice grave "actuel" que l'existence de ce préjudice soit établie jusqu'à, et y compris, un moment récent.[12]

26. Le Groupe spécial initial a aussi constaté que "[l]'examen d'événements survenus pendant une période de plus d'une année … n'[était] pas nécessairement requis (du moins dans les articles 5 c) et 6.3 c))", mais qu'une période plus longue "fourni[ssait] une base plus solide pour une évaluation du préjudice grave que le fait de simplement s'intéresser à des événements survenus au cours d'une seule année".[13]

27. Comme le Groupe spécial initial l'a noté, il n'y a pas d'indication spécifique pour choisir une période de référence afin d'évaluer des allégations relatives à un empêchement de hausses de prix. Toutefois, le contexte pour interpréter l'article 6.3 c) figure dans d'autres dispositions de la Partie III de l'*Accord SMC*. Le paragraphe 2 de l'Annexe IV dispose que "pour déterminer si le taux global de subventionnement dépasse 5 pour cent de la valeur du produit … la période de 12 mois la plus récente pour laquelle des données sur les ventes sont disponibles et qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée" doit être utilisée. De la même manière, le paragraphe 5 de l'Annexe IV dispose que "le taux d'inflation enregistré pendant les 12 mois précédant le mois au cours duquel la subvention doit être accordée" doit être utilisé.

28. L'article 6.4 de l'*Accord SMC* dispose qu'en ce qui concerne des allégations de détournement ou d'entrave formulées au titre de l'article 6.3 b) "une *période* dûment *représentative*, suffisante pour démontrer des tendances manifestes dans l'évolution du marché du produit considéré … en temps normal, sera d'au moins un an". L'article 6.7 fait référence à "la période considérée" aux fins des allégations formulées au titre de l'article 6.3 a) et 6.3 b). L'article 6.3 d) prévoit qu'il faut évaluer un accroissement de la part du marché mondial en comparant les données d'une année avec "la période de trois ans précédente et cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". Il est question de périodes moins spécifiques pour des allégations relatives à des sous-cotations des prix au titre de l'article 6.3 c) et 6.5 auquel cas la comparaison des prix "sera effectuée pour … des périodes comparables".

29. Ces diverses dispositions indiquent qu'il faudrait utiliser une certaine période pour évaluer diverses formes de préjudice grave. Bien que l'article 6.3 ne prévoit aucune période particulière pour évaluer un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, le Brésil partage l'avis du Groupe spécial initial selon lequel un empêchement de hausses de prix sur le même marché dans une mesure notable exige un examen d'une certaine période représentative pour évaluer les tendances, les données et les éléments de preuve afin de procéder à l'analyse hypothétique nécessaire.

30. Toutefois, l'utilisation d'une telle "période de référence" pour déterminer s'il existe un préjudice grave ne limite pas les "mesures" en cause à celles en vigueur pendant cette période de référence. Ainsi que le Brésil l'a démontré dans ses réponses aux questions n° 11 et 15, les contestations de subventions causant un préjudice grave ne sont pas des allégations "tel qu'appliqué" ni des allégations "en soi". Il s'agit plutôt de contestations fondées sur les "effets" d'une "subvention". Par contre, les États-Unis cherchent à faire de la "période de référence" utilisée pour évaluer le préjudice grave une limitation juridictionnelle des mesures elles-mêmes. Ils ont tort. L'utilisation nécessaire d'une période de référence n'a aucune incidence sur les obligations de mise en œuvre du Membre qui accorde la subvention – et elle ne limite certainement pas ces obligations aux seuls versements effectués dans le passé pendant la période de référence. La constatation de l'existence d'effets défavorables crée plutôt une obligation de mise en œuvre pour faire en sorte que l'utilisation de la subvention à l'avenir ne cause pas d'effets défavorables.

[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.
[13] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1199.

31. En somme, le présent Groupe spécial de la mise en conformité devrait utiliser la période de référence de la campagne de commercialisation 2005 afin d'évaluer s'il existe un préjudice grave résultant de la nouvelle série de mesures. Les données portant sur une partie de la campagne de commercialisation 2006 devraient aussi être utilisées lorsqu'elles peuvent être considérées comme fiables et crédibles.

b) Les parties souscrivent-elles ou non à l'argument des Communautés européennes selon lequel, dans un différend impliquant une allégation de préjudice grave actuel, les parties doivent fournir les données "les plus récentes qui sont raisonnablement disponibles"? [Paragraphes 43, 54 et 55 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

32. Le Brésil ne partage pas l'avis des Communautés européennes dans la mesure où celles-ci affirment qu'un groupe spécial examinant des contestations concernant un préjudice grave devrait s'appuyer sur des données portant sur une partie d'une campagne simplement parce que ce sont les plus récentes, indépendamment de leur fiabilité pour l'évaluation des tendances. Ainsi que le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 28 a) ci-dessus, pour évaluer les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait utiliser l'outil méthodologique de la "période de référence".[14] La période de référence appropriée est la campagne de commercialisation 2005, la dernière campagne de commercialisation pour laquelle il existe des données pour l'essentiel complètes.[15] Toutefois, pour évaluer les effets, le Groupe spécial de la mise en conformité peut aussi utiliser des données portant sur toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002. Cela lui permet d'évaluer la pertinence continue des nombreuses constatations de fait formulées par le Groupe spécial initial sur la base de la période de référence antérieure portant sur les campagnes de commercialisation 2002 et 1999 à 2002. Les données à évaluer comprennent les données annuelles relatives aux superficies plantées et récoltées, aux rendements, à la production, aux exportations, et aux divers prix à terme et réels, aux coûts de production et à l'importance des subventions pour une campagne de commercialisation donnée. Les données portant sur une seule semaine ou un seul mois ou encore sur une partie d'une campagne ne brossent pas un tableau aussi clair parce que les données relatives à l'offre, à la demande, aux exportations, aux prix et aux subventions subordonnées aux prix varient dans le temps.

33. Toutefois, la période de référence pourrait être élargie pour permettre l'évaluation des éléments de preuve postérieurs à la fin de la campagne de commercialisation 2005. C'est particulièrement judicieux puisque les programmes de prêts à la commercialisation et les programmes CCP prévus dans la Loi FSRI de 2002 produisent un flux sans fin de subventions subordonnées aux prix qui causent, sans aucune ligne de démarcation claire, un préjudice grave actuel aujourd'hui et une menace de préjudice grave pour demain et les années à venir. Des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP impératives sont versées aujourd'hui, et continueront d'être versées au cours des mois à venir quand le Groupe spécial de la mise en conformité remettra son rapport. En fait, selon les projections actuelles de l'USDA, elles seront versées tous les jours jusqu'à l'abrogation de la Loi FSRI de 2002. Les diverses allégations de préjudice grave formulées par le Brésil dans la présente procédure, tout comme devant le Groupe spécial initial, portent sur un préjudice grave passé, actuel et futur causé par ce flux sans fin de subventions qui sont prescrites par la Loi FSRI de 2002. Il est donc approprié que le Groupe spécial de la mise en conformité évalue, avec prudence et seulement s'il les juge crédibles et fiables, les éléments de preuve concernant des périodes de référence *postérieures* au 31 juillet 2006.

[14] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1195 à 1.1201.
[15] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.

Questions posées aux États-Unis

29. Les États-Unis contestent-ils le fait qu'il existe "une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland"?[16] *En particulier, s'inscrivent-ils en faux contre les déclarations suivantes*[17]*:*

- *une très grande proportion d'exploitations ayant une superficie de base de coton upland continuent de planter du coton upland pendant l'année où a lieu le versement;*

- *la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plantent du coton upland ont également une base de coton upland?*

Question posée au Brésil

30. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements effectués au titre des programmes empêchent des hausses de prix dans une mesure notable est une question inédite"? [Paragraphe 219 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

34. Le Brésil convient que la question de savoir si la nouvelle série de mesures de subventionnement subordonnées aux prix – qui comprend les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP – empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable est une question "inédite". Le Groupe spécial initial a établi ses constatations générales concernant l'empêchement de hausses de prix et le lien de causalité sur la base essentiellement des effets collectifs de la "série de mesures" qui comprenait les subventions au titre du programme Step 2, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP.

35. Mais cela ne veut pas dire, comme les États-Unis le font valoir, que toutes les constatations du Groupe spécial initial concernant les effets individuels des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP, voire certains des effets collectifs de la série initiale de mesures, ne sont pas pertinentes. Le Brésil partage pleinement l'avis des États-Unis selon lequel les constatations du Groupe spécial initial "sont tenues pour acquises aux fins de la présente procédure au titre de l'article 21:5".[18] Comme l'Organe d'appel l'a dit, un groupe spécial de la mise en conformité devrait appliquer les constatations du groupe spécial initial "en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants versés au dossier et des explications".[19]

36. Pour procéder à une nouvelle évaluation de la question de savoir si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP causent collectivement un préjudice grave, le Groupe spécial de la mise en conformité peut et doit s'appuyer sur les nombreuses constatations du Groupe spécial initial, qui a isolé et examiné séparément le texte, la nature, l'ampleur et les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions CCP.[20] Le cadre législatif et

[16] Voir le paragraphe 131 de la première communication du Brésil. Le Groupe spécial précise que ce membre de phrase fait référence au fait que "les bénéficiaires détenant une superficie de base de coton upland" et "ceux qui continuent de planter du coton upland" coïncident largement. (Voir le paragraphe 7.637 du rapport du Groupe spécial initial.) Le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil utilise ce membre de phrase dans le même sens.

[17] Ces passages sont tirés du paragraphe 7.636 du rapport du Groupe spécial initial.

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 180.

[19] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 103.

[20] Première communication du Brésil, sections 7.3 et 7.8; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.1.

réglementaire de ces subventions n'a pas changé. D'autres constatations n'ont pas changé, dont l'existence du coton du Brésil et des États-Unis sur le même marché mondial, la pertinence continue de la part importante du marché mondial détenue par les États-Unis et l'influence proportionnelle substantielle de la production et des exportations des États-Unis sur le prix du coton sur le marché mondial qui en résulte. Comme les conditions de concurrence n'ont pas changé de façon fondamentale depuis la période de référence utilisée par le Groupe spécial initial, à savoir la campagne de commercialisation 2002, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait s'appuyer sur ces constatations antérieures pour procéder à une nouvelle évaluation de la question de savoir si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation

Questions posées aux États-Unis

31. Le Brésil allègue que la structure, la conception et la gestion des versements anticycliques des États-Unis stimulent la production de coton upland aux États-Unis. Le Brésil et les États-Unis ont tous deux fait référence à l'étude Westcott (2005)21 pour étayer leur analyse opposée de l'incidence possible des versements anticycliques sur la production. Dans sa réfutation, le Brésil cite le passage ci-après de Westcott:

> Donc, où les versements CCP se situent-ils par rapport aux autres programmes concernant des produits de base agricoles prévus dans la Loi de 2002 sur l'agriculture? Les prêts à la commercialisation sont entièrement couplés puisqu'ils peuvent être obtenus pour toute la production et que leur lien avec les prix du marché fait qu'ils influent sur les décisions de production des exploitants. Les versements directs sont essentiellement découplés puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures et non sur la production actuelle et qu'ils ne dépendent pas des prix du marché ou d'autres facteurs qui influeraient sur la production …
>
> Les versements CCP s'intercalent entre ces deux programmes car certaines de leurs caractéristiques s'apparentent à celles des versements directs essentiellement découplés tandis que d'autres s'apparentent à celles des prêts à la commercialisation entièrement couplés. Comme les versements directs, les versements CCP ne dépendent pas de la production actuelle puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures. Toutefois, comme les prêts à la commercialisation, les versements CCP sont liés aux prix du marché et peuvent donc avoir une certaine incidence sur les décisions relatives à la production actuelle des exploitants, ce qui fait que ces versements pourraient être au moins en partie ou dans une certaine mesure couplés.

a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description des versements CCP?

b) Que répondraient les États-Unis à l'argument selon lequel, de par leur conception, les versements anticycliques sont couplés dans une certaine mesure aux décisions de production parce qu'une partie des versements est subordonnée aux prix qui sont effectivement obtenus sur le marché?

[21] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" (pièce US-35).

3. Modèle de simulation économique

Question posée aux États-Unis

32. Le Brésil a présenté un modèle d'équilibre partiel visant à simuler les effets de l'élimination des versements des États-Unis pour le coton upland, en particulier les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis ont donné leur avis sur le modèle de simulation dans leur communication et dans leur réfutation.

a) Serait-il exact de dire que la réponse des États-Unis constitue une acceptation générale du cadre d'analyse adopté par le Brésil mais une contestation des hypothèses formulées concernant les valeurs des paramètres, les élasticités de l'offre et de la demande et le facteur de "couplage" utilisés dans le modèle? (Le facteur de couplage est le montant dont est majoré le prix attendu du coton pour chaque dollar versé par unité à titre de subvention.)

b) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis utilisent une valeur de 1 identique à celle que le Brésil adopte pour le facteur de couplage attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements au titre de prêts à la commercialisation accordent une incitation un-pour-un à la production de coton upland?

c) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis ont utilisé une valeur non nulle de 0,25 (pas beaucoup plus basse que la valeur de 0,4 adoptée par le Brésil) pour le facteur de couplage attribué aux versements anticycliques. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements anticycliques sont en partie liés à la production de coton upland et qu'ils acceptent une grandeur (25 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique) qui n'est pas très éloignée de la propre estimation du Brésil (40 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique)?

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux États-Unis

33. Veuillez expliquer si (et dans l'affirmative, comment) les décisions des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs (21:5) (I et II) influent sur la manière dont les États-Unis interprètent la relation entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

34. Les États-Unis considèrent-ils que le point j) de la Liste exemplative est l'une des dispositions auxquelles s'applique la note de bas de page 5 de l'Accord SMC? Quelle incidence cela a-t-il sur l'interprétation que les États-Unis font de l'interaction entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC?

35. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel l'admissibilité d'une lecture a contrario du point j) empêcherait un Membre de contester des garanties de crédit à l'exportation spécifiques ou des cohortes de telles garanties accordées par un Membre, au contraire de programmes de garantie du crédit à l'exportation? [Voir les paragraphes 472 et suivants de la réfutation du Brésil]

Question posée au Brésil

36. Quelle lecture le Brésil fait-il de l'assertion formulée par l'Organe d'appel au paragraphe 80 de son rapport sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) selon laquelle il "… aur[ait] été […] dispos[é] à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative"? Le Groupe spécial devrait-il tenir compte de cette assertion pour décider si le point j) peut être interprété a contrario?

37. Le Brésil a expliqué qu'à son avis, la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* définissait expressément les seules circonstances dans lesquelles il était possible de s'appuyer sur la Liste exemplative pour identifier des mesures qui n'étaient pas prohibées – à savoir, les mesures "désignées … comme ne constituant pas des subventions à l'exportation". C'est également l'avis adopté, après une analyse approfondie, par les Groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *Brésil – Aéronefs (21:5)* et *Corée – Navires*, le Groupe spécial dans cette dernière affaire ayant conclu sur cette base que le point j) de la Liste exemplative ne satisfaisait pas aux prescriptions de la note de bas de page 5 et ne pouvait donc pas être interprété *a contrario*.

38. Cette position n'est pas incompatible avec la déclaration de l'Organe d'appel, dans son observation incidente dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, qui a indiqué qu'il "aur[ait] été … disposé[]", en effet, à accepter une lecture *a contrario* du premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative.[22]

39. Avant toute chose, il faut noter que la déclaration de l'Organe d'appel figurait dans une observation incidente et était accompagnée d'une réserve expresse indiquant que l'Organe d'appel n'entendait pas interpréter ou appliquer la note de bas de page 5 dans le cas de cette question. L'Organe d'appel a été très clair à ce sujet: "nous tenons à souligner que nous n'interprétons pas la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*, et nous n'émettons pas une opinion sur la portée de la note de bas de page 5...".[23] En conséquence, la déclaration de l'Organe d'appel ne change rien à l'analyse de la note de bas de page 5 effectuée par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5)* et, par la suite, par le Groupe spécial *Corée – Navires*. Le Groupe spécial *Corée – Navires* a expressément examiné la déclaration de l'Organe d'appel concernant le premier paragraphe du point k). Il a conclu que cette déclaration ne faisait pas obstacle à son analyse, qui s'appuyait sur la note de bas de page 5 pour s'opposer à une lecture *a contrario* du point j).[24]

40. De plus, le point k) est substantiellement distinct des autres points de la Liste exemplative. C'est-à-dire que même si l'on pouvait considérer que l'Organe d'appel avait envisagé qu'une lecture *a contrario* du premier paragraphe du point k) était possible nonobstant la note de bas de page 5, cette possibilité ne s'étendait pas au-delà du point k).

41. Ainsi que le Brésil l'a expliqué au Groupe spécial initial[25], le premier paragraphe du point k) n'est pas similaire au point j). Le premier paragraphe du point k) appelle une analyse d'un "avantage important", qui est étroitement lié au critère de l'"avantage" énoncé à l'article 1.1.[26] Les deux dispositions mettent l'accent sur une évaluation de l'"avantage conféré au bénéficiaire". Une lecture

[22] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 80.
[23] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 80 (pas d'italique dans l'original).
[24] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.197.
[25] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-1 (Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial, 11 août 2003), paragraphes 143 à 149.
[26] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 61 ("Nous avons établi … que pour déterminer si un versement "[servait] à assurer un avantage important" il fallait faire une comparaison entre les conditions du crédit à l'exportation offertes au titre de la mesure en question et un autre "critère relatif au marché".").

a contrario du premier paragraphe du point k) ne se substituerait pas au critère de l'"avantage conféré au bénéficiaire" figurant à l'article 1.1 b).

42. Il n'en est pas de même pour une lecture *a contrario* du point j). Une détermination selon laquelle un programme de garantie du crédit à l'exportation est rentable ne dit rien quant au point de savoir si les garanties de crédit à l'exportation confèrent des avantages aux bénéficiaires par rapport à des points de repère du marché. Or, une application *a contrario* du point j) écarterait définitivement tout examen de cet "avantage". En conséquence, on ne peut pas prévoir si une application *a contrario* du premier paragraphe du point k) pourrait ou non être éventuellement disponible.

43. Là encore, le Brésil ne considère toutefois pas que dans sa déclaration dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, l'Organe d'appel ait envisagé une lecture *a contrario* du point k), parce qu'il n'a procédé à aucune analyse de l'incidence de la note de bas de page 5 sur cette question. Au contraire, il a insisté pour dire qu'il ne prenait pas cette mesure, ce qui laisse au présent Groupe spécial de la mise en conformité toute latitude pour trancher la question.

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer

Question posée au Brésil

37. Le Brésil s'appuie sur les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) pour étayer ses arguments voulant que les États-Unis n'aient pas "retiré" la subvention et qu'il leur soit "au minimum ... interdit d'effectuer des "versements" à titre d'indemnisation dans le cadre de" garanties de crédit à l'exportation en cours. [Paragraphe 397 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil] Veuillez expliquer comment les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire s'appliquent à l'octroi des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis en cause.

44. L'allégation formulée par le Brésil est étayée par deux éléments figurant dans les rapports du Groupe spécial de la mise en conformité et de l'Organe d'appel sur l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*.

45. Premièrement, dans ces rapports, il est conclu qu'en continuant, après le délai de mise en œuvre, à honorer des engagements financiers contractés avant l'adoption de la recommandation de l'ORD, le Brésil ne retirait pas complètement la subvention.[27] De manière analogue, en continuant, après le délai de mise en œuvre, d'honorer des garanties de crédit à l'exportation accordées avant l'adoption de la recommandation de l'ORD, les États-Unis n'ont pas retiré complètement la subvention.

46. Deuxièmement, le fait de continuer d'honorer des garanties de crédit à l'exportation en cours le 1er juillet 2005 ne répond pas à la définition du terme "retirer" donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*. Le Groupe spécial initial a constaté que les programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient des subventions à l'exportation au sens du point j). La recommandation voulant que les États-Unis "retirent la subvention" s'appliquait donc aux programmes de garantie du crédit à l'exportation. Toutefois, la recommandation comprenait aussi l'obligation subsidiaire de ne pas honorer certaines garanties de crédit à l'exportation en cours qui avaient été accordées au titre de ces programmes (à savoir les garanties de crédit à l'exportation accordées pour

[27] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 45. *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 6.17. Le Groupe spécial de la mise en conformité a considéré que "l'obligation de cesser de commettre des actes illégaux à l'avenir est une mesure corrective foncièrement prospective". Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 I)*, paragraphe 6.15.

des opérations d'exportation portant sur des produits non inscrits dans la Liste et le riz).[28] L'Organe d'appel a défini le terme "retirer" comme signifiant "supprimer" ou "reprendre" la subvention.[29] Le fait de verser une indemnité en cas de défaut de remboursement d'un crédit garanti au titre du GSM 102 qui est visé par la recommandation de l'ORD à l'effet de "retirer la subvention" ne permet pas de"supprimer" ou de "reprendre" cette subvention.

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Question posée aux États-Unis

38. Veuillez indiquer quelle est la pertinence de la caractérisation par le Groupe spécial initial, au paragraphe 6.31 de son rapport, de l'invocation par le Brésil des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC comme ne constituant "pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument" sur la position des États-Unis en la matière (et notamment l'assertion des États-Unis, au paragraphe 67 de leur première communication écrite, selon laquelle "… le Groupe spécial dans la procédure initiale a spécifiquement refusé d'examiner la prétendue "allégation" du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC").

Questions posées au Brésil

39. Le Groupe spécial croit comprendre que les États-Unis font valoir qu'ils se sont appuyés sur les constatations formulées par le Groupe spécial au titre du point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation. Quelle incidence cela aurait-il, selon le Brésil, sur le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure? Les États-Unis étaient-ils également censés mettre en œuvre des modifications visant à rendre leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation compatibles avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, même si le Groupe spécial initial n'avait formulé aucune constatation à ce sujet?

47. Le fait que les États-Unis se sont "appuyés" sur les constatations formulées par le Groupe spécial initial au titre du point j) ne devrait pas affecter le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.

48. Les États-Unis ne peuvent pas se soustraire aux disciplines de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* relatives aux subventions à l'exportation en faisant valoir qu'ils se sont d'une manière ou d'une autre appuyés sur le fondement factuel et juridique des constatations du Groupe spécial initial selon lesquelles le programme GSM 102 constituait une subvention à l'exportation – à savoir, le point j) de la Liste exemplative. La question dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité ne se limite pas à celle de savoir si les États-Unis ont corrigé le fondement sur lequel le Groupe spécial initial s'était appuyé pour constater l'existence d'une violation. L'Organe d'appel a dit que dans une procédure au titre de l'article 21:5 "un groupe spécial ne [devait] pas se borner à examiner les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui [avait] fait l'objet de la procédure initiale".[30]

---

[28] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5)*, paragraphes 223 à 231 (la recommandation de retirer une subvention sous la forme d'une mesure fondamentale, la FSC, comprend l'obligation de cesser d'effectuer des versements préalablement souscrits à des FSC existantes); rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 45 ("le fait de continuer à effectuer des versements dans le cadre d'une mesure de subvention à l'exportation dont il a été constaté qu'elle était prohibée n'est pas compatible avec l'obligation de "retirer" des subventions à l'exportation prohibées, au sens de "supprimer" ou de "reprendre"").

[29] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 45.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41. *Voir également ibid.*, paragraphe 40.

49. Le Brésil croit donc comprendre que le Groupe spécial de la mise en conformité a pour tâche d'examiner la "nouvelle" mesure – le programme GSM 102 modifié – du point de vue des allégations et arguments (ainsi que des faits) portés à sa connaissance dans la présente procédure, et non des allégations et des arguments dont il avait connaissance dans la procédure initiale, qui concernaient l'"ancienne" mesure.

50. De plus, les États-Unis ne pouvaient pas légitimement s'être "appuyés sur" les constatations du Groupe spécial initial au titre du point j) en tant que limites de leurs obligations en matière de mise en œuvre. Les États-Unis savent certainement que, conformément à l'interprétation de l'article 21:5 donnée par l'Organe d'appel, toute "mesure prise pour se conformer" par les États-Unis serait une nouvelle mesure sujette à examen dans l'optique d'allégations, d'arguments et d'éléments de fait pouvant être différents de ceux de la procédure initiale. Cette nouvelle mesure doit être pleinement compatible avec chaque disposition pertinente des accords visés.

51. En fait, dans la procédure initiale, le Brésil a instamment demandé au Groupe spécial initial de formuler des constatations sur ses éléments de preuve et arguments détaillés selon lesquels, dans le cadre de l'"ancienne" mesure, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 conféraient des "avantages" et constituaient des subventions à l'exportation au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[31] Bien que le Brésil lui ait à maintes reprises instamment demandé de ne pas le faire[32], le Groupe spécial initial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concernait les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil au titre des articles 1.1 et 3.1 a). Toujours est-il que les États-Unis connaissent bien les arguments et qu'ils auraient dû les anticiper.

52. Ainsi que l'a souligné le Brésil dans sa déclaration orale à la réunion avec le Groupe spécial de la mise en conformité, tout cela ne veut pas dire que les recommandations de l'ORD ne sont pas pertinentes dans une procédure de mise en œuvre concernant des subventions prohibées et l'article 4.7 de l'*Accord SMC*. Comme l'a noté l'Organe d'appel, "le *retrait* complet d'une subvention prohibée au sens de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* ne peut pas être effectué par une "mesure prise pour se

[31] En plus des pièces présentées par le Brésil dans la procédure initiale, *voir* les observations du Brésil du 18 février 2004 sur les réponses des États-Unis aux questions additionnelles, paragraphe 65 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-20); les observations du Brésil du 28 janvier 2004 sur les réponses des États-Unis aux questions, paragraphes 139 à 144 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-13); les réponses du Brésil du 20 janvier 2004 aux questions additionnelles, paragraphe 14 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-10); la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par le Brésil le 18 novembre 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 229 à 242; la déclaration orale du Brésil du 7 octobre 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 72; les observations du Brésil du 27 août 2003 sur la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 68 à 80 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe D-3); la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil le 22 août 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 102 à 107; les réponses du Brésil du 11 août 2003 aux questions, paragraphes 139 à 140, 152 à 157, 182 à 189, et 192 à 196 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-1); la déclaration orale du Brésil du 22 juillet 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 116; la première communication du Brésil du 24 juin 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 287 à 294.

[32] *Voir* la communication du Brésil en tant qu'autre appelant du 2 novembre 2004, *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 19; les observations du Brésil du 17 mai 2004 dans le cadre du réexamen intérimaire, *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 19 à 23; les observations du Brésil du 28 janvier 2004 sur les réponses des États-Unis, paragraphe 145 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-13); la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par le Brésil le 18 novembre 2003, *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 228; les réponses du Brésil du 11 août 2003 aux questions, paragraphe 150 (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, annexe I-1).

conformer" qui remplace la subvention initiale par une autre subvention dont il est constaté qu'elle est prohibée".[33]

53. Ainsi, même si les États-Unis ont retiré les éléments du programme GSM 102 qui en faisaient une subvention à l'exportation au titre du point j) (proposition à laquelle le Brésil ne souscrit pas), ils ont "remplac[é] la subvention initiale par une autre" subvention prohibée – l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 subordonnées aux exportations à des commissions inférieures à celles du marché. Ils n'ont donc pas procédé au "retrait complet" de la subvention, conformément à la recommandation au titre de l'article 4.7. En demandant instamment au Groupe spécial de ne pas examiner si leur mesure de remplacement confère des "avantages" subordonnés aux exportations, les États-Unis cherchent précisément à se soustraire à l'obligation leur incombant au titre de cette disposition de retirer complètement la subvention prohibée.

40. Au paragraphe 410 de sa réfutation, le Brésil fait référence au paragraphe 7.398 du rapport du Groupe spécial Canada – Aéronefs II. Le Groupe spécial note, toutefois, qu'au même paragraphe, le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a également indiqué qu'il y aurait un ""avantage" quand l'économie que représente[rait], pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par IQ [ne serait] pas compensée par les commissions perçues par IQ". Veuillez indiquer, eu égard à ce passage, si le Groupe spécial devrait considérer que le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a rejeté le "coût total des fonds" en tant que point de repère approprié au regard de l'article 14 c) de l'Accord SMC.

54. Il apparaît que la phrase tirée du rapport sur l'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs* citée par le Groupe spécial de la mise en conformité est une approximation grossière de ce que les États-Unis qualifient d'approche du "coût total des fonds" concernant l'article 14 c).[34] Le Brésil ne croit pas que dans ce différend, le Groupe spécial a rejeté l'approche du "coût total des fonds", ou l'article 14 c) en général, en concluant par la suite qu'"on [pouvait] supposer sans risque d'erreur que cette différence de coût ne serait pas couverte par les commissions [des garanties] s'il [était] établi que [les] commissions [des garanties] n'[étaient] pas fondées sur le marché".[35] Conformément à l'interprétation appropriée de la disposition, le Groupe spécial a plutôt simplement refusé de l'appliquer de façon rigide, sans tenir compte des circonstances factuelles en cause.

55. À la demande expresse des États-Unis, l'Organe d'appel a rejeté une approche "rigide" des méthodes de calcul figurant à l'article 14, même dans le cas de différends concernant des mesures compensatoires auxquelles la disposition s'applique expressément. Citant une communication des États-Unis, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* a noté "que l'utilisation de l'expression "principes directeurs" à l'article 14 indiqu[ait] que les paragraphes a) à d) ne devraient pas être interprétés comme des "règles rigides qui [étaient] censées prévoir chaque circonstance factuelle concevable"".[36] En l'absence de flexibilité dans l'application de l'article 14,

---

[33] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 83 (italique dans l'original; non souligné dans l'original).

[34] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

[35] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92. *Voir aussi* la communication des États-Unis en tant qu'appelant, *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 25, consultée en février 2007 à l'adresse suivante: http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Monitoring_Enforcement/Dispute_Settlement/WTO/Dispute_Settlement_Listings/asset_upload_file760_6326.pdf ("[L]es dispositions de l'article 14 sont explicitement désignées comme des "principes directeurs" et elles doivent être interprétées conformément au sens ordinaire de cette expression. Un "principe directeur" est "a directing or standardizing principle laid down as a guide" (principe énonçant une orientation ou une norme et visant à aider) à l'élaboration de procédures ou de politiques. Le fait que des Membres sont obligés de suivre les principes directeurs énoncés à l'article 14 ne modifie pas leur caractère. Les Membres ont spécifiquement

l'Organe d'appel a dit craindre que "les disciplines de l'*Accord SMC* … [puissent] être affaibli[es] ou tourné[es]".[37]

56. L'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs* était un différend concernant des subventions à l'exportation relevant de la Partie II de l'*Accord SMC*, auxquelles l'article 14 s'applique, mais en tant que contexte d'une conclusion selon laquelle l'article 1.1 b) comporte un critère de l'"avantage conféré au bénéficiaire", plutôt que du "coût pour les pouvoirs publics".[38] Comme il est mentionné ci-dessus, même dans le contexte de différends portant sur des *mesures compensatoires*, l'article 14 autorise la flexibilité; l'Organe d'appel a mis en garde contre l'application trop rigide de la disposition, sans tenir compte des circonstances factuelles particulières en cause. *En dehors* du contexte des différends portant sur des mesures compensatoires, l'*Accord SMC* ne prescrit pas que l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 1.1 b) soit établie à l'aide d'une méthode de calcul particulière. En fait, contrairement aux procédures en matière de droits compensateurs, où un droit doit être calculé, les différends relevant de la Partie II de l'*Accord SMC* n'exigent pas que soit effectué un calcul précis de l'"avantage" constaté au titre de l'article 1.1 b).

57. Ainsi, alors que le Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs* a à juste titre reconnu la pertinence à un certain degré de l'approche du "coût total des fonds" figurant à l'article 14 c), le fait de refuser de la suivre de façon rigide était entièrement approprié aux circonstances factuelles de ce différend. Contrairement aux procédures en matière de droits compensateurs, où un droit doit être calculé en fonction du montant de l'"avantage" conféré par le soutien des pouvoirs publics, dans un différend concernant des subventions à l'exportation, il n'est pas nécessaire d'effectuer un calcul précis de l'"avantage" résultant du soutien des pouvoirs publics. Dans l'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, tout ce que le Brésil, en tant que Membre plaignant, était tenu de montrer était qu'un *certain* "avantage" était conféré. Dans ce différend, le Groupe spécial a conclu qu'un *certain* "avantage" aurait été conféré s'il avait été montré que les commissions perçues pour les garanties des pouvoirs publics étaient inférieures à celles du marché.[39] Cette façon de procéder ne constituait pas un "rejet" de l'article 14 c), mais était en revanche compatible avec l'interprétation appropriée de l'article 14, et constituait une approche souple dictée par les circonstances factuelles en cause.

Questions posées aux deux parties

41. Quelles sont les considérations pertinentes pour guider le Groupe spécial dans le choix d'un point de repère du marché en l'espèce?:

> ***a) Le fait que l'organisme qui fournit le produit fait des bénéfices, globalement, ou sur des programmes ou des produits spécifiques? Dans l'affirmative, "n'importe quel" bénéfice suffit-il pour qu'un organisme/produit/programme soit qualifié de "point de repère du marché" pertinent ou faut-il que l'organisme/le produit/le programme génère un certain niveau de bénéfices? Le Groupe spécial doit-il procéder à un examen du niveau de bénéfices généré par des opérateurs commerciaux ou privés intervenant dans le domaine?***
>
> ***b) Les objectifs déclarés de l'organisme/du produit/du programme sont-ils pertinents pour déterminer s'ils peuvent être utilisés comme "point de repère du marché"?***

---

désigné les dispositions de l'article 14 comme des "principes directeurs" ou des "principes", et non comme des règles rigides qui sont censées prévoir chaque circonstance factuelle concevable.")

[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100.

[38] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 155.

[39] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

c) La "gouvernance" de l'organisme est-elle pertinente?

d) Quels autres facteurs sont pertinents?

58. Pour évaluer un point de repère provenant d'une entité qui est véritablement un participant sur le "marché"[40] – c'est-à-dire une entité dont l'indépendance financière n'est pas "faussé[e] par l'intervention des pouvoirs publics"[41] – un groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la rentabilité, les objectifs ou la gouvernance de l'entité. Si l'entité est véritablement un participant sur le marché, les conditions auxquelles elle offre ses produits sont, par définition, le marché. Dans ces circonstances, il n'est pas pertinent qu'un groupe spécial examine la rentabilité, les objectifs ou la gouvernance de l'entité (à moins qu'il ne soit allégué que ces éléments indiquent que l'entité n'est pas véritablement un participant sur le marché).

59. Dans la présente procédure, le Brésil a démontré qu'il n'existait sur le marché aucun produit de protection du crédit qui soit comparable à une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.[42] En conséquence, le programme GSM 102 offre un instrument financier unique qui n'a pas d'équivalent sur le marché et il confère par conséquent des "avantages" en soi. Lorsque c'étaient les mesures d'autres Membres qui étaient en cause, les États-Unis étaient d'accord pour dire la même chose.[43]

60. En outre, le Brésil a présenté des éléments de preuve démontrant que les commissions du GSM 102 étaient considérablement inférieures à celles perçues pour des produits pratiquement identiques offerts par une entité qui n'était pas un participant sur le marché – l'Export-Import Bank des États-Unis ("ExIm Bank"). Le fait de prendre comme point de repère les commissions perçues par une entité qui n'est pas un participant sur le marché conduit probablement à sous-estimer l'importance de l'"avantage" conféré par une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, pour les raisons exposées dans les communications adressées par le Brésil au Groupe spécial de la mise en conformité.[44] Dans les circonstances de la présente procédure, le Brésil est disposé à accepter cette sous-estimation. Le Groupe spécial se rappellera que dans un différend concernant des subventions prohibées, contrairement à un différend concernant des mesures compensatoires, il n'est pas nécessaire de calculer le montant précis de l'"avantage".

61. Dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*, un Membre défendeur ne peut toutefois pas justifier les conditions auxquelles il offre une contribution financière contestée par rapport à un point de repère associé à un produit offert par une entité gouvernementale/publique. Le Brésil croit que la question du Groupe spécial de la mise en conformité porte sur le point de savoir si, dans ces circonstances, le Membre défendeur pourrait invoquer la rentabilité, les objectifs ou la gouvernance de cette entité gouvernementale/publique pour montrer que même si l'*entité* n'était pas véritablement un participant sur le marché, le *produit* utilisé comme point de repère proposé était offert aux conditions du marché.

---

[40] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157 ("À notre avis, le marché constitue une bonne base de comparaison lorsqu'on détermine si un "avantage" a été "conféré", parce qu'on peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché".).

[41] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphe 5.29.

[42] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 377 et 378. *Voir aussi*, *ibid.*, l'annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 8 et 9.

[43] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, annexe C-2 (paragraphe 7) ("Si le marché commercial n'offre pas à un emprunteur donné exactement les mêmes conditions que les pouvoirs publics, ces derniers procurent un avantage au bénéficiaire toutes les fois où ces conditions sont plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. Une entité publique "fonctionnant selon des principes commerciaux" reste une entité publique. Ce n'est pas le marché commercial".).

[44] *Voir*, par exemple, la déclaration orale du Brésil, paragraphes 188 à 192.

62. De l'avis du Brésil, la réponse doit être négative, si l'on veut que les disciplines de l'*Accord SMC* ne soient pas contournées.

63. Le Brésil a traité la question de la "rentabilité" d'une entité gouvernementale/publique dans sa déclaration liminaire à la réunion avec le Groupe spécial de la mise en conformité.[45] Dans le présent différend, le Groupe spécial initial a observé que les entités publiques avaient tendance à emprunter auprès des trésors publics ou à bénéficier d'une garantie découlant de la bonne foi et du crédit des gouvernements.[46] En conséquence, les entités gouvernementales/publiques bénéficient généralement d'un coût des fonds inférieur à celui de leurs homologues obéissant aux lois du marché. Les autres avantages dont jouissent les entités gouvernementales/publiques – sur le plan de la fiscalité, en particulier –réduisent encore plus leurs coûts.[47] Les États-Unis ont soulevé cette question de façon convaincante dans l'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*:

> [L]es pressions de la concurrence auxquelles sont soumis les acteurs financiers sur le marché génèrent des offres de financement qui prennent en compte les avantages dont les uns et les autres bénéficient éventuellement au plan des coûts internes. Mais pour les acteurs purement commerciaux, la capacité et la volonté de soutenir la concurrence sont limitées par des facteurs tels que les bilans, le coût réel des emprunts déterminé par le marché, les politiques de prêt des actionnaires dans des conditions de pleine concurrence, le coût d'une activité économique menée dans les mêmes conditions et les disciplines imposées par la nécessité d'assurer des revenus aux propriétaires. Les opérations des [entités gouvernementales/publiques] sont largement affranchies de ces contraintes et sont donc en mesure de conférer des avantages en dépassant, même si c'est parfois de peu, ce que les établissements financiers purement fondés sur le marché peuvent offrir (ou être disposés à offrir). Leur existence s'explique par leur capacité d'agir ainsi car il n'y aurait sinon aucune raison pour que des [entités gouvernementales/publiques] fonctionnent parallèlement aux acteurs privés du marché financier, et encore bien moins une raison susceptible d'amener logiquement les pouvoirs publics à limiter les "opérations" de leurs [entités] à leurs ressortissants.[48]

64. Quelle que soit la définition qu'on en donne, le fait de réaliser un "bénéfice" ne signifie pas que les commissions perçues par une entité gouvernementale/publique sont conformes à celles qui se pratiquent sur le marché. Une entité gouvernementale/publique peut percevoir des commissions inférieures à celles qui se pratiquent sur le marché et faire encore un "bénéfice", en particulier parce que ses coûts sont inférieurs à ceux de ses homologues obéissant aux lois du marché. Une entité obéissant aux lois du marché doit faire plus pour survivre: elle doit percevoir des commissions suffisamment élevées pour faire un bénéfice sur des coûts plus élevés que ceux que supporte son homologue gouvernemental/public, et le bénéfice doit offrir un rendement suffisant pour attirer les capitaux des investisseurs. La "rentabilité" d'une entité gouvernementale/publique ne constitue pas une mesure pertinente ou suffisante de l'"avantage" conféré par une contribution financière des pouvoirs publics.

---

[45] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 188 à 192. Pour montrer le caractère prudent de son examen de l'ExIm Bank, le Brésil a examiné dans quelle mesure celle-ci était déficitaire. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 384 et l'annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 17 à 24. Les commissions de l'ExIm Bank ne sont apparemment pas assez élevées pour réaliser un "bénéfice" sur le faible coût des fonds dont elle bénéficie en tant qu'organisme du gouvernement des États-Unis assuré de la bonne foi et du crédit du Trésor des États-Unis.

[46] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.858.

[47] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 439 (la SFI est exonérée d'impôt), 441 la BERD est exonérée d'impôt), 442 (la BID est exonérée d'impôt).

[48] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, annexe C-2 (communication des États-Unis en tant que tierce partie), paragraphe 5.

65. Les États-Unis ont soulevé cette question dans l'affaire *Corée – Navires*. Le Groupe spécial a demandé si les États-Unis considéraient qu'il était pertinent, pour évaluer l'"avantage", de savoir qu'une banque publique coréenne, la KEXIM, "fonctionnait en faisant des bénéfices". Les États-Unis ont répondu ce qui suit:

> Non. … [L]a perspective de l'"avantage pour le bénéficiaire" doit être appliquée au financement par la KEXIM. Cette perspective exige, quant à elle, que ce financement soit comparé à un point de repère fondé sur le marché, c'est-à-dire à un financement commercial comparable. Les éléments de preuve qui tendent à montrer que la KEXIM a fait des bénéfices seraient dénués de pertinence pour ce processus parce qu'ils ne prouveraient pas que la KEXIM appliquait les taux du marché.[49]

66. L'objectif déclaré d'une entité gouvernementale/publique d'offrir des produits conformes au marché est de la même manière dénué de pertinence, car un tel objectif peut être considéré comme guère plus qu'intéressé. La gouvernance d'une entité gouvernementale/publique tendra, ainsi que l'a noté le Groupe spécial initial[50], à démontrer l'accès dont jouit l'entité à des fonds à faible coût ou à des garanties publiques, ce qui à son tour soulignera que la capacité de l'entité de réaliser un bénéfice n'est pas pertinente.

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative

Question posée aux États-Unis

42. Que répondent les États-Unis aux arguments du Brésil en ce qui concerne les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE?

Question posée au Brésil

43. Comment le Brésil réagit-il au contenu du paragraphe 25 de la communication présentée par le Japon en tant que tierce partie?

67. Ainsi que le Groupe spécial s'en rappellera, le Brésil a démontré que les commissions perçues par les États-Unis dans le cadre du programme GMS-102 étaient sensiblement inférieures aux taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (l'"Arrangement de l'OCDE") pour des catégories de risques, des durées et des calendriers de remboursement similaires. Le Brésil a donné cette comparaison à titre d'élément de preuve additionnel indiquant que les commissions du GSM 102 n'étaient pas structurées ni conçues pour couvrir à longue échéance les frais et les pertes du programme, parce que les primes minimums de l'Arrangement de l'OCDE étaient fixées dans le but de veiller à ce "que les Participants … perçoivent, en plus des taux d'intérêt, des primes … qui ne soient pas insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme".[51]

68. Au paragraphe 25 de sa communication en tant que tierce partie, le Japon s'oppose à ce que le Brésil invoque l'Arrangement de l'OCDE dans ce contexte. Les objections du Japon reposent sur l'hypothèse que l'Arrangement de l'OCDE n'est pas d'un point vue factuel pertinent pour une comparaison avec les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, parce qu'il ne porte pas

---

[49] Réponse des États-Unis aux questions des parties, *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, 22 mars 2004, paragraphes 6 et 7 (non souligné dans l'original), consulté en février 2007 à l'adresse suivante: http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Monitoring_Enforcement/Dispute_Settlement/WTO/Dispute_Settlement_Listings/asset_upload_file769_5561.pdf.

[50] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.858.

[51] Pièce Bra-547 (document de l'OCDE TD/PG(2004)10/FINAL, 6 juillet 2004, paragraphe 1).

sur les crédits à l'exportation des produits de base agricoles comme le coton upland et qu'il s'applique aux crédits à l'exportation ayant des durées différentes de celles offertes au titre du GSM 102.

69. Il apparaît que les objections du Japon découlent d'un malentendu au sujet de la raison pour laquelle le Brésil a invoqué les taux de primes minimums de l'Arrangement de l'OCDE. Le Brésil reconnaît ces différences factuelles entre le programme GSM 102 et l'Arrangement de l'OCDE, et il l'a effectivement reconnu dans ses propres communications.[52] Ces distinctions, toutefois, n'amoindrissent pas l'utilité de la comparaison entre les commissions du GSM 102 et les taux de primes minimums pour l'analyse effectuée par le présent Groupe spécial au titre du point j). Cela est dû au fait que le Brésil ne soutient pas que les taux de primes minimums de l'OCDE constituent un point de repère quantitatif rigoureux pour l'analyse des commissions des garanties de crédit à l'exportation du coton upland des États-Unis. Il ne propose pas par exemple d'effectuer le type de comparaison quantitative directe qui serait déclenchée au titre du deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative. Cette comparaison fournit plutôt au Groupe spécial de la mise en conformité un point de référence *qualitatif* lui permettant d'évaluer dans quelle mesure les commissions du GSM 102 sont inférieures aux critères acceptés au niveau international pour les programmes de garantie du crédit à l'exportation qui sont, selon l'OCDE, structurés et conçus pour atteindre le seuil de rentabilité.

70. Concernant les objections spécifiques du Japon, ainsi que le Brésil l'a expliqué dans sa première communication écrite, la comparaison des commissions perçues au titre du GSM 102 pour les garanties de crédit à l'exportation de produits agricoles et des taux de primes minimums de l'OCDE pour les garanties de crédit à l'exportation de produits industriels est plutôt prudente. Ainsi que le Japon le note lui-même, "les risques que comportent les accords de financement" pour les produits agricoles sont "considérables". Comme le Brésil l'a relevé, la nature périssable des produits agricoles diminue leur utilité en tant que garantie pour les créanciers.[53] Le Japon reprend l'argument du Brésil selon lequel, dans les présentes circonstances, la couverture offerte par le GSM 102 est très spécifique; le Japon reconnaît que dans des circonstances normales, même des entités non commerciales comme l'ExIm Bank limitent la couverture accordée au titre de produits de protection du crédit similaire "à 180 jours pour les produits agricoles en vrac".[54] Si l'Arrangement de l'OCDE devait porter sur les crédits à l'exportation de produits agricoles, les taux de primes minimums ne seraient certainement pas inférieurs; l'écart entre les taux de primes minimums et les commissions du GSM 102 ne diminuerait pas, et il est probable qu'il augmenterait.

71. Par ailleurs, l'objection formulée par le Japon au sujet de la différence entre la durée des crédits visés par le GSM 102 et des crédits visés par les taux de primes minimums de l'OCDE ne compromet pas la référence faite par le Brésil à ces taux et ce, pour deux raisons.

72. Premièrement, bien que l'Arrangement de l'OCDE porte officiellement sur les crédits à l'exportation d'une durée de deux ans ou plus, il fournit une formule qui a permis au Brésil de calculer des extrapolations des taux de primes minimums qui *s'appliqueraient* aux garanties de crédit à l'exportation d'une durée inférieure à deux ans. Cela permet de comparer des éléments parfaitement identiques dans le cas des commissions applicables pour des crédits assurés d'une durée inférieure à deux ans.

73. Deuxièmement, la comparaison fournie par le Brésil s'étend aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 dont la durée peut atteindre 36 mois.[55] Même si l'on devait partir de

[52] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 442.
[53] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 443.
[54] *Voir* la communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 25, *citant* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 387 et 389.
[55] Pièces Bra-548 (comparaison annuelle entre les taux de primes minimums et les commissions de la CCC) et Bra-549 (comparaison semestrielle entre les taux de primes minimums et les commissions de la CCC).

l'hypothèse que les commissions du GSM 102 peuvent seulement être comparées aux taux de primes minimums pour les crédits à l'exportation d'une durée de deux ans ou plus, les points de comparaison à 24, 30 et 36 mois demeureraient tous valables.[56] Ces points de comparaison révèlent à leur tour non seulement l'existence d'un écart important entre les commissions du GSM 102 et les taux de primes minimums, mais également d'un écart qui croît à mesure que la durée – et, en conséquence, le risque – de la transaction augmente. Cette même tendance ressortait de la comparaison faite par le Brésil entre les commissions du GSM 102 et les commissions perçues par l'Export-Import Bank des États-Unis. Plus les risques que comportent les transactions augmentent, plus l'insuffisance des commissions du GSM 102 par rapport aux taux de primes minimums (ou aux commissions de l'ExIm Bank) est marquée.

74. En conséquence, le Brésil maintient qu'une comparaison des commissions perçues au titre du programme GSM 102 avec les taux de primes minimums prévus par l'Arrangement de l'OCDE constitue un point de référence utile pour le présent Groupe spécial de la mise en conformité. Les différences factuelles relevées par le Japon donnent en fait à entendre que le point de référence est prudent, de telle sorte qu'il apparaît encore plus clairement que le programme GSM-102 n'est pas structuré et conçu pour percevoir des commissions qui couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

[56] *Voir* les pièces Bra-548 (comparaison annuelle entre les taux de primes minimums et les commissions de la CCC) et Bra-549 (comparaison semestrielle entre les taux de primes minimums et les commissions de la CCC).

ANNEXE D-8

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL (SECTIONS A À C)

(27 février 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Pièces 160

A. QUESTIONS GÉNÉRALES 161

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 163

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS 167

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille 167

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 171

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 178

Pièces

Pièce US	Titre
112	CCC Commodity Estimates Book, Feb. 5, 2007 (Program Yields)

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

Questions posées aux deux parties

1. Le Brésil et les États-Unis estiment-ils qu'une partie à un différend soumis à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (une partie à une procédure de groupe spécial de la mise en conformité) peut présenter le même argument juridique que celui qu'elle a présenté dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial?

1. Une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" au titre de l'article 21:5 est limitée pour ce qui est des *allégations* qui peuvent être formulées et des *mesures* concernant lesquelles ces allégations peuvent être formulées. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement l'une ou l'autre mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et décisions" de l'ORD".[1] De plus, "[s]i une *allégation* conteste une *mesure* qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[2] Bien que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'impose pas de limitation expresse similaire concernant les arguments juridiques qui peuvent être présentés dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, la limitation visant les allégations et les mesures a nécessairement pour conséquence que les arguments juridiques doivent se rapporter à des allégations et des mesures qui entrent à juste titre dans le champ de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pour être pertinents dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

2. L'Organe d'appel a expliqué qu'"une procédure au titre de l'article 21:5 n'intéress[ait] pas, en principe, la mesure initiale, mais plutôt une nouvelle mesure différente dont le groupe spécial initial n'[avait] pas [été] saisi".[3] Par conséquent, il n'est pas évident que les parties présentent *exactement* les mêmes arguments juridiques dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité (c'est-à-dire, à l'appui d'allégations visant des mesures prises pour se conformer) que ceux qu'elles ont présentés dans la procédure initiale (c'est-à-dire à l'appui d'allégations initiales visant des mesures initiales). Cela dit, aucune disposition de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'empêche les parties d'appliquer la même *logique* ou le même *raisonnement* dans les deux contextes différents. En fait, dans la présente procédure, il apparaît que la situation concernant le Brésil, qui a présenté une série d'arguments dans le cadre de la procédure initiale, puis a formulé des arguments directement contradictoires dans le cadre de la procédure du Groupe spécial de la mise en conformité – par exemple, en ce qui concerne les effets du programme Step 2 et le caractère approprié de l'approche du FAPRI en matière de modélisation – est exceptionnelle et ne correspond pas à l'approche prescrite par l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

2. Chaque partie pourrait-elle exposer son avis sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, le présent Groupe spécial doit s'appuyer sur l'analyse juridique et factuelle sur laquelle reposent les constatations du Groupe spécial initial? Quelles sont les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord à cet égard?

3. La pertinence de l'analyse juridique et factuelle d'un groupe spécial initial pour la résolution de la question soumise à un groupe spécial de la mise en conformité dépend de la mesure contestée dans le cadre de la procédure du groupe spécial de la mise en conformité.

---

[1] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 36 (italique dans l'original; non souligné dans l'original).

[2] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).

[3] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

4. Lorsqu'une partie plaignante allègue qu'un Membre n'a *pas* mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD – c'est-à-dire qu'il n'existe aucune mesure prise pour se conformer – l'analyse du groupe spécial initial (telle que modifiée par l'Organe d'appel) est un élément essentiel à prendre en considération. Dans ce cas, il est important d'examiner les recommandations et décisions de l'ORD afin de déterminer si le Membre défendeur était, en fait, tenu de prendre des mesures pour se mettre en conformité et, dans l'affirmative, d'établir la portée de cette obligation. Comme les recommandations et décisions de l'ORD se fondent sur l'analyse du groupe spécial initial (telle que modifiée par l'Organe d'appel), cette analyse est importante pour déterminer quelles sont réellement les recommandations et décisions de l'ORD dans le différend particulier.[4]

5. La deuxième situation qui peut se présenter est celle où la partie plaignante convient qu'un Membre a pris des mesures pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, mais conteste leur "compatibilité avec un accord visé". Dans ce cas, l'analyse juridique et factuelle du groupe spécial initial peut revêtir une importance bien moindre. Comme l'a dit l'Organe d'appel dans son raisonnement dans l'affaire *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, "une procédure au titre de l'article 21:5 n'intéresse pas, en principe, la mesure initiale, mais plutôt une nouvelle mesure différente dont le groupe spécial initial n'était pas saisi".[5] Par conséquent, "les faits pertinents qui ont trait à la "mesure prise pour se conformer" peuvent être différents de ceux qui avaient trait à la mesure en cause dans la procédure initiale".[6] De plus, "les allégations, arguments et éléments de fait qui sont pertinents en ce qui concerne la "mesure prise pour se conformer" ne [sont] pas nécessairement les mêmes que ceux qui étaient pertinents dans le cadre du différend initial".[7] L'Organe d'appel a donc précisé ce qui suit:

> l'utilité de l'examen prévu à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord serait sérieusement remise en question si un groupe spécial devait se limiter à examiner la nouvelle mesure dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure initiale, parce qu'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne serait pas alors en mesure d'examiner de façon approfondie la "compatibilité avec un accord visé de[s] mesures prises pour se conformer", comme il est tenu de le faire aux termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[8]

6. Le même raisonnement interdit d'obliger un groupe spécial à "se limiter" à suivre exactement le même raisonnement juridique et factuel que celui suivi par le groupe spécial initial.[9] Toutefois, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, la tâche d'un groupe spécial de la mise en conformité – tout comme celle d'un groupe spécial initial – consiste à "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation *objective* des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". Ce faisant, il peut fort bien considérer que le raisonnement du groupe spécial initial est convaincant sur des points qui sont appropriés. C'est ce qu'a confirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, lorsqu'il a constaté que le Groupe spécial de la mise en conformité avait eu raison de "pren[dre] en compte le raisonnement" figurant dans le rapport adopté de l'Organe d'appel concernant la procédure initiale. L'Organe d'appel a rappelé à cet égard que les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui avaient été adoptés "[étaient] une partie importante de l'"acquis" du GATT. Ils [étaient] souvent examinés par les groupes spéciaux

---

[4] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs (article 21:5 – Canada) (Organe d'appel)*, paragraphe 68.

[5] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

[6] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

[7] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

[8] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

[9] Cela est aussi compatible avec le fait que le principe de *stare decisis* ne s'applique pas dans le système de règlement des différends de l'OMC.

établis ultérieurement. Ils suscit[aient] chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et dev[aient] donc être pris en compte lorsqu'ils [avaient] un rapport avec un autre différend".[10]

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

Questions posées aux États-Unis

3. Les États-Unis font-ils valoir que le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave? Font-ils valoir que les versements qui permettent une flexibilité en matière de plantation ne sont pas liés à la production de coton upland, de sorte qu'ils doivent être imputés par le Brésil sur la valeur totale de la production de chaque bénéficiaire?

7. Les États-Unis considèrent *effectivement* que le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave. Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans la procédure initiale, c'est ce que prescrit l'article 6.3 c) lui-même:

> le "produit subventionné" doit être dûment identifié aux fins de l'évaluation d'un empêchement notable de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Et s'il est constaté qu'en fait les versements contestés ne subventionnent pas ce produit, cela peut compromettre la conclusion selon laquelle la subvention a pour effet un empêchement notable de hausses de prix sur le marché pertinent.[11]

8. On retrouve la même prescription dans l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*, qui fait spécifiquement référence à "un produit primaire ou un produit de base subventionné".[12]

9. Dans la procédure initiale, le Brésil et les États-Unis sont convenus – et le Groupe spécial initial a constaté – que le "produit subventionné" était le coton fibre upland.[13] Le Brésil a indiqué qu'il estimait que le même "produit subventionné" était en cause en l'espèce dans la présente procédure du Groupe spécial de la mise en conformité.[14] Selon le raisonnement de l'Organe d'appel, il est nécessaire de s'assurer qu'"en fait les versements contestés … subventionnent … ce produit".[15] Dans le cas des versements anticycliques, les versements contestés sont ceux qui se rapportent à la superficie de base de coton upland.[16] Les États-Unis soutiennent que la méthode d'imputation

---

[10] *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie) (Organe d'appel)*, paragraphe 108 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques*, paragraphe 108).

[11] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 472.

[12] L'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* dispose que "la subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente et cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". (note de bas de page omise)

[13] *Voir Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 407, notes de bas de page 450 et 451 (indiquant que "le produit subventionné est le coton fibre upland des États-Unis. (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.139 et 7.1221 à 7.1224, et note de bas de page 191 relative au paragraphe 7.139)" et que "[l]es États-Unis et le Brésil ont confirmé à l'audience qu'ils ne contestaient pas cette identification du produit subventionné".)

[14] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 80.

[15] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 472.

[16] Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur lettre datée du 19 janvier 2007 et de nouveau dans leur communication à titre de réfutation, "les mesures qui conféraient un soutien se rapportant à la superficie de base antérieure autre que de coton" n'étaient *pas* comprises dans le soutien dont il avait été constaté qu'il dépassait la limite prévue dans la clause conditionnelle de la clause de paix, et ces mesures étaient en vertu de la

appropriée pour des versements tels que les versements anticycliques – qui ne sont pas liés à la production ou à la vente d'un produit particulier – figure à l'Annexe IV de l'*Accord SMC*. Cette annexe définit des méthodes pour déterminer le taux de "subventionnement" d'un "produit" aux fins de l'article 6.1 a) de l'*Accord SMC* aujourd'hui caduc.

10. L'Annexe IV n'est pas directement applicable aux déterminations de l'existence d'un préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c). Toutefois, vu qu'il s'agit de la seule méthode d'imputation dont les Membres sont convenus dans l'*Accord SMC* et qu'elle traite spécifiquement de la manière d'imputer des subventions qui ne sont pas liées à la production ou à la vente d'un produit donné, elle fournit un contexte essentiel.[17]

11. Conformément au paragraphe 2 de l'Annexe IV, "la valeur [du] produit" qui est subventionné, dans le cas de subventions qui ne sont pas liées à la production ou aux ventes, est égale à "la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire".[18] (Par contre, lorsqu'une "subvention sera liée à la production ou à la vente d'un produit donné, la valeur [du] produit [subventionné] sera calculée comme étant la valeur totale des ventes de ce produit par l'entreprise bénéficiaire".[19]) Ainsi, l'Annexe IV propose une méthode pour déterminer le montant d'une subvention non liée qui apporte un avantage à un produit donné: la subvention serait imputée au produit en fonction du rapport entre la valeur des ventes de ce produit et la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire. De cette manière, la méthode de l'Annexe IV reconnaît qu'un versement qui n'est pas lié à la production ou à la vente d'un produit donné apporte un avantage à tous les produits que le bénéficiaire produit. Il serait arbitraire sur le plan économique d'imputer un tel versement non lié à un produit exclusivement de préférence à un autre produit. L'Annexe IV fournit une méthode neutre sur le plan économique, convenue par les Membres, pour imputer les avantages conférés par des subventions non liées.

12. Si l'on applique cette méthode au présent cas, on obtient les résultats suivants:

Valeur de la production cotonnière des ménages agricoles ayant récolté du coton (2003-2005)

	2003	2004	2005	Moyenne 2003-2005
Valeur totale de la production des exploitations	388 720	367 634	406 181	387 512
Valeur totale de la production cotonnière	162 379	198 276	189 831	183 495
Coton, en pourcentage de la valeur totale	41,8%	53,9%	46,7%	47,4%

Source: Étude de la gestion des ressources agricoles de l'USDA, 2003-2005.

---

clause de paix de l'*Accord sur l'agriculture* exemptées d'actions, y compris des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil. Il n'y aurait donc pas pu y avoir, et il n'y a pas eu, de recommandations et de décisions de l'ORD visant de telles mesures, et les versements anticycliques pour les superficies de base autres que de coton ne sont pas "des mesures prises pour se conformer" au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

[17] Cette méthode n'a pas été appliquée dans la procédure initiale, mais la raison première était que le Brésil insistait sur le fait qu'aucun calcul précis n'avait à être effectué dans le contexte des allégations formulées au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*. *Voir*, par exemple, *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphes 98 ("les mesures correctives prévues à la Partie III ont trait aux effets de la subvention plutôt qu'à l'imposition de droits et, d'après le Brésil, l'importance d'une subvention n'en détermine pas nécessairement les effets") et 467. Dans la mesure où le calcul du montant précis de la subvention est effectué – et les États-Unis continuent de croire qu'il est important qu'il le soit – il est approprié d'utiliser la méthode d'imputation exposée à l'Annexe IV.

[18] *Accord SMC*, Annexe IV, paragraphe 2 (note de bas de page omise).

[19] *Accord SMC*, Annexe IV, paragraphe 3 [pas d'italique dans l'original].

Imputation des versements anticycliques (en millions de dollars)

	2003	2004	2005
Total des versements CCP (A)	392	1 375	1 375
Rapport entre la superficie de base de coton totale correspondant à la superficie plantée en coton et la superficie de base de coton totale (B)[1]	59,1%	59,0%	60,2%
Versements CCP pour la superficie de base de coton totale des exploitations ayant planté du coton (C = A * B)	231,7	811,3	827,8
Coton, en pourcentage du total pour les exploitations ayant récolté du coton (D)	41,8%	53,9%	46,7%
Versements CCP imputés sur la base de la part du coton dans la valeur totale des cultures (E = D * C)	96,8	437,3	386,6
En pourcentage des versements CCP (F = E/A)	24,7%	31,8%	28,1%

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

4. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude des chiffres pour les campagnes 2003 à 2005 qui figurent dans le "tableau 6" de la première communication du Brésil et dans le "tableau 5" de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil? Dans l'affirmative, veuillez fournir les chiffres exacts ou les chiffres que les États-Unis jugent plus exacts.

13. Les États-Unis ne sont pas d'accord pour dire que les chiffres figurant dans le "tableau 6" de la première communication écrite du Brésil pour les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 sont exacts en ce qui concerne les versements au titre de prêts à la commercialisation.[20] Ces versements comprennent trois éléments distincts – les versements compensatoires relatifs aux prêts ("LDP"), les gains sur les prêts à la commercialisation ("MLG") et les gains sur l'échange de certificats ("CEG"). Ainsi que le Brésil le relève, les prévisions budgétaires de l'USDA incluent dorénavant un "élément stochastique" pour tenir compte de la variabilité des prévisions.[21] Mais cet "élément" n'est ajouté qu'à des fins prévisionnelles. Le Brésil a, à tort, inclus les prévisions – y compris l'"élément stockastique" pour les campagnes de commercialisation 2004 et 2005.[22]

14. Les dépenses réelles pour les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 sont les suivantes:

[20] Les États-Unis estiment que seules les données concernant la campagne de commercialisation 2005 sont pertinentes aux fins des allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil. Cela dit, par souci d'exhaustivité, les États-Unis ont vérifié ces chiffres pour les campagnes de commercialisation 2003 à 2005. Ils n'ont pas vérifié les chiffres indiqués pour les versements au titre de l'assurance-récolte, les versements directs, les versements PFC, les versements MLA ou les versements pour les graines de coton, car ceux-ci ne sont pas en cause dans la présente procédure.

[21] Estimations budgétaires tirées de l'examen à mi-parcours de l'USDA (pièce BRA-456).

[22] *Voir* les estimations budgétaires tirées de l'examen à mi-parcours de l'USDA (pièce BRA-456).

	Campagne 2004	Campagne 2005
LDP	374	256
MLG	10	8
CEG	1 396	1 005
TOTAL	**1 780**	**1 269**

15. Les États-Unis croient comprendre que le Brésil considère que les chiffres relatifs aux versements anticycliques figurant dans le "tableau 5" de sa communication à titre de réfutation doivent remplacer les chiffres relatifs aux versements anticycliques qui figurent dans le "tableau 6" de sa première communication écrite. Le Brésil a cherché à imputer les versements anticycliques pour la superficie de base de coton upland en utilisant la méthode dite "pour le coton et au coton".[23] Pour les raisons mentionnées dans la réponse à la question n° 3 ci-dessus, les États-Unis estiment que la méthode exposée à l'Annexe IV de l'*Accord SMC* est l'approche la plus exacte et la plus appropriée.

16. Cela dit, les États-Unis ont essayé de vérifier les calculs effectués par le Brésil dans le tableau 5 de sa communication à titre de réfutation. Le Brésil cite la pièce BRA-567 (indicateurs des perspectives agricoles, tableau 19) comme source des taux de versement et des rendements donnant lieu à des versements. Cependant, cette source comprend uniquement des données allant jusqu'à la campagne de commercialisation 2002. Les États-Unis ont utilisé des données à la disposition du public pour essayer de reproduire les chiffres avancés par le Brésil. Ces chiffres sont indiqués ci-après:

Élément	**Campagne de commercialisation 2003**	**Campagne de commercialisation 2004**	**Campagne de commercialisation 2005**
Superficie de base de coton totale correspondant à la superficie plantée en coton (a)[1]	**11 108**	**11 041**	**11 155**
Superficie donnant lieu à des versements (b)[2]	**9 442**	**9 385**	**9 482**
Rendement visé par le programme (c)[3]	**639**	**636**	**634**
Taux de versement (d)[4]	**0,0393**	**0,1373**	**0,1373**
Versement CCP (e)[5]	**237**	**820**	**825**

[1] Première communication écrite des États-Unis, 15 décembre 2007, paragraphe 224.

[2] 85 pour cent de la superficie de base de coton (a).

[3] Les données pour la campagne de commercialisation 2002 proviennent des estimations budgétaires tirées de l'examen à mi-parcours de l'USDA (pièce BRA-456). Pour les autres campagnes, elles proviennent du Commodity Estimates Book de la CCC, 5 février 2007, page 202 (pièce US-112).

[4] Pour la campagne de commercialisation 2003, les données proviennent du communiqué de presse n° 0455.04 de la FSA, disponible à l'adresse suivante: http://content.fsa.usda.gov/pas/FullStory.asp?StoryID=1897.

[5] Les versements CCP (e) équivalent à b*c*d.

[23] L'Organe d'appel a indiqué que la méthode dite "pour le coton et au coton" était appropriée aux fins de l'analyse au regard de la clause de paix. *Voir Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe ("aux fins de la comparaison envisagée à l'article 13 b) ii), les valeurs des quatre mesures, à savoir les versements au titre de contrats de flexibilité de la production, les versements d'aide pour perte de parts de marché, les versements directs et les versements anticycliques au cours des campagnes 1999, 2000, 2001 et 2002, étaient correctement déterminées d'après la méthode "pour le coton et au coton"…").

Question posée au Brésil

5. Le Groupe spécial se réfère à la communication du Brésil datée du 22 janvier 2007 concernant sa demande au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a-t-il raison de croire qu'en ce qui concerne les données pour 2005, les données figurant dans la pièce US-64 répondent à toutes les demandes que le Brésil a formulées dans la partie A de l'annexe 1 de sa communication du 1er novembre?

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille

Questions posées aux deux parties

6. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si une partie peut présenter, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une allégation qui a été formulée au cours de la procédure initiale mais concernant laquelle aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC n'a été formulée parce que l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de compléter l'analyse.

a) Les parties pourraient-elles indiquer ce qui, dans le texte de l'article 21:5 et d'autres dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, constitue le fondement juridique de leur position sur cette question?

b) Les parties pourraient-elles indiquer si et en quoi leur position sur cette question est compatible avec des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel?

17. Lorsqu'il n'y a pas de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre d'une mesure – que ce soit parce que le Groupe spécial ou l'Organe d'appel n'ont pas pu formuler de constatations appropriées, parce que la partie plaignante n'a pas fourni d'éléments *prima facie*, ou pour quelque autre raison – il n'y a pas de recommandations ni de décisions de l'ORD concernant la mesure. Comme il n'a jamais été constaté que la mesure n'était *pas* conforme à un accord visé, il n'est logiquement pas question de la mettre *en* conformité. Il n'est pas permis à un groupe spécial de l'OMC de présumer qu'un Membre ne se conforme pas et il n'y aucune raison de s'attendre à ce qu'un Membre le fasse en dépit de sa propre conception mûrement réfléchie de ce qu'impliquent ses obligations dans le cadre de l'OMC.[24] Pour simplifier, il naît une obligation de mise en œuvre uniquement lorsqu'il existe des recommandations et décisions de l'ORD qui exigent une mise en œuvre.

18. Conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" peut porter sur deux types de problème: a) il n'existe pas de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD; et b) les mesures (existantes) prises

[24] Il est bien établi que l'on ne peut pas présumer que les mesures des Membres sont incompatibles avec les règles de l'OMC. *Voir*, par exemple, *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 173 ("La présomption que les Membres de l'OMC agissent de bonne foi dans la mise en œuvre de leurs engagements dans le cadre de l'OMC est particulièrement pertinente dans le contexte de mesures contestées "en tant que telles".")

pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD ne sont pas compatibles avec un accord visé.[25] Dans les deux cas, l'existence de recommandations et décisions de l'ORD est une condition nécessaire.

19. Lorsqu'une mesure ne fait l'objet d'aucune recommandation ni décision de l'ORD, parce qu'il n'a été formulé à son encontre aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC, il n'y a, logiquement, rien qui justifie une allégation voulant que le Membre n'ait pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant la mesure (c'est-à-dire que s'agissant de la mesure, il n'*existe* aucune mesure prise pour se conformer). De plus, à moins que la mesure initiale ne soit *elle-même* considérée comme une mesure prise pour se conformer à d'autres recommandations et décisions – et une telle détermination doit être dictée par les recommandations et décisions particulières qui sont rendues, et non par des affirmations unilatérales de la partie plaignante – il n'y a rien qui justifie de formuler à l'encontre de la mesure, dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, des allégations selon lesquelles elle est incompatible avec un accord visé. En somme, la mesure ne serait pas le type de mesure qui entrerait à juste titre dans le champ de l'article 21:5 et les allégations qui pourraient être formulées à son encontre ne seraient pas le type d'allégations qui entreraient à juste titre dans le champ de cette disposition.

20. Ce raisonnement est compatible avec celui que l'Organe d'appel a fait dans des rapports antérieurs où il interprétait la portée de l'article 21:5. Par exemple, dans l'affaire *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit:

> Les procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement *l'une ou l'autre* mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et décisions" de l'ORD. À notre avis, le membre de phrase *"mesures prises pour se conformer" désigne les mesures qui ont été ou auraient dû être adoptées par un Membre pour faire en sorte d'observer les recommandations et décisions de l'ORD*.[26]

21. L'Organe d'appel a donc confirmé qu'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité portait sur les recommandations et décisions de l'ORD – sur les questions de savoir si l'on s'y est conformé et, dans l'affirmative, si les mesures de mise en conformité sont elles-mêmes compatibles avec l'accord visé.

22. Le raisonnement (cohérent) fait par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* est encore plus remarquable. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a de nouveau confirmé que "le mandat des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5 était d'examiner soit l'""existence" de "mesures prises pour se conformer" ou, plus fréquemment, la "compatibilité avec un

---

[25] Le fait qu'une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" traite de la mise en œuvre de recommandations et décisions ressort non seulement du texte de l'article 21:5, mais aussi de son contexte; par exemple, il fait partie de l'article 21, qui traite en général de la "Surveillance de la mise en œuvre des recommandations et décisions". Le premier paragraphe de l'article 21:1 du Mémorandum d'accord dispose que "[p]our que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres, il est indispensable de donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD". Et les dispositions qui suivent concernent toutes la mise en œuvre. Par exemple, l'article 21:3 et l'article 21:4 du Mémorandum d'accord portent sur les règles et procédures à suivre afin d'établir un délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. L'article 21:5 concerne les procédures de règlement des différends qui peuvent être utilisées dans les cas où il y a désaccord sur le point de savoir si un Membre a mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD conformément aux obligations lui incombant dans le cadre de l'OMC. Et l'article 21:6 traite de la surveillance par l'ORD de la mise en œuvre par les Membres.

[26] *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 36 (pas d'italique dans l'original).

accord visé" de *mesures de mise en œuvre*".[27] Il a reconnu que la procédure de groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne visait *pas* à donner aux parties plaignantes une "deuxième chance" de réitérer des allégations qui n'avaient pas abouti dans le cadre de la procédure initiale.[28] En fait, dans cette affaire, l'Organe d'appel a rejeté la tentative de l'Inde de réitérer l'allégation même concernant un aspect d'une détermination antidumping (l'analyse des "autres facteurs") que le Groupe spécial initial avait rejeté parce que l'Inde n'en avait pas établi *prima facie* le bien-fondé.[29]

23. Ce faisant, l'Organe d'appel a suivi exactement le raisonnement énoncé ci-dessus qui explique pourquoi des mesures n'entrent pas dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 lorsqu'il n'a jamais été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et qu'elles ne sont pas elles-mêmes des mesures prises pour se conformer. Plus précisément, l'Organe d'appel a conclu, d'abord, que "les autorités communautaires chargées de l'enquête n'étaient pas tenues de modifier la détermination en ce qu'elle concernait les "effets des autres facteurs" dans ce différend particulier".[30] Autrement dit, l'Organe d'appel a reconnu que rien ne justifiait une allégation concernant l'*existence* de mesures prises pour se conformer s'agissant de cet aspect de la détermination. Il a ensuite relevé qu'il "ne voy[ait] pas pourquoi cette partie de la nouvelle détermination qui ne fai[sait] que reprendre les éléments de la détermination initiale concernant les "autres facteurs" constituerait un élément indissociable d'une mesure prise pour se conformer aux décisions de l'ORD dans le différend initial".[31] Autrement dit, l'Organe d'appel a établi que la détermination concernant les "autres facteurs" n'était pas elle-même une mesure prise pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD.

24. Même si l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* concernait des faits légèrement différents de ceux en cause en l'espèce – dans cette affaire, une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC avait été formulée parce que la partie plaignante n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* et non parce que les faits portés à la connaissance de l'Organe d'appel étaient insuffisants pour lui permettre de déterminer si les mesures en cause étaient incompatibles avec les règles de l'OMC – le raisonnement est le même dans les deux affaires. Lorsque rien ne justifie une allégation concernant l'*existence* de mesures prises pour se conformer (parce qu'il n'y a pas de recommandations et décisions de l'ORD qui doivent être mises en œuvre en ce qui concerne la mesure) ni une allégation de *compatibilité avec un accord visé* (parce que la mesure n'est pas une mesure prise pour se conformer à d'autres recommandations et décisions de l'ORD), ni la mesure ni les allégations à son encontre n'entrent à juste titre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5.

Questions posées au Brésil

7. Le Brésil est-il d'avis que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'est limité par le champ de la procédure initiale que dans les circonstances identifiées par l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)? [Paragraphes 11 à 15 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis]

8. Que répond le Brésil aux arguments des États-Unis voulant qu'il "suppose à tort que le critère consiste à déterminer s'il y a eu une "résolution définitive" de la question dans la procédure initiale" et qu'il donne une lecture erronée du rapport

[27] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 79 (pas d'italique dans l'original).
[28] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 74.
[29] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 87.
[30] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 86.
[31] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 86.

de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) et confonde la question "du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord" et la question distincte de savoir "quand une allégation formulée à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC"? [Paragraphes 8 et 12 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

9. Quelles sont les observations du Brésil au sujet des arguments figurant dans la note de bas de page 22 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis?

Question posée aux États-Unis

10. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi, selon eux, ce qu'ils appellent le critère de la "résolution définitive" ne constitue pas le bon critère pour décider si les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille relèvent du champ de la présente procédure?

25. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord définit le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité qui est menée conformément à cette disposition. Il définit les mesures qui entrent à juste titre dans le champ d'une telle procédure – les "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD". Et il définit les allégations qui peuvent être présentées au sujet de ces mesures – a) des allégations concernant l'"existence" de mesures prises pour se conformer et b) des allégations concernant la "compatibilité avec un accord visé" de mesures prises pour se conformer. L'article 21:5 ne définit pas le champ des allégations dûment examinées dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité selon que ces allégations ont fait ou non l'objet d'une résolution définitive.

26. La question de savoir si une allégation a fait l'objet d'une résolution définitive entre les parties à un différend est une question séparée. Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Linge de lit*, cette question est régie par l'article 17:14 du Mémorandum d'accord, qui dispose qu'"[u]n rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties au différend".[32] L'Organe d'appel a précisé que le même raisonnement s'appliquait aussi à une constatation dont il n'avait *pas été fait appel* qui figurait dans un rapport de groupe spécial adopté.[33] Lorsqu'une allégation particulière a fait l'objet d'une résolution définitive pour ce qui est d'une mesure particulière (ou composante d'une mesure) qui était visée par l'allégation, cette résolution particulière lie les parties et elle ne peut pas être soulevée à nouveau sur la base des mêmes faits et arguments dans une autre procédure. Par contre, même lorsqu'une allégation n'entre pas dans le champ limité d'une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, elle peut fort bien être formulée dans le cadre d'une procédure séparée.

[32] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 91.

[33] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 93 ("une constatation dont il n'a pas été fait appel figurant dans un rapport de groupe spécial qui est adopté par l'ORD doit être traitée comme étant la résolution définitive d'un différend entre les parties pour ce qui est de l'allégation particulière et de la composante spécifique d'une mesure qui fait l'objet de cette allégation").

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

Questions posées au Brésil

11. Le Brésil estime-t-il qu'une constatation au titre de l'article 6 de l'Accord SMC établissant qu'une "subvention" est en train de causer un préjudice grave s'applique forcément toujours à la fois aux "versements" à titre de subventions et au "programme" de subventions? [Paragraphes 31 à 35 de la communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis et paragraphe 38 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

12. Au paragraphe 44 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique ce qui suit:

> ***"En conséquence, il n'est pas nécessaire que le Brésil conteste en soi la Loi FSRI de 2002. Il n'établit pas non plus de contestation "tel qu'appliqué" de la Loi FSRI de 2002. Le Brésil conteste plutôt les programmes de versements anticycliques et de prêts à la commercialisation prévus par la Loi FSRI de 2002 ainsi que les versements qui doivent être effectués aux exploitants de coton upland des États-Unis au titre de ces programmes, parce qu'ils causent des effets défavorables." (pas d'italique dans l'original)***

Le Brésil peut-il expliquer:

a) En quoi ses allégations à l'encontre des "programmes et des versements … parce qu'ils causent des effets défavorables" diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes en tant que tels?

b) En quoi ces allégations diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes tel qu'appliqués?

13. Au paragraphe 45 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique que les États-Unis n'ont pas "mis en œuvre la recommandation initiale de l'ORD prescrivant aux États-Unis de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques".

a) Le Brésil considère-t-il que l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel …" fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport?

b) Le Brésil considère-t-il que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure "au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques" constitue en soi un fondement suffisant pour que le présent Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC?

c) Selon le Brésil, existe-t-il une différence entre, d'une part, la nature des mesures que les États-Unis étaient obligés de prendre au sujet de leur cadre législatif et réglementaire par suite de la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial et, d'autre part, la nature des mesures qu'ils auraient été obligés de prendre si le Groupe spécial initial avait constaté que les dispositions pertinentes de ce cadre législatif et réglementaire étaient incompatibles en tant que telles avec les règles de l'OMC?

14. Le Brésil pourrait-il expliquer comment le présent Groupe spécial devrait interpréter la relation existant entre les trois catégories de mesures identifiées au paragraphe 3.1 v), vii) et viii) du rapport du Groupe spécial initial? Le Brésil estime-t-il que les expressions "subventions accordées" ou "subventions qu'il est imposé d'accorder" doivent être interprétées comme englobant à la fois les versements à titre de subventions et les dispositions réglementaires en vertu desquelles ces versements ont été "accordés" ou en vertu desquelles il a été "imposé d'accorder" ces versements?

15. Le Brésil partage-t-il ou non l'avis des États-Unis selon lequel l'énumération de certaines dispositions législatives et réglementaires au paragraphe 7.1107 du rapport du Groupe spécial initial exprime l'avis du Groupe spécial initial selon lequel les "versements au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués""? [Paragraphes 46 et 47 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

16. Le Brésil pourrait-il préciser si l'allégation qu'il formule dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 concernant une menace de préjudice grave causée par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constitue ou non une allégation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels? [Paragraphes 237 à 314 de la première communication écrite du Brésil]

Questions posées aux États-Unis

17. Au paragraphe 16 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que "selon le Brésil, ses allégations s'appliquent non seulement aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, mais aux programmes en plus de tous les versements autorisés au titre des programmes". (italique dans l'original) Les États-Unis font également valoir à cet égard qu'"il est parfaitement clair que le Groupe spécial initial n'a formulé aucune constatation au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, pris isolément ou en plus des versements". [Paragraphe 43 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

a) Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel ils dénaturent les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure vu que le Brésil ne conteste pas les programmes de subventions en cause en tant que tels? [Paragraphe 31 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions

préliminaires des États-Unis; paragraphe 33 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

27. Au paragraphe 31 de sa communication concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis – soit le paragraphe même qui est mentionné par le Groupe spécial ci-dessus – le Brésil affirme qu'il "conteste dans la présente procédure les subventions des États-Unis dans la mesure où elles causent des effets défavorables". Selon le Brésil, "les *mesures qui constituent ces "subventions"* sont les dispositions législatives et réglementaires de la Loi FSRI de 2002 qui se rapportent au coton upland, c'est-à-dire les dispositions relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques", ainsi que les versements au titre du programme dont il allègue qu'ils "ont été et continueront d'être effectués pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, c'est-à-dire jusqu'à la campagne de commercialisation 2007 …".[34] Le Brésil contredit donc sa propre déclaration selon laquelle il ne conteste pas les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "en tant que tels". Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*: "[p]ar définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[35]

28. La déclaration susmentionnée du Brésil indique que celui-ci ne cherche pas à contester les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques *seulement* "en tant que tels", et qu'il cherche à contester *également* les programmes "tels qu'appliqués" (c'est-à-dire les versements au titre du programme). Toutefois, le fait d'ajouter des allégations "tel qu'appliqué" ne décharge pas le Brésil de l'obligation de prouver ses allégations visant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "en tant que tels". Cela comprend l'obligation de prouver que l'application des "dispositions législatives et réglementaires de la Loi FSRI de 2002 qui se rapportent au coton upland, c'est-à-dire les dispositions relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques" "sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[36] En fait, ainsi que l'Organe d'appel l'a fait ressortir:

> Selon nous, des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses … En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite. Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué". Nous supposons aussi que les mesures visées par des contestations "en tant que tel" ont normalement fait l'objet, conformément au droit interne, d'un examen approfondi par le biais de divers processus délibératifs afin d'assurer leur compatibilité avec les obligations internationales du Membre, y compris celles qui se trouvent dans les accords visés, et que la promulgation d'une telle mesure traduit implicitement le fait que ce Membre a conclu que la mesure n'était pas incompatible avec ces obligations. La présomption que les Membres de l'OMC agissent de bonne foi dans la mise en œuvre de leurs

[34] Communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 31.

[35] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.

[36] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.

engagements dans le cadre de l'OMC est particulièrement pertinente dans le contexte de mesures contestées "en tant que telles".[37]

b) Les États-Unis pourraient-ils également formuler des observations à cet égard sur les arguments figurant au paragraphe 31 de la communication du Tchad en tant que tierce partie? Sont-ils d'accord ou non avec l'idée que des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être contestées sur une base tel qu'appliqué et que les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale "étaient des allégations tel qu'appliqué concernant des mesures qui comprenaient des dispositions législatives et réglementaires"?

29. Dans la mesure où le Tchad fait valoir que les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale se *limitaient* à des allégations "tel qu'appliqué", les États-Unis expriment respectueusement leur désaccord. Cet argument ne peut pas être concilié avec l'explication que le Groupe spécial lui-même a donnée des allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale. Plus précisément, le Groupe spécial a expliqué que "s'agissant de certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000", le Brésil contestait "les articles suivants" au motif qu'ils "viol[ai]ent, *en tant que tels*, les articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* et l'article XVI:1 et 3 du *GATT de 1994* dans la mesure où ils se rapport[ai]ent au coton upland …".[38]

30. Concernant la question de savoir si l'application des dispositions législatives et réglementaires peut être contestée dans une procédure de règlement des différends de l'OMC, les États-Unis conviennent que des dispositions législatives et réglementaires peuvent être contestées "tel qu'appliquées". En fait, dans le différend initial, le Brésil a contesté les versements effectués au titre, entre autres, des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques au cours des campagnes de commercialisation 1999 à 2002 au motif qu'ils avaient causé un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[39] Il s'agissait d'une contestation de l'application des programmes pendant ces campagnes. Et le Brésil a eu gain de cause au sujet de cette allégation:

> En conclusion, compte tenu de toutes les considérations précédentes, nous constatons que les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause – à savoir les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'*Accord SMC*.[40]

31. Le Brésil n'a toutefois pas eu gain de cause dans le cas de ses allégations concernant les versements qu'il avait été, d'après ce qu'il alléguait, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003 à 2007 (c'est-à-dire l'application (alléguée) des programmes pendant des campagnes de commercialisation futures).[41] Il n'a pas non plus eu gain de cause au sujet de ses allégations concernant, entre autres, les programmes de versements Step 2, de versements au titre de

[37] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.
[38] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 viii).
[39] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi) (non souligné dans l'original).
[40] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416 (pas d'italique dans l'original).
[41] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1503 à 7.1505.

prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en soi.[42] La question en l'espèce consiste à savoir s'il existe maintenant un fondement justifiant que le Brésil, dans la procédure du présent Groupe spécial de la "mise en conformité", présente de nouveau des allégations visant ces mesures.

32. Un tel fondement n'existe pas. Selon les termes exprès de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit une évaluation de la question de savoir si un Membre s'est conformé aux recommandations et décisions de l'ORD d'une manière compatible avec les obligations lui incombant dans le cadre de l'OMC. Lorsqu'il n'existe aucune recommandation ni décision de l'ORD concernant des dispositions législatives et réglementaires en tant que telles, et il n'existe aucune recommandation ni décision de l'ORD concernant l'application de ces dispositions lors de campagnes futures, il n'y a aucune obligation de mise en œuvre en ce qui concerne ces mesures. Par conséquent, rien ne justifie d'alléguer que des mesures prises pour se conformer n'*existent* pas en ce qui les concerne. De plus, lorsque les mesures n'ont pas été modifiées à des fins de mise en conformité avec des recommandations et décisions, rien ne justifie de formuler des allégations concernant leur "compatibilité avec un accord visé". Le fait que l'*application* de dispositions législatives et réglementaires peut être contestée ne change rien à cette analyse.

18. Les États-Unis estiment que les seules mesures visées par la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC sont les versements effectués entre 1999 et 2002 au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ils affirment également, à cet égard, que le Brésil ne présente aucun élément de preuve "concernant les effets actuels, si tant est qu'il y en ait, des mesures visées par la constatation du Groupe spécial initial relative aux subventions pouvant donner lieu à une action".

a) Ces assertions signifient-elles que les États-Unis considèrent que la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC les obligeait uniquement à faire en sorte que les versements effectués entre 1999 et 2002 n'aient désormais plus aucun effet défavorable?

33. La recommandation du Groupe spécial initial – qui a été adoptée par l'ORD – était que les États-Unis avaient "l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"".[43] Par conséquent, conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, les États-Unis avaient le choix entre retirer la "subvention" visée par la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial *ou* éliminer ses effets défavorables.

34. Les subventions visées par l'allégation de préjudice grave "actuel" formulée par le Brésil étaient "les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"[44], y compris les *versements* au titre du programme Step 2, les *versements* au titre des prêts à la commercialisation et les *versements* anticycliques.[45] Le Groupe spécial a conclu que ces subventions causaient un préjudice grave "actuel" pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002:

---

[42] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1511.

[43] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.3 d).

[44] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi). *Voir aussi Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1108 (le Brésil "allègue que les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 ont causé, causent et continuent de causer un "préjudice grave" aux intérêts du Brésil ...").

[45] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1120.

> En conclusion, compte tenu de toutes les considérations précédentes, nous constatons que les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause – à savoir les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'Accord SMC.[46]

35. C'était donc ces subventions qui étaient aussi visées par "l'obligation [des États-Unis] de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"".[47]

b) Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument avancé par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 4.08 de la communication qu'elle a présentée en tant que tierce partie?

36. Au paragraphe 4.08 de la communication qu'elle a présentée en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait valoir que "la distinction faite par les États-Unis entre les versements et les programmes conduit à un résultat absurde" parce que, selon elle, "l'existence d'un préjudice grave devrait être prouvée chaque année compte tenu des versements qui auraient été effectués, alors qu'à ce moment-là, les effets défavorables se seraient déjà manifestés et qu'il serait trop tard pour retirer la mesure qui en serait la cause".[48] Il apparaît que l'argument de la Nouvelle-Zélande repose sur un certain nombre de suppositions erronées qui ne concordent même pas avec les faits en l'espèce.

37. Premièrement, la Nouvelle-Zélande suppose que la distinction entre les versements et les programmes est une "distinction faite par les États-Unis".[49] En fait, la distinction entre les versements et les programmes est une distinction de *fait* que le Brésil a reconnue lorsqu'il a présenté des allégations séparées à l'encontre de versements particuliers et des programmes eux-mêmes dans le cadre de la procédure initiale.[50] Le Groupe spécial a reconnu cette distinction lorsqu'il s'est prononcé sur les allégations séparées présentées par le Brésil.[51] Et la distinction a été reconnue et respectée dans d'autres différends.[52]

38. Deuxièmement, il apparaît que la Nouvelle-Zélande suppose à tort que reconnaître le *fait* que les versements sont des mesures distinctes des dispositions législatives et statutaires qui les autorisent signifie que ces dernières ne peuvent pas être contestées dans une procédure de règlement des différends de l'OMC. Il ne s'agit pas d'une conséquence nécessaire de la reconnaissance du fait que les versements et les programmes sont des mesures distinctes. En fait, le présent différend illustre le fait que des programmes *peuvent* être contestés en tant que tels.[53] Le Brésil n'a simplement pas eu gain de cause au sujet des allégations à l'encontre des programmes en tant que tels. Le fait est qu'il n'a eu gain de cause qu'au sujet de ses allégations concernant des versements particuliers effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2002.

---

[46] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416 (pas d'italique dans l'original).
[47] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.3 d).
[48] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 4.08.
[49] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 4.08.
[50] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 3.1 vi) à viii), et la communication à titre de réfutation présentée par les États-Unis, paragraphes 30 à 37.
[51] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 4.08.
[52] *Voir*, par exemple, *Brésil – Aéronefs (article 21:5 II – Canada)*, paragraphe 2.1.
[53] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 3.1 vi) à viii), et la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 30 à 37.

39. Troisièmement, il apparaît que la Nouvelle-Zélande ne tient pas compte du fait qu'un Membre plaignant peut formuler des allégations de "menace" de préjudice grave concernant des versements pour des campagnes futures (ou, en fait, concernant le programme autorisant les versements) s'il n'entend pas formuler d'allégations de préjudice grave "actuel" à l'encontre de versements particuliers qui ont été effectués ni d'allégations à l'encontre des programmes en soi. C'est ce qu'illustre également le présent différend.

40. Quatrièmement, il apparaît que la Nouvelle-Zélande suppose que les effets d'un versement récurent sont limités à la campagne au cours de laquelle la subvention est versée de sorte que la subvention "n'existe plus et … l'effet du subventionnement est terminé" "chaque année". Cet argument a été rejeté par l'Organe d'appel dans le présent différend: "Le contexte de l'article 6.3 c) figurant dans la Partie III de l'Accord SMC n'étaye pas l'idée que l'effet d'une subvention est immédiat, éphémère ou limité à une année, qu'elle soit ou non versée chaque année".[54] En fait, l'Organe d'appel a tenu ce raisonnement pour conclure que le Brésil pouvait contester les versements effectués par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999 à 2001, et pas seulement les versements effectués pendant la campagne de commercialisation 2002, soit celle au cours de laquelle le Brésil a engagé la procédure initiale.[55] L'argument de la Nouvelle-Zélande est encore une fois contredit par les faits du présent différend.

19. S'agissant de leur argument selon lequel les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures "prises pour se conformer", les États-Unis estiment-ils que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique uniquement aux mesures prises effectivement par une partie pour se conformer et ne s'applique pas aux mesures qu'un Membre aurait dû prendre pour se conformer?

41. Les États-Unis considèrent que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit deux catégories d'allégations: a) les allégations selon lesquelles il n'existe aucune mesure prise pour se conformer et b) les allégations selon lesquelles il existe des mesures prises pour se conformer mais elles ne sont pas compatibles avec un accord visé. Dans le premier cas, il n'existe – par définition – aucune mesure prise pour se conformer et, de ce fait, la "mesure" pourrait être l'absence de "mesures qu'un Membre aurait dû prendre pour se conformer". Dans le deuxième cas, il existe une mesure prise pour se conformer et elle seule est à juste titre l'objet d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC dans la procédure.

20. Que répondent les États-Unis à l'argument figurant dans la communication du Japon en tant que tierce partie, selon lequel le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) n'étaye pas l'argument des États-Unis voulant que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5?

42. Il apparaît que le Japon comprend mal l'argument des États-Unis. Contrairement à ce qu'il affirme, les États-Unis n'ont *pas* fait valoir qu'un Membre plaignant était "empêch[é]" d'avoir "accès à un examen au titre de l'article 21:5" lorsque le Membre défendeur n'avait entrepris aucune action pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.[56] Au contraire, les États-Unis notent que l'article 21:5 prévoit spécifiquement qu'un Membre plaignant peut demander un examen "de la mise en conformité" au titre de cette disposition "[d]ans les cas où il y [a] désaccord au sujet de l'*existence* … de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions". (pas d'italique

[54] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 477.
[55] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 484.
[56] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 18.

dans l'original) Les États-Unis considèrent que cela s'applique à la situation où un Membre n'a pris aucune mesure pour se conformer aux recommandations et décisions.

43. Les arguments des États-Unis auxquels le Japon fait référence portent sur la question des mesures qui peuvent être visées par des "allégations de compatibilité avec un accord visé" nouvelles ou renouvelées dans une procédure au titre de l'article 21:5. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord dispose que ces allégations ne peuvent être formulées qu'à l'égard de *mesures prises pour se conformer* aux recommandations et décisions de l'ORD. En l'espèce, ni les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – ni les programmes et "tous les versements" effectués au titre de ces programmes – ne sont des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD. C'est ce que confirme le fait que ces mesures n'ont pas été modifiées, pour mettre en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD ou pour toute autre raison. Et comme ces mesures ne sont pas des "mesures prises pour se conformer", elles ne peuvent pas – selon les termes exprès de l'article 21:5 – être visées par des "allégations de compatibilité avec un accord visé" nouvelles et renouvelées.

44. Le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* est tout à fait compatible avec l'argument des États-Unis. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a reconnu que "[s]i une *allégation* contest[ait] une *mesure* qui n'[était] pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne [pouvait] pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[57] Autrement dit, une procédure au titre de l'article 21:5 porte sur la question de savoir si la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD est compatible avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC. Ainsi que l'Organe d'appel l'a reconnu, elle ne donne pas aux Membres plaignants une "deuxième chance" de présenter des "allégation[s] qui, d'un point de vue juridique et pratique, pouvai[ent] être présentée[s] et maintenue[s] dans le différend initial".[58]

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006

Questions posées au Brésil

21. Le Brésil pourrait-il indiquer si sa demande visant à ce qu'il soit constaté que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 est étayée par la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs dans les procédures au titre de l'article 21:5? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

22. Que répond le Brésil à l'argument des Communautés européennes selon lequel "l'absence d'action positive entreprise par les États-Unis pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ne nuit pas nécessairement à leur moyen de défense"? [Paragraphe 48 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

Question posée aux États-Unis

23. Les États-Unis considèrent-ils que le texte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait être interprété comme signifiant qu'un groupe spécial de la mise en conformité peut uniquement examiner l'"existence" ou la "compatibilité" avec

[57] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78.
[58] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 74.

un accord visé de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle la question a été portée devant le groupe spécial et non à la date d'expiration de la période de mise en œuvre? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

45. Au paragraphe 68 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis ont expliqué que le Brésil n'avait indiqué aucun fondement textuel qui permettait de formuler *à la fois* a) une allégation concernant l'"existence" de mesures prises pour se conformer à une recommandation de l'ORD se rapportant à des circonstances factuelles dont les deux parties conviennent qu'elles n'existent même plus *et* b) une allégation concernant des "mesures prises pour se conformer" à la *même* recommandation de l'ORD dans des circonstances factuelles dont les deux parties conviennent qu'elles existent *effectivement*.

46. Au contraire, ainsi que le Groupe spécial l'a reconnu dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, une constatation comme celle qui est mentionnée au point a) ci-dessus concernant des faits caducs ne favorise pas "un règlement rapide du différend".[59] De la même manière, dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, le Groupe spécial s'est abstenu de "rendre deux décisions sur l'existence ou la compatibilité des mesures prises pour se conformer – l'une à compter de la date d'expiration du délai raisonnable et l'autre à compter de la date d'établissement du Groupe spécial"[60] pour la raison suivante: "[n]ous considérons que, pour des raisons d'économie jurisprudentielle, il ne serait ni nécessaire ni opportun d'examiner d'abord si la mise en conformité a eu lieu à la date d'expiration du délai raisonnable et ensuite si elle a eu lieu à la date ultérieure".[61] Cette clarification donnée par le Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* – à savoir qu'il s'agit d'une question d'"économie jurisprudentielle" – est particulièrement utile. Le principe d'"économie jurisprudentielle" désigne le principe voulant que les groupes spéciaux n'aient à "rend[re] des constatations que sur les allégations qu'ils jug[ent] nécessaires pour résoudre la question à l'étude".[62] Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, la partie plaignante n'a pas montré que des constatations concernant la mise en conformité à la fin de la période de mise en œuvre seraient "nécessaires ou opportunes" pour résoudre la question particulière dont le Groupe spécial était saisi. De la même manière, en l'espèce, le Brésil n'a pas montré que les constatations demandées au sujet de la mise en conformité au regard des faits caducs qui existaient à la date de mise en œuvre étaient nécessaires ou opportunes pour résoudre la question particulière dont le présent Groupe spécial est saisi.

[59] *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie) (Organe d'appel)*, paragraphe 5.12.
[60] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Groupe spécial)*, paragraphe 6.28.
[61] *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) (Groupe spécial)*, paragraphe 6.28.
[62] *États-Unis – Chemises et blouses (article 21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, page 21.

ANNEXE D-9

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL (SECTIONS D ET E)

(6 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Liste des pièces **181**

D. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **182**

1. Questions générales **182**

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation **190**

3. Modèle de simulation économique **193**

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **198**

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative **198**

A. La note de bas de page 5 de l'Accord SMC est entièrement compatible avec l'interprétation donnée par les États-Unis **199**

B. Les rapports des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs ne modifient pas l'interprétation correcte du point j) **202**

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer **205**

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* **205**

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative **208**

Liste des pièces

Pièce US-	Titre
125	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3206, Volume 2 (édition de 1993)
126	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3050, Volume 2 (édition de 1993)
127	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2543, Volume 2 (édition de 1993)
128	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 103, Volume 1 (édition de 1993)
129	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 1421, Volume 1 (édition de 1993)
130	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 195, Volume 1 (édition de 1993)

D. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Questions générales

Questions posées aux deux parties

24. Les parties pourraient-elles expliquer comment elles interprètent les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 de l'Accord SMC?

1. Les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 désignent les deux options qui s'offrent à un Membre défendeur "dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention [accordée par le Membre défendeur] a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5". Pour interpréter ces deux phrases, il faut examiner le "sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."[1]

2. S'agissant de la première option – "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" – le terme "take" (prendre) signifie, entre autres choses, "undertake and perform" (entreprendre et accomplir) "make oneself responsible for (a duty etc.)" (se rendre responsable (d'un devoir, etc.)) "adopt or choose for a particular purpose" (adopter ou choisir pour une fin particulière) ou "receive or obtain (something given, bestowed, or administered)" (recevoir ou obtenir (quelque chose qui a été donné, conféré ou administré).[2] Le terme "steps" (measures) – surtout au sens de "prendre des mesures" – désigne "an action, measure, or proceeding, esp. one of a series, which leads towards a result" (une action, une disposition ou une procédure, en particulier dans une série, qui conduit à un résultat).[3]

3. Dans le contexte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, l'élimination des effets défavorables est le "résultat" particulier auquel conduisent les mesures devant être prises. Le terme "remove" (éliminer) signifie, entre autres choses, "the action of taking away or getting rid of a thing" (l'action d'enlever une chose ou de s'en débarrasser).[4] Les "effets défavorables" sont la chose qui doit être "éliminée" au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Bien que l'article 7.8 ne précise pas que ce sont les effets défavorables *de la subvention*, comme cela a été constaté dans le rapport du Groupe spécial ou celui de l'Organe d'appel qui ont été adoptés, qui devraient être "éliminés", cela ressort clairement du contexte.[5]

4. L'article 7.8 ne spécifie pas quelles mesures précises doivent être prises pour "éliminer les effets défavorables". Mais il dispose que ces mesures doivent être "appropriées". En d'autres termes, elles doivent être "specially suitable (*for, to*)" (spécialement indiquées (*pour, en vue de*)) l'élimination des effets défavorables dont l'existence a été constatée dans les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel.[6] Cela confirme le caractère factuel des constatations de l'existence d'effets défavorables et des solutions concernant ces effets. Ce qui est "approprié" – c'est-à-dire "spécialement indiqué (pour, en vue de)" – pour l'élimination des effets défavorables dans un cas

[1] *Voir*, par exemple, l'affaire *CE – Classification des morceaux de poulet (Organe d'appel)*, paragraphe 175.
[2] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3206, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-125).
[3] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3050, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-126).
[4] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2543, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-127).
[5] À titre d'exemple, la disposition suivante, l'article 7.9 de l'*Accord SMC*, traite du cas où le Membre "n'aura pas pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables *de la subvention* …".
[6] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 103, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-128).

donné dépendra des faits de la cause et des effets défavorables particuliers dont l'existence a été constatée.

5. S'agissant de la seconde option – "retirera la subvention" – le terme "withdraw" (retirer) signifie, entre autres choses, "cause to decrease or disappear" (faire diminuer ou disparaître) et "take back or away (something bestowed or enjoyed)" (reprendre ou enlever (quelque chose qui a été conféré ou dont on a bénéficié)).[7] Conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, la chose qu'il faut "faire diminuer ou disparaître" ou qu'il faut "reprendre ou enlever", c'est la "subvention". Encore une fois, il ressort clairement du contexte que la "subvention" en cause est celle dont il a été indiqué dans le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel qu'elle cause des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*.

25. Comment les parties interprètent-elles la relation entre l'article 7.8 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord?

6. L'article 7.8 de l'*Accord SMC* définit l'obligation d'un Membre défendeur "dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention [accordée par le Membre défendeur] a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5". Dans une telle situation, l'article 7.8 offre deux options au Membre défendeur. Comme il a été indiqué ci-dessus, le Membre peut soit a) "prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" soit b) "retirer la subvention".

7. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord porte sur le recours aux procédures de règlement des différends pour régler des désaccords au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.

8. Il n'y a aucun renvoi à l'autre disposition dans l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ou l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Toutefois, compte tenu de l'obligation énoncée à l'article 7.8 de "prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" ou de "retirer la subvention", dans la mesure où il y aura désaccord sur la question de savoir si le Membre défendeur a satisfait à ses obligations, l'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit des procédures de règlement des différends pour régler le désaccord. En d'autres termes, une partie plaignante pourrait recourir à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pour alléguer que le Membre concerné n'a pris aucune mesure pour se conformer (c'est-à-dire que les effets défavorables n'ont pas été éliminés ou que la subvention n'a pas été retirée) ou que la mesure prise pour se conformer n'est pas compatible avec un accord visé.

26. Les parties pourraient-elles indiquer si elles souscrivent ou non aux arguments avancés par la Nouvelle-Zélande dans sa communication en tant que tierce partie, selon lesquels l'article 7.8 de l'Accord SMC a certaines conséquences sur la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5? [Paragraphes 5.04 à 5.06 de la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie]

9. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel "l'article 7.8 de l'*Accord SMC* a pour effet de répartir la charge de la preuve d'une manière quelque peu différente" dans une procédure du Groupe spécial de la mise en conformité.[8] Cet argument n'a aucun fondement juridique. L'article 7.8 dispose ce qui suit:

> Dans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre au sens de l'article 5, le Membre qui

[7] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3704, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-118).
[8] Communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphe 5.06

accorde ou maintient cette subvention prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirera la subvention.

10. Cette disposition ne dit rien sur la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5, et *a fortiori* ne renverse pas la règle bien établie selon laquelle c'est la partie plaignante – que ce soit dans une procédure de groupe spécial initial ou une procédure du Groupe spécial de la mise en conformité – qui assume la charge de prouver ses allégations.[9] Comme dans toute autre procédure au titre de l'article 21:5, la partie plaignante assume toujours la charge de prouver son allégation selon laquelle il n'existe pas de mesure pour se conformer (c'est-à-dire que les effets défavorables n'ont pas été éliminés ou que la subvention n'a pas été retirée) ou que la mesure prise pour se conformer n'est pas compatible avec un accord visé.

27. Les parties pourraient-elles formuler des observations sur l'assertion ci-après des Communautés européennes:

> ***"Le texte de l'article 7.8 de l'Accord SMC ne dispose pas expressément qu'un Membre auquel l'ORD a demandé de mettre en œuvre ses recommandations et décisions au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC a en fait quoi que ce soit à faire." (italique dans l'original)***

11. Les États-Unis sont d'accord avec l'assertion des Communautés européennes dans la mesure où elle signifie que l'article 7.8 ne spécifie aucune mesure particulière en ce qui concerne l'élimination des effets défavorables d'une subvention ou le retrait d'une subvention. La décision relève du Membre défendeur. Pour ce qui est de la première option (l'élimination des effets défavorables), le texte indique seulement que les mesures prises doivent être "appropriées".[10] Ce qui est "approprié" dans un cas donné doit être déterminé sur la base des faits spécifiques compte tenu de la subvention, des effets défavorables et des autres circonstances particulières en cause. Pour ce qui est de la seconde option (le retrait de la subvention), il n'existe aucune restriction concernant la manière de retirer la subvention. Et il n'est peut-être pas toujours nécessaire de modifier la mesure elle-même. Il est possible que les conditions du marché ou d'autres conditions évoluent de telle sorte que la subvention ne cause plus d'effets défavorables ou que la mesure ne soit plus une subvention (par exemple parce qu'elle ne confère plus d'avantage).

28. Les parties ont des vues divergentes en ce qui concerne la campagne de commercialisation pertinente que le Groupe spécial doit prendre en considération dans son analyse des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil.

> ***a) Les parties pourraient-elles indiquer quelles sont, selon elles, les considérations juridiques pertinentes qui devraient guider le Groupe spécial***

---

[9] *Voir*, par exemple, l'affaire *Canada – Produits laitiers (21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)*, paragraphe 6.4 ("Le Groupe spécial ne considère pas que les règles régissant l'attribution de la charge de la preuve changent simplement parce qu'une allégation est formulée dans le contexte d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.") (citant le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 – Canada)*, paragraphe 66). Les États-Unis font également observer que l'argument de la Nouvelle-Zélande repose sur une lecture erronée des constatations formulées dans la procédure initiale. La Nouvelle-Zélande suppose que le Groupe spécial initial a constaté que les "programmes" de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ainsi que le programme Step 2 causaient un préjudice grave. Or, comme il ressort clairement du rapport du Groupe spécial initial, celui-ci a indiqué expressément qu'il s'abstenait de se prononcer sur cette question. *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 31 à 44; et la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 16 à 63.

[10] *Voir* l'examen du terme "approprié" dans la réponse à la question n° 24 ci-dessus.

au moment de déterminer si la campagne de commercialisation appropriée est la campagne 2005 ou la campagne 2006?

12. Les États-Unis estiment que la campagne de commercialisation actuelle – la campagne 2006 – est la période pertinente pour examiner si une subvention a pour "effet" actuel "d'empêcher des hausses de prix sur le même marché" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Cette conclusion s'impose en raison de l'utilisation dans cette disposition de la forme verbale "is" au présent. "Is" signifie "that which exists, that which is; the fact or quality of existence" (ce qui existe, ce qui est; le fait ou la qualité d'exister).[11] Le terme "is" vient du verbe "to be" (être) qui signifie lui-même, entre autres choses, "have place in the realm of fact, exist, live" (avoir place dans le domaine des faits, exister, vivre) "be the case or the fact; obtain" (être le cas ou le fait, obtenir).[12] Pour déterminer l'effet (s'il y en a un) d'une subvention qui "existe" actuellement, il est clairement nécessaire d'examiner la période (ou campagne de commercialisation) actuelle. Il est possible que certaines données couvrant la campagne de commercialisation 2006, la campagne actuelle, ne soient pas disponibles. Dans un tel cas, il convient d'examiner des données antérieures pour remplacer la période "actuelle".[13] Toutefois, s'il existe des données fiables pour la campagne de commercialisation 2006, ou toute partie de cette campagne, ce sont ces données-là que le Groupe spécial devrait prendre en considération pour évaluer les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil. Cette approche est particulièrement pertinente dans les cas où les données couvrant la campagne de commercialisation 2006 *sont* disponibles et complètes, y compris, par exemple, les données relatives aux prix à terme qui auraient été pris en considération par les producteurs des États-Unis au moment de la plantation pour la campagne 2006 (soit pendant la période allant de janvier à mars 2006).

b) Les parties souscrivent-elles ou non à l'argument des Communautés européennes selon lequel, dans un différend impliquant une allégation de préjudice grave actuel, les parties doivent fournir les données "les plus récentes qui sont raisonnablement disponibles"? [Paragraphes 43, 54 et 55 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

13. Comme il est indiqué ci-dessus, les États-Unis conviennent que. pour une allégation de préjudice grave "actuel", les données couvrant la campagne de commercialisation actuelle et toute donnée (fiable) relative à cette campagne sont les plus pertinentes.[14]

---

[11] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 1421, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-129).

[12] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 195, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-130).

[13] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 49 ("Les données couvrant la totalité de la campagne qui concernent les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques accordés aux cultivateurs de coton upland des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 – première campagne pendant laquelle les versements au titre du programme Step 2 n'ont pas été accordés – ne seront disponibles qu'en septembre 2007. *Toutefois*, le Groupe spécial de la mise en conformité peut déterminer si l'abrogation du programme Step 2 est suffisante pour rendre la nouvelle "série de mesures" apportant un soutien aux cultivateurs de coton upland des États-Unis conforme aux accords visés, sur la base des données couvrant la totalité de la campagne de commercialisation 2005.") (pas d'italique dans l'original)

[14] Toutefois, les États-Unis ne souscrivent pas pour autant à tous les arguments additionnels qu'avancent les Communautés européennes concernant l'"obligation" alléguée d'une partie défenderesse de se référer aux données les plus récentes qui sont disponibles dans sa première communication écrite, indépendamment des arguments de la partie plaignante. *Voir* la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 55. Ces arguments additionnels semblent porter sur la question de la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5. Comme les États-Unis l'ont indiqué ci-dessus, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, c'est *la partie plaignante* qui a la charge de prouver qu'il y a infraction aux accords visés mentionnés; cette charge n'incombe *pas* en premier lieu à la partie défenderesse.

Questions posées aux États-Unis

29. Les États-Unis contestent-ils le fait qu'il existe "une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland"?[15] En particulier, s'inscrivent-ils en faux contre les déclarations suivantes[16]:

- ***une très grande proportion d'exploitations ayant une superficie de base de coton upland continuent de planter du coton upland pendant l'année où a lieu le versement;***

- ***la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plantent du coton upland ont également une base de coton upland?***

14. À titre de clarification, les États-Unis estiment que l'expression "forte relation positive" est une qualification des faits plutôt que des faits en tant que tels. Les faits sont les suivants:

- Dans les exploitations qui ont une superficie de base de coton upland (et qui peuvent donc bénéficier de versements anticycliques pour le coton), le rapport entre la superficie *plantée* en coton et la superficie *de base* totale de coton upland n'a été que de 60 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005. En d'autres termes, les exploitants de coton upland des États-Unis n'ont effectué de plantations que sur environ 60 pour cent de la superficie de coton sur laquelle ils avaient effectué des plantations pendant la période antérieure utilisée pour le calcul de la superficie de base.

- Deuxièmement, une part importante de la superficie plantée en coton upland des États-Unis (une moyenne de 17 pour cent au cours des campagnes de commercialisation 2002-2005) se trouve dans des exploitations ayant une superficie plantée en coton qui dépasse la superficie de base de coton ou, même, dans des exploitations qui n'ont pas de superficie de base de coton du tout.

15. Le débat entre les parties porte sur ce que ces faits signifient. Les États-Unis estiment que ces faits étayent plusieurs de leurs arguments. À titre d'exemple, ces faits confirment que les exploitants des États-Unis recourent effectivement à la flexibilité en matière de plantation ménagée par les programmes de versements directs et de versements anticycliques. En revanche, le Brésil fait valoir que les exploitants des États-Unis sont d'une certaine façon incités à planter du coton upland pour la seule raison qu'ils détiennent une superficie de base pour laquelle ils peuvent recevoir des versements effectués sur la base des taux de versement applicables au coton upland. Toutefois, le Brésil n'a pas expliqué pourquoi, si tel était le cas, les bénéficiaires de ces versements effectuaient des plantations sur une superficie inférieure de 40 pour cent à celle sur laquelle ils avaient effectué des plantations au cours de la période antérieure utilisée pour le calcul de la superficie de base.

16. Le deuxième fait est également important selon les États-Unis. Il montre qu'une proportion importante – et croissante – de coton est cultivée dans des exploitations qui ne détiennent *aucune*

---

[15] ***[NOTE DE BAS DE PAGE DE L'ORIGINAL: Voir le paragraphe 131 de la première communication du Brésil. Le Groupe spécial précise que ce membre de phrase fait référence au fait que "les bénéficiaires détenant une superficie de base de coton upland" et "ceux qui continuent de planter du coton upland" coïncident largement. (Voir le paragraphe 7.637 du rapport du Groupe spécial initial.) Le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil utilise ce membre de phrase dans le même sens.]***

[16] ***[NOTE DE BAS DE PAGE DE L'ORIGINAL: Ces passages sont tirés du paragraphe 7.636 du rapport du Groupe spécial initial.]***

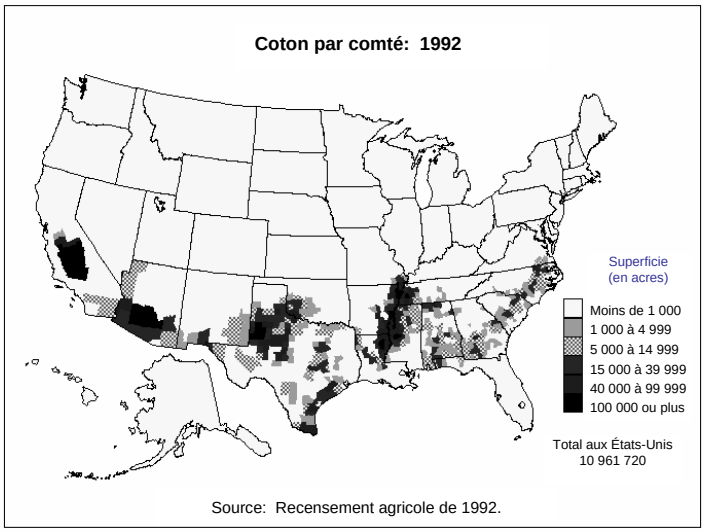
superficie de base de coton upland ou sur une superficie plantée qui dépasse la superficie de base de coton upland détenue par l'exploitation. En d'autres termes, pour ces exploitants cotonniers, il ne peut y avoir aucun lien – même allégué – entre les versements anticycliques relatifs à la base de coton et la production actuelle parce que ces exploitants cultivent du coton sur une superficie *supérieure* à leur superficie de base de coton, si superficie il y a. Ces données étayent d'autres éléments de preuve présentés par les États-Unis; par exemple, les données concernant les coûts de production montrent que pour l'essentiel de la production des États-Unis (au moins 92 pour cent), le revenu provenant du marché couvre non seulement les coûts variables de production mais aussi *tous* les coûts totaux de production. Ainsi, même selon la propre théorie du Brésil, les versements anticycliques n'incitent aucunement à poursuivre la production de coton en ce qui concerne l'essentiel de la production de coton aux États-Unis. Pour ce qui est des 8 autres pour cent de la production des États-Unis, le Brésil n'a même pas établi de lien entre sa théorie et cette production dans le but de démontrer l'existence d'un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" causé par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.

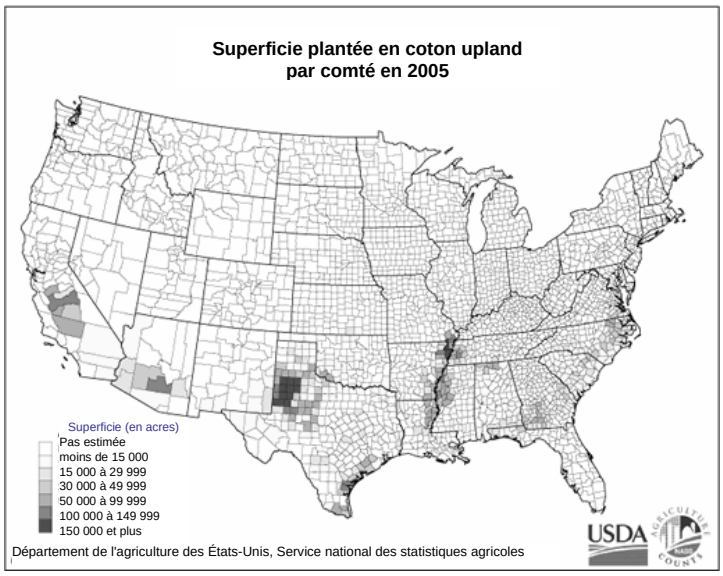
17. Ces faits sont les plus pertinents selon les États-Unis parce qu'ils portent sur le niveau de *plantation et* de *production* du coton upland et la relation qui existe – si relation il y a – entre ces éléments et les versements. Les États-Unis rappellent à cet égard que l'allégation du Brésil porte *précisément* sur cette relation. Or, inexplicablement, le Brésil cherche à rejeter ces faits en les qualifiant de "statistiques sans importance".[17] Le Brésil fait plutôt valoir que la question essentielle devrait être celle de savoir si le coton upland est cultivé dans des exploitations qui détiennent au moins une acre de base de coton upland. À cet égard, le Brésil indique que "95 pour cent de la superficie plantée en coton upland effective des États-Unis se trouvait dans des exploitations qui ont bénéficié de versements anticycliques pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005".[18]

18. Les États-Unis ne contestent pas ce chiffre mais ils ne sont pas du tout d'accord avec les conclusions que le Brésil demande au Groupe spécial de tirer à ce sujet, à savoir qu'il constitue d'une certaine façon un élément de preuve de l'existence des *effets* allégués d'incitation à la production du programme de versements anticycliques. En fait, il apparaît que le Brésil confond la cause et les effets.

19. Le coton upland est cultivé dans un nombre limité de régions des États-Unis, principalement dans quelques États du sud et de l'ouest, où les conditions climatiques et autres sont idéales pour sa production. Le coton upland était cultivé dans ces régions bien avant l'entrée en vigueur du programme de versements anticycliques et continue d'y être cultivé aujourd'hui. La poursuite de la plantation de coton upland sur ces terres agricoles n'est pas due à un quelconque versement des pouvoirs publics; elle est due au fait que le coton upland peut être cultivé facilement dans ces régions mais ne peut être cultivé dans d'autres (à titre d'exemple, les plants de coton gèleraient probablement s'ils étaient plantés au Montana en avril mais ils viennent bien au Texas grâce aux températures plus chaudes qui y règnent à cette époque). Comme il est indiqué dans les cartes présentées ci-dessous, en 2005, le coton est cultivé dans les mêmes États et – dans une large mesure – les mêmes comtés que ceux dans lesquels il l'était en 1992, soit bien avant que les versements anticycliques entrent en vigueur. Cette observation serait également valable même si on revenait des décennies en arrière.

[17] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 157.
[18] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 157.





20. Des superficies de base ont été attribuées en fonction de ce que les exploitants des États-Unis ont produit pendant une période antérieure. Les exploitants des États-Unis qui ont planté du coton upland pendant la période antérieure ont pu enregistrer une superficie de base de coton upland aux fins des programmes de versements directs et de versements anticycliques. De nombreux exploitants du sud des États-Unis cultivaient du coton upland - souvent, dans le cadre d'une rotation des cultures - pendant la période antérieure parce qu'il était avantageux pour eux de le faire d'un point de vue agronomique. Bon nombre des mêmes exploitations produisent *une certaine quantité* de coton upland aujourd'hui pour les mêmes raisons qu'elles le faisaient à l'époque où les superficies de base ont été enregistrées – les exploitants ont acquis une expérience et des compétences en matière de culture de coton upland dans ces régions, ils possèdent l'équipement nécessaire pour cette production, et ils savent qu'ils peuvent cultiver du coton upland avec de bons résultats compte tenu des conditions particulières de culture dans la région.

21. Le Brésil cherche à alléguer que toute continuité existant en matière de plantation est un élément de preuve indiquant que les versements anticycliques incitent les producteurs des États-Unis à planter du coton upland alors qu'ils ne l'auraient pas fait en leur absence. Mais cette conclusion n'est pas fondée. Cela revient à alléguer en tant qu'"élément de preuve" des effets des subventions que des raisins à vin ont été cultivés antérieurement et continuent d'être cultivés aujourd'hui dans certaines régions de France, ou que des olives ont été cultivées et continuent d'être cultivées aujourd'hui dans certaines régions méditerranéennes. Le fait qu'une certaine partie des terres agricoles utilisée antérieurement pour produire du coton continue d'être bonne – d'un point de vue agronomique – pour la production de cette culture et continue d'être utilisée pour cultiver cette culture n'est guère étonnant et ne constitue *pas* un élément de preuve de l'existence de quelconques effets d'incitation à la production du programme de versements anticycliques.

22. En résumé, le Brésil n'a encore établi ni la pertinence des données agricoles qu'il demande au Groupe spécial de prendre en considération ni la raison pour laquelle les données relatives aux superficies – qui sont plus pertinentes – présentées par les États-Unis devraient être laissées de côté. Il apparaît que le seul argument du Brésil est que le Groupe spécial initial a pris en considération des données similaires à celles que le Brésil met en avant avec insistance lorsqu'il a évalué des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Cet argument ne résiste pas à l'examen. Il se peut que le Groupe spécial initial ait examiné quelle quantité de coton upland était cultivée aujourd'hui sur des exploitations qui produisaient du coton antérieurement. Toutefois, il ne peut *pas* avoir jugé qu'il s'agissait d'éléments de preuve convaincants de l'existence de quelconques effets allégués d'incitation à la production des versements effectués par le gouvernement des États-Unis parce qu'il n'a pas constaté que les versements *directs* (ou, dans les années antérieures, les versements au titre de contrats de flexibilité de la production) avaient des effets notables sur la production et les prix. La relation entre les versements anticycliques et la superficie de base de coton upland est exactement la même que celle qui existe entre les versements directs et la superficie de base de coton upland. En fait, la superficie de base est exactement la *même* pour les deux programmes. Si cette relation constituait un élément de preuve solide de l'existence d'effets sur la production et les prix, comme le Brésil l'allègue, le Groupe spécial initial n'aurait guère eu de raison de formuler des constatations à l'encontre des versements anticycliques/d'aide pour perte de parts de marché, mais pas à l'encontre des versements directs/au titre de contrats de flexibilité de la production, effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Le fait que le Groupe spécial n'a pas formulé la même constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable pour les versements directs/au titre de contrats de flexibilité de la production confirme que la relation avec la superficie de base ne constitue pas un élément de preuve convaincant de l'existence de quelconques effets d'incitation à la production de l'un ou l'autre des programmes. Il s'agit simplement d'éléments de preuve indiquant que certaines régions des États-Unis se prêtent bien à la culture du coton upland. Avant l'entrée en vigueur du programme de versements anticycliques (et du programme de versements directs), le coton était une culture viable que la plupart des exploitants pouvaient inclure dans leur rotation et il continue d'être une culture viable aujourd'hui.

23. Pour revenir sur les deux déclarations mentionnées ci-dessus, les États-Unis estiment, pour les raisons qui viennent d'être données, que la question pertinente aux fins de l'évaluation des effets des versements anticycliques n'est pas la proportion des exploitations mais le niveau de la superficie plantée en coton upland (par rapport à la superficie de base de coton upland). Les données concernant cette superficie plantée sont compatibles avec le fait que les exploitants recourent à la flexibilité en matière de plantation qui est ménagée par le programme de versements anticycliques et font des choix qui reposent sur des considérations commerciales et non pas sur des "incitations" provenant de versements anticycliques.

Question posée au Brésil

30. ***Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements effectués au titre des programmes empêchent des hausses de prix dans une mesure notable est une question inédite"? [Paragraphe 219 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]***

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation

Questions posées aux États-Unis

31. ***Le Brésil allègue que la structure, la conception et la gestion des versements anticycliques des États-Unis stimulent la production de coton upland aux États-Unis. Le Brésil et les États-Unis ont tous deux fait référence à l'étude Westcott (2005)[19] pour étayer leur analyse opposée de l'incidence possible des versements anticycliques sur la production. Dans sa réfutation, le Brésil cite le passage ci-après de Westcott:***

> ***Donc, où les versements CCP se situent-ils par rapport aux autres programmes concernant des produits de base agricoles prévus dans la Loi de 2002 sur l'agriculture? Les prêts à la commercialisation sont entièrement couplés puisqu'ils peuvent être obtenus pour toute la production et que leur lien avec les prix du marché fait qu'ils influent sur les décisions de production des exploitants. Les versements directs sont essentiellement découplés puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures et non sur la production actuelle et qu'ils ne dépendent pas des prix du marché ou d'autres facteurs qui influeraient sur la production …***
>
> ***Les versements CCP s'intercalent entre ces deux programmes car certaines de leurs caractéristiques s'apparentent à celles des versements directs essentiellement découplés tandis que d'autres s'apparentent à celles des prêts à la commercialisation entièrement couplés. Comme les versements directs, les versements CCP ne dépendent pas de la production actuelle puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures. Toutefois, comme les prêts à la commercialisation, les versements CCP sont liés aux prix du marché et peuvent donc avoir une certaine incidence sur les décisions relatives à la production actuelle des exploitants, ce qui fait que ces versements pourraient être au moins en partie ou dans une certaine mesure couplés.***

a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description des versements CCP?

[19] ***[NOTE DE BAS DE PAGE DE L'ORIGINAL: Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" (pièce US-35).]***

24. Les États-Unis conviennent que les versements anticycliques diffèrent des versements directs à un titre, à savoir ils sont effectués en fonction de la superficie de base antérieure et des rendements donnant lieu à des versements *lorsque le prix agricole moyen saisonnier tombe au-dessous d'un certain seuil*. Les versements directs, par contre, sont effectués *quels que soient les prix* en fonction de la superficie de base antérieure et des rendements donnant lieu à des versements. Les États-Unis conviennent également que, dans la mesure où les versements au titre du programme de versements anticycliques ne sont effectués que lorsque certaines conditions de prix existent, les versements anticycliques sont semblables aux versements au titre de prêts à la commercialisation du point de vue de cette conditionnalité.

25. Cela dit, la question qui se pose aux articles 5 et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne concerne pas la forme des subventions mais leurs *effets*. Et, comme les États-Unis l'ont indiqué, les effets possibles des versements effectués au titre du programme de versements anticycliques sur les décisions en matière de superficies ressemblent beaucoup plus à ceux des versements directs que des versements au titre de prêts à la commercialisation. Comme il est expliqué ci-dessous, les versements au titre de prêts à la commercialisation sont effectués en fonction de la production réelle. En revanche, **"les exploitants conservent presque toute leur flexibilité en matière de plantation et peuvent recevoir des versements CCP pour la culture faisant partie de la superficie de base que cette culture (ou toute autre culture) soit ou non plantée sur cette superficie"**.[20] C'est *exactement* la même chose pour les versements directs.

26. Étant donné que la seule différence fondamentale dans la structure des versements directs et des versements anticycliques est que ces derniers ne sont effectués que lorsque certaines conditions du marché existent, et non pas automatiquement chaque année, la question consiste à savoir si ce fait entraîne un effet sur la production dans le cas des versements anticycliques qui ne se produit pas dans le cas des versements directs. Certains chercheurs – dont Westcott – concluent que le lien avec les prix pourrait, dans certaines circonstances, entraîner sur la production des effets indirects découlant principalement d'un risque atténué d'instabilité des prix. Les États-Unis sont d'accord. Toutefois, les États-Unis sont également d'accord avec Westcott et d'autres chercheurs pour dire que l'importance de ces effets sur la production serait probablement minime et limitée par un certain nombre de facteurs. À titre d'exemple, Westcott fait observer à cet égard que:

a) lorsqu'on s'attend à ce que les prix soient supérieurs au seuil maximal – les versements anticycliques se comportent tout comme les versements directs fixes[21];

b) "le[s] effet[s] croisé[s] entre produits de base semble[nt] indiquer que les versements anticycliques pourraient entraîner une réduction générale des risques liés aux revenus plutôt qu'un effet spécifique à une culture. Les recettes nettes provenant des cultures de remplacement resteraient le principal élément pris en considération dans les choix de production"[22];

c) "si plusieurs études font état d'une aversion des exploitants pour les risques (Chavas et Holt, 1990, 1996, par exemple), d'autres instruments de réduction des risques existent déjà pour la gestion des risques. Ainsi, avec la réduction des risques liés aux revenus assurée actuellement par les versements anticycliques dans le cadre des programmes

[20] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 202 (pièce US-35).
[21] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 203 (pièce US-35).
[22] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 204 (pièce US-35).

agricoles, les exploitants peuvent adapter leur recours à ces autres stratégies de gestion des risques agricoles et non agricoles"[23]; et

d) "une grande partie de la production du secteur agricole des États-Unis provient d'une faible proportion de gros producteurs … Les éléments de preuve indiquant que l'aversion pour les risques décroît à mesure que les revenus augmentent (Chavas et Holt, 1990, 1996) donnent à penser que cette aversion pourrait également tendre à diminuer à mesure que la taille des exploitations augmente. Ainsi, le fait que les grandes exploitations qui représentent la majeure partie de la production éprouvent moins d'aversion pour les risques amoindrit les effets potentiels des versements anticycliques sur la production en raison de la réduction des risques. Si les petits exploitants peuvent éprouver davantage d'aversion pour les risques dans leur entreprise agricole, les revenus non agricoles peuvent réduire le niveau global des risques liés aux revenus des ménages".[24]

27. Sur la base de ces facteurs et d'autres, Westcott conclut qu'"il existe plusieurs facteurs d'atténuation qui semblent indiquer que les effets globaux des versements anticycliques sur la production dus à la réduction des risques liés aux revenus seront probablement limités".[25] Les États-Unis sont d'accord avec cette évaluation. D'autres études présentées par les États-Unis portant sur les éléments de preuve empiriques des effets sur la production – par exemple une étude de 2007 menée par Lin et Dismukes dans laquelle les auteurs ont conclu que "[l']effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avér[ait] être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent …"[26] – confirment que les effets des versements anticycliques sont effectivement très limités.

b) Que répondraient les États-Unis à l'argument selon lequel, de par leur conception, les versements anticycliques sont couplés dans une certaine mesure aux décisions de production parce qu'une partie des versements est subordonnée aux prix qui sont effectivement obtenus sur le marché?

28. Les États-Unis n'estiment pas que les versements anticycliques sont "couplés aux décisions de production" parce que, comme Westcott le fait observer, "les exploitants conservent presque toute leur flexibilité en matière de plantation et peuvent recevoir des versements anticycliques pour la culture faisant partie de la superficie de base, que cette culture (ou toute autre culture) soit ou non plantée sur cette superficie".[27] Un exploitant n'est tout simplement pas tenu de produire du coton upland pour obtenir des versements concernant la superficie de base de coton upland. D'ailleurs, cela ressort de la question parce qu'il y est indiqué que la condition est l'obtention de *prix* particuliers sur le marché, et non pas l'obtention d'une certaine production par les différents producteurs. Le prix sur le marché est un élément déclenchant indépendant.

29. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessus, les États-Unis conviennent que les versements anticycliques – comme les versements directs – peuvent avoir des effets limités sur le risque et la

[23] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 204 (pièce US-35).
[24] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 204 (pièce US-35).
[25] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 205 (pièce US-35).
[26] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts", *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – pages 64 à 86*, à paraître, page 83 (pièce US-85) (pas d'italique dans l'original).
[27] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 202 (pièce US-35).

richesse qui pour leur part se traduisent par certains effets limités sur la production. À titre d'exemple, le lien entre les versements anticycliques et les prix agricoles moyens saisonniers peut, dans certaines circonstances, entraîner sur la production des effets indirects découlant d'un risque atténué d'instabilité des prix. C'est cette question des effets qui est importante à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Et, dans ce contexte, la question en est une de *mesure* – c'est-à-dire celle de savoir si les effets sur le risque et la richesse sont tels qu'ils ont une incidence importante sur la production et les exportations et, essentiellement, empêchent des hausses des cours du marché mondial dans une mesure "notable". Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial confirment que ce n'est pas le cas. En fait, comme Westcott l'a conclu: "il existe plusieurs facteurs d'atténuation qui semblent indiquer que les effets globaux sur la production des versements anticycliques seraient probablement limités en raison de la réduction des risques".[28] Cette conclusion est confirmée par des études empiriques récentes qui ont examiné les effets des versements anticycliques.[29]

3. Modèle de simulation économique

Question posée aux États-Unis

> ***32. Le Brésil a présenté un modèle d'équilibre partiel visant à simuler les effets de l'élimination des versements des États-Unis pour le coton upland, en particulier les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis ont donné leur avis sur le modèle de simulation dans leur communication et dans leur réfutation.***
>
> ***a) Serait-il exact de dire que la réponse des États-Unis constitue une acceptation générale du cadre d'analyse adopté par le Brésil mais une contestation des hypothèses formulées concernant les valeurs des paramètres, les élasticités de l'offre et de la demande et le facteur de "couplage" utilisés dans le modèle? (Le facteur de couplage est le montant dont est majoré le prix attendu du coton pour chaque dollar versé par unité à titre de subvention.)***

30. Avant de répondre à la question du Groupe spécial, les États-Unis précisent que le facteur de couplage, tel qu'il est utilisé dans les modèles FAPRI et le modèle Sumner II, est un coefficient utilisé pour comparer les effets de versements qui ne sont couplés à aucune production (comme les versements directs et les versements anticycliques) aux effets d'autres versements (par exemple le revenu du marché), qui sont effectués directement en fonction de la production. En ce qui concerne les versements directs et les versements anticycliques, la plupart des facteurs de couplage utilisés actuellement ont été établis sur la base du jugement de l'analyste. Lorsqu'un plus grand nombre de données empiriques sont disponibles, elles orientent les analystes dans la détermination du facteur de couplage approprié.

31. Passant à la question du Groupe spécial, si les États-Unis estiment qu'un modèle d'équilibre partiel peut être un outil approprié pour réaliser une évaluation des effets sur les cours du marché mondial du programme de versements Step 2 et des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les États-Unis ne jugent pas que le nouveau modèle du Brésil soit approprié. Les États-Unis ont identifié un certain nombre de lacunes importantes présentées par le modèle, y compris le fait que le modèle:

---

[28] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited", page 205 (pièce US-35).

[29] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 207 à 214; et la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 226 à 252.

- n'inclut pas les effets croisés entre produits de base ni les élasticités-prix croisées, ce qui pourrait conduire à des effets sur les prix faussés;

- est statique, sans relations explicites pour tenir compte des variations du niveau des stocks de coton, ni équation de stocks;

- contient des élasticités de l'offre étrangère différentes de celles du FAPRI qui sous-estiment la réaction des producteurs étrangers aux fluctuations des cours mondiaux;

- traite les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs différemment même s'ils sont fonctionnent de la même façon;

- incorpore directement les versements au titre du programme Step 2 dans la fonction de revenu des producteurs en tant que versements entièrement couplés; et

- ne tient manifestement pas compte des paramètres réglementaires, par exemple en incluant des taux de versements anticycliques qui dépassent parfois le maximum réglementaire dans chacune des attentes en matière de prix.[30]

32. Ce sont là quelques-uns des problèmes qui découlent de la structure générale du modèle lui-même et du caractère simplifié et restreint de l'évaluation qu'il tente de faire. D'autres distorsions encore plus importantes découlent des paramètres économétriques incorrects utilisés dans le modèle. Elles ont été examinées en détail dans les communications des États-Unis.

33. Non seulement les États-Unis n'acceptent pas le modèle particulier adopté par le Brésil ainsi que les paramètres et hypothèses qu'il utilise mais ils sont en désaccord avec le Brésil sur la question que le modèle cherche à résoudre. Il apparaît que le Brésil suppose que la question dont le Groupe spécial est saisi est celle de l'incidence "à court terme" d'un "bouleversement" du système par le biais de l'élimination complète des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.[31] Ce n'est pas le cas. Au titre de l'article 6.3 c), la question consiste à savoir quel est le degré d'empêchement, le cas échéant, de hausses de prix qui existe *actuellement*, du fait des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et si ce degré d'empêchement de hausses de prix est "notable". Si l'on procède à une

[30] Les versements anticycliques maximaux effectués en ce qui concerne 85 pour cent de la superficie de base et les rendements visés par le programme ne peuvent dépasser 13,73 cents. Pourtant, M. Sumner prévoit un montant s'élevant à 19,10 cents, soit de 39 pour cent supérieur au taux maximal autorisé. Les tentatives faites par le Brésil pour expliquer cet état de choses à la réunion du Groupe spécial ont été vaines. Le Brésil a indiqué que M. Sumner avait divisé les versements anticycliques totaux par la production pour obtenir un taux par livre. Mais cela n'est pas conforme à la manière dont les exploitants voient les versements anticycliques. La question est de savoir ce que sont les attentes des exploitants et les exploitants n'entament pas la saison de plantation en supposant que le taux du versement anticyclique pourrait s'élever à 30 pour cent de plus que le maximum réglementaire. Par ailleurs, les superficies de base de coton upland ne sont pas toutes plantées en coton upland. L'approche du Brésil ne tient pas compte de ce fait. Il convient également de noter que le Brésil a choisi de ne pas adopter cette approche dans l'analyse du coût de production incluse dans sa déclaration. Dans cette analyse, le Brésil a utilisé à juste titre le taux maximum réglementaire pour les versements anticycliques.

[31] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphes 28 et 29. À titre d'exemple, l'économiste du Brésil tente de justifier l'utilisation d'une élasticité de l'offre du reste du monde irréaliste et excessivement faible en disant que le Brésil cherche à évaluer les effets à court terme du "bouleversement résultant de l'élimination des subventions accordées en faveur du coton par les États-Unis". *Voir* l'annexe I de la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28. Il est donc surprenant qu'à la réunion avec le Groupe spécial l'économiste du Brésil ait nié que le Brésil avait dit de telles choses ou adopté une telle approche.

évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été inférieurs ou différents ou n'avaient pas existé. La question n'est pas de savoir quels seront les prix pendant la période d'ajustement à court terme si les versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques sont soudainement éliminés. En fait, les Membres ne sont même pas tenus d'éliminer les mesures dont il est constaté qu'elles sont des subventions pouvant donner lieu à une action; ils ont le choix entre le "retrait" de la subvention ou l'élimination de ses effets défavorables. Ainsi, outre le fait que la littérature économique plaide en faveur d'une évaluation à long terme, l'argument du Brésil selon lequel il faut examiner les effets à court terme de l'élimination totale des programmes ne saurait être exact d'un point de vue textuel.

34. L'effet total de toutes les lacunes du modèle du Brésil consiste en une énorme surestimation des effets possibles des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Sans changer les lacunes structurelles du modèle et en recalibrant tout simplement les "élasticités clés" et d'autres hypothèses de base pour tenir compte du FAPRI et d'autres paramètres bien établis – dont beaucoup ont été reconnus et utilisés par le Brésil dans la procédure initiale – les États-Unis ont démontré que les effets estimés par le nouveau modèle du Brésil diminuaient fortement. L'élimination *complète* des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques se traduit par une augmentation des cours mondiaux de seulement 1,41 pour cent par rapport aux niveaux des données de base durant les campagnes de commercialisation 2002-2005 et de 0,96 pour cent durant les campagnes de commercialisation 2006-2008. Les chiffres à long terme concernant les élasticités de l'offre et de la demande tirés du modèle ATPSM de la CNUCED et du FAO montrent que l'élimination des programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques se traduit par une augmentation des cours mondiaux de 2,26 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 et de 1,52 pour cent durant les campagnes de commercialisation 2006-2008. *Ces effets considérablement plus faibles sur les prix ne découlent que de quelques ajustements préliminaires de base apportés au modèle de M. Sumner*. Une analyse et un recalibrage plus détaillés réduiraient encore davantage les effets sur les prix.

35. Il est essentiel que le Groupe spécial comprenne les lacunes du modèle Sumner II ainsi que leur importance dans le présent différend parce que le Brésil n'a présenté presque aucun élément de preuve empirique à l'appui de ses allégations selon lesquelles les programmes de versements effectués par les États-Unis au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causaient un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable. L'allégation du Brésil est plutôt largement tributaire de la nouvelle modélisation économétrique réalisée aux fins du présent différend. Le fait que même cette modélisation économétrique est fondamentalement viciée confirme que les allégations du Brésil ne sont pas fondées.

b) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis utilisent une valeur de 1 identique à celle que le Brésil adopte pour le facteur de couplage attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements au titre de prêts à la commercialisation accordent une incitation un-pour-un à la production de coton upland?

36. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la description des versements au titre de prêts à la commercialisation voulant qu'ils accordent une "incitation un-pour-un à la production de coton upland". Cela pourrait permettre de penser qu'un effet peut être attribué à chaque dollar dépensé au titre de prêts à la commercialisation dans une année donnée, ce qui n'est pas le cas. Comme les États-Unis l'ont fait valoir, la question de savoir si le prêt à la commercialisation crée une incitation à la production dépend des prix attendus qui sont d'actualité au moment de la plantation. Au moyen de

son modèle économique, même le Brésil accepte – et manifestement essaie de mettre en œuvre – ce principe dans la présente procédure.[32]

37. Cela étant dit, le fait qu'un facteur de couplage de 1 soit attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation signifie que 1 dollar prévu au titre du programme de prêts à la commercialisation est censé avoir le même effet sur la production que 1 dollar prévu au titre du revenu du marché. Comme les versements sont effectués sur une base unitaire pour le coton upland produit ultérieurement, il serait d'usage courant de retenir un facteur de couplage de 1 pour le programme de prêts à la commercialisation en tant que convention de modélisation. Les États-Unis n'ont pas contesté l'utilisation de ce facteur de couplage par le Brésil dans la présente procédure.

c) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis ont utilisé une valeur non nulle de 0,25 (pas beaucoup plus basse que la valeur de 0,4 adoptée par le Brésil) pour le facteur de couplage attribué aux versements anticycliques. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements anticycliques sont en partie liés à la production de coton upland et qu'ils acceptent une grandeur (25 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique) qui n'est pas très éloignée de la propre estimation du Brésil (40 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique)?

38. Non. La valeur de 0,25 pour cent est le facteur de couplage qui a été utilisé dans le modèle FAPRI, modèle sur lequel le Brésil lui-même s'est appuyé initialement et qu'il a décrit dans les termes élogieux suivants:

> Le modèle FAPRI est largement utilisé pour l'analyse des politiques aux États-Unis et ailleurs depuis près de 20 ans. Les groupements de producteurs des États-Unis, y compris le secteur cotonnier des États-Unis, utilisent régulièrement le modèle FAPRI pour analyser les options des programmes visant les produits agricoles. Le modèle FAPRI est également le principal modèle utilisé par le Congrès des États-Unis pour examiner les options des programmes agricoles. Depuis près de deux décennies, le Congrès accorde des crédits spéciaux pour financer la poursuite de l'utilisation et de l'élaboration du modèle FAPRI. Dans les processus relatifs aux lois sur l'agriculture de 1996 et de 2002, le modèle FAPRI a fourni les projections de l'incidence probable des programmes qui ont eu le plus d'influence.[33]
>
> Le FAPRI est l'organisation la plus influente aux États-Unis s'agissant d'analyser les politiques agricoles et leurs effets sur les marchés des produits de base des États-Unis et mondiaux, c'est-à-dire que c'est elle qui est la plus réputée et qui a le plus

[32] *Voir* la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 36 ("Les producteurs de coton des États-Unis réagissent aux prix *attendus* et aux taux de subventionnement *attendus* qui sont d'actualité à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés sont prises au cours du cycle de production") (pas d'italique dans l'original) et la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 58 ("[l]'ampleur de l'incidence sur les incitations à produire du coton est égale à la différence *attendue* entre le taux de prêt, qui est connu à l'époque de la plantation, et les *attentes* du cultivateur à l'époque de la plantation concernant le cours mondial ajusté du coton qui s'appliquera lorsqu'il effectuera la transaction ayant fait l'objet d'un prêt à la commercialisation"). (pas d'italique dans l'original) Communication complémentaire du Brésil, annexe I, paragraphes 17 et 18.

[33] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 214.

> d'expérience pour répondre aux questions du type "en l'absence de" auxquelles se trouve confronté le présent Groupe spécial.[34]

39. Le FAPRI retient un facteur de couplage de 0,25 aux fins des versements anticycliques pour les raisons suivantes:

> Étant donné que les versements CCP sont effectués sur une base fixe, ils peuvent être considérés comme étant au moins partiellement découplés des décisions en matière de production (d'où leur inclusion dans le terme relatif au versement découplé des équations représentatives de la région). Cela dit, les versements CCP sont tributaires des prix et il se peut que les producteurs éprouvant une aversion pour les risques répondent positivement à l'assurance-prix offerte par le programme. Le paramètre de 0,25 est établi sur la base du jugement de l'analyste, ce qui est conforme à l'idée selon laquelle l'effet spécifique à une culture des versements CCP sur la production sera vraisemblablement positif mais modeste.[35]

40. Les États-Unis ont adopté le facteur de couplage du FAPRI parce que le Brésil a reconnu expressément les compétences et la réputation des chercheurs du FAPRI s'agissant d'évaluer "l'incidence probable des programmes" et de "répondre aux questions du type "en l'absence de" auxquelles se trouv[ait] confronté le présent Groupe spécial".[36] Cependant, les États-Unis estiment que ce facteur de couplage est élevé. En fait, la recherche empirique prône un facteur de couplage moins élevé, plus près de zéro. À titre d'exemple, les États-Unis ont évoqué une étude de 2007 menée par Lin et Dismukes dans laquelle les auteurs se sont penchés sur la question suivante: "compte tenu des scénarios de cours du marché pour les principales cultures de plein champ [maïs, blé et fèves de soja] envisagés par les producteurs au moment de la prise de décisions en matière de plantation, quelle aurait été l'incidence des versements CCP sur les plantations en 2005 des principales cultures de plein champ dans la région du centre nord".[37] Les auteurs ont conclu que "[l']effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avér[ait] être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent …".[38]

41. De même, les États-Unis ont évoqué une étude de 2005 menée par Goodwin et Mishra décrivant les résultats d'une enquête dans laquelle les exploitants agricoles avaient été invités à évaluer les facteurs importants dans leurs décisions en matière de superficie sur une échelle de 5 points allant de "pas du tout important" à "très important".[39] L'étude conclut que près de la moitié des exploitants interrogés (44 pour cent) – le sondage a été mené dans l'ensemble du pays et comprend environ 4 125 observations – ont indiqué que les versements anticycliques n'étaient "pas du tout importants" dans leurs décisions en matière de superficie. L'autre proportion importante (43 pour

---

[34] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphes 21 à 24 (22 décembre 2003).

[35] Westhoff, Patrick, Scott Brown et Chad Hart. "When Point Estimates Miss the Point: Stochastic Modeling of WTO Restrictions" FAPRI Policy Working Paper #01-05, décembre 2005, page 6 (pièce US-58).

[36] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphes 21 à 24 (22 décembre 2003).

[37] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts", *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – pages 64 à 86*, (printemps 2007), page 81 (pièce US-85). *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 229 à 234.

[38] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts", *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – pages 64 à 86*, à paraître, page 83 (pièce US-85) (pas d'italique dans l'original).

[39] **Goodwin, B. et A. Mishra. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments". *American Journal of Agricultural Economics* 87(5):1200-1210, 2005 (pièce US-41).**

cent) révèle une ambivalence (les versements anticycliques n'étaient "ni importants ni sans importance") ou indique que les versements anticycliques étaient "sans importance" dans les décisions en matière de plantation. Cette étude aussi confirme que les versements anticycliques ont des effets minimaux sur la production.

42. Bien que ces études et les autres études évoquées dans les communications des États-Unis aillent dans le sens d'un facteur de couplage bien inférieur à 0,25, les États-Unis ont utilisé ce facteur parce qu'il s'agissait d'une mesure prudente et pour faire comprendre le caractère fortement exagéré des résultats de la modélisation du Brésil. Le Brésil n'utilise même pas ce facteur de 0,25, qui est peut-être trop élevé en soi. Le Brésil a plutôt utilisé un facteur beaucoup plus élevé de 0,40 qui n'est *aucunement étayé* par la recherche empirique ou les ouvrages économiques. Le facteur de 0,40 n'est pas proche – selon les États-Unis – du facteur de 0,25 utilisé par le FAPRI, comme la question ci-dessus semble l'indiquer. En fait, le facteur de couplage utilisé par le Brésil est plus de 60 pour cent plus élevé que le facteur du FAPRI et il ne trouve aucun fondement légitime dans la littérature économique ou l'analyse empirique. Cela confirme encore une fois que la modélisation économétrique sur laquelle repose l'essentiel de l'argumentation du Brésil est viciée et ne peut étayer les allégations de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable formulées par le Brésil.

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux États-Unis

> ***33. Veuillez expliquer si (et dans l'affirmative, comment) les décisions des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs (21:5) (I et II) influent sur la manière dont les États-Unis interprètent la relation entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.***

43. Comme les questions n° 33 et 34 du Groupe spécial portent toutes deux sur la question de l'interprétation correcte du point j) et des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, et de la relation entre ces deux dispositions, les États-Unis regroupent ci-dessous leur réponses aux deux questions.

44. Pour commencer, les États-Unis rappellent que la question est de savoir si le point j) de la Liste exemplative démontre définitivement comment s'appliquent les éléments généraux de définition figurant aux articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* dans le cas des garanties de crédit à l'exportation. Le texte de l'*Accord SMC* confirme qu'il le démontre. Comme les États-Unis l'ont expliqué[40], le point j) "énumère à titre d'exemple" des cas d'application de la définition générale de l'expression "subvention à l'exportation" énoncée dans les articles 1.1 et 3.1 a) au contexte spécifique des garanties de crédit à l'exportation. Le terme "illustrate" (énumérer à titre d'exemple) signifie, entre autres choses, "shed light on, light up, illumine" (éclaircir, éclairer, faire la lumière sur) et "make clear, elucidate, explain; esp. clarify or support using examples, give an example or illustration of, exemplify" (indiquer clairement, élucider, expliquer; en particulier, préciser ou étayer à l'aide d'exemples, donner un exemple ou une illustration de, exemplifier).[41] Ainsi, en vertu du sens ordinaire de l'expression "énumérer à titre d'exemple", le point j) "indique clairement" comment la définition figurant aux articles 1er et 3.1 a) s'applique en ce qui concerne chaque type particulier de mesure énumérée dans la Liste exemplative. Il précise quelles sont les garanties de crédit à l'exportation qui constituent *effectivement* des subventions à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) et quelles sont celles qui n'en constituent *pas*. Le facteur permettant d'opérer la distinction – au

[40] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 62 à 70.
[41] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 1311, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-24).

titre du point j) – est le fait que les taux de primes perçus au titre du programme de garantie du crédit à l'exportation sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme.

45. Cette interprétation du point j) est étayée non seulement par le sens ordinaire du terme "illustrate" (énumérer à titre d'exemple) mais aussi par d'autres dispositions relatives à la relation entre le point j) et la définition générale figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Ainsi, à titre d'exemple, l'article premier de l'*Accord SMC* dispose qu'"*[a]ux fins du présent accord*, une subvention sera réputée exister … s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics … et si un avantage est ainsi conféré".[42] En outre, l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* inclut expressément au nombre des subventions "définies à l'article premier" toutes "subventions subordonnées … aux résultats à l'exportation, *y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I*".[43] Il ne fait donc aucun doute que le point j) applique la définition générale de l'expression "subvention à l'exportation" énoncée aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Il n'établit pas de norme secondaire ou de remplacement pour une "subvention à l'exportation", comme le Brésil l'a fait valoir dans le présent différend.

A. La note de bas de page 5 de l'Accord SMC est entièrement compatible avec l'interprétation donnée par les États-Unis

46. Le Brésil fait néanmoins valoir que la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* efface d'une certaine façon toutes les indications contextuelles mentionnées ci-dessus. Plus particulièrement, le Brésil fait valoir que l'approche des États-Unis nécessiterait ce qu'il appelle une lecture "*a contrario*" du point j) et, selon le Brésil, une telle interprétation est "définitivement exclue" par la note de bas de page 5.[44] Comme le Brésil l'a lui-même reconnu dans d'autres différends, cet argument ne résiste pas à l'examen.[45]

47. La note de bas de page 5 – qui modifie la prohibition des subventions à l'exportation figurant à l'article 3.1 a) – dispose que "[l]es mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord". En conséquence, la note de bas de page 5 confirme deux choses - premièrement, que l'Annexe I est pertinente pour déterminer si des mesures constituent ou non des "subventions à l'exportation" et, deuxièmement, que dans les cas où l'Annexe I "désign[e]" des mesures comme ne constituant pas des subventions à l'exportation, aucune analyse supplémentaire n'est nécessaire pour déterminer si les mesures sont des subventions prohibées au titre de l'article 3.1 a).

48. L'argument du Brésil – aux fins du présent différend – est qu'en vertu de la note de bas de page 5 le point j) ne peut être interprété comme apportant des précisions déterminantes sur ce que constitue une "subvention à l'exportation" dans le cas de garanties de crédit à l'exportation que s'il comprend une "déclaration affirmative" au sujet des conditions dans lesquelles des subventions à l'exportation n'existent *pas*.[46] Or, la note de bas de page 5 ne dit rien au sujet d'une "déclaration affirmative". En outre, une "déclaration affirmative" n'est pas exigée par le sens ordinaire du terme "désigner". Au contraire, le terme "refer" (désigner) signifie, entre autres choses, "to make reference or allusion or direct the attention to something" (faire référence ou allusion à quelque chose, ou

[42] Pas d'italique dans l'original.
[43] Pas d'italique dans l'original.
[44] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 563.
[45] *Voir*, par exemple, *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphes 14 et 19.
[46] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 465 et 467.

concentrer l'attention sur quelque chose).[47] Et le terme "allusion" (allusion), pour sa part, signifie "[a] covert, passing, or indirect reference (to); *popularly* any reference to" (une référence voilée, faite en passant ou indirecte (à); *familier*, toute référence à).[48] Il est donc manifeste que les mesures "désignées" dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation peuvent englober *à la fois* les mesures qui sont *expressément* désignées comme ne constituant pas des subventions à l'exportation (même s'il n'y a effectivement qu'une seule mesure de ce genre, soit qui est décrite au second paragraphe du point k))[49] et les mesures qui sont *implicitement* désignées comme ne constituant pas des subventions à l'exportation, comme par exemple la mise en place de programmes de garantie du crédit à l'exportation à des taux de primes qui *sont* suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, le Brésil a confirmé à l'Organe d'appel que le point j) contenait justement une telle désignation implicite:

> Il est précisé dans la note de bas de page 5 de l'Accord SMC que l'Annexe I contient non seulement une liste de subventions à l'exportation prohibées, mais aussi des mesures qui ne constituent pas des subventions à l'exportation, comme celles qui sont décrites aux points b), h), i) et k). Si l'on compare la structure du point j) et celle du point k), on constate que les deux dispositions ont une structure similaire en ce sens qu'elles donnent une définition des pratiques qui constituent des subventions à l'exportation prohibées, *accompagnées d'un texte qui en limite la portée. Dans le cas du point j), concernant les programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, le texte limitatif est le suivant: "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes"*.[50]

49. Comme le Brésil a finalement fait valoir que sa théorie juridique dans ce différend reposait "sur une interprétation "*a contrario*" du texte du premier paragraphe du point k)" et non pas sur la note de bas de page 5, l'Organe d'appel n'a, en fin de compte, pas interprété cette disposition. Toutefois, il a quand même indiqué qu'il acceptait l'argument du Brésil selon lequel le premier paragraphe du point k) pouvait être interprété *a contrario* pour déterminer si des mesures étaient "justifiées".[51] Ce résultat est également valable en l'espèce.

50. Il existe également d'autres facteurs qui mettent à mal l'interprétation donnée par le Brésil de la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. À titre d'exemple, l'interprétation donnée par le Brésil est mise à mal par l'historique de la négociation de la disposition. L'historique de la négociation montre que les Membres étaient convenus de supprimer dans un projet de texte antérieur des termes qui auraient prescrit une désignation *expresse* pour que les dispositions de la note de bas de page s'appliquent. Spécifiquement, la note de bas de page 5 est apparue pour la première fois dans le

---

[47] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2520, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-116).

[48] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 57, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-117) (italique dans l'original).

[49] Le second paragraphe du point k) dispose que: "si un Membre est partie à un engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation auquel au moins 12 Membres originels du présent accord sont parties au 1er janvier 1979 (ou à un engagement qui lui succède et qui a été adopté par ces Membres originels), ou si, dans la pratique, un Membre applique les dispositions dudit engagement en matière de taux d'intérêt, une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme à ces dispositions ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par le présent accord".

[50] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 19 (pas d'italique dans l'original).

[51] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 80 (où il est indiqué que si le Brésil avait présenté les éléments factuels requis au titre du paragraphe 1, "nous aurions été disposés à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative").

troisième projet d'accord élaboré par le Président du Groupe de négociation sur les subventions.[52] Dans ce projet, la note de bas de page 5 était ainsi libellée: "[l]es Membres *expressément* désignés dans la Liste exemplative comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibés en vertu de la présente disposition ni d'aucune autre disposition du présent accord".[53] Le terme "expressément" n'a toutefois pas été conservé. Dans le projet de texte suivant, il a été retiré de la note de bas de page[54], ce qui prouve que les rédacteurs entendaient étendre la portée de la note de bas de page 5 au-delà des mesures contenant une "déclaration affirmative" selon laquelle des mesures particulières ne constituent pas des subventions à l'exportation.

51. L'interprétation donnée par les États-Unis du point j) et de la relation entre cette disposition et la définition générale de l'expression "subvention à l'exportation" énoncée aux articles 1.1 et 3.1 a) est non seulement valable du point de vue du texte et compatible avec l'historique de la négociation mais c'est aussi la seule interprétation logique.[55] Il n'y a aucune raison pour laquelle les rédacteurs auraient pris la peine d'élaborer, dans la Liste exemplative, des règles spécifiques et détaillées relatives à des types particuliers de mesures, comme celles qui s'appliquent aux garanties de crédit à l'exportation figurant au point j), si ces règles pouvaient être ignorées en faveur de règles plus générales figurant dans une autre disposition de l'*Accord SMC*.

52. Par contre, l'interprétation donnée par le Brésil ne tient pas compte des indications textuelles figurant dans l'*Accord SMC* concernant la relation entre les articles 1.1 et 3.1 a), et le point j) mais – si elle était appliquée – elle rendrait nulles ou redondantes plusieurs dispositions de l'*Accord SMC*. À titre d'exemple, selon l'interprétation donnée par le Brésil, la note de bas de page 5 deviendrait essentiellement redondante. Spécifiquement, l'argument du Brésil part du principe que la note de bas de page 5 n'exempte de la prohibition des subventions à l'exportation que les mesures qui sont *expressément* désignées dans la Liste exemplative comme ne constituant pas des subventions à l'exportation. Or, dans la mesure où des mesures *sont* expressément désignées dans la Liste exemplative comme ne constituant pas des subventions à l'exportation, elles ne sont pas visées par la prohibition des "subventions à l'exportation" de toute façon. En d'autres termes, le texte des articles 1er et 3.1 a) et de la Liste exemplative serait suffisamment clair - sans la note de bas de page 5 - pour établir que les mesures expressément identifiées comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas visées par les prohibitions des subventions à l'exportation. Si – comme le Brésil le fait valoir – la note de bas de page 5 avait pour seul objectif de réaffirmer cette idée, elle jouerait un rôle purement redondant. Une telle interprétation est désapprouvée par les règles coutumières d'interprétation des traités. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, "un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[56]

---

[52] MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.2 (2 novembre 1990).

[53] MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.2 (2 novembre 1990) (pas d'italique dans l'original).

[54] MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.3 (6 novembre 1990).

[55] À cet égard, les États-Unis rappellent le principe *generalia specialibus non derogant* (les dispositions générales ne dérogent pas aux dispositions spéciales) qui veut qu'une "question régie par une disposition spécifique qui la concerne en tant que telle se trouve par là même exclue du champ d'application de la disposition générale concernant la catégorie générique à laquelle cette question appartient, disposition qui pourrait autrement régir ladite question en tant qu'élément de cette catégorie". Gerald Fitzmaurice, *The Law and Procedure of the Court of International Justice, 1951-4: Treaty Interpretation and Other Treaty Points*, 1957 British Y.B. Int'l L. 236; *voir aussi Affaire concernant le paiement de divers emprunts serbes*, C.P.J.I. Ser. A., n° 20/21, page 30; et Grotius, *De Iure Belli Ac Pacis*, Lib. II, Cap. XVI, XXIX (Classics, 3, 1929). Les États-Unis n'affirment pas que ce principe s'applique directement en l'espèce mais ils trouvent la logique de ce principe convaincante et font observer que l'interprétation qu'ils donnent ci-dessus des articles 1er et 3.1 a), et du point j), est compatible avec cette logique.

[56] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 26.

53. De même, l'interprétation donnée par le Brésil mettrait en doute la nécessité du point d) de la Liste exemplative.[57] Le Brésil soutient que les articles 1er et 3.1 a) constituent un fondement indépendant pour contester en tant que subvention à l'exportation *toute* contribution financière subordonnée aux exportations qui met le bénéficiaire dans une position plus favorable que celle qu'il aurait obtenue sur le marché. Toutefois, le point d) établit un critère en deux parties qui exige *à la fois* de démontrer qu'un traitement préférentiel a été accordé à des produits pour l'exportation par rapport à des produits pour la consommation intérieure *et*, dans le cas de marchandises, de démontrer que les marchandises sont fournies selon des modalités et à des conditions plus favorables que celles dont on peut bénéficier sur le marché. Dans le cas des marchandises, la démonstration à faire pour satisfaire à la deuxième partie du critère en deux parties s'avère être exactement la même que celle qui, selon l'interprétation du Brésil, serait suffisante – en soi –pour démontrer l'existence d'une subvention à l'exportation au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Pour quelle raison une partie plaignante rationnelle choisirait-elle d'utiliser le critère en deux parties du point d) si elle pouvait simplement démontrer l'existence d'une subvention à l'exportation au titre des articles 1er et 3.1 a) sur la base de l'une des deux parties? Encore une fois, l'interprétation donnée par le Brésil conduit manifestement à des résultats absurdes.

54. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, l'interprétation textuelle la plus plausible est celle voulant qu'il n'existe qu'une seule définition de l'expression "subvention à l'exportation" dans l'*Accord SMC* – ses éléments sont énoncés aux articles 1.1 et 3.1 a) – et que le point j) de la Liste exemplative régisse la question de savoir comment cette définition s'applique dans le cas des garanties de crédit à l'exportation.

B. Les rapports des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs ne modifient pas l'interprétation correcte du point j)

55. Les rapports des groupes spéciaux *Corée – Navires* et *Brésil – Aéronefs* ne modifient pas l'interprétation correcte du point j) de la Liste exemplative présentée ci-dessus. D'une part, dans tous ces rapports, la question pertinente était de savoir si les points de la Liste exemplative constituent un "moyen de défense affirmatif"; en d'autres termes, si les mesures dont il est constaté qu'elles sont des "subventions à l'exportation" au titre des éléments généraux de définition énoncés aux articles 1.1 et 3.1 a) peuvent néanmoins être justifiées si les conditions de la Liste exemplative sont remplies.[58] Selon les États-Unis, telle n'est pas la question pertinente en l'espèce. En effet, les États-Unis n'ont jamais fait valoir que le point j) constituait un "moyen de défense affirmatif". Comme il est indiqué ci-dessus, les États-Unis estiment que le point j) "précise" d'une manière déterminante comment les

[57] Le point d) de la Liste exemplative identifie comme une subvention à l'exportation "[la] [f]ourniture, par les pouvoirs publics ou leurs institutions … de produits ou de services importés ou d'origine nationale destinés à la production de marchandises pour l'exportation, à des conditions plus favorables que la fourniture de produits ou de services similaires ou directement concurrents destinés à la production de produits pour la consommation intérieure, *si (dans le cas des produits) ces conditions sont plus favorables que les conditions commerciales dont leurs exportateurs peuvent bénéficier sur les marchés mondiaux*". (pas d'italique dans l'original)

[58] *Voir*, par exemple, l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II – Canada)*, paragraphes 5.272 ("[l]a question qui nous est soumise est celle de savoir si une mesure dont il a été constaté qu'elle constituait une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* n'est néanmoins pas prohibée s'il s'agit d'une "prise en charge" qui ne "[sert pas] à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation" au sens du premier paragraphe du point k)") et 5.276 ("Nous avons conclu que … le premier paragraphe du point k) ne pouvait pas, de plein droit, être invoqué comme moyen de défense affirmatif."); et l'affaire *Corée – Navires (21:5 – CE)*, paragraphe 7.193 ("[à] la lumière de nos constatations selon lesquelles certaines [garanties] constituent des subventions, et selon lesquelles ces subventions sont subordonnées aux résultats à l'exportation, nous serons tenus de constater que ces [garanties] sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, à moins que nous ne reconnaissions le bien-fondé de l'allégation de la Corée selon laquelle elles bénéficient d'une clause de refuge au titre du point j) de la Liste exemplative".).

éléments d'une "subvention à l'exportation" figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) s'appliquent dans le cas de garanties de crédit à l'exportation. L'idée selon laquelle le point j) prévoit un "moyen de défense affirmatif" donne à penser que le critère énoncé dans cette disposition est différent de celui qui figure aux articles 1.1 et 3.1 a); un argument que le Brésil – et non les États-Unis – a fait valoir dans la présente procédure. C'est un argument auquel les États-Unis ne souscrivent pas. Et, dans ce sens restreint, la position des États-Unis est compatible avec celle des groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs* et *Corée – Navires*.

56. Cela dit, les États-Unis estiment que les groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs* et *Corée – Navires* n'ont pas interprété correctement la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. En particulier, aucun des deux groupes spéciaux n'a examiné toute l'ampleur du sens ordinaire du terme "désignées" figurant dans la note de bas de page 5, c'est-à-dire le fait que le terme pourrait bien englober à la fois les mesures qui sont *expressément* désignées comme ne constituant pas des subventions à l'exportation et les mesures qui sont *implicitement* désignées comme ne constituant pas des subventions à l'exportation. En effet, dans l'affaire *Corée – Navires*, même les Communautés européennes – la partie plaignante dans ce différend – étaient convenues qu'"en droit, le point j) pourrait être interprété comme renfermant une clause conditionnelle, et "désignant" ainsi des garanties du crédit à l'exportation comme ne constituant pas des subventions à l'exportation dans la mesure où les taux de primes couvr[aient], à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes".[59] C'est le même argument que celui qu'a présenté le Brésil dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* au sujet de la désignation implicite dans le point j) de mesures qui ne constituaient pas des subventions à l'exportation prohibées:

> Il est précisé dans la note de bas de page 5 de l'Accord SMC que l'Annexe I contient non seulement une liste de subventions à l'exportation prohibées, mais aussi des mesures qui ne constituent pas des subventions à l'exportation, comme celles qui sont décrites aux points b), h), i) et k). Si l'on compare la structure du point j) et celle du point k), on constate que les deux dispositions ont une structure similaire en ce sens qu'elles donnent une définition des pratiques qui constituent des subventions à l'exportation prohibées, *accompagnées d'un texte qui en limite la portée. Dans le cas du point j), concernant les programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, le texte limitatif est le suivant: "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes"*.[60]

57. Les États-Unis souscrivent à l'évaluation faite par le Brésil – et les Communautés européennes – du point j) et de la désignation implicite qui s'y trouve des mesures qui ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées.

58. Les États-Unis estiment également que les groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs* et *Corée – Navires* n'ont pas dûment tenu compte de l'analyse faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, où il a indiqué qu'il acceptait l'argument du Brésil selon lequel le premier paragraphe du point k) pouvait être interprété *a contrario*.[61] Le Brésil concède que l'Organe d'appel a formulé cette constatation mais fait valoir qu'une telle interprétation *a contrario* doit se limiter au premier

---

[59] *Corée – Navires (21:5 – CE)*, paragraphe 7.1299. Les CE ont tout simplement "rejet[é] l'application du point j) [aux] faits de [cette affaire]". *Corée – Navires (21:5 – CE)*, paragraphe 7.1299.

[60] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 19 (pas d'italique dans l'original).

[61] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 80 (où il est indiqué que si le Brésil avait présenté les éléments factuels requis au titre du paragraphe 1, "nous aurions été disposés à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative".).

paragraphe du point k).[62] Il n'existe aucun fondement légitime et aucun principe permettant de faire cette affirmation et, en fait, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le Brésil a fait valoir qu'"[i]l n'exist[ait] rien dans le texte du point j) ou du point k) qui puisse étayer la conclusion selon laquelle une exception *a contrario* [était] autorisée dans l'un mais non dans l'autre".[63] Si le point k) peut être interprété *a contrario* – et le Brésil a concédé que c'était le cas – alors le point j) peut aussi être interprété *a contrario*.

34. Les États-Unis considèrent-ils que le point j) de la Liste exemplative est l'une des dispositions auxquelles s'applique la note de bas de page 5 de l'Accord SMC? Quelle incidence cela a-t-il sur l'interprétation que les États-Unis font de l'interaction entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC?

59. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 33 ci-dessus.

35. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel l'admissibilité d'une lecture a contrario du point j) empêcherait un Membre de contester des garanties de crédit à l'exportation spécifiques ou des cohortes de telles garanties accordées par un Membre, au contraire de programmes de garantie du crédit à l'exportation? [Voir les paragraphes 472 et suivants de la réfutation du Brésil.]

60. Il apparaît que le Brésil confond la question des mesures qui peuvent être contestées parce qu'elles constituent des subventions à l'exportation prohibées et le critère permettant de déterminer si les mesures sont des subventions à l'exportation prohibées au titre du point j). Les Membres de l'OMC sont convenus, au point j), qu'il existerait une subvention à l'exportation prohibée lorsque les primes au titre d'un programme de garantie du crédit à l'exportation ne seraient pas suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme. Voilà le critère à appliquer pour déterminer si des garanties de crédit à l'exportation sont ou non des subventions à l'exportation prohibées. Ce critère s'applique, que le Membre choisisse de contester toutes les garanties au titre d'un programme ou uniquement certaines garanties. D'ailleurs, les États-Unis rappellent à cet égard que, dans la procédure initiale, le Brésil n'a contesté avec succès que les garanties de crédit à l'exportation qui s'appliquaient aux exportations de riz et de produits non inscrits dans la Liste des États-Unis. Ainsi, même les faits en l'espèce mettent à mal l'affirmation du Brésil selon laquelle un Membre plaignant peut uniquement contester l'ensemble d'un programme de garantie du crédit à l'exportation, et non pas un sous-ensemble de garanties. Un Membre plaignant peut contester toutes les garanties qu'il veut mais, s'agissant de déterminer si elles constituent ou non des subventions à l'exportation prohibées, la considération pertinente est de savoir si le programme est géré de telle sorte que les primes perçues sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme.

61. Le Brésil fait observer que l'interprétation des États-Unis "n'est pas compatible avec l'article 1.1 a) 1) i)" parce que cette disposition indique que ce sont les *garanties* de prêt et non pas les *programmes* de garantie du crédit à l'exportation qui sont des contributions financières.[64] Encore une fois, l'argument du Brésil combine à tort les mesures qui peuvent être contestées parce qu'elles confèrent des subventions à l'exportation et le critère permettant de déterminer si c'est bien le cas. Le

[62] *Voir*, par exemple, la déclaration orale du Brésil, paragraphe 235 ("la position du Brésil n'est pas incompatible avec les dicta de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (procédure au titre de l'article 21:5)*, voulant qu'il "aurait été disposé", en fait, à accepter une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative").

[63] *Voir Brésil – Aéronefs (21:5 – Canada)*, paragraphe 6.59, note de bas de page 58 (citant la déclaration orale du Brésil à la réunion du Groupe spécial, paragraphe 34) (non souligné dans l'original).

[64] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 473.

fait que des garanties de prêt – ou, plus précisément, des garanties de crédit à l'exportation – constituent des contributions financières ne change pas l'analyse des conditions dans lesquelles ces garanties peuvent être considérées comme constituant des subventions à l'exportations prohibées aux fins de l'*Accord SMC*.[65]

Question posée au Brésil

36. Quelle lecture le Brésil fait-il de l'assertion formulée par l'Organe d'appel au paragraphe 80 de son rapport sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) selon laquelle il "… aur[ait] été […] dispos[é] à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative"? Le Groupe spécial devrait-il tenir compte de cette assertion pour décider si le point j) peut être interprété a contrario?

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer

Question posée au Brésil

37. Le Brésil s'appuie sur les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) pour étayer ses arguments voulant que les États-Unis n'aient pas "retiré" la subvention et qu'il leur soit "au minimum ... interdit d'effectuer des "versements" à titre d'indemnisation dans le cadre de" garanties de crédit à l'exportation en cours. [Paragraphe 397 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil] Veuillez expliquer comment les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire s'appliquent à l'octroi des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis en cause.

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Question posée aux États-Unis

38. Veuillez indiquer quelle est la pertinence de la caractérisation par le Groupe spécial initial, au paragraphe 6.31 de son rapport, de l'invocation par le Brésil des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC comme ne constituant "pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument" sur la position des États-Unis en la matière (et notamment l'assertion des États-Unis, au paragraphe 67 de leur première communication écrite, selon laquelle "… le Groupe spécial dans la procédure initiale a spécifiquement refusé d'examiner la prétendue "allégation" du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC").

62. Comme il ressort de l'assertion des États-Unis citée ci-dessus par le Groupe spécial, le Brésil a allégué à tort tant dans la présente procédure que dans la procédure initiale qu'il présentait des "allégations" distinctes au titre du point j) de la Liste exemplative, d'une part, et des articles 1er et 3.1 a), d'autre part, concernant la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation en cause étaient des subventions à l'exportation prohibées. Le Groupe spécial initial n'a pas été de cet avis. Il a plutôt constaté que "l'allégation du Brésil concernant les éléments des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC n'[était] pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument, reposant sur une base factuelle différente, quant à la façon dont les programmes de garantie du crédit à l'exportation des

[65] La même lacune est observée dans les arguments du Brésil concernant l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

États-Unis répondraient à la définition d'une subvention à l'exportation figurant à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC".[66]

63. Le Groupe spécial s'est ensuite *abstenu* d'examiner ce que le Brésil avait allégué être son "allégation" – et ce que le Groupe spécial a requalifié à juste titre d'"argument" – au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit: "Compte tenu de la constatation que nous faisons aux paragraphes 7.946 à 7.948 [concernant le point j)], nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les arguments additionnels du Brésil concernant la façon dont il serait satisfait aux éléments de définition de l'article 3.1 a) sur une autre base factuelle pour régler le présent différend".[67] En d'autres termes, le Groupe spécial initial a estimé que le présent différend pouvait et devrait être réglé au moyen de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD sur la base des constatations de fait formulées au titre du point j).

64. Cet avis a été partagé par l'Organe d'appel qui a rejeté les arguments du Brésil selon lesquels le "fait que le Groupe spécial [initial] n'[avait] pas examiné l'allégation [ou l'argument, selon le Groupe spécial initial] du Brésil ... ne permet[tait] pas de régler un différend et cré[ait] une incertitude concernant la portée des obligations des États-Unis et la compatibilité de leurs mesures existantes avec ces obligations".[68] Selon l'Organe d'appel, "[l]e Groupe spécial a constaté que les programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis constituaient une subvention à l'exportation prohibée au titre de l'article 3.1 a) parce qu'ils ne satisfaisaient pas au critère du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Cette constatation est, à notre avis, suffisante pour régler la question".[69]

65. Les États-Unis ont mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation, notamment en accordant une grande attention aux indications fournies par le Groupe spécial initial concernant le critère figurant au point j) de la Liste exemplative de l'*Accord SMC*. Comme les États-Unis l'ont indiqué, les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 sont accordées à des taux de primes qui sont plus que suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de ce programme. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté à juste titre que cet examen avait résolu le différend dans la procédure initiale. Le même résultat est également approprié en l'occurrence pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus.

Questions posées au Brésil

39. Le Groupe spécial croit comprendre que les États-Unis font valoir qu'ils se sont appuyés sur les constatations formulées par le Groupe spécial au titre du point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation. Quelle incidence cela aurait-il, selon le Brésil, sur le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure? Les États-Unis étaient-ils également censés mettre en œuvre des modifications visant à rendre leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation compatibles avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, même si le Groupe spécial initial n'avait formulé aucune constatation à ce sujet?

40. Au paragraphe 410 de sa réfutation, le Brésil fait référence au paragraphe 7.398 du rapport du Groupe spécial Canada – Aéronefs II. Le Groupe spécial note, toutefois, qu'au même paragraphe, le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a également

[66] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 6.31.
[67] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 6.31.
[68] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 727.
[69] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 732.

indiqué qu'il y aurait un ""avantage" quand l'économie que représente[rait], pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par IQ [ne serait] pas compensée par les commissions perçues par IQ". Veuillez indiquer, eu égard à ce passage, si le Groupe spécial devrait considérer que le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a rejeté le "coût total des fonds" en tant que point de repère approprié au regard de l'article 14 c) de l'Accord SMC.

Questions posées aux deux parties

41. Quelles sont les considérations pertinentes pour guider le Groupe spécial dans le choix d'un point de repère du marché en l'espèce?:

a) Le fait que l'organisme qui fournit le produit fait des bénéfices, globalement, ou sur des programmes ou des produits spécifiques? Dans l'affirmative, "n'importe quel" bénéfice suffit-il pour qu'un organisme/produit/programme soit qualifié de "point de repère du marché" pertinent ou faut-il que l'organisme/le produit/le programme génère un certain niveau de bénéfices? Le Groupe spécial doit-il procéder à un examen du niveau de bénéfices généré par des opérateurs commerciaux ou privés intervenant dans le domaine?

b) Les objectifs déclarés de l'organisme/du produit/du programme sont-ils pertinents pour déterminer s'ils peuvent être utilisés comme "point de repère du marché"?

c) La "gouvernance" de l'organisme est-elle pertinente?

d) Quels autres facteurs sont pertinents?

66. La question de savoir ce qu'est un point de repère approprié ne peut être examinée dans l'abstrait. Il faut d'abord déterminer ce que le texte de l'*Accord SMC* prévoit au sujet du point de repère particulier qui doit être choisi dans les circonstances de l'affaire. Si la question posée est de savoir si des garanties de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'*Accord SMC*, la mesure à utiliser à cette fin est énoncée au point j) de la Liste exemplative figurant dans l'Annexe I. Cette disposition précise que ce sont les frais et les pertes au titre de la gestion à longue échéance d'un programme dont il faut tenir compte. Dans les cas où les primes perçues sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion d'un programme, les garanties de crédit à l'exportation confèrent des subventions à l'exportation prohibées. Dans les cas où les primes perçues ne sont *pas* insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion d'un programme, les garanties de crédit à l'exportation ne confèrent *pas* des subventions à l'exportation prohibées.

67. Le Brésil fait valoir que les articles 1.1 et 3.1 a) établissent un second point de repère pour les subventions à l'exportation prohibées. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, les États-Unis ne partagent pas du tout cet avis. Cela dit, même au regard de l'argument (incorrect) du Brésil, c'est le texte de l'*Accord SMC* qui donne des indications sur le "point de repère" particulier devant être utilisé. Plus particulièrement, l'article 14 de l'*Accord SMC* interprète et applique la définition du terme "avantage" énoncée à l'article 1.1 et a été utilisé par l'Organe d'appel comme indication contextuelle importante pour interpréter le terme "avantage" aux fins de l'article 1.1 de l' *Accord SMC*.[70] De fait, cet article a même été invoqué par le Brésil pour justifier ses arguments dans la présente procédure.[71]

[70] *Canada – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 155.
[71] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 371 à 375.

L'article 14 indique spécifiquement les différents points de repère qui sont pertinents pour différents types de mesures accordées par les pouvoirs publics.

68. L'article 14 c) porte sur les garanties de prêt et dispose que – pour évaluer si un avantage a été conféré (ainsi que le montant de cet avantage) – il faut comparer "le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics". En vertu de l'article 14 c), le "point de repère" pertinent est donc un prêt offert aux conditions du marché qui pourrait être obtenu sans garantie des pouvoirs publics. Un "avantage" est réputé être conféré en vertu de l'article 14 c) dans les cas où il existe une différence positive entre "le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".

69. La question consiste donc à savoir comment identifier un "prêt commercial comparable" au sens de l'article 14 c). Comme le texte l'indique, l'analyse est centrée sur le prêt lui-même – c'est le prêt qui doit être "commercial" et "comparable". Les caractéristiques de l'entité accordant le prêt ne sont pas nécessairement déterminantes pour déterminer si le prêt lui-même est ou non "commercial" et, en conséquence, approprié comme point de repère au titre de l'article 14 c). Bien que ces caractéristiques puissent être pertinentes pour évaluer si le prêt lui-même est un prêt "commercial" dans un cas donné, des facteurs tels que la rentabilité générale d'un organisme particulier, ses objectifs déclarés, ou la forme de sa gouvernance ne seront peut-être pas nécessairement – et dans tous les cas – en corrélation avec la question de savoir si le prêt est "commercial". En bref, la question de savoir ce qui constitue un "point de repère du marché" approprié – un "prêt commercial comparable" en vertu de l'article 14 c) – est une question factuelle qui a trait aux prêts (non garantis par les pouvoirs publics) qu'un débiteur donné peut effectivement obtenir sur le marché.

70. Bien que le Brésil assume la charge de la preuve, il n'a même pas tenté de faire le type de démonstration circonstanciée prévu à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*; il n'a pas démontré que le coût global, y compris les commissions, de chacun des prêts garantis par les pouvoirs publics était inférieur au coût global d'un prêt commercial comparable qui pourrait effectivement être obtenu sans garantie des pouvoirs publics. Il s'est plutôt appuyé sur des affirmations péremptoires et erronées selon lesquelles les débiteurs de prêts garantis au titre du programme GSM 102 ne pouvaient *jamais* obtenir d'autre financement de quelque type que ce soit et les États-Unis ne pourraient *jamais* accorder de garantie de crédit à l'exportation sans accorder également une subvention à l'exportation. Ces arguments ne cadrent tout simplement pas avec les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui montrent que, dans les faits, ces débiteurs sont en mesure d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102, et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102. La baisse du niveau d'utilisation du programme GSM 102 au cours des dernières années en est une preuve de plus.

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative

Question posée aux États-Unis

> ***42. Que répondent les États-Unis aux arguments du Brésil en ce qui concerne les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE?***

71. L'argument du Brésil selon lequel les garanties de crédit à l'exportation GSM 102 devraient être réputées ne pas satisfaire au critère énoncé au point j) de la Liste exemplative parce que – selon ses allégations – "les commissions pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont inférieures aux taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public … de l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE)"[72] est dénué de fondement. Premièrement, le point j) de l'*Accord SMC* indique clairement que la comparaison valable est celle qui existe entre les "taux des primes" perçues au titre des programmes donnés et "les frais et les pertes au titre de la gestion à longue échéance" de ces programmes eux-mêmes. Le texte de l'*Accord SMC* ne dispose *pas* que l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public établit le critère permettant d'évaluer si des garanties de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation au titre du point j) de l'*Accord SMC*.

72. D'ailleurs, cela contraste avec le point suivant de la Liste exemplative – le point k), portant sur les crédits à l'exportation – qui fait *bien* expressément mention d'un tel arrangement[73] et qui dispose *bien* qu'il établit une base pour déterminer si une mesure constitue ou non une subvention à l'exportation prohibée. Il est donc clair que lorsque les rédacteurs entendaient qu'un arrangement distinct établisse un critère pour l'évaluation de la compatibilité avec les règles de l'OMC, ils savaient exactement comment traduire cette intention dans le texte. Le fait qu'aucune mention de ce genre ne figure au point j) démontre clairement que l'Arrangement de l'OCDE n'établit pas le critère relatif aux commissions qui devraient être perçues pour que les garanties de crédit à l'exportation satisfassent au critère énoncé au point j).

Question posée au Brésil

43. Comment le Brésil réagit-il au contenu du paragraphe 25 de la communication présentée par le Japon en tant que tierce partie?

[72] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 438.

[73] Le point k) fait mention d'"un engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation auquel au moins 12 Membres originels du présent accord sont parties au 1er janvier 1979 (ou à un engagement qui lui succède et qui a été adopté par ces Membres originels)". Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'Organe d'appel a indiqué que "[l]'Arrangement de l'OCDE est un "engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation" qui satisfait aux prescriptions de la clause restrictive énoncée au deuxième paragraphe du point k)".

ANNEXE D-10

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(16 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES ABRÉVIATIONS **211**

AFFAIRES CITÉES **212**

LISTE DES PIÈCES **214**

A. QUESTIONS GÉNÉRALES **215**

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD **215**

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS **220**

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille **220**

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques **223**

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 ..... **227**

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **229**

1. Questions générales **229**

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation **234**

3. Modèle de simulation économique **239**

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **243**

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative **243**

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer **248**

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* **248**

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative **257**

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord SMC	*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*
Arrangement	Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public
AWP	Adjusted world price (Cours mondial ajusté)
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
FAPRI	Food and Agricultural Policy Research Institute (Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole)
GSM 102	General Sales Manager 102
GSM 103	General Sales Manager 103
Loi FAIR	Federal Agriculture Improvement and Reform Act of 1996 (Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture)
Loi FSRI	Farm Security and Rural Investment Act of 2002 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural)
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
SCGP	Supplier Credit Guarantee Program (Programme de garantie du crédit-fournisseur)
SFI	Société financière internationale
USDA	United States Department of Agriculture (Département de l'agriculture des États-Unis)
Versements CCP	Counter-cyclical payments (Versements anticycliques)

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Brésil – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/RW
Canada – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Droits compensateurs sur les DRAMS	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998

LISTE DES PIÈCES

Calculation of Total MY 2005 Counter-Cyclical Payments On Farms Growing Upland Cotton	Pièce n° 670
U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal	Pièce n° 671
Rangarajan Sundaram, *A First Course in Optimization Theory* (Cambridge Univ. Press, 1996) at Appendix A, Set Theory and Logic: An Introduction	Pièce n° 672

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

Questions posées aux deux parties

1. Le Brésil et les États-Unis estiment-ils qu'une partie à un différend soumis à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (une partie à une procédure de groupe spécial de la mise en conformité) peut présenter le même argument juridique que celui qu'elle a présenté dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial?

1. D'une manière générale, le Brésil partage l'avis exprimé par les États-Unis concernant les arguments juridiques qui peuvent être présentés dans une procédure au titre de l'article 21:5. Toutefois, les États-Unis affirment que l'approche du Brésil dans la présente procédure est contraire à l'approche qu'il a suivie dans la procédure initiale en ce qui concerne le programme Step 2 et le caractère approprié de l'approche du FAPRI en matière de modélisation. Le Brésil a indiqué que les arguments qu'il a formulés dans la présente procédure concernant le programme Step 2 sont compatibles avec ceux qu'il avait formulés dans la procédure initiale.[1] En outre, M. Sumner et le Brésil ont indiqué que le nouveau modèle était plus approprié pour évaluer la question dont était saisi le présent groupe spécial de la mise en conformité.[2]

2. Chaque partie pourrait-elle exposer son avis sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, le présent Groupe spécial doit s'appuyer sur l'analyse juridique et factuelle sur laquelle reposent les constatations du Groupe spécial initial? Quelles sont les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord à cet égard?

2. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses réponses aux questions n° 2 et 30, qui portent sur les dispositions juridiques pertinentes du Mémorandum d'accord, la jurisprudence applicable ainsi que l'application de ces dispositions et de cette jurisprudence aux faits en l'espèce. Contrairement à ce qui est affirmé dans la réponse des États-Unis, il ressort des décisions de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux que lorsque un groupe spécial de la mise en conformité examine les effets d'une ou plusieurs subventions identiques contestées dans la procédure initiale, il doit s'appuyer sur toutes les constatations pertinentes du groupe spécial initial, telles que modifiées par l'Organe d'appel – et les accepter – à moins d'un changement fondamental dans les conditions de concurrence sous-jacentes.

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

Questions posées aux États-Unis

3. Les États-Unis font-ils valoir que le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave? Font-ils valoir que les versements qui permettent une flexibilité en matière de plantation ne sont pas liés à la production de coton upland, de sorte qu'ils doivent être imputés par le Brésil sur la valeur totale de la production de chaque bénéficiaire?

3. Le Brésil convient avec les États-Unis que le coton upland fibre est le produit subventionné en cause dans le présent différend.[3] Le Brésil convient également avec les États-Unis que les mesures

[1] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 48 à 90; déclaration orale du Brésil, paragraphes 135 à 144.

[2] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I; déclaration orale du Brésil, paragraphes 92 à 121; pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments).

[3] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphes 7 à 9.

contestées devraient effectivement subventionner le produit en cause pour étayer une constatation selon laquelle elles causent les effets défavorables allégués.[4] Enfin, le Brésil convient avec les États-Unis que les subventions anticycliques confèrent un avantage à la production de coton upland.[5]

4. Le désaccord entre les parties concerne deux questions: premièrement, la méthode à utiliser pour quantifier l'ordre d'importance général des subventions anticycliques conférant un avantage au coton upland; deuxièmement, la question de savoir si les subventions anticycliques versées sur une base autre que celle du coton upland sont soumises à bon droit au Groupe spécial de la mise en conformité.

5. Premièrement, les États-Unis continuent de prôner l'utilisation de la méthode prévue dans l'Annexe IV de l'*Accord SMC* pour imputer le montant des subventions anticycliques conférant un avantage au coton upland.[6] Tant le Groupe spécial initial que l'Organe d'appel ont rejeté l'applicabilité de cette méthode dans le différend initial.[7] En effet, l'Annexe IV prévoit une méthode pour quantifier précisément l'importance des subventions du point de vue de leur coût pour les pouvoirs publics aux fins expresses de la *présomption* réfragable de préjudice grave maintenant venue à expiration qui est énoncée à l'article 6.1 c) de l'*Accord SMC*. En revanche, en vertu des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial de la mise en conformité doit procéder à une évaluation de "l'effet de la subvention". Cela nécessite, dans une certaine mesure, une évaluation plus qualitative et moins quantitative de la réalité économique de la manière dont les subventions anticycliques des États-Unis apportent un soutien à la production de coton upland, et non pas l'application d'une méthode uniforme.[8] D'ailleurs, l'Organe d'appel a indiqué que ces dispositions "sembl[aient] indiquer qu'un groupe spécial dispos[ait] d'un certain pouvoir discrétionnaire pour choisir la méthode appropriée afin de déterminer si une subvention [avait] pour "effet" un empêchement notable de hausses de prix".[9] En d'autres termes, l'article 6.3 ménage à un groupe spécial la flexibilité nécessaire pour tenir compte de la réalité économique des mesures, des produits et des marchés en cause.

6. Comme le Brésil l'a expliqué à de nombreuses reprises, la production de coton upland aux États-Unis n'est économiquement viable que grâce aux subventions anticycliques. En outre, comme il est indiqué plus en détail dans les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 29, il existe une corrélation fortement positive entre la plantation de coton upland et la détention d'une base de coton upland. En fait, pendant la campagne de commercialisation 2005, 95 pour cent de la production de coton upland des États-Unis a eu lieu dans des exploitations détenant une base de coton upland. Cette réalité économique est la même que celle qui prévalait pendant la campagne de commercialisation 2002.

7. Toute méthode d'imputation des subventions anticycliques pour le coton upland qui sert de base à l'évaluation de "l'effet de la subvention" doit tenir compte de ces réalités économiques. C'est ce que fait la méthode du Brésil. D'ailleurs, le Groupe spécial initial a confirmé qu'elle était "appropriée" et qu'il se pouvait même qu'elle sous-estime le montant réel du soutien apporté par les subventions anticycliques au coton upland.[10] Le Brésil maintient donc que le Groupe spécial de la mise en conformité devrait adopter l'approche du Brésil pour déterminer l'importance des subventions en cause.

---

[4] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphe 9.
[5] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphe 9.
[6] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphes 9 à 11.
[7] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1183 à 7.1190; et le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 461 à 467.
[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1183 à 7.1190.
[9] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 436.
[10] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.646.

8. Deuxièmement, les États-Unis affirment que les recommandations et décisions de l'ORD visaient les versements anticycliques effectués uniquement pour la base de coton upland. Cette allégation serait fondée sur le fait que l'Organe d'appel s'est servi du montant des versements anticycliques pour le coton upland afin de choisir une méthode pour déterminer le montant du "soutien" "accordé" au coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002, au sens de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*.[11] Les États-Unis font encore une fois erreur.

9. Les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel au titre de l'article 13 b) ii) de l'*Accord sur l'agriculture* portent sur la question de savoir si le soutien accordé pour le coton upland pendant la campagne de commercialisation 2002 a dépassé le soutien décidé pendant la campagne de commercialisation 1992. L'Organe d'appel a indiqué clairement qu'il appliquait une "méthode" pour évaluer si les mesures des États-Unis étaient visées par l'article 13 b) ii).[12] Bien qu'il soit possible que la *méthode* appliquée par l'Organe d'appel n'ait porté que sur les versements anticycliques concernant la base de coton upland, la constatation correspondante est que le "soutien pour" le coton upland a dépassé le soutien décidé en 1992. En d'autres termes, l'évaluation effectuée par le Groupe spécial initial au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* a visé tout type de soutien accordé pour le coton upland. En conséquence, les constatations du Groupe spécial initial ainsi que les recommandations et décisions de l'ORD ne se limitent pas aux versements anticycliques effectués uniquement pour la base de coton upland. Elles visent tous les versements anticycliques apportant un soutien à la production de coton upland, qui sont donc soumis à bon droit au présent Groupe spécial de la mise en conformité.

10. Enfin, le Brésil corrige les erreurs dans le calcul du montant des subventions anticycliques imputées au coton upland effectué par les États-Unis au titre de l'Annexe IV inapplicable. Premièrement, plutôt que d'imputer tous les versements anticycliques concernant la base de coton upland reçus par les exploitations produisant du coton upland, les États-Unis ont uniquement imputé les versements reçus à hauteur de la superficie plantée en coton upland dans l'exploitation – en d'autres termes, la base de la méthode pour le coton et au coton. Les États-Unis ne tiennent donc pas compte d'une partie des versements anticycliques pour le coton upland reçus par les exploitations produisant du coton upland et qui apportent très probablement un soutien à la production de coton upland. Le Brésil corrige cette erreur dans le tableau ci-dessous qui, pour le reste, reprend le deuxième tableau des États-Unis figurant au paragraphe 12 de leur réponse.

Tableau 1 – Imputation des versements anticycliques pour le coton

	2003	**2004**	**2005**
Versements CCP totaux (A)	392 millions de $	1 375 millions de $	1 375 millions de $
Superficies de base de coton upland dans les exploitations qui plantent du coton upland (B)[13]	s.o.	s.o.	13 470 412 acres
Superficie de base totale de coton upland (C)[14]	s.o.	s.o.	18 474 000 acres
Rapport de la superficie de base de coton upland dans les exploitations qui plantent du coton upland (D = B/C)	s.o.	s.o.	72,92%

[11] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphe 9 et note de bas de page 16.
[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 377 à 380.
[13] Pièce Bra-625 (Calculation of MY 2005 Counter-Cyclical Payments Allocated to Upland Cotton).
[14] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget, page 190).

	2003	2004	2005
Versements CCP effectués à des exploitations qui ont planté du coton (E = A * D)	286 millions de $	1 003 millions de $	1 003 millions de $
Coton, en pourcentage du total pour les exploitations ayant récolté du coton (F)[15]	41,80%	53,90%	46,70%
Versements CCP imputés sur la base de la part du coton dans la valeur totale de la récolte (G = E * F)	119 millions de $	540 millions de $	468 millions de $
En pourcentage des versements CCP totaux (H = G/A)	30,48%	39,30%	34,05%

11. Deuxièmement, le Brésil utilise les données de l'USDA relatives à la superficie de base et à la superficie plantée pour la campagne de commercialisation 2005 dans le seul but de déterminer le montant des versements anticycliques totaux reçus par les exploitations produisant du coton upland et les impute, conformément à la méthode inapplicable de l'Annexe IV, au coton upland sur la base de la part de la valeur de la culture de coton upland dans la production totale de l'exploitation.[16]

Tableau 2 – Imputation des versements anticycliques totaux

	2005
Versements CCP totaux pour le coton (A)	1 375 millions de $
Versements CCP pour le coton effectués en faveur des exploitations qui plantent du coton (B)[17]	1 011 millions de $
Autres versements CCP effectués en faveur des exploitations qui plantent du coton (C)[18]	224 millions de $
Versements CCP totaux effectués en faveur des exploitations qui plantent du coton (D = B + C)	1 235 millions de $
Coton, en pourcentage du total pour les exploitations ayant récolté du coton (E)	46,70%
Versements CCP imputés sur la base de la part du coton dans la valeur totale des cultures (F = D * E)	577 millions de $
En pourcentage des versements CCP totaux (G = F/A)	41,95%

12. Le Brésil réaffirme que même s'il signale ces erreurs dans la mise en œuvre par les États-Unis de la méthode inapplicable de l'Annexe IV, il maintient que le Groupe spécial de la mise en conformité devrait adopter l'approche du Brésil pour déterminer l'importance des subventions en cause.

[15] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 3, paragraphe 12.

[16] Le Brésil fait observer qu'il n'est pas indiqué si les données présentées par les États-Unis dans le premier tableau figurant au paragraphe 12 de leur réponse du 27 février à la question n° 3 s'appliquent à toutes les exploitations produisant du coton upland. Le Brésil n'est donc pas en mesure de déterminer la fiabilité de ces données.

[17] Somme des versements anticycliques pour le coton effectués en faveur des exploitations des catégories A et B, *voir* la pièce Bra-670 (Calculation of Total MY 2005 Counter-Cyclical Payments On Farms Growing Upland Cotton).

[18] Somme des versements anticycliques autres que pour le coton effectués en faveur des exploitations des catégories A, B et C. *Voir* la pièce Bra-670 (Calculation of Total MY 2005 Counter-Cyclical Payments On Farms Growing Upland Cotton).

4. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude des chiffres pour les années 2003 à 2005 qui figurent dans le "tableau 6"[19] de la première communication du Brésil et dans le "tableau 5"[20] de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil? Dans l'affirmative, veuillez fournir les chiffres exacts ou les chiffres que les États-Unis jugent plus exacts.

13. Les objections formulées par les États-Unis concernant les données qui figurent dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil et dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil sont sans importance et, dans de nombreux cas, incorrectes.

14. Premièrement, les "dépenses réelles" présentées par les États-Unis sont très similaires à celles qui figurent dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil. En fait, les États-Unis font état de dépenses pour les subventions au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2005 (1 269 millions de dollars)[21] plus élevées que celles qui figurent dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil (1 257 millions de dollars). En tout état de cause, l'USDA a publié des données budgétaires actualisées en février 2007.[22] Les nouveaux totaux pour les subventions au titre de prêts à la commercialisation sont très similaires à ceux qui figurent dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil:

Tableau 3 – Versements au titre de prêts à la commercialisation pendant les campagnes de commercialisation 2004-2005[23]

	Campagne 2004	**Campagne 2005**
LDP	387$	256$
MLG	10$	8$
CEG	1 415$	1 005$
TOTAL	**1 812**$	**1 269**$

15. Contrairement à ce que les États-Unis "croient comprendre"[24], le Brésil ne souhaite pas que les chiffres qui figurent dans le tableau 6 de sa première communication écrite soient remplacés par ceux qui figurent dans le tableau 5 de sa communication présentée à titre de réfutation. Les chiffres qui figurent dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil sont établis sur la base du rapport entre les subventions anticycliques selon la "méthode d'imputation du Brésil" et les subventions anticycliques totales pendant la campagne de commercialisation 2002.[25] En revanche, les chiffres qui figurent dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil sont établis sur la base de la "méthode pour le coton et au coton".[26]

16. L'application de la méthode du Brésil aux données de l'USDA relatives à la superficie de base et à la superficie plantée pour la campagne de commercialisation 2005, les seules données fournies par les États-Unis, se traduit par une imputation de subventions anticycliques au coton upland d'un montant de 868 millions de dollars pendant la campagne 2005, soit environ 45 millions de dollars de moins que ce qui avait été estimé dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil. Le Brésil n'est pas en mesure de calculer le montant des subventions anticycliques pour la campagne de

[19] Ce tableau figure juste avant le paragraphe 112 de la première communication du Brésil.
[20] Ce tableau figure juste après le paragraphe 173 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil.
[21] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 4, paragraphe 14.
[22] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget, page 190).
[23] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget, page 190).
[24] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 4, paragraphe 15.
[25] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 116 à 118.
[26] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.642.

commercialisation 2003-2004 au titre de la méthode d'imputation du Brésil parce que les États-Unis n'ont pas encore fourni de données concernant la superficie de base et la superficie plantée.[27]

17. Comme le Groupe spécial initial l'a indiqué, le Brésil rappelle que tant la "méthode pour le coton et au coton" que la "méthode du Brésil" sont prudentes.[28] Selon les deux méthodes, des millions de dollars de subventions anticycliques versés aux exploitants de coton upland ne sont pas comptabilisés en tant que soutien apporté au coton upland. Prenons par exemple une exploitation cotonnière typique dont 2 000 acres sont plantées en coton upland. Si l'exploitant a une superficie de base de coton upland de 2 500 acres, les versements anticycliques associés à ces 500 acres "additionnels", qui peuvent s'élever à 37 000 dollars par année[29], ne sont pas comptabilisés en tant que soutien apporté au coton upland. En réalité, il est très probable qu'une partie ou la totalité de ces versements "additionnels" apportent un soutien à la production de coton upland.

18. Enfin, il est curieux que les États-Unis procèdent à une "vérification de la validité" des calculs figurant dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, si l'on considère que le tableau 5 repose directement sur des données présentées par les États-Unis.[30] En tout état de cause, les montants calculés par les États-Unis ne sont pas sensiblement différents des chiffres qui figurent dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil.

Question posée au Brésil

5. Le Groupe spécial se réfère à la communication du Brésil datée du 22 janvier 2007 concernant sa demande au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a-t-il raison de croire qu'en ce qui concerne les données pour 2005, les données figurant dans la pièce US-64 répondent à toutes les demandes que le Brésil a formulées dans la partie A de l'annexe 1 de sa communication du 1er novembre?

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille

Questions posées aux deux parties

6. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si une partie peut présenter, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une allégation qui a été formulée au cours de la procédure initiale mais concernant laquelle aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC n'a été formulée parce que l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de compléter l'analyse.

a) Les parties pourraient-elles indiquer ce qui, dans le texte de l'article 21:5 et d'autres dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, constitue le fondement juridique de leur position sur cette question?

---

[27] Le Brésil a initialement demandé des données sur la superficie de base et la superficie plantée pour les campagnes de commercialisation 2002-2006 le 29 juin 2006. *Voir* la question n° 3 de l'annexe 2b de la demande du Brésil présentée le 1er novembre 2006.

[28] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.646.

[29] 500 acres * 634 livres par acre * 0,1373 dollar par livre * 0,85 = 37 000 dollars, *voir* la réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 4, paragraphe 16.

[30] Le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil repose directement sur les renseignements figurant dans la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

b) Les parties pourraient-elles indiquer si et en quoi leur position sur cette question est compatible avec des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel?

19. Dans leur réponse, les États-Unis indiquent que les groupes spéciaux de la mise en conformité peuvent uniquement examiner les "mesures prises pour se conformer" et font valoir, plus particulièrement, que ces groupes spéciaux peuvent uniquement examiner les éléments ou les aspects de "mesures prises pour se conformer" qui ont été modifiés d'une certaine façon par rapport à la mesure en cause dans la procédure initiale.

20. Or, comme le Brésil l'a indiqué dans sa propre réponse à la question n° 6, même si l'on suppose que les États-Unis ont raison, cela ne veut pas dire que les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille sont hors du champ de l'examen du présent Groupe spécial.

21. Dans ses allégations concernant la viande porcine et la viande de volaille, le Brésil conteste bien une "mesure prise pour se conformer". Bien que les États-Unis décrivent la "mesure" visée par l'allégation du Brésil comme étant les "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille"[31], aucune mesure de ce nom n'a jamais existé, que ce soit dans la procédure initiale ou après le délai de mise en œuvre. Les allégations d'incompatibilité formulées par le Brésil sont des allégations par produit en ce qui concerne les produits inscrits dans la Liste mais la mesure visée par ces allégations n'est pas une mesure par produit, comme les États-Unis l'affirment. La mesure visée par les allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC formulées par le Brésil, "dans son intégralité"[32], est le programme GSM 102 tel que modifié par les "mesures prises" par les États-Unis "pour se conformer", en particulier le barème modifié des commissions perçues au titre du GSM 102 (y compris la suppression de l'admissibilité pour certaines catégories de risque).[33]

22. Comme le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 6, il n'y a aucune base factuelle permettant aux États-Unis de décrire la mesure visée par les allégations d'incompatibilité formulées par le Brésil comme étant les "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille".[34] Ni le programme GSM 102 dans son intégralité, ni les modifications individuelles, ne prévoient des modalités ou des conditions qui diffèrent selon les produits admissibles.[35] L'application de la mesure ne varie pas selon les produits; les modalités et conditions applicables aux garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du programme GSM 102 tel que modifié par le barème modifié des commissions perçues au titre du GSM 102 sont les mêmes pour la viande porcine, la viande de volaille et tous les autres produits admissibles inscrits et non inscrits dans la Liste.

23. La contestation du Brésil concernant la viande porcine et la viande de volaille a donc trait à un nouvel aspect d'une nouvelle mesure – le barème modifié des commissions qui fait partie du programme GSM 102 modifié. En conséquence, aucune des limites concernant le champ de la

[31] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10 ("En d'autres termes, comme le Brésil le reconnaît expressément, il n'y a *jamais* eu de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre des garanties GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille et, par conséquent, il n'y a pas eu de recommandations ni de décisions de l'ORD à l'encontre de ces mesures auxquelles les États-Unis étaient obligés de se conformer."). (non souligné dans l'original) *Voir aussi id.*, paragraphes 14 et 15.

[32] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (21:5)*, paragraphe 87.

[33] *Voir* le document WT/DS267/30, paragraphes 8 (ii) et iii)) et 29. Dans toute sa réponse, le Brésil appellera la mesure visée par ses allégations "le programme GSM 102 tel que modifié par le barème modifié des commissions perçues au titre du GSM 102".

[34] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10.

[35] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 6, paragraphe 29. Cette observation est également valable pour l'"ancien" GSM 102 avant qu'il soit modifié le 1er juillet 2005.

procédure au titre de l'article 21:5 mentionnées par les États-Unis dans leur réponse (ni, d'ailleurs, aucune autre limite) ne s'applique.

24. Une situation similaire s'est présentée dans l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)*. Dans ce différend, le Canada avait modifié les modalités et conditions d'un programme de subventions à l'exportation.[36] L'Organe d'appel a été d'avis que la "mesure prise pour se conformer" était "une nouvelle mesure, le programme PTC *révisé*", qui était "différent et distinct" du programme TPC *initial*.[37] De même, dans le présent différend, les États-Unis ont modifié les modalités et conditions d'un programme de subventions à l'exportation. La "mesure prise pour se conformer" est donc "une nouvelle mesure, le programme [GSM 102] *révisé*".

25. S'agissant des nouvelles mesures, l'Organe d'appel a été d'avis qu'un groupe spécial de la mise en conformité qui procède à un examen au titre de l'article 21:5 "ne doit pas se borner à examiner les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui a fait l'objet de la procédure initiale".[38] Un groupe spécial de la mise en conformité peut donc évaluer toutes allégations formulées au sujet de la nouvelle mesure.

Questions posées au Brésil

7. Le Brésil est-il d'avis que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'est limité par le champ de la procédure initiale que dans les circonstances identifiées par l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)? [Paragraphes 11 à 15 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis]

8. Que répond le Brésil aux arguments des États-Unis voulant qu'il "suppose à tort que le critère consiste à déterminer s'il y a eu une "résolution définitive" de la question dans la procédure initiale" et qu'il donne une lecture erronée du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) et confonde la question "du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord" et la question distincte de savoir "quand une allégation formulée à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC"? [Paragraphes 8 et 12 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

9. Quelles sont les observations du Brésil au sujet des arguments figurant dans la note de bas de page 22 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis?

Question posée aux États-Unis

10. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi, selon eux, ce qu'ils appellent le critère de la "résolution définitive" ne constitue pas le bon critère pour décider si les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille relèvent du champ de la présente procédure?

26. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à son observation ci-dessus sur la réponse des États-Unis à la question n° 6.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 34.
[37] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 36 (italique et non souligné dans l'original).
[38] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41.

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

Questions posées au Brésil

11. Le Brésil estime-t-il qu'une constatation au titre de l'article 6 de l'Accord SMC établissant qu'une "subvention" est en train de causer un préjudice grave s'applique forcément toujours à la fois aux "versements" à titre de subventions et au "programme" de subventions? [Paragraphes 31 à 35 de la communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis et paragraphe 38 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

12. Au paragraphe 44 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique ce qui suit:

> "*En conséquence, il n'est pas nécessaire que le Brésil conteste en soi la Loi FSRI de 2002.* Il n'établit pas non plus de contestation "tel qu'appliqué" de la Loi FSRI de 2002. Le Brésil conteste plutôt les programmes de versements anticycliques et de prêts à la commercialisation prévus par la Loi FSRI de 2002 ainsi que les versements qui doivent être effectués aux exploitants de coton upland des États-Unis au titre de ces programmes, parce qu'ils causent des effets défavorables." (pas d'italique dans l'original)

Le Brésil peut-il expliquer:

a) en quoi ses allégations à l'encontre des "programmes et des versements … parce qu'ils causent des effets défavorables" diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes en tant que tels?

b) en quoi ces allégations diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes tel qu'appliqués?

13. Au paragraphe 45 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique que les États-Unis n'ont pas "mis en œuvre la recommandation initiale de l'ORD prescrivant aux États-Unis de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques".

a) Le Brésil considère-t-il que l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel …" fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport?

b) Le Brésil considère-t-il que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure "au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques" constitue en soi un fondement suffisant pour que le présent Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC?

c) Selon le Brésil, existe-t-il une différence entre, d'une part, la nature des mesures que les États-Unis étaient obligés de prendre au sujet de leur cadre législatif et réglementaire par suite de la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial et, d'autre part, la nature des mesures qu'ils

auraient été obligés de prendre si le Groupe spécial initial avait constaté que les dispositions pertinentes de ce cadre législatif et réglementaire étaient incompatibles en tant que telles avec les règles de l'OMC?

14. Le Brésil pourrait-il expliquer comment le présent Groupe spécial devrait interpréter la relation existant entre les trois catégories de mesures identifiées au paragraphe 3.1 v), vii) et viii) du rapport du Groupe spécial initial? Le Brésil estime-t-il que les expressions "subventions accordées" ou "subventions qu'il est imposé d'accorder" doivent être interprétées comme englobant à la fois les versements à titre de subventions et les dispositions réglementaires en vertu desquelles ces versements ont été "accordés" ou en vertu desquelles il a été "imposé d'accorder" ces versements?

15. Le Brésil partage-t-il ou non l'avis des États-Unis selon lequel l'énumération de certaines dispositions législatives et réglementaires au paragraphe 7.1107 du rapport du Groupe spécial initial exprime l'avis du Groupe spécial initial selon lequel les "versements au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués""? [Paragraphes 46 et 47 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

16. Le Brésil pourrait-il préciser si l'allégation qu'il formule dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 concernant une menace de préjudice grave causée par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constitue ou non une allégation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels? [Paragraphes 237 à 314 de la première communication écrite du Brésil]

Questions posées aux États-Unis

17. Au paragraphe 16 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que "selon le Brésil, ses allégations s'appliquent non seulement aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, mais aux programmes en plus de tous les versements autorisés au titre des programmes". (italique dans l'original) Les États-Unis font également valoir à cet égard qu'"il est parfaitement clair que le Groupe spécial initial n'a formulé aucune constatation au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, pris isolément ou en plus des versements". [Paragraphe 43 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

a) Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel ils dénaturent les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure vu que le Brésil ne conteste pas les programmes de subventions en cause en tant que tels? [Paragraphe 31 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis; paragraphe 33 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

b) Les États-Unis pourraient-ils également formuler des observations à cet égard sur les arguments figurant au paragraphe 31 de la communication du Tchad en tant que tierce partie? Sont-ils d'accord ou non avec l'idée que des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être contestées sur une base tel qu'appliqué et que les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale "étaient des allégations tel qu'appliqué concernant des mesures qui comprenaient des dispositions législatives et réglementaires"?

27. Le Brésil a répondu aux arguments des États-Unis dans ses réponses du 26 février 2007 aux questions n° 11 et 15. Par ailleurs, le Brésil n'approuve pas les efforts que les États-Unis continuent

de déployer pour qualifier ses allégations dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 d'allégations "tel qu'appliqué" ou "en soi" – et les compartimenter comme telles. Ces expressions ne figurent pas dans le mandat du Groupe spécial de la mise en conformité. Le Groupe spécial initial n'a pas non plus utilisé ces expressions pour formuler ses constatations, conclusions et recommandations concernant le préjudice "actuel" (par opposition à celles qui concernent l'existence d'une "menace"). L'Organe d'appel s'est récemment fondé sur l'affirmation des États-Unis selon laquelle certaines allégations au titre des accords visés "ne pouvai[en]t pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[39] De fait, les allégations formulées au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* sont exactement le type de dispositions de l'OMC qu'on ne peut pas à proprement parler classer dans de telles catégories arbitraires.

28. Les allégations au titre des articles 5 c) et 6.3 portent sur les "effets" des "subventions".[40] Ces dispositions obligent les Membres accordant des subventions à ne pas causer de préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre en "recourant à une subvention". Les articles 5 et 6.3 ne prescrivent nulle part que les "subventions" soient ventilées en subventions "législatives et réglementaires" et en "subventions sous forme de versements", et ces dispositions ne prescrivent pas non plus que ces subventions soient évaluées séparément. Lorsqu'un programme législatif et réglementaire de subventions impose des versements – comme les dispositions relatives aux prêts à la commercialisation et aux versements CCP de la Loi FSRI de 2002 – un examen des "effets" du "programme" de subventions comprend nécessairement une évaluation des circonstances dans lesquelles des versements obligatoires sont effectués à titre de subventions, de la nature et de la gestion des subventions sous forme de versements, des bénéficiaires et de l'importance des versements à titre de subventions, et de l'incidence de ces versements à titre de subventions sur le marché.[41] Dans le présent différend, les allégations du Brésil ont toujours compris les programmes de subventions et les versements à titre de subventions.

29. Les articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC* ne prévoient pas non plus que le fonctionnement des cadres législatifs ou réglementaires applicables aux subventions doit être contesté au moyen d'allégations "tel qu'appliqué" ou "en soi". Comme les États-Unis eux-mêmes l'ont fait valoir, ces articles prescrivent aux groupes spéciaux d'examiner le préjudice grave "actuel" – par opposition à la "menace"– causé par les effets d'une subvention.[42] L'évaluation du préjudice grave "actuel" nécessite le recours à une "période de référence" antérieure pour évaluer le lien de causalité entre les subventions et les effets défavorables. Lorsque des constatations, des conclusions et des recommandations concernant l'existence d'effets défavorables sont formulées, confirmées en appel, et adoptées par l'ORD, elles demeurent des constatations, des conclusions et des recommandations concernant l'existence d'un préjudice grave "actuel". Après le délai de six mois prévu dans l'article 7.9 de l'*Accord SMC*, les effets défavorables visés par les constatations, conclusions et recommandations continuent d'être des effets défavorables "actuels". Cela veut dire que les mesures appropriées au titre de l'article 7.8 doivent retirer pleinement les effets défavorables "actuels" et "persistants" causés par les subventions. Cela comprend les effets causés par les dispositions législatives et réglementaires relatives aux subventions ainsi que par les versements à titre de subventions imposés par ces dispositions.

30. Le Groupe spécial initial a formulé de telles constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" persistant. Il a décrit ses constatations formulées en juin 2004 comme concernant un

[39] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165 (citant l'argument des États-Unis).

[40] Réponse du Brésil du 16 janvier à la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphes 31 à 34.

[41] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 11, paragraphes 83 et 84.

[42] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 28, paragraphe 12.

"préjudice grave actuel".[43] (Le Groupe spécial *Automobiles indonésiennes* a formulé des constatations similaires en utilisant l'expression "préjudice grave *effectif*" pour établir une distinction avec une allégation de "*menace* de préjudice grave".[44]) Les conclusions concernant l'existence d'un préjudice grave, également formulées par le Groupe spécial initial en juin 2004, n'incluaient *pas* de délai et employaient le présent pour décrire les effets des subventions contestées: "is significant price suppression" (empêcher des hausses de prix […] dans une mesure notable).[45] L'effet défavorable que les États-Unis devaient éliminer en vertu de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, au plus tard le 21 septembre 2005, était "[l']empêche[ment] des hausses de prix […] dans une mesure notable", à savoir le préjudice grave actuel.

31. Ainsi, les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial – qui n'ont pas été énoncées en utilisant les expressions "tel qu'appliqué" ou "en soi" – étaient entièrement compatibles avec une évaluation des "effets" dans le cadre d'allégations de préjudice grave au titre des articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*. Dans les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial, il est pleinement expliqué pourquoi les États-Unis étaient obligés d'apporter des modifications à leur cadre législatif et réglementaire.[46] Comme il est indiqué dans la réponse du Brésil du 26 février à la question n° 11 et dans ses communications antérieures, ils devaient le faire parce que le Groupe spécial initial avait jugé qu'il avait été constaté que le cadre législatif et réglementaire des États-Unis, qui serait en vigueur jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007[47], causait le préjudice grave actuel et parce que ces constatations faisaient apparaître un préjudice grave *actuel persistant*. Le Groupe spécial initial avait conclu à juste titre que la seule manière d'éliminer les effets défavorables de subventions impératives et subordonnées aux prix *persistantes* qui continuaient de causer un préjudice grave "actuel" était de modifier le cadre législatif et réglementaire.[48]

18. Les États-Unis estiment que les seules mesures visées par la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC sont les versements effectués entre 1999 et 2002 au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ils affirment également, à cet égard, que le Brésil ne présente aucun élément de preuve "concernant les effets actuels, si tant est qu'il y en ait, des mesures visées par la constatation du Groupe spécial initial relative aux subventions pouvant donner lieu à une action".

a) Ces assertions signifient-elles que les États-Unis considèrent que la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC les obligeait uniquement à faire en sorte que les versements effectués entre 1999 et 2002 n'aient désormais plus aucun effet défavorable?

b) Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument avancé par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 4.08 de la communication qu'elle a présentée en tant que tierce partie?

32. Le Brésil fait observer que la réponse des États-Unis à ces questions part du principe erroné que le Groupe spécial initial a constaté que les seules subventions causant un préjudice grave "actuel" étaient des versements effectués pendant un laps de temps défini. En fait, comme le Brésil l'a indiqué en réponse à la question n° 11, dans ses communications antérieures, et à la réunion avec le Groupe spécial, le Groupe spécial initial a constaté que les programmes de subventions et les versements à

[43] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1499 à 7.1503.
[44] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.257.
[45] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.1 g) i).
[46] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1499 à 7.1503.
[47] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1500.
[48] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

titre de subventions imposés par ces programmes causaient un préjudice grave. Les arguments des États-Unis selon lesquels leurs obligations en matière de mise en œuvre ne visent que des versements antérieurs sont donc sans fondement.

19. S'agissant de leur argument selon lequel les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures "prises pour se conformer", les États-Unis estiment-ils que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique uniquement aux mesures prises effectivement par une partie pour se conformer et ne s'applique pas aux mesures qu'un Membre aurait dû prendre pour se conformer?

33. Les États-Unis conviennent qu'une procédure au titre de l'article 21:5 porte soit sur des mesures prises pour se conformer soit sur l'absence de telles mesures. Dans le présent différend, le Groupe spécial initial a constaté que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et les versements obligatoires effectués au titre de ces programmes faisaient partie de l'"ensemble de mesures" qui causaient un préjudice grave "actuel". Les "mesures prises pour se conformer" par les États-Unis – à savoir l'abrogation du programme Step 2 et le maintien en vigueur des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – continuent de causer un préjudice grave "actuel". De ce fait, les États-Unis n'ont pas 1) retiré la subvention ou 2) pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables actuels dont l'existence a été constatée.

20. Que répondent les États-Unis à l'argument figurant dans la communication du Japon en tant que tierce partie, selon lequel le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) n'étaye pas l'argument des États-Unis voulant que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5?

34. Le Brésil renvoie à ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 19. Le Brésil fait également remarquer qu'au paragraphe 44 de leurs réponses, les États-Unis citent le Groupe spécial *CE – Linge de lit (Inde – article 21:5)* pour faire valoir que les Membres n'ont pas de deuxième chance, dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, leur permettant de présenter des allégations qui auraient pu être présentées dans la procédure initiale. Les États-Unis attribuent à tort cette citation à l'Organe d'appel. En fait, l'Organe d'appel a simplement inclus l'assertion du Groupe spécial dans son résumé de ces constatations.[49] La propre décision de l'Organe d'appel dans ce différend avait un champ d'application beaucoup plus étroit que celle du Groupe spécial. L'Organe d'appel a décidé que le plaignant n'avait pas de deuxième chance, dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5, lui permettant de présenter des allégations qui avaient fait l'objet d'une *résolution définitive* dans la procédure initiale.[50]

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006

Questions posées au Brésil

21. Le Brésil pourrait-il indiquer si sa demande visant à ce qu'il soit constaté que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 est étayée par la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs dans les procédures au titre de l'article 21:5? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

[49] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 74.
[50] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 96.

22. Que répond le Brésil à l'argument des Communautés européennes selon lequel "l'absence d'action positive entreprise par les États-Unis pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ne nuit pas nécessairement à leur moyen de défense"? [Paragraphe 48 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

Question posée aux États-Unis

23. Les États-Unis considèrent-ils que le texte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait être interprété comme signifiant qu'un groupe spécial de la mise en conformité peut uniquement examiner l'"existence" ou la "compatibilité" avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle la question a été portée devant le groupe spécial et non à la date d'expiration de la période de mise en œuvre? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

35. Dans leur réponse du 27 février, les États-Unis réaffirment leur position voulant qu'il soit juridiquement impossible au Groupe spécial de la mise en conformité de constater que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006.[51] À l'appui de cette position, les États-Unis renvoient aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Crevettes (21:5)* et *CE – Linge de lit (21:5)*.[52]

36. Le Brésil fait observer, en premier lieu, que les circonstances du présent différent sont différentes de celles des deux différends cités: aucune procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 n'était en instance dans ces deux différends alors que deux procédures arbitrages au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sont en instance dans le présent différend – une procédure au sujet des recommandations au titre de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* et une autre au sujet de la recommandation au titre de l'article 7.8 de l'Accord. Les circonstances du présent différend ressemblent donc à celles devant lesquelles se trouvait le Groupe spécial *Australie – Saumons (21:5)*. Ce groupe spécial a formulé une constatation en ce qui concerne une non-mise en conformité antérieure.[53] Le présent Groupe spécial devrait faire de même.

37. Les États-Unis allèguent que le principe d'économie jurisprudentielle sur lequel se sont fondés les Groupes spéciaux *États-Unis – Crevettes (21:5)* et *CE – Linge de lit (21:5)* étaye leur position selon laquelle le Groupe spécial de la mise en conformité devrait s'abstenir de formuler une telle constatation.[54] Cependant, le fondement évoqué par les États-Unis pour l'application du principe d'économie jurisprudentielle n'existe pas. Dans sa réponse à la question n° 21 du Groupe spécial, le Brésil a expliqué qu'une constatation formulée par le Groupe spécial de la mise en conformité concernant le fait que les États-Unis n'ont pas procédé à la mise en œuvre entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 aiderait l'arbitre, dans la procédure d'arbitrage en instance au titre de l'article 7.10 de l'*Accord SMC* et de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, à effectuer son évaluation des contre-mesures demandées par le Brésil.[55] Une constatation de non-mise en conformité est donc "nécessaire pour résoudre la question à l'étude".[56]

38. Les États-Unis indiquent qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait qu'ils ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006. Dans ce cas, il est surprenant que les États-Unis avancent des arguments contre la

[51] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 23, paragraphe 45.
[52] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 23, paragraphe 46.
[53] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 7.30 et 8.1 i).
[54] Réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 23, paragraphe 46.
[55] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 21, paragraphes 154 à 157.
[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, page 21.

formulation d'une constatation en ce sens par le Groupe spécial de la mise en conformité – une constatation qui aidera les parties dans leur procédure d'arbitrage en instance et contribuera ainsi au "règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés se trouve compromis", au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord.

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Questions générales

Questions posées aux deux parties

24. Les parties pourraient-elles expliquer comment elles interprètent les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 de l'Accord SMC?

39. Aux paragraphes 4 et 5 de leur réponse, les États-Unis indiquent qu'une "mesure appropriée" au titre de l'article 7.8 est une mesure tendant à "l'élimination des effets défavorables dont l'existence a été constatée dans les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel". Cela semble indiquer que le libellé relatif à l'"élimination des effets défavorables" figurant à l'article 7.8 ne vise que les effets défavorables *passés*, et non les effets défavorables *actuels*, *persistants* et *futurs*. Cette interprétation erronée de l'article 7.8 découle logiquement des interprétations également erronées des États-Unis selon lesquelles a) les allégations relatives au préjudice "actuel" au titre de l'article 6.3 (par opposition à celles qui concernent l'existence d'une "menace") sont forcément des allégations "tel qu'appliqué" qui ont trait à des effets défavorables se produisant au cours d'une période antérieure et b) seules les contestations "en soi" de subventions peuvent donner lieu à une réparation prospective pour les effets des subventions. En s'appuyant sur cette logique, les États-Unis semblent indiquer que les "mesures appropriées" du Membre qui accorde la subvention peuvent se limiter à un délai approprié pour que les effets des subventions *passées* se dissipent.

40. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à sa réponse du 26 février à la question n° 11 ainsi qu'à ses observations ci-dessus sur les réponses des États-Unis du 27 février 2007 à la question n° 17. Dans ses communications antérieures, le Brésil a démontré le caractère fallacieux des arguments des États-Unis ainsi que leur incompatibilité avec les constatations et conclusions du Groupe spécial initial, qui ont été confirmées par l'Organe d'appel et adoptées par l'ORD.[57] Dans ces constatations et conclusions, le Groupe spécial initial a été d'avis que les programmes de subventions des États-Unis, et les versements imposés par ces programmes, causent un préjudice grave et le Groupe spécial initial a indiqué expressément que les États-Unis étaient obligés de prendre des mesures appropriées pour modifier leur "cadre législatif et réglementaire".[58]

25. Comment les parties interprètent-elles la relation entre l'article 7.8 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord?

41. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à sa réponse à la question n° 25 et indique que la réponse plus limitée des États-Unis ne semble pas contredire l'interprétation que fait le Brésil des articles 21:5 et 7.8.

[57] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 11, paragraphes 99 à 108 et 134 à 150; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 33 à 45; réponse du Brésil du 16 janvier aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphes 31 à 34.

[58] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.

26. Les parties pourraient-elles indiquer si elles souscrivent ou non aux arguments avancés par la Nouvelle-Zélande dans sa communication en tant que tierce partie, selon lesquels l'article 7.8 de l'Accord SMC a certaines conséquences sur la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5? [Paragraphes 5.04 à 5.06 de la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie]

42. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à sa réponse à la question n° 26 et indique que la réponse plus limitée des États-Unis est compatible avec les paragraphes 20 et 21 de la réponse du Brésil. Le Brésil indique également que les États-Unis n'abordent pas la question hypothétique énoncée dans le paragraphe 22 de la réponse du Brésil, qui s'avère être pertinente pour l'argument présenté par la Nouvelle-Zélande.

27. Les parties pourraient-elles formuler des observations sur l'assertion ci-après des Communautés européennes:

> "Le texte de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ne dispose pas expressément qu'un Membre auquel l'ORD a demandé de mettre en œuvre ses recommandations et décisions au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* a en fait quoi que ce soit à *faire*." (italique dans l'original)

43. Le Brésil est en désaccord avec les États-Unis et renvoie le Groupe spécial à sa réponse du 26 février à la question n° 22, qui porte sur une assertion similaire faite par les Communautés européennes. En résumé, l'article 7.8 exige une action, et non une inaction, au plus tard à la fin du délai de mise en œuvre de six mois suivant l'adoption par l'ORD du rapport du groupe spécial ou du rapport de l'Organe d'appel prévu dans l'article 7.9 de l'*Accord SMC*. Ne rien faire n'est pas entreprendre une action. N'ayant mené absolument *aucune* action à l'échéance du 21 septembre 2005, les États-Unis n'avaient "pas pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables de la subvention ou retirer la subvention dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'ORD aura adopté le rapport du groupe spécial ou le rapport de l'Organe d'appel". Par ailleurs, en ce qui concerne l'action spécifique exigée par l'article 7.8 dans la présente affaire, le Brésil renvoie le Groupe spécial à ses observations ci-dessus sur les réponses des États-Unis aux questions n° 17 a) et b).

28. Les parties ont des vues divergentes en ce qui concerne la campagne de commercialisation pertinente que le Groupe spécial doit prendre en considération dans son analyse des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil.

a) Les parties pourraient-elles indiquer quelles sont, selon elles, les considérations juridiques pertinentes qui devraient guider le Groupe spécial au moment de déterminer si la campagne de commercialisation appropriée est la campagne 2005 ou la campagne 2006?

b) Les parties souscrivent-elles ou non à l'argument des Communautés européennes selon lequel, dans un différend impliquant une allégation de préjudice grave actuel, les parties doivent fournir les données "les plus récentes qui sont raisonnablement disponibles"? [Paragraphes 43, 54 et 55 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

44. Il apparaît que le Brésil et les États-Unis s'accordent généralement pour dire que le Groupe spécial devrait examiner les données couvrant les campagnes de commercialisation 2005 et 2006 aux fins de son évaluation des allégations de préjudice grave et des allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil. Vu que les données couvrant la campagne de commercialisation 2006

demeureront incomplètes tout au long de l'examen par le Groupe spécial des allégations du Brésil, il y a lieu que le Groupe spécial utilise *principalement* les données couvrant la campagne 2005.

45. Le Brésil fait remarquer que les États-Unis ne mentionnent pas l'outil méthodologique que constitue une "période de référence" dans leur réponse à la présente question. Il s'agit de l'outil utilisé par le Groupe spécial initial pour évaluer les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil (par opposition à celles qui concernent l'existence d'une "menace").[59] L'argument des États-Unis figurant au paragraphe 12 de leur réponse à la question n° 28 semble indiquer que seuls les effets des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et des versements existant pendant la campagne de commercialisation 2006 seraient visés par l'obligation des États-Unis en matière de mise en œuvre dans la présente procédure. Or, le recours nécessaire à une période particulière pour évaluer l'existence d'un préjudice grave ne limite ou ne restreint pas d'une autre manière les *mesures* en cause dont est saisi un groupe spécial. Il ne limite pas non plus l'obligation en matière de mise en œuvre qu'a le Membre accordant la subvention, à savoir éliminer les effets défavorables causés pendant la période de référence.

Questions posées aux États-Unis

29. Les États-Unis contestent-ils le fait qu'il existe "une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland"?[60] En particulier, s'inscrivent-ils en faux contre les déclarations suivantes[61]:

- *une très grande proportion d'exploitations ayant une superficie de base de coton upland continuent de planter du coton upland pendant l'année où a lieu le versement;*

- *la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plantent du coton upland ont également une base de coton upland?*

46. Pour commencer, le Brésil n'est pas d'accord avec l'assertion des États-Unis selon laquelle l'existence d'une "forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland" est une qualification des faits.[62] Comme la question du Groupe spécial de la mise en conformité l'indique, c'est un fait. C'est également un fait que les États-Unis ne peuvent faire disparaître en attirant l'attention sur deux autres faits. D'ailleurs, le Brésil note avec satisfaction que les États-Unis ne contestent pas, car ils ne peuvent le faire, que 95 pour cent de la superficie de base de coton upland étaient situés dans des exploitations ayant une base de coton upland.[63] Le désaccord entre les parties porte sur l'importance relative de certains faits, y compris la "forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland", et leur pertinence pour les arguments du Brésil.

47. Les allégations du Brésil dans le présent différend concernent, entre autres choses, le fait que les subventions anticycliques ont pour effet de maintenir – et non pas nécessairement d'inciter à

[59] Réponse du Brésil du 6 mars 2007 à la question n° 28.

[60] Voir le paragraphe 131 de la première communication du Brésil. Le Groupe spécial précise que ce membre de phrase fait référence au fait que "les bénéficiaires détenant une superficie de base de coton upland" et "ceux qui continuent de planter du coton upland" coïncident largement. (*Voir* le paragraphe 7.637 du rapport du Groupe spécial initial.) Le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil utilise ce membre de phrase dans le même sens.

[61] Ces passages sont tirés du paragraphe 7.636 du rapport du Groupe spécial initial.

[62] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 14.

[63] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 18.

l'accroissement des superficies, comme les États-Unis l'allèguent erronément[64] – la production actuelle de coton upland des États-Unis. En d'autres termes, le Brésil s'intéresse aux producteurs actuels de coton upland et à la relation entre la production actuelle de coton upland et les subventions anticycliques en faveur du coton upland. Les faits montrent que l'écrasante majorité de la production actuelle de coton upland est réalisée par des producteurs antérieurs de coton upland recevant des versements anticycliques pour le coton upland. En revanche, les arguments des États-Unis sont orientés uniquement sur des faits concernant cette relation qui ont trait aux producteurs antérieurs, et non pas actuels, de coton upland, en soulignant que certains producteurs antérieurs de coton upland recevant des versements anticycliques pour le coton upland ne produisent plus de coton upland.[65] Cette différence d'orientation explique en grande partie la divergence entre les parties.

48. Plus particulièrement, les États-Unis font valoir qu'une "part importante" de la superficie plantée en coton upland ne correspondait pas à la superficie de base de coton upland. S'ils sont examinés dans l'optique pertinente de la production actuelle de coton upland, les chiffres pertinents révèlent un tableau très différent. Pendant la campagne de commercialisation 2005, 83 pour cent de la superficie plantée en coton correspondaient à la superficie de base de coton. Cela représente la part la plus importante de la superficie plantée en coton upland aux États-Unis. En outre, sur les 17 pour cent restants, 12 pour cent étaient situés dans des exploitations qui "plantaient une superficie supérieure" à leur superficie de base de coton et 5 pour cent étaient situés dans des exploitations qui n'avaient pas de superficie de base de coton upland.[66] En d'autres termes, 95 pour cent de la superficie de coton upland des États-Unis sont situés dans des exploitations qui détiennent une base de coton upland. Ces faits démontrent qu'il subsiste une "forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland".[67] En fait, ces pourcentages sont essentiellement les mêmes que les ratios évalués par le Groupe spécial initial pour la campagne de commercialisation 2002 et sur la base desquels il a formulé la présente constatation.[68] La proportion "croissante" d'exploitations antérieures de coton upland qui cessent de produire du coton upland – mentionnée par les États-Unis[69] – n'existe tout simplement pas.

49. Les États-Unis accordent une grande importance au fait que 40 pour cent des superficies de base de coton upland ne sont pas présentement plantées en coton upland.[70] Premièrement, le Brésil fait remarquer qu'à aucun moment ces dernières années, la superficie de coton upland des États-Unis n'a été de 18,4 millions d'acres – étendue de la base de coton upland. Le niveau élevé de la base de coton upland par rapport à la production s'explique par le fait que, dans le cadre d'actualisations consécutives de la base, les exploitations des États-Unis ont choisi de ne procéder à une actualisation que dans les cas où cela faisait augmenter leur base de coton upland donnant lieu à des versements élevés. Dans les cas où cela faisait diminuer la base de coton upland donnant lieu à des versements élevés au profit de la base d'une culture donnant lieu à des versements moins élevés, les exploitations des États-Unis se sont abstenues de procéder à l'actualisation. Ainsi, la superficie de base de coton upland des États-Unis ne constitue pas une mesure fiable pour une comparaison avec la superficie annuelle de coton upland aux États-Unis.

50. Le Brésil n'a jamais contesté que certains exploitants ont utilisé leur flexibilité en matière de plantation et perçoivent des subventions anticycliques pour le coton upland sans cultiver de coton

[64] Il est révélateur que les États-Unis ne renvoient à aucune des communications du Brésil. Comme le Brésil l'a précisé, il ne fait pas valoir que les subventions anticycliques incitent à produire. Il fait plutôt valoir qu'elles maintiennent la production en permettant aux producteurs actuels de coton upland de poursuivre leurs activités.

[65] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 14.

[66] Pièce US-64 (2005 Crop Year Subcategories).

[67] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.

[68] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 153 à 163.

[69] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 16.

[70] *Voir*, par exemple, la réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphes 14 et 15.

upland. Le même pourcentage d'utilisation de la flexibilité en matière de plantation (40 pour cent) avait été porté à la connaissance du Groupe spécial initial. Contrairement aux assertions des États-Unis, cela n'est pas pertinent pour les allégations du Brésil concernant les effets défavorables. Le Brésil allègue que les subventions anticycliques reçues par les producteurs actuels de coton upland sont indispensables pour assurer la rentabilité des exploitations qui produisent actuellement du coton upland. Le fait que d'autres exploitations décident d'utiliser ces fonds à d'autres fins n'est pas pertinent pour l'allégation du Brésil aujourd'hui, tout comme il n'était pas pertinent pour les allégations présentées par le Brésil en 2003 au Groupe spécial initial.

51. Par ailleurs, les États-Unis affirment qu'il n'est pas surprenant qu'une part importante de la production de coton upland des États-Unis continue d'être réalisée dans des exploitations qui détiennent une base de coton upland parce que la culture de coton upland n'est possible que dans certaines régions.[71] Ce n'est peut-être pas surprenant pour les États-Unis mais il s'agit d'un élément de preuve solide d'une relation fortement positive. En dépit des allégations des États-Unis selon lesquelles ces subventions sont "découplées", le fait que 95 pour cent du coton upland des États-Unis est cultivé dans des exploitations qui détiennent une base de coton upland montre à quel point ces subventions, ainsi que les versements directs, sont couplées.

52. Le Congrès des États-Unis a établi des taux de versements anticycliques en faveur des producteurs antérieurs de coton upland pour exactement la même raison que celle qui est donnée par les États-Unis en l'espèce: les producteurs antérieurs de coton upland seraient des producteurs actuels de coton upland; et ces producteurs continuant à produire supporteraient des coûts élevés nécessitant des subventions anticycliques pour pratiquer une culture rentable du coton upland (et éviter la faillite). Ainsi, les subventions anticycliques sont un moyen de soutenir la production actuelle de coton upland. Comme les États-Unis le font valoir, compte tenu des conditions climatiques et d'autres conditions, les producteurs antérieurs devraient continuer de cultiver du coton upland. Comme le Brésil l'a fait valoir et l'a établi tout au long de la présente procédure, les producteurs de coton upland "peuvent cultiver du coton upland avec de bons résultats compte tenu des conditions particulières de culture dans la région"[72] uniquement en raison des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques prescrits. Antérieurement, les producteurs des États-Unis ont pu le faire grâce à au moins 70 années de subventionnement de la production de coton upland par les États-Unis avec des fonds fédéraux.

53. Enfin, le Brésil fait remarquer que la question posée par le Groupe spécial de la mise en conformité porte sur la proportion d'exploitations ayant des superficies de base de coton upland qui continuent de planter du coton. Pendant la campagne de commercialisation 2005, soit la seule campagne pour laquelle les États-Unis ont produit des données, cette proportion était de 73 pour cent.[73] Plutôt que de présenter le chiffre en question, les États-Unis fournissent "le rapport entre la superficie plantée en coton et la superficie plantée totale"[74] dans les exploitations qui ont une superficie de base de coton upland. Ce rapport, calculé conformément à la "méthode pour le coton et au coton", impute les versements anticycliques sur la base d'une acre de base pour une acre plantée.[75] La "méthode pour le coton et au coton" ne couvre pas 13 pour cent des subventions anticycliques - soit 179 millions de dollars - pour la campagne de commercialisation 2005 qui sont versées à des exploitations produisant actuellement du coton upland mais qui se rapportent à une superficie de base dépassant la superficie plantée. Ces versements pourraient être considérés comme soutenant la production de coton upland.

---

[71] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphes 19 à 21.
[72] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 20.
[73] *Voir* le tableau 2 ci-dessus.
[74] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 14.
[75] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.641.

54. S'agissant des arguments des États-Unis portant sur les versements directs, le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses observations ci-dessous sur la réponse des États-Unis à la question n° 31.

Question posée au Brésil

30. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements effectués au titre des programmes empêchent des hausses de prix dans une mesure notable est une question inédite"? [Paragraphe 219 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation

Questions posées aux États-Unis

31. Le Brésil allègue que la structure, la conception et la gestion des versements anticycliques des États-Unis stimulent la production de coton upland aux États-Unis. Le Brésil et les États-Unis ont tous deux fait référence à l'étude Westcott (2005)[76] pour étayer leur analyse opposée de l'incidence possible des versements anticycliques sur la production. Dans sa réfutation, le Brésil cite le passage ci-après de Westcott:

> Donc, où les versements CCP se situent-ils par rapport aux autres programmes concernant des produits de base agricoles prévus dans la Loi de 2002 sur l'agriculture? Les prêts à la commercialisation sont entièrement couplés puisqu'ils peuvent être obtenus pour toute la production et que leur lien avec les prix du marché fait qu'ils influent sur les décisions de production des exploitants. Les versements directs sont essentiellement découplés puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures et non sur la production actuelle et qu'ils ne dépendent pas des prix du marché ou d'autres facteurs qui influeraient sur la production …
>
> Les versements CCP s'intercalent entre ces deux programmes car certaines de leurs caractéristiques s'apparentent à celles des versements directs essentiellement découplés tandis que d'autres s'apparentent à celles des prêts à la commercialisation entièrement couplés. Comme les versements directs, les versements CCP ne dépendent pas de la production actuelle puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures. Toutefois, comme les prêts à la commercialisation, les versements CCP sont liés aux prix du marché et peuvent donc avoir une certaine incidence sur les décisions relatives à la production actuelle des exploitants, ce qui fait que ces versements pourraient être au moins en partie ou dans une certaine mesure couplés.

a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description des versements CCP?

55. Les États-Unis continuent naturellement de minimiser l'importance du lien direct entre les prix du coton upland et les subventions anticycliques, faisant valoir que tout effet sur la production est atténué par un certain nombre de facteurs.[77] Le Brésil a déjà répondu à plusieurs de ces arguments, y compris l'assertion incorrecte selon laquelle les subventions anticycliques se comportent comme des

[76] Pièce US-35 (Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited").

[77] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31 b), paragraphe 26.

versements directs lorsqu'on s'"attend" à ce que les prix soient supérieurs à 65,73 cents par livre.[78] Les quatre dernières années (campagnes de commercialisation 2002-2005) montrent que les attentes ne sont pas de bons indicateurs des résultats réels.[79] Les exploitants reconnaissent cet état de choses et attribuent une certaine probabilité au fait que les prix soient inférieurs ou supérieurs à ce qu'ils attendent.

56. Le deuxième facteur atténuant mentionné par les États-Unis, à savoir que les "recettes nettes provenant des cultures de remplacement resteraient le principal élément pris en considération dans les choix de production", ne tient pas compte de l'importance des restrictions en matière de plantation et des possibilités d'actualisations de la base, ni de l'effet de réduction des risques sur les recettes nettes attendues. Comme il est indiqué plus en détail ci-dessous, la plantation de la culture de base, en l'occurrence le coton upland, réduit considérablement les incertitudes concernant les recettes parce que les revenus provenant du marché et les subventions anticycliques sont inversement proportionnels pour le coton upland. Ce rapport n'existe pas entre les subventions anticycliques pour le coton upland et la plantation d'autres cultures. Dans ce cas, les exploitants courent le risque de faibles cours du marché pour la culture plantée et de prix élevés pour le coton upland, ce qui se traduit par des subventions anticycliques peu élevées ou nulles. L'effet de réduction des risques a donc une incidence importante sur les recettes nettes attendues de la plantation de la culture de base ou de cultures de remplacement. Par ailleurs, les études empiriques confirment que l'actualisation de 2002 de la superficie de base et les possibilités d'actualisations futures de la superficie de base soutiennent et même augmentent la superficie des cultures visées par des programmes.[80]

57. Le Brésil rappelle par ailleurs que les subventions anticycliques font partie d'un ensemble structuré de politiques qui garantissent aux détenteurs d'une base de coton upland (et de 83 pour cent de la superficie de coton) un prix institutionnel de 72,4 cents par livre de coton upland. Bien sûr, cette politique est soumise à des restrictions importantes, comme par exemple le fait que les subventions directes et anticycliques sont accordées pour 85 pour cent des superficies antérieures et des rendements fixes. Toutefois, le Groupe spécial de la mise ne conformité ne devrait pas perdre de vue le fait que les subventions anticycliques pour le coton upland sont établies sur la base d'un prix d'objectif pour le *coton upland*, et non pour une autre culture ou une quelconque mesure du revenu de l'exploitant. Le Groupe spécial initial a indiqué que "[d]ans la fourchette de prix allant du taux de prêt jusqu'au prix d'objectif moins le taux de versement DP, les changements en ce qui concerne les revenus des producteurs dus à des variations des prix du marché [étaient] partiellement compensés par les versements anticycliques si la culture faisant partie de la superficie de base [était] plantée, ce qui rédui[sait] le risque de baisse de revenu total associé à la variabilité des prix".[81] Tout au long de la présente procédure, les États-Unis ont essayé de dissocier les subventions anticycliques de leur lien direct avec le marché du coton upland.

58. Les États-Unis font également valoir qu'il est possible que les subventions anticycliques remplacent tout simplement d'autres instruments de gestion du risque employés par les exploitants.[82] Le Brésil fait observer que les exploitants utiliseront naturellement les outils de réduction du risque

[78] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 131.

[79] Comme le Brésil l'a expliqué dans sa communication à titre de réfutation, les attentes ont été substantiellement inexactes pour les campagnes de commercialisation 2003 et 2004. *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 131.

[80] *Voir* la pièce Bra-565 (McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study," forthcoming paper in the American Journal of Agricultural Economics, November 2006) et la pièce Bra-568 (O'Donoghue, Erik J. and James Whitaker, "How distorting are direct payments?," Paper prepared for presentation at the 2006 American Agricultural Economics Association in Long Beach, CA, p. 2-3, accessed December 2006 at http://agecon.lib.umn.edu/cgi-bin/pdf_view.pl?paperid=21797).

[81] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.

[82] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31, paragraphes 26 et 27.

qui sont les plus efficaces sur le plan des coûts. Du fait de l'octroi gratuit d'un outil de réduction du risque, à savoir les subventions anticycliques, les exploitants plantent davantage la culture visée par le programme pour deux raisons. Premièrement, cela leur permet d'atteindre un niveau de risque moins élevé que celui qui serait accepté avec d'autres instruments coûteux de réduction des risques (comme par exemple la diversification ou une utilisation plus prudente du crédit). Les exploitants plantent donc davantage qu'ils ne le feraient autrement parce qu'un des instruments de gestion du risque, un "intrant" requis dans la production de coton upland, est moins cher. Deuxièmement, le risque lié au coton upland étant atténué par des subventions anticycliques pour le coton upland, les exploitants courent moins de risques que s'ils devaient utiliser d'autres outils de gestion du risque. Les exploitants éprouvant une aversion pour le risque plantent donc davantage de coton upland et leurs banquiers et bailleurs encouragent la plantation de coton upland parce que cela réduit le risque de défaut de l'exploitant.

59. Les États-Unis font ensuite valoir que les exploitations de coton upland sont grandes et que les grandes exploitations éprouvent moins d'aversion pour le risque que les petites, ce qui leur permet d'affirmer que les subventions anticycliques n'ont aucun effet sensible.[83] Toutefois, la notion selon laquelle les grands cultivateurs commerciaux de coton upland éprouvent moins d'aversion pour le risque dans leurs entreprises de coton upland n'est pas démontrée par des données ni d'autres sources. D'ailleurs, certains faits tendraient à indiquer le contraire. Il est plus probable qu'une part plus importante de la base totale de ressources des grands cultivateurs de coton upland soit liée au coton upland et ils ont donc une incitation plus grande à compenser par des revenus les pertes provenant de prix faibles. C'est précisément l'avantage que confère les subventions anticycliques. Par ailleurs, les grands cultivateurs sont plus susceptibles que les petits cultivateurs de recourir à un fort endettement pour financer leurs activités. Les prêteurs quant à eux sont plus susceptibles de limiter le montant des crédits disponibles à moins que le cultivateur puisse garantir le remboursement même lorsque les prix du marché sont faibles. Encore une fois, c'est exactement l'avantage que confèrent les subventions anticycliques. Ainsi, l'idée que les grands cultivateurs de coton upland éprouveront moins d'aversion pour le risque que les petits cultivateurs n'est pas fondée sur les faits et semble incompatible avec certains faits caractérisant la production de coton upland.

60. Outre ces points plus spécifiques, le Brésil fait remarquer que Westcott et les États-Unis acceptent le fait que les subventions anticycliques réduisent le risque associé à la production de coton upland et que cette réduction du risque incite à cultiver plus de coton upland que si elle n'existait pas. Les tentatives des États-Unis visant à minimiser l'importance de cet effet ne sont pas fondées. Les éléments de preuve étayent plutôt l'argument du Brésil voulant que les avantages des subventions anticycliques en matière d'atténuation des risques soient notables et qu'ils contribuent grandement à maintenir inchangée la superficie de coton upland.

61. Les États-Unis affirment que les versements anticycliques ont des effets qui ressemblent davantage à ceux des versements directs qu'à ceux des versements au titre de prêts à la commercialisation. Pour les raisons données ci-dessus, le Brésil n'est pas d'accord avec cette affirmation. De plus, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, le Groupe spécial initial n'a pas constaté que les versements directs étaient découplés de la production. Il a constaté que, parce qu'ils n'étaient pas subordonnés aux prix, ils ne contribuaient pas à empêcher des hausses de prix dans une mesure notable de la même manière que les subventions des États-Unis subordonnées aux prix.[84] En outre, il a été d'avis qu'ils pouvaient avoir des effets sur la production lorsqu'ils étaient

> considérés en liaison avec la perte de parts de marché et sa composante anticyclique, respectivement. Nous incorporons notre description de la mesure à la section VII:C, y compris l'obligation d'utiliser les terres à des fins agricoles ou à des fins de

[83] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31, paragraphes 26 et 27.
[84] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1307.

> conservation. Ces versements [directs] constituent une incitation à continuer d'utiliser les terres à des fins agricoles. En outre, même si un producteur est en mesure de varier la production entre certaines cultures, la relation fortement positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland montrent que ces versements constituent, dans une certaine mesure, une incitation à la continuité. Nous nous référons également, en les incorporant, à nos constatations sur ces mesures à la section VII:D.[85]

62. En d'autres termes, le Groupe spécial initial a constaté que ces versements avaient des effets sur la production et qu'ils aidaient les exploitants à continuer de produire du coton upland. Cette constatation est compatible avec les éléments de preuve indiquant que les versements directs contribuent grandement à couvrir les coûts de production des producteurs de coton upland et que plus de 90 pour cent de la production de coton upland a lieu dans des exploitations qui détiennent une base de coton upland.[86]

63. Formulant des observations sur les constatations du Groupe spécial initial concernant les versements directs, l'Organe d'appel a émis l'avis suivant: "[il est possible] que les subventions […] qui ne sont pas subordonnées aux prix … aient certains effets sur la production et les exportations, et contribuent à l'empêchement de hausses de prix".[87] Ainsi, les versements directs peuvent contribuer et contribuent effectivement au préjudice grave. Westcott le reconnaît lorsqu'il constate que "les versements directs peuvent quand même avoir une certaine incidence sur la production, en raison d'effets de richesse générale et de changements d'attitudes quant aux risques, et parce qu'ils fournissent des liquidités aux exploitants".[88] Toutefois, Westcott n'analyse pas pleinement les effets des subventions anticycliques sur la production parce qu'il ne tient pas compte de deux des principaux facteurs contribuant à leurs effets sur la production: i) les restrictions en matière de plantation et ii) les possibilités d'actualisations de la base.[89]

64. Dans cette perspective, le Brésil rappelle les résultats de l'enquête menée par Goodwin et Mishra (2005) dans laquelle des exploitants ont été invités à dire ce qu'ils entendaient faire des versements directs. Si les versements directs étaient vraiment "découplés" et n'influaient pas sur les décisions relatives à la production, on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient utilisés à des fins d'épargne familiale, de consommation et à d'autres fins non agricoles. Ce n'est pas ce que les résultats de l'enquête révèlent. En fait, 68 pour cent des exploitants ont déclaré qu'ils avaient l'intention d'utiliser les versements directs pour l'exploitation. Plus surprenant encore, 34 pour cent des exploitants ont indiqué qu'ils avaient l'intention de consacrer les versements directs à la couverture des coûts de fonctionnement de leurs activités productives.[90]

65. Le projet de loi sur l'agriculture de 2007 de l'USDA donne des éclaircissements supplémentaires sur l'importance des versements directs pour le coton upland par rapport à d'autres cultures visées par des programmes. Le projet de loi prévoit une augmentation immédiate de 66 pour cent des versements directs pour le coton upland ainsi que des augmentations beaucoup plus modestes

---

[85] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1417.
[86] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, pièce jointe à la section VII:D.
[87] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 589.
[88] Pièce US-35 (Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited").
[89] Le Brésil note qu'en 2002 par exemple les exploitants ont été autorisés à actualiser non seulement les superficies visées par les programmes de versements directs et anticycliques mais aussi les rendements visés par le programme de versements anticycliques uniquement.
[90] Pièce US-41 (Goodwin B.K. and Mishra A. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments." *American Journal of Agricultural Economics* 87(5):1200-1210 (2005), Tableau 3, page 1206).

des versements directs pour d'autres cultures visées par des programmes. L'USDA justifie l'augmentation considérable des versements directs pour le coton upland comme suit:

> Si on peut s'attendre à ce que les prix des cultures visées par les programmes restent fermes ou augmentent au cours des prochaines années, le coton upland constitue une exception. L'augmentation des rendements par acre de coton upland et la diminution de la production de textiles en coton upland devraient limiter les hausses de prix et se traduire par des dépenses substantielles au titre du programme pour le coton en comparaison avec d'autres produits de base.[91]

66. Cette explication du "problème" auquel les exploitants de coton upland sont confrontés démontre clairement que la proposition visant à augmenter substantiellement les versements directs pour le coton upland vise à soutenir la production de coton upland. Comme les données de l'USDA le démontrent, et comme les États-Unis l'admettent, les producteurs antérieurs sont souvent des producteurs actuels de coton upland. Si les versements directs étaient vraiment découplés et n'influaient pas sur la production, pourquoi l'USDA proposerait-il une augmentation considérable des versements directs pour le coton upland et non pas pour d'autres cultures visées par des programmes? C'est, bien sûr, parce que l'USDA propose de compenser les producteurs de coton upland pour les éventuelles pertes de revenu qui pourraient résulter des modifications qu'il est proposé d'apporter à d'autres programmes. Le fait que l'USDA songe à compenser les producteurs en augmentant les versements directs accordés aux producteurs antérieurs de coton upland est une démonstration de plus de la "forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland". Cette forte relation positive ne risque pas de changer simplement parce que la future législation changera peut-être le nom des versements qui d'"anticycliques" deviendront "directs".

67. Le projet de loi sur l'agriculture de l'USDA prévoit également une augmentation des versements directs pour les exploitants débutants. Encore une fois, les raisons données pour cette proposition donnent des éclaircissements sur la manière dont les versements directs et, vraisemblablement, les versements anticycliques sont utilisés pour accroître la production. L'USDA indique que "pour mieux préparer les exploitants débutants à faire face aux charges financières initiales qui se présentent lorsqu'on se lance dans l'agriculture de production, l'Administration recommande que les exploitants débutants reçoivent des versements directs à un taux accru".[92] Cette explication de l'USDA constitue un fait de plus qui démontre que les versements directs ne sont pas découplés de la production. Les versements directs sont plutôt conçus pour aider les exploitants à financer des investissements en "équipement, y compris des engins utilisés pour la plantation, la culture et la récolte, [ce qui] illustre bien les obstacles financiers qui se présentent lorsqu'on se lance dans l'agriculture de production".[93]

68. En résumé, contrairement aux versements directs, les subventions anticycliques sont tributaires du prix du coton upland. Il s'ensuit que les subventions anticycliques sont davantage couplées à la production de coton upland que les versements directs. Le fait que les subventions anticycliques ont d'autres caractéristiques qui sont similaires aux versements directs ne diminue pas leur capacité d'influer sur la production.

---

[91] Pièce Bra-671 (U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal, page 14, consulté en mars 2007 à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf).

[92] Pièce Bra-671 (U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal, page 16, consulté en mars 2007 à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf).

[93] Pièce Bra-671 (U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal, page 16, consulté en mars 2007 à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf).

b) Que répondraient les États-Unis à l'argument selon lequel, de par leur conception, les versements anticycliques sont couplés dans une certaine mesure aux décisions de production parce qu'une partie des versements est subordonnée aux prix qui sont effectivement obtenus sur le marché?

69. Les États-Unis affirment que "le prix du marché est un élément déclenchant indépendant" pour les subventions anticycliques.[94] Il s'agit là d'une affirmation remarquable compte tenu de la structure, de la conception et de la gestion des subventions anticycliques. Le Brésil rappelle que les subventions anticycliques sont accordées pour un produit de base donné d'après un prix d'objectif institutionnel. Lorsque le prix du marché pour ce produit de base tombe au-dessous du prix de déclenchement, des subventions anticycliques sont accordées. Loin d'être indépendants, les prix du marché lient directement les subventions anticycliques à la production de coton upland. Comme il est indiqué ci-dessus, ce lien est crucial pour le rôle de réduction du risque des subventions anticycliques. La notion selon laquelle les prix du marché sont un "élément déclenchant indépendant" est incompatible avec les constatations de Westcott selon lesquelles "les versements CCP sont liés aux prix du marché et peuvent donc avoir une certaine incidence sur les décisions relatives à la production actuelle des exploitants".[95]

70. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis[96], toutefois, les éléments de preuve démontrent que les subventions anticycliques sont non seulement susceptibles de causer des effets défavorables mais qu'elles causent effectivement des effets défavorables. Le Brésil a traité des "facteurs atténuants" allégués dans ses observations sur la réponse des États-Unis à la question précédente.

3. Modèle de simulation économique

Question posée aux États-Unis

32. Le Brésil a présenté un modèle d'équilibre partiel visant à simuler les effets de l'élimination des versements des États-Unis pour le coton upland, en particulier les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis ont donné leur avis sur le modèle de simulation dans leur communication et dans leur réfutation.

a) Serait-il exact de dire que la réponse des États-Unis constitue une acceptation générale du cadre d'analyse adopté par le Brésil mais une contestation des hypothèses formulées concernant les valeurs des paramètres, les élasticités de l'offre et de la demande et le facteur de "couplage" utilisés dans le modèle? (Le facteur de couplage est le montant dont est majoré le prix attendu du coton pour chaque dollar versé par unité à titre de subvention.)

71. Dans leur réponse, les États-Unis relèvent un certain nombre de "lacunes importantes" dans le modèle de M. Sumner.[97] Il s'agit des mêmes critiques qui ont été formulées dans la déclaration orale des États-Unis[98] et dans leur déclaration à titre de réfutation.[99] M. Sumner a répondu à chacun de ces points dans les observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis.[100] Le Brésil ne répétera pas ces arguments ici.

---

[94] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31 b), paragraphe 28.
[95] Pièce US-35 (Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited").
[96] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31 b), paragraphe 29.
[97] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 a), paragraphe 31.
[98] Déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber, paragraphe 3.
[99] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, paragraphe 4.
[100] Observations du Brésil du 16 janvier sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 35 à 56.

72. Les États-Unis critiquent également la question hypothétique pour laquelle le modèle de M. Sumner a été conçu, à savoir qu'arriverait-il si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques étaient éliminées? Les États-Unis affirment à tort que "si l'on procède à une évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été *inférieurs* ou *différents* ou *n'avaient pas existé*".[101] Premièrement, l'article 6.3 exige une évaluation hypothétique des effets *en l'absence de* "la subvention". Cela ne veut pas dire qu'il faut évaluer les effets d'une subvention "inférieure" ou "modifiée" mais bien les "effets" de "*la* subvention". L'article 6.3 exige également une évaluation de la question de savoir si "la subvention" "a" "pour effet" "d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable". D'un point de vue textuel, il faut évaluer l'existence d'un "empêchement de hausses de prix dans une mesure notable" *actuel* dans les conditions du marché pendant la période de référence – et non pas celles qui existeraient au cours d'une période suffisamment longue pour que tout choc débouche sur un nouvel équilibre. Ainsi, l'évaluation des effets d'une subvention se fait sur le court terme et ne comporte pas d'analyse sur le long terme.

73. Ces principes généraux sont d'autant plus applicables dans une procédure au titre de l'article 21:5/l'article 7.8. Tout Membre qui effectue des modifications pour réduire ou limiter la subvention maintient tout de même la "subvention". L'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC* prescrit l'élimination *complète* de tous les effets défavorables (s'il n'y a pas de retrait de la subvention) dans un délai de seulement six mois. Ce court laps de temps s'explique également par le fait que le Membre plaignant a déjà enduré des années de distorsions du marché à cause des effets défavorables. D'un point de vue textuel, il est donc entièrement approprié que le Groupe spécial de la mise en conformité examine les effets défavorables de "la subvention" par le biais d'une hypothèse qui évalue les effets actuels de l'élimination de la subvention.

74. Enfin, les États-Unis concluent que le modèle de M. Sumner constitue une "énorme surestimation des effets possibles des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques"[102], qui sont beaucoup plus élevés que les estimations établies par les États-Unis par l'application du modèle de M. Sumner à d'autres ensembles de paramètres.[103] Comme il est indiqué dans la déclaration finale du Brésil, les constatations de M. Sumner sont compatibles avec les ouvrages scientifiques. En revanche, les résultats de la simulation effectuée par les États-Unis sont moins élevés que dans toute autre étude ayant porté sur les effets sur les cours du marché mondial des subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland.[104]

b) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis utilisent une valeur de 1 identique à celle que le Brésil adopte pour le facteur de couplage attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements au titre de prêts à la commercialisation accordent une incitation un-pour-un à la production de coton upland?

75. Le Brésil se félicite de l'acceptation par les États-Unis d'un facteur de couplage de 1 pour les subventions au titre de prêts à la commercialisation. Le Brésil convient avec les États-Unis que ce sont les attentes en matière de subventions au titre de prêts à la commercialisation qui déterminent

[101] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 a), paragraphe 33 (pas d'italique dans l'original).
[102] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 a), paragraphe 34.
[103] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 a), paragraphe 34.
[104] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 23. *Voir aussi* la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments).

finalement leurs effets sur la production.[105] Le Brésil rappelle que les exploitants de coton upland se sont attendus à recevoir des subventions au titre de prêts à la commercialisation au cours de chaque campagne dans le cadre de la Loi FSRI de 2002.[106] Même si les exploitants ne s'"attendaient" pas à recevoir des subventions au titre de prêts à la commercialisation (dans les cas où les exploitants s'attendaient à ce que l'AWP soit supérieur au taux de prêt), le programme de prêts à la commercialisation conférait quand même un avantage aux exploitants de coton upland en éliminant le risque de prix moins élevés que ceux qui étaient attendus.[107]

76. Par ailleurs, comme M. Sumner l'a indiqué dans son analyse à l'annexe I[108], l'incidence d'une réduction des subventions au titre de prêts à la commercialisation attendues est au moins aussi grande qu'une diminution du prix du marché attendu. Outre l'effet incitatif direct, les subventions au titre de prêts à la commercialisation aident à se prémunir contre une baisse des prix du marché. Les exploitants réagissent généralement à une diminution des risques en augmentant la production. Selon cette logique, il serait approprié d'attribuer un facteur de couplage supérieur à 1 aux versements au titre de prêts à la commercialisation.

> *c) Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis ont utilisé une valeur non nulle de 0,25 (pas beaucoup plus basse que la valeur de 0,4 adoptée par le Brésil) pour le facteur de couplage attribué aux versements anticycliques. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements anticycliques sont en partie liés à la production de coton upland et qu'ils acceptent une grandeur (25 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique) qui n'est pas très éloignée de la propre estimation du Brésil (40 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique)?*

77. Dans leur réponse, les États-Unis affirment que "la recherche empirique prône un facteur de couplage moins élevé, plus près de zéro".[109] Le Brésil n'est pas d'accord.

78. L'étude citée par les États-Unis pour appuyer cette affirmation porte sur les superficies de maïs, de blé et de fèves de soja dans la région du centre-nord. Il n'y a pas de production de coton upland dans la région du centre-nord. La plupart des régions productrices de coton upland, y compris le sud-est, le delta et l'Ouest américain, se prêtent à plusieurs cultures de remplacement telles que les fèves de soja, le riz, les arachides, le maïs, le sorgho, le foin, les fruits, les noix et les légumes. En revanche, dans la région du centre-nord on cultive presque exclusivement trois cultures – le blé, le maïs et les fèves de soja. Par ailleurs, la simulation réalisée par Lin et Dismukes ne traite pas de l'élimination des subventions anticycliques pour une seule culture mais de l'élimination simultanée des subventions anticycliques pour toutes les cultures. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que Lin et Dismukes concluent que les subventions anticycliques ont une faible incidence sur les superficies.[110]

79. Comme dans d'autres études qui portent sur les cultures de plein champ dans le Middle West, la faible réaction des superficies aux subventions anticycliques est très probablement due aux faibles élasticités de l'offre de blé, de maïs et de fèves de soja. Cette étude n'examine pas si les subventions

---

[105] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 b), paragraphe 36.

[106] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 106 et 107.

[107] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 80 à 82. *Voir aussi* la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paragraphes 48 à 56).

[108] *Voir* l'"Analyse par M. Daniel Sumner des effets sur les prix et les quantités de coton upland des subventions accordées par les États-Unis pour le coton upland", première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 58.

[109] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 c), paragraphe 40.

[110] Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paragraphe 20).

anticycliques sont découplées de la production. Elle porte plutôt sur la question de savoir si les subventions anticycliques accroissent les superficies du maïs, du blé et des fèves de soja dans la région du centre-nord. Cette question comporte deux parties. Premièrement, dans quelle mesure les subventions anticycliques sont-elles couplées à la production (en d'autres termes, quel est le facteur de couplage)? Deuxièmement, quelle est l'élasticité de l'offre de fèves de soja, de blé et de maïs dans cette région? L'incidence des subventions anticycliques sur les superficies découle de ces deux effets. L'étude de 2005 de Goodwin et Mishra, également citée par les États-Unis, confirme que les élasticités de l'offre de fèves de soja, de blé et de maïs sont faibles. Partant, l'effet de subventions anticycliques sur les superficies sera nécessairement faible, indépendamment de la question de savoir si les subventions anticycliques sont ou non couplées à la production.

80. Enfin, le Brésil fait observer que cette étude n'examine que quelques-uns des nombreux mécanismes au moyen desquels les subventions anticycliques pourraient influer sur la production. Comme M. Sumner l'a expliqué, elle se concentre sur la réduction de la distribution effective des prix et sur la manière dont un accroissement de la richesse pourrait réduire l'aversion pour le risque et accroître la quantité offerte. L'étude n'examine pas comment une plus grande richesse pourrait accroître les investissements dans l'exploitation ou comment les subventions anticycliques limitent les choix en matière de plantation et augmentent les incitations à effectuer des plantations à cause de la possibilité d'une actualisation de la base.

81. Les États-Unis citent ensuite les résultats d'une enquête figurant dans une étude de 2005 menée par Goodwin et Mishra pour étayer leur affirmation selon laquelle le facteur de couplage des versements CCP est "plus près de zéro".[111] Les États-Unis se concentrent sur les résultats qui montrent que 44 pour cent des exploitants pensent que les subventions anticycliques "ne sont pas du tout importantes" pour les décisions relatives à la superficie.[112] Comme M. Sumner l'a indiqué dans la pièce Bra-659, ce résultat est anodin parce que, comme les États-Unis ont omis de le mentionner, 44 pour cent des exploitations interrogées, soit exactement le même pourcentage, n'avaient aucune superficie de base. En d'autres termes, elles n'avaient pas le droit de recevoir des subventions anticycliques.[113]

82. Cela dit, l'enquête permet de comparer l'importance relative de différentes variables pouvant influer sur les décisions relatives à la production. Ainsi, le Brésil note que 23 pour cent des exploitants pensaient également que les prix attendus des produits de base "n'étaient pas du tout importants" et que 20 pour cent des exploitants pensaient que le coût des intrants "n'était pas du tout important". Vu ces constatations, les résultats de l'enquête montrent que des facteurs variables comme les versements anticycliques et les versements directs sont à peu près moitié moins importants que le coût des intrants et le prix attendu des produits de base. Ces résultats tendent à étayer un facteur de couplage d'environ 0,5, soit un facteur plus élevé que celui que M. Sumner utilise dans son modèle.

83. Le Brésil note également que l'enquête a été réalisée à partir d'un échantillon national d'exploitations. En 2002 et 2003, les années au cours desquelles l'enquête a été menée, seules les superficies de base de riz, de coton upland et d'arachides ont bénéficié de subventions anticycliques, ce qui représente une petite sous-catégorie de la superficie de base des États-Unis. Comme la plupart des exploitants n'avaient pas reçu de subventions anticycliques, il est normal que bon nombre d'entre eux aient indiqué que les subventions anticycliques n'étaient "ni importantes ni sans importance". Le fait même que certains de ces exploitants ont pensé que les subventions anticycliques étaient

[111] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 32 c), paragraphe 40.
[112] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 235.
[113] Pièce US-41 (Goodwin B.K. and Mishra A. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments." *American Journal of Agricultural Economics* 87(5):1200-1210 (2005), Tableau 3, page 1206).

importantes pour les décisions relatives aux superficies laisse entrevoir les effets qu'elles sont susceptibles d'avoir sur l'offre pour des cultures comme le coton où les versements sont importants, effectués systématiquement et nécessaires pour couvrir les coûts de production.

84. Les subventions anticycliques auraient beaucoup plus d'importance dans le sous-échantillon des exploitations de coton upland par rapport à la moyenne nationale parce que ce sont les exploitations qui reçoivent effectivement les versements. Le Brésil rappelle que dans sa déposition en faveur de l'institutionnalisation des subventions anticycliques, l'ancien président du Conseil national du coton d'Amérique a dit qu'"au cours de ces trois dernières années, de nombreux exploitants cotonniers ont évité la faillite uniquement parce que le Congrès a autorisé l'octroi d'une aide d'urgence pour compléter les versements fixes inadéquats prévus par la Loi FAIR".[114] Les subventions d'aide d'urgence pour perte de parts de marché ont été les prédécesseurs des subventions anticycliques.

85. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, l'utilisation d'un facteur de couplage inférieur à 0,25 n'est pas étayée dans les études empiriques. Comme le Brésil le soutient depuis longtemps, même l'utilisation d'un facteur de couplage de 0,4 pour le coton upland est vraiment très prudente. Le Brésil renvoie le Groupe spécial aux nombreux éléments de preuve fournis dans ses communications écrites[115] et dans celles de son expert économique, M. Sumner[116], à l'appui de cette position.

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux États-Unis

33. Veuillez expliquer si (et dans l'affirmative, comment) les décisions des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs (21:5) (I et II) influent sur la manière dont les États-Unis interprètent la relation entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

86. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à son observation ci-dessous sur la réponse des États-Unis à la question n° 34.

34. Les États-Unis considèrent-ils que le point j) de la Liste exemplative est l'une des dispositions auxquelles s'applique la note de bas de page 5 de l'Accord SMC? Quelle incidence cela a-t-il sur l'interprétation que les États-Unis font de l'interaction entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC?

87. Le Brésil a déjà expliqué de façon relativement détaillée sa compréhension de la relation entre les articles 1.1 et 3.1, la Liste exemplative et la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*, ainsi que de l'interprétation correcte de ces dispositions.[117] Le Brésil a indiqué que les États-Unis demandent une lecture *a contrario* de la Liste exemplative, et du point j) en particulier, et que cette interprétation

---

[114] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1471, faisant référence à la pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee. National Cotton Council (NCC)).

[115] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 128 à 131; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 111 à 166; et déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 40 à 53.

[116] Annexe I de la première communication écrite du Brésil, paragraphes 59 à 66; annexe I de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 30 à 39; pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paragraphes 17 à 41).

[117] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 451 à 481; la déclaration orale du Brésil, paragraphes 233 à 238; et la réponse du Brésil du 6 mars à la question n° 36, paragraphes 37 à 43.

est non seulement incorrecte mais qu'elle a été rejetée par les deux groupes spéciaux qui ont examiné directement l'argument des États-Unis. Le Brésil ne répétera pas ces arguments mais il les incorpore par référence et se concentre plutôt sur les aspects de l'argument des États-Unis qui ont été formulés pour la première fois dans la présente procédure dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

88. La position des États-Unis selon laquelle le point j) "démontre définitivement comment s'appliquent les éléments généraux de définition figurant aux articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* dans le cas des garanties de crédit à l'exportation"[118] repose sur une interprétation textuelle et logique erronée de la Liste exemplative.

89. Premièrement, les États-Unis maintiennent que chaque "type" de mesure identifiée dans un point – apparemment n'importe quel point – de la Liste exemplative est définie comme constituant (ou non) une subvention à l'exportation selon les termes de la description de ce point dans la Liste exemplative. À titre d'exemple, selon les États-Unis, le point j) "'indique clairement' comment la définition figurant aux articles 1er et 3.1 a) s'applique en ce qui concerne chaque type particulier de mesure énumérée dans la Liste exemplative".[119]

90. Toutefois, cette lecture inclut dans l'article 3.1 a) des termes qui sont introuvables dans cette disposition. L'article 3.1 a) précise que les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, "y compris celles [les subventions subordonnées aux exportations] qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I" sont prohibées. Il ne dit *pas* "ces types [de subventions subordonnées aux exportations] qui sont définis dans l'Annexe I" sont prohibés. Or, les États-Unis demandent au présent Groupe spécial de donner de l'*Accord SMC* une lecture incluant ces termes additionnels, et différents. Plutôt que d'interpréter la Liste exemplative comme étant constituée d'exemples, ou d'illustrations, de subventions à l'exportation prohibées, les États-Unis souhaitent que la Liste exemplative soit interprétée comme comprenant des définitions de types de subventions à l'exportation prohibées. Ce souhait n'a aucun fondement textuel.

91. Deuxièmement, les États-Unis affirment que la lecture qu'ils font de la note de bas de page 5 et de la Liste exemplative "est ... la seule interprétation logique"[120], mais ils commettent une erreur élémentaire de logique en présentant cette lecture.

92. Le Groupe spécial se souviendra que l'article 3.1 a) décrit l'Annexe I comme énumérant à titre d'exemples des mesures qui sont des subventions subordonnées aux exportations tandis que la note de bas de page 5 indique que l'Annexe I peut dans certaines conditions désigner des mesures qui ne sont pas des subventions à l'exportation. Les États-Unis fusionnent ces deux principes en présumant que lorsqu'un point de la Liste exemplative décrit les conditions dans lesquelles un type de mesure est une subvention à l'exportation, il décrit également, par inférence automatique, les conditions dans lesquelles ce type de mesure n'est pas une subvention à l'exportation, à savoir dans les cas où les conditions énoncées dans le point ne sont pas remplies. À titre d'exemple, les États-Unis font valoir que le point j) "précise quelles sont les garanties de crédit à l'exportation qui constituent *effectivement* des subventions à l'exportation au sens des articles 1er et 3.1 a) et quelles sont celles qui n'en constituent *pas*"[121] et que "l'Annexe I est pertinente pour déterminer si des mesures constituent ou non des "subventions à l'exportation"".[122] En d'autres termes, selon les États-Unis, *chaque* point de la Liste exemplative indique non seulement les mesures qui sont des subventions à l'exportation mais

[118] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 44.
[119] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 44.
[120] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 51.
[121] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 54 (italique et non souligné dans l'original).
[122] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 47 (non souligné dans l'original).

indique aussi simultanément, par inférence négative, les mesures qui ne sont pas des subventions à l'exportation.

93. La prémisse de l'argument des États-Unis – selon laquelle un exposé des circonstances dans lesquelles une mesure constitue une subvention à l'exportation est automatiquement aussi une énumération à titre d'exemple des circonstances dans lesquelles une mesure ne constitue pas une subvention à l'exportation – comporte une faille logique importante. Posons deux propositions – P et Q. L'affirmation "si c'est P, alors c'est Q" signifie que si la proposition P est vraie, alors la proposition Q est également vraie. En soi, l'affirmation "si c'est P, alors c'est Q" ne dit rien au sujet de la situation dans laquelle P n'est pas vraie; dans les cas où P n'est pas vraie, Q n'est pas nécessairement fausse.[123] Prenons une situation simple. L'affirmation selon laquelle une vache est un quadrupède ("si c'est une vache alors c'est un quadrupède") est vraie. Mais il serait erroné de supposer que parce qu'un animal n'est pas une vache, il n'est pas un quadrupède ("si ce n'est pas une vache alors ce n'est pas un quadrupède").

94. La note de bas de page 5 est compatible avec ce principe logique fondamental parce qu'il y est spécifié que la Liste exemplative identifie uniquement des mesures qui ne sont pas des subventions à l'exportation dans les cas où une mesure est "désignée … comme ne constituant pas" une subvention à l'exportation ("si ce n'est pas P, alors ce n'est pas Q"). Autrement, un point de la Liste exemplative ne fait qu'identifier les circonstances dans lesquelles une mesure est une subvention à l'exportation ("si c'est P, alors c'est Q").

95. En plus d'être logiquement invalide, le point de vue des États-Unis ne laisse aucun rôle à la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. Si chaque point de la Liste exemplative pouvait être interprété *a contrario*, ce sont les États-Unis, et non pas le Brésil, qui demanderaient au présent groupe spécial "d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[124] La note de bas de page 5 n'a aucune raison d'être si un type de mesure est toujours réputé être "*implicitement* désigné[] comme ne constituant pas [une] subvention[] à l'exportation"[125] chaque fois que les éléments de définition d'un point de la Liste exemplative s'appliquant à ce type de mesure ne sont pas réunis.

96. Dans leur réponse, les États-Unis font valoir que si la note de bas de page 5 était interprétée d'une manière compatible avec son sens ordinaire – c'est-à-dire comme qualifiant de "non prohibées" les mesures "désignées … comme ne constituant pas des subventions à l'exportation" – elle serait redondante et sans effet parce qu'une mesure qui n'est pas déjà une subvention à l'exportation ne serait pas prohibée au titre des articles 1er et 3.1 a).[126]

97. Toutefois, les États-Unis ne comprennent pas que la réponse à cet argument figure dans son énoncé même – selon lequel le terme "désignées" dans la note de bas de page 5 peut être interprété comme comprenant plus que des déclarations affirmatives indiquant qu'une mesure n'est pas une

[123] *Voir*, par exemple, "Critical Thinking and Argumentation" (indique que l'affirmation selon laquelle "si c'est A alors c'est B, ne veut pas dire que si ce n'est pas A alors ce n'est pas B" est l'une des "erreurs de logique les plus courantes"). Peut être obtenu à l'adresse suivante: http://www.staffs.ac.uk/schools/humanities_and_soc_sciences/philosophy/.resource/critthink.html. *Voir aussi* la pièce Bra-672 (Rangarajan Sundaram, *A First Course in Optimization Theory* (Cambridge Univ. Press, 1996) at Appendix A, Set Theory and Logic: An Introduction, p. 245) ("Prenons deux propositions P et Q; on interprète l'affirmation "si c'est P alors c'est Q" comme signifiant que si la proposition P est vraie, alors l'affirmation Q est également vraie. … Nous soulignons que [si c'est P alors c'est Q] dit uniquement que si P est vraie alors Q est également vraie. Cette affirmation ne dit rien au sujet du cas où P n'est *pas* vraie; dans ce cas, Q pourrait être vraie ou fausse.").

[124] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26.

[125] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 48.

[126] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 52.

subvention à l'exportation.[127] Le terme "désignées" est peut-être susceptible de comprendre des désignations moins explicites que celles du second paragraphe du point k), comme par exemple les clauses "conditionnelles" des points h) et i) ou la première et la dernière phrase de la note de bas de page 59. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5)* a également accepté cette possibilité.[128] Le désaccord entre le Brésil et les États-Unis survient lorsque les États-Unis indiquent que *toutes* les mesures des types désignés dans les points de la Liste sont "implicitement désignées" chaque fois qu'elles ne remplissent pas les conditions figurant dans les points. Cela rend le verbe actif "désigner" complètement passif. La position des États-Unis exclut toute prescription selon laquelle le texte d'un point de la Liste exemplative doit contenir une "désignation" effective, c'est-à-dire un signe positif ou délibéré des Membres de l'OMC indiquant qu'une mesure est définie comme n'étant pas une subvention à l'exportation.

98. L'observation selon laquelle la note de bas de page 5 est susceptible de s'étendre au-delà du second paragraphe du point k) répond aussi à une affirmation des États-Unis concernant l'historique de la négociation de la note de bas de page 5.[129] Selon les États-Unis, l'historique de la négociation mène à la conclusion que le terme "désignées" ne nécessite aucune "désignation" – c'est-à-dire aucune déclaration ou indication affirmative selon laquelle une mesure n'est pas une subvention à l'exportation. Les États-Unis fondent cette conclusion sur le fait qu'une version antérieure de la note de bas de page 5 comprenait le terme "expressément" avant le terme "désignées" tandis que la version finale utilise uniquement le terme "désignées".

99. Or, les Groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs (21:5)* et *Corée – Navires* ont examiné exactement le même argument et le même historique de la négociation et ont rejeté la lecture que font les États-Unis en l'espèce.[130] Ces groupes spéciaux ont conclu que s'il se pouvait que la modification ait élargi la portée de la note de bas de page 5, peut-être pour inclure des dispositions comme les clauses conditionnelles des points h) et i), elle ne pouvait être interprétée d'une manière aussi large que les États-Unis le proposaient. Les Groupes spéciaux ont estimé que l'historique de la négociation n'était tout au plus pas déterminant et qu'il ne pouvait pas les conduire à faire abstraction du sens ordinaire de la prescription "désignées" figurant dans la note de bas de page 5.

100. Comme le Brésil l'a expliqué, les points de la Liste exemplative offrent aux parties requérantes des moyens de preuve en soi pour établir qu'une mesure est une subvention à l'exportation prohibée au titre des articles 1er et 3.1 a). Les États-Unis ont objecté que cette approche rendrait le point d) inutile; selon les États-Unis, les requérants n'utiliseraient jamais le point d) pour prouver l'existence d'une subvention à l'exportation parce que le point d) prescrivait non seulement la preuve de l'existence du même "avantage" que celui dont l'existence devrait être établie au titre des articles 1er et 3.1 a), mais aussi la preuve d'un traitement préférentiel des exportations par rapport aux produits pour la consommation intérieure.

101. La position des États-Unis repose sur une lecture trop étroite des articles 1er et 3.1 a). En fait, *les deux* parties du point d) correspondent à la démonstration qu'il faudrait effectuer directement au titre des articles 1er et 3.1 a): la prescription en matière de traitement préférentiel dont les États-Unis allèguent qu'elle constitue une prescription additionnelle peut plutôt être perçue comme étant équivalente à la prescription en matière de subordination à l'exportation énoncée à l'article 3.1 a) mais sans les éléments de preuve spécifiques énoncés à l'article premier tels que la "contribution financière". Ainsi, le point d) fournit effectivement un moyen de preuve en soi utile pour établir l'existence d'une violation des articles 1er et 3.1 a).

---

[127] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 48.
[128] Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 6.36.
[129] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 33, paragraphe 50.
[130] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 6.39 à 6.41; rapport du Groupe spécial *Corée – Navires*, paragraphes 7.200 et 7.201.

102. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, et celles figurant dans les communications antérieures du Brésil, la lecture *a contrario* du point j) préconisée par les États-Unis devrait être rejetée.

35. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel l'admissibilité d'une lecture a contrario du point j) empêcherait un Membre de contester des garanties de crédit à l'exportation spécifiques ou des cohortes de telles garanties accordées par un Membre, au contraire de programmes de garantie du crédit à l'exportation? [Voir les paragraphes 472 et suivants de la réfutation du Brésil.]

103. Les États-Unis ont avancé un argument surprenant selon lequel le seul instrument de mesure de la compatibilité avec l'*Accord SMC* d'une garantie de crédit à l'exportation est la question de savoir si le programme de garantie du crédit à l'exportation dans le cadre duquel la garantie est émise impose des primes qui couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion. Les États-Unis maintiennent donc qu'un Membre plaignant peut établir que des garanties de crédit à l'exportation prises individuellement sont contraires aux disciplines de l'*Accord* uniquement si ces garanties de crédit à l'exportation sont accordées dans le cadre d'un programme de garantie du crédit à l'exportation qui n'atteint pas le seuil de rentabilité.[131]

104. Le Brésil a expliqué que cette interprétation était contraire au texte des articles 1er et 3.1 et qu'il n'était pas plausible que l'approche proposée par les États-Unis soit conforme à l'intention des Membres à cet égard.[132] Le Brésil fera uniquement observer ici que l'approche des États-Unis est incompatible avec leur propre position concernant l'application correcte du point j) de la Liste exemplative.

105. Les États-Unis ont indiqué que pour "chaque type particulier de mesure énumérée dans la Liste exemplative", le point constituait le moyen exclusif et définitif de déterminer si la mesure était ou non une subvention à l'exportation prohibée au sens des articles 1er et 3.1 a).[133]

106. Même si l'on accepte qu'un point de la Liste exemplative recouvre en totalité le champ pour le "type" de mesure visée dans le point (une thèse que le Brésil rejette), le "type" de mesure définie dans le point j) est le suivant: "programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation" ou "programmes contre les risques de change". Ainsi, selon le propre raisonnement des États-Unis, les contestations visant des garanties de crédit à l'exportation prises individuellement ne devraient pas être régies par le point j) parce que ce point porte uniquement sur les "programmes". À l'appui de ses allégations de contournement concernant des produits spécifiques au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, le Brésil a établi l'existence d'une subvention à l'exportation de plusieurs manières. À titre d'exemple, il a démontré, selon une analyse des points de repère par pays et par échéance, que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituaient des subventions à l'exportation parce qu'elles étaient des contributions financières subordonnées aux exportations offertes à des conditions qui conféraient des "avantages".

107. Même si le point j) recouvre le champ, selon les termes des États-Unis, il le fait uniquement pour les mesures qu'il vise – "les programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation" et "les programmes contre les risques de change". Il ne donne aucune indication quant aux circonstances dans lesquelles, par exemple, des garanties de crédit à l'exportation prises individuellement constituent des subventions à l'exportation, et ne répond donc pas à la démonstration décrite par le Brésil dans le paragraphe précédent. Plus particulièrement, l'approche du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) prouve que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des

[131] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 35, paragraphe 60.
[132] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 472 à 476.
[133] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 35, paragraphe 44.

subventions à l'exportation, *pour chaque pays* et *chaque échéance*. L'approche du Brésil au titre du point j) prouve que le *programme* GSM 102 est une subvention à l'exportation.

Question posée au Brésil

36. Quelle lecture le Brésil fait-il de l'assertion formulée par l'Organe d'appel au paragraphe 80 de son rapport sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) selon laquelle il "… aur[ait] été […] dispos[é] à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative"? Le Groupe spécial devrait-il tenir compte de cette assertion pour décider si le point j) peut être interprété a contrario?

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer

Question posée au Brésil

37. Le Brésil s'appuie sur les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) pour étayer ses arguments voulant que les États-Unis n'aient pas "retiré" la subvention et qu'il leur soit "au minimum ... interdit d'effectuer des "versements" à titre d'indemnisation dans le cadre de" garanties de crédit à l'exportation en cours. [Paragraphe 397 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil] Veuillez expliquer comment les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire s'appliquent à l'octroi des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis en cause.

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Question posée aux États-Unis

38. Veuillez indiquer quelle est la pertinence de la caractérisation par le Groupe spécial initial, au paragraphe 6.31 de son rapport, de l'invocation par le Brésil des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC comme ne constituant "pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument" sur la position des États-Unis en la matière (et notamment l'assertion des États-Unis, au paragraphe 67 de leur première communication écrite, selon laquelle "… le Groupe spécial dans la procédure initiale a spécifiquement refusé d'examiner la prétendue "allégation" du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC").

108. Le manque de précision dans la réponse des États-Unis est très préoccupant. Pour être précis, le Brésil formule deux allégations. Premièrement, il allègue que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour des produits qui ne sont pas inscrits dans la Liste, ainsi que pour le riz, la viande porcine et la viande de volaille, en contravention avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*. Deuxièmement, et par suite de la première violation, le Brésil allègue que les États-Unis maintiennent des subventions à l'exportation en contravention avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

109. Un des éléments de ces allégations consiste en la démonstration par le Brésil de l'existence d'une subvention à l'exportation. Le Brésil l'a fait de deux manières. Premièrement, invoquant les éléments des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, le Brésil a démontré que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 étaient des subventions à l'exportation parce qu'elles étaient des contributions financières subordonnées aux exportations accordées aux bénéficiaires à des conditions inférieures à celles du marché. Deuxièmement, invoquant à titre subsidiaire les éléments du point j) de la Liste exemplative, le Brésil a démontré que le programme GSM 102 était une subvention à l'exportation parce que la Société de crédit pour les produits de base ne percevait pas des primes suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de sa gestion.

110. La question de savoir si ce sont là des *allégations* distinctes, ou plutôt des *arguments* distincts, n'est pas pertinente dans les circonstances de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)*, l'Organe d'appel a conclu que les allégations et arguments en cause dans une procédure au titre de l'article 21:5 seraient naturellement différents des allégations et arguments en cause dans la procédure initiale:

> *[l]orsqu'il procède à son examen au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial ne doit pas se borner à examiner les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui a fait l'objet de la procédure initiale.* Bien que ceux-ci puissent avoir une certaine pertinence dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une procédure au titre de l'article 21:5 n'intéresse pas, en principe, la mesure initiale, mais plutôt une nouvelle mesure différente dont le groupe spécial initial n'était pas saisi. En outre, les faits pertinents qui ont trait à la "mesure prise pour se conformer" peuvent être différents de ceux qui avaient trait à la mesure en cause dans la procédure initiale. Il est donc naturel que *les allégations, arguments et éléments de fait qui sont pertinents en ce qui concerne la "mesure prise pour se conformer" ne soient pas nécessairement les mêmes que ceux qui étaient pertinents dans le cadre du différend initial.* En vérité, l'utilité de l'examen prévu à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord serait sérieusement remise en question si un groupe spécial devait se limiter à examiner la nouvelle mesure dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure initiale, parce qu'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne serait pas alors en mesure d'examiner de façon approfondie la "compatibilité avec un accord visé de[s] mesures prises pour se conformer", comme il est tenu de le faire aux termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[134]

111. Si l'invocation des éléments des articles 1er et 3.1 a), d'une part, et celle des éléments du point j), d'autre part, constituent des *allégations* distinctes, le Brésil a démontré qu'aucune des limites imposées ultérieurement par l'Organe d'appel en ce qui concerne les allégations soumises à bon droit à un examen au titre de l'article 21:5 ne s'appliquait.[135]

112. Comme il l'a fait valoir dans la procédure initiale, le Brésil estime que l'invocation des éléments des articles 1er et 3.1 a), d'une part, et celle des éléments du point j), d'autre part, constituent effectivement des allégations distinctes. Entre autres raisons, le Brésil fait observer que les approches nécessitent la preuve de choses distinctes. Comme il est indiqué dans l'observation du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 35, l'approche du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) prouve que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont des subventions à l'exportation, pour chaque pays et chaque échéance. Cela dit, si les États-Unis insistent[136] pour dire que l'invocation des éléments des articles 1er et 3.1 a), d'une part, et celle des éléments du point j), d'autre part, constituent des *arguments* distincts, les assertions de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)* donnent au Brésil toute latitude pour présenter ces deux arguments dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, et il n'y a pas eu de décision contraire dans la jurisprudence ultérieure.

---

[134] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41 (pas d'italique dans l'original).

[135] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 6, paragraphes 10 à 62.

[136] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 38, paragraphes 62 et 63. *Voir aussi* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 64 (note de bas de page 97).

113. L'affirmation des États-Unis selon laquelle l'évaluation effectuée par le Groupe spécial de la mise en conformité devrait commencer[137] et, en fait, se terminer[138] par une évaluation du programme GSM 102 au titre du point j) parce que la recommandation et la décision de l'ORD à l'effet de "retirer la subvention" étaient fondées sur une constatation du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel selon laquelle le programme GSM 102 constituait une subvention à l'exportation au titre du point j) devrait être rejetée. La position des États-Unis n'est étayée ni par les accords visés ni par la jurisprudence.

114. Afin qu'aucun doute ne subsiste, le Brésil a demandé au Groupe spécial de la mise en conformité de n'examiner les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil au titre du point j) que s'il estimait que les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) n'étaient pas suffisants.[139] Comme le Brésil l'a déjà indiqué, cette position s'applique, que les approches relatives aux articles 1er et 3.1 a) et au point j) soient des *allégations* distinctes ou plutôt des *arguments* distincts.[140]

115. D'abord et avant tout, le Brésil demande une constatation selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des contributions financières subordonnées aux exportations accordées aux bénéficiaires à des conditions inférieures à celles du marché. Compte tenu du coût de financement peu élevé dont a joui la CCC et du soutien offert au programme GSM 102 par le Trésor des États-Unis, le simple fait de percevoir des primes suffisantes pour atteindre le seuil de rentabilité est insuffisant.[141] Les bénéficiaires de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 reçoivent des garanties à des conditions qui sont bien inférieures à celles du marché. En présentant ses arguments concernant le point j) à titre purement subsidiaire, le Brésil cherche à éviter une répétition de la procédure initiale où le différend n'a manifestement pas, comme les États-Unis l'allèguent, "été résolu".[142]

116. Les États-Unis affirment que "le présent différend pourrait et devrait être réglé au moyen de la *mise en œuvre* des recommandations et décisions de l'ORD *sur la base des constatations de fait formulées au titre du point j)*".[143] Cette affirmation traduit une incompréhension fondamentale de la nature d'une procédure au titre de l'article 21:5. Comme le Brésil l'a déjà fait observer, les États-Unis ne peuvent se dérober à leurs obligations en faisant valoir qu'ils se sont appuyés sur le fondement factuel et juridique de la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le programme GSM 102 constitue une subvention à l'exportation – le point j) de la Liste exemplative. La question dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité ne se limite pas à savoir si les États-Unis ont corrigé le fondement sur lequel le Groupe spécial initial s'était appuyé pour constater l'existence d'une violation. L'Organe d'appel a plutôt souligné que la question dont était saisi un groupe spécial de la mise en conformité était de savoir si la "nouvelle mesure" était compatible avec toutes les obligations figurant dans les accords visés.[144]

---

[137] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 66 et 67.

[138] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 38, paragraphe 65.

[139] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 225 à 227; première communication écrite du Brésil, paragraphe 363.

[140] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 363.

[141] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 228 ("la CCC jouit d'un coût de financement peu élevé en raison du fait qu'elle emprunte au Trésor des États-Unis et bénéficie de la bonne foi et du crédit du gouvernement des États-Unis. Il serait tout à fait possible que le programme GSM 102 impose des commissions qui couvrent ses frais et ses pertes mais qui seraient, cependant, inférieures à ce qui serait perçu par une entité soumise aux lois du marché").

[142] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 38, paragraphe 65.

[143] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 38, paragraphe 63 (pas d'italique dans l'original).

[144] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 40. *Voir aussi id.*, paragraphe 41 (Dans une procédure au titre de l'article 21:5, "un groupe spécial ne doit pas se borner à examiner

117. En tout état de cause, le Groupe spécial se souviendra que "le retrait *complet* d'une subvention prohibée au sens de l'article 4.7 de l'*Accord SMC* ne peut pas être effectué par une "mesure prise pour se conformer" qui remplace la subvention initiale par une autre subvention dont il est constaté qu'elle est prohibée".[145]

118. Même si les États-Unis avaient retiré les éléments du programme GSM 102 qui en faisaient une subvention à l'exportation au titre du point j), ils n'auraient pas effectué un retrait complet de la subvention dans les présentes circonstances parce qu'ils ont "remplac[é] la subvention initiale par une autre" subvention prohibée – l'octroi de garanties de crédit à l'exportation subordonnées aux exportations au titre du GSM 102 moyennant des commissions inférieures à celles du marché. Ils n'ont donc pas effectué un "retrait complet" de la subvention, conformément à la recommandation au titre de l'article 4.7. En exhortant le Groupe spécial à ne pas examiner si leur mesure de mise en conformité confère des "avantages" subordonnés aux exportations, les États-Unis cherchent précisément à se dérober à leur obligation de retirer complètement la subvention prohibée.

Questions posées au Brésil

39. Le Groupe spécial croit comprendre que les États-Unis font valoir qu'ils se sont appuyés sur les constatations formulées par le Groupe spécial au titre du point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation. Quelle incidence cela aurait-il, selon le Brésil, sur le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure? Les États-Unis étaient-ils également censés mettre en œuvre des modifications visant à rendre leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation compatibles avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, même si le Groupe spécial initial n'avait formulé aucune constatation à ce sujet?

40. Au paragraphe 410 de sa réfutation, le Brésil fait référence au paragraphe 7.398 du rapport du Groupe spécial Canada – Aéronefs II. Le Groupe spécial note, toutefois, qu'au même paragraphe, le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a également indiqué qu'il y aurait un ""avantage" quand l'économie que représente[rait], pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par IQ [ne serait] pas compensée par les commissions perçues par IQ". Veuillez indiquer, eu égard à ce passage, si le Groupe spécial devrait considérer que le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a rejeté le "coût total des fonds" en tant que point de repère approprié au regard de l'article 14 c) de l'Accord SMC.

Questions posées aux deux parties

41. Quelles sont les considérations pertinentes pour guider le Groupe spécial dans le choix d'un point de repère du marché en l'espèce?:

> *a) Le fait que l'organisme qui fournit le produit fait des bénéfices, globalement, ou sur des programmes ou des produits spécifiques? Dans l'affirmative, "n'importe quel" bénéfice suffit-il pour qu'un organisme/produit/programme soit qualifié de "point de repère du marché" pertinent ou faut-il que l'organisme/le produit/le programme génère un certain niveau de bénéfices? Le Groupe spécial doit-il procéder à un examen du niveau de bénéfices généré par des opérateurs commerciaux ou privés intervenant dans le domaine?*

---

les "mesures prises pour se conformer" dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait ayant trait à la mesure qui a fait l'objet de la procédure initiale.").

[145] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 83 (italique et non souligné dans l'original).

b) Les objectifs déclarés de l'organisme/du produit/du programme sont-ils pertinents pour déterminer s'ils peuvent être utilisés comme "point de repère du marché"?

c) La "gouvernance" de l'organisme est-elle pertinente?

d) Quels autres facteurs sont pertinents?

119. Dans leur réponse, et à d'autres occasions dans la présente procédure, les États-Unis ont affirmé que la seule manière d'évaluer la compatibilité d'un programme de garantie du crédit à l'exportation avec les règles de l'OMC était de recourir au critère du "coût pour les pouvoirs publics" figurant au point j).[146] Le Brésil a déjà réfuté cette affirmation et ne répétera pas ces arguments ici.[147] Toutefois, comme il a été indiqué ci-dessus dans les observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 35, même si le point j) satisfaisait aux termes de la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*, il ne représenterait pas un moyen de défense face à la démonstration faite par le Brésil de ce que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 (et non le programme GSM 102) constituaient des subventions à l'exportation.

120. Les États-Unis affirment également que même si le critère du "coût pour les pouvoirs publics" du point j) n'est pas déterminant, la seule façon de déterminer l'existence d'un "avantage" découlant d'une garantie de crédit à l'exportation dans une affaire de subvention à l'exportation est de procéder à une évaluation quantitative suivant ce qu'ils considèrent être l'approche du "coût total des fonds" énoncée à l'article 14 c).[148] Encore une fois, le Brésil a déjà réfuté cette affirmation, étant donné les circonstances du présent différend, et ne répétera pas ces arguments ici.[149]

121. Le Brésil note toutefois que les États-Unis déforment totalement les constatations de deux groupes spéciaux qui ont procédé à une comparaison fondée sur les commissions en application du critère énoncé à l'article 14 c). Lorsqu'ils décrivent l'analyse effectuée dans l'affaire *CE – DRAM*[150], les États-Unis omettent un passage essentiel du rapport du Groupe spécial:

> [U]ne des approches possibles … consisterait à comparer la garantie fournie par les pouvoirs publics avec une garantie comparable obtenue sur le marché. *Si le montant perçu par les pouvoirs publics pour la garantie est inférieur à celui du marché compte tenu des circonstances spécifiques, un avantage est conféré au bénéficiaire*.[151]

---

[146] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 66.

[147] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 24; déclaration orale du Brésil, paragraphes 225 à 238; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 454 à 481.

[148] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphes 67 à 70; déclaration liminaire des États-Unis (version à vérifier à l'audition), paragraphes 31 à 39; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 137 à 144; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 107, 133, 134 et 138.

[149] Déclaration finale du Brésil, paragraphes 28 et 29; déclaration orale du Brésil, paragraphes 193 à 208; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 400 à 413.

[150] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 17.

[151] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.189 (pas d'italique dans l'original). Suivant son approche axée sur les commissions, le Groupe spécial a continué de constater qu'il existait un fondement en soi pour établir qu'une garantie accordée par les pouvoirs publics conférait un "avantage". *Voir id*. ("À cet égard, nous notons qu'aucune des parties n'a argué (…) devant nous pendant la procédure du groupe spécial qu'un opérateur privé du marché aurait fourni une garantie à l'exportation semblable à celle qui a été fournie par la KEIC, ce qui aurait permis de comparer les taux. Cela signifie que, si on choisit d'examiner la question de l'avantage en analysant la différence entre la fourniture d'une contribution financière par les pouvoirs publics et la fourniture d'une contribution financière par le marché, *il apparaît clairement qu'un avantage a été conféré étant donné que personne n'a fait valoir un seul instant qu'un opérateur privé du marché aurait été disposé à fournir pareille garantie*.") (pas d'italique dans l'original)

122. Les États-Unis déforment également la constatation du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*. Dans ce différend, le Groupe spécial a bien conclu qu'"on [pouvait] supposer sans risque d'erreur que cette différence de coût ne serait pas couverte par les commissions [au titre de garanties] s'il [était] établi que ces commissions [n'étaient] pas fondées sur le marché".[152] Contrairement à ce que les États-Unis affirment, le Groupe spécial n'a pas "*exigé* que le Brésil, en tant que partie plaignante, fournisse des "arguments ou renseignements concernant ce que [la compagnie aérienne] aurait pu avoir à payer sur un *prêt commercial comparable* en l'absence de la garantie de prêt d'*IQ*"".[153] Par contre, le Groupe spécial a constaté que le Brésil n'avait pas démontré ou bien que la compagnie aérienne avait obtenu de meilleures conditions sur un prêt commercial avec la garantie des pouvoirs publics ou bien que "la commission perçue par IQ pour sa garantie de prêt [en faveur de la compagnie aérienne] n'[était] pas fondée sur le marché".[154] Le rapport du Groupe spécial n'étaye pas la conclusion tirée par les États-Unis – selon laquelle l'approche du "coût total des fonds" proposée par les États-Unis "doit" être le seul critère déterminant. En fait, le rapport du Groupe spécial étaye la position du Brésil voulant que, compte tenu des circonstances, une comparaison fondée sur les commissions soit un moyen acceptable de démontrer l'"avantage" découlant d'une garantie des pouvoirs publics.

123. Pour ce qui est du reste de la réponse des États-Unis, le Brésil approuve d'une façon générale l'observation des États-Unis selon laquelle "des facteurs tels que la rentabilité générale d'un organisme particulier, ses objectifs déclarés, ou la forme de sa gouvernance ne seront peut-être pas nécessairement – et dans tous les cas – en corrélation avec la question de savoir si le prêt est "commercial"".[155] Cela dit, cette observation est beaucoup plus modérée que l'observation catégorique formulée par les États-Unis alors que d'autres mesures que les leurs étaient en cause, selon laquelle les éléments de preuve concernant la rentabilité d'une entité ne sont "pas pertinents" pour l'évaluation de l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 1.1 b).[156] Le Brésil tend à être d'accord avec cette dernière opinion, plus tranchée, pour les raisons mentionnées dans sa propre réponse à la question n° 41.[157]

124. Le Brésil passe ensuite aux observations sur les "éléments de preuve" fournis par les États-Unis pour réfuter la démonstration faite par le Brésil de ce que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constituent des instruments de financement tout à fait particuliers sans équivalent sur le marché et de ce que le seul but du programme GSM 102 est de faciliter l'octroi de crédits à des débiteurs étrangers qui n'ont pas d'autres options sur le marché. Dans les circonstances de la présente affaire, le Brésil fait valoir que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 confèrent un "avantage" et constituent des subventions en soi. (Le Brésil a également démontré, pour chaque pays et chaque échéance, que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 étaient nettement inférieures aux points de repère même non commerciaux et qu'elles conféraient donc un "avantage" aux exportateurs des États-Unis.[158])

---

[152] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[153] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 18 (italique dans l'original).

[154] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.399.

[155] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 69.

[156] Réponses des États-Unis aux questions posées par les parties dans l'affaire *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, 22 mars 2004, paragraphes 6 et 7, consulté en février 2007 à l'adresse suivante: http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Monitoring_Enforcement/Dispute_Settlement/WTO/Dispute_Settlement_Listings/asset_upload_file769_5561.pdf.

[157] Réponse du Brésil du 6 mars à la question n° 41, paragraphes 58 à 66.

[158] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 381 à 406. *Voir aussi id.*, annexes III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram) et IV (méthode suivie pour la comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 avec celles qui sont perçues pour les produits de l'ExIm Bank), et les pièces Bra-536 et Bra-537.

125. **Premièrement**, le Groupe spécial se souviendra de la conclusion de M. Sundaram selon laquelle il n'y avait sur le marché aucun produit commercial de protection du crédit qui soit comparable à une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.[159] Le Groupe spécial notera que les États-Unis n'ont pas fourni le moindre exemple de produit offert par une entité commerciale qui présentait les qualités essentielles d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 citées par M. Sundaram.

126. Les États-Unis tentent de s'appuyer sur l'affaire *Brésil – Aéronefs* pour étayer leur position selon laquelle les garanties accordées par les pouvoirs publics ne peuvent conférer d'"avantages" en soi pour la seule raison qu'ils sont des instruments financiers tout à fait particuliers sans équivalent sur le marché. Les États-Unis font valoir que cette position doit être correcte parce que dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, "[l]e Groupe spécial n'avait pas examiné si les versements au titre du PROEX constituaient un "instrument financier unique"".[160] Toutefois, comme il ressort clairement d'un examen sommaire du rapport, le Groupe spécial n'a pas procédé à cet examen parce que le Membre plaignant, le Canada, n'a pas formulé cette allégation. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que le Groupe spécial n'ait pas procédé à l'examen. D'ailleurs, dans ces circonstances, le Groupe spécial aurait commis une erreur réversible s'il l'avait fait.

127. En tout état de cause, le Brésil trouve la position des États-Unis très surprenante. Les États-Unis ont récemment fait valoir que l'octroi d'un soutien tout à fait particulier sans équivalent sur le marché à des bénéficiaires qui ne sont pas solvables par ailleurs ne devrait pas uniquement être considéré comme constituant une subvention mais devrait constituer une subvention *prohibée* en soi. Les États-Unis ont fait valoir que les subventions prohibées devraient inclure "… [des] formes d'intervention flagrante des pouvoirs publics telles que … l'octroi de prêts … [à] des entreprises ayant des perspectives financières médiocres et ne pouvant pas attirer un financement commercial ou d'autres formes de financement d'entreprises ou de projets qui ne pourraient autrement pas bénéficier d'un financement commercial traditionnel".[161] En outre, dans l'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, ils ont fait valoir qu'un avantage était conféré en soi dans les cas où les pouvoirs publics offraient un produit unique qui ne pouvait être reproduit sur le marché.[162]

128. **Deuxièmement**, le Groupe spécial se souviendra de la déclaration figurant dans la réglementation concernant le GSM 102 selon laquelle le programme sert "dans les cas où les institutions financières des États-Unis ne seraient pas disposées à fournir un financement sans une garantie de la CCC" et "dans les cas où la garantie est nécessaire pour assurer un financement des exportations".[163] De même, dans une auto-évaluation du programme, le Service agricole étranger de l'USDA indique à maintes reprises que "le programme vise avant tout les pays qui ne sont pas considérés comme ayant une cote élevée de solvabilité", et que le programme a été établi pour "mettre des crédits commerciaux à la disposition de marchés à risque plus élevé à un coût réduit".[164] En fait, les gestionnaires du GSM 102 estiment que le programme est une réussite si, entre autres choses, les

[159] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 377 et 378, et annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphe 7.

[160] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 22.

[161] Document TN/RL/GEN/94 (16 janvier 2006).

[162] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, annexe C-2 (paragraphe 7) ("Si le marché commercial n'offre pas à un emprunteur donné exactement les mêmes conditions que les pouvoirs publics, ces derniers procurent un avantage au bénéficiaire toutes les fois où ces conditions sont plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché.").

[163] Pièce Bra-519 (7 C.F.R. § 1493.10(a)(2), GPO Access Online, janvier 2006, consulté en juillet 2006 à l'adresse suivante: http//www.gpoaccess.gov/cfr/index.html) (non souligné dans l'original).

[164] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 5.1, consulté en janvier 2007 à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). Pour d'autres extraits similaires, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 418.

débiteurs étrangers dans les pays qui ont assaini leur situation financière et obtenu une cote de solvabilité élevée cessent de l'utiliser.[165]

129. Dans les cas où aucun financement ne serait disponible sans la garantie des pouvoirs publics, la garantie confère un "avantage" en soi. Comme le Groupe spécial *CE – DRAM* l'a indiqué, dans les cas où aucun prêt commercial ne pourrait être obtenu par un bénéficiaire sans la garantie des pouvoirs publics, il existe un avantage en soi.[166]

130. Pour étayer son allégation en soi, le Brésil s'est appuyé sur la déclaration de M. Sundaram[167] et sur les types de déclarations normatives faites par le gouvernement des États-Unis concernant le programme GSM 102, citées ci-dessus. Les États-Unis estiment quand même que "[c]es arguments ne cadrent pas avec les **éléments de preuve** présentés par les États-Unis qui montrent que, dans les faits, **ces** débiteurs sont en mesure d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102, et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102".[168]

131. Dans ce membre de phrase, les États-Unis réalisent un tour de passe-passe dans leur utilisation des termes "éléments de preuve" et "ces" débiteurs – vraisemblablement ceux du GSM 102.

132. Les États-Unis ne mentionnent pas les "éléments de preuve" qu'ils ont présentés à cet égard. Il se peut qu'ils fassent référence aux trois exemples de prêts syndiqués décrits dans une lettre de [[ ]], une banque des États-Unis et un participant important au programme GSM 102.[169] Cette lettre et ces prêts ne satisfont guère au critère requis en matière de "preuve", pour plusieurs raisons.

133. Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve documentaire établissant l'un quelconque des faits de ces transactions alléguées; dans la pièce US-22, ils s'appuient à la place sur une seule source secondaire, une brève déclaration d'un [[ ]] pour les décrire. L'absence de tels éléments de preuve documentaires prive le Groupe spécial de la mise en conformité de la possibilité d'examiner la validité, sans parler de la représentativité, des seuls trois points de données présentés par les États-Unis. Au contraire, le Brésil a fourni des analyses exhaustives sur les commissions perçues au titre du GSM 102 et par l'ExIm, qui reposaient sur plus de 1 000 points de données, et qui étaient toutes transparentes et facilement reproductibles par les États-Unis et le présent Groupe spécial de la mise en conformité.

134. Le peu que nous savons sur les trois exemples présentés par les États-Unis n'inspire pas confiance dans la qualité des "éléments de preuve". L'un des trois exemples, celui de la banque [[ ]], montre que le GSM 102 place la banque dans une meilleure position qu'elle ne l'aurait été sur le marché.[170] À l'évidence, ces "éléments de preuve" n'établissent pas, comme les États-Unis l'affirment dans leur réponse à la question n° 41, que les débiteurs étrangers visés par le GSM 102 peuvent obtenir un financement commercial sans garanties au titre du GSM 102 "à des conditions plus

[165] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, pg. 10 (section regarding "Program Performance Measures"), consulté en janvier 2007 à l'adresse suivante: http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html) ("mesure la diminution de l'utilisation de garanties de crédit à l'exportation par année dans les pays qui obtiennent une cote élevée de solvabilité et l'augmentation des exportations de produits agricoles des États-Unis vers ces pays").

[166] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.190.

[167] Première communication écrite du Brésil, annexe III (Déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphe 7.

[168] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 70 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original; italique dans l'original).

[169] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 146 à 153; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 119 à 131; pièce US-22.

[170] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 426.

favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102".[171] Le deuxième des trois exemples, qui concerne les banques [[ ]], n'est pas du tout un véritable exemple parce que [[ ]] nous dit qu'elle "[[ ]]".[172]

135. Cela laisse un seul point de donnée, l'exemple concernant la banque [[ ]]. Apparemment sur la base de ce seul point de donnée, les États-Unis estiment étonnamment qu'ils ont démontré qu'un "grand nombre de participants ayant une cote élevée de solvabilité" peuvent obtenir un financement à des coûts annualisés inférieurs à ceux existant dans le cadre du GSM 102.[173]

136. Contrairement à ce que les États-Unis affirment, ce seul point de donnée ne constitue pas un "**élément de preuve**" qui montre que "dans les faits, **ces** débiteurs [étrangers visés par le GSM 102] sont en mesure d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102, et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102".[174] Les États-Unis n'ont pas démontré que la banque [[ ]] – ni non plus, d'ailleurs, les banques faisant l'objet des deux autres exemples – sont des débiteurs étrangers visés par le GSM 102.[175] Les États-Unis n'ont pas identifié la banque (et n'ont pas non plus fourni les dossiers de prêt[176]) qui permettraient au Brésil et au Groupe spécial de déterminer si la banque est effectivement inscrite sur la liste des débiteurs étrangers agréés par la CCC publiée sur le site Web du GSM 102.[177] Ainsi, même si les États-Unis affirment qu'ils ont fourni des "éléments de preuve" concernant "ces" débiteurs étrangers visés par le GSM 102, ils n'ont rien fait de tel.

137. De plus, les États-Unis n'ont même pas démontré que les banques mentionnées dans leurs exemples étaient similaires à des débiteurs étrangers visés par le GSM 102. Ils ont indiqué que les banques [[ ]] et [[ ]] avaient une cote élevée de solvabilité.[178] Comme il est indiqué ci-dessus, le seul objectif du programme GSM 102 est de fournir une couverture, et donc de permettre l'octroi de crédits, aux pays qui ont une cote de solvabilité médiocre. Dans son auto-évaluation, l'USDA s'évertue à souligner, passage après passage, que le programme vise avant tout les pays qui n'ont pas une cote élevée de solvabilité.[179] Les exemples donnés par les États-Unis ne prouvent rien

[171] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 70.
[172] Pièce US-22.
[173] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 15 (non souligné dans l'original).
[174] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 70 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original; italique dans l'original).
[175] Pour des raisons similaires, les États-Unis ont tort d'affirmer qu'ils ont fourni des éléments de preuve "montrant que … les organismes de crédit commerciaux participant régulièrement à la fois au programme GSM 102 et à d'autres prêts … accordent effectivement – et ont accordé – un financement non garanti à des banques étrangères qui sont des débiteurs agréés par la CCC …". Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 12 (non souligné dans l'original).
[176] En refusant de fournir les dossiers de prêt, les États-Unis ont privé le Brésil et le Groupe spécial de la possibilité de vérifier la validité des nombreuses affirmations concernant les éléments factuels des prêts qu'ils ont faites aux paragraphes 119 à 130 de leur première communication écrite et aux paragraphes 146 à 153 de leur communication à titre de réfutation. En fait, dans leur communication à titre de réfutation, les États-Unis n'offrent même pas d'éléments de preuve *indirects* pour étayer leurs affirmations; ils semblent citer un passage d'une deuxième communication [[ ]] mais ne fournissent même pas cette communication (même si, comme il est indiqué ci-dessus, la communication en soi serait insuffisante). Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 149 et 150.
[177] *Voir* http://www.fas.usda.gov/excredits/foreignbanks.html.
[178] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 150.
[179] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 418.

quant à la capacité des débiteurs étrangers comme ceux qui sont ciblés par le GSM 102 "d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102".[180]

138. Par ailleurs, les États-Unis affirment à tort que le Brésil "reconnaît" que les exemples [[ ]] font apparaître des coûts annualisés inférieurs à ceux existant dans le cadre du GSM 102.[181] Le Brésil rappelle qu'il a beaucoup critiqué les exemples [[ ]] à la fois parce qu'ils sont dépourvus de validité en tant que preuves et parce qu'ils n'offrent pas de comparaison valable.[182]

139. En réponse à la critique formulée par M. Sundaram sur l'approche de la "durée moyenne" qu'ils prônent, les États-Unis affirment que les notations à court terme et à long terme sont les mêmes; ainsi, ils font valoir que s'ils démontrent que le coût d'emprunt à court terme est inférieur à un certain seuil, il s'ensuit que les coûts d'emprunt à long terme sont également inférieurs.[183] C'est faux. Pour la "même" catégorie de notation, les taux d'emprunt varient considérablement selon la date d'échéance.[184] La corrélation entre les taux à court et à long terme offerts aux emprunteurs classés dans une même catégorie de notation n'est pas la même que celle que les États-Unis décrivent.

140. Les États-Unis font valoir à tort que dans sa critique des exemples [[ ]], le Brésil ne tient pas compte "de la détermination du prix du risque inhérent aux transactions".[185] Les États-Unis déforment la critique formulée par le Brésil. La critique du Brésil est simple: les prêts remboursables en une seule fois (comme ceux dont il est question dans les exemples [[ ]]) et les prêts avec amortissement (comme ceux qui sont garantis par des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102) ne sont pas comparables parce qu'ils présentent des caractéristiques de risque de défaut différentes.[186] Les observations des États-Unis ne répondent pas à cette critique. Les États-Unis affirment plutôt que les prêts remboursables en une seule fois et les prêts avec amortissement sont comparables parce qu'un tiers du capital d'un prêt avec amortissement est remboursé plus tôt et un autre tiers plus tard que dans un prêt remboursable en une seule fois.[187] Cet argument ne fait que renforcer la critique du Brésil – les caractéristiques de risque de ces deux types différents de prêts sont différentes, ce qui invalide la comparaison que les États-Unis cherchent à faire.

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative

Question posée aux États-Unis

42. Que répondent les États-Unis aux arguments du Brésil en ce qui concerne les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE?

141. La réponse des États-Unis ne tient pas compte du but dans lequel le Brésil a présenté cette comparaison entre les taux de primes minimums prévus par l'OCDE et les commissions perçues au titre du GSM 102. Comme il est indiqué dans sa réponse à la question n° 43, le Brésil ne soutient pas

[180] Voir la réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 70 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original; italique dans l'original).

[181] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 12.

[182] Déclaration finale du Brésil, paragraphe 26; déclaration orale du Brésil, paragraphes 209 à 223; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 420 à 432.

[183] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 14.

[184] S. Trück *et al.*, "The Term Structure of Credit Spreads and Credit Default Swaps – an empirical investigation", septembre 2004, disponible à l'adresse suivante: http://www.pstat.ucsb.edu/research/papers/spreads200904.pdf (concluant qu'une relation positive entre les dates d'échéance et les marges peut être observée pour les emprunts de catégorie investissement).

[185] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 15.

[186] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 211 à 215 et 219 à 222.

[187] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 15.

que les taux de primes minimums prévus par l'OCDE constituent un point de repère quantitatif strict pour l'analyse des commissions perçues au titre de garanties de crédit à l'exportation accordées pour le coton upland aux États-Unis. Cette comparaison offre plutôt au Groupe spécial de la mise en conformité un point de référence *qualitatif* pour mieux saisir la mesure dans laquelle les commissions perçues au titre du GSM 102 sont inférieures à des critères acceptés sur le plan international pour des programmes de garantie du crédit à l'exportation qui sont, selon l'OCDE, structurés et conçus pour atteindre le seuil de rentabilité.[188]

142. Les États-Unis affirment que l'utilisation de tout point de référence externe, comme les taux de primes minimums prévus par l'OCDE, pour déterminer si un programme de garantie du crédit à l'exportation atteint le seuil de rentabilité n'est pas autorisé. Selon les États-Unis, l'utilisation d'un tel point de référence externe n'est autorisée que si le point de référence en question est mentionné spécifiquement dans "[l]e texte de l'*Accord SMC* …".[189]

143. La position des États-Unis est intenable. Le Groupe spécial initial a fait observer que "le point j) ne prévo[yait] pas, ni ne nous oblige[ait] à utiliser une approche méthodologique ou philosophie comptable particulière pour procéder à notre examen".[190] En dépit de ce fait, le Groupe spécial initial a eu recours, et l'Organe d'appel a entériné ce recours, à plusieurs points de référence externes différents, y compris un point de référence que les États-Unis ont avancé dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 – la méthode de la valeur actuelle nette prescrite par la Loi fédérale de 1990 sur la réforme du crédit des États-Unis. Bien entendu, cette loi n'est pas mentionnée dans le texte de l'*Accord SMC*.

144. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont souvent eu recours à des points de référence et des points de repère externes qui n'étaient pas mentionnés dans le texte de l'*Accord SMC*. Presque chaque point de repère utilisé pour évaluer l'existence d'un "avantage" découlant d'une contribution financière des pouvoirs publics proviendra de sources externes à l'*Accord SMC*. Nonobstant la position des États-Unis, l'Organe d'appel a même eu recours à des points de référence ou des points de repère provenant de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation, même lorsque la disposition de l'*Accord SMC* en cause ne prescrivait pas spécifiquement à l'interprète de le faire. Interprétant le membre de phrase "servent à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation", figurant au paragraphe 1 du point k) de la Liste exemplative, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit:

> l'*Arrangement de l'OCDE* peut être à juste titre considéré comme un exemple d'engagement international prévoyant un critère spécifique relatif au marché pour évaluer si les versements des pouvoirs publics, relevant des dispositions du point k), "servent à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation".[191]

145. En l'espèce, comme dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le contexte semble indiquer que l'Arrangement de l'OCDE est un point de référence approprié. Le paragraphe 1 du point k) – comme le point j) – traite des crédits à l'exportation qui sont, après tout, visés par l'Arrangement de l'OCDE. En pareil cas, l'Organe d'appel a constaté que le paragraphe 2 du point k), et la mention qui y était faite de l'Arrangement de l'OCDE, constituaient un contexte pertinent pour l'identification d'un point de repère aux fins du paragraphe 1 du point k), même si le paragraphe 1 ne mentionnait pas

---

[188] Réponse du 6 mars du Brésil à la question n° 43, paragraphe 69; déclaration orale du Brésil, paragraphe 51.

[189] Réponse du 6 mars des États-Unis à la question n° 42, paragraphe 71.

[190] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.804.

[191] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 181. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 61 et 64.

spécifiquement l'Arrangement. Des considérations similaires pourraient s'appliquer au point j) qui traite aussi de crédits à l'exportation visés par l'Arrangement de l'OCDE.

146. L'Arrangement de l'OCDE n'établit pas *le seul* critère applicable aux commissions qui devraient être perçues pour que les garanties de crédit à l'exportation satisfassent au critère énoncé au point j). Toutefois, cela n'invalide pas l'utilisation des taux de primes minimums prévus par l'OCDE en tant que points de référence utiles pour démontrer que les commissions perçues au titre du GSM 102 ne sont pas conçues pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme. L'affirmation des États-Unis selon laquelle les points de référence ou les points de repère externes à l'*Accord SMC* – y compris l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation – ne sont pas pertinents à moins d'être mentionnés spécifiquement, est erronée et devrait être rejetée.

Question posée au Brésil

43. Comment le Brésil réagit-il au contenu du paragraphe 25 de la communication présentée par le Japon en tant que tierce partie?

ANNEXE D-11

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(16 mars 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. QUESTIONS GÉNÉRALES 261

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 263

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS 264

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille 264

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques 275

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 301

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL 304

1. Questions générales 304

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation 310

3. Modèle de simulation économique 310

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION 311

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative 311

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer 313

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC* 314

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative 318

1. Les États-Unis formulent ci-dessous des observations sur certaines réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial. Il ne faudrait pas déduire de l'absence d'observations sur une réponse particulière du Brésil que les États-Unis sont d'accord avec cette réponse.

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

Questions posées aux deux parties

1. Le Brésil et les États-Unis estiment-ils qu'une partie à un différend soumis à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (une partie à une procédure de groupe spécial de la mise en conformité) peut présenter le même argument juridique que celui qu'elle a présenté dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial?

2. Chaque partie pourrait-elle exposer son avis sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, le présent Groupe spécial doit s'appuyer sur l'analyse juridique et factuelle sur laquelle reposent les constatations du Groupe spécial initial? Quelles sont les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord à cet égard?

2. Les États-Unis sont d'accord dans la mesure où le Brésil reconnaît que lorsque l'allégation formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") concerne la compatibilité d'une mesure prise pour se conformer aux recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD"), les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés antérieurement "devraient … être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec" le différend.[1] Les États-Unis sont toutefois fortement en désaccord avec l'idée avancée par le Brésil selon laquelle cet examen s'applique différemment – ou avec plus de force – dans une procédure au titre de l'article 21:5 par rapport à une procédure initiale.[2] Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, l'Organe d'appel n'a jamais dit que "l'objectif de "la sécurité et la prévisibilité" s'appliqu[ait] avec une force particulière dans une procédure au titre de l'article 21:5".[3] À titre préliminaire, les États-Unis notent que "la sécurité et la prévisibilité" ne représentent pas l'objectif du Mémorandum d'accord tel qu'il ressort de l'interprétation d'un traité à la lumière de son but et de son objet. La sécurité et la prévisibilité sont plutôt le résultat du bon fonctionnement du Mémorandum d'accord. En outre, on voit bien pourquoi l'Organe d'appel ne ferait pas une telle déclaration, puisque cette déclaration placerait la procédure au titre de l'article 21:5 au-dessus de toutes les autres procédures. De plus, le passage du rapport sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* que le Brésil cite à l'appui de cette proposition n'est pas approprié.

3. Le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* concernait l'examen par un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 d'une nouvelle détermination de l'existence d'un dommage établie par la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC"). Dans cette affaire, l'Organe d'appel a considéré dans quelle mesure le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devait s'appuyer sur les constatations du Groupe spécial initial concernant la détermination initiale de l'ITC. La détermination initiale et la nouvelle détermination de l'ITC concernaient *exactement la même situation factuelle* – c'est-à-dire l'incidence des *mêmes* importations

[1] *États-Unis – Crevettes (21:5 – Malaisie) (Organe d'appel)*, paragraphe 108 (citant l'affaire *Japon – Boissons alcooliques (Organe d'appel)*, page 126).

[2] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 4 (26 février 2007).

[3] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 4 (26 février 2007).

subventionnées au cours de la *même* période sur la *même* branche de production. Dans la procédure au titre de l'article 21:5, la question était de savoir si le *réexamen* par l'ITC des éléments de preuve concernant cette situation factuelle était compatible avec les dispositions de l'OMC citées par le Canada.

4. L'Organe d'appel a noté que les arguments du Canada "part[ai]ent apparemment du principe qu'un groupe spécial [était] *tenu* d'évaluer les faits dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 exactement de la même manière qu'il les [avait] évalués dans le cadre de la procédure du groupe spécial initial, et de lier l'autorité chargée de l'enquête qui fai[sai]t une nouvelle détermination aux inférences qu'elle [avait] faites à partir des mêmes éléments de preuve dans la détermination initiale".[4] L'Organe d'appel a expliqué que ce n'était *pas* le cas. Il a noté que l'ITC avait fourni des explications et un raisonnement plus étoffés et qu'elle avait aussi rouvert le dossier afin de recueillir plus de renseignements sur l'incidence des importations subventionnées. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit: "dans ces circonstances, *nous ne voyons pas pourquoi le Groupe spécial serait lié par les constatations du Groupe spécial initial*".[5]

5. Le Brésil omet de mentionner ce raisonnement élémentaire de l'Organe d'appel et il cite plutôt (de manière sélective) la clarification apportée par l'Organe d'appel selon laquelle "[c]ela ne veut pas dire qu'un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne devrait pas tenir compte du raisonnement suivi par une autorité chargée d'une enquête dans une détermination initiale, ou du raisonnement du groupe spécial initial".[6] Le libellé cité par le Brésil est simplement une application du principe général voulant que les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel déjà adoptés dans le différend "devraient être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec" un autre différend.[7]

6. En outre, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, l'Organe d'appel n'a *pas* dit dans le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* que "[s]i, s'agissant d'une question spécifique, un groupe spécial de la mise en conformité "s'écart[ait]" des constatations du groupe spécial initial sans que le cadre juridique intérieur ne connaisse de changement fondamental et/ou que des faits justifient un tel écart, cela porterait à croire qu'il agit d'une manière arbitraire qui ne satisfait pas aux prescriptions d'une "évaluation objective"".[8] Au contraire, si un tel raisonnement avait été tenu dans le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, il aurait directement affaibli l'analyse qu'y fait l'Organe d'appel. La nouvelle détermination de l'existence d'un dommage établie par l'ITC dans ce différend ne concernait pas – et ne pouvait pas concerner – un "changement fondamental [du cadre juridique intérieur]". La détermination initiale de l'ITC et sa nouvelle détermination (et, par conséquent, la procédure du Groupe spécial initial et la procédure au titre de l'article 21:5) concernaient l'incidence des *mêmes* importations subventionnées au cours de la *même* période sur la *même* branche de production. Le raisonnement avancé par le Brésil aurait donc, en fait, obligé le Groupe spécial de la mise en conformité à s'appuyer sur les constatations du Groupe spécial initial, ce qui serait directement contraire à la clarification apportée par l'Organe d'appel selon laquelle le Groupe spécial de la mise en conformité n'était pas tenu de le faire.

7. De plus, la différence entre les faits du différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* et ceux du présent différend témoigne du caractère déraisonnable des efforts fournis par le Brésil pour lier les mains du présent Groupe spécial dans son évaluation des questions

[4] *États-Unis – Bois de construction résineux (21:5)*, paragraphe 101 (italique dans l'original).
[5] *États-Unis – Bois de construction résineux (21:5)*, paragraphe 102 (pas d'italique dans l'original).
[6] *États-Unis – Bois de construction résineux (21:5)*, paragraphe 102.
[7] *États-Unis – Crevettes (21:5 – Malaisie) (Organe d'appel)*, paragraphe 108 (citant l'affaire *Japon – Boissons alcooliques (Organe d'appel)*, page 126).
[8] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 5 (26 février 2007).

dont il est saisi. Contrairement au différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, le présent différend ne concerne *pas* une nouvelle détermination de l'incidence des *mêmes* importations subventionnées au cours de la *même* période sur la *même* branche de production. Le Brésil cherche plutôt à présenter dans cette procédure des allégations visant des mesures qui n'ont *pas* fait l'objet de recommandations et décisions dans le différend initial. De plus, le Brésil affirme qu'il existe des effets d'empêchement de hausses de prix et des effets sur la part du marché mondial pendant une période, et dans des conditions du marché, qui n'ont *jamais* été évaluées par le Groupe spécial initial. Le raisonnement tenu par le Brésil – à savoir que, "s'agissant d'une question spécifique", il ne serait pas permis à un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 de "s'écarter des constatations du groupe spécial initial sans que le cadre juridique intérieur ne connaisse de changement fondamental et/ou que des faits justifient un tel écart"[9] – est encore plus dénué de sens dans les circonstances du présent différend (où il y a eu une modification des mesures pertinentes et des faits pertinents) que dans le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* (où il n'y a pas eu de telles modifications). De par sa nature, une allégation de préjudice grave dépendra des faits applicables à une période particulière, tels que l'existence de ventes déplacées ou d'une sous-cotation des prix. En conséquence, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devra évaluer les faits applicables à la période en cause dans la procédure au titre de l'article 21:5 et il ne pourra pas nécessairement s'appuyer sur les constatations du Groupe spécial initial.

B. QUESTIONS RELATIVES À LA DEMANDE FORMULÉE PAR LE BRÉSIL AU TITRE DE L'ARTICLE 13:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

Questions posées aux États-Unis

3. ***Les États-Unis font-ils valoir que le Brésil doit identifier le produit subventionné pour chacun des types de subventions dont il allègue qu'elles causent un préjudice grave? Font-ils valoir que les versements qui permettent une flexibilité en matière de plantation ne sont pas liés à la production de coton upland, de sorte qu'ils doivent être imputés par le Brésil sur la valeur totale de la production de chaque bénéficiaire?***

4. ***Les États-Unis contestent-ils l'exactitude des chiffres pour les années 2003 à 2005 qui figurent dans le "tableau 6" de la première communication du Brésil et dans le "tableau 5" de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil? Dans l'affirmative, veuillez fournir les chiffres exacts ou les chiffres que les États-Unis jugent plus exacts.***

Question posée au Brésil

5. ***Le Groupe spécial se réfère à la communication du Brésil datée du 22 janvier 2007 concernant sa demande au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a-t-il raison de croire qu'en ce qui concerne les données pour 2005, les données figurant dans la pièce US-64 répondent à toutes les demandes que le Brésil a formulées dans la partie A de l'annexe 1 de sa communication du 1er novembre?***

[9] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 5 (26 février 2007).

C. QUESTIONS CONCERNANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES SOULEVÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille

Questions posées aux deux parties

> ***6. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si une partie peut présenter, dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, une allégation qui a été formulée au cours de la procédure initiale mais concernant laquelle aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC n'a été formulée parce que l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de compléter l'analyse.***
>
> > ***a) Les parties pourraient-elles indiquer ce qui, dans le texte de l'article 21:5 et d'autres dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, constitue le fondement juridique de leur position sur cette question?***
> >
> > ***b) Les parties pourraient-elles indiquer si et en quoi leur position sur cette question est compatible avec des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel?***

8. Au lieu de répondre aux questions spécifiques ci-dessus posées par le Groupe spécial, le Brésil s'étend sur une quinzaine de pages sur les raisons pour lesquelles ses allégations concernant les garanties de crédit à l'exportation du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille entrent dans le champ de la présente procédure. Outre qu'elle ne répond pas en fait directement à la question posée, la réponse du Brésil ne résiste pas non plus à un examen minutieux.

A. *Les garanties spécifiques du crédit à l'exportation sont des mesures et ces garanties accordées pour soutenir les exportations de viande porcine, de viande de volaille et d'autres produits inscrits dans la Liste (autre que le riz) n'ont jamais fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD*

9. Le Brésil fait valoir, premièrement, a) qu'"il n'existe pas une telle "mesure" [les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille]"; b) que la seule "mesure" pouvant faire l'objet des allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC formulées par le Brésil est le *programme* GSM 102 dans son intégralité; et c) que ce sont simplement les *allégations* formulées par le Brésil au titre des articles 10 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* qui se limitent à des produits spécifiques. Ces arguments sont sans fondement.

10. Premièrement, il est étonnant de constater que le Brésil fait de nouveau valoir que les garanties spécifiques du GSM 102 – en l'espèce, les garanties émises pour soutenir les transactions à l'exportation portant sur la viande porcine et la viande de volaille – ne constituent pas des "mesures". Cet argument contredit des arguments que le Brésil formule ailleurs selon lesquels une lecture *a contrario* du point j) empêcherait un Membre de contester des garanties spécifiques de crédit à l'exportation (c'est-à-dire par opposition aux *programmes* de garanties des crédits à l'exportation de façon générale).[10] Si des garanties spécifiques ne peuvent même pas constituer des "mesures", ainsi

[10] *Voir* la question n° 35 ci-après posée par le Groupe spécial au Brésil et la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 472.

que le Brésil l'affirme maintenant, les plaintes du Brésil concernant la capacité de formuler des allégations visant des garanties spécifiques seraient totalement dénuées de fondement.[11]

11. En tout état de cause, le Brésil ne fournit aucune justification à l'appui de son assertion selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille ne sont pas des "mesures". Il est certain que le Brésil ne se donne pas la peine de concilier son argument avec la clarification apportée par l'Organe d'appel selon laquelle une "mesure" aux fins du règlement des différends de l'OMC peut englober "[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC …".[12] L'octroi de garanties spécifiques semblerait certainement répondre à cette définition large de la portée d'une "mesure".

12. Deuxièmement, l'assertion du Brésil selon laquelle ses allégations relatives aux subventions à l'exportation dans la procédure initiale et dans la présente procédure s'appliquent au programme GSM 102, en tant que tel, plutôt qu'à l'*application* du programme à des cas particuliers (c'est-à-dire des garanties de crédit à l'exportation particulières) est incompatible avec les arguments précédents du Brésil et la résolution par le Groupe spécial initial des allégations du Brésil. Les États-Unis rappellent qu'afin d'éviter la distinction impératif-facultatif dans la procédure du Groupe spécial initial, le Brésil a expressément dit que ses allégations de contournement effectif au titre de l'*Accord sur l'agriculture* "rev[enaient] ... à [des] allégation[s] "tel qu'appliqué"" en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation elles-mêmes, et ne visaient pas les programmes en vertu desquels elles étaient accordées.[13] La portée des mesures faisant l'objet des allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* a nécessairement été limitée dans la même mesure parce qu'en vertu de la clause de paix[14], seules les subventions à l'exportation incompatibles avec les dispositions en matière de contournement de l'*Accord sur l'agriculture* pouvaient faire l'*objet* d'allégations au titre de l'*Accord SMC*.

13. Conformément à ce qui précède, le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit:

> pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la liste (le riz) ... les *garanties* de crédit à l'exportation des États-Unis au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP sont des subventions à l'exportation appliquées d'une

[11] L'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial à la fois indique les "mesures spécifiques en cause" et fournisse "un bref résumé du fondement juridique de la plainte" (c'est-à-dire de l'allégation). Si des garanties spécifiques ne pouvaient même pas être des mesures, ainsi que le Brésil l'allègue, aucune allégation ne pourrait *jamais* être présentée à leur égard dans le cadre d'un règlement des différends de l'OMC.

[12] *États-Unis – Acier traité contre la corrosion (Organe d'appel)*, paragraphe 81.

[13] *Voir* les réponses du Brésil aux questions additionnelles posées à la suite de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 11 (selon le Brésil, "la question de savoir si les programmes de la CCC sont impératifs ou facultatifs n'est donc pas pertinente pour cette allégation".). En fait, si les allégations du Brésil avaient visé les programmes, elles n'auraient pas abouti parce que les programmes eux-mêmes ne sont clairement *pas* impératifs. S'ils l'avaient été, les États-Unis n'auraient certainement pas pu cesser d'émettre des garanties au titre du GSM 103 et du SCGP – ainsi qu'ils l'ont fait – et ils n'auraient pas non plus pu retirer certains pays à risque élevé du champ d'application des obligations en matière d'admissibilité au programme GSM 102.

[14] En vertu de la clause de paix de l'*Accord sur l'agriculture*, "les subventions à l'exportation qui sont pleinement conformes aux dispositions de la Partie V du présent accord ... seront exemptées des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions". Article 13 c) ii) de l'*Accord sur l'agriculture*. Une subvention à l'exportation jugée incompatible avec les articles 10 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* ne serait pas "pleinement conforme[] aux dispositions de la Partie V du présent accord" et, par conséquent, elle ne serait pas "exemptée[] des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 ou les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions".

> manière qui entraîne un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, et elles sont donc incompatibles avec l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture.[15]

14. Ainsi que le montre clairement le libellé du passage ci-dessus, le Groupe spécial initial a considéré que les *garanties* constituaient des subventions à l'exportation. Et il ne s'agissait que des garanties "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la liste (le riz)" auxquelles s'appliquait la constatation de contournement effectif. Comme le Groupe spécial a constaté que ces mesures n'étaient pas "pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture", les garanties étaient aussi visées par la prohibition des subventions à l'exportation figurant dans l'*Accord SMC* – et il a en fin de compte été jugé qu'elles étaient incompatibles avec cette prohibition.[16]

15. Le Brésil ne s'appuie sur rien pour affirmer maintenant que ses allégations dans le cadre de la procédure initiale, et les constatations du Groupe spécial initial, concernaient en fait les programmes de garanties du crédit à l'exportation eux-mêmes et que l'application particulière des programmes à certaines transactions d'exportation (c'est-à-dire des garanties particulières) ne constitue même pas une "mesure". Cette affirmation contredit même la propre clarification apportée par le Brésil dans sa communication à titre de réfutation, selon laquelle "*le Brésil n'affirme pas que le programme GSM 102 lui-même contourne les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture*".[17] Selon le Brésil, son allégation est plutôt que "les États-Unis ont appliqué le programme GSM 102 d'une manière qui contourne leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant les produits "non inscrits dans la Liste" et trois produits "inscrits dans la Liste" – le riz, la viande porcine et la viande de volaille".[18] Les États-Unis regrettent que, même à ce stade avancé de la procédure, le Brésil continue de changer d'arguments sur des questions aussi fondamentales que les mesures faisant l'objet de ses allégations.

16. Troisièmement, l'affirmation du Brésil selon laquelle ses *allégations* sont formulées par produit ne change rien à l'analyse. Cela veut simplement dire que les allégations du Brésil concernent des garanties accordées pour l'exportation de produits particuliers. Le fait de qualifier ces allégations d'allégations "par produit" ne change rien au fait que seules des garanties particulières – celles accordées pour le "produit" particulier en cause – font l'objet des allégations. Dans les cas où ces garanties ne font pas l'objet de recommandations et décisions de l'ORD, et ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD, il n'y a aucune raison d'examiner une allégation les concernant dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Telle est la situation en l'espèce.

---

[15] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) i) (pas d'italique dans l'original).

[16] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) i). En revanche, le Groupe spécial initial a spécifiquement constaté "pour ce qui est des exportations de produits agricoles non inscrits dans la liste ne bénéficiant pas d'un soutien au titre des programmes et d'autres produits agricoles inscrits dans la liste", y compris la viande porcine et la viande de volaille, que "les *garanties* de crédit à l'exportation au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP n'avaient pas été appliquées d'une manière qui soit entraînait, soit menaçait d'entraîner, un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis, au sens de l'article 10:1, et qu'elles n'étaient donc pas incompatibles avec l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) ii) (pas d'italique dans l'original). En tant que telle, la clause de paix s'est appliquée et le Groupe spécial "les [a] trait[és] comme s'ils étaient exemptés des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et sur l'article 3 de l'Accord SMC dans le présent différend". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) ii).

[17] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 378 (pas d'italique dans l'original).

[18] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 378 (pas d'italique dans l'original).

17. Quatrièmement, l'analyse ne changerait pas même si l'on devait supposer – à tort – que les *garanties* de crédit à l'exportation ne sont pas des mesures spécifiques et que les constatations du Groupe spécial initial s'appliquaient au programme GSM 102 lui-même. Même dans ce cas, pour donner un sens à l'analyse du Groupe spécial initial au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de la clause de paix, il faut reconnaître que les constatations initiales d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ne s'appliquaient pas à l'*intégralité* du programme mais plutôt à ses aspects qui touchaient aux garanties "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la liste (le riz)". Dans une procédure au titre de l'article 21:5, la question consiste alors à déterminer si la partie plaignante a montré que des mesures de mise en œuvre appropriées ont été prises pour *cet aspect de la mesure jugée incompatible avec les règles de l'OMC*. Ainsi que l'Organe d'appel l'a reconnu dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*, le mandat d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne s'étend pas à l'examen des aspects d'une mesure qui n'ont *pas* été jugés incompatibles avec les règles de l'OMC dans le cadre de la procédure initiale.[19] Même si le différend *CE – Linge de lit* concernait une situation où – à l'exception d'un "changement mineur"[20] – l'aspect contesté de la mesure était resté plus ou moins inchangé entre la procédure initiale et la procédure du Groupe spécial de la mise en conformité, le raisonnement dans cette affaire s'applique avec autant de force aux garanties de crédit à l'exportation du GSM 102 pour la viande de volaille et la viande porcine. Les États-Unis abordent cette question et, de façon plus générale, les assertions "erronées" du Brésil selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille sont des mesures prises pour se conformer.

B. ***Les garanties du GSM 102 accordées pour soutenir les exportations de viande porcine, de viande de volaille, et d'autres produits inscrits dans la Liste (autres que le riz) ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD***

18. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, les garanties de crédit à l'exportation pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille *sont* clairement des mesures aux fins du règlement des différends de l'OMC. Toutefois, ce ne sont *pas* des mesures qui ont déjà fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD.

19. Rappelons qu'il existe deux catégories d'allégations qui peuvent être présentées dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 – qui portent sur a) l'existence de mesures prises pour se conformer en ce qui concerne les mesures initiales ou b) la compatibilité des mesures prises pour se conformer à un accord visé. Comme les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ne sont pas des mesures initiales qui faisaient l'objet de recommandations et décisions de l'ORD, le Brésil n'est pas fondé à présenter des allégations relevant de la première catégorie en ce qui concerne ces garanties. Les États-Unis n'auraient pas pu prendre de mesures pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD concernant ces garanties parce qu'il n'existe pas de recommandations et décisions de l'ORD concernant ces garanties.

---

[19] *CE – Linge de lit (Organe d'appel) (21:5 – Inde)*, paragraphe 86.

[20] Selon l'Organe d'appel, les Communautés européennes "avaient précisé dans la nouvelle détermination leurs constatations concernant l'évolution de la consommation de linge de lit afin de tenir compte des chiffres légèrement différents des ventes de la branche de production nationale". *CE – Linge de lit (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 72, note de bas de page 67. Cependant, apparemment, l'allégation de l'Inde dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5 "ne faisait pas état de ce changement mineur". *CE – Linge de lit (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 72, note de bas de page 67.

20. La question consiste alors à déterminer si le Brésil est fondé à formuler des allégations relevant de la deuxième catégorie en ce qui concerne ces garanties (c'est-à-dire des allégations selon lesquelles les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ne sont pas compatibles avec un accord visé). Conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Brésil ne pouvait le faire que si ces garanties étaient elles-mêmes des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD. Contrairement aux affirmations du Brésil, elles n'en sont toutefois pas.

21. Le Brésil fait valoir que les garanties du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille sont devenues des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD simplement parce qu'elles étaient affectées par certains des changements apportés par les États-Unis aux mesures qui *faisaient* l'objet des recommandations et décisions de l'ORD (c'est-à-dire les garanties au titre du GSM 102, du GSM 103 et du SCGP "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la Liste (le riz)").[21]

22. Le Brésil formule l'assertion étonnante selon laquelle du fait que les États-Unis sont allés bien au-delà des obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC, ils devraient encourir un risque de contestation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 plus grand que s'ils avaient étroitement limité leurs changements de manière à ce qu'ils s'appliquent uniquement aux garanties de crédit à l'exportation "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la Liste (le riz)":

> Durant la mise en œuvre, les États-Unis auraient pu prendre des mesures pour modifier le programme GSM 102 uniquement en ce qui concerne les modalités et conditions applicables au riz et aux produits non inscrits dans la Liste. Ils ne l'ont toutefois pas fait. À la place, ils ont révisé les modalités et conditions générales du programme, y compris le barème des commissions de garanties, et ils ont adopté un programme GSM 102 modifié qui s'applique toujours sur une base autre que par produit.[22]

23. Autrement dit, le Brésil *reconnaît* que les États-Unis n'avaient pas dans le cadre de l'OMC l'obligation de prendre une mesure concernant les garanties au titre du programme pour les exportations de produits *autres* que le "riz et [les] produits non inscrits dans la Liste". Le Brésil *reconnaît* aussi effectivement que, si les modalités et conditions applicables à ces garanties demeuraient exactement les mêmes qu'avant, ces garanties ne pourraient pas faire l'objet de la présente procédure au titre de l'article 21:5, que ces modalités et conditions soient ou non compatibles avec un accord visé. Le Brésil affirme toutefois que ces garanties entrent dans le champ de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité simplement parce que les États-Unis ne

[21] Par exemple, les États-Unis n'ont pas cessé d'émettre des garanties au titre du GSM 103 et du SCGP seulement "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la liste (le riz)". Les États-Unis n'ont pas étroitement restreint l'application du nouveau barème des commissions fondé sur le risque aux garanties au titre du GSM 102 "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la Liste (le riz)", l'application du nouveau barème des commissions fondé sur le risque étant mise en œuvre pour donner suite aux constatations du Groupe spécial initial. Les États-Unis n'ont pas non plus reclassé certains pays à risque élevé dans des catégories inadmissibles uniquement en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation "pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la Liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la Liste (le riz)".

[22] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 15.

les ont pas exclues des modifications affectant les garanties pour les exportations de riz et de produits non inscrits dans la Liste. Cet argument n'a pas de sens ni d'un point de vue textuel ni d'un point de vue pratique.

24. Les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD sont les diverses modifications apportées par les États-Unis – y compris les changements apportés au barème des commissions et aux conditions d'admissibilité – *aux mesures ayant fait l'objet de la constatation initiale relative aux subventions à l'exportation pour les mettre en conformité*. La question soumise au Groupe spécial est celle de savoir si le Brésil a prouvé que ces modifications apportées par les États-Unis n'ont pas permis de mettre *ces mesures* en conformité avec les recommandations et décisions (et les autres dispositions des accords visés citées par le Brésil). La question n'est *pas* de savoir quel effet les changements auraient pu avoir sur d'autres mesures qu'il n'était *pas* nécessaire de mettre en conformité avec des recommandations et décisions de l'ORD.

25. Le fait que les changements effectués pour transformer les mesures initiales en mesures prises pour se conformer risque de ne pas affecter seulement les mesures initiales ne fait pas de toutes les autres mesures affectées elles-mêmes des mesures prises pour se conformer. Cela reviendrait effectivement à considérer *toute* mesure modifiée comme une "mesure prise pour se conformer" peu importe qu'elle soit ou non effectivement modifiée pour être mise en conformité avec des recommandations ou décisions de l'ORD ou – comme en l'espèce, où les changements ont été appliqués à l'échelle des programmes dans le but de faciliter l'administration et d'améliorer les programmes de façon générale – pour des raisons entièrement différentes. Cela non seulement constituerait une lecture excluant complètement l'expression "prise pour se conformer" de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, mais aussi aurait des conséquences tout à fait indésirables. Un Membre serait obligé de créer un enchevêtrement de régimes distincts pour tenir compte de l'application d'une mesure dans des situations différentes dans le simple but d'éviter un risque de contestation dans le cadre de la procédure accélérée de règlement d'un différend au titre de l'article 21:5, avec tous les inconvénients qu'elle comporte. De plus, les Membres seraient incités à effectuer le moins de changements possibles et à maintenir le statu quo – même au coût d'améliorations générales – simplement parce qu'une démarche plus générale les exposerait à un risque de contestation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5.

26. Aucune disposition de l'Accord sur l'OMC n'impose un tel résultat. En outre, aucun des rapports antérieurs de l'Organe d'appel examinés par le Brésil ne traite même de cette situation particulière et, *a fortiori*, n'indique que l'approche du Brésil est appropriée.

C. ***Le raisonnement tenu dans des différends antérieurs confirme que le Brésil ne peut pas d'une manière inadmissible étendre le champ de la présente procédure aux garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille***

27. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le raisonnement tenu dans des différends antérieurs n'étaye pas les efforts qu'il fait pour étendre de manière inadmissible le champ de la présente procédure à des allégations visant des mesures qui n'ont jamais fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD et qui ne sont pas des mesures prises pour se conformer à de telles recommandations et décisions. Il ne le pourrait pas. Cette limite est établie par l'article 21:5 du Mémorandum d'accord lui-même.

28. Au contraire, l'Organe d'appel a expressément reconnu ce qui suit: "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement l'une ou l'autre mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures *ne concernent* plutôt *que* les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et

décisions" de l'ORD".[23] De plus, "[s]i une *allégation* conteste une *mesure* qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[24] Ce raisonnement s'applique, que la partie plaignante cherche ou non à formuler la "même" allégation ou une "nouvelle" allégation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 – si la mesure visée par l'allégation "n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[25]

29. Rien dans les rapports antérieurs de l'Organe d'appel examinés par le Brésil n'affaiblit ce raisonnement ou n'appuie les tentatives du Brésil de contester les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille. En fait, dans une grande partie de son analyse, le Brésil continue de s'appuyer sur l'affirmation fondamentalement erronée selon laquelle le critère de la "résolution définitive" régit les allégations qui entrent à juste titre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5.[26] Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué[27], ce n'est pas le critère approprié énoncé dans le texte de l'article 21:5.

30. ***CE – Linge de lit (21:5)***: Le Brésil fait valoir par exemple que "les circonstances qui ont empêché l'Inde de présenter à nouveau, dans la procédure au titre de l'article 21:5 concernant l'affaire *CE – Linge de lit*, l'allégation même qu'elle avait formulée dans la procédure initiale, ne sont *pas* présentes dans le présent différend".[28] Cela n'est pas vrai. Dans le différend *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a constaté que l'Inde ne pouvait pas formuler certaines allégations concernant l'évaluation des "autres facteurs" dans une nouvelle détermination de l'existence d'un dumping pour deux motifs différents: a) elle ne faisait pas partie de la "mesure de mise en œuvre" et était par conséquent hors du champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 *et* b) en ne faisant pas appel du rejet par le Groupe spécial initial de la même allégation visant le même aspect exactement de la mesure prise pour se conformer dans le cadre de la procédure initiale, l'Inde avait accepté le rejet des allégations par le Groupe spécial initial en tant que "résolution définitive" du différend entre les parties et elle ne pouvait donc pas formuler de nouveau les mêmes allégations dans *une quelconque* procédure ultérieure.[29]

31. Le Brésil observe à juste titre que le présent différend n'est *pas* identique au différend *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* pour ce qui est de la question de savoir si le rejet par le Groupe spécial initial des allégations du Brésil visant la viande porcine et la viande de volaille constitue une "résolution définitive" de la question aux fins du règlement des différends de l'OMC; il est certain qu'il n'est pas interdit au Brésil de contester ces mesures dans le cadre d'un nouveau différend. Toutefois, pour ce qui est de savoir si les allégations font l'objet d'un examen *dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5*, le résultat dans ce différend est le même que dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*. Tout comme les allégations formulées par l'Inde dans ce différend, les allégations avancées par le Brésil en l'espèce qui visent les garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille ne sont pas des allégations formulées à l'encontre d'une "mesure prise pour se conformer" et, en tant que telles, elles sont hors du champ de la présente procédure en application des limites expresses énoncées à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

---

[23] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 36 (italique et non souligné dans l'original).

[24] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).

[25] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).

[26] *Voir*, par exemple, les affirmations du Brésil selon lesquelles l'affaire *CE – Linge de lit*.

[27] Y compris dans la réponse à la question n° 10 posée par le Groupe spécial, *voir* les réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 25 et 26 (27 février 2007).

[28] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 47 (26 février 2007).

[29] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphes 32 à 35 et 87 à 95.

32. Le Brésil affirme aussi que l'Organe d'appel est parvenu à certaines "conclusions" au sujet des situations dans lesquelles des allégations pourraient être formulées *dans une procédure au titre de l'article 21:5* lorsque la procédure initiale comprend l'application d'une fausse économie jurisprudentielle. Selon le Brésil, les circonstances du présent différend sont "similaires" à l'application d'une fausse économie jurisprudentielle parce que le "Groupe spécial initial a à tort exclu les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille de ses constatations concernant les allégations de contournement présentées par le Brésil".[30] Non seulement l'argument du Brésil *présume* simplement que les constatations du Groupe spécial initial se seraient étendues aux garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille - constatation dont l'Organe d'appel a expressément constaté qu'elle n'était *pas* étayée par des faits non contestés suffisants versés au dossier porté à sa connaissance - mais le Brésil essaie également d'assimiler deux choses fondamentalement différentes.

33. L'Organe d'appel a expliqué que le principe d'économie jurisprudentielle "permet[tait] à un groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure [était] incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'incompatibilité ou un certain nombre de telles constatations suffi[saient] à régler le différend".[31] Par contre, en l'espèce, l'Organe d'appel ne s'est pas abstenu de formuler des constatations parce que d'autres constatations existaient en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Par contre, il n'a pas trouvé de faits suffisants pour formuler *une* constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille. Cette distinction est importante. Il ne s'agit *pas* d'une situation où les États-Unis avaient l'obligation de mettre en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant ces garanties sur la base de certaines dispositions de l'OMC et pas d'autres à l'égard desquelles le Groupe spécial initial/l'Organe d'appel avait appliqué le principe d'économie jurisprudentielle. Les États-Unis n'avaient simplement pas d'*obligation de mise en œuvre de quelque sorte que ce soit* en ce qui concerne ces mesures. De plus, ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions. Dans ces circonstances, l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne permet pas de présenter des allégations visant ces mesures dans le cadre d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

34. En tout état de cause, contrairement aux affirmations du Brésil, l'Organe d'appel n'a *pas* conclu que des allégations à l'égard desquelles un groupe spécial initial avait appliqué une fausse économie jurisprudentielle pourraient automatiquement être réitérées dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5. C'est ce qui ressort même du libellé du passage du rapport sur ce différend cité par le Brésil: "dans la situation où un groupe spécial, en refusant de se prononcer sur une certaine allégation, n'a réglé que partiellement la question en cause, un plaignant ne devrait pas être tenu pour responsable du fait que le Groupe spécial a indûment appliqué le principe d'économie jurisprudentielle, de telle sorte qu'un plaignant ne serait pas privé de la possibilité de formuler l'allégation *dans une procédure ultérieure*".[32] Cet examen ne concerne pas le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5. En fait, le passage s'inscrit dans le cadre d'un examen séparé par l'Organe d'appel des allégations qui peuvent être considérées comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" de telle sorte qu'elles ne pourraient pas faire l'objet d'une *quelconque* procédure ultérieure de règlement des différends de l'OMC. Concernant la question du champ d'une procédure au titre de l'article 21:5, l'Organe d'appel a été catégorique: "[s]i une allégation conteste une mesure qui n'est pas

[30] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 46 (26 février 2007).
[31] *Canada – Blé (Organe d'appel)*, paragraphe 133.
[32] *CE – Linge de lit (Organe d'appel)*, paragraphe 96, note de bas de page 115.

une "mesure prise pour se conformer", cette allégation ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[33]

35. ***Canada – Aéronefs (article 21:5)***: Le Brésil affirme que "[l]a situation dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 est très similaire à celle qui a existé dans la procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs*".[34] Selon le Brésil, le Canada "a modifié les modalités et conditions d'un programme de subventions à l'exportation" et, par conséquent, l'Organe d'appel a constaté que la "mesure prise pour se conformer" était le *programme* de subventions à l'exportation révisé.[35] Le Brésil fait valoir que le même raisonnement s'applique en l'espèce et plaide en faveur d'une constatation selon laquelle le programme GSM 102 dans son intégralité est la mesure prise pour se conformer dans le présent différend.[36] Ce que le Brésil ne reconnaît pas, c'est que la portée de la mesure prise pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD est déterminée par référence – logiquement – aux recommandations et décisions de l'ORD. Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué:

> Une … caractéristique de la première phrase de l'article 21:5 est le lien exprès entre les "mesures prises pour se conformer" et les recommandations et décisions de l'ORD. Par conséquent, pour déterminer le champ d'application des "mesures prises pour se conformer" dans une affaire donnée, il faut aussi examiner les recommandations et décisions figurant dans le(s) rapport(s) initial(aux) adopté(s) par l'ORD. Comme ces recommandations et décisions visent les mesures jugées incompatibles dans le cadre de la procédure initiale, pareil examen inclut nécessairement l'examen de ces mesures initiales.[37]

36. Dans le différend *Canada – Aéronefs (21:5)*, le Canada était tenu de retirer la subvention en ce qui concernait *toute* "l'aide de [Partenariat technologique Canada ou "PTC"] à l'industrie canadienne des avions de transport régional", conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*.[38] Contrairement aux recommandations et décisions dans le présent différend, le Canada n'était pas tenu de retirer la subvention seulement en ce qui concernait un sous-ensemble de l'aide de PTC. Il n'est que naturel, par conséquent, que la "mesure prise pour se conformer" dans ce différend soit les changements apportés à *toute* l'aide de PTC, plutôt qu'un certain sous-ensemble de celle-ci. En revanche, en l'espèce, on s'attend à ce que la "mesure prise pour se conformer" englobe uniquement les changements apportés au sous-ensemble de mesures concernant lesquelles les États-Unis avaient une obligation de mise en œuvre. Par conséquent, au lieu d'étayer l'argument du Brésil selon lequel le programme GSM 102 dans son *intégralité* est en quelque sorte subitement devenu une "mesure prise pour se conformer", le raisonnement tenu dans le différend *Canada – Aéronefs (21:5)* confirme que l'argument du Brésil n'est pas défendable.

37. ***États-Unis – Crevettes (21:5)***: Le Brésil note que dans le différend *États-Unis – Crevettes (21:5)*, l'Organe d'appel a constaté que des allégations n'entraient pas à juste titre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 lorsqu'elles contestaient un aspect d'une mesure qui avait été jugé compatible avec les règles de l'OMC dans le cadre d'une procédure initiale et était resté inchangé entre

---

[33] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78.

[34] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 36 (26 février 2007).

[35] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 36 (26 février 2007).

[36] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 36 (26 février 2007).

[37] *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs (21:5 – Canada) (Organe d'appel)*, paragraphe 68.

[38] *Canada – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 2.

cette procédure et la procédure du Groupe spécial de la mise en conformité.[39] Le Brésil observe à juste titre que ce ne sont pas les circonstances exactes en cause en l'espèce.[40] Cependant, le résultat dans ce différend est conforme à la position des États-Unis, à savoir que – lorsqu'il n'existe aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne une mesure *et* que la mesure n'est pas prise pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD – ni la mesure ni les allégations la visant ne font à juste titre l'objet d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

38. ***Canada – Produits laitiers (21:5 II)***: Le Brésil affirme que la situation factuelle dans le différend *Canada – Produits laitiers (21:5 II)* est "précisément la situation dans laquelle le Brésil se trouve".[41] Cependant, même l'explication que donne le Brésil des faits de ce différend confirme que cette déclaration n'est pas exacte. Ainsi que le Brésil le reconnaît, le différend *Canada – Produits laitiers (21:5 II)* portait sur la question de savoir si une *deuxième* procédure au titre de l'article 21:5 pourrait être engagée alors que "l'Organe d'appel n'[avait] pas pu parvenir à une décision [dans une procédure antérieure] concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une certaine *mesure prise pour se conformer* par le Canada à cause de l'absence de faits suffisants".[42] Le présent Groupe spécial n'est pas saisi de la question de savoir si une deuxième procédure au titre de l'article 21:5 est admissible. Il n'a pas non plus été demandé à l'Organe d'appel d'examiner, dans le présent différend, si des *mesures prises pour se conformer* par les États-Unis étaient incompatibles avec les règles de l'OMC. En fait, on ne voit pas très bien comment l'Organe d'appel en serait arrivé à examiner une telle question sans que le présent Groupe spécial n'ait même mené à bien une première procédure au titre de l'article 21:5. La question que visent indirectement les allégations du Brésil dans la présente procédure est celle de savoir si ces allégations "conteste[nt] une mesure qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer"".[43] Si c'est le cas, elles n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure. Cette question – ou une question similaire – n'était pas non plus en cause dans le différend *Canada – Produits laitiers (21:5 II)*. Au contraire, toutes les parties à ce différend *étaient convenues* que les mesures canadiennes en cause étaient des mesures "prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD. La seule question était celle de savoir si les dispositions de l'OMC en matière de règlement des différends permettaient d'engager une deuxième procédure au titre de l'article 21:5.

39. ***Conclusion***: Le raisonnement tenu dans les rapports examinés par le Brésil n'étaye pas ses tentatives pour faire entrer dans le champ de la présente procédure des allégations concernant les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille.

Questions posées au Brésil

7. Le Brésil est-il d'avis que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord n'est limité par le champ de la procédure initiale que dans les circonstances identifiées par l'Organe d'appel dans l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)? [Paragraphes 11 à 15 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis]

[39] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 48 à 51 (26 février 2007).

[40] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 48 à 51 (26 février 2007).

[41] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 52 (26 février 2007).

[42] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 52 (26 février 2007) (citant la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 13, note de bas de page 19) (pas d'italique dans l'original).

[43] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78.

8. Que répond le Brésil aux arguments des États-Unis voulant qu'il "suppose à tort que le critère consiste à déterminer s'il y a eu une "résolution définitive" de la question dans la procédure initiale" et qu'il donne une lecture erronée du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) et confonde la question "du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord" et la question distincte de savoir "quand une allégation formulée à l'encontre d'une mesure spécifique ou d'un aspect spécifique d'une mesure peut être considérée comme ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC"? [Paragraphes 8 et 12 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

40. Sa réponse à cette question semble indiquer que le Brésil ne comprend pas la position des États-Unis. Contrairement à ce qu'indique le Brésil, les États-Unis ne conviennent *pas* que le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 est déterminé par référence à la question de savoir si des allégations ont ou non fait l'objet d'une "résolution définitive". Les États-Unis considèrent qu'il s'agit d'une question distincte concernant les circonstances dans lesquelles une question particulière ne peut plus faire l'objet d'une *quelconque* procédure ultérieure de règlement des différends de l'OMC.

41. En revanche, le champ d'une procédure, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est établi par l'article 21:5 lui-même. Ainsi que l'indique clairement le texte de la disposition, une telle procédure est limitée pour ce qui est des *allégations* qui peuvent être formulées et des *mesures* à l'égard desquelles des allégations peuvent être formulées. Examinant le texte de la disposition, l'Organe d'appel a expliqué que "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 n'intéress[aient] pas simplement l'une ou l'autre mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concern[aient] plutôt que les "mesures *prises pour se conformer* aux recommandations et décisions" de l'ORD".[44] De plus, "[s]i une *allégation* conteste une *mesure* qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[45]

42. Dans sa réponse à cette question, le Brésil semble indiquer à tort que l'objection des États-Unis se limite à la *mesure* que le Brésil conteste dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, mais que les États-Unis acceptent que le Brésil puisse formuler des allégations dans la présente procédure. En fait, l'objection des États-Unis concerne *à la fois* les mesures contestées par le Brésil – les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille qui ne faisaient pas l'objet des recommandations et décisions de l'ORD et qui ne sont pas des mesures prises pour se conformer à de telles recommandations et décisions – ainsi que toutes les *allégations* visant ces mesures. Ainsi que l'Organe d'appel l'a clairement indiqué, "[s]i une *allégation* conteste une *mesure* qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[46]

9. Quelles sont les observations du Brésil au sujet des arguments figurant dans la note de bas de page 22 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis?

43. Il apparaît que le Brésil fait valoir qu'il est habilité à ne pas tenir compte de la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle il existe des faits non contestés insuffisants pour étayer toute constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille. Selon le Brésil, la

[44] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 36 (italique et non souligné dans l'original).
[45] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).
[46] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).

situation actuelle est "l'équivalent effectif de l'application du principe d'économie jurisprudentielle".[47] Et, de l'avis du Brésil, l'Organe d'appel "a conclu" dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)* que "l'application du principe d'économie jurisprudentielle dans le cas d'une allégation présentée dans la procédure initiale n'interdisait pas à un Membre plaignant de réitérer la même allégation dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5".[48] Les États-Unis ne sont pas d'accord avec le Brésil en ce qui concerne tant son affirmation selon laquelle les présentes circonstances sont l'"équivalent effectif" de l'application du principe d'économie jurisprudentielle que son argument voulant que l'Organe d'appel ait en quelque sorte indiqué qu'une partie plaignante pouvait simplement réitérer *dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5* des allégations à l'égard desquelles un Groupe spécial initial avait appliqué une fausse économie jurisprudentielle. Le principe d'économie jurisprudentielle s'applique lorsque l'organe d'arbitrage décide qu'il n'a pas besoin d'aborder une question afin de régler un différend, mais en l'espèce l'Organe d'appel n'a pas décidé qu'il n'avait pas besoin d'aborder la question. Il a plutôt constaté qu'il ne disposait pas d'une base factuelle suffisante pour formuler une constatation au sujet de l'allégation. Ces deux situations ne sont pas "effectivement équivalentes" - elles sont très différentes.

44. Ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus, le Brésil persiste à ne pas tenir compte a) des arguments réels avancés par les CE dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, b) du fait que les CE et l'Organe d'appel ont établi une distinction entre les arguments concernant le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et ceux concernant des allégations ayant fait l'objet d'une "résolution définitive" aux fins du règlement des différends de l'OMC, et c) de la clarification sans équivoque de l'Organe d'appel selon laquelle, selon ses propres termes, la question fondamentale au titre de l'article 21:5 consiste à déterminer si les allégations présentées concernent l'existence ou la compatibilité avec un accord visé de *mesures prises pour se conformer* aux recommandations et décisions de l'ORD. Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué "[s]i une *allégation* conteste une *mesure* qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer", cette *allégation* ne peut pas être dûment formulée dans une procédure au titre de l'article 21:5".[49] Il n'a pas formulé de réserves de quelque sorte que ce soit à cet égard ni indiqué que cela était subordonné à un examen plus poussé du point de savoir si une fausse économie jurisprudentielle avait été appliquée à l'égard de l'allégation.

Question posée aux États-Unis

10. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi, selon eux, ce qu'ils appellent le critère de la "résolution définitive" ne constitue pas le bon critère pour décider si les allégations du Brésil concernant les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille relèvent du champ de la présente procédure?

2. Exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis au sujet des allégations du Brésil concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques

Questions posées au Brésil

11. Le Brésil estime-t-il qu'une constatation au titre de l'article 6 de l'Accord SMC établissant qu'une "subvention" est en train de causer un préjudice grave s'applique forcément toujours à la fois aux "versements" à titre de subventions et au "programme" de subventions? [Paragraphes 31 à 35 de la communication du

[47] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 71 (26 février 2007).
[48] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 70 (26 février 2007).
[49] *CE – Linge de lit (21:5 – Inde) (Organe d'appel)*, paragraphe 78 (italique dans l'original).

Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis et paragraphe 38 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

45. La question du Groupe spécial est spécifique car il demande si le Brésil estime que des constatations de l'existence d'un préjudice grave sont telles qu'elles doivent s'appliquer "forcément toujours" à la fois aux dispositions législatives/réglementaires autorisant les versements et aux versements eux-mêmes. Le Brésil profite toutefois de l'occasion pour essayer de consolider ses arguments dénués de fondement selon lesquels le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte du rapport du Groupe spécial initial et établir que les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" qui y sont formulées s'appliquaient aux programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, ainsi qu'aux versements qu'ils prévoient (une "mesure" qui n'a même jamais fait l'objet d'une *allégation* de préjudice grave "actuel" dans la procédure initiale).

46. Les États-Unis traitent d'abord ce qui s'avère être la réponse du Brésil à la question spécifique, puis ils examinent les tentatives *post hoc* faites par le Brésil pour modifier les constatations du Groupe spécial initial, et les recommandations et décisions de l'ORD.

A. Il n'y a aucun fondement au nouvel argument du Brésil selon lequel toute constatation voulant que des versements particuliers causent un préjudice grave signifie forcément que le programme prévoyant les versements est en soi incompatible avec les règles de l'OMC

47. Il apparaît que le Brésil fait valoir que chaque fois que des versements sont effectués conformément à un programme, toute constatation selon laquelle des versements particuliers causent un préjudice grave met forcément en cause le programme en tant que tel, de sorte que les "dispositions légales/réglementaires" prévoyant l'octroi ou le maintien des subventions[50] doivent être considérées comme étant incompatibles avec les règles de l'OMC en tant que telles. Le Brésil ne mentionne aucune citation, justification ou autre fondement à l'appui de son argument. Il ne le peut pas.

48. L'Organe d'appel a clarifié ce qui suit:

> des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses. Par définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite.
>
> Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué". Nous supposons aussi que les mesures visées par des contestations "en tant que tel" ont normalement fait l'objet, conformément au droit interne, d'un examen approfondi par le biais de divers processus délibératifs afin d'assurer leur compatibilité avec les obligations internationales du Membre, y compris celles qui se trouvent dans les accords visés, et que la promulgation d'une telle mesure traduit implicitement le fait que ce Membre a conclu que la mesure n'était pas incompatible avec ces obligations. La présomption

[50] Réponses du Brésil aux questions additionnelles posées après la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 31 et 32 (20 janvier 2004).

> que les Membres de l'OMC agissent de bonne foi dans la mise en œuvre de leurs engagements dans le cadre de l'OMC est particulièrement pertinente dans le contexte de mesures contestées "en tant que telles".[51]

49. La nouvelle approche avancée par le Brésil passerait outre au caractère "sérieux" des contestations "des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective" en permettant de formuler une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre de telles mesures *sans* montrer effectivement que "la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[52] Selon l'approche du Brésil, il serait automatiquement suffisant de montrer l'existence d'un "cas particulier" pour formuler une constatation selon laquelle "la conduite d'un Membre ... dans [toutes l]es situations futures ... sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC". Le Brésil n'a mentionné aucune disposition de l'article 6 de l'*Accord SMC* – ni aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC – qui autorise une telle approche.

50. Il apparaît que la seule justification que le Brésil propose est une affirmation selon laquelle du fait que la contestation de versements particuliers peut nécessiter une évaluation du fonctionnement du programme et, inversement, du fait que la contestation d'un programme nécessite une évaluation des effets de versements particuliers, toute distinction entre la compatibilité avec les règles de l'OMC des programmes et celle des versements est "artificielle".[53] Cet argument n'a guère de sens. Il n'est guère étonnant qu'il puisse être nécessaire d'examiner les "lois, [] règlements ou []autres instruments d'un Membre" pour déterminer si leur application à un cas particulier est compatible avec les règles de l'OMC. Il n'est pas étonnant non plus qu'un examen de l'application "des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre" soit nécessaire pour déterminer si ces mesures sont en elles-mêmes compatibles avec les règles de l'OMC. Cela est vrai dans toute circonstance où soit les "lois, [] règlements ou []autres instruments d'un Membre" soit leur application sont en cause; ce n'est pas propre aux allégations formulées au titre de l'article 6 de l'*Accord SMC*. Le Brésil n'explique pas pourquoi cela rendrait "artificielle" toute distinction entre la compatibilité avec les règles de l'OMC "des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre" eux-mêmes et leur application dans des circonstances particulières. En fait, l'argument du Brésil affaiblirait la distinction claire, établie par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* et dans des dizaines d'autres différends, entre les allégations visant ces mesures distinctes.

51. En tout état de cause, les États-Unis ne se souviennent pas que le Brésil ait précisé qu'il établissait une distinction "artificielle" entre les programmes et les versements dans le différend initial où il a formulé des allégations séparées de préjudice grave concernant les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les versements futurs qu'il était, d'après les allégations, imposé d'effectuer pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 et les dispositions spécifiques de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles. Les États-Unis ne se souviennent pas non plus que le Brésil ait fait valoir que le Groupe spécial initial avait établi une distinction "artificielle" entre les versements et les programmes lorsque – pour évaluer les allégations qui lui avaient été présentées – le Groupe spécial initial avait entrepris d'examiner séparément les effets des versements effectués pendant les campagnes de

---

[51] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.

[52] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.

[53] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 84 (26 février 2007).

commercialisation 1999-2002, les effets des versements qu'il était, d'après les allégations, imposé d'effectuer pendant les campagnes de commercialisation futures et l'effet des dispositions spécifiques de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles.

52. Au contraire, le Brésil a spécifiquement reconnu qu'une allégation visant les dispositions spécifiques de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles aurait des conséquences, et ferait l'objet de prescriptions, différentes par rapport à une allégation visant des versements spécifiques effectués en application de ces dispositions. Par exemple, le Brésil a formulé des allégations séparées de *menace* de préjudice grave[54] visant des versements qu'il serait, d'après ses allégations, "imposé" d'effectuer pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007[55] et du régime juridique prévoyant ces versements.[56] Ce faisant, le Brésil a expressément reconnu devant le Groupe spécial initial que les allégations étaient constituées d'éléments distincts à cause des différentes mesures en cause.[57] En fait, dans le cas de ces allégations de menace visant les programmes en tant que tels, le Brésil a demandé au Groupe spécial initial de constater que les "dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application, telles qu'elles [étaient] énumérées ci-dessus, *ne [pouvaient] pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*".[58] C'est justement le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*: "[p]ar définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – *sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC*".[59]

53. De plus, le Brésil a fait valoir que les versements pouvaient avoir des effets défavorables même lorsque les programmes qui les autorisaient n'existaient plus[60] et que les programmes pouvaient

---

[54] Les allégations ont été formulées au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, des articles 5 c) et 6 d) de l'*Accord SMC*, et de l'article XVI:1 du GATT de 1994.

[55] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vii).

[56] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 viii). Ces allégations ont aussi été formulées au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, des articles 5 c) et 6 d) de l'*Accord SMC* et de l'article XVI:1 du GATT de 1994.

[57] Pour prendre un seul exemple, le Brésil a expliqué en quoi le fait de montrer le caractère impératif des dispositions législatives/réglementaires était un "élément nécessaire" pour ses allégations en soi, mais non pour les allégations de "menace" de préjudice grave "sauf celles qui concern[ai]ent la validité "en soi" des lois":

> Le caractère impératif des subventions des États-Unis concerne a) les allégations "en soi" du Brésil et b) les allégations du Brésil relatives à une menace de préjudice grave, sauf celles qui concernent la validité "en soi" des lois. Des éléments de preuve relatifs aux mesures impératives (ou "normatives") sont un élément nécessaire pour les allégations "en soi" du Brésil. Et une menace de préjudice grave au titre des articles 6.3 et 5 c) est davantage susceptible d'exister si les subventions sont impératives, c'est-à-dire si elles doivent être versées aux producteurs, exportateurs et utilisateurs admissibles.

Réponses du Brésil aux questions additionnelles posées à la suite de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 18 (20 janvier 2004). L'explication du Brésil montre non seulement que le Brésil a contesté séparément la validité "en soi" des lois et des versements qu'il était autorisé d'effectuer en vertu de ces lois - malgré l'argument qu'il avance maintenant selon lequel aucune distinction ne peut être établie entre eux "dans les circonstances du présent différend" - mais qu'il a aussi estimé que les allégations nécessitaient des démonstrations factuelles distinctes.

[58] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 435 (pas d'italique dans l'original).

[59] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172 (pas d'italique dans l'original).

[60] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.105 et 7.107 à 7.122. Le Brésil a fait valoir que même si la législation prévoyant les versements PFC et les versements au titre de prêts à la commercialisation

avoir des effets défavorables même lorsque aucun versement n'était effectué au titre des programmes.[61] Autrement dit, le Brésil a fait valoir que les *effets* des programmes et les versements pouvaient fort bien être distincts.

54. Le nouvel argument avancé par le Brésil aux fins de la présente procédure selon lequel une constatation formulée au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* s'applique automatiquement à la fois aux programmes et aux versements effectués à leur titre est incompatible avec toute l'argumentation antérieure du Brésil mentionnée ci-dessus et n'est étayée par le texte d'aucun accord visé.

B. Les efforts faits par le Brésil pour élargir le champ d'application des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC du Groupe spécial initial et des recommandations et décisions de l'ORD sont vains

55. Non seulement le Brésil ne montre pas que les constatations formulées au titre des articles 5 et 6 s'appliquent forcément à la fois aux programmes et aux versements, à titre de question générale, mais il ne mentionne aucun fondement permettant d'étendre le champ d'application des constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial aux programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et à tous les versements effectués au titre de ces programmes.

1) Le Brésil continue de ne pas tenir compte des éléments de preuve montrant qu'il a seulement contesté – et que le Groupe spécial initial a seulement constaté – l'existence d'un préjudice grave "actuel" en ce qui concerne une série de versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002

56. Les États-Unis rappellent que dans la section de son rapport intitulée "Constatations et recommandations demandées par les parties", le Groupe spécial initial a exposé les allégations présentées par le Brésil comme suit:

- allégations de préjudice grave "actuel" concernant les "subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"[62];
- allégations de menace de préjudice grave en ce qui concerne les "subventions des États-Unis qu'il est imposé d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"[63]; et

---

était arrivée à expiration, il "présent[ait] des allégations ... à propos des subventions et du soutien interne fournis au titre des programmes et de la législation d'habilitation venus à expiration, en d'autres termes, *à propos des versements eux-mêmes*" parce que, selon lui, ces versements continuaient de causer des effets défavorables à ses intérêts. *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.108 (pas d'italique dans l'original).

[61] Par exemple, le Brésil a fait valoir que "l'existence même des programmes impératifs concernant les prêts à la commercialisation, les versements au titre du programme Step 2 et les versements anticycliques [avait], à elle seule, une incidence sur les décisions des exploitants en matière de plantation" même lorsque aucun versement n'était effectué au titre des programmes. Réponses du Brésil aux questions additionnelles posées à la suite de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 20 (20 janvier 2004).

[62] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi). Dans le cas des allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial a considéré que le Brésil alléguait que la période pertinente allait de la campagne de commercialisation 1999 à la campagne de commercialisation 2001.

[63] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vii). Dans le cas des allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial a considéré que le Brésil alléguait que la période pertinente était les campagnes de commercialisation 2002-2007.

- les allégations en soi de menace de préjudice grave[64] à l'encontre de "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000" prévoyant l'octroi de ces subventions, dans la mesure où elles se rapportent au coton upland, et leurs règlements d'application.[65]

57. Le Groupe spécial initial n'a *pas* mentionné qu'une allégation de préjudice grave "actuel" au titre de l'article 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* était l'une des allégations concernant "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000".[66] Il n'a pas non plus mentionné que "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000" faisaient partie des mesures visées par les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[67]

58. Au contraire, le Groupe spécial initial n'a mentionné que les "subventions ... accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002" comme étant les mesures visées par l'allégation de préjudice grave "actuel" formulée par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[68] Il a ensuite mentionné les "mesures contestées" dont il était allégué qu'elles étaient les "subventions" aux fins de cette allégation[69]; il s'agissait des *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs et exportateurs nationaux; des *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation; des *versements* PFC; des *versements* MLA; des *versements* DP; des *versements* CCP; des *versements* au titre de l'assurance-récolte; et des *versements* pour les graines de coton".[70] Le Groupe spécial initial a constaté que ces versements constituaient des "subventions" au sens de l'article premier de l'*Accord SMC* parce qu'il s'agissait de "contributions financières" (essentiellement sous la forme de "dons") qui conféraient un "avantage".[71] Il n'a pas examiné si les dispositions législatives/réglementaires autorisant ces versements étaient également des "subventions".

59. Le Groupe spécial initial a ensuite constaté que seules certaines des "subventions" mentionnées – à savoir les versements Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques/d'aide pour perte de parts de marché fournis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 – causaient un préjudice grave aux intérêts du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c):

---

[64] Le Groupe spécial initial a précisé que les allégations du Brésil visant les programmes en soi étaient des allégations de menace de préjudice grave dans le rapport sur le *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1507. Le Brésil confirme, dans sa réponse aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis que l'"allégation "en soi" qu'il avait présentée au Groupe spécial initial avait été formulée en tant qu'allégation relative à une "menace de préjudice grave"". *Voir* la communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 70, note de bas de page 94.

[65] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 viii).

[66] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 viii).

[67] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi).

[68] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi). *Voir aussi Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1108 ("[Le Brésil] allègue que les subventions accordées par les États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 ont causé, causent et continuent de causer un "préjudice grave" aux intérêts du Brésil ...") et paragraphe 7.1112 ("Le Brésil allègue que toutes les mesures contestées constituent des "subventions". Selon lui, la plupart de ces mesures – les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux et des exportateurs; les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation; les versements au titre de contrats de flexibilité de la production; les versements d'aide pour perte de parts de marché; les versements directs; les versements anticycliques; les subventions au titre de l'assurance-récolte; et les versements pour les graines de coton – prévoient des "contributions financières" sous la forme de "dons" pour les producteurs, transformateurs, utilisateurs ou exportateurs de coton upland participants des États-Unis au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*".)

[69] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1112 à 7.1120.

[70] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1120.

[71] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1112 à 7.1120.

> [e]n conclusion, compte tenu de toutes les considérations précédentes, nous constatons que les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause – à savoir les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'Accord SMC.[72]

60. Ainsi que le montre le tableau ci-dessous, le Groupe spécial initial n'a pas formulé d'autres constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concernait les allégations du Brésil.

Mesure contestée	**Allégation présentée**	**Résolution par le Groupe spécial initial**	**Paragraphe du rapport du Groupe spécial**
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"	Préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**Constatation** d'incompatibilité avec les règles de l'OMC concernant le programme Step 2, le programme de prêts à la commercialisation et les programmes de versements anticycliques/d'aide pour perte de parts de marché	7.14168.1 g) i)
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001"	Préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	**A rejeté** l'allégation car son bien-fondé n'a pas été établi *prima facie*	7.14658.1 g) ii)
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"	Préjudice grave "actuel" au titre des articles XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation, entre autres, à cause de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	7.1476
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation compte tenu de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c), et 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*	7.1503
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2002-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	**A rejeté** l'allégation parce que son bien-fondé n'a pas été établi *prima facie*	7.1504

[72] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416 (pas d'italique dans l'original).

Mesure contestée	Allégation présentée	Résolution par le Groupe spécial initial	Paragraphe du rapport du Groupe spécial
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation, entre autres, à cause de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	7.1505
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation compte tenu des constatations concernant les subventions à l'exportation, les subventions à l'importation, le préjudice grave "actuel" et la "menace" de préjudice grave	7.1511
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	Comme ci-dessus	7.1511
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	Comme ci-dessus	7.1511

61. En appel, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle "les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, les versements au titre du programme Step 2, les versements d'aide pour perte de parts de marché et les versements anticycliques [avaient] pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC".[73] Le Brésil n'a pas fait appel des décisions du Groupe spécial initial de rejeter, ou de s'abstenir d'examiner, ses allégations concernant les "subventions des États-Unis" qu'il était, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 ou les allégations en soi concernant les programmes. De plus, dans son argumentation devant le Groupe spécial, le Brésil a laissé entendre que la constatation du Groupe spécial initial concernant l'existence d'un préjudice grave "actuel" ne s'appliquait qu'aux subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[74]

62. Le 21 mars 2005, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial initial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.[75] Cela comprenait l'adoption de la seule constatation relative à une subvention pouvant donner lieu à une action, selon laquelle "les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui [étaient] en cause – à savoir les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP – [avaient] pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché

[73] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 496.
[74] *Voir*, par exemple, *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 529.
[75] *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, Dispositions prises par l'Organe de règlement des différends, WT/DS267/20.

mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'Accord SMC".[76]

63. Le Brésil n'a même pas essayé de concilier son argument voulant que les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial s'appliquent aux versements Step 2, aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques avec tous les faits mentionnés ci-dessus. Le Brésil n'a pas non plus considéré les autres indications textuelles claires selon lesquelles – conformément aux allégations qu'il avait présentées – les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial concernaient les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Par exemple:

- Le fait que les conclusions et recommandations relatives aux subventions prohibées formulées par le Groupe spécial en ce qui concerne le programme Step 2, *en tant que tel*, font expressément référence à "l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland"[77] et à "l'article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland".[78] Si les constatations et conclusions figurant aux paragraphes 8.3 d) et 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial concernaient aussi le programme Step 2, *en tant que tel*, ainsi que le programme de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques, le Groupe spécial aurait certainement inclus le même type spécifique de référence au lieu de faire référence aux *versements*.

- Le fait qu'à la section VII:D du rapport du Groupe spécial, portant sur l'évaluation des mesures de soutien interne au titre de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial initial a expressément dit ce qui suit: "Dans la présente section de notre rapport, le Groupe spécial examinera ensemble les programmes courants "tels qu'appliqués" et "en tant que tels". En conséquence, les références aux "versements" au titre du programme de prêts à la commercialisation, au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), directs, anticycliques et au titre de l'assurance-récolte comprennent les dispositions législatives et réglementaires autorisant ces versements, sauf indication contraire".[79] On ne retrouve aucune déclaration similaire à la section VII:G, qui est la section comprenant l'analyse par le Groupe spécial initial des effets des subventions dont il est allégué qu'elles causent un préjudice grave. En fait, à la section VII:G, le Groupe spécial initial différencie les versements des dispositions prévoyant ces versements. Il n'y a pas non plus de déclaration similaire en ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial (ou au paragraphe 8.1 g) i), qui contient la conclusion relative aux subventions pouvant donner lieu à une action auxquelles s'applique la recommandation).

64. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, il est clair que le Groupe spécial initial n'a *pas* formulé de constatation au titre de l'article 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, en tant que tels, que ce soit pris isolément ou en plus des versements.

---

[76] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416.
[77] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 8.3 b) et 8.1 e).
[78] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 8.3 c) et 8.1 f).
[79] ***Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.337 ix), note de bas de page 466.**

2) Le Brésil cherche à donner une lecture hors contexte de certains aspects du rapport du Groupe spécial initial sans tenir compte des éléments de preuve clairs voulant que les constatations relatives à l'existence d'un préjudice grave "actuel" concernaient une série de versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002

65. Dans son argumentation, le Brésil mentionne au contraire des déclarations isolées figurant dans le rapport du Groupe spécial initial et essaie de leur imputer un sens que tous les éléments de preuve mentionnés ci-dessus contredisent directement. Premièrement, le Brésil fait valoir que le Groupe spécial initial a constaté que les versements et les programmes relevaient de son mandat et que "[l]es États-Unis n'[avaient] pas fait appel de ces constatations".[80] Cet argument est dénué de pertinence. Les États-Unis ne contestent pas que le Groupe spécial initial a considéré que les programmes et les versements relevaient de son mandat. La question consiste à déterminer quelle mesure faisait l'objet des constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial.

66. Deuxièmement, le Brésil essaie d'accorder de l'importance au fait que l'énumération des "mesures en cause" figurant au paragraphe 7.1107 ne comprend pas une "limite temporelle". Le Brésil fait valoir que cela veut dire que le Groupe spécial initial ne tenait pas compte de ce que lui-même avait reconnu clairement:

- au paragraphe qui suit immédiatement – sous l'intitulé "Aperçu des allégations de préjudice grave actuel formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* et du GATT de 1994" – "[le Brésil] allègue que les *subventions accordées* par les États-Unis *pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont causé, causent et continuent de causer un "préjudice grave" aux intérêts du Brésil de la manière suivante [entre autres] ... en empêchant dans une mesure notable des hausses des prix du coton upland sur le marché des États-Unis, le marché mondial et le marché du Brésil, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC"[81]; et

- au paragraphe 3.1 vi) "[l]e Brésil demande que le Groupe spécial formule les constatations suivantes ... s'agissant du préjudice grave actuel aux intérêts du Brésil: *les subventions ... accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont causé et continuent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil en empêchant des hausses des prix du coton upland sur le marché des États-Unis et sur les marchés mondial et brésilien du coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*".[82]

67. Selon le Brésil, du fait qu'il n'a pas inclus une "limite temporelle" au paragraphe 7.1107, le Groupe spécial initial ne tenait pas compte non plus de ce que le Brésil avait précisé à maintes reprises dans le cadre de la procédure initiale que ses allégations de préjudice grave "actuel" s'appliquaient aux subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002:

- "Les allégations du Brésil concernant les subventions pouvant donner lieu à une action" comprennent "premièrement, les allégations relatives à un préjudice grave

[80] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 86 et 87 (26 février 2007).
[81] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1108.
[82] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi) (pas d'italique dans l'original).

actuel résultant des subventions *accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002*."[83]

- "Les subventions *accordées* par les États-Unis *pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* empêchent actuellement dans une mesure notable des hausses de prix sur le marché mondial et sur le marché brésilien ainsi que sur les marchés où les producteurs brésiliens exportent."[84]

- "La première allégation de préjudice grave du Brésil concerne l'empêchement des hausses de prix dans une mesure notable causées par les subventions des États-Unis pouvant donner lieu à une action qui sont contraires aux articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC. Les mesures concernées sont *les subventions accordées au cours de chacune des années entre les campagnes de commercialisation 1999-2002, en vertu de la Loi FAIR de 1996, de la Loi ARP de 2000 et de la Loi FSRI de 2002*."[85]

- "La première [allégation du Brésil concernant les effets défavorables] est que les subventions des États-Unis *accordées pendant chacune des campagnes de commercialisation 1999-2002* ont eu pour effet de causer et continuent de causer un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable sur les marchés des États-Unis et du Brésil et sur d'autres marchés mondiaux pour le coton upland."[86]

- "Le Brésil présente des éléments de preuve ci-dessous à partir desquels le Groupe spécial peut conclure que les *subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont pour effet un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 sur le marché des États-Unis, le marché mondial et le marché brésilien, ainsi que sur la plupart des marchés des pays tiers où le Brésil a exporté son coton upland."[87]

- "Sur la base des arguments et des éléments de preuve présentés ci-dessous, le Brésil demande que le présent Groupe spécial formule les constatations et recommandations suivantes ... Les subventions des États-Unis *accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont causé et continuent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil en empêchant des hausses de prix du coton upland sur les marchés des États-Unis, le marché mondial et le marché brésilien pour le coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC."[88]

- "Premièrement, j'examinerai les allégations du Brésil concernant l'existence d'un préjudice grave actuel qui portent sur les subventions des États-Unis pour la production, l'exportation et l'utilisation de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. La période de quatre ans pendant

[83] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 9 (pas d'italique dans l'original).
[84] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 14 (pas d'italique dans l'original).
[85] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 71 (pas d'italique dans l'original).
[86] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 100 (pas d'italique dans l'original).
[87] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 104 (pas d'italique dans l'original).
[88] Communication complémentaire présentée par le Brésil le 9 septembre 2003, paragraphe 471 (pas d'italique dans l'original).

> laquelle ces subventions ont été accordées est *à la fois la période qui couvre les mesures contestées par le Brésil ainsi que la période couverte par l'enquête pour examiner le préjudice grave actuel causé par les subventions des États-Unis, au titre des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC*."[89]

68. L'argument du Brésil concernant l'absence de "limite temporelle" au paragraphe 7.1107 n'est tout simplement pas crédible. L'explication plus logique est plutôt que le Groupe spécial initial mentionnait au paragraphe 7.1107 les types de mesures en cause dans le cas des allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil – plus spécifiquement, les versements et, par conséquent, l'application des "dispositions législatives et réglementaires" prévoyant ces versements. Le Groupe spécial initial a ensuite entrepris d'expliquer et d'examiner les versements *spécifiques* (c'est-à-dire l'application des "dispositions législatives et réglementaires" au cours de campagnes particulières) qui faisaient l'objet des allégations de préjudice grave "actuel".

69. Troisièmement, le Brésil fait valoir que les campagnes de commercialisation 1999-2002 étaient simplement une "période de référence" et qu'elles ne "circonscri[vaient] [pas] les *mesures* visées par les allégations de préjudice grave actuel du Brésil".[90] Cet argument est en contradiction directe avec le fait que le Brésil lui-même mentionne à plusieurs reprises que les "subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002" sont les mesures faisant l'objet de ses allégations de préjudice grave "actuel", et le fait qu'il reconnaît lui-même *expressément* ce qui suit:

> Les allégations du Brésil concernant un préjudice grave actuel ... portent sur les subventions des États-Unis pour la production, l'exportation et l'utilisation de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. La période de quatre ans pendant laquelle ces subventions ont été accordées est *à la fois la période qui couvre les mesures contestées par le Brésil et la période pertinente couverte par l'enquête pour examiner le préjudice grave actuel causé par les subventions des États-Unis, au titre des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC*."[91]

70. Quatrièmement, le Brésil avance comme "élément de preuve" montrant que les allégations de préjudice grave "actuel" s'appliquaient aux programmes, non aux versements, le fait que le Groupe spécial initial a décidé de ne pas appliquer les règles de calcul précises figurant dans la Partie V de l'*Accord SMC*. Selon le Brésil, "[s]i les constatations du Groupe spécial initial avaient seulement concerné les "versements", et non les programmes de subventions, son raisonnement aurait en fait été très différent".[92] L'argument du Brésil n'a de nouveau guère de sens. Comme le Brésil le sait bien, le Groupe spécial initial a refusé d'appliquer les règles précises de calcul figurant à la Partie V parce qu'il a constaté que ce n'était pas nécessaire de le faire pour *toutes* les allégations formulées au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*, et non parce qu'il examinait les effets des programmes, ainsi que le Brésil l'affirme:

> Compte tenu du contraste qui existe dans le texte, le contexte, la nature juridique et la raison d'être entre les dispositions figurant dans la Partie III de l'Accord SMC qui concernent une évaluation multilatérale de la question de savoir si un Membre cause, en recourant à une subvention, des "effets défavorables" sous la forme d'un "préjudice grave … aux intérêts d'un autre Membre" et les dispositions figurant dans la Partie V

---

[89] Deuxième déclaration du Brésil datée du 7 octobre 2003 à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 3 (pas d'italique dans l'original).

[90] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 136 (26 février 2007).

[91] Deuxième déclaration du Brésil datée du 7 octobre 2003 à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 3 (pas d'italique dans l'original).

[92] Deuxième déclaration du Brésil datée du 7 octobre 2003 à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 96 (pas d'italique dans l'original).

> de l'Accord qui concernent les obligations incombant à un Membre pour mener une enquête unilatérale en matière de droits compensateurs, nous refusons de transposer directement l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V dans les dispositions de la Partie III de l'Accord SMC.[93]

71. Il n'est pas étonnant non plus que le Groupe spécial initial ait examiné comment fonctionnaient de façon générale les programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pour évaluer si des versements particuliers effectués au titre de ces programmes causaient des effets défavorables. Les versements sont l'application de programmes dans des circonstances particulières. Il est absurde que le Brésil donne à entendre qu'on pouvait seulement comprendre qu'une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" avait été établie à l'égard de versements spécifiques, si le Groupe spécial n'avait pas examiné la structure, la nature et la gestion des programmes en vertu desquels les versements étaient effectués.

72. Enfin, le Brésil souligne de nouveau la déclaration du Groupe spécial initial selon laquelle "[c]omme les constatations du Groupe spécial concernant l'existence d'un "préjudice grave" "actuel" comprennent des constatations d'incompatibilité qui traitent de la Loi FSRI de 2002 et des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[94] Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, toutefois, le fait que le Brésil s'appuie sur ce libellé est déplacé. Le Groupe spécial dit que ses constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" "traitent" de la loi; il ne dit pas qu'il a constaté que les dispositions législatives étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, en tant que telles, ainsi que le Brésil le laisse entendre. En fait, on comprend à juste titre que la déclaration du Groupe spécial rend compte de son avis selon lequel les versements effectués au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués" et que, par conséquent, une constatation à l'encontre de ces versements est une constatation à l'encontre des programmes "tel qu'appliqués".

73. En outre, concernant la déclaration du Groupe spécial initial selon laquelle les États-Unis étaient "obligés de prendre des mesures au sujet" des dispositions législatives/réglementaires par suite de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel", les États-Unis notent, tout d'abord, qu'il ne s'agit pas d'une recommandation[95] et le Brésil l'a tout autant reconnu.[96] Il apparaît plutôt qu'il s'agit d'un énoncé des vues du Groupe spécial initial quant à ce que serait la réponse probable des États-Unis à la recommandation que le Groupe spécial a *effectivement* formulée en vue de l'élimination des effets défavorables, ou du retrait, de la "subvention" qu'il a identifiée. Et les États-Unis ont effectivement pris des mesures pour abroger le programme Step 2. Bien que le Groupe spécial initial ait peut-être estimé que les effets défavorables de la "subvention" qu'il examinait seraient éliminés par des "mesures au sujet" des dispositions législatives autorisant les versements, cela ne change rien au fait que la "subvention" qu'il examinait était un ensemble de versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au titre des programmes de

---

[93] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.177.

[94] Communication du Brésil concernant la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 63.

[95] La partie pertinente des recommandations du Groupe spécial initial dispose simplement qu'"au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"" sous réserve de la conclusion figurant au paragraphe 8.1 g) i). Le paragraphe 8.1 g) i) dispose que "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), *versements* MLA et *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 g) i).

[96] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 32.

versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et non les programmes, en tant que tels, ou les programmes en plus des versements effectués au titre de ces programmes.

3) Conclusion

74. Ainsi que nous l'avons montré ci-dessus et dans les communications des États-Unis, il n'est pas justifié que le Brésil cherche à récrire le rapport du Groupe spécial initial. Le Brésil demande que le présent Groupe spécial constate que le Groupe spécial initial a agi d'une manière inappropriée; que le Groupe spécial initial n'a pas tenu compte de la question même dont il avait expressément *reconnu* qu'elle avait été présentée par le Brésil[97] et a formulé des constatations sur des questions différentes dont il n'était pas saisi sans offrir beaucoup d'explications ni mentionner le fondement juridique d'une telle action, et sans tenir aucun compte du fait qu'une action similaire avait été jugée inadmissible dans d'autres différends.[98] De plus, le Brésil demande au Groupe spécial de croire que le Groupe spécial initial a formulé des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC à l'encontre de certains programmes, en tant que tels, et à l'encontre de versements qu'il était, d'après les allégations, imposé d'effectuer au cours de certaines campagnes futures, sans même examiner les arguments détaillés que les parties ont avancés au sujet de ces allégations, et sans formuler aucune des constatations de fait dont le *Brésil* a reconnu qu'elles seraient nécessaires pour étayer une constatation positive d'incompatibilité avec les règles de l'OMC.[99] Rien dans le rapport du Groupe spécial initial n'appelle un tel résultat.

12. Au paragraphe 44 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique ce qui suit:

> ***"En conséquence, il n'est pas nécessaire que le Brésil conteste en soi la Loi FSRI de 2002. Il n'établit pas non plus de contestation "tel qu'appliqué" de la Loi FSRI de 2002. Le Brésil conteste plutôt les programmes de versements anticycliques et de prêts à la commercialisation prévus par la Loi FSRI de 2002 ainsi que les versements qui doivent être effectués aux exploitants de coton upland des États-Unis au titre de ces programmes, parce qu'ils causent des effets défavorables." (pas d'italique dans l'original)***

Le Brésil peut-il expliquer:

---

[97] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi).

[98] *Voir*, par exemple, *Chili – Système de fourchettes de prix (Organe d'appel)*, paragraphe 173 (constatant qu'après avoir formulé une constatation sur une question dont il n'avait pas été saisi, le Groupe spécial initial avait agi *ultra petita* et d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord). *Chili – Système de fourchettes de prix (Organe d'appel)*, paragraphe 173.

[99] Par exemple, dans le cas de ses allégations à l'encontre des programmes contestés en soi, le Brésil a demandé au Groupe spécial "de constater que les dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application, telles qu'elles sont énumérées ci-dessus, *ne peuvent pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphes 435 et 436. Expliquant ce que cela signifierait dans le contexte du présent différend, le Brésil a fait valoir ce qui suit: "[p]remièrement, le Groupe spécial doit évaluer si les subventions des États-Unis *menaceront nécessairement* de causer un préjudice grave à des niveaux de prix inférieurs aux prix de déclenchement des subventions des États-Unis. Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner si les subventions des États-Unis menacent de causer un préjudice grave *même à des niveaux de prix auxquels seulement des subventions au titre de l'assurance-récolte et des versements directs sont accordés*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphe 426 (pas d'italique dans l'original). Le Groupe spécial initial n'a pas procédé à l'évaluation demandée et n'a pas formulé les constatations demandées.

a) en quoi ses allégations à l'encontre des "programmes et des versements … parce qu'ils causent des effets défavorables" diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes en tant que tels?

b) en quoi ces allégations diffèrent d'allégations formulées à l'encontre de programmes tel qu'appliqués?

75. Premièrement, la réponse du Brésil à ces questions – en particulier, sa reconnaissance du fait qu'il n'y a pas, "d'un point de vue pratique, de différence entre la contestation des programmes et des versements, et la contestation des programmes en tant que tels" – confirme que le Brésil essaie de formuler une contestation "en tant que tel" sans établir aucun des faits nécessaires. De nouveau, les États-Unis rappellent la mise en garde de l'Organe d'appel selon laquelle:

> des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses. Par définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite.
>
> Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué". Nous supposons aussi que les mesures visées par des contestations "en tant que tel" ont normalement fait l'objet, conformément au droit interne, d'un examen approfondi par le biais de divers processus délibératifs afin d'assurer leur compatibilité avec les obligations internationales du Membre, y compris celles qui se trouvent dans les accords visés, et que la promulgation d'une telle mesure traduit implicitement le fait que ce Membre a conclu que la mesure n'était pas incompatible avec ces obligations. La présomption que les Membres de l'OMC agissent de bonne foi dans la mise en œuvre de leurs engagements dans le cadre de l'OMC est particulièrement pertinente dans le contexte de mesures contestées "en tant que telles".[100]

76. Conformément à la "définition" même des contestations en tant que telles, pour poursuivre efficacement ce type de contestation, la partie plaignante doit montrer que "la conduite d'un Membre - pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures - sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[101] Le Brésil l'a reconnu dans le présent différend[102] et dans d'autres différends.[103] Il a fait valoir qu'"[i]l [était] établi en vertu du droit de l'OMC qu'un Membre p[ouvait] seulement contester

---

[100] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 172 et 173.

[101] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172.

[102] Première communication du Brésil dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial, paragraphe 244 (citant le différend *États-Unis – Loi de 1916 (Organe d'appel)*, paragraphe 88).

[103] *Voir*, par exemple, *Canada – Aéronefs II (Groupe spécial)*, paragraphes 7.56 à 7.58 ("Étant donné que les allégations du Brésil concernent les programmes en tant que tels, la distinction impératif/dispositif est d'application comme habituellement ... Il n'y a ... pas de désaccord entre les parties quant à l'applicabilité de la distinction impératif/dispositif").

les mesures d'un autre Membre en soi si ces mesures impos[aient] une violation de l'Accord sur l'OMC".[104] Les États-Unis sont tout à fait d'accord.

77. En fait, dans le cadre de la procédure initiale, le Brésil a fait valoir qu'afin de formuler une constatation positive d'incompatibilité avec les règles de l'OMC visant les programmes contestés, en soi:

> le Groupe spécial [devait] évaluer si les subventions des États-Unis *menacer[aient] nécessairement de causer un préjudice grave* à des niveaux de prix inférieurs aux prix de déclenchement des subventions des États-Unis. Deuxièmement, le Groupe spécial [devait] examiner si les subventions des États-Unis *mena[çaient] de causer un préjudice grave même à des niveaux de prix auxquels seulement des subventions au titre de l'assurance-récolte et des versements directs [étaient] accordés*.[105]

78. De même, le Brésil a demandé au Groupe spécial "de constater que les dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application, telles qu'elles [étaient] énumérées ci-dessus, *ne [pouvaient] pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*".[106]

79. Le fait que le Groupe spécial initial n'a ni procédé aux évaluations demandées ni formulé de constatations conformes à ce que demandait le Brésil confirme – une fois de plus – qu'il n'a formulé aucune constatation concernant les effets défavorables qui se rapportait aux programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels (que ce soit pris isolément ou en plus de versements). De plus, le fait que le Brésil a reconnu expressément les obligations qui lui incombaient pour formuler une allégation en tant que tel dans le cadre de la procédure initiale souligne le caractère déraisonnable des efforts qu'il fait pour se soustraire à ses obligations en l'espèce.

80. Deuxièmement, il est surprenant qu'après avoir soigneusement énoncé des allégations "tel qu'appliqué" et "en tant que tel" dans le cadre de la procédure initiale, le Brésil affirme maintenant que "les allégations de préjudice grave figurent parmi les allégations qui ne peuvent pas à proprement parler être classées dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[107] Le Brésil a affirmé ne pas avoir de difficulté à "classer" les allégations dans le cadre de la procédure initiale. Le Groupe spécial initial n'a pas eu de difficulté à résoudre les allégations du Brésil ainsi "classées". Et dans d'autres différends, des groupes spéciaux n'ont pas eu de telles difficultés non plus.[108] Le fait que le Brésil affirme avoir de telles difficultés pour la première fois dans le cadre de la présente procédure – et ce, dans le but d'élargir de façon inadmissible le champ de la présente procédure – n'est pas crédible.

13. Au paragraphe 45 de sa communication à titre de réfutation, le Brésil indique que les États-Unis n'ont pas "mis en œuvre la recommandation initiale de l'ORD prescrivant aux États-Unis de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif

---

[104] Première communication du Brésil dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial, paragraphe 244 (citant le différend *États-Unis – Loi de 1916 (Organe d'appel)*, paragraphe 88).

[105] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 426 (9 septembre 2003) (pas d'italique dans l'original).

[106] Communication complémentaire du Brésil, paragraphes 435 et 436 (9 septembre 2003).

[107] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 114 et 118 (26 février 2007).

[108] *Voir*, par exemple, *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.679 (examinant le préjudice grave causé par "un nombre relativement limité de transactions subventionnées individuelles" et non par les programmes prévoyant le subventionnement en tant que tels).

et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques".

a) Le Brésil considère-t-il que l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial selon laquelle "les États-Unis sont obligés de prendre des mesures au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel …" fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport?

b) Le Brésil considère-t-il que le fait que les États-Unis n'ont pris aucune mesure "au sujet de leur cadre législatif et réglementaire actuel qui instituait les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques" constitue en soi un fondement suffisant pour que le présent Groupe spécial constate que les États-Unis ne se sont pas conformés à la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC?

c) Selon le Brésil, existe-t-il une différence entre, d'une part, la nature des mesures que les États-Unis étaient obligés de prendre au sujet de leur cadre législatif et réglementaire par suite de la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial initial et, d'autre part, la nature des mesures qu'ils auraient été obligés de prendre si le Groupe spécial initial avait constaté que les dispositions pertinentes de ce cadre législatif et réglementaire étaient incompatibles en tant que telles avec les règles de l'OMC?

81. Les États-Unis formulent deux observations en ce qui concerne les réponses du Brésil à ces questions.

82. Premièrement, les États-Unis notent qu'après avoir admis que le libellé du paragraphe 7.1501 ne faisait *pas* partie d'une recommandation du Groupe spécial initial[109], le Brésil change maintenant de position et affirme que "l'assertion figurant au paragraphe 7.1501 du rapport du Groupe spécial initial fait partie intégrante de la recommandation faite par le Groupe spécial initial au paragraphe 8.3 d) de son rapport".[110] En fait, le Brésil va même plus loin et fait maintenant valoir que la recommandation du Groupe spécial obligeait les États-Unis à prendre des "mesure[s] "au sujet de *leur cadre législatif et réglementaire actuel instituant les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques*"" alors que le paragraphe 7.1501 ne dit rien de ce genre.[111]

83. Ces affirmations sont fondamentalement en contradiction avec l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. L'article 19:1 du Mémorandum d'accord régit la question des recommandations qu'un groupe spécial pourra formuler dans les cas où il "conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé". Dans ces circonstances, le groupe spécial "*recommandera* que le Membre concerné la rende conforme audit accord". Le terme "recommandera" au futur confirme qu'il s'agit de la recommandation *requise*; un groupe spécial n'est pas libre de recommander autre chose. Contrairement aux allégations du Brésil, l'Organe d'appel a précisé que les groupes spéciaux n'avaient pas le pouvoir de prescrire aux Membres le moyen spécifique de "rend[r]e [la mesure] conforme audit

[109] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 32.

[110] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 119 (26 février 2007).

[111] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 120 (26 février 2007).

accord".[112] Il est laissé à l'appréciation du Membre concerné de déterminer le meilleur moyen de le faire.

84. On obtient le même résultat après une analyse de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, qui établit les obligations d'un Membre "[d]ans les cas où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention [du Membre défendeur] a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un [autre] Membre au sens de l'article 5". Dans ces circonstances, le Membre défendeur peut soit "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" soit "retirer[] la subvention". L'article 7.8 de l'*Accord SMC* ne prévoit pas qu'un groupe spécial peut prescrire de quelle manière précisément le Membre doit s'acquitter de ses obligations. Et, en fait, si un groupe spécial le faisait, cela soulèverait de sérieuses préoccupations au regard de la disposition, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, qui dispose que "[l]es recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés" et de la disposition de l'article 19:2 du Mémorandum d'accord qui dispose que "dans [ses] constatations et [ses] recommandations, le groupe spécial ... ne pourr[a] pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés".

85. Les États-Unis ne considèrent donc pas qu'il est approprié d'interpréter le libellé du paragraphe 7.1501 de la manière avancée par le Brésil, qui attribuerait au Groupe spécial initial une action incompatible avec l'article 19:1 du Mémorandum d'accord et avec l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Les États-Unis considèrent plutôt que l'interprétation la plus logique du libellé du paragraphe 7.1501 est qu'il s'agit d'un énoncé des vues du Groupe spécial initial quant à ce que serait la réponse probable des États-Unis s'agissant de mettre en œuvre la recommandation en vue de l'élimination des effets défavorables, ou du retrait, de la "subvention" que le Groupe spécial initial avait identifiée, en particulier compte tenu du fait qu'il formulait en même temps une constatation selon laquelle le programme Step 2 était une subvention prohibée et que les États-Unis seraient donc en fait obligés de modifier leur cadre législatif et réglementaire suite à cette constatation de l'existence d'une subvention prohibée.

86. Deuxièmement, les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'affirmation du Brésil selon laquelle "la mesure qu'il [aurait été] demandé aux États-Unis de prendre aurait été la même" si la recommandation formulée au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial s'était appliquée au programme Step 2, au programme de versements anticycliques et au programme de prêts à la commercialisation en tant que tels, plutôt qu'à des versements particuliers effectués au titre de ces programmes pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, comme c'était le cas. Si la recommandation s'était appliquée à ces programmes en tant que tels, la "mesure qu'il [aurait été] demandé aux États-Unis de prendre" aurait été soit a) de retirer les programmes eux-mêmes soit b) d'éliminer les effets défavorables des programmes. Comme la recommandation s'appliquait à certains versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, "la mesure qu'il [a été] demandé aux États-Unis de prendre" était soit a) de retirer les versements particuliers soit b) d'éliminer les effets défavorables des versements spécifiques. Bien qu'il soit concevable que les États-Unis puissent *choisir* de prendre la même mesure ou des mesures similaires dans les deux cas, cela ne veut pas dire que "la mesure qu'il [serait] demandé aux États-Unis de prendre" serait la même.

14. Le Brésil pourrait-il expliquer comment le présent Groupe spécial devrait interpréter la relation existant entre les trois catégories de mesures identifiées au paragraphe 3.1 v), vii) et viii) du rapport du Groupe spécial initial? Le Brésil estime-t-il que les expressions "subventions accordées" ou "subventions qu'il est

[112] *Voir*, par exemple, *CE – Certaines questions douanières (Organe d'appel)*, paragraphe 134. En fait, alors que l'article 19:1 du Mémorandum d'accord permet aux groupes spéciaux de "suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations", il ressort clairement du texte qu'une telle suggestion n'est pas une recommandation et n'a pas force obligatoire.

imposé d'accorder" doivent être interprétées comme englobant à la fois les versements à titre de subventions et les dispositions réglementaires en vertu desquelles ces versements ont été "accordés" ou en vertu desquelles il a été "imposé d'accorder" ces versements?

87. Prière de se reporter aux observations formulées par les États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 11 ci-dessus. Les États-Unis notent, en outre, que le Brésil ne fournit pas de citation ni d'autre fondement pour justifier son affirmation selon laquelle "les mesures identifiées aux paragraphes 3.1 vi) et 3.1 vii)" – c'est-à-dire "les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002" et "les subventions des États-Unis qu'il est imposé d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007" – "doivent être interprétées comme englobant le cadre législatif et réglementaire instituant les programmes de subventions contestés, ainsi que les versements prescrits par ces programmes".[113]

88. L'argument du Brésil est également incompatible avec les précisions suivantes qu'il a lui-même apportées dans le cadre de la procédure initiale:

> la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil conteste deux types de "mesures" de soutien interne accordées pour le coton upland et divers types différents de mesures de subventions à l'exportation. Le premier type de "mesures" de soutien interne est le *versement* de subventions pour la production et l'utilisation de coton upland. Ces *versements* sont effectués depuis la campagne de commercialisation 1999 et continuent de l'être à ce jour (et le seront jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007) par le biais de divers instruments législatifs et réglementaires énumérés aux pages 2 et 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Le Brésil a désigné ces versements aux pages 2 et 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial comme des *"subventions et soutien interne accordés au titre" ou "devant être accordés" au titre des divers instruments législatifs et réglementaires énumérés* ... Dans sa "communication complémentaire" du 9 septembre 2003, le Brésil fournira de nombreux détails concernant les effets des subventions accordées et devant être accordées par les États-Unis. *C'est au sujet de ces effets que le Brésil demande réparation pour ce qui est du premier type de mesures de soutien interne.*
>
> Un deuxième type de "mesures" de soutien interne contestées par le Brésil est celui des *instruments juridiques en tant que tels*. Les "dispositions législatives et réglementaires, par numéro et par lettre, au sujet desquelles le Brésil demande réparation" sont celles qui figurent dans la Loi FSRI de 2002 et la Loi de 2000 sur la protection des risques agricoles ...[114]

89. Le nouvel argument du Brésil est aussi incompatible avec l'analyse faite par le Groupe spécial initial des subventions visées par les allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil. Ainsi que nous l'avons mentionné ci-dessus, le Groupe spécial initial a considéré que les "mesures contestées" dont il était allégué qu'elles étaient des "subventions" aux fins des allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil étaient les suivantes – "les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux et des exportateurs; les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation; les *versements* PFC; les *versements* MLA; les *versements* DP; les *versements* CCP; les *versements* au titre de l'assurance-récolte; et les *versements*

[113] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 119 (26 février 2007).

[114] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 15 et 16 (11 août 2003).

pour les graines de coton".[115] Le Groupe spécial initial a constaté que ces mesures constituaient des "subventions" au sens de l'article premier de l'*Accord SMC* parce qu'elles constituaient des "contributions financières" (essentiellement sous la forme de "dons") qui conféraient un "avantage".[116] Le Groupe spécial initial n'a pas examiné si les dispositions législatives/réglementaires autorisant ces versements étaient également des "subventions".

90. Enfin, l'argument du Brésil n'a guère de sens étant donné que le Brésil a présenté des allégations séparées de *menace* de préjudice grave "s'agissant de certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000".[117] Le Brésil essaie de se justifier en faisant valoir qu'il était simplement "plus qu'exhaustif".[118] Le Brésil n'explique pas pourquoi il serait "plus qu'exhaustif" dans le cas de ses allégations de menace, mais pas lorsqu'il s'agit des allégations de préjudice grave "actuel". Ces arguments ne sont rien d'autre que des tentatives *post hoc* de modifier les allégations présentées par le Brésil dans le cadre de la procédure initiale et leur résolution.

15. Le Brésil partage-t-il ou non l'avis des États-Unis selon lequel l'énumération de certaines dispositions législatives et réglementaires au paragraphe 7.1107 du rapport du Groupe spécial initial exprime l'avis du Groupe spécial initial selon lequel les "versements au titre d'un programme constituent des programmes "tel qu'appliqués""? [Paragraphes 46 et 47 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

91. Pour les raisons exposées dans des communications antérieures des États-Unis et dans les observations des États-Unis sur la réponse du Brésil à la question n° 11 ci-dessus, l'assertion du Brésil selon laquelle la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial s'appliquait aux programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et à tous les versements effectués au titre de ces programmes est dénué de fondement. Les autres justifications avancées par le Brésil dans sa réponse à cette question ne résistent pas non plus à un examen minutieux.

92. Premièrement, le Brésil allègue que "[l]'argument "tel qu'appliqué" des États-Unis transforme à tort la décision du Groupe spécial initial d'utiliser la campagne de commercialisation 2002, et la période plus longue des campagnes de commercialisation 1999-2002, comme "périodes de référence", en une période qui circonscrit les *mesures* visées par les allégations de préjudice grave actuel du Brésil".[119] Or, c'est précisément ce que le Brésil a clarifié à la reprise de la séance de la première réunion avec le Groupe spécial dans le cadre de la procédure initiale:

> Premièrement, j'examinerai les allégations du Brésil concernant l'existence d'un préjudice grave actuel qui portent sur les subventions des États-Unis pour la production, l'exportation et l'utilisation de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. *La période de quatre ans pendant laquelle ces subventions ont été accordées est à la fois la période qui couvre les mesures contestées par le Brésil ainsi que la période couverte par l'enquête pour*

[115] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1120.
[116] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1112 à 7.1120.
[117] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 viii).
[118] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 132 (26 février 2007).
[119] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 135 (26 février 2007).

examiner le préjudice grave actuel causé par les subventions des États-Unis, au titre des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC.[120]

93. Le Brésil ne peut pas s'en sortir en affirmant qu'il s'agissait d'une déclaration unique de sa part et qu'elle n'était pas représentative de sa position véritable (comme il a cherché à le faire à la réunion avec le Groupe spécial). Il est difficile de croire qu'en plaidant sa cause devant le Groupe spécial initial, le Brésil aurait fait une déclaration inexacte sur une question aussi fondamentale que les mesures visées par ses allégations de préjudice grave "actuel". Quoi qu'il en soit, d'autres affirmations faites par le Brésil dans le cadre de la procédure initiale confirment sans réserve que les mesures visées par l'allégation du Brésil de préjudice grave "actuel" formulée par le Brésil – et, par conséquent, la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial – étaient les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, et non les subventions qu'il était, d'après les allégations, "imposé" d'accorder lors de campagnes ultérieures ni les dispositions législatives/réglementaires autorisant les versements:

- "Les allégations du Brésil relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action" comprennent "premièrement, les allégations relatives à un préjudice grave actuel résultant des subventions *accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002*."[121]

- "Les subventions *accordées* par les États-Unis *pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* empêchent actuellement dans une mesure notable des hausses de prix sur le marché mondial et sur le marché brésilien ainsi que sur les marchés où les producteurs brésiliens exportent."[122]

- "La première allégation de préjudice grave du Brésil concerne l'empêchement des hausses de prix dans une mesure notable causées par les subventions des États-Unis pouvant donner lieu à une action qui sont contraires aux articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC. Les mesures concernées sont *les subventions accordées au cours de chacune des années entre les campagnes de commercialisation 1999-2002, en vertu de la Loi FAIR de 1996, de la Loi ARP de 2000 et de la Loi FSRI de 2002*."[123]

- "La première [allégation du Brésil concernant les effets défavorables] est que les subventions des États-Unis accordées *pendant chacune des campagnes de commercialisation 1999-2002* ont eu pour effet de causer et continuent de causer un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable sur les marchés des États-Unis et du Brésil et sur d'autres marchés mondiaux pour le coton upland."[124]

- "Le Brésil présente des éléments de preuve ci-dessous à partir desquels le Groupe spécial peut conclure que les *subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont pour effet un empêchement des hausses de prix dans une mesure notable pendant les campagnes de

[120] Deuxième déclaration du Brésil datée du 7 octobre 2003 à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 3 (pas d'italique dans l'original).
[121] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 9 (pas d'italique dans l'original).
[122] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 14 (pas d'italique dans l'original).
[123] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 71 (pas d'italique dans l'original).
[124] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 100 (pas d'italique dans l'original).

> commercialisation 1999-2002 sur le marché des États-Unis, le marché mondial et le marché brésilien, ainsi que sur la plupart des marchés des pays tiers où le Brésil a exporté son coton upland."[125]

- "Sur la base des arguments et des éléments de preuve présentés ci-dessous, le Brésil demande que le présent Groupe spécial formule les constatations et recommandations suivantes ... Les subventions des États-Unis *accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont causé et continuent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil en empêchant des hausses de prix du coton upland sur les marchés des États-Unis, le marché mondial et le marché brésilien pour le coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC."[126]

94. Deuxièmement, ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, le fait qu'il n'est pas mentionné de "limite temporelle" au paragraphe 7.1107 n'a rien de remarquable. Il est simplement question dans ce paragraphe d'une description des types de mesures en cause. Au paragraphe qui suit immédiatement - sous l'intitulé "Aperçu des allégations de préjudice grave actuel formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC* et du GATT de 1994" - le Groupe spécial a expressément précisé que "[le Brésil] allégu[ait] que les *subventions accordées* par les États-Unis *pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* [avaient] causé, caus[aient] et continu[aient] de causer un "préjudice grave" aux intérêts du Brésil de la manière suivante [entre autres] ... en empêchant dans une mesure notable des hausses des prix du coton upland sur le marché des États-Unis, le marché mondial et le marché du Brésil, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC"[127]; cela est compatible avec le paragraphe 3.1 vi) dans lequel le Groupe spécial initial a énoncé l'allégation dans les termes suivants:

> Le Brésil demande que le Groupe spécial formule les constatations suivantes ... s'agissant du préjudice grave actuel aux intérêts du Brésil: les *subventions ... accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002* ont causé et continuent de causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil en empêchant des hausses des prix du coton upland sur le marché des États-Unis et sur les marchés mondial et brésilien du coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[128]

95. De même, rien ne justifie que le Brésil cherche à alléguer que l'absence d'une limite temporelle au paragraphe 8.1 g) est un élément de preuve indiquant que la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" s'applique au programme Step 2, au programme de prêts à la commercialisation et au programme de versements anticycliques et à tous les versements effectués au titre de ces programmes. Il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial ait inclus une telle limite dans ce paragraphe étant donné que:

- il a déjà expliqué avant dans son rapport que les "subventions" étaient (certains versements)[129] et que les allégations de préjudice grave du Brésil ne s'appliquaient

---

[125] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 104 (pas d'italique dans l'original).
[126] Communication complémentaire du Brésil du 9 septembre 2003, paragraphe 471 (pas d'italique dans l'original).
[127] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1108.
[128] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi) (pas d'italique dans l'original).
[129] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1120.

qu'aux "subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"[130]; et

- les seules "subventions" qui pouvaient même causer un préjudice grave "actuel" étaient celles accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 et non celles qu'il était, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007.

Ces dernières subventions non seulement ne faisaient *pas* l'objet des allégations de préjudice grave actuel formulées par le Brésil, mais elles n'existaient même pas encore à l'époque. Ainsi, le Groupe spécial initial peut raisonnablement avoir jugé inutile de préciser que les versements particuliers auxquels s'appliquait la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" étaient les versements qui avaient effectivement été effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.[131]

96. Troisièmement, le Brésil fait valoir que l'utilisation du présent à l'article 8.1 g) – "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix ... ont pour effet d'empêcher des hausses de prix" – indique que les "mesures de subventionnement" n'auraient pas pu être les versements effectués dans le passé. Cet argument est erroné pour un certain nombre de raisons. Premièrement, la conclusion du Groupe spécial initial figurant au paragraphe 7.1416, sur laquelle se fonde la constatation énoncée au paragraphe 8.1 g), dit expressément que "[les subventions] ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable ... *pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002*". Ainsi, l'argument du Brésil ne concorde même pas avec les propres conclusions expresses du Groupe spécial.

97. Deuxièmement, l'argument du Brésil suppose que les versements effectués dans le passé ne pouvaient pas causer un empêchement *actuel* de hausses de prix dans une mesure notable. Or la constatation de l'Organe d'appel vient justement contredire cet argument – "les effets d'une subvention "récurrente" peuvent persister après l'année au cours de laquelle elle est versée".[132] En fait, il serait surprenant que le Brésil affirme le contraire étant donné qu'il a énergiquement fait valoir devant l'Organe d'appel qu'il fallait constater que les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 pouvaient avoir des effets "actuels" à l'époque de l'appel (c'est-à-dire entre la fin de 2004 et 2005) pour qu'il ait un recours dans le différend. Le Brésil a spécifiquement fait valoir que s'il était donné foi aux arguments des États-Unis à l'effet contraire, "le Brésil n'aura[it] aucun recours au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC concernant son préjudice grave, puisqu'il [était], d'après les allégations, juridiquement impossible que les subventions récurrentes subordonnées aux prix accordées pendant la campagne de commercialisation 2002 aient des effets défavorables après le 31 août 2003 (date de clôture de la campagne de commercialisation 2002)".[133] On voit mal comment le Brésil pourrait alléguer n'avoir "aucun recours" si, ainsi qu'il essaie maintenant de le faire valoir, le Groupe spécial initial avait effectivement formulé une constatation de l'existence d'un "préjudice grave" non seulement à l'encontre des versements Step 2, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, mais également à l'encontre des programmes eux-mêmes et de tous les versements (y compris les versements futurs) qu'il était, d'après les allégations, "imposé" d'accorder

[130] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1108.

[131] En fait, il est obligé que la conclusion du rapport du Groupe spécial repose sur les constatations du Groupe spécial telles qu'elles ont été énoncées précédemment dans le rapport et les reprenne. *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416. La conclusion ne pourrait pas modifier cette constatation antérieure puisque le Groupe spécial n'aurait pas alors exposé la justification fondamentale de ses constatations ainsi que le prescrit l'article 12:7 du Mémorandum d'accord.

[132] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 484, même si l'Organe d'appel n'a pas expliqué qu'en fait dans ce cas, les effets avaient effectivement persisté ni en quoi consistaient ces effets ou comment ils avaient persisté.

[133] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 529.

au titre des programmes. En fait, l'argument du Brésil n'a de sens que si – comme c'est effectivement le cas – la constatation de l'existence d'un préjudice grave formulé par le Groupe spécial initial s'applique aux versements effectués au cours des campagnes de commercialisation 1999-2002.

98. Quatrièmement, le Brésil fait de nouveau valoir que le Groupe spécial initial n'aurait pas pu dire que les États-Unis étaient obligés de prendre des mesures au sujet de leur "cadre législatif et réglementaire actuel" à moins que ledit cadre ne soit, en tant que tel, la mesure faisant l'objet de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial. Cela est simplement erroné. Le Brésil essaie d'amalgamer deux questions distinctes: a) quelles mesures faisaient l'objet des constatations/des recommandations et décisions de l'ORD, et b) ce que pouvaient faire les États-Unis pour mettre en œuvre les constatations. Le Groupe spécial initial peut raisonnablement avoir jugé que, puisque les constatations relatives aux subventions à l'exportation visant le programme Step 2 en tant que tel et les constatations relatives aux effets défavorables visant les programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques tels qu'appliqués pendant des campagnes particulières, les États-Unis prendraient des mesures à l'égard du cadre législatif/réglementaire. Mais cela ne change rien au fait que les constatations relatives aux effets défavorables ont été formulées en ce qui concernait l'application des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, et non les programmes en tant que tels.

99. En conclusion, rien ne justifie que le Brésil donne du rapport du Groupe spécial initial une lecture qui serait plutôt une réécriture de ce qui y figure. Au contraire, les éléments de preuve – y compris, entre autres, la propre explication donnée par le Brésil de ses allégations dans le cadre de la procédure initiale, l'explication par le Groupe spécial initial des allégations qui lui ont été présentées, la résolution de ces allégations par le Groupe spécial initial (et, en particulier, le fait qu'il a rejeté ou refusé d'examiner toutes les allégations à l'exception de l'allégation de préjudice grave "actuel" concernant les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002), l'absence de constatations de fait qui, ainsi que le Brésil l'a expressément dit, seraient *nécessaires* pour formuler une constatation "en tant que tel" de l'existence d'effets défavorables à l'encontre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et la propre explication donnée par le Brésil à l'Organe d'appel selon laquelle il aurait un "recours" uniquement dans la mesure où il serait considéré que les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 continuaient d'avoir des effets après la campagne pendant laquelle ils avaient été effectués – confirment que le Groupe spécial initial a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" à l'encontre des versements effectués au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, et non à l'encontre des versements futurs ou des programmes en soi.

100. Enfin, il n'existe aucun fondement pour l'argument du Brésil selon lequel "à supposer même que les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel formulées par le Groupe spécial initial étaient des constatations "tel qu'appliqué" qui se limitaient aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques effectués pendant une période antérieure particulière (***quod non***), les versements ultérieurs effectués au titre du même programme sont également assujettis aux obligations de mise en œuvre des États-Unis".[134] Le Brésil cite un passage du rapport sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* pour étayer son argumentation. Toutefois, ce différend ne disait rien sur le point de savoir si une partie plaignante pouvait *a posteriori* tenter d'accroître les mesures jugées incompatibles avec les règles de l'OMC en affirmant que d'autres mesures qui n'avaient pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC

[134] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 145 (26 février 2007).

étaient similaires. Ce différend portait plutôt sur la question distincte de savoir quelles mesures pouvaient être considérées comme faisant partie de la *mesure prise pour se conformer*. Les versements futurs des campagnes de commercialisation 2003-2007 ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions. Au contraire, il s'agissait des mesures initiales qui avaient été contestées par le Brésil mais à l'encontre desquelles le Groupe spécial n'avait formulé aucune constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Le raisonnement tenu dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* ne permet pas au Brésil d'échapper à cette réalité.

101. Il n'existe de même aucun fondement pour l'assertion du Brésil selon laquelle, s'il n'était pas donné foi à ses arguments, "[l]e différend de l'OMC se diluerait dans une situation "inextricable", aucun recours n'étant offert aux Membres subissant des effets défavorables".[135] Il s'agit en fait d'une assertion absurde. Selon le raisonnement tenu par le Groupe spécial initial, rien n'empêche les Membres de contester les effets défavorables actuels de versements passés ou courants, une menace de préjudice grave causée par des versements passés, courants ou futurs, ou des effets défavorables actuels ou une menace de préjudice grave résultant de programmes de versements en tant que tels. En fait, le Brésil s'est prévalu de bon nombre de ces possibilités dans le présent différend. Les obligations d'un Membre défendeur dépendent du résultat de ces contestations. Lorsque, comme en l'espèce, un Membre plaignant ne l'*emporte* qu'en ce qui concerne une allégation – celle de préjudice grave "actuel" concernant des versements particuliers effectués pendant des campagnes particulières – le Membre est lié par ce résultat. Il ne peut pas chercher à s'y soustraire soit en essayant *post hoc* de récrire le rapport du Groupe spécial initial soit en affirmant dans le cadre d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité que d'autres mesures sont similaires à celles qui faisaient l'objet des constatations du Groupe spécial initial.

> ***16. Le Brésil pourrait-il préciser si l'allégation qu'il formule dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 concernant une menace de préjudice grave causée par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques constitue ou non une allégation concernant les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels? [Paragraphes 237 à 314 de la première communication écrite du Brésil]***

102. Les États-Unis formulent deux observations concernant la réponse du Brésil à cette question. Premièrement, le Brésil suggère que le Groupe spécial "suiv[e] l'approche du Groupe spécial initial, confirmée par l'Organe d'appel" pour évaluer l'allégation subordonnée de menace de préjudice grave formulée par le Brésil.[136] Cette suggestion est dénuée de fondement, bien entendu, parce que le Groupe spécial initial s'*est abstenu* d'examiner les allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil concernant les versements qu'il était, d'après les allégations, imposé d'accorder pendant les campagnes de commercialisation futures au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques[137], ainsi que "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000" qui, d'après les allégations, imposaient ces versements.[138] Il n'y avait donc pas "d'approche" suivie par le Groupe spécial initial concernant des allégations de menace et aucune "approche" de ce type n'a été confirmée par l'Organe d'appel. La question de l'évaluation de ces allégations est donc une question inédite soumise au présent Groupe spécial.

---

[135] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 149 (26 février 2007).

[136] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 152 (26 février 2007).

[137] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1503 à 7.1505.

[138] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1511.

103. Deuxièmement, le Brésil affirme qu'il "considère que les allégations de préjudice grave figurent parmi celles qui ne peuvent pas à proprement parler être classées dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[139] Les États-Unis notent, de nouveau, que le Brésil a affirmé n'avoir aucune difficulté à "classer" les allégations dans le cadre de la procédure initiale. Le Groupe spécial initial n'a eu aucune difficulté à résoudre les allégations du Brésil ainsi "classées". Et dans d'autres différends, des groupes spéciaux n'ont pas eu de telles difficultés non plus.[140] Le fait que le Brésil affirme avoir de telles difficultés pour la première fois dans le cadre de la présente procédure n'est tout simplement pas crédible.

Questions posées aux États-Unis

17. Au paragraphe 16 de leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que "selon le Brésil, ses allégations s'appliquent non seulement aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, mais aux programmes en plus de tous les versements autorisés au titre des programmes". (italique dans l'original) Les États-Unis font également valoir à cet égard qu'"il est parfaitement clair que le Groupe spécial initial n'a formulé aucune constatation au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels, pris isolément ou en plus des versements". [Paragraphe 43 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

a) Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel ils dénaturent les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure vu que le Brésil ne conteste pas les programmes de subventions en cause en tant que tels? [Paragraphe 31 de la communication présentée par le Brésil au Groupe spécial concernant les demandes de décisions préliminaires des États-Unis; paragraphe 33 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil]

b) Les États-Unis pourraient-ils également formuler des observations à cet égard sur les arguments figurant au paragraphe 31 de la communication du Tchad en tant que tierce partie? Sont-ils d'accord ou non avec l'idée que des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être contestées sur une base tel qu'appliqué et que les allégations formulées par le Brésil dans la procédure initiale "étaient des allégations tel qu'appliqué concernant des mesures qui comprenaient des dispositions législatives et réglementaires"?

18. Les États-Unis estiment que les seules mesures visées par la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC sont les versements effectués entre 1999 et 2002 au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Ils affirment également, à cet égard, que le Brésil ne présente aucun élément de preuve "concernant les effets actuels, si tant est qu'il y en ait, des mesures visées par la

[139] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 153 (26 février 2007).

[140] *Voir*, par exemple, *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.679 (examinant le préjudice grave causé par "un nombre relativement limité de transactions subventionnées individuelles" et non par les programmes prévoyant le subventionnement en tant que tels).

constatation du Groupe spécial initial relative aux subventions pouvant donner lieu à une action".

a) Ces assertions signifient-elles que les États-Unis considèrent que la recommandation de l'ORD au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC les obligeait uniquement à faire en sorte que les versements effectués entre 1999 et 2002 n'aient désormais plus aucun effet défavorable?

b) Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument avancé par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 4.08 de la communication qu'elle a présentée en tant que tierce partie?

19. S'agissant de leur argument selon lequel les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ne sont pas des mesures "prises pour se conformer", les États-Unis estiment-ils que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'applique uniquement aux mesures prises effectivement par une partie pour se conformer et ne s'applique pas aux mesures qu'un Membre aurait dû prendre pour se conformer?

20. Que répondent les États-Unis à l'argument figurant dans la communication du Japon en tant que tierce partie, selon lequel le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde) n'étaye pas l'argument des États-Unis voulant que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'entrent pas dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5?

3. Allégation du Brésil concernant le fait que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006

Questions posées au Brésil

21. Le Brésil pourrait-il indiquer si sa demande visant à ce qu'il soit constaté que les États-Unis ne se sont pas conformés aux recommandations de l'ORD entre le 21 septembre 2005 et le 1er août 2006 est étayée par la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs dans les procédures au titre de l'article 21:5? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

104. Le Brésil fait valoir que le Groupe spécial devrait accorder de l'importance au fait que le différend *Australie – Saumons (21:5)* comportait un arbitrage en suspens, contrairement aux deux différends examinés par les États-Unis – *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)*. Les États-Unis rappellent que dans les différends les plus récents qu'ils ont examinés, les groupes spéciaux ont à juste titre déterminé qu'il était approprié d'examiner l'"existence" ou la "compatibilité" avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle ils avaient été saisis de la question, et non à la date d'expiration de la période de mise en œuvre:

- Dans le différend *États-Unis – Crevettes (21:5)*, le Groupe spécial a considéré "qu'il devrait tenir compte de tous les faits pertinents qui [s'étaient] produits jusqu'à la date à laquelle il [avait] été saisi de la question. En appliquant cette méthode, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 [pouvait] parvenir à une décision qui favoris[ait] le règlement rapide du différend. Il évit[ait] ainsi des situations dans lesquelles il serait fait abstraction de mesures de mise en œuvre permettant de se conformer aux

recommandations et décisions de l'ORD simplement parce qu'elles seraient intervenues après l'expiration du délai raisonnable".[141]

- Dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, le Groupe spécial a noté ce qui suit: "L'Inde semble ... considérer que nous devons rendre deux décisions sur l'existence ou la compatibilité des mesures prises pour se conformer – l'une à compter de la date d'expiration du délai raisonnable et l'autre à compter de la date d'établissement du Groupe spécial. Nous considérons que, pour des raisons d'économie jurisprudentielle, il ne serait ni nécessaire ni opportun d'examiner d'abord si la mise en conformité a eu lieu à la date d'expiration du délai raisonnable et ensuite si elle a eu lieu à la date ultérieure".[142]

105. La distinction que le Brésil essaie d'établir entre le présent différend et les différends *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)* est dénuée de sens. Dans le différend *États-Unis – Crevettes*, les États-Unis et la Malaisie ont conclu un "accord sur la chronologie" très similaire à celui qui existe dans la présente procédure entre le Brésil et les États-Unis, qui permettait à la Malaisie de demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord – et qui permettait aux États-Unis de soumettre la question à l'arbitrage conformément à l'article 22:6 – à tout moment après l'achèvement de la procédure au titre de l'article 21:5.[143] Dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, les CE et l'Inde ont conclu un accord sur la chronologie similaire dont le libellé était pratiquement identique.[144] En conséquence, le résultat de la procédure au titre de l'article 21:5 dans les différends *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Crevettes* aurait pu avoir *exactement* les mêmes conséquences pour un arbitrage au titre de l'article 22:6 que dans le présent différend ou dans le différend *Australie – Saumons (21:5)*.

106. Ce fait n'a pas obligé les Groupes spéciaux *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)* à évaluer la conformité au moment de l'expiration du délai raisonnable de mise en œuvre. Et il est encore moins justifié de procéder à une telle évaluation en l'espèce étant donné que cela nécessiterait une évaluation d'un scénario factuel dont les parties conviennent qu'il n'existe plus.

107. Les considérations relatives à la suspension de concessions/aux contre-mesures ne sont pas seulement des indications inappropriées pour l'évaluation par un groupe spécial de la *mise en conformité* des questions qui lui sont soumises, mais de telles considérations n'étayent pas non plus la position du Brésil sur les constatations relatives à la mise en conformité pendant des périodes passées. La suspension de concessions/les contre-mesures ne peuvent être appliquées rétroactivement; elles ne peuvent être invoquées que dans la mesure où il existe une infraction dans les circonstances factuelles

[141] *États-Unis – Crevettes (Groupe spécial) (21:5 – Malaisie)*, paragraphe 5.12.

[142] *CE – Linge de lit (Groupe spécial) (21:5 – Inde)*, paragraphe 6.28.

[143] *Voir* le Mémorandum d'accord entre la Malaisie et les États-Unis au sujet d'éventuelles procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord, WT/DS58/16 (distribué le 12 janvier 2000) ("Si, sur la base de la procédure au titre de l'article 21:5, la Malaisie décide d'engager une procédure au titre de l'article 22, les États-Unis n'affirmeront pas que la Malaisie ne peut pas obtenir l'autorisation de l'ORD parce que sa demande a été présentée en dehors du délai de 30 jours spécifié dans la première phrase de l'article 22:6. Cela est sans préjudice du droit des États-Unis de soumettre la question à arbitrage conformément à l'article 22:6.").

[144] *Voir* le Mémorandum d'accord entre l'Inde et les Communautés européennes concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord, WT/DS141/11 (distribué le 21 septembre 2001) ("Si, sur la base des résultats de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord qu'elle pourrait engager au plus tard le 31 mars 2002, l'Inde décide d'engager une procédure au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord, les CE n'affirmeront pas que l'Inde ne peut pas obtenir l'autorisation de l'ORD parce que sa demande a été présentée en dehors du délai de 30 jours spécifié dans la première phrase de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord.").

actuelles.[145] L'approche suivie par les groupes spéciaux dans les affaires *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)* tient compte de ce fait et est pleinement compatible avec lui. La même approche est appropriée dans le présent différend.

22. Que répond le Brésil à l'argument des Communautés européennes selon lequel "l'absence d'action positive entreprise par les États-Unis pour se conformer aux constatations et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel entre la date de mise en œuvre du 21 septembre 2005 et le 31 juillet 2006 ne nuit pas nécessairement à leur moyen de défense"? [Paragraphe 48 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

108. Les États-Unis ne souscrivent pas à l'argument du Brésil selon lequel – dans tous les cas – il est nécessaire qu'une certaine action positive soit entreprise par un Membre défendeur afin de satisfaire à l'obligation énoncée à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* de "prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" ou "retirer la subvention".

109. Contrairement aux arguments du Brésil, le sens ordinaire du membre de phrase "prendre des mesures appropriées" est suffisamment large pour englober des situations où des changements sont apportés non seulement par des actions particulières de la part du Membre défendeur lui-même mais par d'autres facteurs (par exemple des modifications des conditions du marché, le passage du temps ou certains autres changements extérieurs). Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 24 du Groupe spécial, "take" (prendre) signifie à la fois "undertake and perform" (entreprendre et accomplir) – ainsi que le Brésil l'affirme – mais également "receive or obtain (something given, bestowed, or administered)" (recevoir ou obtenir (quelque chose qui a été donné, conféré ou administré)).[146] Ce terme peut donc tout à fait englober à la fois un rôle actif ou passif de la part d'un Membre défendeur. Le mot "steps" (mesures) – surtout au sens de "taking steps" (prendre des mesures) – désigne "an action, measure, or proceeding, esp. one of a series, which leads towards a result" (une action, une disposition ou une procédure, en particulier dans une série, qui conduit à un résultat).[147] Ensemble, ces mots reconnaissent qu'un certain changement positif doit survenir. Mais ils n'*exigent* pas que le changement soit seulement imputable à des actions entreprises par le Membre défendeur.

110. Le Brésil non seulement donne des termes "take" et "steps" une lecture trop étroite mais il donne une lecture qui exclut de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* le terme "approprié", qui est l'indication spécifique fournie par cette disposition quant à la nature des mesures à prendre. Le terme "appropriate" (approprié) signifie entre autres être "specially suitable (*for, to*)" (spécialement indiqué (*pour, en vue de*)) l'élimination des effets défavorables dont le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté l'existence dans leurs rapports.[148] Rien ne justifie d'exclure la possibilité *a priori* que – étant donné les effets défavorables particuliers dont le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté l'existence dans le rapport – un Membre défendeur puisse ne pas prendre de mesures positives afin d'"éliminer les effets défavorables". En fait, le Groupe spécial initial a spécifiquement envisagé une

[145] Ainsi, par exemple, l'article 22:8 du Mémorandum d'accord précise que "[l]a suspension de concessions ou d'autres obligations sera temporaire et ne durera que jusqu'à ce que la mesure jugée incompatible avec un accord visé ait été éliminée, ou que le Membre devant mettre en œuvre les recommandations ou les décisions ait trouvé une solution à l'annulation ou à la réduction d'avantages, ou qu'une solution mutuellement satisfaisante soit intervenue".

[146] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3206, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-125).

[147] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3050, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-126).

[148] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 103, volume 1 (édition de 1993) (pièce US-128).

telle possibilité en reconnaissant que les effets des subventions se dissipaient avec le temps.[149] Compte tenu des faits particuliers d'un différend – par exemple le présent différend dans lequel les subventions contestées dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC sont les versements effectués conformément aux programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 – il est fort possible que les effets défavorables se soient dissipés et qu'il ne soit pas nécessaire de prendre d'autres mesures pour les éliminer. Dans ces circonstances, il pourrait être "approprié" pour un Membre de ne pas prendre d'autres mesures pour éliminer les effets défavorables. Il est certain que le Brésil n'a pas montré qu'il subsistait aujourd'hui des effets défavorables de l'ensemble des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 que les États-Unis avaient l'obligation, dont ils ne s'étaient pas encore acquittés, d'éliminer.

111. Il serait possible d'appliquer une analyse similaire à l'obligation de "retirer la subvention". Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 24, le terme "withdraw" (retirer) signifie, entre autres choses, "cause to decrease or disappear" (faire diminuer ou disparaître) et "take back or away (something bestowed or enjoyed)" (reprendre ou enlever (quelque chose qui a été conféré ou dont on a bénéficié)).[150] Conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, la chose qu'il faut "faire diminuer ou disparaître" ou qu'il faut "reprendre ou enlever", c'est la "subvention". Selon les circonstances, des facteurs extérieurs peuvent avoir fait "diminuer ou disparaître" la subvention ou avoir fait en sorte qu'elle soit "reprise" sans que le Membre défendeur lui-même n'ait besoin d'entreprendre une action spécifique. Il n'y a aucune raison d'affirmer qu'il ne pourrait pas être constaté, en pareille circonstance, que le Membre s'est acquitté de ses obligations au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

Question posée aux États-Unis

23. Les États-Unis considèrent-ils que le texte de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord devrait être interprété comme signifiant qu'un groupe spécial de la mise en conformité peut uniquement examiner l'"existence" ou la "compatibilité" avec un accord visé de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle la question a été portée devant le groupe spécial et non à la date d'expiration de la période de mise en œuvre? [Paragraphe 68 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

D. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Questions générales

Questions posées aux deux parties

24. Les parties pourraient-elles expliquer comment elles interprètent les expressions "prendra des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" et "retirera la subvention" figurant à l'article 7.8 de l'Accord SMC?

---

[149] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1179, note de bas de page 1298 ("Nous ne désapprouvons pas l'affirmation générale à la base [des] règles d'"imputation" [figurant dans la Partie V de l'*Accord SMC*], qui signifient, selon ce que nous croyons comprendre, qu'avec le temps les effets d'une subvention peuvent s'atténuer. Par exemple, une subvention accordée il y a neuf ou dix ans serait incontestablement moins susceptible d'affecter les décisions des producteurs aujourd'hui qu'il y a huit ans.").

[150] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, page 3704, volume 2 (édition de 1993) (pièce US-118).

112. Les États-Unis ont évoqué un certain nombre d'erreurs d'interprétation que comporte l'analyse ci-dessus du Brésil dans leur réponse à la question n° 22 et ils invitent le Groupe spécial à s'y reporter.

113. Les États-Unis notent, en outre, que le Brésil a tort d'affirmer que les constatations initiales d'incompatibilité avec les règles de l'OMC s'appliquent à l'égard des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et à tous les versements effectués au titre de ces programmes. En tant que tels, les arguments du Brésil concernant les "mesures appropriées" que les États-Unis avaient à leur disposition au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* sont aussi hors de propos.

114. Les États-Unis ne sont pas d'accord non plus avec l'affirmation du Brésil selon laquelle le Groupe spécial initial *a prescrit* les "mesures appropriées" particulières qui devaient être prises conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.[151] Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, aucune disposition de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* – ni de l'Accord sur l'OMC – ne confère un tel pouvoir à un groupe spécial chargé d'une affaire. En fait, contrairement à l'article 4.7 de l'*Accord SMC* ou à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, l'article 7.8 ne *traite* même pas de la *recommandation* qu'un groupe spécial doit formuler lorsqu'il détermine qu'une subvention cause des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'*Accord SMC*. Il énonce simplement l'obligation générale d'un Membre qui se trouvera dans la situation "où un rapport d'un groupe spécial ou un rapport de l'Organe d'appel sera adopté dans lequel il aura été déterminé qu'une subvention [du Membre] a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un [autre] Membre au sens de l'article 5". Cette obligation est soit de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables" de la subvention soit de "retirer[] la subvention". Aucune disposition de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ne limite le pouvoir discrétionnaire des Membres à cet égard.

115. En outre, les États-Unis ne considèrent pas que le Groupe spécial entendait prescrire "des mesures appropriées" lorsqu'il a noté que les États-Unis seraient "obligés de prendre des mesures au sujet" des dispositions législatives/réglementaires par suite de la constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel".[152] En fait, le Brésil a reconnu auparavant que cela ne constituait pas une recommandation.[153] Il apparaît plutôt qu'il s'agit d'un énoncé des vues du Groupe spécial initial quant à ce que serait la réponse probable des États-Unis à la recommandation que le Groupe spécial initial a *effectivement* formulée (à savoir l'élimination des effets défavorables, ou le retrait, de la "subvention", que le Groupe spécial initial a identifiée). Et, de fait, les États-Unis ont "pris des mesures au sujet" des dispositions législatives/réglementaires lorsqu'ils ont mis fin au programme Step 2.

116. Bien que le Groupe spécial initial puisse avoir considéré que les effets défavorables de la "subvention" qu'il examinait seraient éliminés par "des mesures au sujet" des dispositions législatives autorisant les versements, cela ne change rien au fait que la "subvention" qu'il examinait était un

---

[151] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 7 (6 mars 2007) ("le Groupe spécial initial a déterminé la *mesure appropriée* particulière au titre de l'article 7.8 que les États-Unis devaient prendre au sujet de la "série" de subventions subordonnées aux prix et impératives dont il avait été constaté qu'elles causaient un empêchement actuel des hausses de prix dans une mesure notable ...").

[152] La partie pertinente des recommandations du Groupe spécial initial dispose simplement qu'"au moment de l'adoption du présent rapport, les États-Unis ont l'obligation de "prendr[e] des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou [de] retirer[] la subvention"" sous réserve de la conclusion figurant au paragraphe 8.1 g) i). Le paragraphe 8.1 g) i) dispose que "les mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), *versements* MLA et *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 g) i)

[153] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 32.

ensemble de versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et non les programmes en tant que tels, ou les programmes en plus des versements effectués au titre de ces programmes. Cela ne change rien non plus au fait que - conformément à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* - d'autres mesures ou modifications auraient pu aussi avoir été appropriées pour "éliminer les effets défavorables ou retirer[] la subvention" sous réserve de la conclusion figurant au paragraphe 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial.

25. Comment les parties interprètent-elles la relation entre l'article 7.8 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord?

117. Les États-Unis conviennent que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord permet l'examen d'un désaccord sur le point de savoir si un Membre a mis en œuvre les obligations énoncées à l'article 7.8 de l'*Accord SMC*. Toutefois, les États-Unis ne sont pas d'accord avec la description faite par le Brésil des mesures que, d'après ce qu'il allègue, le présent Groupe spécial "doit" prendre au titre de ces dispositions. En particulier, rien ne justifie l'affirmation du Brésil selon laquelle "le Groupe spécial de la mise en conformité *doit* au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* et de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, *premièrement évaluer l'allégation présentée par le Brésil selon laquelle il n'existe aucune mesure prise pour se conformer en ce qui concerne la période allant du 21 septembre 2005 au 1er août 2006*".[154] Comme les États-Unis l'ont expliqué, ni l'article 7.8 de l'*Accord SMC* ni l'article 21:5 du Mémorandum d'accord – ni aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC – n'exigent que soient formulées des constatations de mise en conformité à la fin du délai de six mois prévu à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*. De plus, les groupes spéciaux chargés des affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Crevettes* ont à juste titre déterminé qu'il était approprié d'examiner l'"existence" ou la "compatibilité avec un accord visé" de mesures prises pour se conformer à la date à laquelle ils avaient été saisis de la question, et non à la date d'expiration du délai de mise en œuvre.[155] Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, cette approche est tout aussi appropriée en l'espèce (sinon plus étant donné que les parties conviennent que les faits et les circonstances ont changé depuis l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*).

26. Les parties pourraient-elles indiquer si elles souscrivent ou non aux arguments avancés par la Nouvelle-Zélande dans sa communication en tant que tierce partie, selon lesquels l'article 7.8 de l'Accord SMC a certaines conséquences sur la charge de la preuve dans une procédure au titre de l'article 21:5? [Paragraphes 5.04 à 5.06 de la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie]

27. Les parties pourraient-elles formuler des observations sur l'assertion ci-après des Communautés européennes:

> ***"Le texte de l'article 7.8 de l'Accord SMC ne dispose pas expressément qu'un Membre auquel l'ORD a demandé de mettre en œuvre ses recommandations et décisions au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC a en fait quoi que ce soit à faire." (italique dans l'original)***

118. Prière de se reporter aux observations des États-Unis concernant la réponse du Brésil aux questions n° 22 et 24 ci-dessus.

---

[154] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 19 (6 mars 2007) (pas d'italique dans l'original).

[155] *États-Unis – Crevettes (Groupe spécial) (21:5 – Malaisie)*, paragraphe 5.12; *CE – Linge de lit (Groupe spécial) (21:5 – Inde)*, paragraphe 6.28.

28. Les parties ont des vues divergentes en ce qui concerne la campagne de commercialisation pertinente que le Groupe spécial doit prendre en considération dans son analyse des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil.

a) Les parties pourraient-elles indiquer quelles sont, selon elles, les considérations juridiques pertinentes qui devraient guider le Groupe spécial au moment de déterminer si la campagne de commercialisation appropriée est la campagne 2005 ou la campagne 2006?

119. Le Brésil consacre toute sa réponse à faire valoir que la "période de référence" appropriée pour l'analyse du Groupe spécial est la campagne de commercialisation 2005. Toutefois, le Groupe spécial ne demande pas d'identifier une "période de référence"; il demande quelle est "la campagne de commercialisation appropriée" aux fins des allégations de préjudice grave du Brésil. Les États-Unis maintiennent qu'il s'agit de deux questions distinctes.

120. Concernant la question de la campagne de commercialisation pertinente aux fins des allégations de préjudice grave formulées par le Brésil, les États-Unis maintiennent que, conformément au texte de l'article 6.3 c) et 6.3 d), l'examen approprié doit porter sur l'effet *actuel* des mesures contestées. En conséquence, la période (ou campagne de commercialisation) actuelle – en l'espèce la campagne de commercialisation 2006 – est la période pertinente. Bien que les États-Unis disent ne pas disconvenir que les données relatives à des campagnes de commercialisation antérieures puissent être examinées dans les cas où des données fiables concernant la campagne de commercialisation 2006 ne sont pas disponibles (en tant qu'*indicateur*), cela ne peut pas occulter le fait que la demande pertinente concerne les effets compte tenu des faits et circonstances *actuels*.

121. Cela est particulièrement vrai étant donné que – comme le Brésil le reconnaît finalement – une comparaison des "données antérieures montre[] qu'il y a eu des fluctuations assez importantes des prix, de la demande et de l'offre sur la base d'un certain nombre de facteurs différents".[156] Les États-Unis se félicitent du fait que le Brésil reconnaît qu'effectivement, les conditions du marché et de la production *ont* changé de manière substantielle, en particulier depuis la suppression du programme Step 2. Comme les États-Unis l'ont expliqué, depuis la suppression du programme Step 2:

- Les exportations des États-Unis au cours de la campagne de commercialisation 2006 ont *baissé de 30 pour cent* par rapport aux niveaux observés au cours de la même période de la campagne précédente.[157]

- Les ventes hebdomadaires de coton sont de *31 pour cent inférieures* à la moyenne de la période de cinq ans.[158]

- Et les engagements totaux en matière d'exportations des États-Unis sont actuellement d'environ *40 pour cent inférieurs* au niveau de l'année précédente et de *27 pour cent* inférieurs à la moyenne sur cinq ans.[159]

- Les prévisions pour l'avenir sont aussi sombres. Comme les États-Unis l'ont expliqué à la réunion avec le Groupe spécial, en février de l'année en cours, l'USDA a abaissé les prévisions concernant les exportations de coton des États-Unis pour la campagne

[156] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 24 (6 mars 2007) (non souligné dans l'original).
[157] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).
[158] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).
[159] Weekly Export Performance Report for week ending February 15, 2007 (pièce US-113).

de commercialisation 2006 de près de 8 pour cent, après une révision à la baisse de 2 pour cent en janvier.[160]

- Ces révisions à la baisse ont lieu au moment même où les estimations de l'USDA indiquent que l'utilisation industrielle de coton étranger atteindra des niveaux *records*, ce qui signifie que la part de la consommation à l'étranger détenue par les États-Unis devrait tomber de 16 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 12 pour cent au cours de la campagne de commercialisation 2006.

- De plus, la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis devrait tomber de 40 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 à 36 pour cent durant la campagne de commercialisation 2006.

- Il est prévu que l'utilisation industrielle nationale aux États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 soit d'à peine 5 millions de balles, soit son plus faible niveau depuis la campagne de commercialisation 1931.

- Et la baisse de la demande de coton upland des États-Unis fait également sentir ses effets sur les décisions de plantation et de production. Selon l'enquête annuelle portant sur les intentions en matière de plantation menée par le Conseil national du coton, les plantations de coton upland aux États-Unis baisseront probablement de 14 pour cent en moyenne pendant la campagne de commercialisation 2007 par rapport aux niveaux de 2006.[161]

122. Dans ces conditions, ce sont les données antérieures sur lesquelles le Brésil met l'accent qu'il faudrait considérer avec prudence. Compte tenu des conditions très différentes qui existent actuellement, il est peu probable que ce que disent ces données au sujet des effets qui existaient pendant la période antérieure soit vrai. Bien que le Groupe spécial doive peut-être - dans certains cas - se fonder sur ces données parce qu'il n'existe pas pour la campagne de commercialisation actuelle de données fiables ou complètes, il convient de ne pas perdre de vue les conditions différentes qui existent actuellement pour évaluer les allégations du Brésil.

b) Les parties souscrivent-elles ou non à l'argument des Communautés européennes selon lequel, dans un différend impliquant une allégation de préjudice grave actuel, les parties doivent fournir les données "les plus récentes qui sont raisonnablement disponibles"? [Paragraphes 43, 54 et 55 de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie]

123. Prière de se reporter à la réponse des États-Unis à la question n° 28 et aux observations ci-dessus concernant la réponse du Brésil à la question n° 28 a).

Questions posées aux États-Unis

29. Les États-Unis contestent-ils le fait qu'il existe "une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels

[160] February 2007 World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE) Report (pièce US-114).
[161] National Cotton Council Planting Intentions Survey MY 2007 (pièce US-115).

et la production de coton upland"?[162] En particulier, s'inscrivent-ils en faux contre les déclarations suivantes[163]:

- ***une très grande proportion d'exploitations ayant une superficie de base de coton upland continuent de planter du coton upland pendant l'année où a lieu le versement;***

- ***la majorité écrasante des exploitations inscrites dans les programmes qui plantent du coton upland ont également une base de coton upland?***

Question posée au Brésil

30. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements effectués au titre des programmes empêchent des hausses de prix dans une mesure notable est une question inédite"? [Paragraphe 219 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis]

124. Les États-Unis accueillent avec satisfaction le fait que le Brésil reconnaisse que la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements effectués au titre des programmes empêchent des hausses de prix dans une mesure notable est une question inédite. Les États-Unis demandent respectueusement au Groupe spécial d'en tenir compte lorsqu'il examinera les affirmations répétées du Brésil selon lesquelles les arguments des États-Unis ont tous été rejetés – et les questions dont est saisi le présent Groupe spécial ont toutes été tranchées – par le Groupe spécial initial.

125. Les États-Unis apportent toutefois deux brèves clarifications à ce sujet. Premièrement, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, les États-Unis ne sont pas d'avis que toutes les constatations du Groupe spécial initial sont "dénuées de pertinence". En réalité, le fait que le Brésil ne puisse même pas citer un seul passage d'une communication des États-Unis à l'appui de cette affirmation confirme qu'elle est sans fondement.

126. Deuxièmement, le Brésil suppose que la seule raison pour laquelle la question ci-dessus est une question inédite est que le Groupe spécial initial n'a pas examiné si *ces mesures particulières* causaient un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. Ce n'est pas la seule raison. Le Groupe spécial initial n'a pas non plus considéré les effets qu'auraient les mesures pendant la *période actuelle et dans le type de conditions du marché qui existent actuellement*. Au contraire, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les mesures faisant l'objet de l'analyse du Groupe spécial initial étaient certains versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 et la question examinée par le Groupe spécial concernait les effets que ces versements avaient eus pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. On ne peut ignorer ces limites pour évaluer la pertinence des constatations formulées par le Groupe spécial initial.

---

[162] ***[NOTE DE BAS DE PAGE INITIALE: Voir le paragraphe 131 de la première communication du Brésil. Le Groupe spécial précise que ce membre de phrase fait référence au fait que "les bénéficiaires détenant une superficie de base de coton upland" et "ceux qui continuent de planter du coton upland" coïncident largement. (Voir le paragraphe 7.637 du rapport du Groupe spécial initial.) Le Groupe spécial croit comprendre que le Brésil utilise ce membre de phrase dans le même sens.]***

[163] ***[NOTE DE BAS DE PAGE INITIALE: Ces passages sont tirés du paragraphe 7.636 du rapport du Groupe spécial initial.]***

2. Structure, conception et gestion des programmes de versements anticycliques et de versements au titre de prêts à la commercialisation

Questions posées aux États-Unis

31. ***Le Brésil allègue que la structure, la conception et la gestion des versements anticycliques des États-Unis stimulent la production de coton upland aux États-Unis. Le Brésil et les États-Unis ont tous deux fait référence à l'étude Westcott (2005)[164] pour étayer leur analyse opposée de l'incidence possible des versements anticycliques sur la production. Dans sa réfutation, le Brésil cite le passage ci-après de Westcott:***

> ***Donc, où les versements CCP se situent-ils par rapport aux autres programmes concernant des produits de base agricoles prévus dans la Loi de 2002 sur l'agriculture? Les prêts à la commercialisation sont entièrement couplés puisqu'ils peuvent être obtenus pour toute la production et que leur lien avec les prix du marché fait qu'ils influent sur les décisions de production des exploitants. Les versements directs sont essentiellement découplés puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures et non sur la production actuelle et qu'ils ne dépendent pas des prix du marché ou d'autres facteurs qui influeraient sur la production …***
>
> ***Les versements CCP s'intercalent entre ces deux programmes car certaines de leurs caractéristiques s'apparentent à celles des versements directs essentiellement découplés tandis que d'autres s'apparentent à celles des prêts à la commercialisation entièrement couplés. Comme les versements directs, les versements CCP ne dépendent pas de la production actuelle puisqu'ils sont fondés sur une quantité fixe déterminée sur la base de données antérieures. Toutefois, comme les prêts à la commercialisation, les versements CCP sont liés aux prix du marché et peuvent donc avoir une certaine incidence sur les décisions relatives à la production actuelle des exploitants, ce qui fait que ces versements pourraient être au moins en partie ou dans une certaine mesure couplés.***

a) ***Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description des versements CCP?***

b) ***Que répondraient les États-Unis à l'argument selon lequel, de par leur conception, les versements anticycliques sont couplés dans une certaine mesure aux décisions de production parce qu'une partie des versements est subordonnée aux prix qui sont effectivement obtenus sur le marché?***

3. Modèle de simulation économique

Question posée aux États-Unis

32. ***Le Brésil a présenté un modèle d'équilibre partiel visant à simuler les effets de l'élimination des versements des États-Unis pour le coton upland, en particulier les***

---

[164] [NOTE DE BAS DE PAGE INITIALE: Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" (pièce US-35).]

versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Les États-Unis ont donné leur avis sur le modèle de simulation dans leur communication et dans leur réfutation.

a) ***Serait-il exact de dire que la réponse des États-Unis constitue une acceptation générale du cadre d'analyse adopté par le Brésil mais une contestation des hypothèses formulées concernant les valeurs des paramètres, les élasticités de l'offre et de la demande et le facteur de "couplage" utilisés dans le modèle? (Le facteur de couplage est le montant dont est majoré le prix attendu du coton pour chaque dollar versé par unité à titre de subvention.)***

b) ***Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis utilisent une valeur de 1 identique à celle que le Brésil adopte pour le facteur de couplage attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements au titre de prêts à la commercialisation accordent une incitation un-pour-un à la production de coton upland?***

c) ***Dans leur première communication écrite et leur communication à titre de réfutation, les États-Unis ont utilisé une valeur non nulle de 0,25 (pas beaucoup plus basse que la valeur de 0,4 adoptée par le Brésil) pour le facteur de couplage attribué aux versements anticycliques. Cela signifie-t-il qu'ils admettent que, de par leur conception, les versements anticycliques sont en partie liés à la production de coton upland et qu'ils acceptent une grandeur (25 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique) qui n'est pas très éloignée de la propre estimation du Brésil (40 cents par dollar versé à titre de versement anticyclique)?***

E. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Admissibilité d'une interprétation *a contrario* du point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux États-Unis

33. ***Veuillez expliquer si (et dans l'affirmative, comment) les décisions des groupes spéciaux Corée – Navires et Brésil – Aéronefs (21:5) (I et II) influent sur la manière dont les États-Unis interprètent la relation entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.***

34. ***Les États-Unis considèrent-ils que le point j) de la Liste exemplative est l'une des dispositions auxquelles s'applique la note de bas de page 5 de l'Accord SMC? Quelle incidence cela a-t-il sur l'interprétation que les États-Unis font de l'interaction entre le point j) de la Liste exemplative et l'article 3.1 a) de l'Accord SMC?***

35. ***Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel l'admissibilité d'une lecture a contrario du point j) empêcherait un Membre de contester des garanties de crédit à l'exportation spécifiques ou des cohortes de telles garanties accordées par un Membre, au contraire de programmes de garantie du crédit à l'exportation? [Voir les paragraphes 472 et suivants de la réfutation du Brésil]***

Question posée au Brésil

> ***36. Quelle lecture le Brésil fait-il de l'assertion formulée par l'Organe d'appel au paragraphe 80 de son rapport sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) selon laquelle il "… aur[ait] été […] dispos[é] à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative"? Le Groupe spécial devrait-il tenir compte de cette assertion pour décider si le point j) peut être interprété a contrario?***

127. La réponse du Brésil à cette question ne résiste pas à un examen minutieux. Elle n'est pas non plus crédible compte tenu des positions directement contradictoires adoptées par le Brésil lorsque ses mesures étaient en cause et qu'une interprétation *a contrario* du point k) aurait été à son avantage.

128. Les États-Unis rappellent que dans le différend *Brésil – Aéronefs (21:5)*, le Brésil a expressément fait valoir qu'une interprétation *a contrario* des points énumérés dans la Liste exemplative était possible tout à fait indépendamment de toute application de la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*.[165] Par la suite, l'Organe d'appel a noté qu'il n'interprétait pas la note de bas de page 5, mais qu'il était néanmoins disposé à accepter l'argument du Brésil selon lequel le premier paragraphe du point k) pouvait être lu *a contrario* afin de déterminer quand des mesures étaient "justifiées".[166] Le fait que l'Organe d'appel n'a rien dit au sujet de la note de bas de page 5 résulte simplement des propres arguments avancés par le Brésil dans ce différend et ne signifiait pas que la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* ne s'appliquait pas au point j) ou au point k).

129. De plus, les États-Unis rappellent, une fois de plus, l'argument avancé par le Brésil dans ce différend selon lequel la note de bas de page 5 *s'appliquait* en fait aux points j) et k) et que les deux points contenaient le type de limite prévue dans la note de bas de page 5:

> Il est précisé dans la note de bas de page 5 de l'Accord SMC que l'Annexe I contient non seulement une liste de subventions à l'exportation prohibées, mais aussi des mesures qui ne constituent pas des subventions à l'exportation, comme celles qui sont décrites aux points b), h), i) et k). Si l'on compare la structure du point j) et celle du point k), on constate que les deux dispositions ont une structure similaire en ce sens qu'elles donnent une définition des pratiques qui constituent des subventions à l'exportation prohibées, accompagnées d'*un texte qui en limite la portée. Dans le cas du point j), concernant les programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, le texte limitatif est le suivant: "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes"*.[167]

130. Compte tenu de ces arguments, il est curieux que le Brésil laisse maintenant entendre que "le point k) est substantiellement distinct des autres points de la Liste exemplative" de telle sorte que l'acceptation par l'Organe d'appel d'une lecture *a contrario* "ne s'étendrait pas au-delà du point k)".[168] Le Brésil affirme que cela est dû au fait que la clause de l'"avantage important" figurant au premier paragraphe du point k) serait "étroitement liée" au critère de l'"avantage" figurant à l'article 1.1. Il

---

[165] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 57 ("Le Brésil souligne tout d'abord que son argument selon lequel les subventions au titre du PROEX révisé sont "autorisées" ne reposait pas sur la note de bas de page 5, mais plutôt sur une interprétation "*a contrario*" du texte du premier paragraphe du point k).").

[166] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 80 (faisant valoir que, si le Brésil avait correctement présenté les faits au titre du paragraphe 1, "nous aurions été alors disposés à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative").

[167] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 19 (pas d'italique dans l'original).

[168] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 40 (6 mars 2007) (non souligné dans l'original).

affirme qu'en revanche le point j) "ne dit rien quant au point de savoir si les garanties de crédit à l'exportation confèrent des avantages aux bénéficiaires par rapport à des points de repère du marché" et, d'après ses allégations, "écarterait définitivement tout examen de cet "avantage"". Il est important de mentionner que l'*Organe d'appel* n'a rien dit de tout cela pour expliquer sa décision d'accepter une interprétation *a contrario* du point k). Il s'agit plutôt simplement d'un raisonnement *post hoc* du Brésil pour éviter que ne s'appliquent aux mesures des États-Unis les mêmes considérations en matière d'interprétation dont le Brésil aurait bénéficié dans le différend *Brésil – Aéronefs (21:5)* s'il avait correctement présenté les faits.

131. L'Organe d'appel n'a pas indiqué que l'admissibilité d'une interprétation *a contrario* dépendait de la proximité entre le critère énoncé dans la Liste exemplative et celui dont le Brésil affirmait qu'il était le *seul* critère de l'"avantage" au titre de l'article 1.1 a) de l'*Accord SMC*. Il n'a pas non plus dit qu'il fallait comprendre que le critère de l'"avantage" figurant à l'article 1.1 a) de l'*Accord SMC* nécessitait une évaluation de l'"avantage conféré au bénéficiaire" même dans les cas où les rédacteurs étaient spécifiquement *convenus* dans la Liste exemplative qu'une approche différente était appropriée pour évaluer si des mesures particulières constituaient des subventions à l'exportation prohibées. En fait, s'il l'avait dit, l'Organe d'appel aurait effectivement rendu inutile la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. Cette note de bas de page reconnaît que – aux fins des dispositions de la Liste exemplative, qui limitent explicitement ou implicitement les mesures qui peuvent être réputées être des subventions à l'exportation – c'est la Liste exemplative elle-même qui précise nettement les conditions dans lesquelles les mesures énumérées seront considérées comme des "subventions" au sens de l'article 1.1 qui sont "subordonnées aux exportations" au sens de l'article 3.1 a).

2. Garanties de crédit à l'exportation en cours/mesures prises pour se conformer

Question posée au Brésil

> ***37. Le Brésil s'appuie sur les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) pour étayer ses arguments voulant que les États-Unis n'aient pas "retiré" la subvention et qu'il leur soit "au minimum ... interdit d'effectuer des "versements" à titre d'indemnisation dans le cadre de" garanties de crédit à l'exportation en cours. [Paragraphe 397 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil] Veuillez expliquer comment les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire s'appliquent à l'octroi des garanties de crédit à l'exportation des États-Unis en cause.***

132. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur déclaration orale devant le Groupe spécial, le raisonnement tenu dans le différend *Brésil – Aéronefs (21:5)* n'étaye *pas* les arguments du Brésil selon lesquels les États-Unis n'ont pas "retiré" la subvention en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation contestées, ni les affirmations du Brésil pour ce qui est d'"honorer" des garanties de crédit à l'exportation.

133. Le différend *Brésil – Aéronefs (21:5)* concernait l'émission par le Brésil d'obligations incompatibles avec les règles de l'OMC. Le Brésil a affirmé le droit, dans ce différend, de continuer d'émettre ces obligations incompatibles avec les règles de l'OMC même après la fin du délai raisonnable fixé pour les "retirer" simplement parce qu'il avait signé des lettres d'engagement concernant leur émission avant la fin du délai raisonnable. L'Organe d'appel n'a pas été du même avis que le Brésil. Il a noté ce qui suit:

> L'existence d'une "subvention" n'a pas été contestée par le Brésil dans la procédure du Groupe spécial initial; et le Brésil a également concédé devant le Groupe spécial initial que les subventions au titre du PROEX étaient subordonnées à l'exportation.

> La seule question dont nous sommes maintenant saisis est celle de savoir si la poursuite de l'émission d'obligations NTN-I par le Brésil après le 18 novembre 1999, en exécution de lettres d'engagement émises avant le 18 novembre 1999, est compatible avec la recommandation de l'ORD de "retirer" les subventions à l'exportation prohibées dans un délai de 90 jours.[169]

134. De l'avis de l'Organe d'appel, le fait de continuer d'émettre des obligations incompatibles avec les règles de l'OMC selon exactement les mêmes conditions et modalités qu'auparavant n'était pas conforme à l'obligation incombant au Brésil de retirer la subvention à l'exportation.

135. Les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis ne sont pas similaires aux obligations incompatibles avec les règles de l'OMC du Brésil. Les obligations du Brésil ont continué de constituer des subventions à l'exportation prohibées avant et après la date de mise en œuvre. Par contre, depuis le 1er juillet 2005 (et en fait même avant cette date), les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis ont cessé de faire partie de programmes dont la gestion représentait un "coût net pour les pouvoirs publics".[170] Ainsi, contrairement au Brésil, les États-Unis n'ont pas essayé de continuer d'accorder des subventions à l'exportation prohibées après la date de mise en œuvre. Contrairement au Brésil, les États-Unis ont retiré la subvention dont l'existence avait été constatée pour ce qui était des garanties de crédit à l'exportation en cours à la fin de la période de mise en œuvre et de toutes les garanties de crédit à l'exportation émises par la suite.

3. "Avantage" au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Question posée aux États-Unis

> ***38. Veuillez indiquer quelle est la pertinence de la caractérisation par le Groupe spécial initial, au paragraphe 6.31 de son rapport, de l'invocation par le Brésil des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC comme ne constituant "pas une allégation distincte, mais simplement un autre argument" sur la position des États-Unis en la matière (et notamment l'assertion des États-Unis, au paragraphe 67 de leur première communication écrite, selon laquelle "… le Groupe spécial dans la procédure initiale a spécifiquement refusé d'examiner la prétendue "allégation" du Brésil au titre des articles 1er et 3.1 a) de l'Accord SMC").***

Questions posées au Brésil

> ***39. Le Groupe spécial croit comprendre que les États-Unis font valoir qu'ils se sont appuyés sur les constatations formulées par le Groupe spécial au titre du point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD relatives aux garanties de crédit à l'exportation. Quelle incidence cela aurait-il, selon le Brésil, sur le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure? Les États-Unis étaient-ils également censés mettre en œuvre des modifications visant à rendre leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation compatibles avec les articles 1.1 et 3.1 a) de l'Accord SMC, même si le Groupe spécial initial n'avait formulé aucune constatation à ce sujet?***

136. L'affirmation du Brésil selon laquelle le fait que les États-Unis se sont appuyés sur les constatations formulées par le Groupe spécial initial au titre du point j) "ne devrait pas affecter le rôle du Groupe spécial de la mise en conformité dans la présente procédure au titre de l'article 21:5" est regrettable et inexacte. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 2, il

---

[169] *Brésil – Aéronefs (21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 44.
[170] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.804.

est important d'examiner les recommandations et décisions de l'ORD – et les constatations de fait sur lesquelles elles reposent – afin de déterminer si le Membre défendeur était en fait tenu de prendre des mesures pour se mettre en conformité et, dans l'affirmative, de déterminer la portée de l'obligation lui incombant à cet égard.[171] Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le rôle du présent Groupe spécial *consiste* spécifiquement à examiner les recommandations et décisions de l'ORD et les constatations formulées dans le cadre du différend initial et à déterminer si les États-Unis en ont tenu compte. Il est clair que c'est ce qu'il a fait en l'espèce.

137. Le Brésil affirme que, dans la mesure où ils "se sont d'une manière ou d'une autre appuyés" sur les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans le différend initial, les États-Unis cherchent à "se soustraire aux disciplines de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC* relatives aux subventions à l'exportation".[172] Cette accusation est sans fondement. De plus, elle repose sur les propres arguments du Brésil voulant qu'il existe un critère séparé pour déterminer ce qui constitue une subvention à l'exportation prohibée au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* et qu'un critère différent entraîne des obligations de mise en œuvre différentes auxquelles les États-Unis cherchent à "se soustraire". Le fait que le Brésil a spécifiquement avancé les mêmes arguments devant le Groupe spécial et l'Organe d'appel et que ceux-ci se sont néanmoins *abstenus* d'examiner des "allégations" ou des "arguments" séparés au titre du critère différent allégué figurant aux articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* est compatible avec le fait qu'un tel critère différent n'existe pas.

> ***40. Au paragraphe 410 de sa réfutation, le Brésil fait référence au paragraphe 7.398 du rapport du Groupe spécial Canada – Aéronefs II. Le Groupe spécial note, toutefois, qu'au même paragraphe, le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a également indiqué qu'il y aurait un ""avantage" quand l'économie que représente[rait], pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par IQ [ne serait] pas compensée par les commissions perçues par IQ". Veuillez indiquer, eu égard à ce passage, si le Groupe spécial devrait considérer que le Groupe spécial Canada – Aéronefs II a rejeté le "coût total des fonds" en tant que point de repère approprié au regard de l'article 14 c) de l'Accord SMC.***

138. Le Brésil reconnaît dans sa réponse à cette question que dans le différend *Canada – Aéronef II*, le Groupe spécial n'a *pas* rejeté le critère de l'article 14 c) de l'*Accord SMC*, mais qu'il a simplement constaté que – dans les circonstances particulières de ce différend – on pouvait "supposer sans risque d'erreur" que le critère de l'article 14 c) serait rempli si les commissions perçues pour les garanties de prêts offertes par IQ n'étaient pas "fondées sur le marché".[173] En fait, même s'il a affirmé qu'on pouvait faire cette supposition "sans risque d'erreur", le Groupe spécial *a exigé* en réalité que le Brésil fournisse des "arguments ou renseignements concernant ce que [la compagnie aérienne] aurait pu avoir à payer sur un *prêt commercial comparable* en l'absence de la garantie de prêt d'*IQ*".[174] Le Groupe spécial a noté ce qui suit:

> Le Brésil n'a présenté aucun argument selon lequel "il ... y [a] une différence entre le montant que [Mesa Air Group] paie sur le prêt garanti par [IQ] et celui [que Mesa Air Group] paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie [d'IQ]", ajustée pour tenir compte des différences de commissions. En particulier, bien que le Brésil ne nie pas que des garanties de prêt puissent être obtenues sur une base commerciale, il n'a présenté aucun argument ni aucun renseignement concernant ce

[171] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs (21:5 – Canada) (Organe d'appel)*, paragraphe 68.

[172] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 48 (6 mars 2007) (pas d'italique dans l'original).

[173] *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399 (pas d'italique dans l'original).

[174] *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399 (pas d'italique dans l'original).

> que Mesa Air Group aurait pu avoir à payer sur un prêt commercial comparable en l'absence de la garantie de prêt d'IQ.[175]

139. Sur la base de *ce* manquement de la part du Brésil – ainsi que du fait que le Brésil n'a pas "présenté d'argument selon lequel la commission perçue par IQ pour sa garantie de prêt en faveur de Mesa Air Group n'[était] pas fondée sur le marché" –, le Groupe spécial a "rejet[é] l'allégation du Brésil selon laquelle la garantie de prêt offerte par IQ à Mesa Air Group conf[érait] un "avantage"".[176]

140. Dans le présent différend, le Brésil n'a encore pas fait le type de démonstration circonstanciée prévue à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*; il n'a pas montré que le coût global, y compris les commissions, de chacun des prêts garantis par les pouvoirs publics était inférieur au coût global d'un prêt commercial comparable qui aurait pu être obtenu sans garantie des pouvoirs publics. Il n'a pas non plus indiqué pour quelles raisons il serait possible de "supposer sans risque d'erreur" que le critère de l'article 14 c) serait rempli dans le présent différend en démontrant simplement l'existence d'une différence entre les commissions au titre des garanties du GSM 102 et celles perçues pour les autres garanties offertes à des conditions commerciales. En fait, étant donné les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui montrent que, dans les faits, les débiteurs étrangers sont en mesure d'obtenir un financement même sans garantie au titre du GSM 102 et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102, il est clair que l'on ne peut *pas* en l'espèce faire cette supposition sans risque d'erreur.

Questions posées aux deux parties

41. Quelles sont les considérations pertinentes pour guider le Groupe spécial dans le choix d'un point de repère du marché en l'espèce?:

a) Le fait que l'organisme qui fournit le produit fait des bénéfices, globalement, ou sur des programmes ou des produits spécifiques? Dans l'affirmative, "n'importe quel" bénéfice suffit-il pour qu'un organisme/produit/programme soit qualifié de "point de repère du marché" pertinent ou faut-il que l'organisme/le produit/le programme génère un certain niveau de bénéfices? Le Groupe spécial doit-il procéder à un examen du niveau de bénéfices généré par des opérateurs commerciaux ou privés intervenant dans le domaine?

b) Les objectifs déclarés de l'organisme/du produit/du programme sont-ils pertinents pour déterminer s'ils peuvent être utilisés comme "point de repère du marché"?

c) La "gouvernance" de l'organisme est-elle pertinente?

d) Quels autres facteurs sont pertinents?

141. Les États-Unis ne souscrivent pas aux arguments avancés par le Brésil, dans sa réponse à cette question, sur la question liminaire du *point de repère* qui est nécessaire aux fins de la présente affaire. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le "point de repère" approprié n'est pas une *garantie* offerte à des conditions commerciales qui soit similaire à celle du GSM 102. Ce n'est la considération pertinente *ni* au titre du point j) de la Liste exemplative ni au titre de l'article 14 c) de l'*Accord SMC*. Conformément au point j), pour déterminer s'il existe une subvention à l'exportation dans le cas des garanties de crédit à l'exportation, la considération appropriée est celle de savoir si les primes

[175] *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399.
[176] *Canada – Aéronefs II*, paragraphe 7.399.

demandées sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion d'un programme. C'est le critère permettant d'évaluer si les garanties de crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation aux fins de l'*Accord SMC*. De plus, au titre de l'article 14 c), la considération appropriée de l'"avantage" est celle de savoir si et dans quelle proportion les garanties affectent les conditions des prêts *correspondants*. Il n'est pas justifié que le Brésil demande au présent Groupe spécial de ne pas tenir compte de toutes les dispositions textuelles qui traitent des garanties de crédit à l'exportation et des garanties de prêt, et d'adopter un critère inventé de toutes pièces qui porte simplement sur les *commissions* perçues pour différentes garanties.

142. En fait, ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, l'approche avancée par le Brésil serait contraire à ce que les Membres ont expressément reconnu à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*, à savoir que l'octroi d'une garantie de prêt est fondamentalement différent de la fourniture d'autres services par les pouvoirs publics.[177] Dans le cas des services fournis par les pouvoirs publics, l'article 14 d) s'applique et dispose qu'un "avantage" peut être calculé uniquement dans les cas où "la fourniture [du service] … s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate" qui "sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le ... service en question dans le pays de fourniture ou d'achat (y compris le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente)". Dans ce contexte, une comparaison entre les commissions perçues pour un service des pouvoirs publics et celles qui le sont sur le marché pour un service comparable constitue la bonne approche. Cependant, l'article 14 c) *exclut* une telle approche pour les garanties de prêt. Reconnaissant qu'une garantie de prêt a pour seul but de *soutenir une transaction de prêt* et qu'elle devient une partie intégrante de cette transaction, l'article 14 c) exige que soit évalué le coût total de la transaction pour déterminer si un "avantage" est réellement conféré par la garantie.

143. Pour ces raisons, les États-Unis estiment que les arguments du Brésil concernant le point de repère approprié en l'espèce sont d'emblée erronés. Toujours est-il que les précisions apportées par le Brésil dans sa réponse à cette question sont utiles dans la mesure où elles confirment l'approche déraisonnable – pour ne pas dire sans fondement – qu'il avance.

144. Plus spécifiquement, le Brésil précise qu'il avance une théorie à sens unique selon laquelle il peut utiliser comme point de repère les garanties accordées par les pouvoirs publics pour montrer que les garanties au titre du GSM 102 sont *incompatibles avec les règles de l'OMC*, mais selon laquelle les États-Unis ne pourraient jamais se servir des garanties accordées par une entité gouvernementale ou une entité dite "publique" pour montrer que les garanties au titre du GSM 102 sont *compatibles avec les règles de l'OMC*. Le Brésil fait valoir qu'aucune entité gouvernementale/publique ne pourrait fournir un point de repère du marché – indépendamment de sa rentabilité, de ses objectifs déclarés ou de tout autre facteur, et indépendamment de la question de savoir si le produit particulier qui constitue le point de repère est offert aux conditions du marché. De l'avis du Brésil, cela est nécessaire "si l'on veut que les disciplines de l'*Accord SMC* ne soient pas contournées".[178]

145. Dans le même temps, toutefois, le Brésil dit qu'il est "disposé à accepter" des garanties accordées par les pouvoirs publics comme point de repère "[d]ans les circonstances de la présente procédure" aux fins de la démonstration de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Le Brésil entreprend ensuite de demander au Groupe spécial de supposer que les garanties de l'Ex-Im Bank sont accordées à des taux inférieurs à ceux du marché et de constater que n'importe quelles garanties offertes au titre du programme GSM 102 confèrent un avantage simplement si les commissions

[177] La "*contribution financière*" des pouvoirs publics est en soi différente dans les deux contextes. La "contribution financière", dans le cas d'une garantie de prêt est un "transfert[] direct[] potentiel[] de fonds ou de passif". Dans le cas des autres types de services, la fourniture du service lui-même est la "contribution financière".

[178] Réponses du Brésil aux sections D et E des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 62 (6 mars 2007).

perçues pour des garanties particulières sont inférieures dans une mesure quelconque aux garanties de l'Ex-Im Bank dont il est allégué qu'elles sont "comparables". Ce n'est rien de plus qu'un exercice de logique circulaire. Le Brésil n'a pas montré a) qu'un examen des commissions à elles seules était approprié pour déterminer si les garanties de crédit à l'exportation ou les garanties de prêt conféraient un avantage; b) que les garanties de l'Ex-Im Bank étaient accordées à des taux inférieurs à ceux du marché; ou c) que les commissions perçues pour les garanties au titre du GSM 102 seraient accordées à des taux inférieurs à ceux du marché simplement si elles étaient inférieures aux commissions perçues par un autre organisme public.

146. En fait, l'approche du Brésil produirait des résultats absurdes. Par exemple, à moins que *toutes les garanties accordées par les pouvoirs publics* ne soient fournies moyennant les mêmes commissions exactement, un Membre plaignant comme le Brésil pourrait simplement désigner les garanties dont les commissions sont les plus élevées, affirmer que ces garanties sont elles-mêmes accordées à des taux inférieurs à ceux en vigueur sur le marché parce qu'elles sont fournies par les pouvoirs publics, puis chercher à obtenir des constatations de l'existence de subventions à l'exportation concernant toutes les autres simplement à cause de leur position relative par rapport aux garanties dont les commissions sont les plus élevées. En fait, c'est effectivement ce que le Brésil cherche à faire en l'espèce. Il n'y a aucun fondement dans le texte pour l'approche du Brésil.

147. Le caractère déraisonnable de l'approche du Brésil confirme une fois de plus que celui-ci cherche à reclasser unilatéralement les garanties de crédit à l'exportation en tant que subventions à l'exportation prohibées en soi, sans tenir compte des dispositions spécifiques dont sont convenus les Membres aux articles 1.1, 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* et au point j) de la Liste exemplative, ainsi qu'aux articles 10:1, 10:2 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.

4. Allégations au titre du point j) de la Liste exemplative

Question posée aux États-Unis

42. Que répondent les États-Unis aux arguments du Brésil en ce qui concerne les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE?

Question posée au Brésil

43. Comment le Brésil réagit-il au contenu du paragraphe 25 de la communication présentée par le Japon en tant que tierce partie?

148. Bien que les États-Unis ne souscrivent pas entièrement à l'analyse du Japon, ils conviennent que les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE ne sont pas une considération appropriée pour évaluer si les garanties offertes au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis ont été accordées conformément au point j) de la Liste exemplative. Les États-Unis ne considèrent pas que cette question soit axée sur des distinctions factuelles entre les taux des primes minimums et les commissions perçues au titre du programme GSM 102 (encore qu'ils conviennent qu'il existe de nombreuses distinctions qui ne les rendraient pas comparables en tout état de cause). Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 42, le point j) de l'*Accord SMC* dispose clairement que la comparaison appropriée doit se faire entre les "taux des primes" imposés au titre des programmes particuliers et "à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion" des programmes eux-mêmes. Le texte de l'*Accord SMC* ne dispose *pas* que l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public établit le critère permettant d'évaluer si les garanties de crédit à l'exportation constituent des subventions à l'exportation au titre du point j) de l'*Accord SMC*.

149. Ainsi, l'affirmation du Brésil selon laquelle son examen des taux des primes minimums "fournit ... au Groupe spécial de la mise en conformité un point de référence *qualitatif* lui permettant d'évaluer dans quelle mesure les commissions du GSM 102 sont inférieures aux critères acceptés au niveau international pour les programmes de garantie du crédit à l'exportation qui sont, selon l'OCDE, structurés et conçus pour atteindre le seuil de rentabilité" – même si elle était vraie (et compte tenu des distinctions factuelles entre les deux contextes, elle ne l'est pas) – est dénuée de pertinence. Le point j) s'occupe des programmes eux-mêmes, non de "critères acceptés au niveau international" allégués. Cela contraste avec le point de la Liste exemplative qui suit immédiatement – le point k), qui traite des crédits à l'exportation – qui prévoit *effectivement* l'examen des "critères acceptés au niveau international". L'absence d'une telle référence au point j) confirme ce que le texte dit déjà – la comparaison appropriée s'effectue entre les primes et les coûts et pertes à longue échéance au titre de la gestion des programmes eux-mêmes.

150. Ainsi que les États-Unis l'ont mentionné dans leur communication, les données budgétaires actuelles des États-Unis rendent maintenant compte du fait que les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis ont été accordées moyennant des primes bien supérieures aux coûts à longue échéance au titre de la gestion des programmes. Pour les cohortes 1992-2002, les estimations et réestimations des subventions par cohortes montrent une subvention négative de 762 676 594 dollars EU, déduction faite de toutes les réestimations. Pour les cohortes 1992-2005, le chiffre est également une subvention négative de 166 549 780 dollars EU. Ces chiffres montrent que les États-Unis ont réalisé sur leurs programmes un *bénéfice* équivalant à ces montants. En outre, en ce qui concerne le seul programme de garantie du crédit à l'exportation qui existe encore (le GSM 102), les données budgétaires indiquent également que pour les cohortes de chaque exercice depuis 1992, les réestimations nettes sur toute la période ont été négatives.[179]

151. Les données agrégées actuelles de la comptabilité budgétaire des États-Unis pour tous les programmes montrent que, pour la période de 14 ans débutant avec l'exercice 1992, les programmes de garantie du crédit à l'exportation, selon la structure des commissions *antérieure* aux changements mis en œuvre le 1er juillet 2005, ont perçu sous forme de primes et d'intérêts des centaines de millions de dollars de plus qu'il n'était nécessaire pour couvrir les coûts et pertes au titre de leur gestion, y compris les intérêts. La solidité financière du programme GSM 102 a seulement été encore *renforcée* par les changements apportés par les États-Unis pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

[179] 2007 U.S. Government Budget Credit Supplement: Table 8 – Loan Guarantees: Subsidy Reestimates, p. 43 http://www.whitehouse.gov/omb/budget/fy2007/pdf/cr_supp.pdf (pièce US-5).

ANNEXE D-12

RÉPONSES DU BRÉSIL À LA DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(2 avril 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES ABRÉVIATIONS **321**

AFFAIRES CITÉES **322**

PIÈCES **325**

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE **326**

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **334**

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC* **334**

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC* **375**

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE **378**

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **390**

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation **390**

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation **392**

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* **392**

4. Point j) de la Liste exemplative **410**

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord OTC	*Accord sur les obstacles techniques au commerce*
Accord SMC	*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*
Accord SPS	*Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires*
Arrangement	Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public
AWP	Adjusted World Price (Cours mondial ajusté)
CCC	U.S. Commodity Credit Corporation (Société de crédit pour les produits de base des États-Unis)
FAPRI	Food and Agricultural Policy Research Institute (Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole)
FAS	USDA's Foreign Agriculture Service (Service agricole étranger de l'USDA)
GAO	Government Accountability Office (Cour des comptes)
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GSM 102	General Sales Manager 102
GSM 103	General Sales Manager 103
Loi FAIR	Federal Agricultural Improvement and Reform Act of 1996 (Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture)
Loi FCRA	Federal Credit Reform Act (Loi sur la réforme du crédit)
Loi FSRI	Farm Security and Rural Investment Act of 2002 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural)
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
MGS	Mesure globale du soutien
NCC	National Cotton Council of America (Conseil national du coton d'Amérique)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
SCGP	Supplier Credit Guarantee Program (Programme de garantie du crédit-fournisseur)
USDA	U.S. Department of Agriculture (Département de l'agriculture des États-Unis)
Versements CCP	Counter-Cyclical Payments (Versements anticycliques)

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Brésil – Aéronefs (21:5 II)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
Canada – Produits laitiers (21:5 I)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, adopté le 18 décembre 2001
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Droits compensateurs sur les DRAMS	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Linge de lit (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R et Corr.1, adopté le 27 septembre 2005
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/R, adopté le 17 février 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS257/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux IV:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/RW2, adopté le 14 mars 2006, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW2
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, adopté le 8 janvier 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS212/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005

PIÈCES

Upland Cotton Prices, March 2007.	Pièce Bra-673
Cotton Marketing Weekly, 23 March 2007, accessed March 2007 at http://www.cottonexperts.com/solutions/cottonmktweekly.html.	Pièce Bra-674
Updated Program Crop Comparison, March 2007.	Pièce Bra-675
USDA Cotton and Wool Outlook, 12 March 2007, accessed March 2007 at http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-03-12-2007.pdf.	Pièce Bra-676
Cotton Marketing Weekly, 9 March 2007, accessed March 2007 at http://www.cottonexperts.com/solutions/cottonmktweekly.html.	Pièce Bra-677
Cotton Marketing Weekly, 16 February 2007, accessed March 2007 at http://www.cottonexperts.com/solutions/cottonmktweekly.html.	Pièce Bra-678
"US Cotton Industry To Face Challenges In Global Market", 2006 AgWeb.com, accessed March 2007 at http://www.cattlenetwork.com/content.asp?contentid=103318.	Pièce Bra-679
"NCC urges disaster assistance for cotton producers", High Plains / Midwest AG Journal, 15 March 2007, accessed March 2007 at http://www.hpj.com/archives/2007/mar07/mar19/NCCurgesdisasterassistancef.cfm?title=NCC%20urges%20disaster%20assistance%20for%20cotton%20producers.	Pièce Bra-680
Upland Cotton Direct and counter-cyclical Payment Program and Marketing Assistance Loans, Farm Service Agency Fact Sheet, March 2006, accessed March 2007 at http://www.fsa.usda.gov/FSA/printapp?fileName=pf_20060301_insup_en_cottdcp06.html&newsType=prfactsheet.	Pièce Bra-681
Risk Management, 2007 Farm Bill Theme Paper, May 2006, accessed March 2007 at http://www.usda.gov/documents/Farmbill07riskmgmtsum1.doc.	Pièce Bra-682
Marketing Loan Subsidies and Average AWP.	Pièce Bra-683
CoBank presentation, accessed March 2007 at http://www.cottoninc.com/2005EFSConferencePresentationsSingapore/FinancingUSACottonImportsUnderGSM/.	Pièce Bra-684
USDA FAS publication, "Will you get paid for the sale you just made", accessed March 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/LOANS.PDF.	Pièce Bra-685
Statement of Professor Sundaram.	Pièce Bra-686
Cash Basis Accounting Worksheet.	Pièce Bra-687

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

Questions posées aux deux parties

44. S'agissant de l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation accordées pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102, les Communautés européennes font valoir que "la question importante est le lien ou le degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure" (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 6) À cet égard, les Communautés européennes font observer ce qui suit:

> "le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et les "mesures prises pour se conformer" et, s'agissant en particulier des "éléments de la mesure" dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une cor*rélation* ou une inter*dépendance* avec les mesures ou "éléments de mesure" dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 11)

Les parties sont-elles d'accord avec l'approche proposée par les Communautés européennes et avec les facteurs à prendre en considération mentionnés au paragraphe 13 de la déclaration orale des Communautés européennes?

1. Le Groupe spécial de la mise en conformité demande au Brésil de formuler des observations sur l'approche proposée par les CE pour répondre à l'exception soulevée par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil relatives à l'utilisation de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille. L'approche des CE pour répondre à l'exception des États-Unis est fondée sur une évaluation du "lien" entre la mesure initiale et la mesure prise pour se conformer, s'agissant en particulier des "éléments" de la mesure dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[1]

2. Le Brésil convient que, dans certains cas, le lien entre une mesure dont il est allégué qu'elle est prise pour se conformer et la mesure initiale peut être pertinent pour évaluer le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5. Cette approche a été adoptée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* pour évaluer si un réexamen périodique était une mesure prise pour se conformer à des recommandations de l'ORD relatives à une détermination initiale.[2] L'Organe d'appel a invoqué les constatations des Groupes spéciaux *Australie – Saumons (21:5)* et *Australie – Cuir (21:5)* à l'appui de cette approche.

3. Cela dit, le Brésil estime qu'il n'est pas nécessaire d'employer cette approche pour se prononcer sur l'exception des États-Unis. D'après ce que croit comprendre le Brésil, l'exception des États-Unis part du principe qu'il existe des *mesures de garantie du crédit à l'exportation distinctes* qui s'appliquent par produit, c'est-à-dire pour la viande porcine et pour la viande de volaille. Les États-Unis soutiennent que les mesures de garantie du crédit à l'exportation distinctes pour ces deux produits ne sont pas des "*mesures* prises pour se conformer".

4. Les États-Unis ont tort de supposer que des mesures de garantie du crédit à l'exportation différentes s'appliquent à des produits différents. La mesure de garantie du crédit à l'exportation prise

[1] Déclaration orale des CE, paragraphe 11.
[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphes 79 et 80 à 93.

pour se conformer est le programme GSM 102 modifié, qui s'applique exactement de la même manière à un ensemble de produits, y compris la viande porcine et la viande de volaille. Ainsi, un programme de subventions modifié unique s'applique de manière globale à de nombreux produits. (Au paragraphe 13 de leur déclaration liminaire, les CE notent elles-mêmes qu'il existe un seul programme de subventions, qui s'accompagne d'un barème révisé unique des commissions de garantie.)

5. Contrairement aux arguments des États-Unis qui figurent dans leurs observations du 16 mars, les mesures prises pour se conformer ne sont pas les garanties de crédit à l'exportation individuelles accordées pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102 modifié.[3] À la différence du barème révisé des commissions du GSM 102, les garanties émises au titre du programme révisé n'ont pas été adoptées pour mettre en œuvre les recommandations de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD"). Les garanties émises par la Société de crédit pour les produits de base (la "CCC") sont simplement le résultat du fonctionnement régulier et quotidien du programme modifié en réponse aux demandes des exportateurs des États-Unis. Le fait que la mesure prise pour se conformer est le programme GSM 102 modifié ne veut pas dire que la mesure est contestée "en tant que telle" parce que, au titre de l'article 10 de l'*Accord sur l'agriculture*, la question concerne l'application du programme modifié.

6. Par ailleurs, les États-Unis admettent qu'ils ont choisi de modifier le barème des commissions de garanties pour tous les produits admissibles mais ils cherchent à éviter les conséquences de ce choix.[4] Un Membre mettant en œuvre doit veiller à ce que les modifications qu'il apporte à des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC respectent pleinement *toutes* les obligations de ce Membre au titre de l'OMC.[5] Une procédure au titre de l'article 21:5 est une instance appropriée pour examiner si c'est ce que le Membre a fait.

7. L'allégation du Brésil au titre de l'article 10 de l'*Accord sur l'agriculture* est que cette mesure est appliquée d'une manière qui contourne les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour certains produits agricoles, y compris la viande porcine et la viande de volaille. Bien que le Brésil ait formulé des allégations concernant ces produits dans la procédure initiale, ces allégations n'ont pas été résolues définitivement et ne sont donc pas exclues de la présente procédure. En résumé, le Brésil formule des allégations par produit concernant l'application d'une mesure générale de subventionnement – le programme GSM 102 modifié.

8. Il apparaît que les États-Unis reconnaissent que le programme GSM 102 modifié constitue une "mesure prise pour se conformer". Dans ces circonstances, il ne s'avère donc pas nécessaire que le Groupe spécial s'appuie sur une approche fondée sur un lien pour établir que le programme GSM 102 modifié est visé par la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité. Le Groupe spécial doit plutôt décider si le programme GSM 102 modifié s'applique de la même manière à tous les produits admissibles, y compris la viande porcine et la viande de volaille. Dans l'affirmative, le Groupe spécial doit décider s'il existe des limites quant aux allégations que le Brésil peut formuler concernant ces produits.

9. Bien qu'ils affirment qu'il existe des mesures de garantie du crédit à l'exportation distinctes pour la viande porcine et la viande de volaille, les États-Unis n'ont pas contredit les arguments du Brésil selon lesquels le *programme* GSM 102 modifié s'appliquait de la même manière à tous les produits admissibles. Les États-Unis n'ont donc pas établi un élément fondamental de leur exception,

[3] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 6, paragraphes 10 à 17.

[4] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 6, paragraphes 22 à 26.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 41 et 42.

à savoir qu'il existe des mesures de garantie du crédit à l'exportation distinctes pour la viande porcine et la viande de volaille. Pour cette seule raison, le Groupe spécial de la mise en conformité doit rejeter l'exception des États-Unis.

45. Les parties pourraient-elles commenter les observations formulées par les Communautés européennes aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale sur la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la procédure du Groupe spécial?

10. D'une manière générale, le Brésil est d'accord avec les observations formulées par les CE aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessous dans sa réponse à la question n° 78 (ainsi qu'au paragraphe 114 de ses réponses du 26 février aux questions), le Brésil est également d'accord avec l'observation formulée par les États-Unis dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, selon laquelle certaines allégations au titre des accords visés ne peuvent "pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[6] Une allégation "en tant que tel" s'entend habituellement d'une allégation qui comporte l'examen d'une règle ou d'une norme générale dans l'abstrait. Toutefois, comme le Groupe spécial initial l'a constaté, l'examen des "*effets*" des dispositions législatives et réglementaires générales établissant un programme de subventions "*ne peut pas être effectué dans l'abstrait*" parce que ces dispositions doivent être examinées à la lumière des effets sur le marché des mesures.[7] En conséquence, le Brésil estime que les allégations de préjudice grave font partie des allégations qui ne peuvent pas à proprement parler être classées dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué".

11. Le Brésil est également d'accord, d'une manière générale, avec les observations faites par les CE aux paragraphes 16 à 18 de leur déclaration orale. Comme il est indiqué dans d'autres communications, les allégations de préjudice grave actuel formulées par le Brésil, et les décisions du Groupe spécial initial, visent les *programmes* de subventions Step 2, de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques ainsi que les *versements* à titre de subventions imposés par ces programmes.[8] L'approche du Groupe spécial initial a donc reposé à juste titre sur la conception, la structure et la gestion des programmes, ainsi que sur l'importance générale des versements effectués au titre des programmes pendant une période de référence adoptée par le Groupe spécial comme outil pour examiner les éléments de preuve.

12. Dans leurs observations du 16 mars, les États-Unis affirment que les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel formulées par le Groupe spécial initial concernaient uniquement les subventions versées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 – même si le tableau des États-Unis figurant au paragraphe 60 de leurs observations du 16 mars indique en fait que les constatations avaient trait à des "*programmes*". Dans leurs arguments, les États-Unis dénaturent les constatations du Groupe spécial initial du début à la fin.

13. *Premièrement*, en décrivant les mesures en cause qui figurent au paragraphe 8.1 du rapport du Groupe spécial initial, les États-Unis, dans le tableau figurant au paragraphe 60 de leurs observations du 16 mars, supposent à tort que les "subventions des États-Unis" ne comprennent pas les dispositions législatives et réglementaires – les programmes de subventions – imposant les versements à titre de subventions. En fait, le Groupe spécial initial a dit expressément que les mesures en cause comprenaient les "*dispositions législatives et réglementaires courantes prévoyant*" les versements à titre de subventions.[9] L'affirmation des États-Unis selon laquelle ce passage visait uniquement

[6] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165.
[7] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.
[8] *Voir, en particulier*, la réponse du Brésil du 26 février à la question n° 11.
[9] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107.

l'"*application*" de ces dispositions ne tient pas debout.[10] Les versements sont l'"application" de ces "dispositions", et ils ont déjà été mentionnés séparément en tant que mesures. Il n'était donc pas nécessaire de mentionner de nouveau l'"application" des "dispositions". Par ailleurs, "les dispositions législatives et réglementaires" ont été mentionnées séparément sans référence limitative à leur "application".

14. *Deuxièmement*, les États-Unis dénaturent également l'examen des mesures en cause effectué par le Groupe spécial initial. Selon les États-Unis, les "subventions" sont les versements, et non les programmes. En outre, ils soutiennent que la gestion des programmes a été examinée uniquement pour évaluer les effets des versements. Or, le Groupe spécial initial a indiqué qu'il "effectuerait une analyse de l'existence et de la nature des *subventions en question* en examinant *leur structure, leur conception et leur fonctionnement* en vue d'identifier leurs effets".[11] Cependant, ce sont les programmes, et non les versements individuels, qui ont une "structure, une conception et une gestion". Ainsi, l'utilisation par le Groupe spécial initial du mot "leur" indique que les "subventions en question" comprenaient les programmes. Conformément à ce point de vue, le Groupe spécial initial a constaté que "la structure, la conception et la gestion du *programme* de prêts à la commercialisation [avaient] accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[12]

15. En ce qui concerne le programme Step 2 et le programme de prêts à la commercialisation, le Groupe spécial initial a constaté que "la *structure de la mesure*, directement liée à l'indice A, affect[ait] le marché mondial en général".[13] La Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (la "Loi FSRI") est la seule "*mesure*" qui comprend un lien direct à l'indice A. Les versements individuels eux-mêmes n'ont pas de "structure" et ne font pas référence à l'indice A. En conséquence, le Groupe spécial indique de nouveau que les *programmes* de subventions font partie des "mesures" en cause.

16. Le Groupe spécial initial fait également mention de la "structure, la conception et la gestion de *ces trois mesures*" lorsqu'il examine le lien de causalité.[14] Les "trois mesures" doivent être les trois *programmes* de subventions (le programme au titre de prêts à la commercialisation, le programme Step 2 et le programme de versements anticycliques) parce qu'il y en a exactement trois. En revanche, si les mesures comprenaient uniquement les versements individuels, il y aurait manifestement beaucoup plus que "trois mesures".

17. *Troisièmement*, s'il y avait des doutes quant au fait que les mesures de subventionnement comprenaient les trois programmes, ils ont été levés par les assertions formulées par le Groupe spécial lorsqu'il s'est abstenu de se prononcer sur la menace de préjudice grave. Le Groupe spécial initial a constaté que les allégations de préjudice grave actuel du Brésil "concern[aient] des *mesures en vigueur* et des subventions accordées entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002"; il a ajouté que "[sa] constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" concern[ait] donc aussi les *mesures en vigueur* et les subventions versées pendant la campagne de commercialisation 2002". Les cas individuels de versements ne sont pas des "mesures *en vigueur*"; seules les dispositions législatives et réglementaires ont les caractéristiques normatives de "mesures *en vigueur*". Cette assertion fait donc la distinction entre 1) les programmes de subventions (les "mesures en vigueur") "*et*" 2) les versements à titre de subventions (les "subventions accordées" et les "subventions versées"). Il est significatif que le Groupe spécial initial ait indiqué sans ambiguïté que les allégations du Brésil, et ses constatations, "concern[aient]" les *deux catégories de mesures*.

---

[10] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 11, paragraphe 68.
[11] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194.
[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1295.
[13] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1296 et 7.1300.
[14] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1349.

18. Presque immédiatement après, le Groupe spécial initial a indiqué que ses constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel "*compre[naient] des constatations d'incompatibilité qui trait[aient] de la Loi FSRI de 2002 et* des subventions accordées au titre de celle-ci au cours de la campagne de commercialisation 2002". Encore une fois, donc, le Groupe spécial a indiqué que ses constatations concernaient deux catégories de mesures: 1) la Loi FSRI (soit les "mesures en vigueur") "*et*" 2) les versements.

19. Comme ses constatations "concernaient" les trois programmes établis dans la Loi FSRI de 2002, et "traitaient de" ces programmes, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis "étaient *obligés* de prendre des mesures au sujet de leur *cadre législatif et réglementaire actuel*, par suite de [sa] constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[15] Il ne s'agit pas là de spéculations dénuées de fondement quant à la manière dont les États-Unis pourraient procéder à la mise en œuvre, comme les États-Unis pourraient le souhaiter.[16] Il s'agit d'un énoncé des "*oblig[ations]*" des États-Unis découlant des constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel formulées par le Groupe spécial qui "concern[aient] les mesures en vigueur" – à savoir le "cadre législatif et réglementaire" – ainsi que les versements au cours des campagnes de commercialisation 1999-2002.

20. De plus, la décision du Groupe spécial initial de ne pas examiner les allégations "en tant que tel", qui concernaient uniquement les "mesures en vigueur", ne peut s'expliquer que par le fait que les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel traitaient déjà de ces mesures. Si les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel avaient uniquement traité des versements, le différend concernant les mesures en vigueur n'aurait pas été résolu. Dans ces circonstances, il aurait fallu que le Groupe spécial se penche sur les allégations "en tant que tel". Or, comme les constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel concernaient également les mesures en vigueur, le Groupe spécial a constaté qu'il n'était pas nécessaire d'examiner les allégations "en tant que tel".[17]

21. Les États-Unis tentent donc de réécrire les constatations du Groupe spécial pour éliminer l'obligation de réformer le "cadre législatif et réglementaire".

22. S'agissant des observations des CE figurant au paragraphe 19, le Brésil convient que, dans les cas où un programme impose que des versements soient effectués lorsque le bénéficiaire remplit certaines conditions qui dépendent de lui, il existe un lien plus fort entre le programme et les versements que dans les cas où un programme autorise l'autorité qui accorde la subvention à effectuer des versements comme elle le juge opportun. En ce qui concerne le premier cas, le Brésil convient également qu'il se peut que les groupes spéciaux considèrent que le programme et les versements sont par essence indissociables aux fins de l'examen des effets des subventions. Dans le présent différend, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques imposent des versements lorsque le bénéficiaire remplit certaines conditions factuelles. Dans la présente situation, les programmes et les versements impératifs ont été analysés ensemble à juste titre dans le raisonnement et les constatations du Groupe spécial initial.

23. S'agissant des observations des CE figurant aux paragraphes 20 et 21, le Brésil convient que le Groupe spécial initial a constaté qu'un *groupe* de subventions cause des effets défavorables. Comme les CE le font observer, le fait que les États-Unis ont retiré le programme Step 2 confirme que le groupe de subventions dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC comprenait les programmes de subventions contestés. Ce groupe comprenait également les programmes de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques. Comme les États-Unis étaient obligés de prendre des mesures en vue de retirer les programmes de

[15] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[16] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 11, paragraphe 73.
[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1511.

subventions ou d'éliminer leurs effets défavorables, ces deux programmes relèvent bien du mandat du Groupe spécial de la mise en conformité.

24. À titre subsidiaire, le Brésil a fait valoir que si le Groupe spécial de la mise en conformité décidait que les programmes ne relevaient pas de son mandat, il existait un lien suffisant entre les versements dont il avait été constaté dans la procédure initiale qu'ils causaient des effets défavorables et les versements visés par les allégations relatives aux effets défavorables formulées par le Brésil dans la présente procédure pour que les nouveaux versements soient visés par la présente procédure.[18] À cet égard, le Brésil partage également l'avis des CE selon lequel dans les cas où des versements sont imposés par un programme, il existe un lien suffisant entre les versements et les programmes pour qu'ils soient tous deux visés par une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

25. D'une manière générale, le Brésil est d'accord avec les observations des CE figurant aux paragraphes 22 et 23. Toutefois, selon le Brésil, le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité est établi par le Groupe spécial de la mise en conformité et n'est pas, comme les CE le laissent entendre, déterminé par "ce que les parties s'accordent à reconnaître comme relevant de la compétence du Groupe spécial de la mise en conformité".[19]

46. Dans leur déclaration orale, les Communautés européennes qualifient les approches proposées respectivement par le Brésil et les États-Unis de "modèle relatif à la mesure" et de "modèle relatif aux éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 7) Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec cette qualification et si, à votre avis, l'application d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une subvention visant des produits agricoles différents s'apparente à une "mesure" (ou à ses éléments) ou s'apparente plutôt à une "allégation". Serait-il admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas?

26. Le Brésil a indiqué quel était, selon lui, le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 dans sa réponse du 26 février à la question n° 6. Selon le Brésil, le Groupe spécial de la mise en conformité doit déterminer, *premièrement*, si les *mesures* contestées par le Brésil entrent dans le champ de la présente procédure. Selon le Brésil, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et les versements effectués au titre de ces programmes, font l'objet de la présente procédure parce qu'ils sont visés par les recommandations de l'ORD dans la procédure initiale et sont mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil dans la présente procédure. Le présent Groupe spécial de la mise en conformité peut donc examiner si ces programmes non modifiés, et les versements impératifs effectués au titre de ces programmes, continuent de causer des effets défavorables. Le Brésil estime qu'il ne serait pas approprié d'analyser les différents "éléments" des programmes parce que l'allégation du Brésil porte sur les effets de ces programmes dans leur intégralité.

27. Le Brésil estime également que le programme GSM 102 modifié, dans son ensemble, entre dans le champ de la présente procédure. Les États-Unis ont révisé le programme initial et appliquent un nouveau programme GSM 102. Le Brésil estime qu'il n'y a pas lieu que le Groupe spécial de la mise en conformité analyse les sous-éléments du programme modifié et décide que la mesure en cause consiste uniquement en certains éléments du programme. L'approche du Brésil est compatible avec la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)* selon laquelle la mesure en

[18] *Voir* les réponses du Brésil du 26 février, paragraphes 145 à 150.
[19] Déclaration liminaire des CE, paragraphe 22.

cause était le programme PTC révisé même si les éléments du programme n'avaient pas tous été modifiés.[20]

28. *Deuxièmement*, après avoir défini les mesures de mise en conformité en cause, le Groupe spécial doit examiner les allégations formulées concernant ces mesures. Dans sa réponse du 26 février à la question n° 6, le Brésil a reconnu que certains groupes spéciaux avaient décidé qu'*aucune nouvelle allégation* ne pouvait être formulée concernant des *éléments non modifiés* de la mesure initiale; de même, la *même allégation* ne pouvait être formulée concernant des *éléments non modifiés* de la mesure *si cette allégation avait été rejetée* dans la procédure initiale.

29. Ces restrictions ne s'appliquent pas dans la présente procédure. S'agissant des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, qui n'ont pas été modifiés, le Brésil formule la même allégation d'effets défavorables que celle dont le bien-fondé avait été reconnu dans la procédure initiale pour la raison précise que les programmes incompatibles avec les règles de l'OMC n'ont pas été "retirés". S'agissant des garanties de crédit à l'exportation, le Brésil allègue que le barème révisé des commissions de garanties du programme GSM 102 modifié donne lieu à des subventions à l'exportation prohibées. Cette allégation peut être formulée parce qu'elle a trait à un nouvel élément de la mesure modifiée.

30. Le Groupe spécial de la mise en conformité demande si l'application d'un programme de subventions à des "produits agricoles différents" s'apparente à la mesure ou aux allégations en cause. La question de l'application d'un programme de subventions à des produits spécifiques s'apparente au champ de la mesure en cause: la mesure s'applique-t-elle à un produit donné en droit interne? Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, "c'est la mesure en cause qui définira généralement le produit en cause".[21] Dans le présent différend, le programme GSM 102 modifié s'applique à une vaste gamme de produits, y compris la viande porcine et la viande de volaille.

31. Même si une mesure s'applique à une vaste gamme de produits, un plaignant peut limiter les allégations qu'il formule concernant cette mesure à certains produits. À titre d'exemple, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil limite les allégations formulées concernant le programme GSM 102 modifié à certains produits agricoles inscrits dans la Liste – la viande porcine, la viande de volaille et le riz – et à tous les produits agricoles non inscrits dans la Liste.[22]

32. Le Groupe spécial de la mise en conformité demande également s'il serait "admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas". Le Brésil ne sait pas au juste quels sont les produits auxquels pense le Groupe spécial de la mise en conformité qui n'étaient pas admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du programme GSM 102 initial mais qui le sont maintenant dans le cadre du programme modifié.

33. Le Brésil a formulé des allégations concernant trois produits agricoles inscrits dans la Liste, soit la viande porcine, la viande de volaille et le riz.[23] Ces trois produits étaient tous admis à bénéficier de garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du programme GSM 102 initial et le sont toujours au titre du nouveau programme.

---

[20] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 41 et 42.

[21] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 165.

[22] *Voir* aussi la réponse du Brésil à la question n° 50 ci-dessous.

[23] Les allégations du Brésil portent également sur les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les produits non inscrits dans la Liste.

34. À supposer qu'une "mesure [de subventionnement] prise pour se conformer" s'applique à des produits qui n'étaient *pas* admis à bénéficier de subventions au titre de la mesure initiale, un groupe spécial de la mise en conformité est autorisé à examiner une allégation concernant les produits nouvellement admissibles. Dans un tel cas, le nouveau champ des produits visés par la "mesure prise pour se conformer" est un *élément modifié* de la mesure initiale. Dans une procédure au titre de l'article 21:5, il n'y a pas de limite quant aux allégations qu'un Membre peut présenter concernant les éléments modifiés de la mesure de mise en conformité. Dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*, l'Organe d'appel a indiqué qu'"une "mesure prise pour se conformer" [pouvait] être *incompatible* avec les obligations dans le cadre de l'OMC de façons différentes par rapport à la mesure initiale".[24] En conséquence, les allégations et les arguments formulés dans la procédure initiale ne limitent pas les allégations et les arguments qui peuvent être formulés au sujet de la mesure révisée.[25] Cela garantit que la mesure de mise en conformité respecte toutes les obligations du Membre dans le cadre de l'OMC.

Questions posées aux États-Unis

47. Les États-Unis ont soulevé une exception préliminaire à l'encontre des allégations de (menace de) préjudice grave formulées par le Brésil au sujet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial a-t-il raison de penser qu'en dehors de cette exception préliminaire à l'encontre des programmes, les États-Unis estiment également que la question de savoir si les versements effectués dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure?

48. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel "si les États-Unis doivent avoir gain de cause quand ils font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP impératifs et subordonnés aux prix ultérieurs ne sont pas à bon droit soumis au présent Groupe spécial, l'octroi de subventions récurrentes annuelles devient "une cible mobile qui est soustraite aux disciplines [en matière de subventions de l'OMC]""? (déclaration finale du Brésil, paragraphe 4)

49. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument des Communautés européennes selon lequel le libellé de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne limite pas la portée temporelle de cette disposition de la manière indiquée par les États-Unis? (paragraphe 29 de la déclaration orale des Communautés européennes)

Question posée au Brésil

50. Le Brésil maintient-il ses allégations concernant les trois produits non inscrits dans la Liste (lyocell, lysine et produits du bois) dont les États-Unis ont dit qu'ils ne relevaient pas de l'Accord sur l'agriculture? (voir le paragraphe 83 de la réfutation des États-Unis)

35. Le Brésil maintient ses allégations au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de *l'Accord SMC* concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois. Dans la mesure où ces produits ne relèvent pas de l'*Accord sur l'agriculture*, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial de la mise en conformité examine, avant d'examiner les allégations de subventions prohibées formulées par le Brésil au titre de l'*Accord SMC*, si l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour ces produits contourne les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation de produits agricoles.

[24] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 79. (italique dans l'original)
[25] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (21:5)*, paragraphe 79; rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphes 40 à 42.

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

51. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont ou non des effets plus que minimes sur la production de coton upland. Chaque partie pourrait-elle expliquer en quoi son approche de l'analyse de l'incidence de ces versements sur la production de coton upland est étayée par les dispositions des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et par d'autres dispositions pertinentes de l'OMC?

36. Les articles 5 à 7 de l'*Accord SMC* et l'article XVI du GATT de 1994 sont les seuls fondements juridiques régissant les allégations relatives aux subventions *pouvant donner lieu à une action*. L'article 5 de l'*Accord SMC* dispose que l'analyse est centrée sur "l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier". Les alinéas a) à d) de l'article 6.3 portent sur l'"effet de la subvention". De même, l'article 7.1 dispose qu'on pourra demander la tenue de consultations avec un Membre accordant une subvention au sujet d'"une subvention, visée à l'article premier, accordée ou maintenue par un autre Membre". Enfin, l'article XVI:1 fait également référence à "une subvention".

37. La seule exception à l'introduction de contestations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* était ce qui était prévu à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*. Toutefois, les exceptions énoncées dans la Partie III de l'*Accord SMC* renvoyant à l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture* (à savoir les articles 5, 6.9 et 7.1 de l'*Accord SMC*) sont devenues caduques après que cette disposition soit venue à expiration en 2003. En conséquence, tout soutien interne ou toute subvention à l'exportation apportant un soutien ou des avantages à la production d'un produit agricole visé par l'Annexe 1 de l'*Accord sur l'agriculture* peut à bon droit faire l'objet d'une allégation au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. En résumé, le droit de contester les effets d'une subvention, peu importe que ses effets sur la production soient importants ou non, est désormais illimité.

38. Les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques s'apparentent à "l'une quelconque des subventions", au sens des articles 5 et 7 de l'*Accord SMC*. Elles constituent aussi toutes deux "la subvention" mentionnée aux alinéas c) et d) de l'article 6.3 et aux paragraphes 8 et 9 de l'article 7 de l'*Accord SMC*. Par conséquent, chacune de ces subventions est une des mesures dont le Brésil allègue à bon droit qu'elles causent collectivement un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et un accroissement de la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis.

39. Il n'existe aucune disposition dans l'*Accord SMC* ou dans tout autre accord de l'OMC empêchant les groupes spéciaux de l'OMC d'examiner les effets des subventions sur la production qui sont au plus minimes. Les États-Unis ont mentionné l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* dans plusieurs de leurs arguments. Le texte introductif de cette annexe dispose que "[l]es mesures de soutien interne qu'il est demandé d'exempter des engagements de réduction répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes". Le texte introductif de l'Annexe 2 énonce une "prescription fondamentale" pour déterminer si des types particuliers de mesures de soutien interne devraient – ou ne devraient pas – être comptés au nombre des mesures exemptées des engagements de réduction du soutien interne énoncés aux articles 6 et 7 de l'*Accord sur l'agriculture*. Il s'agit d'une question tout à fait distincte de celle de savoir si des allégations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action peuvent être établies à l'encontre de telles subventions. En fait, les rédacteurs ont envisagé que des subventions pouvant donner lieu à une action puissent être établies à l'encontre de

subventions dûment visées par l'Annexe 2 puisqu'ils se sont sentis obligés d'inclure une disposition spécifique dans la clause de paix relative à la "modération" – l'article 13 a) de l'*Accord sur l'agriculture*.

40. La question de savoir si les "mesures de soutien interne" sous forme de subventions sont – ou ne sont pas – exemptées des engagements de réduction distincts relatifs à la mesure globale du soutien (la "MGS") pour le soutien interne au titre de l'*Accord sur l'agriculture* est sans rapport avec i) le type de mesure qui peut être contesté ou ii) les allégations qui peuvent être présentées à l'encontre de telles mesures au titre de l'*Accord SMC*. Le texte des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* ne comporte aucune restriction – toutes les mesures répondant à la définition d'une subvention peuvent faire l'objet d'une contestation. Rien ne justifie donc qu'un Membre accordant des subventions allègue qu'une subvention est exemptée d'une contestation relative à une subvention pouvant donner lieu à une action parce que les subventions contestées sont exemptées des engagements de réduction au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

41. Du point de vue de la preuve, le fait que des mesures de soutien interne sous forme de subventions pourraient être exemptées des engagements de réduction de la MGS totale au titre de l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* est également dénué de pertinence. Les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* exigent que le groupe spécial examinant les effets de différents types de mesures de soutien interne sous forme de subventions soit daltonien. Le point de savoir si les subventions à l'examen sont orange, bleues ou vertes n'est pas pertinent. *Toutes* les subventions peuvent donner lieu à une action. *Toutes* les subventions sont une source au moins *potentielle* d'effets défavorables. La question de savoir si une subvention cause ou non des effets défavorables nécessite un examen factuel détaillé de sa nature, de son importance et des conditions de concurrence existantes – et non de la question de savoir s'il s'agit du type de subvention qui est ou non exempté des engagements de réduction de la MGS totale.

42. Dans la mesure où la question du Groupe spécial de la mise en conformité concerne également l'approche du Brésil consistant à établir que les subventions contestées des États-Unis ont pour effet d'"empêcher des hausses de prix dans une mesure notable", le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses réponses aux questions n° 62 à 74 ci-dessous. En réponse à ces questions, le Brésil explique son approche hypothétique et les éléments de preuve étayant l'existence d'un "rapport réel et substantiel de cause à effet" entre les subventions et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable. Il établit qu'en l'absence de ces subventions, la superficie des États-Unis serait moins grande. Une superficie moins grande entraîne une baisse de la production et de l'offre des États-Unis sur le marché mondial – que ce soit sous forme d'exportations ou d'une constitution plus importante de stocks temporaires de coton upland avant leur exportation ultérieure. Les lois fondamentales de l'offre et de la demande indiquent qu'une offre qui est plus élevée qu'elle le serait en l'absence de subventions entraîne des prix plus bas. L'évaluation de l'"effet de la subvention" qui est prescrite par l'article 6.3 est nécessairement une évaluation factuelle fondée sur des effets qui doit être adaptée au produit et aux marchés en cause et qui comporte une évaluation de l'incidence économique de ces subventions.

52. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait observer ce qui suit:

> "Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges." (paragraphe 5.19)

Les parties considèrent-elles que le fait qu'au titre de l'Accord sur l'agriculture, une subvention relève de la "catégorie orange" est pertinent pour l'analyse de la compatibilité de la subvention avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

43. Pour les raisons mentionnées dans sa réponse à la question n° 51, le Brésil estime que le fait qu'une subvention relève de la "catégorie orange" n'a aucune pertinence notable pour l'analyse de sa compatibilité avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Le Brésil est donc d'accord avec l'évaluation du Groupe spécial initial selon laquelle "[l]e fait que les États-Unis notifient le programme de prêts à la commercialisation comme soutien relevant de la "catégorie orange" au titre de l'*Accord sur l'agriculture* n'est pas nécessairement déterminant aux fins de notre analyse des "effets défavorables" au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*".[26] Enfin, le Brésil fait observer que les subventions anticycliques, tout comme les subventions au titre de prêts à la commercialisation, relèvent de la "catégorie orange".

Questions posées aux États-Unis

53. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets "d'encouragement de la production réels", et que le Brésil "prétend démontrer l'existence d'effets indirects sur la production en alléguant que la plantation, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas aux prix". (déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 et 69, italique dans l'original)

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer plus en détail la distinction entre ce qu'ils appellent des "effets d'encouragement de la production réels" et des "effets indirects sur la production"? Pourraient-ils également préciser en quoi cette distinction est pertinente d'un point de vue juridique dans le contexte des articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

b) Que répondent les États-Unis à l'argument selon lequel le fait que "les producteurs de coton upland des États-Unis savent que leur revenu global sera toujours protégé par des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques … joue un rôle essentiel dans leurs décisions en matière de plantation"? (réfutation du Brésil, paragraphe 185; voir aussi la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 5.20 et 5.21)

c) Dans sa déclaration liminaire à la réunion du Groupe spécial avec les parties, le Brésil a fait observer ce qui suit:

> "… nous avons démontré que ces subventions stabilisaient les revenus des producteurs de coton en dépit des énormes fluctuations des cours du marché, isolant et inhibant ainsi la réaction de la superficie aux signaux des cours du marché. Ces subventions couvrent également les écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total. Ces deux effets sont étroitement corrélés." (paragraphe 55)
>
> *Les États-Unis font-ils seulement valoir que le Brésil n'a pas prouvé empiriquement que ces deux "effets" se sont effectivement produits ou sont-ils aussi d'avis que ces effets ne sont de toute façon pas pertinents pour une analyse de la question de savoir si une subvention empêche des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC?*

54. Les États-Unis pourraient-ils indiquer si et, dans l'affirmative, pourquoi ils estiment que le présent Groupe spécial ne devrait pas s'appuyer sur les constatations et l'analyse du Groupe spécial initial concernant les effets sur la production et les exportations des versements au titre de prêts à la

[26] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1401.

commercialisation et des versements anticycliques? Veuillez formuler des observations, en particulier, sur les paragraphes 7.1291, 7.1295, 7.1302, 7.1349 et 7.1353 du rapport du Groupe spécial.

55. Les États-Unis peuvent-ils confirmer que les chiffres de "868 millions de dollars" et de "838 millions de dollars" mentionnés par le Brésil au paragraphe 40 de sa déclaration liminaire sont des chiffres exacts dans le cas où l'on utilise la "méthode du Brésil" et la "méthode pour le coton et au coton"? (Veuillez noter que le Groupe spécial ne demande pas si les États-Unis souscrivent à ces méthodes.)

56. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Que répondent-ils aux critiques du Brésil selon lesquelles aucun de ces travaux n'a porté spécifiquement sur les effets sur le coton upland des versements anticycliques au titre de la Loi FSRI de 2002? (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 120)

57. Les États-Unis ont présenté les études de Lin et Dismukes (pièce US-34) et de Westcott (pièce US-35) à titre d'exemples de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production.

a) N'est-il pas plus juste de qualifier l'étude de Lin et Dismukes de simulation des effets possibles des versements anticycliques sur la production plutôt que d'étude sur l'incidence réelle des versements étant donné qu'elle n'estime pas statistiquement l'effet des versements réels (qui n'ont commencé qu'en 2002) sur la production culturale? (Veuillez vous référer aux pages 9 à 12 du document où sont décrites les données, couvrant la période allant de 1991 à 2001, utilisées pour l'étude.)

b) Que répondent les États-Unis à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'étude de Westcott n'offre aucun nouvel élément de preuve empirique et constitue plutôt une analyse qualitative, très semblable à celle qui avait été présentée au Groupe spécial initial (voir le paragraphe 128 de la réfutation du Brésil)?

58. Les États-Unis ont indiqué que le principal facteur à prendre en considération pour évaluer la décision d'un exploitant de cultiver du coton upland était le point de savoir si l'exploitant couvrait ses coûts variables de production. À cet égard, ils ont présenté des estimations des coûts et des recettes concernant le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2005 (pièce US-47). Le Brésil a contesté l'absence de certains éléments – le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement – dans les calculs des coûts variables effectués par les États-Unis. En réponse, les États-Unis ont indiqué avoir fondé leur décision de ne pas inclure ces éléments dans leurs calculs sur le Commodity Costs and Returns Estimation Handbook (pièce US-88) élaboré par un groupe de travail de l'Association économique agricole américaine. Toutefois, le Groupe de travail qui a élaboré le guide n'utilise pas les catégories coûts "fixes" ou "variables" et en fait recommande que les notions micro-économiques de coûts fixes et de coûts variables ne soient pas utilisées pour l'établissement et la communication d'estimations des coûts et des recettes. Il est dit ce qui suit à la page 2-67 du guide:

> Le Groupe de travail recommande donc que les coûts soient classés uniquement selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs physiques. En général, il conviendrait d'éviter de répartir les coûts en catégories telles que coûts fixes et coûts variables pour établir des estimations des coûts et des recettes. Aux fins de l'établissement de telles estimations pour des entreprises données, le Groupe de travail recommande que tous les coûts de tous les biens fongibles soient imputés au

groupe générique FRAIS D'EXPLOITATION et que tous les autres coûts soient imputés au groupe FRAIS GÉNÉRAUX IMPUTÉS.

Les États-Unis pourraient-ils préciser si les catégories "frais d'exploitation" et "frais généraux imputés" correspondent aux notions économiques de coûts fixes et variables? Plus particulièrement, les "charges d'exploitation" sont-elles ou non des coûts variables? Les États-Unis pourraient-ils indiquer si ces clarifications ou distinctions figurent dans le guide et, dans l'affirmative, à quel endroit?

59. Les États-Unis font valoir que les revenus provenant d'autres cultures et les revenus non agricoles doivent être pris en compte dans l'examen de l'incidence des coûts à long terme (et donc de la rentabilité à long terme) de la production de coton upland sur les décisions des exploitants de cesser de cultiver du coton. Pourquoi les États-Unis estiment-ils que ces éléments sont pertinents compte tenu de la décision du Groupe spécial initial selon laquelle le "revenu non agricole" n'est pas une considération juridiquement pertinente? (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1354, note de bas de page 1470) Veuillez répondre aux arguments avancés par le Brésil sur cette question aux paragraphes 249 à 253 de sa réfutation.

60. Dans leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que la description du modèle donnée par M. Sumner qui est parue dans une publication récente de l'Institut Cato n'est pas "appropriée" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC. Depuis, M. Sumner a introduit d'"autres données empiriques et institutionnelles" dans le modèle utilisé dans le présent différend. Ces modifications sont décrites aux paragraphes 111 à 117 de la déclaration liminaire du Brésil. Les États-Unis estiment-ils que ces modifications sont suffisantes pour rendre le modèle "approprié" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC? Dans la négative, quelles modifications, selon eux, auraient dû être apportées au modèle?

61. S'agissant de la campagne de commercialisation 2006, les États-Unis ont fourni des données sur les exportations de coton upland (pièce US-113), la superficie plantée et récoltée et la production de coton (pièce US-114), ainsi qu'un exemplaire d'une étude du Conseil national du coton sur les intentions en matière de plantation (pièce US-115). Les termes ci-après sont utilisés pour qualifier les données, qui ont toutes été recueillies au cours de la première moitié de la campagne de commercialisation 2006: "estimations", "prévisions" ou "prévues".

a) Veuillez préciser, d'une manière aussi complète que possible, ce que signifient ces divers termes en ce qui concerne les exportations, la superficie et la production de coton upland des États-Unis.

b) Les États-Unis pourraient-ils fournir au Groupe spécial des renseignements, sur la base de la moyenne des quelque six dernières campagnes de commercialisation, montrant en quoi les données finales relatives à ces variables pour une campagne de commercialisation différeraient des estimations, prévisions, etc., préliminaires établies à la fin de février de la campagne de commercialisation pertinente?

c) Enfin, les États-Unis pourraient-ils actualiser la partie de la pièce US-83 qui porte sur les prix à terme afin de donner au Groupe spécial des prix à terme de New York moyens pour le coton upland aussi complets que possible pour la période allant de janvier à mars 2007?

Questions posées au Brésil

62. Comment le Brésil réfute-t-il l'argument des États-Unis selon lequel le fait que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques accordent un soutien du revenu lorsque les prix sont bas n'est pas la question essentielle dont le présent Groupe spécial est saisi; et selon lequel même si, comme d'autres versements aux producteurs, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pouvaient influer sur la production, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve de l'existence d'effets d'encouragement de la production réels? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 222 et 287 à 291; déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 à 75; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial, paragraphes 42 à 57)

44. La subordination aux prix des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, c'est-à-dire le fait que les versements sont effectués lorsque les prix deviennent inférieurs à des prix de déclenchement fixés, est un des principaux éléments de la structure, de la conception et de la gestion de ces subventions. C'est aussi un des faits fondamentaux qui étayent les allégations d'effets défavorables formulées par le Brésil. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, la question de savoir si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques subordonnées aux prix sont qualifiées de "soutien des prix" ou de "soutien des revenus"[27] n'est pas pertinente aux fins de l'évaluation factuelle des effets de ces subventions réalisée par un groupe spécial au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.[28]

45. Le lien fort qui existe entre ces subventions subordonnées aux prix et la superficie, la production et les exportations de coton upland ainsi que l'empêchement de hausses de prix a été reconnu par le Groupe spécial initial[29], l'Organe d'appel[30], le Département de l'agriculture des États-Unis (l'"USDA")[31], et tous les économistes indépendants.[32] Dans une analyse des études sur le marché mondial du coton, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a fait observer que "toutes les études récentes démontr[aient] sans équivoque que la suppression des subventions intérieures dans les pays industrialisés rédui[sait] la production et les exportations de

[27] *Voir*, par exemple, l'article 1.1 a) 2) de l'*Accord SMC*, l'article XVI du GATT de 1994, et les articles 6 et 7 ainsi que l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

[28] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 51 ci-dessus.

[29] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1291, 7.1294, 7.1295 et 7.1349.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 445 et 450.

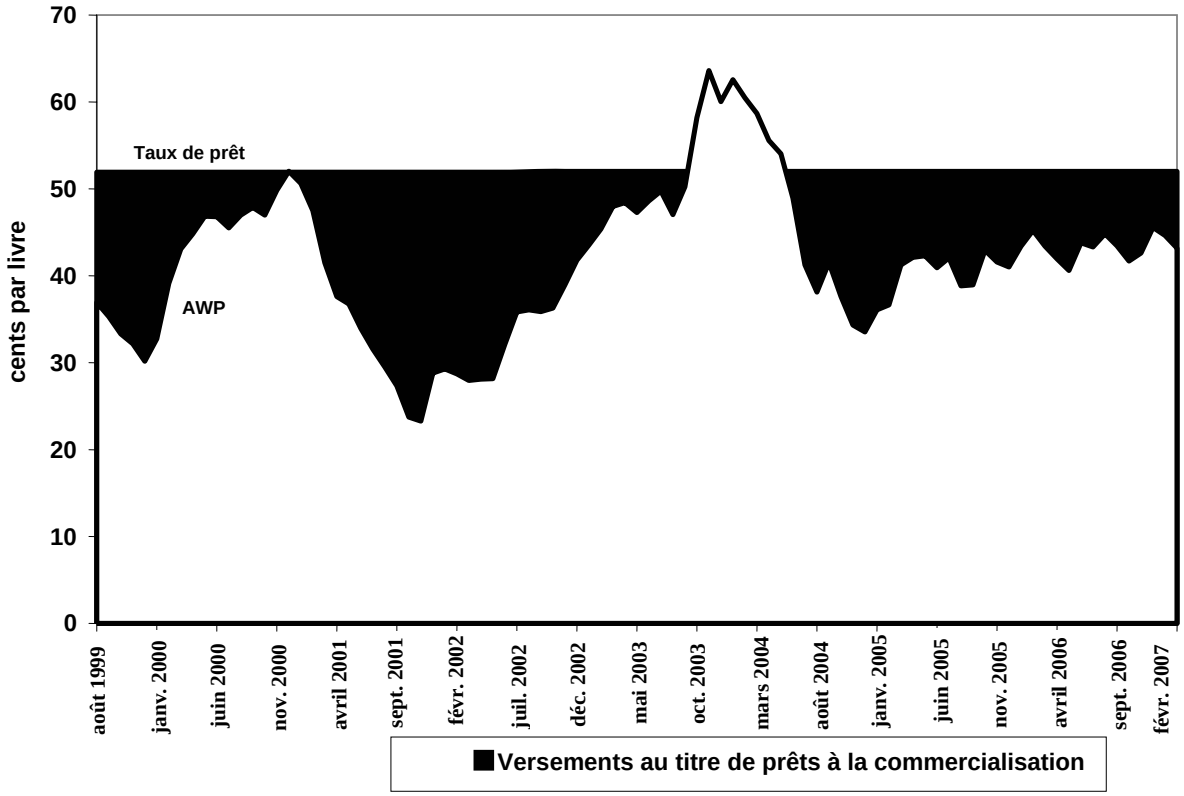
[31] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 10 citant Lin, W., P.C. Westcott, R. Skinner, S. Sanford and D.G. de la Torre Ugarte, "Supply Response Under the 1996 Farm Act and Implications for the U.S. Field Crops Sector". Technical Bulletin No. 1888, Sep 2000, United States Department of Agriculture, Economic Research Service, available at http://www.ers.usda.gov/publications/tb1888/ et Adams, Gary. "Acreage Response Under the 1996 FAIR Act?" Speech presented at Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture seminar series on Supply Response Under the 1996 Farm Act. June 24, 1996.

[32] *Voir*, par exemple, la pièce Bra-579 ("Coton: impact des mesures de soutien sur les pays en développement – Pourquoi les chiffres varient-ils?" Dossier de politique commerciale de la FAO, page 1, consulté en décembre 2006 à l'adresse suivante: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5533f/y5533f00.pdf); la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 10 citant Adams, Gary "Acreage Response Under the 1996 FAIR Act?" Speech presented at Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture seminar series on Supply Response Under the 1996 Farm Act. June 24, 1996; et la pièce US-56 ("Documentation of the FAPRI Modelling System", FAPRI-UMC Report No. 12-04, December 2004).

coton de ces pays".[33] Même le Conseil national du coton (le "NCC") a reconnu que bon nombre de ses membres feraient faillite sans ces subventions.[34] Les exploitants en faillite ne produisent pas de coton upland.

46. Comme il s'agit de subventions *subordonnées aux prix*, il est imposé d'accorder des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques aux producteurs des États-Unis de coton upland lorsque les prix tombent au-dessous de niveaux fixés compte tenu des coûts de production des producteurs des États-Unis. Chaque exploitant de coton upland des États-Unis sait que des subventions au titre de prêts à la commercialisation seront versées si le cours mondial ajusté (l'"AWP") tombe au-dessous de 52 cents par livre et que des subventions anticycliques seront versées si le prix agricole moyen tombe au-dessous de 65,73 cents par livre. Chaque exploitant de coton upland des États-Unis sait aussi que l'AWP a été constamment inférieur à 52 cents par livre au cours des dix dernières campagnes (sous réserve de quelques exceptions limitées) et qu'il est prévu qu'il continue d'être inférieur à 52 cents.[35] C'est ce qui ressort du graphique 1, ci-dessous, qui actualise le graphique 7 figurant dans la première communication écrite du Brésil:

Graphique 1 – Subventions au titre de prêts à la commercialisation[36]



47. La question de savoir si les prix du marché à terme sont élevés ou non au moment de la plantation est pertinente en ce qui concerne les intentions en matière de plantation des producteurs de coton upland des États-Unis. Toutefois, ces producteurs savent que les prix attendus sur la base des

[33] Pièce Bra-579 ("Coton: impact des mesures de soutien sur les pays en développement – Pourquoi les chiffres varient-ils?" Dossier de politique commerciale de la FAO, page 1, consulté en décembre 2006 à l'adresse suivante: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5533f/y5533f00.pdf).

[34] Pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee. National Cotton Council (NCC)).

[35] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 89 ci-dessous.

[36] Pièce Bra-673 (Upland Cotton Prices, March 2007).

prix du marché à terme ne seront pas nécessairement les prix réels pendant la campagne de commercialisation suivante et ils plantent du coton upland en sachant que le soutien accordé par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques garantira des niveaux rémunérateurs de revenu – indépendamment du prix agricole réel. L'Organe d'appel a pleinement reconnu cet état de choses lorsqu'il a constaté que "les exploitants des États-Unis savaient que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation mais aussi par les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents la livre pour le coton upland".[37] Ainsi, le rôle de stabilisation du revenu joué par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques protège les producteurs contre les prix bas. Il s'agit là d'un élément de preuve fondamental pour la formulation d'une constatation par le Groupe spécial de la mise en conformité selon laquelle les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées par les États-Unis ont des effets sur la superficie, la production et les exportations, ainsi que des effets d'empêchement de hausses des prix du marché mondial.

48. Une des questions fondamentales dans le présent différend, comme dans la procédure du Groupe spécial initial, est celle de savoir ce que seraient la superficie plantée, la production et les exportations s'il n'existait *pas* de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques. (Le Brésil note que dans sa réponse à la question n° 63 ci-dessous, il indique que la question de savoir si ces subventions "*encouragent*" une production *additionnelle* n'est pas pertinente pour cette évaluation hypothétique.) Pour évaluer le niveau notable des effets des subventions, les opinions de leurs bénéficiaires constituent des éléments de preuve particulièrement pertinents. En fait, le NCC, qui représente les producteurs de coton upland des États-Unis, a dit à maintes reprises que ces subventions étaient essentielles pour éviter que de nombreux exploitants de coton upland fassent faillite.[38] Des exploitants en faillite ne pourraient pas produire de coton upland.

49. Ces admissions par les bénéficiaires de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques sont étayées par le graphique 8 de la première communication écrite du Brésil (qui constitue également le graphique 6 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation). Établi exclusivement sur la base de données de l'USDA, ce graphique démontre que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques protègent les producteurs de coton upland contre des prix du marché bas en leur garantissant un niveau élevé de revenu par livre de coton upland produite. Que cela soit appelé "soutien des revenus"[39], "soutien des prix", ou "protection contre les prix bas", les effets sont les mêmes.

50. Les graphiques 1 à 6 de la déclaration liminaire du Brésil et les graphiques 7 à 12 des observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, établis dans une large mesure sur la base de données émanant de l'USDA et de l'Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole (le "FAPRI"), constituent également la preuve du rôle essentiel joué par ces deux subventions pour permettre aux exploitants de continuer de planter du coton upland. Ces graphiques font ressortir le rôle joué par les subventions dans la couverture de pertes énormes et prolongées compte tenu uniquement du revenu provenant du marché. Ils montrent également comment les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques accordées pour le coton upland

[37] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445.

[38] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1471 renvoyant à la pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee. National Cotton Council (NCC)). *Voir aussi* la pièce Bra-324 (NCC Chairman's Report by Kenneth Hood, 24 July 2002, p. 2).

[39] Le Brésil fait observer que l'article 1.1 a) 2) de l'*Accord SMC* désigne spécifiquement "une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix" comme constituant une forme de contribution financière.

permettent aux exploitants de poursuivre la production de coton upland alors que, en l'absence des subventions, il serait beaucoup plus rentable de cultiver des fèves de soja ou du maïs.

51. Pour évaluer les effets liés à l'offre des subventions des États-Unis sur les cours du marché mondial, le Groupe spécial de la mise en conformité, comme le Groupe spécial initial, doit tenir compte des principes fondamentaux de l'offre et de la demande. L'incidence de l'offre de coton upland alimentée par les subventions des États-Unis sur l'empêchement des hausses de prix du coton upland sur le marché des États-Unis et du marché mondial se manifeste jour après jour sur les marchés du coton upland. Prenons par exemple la déclaration ci-après de M. A.O. Cleveland, spécialiste du marché, datée du 23 mars 2007:

> *Pour l'instant, le volume des stocks de coton des États-Unis détenus dans le cadre du programme de prêts de la CCC à lui seul, et les 600 000 balles et plus de stocks certifiés contribueront grandement à contenir le marché.* … L'USDA rendra public vendredi de la semaine prochaine son rapport sur les intentions en matière de plantation pour le mois de mars. Il se peut que l'étendue de la superficie de coton upland des États-Unis soit de plus de 11 millions d'acres mais elle s'élèvera vraisemblablement à un peu plus de 12 millions d'acres. Je prévois qu'environ 12,2 millions d'acres seront plantées en coton upland. Tout chiffre relatif à la superficie totale inférieur à 12,5 millions d'acres entraînera certainement une orientation à la hausse. *Plus les intentions en matière de plantation seront faibles, plus le redressement des prix sera important.*[40]

52. Les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques "isolent" donc les producteurs de coton upland des États-Unis des signaux des prix du marché, ce qui "atténue" leur réaction aux signaux des cours du marché. Elles se traduisent par une superficie, une production, des exportations ou des stocks plus élevés aux États-Unis et des cours du marché mondial plus faibles que ce qu'ils seraient en leur absence. Comme M. A.O. Cleveland l'indique dans les termes les plus fondamentaux de l'offre et de la demande, "plus les intentions [des États-Unis] en matière de plantation seront faibles, plus le redressement des prix sera important". Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 69 ci-dessous, dans laquelle il décrit les nombreux éléments de preuve qu'il a présentés dans ses communications écrites et ses déclarations orales pour démontrer ce point.

53. Par ailleurs, le Groupe spécial initial a formulé de nombreuses constatations concernant les effets d'accroissement de la production des subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques non modifiées. Le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit:

> [P]lusieurs des subventions des États-Unis – les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) … et les versements CCP – sont directement liées aux cours mondiaux du coton upland, ce qui isole les producteurs des États-Unis des prix bas. Nous sommes d'avis que la structure, la conception et la gestion de ces trois mesures constituent des éléments de preuve étayant l'existence d'un lien de causalité avec l'empêchement notable de hausses de prix dont nous avons constaté l'existence.[41]
>
> Plus le cours mondial ajusté chute, plus les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis sont protégés de cette baisse, ce qui isole les décisions en matière de production des États-Unis des signaux du marché mondial.[42]

---

[40] Pièce Bra-674 (Cotton Marketing Weekly, A.O. Cleveland, 23 March 2007). (pas d'italique dans l'original)

[41] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1349

[42] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1294.

> Il ne fait pour nous aucun doute que les versements [au titre de prêts à la commercialisation] stimulent la production et les exportations et entraînent des cours du marché mondial inférieurs.[43]
>
> [L]a structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation ont accru les effets de distorsion de la production et des échanges.[44]
>
> [Les versements au titre de prêts à la commercialisation] représentai[ent] plus de la moitié de la différence entre le cours mondial ajusté et le taux de prêt à la commercialisation (et donc des revenus des producteurs de coton upland des États-Unis).[45]

54. Les États-Unis ont contesté toutes ces constatations en appel. L'Organe d'appel a rejeté tous les appels des États-Unis en formulant les constatations suivantes:

> Sur la base des éléments de preuve fournis par les États-Unis, nous relevons que, pour quatre des cinq récoltes de coton ayant eu lieu entre 1999 et 2003, le prix attendu à la récolte au moment de prendre les décisions en matière de plantation était toujours sensiblement plus élevé que le prix réel réalisé au moment de la récolte. Cela semble indiquer que même si les exploitants s'étaient attendus à des prix plus élevés au moment où ils prenaient leurs décisions en matière de plantation, ils savaient aussi que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation mais aussi par les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents la livre pour le coton upland.[46]
>
> Concernant les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, le Groupe spécial a constaté que "[p]lus le cours mondial ajusté chut[ait], plus les revenus des producteurs de coton upland des États-Unis [étaient] protégés de cette baisse". En conséquence, durant les campagnes de commercialisation 1999-2002, la production et les exportations des États-Unis sont demeurées stables ou ont augmenté, même si les prix du coton upland des États-Unis ont baissé … Les États-Unis soutiennent que l'analyse des subventions subordonnées aux prix faite par le Groupe spécial était "déficiente". Le Groupe spécial a toutefois constaté que les subventions subordonnées aux prix stimulaient la production et les exportations de coton upland des États-Unis et faisaient ainsi baisser les prix du coton upland des États-Unis. Cela nous semble étayer la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les subventions subordonnées aux prix ont pour effet un empêchement notable de hausses de prix.[47]

55. Comme l'Organe d'appel l'a constaté, les producteurs de coton upland savent que leur revenu global sera toujours protégé par des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Ce fait joue un rôle essentiel dans leurs décisions en matière de plantation, ce qui se traduit par des niveaux de production et d'exportation constants et soutenus plus élevés que ceux qui existeraient en l'absence de ces deux subventions. De fait, il a été constaté que ces deux subventions contribuaient grandement à "isoler" les producteurs de coton des États-Unis des prix bas et à "atténuer" leur réaction à ces prix.

---

[43] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291.
[44] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1295.
[45] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1294.
[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445 (note de bas de page omise).
[47] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 450 (note de bas de page omise).

56. Enfin, l'argument des États-Unis selon lequel les versements directs effectués au titre de la Loi FSRI de 2002 accordent également un soutien aux producteurs de coton upland[48] n'étaye pas une conclusion selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas d'effets de distorsion de la production. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord empêche le Brésil, dans la présente procédure, de contester les effets des versements directs sur la production. Toutefois, cela ne veut pas dire que les versements directs n'ont aucun effet sur la production – ou qu'ils n'ont pas pour effet d'empêcher des hausses de prix. L'Organe d'appel a reconnu que des subventions non subordonnées aux prix, comme les versements directs, pouvaient avoir des effets sur la production et contribuer à empêcher des hausses de prix dans une mesure notable.[49] De fait, les graphiques 1 à 6 de la déclaration liminaire du Brésil démontrent le rôle essentiel joué par les versements directs, en particulier, pour permettre à de nombreux exploitants de coton upland de tirer des "bénéfices" importants de la culture du coton upland. Ces bénéfices contribuent grandement à maintenir la production de coton upland à longue échéance en accroissant la "richesse" des producteurs.[50]

57. D'ailleurs, l'USDA a récemment proposé d'augmenter les versements directs en faveur des exploitants débutants "pour mieux préparer les exploitants débutants à faire face aux charges financières initiales qui se présentent lorsqu'on se lance dans l'agriculture de production".[51] Par ailleurs, une étude menée sur les exploitants des États-Unis par Goodwin et Mishra a révélé que 68 pour cent des exploitants utiliseraient les versements directs dans le cadre de l'exploitation, 34 pour cent pour couvrir les charges d'exploitation, 16 pour cent pour couvrir les dépenses en capital de l'exploitation, 9 pour cent pour rembourser la dette de l'exploitation et 9 pour cent pour acheter des terres agricoles.[52] Ces éléments de preuve confirment que les versements directs jouent un rôle important dans la production agricole.

63. Le Brésil pourrait-il indiquer s'il estime ou non que la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques augmentent la superficie n'est pas pertinente pour examiner si ces versements empêchent des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC? (paragraphe 56 de la déclaration liminaire du Brésil) Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis dans la note de bas de page 72 des observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial?

58. Le Brésil estime que la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques "augmentent" la superficie n'est *pas* concernée par l'examen pertinent que le Groupe spécial de la mise en conformité est chargé de mener.

59. L'article 6.3 de l'*Accord SMC* n'oblige pas le Membre plaignant à produire des éléments de preuve indiquant que les subventions contestées entraînent une *augmentation* régulière de la production ou de la superficie. Cela est d'autant plus vrai lorsque le Membre qui accorde la subvention soutient cette production ou cette superficie par le biais de subventions massives depuis plusieurs décennies. Lorsque la superficie, la production et les conditions de concurrence dans le Membre qui accorde la subvention subissent des distorsions – mais qu'elles sont parvenues à un statu quo subventionné relativement stable – la charge n'incombe *pas* au Membre plaignant d'établir

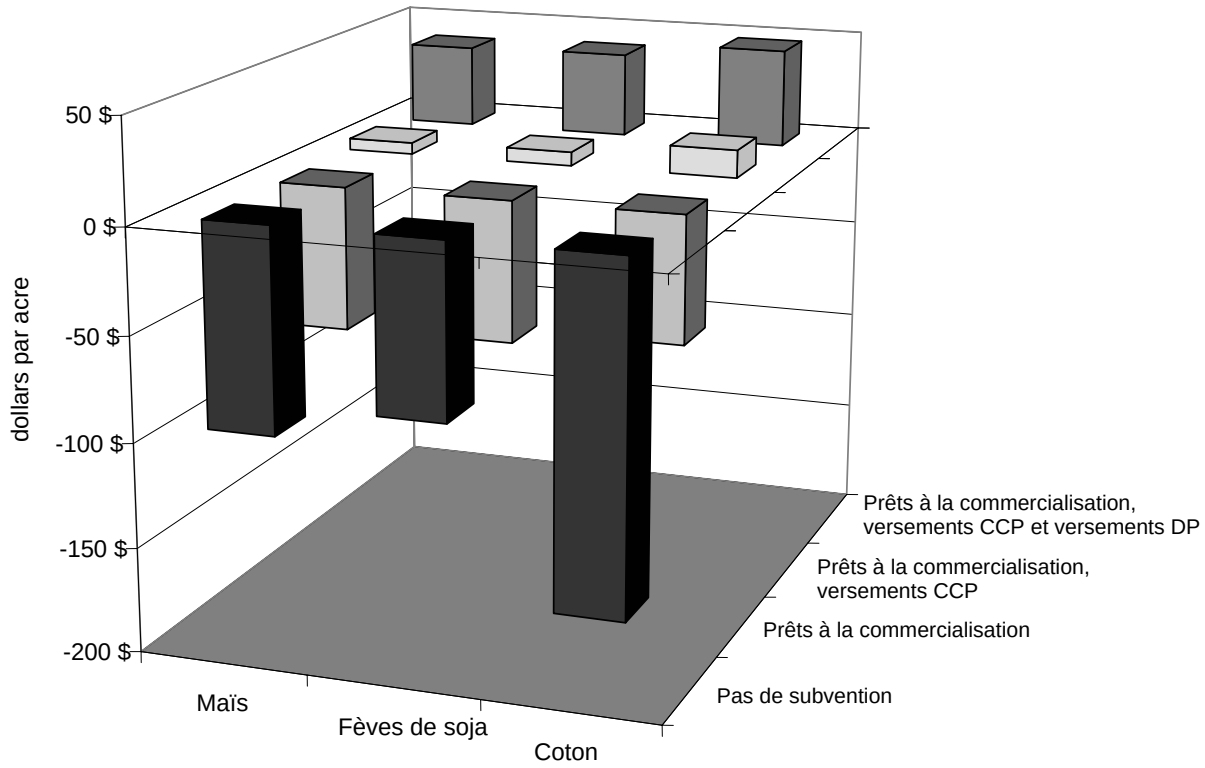
[48] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, paragraphes 42 et 49.
[49] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 589.
[50] *Voir* les observations du Brésil du 16 mars sur les réponses des États-Unis à la question n° 32, paragraphes 64 à 67.
[51] Pièce Bra-671 (U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal, p. 16, accessed March 2007 at http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf).
[52] Pièce US-41 (Goodwin B.K. and Mishra A. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments." *American Journal of Agricultural Economics* 87(5):1200-1210 (2005), Table 3 at p. 1206).

l'existence de distorsions *additionnelles* pour démontrer que les subventions causent des effets défavorables pour les intérêts du Membre plaignant.

60. L'examen d'une allégation formulée au titre de l'article 6.3 c) a nécessairement un caractère hypothétique, comme cela est précisé davantage dans la réponse à la question n° 74 ci-dessous. Cet examen nécessite une évaluation de la mesure dans laquelle la superficie de coton upland des États-Unis – et l'offre de coton upland des États-Unis qui en résulte sur le plan de la production, des exportations et des stocks – serait inférieure *en l'absence* des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques des États-Unis, ainsi que de la question de savoir si les cours du marché mondial du coton upland seraient notablement plus élevés.

61. L'analyse hypothétique proposée par le Brésil consiste à examiner la superficie et la production qui aurait résulté si les États-Unis avaient éliminé les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques pour la campagne de commercialisation 2005. Selon cette approche hypothétique, l'exploitant de coton upland des États-Unis typique aurait subi des pertes notables en raison du faible revenu attendu du coton upland, comme il ressort des prix à terme du début de 2005.[53] Cela est illustré par le graphique 1 de la déclaration liminaire du Brésil ci-dessous:

Graphique 2 – Recettes attendues et coût total de la culture du coton, du maïs ou des fèves de soja sur une superficie de base de coton pendant la campagne de commercialisation 2005[54]



[53] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 65, et les observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 18 et 19. *Voir aussi* les pièces Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns) et Bra-665 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns and Cash Costs).

[54] Pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns).

62. L'hypothèse "pas de subvention" montre l'irrationalité économique de la plantation de coton upland au printemps 2005 sans subventions au titre de prêts à la commercialisation ni subventions anticycliques. Étant donné le grand nombre d'exploitants de coton upland des États-Unis qui ne s'attendaient même pas à couvrir leurs coûts variables[55], la supposition des États-Unis selon laquelle la superficie plantée demeurerait stable n'est pas fondée. Compte tenu de ces faits, la seule conclusion raisonnable est plutôt que la superficie diminuerait notablement. Or, comme les États-Unis concluent que ni les subventions au titre de prêts à la commercialisation ni les subventions anticycliques n'ont d'effet sur la production, ils supposent qu'un monde non subventionné ressemblerait au statu quo et aurait les mêmes niveaux de superficie. Conformément à cette logique viciée, les États-Unis affirment également que seules des augmentations de superficie représenteraient les effets des subventions, ce qui implique qu'une constatation au titre de l'article 6.3 c) devrait nécessairement inclure une constatation d'accroissement de la part de marché, peut-être au sens de l'article 6.3 d).

63. Le Brésil a expliqué comment l'introduction des versements d'aide pour perte de parts de marché en 1998, l'entrée en vigueur de la Loi FSRI de 2002 (et sa série de subventions), et les conditions du marché pendant les campagnes de commercialisation 1998-2002 avaient entraîné une augmentation notable des subventions au cours des campagnes de commercialisation 1998-2002 par rapport aux niveaux relativement faibles des subventions pendant les campagnes de commercialisation 1996-1997.[56] Si la constatation relative au lien de causalité formulée par le Groupe spécial initial a été fondée, en partie, sur diverses corrélations temporelles, le Groupe spécial initial n'a, toutefois, pas estimé que la baisse de 12 pour cent de la superficie plantée entre les campagnes de commercialisation 2001 et 2002 était pertinente.[57] En dépit de l'argument des États-Unis selon lequel une telle baisse de la superficie semblerait indiquer l'existence d'une corrélation "négative" entre les subventions et les effets sur la superficie, cette baisse de la superficie pendant la campagne de commercialisation 2002 n'a pas empêché le Groupe spécial initial de constater l'existence d'un lien de causalité très net entre les subventions subordonnées aux prix accordées pendant la campagne de commercialisation 2002 et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable pendant la campagne de commercialisation 2002.[58]

64. Comme il est précisé davantage dans la réponse aux questions n° 69 et 70, la situation factuelle portée à la connaissance du Groupe spécial de la mise en conformité en ce qui concerne la campagne de commercialisation 2002 est le résultat du statu quo de conditions du marché faussées par les subventions subordonnées aux prix et impératives très élevées accordées au titre de la Loi FSRI de 2002. Le niveau moyen du soutien accordé par les États-Unis entre les campagnes de commercialisation 2003 et 2006 n'a pas changé notablement par rapport aux niveaux très élevés de soutien qui existaient pendant la campagne de commercialisation 2002, la première campagne pendant laquelle la Loi FSRI 2002 a été appliquée.[59] La *stabilité* même de la superficie en dépit des fortes fluctuations des prix pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002 est un facteur de corrélation fondamental qui souligne les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques subordonnées aux prix. En d'autres termes, il existe une coïncidence

[55] *Voir* les observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 19, graphique 7.
[56] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 235, 236, 351 et 352.
[57] Pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use, October 2006).
[58] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.596 et 7.1351. *Voir aussi* la description faite par le Groupe spécial initial des raisons de l'introduction des versements d'aide pour perte de parts de marché pendant les campagnes de commercialisation 1998-2001 et de leur institutionnalisation pour les campagnes de commercialisation 2002-2007 en tant que versements anticycliques au titre de la Loi FSRI de 2002. *Id.*, paragraphes 7.216, 7.217, 7.223 à 7.226 et 7.1301.
[59] *Voir* la première communication écrite du Brésil, graphique 8.

ou corrélation temporelle importante entre la réception de ces versements, les prix du marché qui restent bas, les coûts de production élevés et les niveaux de la superficie plantée qui restent élevés.[60]

65. S'agissant de la note de bas de page 72 des observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil dont il est fait mention dans la question, le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse aux questions n° 51, 52 et 62. En réponse à ces questions, le Brésil explique, entre autres choses, que la notion de soutien "couplé" et "découplé" dans l'*Accord sur l'agriculture*, sur laquelle se fondent les États-Unis, n'est pas pertinente pour l'évaluation des effets des subventions au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Le Brésil renvoie également le Groupe spécial de la mise en conformité à ses réponses aux questions n° 64 et 65 concernant les études portant sur les effets des subventions anticycliques. Ces études sont compatibles avec les arguments du Brésil selon lesquels les versements anticycliques pour le coton upland ont des effets notables sur la superficie des États-Unis et contribuent à empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. Le Brésil rappelle également que les subventions anticycliques accordées pour des cultures différentes peuvent avoir des effets différents sur les décisions en matière de plantation selon qu'elles sont versées régulièrement ou non et selon qu'elles sont nécessaires ou non pour couvrir les coûts de production, entre autres choses.

66. Dans la mesure où la note de bas de page 72 de la déclaration liminaire des États-Unis concerne l'examen pertinent pour évaluer si les subventions contestées empêchent des hausses de prix dans une mesure notable, le Brésil est d'accord avec la description que font les États-Unis de son allégation selon laquelle ces subventions "influent sur les décisions en matière de plantation, poussant les producteurs des États-Unis à planter davantage qu'ils ne le feraient sinon et ... cela débouche finalement sur une offre excédentaire et sur un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial".[61]

64. Étant donné que le Brésil a critiqué les nouveaux travaux de recherche empirique mentionnés par les États-Unis parce qu'ils ne portaient pas spécifiquement sur les effets des versements anticycliques sur la production de coton upland, pourquoi le Brésil estime-t-il que l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlman (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 140) est particulièrement pertinente pour la présente affaire? Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis aux paragraphes 248 et 249 de leur communication à titre de réfutation?

67. Pour commencer, le Brésil fait observer qu'il n'existe pas d'études empiriques examinées ayant fait l'objet d'un examen par les pairs qui ait porté sur l'effet spécifique des subventions anticycliques (ou de l'aide pour perte de parts de marché) sur la production de coton upland. Ainsi, comme l'étude mentionnée par les États-Unis sur les versements anticycliques (Lin et Dismukes), l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman ne traite pas spécifiquement des effets des versements anticycliques pour le coton upland. Toutefois, cette étude comporte certaines caractéristiques qui rendent ses résultats analytiques plus applicables à l'évaluation que le Groupe spécial de la mise en conformité est chargé d'effectuer que ceux de l'étude menée par Lin et Dismukes ou d'autres études portant sur les versements directs (Goodwin et Mishra, 2005) ou l'aide pour perte de parts de marché (Goodwin et Mishra, 2006).

68. *Premièrement*, l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman porte sur les principaux mécanismes par lesquels les versements anticycliques influent sur les décisions en matière de production[62] et exclut les facteurs extérieurs qui peuvent fausser les résultats.[63] Les auteurs expliquent

[60] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 180 à 194 et 226 à 231; *voir aussi* la réponse du Brésil à la question n° 69 ci-dessous.

[61] Observations des États-Unis sur la déclaration orale du Brésil, note de bas de page 72.

[62] Ces mécanismes comprennent la réduction de la variabilité des prix et la possibilité perçue d'une actualisation de la superficie de base.

les avantages de leur approche en disant que "les méthodes expérimentales peuvent donner aux responsables de l'élaboration des politiques des renseignements sur certaines questions qu'on ne peut dégager facilement avec des données observées".[64] De fait, les travaux menés par Lin et Dismukes et par Goodwin et Mishra (2005 et 2006) confirment qu'il est difficile de "dégager" empiriquement l'effet de programmes spécifiques de subventions à partir de données provenant d'enquêtes.[65] L'utilisation d'une expérience en laboratoire atténue bon nombre de ces difficultés.

69. *Deuxièmement*, l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman ne se borne pas à examiner la réaction de la superficie aux versements anticycliques dans des régions des États-Unis qui ne produisent *pas* de coton upland – comme c'est le cas des études empiriques mentionnées par les États-Unis. Elle évalue plutôt les réactions de l'offre d'après une expérience menée en laboratoire qui tient compte des conditions économiques auxquelles font face les producteurs de coton upland des États-Unis. Les études menées par Lin et Dismukes et par Goodwin et Mishra examinent la réaction de l'offre aux versements directs et anticycliques en ce qui concerne les superficies de maïs, de blé et de fèves de soja dans le Middle West des États-Unis. Ces régions sont connues pour la faible réaction de l'offre, qui est certainement plus faible que la réaction de l'offre de coton upland.[66] Cela rend l'application des résultats de ces études au coton upland beaucoup plus difficile.

70. En résumé, l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman n'est peut-être pas adaptée aux circonstances exactes de la présente procédure mais elle est beaucoup plus pertinente que les études empiriques mentionnées par les États-Unis.

71. Les États-Unis critiquent l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman parce qu'elle est fondée sur une expérience en laboratoire.[67] Comme l'explique M. Sumner[68], cette critique est dénuée de fondement. L'étude applique des outils éprouvés en économie comportementale et, comme il est indiqué ci-dessus, son caractère expérimental lui donne une plus grande valeur. Au cours des 30 dernières années, l'utilisation d'outils d'expérimentation en laboratoire a été bien éprouvée dans le domaine de l'économie en général ainsi que dans celui de l'économie agricole. Le prix Nobel accordé

---

[63] McIntosh, Shogren et Dohlman indiquent que les "exploitants ont d'autres outils de gestion du risque à leur disposition; les grandes exploitations qui éprouvent moins d'aversion pour le risque tendent à dominer la production de cultures visées par des programmes; et d'autres programmes comme les dispositions relatives aux prêts à la commercialisation offrent déjà une protection des prix. Ces facteurs montrent à quel point il est difficile de distinguer les effets des versements CCP d'autres facteurs dans les données observées concernant la production annuelle, une difficulté qui est atténuée lorsque des méthodes expérimentales sont utilisées". *Voir* la pièce Bra-565 (McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study", Forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, p. 16-17).

[64] Pièce Bra-565 (McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study", Forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, p. 17).

[65] Bon nombre des coefficients de régression figurant dans ces études ne sont pas significatifs sur le plan statistique. *Voir* la pièce US-85 (Lin, William and Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-Cyclical Payments' Production Impacts", *Review of Agricultural Economics - Volume 29, Number 1, 64-86, p. 78*). *Voir aussi* la pièce US-41 (Goodwin B.K. and Mishra A. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments", *American Journal of Agricultural Economics* 87(5):1200-1210 (2005)).

[66] À titre d'exemple, Goodwin et Mishra concluent que les prix du maïs et du blé n'ont aucune incidence sur la production de maïs et de blé. Pièce US-41 (Goodwin B.K. and Mishra A. "Another Look at Decoupling: Additional Evidence on the Production Effects of Direct Payments." *American Journal of Agricultural Economics*, 87(5):1200-1210 (2005)). *Voir aussi* la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, para. 23).

[67] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 248 et 249.

[68] Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 36-37).

à Vernon Smith en 2002 a reconnu les progrès réalisés dans ce domaine.[69] L'étude initiale de Roth figurant dans le Handbook of Experimental Economics de 1995 donne un résumé de la méthode, qui a beaucoup évolué au cours de la dernière décennie.[70] De fait, dans sa présentation dans le cadre de la prestigieuse conférence Waugh organisée par l'USDA, Shogren a traité de l'importance d'utiliser des expériences pour mesurer et vérifier la validité de paramètres économiques dans le domaine de l'économie agricole et de l'économie des ressources.[71] En conséquence, les efforts déployés par les États-Unis pour discréditer des résultats de recherches en économie parce qu'ils proviennent d'expériences contrôlées sont dénués de tout fondement.

72. Les États-Unis citent aussi un passage de l'étude où les auteurs émettent une mise en garde quant à leurs résultats. Plus particulièrement, les auteurs indiquent que le modèle ne tient pas compte de deux éléments: i) le fait que les versements anticycliques sont effectués pour uniquement 85 pour cent de la superficie de base; et ii) l'exclusion du programme de prêts à la commercialisation du modèle. Cependant, ces omissions visant à faciliter la modélisation ne peuvent qu'atténuer l'importance des effets constatés par l'étude. Elles ne modifient pas sa conclusion fondamentale, que les auteurs résument comme suit:

> nos résultats étayent certaines des critiques formulées à l'encontre des versements CCP et de l'actualisation de la superficie de base. *Nous concluons qu'avec les versements CCP, les décideurs en laboratoire ont augmenté leur investissement dans la culture de base par rapport au scénario de base.* Si l'on ajoute l'actualisation et l'incertitude en ce qui concerne les politiques, ils ont continué de pratiquer la culture de base relativement plus qu'ils ne l'auraient fait dans un contexte politique plus neutre. L'accroissement des plantations sur les superficies de base a plusieurs incidences: un revenu potentiel moins élevé pour les producteurs qui choisissent de réduire leur risque de baisse de revenu; *une moins grande efficacité des marchés des cultures en raison de décisions faussées en matière d'imputation; la dépression des prix des cultures de base, ce qui réduit davantage les revenus; et une probabilité accrue de versements à titre de subventions.*[72]

73. En résumé, l'étude menée par McIntosh, Shogren et Dohlman donne des indications très utiles concernant les effets notables des versements anticycliques sur la production de coton upland aux États-Unis. Bien qu'elle soit fondée sur une expérience contrôlée en laboratoire, elles analyse de plus près les effets des versements anticycliques sur les décisions des exploitants de coton upland des États-Unis en matière de production que les résultats d'études empiriques qui ont analysé les conditions économiques assez différentes entourant la production de maïs, de blé et de fèves de soja dans le Middle West des États-Unis.

65. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Le Brésil pourrait-il expliquer pourquoi le fait que ces études ne portent pas spécifiquement sur le coton upland devrait empêcher le Groupe spécial de les considérer comme étant très probantes?

---

[69] *Voir* la Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 36-37).

[70] *Voir* la Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 36-37).

[71] *Voir* la Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 36-37).

[72] Pièce Bra-565 (McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study", Forthcoming paper in the American Journal of Agricultural Economics, November 2006, p. 2-3). (pas d'italique dans l'original)

74. Les États-Unis ont fait état d'une étude empirique sur l'effet des versements anticycliques sur la production, l'étude de 2007 de Lin et Dismukes[73], pour étayer leurs arguments selon lesquels les subventions anticycliques n'avaient pas une incidence notable sur la production de coton upland. L'autre étude empirique dont les États-Unis ont fait état, l'étude de 2005 de Goodwin and Mishra[74], porte sur les versements directs, et non les versements anticycliques.

75. Pour commencer, le Brésil fait observer que ces études n'étayent même pas la position des États-Unis. Si elles sont examinées dans leur juste contexte, ces deux études confirment que les subventions anticycliques peuvent avoir une incidence notable sur la production.[75] Cela dit, les études n'ont pas une valeur probante très élevée aux fins de la présente procédure et ce pour plusieurs raisons.[76] Cela est dû en partie au fait qu'elles ne portent pas sur l'effet spécifique sur la production de coton upland des subventions anticycliques pour le coton upland.

76. Parmi les subventions anticycliques accordées pour les principales cultures visées par des programmes aux États-Unis[77], celles qui visent le coton upland sont susceptibles d'avoir les effets les plus importants sur la production en raison i) de l'ampleur de la subvention, ii) de la fréquence à laquelle elle est versée, iii) des régions où le coton upland est cultivé, et iv) des affirmations d'associations de producteurs de coton upland comme le NCC selon lesquelles ces subventions sont essentielles pour empêcher ses membres de faire faillite. Chaque raison est analysée ci-dessous.

77. *Premièrement*, le versement anticyclique par acre maximal pour le coton upland est un des plus élevés des versements pour les neuf grandes "cultures visées par les programmes" au titre de la Loi FSRI de 2002. En chiffres absolus, le versement anticyclique maximal pour le coton upland est un versement moyen par acre d'environ 75 dollars.[78] Les subventions anticycliques maximales pour les cultures étudiées par Lin et Dismukes sont des versements par acre beaucoup moins élevés, soit environ 10 dollars pour les fèves de soja, 39 dollars pour le maïs et 20 dollars pour le blé.[79] Les versements anticycliques maximaux pour le coton upland sont également parmi les plus élevés en

[73] Les États-Unis ont fait état d'une ébauche de cette étude dans leur première communication écrite, au paragraphe 210. Les États-Unis font état de la version publiée dans leur communication à titre de réfutation, aux paragraphes 229 à 234.

[74] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 213. *Voir* aussi la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 235 et 236.

[75] La version de 2005 de l'étude de Lin et Dismukes conclut que les subventions anticycliques pour les fèves de soja augmenteraient la superficie de fèves de soja si le prix agricole moyen des fèves de soja était inférieur au taux de prêt. L'étude conclut également que l'"effet des versements CCP va peut-être au-delà de leurs effets à court terme sur les décisions des exploitants en matière de superficie; à plus long terme, il peut y avoir des incidences structurelles dans la mesure où ces versements permettent aux exploitants de poursuivre leurs activités. Outre les programme de prêts concernant les produits de base, les versements CCP sont des garanties qui protègent les exploitants des effets défavorables de faibles cours du marché. Les versements CCP peuvent apporter aux exploitants qui ont des problèmes financiers le soutien nécessaire pour poursuivre leurs activités agricoles". (*Voir* la pièce US-34 (Lin, William and Robert Dismukes, "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-Cyclical Payments' Production Impact", Selected Paper, American Agricultural Economics Association, July 2005, p. 24-25).) L'étude de 2005 de Goodwin et Mishra présente les résultats d'une étude portant sur des exploitants des États-Unis, qui montre que les versements anticycliques sont importants pour ces exploitants et que les versements directs sont utilisés dans une large mesure pour couvrir des dépenses non agricoles.

[76] Pour une critique de l'étude de 2006/07 de Lin et Dismukes, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 124 à 127, et la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 18-21). Pour une critique de l'étude de 2006 de Goodwin et Mishra, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 135 à 137, et la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 22-27).

[77] Ces cultures comprennent le blé, le maïs, les fèves de soja, le riz, le coton upland, l'avoine, l'orge, le sorgho et les arachides.

[78] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).

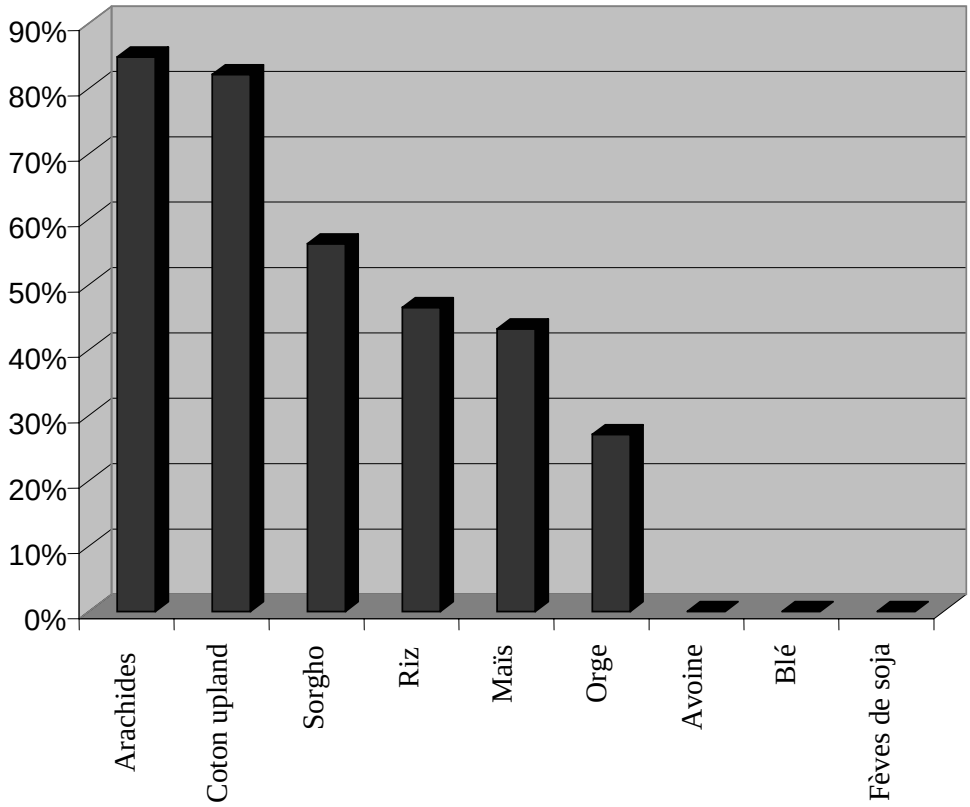
[79] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).

chiffres relatifs car ils représentent 19 pour cent du prix d'objectif pour le coton upland[80], soit le prix institutionnel fixé par le Congrès des États-Unis.

78. Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial de la mise en conformité démontrent que la vaste majorité des producteurs de coton upland cultivent du coton upland dans des exploitations ayant une superficie de base de coton upland.[81] Cette situation en matière de plantation est due au coût élevé de la production de coton upland par rapport à d'autres cultures. Le versement moyen élevé de 75 dollars par acre pour le coton upland est essentiel pour permettre aux producteurs de coton upland de couvrir leurs coûts de production.[82]

79. *Deuxièmement*, les subventions anticycliques sont versées plus fréquemment pour le coton upland que pour d'autres cultures visées par les programmes. Il n'a jamais été versé de subventions anticycliques pour deux des trois cultures étudiées par Lin et Dismukes (le blé et les fèves de soja). Le graphique ci-après, qui a été présenté dans la première communication écrite du Brésil[83], indique le montant réel des versements anticycliques qui ont été accordés pour des cultures par rapport au montant maximal qui est théoriquement possible. En ce qui concerne le coton upland, le "taux d'utilisation" s'est situé à 82 pour cent.

Graphique 3 – Versements anticycliques réels en pourcentage du maximum théorique[84]



[80] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).

[81] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 153 à 165; la déclaration orale du Brésil, paragraphe 40; et les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 29, paragraphes 46 à 51.

[82] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 à 164; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 245 à 283; et déclaration orale du Brésil, paragraphes 54 à 91.

[83] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 276.

[84] Pièce Bra-493 (Counter-Cyclical Payments Analysis).

80. *Troisièmement*, les deux études empiriques mentionnées par les États-Unis examinent l'effet des versements directs et anticycliques sur la superficie de maïs, de fèves de soja et de blé dans le Middle West des États-Unis. Comme le Brésil l'a déjà indiqué, on s'attendrait à de faibles élasticités de l'offre pour ces cultures dans ces régions.[85] Les exploitants dans la zone de culture du maïs et la région du centre nord cultivent presque uniquement des fèves de soja et du maïs et parfois du blé. En revanche, le coton upland est cultivé dans des régions où plusieurs cultures de remplacement sont aussi pratiquées, y compris les fèves de soja, le riz, le maïs, le sorgho, les arachides, les fruits et les légumes.

81. *Quatrièmement*, les deux études empiriques mentionnées par les États-Unis sont contraires aux nombreuses déclarations versées au dossier témoignant de l'avis du NCC et de ses membres producteurs de coton upland selon lequel les subventions anticycliques sont essentielles pour couvrir les coûts de production et éviter la faillite. Dans leur déposition devant le Congrès des États-Unis, les représentants du NCC ont dit qu'"au cours de ces trois dernières années, de nombreux exploitants cotonniers [avaient] évité la faillite uniquement parce que le Congrès [avait] autorisé l'octroi d'une aide d'urgence pour compléter les versements fixes inadéquats prévus par la Loi FAIR".[86] Cette déclaration fait référence aux versements d'aide pour perte de parts de marché, qui sont les prédécesseurs des subventions anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002. Les représentants du NCC ont également dit qu'ils ont besoin des subventions des États-Unis en général pour "éviter la faillite"[87], "pour joindre les deux bouts"[88] et essentiellement pour "exister".[89] Les dirigeants de la branche de production du coton upland confirment que les subventions anticycliques constituent le programme gouvernemental le plus important pour les exploitants de coton upland après le programme de prêts à la commercialisation.[90] Aucune des études mentionnées par les États-Unis ne porte sur la situation déficitaire à laquelle de nombreux exploitants de coton upland seraient confrontés si les versements anticycliques étaient éliminés.

82. En résumé, les nouvelles études mentionnées par les États-Unis, qui consistent en une étude empirique sur l'effet des subventions anticycliques et une autre étude empirique sur l'effet des versements directs, n'ont pas une valeur probante élevée aux fins de la présente procédure. En tout état de cause, pour les raisons mentionnées dans des communications écrites antérieures[91], les études étayent dans une large mesure les arguments du Brésil selon lesquels les subventions anticycliques ont une incidence notable sur la production. Elles étayent également la conclusion selon laquelle les versements directs influent sur la production.

---

[85] Pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, para. 20).

[86] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1471 faisant référence à la pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee, National Cotton Council (NCC)).

[87] Pièce Bra-109 ("Testimony (full) of Robert E. McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Ag Committee", February 15, 2001, p. 2).

[88] Pièce Bra-324 (NCC Chairman's Report by Kenneth Hood, 24 July 2002, p. 2).

[89] Pièce Bra-3 (Roger Thurow / Scott Kilman, "U.S. Subsidies Create Cotton Glut That Hurts Foreign Cotton Farms", The Wall Street Journal, 26 June 2002, p. A1).

[90] Voir la déclaration orale du Brésil, paragraphe 35, citant l'édition du 17 janvier 2007 du Southwest Farm Press, consultée en février 2007 à l'adresse suivante: http://southwestfarmpress.com/news/011707-farm-bill/index.html; et la pièce Bra-624 (Updated Market News and Market Reports About Cotton) ("Le statu quo concernant la Loi sur l'agriculture de 2006 est une bonne chose pour les cultivateurs de coton.").

[91] Pour une critique de l'étude de 2006/07 de Lin et Dismukes, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 124 à 127, et la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 18-21). Pour une critique de l'étude de 2006 de Goodwin et Mishra, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 135 à 137, et la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, paras. 22-27).

66. Le Brésil peut-il expliquer les différences existant entre les chiffres correspondant au montant des versements anticycliques imputés au coton upland qu'il a fournis à la réunion du Groupe spécial avec les parties (déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40 et pièce Bra-625) et les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation?

83. Les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil constituent les subventions anticycliques pour le coton upland imputées selon la méthode "pour le coton et au coton". La méthode pour le coton et au coton apparie chaque acre plantée en coton upland à une acre de base de coton upland, s'il en existe dans la même exploitation. Ainsi, si une exploitation a plus d'acres de base de coton upland que d'acres plantées en coton upland, ou n'a pas d'acre plantée en coton upland, ces acres de base de coton upland excédentaires sont exclues du calcul. De même, si une exploitation plante plus de coton upland qu'elle ne détient d'acres de coton upland, aucun versement n'est imputé pour chaque acre dépassant la base de coton upland existant dans l'exploitation.

84. En revanche, le tableau figurant au paragraphe 40 de la déclaration orale du Brésil est fondé sur une imputation des versements anticycliques au coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005 selon la "méthode du Brésil".[92] Cette méthode impute certains versements anticycliques accordés pour des produits autres que le coton upland à des acres plantées en coton upland pour lesquelles aucune acre de base de coton upland n'existe dans l'exploitation. Comme les États-Unis ont uniquement fourni les données nécessaires à ce calcul pour la campagne de commercialisation 2005, les chiffres du Brésil se limitent à la campagne de commercialisation 2005.

85. Le Brésil rappelle que le Groupe spécial initial a constaté que "l'imputation [par le Brésil] du soutien accordé au titre des programmes en question pour un produit visé est appropriée car elle combine des éléments de la façon dont les versements sont calculés avec le volume de coton upland que les bénéficiaires plantent".[93]

67. Veuillez confirmer si ce que le Groupe spécial comprend est correct ou non:

- *Le "tableau 6" figurant dans la première communication écrite du Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la "méthode du Brésil" sur la base de données de l'USDA.*

86. Le Brésil peut confirmer que ce que le Groupe spécial de la mise en conformité comprend est correct. Il fait observer, toutefois, que les États-Unis n'avaient pas fourni de données de l'USDA pour les campagnes de commercialisation 2003-2005 au moment de la première communication écrite du Brésil. Sans ces données, le Brésil a appliqué le rapport entre les versements anticycliques totaux pour le coton upland et les versements anticycliques imputés au coton upland selon la "méthode du Brésil" pendant la campagne de commercialisation 2002, sur la base de données que les États-Unis avaient fournies au Groupe spécial initial et qui figurent dans le rapport du Groupe spécial initial.[94] Le Brésil a appliqué ce rapport au montant réel des versements anticycliques totaux effectués pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005.[95] Dans sa déclaration liminaire, le Brésil a actualisé les chiffres se rapportant à la campagne de commercialisation 2005 sur

[92] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, tableau A-6, paragraphe 7.642.
[93] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.646.
[94] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, tableau A-6, paragraphe 7.642, et tableau 2, paragraphe 7.596.
[95] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 116 à 118.

la base des données de l'USDA que les États-Unis ont fournies uniquement pour la campagne de commercialisation 2005.[96]

- *Le "tableau 5" figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la méthode "pour le coton et au coton" sur la base de données de l'USDA.*

87. Le Brésil peut confirmer que ce que le Groupe spécial de la mise en conformité comprend est correct. Il indique également que les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation ont été calculés sur la base des données du tableau figurant au paragraphe 224 de la première communication écrite des États-Unis et de la moyenne à l'échelle nationale des taux de versement et des rendements donnant lieu à des versements.[97]

- *Les chiffres mentionnés au paragraphe 40 de la déclaration liminaire du Brésil (à savoir 868 millions de dollars et 838 millions de dollars) sont produits à l'aide de la "méthode du Brésil" et de la méthode "pour le coton et au coton", sur la base des données fournies par les États-Unis dans la pièce US-64.*

88. Le Brésil peut confirmer que ce que le Groupe spécial de la mise en conformité comprend est correct. Il fait observer que la pièce Bra-625 contient les calculs détaillés à partir desquels ces chiffres ont été obtenus.

68. Veuillez formuler des observations sur la déclaration ci-après des États-Unis:

> "Les États-Unis croient comprendre que le Brésil considère que les chiffres relatifs aux versements anticycliques figurant dans le "tableau 5" de sa communication à titre de réfutation doivent remplacer les chiffres relatifs aux versements anticycliques qui figurent dans le "tableau 6" de sa première communication écrite." (réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 15)

89. Les États-Unis ont mal compris. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à son observation sur la réponse des États-Unis à la question n° 4.[98] Les chiffres figurant dans le tableau 6 de la première communication écrite du Brésil sont basés sur le rapport entre les subventions anticycliques selon la "méthode d'imputation du Brésil" et le total des subventions anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2002.[99] En revanche, les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication du Brésil à titre de réfutation sont basés sur la "méthode pour le coton et au coton".[100] Le Brésil ne considère pas que les chiffres figurant dans le tableau 6 de sa première communication écrite doivent être remplacés par les chiffres figurant dans le tableau 5 de sa communication à titre de réfutation.

69. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "les seuls éléments de preuve présentés par le Brésil qui étaient censés examiner les effets sur les prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques spécifiquement étaient les résultats de l'exercice de modélisation qu'il a effectué aux fins de la présente procédure"? (déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 76)

90. L'argument des États-Unis fait abstraction à tort des centaines de pièces et d'éléments de preuve circonstanciels présentés par le Brésil dans la procédure initiale et dans la procédure du présent

---

[96] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 66 ci-dessus.
[97] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 174.
[98] Observations du Brésil du 16 mars sur les réponses des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 15.
[99] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 116 à 118.
[100] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.642.

Groupe spécial de la mise en conformité. Le Brésil fournit un résumé concis de ces éléments de preuve ci-dessous.[101] L'analyse par modélisation réalisée par M. Sumner qui quantifie spécifiquement les effets d'empêchement de hausses de prix des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques ne fait que confirmer les nombreux autres éléments de preuve indiquant l'existence d'un empêchement de hausse de prix dans une mesure notable du fait des effets de ces subventions sur la superficie, la production et les exportations des États-Unis ainsi que du rôle dominant joué par les États-Unis dans la détermination des cours du marché mondial du coton upland. Le modèle de M. Sumner est la "cerise" sur le gâteau, et non le gâteau lui-même.

91. Le Brésil – et le Groupe spécial de la mise en conformité – vivent dans une réalité caractérisée par des décennies de production et d'exportations de coton upland lourdement subventionnées par les États-Unis. Le Brésil ne peut pas éliminer unilatéralement les subventions des États-Unis pour présenter des éléments de preuve directs indiquant ce qui arriverait réellement à la superficie, à la production et aux exportations des États-Unis, ainsi qu'aux cours mondiaux, sans ces subventions. Seuls les États-Unis peuvent le faire. Ils ont choisi de ne pas le faire en dépit des recommandations et décisions de l'ORD. Dans la mesure où les États-Unis estiment que les seuls "éléments de preuve empiriques" crédibles seraient une démonstration de ce qui arriverait *réellement* sans subventions au titre de prêts à la commercialisation ni subventions anticycliques, ce sont eux qui ont le contrôle exclusif de ces éléments de preuve.

92. Pour aider le Groupe spécial de la mise en conformité à comprendre l'absence de fondement des allégations des États-Unis selon lesquelles le Brésil n'a présenté "aucun élément de preuve" indiquant l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable à l'exception de l'analyse de M. Sumner[102], le Brésil résume ci-dessous les centaines de pages d'arguments présentés dans ses communications et dans des centaines de pièces. Ce résumé ne peut toutefois pas remplacer l'examen complet des éléments de preuve présentés par le Brésil dans ses communications écrites, ses déclarations orales et ses réponses aux questions. Il est fait référence à certains de ces éléments de preuve dans les notes de bas de page jointes aux résumés des éléments de preuve figurant ci-dessous.

93. Les faits les plus élémentaires concernant les subventions des États-Unis en cause et les conditions de concurrence sur le marché mondial du coton upland suffisent pour établir un lien de causalité entre les subventions et un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable. Il n'est pas contesté qu'il existe un marché mondial du coton upland. Le coton upland lourdement subventionné par les États-Unis est en concurrence directe sur ce marché mondial avec le coton upland produit par des producteurs du Brésil et d'autres pays tiers.[103] Il n'est pas contesté que le coton upland des États-Unis est "similaire" au coton upland brésilien ainsi qu'à celui qui est produit par de nombreux autres pays.[104] Le prix du coton upland des États-Unis, comme celui d'autres producteurs de coton upland, est reflété dans un cours du marché mondial, l'indice A.[105] Il n'est pas non plus contesté qu'il existe un marché mondial du coton upland fortement intégré sur lequel l'offre des États-Unis compte pour une très large part et sur lequel elle exerce une influence proportionnelle substantielle dans la détermination du cours du marché mondial.[106] Tous ces faits ont été établis par le Groupe spécial initial et confirmés par l'Organe d'appel. Compte tenu des éléments de preuve actualisés fournis par le Brésil, ils restent valables aujourd'hui.

[101] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 76.
[102] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 76.
[103] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.
[104] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.
[105] Première communication écrite du Brésil, section 7.4; déclaration orale du Brésil, paragraphe 148; et déclaration de M. Andrew Macdonald, première communication écrite du Brésil, annexe II, paragraphe 18.
[106] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1285 et 7.1311.

94. En particulier, le Brésil a établi les faits suivants:

- les dispositions législatives et réglementaires des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques n'ont pas été modifiées depuis la procédure initiale et, comme les versements effectués au titre de ces programmes, continuent de constituer des subventions[107];

- le coton upland des États-Unis continue donc d'être lourdement subventionné par des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques[108];

- le coton upland subventionné par les États-Unis est en concurrence avec le coton upland produit dans plusieurs autres parties du monde et est "similaire" à ce coton[109];

- les États-Unis détiennent une part de 40 pour cent du marché mondial des exportations et contribuent pour 20 pour cent à la production mondiale totale, ce qui se traduit par une influence proportionnelle substantielle sur le cours du marché mondial du coton upland[110];

- le marché mondial du coton upland défini par le Groupe spécial initial fonctionne toujours de la façon constatée par le Groupe spécial initial[111];

- les participants au marché perçoivent l'indice A comme constituant le cours mondial du coton upland[112], et le CCIC[113] et l'USDA[114] font référence à l'indice A comme étant le cours mondial du coton upland;

- les prix du coton upland sur les marchés au comptant aux États-Unis et au Brésil figurent au nombre des cotations de prix qui constituent l'indice A[115], et les prix des États-Unis, du Brésil, de l'indice A ainsi que les prix à terme continuent globalement d'évoluer en parallèle.[116]

95. Ces faits non contestés, combinés au fait non contesté que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques massives subordonnées aux prix qui sont accordées par les États-Unis ont représenté un taux de subventionnement *ad valorem* de 40 pour cent pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002, sont suffisants *à eux seuls* pour que le Groupe spécial de la mise en conformité constate que ces subventions empêchent des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

---

[107] Première communication écrite du Brésil, section 7.3.

[108] Pour plus de précisions, *voir* la première communication écrite du Brésil, sections 7.8 et 7.9; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.2; et la déclaration orale du Brésil, sections 2.2 et 2.3.

[109] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.

[110] Pièce Bra-559 ("Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO: A Brief Overview", Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 5).

[111] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.

[112] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 148, et déclaration de M. Andrew Macdonald, première communication écrite du Brésil, annexe II, paragraphe 18.

[113] Pièce Bra-445 (Le coton, ce mois-ci, CCIC, 1er juin 2006, pages 1 et 2).

[114] Le Service de recherche économique de l'USDA fait référence à l'indice A comme étant le "cours mondial". Pièce Bra-436 (Cotton and Wool Outlook, USDA, 13 March 2006, p. 4, accessed October 2006 at http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/ers/CWS//2000s/2006/CWS-03-13-2006.pdf).

[115] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.

[116] Première communication écrite du Brésil, section 7.6.

96. Les milliards de dollars de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques "spécifiques" reçues par des milliers d'exploitants de coton upland des États-Unis ne sont pas dépensés de manière totalement isolée aux États-Unis. La vaste majorité de la production de coton upland des États-Unis qui n'existerait pas en l'absence de ces milliards en subventions est exportée vers presque tous les marchés de pays tiers du monde.[117] Les lois les plus élémentaires de l'offre et de la demande imposent une constatation voulant que l'octroi de subventions massives qui apportent des avantages à la production d'un produit de base fongible se traduit par une production et des exportations plus élevées et empêche les prix du coton d'être aussi élevés qu'ils le seraient autrement sur un marché mondial intégré. En d'autres termes, ces éléments de preuve sont suffisants pour établir l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, qui constitue un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

97. Cela dit, comme cela est exposé de façon détaillée ci-dessous, le Brésil a présenté bien d'autres éléments de preuve démontrant que ces deux subventions subordonnées aux prix ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable. Il a présenté des éléments de preuve concernant des conditions de marché réelles qui sont faussées par les effets des subventions ainsi que des éléments de preuve permettant au Groupe spécial de la mise en conformité de déterminer quelle serait l'importance générale de la superficie, de la production et des exportations des États-Unis, ainsi que des cours du marché mondial, *en l'absence des* subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques accordées par les États-Unis. Le Brésil a également présenté des renseignements concernant l'écart important entre les coûts de production et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland des États-Unis.

98. Les éléments de preuve du Brésil se rapportent à la campagne de commercialisation 2005 et sont complétés par des éléments de preuve se rapportant aux campagnes de commercialisation 2003-2006 ainsi qu'à la période de référence allant de 1999 à 2002 évaluée par le Groupe spécial initial. Les éléments de preuve démontrent que la superficie plantée des États-Unis a été généralement stable en dépit de cours du marché bas et fluctuants et de pertes énormes compte tenu uniquement des revenus provenant du marché.[118] Ces faits étayent fortement la conclusion selon laquelle la superficie et l'offre des États-Unis seraient inférieures *en l'absence des* effets des subventions accordées par les États-Unis. Les éléments de preuve montrent également que la production et les exportations de coton upland ont en fait augmenté notablement entre les campagnes de commercialisation 2004 et 2005. Les éléments de preuve permettent également de penser qu'*en l'absence des* subventions des États-Unis, de telles augmentations n'auraient pas eu lieu.[119]

99. En définitive, la totalité des données et des éléments de preuve fournis par le Brésil permet au Groupe spécial de la mise en conformité d'évaluer les divers éléments essentiels[120] dont le Groupe spécial initial a souligné qu'ils étaient pertinents pour déterminer les effets des subventions et l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable causé par les subventions. Le Brésil a établi ce qui suit:

---

[117] Pièce Bra-676 (USDA Cotton and Wool Outlook, 12 March 2007, p. 17, accessed March 2007 at http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-03-12-2007.pdf). Le Brésil note que selon des rapports sur les marchés, il y a une baisse de l'utilisation industrielle nationale aux États-Unis ainsi qu'une augmentation des importations. Si la production reste élevée, l'offre excédentaire qui en résultera fera augmenter encore plus les exportations et les stocks, ce qui aura une incidence négative sur les prix. *Voir*, par exemple, la pièce Bra-676 (USDA Cotton and Wool Outlook, 12 March 2007, p. 4, accessed March 2007 at http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS/CWS-03-12-2007.pdf).

[118] Première communication écrite du Brésil, section 7.9; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 211.

[119] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 348.

[120] Ces éléments ont été évalués par le Groupe spécial initial. *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial initial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1347 à 7.1355.

- De par leur nature, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques continuent à être subordonnées aux prix et à avoir des effets de distorsion de la production et des échanges car elles n'ont pas été modifiées pour être rendues conformes aux recommandations et décisions de l'ORD[121]:

  - par-dessus tout, les prix de déclenchement imposés pour les versements ont été beaucoup plus élevés que les prix pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002, ce qui a garanti des versements constants[122];

  - le Groupe spécial initial a affirmé qu'"il ne faisait pour [lui] aucun doute que les versements [au titre de prêts à la commercialisation] stimul[aient] la production et les exportations et entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs".[123] En ce qui concerne les subventions anticycliques, le Groupe spécial a constaté qu'"en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements CCP [pouvaient] indirectement influencer les décisions en matière de production"[124];

  - le Groupe spécial initial a estimé "qu'il [était] évident que la nature d'une subvention donnée [pouvait] jouer un rôle important dans la détermination de ses effets".[125] L'Organe d'appel a confirmé l'importance de ce facteur lorsqu'il a indiqué qu'"une subvention importante qui [était] étroitement liée aux prix du produit considéré aura[it] probablement une plus forte incidence sur les prix qu'une petite subvention qui [était] moins étroitement liée aux prix"[126]; et

  - les études sur les effets des subventions[127] et l'analyse réalisée par M. Sumner[128] confirment les effets d'accroissement de la production des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

- L'importance des subventions continue d'être notable:

---

[121] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.3.1.2 et 2.3.1.3 et déclaration orale du Brésil, sections 2.2 et 2.3.

[122] Première communication écrite du Brésil, section 8.4.

[123] Rapport du Groupe spécial initial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291. Le Groupe spécial initial a examiné les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation aux paragraphes 7.1290 à 7.1297.

[124] Rapport du Groupe spécial initial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1302.

[125] Rapport du Groupe spécial initial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1191.

[126] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 461.

[127] En ce qui concerne les **versements anticycliques**, le Brésil a présenté des études dans la section 2.3.2.3.1 de sa communication à titre de réfutation et en a traité davantage dans la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments). En ce qui concerne les **versements au titre de prêts à la commercialisation**, *voir* les études de l'USDA figurant dans la pièce Bra-79 ("U.S. Farm Program benefits: Links to Planting Decision and Agricultural Markets") et dans la pièce Bra-222 ("Analysis of the U.S. Commodity Loan Program with marketing Loan Provisions").

[128] *Voir* l'analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix du coton upland et les quantités de coton upland par M. Dan Sumner, première communication écrite du Brésil, annexe I; et la déclaration de M. Sumner figurant dans la section 2.5.2 de la déclaration orale du Brésil.

- les subventions au titre de prêts à la commercialisation se sont élevées à 1 269 millions de dollars en 2005[129], soit une augmentation de 41 pour cent par rapport à la campagne de commercialisation 2002[130];

- le montant des subventions anticycliques pour la campagne de commercialisation 2005 a été presque identique à celui des versements effectués pendant la campagne de commercialisation 2002, s'élevant à un total de 868 millions de dollars[131];

- le montant des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques récentes est donc plus élevé qu'il ne l'était pendant la campagne de commercialisation 2002, pour laquelle le Groupe spécial initial a constaté l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable[132];

- le montant des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques a dépassé celui des subventions accordées pour d'autres cultures[133]; et

- l'Organe d'appel a indiqué qu'"une subvention importante qui [était] étroitement liée aux prix du produit considéré aura[it] probablement une plus forte incidence sur les prix qu'une petite subvention qui [était] moins étroitement liée aux prix".[134]

- Les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques couvrent l'écart entre les revenus provenant du marché et les coûts de production.[135] En d'autres termes, ils stabilisent les revenus des producteurs de coton upland face aux fluctuations des cours du marché:

  - il ressort des données de l'USDA sur les coûts de production et les revenus du marché réels qu'il existe un écart important entre les coûts de production et les revenus du marché, qui est comblé par les subventions des États-Unis.[136] En particulier, les données de l'USDA indiquent que les exploitants de coton upland ont perdu en moyenne 837 dollars par acre plantée au cours des sept dernières campagnes (campagnes de commercialisation 1999-2005).[137] Les prévisions concernant les coûts de production et les revenus provenant du

[129] Observations du Brésil du 16 mars sur la réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14.

[130] Les subventions au titre de prêts à la commercialisation se sont élevées à 898 millions de dollars pendant la campagne de commercialisation 2002, *voir* la première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111. Dans sa déclaration orale, le Brésil a indiqué "29 pour cent" à tort. *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 29 et 31.

[131] D'après la méthode du Brésil. *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 40.

[132] Première communication écrite du Brésil, sections 7.8 et 7.9; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.2 et déclaration orale du Brésil, sections 2.2 et 2.3.

[133] Première communication écrite du Brésil, sections 7.7 et 8.4.

[134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 461.

[135] Lorsqu'il a examiné la différence entre les revenus et les coûts, le Groupe spécial initial a jugé pertinents les éléments de preuve du Brésil indiquant que "les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total". Rapport du Groupe spécial initial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1353.

[136] *Voir* la première communication écrite du Brésil, graphique 13, section 7.11.

[137] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57.

marché indiquent que cet écart entre les revenus du marché et les coûts de production persistera.[138] Le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité pour quelle raison les producteurs des États-Unis décident de planter du coton upland malgré des pertes collectives de 12,4 milliards de dollars au cours des sept dernières campagnes?[139] La réponse évidente est que peu importe ce qui se passe pour les cours du marché, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques subordonnées aux prix accordées par les États-Unis sauvent les producteurs de coton upland des États-Unis de la faillite;

- comme l'Organe d'appel l'a reconnu, la perspective de recevoir des subventions influe sur les décisions des producteurs en matière de plantation.[140] Les données sur les recettes attendues de la pratique de cultures concurrentes montrent qu'il n'est pas rationnel d'un point de vue économique de continuer de cultiver du coton upland et qu'en l'absence de ces subventions, les cultivateurs changeraient de cultures.[141] Or, en raison des subventions contestées, les producteurs de coton upland sont isolés des signaux des cours du marché et ne réagissent pas à ces signaux. Ils continuent plutôt de planter en prévision des versements.[142] Les graphiques fournis dans la déclaration orale du Brésil et établis sur la base du coût total de production[143], ainsi que les graphiques fournis par le Brésil dans ses observations sur la déclaration liminaire des États-Unis et établis sur la base des coûts variables[144] démontrent cette réalité; et

- le Groupe spécial initial a constaté que "les producteurs de coton upland des États-Unis compt[aient] sur les subventions … pour couvrir leur coût de production".[145]

- Il continue d'y avoir une coïncidence temporelle entre l'empêchement de hausses de prix et les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques subordonnées aux prix accordées par les États-Unis.[146] À titre d'exemple, contrairement aux décisions en matière de plantation prises par les producteurs hors des États-Unis, qui doivent couvrir leurs frais en comptant uniquement sur les revenus provenant du marché, la superficie de coton upland des États-Unis ne réagit pas aux fluctuations des prix à terme attendus.[147] C'est pourquoi la superficie plantée des États-Unis est restée relativement stable tandis que les rendements accrus de la superficie subventionnée se sont traduits par une production

[138] Première communication écrite du Brésil, graphique 28, section 8.6.
[139] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 58.
[140] L'Organe d'appel a constaté que les producteurs de coton upland des États-Unis "savaient … que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation mais aussi par les versements anticycliques qui étaient fondés sur un prix d'objectif … pour le coton upland". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445.
[141] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.2.2 et 2.3.6, et déclaration orale du Brésil, section 2.4.
[142] Première communication écrite du Brésil, section 7.11; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.2.2 et 2.3.6; et déclaration orale du Brésil, section 2.4.
[143] Déclaration orale du Brésil, graphiques 1 à 6.
[144] Observations du Brésil sur la déclaration liminaire des États-Unis, section 4.
[145] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1471.
[146] Pour plus de précisions sur ce point, *voir* la réponse du Brésil à la question n° 70 ci-dessous.
[147] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, graphique 9.

> et des exportations accrues pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002 en dépit des cours du marché qui étaient bas par rapport à leurs niveaux antérieurs.[148]

100. Outre des données réelles, le Brésil a fourni des analyses provenant d'organismes comme la Banque mondiale[149], l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture[150], et l'Overseas Development Institute[151] pour démontrer les effets d'accroissement de l'offre et d'empêchement de hausses des prix des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.

101. Les éléments de preuve abondants et variés fournis par le Brésil montrent l'effet notable des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques sur les plantations de coton upland aux États-Unis. L'offre additionnelle qui en résulte, que ce soit sous forme d'exportations ou de stocks temporaires, influe à son tour sur le cours du marché mondial du coton upland, qui est déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande. Les prix baissent lorsque la quantité de l'offre dépasse la demande et montent lorsque la demande dépasse les niveaux courants de l'offre. Comme les modifications de l'offre et de la demande influent sur les niveaux des prix, une subvention accroissant l'offre a évidemment une incidence négative sur les prix.[152] Des rapports récents sur les marchés le confirment. M. O.A. Cleveland a déclaré que les prix "subiss[aient] la pression exercée par un report de stocks excessifs à 2008. … Pour l'instant, la possibilité d'un report de 9 millions de balles contiendra le marché"[153] et "compte tenu de la perspective que les stocks de clôture s'élèvent à 8,2 ou 8,5 millions de balles d'ici au 31 juillet 2007, la possibilité que les prix des récoltes des années passées et les prix des nouvelles récoltes augmentent est réduite".[154]

102. Par ailleurs, les facteurs mentionnés par le Groupe spécial pour évaluer le caractère notable[155] ont subsisté pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005.[156] Comme le Groupe spécial l'a indiqué, le caractère notable peut être évalué en fonction du marché et du produit en cause.[157] La taille de l'offre fongible de coton upland des États-Unis entraîne une influence proportionnelle substantielle sur les cours du marché mondial. Sur le marché mondial du coton upland, même des effets sur les prix beaucoup plus faibles que ceux qui ont été établis par le Brésil seraient "notables"

---

[148] Première communication écrite du Brésil, section 7.5, et communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.3.2. Les États-Unis ont reconnu ce fait. *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 285.

[149] Première communication écrite du Brésil, section 7.12.2, et communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.7, faisant référence à la pièce Bra-481 (Anderson, Kym and Valenzuela, Ernesto "WTO's Doha Cotton Initiative: A tale of Two Issues", Development Research Group, World Bank, February 2006).

[150] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.7, faisant référence à la pièce Bra-55 (Poonyth, Daneswar, Alexander Sarris, Ramesh Sharma, and Shanguan Shui, "The impact of Domestic and Trade Policies on the World Market", FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper No. 8).

[151] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.7, faisant référence à la pièce Bra-578 (Gilson, Ian *et al*., "Understanding the Impact of Cotton Subsidies on Developing Countries", ODI).

[152] Pour des précisions sur le fonctionnement du marché mondial du coton upland, *voir* les déclarations de M. Andrew Macdonald dans la communication complémentaire présentée par le Brésil au Groupe spécial initial, annexe II; la première communication écrite du Brésil, annexe II; et la déclaration orale du Brésil, section 2.8.

[153] Pièce Bra-677 (Cotton Marketing Weekly, 9 March 2007, accessed March 2007 at http://www.cottonexperts.com/solutions/cottonmktweekly.html).

[154] Pièce Bra-678 (Cotton Marketing Weekly, 16 February 2007, accessed March 2007 at http://www.cottonexperts.com/solutions/cottonmktweekly.html).

[155] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1316 à 7.1333.

[156] Première communication écrite du Brésil, section 7.13; déclaration orale du Brésil, section 2.6.

[157] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1329.

compte tenu du volume important des échanges de coton upland et des marges bénéficiaires généralement faibles des producteurs de coton upland.[158] M. Sumner[159], M. Andrew Macdonald[160] et d'autres analystes du marché confirment que les subventions ont encore pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. Grâce à son modèle de 2006, qui est conforme aux études de l'USDA sur lesquelles le Groupe spécial initial s'est fondé, M. Sumner a constaté que pour la campagne de commercialisation 2005, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques avaient apporté un soutien pour environ 2,5 millions d'acres de coton upland, ce qui s'était traduit par une production et des exportations supplémentaires de plus de 4 millions de balles et avait fait baisser les cours du marché mondial de 6 cents par livre.[161] Ainsi, les subventions contestées des États-Unis 1) accroissent la superficie et, par voie de conséquence, la production, les stocks et les exportations et 2) empêchent des hausses de prix dans une mesure notable.

103. En résumé, les éléments de preuve du Brésil établissent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, compte tenu de leur nature et de leur importance et au vu des conditions de concurrence existant sur le marché mondial du coton upland, empêchent des hausses des prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable. Le fait que les États-Unis n'ont pas mis pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD empêche le Brésil et le Groupe spécial de la mise en conformité d'observer directement dans quelle mesure il existe un empêchement de hausses des prix mais cet empêchement de hausses des prix peut être mesuré par une analyse hypothétique suivant le critère *en l'absence de* comme celle que le Groupe spécial initial a effectuée. Comme les États-Unis n'ont pris aucune mesure en vue de modifier ou d'amender les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, le présent Groupe spécial de la mise en conformité devrait adopter les mêmes conclusions que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel.

104. Bien entendu, le Groupe spécial initial ne disposait pas d'éléments de preuve empiriques "incontestables" indiquant que les États-Unis admettaient que leurs subventions causaient un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable. Aux sections VII:G.3 j) ("Existe-t-il un empêchement de hausses de prix sur le même marché mondial?") et VII:G.3 k) ("L'effet de la subvention" et "Existe-t-il un lien de causalité?") de son rapport, le Groupe spécial initial examine plutôt une large gamme d'éléments de preuve indirects. Les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil dans la présente procédure démontrent également l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable au moyen d'une large gamme d'éléments de preuve actualisés qui continuent d'étayer bon nombre des constatations formulées par le Groupe spécial initial. En conséquence, elles peuvent et devraient être adoptées par le Groupe spécial de la mise en conformité. De fait, il n'y a rien qui justifie, en droit ou en fait, que le présent Groupe spécial de la mise en conformité accepte les diverses tentatives des États-Unis visant à le persuader d'infirmer les constatations du Groupe spécial initial qui ont été confirmées par l'Organe d'appel et adoptées par l'ORD.[162] Dans l'argumentation et les éléments de preuve qu'il a présentés

[158] Déclaration finale du Brésil, section 7.

[159] Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix du coton upland et les quantités de coton upland par M. Dan Sumner, première communication écrite du Brésil, annexe I et section 7.12.1.

[160] Déclaration de M. Andrew Macdonald figurant dans la déclaration orale du Brésil, paragraphe 150.

[161] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 37; *voir aussi* l'analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix du coton upland et les quantités de coton upland par M. Dan Sumner, première communication écrite du Brésil, annexe I et section 7.12.1.

[162] Bon nombre des constatations du Groupe spécial dont les États-Unis ont fait appel ont été rejetées par l'Organe d'appel. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 419 à 484. Comme l'Organe l'a souligné dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, "les groupes spéciaux au titre de l'article 21:5 sont censés se référer aux rapports des groupes spéciaux initiaux, en particulier lorsque les questions dont ils sont saisis sont étroitement liées aux questions dont étaient saisis les groupes spéciaux

concernant l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, le Brésil a adopté l'approche du Groupe spécial initial mais il l'a fait en établissant l'existence d'un lien de causalité selon un modèle "unitaire".[163]

105. Enfin, le Brésil fait observer qu'il a présenté de nombreux éléments de preuve indiquant que les subventions au titre du programme Step 2, et leur élimination, "n'ont pas eu pour effet de diminuer ou d'annuler l'empêchement notable de hausses de prix"[164] causé par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques.[165] Le Brésil a établi que l'élimination des subventions au titre du programme Step 2 ferait plutôt *augmenter* les subventions anticycliques et ne ferait que très peu diminuer les subventions au titre de prêts à la commercialisation.[166] Le Brésil a également établi que l'abrogation des subventions au titre du programme Step 2 n'avait pas éliminé ou réduit la pression exercée sur les cours mondiaux par la production, les stocks et les exportations excédentaires des États-Unis générées par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.[167] L'élimination du programme Step 2 n'avait pas non plus entraîné une réduction notable ou à long terme des exportations des États-Unis. De fait, le Vice-Président du NCC a prédit récemment que les exportations des États-Unis augmenteraient notablement au cours de la campagne de commercialisation 2007 par rapport aux exportations de la campagne de commercialisation 2006.[168] Le Brésil a démontré que les données relatives aux exportations de 2005 avaient été faussées par une poussée exceptionnellement forte des exportations juste avant la suppression du programme Step 2.[169] En conséquence, les allégations des États-Unis selon lesquelles les exportations ont baissé pendant la campagne de commercialisation 2006 à cause de l'abrogation des subventions au titre du programme Step 2 ne sont pas fondées.

106. En résumé, les arguments et les éléments de preuve présentés par le Brésil démontrent "sans aucun doute" que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable.

---

initiaux. […] on pourrait avoir des doutes au sujet de la nature objective de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait s'écarter du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants versés au dossier et d[']explications" (paragraphes 103 à 105). Ou bien, comme le disent les États-Unis au paragraphe 180 de leur première communication écrite, "Les États-Unis se sont fondés sur les constatations formulées dans la procédure initiale pour se mettre en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. […] ces constatation sont tenues pour acquises aux fins de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Le Brésil ne peut pas dire que ces constatations formulées par le Groupe spécial initial sont erronées ou sans effet."

[163] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 55 à 63.

[164] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1350. *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 74 ci-dessous.

[165] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 191 à 209; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 48 à 90; déclaration orale du Brésil, paragraphes 135 à 144 et 156 à 162; déclaration finale du Brésil, paragraphes 9 à 14; et observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 5 à 9.

[166] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 197 et 198; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 57 à 65; et déclaration orale du Brésil, paragraphes 136 à 140.

[167] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 157 à 162; déclaration finale du Brésil, paragraphes 9 à 14; et observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 10 à 12.

[168] Pièce Bra-679 ("US Cotton Industry To Face Challenges In Global Market", 2006 AgWeb.com, accessed March 2007 at http://www.cattlenetwork.com/content.asp?contentid=103318), citant M. Garry Adams, Vice-Président du Conseil national du coton ("Pour ce qui est de la campagne de commercialisation 2007-2008, toutefois, M. Adams a dit que, selon le NCC, les exportations des États-Unis se redresseraient pour atteindre 16,22 millions de balles à cause d'une augmentation de l'utilisation industrielle à l'étranger.")

[169] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 77 à 79; déclaration orale du Brésil, paragraphe 143; et déclaration finale du Brésil, paragraphes 11 à 14.

70. Comment le Brésil répond-il à la réfutation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a même pas établi de corrélation temporelle entre le versement des subventions et un empêchement notable de hausses de prix pendant la période d'application de la Loi FSRI, soit de la campagne de commercialisation 2002 à la campagne 2005? Plus spécifiquement, veuillez répondre à l'allégation des États-Unis concernant la stabilité des plantations des États-Unis, de la part de la production mondiale détenue par les États-Unis, de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis et du cours mondial du coton pendant cette période.

107. L'existence d'une "coïncidence" temporelle entre le versement des subventions, l'accroissement des exportations des États-Unis et la baisse des cours mondiaux pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 a fait partie des nombreux facteurs et éléments de preuve que le Groupe spécial initial a examinés et jugés pertinents pour ses constatations en matière de causalité.[170] Actualisant les éléments de preuve sur lesquels le Groupe spécial initial s'était fondé, le Brésil a démontré que, comme pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, il y a eu une coïncidence temporelle pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 entre le versement de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques massives et les niveaux de la superficie plantée qui sont restés élevés.[171] En outre, le Brésil a démontré l'existence d'une coïncidence temporelle entre les niveaux de la superficie subventionnée des États-Unis qui sont restés élevés pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 (engendrant des rendements record) et les niveaux absolus de la production et des exportations des États-Unis, qui ont augmenté de 41 pour cent et de 55 pour cent, respectivement.[172] Le Brésil a également démontré l'existence d'une coïncidence temporelle entre le versement de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques massives et les faibles cours du marché mondial qui, pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, sont restés inférieurs de 20 pour cent à ce qu'ils avaient été en moyenne pendant la période allant de 1980 à 1998.[173]

108. En conséquence, dans les faits, l'affirmation des États-Unis selon laquelle il n'y a pas eu de "coïncidence" entre a) l'accroissement de la production et des exportations des États-Unis *et* b) l'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques des États-Unis est erronée. C'est un fait que pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002, les exportations des États-Unis ont augmenté de 55 pour cent et la production des États-Unis de 41 pour cent. C'est aussi un fait qu'en outre, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont augmenté de 21 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la campagne de commercialisation 2002 et de 54 pour cent entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2004.[174] Le Brésil a également démontré que les rendements plus élevés pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 ont eu lieu sur des superficies plantées qui ont tiré avantage de subventions massives et qu'*en l'absence de* ces subventions, la production et la superficie des États-Unis auraient été inférieures.[175]

---

[170] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1260 à 7.1303, 7.1380 à 7.1333 et 7.1339 à 7.1363.

[171] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 63 ci-dessus.

[172] Pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use, October 2006).

[173] Le prix moyen de l'indice A pendant les campagnes de commercialisation 1980-1998 a été de 73,36 cents par livre. Le prix moyen de l'indice A pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 a été de 58,92 cents la livre. *Voir* la pièce Bra-673 (Upland Cotton Prices, March 2007).

[174] Première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111, tel que modifié par des montants actualisés pour les subventions au titre de prêts à la commercialisation (*voir* les observations du Brésil du 16 mars sur la réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14) et un montant actualisé pour les subventions anticycliques en ce qui concerne la campagne de commercialisation 2005 (*voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 40).

[175] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 175; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 226 à 231.

109. Ces "coïncidences" temporelles, prises isolément, tendent à indiquer l'existence d'un rapport entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques massives et l'empêchement de hausses des prix des États-Unis et du marché mondial.

110. Bien entendu, ces coïncidences ne sont pas suffisantes, en elles-mêmes et à elles seules, pour établir l'existence d'un lien de causalité. D'ailleurs, le Groupe spécial initial n'a pas fondé son analyse principalement sur ces coïncidences. Il a plutôt vu dans ces coïncidences – deux faits se produisant en même temps – un autre élément de preuve tendant à indiquer que les subventions empêchaient des hausses des prix du marché mondial dans une mesure notable.[176]

111. Le Brésil passe maintenant à l'affirmation des États-Unis voulant que la *part* de la production mondiale de coton upland et la *part* des exportations mondiales qu'ils détiennent n'aient pas augmenté et que cela soit un élément de preuve indiquant une absence de lien de causalité. Cet argument est dénué de fondement. Un des principaux défauts de l'argument des États-Unis est qu'il ne tient pas compte du fait que les niveaux *absolus* de production de coton upland des États-Unis et les niveaux *absolus* des exportations de coton upland des États-Unis ont augmenté sensiblement en dépit de prix du marché bas et du fait que les coûts de production des producteurs de coton upland des États-Unis étaient parmi les plus élevés du monde.[177] C'est uniquement grâce à ces augmentations considérables de la production et des exportations que les États-Unis ont pu maintenir leurs parts de marché à des époques où la demande et la production mondiale de coton upland augmentaient considérablement. Ces parts de marché sont restées élevées en même temps que les subventions subordonnées aux prix des États-Unis augmentaient, couvrant ainsi les énormes pertes des producteurs de coton upland des États-Unis. Donc, contrairement à ce que les États-Unis font valoir, la stabilité de la *part* de la production et des exportations détenue par les États-Unis ne démontre pas l'*absence* de coïncidence temporelle. Les augmentations absolues importantes de la production et des exportations établissent plutôt l'existence d'une très grande coïncidence.

112. En outre, l'allégation des États-Unis selon laquelle la stabilité de la superficie des États-Unis démontre l'absence de toute "coïncidence temporelle" (et donc de causalité) est aussi dénuée de fondement. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 63 ci-dessus, où la question de la stabilité de la superficie est traitée plus en détail. Le Brésil fait également observer que le Groupe spécial initial n'a *pas* constaté que la superficie des États-Unis avait augmenté pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. En fait, la superficie des États-Unis a diminué de 6 pour cent entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2002.[178] De plus, le Groupe spécial initial a constaté que "la production [des États-Unis] a[vait] pu être tirée vers le haut par des rendements élevés" pendant cette période. Pourtant, ces deux coïncidences "négatives" n'ont pas empêché le Groupe spécial initial de constater "une importante coïncidence temporelle entre les subventions des États-Unis et la baisse des prix des États-Unis, la baisse des prix des marchés mondiaux – et l'empêchement de hausses de ces prix – ainsi que l'augmentation des exportations des États-Unis".[179]

113. Par ailleurs, contrairement à la situation présentée au Groupe spécial initial, la *superficie plantée* n'a pas baissé entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2005. Elle a plutôt *augmenté* de 2 pour cent.[180] Il s'agit d'une "coïncidence" (ou d'un lien) entre la superficie plantée et les subventions encore plus grande que celle qui avait été portée à la connaissance du Groupe spécial initial. En outre, le Groupe spécial initial a accordé une importance considérable au fait que les prix

[176] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1351 et 7.1352.

[177] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 162. *Voir aussi* la pièce Bra-480 (Survey of the Cost of Production of Raw Cotton, ICAC, November 2004).

[178] Pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use, October 2006).

[179] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1352.

[180] Pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use, October 2006).

de l'indice A avaient baissé en moyenne de 29,5 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 par rapport aux campagnes de commercialisation 1980-1998. Cette même "coïncidence" s'est produite pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, les prix de l'indice A ayant baissé de 20 pour cent par rapport aux campagnes de commercialisation 1980-1998.[181]

114. Un examen des variations de la superficie des États-Unis par rapport aux variations des prix à terme pendant les périodes de plantation étaye également l'existence d'une coïncidence temporelle entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques et l'empêchement de hausses des prix du marché mondial. Comme le Brésil l'a démontré[182], au cours de cinq des huit dernières campagnes, la superficie des États-Unis n'a pas varié dans le même sens que les prix à terme, alors même que l'on pouvait s'attendre – toutes choses égales par ailleurs – à ce que des producteurs axés sur le marché ajustent leur plantation en fonction des variations des prix attendus. Il convient de noter que la superficie et les prix à terme hors des États-Unis ont varié dans le même sens au cours de sept des huit dernières campagnes.[183]

115. Enfin, les États-Unis allèguent que les attentes des exploitants en matière de prix au moment de la plantation sont le principal facteur permettant d'établir le lien de causalité mais ils ne tiennent pas compte des "coïncidences temporelles" les plus importantes figurant dans le dossier. Au printemps de 2005, les prix à terme de New York ont laissé présager les deuxièmes prix à la récolte les plus bas en dix ans. Les producteurs des États-Unis ont réagi en *augmentant* la superficie plantée de 4,2 pour cent.[184] Ces mêmes producteurs avaient reçu plus de 2,5 milliards de dollars de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques lors de la campagne précédente et ont reçu plus de 2 milliards de dollars pendant la campagne de commercialisation 2005.[185] Au contraire, les producteurs brésiliens ont réagi aux prévisions de baisse des prix du coton upland en réduisant leurs plantations de 27 pour cent.[186] En outre, la superficie hors des États-Unis a baissé de 5 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la campagne de commercialisation 2004.[187] Ces coïncidences temporelles sont des éléments de preuve importants qui montrent les effets majeurs d'empêchement de hausses des prix du marché mondial qu'ont les subventions des États-Unis. Les subventions subordonnées aux prix qui ont "isolé" les producteurs des États-Unis des signaux des prix du marché et "atténué" leur réaction à ces signaux se sont traduites par un niveau record de production aux États-Unis. Ces résultats étaient prévisibles compte tenu de la dynamique de l'offre et de la demande sur un marché mondial intégré du coton pour un produit de base fongible – des prix du marché mondial bas.[188]

116. En résumé, l'affirmation répétée des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve de l'existence de coïncidences temporelles pertinentes est tout simplement

---

[181] Le prix moyen de l'indice A pendant les campagnes de commercialisation 1980-1998 a été de 73,36 cents par livre. Le prix moyen de l'indice A pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 a été de 58,92 cents par livre. *Voir* la pièce Bra-673 (Upland Cotton Prices, March 2007).

[182] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, tableau 9, paragraphe 224.

[183] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, tableau 9, paragraphe 224.

[184] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 62 à 67; pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use); et pièce Bra-621 (Upland Cotton Expected Marketing Loan Payments Based on Futures Prices).

[185] Première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111, tel que modifié par des montants actualisés pour les subventions au titre de prêts à la commercialisation (*voir* les observations du Brésil du 16 mars sur les réponses des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14) et par un montant actualisé pour les subventions anticycliques relatives à la campagne de commercialisation 2005 (*voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 40).

[186] Pièce Bra-629 (Brazilian Harvested Acreage, Producer, Supply & Distribution Database, FAS, USDA).

[187] Pièce Bra-570 (Producer, Supply & Distribution Database, FAS, USDA).

[188] Pour plus de précisions, *voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 62.

erronée. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 69 ci-dessus, et fait également observer qu'il a fourni des données sur ces diverses coïncidences survenues pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005 dans ses communications écrites et sa déclaration liminaire – éléments de preuve qui restent en grande partie non contestés.[189]

71. Dans l'affaire initiale, le Groupe spécial a conclu que l'analyse portant sur "la période de six ans 1997-2002 se prêt[ait] ... à une évaluation de l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis" (voir le paragraphe 7.1354 du rapport du Groupe spécial initial). Ainsi, le coût de production total a été le coût jugé approprié par le Groupe spécial. Le coût de production total serait-il toujours pertinent si le Groupe spécial de la mise en conformité décidait d'utiliser uniquement la campagne de commercialisation 2005 comme période de référence pour l'analyse? Ou bien les coûts variables de production du coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005 seraient-ils maintenant les renseignements pertinents à prendre en considération?

117. Le Brésil estime que le coût total est toujours très pertinent. Il demande instamment au Groupe spécial de la mise en conformité d'adopter l'une des principales constatations de l'analyse du lien de causalité effectuée par le Groupe spécial initial concernant le "coût de production total". Le Groupe spécial initial a constaté ce qui suit:

> [La] différence entre le coût de production total des producteurs des États-Unis et leurs recettes découlant des ventes de coton upland depuis 1997 … étaye l'affirmation selon laquelle les producteurs de coton upland des États-Unis n'auraient pas été capables, du point de vue économique, de rester dans la production de coton upland sans les subventions des États-Unis en cause et que les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total. … Nous sommes d'avis que l'existence de l'écart susmentionné entre le coût de production total et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland, d'une part, et l'effet des subventions, d'autre part, devait soutenir un niveau de production plus élevé que celui qui aurait existé en l'absence des subventions des États-Unis qui sont en cause.[190]

118. Il n'y a eu aucun changement fondamental dans les conditions de concurrence ou dans tout autre facteur pertinent qui obligerait le présent Groupe spécial de la mise en conformité à rejeter ces constatations et conclusions. Le coût total à longue échéance était et est toujours très pertinent pour évaluer les effets actuels des subventions.

119. En outre, comme le Groupe spécial initial l'a constaté, "[l]'examen d'événements survenus pendant une période de plus d'une année, même s'il n'est pas nécessairement requis (du moins dans les articles 5 c) et 6.3 c)), fournit une base plus solide pour une évaluation du préjudice grave que le fait de simplement s'intéresser à des événements survenus au cours d'une seule année récente".[191] Le Groupe spécial initial a également indiqué que "comme il [avait] été constaté que les subventions existaient et avaient été accordées sur une période plus longue qu'un an, il ne serait pas approprié d'examiner les tendances de la dernière année seulement pour arriver à une conclusion quelle qu'elle

[189] Première communication écrite du Brésil, sections 7.4 à 7.6, 7.9 et 7.10; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.5; et déclaration orale du Brésil, sections 2.2 à 2.4, 2.6 et 2.7.
[190] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1354.
[191] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1199.

soit au sujet du préjudice grave [parce que] … *il se [pouvait] fort bien … que, pour une année donnée, le marché soit déjà faussé à cause de subventions*".[192]

120. Ainsi, même si le Groupe spécial de la mise en conformité utilisait uniquement la campagne de commercialisation 2005 comme période de référence, tant les coûts variables que le coût total à plus longue échéance seraient des renseignements pertinents à prendre en considération. Lorsqu'il examine les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques pendant la campagne de commercialisation 2005, le Groupe spécial de la mise en conformité ne peut mener son analyse hypothétique dans l'abstrait. À longue échéance, c'est-à-dire sur plusieurs campagnes, l'exploitant de coton upland "typique" doit couvrir son coût de production total ou cesser ses activités. Au moment de décider ce qu'il planterait pendant la campagne de commercialisation 2005, l'exploitant typique a dû prendre des décisions en matière de plantation qui dégageraient des revenus suffisants pour couvrir tous les coûts variables et effectuer des versements suffisants aux créditeurs demandant le remboursement périodique de coûts à longue échéance. Si aucune subvention au titre de prêts à la commercialisation ni aucune subvention anticyclique n'avait été reçue entre les campagnes de commercialisation 2000 et 2005, l'exploitant de coton upland des États-Unis typique produisant depuis la campagne de commercialisation 2000 aurait accusé un déficit de 663 dollars par acre.[193]

121. Ainsi, aux fins de l'analyse hypothétique, l'exploitant avait deux préoccupations différentes mais liées sur le plan des coûts au moment de la plantation pour la campagne de commercialisation 2005: *premièrement*, couvrir tous les coûts variables de la production de la culture, y compris les coûts des graines, de la terre, des engrais, de la main-d'œuvre, et de l'énergie; et *deuxièmement*, faire en sorte de disposer de fonds suffisants pour s'acquitter des coûts fixes, tels que les versements au titre de l'hypothèque et les coûts du matériel. S'il n'était pas dégagé des revenus suffisants pour couvrir cette deuxième série de coûts, il n'y aurait en fait ni installation ni matériel pour cultiver le coton upland. Ainsi, l'affirmation des États-Unis selon laquelle la seule préoccupation des exploitants pendant la campagne de commercialisation 2005 était de couvrir les coûts variables ne tient pas compte de la réalité d'un déficit lié à des coûts périodiques à longue échéance qui doit, au minimum, être financé lors de chaque campagne. Bien entendu, grâce aux subventions au titre de prêts à la commercialisation et aux subventions anticycliques, les exploitants de coton upland ont non seulement couvert leurs coûts mais ils ont aussi réalisé des bénéfices solides.[194]

122. Quelle que soit la méthode d'évaluation des coûts utilisée, une comparaison des recettes attendues du marché et des coûts de production pendant la campagne de commercialisation 2005 tend à indiquer qu'il aurait été produit beaucoup moins de coton *en l'absence des* subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation, le Brésil a démontré que la superficie moyenne plantée en coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005 pouvait couvrir ses coûts de production variables avec une marge de 1 cent par livre.[195] Compte tenu de la vaste gamme de structures de coûts des différents types de producteurs de coton upland, cela signifie qu'une forte minorité de producteurs de coton upland n'ont pas pu couvrir leurs coûts de production variables pendant la campagne de commercialisation 2005. En outre, considérant que les prix à terme laissaient présager des prix encore

[192] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1199. (pas d'italique dans l'original)

[193] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 158.

[194] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 54 à 91.

[195] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 269. L'évaluation des coûts variables comprend les charges d'exploitation, les coûts fonciers et les coûts de la main-d'œuvre parce qu'un exploitant peut choisir de les supporter sur une base annuelle, mais les frais d'amortissement, qui sont dans une certaine mesure des coûts variables, ne sont pas inclus.

plus bas que ceux de la campagne de commercialisation 2005, un nombre encore plus grand de producteurs ont estimé qu'ils ne pourraient pas couvrir leurs coûts de production variables.[196]

123. Même si la période de référence examinée par le Groupe spécial de la mise en conformité se limitait à la campagne de commercialisation 2005, l'élimination des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques entraînerait une production sensiblement inférieure même pour les exploitations en mesure de couvrir leurs coûts variables. Comme M. Sumner l'a expliqué dans la déclaration orale du Brésil, "les équations de l'offre figurant dans le modèle [de M. Sumner], les équations du FAPRI concernant l'imputation de la superficie, et les modèles concernant l'offre ainsi que l'analyse statistique de l'USDA sont tous compatibles avec le principe selon lequel la superficie d'une culture diminue lorsque les revenus attendus baissent par rapport aux coûts".[197]

72. Le Brésil a fait valoir que l'ajustement des stocks de coton ne devrait pas être inclus dans la simulation d'une réduction importante et permanente des subventions accordées pour le coton. Veuillez répondre à l'argument suivant:

> Si la simulation était une analyse statique comparative dans laquelle un point de référence serait comparé à un résultat hypothétique dans une certaine situation à long terme, la modélisation de ces ajustements ne serait pas nécessaire. Mais il conviendrait de tenir compte de ces ajustements parce que le modèle est utilisé pour simuler l'incidence moyenne sur le cours mondial du coton (entre autres variables) au cours de périodes spécifiques (campagnes de commercialisation 2002 à 2005 ou campagnes de commercialisation 2006 à 2008) et non pas sur le long terme.

124. En ce qui concerne les périodes spécifiques mentionnées dans la question, la question relative à la demande qui est posée dans l'analyse de simulation réalisée par M. Sumner est la suivante: quelle aurait été la réaction au niveau de la quantité de coton upland demandée face à l'élimination pleinement anticipée et permanente des programmes de subventions pour le coton upland en cause. Pour évaluer correctement cette question, le modélisateur doit spécifier l'élasticité de la demande de coton upland qui est applicable à cette situation hypothétique spécifique.

125. S'agissant du coton upland, les cours du marché et les stocks fluctuent pour de nombreuses raisons. Aux fins de l'évaluation pertinente pour le présent différend, l'élasticité de la demande comprend les réductions des stocks qui se seraient produites en réaction à l'augmentation permanente et attendue des prix causée par l'élimination des programmes de subventions en cause. Dans ce scénario, les exportateurs et les utilisateurs industriels de coton upland ne réduiraient pas leurs stocks autant qu'ils le feraient, même pour une période donnée, si l'augmentation des prix n'était pas pleinement anticipée et était jugée temporaire. Des ajustements à court terme importants sont apportés aux stocks lorsque les chocs sur les prix font partie des fluctuations normales du marché et parfois aussi lorsqu'il est jugé que les modifications de la politique sont temporaires. C'est ce genre de réaction des stocks à des modifications des prix qui est mesurée par une analyse économétrique de

[196] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 274. Le Brésil fait observer que dans leurs observations sur la déclaration orale du Brésil, les États-Unis affirment que les producteurs de coton upland ont estimé qu'ils pourraient couvrir leurs coûts de production variables pendant chacune des campagnes de commercialisation 2002-2007. Pour arriver à cette conclusion, les États-Unis ont exclu des coûts variables associés à la terre et à la main-d'œuvre, utilisé des rendements qui étaient beaucoup plus élevés que ceux auxquels les exploitants auraient pu éventuellement s'attendre (à titre d'exemple, pour la campagne de commercialisation 2002, les États-Unis affirment que les exploitants se sont attendus à obtenir un rendement moyen de 723 livres par acre plantée, soit environ 5 pour cent de plus que le rendement le plus élevé de tous les temps à l'époque) et utilisé des prix à terme ajustés pour tenir compte d'une base de 5 cents au comptant qui n'était pas étayée par les données (*voir* la pièce US-139).

[197] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 95.

données antérieures. Ces réactions relèvent de la tendance naturelle qui consiste à réduire les stocks lorsque les prix sont temporairement élevés et à les accumuler lorsque les prix sont temporairement bas.

126. Ainsi, même si la simulation est appliquée à une analyse hypothétique d'une période donnée, les réactions mesurées des stocks à des variations temporaires des prix ne constituent pas des modifications de la quantité demandée qui devraient être ajoutées à la réaction de la demande à une réduction *permanente* et *prévue* des subventions.

127. En revanche, si les subventions étaient censées être éliminées pendant quelques années puis rétablies, l'augmentation des prix devrait être temporaire et les détenteurs de stocks seraient fortement incités à réduire leurs stocks pendant que les prix sont élevés et à les accumuler après la nouvelle baisse des prix.

73. Comment le Brésil répond-il à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 79 de leur déclaration liminaire selon lequel:

> "si l'on procède à une évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été inférieurs ou différents ou n'avaient pas existé. L'article 6.3 c) ne demande pas quels seront les prix pendant la période d'ajustement à court terme si les versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques sont soudainement éliminés … [L]'argument du Brésil selon lequel il faut examiner les effets à court terme de l'élimination totale des programmes ne saurait être exact d'un point de vue textuel."
>
> *Plus spécifiquement:*
>
> *a) Pourquoi le Brésil n'a-t-il pas jugé approprié d'inclure des simulations qui portaient sur des réductions plutôt que sur l'élimination des programmes de subventions?*

128. Le Brésil n'estime pas qu'une évaluation des réductions du taux de prêt à la commercialisation ou d'un prix d'objectif réduit pour les subventions anticycliques serait appropriée dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité pour la résolution des allégations d'incompatibilité formulées par le Brésil au titre des articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*. Lorsque les États-Unis ont finalement modifié la série de mesures subordonnées aux prix le 1er août 2006, ils n'ont pas réduit partiellement les versements au titre de prêts à la commercialisation ou les versements anticycliques. S'ils l'avaient fait, c'est à bon droit que le Groupe spécial de la mise en conformité examinerait si ces taux de prêt à la commercialisation *réduits* ou ce prix d'objectif *réduit* pour les versements anticycliques étaient suffisants pour éliminer entièrement le préjudice grave allégué par le Brésil. Il n'appartient pas au Brésil – ou au Groupe spécial de la mise en conformité – d'élaborer des théories ou de réaliser une étude sur les niveaux de réduction du prix d'objectif, des taux de prêt, ou d'autres critères d'admissibilité au bénéfice de ces subventions que les États-Unis devraient ou ne devraient pas fixer pour éliminer entièrement le préjudice grave causé au Brésil. Dans la présente procédure, le Groupe spécial de la mise en conformité doit examiner le préjudice grave causé par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques qui n'ont pas été réduites. Ces subventions sont les mesures dont le Groupe spécial de la mise en conformité est saisi – et non une quelconque forme modifiée ou réduite de ces subventions.

129. L'article 6.3 exige un examen hypothétique des effets *en l'absence de* "la subvention". Il ne s'agit pas d'évaluer les effets d'une subvention "inférieure" ou "modifiée" mais les "effets" de "*la* subvention", en d'autres termes, de la mesure en cause. L'évaluation d'une subvention réduite ne permettrait pas au Groupe spécial de la mise en conformité de déterminer si le plein "effet de la

subvention" équivaut à un préjudice grave ou à des effets défavorables pour les intérêts du Membre plaignant. Une telle évaluation révélerait simplement moins d'effets que ceux qui sont effectivement causés par la subvention en cause.

130. L'évaluation des pleins effets de la subvention est compatible avec les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel qui ont évalué les effets du montant intégral de toutes les subventions subordonnées aux prix. Cette évaluation est également compatible avec l'approche hypothétique "en l'absence de" adoptée par le Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*. Plus particulièrement, ce groupe spécial a formulé sa position comme suit:

> [L]e texte de l'article 6.3 c) sous-entend une approche "en l'absence de" du lien de causalité en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Un empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été entravés par quelque chose et la dépression des prix à une situation où les prix ont été entraînés vers le bas par quelque chose. La question à laquelle il faut donc répondre est de savoir si ce "quelque chose" est le subventionnement. Envisager une situation hypothétique, c'est-à-dire essayer de déterminer ce que les prix auraient été en l'absence de la subvention, nous semble être la manière la plus logique et la plus directe de répondre à cette question.[198]

131. En outre, l'évaluation hypothétique doit déterminer quel serait l'effet de l'élimination de la subvention aujourd'hui – et non pas dans des années. L'article 6.3 de l'*Accord SMC* prescrit l'évaluation de la question de savoir si "la subvention" "a pour effet" "d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable".[199] D'un point de vue textuel, cela exige une évaluation de la question de savoir comment la subvention contestée cause un "empêchement *actuel* de hausses de prix dans une mesure notable" dans les conditions du marché pendant la période de référence. L'analyse ne nécessite pas l'examen du préjudice grave qui pourrait exister des années plus tard après une période suffisamment longue pour que le choc débouche sur un nouvel équilibre. Cette évaluation porte nécessairement sur le court terme et non le long terme.

132. Ces principes généraux sont encore plus applicables dans une procédure au titre des articles 21:5 et 7.8. Tout Membre qui conserve ou modifie la mesure de subventionnement (ou la "série de mesures") contestée maintient encore "la subvention". L'article 7.8 et 7.9 de l'*Accord SMC* exige l'élimination *complète* de tous les effets défavorables (en supposant que la subvention n'ait pas été retirée) dans un délai de seulement six mois. Ce bref délai vise à protéger le Membre plaignant qui a déjà enduré plusieurs années de distorsions des marchés à cause des effets défavorables. D'un point de vue textuel, il est donc entièrement approprié que le Groupe spécial de la mise en conformité examine les effets défavorables de "la subvention" en procédant à une analyse hypothétique qui évalue les effets actuels de l'élimination de toute la subvention.

133. Compte tenu de ces principes, le Brésil rappelle que le modèle de M. Sumner est tout à fait approprié pour la question dont le Groupe spécial de la mise en conformité est saisi.

> *b) Si des simulations de ces scénarios étaient effectuées, les valeurs actuelles des élasticités choisies (en particulier les élasticités de l'offre) pour simuler l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques seraient-elles toujours appropriées? Veuillez motiver votre réponse.*

[198] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.612.
[199] *Voir* la déclaration finale du Brésil, paragraphes 17 à 20.

134. Les paramètres utilisés dans le modèle de M. Sumner ont été établis pour des cas d'élimination permanente et prévue de subventions. L'élimination complète des subventions est l'utilisation la plus appropriée du modèle dans le présent différend. Toutefois, le modèle peut aussi être utilisé pour évaluer des cas où l'élimination est moins que complète.

135. D'une manière générale, le modèle de M. Sumner a été élaboré en vue de l'application des mêmes paramètres d'élasticité aux réductions des subventions et à l'élimination des subventions. Il n'existe aucun élément de preuve solide indiquant que les réactions ne sont pas proportionnelles à l'importance des variations des prix ou des recettes causées par des modifications permanentes et prévues des incitations. Naturellement, le modèle montrerait que l'augmentation des prix résultant de l'élimination partielle des subventions serait moins élevée que celle qui résulterait de l'élimination complète de la subvention. Toutefois, l'hypothèse du modèle selon laquelle les réactions sont proportionnelles à l'augmentation des prix serait toujours valable. Les quantités demandées et les quantités étrangères offertes réagissent toutes deux à l'augmentation endogène des cours du marché. Les modèles faisant intervenir une élasticité constante sont courants à cet égard.

136. Cela dit, il se peut que l'élasticité de l'offre des États-Unis soit encore plus grande en cas d'élimination partielle de la subvention, et ce pour deux raisons.

137. *Premièrement*, les exploitants interpréteront peut-être l'élimination partielle des subventions comme indiquant qu'il y a plus de chances de voir de nouvelles réductions dans un avenir rapproché. Dans ce cas, les cultivateurs feraient face à une plus grande incertitude au plan de la politique et commenceraient à procéder à des ajustements complets en désinvestissant dans le matériel, en transférant des terres additionnelles au profit de cultures de remplacement et en anticipant autrement des changements supplémentaires à venir.

138. *Deuxièmement*, dans certaines régions des États-Unis, il y a des limites quant à la quantité de terres et de ressources qui sont susceptibles de ne plus être consacrées au coton upland. Il se peut qu'une élimination partielle des subventions soit suffisante pour encourager le transfert de toutes les terres consacrées au coton upland au profit d'autres utilisations possibles dans une région. Dans ce cas, l'élimination complète des subventions n'entraînerait pas un accroissement de la quantité de terres qui cesseraient d'être consacrées au coton upland. Ces deux raisons permettent de penser qu'il serait utile de procéder à des simulations de l'élimination partielle de subventions en utilisant une plus grande élasticité de l'offre.

74. Selon le Brésil, les données que le Groupe spécial doit prendre en considération pour son allégation de préjudice grave actuel devraient être celles qui se rapportent à la dernière campagne de commercialisation pour laquelle il existe des renseignements complets, soit la campagne de commercialisation 2005, et, dans les cas où ils sont probants, les éléments de preuve qui concernent la période postérieure au 31 juillet 2006. Comme pendant la campagne de commercialisation 2005, les États-Unis ont continué d'effectuer des versements au titre du programme Step 2 (versements dont le Groupe spécial initial a constaté qu'ils avaient contribué aux effets défavorables), comment le Groupe spécial établira-t-il que les éventuels effets défavorables observés pendant la campagne de commercialisation 2005 sont dus uniquement aux deux mesures de subventionnement qui font l'objet de l'allégation de préjudice grave actuel – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques?

139. Conformément à l'approche suivie par tous les groupes spéciaux antérieurs qui ont examiné les effets de subventions au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait recourir à une analyse hypothétique pour examiner si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques empêchent des hausses de prix dans une mesure notable. Comme dans la procédure initiale, aux fins de cette analyse hypothétique, il faut évaluer si d'autres facteurs (hormis les subventions contestées) "aurai[ent] pour effet d'atténuer ce lien

de causalité ou de rendre non "notable" l'effet de la subvention".[200] Aux fins de la présente procédure relative à la mise en œuvre, les subventions au titre du programme Step 2 versées pendant la campagne de commercialisation 2005 constituent un tel facteur de non-imputation.[201] En ce qui concerne la subvention au titre du programme Step 2, la question est de savoir si elle a eu "pour effet de diminuer ou d'annuler l'empêchement notable de hausses de prix"[202] causé par les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques.

140. En d'autres termes, le Groupe spécial de la mise en conformité doit évaluer si d'autres facteurs, y compris la subvention au titre du programme Step 2, interviennent pour diminuer, annuler ou rendre non notables les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. C'est une analyse très similaire à celle que le Groupe spécial initial a réalisée concernant les versements directs et les subventions au titre de l'assurance-récolte.[203] Le fait que des subventions subordonnées aux prix et des subventions *non* subordonnées aux prix ont été accordées pendant la *même* campagne de commercialisation (la campagne de commercialisation 2002) n'a pas empêché le Groupe spécial initial d'axer son analyse relative à l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable *uniquement* sur les effets des subventions subordonnées aux prix.

141. Le Brésil demande au présent Groupe spécial de la mise en conformité d'adopter la même approche analytique que celle qu'a adoptée le Groupe spécial initial en ce qui concerne la campagne de commercialisation 2002. Il faut pour cela se concentrer *uniquement* sur les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques se rapportant à la campagne de commercialisation 2005 et évaluer si les effets d'*autres* subventions, y compris au titre du programme Step 2, atténuent le lien de causalité.

142. Le Brésil a proposé que le Groupe spécial de la mise en conformité mène cette analyse en utilisant bon nombre des facteurs que le Groupe spécial initial avait examinés pour constater l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable et d'un lien de causalité sur la base d'une analyse "unitaire".[204] Le Groupe spécial initial a constaté qu'"il [était] important pour l'établissement de l'existence d'un préjudice grave "actuel" que l'existence de ce préjudice soit établie jusqu'à, et y compris, un moment récent".[205] Le Brésil fait valoir que la campagne de commercialisation 2005 est la période de référence appropriée pour l'analyse hypothétique. Il s'agit de la campagne de commercialisation pour laquelle il existe des données complètes. Le Groupe spécial initial a jugé qu'il lui fallait des données complètes pour son évaluation lorsqu'il a indiqué que "la campagne de commercialisation 2002 [était] pertinente pour son examen du préjudice grave. Il s'agi[ssait] d'une période récente pour laquelle il exist[ait] des données pour l'essentiel complètes".[206]

143. Compte tenu de l'abrogation du programme Step 2 le 1er août 2006, Le Brésil reconnaît qu'il convient également de présenter des éléments de preuve pertinents concernant les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques après cette date. Cela dit, étant donné l'importance de comparer des données portant sur toute l'année, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait accorder une attention particulière aux données complètes de la campagne de commercialisation 2005. Afin d'isoler les effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, le Groupe spécial de la mise en conformité devrait déterminer si d'autres subventions, y compris le programme Step 2, les versements directs,

[200] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1356.
[201] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 135.
[202] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1350.
[203] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1350.
[204] Première communication écrite du Brésil, section 7.2.
[205] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.
[206] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.

l'assurance-récolte et les subventions au titre de garanties de crédit, ainsi que d'autres facteurs comme la demande chinoise et les exportations indiennes ont pour effet de briser le lien de causalité entre les subventions et l'empêchement de hausses de prix.

144. De fait, le Brésil a axé une partie importante de ses éléments de preuve sur l'isolation des effets des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques.[207] Ces éléments de preuve, qui portent principalement sur la campagne de commercialisation 2005 mais qui comprennent également des données relatives à la campagne de commercialisation 2006, sont plus que suffisants pour permettre au Groupe spécial de la mise en conformité de s'appuyer sur des éléments de preuve solides pour conclure que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont eu pour effet collectif d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable et d'accroître la part du marché mondial détenue par les États-Unis.

145. Le Brésil a également démontré que les effets des subventions au titre du programme Step 2 pendant la campagne de commercialisation 2005 ont été modestes par rapport aux effets des deux subventions contestées – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[208] Le Brésil a fourni de nombreuses données concernant la période qui a suivi l'abrogation du programme Step 2 qui indiquent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques continuent d'empêcher des hausses des prix du coton upland sur le marché mondial dans une mesure notable.[209] Le Brésil a également démontré que les conditions fondamentales de concurrence sur le marché mondial du coton upland n'avaient pas changé dans une mesure notable depuis l'abrogation de la subvention au titre du programme Step 2 - le coton upland continue d'être un produit de base fongible et les États-Unis continuent d'exercer une influence proportionnelle substantielle sur le cours du marché mondial du coton upland.[210] Le Brésil a également présenté des éléments de preuve simulant les effets des subventions sur le marché mondial du coton upland au Groupe spécial initial et au Groupe spécial de la mise en conformité.[211]

146. Par ailleurs, le Groupe spécial de la mise en conformité dispose de l'analyse de la non-imputation faite par le Groupe spécial initial dans laquelle le Groupe spécial initial a examiné les facteurs autres que les subventions subordonnées aux prix. Le Groupe spécial initial a formulé la conclusion suivante:

> [b]ien que certains de ces facteurs puissent avoir contribué à faire baisser les prix mondiaux du coton upland, et même à empêcher leur hausse pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, ils n'atténuent pas le lien de causalité authentique et substantiel dont nous avons constaté l'existence entre les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause et l'empêchement notable de hausses de prix. Ils ne réduisent pas non plus l'effet des subventions subordonnées aux prix impératives à un niveau qui ne peut pas être considéré comme "notable".[212]

147. Le Brésil a démontré que des facteurs comme le programme Step 2, les versements directs, la demande et l'offre chinoise, et les exportations indiennes n'avaient pas atténué le lien authentique et

---

[207] Première communication écrite du Brésil, sections 7.4 à 7.13; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.2.2 à 2.3.8; déclaration orale du Brésil, sections 2.2 à 2.8; déclaration finale du Brésil, sections 4 à 7; et observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, sections 2 à 5.

[208] Première communication écrite du Brésil, section 7.14; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.2; et déclaration orale du Brésil, section 2.7.

[209] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.2.1, 2.2.4 et 2.3; et déclaration orale du Brésil, sections 2.4 et 2.6.

[210] Déclaration orale du Brésil, sections 2.7 et 2.8; déclaration finale du Brésil, section 4; et observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, section 2.

[211] Première communication écrite du Brésil, section 7.12.

[212] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1363.

substantiel de cause à effet entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques et l'empêchement de hausses des prix du coton upland sur le marché mondial dans une mesure notable.[213] Il se peut fort bien que des variations dans la demande chinoise et les exportations indiennes, ou l'abrogation du programme Step 2 soient responsables de certaines variations du cours du marché mondial du coton upland. Mais les fluctuations du cours du marché mondial du coton upland ne sont pas pertinentes pour l'allégation d'empêchement de hausses des prix dans une mesure notable formulée par le Brésil. L'objectif de l'analyse est de déterminer si les cours du marché mondial seraient plus élevés sans les deux subventions contestées, que ces cours du marché mondial soient en hausse ou en baisse.

148. Enfin, le Brésil fait référence au résumé de ses éléments de preuve et de ses arguments qui figure dans sa réponse à la question n° 69 ci-dessus, et à ses communications antérieures.

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux États-Unis

75. Les États-Unis pourraient-ils expliciter davantage le fondement textuel de leur argument selon lequel "l'article 6.3 d) ne concerne pas la part de marché absolue et la question de savoir si, au cours d'une année donnée, la part de marché détenue par un Membre aurait ou non été inférieure si les subventions avaient été supprimées"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 401)

Questions posées au Brésil

76. Quel est le point de vue du Brésil sur l'argument des États-Unis selon lequel un examen au titre de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC exige deux éléments distincts: premièrement, la démonstration d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par un Membre par rapport à la part moyenne qu'il avait détenue pendant la période de trois ans précédente et, deuxièmement, la démonstration que cet accroissement de la part du marché mondial par rapport à la part moyenne que le Membre avait détenue pendant la période de trois ans précédente s'inscrit dans une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 399)

149. Le Brésil n'est pas d'accord avec cette nouvelle interprétation de l'expression "tendance constante" figurant dans l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*, avancée récemment par les États-Unis. L'argument des États-Unis selon lequel "les données doivent démontrer que la part du marché détenue par un Membre s'accroît constamment par rapport à la moyenne des trois années précédentes"[214] est dénué de fondement textuel. L'article 6.3 d) dispose ce qui suit:

> d) la subvention se traduit par *un accroissement* de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente et *cet accroissement suit* une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées.[215]

[213] Première communication écrite du Brésil, section 7.15; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 2.2.4 et 2.3.8.

[214] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 403.

[215] Pas d'italique dans l'original.

150. Contrairement à ce qu'ils ont fait valoir dans la procédure initiale[216] et dans leur première communication écrite[217], les États-Unis allèguent maintenant que l'élément final de la "tendance constante" mentionnée à l'article 6.3 d) nécessite la preuve qu'il y a eu des accroissements chaque année depuis que les subventions ont été accordées. Selon les États-Unis, ces accroissements doivent être évalués sur la base d'une moyenne triennale mobile.[218] Cette nouvelle allégation n'a aucun fondement textuel légitime. De fait, les États-Unis essaient de donner de l'élément de la "tendance constante" une lecture qui inclut l'élément distinct de la moyenne triennale. Or, l'élément distinct de la moyenne triennale sert uniquement à déterminer les données qu'il faut comparer à la part du marché de l'année pour laquelle l'évaluation est effectuée.

151. Afin d'évaluer correctement une allégation au titre de l'article 6.3 d), il faut d'abord déterminer s'il y a eu *un accroissement* de la part du marché mondial. Cette détermination doit nécessairement être effectuée par rapport à une année donnée. La prescription relative à une année "d'accroissement" (ou de référence) découle de l'obligation de comparer la part de marché à la *part moyenne* qu'un Membre détenait pendant la "période de trois ans précédente". En ce qui concerne le premier élément, l'analyse s'arrête là. L'article 6.3 d) ne prévoit pas une série d'années "d'accroissement", ou de référence, pour lesquelles il faut démontrer des accroissements multiples. Il exige uniquement qu'il y ait eu un accroissement au cours de l'année en cause. En l'espèce, la campagne de commercialisation 2005 est l'année "d'accroissement", ou de référence, et les campagnes de commercialisation 2002-2004 constituent la période de trois ans précédente utilisée pour évaluer s'il y a eu un accroissement de la part du marché détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005.

152. Les éléments essentiels du texte de l'article 6.3 d) qui sont pertinents pour l'argument des États-Unis sont l'expression "un accroissement" à la première ligne et l'expression "cet accroissement" à l'avant-dernière ligne. Dans les deux cas, l'"accroissement" auquel il est fait référence dans le texte est le même, c'est-à-dire un accroissement de la part du marché au cours de l'année la plus récente (la campagne de commercialisation 2005 dans le présent différend). Le texte de l'article 6.3 d) exige uniquement la détermination de l'existence *d'un* accroissement et non pas une quantification de l'accroissement.

153. La dernière étape de l'évaluation prévue à l'article 6.3 d) porte sur la tendance constante. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, à cette étape il faut déterminer si l'accroissement de la part du marché suit une "tendance constante" pendant une période durant laquelle les subventions ont été accordées. C'est *différent* d'un accroissement constant. Le Brésil fait observer que le membre de phrase "cet accroissement suit" précède immédiatement l'expression "une tendance constante". La prescription selon laquelle un "accroissement" doit suivre une "*tendance* constante" n'est en rien identique à la prescription selon laquelle l'accroissement doit être un "accroissement constant" qui n'a jamais été interrompu au cours de chacune des années où des subventions ont été accordées, comme les États-Unis le font valoir. Le terme "tendance" signifie qu'il y aura des périodes durant lesquelles

---

[216] Dans les arguments concernant l'article 6.3 d) qu'ils ont présentés précédemment dans la présente procédure et dans la procédure initiale, les États-Unis n'ont jamais affirmé que la notion de "tendance constante" nécessitait la preuve d'un accroissement évalué par une moyenne triennale mobile. Les États-Unis ont plutôt fait valoir qu'il devait y avoir un accroissement annuel par rapport à la part du marché mondiale *réelle* détenue l'année précédente. *Voir*, par exemple, la communication complémentaire des États-Unis, 30 septembre 2003, paragraphe 101 ("au cours de deux des cinq années, la part du commerce mondial d'exportation détenue par les États-Unis a diminué plutôt qu'augmenté; au cours d'une troisième année, la part a été stable. Le Brésil n'a donc pas fourni d'éléments *prima facie* indiquant qu'il y a incompatibilité avec l'article 6.3 d)").

[217] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 337 à 343 (où il n'est pas indiqué que les États-Unis estiment que la "tendance constante" nécessite l'évaluation d'une moyenne triennale mobile).

[218] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 403 ("En d'autres termes, pour formuler une allégation au titre de l'article 6.3 d), les données doivent indiquer que la part du marché détenue par un Membre s'accroît constamment par rapport à la moyenne des trois années précédentes.").

la part du marché pourrait s'accroître *ou* diminuer. Ce qui important, c'est le sens global de la tendance, à savoir un accroissement.

154. Selon son sens ordinaire, le texte de l'article 6.3 d) n'exige pas un accroissement annuel de la moyenne triennale mobile aux fins d'une constatation de l'existence d'une "tendance constante". De fait, les États-Unis ne disent pas pourquoi les rédacteurs indiqueraient explicitement qu'il devrait y avoir "un accroissement … par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente" et prescriraient ensuite implicitement qu'il doit y avoir un *accroissement* supplémentaire établi sur la base d'une moyenne triennale mobile pour *chaque* année. Selon la théorie des États-Unis, il ne suffit pas de démontrer l'existence d'un accroissement au cours de l'année la plus récente par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Selon l'interprétation des États-Unis, il doit plutôt y avoir eu un accroissement chaque année depuis la mise en place des subventions. L'interprétation des États-Unis vide de sa substance la prescription textuelle selon laquelle il faut démontrer l'existence d'un accroissement au cours de l'année la plus récente parce qu'il faudrait que l'accroissement existe pour chaque année depuis que la subvention est accordée. Il aurait été facile pour les rédacteurs de prescrire cette obligation directement en utilisant, par exemple, la formulation suivante:

> la subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier au cours de chaque année durant laquelle les subventions ont été accordées, mesuré d'après une moyenne triennale mobile de la part de marché.
>
> Bien entendu, il n'existe pas de tel libellé à l'article 6.3 d).

155. Contrairement à ce que font nouvellement valoir les États-Unis, la "tendance constante" mentionnée à l'article 6.3 d) n'exige pas qu'il soit prouvé que la part de marché détenue par le Membre s'accroît constamment par rapport à la moyenne des trois années précédentes. La moyenne triennale figurant dans le texte de l'article 6.3 d) est pertinente *uniquement* pour déterminer s'il y a *un* accroissement de la part du marché pendant une année de référence (en l'occurrence, la campagne de commercialisation 2005). Rien dans le texte ne permet de transformer cette moyenne triennale unique en moyenne triennale *mobile* qui remonterait à l'octroi initial des subventions. En fait, rien ne permet de donner une lecture de la notion de "tendance constante" qui inclut ce texte. Comme il a été indiqué ci-dessus, les négociateurs auraient pu rédiger ce texte facilement. Or, ils ne l'ont pas fait. Seule une moyenne triennale *unique* est prévue dans le texte.

156. L'invalidité de l'argument des États-Unis est également confirmée par le fait que l'article 6.3 d) porte uniquement sur la catégorie limitée des "produits primaires ou produits de base". Les produits de base et les produits primaires sont particulièrement sensibles aux fluctuations de la production, dues à des facteurs météorologiques, qui auront une incidence notable sur la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention. L'utilisation de l'expression "tendance constante", par opposition à l'expression de substitution imposée par les États-Unis "accroissement constant", témoigne de ce que les rédacteurs étaient conscients de cette réalité. Par ailleurs, l'interprétation des États-Unis rendrait l'article 6.3 d) inopérant même lorsque des subventions subordonnées aux prix massives seraient accordées dès lors que la part de marché détenue par le Membre accordant la subvention baisserait pendant un an durant une période beaucoup longue au cours de laquelle des subventions auraient été accordées. Cela est contraire à l'objet et au but de l'article 6.3 d), qui vise à garantir que des subventions accordées pour des produits primaires ou des produits de base ne causent pas d'effets défavorables.

157. Enfin, le Brésil fait observer qu'il a démontré pourquoi 1998 était une année appropriée pour commencer l'analyse de la question de savoir si la tendance a été "constante"[219], et pourquoi l'accroissement global de la tendance depuis 1998 satisfaisait au critère de la "tendance constante". Ces démonstrations constituent des éléments de preuve appropriés qui indiquent l'existence d'une "tendance constante", comme le prescrit l'article 6.3 d).

77. À cet égard, le Brésil pourrait-il répondre à l'argument des États-Unis selon lequel il n'a pas démontré que l'un et l'autre de ces éléments existaient en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 399 à 403)

158. Le Brésil n'est pas d'accord avec les États-Unis pour les raisons figurant dans sa réponse à la question n° 76 ci-dessus ainsi que pour les raisons figurant aux paragraphes 346 à 358 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation et aux paragraphes 214 à 236 de sa première communication écrite.

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

Questions posées aux deux parties

78. Les deux parties pourraient-elles formuler des observations sur les déclarations suivantes du Canada: "[l]a question qui est en cause est celle de savoir si ces programmes … menacent de causer un préjudice grave du simple fait de leur existence" et "[d]e par leur caractère même, certains programmes de subventionnement engendrent une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente de préjudice grave"? (communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 9 et 10)

159. Selon le Brésil, il est possible, en théorie, que certains types de programmes de subventions causent une "menace permanente de préjudice grave" du simple fait de leur caractère et de leur existence. Toutefois, comme les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* portent sur les *effets* et non sur l'existence des subventions (comme ce serait le cas, par exemple, des subventions prohibées), sur le plan pratique, une preuve *additionnelle* de l'existence d'une menace de dommage grave serait nécessaire. Cette preuve doit indiquer qu'il existe une probabilité notable que la subvention causera un préjudice grave dans le futur. À titre d'exemple, outre le caractère et l'existence d'instruments législatifs et réglementaires, ces éléments de preuve pourraient comprendre des faits indiquant que les producteurs du Membre qui accorde la subvention produisent et/ou exportent des quantités importantes du produit subventionné depuis longtemps, ou qu'en l'absence des subventions, les producteurs ne pourraient pas couvrir, à longue échéance, leurs coûts de production.[220]

160. Dans le présent différend, le Brésil a contesté les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI 2002 ainsi que les versements impératifs et subordonnés aux prix effectués au titre de ces programmes, parce qu'ils causaient une menace de préjudice grave.[221] Dans sa première communication écrite, le Brésil a fait valoir, entre autres choses, ce qui suit:

> La Loi FSRI de 2002 ne prévoit aucune limite quant à la quantité de coton upland qui peut être produite par les exploitants de coton upland qui reçoivent des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Le caractère impératif de ces importantes subventions ayant des effets de distorsion des échanges,

[219] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 227 à 229.
[220] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 1495 à 1497.
[221] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 237 à 314.

> combiné à la part dominante du marché de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis, créent une menace permanente et structurelle de préjudice grave pour les intérêts d'autres Membres, y compris le Brésil. Cette menace persistera jusqu'à ce que les dispositions de la Loi FSRI de 2002 qui s'appliquent au coton viennent à expiration ou soient sensiblement modifiées.[222]

161. Dans le présent différend, le Brésil n'allègue pas que la seule "existence" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus par la Loi FSRI 2002 cause une menace de préjudice grave. À titre d'exemple, il a fait valoir que la "structure, la conception et la gestion, en d'autres termes, le caractère même, des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis constitu[aient] des éléments de preuve qui indiqu[aient] que ces subventions caus[aient] une menace notable de préjudice grave …"[223] Le Brésil énonce les critères qui, selon lui, sont pertinents pour évaluer des allégations de menace de préjudice grave au paragraphe 260 de sa première communication écrite. Il applique ces critères en fournissant des éléments de preuve dans sa première communication écrite. Ces éléments de preuve comprennent les dispositions de la Loi FSRI de 2002 prévoyant les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques impératifs et subordonnés aux prix, ainsi que des éléments de preuve concernant les versements, les coûts de production, les effets sur les prix prévus, et la part dominante du marché de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis. Ces éléments de preuve étayent collectivement une constatation selon laquelle les subventions causent une menace de préjudice grave.[224]

162. Enfin, le Brésil indique qu'il est d'accord avec l'observation faite par les États-Unis dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, selon laquelle certaines allégations au titre des accords visés "ne pouvai[ent] pas à proprement parler être classée[s] dans les catégories des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué"".[225] L'allégation de menace de préjudice grave formulée par le Brésil dans le présent différend n'est pas considérée comme une allégation "en soi" ou "tel qu'appliqué". Le Brésil conteste plutôt des subventions qui n'ont pas été modifiées pendant la période de mise en œuvre et qui causent, et continueront de causer, des effets défavorables pour les intérêts du Brésil.

79. Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur l'analyse du sens ordinaire du terme "menace" figurant aux paragraphes 15 à 28 de la communication du Canada en tant que tierce partie?

163. Le Brésil est d'accord avec l'analyse bien motivée du Canada concernant les facteurs juridiques appropriés pour évaluer l'existence d'une *menace* dans le contexte d'une allégation de préjudice grave, qui est exposée aux paragraphes 15 à 28 de sa communication en tant que tierce partie. Cette analyse vient compléter l'analyse du Brésil concernant le critère juridique approprié pour les allégations de menace de préjudice grave, qui est exposé aux paragraphes 246 à 261 de la première communication écrite du Brésil.

Questions posées aux États-Unis

80. Que répondent les États-Unis à l'argument du Japon voulant qu'en raison des buts différents des Parties III et V de l'Accord SMC, le critère permettant de déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave énoncé à l'article 15.7 de l'Accord SMC soit un critère inapproprié pour déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave au regard de la Partie III de l'Accord SMC? (communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 8 à 12)

---

[222] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 242.
[223] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 262. (non souligné dans l'original)
[224] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 237 à 314.
[225] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 165.

81. Que répondent les États-Unis à l'argument de l'Australie selon lequel "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007"? (déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 13)

82. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur les projections de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques figurant dans le tableau 26 de la première communication écrite du Brésil et sur les projections de prix et de versements de subventions figurant dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil? Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi les données figurant dans ces tableaux étayent leur argument selon lequel les producteurs s'attendent probablement à recevoir des versements faibles ou pas de versements du tout au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2007? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 418)

Questions posées au Brésil

83. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel la note de bas de page 13 de l'Accord SMC "n'indique pas que lorsqu'un groupe spécial constate qu'un Membre cause un préjudice grave actuel en accordant une subvention, le groupe spécial constate aussi automatiquement que le Membre menace de causer un préjudice grave dans le futur en accordant la même subvention"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 624)

164. Le Brésil note que les États-Unis n'ont pas bien compris ses arguments concernant le rapport existant entre un préjudice grave "actuel" et une "menace" qu'un préjudice grave se produise dans le futur. Le Brésil ne fait pas valoir qu'en vertu de la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*, une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" "comprend" nécessairement une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave dans le futur. De fait, dans sa première communication écrite, le Brésil a cité un passage de l'analyse du Groupe spécial initial, qui a indiqué ce qui suit: "[n]ous estimons que la "menace" de préjudice grave désigne quelque chose de distinct du préjudice grave".[226] Il a également cité l'assertion du Groupe spécial initial selon laquelle "le préjudice grave actuel serait plus souvent *précédé dans le temps* par un préjudice qui menace de devenir grave, et … un préjudice grave serait la concrétisation d'une menace de préjudice grave".[227] S'agissant de la menace *future* par opposition à la menace *passée*, la position du Brésil est qu'une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" (à la différence d'une "menace" de préjudice grave) causé par des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques pour le coton upland est un élément de preuve convaincant indiquant qu'un préjudice grave continuera d'être causé par les mêmes subventions dans le futur.

165. Le Brésil tient à saisir cette occasion pour clarifier une déclaration figurant au paragraphe 241 de sa première communication écrite qui a visiblement suscité une certaine confusion.[228] Dans la mesure où le Brésil a laissé entendre, dans la première partie de la deuxième phrase du paragraphe 241, que le Groupe spécial initial avait constaté que sa constatation de l'existence d'un préjudice grave comprenait une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave *dans le futur*, cela n'est pas correcte. En conséquence, le Brésil retire la déclaration ci-après du paragraphe 241 de sa première communication écrite: "… le Groupe spécial de la mise en conformité

[226] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 238, *citant* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1495.

[227] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1497.

[228] La phrase en question est la suivante: Le Brésil fait observer qu'il retirera cette conditionnalité si le Groupe spécial de la mise en conformité doit ne pas partager l'avis du Groupe spécial initial selon lequel sa constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel comprend une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave dans le futur ou selon lequel ses constatations de l'existence d'un préjudice grave actuel ne nécessitent pas de modifications des dispositions législatives établissant ces programmes de subventions.

doit ne pas partager l'avis du Groupe spécial initial selon lequel sa constatation de l'existence d'un préjudice grave actuel comprend une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave dans le futur …". À cet égard, le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 84 ci-dessous.

84. Le Brésil pourrait-il confirmer que son allégation de menace de préjudice grave est présentée à titre conditionnel, c'est-à-dire qu'il ne demande pas au Groupe spécial de formuler une constatation sur cette allégation si le Groupe spécial constate l'existence d'un préjudice grave actuel? Comment le caractère conditionnel de cette allégation de "menace de préjudice grave" se manifeste-t-il dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil?

166. L'intention du Brésil en présentant une allégation de menace de préjudice grave "à titre conditionnel" était d'indiquer que le Groupe spécial pourrait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle à cette allégation s'il formulait une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel". Cela dit, le présent Groupe spécial de la mise en conformité est habilité à faire des déterminations au sujet de toutes les allégations établies par le Brésil, quelles qu'elles soient, s'il le juge nécessaire afin d'arriver à une solution positive du différend conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord. C'est pourquoi la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil comprend une allégation de menace de préjudice grave sans aucune restriction ou condition. La conditionnalité dont il est fait mention au paragraphe 241 de la première communication écrite du Brésil ne restreint donc pas le mandat du Groupe spécial de la mise en conformité. Par ailleurs, le Brésil a demandé que le Groupe spécial de la mise en conformité formule toutes les constatations de fait nécessaires concernant son allégation de menace de préjudice grave pour le cas où il y aurait un appel. Compte tenu de ces facteurs et nonobstant la conditionnalité susmentionnée, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de faire une détermination concernant ses allégations de menace de préjudice grave s'il estime que la résolution de ces allégations contribuera à une solution positive du présent différend.

85. Le Brésil pourrait-il expliquer sa demande à l'effet que le Groupe spécial "formule des constatations de fait concernant son "allégation de menace de préjudice grave" pour permettre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse s'il devait désapprouver l'interprétation du Groupe spécial de la mise en conformité"? (première communication écrite du Brésil, paragraphe 241) Quelles sont précisément les "constatations de fait" que le Brésil demande au Groupe spécial de formuler à cet égard?

167. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 84 ci-dessus. Il fait observer, premièrement, que pour autant que le Groupe spécial de la mise en conformité fasse une détermination au sujet des allégations de menace de préjudice grave du Brésil, la demande formulée par le Brésil au paragraphe 241 de sa première communication écrite concernant des constatations de fait ne serait pas nécessaire.

168. Deuxièmement, pour autant que le Groupe spécial de la mise en conformité applique le principe d'économie jurisprudentielle concernant les constatations de l'existence d'une menace de préjudice grave du Brésil, le Brésil demande qu'il formule quand même des constatations de fait qui permettraient à l'Organe d'appel de formuler une constatation de l'existence d'une menace de préjudice grave. Ces constatations de fait seraient nécessaires au cas où l'Organe d'appel déterminerait que le Groupe spécial de la mise en conformité avait fait erreur (quelle qu'en soit la raison) en constatant que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques causaient un préjudice grave "actuel" (par opposition à une "menace de" préjudice grave).

169. Le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de formuler les constatations de fait résumées au paragraphe 244 de sa première communication écrite, telles qu'élargies et étayées par les éléments de preuve auxquels il est fait référence aux sections 8.3 à 8.9 (ainsi qu'à la section 7)

de sa première communication écrite, aux sections 2.2 à 2.3.8 de sa communication à titre de réfutation, aux sections 2.2 à 2.8 de sa déclaration liminaire, aux sections 3 à 7 de sa déclaration finale, aux sections 2 à 5 de ses observations sur les déclarations orales des États-Unis, et dans ses réponses aux questions n° 89, 69 et 70.

86. *Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis voulant que la définition de la "menace" d'effets dommageables donnée à l'article 15.7 de l'Accord SMC et à l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes "eu égard à leur grande proximité dans le temps et à la forte probabilité qu'ils se produisent" corresponde au sens ordinaire du mot "menace" et que, de ce fait, l'article 15.7 de l'Accord SMC et l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes donnent des "indications contextuelles utiles" pour l'interprétation de la "menace" de préjudice grave?*

170. Le Brésil estime qu'il n'y a pas lieu d'importer dans la Partie III de l'*Accord SMC* le critère "nettement prévu et imminent" énoncé aux articles 15.7 de l'*Accord SMC* et 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*. Dans sa première communication écrite, le Brésil a exposé en détail sa préoccupation concernant l'importation dans la Partie III de l'*Accord SMC* du critère relatif à la menace prévu à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*.

171. Les articles 4:1 b) et 2 de l'*Accord sur les sauvegardes* et 15.7 de l'*Accord SMC* portent principalement sur la menace posée par une éventuelle poussée des importations. À titre d'exemple, une des principales questions que se posent les autorités chargées de l'enquête lorsqu'elles mènent une enquête sur une menace de dommage en vertu des dispositions de l'article 15.7 ii) est celle de savoir s'il existe "un taux d'accroissement notable des importations subventionnées", et l'article 15.7 iii) exige un examen de la capacité accrue "qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations subventionnées vers le marché du Membre importateur …"

172. En revanche, les articles 5 c) et 6.3 ainsi que la note de bas de page de l'*Accord SMC* portent sur la probabilité qu'il y ait des effets défavorables – et non des importations subventionnées – dans le futur. Le Groupe spécial initial a constaté que "[l]e texte des articles 5 et 6 de l'Accord SMC étay[ait] la conclusion selon laquelle [c'étaient] les effets des subventions accordées par les États-Unis – pas les effets du "produit subventionné" – qui [étaient] en cause dans une allégation d'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c)" et que "les références dans le texte des articles 5 c) et 6.3 c) à l'"effet de la subvention" se distingu[aient] des termes employés dans les dispositions en matière de droits compensateurs qui figur[aient] dans la Partie V de l'Accord".[229]

173. Contrairement à la situation visée par une enquête menée au titre de l'article 15.7 de l'*Accord SMC* ou de l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, où il se peut que des marchandises se trouvent dans un entrepôt en attendant d'être expédiées au-delà des frontières, il se peut que les "effets défavorables" causés par des subventions prennent beaucoup plus de temps à se matérialiser. Par exemple, il se peut qu'une subvention accordée aujourd'hui pour bâtir une usine qui triplerait l'offre mondiale d'un certain produit ne donne lieu à des volumes de production ou d'exportations suffisants pour provoquer un déplacement ou un empêchement que trois ans plus tard. Toutefois, il est possible que les effets défavorables d'une telle subvention puissent être "prévus". Or, comme ils pourraient ne se produire que trois ans plus tard, ces effets ne satisferaient pas au critère "nettement prévu et imminent" dans une enquête en matière de droits compensateurs. De même, il se peut que des subventions impératives accordées pour des livraisons futures de biens d'équipement importants ayant un long délai de fabrication engendrent une menace qui est "nettement prévue" sans être "imminente" parce que les subventions ne seraient pas versées avant la livraison du bien d'équipement deux ou trois ans plus tard.

[229] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1227.

174. Le caractère distinct des mesures correctives applicables est une autre raison importante expliquant pourquoi le critère relatif à la "menace" de la Partie III de l'*Accord SMC* devrait être différent du critère relatif à la "menace" de l'article 15.7 de l'*Accord SMC* et des articles 4:1 b) et 2 de l'*Accord sur les sauvegardes*. L'article 15.7 ii) de l'*Accord SMC* et les articles 4:1 b) et 2 de l'*Accord sur les sauvegardes* prévoient des règles régissant l'imposition unilatérale de mesures correctives à l'issue de procédures nationales internes – et non pas les contestations de subventions dans le cadre du système multilatéral de règlement des différends de l'OMC. Il existe également des règles en matière de droits compensateurs et de sauvegardes qui soumettent à des disciplines l'imposition par les autorités chargées de l'enquête de mesures provisoires limitées visant à faire obstacle aux poussées imminentes des importations.[230] Ces mesures correctives provisoires prévues dans les règles permettent aux autorités nationales d'agir rapidement pour bloquer des marchandises à la frontière. En conséquence, les règles prescrivent que les poussées des importations dans le futur soient "nettement prévues et imminentes". Ces règles sont tout à fait logiques eu égard au caractère rapide de la mesure corrective qui peut être imposée unilatéralement. Si les enquêtes en matière de droits compensateurs ou de sauvegardes menées par les autorités nationales n'étaient pas régies par un critère de l'"imminence", le caractère rapide et unilatéral de la mesure corrective pourrait restreindre sensiblement les flux et les importations de marchandises.

175. Au contraire, les actions entreprises dans le cadre du système multilatéral de règlement des différends en vue de contester des subventions au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* n'offrent aucune mesure corrective immédiate permettant d'apporter une solution aux effets défavorables qui sont causés ou menacent d'être causés par des subventions. Les Membres plaignants, comme le Brésil dans le présent différend, sont obligés d'attendre des années avant que les Membres qui accordent les subventions causant des effets défavorables soient tenus d'apporter des modifications à leurs mesures de subventionnement au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.

176. En conséquence, le critère relatif à la menace de la Partie III de l'*Accord SMC* ne devrait pas empêcher le Membre qui n'accorde pas de subventions de chercher à obtenir une protection jusqu'à ce qu'un produit subventionné concurrent d'un autre Membre soit sur le point d'être produit, exporté ou importé. Le critère relatif à une menace "nettement prévue et imminente" pour les mesures compensatoires qui est énoncé à l'article 15.7 et la mesure corrective connexe sont exactement le type de réparation immédiate et unilatérale qui n'est *pas* prévue dans la Partie III de l'*Accord SMC*. Compte tenu de la durée d'une procédure multilatérale, l'imposition du critère "nettement prévu et imminent" garantira effectivement que les Membres seront obligés de subir un préjudice grave avant de pouvoir obtenir réparation.

177. Le Groupe spécial a reconnu l'existence de ce problème lorsqu'il a indiqué que "[s]i un Membre n'avait pas la possibilité d'engager une action [en matière de menace] contre des subventions avant qu'elles soient effectivement versées, cela compromettrait l'objet consistant à empêcher des effets défavorables pour ses intérêts".[231] Ce raisonnement permet de penser qu'il devrait être possible de présenter une allégation de menace avant même qu'une subvention soit *versée* – et à plus forte raison avant qu'une marchandise subventionnée soit produite et soit sur le point d'être exportée. Or, ce droit d'obtenir réparation dans une procédure multilatérale au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* serait vide de sens si le critère "nettement prévu et imminent" était appliqué aux allégations de menace de préjudice grave.

178. Eu égard à la durée des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, il faut un critère relatif à la menace plus flexible, comme par exemple une "probabilité notable" de menace – et non une "probabilité *imminente*" de menace. Un tel critère serait compatible à la fois

[230] Article 6 de l'*Accord sur les sauvegardes* et articles 17.1 b) et 15.7 ainsi que note de bas de page 45 de l'*Accord SMC*.

[231] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.191.

avec la plus grande lenteur des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC et des mesures correctives qui y sont associées et avec le temps qu'il faut pour que les effets de certains types de subventions se matérialisent.

179. Par ailleurs, comme le Brésil l'a expliqué en détail dans sa première communication écrite, il y a une autre raison pour laquelle le critère "nettement prévu et imminent" de l'article 15.7 ne devrait *pas* être inclus dans la Partie III de l'*Accord SMC*. Il serait inapproprié d'obliger le Membre plaignant à démontrer un "changement de circonstances" qui était "nettement prévu et imminent".[232] De nombreux programmes de subventions, comme les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques, continuent d'être appliqués année après année sans aucun "changement". Les aspects fondamentaux des conditions de concurrence sur de nombreux marchés de produits de base ne changent pas non plus à court et moyen terme. Or, ces subventions, lorsqu'elles sont conjuguées aux conditions de concurrence appropriées sur le marché pertinent, peuvent menacer de causer un préjudice grave sans qu'il y ait nécessairement un "changement de circonstances".

180. La notion de "menace" doit donc être examinée dans le contexte particulier de chaque accord de l'OMC dans lequel elle figure. Il n'est pas approprié d'inclure dans la Partie III de l'*Accord SMC*, qui prévoit des mesures correctives pour les *effets* des subventions, une définition complexe du terme "menace" qui s'applique à des *poussées des importations* imminentes dans le contexte de l'*Accord sur les sauvegardes* ou de la Partie V de l'*Accord SMC*. Il n'est pas nécessaire que la menace d'*effets* défavorables soit "imminente" ou "nettement prévue" à très court terme, comme l'affirment les États-Unis. Il se peut fort bien que la menace d'effets défavorables causés par des subventions ait un caractère beaucoup plus qualitatif que la menace de dommage constituée par des marchandises qui sont littéralement sur le point d'être expédiées au-delà des frontières. Par contre, comme le Brésil l'a fait valoir, le sens ordinaire du terme "menace" pourrait également englober la notion d'une "probabilité" notable que des effets défavorables se produiront dans le futur.[233]

181. Le Brésil souligne qu'il ne demande pas au Groupe spécial de la mise en conformité d'adopter un critère qui obligerait les groupes spéciaux à formuler leurs constatations de l'existence d'une menace en se fondant sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Au paragraphe 260 de sa première communication écrite, le Brésil a proposé des critères qui garantissaient que toute constatation de l'existence d'une menace concernant le type de subventions agricoles annuelles en cause dans le présent différend serait fondée sur des éléments de preuve solides. Cela dit, les effets des subventions démontrés par ces éléments de preuve se font nécessairement sentir à plus longue échéance que les effets causés par une expédition de produits subventionnés visée dans une procédure unilatérale au titre de l'article 15.7. Pour les raisons exposées ci-dessus et celles qui ont déjà été formulées par le Brésil (et le Canada dans sa communication en tant que tierce partie), le Brésil n'estime donc pas que les critères de l'article 15.7 de l'*Accord SMC* ou de l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* devraient être importés dans une évaluation de l'existence d'une menace de préjudice grave au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*.

87. Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur l'argument des États-Unis selon lequel le critère de la "probabilité notable" n'est pas étayé par le texte de l'Accord SMC ni par les rapports de règlement des différends du GATT/de l'OMC mentionnés par le Brésil? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 406, 410 et 413)

182. Le Brésil admet que l'expression "probabilité notable" ne se trouve ni dans l'*Accord SMC* ni dans aucun autre accord de l'OMC. Toutefois, cela n'empêche pas le Groupe spécial de la mise en conformité d'adopter l'interprétation proposée par le Brésil. D'ailleurs, il existe de nombreux termes et

[232] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 254 à 258.
[233] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 246 à 261.

descriptions élaborés pour des notions et des critères juridiques par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel qui ne se trouvent pas explicitement dans le texte des Accords de l'OMC, mais qui découlent nécessairement de la tâche d'interprétation prévue à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

183. Le critère relatif au lien de causalité du "rapport réel et substantiel de cause à effet" est un exemple pertinent.[234] En outre, s'agissant des allégations de subventions pouvant donner lieu à une action au titre de l'article 6.3 de l'*Accord SMC*, les groupes spéciaux ont établi de nombreux critères qui ne se trouvent pas dans le texte de la Partie III, y compris la notion de "période de référence",[235] l'analyse "en l'absence de" ou "hypothétique" du lien de causalité[236], le critère du "caractère" et de "l'importance" des subventions pouvant donner lieu à une action[237], et la "non-imputation".[238]

184. Les exemples tirés d'autres accords de l'OMC comprennent notamment le critère du "fondement rationnel"[239] pour interpréter l'expression "établiront sur la base de" figurant à l'article 3:1 de l'*Accord SPS*, les mots "utiliseront comme base"[240] figurant à l'article 2.4 de l'*Accord OTC*, le critère du "coût de production total moyen"[241] aux fins de l'article 9:1 c) de l'*Accord sur l'agriculture*, le critère "soudain, brutal et récent"[242] pour évaluer les importations au titre de 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*, l'utilisation d'un point de repère du marché aux fins de l'avantage[243] visé à l'article premier de l'*Accord SMC*, les critères relatifs au produit similaire des "caractéristiques physiques, perceptions des consommateurs et utilisations finales"[244], le critère de la "conception, des principes de base et de la structure"[245] aux fins de l'article III:2 du GATT de 1994, et les critères de la "nécessité"[246] et de la "mesure la moins restrictive pour le commerce"[247] aux fins de l'article XX b) et XX d) du GATT de 1994.

185. Comme le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 86 ci-dessus, les arguments des États-Unis ne traitent pas de la nature *sui generis* des allégations fondées sur les "effets" au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*. En effet, les États-Unis font complètement abstraction de la nature fondée sur les "effets" de ces allégations en important simplement dans l'analyse un critère relatif à la menace, c'est-à-dire un "changement de circonstances" "imminent", qui a été conçu pour soumettre à des disciplines les mesures prises par les autorités chargées de l'enquête concernant les restrictions imposées à l'importation de marchandises. Le Brésil estime que le concept de menace approprié pour une allégation au titre de l'article 6.3 est bien rendu par l'expression "probabilité notable" qu'un préjudice grave se produira dans le futur. Cette expression – ou toute autre expression semblable – convient mieux pour rendre la menace causée par les effets à plus longue échéance et se matérialisant lentement de nombreuses subventions. Le Brésil invite le Groupe spécial de la mise en conformité à utiliser ou formuler une autre expression ou description du critère applicable si elle rend bien le caractère spécial de l'analyse fondée sur les effets de l'article 6.3 de l'*Accord SMC*.

---

[234] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 132.
[235] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1195.
[236] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires commerciaux*, paragraphes 7.613 à 7.616.
[237] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 467.
[238] Rapport du Groupe spécial *Corée – Navires commerciaux*, paragraphes 7.617.
[239] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 160 à 166.
[240] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 245.
[241] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (21:5 I)*, paragraphe 88.
[242] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures*, paragraphe 131.
[243] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.
[244] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 101 et 102.
[245] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, section H.2 c).
[246] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphes 161 et 162.
[247] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 54.

88. Le Brésil souscrit-il ou non à la thèse des États-Unis selon laquelle "un groupe spécial peut prendre en considération le sens ordinaire d'un terme tel qu'il ressort d'une disposition particulière pour interpréter le même terme figurant dans une autre disposition (surtout s'il s'agit du même accord) sans qu'un renvoi exprès soit nécessaire"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411, note de bas de page 635)

186. Dans le contexte particulier de la Partie III de l'*Accord SMC*, le Brésil ne souscrit pas à l'argument des États-Unis selon lequel l'absence de renvoi à l'article 15.7 de l'*Accord SMC* dans la note de bas de page 13 n'est pas pertinente. L'argument des États-Unis part du principe que la nature et l'objet de l'évaluation d'une menace au titre de l'article 15.7 et les mesures correctives y afférentes sont identiques ou essentiellement semblables à la nature et à l'objet d'une menace au titre de l'article 6.3 de l'*Accord SMC* et aux mesures correctives y afférentes. Le Brésil a démontré que ce n'était pas le cas dans ses réponses aux questions n° 86 et 87 ci-dessus et dans sa première communication écrite. En conséquence, l'absence de renvoi *est* importante parce qu'elle révèle l'intention des négociateurs de traiter une allégation multilatérale de préjudice grave différemment d'une mesure corrective unilatérale en matière de droits compensateurs.

187. Les États-Unis comparent à tort l'absence de renvoi dans la note de bas de page 13 à l'article 15.7 à l'absence de renvoi dans l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* à l'expression "subvention à l'exportation" de l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture*.[248] Même s'il n'y avait pas de renvoi explicite entre ces deux dispositions, la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC* a porté sur l'expression identique "subordonnées aux résultats à l'exportation" qui se trouve à l'article 1 e) de l'*Accord sur l'agriculture* et à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[249] L'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "Bien qu'il y ait des différences entre les disciplines en matière de subventions à l'exportation établies par les deux accords, ces différences n'affectent pas, selon nous, la prescription fondamentale commune concernant la subordination aux exportations. Nous jugeons donc approprié d'appliquer l'interprétation de la subordination aux exportations que nous avons adoptée au regard de l'*Accord SMC* à l'interprétation de la subordination aux exportations au regard de l'*Accord sur l'agriculture*".[250]

188. Au contraire, il existe des différences importantes entre l'article 6.3 et l'article 15.7 de l'*Accord SMC* qui affectent la prescription fondamentale commune concernant la "menace". Le Brésil a expliqué ces différences dans ses réponses aux questions n° 86 et 87 ci-dessus. En outre, le Groupe spécial initial a souligné que de nombreux aspects des disciplines figurant dans la Partie V de l'*Accord SMC* ne pouvaient être appliqués dans le cadre de la Partie III de l'*Accord SMC*.[251] Ces différences sont nombreuses mais parmi les différences les plus importantes qui ont été relevées par le Groupe spécial initial figuraient les dispositions différentes en matière de mesures correctives et le fait qu'une allégation au titre de l'article 6.3 portait sur les effets des subventions – et non les effets des importations subventionnées.[252]

89. Le Brésil fait valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pour le coton upland sont conçus "de telle façon que les montants versés seraient toujours importants". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 270)

---

[248] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411, note de bas de page 653.

[249] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 141.

[250] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 141.

[251] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1167 à 7.1177, 7.1179 à 7.1181 et 7.1189.

[252] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1170 (différences entres les voies de recours) et 7.1227 (effets c. importations subventionnées).

a) À cet égard, le Brésil pourrait-il expliquer les données figurant dans le tableau 27 de sa première communication écrite qui indiquent une augmentation du prix agricole et de l'AWP prévus sur la période couvrant les campagnes de commercialisation 2006 à 2010 et une baisse des versements prévus au titre de prêts à la commercialisation?

189. Les données figurant dans le tableau 27 de la première communication du Brésil sont le résultat de prévisions déterministes des dépenses (aussi appelées estimations ponctuelles). Comme l'explique l'USDA, "de par leur nature, les prévisions déterministes tendent à sous-estimer les dépenses".[253] Une comparaison des prévisions déterministes et stochastiques de l'USDA les plus actualisées (février 2007) concernant les dépenses budgétaires consacrées au coton upland montre que cette sous-estimation est très importante. À titre d'exemple, bien que la prévision ponctuelle concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation tombe à zéro pendant la campagne de commercialisation 2009, l'estimation stochastique demeure à 468 millions de dollars. Les données des pouvoirs publics des États-Unis figurent dans le tableau 2 ci-dessous:

Tableau 4 – Prévisions de l'USDA concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques[254]

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
		Millions de dollars									
Prêts à la commercialisation	**Ponctuelle**	757	238	21	0	1	24	72	166	169	266
	Stochastique	757	798	515	468	477	542	592	729	732	875
Subventions anticycliques	**Ponctuelle**	1 376	1 075	875	774	774	875	975	1 075	1 075	1 175
	Stochastique	1 376	1 028	860	769	769	860	947	1 028	1 075	1 175
Total	**Ponctuelle**	2 132	1 313	895	774	775	898	1 047	1 241	1 244	1 441
	Stochastique	2 132	1 826	1 376	1 237	1 246	1 403	1 540	1 756	1 807	2 050

190. Outre le fait qu'il montre que les prévisions déterministes sous-estiment les dépenses au titre des subventions, le tableau ci-dessus est important à au moins deux autres égards. Premièrement, il montre que même les estimations ponctuelles des subventions au titre de prêts à la commercialisation devraient augmenter après 2009 jusqu'à la fin de la période de référence, soit la campagne de commercialisation 2015. Cela semble indiquer que l'USDA s'attend à ce que l'AWP soit inférieur au taux de prêt de 52 cents par livre après 2009. Deuxièmement, et fait plus important, l'USDA prévoit que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques seront nettement supérieures à 1 milliard de dollars pendant une période indéfinie. Cela confirme l'affirmation du Brésil selon laquelle les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques sont conçues "de telle façon que les montants versés seraient toujours importants".[255]

191. Le Brésil fait observer qu'aucune autre culture visée par les programmes ne devrait bénéficier de montants importants de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques dans les années à venir. Une déclaration récente de l'USDA corrobore pleinement cette conclusion:

[253] Pièce Bra-460 (Explanatory Notes for Stochastic Budget Outlay Estimates, Farm Service Agency, accessed October 2006 at http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/msrexplain.doc).

[254] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget, pp. 52, 71, 74-75, 79-80, 82, 84, 87 and 92, accessed February 2007 at https://www.ccc2.net/ccc2app/2008PresBud/PresBud2008.htm). Le Brésil fait observer que les subventions anticycliques prévues ne sont pas imputées.

[255] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 270.

> Les prix des cultures visées par les programmes devraient dans l'ensemble rester fermes ou augmenter au cours des prochaines années, sauf pour le coton upland. La combinaison de l'augmentation des rendements de coton upland par acre et d'une baisse de la production de textiles en coton upland aux États-Unis devrait limiter les hausses de prix et entraîner des dépenses importantes dans le cadre du programme pour le coton par rapport à d'autres produits de base.[256]

192. Le Brésil est d'accord avec l'évaluation la plus récente de l'USDA. Cet élément de preuve étaye la conclusion selon laquelle, année après année, les subventions accordées pour le coton upland sont essentielles pour augmenter sensiblement le revenu moyen de l'exploitant provenant du marché. D'ailleurs, le NCC a récemment exhorté le Congrès à accorder une aide en cas de catastrophe aux producteurs de coton upland des États-Unis en faisant valoir qu'"un grand nombre de producteurs de coton des États-Unis [avaient] subi des pertes de récoltes au cours de l'une ou l'autre ou des deux campagnes agricoles 2005-2006. … Comme il est prévu que les coûts de production restent élevés, de nombreux producteurs de coton des États-Unis auront besoin d'aide pour poursuivre leurs activités".[257] Les éléments de preuve semblent indiquer que ce qui a été vrai dans le passé le restera dans le futur.

193. Enfin, il est important de bien comprendre que l'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation, qui représente les versements totaux effectués au cours d'une campagne de commercialisation donnée, n'est qu'un des aspects importants de la nature de ces subventions. Bien entendu, les versements totaux au titre de prêts à la commercialisation sont un élément de preuve important parce qu'ils démontrent comment, année après année, les subventions au titre de prêts à la commercialisation jouent un rôle capital pour maintenir les revenus et le bien-être financier des producteurs de coton upland des États-Unis à coût élevé. Cela dit, si les versements globaux au titre de prêts à la commercialisation sont relativement faibles au cours d'une campagne donnée, cela ne veut pas dire que ces subventions n'ont pas une influence importante sur les décisions en matière de plantation des producteurs de coton upland des États-Unis.

194. Cela tient à ce qu'il existe un aspect distinct et également important des subventions au titre de prêts à la commercialisation qui contribue à l'importance de la superficie, de la production et des exportations de coton upland des États-Unis. Il s'agit des *attentes* en matière de versements au titre de prêts à la commercialisation (et de versements anticycliques) futurs qu'ont les exploitants au moment de la plantation. Le Brésil a démontré comment, pendant de nombreuses campagnes de commercialisation, y compris les campagnes 2005 et 2006, les attentes de faibles prix à la récolte pour le coton upland (d'après les prix de février des contrats à terme de décembre) n'avaient *pas* entraîné de réduction de la superficie.[258] Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, c'est parce que les producteurs de coton upland savent que, même si les prix attendus restent bas, leur revenu sera entièrement protégé par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.[259]

---

[256] Pièce Bra-671 (U.S. Department of Agriculture's 2007 Farm Bill Proposal, p. 14, accessed March 2007 at http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf).

[257] Pièce Bra-680 ("NCC urges disaster assistance for cotton producers," High Plains / Midwest AG Journal, 15 March 2007, accessed March 2007 at http://www.hpj.com/archives/2007/mar07/mar19/NCCurgesdisasterassistancef.cfm?title=NCC%20urges%20disaster%20assistance%20for%20cotton%20producers).

[258] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 137 à 143; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 214 à 225; déclaration orale du Brésil, paragraphes 60 à 81; et observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 18 à 27.

[259] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445. *Voir aussi* la réponse du Brésil à la question n° 62 ci-dessus.

b) Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "pour la campagne de commercialisation 2008, il est prévu qu'il n'y aura pas du tout de versements au titre de prêts à la commercialisation"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 419)

195. Il est remarquable que les États-Unis allèguent qu'il "n'y aura pas du tout de versements au titre de prêts à la commercialisation" quand les prévisions des pouvoirs publics des États-Unis eux-mêmes (*voir* le tableau 4 ci-dessus) font état de subventions au titre de prêts à la commercialisation d'un montant de 758 millions de dollars pour la campagne de commercialisation 2007 et de 515 millions de dollars pour la campagne de commercialisation 2008.[260] L'affirmation des États-Unis selon laquelle "pour la campagne de commercialisation 2008, il est prévu qu'il n'y aura pas du tout de versements au titre de prêts à la commercialisation" est fondée sur des estimations déterministes des cours mondiaux dans les prochaines années. Comme il a été indiqué ci-dessus, "de par leur nature, les prévisions déterministes tendent à sous-estimer les dépenses".[261] C'est pour cette raison que l'USDA, le FAPRI et le Bureau du budget du Congrès utilisent tous des prévisions stochastiques pour estimer les dépenses budgétaires.[262]

196. D'ailleurs, l'estimation faite par l'USDA pour la campagne de commercialisation 2006 concernant des versements au titre de prêts à la commercialisation d'un montant de 757 millions de dollars semble peu élevée compte tenu du cours du marché mondial ajusté (AWP) courant. L'AWP courant pour le coton upland est de 43,5 cents par livre[263] et l'AWP moyen pour les sept premiers mois de la campagne de commercialisation 2006 a été de 43,7 cents par livre.[264] Cela correspond à une subvention au titre de prêts à la commercialisation moyenne de 8,3 cents par livre pendant les sept premiers mois de la campagne de commercialisation 2006, ou un total de 836 millions de dollars.[265] Ces versements au titre de prêts à la commercialisation de 836 millions de dollars sont à peu près équivalents aux versements au titre de prêts à la commercialisation de 898 millions de dollars effectués pendant la campagne de commercialisation 2002[266] qui ont été examinés par le Groupe spécial initial.

197. Or, compte tenu de l'expérience acquise et des données de l'USDA, le montant de 836 millions de dollars est même prudent. Dans le cadre du programme de prêts à la commercialisation, les exploitants peuvent choisir le moment où ils exerceront leur droit à un versement au titre de prêts à la commercialisation.[267] En raison de cette flexibilité et de l'incitation évidente qu'ont les exploitants de maximiser leurs versements au titre de prêts à la commercialisation, les subventions au titre de prêts à la commercialisation sur une base par livre sont habituellement plus élevées que la différence par livre entre le taux de prêt et l'AWP annuel moyen. L'USDA explique

---

[260] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget, pp. 52, 71, 74-75, 79-80, 82, 84, 87 and 92, accessed February 2007 at https://www.ccc2.net/ccc2app/2008PresBud/PresBud2008.htm).

[261] Pièce Bra-460 (Explanatory Notes for Stochastic Budget Outlay Estimates, Farm Service Agency, accessed October 2006 at http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/msrexplain.doc).

[262] Pièce Bra-460 (Explanatory Notes for Stochastic Budget Outlay Estimates, Farm Service Agency, accessed October 2006 at http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/msrexplain.doc).

[263] Pour la semaine du 23 mars 2007, *voir* http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/cotton_rates.htm.

[264] Pièce Bra-673 (Upland Cotton Prices, March 2007).

[265] L'estimation de la production des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2007 faite par l'USDA a été révisée à la hausse et portée à 20,973 millions de balles, la troisième plus grande quantité de tous les temps: 20,973 millions de balles * 480 livres par balles * 0,08 dollar la livre = 836 millions de dollars.

[266] Première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111.

[267] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 65 à 67. *Voir aussi* la pièce Bra-681 Upland Cotton Direct and counter-cyclical Payment Program and Marketing Assistance Loans, Farm Service Agency Fact Sheet, March 2006, accessed March 2007 at http://www.fsa.usda.gov/FSA/printapp?fileName=pf_20060301_insup_en_cottdcp06.html&newsType=prfactsheet).

qu'il se peut que "le programme de prêts accorde une compensation excessive lorsque la production est commercialisée à des prix supérieurs au niveau utilisé pour profiter de l'avantage lié au prêt".[268] En fait, depuis la campagne de commercialisation 1999, les versements effectifs au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland ont été supérieurs, en moyenne, de 3,8 cents à la différence entre l'AWP moyen et le taux de prêt.[269] Partant, les subventions au titre de prêts à la commercialisation pour la campagne de commercialisation 2006 sont susceptibles d'être sensiblement supérieures à 836 millions de dollars.

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation

Questions posées aux États-Unis

90. Au paragraphe 50 de leur déclaration liminaire, les États-Unis indiquent ce qui suit:

> … aucune disposition de l'*Accord SMC* ne prévoit que le "retrait" d'une "subvention" dont il est allégué qu'elle "prend la forme d'un programme" "comprend l'obligation de s'abstenir d'honorer les engagements en cours au titre de ce programme à compter de la date d'expiration du délai de mise en œuvre". Cet argument assimile à tort le fait d'"honorer les engagements au titre du programme" à la "subvention" elle-même. Cette assimilation était appropriée dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, dans laquelle le Brésil a continué d'émettre de nouvelles obligations incompatibles avec les règles de l'OMC même après la période de mise en œuvre au motif qu'il avait des obligations contractuelles préexistantes lui imposant de le faire. Toutefois, elle n'est pas correcte en l'espèce parce que les garanties ne sont pas elles-mêmes des subventions prohibées.
>
> *Les États-Unis pourraient-ils clarifier ce qu'ils ont voulu dire dans la phrase soulignée?*

91. Au paragraphe 342 de sa première communication écrite, le Brésil indique que le montant total de l'encours des garanties au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP au 1er juillet 2005 s'élevait à 8,5 milliards de dollars.

a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec le chiffre fourni par le Brésil?

b) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits non inscrits dans la Liste. (Veuillez distinguer le principal et les intérêts.)

c) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits inscrits dans la Liste et, en particulier, le riz. (Veuillez distinguer, dans chaque cas, le principal et les intérêts.)

Questions posées au Brésil

92. Le fait que ce qui était en cause dans l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) c'était l'émission de nouvelles obligations après la date de mise en œuvre et que les obligations qui avaient été émises avant la date de mise en œuvre pouvaient être remboursées pendant un certain nombre d'années par la suite a-t-il une pertinence quelconque pour l'évaluation par le Groupe spécial des allégations du

[268] Pièce Bra-682 (Risk Management, 2007 Farm Bill Theme Paper, May 2006, p. 2, accessed March 2007 at http://www.usda.gov/documents/Farmbill07riskmgmtsum1.doc).
[269] Pièce Bra-683 (Marketing Loan Subsidies and Average AWP).

Brésil concernant l'"encours" des garanties de crédit à l'exportation? (voir le paragraphe 46 de la déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial)

198. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5)*, le Canada n'a pas allégué que le Brésil n'avait pas le droit d'effectuer des versements futurs au titre d'obligations PROEX émises avant la date de mise en œuvre. Il a plutôt allégué que l'obligation prévue à l'article 4.7 de l'*Accord SMC* empêchait le Brésil d'émettre de nouvelles obligations PROEX après la fin de la période de mise en œuvre en vertu de lettres d'engagement conclues avant cette date. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux décidé que le Brésil ne pouvait pas émettre de nouvelles obligations après la date d'expiration du délai de mise en œuvre parce que cela revenait à pouvoir continuer d'accorder des subventions prohibées, ce qui contrevenait aux articles 3.1 a), 3.2 et 4.7 de l'*Accord*. Le parallèle avec le présent différend, en ce qui concerne l'encours des garanties de crédit à l'exportation au 1er juillet 2005, se fait à un niveau plus abstrait – l'obligation de s'abstenir d'honorer les engagements pris au titre d'un programme à compter de la date d'expiration du délai de mise en œuvre.

199. Cette obligation découle du texte de l'*Accord SMC*. En vertu de l'article 3.2 de l'*Accord SMC*, "[u]n Membre n'accordera ni ne maintiendra" de subventions prohibées. L'obligation prévue à l'article 4.7 de l'*Accord* de retirer une subvention s'étend donc au fait d'"accorder" de nouvelles subventions et au "maintien" de subventions existantes. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5 II)*, l'obligation de retirer "complètement" une subvention prohibée n'est pas exécutée si le Membre "*laisse en place* tout ou partie de la subvention prohibée initiale".[270]

200. Dans le présent différend, les États-Unis ont "laiss[é] en place tout" l'encours des garanties de crédit à l'exportation prohibées après la date de mise en œuvre. Les États-Unis estiment qu'ils ont le droit de "maintenir" les garanties de crédit à l'exportation prohibées pendant la durée d'application du prêt qui est garanti. Ainsi, après la fin de la période de mise en œuvre, et à n'importe quel moment pendant le reste de la durée d'application du prêt, les États-Unis pourraient effectuer des versements au titre d'une subvention prohibée. En continuant d'honorer leurs engagements au titre des subventions prohibées, les États-Unis "maintiennent" ces subventions inchangées. Les États-Unis ne se sont donc pas conformés pleinement à l'obligation qui leur incombe au titre de l'article 4.7 de retirer ces subventions.

201. Le Brésil réaffirme que son allégation a un caractère entièrement prospectif. En substance, l'article 4.7 interdit aux États-Unis de prendre une *mesure prospective*, *après* la date d'expiration du délai de mise en œuvre, pour honorer ses engagements au titre de subventions prohibées qu'ils maintiennent sans les modifier.

93. Le Groupe spécial note que la pièce Bra-516 indique le montant de l'encours pour le GSM 5 au 30 juin 2006 plutôt qu'au 30 juin 2005 comme il est indiqué dans la note de bas de page 523 de la première communication écrite du Brésil. Veuillez expliquer.

202. La pièce qui comprend les données au 30 juin 200**5** est la pièce Bra-586 et non la pièce Bra-516. Le Brésil s'excuse pour cette erreur commise par inadvertance, qui n'a pas d'incidence importante sur l'allégation du Brésil. Après correction, la note de bas de page 523 de la première communication écrite du Brésil devrait se lire comme suit:

> [523] Le montant exact, y compris les arriérés d'intérêts de 50,7 millions de dollars EU, s'élève à 8 543 477 674 dollars EU. *Voir* la pièce Bra-515 (Total Exposure under P.L. 480 Title 1 & GSM Programs as of June 30, 2005). Le Brésil fait toutefois observer que ce chiffre comprend des garanties de crédit à l'exportation d'un montant de 41,5865 millions de dollars EU au titre d'un programme appelé "GSM 5". Le Brésil

[270] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 84.

fait observer que si l'on exclut l'encours des garanties de crédit à l'exportation pour le programme GSM 5 (y compris les arriérés d'intérêts), le montant exact de l'encours des garanties de crédit à l'exportation pour les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP au 30 juin 2005 s'élevait à 8 501 899 803~~28 537~~ dollars EU. *Voir* la pièce Bra-586~~516~~ (Commodity Credit Corporation Guarantee Loan Program Summary for FAS as of June 30, 2005).

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation

Question posée aux États-Unis

94. Les États-Unis ont fait observer que les constatations du Groupe spécial initial (selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation en cause constituaient des subventions à l'exportation prohibées) étaient fondées sur le point j). Ils ont également affirmé qu'ils s'étaient fondés sur le point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant les garanties de crédit à l'exportation. Veuillez préciser si le Groupe spécial devrait considérer l'argument des États-Unis à cet égard comme un argument concernant le champ de la présente procédure.

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

95. Le Brésil a estimé que "les différentes parties à une transaction comportant une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 retir[aient] différents avantages de la garantie, qui tous étaient susceptibles de faire l'objet d'une évaluation au titre de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC" et il a indiqué que, dans la présente procédure, il "s'intéress[ait] avant tout" à l'avantage obtenu par l'exportateur des États-Unis sous la forme de commissions inférieures à celles du marché (paragraphe 404 de la réfutation du Brésil). Les États-Unis ont contesté l'approche du Brésil consistant à se concentrer sur les commissions à l'exclusion d'autres éléments du coût total du prêt. En vous référant aux dispositions de l'Accord SMC et à la jurisprudence de l'OMC (pour autant qu'elle soit applicable), veuillez exposer votre position sur les questions suivantes: 1) Les garanties de crédit à l'exportation et les autres types de subventions peuvent-ils comporter plus d'un type d'avantage et/ou de bénéficiaire? 2) Appartient-il au Membre plaignant de décider de l'avantage qu'il conteste?

203. Dans cette question, le Groupe spécial de la mise en conformité demande i) si les garanties de crédit à l'exportation et les autres types de subventions peuvent comporter plus d'un type d'avantage et/ou de bénéficiaire; et ii) dans l'affirmative, si le plaignant peut choisir l'avantage/le bénéficiaire qu'il conteste. Le contexte de cette question semble être l'argument des États-Unis selon lequel il n'est pas suffisant que le Brésil prouve qu'un avantage est conféré à l'exportateur des États-Unis par l'octroi d'une garantie de prêt à des conditions meilleures que celles du marché. Les États-Unis font valoir que le Brésil doit plutôt prouver que cette garantie a également entraîné un avantage pour une banque étrangère en réduisant le "coût total des fonds" de la transaction.[271]

204. En vertu de l'article 1.1, une "subvention" existe lorsqu'une "contribution financière" confère "un avantage". Le mot "un" indique qu'il est suffisant qu'une forme d'avantage soit conférée. En outre, eu égard aux termes employés dans la prescription relative à l'"avantage" énoncée à l'article 1.1 b), il suffit qu'"un avantage" soit conféré à *une* entité pour des marchandises produites par

[271] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

le Membre qui accorde la subvention.[272] Ainsi, l'existence d'une subvention a été prouvée si les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services à un producteur ou un exportateur à des conditions meilleures que celles du marché. Il n'est pas nécessaire que le plaignant prouve que la contribution financière des pouvoirs publics confère aussi "un avantage" à d'autres entités, y compris des entités étrangères. Il n'est pas non plus nécessaire de prouver que la contribution financière a pour incidence cumulative de conférer un avantage à *toutes* les entités touchées par la contribution.

205. Bien qu'il suffise de prouver qu'"un avantage" est conféré à une entité, l'article 1.1 ne prescrit pas qu'"un avantage" soit conféré *exclusivement* à une entité. Le libellé de l'alinéa b) est suffisamment ouvert pour englober la possibilité qu'une contribution financière confère un avantage à plusieurs entités.

206. Il existe de nombreuses situations où une contribution financière confère un avantage à plus d'une entité. Il se peut qu'une contribution financière réduise les coûts de production et de vente des marchandises d'une société, y compris, par exemple, les coûts de la recherche, des intrants, de la production, de la commercialisation et du transport. L'avantage conféré par de telles contributions financières peut être transmis en totalité ou en partie aux producteurs situés en aval et aux consommateurs par le biais de prix réduits. Cela est reconnu spécifiquement dans les règles régissant les effets des subventions sur les prix qui sont prévues à l'article 6 de l'*Accord SMC*.

207. La jurisprudence donne plusieurs exemples d'une contribution financière unique qui apporte des avantages à plus d'un bénéficiaire. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, il a été constaté que le Brésil avait accordé des subventions à des *acheteurs* d'aéronefs civils brésiliens sous forme de réductions du taux d'intérêt qui avaient fait baissé les coûts de financement des exportations de produits brésiliens. Il a été constaté que l'acheteur tirait avantage d'intérêts réduits. De plus, la contribution financière apportait des avantages au *producteur* d'aéronefs civils qui pouvait exporter ses produits avec un meilleur financement. Un avantage revenait également aux *prêteurs* qui avaient accordé le financement en question.[273]

208. Dans ce différend, le Groupe spécial de la mise en conformité a jugé que la question cruciale était celle de savoir si le *producteur* brésilien des marchandises avait tiré avantage de la contribution financière.[274] Les éléments de preuve ont montré que le *prêteur* recevait les versements au titre des obligations. Les prêteurs étaient donc en mesure d'offrir de meilleures conditions de financement aux acheteurs, ce qui pouvait apporter des avantages au producteur brésilien. Toutefois, aucun élément de preuve n'a indiqué que les prêteurs avaient effectivement offert de meilleures conditions de crédit aux acheteurs et, partant, aucun élément de preuve n'a indiqué que les obligations avaient entraîné une réduction globale des coûts de financement des acheteurs. Le Groupe spécial a plutôt *supposé* qu'il était "*très peu probable* que les prêteurs de prêts ne répercutent pas au moins une partie" de la contribution financière sous la forme de conditions de crédit améliorées.[275] Sinon, a-t-il dit, "les emprunteurs pourraient tout simplement opter pour d'autres organismes de prêt".[276] Le Groupe spécial

[272] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 154 ("Logiquement, on peut dire qu'il n'y a "avantage" que si une personne, juridique ou morale, ou un groupe de personnes, a en fait reçu quelque chose.") et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 108 ("Apportant des précisions sur le paragraphe 154 de son rapport sur l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a indiqué que "quand nous parlions d'"un bénéficiaire" dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous n'excluions pas la possibilité qu'"un bénéficiaire" puisse désigner à la fois une entreprise et son propriétaire. Un "groupe de personnes" pourrait désigner un groupe de "personnes physiques" ou un groupe de "personnes physiques et morales" ou un groupe composé exclusivement de "personnes morales".").

[273] *Voir en général* le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphes 5.27 à 5.29.

[274] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphe 5.27.

[275] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, note de bas de page 44.

[276] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, note de bas de page 44.

a également *supposé* qu'il avait été montré *prima facie* que les *producteurs* tiraient avantage des versements si les acheteurs de l'aéronef en tiraient avantage.[277]

209. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, le Canada a fourni du bois sur pied aux *exploitants forestiers*. Dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs, les États-Unis ont constaté que cette subvention avait été entièrement accordée pour des produits en bois d'œuvre ouvrés même si certains *transformateurs de bois* n'étaient *pas* des exploitants de bois sur pied. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont conclu que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'*Accord SMC* en n'établissant pas si les transformateurs de bois avaient effectivement tiré avantage de la contribution financière donnée aux exploitants.[278] En outre, l'enquête menée par les États-Unis avait reposé entièrement sur l'hypothèse que l'avantage pouvait être transmis à un autre bénéficiaire, le consommateur des États-Unis de produits de bois d'œuvre canadiens, par des prix réduits pour le bois d'œuvre.

210. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont conclu que, dans une opération de privatisation, l'avantage conféré au titre de l'article 1.1 b) par une subvention accordée à une société d'État pouvait être transmis à la société privatisée si le prix versé pour la société était inférieur à la juste valeur marchande ou si la transaction n'avait pas été réalisée dans des conditions de pleine concurrence.[279] Dans un tel cas, un avantage serait également accordé aux actionnaires de la société privatisée, qui avaient acheté les actions de la société à un prix inférieur à leur juste valeur marchande.

211. Dans chacune de ces situations, l'*Accord SMC* envisage qu'une contribution financière unique peut apporter différents types d'"avantages" à de multiples bénéficiaires. Toutefois, pour démontrer l'existence d'une subvention, il suffit de montrer que le bénéficiaire initial a reçu un "avantage". Par ailleurs, dans les cas où cette partie reçoit un "avantage", il n'est pas nécessaire d'examiner si l'"avantage" est transmis ou résorbé ultérieurement à la suite d'autres transactions. Il n'est pas non plus nécessaire d'évaluer l'incidence cumulative de la contribution financière sur toutes les entités touchées par la contribution.

212. D'ailleurs, même si la totalité de l'"avantage" est transmis d'un bénéficiaire initial à d'autres bénéficiaires, il n'en demeure pas moins qu'une subvention est accordée au bénéficiaire initial. À titre d'exemple, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, même si la totalité de l'avantage avait été transmis aux producteurs de bois par les exploitants, un plaignant aurait néanmoins pu prouver qu'un "avantage" avait été conféré aux exploitants en vertu de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*. Si l'octroi initial de la subvention avait été subordonné aux résultats à l'exportation, la subvention aurait été prohibée, indépendamment de la question de savoir si l'avantage avait été transmis ultérieurement à d'autres bénéficiaires.

213. La situation est similaire dans le présent différend. Comme la CCC l'a elle-même reconnu, l'octroi de garanties de crédit à l'exportation peu coûteuses au titre du programme GSM 102 apporte des avantages à plusieurs parties commerciales différentes. Le Service agricole étranger de l'USDA (le "FAS") fait observer que "les avantages du programme sont répartis entre les exportateurs et les banquiers des États-Unis et les importateurs et les banquiers étrangers. Pour que le programme

[277] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, note de bas de page 42.

[278] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 146 et 147 et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 7.91 et 7.93 à 7.99.

[279] *Voir en général* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*.

fonctionne bien, toutes les parties doivent en tirer avantage, sinon elles ne l'utiliseront pas".[280] En outre, dans une publication concernant les garanties de crédit à l'exportation au titre des GSM, sous la rubrique "Avantages apportés aux bénéficiaires", le FAS fait observer que "tous les participants peuvent tirer avantage des programmes de garantie du crédit GSM. … Les programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM sont conçus pour que tous puissent en tirer avantage".[281]

214. Qui plus est, comme les États-Unis l'ont reconnu dans la présente procédure, la CCC fournit un service au producteur/à l'exportateur des États-Unis en accordant une garantie de crédit à l'exportation dans des cas où aucun intervenant commercial n'est disposé à fournir le même service.[282] Cela fait apparaître l'existence d'un "avantage" en soi dans cette transaction entre les pouvoirs publics des États-Unis et le producteur/l'exportateur. Par ailleurs, le prix de la garantie de crédit à l'exportation est inférieur au prix perçu par la propre Export-Import Bank des États-Unis pour des produits comparables.[283] Cela confirme l'existence d'un avantage dans la transaction initiale. Ainsi, en accordant une contribution financière à des producteurs/des exportateurs des États-Unis à des conditions meilleures que celles du marché, les États-Unis accordent une subvention à ces producteurs/exportateurs. Cette subvention est prohibée parce qu'elle est subordonnée aux résultats à l'exportation.

215. Comme il a été indiqué ci-dessus, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, le Groupe spécial de la mise en conformité a estimé que la question cruciale était celle de savoir si le *producteur* brésilien avait reçu un avantage. L'existence d'un avantage apporté à d'autres parties a été jugée sans importance. Dans le présent différend, le Brésil a prouvé que le producteur/l'exportateur des États-Unis tirait avantage de la fourniture d'un service financier à des conditions meilleures que celles du marché. Cela suffit pour démontrer l'existence d'une subvention.

216. En plus du producteur/de l'exportateur des États-Unis qui reçoit un avantage, les pouvoirs publics des États-Unis expliquent que, normalement, l'octroi d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 à un exportateur apporte des avantages à d'autres parties qui effectuent des opérations distinctes concernant les marchandises exportées des États-Unis:

- Le FAS indique que la banque des États-Unis peut accorder un prêt à une banque étrangère à des conditions avantageuses et ne présentant presque aucun risque parce que le prêt est garanti par les pouvoirs publics des États-Unis.[284]

- Le FAS indique également que la banque étrangère se procure des fonds auprès de la banque des États-Unis à des conditions de crédit qui sont meilleures, au minimum, que celles qui seraient offertes autrement parce que le prêt est garanti par les pouvoirs

[280] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.5, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html).

[281] Pièce Bra-589 (FAS Online, *Keys to Successful Trade*, section regarding "Benefits to Participants," accessed January 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/videotxt.html).

[282] Observations des États-Unis du 9 mars sur la déclaration orale du Brésil, paragraphe 29 ("[L]es garanties de crédit à l'exportation et les autres garanties de prêt similaires sont et ont toujours été des instruments accordés surtout – voir exclusivement – par les pouvoirs publics et les établissements financiers internationaux, par opposition aux établissements bancaires purement privés.").

[283] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 381 à 406. *Voir aussi id.*, annexes III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram) et IV (méthode de comparaison entre les commissions perçues au titre du GSM 102 et les commissions perçues pour les produits de la ExIm Bank), et les pièces Bra-536 et 537.

[284] Pièce Bra-589 (FAS Online, *Keys to Successful Trade*, section regarding "Benefits to Participants," accessed January 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/videotxt.html). ("Le risque de perte pour la banque des États-Unis est réduit et les banques tirent avantage de commissions perçues au titre des lettres de crédit et au titre du service des prêts.").

> publics des États-Unis.[285] Enfin, le FAS indique que l'importateur se procure des crédits[286] à des conditions meilleures que celles qu'il pourrait obtenir par ailleurs[287]; le participant le plus important au programme GSM dit que l'"avantage" apporté à un importateur consiste en de "meilleures conditions de financement!!!"[288]

217. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, le Groupe spécial a conclu qu'il était "très peu probable" que les versements effectués au prêteur n'apportent pas aussi des avantages à l'acheteur parce que, sinon, l'acheteur pourrait tout simplement opter pour un autre prêteur. Dans le présent différend, les débiteurs étrangers peuvent également choisir entre plusieurs banques des États-Unis agréées par la CCC[289], et peuvent donc s'assurer que la garantie entraîne des coûts de financement moins élevés que ceux qui seraient disponibles à des conditions commerciales. D'ailleurs, le FAS de l'USDA indique que les programmes de garantie du crédit à l'exportation "mettent des crédits commerciaux à la disposition de marchés à risque plus élevé à un coût réduit"[290], ce qui clarifie la position des États-Unis selon laquelle la banque des États-Unis transmet au moins une partie du coût d'emprunt réduit que permet la garantie de crédit à l'exportation GSM 102 au débiteur étranger. Le FAS confirme d'autre part que les avantages d'une garantie de crédit à l'exportation de la CCC sont

---

[285] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.1, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html) (Les garanties de crédit à l'exportation GSM "mettent des crédits commerciaux à la disposition de marchés à risque plus élevé *à un coût réduit*".) (pas d'italique dans l'original) *Voir aussi* la pièce Bra-589 (FAS Online, *Keys to Successful Trade*, section regarding "Benefits to Participants," accessed January 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/videotxt.html) ("La banque de l'importateur tire avantage du coût compétitif du capital pour ses emprunts en dollars en étant en mesure de fournir un service à ses clients et en percevant des commissions pour des lettres de crédit ou d'autres services."). En fait, selon le règlement relatif au GSM 102, l'avantage est encore plus spectaculaire car le programme "ser[t] dans les cas où un crédit est nécessaire pour accroître ou maintenir les exportations des États-Unis vers un marché étranger et où les institutions financières des États-Unis ne seraient pas disposées à fournir un financement sans une garantie de la CCC". Pièce Bra-519 (7 C.F.R. § 1493.10(a)(2), GPO Access Online, January 2006, accessed July 2006 at http://www.gpoaccess.gov/cfr/index.html).

[286] Pièce Bra-589 (FAS Online, *Keys to Successful Trade*, section regarding "Benefits to Participants," accessed January 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/videotxt.html) ("L'importateur retire un avantage en obtenant des produits agricoles des États-Unis, très probablement avec *un paiement différé*."). (pas d'italique dans l'original)

[287] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.1, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (Les garanties de crédit à l'exportation GSM "mettent des crédits commerciaux à la disposition de marchés à risque plus élevé *à un coût réduit*".) (pas d'italique dans l'original)

[288] Pièce Bra-684 (CoBank presentation, p. 7, accessed March 2007 at http://www.cottoninc.com/2005EFSConferencePresentationsSingapore/FinancingUSACottonImportsUnderGSM/). Le diagramme fonctionnel de l'arrangement figurant à la page 11 de cette présentation confirme que la référence faite à "votre société" à la page 7 désigne l'importateur. Le Brésil fait observer que l'avis de la CoBank sur cette question est bien éclairé parce qu'elle détient "une part de 60 pour cent du marché des prêts GSM globalement". *Voir id.*, page 2.

[289] *Voir* la pièce Bra-525 ("U.S. Financial Institutions Approved To Be Assignees Under CCC's Export Programs," USDA FAS Online, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/USbanks.html).

[290] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.2, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (non souligné dans l'original) *Voir aussi* la pièce Bra-685 (USDA FAS publication, "Will you get paid for the sale you just made", p. 4, accessed March 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/LOANS.PDF) (dans laquelle il est indiqué que l'avantage découlant des programmes de garantie du crédit à l'exportation est la capacité des banques étrangères de "partager les avantages de délais plus longs et de taux plus bas" avec les importateurs; si la banque étrangère n'obtenait pas elle-même des taux bas de la banque des États-Unis, elle n'aurait rien à "partager" avec l'importateur).

effectivement transmis par la banque des États-Unis à la banque étrangère et par la banque étrangère à l'importateur.[291]

218. Du point de vue des pouvoirs publics des États-Unis, les modalités et conditions spécifiques afférentes aux autres transactions n'ont absolument aucune importance, pour autant seulement qu'elles soient appliquées. En d'autres termes, les pouvoirs publics des États-Unis ne procèdent pas à des vérifications et à des contrôles des coûts de financement des transactions de prêt qu'ils garantissent. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, le Groupe spécial a attaché de l'importance au fait que le Membre accordant la subvention, le Brésil, n'avait placé aucune "limite" concernant les conditions du financement sous-jacent convenu entre le prêteur et l'acheteur pour éviter que les versements au titre du PROEX ne confèrent un avantage.[292] De même, loin de limiter les conditions de financement des autres transactions, les États-Unis ignorent complètement les détails qui les entourent. Leur intérêt exclusif est de fournir au producteur/à l'exportateur des États-Unis un service qui facilite l'exportation de produits agricoles des États-Unis et ils fournissent ce service à des conditions très préférentielles, pour ne pas dire sans équivalent.

219. Du point de vue du producteur/de l'exportateur des États-Unis, les modalités et conditions spécifiques des autres transactions sont également dénuées de pertinence. Son seul intérêt est de faire en sorte que l'importateur achète ses produits. À cette fin, il achète aux pouvoirs publics des États-Unis une garantie qui permet à l'importateur de se procurer des fonds pour acheter les marchandises des États-Unis. Le producteur/l'exportateur des États-Unis n'intervient pas dans la négociation des transactions distinctes entre l'importateur et la banque étrangère, et entre la banque étrangère et la banque prêteuse des États-Unis. Ses intérêts ne sont pas du tout affectés par les coûts de financement des débiteurs étrangers.

220. Dans le présent différend, le Brésil s'est concentré sur la transaction initiale entre les pouvoirs publics des États-Unis et le producteur/l'exportateur des États-Unis concernant l'achat de services financiers pour faciliter l'exportation de produits agricoles des États-Unis. Dans la mesure où le producteur/l'exportateur des États-Unis reçoit une contribution financière des pouvoirs publics des États-Unis à des conditions meilleures que celles du marché, les États-Unis confèrent un avantage à ce producteur/cet exportateur au sens de l'article 1.1 b), indépendamment de la question de savoir si cette transaction confère également un avantage à des tiers dans des transactions distinctes qui sont facilitées par la première transaction.

221. L'accent que met le Brésil sur les modalités et conditions de la transaction initiale entre les pouvoirs publics des États-Unis et le producteur/l'exportateur des États-Unis est entièrement compatible avec l'obligation énoncée à l'article 1.1 b) de prouver qu'"un avantage" est conféré. Il n'est pas nécessaire que le Brésil prouve de surcroît que les pouvoirs publics des États-Unis ont aussi conféré un avantage indirect à un emprunteur étranger par le biais de coûts de financement réduits.

---

[291] *Voir* la pièce Bra-685 (USDA FAS publication, "Will you get paid for the sale you just made", p. 4, accessed March 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/LOANS.PDF) (dans laquelle il est indiqué que l'avantage découlant des programmes de garantie du crédit à l'exportation est la capacité des banques étrangères de "partager les avantages de délais plus longs et de taux plus bas" avec les importateurs; si la banque étrangère n'obtenait pas elle-même des taux bas de la banque des États-Unis, elle n'aurait rien à "partager" avec l'importateur). Les importateurs ont également diverses options lorsqu'ils choisissent la banque étrangère à laquelle il recourront. *Voir* la pièce Bra-526 (GSM Program Foreign Bank Obligors, USDA FAS Online, accessed September 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/foreignbanks.html).

[292] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphe 5.32 ("[l]es versements au titre du PROEX III, en l'absence d'une limite quelconque placée par le Brésil *au degré de concessionnalité des crédits à l'exportation soutenus par la péréquation des taux d'intérêt*, permettent aux acheteurs … de se procurer des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles qui leur sont offertes sur le marché commercial.") (italique dans l'original)

96. Les avis des parties divergent quant à savoir s'il est possible de comparer différents types de prêts dès lors qu'ils ont la même "durée moyenne". Qu'est-ce qui étaye votre position sur cette question (ouvrages économiques, etc.)?

222. Dans la déclaration qu'il a faite à la réunion du Groupe spécial, M. Sundaram a donné un exemple simplifié illustrant le manque de comparabilité, sur le plan du risque de crédit, entre le prêt remboursable en une seule fois, conformément au seul point de donnée valable offert par les États-Unis, et le crédit accordé au titre du GSM 102.[293] L'affirmation des États-Unis concernant la comparabilité repose sur le fait que la "durée moyenne" du prêt remboursable en une seule fois est suffisante pour prendre en compte son risque. L'exemple donné par M. Sundaram démontre que l'argument des États-Unis concernant la "durée moyenne" est incorrect.

223. En résumé, M. Sundaram a démontré que deux prêts ne devenaient pas équivalents sur le plan du risque de crédit du seul fait qu'ils avaient les mêmes durées moyennes; les caractéristiques du défaut de paiement doivent être prises en compte. Le Groupe spécial de la mise en conformité se rappellera que l'exemple des États-Unis concerne un prêt sur deux ans remboursable en une seule fois tandis qu'un prêt au titre du GSM 102 est un prêt amortissable sur trois ans. L'une des raisons pour lesquelles les différences entre les risques de défaut doivent être prises en compte est que les engagements concernant le principal dans le cadre d'un prêt sur deux ans remboursable en une seule fois et d'un prêt amortissable sur trois ans peuvent être différents à n'importe quel moment. Les engagements concernant le principal seront plus faibles dans le cadre d'un prêt amortissable que dans le cadre d'un prêt remboursable en une seule fois entre la première et la deuxième année mais seront plus élevés entre la deuxième et la troisième année. Les États-Unis voudraient faire croire au Groupe spécial que si l'on fait la "moyenne" de la durée de ces deux prêts, les engagements plus faibles et les engagements plus élevés se compenseront. Comme M. Sundaram l'a expliqué, ce n'est pas nécessairement le cas parce que la probabilité de défaut au cours des deux périodes (entre la première et la deuxième année, d'une part, et entre la deuxième et la troisième année, d'autre part) peut être différente. À titre d'exemple, il se peut qu'une société soit solvable et présente un risque de défaut relativement faible à court terme mais que ses perspectives à long terme soient incertaines et donc que le risque de défaut soit plus grand.

224. Le Groupe spécial de la mise en conformité demande que cette explication soit étayée – plus spécifiquement, elle demande que soit étayée la conclusion selon laquelle les prêts sur deux ans remboursables en une seule fois et les prêts amortissables sur trois ans ne sont pas équivalents, et selon laquelle le fait de faire la moyenne de la durée des deux prêts ne les rend pas équivalents compte tenu des risques de défaut variables. Comme le Groupe spécial de la mise en conformité peut le comprendre, en général les ouvrages financiers et économiques ne font pas référence à des conclusions négatives; en d'autres termes, ils n'énoncent pas ni ne prouvent des "non-théorèmes". Ainsi, bien que les marges des prêts remboursables en une seule fois ne soient pas équivalentes à celles de plusieurs instruments - parmi lesquels les prêts amortissables assortis de "durées moyennes" - les ouvrages financiers et économiques se concentrent habituellement sur des théorèmes applicables à des instruments dont les marges sont équivalentes aux marges des prêts remboursables en une seule fois.

225. Afin de répondre à la question du Groupe spécial, M. Sundaram a donc établi une déclaration d'expert reproduite dans la pièce Bra-686 jointe à ces réponses. Dans sa déclaration, M. Sundaram explique d'abord, à l'aide d'un graphique, pourquoi les engagements concernant le principal dans le cadre d'un prêt sur deux ans remboursable en une seule fois et d'un prêt amortissable sur trois ans peuvent être différents à n'importe quel moment, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi les deux prêts présentent des risques de défaut qui sont susceptibles d'être différents. En ce qui concerne les ouvrages financiers et économiques sur l'établissement des prix, M. Sundaram applique ensuite le

[293] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 212 à 214 et 219 à 222.

principe d'évaluation fondamental de l'"évaluation risque-neutre" pour obtenir des équations exactes qui lient les marges des obligations remboursables en une seule fois à celles des obligations amortissables et démontrent qu'elles ne sont pas équivalentes.

Questions posées aux États-Unis

97. À supposer que le Groupe spécial accepte l'argument des États-Unis selon lequel l'"avantage" doit être évalué sur la base du "coût total des fonds", que doit établir, selon vous, le Brésil pour s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard? Le Brésil doit-il prouver qu'un avantage est conféré dans tous les cas (toutes les transactions et tous les bénéficiaires)? Dans la plupart des cas?

98. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude de la comparaison faite par le Brésil entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par l'ExIm Bank? Les États-Unis conviennent-ils que les garanties de l'ExIm Bank et les garanties au titre du GSM 102 sont (au moins dans certains cas) semblables ou comparables?

99. Veuillez formuler des observations sur l'argument du Brésil selon lequel les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte du risque pays (en d'autres termes, elles ne varient que très peu en fonction du risque pays) (voir, entre autres, les paragraphes 410 à 412 de la première communication écrite du Brésil).

Questions posées au Brésil

100. À supposer que le Groupe spécial souscrive à l'avis des États-Unis selon lequel le point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage" est le "coût total des fonds" des transactions, quels éléments de preuve le Brésil a-t-il fourni au Groupe spécial à cet égard (autres que les éléments de preuve tirés du Règlement qui indiquent que le programme vise les situations où aucun crédit ne pourrait être obtenu sur le marché)? Dans votre réponse, veuillez répondre à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 133 de leur première communication écrite selon lequel "le Brésil n'a pas cherché à fournir de tels renseignements spécifiques sur les coûts et les commissions de prêts pris individuellement ni à identifier des prêts commerciaux comparables et leurs modalités".

226. Les États-Unis affirment que pour appliquer leur approche rigide du "coût total des fonds" à l'article 14 c)[294], le Brésil devrait fournir des données concernant les "coûts et les commissions de prêts pris individuellement" et "identifier des prêts commerciaux comparables et leurs modalités".[295] Le Brésil ne se trouve pas dans la position de l'autorité chargée de l'enquête dans une procédure en matière de droits compensateurs qui a le pouvoir, prévu dans la Partie V de l'*Accord SMC*, d'obtenir ce type de données au moyen de questionnaires et de visites de vérification. Les États-Unis eux-mêmes ne savent pas quels sont les taux auxquels les prêts sont obtenus avec ou sans garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, comme ils l'ont indiqué dans la procédure initiale[296] et comme le montre le fait qu'ils doivent dans la présente procédure recourir à des renseignements de deuxième ou troisième main concernant des emprunts allégués contractés auprès de tiers.[297] (Ce fait

[294] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

[295] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 137.

[296] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, Annexe I-8 (réponses des États-Unis du 22 décembre 2003 aux questions du Groupe spécial, paragraphe 109 ("La CCC ne joue aucun rôle dans les arrangements passés entre la banque étrangère émettant la lettre de crédit et l'importateur, qui est habituellement la partie pour le compte de laquelle la lettre de crédit est émise.")).

[297] *Voir* les exemples [[ ]] des États-Unis figurant aux paragraphes 119 à 130 de la première communication écrite des États-Unis. [[ ]] pourrait avoir intérêt à coopérer avec les États-Unis dans le présent différend parce que les constatations que demande le Brésil auraient une incidence substantielle sur

donne à lui seul un exemple de la nature dissociable de la transaction conclue entre la CCC et l'exportateur des États-Unis – les seules conditions dont les États-Unis sont au courant sont celles qui sont associées à l'achat de la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.)

227. D'ailleurs, aucun Membre plaignant ne jouit d'un tel pouvoir ou d'un tel accès sans restrictions à des données dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*. C'est probablement une des raisons pour lesquelles, en droit, l'article 14 ne s'applique pas directement à un différend au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*.[298] Même dans les différends concernant des mesures compensatoires, l'Organe d'appel a limité l'application rigide des "principes directeurs" de l'article 14 relatifs à la quantification. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a utilisé l'expression "principes directeurs" pour introduire une certaine flexibilité dans la disposition.

228. Dans ce différend, l'Organe d'appel a partagé l'avis des États-Unis, "à savoir que l'utilisation de l'expression "principes directeurs" à l'article 14 indiqu[ait] que les paragraphes a) à d) ne devraient pas être interprétés comme des "règles rigides qui [étaient] censées prévoir chaque circonstance factuelle concevable"".[299] Ainsi, selon la jurisprudence établie, l'article 14 ne prescrit pas de règle stricte, même dans les différends concernant des mesures compensatoires, auxquels cette disposition est expressément applicable.

229. Il est tout aussi important de préserver cette flexibilité *en dehors* du contexte des différends concernant des mesures compensatoires. L'analyse effectuée par le Groupe spécial initial est révélatrice à cet égard. Bien qu'il ait reconnu la nécessité d'estimer l'"ordre d'importance général" des subventions en cause pour évaluer leurs effets défavorables dans un différend au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*[300], le Groupe spécial initial, invoquant le caractère "unilatéral" des enquêtes en matière de droits compensateurs, *a rejeté* vigoureusement la demande des États-Unis de transposer "l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V dans les dispositions de la Partie III de l'*Accord SMC*".[301]

230. Il est encore plus important de préserver cette flexibilité dans les différends au titre de la Partie II de l'*Accord SMC* (contrairement à un différend au titre de la Partie V, où un droit doit être calculé), où il n'est pas nécessaire que le montant de l'avantage soit déterminé avec précision. Il suffit plutôt de démontrer l'existence d'un *certain* avantage. Dans un différend au titre de la Partie II, il faut uniquement établir l'existence d'un avantage au titre de l'article 1.1 b), et non la quantité de cet avantage. Le Groupe spécial initial a estimé qu'il n'était pas approprié d'imposer "l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V" aux différends relevant de la Partie III de l'*Accord* même lorsqu'une évaluation de l'"importance" de la subvention était

---

ses activités de prêt. [[ ]]. Pièce Bra-[[ ]] [[ ]].

[298] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92. *Voir aussi* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132 ("… Selon les termes mêmes de l'article 14 c), cette disposition s'applique uniquement "aux fins de la Partie V" de l'*Accord SMC* …"). Pour la position du Brésil sur l'interprétation correcte de l'article 14 c) dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 400 à 413; la déclaration orale du Brésil, paragraphes 193 à 208; la déclaration finale du Brésil, paragraphes 28 et 29; les réponses du Brésil du 6 mars aux questions, paragraphes 54 à 57; et les observations du Brésil du 16 mars aux réponses des États-Unis, paragraphes 120 à 122.

[299] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

[300] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1194

[301] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 1167.

nécessaire.[302] Il n'y a absolument aucune raison d'imposer "l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V …" dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord*, où *aucune* évaluation de l'"importance" de la subvention n'est nécessaire.[303]

231. Par ailleurs, les "circonstances factuelles"[304] dans la présente procédure au titre de la Partie II de l'*Accord SMC* sont telles qu'il n'est pas nécessaire de faire une "démonstration circonstanciée"[305], en utilisant des données concernant "les coûts et les commissions de prêts pris individuellement" ou "des prêts commerciaux comparables et leurs modalités".[306] Dans le présent différend, la preuve de l'existence d'un certain "avantage" peut être établie au titre de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* sans le type d'élément de preuve que les États-Unis exigent. Des groupes spéciaux ont déjà décidé à deux reprises que le type d'élément de preuve exigé par les États-Unis n'était pas nécessaire pour démontrer l'existence d'un avantage dans un différend au titre des Parties II et V de l'*Accord SMC* concernant des allégations présentées à l'encontre de garanties des pouvoirs publics.[307]

232. Dans sa réponse, le Brésil a démontré que même si "le point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage" était le "coût total des fonds" des transactions", il y avait suffisamment d'éléments de preuve dans le dossier, concernant notamment les "circonstances factuelles"[308] visées ici, pour prouver l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 14 c) de l'*Accord SMC*.

a. Le bénéficiaire d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 n'obtient pas de crédit

233. Même à supposer que les principes directeurs de l'article 14 soient pertinents pour un différend au titre de la Partie II de l'*Accord*, il n'est pas du tout évident que l'article 14 c) soit applicable dans le cas d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.

234. L'article 14 c) présuppose que "l'entreprise bénéficiaire de la garantie" est aussi l'entreprise qui emprunte des fonds et qui "paie sur le prêt". Toutefois, comme les États-Unis l'ont rappelé au Groupe spécial, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont accordées à l'exportateur des États-Unis et non à "l'entreprise" qui demande ou obtient un crédit et sont payées par l'exportateur et non par "l'entreprise".[309] L'avantage apporté à l'exportateur des États-Unis est dissociable et mesurable d'après le degré d'infériorité des commissions perçues au titre du GSM 102 par rapport aux points de repère pertinents.[310] Dans les faits, l'article 14 c) ne s'applique donc pas directement au GSM 102. Si, dans certaines circonstances, il est peut être approprié de suivre de manière rigide une approche fondée sur l'article 14 c), en l'espèce, cela masquerait un "avantage"

[302] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 1167.
[303] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 1167.
[304] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.
[305] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 80.
[306] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 137.
[307] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.189; rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.
[308] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.
[309] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 107.
[310] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 205 à 208; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 402 à 413.

important accordé à un exportateur des États-Unis et il s'ensuivrait que "les disciplines de l'*Accord SMC* relatives aux subventions … pourraient être affaibli[e]s ou tourné[e]s".[311]

b. Les débiteurs étrangers visés par le GSM 102 ne pourraient pas obtenir de crédit autrement

235. Le Groupe spécial *CE – DRAM* est convenu qu'une garantie des pouvoirs publics conférait un "avantage" en soi si, sans la garantie, le prêt commercial ne pouvait pas être obtenu.[312] Le Brésil a démontré, en utilisant des déclarations normatives officielles des pouvoirs publics des États-Unis concernant le GSM 102, que le programme permettait un financement qui ne pourrait pas être obtenu autrement sur le marché. Plus particulièrement, le règlement concernant le GSM 102 dispose que le GSM 102 sert "dans les cas où les institutions financières des États-Unis ne seraient pas disposées à fournir un financement sans une garantie de la CCC" et "dans les cas où la garantie est nécessaire pour assurer un financement des exportations".[313] Selon l'auto-évaluation du programme effectuée par le FAS de l'USDA, le programme est utilisé dans les cas où "les débiteurs présentent un trop grand risque pour le secteur privé, mais ont une capacité de remboursement modeste".[314] L'auto-évaluation effectuée par le FAS dit également du GSM 102 qu'il vise les pays qui ne sont "pas considérés comme ayant une cote élevée de solvabilité".[315]

236. En d'autres termes, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont utilisées dans les cas où il ne serait pas possible d'obtenir des prêts commerciaux selon quelques modalités que ce soit. Dans ces circonstances factuelles, comme dans l'affaire *CE – DRAM*, il n'est pas nécessaire de procéder à une évaluation quantitative au regard du critère énoncé à l'article 14 c) pour démontrer qu'un "avantage" est conféré à un débiteur étranger. Lorsque les déclarations normatives officielles des pouvoirs publics des États-Unis démontrent que les garanties de crédit à l'exportation GSM 102 permettent à des débiteurs étrangers d'obtenir un crédit qu'ils ne pourraient pas obtenir autrement, ces garanties de crédit à l'exportation, par définition, réduisent le "coût total des fonds"[316] de la transaction.

237. Des observateurs ont indiqué qu'il n'était pas possible d'obtenir les éléments de preuve demandés par les États-Unis pour l'application de leur approche rigide du "coût total des fonds" à l'article 14 c):

> Dans certains cas … il peut être difficile de déterminer le taux d'intérêt qui aurait été payé en l'absence de la garantie … surtout dans les cas où le programme en question

---

[311] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100.

[312] Rapport du Groupe spécial *CE – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.190.

[313] Pièce Bra-519 (7 C.F.R. § 1493.10(a)(2), GPO Access Online, January 2006, accessed July 2006 at http://www.gpoaccess.gov/cfr/index.html). (non souligné dans l'original)

[314] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.1, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (non souligné dans l'original)

[315] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.1, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (non souligné dans l'original) *Voir aussi id.*, section 2.1 ("Les programmes GSM 102/103 visent avant tout les pays qui n'ont pas une cote élevée de solvabilité (ICRAS, niveaux D et E).") (non souligné dans l'original) *Voir aus*si la pièce Bra-685 (USDA FAS publication, "Will you get paid for the sale you just made," p. 4, accessed March 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/LOANS.PDF) (qui cite une déclaration d'une banque des États-Unis selon laquelle "les programmes GSM nous aident à prendre en charge le financement des exportations de produits agricoles des États-Unis vers des marchés émergents, qui, sans la garantie de l'USDA, serait inaccessible pour la plupart des banques et des exportateurs".). (non souligné dans l'original)

[316] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

est mis en place pour régler une défaillance du marché ou dans les cas où le programme a remplacé un marché du secteur privé.[317]

Les taux d'intérêt perçus pour des "prêts commerciaux comparables" libellés en dollars EU, au sens de l'article 14 c), ne sont pas "observables" pour la simple raison que, selon la propre évaluation des États-Unis, ces prêts ne peuvent pas être obtenus. En dehors du contexte de la présente procédure, les États-Unis ont confirmé à maintes reprises que sans garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, les débiteurs étrangers ciblés *ne pourraient pas obtenir de crédits commerciaux.*

c. Les États-Unis reconnaissent que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 réduisent les coûts d'emprunt

238. Les déclarations normatives officielles faites par les pouvoirs publics des États-Unis en dehors du contexte de la présente procédure confirment que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 réduisent les coûts d'emprunt.

239. Le Groupe spécial de la mise en conformité se rappellera que, du point de vue d'une banque des États-Unis, l'existence d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 signifie que le débiteur étranger ne présente en substance aucun risque; l'existence d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 signifie que le débiteur étranger bénéficie de la même notation que les pouvoirs publics des États-Unis. Cela permet à la banque des États-Unis d'offrir au débiteur étranger des conditions de crédit meilleures que celles qu'elle offrirait ou pourrait offrir sans la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour la simple raison qu'une meilleure notation permet d'obtenir un prêt à un coût moins élevé.

240. Les déclarations normatives officielles des pouvoirs publics des États-Unis démontrent que c'est précisément ce qui se produit. Le FAS de l'USDA a indiqué que "ces programmes mett[aient] des crédits commerciaux à la disposition de marchés à risque plus élevé à un coût réduit".[318] En d'autres termes, les pouvoirs publics des États-Unis estiment que la banque des États-Unis transmet au débiteur étranger au moins une partie du coût d'emprunt réduit grâce à la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Dans d'autres publications, le FAS a confirmé que les banques des États-Unis transmettaient des avantages aux débiteurs étrangers.[319] Le plus grand participant au programme GSM, la CoBank, dit également que l'avantage apporté à un importateur consiste en de "meilleures conditions de financement!!!"[320] Comme la liste des banques des États-Unis agréées par

[317] Towe, Christopher M. "Government Contingent Liabilities and the Measurement of Fiscal Impact", IMF Working Paper, 1990. Ce document peut être consulté à l'adresse suivante: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=884863.

[318] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 1.2, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (non souligné dans l'original)

[319] *Voir* la pièce Bra-685 (USDA FAS publication, "Will you get paid for the sale you just made", p. 4, accessed March 2007 at http://www.fas.usda.gov/excredits/LOANS.PDF) (dans laquelle il est indiqué que l'avantage découlant des programmes de garantie du crédit à l'exportation est la capacité des banques étrangères de "partager les avantages tirés de délais plus longs et de taux plus bas" avec les importateurs; si la banque étrangère n'obtenait pas elle-même des taux bas de la banque des États-Unis, elle n'aurait rien à "partager" avec l'importateur).

[320] Pièce Bra-684 (CoBank presentation, p. 7, accessed March 2007 at http://www.cottoninc.com/2005EFSConferencePresentationsSingapore/FinancingUSACottonImportsUnderGSM/). Le diagramme fonctionnel de l'arrangement figurant à la page 11 de cette présentation confirme que la référence faite à "votre société" à la page 7 désigne l'importateur. Le Brésil fait observer que l'avis de la CoBank sur cette question est bien éclairé parce qu'elle détient "une part de 60 pour cent du marché des prêts GSM globalement". *Voir id.*, page 2.

la CCC est longue[321], si la banque des États-Unis ne transmet pas une partie de l'"avantage", le débiteur étranger s'adressera à une autre banque des États-Unis agréée par la CCC pour réaliser les économies permises par la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. (Même sans les déclarations normatives officielles qui sont mentionnées ci-dessus, des hypothèses similaires en matière de transmission ont été appliquées au Brésil dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*.[322])

d. Les commissions au titre du GSM 102 sont inférieures aux points de repère pertinents

241. Dans l'affaire *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, une affaire relevant de la Partie II de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial a conclu que lorsque les commissions perçues au titre de la garantie des pouvoirs publics n'étaient pas fondées sur le marché, on pouvait "supposer sans risque d'erreur" que la garantie des pouvoirs publics réduisait le coût du crédit commercial ou, selon les termes employés par les États-Unis, que la garantie réduisait le "coût total des fonds" de la transaction.[323] Le Groupe spécial n'a pas exigé que l'article 14 c) soit appliqué d'une manière rigide avec des éléments de preuve prouvant que le coût total des fonds avait été effectivement réduit par des garanties à faible coût.

242. Dans la présente procédure, le Brésil a démontré, pour chaque pays et chaque échéance, que les commissions perçues au titre du GSM 102 étaient fortement inférieures aux commissions perçues pour des produits similaires offerts par l'ExIm Bank des États-Unis.[324] Contrairement à la comparaison que les États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité d'exiger, l'exercice mené par le Brésil concernant l'ExIm Bank a permis d'identifier des instruments financiers dont les caractéristiques ressemblaient dans toute la mesure du possible à celles des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, tant sur le plan de la structure des prêts garantis que des effets de la couverture. Les commissions perçues pour ces instruments pouvaient être calculées d'une manière transparente et les paramètres de ce calcul pouvaient être fixés de telle sorte qu'il existe un parallèle exact avec les caractéristiques des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Le Groupe spécial ainsi que les États-Unis et tout autre observateur peuvent reproduire facilement la comparaison effectuée par le Brésil sans qu'il soit nécessaire de distribuer des questionnaires en matière de droits compensateurs ou de mener des vérifications.

243. Pour un certain nombre de raisons, la comparaison effectuée par le Brésil concernant l'ExIm Bank est probablement trop généreuse à l'égard des États-Unis.[325] Cependant, elle donne un point de référence utile au Groupe spécial pour évaluer l'avantage apporté aux exportateurs des États-Unis par les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. Pour que ce point de référence soit utile, il n'est pas nécessaire, comme les États-Unis l'affirment curieusement, que le Groupe spécial "suppose[] que les garanties de l'ExIm Bank sont accordées à des taux inférieurs à

[321] *Voir* pièce Bra-525 ("U.S. Financial Institutions Approved To Be Assignees Under CCC's Export Programs," USDA FAS Online, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/USbanks.html).

[322] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphe 5.31 (note de bas de page 44) ("Aucune des deux parties n'a donné à entendre que les prêteurs ne pourraient pas, vis-à-vis de l'offre de soutien au titre du PROEX III, proposer des conditions améliorées pour les crédits à l'exportation accordés aux acheteurs d'aéronefs régionaux brésiliens. Nous considérons qu'il est très peu probable que les prêteurs ne répercutent pas au moins une partie des versements au titre du PROEX III sous la forme de conditions de crédit améliorées. Sinon, les emprunteurs pourraient tout simplement opter pour d'autres organismes de prêt.").

[323] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[324] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 381 à 406. *Voir aussi id.*, annexes III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram) et IV (méthode de comparaison entre les commissions perçues au titre du GSM 102 et les commissions perçues pour les produits de l'ExIm Bank), et les pièces Bra-536 et 537.

[325] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 382 à 385, 389, 391 et 392, et les annexes III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram, paragraphes 17 à 24) et IV (méthode de comparaison entre les commissions perçues au titre du GSM 102 et les commissions perçues pour les produits de l'ExIm Bank, paragraphes 6 à 8 et 10 à 12).

ceux du marché".[326] Aux fins de la présente procédure, le Groupe spécial peut supposer que les produits de l'ExIm Bank utilisés dans la comparaison effectuée par le Brésil sont conformes au marché.[327]

244. Selon l'interprétation de l'article 14 c) faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois d'œuvre résineux IV*[328], et par les Groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*[329] et *CE – DRAM*[330], la comparaison concernant les commissions perçues par l'ExIm Bank est suffisante pour libérer le Brésil de la charge qui lui incombe dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*.

245. La conclusion formulée par les Groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs* et *CE – DRAM*, selon laquelle la perception de commissions de garanties inférieures à celles du marché se traduit par des coûts moins élevés pour l'obtention d'un crédit commercial et, donc, un coût total des fonds moins élevé, repose sur des principes élémentaires d'économie financière. La position des États-Unis – selon laquelle la perception de commissions inférieures à celles du marché au titre du GSM 102 pourrait ne pas se traduire par des coûts moins élevés pour l'obtention d'un crédit commercial – va à l'encontre de ces principes élémentaires d'économie financière. Le Brésil explique ci-dessous l'absurdité de la position des États-Unis.

246. Le Groupe spécial se rappellera que, selon les États-Unis, dans un différend mettant en cause des garanties des pouvoirs publics, le plaignant doit prouver que le coût total de financement, y compris les primes et les intérêts perçus au titre d'un prêt garanti, est inférieur au coût total de financement i) avec une garantie commerciale ou ii) sans la moindre garantie.

247. S'agissant de la première de ces deux situations, les États-Unis font valoir, en substance, que l'intérêt perçu par le prêteur sur un prêt garanti par les pouvoirs publics des États-Unis pourrait être plus élevé que l'intérêt qu'il perçoit sur un prêt garanti par une entreprise commerciale. Ainsi, pour que l'argument des États-Unis soit fondé, une faible prime perçue par les pouvoirs publics doit être compensée par des frais de prêt plus élevés, comme le montre le tableau ci-dessous:

	Garantie de la CCC	Garantie commerciale
Prime	5	15
Intérêts	95	85
Coût total	100	100

[326] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 41, paragraphe 145.

[327] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 183. En ce qui concerne le paragraphe 146 des observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 41, si les États-Unis ont estimé que, en procédant à sa comparaison avec l'ExIm Bank, le Brésil avait défini des points de référence en utilisant les instruments "dont les commissions [étaient] les plus élevées", ils ont eu de nombreuses possibilités au cours du présent différend, après la première communication écrite du Brésil, de proposer des instruments comparables dont les commissions étaient moins élevées. Bien que les États-Unis prétendent le contraire, cette situation n'est pas propre à la présente procédure; un Membre défendeur est toujours libre de contester le caractère représentatif d'un instrument servant de point de repère s'il est prêt à assumer la charge de le faire et s'il le fait dans les délais prescrits par les procédures de travail d'un groupe spécial.

[328] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois d'œuvre résineux IV*, paragraphe 92.

[329] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[330] Rapport du Groupe spécial *CE – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.189 ("[s]i le montant perçu par les pouvoirs publics pour la garantie est inférieur à celui du marché compte tenu des circonstances spécifiques, un avantage est conféré au bénéficiaire.").

248. Dans cet exemple, des emprunteurs se trouvant dans une situation identique obtiennent des garanties similaires, l'une des pouvoirs publics des États-Unis et l'autre d'une entité commerciale. À l'aide de ces garanties, des fonds sont empruntés à la même banque commerciale aux mêmes conditions, à l'exception des intérêts. La garantie des pouvoirs publics des États-Unis est nettement moins chère que la garantie commerciale. Il s'ensuit que, pour que le coût total des fonds soit le même, la banque prêteuse doit percevoir des intérêts *plus élevés* pour un prêt garanti par les pouvoirs publics des États-Unis que pour un prêt garanti par une entité commerciale.

249. C'est là un argument absurde puisque, quelle que soit la notation du garant commercial, un prêt garanti par les pouvoirs publics des États-Unis présentera toujours un risque moins élevé pour la banque prêteuse – la banque des États-Unis dans le scénario concernant le GSM 102. De ce fait, cette banque appliquera inévitablement au débiteur étranger des frais réduits sur un prêt qui présente un risque moins élevé. Comme il est indiqué ci-dessus, si la banque ne le fait pas, le débiteur étranger choisira simplement un autre prêteur pour réaliser les économies permises par la garantie des pouvoirs publics (tout au moins en ce qui concerne le GSM 102 pour lequel il existe une longue liste de banques des États-Unis agréées par la CCC[331]). Ainsi, si la garantie des pouvoirs publics des États-Unis est vendue à un prix meilleur que celui du marché, le coût total de financement du prêt garanti sera aussi presque certainement meilleur que celui du marché.[332]

250. On peut mettre en évidence l'existence d'un avantage dans la seconde situation mentionnée ci-dessus, le cas où il n'y a pas de garantie, en *supposant* que les garanties de l'ExIm Bank ne confèrent *pas* d'avantages au titre de l'article 14 c) parce qu'elles sont vendues à leur valeur "marchande" et ne changent pas le coût total des fonds – en d'autres termes, les commissions perçues par l'ExIm Bank annulent exactement les intérêts économisés du fait de la garantie de l'ExIm Bank.[333]

251. Selon cette hypothèse généreuse, les coûts de financement dans la situation "pas de garantie" sont la somme de la prime de l'ExIm Bank et de l'intérêt perçu par la banque prêteuse sur un prêt garanti par l'ExIm Bank. Comme les garanties de la CCC et de l'ExIm Bank sont toutes deux accordées par les pouvoirs publics des États-Unis, le risque que représente pour la banque prêteuse des prêts garantis par chacune de ces garanties est identique, et les intérêts perçus sur les prêts seraient également identiques.

252. Comme les commissions perçues au titre du GSM 102 sont nettement inférieures aux commissions perçues par l'ExIm Bank et comme les intérêts perçus sur des prêts garantis par ces deux garanties sont les mêmes, le coût total des fonds d'une transaction garantie par la CCC doit être inférieur au coût total des fonds d'une transaction garantie par l'ExIm Bank. À supposer que les commissions perçues par l'ExIm Bank soient égales au point de repère prévu à l'article 14 c), le coût total des fonds d'une transaction garantie par la CCC doit également être inférieur au coût des fonds d'une transaction sans aucune garantie, comme le montre le tableau ci-dessous:

---

[331] *Voir* la pièce Bra-525 ("U.S. Financial Institutions Approved To Be Assignees Under CCC's Export Programs," USDA FAS Online, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/USbanks.html).

[332] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (21:5 II)*, paragraphe 5.31 (note de bas de page 44) ("Aucune des deux parties n'a donné à entendre que les prêteurs ne pourraient pas, vis-à-vis de l'offre de soutien au titre du PROEX III, proposer des conditions améliorées pour les crédits à l'exportation accordés aux acheteurs d'aéronefs régionaux brésiliens. Nous considérons qu'il est très peu probable que les prêteurs ne répercutent pas au moins une partie des versements au titre du PROEX III sous la forme de conditions de crédit améliorées. Sinon, les emprunteurs pourraient tout simplement opter pour d'autres organismes de prêt.").

[333] En ce qui concerne les paragraphes 145 et 146 des observations des États-Unis du 16 mars sur les réponses du Brésil aux questions, le Brésil fait observer que les résultats de son analyse ne changeraient pas même si les garanties de l'ExIm Bank étaient accordées *aux* taux du marché, et *non* à des taux *inférieurs* à ceux du marché. Comme il est indiqué dans la première communication écrite du Brésil, cette hypothèse est probablement trop généreuse à l'égard des États-Unis.

	Garantie de la CCC	Garantie de l'ExIm Bank	Pas de garantie
Prime	5	15	0
Frais d'intérêt	85	85	100
Coût Total	90	100	100

253. C'est ce qui explique pourquoi les groupes spéciaux antérieurs ont estimé que les commissions perçues au titre de garanties étaient un point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage", sans procéder à un examen du "coût total des fonds". Pour ces raisons, "on peut supposer sans risque d'erreur" qu'une garantie des pouvoirs publics réduit le coût d'un crédit commercial ou, selon les termes employés par les États-Unis, que la garantie réduit le "coût total des fonds" d'une transaction[334], dans les cas où le Brésil a démontré que les commissions perçues au titre du GSM 102 étaient inférieures aux points de repère pertinents.

e. Les délais de remboursement au titre du GSM 102 sont inférieurs à ceux du marché

254. Selon la jurisprudence pertinente, lorsque les commissions perçues au titre de garanties des pouvoirs publics ne sont pas conformes au marché, on peut "supposer sans risque d'erreur" que la garantie des pouvoirs publics réduit le coût du crédit commercial.[335] Ce principe peut être étendu à d'autres éléments d'une garantie des pouvoirs publics qui sont inférieurs à ceux du marché, comme les délais de remboursement.

255. L'avantage découlant d'un instrument financier doit être évalué non seulement au regard des taux d'intérêt ou des commissions mais aussi au regard des délais de remboursement accordés à l'emprunteur pour assurer le service de sa dette. Comme le Brésil l'a indiqué dans sa première communication écrite, même les autres entités gouvernementales des États-Unis n'offrent pas d'instruments de protection du crédit pour les transactions à l'exportation de produits agricoles qui comportent des échéances dépassant 180 jours ou, exceptionnellement, 360 jours.[336] En revanche, on peut obtenir des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour des transactions à l'exportation de produits agricoles qui comportent des délais de remboursement qui peuvent aller jusqu'à trois ans.[337]

256. Cette différence entraîne un avantage considérable par rapport au marché. Le Président du conseil d'administration de la CoBank a témoigné devant le Congrès que l'échéance de trois ans dans le cadre du GSM 102 "[était] essentielle au succès du programme," et que le programme "prévo[yait] des échéances qu'on ne [pouvait] généralement pas obtenir sur le marché et cela constituait une des principales forces du programme".[338] Sans le GSM 102, il serait impossible d'obtenir des délais de remboursement aussi longs même si l'exportateur des États-Unis se tournait vers l'ExIm Bank pour obtenir une protection similaire (auquel cas, bien entendu, cet exportateur serait également tenu d'acquitter des commissions beaucoup plus élevées).

257. Outre les éléments de preuve concernant l'insuffisance des commissions perçues au titre du GSM 102, les délais de remboursement inférieurs à ceux du marché prévus par le GSM 102 donnent

[334] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.
[335] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.
[336] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 391 et 392. *Voir* aussi la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 434 à 436.
[337] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 334 et 355.
[338] *Voir* la pièce Bra-528 ("GSM Programs Benefit U.S. Agriculture and the Rural Economy." Testimony of Otis Molz, Chairman of the Board of CoBank, to the U.S. Senate Committee on Agriculture, Nutrition and Forestry, 18 July 2000 (non souligné dans l'original), accessed November 2006 at http://agriculture.senate.gov/Hearings/Hearings_2000/Untitled/00718mol.htm).

d'autres motifs au Groupe spécial pour conclure qu'on "peut supposer sans risque d'erreur"[339] que le GSM 102 réduit le coût du crédit commercial ou, selon les termes employés par les États-Unis, qu'il réduit le "coût total des fonds" d'une transaction.

f. Les commissions perçues au titre du GSM 102 sont insuffisantes pour couvrir les frais à longue échéance

258. Encore une fois, comme il est indiqué ci-dessus, selon la jurisprudence, lorsque les commissions perçues au titre d'une garantie des pouvoirs publics ne sont pas conformes au marché, on "peut supposer sans risque d'erreur" que la garantie des pouvoirs publics réduit le coût du crédit commercial.[340] Dans la présente procédure, on peut d'autant plus faire cette supposition sans risque d'erreur que le dossier comprend de nombreux éléments de preuve démontrant que les commissions perçues au titre du GSM 102 ne sont même pas suffisamment élevées pour couvrir, à longue échéance, les frais du programme.

259. À titre d'exemple, le dossier comprend des éléments de preuve indiquant que les commissions perçues au titre du GSM 102 sont inférieures aux taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (l'"Arrangement") de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'"OCDE")[341], auquel les États-Unis sont un participant.[342] Citant le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation, l'OCDE explique que les taux de référence énoncés dans l'Arrangement, y compris les taux de primes minimums, sont établis pour "veiller à ce que les Participants à l'Arrangement perçoivent, en plus des taux d'intérêt, des primes … qui ne soient pas insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme liées à la fourniture des crédits à l'exportation".[343] Les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement sont en moyenne 106 pour cent plus élevés que les commissions perçues au titre du GSM 102, ce qui signifie que les commissions perçues au titre du GSM 102 sont remarquablement "insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme liées à la fourniture des crédits à l'exportation".

260. Ce fait est non seulement pertinent pour l'évaluation du GSM 102 au titre du point j). Il est aussi pertinent pour la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 confèrent des avantages. Le Groupe spécial se rappellera que la CCC emprunte au Trésor des États-Unis et est assuré de sa bonne foi et de son crédit.[344] De ce fait, il jouit d'un coût des fonds sensiblement inférieur à celui qui est supporté par une institution financière soumise aux lois du marché. Pourtant, comme l'analyse de l'OCDE sur les taux de primes minimums le démontre, les commissions perçues au titre du GSM 102 ne sont même pas suffisamment élevées pour que la CCC

[339] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.
[340] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.
[341] Pièce Bra-546 (document de l'OCDE TD/PG(2005)38/FINAL, 5 décembre 2005, Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public – Révision 2005, consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://webdomino1.oecd.org/olis/2005doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/23013c0293535d25c12570cf003e35ed/$FILE/JT00195596.PDF).
[342] *Voir* les pièces Bra-548 et Bra-549. *Voir aussi* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 438 à 440.
[343] Pièce Bra-547 (document de l'OCDE TD/PG(2004)10/FINAL, 6 juillet 2004, paragraphe premier, Primes et conditions connexes: Explication des règles relatives aux primes énoncées dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (ensemble Knaepen), consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://webdomino1.oecd.org/olis/2004doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/a2c08162302d3415c1256ec9003919f1/$FILE/JT00176821.PDF).
[344] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.858.

tire un "profit" du faible coût des fonds dont elle jouit en tant qu'organisme public des États-Unis assuré de la bonne foi et du crédit du Trésor des États-Unis.[345]

261. Pour survivre à longue échéance, une entité soumise aux lois du marché devrait percevoir des commissions suffisamment élevées pour faire plus que parvenir à l'équilibre – il lui faudrait réaliser un profit sur des frais plus élevés que ceux auxquels fait face le GSM 102, et le profit devrait offrir un rendement suffisant pour attirer les capitaux d'investisseurs. La preuve que les commissions perçues au titre du GSM 102 sont trop basses pour couvrir à longue échéance la base de frais déjà bas des pouvoirs publics des États-Unis constitue une preuve de plus que ces commissions sont également inférieures à celles du marché.

262. Le Brésil a également présenté d'autres éléments de preuve concernant le fait que le GSM 102 ne couvrait pas ses frais à longue échéance. En particulier, le Brésil prend note de l'évaluation prospective effectuée par la CCC du montant à hauteur duquel les frais et pertes relatifs aux "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 nouvellement émises pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008 dépasseront, à longue échéance, les commissions, les pénalités et les recouvrements.[346] Sur la base de la même méthode, la CCC a conclu dans ses états financiers pour 2006 qu'elle prévoyait de subir une perte nette de 220 millions de dollars EU au moment de la liquidation des garanties de crédit à l'exportation en cours au 31 septembre 2006.[347] Le Groupe spécial initial s'est fondé sur les mêmes éléments de preuve pour une période antérieure.[348]

g. Conclusion

263. En conclusion, le Brésil a l'honneur de faire observer qu'il serait contraire au texte de l'article 14 de l'*Accord SMC*, tel que l'ont interprété l'Organe d'appel et deux groupes spéciaux, ainsi qu'au rejet par le Groupe spécial initial des tentatives des États-Unis de transposer "l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V" dans d'autres parties de l'Accord SMC[349], de "souscrire à l'avis des États-Unis selon lequel le point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage" est le "coût total des fonds" des transactions"[350], sans tenir compte des "circonstances factuelles"[351] en cause. Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés antérieurement suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec le règlement d'un différend.[352]

264. Si le Groupe spécial de la mise en conformité adopte néanmoins une interprétation "rigide"[353] de l'article 14 c) qui intègre l'approche du "coût total des fonds" prônée par les États-Unis pour déterminer le montant précis de l'"avantage" conféré, le Brésil estime que, conformément à son devoir de procéder à une évaluation objective de la question et d'aider les parties à arriver à une solution positive du présent différend[354], le Groupe spécial devrait formuler des constatations de fait concernant les diverses "circonstances factuelles"[355] indiquées par le Brésil dans la présente procédure et résumées ci-dessus, y compris des constatations de fait concernant la comparaison avec

[345] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.857 et 7.858.
[346] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437. *Voir aussi* la pièce US-71.
[347] Pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2005 and 2006, Report No. 06401-21-FM, November 2006).
[348] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.842, 7.843 et 7.855.
[349] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 1167.
[350] Question n° 100 du Groupe spécial.
[351] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.
[352] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.
[353] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.
[354] *Voir* les articles 3:7 et 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
[355] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

l'ExIm Bank effectuée par le Brésil. En cas d'appel, cela permettrait à l'Organe d'appel de compléter l'analyse s'il infirmait une interprétation erronée de l'article 14 c).

101. Le Brésil fait valoir que "lorsque des garanties sont réservées aux cas où aucun crédit ne pourrait être obtenu autrement, il n'existe pas de "prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics" au sens de l'article 14 c) de l'Accord SMC". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 375) Le Groupe spécial croit comprendre que cet argument du Brésil est axé sur le débiteur étranger. Le Brésil indique ailleurs que, dans la présente procédure, il s'intéresse avant tout à l'avantage accordé à l'exportateur des États-Unis (commissions). Ces deux arguments sont-ils contradictoires?

265. Les arguments présentés par le Brésil et mentionnés par le Groupe spécial de la mise en conformité ne sont pas contradictoires. Le Brésil a satisfait de plusieurs manières à l'élément "subvention à l'exportation" de son allégation au titre de l'article 10.2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme il est indiqué dans la réponse du Brésil à la question n° 95 et dans la question du Groupe spécial, toutefois, le Brésil "s'intéresse avant tout" à l'avantage conféré par le GSM 102 aux exportateurs des États-Unis, et la plupart de ses éléments de preuve sur cet élément de son allégation portent sur cet avantage. Cela dit, comme il est indiqué dans sa réponse à la question n° 100, le Brésil a également présenté des éléments de preuve démontrant qu'un avantage était conféré aux débiteurs étrangers. Ces arguments traitent des différents avantages qui découlent d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 et ils ne se contredisent pas ni ne se compromettent l'un l'autre. En ce sens, ils ne sont pas "en opposition".

4. Point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux deux parties

102. À votre avis, qu'est-ce qui explique les résultats différents obtenus par les deux méthodes prônées, d'une part, par les États-Unis, aux paragraphes 87 à 89 de leur première communication écrite et, d'autre part, par le Brésil, dans la pièce Bra-613 (mis à part la critique formulée par les États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas tenu compte des recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans ses calculs selon la méthode comptable fondée sur les liquidités, dont le Groupe spécial est déjà au courant)?

266. La méthode utilisée dans la pièce Bra-613 est une méthode comptable rétrospective fondée sur les liquidités. Bien que le point de départ de la méthode utilisée pour arriver aux résultats figurant aux paragraphes 87 à 89 de la première communication écrite des États-Unis soit une prévision prospective des résultats futurs exprimés en valeur actuelle, l'application de réestimations a pour effet de transformer le processus en méthode comptable rétrospective fondée sur les liquidités.

267. La différence entre les résultats est probablement due au fait que la pièce Bra-613 suit l'évolution des résultats relatifs aux liquidités pour l'ensemble du portefeuille de garanties de crédit à l'exportation pendant chaque exercice budgétaire (en d'autres termes, les résultats relatifs aux liquidités pour toutes les garanties de crédit à l'exportation émises après 1991 sont combinés), tandis que les données figurant aux paragraphes 87 à 89 de la première communication écrite des États-Unis donnent des résultats ventilés pour chaque cohorte.

268. En principe, l'application de réestimations aux estimations initiales de résultats à longue échéance pour la cohorte de garanties de crédits à l'exportation réellement émises pendant une année donnée devrait finalement concorder avec les résultats fondés sur les liquidités. Toutefois, cela se produira uniquement si toutes les cohortes visées par l'analyse sont closes parce que même si les réestimations sont censées ""t[enir] compte de tous les facteurs susceptibles d'avoir affecté l'estimation de chaque composante du flux de liquidités, y compris les versements anticipés, les

défauts de paiement, les arriérés et les recouvrements", dans la mesure où ces facteurs ont changé depuis que l'estimation initiale a été faite"[356], elles ne sont pas définitives tant que la cohorte n'est pas "close". Seulement deux des cohortes incluses dans le graphique figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis étaient closes au moment du dépôt (1994 et 1995). Les données correspondant aux 12 cohortes ouvertes restantes ne sont pas fondées sur les résultats définitifs relatifs aux liquidités mais continuent, en particulier pour les cohortes les plus récentes, de correspondre à une prévision prospective des résultats futurs exprimés en valeur actuelle.

269. Comme dans la procédure initiale, les États-Unis font valoir au Groupe spécial de la mise en conformité que chaque cohorte dégagera finalement un bénéfice une fois que les réestimations définitives seront effectuées, que la cohorte sera close et que les résultats relatifs aux liquidités par cohorte seront effectivement affichés. Cet argument a été rejeté dans la procédure initiale. Comme il ressort de la procédure initiale, toutes les cohortes (y compris certaines cohortes relativement "anciennes", comme celles de 1997 et de 1998) ne dégagent pas actuellement de bénéfice.[357] En fait, six des 14 cohortes suivies par les États-Unis ne dégagent pas de bénéfice. Comme le Groupe spécial l'a indiqué, les éléments de preuve n'établissent pas "que les réestimations par cohorte dans le temps ne donneront pas nécessairement lieu à un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis".[358]

270. Par ailleurs, les états financiers de la CCC pour 2006, qui ont été vérifiés par le cabinet comptable international KPMG LLP, vont à l'encontre de la position des États-Unis. Employant la même méthode de la valeur actuelle nette que celle qui a été utilisée pour produire les données concernant les estimations et les réestimations figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis, la CCC a conclu dans ses états financiers pour 2006 qu'elle prévoyait de subir une perte nette de 220 millions de dollars EU au moment de la liquidation des garanties de crédit à l'exportation en cours au 31 septembre 2006.[359]

103. Dans quelle mesure les éléments de preuve relatifs aux garanties émises au titre des trois programmes (GSM 102, GSM 103 et SCGP) conformément à l'ancien barème des commissions sont-ils pertinents pour l'analyse au regard du point j) du programme GSM 102 révisé faite par le Groupe spécial?

271. Le Brésil estime que les éléments de preuve relatifs au rendement antérieur des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC sont d'une pertinence limitée pour évaluer le caractère satisfaisant du barème des commissions modifié du GSM 102. En l'espèce, les éléments de preuve concernant la structure et la conception du programme GSM 102 ainsi que les évaluations prospectives ou tournées vers l'avenir des résultats du seul programme GSM 102, sont particulièrement importants.

272. À cet égard, le Brésil rappelle la prévision de la CCC selon laquelle les "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007 (et donc conformément au barème des commissions modifié du GSM 102) subiront des pertes à longue échéance. Plus particulièrement, utilisant la méthode de la valeur actuelle nette prescrite par la Loi fédérale sur la réforme du crédit, la CCC prévoit des pertes de 125 millions et de 114 millions de dollars EU, respectivement, pour les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007 (avant la prise en compte des coûts d'administration du programme); ces pertes prévues représentaient 5,05 pour cent de la valeur des garanties de crédit à

[356] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.
[357] *Voir* le graphique figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis.
[358] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.853 (et note de bas de page 1028).
[359] Pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2005 and 2006, Report No. 06401-21-FM, November 2006).

l'exportation au titre du GSM 102 devant être émises pendant l'exercice budgétaire 2006, et 4,48 pour cent de la valeur des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 devant être émises pendant l'exercice budgétaire 2007.[360]

273. Ces éléments de preuve sont propres au GSM 102. Le calcul de la valeur actuelle nette énoncé dans la Loi fédérale sur la réforme du crédit qui a été utilisé pour établir ces prévisions concernant les pertes au titre des garanties de crédit à l'exportation réellement émises pendant une année déterminée est primordial, que des réestimations soient ou non faites dans le temps. La législation des États-Unis exige que des prévisions de la valeur actuelle nette soient établies car elles "mesure[nt] de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux" par rapport à la méthode comptable basée sur les liquidités.[361]

274. Le Brésil a présenté d'autres éléments de preuve, utilisant la méthode de la valeur actuelle nette et la méthode comptable fondée sur les liquidités, qui ne se limitent pas au GSM 102. Bien que ces analyses comprennent des données relatives au GSM 103 et au SCGP, la contribution de ces deux programmes n'est pas susceptible de changer les résultats; le Groupe spécial se rappellera qu'au 1er juillet 2005, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 représentaient 93 pour cent de toutes les garanties de crédit à l'exportation de la CCC en cours.[362]

275. Dans la première de ces analyses, le Brésil s'est référé aux états financiers de la CCC pour 2006 (vérifiés par le cabinet comptable international KPMG LLP) qui démontraient que la CCC ne prévoyait pas couvrir les frais et les pertes des programmes de garantie du crédit à l'exportation pour toutes les cohortes de garanties de crédit à l'exportation en cours qui avaient été émises depuis la mise en place de la méthode comptable prévue par la Loi fédérale sur la réforme du crédit. La CCC a conclu dans ses états financiers pour 2006 qu'elle prévoyait subir une perte nette de 220 millions de dollars EU au moment de la liquidation des garanties de crédit à l'exportation en cours au 31 septembre 2006.[363] Le Brésil rappelle que le Groupe spécial initial a utilisé les chiffres comparables provenant des états financiers antérieurs de la CCC pour étayer sa constatation selon laquelle les programmes de garantie du crédit à l'exportation satisfaisaient aux termes du point j).[364] En somme, ce programme n'est pas "rentable".

276. Dans une deuxième analyse, le Brésil a utilisé les résultats relatifs aux liquidités obtenus par les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP pour démontrer que les programmes ne parvenaient pas à l'équilibre. Comme le montre la pièce Bra-613, le Brésil a reproduit l'approche sur laquelle s'est fondé le Groupe spécial initial en actualisant les résultats de sa méthode comptable fondée sur les liquidités pour inclure les données des exercices budgétaires 2003-2005. Il ressort de cette analyse qu'au cours des exercices budgétaires 1993-2005, les recettes des programmes se sont élevées à 2,9 milliards de dollars EU tandis que les dépenses se sont élevées à 3,6 milliards de dollars EU, soit une perte nette de plus de 689 millions de dollars EU. Ces chiffres montrent que sur le plan du rendement antérieur, les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC ne sont pas parvenus à l'équilibre à longue échéance.

277. En dépit de leur pertinence directe limitée, ces données semblent indiquer qu'un barème révisé au titre duquel les commissions ont augmenté de 46 pour cent[365] tout en étant encore inférieures au plafond de 1 pour cent prescrit par la loi ne permettra probablement pas aux programmes de

[360] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437.
[361] Pièce Bra-545 (2 U.S.C. § 661(1)).
[362] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 14 et 15, et la première communication écrite du Brésil, paragraphe 339.
[363] Pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2005 and 2006, Report No. 06401-21-FM, November 2006).
[364] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.855.
[365] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 7 et 74.

parvenir à l'équilibre à longue échéance et encore moins de devenir l'activité rentable alléguée par les États-Unis.

278. Un exercice simple démontre cette conclusion. Si les chiffres figurant dans la colonne "Primes perçues" de la pièce Bra-613 étaient remplacés par les mêmes chiffres *multipliés par 1,46* (pour tenir compte de l'augmentation moyenne des commissions de 46 pour cent mise en œuvre par les mesures prises par les États-Unis pour se conformer, comme l'affirment ces derniers), il en résulterait tout de même une perte nette de plus de 574 millions de dollars EU. Si on utilisait plutôt l'augmentation pondérée en fonction des échanges de 23 pour cent calculée par les États-Unis[366], la perte nette serait d'environ 632 millions de dollars EU.[367] Ces chiffres ne sont pas très différents des pertes subies avec les commissions réellement perçues au cours de la période visée par la pièce Bra-613.

104. Une commission fondée sur le risque doit-elle nécessairement tenir compte du risque débiteur étranger? Veuillez exposer votre point de vue et fournir des éléments pertinents à l'appui. Le risque débiteur étranger peut-il être traité différemment du risque pays à cet égard et, dans l'affirmative, pourquoi?

279. Comme il est indiqué aux paragraphes 496 à 498 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, dès lors que le débiteur étranger a une notation inférieure à la notation du risque souverain, les commissions perçues au titre du GSM 102 pour une transaction impliquant ce débiteur étranger devrait inclure une prime supérieure à celle qui est associée au risque pays. Le Brésil fait observer qu'aucune des banques étrangères agréées par la CCC ne jouit d'une notation supérieure à la notation du risque souverain.[368] De ce fait, non seulement le risque débiteur étranger "peut ... être traité différemment du risque pays," comme il est indiqué dans la question du Groupe spécial, mais il doit être traité comme s'ajoutant au risque pays.

280. Les banques commerciales ne pourraient pas se permettre de faire abstraction de ces risques lorsqu'elles établissent la structure des commissions perçues pour leurs produits. Le Brésil fait observer que même l'ExIm Bank – un autre organisme public des États-Unis – prend le coût de ce facteur de risque additionnel en considération, comme le montre la "majoration pour risque de transaction" incluse dans son calculateur de commissions.[369] En revanche, tout risque additionnel associé à une notation inférieure à la notation du risque souverain pour un débiteur étranger donné n'entraîne pas une majoration additionnelle de la commission perçue au titre du GSM 102. En conséquence, le GSM 102 n'est pas structuré ou conçu de façon à tenir pleinement compte des risques que comportent les transactions soutenues par le GSM 102 ou, en définitive, à couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes de ce programme.

281. Les États-Unis font valoir qu'ils peuvent tenir pleinement compte des risques associés à certains débiteurs étrangers en appliquant des limites de l'exposition aux risques dans le cadre du

---

[366] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 7 et 74.

[367] Pièce Bra-687 (Cash Basis Accounting Worksheet). Le montant corrigé de 21 millions de dollars EU pour les primes perçues pendant l'exercice budgétaire 2005 est utilisé dans ces calculs. *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 96, note de bas de page 145.

[368] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 416 et pièce Bra-540 (Standard and Poor's Credit Ratings).

[369] *Voir* http://www.exim.gov/tools/fee_calc.cfm. *Voir aussi* http://www.exim.gov/tools/calchelp.cfm, qui comprend une explication du champ "majoration pour risque de transaction" selon laquelle la majoration pour risque de transaction zéro s'applique "1) aux majorations pour transactions comportant un risque souverain; et 2) à toute transaction (publique ou privée) ne comportant pas un risque souverain qui est réputée ne pas présenter un risque supérieur au risque souverain dans un pays donné. Les majorations pour risque de transaction des niveaux 1 à 5 s'appliquent à toutes les autres transactions (publiques ou privées) ne comportant pas de risque souverain."

GSM 102 pour chaque débiteur étranger[370] mais ils ne fournissent aucun élément de preuve pour indiquer la manière dont ils le font. Le peu qu'ils fournissent n'est pas encourageant. Les États-Unis évoquent "**la** notation du risque non souverain du pays [d'une banque étrangère]".[371] Ces mots semblent indiquer que lorsqu'elle établit des limites de l'exposition aux risques, la CCC ne tient pas compte des différences entre les notations de débiteurs étrangers non souverains dans un pays donné et qu'elle applique plutôt une notation unique ("**la** … notation ") à tous les débiteurs étrangers non souverains dans ce pays.

282. En tout état de cause, le contrôle des risques liés à l'emprunteur par le seul biais de limites de l'exposition aux risques, et non pas aussi par le bais de commissions, est insuffisant même si les limites de l'exposition aux risques sont appliquées correctement. Une gestion budgétaire prudente oblige les banques commerciales à tenir compte de risques liés à l'emprunteur variables non seulement au moyen de limites de l'exposition aux risques mais *aussi* au moyen de commissions. En d'autres termes, la gestion des risques exige d'une banque commerciale qu'elle adopte les deux stratégies; l'une ne peut se substituer à l'autre, comme les États-Unis l'affirment. Les prêteurs commerciaux doivent contrôler leur exposition aux concentrations de risques (en d'autres termes, ils doivent diversifier leurs activités de prêt) en utilisant des limites de l'exposition aux risques *et*, parallèlement, ils doivent fixer avec exactitude le prix de tous les risques applicables aux engagements qu'ils prennent.[372] Une des principales lacunes du programme GSM 102 tient au fait que les commissions de garanties ne sont pas ajustées pour tenir compte de risques importants; la diversification du portefeuille de garanties dont les prix ont été fixés avec inexactitude ne remédie pas à ce fait. Le fait que la CCC ne tient pas compte du risque lié à un débiteur étranger donné pour établir les commissions perçues au titre du GSM 102 fait que son barème de commissions n'est pas vraiment "fondé sur le risque" et n'est pas conçu pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme, indépendamment de ses mesures de diversification fondées sur l'exposition au risque.

105. Quelles considérations doivent guider le Groupe spécial pour décider d'accepter ou de refuser de nouveaux éléments de preuve ou arguments concernant des questions qui ont été examinées par le Groupe spécial initial? Veuillez répondre compte tenu de ce qui suit:

a. Le Groupe spécial initial a constaté que les estimations initiales des subventions, si elles ne représentaient pas des chiffres "réels", constituaient néanmoins une mesure fiable de l'évaluation de la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par le gouvernement des États-Unis lui-même. Les États-Unis demandent-ils au Groupe spécial de réexaminer cette conclusion? (voir les paragraphes 108 et suivants de la première communication écrite des États-Unis)

b. Les États-Unis présentent des éléments de preuve qui démontrent, à leur avis, que la gestion des trois programmes examinés par le Groupe spécial initial n'a entraîné

---

[370] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 et 79.

[371] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78 (note de bas de page 120). (non souligné et pas de caractères gras dans l'original)

[372] Pièce Bra-615 (Paul Bennett, "Applying Portfolio Theory to Global Bank Lending," 8 *Journal of Banking and Finance* 153-169, 163-164 (1984)). En vue de modéliser la manière dont le rôle joué par chaque emprunteur dans le risque de portefeuille global pourrait être pris en compte, M. Bennett fait observer ce qui suit:

> Une majoration normale par rapport au coût des fonds est établie en fonction de la notation du risque initiale de chaque crédit. Cette majoration normale vise à compenser le propre risque de défaut de paiement de l'emprunteur (et elle augmente donc par paliers de plus en plus importants à mesure que les notations baissent). Les contributions au risque de portefeuille devraient se traduire par des *déviations* du prix réel par rapport à ces majorations normales. À titre d'exemple, si un emprunteur donné contribue grandement au risque de portefeuille, on devrait lui faire payer un prix supérieur à la majoration normale.

aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Y a-t-il débat sur la question de savoir si le Groupe spécial peut ou devrait accepter les éléments de preuve des États-Unis à cet égard?

283. Les parties a) et b) de la question du Groupe spécial de la mise en conformité sont étroitement liées et le Brésil y répondra donc en même temps. Toutefois, au dernier paragraphe de la présente réponse, le Brésil offrira un élément de réponse additionnel qui porte spécifiquement sur la partie b) de la question du Groupe spécial de la mise en conformité.

284. En dépit de l'adoption du barème des commissions modifié du GSM 102, la CCC prévoit que les frais et pertes associés aux "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008 dépasseront, à longue échéance, les commissions, pénalités et recouvrements.[373]

285. Le Groupe spécial initial s'est fondé sur les mêmes éléments de preuve pour des cohortes antérieures. Adoptant une approche prospective ou tournée vers l'avenir pour son évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC au titre du point j) de la Liste exemplative, le Groupe spécial initial a examiné les prévisions des pouvoirs publics des États-Unis concernant les frais par cohorte à longue échéance des programmes. Ces prévisions, établies à chaque année pour la cohorte de garanties de crédit à l'exportation nouvellement émises cette année-là, sont établies sur la base de la méthode de la valeur actuelle nette prescrite par la loi qui, selon la législation des États-Unis, "mesure de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux".[374]

286. Lors de la procédure initiale dans le présent différend, les États-Unis ont fait valoir dans leurs nombreuses communications au Groupe spécial et à l'Organe d'appel que ces prévisions n'étaient pas appropriées pour évaluer les résultats d'un programme de garantie du crédit à l'exportation au titre du point j) parce qu'elles ne tenaient pas compte des résultats relatifs aux liquidités réels des programmes de garantie du crédit à l'exportation calculés sur une base rétrospective[375], et parce qu'elles n'étaient pas établies à l'aide des paramètres propres aux programmes de garantie du crédit à l'exportation.[376]

---

[373] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437. *Voir aussi* la pièce US-71.

[374] Pièce Bra-545 (2 U.S.C. § 661(1)).

[375] Les États-Unis ont fait appel de cet élément spécifique de l'analyse du Groupe spécial initial. Communication des États-Unis en tant qu'appelant dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 407 et 410 à 413 (et note de bas de page 419), *qui peut être consultée à l'adresse suivante*: http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Monitoring_Enforcement/Dispute_Settlement/WTO/Dispute_Settlement_Listings/asset_upload_file938_5598.pdf. Pour les arguments présentés par les États-Unis au Groupe spécial initial, *voir* la première communication écrite des États-Unis du 11 juillet 2003, paragraphes 176 à 178; les réponses des États-Unis du 11 août 2003 aux questions du Groupe spécial, paragraphes 157, 159, 170 et 173; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis du 22 août 2003, paragraphes 161, 162, 167 et 171; la communication complémentaire des États-Unis du 30 septembre 2003, paragraphe 151; la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis du 18 novembre 2003, paragraphes 196 à 199; les réponses des États-Unis du 22 décembre 2003 aux questions du Groupe spécial, paragraphes 86, 90, 91 à 95, 96 à 99, 100, 101, 103 et 117 à 121; et les réponses des États-Unis du 11 février 2004 aux questions complémentaires du Groupe spécial, paragraphe 21.

[376] Communication complémentaire des États-Unis du 30 septembre 2003, paragraphes 144 et 147 (soulignant que les estimations sont établies en utilisant des "règles comptables applicables à l'échelle gouvernementale", "sans tenir compte de l'expérience réelle propre aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC"); communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis du 18 novembre 2003, paragraphe 196 ("les estimations sont prescrites par des règles comptables applicables à l'échelle gouvernementale pour les programmes de crédit …"); et déclaration finale des États-Unis du 3 décembre 2003, paragraphe 10 (soulignant que la CCC est assujettie à des "prescriptions applicables à l'échelle gouvernementale" pour le calcul d'estimations et de réestimations).

287. Le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont rejeté les arguments des États-Unis et ont accepté une approche prospective de l'évaluation des programmes de garantie du crédit à l'exportation au titre du point j).[377] Comme le Groupe spécial initial l'a indiqué, bien que ces projections soient des "estimations initiales"[378], "[i]l ne s'agit … pas de simples conjectures aléatoires quant au montant possible, mais fort improbable, des coûts pour les pouvoirs publics".[379] Pour le Groupe spécial initial, ces estimations initiales des pertes à longue échéance étaient probantes parce qu'elles avaient été calculées au moyen d'une "méthode que les pouvoirs publics des États-Unis utilis[aient] et sur laquelle ils se fond[aient] pour évaluer le coût net à longue échéance estimé que représent[aient] pour eux les garanties de crédit à l'exportation".[380]

288. S'agissant de l'argument des États-Unis selon lequel la méthode de la valeur actuelle nette prescrite par la loi n'était pas suffisamment sensible pour tenir compte de l'expérience propre aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC, le Groupe spécial initial a jugé qu'il était particulièrement significatif que les estimations aient été fondées sur l'expérience passée de la CCC concernant les marchés nationaux et les marchés d'emprunts, vraisemblablement parce que cette expérience faisait ressortir la fiabilité des estimations en tant qu'indicateurs des frais à longue échéance.[381]

289. Concluant son analyse, le Groupe spécial initial a indiqué que les estimations initiales de la CCC:

> nous montr[aient] que les pouvoirs publics des États-Unis pens[aient], sur la base de leur propre évaluation, qu'ils ne ser[aient] peut-être pas en mesure, même à longue échéance, de gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans avoir à supporter un coût net.[382]

290. En principe, ces constatations adoptées concernant la justesse des estimations initiales de la CCC devraient être suivies par les groupes spéciaux ultérieurs et, spécifiquement, par le présent Groupe spécial de la mise en conformité. Dans sa réponse du 26 février à la question n° 2, le Brésil a indiqué que les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés antérieurement suscitaient chez les Membres de l'OMC des "attentes légitimes" et devaient donc être pris en compte par les groupes spéciaux lorsqu'ils étaient pertinents pour le règlement d'un différend.[383] Par ailleurs, quand les questions dont le groupe spécial est saisi sont les mêmes que celles qui ont été examinées

[377] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 763 et 764 et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.842 et 7.843. *Voir aussi id.*, paragraphe 7.835 ("[L]'analyse au titre du point j) ne doit pas avoir un caractère purement rétrospectif …").

[378] L'utilisation du terme "initiales" désigne les estimations par cohorte des pertes à longue échéance par rapport à la valeur des garanties de crédit à l'exportation émises pendant un certain exercice budgétaire (plutôt que la valeur des garanties de crédit à l'exportation qui sont inscrites au budget ou dont l'émission est prévue). Les États-Unis essaient d'induire en erreur le Groupe spécial de la mise en conformité en indiquant à tort que les estimations initiales des pertes à longue échéance au titre du GSM 102 effectuées par la CCC ne sont rien de plus que le résultat d'"une projection habituellement trop optimiste de l'utilisation effective du programme". Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 103 et 104. Le Brésil a démontré que cette affirmation des États-Unis n'était pas fondée dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation. *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 506 à 511.

[379] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[380] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[381] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843 ("L'expérience passée réelle est un "facteur essentiel" sur lequel sont fondées les estimations.").

[382] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[383] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.

antérieurement par l'Organe d'appel, le fait de suivre les conclusions antérieures de l'Organe d'appel n'est "pas seulement approprié," mais "c'est ce que l'on attend" du groupe spécial.[384]

291. En ce qui concerne, en particulier, les procédures relatives à la mise en conformité, l'Organe d'appel a indiqué que "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 ne se déroul[aient] pas isolément mais [faisaient] partie d'une "*suite d'événements*"".[385] Il a fait observer qu"'on pourrait avoir des doutes au sujet de la *nature objective* de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait *s'écarter* du raisonnement figurant dans le rapport du Groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants".[386]

292. En dépit de ces principes, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, les États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité d'ignorer les constatations formulées par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel sur la pertinence des estimations initiales des pertes à longue échéance au titre du programme effectuées par la CCC. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité de rejeter le fait que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont opté pour une évaluation prospective et tournée vers l'avenir conformément à une méthode "que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent pour évaluer le coût net à longue échéance estimé que représentent pour eux les garanties de crédit à l'exportation"[387], au profit d'une évaluation purement rétrospective des résultats du programme.

293. Les États-Unis se fondent sur deux arguments connexes pour demander au Groupe spécial d'ignorer le fait que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel se sont appuyés sur des estimations initiales.

294. *Premièrement*, les États-Unis font valoir que l'utilisation de la méthode de la valeur actuelle nette pour évaluer les coûts ne tient pas compte des "pertes réelles".[388] Transformant la méthode de la valeur actuelle nette en une méthode comptable rétrospective fondée sur les liquidités en prenant en compte les réestimations, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial initial a fait erreur en se fondant sur une évaluation prospective suivant une méthode que les pouvoirs publics des États-Unis "utilisent et sur laquelle ils se fondent"[389] pour estimer le coût du programme GSM 102.[390]

295. En somme, les États-Unis affirment que le Groupe spécial de la mise en conformité devrait rejeter les estimations initiales des pertes à longue échéance parce que lorsque la "longue échéance" arrive, on se rend compte que ces estimations n'ont pas toujours été exactes.

296. Le Groupe spécial initial a examiné cette objection soulevée par les États-Unis et l'a rejetée.[391] Il a admis qu'une évaluation prospective des programmes de garantie du crédit à l'exportation conformément à la méthode de la valeur actuelle nette constituait une base solide pour formuler des constatations au titre du point j) en dépit du fait que les calculs de la valeur actuelle nette étaient, par définition, des prévisions de résultats futurs, exprimés en valeur actuelle.

---

[384] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

[385] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (21:5)*, paragraphe 121. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

[386] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 103. (pas d'italique dans l'original)

[387] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[388] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 88.

[389] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[390] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 85 à 94.

[391] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

297. La législation des États-Unis n'a pas changé à cet égard depuis que le Groupe spécial initial a examiné cette question. Elle continue d'exiger des prévisions prospectives à longue échéance des résultats d'un programme établies à l'aide de la méthode de la valeur actuelle nette parce que les résultats de cette méthode "mesure[nt] de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux" par rapport aux méthodes fondées sur les liquidités.[392]

298. Les pouvoirs publics des États-Unis ne sont pas les seuls à utiliser cette approche. Le calcul de la valeur actuelle nette utilisé pour établir les prévisions initiales concernant les pertes au titre des garanties de crédit à l'exportation réellement émises pendant une année déterminée est primordial, que des réestimations soient ou non faites dans le temps, et indépendamment de ces réestimations. Les organismes de réglementation du secteur bancaire du monde entier se servent des prévisions de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut – éléments essentiels de la méthode de la valeur actuelle nette – pour évaluer l'adéquation du capital d'une banque.[393] Les évaluations prospectives des frais à longue échéance sont une méthode que les pouvoirs publics des États-Unis et le secteur bancaire privé "utilisent et sur laquelle ils se fondent"[394] pour la même raison – elles déterminent la manière dont un programme, ou une banque, devrait structurer les commissions, les limites de l'exposition aux risques, les réserves en capital, etc., pour obtenir un retour sur investissement (ou, dans le cas d'un programme des pouvoirs publics, pour au moins parvenir à l'équilibre).

299. *Deuxièmement*, les États-Unis font valoir que même si une approche prospective comportant des estimations est une base acceptable pour une évaluation au titre du point j), la méthode de la valeur actuelle nette appliquée par les pouvoirs publics des États-Unis pour évaluer les frais à longue échéance des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 est inappropriée parce qu'elle nécessite des hypothèses qui ne sont pas adaptées spécifiquement au programme GSM 102, ce qui la rend peu fiable.[395]

300. Le Groupe spécial de la mise en conformité devrait rejeter le reproche formulé par les États-Unis concernant l'approche suivie par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel. Le processus conformément auquel la CCC établit des estimations initiales des résultats à longue échéance du programme n'a pas changé depuis la procédure initiale; les critères utilisés par la CCC pour effectuer cette évaluation n'ont pas changé non plus.

301. Encore une fois, les États-Unis demandent au Groupe spécial de réexaminer les constatations formulées par le Groupe spécial initial en dépit du fait que le Groupe spécial initial a rejeté l'argument des États-Unis et du fait qu'aujourd'hui, comme dans la procédure initiale, la méthode de la valeur actuelle nette que les pouvoirs publics des États-Unis "utilisent et sur laquelle ils se fondent"[396] est suffisamment bien adaptée pour produire des estimations fiables des frais à longue échéance du programme GSM 102.

302. Selon le "Agriculture Financial Standards Manual" de l'USDA lui-même – qui n'est pas un organisme sans lien avec le programme GSM 102, comme les États-Unis l'affirment[397] – les taux de perte attendus, ou les coûts estimés des défauts de paiement, sont établis sur la base de "l'expérience de la performance des prêts".[398] Si l'expérience passée avait véritablement établi que la méthode de la

---

[392] Pièce Bra-545 (2 U.S.C. § 661(1)).

[393] *Voir* le document "Approche fondée sur les notations internes" du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, reproduit à l'adresse: http://www.bis.org/publ/bcbs128fre.pdf.

[394] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[395] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 108 à 125.

[396] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.843.

[397] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 115.

[398] Pièce Bra-616 (U.S. Department of Agriculture, Office of the Chief Financial Officer, Credit, Travel, and Accounting Division, *Agriculture Financial Standards Manual* (May 2004), p. 121, accessed

valeur actuelle nette prescrite par la législation des États-Unis surestimait le risque de défaut, les pouvoirs publics des États-Unis l'auraient ajustée aux fins du calcul des prévisions futures concernant les nouveaux engagements au titre du GSM 102. Ces ajustements ont été apportés; selon l'auto-évaluation du programme effectuée par le FAS, "les modèles de crédit utilisés pour calculer la subvention relative aux crédits garantis ont été révisés pendant les exercices budgétaires 2001 et 2003 et fournissent actuellement des estimations fiables", et le FAS indique que le modèle appliqué spécifiquement est "le modèle de l'USDA".[399] Il ressort de ces "estimations fiables", comme cela a été le cas chaque année depuis la mise en place en 1992 de la méthode comptable de la valeur actuelle nette par les pouvoirs publics des États-Unis pour les comptes de crédit, que la CCC anticipe des pertes pour la cohorte des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises conformément au barème des commissions modifié pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008.[400]

303. Malgré les éléments de preuve décrits ci-dessus, les États-Unis n'ont présenté aucun nouvel élément de preuve crédible pour étayer leur affirmation selon laquelle une évaluation prospective du programme GSM 102 fondée sur des estimations de pertes calculées conformément à la méthode de la valeur actuelle nette que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent n'est plus fiable. Le présent Groupe spécial n'a donc aucune raison d'accepter les arguments des États-Unis selon lesquels les estimations ne sont pas fiables. Ces arguments ont été examinés, et rejetés, lors de la procédure initiale engagée dans le cadre du présent différend. Constater maintenant que les estimations ne sont pas fiables reviendrait à s'écarter notablement des constatations formulées dans la procédure initiale, sans qu'il y ait de fondement valable pour ce changement. Cela impliquerait également une violation du principe de la chose jugée parce que la fiabilité des estimations a fait l'objet d'une résolution définitive aux fins du présent différend, et a d'ailleurs été confirmée par le FAS de l'USDA.[401] Les États-Unis n'ont pas le droit d'engager une nouvelle procédure concernant une question qui a été résolue de manière définitive aux fins du présent différend.

304. Le Brésil conclut avec une dernière réflexion concernant la partie b) de la question du Groupe spécial. Comme il est indiqué ci-dessus, les États-Unis demandent essentiellement au Groupe spécial de la mise en conformité de réexaminer la conclusion formulée par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel selon laquelle une mesure des frais à longue échéance d'après la valeur actuelle nette est appropriée pour le présent différend parce qu'il se peut que les pertes prévues ne se matérialisent pas toujours pour chaque cohorte.[402] En ce sens, le Brésil estime que les parties a) et b) de la question du Groupe spécial sont étroitement liées; la réponse figurant ci-dessus démontre pourquoi la demande des États-Unis devrait être rejetée.

December 2006 at http://www.ocfo.usda.gov/reports/index.htm) ("Pour estimer le coût des impayés, les facteurs de risque suivants sont pris en considération: 1) expérience de la performance des prêts; ...").

[399] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 3.CR2, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html). (non souligné dans l'original)

[400] *Voir* les éléments de preuve mentionnés dans la déclaration orale du Brésil, paragraphe 253. *Voir aussi* la pièce US-71.

[401] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 3.CR2, accessed January 2007 at http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html) (Les "modèles de crédit utilisés pour calculer la subvention relative aux crédits garantis ont été révisés pendant les exercices budgétaires 2001 et 2003 et fournissent actuellement des estimations fiables".). (non souligné dans l'original)

[402] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 93, 94 et 98 ("[C]es résultats financiers montrant que les programmes ont perçu des taux de primes *plus que* suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes ont été produits par les programmes de garantie du crédit à l'exportation tels qu'ils étaient configurés précédemment et ont été examinés par le Groupe spécial initial.") (italique et non souligné dans l'original)

305. À titre subsidiaire, les États-Unis pourraient demander au Groupe spécial de la mise en conformité, en fait, d'infirmer les constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial initial selon lesquelles la gestion des mesures initiales – les programmes de garantie du crédit à l'exportation avant qu'ils aient été modifiés le 1er juillet 2005 – donnaient lieu à des pertes et, donc, de conclure qu'elles ne constituaient pas des subventions à l'exportation au titre du point j). Ces constatations et conclusions ont été confirmées en appel et les recommandations de l'ORD sont fondées sur elles. Le Groupe spécial ne peut pas s'écarter des constatations formulées dans le différend initial sur cette question, et ce pour deux raisons.

306. *Premièrement*, comme les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis nous le rappellent, le mandat du Groupe spécial de la mise en conformité s'étend uniquement aux "mesures prises pour se conformer". Le programme GSM 102 modifié est une mesure prise pour se conformer; les programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP initiaux ne sont pas des mesures prises pour se conformer.

307. *Deuxièmement*, conformément au principe de la chose jugée, les États-Unis n'ont pas le droit d'engager une nouvelle procédure concernant une question qui a été résolue de manière définitive aux fins du présent différend. La demande des États-Unis devrait être rejetée.

106. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Brésil devrait inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans sa formule comptable fondée sur les liquidités (pièce Bra-613). Le Groupe spécial a-t-il raison de penser que la formule du Brésil n'inclut pas de montants correspondant 1) aux indemnités versées après 1992 au titre de garanties antérieures à 1992; et 2) aux commissions versées pour des garanties antérieures à 1992? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi il est pertinent ou dénué de pertinence d'inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 compte tenu du fait que les coûts et autres revenus liés aux mêmes garanties ne sont pas inclus.

308. Le Groupe spécial de la mise en conformité a raison de croire que la formule comptable du Brésil fondée sur les liquidités n'inclut pas les coûts et les revenus associés aux garanties émises avant 1992. Selon le Brésil, il ne serait pas approprié d'inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans l'analyse comptable si tous les coûts et autres revenus liés aux mêmes garanties n'étaient pas inclus. Si les États-Unis estiment que les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 devraient être inclus dans la formule, la formule devrait alors remonter jusqu'aux années antérieures à l'exercice budgétaire 1992 de façon à ce qu'il soit également tenu compte des indemnités et des autres dépenses associées à ces garanties (ce qui veut dire qu'il faudrait inclure non seulement les indemnités versées après 1992, comme les États-Unis l'ont fait dans leur communication à titre de réfutation, mais aussi celles qui ont été versées avant cette date). Sinon, les résultats correspondant aux cohortes postérieures à 1991 qui sont indiqués dans l'analyse du Brésil figurant dans la pièce Bra-613 devraient être suffisants pour une analyse fondée sur les liquidités à longue échéance des programmes.

309. On peut donner une indication approximative des résultats qui seraient obtenus si les garanties émises pendant les exercices budgétaires antérieurs à 1992 devaient être incluses dans l'analyse en se fondant sur les renseignements fournis dans le rapport du General Accounting Office ("GAO") qui a été précédemment présenté en tant que pièce Bra-584.

310. Le GAO fait état d'indemnités de 6,5 milliards de dollars EU pour la période allant de 1980 à 1994. Si l'on soustrait environ 1,0 milliard de dollars EU en indemnités versées pour les cohortes postérieures à 1991 (comme il est indiqué dans la pièce Bra-613) et que l'on ajoute les indemnités versées à partir de l'exercice budgétaire 1995 (692 millions de dollars EU, selon les données relatives au compte de liquidation figurant dans la note de bas de page 150 de la communication présentée à

titre de réfutation par les États-Unis), il reste environ 6,2 milliards de dollars EU d'indemnités pour les garanties antérieures à 1992.

311. En ce qui concerne les recouvrements, le GAO indique qu'environ 600 millions de dollars EU ont été recouverts pendant la période allant de 1980 à 1994. Si l'on soustrait les recouvrements associés aux cohortes postérieures à 1992 (470 millions de dollars EU) et que l'on ajoute les recouvrements inscrits au compte de liquidation à partir de l'exercice budgétaire 1995 (environ 5,06 milliards de dollars EU), le résultat s'élève à 5,2 milliards de dollars EU. S'il n'est pas tenu compte des recettes et des dépenses au titre des intérêts et des frais administratifs[403], un écart de 1 milliard de dollars EU devrait être couvert par la perception de commissions au titre des garanties de crédit à l'exportation.

312. Si l'on postule une commission "moyenne" de 0,6 pour cent pour la période allant de 1980 à 1992 (égale au rapport entre les commissions perçues et les garanties émises pendant la période examinée par le Groupe spécial initial au cours des exercices budgétaires 1993-2002 – soit, respectivement, 186,5 millions et 32,9 milliards de dollars EU[404]), que l'on prend note de la déclaration du GAO selon laquelle 51,1 milliards de dollars EU de garanties ont été émises pendant la période allant de 1980 à 1994, et que l'on soustrait de ce montant les garanties émises pendant les exercices budgétaires 1993 et 1994 (7,1 milliards de dollars EU), le montant estimé des commissions serait de 0,006 fois 44,0, soit 264 millions de dollars EU.

313. Ce montant est insuffisant pour combler l'écart susmentionné de 1 milliard de dollars EU. En conséquence, la prise en considération des cohortes antérieures à 1992 ajouterait peut-être même une perte d'environ 750 millions de dollars EU aux résultats négatifs qui ont déjà été indiqués pour les cohortes postérieures à 1991.

Questions posées aux États-Unis

107. Qu'est-ce qui peut expliquer la différence entre l'"engagement de garantie du crédit" inscrit dans les états financiers de la CCC (qui semblent indiquer que l'application du programme représente un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis) et les éléments de preuve présentés par les États-Unis au paragraphe 87 de leur première communication écrite?

108. Veuillez expliquer pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas considérer que le chiffre relatif à l'"engagement" figurant dans les états financiers de la CCC constitue, sinon le montant des pertes réelles, tout au moins une estimation fiable de la perception par la CCC elle-même du coût des programmes pour les pouvoirs publics depuis leur mise en place. Le Groupe spécial a-t-il tort de penser qu'un "engagement de garantie du crédit" (credit guarantee liability) dans ce contexte signifie que la CCC estime que les programmes ne couvriront pas leurs frais et leurs pertes à longue échéance?

109. Veuillez indiquer au Groupe spécial s'il y a eu des cas de rééchelonnements avant que des défauts se soient produits et que la CCC ait versé des indemnités.

[403] Le Brésil fait observer que les recettes et les dépenses au titre des intérêts figurant dans le tableau 3 du rapport du Groupe spécial initial indiquent que pour la période de dix ans allant de 1993 à 2002, les dépenses au titre des intérêts *ont dépassé* les recettes au titre des intérêts de plus de 100 millions de dollars EU. L'hypothèse utilisée dans l'analyse ci-dessus est donc prudente et plutôt très probablement favorable aux États-Unis.

[404] Pour le montant des garanties émises, *voir* la pièce US-7.

110. Est-il possible de calculer l'"estimation des subventions après déduction des réestimations" pour le GSM 102 seulement (comme les États-Unis l'ont fait pour l'ensemble des trois programmes au paragraphe 87)? Dans l'affirmative, veuillez fournir un tableau présentant les résultats de ce calcul.

111. Au paragraphe 7.853, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit: "nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils dis[ent] que nous devrions "retirer" les données concernant certaines cohortes plus récentes de notre analyse". Les États-Unis demandent-ils que le présent Groupe spécial retire les données concernant les cohortes les plus récentes (le tableau figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis comprend des données qui ne vont que jusqu'en 2005)? Pourquoi le présent Groupe spécial devrait-il faire ce que le Groupe spécial initial a refusé de faire? Quel serait le résultat des réestimations effectuées par les États-Unis si les estimations initiales des subventions pour les cohortes 2006 et 2007 étaient incluses?

112. Veuillez expliquer si et comment la CCC limite les risques ou contrôle les frais afférents au programme GSM 102 en ce qui concerne les cotes de crédit individuelles des banques étrangères.

113. Veuillez expliquer si et en quoi les catégories de risque pays de la CCC correspondent aux notations de l'ICRAS.

Question posée au Brésil

114. Le Brésil fait valoir que "le fait que, si l'on considère les données sous un certain angle, les États-Unis ont contre toute attente couvert leurs frais et leurs pertes pendant plusieurs années ne veut pas dire que les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont structurés et conçus à cette fin" (paragraphe 503 de la réfutation du Brésil). Le Brésil fait-il valoir que les éléments de preuve concernant la gestion et la "rentabilité" réelles du programme (autrement dit des éléments de preuve rétrospectifs) ne sont pas pertinents pour l'analyse du Groupe spécial au titre du point j)?

314. Le Brésil ne fait pas valoir que les éléments de preuve rétrospectifs concernant les résultats relatifs aux liquidités d'un programme de garantie du crédit à l'exportation ne sont pas pertinents pour l'analyse du Groupe spécial au titre du point j). Il a démontré qu'il ressortait d'un examen des éléments de preuve rétrospectifs concernant les résultats relatifs aux liquidités des programmes de garantie du crédit à l'exportation – qu'ils incluent (*voir* la réponse du Brésil à la question n° 106 ci-dessus) ou non (*voir* la pièce Bra-613) les garanties de crédit à l'exportation antérieures à 1992 – que la gestion des programmes donnait lieu à des pertes.

315. Cela dit, le Brésil n'oublie pas la constatation formulée par le Groupe spécial initial selon laquelle "l'analyse au titre du point j) ne doit pas avoir un caractère purement rétrospectif," mais peut plutôt "aussi prendre en compte des éléments de la structure, de la conception et de la gestion de la mesure …"[405]

316. Les éléments de preuve prospectifs concernant la structure, la conception et la gestion du programme GSM 102 sont particulièrement pertinents dans la présente procédure. De même que la condition relative à la "longue échéance" au point j) vise à faire disparaître les pertes anormales subies par un programme de garantie du crédit à l'exportation dans l'ensemble neutre sur le plan des coûts, le fait de parvenir contre toute attente à l'équilibre ne place pas un programme de garantie du crédit à l'exportation qui n'est pas structuré ou conçu pour couvrir, à longue échéance les frais et pertes, hors du champ d'application du point j).

317. En résumé, éviter des pertes par chance n'équivaut pas à concevoir un programme de telle sorte qu'il couvre, à longue échéance, ses frais et pertes. Comme le Brésil l'a déjà indiqué, le point de

[405] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.835.

vue des États-Unis quant au point j), selon lequel *seuls* les éléments de preuve rétrospectifs concernant les résultats relatifs aux liquidités sont pertinents, implique nécessairement qu'un programme de garantie du crédit à l'exportation pourrait ne percevoir *aucune commission* et être exclu du champ d'application du point j) si les gestionnaires du programme étaient suffisamment chanceux pour ne pas subir de défauts de paiement pendant une période donnée. Selon les États-Unis, s'il n'est pas tenu compte des frais administratifs, ce programme serait "parvenu à l'équilibre" pendant cette période. Le Brésil estime qu'on peut difficilement soutenir que ce programme est *structuré* et *conçu* pour couvrir à longue échéance, ses frais et pertes. Le Groupe spécial initial a partagé cet avis; il a indiqué qu'une approche purement rétrospective était trop simpliste et qu'elle ne rendait pas compte des lacunes structurelles importantes dans la gestion budgétaire d'un programme de garantie du crédit à l'exportation.

318. Il est important de noter que procéder à une évaluation prospective du GSM 102 n'implique pas de renoncer à procéder à une évaluation quantitative des résultats du programme. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 105 ci-dessus, en dépit de l'adoption du barème des commissions modifié du GSM 102, la CCC effectue des évaluations quantitatives du montant à hauteur duquel les frais et pertes relatifs aux "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 nouvellement émises pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008 dépasseront, à longue échéance, les commissions, pénalités et recouvrements.[406] Ces estimations prospectives sont établies sur la base de la méthode de la valeur actuelle nette prescrite par la loi dont la législation des États-Unis indique qu'elle "mesure de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux".[407] Utilisant la même méthode de la valeur actuelle nette, la CCC a conclu dans ses états financiers pour 2006 qu'elle prévoyait subir une perte nette de 220 millions de dollars EU au moment de la liquidation des garanties de crédit à l'exportation en cours au 31 septembre 2006.[408] Le Groupe spécial initial s'est fondé sur les mêmes éléments de preuve pour des cohortes antérieures.[409]

319. Une comparaison des commissions perçues au titre du GSM 102 avec les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE, évoquée dans la réponse à la question n° 100, facilite également une évaluation quantitative prospective du programme. Le Groupe spécial se rappellera de l'explication de l'OCDE selon laquelle les taux de référence prévus dans l'Arrangement sont établis pour "veiller à ce que les Participants à l'Arrangement perçoivent, en plus des taux d'intérêt, des primes … qui ne soient pas insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme liées à la fourniture des crédits à l'exportation".[410] Les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement sont en moyenne 106 pour cent plus élevés que les commissions perçues au titre du GSM 102, ce qui signifie que les commissions perçues au titre du GSM 102 sont remarquablement "insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme liées à la fourniture des crédits à l'exportation".

---

[406] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437. *Voir aussi* la pièce US-71.

[407] Pièce Bra-545 (2 U.S.C. § 661(1)).

[408] Pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2005 and 2006, Report No. 06401-21-FM, November 2006).

[409] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.842, 7.843 et 7.855.

[410] Pièce Bra-547 (document de l'OCDE TD/PG(2004)10/FINAL, 6 juillet 2004, paragraphe premier, Primes et conditions connexes: Explication des règles relatives aux primes énoncées dans l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (ensemble Knaepen), consulté en novembre 2006 à l'adresse suivante: http://webdomino1.oecd.org/olis/2004doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/a2c08162302d3415c1256ec9003919f1/$FILE/JT00176821.PDF).

ANNEXE D-13

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(2 avril 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

PIÈCES **425**

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE **428**

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **451**

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC* **451**

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC* **490**

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE **491**

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **501**

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation **501**

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation **503**

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* **503**

4. Point j) de la Liste exemplative **513**

PIÈCES

Pièce US-	Titre
140	NASS Prospective Plantings Report (March 30, 2007)
141	7 U.S.C. 5622
142	7 C.F.R. 1493 (Subparts A and B)
143	*The New Shorter Oxford English Dictionary* at 793, Volume 1, (2005 Edition)
144	Economic Research Service, Commodity Costs and Returns available at http://www.ers.usda.gov/data/CostsandReturns/
145	Comparisons of USDA February Projections to Final Estimates
146	Comparison of NCC Planting Intentions Report Data to Final NASS Acreage Data
147	Updated Cotton, Corn, and Soybean Futures Data for 2007 (Year To Date)
148	*The New Shorter Oxford English Dictionary* at 1350, Volume 1, (2002 Edition)
149	*The Handbook of Fixed Income Securities*, 6th ed. (2001), Fabozzi, Frank J. (McGraw-Hill Professional), pp. 588-592
150	Marshall, John F. "Futures Versus Swaps: Some Considerations for the Thrift Industry," *Review of Business*; Winter 1990/1991; 12, 3, pp. 15-23
151	BSC Bond Street Capital; Credit Tenant Lease Loans - Minimum $10,000,000. http://www.bisonfinancial.com/loans/bsc_ctl.html
152	Glennon, Dennis and Nigro, Peter; "Measuring the Default Risk of Small Business Loans: A Survival Analysis Approach," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 37, No. 5 (October 2005), pp. 923-947
153	Notice to GSM-102 Program Participants: USDA Clarifies Method for Computing Interest Coverage Under GSM-102 Program (15 July 2005) http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0105-05
154	Wall St. Journal prime rates from February, 2000 to the present, available at http://www.hsh.com/indices/prime00s.html (accessed 20 March 2007)
155	Comparison of interest rate coverage of CCC GSM-102 export credit guarantees and Ex-Im Bank Letter of Credit Insurance for Banks (1 July 2005 - 1 March 2007)
156	26-week T-bill rates as provided by the U.S. Department of Treasury for the period 1 July 2005 - 20 March 2007, available at http://treasurydirect.gov/RI/OFAuctions
157	Remarks by Ben S. Bernanke, Chairman of the United States Federal Reserve Board, "Modern Risk Management and Banking Supervision" (12 June 2006) available at http://www.federalreserve.gov/boardDocs/speeches/2006/200606123/default.htm
158	Overview: US Standard General Ledger available at http://www.fms.treas.gov/ussgl/about.html
159	Standard General Ledger cover; Treasury Financial Manual Transmittal Letter No. S2 06-02 (14 July 2006), which immediately follows the cover, and pages III-146 and III-151 of the Ledger. http://fms.treas.gov/ussgl/tfm_releases/06-02/ussgl_06-02.pdf (Pages 972, 977)
160	Office of Management and Budget Circular A-136 available at https://max.omb.gov/maxportal/pdf/circular_a136_section_6.1.pdf

Pièce US-	Titre
161	2008 U.S. Government Budget Appendix: CCC Export Loans Program Account, pp. 104-106
162	Federal Reserve Board Supervisory Letter SR 94-12 available at http://www.federalreserve.gov/BOARDDOCS/SRLETTERS/1994/SR9412.HTM
163	"Applying the CAMEL Framework", Asian Development Bank available at http://www.adb.org/Documents/Guidelines/Financial part060302.asp
164	Government Accountability Office Report No. GAO-04-531

1. Les États-Unis fournissent ci-après des réponses aux questions que le Groupe spécial a posées soit aux deux parties soit aux États-Unis seulement. Avant d'aborder ces questions, les États-Unis notent que depuis la réunion avec le Groupe spécial, de nouvelles données importantes sont devenues disponibles qui étayent encore plus les arguments des États-Unis selon lesquels les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas pour effet d'"inhiber" les décisions en matière de plantation des exploitants des États-Unis. Le Groupe spécial se souviendra qu'à la réunion qu'il a tenue, les États-Unis ont présenté l'étude récemment publiée concernant les intentions en matière de plantation de coton upland pour la campagne de commercialisation 2007, qui montrait que les producteurs des États-Unis entendaient réduire de 14 pour cent environ leurs plantations de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2007 à cause de facteurs tels que les prix relativement plus intéressants du maïs et les mauvais résultats des exportations des États-Unis depuis août 2006 (époque où le programme Step 2 a été éliminé). Ces éléments de preuve contredisent clairement les allégations du Brésil selon lesquelles les exploitants des États-Unis ne réagissent pas aux signaux du marché et continuent de planter du coton upland dans des situations où – en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – ils ne le feraient pas.

2. Le Brésil a essayé d'écarter ces éléments de preuve en affirmant que "si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions CCP n'existaient pas, et si les exploitants de coton des États-Unis devaient réagir aux signaux des cours du marché, ce serait bien plus que les 14 pour cent de la superficie de coton prévus par le CMC qui serait consacrée à des cultures de substitution".[1] Le Brésil n'a pas étayé cette affirmation ni expliqué comment une diminution prévue de 14 pour cent d'une année sur l'autre de la superficie plantée était compatible avec la proposition voulant que les décisions en matière de plantation des exploitants cotonniers des États-Unis soient inhibées et ne réagissent pas aux signaux du marché. De plus, selon de récentes données publiées par l'USDA, en fait, c'est "bien plus de 14 pour cent de la superficie de coton" qu'il est prévu de consacrer à d'autres cultures au cours de la campagne agricole à venir. Selon le rapport "Prospective Plantings" (Plantations prévues) publié par le Service national des statistiques agricoles ("NASS"), qui se fonde sur des études menées par l'USDA au cours des deux premières semaines de mars auprès d'un échantillon de plus de 86 000 exploitants agricoles répartis sur l'ensemble du territoire des États-Unis, "la superficie de coton upland devrait totaliser 11,9 millions, ***en baisse de 21 pour cent par rapport à l'année dernière et se situer à son plus bas niveau depuis 1989***".[2] L'importance de la modification de la superficie est encore plus impressionnante lorsque l'on considère les réponses par région. D'après le rapport du NASS, "en raison de la hausse de la demande et des prix plus élevés des cultures utilisées comme biocarburants", la superficie devrait diminuer de façon spectaculaire ***dans chaque région où est cultivé le coton upland***. Ces modifications sont tellement importantes que, dans de nombreux cas, la superficie plantée se situe à des niveaux qui n'ont jamais été aussi bas; des niveaux inférieurs à ceux enregistrés bien avant que les versements au titre de prêts à la commercialisation ou les versements anticycliques n'existent[3]:

- Les exploitants de coton upland dans les États du delta (Arkansas, Louisiane, Mississippi, Missouri et Tennessee) s'attendent à enregistrer la plus forte diminution de superficie. Les producteurs entendent planter 2,91 millions d'acres, ***soit une baisse de 31 pour cent par rapport à l'année précédente***.

- Au Mississippi, les exploitants s'attendent à planter 740 000 acres, ***soit 40 pour cent de moins que l'année précédente et la plus faible superficie plantée depuis 1983***.

[1] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 73.
[2] NASS Prospective Plantings Report, page 1 (30 mars 2007) (pièce US-140).
[3] *Voir* le NASS Prospective Plantings Report, pages 28 et 29 (30 mars 2007) (pièce US-140).

- En Louisiane, les producteurs entendent planter 380 000 acres, ***soit la plus faible superficie depuis 1975***.

- Dans les États du sud-est (Alabama, Floride, Géorgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud et Virginie), les exploitants entendent planter 2,55 millions d'acres, ***ce qui représente une baisse de 24 pour cent par rapport à l'année précédente***.

- La superficie plantée en Caroline du Nord devrait tomber à 570 000 acres, ***soit 34 pour cent de moins qu'en 2006***.

- Au Texas, en Oklahoma, au Kansas et au Nouveau-Mexique, les producteurs entendent planter 6,01 millions d'acres, ***ce qui représente une diminution de 13 pour cent par rapport à l'année précédente***.

- Au Texas, les producteurs s'attendent à planter 5,70 millions d'acres, ***soit une baisse de 700 000 acres par rapport à l'année précédente***.

- En Californie et en Arizona, la superficie de coton upland devrait totaliser 390 000 acres, ***soit 18 pour cent de moins que l'année précédente***.

- En Californie, les producteurs entendent planter 210 000 acres, ***soit la plus faible superficie depuis que l'USDA a commencé à s'informer des intentions en matière de plantation de coton upland en 1941***.

3. Autrement dit, il n'est plus question de savoir "s*i* les producteurs de coton des États-Unis devraient réagir aux signaux des cours du marché". Les éléments de preuve démontrent catégoriquement que, même selon l'argumentation du Brésil, les producteurs de coton des États-Unis réagissent *effectivement* aux signaux des cours du marché et à d'autres signaux concernant les plantations et la production (tels que les conditions climatiques, les parasites et les bonnes pratiques agronomiques). C'est une question de fait. Et aucun des exercices économétriques auxquels le Brésil se livre aux fins de la présente procédure – dont il s'avère de plus en plus qu'ils constituent la principale base d'éléments de preuve pour ses allégations – ne peut y changer quoi que ce soit.

4. Comme un grand nombre des questions posées par le Groupe spécial traitent des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur les plantations, la production et les exportations, les données ci-dessus sont particulièrement importantes pour examiner les réponses données par les États-Unis et le Brésil.

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

Questions posées aux deux parties

44. S'agissant de l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation accordées pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102, les Communautés européennes font valoir que "la question importante est le lien ou le degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 6) À cet égard, les Communautés européennes font observer ce qui suit:

> ***"le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et les "mesures prises pour se conformer" et, s'agissant en particulier des "éléments de la mesure" dont les États-Unis font valoir qu'ils***

> ***ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une corrélation ou une interdépendance avec les mesures ou "éléments de mesure" dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 11).***
>
> ***Les parties sont-elles d'accord avec l'approche proposée par les Communautés européennes et avec les facteurs à prendre en considération mentionnés au paragraphe 13 de la déclaration orale des Communautés européennes?***

1. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'approche proposée par les Communautés européennes. Ils ne sont pas non plus d'accord pour dire que les "facteurs" énumérés au paragraphe 13 de la déclaration orale des CE étayent l'extension du champ de la présente procédure aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM-102 accordées pour la viande porcine et la viande de volaille.

2. La portée des questions qui sont dûment examinées dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 est établie par l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Cet article dispose ce qui suit:

> Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends ...

3. Il y a dans ce libellé deux éléments qui indiquent l'approche appropriée pour déterminer les mesures qui entrent à juste titre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5:

- Premièrement, le texte prévoit des procédures de règlement des différends pour la résolution des désaccords concernant des "mesures prises pour se conformer *aux recommandations et décisions* [de l'ORD]".

- Et, deuxièmement, le texte ne prévoit *pas* de "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD *ni d'autres mesures ayant une "corrélation" ou une "interdépendance"*.

4. Selon les termes de l'article 21:5, ce sont *les recommandations et décisions* de l'ORD qui sont la pierre de touche permettant de déterminer en quoi consiste une "mesure prise pour se conformer". Ce sont ces recommandations et décisions qui – nécessairement et logiquement – déterminent quelles sont les mesures qui sont prises pour se conformer et, par conséquent, quelles sont les mesures qui font à juste titre l'objet d'une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Les considérations relatives à la "corrélation" ou à l'"interdépendance" peuvent s'appliquer pour déterminer d'un point de vue factuel *quelle est la mesure prise pour se conformer* dans un différend particulier. Cependant, la "corrélation" ou l'"interdépendance" qui est pertinente dans ce contexte est celle qui existe entre les éléments de la *nouvelle* mesure prise pour se conformer (par exemple *CE – Linge de lit (21:5)*)[4] ou entre de multiples

[4] Dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, l'une des questions soulevées était celle de savoir s'il fallait considérer que tous les éléments de la nouvelle détermination de l'existence d'un dumping visant les importations en provenance d'Inde faisaient partie d'une seule mesure indissociable de sorte que même les éléments qui n'avaient pas changé depuis la procédure initiale et qui n'avaient pas fait l'objet de recommandations et décisions dans le cadre de cette procédure devaient faire l'objet d'une nouvelle contestation dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

> nous sommes d'avis que les autorités communautaires chargées de l'enquête n'étaient pas tenues de modifier la détermination en ce qu'elle concernait les "effets des autres

nouvelles mesures qu'un Membre défendeur ne déclare peut-être pas toutes comme étant des mesures qu'il a prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD mais qui sont néanmoins à juste titre réputées être des mesures prises pour se conformer eu égard aux recommandations et décisions particulières formulées dans le cadre de la procédure initiale et aux faits de la cause (par exemple *Bois de construction résineux (21:5)*, *Australie – Cuir II (21:5)*, et *Australie – Saumons (21:5)*).[5]

5. De plus, ce n'est pas la "corrélation" ni l'"interdépendance" dans l'abstrait qui sont importantes mais plutôt le lien *avec les recommandations et décisions de l'ORD*. Ainsi, si les recommandations et décisions de l'ORD établissent une distinction entre les différends éléments d'une mesure ou entre différentes mesures, cette distinction est alors déterminante aux fins également de la procédure du groupe spécial de la mise en conformité. Il n'y a pas de nouveau critère de "corrélation" ou d'"interdépendance" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord du type de celui auquel les Communautés européennes adhèrent maintenant qui permettrait à *toute mesure* réputée avoir une "corrélation" ou une "interdépendance" avec les mesures prises pour se conformer d'être incluse dans le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

6. Dans le présent différend, les recommandations et décisions de l'ORD établissent une nette distinction entre "les garanties de crédit à l'exportation ... au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP ... *pour ce qui est des exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes, et pour ce qui est d'un produit inscrit dans la liste (le riz)*"[6] et les autres garanties de crédit à l'exportation au titre de ces programmes. La raison en est que le Groupe spécial initial a constaté que le Brésil avait uniquement établi le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation accordées pour le riz et des produits non inscrits dans la liste.[7]

7. Par contre, le Groupe spécial initial a constaté qu'"[i]l n'[avait] pas été démontré ... qu'un tel contournement effectif [avait] eu lieu pour ce qui [était] des 12 autres produits de base inscrits dans la liste des États-Unis".[8] Selon le Groupe spécial initial, "dans ces circonstances, et comme le Brésil n'a pas non plus établi *prima facie* devant le présent Groupe spécial que les programmes n'étaient pas pleinement conformes aux dispositions de la Partie V de l'Accord sur l'agriculture, le présent Groupe

---

facteurs" dans ce différend particulier. En outre, nous ne voyons pas pourquoi cette partie de la nouvelle détermination qui ne fait que reprendre les éléments de la détermination initiale concernant les "autres facteurs" constituerait un élément indissociable d'une mesure prise pour se conformer aux décisions de l'ORD dans le différend initial. En fait, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont pu traiter cet élément séparément. En conséquence, nous ne sommes pas d'accord avec l'Inde lorsqu'elle dit que la nouvelle détermination peut uniquement être considérée "comme une mesure entièrement nouvelle".
CE – Linge de lit (Organe d'appel), paragraphe 86.

[5] Les différends *Australie – Saumons (21:5)*, *Australie – Cuir (21:5)* et *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* traitent tous de situations dans lesquelles deux nouvelles mesures ont été prises à des intervalles rapprochés – une qui a été déclarée avoir été prise pour réaliser la mise en conformité – et une autre qui, selon la partie plaignante, aurait "réduit à néant" la mise en conformité obtenue par la première mesure. Dans ces différends, les groupes spéciaux ont évalué la corrélation des nouvelles mesures pour déterminer si elles devaient être toutes deux considérées comme des "mesures prises pour se conformer" de sorte que la mise en conformité soit examinée par rapport aux deux mesures.

[6] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d). (pas d'italique dans l'original)

[7] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d).

[8] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.881.

spécial doit les traiter comme s'ils étaient exemptés des actions fondées sur l'article XVI du GATT de 1994 et sur l'article 3 de l'Accord SMC dans le présent différend".[9]

8. On peut comprendre que la constatation établie par le Groupe spécial initial concernait les *garanties* ou les *programmes* de garantie du crédit à l'exportation qui prévoyaient les garanties, mais ce qui est incontestable, c'est que le Groupe spécial initial a *établi une nette distinction* entre certaines des mesures (ou aspects des mesures) et d'autres. Par suite de cette distinction, toutes les garanties de crédit à l'exportation (et non l'intégralité des programmes) n'ont pas fait l'objet de constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ou des recommandations et décisions de l'ORD établies sur la base de ces constatations. Autrement dit, le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel n'ont pas considéré que les garanties de crédit à l'exportation pour la viande porcine, la viande de volaille ou l'un quelconque des 12 autres produits inscrits dans la liste avaient une telle "corrélation", ou "interdépendance", avec les garanties de crédit à l'exportation concernant des produits non inscrits dans la liste et le riz qu'ils ne se trouvaient pas en mesure d'établir des constatations séparées d'incompatibilité avec les règles de l'OMC pour les deux types de mesures. Le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel n'ont pas considéré que les deux types de mesures avaient une telle "corrélation" ou "interdépendance" que les mêmes *obligations de mise en œuvre* devaient s'appliquer aux deux. En fait, le Brésil ne conteste pas qu'"il n'y a pas de constatation adoptée selon laquelle le programme GSM-102 initial est appliqué d'une manière qui contourne les engagements des États-Unis concernant la viande porcine et la viande de volaille".[10] De plus, le Brésil reconnaît que "[d]urant la mise en œuvre, les États-Unis auraient pu prendre des mesures pour modifier le programme GSM-102 uniquement en ce qui concerne les modalités et conditions applicables au riz et aux produits non inscrits dans la Liste".[11]

9. En somme, le Groupe spécial initial a établi une distinction entre les différentes garanties, les recommandations et décisions de l'ORD ont établi une distinction entre les différentes garanties, et les obligations des États-Unis ne visaient que des mesures – et n'auraient pu être mises en œuvre que par des mesures – concernant uniquement certaines des garanties. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison pour que toutes les garanties accordées au titre du programme GSM 102 – ou le programme lui-même – doivent être considérées comme une mesure "indissociable" aux fins de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité ainsi que les Communautés européennes l'ont proposé.

10. En outre, cela est vrai indépendamment du fait que les États-Unis ont choisi d'apporter les mêmes améliorations à toutes les garanties accordées au titre du programme. Les propres arguments des Communautés européennes dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)* – et l'adoption de ces arguments par le Groupe spécial de la mise en conformité et les décisions que l'ORD a prises en conséquence – sont édifiants à cet égard. Dans ce différend, le Groupe spécial initial a formulé – et l'Organe d'appel a confirmé – une constatation établissant que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'*Accord antidumping*, notamment, "en déterminant l'existence des marges de dumping sur la base d'une méthode comportant la pratique de réduction à zéro".[12] Il a été demandé aux Communautés européennes de rendre la mesure en cause – une ordonnance antidumping frappant les importations de linge de lit en provenance d'Inde – conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping*.[13] Bien que la seule mesure ayant fait l'objet des

[9] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) ii).

[10] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 14 (26 février 2007).

[11] Réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 15 (26 février 2007).

[12] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 7.2 g).

[13] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 7.5; *voir aussi CE – Linge de lit (Organe d'appel)*, paragraphe 86 1) ("confirme la constatation figurant au paragraphe 6.119 du rapport du Groupe spécial selon laquelle la méthode de la "réduction à zéro", telle qu'elle a été appliquée par les Communautés européennes dans

recommandations et décisions était l'ordonnance telle qu'elle s'appliquait aux importations en provenance d'Inde, les Communautés européennes ont choisi d'établir une nouvelle détermination de l'existence d'un dumping, sans appliquer de "méthode comportant la pratique de réduction à zéro", en ce qui concernait toutes les importations visées par l'ordonnance, y compris les importations en provenance du Pakistan et d'Égypte.[14] Par suite de cette nouvelle détermination, les Communautés européennes ont constaté que les importations en provenance du Pakistan et d'Égypte n'avaient pas fait l'objet d'un dumping.[15] Cette constatation a nécessité à son tour une réévaluation du dommage afin de déterminer si les importations de linge de lit en provenance d'Inde causaient à elles seules un dommage (et les CE ont constaté que c'était le cas).

11. Dans la procédure au titre de l'article 21:5 qui a suivi, l'Inde a contesté non seulement la nouvelle détermination de l'existence d'un *dumping* concernant les importations en provenance d'Inde, mais également la nouvelle détermination de l'existence d'un *dumping* concernant les importations en provenance du Pakistan et d'Égypte, ainsi que la nouvelle détermination de l'existence d'un *dommage* concernant les importations en provenance d'Inde seulement. L'Inde a fait valoir que ces nouvelles autres déterminations étaient si "étroitement lié[e]s aux rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans le différend initial" qu'elles entraient à juste titre dans le champ de la procédure au titre de l'article 21:5.[16] Les Communautés européennes ont manifesté leur désaccord, faisant valoir que "les mesures "liées" d'une manière ou d'une autre à la mesure en cause dans la procédure de groupe spécial initiale ne constitu[ai]ent pas toutes des mesures "prises pour se conformer"".[17] Selon les Communautés européennes:

> Les CE considèrent que, *comme l'ORD n'a pas statué sur la question des mesures antidumping visant les importations en provenance d'Égypte et du Pakistan, il n'y avait rien à quoi elles devaient "se conformer" et elles n'avaient aucune obligation de réévaluer les constatations initiales*. Elles soutiennent donc que le Règlement n° 160/2002 [la nouvelle détermination de l'existence d'un dumping concernant les importations en provenance du Pakistan et d'Égypte] *ne saurait être considéré comme une mesure "prise pour se conformer" au sens de l'article 21:5*. De même, les CE affirment que la nouvelle détermination du dommage dans le Règlement n° 696/2002 a été *rendue nécessaire par la décision des autorités communautaires de réexaminer les constatations relatives au dumping dans le cas du Pakistan et de l'Égypte, décision qui n'était pas en soi une mesure "prise pour se conformer" à la recommandation de l'ORD*. Par conséquent, selon elles, cette mesure était elle aussi *indépendante* et n'était *pas une mesure "prise pour se conformer"*. De l'avis des CE, *les allégations de l'Inde concernant ces deux mesures ne peuvent être présentées que dans le cadre d'un nouveau différend*.[18]

12. Le Groupe spécial a souscrit au point de vue des Communautés européennes. Il a noté ce qui suit:

> [N]i le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont constaté une violation en ce qui concernait ces mesures. Les décisions de l'ORD ne pouvaient donc pas porter sur ces mesures antidumping. L'ORD n'a pas pu recommander non plus que les CE rendent

---

le cadre de l'enquête antidumping en cause dans le présent différend pour établir "l'existence de marges de dumping", est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*").

[14] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.9 et 6.10.

[15] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.9 et 6.10.

[16] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 6.12.

[17] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, annexe D-3 (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 5 (10 septembre 2002)).

[18] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 6.11.

> conformes à leurs obligations des mesures pour lesquelles aucune violation n'avait été constatée. Les CE n'avaient donc aucune obligation juridique de faire quoi que ce soit eu égard aux mesures antidumping applicables aux importations en provenance d'Égypte et du Pakistan.
>
> *Les CE ont décidé de leur plein gré de revoir les déterminations de l'existence d'un dumping dans les cas des importations en provenance d'Égypte et du Pakistan afin de leur appliquer la conclusion des rapports adoptés, selon laquelle la méthode de la "réduction à zéro" était incompatible avec l'Accord antidumping. Cette décision des CE était peut-être prudente, et elle est louable, mais elle n'était pas exigée par la recommandation de l'ORD dans le différend initial, qui était de mettre la mesure en cause, c'est-à-dire la mesure antidumping appliquée aux importations de linge de lit en provenance d'Inde, en conformité avec les obligations des CE au titre de l'Accord antidumping*.[19]

13. Le Groupe spécial a constaté, sur cette base, que la nouvelle détermination de l'existence d'un dumping concernant les importations en provenance d'Égypte et du Pakistan ne faisait pas à juste titre l'objet de la procédure au titre de l'article 21:5. Par ailleurs, même si la nouvelle détermination de l'existence d'un dommage s'appliquait aux importations en provenance d'Inde, le Groupe spécial a constaté qu'elle n'entrait pas dans le champ de la procédure parce qu'il n'était pas allégué qu'elle "*annul[ait]* la mise en conformité assurée par la [mesure dont il était affirmé qu'elle était prise pour se conformer (c'est-à-dire la nouvelle détermination de l'existence d'un dumping en ce qui concerne les importations en provenance d'Inde)]".[20] De cette manière, le Groupe spécial a établi que les faits du différend *CE – Linge de lit (21:5)* étaient "fondamentalement différents"[21] des faits du différend *Australie – Cuir (21:5)*, dans lequel "le Membre plaignant ... a fait valoir que l'Australie avait pris deux mesures dont l'une visait prétendument à mettre en œuvre la décision de l'ORD tandis que l'autre annulait la prétendue mise en conformité".[22] Bien que dans le différend *Australie – Cuir (21:5)*, le Groupe spécial ait jugé qu'il était approprié de considérer que la deuxième nouvelle mesure était une "mesure prise pour se conformer" dans les circonstances de ce différend, le même raisonnement ne s'appliquait pas au regard des faits du différend *CE – Linge de lit (21:5)*.

14. L'analyse effectuée dans le différend *CE – Linge de lit (article 21:5)* confirme qu'il n'existe pas de critère général de la "corrélation" ou de l'"interrelation" qui s'applique dans une procédure au titre de l'article 21:5. De plus, le simple fait que des améliorations n'ont pas été apportées seulement aux mesures initiales ayant fait l'objet des constatations d'incompatibilités avec les règles de l'OMC et des recommandations et décisions de l'ORD ne fait pas de toutes les mesures modifiées des "mesures prises pour se conformer". Lorsque les améliorations sont apportées à des mesures qui existaient à l'époque de la procédure du groupe spécial initial et qui n'avaient toutefois pas fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD, la procédure du groupe spécial de la mise en conformité doit respecter le fait que les recommandations et décisions de l'ORD ne s'appliquent pas à ces mesures.

15. En l'espèce, si les États-Unis n'avaient pas apporté de changement aux garanties à l'exportation de viande porcine et de viande de volaille, le Brésil n'aurait pas pu – selon les propres mots des Communautés européennes – "demander l'établissement d'un groupe spécial au titre de

---

[19] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.18 et 6.19. (pas d'italique dans l'original)

[20] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 6.21.

[21] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 6.16.

[22] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphe 6.16. Le Groupe spécial a de la même manière établi une distinction avec le différend *Australie – Saumons (21:5)*, qui concernait également deux mesures, une qui avait été notifiée à l'ORD et l'autre qui n'avait pas été notifiée et qui pouvait avoir compromis la mesure prise pour se conformer.

l'article 21:5 pour se plaindre de l'absence de mesure de mise en œuvre".[23] Le droit de formuler une telle contestation ne résulte pas simplement du fait que les États-Unis ont décidé de ne pas séparer ces garanties de toutes les autres garanties lors de l'application des changements positifs qu'ils apportaient pour rendre les autres garanties conformes aux recommandations et décisions de l'ORD les concernant. Cela veut simplement dire que les États-Unis sont allés *au-delà* de leurs obligations en matière de mise en œuvre. Des améliorations volontaires telles que celles-ci effectuées par des Membres sont "prudente[s]" et, de l'avis du Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)*, "louable[s]".[24] Elles ne transforment pas toutes les mesures ayant subi les changements en mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD.[25]

16. Enfin, les États-Unis notent que, dans leurs arguments, les Communautés européennes mentionnent le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*. Toutefois, les faits concernés et le raisonnement tenu dans ce différend ne sont pas pertinents. De fait, le différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)* s'appuie simplement sur le raisonnement tenu dans les différends *Australie – Cuir II (21:5)* et *Australie – Saumons (21:5)* pour préciser à quel moment le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité peut être étendu à une nouvelle mesure qui est prise à peu près au même moment que celle qui a été déclarée être la mesure prise pour se conformer et dont il est allégué qu'elle "réduit à néant" la mise en conformité réalisée par la "mesure prise pour se conformer" qui a été déclarée.[26] Comme le différend *CE – Linge de lit (21:5)* ne concernait pas une telle situation, le Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)* a constaté que les faits portés à sa connaissance étaient "fondamentalement différents" de ceux des différends *Australie – Cuir II (21:5)* et *Australie – Saumons (21:5)*, et il a refusé d'appliquer le raisonnement tenu dans ces différends. C'est exactement la même situation factuelle qui existe en l'espèce entre les faits du présent différend et ceux du différend *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*.

45. Les parties pourraient-elles commenter les observations formulées par les Communautés européennes aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale sur la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la procédure du Groupe spécial?

17. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec un certain nombre des observations formulées par les Communautés européennes aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale.

1) Il n'y a aucun fondement à la proposition des Communautés européennes selon laquelle les dispositions législatives/réglementaires autorisant les versements et les versements individuels effectués au titre de ces dispositions peuvent être amalgamés "aux fins des travaux d'un groupe spécial de la mise en conformité" si les dispositions législatives/réglementaires énoncent les conditions auxquelles les versements doivent être effectués.

18. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la proposition des Communautés européennes selon laquelle lorsque "le droit à bénéficier d'un versement est conditionné uniquement par le respect de certaines prescriptions essentiellement factuelles, qui dépend essentiellement du bénéficiaire", il se peut que la distinction entre les dispositions législatives/réglementaires autorisant les versements et les versements particuliers effectués au titre de ces dispositions "soit moins claire" que dans d'autres circonstances, "et qu'il existe un certain degré de lien, de corrélation ou d'interdépendance entre le

[23] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, annexe D-3 (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 9 (10 septembre 2002)).
[24] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.18 et 6.19. (pas d'italique dans l'original)
[25] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.18 et 6.19. (pas d'italique dans l'original)
[26] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 74.

programme (par exemple fiscal) et les versements effectués au titre de ce programme, qui pourrait justifier qu'ils soient traités comme étant indissociables aux fins des travaux d'un groupe spécial de la mise en conformité".[27] De plus, les États-Unis estiment que la proposition ne s'applique pas en l'espèce.

19. Premièrement, la situation actuelle n'est pas une situation où "le droit à bénéficier d'un versement est conditionné uniquement par le respect de certaines prescriptions essentiellement factuelles, qui dépend essentiellement du bénéficiaire".[28] Les versements effectués au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont conditionnés, entre autres choses, par l'existence de certaines conditions en matière de prix. Le point de savoir si ces conditions existent n'est *pas* une question qui dépend des bénéficiaires potentiels. En fait, les bénéficiaires ne peuvent même pas savoir s'ils recevront en réalité de tels versements au moment où ils doivent prendre leurs décisions en matière de plantation. La proposition des Communautés européennes selon laquelle il est admissible d'amalgamer les dispositions législatives et réglementaires autorisant les versements et les versements effectués au titre de ces dispositions lorsque "le droit à bénéficier d'un versement est conditionné uniquement par le respect de certaines prescriptions essentiellement factuelles, qui dépend essentiellement du bénéficiaire"[29] ne s'applique donc simplement pas en l'espèce.

20. Deuxièmement, même si l'on met de côté l'absence de pertinence, la prémisse voulant qu'un groupe spécial de la mise en conformité puisse amalgamer deux mesures distinctes – les dispositions législatives réglementaires autorisant les versements et les versements eux-mêmes – dans les cas où les premières énoncent des circonstances particulières dans lesquelles les versements doivent être effectués, est arbitraire et sans fondement.[30] Il n'est pas étonnant que les Communautés européennes ne fournissent pas une seule citation à l'appui de cette assertion. Elles ne mentionnent aucune disposition de l'Accord sur l'OMC qui la justifie. Les Communautés européennes n'énoncent pas non plus de raison d'être qui étayerait simplement le fait de ne pas tenir compte des circonstances alléguées voulant que le cadre législatif et réglementaire autorisant les versements et les versements particuliers effectués au titre de ce cadre soient *en fait* des mesures distinctes.

21. La distinction entre "une mesure appliquée de manière générale et prospective" – dont la quintessence est une disposition législative/réglementaire – et des cas particuliers de son application est bien établie dans le système de règlement des différends de l'OMC. En fait, les Communautés européennes reconnaissent cette distinction même.[31] Les États-Unis n'ont pas connaissance de l'existence, dans le Mémorandum d'accord ou dans la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends, d'un fondement pour la proposition voulant que les dispositions législatives/réglementaires cessent d'être des mesures distinctes des cas particuliers de leur application *uniquement à cause de la teneur desdites dispositions*.

22. Une disposition législative ou réglementaire ne cesse pas d'être "une mesure appliquée de manière générale et prospective" si elle identifie les conditions auxquelles les versements doivent être effectués. Et les considérations qui sont à la base de la distinction entre ces mesures et des cas particuliers de leur application ne sont pas moins applicables dans ces circonstances.

---

[27] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19.
[28] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19.
[29] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19.
[30] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19.
[31] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 17 ("les Communautés européennes partagent l'avis des États-Unis selon lequel il y a une différence entre un programme de subventions au sens de l'*Accord SMC* (qui peut être une mesure en cause) et les cas de subventions accordées au titre de ce programme (chacun pouvant également constituer une mesure en cause)... Ces mesures ne devraient normalement pas être amalgamées.")

23. Plus précisément, dans les cas où un Membre plaignant conteste les dispositions législatives/réglementaires et d'autres mesures qui sont elles-mêmes appliquées de manière générale et prospective, ces contestations, "par définition", affirment que:

> la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – *sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC*. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite. Les incidences de telles contestations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celle d'allégations "tel qu'appliqué".[32]

Pour cette raison, l'Organe d'appel a souligné le "sérieux" des allégations en tant que tel visant des mesures qui sont appliquées de manière générale et prospective.[33]

24. Les Communautés européennes n'ont pas expliqué pour quelle raison les contestations des dispositions législatives/réglementaires devaient être considérées comme *moins* sérieuses, ou de *moins* large portée que des allégations "en tant que tel" si les dispositions énonçaient les conditions particulières auxquelles les versements devaient être effectués. Cela est particulièrement vrai lorsque, comme en l'espèce, il est affirmé que l'incompatibilité avec les règles de l'OMC concerne les *effets* des subventions dans des conditions de marché particulières. Le fait que des versements particuliers peuvent avoir causé des effets défavorables dans les conditions particulières existant sur le marché pendant une seule campagne de commercialisation ne veut pas nécessairement dire que si des versements sont effectués "dans des situations futures – [ils seront] nécessairement incompatible[s] avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[34] Bien qu'un Membre soit certainement libre de faire valoir que ce sera le cas, s'il le fait, le Membre plaignant assume la charge de prouver ses allégations. Il en est de même lorsqu'une législation énonce les conditions auxquelles les versements doivent être effectués.

25. En fait, les arguments du Brésil ont justement confirmé ce point dans le cadre de la procédure initiale. Concernant sa contestation "en tant que telle" des dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000 prévoyant les versements Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, le Brésil a fait valoir ce qui suit dans la procédure initiale:

> le Groupe spécial doit évaluer si les subventions des États-Unis *menaceront nécessairement de causer un préjudice grave* à des niveaux de prix inférieurs aux prix de déclenchement des subventions des États-Unis. Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner si les subventions des États-Unis *menacent de causer un préjudice grave même à des niveaux de prix auxquels seulement des subventions au titre de l'assurance-récolte et des versements directs sont accordés*.[35]

De plus, le Brésil a demandé au Groupe spécial "de constater que les dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application,

---

[32] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172. (pas d'italique dans l'original)

[33] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172.

[34] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172. (pas d'italique dans l'original)

[35] Communication complémentaire du Brésil, paragraphe 426 (9 septembre 2003). (pas d'italique dans l'original)

telles qu'elles [étaient] énumérées ci-dessus, *ne [pouvaient] pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*".[36]

26. En outre, les CE n'ont pas expliqué pour quelle raison la distinction bien établie entre les dispositions législatives/réglementaires prévoyant les versements et les versements particuliers effectués au titre de ces dispositions était moins importante "aux fins des travaux d'un groupe spécial de la mise en conformité". Dans le différend *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, le Groupe spécial a énoncé de façon succincte l'objet limité d'une procédure de groupe spécial de la "mise en conformité" conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord: "[l]'objet de l'article 21:5 est de prévoir une procédure rapide pour établir si un Membre a dûment mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD".[37] De plus, il a noté bon nombre des limites concomitantes de la procédure applicable:

> il n'y a pas de dispositions relatives à un "délai raisonnable" pour mettre en œuvre la décision dans un différend au titre de l'article 21:5. Ainsi, une décision d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 relative à une nouvelle allégation peut immédiatement donner lieu à des droits de compensation ou de suspension de concessions en vertu de l'article 22 du Mémorandum d'accord. De plus, dans une procédure au titre de l'article 21:5, les parties n'ont pas la même possibilité de présenter des éléments de preuve et des arguments. [D]es faits et des questions importants [peuvent] continu[er] de se faire jour à un stade très avancé de la procédure au titre de l'article 21:5, procédure qui est déjà abrégée ... Enfin, la brièveté de la procédure limite nettement à la fois la possibilité pour le Groupe spécial d'avoir des échanges avec les parties et le temps dont il dispose pour délibérer. Le Groupe spécial en règle générale n'a qu'une seule occasion de rencontrer les parties, alors que dans une procédure normale, deux réunions de fond sont organisées.[38]

27. C'est justement dans ces circonstances qu'il nous semblerait encore *plus* important de maintenir la distinction bien établie entre les dispositions législatives/réglementaires prévoyant les versements et les versements particuliers effectués au titre de ces dispositions, compte tenu en particulier du sérieux des allégations "en tant que tel" souligné par l'Organe d'appel dans le différend *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*.[39]

28. Troisièmement, les arguments des Communautés européennes se fondent de nouveau sur la prémisse indéfendable voulant qu'il existe un critère général de la "corrélation" ou de l'"interdépendance" au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord qui fait que les mesures qui n'ont pas été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC dans le cadre d'une procédure initiale peuvent néanmoins être incluses dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 si elles sont toutefois réputées avoir une "corrélation" ou une "interdépendance" avec les mesures jugées incompatibles avec les règles de l'OMC. Ainsi que nous l'avons mentionné ci-dessus, cette prémisse est sans fondement. Selon les termes mêmes employés par les Communautés européennes dans un différend dans lequel elles étaient la partie défenderesse, "les mesures "liées" d'une manière ou d'une

---

[36] Communication complémentaire du Brésil, paragraphes 435 et 436 (9 septembre 2003). (pas d'italique dans l'original) Comme le Groupe spécial a refusé d'examiner les allégations formulées par le Brésil à l'encontre "de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application", il n'a toutefois ni effectué les évaluations demandées ni formulé de constatations conformes à ce que demandait le Brésil.

[37] *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (Groupe spécial)*, paragraphe 7.74. Il n'a pas été fait appel du rapport de ce Groupe spécial.

[38] *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (Groupe spécial)*, paragraphe 7.75, note de bas de page 294.

[39] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphe 172.

autre à la mesure en cause dans la procédure de groupe spécial initiale ne constituent pas toutes des mesures "prises pour se conformer"".[40]

29. La nouvelle assertion des CE concernant l'existence d'un critère général de la "corrélation" ou de l'"interdépendance" n'est pas seulement sans fondement, mais elle n'a guère de sens, en particulier dans le contexte du présent différend. Les CE n'ont pas expliqué pour quelle raison une mesure devait être considérée comme "indissociable" d'une autre "aux fins des travaux d'un groupe spécial de la mise en conformité" dans les cas où les mesures n'étaient pas "indissociables" aux fins d'une procédure initiale. En fait, cet aspect était une considération essentielle pour résoudre une deuxième question concernant le champ de la procédure dans le différend *CE – Linge de lit (article 21:5)*. Dans ce différend, l'Organe d'appel a rejeté la tentative faite par l'Inde d'étendre le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 à un élément d'une mesure prise pour se conformer (l'analyse des "autres facteurs" dans une nouvelle détermination antidumping) qui était identique à un élément d'une mesure initiale qui avait été jugé compatible avec les règles de l'OMC. L'Inde a fait valoir que l'élément était une partie indissociable de la mesure prise pour se conformer. Mais l'Organe d'appel n'a pas été d'accord et a expliqué ce qui suit: "nous ne voyons pas pourquoi cette partie de la nouvelle détermination qui ne fait que reprendre les éléments de la détermination initiale concernant les "autres facteurs" constituerait un élément indissociable d'une mesure prise pour se conformer aux décisions de l'ORD dans le différend initial. *En fait, les autorités communautaires chargées de l'enquête ont pu traiter cet élément séparément*".[41] De même, en l'espèce, le Brésil, les États-Unis et le Groupe spécial initial ont tous pu traiter les dispositions législatives/réglementaires prévoyant les versements séparément des versements particuliers effectués au titre de ces dispositions dans le cadre de la procédure initiale. Il n'y a aucune raison pour que ces mesures soient considérées comme indissociables dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

2) Il n'y a aucun fondement à l'argument des CE selon lequel "[s]'il y a un *lien* suffisant entre les versements et le programme en ce qui concerne un programme et s'il y a un *lien* suffisant entre tous les versements, cela porte à croire qu'il existe un *lien* suffisant entre les trois programmes, de sorte que le nouveau groupe tout entier peut et devrait être traité comme étant indissociable aux fins des travaux du présent Groupe spécial de la mise en conformité".[42]

30. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'argument des CE selon lequel "[s]'il y a un *lien* suffisant entre les versements et le programme en ce qui concerne un programme et s'il y a un *lien* suffisant entre tous les versements, cela porte à croire qu'il existe un *lien* suffisant entre les trois programmes, de sorte que le nouveau groupe tout entier peut et devrait être traité comme étant indissociable aux fins des travaux du présent Groupe spécial de la mise en conformité".[43]

31. Premièrement, encore une fois, l'argument des CE suppose à tort que des mesures initiales qui n'ont jamais été considérées comme incompatibles avec les règles de l'OMC peuvent entrer dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 simplement parce qu'elles sont réputées avoir un certain "lien" soit avec les mesures initiales soit avec des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Cet argument est manifestement erroné pour les raisons mentionnées ci-dessus. En fait, l'argument des CE ferait effectivement d'une procédure au titre de l'article 21:5 un moyen permettant aux parties plaignantes de contester des mesures "en tant que tel" qui n'auraient pas été contestées ou qui auraient été contestées sans succès dans la procédure initiale. Il y aura *toujours* un "lien" entre des dispositions législatives réglementaires et des cas particuliers de

[40] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, annexe D-3 (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 5 (10 septembre 2002)).
[41] *CE – Linge de lit (Organe d'appel) (21:5 – Inde)*, paragraphe 86.
[42] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 21.
[43] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 21.

leur application. S'il était donné foi à l'argument des CE, une partie plaignante pourrait simplement contester un cas d'application d'une disposition législative/réglementaire dans le cadre d'une procédure initiale et attendre, pour formuler des allégations visant les dispositions législatives/réglementaires elles-mêmes, que soit engagée une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, où "il n'y a pas de dispositions relatives à un "délai raisonnable"" et où "les parties n'ont pas la même possibilité de présenter des éléments de preuve et des arguments" que dans une procédure initiale.[44] Les négociateurs du Mémorandum d'accord ne sont jamais convenus qu'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité pourrait être utilisée (comme certains pourraient dire "utilisée à mauvais escient") de cette manière.

32. Deuxièmement, le fait que le Groupe spécial initial a cumulé les effets des versements Step 2, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 pour déterminer s'ils causaient un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable ne signifie pas que ces mesures sont devenues une mesure "indissociable" aux fins du règlement des différends à l'OMC. Cet argument n'a aucun rapport avec la réalité. Les versements effectués au titre des trois programmes sont, du point de vue des faits et du point de vue du règlement des différends à l'OMC, des mesures distinctes, peu importe que leurs effets puissent être additionnés afin de déterminer s'il existe un "empêchement de hausses de prix" suffisant pour satisfaire au critère de l'"empêchement de hausses de prix dans une mesure notable" aux fins de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

33. Troisièmement, le caractère déraisonnable de l'approche proposée par les Communautés européennes en l'espèce est particulièrement évident lorsque l'on considère que les Communautés européennes ont fait valoir – avec succès – dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)* qu'une analyse des "autres facteurs" n'avait pas un "lien" suffisant avec les autres parties de la *même* détermination pour être considérée comme une mesure "indissociable". Autrement dit, quand bien même les autres mesures faisaient toute partie d'une *seule* nouvelle détermination antidumping qui faisait partie d'un *seul* règlement des CE concernant les importations de linge de lit en provenance d'Inde et constituaient un fondement intégral et nécessaire pour l'imposition d'une *seule* ordonnance antidumping, les CE ont fait valoir (et le Groupe spécial en est convenu) que l'analyse des "autres facteurs" ne devait pas être considérée comme une partie "indissociable" de la nouvelle détermination. Or, en l'espèce, pour une raison quelconque, les Communautés européennes laissent entendre que des versements entièrement distincts effectués en faveur de bénéficiaires entièrement différents dans des conditions entièrement différentes et en vertu de dispositions législatives/réglementaires entièrement différentes doivent en quelque sorte être considérés comme une mesure indissociable aux fins de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité simplement parce que leurs effets ont été examinés de façon cumulative dans le différend initial. Les États-Unis estiment qu'il s'agit d'un argument tout à fait indéfendable.

34. De plus, l'Organe d'appel a précisé que la "mesure" identifiée comme faisant l'objet des allégations formulées dans le cadre de l'OMC ne [pouvait] pas "varier[] en fonction de la substance de la disposition juridique invoquée par un plaignant et de l'interprétation qu'un groupe spécial pourrait donner de cette disposition".[45] La proposition des Communautés européennes selon laquelle ce qui constitue une "mesure" dépend de la façon dont les effets sont examinés aux fins des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* n'est pas compatible avec la clarification donnée par l'Organe d'appel et devrait être rejetée sur cette base également.

[44] *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (Groupe spécial)*, paragraphe 7.75, note de bas de page 294.

[45] *CE – Questions douanières (Organe d'appel)*, paragraphe 132.

3) Les Communautés européennes ont tort de donner à entendre que les États-Unis ont fait valoir que "le fait que quelque chose n'[avait] pas changé ... signifi[ait] nécessairement qu'il ne rel[evait] pas de la compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité".[46]

35. Il apparaît que les Communautés européennes comprennent mal les arguments des États-Unis. Ceux-ci n'ont jamais indiqué que "le fait que quelque chose n'[avait] pas changé signifi[ait] nécessairement qu'il ne rel[evait] pas de la compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité".[47] Les États-Unis souscrivent pleinement au point de vue selon lequel dans les cas où le "quelque chose" qui "n'a pas changé" est une mesure qui a fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD, il est possible – encore que pas toujours – qu'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité puisse déterminer qu'il n'existe aucune mesure prise pour se conformer.

36. Les États-Unis ont simplement fait valoir que dans les cas où une mesure n'est *pas* une mesure ayant fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD, et dans les cas où elle n'est *pas* une mesure prise pour se conformer (ainsi que le *prouve* le fait qu'elle n'a pas changé), cette mesure n'entre pas à juste titre dans le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité.

4) L'argument des Communautés européennes selon lequel "les allégations de préjudice grave actuel et de *menace* de préjudice grave sont étroitement corrélées, de sorte qu'une allégation de menace formulée devant un groupe spécial initial peut inévitablement donner lieu à une allégation de préjudice grave actuel devant un groupe spécial de la mise en conformité"[48] n'est pas logique.

37. Les États-Unis notent qu'il y a un certain nombre d'erreurs dans l'argument des Communautés européennes ci-dessous:

> Enfin, *chose importante*, les Communautés européennes observent qu'il existe dans la jurisprudence [case law] des éléments qui étayent le point de vue selon lequel les allégations de préjudice grave actuel et de *menace* de préjudice grave sont étroitement corrélées, de sorte qu'une allégation de menace formulée devant un groupe spécial initial peut inévitablement donner lieu à une allégation de préjudice grave actuel devant un groupe spécial de la mise en conformité.[49]

38. Premièrement, malgré l'"importance" alléguée de la question, les Communautés européennes n'identifient même pas "dans la jurisprudence [les] éléments qui étayent", d'après ce qu'elles allèguent, leur point de vue.[50] En fait, elles ne fournissent même pas une seule citation; leur argument n'est absolument pas étayé.

39. Deuxièmement, cette affirmation n'est pas logique. Les *allégations* qu'un Membre formule dans le cadre d'une procédure initiale ne limitent pas les *allégations* qu'il présente dans le cadre d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité pour autant que les allégations formulées dans le cadre de cette dernière procédure concernent une mesure prise pour se conformer. En revanche, s'il n'existe pas de mesure prise pour se conformer, il ne peut alors être formulé qu'une seule allégation - à savoir qu'il n'existe aucune mesure prise pour se conformer.

---

[46] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 22.
[47] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 22.
[48] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 23.
[49] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 23.
[50] Sans compter le fait qu'il n'existe pas de "case law" à l'OMC. L'OMC n'est pas un système de "common law".

40. En l'espèce, le programme de prêts à la commercialisation et les programmes de versements anticycliques ne sont pas des mesures initiales ayant fait l'objet d'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Ainsi que l'a dit le Groupe spécial dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, "[l]es décisions de l'ORD ne pouvaient donc pas porter sur ces [programmes]. L'ORD n'a pas pu recommander non plus que les [États-Unis] rendent conformes à leurs obligations des mesures pour lesquelles aucune violation n'avait été constatée. Les [États-Unis] n'avaient donc aucune obligation juridique de faire quoi que ce soit eu égard aux [programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques]".[51] Dans ces circonstances, le Brésil n'est évidement pas fondé à alléguer que les États-Unis n'ont pas rendu ces mesures conformes à des recommandations et décisions (non existantes) de l'ORD.

41. De plus, le programme de prêts à la commercialisation et les programmes de versements anticycliques ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions concernant d'*autres* mesures (c'est-à-dire des mesures qui *ont été* jugées incompatibles avec les règles de l'OMC). Précédemment, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit: "À notre avis, le membre de phrase "mesures prises pour se conformer" désigne les mesures qui ont été ou auraient dû être *adoptées par un Membre pour faire en sorte d'observer les recommandations et décisions de l'ORD*".[52] Ni le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation, ni le programme de versements anticycliques, ni des versements au titre de prêts à la commercialisation ou des versements anticycliques, ni une quelconque combinaison de ces mesures n'ont été "adopté[s] par [les États-Unis] pour faire en sorte d'observer les recommandations et décisions de l'ORD". En fait, ces mesures existaient et étaient même en cause dans la procédure initiale. Et, ainsi que le Brésil le reconnaît, elles n'ont pas été modifiées depuis cette procédure aux fins de la mise en œuvre de recommandations et décisions de l'ORD ou pour toute autre raison.[53] Ainsi, selon les termes exprès de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, ces mesures ne peuvent pas faire l'objet d'allégations d'incompatibilité "avec un accord visé" – qu'il s'agisse d'un préjudice grave "actuel", d'une "menace" de préjudice grave ou de toute autre chose – dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

> ***46. Dans leur déclaration orale, les Communautés européennes qualifient les approches proposées respectivement par le Brésil et les États-Unis de "modèle relatif à la mesure" et de "modèle relatif aux éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 7) Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec cette qualification et si, à votre avis, l'application d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une subvention visant des produits agricoles différents s'apparente à une "mesure" (ou à ses éléments) ou s'apparente plutôt à une "allégation". Serait-il admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas?***

42. S'agissant de la première des questions posées par le Groupe spécial, les États-Unis ne partagent pas l'avis des Communautés européennes en ce qui concerne la qualification des vues des parties, le caractère approprié de la formulation de la question du champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 à l'aide d'une théorie complexe de "modèles" qui ne figure pas nulle part dans le texte (mais qui a plutôt été échafaudée par les CE aux fins de la présente procédure), ou la nécessité d'une telle théorie pour résoudre la question de savoir si les garanties de crédit à l'exportation au titre du

---

[51] *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*, paragraphes 6.18 et 6.19. (pas d'italique dans l'original)

[52] *Canada – Aéronefs (Organe d'appel) (21:5 – Brésil)*, paragraphe 36.

[53] Communication du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis, paragraphe 35.

GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille entrent dans le champ de la présente procédure.

43. Les États-Unis rappellent que les Membres sont expressément convenus à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord que le système de règlement des différends de l'OMC "[avait] pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de *clarifier les dispositions existantes de ces accords* conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Les États-Unis ne voient pas de "modèle relatif aux éléments de la mesure", de "modèle relatif à la mesure" ou d'autre libellé similaire à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Ce que les États-Unis voient plutôt, c'est le libellé ci-après, qui identifie à la fois les mesures qui entrent à juste titre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 et les allégations qui peuvent y être formulées:

> Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends ...

44. Ce libellé indique clairement que seules les mesures "prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD sont soumises à juste titre à un groupe spécial de la mise en conformité. Dans les cas où les recommandations et décisions de l'ORD se limitent à des choses particulières – indépendamment du point de savoir si ces choses sont des mesures ou des éléments d'une mesure – il s'ensuit que la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité porte essentiellement sur la question de savoir si ces choses ont été mises en conformité d'une manière compatible avec les recommandations et décisions de l'ORD et les dispositions de l'Accord sur l'OMC citées par la partie plaignante. Il ne peut pas être présumé que les mesures prises par le Membre défendeur pour se conformer sont incompatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC; il incombe à la partie plaignante de prouver l'incompatibilité.

45. Si l'on applique ce raisonnement dans le présent différend, on obtient le même résultat peu importe qu'il soit ou non considéré que les garanties au titre du GSM 102 sont des éléments du programme GSM 102 ou des mesures individuelles en soi; de l'avis des États-Unis, ce sont des mesures individuelles pour les raisons exposées précédemment.[54] Dans l'un et l'autre cas, le fait est que le Groupe spécial initial a constaté que le Brésil avait uniquement établi le bien-fondé de ses allégations en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation pour le riz et des produits non inscrits dans la liste.[55] Ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont constaté que le Brésil avait démontré le bien-fondé de ses allégations concernant les garanties accordées pour 12 autres produits inscrits dans la liste (garanties de crédit à l'exportation concernant le blé, les céréales secondaires, les huiles végétales, le beurre et l'huile de beurre, le lait écrémé en poudre, les fromages, d'autres produits laitiers, la viande bovine, la viande porcine, la viande de volaille, les bovins laitiers vivants ou les œufs).[56] Comme le Groupe spécial initial a établi une nette distinction entre ces différentes garanties, rien ne permet d'ignorer qu'il l'a fait ou de laisser entendre qu'une telle distinction ne peut pas être établie dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité. En fait, compte tenu du caractère abrégé et accéléré de la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité, dont nous avons traité ci-dessus, il est d'autant plus important de ne pas permettre au Brésil d'éliminer ces distinctions en l'espèce.

[54] Observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 9 à 17.

[55] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) i).

[56] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d) ii).

46. Concernant la deuxième question du Groupe spécial – celle de savoir si "l'application d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une subvention visant des produits agricoles différents s'apparente à une "mesure" (ou à ses éléments) ou s'apparente plutôt à une "allégation"" – les États-Unis considèrent que le fait qu'une mesure s'applique à des produits particuliers (ou s'applique de façon générale à tous les produits) est nécessairement pertinent pour comprendre la *nature* et la *portée* de la mesure. Toutefois, ce fait peut *aussi* être pertinent pour évaluer l'allégation particulière qui est formulée. En ce qui concerne les allégations formulées par le Brésil à l'encontre des garanties de crédit à l'exportation, il était pertinent à ces deux titres. Considérons les exemples suivants:

- Dans la procédure initiale, l'article 1207 de la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("Loi FSRI") – le programme Step 2 – que le Brésil a contesté, en tant que tel, parce qu'il prévoyait des subventions à l'exportation et au remplacement des importations prohibées était limité de par ses termes au seul coton upland.[57] Ce fait était pertinent pour comprendre la nature et la portée de la mesure contestée dans le cadre de la procédure initiale. Toutefois, le fait que l'article 1207 s'appliquait au coton upland n'était pas une considération importante pour évaluer les allégations de subventions prohibées formulées par le Brésil.

- En revanche, les articles 1201 à 1205 de la Loi FSRI de 2002 – le programme de prêts à la commercialisation – prévoient des prêts ne donnant pas lieu à un recours et des versements compensatoires relatifs aux prêts pour un certain nombre de produits différents.[58] Le Brésil a contesté séparément a) les dispositions elles-mêmes dans la mesure où elles s'appliquaient au coton upland et b) des cas particuliers de leur application (versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 et versements qu'il serait "imposé" d'effectuer pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007). Le produit particulier auquel s'appliquait la mesure était important, dans les deux cas, pour comprendre la nature et la portée de la ou des mesures contestées.

  Toutefois, le fait que les articles 1201 à 1205 s'appliquaient au coton upland était aussi pertinent dans le cas des *allégations* formulées par le Brésil au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* parce que les allégations exigeaient l'identification d'un "produit subventionné" et un examen des effets des versements effectués au titre des programmes sur le "produit subventionné".[59] Le Brésil ne pourrait faire admettre ses allégations concernant ces mesures que s'il pouvait montrer les effets requis sur le "produit subventionné".

- De même, l'article 202 de la Loi de 1978 sur le commerce des produits agricoles permet à la Société de crédit pour les produits de base (la "CCC") de garantir le "remboursement d'un crédit pouvant être obtenu pour financer les ventes commerciales à l'exportation de produits de base agricoles".[60] Pour éviter l'application du principe impératif-facultatif – ce qui aurait porté un coup fatal à toute

[57] *Voir* la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (pièce BRA-29).

[58] *Voir* la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (pièce BRA-29). Les États-Unis n'incluent pas le programme de versements anticycliques dans cet examen parce qu'il ne prévoit pas que des versements soient effectués pour des produits particuliers. Il autorise simplement des versements relatifs à la superficie de base antérieure.

[59] *Voir* l'article 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

[60] 7 U.S.C. 5622 (pièce US-141). *Voir aussi* le règlement d'application dans 7 C.F.R. 1493 (pièce US-142), qui établit le même champ de produits visés.

> allégation "en tant que tel" étant donné qu'il est clair que ces dispositions n'imposent même pas l'octroi de garanties, et encore moins l'octroi de *subventions à l'exportation* – le Brésil a fait valoir que ses allégations de contournement effectif au titre de l'*Accord sur l'agriculture* étaient "analogues à … [des] allégations […] "tel qu'appliqué"" en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation.[61] À l'origine, le Brésil n'a toutefois pas limité sa contestation de l'octroi de garanties à un sous-ensemble de produits admissibles. Le Groupe spécial initial a donc examiné si le Brésil avait prouvé ses allégations de contournement pour ce qui était de *toutes* les garanties concernant *tous* les produits admissibles.
>
> Néanmoins, le Brésil a seulement *réussi* à prouver que l'octroi de garanties de crédit à l'exportation pour le riz et des produits non inscrits dans la liste s'était traduit par un contournement effectif au titre de l'*Accord sur l'agriculture* ou par un manquement à des obligations au titre de l'*Accord SMC*. Par conséquent, les produits auxquels s'appliquaient les garanties étaient importants pour définir la portée des mesures qui faisaient l'objet d'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC, de recommandations et décisions de l'ORD ou d'une obligation de mise en œuvre incombant aux États-Unis. Il en aurait été de même, par exemple, si le Brésil avait contesté, au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, le programme de prêts à la commercialisation tel qu'il s'appliquait non seulement au coton upland, mais également à tous les autres produits admissibles au bénéfice de versements effectués au titre de ce programme. Si, dans ces circonstances, il avait pu établir le bien-fondé de ses allégations uniquement dans le cas du coton upland, ce fait aurait été important pour comprendre à la fois la portée des obligations de mise en œuvre des États-Unis et la portée des mesures prises pour se conformer. Il en est de même dans le cas des garanties de crédit à l'exportation.

47. Cela nous amène à la troisième question posée par le Groupe spécial – celle de savoir s'il serait "admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas". Les États-Unis rappellent, une fois de plus, que selon les termes mêmes de l'article 21:5, ce sont les recommandations et les décisions de l'ORD, et l'examen de la question de savoir s'il est à juste titre entendu qu'une mesure contestée a été "prise pour se conformer" à ces recommandations et décisions, qui sont la pierre de touche de toute analyse des "mesures prises pour se conformer". Il apparaît que dans sa question, le Groupe spécial tient pour acquis cette considération essentielle puisqu'il demande si des subventions accordées "dans le cadre de mesures prises pour se conformer" peuvent faire l'objet d'allégations dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité. Il est difficile – dans l'abstrait – d'imaginer pourquoi un Membre se conformerait à des recommandations et décisions de l'ORD concernant des subventions accordées pour un produit en accordant des subventions pour d'autres produits.

48. C'est, en tout état de cause, une situation complètement différente de celle dont le présent Groupe spécial est saisi. En l'espèce, l'article 202 de la Loi de 1978 sur le commerce des produits agricoles[62] et son règlement d'application permettent d'accorder des garanties pour le même groupe de produits agricoles qu'auparavant. La question consiste à déterminer si les États-Unis – au moyen des diverses modifications qu'ils ont apportées – ont mis en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD et avec les dispositions des accords visés citées par le Brésil les garanties dont il avait été constaté qu'elles avaient été accordées d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. Les garanties accordées pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ne sont pas

[61] Réponses du Brésil aux questions additionnelles posées à la suite de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 11 et 37 (20 janvier 2004).

[62] 7 U.S.C. 5622 (pièce US-141).

des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions de l'ORD ni ne font partie de mesures prises pour se conformer à de telles recommandations et décisions.[63]

Questions posées aux États-Unis

47. Les États-Unis ont soulevé une exception préliminaire à l'encontre des allégations de (menace de) préjudice grave formulées par le Brésil au sujet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial a-t-il raison de penser qu'en dehors de cette exception préliminaire à l'encontre des programmes, les États-Unis estiment également que la question de savoir si les versements effectués dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure?

49. Oui. Comme l'indique le tableau ci-après, le Groupe spécial initial a) a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" concernant uniquement les versements effectués au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002; b) s'est abstenu de formuler une constatation de l'existence d'une "menace" de préjudice grave concernant les versements qu'il était, d'après les allégations, "imposé" d'effectuer pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007; et c) a refusé de formuler une constatation de l'existence d'une "menace" de préjudice grave concernant les programmes eux-mêmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques (qui aurait concerné *tous* les versements effectués au titre des programmes). Dans ces circonstances, les seules mesures ayant fait l'objet de constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC et de recommandations et décisions de l'ORD fondées sur ces constatations, ou d'obligations de mise en œuvre étaient les versements effectués au titre des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 (c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 2003). Ainsi, à moins que le Brésil n'établisse que les versements effectués après le 21 septembre 2005 étaient des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD – et, pour les raisons exposées par les États-Unis dans leurs observations sur la réponse du Brésil à la question n° 15 de la première série de questions posées par le Groupe spécial, les États-Unis ne considèrent pas que le Brésil a fait état d'un quelconque fondement permettant de formuler une telle constatation – ces versements n'entrent pas à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

Mesure contestée	**Allégation présentée**	**Résolution par le Groupe spécial initial**	**Paragraphe du rapport du Groupe spécial**
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"	Préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**Constatation** d'incompatibilité avec les règles de l'OMC concernant le programme Step 2, le programme de prêts à la commercialisation et les programmes de versements anticycliques/d'aide pour perte de parts de marché	7.14168.1 g) i)

[63] Comme il est indiqué ci-dessus, le simple fait qu'elles avaient fait l'objet des mêmes améliorations que les garanties visées par les recommandations et décisions de l'ORD n'en fait pas des mesures prises pour se conformer ou des éléments de mesures prises pour se conformer.

Mesure contestée	Allégation présentée	Résolution par le Groupe spécial initial	Paragraphe du rapport du Groupe spécial
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001"	Préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	**A rejeté** l'allégation car son bien-fondé n'a pas été établi *prima facie*	7.14658.1 g) ii)
"les subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"	Préjudice grave "actuel" au titre de l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation, entre autres, à cause de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	7.1476
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation compte tenu de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c), et 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*	7.1503
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2002-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	**A rejeté** l'allégation parce que son bien-fondé n'a pas été établi *prima facie*	7.1504
"les subventions des États-Unis qu'il est, d'après les allégations, "imposé" d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"	"Menace" de préjudice grave au titre de l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation, entre autres, à cause de la constatation d'incompatibilité avec les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	7.1505
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*	**S'est abstenu** d'examiner l'allégation compte tenu des constatations concernant les subventions à l'exportation, les subventions à l'importation, le préjudice grave "actuel" et la "menace" de préjudice grave	7.1511
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*	Comme ci-dessus	7.1511
"certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000"	"Menace" de préjudice grave au titre de l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT de 1994	Comme ci-dessus	7.1511

48. ***Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel "si les États-Unis doivent avoir gain de cause quand ils font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP impératifs et subordonnés aux prix ultérieurs ne sont pas à bon droit soumis au présent Groupe spécial, l'octroi de subventions récurrentes annuelles devient "une cible mobile qui est soustraite aux***

disciplines [en matière de subventions de l'OMC]""? (déclaration finale du Brésil, paragraphe 4)

50. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leurs observations sur la réponse du Brésil à la question n° 15 de la première série de questions posées par le Groupe spécial, les États-Unis ne considèrent pas qu'il s'agit d'un argument valable. Selon le raisonnement tenu par le Groupe spécial initial, rien n'empêche les Membres de contester les effets défavorables actuels de versements passés ou courants, une menace de préjudice grave causé par des versements passés, courants ou futurs ou des effets défavorables actuels ou une menace de préjudice grave résultant de programmes de versements en tant que tels. En fait, le Brésil s'est prévalu de bon nombre de ces possibilités dans le présent différend. Les obligations d'un Membre défendeur dépendent du résultat de ces contestations. Lorsque, comme en l'espèce, un Membre plaignant l'*emporte* en ce qui concerne une allégation – celle de préjudice grave "actuel" concernant des versements particuliers effectués pendant des campagnes particulières – le Membre est lié par ce résultat. Il ne peut pas chercher à s'y soustraire soit en essayant *post hoc* de réécrire le rapport du Groupe spécial initial soit en se plaignant qu'elle est plus limitée que ce qu'elle aurait été si les constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC formulées par le Groupe spécial initial avaient concerné une série de mesures différentes et de plus grande portée.

51. Il ne s'agit pas non plus d'une situation où le Brésil n'avait aucun recours au titre des constatations du Groupe spécial initial. Le Brésil a lui-même expressément reconnu que ce n'était pas le cas. Devant l'Organe d'appel, il a fait valoir qu'il fallait constater que les subventions accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 pouvaient avoir des effets "actuels" à l'époque de l'appel (c'est-à-dire entre la fin 2004 et 2005) pour qu'il ait un recours dans le différend. Le Brésil a spécifiquement fait valoir que s'il était donné foi aux arguments des États-Unis à l'effet contraire, "le Brésil n'aura[it] aucun recours au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC* concernant son préjudice grave, puisqu'il [était], d'après les allégations, juridiquement impossible que les subventions récurrentes subordonnées aux prix accordées pendant la campagne de commercialisation 2002 aient des effets défavorables après le 31 juillet 2003 (date de la fin de la campagne de commercialisation 2002)".[64] L'Organe d'appel en est convenu et a constaté que "les effets d'une subvention "récurrente" [pouvaient] persister après l'année au cours de laquelle elle [était] versée".[65]

52. Selon les propres arguments du Brésil, il aurait alors eu un "recours au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC concernant son préjudice grave" même pendant les campagnes postérieures à l'octroi des subventions pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Cela non seulement confirme que les mesures des États-Unis n'étaient pas, en fait, "une cible mobile" mais également que le Brésil comprenait précisément la portée limitée des constatations du Groupe spécial initial. Si les constatations avaient concerné les programmes eux-mêmes et/ou tous les versements futurs ainsi qu'il l'allègue, rien n'aurait permis au Brésil d'alléguer qu'il "n'aura[it] [eu] aucun recours au titre de l'article 7.8 de l'Accord SMC concernant son préjudice grave" puisque les constatations de l'existence d'un préjudice grave établies par le Groupe spécial initial se seraient étendues au-delà de la campagne de commercialisation 2002 toutes les périodes futures où des versements Step 2, des versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques auraient été effectués.

53. Dans le même temps, il est clair que des allégations de l'existence d'un préjudice grave formulées au titre de l'Accord SMC ont une portée temporelle. C'est ce qu'établit le texte de l'Accord, par exemple en opérant une distinction entre le préjudice grave actuel et la "menace de" préjudice grave. Le fait que les négociateurs étaient spécifiquement convenus d'obligations ayant une portée temporelle signifie qu'un Membre n'est pas libre dans une procédure de règlement des différends de se plaindre que la portée temporelle limite les recours à sa disposition.

---

[64] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 529.
[65] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 484.

49. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument des Communautés européennes selon lequel le libellé de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne limite pas la portée temporelle de cette disposition de la manière indiquée par les États-Unis? (paragraphe 29 de la déclaration orale des Communautés européennes)

54. On ne sait pas très bien ce que veulent dire les Communautés européennes dans leur déclaration orale par le membre de phrase "limite[] l'application temporelle de [l'article 21:5] de la manière indiquée par les États-Unis".[66] En tout état de cause, les arguments des Communautés européennes ne répondent visiblement pas aux arguments que les États-Unis ont effectivement avancés.

55. Plus précisément, les États-Unis ont fait valoir que le Brésil n'avait pas identifié un fondement textuel qui exigeait du Groupe spécial qu'il formule des constatations concernant la mise en conformité à la fin du délai de six mois prévu à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* plutôt qu'à la date d'établissement du Groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Contrairement à ce que laisse entendre le Brésil, ni l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ni l'article 7.9 de l'*Accord SMC* ne l'exigent. De plus, les groupes spéciaux antérieurs chargés d'examiner les différends *CE – Linge de lit (21:5)* et *États-Unis – Crevettes (21:5)* ont à juste titre évalué la conformité à la date d'établissement du groupe spécial.

56. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle il n'y a pas de limitation temporelle dans l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est donc pleinement compatible avec l'argument des États-Unis. En fait, dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)*, les Communautés européennes ont justement fait valoir ce point, en notant que l'absence d'une limitation temporelle applicable à la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité *étayait* leur argument selon lequel "la date pertinente pour évaluer la compatibilité avec les accords visés des mesures "prises pour se conformer" [était] la date d'établissement du Groupe spécial, et non la date d'expiration du "délai raisonnable"".[67] Plus précisément, les Communautés européennes ont fait valoir ce qui suit:

> Comme l'a relevé le Groupe spécial États-Unis – Crevettes (article 21:5) "Le Mémorandum d'accord est muet concernant la date qui doit être retenue pour examiner l'existence ou la compatibilité de la mesure de mise en œuvre". Le même groupe spécial a ajouté:
>
> > … il devrait tenir compte de tous les faits pertinents qui se sont produits jusqu'à la date à laquelle il a été saisi de la question. En appliquant cette méthode, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 peut parvenir à une décision qui favorise le règlement rapide du différend. Il évite ainsi des situations dans lesquelles il serait fait abstraction de mesures de mise en œuvre permettant de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD simplement parce qu'elles seraient intervenues après l'expiration du délai raisonnable. Quoique conscient de l'obligation qui est faite aux États-Unis de mettre leur législation en conformité avant l'expiration du délai raisonnable, le Groupe spécial estime qu'il est conforme à l'esprit de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord de tenir compte de tous les faits pertinents jusqu'à la date à laquelle il a été saisi de la question.

---

[66] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 29.

[67] *CE – Linge de lit (21:5)*, annexe A-2, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 35.

> … [L]es CE considèrent que la date pertinente pour évaluer la compatibilité avec les accords visés des mesures "prises pour se conformer" est la date d'établissement du Groupe spécial, et non la date d'expiration du "délai raisonnable".
>
> Il va de soi que les CE ne prétendent pas que le Membre concerné n'est pas dans l'obligation de mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD dans le "délai raisonnable". Mais cette obligation ne découle pas de l'article 21:5, mais plutôt de l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, dont la partie pertinente stipule ce qui suit:
>
> > S'il est irréalisable pour un Membre de se conformer immédiatement aux recommandations et décisions, ce Membre aura un délai raisonnable pour le faire.
>
> Il est évident toutefois qu'une constatation à l'effet qu'un Membre a violé l'article 21:3 du Mémorandum d'accord en mettant en œuvre avec retard les recommandations et décisions de l'ORD aurait nécessairement une valeur déclaratoire, puisque le Membre considéré ne peut rien faire pour remédier à cette violation. Au demeurant, comme on le verra ci-après, l'Inde n'a présenté en l'espèce dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial aucune allégation fondée sur l'article 21:3 du Mémorandum d'accord.[68]

57. Lorsque l'Inde a précisé dans le différend *CE – Linge de lit (21:5)* qu'elle cherchait à obtenir deux constatations – une concernant la mise en conformité à la fin du délai raisonnable et une à la date d'établissement du Groupe spécial, les Communautés européennes ont de nouveau énergiquement fait valoir que la première constatation n'entrait pas dans le mandat du Groupe spécial de la mise en conformité:

> Les CE ont demandé au Groupe spécial de rendre une décision disant que la date pertinente pour évaluer la compatibilité avec les accords visés des mesures "prises pour se conformer" est la date d'établissement du Groupe spécial.
>
> L'Inde accepte cette demande. Néanmoins, elle fait valoir que le Groupe spécial devrait en outre évaluer la compatibilité des mesures "prises pour se conformer" à compter de la date d'expiration du "délai raisonnable".
>
> La demande de l'Inde n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial. L'obligation de se conformer dans le "délai raisonnable" ne découle pas de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, mais découle de son article 21:3. Or, l'Inde n'a pas cité l'article 21:3 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.
>
> En tout état de cause, la décision demandée par l'Inde n'aurait aucune utilité et compliquerait inutilement la tâche du Groupe spécial. Si le Groupe spécial constatait que les CE ne s'étaient pas conformées à la date d'expiration du "délai raisonnable", mais l'avaient fait à la date d'établissement du Groupe spécial, les CE ne pourraient rien faire pour remédier à cette absence de conformité temporaire.
>
> ... Il se peut qu'aucun Membre n'ait jamais invoqué une violation de l'article 21:3 dans une procédure au titre de l'article 21:5, mais cela ne prouve pas qu'il n'est pas nécessaire de formuler cette allégation séparément. Il semble plus probable qu'aucun

[68] *CE – Linge de lit (21:5)*, annexe A-2, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 34 à 37.

> Membre n'a pris la peine d'invoquer une violation de l'article 21:3 parce qu'une décision disant que le Membre concerné s'est conformé tardivement serait déclaratoire et sans conséquence pratique.[69]

58. En réponse aux questions, les Communautés européennes ont clarifié leur point de vue selon lequel "la position exprimée au paragraphe 35 de leur première communication écrite" – à savoir que "la date pertinente pour évaluer la compatibilité avec les accords visés des mesures "prises pour se conformer" [était] la date d'établissement du Groupe spécial, et non la date d'expiration du "délai raisonnable"" – ne dépendait pas du mandat particulier d'un groupe spécial mais était plutôt "valable pour tous les différends au titre de l'article 21:5".[70]

59. Rien ne justifie que les Communautés européennes fassent valoir que l'analyse devrait d'une façon ou d'une autre être différente en l'espèce. En particulier, les États-Unis notent l'argument formulé maintenant par les Communautés européennes selon lequel "la question de savoir si la demande du Brésil pourrait jamais avoir ou non une utilité pratique est une question différente que le présent Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner, car c'est avant tout au Brésil d'y répondre, en exerçant son jugement de bonne foi".[71] Il semblerait que cet argument aille directement à l'encontre de celui qu'elles avaient avancé selon lequel le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)* devait examiner la conformité à la date de son établissement parce que "la décision demandée par l'Inde n'aurait aucune utilité et compliquerait inutilement la tâche du Groupe spécial. Si le Groupe spécial constatait que les CE ne s'étaient pas conformées à la date d'expiration du "délai raisonnable", mais l'avaient fait à la date d'établissement du Groupe spécial, les CE ne pourraient rien faire pour remédier à cette absence de conformité temporaire".[72]

60. Bien que la position des Communautés européennes puisse différer selon que ce sont ou non ses propres mesures qui sont en cause, il n'en demeure pas moins que le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)* a considéré que le raisonnement tenu par les Communautés européennes dans ce différend était convaincant et approprié et il l'a utilisé pour rejeter la demande de l'Inde. Le Groupe spécial a expliqué ce qui suit:

> L'Inde semble donc considérer que nous devons rendre deux décisions sur l'existence ou la compatibilité des mesures prises pour se conformer – l'une à compter de la date d'expiration du délai raisonnable et l'autre à compter de la date d'établissement du Groupe spécial. Nous considérons que, pour des raisons d'économie jurisprudentielle, il ne serait ni nécessaire ni opportun d'examiner d'abord si la mise en conformité a eu lieu à la date d'expiration du délai raisonnable et ensuite si elle a eu lieu à la date ultérieure.[73]

61. Cela était identique au raisonnement tenu par le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Crevettes (21:5)* que les Communautés européennes ont invoqué et qui est énoncé ci-dessus. Les États-Unis rappellent l'argument des Communautés européennes – auquel ils souscrivent – selon

---

[69] *CE – Linge de lit (21:5)*, annexe D-3, communication présentée à titre de réfutation par les Communautés européennes, paragraphes 12 à 19.

[70] *CE – Linge de lit (21:5)*, annexe E-3, réponses des Communautés européennes aux questions posées par l'Inde, paragraphe 3.

[71] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 29.

[72] *CE – Linge de lit (21:5)*, annexe D-3, communication présentée à titre de réfutation par les Communautés européennes, paragraphe 18.

[73] *CE – Linge de lit (Groupe spécial) (21:5 – Inde)*, paragraphe 6.28.

lequel le raisonnement sous-tendant ce résultat "est valable pour tous les différends au titre de l'article 21:5".[74] Le même résultat est certainement valable en l'espèce.

Question posée au Brésil

50. Le Brésil maintient-il ses allégations concernant les trois produits non inscrits dans la Liste (lyocell, lysine et produits du bois) dont les États-Unis ont dit qu'ils ne relevaient pas de l'Accord sur l'agriculture? (voir le paragraphe 83 de la réfutation des États-Unis)

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

51. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont ou non des effets plus que minimes sur la production de coton upland. Chaque partie pourrait-elle expliquer en quoi son approche de l'analyse de l'incidence de ces versements sur la production de coton upland est étayée par les dispositions des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et par d'autres dispositions pertinentes de l'OMC?

62. Le Brésil formule deux allégations de préjudice grave "actuel" au titre de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*, l'un alléguant un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable au titre de l'article 6.3 c) et l'autre alléguant une hausse comparative de la part du marché mondial au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Dans l'un et l'autre cas, la considération essentielle est ce que "la subvention *a* pour effet" de faire (what "the effect of the subsidy *is*") actuellement (c'est-à-dire aux fins du présent différend, pendant la campagne de commercialisation 2006).[75] L'emploi du présent - "is" - est important non seulement parce qu'il permet d'identifier la période appropriée pour examiner les effets, mais également parce qu'elle confirme que les effets qui sont importants sont ceux qui *existent* en *fait* – non les effets potentiels ou hypothétiques qui peuvent ou non se manifester dans des circonstances du marché différentes. Le terme "is" signifie, entre autres choses, "that which exists, that which is; the fact or quality of existence" (ce qui existe, ce qui est; le fait ou la qualité d'exister).[76] Le terme "is" vient du verbe "to be" (être) qui signifie lui-même, entre autres choses, "have place in the realm of fact, exist, live" (avoir place dans le domaine des faits, exister, vivre) "be the case or the fact; obtain" (être le cas ou le fait, obtenir).[77]

63. Le fait que l'article 6.3 c) et 6.3 d) porte sur les "effets qui existent en fait" est en outre confirmé par le sens ordinaire du mot "effect" (effet) qui est, entre autres choses, "something accomplished, caused or produced; a result, a consequence" (quelque chose qui a été accompli, causé ou produit; un résultat, une conséquence) et "reality, fact as opp[osed] to appearance" (une réalité, un fait par opposition à une apparence).[78] Ainsi, pour prouver ses allégations au titre des articles 5 c) et 6.3 c) ou 6.3 d), le Brésil doit montrer que les effets des versements au titre de prêts à la

[74] *CE – Linge de lit (article 21:5)*, annexe E-3, réponses des Communautés européennes aux questions posées par l'Inde, paragraphe 3.

[75] C'était la campagne de commercialisation qui était en cours à l'époque où le présent Groupe spécial a été établi, le 28 septembre 2006. *Voir* le compte rendu de la réunion, paragraphe 49, document WT/DSB/M/220 (distribué le 2 novembre 2006).

[76] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 1421, Volume 1, (1993 Edition) (pièce US-129).

[77] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 195, Volume 1, (1993 Edition) (pièce US-130).

[78] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 793, Volume 1, (2005 Edition) (pièce US-143).

commercialisation et des versements anticycliques qui existent en fait sont soit un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable soit un accroissement de la part du marché mondial, ainsi que le prévoient, respectivement, ces dispositions.

64. Le Brésil a fait valoir que les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sur la production de coton upland étaient un élément clé du lien de causalité allégué entre les versements et l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable/l'accroissement de la part du marché mondial. Selon le Brésil, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques incitent les exploitants des États-Unis à planter du coton upland dans des circonstances où ils ne l'auraient pas fait sans (ou "en l'absence") les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Le Brésil affirme que ce niveau de plantation qui est, d'après ce qu'il allègue, induit par les subventions donne lieu à une surproduction, qui se traduit par des exportations accrues (selon la théorie avancée par le Brésil avant la réunion avec le Groupe spécial) – ou par des stocks invendus (selon la théorie avancée par le Brésil au moment de la réunion avec le Groupe spécial) – et, en fin de compte, par les effets défavorables concernant le prix/la part de marché dont le Brésil allègue l'existence.

65. Pour examiner si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont ces effets allégués sur la production de coton upland, il est nécessaire de considérer la matrice particulière des décisions des producteurs des États-Unis et les facteurs qu'ils prennent *effectivement* en compte lorsqu'ils décident s'ils vont planter et quoi planter. De plus, il est important d'examiner de quelle façon les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques fonctionnent et interagissent *dams la pratique* avec les décisions en matière de production. Ces considérations sont à la base de l'approche retenue par les États-Unis pour examiner les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la production dans le cadre de la présente procédure.

66. En outre, les États-Unis estiment que pour qu'il soit tenu compte des arguments du Brésil concernant les décisions en matière de plantation, il faut que ces arguments soient compatibles, à tout le moins, avec les faits fondamentaux concernant la production de coton upland et avec la façon dont fonctionnent les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Cela signifie, par exemple, que les arguments ne peuvent pas être incompatibles avec le fait qu'au moment où, chaque année, un exploitant prend la décision de planter ou non du coton, il ne *sait* pas:

- si les conditions climatiques seront favorables et quelle quantité de coton sera finalement produite, à quoi ressembleront la demande et la consommation au moment de la récolte, et quel prix il finira par obtenir pour son coton sur le marché au moment de la récolte,

- quelle sera la situation de l'offre, de la demande et du prix des autres cultures concurrentes,

- si le cours mondial ajusté (ou "AWP") sera inférieur à 52 cents de sorte qu'il pourrait recevoir un versement au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland qu'il décide de cultiver (ou s'il pourrait recevoir un versement au titre de prêts à la commercialisation pour une culture concurrente),

- quels seront en fin de compte ses coûts variables s'il décide de cultiver du coton upland (plutôt qu'une certaine autre culture ou plutôt que de consacrer ses terres à une certaine autre utilisation), et

- (bien que cela ne dépende pas de la question de savoir s'il plante ou non du coton upland) si le prix agricole saisonnier moyen pour la campagne de commercialisation à venir sera finalement inférieur au seuil qui lui permettrait de recevoir un versement anticyclique pour toute *superficie de base* de coton upland ou d'une autre culture qu'il possède.

67. La décision de l'exploitant en matière de plantation *doit* être prise sur la base d'*attentes* au sujet, entre autres, des conditions climatiques, de l'offre, de la demande, des prix, des versements des pouvoirs publics et des coûts variables tant en ce qui concerne le coton upland que les cultures concurrentes. Le point de savoir si ses attentes s'avéreront en définitive exactes ou inexactes n'est pas un facteur pertinent pour sa décision en matière de plantation; il ne peut pas revenir en arrière et prendre des décisions en matière de production différentes en se fondant sur la façon dont les choses évoluent *réellement*. Le Brésil l'a reconnu dans le cadre de la présente procédure[79], et dans le cadre de la procédure initiale.[80] En outre, c'est l'approche générale sous-tendant les efforts de modélisation déployés par le Brésil tant dans la présente procédure que dans la procédure initiale.[81]

68. Les États-Unis ont montré qu'une grande partie des éléments de preuve et des arguments présentés par le Brésil ne résistaient pas à un examen minutieux lorsqu'on les examinait à la lumière de ces faits fondamentaux concernant la production de coton upland. Par exemple:

- le Brésil a essayé à plusieurs reprises de montrer les effets sur la production de coton upland pendant la campagne de commercialisation 2006 (ou la campagne de commercialisation 2005, selon l'approche privilégiée par le Brésil), sur la base des prix réels obtenus et/ou des versements réels reçus pendant ces années, en supposant effectivement que les décisions en matière de production étaient prises sur la base de faits qui ne se concrétisaient pas avant de nombreux mois suivant les décisions en matière de plantation[82];

- le Brésil a passé sous silence à plusieurs reprises le fait que les exploitants des États-Unis prenaient en considération les recettes nettes, les conditions de plantation et d'autres facteurs pertinents concernant les cultures concurrentes par rapport au

[79] *Voir* la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 36 ("Les producteurs de coton des États-Unis réagissent aux prix *attendus* et aux taux de subventionnement *attendus* qui sont d'actualité à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés sont prises au cours du cycle de production") (pas d'italique dans l'original) et la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 58 ("[l]'ampleur de l'incidence sur les incitations à produire du coton est égale à la différence *attendue* entre le taux de prêt, qui est connu à l'époque de la plantation, et les *attentes* du cultivateur à l'époque de la plantation concernant le cours mondial ajusté du coton qui s'appliquera lorsqu'il effectuera la transaction ayant fait l'objet d'un prêt à la commercialisation"). (pas d'italique dans l'original) Communication complémentaire du Brésil, annexe I, paragraphes 17 et 18.

[80] *États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 440 ("Le Brésil répond que les exploitants décident quoi planter en se fondant sur les prix du marché attendus ainsi que sur les versements attendus au titre des programmes de subventions contestés, de sorte que la superficie plantée réagit à ces deux facteurs.").

[81] Première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 4 ("Les producteurs des États-Unis réagissent eu égard au revenu qu'ils s'attendent à tirer des prix du marché et des subventions attendues des pouvoirs publics, les attentes pertinentes étant celles qui existent à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés en matière de production sont prises. Les producteurs des États-Unis ne savent pas avec certitude ce que les prix et les subventions réels seront finalement étant donné qu'ils deviendront connus au cours de la campagne de commercialisation. Par conséquent, comme c'est le cas dans la réalité, le modèle part de l'hypothèse que les prix ou les subventions réels pendant une campagne de commercialisation n'influent pas sur le comportement des cultivateurs de coton pendant cette campagne.").

[82] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 127, 144 et 145; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 191; la déclaration orale du Brésil, paragraphe 31.

coton upland – et pas seulement ces facteurs en ce qui concerne le coton upland isolément – pour déterminer quoi planter[83];

- le Brésil a essayé à plusieurs reprises d'établir les effets sur la production par rapport aux niveaux réels de la production pendant une année particulière, qui étaient sensiblement affectés par des facteurs sur lesquels les exploitants n'avaient aucune prise (tels que les parasites, les conditions climatiques et les changements technologiques) plutôt que par rapport aux effets sur les plantations (autrement dit, la décision effective en matière de production dépendant de l'exploitant)[84];

- le Brésil nie le fait que l'utilisation de variétés génétiquement améliorées aux États-Unis et ailleurs dans le monde a entraîné une hausse spectaculaire des rendements qui a modifié sensiblement la structure des coûts des exploitants de coton upland aux États-Unis et dans d'autres pays (par exemple en Inde)[85];

- le Brésil a essayé à plusieurs reprises de rationaliser les décisions en matière de production en faisant référence aux coûts autres que les coûts variables (ou frais d'exploitation) dont tenaient effectivement compte les exploitants des États-Unis dans leur matrice de décisions[86]; et

- le Brésil n'a pas pris en compte ni distingué dans son analyse les effets sur les prix qui étaient dus à des facteurs agissant sur l'élément demande de l'équilibre économique, y compris, surtout, l'influence du commerce de coton upland de la Chine sur les cours du marché mondial. Ce sont des effets qui sont confirmés par les éléments de preuve mêmes que le Brésil présente, y compris un rapport du Comité consultatif international du coton ("CCIC") qui montre la corrélation étroite qui existe entre l'offre et la demande de la Chine et l'indice A[87], le fait que l'indice A lui-même a été modifié pour rendre compte de l'influence du commerce de la Chine sur le marché du coton upland, ainsi que des rapports sur les marchés qui font état du rôle du commerce de la Chine pour "empêcher une hausse des prix dans une mesure notable en 2005-2006".[88]

69. Les théories échafaudées par le Brésil au sujet des effets, d'après ses allégations, importants que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques auraient sur la production, les exportations (ou, selon la dernière théorie, les stocks invendus) et, en fin de compte, les cours du marché mondial, sont coupées de la réalité et elles dépendent plutôt dans une très large mesure de l'exercice de modélisation que le Brésil a fait faire aux fins justement de montrer les effets significatifs sur les prix. Ainsi que les États-Unis l'ont montré, la structure et le fonctionnement de cet exercice de modélisation ainsi que les paramètres et les hypothèses sur lesquels il se fonde sont

[83] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphe 142; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 221 à 224.

[84] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 93, 96 et 124.

[85] *Voir*, par exemple, les observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 32.

[86] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 159 à 164, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 245 à 253, et la déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 78.

[87] *Voir* le rapport du CCIC intitulé "Review of the World Market Situation" pour la période de mai-juin 2006, page 8 (pièce BRA-485).

[88] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 315 et 316 (citant, par exemple, "Cotton: Review of the World Situation", Comité consultatif international du coton, page 7 (mai-juin 2006) (pièce BRA-485)).

entachés d'erreurs.[89] En fait, pour obtenir les effets les plus démesurés possibles, le Brésil a essayé de jeter le discrédit sur son propre modèle antérieur en le qualifiant d'"inutilement compliqué et contraignant" et "pas directement approprié pour la question à l'examen".[90] Le Brésil a en revanche présenté un modèle que son propre créateur (l'économiste du Brésil dans le présent différend) a qualifié de "modèle simple" qui "ne constitu[ait] pas l'analyse approfondie qui serait appropriée pour étayer une procédure concernant une mesure commerciale corrective ou une allégation de préjudice grave devant un groupe spécial de l'OMC".[91] Mais en plus le Brésil a systématiquement ajusté presque chaque paramètre afin d'obtenir une incidence encore plus grande sur la production et les prix que ce n'aurait été le cas s'il avait utilisé les élasticités employées dans son exercice de modélisation initial (qui était elles-mêmes souvent exagérées).[92]

70. En somme, les États-Unis estiment que, bien qu'il incombe au Brésil de prouver ses allégations au titre des articles 5 c)/6.3 c) et 5 c)/6.3 d) de l'*Accord SMC*, celui-ci n'a pas montré que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets sur la plantation et la production dont la nature et l'ampleur correspondaient à ce qu'il avait allégué. Selon la propre théorie du Brésil, il s'agit d'une première étape capitale pour établir l'existence d'un lien de causalité entre les versements et les effets défavorables allégués.

71. Les données montrent – plutôt – que pendant toute la période correspondant aux campagnes de commercialisation 2002-2007, les exploitants de coton des États-Unis s'attendaient à couvrir ou à plus que couvrir leurs coûts variables liés à la plantation de coton. De plus, comparativement aux principales cultures concurrentes, le coton upland était l'option la plus avantageuse du point de vue des coûts et des revenus pendant au moins trois des campagnes (campagnes de commercialisation 2003, 2004 et 2006). Durant deux des trois autres campagnes (campagnes de commercialisation 2002 et 2007), où le coton n'était pas l'option la plus avantageuse, les superficies de coton upland ont *sensiblement* diminué conformément aux signaux du marché. Et pendant la seule campagne (campagne de commercialisation 2005) où les variations de superficie ne correspondaient pas au caractère avantageux relatif différent du coton et des cultures concurrentes, d'autres facteurs ont clairement joué (surtout, un abandon de superficie plantée en fèves de soja à cause de préoccupations suscitées par une épidémie de rouille du soja asiatique apparue à la fin de la campagne de commercialisation 2004).[93] Par conséquent, les décisions des exploitants de coton upland des États-Unis en matière de plantation sont tout à fait compatibles avec les décisions qu'ils auraient prises s'il n'y avait pas eu de versements au titre de prêts à la commercialisation ni de versements anticycliques, et elles sont pleinement compatibles avec les signaux du marché et avec d'autres considérations relatives aux plantations et à la production.

72. Le fait que la production de coton upland des États-Unis pendant ces années était à la fois rationnelle d'un point de vue économique et conforme aux considérations relatives au marché et aux plantations/à la production est en outre confirmé par le fait qu'en pourcentage de la production mondiale, la production des États-Unis a été généralement stable pendant toute la période où des versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont été effectués par les États-Unis et pendant un grand nombre d'années bien avant cela. Ces éléments de preuve montrent que – contrairement à ce qu'affirme le Brésil – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas incité les exploitants des États-Unis à planter, produire et

[89] Première communication écrite des États-Unis, annexe I; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, annexe I, déclaration orale des États-Unis, déclaration de M. Glauber.

[90] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 4.

[91] M. Daniel A. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, décembre 2005 (pièce US-108).

[92] Bien entendu, bon nombre des élasticités utilisées dans le modèle aux fins de la procédure initiale étaient déjà exagérées.

[93] *Voir* les observations des États-Unis sur la présentation "orale" du Brésil, paragraphes 70 à 72.

exporter alors que les signaux du marché auraient amené leurs concurrents étrangers à se retirer. La part stable de la production et des exportations des États-Unis au cours de cette période indique que quels que soient les signaux envoyés par le "marché mondial", les producteurs des États-Unis les reçoivent clairement et y répondent en grande partie de la même manière que leurs concurrents étrangers.

73. Les études indépendantes que les États-Unis ont présentées – qui, contrairement à l'exercice de modélisation du Brésil, n'ont pas été demandées aux fins de la présente procédure – donnent encore plus de poids à l'argument selon lequel les versements contestés n'ont *pas* d'effet sur la production qui sont susceptibles d'entraîner un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable". Ces études montrent, en particulier, qu'il est probable que les versements anticycliques ont des effets minimes sur la superficie et, par conséquent, sur la production, et qu'une partie substantielle des versements anticycliques effectués sont capitalisés dans les loyers fonciers et la valeur foncière, les faisant augmenter. De plus, les données concernant la superficie plantée et la superficie de base montrent que les exploitants des États-Unis utilisent effectivement la flexibilité en matière de plantation ménagée par les programmes de versements directs et de versements anticycliques (en fait, même avant la chute spectaculaire de la superficie plantée en coton upland attendue pour la campagne de commercialisation à venir, les données montrent que les exploitants de coton des États-Unis détenant une superficie de base de coton plantent environ *40 pour cent de moins* de coton upland qu'à l'époque où la superficie de base avait été fixée). En outre, une proportion importante - et croissante - de coton est cultivée sur des exploitations qui ne détiennent *aucune* superficie de base de coton upland ou sur une superficie plantée qui dépasse la superficie de base de coton upland détenue par l'exploitation. En d'autres termes, pour ces exploitants cotonniers, il ne peut y avoir aucun lien - même allégué - entre des versements anticycliques relatifs à la base de coton et la production de coton upland parce que ces exploitants cultivent du coton sur une superficie *supérieure* à toute superficie de base de coton.[94]

74. Ces données étayent d'autres éléments de preuve présentés par les États-Unis; par exemple, les données concernant les coûts de production montrent que pour l'essentiel de la production des États-Unis (au moins 92 pour cent), le revenu provenant du marché couvre non seulement les coûts variables de production mais aussi *tous* les coûts de production. Ainsi que nous en traitons plus en détail ci-après dans la réponse à la question n° 59, ce fait est extrêmement important parce que les coûts "totaux" de production déclarés par l'USDA comprennent les coûts d'opportunité économique imputés. Ce ne sont même pas des coûts en espèces réels pour bon nombre – voire pour la plupart – des exploitants de coton upland et, par conséquent, il est possible qu'ils n'aient jamais besoin d'être payés. Les données montrent donc que la grande majorité des exploitants des États-Unis non seulement peuvent couvrir leurs coûts variables de production du coton upland – les coûts qui sont importants à court terme – mais qu'ils peuvent aussi couvrir leurs coûts *en espèces* totaux de production du coton upland *et* qu'ils peuvent couvrir les coûts d'opportunité économique qui ne sont même pas, pour la plupart, des dépenses réelles qui doivent être effectuées pour que l'exploitation demeure en activité. Lorsque l'on considère cela avec le fait que les décisions concernant la cessation ou non de l'activité de l'ensemble de l'exploitation sont fondées sur les coûts et les revenus de l'ensemble de l'exploitation – et non simplement sur les coûts et les revenus concernant des cultures particulières – il est clair que la culture du coton upland aux États-Unis est une activité entièrement rationnelle sur le plan économique, qui ne dépend pas des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pour assurer sa viabilité financière continue.

75. Enfin, conformément aux éléments de preuve présentés au Groupe spécial qui montrent que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'ont pas le type d'effets "importants" d'accroissement de la production que supposent les allégations formulées par le

[94] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 220 à 225; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 263 à 266.

Brésil, le propre exercice de modélisation du Brésil rend compte d'effets infimes sur les prix lorsque les paramètres du modèle sont rajustés à des niveaux plus réalistes (c'est-à-dire *même sans* ajuster le modèle lui-même pour tenir compte des nombreuses erreurs fondamentales de sa structure et de son fonctionnement). Un éventuel empêchement de hausses de prix serait de l'ordre de 1 à 1,5 pour cent si l'on appliquait après recalibrage le modèle Sumner II pour les campagnes de commercialisation 2006-2008. Bien que ce résultat soit exagéré, il se traduit par une incidence de *moins de 1 cent par livre* sur les cours du marché mondial aux niveaux actuels de l'indice A.[95] Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve pour établir qu'une telle incidence – qui est exagérée – constituait néanmoins un empêchement de hausses du prix du coton upland sur le marché mondial "dans une mesure notable". En fait, l'approche du Brésil ferait effectivement de tout effet sur les prix un empêchement de hausses de prix *dans une mesure notable* et, par conséquent, éliminerait carrément l'expression "dans une mesure notable" de l'article 6.3 de l'*Accord SMC*. Ni cette approche – ni les arguments spécifiques avancés par le Brésil quant aux effets sur la production – ne sont étayés par le texte des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

52. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait observer ce qui suit:

> ***"Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges." (paragraphe 5.19)***
>
> ***Les parties considèrent-elles que le fait qu'au titre de l'Accord sur l'agriculture, une subvention relève de la "catégorie orange" est pertinent pour l'analyse de la compatibilité de la subvention avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC?***

76. Non. Le fait qu'une mesure notifiée en tant que mesure de la "catégorie orange" n'indique pas qu'elle cause des effets défavorables au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*. La "catégorie orange" est simplement une catégorie fourre-tout qui fait référence aux "mesures de soutien interne en faveur des producteurs agricoles" qui n'entrent pas dans les catégories dites "vertes"[96] (mesures dont les Membres sont convenus qu'elles ont des effets de distorsion des échanges nuls ou minimes) ou "bleue" (versements directs au titre de programmes de limitation de la production).[97] Bien que les mesures relevant de la "catégorie orange" puissent ne pas satisfaire à toutes les prescriptions nécessaires pour être réputées avoir des effets de distorsion des échanges nuls ou minimes aux fins des "catégories" mentionnées dans l'*Accord sur l'agriculture*, cela ne veut pas dire qu'elles causent l'un ou l'autre des effets défavorables mentionnés à l'article 5 de l'*Accord SMC*.

77. Au contraire, les effets différents examinés ci-dessus servent simplement à illustrer le fait que les mesures de soutien peuvent avoir un éventail d'effets, ceux-ci pouvant être nuls ou minimes à une extrémité de l'éventail et être défavorables à l'autre. Les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* ne concernent que les mesures qui ont ces derniers effets – ces dispositions ne concernent pas les mesures relevant de la "catégorie verte" qui ont des effets de distorsion des échanges nuls ou minimes, ni les mesures relevant de la "catégorie orange" qui – bien qu'elles puissent avoir des effets un tant soit peu plus

[95] La moyenne de l'indice A pour janvier 2007 était de 60,44 cents/livre.

[96] *Voir* l'article 6:1 et l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

[97] Article 6:5 de l'*Accord sur l'agriculture*. Certains engagements en matière de réduction s'appliquent aux mesures de la "catégorie orange" à moins qu'ils ne soient visés par les dispositions *de minimis* ou les dispositions relatives au développement agricole et rural de l'*Accord sur l'agriculture*. *Voir* l'article 6:4 et l'article 6:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, respectivement.

importants sur les échanges que les mesures de la catégorie verte – ne causent pas d'effets défavorables au sens des articles 5 et 6.

78. Cet éventail d'effets est une considération pertinente pour évaluer les allégations formulées par le Brésil selon lesquelles *tout* degré d'empêchement de hausses de prix doit être considéré comme un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" aux fins du présent différend. Les arguments avancés par le Brésil ne tiennent pas compte du fait qu'il est prévu et toléré que les mesures de soutien interne aient certains effets de distorsion des échanges et que ce n'est que lorsqu'il est constaté que la distorsion des échanges atteint le niveau d'un empêchement de hausses de prix *dans une mesure notable*, ou de l'un des autres effets défavorables mentionnés aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*, que naît l'obligation de retirer la mesure ou d'éliminer les effets défavorables qui en découlent au titre de l'article 7.8 dudit accord.

Questions posées aux États-Unis

53. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets "d'encouragement de la production réels", et que le Brésil "prétend démontrer l'existence d'effets indirects sur la production en alléguant que la plantation, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas aux prix". (déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 et 69, italique dans l'original)

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer plus en détail la distinction entre ce qu'ils appellent des "effets d'encouragement de la production réels" et des "effets indirects sur la production"? Pourraient-ils également préciser en quoi cette distinction est pertinente d'un point de vue juridique dans le contexte des articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

79. Les États-Unis n'entendent pas établir une distinction entre "les effets réels sur la production" et "les effets indirects sur la production". Dans les paragraphes de leur déclaration orale mentionnés ci-dessus, ils font valoir deux points différents.

80. Premièrement, les États-Unis font valoir que la propre théorie du Brésil concernant le lien de causalité au titre des articles 5 c) et 6.3 c) – et le sens ordinaire des termes du traité – exige que soit effectué un examen des effets *réels* que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont sur les décisions des exploitants des États-Unis en matière de plantation.[98] De l'avis des États-Unis, il faut pour cela que tout élément de preuve soit compatible avec les faits fondamentaux concernant la façon dont les exploitants de coton upland prennent leurs décisions en matière de plantation/production. Ces faits sont examinés ci-dessus dans la réponse à la

[98] *Voir* le différend *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 97 ("Le Brésil explique que les cultivateurs de coton upland des États-Unis fondent leurs décisions en matière de plantation sur les revenus nets escomptés, c'est-à-dire les prix du marché escomptés conjugués au soutien escompté des pouvoirs publics"); la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 36 ("Les producteurs de coton des États-Unis réagissent aux prix *attendus* et aux taux de subventionnement *attendus* qui sont d'actualité à l'époque où les décisions en matière de plantation et d'autres décisions clés sont prises au cours du cycle de production") (pas d'italique dans l'original); et la première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphe 58 ("[l]'ampleur de l'incidence sur les incitations à produire du coton est égale à la différence *attendue* entre le taux de prêt, qui est connu à l'époque de la plantation, et les *attentes* du cultivateur à l'époque de la plantation concernant le cours mondial ajusté du coton qui s'appliquera lorsqu'il effectuera la transaction ayant fait l'objet d'un prêt à la commercialisation."). (pas d'italique dans l'original) Communication complémentaire du Brésil, annexe I, paragraphes 17 et 18.

question n° 51. Comme nous l'avons mentionné, une grande partie des données que le Brésil présente ne sont *pas* compatibles avec ces faits et, par conséquent, ne disent pas grand-chose sur les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur les décisions des exploitants des États-Unis en matière de plantation.

81. Deuxièmement, les États-Unis traitent des arguments avancés par le Brésil selon lesquels il est possible d'établir *indirectement* l'existence d'un lien entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les niveaux prétendument artificiellement élevés de la superficie plantée, de la production et des exportations des États-Unis à partir de ce que le Brésil a considéré être l'*absence* d'un "lien" entre "les prix, d'une part, et la superficie plantée, la production et les exportations [des États-Unis], d'autre part".[99] Selon l'argument du Brésil, s'il est possible de prouver qu'il n'existe aucun lien entre les prix du coton upland et les plantations, la production et les exportations des États-Unis, cela veut dire que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques doivent avoir en quelque sorte "isolé" les plantations, la production et les exportations des producteurs des États-Unis des signaux du marché. Les États-Unis estiment que ce raisonnement est erroné au départ parce que les plantations, la production et les exportations des États-Unis réagissent à des facteurs autres que seulement le prix du coton upland (et, en termes de prix, réagissent aux prix attendus et non aux prix réels). Par exemple, ainsi que nous l'avons mentionné ci-dessus, la décision de planter du coton upland résulte de considérations comprenant les revenus nets attendus du coton upland *et des cultures concurrentes*, les conditions attendues de plantation et de production, et d'autres facteurs du même genre. Il n'est donc pas réaliste de donner à entendre qu'il devrait y avoir un lien singulier entre les plantations, la production et les exportations de coton upland et les prix du coton upland.

82. En outre, les comparaisons que le Brésil a essayé d'établir pour démontrer l'absence d'un "lien" sont incompatibles avec les faits mêmes concernant la production de coton upland dont les États-Unis ont fait état ci-dessus. Par exemple, rappelons que le Brésil a fait valoir qu'il n'y avait pas de lien entre la production de coton upland aux États-Unis pendant chaque campagne et les prix agricoles aux États-Unis. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, cet argument ne tient pas compte du fait que a) les décisions en matière de plantation ne peuvent pas s'expliquer par un examen des prix du coton seulement, b) les exploitants des États-Unis fondent leurs décisions en matière de plantation sur les prix attendus et non sur les prix réels, et c) "les producteurs ne prennent pas de décision en matière de production, mais en matière de plantation. La production finale est affectée par les conditions météorologiques et d'autres facteurs agissant sur le rendement".[100]

83. En fait, la même "absence" alléguée d'un "lien" entre les niveaux absolus de production et les prix apparaît clairement lorsque l'on compare la production à l'étranger avec les fluctuations de l'indice A.[101] Ainsi, soit tous les producteurs sont coupés des signaux du marché – si l'on applique le raisonnement du Brésil – soit, en fait, les éléments de preuve présentés par le Brésil n'étayent pas effectivement ses assertions d'isolation par rapport au marché. Les États-Unis estiment que la dernière hypothèse est la conclusion la plus logique.

84. De même, le Brésil a aussi cherché à comparer les niveaux annuels des exportations de coton upland des États-Unis et le prix agricole moyen pour la campagne de commercialisation afin de

[99] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 145.

[100] Mémoire d'intimé du Brésil, paragraphe 706, note de bas de page 995.

[101] Les États-Unis utilisent l'indice A parce que le prix agricole aux États-Unis n'est pas le prix du coton cultivé à l'étranger. Cependant, étant donné qu'il considère qu'il existe de "grandes similitudes" entre le prix agricole aux États-Unis et l'indice A, le Brésil estime, semble-t-il, que la comparaison de la production des États-Unis et de la production étrangère avec l'indice A est analogue à la comparaison qu'il établit ci-dessus entre la production et les prix agricoles aux États-Unis. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 97.

montrer l'absence alléguée d'un lien entre les exportations et les prix. Or, une fois de plus, les éléments de preuve présentés par le Brésil ne tiennent pas compte de la réalité – que reconnaît aisément sa propre branche de production du coton en dehors du présent différend – à savoir que les exportations des États-Unis ont réagi à une diminution spectaculaire de l'utilisation industrielle aux États-Unis et à la hausse simultanée de la consommation étrangère.[102] Ce sont ces conditions du marché, plutôt que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques qui expliquent l'évolution des exportations des États-Unis pendant les années ayant précédé l'entrée en vigueur de la Loi FSRI. Depuis que la Loi est entrée en vigueur, l'évolution des exportations des États-Unis a été entièrement compatible avec celle des concurrents étrangers.

85. Le Brésil a aussi présenté une troisième série de comparaisons dans le but de montrer qu'il n'existait pas de corrélation entre les décisions en matière de plantation pendant une campagne de commercialisation et les prix du coton upland pratiqués de nombreux mois plus tard[103] ou les prix à terme du *seul* coton upland.[104] Là encore, l'analyse du Brésil ne tient pas compte des considérations mêmes sur lesquelles se fondent les décisions en matière de plantation; en particulier, le fait que les décisions en matière de plantation sont prises sur la base des *attentes* concernant les revenus nets non seulement du coton, mais également *des cultures concurrentes* (comme l'indique, de façon révélatrice, le propre modèle économique du Brésil dans le présent différend). De plus, l'analyse que présente le Brésil à cet égard – avec toutes les erreurs qu'elle comporte – *affaiblit* en fait les allégations qu'il formule. Par exemple, l'analyse faite par le Brésil des modifications de la superficie récoltée aux États-Unis et à l'étranger par rapport aux prix à terme du coton upland montre que les modifications de la superficie récoltée aux États-Unis sont systématiquement conformes à celles de la superficie récoltée dans le reste du monde pendant la plupart des campagnes. Toutefois, lorsqu'il existe des différences, c'est parce que la superficie récoltée aux États-Unis réagit de façon plus *prudente* que la superficie étrangère à la hausse des prix à terme du coton upland (comme pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2006).[105] En fait, depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI, la *seule* campagne pendant laquelle les modifications de la superficie récoltée aux États-Unis ont été *plus* prudentes a été la campagne de commercialisation 2005, et cette différence s'explique aisément lorsque l'on prend en compte des facteurs tels que a) un abandon de la superficie plantée en fèves de soja au profit du coton upland dans les régions du delta et du sud-est des États-Unis par suite des craintes suscitées par une autre épidémie de rouille du soja; et b) des conditions de culture exceptionnellement bonnes ayant entraîné un faible abandon.

86. En somme, les États-Unis estiment que le Brésil n'a pas étayé son argument selon lequel la superficie plantée des États-Unis ne réagissait pas aux signaux du marché, des plantations et de la production. Les données montrent plutôt que la production et les exportations des États-Unis suivent systématiquement l'évolution de la production et des exportations ailleurs dans le monde. Ce facteur – et un examen des variations de la superficie plantée des États-Unis à la lumière des revenus attendus et d'autres facteurs concernant *à la fois* le coton upland et les cultures concurrentes – confirme que les producteurs des États-Unis reçoivent les signaux du marché et y réagissent d'une manière rationnelle sur le plan économique, qui est entièrement compatible avec le comportement de leurs concurrents étrangers.

b) Que répondent les États-Unis à l'argument selon lequel le fait que "les producteurs de coton upland des États-Unis savent que leur revenu global sera toujours protégé par des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques … joue un rôle essentiel dans leurs décisions en matière de

[102] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 249.
[103] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 144 et 145.
[104] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 142 et 143, et la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 221 à 224.
[105] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 306.

plantation"? (réfutation du Brésil, paragraphe 185; voir aussi la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 5.20 et 5.21)

87. Les États-Unis estiment que le bénéficiaire admissible d'un soutien du revenu sait qu'il recevra une certaine protection du revenu par suite des versements effectués au titre du programme de soutien du revenu. C'est la nature et l'intention mêmes des programmes de soutien du revenu - s'assurer que les producteurs reçoivent un certain revenu qu'ils n'obtiendraient pas par ailleurs sur le marché. Cela est vrai pour les versements au titre du programme de versements directs, les versements au titre du programme de versements anticycliques, les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation et pour tout autre programme de soutien du revenu d'un Membre (par exemple ceux qui apportent un soutien aux personnes âgées ou aux personnes à faible revenu). C'est justement le point que le Brésil illustre dans le graphique qu'il présente pour montrer que non seulement les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, mais également les versements directs, les versements au titre de l'assurance-récolte et les versements pour les graines de coton fournissent un soutien du revenu aux producteurs des États-Unis.[106]

88. Le simple fait que les programmes de soutien du revenu accordent un soutien du revenu à des producteurs agricoles ne signifie *pas*, toutefois, que les versements ont des effets "importants" sur les plantations ou causent l'un des effets défavorables énumérés aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Si cela était vrai, le soutien du revenu *ne pourrait pas* être mentionné comme l'un des types de mesures relevant de ce qu'il est convenu d'appeler la "catégorie verte" qui sont énumérées à l'Annexe 2 de l'*Accord sur l'agriculture* et qui, par définition, ont seulement des "effets de distorsion sur les échanges ou [des] effets sur la production … nuls ou, au plus, minimes".

89. La question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont *en fait* des effets "importants" sur les plantations et amènent les producteurs des États-Unis à planter du coton upland alors qu'ils ne le feraient pas autrement est une question de fait et une question que le Brésil doit prouver de manière affirmative en présentant des éléments de preuve montrant comment les exploitants de coton upland prennent effectivement leurs décisions en matière de production et comment les programmes fonctionnent en réalité. De plus, la question ne consiste pas simplement à prouver l'existence d'un *quelconque* effet sur la production. Comme les États-Unis l'ont noté auparavant, la plupart des économistes conviennent qu'un type de versement effectué en faveur d'un producteur de produits agricoles aura un certain effet sur le risque et la richesse et que cet effet peut, à son tour, avoir un certain effet sur la production. En fait, l'*Accord sur l'agriculture* prévoit même que les versements relevant de la "catégorie verte" – des mesures dont les Membres ont estimé qu'elles pouvaient être librement accordées sans limitation en vertu des engagements de réduction du soutien interne – peuvent avoir des effets *minimes* sur la production. La question est de savoir si le Brésil a montré que les effets sur le risque, la richesse ou la production atteignaient un niveau tel qu'ils causaient – dans les conditions du marché existantes – l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable dont le Brésil a allégué l'existence dans la présente procédure. Les États-Unis estiment que, pour les raisons exposées ci-dessus et explicitées dans leurs communications antérieures, le Brésil ne l'a pas fait.

c) Dans sa déclaration liminaire à la réunion du Groupe spécial avec les parties, le Brésil a fait observer ce qui suit:

> ***"… nous avons démontré que ces subventions stabilisaient les revenus des producteurs de coton en dépit des énormes fluctuations des cours du marché, isolant et inhibant ainsi la réaction de la superficie aux signaux des cours du marché. Ces subventions***

[106] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 133, graphique 8, et la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 189, graphique 6.

> ***couvrent également les écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total. Ces deux effets sont étroitement corrélés." (paragraphe 55)***
>
> ***Les États-Unis font-ils seulement valoir que le Brésil n'a pas prouvé empiriquement que ces deux "effets" se sont effectivement produits ou sont-ils aussi d'avis que ces effets ne sont de toute façon pas pertinents pour une analyse de la question de savoir si une subvention empêche des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC?***

90. Les États-Unis font valoir deux choses en ce qui concerne cette assertion. Premièrement, le but premier des programmes de soutien du revenu est d'augmenter le revenu des bénéficiaires. Par conséquent, l'assertion du Brésil selon laquelle il a "démontré" que les versements effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "stabilisaient" les revenus des producteurs admissibles n'a rien de remarquable. Il n'est pas nécessaire de présenter un graphique compliqué pour le "démontrer" – il ressort clairement de la formule même des versements effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques que les versements sont effectués lorsque les prix descendent au-dessous de certains seuils.

91. Le fait que les exploitants de coton upland peuvent finir par recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant une année où les prix tombent au-dessous des seuils applicables ne signifie pas toutefois que les versements ont eu pour effet d'"isol[er] et inhib[er] la réaction de la superficie aux signaux des cours du marché", ainsi que l'affirme le Brésil.[107] D'une part, les décisions en matière de plantation sont prises à la lumière des *attentes* au sujet des revenus et d'autres facteurs à l'époque de la plantation, et non des revenus réels qui seront reçus ou d'autres facteurs qui se manifesteront en fait beaucoup plus tard lorsque la campagne de commercialisation débutera effectivement. De plus, la question de savoir si les attentes concernant le soutien du revenu accordé sous forme de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques incitent en fait les producteurs des États-Unis à planter plus de coton upland qu'ils ne le feraient par ailleurs sur la base des seuls signaux du marché, des plantations et de la production est une question de fait. Et les éléments de preuve n'étayent pas l'affirmation du Brésil concernant l'existence de tels effets substantiels sur la plantation/production.

92. De nouveau, il est incontestable que les décisions de planter ou non du coton upland sont prises de nombreux mois avant qu'un seul penny ne soit déboursé au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. En prenant ces décisions, l'exploitant de coton upland admissible au bénéfice de versements tient probablement compte du fait qu'il recevra un versement au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques si les prix du marché tombent au-dessous du niveau à partir duquel ces versements sont effectués. La grande question consiste à savoir si ce fait l'incitera à planter du coton upland alors qu'il ne le ferait pas par ailleurs si sa décision se fondait uniquement sur les signaux du marché et s'il en résultera des plantations et une production tellement excédentaires qu'elles entraîneront un empêchement de hausses des prix du marché mondial dans une mesure notable au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. La réponse à cette question dépend de la comparaison à établir entre ce que ferait l'exploitant sur la base des signaux du marché et ce qu'il ferait compte tenu de la possibilité de recevoir des versements au titre des programmes de versements au titre des prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

93. Dans le cas des programmes de versements anticycliques, il n'y a pas de raison que l'exploitant plante du coton upland pour recevoir des versements. Il recevra ce versement qu'il

[107] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 55.

choisisse de planter du coton upland, ou une culture concurrente (comme le soja ou le maïs), ou qu'il décide de laisser sa terre en jachère. Par conséquent, l'exploitant rationnel planterait la culture qu'il pourrait le mieux pratiquer (sur la base de ses attentes concernant les conditions climatiques, les parasites, ses propres compétences, etc.) et dont il s'attendrait à ce qu'elle lui procure les revenus les plus élevés sur le marché. Bien que le fait qu'il s'attende à pouvoir recevoir des versements au titre du programme de versements anticycliques puisse avoir des effets indirects sur la production en le rendant moins prudent, les recherches semblent indiquer que de tels effets sont susceptibles d'être minimes et de ne pas être propres à une culture.[108] Il est donc fort peu probable que – *même si* l'exploitant s'attend à recevoir des versements au titre du programme de versements anticycliques – ces attentes l'inciteront à planter du coton upland dans une proportion considérablement plus grande que s'il répondait simplement aux signaux du marché. Et, conformément à cette analyse économique, des études indépendantes et des données empiriques montrent que les versements anticycliques ont probablement eu des effets minimes sur la superficie et, par conséquent, sur la production.[109]

94. Dans le cas des versements au titre de prêts à la commercialisation, l'analyse est quelque peu différente parce que l'exploitant doit effectivement décider de planter du coton upland pour pouvoir obtenir des versements au titre du programme. La question consiste à déterminer s'il le fera alors qu'il ne le ferait pas s'il se fondait sur les signaux du marché (et d'autres signaux concernant les plantations/la production) seulement. Les données montrent, toutefois, que depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI, pendant chaque campagne de commercialisation, il aurait été rationnel d'un point de vue économique que les exploitants de coton upland plantent du coton upland au lieu de laisser leurs terres en jachère parce qu'ils s'attendaient à ce que, même en l'absence des versements des pouvoirs publics, les revenus provenant du marché pour le coton upland soient plus que suffisants pour couvrir les coûts variables. Au cours de certaines de ces campagnes, toutefois, il aurait été plus rationnel d'un point de vue économique (sur la base des attentes concernant les prix moyens et les coûts aux États-Unis) de planter une culture concurrente (par exemple du maïs pendant les campagnes de commercialisation 2002 et 2007). Conformément à cette analyse, pendant ces campagnes, les données sur la superficie montrent une diminution correspondante des plantations de coton upland aux États-Unis. En fait, la seule campagne où il n'y a pas eu de modification correspondante de la superficie a été la campagne de commercialisation 2005, et les données montrent aussi pour quelle raison exactement cela a été le cas – à savoir un abandon des superficies plantées en soja en faveur du coton dans les régions du sud-est et du delta à cause des craintes suscitées par une autre épidémie de rouille du soja et d'autres considérations liées aux plantations/à la production.

95. Autrement dit, au cours de chacune des campagnes pendant lesquelles la Loi FSRI était en vigueur, les modifications de la superficie plantée des États-Unis ont été conformes à celles que l'on se serait attendu à observer s'il n'y avait pas eu de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et si les exploitants des États-Unis avaient fondé leurs décisions en matière de plantation uniquement sur les signaux des prix du marché et sur d'autres considérations pertinentes pour les plantations et la production. Cela est vrai indépendamment du fait que la campagne considérée était une campagne où les prix attendus se situaient à des niveaux auxquels les exploitants croyaient que des versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques seraient susceptibles d'être effectués (comme pendant les campagnes de commercialisation 2002 et 2005) ou une campagne où les prix attendus étaient supérieurs et où les attentes étaient que des versements au titre de prêts à la commercialisation n'étaient pas susceptibles d'être effectués (comme pendant les campagnes de commercialisation 2003, 2005 et 2006).

---

[108] *Voir*, par exemple, M. Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 203 (pièce US-35), Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter- cyclical Payments' Production Impacts", *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86* (printemps 2007), page 81 (pièce US-85).

[109] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 203 à 276; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 226 à 267, et 282 à 295.

96. Ce qui nous amène au troisième argument des États-Unis concernant l'affirmation du Brésil selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques "couvrent … les écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total". Ainsi que nous l'avons indiqué dans la réponse aux questions n° 51 et 59, l'affirmation par le Brésil de l'existence d'"écarts considérables à long terme" et leur importance alléguée utilise de manière inappropriée les chiffres sur les "coûts totaux" publiés par l'"USDA". Pour illustrer le caractère erroné de l'approche des "coûts totaux" avancée par le Brésil, rappelons que, dans sa présentation "orale" devant le Groupe spécial, le Brésil a présenté des graphiques qui comparaient les coûts totaux de la production de coton, de maïs et de soja aux revenus bruts totaux que procuraient ces cultures.[110] Le Brésil a allégué que cela montrait l'existence d'une "activité économiquement irrationnelle consistant à cultiver du coton aux États-Unis dans le cadre de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques".[111] Or, ce que cela montrait, c'était le caractère déraisonnable de l'analyse du Brésil.

97. Selon le Brésil, les exploitants des États-Unis auraient perdu de l'argent *à tous les niveaux* en produisant *l'une quelconque* de ces cultures (ou se seraient attendus à en perdre) pendant l'une des campagnes examinées. En fait, si l'on devait appliquer le raisonnement erroné du Brésil de façon plus générale, on obtiendrait des résultats similaires pour presque *toutes* les principales cultures de plein champ aux États-Unis. Ainsi, par exemple, selon la théorie du Brésil, les producteurs de chacune des principales cultures de plein champ, à l'exception du soja, auraient perdu de l'argent pendant la campagne de commercialisation 2005 et, même dans le cas du soja, les exploitants des États-Unis n'auraient pas pu gagner plus de 1 dollar/acre.

Valeur brute totale de la production/acre par rapport aux coûts totaux/acre pour les principales cultures de plein champ (campagne de commercialisation 2005)

	Coton ($EU)	Maïs ($EU)	Blé ($EU)	Riz ($EU)	Sorgho ($EU)	Orge ($EU)	Avoine ($EU)	Betterave sucrière ($EU)	Arachide ($EU)	Soja ($EU)
Valeur brute totale de la production	483	285	121	469	118	148	142	880	564	265
Coûts totaux	544	402	203	703	282	255	154	965	665	264
Valeur totale – Coûts totaux	**-87**	**-117**	**-82**	**-235**	**-164**	**-107**	**-25**	**-85**	**-101**	**1**

98. Autrement dit, l'analyse que fait le Brésil du comportement agricole "rationnel" obligerait le Groupe spécial à accepter qu'*aucune* des 434 millions d'acres de terre agricole aux États-Unis n'aurait dû être plantée en l'une des principales cultures de plein champ pendant la campagne de commercialisation 2005. Selon l'approche du Brésil, il n'aurait fallu cultiver ni coton upland, ni maïs, ni blé, ni riz, ni sorgho, ni orge, ni avoine, ni betterave sucrière, ni arachide. Et tout élément de preuve indiquant qu'ils ont effectivement été cultivés doit être accepté comme un élément de preuve des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la production.[112]

99. L'absurdité de ces résultats confirme que l'approche des "coûts totaux" du Brésil est une approche fondamentalement erronée de l'évaluation des décisions des exploitants des États-Unis en matière de plantation. Toute évaluation appropriée de la "rationalité économique" de la culture du

[110] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57 et paragraphes 57 à 91.
[111] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57 et paragraphes 57 à 91.
[112] En particulier, aucun versement n'a été effectué pour le blé ou le soja pendant la campagne de commercialisation 2005 (et n'a jamais été effectué pour ces cultures).

coton upland doit plutôt prendre en compte, entre autres, les coûts de production variables. En réalité, le fait que les coûts variables sont la considération pertinente dans les décisions en matière de plantation est parfaitement admis dans le domaine de l'économie agricole[113] et a été reconnu par l'Organe d'appel.[114] C'est ce que prouve aussi le fait qu'il n'y a *pas de modèle économique* dont les États-Unis ont connaissance qui utilise les coûts totaux dans ses équations sur les réactions de l'offre (c'est-à-dire pour examiner la décision en matière de plantation).

100. Les "coûts totaux" que le Brésil utilise pour établir l'existence d'"écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total" ne peuvent pas servir à examiner les décisions en matière de plantation ni ne permettent une évaluation appropriée de la viabilité à long terme des exploitants de coton upland des États-Unis. Ainsi que nous le mentionnons dans la réponse à la question n° 59, l'argument du Brésil fondé sur ces "écarts" allégués selon lequel les exploitants des États-Unis cesseraient leur activité si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques n'étaient pas disponibles est simplement erroné.

54. Les États-Unis pourraient-ils indiquer si et, dans l'affirmative, pourquoi ils estiment que le présent Groupe spécial ne devrait pas s'appuyer sur les constatations et l'analyse du Groupe spécial initial concernant les effets sur la production et les exportations des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques? Veuillez formuler des observations, en particulier, sur les paragraphes 7.1291, 7.1295, 7.1302, 7.1349 et 7.1353 du rapport du Groupe spécial.

101. La question sur laquelle le Groupe spécial initial s'est prononcé était celle de l'effet qu'avaient les versements au titre de prêts à la commercialisation, les versements anticycliques et les versements Step 2 effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au cours de cette période (et le point de savoir si cet effet équivalait à un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. La question sur laquelle le Brésil insiste devant le présent Groupe spécial est différente; il s'agit de la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent un préjudice grave "actuel" (c'est-à-dire dans les conditions de commercialisation existant pendant la campagne de commercialisation en cours en l'absence du programme Step 2).

102. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial est chargé, entre autres, de procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause". L'Organe d'appel a expliqué auparavant que la tâche d'un groupe spécial de la mise en conformité consistait à examiner les éléments de preuve et les arguments qui lui étaient présentés dans le cadre de la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité, même dans des situations où la situation factuelle était justement la même que celle qui avait été examinée dans le cadre de la procédure initiale (par exemple l'évaluation par une autorité administrante des effets des mêmes exportations au cours de la même période sur la même branche de

[113] *Voir*, par exemple, la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis dans la procédure initiale, paragraphes 117 à 122 (18 novembre 2003); Cecil Davison et Brad Crowder, "Northeast Soybean Acreage Response Using Expected Net Returns" *Northeastern Journal of Agriculture and Resource Economics*, avril 1991, pages 33 à 41 (pièce US-137) et Duncan M. Chembezi et Abner W. Womack, "Regional Acreage Response for U.S. Corn and Wheat: The Effects of Government Programs", *Southern Journal of Agricultural Economics*, juillet 1992, pages 187 à 198 (pièce US-138).

[114] *États-Unis – Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 453 ("Nous souscrivons à la thèse générale des États-Unis selon laquelle *les coûts variables peuvent jouer un rôle dans le processus de décision des exploitants quant à savoir s'ils devaient planter du coton upland ou une culture de remplacement et dans quelles proportions respectivement*. Les coûts variables peuvent être *particulièrement importants* dans une perspective à court terme.") (pas d'italique dans l'original)

production).[115] L'obligation est, manifestement, d'autant plus importante dans les cas où la situation factuelle présentée est différente (c'est-à-dire dans le cas où les mesures, la période et les conditions du marché sont toutes différentes de celles examinées dans le cadre de la procédure initiale). Cela – et le fait que le Brésil a l'obligation de prouver ses allégations dans le cadre de la présente procédure – signifie qu'il n'est pas justifié d'adopter automatiquement aux fins de la présente procédure les mêmes conclusions factuelles que celles tirées par le Groupe spécial initial au sujet des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation, des versements anticycliques et des versements Step 2 pendant une période différente. Ces conclusions ne sont appropriées en l'espèce que si le Brésil prouve que le même raisonnement est valable et est étayé par les arguments et éléments de preuve présentés au présent Groupe spécial. Pour les raisons exposées jusqu'à présent dans leurs communications et exposés, les États-Unis estiment que le Brésil n'a pas établi cette preuve.

103. Cela dit, les États-Unis examinent les conclusions particulières figurant dans les paragraphes mentionnés ci-dessus par le Groupe spécial:

104. ***Paragraphes 7.1291 et 7.1295:*** Les paragraphes 7.1291 et 7.1295 du rapport du Groupe spécial initial concernent les versements au titre de prêts à la commercialisation. Le Groupe spécial initial a dit dans ces deux paragraphes qu'il considérait que les versements effectués au titre du programme de prêts à la commercialisation "stimul[aient] la production et les exportations et entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence". Or, l'examen du raisonnement sous-tendant la conclusion du Groupe spécial à cet effet est très limité.

105. À l'appui de sa conclusion, le Groupe spécial initial dit ce qui suit: "Nous sommes d'accord avec le Brésil, qui a cité certains économistes de l'USDA à l'appui de son affirmation, pour dire que la structure, la conception et la gestion du programme de prêts à la commercialisation ont accru les effets de distorsion de la production et des échanges".[116] Or, les économistes de l'USDA cités par le Groupe spécial initial reconnaissent simplement que les versements effectués au titre du programme de prêts à la commercialisation peuvent avoir des effets sur la production sur la base des attentes des exploitants au sujet des revenus provenant du marché et du programme de prêts à la commercialisation.[117] De plus, dans la note de bas de page relative à cette déclaration, le Groupe spécial initial note que "[l]e fait que les États-Unis notifient le programme de prêts à la commercialisation comme soutien relevant de la "catégorie orange" au titre de l'Accord sur l'agriculture n'est pas nécessairement déterminant aux fins de notre analyse des "effets défavorables" au titre de la Partie III de l'Accord SMC".[118] En lisant conjointement ces déclarations, les États-Unis croient comprendre que le Groupe spécial initial notait que la conception et la gestion particulières du programme de prêts à la commercialisation étaient telles que le programme pouvait avoir plus que des effets de distorsion des échanges nuls ou minimes étant donné les conditions particulières du marché en vigueur. Les États-Unis ne sont pas d'accord.

106. La question de savoir - dans les conditions particulières du marché pendant une année donnée - si les versements effectués au titre du programme de prêts à la commercialisation ont effectivement de tels effets et si les effets donnent lieu à un degré de surproduction et d'exportation de la production excédentaire tel qu'il en résulte des effets d'empêchement de hausses de prix "dans une

---

[115] *États-Unis – Bois de construction résineux (21:5)*, paragraphe 101 (notant que les arguments du Canada "partent apparemment du principe qu'un groupe spécial est *tenu* d'évaluer les faits dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 exactement de la même manière qu'il les a évalués dans le cadre de la procédure du groupe spécial initial, et de lier l'autorité chargée de l'enquête qui fait une nouvelle détermination aux inférences qu'elle a faites à partir des mêmes éléments de preuve dans la détermination initiale. … [N]ous ne voyons pas pourquoi le Groupe spécial serait lié par les constatations du Groupe spécial initial."). (italique dans l'original)

[116] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1295.

[117] *Voir*, par exemple, "Analysis of the U.S. Commodity Loan Program with Marketing Loan Provisions," USDA, AER 801 (pièce BRA-222).

[118] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1295, note de bas de page 1401.

mesure notable" est une question de fait. Cette question nécessite un examen des attentes des exploitants de coton upland au sujet des prix, des versements, des coûts variables, des rendements, des conditions climatiques et d'autres facteurs du même type. Les éléments de preuve et les arguments présentés au Groupe spécial au sujet de ces attentes et des réactions des exploitants des États-Unis à ces attentes n'étayent pas une constatation établissant que les versements au titre de prêts à la commercialisation ont des effets substantiels sur la production, les exportations et les prix dans les conditions du marché en vigueur. Les éléments de preuve montrent plutôt que les modifications de la superficie plantée des États-Unis sont conformes aux fluctuations que l'on s'attendrait à observer si les exploitants des États-Unis fondaient uniquement leurs décisions en matière de plantation sur les signaux du marché concernant les prix et d'autres considérations pertinentes pour les plantations et la production.

107. ***Paragraphe 7.1302:*** Le paragraphe 7.1302 du rapport du Groupe spécial initial traite des versements anticycliques. Le Groupe spécial initial formule deux grandes observations à ce sujet. La première est que "[n]ous sommes d'accord avec le point de vue des économistes de l'USDA selon lequel, en raison de leur subordination aux prix du marché, les versements CCP peuvent indirectement influencer les décisions en matière de production en réduisant le risque de baisse de revenu total et par unité associé à la variabilité des prix dans certaines situations" et la deuxième est qu'il existerait "une forte relation positive entre les producteurs de coton upland (superficie de base) recevant des versements annuels et la production de coton upland". Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la première observation. Cependant, les économistes mêmes de l'USDA dont le Groupe spécial initial a noté les vues ont mené une analyse plus approfondie et expliqué que l'importance de ces effets sur la production serait probablement minime et limitée par un certain nombre de facteurs, y compris les suivants:

a) lorsqu'on s'attend à ce que les prix soient supérieurs au seuil maximal – les versements anticycliques se comportent tout comme les versements directs fixes [119];

b) "le[s] effet[s] croisé[s] entre produits de base semble[nt] indiquer que les versements anticycliques pourraient entraîner une réduction générale des risques liés aux revenus plutôt qu'un effet spécifique à une culture. Les recettes nettes provenant des cultures de remplacement resteraient le principal élément pris en considération dans les choix de production"[120];

c) "si plusieurs études font état d'une aversion des exploitants pour les risques (Chavas et Holt, 1990, 1996, par exemple), d'autres instruments de réduction des risques existent déjà pour la gestion des risques. Ainsi, avec la réduction des risques liés aux revenus assurée actuellement par les versements anticycliques dans le cadre des programmes agricoles, les exploitants peuvent adapter leur recours à ces autres stratégies de gestion des risques agricoles et non agricoles"[121]; et

d) "une grande partie de la production du secteur agricole des États-Unis provient d'une faible proportion de gros producteurs … Les éléments de preuve indiquant que l'aversion pour les risques décroît à mesure que les revenus augmentent (Chavas et Holt, 1990, 1996), donnent à penser que cette aversion pourrait également tendre à diminuer à mesure que la taille des exploitations augmente. Ainsi, le fait que les

[119] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 203 (pièce US-35).
[120] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 204 (pièce US-35).
[121] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 204 (pièce US-35).

> grandes exploitations qui représentent la majeure partie de la production éprouvent moins d'aversion pour les risques amoindrit les effets potentiels des versements anticycliques sur la production en raison de la réduction des risques. Si les petits exploitants peuvent éprouver davantage d'aversion pour les risques dans leur entreprise agricole, les revenus non agricoles peuvent réduire le niveau global des risques liés aux revenus des ménages."[122]

108. Sur la base de ces facteurs et d'autres, Westcott conclut qu'"il existe plusieurs facteurs d'atténuation qui semblent indiquer que les effets globaux sur la production des versements anticycliques seraient probablement limités en raison de la réduction des risques".[123] Les États-Unis sont d'accord avec cette évaluation. D'autres études présentées par les États-Unis – par exemple, une étude de 2007 menée par Lin & Dismukes dans laquelle les auteurs ont conclu que "[l']effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avér[ait] être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent ..."[124] – confirment que les effets des versements anticycliques sont effectivement très limités. Ces études sont importantes parce que – ainsi que nous l'indiquons ci-après – le programme de versements anticycliques venait tout juste d'entrer en vigueur à l'époque de la procédure du Groupe spécial initial. En conséquence, les études dont disposait le Groupe spécial initial étaient nécessairement prospectives et ne faisaient pas montre d'une grande ou réelle connaissance du fonctionnement du programme lui-même. Les études plus récentes font état d'une expérience et d'une connaissance plus approfondies du fonctionnement du programme dans la pratique.

109. Concernant la deuxième observation, ainsi qu'ils l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 29 de la première série de questions posées par le Groupe spécial[125], les États-Unis ne disconviennent pas que de nombreux détenteurs d'une superficie de base de coton upland produisent une certaine quantité de coton upland. Toutefois, ils estiment que cela n'étaye *pas* la conclusion selon laquelle les versements effectués au titre du programme de versements anticycliques *amènent* les exploitants des États-Unis à produire du coton upland. Au contraire, les données montrent ce qui suit:

- Dans les exploitations qui ont une superficie de base de coton upland (et qui peuvent donc recevoir des versements anticycliques pour le coton), le rapport entre la superficie *plantée* en coton et la superficie *de base* totale de coton upland n'a été que de 60 pour cent pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005. En d'autres termes, les exploitants de coton upland des États-Unis n'ont effectué de plantations que sur environ 60 pour cent des superficies de coton sur lesquelles ils avaient effectué des plantations pendant la période antérieure utilisée pour le calcul de la superficie de base.

- Deuxièmement, une part importante de la superficie plantée en coton upland des États-Unis (une moyenne de 17 pour cent au cours des campagnes de commercialisation 2002-2005) se trouve dans des exploitations dont la superficie plantée en coton dépasse la superficie de base de coton ou, même, sur des exploitations qui n'ont pas de superficie de base de coton.

---

[122] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 204 (pièce US-35).

[123] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 205 (pièce US-35).

[124] Lin, William and Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 83 (pièce US-85). (pas d'italique dans l'original)

[125] Réponses des États-Unis aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 14 à 23.

110. De l'avis des États-Unis, ces faits confirment que les exploitants des États-Unis recourent effectivement à la flexibilité en matière de plantation ménagée par les programmes de versements directs et de versements anticycliques. Cela est compatible avec le fait que les exploitants des États-Unis fondent leurs décisions en matière de production sur les signaux du marché et qu'ils ne sont pas en quelque sorte incités à planter du coton upland pour la seule raison qu'ils détiennent une superficie de base de coton upland. De plus, les données ci-dessus montrent qu'une proportion importante – et croissante – de coton est cultivée dans des exploitations qui ne détiennent *aucune* superficie de base de coton upland ou sur une superficie plantée qui dépasse la superficie de base de coton upland détenue par l'exploitation. En d'autres termes, pour ces exploitants cotonniers, il ne peut y avoir aucun lien – même allégué – entre les versements anticycliques relatifs à la base de coton et la production actuelle parce que ces exploitants cultivent du coton sur une superficie *supérieure* à leur superficie de base de coton, si superficie il y a. Ces faits sont ceux que les États-Unis considèrent comme les plus pertinents parce qu'ils portent sur le niveau de *plantation* et de *production* du coton upland et sur la relation qui existe – si relation il y a – entre ces éléments et les versements. L'allégation du Brésil porte *précisément* sur cette même relation.

111. En revanche, le fait que de nombreux détenteurs d'une superficie de base de coton upland produisent une certaine quantité de coton upland n'est guère remarquable. Cela montre justement que le coton upland est souvent encore produit sur des terres qui étaient antérieurement plantées en coton upland (c'est-à-dire à l'époque où la superficie de base a été établie). Le coton upland est cultivé dans un nombre limité de régions des États-Unis, principalement dans quelques États du sud et de l'ouest, où les conditions climatiques et autres sont idéales pour la production de coton upland. Le coton upland était cultivé dans ces régions bien avant l'entrée en vigueur du programme de versements anticycliques et continue d'y être cultivé aujourd'hui. Le maintien de la plantation de coton upland sur ces terres agricoles n'est pas dû à un quelconque versement des pouvoirs publics; il est fonction du fait que le coton upland peut être cultivé facilement dans ces régions mais ne peut être cultivé dans d'autres. Ainsi que les États-Unis l'ont montré, en 2005, le coton était cultivé dans les mêmes États et – dans une large mesure – les mêmes comtés qu'en 1992, soit bien avant que les versements anticycliques entrent en vigueur. Cette observation serait également valable même si on revenait des décennies en arrière. Bon nombre des mêmes exploitations produisent *une certaine* quantité de coton upland aujourd'hui pour les mêmes raisons qu'elles le faisaient à l'époque où les superficies de base ont été enregistrées et même des années avant – par exemple, les exploitants ont acquis une expérience et des compétences en matière de culture de coton upland dans ces régions et ils savent qu'ils peuvent cultiver du coton upland avec de bons résultats compte tenu des conditions particulières de culture dans la région. La continuité qu'a notée le Groupe spécial initial n'étaye aucune constatation établissant que les versements anticycliques *incitent* les exploitants des États-Unis à planter du coton upland dans une proportion importante.

112. ***Paragraphes 7.1349 et 7.1353:*** Ces deux paragraphes concernent les effets collectifs des versements Step 2, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Comme le présent Groupe spécial n'est pas saisi de cette question, l'analyse qui y est développée ne s'applique pas directement en l'espèce. Cela dit, les États-Unis traitent du raisonnement général qui est développé dans ces paragraphes. Au paragraphe 7.1349, le Groupe spécial initial a expliqué ce qui suit: "Nous reconnaissons avec les États-Unis que "[c]e dont il s'agit, c'est de la nature de la subvention examinée et du degré de tout effet prévu, qui pourrait se situer entre notable et négligeable". À notre avis, ces subventions subordonnées aux prix étaient suffisantes pour causer l'empêchement notable de hausses de prix dont nous avons constaté l'existence sur le même marché mondial." En revanche, en l'espèce, le Brésil n'a fourni aucune justification empirique montrant qu'il existe actuellement un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable, et encore moins que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques en sont la cause. De plus, les éléments de preuve mentionnés ci-dessus concernant la façon dont les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques fonctionnent réellement au moment présent et dans les conditions du

marché en vigueur indiquent que, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, ces versements n'ont pas d'effets substantiels sur la production ou les exportations, ni d'effets d'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable.

113. Au paragraphe 7.1353, le Groupe spécial initial explique qu'il considère que "la différence entre le coût de production total des producteurs des États-Unis et leurs recettes découlant des ventes de coton upland" est pertinente pour déterminer s'il existe des effets sur la production à moyen et long termes. Le Groupe spécial initial explique que "*[l]es frais fixes et variables* constituent le montant total encouru par le producteur pour produire le produit et le montant total qu'il doit récupérer, à long terme, pour éviter des pertes. Dans la mesure où le producteur pratique des prix qui ne permettent pas de récupérer le coût de production total, dans le temps, il subit une perte qui doit être financée par une autre source quelconque, sinon il doit simplement cesser son activité".[126]

114. Les États-Unis ne disconviennent pas que le coût de production total est une considération pertinente et qu'à long terme, les exploitants doivent recouvrer les coûts fixes et les coûts variables. Comme il est mentionné ci-après, dans la réponse à la question n° 59, toutefois, les données indiquent que la grande majorité de la production de coton upland aux États-Unis est économiquement viable à court terme et à long terme sans les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. La grande majorité des exploitants des États-Unis ont couvert ou plus que couvert leurs coûts en espèces totaux fixes et variables au cours de presque *chaque campagne* depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI. En outre, cumulativement et à long terme, les exploitants des États-Unis ont dégagé un excédent, et non un déficit en ce qui concerne les coûts directs.[127] Les recettes cumulées au cours de la période 2000-2005 ont représenté des recettes *positives* de 161 dollars par acre. De plus, pour les campagnes de commercialisation 2000-2006, les recettes nettes cumulées représentent des recettes *positives* (estimées) de 133 dollars par acre.[128] Par conséquent, ces exploitants ne "subi[ssaient] [pas] une perte" qu'il leur aurait fallu financer par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ou par d'autres sources de revenu "sinon il[s] [devaient] cesser [leur] activité".[129]

115. En fait, bien que le Brésil affirme de nouveau valoir l'existence du type de "différence" que le Groupe spécial initial a noté, le fait est que cette "différence" a été *créée par le Brésil* à l'aide des données sur les "coûts totaux" publiés par l'USDA. Comme il est indiqué ci-après dans la réponse à la question n° 59, ces coûts "totaux" ne devaient jamais servir d'indicateur de la viabilité à long terme des producteurs de coton upland. Les données fournissent simplement une image stylisée d'une culture dans une exploitation hypothétique à laquelle l'USDA attribue non seulement des coûts moyens réels d'exploitation/de production variables mais également une valeur pour les coûts en espèces fixes et – même en plus – une valeur pour les coûts d'opportunité économique qui, dans une large mesure, n'ont même pas à être déboursés. Par conséquent, il est simplement inexact de donner à entendre qu'un exploitant serait obligé – en l'absence de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques – de "cesser son activité"[130] s'il ne pouvait pas couvrir les coûts "totaux" indiqués par les données de l'USDA. Cela est non seulement dû à la nature des données, mais également au fait que la question de savoir si les exploitants "cesser[ont] [leur] activité"[131] dépend de l'équilibre général des coûts-revenus de l'exploitation, et non d'une activité de cette exploitation.

---

[126] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353, note de bas de page 1465.

[127] Cette analyse prend en considération les éléments figurant dans les chiffres publiés par l'USDA qui sont de vrais coûts en espèces (c'est-à-dire des coûts fixes et variables).

[128] *Voir* les observations des États-Unis sur la déclaration "orale" du Brésil, paragraphe 77.

[129] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

[130] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

[131] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

116. Cela dit, malgré les erreurs d'ordre conceptuel d'une évaluation pour une seule culture des "coûts totaux" aux fins de l'évaluation de la viabilité financière d'une exploitation tout entière – et *a fortiori* d'un secteur complet de l'économie agricole (c'est-à-dire les exploitants de coton upland) – les données indiquent que la grande majorité des exploitants de coton upland des États-Unis couvrent non seulement leurs coûts de production variables du coton upland, mais qu'ils génèrent des revenus additionnels provenant du marché suffisants pour *à la fois* couvrir les coûts en espèces fixes et dégager un excédent suffisant qu'ils pourraient – s'ils étaient obligés de le faire (*quad non*) – utiliser pour couvrir le type de coûts économiques imputés que le Brésil a essayé d'inclure dans ses calculs. Ces questions sont examinées plus en détail ci-après dans la réponse à la question n° 59.

55. Les États-Unis peuvent-ils confirmer que les chiffres de "868 millions de dollars" et de "838 millions de dollars" mentionnés par le Brésil au paragraphe 40 de sa déclaration liminaire sont des chiffres exacts dans le cas où l'on utilise la "méthode du Brésil" et la "méthode pour le coton et au coton"? (Veuillez noter que le Groupe spécial ne demande pas si les États-Unis souscrivent à ces méthodes.)

117. Il apparaît que ces chiffres sont compatibles avec ce qu'il est convenu d'appeler la "méthode du Brésil" et avec la "méthode pour le coton et au coton", respectivement.

56. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Que répondent-ils aux critiques du Brésil selon lesquelles aucun de ces travaux n'a porté spécifiquement sur les effets sur le coton upland des versements anticycliques au titre de la Loi FSRI de 2002? (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 120)

118. Les États-Unis croient que les récents travaux de recherche concernant les versements anticycliques sont très pertinents pour évaluer les effets économiques de ces versements. Rappelons que lorsque le Groupe spécial a formulé ses constatations initiales, le programme de versements anticycliques venait tout juste d'entrer en vigueur. Il existait donc peu d'études fondées sur des analyses empiriques ou sur une expérience concrète du programme pour aider le Groupe spécial initial à évaluer les effets des versements effectués au titre de ce programme.

119. Depuis, un certain nombre d'études ont été menées sur les effets du programme. Il n'est pas étonnant que la plupart des travaux de recherche aient porté sur les cultures qui représentaient pour la majeure partie des superficies plantées aux États-Unis – maïs, soja et blé. Mais il n'y a aucune raison de croire que les versements effectués au titre du programme de versements anticycliques pour la superficie de base de coton upland affecteraient les incitations à planter d'une manière substantiellement différente par rapport aux versements anticycliques pour d'autres superficies de base. Au contraire, des études telles que celle de Westcott de 2005 – qui, selon le Brésil, "réaffirme en grande partie ses constatations d'ordre qualitatif antérieures" que le Groupe spécial initial a jugé pertinentes – reconnaissent que tout effet possible est susceptible d'être "indirect" et de se manifester seulement "en réduisant le risque de baisse de revenu associé à la variabilité des prix dans certaines situations".[132] M. Westcott a expliqué que "le[s] effet[s] croisé[s] entre produits de base sembl[aient] indiquer que les versements anticycliques pourraient entraîner une réduction générale des risques liés aux revenus plutôt qu'un effet spécifique à une culture".[133] Cela indique que les versements anticycliques peuvent avoir des effets généraux sur les risques liés aux revenus indépendamment de la superficie de base pour laquelle les versements sont effectués et indépendamment de la culture qu'il est en fin de compte décidé de planter. Il est intéressant de noter que même si le Brésil a critiqué

[132] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 129.

[133] M. Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" page 204 (pièce US-35).

d'autres aspects de l'analyse Westcott – encore qu'il ait cité lui-même son analyse antérieure dans sa première communication écrite[134] – il n'a pas contesté cet aspect du raisonnement de M. Westcott.[135] Le Brésil n'a pas présenté d'autres éléments de preuve ou études pour montrer que les effets des versements anticycliques pour la superficie de base de coton upland sur la production de coton upland seraient nécessairement différents de ceux des versements anticycliques pour la superficie de base d'autres cultures.

120. En tout état de cause, les États-Unis ont présenté ces travaux de recherche pour étayer plus solidement – à partir de méthodes économiques éprouvées et vérifiées – la compréhension du fonctionnement du programme de versements anticycliques et des effets économiques que pouvaient avoir les versements effectués au titre de ce programme sur les plantations/la production. En particulier, en l'absence de toute analyse spécifique des versements anticycliques effectués pour ce qui est de la superficie de base de coton upland et de la production de coton upland, ces travaux de recherche sont importants car ils fournissent un contexte et des indications permettant d'évaluer les effets des versements anticycliques. Comme le Brésil n'a lui-même présenté aucune étude spécifique au coton upland, il n'a aucune raison de critiquer les États-Unis à cet égard. Les travaux de recherche qui sont devenus disponibles depuis l'établissement du Groupe spécial initial, quelles que soient leurs limites, comblent une lacune importante pour la compréhension et l'évaluation du programme de versements anticycliques et étayent une conclusion selon laquelle il est probable que les versements anticycliques ont des effets minimes sur la production cotonnière.

57. Les États-Unis ont présenté les études de Lin et Dismukes (pièce US-34) et de Westcott (pièce US-35) à titre d'exemples de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production.

a) N'est-il pas plus juste de qualifier l'étude de Lin et Dismukes de simulation des effets possibles des versements anticycliques sur la production plutôt que d'étude sur l'incidence réelle des versements étant donné qu'elle n'estime pas statistiquement l'effet des versements réels (qui n'ont commencé qu'en 2002) sur la production culturale? (Veuillez vous référer aux pages 9 à 12 du document où sont décrites les données, couvrant la période allant de 1991 à 2001, utilisées pour l'étude.)

121. Les États-Unis conviennent que l'étude de Lin et Dismukes vise à estimer les effets probables des versements anticycliques. Ainsi que les États-Unis l'ont reconnu dans leur communication à titre de réfutation, "Lin et Dismukes (2007) ont examiné les incidences possibles des versements anticycliques sur la production pour la campagne agricole 2005".[136]

122. En ce qui concerne les données utilisées dans l'étude de Lin et Dismukes, toutefois, les États-Unis tiennent à apporter une clarification. Plus précisément, bien que l'étude de Lin et Dismukes utilise "les données au niveau des États pour la région du centre-nord pendant les années 1991-2001 … port[ant] sur les principales cultures de plein champ de cette région" – maïs, soja et blé – pour estimer les "équations des réactions au niveau de la superficie"[137], les auteurs notent qu'elles rendent compte avec exactitude des principales caractéristiques des versements CCP pour l'analyse de l'incidence potentielle des versements sur la production dans le cadre de l'analyse de

[134] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 128 (citant le différend *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1302).

[135] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 128 à 133.

[136] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 232.

[137] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 68 (pièce US-85).

simulation".[138] Par conséquent, l'étude prend en compte le fonctionnement réel du programme de versements anticycliques pour évaluer les effets. Par exemple, les auteurs utilisent la superficie de base et les rendements donnant lieu à des versements pour l'année 2003 en ce qui concerne le maïs, le soja et le blé dans l'Illinois afin de déterminer un possible versement anticyclique par acre ou par unité (sur la base des données réelles). De plus, l'étude prend en compte les conditions du marché récentes (par exemple "les prix à terme des nouvelles cultures à la mi-février 2005 après un ajustement pour obtenir les équivalents en prix agricoles") pour évaluer les effets sur la production.[139]

123. En fait, les auteurs disent que leur "analyse … s'efforce de répondre à la question suivante: "Étant donné le scénario concernant les prix du marché pour les principales cultures de plein champ envisagé par les producteurs à l'époque des décisions en matière de plantation, comment les CCP ont-ils affecté les plantations des principales cultures de plein champ dans la région du centre-nord en 2005"?[140] Ils estiment que l'utilisation de données relatives aux intrants portant sur les années 1991-2001 – plutôt que sur des années plus récentes – est raisonnable parce que, entre autres, l'utilisation de données relatives aux intrants plus récentes pour estimer les équations des réactions au niveau de la superficie n'aurait probablement pas "produit des résultats différents de ceux obtenus dans l'analyse de simulation pour la campagne agricole 2005".[141]

b) Que répondent les États-Unis à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'étude de Westcott n'offre aucun nouvel élément de preuve empirique et constitue plutôt une analyse qualitative, très semblable à celle qui avait été présentée au Groupe spécial initial (voir le paragraphe 128 de la réfutation du Brésil)?

124. Les États-Unis conviennent que l'étude de Westcott ne présente pas une évaluation quantitative. On peut dire qu'elle examine d'un point de vue qualitatif le fonctionnement des versements anticycliques et les effets qu'ils peuvent avoir à différents niveaux de prix attendus. Bien que cette étude soit similaire à l'analyse de Westcott présentée au Groupe spécial initial, elle tire parti de l'expérience acquise avec le fonctionnement réel du programme de versements anticycliques.

125. Les États-Unis rappellent que la première étude de Westcott, qui ne fournissait qu'une évaluation hypothétique des effets des versements anticycliques, en l'absence de toute étude rendant compte de l'expérience acquise avec le programme lui-même, était le seul élément de preuve des effets économiques des versements anticycliques présenté par le Brésil au Groupe spécial initial.[142] Les États-Unis ont maintenant présenté une série d'études et d'examens, quantitatifs et qualitatifs, pour aider le Groupe spécial à évaluer les effets des versements effectués au titre du programme. Comme ces études et examens le montrent, le point de vue consensuel qui se dégage au sujet des effets des versements anticycliques est que ces versements n'ont aucun effet sur les décisions en matière de production par culture et qu'ils ont des effets minimes sur la production globale. Les États-Unis

---

[138] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 68 (pièce US-85). (pas d'italique dans l'original)

[139] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 83 (pièce US-85).

[140] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 81 (pièce US-85).

[141] Lin, William et Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, page 69 (pièce US-85).

[142] *Voir*, par exemple, *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1302.

estiment qu'il s'agit d'une considération très pertinente pour évaluer les effets actuels des versements anticycliques sur la production de coton upland.

58. Les États-Unis ont indiqué que le principal facteur à prendre en considération pour évaluer la décision d'un exploitant de cultiver du coton upland était le point de savoir si l'exploitant couvrait ses coûts variables de production. À cet égard, ils ont présenté des estimations des coûts et des recettes concernant le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2005 (pièce US-47). Le Brésil a contesté l'absence de certains éléments – le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement – dans les calculs des coûts variables effectués par les États-Unis. En réponse, les États-Unis ont indiqué avoir fondé leur décision de ne pas inclure ces éléments dans leurs calculs sur le Commodity Costs and Returns Estimation Handbook (pièce US-88) élaboré par un groupe de travail de l'Association économique agricole américaine. Toutefois, le Groupe de travail qui a élaboré le guide n'utilise pas les catégories coûts "fixes" ou "variables" et en fait recommande que les notions microéconomiques de coûts fixes et de coûts variables ne soient pas utilisées pour l'établissement et la communication d'estimations des coûts et des recettes. Il est dit ce qui suit à la page 2-67 du guide:

> ***Le Groupe de travail recommande donc que les coûts soient classés uniquement selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs physiques. En général, il conviendrait d'éviter de répartir les coûts en catégories telles que coûts fixes et coûts variables pour établir des estimations des coûts et des recettes. Aux fins de l'établissement de telles estimations pour des entreprises données, le Groupe de travail recommande que tous les coûts de tous les biens fongibles soient imputés au groupe générique FRAIS D'EXPLOITATION et que tous les autres coûts soient imputés au groupe FRAIS GÉNÉRAUX IMPUTÉS.***

Les États-Unis pourraient-ils préciser si les catégories "frais d'exploitation" et "frais généraux imputés" correspondent aux notions économiques de coûts fixes et variables? Plus particulièrement, les "charges d'exploitation" sont-elles ou non des coûts variables? Les États-Unis pourraient-ils indiquer si ces clarifications ou distinctions figurent dans le guide et, dans l'affirmative, à quel endroit?

126. Pour présenter leurs analyses des coûts, les États-Unis et le Brésil ont tous deux utilisé les données sur le coût de production publiées par le Service de recherche économique ("ERS") du Département de l'agriculture des États-Unis. Comme l'ERS le dit sur son site Web, "le programme d'estimation des coûts et recettes s'appuie sur des études menées tous les quatre à huit ans pour chaque produit de base dans le cadre de l'étude annuelle de la gestion des ressources agricoles (ARMS), et sur des méthodes qui sont conformes aux normes recommandées par l'Association économique agricole américaine (AAEA)".[143]

A) "Frais d'exploitation" ou "coûts variables"

127. L'ERS utilise l'expression "frais d'exploitation" pour désigner les coûts des facteurs qui sont "fongibles".

[143] Service de recherche économique, Commodity Costs and Returns, consultable à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/data/CostsandReturns/ (pièce US-144).

> "**Les facteurs de production fongibles** sont les matières premières, ou les facteurs produits qui sont entièrement utilisés ou consommés pendant une seule période de production. Des exemples courants de ces facteurs qui sont épuisés après une seule utilisation sont les semences, les combustibles, les lubrifiants, certains pesticides et engrais, les aliments pour animaux et les animaux de boucherie."[144]

128. Les États-Unis ont utilisé les données sur les frais d'exploitation de l'ERS, mais ils ont parfois désigné indifféremment ces données par l'expression "données concernant les "coûts variables"", autre expression communément employée. Il est certain que les États-Unis n'ont pas utilisé cette expression pour désigner les "coûts variables", ainsi que cette expression est définie dans le manuel de l'AAEA. Ils l'ont plutôt utilisée pour désigner simplement les données concernant les frais d'exploitation publiées par l'ERS.

129. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur communication à titre de réfutation, toutefois, il y a deux postes de dépenses pour lesquels la catégorisation des frais "d'exploitation" (ou "coûts variables") par les États-Unis a différé de celle utilisée par l'ERS.[145] Premièrement, les États-Unis ont inclus la main-d'œuvre salariée parmi les frais d'exploitation. Ce poste de dépense soulève plusieurs questions d'ordre conceptuel et même l'ERS ne l'a pas traité de la même manière au fil des années. Par conséquent, par souci de prudence, les États-Unis ont inclus la main-d'œuvre salariée parmi les frais d'exploitation, et non parmi les frais généraux imputés. Deuxièmement, pour isoler les frais et les revenus relatifs au "produit subventionné" qui fait l'objet des allégations formulées par le Brésil au titre des articles 5 et 6 (c'est-à-dire le coton upland fibre), les États-Unis ont ajusté à la fois les frais d'égrenage et les revenus des graines de coton. Comme ces derniers sont habituellement simplement couverts par les recettes tirées par les installations d'égrenage des ventes de graines de coton, les États-Unis ont ajusté les frais d'égrenage pour tenir compte des frais qui n'étaient pas couverts par les revenus provenant de la vente de graines de coton.[146]

130. Bien qu'il se soit appuyé sur les données et le classement des coûts de l'ERS tout au long du présent différend, le Brésil a essayé dans sa communication à titre de réfutation d'introduire une nouvelle définition des "coûts variables" qui diffère de celle utilisée par l'ERS (et par conséquent qui diffère également des "frais d'exploitation" au sens de la terminologie utilisée dans le manuel de l'AAEA).[147] Plus précisément, le Brésil a essayé d'inclure en tant que "coût variable" ou "frais d'exploitation", des coûts concernant des facteurs qui n'étaient pas en fait "fongibles au cours d'une seule période définie", y compris le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre non salariée et les frais d'amortissement. Ni l'approche des données sur le coût de production de l'ERS, ni le manuel de l'AAEA, ni les ouvrages d'économie agricole n'étayent l'argument du Brésil selon lequel il s'agit de coûts "variables" ou de frais "d'exploitation". Ils n'étayent pas non plus la proposition du Brésil voulant que les exploitants tiennent effectivement compte de ces coûts lorsqu'ils décident campagne par campagne s'ils vont planter et ce qu'ils vont planter.

B) "Coûts fixes" et "frais généraux imputés"

131. Le concept de "frais généraux imputés" est plus complexe que celui de frais d'exploitation. Ainsi que le montre clairement un examen du manuel de l'AAEA, ce concept est beaucoup plus large que celui des coûts fixes. Les frais généraux imputés comprennent à la fois les coûts en espèces (fixes) imputés et les frais imputés. Ces derniers ne sont pas en fait des dépenses qui doivent être effectuées, mais plutôt des frais imputés sur la base du concept de coût d'opportunité économique. Ce

---

[144] *Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, mise à jour du 09/30/2005, A Report of the AAEA Task Force on Commodity Costs and Returns, pages 2 à 7 (pièce US-88).

[145] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 326 à 343.

[146] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 338 à 343.

[147] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 254 à 283.

sont ces données concernant les "frais généraux imputés" (plus les frais "d'exploitation"/coûts "variables") que le Brésil a désigné sous l'appellation de "coûts totaux" et qu'il a utilisées pour essayer de montrer l'existence d'un écart allégué entre les coûts et les revenus des exploitants des États-Unis.[148]

132. Ni les "coûts fixes" ni les "frais généraux imputés" n'affectent les décisions des exploitants quant à savoir quoi planter lors de chaque campagne. Ainsi que le Brésil l'a reconnu, si un "exploitant n'était pas apte à couvrir même les coûts variables, il ne planterait rien du tout afin de minimiser les pertes".[149] À l'inverse, lorsque l'exploitant *couvre* ses coûts variables, il est économiquement rationnel pour lui de planter *quelque chose*. La question est alors de savoir *quoi* planter. Et cette décision est prise compte tenu de la culture qui rapportera les recettes les plus élevées après déduction des coûts variables/frais d'exploitation.

59. Les États-Unis font valoir que les revenus provenant d'autres cultures et les revenus non agricoles doivent être pris en compte dans l'examen de l'incidence des coûts à long terme (et donc de la rentabilité à long terme) de la production de coton upland sur les décisions des exploitants de cesser de cultiver du coton. Pourquoi les États-Unis estiment-ils que ces éléments sont pertinents compte tenu de la décision du Groupe spécial initial selon laquelle le "revenu non agricole" n'est pas une considération juridiquement pertinente? (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1354, note de bas de page 1470) Veuillez répondre aux arguments avancés par le Brésil sur cette question aux paragraphes 249 à 253 de sa réfutation.

133. Les États-Unis considèrent que la question du "revenu non agricole" est importante parce qu'elle concerne la capacité du Brésil de prouver l'un des faits importants qu'il avance dans la présente procédure, à savoir qu'en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, les producteurs des États-Unis cesseraient purement et simplement de cultiver du coton upland ou, selon les propres mots du Groupe spécial initial, seraient obligés de "cesser [leur] activité".[150]

134. Les États-Unis rappellent que "la règle selon laquelle il appartient à la partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve est systématiquement accepté[e] et appliqué[e]".[151] Pour "prouver" que les exploitants de coton upland des États-Unis seraient obligés de "cesser [leur] activité"[152] en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques, le Brésil a présenté une simple comparaison des "coûts totaux de production" du coton upland – qui comprennent la totalité des frais d'exploitation, des coûts en espèces fixes et des coûts d'opportunité économique imputés pour le capital, la main-d'œuvre et la terre – avec les revenus provenant du marché. Le Brésil affirme qu'il existe un écart entre ces deux chiffres qui, d'après ce qu'il allègue, prouve le "caractère irrationnel sur le plan économique" de la production de coton upland aux États-Unis en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Citant le rapport du Groupe spécial initial, le Brésil affirme que cela montre que "les producteurs de coton upland auraient perdu de l'argent à long terme s'ils s'étaient uniquement consacrés à la production de coton upland".[153]

---

[148] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 249.
[149] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 67.
[150] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.
[151] *États-Unis – Chemises et blouses (Organe d'appel)*, page 15.
[152] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.
[153] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 251 (citant le rapport *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1354, note de bas de page 1470).

135. Ces éléments de preuve ne prouvent toutefois pas les points avancés. C'est à la fois la nature, le type et le montant des coûts que le Brésil inclut dans son analyse des coûts totaux, mais aussi dans l'analyse qu'il effectue sur la base de ces coûts, qui sont erronés; en particulier, ses hypothèses inexactes concernant la façon dont les exploitants prennent leurs décisions de rester ou non en activité. La question du revenu non agricole et du revenu provenant d'autres produits de base est pertinente en ce qui concerne ce dernier point.

136. Les États-Unis examinent ci-après les problèmes d'ordre factuel et conceptuel que posent les arguments avancés par le Brésil. Mais à titre de question liminaire – et en réponse à la question posée par le Groupe spécial – les États-Unis font observer que la question de savoir si une partie prouve ou non les faits qu'elle avance est toujours une considération "juridiquement pertinente". Cela n'en est pas moins vrai en l'espèce. De plus, ainsi que nous l'avons mentionné ci-dessus dans la réponse à la question n° 51, l'allégation du Brésil dans le présent cas d'espèce est formulée au titre, entre autres, de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* dont les termes mêmes exigent un examen des effets *réels* que les subventions contestées ont sur les cours du marché mondial du produit dont il est allégué qu'il est subventionné. Comme le Brésil a allégué que les mesures contestées causaient un empêchement de hausses de prix du marché mondial dans une mesure notable parce qu'entre autres elles incitaient les exploitants de coton upland des États-Unis à rester en activité alors qu'ils auraient sinon cessé leur activité, il est essentiel que le Brésil montre que les exploitants de coton upland des États-Unis auraient effectivement cessé leur activité en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Le fait que les exploitants de coton des États-Unis prennent effectivement leurs décisions de cesser ou non leurs activités sur la base des coûts et revenus totaux *de l'exploitation* dans son ensemble – y compris les revenus provenant de *toutes* les cultures ainsi que de sources non agricoles – est nécessairement une considération pertinente et importante.

137. Il apparaît que la suggestion du Groupe spécial initial à l'effet contraire – et le fait que le Brésil a répété cette suggestion dans la présente procédure – est fondée sur la prémisse erronée qu'il existe une certaine incompatibilité entre a) la référence au "produit subventionné" et au "produit similaire" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* et b) et un examen de l'équilibre des coûts revenus/totaux d'une exploitation pour déterminer si les exploitants cesseraient en fait leur activité s'ils ne recevaient pas de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Cette incompatibilité n'existe pas. Le fait est que l'effet que le Brésil cherche à imputer aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques – permettre à l'exploitant d'éviter la cessation d'activité ou la faillite – est en soi un effet qui se manifeste à l'échelle de toute l'exploitation et non d'une culture.

138. Dans la mesure où les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont *effectivement* ce type d'effet et maintiennent l'exploitation en activité, il n'y a d'effet consécutif sur le "produit subventionné" que parce que la culture du coton upland est *l'une des activités de l'exploitation* qui se poursuit. Et tout effet de ce type concernant le "produit subventionné" – si son existence est prouvée – pourrait être une considération valable aux fins de l'analyse au regard de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Cependant, si l'on procède à une analyse appropriée qui porte sur les revenus de l'ensemble de l'exploitation comparativement à ses coûts, cette analyse identifie la matrice des décisions *réelles* des exploitants, au lieu de supposer à tort que toutes les exploitations de coton upland sont des exploitations à culture unique qui se consacrent à plein temps à la production de coton upland.

139. Cela nous amène aux erreurs que comporte l'approche du Brésil. Le Brésil essaie de brosser un tableau saisissant où les exploitants de coton upland des États-Unis auraient subi des pertes de plusieurs milliards de dollars – et connu des faillites généralisées – s'il n'y avait pas eu les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués au titre de la Loi FSRI. Pour démontrer ce point spectaculaire, le Brésil ne tient toutefois pas compte des faits fondamentaux concernant la culture du coton aux États-Unis et il utilise les données sur les coûts

"totaux" publiées par l'USDA à une fin qui n'a jamais été prévue et qui est inappropriée. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'approche erronée du Brésil, qui est fondée sur les "coûts totaux", montrerait que les exploitants des États-Unis qui cultivent la majeure partie – voire la totalité – des cultures de plein champ aux États-Unis perdent de l'argent année après année. Le raisonnement du Brésil amènerait le Groupe spécial à accepter que la plupart des 500 millions d'acres de terres culturales aux États-Unis – plus de 10 pour cent de la totalité des terres des États-Unis – sont maintenues en production du seul fait des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques (même lorsqu'un certain nombre des cultures ne reçoivent même pas ces versements). Les États-Unis estiment que ce sont des conclusions absurdes qui mettent parfaitement en évidence les faiblesses conceptuelles de l'approche du Brésil – le fait d'utiliser les coûts "totaux" publiés par l'USDA n'est simplement pas un moyen approprié d'évaluer la viabilité financière des exploitations et encore moins de l'ensemble d'un secteur agricole.

140. D'une part, les données sur les coûts "totaux" représentent une moyenne pour toutes les exploitations des États-Unis, qui vont des très petites exploitations de retraités et exploitations résidentielles aux grandes exploitations non familiales qui réalisent des ventes de plusieurs millions de dollars. En présentant une seule moyenne pour toutes ces exploitations, les données brouillent le fait que la grande majorité de la *production des États-Unis* s'effectue sur des exploitations qui sont très rentables. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les données de l'étude de l'USDA montrent que, pendant la campagne de commercialisation 2003, *92 pour cent* de la production des États-Unis s'effectuaient en totalité sur des exploitations dont les revenus totaux *dépassaient* non seulement tous les coûts variables effectivement déclarés dans les réponses à l'étude, mais également les coûts en espèces imputés au coton upland par l'USDA et – en fait – même les postes des coûts d'opportunité économique inclus dans les coûts "totaux" publiés par l'USDA. Ces derniers ne sont même pas, pour l'essentiel, des dépenses réelles qui doivent être payées.[154]

141. Il n'est pas étonnant que le Brésil demande au Groupe spécial de faire simplement abstraction de ces données au motif qu'elles rendent compte des coûts/revenus pour une campagne de commercialisation – la campagne de commercialisation 2003 – où les prix du coton upland aux États-Unis étaient élevés. Bien qu'il soit vrai que les prix étaient élevés pendant la campagne de commercialisation 2003, cela ne nuit toutefois pas à la validité ou à l'utilité de ces données. Ce qui est important, c'est qu'il existe un écart substantiel entre les chiffres concernant les coûts totaux et les chiffres concernant les revenus provenant du marché pour les producteurs à faibles et moyens coûts qui étaient à l'origine du chiffre de 92 pour cent. Dans le cas des producteurs à faibles coûts, leur revenu provenant du marché représentait presque le *double* (soit 29 cents/livre de plus) des coûts "totaux" indiqués dans les données de l'USDA. Pour ce qui est des producteurs à coûts moyens, la différence est de près de 10 cents/livre. Bien que les prix aient baissé pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, cette baisse aurait simplement eu pour effet de réduire ou d'éliminer l'*excédent* des revenus par rapport aux coûts "totaux" indiqués dans les données de l'USDA. Cela ne signifie pas que cela montrerait qu'une production sensiblement inférieure couvrait tous les coûts possibles. De plus, le Brésil ne tient pas compte du fait qu'avec la hausse des rendements enregistrés au cours des dernières campagnes, il était probable que les coûts de ces producteurs avaient également diminué pendant ces campagnes. Par conséquent, il n'est pas justifié de supposer que les résultats auraient été sensiblement différents au cours des campagnes ultérieures.

[154] *Voir* la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 72 à 74.

Coûts de production du coton, par catégorie de coût, 2003

Poste	Producteurs à faibles coûts	Producteurs à coûts moyens
Frais d'exploitation[1] (dollars/acre)	197,07	256,23
Coûts totaux (dollars/acre)	356,29	446,24
Frais d'exploitation (dollars/livre)	0,20	0,33
Coûts totaux (dollars/livre)	**0,35**	**0,57**
Prix mensuel au moment de la récolte (dollars/livre)	**0,64**	**0,67**
Rendement réel (livres par acre)	1 009	781
Part de la production (pourcentage)	39	53

[1] Comprend la main-d'œuvre salariée. Les données concernant la valeur des graines de coton ne sont pas disponibles. Sur la base des revenus moyens provenant des graines de coton en 2003, en pourcentage de la valeur totale (13 pour cent), il est supposé que la valeur des graines de coton représente 13 pour cent de la valeur totale de la production. Les frais d'égrenage sont ensuite ajustés tel qu'indiqué ci-après.

Source: USDA.[155]

142. Cela signifie que même si les arguments avancés par le Brésil au sujet des "coûts totaux" étaient vrais, ils ne concerneraient qu'une faible proportion de la production des États-Unis. Cela dit, les arguments du Brésil – même en ce qui concerne ce faible pourcentage de la production des États-Unis – sont en fait peu solides sur le plan conceptuel.

143. Premièrement, si l'on utilise les données concernant les coûts par culture publiées par l'USDA pour tirer des conclusions au sujet de la viabilité financière des exploitants de coton upland en général, l'analyse du Brésil suppose en effet que tous les exploitants de coton upland des États-Unis ne produisent rien d'autre que du coton upland. Le fait est, toutefois, que pour des raisons liées à l'agronomie et à la gestion des risques, les exploitants aux États-Unis dépendent rarement, sinon jamais, de la production d'une seule culture, campagne après campagne. Un exploitant gère son exploitation de manière à maximaliser ses revenus nets provenant de l'ensemble de l'exploitation, ce qui pourrait inclure la production de diverses cultures et divers animaux d'élevage, et la fourniture d'autres services agricoles (telle que la récolte à forfait) à d'autres producteurs.[156] Les données de l'USDA concernant les coûts de production – et d'autres données similaires sur les coûts – ne visent pas à montrer la viabilité financière d'une exploitation qui cultive du coton upland et qui dépend aussi de nombreuses autres sources de revenu et assume d'autres frais. Elles fournissent plutôt un aperçu stylisé et abstrait d'une activité de monoculture ou d'élevage d'une seule espèce animale qu'un producteur de coton upland peut prendre comme point de repère général auquel comparer ses propres coûts et revenus. Il n'est simplement pas approprié d'utiliser ces données pour faire des extrapolations au sujet de la viabilité financière des exploitants de coton upland en général ou de l'ensemble du secteur du coton upland des États-Unis.

144. Par exemple, les chiffres concernant les coûts "totaux" utilisés par le Brésil comprennent tous les postes relevant des "frais généraux imputés", qui ne sont ni propres au coton upland (auquel cas ce sont des dépenses imputées à toutes les cultures et activités d'une exploitation) ni des décaissements effectifs (auquel cas ce sont des coûts économiques obtenus à partir de valeurs imputées).[157] Le

[155] Pièce US-93 (OMC-CONFIDENTIEL).

[156] *Voir*, par exemple, les réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 12, montrant qu'en moyenne seulement 47 pour cent des revenus agricoles totaux des exploitations de coton upland provenaient du coton.

[157] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 293 à 295 (15 décembre 2006).

manuel de l'AAEA explique en détail les difficultés que posent les concepts et méthodes d'évaluation des coûts imputés tels que les frais généraux de l'exploitation. Par exemple:

> La troisième catégorie [frais généraux de l'exploitation] désigne généralement les frais généraux d'une exploitation ou entreprise et comprennent habituellement des postes *pour lesquels il est difficile voire impossible de déterminer l'incidence de l'intrant sur la production ou le coût d'une activité spécifique*. Par exemple, il est difficile de déterminer l'incidence de l'achat d'une nouvelle série de clés Allen sur le rendement moyen de l'acre de maïs ou l'incidence d'une formation à l'application de pesticides sur les recettes brutes provenant de la culture du concombre.[158]

145. Et aussi:

> "Les frais généraux associés à l'exploitation d'une entreprise sont habituellement engagés au niveau de l'ensemble de l'exploitation et touchent toutes les activités, encore que dans certains cas ces frais peuvent être imputés à des groupes de produits. On peut citer comme exemples l'assurance responsabilité, les cotisations, les frais comptables et juridiques, l'outillage, l'entreposage du matériel, l'entretien des chemins, etc. *Il est souvent difficile, voire impossible, d'imputer ces frais communs à des activités particulières si ce n'est d'une manière arbitraire*."[159]

146. Bien que l'USDA procède à ces imputations aux fins de la présentation des données publiées sur les coûts et les recettes, il n'y a pas d'"imputation" des coûts réels des exploitations. Ces coûts sont simplement engagés et totalisés; et ils doivent être payés à long terme à l'aide du revenu net global, quel qu'il soit, qui reste après paiement des coûts variables/frais d'exploitation. L'hypothèse selon laquelle les exploitants des États-Unis "cesser[aient] [leur] activité" sur la base d'une évaluation limitée par culture ou par activité des frais généraux imputés n'est pas réaliste.[160]

147. L'erreur conceptuelle s'agissant de l'utilisation des données sur les coûts totaux publiées par l'USDA pour évaluer la viabilité financière des exploitations – et de façon plus générale d'un secteur tout entier – est amplifiée du fait que ces données comprennent les coûts d'opportunité imputés. Il s'agit pour l'essentiel de coûts qui ont été calculés par l'USDA pour imputer une certaine valeur à la main-d'œuvre non salariée et aux terres possédées. Par exemple, si un agriculteur-exploitant a les compétences pour exercer les fonctions d'un cadre bancaire, le salaire normal pour cet emploi peut être imputé en tant que "coût d'opportunité" du travail sur l'exploitation. De la même manière, si un exploitant possède ses propres terres, le "coût d'opportunité" de l'utilisation de la terre peut être la valeur de sa location à un autre exploitant. Ce sont des difficultés inhérentes à l'évaluation d'éléments de ce type pour lesquels il n'y a pas de transaction commerciale ni de décaissements.[161]

148. Ce qui est plus important, toutefois, c'est qu'il ne s'agit pas nécessairement de coûts qui doivent être acquittés pour que les exploitants n'aient pas à "cesser leur activité".[162] L'exploitant qui est propriétaire de ses terres n'a pas besoin d'acquitter auprès de qui que ce soit un coût économique

---

[158] *Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, updated 09/30/2005, A Report of the AAEA Task Force on Commodity Costs and Returns, page 9-1 (pièce US-88).

[159] *Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, updated 09/30/2005, A Report of the AAEA Task Force on Commodity Costs and Returns, page 9-1 (pièce US-88).

[160] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

[161] Par exemple, le manuel de l'AAEA mentionne que "lorsqu'il n'existe pas de transaction commerciale pour évaluer un service donné tiré d'un bien fongible ou du capital, il faut utiliser des méthodes qui permettront d'obtenir une approximation du coût d'opportunité du service. *Ces méthodes ne sont pas aussi fiables que l'évaluation directe du marché*". *Commodity Costs and Returns Estimation Handbook*, updated 09/30/2005, A Report of the AAEA Task Force on Commodity Costs and Returns, pages 2 à 11 (pièce US-88).

[162] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

imputé pour tenir compte de ce fait. Selon les données disponibles tirées de l'étude de la gestion des ressources agricoles de l'USDA, on estime que 66 pour cent de toutes les terres agricoles exploitées en 2003 étaient des terres qui appartenaient à leur exploitant.[163] Cela signifie que – pour ce pourcentage des terres agricoles – l'attribution d'un coût économique imputé (et son traitement en tant que coût en espèces qui doit être acquitté sous peine de devoir cesser son activité) n'est simplement pas correcte.

149. Il n'est pas non plus raisonnable de donner à entendre que les exploitants se comportent d'une manière irrationnelle sur le plan économique s'ils ne choisissent pas de cesser leur activité simplement parce que les revenus totaux – bien que suffisants pour couvrir tous leurs frais d'exploitation/coûts variables et coûts en espèces fixes – ne couvrent pas ces coûts économiques imputés hypothétiques. Cela ne tient pas compte de facteurs importants, y compris le fait que les propriétaires-exploitants peuvent raisonnablement anticiper que leur investissement en capital prendra de la valeur et produira des rendements à long terme. Cet investissement en capital a donc une valeur en plus des recettes annuelles des produits de base plantés sur l'exploitation. En outre, 98 pour cent de toutes les exploitations aux États-Unis sont des exploitations familiales et, dans de nombreux cas, l'exploitation est également le domicile des exploitants.[164] Étant donné toutes ces réalités, il n'y a simplement pas de raison de croire qu'un exploitant "cesser[a] son activité" s'il couvre ses coûts variables et même ses coûts en espèces totaux à long terme quand bien même il pourrait – théoriquement – gagner plus d'argent en louant ou vendant ses terres et en prenant un autre emploi (par exemple caissier dans une ville voisine).[165] Il n'est pas non plus raisonnable d'appliquer un tel raisonnement pour donner à entendre qu'un secteur agricole tout entier n'est pas économiquement viable en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

150. En somme, l'utilisation des données concernant les "coûts totaux" pour faire des extrapolations au sujet de la viabilité financière des exploitations de coton upland en général ou de l'ensemble du secteur du coton upland aux États-Unis ne résiste pas à un examen minutieux. Il en est de même du raisonnement sous-tendant cette analyse; en particulier, l'hypothèse selon laquelle les exploitants prennent des décisions concernant leur exploitation sur la base d'analyses limitées par culture ou par activité des coûts "totaux" publiés par l'USDA (coûts variables plus une certaine imputation des coûts en espèces fixes plus certains coûts économiques imputés hypothétiques).

151. Le raisonnement du Brésil n'est pas seulement erroné parce qu'il utilise les "coûts totaux" par culture tels qu'ils ressortent des données de l'USDA pour évaluer la viabilité financière des exploitants de coton upland, mais parce qu'il ne tient pas compte du revenu non agricole – ni du revenu provenant d'autres cultures – qui constituent une partie importante de leurs revenus. Par exemple, les États-Unis ont fourni des données montrant que pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, en moyenne seuls 47 pour cent du revenu agricole total des exploitations de coton upland provenaient du coton. Cela veut dire que la majorité du revenu agricole (sans même tenir compte du revenu non agricole) provenait d'autres productions. Le revenu non agricole accroît substantiellement ce revenu. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite[166], dans une étude de l'évolution de la structure des exploitations aux États-Unis pendant le XX^{e} siècle, Dmitry *et al.* (2005) ont noté ce qui suit:

> Environ un tiers des exploitants agricoles travaillaient à l'extérieur de l'exploitation pendant au moins 100 jours en 1930 … En 1970, plus de la moitié des exploitations

[163] Hoppe, Robert et David Banker. "Structure and Finances of US Farms: 2005 Family Farm Report." Economic Research Service Economic Information Bulletin No. 12, May 2006 (pièce US-67).

[164] Hoppe, Robert et David Banker. "Structure and Finances of US Farms: 2005 Family Farm Report." Economic Research Service Economic Information Bulletin No. 12, May 2006 (pièce US-67).

[165] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

[166] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 295 à 297.

> avaient un revenu non agricole et en 2000, 93 pour cent des exploitations disposaient d'un revenu non agricole. Le travail non agricole a joué un rôle clé dans l'accroissement du revenu des ménages agricoles; bien que le revenu des ménages agricoles ait été autrefois inférieur à la moyenne nationale, en 2002, il dépassait cette moyenne de près de 8 000 dollars.[167]

152. Examinant plus précisément le rôle joué par le revenu non agricole dans les cessations d'activité, Hoppe et Korb (2006) ont expliqué ce qui suit:

> Le travail non agricole est devenu important pour les exploitants agricoles. Environ un tiers des exploitants travaillent à l'extérieur de l'exploitation *au moins 200 jours par an* – essentiellement à plein temps – depuis 1978. Le travail non agricole pourrait hypothétiquement influer sur les cessations d'activité de deux façons. Premièrement, il pourrait constituer un premier pas vers la cessation de l'activité agricole, ce qui pourrait se traduire par un nombre plus élevé de cessations d'activité pour les exploitations dont les exploitants travaillent à l'extérieur. Deuxièmement, *le travail non agricole pourrait réduire la probabilité d'une cessation d'activité en offrant aux ménages d'exploitants agricoles une autre source de revenu*.[168]

153. À ce jour, le Brésil n'a pas présenté d'ouvrage, d'étude, de rapport ni d'élément de preuve empirique, qui contredisait les éléments de preuve présentés par les États-Unis à propos de la prise en considération des coûts et revenus pour l'ensemble de l'exploitation. Il n'a pas non plus fourni d'élément de preuve prenant en compte les coûts et revenus pour l'ensemble de l'exploitation qui montrait qu'en l'absence du programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les producteurs de coton upland des États-Unis auraient cessé de cultiver du coton upland.

154. Lorsque l'on utilise les coûts "totaux" publiés par l'USDA sans tenir compte d'une source importante de revenu de l'exploitation[169], le tableau de la viabilité financière des exploitants des États-Unis qui est ainsi brossé est complètement et parfaitement faussé. Il se traduit par l'attribution aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques d'"effets" qu'ils n'ont pas en réalité. Cette attribution inappropriée est incompatible avec l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* et ne peut pas étayer une constatation au titre de cette disposition.

> ***60. Dans leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que la description du modèle donnée par le professeur Sumner qui est parue dans une publication récente de l'Institut Cato n'est pas "appropriée" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC. Depuis, le professeur Sumner a introduit d'"autres données empiriques et institutionnelles" dans le modèle utilisé dans le présent différend. Ces modifications sont décrites aux paragraphes 111 à 117 de la déclaration liminaire***

[167] Dimitri, Carolyn *et al*., The 20th Century Transformation of U.S. Agriculture and Farm Policy. Bulletin d'information économique n° 3. Juin 2005, paragraphes 2 et 3 (pièce US-45).

[168] Hoppe, Robert A. and Korb, Penni. Understanding U.S. Farm Exits. Economic Research Report 21. Juin 2006, page 20 (pièce US-46).

[169] Dimitri, Carolyn *et al*., The 20th Century Transformation of U.S. Agriculture and Farm Policy. Bulletin d'information économique n° 3. Juin 2005, paragraphes 2 et 3 (pièce US-45) ("Environ un tiers des exploitants agricoles travaillaient à l'extérieur de l'exploitation pendant au moins 100 jours en 1930 … En 1970, plus de la moitié des exploitations avaient un revenu non agricole et en 2000, 93 pour cent des exploitations disposaient d'un revenu non agricole. Le travail à l'extérieur de l'exploitation a joué un rôle clé dans l'accroissement du revenu des ménages agricoles; bien que le revenu des ménages agricoles ait été autrefois inférieur à la moyenne nationale, en 2002, il dépassait cette moyenne de près de 8 000 dollars.").

du Brésil. Les États-Unis estiment-ils que ces modifications sont suffisantes pour rendre le modèle "approprié" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC? Dans la négative, quelles modifications, selon eux, auraient dû être apportées au modèle?

155. Les États-Unis précisent que c'est M. Sumner qui a fait valoir dans sa publication du CATO que le modèle qu'il y avait présenté – qui était pratiquement identique à celui que le Brésil présente en l'espèce – "fai[sait] abstraction de nombreux éléments complexes qui seraient importants pour obtenir des estimations plus précises" et que "le modèle simple présenté en l'espèce ne constitu[ait] pas l'analyse approfondie qui serait appropriée pour étayer une procédure concernant une mesure corrective commerciale ou une allégation de préjudice grave devant un groupe spécial de l'OMC".[170] Les États-Unis ont simplement été d'accord.

156. Bien que le Brésil allègue maintenant que M. Sumner a apporté des améliorations substantielles à son modèle original du CATO, le modèle lui-même continue de "fai[re] abstraction de nombreux éléments complexes" qui gonflent considérablement les estimations obtenues. Ce sont des facteurs que le Brésil a considérés comme suffisamment importants pour les inclure et les intégrer dans le modèle du FAPRI utilisé dans le cadre de la procédure initiale. Par exemple, le modèle de M. Sumner ne traite pas explicitement de la décision en matière de superficie au moyen d'une modélisation appropriée des incitations à planter du coton plutôt que des cultures concurrentes. Bien que le modèle analyse une série d'années, il n'incorpore aucune dynamique du marché d'une année sur l'autre dans les incidences dont il rend compte. Les États-Unis ont traité de ces problèmes et d'autres problèmes fondamentaux que posait le modèle dans leurs communications antérieures ainsi que dans leur présentation orale devant le Groupe spécial, y compris en faisant valoir que le modèle:

- n'incluait pas les effets croisés entre produits de base ni les élasticités-prix croisées, ce qui pouvait conduire à des effets sur les prix faussés;
- était statique, sans relations explicites pour tenir compte des variations du niveau des stocks de coton, ni équation de stocks;
- contenait des élasticités de l'offre étrangère différentes de celles du FAPRI qui sous-estimaient la réaction des producteurs étrangers aux fluctuations des cours mondiaux;
- traitait les versements au titre de contrats de flexibilité de la production et les versements directs différemment même s'ils fonctionnaient de la même façon;
- incorporait directement les versements au titre du programme Step 2 dans la fonction de revenu des producteurs en tant que versements entièrement couplés; et
- ne tenait manifestement pas compte des paramètres réglementaires, par exemple en incluant des taux de versements anticycliques qui dépassaient parfois le maximum réglementaire dans chacune des attentes en matière de prix.

157. Ces erreurs structurelles et opérationnelles sont en outre accentuées par les paramètres économiques incorrects utilisés dans le modèle Sumner II, ce qui a pour effet d'exagérer encore plus tout effet possible sur les prix. Ainsi que les États-Unis l'ont démontré, entre la procédure du Groupe spécial initial et la procédure du présent Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5, l'économiste du Brésil *a dans son exercice de modélisation modifié chaque estimation de l'élasticité, sauf une* (l'élasticité de la demande industrielle aux États-Unis) pour y substituer une élasticité qui produirait

[170] Daniel S. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, December 2005. (pièce US-108).

une incidence encore plus grande sur la production et les prix que ne le feraient même les élasticités utilisées aux fins de l'exercice de modélisation initial.[171]

Élasticités de l'offre et de la demande utilisées dans les modèles Sumner I et II

Paramètre	Effets de la modification de l'élasticité dans le modèle Sumner II (incidence sur le prix mondial due à l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques)	Modèle Sumner I (FAPRI)	Modèle Sumner II (CATO)
Élasticité de la demande de coton aux États-Unis	**INCIDENCE ACCRUE**	0,361-0,466	0,80
Élasticité de la demande de coton dans le reste du monde	**INCIDENCE ACCRUE**	0,30	0,20
Élasticité de la demande industrielle aux États-Unis	Aucune modification	-0,20	-0,20
Élasticité de la demande de stocks aux États-Unis	**INCIDENCE ACCRUE**	-1,40*	Néant
Élasticité de la demande industrielle dans le reste du monde	**INCIDENCE ACCRUE**	-0,25	-0,20
Élasticité de la demande de stocks dans le reste du monde	**INCIDENCE ACCRUE**	-0,463*	Néant

* Estimation du paramètre non présentée dans le modèle Sumner initial; estimations extraites des documents ayant trait au modèle FAPRI examinés dans l'annexe I de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 23 à 25 (pièces US-56, US-109, US-65).

158. Les États-Unis ont aussi expliqué que le Brésil appliquait une élasticité à long terme pour la réaction de l'offre aux États-Unis tout en imposant des élasticités à court terme très modérées pour la réaction de l'offre et de la demande internationales. Si l'analyse doit être effectuée sur le long terme - et les États-Unis estiment qu'elle doit l'être pour les raisons expliquées à la réunion avec le Groupe spécial et dans les réponses aux questions posées par le groupe spécial - les élasticités à long terme doivent être choisies comme hypothèse dans l'ensemble du modèle. Il n'y a pas de fondement pour le type d'approche mixte que le Brésil a adopté en vue d'exagérer les effets possibles des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

159. Une autre cause importante du biais entachant l'analyse de M. Sumner est le fait qu'elle n'intègre pas, explicitement ou implicitement, le comportement des stocks.[172] Pour autant, les ajustements de stocks peuvent avoir des effets importants sur l'évolution globale des prix à court terme. Lorsque les prix à terme augmenteront par rapport aux prix courants, les vendeurs auront tendance à détenir plus de stocks dans les entrepôts, choisissant de vendre leur coton ultérieurement, lorsque les prix seront plus élevés. De même, si les prix courants sont élevés par rapport aux prix à terme, les vendeurs jugent plus avantageux de commercialiser leur coton au lieu de le garder pour le vendre plus tard. De cette façon, les stocks contribuent à réguler les prix. Si les prix baissent, les vendeurs potentiels vendront moins et détiendront plus de stocks, ce qui soutiendra les prix. Si les

[171] Bien entendu, nombre des élasticités utilisées dans le modèle aux fins de la procédure initiale étaient déjà surestimées.

[172] L'absence d'une telle analyse est particulièrement étonnante étant donné la nouvelle théorie du Brésil selon laquelle ce sont les stocks – et non les exportations – qui empêchent des hausses de prix sur le marché mondial.

prix augmentent, les détenteurs de stocks les vendront, ce qui modérera les prix. Le fait de ne pas tenir compte du comportement en matière de stockage dans le type d'évaluation essentiellement à court terme que le Brésil tente d'effectuer aggrave encore les effets possibles de l'élimination des prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur le cours mondial.

160. En résumé, les éléments de preuve et les arguments présentés au Groupe spécial montrent que le modèle Sumner II manque de la rigueur ou des données nécessaires pour prendre en compte les complexités du marché mondial des fibres. Les allégations formulées par le Brésil selon lesquelles M. Sumner a introduit "plus de données empiriques et institutionnelles" dans le modèle utilisé dans le présent différend ne changent rien au fait qu'il continue de "fai[re] abstraction de nombreux éléments complexes qui seraient importants pour obtenir des estimations plus précises" et "ne constitue pas l'analyse approfondie qui serait appropriée pour étayer une procédure concernant une mesure commerciale corrective ou une allégation de préjudice grave devant un groupe spécial de l'OMC".[173]

61. S'agissant de la campagne de commercialisation 2006, les États-Unis ont fourni des données sur les exportations de coton upland (pièce US-113), la superficie plantée et récoltée et la production de coton (pièce US-114), ainsi qu'un exemplaire d'une étude du Conseil national du coton sur les intentions en matière de plantation (pièce US-115). Les termes ci-après sont utilisés pour qualifier les données, qui ont toutes été recueillies au cours de la première moitié de la campagne de commercialisation 2006: "estimations", "prévisions" ou "prévues".

a) Veuillez préciser, d'une manière aussi complète que possible, ce que signifient ces divers termes en ce qui concerne les exportations, la superficie et la production de coton upland des États-Unis.

161. Les données présentées dans la pièce US-113, les données hebdomadaires sur les ventes à l'exportation, ne constituent ni une projection ni une prévision. On peut au mieux les qualifier de données de suivi. Plus précisément, les exportateurs des États-Unis sont tenus de fournir au Service agricole étranger de l'USDA ("FAS") des renseignements sur le volume de leurs transactions, le type et la catégorie de produit de base, la campagne de commercialisation de l'expédition et la destination finale. Ils indiquent aussi tout changement apporté à des renseignements déjà communiqués, tels que les annulations ou changements de destination. Le FAS compile les données et publie un rapport hebdomadaire. Ces rapports présentent une image, sur une base continue, du niveau des ventes et des engagements à l'exportation des États-Unis, et permettent aux parties intéressées d'évaluer les résultats à l'exportation, par rapport aux prévisions de l'USDA ou à d'autres prévisions concernant les exportations.

162. Les données fournies dans la pièce US-114 proviennent du rapport de l'USDA sur les estimations de l'offre et de la demande mondiale agricole (WASDE), qui fournit des prévisions détaillées de l'USDA concernant l'offre et la demande des principales cultures des États-Unis et du monde et des animaux d'élevage des États-Unis. Le rapport regroupe des renseignements provenant d'un certain nombre de rapports statistiques publiés par l'USDA et d'autres organismes gouvernementaux, et il fournit un cadre permettant à l'USDA de publier des rapports additionnels. Les données concernant les superficies et la production des États-Unis sont fournies par le Service national des statistiques agricoles de l'USDA, et sont fondées sur des études périodiques. Le rapport WASDE fournit habituellement des données pour trois campagnes de commercialisation, y compris sur la production et les exportations.

[173] Daniel A. Sumner. "Boxed In: Conflicts Between U.S. Farm Policies and WTO Obligations." Center for Trade Policy Studies, The Cato Institute, December 2005 (pièce US-108).

163. Les termes "prévisions et prévu" – qui signifient tous deux la même chose – traduisent un degré de certitude moindre dans la mesure où la plupart des chiffres du bilan ne sont pas encore des "estimations". En mai de chaque année, lorsque le rapport WASDE passe à la nouvelle campagne de commercialisation, le terme "estimation" s'applique alors aux prévisions de l'année précédente encore que ces chiffres, pour la plupart des cultures, ne soient pas encore "finals". Cela est dû au fait que la campagne de commercialisation antérieure n'est pas encore terminée. Par exemple, en mai, la campagne de commercialisation du blé est pratiquement terminée alors que les campagnes de commercialisation du coton et d'autres cultures plantées au printemps vont encore durer de trois à cinq mois. Dans un souci de simplicité, et pour éviter de donner des explications pour chaque culture, les chiffres figurant dans le bilan sont qualifiés d'"estimations".

164. Le terme "estimation" traduit un degré de certitude supérieur. Toutefois, les "estimations" et même les "estimations finales" sont sujettes à changement dans l'attente de meilleurs renseignements ou de renseignements plus complets. Certaines estimations peuvent changer de nombreuses années après la publication des "estimations finales" initiales.

165. Les données concernant la campagne de commercialisation en cours (campagne de commercialisation 2006) sont qualifiées de prévisions parce que les données finales de la plupart des variables visées ne sont pas encore disponibles. Les données concernant la campagne de commercialisation précédente (campagne de commercialisation 2005) sont pour la plupart finales (par exemple, stocks de départ, superficie et production), mais certaines données ne peuvent pas être complètes (par exemple, les exportations et les stocks de fin de campagne). Par conséquent, ces données sont toujours qualifiées d'estimations. Les données concernant la campagne de commercialisation antérieure (campagne de commercialisation 2004) ne sont pas qualifiées d'estimations ou de prévisions et sont considérées comme finales, mais elles pourraient toujours être révisées. Comme les données du rapport WASDE proviennent de diverses sources et couvrent une multitude de produits et de variables, elles sont toujours sujettes à changement et à révision. En mai de l'année en cours (campagne de commercialisation 2006), les chiffres de la campagne de commercialisation 2005 deviendront "finals", ceux de la campagne de commercialisation 2006 deviendront des "estimations", et les nouveaux chiffres de la campagne de commercialisation 2007 seront des "prévisions" (ou considérés comme des "prévisions").

166. Les intentions en matière de plantation du Conseil national du coton (CNC) sont une prévision pour la campagne à venir et se fondent sur un questionnaire envoyé à quelque 40 pour cent des exploitants de coton des États-Unis. Entre la mi-décembre et le début janvier, les exploitants sont interrogés au sujet de leur superficie concernant le coton et les principales cultures concurrentes de l'année précédente, et de leurs intentions en matière de plantation pour l'année à venir.

b) Les États-Unis pourraient-ils fournir au Groupe spécial des renseignements, sur la base de la moyenne des quelque six dernières campagnes de commercialisation, montrant en quoi les données finales relatives à ces variables pour une campagne de commercialisation différeraient des estimations, prévisions, etc., préliminaires établies à la fin de février de la campagne de commercialisation pertinente?

167. Les données demandées, montrant les prévisions établies en février pour la campagne de commercialisation en cours comparativement aux chiffres finals, sont présentées dans la pièce US-145.

168. Les États-Unis notent que chaque version mensuelle du rapport WASDE fournit une évaluation de la fiabilité des prévisions du mois pertinent par rapport à l'estimation finale, sur la base des données recueillies pendant 25 ans. Par exemple, en ce qui concerne les exportations de coton des États-Unis pour février 2007, la différence entre la prévision de février et l'estimation finale s'est

établie en moyenne à 500 000 balles, ou 7,1 pour cent. La prévision de février a été inférieure à l'estimation finale à 13 reprises et supérieure à l'estimation finale à onze reprises.[174]

169. S'agissant de l'étude du CNC, les différences en pourcentage pour les superficies finales ont varié entre un plancher de 1,1 pour cent et un plafond de 8,5 pour cent. L'erreur moyenne au cours des six dernières années est de 1,7 pour cent.[175]

c) Enfin, les États-Unis pourraient-ils actualiser la partie de la pièce US-83 qui porte sur les prix à terme afin de donner au Groupe spécial des prix à terme de New York moyens pour le coton upland aussi complets que possible pour la période allant de janvier à mars 2007?

170. Une feuille de calcul présentant les données les plus récentes sur les prix à terme pour les contrats de décembre 2007 concernant le coton upland est présentée dans la pièce US-147. Des données sur les prix à terme du maïs et du soja sont également présentées dans cette pièce.

Questions posées au Brésil

62. Comment le Brésil réfute-t-il l'argument des États-Unis selon lequel le fait que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques accordent un soutien du revenu lorsque les prix sont bas n'est pas la question essentielle dont le présent Groupe spécial est saisi; et selon lequel même si, comme d'autres versements aux producteurs, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pouvaient influer sur la production, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve de l'existence d'effets d'encouragement de la production réels? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 222 et 287 à 291; déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 à 75; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial, paragraphes 42 à 57)

63. Le Brésil pourrait-il indiquer s'il estime ou non que la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques augmentent la superficie n'est pas pertinente pour examiner si ces versements empêchent des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC? (paragraphe 56 de la déclaration liminaire du Brésil) Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis dans la note de bas de page 72 des observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial?

64. Étant donné que le Brésil a critiqué les nouveaux travaux de recherche empirique mentionnés par les États-Unis parce qu'ils ne portaient pas spécifiquement sur les effets des versements anticycliques sur la production de coton upland, pourquoi le Brésil estime-t-il que l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 140) est particulièrement pertinente pour la présente affaire? Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis aux paragraphes 248 et 249 de leur communication à titre de réfutation?

[174] *Voir* le rapport WASDE du 9 février 2007 (pièce US-114).
[175] *Voir* la pièce US-146.

65. ***Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Le Brésil pourrait-il expliquer pourquoi le fait que ces études ne portent pas spécifiquement sur le coton upland devrait empêcher le Groupe spécial de les considérer comme étant très probantes.***

66. ***Le Brésil peut-il expliquer les différences existant entre les chiffres correspondant au montant des versements anticycliques imputés au coton upland qu'il a fournis à la réunion du Groupe spécial avec les parties (déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40 et pièce Bra-625) et les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation?***

67. ***Veuillez confirmer si ce que le Groupe spécial comprend est correct ou non:***

Le "tableau 6" figurant dans la première communication écrite du Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la "méthode du Brésil" sur la base de données de l'USDA.

Le "tableau 5" figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la méthode "pour le coton et au coton" sur la base de données de l'USDA.

Les chiffres mentionnés au paragraphe 40 de la déclaration liminaire du Brésil (à savoir 868 millions de dollars et 838 millions de dollars) sont produits à l'aide de la "méthode du Brésil" et de la méthode "pour le coton et au coton", sur la base des données fournies par les États-Unis dans la pièce US-64.

68. ***Veuillez formuler des observations sur la déclaration ci-après des États-Unis:***

> ***"Les États-Unis croient comprendre que le Brésil considère que les chiffres relatifs aux versements anticycliques figurant dans le "tableau 5" de sa communication à titre de réfutation doivent remplacer les chiffres relatifs aux versements anticycliques qui figurent dans le "tableau 6" de sa première communication écrite." (réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 15)***

69. ***Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "les seuls éléments de preuve présentés par le Brésil qui étaient censés examiner les effets sur les prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques spécifiquement étaient les résultats de l'exercice de modélisation qu'il a effectué aux fins de la présente procédure"? (déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 76)***

70. ***Comment le Brésil répond-il à la réfutation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a même pas établi de corrélation temporelle entre le versement des subventions et un empêchement notable de hausses de prix pendant la période d'application de la Loi FSRI, soit de la campagne de commercialisation 2002 à la campagne 2005? Plus spécifiquement, veuillez répondre à l'allégation des États-Unis concernant la stabilité des plantations des États-Unis, de la part de la production mondiale détenue par les États-Unis, de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis et du cours mondial du coton pendant cette période.***

71. ***Dans l'affaire initiale, le Groupe spécial a conclu que l'analyse portant sur "la période de six ans 1997-2002 se prêt[ait] ... à une évaluation de l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis" (voir le paragraphe 7.1354 du rapport du Groupe spécial initial). Ainsi, le coût de production total a été le coût jugé approprié par le Groupe spécial. Le coût de production total serait-il toujours pertinent si le Groupe spécial de la mise en conformité décidait d'utiliser uniquement la campagne de commercialisation 2005 comme période de référence pour l'analyse? Ou bien les coûts variables de production du coton upland pendant la campagne de commercialisation 2005 seraient-ils maintenant les renseignements pertinents à prendre en considération?***

72. ***Le Brésil a fait valoir que l'ajustement des stocks de coton ne devrait pas être inclus dans la simulation d'une réduction importante et permanente des subventions accordées pour le coton. Veuillez répondre à l'argument suivant:***

> ***Si la simulation était une analyse statique comparative dans laquelle un point de référence serait comparé à un résultat hypothétique dans une certaine situation à long terme, la modélisation de ces ajustements ne serait pas nécessaire. Mais il conviendrait de tenir compte de ces ajustements parce que le modèle est utilisé pour simuler l'incidence moyenne sur le cours mondial du coton (entre autres variables) au cours de périodes spécifiques (campagnes de commercialisation 2002 à 2005 ou campagnes de commercialisation 2006 à 2008) et non pas sur le long terme.***

73. ***Comment le Brésil répond-il à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 79 de leur déclaration liminaire selon lequel:***

> ***"si l'on procède à une évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été inférieurs ou différents ou n'avaient pas existé. L'article 6.3 c) ne demande pas quels seront les prix pendant la période d'ajustement à court terme si les versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques sont soudainement éliminés … [L]'argument du Brésil selon lequel il faut examiner les effets à court terme de l'élimination totale des programmes ne saurait être exact d'un point de vue textuel."***

Plus spécifiquement:

a) ***Pourquoi le Brésil n'a-t-il pas jugé approprié d'inclure des simulations qui portaient sur des réductions plutôt que sur l'élimination des programmes de subventions?***

b) ***Si des simulations de ces scénarios étaient effectuées, les valeurs actuelles des élasticités choisies (en particulier les élasticités de l'offre) pour simuler l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques seraient-elles toujours appropriées? Veuillez motiver votre réponse.***

74. Selon le Brésil, les données que le Groupe spécial doit prendre en considération pour son allégation de préjudice grave actuel devraient être celles qui se rapportent à la dernière campagne de commercialisation pour laquelle il existe des renseignements complets, soit la campagne de commercialisation 2005, et, dans les cas où ils sont probants, les éléments de preuve qui concernent la période postérieure au 31 juillet 2006. Comme pendant la campagne de commercialisation 2005, les États-Unis ont continué d'effectuer des versements au titre du programme Step 2 (versements dont le Groupe spécial initial a constaté qu'ils avaient contribué aux effets défavorables), comment le Groupe spécial établira-t-il que les éventuels effets défavorables observés pendant la campagne de commercialisation 2005 sont dus uniquement aux deux mesures de subventionnement qui font l'objet de l'allégation de préjudice grave actuel – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques?

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux États-Unis

75. Les États-Unis pourraient-ils expliciter davantage le fondement textuel de leur argument selon lequel "l'article 6.3 d) ne concerne pas la part de marché absolue et la question de savoir si, au cours d'une année donnée, la part de marché détenue par un Membre aurait ou non été inférieure si les subventions avaient été supprimées"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 401)

171. Comme les États-Unis l'ont indiqué au paragraphe 401 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, la question au regard de l'article 6.3 d) est de savoir si "[l]a subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention … par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente et cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées." La première partie de l'article 6.3 d) prescrit de démontrer l'existence d'un *accroissement* – c'est-à-dire "the action, process, or fact of making or becoming greater"[176] (l'action, le processus ou le fait de rendre ou de devenir plus grand). Cela indique clairement que c'est le mouvement qui est cause, et non quelque chose de statique comme le niveau absolu d'une part de marché au cours d'une année donnée. Ce que vise l'article 6.3 d) c'est le mouvement d'un point – plus précisément, "la part moyenne [que le Membre dont il est allégué qu'il accorde la subvention] détenait pendant la période de trois ans précédente" – à un autre, à savoir le niveau dans l'année qui fait l'objet de l'allégation. Si un mouvement à la hausse – c'est-à-dire un "accroissement" ou une "croissance" – intervient lors du passage du premier au second, et qu'il est prouvé que le mouvement à la hausse est lui-même l'"effet" d'une subvention contestée – il est satisfait au premier élément de l'article 6.3 d). La question est alors de savoir si cet "accroissement" – encore une fois, dont il est démontré qu'il est causé par la subvention – "suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées".

172. Selon ses termes mêmes, l'article 6.3 d) ne vise *pas* les situations dans lesquelles il est simplement allégué que la part de marché détenue par un Membre est plus élevée qu'elle le serait "en l'absence" des subventions, comme le Brésil le suppose dans certains de ses arguments.[177] Ce n'est pas l'"effet" que vise l'article 6.3 d).

---

[176] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 1350, Volume 1, (2002 Edition) (pièce US-148).

[177] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 401 (répondant à l'argument du Brésil voulant que, selon son modèle, *l'élimination des programmes de versements au titre de*

Questions posées au Brésil

76. Quel est le point de vue du Brésil sur l'argument des États-Unis selon lequel un examen au titre de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC exige deux éléments distincts: premièrement, la démonstration d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par un Membre par rapport à la part moyenne qu'il avait détenue pendant la période de trois ans précédente et, deuxièmement, la démonstration que cet accroissement de la part du marché mondial par rapport à la part moyenne que le Membre avait détenue pendant la période de trois ans précédente s'inscrit dans une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 399)

77. À cet égard, le Brésil pourrait-il répondre à l'argument des États-Unis selon lequel il n'a pas démontré que l'un et l'autre de ces éléments existaient en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 399 à 403)

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

Questions posées aux deux parties

78. Les deux parties pourraient-elles formuler des observations sur les déclarations suivantes du Canada: "[l]a question qui est en cause est celle de savoir si ces programmes … menacent de causer un préjudice grave du simple fait de leur existence" et "[d]e par leur caractère même, certains programmes de subventionnement engendrent une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente de préjudice grave"? (communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 9 et 10)

173. Les États-Unis ne considèrent pas que la présentation de "la question" par le Canada soit exacte. Le Brésil a affirmé que "le critère de menace approprié énoncé dans la Partie III [de l'*Accord SMC*] [était] celui qui comport[ait] une probabilité notable, sur la base de la nature des subventions *et des conditions de concurrence particulières*, d'apparition d'un préjudice grave à l'avenir".[178] Bien que les États-Unis n'estiment pas que la "probabilité notable" soit le critère approprié pour évaluer l'existence d'une "menace" pour les motifs mentionnés dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation[179], ils ont cru comprendre que, selon le Brésil, la question de l'existence d'une menace devait être déterminée sur la base de l'existence ou non d'une probabilité notable qu'un préjudice grave effectif surviendrait dans le futur compte tenu des conditions du marché particulières et d'autres facteurs. Selon les États-Unis, le Brésil n'a pas fait valoir que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "de par leur caractère même … engendr[aient] une probabilité constante de soutien qui se tradui[sait] par une menace permanente de préjudice grave", comme le Canada le fait maintenant valoir.

174. Toutefois, dans la mesure où le Brésil affirme maintenant qu'une telle question est "en cause", les États-Unis prennent note du caractère remarquable de l'allégation. En fait, le Brésil affirmerait que certains programmes, "de par leur caractère même," sont incompatibles avec l'article 6.3 d) de

---

prêts à la commercialisation et de versements anticycliques se serait traduit par une baisse de la part de marché détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005).

[178] Première communication du Brésil, paragraphe 253. (pas d'italique dans l'original)

[179] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 406 à 413.

l'*Accord SMC*. Les États-Unis font observer que l'*Accord SMC* ne crée pas une telle catégorie de mesures. Si les rédacteurs étaient convenus qu'il existait de telles mesures, ils auraient certainement pu prévoir une disposition les concernant comme ils l'ont fait à l'article 3.1 a) (mesures qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation) et à l'article 3.1 b) (mesures qui sont subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés). Qu'ils ne l'aient pas fait dans le cas de mesures dont il est allégué qu'elles engendrent "de par leur caractère même" une menace d'empêchement notable de hausses de prix indique qu'ils n'ont pas estimé – et ne sont pas convenus – que de telles mesures existaient.

175. En tout état de cause, il s'agit d'une question de fait. Si un Membre estime que les mesures d'un autre Membre "de par leur caractère même" engendrent une menace d'empêchement notable de hausses de prix, il incombe au Membre plaignant de le prouver. Et – compte tenu du caractère remarquable de l'affirmation (à savoir que certaines mesures "de par leur caractère même" sont incompatibles avec les règles de l'OMC) – la barre est haute. Le Membre plaignant doit prouver que, même s'il est probable qu'aucune subvention ne sera accordée dans le cadre du programme et indépendamment du montant des subventions, s'il y en a, qui sont accordées – et indépendamment de ce que seront probablement les conditions du marché à l'avenir – le programme du Membre défendeur "engendre une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente "d'empêchement notable de hausses de prix. Même si le Brésil a bien présenté une telle allégation, il n'a fourni aucun fondement empirique pour étayer une constatation aussi extraordinaire en l'espèce.

79. Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur l'analyse du sens ordinaire du terme "menace" figurant aux paragraphes 15 à 28 de la communication du Canada en tant que tierce partie?

176. Avant de répondre à la question du Groupe spécial, les États-Unis font observer que les arguments du Canada visent à étayer l'affirmation selon laquelle la ""menace" peut être analysée à la fois en tant que concept temporel, comme à l'article 15.7, *et* en tant que probabilité d'apparition".[180] Toutefois, il ressort d'une lecture simple de l'article 15.7 de l'*Accord SMC* que le sens du terme "menace" dans cette disposition comprend non seulement un concept temporel ("imminent") mais *aussi* un concept de la probabilité d'apparition ("nettement prévu"). D'ailleurs, les États-Unis ont estimé que cela reflétait tout simplement le sens ordinaire du terme "threat" (menace), qui comprend "an indication of the *approach* of something unwelcome or undesireable"[181] (une indication de l'*approche* d'une chose néfaste ou indésirable) et "a person or thing regarded as a *likely* cause of harm"[182] (une personne ou une chose considérée comme étant une cause *probable* de dommage). Pour sa part, le sens du terme "approach" (approche) comprend "a drawing near in time or circumstances" (le fait de devenir proche dans le temps ou dans les circonstances) "be nearly equal to" (être presque égal à) "[b]e so situated or arranged that the parts lie successively nearer to"[183] (être situé ou disposé de telle façon que les parties se trouvent progressivement de plus en plus près de) et, en tant que tel, traduit une notion de proximité immédiate semblable au terme "imminent." Les États-Unis ont donc fait valoir que les deux concepts étaient importants pour évaluer une "menace de préjudice grave" au titre de l'article 5 de l'*Accord SMC*.

[180] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 10.

[181] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 3290, Volume 2, (1993 Edition) (pièce US-104). Le Brésil semble convenir qu'il s'agit du sens ordinaire du terme "menace". Première communication du Brésil, paragraphe 247 ("Le terme "menace" peut désigner "une indication de l'approche d'une chose néfaste ou indésirable" …").

[182] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 3291, Volume 2, (1993 Edition) (pièce US-105). (pas d'italique dans l'original)

[183] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 102, Volume 1, (1993 Edition) (pièce US-106).

177. Il apparaît que le Canada fait valoir que dans le cas d'une "menace de préjudice grave" au titre de l'article 6.3 c), il faut faire complètement abstraction de l'aspect temporel d'une "menace" et - plutôt - prendre seulement en considération un certain concept de probabilité. Cependant, le Canada ne dit pas pourquoi il faut faire abstraction de cet aspect essentiel du terme. De fait, même sa propre description du sens ordinaire du terme "menace" – "an indication of *something coming*" (une indication d'une *chose qui vient*) – comprend les notions de "drawing near in time or circumstances" (le fait de devenir proche dans le temps ou dans les circonstances), "be[ing] nearly equal to" (le fait d'être presque égal à) et "[b]e[ing] so situated or arranged that the parts lie successively nearer to"[184] (le fait d'être situé ou disposé de telle façon que les parties se trouvent progressivement de plus en plus près de) qui se retrouvent aussi dans l'utilisation du terme "imminent" à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, à l'article 3.7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"*Accord antidumping*") et à l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* pour décrire le sens du terme "menace".

178. Pour étayer son argument selon lequel l'expression "menace de préjudice grave" à l'article 6.3 c) ne comporte pas d'aspect temporel, le Canada affirme qu'un tel concept serait incompatible avec la "phrase introductive de l'article XVI:1 du GATT de 1994".[185] Selon le Canada, cet article "indique clairement [que] ce n'est pas seulement l'octroi effectif d'une subvention qui permet de constater l'existence d'un préjudice grave. Le simple fait de *maintenir un programme* qui prescrit des versements réputés constituer une subvention qui cause des effets défavorables peut donc causer un préjudice grave …"[186] Il apparaît que le Canada confonde deux questions distinctes. La première est celle de savoir si le programme lui-même (c'est-à-dire, les lois/règlements prévoyant les versements) peut être réputé constituer une *subvention* aux fins de l'*Accord SMC* de telle sorte qu'il puisse être constaté que son "octroi" ou son "maintien" cause ou menace de causer un préjudice grave. La seconde est celle de savoir si la définition de la "menace" de préjudice grave énoncée dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 prescrit ou non de démontrer que le préjudice grave objet de la "menace" non seulement est probable mais aussi aura lieu bientôt. Cette seconde question est la question en cause en l'espèce dans l'interprétation du critère juridique des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

179. Le Canada fait également valoir que "le critère relatif à la menace d'un préjudice grave [ne] devrait [pas] être importé de l'article 15.7" de l'*Accord SMC* parce que "[l]orsqu'un critère énoncé dans un autre article ou un autre accord doit être utilisé, l'*Accord SMC* identifie ce critère." Il suppose à tort que les États-Unis ont demandé au Groupe spécial d'"importer" le critère de l'article 15.7 de l'*Accord SMC*. Les États-Unis n'ont rien fait de tel et, en fait, ont expressément clarifié ce point dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation.[187] Les États-Unis ont plutôt fait valoir que le sens ordinaire du terme "menace" de certains effets dommageables – comme il ressortait de l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, de l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et de l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* – donnait des indications contextuelles importantes pour l'interprétation de la notion de "menace" de préjudice grave énoncée dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*.

180. Comme les États-Unis l'ont expliqué, le fait d'interpréter le terme "menace" de cette manière n'est pas seulement la bonne approche selon les règles coutumières d'interprétation des traités[188], mais

[184] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 102, Volume 1, (1993 Edition) (pièce US-106).
[185] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 18.
[186] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 18.
[187] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411.
[188] À titre d'exemple, les termes d'un traité doivent être interprétés "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". *Voir États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, pages 18 et 19 (où il est indiqué que "[c]ette règle générale d'interprétation [codifiée à l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*] est devenue une règle du droit international coutumier ou général. En tant que telle, elle fait partie des "règles coutumières d'interprétation du droit

c'est logique étant donné que les trois dispositions jouent le même rôle – elles définissent les mêmes circonstances étroites dans lesquelles il peut être approprié de soumettre les mesures d'un Membre à des disciplines *même si* les mesures ne sont pas prohibées en soi et ne *causent* pas nécessairement d'effets dommageables ou de préjudice. En vertu de toutes ces dispositions, la mesure du Membre peut être soumise à une discipline uniquement s'il y a eu une démonstration correcte de l'existence d'une "menace" d'effets dommageables ou de préjudice grave qui justifie l'application d'une mesure corrective (qu'elle soit multilatérale, dans le cas d'une allégation présentée dans le cadre de l'OMC au titre de l'article 5 c)/de la note de bas de page 13 ou unilatérale, dans le cas d'une enquête en matière de droits antidumping, de droits compensateurs ou de sauvegardes). Les précisions données sur le terme "menace" dans ces trois autres contextes – plus particulièrement, l'accent mis sur la notion de probabilité et de proximité dans le temps, conformément à son sens ordinaire – sont indubitablement importantes pour comprendre l'utilisation du même terme dans le premier contexte.

181. Le Canada n'a pas expliqué pourquoi les règles coutumières d'interprétation des traités ne devraient pas s'appliquer dans le contexte de la présente procédure. Il n'a pas non plus expliqué pourquoi un groupe spécial devait s'assurer qu'il y avait un renvoi exprès pour examiner, en tant que contexte, le sens du même terme tel qu'il ressortait d'autres dispositions du *même* accord ainsi que de dispositions d'autres accords, qui traitaient toutes de questions analogues concernant la "menace de dommage important" et la "menace de dommage grave". Au contraire, ce que les propres arguments du Canada indiquent clairement, c'est qu'un renvoi est utilisé dans l'*Accord SMC* dans les cas où un sens spécial est donné à un terme à un endroit – à titre d'exemple, les expressions "dommage à une branche de production nationale" dans la Partie V de l'*Accord SMC*, "annulation ou réduction" dans le GATT de 1994 et "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" à l'article XVI:1 du GATT de 1994 – si bien qu'il faut préciser quand le terme est utilisé "dans le même sens" ailleurs.

182. En fait, un groupe spécial peut prendre en considération le sens ordinaire d'un terme tel qu'il ressort d'une disposition particulière pour interpréter le même terme figurant dans une autre disposition (surtout s'il s'agit du même accord) sans qu'un renvoi exprès soit nécessaire. D'ailleurs, si un groupe spécial ne pouvait pas faire une telle chose, le présent Groupe spécial ferait erreur (comme le Groupe spécial initial l'aurait également fait) en prenant en considération la définition et les prescriptions relatives à une constatation de l'existence d'une "subvention à l'exportation" figurant dans l'*Accord SMC* en tant qu'indications contextuelles pour interpréter l'expression "subvention à l'exportation" dans l'*Accord sur l'agriculture*. Il n'y a certainement aucun "renvoi" dans ces deux accords autorisant expressément un groupe spécial à considérer que le premier donne des indications contextuelles à l'autre, pourtant aucun Membre n'a fait valoir que cela empêchait le Groupe spécial de faire une telle chose.

183. En fait, il est curieux que le Canada affirme qu'"il faut considérer le libellé et le contexte spécifiques d'un accord pour déterminer le critère à appliquer dans une analyse donnée," tout en affirmant que l'analogie appropriée pour le terme "menace" figurant dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 se trouve à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, une disposition qui porte sur le contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation consolidés, et non sur un quelconque effet dommageable ou défavorable.[189] Contrairement aux dispositions relatives au contournement énoncées à l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, les quatre dispositions mentionnées ci-dessus – la menace d'un préjudice grave dans l'article 5/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*, la menace d'un dommage important à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, la menace d'un dommage important à l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et la menace de dommage grave à l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* – traitent de la menace d'effets défavorables ou

---

international public" que l'Organe d'appel a pour instruction, en vertu de l'article 3 2) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, d'appliquer lorsqu'il s'emploie à clarifier les dispositions de l'Accord général et des autres "accords visés" de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce …").

[189] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 23.

dommageables. Compte tenu de la propre affirmation du Canada selon laquelle il est important de considérer le libellé et le contexte de la disposition pour en déterminer le sens, on ne voit pas très bien pourquoi l'analyse de la "menace de contournement" dans le cadre de l'*Accord sur l'agriculture* devrait donner des indications contextuelles plus importantes que les dispositions très analogues de l'*Accord SMC* lui-même, de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord sur les sauvegardes*.[190]

184. Enfin, les États-Unis notent l'affirmation du Canada selon laquelle deux rapports du GATT de 1979 et 1980 étayent la constatation selon laquelle "le sens du terme menace est flexible" de telle sorte qu'une "source permanente d'incertitude sur les marchés mondiaux du sucre … a engendré une menace de préjudice grave au sens de l'article XVI:1".[191] Les États-Unis ne sont pas d'accord. Il n'y a pas la moindre analyse du critère juridique relatif à la "menace" de préjudice grave dans les deux rapports du GATT mentionnés par le Canada (*CE – Sucre (Australie)* et *CE – Sucre (Brésil)*)[192], ni a fortiori d'évaluation de la question de savoir si ce terme a un aspect temporel (comme l'indique clairement son sens ordinaire). Il n'y a non plus – évidemment[193] – aucune évaluation du sens du terme compte tenu du contexte particulier (à savoir un examen de l'utilisation de ce terme dans l'article 5/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC* au regard des expressions "menace de dommage important" à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, "menace de dommage important" à l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et "menace de dommage grave" à l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*). D'ailleurs, dans ces rapports, il apparaît que l'analyse dépend de certaines hypothèses concernant les obligations des Membres visant à *empêcher* la chose sanctionnée de se produire[194], obligations dont l'Organe d'appel a depuis clarifié qu'elles ne faisaient pas partie intégrante de la "menace".[195] L'analyse figurant dans ces rapports – ou le peu qu'il y a – ne fournit guère ou pas

---

[190] L'autre affirmation du Canada selon laquelle "l'objet et le but mêmes" de l'*Accord SMC* "démontrent que le critère relatif à la menace d'un préjudice grave peut être distinct de celui qui s'applique à la menace de dommage grave" ne semble pas logique. Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 25. Les États-Unis ne font évidemment pas valoir que "le critère relatif à la menace d'un préjudice grave" est le même que "celui qui s'applique à la menace de dommage grave." Néanmoins, même cela mis à part, on présumerait que l'"objet et le but" de l'*Accord SMC* s'applique à toutes ses composantes. Ainsi, si – comme le Canada l'affirme – "l'objet et le but de l'*Accord SMC* sont l'établissement de disciplines multilatérales "en partant du principe que certaines formes d'intervention des pouvoirs publics faussent le commerce international [ou] *peuvent* fausser [le commerce international]", on s'attendrait à ce que cela s'applique *tant* à la Partie III qu'à la Partie V de l'*Accord SMC*. On ne voit donc pas très bien comment le *même* objet et *le même* but établissent un "critère" relatif à la menace *différent* dans les deux contextes.

[191] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 24.

[192] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 24 (citant l'affaire *CE – Sucre (Australie)*, IBDD, S26/317, paragraphe h) de la conclusion et *CE – Sucre (Brésil)*, IBDD, S27/74, paragraphe g) de la conclusion).

[193] Ces rapports sont antérieurs à ces accords.

[194] À titre d'exemple, soulignant l'absence de "limitations efficaces préétablies ni quant à la production, ni quant au prix, ni quant aux montants des restitutions," le Groupe spécial *CE – Sucre (Brésil)* a constaté que "[n]i le système ni son application n'*empêcheraient* non plus les Communautés européennes d'obtenir plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation du sucre. Le Groupe spécial *en* a conclu que le système communautaire et son application constituaient une source permanente d'incertitude sur les marchés mondiaux du sucre et *par conséquent* une menace de préjudice sérieux au sens de l'article XVI:1". *CE – Sucre (Brésil)*, IBDD, S27/74, paragraphe g) de la conclusion. (pas d'italique dans l'original)

[195] Rejetant les arguments du Brésil selon lesquels un programme dont il était allégué qu'il accordait des subventions "illimitées" représentait nécessairement une "menace" au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Organe d'appel a indiqué que

> [N]ous ne sommes pas disposés à accepter l'affirmation du Brésil selon laquelle le concept de "menace" figurant à l'article 10:1 devrait être interprété de manière qu'il exige que les Membres de l'OMC prennent des "mesures d'anticipation et de précaution". L'obligation de ne pas appliquer de subventions à l'exportation d'une manière qui "menace d'entraîner" un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation ne va pas aussi loin. Rien dans l'article 10:1 ne justifie d'exiger que les Membres de l'OMC prennent des

d'indications pour l'évaluation des questions relatives à la menace soulevées par les allégations du Brésil dans la présente procédure.

Questions posées aux États-Unis

80. Que répondent les États-Unis à l'argument du Japon voulant qu'en raison des buts différents des Parties III et V de l'Accord SMC, le critère permettant de déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave énoncé à l'article 15.7 de l'Accord SMC soit un critère inapproprié pour déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave au regard de la Partie III de l'Accord SMC? (communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 8 à 12)

185. Les États-Unis croient comprendre que, selon le Japon, les Parties III et V de l'*Accord SMC* auraient des objets et des buts différents qui empêcheraient le Groupe spécial de considérer que le sens ordinaire de la "menace" de certains effets dommageables, tel qu'il ressort des articles 15.7 de l'*Accord SMC*, 3.7 de l'*Accord antidumping* et 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, donne des indications contextuelles importantes pour l'interprétation de la notion de "menace" de préjudice grave figurant dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*. Les États-Unis ne sont pas d'accord.

186. Premièrement, l'obligation d'interpréter les termes d'un traité "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but" telle que codifiée à l'article 31 1) de la Convention de Vienne "fait partie des "règles coutumières d'interprétation du droit international public" que l'Organe d'appel [et les groupes spéciaux] [ont] pour instruction, en vertu de l'article 3 2) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, d'appliquer lorsqu'il[s] s'emploie[nt] à clarifier les dispositions de l'Accord général et des autres "accords visés" de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce …"[196] L'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "[i]l est largement admis que l'emploi du mot au singulier "son" qui précède les termes "objet" et "but" à l'article 31 1) de la Convention de Vienne indique que ce mot fait référence au traité dans son ensemble; si les termes "objet" et "but" avaient été précédés du mot "leur", l'emploi du pluriel aurait indiqué une référence à des "termes du traité particuliers". Par conséquent, l'expression "son objet et ... son but" précise que le point de départ pour établir l'"objet et [le] but" est le traité lui-même, dans son intégralité."[197]

187. Le Japon n'essaie pas d'interpréter le terme "menace" figurant dans l'article 5/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC* "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de [l']objet et d[u] but" *du traité lui-même, dans son intégralité*. Le Japon semble

---

mesures de précaution positives pour faire en sorte qu'un contournement de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation ne se produise pas.
Coton upland (Organe d'appel), paragraphe 707.

[196] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 19.

[197] *CE – Classification des morceaux de poulet (Organe d'appel)*, paragraphe 238. L'Organe d'appel a indiqué qu'il était peut-être possible de prendre en considération "l'objet et le but de termes particuliers du traité" mais seulement "si cela aid[ait] l'interprète à déterminer l'objet et le but du traité dans son ensemble" et si l'accent était mis sur "l'établissement des intentions communes des parties". *CE – Classification des morceaux de poulet (Organe d'appel)*, paragraphes 238 et 239. Comme il est indiqué ci-dessus, le Japon ne traite même pas de "l'objet et du but du traité dans son ensemble", et encore moins de la manière dont les différents buts qu'il attribue aux parties de l'*Accord SMC* ont trait à cet "objet et ce but dans son ensemble" ou de la manière dont l'interprétation du terme "menace" figurant dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 et à l'article 15.7 de l'*Accord SMC* en découle.

plutôt attribuer un "objet et un but" différents à différentes parties du traité. En l'espèce, il affirme que l'objet et le but de la Partie V, en général – et de l'article 15, en particulier – sont de "limiter le pouvoir discrétionnaire des autorités nationales et garantir contre un mauvais usage de ce pouvoir". Le Japon ne spécifie pas quels sont l'objet et le but de la Partie III mais il indique qu'ils sont différents de celui de la Partie V. Selon lui, "les questions relevant de la Partie III n'ont absolument aucun rapport avec les préoccupations relatives à la limitation du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales visant à en empêcher le mauvais usage dans la conduite des enquêtes nationales en matière de droits compensateurs [car] [a]ucune autorité nationale n'intervient". Le Japon affirme que cette différence alléguée en ce qui concerne l'objet et le but de ces *parties* du traité impose au Groupe spécial de *faire abstraction* du "sens ordinaire" du terme menace tel qu'il ressort de l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, de l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et de l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, ainsi que des indications contextuelles fournies par ces dispositions pour l'interprétation de la "menace" de préjudice grave mentionnée dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*. Les États-Unis soutiennent que cela constitue une application gravement erronée des règles coutumières d'interprétation des traités.

188. Deuxièmement, le Japon n'a pas étayé son affirmation selon laquelle l'objet et le but de l'article 15.7 sont de "limiter le pouvoir discrétionnaire des autorités nationales et garantir contre un mauvais usage de ce pouvoir" et selon laquelle, en conséquence, le sens du terme "menace" dans ce contexte est nécessairement différent du sens du terme "menace" figurant dans l'article 6.3 c). Les États-Unis ne voient rien dans l'article 15.7 qui indique que les Membres ont présumé que les autorités nationales feraient nécessairement un "mauvais usage" de leur pouvoir discrétionnaire et qu'ils ont donc insufflé un sens spécial à l'article 15.7 qui n'est pas pertinent ailleurs. Au contraire, selon les États-Unis, tant l'article 5/la note de bas de page 13 que l'article 15.7 de l'*Accord SMC* semblent compatibles avec l'explication donnée par l'Organe d'appel concernant "l'objet et le but de l'Accord SMC, qui est de renforcer et d'améliorer les disciplines du GATT relatives à l'utilisation aussi bien des subventions que des mesures compensatoires, tout en reconnaissant, dans le même temps, le droit des Membres d'imposer de telles mesures à certaines conditions".[198] Cette explication reconnaît le fait que l'*Accord SMC* établit un équilibre entre le droit de maintenir des subventions dans certaines circonstances et le droit de les soumettre à des disciplines dans d'autres circonstances. L'article 5/la note de bas de page 13 et l'article 15.7 de l'*Accord SMC* servent tous à établir cet équilibre. Rien ne permet de penser que les mêmes termes figurant dans les deux dispositions ont des sens différents sur la base d'une hypothèse selon laquelle les autorités nationales ont nécessairement tendance à faire un "mauvais usage" de leur pouvoir discrétionnaire contrairement aux groupes spéciaux de l'OMC.

189. Troisièmement, le Japon affirme à l'appui de son argument que "[l]e Groupe spécial initial, dans la présente procédure, a reconnu à juste titre que la Partie V de l'Accord SMC, pour diverses raisons, ne constituait peut-être pas le contexte approprié pour interpréter et appliquer la Partie III".[199] Or, le paragraphe du rapport du Groupe spécial initial que cite le Japon dit exactement le contraire. Il dit expressément que "[c]ompte tenu du texte de la Partie III, et pour les raisons exposées ci-après, nous sommes d'avis que, même *s'ils peuvent donner des indications contextuelles – et conceptuelles générales* – les concepts et méthodes quantitatifs plus précis figurant dans la Partie V de l'*Accord SMC* ne sont pas *directement* applicables dans le cadre de l'examen des allégations relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action formulées par le Brésil au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*".[200] C'est précisément ce que les États-Unis ont fait valoir – à savoir que le sens ordinaire du terme "menace" tel qu'il ressort de l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, de l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et de l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* donne des indications

[198] *États-Unis – Bois de construction résineux IV (Organe d'appel)*, paragraphe 95.

[199] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 10 et note de bas de page 12 (citant *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1167).

[200] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1167. (pas d'italique dans l'original)

contextuelles importantes pour interpréter la "menace" de préjudice grave mentionnée dans l'article 5 c)/la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*.

190. Le fait qu'il est approprié d'examiner ce sens ordinaire a été confirmé non seulement par le Groupe spécial initial mais aussi par le Japon lui-même. En fait, peu après le paragraphe susmentionné de sa communication en tant que tierce partie, le Japon fait valoir que le critère de la "probabilité notable" que préfère le Brésil – un critère qui ne se trouve nulle part dans le texte de l'*Accord SMC* – "est incompl[et] car [il] ne comprend pas de prescription explicite en matière de preuve. Une prescription explicite en matière de preuve, comme celle qui est énoncée à la première phrase de l'article 15.7 de l'Accord SMC, est un élément primordial de tout critère relatif à la "menace"".[201] On ne voit pas très bien pourquoi – si l'article 15.7 ne peut donner d'indications textuelles pour l'interprétation du terme "menace" figurant dans l'article 5/la note de bas de page 13 – le Japon mentionnerait le fait que cette disposition comprend une "prescription explicite en matière de preuve". Il apparaît que, dans son raisonnement, le Japon reconnaît qu'une prescription en matière de preuve est un aspect important de *toute* allégation de menace et que les prescriptions énoncées à l'article 15.7 donnent des indications contextuelles importantes pour la détermination des prescriptions en matière de preuve qui doivent s'appliquer dans le cas d'allégations de "menace" au titre de l'article 5/de la note de bas de page 13. L'approche est presque la même pour comprendre le *sens* ordinaire du terme "menace" figurant dans ces dispositions.

81. Que répondent les États-Unis à l'argument de l'Australie selon lequel "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007"? (déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 13)

191. Les États-Unis s'inscrivent nettement en faux contre l'argument de l'Australie selon lequel, pour évaluer l'existence d'une menace de préjudice grave, "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007. Les programmes n'ont pas expiré. Il n'y a aucune garantie qu'ils ne seront pas reconduits ou maintenus sous une autre forme avec des effets défavorables".[202]

192. Premièrement, l'observation de l'Australie selon laquelle "les programmes n'ont pas expiré" est hors de propos. S'ils avaient déjà expiré, il n'existerait tout simplement *aucun* fondement permettant au Brésil de présenter une allégation concernant les mesures en cause dans la présente procédure du Groupe spécial de la mise en conformité; ces programmes auraient déjà été retirés.

193. Deuxièmement, le mandat du Groupe spécial est d'examiner la "question" dont il est saisi - c'est-à-dire examiner les allégations du Brésil concernant toutes mesures qui sont des mesures prises pour se conformer et qui sont dûment indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Dans la mesure où les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques peuvent être considérés comme des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD[203], la question qui se pose au Groupe spécial est de savoir si le Brésil a prouvé ses allégations de "menace de préjudice grave" en ce qui concerne les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée. Le mandat du Groupe spécial ne consiste pas à spéculer sur la question de savoir si de nouvelles mesures peuvent ou non être mises en place après l'expiration des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques prévus dans la Loi FSRI, quelle forme peuvent prendre ou non ces nouvelles mesures, ou si l'une quelconque de ces autres mesures peut ou non

[201] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 13.
[202] Déclaration orale de l'Australie, paragraphe 13.
[203] Et pour les motifs énoncés dans leurs communications, les États-Unis ne considèrent pas qu'ils peuvent être définis ainsi.

causer des effets défavorables dans des conditions du marché qui peuvent ou non exister à l'avenir. D'ailleurs, le Groupe spécial initial a indiqué que lorsqu'une mesure n'existait pas au moment de l'établissement du groupe spécial, la partie plaignante n'était pas fondée à l'inclure dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et elle ne pouvait donc pas relever du mandat du groupe spécial:

> La "question" portée devant l'ORD par le Brésil dans le document WT/DS267/7 était constituée par les mesures et allégations mentionnées dans ce document, qui était daté du 6 février 2003. À cette date, la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture n'existait pas, n'avait jamais existé et aurait pu ne jamais exister par la suite. Le Brésil a anticipé l'adoption de cette loi dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et son allégation relative à cette loi est d'ordre purement conjectural. Par conséquent, le Brésil ne pouvait pas la porter devant l'ORD à ce moment, et elle ne relève pas du mandat du Groupe spécial.[204]

194. Troisièmement, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit: "[n]ous estimons qu'il est évident que la nature d'une subvention donnée peut jouer un rôle important dans la détermination de ses effets".[205] Le fait qu'aucune subvention ne peut être accordée parce que le programme en autorisant l'octroi doit lui-même expirer à une date certaine est indubitablement important pour évaluer si "l'effet" des subventions contestées est une menace de préjudice grave comme l'allègue le Brésil. D'ailleurs, dans la mesure où la contestation du Brésil s'étend aux futurs programmes et versements, ce fait touche à la question encore plus fondamentale de savoir s'il y aura même une "subvention" dans la période en cause.

195. Pour les raisons ci-dessus, l'affirmation de l'Australie selon laquelle "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007" est dénuée de fondement.[206]

82. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur les prévisions de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques figurant dans le tableau 26 de la première communication écrite du Brésil et sur les prévisions de prix et de versements de subventions figurant dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil? Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi les données figurant dans ces tableaux étayent leur argument selon lequel les producteurs s'attendent probablement à recevoir des versements faibles ou pas de versements du tout au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2007? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 418)

196. Comme les États-Unis l'ont indiqué au paragraphe 419 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, un rapport du CCIC sur le marché publié le 1er février 2007 prévoit que l'indice A sera de 59 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2006 et de 66 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2007. Ce niveau serait presque le même que celui de la campagne de commercialisation 2003 et serait supérieur au niveau moyen sur 20 ans pour le coton upland.[207] À ces niveaux de prix, il est probable que tout versement au titre de prêts à la commercialisation – si versement il y a – sera faible. Les États-Unis ont noté que selon de nouvelles prévisions du Bureau du budget du Congrès, il était estimé que "le versement au titre de prêts à la commercialisation ser[ait] d'au plus 2 cents par livre [pour la campagne de commercialisation 2007]

---

[204] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.158.
[205] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1191.
[206] Déclaration orale de l'Australie, paragraphe 13.
[207] Cotton This Month, ICAC, p. 4 (February 1, 2007) (pièce US-107).

(et, pour la campagne de commercialisation 2008, il [était] prévu qu'il n'y aur[ait] aucun versement au titre de prêts à la commercialisation)".[208]

197. Les prévisions de prix et de versements du FAPRI – qui figurent dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil – sont entièrement compatibles avec les chiffres mentionnés par les États-Unis et l'analyse qu'ils ont effectuée sur cette base. En fait, le FAPRI prévoit un cours mondial ajusté ("AWP") de 51,4 cents par livre, ce qui se traduirait par un versement au titre de prêts à la commercialisation de seulement 0,6 cent par livre. Toutefois, étant donné qu'il fournit des prévisions stochastiques, le FAPRI a prévu des versements au titre de prêts à la commercialisation de 1,9 cent par livre – soit des chiffres presque identiques aux prévisions du Bureau du budget du Congrès utilisées par les États-Unis.

198. Le tableau 26 présente des prévisions globales pour tous les versements au titre de prêts à la commercialisation; il n'indique pas à combien s'élèverait le versement par acre que les exploitants des États-Unis pourraient recevoir. Les chiffres globaux présentés pour la campagne de commercialisation 2007 sont plus élevés que ceux qui ont été prévus par le FAPRI et le Bureau du budget du Congrès mais on ne sait pas bien pourquoi c'est le cas – peut-être à cause de différences en ce qui concerne les prix prévus, les plantations prévues, les rendements prévus ou d'autres facteurs. Il est donc difficile de faire concorder ces prévisions avec les autres prévisions mentionnées ci-dessus pour examiner les attentes des exploitants (attentes qui sont définies au regard de leurs propres cultures, et non d'un chiffre national global).

199. Pour mettre en perspective les prévisions du Bureau du budget du Congrès et du FAPRI concernant un versement au titre de prêts à la commercialisation d'au plus deux cents par livre, il est utile d'examiner les versements au titre de prêts à la commercialisation effectués pendant la période examinée dans la procédure initiale (campagnes de commercialisation 1999-2002). Le Groupe spécial initial a jugé significatif le fait que les versements au titre de prêts à la commercialisation effectués pendant certaines périodes s'étaient élevés à près de 30 cents par livre, soit presque le même montant que le revenu provenant du marché. La situation en l'espèce – avec des versements au titre de prêts à la commercialisation dont il est prévu qu'ils s'élèveront au plus à deux cents par livre pour la campagne de commercialisation 2007 alors que les prix devraient se situer à des niveaux très élevés – est substantiellement différente.

Questions posées au Brésil

83. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel la note de bas de page 13 de l'Accord SMC "n'indique pas que lorsqu'un groupe spécial constate qu'un Membre cause un préjudice grave actuel en accordant une subvention, le groupe spécial constate aussi automatiquement que le Membre menace de causer un préjudice grave dans le futur en accordant la même subvention"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 624)

84. Le Brésil pourrait-il confirmer que son allégation de menace de préjudice grave est présentée à titre conditionnel, c'est-à-dire qu'il ne demande pas au Groupe spécial de formuler une constatation sur cette allégation si le Groupe spécial constate l'existence d'un préjudice grave actuel? Comment le caractère conditionnel de cette allégation de "menace de préjudice grave" se manifeste-t-il dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil?

85. Le Brésil pourrait-il expliquer sa demande à l'effet que le Groupe spécial "formule des constatations de fait concernant son "allégation de menace de préjudice grave"

[208] CBO January 2007 Baseline for CCC & FCIC (January 22, 2007) (pièce US-91).

pour permettre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse s'il devait désapprouver l'interprétation du Groupe spécial de la mise en conformité"? (première communication écrite du Brésil, paragraphe 241) Quelles sont précisément les "constatations de fait" que le Brésil demande au Groupe spécial de formuler à cet égard?

86. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis voulant que la définition de la "menace" d'effets dommageables donnée à l'article 15.7 de l'Accord SMC et à l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes "eu égard à leur grande proximité dans le temps et à la forte probabilité qu'ils se produisent" corresponde au sens ordinaire du mot "menace" et que, de ce fait, l'article 15.7 de l'Accord SMC et l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes donnent des "indications contextuelles utiles" pour l'interprétation de la "menace" de préjudice grave?

87. Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur l'argument des États-Unis selon lequel le critère de la "probabilité notable" n'est pas étayé par le texte de l'Accord SMC ni par les rapports de règlement des différends du GATT/de l'OMC mentionnés par le Brésil? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 406, 410 et 413)

88. Le Brésil souscrit-il ou non à la thèse des États-Unis selon laquelle "un groupe spécial peut prendre en considération le sens ordinaire d'un terme tel qu'il ressort d'une disposition particulière pour interpréter le même terme figurant dans une autre disposition (surtout s'il s'agit du même accord) sans qu'un renvoi exprès soit nécessaire"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411, note de bas de page 635)

89. Le Brésil fait valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pour le coton upland sont conçus "de telle façon que les montants versés seraient toujours importants". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 270)

90. À cet égard, le Brésil pourrait-il expliquer les données figurant dans le tableau 27 de sa première communication écrite qui indiquent une augmentation du prix agricole et de l'AWP prévus sur la période couvrant les campagnes de commercialisation 2006 à 2010 et une baisse des versements prévus au titre de prêts à la commercialisation?

91. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "pour la campagne de commercialisation 2008, il est prévu qu'il n'y aura pas du tout de versements au titre de prêts à la commercialisation"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 419)

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation

Questions posées aux États-Unis

92. Au paragraphe 50 de leur déclaration liminaire, les États-Unis indiquent ce qui suit:

> ***… aucune disposition de l'Accord SMC ne prévoit que le "retrait" d'une "subvention" dont il est allégué qu'elle "prend la forme d'un programme" "comprend l'obligation de s'abstenir d'honorer les engagements en cours au titre de ce programme à compter de la date d'expiration du délai de mise en œuvre". Cet argument assimile à tort le fait d'"honorer les engagements au titre du programme" à la "subvention" elle-même. Cette assimilation était appropriée dans l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5), dans laquelle le Brésil a continué d'émettre de nouvelles obligations incompatibles avec les règles de l'OMC même après la période de mise en œuvre au motif qu'il avait des obligations contractuelles préexistantes lui imposant de le faire. Toutefois, elle n'est pas correcte en l'espèce parce que les garanties ne sont pas elles-mêmes des subventions prohibées.***
>
> ***Les États-Unis pourraient-ils clarifier ce qu'ils ont voulu dire dans la phrase soulignée?***

200. Dans la phrase soulignée, les États-Unis évoquent le fait que l'octroi d'une garantie de crédit à l'exportation n'est pas équivalent en soi à l'octroi d'une subvention à l'exportation. Une "subvention" n'est "réputée exister" au titre de l'article premier de l'*Accord SMC* que a) s'il y a une contribution financière et b) un avantage est ainsi conféré. En outre, la subvention n'est une subvention "à l'exportation" que dans les cas où elle est subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a). Le point j) de la Liste exemplative précise comment s'applique cette définition dans le cas des garanties de crédit à l'exportation. En ce qui concerne ces mesures, en particulier, il existe une subvention à l'exportation dans les cas où les primes perçues dans le cadre du programme de garantie sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes de ce programme.

201. Dans les cas où, comme en l'espèce, des mesures sont prises pour que les garanties de crédit à l'exportation soient accordées à des taux de primes qui sont plus que suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes de ce programme, aucune subvention *à l'exportation* n'est accordée même s'il se peut que des garanties de crédit à l'exportation soient quand même accordées.

> ***91. Au paragraphe 342 de sa première communication écrite, le Brésil indique que le montant total de l'encours des garanties au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP au 1er juillet 2005 s'élevait à 8,5 milliards de dollars.***
>
> ***a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec le chiffre fourni par le Brésil?***

202. Oui.

> ***b) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits non inscrits dans la Liste. (Veuillez distinguer le principal et les intérêts.)***

203. Les États-Unis ne tiennent pas de données relatives aux montants rééchelonnés, aux créances en cours et aux arriérés d'intérêts par produit de base. Selon les chiffres relatifs au passif éventuel et d'après l'expérience des gestionnaires des programmes, les États-Unis estiment qu'environ 56 pour cent de l'encours de 8,5 milliards de dollars étaient associés à des produits non inscrits dans la Liste. Les États-Unis ne tiennent pas, et ne peuvent donc pas fournir, une ventilation du principal et des intérêts.

c) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits inscrits dans la Liste et, en particulier, le riz. (Veuillez distinguer, dans chaque cas, le principal et les intérêts).

204. Comme il a été indiqué ci-dessus, les États-Unis ne tiennent pas de données relatives aux montants rééchelonnés, aux créances en cours et aux arriérés d'intérêts par produit de base. Selon les chiffres relatifs au passif éventuel et d'après l'expérience des gestionnaires des programmes, les États-Unis estiment qu'environ 44 pour cent de l'encours de 8,5 milliards de dollars étaient associés à des produits inscrits dans la Liste. Les États-Unis ne tiennent pas, et ne peuvent donc pas fournir, une ventilation du principal et des intérêts.

Questions posées au Brésil

92. *Le fait que ce qui était en cause dans l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5), c'était l'émission de nouvelles obligations après la date de mise en œuvre et que les obligations qui avaient été émises avant la date de mise en œuvre pouvaient être remboursées pendant un certain nombre d'années par la suite a-t-il une pertinence quelconque pour l'évaluation par le Groupe spécial des allégations du Brésil concernant l'"encours" des garanties de crédit à l'exportation? (voir le paragraphe 46 de la déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial)*

93. *Le Groupe spécial note que la pièce Bra-516 indique le montant de l'encours pour le GSM 5 au 30 juin 2006 plutôt qu'au 30 juin 2005 comme il est indiqué dans la note de bas de page 523 de la première communication écrite du Brésil. Veuillez expliquer.*

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation

Question posée aux États-Unis

94. *Les États-Unis ont fait observer que les constatations du Groupe spécial initial (selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation en cause constituaient des subventions à l'exportation prohibées) étaient fondées sur le point j). Ils ont également affirmé qu'ils s'étaient fondés sur le point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant les garanties de crédit à l'exportation. Veuillez préciser si le Groupe spécial devrait considérer l'argument des États-Unis à cet égard comme un argument concernant le champ de la présente procédure.*

205. L'argument des États-Unis ne concerne pas le champ de la présente procédure sauf dans la mesure où la nature des recommandations et décisions de l'ORD a une incidence sur le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5.

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

95. *Le Brésil a estimé que "les différentes parties à une transaction comportant une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 retir[aient] différents avantages de la garantie, qui tous étaient susceptibles de faire l'objet d'une évaluation au titre de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC" et il a indiqué que, dans la présente procédure, il "s'intéress[ait] avant tout" à l'avantage obtenu par*

> ***l'exportateur des États-Unis sous la forme de commissions inférieures à celles du marché (paragraphe 404 de la réfutation du Brésil). Les États-Unis ont contesté l'approche du Brésil consistant à se concentrer sur les commissions à l'exclusion d'autres éléments du coût total du prêt. En vous référant aux dispositions de l'Accord SMC et à la jurisprudence de l'OMC (pour autant qu'elle soit applicable), veuillez exposer votre position sur les questions suivantes: 1) Les garanties de crédit à l'exportation et les autres types de subventions peuvent-ils comporter plus d'un type d'avantage et/ou de bénéficiaire? 2) Appartient-il au Membre plaignant de décider de l'avantage qu'il conteste?***

206. Les États-Unis font observer, avant toute chose, qu'il existe une disposition de l'*Accord SMC* qui porte précisément sur la question de savoir quand – de l'avis des Membres – des garanties de crédit à l'exportation constitueraient des subventions à l'exportation au sens des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. C'est le point j) de la Liste exemplative. En outre, il existe une disposition de l'*Accord SMC* qui décrit précisément ce qui – de l'avis des Membres – constitue un "avantage" au sens de l'article premier de l'*Accord SMC*. C'est l'article 14 c) de l'*Accord SMC*.[209]

207. La question du Groupe spécial porte nécessairement sur l'importance que revêtent ces dispositions. Une partie plaignante peut-elle ne tenir aucun compte de ces dispositions? La partie plaignante peut-elle décider de contester une garantie de crédit à l'exportation en se fondant sur un "avantage" allégué qui n'est prévu dans aucune des deux dispositions, et qui – en fait – compromettrait la logique consistant à traiter les garanties de prêt comme des types distincts de subventions à l'article 14?[210] Les États-Unis soutiennent qu'il n'existe aucun fondement pour faire une telle chose.

---

[209] Cette seconde disposition – bien qu'elle traite expressément des enquêtes en matière de droits compensateurs – a été invoquée dans presque tous les différends en matière de subventions qui mettaient en cause des garanties (même lorsqu'il ne s'agissait pas de garanties de prêts) et il a été reconnu qu'elle fournissait un contexte important pour l'interprétation de la notion d'"avantage". *Voir*, par exemple, *Canada – Aéronefs (Groupe spécial)*, paragraphe 7.397 ("En examinant précisément ce que le Brésil doit montrer afin de démontrer l'existence d'un "avantage", nous relevons les constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire Canada – Aéronefs. Nous considérons donc que les garanties de prêt d'IQ conféreront un "avantage" dans la mesure où elles sont mises à la disposition des clients de Bombardier à des conditions plus favorables que celles auxquelles ces clients pourraient obtenir des garanties de prêt comparables sur le marché. En appliquant ce critère, nous sommes guidés par l'article 14 c) de l'Accord SMC, qui donne des indications contextuelles pour l'interprétation du terme."); *CE – DRAM*, paragraphe 7.190; *voir aussi États-Unis – Bois de construction résineux IV (Groupe spécial)*, paragraphe 7.49, note de bas de page 128 ("Les alinéas b) et c) de l'article 14 de l'Accord SMC ont trait à la fourniture d'un prêt et d'une garantie de prêt par les pouvoirs publics. Dans les deux cas, le point de repère à utiliser pour le calcul de l'avantage est le "prêt commercial comparable" et le "prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics""). D'ailleurs, l'article dont elle fait partie – l'article 14 – a constitué l'une des principales bases du raisonnement fait par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, selon lequel le terme "avantage" à l'article 1.1 a) désignait généralement un avantage apporté à un bénéficiaire plutôt qu'un coût pour les pouvoirs publics. *Voir Canada – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 155.

[210] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur exposé oral devant le Groupe spécial, l'article 14 d) s'applique dans le cas de services fournis par les pouvoirs publics et dispose qu'un "avantage" ne peut être calculé que dans les cas où "la fourniture [du service] s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate" qui "sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le … service en question dans le pays de fourniture (y compris le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat …)." Dans ce contexte, une comparaison entre les commissions perçues pour un service des pouvoirs publics et les commissions perçues sur le marché pour un service comparable est la bonne approche. Toutefois, l'article 14 c) *exclut* spécifiquement une telle approche pour les garanties de prêts. Il dispose qu'"[u]ne garantie de prêt des pouvoirs publics *ne sera pas considérée* comme conférant un avantage, *à moins* qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics". Le Brésil fait valoir que cette disposition traite uniquement de la *mesure* d'un

Le fait que les rédacteurs ont pris la peine d'énoncer spécifiquement ce qui constitue une "subvention à l'exportation" dans le cas des garanties de crédit à l'exportation et ce qui constitue un "avantage" dans le cas des garanties de prêts doit vouloir dire quelque chose. Ils ne peuvent pas avoir rédigé ces dispositions simplement pour que les parties plaignantes puissent les ignorer quand elles le jugent bon.

208. En fait, les questions de savoir ce qui constitue un "avantage", une "subvention", ou une "subvention à l'exportation" ne sont pas des questions abstraites auxquelles une partie plaignante peut répondre de la manière qui lui convient. Ce sont des questions dont les Membres sont convenus qu'elles devaient être posées aux fins de l'identification de mesures particulières au sujet desquelles ils partageaient certaines préoccupations en matière de distorsion des échanges. Dans le cas des subventions à l'exportation, la préoccupation – telle qu'elle ressort de l'accent mis sur la *subordination* aux exportations à l'article 3.1 a) – touche au fait qu'elles constituent des incitations à l'exportation du fait de la caractéristique structurelle voulant que des subventions soient conditionnées à l'exportation. Les Membres sont convenus que ces mesures avaient une structure et un caractère permettant de simplement présumer que des effets de distorsion des échanges existaient (et que la partie plaignante ne serait donc pas tenue d'en faire la preuve). Lorsque les Membres ont établi la manière d'examiner l'existence d'un "avantage" pour les divers types de mesures visées à l'article 14, ces considérations relatives à distorsion des échanges ont nécessairement guidé ce qu'ils ont rédigé.

209. Dans le cas de l'article 14 c), ils ont reconnu à juste titre qu'une garantie de prêt avait pour seul but de soutenir une transaction de prêt; la garantie devenait une partie intégrante de cette transaction et n'avait aucune valeur en dehors de la transaction. La commission particulière fixée pour une garantie dépend des conditions de la transaction de prêt correspondante, des parties à la transaction de prêt correspondante, de la nature des marchandises qui sont achetées et vendues et d'un certain nombre d'autres facteurs. Inversement, il se peut que les conditions de la transaction de prêt sous-jacente ainsi que les frais et les commissions associés à ce financement dépendent des commissions fixées. En conséquence, ils ont prévu expressément ce qui suit: "une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions". En d'autres termes, ils ont reconnu expressément qu'il fallait évaluer le coût total de la transaction pour déterminer si un "avantage" était *réellement* conféré par la garantie.

210. L'approche suivie par les rédacteurs est logique non seulement d'un point de vue pratique - compte tenu de la manière dont fonctionnent les garanties et de la raison pour laquelle une comparaison de la commission perçue pour l'émission d'une garantie de prêt et de celle qui est perçue pour une autre risque de donner une image incomplète et faussée sur le sujet – mais aussi du point de vue de l'objet et du but de l'*Accord SMC* lui-même. En particulier, un des principaux objectifs de l'*Accord SMC* consiste à établir des disciplines relatives à la distorsion des échanges causée par des subventions. Dans le cas des garanties de crédit à l'exportation, les Membres ont reconnu qu'il pouvait y avoir distorsion si une garantie fournie par les pouvoirs publics permettait l'octroi de crédits à des conditions plus favorables que celles qui pouvaient être obtenues sur le marché. C'est cela qui pourrait accroître les exportations des États-Unis. Il est difficile de voir ce qui pourrait motiver des préoccupations concernant une distorsion des échanges similaire dans les cas où le *même* crédit pourrait être obtenu sur le marché même sans la garantie des pouvoirs publics.[211] Et, d'ailleurs,

---

avantage. Toutefois, selon ses propres termes, elle traite également des conditions dans lesquelles une garantie peut être réputée "conférer" un avantage – suivant le libellé de l'article 1.1 a) de l'*Accord SMC*.

[211] Avec, bien entendu, un ajustement pour tenir compte des commissions versées pour la garantie des pouvoirs publics dans la comparaison.

l'article 14 c) tient compte de ce raisonnement. Les États-Unis soutiennent que ce raisonnement doit être respecté.

211. Un exemple distinct aidera peut-être à mettre la question en perspective. Supposons qu'une partie plaignante souhaite contester la fourniture par les pouvoirs publics d'un bien donné d'une qualité plus élevée que d'autres biens offerts par des intervenants privés mais pour lequel les pouvoirs publics perçoivent une prime qui tient pleinement compte de la qualité plus élevée. Il se peut que le point d) de la Liste exemplative s'applique si l'allégation concerne l'existence d'une subvention à l'exportation. Et il se peut que l'article 14 d) de l'*Accord SMC* soit pertinent si l'allégation est autre. Les deux dispositions indiquent qu'une analyse correcte visant à déterminer l'existence d'une subvention portera sur le prix auquel le produit est fourni, en tenant compte d'autres facteurs pertinents tels que la qualité.[212] À titre d'exemple, l'article 14 d) reconnaît expressément que cette analyse devrait prendre en considération les "conditions du marché existantes … (y compris le prix [et] la qualité)". Les États-Unis soutiennent que, dans ces conditions, une partie plaignante ne pourrait affirmer que la qualité plus élevée du produit fourni par les pouvoirs publics est un "avantage dissociable" sur la base duquel l'existence d'une subvention devrait être constatée. Ils estiment que la situation est analogue en l'espèce.

96. Les avis des parties divergent quant à savoir s'il est possible de comparer différents types de prêts dès lors qu'ils ont la même "durée moyenne". Qu'est-ce qui étaye votre position sur cette question (ouvrages économiques, etc.)?

212. Les États-Unis ont expliqué que la durée moyenne d'un prêt était le nombre moyen d'années pendant lesquelles le principal était impayé.[213] Dans une transaction GSM-102, la CCC exige que le principal soit payable au moins une fois par an. En conséquence, le tiers du principal est payé au premier anniversaire. Après deux ans, les deux tiers sont payés. Le paiement final a lieu au troisième anniversaire. Un tel solde dégressif se traduit par une durée moyenne de deux ans pour ce prêt. En d'autres termes, c'est la durée moyenne du prêt pendant laquelle le débiteur paie des intérêts sur un dollar du principal et le prêteur perçoit des intérêts sur un dollar du principal.

213. Les États-Unis ne croient pas que le Brésil soit en désaccord avec cette définition de la durée moyenne d'un prêt ou avec le fait qu'un prêt garanti par le GSM-102, dans la mesure où il s'agit d'un prêt amorti sur trois ans avec remboursement annuel du principal, a une durée moyenne de deux ans.[214] Les États-Unis ne croient pas non plus que le Brésil soit en désaccord avec le fait qu'un prêt remboursable en une seule fois a également une durée moyenne de deux ans.[215]

214. Le Brésil prétend toutefois qu'un prêt de deux ans remboursable en une seule fois et un prêt de trois ans garanti par le GSM 102 ne sont pas comparables parce que "les caractéristiques du risque de crédit auquel le prêteur est exposé sont très différentes dans ces deux cas".[216] Le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de "présumer" – sans fondement – en ce qui concerne les exemples spécifiques donnés par les États-Unis, "que les perspectives de crédit de la banque emprunteuse sont suffisamment positives à court terme pour qu'il soit considéré qu'il y a une très faible probabilité de défaut pendant les deux premières années. Et de présumer également qu'il y a une plus grande incertitude, ainsi qu'une plus grande probabilité de défaut, au cours de la troisième

[212] Le point d) le fait en utilisant le terme "conditions" de vente et l'article 14 d) en utilisant les termes "rémunération adéquate".

[213] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 123.

[214] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 213.

[215] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 214.

[216] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 429; *voir aussi* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 219; et les observations du Brésil sur les réponses des États-Unis, paragraphe 140.

année".[217] En d'autres termes, le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de *faire abstraction* de la réduction du risque global découlant du remboursement, au cours de la première année, du tiers du principal dans le cadre de la transaction garantie par le GSM-102[218], d'adopter les "suppositions" du Brésil, et de conclure que le risque de crédit pour cette transaction sera "beaucoup plus élevé".[219] L'argument du Brésil est dépourvu de logique.

215. Le concept de la durée moyenne est utilisé couramment pour la comparaison des prix des investissements et des titres de créance de durées diverses. "La durée moyenne est utilisée couramment pour mesurer la durée de l'investissement en ce qui concerne des [titres adossés à des créances hypothécaires (TACI)] et le rendement d'un TACI est habituellement comparé à celui d'une obligation d'État dont l'échéance est proche de la durée moyenne du TACI."[220] De même, les "opérateurs de swaps établissent normalement le taux fixe d'un swap de taux d'intérêt sous la forme d'un écart par rapport aux obligations d'État des États-Unis ayant une durée moyenne similaire".[221]

216. À titre d'exemple complémentaire, une offre d'investissement dans des crédits-bails basés sur la qualité du preneur concerne un portefeuille de prêts d'une durée "pouvant aller jusqu'à 25 ans".[222] Les prêts ayant des durées diverses, l'investissement est indexé sur l'"indice des obligations d'État des États-Unis ou l'indice des swaps correspondant à la durée moyenne restante du bail".[223] Il n'est pas tenu compte de la durée prolongée de certains prêts: "un contrat 15/15 a une durée moyenne de neuf ans; utiliser l'indice des taux des obligations d'État des États-Unis à neuf ans interpolés ou l'indice des taux de swap à neuf ans interpolés. Un contrat 20/20 a une durée moyenne de 12 ans; utiliser l'indice des taux des obligations d'État des États-Unis à -ans interpolés ou l'indice des taux de swap à 12 ans interpolés. Un contrat 25/25 a une durée moyenne de 15 ans; utiliser l'indice des taux des obligations d'État des États-Unis à 15 ans interpolés ou l'indice des taux de swap à 15 ans interpolés".[224]

217. Enfin, les États-Unis notent que le Brésil demande au Groupe spécial de la mise en conformité de "supposer" un risque "beaucoup plus élevé" durant la troisième année de la transaction au titre du GSM-102. Le Brésil ne présente aucun fondement factuel pour étayer cette supposition en ce qui concerne les exemples donnés par les États-Unis. La "supposition" du Brésil n'est même pas acceptable d'un point de vue théorique. Dans une étude portant sur des prêts à moyen terme garantis par les pouvoirs publics des États-Unis, les auteurs ont conclu qu'"en ce qui concerne les prêts à moyen terme, la probabilité de défaut augment[ait] initialement, attei[gnait] son maximum au cours de la deuxième année suivant l'émission et diminu[ait] par la suite".[225] "En général, la courbe de risque

---

[217] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 220.

[218] Le Brésil affirme sans fondement que le remboursement initial du tiers du principal montre que "les caractéristiques de l'exposition sont différentes pour ces deux types de prêts", et étaye donc sa position. Observations du Brésil sur les réponses des États-Unis, paragraphe 140. Au contraire, cela montre seulement que le tiers du principal est remboursé un an avant qu'une quelconque partie du principal du prêt remboursable en une seule fois soit remboursée. Du seul point de vue du risque, plus le remboursement est important et intervient tôt mieux c'est.

[219] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 221.

[220] *The Handbook of Fixed Income Securities*, 6th ed. (2001), Fabozzi, Frank J. (McGraw-Hill Professional), p. 589 (pièce US-149).

[221] Marshall, John F. "Futures Versus Swaps: Some Considerations for the Thrift Industry," *Review of Business*; Winter 1990/1991; 12, 3, p. 17 (pièce US-150).

[222] BSC Bond Street Capital; Credit Tenant Lease Loans - Minimum $10,000,000. http://www.bisonfinancial.com/loans/bsc_ctl.html (pièce US-151).

[223] BSC Bond Street Capital; Credit Tenant Lease Loans - Minimum $10,000,000. http://www.bisonfinancial.com/loans/bsc_ctl.html (pièce US-151).

[224] BSC Bond Street Capital; Credit Tenant Lease Loans - Minimum $10,000,000. http://www.bisonfinancial.com/loans/bsc_ctl.html (pièce US-151).

[225] Glennon, Dennis and Nigro, Peter; "Measuring the Default Risk of Small Business Loans: A Survival Analysis Approach," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 37, No. 5 (October 2005), p. 945 (pièce US-152).

est une fonction concave du temps: s'élevant au départ puis retombant à zéro à mesure que les prêts arrivent à échéance. La forme générale du risque, et la dépendance temporelle du défaut que suggère ce résultat, est compatible avec l'effet attendu de l'arrivée à échéance d'un prêt."[226]

218. Le risque initial de défaut au début du prêt va à l'encontre de la "supposition" du Brésil selon laquelle "il est considéré qu'il y a une très faible probabilité de défaut pendant les deux premières années".[227] Cette étude contredit également l'autre "supposition" du Brésil relative à un "risque beaucoup plus élevé" au cours de la dernière année de la transaction garantie par le GSM. Selon la théorie du Brésil, il semble que le risque augmenterait avec le temps. Cette étude a porté sur des prêts de sept ans. Or, comme l'étude l'indique, pour ces prêts, qui avaient une échéance de quatre ans supérieur à celle des transactions visées par le GSM-102, les défauts "retombaient à zéro" à mesure que les prêts arrivaient à échéance.

Questions posées aux États-Unis

97. À supposer que le Groupe spécial accepte l'argument des États-Unis selon lequel l'"avantage" doit être évalué sur la base du "coût total des fonds", que doit établir, selon vous, le Brésil pour s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard? Le Brésil doit-il prouver qu'un avantage est conféré dans tous les cas (toutes les transactions et tous les bénéficiaires)? Dans la plupart des cas?

219. Le Brésil assume la charge de prouver ses allégations concernant chacune des mesures qu'il conteste. Les États-Unis font observer que le Brésil continue de tergiverser sur la question de savoir s'il conteste ou non le programme de garantie du crédit à l'exportation GSM 102 lui-même ou certaines mesures prises au titre de ce programme.[228] Quelle que soit la mesure que conteste le Brésil, il ne peut se dérober à la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard.

220. Si le Brésil conteste le programme GSM-102 en tant que tel – que ce soit en totalité ou en partie – il doit prouver que le programme lui-même (ou la partie contestée) prescrit une violation. Comme le Groupe spécial *Corée – Navires* l'a expliqué en examinant une contestation analogue à l'encontre du programme de garanties de restitution des paiements anticipés ("APRG") au titre de l'*Accord SMC*, "[l]a question dont nous sommes saisis est … de savoir si le programme APRG prescrit ou non l'octroi d'un avantage en exigeant la fourniture d'APRG à des conditions plus favorables que celles que les chantiers navals coréens pourraient obtenir sur le marché".[229] Ce groupe spécial a constaté que "[t]ant l'article 18 de la Loi KEXIM que l'article 23 1) du Manuel d'exploitation de la KEXIM ne mentionn[aient] même pas les conditions auxquelles la KEXIM offrira[it] des APRG, et encore moins n'impos[aient] des garanties inférieures au marché".[230] Pour cette raison, le Groupe spécial a rejeté l'allégation des CE selon laquelle le programme APRG prescrivait une violation des dispositions relatives aux subventions à l'exportation de l'*Accord SMC*. Le même

[226] Glennon, Dennis and Nigro, Peter; "Measuring the Default Risk of Small Business Loans: A Survival Analysis Approach," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 37, No. 5 (October 2005), p. 935 (pièce US-152).

[227] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 220.

[228] À titre d'exemple, dans sa communication à titre de réfutation, le Brésil allègue qu'il n'"affirme pas que le programme GSM 102 lui-même contourne les engagements contractés par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture" ou, vraisemblablement, que le programme GSM 102 en tant que tel prévoit des subventions à l'exportation prohibées au sens de l'*Accord SMC*. Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 378. Or, par la suite, le Brésil a indiqué qu'il ne considérait même pas que les garanties particulières constituaient des mesures. Réponses du Brésil aux sections A à C de la première série de questions, paragraphe 29. On ne sait donc toujours pas exactement quelles mesures le Brésil entend contester.

[229] *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.121.

[230] *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.121.

raisonnement s'applique en l'espèce. Ni les dispositions législatives ni les dispositions réglementaires prévoyant les garanties de crédit à l'exportation ne prescrivent que des *garanties* soient accordées, et encore moins qu'elles soient accordées à des conditions qui feraient qu'elles conféreraient des subventions à l'exportation.

221. Si le Brésil conteste des garanties particulières accordées au titre du programme GSM-102 - par exemple les garanties que les États-Unis ont accordées pour les exportations de riz et de produits non inscrits dans la Liste - il assume la charge de démontrer que chacune des garanties est une subvention à l'exportation. Selon les États-Unis, la disposition à prendre en considération à cet égard est le point j) de l'*Accord SMC* et il n'existe pas d'"autre" critère relatif à ce qui constitue un subvention à l'exportation dans le cas des garanties de crédit à l'exportation. Cela dit, même s'il existait un "autre" critère à cette fin dans les articles 1er et 3.1 a) de l'*Accord SMC*, comme le Brésil l'allègue, celui-ci assumerait la charge de prouver que chaque garantie fournit une a) contribution financière qui b) confère un avantage, et que la "subvention" ainsi accordée est c) subordonnée aux résultats à l'exportation. Le Brésil n'a pas fait une tetlle démonstration sur la base d'un examen du coût total pour l'une quelconque des garanties, ni a fortiori pour toutes les garanties accordées pour les exportations de riz et de produits non inscrits dans la Liste. En conséquence, même au regard de sa propre théorie relative à un critère "alternatif" au titre des articles 1er et 3.1 a), les allégations du Brésil relatives aux subventions à l'exportation sont sans fondement.

98. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude de la comparaison faite par le Brésil entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par l'ExIm Bank? Les États-Unis conviennent-ils que les garanties de l'ExIm Bank et les garanties au titre du GSM 102 sont (au moins dans certains cas) semblables ou comparables?

222. Les États-Unis n'estiment pas que les garanties de l'Export-Import Bank des États-Unis et les garanties au titre du programme GSM 102 soient semblables, ou comparables. Le Brésil a proposé une comparaison avec deux produits spécifiques de l'Ex-Im Bank. Il s'agit 1) de l'assurance des lettres de crédit à l'intention des banques ("LCI") et de 2) l'assurance-crédit à l'exportation à moyen terme ("MTI") de l'Ex-Im Bank.[231]

223. Les États-Unis font observer, avant toute chose, que la MTI est offerte exclusivement pour les biens d'équipement et les services.[232] De ce fait, ce produit et la structure des commissions correspondantes sont visés par l'Arrangement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'"OCDE") sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ("Arrangement de l'OCDE"). Comme le Japon l'a indiqué[233] et le Brésil l'a reconnu[234], l'Arrangement de l'OCDE ne s'applique pas aux produits agricoles. Comme le Japon l'a également indiqué, les taux de primes minimums prévus dans l'Arrangement de l'OCDE s'appliquent pour les délais de remboursement de deux ans et plus.[235] Selon le programme GSM 102, les délais de remboursement de centaines de transactions au titre du GSM 102, totalisant des centaines de millions de dollars, ont effectivement une durée de moins de deux ans.[236] Il y a donc des distinctions factuelles importantes entre les garanties qui font qu'elles ne sont pas comparables.

---

[231] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 381.

[232] ExIm Bank export credit insurance product description, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/index.cfm (pièce BRA-533) et ExIm Bank Medium-Term Export Credit Insurance, ExIm Bank online, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/medium_term.html. (pièce BRA-535).

[233] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 25.

[234] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 442.

[235] Communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphe 25.

[236] En particulier:

224. Ces distinctions sont pertinentes pour l'analyse des subventions. Rappelez-vous que - généralement - la comparaison est effectuée pour déterminer s'il existe ou non un "avantage" portant sur ce que le bénéficiaire "pourrait obtenir sur le marché".[237] En l'espèce, un exportateur qui obtiendrait une garantie au titre du GSM 102 ne pourrait tout simplement pas obtenir de garantie au titre de la MTI de l'Ex-Im Bank parce que ces garanties ne sont pas accordées pour les produits agricoles et aussi parce qu'il se peut que la transaction en cause ait un délai de remboursement court (moins de deux ans). Ces garanties ne sont donc pas un point de repère approprié s'agissant de ce qu'un exportateur de produits agricoles "pourrait obtenir sur le marché".

225. Toutefois, ce que le Brésil a omis dans ses comparaisons avec les produits de l'Ex-Im Bank est tout aussi important. Il affirme que "la méthode de comparaison par pays du Brésil [] tient compte de toutes les variables que le GSM 102 et l'ExIm Bank prennent en compte pour établir les prix de leurs produits".[238] En fait, le Brésil n'a pas tenu compte d'au moins deux éléments très importants.

226. Le plus important de ces éléments est la couverture de l'intérêt. Dans le cadre de la MTI de l'Ex-Im, le débiteur est tenu d'utiliser une sorte de billet à ordre émis par l'Ex-Im, laquelle couvre "100 pour cent du taux indiqué dans le billet à ordre".[239] Dans le cadre de la LCI de l'Ex-Im, "le taux d'intérêt assuré est généralement le taux de base moins 0,5 pour cent ou le taux déclaré dans la convention de crédit, le moins élevé étant retenu. L'Ex-Im Bank utilise le taux de base publié dans le Wall Street Journal sous la rubrique "Money Rates"".[240]

227. En revanche, dans le cadre du programme GSM-102, la CCC couvre les intérêts admissibles qui sont calculés comme suit: "le taux annuel qui doit être utilisé pour calculer les intérêts admissibles correspondra au taux d'intérêt fixé par la banque (ou l'exportateur) des États-Unis et la banque étrangère ou à 55 pour cent du taux de rendement moyen des bons du Trésor à 26 semaines lors de la plus récente adjudication, tel qu'il est annoncé par le Département du Trésor avant la date à laquelle le taux d'intérêt admissible est établi ou ajusté, le taux le moins élevé étant retenu".[241]

228. Une comparaison entre la couverture des intérêts par la LCI[242], laquelle est inférieure à celle des intérêts par la MTI, et la couverture des intérêts dans le cadre de la garantie au titre du GSM-102 montre que la couverture des intérêts par la LCI dépasse grandement celle des intérêts de la garantie au titre du GSM-102.

Campagne de commercialisation 2003: 191 garanties: 185 296 721 dollars
Campagne de commercialisation 2004: 259 garanties: 222 967 376 dollars
Campagne de commercialisation 2005: 230 garanties: 165 350 477 dollars
Campagne de commercialisation 2006: 185 garanties: 176 414 190 dollars
Campagne de commercialisation 2007 (au 5 mars 2007): 43 garanties: 46 584 911 dollars

[237] *Voir*, par exemple, *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.121 ("La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si le programme APRG prescrit ou non l'octroi d'un avantage en exigeant la fourniture d'APRG à des conditions plus favorables que celles que les chantiers navals coréens pourraient obtenir sur le marché.")

[238] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 434. (souligné dans l'original)

[239] ExIm Bank Medium-Term Export Credit Insurance, ExIm Bank online, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/medium_term.html. (pièce BRA-535)

[240] ExIm Bank Letter of Credit Insurance for Banks, ExIm Bank online, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/loc.html (pièce BRA-531).

[241] Notice to GSM-102 Program Participants: USDA Clarifies Method for Computing Interest Coverage Under GSM-102 Program (15 July 2005) http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0105-05 (pièce US-153).

[242] La pièce US-154 donne les taux de base parus dans le Wall St. Journal depuis février 2000 jusqu'à maintenant. http://www.hsh.com/indices/prime00s.html (consulté le 20 mars 2007).

229. Dans la pièce US-155, les États-Unis présentent une comparaison entre la couverture des intérêts offerte par la CCC (55 pour cent du taux de rendement des bons du Trésor à 26 semaines applicable[243]) et la couverture des intérêts par la LCI (taux de base paru dans le Wall St. Journal moins 0,5 pour cent). Au 1er mars 2007, la couverture des intérêts offerte par l'Ex-Im était supérieure de 491 points de base à celle des intérêts offerte par la CCC (7,75 pour cent contre 2,839 pour cent). C'est une différence énorme qui peut être illustrée à l'aide d'un exemple simple. Prenons une transaction à l'exportation dans laquelle 10 millions de dollars sont financés à 7,75 pour cent. En cas de défaut de paiement à l'anniversaire du crédit, l'Ex-Im couvrirait le montant total des intérêts de 775 000 dollars. La CCC, toutefois, ne couvrirait que 283 900 dollars d'intérêt. Bien entendu, cet effet se multiplie pour chaque année d'intérêts exigibles impayés.

230. Depuis le 1er juillet 2005, sur la base des taux en vigueur le premier jour ouvrable de chaque mois, la différence entre les couvertures a atteint un sommet de 499 points de base (2 octobre 2006) et n'a jamais été inférieure à 374 points de base (1er août 2005).[244] Comme la couverture des intérêts par la MTI est égale à 100 pour cent du taux déclaré dans le billet à ordre, on ne peut que déduire que l'écart entre la couverture des intérêts offerte par la CCC et celle des intérêts par ce produit est encore plus grand.

231. La couverture des intérêts est un élément très important d'une garantie ou d'un produit d'assurance et elle a une incidence proportionnée sur la commission qui peut être perçue pour ces produits. Toutefois, le Brésil n'a pas cherché à inclure ce facteur dans ses comparaisons.

232. En outre, s'agissant de la couverture du principal, la MTI couvre 100 pour cent de la portion financée.[245] Le GSM-102 n'en couvre que 98 pour cent. Dans le cadre de la LCI, l'Ex-Im offre également à "l'assuré une possibilité de recours ou de "renvoi" à un tiers s'agissant de la totalité ou d'une partie de tout montant non assuré".[246] Cela n'est pas permis dans le cadre du programme GSM102. En cas de défaut de paiement, le demandeur doit transmettre à la CCC, par subrogation, la totalité de sa créance impayée et pas seulement la portion garantie.[247] La CCC a alors le droit de recouvrer auprès du débiteur toutes les sommes impayées[248]. Contrairement à ce qui se passe dans le cadre de la LCI, le détenteur d'une garantie au titre du GSM-102 ne peut donc pas vendre à une autre partie la portion non garantie de l'obligation pour se prémunir contre tout risque de défaut de paiement du principal. Dans le cadre de la MTI, le détenteur est également prémuni contre tout risque grâce à la couverture à 100 pour cent. La couverture inférieure du principal par rapport aux produits de l'Ex-Im rend la garantie au titre du GSM-102 moins intéressante, ce qui transparaît dans le prix que les parties sont disposées à payer. Dans ses comparaisons, le Brésil n'a pas non plus tenu compte de la différence dans les mesures de "renvoi" des programmes.".

99. Veuillez formuler des observations sur l'argument du Brésil selon lequel les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte du risque pays (en d'autres termes, elles ne varient que très peu en fonction du risque pays) (voir, entre autres, les paragraphes 410 à 412 de la première communication écrite du Brésil).

---

[243] La pièce US-156 présente les taux d'intérêt des bons du Trésor à 26 semaines fournis par le Département du Trésor pour la période allant du 1er juillet 2005 au 20 mars 2007 et qui peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://treasurydirect.gov/RI/OFAuctions.

[244] Comparison of interest rate coverage of CCC GSM-102 export credit guarantees and Ex-Im Bank Letter of Credit Insurance for Banks (1 July 2005 - 1 March 2007) (pièce US-155).

[245] Ex-Im Bank Medium-Term Export Credit Insurance, ExIm Bank online, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/medium_term.html (pièce BRA-535).

[246] ExIm Bank Letter of Credit Insurance for Banks, ExIm Bank online, accessed October 2006 at http://www.exim.gov/products/insurance/loc.html (pièce BRA-531).

[247] 7 CFR Section 1493.110(b)(4) (pièce US-142).

[248] 7 CFR Section 1493.130(a) (pièce US-142).

233. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec les affirmations du Brésil sur le plan des faits. La progressivité des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sert à tenir compte du risque pays et les commissions perçues actuellement dans le cadre du GSM 102 varient beaucoup en fonction de ce facteur. Le Brésil n'a mentionné aucun fondement dans le texte qui étaye son affirmation selon laquelle cette progressivité est "insuffisante". D'ailleurs, les États-Unis n'ont connaissance d'aucune disposition de l'*Accord SMC* qui établisse ce qui constitue une progressivité "suffisante". La seule mention expresse du caractère suffisant dans l'*Accord SMC* a trait au caractère suffisant des primes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes de garantie du crédit à l'exportation au titre du point j) de la Liste exemplative. C'est le critère que le Groupe spécial initial a appliqué à juste titre pour évaluer la compatibilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation avec les dispositions relatives aux subventions à l'exportation figurant à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

234. C'est pour l'évaluation de cette question plus générale que le Groupe spécial initial a estimé que la question du risque pays était pertinente. Plus particulièrement, il a indiqué que "pour évaluer objectivement les primes par rapport aux frais et pertes, à longue échéance, au titre de la gestion des programmes, nous pensons qu'il est aussi approprié que nous prenions en compte des aspects de la structure, de la conception et de la gestion de la mesure dont nous sommes saisis".[249] Ce faisant, le Groupe spécial initial a toutefois indiqué clairement qu'il n'examinait pas des commissions ou différences entre les commissions particulières mais plutôt si "la totalité des primes permettrait probablement de couvrir la totalité des frais et des pertes au titre de la gestion du programme".[250] La question distincte de la "progressivité suffisante" pour tenir compte du risque pays ne figure donc ni dans le texte de l'*Accord SMC* ni dans son application à la présente procédure. La seule question est de savoir si la structure, la conception et la gestion du programme – y compris toute progressivité – lorsqu'elles sont prises dans leur ensemble, indiquent que les primes sont *insuffisantes* pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de ce programme. Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial démontrent clairement que les primes perçues pour les garanties au titre du GSM 102 sont suffisantes.

235. Les modifications apportées pour que les commissions tiennent compte du risque pays confirment que les primes sont suffisantes. En vertu de l'ancienne structure des commissions, les commissions variaient "uniquement en fonction de la valeur en dollars garantie de la transaction, du délai de remboursement et des échéances fixées pour le remboursement du principal (annuelles ou semestrielles)".[251] Les primes n'étaient pas du tout fondées sur le risque, et le Groupe spécial a indiqué à cet égard que "le classement d'un pays en ce qui concerne le risque n'[avait] pas d'incidence sur les primes à payer au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation des États-Unis".[252] En revanche, en vertu de l'actuel barème des commissions, la différence de primes pour la même échéance entre les pays présentant le risque le plus faible et ceux qui présentent le risque le plus élevé se situe dans tous les cas entre 81,5 et 100,6 pour cent.[253] En outre, les 22 pays présentant le risque le plus élevé qui étaient antérieurement admissibles sont maintenant entièrement inadmissibles et ne peuvent bénéficier d'une garantie au titre du GSM 102 à quelque prix que ce soit. Ce qui précède,

[249] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.805.
[250] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.805.
[251] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.820.
[252] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.861.
[253] GSM-102 Guarantee Fee Rate Schedule, USDA FAS Online, accessed September 2006 at www.fas.usda.gov/excredits/gsm102fees.html (pièce BRA-505). Comparer les primes perçues au titre du GSM 102, principal payé annuellement, échéance de 36 mois, catégorie de risque 0 (0,561 dollar pour 100 dollars EU couverts) et catégorie de risque 6 (1 dollar pour 100 dollars EU couverts), et échéance de 30 jours, catégorie de risque 0 (0,161 dollar) et catégorie de risque 6 (0,323 dollar).

ainsi que les autres éléments de preuve présentés par les États-Unis, démontrent que "la totalité des primes" couvre la "totalité des frais et des pertes au titre de la gestion du programme".[254]

Questions posées au Brésil

100. À supposer que le Groupe spécial souscrive à l'avis des États-Unis selon lequel le point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage" est le "coût total des fonds" des transactions, quels éléments de preuve le Brésil a-t-il fourni au Groupe spécial à cet égard (autres que les éléments de preuve tirés du Règlement qui indiquent que le programme vise les situations où aucun crédit ne pourrait être obtenu sur le marché)? Dans votre réponse, veuillez répondre à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 133 de leur première communication écrite selon lequel "le Brésil n'a pas cherché à fournir de tels renseignements spécifiques sur les coûts et les commissions de prêts pris individuellement ni à identifier des prêts commerciaux comparables et leurs modalités".

101. Le Brésil fait valoir que "lorsque des garanties sont réservées aux cas où aucun crédit ne pourrait être obtenu autrement, il n'existe pas de "prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics" au sens de l'article 14 c) de l'Accord SMC". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 375) Le Groupe spécial croit comprendre que cet argument du Brésil est axé sur le débiteur étranger. Le Brésil indique ailleurs que, dans la présente procédure, il s'intéresse avant tout à l'avantage accordé à l'exportateur des États-Unis (commissions). Ces deux arguments sont-ils contradictoires?

4. Point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux deux parties

102. À votre avis, qu'est-ce qui explique les résultats différents obtenus par les deux méthodes prônées, d'une part, par les États-Unis, aux paragraphes 87 à 89 de leur première communication écrite et, d'autre part, par le Brésil, dans la pièce Bra-613 (mis à part la critique formulée par les États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas tenu compte des recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans ses calculs selon la méthode comptable fondée sur les liquidités, dont le Groupe spécial est déjà au courant)?

236. Avant toute chose, il est important de comprendre ce que la méthode du Brésil fondée sur les liquidités qui figure dans la pièce Bra-613 prétend montrer. Elle cherche à décrire, sur une base strictement chronologique et pour une période délimitée (exercices budgétaires 1993-2005), les rentrées et les sorties de liquidités relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation. Comme le Brésil – et non le Groupe spécial initial – l'a fait dans la procédure initiale pour la période délimitée allant de 1993 à 2002, elle déduit "les recettes au titre des programmes des décaissements pour chaque exercice budgétaire".[255]

237. Il est également important de noter que l'approche de la réforme du crédit a été élaborée et imposée précisément pour empêcher le genre d'anomalies qui se produit dans le cadre de l'approche strictement fondée sur les liquidités que le Brésil prône maintenant. En effet, comme le Brésil l'a indiqué au Groupe spécial: "[a]vant l'adoption de la [Loi de 1990 sur la réforme du crédit], les garanties de prêt étaient enregistrées sur la base des liquidités, *ce qui faussait leurs coûts*.

[254] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.805.
[255] Communication présentée par le Brésil à titre de réfutation, paragraphe 485.

L'enregistrement des garanties sur la "base des liquidités donnait une indication fausse du moment où les coûts seraient effectivement supportés"".[256] C'est pourquoi le Brésil a plaidé en faveur d'une méthode comptable fondée sur la réforme du crédit parce qu'elle constituait:

> un fondement idéal pour déterminer si les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC [étaient] offerts à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Elle fonctionn[ait] comme une alternative plus sophistiquée aux formules de coût construit et [tenait] pleinement compte de tous les éléments relatifs à la prime et aux frais et pertes au titre de la gestion prescrits par le point j). Par ailleurs, elle [avait] l'avantage d'être la méthode de calcul effective et concrète utilisée par le Congrès des États-Unis, le Président des États-Unis et des organismes fédéraux comme la CCC pour "mesurer de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux".[257]

238. Le Brésil n'a jamais dit au Groupe spécial initial que sa méthode fondée sur les liquidités devait supplanter l'approche fondée sur la réforme du crédit. Au contraire, "le Brésil souligne qu'il ne souhaite pas que cette formule construite révisée remplace la formule utilisée par les pouvoirs publics des États-Unis eux-mêmes pour suivre les coûts des programmes de garantie de la CCC, conformément à la Loi fédérale sur la réforme du crédit des États-Unis".[258]

239. Les États-Unis estiment que la divergence entre l'approche du Brésil et l'approche des États-Unis s'explique en grande partie par le fait que la méthode des États-Unis fondée sur la réforme du crédit tient pleinement compte de la valeur actuelle nette des rééchelonnements, et que l'approche du Brésil comprend uniquement les liquidités reçues. Comme il est indiqué ci-dessous, la valeur actuelle nette courante totale des mouvements de liquidités restants pour les cohortes de 1992 à 2005 s'élève à 590 millions de dollars.[259] La pièce BRA-613 est censée montrer un déficit de trésorerie (perte) de 689 144 000 dollars jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2005. La première communication écrite des États-Unis (tableau figurant au paragraphe 87) fait état d'un bénéfice de 166 549 780 dollars jusqu'à la fin de la cohorte de 2005. La différence entre ces deux montants est de 855 693 780 dollars. Bien que le montant de 590 millions de dollars n'explique pas la totalité de l'écart, il est proche de l'ordre d'importance approprié.

240. Le processus de réestimation effectué dans le cadre de la méthode comptable fondée sur la réforme du crédit prévoit les rentrées et les sorties de liquidités des pouvoirs publics sur la durée de la cohorte, y compris les défauts et les recouvrements. Le tableau 1 ci-dessous présente la valeur actuelle nette des mouvements de liquidités restants pour chacune des cohortes 1992-2005 au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP. Dans la mesure où il existe encore une dette échelonnée, le dernier exercice budgétaire au cours duquel il est prévu de faire un versement au titre de cette dette rééchelonnée est indiqué. La valeur actuelle nette des mouvements de liquidités est calculée conformément à la méthode comptable fondée sur la réforme des crédits.[260]

---

[256] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial) (22 juillet 2003), paragraphe 128. (pas d'italique dans l'original)

[257] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial) (22 juillet 2003), paragraphe 129.

[258] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 164 (question n° 77) (11 août 2003). (souligné dans l'original)

[259] 589 947 000 dollars.

[260] Les États-Unis se hâtent d'indiquer que cette méthode ne reflète ni n'adopte l'approche du rééchelonnement fondée sur les liquidités qui a été rejetée par le Groupe spécial initial. *Voir États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.846, 7.847 et 7.851.

241. Le processus de réestimation annuel prend en considération la valeur actuelle nette estimée des mouvements de liquidités sur la durée de la cohorte. Au contraire, l'approche brésilienne tient uniquement compte des transactions au comptant qui ont effectivement eu lieu à ce jour.

Cohorte	**Dette rééchelonnée jusqu'à l'exercice budgétaire**	**Valeur actuelle nette des mouvements de liquidités restants (en milliers de dollars)**
GSM 102		
1992	2012	161 655
1993	2012	205 798
1996	2025	57 936
1997	2025	105 664
1998	2007	1 871
1999	2007	1 035
2000	2007	28
2001	2014	110 901
2002	2014	187
2003	2007	-1 787
2004	2008	-31 556
2005	2009	-49 367
Total pour le GSM 102		**562 365**
GSM 103		
1992	2012	10 572
1993	2012	15 885
2000	2008	-122
2001	2008	-241
2003	2010	-155
Total pour le GSM 103		**25 939**
Crédit-fournisseur		
2003	2010	1 643
		Total: **589 947**

242. Pour chacun des trois derniers exercices budgétaires, les remboursements effectifs au titre de la dette rééchelonnée ont été supérieurs aux estimations de 226, 180 et 363 pour cent pour les exercices budgétaires 2004, 2005 et 2006, respectivement. Les montants prévus dans le cadre d'accords de rééchelonnement et les montants effectivement perçus sont indiqués dans le tableau 2. Pour chaque réestimation ultérieure, les versements prévus dans le cadre des accords de rééchelonnement (sur la base desquels les remboursements sont prévus) sont réduits pour tenir compte des montants déjà perçus.

Tableau 2 – Recouvrements prévus et effectifs de la dette rééchelonnée

	Projetés (en dollars)	Effectifs (en dollars)	Variation (en pourcentage)
2003 (réestimation) - 2004 (projetés et effectifs)	89 772 079	202 970 637	226
2004 (réestimation) - 2005 (projetés et effectifs)	133 267 525	240 208 256	180
2005 (réestimation) - 2006 (projetés et effectifs)	139 280 938	505 481 067	363

103. Dans quelle mesure les éléments de preuve relatifs aux garanties émises au titre des trois programmes (GSM 102, GSM 103 et SCGP) conformément à l'ancien barème des commissions sont-ils pertinents pour l'analyse au regard du point j) du programme GSM 102 révisé faite par le Groupe spécial ?

243. Les éléments de preuve relatifs aux garanties émises conformément à l'ancien barème des commissions pour les trois programmes (GSM 102, GSM 103 et SCGP) sont utiles parce qu'ils aident à replacer dans leur contexte les constatations et recommandations du Groupe spécial initial, les fondements de ces constatations et recommandations, et les mesures que les États-Unis ont prises pour se conformer. Par ailleurs, les éléments de preuve relatifs au caractère suffisant des primes perçues au titre de ces programmes sont pertinents dans la présente procédure parce que les États-Unis ont *amélioré* la capacité du seul programme restant – le programme GSM 102 – de couvrir les frais et les pertes au titre de sa gestion à longue échéance. Le fait que des primes qui étaient suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes des programmes ont été perçus *avant* même que les États-Unis aient mis en œuvre des modifications visant à augmenter les commissions et réduire les éventuels frais et pertes à longue échéance est très pertinent. Il étaye l'argument des États-Unis selon lequel les primes perçues conformément au nouveau barème des commissions de garanties du GSM 102 sont plus que suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme.

244. Bien qu'il n'existe pas de données ventilées pour les trois programmes de garanties du crédit à l'exportation avant la cohorte de 2005, les données globales sont tout de même très utiles pour une évaluation du seul programme GSM 102.[261] Dans le passé, le programme GSM 102 a été de loin le plus important des trois programmes de garantie du crédit à l'exportation. Le Brésil a indiqué que les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 103 ne représentaient que 2,36 pour cent (en valeur transactionnelle) de toutes les garanties de la CCC, et que pendant les exercices budgétaires 2004 et 2005, aucune garantie n'avait été émise au titre du GSM 103.[262] En fait, aucune garantie n'a été émise au titre du GSM 103 depuis l'exercice budgétaire 2003.[263]

245. De même, depuis la mise en place du programme SCGP pendant l'exercice budgétaire 1996[264], des garanties d'une valeur totale de 2,777 milliards de dollars ont été émises au titre de ce programme. En revanche, la valeur totale des garanties émises au titre du GSM 102

[261] Les données ont été ventilées pour la première fois dans le budget du Président pour 2007, rendu public en février 2006. Voir la réponse à la question n° 110 ci-dessous.

[262] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 339. De même, aucune garantie n'a été émise au titre du GSM 103 pendant l'exercice budgétaire 2002. *Voir* Summary of Export Credit Guarantee Program Activity in FY 1991-1998 (pièce US-41 dans la procédure initiale) (pièce Bra-509). Seulement 7,6 millions de dollars ont été versés à titre de garanties pendant l'exercice budgétaire 2003. *Voir* Summary of FY 2003 Export Credit Guarantee Program Activity, USDA FAS Online, September 2003, accessed November 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/2003/03_09_30.pdf (pièce Bra-518).

[263] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 339.

[264] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.833; Summary of Export Credit Guarantee Program Activity in FY 1991-1998 (pièce US-41 dans la procédure initiale) (pièce Bra-509).

pendant la même période s'est élevée à 30,633 milliards de dollars.[265] Les garanties émises au titre du GSM-103 pendant cette période n'ont totalisé que 396,2 millions de dollars. Ainsi, dans la période qui a suivi la mise en place du SCGP, les garanties au titre du GSM-102 ont constitué 90,6 pour cent de la valeur totale de toutes les garanties de crédit à l'exportation qui ont été émises. Compte tenu de cet ordre de grandeur et du fait que la réestimation nette sur la durée pour chaque cohorte émise au titre du GSM-102 depuis 1992 est négative, il va de soi que la rentabilité relative qui ressort des données budgétaires est, au minimum, proportionnellement attribuable au GSM-102, et que l'augmentation des commissions ne peut que renforcer cette situation.

104. Une commission fondée sur le risque doit-elle nécessairement tenir compte du risque débiteur étranger? Veuillez exposer votre point de vue et fournir des éléments pertinents à l'appui. Le risque débiteur étranger peut-il être traité différemment du risque pays à cet égard et, dans l'affirmative, pourquoi?

246. Le point j) de la Liste exemplative est la seule disposition de l'*Accord SMC* qui traite spécifiquement des garanties de crédit à l'exportation. Cette disposition prévoit simplement que les garanties de crédit à l'exportation sont soumises à des disciplines dans les cas où les primes perçues sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme. Cela mis à part, ni cette disposition ni toute autre disposition de l'*Accord SMC*, de l'*Accord sur l'agriculture* ou de tout autre accord visé ne prescrit comment un fournisseur de garanties doit calibrer telles ou telles commissions en fonction de tels ou tels risques.

247. S'agissant des garanties au titre du GSM-102, la CCC impose des commissions progressives fondées à la fois sur l'échéance et le risque pays applicable. En outre, elle impose des limites de l'exposition aux risques rigoureuses aux banques débitrices. Le Brésil rejette cette façon de procéder en faisant valoir que la seule manière de pratiquer une "gestion budgétaire prudente" est de faire exactement ce que le Brésil prescrit, ce qui nécessite non seulement les limites de l'exposition aux risques rigoureuses employées par la CCC mais aussi des commissions différentes pour des banques différentes. Le Brésil n'indique pas où se trouve le fondement textuel de l'obligation dont il affirme l'existence.

248. Dans le secteur privé, les créanciers ont leurs propres méthodes pour évaluer les risques et établir les prix de leurs produits. Il n'y a aucune raison de présumer que la marge de manœuvre des Membres a été supprimée à cet égard, en particulier en l'absence d'obligations expresses à cet effet dans les accords visés. D'ailleurs, afin de donner des exemples de la myriade d'instruments de gestion des risques dont disposent les prêteurs, les États-Unis présentent, dans la pièce US-157, les observations du 12 juin 2006 de M. Ben Bernanke, Président de la Federal Reserve Board des États-Unis, sur la "gestion moderne des risques et la supervision bancaire". La CCC choisit de gérer son risque en établissant la commission sur la base du risque pays et du risque de remboursement relatif présenté au fil du temps (risque lié à l'échéance). Pour faire face au risque potentiel de défaut de la banque débitrice, la CCC choisit plutôt de limiter son exposition potentielle totale en établissant

[265] Summary of Export Credit Guarantee Program Activity in FY 1991-1998 (pièce US-41 dans la procédure initiale) (pièce Bra-509); Summary of FY 2004 Export Credit Guarantee Program Activity, USDA FAS Online, September 2004, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/2004/04_09_30.pdf (pièce BRA-510); Summary of FY 2005 Export Credit Guarantee Program Activity, USDA FAS Online, September 2005, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/2005/05_09_30.pdf (pièce BRA-511); Summary of FY 2006 Export Credit Guarantee Program Activity, USDA FAS Online, September 2006, accessed October 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/2006/06_09_30.pdf (pièce BRA-513); and Summary of FY 2003 Export Credit Guarantee Program Activity, USDA FAS Online, September 2003, accessed November 2006 at http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/2003/03_09_30.pdf (pièce BRA-518).

des limites rigoureuses pour chaque débiteur.[266] Le Brésil n'a donné aucune raison de rejeter ces choix faits par les États-Unis.

105. Quelles considérations doivent guider le Groupe spécial pour décider d'accepter ou de refuser de nouveaux éléments de preuve ou arguments concernant des questions qui ont été examinées par le Groupe spécial initial? Veuillez répondre compte tenu de ce qui suit:

a) Le Groupe spécial initial a constaté que les estimations initiales des subventions, si elles ne représentaient pas des chiffres "réels", constituaient néanmoins une mesure fiable de l'évaluation de la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par le gouvernement des États-Unis lui-même. Les États-Unis demandent-ils au Groupe spécial de réexaminer cette conclusion? (voir les paragraphes 108 et suivants de la première communication écrite des États-Unis)

b) Les États-Unis présentent des éléments de preuve qui démontrent, à leur avis, que la gestion des trois programmes examinés par le Groupe spécial initial n'a entraîné aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Y a-t-il débat sur la question de savoir si le Groupe spécial peut ou devrait accepter les éléments de preuve des États-Unis à cet égard?

249. Les États-Unis supposent que la question ci-dessus du Groupe spécial a trait aux arguments présentés dans les paragraphes précédant – et non suivant – le paragraphe 108. La réponse ci-après est fondée sur cette supposition.

250. Premièrement, les États-Unis ne voient aucune limite dans le Mémorandum d'accord concernant les éléments de preuve et les arguments que les parties peuvent présenter dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité. Cette constatation est logique étant donné qu'"une procédure au titre de l'article 21:5 n'intéresse pas, en principe, la mesure initiale, mais plutôt une nouvelle mesure différente dont le groupe spécial initial n'était pas saisi".[267] La question est simplement de savoir quel poids donner aux éléments de preuve et arguments qui sont présentés au groupe spécial de la mise en conformité. Les États-Unis ont déjà expliqué leur position sur cette question en réponse à la question n° 2 de la première série de questions du Groupe spécial et aussi en réponse à la question n° 54 ci-dessus. Plus particulièrement, en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial est chargé, entres autres choses, de procéder "à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause". Ce faisant, il n'est pas lié par les constatations du Groupe spécial initial. En effet, selon l'Organe d'appel, "les faits pertinents qui ont trait à la "mesure prise pour se conformer" peuvent être différents de ceux qui avaient trait à la mesure en cause dans la procédure initiale".[268] En outre, "les allégations, arguments et éléments de fait qui sont pertinents en ce qui concerne la "mesure prise pour se conformer" ne s[eront] pas nécessairement les mêmes que ceux qui étaient pertinents dans le cadre du différend initial".[269] L'Organe d'appel a donc précisé ce qui suit:

> l'utilité de l'examen prévu à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord serait sérieusement remise en question si un groupe spécial devait se limiter à examiner la nouvelle mesure dans l'optique des allégations, des arguments et des éléments de fait

[266] À cet égard, la CCC applique l'approche CAMEL dans son analyse financière (voir la réponse à la question n° 112 ci-dessous).
[267] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.
[268] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.
[269] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

> ayant trait à la mesure initiale, parce qu'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne serait pas alors en mesure d'examiner de façon approfondie la "compatibilité avec un accord visé de[s] mesures prises pour se conformer", comme il est tenu de le faire aux termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[270]

251. Cela dit, le Groupe spécial peut fort bien considérer que le raisonnement du Groupe spécial initial est convaincant sur des points qui sont appropriés.[271] Cela s'appliquerait, par exemple, dans les cas où les éléments de preuve présentés au présent Groupe spécial confirment que le même raisonnement est approprié dans la présente procédure.

252. Toutefois, dans le cas des garanties de crédit à l'exportation, il est particulièrement important d'examiner les données qui deviennent disponibles concernant les résultats réels des programmes. Une grande partie de ces éléments de preuve n'était tout simplement pas disponible au moment de la procédure du Groupe spécial initial. Et, en fait, le caractère restreint des données disponibles à cette époque a limité les conclusions qui pouvaient être établies. Il n'y a pas de raison que le présent Groupe spécial soit restreint de la même façon si des renseignements plus complets et plus précis au sujet des résultats des programmes sont maintenant disponibles.

253. Deuxièmement, s'agissant des constatations du Groupe spécial initial concernant les estimations initiales des subventions, les États-Unis font observer que le Groupe spécial initial a surtout examiné l'importance des "estimations initiales des subventions" aux fins de l'évaluation des résultats antérieurs des programmes. Le Groupe spécial initial a reconnu qu'il s'agissait d'"estimations initiales," qui faisaient l'objet de "réestimations pendant la durée des garanties considérées".[272] Le Groupe spécial a ensuite procédé à l'examen de nombreux autres éléments versés au dossier qui, à son avis, étayaient tous une détermination selon laquelle les programmes avaient effectivement entraîné un coût net pour les États-Unis. Il s'agissait, notamment: 1) des arguments des parties concernant la dette rééchelonnée[273], 2) des réestimations cumulées par cohorte qui faisaient toujours apparaître une subvention positive d'approximativement 230 millions de dollars[274], et 3) du chiffre relatif à l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers de la CCC.[275] L'examen de ces facteurs pris ensemble a amené le Groupe spécial à conclure que les trois programmes dont il était saisi avaient entraîné "un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis".[276] Dans ce contexte, les "estimations initiales des subventions" n'ont été qu'un facteur parmi de nombreux autres qui, globalement, ont conduit le Groupe spécial initial à formuler sa conclusion finale au sujet de la rentabilité des programmes.

254. Les faits maintenant portés à la connaissance du Groupe spécial sont différents et présentent un tableau plus clair et différent de la rentabilité. Deux des trois programmes qui étaient en cause auparavant ne sont plus opérationnels et le barème des commissions ainsi que les conditions d'admissibilité du programme GSM-102 ont été modifiés substantiellement. Qui plus est, comme les États-Unis l'ont démontré, les estimations des subventions après déduction des réestimations font apparaître un bénéfice de 403 714 701 dollars pour les programmes pour toutes les cohortes de 1992 à 2006.[277] Ces éléments de preuve n'ont pas été – et en fait n'auraient pas pu être – présentés au Groupe spécial initial en tant que contexte pour l'évaluation du point de savoir si les estimations initiales des

---

[270] *Canada – Aéronefs (21:5 – Brésil) (Organe d'appel)*, paragraphe 41.

[271] *États-Unis – Crevettes (21:5 – Malaisie) (Organe d'appel)*, paragraphe 108 (citant le rapport *Japon – Boissons alcooliques (Organe d'appel)*, page 126).

[272] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.843.

[273] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.847 et 7.851.

[274] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.852.

[275] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.855.

[276] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.856.

[277] *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 111 ci-dessous, qui actualise le tableau figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis.

subventions constituaient une mesure fiable de l'évaluation de la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par les pouvoirs publics des États-Unis. Les États-Unis ont indiqué qu'elles ne constituaient pas une telle mesure fiable (et ont expliqué *pourquoi*).[278] Les éléments de preuve confirment maintenant pleinement les explications des États-Unis.

255. En tout état de cause, dans les conclusions du Groupe spécial initial, les estimations initiales des subventions n'ont pas été déterminantes pour ce qui était de savoir si les trois programmes de garantie du crédit à l'exportation répondaient au critère du point j). Elles n'ont été qu'un facteur dans l'analyse effectuée par le Groupe spécial initial. Cela dit, le Groupe spécial initial a aussi reconnu l'importance et la pertinence des réestimations et du montant net des subventions en résultant, qu'il soit positif ou négatif. Une évaluation objective des faits portés à la connaissance du Groupe spécial de la mise en conformité indique maintenant que les primes perçues dans le cadre du programme GSM-102 sont suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme.

> ***106. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Brésil devrait inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans sa formule comptable fondée sur les liquidités (pièce Bra-613). Le Groupe spécial a-t-il raison de penser que la formule du Brésil n'inclut pas de montants correspondant 1) aux indemnités versées après 1992 au titre de garanties antérieures à 1992; et 2) aux commissions versées pour des garanties antérieures à 1992? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi il est pertinent ou dénué de pertinence d'inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 compte tenu du fait que les coûts et autres revenus liés aux mêmes garanties ne sont pas inclus.***

256. Le Groupe spécial a raison de penser que la formule du Brésil n'inclut pas de montants correspondant 1) aux indemnités versées après 1992 au titre de garanties antérieures à 1992 et 2) aux commissions versées pour des garanties antérieures à 1992.

257. En ce qui concerne l'approche du Brésil fondée sur les liquidités, les États-Unis rappellent encore une fois ce que la méthode prétend faire – à savoir décrire, sur une base strictement chronologique et pour une période délimitée (exercices budgétaires 1993-2005), les rentrées et les sorties de liquidités relatives aux programmes de garantie du crédit à l'exportation. Comme le Brésil - et non le Groupe spécial initial - l'a fait dans la procédure initiale pour la période délimitée allant de 1993 à 2002, la méthode déduit "les recettes au titre des programmes des décaissements pour chaque exercice budgétaire".[279] Dans la mesure où le Brésil renonce à l'approche fondée sur la réforme du crédit et revient à une approche fondée strictement sur les rentrées et les sorties de liquidités, il serait logique au plan interne et tout à fait pertinent de tenir compte de toutes les rentrées et de toutes les sorties de liquidités au cours de la période délimitée spécifiée. À cette fin, en plus des chiffres relatifs aux liquidités présentés par le Brésil, les États-Unis ont fait état des liquidités additionnelles qui avaient été reçues et de celles qui avaient été versées au cours de la même période (exercices budgétaires 1993-2005).[280]

258. Les États-Unis rappellent également que leur approche de la réforme du crédit a été élaborée et imposée précisément pour empêcher le genre d'anomalies qui se produit dans le cadre de l'approche strictement fondée sur les liquidités que le Brésil prône maintenant. En effet, comme le Brésil l'a indiqué au Groupe spécial initial: "[a]vant l'adoption de la [Loi de 1990 sur la réforme du crédit], les

---

[278] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 100 à 104; et la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 22 et 23.

[279] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 485.

[280] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 98 et note de bas de page 150.

garanties de prêt étaient enregistrées sur la base des liquidités, ce qui faussait leurs coûts. L'enregistrement des garanties sur la "base des liquidités donnait une indication fausse du moment où les coûts seraient effectivement supportés"".[281]

259. Le Brésil a plutôt plaidé en faveur d'une méthode comptable fondée sur la réforme du crédit parce qu'elle constituait:

> un fondement idéal pour déterminer si les programmes de garanties du crédit à l'exportation de la CCC [étaient] offerts à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Elle fonctionn[ait] comme une alternative plus sophistiquée aux formules de coût construit et [tenait] pleinement compte de tous les éléments relatifs à la prime et aux frais et pertes au titre de la gestion prescrits par le point j). Par ailleurs, elle [avait] l'avantage d'être la méthode de calcul effective et concrète utilisée par le Congrès des États-Unis, le Président des États-Unis et des organismes fédéraux comme la CCC pour "mesurer de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux".[282]

260. Encore une fois, le Brésil n'a jamais dit au Groupe spécial initial que sa méthode fondée sur les liquidités devait supplanter l'approche fondée sur la réforme du crédit. Au contraire, "le Brésil souligne qu'il ne souhaite *pas* que cette formule construite révisée *remplace* la formule utilisée par les pouvoirs publics des États-Unis eux-mêmes pour suivre les coûts des programmes de garantie de la CCC, conformément à la Loi fédérale sur la réforme du crédit des États-Unis".[283]

261. S'agissant de sa méthode fondée sur les liquidités, le Brésil accuse les États-Unis de présenter une "image déformée des résultats de la CCC," parce qu'ils ne tiendraient pas compte des "défauts, dettes annulées ou autres pertes concernant les mêmes garanties de crédit à l'exportation".[284] Cela dit, les États-Unis font observer, avant toute chose, qu'ils n'ont jamais affirmé que la méthode du Brésil était une approche appropriée pour examiner la question en cause. C'est le *Brésil* qui a plaidé en faveur de l'approche consistant à examiner les mouvements de liquidités à partir de 1992; les États-Unis se sont bornés à identifier les lacunes de l'analyse du Brésil.[285] En conséquence, le fait que le Brésil critique les États-Unis parce qu'ils n'ont pas inclus les recouvrements reçus avant 1992 (en fait dès *1980*) est inexplicable – et tout à fait spécieux.[286] La méthode est l'approche privilégiée par le Brésil. Les États-Unis estiment qu'elle est totalement inappropriée.

262. Deuxièmement, l'accusation du Brésil selon laquelle les États-Unis n'ont pas tenu compte des "dettes annulées ou d'"autres ajustements" non spécifiés"[287] est tout simplement dénuée de fondement. À titre d'exemple, dans sa déclaration orale, le Brésil mentionne spécifiquement une dette de 2 milliards de dollars annulée pendant l'exercice budgétaire 2005 et affirme que les États-Unis n'en ont pas tenu compte. Il a tort. Comme il ressort clairement de la référence fournie par le Brésil, le tableau fondé sur les liquidités présenté par les États-Unis tient pleinement compte de ce chiffre. Le Brésil fait référence au "Budget des États-Unis, compte de liquidation pour les garanties de crédit à

---

[281] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial) (22 juillet 2003), paragraphe 128.

[282] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial) (22 juillet 2003), paragraphe 129.

[283] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 164 (question n° 77) (11 août 2003). (italique dans l'original)

[284] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 262.

[285] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 133.

[286] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 263.

[287] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 262.

l'exportation de la CCC, exercice budgétaire 2007, page 118, ligne 2364".[288] Le montant de 2 milliards de dollars figure en tant qu'ajustement à la baisse net dans l'"état des prêts garantis". Ce poste représente l'annulation d'une *somme* encore *à recevoir* d'approximativement 2 milliards de dollars due par l'Iraq. Il ne s'agit *pas* d'une charge ayant un effet sur les liquidités. En fait, la charge ayant un effet sur les liquidités correspondante avait déjà été prise en compte dans les indemnités de 2 milliards de dollars que la CCC avait versées et qui avaient déjà été inscrites à la ligne 00.01 "indemnités pour défaut de paiement" mentionnée dans la pièce Bra-613. L'annulation de la *somme à recevoir* touche à la réduction de la valeur d'un actif dans le bilan de la CCC. Elle n'a rien à voir avec la méthode comptable fondée sur les liquidités proposée par le Brésil. Les deux autres exemples mentionnés par le Brésil dans la note de bas de page 290 de sa déclaration orale sont des cas similaires de réduction d'une somme à recevoir, et non de décaissement ou de charge ayant un effet sur les liquidités.[289]

Questions posées aux États-Unis

107. Qu'est-ce qui peut expliquer la différence entre l'"engagement de garantie du crédit" inscrit dans les états financiers de la CCC (qui semblent indiquer que l'application du programme représente un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis) et les éléments de preuve présentés par les États-Unis au paragraphe 87 de leur première communication écrite?

108. Veuillez expliquer pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas considérer que le chiffre relatif à l'"engagement" figurant dans les états financiers de la CCC constitue, sinon le montant des pertes réelles, tout au moins une estimation fiable de la perception par la CCC elle-même du coût des programmes pour les pouvoirs publics depuis leur mise en place. Le Groupe spécial a-t-il tort de penser qu'un "engagement de garantie du crédit" (credit guarantee liability) dans ce contexte signifie que la CCC estime que les programmes ne couvriront pas leurs frais et leurs pertes à longue échéance?

263. Les États-Unis répondent aux questions n° 107 et 108 en même temps parce qu'elles sont étroitement liées.

264. Le chiffre relatif à l'"engagement de garantie du crédit" inscrit dans les états financiers de la CCC et les éléments de preuve présentés par les États-Unis au paragraphe 87 de leur première communication écrite sont deux choses très différentes:

- L'"estimation négative des subventions après déduction des réestimations" figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis représente un bénéfice.[290] Le Brésil a reconnu que les montants négatifs de subventions témoignaient de la rentabilité globale du programme.[291]

- D'autre part, le chiffre relatif à l'"engagement de garantie du crédit" ne témoigne ni d'un bénéfice ni d'une perte. C'est un poste de passif du bilan *pour lequel il existe en contrepartie un poste d'actif du bilan.* Il ne représente pas ni n'indique un "coût net"

[288] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 263, note de bas de page 290.

[289] La ligne 2361 du budget de 1996 dit explicitement qu'elle indique "les annulations des prêts en cours".

[290] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 83, note de bas de page 126 et références y figurant.

[291] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96, note de bas de page 158 et références y figurant.

> ou un "bénéfice net" pour les pouvoirs publics des États-Unis. De même, comme un engagement de garantie du crédit ne figure que d'un côté du bilan, il n'est pas censé constituer une estimation de la capacité de la CCC d'avoir des revenus suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes du programme.

265. Le Standard General Ledger des États-Unis prévoit un plan comptable uniforme et des indications techniques à suivre pour normaliser la comptabilité des organismes fédéraux.[292] Le Standard General Ledger donne des instructions pour toutes les opérations comptables des pouvoirs publics des États-Unis, y compris celles de la CCC. L'instruction spécifique qui s'applique à l'engagement de garantie du crédit est l'instruction C428.[293] Cette instruction prescrit comment "enregistrer les prêts en cours et les intérêts à recevoir de sources non fédérales en cas de prêts garantis non remboursés". L'instruction prescrit qu'en cas de défaut de remboursement d'un prêt garanti, l'organisme fédéral doit inscrire un crédit au titre d'un "engagement de garantie du prêt" et, en contrepartie, un débit au titre d'un prêt en cours.[294] Le Standard General Ledger est truffé d'instructions concernant le traitement de l'"engagement de garantie du prêt" mais chaque instruction prescrit une écriture de contrepartie du côté opposé du grand livre.

266. En outre, chaque organisme public des États-Unis, y compris la CCC, doit respecter des prescriptions en matière d'établissement des états financiers. Le Bureau de la gestion et du budget ("OMB") établit des directives et des prescriptions en matière d'établissement des états financiers qui s'appliquent à l'ensemble du gouvernement fédéral.[295] La circulaire A-136 de l'OMB établit la forme et la teneur des états financiers des organismes, y compris ceux de la CCC.[296]

267. La section 9 de la circulaire établit les paramètres des "notes relatives aux états financiers".[297] La note 8 relative à la section 9 traite spécifiquement de la présentation d'informations par voie de notes pour les "prêts directs et les garanties de prêts, emprunteurs non fédéraux" et de la forme de ces notes.[298] C'est la partie des prescriptions en matière d'établissement des états financiers qui s'applique directement au chiffre relatif à l'"engagement de garantie du crédit".[299]

268. Conformément à l'approche indiquée dans le Standard General Ledger, les instructions de la circulaire A-136 prescrivent ce qui suit: "pour chaque programme comportant des garanties de prêts postérieures à 1991, inscrire les sommes à recevoir brutes afférentes à des prêts garantis non remboursés reprises en vue d'un recouvrement direct [] dans la colonne 2 [de la section I]".[300] La

---

[292] Overview: US Standard General Ledger http://www.fms.treas.gov/ussgl/about.html (pièce US-158).

[293] La pièce US-159 reproduit la page de couverture du Standard General Ledger; la Treasury Financial Manual Transmittal Letter No. S2 06-02 (14 juillet 2006) qui suit immédiatement la page de couverture, et les pages III-146 et III-151 du Ledger. Le Standard General Ledger lui-même a 1 354 pages et peut être consulté dans son intégralité en format PDF à l'adresse suivante: http://fms.treas.gov/ussgl/tfm_releases/06-02/ussgl_06-02.pdf.

Les pages III-146 et III-151 correspondent aux pages 972 et 977 dans ce format.

[294] En outre, elle prescrit à l'organisme d'inscrire un crédit au titre d'une "provision pour les subventions" et un débit au titre des intérêts à recevoir. Pour chaque prêt non remboursé, le total des débits au titre des intérêts à recevoir et des prêts en cours devrait être égal au total des crédits au titre de la provision pour les subventions et de l'engagement de garantie du prêt.

[295] Office of Management and Budget Circular A-136 (pièce US-160).

[296] Office of Management and Budget Circular A-136, Overview, pp. 1-2 (pièce US-160).

[297] Office of Management and Budget Circular A-136, pp.63-105 (pièce US-160).

[298] Office of Management and Budget Circular A-136, p. 70-84 (pièce US-160).

[299] Veuillez comparer les Notes to Financial Statements de la CCC, page 26 (pièce BRA-585) à la Office of Management and Budget Circular A-136, Schedule for Reconciling Loan Guarantee Liability Balances, page 77 (pièce US-160).

[300] Office of Management and Budget Circular A-136, pp. 82, 74 (pièce US-160). De manière analogue "lorsque l'entité comptable a effectué des versements pour le compte d'emprunteurs qui devraient être recouvrés auprès des emprunteurs, les sommes à recevoir qui en résultent seront inscrites à la même colonne que

colonne 2 de la section I (prêts garantis non remboursés afférents à des garanties postérieures à 1991) est intitulée "prêts en cours garantis non remboursés, bruts".[301] La somme des montants inscrits dans la section I "sera égale au montant inscrit au bilan au titre des prêts en cours et des biens connexes ayant fait l'objet de forclusion, net".[302] Il s'agit de sommes à recevoir figurant *à l'actif d'un bilan*.

269. La section K figure *au passif du bilan:* "engagements au titre de garanties de prêts".[303] Les instructions relatives à la section K indiquent ce qui suit: "pour chaque programme comportant des garanties de prêts postérieures à 1991, inscrire dans la colonne 3 [de la section K] la valeur actuelle des mouvements de liquidités nets estimatifs [décaissements moins encaissements] qui doivent être effectués par l'entité en raison des garanties de prêts".[304] Ce chiffre est ensuite inscrit dans la "colonne 4 [de la section K] – engagements totaux au titre de garanties de prêts".[305]

270. ***En conséquence, chaque organisme public fédéral, y compris la CCC, est tenu de faire figurer dans ses états financiers, pour chaque prêt garanti non remboursé: 1) à l'actif, un poste "somme à recevoir brute afférente à un prêt garanti non remboursé reprise en vue d'un recouvrement direct" et 2) en contrepartie, un "engagement de garantie du crédit"***.

271. Pour ce qui est de la question du Groupe spécial sur le point de savoir si le chiffre relatif à l'engagement peut être considéré comme une perte, les États-Unis prennent note de l'explication du Groupe spécial initial selon laquelle un "engagement" est défini comme étant "… un décaissement futur probable ou tout autre sacrifice de ressources résultant de transactions ou de faits passés".[306] Les États-Unis considèrent qu'il s'agit d'une définition précise et appropriée de la notion d'engagement. Le Groupe spécial initial a indiqué spécifiquement qu'un tel "décaissement futur probable" n'était pas équivalent à une "perte".[307] Citant les Federal Accounting Standards Advisory Board Statements of Federal Financial Accounting Concepts and Standards, le Groupe spécial initial a noté que la définition de "perte", en revanche, était "toute dépense ou tout coût irrécouvrable, auquel il [était] souvent fait référence comme étant une forme de frais non récurrents, une dépense dont il ne [fallait] attendre aucun avantage présent ou futur".[308] La CCC s'attend clairement à recouvrer la somme à recevoir qui lui revient en échange de son versement pour défaut de paiement d'un prêt garanti. Il n'est donc pas approprié de considérer que les sommes à recevoir sont des "pertes".

272. Les États-Unis font observer à cet égard que le Brésil a cherché à qualifier le chiffre relatif à l'engagement de garantie du crédit de "nouvelle perte cumulée s'élevant à 220 millions de dollars" pour toutes les garanties de crédit à l'exportation émises après l'exercice budgétaire 1991.[309] C'est tout simplement inexact. Comme il a été indiqué ci-dessus, le chiffre relatif à l'engagement de garantie du crédit en aucune façon ne décrit ou ne vise à décrire une perte cumulée rétrospective.

273. Pour ce qui est de la question de savoir s'il faut ou non considérer le chiffre relatif à l'engagement de garantie du crédit comme un indicateur de la perception par les pouvoirs publics des États-Unis du coût des programmes depuis leur mise en place, les États-Unis considèrent qu'il ne constitue pas un indicateur pour les raisons qui viennent d'être mentionnées – à savoir qu'il ne représente qu'un côté de l'équation. Il apparaît que le Groupe spécial initial lui a attribué cette

---

les prêts en cours tant pour les prêts directs que pour les prêts garantis non remboursés". Office of Management and Budget Circular A-136, p. 79 (pièce US-160).

[301] Office of Management and Budget Circular A-136, p. 74 (pièce US-160).
[302] Office of Management and Budget Circular A-136, p. 82 (pièce US-160).
[303] Office of Management and Budget Circular A-136, pp. 82, 75 (pièce US-160).
[304] Office of Management and Budget Circular A-136, p. 82 (pièce US-160).
[305] Office of Management and Budget Circular A-136, p. 82 (pièce US-160).
[306] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.855.
[307] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.855.
[308] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.855, note de pas de page 1030.
[309] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 484.

dimension[310] parce que l'engagement de garantie du crédit représentait une estimation prospective d'une expérience anticipée dans le cadre du programme.[311] S'il constitue bien une telle estimation, on ne peut l'examiner isolément sans aussi prendre en considération les postes de contrepartie à l'actif, qui découlent de l'attente de recouvrement des prêts en cours en raison du fait que la CCC est habilitée par subrogation à obtenir le remboursement de ces prêts en cas de défaut.

109. Veuillez indiquer au Groupe spécial s'il y a eu des cas de rééchelonnements avant que des défauts se soient produits et que la CCC ait versé des indemnités.

274. À la connaissance des États-Unis, la CCC n'a jamais rééchelonné d'obligations garanties au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation avant qu'un défaut se soit produit.

110. Est-il possible de calculer l'"estimation des subventions après déduction des réestimations" pour le GSM 102 seulement (comme les États-Unis l'ont fait pour l'ensemble des trois programmes au paragraphe 87)? Dans l'affirmative, veuillez fournir un tableau présentant les résultats de ce calcul.

275. Les États-Unis n'ont établi et publié des chiffres ventilés pour chacun des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP qu'à compter du budget pour l'exercice budgétaire 2007. Avant cela, les trois programmes étaient regroupés aux fins du calcul de l'estimation des subventions après déduction des réestimations figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis. Le calcul de ce chiffre pour chaque cohorte de garanties au titre du GSM 102 nécessiterait une estimation initiale des subventions pour chacune de ces cohortes. Malheureusement, les États-Unis ne possèdent de telles données pour aucune cohorte avant l'exercice budgétaire 2005. Le tableau ci-dessous présente les données relatives aux cohortes de 2005 et de 2006 dans le cadre du GSM-102.

Programme de garantie du crédit à l'exportation GSM-102
Estimations et réestimations des subventions par cohorte
Cohortes des exercices budgétaires 2005 et 2006
(en milliers de dollars)

Cohorte	**Estimation initiale des subventions**		**Montant total des réestimations sur la durée**[a]	**Estimation des subventions après déduction des réestimations**
2005	142 000	[b]	-92 209	49 791
2006	71 000	[c]	-18 324	52 676

[a] 2008 U.S. Government Budget Federal Credit Supplement: Table 8 – Loan Guarantees: Subsidy Reestimates; p. 45 (pièce US-74)

[b] 2007 U.S. Government Budget Appendix: CCC Export Loans Program Account line 233001; p. 116 (pièce BRA-544)

[c] 2008 U.S. Government Budget Appendix: CCC Export Loans Program Account line 233001; p. 105 (pièce US-161)

276. Bien que l'estimation des subventions après déduction des réestimations pour ces cohortes très récentes soit actuellement positive, il est important de noter la baisse abrupte de l'estimation des subventions pour les deux cohortes dans le court laps de temps seulement qui s'est écoulé depuis l'émission de ces cohortes. Les États-Unis ont expliqué pourquoi les estimations initiales des

[310] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.855.

[311] Réponses des États-Unis à la question numéro 227 du Groupe spécial (initial) à la suite de la deuxième réunion du Groupe spécial (22 décembre 2003).

subventions étaient habituellement trop élevées.[312] Ils ne répéteront pas leurs arguments ici mais indiqueront simplement que les considérations figurant dans leurs communications s'appliquent également aux cohortes de garanties au titre du GSM-102 de 2005 et 2006. À cet égard, les États-Unis renvoient aussi le Groupe spécial à leur réponse à la question n° 102 ci-dessus.

111. Au paragraphe 7.853, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit: "nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils dis[ent] que nous devrions "retirer" les données concernant certaines cohortes plus récentes de notre analyse". Les États-Unis demandent-ils que le présent Groupe spécial retire les données concernant les cohortes les plus récentes (le tableau figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis comprend des données qui ne vont que jusqu'en 2005)? Pourquoi le présent Groupe spécial devrait-il faire ce que le Groupe spécial initial a refusé de faire? Quel serait le résultat des réestimations effectuées par les États-Unis si les estimations initiales des subventions pour les cohortes 2006 et 2007 étaient incluses?

277. Les États-Unis n'ont pas demandé au présent Groupe spécial de retirer les données concernant les cohortes les plus récentes. Les données présentées dans le tableau figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis comprennent des données qui ne vont que jusqu'en 2005 parce que, comme le Brésil l'a noté, c'était l'année la plus récente pour laquelle des données complètes étaient disponibles.[313] Il s'est écoulé suffisamment de temps maintenant pour inclure les données se rapportant à l'exercice budgétaire 2006. Ces données sont présentées dans le tableau ci-dessous. Comme l'exercice budgétaire 2007 est encore en cours, les réestimations applicables à cette année ne sont pas encore disponibles.

Programmes GSM-102/GSM-103/de garantie du crédit-fournisseur
Estimations et réestimations des subventions par cohorte

Cohorte	Estimations initiales des subventions (en dollars)		Réestimations totales[a]	Subventions après déduction des réestimations (en dollars)
1992	267 426 000		-$783 477 474	-516 051 474
1993	171 786 000		-364 465 718	-192 679 718
1994	122 921 000		-133 746 048	-10 825 048
1995	113 000 000		-160 155 549	-47 155 549
1996	328 000 000		-390 121 131	-62 121 131
1997	289 000 000		-287 071 897	1 928 103
1998	301 000 000		-290 034 778	10 965 222
1999	158 000 000		-181 797 405	-23 797 405
2000	195 000 000		-210 481 742	-15 481 742
2001	103 000 000		-175 810 225	-72 810 225
2002	97 000 000		-95 302 249	1 697 751
Sous-total 1992-2002	**2 146 133 000**		**-3 072 464 216**	**-926 331 216**

[312] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 102 à 104; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 108 à 126.

[313] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 486.

Cohorte	Estimations initiales des subventions (en dollars)		Réestimations totales[a]	Subventions après déduction des réestimations (en dollars)
2003	170 000 000		-111 539 816	58 460 184
2004	457 000 000		-199 652 868	257 347 132
2005	152 000 000		2 133 680	154 133 680
2006	71 000 000	[b]	-18 324 481	52 675 519
Sous-total 2003-2006	**850 000 000**		**-327 383 485**	**522 616 515**
Total	**2 996 133 000**		**-3 399 847 701**	**-403 714 701**

[a] 2008 U.S. Government Budget Credit Supplement: Table 8 – Loan Guarantees: Subsidy Reestimates; p. 45 (pièce US-74).

[b] 2008 U.S. Government Budget Appendix: CCC Export Loans Program Account line 00.02; p. 105 (pièce US-161).

278. En fait, les chiffres sont maintenant encore plus favorables que ceux qui ont été présentés dans la première communication écrite des États-Unis. Pour les cohortes de 1992 à 2002 examinées par le Groupe spécial initial, les subventions négatives après déduction des réestimations (en d'autres termes, les bénéfices) s'élèvent maintenant à 926 331 216 dollars (par rapport à 762 676 594 dollars). Pour toutes les cohortes de 1992 à 2006, les subventions négatives après déduction des réestimations sont passées de bénéfices s'élevant à 166 549 780 dollars à des bénéfices s'élevant à 403 714 701 dollars.

112. Veuillez expliquer si et comment la CCC limite les risques ou contrôle les frais afférents au programme GSM 102 en ce qui concerne les cotes de crédit individuelles des banques étrangères.

279. Dans le cadre du programme GSM-102, la CCC limite son risque d'exposition à un défaut de remboursement des banques débitrices en établissant une limite de crédit spécifique pour chaque banque. La CCC n'émettra pas de garanties de crédit en faveur d'une banque spécifique au-delà de la limite de crédit qui lui est applicable. Lorsqu'elle procède à son analyse des différentes banques en vue d'établir ces limites de crédit, la CCC se sert d'une matrice qui indique la correspondance entre la classification des risques bancaires qu'elle a établie et celle qui est utilisée par diverses agences de notation externes telles que Fitch Ratings, Moody's Investor Services, Standard and Poors, et Capital Intelligence. La CCC utilise ces notations externes à des fins de comparaison pour établir ses propres notations. La plupart des banques pour lesquelles la CCC a établi des limites de crédit ne sont pas notées par toutes ces agences de notation externes. En fait, il se peut que certaines banques ne soient notées par aucune de ces agences de notation externes.

280. En outre, la CCC tient compte de la notation du risque pays applicable. En général, la banque ne reçoit pas une notation plus favorable que celle du pays dans lequel elle est domiciliée.

281. Dans le cadre du processus d'établissement d'une notation de risque pour une banque donnée, la CCC conduit aussi une analyse financière et une analyse des risques indépendantes concernant cette banque. Si elles existent, les notations des agences externes sont un élément important de l'analyse et de l'évaluation globale.

282. La CCC utilise l'approche CAMEL dans son analyse.[314] Cette approche est fondée sur une analyse de l'adéquation du capital, de la qualité de l'actif, de la gestion, des bénéfices et de la liquidité de la banque considérée. D'autres facteurs, tels que la valeur de la franchise, le risque de marché et le risque opérationnel sont également pris en considération.

283. La CCC utilise aussi une autre matrice pour s'assurer que les limites de crédit exprimées en pourcentage de la valeur nette correspondent à la notation du risque de la banque – une banque bénéficiant d'une meilleure notation du risque peut compter sur une limite de crédit exprimée en pourcentage de la valeur nette plus élevée que celle d'une banque dont la notation du risque est moins élevée.

113. Veuillez expliquer si et en quoi les catégories de risque pays de la CCC correspondent aux notations de l'ICRAS.

284. Les pays admissibles au bénéfice des garanties de crédit à l'exportation de la CCC sont classés dans sept catégories de risque allant de 0 à 6.[315] L'ICRAS établit deux notations du risque pour chaque pays – une notation souveraine et une notation non souveraine. Chaque pays est évalué selon un barème comportant onze catégories.[316] Les catégories de risque pays de l'ICRAS sont un élément important de l'élaboration des catégories de risque pays de la CCC.

Question posée au Brésil

114. Le Brésil fait valoir que "le fait que, si l'on considère les données sous un certain angle, les États-Unis ont contre toute attente couvert leurs frais et leurs pertes pendant plusieurs années ne veut pas dire que les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont structurés et conçus à cette fin" (paragraphe 503 de la réfutation du Brésil). Le Brésil fait-il valoir que les éléments de preuve concernant la gestion et la "rentabilité" réelles du programme (autrement dit des éléments de preuve rétrospectifs) ne sont pas pertinents pour l'analyse du Groupe spécial au titre du point j)?

[314] *Voir*, par exemple, Federal Reserve Board Supervisory Letter SR 94-12 http://www.federalreserve.gov/BOARDDOCS/SRLETTERS/1994/SR9412.HTM (pièce US-162); et "Applying the CAMEL Framework", Asian Development Bank http://www.adb.org/Documents/Guidelines/Financial part060302.asp (pièce US-163).

[315] GSM-102 Guarantee Fee Rate Schedule, USDA FAS Online, accessed September 2006 at www.fas.usda.gov/excredits/gsm102fees.html (pièce BRA-505).

[316] Pour de plus amples renseignements, *voir* Government Accountability Office's report #GAO-04-531 (pièce US-164).

ANNEXE D-14

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(24 avril 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES ABRÉVIATIONS 530

AFFAIRES CITÉES 531

PIÈCES 533

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE **534**

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **548**

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC* 548

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC* 584

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE **585**

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **594**

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation 594

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* 595

4. Point j) de la Liste exemplative 613

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord OTC	*Accord sur les obstacles techniques au commerce*
Accord SMC	*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*
Accord SPS	*Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires*
Arrangement	Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public
AWP	Adjusted World Price (cours mondial ajusté)
CCC	U.S. Commodity Credit Corporation (Société de crédit pour les produits de base)
FAPRI	Food and Agricultural Policy Research Institute (Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole)
FAS	USDA's Foreign Agriculture Service (Service agricole étranger de l'USDA)
FCRA	Federal Credit Reform Act (Loi fédérale sur la réforme du crédit)
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GSM 102	General Sales Manager 102
GSM 103	General Sales Manager 103
LCI	ExIm Banks Letter of Credit Insurance (Assurance des lettres de crédit de l'ExIm Bank))
Loi FSRI	Farm Security and Rural Investment Act of 2002 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural)
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
MTI	ExIm Bank's Medium-Term Export Credit Insurance (Assurance-crédit à l'exportation à moyen terme de l'ExIm Bank)
NCC	National Cotton Council of America (Conseil national du coton d'Amérique)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
SCGP	Supplier Credit Guarantee Program (Programme de garantie du crédit-fournisseur)
USDA	U.S. Department of Agriculture (Département de l'agriculture des États-Unis)
Versements CCP	Counter-Cyclical Payments (Versements anticycliques)

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Saumons (21:5)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS18/AB/R
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
Canada – Produits laitiers (21:5 II)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003
CE – Droits compensateurs sur les DRAMS	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
CE – Linge de lit (21:5)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW
CE – Sucre	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre*, WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R, adopté le 19 mai 2005
Chili – Boissons alcooliques	Décision de l'arbitre *Chili – Taxes sur les boissons alcooliques – Arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS87/15, WT/DS110/14, 23 mai 2000
États-Unis – Amendement Byrd	Décision de l'arbitre *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention – Arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS217/14, WT/DS234/22, 13 juin 2003
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – FSC (21:5 II)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006
États-Unis – Jeux (21:5)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/R, adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R
États-Unis – Loi de 1916	Décision de l'arbitre *États-Unis – Loi antidumping de 1916 – Arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS136/11, WT/DS162/14, 28 février 2001
États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/AB/RW, adopté le 12 avril 2007
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Restrictions à l'exportation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Mexique – Sirop de maïs (21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001

PIÈCES

Expected Upland Cotton Yields	Pièce Bra-688
Freedom of Information Act Rejection Letter	Pièce Bra-689
Crop Losses and Profits 2002-2005	Pièce Bra-690
Average January to March Price of the December 2007 futures contract	Pièce Bra-691
LIBOR and Prime rates, 1997 to the present	Pièce Bra-692
GSM 102 fees as a percentage of ExIm LCI and MTI fees for GSM 102 transactions involving annual repayment of principal	Pièce Bra-693
GSM 102 fees as a percentage of ExIm LCI and MTI fees for GSM 102 transactions involving semi-annual repayment of principal	Pièce Bra-694

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

Questions posées aux deux parties

44. S'agissant de l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation accordées pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102, les Communautés européennes font valoir que "la question importante est le lien ou le degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 6) À cet égard, les Communautés européennes font observer ce qui suit:

> "le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et les "mesures prises pour se conformer" et, s'agissant en particulier des "éléments de la mesure" dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une cor*rélation* ou une inter*dépendance* avec les mesures ou "éléments de mesure" dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 11)

Les parties sont-elles d'accord avec l'approche proposée par les Communautés européennes et avec les facteurs à prendre en considération mentionnés au paragraphe 13 de la déclaration orale des Communautés européennes?

1. La réponse des États-Unis traite de la question de savoir si les allégations du Brésil concernant le GSM 102 modifié pour la viande porcine et la viande de volaille entrent à juste titre dans le champ de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

2. La première chose que doit faire le Groupe spécial de la mise en conformité aux fins de l'évaluation du champ de la présente procédure est d'identifier la ou les mesure(s) prise(s) pour se conformer aux recommandations de l'ORD relatives à l'application du programme GSM 102.[1]

3. À titre de mise en œuvre, les États-Unis ont modifié le barème des commissions de garanties du programme GSM 102. Cette modification est censée supprimer l'élément "subvention" du programme initial. Il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que le programme GSM 102 modifié, en particulier le barème révisé des commissions de garanties, est une "mesure prise pour se conformer". Le programme GSM 102 modifié reste la "mesure prise pour se conformer" déclarée des États-Unis sans égard à la question de savoir si, comme les États-Unis semblent l'indiquer, les constatations du Groupe spécial initial visaient des garanties spécifiques émises au titre du programme GSM 102 initial pour des produits spécifiques.[2]

4. Selon l'article 21:5, le présent Groupe spécial est tenu d'examiner la mesure de mise en conformité déclarée – le programme GSM 102 modifié – "*dans son intégralité*" afin de déterminer sa "compatibilité" avec les obligations des États-Unis au titre de l'*Accord sur l'agriculture* parce qu'il s'agit d'une mesure prise pour se conformer qui est incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.[3] Dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, l'Organe d'appel a souligné qu'il existait des raisons de principe importantes pour lesquelles les groupes spéciaux de la mise en conformité étaient tenus d'examiner "pleinement" la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures de mises en conformité. Ces raisons comprennent la promotion

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 142.
[2] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 44, paragraphe 8.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 146. (italique dans l'original)

du règlement rapide des différends en évitant le retard résultant de nouvelles procédures et la nécessité de "[faire] bon usage des travaux des membres du groupe spécial initial et de l'expérience pertinente qu'ils ont acquise".[4] Le fait que les États-Unis se sont opposés à ce que deux membres du Groupe spécial initial connaissent du présent différend ne diminue pas l'importance de ce dernier facteur dans l'interprétation de l'article 21:5 en général.

5. Les États-Unis s'appuient sur les décisions rendues dans l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)* pour affirmer que leur décision volontaire de modifier le programme GSM 102 en ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille sont du champ de la procédure au titre de l'article 21:5. Toutefois, le présent différend est très différent de l'affaire *CE – Linge de lit (21:5)*. Dans ce différend, les CE ont pris une mesure unique pour se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC (le Règlement n° 1644/2001). Par la suite, elles ont adopté deux mesures formellement distinctes et indépendantes (les Règlements n° 160/2002 et 696/2002) qui, tout en traitant de questions de fond semblables à celles qui avaient été soulevées dans la procédure initiale relative à l'affaire *CE – Linge de lit*, concernaient des importations provenant d'autres pays qui n'avaient pas été parties à la procédure engagée à l'OMC. Le Groupe spécial a constaté que ces deux *mesures distinctes* (les Règlements n° 160/2002 et 696/2002) n'étaient pas des mesures prises pour se conformer parce qu'elles portaient sur des importations qui n'étaient pas visées par le différend initial soumis à l'OMC.

6. En revanche, dans le présent différend qui concerne des garanties de crédit à l'exportation, le Brésil conteste l'application d'une *mesure unique* – le programme GSM 102 modifié – dont les parties conviennent qu'il s'agit d'une mesure prise pour se conformer. Les États-Unis n'ont pas pris une mesure pour se conformer, qui visait uniquement les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pour des produits non inscrits dans la Liste et le riz, et adopté séparément une mesure indépendante visant uniquement les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pour la viande porcine, la viande de volaille et des produits inscrits dans la Liste autres que le riz. Les États-Unis ont plutôt pris une mesure unique pour se conformer – le programme GSM 102 modifié – qui comporte un seul ensemble de dispositions qui s'appliquent exactement de la même manière à tous les produits admissibles.

7. Il apparaît que les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait décomposer la mesure de mise en conformité unique en éléments concernant la viande porcine et la viande de volaille et en éléments autres. Selon l'approche des États-Unis, les éléments concernant la viande porcine et la viande de volaille seraient exclus de la présente procédure.

8. Dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, l'Organe d'appel a estimé que lorsque les éléments contestés d'une mesure de mise en conformité n'étaient pas "dissociables" mais étaient des "parties intégrantes" de cette mesure, la mesure devait être examinée "dans son intégralité".[5] Dans le présent différend, il n'y a pas de dispositions "dissociables" du programme GSM 102 modifié qui s'appliquent à la viande porcine et à la viande de volaille mais pas aux autres produits. Les dispositions du programme, en particulier le barème révisé des commissions sur la base duquel des "avantages" sont conférés, constituent plutôt un ensemble intégré qui s'applique exactement de la même manière à tous les produits admissibles. Rien ne permet donc de diviser la mesure prise pour se conformer en différents éléments.

9. S'agissant des cas où les éléments contestés d'une mesure de mise en conformité sont des parties intégrantes de la mesure, l'Organe d'appel a également constaté qu'il était "difficile d'imaginer" comment deux groupes spéciaux différents (le premier constitué au titre de l'article 21:5 et le second dans une procédure entièrement nouvelle) pourraient examiner les éléments indissociables d'une

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 151.
[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphes 146 et 148.

mesure unique.[6] C'est pourquoi l'Organe d'appel a estimé que le groupe spécial de la mise en conformité devait examiner la mesure de mise en conformité intégrée "dans son intégralité". Dans le présent différend, le Brésil conteste le barème révisé des commissions du GSM 102 qui est un barème intégré n'établissant pas de distinctions entre les produits. Selon le Brésil, l'efficacité institutionnelle et des considérations de certitude juridique exigent qu'un seul groupe spécial évalue ce barème "dans son intégralité".

10. Les États-Unis font également valoir qu'en révisant le barème des commissions de garanties, ils ne prenaient pas de mesures en rapport avec les recommandations de l'ORD concernant la viande porcine et la viande de volaille.[7] Le Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)* a aussi décidé récemment que des mesures ne pouvaient être exclues du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité "en raison du *but* dans lequel elles [avaient] été prises".[8] Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, l'Organe d'appel a aussi constaté que le "premier réexamen" était une "mesure prise pour se conformer" même si le Département du commerce des États-Unis ne l'avait *pas* adoptée "dans le but de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD".[9] La question de savoir si les États-Unis avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD en ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille lorsqu'ils ont adopté le programme GSM 102 modifié n'est donc pas pertinente. La question est de savoir si le programme modifié "dans son intégralité" est "pleinement" compatible avec les accords visés, y compris en ce qui concerne les engagements contractés par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation pour la viande porcine et la viande de volaille.

11. Les États-Unis soutiennent également que le présent différend pourrait concerner des garanties spécifiques émises pour des produits spécifiques[10], et disent ne pas très bien comprendre si le Brésil "conteste" le "programme GSM 102 en tant que tel", ou "des garanties particulières au titre du programme GSM 102".[11]

12. Les États-Unis sont de mauvaise foi lorsqu'ils affirment que la mesure en cause se limite à des garanties spécifiques pour des produits spécifiques et qu'ils feignent de ne pas très bien comprendre la "contestation" du Brésil. Comme les États-Unis le savent, les allégations du Brésil au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture* comportent plusieurs éléments. L'un de ces éléments est une démonstration de ce que les États-Unis accordent des "subventions à l'exportation".

13. Le Groupe spécial initial a constaté que le *programme GSM 102 initial*, sans mention de garanties spécifiques ou de produits spécifiques, constituait une subvention à l'exportation au titre du point j) de la Liste exemplative figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*.[12] Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, le Brésil établit également, de plusieurs manières, que le *programme GSM 102 modifié* est une subvention à l'exportation.

14. Premièrement, le Brésil a démontré que le programme GSM 102 modifié constituait une subvention à l'exportation au titre du point j). Il n'y a rien dans cette démonstration qui soit propre à un produit.

15. Deuxièmement, le Brésil a démontré que selon des déclarations normatives officielles des pouvoirs publics des États-Unis figurant dans le règlement applicable au GSM 102, dans des

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 151.
[7] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 44, paragraphe 18.
[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)*, paragraphe 6.24. (italique dans l'original)
[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphes 15, 67 et 92.
[10] Réponse des États-Unis du 2 avril aux questions n° 44 et 46, paragraphes 12 et 52.
[11] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 97, paragraphes 224 et 225.
[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.869.

publications du FAS et dans l'auto-évaluation du programme faite par le FAS, le programme offre toujours des contributions financières subordonnées aux exportations qui confèrent des "avantages" aux bénéficiaires. Il n'y a rien dans cette démonstration qui soit propre à un produit.

16. Troisièmement, le Brésil a démontré que selon le barème des commissions modifié du GSM 102, les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 constitueront nécessairement des contributions financières subordonnées aux exportations qui confèrent des "avantages" aux bénéficiaires. Grâce à sa comparaison avec l'ExIm Bank, le Brésil l'a prouvé de façon exhaustive en démontrant méthodiquement, pour chaque pays et chaque échéance, que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises conformément au barème des commissions modifié du GSM 102 étaient des subventions à l'exportation.[13] Sur le plan pratique, cela revient à démontrer que le programme GSM 102 modifié est lui-même une subvention à l'exportation. Il n'y a rien dans cette démonstration qui soit propre à un produit.

17. Passant à un autre élément de ses allégations, le Brésil a démontré, comme dans la procédure initiale, que les États-Unis avaient "appliqué" la subvention à l'exportation d'une manière qui entraînait un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. L'"application" du programme GSM 102 qui entraîne un contournement est établie, comme il se doit, pour des produits spécifiques inscrits dans la Liste (ainsi que pour la catégorie des produits non inscrits dans la Liste). Afin d'évaluer si le programme est "appliqué" d'une manière qui contourne des engagements en matière de subventions à l'exportation, le Groupe spécial initial a examiné des éléments de preuve concernant le niveau cumulé des garanties émises pour les produits spécifiques qui faisaient l'objet des allégations. Toutefois, les garanties individuelles émises au titre du programme ne sont pas devenues, de ce fait, les subventions en cause; elles ne deviennent pas non plus les subventions à l'exportation en cause dans la présente procédure.

18. En tout état de cause, même si les garanties individuelles émises au titre du GSM 102 pour des produits spécifiques sont les subventions à l'exportation en cause dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité, toutes ces garanties – pour le riz, la viande porcine et la viande de volaille et tous les produits non inscrits dans la Liste – ont un lien suffisant avec le programme GSM 102 modifié, la mesure de mise en conformité déclarée, pour faire partie des mesures de mise en conformité aux fins de savoir si le programme est "appliqué" d'une manière compatible avec l'article 10:1.

19. À cet égard, le Brésil fait observer que ce sont les États-Unis qui ont affirmé que les garanties individuelles étaient les "mesures prises pour se conformer" contestées.[14] Il apparaît qu'ils acceptent que ces nouvelles garanties individuelles puissent, en théorie, être des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations de l'ORD. Or, lorsqu'il s'agit des *versements* au titre de prêts à la commercialisation et des *versements* anticycliques, les États-Unis objectent avec véhémence que des versements nouveaux ne peuvent pas être des "mesures prises pour se conformer" à des recommandations de l'ORD concernant des versements antérieurs au titre des mêmes programmes. Le Brésil fait valoir ci-dessous que l'approche correcte consiste à reconnaître – comme les États-Unis le font pour les garanties individuelles – que les nouveaux versements sont liés suffisamment

[13] Dans ses observations sur la question n° 98, le Brésil démontre que le programme GSM 102 modifié est une subvention à l'exportation en comparaison des produits de l'ExIm Bank, même compte tenu de la différence entre la couverture des taux d'intérêt des produits. Dans sa réponse du 2 avril à la question n° 100, le Brésil a également démontré que ces mêmes éléments de preuve prouvaient que les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 réduisent le "coût total des fonds" des transactions bénéficiant du soutien du GSM 102.

[14] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 97, paragraphes 224 et 225.

étroitement aux recommandations de l'ORD concernant les anciens versements pour être des "mesures prises pour se conformer".[15]

20. Une fois qu'il a établi que le programme GSM 102 modifié était une "mesure prise pour se conformer" déclarée, la deuxième question qui se pose pour le Groupe spécial de la mise en conformité a trait à la portée des allégations qui peuvent être formulées concernant cette mesure. Les allégations du Brésil concernent l'application du programme à trois produits agricoles inscrits dans la Liste (le riz, la viande porcine et la viande de volaille) et à des produits agricoles non inscrits dans la Liste.

21. L'argument des États-Unis est que les recommandations de l'ORD n'imposaient aucune obligation de mise en œuvre en ce qui concerne la viande porcine et la viande de volaille. Partant, selon eux, même si leur mesure de mise en conformité s'applique à ces produits, aucune allégation ne peut être formulée à leur sujet. Cette position présume à tort que les procédures au titre de l'article 21:5 se limitent à examiner si le Membre mettant en œuvre a supprimé les incompatibilités avec les règles de l'OMC mentionnées dans les recommandations de l'ORD.

22. Selon le texte de l'article 21:5, un groupe spécial de la mise en conformité est l'instance appropriée pour régler un "*désaccord*" au sujet de la "*compatibilité [générale] avec un accord visé*" de "mesures prises pour se conformer". Ainsi, dans l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)*, l'Organe d'appel a indiqué expressément qu'il était "en désaccord" avec l'avis du Groupe spécial selon lequel les procédures au titre de l'article 21:5 se limitaient à examiner si le Membre mettant en œuvre "*[avait] … mis en œuvre la recommandation de l'ORD*".[16] Dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, l'Organe d'appel, citant l'affaire *Canada – Aéronefs (21:5)*, a réaffirmé qu'un groupe spécial de la mise en conformité devait "examine[r] ***de façon approfondie*** la "*compatibilité avec un accord visé* de[s] mesures prises pour se conformer", comme il était tenu de le faire aux termes de [l'article 21:5]".[17] Ainsi qu'il a été indiqué, il a aussi confirmé qu'un groupe spécial de la mise en conformité devait examiner la mesure de mise en conformité "*dans son intégralité*".[18]

23. En conséquence, le champ d'application précis des recommandations de l'ORD ne détermine *pas* le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5. En outre, une procédure au titre de l'article 21:5 peut donc porter sur des allégations et des arguments concernant l'"incompatibilité " avec les règles de l'OMC d'une mesure prise pour se conformer, même si ces allégations n'ont pas fait l'objet de recommandations de l'ORD.[19]

24. En fait, les États-Unis demandent essentiellement au Groupe spécial d'infirmer l'interprétation de l'Organe d'appel parce qu'à leur avis le présent Groupe spécial peut – et, d'ailleurs, doit – examiner *exclusivement* si les mesures prises pour se conformer ont supprimé les incompatibilités avec les règles de l'OMC établies dans *les recommandations de l'ORD*. Le Groupe spécial devrait rejeter cet argument et suivre le texte de l'article 21:5. Il peut donc examiner si l'application du programme GSM 102 modifié est "compatible" avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

25. Bien entendu, il y a quand même des limites en ce qui concerne les allégations pouvant être formulées à l'encontre d'une mesure prise pour se conformer. En particulier, certains groupes

---

[15] *Voir* les observations du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions n° 45, 47 et 48 ci-dessous.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 40.

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 151.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 146.

[19] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs (21:5)*, paragraphe 41.

spéciaux ont établi qu'*aucune nouvelle allégation* ne pouvait être formulée à l'encontre d'*éléments inchangés* de la mesure initiale; en outre, la *même allégation* ne pouvait être formulée à l'encontre d'*éléments inchangés* de la mesure *si cette allégation avait été rejetée* dans la procédure initiale. Comme le Brésil l'a déjà expliqué, aucune de ces limites n'est d'application.[20] Les allégations du Brésil concernant la viande porcine et la viande de volaille visent un *nouvel élément de la mesure prise pour se conformer*, à savoir le barème révisé des commissions de garanties figurant dans le programme GSM 102 modifié. Aucune limite n'est imposée en ce qui concerne les allégations (et *a fortiori* les arguments) qui peuvent être formulés à l'encontre d'un nouvel élément de la mesure de mise en conformité.

45. Les parties pourraient-elles commenter les observations formulées par les Communautés européennes aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale sur la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la procédure du Groupe spécial?

26. La réponse des États-Unis à la question n° 45 embrouille la question qu'ils ont soulevée dans leur exception préliminaire. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil mentionne deux mesures dont il allègue qu'elles causent des effets défavorables au sens des articles 5 c), 6.3 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Ces mesures sont: 1) les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et 2) les versements effectués au titre de ces programmes.[21] La question fondamentale est de savoir si ces deux catégories de mesures entrent à juste titre dans le champ de la procédure du Groupe spécial de la mise en conformité. Le Brésil examine ces mesures l'une après l'autre ci-dessous.

i) Programmes de subventions

27. Dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, l'Organe d'appel a rappelé que pour déterminer le champ d'application de "mesures prises pour se conformer", ou l'absence de telles mesures, il fallait examiner les recommandations et décisions figurant dans le rapport du Groupe spécial initial adopté par l'Organe de règlement des différends (l'ORD").[22]

28. S'agissant des programmes de subventions, la question qui divise les parties est celle de savoir si les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial comprenaient des constatations concernant les programmes eux-mêmes. Le Brésil a présenté une lecture littérale du rapport du Groupe spécial initial qui liait logiquement: 1) l'identification par le Groupe spécial des mesures en cause dans la section portant sur le préjudice grave "actuel"; 2) son raisonnement concernant l'"effet" de ces mesures, qui comprenait un exposé approfondi des "effets" des programmes; 3) le raisonnement qui l'amenait à s'abstenir d'examiner les allégations de menace de préjudice grave formulées par le Brésil; 4) le raisonnement qui l'amenait à s'abstenir d'examiner les allégations de violations "en tant que tel" formulées par le Brésil; et 5) sa description des mesures de mise en œuvre que les États-Unis étaient obligés de prendre.

29. Le Brésil a examiné ces facteurs en détail dans des communications antérieures et ne répétera pas ses arguments.[23] Ces facteurs indiquent tous que les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial comprenaient les programmes de subventions ainsi que les versements imposés par ces programmes. Dans ces circonstances, les arguments des CE

[20] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 6, paragraphes 32 à 60.
[21] Document WT/DS267/30, paragraphes 13 et 17.
[22] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 142, distribué le 12 avril 2007, pas encore adopté.
[23] *Voir, en particulier*, la réponse du Brésil du 26 février à la question n° 11 et sa réponse du 2 avril à la question n° 45.

sur le lien existant entre les programmes et les versements, et la critique formulée par les États-Unis au sujet de ces arguments, sont sans intérêt parce qu'ils partent du principe que le Groupe spécial initial n'a formulé aucune constatation concernant les programmes.

30. Pour réfuter la lecture que fait le Brésil du rapport du Groupe spécial initial, les États-Unis s'appuient fortement sur des fragments d'arguments présentés par le Brésil dans la procédure initiale dans le but de démontrer que les constatations du Groupe spécial initial ne comprenaient pas les programmes. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a estimé dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, les recommandations et décisions de l'ORD sont établies d'après les constatations formulées par le groupe spécial initial et l'Organe d'appel, et non d'après les arguments du plaignant.[24] Le Groupe spécial de la mise en conformité doit donc se concentrer sur les constatations du Groupe spécial initial et le raisonnement expliquant ces constatations.

31. Les États-Unis accusent le Brésil de "mentionne[r] des déclarations isolées figurant dans le rapport du Groupe spécial initial".[25] Or, ce sont les États-Unis qui se fondent sur des phrases isolées et interprètent mal le rapport du Groupe spécial initial. Les États-Unis attachent une importance considérable à la limitation temporelle alléguée du champ d'application des mesures. Toutefois, ils n'indiquent pas en quoi le rapport du Groupe spécial initial étaye leur conclusion selon laquelle les constatations du Groupe spécial initial se limitaient aux versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002.

32. La description générale donnée par le Groupe spécial initial des mesures en cause incluait la déclaration selon laquelle "[l]es *programmes et les textes législatifs* indiqués dans [la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil] *inclu[aient] les versements* effectués avant la date d'établissement du Groupe spécial *et ceux qui [avaient] été effectués ultérieurement*".[26] Cette déclaration révèle que le Groupe spécial a vu qu'il existait un lien nécessaire entre les programmes et les versements parce qu'il a indiqué expressément que les programmes "*inclu[aient] les versements*". En outre, il a été constaté que les "versements" pertinents étaient tant ceux qui avaient été effectués avant la date d'établissement que ceux qui avaient été effectués après.

33. Les États-Unis soutiennent également qu'une note de bas de page figurant dans la section du rapport relative à la clause de paix traite du champ d'application des mesures examinées dans la section distincte relative au préjudice grave "actuel".[27] C'est absurde parce que le rapport du Groupe spécial initial comprenait un énoncé distinct des mesures en cause dans chaque section du rapport. La note de bas de page figurant dans la section relative à la clause de paix, selon ses propres termes, ne concerne pas les autres sections du rapport. Elle ne peut donc pas modifier le champ d'application des mesures examinées dans la section relative au préjudice grave "actuel".

34. Par contre, le Groupe spécial initial a indiqué, au paragraphe 7.1107 de cette section du rapport, que les mesures en rapport avec le préjudice grave comprenaient les "*dispositions législatives et réglementaires*", en plus des versements.[28] Les États-Unis ont expliqué cette déclaration en disant que la mention de ces "*dispositions législatives et réglementaires*" renvoyait uniquement à l'"*application*" de ces dispositions.[29] Il s'agit d'une distorsion des termes utilisés par le Groupe spécial. Comme le Brésil l'a indiqué, le Groupe spécial initial appelle les "dispositions" des mesures, sans aucun qualificatif ni autre indice indiquant que les "dispositions" ne sont pas, en fait, des mesures

[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 142, distribué le 12 avril 2007, pas encore adopté.
[25] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 65.
[26] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.187.
[27] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 63.
[28] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1107.
[29] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 68.

– comme les États-Unis l'allèguent maintenant.[30] Par ailleurs, il aurait été complètement inutile que le Groupe spécial initial mentionne l'"application" des "dispositions" séparément des versements énumérés parce que les versements *sont* l'"application" des dispositions.

35. Les États-Unis affirment également qu'il n'est pas "surprenant" que le Groupe spécial initial ait tenu compte de la gestion des programmes de subventions pour examiner les effets des versements.[31] Toutefois, ils omettent de mentionner qu'en examinant les effets des trois programmes, le Groupe spécial les a appelés les "*trois mesures*" et les "*subventions en question*".[32]

36. Le Groupe spécial initial a donc indiqué encore une fois que les programmes eux-mêmes étaient les "mesures"; et il a examiné "leurs effets" pendant une période de référence donnée pour constater que ces effets comprenaient un préjudice grave "actuel" aux intérêts du Brésil. Il a conclu que les États-Unis étaient "***obligés*** de prendre des mesures au sujet de leur *cadre législatif et réglementaire actuel*, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[33]

37. Dans leurs réponses du 2 avril, les États-Unis affirment également que si les constatations du Groupe spécial initial comprenaient les programmes, cela éroderait la distinction existant entre les constatations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué".[34] Cette affirmation est erronée. Le Groupe spécial initial a constaté qu'un examen des "*effets*" des subventions (programmes et versements) "*ne [pouvait] pas être effectu[é] dans l'abstrait*".[35] Il a donc examiné les effets des subventions (programmes et versements) sur le marché *pendant une période de référence définie* établie par lui. En conséquence, le Groupe spécial initial n'a pas constaté que les programmes "*en tant que tels*" causaient des effets défavorables à tout moment. Dans la présente procédure, le Brésil a démontré qu'après la période de mise en œuvre, les programmes inchangés et les nouveaux versements impératifs ont continué de causer des effets défavorables, comme il ressort de l'analyse de leurs effets pendant une autre période de référence.

38. Enfin, les États-Unis n'ont pas présenté la moindre explication quant aux raisons pour lesquelles le Groupe spécial initial aurait décidé de ne pas se prononcer sur les allégations de menace du Brésil, et ses allégations "en tant que tel", si les allégations de préjudice grave "actuel" se limitaient aux versements effectués pour la dernière fois pendant la campagne de commercialisation 2002 – plus d'un an avant que le Groupe spécial initial ne rende sa décision. Si les États-Unis ont raison, le Groupe spécial initial *a choisi* de se prononcer exclusivement sur des versements antérieurs dont il *savait* qu'ils pourraient ne plus produire d'"effets" sur le marché parce que, au moment de sa décision, ces versements avaient été remplacés par des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2004; et, en même temps, il *a choisi* de ne *pas* se prononcer sur des programmes de subventions et des versements futurs dont il savait qu'ils produiraient encore des "effets" pendant la période de mise en œuvre.

39. Il est tout simplement impossible de croire que le Groupe spécial initial aurait décidé de ne pas se prononcer sur les allégations de menace et les allégations "en tant que tel" dans ces circonstances. Rien ne permet de penser que le Groupe spécial initial a décidé de compromettre l'utilité de ses propres travaux de cette manière. Au contraire, il était très sensible à l'importance de la mise en œuvre de ses décisions et a décidé de ne pas se prononcer sur les allégations de menace et les allégations "en tant que tel" parce que "les États-Unis [étaient] ***obligés*** de prendre des mesures au

[30] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 44, paragraphe 13.
[31] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 68.
[32] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 44, paragraphes 14 à 16.
[33] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[34] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 45, paragraphes 27 et suivants.
[35] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1198.

sujet de leur *cadre législatif et réglementaire actuel*, par suite de notre constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel"".[36]

40. En résumé, les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, y compris les versements imposés par ces programmes, relèvent à juste titre du mandat du Groupe spécial de la mise en conformité parce que les constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial comprenaient ces programmes.

ii) Versements pendant la campagne de commercialisation 2005 et par la suite

41. La deuxième catégorie de mesures que le Brésil conteste dans la présente procédure couvre les versements effectués au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Les arguments du Brésil ont été axés sur les effets défavorables causés par ces mesures pendant la campagne de commercialisation 2005 et par la suite. Les États-Unis contestent que le Groupe spécial initial ait formulé des constatations sur les *programmes* de subventions mais ils admettent, au minimum, que le Groupe spécial a formulé des constatations concernant des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Même à supposer que les États-Unis aient raison (ce qui n'est pas le cas), le Brésil démontre dans la présente section, comme il l'a fait dans ses réponses du 26 février[37], que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques effectués pendant la campagne de commercialisation 2005 et par la suite doivent être considérés comme étant des "mesures prises pour se conformer" (incompatibles avec les règles de l'OMC) à cause de leur lien extrêmement étroit avec les versements dont il a été constaté dans la procédure initiale qu'ils causaient un préjudice grave. Bien entendu, ces arguments sont présentés sans préjudice de l'argument principal du Brésil selon lequel le Groupe spécial initial a constaté que les programmes de subventions, y compris les versements imposés par les programmes, étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

42. Dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, l'Organe d'appel a réaffirmé la semaine dernière qu'il appartenait au groupe spécial de la mise en conformité de déterminer si les mesures énoncées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial étaient "des mesures prises pour se conformer".[38] Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, le Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)*, citant la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, a aussi décidé récemment que des mesures ne pouvaient être exclues du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité "en raison du *but* dans lequel elles [avaient] été prises".[39] Il n'est donc pas pertinent de savoir si les États-Unis ont effectué les nouveaux versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques dans le but spécifique de se conformer aux recommandations de l'ORD.

43. Comme les États-Unis en conviennent, la détermination de la question de savoir si les nouveaux versements sont des "mesures prises pour se conformer" dépend plutôt de l'étroitesse de leur lien (de "corrélation") avec les recommandations de l'ORD.[40] Comme les recommandations de l'ORD "visent" les mesures dont il a été constaté initialement qu'elles étaient incompatibles avec les

[36] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1501.
[37] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 15, paragraphes 145 à 150.
[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 140.
[39] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)*, paragraphe 6.24. (italique dans l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphes 15, 67 et 92. L'Organe d'appel a constaté que le "premier réexamen" était une "mesure prise pour se conformer" même si le Département du commerce des États-Unis ne l'avait pas adoptée "dans le but de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD".
[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 142, et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 68. *Voir* la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 44, paragraphes 8 et 9.

règles de l'OMC, le groupe spécial de la mise en conformité doit évaluer le lien existant entre les mesures dont il est allégué qu'elles ont été prises pour se conformer et les mesures initiales.[41]

44. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, l'Organe d'appel a également décidé qu'un groupe spécial de la mise en conformité devait examiner les mesures dont il était allégué qu'elles étaient prises pour se conformer "en tenant compte *de l'ensemble de leur contexte*, y compris *de la façon dont ces mesures [avaient] été adoptées* et *de la façon dont elles [étaient] appliquées* dans le système particulier du Membre concerné".[42] Par ailleurs, dans leurs réponses du 2 avril, les États-Unis reconnaissent que dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, *Australie – Cuir (21:5)* et *CE – Linge de lit (21:5)*, il a été constaté que des mesures qui "annulaient" ou "affaiblissaient" les efforts déployés par le Membre mettant en œuvre pour se conformer avaient un lien suffisamment étroit avec les recommandations de l'ORD pour être des "mesures prises pour se conformer".[43]

45. Compte tenu de ce qui précède, les nouveaux versements sont des "mesures prises pour se conformer" (incompatibles avec les règles de l'OMC) aux recommandations de l'ORD concernant les versements initiaux. Ces versements et les nouveaux versements constituent collectivement une suite ininterrompue de subventions identiques. Comme le Brésil l'a indiqué, les versements faisant l'objet des recommandations de l'ORD et les versements faisant l'objet de la présente procédure sont imposés par les mêmes programmes de subventions prévus par la Loi FSRI de 2002; ils sont effectués en faveur des mêmes bénéficiaires; ils soutiennent la même culture; et ils sont accordés selon les mêmes modalités et conditions.[44] Ainsi, en droit interne des États-Unis, les versements initiaux et les nouveaux versements sont tous "*adoptés*" et "*sont appliqués*", exactement de la même manière.[45]

46. En particulier, les nouveaux versements "affaiblissent" – en fait, ils vident de leur contenu – les efforts de mise en conformité déployés par les États-Unis. À supposer que le Groupe spécial initial ait limité ses constatations aux versements (ce qui n'est pas le cas), les États-Unis sont soumis à l'obligation, depuis le 21 mars 2005, de prendre des mesures pour éliminer les effets défavorables, au moins, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002, ou de retirer ces versements.

47. Or, au lieu de prendre des mesures de cette nature, les États-Unis ont simplement continué d'effectuer les mêmes versements au titre de prêts à la commercialisation et les mêmes versements anticycliques pendant toute la campagne de commercialisation 2005 et par la suite. Ainsi, au lieu de prendre des mesures de mise en œuvre appropriées, les États-Unis ont simplement remplacé les versements incompatibles avec les règles de l'OMC par de nouveaux versements qui, compte tenu du caractère annuel des versements et des cultures, ont perpétué les effets défavorables des versements initiaux. Les effets des versements initiaux ont donc simplement été remplacés par les effets défavorables causés par les nouveaux versements. Ainsi, les États-Unis rendent impossible une mise en œuvre effective au titre de l'article 7.8. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *États-Unis – FSC (21:5 II)*, un Membre manque à son obligation de mise en œuvre lorsqu'il "remplace" une subvention incompatible avec les règles de l'OMC par une autre subvention incompatible avec les règles de l'OMC.[46]

---

[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 68.

[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67. (pas d'italique dans l'original)

[43] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 44, notes de bas de page 5 et 22, et paragraphe 17.

[44] Réponse du Brésil du 26 février à la question n° 15, paragraphe 147.

[45] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 67. (pas d'italique dans l'original)

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (21:5 II)*, paragraphe 84.

48. L'*unique* moyen de défense des États-Unis face à cet argument consiste à dire que le Brésil tente d'"ajouter" aux mesures initiales dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC en contestant les nouveaux versements, dont il n'a pas été constaté qu'ils étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.[47] Le Brésil ne cherche *pas* à "ajouter" quoi que ce soit à la décision initiale. Il accepte que les nouveaux versements ne faisaient pas partie des recommandations de l'ORD parce que le Groupe spécial initial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations de menace qui auraient inclus les nouveaux versements alors qu'ils n'étaient encore que d'éventuels versements futurs. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (21:5)*, l'Organe d'appel a décidé que dans une procédure au titre de l'article 21:5, il n'était pas interdit aux Membres plaignants de formuler des allégations auxquelles le principe d'économie jurisprudentielle avait été appliqué dans la procédure initiale.[48] En somme, dans une procédure de Groupe spécial de la mise en conformité, les Membres plaignants ne sont pas affectés par la décision du groupe spécial initial d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle.

49. Ainsi, dans les circonstances du présent différend, où d'*éventuels* versements *futurs* ont été contestés dans une allégation de *menace* initiale à laquelle le principe d'économie jurisprudentielle a été appliqué, rien dans le Mémorandum d'accord n'empêche ces versements d'être des "mesures prises pour se conformer" après qu'ils ont été *effectivement effectués*, pour autant qu'ils aient un lien suffisamment étroit avec les recommandations de l'ORD.

50. Enfin, les États-Unis rejettent à tort l'idée que le système de règlement des différends de l'OMC devient une "cible mouvante" et se dilue dans une situation inextricable si l'approche des États-Unis est acceptée.[49] Les États-Unis font observer que les parties sont "liées" par le "résultat" du différend initial.[50] Pourtant, ils estiment qu'ils peuvent échapper au "résultat" des constatations de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial concernant les versements en effectuant simplement plus de versements. Après chaque série de versements, ils disent que le Membre plaignant peut *uniquement* contester les nouveaux versements dans le cadre d'une nouvelle procédure. Or, selon cette position, le Membre plaignant ne pourrait jamais prendre de mesure de rétorsion au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord contre une suite sans fin de versements récurrents identiques parce qu'il n'y aurait jamais de mesures de mise en conformité. De ce fait, les disciplines de l'OMC concernant les effets "actuels" des formes les plus évidentes de subventions – les versements comptants – seraient réduites à néant.

iii) Conclusion

51. En conclusion, le Brésil fait valoir que les *programmes* de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques relèvent à juste titre du mandat du Groupe spécial parce que les décisions du Groupe spécial initial, et les recommandations de l'ORD, concernant le préjudice grave "actuel" comprennent ces programmes.

52. En outre, le Brésil fait valoir que les subventions versées pendant la campagne de commercialisation 2005, et par la suite, sont des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations de l'ORD concernant les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 en raison du lien extrêmement étroit entre ces nouveaux versements et les recommandations de l'ORD. Les nouveaux versements causent un préjudice grave "actuel".

---

[47] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 100; et réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 47, paragraphe 53.

[48] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphe 148.

[49] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 48, paragraphe 54.

[50] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 101; réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 48, paragraphes 54 et suivants.

46. Dans leur déclaration orale, les Communautés européennes qualifient les approches proposées respectivement par le Brésil et les États-Unis de "modèle relatif à la mesure" et de "modèle relatif aux éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 7) Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec cette qualification et si, à votre avis, l'application d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une subvention visant des produits agricoles différents s'apparente à une "mesure" (ou à ses éléments) ou s'apparente plutôt à une "allégation". Serait-il admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas?

53. Les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 44 portent également sur des aspects pertinents de la réponse des États-Unis à la présente question. Le Brésil note aussi que les États-Unis reconnaissent que le "groupe des produits agricoles" admissibles au bénéfice de garanties de crédit à l'exportation n'a pas été modifié depuis la procédure initiale.[51]

54. Les États-Unis prétendent qu'il leur est "difficile" de voir pourquoi un Membre se conformerait aux recommandations de l'ORD concernant des subventions accordées pour un produit en accordant des subventions pour d'autres produits.[52] Il y a des raisons très simples pour lesquelles un Membre pourrait vouloir adopter cette ligne de conduite. En général, les subventions sont accordées pour apporter des avantages aux *producteurs, et non aux produits*. Il se peut fort bien qu'un Membre tente de maintenir le niveau de soutien qui était accordé à un groupe particulier de producteurs en modifiant le groupe de produits admissibles au bénéfice de subventions. Dans un tel cas, il pourrait y avoir un "désaccord" sur la question de savoir si les subventions accordées pour des produits différents en vertu de la mesure de mise en conformité sont compatibles avec les accords visés de l'OMC. Le Membre mettant en œuvre pourrait faire valoir que les recommandations de l'ORD ne l'obligeaient pas à prendre des mesures concernant les produits nouvellement admissibles et qu'en conséquence, cet élément de la mesure n'est pas une mesure prise pour se conformer. Pourtant, c'est là un bon exemple de la raison pour laquelle l'Organe d'appel a confirmé, dans l'affaire *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, que les différends au titre de l'article 21:5 comprenaient une évaluation "de façon approfondie" de la "compatibilité avec un accord visé" d'une mesure prise pour se conformer "*dans son intégralité*", et qu'ils n'étaient pas limités par les termes des recommandations de l'ORD.[53]

Questions posées aux États-Unis

47. Les États-Unis ont soulevé une exception préliminaire à l'encontre des allégations de (menace de) préjudice grave formulées par le Brésil au sujet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial a-t-il raison de penser qu'en dehors de cette exception préliminaire à l'encontre des programmes, les États-Unis estiment également que la question de savoir si les versements effectués dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure?

55. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité aux observations qu'il a formulées ci-dessus sur la réponse des États-Unis à la question n° 45.

48. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel "si les États-Unis doivent avoir gain de cause quand ils font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation

[51] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 46, paragraphe 52.
[52] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 46, paragraphe 51.
[53] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (21:5)*, paragraphes 146 et 151. (italique dans l'original)

et les versements CCP impératifs et subordonnés aux prix ultérieurs ne sont pas à bon droit soumis au présent Groupe spécial, l'octroi de subventions récurrentes annuelles devient "une cible mobile qui est soustraite aux disciplines [en matière de subventions de l'OMC]""? (déclaration finale du Brésil, paragraphe 4)

56. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité aux observations qu'il a formulées ci-dessus sur la réponse des États-Unis à la question n° 45.

49. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument des Communautés européennes selon lequel le libellé de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne limite pas la portée temporelle de cette disposition de la manière indiquée par les États-Unis? (paragraphe 29 de la déclaration orale des Communautés européennes)

57. Le Brésil présente des allégations concernant la non-existence de mesures de mise en conformité entre le 21 septembre 2005, fin de la période de mise en œuvre au titre de l'article 7.9 de l'*Accord SMC*, et le 1er août 2006, date à laquelle les États-Unis ont adopté certaines mesures de mise en conformité concernant le programme Step 2. La réponse des États-Unis est que "le Brésil n'avait pas identifié un fondement textuel qui exigeait du Groupe spécial qu'il formule des constatations concernant la mise en conformité à la fin du délai de six mois prévu à l'article 7.9 de l'*Accord SMC* plutôt qu'à la date de l'établissement du Groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord".[54]

58. Cet argument est absurde. L'article 7.9 de l'*Accord SMC* constitue un fondement textuel clair pour l'allégation du Brésil. Cette disposition est ainsi libellée:

> *Dans le cas où* le Membre n'aura pas pris des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables de la subvention ou retirer la subvention *dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'ORD aura adopté le rapport du groupe spécial ou le rapport de l'Organe d'appel*, et en l'absence d'accord sur une compensation, *l'ORD accordera au Membre plaignant l'autorisation de prendre des contre-mesures* proportionnelles au degré et à la nature des effets défavorables dont l'existence aura été déterminée, à moins que l'ORD ne décide par consensus de rejeter la demande.

59. La disposition énonce que l'ORD "autorisera", par consensus négatif, des contre-mesures lorsque ("dans le cas où") le Membre mettant en œuvre manquera à son obligation de mettre en œuvre "dans un délai de six mois" à compter de la date d'adoption. Ainsi, selon le texte de la disposition, un droit à des "contre-mesures" naît à cette date, sous réserve uniquement d'un consensus négatif. En présentant son allégation concernant la non-existence de mesures le 21 septembre 2005, le Brésil cherche à obtenir le fondement multilatéral permettant à l'ORD d'autoriser des contre-mesures à l'encontre des États-Unis parce qu'ils n'ont pas pris de mesures de mise en œuvre à la date prescrite par l'article 7.9 de l'*Accord SMC*.

60. Le Brésil fait également observer que sa position est étayée par d'autres dispositions du Mémorandum d'accord. Les paragraphes 8 et 9 de l'article 7 sont "des règles et procédures spéciales ou additionnelles" au titre de l'article 1:2 du Mémorandum d'accord mais ils ne supplantent pas le Mémorandum d'accord. Le Mémorandum d'accord continue de s'appliquer dans la mesure où les règles qu'il énonce ne sont pas contraires aux règles spéciales ou additionnelles.[55]

61. Les articles 3:7 et 21:3 du Mémorandum d'accord indiquent que le fait de "donner suite dans les moindres délais" aux recommandations de l'ORD suppose, en principe, une mise en conformité

[54] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 49, paragraphe 59.
[55] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 65.

"immédiate".[56] Dans les cas où la mise en conformité "immédiate" est "irréalisable", l'article 21:3 envisage, à titre exceptionnel, une période de grâce pour la mise en œuvre. Ainsi, selon ces dispositions, le Membre mettant en œuvre doit s'être conformé aux recommandations de l'ORD, au plus tard, à la fin de la période de mise en œuvre. Aucune de ces règles énoncées dans le Mémorandum d'accord n'est contraire à l'article 7.9 de l'*Accord SMC*.

62. En vertu de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*, les États-Unis étaient tenus de se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC telles qu'elles sont énoncées dans l'*Accord SMC* et le *Mémorandum d'accord* au plus tard à la fin de la période de mise en œuvre de six mois. En vertu de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, dans le cadre de la "*suite d'événements*"[57] résultant de la procédure initiale, un Membre plaignant a le droit d'obtenir une décision, aux fins de ses droits de compensation dans le différend, établissant que le Membre mettant en œuvre a manqué à son obligation de mettre en œuvre à la date prescrite.

63. En plus d'être étayée par le texte des accords visés, la position du Brésil est pleinement étayée par la décision du Groupe spécial de la mise en conformité chargé d'examiner l'affaire *Australie – Saumons (21:5)*, dans laquelle il a été décidé que l'Australie n'avait pas pris de mesures de mise en conformité appropriées avec effet à compter de la fin de la période de mise en œuvre.[58] Le Groupe spécial a indiqué que "l'Australie était tenue de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD avant l'expiration du délai raisonnable. Si elle ne le faisait pas, elle pouvait encourir la suspension de concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord".[59]

64. L'argument du Brésil n'empêche pas un Membre de se mettre en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC après l'expiration de la période de mise en œuvre. Il n'exclut pas non plus des mesures du champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité pour la seule raison qu'elles n'ont pas été adoptées pendant la période de mise en œuvre. Toutefois, si le Membre mettant en œuvre *choisit* de procéder à la mise en œuvre après le délai prescrit par l'*Accord SMC* et le Mémorandum d'accord, le Membre plaignant a le droit d'obtenir une constatation à cet effet d'un groupe spécial de la mise en conformité et de demander des "contre-mesures" pour le retard.

65. Les États-Unis s'appuient sur deux rapports de groupes spéciaux dans lesquels le groupe spécial a décidé que la date appropriée pour déclarer la non-existence de mesures de mise en conformité était la date d'établissement du groupe spécial de la mise en conformité. Toutefois, ces groupes spéciaux n'ont pas examiné l'importance de cette date pour les droits de compensation du Membre mettant en œuvre. Les États-Unis mentionnent également le fait que dans ces différends, les parties ont conclu des accords sur la chronologie, comme l'accord conclu dans le présent différend, qui portaient sur les procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord. Toutefois, ces accords ne réduisent pas la *substance* des droits d'un Membre plaignant au titre des accords visés. En particulier, l'accord sur la chronologie conclu dans le présent différend ne diminue en rien le droit du Brésil de demander l'autorisation de prendre des contre-mesures au titre de l'article 7.9 de l'*Accord SMC* parce que les États-Unis n'ont pas procédé à la mise en œuvre avant le 21 septembre 2005.[60]

---

[56] *Voir* la décision de l'arbitre *Chili – Boissons alcooliques*, paragraphe 38; la décision de l'arbitre *États-Unis – Amendement Byrd*, paragraphe 40; et la décision de l'arbitre *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 30.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (21:5)*, paragraphe 121. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

[58] Réponse donnée du Brésil du 26 février à la question n° 21, paragraphes 154 et suivants.

[59] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (21:5)*, paragraphe 7.30. *Voir aussi* le paragraphe 8.1 i) des constatations et conclusions du Groupe spécial. (non souligné dans l'original)

[60] Document WT/DS267/29.

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

51. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont ou non des effets plus que minimes sur la production de coton upland. Chaque partie pourrait-elle expliquer en quoi son approche de l'analyse de l'incidence de ces versements sur la production de coton upland est étayée par les dispositions des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et par d'autres dispositions pertinentes de l'OMC?

66. Pour commencer, le Brésil fait observer qu'en réponse à une question de pur droit, les États-Unis se sont lancés dans un résumé détaillé de leurs divers arguments factuels concernant les "attentes" alléguées des exploitants des États-Unis et l'absence alléguée de *quoi que ce soit* de plus que des effets *minimes* causés par les milliards de dollars de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques accordées aux producteurs de coton upland des États-Unis. Ces arguments des États-Unis surprendraient certainement le Conseil national du coton, dont l'une des principales fonctions est d'intervenir auprès du Congrès des États-Unis pour obtenir d'énormes subventions au titre de prêts à la commercialisation et subventions anticycliques afin de maintenir la viabilité commerciale de la production de coton upland des États-Unis.[61] Ces arguments surprendraient également l'exploitant cotonnier moyen des États-Unis personnifié par M. Stephen Houston, dont on a récemment rapporté les propos suivants: "les prix du marché n'ont rien à voir avec ce que nous faisons … nous nous intéressons uniquement aux versements des pouvoirs publics".[62] Et ces arguments auraient certainement surpris le Groupe spécial initial qui, devant les *mêmes* arguments des États-Unis, a constaté qu'il ne faisait "aucun doute que les versements au titre de prêts à la commercialisation stimul[aient] la production et les exportations et entraîn[aient] des cours du marché mondial inférieurs".[63] Enfin, ces arguments surprendraient les 58 sénateurs des États-Unis qui ont récemment écrit au Président Bush pour lui faire part de leurs préoccupations au sujet des réductions des subventions agricoles des États-Unis. Les sénateurs indiquent qu'un accord dans le cadre du Programme de Doha pour le développement "réduirait le revenu agricole net par le biais de fortes réductions des programmes agricoles", et expriment l'avis que les subventions des pouvoirs publics sont essentielles pour permettre aux exploitants des États-Unis, y compris les exploitants de coton upland des États-Unis, de tirer des bénéfices suffisants des cultures.[64]

67. Le Brésil a répondu à ces arguments dans de nombreuses communications antérieures.[65] Il ne présentera donc pas de nouveau les éléments de preuve qui démontrent amplement que les exploitants

---

[61] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 1471 faisant référence à la pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee. National Cotton Council (NCC)). *Voir aussi* la pièce Bra-324 (NCC Chairman's Report by Kenneth Hood, 24 July 2002, p. 2).

[62] Pièce Bra-563 (Cotton bailout: How your tax dollars prop up big growers and squeeze the little guy," Atlanta Journal-Constitution, 1 October 2006, p. 2, accessed December 2006 at: http://www.ajc.com/search/content/metro/stories/cotton1.html).

[63] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291.

[64] Une lettre au Président, datée du 12 avril et signée par 58 sénateurs des États-Unis, dit ce qui suit "Nous ne pouvons pas soutenir un accord qui réduit directement le revenu agricole net par le biais de fortes réductions des programmes agricoles en échange de gains minimaux en matière d'accès aux marchés dont les effets sur les recettes des producteurs sont au mieux spéculatifs"; peut être consultée à l'adresse suivante: http://conrad.senate.gov/issues/statements/agriculture/070412_WTO_Ag_Letter.pdf.

[65] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 126 à 150; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 101 à 113, 180 à 194 et 209 à 231; déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 78.

de coton upland des États-Unis ont reçu, reçoivent et s'attendent à recevoir d'énormes subventions au titre de prêts à la commercialisation et subventions anticycliques soutenant la production de coton upland. Les arguments et éléments de preuve du Brésil démontrant qu'en l'absence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, la superficie, la production, les exportations et les stocks de coton upland des États-Unis seraient nettement inférieurs et les cours du marché mondial seraient beaucoup plus élevés sont résumés dans la réponse du Brésil à la question n° 69[66] et se trouvent dans les nombreuses communications du Brésil.

68. Le Brésil a expliqué que les faits les plus élémentaires concernant les subventions des États-Unis en cause et les conditions de concurrence sur le marché mondial du coton upland suffisaient pour établir un lien de causalité entre les subventions et un empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial.[67] Ces faits sont les suivants: il n'est pas contesté que le coton upland des États-Unis est "similaire" au coton upland brésilien ainsi qu'au coton upland produit par de nombreux autres pays.[68] Il n'est pas contesté qu'il existe un marché mondial étroitement intégré du coton upland et que le coton upland fortement subventionné des États-Unis est en concurrence directe sur ce marché mondial avec le coton upland produit par les producteurs du Brésil et d'autres pays tiers.[69] Il n'est pas contesté que le prix du coton upland des États-Unis, comme celui d'autres producteurs de coton upland, est pris en compte dans un cours du marché mondial, l'indice A.[70] Enfin, il n'est pas contesté que les États-Unis détiennent 40 pour cent du marché mondial des exportations et contribuent pour 20 pour cent à la production mondiale totale, ce qui se traduit par une influence proportionnelle substantielle sur le cours du marché mondial du coton upland.[71]

69. Ces faits non contestés, conjugués au fait que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques subordonnées aux prix massives accordées par les États-Unis représentent un taux de subventionnement *ad valorem* de 40 pour cent pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, suffisent *à eux seuls* pour que le Groupe spécial de la mise en conformité constate que ces subventions causent un empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland. Cela est d'autant plus vrai compte tenu de l'incapacité constante du producteur de coton upland moyen des États-Unis de couvrir ses coûts de production sans ces deux subventions.

70. Dans les présentes observations, le Brésil se concentre sur le thème général de la réponse des États-Unis, à savoir les "attentes" alléguées des exploitants de coton upland des États-Unis au moment de la plantation. Il convient qu'une analyse des attentes des producteurs de coton upland des États-Unis au moment de la plantation en ce qui concerne les prix du marché et le revenu provenant des subventions constitue un supplément utile aux faits élémentaires mentionnés ci-dessus. D'ailleurs, le Brésil a effectué de telles analyses dans sa première communication écrite[72], sa communication à titre de réfutation[73] et sa déclaration orale.[74] Toutefois, il estime qu'une évaluation des faits élémentaires indiqués ci-dessus est suffisante pour permettre au Groupe spécial de la mise en conformité de constater que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions

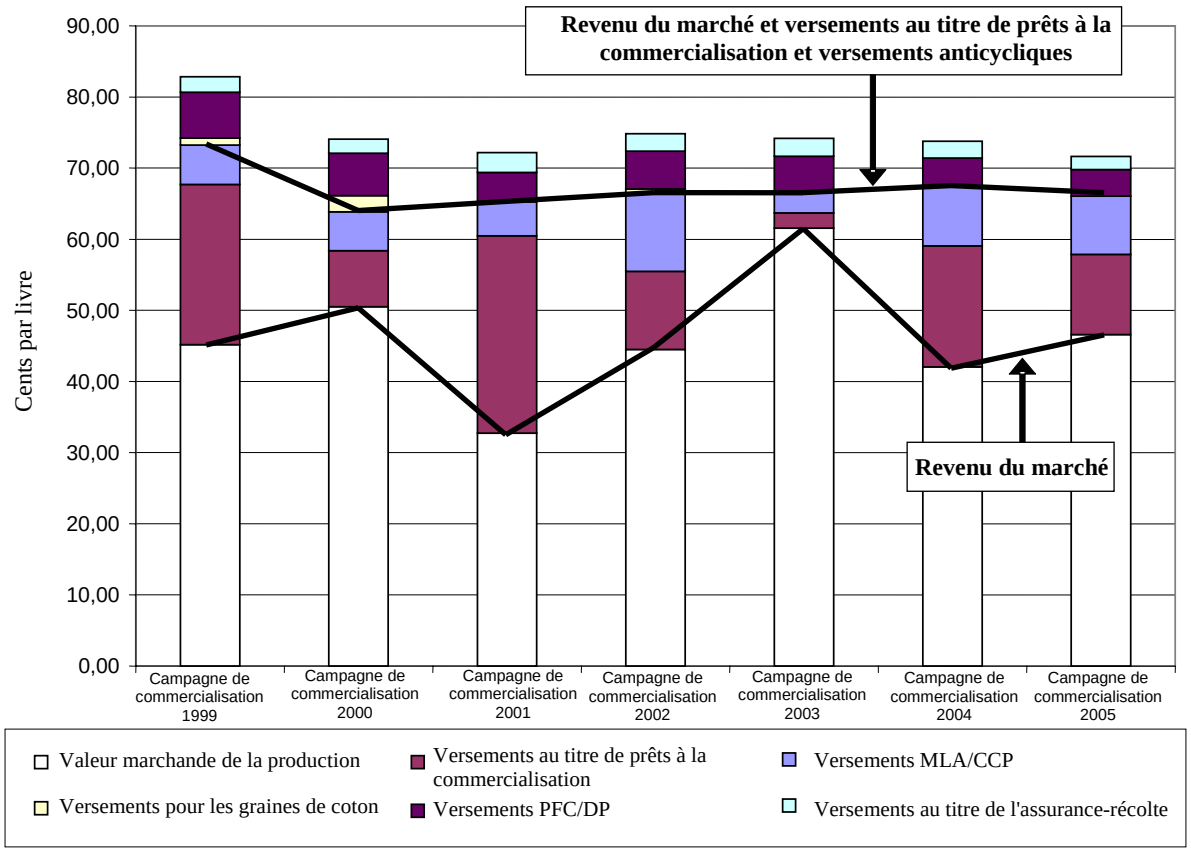
[66] *Voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 69, paragraphes 90 à 106.
[67] Réponse donnée du Brésil du 2 avril à la question n° 69, paragraphes 92 à 96.
[68] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.
[69] Première communication écrite du Brésil, section 7.4.
[70] Première communication écrite du Brésil, section 7.4; déclaration orale du Brésil, paragraphe 148 et déclaration de M. Andrew Macdonald; première communication écrite du Brésil, annexe II, paragraphe 18.
[71] Pièce Bra-559 ("Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO: A Brief Overview," Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 5).
[72] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 126 à 150.
[73] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 101 à 113, 180 à 194 et 209 à 231.
[74] Déclaration orale de Brésil, paragraphes 63 à 78.

anticycliques des États-Unis causent un empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial du coton upland, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

71. Les États-Unis soulignent qu'il est "important d'examiner de quelle façon les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques fonctionnent et interagissent *dans la pratique* avec décisions en matière de production".[75] Le Brésil est d'accord avec cette idée générale. Les exploitants de coton upland des États-Unis, comme n'importe quelle autre entreprise, travaillent pour obtenir un revenu et réaliser des bénéfices. L'une des questions dont est saisi le présent Groupe spécial de la mise en conformité est de savoir de quelle source les exploitants de coton upland moyens des États-Unis s'attendent à recevoir un revenu qui soit suffisant pour leur permettre de couvrir les coûts de production et de tirer des bénéfices de leur activité. Les recettes provenant du marché constituent-elles à elles seules un revenu suffisant ou les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques sont-elles nécessaires pour atteindre les niveaux actuels de l'offre de coton upland des États-Unis? Une évaluation des coûts et recettes réels ainsi que des coûts et recettes attendus est pertinente pour l'examen de ces questions.

72. Les attentes des exploitants de coton upland des États-Unis, qui pratiquent presque tous la culture sur une superficie de base de coton upland bénéficiant de versements anticycliques pour le coton upland, sont utilement résumées dans le graphique 8 de la première communication écrite du Brésil, qui indique un flux continuellement élevé de revenu total.[76]

Graphique 1 – Soutien pour le coton upland[77]



[75] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 69. (italique dans l'original)
[76] Première communication écrite du Brésil, tableau 8, paragraphe 133.
[77] Première communication écrite du Brésil, tableau 8, paragraphe 133.

73. Ce graphique démontre l'incidence cruciale des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Les exploitants de coton upland des États-Unis peuvent s'attendre à un revenu total élevé même si les prix s'avèrent être bas en raison, par exemple, d'une chute de la demande chinoise ou de l'augmentation des exportations indiennes. En fait, le revenu total sera élevé indépendamment de la question de savoir si les prix baissent fortement pour des raisons liées à la demande – ou à l'offre. Chaque exploitant de coton upland des États-Unis sait qu'année après année, peu importe ce qui arrive, il *recevra* un revenu garanti pour le coton upland qu'il produit. Pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont contribué en moyenne pour 40 pour cent à la valeur commerciale du coton upland.

74. Les États-Unis allèguent maintenant que l'effet de stabilisation des revenus des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques "n'a rien de remarquable".[78] Toutefois, le fait de qualifier ces versements de "soutien du revenu" et de dire qu'il s'agit d'un effet normal et attendu des subventions subordonnées aux prix ne tient pas compte du rôle critique joué par ces subventions dans la production de coton upland des États-Unis. En fait, les arguments des États-Unis se résument à ce qui suit: les décisions en matière de plantation de l'exploitant de coton upland moyen des États-Unis n'ont aucun lien ou, au plus, un lien minime avec les deux subventions subordonnées aux prix qui fournissent un revenu s'élevant en moyenne à 40 pour cent du revenu provenant du marché de la culture produite. Cet argument est totalement incompatible avec, pour citer les États-Unis, "la manière dont les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques fonctionnent et interagissent *dans la pratique* avec les décisions en matière de production".[79]

75. Contrairement aux arguments des États-Unis qui tentent de minimiser l'effet de stabilisation des revenus de ces subventions[80], les arguments du Brésil relatifs aux "attentes" ont toujours été largement fondés sur le fait que les exploitants de coton upland des États-Unis savent, au moment de la plantation, qu'ils recevront un revenu garanti et rémunérateur grâce aux subventions subordonnées aux prix, peu importe l'évolution des cours du marché dans les mois suivants. C'est ce qu'a constaté l'Organe d'appel lorsqu'il a conclu que "*même si les exploitants s'étaient attendus à des prix plus élevés au moment où ils prenaient leurs décisions en matière de plantation, ils savaient aussi que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par … les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation [et] aussi par les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents par livre pour le coton upland*".[81]

76. Bien entendu, le Brésil n'affirme pas que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques sont le *seul* facteur que les exploitants de coton upland des États-Unis prennent en considération. Certains autres facteurs, comme les prix actuels du maïs qui sont à un niveau record, influeront sur les décisions en matière de plantation des exploitants de coton upland. Il en est ainsi parce que même les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques généreuses des États-Unis ne font pas le poids face aux recettes qu'un exploitant peut attendre de la culture du maïs pendant la campagne de commercialisation 2007.[82] Dans ce contexte, ce qui est remarquable n'est pas, comme les États-Unis l'affirment[83], que la superficie de coton upland des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2007 ait diminué. Ce qui est remarquable c'est qu'en dépit de prix du maïs beaucoup plus avantageux,

[78] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphe 94.
[79] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 69.
[80] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 71.
[81] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445.
[82] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 70 et 71.
[83] Introduction aux réponses des États-Unis du 2 avril aux questions, paragraphes 1 à 4.

la grande majorité de la superficie de coton upland des États-Unis continue d'être consacrée à la production de coton upland.

77. Le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont constaté que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques *atténuaient* les réactions des exploitants aux forces du marché – et non qu'elles les *étouffaient* totalement.[84] Le poids considérable des éléments de preuve démontre que pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, ces subventions des pouvoirs publics ont fait la différence, pour de *nombreux* exploitants, entre la réalisation d'un bénéfice à long terme et l'obligation de cesser de cultiver du coton upland.[85] C'est dans ce contexte que des milliers d'exploitants de coton upland des États-Unis comme M. Houston ont pris leurs décisions en matière de plantation. Le résultat de ces subventions garanties et subordonnées aux prix est une offre de coton upland des États-Unis qui est beaucoup plus importante qu'elle ne le serait autrement. C'est ce que les économistes de l'USDA[86] et le Groupe spécial initial ont constaté[87], ce que l'Organe d'appel a confirmé[88], et ce que les éléments de preuve versés au dossier qui ont été portés à la connaissance du présent Groupe spécial de la mise en conformité démontrent.

78. Dans leur réponse à la question juridique étroite posée par le Groupe spécial de la mise en conformité, les États-Unis ont également répété plusieurs arguments (au paragraphe 72) auxquels le Brésil avait déjà répondu en détail. Le Brésil rappelle brièvement ces réponses et renvoie à ses propres arguments réfutant les arguments des États-Unis.

79. Premièrement, les États-Unis allèguent que le Brésil se concentre à tort sur les prix réels et les versements reçus par les exploitants des États-Unis au moment de la récolte.[89] Bien entendu, les prix réels pratiqués pendant une campagne de commercialisation isolée ne peuvent pas être pertinents pour les décisions en matière de plantation prises avant leur réalisation. Toutefois, la connaissance collective des prix réels antérieurs – et des subventions importantes qui en ont résulté – constitue des éléments de preuve très pertinents qui indiquent que campagne après campagne, les exploitants de coton upland des États-Unis savent que leur revenu sera soutenu peu importe ce qui arrive aux prix. Un exploitant moyen des États-Unis plantant du coton upland au cours du printemps 2006 savait que lorsque les prix avaient contre toute attente chuté pendant la campagne de commercialisation 2004, il avait reçu des subventions subordonnées aux prix représentant 60 pour cent du revenu provenant du marché.[90] Cette expérience est très pertinente pour la décision en matière de plantation prise par l'exploitant pendant la campagne de commercialisation 2006. En tout état de cause, le Brésil a également fourni des éléments de preuve détaillés qui indiquaient que l'exploitant moyen de coton upland des États-Unis s'était attendu à recevoir des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques lors de chaque campagne au titre de la Loi FSRI de 2002.[91]

---

[84] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1294. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445.

[85] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 54 à 91.

[86] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1295.

[87] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.1 g) i).

[88] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 763.

[89] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 72, premier tiret.

[90] Première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111, tel que modifié par les montants actualisés des subventions au titre de prêts à la commercialisation (*voir* les observations du Brésil du 16 mars sur la réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14) et par le montant actualisé des subventions anticycliques pour la campagne de commercialisation 2005 (*voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 40 et 107 à 119).

[91] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 126 à 150; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 101 à 113, 180 à 194 et 209 à 231; et déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 63 à 78.

80. Le Brésil note également l'explication donnée par M. Sumner selon laquelle les attentes des exploitants en matière de prix ne sont fondamentalement pas observables et qu'"il est impossible de savoir précisément quelles sont les attentes de chaque exploitant".[92] Toutefois, compte tenu de l'expérience antérieure concernant la volatilité des prix du coton upland et les subventions subordonnées aux prix des États-Unis en cause dans le présent différend, il est approprié de supposer que les exploitants ont tiré des enseignements de leur expérience. Un examen des versements effectués dans le passé est donc important. Les États-Unis affirment que les exploitants ne peuvent pas "revenir en arrière".[93] Mais les exploitants peuvent certainement tirer des enseignements de périodes antérieures – et le font sans aucun doute. Lorsqu'ils essaieront de prévoir l'avenir, les exploitants s'appuieront sur les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques importantes qu'ils ont reçues dans le passé.

81. En outre, le Brésil a démontré, en se fondant sur les constatations de l'Organe d'appel[94] et sur beaucoup d'autres éléments de preuve[95], que les attentes des exploitants reposaient sur leur expérience des subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques très élevées versées dans le passé et sur le fait qu'ils savaient que, peu importe ce qui arriverait aux prix, leur revenu serait protégé par des subventions accordées par les États-Unis à des niveaux rentables.[96] Les États-Unis n'ont pas expliqué – et ne peuvent pas expliquer – pourquoi aujourd'hui ces subventions n'influent soudainement plus sur les décisions en matière de plantation et pourquoi elles n'ont plus pour effet d'accroître l'offre et d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial dans une mesure notable.

82. Deuxièmement, les États-Unis allèguent que le Brésil n'a pas tenu compte du revenu net et d'autres conditions concernant les cultures concurrentes par rapport au coton upland.[97] C'est tout simplement faux. Entre autres éléments de preuve, le Brésil a démontré dans les graphiques 1 à 12 de sa déclaration orale[98] et ses observations sur les déclarations orales des États-Unis[99] que c'était les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques pour le *coton upland* qui avaient permis aux exploitants de coton upland des États-Unis d'attendre des bénéfices plus élevés de la plantation de coton upland que de la pratique de cultures de remplacement, comme les fèves de soja ou le maïs.[100]

83. Troisièmement, les États-Unis allèguent que le Brésil s'est concentré sur la production totale, par opposition aux plantations, et n'a pas tenu compte d'autres facteurs affectant la production sur lesquels l'exploitant n'exerçait aucun contrôle.[101] C'est également faux. Le Brésil a reconnu que des facteurs tels que le climat et les rendements avaient bien une incidence sur la production et les

---

[92] *Voir* la simulation quantitative de M. Sumner, annexe I de la communication complémentaire présentée par le Brésil au Groupe spécial initial, 9 septembre 2003, paragraphe 18, peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.mre.gov.br/portugues/ministerio/sitios_secretaria/cgc/analisequantitativa.pdf.

[93] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 71.

[94] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445.

[95] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, sections 7.7, 7.8, 7.9, 7.11 et 7.12.

[96] Le Brésil fait observer que même si l'on utilise l'analyse des prix à terme pour le contrat de décembre, les exploitants de coton upland des États-Unis se sont attendus à recevoir des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques lors de chaque campagne au titre de la Loi FSRI de 2002.

[97] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 72, deuxième point.

[98] Déclaration liminaire du Brésil, paragraphes 63 à 77.

[99] Observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, paragraphes 13 à 34.

[100] *Voir* aussi les observations du Brésil sur les réponses des États-Unis aux questions n° 53 et 59 ci-dessous.

[101] Réponse donnée des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 72, troisième et quatrième points.

exportations totales.[102] Cela dit, le Brésil a démontré que pendant la campagne de commercialisation 2005, en l'absence des deux subventions contestées, la production et les exportations des États-Unis auraient été inférieures de 18 et 25 pour cent, respectivement.[103] La superficie additionnelle induite par les subventions tire avantage de bonnes conditions climatiques ou de rendements accrus et contribue grandement à l'accroissement de la production et des exportations des États-Unis.[104] Le Brésil a également fait observer que le Groupe spécial initial avait procédé à son analyse à un moment où une proportion importante de coton upland des États-Unis était déjà cultivée à partir de variétés biotechnologiques[105], et que les rendements avaient augmenté aussi pendant la période de référence évaluée par le Groupe spécial initial.[106]

84. Quatrièmement, les États-Unis allèguent que le Brésil se concentre à tort sur le coût total et non sur les coûts variables. En fait, les éléments de preuve du Brésil portent sur les deux types de coûts. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité aux observations qu'il formule ci-dessous sur la réponse des États-Unis à la question n° 59. D'ailleurs, ce sont les États-Unis qui minimisent à tort l'importance cruciale de la couverture du coût total compte tenu de l'énorme déficit à long terme de 12,4 milliards de dollars que les exploitants de coton upland des États-Unis auraient accumulé au cours des sept dernières campagnes de commercialisation s'ils n'avaient pu compter que sur le revenu provenant du marché.[107]

85. Cinquièmement, les États-Unis allèguent que le Brésil ne tient pas compte de la demande de la Chine sur le marché mondial du coton upland.[108] Le Brésil reconnaît que la Chine joue un rôle important dans la détermination des cours du marché mondial de l'indice A, principalement du côté de la demande.[109] Mais il a également souligné que les États-Unis – qui détiennent une part dominante de 40 pour cent du marché mondial des exportations – jouent un rôle crucial du côté de l'*offre* dans ce mécanisme de détermination des prix.[110] D'ailleurs, le Brésil a démontré que si la demande chinoise était montée en flèche pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, les prix avaient plutôt baissé en raison, en grande partie, de la production et des exportations des États-Unis qui avaient atteint des niveaux record.[111] De ce fait, le Brésil a démontré que l'incidence de la demande chinoise sur les cours du marché mondial ne rompait pas le lien de cause à effet réel et substantiel entre les subventions contestées et l'empêchement notable de hausses de prix sur le marché mondial.

86. Enfin, la réponse des États-Unis à la question n° 51 résume plusieurs arguments qu'ils exposent plus en détail en réponse à d'autres questions. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité aux observations qu'il a formulées sur la réponse des États-Unis à la question n° 53 en ce qui concerne les arguments additionnels relatifs à la décision en matière de plantation et aux attentes[112], aux questions n° 56/57 en ce qui concerne les études sur les effets des versements anticycliques[113], et à la question n° 59 en ce qui concerne le coût de production des États-Unis.[114] Le

[102] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 201 et 202.
[103] "Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix et les quantités de coton upland par Daniel A. Sumner", première communication écrite du Brésil, annexe I, tableau.
[104] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 226 à 231.
[105] Observations du Brésil sur la déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31.
[106] *Voir* la pièce Bra-562 (Cotton and Wool Situation Outlook and Yearbook, USDA, November 2006, Table 2, accessed November 2007 at: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS-yearbook/CWS-yearbook-11-21-2006.pdf.)
[107] *Voir*, par exemple, les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 ci-dessous.
[108] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 72, cinquième point.
[109] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 335 et 336.
[110] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 324 à 345.
[111] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 337 à 339.
[112] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphes 75 et 76.
[113] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 77.

Brésil fait également observer que les États-Unis répètent encore une fois la critique qu'ils ont formulée à l'encontre du modèle de simulation de M. Sumner dans leur première communication écrite[115], mais qu'ils n'ont même pas tenté de réfuter les arguments, explications et réfutations présentés par le Brésil et M. Sumner dans les nombreuses communications qu'ils ont présentées depuis.

52. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait observer ce qui suit:

> "Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges." (paragraphe 5.19)

Les parties considèrent-elles que le fait qu'au titre de l'Accord sur l'agriculture, une subvention relève de la "catégorie orange" est pertinent pour l'analyse de la compatibilité de la subvention avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

87. Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa propre réponse à la présente question.

Questions posées aux États-Unis

53. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets "d'encouragement de la production réels", et que le Brésil "prétend démontrer l'existence d'effets indirects sur la production en alléguant que la plantation, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas aux prix". (déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 et 69, italique dans l'original)

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer plus en détail la distinction entre ce qu'ils appellent des "effets d'encouragement de la production réels" et des "effets indirects sur la production"? Pourraient-ils également préciser en quoi cette distinction est pertinente d'un point de vue juridique dans le contexte des articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

88. Le Brésil estime comme les États-Unis qu'aucune distinction juridique pertinente entre des effets "réels" et "indirects" sur la production n'est prévue par les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.[116] La réponse des États-Unis aurait dû se limiter à cela. Malheureusement, les États-Unis ont ensuite procédé à une récapitulation longue et hors de propos de leurs arguments *factuels*. Le Brésil répond brièvement à ces affirmations hors de propos et renvoie à ses communications antérieures dans lesquelles ces arguments ont été examinés.

89. Les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 résument plusieurs des arguments du Brésil concernant les "attentes" des exploitants et la manière dont les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques "atténuent" la réaction de ces exploitants aux forces du marché.[117] Dans le but de contrer cette constatation essentielle du Groupe spécial initial, les États-Unis font maintenant valoir qu'"il n'est pas réaliste de

---

[114] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 78.
[115] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 51, paragraphe 73.
[116] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 a), paragraphe 83.
[117] Ces observations répondent à bon nombre des arguments relatifs aux attentes figurant dans la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 a).

donner à entendre qu'il devrait y avoir un lien singulier entre les plantations, la production et les exportations de coton upland et les prix du coton upland".[118] Or, les allégations du Brésil n'ont jamais nécessité un tel lien "singulier" et le Groupe spécial initial n'a jamais fondé ses constatations sur un lien aussi précis. Le Brésil n'allègue pas non plus que les producteurs des États-Unis sont incapables de *toute* réaction aux signaux des prix du marché.[119] Il allègue plutôt que les éléments de preuve actualisés continuent de démontrer le bien-fondé de la constatation du Groupe spécial initial concernant l'"*isolement*" des producteurs des États-Unis par rapport aux prix du marché. En d'autres termes, les producteurs de coton upland des États-Unis ne réagissent pas aux signaux des prix du marché et/ou ne réagissent pas dans la mesure à laquelle on s'attendrait en l'absence des subventions subordonnées aux prix des États-Unis qui sont en cause dans le présent différend.

90. Le Brésil a démontré que, comme pendant la période de référence antérieure couvrant les campagnes de commercialisation 1999-2002, les producteurs brésiliens et d'autres producteurs à bas coût non subventionnés ont continué, au cours des campagnes de commercialisation 2002-2006, de réagir à la baisse des cours attendus du marché mondial en diminuant leur superficie et en réduisant leur production.[120] En fait, lors de chaque campagne entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2006, la superficie récoltée totale à l'étranger a évolué dans le même sens que les prix à terme.[121] En revanche, les décisions en matière de plantation prises par les producteurs de coton upland des États-Unis à coût élevé subventionnés n'ont pas été corrélées, en général, avec l'évolution des prix du marché du coton.[122] Par exemple, entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2006, la superficie récoltée des États-Unis a évolué dans des sens opposés à ceux auxquels on se serait attendu en raison de l'évolution des prix au cours de trois des cinq campagnes – les campagnes de commercialisation 2003, 2005 et 2006. Les États-Unis tentent d'expliquer cette situation en alléguant que, pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2006, cela tient à ce que "la superficie récoltée aux États-Unis réagit de façon plus *prudente* que la superficie étrangère à la hausse des prix à terme …"[123] Toutefois, c'est l'*absence* de corrélation avec les prix qui montre en quoi la réaction des producteurs des États-Unis est "isolée" des forces du marché.

---

[118] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 a), paragraphe 85.

[119] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 188 ("Le Brésil convient que certains facteurs peuvent influer sur les décisions de certains producteurs de coton upland en matière de plantation en plus des prix attendus et du revenu attendu des subventions … Toutefois, ces facteurs exogènes ne diminuent pas l'importance pour les producteurs de coton upland des États-Unis du facteur économique clé sur lequel repose la décision des exploitants de produire du coton upland: le revenu attendu de la vente de coton upland tel que complété par des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques massifs des États-Unis.").

[120] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 221 et 222, analysant le graphique 8 – Prix à terme et superficie plantée; *voir aussi* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, graphique du paragraphe 306 (montrant que depuis 2002, la superficie récoltée à l'étranger a augmenté dans les cas où il était prévu que les prix augmenteraient et a dminué dans les cas où il était prévu que les prix baisseraient; au contraire, aucune corrélation avec l'évolution des prix n'a été observée en ce qui concerne la superficie récoltée aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003, 2005 et 2006).

[121] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, graphique du paragraphe 306 (montrant que depuis 2002, la superficie récoltée à l'étranger a augmenté dans les cas où il était prévu que les prix augmenteraient et a diminué dans les cas où il était prévu que les prix baisseraient; au contraire, aucune corrélation avec l'évolution des prix n'a été observée en ce qui concerne la superficie récoltée aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2003, 2005 et 2006).

[122] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 224, analysant le graphique 9 – Modifications de la superficie et modifications en pourcentage des prix à terme; première communication écrite du Brésil, paragraphes 141 à 143, analysant le graphique 9 – Prix à terme et superficie plantée; déclaration orale du Brésil, paragraphes 61 et 62.

[123] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question, paragraphe 89.

91. Qui plus est, le degré et l'importance de la réaction des producteurs des États-Unis aux signaux du marché est également atténuée par rapport à celle de leurs homologues en dehors des États-Unis. Au cours des cinq dernières campagnes de commercialisation (2002-2006), la modification de la superficie récoltée des États-Unis par rapport à l'année antérieure a été d'environ 7 pour cent. En revanche, les modifications annuelles au Brésil se sont élevées à 36 pour cent.[124] Ces faits constituent des éléments de preuve qui étayent les affirmations du Brésil et de M. Houston[125] - selon lesquelles les prix du marché du coton upland ne jouent pas un rôle important dans les décisions de nombreux exploitants de coton upland des États-Unis en matière de plantation.[126]

92. Les États-Unis ont répété plusieurs fois l'affirmation non étayée selon laquelle "[d]epuis que la Loi [FSRI de 2002] est entrée en vigueur, l'évolution des exportations des États-Unis a été entièrement compatible avec celle des concurrents étrangers".[127] Cela est faux. Une analyse du marché du coton récemment effectuée par l'USDA a établi que "[s']agissant du facteur exportation de l'équation du commerce mondial, *les États-Unis se sont taillés la part du lion des gains globaux*, grâce à une augmentation des exportations de 11 millions de balles depuis 1999/2000".[128] Le Brésil rappelle que le volume des exportations des États-Unis a atteint des niveaux record pendant les campagnes de commercialisation 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005. La part de 40 pour cent des exportations mondiales détenue par les États-Unis est plus de trois fois supérieure à celle de l'Ouzbékistan, l'exportateur venant au deuxième rang.[129]

93. L'augmentation spectaculaire de 55 pour cent du volume des exportations des États-Unis en chiffres absolus entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2005[130] s'est nécessairement faite aux dépens des producteurs des pays qui n'accordaient pas de subventions. La part moyenne de 12 pour cent du marché des exportations détenue par l'Australie entre les campagnes de commercialisation 1999 et 2001 a été réduite de moitié pour tomber à 6 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005.[131] De même, la part du marché mondial détenue par les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale a atteint son plus bas niveau en dix ans pendant la campagne de commercialisation 2005. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a récemment résumé ce qui s'est produit:

> Les subventions maintiennent la production de coton à des niveaux non rentables dans les pays industrialisés et réduisent, pour les pays en développement, les

---

[124] Pièce Bra-629 (Brazilian Harvested Acreage, Producer, Supply & Distribution Database, FAS, USDA, accessed February 2007 at: http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdquery.aspx). *Voir aussi* la pièce Bra-570 (Producer, Supply & Distribution Database, FAS, USDA, accessed January 2007 at: http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdquery.aspx).

[125] Les déclarations de M. Houston, un exploitant cotonnier de la Georgie, figurent dans la pièce Bra-563 ("Cotton bailout: How your tax dollars prop up big growers and squeeze the little guy," Atlanta Journal-Constitution, 1 October 2006, p. 2, accessed December 2006 at: http://www.ajc.com/search/content/metro/stories/cotton1.html).

[126] *Voir* aussi l'analyse de M. Sumner concernant l'importance de la réaction des producteurs de coton upland des États-Unis à l'élimination des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, première communication écrite du Brésil, annexe I.

[127] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphes 88 et 90 ("Les données montrent … que la production et les exportations des États-Unis suivent systématiquement l'évolution de la production et des exportations ailleurs dans le monde.").

[128] *Voir* "Cotton Backgrounder," USDA, March 2007, accessed April 2007 at: http://www.ers.usda.gov/Publications/CWS/2007/03Mar/CWS07B01/).

[129] Producer, Supply and Distribution Database, Foreign Agriculture Service, USDA, accessed April 2007 at: http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx.

[130] Pièce Bra-447 (Upland Cotton Supply and Use).

[131] Producer, Supply and Distribution Database, Foreign Agriculture Service, USDA, accessed April 2007 at: http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx.

possibilités d'exporter vers les marchés des pays qui subventionnent, déplaçant leurs exportations vers des pays tiers.[132]

94. Bien entendu, les exportations de coton upland sont la conséquence de décisions en matière de plantation et d'autres facteurs, dont les subventions, les rendements et la demande intérieure, etc. La question pertinente est donc de savoir quelles seraient les exportations des États-Unis en l'absence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les plantations de coton upland des États-Unis sont plus élevées qu'elles le seraient en l'absence des subventions des États-Unis en cause. Le Brésil a démontré qu'*en l'absence* des deux subventions des États-Unis en cause, les exportations des États-Unis auraient été inférieures de 25 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005.[133]

95. Mais même si on acceptait, pour les besoins de l'argumentation, l'argument des États-Unis selon lequel les exportations de États-Unis et les exportations étrangères ont *effectivement* réagi à peu près de la même manière que les exportations étrangères non subventionnées, les États-Unis font abstraction de la raison *pour laquelle* cela a pu se produire. Bon nombre de ces producteurs étrangers non subventionnés ont des coûts de production nettement inférieurs à ceux des producteurs des États-Unis.[134] Le Brésil rappelle la conclusion du CCIC selon laquelle il en coûte 67 cents aux producteurs de coton upland des États-Unis pour cultiver une livre de coton upland tandis qu'il en coûte 45 cents aux producteurs d'Afrique de l'Ouest et centrale et 38 cents aux producteurs brésiliens.[135] Ces coûts inférieurs sont essentiels à la survie des producteurs brésiliens et africains parce qu'ils ne tirent pas avantage de subventions *ad valorem* de 40 pour cent pour le produit de base comme le font les producteurs des États-Unis. Ces coûts inférieurs leur permettent de supporter certains niveaux de prix plus bas et de couvrir quand même leur coût total. Les producteurs des États-Unis n'ont pu faire concurrence aux producteurs étrangers pendant la campagne de commercialisation 2005 que parce que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques leur ont permis de maintenir des niveaux élevés de superficie plantée. Le Brésil a démontré qu'*en l'absence* de ces deux subventions, les producteurs des États-Unis auraient réagi à une baisse des prix attendus pour la campagne de commercialisation 2005 (conjugués à une augmentation des coûts) en réduisant la superficie, en réduisant la production et en réduisant les exportations.[136] Et, s'il y avait eu moins d'exportations des États-Unis pour répondre à la demande mondiale, les cours du marché mondial auraient été plus élevés.

96. Enfin, dans ce contexte, les États-Unis allèguent que l'élimination des versements au titre du programme Step 2 a entraîné une évolution majeure des exportations des États-Unis.[137] Bien qu'il n'existe évidemment pas de données complètes pour la campagne de commercialisation 2006, l'USDA prévoit que les exportations des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2006 atteindront leur deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré. L'USDA prévoit en outre que la part du marché mondial des exportations détenue par les États-Unis sera de 36 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2006. Bien que cela constitue effectivement une baisse de la part du marché

[132] Pièce Bra-579 ("Coton: impact des mesures de soutien sur les pays en développement – Pourquoi les chiffres varient-ils?" Dossier de politique commerciale de la FAO, page 1, accessed December 2006 at: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5533f/y5533f00.pdf).

[133] "Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix et les quantités de coton upland par Daniel A. Sumner", première communication écrite du Brésil, annexe I, tableaux 2.A.1 à 2.A.3.

[134] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 162. *Voir aussi* la pièce Bra-480 (Survey of the Cost of Production of Raw Cotton, ICAC, November 2004, p. 13).

[135] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 162. *Voir aussi* la pièce Bra-480 (Survey of the Cost of Production of Raw Cotton, ICAC, November 2004, p. 13).

[136] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 167 à 180.

[137] Observations des États-Unis du 16 mars sur la réponse du Brésil à la question n° 28 a), paragraphe 121.

mondial des exportations qu'ils détiennent, les États-Unis détiennent toujours une part de marché dominante. Comme le Brésil l'a expliqué à la réunion du Groupe spécial, la baisse de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2006 est due en grande partie à la hausse des exportations indiennes vers la Chine et à la poussée des exportations des États-Unis juste avant l'expiration du programme Step 2 à la fin de la campagne de commercialisation 2005.[138] Par ailleurs, compte tenu des 9 millions de balles de coton upland qui sont entreposées aux États-Unis, l'USDA et le FAPRI prévoient que les États-Unis augmenteront leurs exportations pendant la campagne de commercialisation 2007. En fait, les données de base du FAPRI pour 2007 prévoient que la part du marché des exportations mondiales détenue par les États-Unis augmentera pour atteindre 43 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2007 et restera supérieure à 40 pour cent jusqu'à la campagne de commercialisation 2011.[139]

b) Que répondent les États-Unis à l'argument selon lequel le fait que "les producteurs de coton upland des États-Unis savent que leur revenu global sera toujours protégé par des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques … joue un rôle essentiel dans leurs décisions en matière de plantation"? (réfutation du Brésil, paragraphe 185; voir aussi la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 5.20 et 5.21)

97. Les États-Unis affirment que le "simple" fait que les programmes de soutien du revenu soutiennent le revenu des producteurs agricoles "ne signifie pas, toutefois, que les versements ont des effets "importants" sur les plantations ou causent l'un des effets défavorables énumérés aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*".[140] Le Brésil convient que des types de soutien du revenu différents peuvent avoir des effets différents sur la production et que les articles 5 et 6 ne contiennent pas de présomption d'effets défavorables causés par le soutien du revenu. En tant que Membre plaignant, le Brésil doit démontrer que les subventions subordonnées aux prix particulières qui sont en cause dans le présent différend causent un préjudice grave à ses intérêts. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, tous les éléments de preuve fournis par le Brésil dans la présente procédure sont plus que suffisants pour s'acquitter de cette charge.

98. En formulant des observations sur la réponse des États-Unis, le Brésil rappelle sa réponse du 2 avril à la question n° 69, ses observations sur la réponse des États-Unis aux questions n° 51 et 53 a) ci-dessous et 53 c) ci-dessus, et les nombreux arguments et éléments de preuve qu'il a présentés dans ses communications antérieures.

99. Le Brésil ne considère pas comme un "simple" fait ou un fait sans importance le fait que, pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002, les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques ont représenté un taux de subventionnement *ad valorem moyen* de 40 pour cent, qu'elles ont couvert 29 pour cent en moyenne du coût total de production[141] et qu'elles ont été reçues par 96 pour cent des producteurs de coton upland détenant une superficie de base de coton upland.[142] Le fait qu'*en l'absence* de ces subventions, la production des États-Unis serait inférieure de 15 ou 16 pour cent[143] et les exportations inférieures de 21 à 22 pour

[138] *Voir* la déclaration finale du Brésil, paragraphe 11.

[139] *Voir* "World Cotton," 2007 FAPRI Baseline, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.fapri.iastate.edu/brfbk07/CottonTables2007.xls.

[140] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphe 92.

[141] Pièce Bra-477 (Upland Cotton Costs and Returns).

[142] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, tableau 3, paragraphe 157. Les résultats sont tirés de la première communication écrite des États-Unis, tableau du paragraphe 224.

[143] Effets moyens pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, *voir* "Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix et les quantités de coton upland par Daniel A. Sumner," première communication écrite du Brésil, annexe I, tableaux 2.A.1 à 2.A.3.

cent n'est pas non plus un "simple" fait.[144] Pas plus que ne l'est le fait que le Groupe spécial initial a constaté que les versements à titre de subventions étaient impératifs, c'est-à-dire qu'ils devaient être effectués sans exceptions par le Secrétaire à l'agriculture des États-Unis, et qu'ils étaient subordonnés aux prix mondiaux et aux prix des États-Unis, c'est-à-dire qu'ils servaient à garantir un revenu aux producteurs des États-Unis indépendamment du niveau auquel tombaient les prix. Comme l'Organe d'appel et le Groupe spécial initial l'ont constaté[145], le fait que les producteurs de coton upland des États-Unis savent qu'ils recevront ces subventions lorsque les prix seront bas est un facteur qui a une incidence importante sur leurs décisions en matière de plantation et, partant, sur l'offre de coton upland des États-Unis sur le marché mondial.

100. Bien qu'il soit possible que certains types et des niveaux faibles de soutien du revenu ne causent pas de préjudice grave dans certaines conditions de concurrence, ce n'est certainement pas le cas des deux subventions en cause: les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques des États-Unis pour le coton upland. Ces subventions subordonnées aux prix et impératives particulières causent un préjudice grave en raison de leur nature et de leur importance, et compte tenu du produit qu'elles soutiennent et des conditions de concurrence particulières dans lesquelles ce produit est échangé sur les marchés internationaux.[146]

c) Dans sa déclaration liminaire à la réunion du Groupe spécial avec les parties, le Brésil a fait observer ce qui suit:

> "… nous avons démontré que ces subventions stabilisaient les revenus des producteurs de coton en dépit des énormes fluctuations des cours du marché, isolant et inhibant ainsi la réaction de la superficie aux signaux des cours du marché. Ces subventions couvrent également les écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total. Ces deux effets sont étroitement corrélés." (paragraphe 55)
>
> *Les États-Unis font-ils seulement valoir que le Brésil n'a pas prouvé empiriquement que ces deux "effets" se sont effectivement produits ou sont-ils aussi d'avis que ces effets ne sont de toute façon pas pertinents pour une analyse de la question de savoir si une subvention empêche des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC?*

101. Le passage cité par le Groupe spécial de la mise en conformité lie deux aspects importants des arguments du Brésil relatifs au lien de causalité et deux effets importants des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. L'analyse relative aux décisions en matière de plantation présentée dans les paragraphes qui suivent cette partie de la déclaration orale du Brésil démontre comment les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques i) inhibent les décisions des exploitants en matière de plantation et ii) couvrent leur coût de production total, entraînant ainsi des niveaux de plantation et d'offre plus élevés que ceux qui existeraient en l'absence des subventions.

102. Dans leur réponse, les États-Unis admettent que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques stabilisent les revenus des producteurs de coton, c'est-à-dire qu'elles constituent des subventions subordonnées aux prix, mais ils font observer que la

---

[144] Effets moyens pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, *voir* "Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix et les quantités de coton upland par Daniel A. Sumner", première communication écrite du Brésil, annexe I, tableaux 2.A.1 à 2.A.3.

[145] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1290 à 7.1303.

[146] *Voir*, par exemple, la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 69.

démonstration du Brésil à cet effet n'a rien de "remarquable".[147] Or, la concision de ce fait et la simplicité de sa démonstration ne le rendent pas moins important. Il est crucial que chaque producteur des États-Unis cultivant du coton upland sur une base de coton upland sache qu'il obtiendra un revenu rémunérateur indépendamment des cours du marché au moment de la récolte. Ce fait de savoir est l'aspect *essentiel* des "attentes" en matière de revenu au moment de la plantation.[148]

103. Les États-Unis présentent plusieurs arguments concernant l'absence alléguée d'effets sur la production des subventions au titre de prêts à la commercialisation (les réponses à ces arguments figurent pour la plupart dans les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51) mais ils ne démontrent l'existence d'*aucune* modification fondamentale des conditions de concurrence sur le marché du coton upland des États-Unis ou sur le marché mondial du coton upland entre les campagnes de commercialisation de référence 2002 et 2005 (ou 2006). Les *mêmes* faits fondamentaux continuent d'exister. En conséquence, et parce que les arguments avancés par les États-Unis sont sans fondement, le Groupe spécial de la mise en conformité n'a aucune raison de s'écarter des constatations du Groupe spécial initial, telles que confirmées par l'Organe d'appel. La Loi FSRI de 2002 impose le versement de subventions au titre de prêts à la commercialisation pour chaque livre de coton upland cultivée aux États-Unis, *sans restriction*, si le cours mondial ajusté tombe au-dessous de 52 cents par livre.[149] Les exploitants savent que plus ils produiront de coton upland, plus ils recevront de subventions au titre de prêts à la commercialisation. Paradoxalement, la gestion de cette subvention implique que lorsque l'offre des États-Unis augmente considérablement et que les cours mondiaux baissent par ricochet, *encore plus* de subventions au titre de prêts à la commercialisation sont versées, ce qui perpétue le cycle des niveaux élevés de production.[150] Compte tenu de ce fait, il n'est pas surprenant que le Groupe spécial initial ait constaté ce qui suit: "[i]l ne fait pour nous *aucun doute* que les versements stimulent la production et les exportations et entraînent des cours du marché mondial inférieurs à ce qu'ils auraient été en leur absence".[151] En outre, le Groupe spécial initial a constaté que "le texte de la mesure indiqu[ait] que les versements [étaient] obligatoires, lorsqu'il exist[ait] certaines conditions sur le marché".[152] Le Brésil fait observer que pendant la campagne de commercialisation 2005, les subventions au titre de prêts à la commercialisation ont été supérieures de 41 pour cent à ce qu'elles avaient été pendant la campagne de commercialisation 2002.[153]

104. Les États-Unis répètent leur argument selon lequel le versement effectif de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques n'est pas pertinent et selon lequel seules les attentes comptent.[154] Comme le Brésil l'a démontré à maintes reprises[155], le versement effectif de ces subventions permet aux producteurs des États-Unis de recevoir des versements

[147] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphes 94 et 95, citant la déclaration orale du Brésil, paragraphe 55.

[148] Les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 ci-dessus répondent aux arguments figurant aux paragraphes 95 et 96 de la réponse à la question n° 53 c).

[149] Pour plus de détails sur le fonctionnement du programme de prêts à la commercialisation, *voir* la section 7.3.1 de la première communication écrite du Brésil ou *voir* 7 U.S.C. §7931(a) dans la pièce Bra-442 (7 U.S.C. §§ 7901-7939, Legal Information Institute, Cornell Law School, accessed July 2006 at: http://www.law.cornell.edu/uscode/).

[150] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1294 et 7.1295.

[151] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291.

[152] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1291.

[153] Première communication écrite du Brésil, tableau 6 du paragraphe 111, tel que modifié par les montants actualisés des subventions au titre de prêts à la commercialisation (*voir* les observations du Brésil du 16 mars sur la réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14) et par le montant actualisé des subventions anticycliques pour la campagne de commercialisation 2005 (*voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 40). *Voir aussi* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 69, paragraphe 99.

[154] *Voir* aussi les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 ci-dessus.

[155] *Voir* aussi les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 ci-dessus.

représentant 40 pour cent de la valeur marchande d'un produit de base très sensible aux prix.[156] L'expérience acquise par les exploitants de coton upland, qui ont reçu des subventions très élevées au fil des années parce que les prix réels étaient inférieurs aux prix de déclenchement, est un élément crucial qui fait partie du contexte dans lequel les exploitants des États-Unis établissent leurs attentes au sujet des revenus futurs provenant du marché et des programmes de subventions.[157] Cela n'a pas changé par rapport aux faits qui ont été portés à la connaissance du Groupe spécial initial et aux constatations formulées par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel.[158] L'analyse relative aux attentes réalisée par les États-Unis suppose de façon restrictive et à tort que les exploitants s'attendent à recevoir des subventions uniquement sur la base d'un prix attendu ferme et ne tient pas compte de la possibilité i) que les prix réels s'écartent de cette prévision et ii) que les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis garantissent le revenu contre de telles variations des prix volatils du coton upland.[159]

105. S'agissant des arguments des États-Unis concernant l'absence d'effets des subventions anticycliques[160], le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à la réfutation d'arguments similaires qu'il formule ci-dessous en réponse aux questions n° 56/57.

106. Les États-Unis soulèvent ensuite plusieurs nouveaux arguments (ou nouvelles variantes d'anciens arguments) et présentent de nouveaux éléments de preuve dans leur réponse à la question n° 53 c). En particulier, ils font valoir que "depuis l'entrée en vigueur de la Loi FSRI, pendant chaque campagne de commercialisation, il aurait été rationnel d'un point de vue économique que les exploitants de coton upland plantent du coton upland au lieu de laisser leurs terres en jachère parce qu'ils s'attendaient à ce que, même en l'absence des versements des pouvoirs publics, les revenus provenant du marché pour le coton upland soient plus que suffisants pour couvrir les coûts variables".[161]

107. Cette affirmation est fondamentalement erronée pour plusieurs raisons. Premièrement, le Brésil n'a jamais indiqué que la totalité, ou même la plupart, de la superficie de coton upland serait laissée en jachère en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques. L'analyse hypothétique présentée au présent Groupe spécial de la mise en conformité a trait à la question de savoir si, en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques, la superficie de coton upland diminuerait. La question de savoir si cette terre serait laissée en jachère ou serait consacrée à la production de cultures de remplacement qui continuaient de bénéficier de subventions des États-Unis, comme le maïs, les fèves de soja, le blé et le riz, n'est pas pertinente pour cette évaluation.

108. Par ailleurs, contrairement à ce que les États-Unis affirment, il n'est pas rationnel d'un point de vue économique de planter du coton upland campagne après campagne à moins que les producteurs ne puissent couvrir leur coût *total*, et pas seulement les coûts *variables*. Le Groupe spécial initial a reconnu ce fait lorsqu'il a constaté ce qui suit: "[n]ous sommes d'avis que l'existence de l'écart susmentionné entre le coût de production total et les revenus provenant du marché des producteurs de coton upland, d'une part, et l'effet des subventions, d'autre part, devait soutenir un niveau de production plus élevé que celui qui aurait existé en l'absence des subventions des États-Unis qui sont en cause".[162] Le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse du

[156] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 111 à 113 et tableau 6.
[157] *Voir* les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 ci-dessus.
[158] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1290 à 7.1303.
[159] *Voir* les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 51 ci-dessus.
[160] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphe 97.
[161] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphe 98.
[162] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1354.

2 avril à la question n° 71 pour une analyse des raisons pour lesquelles le coût total, en plus des coûts variables, est très pertinent pour les décisions en matière de plantation.[163]

109. De plus, un grand nombre d'exploitants de coton upland ne peuvent *pas* couvrir leurs coûts de production *variables* à l'aide des seuls revenus provenant du marché et de nombreux exploitants de coton upland ne s'attendent pas non plus à pouvoir le faire au moment de la plantation.[164] Le nombre d'exploitants de coton upland qui ne peuvent pas couvrir leurs coûts de production variables dépend des coûts qui sont considérés comme étant variables.[165] Ainsi qu'il est expliqué dans la déclaration orale du Brésil, la question de savoir si un coût est variable ou non dépend de la période considérée.[166]

110. Cela dit, en plus de la période à l'examen, la classification des éléments de coûts dépend de la nature de l'examen hypothétique. Dans le présent différend, le Groupe spécial de la mise en conformité est chargé d'examiner l'effet de l'élimination permanente d'une source majeure de revenu pour les producteurs de coton upland.[167] Cette question est fondamentalement différente de l'examen des effets des fluctuations annuelles des niveaux des prix du marché. L'examen hypothétique concernant l'élimination permanente des subventions nécessite l'inclusion dans une analyse des décisions en matière de plantation de coûts qui ne seraient peut-être pas toujours inclus lors d'une évaluation des décisions en matière de plantation reposant uniquement sur des fluctuations des prix annuelles limitées. À titre d'exemple, si l'on s'attendait à ce qu'une baisse des prix soit isolée (c'est-à-dire qu'elle ne dure qu'une seule année), un exploitant serait plus disposé à poursuivre sa production même s'il ne pouvait pas couvrir entièrement le coût d'opportunité de la main-d'œuvre et de la terre et des équipement spéciaux. Toutefois, s'il savait qu'en raison de la suppression d'un programme des pouvoirs publics, une source de revenu représentant un taux de subventionnement *ad valorem* moyen de 40 pour cent serait perdue de manière permanente, aucun exploitant rationnel ne continuerait de planter du coton upland à moins qu'il ne puisse couvrir les frais d'exploitation, le coût de la terre et celui de la main-d'œuvre. L'exploitant réorienterait plutôt sa production vers d'autres cultures ou louerait probablement sa terre à d'autres exploitants agricoles. En d'autres termes, la réaction du producteur au niveau de l'offre serait plus grande si la réduction des subventions était pleinement anticipée et permanente.[168]

111. Les États-Unis allèguent ensuite qu'"au cours de chacune des campagnes pendant lesquelles la Loi FSRI était en vigueur, les modifications de la superficie plantée des États-Unis ont été conformes à celles que l'on se serait attendu à observer s'il n'y avait pas eu de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, et si les exploitants des États-Unis avaient fondé leurs décisions en matière de plantation uniquement sur les signaux des prix du marché et sur d'autres considérations pertinentes pour les plantations et la production".[169] Cette affirmation repose sur une analyse erronée par les États-Unis des décisions en matière de plantation de coton upland. Il apparaît

[163] *Voir* aussi les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 ci-dessous.

[164] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 254 à 283.

[165] Les États-Unis ne considèrent pas que le coût de la main-d'œuvre non rémunérée, le coût de la terre ou les frais d'amortissement sont des coûts variables, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 324 à 332. Le Brésil considère que ces coûts sont entièrement ou en partie variables, *voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 254 à 283.

[166] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 87 et 88.

[167] *Voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 73; et la première communication écrite du Brésil, annexe I.

[168] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, annexe I, paragraphe 11. Le Brésil fait également observer qu'il répond aux autres arguments des États-Unis concernant le coût de production dans ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 ci-dessous.

[169] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphe 99.

que la nouvelle analyse des États-Unis a été conçue pour rendre le coton upland apparemment plus intéressant par rapport au maïs et aux fèves de soja qu'il ne l'était effectivement.[170]

112. Le premier grand défaut de l'analyse des États-Unis est la manière dont ils calculent les prix du marché attendus (à savoir le prix agricole). Ils obtiennent ce prix en appliquant une "base" (ou une réduction) au prix de clôture moyen entre janvier et mars du contrat *à terme* au moment de la récolte. Par exemple, les États-Unis réduisent le prix à terme pour les fèves de soja et le maïs de 0,14 dollar et les prix à terme pour le coton upland de 0,05 dollar par livre.[171] Les États-Unis mentionnent un site Web de l'USDA à l'appui de leur "base" pour le maïs, les fèves de soja et le coton upland.[172] Cependant, le site Web vaut uniquement pour les fèves de soja, le maïs et le blé mais pas pour le coton upland.[173] Les États-Unis ne fournissent donc aucune explication ni aucune donnée qui justifie pourquoi leur base de 0,05 dollar par livre est appropriée.

113. Les États-Unis vantent beaucoup l'analyse du FAPRI dans leur critique répétée du modèle de M. Sumner mais ils rejettent l'utilisation par le Brésil des prix prévus publiés dans les prévisions de base du FAPRI. Ils n'expliquent toutefois pas pourquoi les prix prévus du FAPRI ne devraient pas être utilisés. Ils n'expliquent pas non plus pourquoi il faudrait que le Groupe spécial de la mise en conformité constate qu'il devrait adopter les prix calculés par les États-Unis aux fins du présent litige – qui ne sont pas étayés par la source citée par les États-Unis – parce que supérieurs aux prévisions de prix publiées du FAPRI. (Le Brésil fait observer que la loi interdit à l'USDA de publier ses propres prévisions de prix pour le coton upland.)

114. Ainsi qu'il a été indiqué, l'examen par le Brésil des attentes en matière de cultures de remplacement se fonde sur des prix prévus par le FAPRI et publiés dans ses données de base pendant la période de plantation.[174] Les différences entre ces prix prévus par le FAPRI et les prix construits par les États-Unis sont très importantes pour la plupart des campagnes de commercialisation et surtout pour celles qui sont essentielles à l'évaluation du Groupe spécial de la mise en conformité. Le tableau ci-dessous indique les prix attendus pour le coton upland selon les deux approches:

Tableau 2 – Prix attendus pour le coton upland[175]

	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**
Nouveaux prix attendus des États-Unis	0,38	0,54	0,62	0,48	0,54	0,54
Prix attendus du FAPRI	0,39	0,47	0,57	0,44	0,48	0,53

[170] Le Brésil fait observer qu'il est impossible de vérifier bon nombre des nouveaux renseignements présentés par les États-Unis. La pièce US-139, qui contient l'analyse des États-Unis, n'a pas été communiquée électroniquement et il s'avère que bon nombre des renseignements ne soit pas à la disposition du public. L'analyse du Brésil, en revanche, a été établie sur la base de renseignements à la disposition du public et a été communiquée au Groupe spécial et aux États-Unis en format électronique.

[171] Observations des États-Unis sur l'exposé oral du Brésil, annexe I, section 1 "Prix du marché attendus".

[172] Observations des États-Unis sur l'exposé oral du Brésil, annexe I, section 1 "Prix du marché attendus".

[173] *Voir* http://www.ers.usda.gov/Data/PriceForecast/, consulté en avril 2007.

[174] Le Brésil a utilisé les prévisions de prix établies par le Bureau du budget du Congrès pour la campagne de commercialisation 2007 parce que les prévisions correspondantes du FAPRI n'étaient pas encore disponibles. *Voir* la pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns).

[175] *Voir* les prix attendus pour le coton upland dans la pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns) et la pièce US-139 (Data Supporting Expected Market Returns Above Variable Costs Chart).

115. Le biais de la nouvelle analyse des États-Unis devient apparent lors de l'application de ces deux ensembles de prix. Lorsque les prix prévus par le FAPRI sont introduits dans l'analyse des décisions en matière de plantation aux États-Unis, le coton upland n'est plus la culture dont la plantation est la plus avantageuse lors de n'importe quelle campagne de commercialisation hormis la campagne 2004.[176] En d'autres termes, la correction de ce seul défaut dans l'analyse des États-Unis réduit à néant leur affirmation selon laquelle les "modifications de la superficie plantée des États-Unis ont été conformes à celles que l'on se serait attendu à observer".[177] Étant donné l'absence d'un *quelconque* élément de preuve étayant la "base" des États-Unis pour le coton upland de 0,05 dollar par livre, rien ne permet au Groupe spécial de la mise en conformité d'en accepter l'utilisation.

116. Un autre défaut important dans l'analyse par les États-Unis des décisions en matière de plantation a trait à la manière dont les États-Unis établissent les rendements attendus. Première erreur dans leur analyse des rendements, les États-Unis surestiment à tort les rendements attendus en se fondant sur des rendements par acre *récoltée*[178], alors que l'analyse des décisions en matière de plantation devrait reposer sur les rendements attendus par acre *plantée*.[179] La correction de cette erreur réduirait les rendements attendus (et les revenus attendus du marché) de 12 pour cent en moyenne par année.[180]

117. Les États-Unis construisent également indûment des prévisions de rendements en se fondant sur une analyse de régression linéaire des rendements réels par acre récoltée pour les campagnes de commercialisation 1995-2006.[181] En d'autres termes, ils établissent des rendements prévus pour la campagne de commercialisation 2003, par exemple, en tenant compte de renseignements concernant les rendements réels pendant les campagnes de commercialisation 2004-2005 et en présumant que les exploitants ont pleinement anticipé les rendements record enregistrés pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005.[182] Un examen des données de base annuelles de l'USDA rendues publiques avant les périodes de plantation des campagnes de commercialisation 2002 à 2007 confirme que l'USDA n'a pas prévu que les rendements augmenteraient autant qu'ils l'ont fait. Les producteurs de coton upland des États-Unis auraient moins été en mesure de le prévoir.

---

[176] Comparer les dépenses nettes attendues figurant dans la pièce US-139 (Data Supporting Expected Market Returns Above Variable Costs Chart, p. 1).

[177] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphe 99.

[178] *Voir* la pièce US-139 (Data Supporting Expected Market Returns Above Variable Costs Chart, p. 20). Par souci de commodité, le Brésil reproduit les calculs des rendements faits par les États-Unis, avec des renvois à ces calculs, dans la pièce Bra-688 (Expected Upland Cotton Yields).

[179] Les données de l'USDA relatives au coût de production spécifient clairement que les rendements sont exprimés en acres plantées et non en acres récoltées. *Voir*, par exemple, la pièce Bra-475 (U.S. Cotton Producers Costs and Returns Per Planted Acre, Excluding Government Payments, Economic Research Service, USDA, accessed October 2006 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/testpick.htm).

[180] Les États-Unis ont fourni très peu de documents justifiant la manière dont ils ont construit leur "équation de tendance linéaire" des rendements attendus dans la pièce US-139 (*voir* les observations des États-Unis sur l'exposé oral du Brésil, annexe I). Pour faciliter la vie du Groupe spécial, le Brésil a reconstruit le calcul des États-Unis en utilisant aussi bien les rendements par acre récoltée que les rendements par acre plantée dans la pièce Bra-688 (Expected Upland Cotton Yields).

[181] *Voir* la pièce US-139 (Data Supporting Expected Market Returns Above Variable Costs Chart, p. 20). Par souci de commodité, le Brésil reproduit les calculs des rendements faits par les États-Unis, avec des renvois à ces calculs, dans la pièce Bra-688 (Expected Upland Cotton Yields).

[182] En revanche, le Brésil a utilisé une moyenne triennale mobile des rendements par acre plantée effectivement obtenus dans les exploitations figurant dans l'étude des coûts effectuée par l'USDA. *Voir* la pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns).

Tableau 3 – Prévisions de rendements établies par l'USDA[183]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Rendement par acre plantée					
Prévision de base de l'USDA pour 2002	**572**	577	578	579	579	581
Prévision de base de l'USDA pour 2003		**574**	579	581	581	582
Prévision de base de l'USDA pour 2004			**587**	589	590	591
Prévision de base de l'USDA pour 2005				**612**	612	616
Prévision de base de l'USDA pour 2006					**699**	706
Prévision de base de l'USDA pour 2007						**725**
Rendement réel	**579**	**643**	**806**	**799**	**668**	**s.o.**
Supérieur à la prévision de l'USDA (en pourcentage)	1%	12%	37%	31%	-4%	s.o.
Rendement utilisé par les États-Unis dans leur analyse	**723**	**745**	**766**	**788**	**809**	**831**
Supérieur à la prévision de l'USDA (en pourcentage)	26%	30%	31%	29%	16%	15%

118. Le tableau 3 indique que les *prévisions* de rendements du coton upland établies par l'USDA pour la campagne de commercialisation suivante étaient sensiblement inférieures aux rendements *effectifs* obtenus lors de chaque campagne. Bien entendu, il est impossible que les exploitants prévoient aussi bien les conditions climatiques que leurs rendements. Et il est irrationnel de la part des États-Unis de supposer maintenant que les exploitants des États-Unis, mais pas l'USDA, avaient anticipé les augmentations spectaculaires de rendement enregistrées pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005. Le tableau 3 indique également que les rendements utilisés par les États-Unis dans leur analyse des décisions en matière de plantation ont sensiblement surestimé les attentes des exploitants de coton upland. Les rendements utilisés par les États-Unis dans leur analyse sont, en moyenne, de 24 pour cent supérieurs aux prévisions de base de l'USDA. La correction de ce défaut dans l'analyse des États-Unis contredit encore une fois les conclusions des États-Unis selon lesquelles les "modifications de la superficie plantée des États-Unis ont été conformes à celles que l'on se serait attendu à observer."[184]

119. En somme, la nouvelle analyse par les États-Unis des décisions en matière de plantation est fondée sur des affirmations non étayées qui conduisent à une conclusion biaisée et axée sur un résultat visant à faire valoir que des subventions subordonnées aux prix et impératives représentant 40 pour cent de la valeur marchande d'un produit de base n'ont aucun effet sur la production. Cette analyse devrait être rejetée par le Groupe spécial de la mise en conformité.

120. Comme le Brésil l'a démontré dans sa propre analyse, une évaluation correcte des décisions des producteurs de coton upland des États-Unis en matière de plantation démontre qu'en l'absence de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques, il aurait été

[183] Les prévisions de base de l'USDA proviennent de la pièce Bra-635 (2002-2007 USDA Agricultural Baseline Projections). Les rendements réels proviennent de la pièce Bra-562 (Cotton and Wool Situation Outlook and Yearbook, USDA, November 2006, Table 2, available at: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS-yearbook/CWS-yearbook-11-21-2006.pdf). Les rendements utilisés par les États-Unis dans leur analyse des décisions en matière de plantation proviennent de la pièce US-139.

[184] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphe 99.

rationnel pour eux, d'un point de vue économique, de passer à la production de cultures de remplacement lors de presque chaque campagne.[185]

121. Enfin, même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que l'analyse erronée des États-Unis démontre que les décisions des exploitants de coton upland des États-Unis en matière de plantation évoluent généralement dans le sens même dans lequel on pourrait s'attendre à ce qu'elles évoluent compte tenu des signaux du marché, l'analyse des États-Unis ne réfute pas la constatation fondamentale du Groupe spécial initial selon laquelle ces subventions "atténuent" les réactions des producteurs des États-Unis. L'analyse des États-Unis ne démontre *pas* que la mesure dans laquelle les producteurs des États-Unis ont modifié leurs plantations de coton upland est compatible avec la mesure dans laquelle les producteurs de coton upland des États-Unis auraient modifié leurs plantations *en l'absence* des subventions.

122. Le Groupe spécial a constaté, et le Brésil démontre avec des éléments de preuve actualisés, que les réactions des producteurs de coton upland aux signaux du marché étaient atténuées mais pas complètement étouffées. L'élimination de subventions représentant en moyenne 40 pour cent de la valeur marchande du coton upland et couvrant en moyenne 29 pour cent du coût total pendant toute la durée d'application de la Loi FSRI de 2002 causerait une modification importante de la superficie au profit d'autres utilisations qui procurent maintenant des recettes nettes supérieures. Le Brésil rappelle à nouveau que la question dont est saisi le Groupe spécial de la mise en conformité n'est pas de savoir si le *sens* général de l'évolution de la superficie plantée des États-Unis est corrélée à celui du revenu attendu du coton upland et d'autres cultures. La question dont est saisi le Groupe spécial de la mise en conformité est de savoir si la superficie de coton upland des États-Unis serait inférieure et le cours du marché mondial supérieur en l'absence des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Un des éléments de preuve pertinents concernant les effets de ces subventions est le fait que leur effet de stabilisation des revenus atténue les réactions des producteurs de coton upland des États-Unis aux signaux des cours du marché.

54. Les États-Unis pourraient-ils indiquer si et, dans l'affirmative, pourquoi ils estiment que le présent Groupe spécial ne devrait pas s'appuyer sur les constatations et l'analyse du Groupe spécial initial concernant les effets sur la production et les exportations des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques? Veuillez formuler des observations, en particulier, sur les paragraphes 7.1291, 7.1295, 7.1302, 7.1349 et 7.1353 du rapport du Groupe spécial.

123. Dans leur réponse, les États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité de réexaminer les constatations du Groupe spécial initial concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques. Ces constatations adoptées devraient être suivies par le Groupe spécial de la mise en conformité. Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel antérieurs adoptés suscitent chez les Membres de l'OMC des "attentes légitimes" et devraient être pris en compte par les groupes spéciaux lorsqu'ils sont pertinents pour la résolution d'un différend.[186]

124. Cela est particulièrement valable dans une affaire où les questions et les faits dont est saisi le groupe spécial sont les mêmes que ceux qui ont été examinés précédemment par l'Organe d'appel. Dans une telle situation, il n'est "pas seulement approprié" que le groupe spécial suive les conclusions

[185] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 63 à 78 et les observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, paragraphes 13 à 27. Comme le Brésil l'a expliqué dans ses observations sur les déclarations orales des États-Unis, l'utilisation du coût total ou des coûts variables ne change pas l'attrait relatif de la production de coton upland par rapport à celle du maïs ou des fèves de soja.

[186] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.

antérieures de l'Organe d'appel mais on "attend" de lui qu'il le fasse.[187] S'agissant d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, en particulier, l'Organe d'appel a indiqué que "les procédures au titre de l'article 21:5 ne se déroul[aient] pas isolément mais [faisaient] partie d'une "*suite d'événements*"".[188] Il a fait observer qu'"on pourrait avoir des doutes au sujet de la *nature objective* de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si, s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait *s'écarter* du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants".[189] Le Groupe spécial de la mise en conformité chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Jeux (21:5)* a indiqué qu'"[u]ne réévaluation, dans une procédure de la mise en conformité, d'une question qui [avait] déjà été tranchée dans une procédure initiale dans un rapport adopté, même lorsque le défendeur [avait] employé de meilleurs arguments sans qu'il y ait eu de changement pertinent pour les faits sous-jacents au cours de la période intermédiaire, serait contraire au règlement rapide des différends".[190] Les États-Unis n'ont pas le droit de revenir sur une question qui a été résolue définitivement aux fins du présent différend.

125. En fait, le Brésil rappelle que les éléments de preuve concernant la nature des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques n'ont pas changé, que leur importance a été encore plus grande pendant la campagne de commercialisation 2005 que l'importance évaluée par le Groupe spécial initial pour la campagne de commercialisation 2002 et que les conditions de concurrence sur le marché mondial du coton upland n'ont pas changé d'une manière fondamentale depuis l'évaluation effectuée par le Groupe spécial initial. En conséquence, rien ne permet aux États-Unis de faire valoir que le Groupe spécial de la mise en conformité devrait passer outre les constatations du Groupe spécial initial, telles que confirmées par l'Organe d'appel, et/ou les infirmer. Le Brésil répond aux arguments spécifiques soulevés par les États-Unis en réponse à la présente question dans le cadre de ses observations sur d'autres réponses des États-Unis. Plus particulièrement:

- S'agissant des arguments des États-Unis concernant les effets sur la production des subventions au titre de prêts à la commercialisation[191], le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 53 ci-dessus.

- S'agissant de la question des effets sur la production des versements anticycliques soutenant la production de coton upland, le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 53 ci-dessus et sur la réponse des États-Unis aux questions n° 56/57 ci-dessous.[192]

- S'agissant des questions relatives au coût de production soulevées par les États-Unis en réponse à la présente question[193], le Brésil renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 ci-dessous.

---

[187] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG*, paragraphe 188.

[188] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (21:5)*, paragraphe 121. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

[189] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 103. (pas d'italique dans l'original)

[190] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux (article 21:5)*, paragraphe 6.53.

[191] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 54, paragraphes 108 à 110.

[192] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 54, paragraphes 111 à 115.

[193] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 54, paragraphes 117 à 120.

56. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Que répondent-ils aux critiques du Brésil selon lesquelles aucun de ces travaux n'a porté spécifiquement sur les effets sur le coton upland des versements anticycliques au titre de la Loi FSRI de 2002? (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 120)

57. Les États-Unis ont présenté les études de Lin et Dismukes (pièce US-34) et de Westcott (pièce US-35) à titre d'exemples de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production.

a) N'est-il pas plus juste de qualifier l'étude de Lin et Dismukes de simulation des effets possibles des versements anticycliques sur la production plutôt que d'étude sur l'incidence réelle des versements étant donné qu'elle n'estime pas statistiquement l'effet des versements réels (qui n'ont commencé qu'en 2002) sur la production culturale? (Veuillez vous référer aux pages 9 à 12 du document où sont décrites les données, couvrant la période allant de 1991 à 2001, utilisées pour l'étude.)

b) Que répondent les États-Unis à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'étude de Westcott n'offre aucun nouvel élément de preuve empirique et constitue plutôt une analyse qualitative, très semblable à celle qui avait été présentée au Groupe spécial initial (voir le paragraphe 128 de la réfutation du Brésil)?

126. Le Brésil présente ci-dessous des observations groupées sur les réponses des États-Unis aux questions n° 56 et 57.

127. Les États-Unis font valoir que depuis la procédure initiale, "un certain nombre d'études ont été menées sur les effets du programme [de versements anticycliques]".[194] Cette déclaration est erronée en ce qui concerne les versements anticycliques pour le coton upland. Aucune étude empirique n'a examiné spécifiquement les effets des versements anticycliques sur la production de coton upland et les États-Unis ont mentionné une étude empirique sur les effets généraux des versements anticycliques.[195] Ainsi qu'il a été indiqué par le Groupe spécial de la mise en conformité à la question n° 57 a), cette étude, menée par Lin et Dismukes, est une simulation des effets possibles des versements anticycliques sur la production plutôt qu'une étude sur l'incidence réelle des subventions. La pénurie d'études, que laisse entendre la question du Groupe spécial de la mise en conformité, est due au fait que le programme est relativement nouveau. Toutefois, l'absence d'études spécifiques ne permet pas aux États-Unis de faire valoir que le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de démontrer qu'il existait toujours un fort lien positif, comme l'a constaté le Groupe spécial initial, entre les versements anticycliques et la production de coton upland aux États-Unis.

128. En se fondant sur un examen de la structure, de la conception et de la gestion du programme, le Groupe spécial initial a constaté que les versements anticycliques avaient contribué au préjudice grave.[196] Comme le Brésil l'a indiqué, les quelques études qui ont été réalisées depuis étayent la constatation selon laquelle les subventions anticycliques contribuent au préjudice grave.[197]

---

[194] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 56, paragraphe 123.

[195] Le Brésil a également mentionné une étude réalisée par McIntosh, Shrogren et Dohlman sur les effets des versements anticycliques qui a conclu que les subventions anticycliques avaient une incidence importante sur la production. *Voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 64.

[196] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1301 et 7.1302.

[197] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 167 à 185; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 69, 70 et 119 à 123 ou pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments), paragraphes 42 à 47.

129. Comme M. Sumner l'a expliqué, il y a au moins cinq mécanismes essentiels par le biais desquels les versements anticycliques sont susceptibles d'affecter la production.[198] L'étude de Lin et Dismukes n'a examiné que deux de ces mécanismes.[199] En outre, l'étude a examiné uniquement les subventions anticycliques accordées pour le maïs, le blé et les fèves de soja dans le Middle West. Dans sa réponse du 2 avril aux questions n° 64 et 65, le Brésil a donné plusieurs raisons pour lesquelles les subventions anticycliques pour le coton upland devraient avoir des effets beaucoup plus importants sur la production que les subventions anticycliques accordées pour ces cultures de plein champ dans le Middle West.[200] Par souci de commodité, le Brésil regroupe ces facteurs dans le tableau ci-après, qui compare les subventions anticycliques pour le coton upland aux subventions anticycliques accordées pour les cultures de plein champ dans le Middle West qui sont communément étudiées.

Tableau 4 – Comparaison des versements CCP pour le coton et des versements CCP pour les fèves de soja, le maïs et le blé dans le Middle West

	Coton upland	Fèves de soja, maïs et blé dans le Middle West
Fréquence des subventions CCP[201]	• Chaque campagne visée par la Loi FSRI • Versements CCP maximums lors de trois des quatre campagnes	• Aucun versement CCP pour le blé • Aucun versement CCP pour les fèves de soja • Versements CCP pour le blé lors de deux des quatre campagnes; subventions inférieures à leur maximum pour ces deux campagnes
Montant maximum des versements[202]	• Versement CCP de 75 $ par acre (19% du prix d'objectif)	• Versement CCP pour le maïs de 39 $ par acre (15% du prix d'objectif) • Versement CCP pour le blé de 20 $ par acre (17% du prix d'objectif) • Versement CCP pour les fèves de soja de 10 $ par acre (6% du prix d'objectif)
Versements CCP maximums et coûts de production[203]	• 14% des coûts de production	• Maïs: 10% du coût de production • Blé: 10% des coûts de production • Fèves de soja: 4% des coûts de production
Cultures de remplacement	• Arachides, riz, maïs, fèves de soja, foin, sorgho, fruits, légumes, melons et riz sauvage	• Très peu de cultures de remplacement • Dans de nombreuses régions, on plante exclusivement du maïs et des fèves de soja
Élasticités de l'offre	• Grandes élasticités de l'offre	• Faibles élasticités de l'offre

[198] Ces mécanismes comprennent la réduction du risque associé à la variabilité des prix, l'accroissement de l'investissement grâce à des effets de richesse, la réduction de l'aversion pour le risque grâce à des effets de richesse, la réduction des choix en matière de production à cause de restrictions en matière de plantation, et l'augmentation des incitations à planter en raison de l'actualisation de la superficie de base. *Voir* "Analyse des effets des subventions des États-Unis pour le coton upland sur les prix et les quantités de coton upland par Daniel A. Sumner", première communication écrite du Brésil, annexe I, paragraphes 59 à 64.

[199] À savoir la réduction du risque associé à la variabilité des prix et la réduction du risque grâce à des effets de richesse. *Voir* la pièce Bra-659 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Arguments, para.)

[200] Réponse du Brésil du 2 avril aux questions n° 64 et 65.

[201] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).

[202] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).

[203] Comparer la pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007) à la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphe 101.

130. Comme il est démontré au tableau 4, les subventions anticycliques pour le coton upland sont plus élevées et versées beaucoup plus fréquemment que les subventions anticycliques pour les principales cultures de plein champ dans le Middle West. En outre, les subventions anticycliques couvrent une plus grande partie des coûts de production du producteur de coton upland qu'elles ne le font pour les fèves de soja, le maïs et le blé. Il découle de ces différences fondamentales que les effets des subventions anticycliques pour le coton upland sont plus importants qu'ils ne le sont pour les principales cultures de plein champ dans le Middle West. La possibilité de pratiquer des cultures de remplacement est une autre raison importante pour laquelle les versements anticycliques pour le coton upland ont des effets plus importants sur la superficie et la production qu'ils n'en ont pour le maïs, le blé et les fèves de soja. La superficie de coton upland peut être réorientée plus facilement vers d'autres cultures et se caractérise donc par une plus grande élasticité de l'offre par rapport aux fèves de soja, au maïs et au blé. Ces différences ont pour effet collectif d'augmenter considérablement la capacité des versements anticycliques pour le coton upland de réduire le risque associé à la variabilité des prix et, en définitive, d'augmenter l'offre par rapport aux versements anticycliques pour les fèves de soja, le maïs et le blé.

131. Pour toutes ces raisons, les subventions anticycliques pour le coton upland réduisent grandement le risque qu'il y a à produire du coton upland. Toutefois, elles le font uniquement lorsque le coton upland est cultivé sur une base de coton upland car c'est uniquement dans ce cas qu'existe l'effet de stabilisation des revenus résultant de la combinaison des revenus provenant du marché pour le *coton upland* et des subventions anticycliques subordonnées aux prix accordées pour le *coton upland*. C'est la raison pour laquelle la grande majorité du coton upland des États-Unis est cultivée sur une base de coton upland.

132. Les études mentionnées par les États-Unis n'examinent pas et ne peuvent pas examiner cette question cruciale parce que les données sur la base et les plantations de coton upland ne sont pas disponibles dans le domaine public.[204] Cependant, ces renseignements étaient à la disposition du Groupe spécial initial et les mêmes données sont à la disposition du Groupe spécial de la mise en conformité. En se fondant sur les données dont il disposait, le Groupe spécial initial a rejeté à juste titre la tentative des États-Unis de faire valoir que les versements anticycliques étaient "découplés" de la production.[205] En revanche, il a constaté l'existence d'un "lien fortement positif"[206] entre les producteurs antérieurs de coton upland recevant des subventions anticycliques pour le coton upland et les producteurs *actuels* de coton upland. Il a également constaté que ces subventions permettaient aux producteurs des États-Unis de continuer de cultiver le coton upland parce qu'elles contribuaient grandement à couvrir le coût de production total.[207] Aucune des études sur les subventions anticycliques n'examine ces données cruciales.

133. En réponse à cette constatation, les États-Unis allèguent maintenant que le fait que 96 pour cent du coton upland des États-Unis est produit dans des exploitations ayant une superficie de base de coton upland[208] ne devrait pas être surprenant parce que le coton upland était cultivé antérieurement et

---

[204] *Voir*, par exemple, la tentative infructueuse du Brésil d'obtenir ces données par le biais d'une demande au titre de la Loi sur la liberté de l'information. *Voir* la pièce Bra-689 (Freedom of Information Act Rejection Letter).

[205] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.634 à 7.647.

[206] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.6377.1362.

[207] Le Groupe spécial initial a indiqué que "les producteurs de coton upland des États-Unis n'auraient pas été capables, du point de vue économique, de rester dans la production de coton upland sans les subventions des États-Unis en cause et que les subventions avaient pour effet de permettre aux producteurs des États-Unis de vendre du coton upland à un prix inférieur à celui qui aurait été autrement nécessaire pour couvrir leur coût total". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1353.

[208] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, tableau 3, paragraphe 157. Les résultats proviennent de la première communication écrite des États-Unis, tableau figurant au paragraphe 224.

continue d'être cultivé aujourd'hui sur des terres particulièrement adaptées au coton upland.[209] Or, c'est précisément ce sur quoi s'est fondé le Groupe spécial initial pour constater que les versements anticycliques par acre élevés pour le coton upland étaient liés à la production *actuelle* de coton upland.[210] En admettant cela, les États-Unis confirment que lorsque le Congrès a fixé des versements par acre très élevés pour la superficie de base de coton upland, il l'a fait avec l'intention que les versements soient utilisés pour permettre aux producteurs de coton upland de couvrir leurs coûts de production élevés. C'est exactement ce que le Conseil national du coton avait demandé avant la Loi FSRI de 2002.[211] Le Congrès n'accorderait pas aux producteurs antérieurs de coton des subventions anticycliques qui sont *sept* fois plus élevées par acre que celles qui sont accordées aux producteurs antérieurs de fèves de soja s'il pensait que les producteurs de coton upland cultiveraient des fèves de soja.[212]

134. Ainsi, la structure, la conception et la gestion des subventions anticycliques visent spécifiquement à permettre aux exploitants qui avaient antérieurement planté du coton upland à coût élevé de continuer de planter du coton upland. C'est exactement ce qui s'est produit. Presque tout (96 pour cent) le coton upland continue d'être cultivé dans des exploitations qui ont une superficie de base de coton upland.[213] Ces exploitants savent que la subvention anticyclique sera versée si le prix reçu par le producteur des États-Unis tombe au-dessous du prix d'objectif de 72,4 cents par livre. Et l'exploitant de coton upland moyen des États-Unis a couvert 10 pour cent de son coût de production total grâce aux versements anticycliques pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002.[214] Ces éléments de preuve, et non les études sur les subventions anticycliques accordées pour d'autres cultures, démontrent le lien qui existe entre les subventions anticycliques, les plantations et l'offre de coton upland des États-Unis et les cours du marché mondial.

58. Les États-Unis ont indiqué que le principal facteur à prendre en considération pour évaluer la décision d'un exploitant de cultiver du coton upland était le point de savoir si l'exploitant couvrait ses coûts variables de production. À cet égard, ils ont présenté des estimations des coûts et des recettes concernant le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2005 (pièce US-47). Le Brésil a contesté l'absence de certains éléments – le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement – dans les calculs des coûts variables effectués par les États-Unis. En réponse, les États-Unis ont indiqué avoir fondé leur décision de ne pas inclure ces éléments dans leurs calculs sur le Commodity Costs and Returns Estimation Handbook (pièce US-88) élaboré par un groupe de travail de l'Association économique agricole américaine. Toutefois, le Groupe de travail qui a élaboré le guide n'utilise pas les catégories coûts "fixes" ou "variables" et en fait recommande que les notions microéconomiques de coûts fixes et de coûts variables ne soient pas utilisées pour l'établissement et la communication d'estimations des coûts et des recettes. Il est dit ce qui suit à la page 2-67 du guide:

> Le Groupe de travail recommande donc que les coûts soient classés uniquement selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs physiques. En général, il conviendrait d'éviter de répartir les coûts en catégories telles que coûts fixes et coûts variables pour établir des estimations des coûts et des recettes. Aux fins de l'établissement de telles estimations pour des entreprises données, le Groupe de travail recommande que tous les coûts de tous les biens fongibles soient imputés au

[209] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 54, paragraphe 115.
[210] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1362.
[211] Pièce Bra-109 (Testimony (Full) of Robert McLendon, Chairman, NCC Executive Committee, Before the House Agricultural Committee. National Cotton Council (NCC)).
[212] Pièce Bra-675 (Updated Program Crop Comparison, March 2007).
[213] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, tableau 3, paragraphe 157. Les résultats proviennent de la première communication écrite des États-Unis, tableau du paragraphe 224.
[214] *Voir* la pièce Bra-477 (U.S. Upland Cotton Costs and Returns).

groupe générique FRAIS D'EXPLOITATION et que tous les autres coûts soient imputés au groupe FRAIS GÉNÉRAUX IMPUTÉS.

Les États-Unis pourraient-ils préciser si les catégories "frais d'exploitation" et "frais généraux imputés" correspondent aux notions économiques de coûts fixes et variables? Plus particulièrement, les "charges d'exploitation" sont-elles ou non des coûts variables? Les États-Unis pourraient-ils indiquer si ces clarifications ou distinctions figurent dans le guide et, dans l'affirmative, à quel endroit?

135. Le Brésil se félicite du fait que les États-Unis ont reconnu que les frais d'exploitation sont différents des coûts variables.[215] Toutefois, cela étant, les États-Unis continuent d'estomper la distinction entre les deux. À titre d'exemple, ils allèguent que "le Brésil a essayé d'inclure en tant que "coût variable" ou "frais d'exploitation" des coûts concernant des facteurs qui n'étaient pas en fait "fongibles au cours d'une seule période définie" y compris le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre non salariée et les frais d'amortissement".[216]

136. Cette affirmation n'est pas compatible avec la reconnaissance antérieure par les États-Unis[217] du fait que les "frais d'exploitation" et les "coûts variables" sont des concepts économiques distincts. Elle est également incorrecte. Plus précisément, le Brésil n'estime pas que le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre non salariée et les frais d'amortissement sont des "frais d'exploitation". Il estime, toutefois, que ces coûts sont en tout ou en partie des "coûts variables".[218] L'approche du Brésil est entièrement compatible avec l'approche exposée de façon détaillée dans le Manuel de l'Association économique agricole américaine.

137. Le Brésil se félicite également du fait que les États-Unis ont reconnu que les "frais généraux imputés" différaient des "coûts fixes".[219] Les États-Unis critiquent ensuite l'inclusion par le Brésil des coûts fixes et/ou des coûts imputés (ou autres qu'en espèces) dans le coût total aux fins de ses analyses du coût de production et des décisions en matière de plantation.[220] Le Brésil répond à ces arguments dans ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 59 ci-dessous, en examinant d'une manière approfondie les questions relatives au coût de production et aux décisions en matière de plantations que les États-Unis ont soulevées dans leurs réponses du 2 avril aux questions.

59. Les États-Unis font valoir que les revenus provenant d'autres cultures et les revenus non agricoles doivent être pris en compte dans l'examen de l'incidence des coûts à long terme (et donc de la rentabilité à long terme) de la production de coton upland sur les décisions des exploitants de cesser de cultiver du coton. Pourquoi les États-Unis estiment-ils que ces éléments sont pertinents compte tenu de la décision du Groupe spécial initial selon laquelle le "revenu non agricole" n'est pas une considération juridiquement pertinente? (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1354, note de bas de page 1470) Veuillez répondre aux arguments avancés par le Brésil sur cette question aux paragraphes 249 à 253 de sa réfutation.

138. En réponse à une question limitée du Groupe spécial de la mise en conformité concernant les revenus provenant d'autres cultures et les revenus non agricoles, les États-Unis se sont lancés dans un long examen de la faillite des exploitations agricoles.[221] Ils n'ont pas compris la question du Groupe spécial de la mise en conformité.

---

[215] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 58, paragraphe 132.
[216] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 58, paragraphe 134. (non souligné dans l'original)
[217] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 58, paragraphe 133.
[218] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 254 à 283.
[219] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 58, paragraphe 136.
[220] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 58, paragraphes 135 et 136.
[221] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 137 à 142.

139. Contrairement à ce que disent les États-Unis dans leur réponse, le Brésil n'affirme pas que la principale question dont est saisi le présent Groupe spécial de la mise en conformité est de savoir si les exploitants de coton upland cesseraient toute activité agricole *en l'absence* des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques. Ainsi qu'il est indiqué dans la question n° 59, la question pertinente est plutôt de savoir si les exploitants cesseraient de "cultiver du coton", ou, en d'autres termes, s'ils arrêteraient de planter du coton upland. Les éléments de preuve présentés par le Brésil démontrent qu'une proportion importante d'exploitants de coton upland des États-Unis cesserait de produire du coton upland.[222]

140. Bien entendu, tout au long de la présente procédure, les États-Unis ont fait abstraction de l'écart de 12,4 milliards de dollars qui s'est creusé au cours des sept dernières années entre le coût de production total des producteurs de coton upland et les recettes provenant du marché. Après avoir souligné l'importance des coûts de l'ensemble de l'exploitation agricole[223], les États-Unis se sont appuyés sur les données relatives aux coûts et aux recettes pendant la campagne de commercialisation 2003, au cours de laquelle les prix ont été élevés[224], pour finir par critiquer les propres données de l'USDA sur le coût de production.[225] Toutefois, aucun de ces arguments, pris individuellement ou collectivement, n'explique comment une branche de production qui aurait perdu 12,4 milliards de dollars en l'absence de subventions au cours des sept dernières années[226] est viable sur le plan économique.

a) Les coûts de l'ensemble de l'exploitation agricole ne sont pas pertinents

141. L'argument des États-Unis selon lequel les coûts de l'ensemble de l'exploitation agricole sont pertinents pour les décisions en matière de production de coton upland[227] n'est tout simplement pas logique. Pourquoi un exploitant procéderait-il à un subventionnement croisé de la production de coton upland – subventionnant de fait les acheteurs étrangers de coton upland des États-Unis ayant un bas prix/coût élevé – grâce aux revenus provenant d'autres cultures ou aux revenus non agricoles? Les États-Unis n'ont pas répondu à cette question. Ils mettent plutôt l'accent sur des études qui concluent que les exploitants complètent de plus en plus leurs revenus au moyen d'un travail non agricole.[228] Le Brésil ne conteste pas ces études ou cette tendance. Toutefois, le fait que les exploitations de coton upland des États-Unis tirent des revenus de la pratique d'autres cultures ou d'autres secteurs de l'économie n'est pas pertinent pour la présente procédure. Comme le Groupe spécial initial l'a constaté, "[n]ous examinons les coûts et les recettes provenant du marché en ce qui concerne le coton upland. Notre examen porte sur la branche de production de coton upland … Nous

[222] *Voir* la première communication écrite du Brésil, section 7.11; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.6; la déclaration liminaire du Brésil, section 2.4; et les observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, section 4.

[223] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 293 à 297; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 344 à 348; et réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 155 à 157.

[224] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 337; déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 11 à 13; et réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 144 et 145.

[225] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 147 à 154.

[226] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 57.

[227] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 155 à 157.

[228] Les États-Unis ont cité à de nombreuses reprises un extrait de l'une de ces études qui conclut que "le travail non agricole pourrait hypothétiquement influer sur les cessations d'activités de deux façons" (réponses des États-Unis à la deuxième série de questions, paragraphe 156). Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, la question dont est saisi le présent Groupe spécial de la mise en conformité n'est pas de savoir si les exploitants feraient faillite. La question est de savoir si un exploitant cesserait de produire du coton upland.. Par ailleurs, la question des effets "hypothétiques" des revenus non agricoles sur les cessations d'activités agricoles n'est rien de plus qu'une théorie. *Voir* la pièce US-46 (Hoppe, Robert A. and Korb, Penni. "Understanding U.S. Farm Exits." Economic Research Service Report 21. June 2006, p. 20).

n'examinons pas la possibilité d'un subventionnement croisé ou d'un financement croisé des revenus du marché insuffisants pour le coton upland, qui aurait pu provenir d'autres branches de production des États-Unis".[229] Par ailleurs, comme les études présentées par les États-Unis l'indiquent, la question des revenus non agricoles revêt une importance particulière pour les petites exploitations.[230] Et, comme ces études l'indiquent également, le gros de la production de coton upland des États-Unis se fait sur des exploitations dont les opérations commerciales sont très importantes.[231] L'argument des États-Unis n'est donc même pas pertinent pour la grande majorité de la production de coton upland des États-Unis.

b) Les données relatives aux coûts pendant la campagne de commercialisation 2003 sont atypiques

142. Une bonne partie de l'analyse faussée des États-Unis sur les "coûts" repose sur leur utilisation d'une campagne inhabituelle – la campagne de commercialisation 2003.[232] Cette campagne a été inhabituelle parce que, pour la première – et unique – fois pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002 (et la première fois en huit campagnes), les exploitants des États-Unis ont effectivement réalisé leur bénéfice (65 dollars l'acre) sur la base uniquement du revenu provenant du marché. Bien entendu, dans leur communication à titre de réfutation et leurs communications ultérieures, les États-Unis ont concentré leurs arguments sur les données relatives aux coûts de production pendant la campagne de commercialisation 2003.[233] Ce faisant, toutefois, ils ont omis de reconnaître plusieurs points importants.[234]

143. Premièrement, les données relatives aux coûts des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2003 ne sont pas sensiblement différentes de celles que le Brésil a utilisées tout au long de la présente procédure. La seule différence est qu'elles sont ventilées en trois groupes de coûts arbitraires – faibles, moyens et élevés.[235] Lorsque tous les groupes de coûts sont agrégés, la superficie moyenne plantée en coton upland génère un bénéfice de 65 dollars. Les affirmations du Brésil concernant la perte sur sept ans de 837 dollars par acre plantée en coton upland sont fondées exclusivement sur les données de l'USDA relatives aux coûts et *comprennent* le bénéfice moyen de 65 dollars par acre réalisé pendant la campagne de commercialisation 2003.[236] L'affirmation des États-Unis selon laquelle le "Brésil [a] demand[é] au Groupe spécial de faire simplement abstraction de ces données"[237] est donc tout simplement incorrecte. Loin de faire abstraction de ces données, le Brésil a utilisé *les mêmes données de l'USDA* dans sa première communication écrite, sa communication à titre de réfutation et sa déclaration orale.[238]

144. Deuxièmement, les États-Unis n'ont pas reconnu que la campagne de commercialisation 2003 était la seule des huit dernières campagnes au cours de laquelle les producteurs des États-Unis avaient couvert leur coût de production total à l'aide uniquement du revenu du marché. En réponse à la

---

[229] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 1354, note de bas de page 1470.

[230] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31, paragraphe 30.

[231] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 31, paragraphe 30.

[232] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 144 à 146.

[233] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 337; déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 11 à 13; et réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 144 et 145.

[234] Déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 11 et 12; réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 29, paragraphe 20; et réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 144 à 146.

[235] Le Brésil fait observer que les États-Unis ajustent également les données pour exclure les coûts et recettes associés aux graines de coton.

[236] *Voir* la pièce Bra-477 (U.S. Upland Cotton Costs and Returns); *voir aussi* la pièce Bra-475 (U.S. Cotton Producers Costs and Returns Per Planted Acre, Excluding Government Payments, Economic Research Service, USDA, accessed October 2006 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/testpick.htm).

[237] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 145.

[238] *Voir*, par exemple, la première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 à 164.

présente question, les États-Unis ont finalement reconnu que les "prix étaient élevés pendant la campagne de commercialisation 2003".[239] Toutefois, ils font maintenant valoir que la plupart des producteurs auraient néanmoins couvert leur coût total pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005 en raison, entre autres choses, de l'accroissement des rendements.[240] Les données de l'USDA contredisent carrément cette affirmation: elles indiquent clairement que la superficie moyenne plantée en coton upland a généré une perte de 18 dollars pendant la campagne de commercialisation 2004 et de 88 dollars pendant la campagne de commercialisation 2005.[241]

145. Troisièmement, les coûts des producteurs des États-Unis ont augmenté considérablement pendant la campagne de commercialisation 2006. Les rendements moyens nationaux sont estimés à 668 livres par acre plantée pour la campagne de commercialisation 2006, ce qui est nettement inférieur aux rendements de 806 livres par acre plantée pendant la campagne de commercialisation 2004 et de 799 livres par acre pendant la campagne de commercialisation 2005.[242] En outre, les producteurs des États-Unis supportent des coûts pour les semences, les engrais et le carburant beaucoup plus élevés pendant la campagne de commercialisation 2006 que pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005.[243] Il est prévu que le coût total pendant la campagne de commercialisation 2006 dépassera de 10 pour cent le coût moyen pour les campagnes de commercialisation 2003-2005.[244] Les cours du marché étant restés faibles au cours des huit premiers mois de la campagne de commercialisation 2006[245], la perte enregistrée sur la base du revenu du marché devrait s'accentuer sensiblement pendant la campagne de commercialisation 2006 par rapport aux campagnes de commercialisation 2003-2005.[246]

146. Quatrièmement, les États-Unis formulent l'affirmation remarquable selon laquelle "il n'est pas justifié de supposer que les résultats [de la campagne de commercialisation 2003] auraient été sensiblement différents au cours des campagnes ultérieures".[247] Or, alors que pendant la campagne de commercialisation 2003, le prix agricole moyen des États-Unis a été de 62 cents par livre[248], le prix

[239] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 145.

[240] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 145.

[241] Pièce Bra-477 (U.S. Upland Cotton Costs and Returns); *voir aussi* la pièce Bra-475 (U.S. Cotton Producers Costs and Returns Per Planted Acre, Excluding Government Payments, Economic Research Service, USDA, accessed October 2006 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/testpick.htm). Le Brésil fait observer que l'utilisation par l'USDA des prix au moment de la récolte sous-estime les pertes subies pendant la campagne de commercialisation 2004. Le prix agricole du coton upland au moment de la récolte (octobre-novembre) était de 51 cents par livre (pièce Bra-477) tandis que le prix agricole moyen pendant la campagne de commercialisation était uniquement de 42 cents par livre (pièce Bra-448 (Cotton and Wool Situation Outlook and Yearbook, USDA, November 2005, p. 38, accessed October 2006 at: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS-yearbook/CWS-yearbook-11-25-2005.pdf)).

[242] Pour les rendements pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005, *voir* la pièce Bra-562 (Cotton and Wool Situation Outlook and Yearbook, USDA, November 2006, Table 2, available at: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS-yearbook/CWS-yearbook-11-21-2006.pdf). Pour les rendements pendant la campagne de commercialisation 2006, *voir* le tableau 1 figurant dans le document April 2007 Cotton and Wool Outlook, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Briefing/Cotton/Data/COTTONTABLE1.xls.

[243] *Comparer* les coûts des semences, des engrais et du carburant mentionnés dans la pièce Bra-475 (U.S. Cotton Producers Costs and Returns Per Planted Acre, Excluding Government Payments, Economic Research Service, USDA, accessed October 2006 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/testpick.htm) et dans la pièce Bra-575 ("Cost-of-production forecasts for U.S. major field crops, 2006-2008F," Economic Research Service, USDA, accessed January 2007 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/data/Forecast/cop_forecast.xls).

[244] Pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns).

[245] *Voir* les observations du Brésil sur la question n° 82 ci-dessous.

[246] D'après les données annuelles partielles de l'USDA et du FAPRI, la perte devrait être de 116 dollars par acre, *voir* la pièce Bra-648 (Actual Costs and Returns Analysis).

[247] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 145.

[248] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 145.

agricole moyen a été de 41,6 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2004 et de 47,7 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2005.[249] En avril 2007, le prix agricole moyen courant pour la campagne de commercialisation 2006 s'élève à 47,2 cents par livre.[250] Il est donc impossible que le producteur moyen "à coût moyen", dont le coût total s'élève à 57 cents par livre, ait couvert son coût de production total pendant ces campagnes-là. Ces coûts ne seront pas non plus couverts pendant la campagne de commercialisation 2007.[251]

147. En tout état de cause, la ventilation des exploitations de coton upland en groupes de coûts arbitraires n'est ni nécessaire ni particulièrement pertinente. Il est beaucoup plus approprié que le présent Groupe spécial de la mise en conformité, comme le Groupe spécial initial, examine les données relatives au coût de production moyen national pour appréhender parfaitement la situation de la branche de production de coton upland des États-Unis. De fait, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers (21:5 II)*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> [I]l nous semble donc que le point de repère devrait être un coût de production unique pour l'ensemble de la branche de production, plutôt qu'un nombre indéterminé de coûts de production pour chaque producteur individuel. Le chiffre correspondant à l'ensemble de la branche de production permet d'englober les données sur les coûts de production des producteurs, dans leur ensemble, dans un critère national unique qui peut être utilisé pour évaluer dans quelle mesure le Canada respecte ses obligations internationales.[252]

148. L'utilisation de données moyennes nationales ne "brouille" certainement pas les données relatives au coût de production, comme les États-Unis le laissent entendre.[253] Le Brésil, les États-Unis et le Groupe spécial de la mise en conformité savent tous que les exploitants de coton upland ont des structures de coût différentes. Pendant une campagne donnée, environ la moitié de la superficie plantée en coton upland génère des coûts supérieurs à la moyenne nationale tandis que l'autre moitié génère des coûts inférieurs à la moyenne nationale. Il ne s'agit que de statistiques de base. Il s'ensuit donc qu'au cours des campagnes où la superficie moyenne plantée en coton upland a généré une perte (six des sept dernières campagnes), plus de la moitié de la superficie plantée en coton upland a subi une perte. Cela étant, il importe de rappeler que selon l'analyse de M. Sumner, 17 à 19 pour cent de la production de coton upland des États-Unis cesserait sans les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques.[254] Ces chiffres sont compatibles avec l'idée que seuls les producteurs des États-Unis à coûts élevés cesseraient de produire du coton upland sans ces subventions.

149. En conséquence, les divers arguments relatifs aux coûts présentés par les États-Unis sur la base des données pour la campagne de commercialisation 2003 sont entièrement infondés. La campagne de commercialisation de référence 2005 fait apparaître une partie importante de 88 dollars par acre pour la superficie moyenne de coton upland. Cette perte devrait augmenter pour atteindre un niveau estimé de 116 dollars par acre pendant la campagne de commercialisation 2006.[255] Il s'agit de

---

[249] Pièce Bra-562 (Cotton and Wool Situation Outlook and Yearbook, USDA, November 2006, p. 36, available at: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/CWS-yearbook/CWS-yearbook-11-21-2006.pdf).

[250] *Voir* le tableau 1 figurant dans le document April 2007 Cotton and Wool Outlook, consulté à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Briefing/Cotton/Data/COTTONTABLE1.xls.

[251] *Voir* les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 82 ci-dessous.

[252] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (21:5 II)*, paragraphe 96.

[253] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 144.

[254] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 167.

[255] Les recettes provenant du marché minorées du coût total ont été diminuées du produit de 5 pour cent et du coût total, *voir* la pièce Bra-648 (Actual Costs and Returns Analysis).

pertes importantes supérieures à la perte moyenne annuelle de 65 dollars par acre enregistrée pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002.[256]

c) Les données de l'USDA relatives au coût de production total sont pertinentes et appropriées

150. Pour la première fois dans la *présente* procédure, les États-Unis critiquent les données relatives au coût de production total elles-mêmes en faisant valoir qu'elles "fournissent ... un aperçu stylisé et abstrait"[257] et sont utilisées par le Brésil d'une manière qui "n'a jamais été prévue".[258] Ces critiques font écho à des arguments semblables formulés par les États-Unis dans la procédure initiale.[259] Ces anciens arguments des États-Unis contre leurs propres données relatives aux coûts de l'USDA ont été rejetés à juste titre par le Groupe spécial initial.[260] Ces arguments renouvelés devraient encore une fois être rejetés par le présent Groupe spécial de la mise en conformité.

151. La critique formulée par les États-Unis à l'égard des propres données relatives au coût total de l'USDA comporte deux volets.[261] Premièrement, les États-Unis critiquent la méthode selon laquelle l'USDA évalue les coûts autres qu'en espèces, comme les coûts imputés de la main-d'œuvre agricole et de la propriété foncière.[262] Deuxièmement, ils font valoir que les données relatives au coût total de l'USDA ne constituent pas un indicateur approprié de la viabilité financière de la culture du coton upland parce qu'elles englobent des coûts autres qu'en espèces.[263] Ces deux critiques des données relatives aux coûts de l'USDA sont sans fondement.

152. La contestation par les États-Unis de l'analyse par l'USDA des coûts autres qu'en espèces va à l'encontre des principes comptables et économiques de base. Les coûts autres qu'en espèces, comme les coûts de propriété et les coûts d'opportunité, sont des coûts réels, et non imaginaires comme les États-Unis le laissent entendre. De fait, l'USDA explique ce qui suit:

> [L]es coûts et recettes des produits de base comprennent des estimations des dépenses en espèces et des coûts autres qu'en espèces. Les dépenses en espèces sont engagées lorsque des facteurs de production sont achetés ou loués. Les coûts autres qu'en espèces sont supportés lorsque les facteurs de production appartiennent à l'exploitant. Par exemple, si un exploitant possède toute la terre qu'il utilise pour produire du maïs, il n'aura à engager aucune dépense au titre de la location de la terre ou de prêts destinés à financer l'achat de la terre. *Il y a néanmoins un coût économique. Du fait qu'il possède la terre et qu'il l'utilise pour cultiver du maïs, l'exploitant renonce à des revenus que lui procureraient d'autres utilisations de la terre, telles que sa location à un autre producteur. Ces coûts se produisent parce que les ressources productives sont limitées et ont d'autres utilisations*. Si un exploitant se sert de ses économies pour acheter des intrants de production, tels que des semences, des engrais, des produits chimiques et du carburant, et qu'il ne paye alors aucun intérêt au titre de prêts d'exploitation, il supporte toujours un coût économique parce que ses économies auraient pu lui procurer un rendement si elles avaient été utilisées à une autre fin. De même, l'exploitant supporte un coût d'opportunité pour le travail qu'il consacre à la

[256] Pièce Bra-477 (U.S Upland Cotton Costs and Returns).
[257] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 147.
[258] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 143.
[259] *Voir*, par exemple, la section F de la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis dans la procédure initiale, 18 novembre 2003.
[260] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.1353 et 7.1354.
[261] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 54, paragraphe 119.
[262] Réponse des États-Unis du 2 avril aux questions n° 54 et 59, paragraphes 119 et 147 à 151.
[263] Réponse des États-Unis du 2 avril aux questions n° 54 et 59, paragraphes 119 et 152 à 154.

> production du produit de base parce qu'il aurait pu travailler dans une autre exploitation ou occuper un emploi non agricole.[264]

153. La nécessité de couvrir le coût de production total, y compris à la fois les coûts en espèces et autres qu'en espèces, est une réalité économique à laquelle tous les exploitants sont confrontés. Aucun exploitant ne planterait ou ne pourrait planter à plusieurs reprises dans ses champs une culture chroniquement déficitaire. Rien ne permet aux États-Unis de supposer que les exploitants ne tiennent pas compte des coûts d'"opportunité" autres qu'en espèces lorsqu'ils prennent des décisions en matière de production. Cette supposition est directement contredite par les économistes de l'USDA qui incluent à la fois les coûts en espèces et autres qu'en espèces dans leurs estimations des coûts et recettes.

154. La nécessité pour les producteurs de couvrir leur coût de production total a été récemment soulignée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Sucre*. L'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> au cours d'opérations commerciales normales, un opérateur économique prend la décision de produire et de vendre un produit en espérant recouvrer le coût de production total et faire des bénéfices. De toute évidence, des ventes à un prix inférieur au coût de production total ne peuvent pas être poursuivies durablement à long terme, à moins qu'elles ne soient financées à partir *d'autres sources*.[265]

155. Dans la présente affaire, les "autres sources" qui couvrent le coût de production total sont les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques. Sans ces subventions, les pertes moyennes sur sept ans s'élevaient au total à 837 dollars par acre. Avec ces deux subventions, la superficie moyenne a dégagé un bénéfice de 104 dollars par acre sur sept ans.[266]

156. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, non seulement un opérateur économique est censé couvrir son coût de production total mais il est aussi censé faire des bénéfices. Le Brésil note que l'USDA reconnaît également la nécessité pour les exploitants de faire des bénéfices. L'USDA définit l'expression "rémunération résiduelle de la gestion et du risque" comme suit:

> La *rémunération résiduelle de la gestion et du risque* est la différence entre la valeur brute de la production et le coût économique total. La rémunération résiduelle de la gestion et du risque indique la mesure dans laquelle les coûts de production à long terme sont couverts par une production évaluée aux prix moyens pratiqués pendant le mois de la récolte.[267]

157. Les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Sucre* et la définition donnée par l'USDA de la rémunération résiduelle de la gestion et du risque démontrent qu'il est important non seulement de couvrir les coûts mais aussi de tirer des bénéfices de l'activité agricole. La capacité des exploitants de coton upland de couvrir leurs coûts variables, sans parler de leur coût total, n'est pas suffisante pour démontrer que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques n'ont pas d'incidence sur la production.

158. Dans l'analyse qu'il a faite du coût de production, le Brésil n'a pas tenu compte de la nécessité évidente pour les exploitants de réaliser des bénéfices sur leurs investissements. Il en est ainsi parce

---

[264] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm. (pas d'italique dans l'original)

[265] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sucre*, paragraphe 266. (pas d'italique et non souligné dans l'original)

[266] Pièce Bra-477 (Upland Cotton Costs and Returns).

[267] *Voir* Definition of Residual Returns to Management and Risk, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/data/CostsAndReturns/Glossary/def_resr.htm).

que les énormes pertes subies si l'on tient compte uniquement du revenu provenant du marché démontrent aisément le rôle décisif que jouent les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques pour ce qui est de soutenir le revenu ainsi que la production de grandes quantités de coton upland. Mais si le Groupe spécial de la mise en conformité devait tenir compte de la nécessité pour les exploitants de faire des bénéficies raisonnables, l'écart entre les recettes provenant du marché et une telle marge bénéficiaire serait évidemment encore plus grand. Par exemple, même si l'on part de l'hypothèse d'une marge bénéficiaire relativement faible de seulement 5 pour cent, l'écart *moyen* entre les recettes provenant du marché et le bénéfice de 5 pour cent augmenterait pour atteindre 1 017 dollars par acre sur les sept campagnes de commercialisation de 1999 à 2005. Pour la seule campagne de commercialisation 2005, l'écart serait de 115 dollars par acre – contre les 88 dollars par acre obtenus suivant la méthode du seuil de rentabilité.[268] L'écart prévu pour la campagne de commercialisation 2006 s'élèverait à 144 dollars par acre, sur la base d'une marge bénéficiaire de 5 pour cent.[269]

159. Ensuite, la nouvelle critique formulée par les États-Unis à l'égard des méthodes d'évaluation de l'USDA fait abstraction du fait qu'elles ont été conçues par l'Association économique agricole américaine et mises en œuvre par l'USDA.[270] Les données proviennent d'études réalisées dans le cadre des activités normales de l'USDA.[271] Les méthodes et les données utilisées pour produire les données relatives au coût de production sont objectives et appropriées. L'USDA explique que quatre approches sont utilisées pour estimer les coûts des produits de base, à savoir 1) la méthode des coûts directs, 2) l'évaluation des quantités d'intrants, 3) la méthode des coûts indirects et 4) l'imputation des dépenses de l'ensemble de l'exploitation.[272] La critique des États-Unis vise uniquement le quatrième élément – et non les trois autres.

160. Le Brésil fait observer que "l'imputation des dépenses de l'ensemble de l'exploitation"[273] est uniquement utilisée par l'USDA pour déterminer les "frais généraux de l'exploitation" et les "taxes et assurance".[274] Ces coûts représentent environ 5 pour cent du coût de production total des producteurs de coton upland.[275] Les autres méthodes d'évaluation utilisées par l'USDA dans son étude des coûts sont aussi dûment utilisées pour répondre à la question dont est saisi le présent Groupe spécial de la mise en conformité. L'USDA explique que "les heures de travail non rémunérées ont été évaluées à partir d'une estimation des salaires non agricoles perçus par des exploitants agricoles"[276] et que "la terre est évaluée en fonction du taux moyen du loyer en espèces pour la terre produisant le produit de

[268] Les recettes annuelles provenant du marché minorées du coût total ont été diminuées du produit de 5 pour cent et du coût total, *voir* la pièce Bra-477 (Upland Cotton Costs and Returns).

[269] Les recettes provenant du marché minorées du coût total ont été diminuées du produit de 5 pour cent et du coût total, *voir* la pièce Bra-648 (Actual Costs and Returns Analysis).

[270] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

[271] Les données sont recueillies dans le cadre des études de la gestion des ressources agricoles, *voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

[272] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

[273] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphes 148 à 150.

[274] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

[275] Pièce Bra-475 (U.S. Cotton Producers Costs and Returns Per Planted Acre, Excluding Government Payments, Economic Research Service, USDA, accessed October 2006 at: http://www.ers.usda.gov/data/costsandreturns/testpick.htm). En tout état de cause, il est approprié d'imputer des coûts à différentes cultures en fonction de leur contribution à la marge d'exploitation de l'exploitation. C'est la méthode la plus fiable pour imputer des coûts qui doivent être comptabilisés.

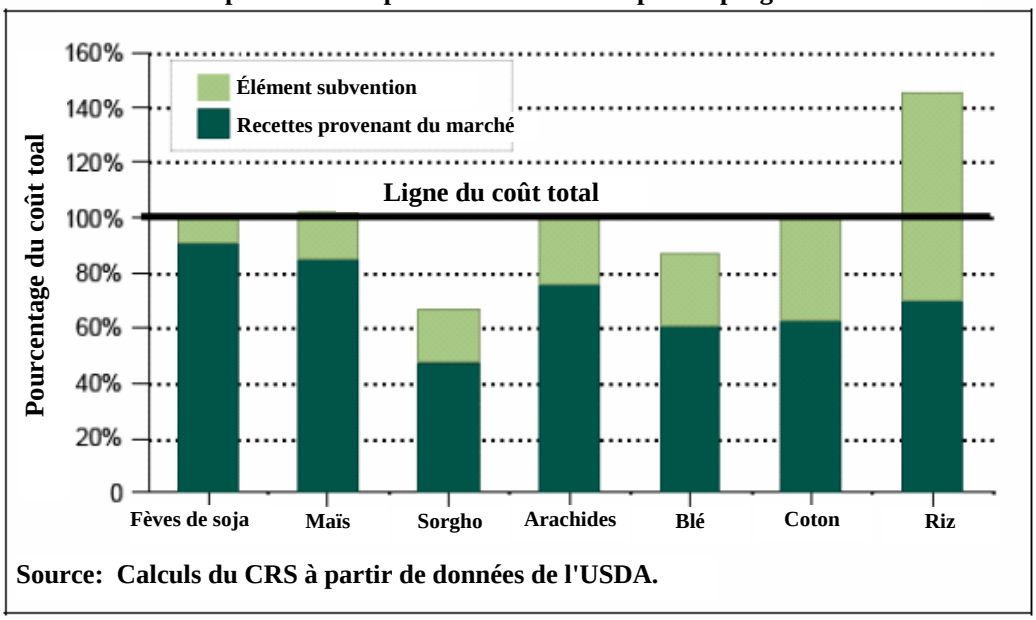
[276] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

base dans la région considérée".[277] Ces méthodes relativement simples ne faussent ni ne compromettent en rien une évaluation de la viabilité financière de la culture du coton upland sur la base du coût de production total.

161. Enfin, les États-Unis critiquent l'utilisation par le Brésil des données de l'USDA relatives au coût de production total en soulignant le fait que le coût de production total a été supérieur aux recettes provenant du marché pour presque toutes les cultures de plein champ des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005. Sur la base de ce fait, les États-Unis font valoir que l'analyse par le Brésil des décisions en matière de plantation est "absurde"[278] et "fondamentalement erronée".[279] Ni le Brésil ni le Service de recherche du Congrès des États-Unis (CRS), organisme public des États-Unis, ne seraient d'accord avec cette dernière affirmation des États-Unis. En fait, le Service de recherche du Congrès confirme que "c'est uniquement avec l'aide de subventions qu'une partie substantielle de la production [de toutes les cultures] des États-Unis devient économiquement viable".[280] L'analyse du Service de recherche du Congrès a reposé sur le graphique ci-après représentant le coût total comparé aux recettes provenant du marché pendant des périodes déterminées[281], avec et sans subventions.

Graphique 5 – Extrait du rapport du Service de recherche du Congrès présenté au Congrès[282]

Graphique 1. Éléments du revenu des États-Unis en pourcentage du coût total pour certains produits de base visés par les programmes



Source: Calculs du CRS à partir de données de l'USDA.

[277] *Voir* Commodity Costs and Returns: Methods, Economic Research Service, USDA, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.ers.usda.gov/Data/CostsAndReturns/methods.htm.

[278] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 59, paragraphe 143.

[279] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53 c), paragraphe 102.

[280] Pièce Bra-577 (Schnepf, Randy, Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO, Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 23).

[281] Les périodes varient selon les produits de base en fonction de la constance des activités du programme et de la disponibilité des données. Maïs et sorgho: période allant de 1996 à 2004; fèves de soja et coton: période allant de 1997 à 2004; blé: période allant de 1998 à 2004; riz: période allant de 2000 à 2004; et arachides: période allant de 2002 à 2004. *Voir* la pièce Bra-577 (Schnepf, Randy, Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO, Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 25).

[282] Pièce Bra-577 (Schnepf, Randy, Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO, Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 23).

162. En se fondant sur ce graphique établi à partir de données de l'USDA, le Service de recherche du Congrès a conclu que "la contribution substantielle des subventions à la couverture des coûts de production qui sinon ne seraient pas couverts signifie qu'il y a de fortes chances que les décisions soient défavorables pour n'importe lequel des principaux produits de base visés".[283]

163. D'ailleurs, il ressort de données sur le revenu agricole du Service de recherche économique de l'USDA que pendant la campagne de commercialisation 2005, et pendant des campagnes antérieures, le secteur agricole des États-Unis dans son ensemble, c'est-à-dire agriculture et élevage compris, a été viable selon une évaluation des coûts, des revenus agricoles et des subventions des pouvoirs publics.[284] Ainsi qu'il est indiqué dans l'Agricultural Income and Finance Outlook de novembre 2006 du Service de recherche économique, cela est principalement dû aux subventions record de 24,3 milliards de dollars versées pendant la campagne de commercialisation 2005, dont une partie importante a été versée au titre de "programmes spéciaux et d'urgence".[285]

164. Les données de l'USDA montrent que des bénéfices de 222 millions de dollars ont été tirés pendant la campagne de commercialisation 2005 de la production de fèves de soja, de maïs, de sorgho, d'arachides, de blé, de coton upland et de riz – compte tenu du coût total, des recettes provenant du marché et des revenus provenant des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation, de versements anticycliques et de versements directs, ainsi que des subventions au titre de l'assurance-récolte.[286] La production de certaines cultures pendant la campagne de commercialisation 2005, y compris le coton upland, a entraîné des pertes si l'on tient uniquement compte du revenu provenant du marché.[287] Faisant état de prix bas pendant la campagne de commercialisation 2005, les pouvoirs publics des États-Unis ont accordé des versements additionnels à titre d'urgence très élevés d'un montant de 3,2 milliards de dollars.[288] Il n'est pas tenu compte de ces subventions additionnelles dans l'évaluation ci-dessus de la viabilité financière globale de ces sept cultures.

165. Les États-Unis ont donc tort lorsqu'ils affirment que "les exploitants des États-Unis auraient perdu de l'argent *à tous les niveaux* en produisant *l'une quelconque* de ces cultures".[289]

166. Afin de permettre une évaluation plus complète du rôle joué par les subventions des États-Unis pour ce qui est d'assurer la viabilité financière de la production de cultures visées par les programmes, le Brésil a également fourni au Groupe spécial de la mise en conformité des données relatives aux autres campagnes pendant lesquelles la Loi FSRI de 2002 a été appliquée. Entre les campagnes de commercialisation 2002 et 2005, l'écart entre le coût total et les recettes provenant du marché pour les fèves de soja, le maïs, le sorgho, les arachides, le blé, le coton upland et le riz s'est

---

[283] Pièce Bra-577 (Schnepf, Randy, Potential Challenges to U.S. Farm Subsidies in the WTO, Congressional Research Service Report for Congress, 25 October 2006, p. 23). Le Brésil fait observer que conformément à l'analyse menée par le Service de recherche du Congrès, la superficie du sorgho et celle du blé ont diminué. La superficie plantée en sorgho a diminué d'environ 50 pour cent entre les campagnes de commercialisation 1996 et 2005. *Voir* USDA's Feedgrains database, à l'adresse suivante: www.ers.usda.gov/data/feedgrains.

[284] Pour des données détaillées sur les revenus pour la période allant de 2003 à 2007, voir www.ers.usda.gov/briefing/farmincome/data/nf_t2.htm, consulté en avril 2007.

[285] *Voir* le Agricultural Income and Finance Outlook de novembre 2006 du Service de recherche économique, pages 4-5, consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/current/AIS/AIS-11-30-2006.pdf.

[286] Pièce Bra-690 (Crop Losses and Profits 2002-2005).

[287] *Voir* la pièce Bra-690 (Crop Losses and Profits 2002-2005).

[288] *Voir* les données du Service de recherche économique sur les versements directs des pouvoirs publics de 2002 à 2007 à l'adresse suivante: www.ers.usda.gov/Briefing/FarmIncome/Data/Government%20payments0207.xls, consulté en avril 2007.

[289] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 53, paragraphe 101.

élevé à 43 milliards de dollars.[290] Les subventions au titre de prêts à la commercialisation, les subventions anticycliques, les subventions directes et les subventions au titre de l'assurance-récolte accordées pour les mêmes cultures se sont élevées à 53 milliards de dollars, ce qui a permis de compenser l'insuffisance du revenu à hauteur de 10 milliards de dollars.[291] En outre, pendant les campagnes de commercialisation 2002-2005, les exploitants des États-Unis ont reçu d'importants versements d'urgence et au titre de catastrophes d'un montant total de 8,5 milliards de dollars.[292] Ces éléments de preuve démontrent qu'une grande partie de la production des cultures visées par les programmes des États-Unis, y compris le coton upland, sont rentables *uniquement* grâce aux importantes subventions accordées par les États-Unis.

167. En somme, compte tenu des dizaines de milliards de dollars accordés au titre de diverses subventions pour les cultures visées par les programmes en application de la Loi FSRI de 2002, les conclusions auxquelles le Service de recherche du Congrès et le Brésil sont parvenus en se fondant sur les données de l'USDA relatives aux coûts et aux recettes ne sont ni absurdes ni inattendues. L'allégation des États-Unis selon laquelle la méthode utilisée par le Brésil et le Service de recherche du Congrès pour évaluer les données de l'USDA relatives aux coûts et aux recettes mènerait à la conclusion que l'ensemble de l'agriculture des États-Unis n'est pas viable même avec des subventions est tout simplement erronée. Les données de l'USDA examinées ci-dessus montrent que certains secteurs de l'agriculture des États-Unis ne sont pas viables en l'absence de subventions des pouvoirs publics des États-Unis. Elle confirment également l'analyse du Brésil[293] et les constatations du Groupe spécial initial[294] concernant la rentabilité de la culture du coton upland aux États-Unis.

60. Dans leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que la description du modèle donnée par le professeur Sumner qui est parue dans une publication récente de l'Institut Cato n'est pas "appropriée" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC. Depuis, le professeur Sumner a introduit d'"autres données empiriques et institutionnelles" dans le modèle utilisé dans le présent différend. Ces modifications sont décrites aux paragraphes 111 à 117 de la déclaration liminaire du Brésil. Les États-Unis estiment-ils que ces modifications sont suffisantes pour rendre le modèle "approprié" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC? Dans la négative, quelles modifications, selon eux, auraient dû être apportées au modèle?

168. Le Brésil fait également observer que dans leur réponse à la présente question, les États-Unis répètent encore une fois leur critique sommaire et générale du modèle de simulation de M. Sumner. Toutefois, ils ne tentent même pas de réfuter les arguments, explications et réfutations spécifiques présentés par le Brésil et M. Sumner dans leurs nombreuses communications depuis le début de la présente procédure.[295]

---

[290] *Voir* la pièce Bra-690 (Crop Losses and Profits 2002-2005).

[291] *Voir* la pièce Bra-690 (Crop Losses and Profits 2002-2005).

[292] *Voir* les données du Service de recherche économique sur les versements directs des pouvoirs publics de 2002 à 2007 à l'adresse suivante: www.ers.usda.gov/Briefing/FarmIncome/Data/Government%20payments0207.xls, consulté en avril 2007.

[293] *Voir* la première communication écrite du Brésil, section 7.11; la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section 2.3.6; la déclaration liminaire du Brésil, section 2.4; et les observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, section 4.

[294] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1353.

[295] *Voir*, par exemple, les observations du Brésil sur les déclarations orales des États-Unis, paragraphes 35 à 56.

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux États-Unis

75. Les États-Unis pourraient-ils expliciter davantage le fondement textuel de leur argument selon lequel "l'article 6.3 d) ne concerne pas la part de marché absolue et la question de savoir si, au cours d'une année donnée, la part de marché détenue par un Membre aurait ou non été inférieure si les subventions avaient été supprimées"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 401)

169. La réponse des États-Unis ne donne aucune indication claire sur le fondement textuel de leur argument concernant le premier élément de l'article 6.3 d), soit la question de savoir s'il y a eu un accroissement de la part du marché mondial pour l'année en question par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Les États-Unis ne donnent pas non plus de précisions, que ce soit dans la réponse à la présente question ou dans l'une de leurs communications antérieures, sur ce qu'est, à leur avis, la preuve requise en ce qui concerne le premier élément de l'article 6.3 d). Les États-Unis affirment plutôt, d'une manière vague, que "c'est le mouvement qui est en cause, et non quelque chose de statique comme le niveau absolu d'une part de marché au cours d'une année donnée".[296] Les États-Unis concluent ensuite qu'"il [doit être] prouvé que le mouvement à la hausse est lui-même l'"effet" d'une subvention contestée".[297]

170. Il est difficile de répondre à des arguments aussi vagues. Toutefois, utilisant la terminologie figurant dans la réponse des États-Unis, le Brésil a démontré que le "mouvement" (c'est-à-dire l'accroissement pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la moyenne des trois années précédentes, les campagnes de commercialisation 2002-2004) a été l'effet de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques. Le Brésil en a fait la preuve en démontrant qu'*en l'absence* des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques, la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 ne se serait pas accrue mais aurait *diminué* par rapport à la moyenne des trois campagnes de commercialisation 2002-2004.[298] Ce n'est pas une analyse "statique", comme les États-Unis l'ont affirmé.[299] Cette évaluation constitue plutôt une comparaison dynamique entre deux périodes qui démontre que ce sont les deux subventions contestées qui ont eu pour effet d'accroître la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la moyenne des trois années précédentes.[300]

171. Enfin, le [Brésil] renvoie le Groupe spécial de la mise en conformité à sa réponse à la question n° 76 dans laquelle il examine en détail l'absence de tout fondement textuel pour l'argument des États-Unis concernant le *second* élément de l'article 6.3 d) – la tendance constante. La réponse des États-Unis à la question n° 75 ne donne aucun fondement textuel ou argument additionnel pour étayer leur nouvelle interprétation erronée de l'expression "tendance constante".

[296] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 75, paragraphe 175.
[297] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 75, paragraphe 175.
[298] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 348 et 349; première communication écrite du Brésil, paragraphes 214 à 226 et 230 à 236.
[299] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 75, paragraphe 175.
[300] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 348 et 349; première communication écrite du Brésil, paragraphes 214 à 226 et 230 à 236.

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

Questions posées aux deux parties

78. Les deux parties pourraient-elles formuler des observations sur les déclarations suivantes du Canada: "[l]a question qui est en cause est celle de savoir si ces programmes … menacent de causer un préjudice grave du simple fait de leur existence" et "[d]e par leur caractère même, certains programmes de subventionnement engendrent une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente de préjudice grave"? (communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 9 et 10)

172. Ainsi qu'il est indiqué dans la réponse du Brésil à la présente question, le Brésil n'affirme pas que l'existence des programmes de subventions au titre de prêts à la commercialisation et de subventions anticycliques, en eux-mêmes et à eux seuls, cause une menace de préjudice grave.

173. Le Brésil prend note de l'affirmation formulée par les États-Unis dans leur réponse selon laquelle une contestation de l'"existence" même de tels programmes serait "extraordinaire" et "remarquable". En fait, ce que les États-Unis affirment, c'est que les contestations "en soi" - c'est-à-dire les contestations de l'existence même - de programmes de subventions au titre des articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC* ne sont, en fait, tout simplement pas viables. Pourtant, selon les arguments présentés par les États-Unis dans la présente affaire en ce qui concerne les décisions préliminaires, les allégations au titre de l'article 6.3 devraient nécessairement être classifiées en tant qu'allégations "en soi" ou "tel qu'appliqué". Selon les États-Unis, on ne pourrait formuler d'allégations "tel qu'appliqué" qu'à l'égard de l'*application* de subventions, à savoir le versement de subventions pendant une période déterminée.[301] Et, selon les États-Unis, la seule obligation de mise en œuvre concernant de telles subventions qui causent des effets défavorables consiste à éliminer les effets de ces *versements* à titre de subventions antérieurs (à savoir l'"application").[302] De l'avis des États-Unis, un Membre ne peut prendre aucune mesure lorsqu'il est constaté que des versements récurrents causent des effets défavorables parce que les "effets" de versements antérieurs sont effacés par de nouveaux versements qui, soutiennent-ils, ne peuvent pas être considérés comme étant des "mesures prises pour se conformer", même s'ils ont un lien extrêmement étroit avec les recommandations et décisions de l'ORD concernant les versements antérieurs. Le Brésil examine cette question plus en détail dans ses observations sur la réponse des États-Unis à la question n° 45 ci-dessus.

174. Dans leur réponse à la question n° 78, les États-Unis ont maintenant confirmé qu'ils estimaient impossible sur le plan pratique ("extraordinaire" et "remarquable") d'établir l'existence d'une violation "en soi" des articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*. Toutefois, ce faisant, les États-Unis ont également confirmé que leurs arguments rendaient inutile l'obligation énoncée à l'article 7.8 de l'*Accord SMC* dans les cas où un Membre effectue des versements annuels récurrents pour soutenir la production d'une culture annuelle. Selon leur segmentation stricte des allégations de préjudice grave en catégories "en soi" et "tel qu'appliqué", cette voie de recours devient vaine. De fait, l'acceptation d'une classification aussi stricte empêcherait les Membres subissant un préjudice grave d'obtenir une réparation prospective pour l'application/le versement futur de subventions récurrentes au titre de tels programmes. Il en est ainsi parce que, comme les États-Unis l'ont fait valoir, seules les contestations "en soi" peuvent donner lieu à une obligation de modifier les dispositions législatives ou réglementaires imposant les subventions.[303] Les Membres cherchant à obtenir une réparation en

[301] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 20 à 28.

[302] *Voir* la réponse des États-Unis du 2 avril aux questions n° 47 et 48, paragraphes 53 à 57; et la réponse des États-Unis à la question n° 17 b), paragraphe 32.

[303] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 20 à 28.

contestant, "tel qu'appliqué", l'application de ces dispositions législatives et réglementaires seraient tenus, dans le cas de versements annuels récurrents, d'engager continuellement de nouvelles procédures dans le cadre de l'OMC mais n'auraient jamais le droit de prendre des "contre-mesures" parce qu'il n'y aurait jamais de mesures de mise en conformité.[304] Comme le Brésil l'a démontré, une telle interprétation n'est ni justifiée ni imposée par le texte, le contexte, et l'objet et le but des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.[305]

79. Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur l'analyse du sens ordinaire du terme "menace" figurant aux paragraphes 15 à 28 de la communication du Canada en tant que tierce partie?

175. Dans leur réponse, les États-Unis tentent de nouveau d'importer dans la Partie III de l'*Accord SMC* le critère "imminent et nettement prévu" énoncé à l'article 15.7.[306] Le Brésil a expliqué dans sa réponse à la présente question et dans sa première communication écrite pourquoi cela était contraire au texte, au contexte, et à l'objet et au but des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Dans la présente observation, le Brésil examine brièvement plusieurs des points mentionnés dans la réponse des États-Unis.

176. Les États-Unis ont tort d'affirmer que la note de bas de page 5/l'article 6 et l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, pris conjointement avec l'article 4:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* "jouent le même rôle".[307] Dans sa réponse à la présente question[308], le Brésil a expliqué en détail que les critères "imminent et nettement prévu" relatifs à la menace énoncés aux articles 15.7 et 4:1 jouaient un rôle distinct – ils réglementaient les mesures unilatérales prises par les autorités chargées de l'enquête en cas de poussée imminente des *importations*.[309] En revanche, la Partie III de l'*Accord SMC* a pour objectif beaucoup plus large d'assurer une protection contre les *effets des subventions* dans le cadre du règlement des différends *multilatéraux*. De tels effets peuvent ou non comprendre l'expédition imminente de marchandises. Ainsi, comme le Brésil l'a fait valoir, un critère relatif à la menace comme celui de la "probabilité notable" est compatible avec le rythme plus lent des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC et les voies de recours connexes, ainsi qu'avec le temps nécessaire pour que les effets de certains types de subventions se matérialisent.

177. Dans leur réponse, les États-Unis établissent une distinction entre l'élément *temporel* ("imminent") et l'élément *probabilité d'apparition* ("nettement prévu") de la menace au titre de l'article 15.7. Les États-Unis affirment que l'approche du Canada (et du Brésil) fait complètement abstraction de l'élément temporel.[310] Cette affirmation est erronée. Le Brésil affirme plutôt que le concept d'"imminence" est approprié compte tenu de la capacité des autorités chargées de l'enquête (en vertu de l'article 17 de l'*Accord SMC*) de prendre des mesures rapides contre des importations subventionnées. Toutefois, ce critère n'est pas approprié dans une procédure multilatérale. En fait, les

---

[304] *Voir* les observations du Brésil sur la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 45 ci-dessus.

[305] Réponse du Brésil du 27 février aux questions n° 11 et 12, paragraphes 83 à 116; observations du Brésil sur la réponse des États-Unis du 27 février à la question n° 17, paragraphes 27 à 31.

[306] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 410 ("Il n'y a aucune raison pour laquelle les *précisions* données sur le terme "menace" à l'article 15.7 de l'*Accord SMC* et à l'article 4:1 b) ne devraient pas être utilisées en tant qu'indications contextuelles pour l'interprétation du même terme figurant dans la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*."). Les "précisions" évoquées par les États-Unis sont le critère "imminent et nettement prévu".

[307] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 79, paragraphe 184.

[308] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 86, paragraphes 172 à 177.

[309] *Voir* l'article 15.7 ("Un seul de ces facteurs ne constituera pas nécessairement en soi une base de jugement déterminante, mais la totalité des facteurs considérés doit amener à conclure que *d'autres exportations subventionnées sont imminentes* et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises.").

[310] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 79, paragraphe 181.

États-Unis demandent au Groupe spécial de la mise en conformité d'adopter un critère "temporel" qui forcera les Membres de l'OMC à attendre jusqu'à ce que des subventions soient sur le point de causer un préjudice grave avant de faire valoir leurs droits au plan multilatéral. Le Brésil a expliqué pourquoi l'application de l'élément "temporel" ("imminent") particulier de la Partie V dans le cadre de la Partie III de l'*Accord SMC* était incompatible avec les règles d'interprétation des traités.

178. Cela dit, le Brésil répète qu'il ne laisse pas entendre que le critère relatif à la menace de la Partie III de l'*Accord SMC* ne doit *pas* comporter d'élément temporel. Le critère de la "probabilité notable" du Brésil intègre l'idée que la menace doit être réelle et ne pas être fondée sur des allégations, des conjectures ou de *lointaines* possibilités. En somme, l'élément temporel devrait être adapté à l'objet et au but, ainsi qu'aux voies de recours et aux procédures qui sont propres aux procédures de règlement des différends multilatéraux applicables à la Partie III de l'*Accord SMC*, et ne pas être importé aveuglement du contexte différent de la Partie V de l'*Accord SMC*.

Questions posées aux États-Unis

80. Que répondent les États-Unis à l'argument du Japon voulant qu'en raison des buts différents des Parties III et V de l'Accord SMC, le critère permettant de déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave énoncé à l'article 15.7 de l'Accord SMC soit un critère inapproprié pour déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave au regard de la Partie III de l'Accord SMC? (communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 8 à 12)

179. Le Brésil estime que le Japon a correctement identifié des différences importantes entre les Parties III et V de l'*Accord SMC* qui démontrent qu'il est inapproprié d'importer le critère "imminent et nettement prévu" de l'article 15.7 dans la Partie III de l'*Accord SMC*. Le Brésil n'est donc pas d'accord avec l'argument principal formulé par les États-Unis dans leur réponse à la présente question, à savoir qu'il n'y a aucune différence entre le rôle, l'objet et le but de l'article 15.7 et de la Partie III de l'*Accord SMC*.

180. Les États-Unis indiquent que "rien ne permet de penser que les mêmes termes figurant [à l'article 5/la note de bas de page 13 et à l'article 15.7] ont des sens différents sur la base d'une hypothèse selon laquelle les autorités nationales ont nécessairement tendance à faire un "mauvais usage" de leur pouvoir discrétionnaire contrairement aux groupe spéciaux de l'OMC".[311] Il s'agit d'un faux argument. Ni le Brésil ni le Japon ne se fondent sur "l'hypothèse" que les autorités chargées de l'enquête feront un mauvais usage de leur pouvoir discrétionnaire. Le Brésil souligne plutôt que les considérations "temporelles" dont ces autorités doivent tenir compte par rapport à un groupe spécial de l'OMC sont extrêmement différentes.

181. Les États-Unis défendent l'élément "temporel" "imminent" mais leur argument ne tient pas compte des *laps de temps* extrêmement différents qui sont en jeu dans une mesure corrective provisoire unilatérale rapide fondée sur la Partie V et dans une procédure de plusieurs années pour le règlement d'un différend au titre de la Partie III de l'*Accord SMC* dans le cadre de l'OMC.

182. Il est entièrement approprié que les autorités chargées de l'enquête, qui peuvent prendre des mesures correctives provisoires rapides pour contrôler les importations, soient tenues de constater que ces importations sont "imminentes". Le but des mesures correctives provisoires rapides au titre des articles 17 et 15.7 de l'*Accord SMC* est de veiller à ce que la branche de production nationale ne subisse pas de dommage important en attendant que les mesures correctives prennent effet. La possibilité de prendre des mesures correctives rapides dans le contexte de mesures correctives commerciales unilatérales explique pourquoi les rédacteurs ont utilisé le critère temporel relatif à la menace "imminent".

[311] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 80, paragraphe 192.

183. Cela dit, la situation est totalement différente dans une contestation au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*. La Partie III ne vise pas le contrôle des *importations* subventionnées mais plutôt les effets défavorables d'une subvention. Même les procédures de règlement des différends accélérées dont on peut se prévaloir (mais qui sont rarement utilisées) au titre de l'article 7 de l'*Accord SMC* prennent au moins 18 mois avant qu'une décision ne soit rendue et mise en œuvre. Aucune mesure "d'autoprotection" provisoire n'est prévue par ces règles. Si le critère était la menace "imminente", les groupes spéciaux de l'OMC pourraient être confrontés à des faits démontrant que la menace était "nettement prévue" mais pas "imminente" parce que l'effet des subventions ne se ferait pas sentir avant une année ou deux.[312] (En revanche, une branche de production nationale pourrait adresser une requête aux autorités chargées de l'enquête quelques mois seulement avant l'expédition prévue de quantités importantes de marchandises subventionnées et obtenir réparation au titre des procédures autorisées par les articles 15.7 et 17 de l'*Accord SMC*.) Dans les faits, le Membre plaignant de l'OMC se trouverait sans voie de recours contre un préjudice grave futur qui serait réel mais pas "imminent".

184. Les États-Unis affirment que l'article 15.7 et la note de bas de page 13/l'article 5 établissent un équilibre entre l'assujettissement du subventionnement à des disciplines et son autorisation.[313] Toutefois, si l'on veut maintenir un équilibre réel entre l'assujettissement des subventions à des disciplines et l'autorisation de leur utilisation, le concept de menace doit être suffisamment flexible pour permettre d'assujettir les effets des subventions à des disciplines – sur le plan pratique – *bien avant* que les produits subventionnés ne soient sur le point d'être mis sur le marché. L'article 15.7 et la Partie III de l'Accord SMC ont tous deux pour objet d'*éviter* les effets défavorables futurs réels et prévus prenant la forme d'un dommage important et d'un préjudice grave. Toutefois, les aspects temporels entièrement différents de ces deux voies de recours et procédures différentes imposent l'utilisation de critères relatifs à la menace différents pour maintenir cet équilibre. Sinon, l'interprétation des États-Unis crée un risque beaucoup plus grand que les Membres qui accordent une subvention causent un préjudice grave sans qu'il existe de réparation multilatérale efficace. Cela s'avère être le principal objectif des arguments du Japon et c'est un objectif que le Brésil appuie.

81. Que répondent les États-Unis à l'argument de l'Australie selon lequel "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007"? (déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 13)

185. Dans leur réponse, les États-Unis répètent leurs affirmations erronées selon lesquelles il n'existe pas de menace de préjudice grave parce que la Loi FSRI de 2002 viendra à expiration, d'après ce qu'ils allèguent, d'ici à la fin de la campagne de commercialisation 2007, c'est-à-dire le 31 juillet 2008.[314]

186. Le Brésil conteste que l'expiration alléguée de la Loi FSRI de 2002 à la fin de juillet 2008 soit un fait pertinent pour le Groupe spécial de la mise en conformité.[315] La "question" dont est saisi le Groupe spécial de la mise en conformité en ce qui concerne l'allégation de menace de préjudice grave du Brésil est de savoir si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques pour les campagnes de commercialisation 2006 et 2007 causent une menace de préjudice grave. La campagne de commercialisation 2006 est la campagne pertinente pour ce qui est d'examiner si une menace de préjudice grave existe actuellement. Elle ne se terminera pas avant le

[312] En revanche, une branche de production nationale pourrait adresser une requête aux autorités chargées de l'enquête quelques mois seulement avant l'expédition prévue de quantités importantes de marchandises subventionnées et obtenir réparation au titre des procédures autorisées par les articles 15.7 et 17 de l'*Accord SMC*.

[313] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 81, paragraphe 192 (alléguant que l'article 15.7 et la Partie III visent tous deux à établir un équilibre entre le droit d'accorder des subventions et le droit d'assujettir les subventions à des disciplines).

[314] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 81, paragraphe 195.

[315] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 415.

31 juillet 2007, soit après que le Groupe spécial de la mise en conformité aura rendu sa détermination. La campagne de commercialisation 2007 ne se terminera pas avant une autre période de 16 mois, soit le 31 juillet 2008. La Loi FSRI de 2002 reste en vigueur jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2007.[316] Les allégations de menace de préjudice grave présentées par le Brésil dans la présente procédure nécessitent la détermination de la question de savoir s'il existe une menace de préjudice grave aujourd'hui, et non à la fin de la campagne de commercialisation 2007 ou plus tard.

187. Cela dit, ayant affirmé (à tort) que l'expiration de la Loi FSRI de 2002 était un fait pertinent en laissant entendre que les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques pourraient aussi expirer complètement, les États-Unis ne peuvent pas ensuite affirmer qu'il n'est *pas du tout pertinent* que le Groupe spécial de la mise en conformité examine si les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques seront maintenues sous une forme ou une autre dans la *prochaine* loi agricole des États-Unis.[317] Il n'est pas contesté qu'*une* nouvelle loi agricole sera promulguée à un moment quelconque dans le futur une fois que la présente procédure se sera achevée.[318] Le programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation pour le coton upland existe depuis 1986 et a, depuis, toujours été un élément essentiel de la législation agricole des États-Unis. La proposition actuelle de l'USDA recommande le maintien des deux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques avec certaines modifications.[319] Ainsi, l'Australie a certainement raison de dire qu'"il n'y a aucune garantie que [les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques] ne seront pas reconduits ou maintenus sous une autre forme avec des effets défavorables".[320] Bien entendu, le Groupe spécial de la mise en conformité ne peut pas déterminer la portée exacte des dispositions relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques qui figureront dans la prochaine loi agricole des États-Unis.

188. Enfin, pour le moment, on ne peut pas déterminer si les dispositions d'une nouvelle loi agricole, quelle qu'elle soit, élimineront totalement le préjudice grave causé par la Loi FSRI de 2002 ou la menace permanente d'un tel préjudice. Toutefois, les États-Unis ont tort de dire que la simple expiration de la Loi FSRI de 2002 dans le futur constituerait un "retrait" de la subvention.[321] Si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont maintenus sous une forme ou une autre dans la nouvelle loi agricole – ou sont remplacés par des programmes qui ont des effets similaires – ces subventions n'auront *pas* été retirées au sens de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*.[322]

---

[316] En ce qui concerne les dispositions relatives aux versements anticycliques, *voir* l'article 1108 de la Loi FSRI de 2002 ("Ce sous-titre sera en vigueur à compter de la campagne agricole 2002 pour chaque produit de base visé jusqu'à la fin de la campagne agricole 2007.") Pièce Bra-29 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural). En ce qui concerne les dispositions relatives aux versements au titre de prêts à la commercialisation, *voir* l'article 1207 a) i) de la Loi FSRI de 2002 ("Pendant la période allant de la date de promulgation de la Loi FSRI jusqu'au 31 juillet 2008, le Secrétaire délivrera des certificats de commercialisation ou effectuera des versements comptant …"). Pièce Bra-29 (Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural).

[317] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 81, paragraphe 197.

[318] *Voir*, par exemple, le rapport adressé au Congrès par le Service de recherche du Congrès, "Farm Bill Proposals and Legislative Action in the 110th Congress", consulté en avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.nationalaglawcenter.org/assets/crs/RL33934.pdf.

[319] Le projet de loi agricole de l'USDA peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.usda.gov/documents/07finalfbp.pdf, consulté en avril 2007.

[320] Déclaration orale de l'Australie, paragraphe 13.

[321] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 81, paragraphe 196.

[322] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 77.

82. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur les prévisions de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques figurant dans le tableau 26 de la première communication écrite du Brésil et sur les prévisions de prix et de versements de subventions figurant dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil? Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi les données figurant dans ces tableaux étayent leur argument selon lequel les producteurs s'attendent probablement à recevoir des versements faibles ou pas de versements du tout au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2007? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 418)

189. Dans leur réponse à la présente question, les États-Unis se concentrent sur les prévisions de *prix*[323] pour établir les prévisions de subventions, et minimisent l'importance des prévisions de *dépenses au titre des subventions* elles-mêmes (ce qu'ils appellent les "chiffres globaux"[324]) en faisant valoir qu'il est "difficile de faire concorder ces prévisions"[325] avec les prévisions de prix. Cet argument est très fallacieux et contraire aux principes comptables de base utilisés et adoptés par l'USDA.[326] En fait, les prévisions de prix et de dépenses au titre des subventions sont entièrement compatibles, ainsi qu'il est expliqué ci-dessous.

190. Prenons l'exemple simplifié ci-après, formulé par M. Sumner dans la pièce Bra-659:

> Mais prenons le cas d'un exploitant qui envisage le futur AWP comme suit. Il estime qu'il y a 40 pour cent de chances que l'AWP soit de 42 cents, 20 pour cent de chances qu'il soit de 52 cents et 40 pour cent de chances qu'il soit de 62 cents. La valeur attendue est d'exactement 52 cents. Il ne s'attend pas à recevoir un versement au titre de prêts à la commercialisation mais la valeur du programme est, pour lui, de quatre cents par livre. Soit 0,4 (52 - 42) = 4 cents. Ce n'est que si l'exploitant était absolument sûr que l'AWP ne pourrait pas être inférieur au taux de prêt que le programme n'aurait aucune valeur.[327]

191. Même si l'on s'attend à ce que le cours mondial ajusté ("AWP") soit de 0,52 dollar par livre ou plus, cela ne veut pas dire que le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation n'apporte aucun avantage. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, même si les exploitants de coton upland s'attendaient à ce que les prix soient au-dessus du cours mondial ajusté au moment de la plantation, ils "savaient aussi que si les prix réels étaient en définitive plus bas, ils seraient "protégés" par le soutien public, y compris non seulement par les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation mais aussi par les versements anticycliques, qui étaient fondés sur un prix d'objectif de 72,4 cents par livre".[328]

192. La distinction entre les prix auxquels les exploitants s'attendent et les subventions au titre de prêts à la commercialisation auxquelles ils s'attendent ressemble à la différence entre les prévisions déterministes et stochastiques des dépenses au titre des subventions au titre de prêts à la

[323] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 82, paragraphe 202.
[324] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 82, paragraphe 202.
[325] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 82, paragraphe 202.
[326] *Voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 89, paragraphe 189 ("de par leur nature, les prévisions déterministes tendent à sous-estimer les dépenses").
[327] Pièce Bra-569 (Statement of Professor Sumner Concerning Various U.S. Argument, para. 55).
[328] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 445 (examinant des arguments similaires à ceux qui ont été avancés par les États-Unis aux paragraphes 226 à 235 de leur première communication écrite).

commercialisation.[329] Comme les exploitants, l'USDA attribue une valeur au programme de versements au titre de prêts à la commercialisation même lorsqu'il s'attend à ce que les prix se situent au niveau du taux de prêt ou au-dessus. Par exemple, la prévision *déterministe* de l'USDA concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation qui repose sur des prévisions de prix, est de 0 dollar pour la campagne de commercialisation 2009 tandis que sa prévision *stochastique* est de 468 millions de dollars.[330]

193. La prévision déterministe de l'USDA concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation pour la campagne de commercialisation 2007 est de 238 millions de dollars, ce qui indique que l'USDA s'attend à ce que l'AWP soit inférieur au taux de prêt.[331] Toutefois, sur la base de la probabilité que les prix seront encore plus bas, la prévision stochastique de l'USDA concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation est de 798 millions de dollars. La dernière prévision de l'USDA, selon laquelle la production de coton upland s'élèvera à 20,7 millions de balles pendant la campagne de commercialisation 2007[332], laisse penser que les subventions au titre de prêts à la commercialisation attendues par unité s'élèveront à 8 cents par livre, et non à 2 cents par livre[333], comme l'ont indiqué les États-Unis.[334]

194. En somme, en se fondant sur les prix attendus plutôt que les subventions attendues, les États-Unis répètent une erreur qu'ils ont commise tout au long de la présente procédure. Seules les estimations stochastiques des subventions au titre de prêts à la commercialisation rendent compte de la probabilité que les prix seront inférieurs et les versements supérieurs. La différence entre l'AWP attendu et le taux de prêt ne rend pas compte de cet effet. Comme l'a expliqué l'USDA, "de par leur nature, les prévisions déterministes tendent à sous-estimer les dépenses".[335]

195. Le Brésil note que les États-Unis font bien mention des prévisions stochastiques de juillet 2006 du FAPRI concernant les subventions au titre de prêts à la commercialisation. Toutefois, cette prévision pour les versements au titre de prêts à la commercialisation de 1,9 cent par livre[336] est nettement inférieure aux propres prévisions de l'USDA de 8 cents par livre. Il y a une très bonne raison qui explique que les estimations de l'USDA sont plus fiables que les prévisions de juillet 2006 du FAPRI – elles sont plus récentes. Les estimations de l'USDA se trouvent dans le Commodity Estimates Book de l'USDA for the FY 2008 President's Budget (Recueil d'estimations de l'USDA concernant les produits de base pour le budget du Président pour l'exercice budgétaire 2008), qui a été rendu public en février 2007 – huit mois plus tard que les données de base du FAPRI sur lesquelles s'appuient les États-Unis.[337]

---

[329] Pour une explication détaillée de la différence existant entre les estimations déterministes et stochastiques, *voir* la déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 82 et la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 89, paragraphes 189 et 190.

[330] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 89, tableau 4, paragraphe 189.

[331] *Voir* la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 82, paragraphe 203.

[332] Pièce Bra-635 (2002-2007 USDA Agricultural Baseline Projections).

[333] 798 millions de dollars/(20,7 millions de balles * 480 livres par balle) = 0,0803 dollar par livre.

[334] *Voir* la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 82, paragraphe 203.

[335] Pièce Bra-460 (Explanatory Notes for Stochastic Budget Outlay Estimates, Farm Service Agency, accessed October 2006 at: http://www.fsa.usda.gov/Internet/FSA_File/msrexplain.doc).

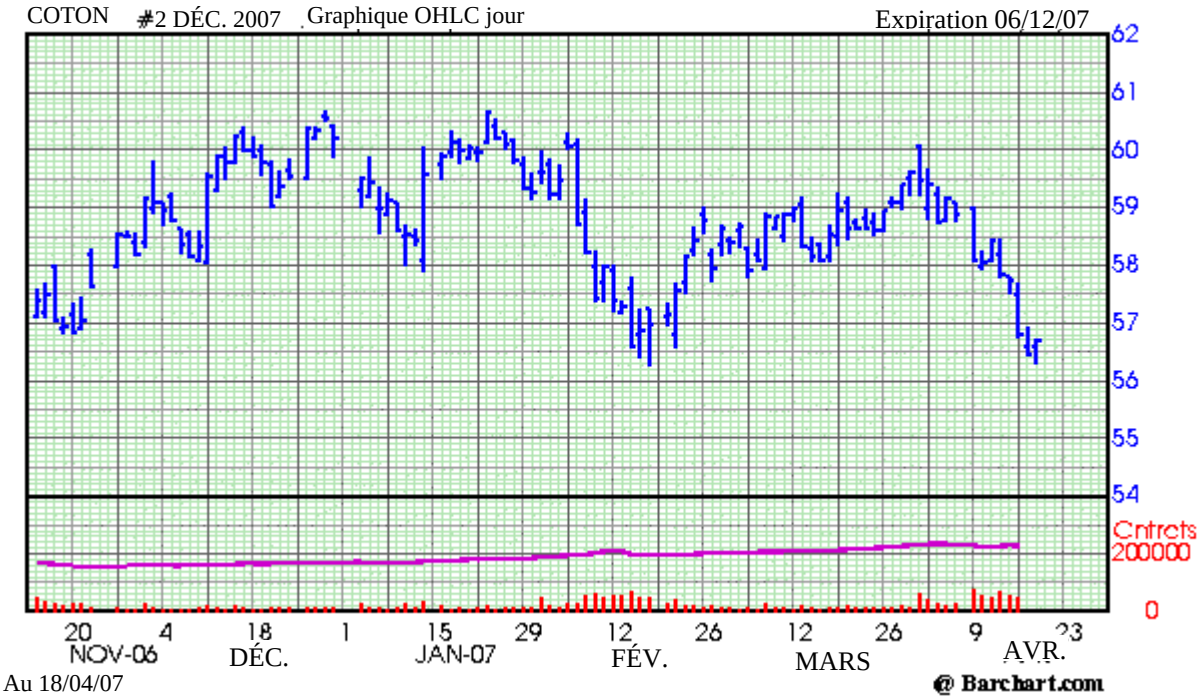
[336] Pièce Bra-479 (2006 Baseline Update for U.S. Agricultural Markets, FAPRI-UMC Report 12-06, July 2006, p. 6, accessed October 2006 at: http://www.fapri.missouri.edu/outreach/publications/2006/FAPRI_UMC_Report_12_06.pdf).

[337] Pièce Bra-639 (Commodity Estimates Book for FY 2008 President's Budget).

196. Par ailleurs, bien que les données de base complètes pour 2007 du FAPRI n'aient pas été rendues publiques[338], les parties qui l'ont été confirment que les prévisions de juillet 2006 du FAPRI concernant les prix du coton upland étaient trop élevées. À titre d'exemple, le FAPRI prévoit maintenant que le prix agricole du coton upland aux États-Unis pour la campagne de commercialisation 2007 s'élèvera à 51,8 cents par livre.[339] En juillet dernier, il a prévu que ce prix s'élèverait à 53,4 cents par livre.[340]

197. Les prix à terme actuels indiquent également qu'on peut s'attendre à des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques importants en raison des faibles prix attendus pendant la campagne de commercialisation 2007. Le graphique ci-après présente de façon détaillée les prix de clôture quotidiens du contrat de décembre 2007 pour le coton upland.

Graphique 6 – Prix du contrat à terme de décembre 2007 pour le coton upland[341]



[338] Malheureusement, des parties pertinentes du dernier "Agricultural Outlook" de 2007 du FAPRI n'ont pas encore été rendues publiques mais le "World Agricultural Briefing Book" du FAPRI a été rendu public, *voir* à l'adresse suivante: http://www.fapri.iastate.edu/brfbk07/.

[339] FAPRI World Agricultural Outlook Briefing Book, World Cotton, peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.fapri.iastate.edu/brfbk07/CottonTables2007.pdf.

[340] Pièce Bra-479 (2006 Baseline Update for U.S. Agricultural Markets, FAPRI-UMC Report 12-06, July 2006, p. 6, accessed October 2006 at: http://www.fapri.missouri.edu/outreach/publications/2006/FAPRI_UMC_Report_12_06.pdf).

[341] *Voir* http://www2.barchart.com/dfutpage.asp?sym=CT&code=BSTK.

198. Le prix de clôture moyen du contrat à terme de décembre 2007 entre janvier et mars a été de 0,588 dollar par livre.[342] Depuis, le prix du contrat à terme de décembre 2007 est tombé à moins de 0,57 dollar par livre. Le Brésil rappelle que les subventions au titre de prêts à la commercialisation sont établies sur la base du cours mondial ajusté qui, en moyenne, est inférieur de 17,3 cents au prix à terme moyen entre janvier et mars.[343] Une simple régression linéaire des prix à terme et des versements au titre de prêts à la commercialisation effectifs indiquent que, d'après le prix à terme actuel de 0,588 dollar par livre pour la campagne de commercialisation 2007, les exploitants peuvent s'attendre à recevoir une subvention au titre de prêts à la commercialisation de 12,3 cents par livre[344], soit environ 1,2 milliard de dollars.[345] Cela représenterait 17 pour cent du coût total prévu de production d'une livre de coton pendant la campagne de commercialisation 2007.[346]

199. Au bout du compte, il est impossible de savoir quelle sera l'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2007. Le Brésil fait observer que le prix à terme moyen de 0,588 dollar par livre pendant la période de plantation de la campagne de commercialisation 2007 est similaire aux prix à terme de la période de plantation des campagnes de commercialisation 2001, 2003 et 2006.[347] Les subventions au titre de prêts à la commercialisation effectivement accordées pendant ces campagnes ont varié grandement, allant de 2,6 milliards de dollars pendant la campagne de commercialisation 2001 à 757 millions de dollars (selon les prévisions) pendant la campagne de commercialisation 2006, en passant par seulement 184 millions de dollars pendant la campagne de commercialisation 2003.[348] Le fait que les prix à terme ne permettent pas de prédire les subventions effectives a été encore plus manifeste pendant les campagnes de commercialisation 2004 et 2005. Le prix à terme moyen s'est élevé à 0,674 dollar par livre pendant la campagne de commercialisation 2004 et à 0,529 dollar par livre pendant la campagne de commercialisation 2005. Pourtant, pendant la campagne de commercialisation 2004, les subventions au titre de prêts à la commercialisation se sont élevées à 1,8 milliard de dollars et ont été de 50 pour cent supérieures aux subventions au titre de prêts à la commercialisation de 1,2 milliard de dollars accordées pendant la campagne de commercialisation 2005.[349] Le graphique ci-après montre la progression des prix à terme à l'échéance la plus proche au cours des quatre dernières campagnes:

---

[342] Ce chiffre inclut des données complètes jusqu'à la fin de mars (*voir* la pièce Bra-691 (Average January to March Price of the December 2007 futures contract)). Même si le Groupe spécial leur a demandé de fournir des données complètes, les États-Unis fournissent uniquement des données allant jusqu'au 9 mars dans la pièce US-147.

[343] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 105.

[344] *Voir* la pièce Bra-621 (Upland Cotton Expected Marketing Loan Program Payments Based on Futures Prices).

[345] Selon les données de base de l'USDA pour 2007, la production devrait atteindre 20,7 millions de balles pendant la campagne de commercialisation 2007. *Voir* la pièce Bra-635 (2002-2007 USDA Agricultural Baseline Projections).

[346] Versements au titre de prêts à la commercialisation (12,3 cents par livre) * rendement attendu par acre plantée (806 livres par acre)/Coût total par acre (593,5 dollars par acre) = 16,7 pour cent. *Voir* la pièce Bra-634 (Analysis of Planting Decisions Based on Expected Returns).

[347] Le prix de clôture moyen entre janvier et mars du contrat de décembre a été de 58,07 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2001, de 59,12 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2003 et de 59,28 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2006. *Voir* la pièce Bra-621 (Upland Cotton Expected Marketing Loan Payments Based on Futures Prices).

[348] *Voir* la première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111. En ce qui concerne la campagne de commercialisation 2006, *voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 89, tableau 4, paragraphe 189.

[349] *Voir* la première communication écrite du Brésil, tableau 6, paragraphe 111, tel que modifié par les montants actualisés des subventions au titre de prêts à la commercialisation (*voir* les observations du Brésil du 16 mars sur la réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 14) et par le montant actualisé des subventions anticycliques pour la campagne de commercialisation 2005 (*voir* la déclaration orale du Brésil,

Graphique 7 – Prix à terme à l'échéance la plus proche[350]



200. En somme, chaque exploitant sait que les attentes fondées sur les prix à terme, tout comme les prévisions de l'USDA et du FAPRI, ne sont que cela – des prévisions – et que les prix *réels* et les subventions *effectives* varient grandement. En dépit de l'accent mis par les États-Unis sur les "attentes", la réalité sous-jacente pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002 a consisté en des prix bas autonomes pour le coton upland et en d'énormes subventions au titre de prêts à la commercialisation et subventions anticycliques subordonnées aux prix. Les éléments de preuve versés au dossier étayent pleinement la conclusion selon laquelle ces subventions et leurs effets d'empêchement de hausses de prix continueront pendant toute la période d'application de la Loi FSRI de 2002.

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation

Questions posées aux États-Unis

91. Au paragraphe 342 de sa première communication écrite, le Brésil indique que le montant total de l'encours des garanties au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP au 1er juillet 2005 s'élevait à 8,5 milliards de dollars.

c) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits inscrits dans la Liste et, en particulier, le riz. (Veuillez distinguer, dans chaque cas, le principal et les intérêts.)

---

paragraphe 40). *Voir aussi* la pièce Bra-621 (Upland Cotton Expected Marketing Loan Payments Based on Futures Prices).

[350] *Voir* http://www.agweb.com/, consulté en avril 2007.

201. Les États-Unis affirment qu'ils ne maintiennent pas de données concernant l'encours des garanties de crédit à l'exportation par produit de base mais les résumés mensuels du FAS sur les activités menées au titre du programme GSM 102 sont établis par produit de base (au moins en ce qui concerne certains produits de base, comme le riz).[351]

202. Cela dit, si les États-Unis ne maintiennent pas de données par produit de base concernant les garanties de crédit à l'exportation émises et encours, c'est un fait révélateur qui confirme qu'il n'existe aucun fondement factuel permettant aux États-Unis de qualifier la mesure faisant l'objet des allégations d'incompatibilité avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* formulées par le Brésil de "garanties au titre du GSM 102 pour la viande porcine et la viande de volaille".[352] Ni le programme GSM 102 modifié dans son intégralité, ni les modifications individuelles, n'énoncent de modalités ou conditions qui diffèrent selon les différents produits admissibles.[353] Dans leur réponse à la question du Groupe spécial de la mise en conformité, les États-Unis soutiennent qu'ils ne *maintiennent même pas de données* par produit sur les garanties de crédit à l'exportation émises et en cours au titre du GSM 102.

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

95. Le Brésil a estimé que "les différentes parties à une transaction comportant une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 retir[aient] différents avantages de la garantie, qui tous étaient susceptibles de faire l'objet d'une évaluation au titre de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC" et il a indiqué que, dans la présente procédure, il "s'intéress[ait] avant tout" à l'avantage obtenu par l'exportateur des États-Unis sous la forme de commissions inférieures à celles du marché (paragraphe 404 de la réfutation du Brésil). Les États-Unis ont contesté l'approche du Brésil consistant à se concentrer sur les commissions à l'exclusion d'autres éléments du coût total du prêt. En vous référant aux dispositions de l'Accord SMC et à la jurisprudence de l'OMC (pour autant qu'elle soit applicable), veuillez exposer votre position sur les questions suivantes: 1) Les garanties de crédit à l'exportation et les autres types de subventions peuvent-ils comporter plus d'un type d'avantage et/ou de bénéficiaire? 2) Appartient-il au Membre plaignant de décider de l'avantage qu'il conteste?

203. Contrairement à ce que les États-Unis affirment dans leur réponse, le Brésil ne demande pas au Groupe spécial de la mise en conformité de "faire abstraction" de l'article 14 c) de l'*Accord SMC* dans son évaluation de l'"avantage" découlant des garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 conformément au barème des commissions modifié du GSM 102.[354]

204. S'appuyant sur la jurisprudence de l'Organe d'appel, le Brésil a noté la décision de l'Organe d'appel selon laquelle l'article 14 ne devait pas être appliqué "de manière rigide", même dans les différends au titre de la Partie V de l'*Accord SMC* auxquels la disposition s'appliquait explicitement.[355]

---

[351] *Voir* http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/ecg.html. Ce n'est malheureusement pas le cas pour certains autres produits de base qui sont groupés en catégories (par exemple les céréales fourragères) qui ne correspondent pas aux catégories de produits de base incluses dans la Liste des engagements de réduction des États-Unis, ce qui rend l'évaluation de l'existence d'un contournement au titre de l'article 10.1 de l'*Accord SMC* impossible dans certains cas. C'est pour cette raison que le Brésil a demandé au Groupe spécial de poser aux États-Unis la question n° 7 de la liste de questions. La question n° 7 demande aux États-Unis de fournir une table de correspondance entre les catégories de produits de base figurant dans les résumés mensuels du FAS et les catégories de produits de base figurant dans la Liste des États-Unis.

[352] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 10.

[353] *Voir* les réponses du Brésil du 26 février aux questions, paragraphe 29.

[354] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 95, paragraphe 211.

[355] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

L'Organe d'appel a estimé que, même dans les différends au titre de la Partie V de l'Accord, la disposition devait être appliquée d'une manière flexible, pour tenir compte des "circonstances factuelles" de l'affaire.[356]

205. Il est encore plus important de préserver cette flexibilité dans les différends au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*. Dans un différend au titre de la Partie II, seule l'existence d'*un certain* "avantage" au titre de l'article 1.1 b) doit être établie, et non la quantité de cet avantage. Dans un passage cité par les États-Unis dans la présente procédure, le Groupe spécial initial a estimé que l'application "de l'élément quantitatif et [d]es obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V" de l'*Accord SMC* aux différends engagés au titre de la Partie III de l'*Accord* n'était pas appropriée, même lors de l'évaluation de l'"importance" de la subvention.[357] Dans un différend au titre de la Partie II de l'*Accord*, où *aucune* évaluation de l'"importance" de la subvention n'est nécessaire, et encore moins le calcul d'un taux de droit compensateur, il n'y a absolument pas la moindre raison d'appliquer "l'élément quantitatif et les obligations méthodologiques plus détaillées de la Partie V …".[358]

206. Dans sa réponse du 2 avril à la question n° 100, le Brésil a démontré le rôle approprié de l'article 14 c) dans la présente procédure. Les "circonstances factuelles"[359] dans la présente procédure au titre de la Partie II de l'*Accord SMC* sont telles qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une "démonstration circonstanciée"[360], en utilisant des données concernant les "coûts et les commissions de prêts pris individuellement" ou des "prêts commerciaux comparables et leurs modalités".[361] La preuve de l'existence d'un "avantage" peut être établie sans le type d'élément de preuve que les États-Unis exigent.

207. D'ailleurs, s'agissant des procédures concernant des allégations à l'encontre de garanties des pouvoirs publics au titre des Parties II et V de l'*Accord SMC*, des groupes spéciaux ont déjà décidé à deux reprises qu'il n'était pas nécessaire de présenter des éléments de preuve du type que les États-Unis exigent pour démontrer l'existence d'un avantage.[362] En fait, ces deux groupes spéciaux ont accepté des éléments de preuve très en deçà de ceux que le Brésil a produits dans la présente procédure (et qui sont décrits dans la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 100) comme étant suffisants pour satisfaire aux prescriptions de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*, tel qu'éclairé par l'article 14 c).[363] Chacun de ces deux groupes spéciaux a effectivement accepté qu'en principe, la perception de commissions inférieures à celles du marché pour des garanties des pouvoirs publics entraînait des coûts moins élevés pour l'obtention d'un crédit commercial et, partant, un coût total des fonds moins élevé – conclusion qui repose sur les principes fondamentaux d'économie financière examinés par le Brésil dans sa réponse du 2 avril à la question n° 100.[364]

---

[356] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

[357] Observations des États-Unis du 16 mars, paragraphe 70. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 7.1167.

[358] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1177. *Voir aussi id.*, paragraphe 1167.

[359] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92.

[360] Réponse des États-Unis du 6 mars à la question n° 41, paragraphe 80.

[361] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 137.

[362] Rapport du Groupe spécial *CE – Droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 7.189; rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.345.

[363] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 100, paragraphes 232 à 262.

[364] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 100, paragraphes 245 à 253.

208. Cela ne revient pas à "faire abstraction" de l'article 14 c), comme les États-Unis l'affirment[365] mais plutôt à placer l'article 14 c), et les éléments de preuve nécessaires pour satisfaire à ses prescriptions dans le contexte particulier de la présente procédure.

96. Les avis des parties divergent quant à savoir s'il est possible de comparer différents types de prêts dès lors qu'ils ont la même "durée moyenne". Qu'est-ce qui étaye votre position sur cette question (ouvrages économiques, etc.)?

209. La position des États-Unis est que les prêts de deux ans remboursables en une seule fois et les prêts amortissables sur trois ans sont équivalents à condition que l'on fasse la moyenne de la durée des deux prêts.

210. La position du Brésil est qu'en raison des risques de défaut de paiement différents, les prêts de deux ans remboursables en une seule fois et les prêts amortissables sur trois ans ne sont pas équivalents et que faire la moyenne de la durée des deux prêts ne les rend pas équivalents.

211. Le Brésil a fourni des éléments étayant sa position dans sa réponse à la question n° 96. Au lieu d'étayer leur position, les États-Unis attribuent plutôt au Brésil des positions que celui-ci n'a pas adopté et présentent des arguments contre ces positions imaginaires. La réponse des États-Unis n'est rien de plus qu'une tentative pour induire le Groupe spécial de la mise en conformité en erreur et détourner son attention des éléments de preuve que le Brésil a fournis pour prouver que les prêts remboursables en une seule fois et les prêts amortissables n'ont pas de marges équivalentes même s'ils ont les mêmes durées moyennes.

212. S'agissant de l'exemple simplifié exposé aux paragraphes 220 à 222 de la déclaration orale du Brésil, les États-Unis font valoir que la position du Brésil oblige le Groupe spécial de la mise en conformité à supposer que le risque "augmente avec le temps", de telle sorte qu'il existe un "risque beaucoup plus élevé durant la troisième année de la transaction au titre du GSM 102". Les États-Unis admonestent le Brésil parce qu'il n'a pas étayé cette "supposition" dont ils font valoir qu'elle n'est "même pas acceptable d'un point de vue théorique".[366]

213. Cette description de la position du Brésil est fallacieuse au point d'en être absurde. Le Brésil n'a pas demandé au Groupe spécial de la mise en conformité de supposer que ce scénario était un fait mais simplement de l'examiner en tant qu'exemple hypothétique. D'autres exemples, concernant d'autres types de risque de défaut de paiement, sont également examinés aux paragraphes 31 et 32 d'une déclaration de M. Sumner figurant dans la pièce Bra-686 qui a été jointe aux réponses du Brésil du 2 avril. Chacun de ces deux paragraphes comprend deux exemples; dans un des exemples de chacun de ces paragraphes, le risque de défaut de paiement augmente avec le temps tandis que dans l'autre exemple figurant dans ces paragraphes, le risque de défaut de paiement diminue avec le temps. Comme il ressort des exemples, la marge sur les prêts amortissables peut être supérieure ou inférieure à la marge sur les prêts remboursables en une seule fois selon le type de risque de défaut de paiement. Voilà la position du Brésil et elle est prouvée mathématiquement par M. Sumner dans la pièce Bra-686.

214. Aux paragraphes 221 et 222 de leur réponse du 2 avril, les États-Unis fournissent une référence qui étaye, en fait, la position du Brésil. Ils citent la conclusion d'un article selon laquelle, en général, la probabilité de défaut de paiement des prêts de sept ans augmente avec le temps au lieu de

[365] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 95, paragraphe 211.
[366] *Voir* la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 96, paragraphes 218, 221 et 222.

diminuer.[367] Cette conclusion confirme le bien-fondé de l'argument du Brésil selon lequel le risque de défaut de paiement n'étant pas constant d'une année à l'autre, les prêts remboursables en une seule fois et les prêts amortissables auront, en général, des marges différentes.[368]

215. Le Brésil examine également trois autres questions soulevées dans la réponse des États-Unis à la question n° 96: i) l'utilisation du concept de la durée moyenne dans le contexte des titres adossés à des créances hypothécaires; ii) l'utilisation du concept de la durée moyenne dans l'établissement du prix des swaps en fonction d'obligations du Trésor des États-Unis ayant les mêmes durées moyennes; et iii) l'utilisation de la durée moyenne dans l'établissement du prix d'un prêt amortissable obtenu par l'ajout d'une marge fixe à un indice.

Durée moyenne dans le contexte des titres adossés à des créances hypothécaires

216. Au paragraphe 219, les États-Unis indiquent que "le concept de la durée moyenne est utilisé couramment pour la comparaison des prix des investissements et des titres de créance de durées diverses". Le premier exemple figurant au paragraphe 219 fait référence à des titres adossés à des créances hypothécaires. Le Brésil formule deux observations au sujet de cet exemple.

217. Premièrement, et fait le plus important, la référence n'examine pas, et établit encore moins, la comparabilité des prêts remboursables en une seule fois et des prêts amortissables ayant les mêmes durées moyennes, ce qui est la question posée par le Groupe spécial. En fait, lorsqu'ils examinent la pertinence du concept de la durée moyenne pour les titres adossés à des créances hypothécaires, les États-Unis ne font aucune mention de l'établissement des prix. Les États-Unis n'indiquent pas, par exemple, que le prix d'un titre adossé à des créances hypothécaires est égal au prix d'un titre remboursable en une seule fois similaire ayant la même durée moyenne.

218. Deuxièmement, la référence faite aux titres adossés à des créances hypothécaires est fondée sur une compréhension erronée de la raison pour laquelle la durée moyenne est utilisée pour les titres adossés à des créances hypothécaires. Le plus grand risque auquel est exposé le détenteur d'un titre adossé à des créances hypothécaires est le *risque de remboursement anticipé* ou, en d'autres termes, le risque que les emprunteurs remboursent par anticipation certaines des hypothèques qui servent de support au titre adossé à des créances hypothécaires.[369] Ainsi, la durée d'un titre adossé à des créances hypothécaires n'est pas un moyen adéquat, en soi, de décrire l'instrument. Deux titres adossés à des créances hypothécaires peuvent avoir la même durée mais si l'un des titres comporte un risque de

[367] Pièce US-152 (Dennis Glennon and Peter Nigro, "Measuring the Default Risk of Small Business Loans: A Survival Analysis Approach," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 37, No. 5 (October 2005), p. 935, 945).

[368] Réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 96, paragraphe 223. *Voir aussi* la pièce Bra-686 (Statement of Professor Sundaram).

[369] *Voir* http://www.riskglossary.com/link/mortgage_backed_security.htm ("Les remboursements anticipés introduisent une incertitude dans les rentrées de fonds relatives aux titres adossés à des créances hypothécaires avec flux identiques. La mesure dans laquelle les débiteurs d'hypothèques à taux fixe les remboursent par anticipation dépend de nombreux facteurs. Le niveau des taux d'intérêts est un facteur important. Les débiteurs hypothécaires ont tendance à rembourser des hypothèques par anticipation afin de pouvoir obtenir un refinancement lorsque les taux hypothécaires baissent. En agissant au mieux de leurs intérêts, les débiteurs hypothécaires agissent au détriment des investisseurs qui détiennent les titres adossés à des créances hypothécaires avec flux identiques. Ils ont tendance à rembourser le principal aux investisseurs lorsque les taux de réinvestissements ne sont pas avantageux et à ne pas le faire lorsque les taux de réinvestissements sont avantageux"). *Voir aussi* http://personal.fidelity.com/products/fixedincome/pombs.shtml. En tout état de cause, la vaste majorité des titres adossés à des créances hypothécaires aux États-Unis ne comportent pas de risque de défaut de paiement parce qu'ils sont garantis par des organismes soutenus par le gouvernement fédéral, tels que Freddie Mac, Fannie Mae, and Ginnie Mae. *Voir* http://www.sec.gov/answers/mortgagesecurities.htm. *Voir aussi* http://www.riskglossary.com/link/mortgage_backed_security.htm.

remboursement anticipé plus élevé que l'autre (par exemple, parce que les coupons de l'hypothèque qui lui sert de support sont plus élevés), les rentrées de fond s'étaleront sur une période plus courte. Afin de rétablir une certaine forme de comparabilité entre différents titres adossés à des créances hypothécaires, les investisseurs utilisent des modèles qui tentent de prédire le volume des remboursements anticipés et de calculer ainsi une durée moyenne.[370] Il n'est pas nécessaire de calculer une telle durée moyenne s'il n'y a pas de risque de remboursement anticipé.

Durée moyenne dans l'établissement du prix des swaps

219. Au paragraphe 219 de leur réponse, les États-Unis mentionnent un article dans lequel il est indiqué que les opérateurs de swaps "établissent habituellement le taux fixe d'un swap de taux d'intérêt sous la forme d'un écart par rapport aux obligations du Trésor des États-Unis ayant une durée moyenne similaire".[371] Cette déclaration n'étaye pas (et ne concerne même pas) l'affirmation des États-Unis selon laquelle les prêts remboursables en une seule fois de deux ans et les prêts amortissables de trois ans ayant la même qualité de crédit ont un risque de crédit identique chaque fois qu'ils ont les mêmes "durées moyennes".

220. L'article mentionné par les États-Unis décrit une situation dans laquelle un organisme détenant une créance hypothécaire amortissable à taux fixe financée par l'émission d'une créance à court terme à taux flottant cherche à se protéger contre le risque de taux d'intérêt en utilisant un "swap". Un swap est un échange de liquidités calculées à un taux d'intérêt flottant contre des liquidités calculées à un taux d'intérêt fixe. L'organisme en question veut recevoir le versement à taux flottant du vendeur du swap et effectuer le versement à taux fixe au vendeur du swap de façon à ce que, compte tenu de l'hypothèque qu'il détient et de la créance à taux flottant émise pour financer cette hypothèque, l'exposition au taux d'intérêt de l'organisme soit uniquement un taux fixe.

221. Pour établir le taux fixe d'un swap, les opérateurs ajoutent généralement une marge au rendement d'une obligation du Trésor ayant la même durée que le swap. Toutefois, lorsque le capital théorique est amortissable, comme dans l'exemple donné dans l'article mentionné par les États-Unis, un problème survient – le capital théorique de l'hypothèque est amortissable mais les obligations du Trésor sont des obligations remboursables en une seule fois. Il faut procéder à un ajustement pour mettre sur le même pied les différentes durées des créances amortissables et non amortissables. Il est question de cet ajustement dans la note de fin de texte 4 de l'article: "la durée moyenne est utilisée par les opérateurs de swaps pour mettre sur le même pied les durées des créances du Trésor non amortissables et des créances hypothécaires amortissables".[372]

222. Cela dit, le Groupe spécial de la mise en conformité a demandé si des ouvrages étayaient l'affirmation des États-Unis selon laquelle les créances non amortissables et amortissables ayant la même qualité de crédit présentaient un risque de crédit identique quand elles avaient les mêmes "durées moyennes". L'exemple donné dans l'article mentionné par les États-Unis ne concerne même pas cet argument parce que la créance hypothécaire et l'obligation du Trésor dont il est question dans l'exemple ont des qualités de crédit différentes en dépit du fait qu'elles ont la même "durée moyenne". L'article mentionné par les États-Unis n'étaye donc pas leur affirmation selon laquelle les prêts de deux ans remboursables en une seule fois et les prêts amortissables sur trois ans ayant la qualité même de crédit présentant un risque de crédit identique quand elles ont les mêmes "durées moyennes".

---

[370] *Voir* http://www.riskglossary.com/link/mortgage_backed_security.htm. *Voir aussi* http://personal.fidelity.com/products/fixedincome/pombs.shtml.

[371] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 96, paragraphe 219, *citant* la pièce US-150.

[372] Pièce US-150, page 21 (note 4). (non souligné dans l'original)

Durée moyenne dans l'établissement du prix d'un prêt amortissable obtenu par l'ajout d'une marge fixe à un indice

223. Au paragraphe 220 de leur réponse, les États-Unis donnent un autre exemple du concept de la "durée moyenne", dans ce cas en évoquant l'établissement du prix d'un prêt amortissable obtenu par l'ajout d'une marge fixe à l'indice approprié.

224. L'exemple mentionné par les États-Unis au paragraphe 220 et le site Web mentionné dans la pièce US-151 n'étayent pas, comme l'a demandé le Groupe spécial, la position des États-Unis selon laquelle les prêts de deux ans remboursables en une seule fois et les prêts amortissables sur trois ans sont équivalents à condition de faire la moyenne de la durée des deux prêts. En fait, la pièce US-151 et l'exemple figurant au paragraphe 220 de la réponse des États-Unis ne concernent pas du tout la justesse de la position des États-Unis.

225. L'exemple des États-Unis démontre comment une entreprise particulière de la branche de la production, Bond Street Capital ("BSC"), s'y prend pour établir le prix de ses prêts amortissables. L'exemple ne comporte pas l'utilisation de "durées moyennes" pour mettre sur un pied d'égalité des prêts remboursables en une seule fois d'une durée particulière et des prêts amortissables d'une durée différente et permettre ainsi une comparaison des prix des deux instruments. L'exemple montre que BSC indexe ses prêts sur les durées moyennes d'obligations du Trésor des États-Unis ou de swaps. Il n'indique pas que BSC considère qu'un prêt amortissable d'une durée moyenne de *m* années a une marge équivalente à un prêt remboursable en une seule fois d'une durée de *m* années. En fait, l'exemple ne mentionne même pas comment BSC établirait le prix d'un prêt remboursable en une seule fois. Ni l'exemple ni les renseignements inclus dans la pièce US-151 n'excluent la possibilité que BSC ajoute des marges différentes à l'indice pour les prêts remboursables en une seule fois et les prêts amortissables.

226. Le Brésil fait également observer que les "durées moyennes" des prêts inclus dans l'exemple ne concordent pas avec l'interprétation courante de ce concept. Au paragraphe 220 de la réponse des États-Unis et dans la pièce US-151, BSC affirme qu'un prêt "15/15" a une durée moyenne de neuf ans. Cette affirmation n'est tout simplement pas exacte. Un prêt "15/15" a une durée moyenne de huit ans. Le quinzième du capital est remboursé à chacune des 15 années de telle sorte que la durée moyenne est de (1/15) * (1 + 2 + … + 15), ou huit ans. De même, BSC affirme que la durée moyenne d'un prêt "20/20" est de 12 ans alors qu'elle est plutôt de dix ans et demi – ((1/20 * ((1 + 2 + ... + 20) = 10,5). Même si l'exemple avait pour effet d'étayer la position pour laquelle il a été donné, il n'est pas fiable parce que le calcul de la durée moyenne est incorrect.

Questions posées aux États-Unis

97. À supposer que le Groupe spécial accepte l'argument des États-Unis selon lequel l'"avantage" doit être évalué sur la base du "coût total des fonds", que doit établir, selon vous, le Brésil pour s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard? Le Brésil doit-il prouver qu'un avantage est conféré dans tous les cas (toutes les transactions et tous les bénéficiaires)? Dans la plupart des cas?

227. Dans l'observation qu'il a formulée sur la réponse des États-Unis à la question n° 44, le Brésil s'est employé à remédier à l'incompréhension feinte des États-Unis quant à savoir si le Brésil "contest[ait]" le programme GSM 102 "en tant que tel" ou plutôt des "garanties particulières" au titre du programme GSM 102.[373] Ainsi qu'il est indiqué dans cette observation, le Brésil a démontré que le programme GSM 102 modifié était une subvention à l'exportation. D'autre part, le Brésil a démontré que le programme GSM 102 était "appliqué", par le biais de garanties de crédit à l'exportation

[373] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 97, paragraphes 224 et 225.

individuelles émises au titre du GSM 102 pour des produits particuliers, d'une manière qui entraînait un contournement des engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation.

228. En tout état de cause, dans le système de règlement des différends de l'OMC, il n'est pas nécessaire de prouver qu'une mesure viole le droit de l'OMC dans "tous" les cas. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* l'a dit, il suffit qu'une mesure viole le droit de l'OMC dans certains cas.[374]

98. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude de la comparaison faite par le Brésil entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par l'ExIm Bank? Les États-Unis conviennent-ils que les garanties de l'ExIm Bank et les garanties au titre du GSM 102 sont (au moins dans certains cas) semblables ou comparables?

229. Dans sa première communication écrite, le Brésil a démontré que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 étaient inférieures aux commissions perçues par l'Export-Import Bank ("ExIm Bank") des États-Unis pour des instruments financiers qui étaient similaires dans leurs aspects essentiels aux garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 – l'assurance des lettres de crédit ("LCI") de l'ExIm Bank (qui sert de point de référence pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pour des échéances *allant jusqu'à 360 jours*) et l'assurance-crédit à l'exportation à moyen terme ("MTI") de l'ExIm Bank (qui sert de point de référence pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pour des échéances *dépassant 360 jours*).[375] Les résultats de la comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les commissions perçues par l'ExIm Bank sont reproduits dans la pièce Bra-536 (pour les transactions comportant un remboursement annuel du principal) et la pièce Bra-537 (pour les transactions comportant un remboursement semestriel du principal).

230. Les États-Unis font valoir que les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne sont pas similaires à la LCI et la MTI de l'ExIm Bank et qu'elles ne se prêtent donc pas à une comparaison, et ce, pour cinq raisons.

231. Avant d'examiner chacune de ces cinq raisons, le Brésil prend note de l'ironie de la présente situation. Il a démontré qu'on ne pouvait obtenir sur le marché aucun produit de protection du crédit qui soit comparable à une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.[376] Or, en plus de cette démonstration, le Brésil a effectué une comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les commissions perçues pour des produits non commerciaux comparables offerts par l'ExIm Bank. À titre de réfutation, les États-Unis n'ont pas offert le moindre exemple de produit de protection du crédit pouvant être obtenu sur le marché. La position fondamentale du Brésil – selon laquelle les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 confèrent des "avantages" en soi parce qu'elles n'ont aucun équivalent sur le marché – n'a toujours pas été réfutée par les États-Unis à l'aide de quoi que ce soit qui ressemble à des éléments de preuve, et elle rejoint en fait la position défendue par les États-Unis dans d'autres différends.[377]

---

[374] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.78.

[375] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 381 à 406 et annexe IV (méthode de comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues pour les produits de l'ExIm Bank).

[376] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 377 et 378. *Voir aussi id.*, annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 8 et 9.

[377] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, annexe C-2 (paragraphe 7) ("Si le marché commercial n'offre pas à un emprunteur donné exactement les mêmes conditions que les pouvoirs publics, ces derniers procurent un avantage au bénéficiaire toutes les fois où ces conditions sont plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. Une entité publique "fonctionnant selon des principes commerciaux" reste une entité publique. Ce n'est pas le marché commercial.").

232. Avec ce correctif important, le Brésil examine chacune des cinq raisons données par les États-Unis pour étayer leur argument selon lequel la LCI et la MTI de l'ExIm Bank ne se prêtent pas à une comparaison avec les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.

Première critique des États-Unis:
La MTI de l'ExIm Bank ne couvre pas les transactions relatives aux produits agricoles

233. **Premièrement**, les États-Unis font observer que la MTI de l'ExIm Bank ne peut être obtenue pour des produits agricoles et n'est donc pas comparable au GSM 102.[378]

234. Le Brésil a déjà attiré l'attention du Groupe spécial sur cette distinction. Comme le Brésil l'a indiqué dans sa première communication écrite[379], l'ExIm Bank ne couvre effectivement pas, en temps normal, les transactions relatives à l'exportation de produits agricoles dont les échéances dépassent 180 jours ou, exceptionnellement, 360 jours.[380] L'échéance *minimale* pour qu'une transaction soit admise au bénéfice de la couverture assurée par le MTI est de 360 jours. On ne peut donc pas obtenir de MTI pour des produits agricoles.

235. Le Brésil ne voit pas comment cette critique contribue à la défense des États-Unis. Tout ce que l'observation des États-Unis établit, c'est qu'il n'est même pas possible d'identifier un instrument *non* commercial *faussé par l'intervention des pouvoirs publics* qui servirait de point de repère pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pour des échéances dépassant, au plus, 360 jours, et encore moins un instrument *commercial*. Le Groupe spécial de la mise en conformité se rappellera que, devant le Congrès, le Président de la CoBank a déclaré que l'échéance de trois ans du GSM 102 "[était] essentielle au succès du programme," et que le programme "prévo[yait] des échéances qu'on ne [pouvait] généralement pas obtenir sur le marché et c'[était] un atout primordial du programme".[381]

236. En tout état de cause, le Brésil a déjà expliqué, et les États-Unis n'en ont pas tenu compte, que le fait qu'un instrument financier ne s'appliquait pas aux produits agricoles ne compromettait pas la comparabilité de ses commissions avec celles qui étaient perçues dans le cadre du GSM 102 et, en fait, révélait que la comparaison concernant l'ExIm Bank était trop généreuse pour les États-Unis.[382]

237. Il n'y a aucune raison pour que les garanties applicables aux produits agricoles soient moins risquées que la protection du crédit applicable aux transactions concernant des biens d'équipement et des produits. En fait, la couverture des produits agricoles par la MTI de l'ExIm Bank *ferait augmenter* les commissions perçues au titre de la MTI. Dans une transaction à l'exportation concernant des produits agricoles, le produit vendu a peu de valeur pour le garant en tant que garantie contre le défaut de paiement du débiteur étranger. Peu après la vente, le produit agricole sera probablement (et, en l'absence de conservation devra sans doute) consommé; la valeur de toute garantie sur le produit de base sera de courte durée et habituellement d'une durée nettement inférieure à 360 jours. En revanche, les produits industriels sont habituellement plus durables et plus viables et sont donc plus

[378] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 227.
[379] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 389 à 393.
[380] *Voir* la pièce Bra-532 (ExIm Bank, "Standard Repayment Terms," Chart II, consulté en octobre 2006 à l'adresse suivante: www.exim.gov/tools/exposure/ebd-m-26.html). *Voir aussi* la pièce Bra-533 (ExIm Bank export credit insurance product description, accessed October 2006 at: http://www.exim.gov/products/insurance/index.cfm).
[381] *Voir* la pièce Bra-528 ("GSM Programs Benefit U.S. Agriculture and the Rural Economy", Testimony of Otis Molz, Chairman of the Board of CoBank, to the U.S. Senate Committee on Agriculture, Nutrition and Forestry, 18 July 2000, accessed November 2006 at: http://agriculture.senate.gov/Hearings/Hearings_2000/Untitled/00718mol.htm).
[382] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 443.

susceptibles d'être utilisés en tant que garantie d'exécution par le débiteur étranger, au cas où le garant le souhaiterait. L'existence de cette possibilité peut réduire le risque associé au défaut de paiement pour le garant et, ainsi, réduire les commissions nécessaires pour compenser ce risque. Si cette possibilité n'existe pas, la perte en cas de défaut de paiement est plus grande ainsi que le seront les commissions nécessaires pour compenser le risque correspondant.

Deuxième critique des États-Unis:
La MTI de l'ExIm Bank ne couvre pas les délais de remboursement allant de 360 jours à deux ans

238. **Deuxièmement,** il apparaît que les États-Unis indiquent que, contrairement au GSM 102, qui s'applique à des délais de remboursement allant jusqu'à trois ans et à des "centaines de … transactions" de moins de deux ans, la MTI de l'ExIm Bank est offerte uniquement pour des délais de remboursement de *plus de* deux ans.[383] Bien qu'elle ne soit pas exprimée clairement, l'allégation des États-Unis s'avère être que le Brésil n'a pas offert de comparaison valable en ce qui concerne les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 pour des transactions comportant des délais de remboursement allant de 360 jours à deux ans.

239. Afin d'isoler avec précision la critique des États-Unis, le Brésil fait observer qu'elle ne concerne pas la comparabilité des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues au titre de la LCI de l'ExIm Bank pour des transactions comportant des délais de remboursement de 360 jours ou moins. Elle ne concerne pas non plus la comparabilité des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues au titre de la MTI de l'ExIm Bank pour des transactions comportant des délais de remboursement allant de deux à trois ans.

240. L'affirmation des États-Unis selon laquelle la couverture assurée par la MTI n'est pas offerte pour des délais de remboursement allant de 360 jours à deux ans est, pour dire les choses sans ménagement, mensongère. Les documents de l'ExIm Bank indiquent expressément que la couverture assurée par la MTI peut être offerte pour des délais de remboursement allant de un à cinq ans.[384] Le calculateur de l'ExIm Bank avec lequel le Brésil a établi les commissions perçues pour la MTI figurant dans les pièces Bra-536 et Bra-537 permet aussi spécifiquement à l'utilisateur de tenir compte de délais de remboursement allant de 360 jours à deux ans (et plus).[385]

241. En tout état de cause, la vaste majorité des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 sont effectivement émises pour des transactions comportant des délais de remboursement de plus de deux ans – auxquels les États-Unis reconnaissent que les polices MTI de l'ExIm Bank s'appliquent. Les États-Unis font observer que des "centaines de transactions au titre du GSM 102, totalisant des centaines de millions de dollars ont effectivement une durée de moins de deux ans".[386] Toutefois, lorsque le Groupe spécial de la mise en conformité comparera les chiffres fournis par les États-Unis au total des garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pendant les exercices budgétaires 2003-2006 (ainsi que les totaux partiels pour l'exercice budgétaire 2007), il notera qu'ils représentent approximativement 8 pour cent des garanties de crédit à l'exportation s'élevant à presque 10 milliards de dollars qui ont été émises au titre du GSM 102 pendant cette période.[387] Ainsi, la vaste majorité des garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102

[383] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 227.

[384] *Voir* la pièce Bra-534 ("ExIm Bank Repetitive Sales Bank-to-Bank Export Credit Insurance Policy", Form EIB 99-10, p. 1, accessed November 2006 at: http://www.exim.gov/pub/ins/pdf/eib99-10.pdf) ("La police couvre des ventes à crédit dont les délais de remboursement vont de un à cinq ans (exceptionnellement sept ans).").

[385] *Voir* http://www.exim.gov/tools/fee_calc.html.

[386] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 227 (et note 236).

[387] *Comparer* les chiffres fournis dans la note de bas de page 236 de la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98 *avec* les totaux pour le GSM 102 qui ont été mentionnés dans les "Monthly

– 92 pour cent – ont des délais de remboursement de plus de deux ans, ce qui, de l'avis même des États-Unis, correspond aux délais de remboursement visés par la couverture de la MTI de l'ExIm Bank.

242. Les États-Unis se sont délibérément abstenus de faire des observations sur la comparaison du Brésil concernant l'ExIm Bank jusqu'à ce stade avancé de la procédure, ayant laissé passer la possibilité de le faire dans les sept communications qu'ils ont présentées avant leurs réponses du 2 avril et après l'exposé par le Brésil de la comparaison dans sa première communication écrite. Quand ils font finalement des observations, ils induisent le Groupe spécial de la mise en conformité en erreur avec des déclarations factuelles inexactes contredites par les documents et données mêmes des pouvoirs publics des États-Unis sur lesquels ils se fondent. En plus d'être tardives, les critiques formulées par les États-Unis au sujet de la comparaison du Brésil concernant l'ExIm Bank ne sont pas crédibles.

Troisième critique des États-Unis:
Différence concernant la couverture des intérêts entre les produits du GSM 102 et ceux de l'ExIm Bank

243. **Troisièmement,** les États-Unis font valoir que la comparaison du Brésil ne tient pas compte des différents niveaux de couverture des intérêts par le GSM 102, d'une part, et les polices LCI et MTI de l'ExIm Bank, d'autre part.[388]

244. Encore une fois, si les États-Unis avaient saisi l'occasion de soulever cette préoccupation dans les sept communications qu'ils ont présentées avant leurs réponses du 2 avril, elle aurait pu être résolue en temps utile. Cela dit, afin de répondre à la préoccupation des États-Unis, le Brésil a refait sa comparaison concernant l'ExIm Bank pour tenir compte des différents niveaux de couverture des intérêts dans le cadre du GSM 102 et des polices LCI et MTI de l'ExIm Bank. Les résultats indiquent qu'étant donné l'écart considérable entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les commissions perçues par l'ExIm Bank, la différence concernant la couverture des intérêts n'a aucune incidence importante sur les résultats de la comparaison concernant l'ExIm Bank figurant dans les pièces Bra-536 et Bra-537.

245. L'exercice de comparaison figurant dans les pièces Bra-536 et Bra-537 produit un total de 1 071 points de comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par l'ExIm Bank; pour 97,76 pour cent de ces comparaisons (1 047 des 1 071 points de comparaison), les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux commissions perçues par l'ExIm Bank.[389] S'il est tenu compte de la différence concernant la couverture des intérêts mentionnée par les États-Unis, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux commissions perçues par l'ExIm Bank pour 97,2 pour cent des points de comparaison (ou 1 041 des 1 071 points de comparaison).[390] En d'autres termes, ce que les États-Unis décrivent comme étant la différence "[la] plus importante" dont le "Brésil n'a pas tenu compte" entre la couverture d'une garantie de crédit à l'exportation émise au titre du GSM 102 et la couverture de la LCI et de la MTI de

---

Summaries of Export Credit Guarantee Programme Activity" publiés en fin d'exercice pour les exercices budgétaires 2003-2006 fournis, respectivement, dans les pièces Bra-518, Bra-510, Bra-511 et Bra-523. Le résumé mensuel de mars 2007 peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/ecg.html.

[388] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphes 229 à 235.

[389] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 395.

[390] Le fait que, dans certains cas, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 dépassent les commissions perçues au titre de la LCI ou de la MTI de l'ExIm Bank ne veut pas dire que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne confèrent pas d' "avantages" par rapport au marché. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 403 à 406, et annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 17 à 24.

l'ExIm Bank change le résultat de la comparaison du Brésil pour un grand total de ***six*** points de comparaisons sur 1 071.[391]

246. Le Brésil décrit maintenant comment il a inclus la différence concernant la couverture des intérêts dans la comparaison et explique pourquoi même la faible incidence qui vient d'être mentionnée est probablement surestimée en faveur des États-Unis.

247. Comme les États-Unis l'ont indiqué, en cas de défaut de paiement, le GSM 102, d'une part, et la LCI et la MTI de l'ExIm Bank, d'autre part, prévoient le paiement d'une partie du principal et d'une partie des intérêts.

248. Pour ce qui est du principal, dans le cadre tant du GSM 102 que de la LCI de l'ExIm Bank, en cas de défaut de paiement, le garant doit payer 98 pour cent du montant du principal qui est encore dû; le calculateur de commissions de l'ExIm Bank permet à l'utilisateur de calculer la commission applicable pour obtenir une couverture de 98 pour cent dans le cadre de la MTI.[392]

249. S'agissant des intérêts, il y a deux questions à évaluer:

- Quelle est la limite supérieure de la couverture des intérêts dans le cadre du GSM 102, d'une part, et dans celui de la LCI et la MTI de l'ExIm Bank, d'autre part?

- Où se situent les taux d'intérêt réels des prêts garantis par le GSM 102 ou la LCI/MTI de l'ExIm Bank par rapport à ces plafonds?

250. Ces questions sont importantes pour déterminer quel niveau de couverture des intérêts il faut prendre en compte pour comparer les produits du GSM 102 et ceux de l'ExIm Bank. En somme, pour les raisons expliquées ci-dessous, le Brésil s'est fondé sur la différence maximale possible dans la couverture du taux d'intérêt entre le GSM 102 et la LCI de l'ExIm Bank pour évaluer l'importance de couvertures différentes du taux d'intérêt.

251. En ce qui concerne la première question, les États-Unis affirment, données à l'appui, que la couverture des intérêts du GSM 102 est plafonnée à approximativement 2,8 pour cent[393], ce qui veut dire qu'en cas de défaut de paiement par un débiteur étranger, la CCC ne versera à la banque des États-Unis pas plus de 2,8 pour cent au titre des intérêts impayés même si le taux d'intérêt du prêt accordé au débiteur étranger dépasse 2,8 pour cent.

252. La couverture des intérêts de l'ExIm Bank est plafonnée au taux de base (le taux d'intérêt accordé par les grandes banques à leurs clients les plus solvables) moins 50 points de base. Les données fournies par les États-Unis indiquent que le taux de base moins 50 points de base est aujourd'hui égal à approximativement 7,8 pour cent.[394] Encore une fois, cela veut dire qu'en cas de défaut de paiement, l'ExIm Bank ne versera pas plus de 7,8 pour cent au titre de la couverture des

[391] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphes 230, 229 et 235.

[392] En ce qui concerne le GSM 102, *voir* la pièce Bra-520 ("Export Credit Guarantee Program," USDA FAS Fact Sheet, March 2006). En ce qui concerne la LCI de l'ExIm Bank, *voir* la pièce Bra-531 (ExIm Bank Letter of Credit Insurance for Banks, ExIm Bank online). En ce qui concerne la MTI de l'ExIm Bank, on peut accéder au calculateur de commissions à l'adresse suivante: http://www.exim.gov/tools/fee_calc.html.

[393] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphes 231 et 233 (et note 243) et pièce US-156.

[394] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphes 230 et 232 (et note 242) et pièce US-154.

intérêts même si le taux d'intérêt du prêt visé par la LCI dépasse 7,8 pour cent. La couverture des intérêts de la MTI de l'ExIm Bank n'est pas plafonnée.[395]

253. Comme les États-Unis l'ont indiqué, la couverture des intérêts maximale assurée par les produits de l'ExIm Bank est donc plus élevée que celle qui est assurée par les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102. Afin de répondre à la préoccupation des États-Unis au sujet des comparaisons concernant l'ExIm Bank, le Brésil a refait cette comparaison pour tenir compte de la différence des niveaux de couverture des intérêts entre le GSM 102 et les polices LCI et MTI de l'ExIm Bank. À cette fin, le Brésil a utilisé la couverture des intérêts maximale qui peut être obtenue compte tenu du plafond de la LCI de l'ExIm Bank et a appliqué le plafond de la LCI de l'ExIm Bank pour la couverture assurée par la MTI – ou, en d'autres termes, 7,8 pour cent. Dans l'autre membre de l'équation, le Brésil a également utilisé la couverture des intérêts maximale compte tenu du plafond applicable au GSM 102 – ou, en d'autres termes, 2,8 pour cent. Les détails de cette comparaison, y compris en ce qui concerne la couverture des intérêts, sont expliqués ci-dessous.

254. La réponse à la deuxième question explique pourquoi l'utilisation du plafond de la LCI, comme l'ensemble de la comparaison du Brésil concernant l'ExIm Bank[396], est extrêmement prudente et favorable aux États-Unis. En bref, selon les conditions économiques tant actuelles qu'antérieures, les taux d'intérêt réels applicables aux emprunteurs bénéficiant d'une couverture assurée par la LCI ou la MTI sont nettement inférieurs au plafond de la LCI.

255. Dans la présente procédure, les États-Unis ont fourni des données concernant les taux d'intérêt obtenus par des débiteurs étrangers pour des prêts garantis par le GSM 102. Le taux d'intérêt le plus élevé figurant dans les données des États-Unis s'élève à [[ ]][397], ce qui correspond approximativement, aux niveaux actuels, à [[ ]].[398] Une publication du FAS de l'USDA confirme les données des États-Unis: "En règle générale, les taux d'intérêt établis entre les banques des États-Unis et les banques de l'importateur se situent au niveau du LIBOR, le taux interbancaire offert à Londres, majoré d'une fraction de 1 pour cent."[399] Les produits du GSM 102 et la LCI et la MTI de l'ExIm Bank confèrent tous la même cote de crédit des pouvoirs publics des États-Unis à une transaction. Les taux offerts pour des prêts garantis par la LCI/MTI de l'ExIm Bank seront donc les mêmes que les taux offerts pour des prêts garantis par le GSM 102 – le LIBOR majoré d'une fraction de 1 pour cent – soit aujourd'hui environ [[ ]].[400]

256. Ces éléments de preuve démontrent que les taux obtenus avec une couverture assurée par la LCI ou la MTI de l'ExIm Bank n'atteignent pas le plafond de 7,8 pour cent de la LCI de l'ExIm Bank. Les taux d'intérêt des prêts bénéficiant d'une couverture par la LCI/MTI de l'ExIm Bank sont nettement inférieurs au plafond de la LCI. S'agissant de l'absence de plafond pour les intérêts dans le cas de la MTI de l'ExIm Bank, les États-Unis font valoir qu'"on ne peut que déduire que l'écart entre la couverture des intérêts de la CCC et celle [de la MTI] est encore plus grand" que l'écart entre la

[395] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 230.

[396] Première communication écrite du Brésil, annexe IV (méthode de comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues pour les produits de l'ExIm Bank), paragraphe 6.

[397] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 122, 125 et 129. *Voir aussi* la pièce US-22 (Letter from [[ ]]).

[398] *Voir* le LIBOR en dollars EU pour la première semaine d'avril 2007 à l'adresse suivante: http://www.bba.org.uk/content/1/c4/86/12/Apr07.xls. La moyenne des données pour la première semaine d'avril pour toutes les durées donne un taux d'environ 5,3 pour cent. Ces données sont affichées sur le site Web de la British Bankers' Association (la "BBA") qui détermine elle-même le LIBOR chaque jour en consultant des banques internationales. *Voir* http://www.bba.org.uk/bba/jsp/polopoly.jsp?d=225&a=1416.

[399] Pièce Bra-589 (Foreign Agriculture Service Online, *Keys to Successful Trade*, p. 5). (non souligné dans l'original)

[400] *Voir* la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 100, paragraphe 251.

couverture des intérêts de la CCC et celle de la LCI[401], ce qui n'est pas du tout une conclusion logique ou raisonnable compte tenu du fait que les taux d'intérêt réels sont nettement inférieurs au plafond de la LCI.

257. Dans le passé, les taux obtenus avec une couverture par la LCI ou la MTI de l'ExIm Bank n'ont pas non plus atteint le plafond de la LCI de l'ExIm Bank.

258. Au cours de la période de dix ans allant de 1997 à aujourd'hui, le taux de base a oscillé entre un minimum de 4,0 pour cent entre juillet 2003 et juin 2004 et un maximum de 9,5 pour cent entre juin 2000 et janvier 2001.[402] Le Groupe spécial de la mise en conformité se rappellera que selon les États-Unis, le plafond de la LCI est établi au niveau du taux de base moins 50 points de base.[403]

259. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, les taux d'intérêt réels obtenus avec une couverture assurée par la LCI ou la MTI sont rattachés au LIBOR et majorés d'"une fraction de 1 pour cent"[404] ou, comme les États-Unis l'ont indiqué, d'environ [[ ]] points de base.[405] Au cours de la période de dix ans allant de 1997 à aujourd'hui, le LIBOR a oscillé entre un minimum de 1,09 pour cent en mars 2004 et un maximum de 6,83 pour cent en novembre 2000.[406]

260. Comme les conditions économiques actuelles et antérieures le démontrent, que les taux soient hauts ou bas, le LIBOR et le taux de base évoluent essentiellement en parallèle.[407] À aucun moment le plafond de la LCI égal au taux de base moins 50 points de base n'a failli passer sous la barre du LIBOR majoré de [[ ]], ou même du LIBOR majoré de 1 pour cent (100 points de base). L'écart entre les taux d'intérêt plus faibles pouvant être obtenus par les emprunteurs bénéficiant d'une couverture par la LCI ou la MTI, d'une part, et le plafond plus élevé de la couverture des intérêts de la LCI, d'autre part, existe toujours.

261. Même si les taux d'intérêt réels pouvant être obtenus par des emprunteurs bénéficiant d'une couverture par la LCI ou la MTI n'ont jamais atteint le plafond de la couverture des intérêts de la LCI et que les conditions économiques actuelles sont inférieures au plafond de [[ ]] points de base (7,8 pour cent moins [[ ]])[408], le Brésil a utilisé le plafond de la LCI en tant que montant de la

---

[401] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 234.

[402] *Voir* http://www.moneycafe.com/library/prime.htm, reproduit dans la pièce Bra-692 (LIBOR and Prime rates, 1997 to the present).

[403] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 230.

[404] Pièce Bra-589 (Foreign Agriculture Service Online, *Keys to Successful Trade*, p. 5).

[405] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 122, 125 et 129. *Voir aussi* la pièce US-22 (Letter from [[ ]]).

[406] *Voir* http://www.moneycafe.com/library/prime.htm, reproduit dans la pièce Bra-692 (LIBOR and Prime rates, 1997 to the present).

[407] *Comparer* le graphique suivant l'évolution du LIBOR pendant la période allant de 1997 à aujourd'hui figurant à l'adresse suivante: http://www.moneycafe.com/library/1mlibor.htm *avec* le graphique suivant l'évolution du taux de base pendant la période allant de 1997 à aujourd'hui figurant à l'adresse suivante: http://www.moneycafe.com/library/prime.htm. Ces graphiques sont reproduits dans la pièce Bra-692 (LIBOR and Prime rates, 1997 to the present).

[408] Au cours de la période de dix ans allant de 1997 à aujourd'hui, les taux d'intérêt réels de la couverture par la LCI/MTI ont été inférieurs au plafond de la couverture des intérêts de la LCI de 113 points de base (le minimum, en novembre 1999) et de 326 points de base (le maximum, en janvier 2001). *Comparer* le graphique suivant l'évolution du LIBOR pendant la période allant de 1997 à aujourd'hui figurant à l'adresse suivante: http://www.moneycafe.com/library/1mlibor.htm (majoré des [[ ]] points de base dont les États-Unis ont indiqué qu'ils constituaient la marge des prêts garantis par des instruments de protection du crédit des pouvoirs publics des États-Unis) *avec* le graphique suivant l'évolution du taux de base pendant la période allant de 1997 à aujourd'hui figurant à l'adresse suivante: http://www.moneycafe.com/library/prime.htm. (minoré des 50 points de base dont les États-Unis ont indiqué qu'ils servaient à établir le plafond de la LCI). Ces graphiques sont reproduits dans la pièce Bra-692 (LIBOR and Prime rates, 1997 to the present). Le troisième et dernier

couverture des intérêts pouvant être obtenue dans le cadre de la couverture assurée par la LCI ou la MTI. Ainsi, l'évaluation effectuée par le Brésil de l'incidence de la couverture des intérêts est extrêmement prudente et favorable aux États-Unis.

262. Ainsi, dans sa comparaison révisée concernant l'ExIm Bank, le Brésil suppose que la couverture des intérêts dans le cadre du GSM 102 se situe au plafond de 2,8 pour cent et que la couverture des intérêts dans le cadre de la LCI ou de la MTI de l'ExIm Bank se situe au plafond de 7,8 pour cent.[409]

263. Dans ces conditions, si un défaut de paiement se produit sur un prêt garanti par le GSM 102, la CCC versera 100,8 pour cent du principal restant – 98 pour cent à valoir sur le capital et 2,8 pour cent à valoir sur les intérêts. Si un défaut de paiement se produit sur un prêt garanti par la LCI ou la MTI, l'ExIm Bank versera 105,8 pour cent du principal restant – 98 pour cent à valoir sur le capital et 7,8 pour cent à valoir sur les intérêts.

264. Soit p_{gsm}, la prime perçue par dollar de principal pour une couverture par le GSM 102 et soit p_{exim}, la prime perçue par dollar de principal pour une couverture par la LCI ou la MTI de l'ExIm Bank. Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, une prime perçue dans le cadre du GSM 102 paie 100,8 pour cent du principal restant en cas de défaut de paiement tandis qu'une prime perçue au titre de la LCI ou de la MTI paie 105,8 pour cent du principal restant en cas de défaut de paiement. Cela signifie que la CCC demande $p_{gsm}/100,8$ et l'ExIm Bank $p_{exim}/105,8$ par dollar de couverture.

265. Si $p_{gsm} < [p_{exim} \times (100,8/105,8)]$, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont moins chères que celles qui sont perçues au titre de la LCI ou de la MTI même après la prise en compte des différences concernant la couverture des intérêts. Comme le rapport (100,8/105,8) est égal à environ 95,3 pour cent, lorsque les commissions dans le cadre du GSM 102 sont inférieures à 95,3 pour cent des commissions au titre de la LCI ou de la MTI, les commissions dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux commissions au titre de la LCI ou de la MTI, même compte tenu de la différence concernant la couverture des intérêts.

266. Sur la base des commissions perçues dans le cadre du GSM 102, et au titre de la LCI ou de la MTI qui sont énumérées dans les pièces Bra-536 et Bra-537[410], les pièces Bra-693 (pour les transactions comportant un remboursement annuel du principal) et Bra-694 (pour les transactions

---

graphique figurant dans la pièce Bra-692 présente la différence existant, chaque mois, entre le LIBOR et les taux de base en vigueur.

[409] Cette supposition est prudente et favorable aux États-Unis pour au moins deux raisons additionnelles. Premièrement, l'écart de 5 pour cent existant entre les plafonds utilisés par le Brésil de 2,8 pour cent pour le GSM 102 et de 7,8 pour cent pour la LCI est plus élevé que le chiffre de 4,91 pour cent dont les États-Unis ont indiqué qu'il constituait l'écart moyen entre la couverture des intérêts du GSM 102 et celle de la LCI de l'ExIm Bank pour la période 2005-2007. Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 233. Deuxièmement, le Brésil suppose que les intérêts doivent être versés par l'emprunteur sur le prêt annuellement. Le montant des intérêts que doit verser la CCC ou l'ExIm Bank au moment du défaut de paiement dépend de la fréquence des versements d'intérêts établie dans le contrat. Si les intérêts sont versés annuellement, au moment du défaut de paiement, la CCC ou l'ExIm Bank doit verser les intérêts correspondant à une année complète. Si les intérêts sont versés.trimestriellement et que le défaut de paiement se produit, par exemple, après la clôture du deuxième trimestre, au moment du défaut, la CCC ou l'ExIm Bank doit uniquement verser les intérêts correspondant aux troisième et quatrième trimestres. Comme plus l'intervalle entre les versements d'intérêts est long, plus l'importance en dollars des différences soulignées par les États-Unis entre les couvertures des intérêts augmente, l'analyse du Brésil suppose que les intérêts sont versés annuellement.

[410] Le Groupe spécial se rappellera qu'à chaque fois qu'il a fallu faire un choix concernant les variables utilisées dans le calculateur de l'ExIm Bank afin d'établir les commissions perçues au titre de la MTI, le Brésil a choisi l'option la plus prudente ou, en d'autres termes, l'option qui entraînait une commission plus basse. *Voir* la première communication écrite du Brésil, annexe IV (méthode de comparaison des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et des commissions perçues pour les produits de l'ExIm Bank), paragraphes 7 à 12.

comportant un remboursement semestriel du principal) indiquent les commissions dans le cadre du GSM 102 en pourcentage des commissions au titre de la LCI ou de la MTI de l'ExIm Bank. Dans chaque cas où les commissions dans le cadre du GSM 102 sont inférieures à 95,3 pour cent des commissions au titre de la LCI ou de la MTI, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont inférieures aux commissions perçues par l'ExIm Bank même compte tenu des différences concernant la couverture des intérêts. Comme les pièces Bra-693 et Bra-694 le montrent, c'est le cas pour 97,2 pour cent des 1 071 points de comparaison (soit 1 041 des 1 071 points de comparaison).[411]

267. En conclusion, la différence concernant la couverture des intérêts entre les produits du GSM 102 et ceux de l'ExIm Bank ne compromet pas la validité de la comparaison effectuée par le Brésil; de même, procéder à un ajustement pour tenir compte de ces différences n'a pas d'incidence importante sur les résultats de cette comparaison.

Quatrième critique des États-Unis:
Différence dans la couverture du principal entre le GSM 102 et la MTI de l'ExIm Bank

268. **Quatrièmement,** les États-Unis indiquent que le GSM 102 offre une couverture pour 98 pour cent du principal tandis que la couverture offerte par la MTI de l'ExIm Bank peut atteindre 100 pour cent du principal.[412] Or, au paragraphe 390 de sa première communication écrite, le Brésil a fait observer que le calculateur de commissions figurant sur le site Web de l'ExIm Bank permettait à l'utilisateur de réduire le montant de la couverture et de calculer la commission au titre de la MTI applicable pour une couverture de 98 pour cent du principal ou, en d'autres termes, une couverture du capital équivalente à celle du GSM 102. C'est ce que le Brésil a fait pour calculer les commissions au titre de la MTI de l'ExIm Bank qui figurent dans les pièces Bra-536 et Bra-537. Le Brésil a pleinement tenu compte de la différence possible concernant la couverture du principal mentionnée par les États-Unis. Non seulement les États-Unis ont attendu presque cinq mois, jusqu'à ce stade avancé de la procédure, pour formuler des observations sur la comparaison du Brésil concernant l'ExIm Bank, ayant laissé passer la possibilité de le faire dans les sept communications qu'ils ont présentées avant leurs réponses du 2 avril mais ils induisent en erreur le Groupe spécial de la mise en conformité en mentionnant un élément dont le Brésil a *expressément* tenu compte dans cette comparaison.

Cinquième critique des États-Unis:
Différence dans la couverture du principal entre le GSM 102 et la LCI de l'ExIm Bank

269. **Cinquièmement**, il apparaît que bien qu'ils ne contestent pas que la LCI de l'ExIm Bank, comme le GSM 102, couvre 98 pour cent du principal des transactions portant sur des produits agricoles[413], les États-Unis affirment qu'une autre caractéristique de la LCI a pour effet d'augmenter la couverture du capital à 100 pour cent. Plus particulièrement, les États-Unis allèguent que dans le cadre d'une police LCI, l'ExIm Bank "offre à l'assuré ... une possibilité de recours ou de "renvoi" à un

[411] Au lieu de 97,76 pour cent de ces comparaisons (1 047 des 1 071 points de comparaison), lorsqu'il n'est pas tenu compte des différences concernant la couverture des intérêts, comme cela a été le cas dans les pièces Bra-536 et Bra-537. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 395. Le fait que, dans certains cas, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 dépassent les commissions perçues au titre de la LCI ou de la MTI de l'ExIm Bank ne veut pas dire que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne confèrent pas d'"avantages" par rapport au marché. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 403 à 406, et annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 17 à 24.

[412] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 236.

[413] *Voir* la pièce Bra-531 ("ExIm Bank Letter of Credit Insurance for Banks," accessed October 2006 at: http://www.exim.gov/products/insurance/loc.html).

tiers s'agissant de la totalité ou d'une partie de tout montant non assuré".[414] Les États-Unis affirment que "cela n'est pas permis dans le cadre du ... GSM 102", et qu'en vertu du règlement relatif au GSM 102, contrairement au détenteur d'une police LCI, le détenteur d'une garantie au titre du GSM 102 ne peut donc pas se prémunir contre un risque de défaut de paiement pour les 2 pour cent du principal, et tout pourcentage des intérêts, qui ne sont pas couverts par une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.[415]

270. La description que font les États-Unis du règlement relatif au GSM 102 est fallacieuse et incorrecte. Le règlement n'étaye pas l'affirmation des États-Unis selon laquelle il "n'est pas permis" au détenteur d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 d'assurer les 2 pour cent du principal qui ne sont pas couverts par la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. En fait, le règlement prévoit exactement le contraire – à savoir que le détenteur d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 peut se prémunir contre le risque de défaut de paiement pour ces 2 pour cent du principal, et tout pourcentage des intérêts qui ne sont pas couverts par une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.

271. Les États-Unis affirment que selon l'article 1493.110 b) 4) du règlement relatif au GSM 102, qui figure dans la pièce US-142, "en cas de défaut de paiement, le demandeur doit transmettre à la CCC, par subrogation, la totalité de sa créance impayée et pas seulement la portion garantie".[416] Ainsi que l'indiquent les États-Unis, l'article 1493.110 b) 4) iv) prévoit que le détenteur d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 doit signer un accord "en vertu duquel la CCC est subrogée dans les droits respectifs de l'exportateur et du cessionnaire de l'exportateur, le cas échéant, sur le montant impayé au titre de la vente à l'exportation applicable".[417] Les États-Unis affirment également qu'en vertu de l'article 1493.130 a) du règlement relatif au GSM 102, "la CCC a alors le droit de recouvrer auprès du débiteur toutes les sommes impayées".[418]

272. En d'autres termes, les États-Unis laissent entendre que bien qu'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 ne couvre que 98 pour cent du principal, en cas de défaut de paiement et de versement par la CCC de 98 pour cent du principal au détenteur de la garantie, la CCC détient un droit de créance sur 100 pour cent des sommes recouvrées auprès du débiteur étranger.

273. Les États-Unis n'ont pas tout dit au Groupe spécial de la mise en conformité. Comme ils le savent sûrement, les articles 1493.110 b) 4) iv) et 1493.130 a) ne rendent pas pleinement compte de la situation. En effet, l'article 1493.130 c) contredit directement l'argument des États-Unis et prévoit que le détenteur d'une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, comme le détenteur de la LCI de l'ExIm Bank, peut effectivement se prémunir contre un risque de défaut de paiement concernant les 2 pour cent du principal qui ne sont pas couverts par la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.

274. L'article 1493.130 c) dispose ce qui suit:

> Les recouvrements effectués par la CCC auprès de l'importateur ou de la banque étrangère, et les recouvrements reçus par la CCC de l'exportateur, du cessionnaire de l'exportateur, ou de toute autre source, seront alloués au prorata par la CCC à l'exportateur ou au cessionnaire de l'exportateur et à la CCC au prorata des intérêts respectifs qu'ils détiennent dans ces recouvrements. L'intérêt respectif de chaque partie sera établi au prorata sur la base du montant combiné du principal et des

[414] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 236.
[415] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 236.
[416] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 236.
[417] 7 CFR Section 1493.110 b) 4) iv). *Voir* la pièce US-142.
[418] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 98, paragraphe 236.

> intérêts impayés. Lorsqu'elle a versé des indemnités particulières au titre d'une garantie de paiement au titre du GSM 102 ou du GSM 103, la CCC répartit au prorata tous les recouvrements qu'elle reçoit et partage ces recouvrements proportionnellement avec le détenteur de la garantie jusqu'à ce qu'elle-même et le détenteur de la garantie soient intégralement remboursés.[419]

275. La phrase soulignée est particulièrement importante. En cas de défaut de paiement par un débiteur étranger d'un prêt garanti par le GSM 102 d'une banque des États-Unis, la banque des États-Unis soumet une demande d'indemnisation à la CCC. À réception de la demande, la CCC verse à la banque des États-Unis 98 pour cent du principal et les intérêts à hauteur du plafond du GSM 102. Par la suite – "[l]orsque la CCC a versé des indemnités particulières"[420] – elle essaie de les recouvrer auprès de toutes les sources possibles. Si la CCC réussit à obtenir des recouvrements, le règlement dispose que "la CCC partage ces recouvrements proportionnellement avec le détenteur de la garantie jusqu'à ce qu'elle-même et le détenteur de la garantie soient intégralement remboursés".[421]

276. Si les États-Unis avaient raison d'affirmer que la CCC a droit à 100 pour cent de tous les recouvrements qu'elle obtient auprès du débiteur étranger, pourquoi l'exportateur des États-Unis ou, plus probablement, la banque des États-Unis à titre de cessionnaire de l'exportateur et de détenteur de la garantie, aurait-il droit à une part proportionnelle établie au prorata des recouvrements obtenus par la CCC? Si les États-Unis avaient raison, lorsque la banque des États-Unis, à titre de détenteur de la garantie, aurait obtenu le versement de ses indemnités – 98 pour cent du principal et les intérêts à hauteur du plafond du GSM 102 – elle n'aurait droit à rien de plus. À ce moment-là, la banque des États-Unis "aurait été intégralement remboursée" et la CCC pourrait conserver toutes les autres sommes qu'elle obtiendrait ultérieurement dans le cadre de ses efforts de recouvrement.

277. Mais les États-Unis n'ont pas raison. L'article 1493.130 c) précise que si les efforts de recouvrement de la CCC aboutissent, le détenteur de la garantie a effectivement droit à plus que son droit sur 98 pour cent du principal et les intérêts à hauteur du plafond du GSM 102. Pour ce qui est des recouvrements obtenus par la CCC après le versement des indemnités à la banque des États-Unis, celle-ci a droit d'en recevoir une part "proportionnelle[]" – probablement à hauteur des 2 pour cent du principal restants et de la partie des intérêts qui ne sont pas couverts par la garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102. La banque des États-Unis n'a pas besoin d'attendre que la CCC se soit pleinement remboursée; le droit de la CCC sur les recouvrements prend rang pour passer avec celui de la banque des États-Unis.

278. En d'autres termes, les États-Unis ont donné une interprétation erronée du règlement relatif au GSM 102 en affirmant l'existence d'une différence dans la couverture entre le GSM 102 et la LCI de l'ExIm Bank qui n'existe pas. Comme pour ce qui est de la police LCI de l'ExIm Bank, la couverture assurée par le GSM 102 permet au détenteur d'une garantie au titre du GSM 102 de recouvrer des montants qui dépassent 98 pour cent du principal et les intérêts à hauteur du plafond.

279. En fait, il se peut fort bien que le GSM 102 soit supérieur à la couverture de la LCI de l'ExIm Bank à cet égard. L'article 1493.130 c) du règlement relatif au GSM 102, cité en entier ci-dessus, prévoit qu'après avoir versé des indemnités, la CCC partage les recouvrements au prorata avec la banque des États-Unis. Cela signifie que le droit de la CCC sur les recouvrements prend rang pour passer avec celui de la banque des États-Unis et ne passe pas avant.

280. En revanche, dans le cadre de la LCI de l'ExIm Bank, si l'exportateur ou la banque des États-Unis devait s'entendre avec un tiers pour couvrir les 2 pour cent du principal et toute partie des

---

[419] 7 CFR Section 1493.130(c). (non souligné dans l'original) *Voir* la pièce US-142.
[420] 7 CFR Section 1493.130(c). *Voir* la pièce US-142.
[421] 7 CFR Section 1493.130(c). *Voir* la pièce US-142.

intérêts qui ne sont couverts par la police LCI de l'ExIm Bank, il se peut fort bien que le droit de ce tiers soit de rang moins élevé que celui de l'ExIm Bank. Dans ce cas, l'article 1493.130 c) du règlement relatif au GSM 102 impliquerait que le GSM 102 offrirait un produit supérieur du point de vue de l'exportateur ou de la banque des États-Unis. Avec une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102, l'exportateur ou la banque des États-Unis ne passe pas après la CCC pour ce qui est de recouvrer les 2 pour cent du principal et toute partie des intérêts qui ne sont pas couverts par la garantie de crédit à l'exportation; l'exportateur ou la banque des États-Unis reçoit plutôt une part au prorata de toute somme du premier au dernier dollar, recouvrée par la CCC. Il s'ensuit que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 devraient en fait être plus élevées que celles qui sont perçues au titre de la LCI de l'ExIm Bank, et non l'inverse, comme les États-Unis l'affirment.

281. Toutefois, même si ce n'est pas le cas, le Brésil a expliqué ci-dessus que l'article 1493.130 c) du règlement relatif au GSM 102 impliquait, au minimum, que la différence alléguée par les États-Unis entre la couverture assurée par le GSM 102 et celle qui est assurée par la LCI de l'ExIm Bank n'existait pas. Ayant laissé passer la possibilité de formuler des observations sur la comparaison du Brésil concernant l'ExIm Bank dans les sept communications qu'ils ont présentées avant leurs réponses du 2 avril et après l'exposé par le Brésil de la comparaison, la description fallacieuse et inexacte que font les États-Unis de leur propre règlement à ce stade avancé de la procédure est décevante et non crédible.

99. Veuillez formuler des observations sur l'argument du Brésil selon lequel les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte du risque pays (en d'autres termes, elles ne varient que très peu en fonction du risque pays) (voir, entre autres, les paragraphes 410 à 412 de la première communication écrite du Brésil).

282. Les États-Unis font valoir qu'il n'y a "aucun fondement dans le texte" de l'*Accord SMC* qui étaye l'affirmation du Brésil selon laquelle les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte du risque.[422] Les États-Unis font observer qu'ils "n'ont connaissance d'aucune disposition de l'*Accord SMC* qui établisse ce qui constitue une progressivité "suffisante"".[423]

283. Les États-Unis n'ont peut-être pas connaissance de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* qui a été interprété par l'Organe d'appel comme exigeant une comparaison entre les modalités offertes à un bénéficiaire d'une contribution financière des pouvoirs publics et celles qui sont offertes au bénéficiaire d'un instrument comparable obtenu sur le marché.[424] Le Brésil a démontré qu'on ne pouvait détenir sur le marché aucun produit de protection du crédit qui soit comparable à une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102.[425] Néanmoins, il a également effectué une comparaison entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et les commissions perçues au titre des produits non commerciaux comparables offerts par l'ExIm Bank.

284. Cette comparaison, réalisée méthodiquement pour chaque pays et chaque échéance, démontre que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 sont toujours inférieures aux commissions perçues par l'ExIm Bank. Au paragraphe 400 de sa première communication écrite, le Brésil a également démontré par un graphique que les commissions perçues par l'ExIm Bank augmentaient beaucoup plus fortement que les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 en réaction à des risques de transaction accrus même si les commissions perçues par l'ExIm Bank ne représentaient pas le marché. Conformément aux principes fondamentaux du financement des entreprises, à mesure que

[422] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 99, paragraphes 237 et 238.
[423] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 99, paragraphe 237.
[424] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.
[425] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 377 et 378. *Voir aussi id.*, annexe III (déclaration de M. Rangarajan Sundaram), paragraphes 8 et 9.

la durée et, en particulier, le risque pays augmentent, le *taux* auquel les commissions perçues par l'ExIm Bank augmentent s'accroît considérablement. On ne peut en dire autant des commissions perçues dans le cadre du GSM 102 qui réagissent à peine aux risques accrus découlant de durées plus longues et/ou d'un risque pays accru.

285. En d'autres termes, par rapport à d'autres instruments similaires, les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte de risques de transaction dont même les entités non commerciales tiennent compte. La comparaison réalisée par le Brésil s'appuie sur les dispositions pertinentes de l'*Accord SMC* – en particulier, l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*, tel qu'interprété par l'Organe d'appel.

4. Point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux deux parties

102. À votre avis, qu'est-ce qui explique les résultats différents obtenus par les deux méthodes prônées, d'une part, par les États-Unis, aux paragraphes 87 à 89 de leur première communication écrite et, d'autre part, par le Brésil, dans la pièce Bra-613 (mis à part la critique formulée par les États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas tenu compte des recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans ses calculs selon la méthode comptable fondée sur les liquidités, dont le Groupe spécial est déjà au courant)?

286. Les États-Unis semblent indiquer que le Brésil prend ses distances avec la méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette en tant que moyen fiable de mesurer les frais à longue échéance du programme GSM 102.[426] Si cela n'est pas déjà parfaitement clair pour les États-Unis[427], le Brésil convient que la méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette est un moyen fiable de tenir compte des coûts des engagements conditionnels.

287. En utilisant une méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette, la CCC a, chaque année depuis le lancement de la réforme du crédit en 1992 (y compris dans les budgets pour les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008[428], alors que le barème des commissions modifié du GSM 102 était d'application), prévu que les frais et les pertes relatifs à la "cohorte" de garanties de crédit à l'exportation émises pendant l'exercice budgétaire suivant dépasseraient, à la clôture, les commissions, les pénalités et les recouvrements prévus. Selon la même méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette, les états financiers vérifiés de 2006 de la CCC indiquent que celle-ci ne prévoit pas de couvrir les frais et les pertes des programmes de garanties du crédit à l'exportation pour toutes les cohortes de garanties de crédit à l'exportation émises depuis 1992 qui sont en cours.[429]

288. Ainsi qu'il est indiqué dans la réponse du Brésil du 2 avril à la question n° 105 (paragraphes 283 à 307), ce sont les États-Unis qui prennent leur distance avec la méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette tout en essayant de donner l'impression qu'ils souscrivent à cette méthode.

---

[426] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 102, paragraphes 240 à 242.

[427] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 433 à 437; communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphes 483, 484 et 501 à 511; déclaration orale du Brésil, paragraphes 252 à 254 et 257 à 260.

[428] Pièce US-71.

[429] Pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2005 and 2006, Report No. 06401-21-FM, November 2006, p. 11, 26 of Notes to the Financial Statements) (faisant état d'un "engagement de garantie du crédit" de 220 millions de dollars EU, qui est défini comme représentant "les sorties de liquidités nettes estimatives (perte) des garanties sur la base de la valeur nette en cours").

289. Premièrement, dans la présente procédure, les États-Unis ont constamment tourné en ridicule la méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette exigée par la législation des États-Unis en prétendant qu'elle n'était "pas fiable" parce que, d'après ce qu'ils alléguaient, elle ne tenait pas compte de l'expérience particulière acquise par la CCC[430] – une affirmation à laquelle l'USDA et le FAS ne souscrivent pas, en dehors du contexte des procédures de l'OMC.[431]

290. Deuxièmement, bien que les prévisions des pertes à longue échéance figurant dans les états financiers de 2006 de la CCC et dans les budgets des États-Unis pour les garanties de crédit à l'exportation émises au titre du GSM 102 pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008 aient été calculées à l'aide de la méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette imposée par la législation des États-Unis, les États-Unis tournent en ridicule ces prévisions parce qu'elles ne constituent pas des résultats "réels".[432] L'objection formulée par les États-Unis selon laquelle ces éléments de preuve ne constituent pas des résultats "réels" démontre très clairement leur abandon de l'approche fondée sur la valeur actuelle nette. Par définition, les calculs fondés sur la valeur actuelle nette sont des prévisions de résultats futurs, exprimées en valeur actuelle. Les États-Unis n'accepteront une méthode comptable fondée sur la valeur actuelle nette que si elle est convertie en une méthode comptable rétrospective fondée sur les liquidités, par la prise en compte des réestimations.[433] Cela équivaut à un rejet de l'approche fondée sur la valeur actuelle nette.

104. Une commission fondée sur le risque doit-elle nécessairement tenir compte du risque débiteur étranger? Veuillez exposer votre point de vue et fournir des éléments pertinents à l'appui. Le risque débiteur étranger peut-il être traité différemment du risque pays à cet égard et, dans l'affirmative, pourquoi?

291. Les États-Unis font valoir qu'il n'y a pas de "fondement textuel [pour] l'obligation" de tenir compte du risque débiteur étranger pour établir la commission à percevoir pour une garantie de crédit à l'exportation.[434]

292. Les États-Unis n'ont peut-être pas connaissance du point j) de la Liste exemplative qui prescrit l'évaluation des "taux de primes" pour un programme de garantie du crédit à l'exportation, ainsi que des "frais et pertes au titre de la gestion à longue échéance" de ce programme. Comme le Groupe spécial initial l'a indiqué au sujet du point j), "dans les cas où un programme ne prévoit pas des taux de primes tenant pleinement compte des risques d'une transaction particulière, cela pourrait indiquer que le programme a été établi de telle manière que les frais et les pertes, à long terme, au titre de la gestion du programme doivent être supportés, en totalité ou en partie, par les pouvoirs publics".[435] Les États-Unis ne savent peut-être pas non plus que l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*

---

[430] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 111 à 125.

[431] Pièce Bra-588 (Agricultural Export Credit Guarantee Programs Assessment, ExpectMore.gov, Section 3.CR2, accessed January 2007 at: http://www.whitehouse.gov/OMB/expectmore/detail.10002020.2005.html) (les "modèles de crédit utilisés pour calculer la subvention relative aux crédits garantis ont été révisés pendant les exercices budgétaires 2001 et 2003 et fournissent actuellement des estimations fiables", et le modèle appliqué est spécifiquement appelé "le modèle de l'USDA") (non souligné dans l'original); pièce Bra-616 (U.S. Department of Agriculture, Office of the Chief Financial Officer, Credit, Travel, and Accounting Division, *Agriculture Financial Standards Manual* (May 2004), p. 121, accessed December 2006 at: http://www.ocfo.usda.gov/reports/index.htm) (Pour l'estimation des coûts d'un défaut de paiement, les facteurs de risque ci-après sont pris en considération: 1) l'expérience de la performance des prêts …").

[432] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 88; réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 108, paragraphes 276 et 277.

[433] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 87; et la réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 102, paragraphe 244.

[434] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 104, paragraphe 251.

[435] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.805.

définit une subvention comme étant une contribution financière des pouvoirs publics qui est accordée à des modalités plus favorables que celles du marché. Les organismes régis par le marché ne fournissent pas d'instruments de protection du crédit sans tenir compte du risque débiteur étranger.

293. Le Brésil a présenté des éléments de preuve qui démontraient que pour tenir "pleinement compte des risques d'une transaction particulière"[436], les commissions au titre des garanties de crédit à l'exportation doivent être établies compte tenu du risque débiteur étranger.[437] Les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve pour réfuter la démonstration du Brésil selon laquelle les organismes financiers régis par le marché (pour ne rien dire des autres entités publiques des États-Unis qui fournissent des instruments de protection du crédit similaires à des garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102[438]) n'utilisent pas uniquement les limites d'exposition pour gérer adéquatement le risque.

106. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Brésil devrait inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans sa formule comptable fondée sur les liquidités (pièce Bra-613). Le Groupe spécial a-t-il raison de penser que la formule du Brésil n'inclut pas de montants correspondant 1) aux indemnités versées après 1992 au titre de garanties antérieures à 1992; et 2) aux commissions versées pour des garanties antérieures à 1992? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi il est pertinent ou dénué de pertinence d'inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 compte tenu du fait que les coûts et autres revenus liés aux mêmes garanties ne sont pas inclus.

294. Au paragraphe 266 de leur réponse du 2 avril, les États-Unis traitent des récents et nombreux passages par pertes et profits de montants irrécouvrables attribués à des garanties de crédit à l'exportation antérieures à 1992, inscrites au "compte de liquidation" des États-Unis. Le Brésil estime que ces passages en pertes et profits constituent une raison de plus pour laquelle le compte de liquidation ne transforme pas une évaluation fondée sur les liquidités des pertes d'un programme en bénéfices du programme, comme les États-Unis l'ont affirmé.[439] Le passage en pertes et profits de milliards de dollars de pertes ne rend pas un programme rentable.[440]

Questions posées aux États-Unis

107. Qu'est-ce qui peut expliquer la différence entre l'"engagement de garantie du crédit" inscrit dans les états financiers de la CCC (qui semblent indiquer que l'application du programme représente un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis) et les éléments de preuve présentés par les États-Unis au paragraphe 87 de leur première communication écrite?

295. Veuillez vous reporter à l'observation du Brésil sur la réponse des États-Unis à la question n° 108.

108. Veuillez expliquer pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas considérer que le chiffre relatif à l'"engagement" figurant dans les états financiers de la CCC constitue, sinon le montant des pertes réelles, tout au moins une estimation fiable de la perception par la CCC elle-même du coût des programmes pour les pouvoirs publics depuis leur mise en place. Le Groupe spécial a-t-il tort de penser qu'un "engagement de garantie du crédit" (credit guarantee liability) dans ce contexte signifie

---

[436] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.805.

[437] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 498 et la pièce Bra-615.

[438] *Voir* le champ "augmentation du risque de la transaction" dans le calculateur des commissions de l'ExIm Bank à l'adresse suivante: http://www.exim.gov/tools/calchelp.cfm.

[439] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 97 à 99.

[440] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphes 261 à 263.

que la CCC estime que les programmes ne couvriront pas leurs frais et leurs pertes à longue échéance?

296. Les États-Unis rendent mal l'importance du chiffre de l'"engagement de garantie du crédit" figurant dans les états financiers de la CCC pour 2006.

297. La réponse des États-Unis fait complètement abstraction de la définition de l'expression "engagement de garantie du crédit" figurant dans les états financiers eux-mêmes. La définition est ainsi libellée:

> Les engagements de garantie du crédit représentent les sorties de liquidités **nettes** estimées (perte) des garanties sur la base de la valeur actuelle nette. À cet effet, la CCC inscrit un engagement et une dépense dans la mesure où, selon l'estimation de la direction, elle ne pourra pas recouvrer les indemnités versées au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation issus de la réforme du crédit.[441]

298. Le mot en caractères gras et souligné "nettes" contredit l'affirmation des États-Unis selon laquelle le chiffre de l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers comprend uniquement un "engagement pour lequel il existe en contrepartie un poste d'actif du bilan".[442] D'après les termes exprès de cette définition, le chiffre de l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers de la CCC représente les sorties "nettes" de fonds ou les pertes – ce qui signifie qu'ayant déduit les rentrées attendues des sorties attendues de fonds sur la base de la valeur actuelle nette, la CCC prévoit que les dernières dépasseront les premières et qu'elle subira donc une "perte" (autre terme utilisé expressément dans la définition).

299. Comme les États-Unis l'ont reconnu, le Groupe spécial initial, dans ses constatations adoptées, a indiqué qu'il était d'accord. Les États-Unis citent la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle "l'engagement de garantie du crédit représentait une estimation prospective d'une expérience anticipée au titre du programme".[443] Il s'agit d'une description quelque peu atténuée. Mentionnant les chiffres de l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers de la CCC pour 2002 et 2003, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit:

> [N]ous notons que les états financiers de la CCC pour les exercices 2002 et 2003 indiquent un "engagement de garantie du crédit" de 411 millions de dollars et 22 millions de dollars, respectivement. La CCC définit l'expression "engagement de garantie du crédit" comme étant les sorties de liquidités nettes estimatives des garanties sur la base de la valeur actuelle nette. L'"engagement" est défini comme étant "… un décaissement futur probable ou tout autre sacrifice de ressources résultant de transactions ou de faits passés". Nous observons que ces montants ne sont pas des pertes effectives. Ils ne sont qu'un autre indicateur, que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur lequel ils se fondent pour évaluer le coût estimé

---

[441] *Voir* la pièce Bra-585 (Audit Report, Commodity Credit Corporation's Financial Statements for Fiscal Years 2006 and 2005, Report No. 06401-21-FM, November 2006, p. 11, 26 of Notes to the Financial Statements). (non souligné et pas de caractères gras dans l'original) Cette définition est presque identique à la formule fondée sur la valeur actuelle nette prévue par la Loi fédérale sur la réforme du crédit. Pièce Bra-656 (2 U.S.C. 661a(5)(C)) ("[l]e coût d'une garantie de prêt sera la valeur actuelle nette, au moment où le prêt garanti est décaissé, des flux de liquidité estimés suivants: i) les versements effectués par les pouvoirs publics pour couvrir les défauts de paiement et les arriérés, les bonifications d'intérêts et autres versements; et ii) les versements aux pouvoirs publics, y compris les commissions sur les avances et les autres commissions, les pénalités et les recouvrements …").

[442] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 108, paragraphe 268.

[443] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 108, paragraphe 277, *citant* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.855.

> à longue échéance que les garanties de crédit à l'exportation représentent pour eux. Ils sont toujours positifs, ce qui nous montre que la CCC estime, sur la base de sa propre évaluation, qu'elle ne pourra peut-être pas, même à longue échéance, gérer les programmes de garantie du crédit à l'exportation sans qu'il y ait un certain coût net pour les pouvoirs publics.[444]

300. Dans leur réponse, les États-Unis demandent non seulement au Groupe spécial de la mise en conformité de réexaminer les constatations adoptées du Groupe spécial initial concernant ce que le chiffre de l'engagement de garantie du crédit représente mais ils contestent également la fiabilité du chiffre de l'engagement de garantie du crédit en tant que base d'une évaluation des frais et des pertes à longue échéance au titre du point j) parce qu'il s'agit d'une évaluation prospective de pertes à longue échéance sur la base de la valeur nette actuelle plutôt que de pertes "réelles" ou "rétrospectives".[445] Les États-Unis ont présenté les mêmes arguments pendant la procédure initiale.[446] Le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont rejeté les arguments des États-Unis et accepté une approche prospective de l'évaluation des programmes de garanties du crédit à l'exportation au titre du point j).[447]

301. Ces constatations adoptées devraient être suivies par le Groupe spécial de la mise en conformité. Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés antérieurement suscitent chez les Membres de l'OMC des "attentes légitimes" et devraient être pris en compte par les groupes spéciaux lorsqu'ils sont pertinents pour le règlement d'un différend.[448] De plus, dans les cas où les questions dont est saisi un groupe spécial sont les mêmes que celles qui ont été précédemment examinées par l'Organe d'appel, suivre les conclusions précédentes de l'Organe d'appel "n'est pas seulement approprié", mais c'est ce que "l'on attend" du groupe spécial.[449]

302. S'agissant des procédures du Groupe spécial de la mise en conformité, en particulier, l'Organe d'appel a indiqué que "les procédures au titre de l'article 21:5 ne se déroul[aient] pas isolément mais [faisaient] partie d'une "*suite d'événements*"".[450] Il a fait observer qu'"on pourrait avoir des doutes au sujet de la *nature objective* de l'évaluation faite par un groupe spécial au titre de l'article 21:5 si,

---

[444] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.855. (notes de bas de page omises)

[445] Réponse des États-Unis du 2 avril à la question n° 108, paragraphes 275 et 276.

[446] Les États-Unis ont fait appel de cet élément spécifique de l'analyse du Groupe spécial initial. Communication des États-Unis en tant qu'appelant dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 407 et 410 à 413 (et note 419), *peut être consultée à l'adresse suivante*: http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Monitoring_Enforcement/Dispute_Settlement/WTO/Dispute_Settlement_Listings/asset_upload_file938_5598.pdf. Pour les arguments présentés par les États-Unis au Groupe spécial initial, *voir* la première communication écrite des États-Unis du 11 juillet 2003, paragraphes 176 à 178; les réponses des États-Unis du 11 août 2003 aux questions du Groupe spécial, paragraphes 157, 159, 170 et 173; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 22 août 2003, paragraphes 161 et 162, 167 et 171; la communication complémentaire présentée par les États-Unis le 30 septembre 2003, paragraphe 151; la communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis le 18 novembre 2003, paragraphes 196 à 199; les réponses des États-Unis du 22 décembre 2003 aux questions du Groupe spécial, paragraphes 86, 90, 91 à 95, 96 à 99, 100, 101, 103 et 117 à 121; et les réponses des États-Unis du 11 février 2004 aux questions complémentaires du Groupe spécial, paragraphe 21.

[447] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 763 et 764, rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.842 et 7.843. *Voir aussi id.*, paragraphe 7.835 ("l'analyse au titre du point j) ne doit pas avoir un caractère purement rétrospectif …").

[448] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 111.

[449] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

[450] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (21:5)*, paragraphe 103 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (21:5)*, paragraphe 121. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

s'agissant d'une question spécifique, celui-ci devait *s'écarter* du raisonnement figurant dans le rapport du groupe spécial initial en l'absence de toute modification des éléments de preuve correspondants".[451]

303. La manière dont le chiffre de l'engagement de garantie du crédit est défini dans les états financiers de la CCC, ou calculé, n'a pas changé depuis la procédure initiale.[452] S'il était maintenant constaté que le chiffre n'est pas fiable, cela constituerait un changement majeur par rapport aux constatations de la procédure initiale sans qu'il existe de fondement valable pour justifier ce changement. Cela constituerait également une violation du principe de la chose jugée parce que la fiabilité des estimations a été résolue définitivement aux fins du présent différend. Comme l'a indiqué le Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)*, "[u]ne réévaluation, dans une procédure de la mise en conformité, d'une question qui a déjà été tranchée dans une procédure initiale dans un rapport adopté, même lorsque le défendeur a employé de meilleurs arguments sans qu'il y ait eu de changement pertinent pour les faits sous-jacents au cours de la période intermédiaire, serait contraire au règlement rapide des différends".[453] Les États-Unis n'ont pas le droit de plaider à nouveau une question qui a été résolue définitivement aux fins du présent différend.

[451] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (21:5)*, paragraphe 103. (pas d'italique dans l'original)

[452] L'argument des États-Unis selon lequel le chiffre de l'engagement de garantie du crédit figurant dans les états financiers de la CCC comprend uniquement un "engagement pour lequel il existe en contrepartie un poste d'actif du bilan" ne représente *pas* une *modification de la définition ou du calcul du chiffre de l'engagement de garantie du crédit* depuis la procédure initiale. Il s'agit plutôt simplement d'un nouvel argument des États-Unis, argument qui, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, est contredit par la définition même de l'expression "engagement de garantie du crédit" qui figure dans les états financiers de la CCC et sur laquelle s'est appuyé le Groupe spécial initial.

[453] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Jeux (21:5)*, paragraphe 6.53.

ANNEXE D-15

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DU BRÉSIL À LA DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(24 avril 2007)

TABLE DES MATIÈRES

Page

PIÈCES 621

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉPONSES DU BRÉSIL 622

A. RIEN NE PERMET AU BRÉSIL DE CONTESTER DES MESURES QUI N'ÉTAIENT NI DES MESURES INITIALES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE CONSTATATION D'INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC OU DE RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD NI DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À DES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS **622**

1. Ni les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ni les allégations du Brésil en ce qui les concerne ne relèvent du champ de la présente procédure 622

2. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les versements effectués au titre de ces programmes après la campagne de commercialisation 2002, ainsi que les allégations du Brésil concernant ces mesures n'entrent pas dans le champ de la présente procédure..... 624

B. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES NE CAUSENT PAS D'EMPÊCHEMENT ACTUEL DE HAUSSES DE PRIX "DANS UNE MESURE NOTABLE" AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'*ACCORD SMC* **629**

C. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES N'ONT PAS POUR EFFET UN ACCROISSEMENT "ACTUEL" DE LA PART DU MARCHÉ MONDIAL DU COTON UPLAND DÉTENUE PAR LES ÉTATS-UNIS AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC* **633**

D. NI LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES – NI LES VERSEMENTS AU TITRE DE CES PROGRAMMES – NE CAUSENT UNE "MENACE" D'EMPÊCHEMENT NOTABLE DE HAUSSES DE PRIX CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC*. **635**

E. LES ÉTATS-UNIS ACCORDENT DES GARANTIES AU TITRE DU GSM 102 POUR LES EXPORTATIONS DE RIZ ET DE PRODUITS NON INSCRITS DANS LA LISTE D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 10:1 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET L'ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'*ACCORD SMC* **637**

II. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES RÉPONSES DU BRÉSIL 639

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE **639**

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL **642**

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC* 642

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC* 669

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE **671**

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION **677**

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation 677

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation 679

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC* 679

4. Point j) de la Liste exemplative 683

PIÈCES

Pièce US-	Titre
165	"China: Cotton import quotas of 1.5mn tons to be issued," available at www.fibre2fashion.com (April 24, 2007).
166	U.S. Export Sales for Week Ending 4.12.2007, available at www.fas.usda.gov/export-sales/cottfax.htm
167	U.S. Export Sales Weekly Export Performance Indicator for Week Ending 4.12.2007, available at http://www.fas.usda.gov/esrquery/esrpi.aspx.
168	NASS March 2007 Cotton Ginnings Report
169	N.Y. Futures After Issuance of Planting Intentions Report

1. Dans ses réponses à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, le Brésil a réitéré bon nombre des arguments sans fondement qu'il avait présentés dans ses communications antérieures, arguments que les États-Unis ont déjà examinés et réfutés. Bon nombre des réponses du Brésil aux questions répètent également les mêmes renseignements. Les États-Unis n'ont pas l'intention de présenter de nouveau tous leurs arguments en réponse. Pour faciliter la tâche du Groupe spécial, ils formuleront plutôt, en premier lieu, une observation générale concernant les réponses du Brésil à chacune des principales sections des questions du Groupe spécial. Ils traiteront ensuite les aspects des réponses du Brésil qui sont nouveaux ou qui nécessitent des observations complémentaires. Le cas échéant, ils renverront le Groupe spécial aux communications antérieures dans lesquelles ils ont traité les arguments du Brésil.

2. Le fait que les États-Unis ne traitent pas une réponse donnée ou un aspect donné d'une réponse ne veut pas dire – et ne devrait pas être interprété comme voulant dire – que les États-Unis sont d'accord avec la position du Brésil.

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES RÉPONSES DU BRÉSIL

A. RIEN NE PERMET AU BRÉSIL DE CONTESTER DES MESURES QUI N'ÉTAIENT NI DES MESURES INITIALES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE CONSTATATION D'INCOMPATIBILITÉ AVEC LES RÈGLES DE L'OMC OU DE RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS DE L'ORD NI DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À DES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS[1]

3. Dans ses réponses aux questions 44 à 46, le Brésil répète l'argument incorrect selon lequel il a le droit, dans la procédure du présent Groupe spécial de la "mise en conformité" au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), de présenter à nouveau des allégations à l'encontre de mesures a) dont il n'a jamais été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et qui n'ont jamais fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD; et b) qui ne sont pas des mesures prises pour se conformer à des recommandations et décisions.[2] Ces mesures comprennent les garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille. Elles comprennent également les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ainsi que les versements effectués au titre des programmes pendant les années qui ont suivi les campagnes de commercialisation 1999-2002. Les arguments du Brésil continuent d'être vains.

1. Ni les garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille ni les allégations du Brésil en ce qui les concerne ne relèvent du champ de la présente procédure

4. L'affirmation du Brésil selon laquelle il a le "droit" de formuler une allégation à l'encontre des garanties au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille repose sur deux arguments indéfendables. Premièrement, le Brésil affirme à tort que *toute* mesure modifiée peut être contestée dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité indépendamment de la question de savoir si elle a été "prise pour se conformer" à des recommandations et décisions de

[1] Les États-Unis ne formulent pas d'observations sur les allégations du Brésil relatives à la mise en conformité au cours de périodes antérieures parce qu'aucune des réponses du Brésil à la deuxième série de questions ne porte sur cette question. Pour les réponses des États-Unis à ces allégations, les États-Unis ont l'honneur de renvoyer le Groupe spécial à leur première communication écrite, paragraphes 49 à 56, à la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, paragraphes 64 à 71, à leurs réponses aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 45 et 46, à leurs observations sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 104 à 111, et à leurs réponses à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 54 à 61.

[2] *Voir* les réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphes 1 à 35.

l'ORD.[3] Deuxièmement, le Brésil affirme que, dans une procédure de groupe spécial de la mise en conformité, une partie plaignante peut présenter à nouveau des allégations qui n'ont pas été "résolues définitivement" dans la procédure initiale.[4] Aucune de ces affirmations n'est étayée par le Mémorandum d'accord.

5. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le critère servant à déterminer si une mesure entre à juste titre dans le champ d'une procédure de groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 ne consiste pas simplement à savoir si elle a été modifiée depuis la procédure initiale. Cela équivaudrait à exclure de l'article 21:5 la prescription voulant que la mesure soit "prise pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD. Selon les termes exprès de l'article 21:5, les recommandations et décisions de l'ORD sont – nécessairement – la pierre angulaire de ce qui est et ce qui n'est pas une "mesure prise pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD. Lorsqu'une distinction est établie dans les recommandations et décisions de l'ORD entre différents éléments d'une mesure ou différentes mesures, cette distinction est également déterminante aux fins de la procédure d'un groupe spécial de la mise en conformité.

6. En l'espèce, les recommandations et décisions de l'ORD distinguent clairement les "garanties de crédit à l'exportation dans le cadre des programmes de garanties du crédit à l'exportation GSM 102, GSM 103 et SCGP … *pour les exportations de coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien au titre des programmes et pour un produit inscrit dans la liste (le riz)*"[5] d'autres garanties de crédit à l'exportation dans le cadre de ces programmes. Comme la réponse du Brésil à la question n° 44 le confirme, cette distinction est liée à la question de savoir quelles sont les *mesures* dont il a été constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC (en d'autres termes, quelles mesures les États-Unis étaient obligés de rendre conformes à leurs obligations au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*). La question dont est saisi le présent Groupe spécial de la mise en conformité est donc de savoir si le Brésil a démontré soit que les États-Unis a) n'avaient pas rendu ces mesures (garanties de crédit à l'exportation pour le riz et les produits non inscrits dans la Liste) conformes aux recommandations et décisions de l'ORD soit b) que ces mesures – telles que modifiées – étaient incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC citées par le Brésil.[6]

7. Le Brésil a tenté de faire oublier cette distinction en maintenant que a) les constatations du Groupe spécial initial visaient le programme GSM dans son ensemble[7] et que les garanties prévues par ce programme n'étaient même pas des "mesures" aux fins du règlement des différends à l'OMC[8],

---

[3] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphes 6 et 34.

[4] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 7.

[5] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 8.1 d). (pas d'italique dans l'original) Cela est dû au fait que le Groupe spécial initial a constaté que le Brésil avait démontré le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* uniquement en ce qui concernait les garanties de crédit à l'exportation accordées pour les exportations de riz et de produits non inscrits dans la Liste.

[6] On ne peut pas présumer que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer sont incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC; c'est au Brésil qu'il incombe de prouver cette incompatibilité.

[7] Comme les États-Unis l'ont expliqué, cet argument est incompatible avec les arguments antérieurs du Brésil et la résolution des allégations du Brésil par le Groupe spécial initial. *Voir* les observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 12 à 15. Cet argument contredit même la précision apportée par le Brésil lui-même dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation selon laquelle "*le Brésil n'affirme pas que le programme GSM 102 lui-même contourne les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture*". Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 378. (pas d'italique dans l'original)

[8] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil aux sections A à C des questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 29. Cet argument va à l'encontre des arguments du Brésil figurant ailleurs selon lesquels

b) que c'étaient les *allégations* du Brésil et non les mesures contestées qui "vis[aient] des produits déterminés,"[9] c) que les États-Unis avaient apporté des modifications au programme GSM 102 tout entier, y compris en ce qui concerne les garanties de crédit à l'exportation pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille[10], et d) que le programme GSM 102 s'appliquait de la même manière indépendamment des produits en question.[11] Comme les États-Unis l'ont expliqué[12], toutefois, non seulement certaines de ces affirmations sont erronées mais elles ne changent pas la conclusion voulant que les garanties de crédit à l'exportation accordées au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.

2. Les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, les versements effectués au titre de ces programmes après la campagne de commercialisation 2002, ainsi que les allégations du Brésil concernant ces mesures n'entrent pas dans le champ de la présente procédure

8. Dans sa réponse à la question n° 45, le Brésil continue de demander avec insistance au Groupe spécial d'élargir d'une manière inadmissible le champ de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité pour y inclure des allégations à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ainsi que des versements effectués au titre de ces programmes dans les périodes qui ont suivi la campagne de commercialisation 2002. Les arguments du Brésil s'articulent autour de ses propres déclarations selon lesquelles le Groupe spécial initial a effectivement constaté que les programmes de versements Step 2,

---

une lecture *a contrario* du point j) empêcherait les Membres de contester des garanties de crédit à l'exportation spécifiques (c'est-à-dire par opposition aux *programmes* de garantie du crédit à l'exportation en général). *Voir* les observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions, paragraphes 10 et 11. Si des garanties spécifiques ne peuvent même pas constituer des "mesures", comme le Brésil l'affirme maintenant, les plaintes du Brésil au sujet de la possibilité de présenter des allégations à l'encontre de garanties spécifiques seraient entièrement sans fondement. L'argument du Brésil est également incompatible avec la clarification apportée par l'Organe d'appel selon laquelle une "mesure" aux fins du règlement des différends à l'OMC peut englober "[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC …" *États-Unis – Acier au carbone (Organe d'appel)*, paragraphe 81.

[9] Le fait de dire des allégations du Brésil qu'elles "visent des produits spécifiques" ne change pas le fait que seules certaines garanties - celles accordées pour le "produit" spécifique en cause - font l'objet des allégations. Pour ce qui est des garanties qui n'ont pas fait l'objet de recommandations et décisions de l'ORD - comme dans le cas des garanties de crédit à l'exportation accordées au titre du GSM 102 pour les exportations de viande porcine et de viande de volaille - il n'existe pas de fondement pour l'examen d'une allégation les concernant dans une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Voir les observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions, paragraphe 16.

[10] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 6. Comme le Groupe spécial *CE – Linge de lit (21:5)* l'a reconnu, le seul fait que les améliorations apportées ne se sont pas limitées aux mesures initiales faisant l'objet des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC et des recommandations et décisions de l'ORD ne transforme pas toutes les mesures modifiées en "mesures prises pour se conformer". *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 16 (traitant de l'affaire *CE – Linge de lit (21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 6.9 à 6.22).

[11] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 4. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, l'argument des États-Unis ne part pas du principe que "des mesures de garantie du crédit à l'exportation différentes s'appliquent à des produits différents". Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 4. Comme les États-Unis l'ont expliqué, cela n'est pas pertinent pour leurs arguments.

[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24 à 30; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 10 à 15; réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 17 à 26; observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions du Groupe spécial, paragraphes 8 à 44; et réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 1 à 16 et 42 à 48.

de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques causaient un préjudice grave "actuel" et selon lesquelles il a également constaté que les versements que, d'après les allégations, il "était imposé" d'accorder au titre de ces programmes pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007 causaient un préjudice grave "actuel" (alors même, bien entendu, que ces versements n'avaient même pas été effectués au moment où la question a été portée devant le Groupe spécial initial). Ces déclarations sont purement et simplement contredites par les faits et les termes exprès du rapport du Groupe spécial initial.

9. L'approche du Brésil s'agissant de la question n° 45 – de même que tout au long de la présente procédure – consiste à sélectionner certaines phrases du rapport du Groupe spécial et à en donner une interprétation forcée qui n'est ni étayée par le contexte ni compatible avec les principes les plus fondamentaux du règlement des différends dans le cadre de l'OMC (par exemple le fait qu'un groupe spécial ne peut pas formuler d'allégation au nom d'une partie plaignante, et encore moins formuler des allégations qui n'ont jamais été présentées par une partie plaignante). Comme les États-Unis l'ont expliqué, ces arguments sont sans fondement.[13]

10. En fait, il est remarquable que, dans sa réponse à la question n° 45 du Groupe spécial, le Brésil accuse les États-Unis de "dénatur[er] les constatations du Groupe spécial initial du début à la fin".[14] Non seulement cela est faux mais l'ironie de l'accusation est que le Brésil n'a même jamais cherché à concilier ses arguments avec les "constatations du Groupe spécial initial du début à la fin". Ainsi, à titre d'exemple, le Brésil n'a jamais indiqué le fondement juridique qui permettrait au présent Groupe spécial de ne pas tenir compte de la *véritable* conclusion du Groupe spécial initial en ce qui concerne le préjudice grave actuel:

> En conclusion, compte tenu de toutes les considérations précédentes, nous constatons que les subventions subordonnées aux prix impératives des États-Unis qui sont en cause – *à savoir* les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable sur le même marché mondial de coton upland pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au sens des articles 6.3 c) et 5 c) de l'*Accord SMC*.[15]

Cette conclusion, *telle qu'elle est libellée*, contredit l'affirmation du Brésil selon laquelle "les États-Unis … supposent à tort que les "subventions des États-Unis" ne comprennent pas les dispositions législatives et réglementaires – les programmes de subventions – imposant les versements à titre de subvention".[16] Les termes utilisés confirment que les États-Unis n'ont pas *supposé* – et encore moins supposé *à tort* – quelles étaient les "subventions des États-Unis", comme le Brésil le fait valoir.

11. Au contraire, comme le Groupe spécial initial l'indique clairement, les "subventions des États-Unis qui sont en cause" … "[sont] les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP". Il n'y a pas d'autre manière d'interpréter les termes figurant entre les tirets dans la conclusion ou le fait que le Groupe spécial initial utilise l'expression

[13] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 31 à 48; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 16 à 63; réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 27 à 44; observations des États-Unis sur les réponses du Brésil à la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 45 à 103; et réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 17 à 41.

[14] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 12.

[15] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1416.

[16] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 13.

introductive "à savoir" – expression utilisée pour clarifier ce qu'un terme veut dire – pour expliquer que les "subventions qui sont en cause" sont les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation, les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), ainsi que les *versements* MLA et les *versements* CCP. Le Brésil n'a jamais concilié sa théorie – selon laquelle les "subventions qui sont en cause" comprennent les programmes prévoyant ces versements – avec ces termes ou avec les dizaines d'autres indications claires données par le Groupe spécial initial selon lesquelles les subventions faisant l'objet de son examen de l'existence d'un préjudice grave "actuel" étaient les versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 au titre, entre autres programmes, des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

12. Le Brésil n'a pas non plus expliqué de manière crédible:

- Comment le Groupe spécial initial aurait pu formuler une constatation de l'existence d'un préjudice grave *actuel* à l'encontre soit des programmes de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, soit des versements que, d'après les allégations, il "était imposé" d'accorder au titre de ces programmes pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007, alors qu'il n'avait pas reconnu que le Brésil avait ne serait-ce que présenté une *allégation* de préjudice grave "actuel" concernant l'un ou l'autre groupe de mesures.[17]

- Pourquoi le Groupe spécial initial a indiqué que seuls "les *versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux et des exportateurs; les *versements* au titre du programme de prêts à la commercialisation; les *versements* PFC; les *versements* MLA; les *versements* DP; les *versements* CCP; les *versements* au titre de l'assurance-récolte; et les *versements* pour les graines de coton"[18] constituaient les "mesures contestées" dont il était allégué qu'elles étaient des "subventions" aux fins de l'allégation de préjudice grave "actuel" présentée par le Brésil. Le Groupe spécial a uniquement constaté que ces mesures constituaient des subventions au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC*.[19] Il n'a procédé à *aucune* évaluation de la question de savoir si les dispositions législatives/réglementaires autorisant ces versements étaient aussi des "subventions".

- Comment le Groupe spécial initial aurait pu formuler des constatations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne les programmes de

[17] Les États-Unis rappellent que le Groupe spécial a énoncé les allégations présentées par le Brésil comme suit: a) allégations de préjudice grave "actuel" concernant les "subventions des États-Unis accordées pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002"; b) allégations de menace de préjudice grave concernant les "subventions des États-Unis qu'il était imposé d'accorder pendant les campagnes de commercialisation 2003-2007"; et c) allégations en soi de menace de préjudice grave à l'encontre de "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000" prévoyant ces subventions, dans la mesure pertinente pour le coton upland, et leurs règlements d'application. *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 3.1 vi) à 3.1 viii). Le Groupe spécial initial n'a *pas* indiqué qu'une allégation de préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* était une des allégations "concernant certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000". Il n'a pas non plus indiqué que "certaines dispositions de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000" faisaient partie des mesures visées par les allégations de préjudice grave "actuel" présentées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

[18] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1120. Le Groupe spécial initial a finalement constaté que ces versements constituaient des "subventions" au sens de l'article premier de l'*Accord SMC* parce qu'ils étaient des "contributions financières" (principalement sous la forme de "dons") conférant un "avantage". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1112 à 7.1120.

[19] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1112 à 7.1120.

versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou les versements futurs que, d'après les allégations il "était imposé" d'accorder au titre des programmes sans examiner les nombreux arguments que les parties avaient présentés et sans formuler aucune des constatations de fait dont le *Brésil* a concédé qu'elles seraient nécessaires pour étayer une constatation positive d'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne ces mesures.[20]

13. Le Brésil n'a pas non plus tenu compte des autres signaux textuels clairs selon lesquels - conformément aux allégations qui lui avaient été présentées - les constatations de préjudice grave "actuel" formulées par le Groupe spécial initial visaient des versements effectués pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Il s'agit notamment:

- Du fait que les conclusions et recommandations relatives aux subventions prohibées formulées par le Groupe spécial au sujet du programme Step 2, *en tant que tel*, font expressément référence à l'"article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland"[21] et à l'"article 1207 a) de la Loi FSRI de 2002 prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux de coton upland".[22] Si les conclusions concernant le préjudice grave "actuel" figurant aux paragraphes 8.3 d) et 8.1 g) i) du rapport du Groupe spécial initial avaient également porté sur le programme Step 2, *en tant que tel*, ainsi que sur le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques, le Groupe spécial aurait certainement inclus le même genre de référence spécifique, plutôt qu'une référence aux "*versements* au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2)".

- Du fait que dans la section VII:D de son rapport, qui portait sur l'évaluation des mesures de soutien interne au regard de l'article 13 de l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial a indiqué expressément ce qui suit: "[d]ans la présente section de notre rapport, le Groupe spécial examinera ensemble les programmes courants "tels qu'appliqués" et "en tant que tels". En conséquence, les références aux "versements" au titre du programme de prêts à la commercialisation, au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), directs, anticycliques et au titre de l'assurance-récolte comprennent les dispositions législatives et réglementaires

[20] À titre d'exemple, dans la procédure initiale, le Brésil a concédé qu'"[i]l [était] établi en vertu du droit de l'OMC qu'un Membre [pouvait] uniquement contester les mesures d'un autre Membre en soi si ces mesures impos[aient] une violation de l'Accord sur l'OMC". Première communication du Brésil dans la procédure initiale, paragraphe 244 (citant l'affaire *États-Unis – Loi de 1916 (Organe d'appel)*, paragraphe 88). Ainsi, dans le cas de ses allégations à l'encontre des programmes contestés en soi, le Brésil a demandé au Groupe spécial "de constater que les dispositions impératives de la Loi FSRI de 2002 et de la Loi ARP de 2000, conjointement avec leurs règlements d'application, telles qu'elles [étaient] énumérées ci-dessus, *ne [pouvaient] pas être appliquées d'une manière compatible avec les règles de l'OMC*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphes 435 et 436. Expliquant ce que cela signifierait dans le contexte du présent différend, le Brésil a fait valoir ce qui suit: "[p]remièrement, le Groupe spécial doit évaluer si les subventions des États-Unis *menaceront nécessairement* de causer un préjudice grave à des niveaux de prix inférieurs aux prix de déclenchement des subventions des États-Unis. Deuxièmement, le Groupe spécial doit examiner si les subventions des États-Unis menacent de causer un préjudice grave *même à des niveaux de prix auxquels seulement des subventions au titre de l'assurance-récolte et des versements directs sont accordés*". Communication complémentaire du Brésil, 9 septembre 2003, paragraphe 426. (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial initial n'a ni procédé aux évaluations demandées ni formulé de constatations conformes à ce que demandait le Brésil.

[21] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 8.3 b) et 8.1 e).

[22] *Voir Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 8.3 c) et 8.1 f).

autorisant ces versements, sauf indication contraire".[23] Il n'existe pas de déclaration semblable dans la section VII:G qui est la section où se trouve l'analyse par le Groupe spécial initial des effets des subventions dont il est allégué qu'elles causent un préjudice grave. En fait, dans la section VII:G, le Groupe spécial distingue clairement les versements des dispositions prévoyant ces versements. Il n'existe pas non plus de déclaration semblable en ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 8.3 d) du rapport du Groupe spécial (ou au paragraphe 8.1 g) i), qui contient la conclusion relative aux subventions pouvant donner lieu à une action à laquelle la recommandation se rapporte).

- De la clarification apportée par le Groupe spécial selon laquelle rien ne l'empêchait d'examiner si les contrats de flexibilité de la production et les *versements* d'aide pour perte de parts de marché causaient un préjudice grave "actuel" même si les dispositions législatives et réglementaires autorisant ces versements étaient venues à expiration avant même que le Brésil ait présenté sa demande de consultations.[24] Si les constatations du Groupe spécial initial concernant les "versements" – et les recommandations et décisions de l'ORD en découlant – devaient être interprétées comme visant automatiquement aussi les programmes autorisant ces versements, comme le Brésil le demande, la recommandation concernant les "versements MLA" figurant dans la conclusion du Groupe spécial relative au préjudice grave "actuel" serait nécessairement aussi une recommandation concernant le "programme MLA" en tant que tel (une mesure venue à expiration). Cela serait incompatible avec la clarification apportée expressément par le Groupe spécial initial selon laquelle il ne formulait pas de constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni de recommandations et décisions concernant des programmes venus à expiration, en tant que tels[25], ainsi qu'avec la clarification ultérieure de l'Organe d'appel selon laquelle "il y avait une incompatibilité évidente" entre une constatation selon laquelle une mesure était venue à expiration et une "recommandation ultérieure … visant à ce que l'ORD demande aux États-Unis de rendre la [mesure venue à expiration] conforme à leurs obligations dans le cadre de l'OMC".[26]

14. En résumé, le Brésil n'a pas concilié – et ne peut pas concilier – ses propres arguments avec les "constatations du Groupe spécial initial du début à la fin".[27] Le Brésil ne donne aucune interprétation cohérente du rapport du Groupe spécial initial qui traite et tient compte de tous les faits mentionnés ci-dessus et dans les communications antérieures des États-Unis. Ce n'est pas en se bornant à ne pas tenir compte des faits ou à accuser les États-Unis de "les dénatur[er]" que le Brésil pourra remédier à cette lacune rédhibitoire. Il reste donc que les allégations du Brésil à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ainsi que des versements effectués au titre de ces programmes après la campagne de commercialisation 2002 sont hors du champ de la présente procédure.

---

[23] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.337 ix), note de bas de page 466.

[24] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.108 ("Le Groupe spécial relève que le Brésil présente des allégations seulement à propos des subventions et du soutien interne fournis au titre des programmes et de la législation d'habilitation venus à expiration, en d'autres termes, à propos *des versements eux-mêmes*. Le Brésil ne demande aucune réparation en ce qui concerne les programmes PFC et MLA ou la législation d'habilitation "en tant que tels". Par conséquent, le Groupe spécial examine uniquement si les versements relèvent de son mandat."). (pas d'italique dans l'original)

[25] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.111.

[26] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 272 (citant le rapport *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphes 81 et 82).

[27] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 12.

B. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES NE CAUSENT PAS D'EMPÊCHEMENT ACTUEL DE HAUSSES DE PRIX "DANS UNE MESURE NOTABLE" AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'*ACCORD SMC*

15. Pour les raisons présentées ci-dessus et dans les communications antérieures des États-Unis, les allégations de préjudice grave "actuel" formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* à l'encontre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et/ou des versements actuels au titre de ces programmes n'entrent pas dans le champ de la présente procédure. Si elles y entraient, elles seraient quand même sans fondement parce qu'elles sont dénuées de base factuelle.

16. D'ailleurs, une grande partie des réponses du Brésil aux questions n° 51 et 62 à 74 du Groupe spécial vise à tenter d'expliquer tant bien que mal cette absence de fondement. Le Brésil se plaint, d'une part, qu'il ne devrait pas être tenu de fournir des "éléments de preuve directs indiquant ce qui arriverait réellement à la superficie, à la production et aux exportations des États-Unis, ainsi qu'aux cours mondiaux"[28] sans versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques et il se plaint, d'autre part, que les États-Unis ont "fait abstraction ... des centaines de pièces et d'éléments de preuve circonstanciels présentés par le Brésil".[29] Les deux affirmations sont sans fondement.

17. Le Brésil – en tant que partie plaignante – assume la charge de prouver le bien-fondé de ses allégations au moyen d'éléments de preuve et d'arguments qui *étayent* effectivement *l'allégation pour laquelle ils sont offerts*. Il ne l'a pas fait. Par ailleurs, pour observer cela, les États-Unis n'ont "fait abstraction" d'aucun argument ni d'aucune pièce présentée par le Brésil. Au contraire, les États-Unis ont examiné et étudié avec le plus grand soin – dans le cadre de deux communications écrites, de l'exposé devant le Groupe spécial, de trois séries de réponses à des questions du Groupe spécial, d'observations sur l'exposé "oral" du Brésil au Groupe spécial, et maintenant de deux séries d'observations sur des réponses – chaque argument présenté par le Brésil et ils ont démontré qu'ils n'étaient pas, isolément ou collectivement, les allégations d'empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable", formulées par le Brésil.[30]

18. ***Les affirmations du Brésil au sujet de l'élimination du programme Step 2 sont non étayées, contradictoires au plan interne, et incompatibles avec les arguments présentés par le Brésil dans la procédure initiale:*** les allégations du Brésil sont fondées sur l'affirmation selon laquelle l'élimination du programme Step 2 n'a pas éliminé les effets défavorables de l'ensemble de versements dont le Groupe spécial avait constaté qu'ils causaient un préjudice grave "actuel". Cela dit, les affirmations du Brésil au sujet des effets de l'élimination du programme Step 2 sont non étayées, contradictoires au

[28] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 91.

[29] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 90.

[30] En fait, si les États-Unis "fai[saient] abstraction" effectivement des arguments du Brésil, on ne peut que se demander pourquoi le Brésil a cherché à maintes reprises au cours de la présente procédure à réduire les possibilités de réponse des États-Unis: par exemple, en faisant valoir au début de la procédure que les États-Unis devraient avoir un délai maximum de deux semaines pour répondre à la première communication écrite du Brésil de presque 200 pages; en faisant valoir qu'il ne devrait pas être permis aux États-Unis de répondre à l'allégation subordonnée de "menace" du Brésil dans leur communication à titre de réfutation; en faisant valoir que les États-Unis ne devraient avoir aucune possibilité de répondre à la troisième communication écrite non sollicitée que le Brésil avait présentée sous l'apparence d'une "pièce" annexée à son exposé "oral"; et, dans sa dernière tentative d'obtenir un avantage déloyal au plan de la procédure, en avançant des arguments contre l'octroi d'un délai additionnel pour la communication des présentes observations.

plan interne, incompatibles avec les arguments présentés par le Brésil dans la procédure initiale, et contredits par les éléments de preuve empiriques.[31]

19. Ainsi, à titre d'exemple, ayant affirmé au Groupe spécial initial qu'"il [était] difficile d'imaginer comment une subvention pourrait être *davantage* une subvention à l'exportation que les dispositions relatives à l'exportation du programme Step 2" et que "[le programme] contribu[ait] grandement à stimuler et à maintenir la part de marché record actuelle des exportations mondiales de coton upland détenue par les États-Unis"[32], le Brésil ne peut pas maintenant alléguer que l'"élimination du programme Step 2 n'[a] pas entraîné une réduction notable ou à long terme des exportations des États-Unis".[33] Les États-Unis prennent note du caractère paradoxal de l'affirmation du Brésil selon laquelle une évaluation "à long terme" des effets de l'élimination du programme Step 2 est appropriée, alors que dans son analyse des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, il soutient que l'"évaluation porte nécessairement sur le court terme et non sur le long terme".[34] Il s'agit d'une preuve de plus de ce que les positions du Brésil sur des questions aussi fondamentales que l'analyse appropriée au titre de l'*Accord SMC* varient en fonction du résultat qu'il souhaite obtenir. Par ailleurs, les États-Unis font observer que les fondements déclarés de cette affirmation ne résistent pas à un examen minutieux.

20. En effet, le Brésil cherche à établir comme élément de preuve une déclaration d'un représentant du Conseil national du coton (le "NCC") selon laquelle, pour la campagne de commercialisation 2007, "le NCC prévoit que les exportations des États-Unis se redresseront pour atteindre 16,22 millions de balles en raison de l'accroissement de l'utilisation industrielle étrangère", mais il ne cite pas la déclaration venant immédiatement avant dans laquelle le même représentant indique que:

> la campagne de commercialisation 2006 est la première qui est postérieure au programme Step 2, et l'incidence sur les exportations a été évidente. À la mi-janvier, les engagements en matière d'exportations de coton upland s'élevaient au total à environ 6 millions de balles. À la même époque, l'année précédente, les engagements totaux avaient dépassé 10 millions de balles.[35]

Les États-Unis rappellent l'affirmation du Brésil selon laquelle pour l'évaluation des effets des versements "les opinions des bénéficiaires constituent des éléments de preuve particulièrement pertinents".[36] On peut supposer que le Brésil attacherait une importance semblable à la déclaration du NCC qu'il a omis de citer.

21. En tout état de cause, la possibilité d'un accroissement en chiffres *absolus* du volume des exportations pendant la campagne de commercialisation 2007 ne change pas l'analyse concernant les effets de l'élimination du programme Step 2. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation[37], il se peut que certains facteurs tels que les besoins d'importation de la Chine aient contribué en partie à la baisse du niveau des exportations des États-Unis en août 2006. Et si ces facteurs changent, il se peut très bien que cela ait des effets sur le niveau des exportations des États-Unis. Toutefois, ces facteurs n'expliquent pas entièrement la baisse.

---

[31] Les arguments complets des États-Unis à ce sujet sont présentés dans la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 149 à 195, dans la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 175 à 214, et dans la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 54 à 59.

[32] Communication présentée à titre de réfutation au Groupe spécial par le Brésil au sujet des allégations relatives et non relatives à la "clause de paix," paragraphe 128 (22 août 2003). (italique dans l'original)

[33] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 90.

[34] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 131.

[35] "US Cotton Industry To Face Challenges In Global Market," 2006 AgWeb.com (pièce BRA-679).

[36] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 48.

[37] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 206 à 213.

Ainsi, par exemple, en raison principalement de la publication imminente du contingent d'importation par la Chine[38], il y a eu des achats récents d'environ 795 800 de balles brutes de coton des États-Unis.[39] Cela représente un sommet pour la campagne de commercialisation. Or, même avec ces achats, les engagements totaux en matière d'exportations, comprenant tant les ventes que les expéditions, sont inférieurs de 31 pour cent et de 15 pour cent au total de l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières années, respectivement.[40] Le fait qu'il se peut que le volume des exportations des États-Unis se redresse quelque peu à l'avenir ne veut donc pas dire que les niveaux d'exportation n'auraient pas été encore plus élevés si le programme Step 2 avait été en vigueur.

22. Devant de telles données empiriques qui ne concordent pas avec ses affirmations (aux fins de la présente procédure) concernant les effets allégués de l'élimination du programme Step 2, le Brésil demande instamment au Groupe spécial, dans sa réponse à la question n° 74, de considérer la campagne de commercialisation 2005 – *année pendant laquelle les versements au titre du programme Step 2 étaient toujours en vigueur* – comme étant la période pertinente aux fins de son analyse des effets de l'élimination du programme Step 2. On peut supposer que le Groupe spécial devrait ensuite accepter les affirmations du Brésil (aux fins de la présente procédure) concernant ce que les effets de ce programme auraient ou n'auraient pas été pendant cette année-là plutôt que de s'appuyer sur les éléments de preuve réels à ce sujet. On ne peut ajouter foi ni à cette proposition du Brésil ni à ses affirmations non étayées sur les effets de l'élimination du programme Step 2.

23. ***Le Brésil ne démontre pas que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent un préjudice grave "actuel":*** citant le Groupe spécial initial, le Brésil fait valoir qu'"un examen des "effets"" des mesures contestée "ne peut pas être effectué dans l'abstrait".[41] Or, pour étayer ses allégations, il laisse à maintes reprises entendre que, sans même examiner les conditions du marché existantes (ou procéder à une évaluation de ce qu'elles étaient probablement), le Groupe spécial initial a inexplicablement constaté que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causaient à ce moment un empêchement de hausse des prix du marché mondial dans une mesure notable.[42] De même, il énonce des affirmations génériques au sujet des incidences sur la richesse et l'aversion pour le risque qui – s'il leur était ajouté foi – empêcheraient effectivement *tout* versement en faveur des exploitants, quels que soient sa forme ou le caractère minime de son incidence sur la plantation, la production, les exportations et les prix.[43]

24. L'allégation du Brésil ne peut, à bon droit, se fonder sur ces bases. Pour sa part, le Groupe spécial initial n'a pas constaté que les *programmes* de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques avaient causé un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002. Le Brésil a donc tort d'affirmer – en réponse à la question n° 69 par exemple – qu'il pourrait prouver l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable dans la présente procédure simplement en

[38] "China: Cotton import quotas of 1.5mn tons to be issued," available at: www.fibre2fashion.com (April 24, 2007) (pièce US-165).

[39] U.S. Export Sales for Week Ending 4.12.2007, available at: www.fas.usda.gov/export-sales/cottfax.htm (pièce US-166).

[40] U.S. Export Sales Weekly Export Performance Indicator for Week Ending 4.12.2007, available at http://www.fas.usda.gov/esrquery/esrpi.aspx (pièce US-167).

[41] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 10 (citant le rapport *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 10).

[42] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 45, 53 à 55, 94 et 99.

[43] *Voir*, par exemple, les réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 49, 55 et 94.

affirmant[44] que des versements ont été effectués au titre de ces programmes pendant la durée d'application de la Loi FSRI et que "[l]e marché mondial du coton upland défini par le Groupe spécial initial fonctionne toujours de la façon constatée par le Groupe spécial initial".[45] La constatation de l'existence d'un préjudice grave "actuel" formulée par le Groupe spécial initial concernait les effets d'un ensemble entièrement différent de mesures (des *versements* effectués non seulement au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques mais aussi au titre du programme Step 2) accordées pendant une période différente (campagnes de commercialisation 1999-2002) et dans des conditions du marché substantiellement différentes. Il y a eu beaucoup de changements depuis. Ces changements comprennent non seulement l'élimination du programme Step 2 mais de nombreux autres facteurs, dont notamment des changements technologiques relatifs à la production qui ont eu des effets spectaculaires sur la structure des coûts de la culture du coton upland aux États-Unis (ainsi que sur celle des exploitants d'autres pays, comme l'Inde) et des modifications de la structure des échanges mondiaux de coton upland – modifications qui sont tellement importantes que même la base de ce que le Brésil affirme être le "cours du marché mondial" (l'indice A) a dû être changée (passant d'un panier de cours pratiqués en Europe du Nord à un panier de cours pratiqués en Extrême-Orient).

25. Le Groupe spécial initial n'a pas tenu compte – et ne pouvait pas tenir compte – de ces facteurs pour évaluer les effets "actuels" de l'ensemble différent de mesures en cause dans la procédure initiale. Et, en fait, c'est précisément parce que le Groupe spécial initial ne pouvait *pas* prédire ce que ces changements pourraient être (par exemple si les États-Unis allaient modifier les dispositions législatives et réglementaires prévoyant les versements au titre du programme Step 2, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques afin de mettre en œuvre les constatations du Groupe spécial), ni prévoir quel effet les mesures contestées pourraient avoir dans de telles circonstances factuelles modifiées, qu'il a refusé de formuler une constatation de "menace" à l'encontre des versements futurs ou des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en tant que tels.

26. En outre, comme il est expliqué dans les observations des États-Unis sur la question n° 62, on ne peut approuver les tentatives faites par le Brésil pour condamner le soutien fourni aux producteurs agricoles au seul motif qu'il contribue à la "richesse" des producteurs et peut réduire leur "aversion pour le risque" au moment de prendre leurs décisions en matière de production. Si les Membres étaient convenus qu'aucun soutien interne ne pourrait être fourni aux producteurs agricoles, l'*Accord sur l'agriculture* aurait pu être beaucoup plus court. Les rédacteurs auraient pu tout simplement insérer dans cet accord ou dans l'*Accord SMC* une disposition selon laquelle "aucun Membre n'accordera de versement à un producteur d'un produit de base" parce que cela contribue, *inévitablement*, à la "richesse" du producteur et, de ce fait, peut également réduire son aversion pour le risque. Aucune disposition de ce genre n'existe dans ces accords parce que les Membres ne sont pas convenus d'une telle prohibition.[46]

27. Ce que les États-Unis constatent plutôt, c'est qu'il est clairement reconnu dans l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC* que le soutien interne fourni aux producteurs d'un produit de base peut avoir des effets qui vont des "effets de distorsion sur les échanges nuls ou, au plus, minimes" à des effets plus substantiels qui peuvent retentir sur les obligations relatives aux engagements de réduction énoncées dans l'*Accord sur l'agriculture* sans pour autant être de nature à faire du soutien interne une

[44] Il s'agit d'affirmations du Brésil, et non de "faits non contestés", comme il l'a indiqué. Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 95.

[45] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 94.

[46] Au contraire, il existe une disposition relative aux subventions pouvant donner lieu à une action qui s'applique spécifiquement aux produits agricoles dans l'*Accord SMC* – l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* – et elle ne constitue pas du tout une prohibition générale des subventions qui accroissent la richesse des producteurs et réduisent leur aversion pour le risque.

"subvention pouvant donner lieu à une action" au sens de l'*Accord SMC*, et aux types d'effets graves sur les échanges qui sont prévus aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Ce sont uniquement ces derniers effets – les "effets défavorables" pour les intérêts d'un autre Membre – qui sont soumis à des disciplines au titre de l'*Accord SMC*. La question de savoir si un Membre peut ou non *contester* une mesure au titre de l'*Accord SMC* est sans rapport avec la question de savoir s'il peut établir l'existence d'une violation des articles 5 c) et 6.3 c). Il ne peut établir l'existence d'une telle violation que s'il prouve qu'une mesure dont il a été constaté qu'elle était une "subvention" a pour "effet" d'"empêcher des hausses de prix *dans une mesure notable*" au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

28. Comme les États-Unis l'ont démontré[47], aucun des "éléments de preuve abondants et variés" que le Brésil allègue avoir présentés dans ses réponses aux questions ou dans ses communications antérieures ne prouvent que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont eu "cet effet". Ce que les éléments de preuve substantiels montrent plutôt c'est que les effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur la plantation, la production et les exportations des États-Unis ainsi que sur les cours du marché mondial sont minimes et ne sont pas soumis aux disciplines prévues aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

C. LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES N'ONT PAS POUR EFFET UN ACCROISSEMENT "ACTUEL" DE LA PART DU MARCHÉ MONDIAL DU COTON UPLAND DÉTENUE PAR LES ÉTATS-UNIS AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC*

29. Même s'il a admis que "la *part* de la production mondiale détenue par les États-Unis … [avait] été relativement stable" pendant toute la période pendant laquelle la Loi FSRI avait été en vigueur (à savoir les campagnes de commercialisation 2002-2005), le Brésil a cherché, dans la présente procédure, à établir l'existence d'une violation des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC* en se fondant sur une légère (0,46 pour cent) augmentation de la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 par rapport à la moyenne pour les campagnes de commercialisation 2002-2004.[48] Les éléments de preuve versés au dossier indiquent clairement que cet accroissement pendant la campagne de commercialisation 2005 fait partie des fluctuations ordinaires de la part de l'offre mondiale détenue par les États-Unis[49] et est directement attribuable à des facteurs tels que la réorientation soudaine de la superficie de fèves de soja dans certaines régions des États-Unis en raison de préoccupations dues à une expansion rapide de la rouille asiatique du soja apparue à la fin de la campagne de commercialisation 2004.[50] L'allégation du Brésil est donc sans fondement – d'emblée – parce que le Brésil ne peut établir de lien de causalité entre les mesures contestées et le léger accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 (en d'autres termes, il ne peut prouver l'existence du premier des deux éléments prévus à l'article 6.3 d), à savoir que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques "se traduisent" "par un accroissement

[47] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 203 à 331 et annexe I; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 215 à 404 et annexe I; réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 27 à 44; déclaration orale des États-Unis, paragraphes 50 à 85 et déclaration de M. Joseph W. Glauber; réponses des États-Unis aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 14 à 42; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 34 à 91 et annexe I; et réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 4, et 62 à 170.

[48] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 222 et 224. C'est le chiffre obtenu si on considère la part de la production mondiale détenue par les États-Unis majorée des stocks de départ. Si on considère la part de la production mondiale détenue par les États-Unis, on constate également un léger accroissement (1,53 pour cent) par rapport à la moyenne pour les campagnes de commercialisation 2002-2004.

[49] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 332 à 343.

[50] *Voir* les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 70 à 72.

de la part du marché mondial" détenue par les États-Unis "par rapport à la part moyenne qu'ils détenaient pendant la période de trois ans précédente").

30. Mais l'allégation du Brésil est également sans fondement pour une deuxième raison – en l'occurrence, le fait que le Brésil n'a pas établi que "cet accroissement" – soit, l'"accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention … par rapport à la part moyenne qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente" – avait "sui[vi] une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions [avaient] été accordées". Cette sauvegarde empêche les parties plaignantes d'établir l'existence d'une violation précisément dans le genre de circonstances factuelles qui sont portées à la connaissance du présent Groupe spécial – où un accroissement au cours d'une année fait clairement partie de la fluctuation normale d'une part du marché mondial et est attribuable à de nombreux facteurs autres que les subventions. Comme les États-Unis l'ont démontré dans leur première communication écrite et de nouveau dans leur communication à titre de réfutation[51], le léger accroissement de la part de marché détenue par les États-Unis par rapport à la moyenne des trois années précédentes n'a *pas* suivi une "tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". Au contraire, pendant toute la période pendant laquelle la Loi FSRI de 2002 a été en vigueur, cela ne s'est produit qu'au cours d'*une* seule année – la campagne de commercialisation 2005.[52]

31. Afin de pallier à cette lacune importante dans son allégation, le Brésil demande instamment au Groupe spécial de procéder à une comparaison des points extrêmes en utilisant, comme point de départ, la campagne de commercialisation 1998, année qui a précédé l'entrée en vigueur de la Loi FSRI de 2002 et pendant laquelle les versements anticycliques n'existaient même pas. Les raisons de l'approche du Brésil sont tout à fait évidentes – la campagne de commercialisation 1998 a été une année désastreuse pour la production des États-Unis, au cours de laquelle, en raison d'une grave sécheresse, le taux d'abandon a grimpé en flèche et la superficie récoltée a chuté de plus de 2 000 000 d'acres par rapport à l'année précédente. La production des États-Unis pendant cette campagne de commercialisation a été la plus faible (de plus de 1 500 000 balles) en presque dix ans et a été inférieure de plus de 3 000 000 de balles à celle de n'importe quelle campagne de commercialisation *depuis*. En revanche, les cultivateurs du reste du monde, n'ayant pas été touchés par la sécheresse, ont accru la superficie récoltée d'environ 100 000 acres. De ce fait, la part du marché mondial détenue par les États-Unis a atteint un point extrêmement bas pendant la campagne de commercialisation 1998. En choisissant cette année-là comme point de départ de sa "période représentative"[53], et en traçant une ligne à partir de ce point jusqu'à la campagne de commercialisation 2005 – une ligne qui serait *inévitablement* orientée vers le haut – le Brésil affirme qu'il s'est acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait de démontrer que "cet accroissement sui[vait] une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions [avaient] été

[51] Les États-Unis font observer à cet égard que dans ses réponses aux questions n° 76 et 77, le Brésil fait tout ce qu'il peut pour qualifier l'interprétation de l'article 6.3 d) donnée par les États-Unis de "nouvelle" interprétation n'ayant pas été présentée auparavant. Cela est inexplicable étant donné que dans leur première communication écrite, les États-Unis ont manifestement examiné si la part du marché mondial qu'ils détenaient était supérieure à la part moyenne pendant la période de trois ans précédente pour chaque année au cours des campagnes de commercialisation 1996-2006, 1980-2006 et 1960-1996. Ils ont procédé exactement au même examen dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation. En fait, il apparaît que le Brésil confonde deux questions distinctes – a) la question des fluctuations normales d'une part du marché, qui touche à la question de la causalité et à celle de savoir si au cours d'une année donnée, ce sont les mesures contestées qui "causent" un accroissement par rapport à la moyenne des trois années précédentes et b) la question d'une "tendance constante" conformément au deuxième élément de l'article 6.3 d).

[52] Cette affirmation est exacte si on considère la production mondiale. Si on considère la production mondiale majorée des stocks de départ, la part de l'offre mondiale détenue par les États-Unis aurait été supérieure à la moyenne des trois années précédentes pendant la campagne de commercialisation 2002 également.

[53] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 227.

accordées" conformément à l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Le Brésil a tort. Comme les États-Unis l'expliquent dans leurs observations concernant la question n° 76, l'argument du Brésil est fondé sur une interprétation fondamentalement erronée de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Si elle était adoptée, cette interprétation exclurait effectivement de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* les références à "cet" accroissement et à une tendance "constante". Comme le Brésil n'a établi l'existence d'aucun des deux éléments prescrits à l'article 6.3 d), il n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de cette disposition.

D. NI LES PROGRAMMES DE VERSEMENTS AU TITRE DE PRÊTS À LA COMMERCIALISATION ET DE VERSEMENTS ANTICYCLIQUES – NI LES VERSEMENTS AU TITRE DE CES PROGRAMMES – NE CAUSENT UNE "MENACE" D'EMPÊCHEMENT NOTABLE DE HAUSSES DE PRIX CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 5 C) ET 6.3 D) DE L'*ACCORD SMC*

32. Il y a deux défauts fondamentaux dans les allégations de "menace" d'empêchement notable de hausses de prix formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*. Le premier est que l'allégation du Brésil est fondée sur une interprétation juridiquement incorrecte de la "menace" d'empêchement notable de hausses de prix. Le second est que le Brésil n'a pas établi de manière factuelle qu'il existait une "menace" d'empêchement notable de hausses de prix du fait des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ou des versements au titre de ces programmes. Les réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial concernant la "menace" portent surtout sur la première question.

33. Dans sa réponse aux questions 86 à 88, le Brésil demande instamment au Groupe spécial de remplacer le terme "menace" figurant dans la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC* par l'expression "probabilité notable", un critère dont le Brésil admet qu'il "ne se trouve ni dans l'*Accord SMC* ni dans aucun autre Accord de l'OMC".[54] En fait, la seule justification que le Brésil ait jamais donnée pour greffer dans la note de bas de page 13 un critère de la "probabilité notable" qui n'avait *pas* été approuvé par les rédacteurs était que "le précédent dans lequel les termes "menace" et "menacer" [étaient] interprétés donn[ait] à penser que le critère de menace approprié énoncé dans la Partie III [de l'*Accord SMC*] [était] celui qui comport[ait] une probabilité notable, sur la base de la nature des subventions et des conditions de concurrence particulières, d'apparition d'un préjudice grave à l'avenir".[55] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, toutefois, même si l'on ne tient pas compte du fait que rien ne permet de tenter d'interpréter un traité selon un "précédent" et non "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public",[56] le Brésil ne peut même pas indiquer un "précédent" qui "donne à penser" que le critère de "menace" de préjudice grave approprié est celui de la "probabilité notable".[57]

34. Le critère de la "probabilité notable" proposé par le Brésil introduit dans le texte une expression entièrement nouvelle qui a) n'est utilisée par les rédacteurs ni dans l'article 5 c) de l'*Accord SMC* ni ailleurs pour définir le terme "menace" b) ne tient aucunement compte d'un aspect essentiel du sens ordinaire du terme "menace" (la proximité dans le temps) et c) nécessite elle-même une interprétation (par exemple, qu'est-ce qu'une probabilité "notable" de préjudice grave). Le Brésil n'a pas fourni la moindre justification de l'inclusion de l'expression "probabilité notable" dans la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*. Et, en fait, une telle inclusion contreviendrait aux dispositions expresses de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord qui dispose que "[le système de règlement des différends de l'OMC] a pour objet … de clarifier les *dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public*".

[54] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 182.
[55] Première communication du Brésil, paragraphe 253.
[56] Article 3:2 du Mémorandum d'accord.
[57] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 413.

35. Le Brésil n'a pas non plus établi de base empirique pour la formulation d'une constatation de "menace" de préjudice grave. Au contraire, il demande au Groupe spécial de constater l'existence d'une telle "menace" même si les éléments de preuve indiquent:

- une baisse attendue de la superficie plantée aux États-Unis de plus de 20 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2007[58];
- une baisse attendue de 11 pour cent de la production des États-Unis[59] pendant la campagne de commercialisation 2006 par rapport aux niveaux de l'année précédente, qui devrait se poursuivre pendant la campagne de commercialisation 2007[60];
- une baisse attendue de la *part* de la production mondiale détenue par les États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2007[61];
- une baisse de 31 pour cent des exportations des États-Unis d'ici à la fin de la campagne de commercialisation 2006 (par rapport aux niveaux de la campagne de commercialisation 2005)[62];
- que les producteurs des États-Unis couvriront probablement leurs coûts variables ou leurs frais d'exploitation, ainsi qu'une grande partie du coût total pendant la campagne de commercialisation 2007 (même s'il est tenu compte du "coût total" gonflé que le Brésil a tenté d'utiliser à maintes reprises dans la présente procédure)[63];
- que les versements au titre de prêts à la commercialisation seront probablement faibles (au plus 2 cents par livre) pendant la campagne de commercialisation 2007 et que les versements anticycliques – qui sont effectués indépendamment de ce qui est planté – resteront probablement à des niveaux effectivement "fixes"[64]; et
- que la Loi FSRI de 2002 est censée venir à expiration en octobre 2007, ce qui signifie qu'il n'y aura plus de versements au titre de cette loi à compter de la campagne de commercialisation 2008.

Il n'y a aucun fondement pour la formulation d'une constatation de "menace" de préjudice grave dans ces circonstances.

---

[58] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 4 (portant sur le NASS Prospective Plantings Report (March 30, 2007) (pièce US-140)).

[59] D'ailleurs, pas plus tard que le mois dernier, l'USDA a réduit encore davantage les niveaux de production attendus pour la campagne de commercialisation 2007. Selon le NASS, il est maintenant prévu que la récolte de coton upland des États-Unis pour la campagne de commercialisation 2007 s'élèvera à 20,8 millions de balles – en baisse par rapport aux 21,3 millions de balles prévues en décembre 2006 – et sera inférieure d'environ 11 pour cent aux niveaux de la campagne de commercialisation 2005. NASS March 2007 Cotton Ginnings Report (pièce US-168).

[60] U.S. Export Sales Weekly Export Performance Indicator for Week Ending 4.12.2007, available at: http://www.fas.usda.gov/esrquery/esrpi.aspx (pièce US-167).

[61] Cotton, this month, ICAC, p. 4 (February 1, 2007) (pièce US-107).

[62] U.S. Export Sales Weekly Export Performance Indicator for Week Ending 4.12.2007, available at: http://www.fas.usda.gov/esrquery/esrpi.aspx (pièce US-167).

[63] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 422 à 425.

[64] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 196 à 199 (indiquant que le FAPRI et le Bureau du budget du Congrès prévoient au mieux un versement au titre de prêts à la commercialisation de 2 cents par livre pendant la campagne de commercialisation 2007)

E. LES ÉTATS-UNIS ACCORDENT DES GARANTIES AU TITRE DU GSM 102 POUR LES EXPORTATIONS DE RIZ ET DE PRODUITS NON INSCRITS DANS LA LISTE D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 10:1 ET 8 DE L'*ACCORD SUR L'AGRICULTURE* ET L'ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'*ACCORD SMC*

36. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial - y compris les questions n° 92, 95 et 100 - le Brésil continue de demander instamment au Groupe spécial de ne pas tenir compte des dispositions de l'*Accord SMC* énonçant expressément les conditions auxquelles il peut être constaté que des garanties de crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation et de constater que l'octroi d'une garantie au titre du GSM 102 est interdite pour la seule raison que les commissions perçues dans le cadre de ce programme sont, d'après ses allégations, inférieures à celles que perçoit l'Ex-IM Bank pour ses produits, à savoir l'assurance des lettres de crédit à l'intention des banques ("LCI") et l'assurance-crédit à l'exportation à moyen terme ("MTI"). Une telle conclusion n'est étayée ni par le texte ni par la logique.

37. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les rédacteurs ont expressément énoncé les conditions auxquelles il pouvait être constaté que des garanties de crédit à l'exportation étaient des subventions à l'exportation au point j) de la Liste exemplative. Le Brésil n'a pas démontré – et ne peut démontrer – que les garanties au titre du GSM 102 étaient accordées "à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce" programme. Les données indiquent – au contraire – qu'en ce qui concerne les cohortes 1992-2002 examinées par le Groupe spécial initial, la subvention négative après déduction des réestimations (soit le bénéfice) s'élève maintenant à 926 331 216 dollars. Pour toutes les cohortes allant de 1992 à 2006, la subvention négative après déduction des réestimations (soit le bénéfice) s'élève à 403 714 701 dollars.[65] Ces chiffres résultent de la méthode comptable fondée sur la réforme du crédit des pouvoirs publics des États-Unis, en faveur de laquelle le Brésil a plaidé dans la procédure initiale parce qu'elle constituait:

> un fondement idéal pour déterminer si les programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC étaient offerts à des taux de primes qui [étaient] insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, au sens du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Elle fonctionn[ait] comme une alternative plus sophistiquée aux formules de coût construit et [tenait] pleinement compte de tous les éléments relatifs à la prime et aux frais et pertes au titre de la gestion prescrits par le point j). Par ailleurs, elle [avait] l'avantage d'être la méthode de calcul effective et concrète utilisée par le Congrès des États-Unis, le Président des États-Unis et des organismes fédéraux comme la CCC pour "mesurer de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux".[66]

38. Rien ne permet au Brésil de faire valoir maintenant – y compris dans sa réponse à la question n° 114 – que le Groupe spécial devrait faire abstraction de ces données réelles et utiliser plutôt la formule de coût construit du Brésil. La "méthode de calcul effective et concrète utilisée par le Congrès des États-Unis, le Président des États-Unis et des organismes fédéraux comme la CCC pour "mesurer de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux""[67] confirme que les garanties de crédit à l'exportation au titre du programme GSM 102 sont accordées moyennant des primes qui sont *nettement* supérieures à celles qui seraient nécessaires pour "couvrir", à longue

[65] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions, paragraphes 277 et 278.

[66] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial), paragraphe 129 (22 juillet 2003).

[67] Déclaration du Brésil – Première réunion du Groupe spécial (initial), paragraphe 129 (22 juillet 2003).

échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion. Selon le texte de l'*Accord SMC*, c'est là que commence et se termine l'analyse. Il n'y a pas d'"autre" critère au titre des articles 1.1 et 3.1 a) pour déterminer quand des garanties de crédit à l'exportation constituent des "subventions à l'exportation".

39. Cela dit, même si le point j) n'existait pas, le fait d'affirmer que l'Ex-Im Bank perçoit pour des garanties de crédit à l'exportation des commissions plus élevées que celles que perçoit la CCC au titre du programme GSM 102 n'établirait pas l'existence d'une violation des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Comme l'article 14 c) de l'*Accord SMC* l'indique clairement[68], une garantie de prêt accorde un "avantage" au titre de l'article 1.1 de l'*Accord SMC* uniquement dans les cas où elle a une incidence sur la transaction de base – c'est-à-dire dans les cas où elle entraîne une "différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics". C'est tout à fait logique. Les garanties de crédit à l'exportation n'ont aucune valeur en elles-mêmes et à elles seules; elles ne font que modifier la transaction de prêt correspondante à laquelle elles se rapportent. C'est uniquement lorsqu'elles rendent le prêt correspondant plus avantageux que les prêts qui peuvent par ailleurs être obtenus sur le marché qu'il y a une possibilité de distorsion des échanges (autrement dit, lorsqu'elles rendent un achat donné de produits des États-Unis plus avantageux qu'il ne l'aurait été en l'absence de la garantie). La commission perçue pour une garantie est transmise par l'exportateur des États-Unis à l'acheteur étranger et est incorporée dans le coût global du financement. Et c'est uniquement en comparant le coût total de prêts bénéficiant de garanties au titre du GSM 102 et celui de prêts commerciaux comparables qui ne bénéficient pas de garanties au titre du GSM 102 qu'on peut évaluer si la garantie au titre du GSM 102 a effectivement rendu des transactions données plus avantageuses qu'elles ne l'auraient été autrement.

40. Le Brésil n'a même pas tenté de faire le type de démonstration circonstanciée prévu à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*; il n'a pas démontré que le coût global, y compris les commissions, de chacun des prêts garantis par les pouvoirs publics était inférieur au coût global d'un prêt commercial comparable qui pourrait être obtenu sans garantie des pouvoirs publics. Il s'appuie plutôt sur des affirmations péremptoires et erronées selon lesquelles les débiteurs de prêts garantis au titre du programme GSM-102 ne peuvent *jamais* obtenir d'autre financement de quelque type que ce soit et les États-Unis ne pourraient *jamais* accorder de garantie de crédit à l'exportation sans accorder également une subvention à l'exportation. Ces arguments ne cadrent tout simplement pas avec les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui montrent que, dans les faits, ces débiteurs sont en mesure d'obtenir un financement même sans garanties au titre du GSM 102, et à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes *avec* des garanties au titre du GSM 102. La baisse du niveau d'utilisation du programme GSM 102 au cours des dernières années en est une preuve de plus.

41. Les tentatives du Brésil visant à ce que les garanties GSM 102 soient considérées comme des subventions à l'exportation sur la seule base d'une comparaison avec les commissions perçues par l'Ex-Im Bank sont contraires au texte et à la logique des articles 1.1 a) et 14 c) et du point j) de l'*Accord SMC*. Comme les États-Unis l'ont expliqué, le Brésil n'a même pas établi que les produits LCI et MTI étaient comparables aux garanties accordées au titre du GSM 102 par la CCC.[69] En tout état de cause, il n'en reste pas moins que le raisonnement sous-tendant la comparaison effectuée entre ces produits par le Brésil est vain.

42. Le Brésil demande en fait au Groupe spécial de supposer que les produits LCI et MTI sont eux-mêmes fournis à des taux "inférieurs à ceux du marché" alors même que le Brésil n'a procédé à aucune comparaison réelle avec un quelconque autre produit comparable pouvant être obtenu sur le

[68] Comme il interprète et applique la définition du terme "avantage" énoncée à l'article 1.1, l'article 14 a été utilisé par l'Organe d'appel en tant qu'indication contextuelle importante pour l'interprétation du terme "avantage". *Canada – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 155.

[69] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 381.

marché. Sur la base de cette hypothèse, le Brésil voudrait que le Groupe spécial accepte que si la CCC perçoit des commissions inférieures à celles de l'Ex-Im Bank, les commissions perçues au titre des garanties GSM 102 doivent également être "inférieures à celles du marché". L'approche du Brésil repose sur des hypothèses factuelles non fondées et sur une logique qui ne se trouve nulle part dans l'*Accord SMC*. Les Membres ne sont *pas* convenus qu'il pourrait être constaté que des garanties de crédit à l'exportation étaient des subventions à l'exportation pour la seule raison qu'un organisme public percevait des commissions qui différaient de celles d'un autre organisme public ou étaient inférieures. Les efforts du Brésil en vue d'établir l'existence d'une violation des articles 1.1 a) et 3.1 a) de l'*Accord SMC* sur cette base sont vains.

II. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES RÉPONSES DU BRÉSIL

A. CHAMP DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

Questions posées aux deux parties

44. S'agissant de l'exception préliminaire soulevée par les États-Unis à l'encontre des allégations du Brésil relatives aux garanties de crédit à l'exportation accordées pour la viande porcine et la viande de volaille au titre du programme GSM 102, les Communautés européennes font valoir que "la question importante est le lien ou le degré de corrélation ou d'interdépendance entre les différents éléments de la mesure". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 6) À cet égard, les Communautés européennes font observer ce qui suit:

> ***"le Groupe spécial devrait examiner la mesure initiale en cause et les "mesures prises pour se conformer" et, s'agissant en particulier des "éléments de la mesure" dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, examiner dans quelle mesure ces éléments ont une corrélation ou une interdépendance avec les mesures ou "éléments de mesure" dont les États-Unis admettent qu'ils relèvent du mandat du Groupe spécial". (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 11)***
>
> ***Les parties sont-elles d'accord avec l'approche proposée par les Communautés européennes et avec les facteurs à prendre en considération mentionnés au paragraphe 13 de la déclaration orale des Communautés européennes?***

43. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil relatives aux exportations de viande porcine et de viande de volaille ainsi qu'à leur propre réponse à la présente question.[70]

45. Les parties pourraient-elles commenter les observations formulées par les Communautés européennes aux paragraphes 15 à 24 de leur déclaration orale sur la question de savoir si les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques entrent dans le champ de la procédure du Groupe spécial?

44. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil relatives aux programmes de versements au titre de prêts à la

[70] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 1 à 16.

commercialisation et de versements anticycliques ainsi qu'à leur propre réponse à la présente question.[71] Les États-Unis présentent également une brève observation additionnelle sur la réponse du Brésil à la présente question.

45. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'affirmation du Brésil selon laquelle une allégation relative à une mesure "en tant que telle" "s'entend habituellement d'une allégation qui comporte l'examen d'une règle ou d'une norme générale dans l'abstrait".[72] Une allégation "en tant que tel" a trait à la question de savoir si l'application d'une mesure dans *toutes* les circonstances actuelles et futures entraîne la violation d'un accord visé. Ce n'est pas un examen "dans l'abstrait" mais exactement l'inverse – un examen de *toutes* les circonstances factuelles possibles qui se sont produites et devraient se produire. En fait, c'est précisément cet aspect des allégations "en tant que tel" que l'Organe d'appel a souligné dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* lorsqu'il a expliqué ce qui suit:

> *Par définition*, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – *pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures* – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC.[73]

L'Organe d'appel a expliqué que les allégations "en tant que tel" devaient être considérées comme étant des "contestations sérieuses" parce qu'"[e]n substance, les parties plaignantes qui formul[aient] des contestations "en tant que tel" cherch[aient] à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite".[74]

46. En dépit de cette clarification apportée par l'Organe d'appel au sujet de la prudence qu'il faut exercer à l'égard des contestations "en tant que tel" – et du fait que le Brésil a lui-même reconnu, en réponse à la présente question, qu'une constatation concernant les *effets* d'une subvention au titre des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC nécessitait* un examen des conditions du marché et de la gestion de la subvention alléguée dans ces conditions – le Brésil souhaiterait que le Groupe spécial considère que le Groupe spécial initial a formulé une constatation de l'existence d'un préjudice grave à l'encontre des dispositions législatives et réglementaires autorisant les *programmes* de versements Step 2, de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sans même avoir examiné les conditions du marché susceptibles d'exister à l'avenir. Par contre, le Brésil demande au Groupe spécial de ne pas tenir compte de la propre explication qu'il a expressément donnée au Groupe spécial initial, selon laquelle la période visée par les campagnes de commercialisation 1999-2002 était "*à la fois la période couvrant les mesures contestées par le Brésil* et la période couverte par l'enquête visant à examiner le préjudice grave actuel causé par les subventions des États-Unis conformément aux articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC", ainsi que des arguments qu'il a présentés dans la présente procédure selon lesquels la période visée par les campagnes de commercialisation 1999-2002 présentait une situation inhabituellement "dynamique" pour les cours du marché mondial et les exportations des États-Unis.[75] Le Brésil souhaiterait maintenant que le Groupe spécial considère que le Groupe spécial initial a tout simplement utilisé les campagnes de commercialisation 1999-2002

---

[71] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 17 à 41.

[72] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 10.

[73] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Organe d'appel)*, paragraphe 172.

[74] *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Organe d'appel)*, paragraphe 172.

[75] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 236.

comme période de référence pour toute la période pendant laquelle la Loi FSRI de 2002 a été en vigueur. Les faits n'étayent tout simplement pas l'argument du Brésil.

46. Dans leur déclaration orale, les Communautés européennes qualifient les approches proposées respectivement par le Brésil et les États-Unis de "modèle relatif à la mesure" et de "modèle relatif aux éléments de la mesure" (déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 7). Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec cette qualification et si, à votre avis, l'application d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une subvention visant des produits agricoles différents s'apparente à une "mesure" (ou à ses éléments) ou s'apparente plutôt à une "allégation". Serait-il admissible qu'un groupe spécial de la mise en conformité examine une "allégation" qui concerne des subventions accordées (dans le cadre de mesures prises pour se conformer) pour des produits agricoles auxquels la "mesure initiale" ne s'appliquait pas?

47. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil relatives aux exportations de viande porcine et de viande de volaille, à celles qu'ils ont formulées sur la réponse du Brésil à la question n° 44 ci-dessus, ainsi qu'à leur propre réponse à la présente question.[76]

Questions posées aux États-Unis

47. Les États-Unis ont soulevé une exception préliminaire à l'encontre des allégations de (menace de) préjudice grave formulées par le Brésil au sujet des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Le Groupe spécial a-t-il raison de penser qu'en dehors de cette exception préliminaire à l'encontre des programmes, les États-Unis estiment également que la question de savoir si les versements effectués dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques après le 21 septembre 2005 causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil n'entre pas à juste titre dans le champ de la présente procédure?

48. Que répondent les États-Unis à l'argument du Brésil selon lequel "si les États-Unis doivent avoir gain de cause quand ils font valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements CCP impératifs et subordonnés aux prix ultérieurs ne sont pas à bon droit soumis au présent Groupe spécial, l'octroi de subventions récurrentes annuelles devient "une cible mobile qui est soustraite aux disciplines [en matière de subventions de l'OMC]""? (déclaration finale du Brésil, paragraphe 4)

49. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur l'argument des Communautés européennes selon lequel le libellé de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne limite pas la portée temporelle de cette disposition de la manière indiquée par les États-Unis? (paragraphe 29 de la déclaration orale des Communautés européennes)

Question posée au Brésil

50. Le Brésil maintient-il ses allégations concernant les trois produits non inscrits dans la Liste (lyocell, lysine et produits du bois) dont les États-Unis ont dit qu'ils ne

[76] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 1 à 16.

relevaient pas de l'Accord sur l'agriculture? (voir le paragraphe 83 de la réfutation des États-Unis)

48. Il apparaît que dans sa réponse, le Brésil reconnaît que le lyocell, la lysine et les produits du bois ne relèvent pas de l'*Accord sur l'agriculture*. Par définition, l'octroi de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois ne peut donc pas contourner les engagements pris par les États-Unis en matière de subventions à l'exportation agricoles au titre de cet accord.[77] Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée, le Brésil a avancé des allégations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*, "à la suite et dans la limite de [la] violation [alléguée] de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*".[78] Comme il ne peut pas y avoir de "violation de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*"[79], il ne peut pas y avoir d'allégation au titre de l'*Accord SMC* au sujet des garanties de crédit à l'exportation accordées au titre du GSM 102 pour le lyocell, la lysine et les produits du bois selon les termes expressément utilisés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Lorsqu'une allégation n'est pas énoncée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – comme en l'espèce – elle ne fait pas partie de la question portée devant le groupe spécial et n'entre pas dans le champ d'une procédure de groupe spécial.

B. ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE ACTUEL

1. Empêchement de hausses de prix dans une mesure notable – Article 6.3 c) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

51. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont ou non des effets plus que minimes sur la production de coton upland. Chaque partie pourrait-elle expliquer en quoi son approche de l'analyse de l'incidence de ces versements sur la production de coton upland est étayée par les dispositions des articles 5 et 6 de l'Accord SMC et par d'autres dispositions pertinentes de l'OMC?

49. Les États-Unis font observer que bien que dans sa question, le Groupe spécial demande à chaque partie d'"expliquer en quoi son approche de l'analyse de l'incidence de[s] versements [au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques] sur la production de coton upland est étayée par les dispositions des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* et par d'autres dispositions pertinentes de l'OMC", le Brésil ne répond visiblement pas vraiment à cette question. Il consacre plutôt presque toute sa réponse à expliquer pourquoi les mesures relevant de la catégorie verte peuvent aussi faire l'objet d'une contestation au titre de l'*Accord SMC*. C'est inexplicable parce que le Brésil a) affirme ensuite que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques sont considérés à juste titre comme des mesures relevant de ce qu'il est convenu d'appeler la "catégorie orange" et b) dans la question qui vient immédiatement après, concède que le fait que des mesures sont classées dans la "catégorie orange" ne veut pas dire qu'elles causent des effets défavorables au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*. Il est donc difficile de comprendre ce que – le cas échéant – la réponse du Brésil a à voir avec le fait d'expliquer si son approche est compatible avec les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

50. Il semble que l'analyse du Brésil vise plutôt à suggérer qu'il faudrait constater que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis

[77] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 81 à 83.
[78] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, paragraphe 28.
[79] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, paragraphe 28.

contreviennent aux articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* indépendamment de la mesure dans laquelle leurs effets sont minimes. Cela serait purement et simplement erroné au regard de ces dispositions. Seules les "subventions" qui ont pour effet d'empêcher des hausses de prix "dans une mesure notable" peuvent être soumises à des disciplines en vertu des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. La question de savoir si des mesures – qu'elles soient vertes, bleues, orange ou d'une autre couleur – peuvent être *contestées* ne change pas le fait que la partie plaignante assume la charge de *prouver* par des éléments de preuve et des arguments que les mesures contestées causent des effets défavorables au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* (dans le cas présent, un empêchement de hausse de prix "dans une mesure notable" au titre de l'article 6.3 c)). Dans les cas où – comme en l'espèce – une partie plaignante ne le fait pas, son allégation ne peut pas aboutir.

52. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Nouvelle-Zélande fait observer ce qui suit:

> ***"Les versements au titre de prêts à la commercialisation sont des mesures de la catégorie orange, dans laquelle sont incluses les mesures non prohibées qui ont le plus grand effet de distorsion de la production et des échanges." (paragraphe 5.19)***
>
> ***Les parties considèrent-elles que le fait qu'au titre de l'Accord sur l'agriculture, une subvention relève de la "catégorie orange" est pertinent pour l'analyse de la compatibilité de la subvention avec les articles 5 et 6 de l'Accord SMC?***

51. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations qu'ils ont formulées ci-dessus sur la réponse du Brésil à la question n° 51.

Questions posées aux États-Unis

53. Les États-Unis font valoir que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient des effets "d'encouragement de la production réels", et que le Brésil "prétend démontrer l'existence d'effets indirects sur la production en alléguant que la plantation, la production et les exportations des États-Unis ne réagissent pas aux prix". (déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 et 69, italique dans l'original)

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer plus en détail la distinction entre ce qu'ils appellent des "effets d'encouragement de la production réels" et des "effets indirects sur la production"? Pourraient-ils également préciser en quoi cette distinction est pertinente d'un point de vue juridique dans le contexte des articles 5 et 6 de l'Accord SMC?

b) Que répondent les États-Unis à l'argument selon lequel le fait que "les producteurs de coton upland des États-Unis savent que leur revenu global sera toujours protégé par des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques … joue un rôle essentiel dans leurs décisions en matière de plantation"? (réfutation du Brésil, paragraphe 185; voir aussi la communication de la Nouvelle-Zélande en tant que tierce partie, paragraphes 5.20 et 5.21)

c) Dans sa déclaration liminaire à la réunion du Groupe spécial avec les parties, le Brésil a fait observer ce qui suit:

> ***"… nous avons démontré que ces subventions stabilisaient les revenus des producteurs de coton en dépit des énormes fluctuations des cours du marché, isolant et inhibant ainsi la réaction de la superficie aux signaux des cours du marché. Ces subventions couvrent également les écarts considérables à long terme entre les recettes provenant du marché et le coût de production total. Ces deux effets sont étroitement corrélés." (paragraphe 55)***

Les États-Unis font-ils seulement valoir que le Brésil n'a pas prouvé empiriquement que ces deux "effets" se sont effectivement produits ou sont-ils aussi d'avis que ces effets ne sont de toute façon pas pertinents pour une analyse de la question de savoir si une subvention empêche des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC?

54. Les États-Unis pourraient-ils indiquer si et, dans l'affirmative, pourquoi ils estiment que le présent Groupe spécial ne devrait pas s'appuyer sur les constatations et l'analyse du Groupe spécial initial concernant les effets sur la production et les exportations des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques? Veuillez formuler des observations, en particulier, sur les paragraphes 7.1291, 7.1295, 7.1302, 7.1349 et 7.1353 du rapport du Groupe spécial.

55. Les États-Unis peuvent-ils confirmer que les chiffres de "868 millions de dollars" et de "838 millions de dollars" mentionnés par le Brésil au paragraphe 40 de sa déclaration liminaire sont des chiffres exacts dans le cas où l'on utilise la "méthode du Brésil" et la "méthode pour le coton et au coton"? (Veuillez noter que le Groupe spécial ne demande pas si les États-Unis souscrivent à ces méthodes.)

56. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Que répondent-ils aux critiques du Brésil selon lesquelles aucun de ces travaux n'a porté spécifiquement sur les effets sur le coton upland des versements anticycliques au titre de la Loi FSRI de 2002? (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 120)

57. Les États-Unis ont présenté les études de Lin et Dismukes (pièce US-34) et de Westcott (pièce US-35) à titre d'exemples de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production.

a) N'est-il pas plus juste de qualifier l'étude de Lin et Dismukes de simulation des effets possibles des versements anticycliques sur la production plutôt que d'étude sur l'incidence réelle des versements étant donné qu'elle n'estime pas statistiquement l'effet des versements réels (qui n'ont commencé qu'en 2002) sur la production culturale? (Veuillez vous référer aux pages 9 à 12 du document où sont décrites les données, couvrant la période allant de 1991 à 2001, utilisées pour l'étude.)

b) Que répondent les États-Unis à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'étude de Westcott n'offre aucun nouvel élément de preuve empirique et constitue plutôt une analyse qualitative, très semblable à celle qui avait été présentée au Groupe spécial initial (voir le paragraphe 128 de la réfutation du Brésil)?

58. ***Les États-Unis ont indiqué que le principal facteur à prendre en considération pour évaluer la décision d'un exploitant de cultiver du coton upland était le point de savoir si l'exploitant couvrait ses coûts variables de production. À cet égard, ils ont présenté des estimations des coûts et des recettes concernant le coton upland pour les campagnes de commercialisation 1999 à 2005 (pièce US-47). Le Brésil a contesté l'absence de certains éléments – le coût de la terre, le coût de la main-d'œuvre et les frais d'amortissement – dans les calculs des coûts variables effectués par les États-Unis. En réponse, les États-Unis ont indiqué avoir fondé leur décision de ne pas inclure ces éléments dans leurs calculs sur le Commodity Costs and Returns Estimation Handbook (pièce US-88) élaboré par un groupe de travail de l'Association économique agricole américaine. Toutefois, le Groupe de travail qui a élaboré le guide n'utilise pas les catégories coûts "fixes" ou "variables" et en fait recommande que les notions microéconomiques de coûts fixes et de coûts variables ne soient pas utilisées pour l'établissement et la communication d'estimations des coûts et des recettes. Il est dit ce qui suit à la page 2-67 du guide:***

> ***Le Groupe de travail recommande donc que les coûts soient classés uniquement selon qu'ils sont associés à des biens fongibles ou à des services tirés des actifs physiques. En général, il conviendrait d'éviter de répartir les coûts en catégories telles que coûts fixes et coûts variables pour établir des estimations des coûts et des recettes. Aux fins de l'établissement de telles estimations pour des entreprises données, le Groupe de travail recommande que tous les coûts de tous les biens fongibles soient imputés au groupe générique FRAIS D'EXPLOITATION et que tous les autres coûts soient imputés au groupe FRAIS GÉNÉRAUX IMPUTÉS.***

Les États-Unis pourraient-ils préciser si les catégories "frais d'exploitation" et "frais généraux imputés" correspondent aux notions économiques de coûts fixes et variables? Plus particulièrement, les "charges d'exploitation" sont-elles ou non des coûts variables? Les États-Unis pourraient-ils indiquer si ces clarifications ou distinctions figurent dans le guide et, dans l'affirmative, à quel endroit?

59. ***Les États-Unis font valoir que les revenus provenant d'autres cultures et les revenus non agricoles doivent être pris en compte dans l'examen de l'incidence des coûts à long terme (et donc de la rentabilité à long terme) de la production de coton upland sur les décisions des exploitants de cesser de cultiver du coton. Pourquoi les États-Unis estiment-ils que ces éléments sont pertinents compte tenu de la décision du Groupe spécial initial selon laquelle le "revenu non agricole" n'est pas une considération juridiquement pertinente? (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1354, note de bas de page 1470) Veuillez répondre aux arguments avancés par le Brésil sur cette question aux paragraphes 249 à 253 de sa réfutation.***

60. ***Dans leur communication à titre de réfutation, les États-Unis font valoir que la description du modèle donnée par le professeur Sumner qui est parue dans une publication récente de l'Institut Cato n'est pas "appropriée" pour une utilisation dans un différend concernant des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC. Depuis, le professeur Sumner a introduit d'"autres données empiriques et institutionnelles" dans le modèle utilisé dans le présent différend. Ces modifications sont décrites aux paragraphes 111 à 117 de la déclaration liminaire du Brésil. Les États-Unis estiment-ils que ces modifications sont suffisantes pour rendre le modèle "approprié" pour une utilisation dans un différend concernant***

des allégations de préjudice grave dans le cadre de l'OMC? Dans la négative, quelles modifications, selon eux, auraient dû être apportées au modèle?

61. S'agissant de la campagne de commercialisation 2006, les États-Unis ont fourni des données sur les exportations de coton upland (pièce US-113), la superficie plantée et récoltée et la production de coton (pièce US-114), ainsi qu'un exemplaire d'une étude du Conseil national du coton sur les intentions en matière de plantation (pièce US-115). Les termes ci-après sont utilisés pour qualifier les données, qui ont toutes été recueillies au cours de la première moitié de la campagne de commercialisation 2006: "estimations", "prévisions" ou "prévues".

a) Veuillez préciser, d'une manière aussi complète que possible, ce que signifient ces divers termes en ce qui concerne les exportations, la superficie et la production de coton upland des États-Unis.

b) Les États-Unis pourraient-ils fournir au Groupe spécial des renseignements, sur la base de la moyenne des quelque six dernières campagnes de commercialisation, montrant en quoi les données finales relatives à ces variables pour une campagne de commercialisation différeraient des estimations, prévisions, etc., préliminaires établies à la fin de février de la campagne de commercialisation pertinente?

c) Enfin, les États-Unis pourraient-ils actualiser la partie de la pièce US-83 qui porte sur les prix à terme afin de donner au Groupe spécial des prix à terme de New York moyens pour le coton upland aussi complets que possible pour la période allant de janvier à mars 2007?

Questions posées au Brésil

62. Comment le Brésil réfute-t-il l'argument des États-Unis selon lequel le fait que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques accordent un soutien du revenu lorsque les prix sont bas n'est pas la question essentielle dont le présent Groupe spécial est saisi; et selon lequel même si, comme d'autres versements aux producteurs, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pouvaient influer sur la production, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve de l'existence d'effets d'encouragement de la production réels? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 222 et 287 à 291; déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphes 62 à 75; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial, paragraphes 42 à 57)

52. La réponse du Brésil à la première partie de cette question fait ressortir le fait que celui-ci cherche à persuader le Groupe spécial de constater que le soutien du revenu accordé aux producteurs agricoles constitue effectivement une mesure prohibée au titre de l'*Accord SMC*.

53. En effet, le Brésil affirme que l'"un des faits fondamentaux qui étaye les allégations d'effets défavorables formulées par le Brésil"[80] est le simple *fait* que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques accordent un soutien du revenu aux producteurs des États-Unis lorsque les prix sont bas. De même, le Brésil soutient que le fait que les exploitants des États-Unis "savent" que si les prix tombent au-dessous de certains niveaux, ils peuvent

[80] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 44.

recevoir des versements au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques constitue un élément de preuve indiquant l'existence d'un empêchement de hausses de prix au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Toutefois, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 53 b), *tout* bénéficiaire admissible au bénéfice d'un soutien du revenu "sait" qu'il bénéficiera d'une certaine protection du revenu grâce à ces versements. C'est la nature et l'intention mêmes des programmes de soutien du revenu – faire en sorte que les producteurs reçoivent un revenu qu'ils n'obtiendraient pas autrement sur le marché.

54. En fait, les exploitants des États-Unis "savent avec encore plus de certitude" qu'ils recevront de tels versements lorsque les versements sont fixes, comme dans le cas des versements directs (par opposition aux versements au titre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, qui dépendent des prix aux États-Unis et sur le marché mondial, sur lesquels les exploitants n'ont aucun contrôle et qui ne sont même connus que de nombreux mois après que la décision de planter ou non du coton ait été prise). Or, comme le Groupe spécial initial l'a indiqué pour les versements directs[81], le fait que les exploitants "savent" qu'ils recevront de tels versements n'entraîne pas nécessairement d'"effets défavorables" au sens des articles 5 et 6 de l'*Accord SMC*.

55. Comme les États-Unis l'ont déjà fait observer, la plupart des économistes s'entendent pour dire que les versements directs, comme les versements au titre de prêts à la commercialisation, les versements anticycliques, les versements en faveur des personnes âgées ou à faible revenu ou, du reste, *tout* type de versement en faveur d'un producteur de produits agricoles aura un certain effet sur le risque et la richesse et que cela pourrait ensuite avoir un certain effet sur la production. La question qui se pose au titre des articles 5 c) et 6.3 c) est de savoir si le Brésil a démontré – compte tenu de la structure et de la conception particulière des programmes et de la manière dont ils fonctionnaient dans les conditions actuelles du marché – que les versements effectués au titre des programmes avaient sur la production des effets réels tellement substantiels qu'ils entraînaient un empêchement "actuel" de hausses de prix *dans une mesure notable*. C'est l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable qui est interdit par l'Accord SMC, pas tout effet *possible* ou *réel* sur la production qui n'entraîne pas en définitive un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable sur le marché identifié par la partie plaignante.

56. La réponse du Brésil à la deuxième partie de la question du Groupe spécial – demandant au Brésil de répondre à l'observation des États-Unis sur l'absence de fondement empirique pour les allégations de préjudice grave "actuel" du Brésil – confirme que le Brésil n'a pas établi l'existence de tels effets "actuels" réels. Ainsi, par exemple, le Brésil mentionne comme "élément de preuve" les constatations formulées par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel au sujet des effets collectifs d'un ensemble différent de mesures (les versements au titre du programme Step 2, au titre de prêts à la commercialisation et d'aide pour perte de parts de marché ou les versements anticycliques) pendant une période différente (campagnes de commercialisation 1999-2002) et dans des conditions du

[81] Les affirmations du Brésil au sujet du "rôle essentiel" joué d'après ce qu'il allègue, par les versements directs, pour ce qui est de "permettre à de nombreux exploitants de coton upland de tirer des "bénéfices" importants de la culture du coton upland" – même si les versements directs ne sont pas en cause dans la présente procédure – sont une preuve de plus des efforts qu'il déploie pour faire du soutien du revenu une mesure prohibée au titre de l'*Accord SMC*. Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 56. Selon le Brésil, "ces bénéfices contribuent grandement à maintenir la production de coton upland à longue échéance en accroissant la "richesse" des producteurs". Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 56. Ce que le Brésil affirme est vrai pour tout versement accordé à tout producteur agricole; tout versement de ce genre "accro[îtrait] la "richesse" des producteurs". Cela ne veut pas dire que tous les versements en faveur des producteurs causent un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable".

marché différentes.[82] Ces constatations ne sont pas directement pertinentes en l'occurrence. Par ailleurs, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 54[83], les observations factuelles faites par le Groupe spécial concernant les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pour établir sa conclusion sur les effets collectifs des versements au titre du programme Step 2, des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 n'étayent pas la formulation d'une constatation selon laquelle les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent actuellement un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" dans les conditions du marché existantes.

57. Le Brésil affirme ensuite que l'existence d'un "lien fort" entre les programmes et les versements contestés par le Brésil dans la présente procédure et la superficie, la production, les exportations et les prix du coton upland "a été reconnu" par diverses entités.[84] Toutefois, *pas une seule des sources* mentionnées par le Brésil n'examine les effets collectifs des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques sur les cours du marché mondial, et encore moins la question de savoir si ces effets se traduisent par un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable dans les conditions du marché existant "actuellement" (c'est-à-dire pendant la campagne de commercialisation 2006). En fait, le Brésil va même jusqu'à présenter en tant qu'"élément de preuve" un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (la "FAO") qui constate que "toutes les études récentes démontrent sans équivoque que *la suppression des subventions intérieures dans les pays industrialisés* réduit la production et les exportations de coton de ces pays".[85] Rien ne permet de constater que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent actuellement un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* pour la seule raison qu'ils constituent des "subventions intérieures dans [un] pays industrialisé[]".

58. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le rapport de la FAO n'indique *pas* qu'il existe un "lien fort" entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et la superficie, la production, les exportations ou les prix du coton upland.[86] Le rapport de la FAO passe simplement en revue un certain nombre d'études portant sur l'élimination de diverses mesures de soutien interne et/ou tarifaires dans le secteur cotonnier d'un certain nombre de pays (certaines portant même sur l'élimination de telles mesures dans le monde entier). Comme le Brésil l'a reconnu, le Groupe spécial initial a passé en revue des études semblables au cours de son analyse et "a indiqué que bon nombre des paramètres, y compris l'importance et la période d'application des subventions, les élasticités, les mesures et le choix des données de base, ne se rapportaient pas exactement à la même période ni aux mêmes questions de droit que celles dont était saisi le Groupe spécial".[87] En conséquence, la *seule* conclusion que le Groupe spécial a jugé approprié de tirer de ces études très divergentes et non pertinentes – selon le Brésil – a été que "les subventions accordées par

[82] Comme le Brésil l'a confirmé à la première réunion (reprise) avec le Groupe spécial initial, "[l]a période de quatre années au cours de laquelle ces subventions [les "subventions accordées pour la production, l'exportation et l'utilisation de coton upland des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002] ont été accordées est à la fois la période couvrant les mesures contestées par le Brésil et la période couverte par l'enquête visant à examiner le préjudice grave actuel causé par les subventions des États-Unis conformément aux articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC". Deuxième déclaration orale du Brésil du 7 octobre 2003 à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 3. (non souligné dans l'original)

[83] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 101 à 106.

[84] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 45.

[85] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 45.

[86] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 45.

[87] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 309.

les pouvoirs publics des Membres [*pouvaient*] fausser la production et les échanges".[88] Cela n'équivaut pas à la reconnaissance d'un "lien fort".

59. Le Brésil fait également mention des déclarations faites par une association professionnelle des États-Unis avant l'adoption de la loi agricole de 2002 dans le but de montrer que les exploitants des États-Unis seraient "en faillite" en l'absence des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Encore une fois, aucune de ces déclarations ne concerne les versements au titre de prêts à la commercialisation ou les versements anticycliques. Elles portaient plutôt sur une aide urgence accordée dans le cadre de la Loi FAIR de 1996 pendant les campagnes de commercialisation 1999-2001. Ces déclarations – citées hors contexte – concernant un ensemble entièrement différent de mesures (y compris les versements en cas de catastrophe) ne donnent aucune indication sur le rôle joué par les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques dans les décisions en matière de production ni sur les coûts et les revenus actuels des exploitants des États-Unis. Elles ne déprécient certainement en rien les données réelles concernant les coûts et les revenus "actuels" qui, comme il a été indiqué dans les communications antérieures des États-Unis, contredisent catégoriquement les allégations du Brésil selon lesquelles les exploitants de coton upland des États-Unis seraient en faillite sans les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

60. Dans l'énumération que fait le Brésil des éléments de preuve sur lesquels reposent ses allégations, ceux qui brillent par leur absence quasi complète, ce sont les éléments de preuve indiquant que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont des effets actuels d'incitation à la production, dans les conditions du marché existant actuellement et en l'absence du programme Step 2. En fait, le *seul* argument que le Brésil présente au sujet des effets des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques dans les conditions du marché actuelles est que, selon un "expert du marché" des États-Unis, les stocks actuels des États-Unis "contribueront grandement à contenir le marché" et que, pour ce qui est des plantations prospectives, "[tout chiffre relatif à la superficie totale inférieur à 12,5 millions d'acres entraînera certainement une orientation à la hausse. Plus les intentions en matière de plantations seront faibles, plus le redressement des prix sera important".[89]

61. L'affirmation du Brésil selon laquelle il s'agit d'"éléments de preuve" de l'existence d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable est fallacieuse. La question qui se pose au titre des articles 5 c) et 6.3 c) est de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchent des hausses des prix du coton upland sur le marché mondial dans une mesure notable. Le point de savoir si un accroissement des stocks des États-Unis peut ou non avoir certains effets sur les prix ne répond pas à cette question. Un effet sur les prix ne pourrait être attribué aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques des États-Unis que dans la mesure où le Brésil prouverait que ce sont les versements au titre de prêts à

[88] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 309. En fait, la FAO elle-même conclut que les distorsions potentielles pourraient être minimes. Elle estime que les effets sur les prix sont *seulement* de 3,1 à 5 pour cent et ce pour l'"*élimination complète des subventions intérieures notifiées à l'OMC et des droits de douane*;" en d'autres termes, *chaque mesure de soutien interne* et *chaque droit de douane* pour *chaque* pays dans le monde qui notifie l'un et l'autre à l'OMC. Poonyth, Daneswar, *et al.*, "The Impact of Domestic and Trade Policies on the World Cotton Market," FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper No. 8, April 2004, p. *i* (pièce US-55). Tout effet possible des mesures de soutien interne des États-Unis – et *a fortiori* les versements prévus par *deux* des programmes des États-Unis seulement – serait nécessairement substantiellement moindre. Cela n'est guère un élément de preuve d'un "lien fort".

[89] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 51.

la commercialisation et les versements anticycliques qui sont *à l'origine* de toute la production qui est stockée. Le Brésil ne l'a clairement pas fait.[90]

62. En l'absence d'éléments de preuve spécifiques concernant les effets que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques ont actuellement dans les conditions du marché existantes, rien ne permet au Brésil de formuler ses allégations de préjudice grave "actuel" au titre des articles 5 c) et 6.3 c).

63. Le Brésil pourrait-il indiquer s'il estime ou non que la question de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques augmentent la superficie n'est pas pertinente pour examiner si ces versements empêchent des hausses de prix dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC? (paragraphe 56 de la déclaration liminaire du Brésil) Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis dans la note de bas de page 72 des observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial?

63. Les États-Unis font observer que l'essentiel de la réponse du Brésil à la présente question porte sur des arguments qui n'ont jamais été présentés par les États-Unis. Les États-Unis n'ont jamais indiqué que "l'article 6.3 de l'*Accord SMC* … oblige[ait] le Membre plaignant à produire des éléments de preuve indiquant que les subventions contestées entraîn[aient] une *augmentation* régulière de la production ou de la superficie".[91] Il est donc inexplicable que le Brésil présente une argumentation de presque quatre pages pour tenter de réfuter une telle affirmation.

64. Comme la question du Groupe spécial l'indique elle-même par sa référence à la note de bas de page 72 des observations des États-Unis sur l'exposé "oral" fait par le Brésil à la réunion avec le Groupe spécial, les États-Unis contestent plutôt les arguments inexplicables du Brésil figurant dans sa troisième communication écrite non sollicitée – pièce BRA-659 – selon lesquels le Groupe spécial devrait faire abstraction de plusieurs des études présentées par les États-Unis parce qu'elles "n'examinent pas si les versements anticycliques sont découplés de la production. Par contre, [elles] examinent si les versements anticycliques augmentent la superficie".[92]

65. Les États-Unis se félicitent du fait que le Brésil a maintenant reconnu, en réponse à la présente question, que l'accent mis sur le "couplage" dans le texte cité par les États-Unis était erroné: "la notion de soutien "couplé" et "découplé" dans l'Accord sur l'agriculture … n'est pas pertinente

[90] L'analyse du marché présentée par le Brésil *confirme* effectivement que – contrairement à ce qu'affirme le Brésil – la production et les exportations/stocks des États-Unis ne sont pas la cause première de l'évolution du marché du coton upland qui est actuellement observée. Plus particulièrement, les chiffres réels concernant les intentions en matière de plantations pour la campagne de commercialisation 2007 étaient beaucoup plus faibles que ceux qui étaient prévus par l'"expert du marché " cité par le Brésil – le rapport prévoyait que les plantations de coton upland des États-Unis n'atteindraient que 11,86 millions d'acres. NASS Prospective Plantings Report (March 30, 2007) (pièce US-140). C'est 20,7 pour cent de moins que la superficie enregistrée pendant la campagne de commercialisation 2006 et plus de 600 000 acres de moins que le point auquel l'"expert du marché" prévoyait qu'il y aurait un effet de "hausse" sur les prix. Or, les contrats à terme de mai et de décembre pour le coton upland, dont les prix sont indiqués par le New York Board of Trade, *ont baissé*, en moyenne, depuis que le rapport a été publié. N.Y. Futures After Issuance of Planting Intentions Report (pièce US-169). Ce n'est guère la réaction de "hausse" prévue et cela confirme que d'autres facteurs - comme la balance commerciale de la Chine pour le coton upland - contribuent pour beaucoup au phénomène relatif au cours du marché mondial que les experts essaient de comprendre. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 74 ci-dessous, le Brésil n'a jamais dûment tenu compte de ces autres facteurs dans son évaluation du préjudice grave "actuel".

[91] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 59.

[92] Déclaration supplémentaire de M. Daniel Sumner, paragraphe 21.

pour l'évaluation des effets des subventions au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SMC".[93] Comme le Brésil le concède maintenant, la question fondamentale est plutôt de savoir si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent des modifications tellement importantes de la superficie plantée qu'il en résulte une offre et des exportations excédentaires et, en définitive, un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable" au sens des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*.[94] Comme il est indiqué dans les communications antérieures des États-Unis[95] et ci-dessus dans les observations générales des États-Unis sur les allégations du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, les éléments de preuve présentés au Groupe spécial n'étayent *pas* les arguments du Brésil selon lesquels les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques causent un tel empêchement de hausses des prix du marché mondial dans une mesure notable.

64. Étant donné que le Brésil a critiqué les nouveaux travaux de recherche empirique mentionnés par les États-Unis parce qu'ils ne portaient pas spécifiquement sur les effets des versements anticycliques sur la production de coton upland, pourquoi le Brésil estime-t-il que l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam (communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 140) est particulièrement pertinente pour la présente affaire? Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur les arguments présentés par les États-Unis aux paragraphes 248 et 249 de leur communication à titre de réfutation?

66. Le Brésil n'établit pas pourquoi l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam – une étude qui ne traite pas spécifiquement du coton upland et qui repose sur des hypothèses très restrictives au sujet du fonctionnement du programme de versements anticycliques – "s'applique davantage à l'évaluation dont est chargé le Groupe spécial"[96] que les nombreuses études présentées par les États-Unis.

67. En fait, il est important de noter que – parce que l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam ne se limite pas à la production de coton upland – on peut supposer que ses résultats sont censés être valables même pour prévoir les effets sur la superficie de blé, de maïs et de fèves de soja. Or, en ce qui concerne les effets des versements anticycliques sur la superficie de blé, de maïs et de fèves de soja, elle arrive à des conclusions *directement* incompatibles avec celles des études présentées par les États-Unis (par exemple la conclusion de l'étude de Lin & Dismukes selon laquelle "l'effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avère être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent …").[97] Bien qu'il ait fait valoir que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte de ces autres études parce qu'elles ne portaient pas spécifiquement sur le coton upland, le Brésil n'a jamais expliqué pourquoi il convenait de considérer que l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam était fiable lorsqu'elle arrivait à

[93] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 65. Les tentatives du Brésil d'attribuer aux États-Unis l'accent mis sur le "couplage" dans sa réponse ne sont, toutefois, manifestement pas fondées, comme il ressort clairement de l'analyse faite par les États-Unis dans la note de bas de page 72 (mentionnée ci-dessus).

[94] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 66.

[95] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 203 à 331 et annexe I; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 215 à 404 et annexe I; réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 27 à 44; déclaration orale des États-Unis, paragraphes 50 à 85 et déclaration de M. Joseph W. Glauber; réponses des États-Unis aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 14 à 42; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 34 à 91 et annexe I; et réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 4 et 62 à 170.

[96] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 67.

[97] Lin, William and Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter-cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86*, à paraître, p. 83 (pièce US-85). (pas d'italique dans l'original)

des conclusions aussi différentes au sujet des effets des versements anticycliques même pour les autres cultures. En fait, la divergence dans les résultats concernant la superficie de blé, de maïs et de fèves de soja vient tout simplement confirmer ce que les États-Unis ont fait valoir et ce que les auteurs de l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam ont reconnu eux-mêmes[98] – à savoir que cette étude surestime les effets des versements anticycliques sur la superficie.

68. Les auteurs eux-mêmes ont identifié certaines des raisons pour lesquelles cette étude spécifique surestimait les éventuels effets des versements anticycliques sur la superficie. En particulier:

> Notre plan ne tenait pas compte de deux caractéristiques de la Loi de 2002 susceptibles d'influer sur l'interprétation de nos résultats. Premièrement, aucun ajustement n'est apporté à nos primes pour tenir compte du fait que les versements directs et les versements anticycliques sont effectués uniquement pour un pourcentage (85 pour cent) de la superficie de base. Si ces ajustements étaient inclus, les primes forfaitaires seraient inférieures, ce qui implique que nos résultats pourraient surestimer les effets des versements anticycliques. Deuxièmement, nous avons exclu le programme de prêts à la commercialisation pour nous concentrer sur la structure de base des versements anticycliques – prix d'objectif, prix du marché et taux direct. Ajouter le programme de prêts à la commercialisation dans notre plan tempérerait les effets de base des versements anticycliques en offrant un mécanisme additionnel de soutien des prix.[99]

69. Il existe également d'autres raisons qui ont trait au genre d'expériences en laboratoire sur lesquelles repose l'étude de McIntosh, Shogren et DohlaM. Le recours à une expérience en laboratoire peut permettre aux chercheurs de se concentrer sur un ensemble spécifique de problèmes ou de questions mais détourne nécessairement l'attention d'autres facteurs très pertinents qui influent également sur la décision du producteur en matière de plantation. Ainsi, à titre d'exemple, le Brésil cite les auteurs de l'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam qui indiquent que "les exploitants ont d'autres outils de gestion du risque; les grandes exploitations qui éprouvent moins d'aversion pour le risque tendent à dominer la production de cultures visées par des programmes; et d'autres programmes comme les dispositions relatives aux prêts à la commercialisation offrent déjà une protection des prix".[100] L'étude de McIntosh, Shogren et Dohlam exclut ces facteurs de l'évaluation des effets des versements anticycliques. Or, comme Paul Westcott *et al.* l'ont expliqué[101], ce sont précisément des facteurs de ce genre qui atténuent et tempèrent les éventuels effets *réels* des

---

[98] McIntosh, Christopher R, Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Updating under Uncertainty: An Experimental Study,: forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, page 18 (pièce BRA-565). Les États-Unis font observer que cette référence est erronée car l'article n'est pas paru dans l'édition de novembre 2006 du *American Journal of Agricultural Economics*.

[99] McIntosh, Christopher R, Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Updating under Uncertainty: An Experimental Study,: forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, page 18 (pièce BRA-565). Les États-Unis font observer que cette citation est erronée car l'article n'est pas paru dans l'édition de novembre 2006 du *American Journal of Agricultural Economics.*

[100] *Voir* les réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 68, note de bas de page 63 (citant McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study," Forthcoming paper in the American Journal of Agricultural Economics, November 2006, p. 16-17 (Voir la pièce BRA-565)).

[101] Le Groupe spécial initial a jugé qu'une version antérieure de l'analyse de Westcott était convaincante en ce qui concernait les effets des versements anticycliques.

versements anticycliques.[102] Le fait de ne pas tenir compte de ces facteurs revient à attribuer indûment aux versements anticycliques des effets qu'ils n'ont pas *réellement* dans la pratique et qu'ils ont uniquement dans un type de contexte artificiel créé aux fins d'une expérience en laboratoire. Cela donne peu d'indications sur la question de savoir si les versements anticycliques ont *réellement* le genre d'effets sur la production que le Brésil allègue et sur celle de savoir si ces effets entraînent *réellement* le genre d'empêchement de hausses de prix visé par l'article 6.3 c).

70. Ce que le Brésil présente – en résumé – est une étude très abstraite avec des conclusions limitées.[103] L'expérience en laboratoire sur laquelle l'étude est fondée ne tient pas compte des conditions économiques des véritables producteurs de coton upland.[104] L'expérience a plutôt reproduit certains scénarios stylisés pour tenter d'isoler et de mesurer l'incidence que l'aversion pour le risque et l'incertitude pourraient avoir sur les décisions en matière de production.[105] Ce faisant, toutefois, les auteurs ont écarté certains des facteurs les plus importants qui influent sur le degré d'aversion pour le risque que les exploitants éprouvent en fait, tels que la taille de l'entreprise et la possibilité de recourir à d'autres mécanismes de protection contre les risques liés aux prix. En outre, ils excluent des facteurs importants autres que le risque qui influent sur les décisions des exploitants en matière de plantation. Lorsque *tous* ces facteurs sont pris en compte – comme il ressort des

[102] Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" at 203-205 (pièce US-35). Westcott indique à cet égard que: a) lorsqu'on s'attend à ce que les prix soient supérieurs au seuil maximal – les versements anticycliques se comportent tout comme les versements directs fixes; b) "le[s] effet[s] croisé[s] entre produits de base semble[nt] indiquer que les versements anticycliques pourraient entraîner une réduction générale des risques liés aux revenus plutôt qu'un effet spécifique à une culture. Les recettes nettes provenant des cultures de remplacement resteraient le principal élément pris en considération dans les choix de production"; c) "si plusieurs études font état d'une aversion des exploitants pour les risques (Chavas et Holt, 1990, 1996, par exemple), d'autres instruments de réduction des risques existent déjà pour la gestion des risques. Ainsi, avec la réduction des risques liés aux revenus assurée actuellement par les versements anticycliques dans le cadre des programmes agricoles, les exploitants peuvent adapter leur recours à ces autres stratégies de gestion des risques agricoles et non agricoles"; et d) "une grande partie de la production du secteur agricole des États-Unis provient d'une faible proportion de gros producteurs … Les éléments de preuve indiquant que l'aversion pour les risques décroît à mesure que les revenus augmentent (Chavas et Holt, 1990, 1996), donnent à penser que cette aversion pourrait également tendre à diminuer à mesure que la taille des exploitations augmente. Ainsi, le fait que les grandes exploitations qui représentent la majeure partie de la production éprouvent moins d'aversion pour les risques amoindrit les effets potentiels des versements anticycliques sur la production en raison de la réduction des risques. Si les petits exploitants peuvent éprouver davantage d'aversion pour les risques dans leur entreprise agricole, les revenus non agricoles peuvent réduire le niveau global des risques liés aux revenus des ménages." Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" at 203-205 (pièce US-35). Sur la base de ces facteurs et d'autres, Westcott conclut qu'"il existe plusieurs facteurs d'atténuation qui semblent indiquer que les effets globaux des versements anticycliques sur la production, dus à la réduction des risques liés aux revenus seront probablement limités". Paul A. Westcott, "Counter-Cyclical Payments Under the 2002 Farm Act: Production Effects Likely to be Limited" at 205 (pièce US-35). Les autres études présentées par les États-Unis qui portent sur les éléments de preuve empiriques de l'existence d'effets sur la production – y compris, par exemple, la conclusion de l'étude de Lin & Dismukes selon laquelle "[l']effet des versements anticycliques sur les décisions des producteurs en matière de plantation … s'avère être *très négligeable* – un accroissement de la superficie des principales cultures inférieur à 1 pour cent …" – confirment que les effets des versements anticycliques sont, en fait, très limités. Lin, William and Dismukes, Robert. "Supply Response Under Risk: Implications for Counter- cyclical Payments' Production Impacts," *Review of Agricultural Economics – Volume 29, Number 1 – Pages 64-86,* à paraître, p. 83 (pièce US-85). (pas d'italique dans l'original)

[103] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 68.

[104] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 69.

[105] McIntosh, Christopher R., Jason F. Shogren and Erik Dohlman, "Supply Response to Counter-Cyclical Payments and Base Acre Updating under Uncertainty: An Experimental Study," Forthcoming paper in the *American Journal of Agricultural Economics*, November 2006, p. 5) (pièce Bra-565).

données empiriques utilisées dans certaines des autres études présentées par les États-Unis – un tableau beaucoup plus réaliste des effets des versements anticycliques se dessine.

71. Le Brésil allègue également que l'étude de McIntosh, Shogren & Dohlman est plus pertinente parce qu'elle ne se limite pas aux régions géographiques d'autres études.[106] C'est un argument curieux car le Brésil affirme à la fois que les facteurs géographiques peuvent avoir un certain effet sur les effets des versements anticycliques et qu'une étude qui ne prend *aucun* de ces facteurs en compte constitue d'une certaine façon la mesure la plus fiable des effets des versements anticycliques. En tout état de cause, la critique formulée par le Brésil, selon laquelle les études de Lin & Dismukes et de Goodwin & Mishra portant sur le maïs, les fèves de soja et le blé sont moins pertinentes pour le coton upland parce que les élasticités de l'offre sont beaucoup plus faibles pour ces cultures que pour le coton upland, n'est valable que si l'on souscrit à l'élasticité de l'offre gonflée utilisée par le Brésil dans son modèle (CATO) Sumner II. Pour les raisons indiquées dans les communications antérieures des États-Unis, il n'est pas approprié de le faire.[107]

72. Enfin, les États-Unis font observer que le Brésil énonce de façon erronée les arguments des États-Unis. Les États-Unis n'ont ni critiqué les domaines de l'économie comportementale ou expérimentale ni indiqué que l'étude de McIntosh, Shogren & Dohlman n'était pas valable pour la seule raison qu'elle était fondée sur des expériences contrôlées, comme le Brésil l'allègue.[108] Les États-Unis ont plutôt relevé les nombreux facteurs qui limitaient l'utilité de l'étude de McIntosh, Shogren & Dohlma pour l'évaluation de la question dont il s'agit ici, y compris ceux qui ont été reconnus expressément par ses auteurs. Par ailleurs, les États-Unis ont pris note du paradoxe des critiques faites par le Brésil concernant les études présentées par les États-Unis (à savoir qu'elles ne portaient pas uniquement sur la production de coton upland) alors que le Brésil lui-même présente des études qui n'examinent même pas le comportement de véritables exploitants mais plutôt les réponses d'étudiants en économie de l'Université du Wisconsin à certains scénarios très stylisés. Alléguer que cette étude expérimentale très abstraite "analyse les effets de versements anticycliques sur les décisions des exploitants de coton upland des États-Unis de manière plus approfondie que les résultats d'études empiriques"[109] – comme le fait le Brésil – n'est tout simplement pas justifié par un examen de l'étude et de ses conclusions.

> ***65. Les États-Unis ont fait état de nouveaux travaux de recherche empirique sur les effets des versements anticycliques sur la production. Le Brésil pourrait-il expliquer pourquoi le fait que ces études ne portent pas spécifiquement sur le coton upland devrait empêcher le Groupe spécial de les considérer comme étant très probantes.***

73. La réponse du Brésil à la présente question contredit fondamentalement sa réponse à la question n° 64 du Groupe spécial. Le Brésil affirme que les études présentées par les États-Unis ne sont pas probantes "parce qu'elles ne portent pas sur l'effet spécifique sur la production de coton upland des subventions anticycliques pour le coton upland".[110] Or, comme le Brésil l'admet à la question n° 64, il n'existe pas d'études qui "portent sur l'effet spécifique sur la production de coton

---

[106] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 69.

[107] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 319 à 328 et annexe I; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 349 à 386 et annexe I; la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 76 à 81 et la déclaration de M. Joseph W. Glauber; les observations des États-Unis sur les réponses aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 30 à 42; et les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 79 à 91.

[108] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 71.

[109] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 73.

[110] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 75.

upland des subventions anticycliques pour le coton upland"[111] et, en fait, les études sur lesquelles il s'appuie lui-même – y compris l'étude de McIntosh, Shogren & Dohlman – ne le font même pas. La plainte du Brésil à ce sujet est donc manifestement absurde.

74. Également vains sont les quatre arguments que le Brésil présente afin d'expliquer pourquoi on devrait considérer que les effets des versements anticycliques en faveur du détenteur d'une superficie de base de coton upland qui produit du coton upland sont fondamentalement différents de ceux qui ont été observés par Lin & Dismukes pour les versements anticycliques relatifs au maïs, au blé et aux fèves de soja et par Goodwin & Mishra pour les versements d'aide pour perte de parts de marché relatifs aux même cultures. Par exemple, le Brésil n'explique pas en quoi ses affirmations au sujet de "versements anticycliques par acre maximums" touchent aux effets sur la production. En fait, s'il était vrai – comme l'allègue le Brésil – que les coûts de production du coton upland sont plus élevés que ceux d'autres cultures, on s'attendrait à ce que des exploitants rationnels produisent d'autres cultures tout en continuant de percevoir le versement anticyclique maximal pour le coton upland dont il est allégué qu'il est très élevé. Le raisonnement du Brésil étaye donc plutôt la conclusion exactement inverse de celle qu'il soutient.

75. Les affirmations du Brésil au sujet de la "fréquence du versement" sont également sans fondement. L'existence de différences dans ce que le Brésil appelle le "taux d'utilisation" n'a pas empêché les auteurs de l'étude privilégiée par le Brésil – l'étude de McIntosh, Shogren & Dohlam – de présenter une évaluation unique applicable à tous les versements anticycliques. Cela étaye la conclusion selon laquelle les différences alléguées dans la "fréquence du versement" n'empêchent pas les études de Lin & Dismukes et de Goodwin & Mishra d'avoir une valeur probante très élevée en ce qui concerne les effets probables des versements anticycliques effectués pour la superficie de base de coton upland.

76. Le troisième argument présenté par le Brésil – son allégation selon laquelle "on s'attendrait à de faibles élasticités de l'offre pour ces cultures dans ces régions"[112] – est également sans fondement. Comme il est indiqué en réponse à la question n° 64, il apparaît que cette allégation s'appuie sur les propres assertions du Brésil concernant des élasticités de l'offre fortement gonflées pour le coton upland.

77. Enfin, comme il est indiqué ci-dessus, les tentatives du Brésil d'invoquer certaines déclarations soigneusement choisies du NCC pour donner l'impression que les exploitants de coton upland des États-Unis seraient "en faillite" sans les versements anticycliques sont sans fondement. Comme le Brésil l'a admis, ces déclarations n'ont même pas été faites au sujet des versements anticycliques prévus par la Loi FSRI de 2002; elles ont été faites en février 2001 – avant même l'entrée en vigueur de la Loi FSRI de 2002 – au sujet d'une certaine aide d'urgence qui avait été accordée dans le cadre de la Loi FAIR de 1996 et qui comprenait des versements au titre de contrats de flexibilité de la production, des versements d'aide pour perte de parts de marché et des versements en cas de catastrophe. Ces déclarations ne donnent aucune indication sur le rôle joué par les versements anticycliques dans les décisions en matière de production ni sur les coûts et les revenus actuels des exploitants des États-Unis. Et elles ne déprécient certainement en rien les données réelles concernant les coûts et les revenus "actuels", qui contredisent catégoriquement les allégations du Brésil selon lesquelles les exploitants de coton upland des États-Unis seraient en faillite sans des versements anticycliques.

78. En résumé, le Brésil n'a fourni aucune raison valable pour laquelle le Groupe spécial ne devrait pas considérer que les études présentées par les États-Unis sur la question des effets des versements anticycliques sur les décisions en matière de superficie et de production sont très

[111] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 75.
[112] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 80.

probantes. Les États-Unis font observer que ces études continuent de donner des indications importantes sur les effets de ces versements et qu'elles confirment leurs arguments selon lesquels ces effets ne sont pas les effets "notables" sur la production et les prix que le Brésil a allégués.

66. Le Brésil peut-il expliquer les différences existant entre les chiffres correspondant au montant des versements anticycliques imputés au coton upland qu'il a fournis à la réunion du Groupe spécial avec les parties (déclaration liminaire du Brésil, paragraphe 40 et pièce Bra-625) et les chiffres figurant dans le tableau 5 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation?

67. Veuillez confirmer si ce que le Groupe spécial comprend est correct ou non:

Le "tableau 6" figurant dans la première communication écrite du Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la "méthode du Brésil" sur la base de données de l'USDA.
Le "tableau 5" figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil a été produit à l'aide de ce qu'il est convenu d'appeler la méthode "pour le coton et au coton" sur la base de données de l'USDA.
Les chiffres mentionnés au paragraphe 40 de la déclaration liminaire du Brésil (à savoir 868 millions de dollars et 838 millions de dollars) sont produits à l'aide de la "méthode du Brésil" et de la méthode "pour le coton et au coton", sur la base des données fournies par les États-Unis dans la pièce US-64.

68. Veuillez formuler des observations sur la déclaration ci-après des États-Unis:

> ***"Les États-Unis croient comprendre que le Brésil considère que les chiffres relatifs aux versements anticycliques figurant dans le "tableau 5" de sa communication à titre de réfutation doivent remplacer les chiffres relatifs aux versements anticycliques qui figurent dans le "tableau 6" de sa première communication écrite." (réponse des États-Unis à la question n° 4, paragraphe 15)***

69. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "les seuls éléments de preuve présentés par le Brésil qui étaient censés examiner les effets sur les prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques spécifiquement étaient les résultats de l'exercice de modélisation qu'il a effectué aux fins de la présente procédure"? (déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 76)

79. Dans la partie citée de leur exposé oral, les États-Unis ont fait observer ce qui suit:

> pour ce qui est du *degré* de tout effet possible sur les cours du marché mondial, les États-Unis font observer que les *seuls* éléments de preuve présentés par le Brésil qui étaient censés examiner les effets sur les prix des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques spécifiquement étaient les résultats de l'exercice de modélisation qu'il a effectué aux fins de la présente procédure.[113]

80. Le Brésil accuse les États-Unis de "fai[re] abstraction des centaines de pièces et d'éléments de preuve circonstanciels présentés par le Brésil dans la procédure initiale et dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité"[114], et expose ensuite en dix pages les "éléments de preuve

[113] Déclaration orale des États-Unis, paragraphe 76.
[114] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 90.

abondants et variés" qu'il allègue avoir présentés.[115] Or, pas un seul élément des "éléments de preuve abondants et variés" allégués ne fait ce que les États-Unis ont indiqué – examiner le degré de tout effet possible sur les cours du marché mondial des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques. Les États-Unis estiment donc que la réponse du Brésil confirme leur observation.

81. Quant à l'affirmation du Brésil selon laquelle ses "éléments de preuve abondants et variés" allégués étayent néanmoins une constatation selon laquelle les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques ont pour "effet" un empêchement "actuel" de hausses de prix dans une mesure notable, le Brésil a tort. Les États-Unis ont répondu à chacun des arguments du Brésil dans leurs communications antérieures[116], dans les observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c), et dans leurs observations sur les réponses du Brésil aux questions n° 62 à 65 et 70. Comme il est indiqué dans ces communications et observations, aucun des "éléments de preuve" avancés par le Brésil ne résiste à un examen minutieux.

> ***70. Comment le Brésil répond-il à la réfutation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a même pas établi de corrélation temporelle entre le versement des subventions et un empêchement notable de hausses de prix pendant la période d'application de la Loi FSRI, soit de la campagne de commercialisation 2002 à la campagne 2005? Plus spécifiquement, veuillez répondre à l'allégation des États-Unis concernant la stabilité des plantations des États-Unis, de la part de la production mondiale détenue par les États-Unis, de la part des exportations mondiales détenue par les États-Unis et du cours mondial du coton pendant cette période.***

82. Les États-Unis font observer que le Brésil choisit de ne pas répondre à la question du Groupe spécial. Le Groupe spécial demande au Brésil de "répond[re] à la réfutation des États-Unis selon laquelle le Brésil n'a même pas établi de corrélation temporelle entre le versement des subventions et *un empêchement notable de hausses de prix pendant la période d'application de la Loi FSRI, soit de la campagne de commercialisation 2002 à la campagne 2005*". Plutôt que de répondre, le Brésil tente de contourner la question en attribuant aux États-Unis – inexplicablement – l'"affirmation" selon laquelle "il n'y a pas eu de "coïncidence" entre a) *l'accroissement de la production et des exportations des États-Unis* et b) l'importance des subventions au titre de prêts à la commercialisation et des subventions anticycliques des États-Unis" et en tentant ensuite de réfuter cette "affirmation" alléguée.[117] Les États-Unis n'ont jamais indiqué qu'il s'agissait de l'analyse appropriée, et encore moins fait le genre d'"affirmations" que le Brésil essaie de leur attribuer. Le Groupe spécial initial n'a pas non plus conclu qu'un accroissement des niveaux absolus de la production et des exportations serait équivalent à une "coïncidence temporelle" entre un *empêchement notable de hausses des <u>prix</u> du marché mondial* allégué et des versements dans le cadre des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

83. Le Groupe spécial initial a plutôt pris en considération un certain nombre de facteurs qui ont *tous* été examinés par les États-Unis dans leur première communication écrite et dans leur

---

[115] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 101.

[116] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 203 à 331 et annexe I; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 215 à 404 et annexe I; réponses des États-Unis aux parties A à C de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 27 à 44; déclaration orale des États-Unis, paragraphes 50 à 85 et déclaration de M. Joseph W. Glauber; réponses des États-Unis aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 14 à 42; observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 34 à 91 et annexe I; et réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 4 et 62 à 170.

[117] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 108.

communication à titre de réfutation.[118] Comme les États-Unis l'ont indiqué dans ces communications, aucun des facteurs pris en considération par le Groupe spécial dans la procédure initiale pour établir sa conclusion concernant l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre les subventions des États-Unis et un empêchement notable de hausses de prix n'étaye une telle constatation en ce qui concerne les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques aujourd'hui. Le Brésil n'a jamais réfuté les arguments des États-Unis à cet égard; et il ne le fait pas aujourd'hui bien que le Groupe spécial lui demande de manière directe de le faire. Cela confirme que le Brésil n'a pas prouvé – et ne peut pas prouver – l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre un empêchement notable de hausses des prix du marché mondial et les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques.

84. Au lieu de présenter une preuve de l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable" entre un empêchement notable de hausses des prix du marché mondial et les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques, le Brésil s'appuie sur un raisonnement complètement indéfendable. Prenons, par exemple, l'affirmation du Brésil selon laquelle l'accroissement du niveau absolu de la production et des exportations des États-Unis pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002 devrait être interprété "isolément" comme "indiqu[ant] l'existence d'un rapport" entre les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques et l'empêchement allégué de hausses des prix du marché mondial.[119] Or, comme en témoigne le fait que la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis est restée relativement stable au cours de la période d'application de la Loi FSRI de 2002, c'est un fait qu'il existe *exactement* la même "coïncidence temporelle" entre la production et les exportations étrangères accrues et les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis. Cela – pris isolément – étaye-t-il la même conclusion en ce qui concerne la production et les exportations *étrangères*? Devrait-on considérer que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques des États-Unis ont *causé* l'accroissement du niveau absolu de la production et des exportations *étrangères?* Bien sûr que non. Une analyse rationnelle examinerait sûrement de plus près la manière dont les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques interagissent avec les décisions en matière de production (en d'autres termes, la décision concernant ce qu'il convient de planter).

85. Lorsqu'on examine la superficie plantée, on constate que l'*accroissement* des niveaux absolus de production des États-Unis est uniquement attribuable à un accroissement des rendements. En fait, pendant la campagne de commercialisation 2005, les producteurs des États-Unis ont même planté *moins* d'acres que pendant les campagnes de commercialisation 2001 ou 1999 (13,9 contre 15,4 et 14,5 millions d'acres, respectivement), soit les années que le Brésil a demandé au Groupe spécial d'examiner en tant qu'années de comparaison pour la période précédant l'entrée en vigueur de la Loi FSRI de 2002. En outre, si les rendements pendant la campagne de commercialisation 2005 avaient été ce qu'ils ont été au cours de ces campagnes antérieures, la production des États-Unis pendant la campagne de commercialisation 2005 aurait été nettement inférieure.[120] Ainsi, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, la production accrue pendant ces campagnes-là n'est pas un élément de preuve de l'existence d'un lien de causalité entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et la production. C'est un élément de preuve d'améliorations considérables sur le plan des rendements.

---

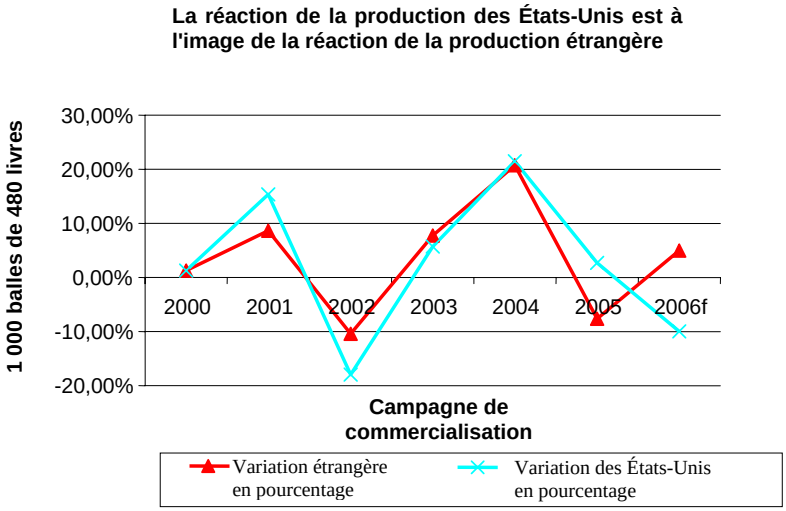
[118] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 277 à 291; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 314 à 320.

[119] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 109.

[120] Si les rendements avaient été les mêmes que pendant la campagne de commercialisation 2001, la production des États-Unis aurait été inférieure de presque 30 pour cent pendant la campagne de commercialisation 2005. Si les rendements avaient été les mêmes que pendant la campagne de commercialisation 1999, la production des États-Unis aurait été inférieure de presque 40 pour cent. *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 279 à 282.

86. S'efforçant manifestement de remédier à cette lacune dans son argument, le Brésil fait ensuite valoir qu'"en l'absence" des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques des États-Unis, la superficie plantée des États-Unis aurait été inférieure pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002.[121] Comme les États-Unis l'ont montré – en examinant les décisions en matière de plantation prises par les exploitants des États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 2006 et 2005, et, en fait, pendant chaque campagne visée par la Loi FSRI de 2002 – les faits n'étayent pas l'affirmation du Brésil.[122] La réponse du Brésil ne fait donc que confirmer qu'en dépit de ce qu'il affirme, le Brésil ne renforce pas – et, en fait, ne peut pas – "renforce[r], la constatation formulée par le Groupe spécial initial au paragraphe 7.1351 de son rapport, de l'existence d'une coïncidence temporelle discernable entre l'empêchement de hausses des prix du marché mondial et les subventions subordonnées aux prix accordées par les États-Unis".[123]

87. Le Brésil ne répond pas non plus pleinement à la deuxième question du Groupe spécial. Comme il ressort de la question du Groupe spécial, les États-Unis ont identifié une lacune majeure dans la théorie du Brésil dès le commencement de la présente procédure.[124] En l'occurrence, si, comme le Brésil l'allègue, les producteurs des États-Unis ont été isolés des signaux du marché, pourquoi la réaction de la production des États-Unis est-elle à l'image de la réaction de la production étrangère (voir le graphique ci-dessous)? Pourquoi ne constate-on pas que la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis a augmenté pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002 étant donné que les producteurs des États-Unis, d'après les allégations, ont ignoré les signaux du marché qui ont été reçus par leurs homologues étrangers?



88. Le Brésil n'a jamais pu réfuter cet élément de preuve; sa seule réponse a consisté à affirmer que la stabilité de la part de la production et des exportations mondiales constituait elle-même, inexplicablement, un élément de preuve en indiquant que les producteurs des États-Unis étaient isolés des signaux du marché. Toutefois, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, en faisant cette affirmation, le Brésil se base à tort sur sa propre conclusion – à savoir que "la stabilité de la part de la production et des exportations mondiales détenue par les

[121] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 108.

[122] *Voir*, par exemple, les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 58 à 78.

[123] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 152. Les États-Unis font observer que bien que le Brésil ait affirmé dans sa première communication écrite qu'il isolerait les effets des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, il ne l'a pas fait lorsqu'il a évalué la "coïncidence temporelle".

[124] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 243 à 252.

États-Unis prouve que les versements au titre du soutien effectués par les États-Unis causent un empêchement de hausses de prix parce que sans l'empêchement de hausses de prix causé par ces versements au titre du soutien, la part de la production et des exportations mondiales détenue par les États-Unis ne serait pas stable".[125] Le fait que ce raisonnement circulaire est exprimé à nouveau dans la réponse du Brésil à la présente question ne l'améliore pas.

89. Dans sa réponse, le Brésil argumente longuement sur ce qu'il allègue être les "allégations des États-Unis selon lesquelles la stabilité de la superficie des États-Unis démontre l'absence de toute "coïncidence temporelle" (et donc de lien de causalité)".[126] Les arguments du Brésil à cet égard sont déconcertants parce que les États-Unis n'ont pas "allégué" une telle chose. Les États-Unis ont noté ce qui suit: a) l'analyse du Groupe spécial initial selon laquelle "la production de coton upland des États-Unis s'est accrue entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2001 et, bien que la production ait diminué pendant la campagne de commercialisation 2002, il y a quand même eu une augmentation globale pendant la campagne de commercialisation 2002 par rapport à la campagne de commercialisation 1998;"[127] et b) les arguments du ***Brésil*** selon lesquels dans son examen de la production et de la "coïncidence temporelle" figurant dans son rapport, "[l]e Groupe spécial [initial] a tout simplement désigné de manière abrégée par le terme "production" les décisions en matière de plantation prises par les producteurs, ce qui n'est pas rare même dans les ouvrages sur l'économie agricole".[128] Ainsi, selon l'argument du Brésil, le Groupe spécial a constaté l'existence d'une "augmentation globale" de la superficie plantée en coton upland aux États-Unis pendant les campagnes de commercialisation 1999-2002 et en a fait un facteur dans sa constatation de l'existence d'une "coïncidence temporelle discernable". Les États-Unis ont démontré qu'il n'y avait pas eu d'"augmentation globale" de la superficie plantée en coton upland aux États-Unis pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002. Au contraire, la superficie plantée a diminué pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2004 par rapport aux niveaux de la campagne de commercialisation 2002 et a augmenté légèrement pendant la campagne de commercialisation 2005 et davantage pendant la campagne de commercialisation 2006 mais il est prévu qu'elle baissera considérablement pendant la campagne de commercialisation 2007 pour atteindre des niveaux inférieurs à ce qu'ils ont été depuis presque une décennie.[129]

90. Les autres arguments formulés par le Brésil concernant la superficie plantée des États-Unis sont également sans fondement.[130] Le Brésil continue de présenter des arguments qui reposent sur

---

[125] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 251.

[126] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 112 à 115.

[127] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1351.

[128] Communication du Brésil en tant qu'intimé, paragraphe 686. Le Brésil a fait valoir que la "production définitive" n'était pas une base appropriée pour évaluer les *décisions* en matière de production parce que "les producteurs ne pre[naient] pas de décisions en matière de production mais en matière de plantations. La production définitive [était] affectée par les conditions climatiques et d'autres facteurs affectant les rendements." Communication du Brésil en tant qu'intimé, paragraphe 706, note de bas de page 995. Il s'ensuit que le Brésil a affirmé que l'examen du Groupe spécial initial portant sur une "augmentation globale de la production" était en fait un examen concernant les plantations, et non la production.

[129] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 280 et les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 1 à 4.

[130] Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur communication à titre de réfutation, les tentatives du Brésil pour comparer les variations de la *superficie plantée* des États-Unis, les variations de la superficie *récoltée* à l'étranger et les *variations* des prix à terme sont fondamentalement erronées tant parce qu'il s'agit d'une comparaison entre deux choses différentes que parce qu'elles cherchent à expliquer les variations de la superficie de coton upland sur la *seule* base des prix à terme du *coton* upland, sans tenir compte du fait essentiel que les décisions en matière de superficie sont prises en fonction des prix et d'autres facteurs concernant non seulement le coton mais des cultures concurrentes. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 305 et 306. En fait, ce que l'analyse erronée du Brésil montre – lorsqu'elle est réalisée sur la base de la même superficie récoltée pour les États-Unis et le reste du monde – c'est que *ni* la superficie

l'hypothèse fondamentalement erronée que la superficie plantée des États-Unis devrait changer d'une campagne à l'autre sur la seule base des variations des prix à terme du coton upland. Ainsi, à titre d'exemple, le Brésil allègue même que "l'une des "coïncidences temporelles" les plus importantes figurant dans le dossier" est le fait que la superficie plantée des États-Unis s'est accrue légèrement pendant la campagne de commercialisation 2005 même si les prix à terme du coton upland pour cette campagne-là ont été inférieurs à ceux de la campagne précédente.[131] Or, les propres affirmations du Brésil au sujet de l'analyse appropriée de la superficie plantée pendant une autre campagne – la campagne de commercialisation 2007 – démontrent le caractère fallacieux des arguments du Brésil au sujet des modifications de la superficie plantée pendant la campagne de commercialisation 2005. Si la superficie plantée des États-Unis doit évoluer en harmonie avec les seuls prix du coton upland, pourquoi le Brésil fait-il valoir que la superficie de coton upland des États-Unis devrait *diminuer* considérablement pendant la campagne de commercialisation 2007[132] même si le prix à la récolte attendu pour le coton upland lors de cette campagne (à savoir le prix à terme de New York moyen sur la période allant de janvier à mars 2007 pour le contrat de décembre) est de 59 cents par livre, soit plus de 6 cents par livre *de plus* que pour la campagne de commercialisation 2005 et presque le même niveau que pendant la campagne de commercialisation 2006. Le Brésil a fait valoir qu'il devrait y avoir une diminution parce que les prix du *maïs* – une culture concurrente – en faisant une option plus avantageuse pour la campagne de commercialisation 2007.[133] Le même genre de considérations relatives aux cultures concurrentes, aux conditions climatiques, aux parasites et à d'autres facteurs de ce genre – et non uniquement une quelconque évaluation étroite des variations du seul prix à terme du coton upland – expliquent également les modifications de la superficie pendant la campagne de commercialisation 2005 (et d'ailleurs pendant chacune des autres campagnes durant lesquelles la Loi FSRI a été en vigueur).[134]

91. Enfin, les États-Unis font observer que même si le Groupe spécial a demandé spécifiquement au Brésil de répondre aux arguments des États-Unis concernant les cours du marché mondial, le Brésil ne l'a pas fait. Le Brésil a plutôt tout simplement affirmé que les prix pratiqués pendant la période d'application de la Loi FSRI de 2002 avaient été inférieurs à ceux qui l'avaient été pendant les campagnes de commercialisation 1980-1998.[135] Or, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, l'allégation formulée par le Brésil dans la présente procédure concerne l'*empêchement* de hausses de prix dans une mesure notable, et non la *dépression* des prix.

---

récoltée aux États-Unis ni la superficie récoltée à l'étranger n'évoluent en étroit parallèle avec les seuls prix à terme du coton. Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 305 à 307. Toutefois, même si la comparaison était valable (et elle ne l'est pas), elle montrerait que lorsque les superficies aux États-Unis et à l'étranger varient différemment, la superficie récoltée aux États-Unis tend à réagir à la hausse des prix *de façon plus modérée* que ne le fait la superficie à l'étranger (comme ce fut le cas pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2006). Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 305 à 307. Cela affaiblirait – au lieu de les étayer – les affirmations du Brésil concernant l'existence d'une "surproduction alimentée par les subventions".

[131] *Voir* les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphe 70.

[132] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 73.

[133] *Voir* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 73 (où le Brésil fait valoir que "[s]i les subventions au titre de prêts à la commercialisation et les subventions anticycliques n'existaient pas, et si les exploitants cotonniers des États-Unis devaient réagir aux signaux des prix du marché, ce serait une superficie nettement supérieure aux 14 pour cent de la superficie de coton prévus par le NCC [pour la campagne de commercialisation 2007] qui passerait à des cultures de remplacement."); *voir aussi* les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 1 à 4 (réfutant l'argument du Brésil).

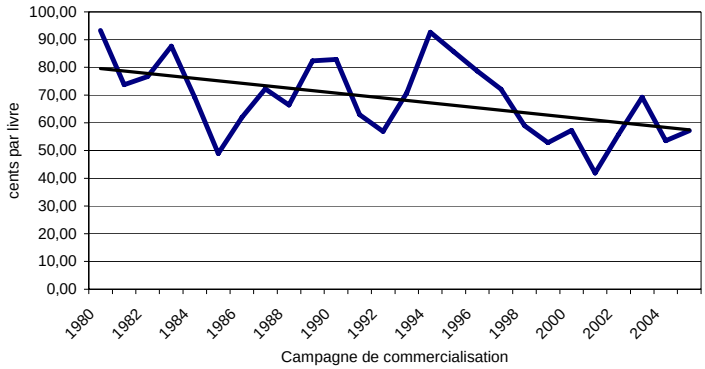
[134] *Voir* les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphe 70. À titre d'exemple, les données montrent qu'il existe une corrélation parfaite entre un abandon de superficie plantée en fèves de soja pendant la campagne de commercialisation 2005 à cause de préoccupations suscitées par une épidémie de rouille du soja asiatique apparue dans les régions du delta et du sud-est des États-Unis et une augmentation de la culture concurrente – le coton – dans exactement les mêmes régions.

[135] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 113.

Une *diminution* des prix ne démontre pas l'existence d'un *empêchement* de hausses de prix.[136] La question est de savoir si quelque chose entrave la *montée* des prix (en l'occurrence, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques). Le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve empirique démontrant l'existence d'un tel "empêchement" du fait des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques.

92. Au contraire, le fait que l'indice A a enregistré une tendance à la baisse pendant plus de 25 ans maintenant – bien avant l'entrée en vigueur de la Loi FSRI – et le fait qu'il a *augmenté* par rapport aux niveaux qui existaient *avant* l'entrée en vigueur de la Loi FSRI au cours de la campagne de commercialisation 2002 donnerait plutôt à penser que, dans la mesure où il y a un *empêchement de hausses* de prix, il ne s'agit pas de "l'effet" des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques.

L'indice A enregistre une tendance à la baisse depuis plus de 25 ans



Source: USDA, Agriculture Marketing Service Reports.[137]

93. Le Brésil n'a jamais réfuté cet élément de preuve ni établi qu'il existait une "coïncidence temporelle discernable" entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et l'empêchement allégué de hausses des prix du marché mondial.

> ***71.*** ***Dans l'affaire initiale, le Groupe spécial a conclu que l'analyse portant sur "la période de six ans 1997-2002 se prêt[ait] ... à une évaluation de l'examen, du moyen au long terme, de l'évolution de la branche de production de coton upland des États-Unis" (voir le paragraphe 7.1354 du rapport du Groupe spécial initial). Ainsi, le coût de production total a été le coût jugé approprié par le Groupe spécial. Le coût de production total serait-il toujours pertinent si le Groupe spécial de la mise en conformité décidait d'utiliser uniquement la campagne de commercialisation 2005 comme période de référence pour l'analyse? Ou bien les coûts variables de production du coton upland pendant la campagne de***

[136] Interprétant le terme "empêchement" conformément à son sens ordinaire qui est "[p]revent or inhibit (an action or phenomenon)" (entraver ou bloquer (une action ou un phénomène)), le Groupe spécial dans la procédure initiale a indiqué que l'"empêchement de hausses de prix" fait référence à "la situation où les "prix" - en tant que "montant fixé pour la vente de coton upland" ou "valeur" du coton upland - sont entravés ou bloqués (c'est-à-dire qu'ils n'augmentent pas alors qu'ils l'auraient fait en d'autres circonstances) ou qu'ils augmentent effectivement mais que l'augmentation est inférieure à ce qu'elle aurait été en d'autres circonstances". *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.1276 et 7.1277. L'Organe d'appel est convenu qu'il s'agissait d'une définition appropriée de l'"empêchement de hausses de prix". *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 424.

[137] Compiled Statistics – Prices (pièce US-25).

commercialisation 2005 seraient-ils maintenant les renseignements pertinents à prendre en considération?

94. Les États-Unis présentent plusieurs observations concernant la réponse du Brésil à la présente question. Premièrement, le Brésil affirme qu'il n'y a eu aucune modification fondamentale des conditions de concurrence ou de tout autre facteur pertinent qui obligerait le Groupe spécial de la mise en conformité à rejeter les constatations relatives au "coût de production total" issues de l'analyse du lien de causalité effectuée par le Groupe spécial initial.[138] Il a tort.

95. Comme les États-Unis l'ont expliqué dès septembre 2003, les données extraites de l'étude du Service de recherche économique/de l'USDA de 1997 sur le coût de production utilisées par le Brésil et les États-Unis au cours de la procédure du Groupe spécial initial ont probablement surestimé certains coûts à cause de modifications technologiques et autres.[139] Les arguments des États-Unis ont été confirmés quand le Service de recherche économique a publié de nouvelles données sur le coût de production fondées sur une étude de 2003. Par suite de modifications technologiques – l'adoption largement répandue de graines de coton biotechnologiques, et d'autres améliorations apportées aux pratiques de production telles que les programmes d'éradication de l'anthonome du cotonnier – les rendements du coton upland ont connu une hausse structurelle et les coûts unitaires des moyens de production ont baissé.[140] Cette modification considérable de la structure des coûts et des rendements du coton upland constitue assurément une modification fondamentale des conditions de concurrence, contrairement à ce qu'affirme le Brésil. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans des communications antérieures, les données indiquent clairement que les producteurs de coton upland ont couvert non seulement leurs frais (coûts variables) d'exploitation mais aussi une partie substantielle de leur coût total entre 2002 et 2005.[141]

96. Deuxièmement, le Brésil continue d'affirmer que le coût de production total, y compris les coûts indirects et les coûts économiques, est déterminant pour la décision du producteur en matière de plantation sans pour autant fournir de fondement dans les ouvrages économiques ou même dans les faits pour étayer cette affirmation. Les États-Unis ont examiné cette question d'une manière approfondie dans leurs communications antérieures et, plutôt que de l'examiner à nouveau ici, renvoient le Groupe spécial à ces communications antérieures.[142] Pour les raisons données par les États-Unis, si le Groupe spécial examinait les effets sur les plantations/la production au cours d'une seule campagne – la campagne de commercialisation 2005 – ce sont les frais d'exploitation, et non le coût "total" qui devraient être pris en considération.[143]

97. Troisièmement, bien que le Brésil ait raison de dire qu'un exploitant a deux préoccupations distinctes sur le plan des coûts – une décision annuelle en matière de plantation et une autre décision à long terme au sujet de la viabilité économique de son exploitation – l'analyse de ces décisions par le Brésil est erronée. Comme les États-Unis l'ont expliqué, le "coût total" utilisé par le Brésil n'est pas

---

[138] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphes 117 et 118.

[139] Communication complémentaire des États-Unis dans la procédure du Groupe spécial initial, paragraphes 46 à 54 (30 septembre 2003). Communication complémentaire présentée à titre de réfutation par les États-Unis dans la procédure du Groupe spécial initial, paragraphes 123 à 133 (18 novembre 2003).

[140] Première communication écrite des États-Unis, 15 décembre 2006, paragraphe 302.

[141] Première communication écrite des États-Unis, 15 décembre 2006, paragraphe 300.

[142] Pour l'examen le plus récent, voir les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 62 à 65.

[143] Cette analyse devrait également tenir compte des autres facteurs qui en plus des frais d'exploitation attendus, influent sur la décision en matière de plantation – la campagne de commercialisation 2005 étant un bon exemple de la présence d'autres facteurs de confusion. Au cours de cette année-là, un important facteur non anticipé a été l'apparition de la rouille du soja dans les principaux États producteurs de coton, ce qui a encouragé les producteurs à abandonner les fèves de soja pour le coton. Observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphe 70.

une considération appropriée pour l'une ou l'autre de ces décisions.[144] Dans la mesure où le producteur a la possibilité de planter différentes cultures, en fonction des conditions agronomiques, la première décision consiste à évaluer les recettes nettes par culture; en d'autres termes, quel est le revenu relatif provenant du marché moins les frais d'exploitation (le revenu net par culture).[145] En outre, au fil du temps, le producteur doit également couvrir tous les coûts en espèces, y compris les frais hypothécaires et le matériel. Les États-Unis estiment comme le Brésil que "s'il n'était pas dégagé des fonds suffisants pour couvrir à cette deuxième série de coûts, il n'y aurait en fait ni installations ni matériel pour cultiver le coton upland".[146] Toutefois, comme les États-Unis l'ont démontré, les exploitants des États-Unis évaluent la viabilité économique d'une exploitation *sur la base des coûts et des revenus totaux de l'exploitation*.[147] C'est sur la base de ces considérations – et non d'une analyse segmentée artificiellement du "coût total" de chaque culture – que l'exploitant prend des décisions sur des questions comme celle de savoir s'il doit déposer son bilan.

98. Le fait que le Brésil ne tient pas compte des revenus non agricoles et des revenus provenant d'autres cultures qui constituent tous deux une partie importante du revenu total d'une exploitation est donc une lacune importante dans son analyse. Le Brésil a également tort de tenter d'inclure dans son analyse du "coût total" des facteurs comme les coûts d'opportunité imputés qui ont été calculés par l'USDA pour attribuer une valeur à la main-d'œuvre non payée et à la terre possédée mais qui ne sont pas nécessairement des coûts devant être acquittés pour que les exploitants évitent de devoir "cesser [leurs] activité[s]".[148] En raison de ces lacunes, le tableau de la viabilité financière des exploitants des États-Unis qui émerge est complètement et totalement déformé. Il conduit à l'attribution aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques d'effets qu'ils n'ont pas dans les faits.

99. Lorsqu'on examine à la place les coûts en espèces totaux auxquels la plupart des exploitants doivent faire face à longue échéance, les données montrent que les exploitants des États-Unis ont effectivement dégagé des fonds suffisants pour les couvrir. Les données relatives aux coûts pour la période 2000-2005 montrent que, au lieu du *déficit* cumulé de 663 dollars par acre avancé erronément par le Brésil, les recettes cumulées sur cette même période ont représenté une recette *positive* de 161 dollars par acre. De plus, pour les campagnes de commercialisation 2000-2006, au lieu du *déficit* de 837 dollars par acre allégué par le Brésil, les recettes nettes cumulées ont représenté une recette positive de 133 dollars par acre.[149]

100. Les prévisions de base du FAPRI de juillet 2006, que le Brésil a utilisées dans une communication antérieure, confirment les mêmes faits. Une comparaison du revenu brut par acre provenant du marché pour le coton upland et des dépenses variables par acre montre que le revenu pour le coton upland ferait plus que couvrir les dépenses variables et couvrirait une large part des autres coûts directs. Il est prévu que les recettes nettes cumulées par acre s'élèveront à 620,34 dollars pour la période allant de mai 2004 à novembre 2010.[150]

101. Il est important de se rappeler que ces résultats tiennent *uniquement* compte du coût de production total et des revenus pour le coton upland. Si les coûts et les revenus de toutes les sources

---

[144] *Voir* les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 96 à 100, 113 à 116 et 133 à 154.

[145] *Voir*, par exemple, les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 66 et 67.

[146] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 121.

[147] *Voir*, par exemple, les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 133 à 154.

[148] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.1353.

[149] Observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 76 et 77.

[150] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 286. *Voir aussi* la pièce Bra-479, page 6.

pour l'ensemble de l'exploitation étaient pris en considération, un tableau encore meilleur de la viabilité économique émergerait probablement.

> ***72. Le Brésil a fait valoir que l'ajustement des stocks de coton ne devrait pas être inclus dans la simulation d'une réduction importante et permanente des subventions accordées pour le coton. Veuillez répondre à l'argument suivant:***
>
> ***Si la simulation était une analyse statique comparative dans laquelle un point de référence serait comparé à un résultat hypothétique dans une certaine situation à long terme, la modélisation de ces ajustements ne serait pas nécessaire. Mais il conviendrait de tenir compte de ces ajustements parce que le modèle est utilisé pour simuler l'incidence moyenne sur le cours mondial du coton (entre autres variables) au cours de périodes spécifiques (campagnes de commercialisation 2002 à 2005 ou campagnes de commercialisation 2006 à 2008) et non pas sur le long terme.***

102. Dans sa réponse à la présente question, le Brésil continue d'indiquer à tort que les réactions des stocks sont incorporées dans les élasticités de la demande utilisées dans le nouveau modèle du Brésil. Cela n'est tout simplement pas vrai.

103. Le Brésil tente également de minimiser l'importance des ajustements des stocks pour l'évolution globale des prix du marché. Or, la détention de stocks est une composante importante de tout marché de produits de base stockables. Les participants au marché détiennent des stocks pour diverses raisons afin de tenir compte de plusieurs facteurs possibles. L'ajustement des stocks est un facteur important de l'évolution globale des prix. Les États-Unis ont démontré que l'analyse du Brésil surestimait l'incidence sur les prix parce qu'elle ne tenait pas compte de l'importance des stocks dans une analyse à court terme.[151]

104. Les États-Unis conviennent qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements des stocks dans une analyse de la demande et des ajustements des prix à long terme. Toutefois, dans une analyse à long terme, les élasticités qui sont utilisées doivent tenir pleinement compte des ajustements à long terme de l'offre et de la demande. En se fondant sur de telles élasticités établies par le FAO, les États-Unis ont démontré que – même en utilisant le propre modèle économétrique du Brésil, qui comportait certains défauts structurels fondamentaux qui tendaient à surestimer les résultats – les incidences sur les prix dues à l'élimination des programmes des États-Unis se situaient uniquement entre 1 et 1,5 pour cent, et ne correspondaient pas aux résultats fortement exagérés que le Brésil tentait de démontrer.

> ***73. Comment le Brésil répond-il à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 79 de leur déclaration liminaire selon lequel:***
>
> ***"si l'on procède à une évaluation hypothétique, ce n'est que pour déterminer quel serait actuellement l'équilibre des prix si les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques avaient été inférieurs ou différents ou n'avaient pas existé. L'article 6.3 c) ne demande pas quels seront les prix pendant la période d'ajustement à court terme si les versements au titre de prêts à la commercialisation et versements anticycliques sont soudainement éliminés … [L]'argument du***

[151] *Voir*, par exemple, les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphe 86.

Brésil selon lequel il faut examiner les effets à court terme de l'élimination totale des programmes ne saurait être exact d'un point de vue textuel."

Plus spécifiquement:

a) Pourquoi le Brésil n'a-t-il pas jugé approprié d'inclure des simulations qui portaient sur des réductions plutôt que sur l'élimination des programmes de subventions?

105. Les États-Unis formulent deux observations en ce qui concerne la réponse du Brésil. Premièrement, il s'avère que la réponse du Brésil à la présente question n'est pas logique. Le Brésil affirme qu'il n'a pas modélisé les réductions des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques parce que les États-Unis n'ont pas apporté de modifications pour réduire les versements au titre de ces programmes. Toutefois, les États-Unis n'ont pas non plus *éliminé* les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques. Selon son propre raisonnement, le Brésil ne peut pas non plus prétendre modéliser l'élimination totale de ces versements.

106. Deuxièmement, les États-Unis notent que le Brésil fait valoir à nouveau ses arguments au sujet de la pertinence de l'évaluation de la réaction "à court terme" d'un "traitement de choc" du système résultant de l'élimination des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques. Comme les États-Unis l'ont expliqué, le Brésil se trompe quant à la question découlant des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. La question découlant de ces dispositions est de savoir quels sont les effets actuels des mesures contestées (et si ces effets comprennent un empêchement de hausses de prix "dans une mesure notable"). La question n'est pas de savoir quels sont les effets de l'*élimination* de quoi que ce soit. Si une analyse hypothétique est effectuée pour tenter de trouver une réponse, la question est simplement de savoir où aurait été l'équilibre *aujourd'hui* si les mesures contestées n'avaient pas existé. La question n'est pas de savoir ce qui *arrivera* à *court terme* si un Membre élimine les mesures contestées aujourd'hui. C'est précisément ce que confirme le passage de l'affaire *Corée – Navires* cité par le Brésil:

> Un empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été entravés par quelque chose et la dépression des prix à une situation où les prix ont été entraînés vers le bas par quelque chose. La question à laquelle il faut donc répondre est de savoir si ce "quelque chose" est le subventionnement. Envisager une situation hypothétique, c'est-à-dire essayer de déterminer *ce que les prix auraient été en l'absence de la subvention*, nous semble être la manière la plus logique et la plus directe de répondre à cette question.[152]

107. En fait, dans d'autres différends, le Brésil a confirmé que pour évaluer les effets sur les échanges à l'aide d'une analyse hypothétique, "les valeurs de l'élasticité devraient être tirées d'estimations à long terme et non pas d'estimations à court terme".[153] Le Brésil n'a donné aucune raison valable qui justifie que l'analyse soit différente en l'espèce.

b) Si des simulations de ces scénarios étaient effectuées, les valeurs actuelles des élasticités choisies (en particulier les élasticités de l'offre) pour simuler l'élimination des programmes de versements au titre de prêts à la

[152] *Corée – Navires (Groupe spécial)*, paragraphe 7.612.
[153] *États-Unis – Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (22:6)*, paragraphe 3.101.

commercialisation et de versements anticycliques seraient-elles toujours appropriées? Veuillez motiver votre réponse.

108. Les États-Unis sont surpris par l'affirmation que fait maintenant le Brésil selon laquelle son élasticité gonflée de l'offre des États-Unis est tout à fait appropriée, même pour évaluer une réduction partielle des versements prévus par les programmes des États-Unis. Le Brésil a lui-même fait valoir que des élasticités différentes étaient requises pour la réduction des versements et l'élimination "permanente" des versements et a cherché à persuader le Groupe spécial de rejeter les paramètres du FAPRI parce qu'ils n'étaient pas appliqués à l'élimination "permanente" des versements.[154] Or, maintenant, le Groupe spécial devrait considérer que les élasticités de Sumner gonflées sont quand même appropriées pour une utilisation dans chaque contexte. Les affirmations du Brésil au sujet de ces élasticités manquent tout simplement de crédibilité. Les États-Unis ont démontré que les paramètres et les hypothèses que le Brésil utilisait pour la modélisation étaient fortement exagérés.[155] Il en est ainsi indépendamment de la question de savoir s'ils sont appliqués à une analyse d'une réduction partielle ou complète des versements.

74. Selon le Brésil, les données que le Groupe spécial doit prendre en considération pour son allégation de préjudice grave actuel devraient être celles qui se rapportent à la dernière campagne de commercialisation pour laquelle il existe des renseignements complets, soit la campagne de commercialisation 2005, et, dans les cas où ils sont probants, les éléments de preuve qui concernent la période postérieure au 31 juillet 2006. Comme pendant la campagne de commercialisation 2005, les États-Unis ont continué d'effectuer des versements au titre du programme Step 2 (versements dont le Groupe spécial initial a constaté qu'ils avaient contribué aux effets défavorables), comment le Groupe spécial établira-t-il que les éventuels effets défavorables observés pendant la campagne de commercialisation 2005 sont dus uniquement aux deux mesures de subventionnement qui font l'objet de l'allégation de préjudice grave actuel – les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques?

109. Les États-Unis formulent trois observations au sujet de la réponse du Brésil à la présente question. Premièrement, cette réponse offre un contraste intéressant avec sa réponse à la question n° 69 ci-dessus. Dans cette réponse, le Brésil a tenté de justifier le fait qu'il n'avait pas fourni d'éléments de preuve empiriques concernant les effets des programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques en indiquant que "le Brésil ne [pouvait] pas éliminer unilatéralement les subventions des États-Unis pour présenter des éléments de preuve directs indiquant ce qui arriverait réellement à la superficie, à la production et aux exportations des États-Unis, ainsi qu'aux cours mondiaux, sans ces subventions. Seuls les États-Unis [pouvaient] le

[154] Les affirmations du Brésil au sujet des paramètres du FAPRI sont manifestement fausses. Le FAPRI a utilisé son système de modélisation pour analyser l'élimination des subventions internes dans le cadre des scénarios de libéralisation du commerce et la réduction des subventions agricoles dans le cadre de divers scénarios relatifs aux lois sur l'agriculture, y compris l'élimination "permanente" des versements. De fait, en tentant de faire valoir que l'élimination du programme Step 2 n'a eu aucun effet sur les exportations ou les prix, le Brésil lui-même a présenté, et cite à plusieurs reprises, une évaluation faite par le FAPRI des effets de l'élimination de ce programme. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 203 (traitant du document du FAPRI, "Impacts of Commodity and Conservation Reserve Program Provisions in House and Senate Reconciliation Bills," FAPRI-UMC Report #15-05, December 2005 (pièce Bra-484)).

[155] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 319 à 328 et annexe I; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 349 à 386 et annexe I; la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 76 à 81 et la déclaration de M. Joseph W. Glauber; les observations des États-Unis sur les réponses aux parties D et E de la première série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 30 à 42; et les observations des États-Unis sur l'exposé "oral" du Brésil, paragraphes 79 à 91.

faire".[156] Dans sa réponse à la présente question, toutefois, le Brésil fait valoir que dans les cas où les États-Unis *ont* éliminé un programme de soutien interne, le Groupe spécial ne devrait *pas* se fonder principalement sur les "éléments de preuve directs indiquant ce qui arriverait réellement à la superficie, à la production et aux exportations des États-Unis, ainsi qu'aux cours mondiaux, sans" les versements au titre de ce programme mais plutôt sur les propres affirmations "hypothétiques" du Brésil au sujet des effets de l'élimination du programme Step 2 (qui sont, en tout état de cause, largement contredites par les arguments présentés par le Brésil lui-même dans la procédure du Groupe spécial initial et affaiblies par les éléments de preuve empiriques).[157] En fait, le Brésil affirme que - indépendamment des faits réels et de la question de savoir si des versements sont effectués ou non au titre des programmes contestés - le Groupe spécial doit se fonder sur ce que le Brésil allègue au sujet des effets des versements. Cette affirmation est sans fondement.

110. Deuxièmement, les faits se rapportant à la période suivant l'élimination du programme Step 2 – dont le Brésil tente de persuader le Groupe spécial de ne pas tenir compte – indiquent une baisse des plantations des États-Unis et une baisse considérable des exportations des États-Unis alors même que la structure des coûts des exploitations des États-Unis s'est améliorée grâce à des facteurs comme l'utilisation de graines de coton génétiquement modifiées. Le Brésil n'a pas établi qu'en dépit de ces faits, les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques empêchaient d'une certaine façon des hausses des prix du marché mondial "dans une mesure notable". La baisse des exportations et celle des plantations prévues se produit même si le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques restent en place et même si – d'après les allégations du Brésil – ces programmes sont "conçus" de manière à ce que des versements constamment élevés soient effectués en faveur des exploitants des États-Unis. Ces faits ne sont pas compatibles avec les théories du Brésil qui prétendent établir l'"atténuation" alléguée de la réaction de la production des États-Unis et les niveaux substantiels allégués de surproduction et d'exportations de coton upland des États-Unis.

111. Troisièmement, le Brésil affirme que l'élimination du programme Step 2 devrait être évaluée dans le cadre d'une analyse de la "non-imputation" et indique que l'analyse du Groupe spécial initial étaye d'une certaine façon cette approche. Le Brésil a tort. Le Groupe spécial initial n'a jamais évalué les effets du programme Step 2 dans le cadre d'une analyse de la "non-imputation"; les versements au titre du programme Step 2 faisaient plutôt partie d'un ensemble de versements dont les effets étaient *directement* en cause dans l'analyse du préjudice grave "actuel" effectuée au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

112. Il n'est pas non plus logique que l'*élimination* du programme Step 2 fasse partie d'une analyse de la "non-imputation". Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, l'analyse de la "non-imputation" vise à "s'assurer que les effets d'autres facteurs sur les prix ne sont pas indûment imputés aux subventions contestées".[158] Pour cela, il faut séparer les effets d'autres facteurs qui empêchent des hausses des prix

[156] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 91.

[157] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 149 à 195; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 175 à 214; et la déclaration orale des États-Unis, paragraphes 54 à 59.

[158] *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 437. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leurs communications antérieures, le Brésil n'a fait aucune tentative sérieuse pour "s'assurer que les effets d'autres facteurs sur les prix n['étaient] pas indûment imputés aux subventions contestées." *Coton upland (Organe d'appel)*, paragraphe 437. L'"analyse" du Brésil consiste en des affirmations non étayées selon lesquelles rien n'"atténue" le lien dont il affirme l'existence entre les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques et l'empêchement allégué de hausses des prix du marché mondial dans une mesure notable. Cela est tout à fait insuffisant pour permettre au Brésil de s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe, en particulier au vu des éléments de preuve substantiels présentés par les États-Unis (et même, à son insu, par le Brésil lui-même) qui montrent l'importance fondamentale d'autres facteurs (comme le commerce du coton upland de la Chine) qui influent sur les prix du marché mondial. *Voir*, par exemple, la première

du marché mondial et s'assurer qu'ils ne sont pas imputés aux versements au titre de prêts à la commercialisation et aux versements anticycliques. Comme l'élimination du programme Step 2 n'empêche pas des hausses de prix, il n'est pas logique de parler d'inclure ce facteur dans une analyse de la "non-imputation".

2. Accroissement de la part du marché mondial – Article 6.3 d) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux États-Unis

75. Les États-Unis pourraient-ils expliciter davantage le fondement textuel de leur argument selon lequel "l'article 6.3 d) ne concerne pas la part de marché absolue et la question de savoir si, au cours d'une année donnée, la part de marché détenue par un Membre aurait ou non été inférieure si les subventions avaient été supprimées"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 401)

Questions posées au Brésil

76. Quel est le point de vue du Brésil sur l'argument des États-Unis selon lequel un examen au titre de l'article 6.3 d) de l'Accord SMC exige deux éléments distincts: premièrement, la démonstration d'un accroissement de la part du marché mondial détenue par un Membre par rapport à la part moyenne qu'il avait détenue pendant la période de trois ans précédente et, deuxièmement, la démonstration que cet accroissement de la part du marché mondial par rapport à la part moyenne que le Membre avait détenue pendant la période de trois ans précédente s'inscrit dans une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 399)

113. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, ainsi qu'aux arguments qu'ils ont présentés sur cette question dans leurs communications antérieures.[159]

114. Dans sa réponse à la présente question, le Brésil affirme qu'on peut établir l'existence du second élément de l'article 6.3 d) – "cet accroissement suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées" – en démontrant qu'il y a eu un accroissement de la part du marché mondial détenue par les États-Unis entre les campagnes de commercialisation 1998 et 2005. L'approche du Brésil – si elle était adoptée – reviendrait en fait à exclure de l'article 6.3 d) les références qui sont faites à "cet" accroissement et à une tendance "constante".

115. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 75, l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC* concerne un *accroissement* de la part du marché mondial.[160] Par définition, un *accroissement* est "the action, process, or fact of making or becoming greater"[161] (l'action, le processus ou le fait de rendre ou de devenir plus grand). C'est donc d'une évolution (devenir plus

---

communication écrite des États-Unis, paragraphes 308 à 318; et la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 387 à 396.

[159] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 323 à 343; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 399 à 404; et les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 171 et 172.

[160] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions du Groupe spécial, paragraphes 171 et 172.

[161] *The New Shorter Oxford English Dictionary* at 1350, Volume 1, (2002 Edition) (pièce US-148).

grand) qu'il s'agit à l'article 6.3 d), et non de quelque chose de statique. La question fondamentale est donc de savoir *quelle évolution est pertinente aux fins de cette disposition*. Le texte donne la réponse. L'évolution qui est pertinente est celle qui consiste à passer du point A – "la part moyenne qu[e le Membre dont il est allégué qu'il accorde la subvention] détenait pendant la période de trois ans précédente" – au point B, soit le niveau pendant l'année qui fait l'objet de l'allégation. S'il y a une évolution à la hausse – en d'autres termes, un "accroissement" ou une "croissance" – dans le passage du point A au point B et qu'il est démontré que l'évolution à la hausse est "l'effet" d'une subvention contestée – l'existence du premier élément de l'article 6.3 d) est établie.

116. C'est également un "accroissement" qui est en cause dans le second élément de l'article 6.3 d) – la prescription selon laquelle il doit être démontré que "cet accroissement" "suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". Encore une fois, le texte indique clairement quel accroissement particulier est en cause - il s'agit de "cet accroissement" - à savoir le *même* accroissement que celui qui était pertinent aux fins du premier élément. Ainsi, aux termes du second élément, la partie plaignante doit démontrer que "cet accroissement" - l'"accroissement de la part du marché mondial qu'il détenait pendant la période de trois ans précédente" - "suit une tendance constante pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées".

117. Le Brésil fait valoir que "les États-Unis tentent d'inclure l'élément distinct de la moyenne des trois années dans l'élément de la "tendance constante"", mais ne tiennent pas compte du fait que l'article 6.3 d) mentionne spécifiquement "cet" accroissement, ce qui renvoie à la référence qui est faite à un accroissement par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Le Brésil ne donne aucune raison pour laquelle les rédacteurs auraient renvoyé à "cet accroissement" s'ils avaient souhaité qu'un accroissement complètement différent – un accroissement défini par la partie plaignante – soit l'accroissement pertinent aux fins du second élément de l'article 6.3 d).

118. Le Brésil confond plutôt deux questions entièrement distinctes. L'une de ces questions – qui vient d'être examinée – est celle de savoir quelle est la comparaison pertinente pour évaluer s'il y a eu un "accroissement" (en d'autres termes, si les points de comparaison appropriés sont la part de la production mondiale pendant une année donnée et la part moyenne pendant la période de trois ans précédente, comme le texte l'indique, ou plutôt deux années choisies par la partie plaignante, comme le Brésil le demande). L'autre question, et c'est une question distincte, est celle de savoir s'il faut démontrer qu'il y a eu un accroissement *chaque* année pour démontrer que "cet accroissement suit une *tendance constante* pendant une période durant laquelle des subventions ont été accordées". (pas d'italique dans l'original) Ce sont des questions distinctes. Contrairement à ce que le Brésil affirme, les États-Unis n'ont jamais fait valoir que pour démontrer l'existence d'une "tendance constante", il devait y avoir un accroissement lors de chacune des années au cours desquelles des subventions ont été accordées. Il ne s'agit pas non plus nécessairement d'une implication de l'interprétation donnée par les États-Unis de l'article 6.3 d).

119. Bien qu'il ne soit peut-être pas nécessaire de démontrer qu'il y a eu un accroissement *chaque* année, dans les cas où – comme en l'espèce – une partie plaignante ne peut faire état que d'une[162] seule année pendant laquelle il y a eu un accroissement par rapport à la moyenne des trois années précédentes (et où il est démontré que même ce léger accroissement s'inscrit dans le cadre des fluctuations ordinaires de la part du marché mondial et a été causé par des facteurs autres que la mesure contestée), il n'y a clairement pas le moindre fondement pour une affirmation selon laquelle il existe une "tendance constante".

[162] Ou, au plus, deux années, si on prend en considération la production mondiale majorée des stocks de départ.

120. D'ailleurs, c'est l'interprétation du Brésil qui est incompatible avec l'expression "tendance constante" figurant à l'article 6.3 d). Le Brésil a fait valoir qu'une partie plaignante devrait pouvoir établir l'existence du second élément de l'article 6.3 d) en choisissant simplement deux points extrêmes pour la période pendant laquelle des subventions ont été accordées et en traçant une ligne orientée vers le haut entre les deux points. Or, cela indiquerait uniquement un accroissement. Cela n'indiquerait pas nécessairement une "tendance" et certainement pas une tendance "constante". Au contraire, cela priverait le terme "constant" de toute signification parce que - selon la théorie du Brésil - il n'y aurait jamais que deux points d'extrémités et une ligne les reliant. Cette ligne ne pourrait jamais être "constante" par rapport à quoi que ce soit parce qu'il n'y aurait tout simplement jamais rien d'autre par rapport à quoi elle pourrait être "constante". En fait, le Brésil exclurait tout simplement entièrement le terme "constant" de l'article 6.3 d). Ce n'est pas une interprétation admissible de l'article 6.3 d).

77. À cet égard, le Brésil pourrait-il répondre à l'argument des États-Unis selon lequel il n'a pas démontré que l'un et l'autre de ces éléments existaient en ce qui concerne les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 399 à 403)

121. Les États-Unis renvoient le Groupe spécial aux observations générales qu'ils ont formulées ci-dessus sur les allégations du Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, aux observations qu'ils ont formulées sur la réponse du Brésil à la question n° 76, ainsi qu'aux arguments qu'ils ont présentés sur cette question dans leurs communications antérieures.[163]

C. ALLÉGATION DU BRÉSIL CONCERNANT LA MENACE DE PRÉJUDICE GRAVE

Questions posées aux deux parties

78. Les deux parties pourraient-elles formuler des observations sur les déclarations suivantes du Canada: "[l]a question qui est en cause est celle de savoir si ces programmes … menacent de causer un préjudice grave du simple fait de leur existence" et "[d]e par leur caractère même, certains programmes de subventionnement engendrent une probabilité constante de soutien qui se traduit par une menace permanente de préjudice grave"? (communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 9 et 10)

122. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ainsi qu'aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieures.[164]

79. Les parties pourraient-elles exposer leurs vues sur l'analyse du sens ordinaire du terme "menace" figurant aux paragraphes 15 à 28 de la communication du Canada en tant que tierce partie?

[163] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 323 à 343; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 399 à 404; et les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 171 et 172.

[164] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

123. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ainsi qu'aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieures.[165]

Questions posées aux États-Unis

80. Que répondent les États-Unis à l'argument du Japon voulant qu'en raison des buts différents des Parties III et V de l'Accord SMC, le critère permettant de déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave énoncé à l'article 15.7 de l'Accord SMC soit un critère inapproprié pour déterminer l'existence d'une menace de préjudice grave au regard de la Partie III de l'Accord SMC? (communication du Japon en tant que tierce partie, paragraphes 8 à 12)

81. Que répondent les États-Unis à l'argument de l'Australie selon lequel "il n'est pas pertinent de la part des États-Unis de faire valoir que les programmes examinés expireront à la fin de 2007"? (déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 13)

82. Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur les prévisions de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques figurant dans le tableau 26 de la première communication écrite du Brésil et sur les prévisions de prix et de versements de subventions figurant dans le tableau 27 de la première communication écrite du Brésil? Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi les données figurant dans ces tableaux étayent leur argument selon lequel les producteurs s'attendent probablement à recevoir des versements faibles ou pas de versements du tout au titre de prêts à la commercialisation pendant la campagne de commercialisation 2007? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 418)

Questions posées au Brésil

83. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel la note de bas de page 13 de l'Accord SMC "n'indique pas que lorsqu'un groupe spécial constate qu'un Membre cause un préjudice grave actuel en accordant une subvention, le groupe spécial constate aussi automatiquement que le Membre menace de causer un préjudice grave dans le futur en accordant la même subvention"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 624)

84. Le Brésil pourrait-il confirmer que son allégation de menace de préjudice grave est présentée à titre conditionnel, c'est-à-dire qu'il ne demande pas au Groupe spécial de formuler une constatation sur cette allégation si le Groupe spécial constate l'existence d'un préjudice grave actuel? Comment le caractère conditionnel de cette allégation de "menace de préjudice grave" se manifeste-t-il dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil?

85. Le Brésil pourrait-il expliquer sa demande à l'effet que le Groupe spécial "formule des constatations de fait concernant son "allégation de menace de préjudice grave" pour permettre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse s'il devait désapprouver

[165] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

l'interprétation du Groupe spécial de la mise en conformité"? (première communication écrite du Brésil, paragraphe 241) Quelles sont précisément les "constatations de fait" que le Brésil demande au Groupe spécial de formuler à cet égard?

86. Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis voulant que la définition de la "menace" d'effets dommageables donnée à l'article 15.7 de l'Accord SMC et à l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes "eu égard à leur grande proximité dans le temps et à la forte probabilité qu'ils se produisent" corresponde au sens ordinaire du mot "menace" et que, de ce fait, l'article 15.7 de l'Accord SMC et l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes donnent des "indications contextuelles utiles" pour l'interprétation de la "menace" de préjudice grave?

124. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ainsi qu'aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieure.[166] En outre, les États-Unis présentent les observations suivantes sur la réponse du Brésil à cette question.

125. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que "[l]e système de règlement des différends de l'OMC ... a pour objet ... de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'une de ces "règles coutumières" est que les termes d'un traité doivent être interprétés "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".[167] Dans sa réponse à cette question et à la question n° 88, le Brésil demande instamment au Groupe spécial de ne pas tenir compte de l'application par les États-Unis de cette règle pour interpréter le terme "menace" figurant dans la note de bas de page 13. Le Brésil n'indique pas pour quelle raison l'article 3:2 du Mémorandum d'accord ne devrait pas s'appliquer dans le présent cas d'espèce.

126. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, le sens ordinaire du terme "menace" comprend à la fois les concepts de probabilité d'apparition et de grande proximité dans le temps.[168] C'est ce qu'expriment l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, l'article 3.7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ("*Accord antidumping*"), et l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* pour clarifier le sens du terme "menace". Si l'on applique les règles coutumières d'interprétation des traités au titre de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, le sens ordinaire du terme "menace" de certains effets dommageables mentionnés dans ces autres dispositions donne une indication contextuelle importante pour l'interprétation du sens du terme "menace" de préjudice grave figurant à l'article 5 c)/dans la note de bas de page 13 de l'*Accord SMC*.

127. Il n'y a aucun fondement pour les arguments du Brésil selon lesquels le Groupe spécial devrait artificiellement éliminer le concept de grande proximité dans le temps du sens ordinaire du terme "menace" figurant dans la note de bas de page 13 et ne pas tenir compte de la confirmation

---

[166] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

[167] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 18 et 19 (notant que "[c]ette règle générale d'interprétation [codifiée à l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités] est devenue une règle du droit international coutumier ou général. En tant que telle, elle fait partie des "règles coutumières d'interprétation du droit international public" que l'Organe d'appel a pour instruction, en vertu de l'article 3 2) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, d'appliquer lorsqu'il s'emploie à clarifier les dispositions de l'Accord général et des autres "accords visés" de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce …")

[168] *Voir* la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 409.

contextuelle importante que l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* apportent à la définition du terme "menace".

128. Le Brésil allègue, par exemple, que "[l]es articles 4:1 b) et 2 de l'*Accord sur les sauvegardes* et 15.7 de l'*Accord SMC* portent principalement sur la menace posée par une éventuelle poussée des importations", mais qu'"[e]n revanche, les articles 5 c) et 6.3 ainsi que la note de bas de page de l'*Accord SMC* portent sur la probabilité qu'il y ait des effets défavorables – et non des importations subventionnées – dans le futur".[169] Le Brésil donne à entendre que c'est l'une des raisons pour lesquelles le concept de grande proximité dans le temps devrait être artificiellement éliminé du sens ordinaire du terme "menace" aux fins de la note de bas de page 13. Cet argument est vicié.

129. Premièrement, il est erroné dans sa qualification de l'article 15.7 de l'*Accord SMC*. Ni cette disposition – ni, d'ailleurs, son pendant à l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* – ne "portent principalement sur la menace posée par une éventuelle poussée des importations", ainsi que le Brésil le donne à entendre. Au contraire, l'article 15.7 dit expressément qu'il porte sur la "menace de *dommage important*", non sur une "poussée des importations". L'existence d'une "poussée des importations" n'est même pas nécessaire pour une démonstration de l'existence d'un dommage important. Au contraire, l'article 15.7 indique que pour déterminer l'existence d'une "menace de dommage important", la question de savoir s'il y a eu un "taux d'accroissement notable des importations subventionnées sur le marché intérieur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations" n'est que l'*un* des cinq facteurs que les autorités compétentes "devraient" examiner ("entre autres"). La réserve énoncée à l'article 15.7 indique même clairement qu'"[u]n seul de ces [cinq] facteurs ne constituera pas nécessairement en soi une base de jugement déterminante". Autrement dit, l'article 15.7 de l'*Accord SMC* ne pourrait guère indiquer plus clairement qu'il ne "porte[] [*pas*] principalement sur la menace posée par une éventuelle poussée des importations". Les arguments du Brésil qui se fondent sur cette affirmation ne sont donc pas pertinents.

130. Deuxièmement, le Brésil ne tient pas compte du fait que le "dommage" est lui-même considéré comme un "effet défavorable" au titre de l'article 5 de l'*Accord SMC*. En fait, l'article 5 de l'*Accord SMC* indique clairement dans la note de bas de page 11 que l'expression "dommage causé à une branche de production nationale" y est "utilisée ici avec le même sens que dans la Partie V". Par conséquent, il n'est pas logique que le Brésil affirme que l'accent mis à l'article 5 sur les *effets* défavorables situe en quelque sorte une enquête concernant une "menace de préjudice grave" dans une catégorie fondamentalement différente de celle d'une enquête concernant une "menace de dommage grave"; une catégorie qui empêche le Groupe spécial de prendre le sens ordinaire du terme "menace" dans ce dernier contexte comme une indication contextuelle importante pour interpréter le même terme figurant dans la note de bas de page 13.

131. Une enquête visant à déterminer si des importations subventionnées sur le marché intérieur d'un Membre menacent de causer un dommage important n'est pas moins une enquête concernant les *effets* qu'une enquête sur le point de savoir si des subventions menacent de causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre. Le fait que l'une des enquêtes considère les effets des importations subventionnées alors que l'autre examine les effets des subventions n'est pas important; les États-Unis n'ont jamais laissé entendre que la note de bas de page 13 et l'article 15.7 étaient des dispositions identiques. Et il n'est certainement pas prescrit que deux dispositions doivent être identiques pour que l'une donne une indication contextuelle pour l'interprétation de l'autre.

132. Le Brésil allègue également que le Groupe spécial devrait donner du sens ordinaire du terme "menace" figurant dans la note de bas de page 13 une lecture qui exclut le concept de la grande proximité dans le temps ou de l'"imminence" parce que les mesures correctives multilatérales

[169] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphe 172.

disponibles au titre de l'article 5 sont en quelque sorte des mesures correctives "lentes" alors que celles disponibles au titre de la partie V de l'*Accord SMC* sont des mesures correctives "rapides". Une fois de plus, le fondement factuel de l'argument du Brésil est vicié. Dans le règlement des différends de l'OMC, une mesure corrective n'est pas nécessairement plus "lente" ou plus "rapide" que le processus d'application des droits au titre de l'*Accord SMC*, de l'*Accord antidumping* ou de l'*Accord sur les sauvegardes*. En fait, le rythme auquel se déroule une procédure particulière de l'OMC, en matière de droits compensateurs, de droits antidumping ou de sauvegardes dépend nécessairement des circonstances particulières de chaque procédure.

133. Les enquêtes menées par les autorités de différents Membres nécessitent des délais différents. Et des Membres différents peuvent disposer de mécanismes d'appel différents qui influent sur le délai d'obtention d'une mesure corrective. En bref, un certain nombre de facteurs pourraient influer sur la question de savoir si la mesure corrective nationale disponible au titre de l'*Accord SMC*, de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord sur les sauvegardes* est une mesure corrective lente ou rapide. Il en est de même pour les mesures correctives multilatérales qui sont disponibles par le mécanisme de règlement des différends de l'OMC (par exemple le délai requis pour obtenir une mesure corrective pourrait dépendre de la complexité du différend soulevé par la partie plaignante, de la question de savoir si des appels sont formés, du délai raisonnable pour la mise en œuvre de toute constatation défavorable et d'autres facteurs similaires). Les affirmations génériques faites par le Brésil au sujet de la "lenteur" ou de la "rapidité" des différentes mesures correctives sont donc dans le meilleur des cas conjecturales.

134. En tout état de cause, le Brésil néglige un simple fait – les rédacteurs *ont choisi* d'utiliser le même terme ("menace") dans chacun des quatre contextes. Si les mesures correctives disponibles au titre de ces dispositions étaient *tellement* différentes que le même mot ne pourrait même pas avoir le même sens ordinaire dans les quatre contextes, les rédacteurs auraient fort bien pu choisir d'utiliser des mots différents. Ils auraient pu très facilement inclure, par exemple, le critère préféré du Brésil, à savoir celui de la "probabilité notable" dans la note de bas de page 13 pour le distinguer du terme "menace" figurant à l'article 15.7 de l'*Accord SMC*, à l'article 3.7 de l'*Accord antidumping* et à l'article 4:1 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*. Mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont choisi d'utiliser le terme "menace" dans chacun des quatre contextes et – par souci de clarté – ils ont même expressément exprimé le sens ordinaire de ce terme dans certaines des dispositions. Il n'est pas justifié que le Brésil modifie unilatéralement le texte maintenant.

87. Le Brésil pourrait-il formuler des observations sur l'argument des États-Unis selon lequel le critère de la "probabilité notable" n'est pas étayé par le texte de l'Accord SMC ni par les rapports de règlement des différends du GATT/de l'OMC mentionnés par le Brésil? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 406, 410 et 413)

135. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ainsi qu'aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieures.[170]

88. Le Brésil souscrit-il ou non à la thèse des États-Unis selon laquelle "un groupe spécial peut prendre en considération le sens ordinaire d'un terme tel qu'il ressort d'une disposition particulière pour interpréter le même terme figurant dans une autre disposition (surtout s'il s'agit du même accord) sans qu'un renvoi exprès soit

[170] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

nécessaire"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 411, note de bas de page 635)

136. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, à leurs observations sur la réponse du Brésil à la question n° 86, et aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieures.[171]

89. Le Brésil fait valoir que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques pour le coton upland sont conçus "de telle façon que les montants versés seraient toujours importants". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 270)

a) À cet égard, le Brésil pourrait-il expliquer les données figurant dans le tableau 27 de sa première communication écrite qui indiquent une augmentation du prix agricole et de l'AWP prévus sur la période couvrant les campagnes de commercialisation 2006 à 2010 et une baisse des versements prévus au titre de prêts à la commercialisation?

b) Que répond le Brésil à l'argument des États-Unis selon lequel "pour la campagne de commercialisation 2008, il est prévu qu'il n'y aura pas du tout de versements au titre de prêts à la commercialisation"? (communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 419)

137. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations générales ci-dessus concernant les allégations de "menace de" préjudice grave formulées par le Brésil au titre des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* ainsi qu'aux arguments qu'ils ont avancés sur cette question dans leurs communications antérieures.[172]

138. En outre, les États-Unis notent que, dans sa réponse à cette question, le Brésil essaie d'écarter les éléments de preuve – qu'il a lui-même présentés – qui nuisent à ses affirmations selon lesquelles les versements au titre de prêts à la commercialisation sont "conçus "de telle façon que les montants versés seraient toujours importants"". Le tableau 27 présenté par le Brésil dans sa propre première communication écrite indique une *augmentation* de l'AWP au cours des campagnes de commercialisation 2006-2010 et une *baisse* des versements prévus au titre de prêts à la commercialisation au cours de la même période. La réponse du Brésil est toutefois inexplicable.

139. Le Brésil se lance dans un examen des prévisions "déterministes" par rapport aux prévisions "stochastiques" des dépenses des pouvoirs publics dans sa réponse à la question du Groupe spécial. Toutefois, selon les propres indications du Brésil, le tableau 27 présente, entre autres, l'AWP et les versements au titre de prêts à la commercialisation et les versements anticycliques prévus par le FAPRI. Le montant total des dépenses publiques indiquées au tableau 27 n'a *pas* été prévu par le FAPRI; au contraire, les dépenses publiques ont été *estimées par le Brésil*.[173] En tout état de cause, ainsi que l'indique l'USDA dans le document même que cite le Brésil pour donner à entendre que "de par leur nature, les prévisions déterministes tendent à sous-estimer les dépenses":

---

[171] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

[172] *Voir*, par exemple, la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 405 à 425; les réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 173 à 199.

[173] *Voir* la première communication écrite du Brésil, tableau 17, note de bas de page 454.

> Le Bureau du budget du Congrès (CBO) et l'*Institut de recherche sur la politique alimentaire et agricole (FAPRI) ont utilisé une approche stochastique pour estimer les dépenses et le coût des propositions législatives pendant un certain temps*. Le CBO a adopté une approche stochastique pour analyser le secteur des cultures en septembre 1995 alors qu'il préparait le débat concernant le rapprochement des budgets de 1995-1996/le projet de loi agricole. *Le FAPRI a adopté une approche stochastique juste avant le débat sur la loi agricole de 2002*.[174]

140. En fait, les données de base de juillet 2006 du FAPRI d'où sont tirées les données figurant dans le tableau 27 constituent simplement une mise à jour des données de base "complètes" pour 2006 publiées auparavant. Selon les données de base antérieures, "ces dernières années, nous avons déclaré des valeurs moyennes tirées de l'analyse stochastique pour les coûts des pouvoirs publics et le revenu agricole, et des estimations ponctuelles traditionnelles pour toutes les autres variables".[175] Par conséquent, la simple réponse que le Brésil ne fournit pas est que – au moment où le FAPRI a publié sa mise à jour des données de base de juillet 2006, il prévoyait que pendant la campagne de commercialisation 2007, les versements au titre de prêts à la commercialisation seraient *de moins d'un demi-cent et qu'ils seraient nuls par la suite*. Le fait même que les prévisions ont été faites – des prévisions qui étaient considérées comme suffisamment fiables pour que le Brésil les inclue dans sa première communication écrite et s'en serve pour son exercice de modélisation – confirme que le programme de prêts à la commercialisation n'a pas été établi conformément à une "conception" directrice de façon à donner lieu à des versements élevés.

141. De plus, ce pour quoi le programme de versements au titre de prêts à la commercialisation prévu par la Loi FSRI de 2002 *était* conçu, c'était expirer après la campagne de commercialisation 2007. Par conséquent, peu importe que les prévisions soient "déterministes" ou "stochastiques", qu'elles s'élèvent à 1 dollar ou à 1 milliard de dollars, le fait est *qu'aucune de ces prévisions ne prend en compte le fait que, conformément à ce qui est prévu actuellement, aucun versement au titre de prêts à la commercialisation ne sera effectué conformément à la Loi FSRI de 2002 pendant la campagne de commercialisation 2008*. Pour cette seule raison, les allégations du Brésil sont sans fondement dans la mesure où elles concernent d'hypothétiques mesures applicables pendant cette campagne de commercialisation.

D. GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

1. Encours des garanties de crédit à l'exportation

Questions posées aux États-Unis

> ***90. Au paragraphe 50 de leur déclaration liminaire, les États-Unis indiquent ce qui suit:***
>
> ***… aucune disposition de l'Accord SMC ne prévoit que le "retrait" d'une "subvention" dont il est allégué qu'elle "prend la forme d'un programme" "comprend l'obligation de s'abstenir d'honorer les engagements en cours au titre de ce programme à compter de la date d'expiration du délai de mise en œuvre". Cet argument assimile à tort le fait d'"honorer les engagements au titre du programme" à la "subvention" elle-même. Cette assimilation était appropriée dans l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5), dans laquelle le***

[174] Explanatory Notes for Stochastic Budget Outlays, (pièce BRA-460).
[175] FAPRI 2006 U.S. Baseline Briefing Book, p. 1 (available at: http://www.fapri.missouri.edu/outreach/publications/2006/FAPRI_UMC_Report_01_06.pdf).

Brésil a continué d'émettre de nouvelles obligations incompatibles avec les règles de l'OMC même après la période de mise en œuvre au motif qu'il avait des obligations contractuelles préexistantes lui imposant de le faire. Toutefois, elle n'est pas correcte en l'espèce parce que les garanties ne sont pas elles-mêmes des subventions prohibées.

Les États-Unis pourraient-ils clarifier ce qu'ils ont voulu dire dans la phrase soulignée?

91. Au paragraphe 342 de sa première communication écrite, le Brésil indique que le montant total de l'encours des garanties au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP au 1er juillet 2005 s'élevait à 8,5 milliards de dollars.

a) Les États-Unis sont-ils d'accord avec le chiffre fourni par le Brésil?

b) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits non inscrits dans la Liste. (Veuillez distinguer le principal et les intérêts.)

c) Veuillez indiquer quelle proportion de ce montant concerne les exportations de produits inscrits dans la Liste et, en particulier, le riz. (Veuillez distinguer, dans chaque cas, le principal et les intérêts.)

Questions posées au Brésil

92. Le fait que ce qui était en cause dans l'affaire Brésil – Aéronefs (21:5) c'était l'émission de nouvelles obligations après la date de mise en œuvre et que les obligations qui avaient été émises avant la date de mise en œuvre pouvaient être remboursées pendant un certain nombre d'années par la suite a-t-il une pertinence quelconque pour l'évaluation par le Groupe spécial des allégations du Brésil concernant l'"encours" des garanties de crédit à l'exportation? (voir le paragraphe 46 de la déclaration liminaire des États-Unis à la réunion du Groupe spécial)

142. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, la situation dans la présente procédure concernant les garanties de crédit à l'exportation émises avant le 1er juillet 2005 n'est pas analogue à l'émission continue par le Brésil d'obligations incompatibles avec les règles de l'OMC dans le différend *Brésil – Aéronefs (article 21:5)*. Les obligations émises par le Brésil continuaient d'être des subventions à l'exportation prohibées tant avant qu'après la date de mise en œuvre. En revanche, depuis le 1er juillet 2005 (et, en fait, même avant cette date), les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis ont cessé de faire partie d'un quelconque programme dont la gestion avait un "coût net pour les pouvoirs publics".[176] Par conséquent, contrairement au Brésil, les États-Unis n'ont pas essayé de continuer d'accorder des subventions à l'exportation prohibées après la date de mise en œuvre.

93. Le Groupe spécial note que la pièce Bra-516 indique le montant de l'encours pour le GSM 5 au 30 juin 2006 plutôt qu'au 30 juin 2005 comme il est indiqué dans la note de bas de page 523 de la première communication écrite du Brésil. Veuillez expliquer.

[176] *Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.804.

2. Fondements juridiques des allégations du Brésil concernant les subventions à l'exportation

Question posée aux États-Unis

94. Les États-Unis ont fait observer que les constatations du Groupe spécial initial (selon lesquelles les garanties de crédit à l'exportation en cause constituaient des subventions à l'exportation prohibées) étaient fondées sur le point j). Ils ont également affirmé qu'ils s'étaient fondés sur le point j) pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant les garanties de crédit à l'exportation. Veuillez préciser si le Groupe spécial devrait considérer l'argument des États-Unis à cet égard comme un argument concernant le champ de la présente procédure.

3. L'"avantage" au titre des articles 1.1 et 3.1 a) de l'*Accord SMC*

Questions posées aux deux parties

95. Le Brésil a estimé que "les différentes parties à une transaction comportant une garantie de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 retir[aient] différents avantages de la garantie, qui tous étaient susceptibles de faire l'objet d'une évaluation au titre de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC" et il a indiqué que, dans la présente procédure, il "s'intéress[ait] avant tout" à l'avantage obtenu par l'exportateur des États-Unis sous la forme de commissions inférieures à celles du marché (paragraphe 404 de la réfutation du Brésil). Les États-Unis ont contesté l'approche du Brésil consistant à se concentrer sur les commissions à l'exclusion d'autres éléments du coût total du prêt. En vous référant aux dispositions de l'Accord SMC et à la jurisprudence de l'OMC (pour autant qu'elle soit applicable), veuillez exposer votre position sur les questions suivantes: 1) Les garanties de crédit à l'exportation et les autres types de subventions peuvent-ils comporter plus d'un type d'avantage et/ou de bénéficiaire? 2) Appartient-il au Membre plaignant de décider de l'avantage qu'il conteste?

143. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leur réponse à cette question.[177] En outre, les États-Unis formulent l'observation ci-après sur la réponse du Brésil.

144. La réponse du Brésil suppose que les États-Unis "font valoir que le Brésil doit ... prouver que cette garantie a également entraîné un avantage pour une banque étrangère en réduisant le "coût total des fonds" de la transaction".[178] Il s'agit d'une description erronée de la position des États-Unis. Les États-Unis n'ont formulé aucun argument concernant la nécessité de prouver l'existence d'un avantage pour un participant particulier à une transaction où pour un groupe de participants. Par contre, conformément à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*, les États-Unis ont fait valoir que l'attention devait se porter sur la transaction de prêt garanti elle-même et sur la question de savoir s'il existe une "différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".

145. Selon le texte, l'accent est expressément mis sur la comparaison de deux *transactions* afin de déterminer s'il existe un avantage, et non sur la question de savoir si une entité particulière reçoit ou non un avantage. Le Brésil n'a pas essayé de fournir ces renseignements spécifiques sur les coûts et

[177] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 206 à 211.

[178] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 203.

commissions des prêts individuels ou d'identifier des prêts commerciaux comparables et leurs modalités.

96. Les avis des parties divergent quant à savoir s'il est possible de comparer différents types de prêts dès lors qu'ils ont la même "durée moyenne". Qu'est-ce qui étaye votre position sur cette question (ouvrages économiques, etc.)?

146. Il s'avère que la réponse du Brésil à cette question n'est pas pertinente pour la question posée par le Groupe spécial. Le Brésil présente une pièce (BRA-686) dans laquelle le consultant qu'il a retenu aux fins du présent différend explique "pourquoi les engagements concernant le principal dans le cadre d'un prêt sur deux ans remboursable en une seule fois et d'un prêt amortissable sur trois ans peuvent être différents à n'importe quel moment".[179] Toutefois, les États-Unis n'ont jamais fait valoir que l'engagement concernant le principal d'un prêt dont le principal était payable sur trois ans était le même que celui d'un prêt dont le principal était payable sur deux ans. Au contraire, les États-Unis ont simplement démontré que le concept arithmétique courant de la durée moyenne fournissait une base de comparaison commune et directe des coûts et commissions des prêts dont les délais de remboursement du principal étaient différents.[180]

147. Le Brésil avait auparavant fait valoir qu'une telle différence rendait *nécessairement* les deux types de prêts incomparables parce que "les caractéristiques du risque de crédit auquel le prêteur [était] exposé [étaient] très différentes dans ces deux cas".[181] Il apparaît maintenant que le Brésil revient sur cet argument catégorique lorsqu'il dit que la différence entre les délais de remboursement du principal entraîne des "risques de défaut qui sont *susceptibles* d'être différents".[182]

148. Le consultant du Brésil dit que "la probabilité de défaut au cours des deux périodes *peut* être différente".[183] On peut donc supposer qu'elle peut aussi ne *pas* être différente. Ainsi que les États-Unis l'ont auparavant observé, l'analyse du Brésil *suppose* simplement, sans fondement factuel, "que les perspectives de crédit de la banque emprunteuse sont suffisamment positives à court terme pour qu'il soit considéré qu'il y a une très faible probabilité de défaut pendant les deux premières années ... [e]t ... une plus grande probabilité de défaut au cours de la troisième année".[184]

149. Le consultant du Brésil reconnaît expressément que si le risque de défaut de paiement au cours de chacune des années est le même, alors il n'y a aucune différence entre le prêt sur deux ans remboursable en une seule fois et le prêt amortissable sur trois ans.[185] Cependant, il fait valoir que si l'on suppose que le risque de défaut de paiement est plus élevé après la première année, alors "le prêt amortissable exige une marge plus élevée".[186] Et, inversement, si l'on suppose que le risque de défaut de paiement est plus élevé au cours de la première année, "le prêt amortissable a maintenant une marge plus faible".[187] Bien que cela puisse être vrai, en l'absence de tout fondement factuel dans les exemples présentés au Groupe spécial justifiant l'hypothèse que le risque soit plus élevé pendant les dernières années de la période, les élucubrations théoriques du Brésil n'ont donc aucune importance.

---

[179] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 225.

[180] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 123 et 124; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 153; réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 212 à 218.

[181] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, paragraphe 429; *voir aussi* la déclaration orale du Brésil, paragraphe 219; les observations formulées par le Brésil sur les réponses des États-Unis, paragraphe 140.

[182] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 225.

[183] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, pièce Bra-686, paragraphe 11.

[184] Déclaration orale du Brésil, paragraphe 220.

[185] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, pièce Bra-686, paragraphe 30.

[186] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, pièce Bra-686, paragraphe 31.

[187] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, pièce Bra-686, paragraphe 31.

Un tel fondement factuel est loin d'exister, mais les États-Unis ont effectivement présenté des éléments de preuve établissant que dans une étude des prêts à moyen terme garantis par les pouvoirs publics des États-Unis, les auteurs avaient constaté qu'"en ce qui concerne les prêts à moyen terme, la probabilité de défaut augment[ait] initialement, attei[gnait] son maximum au cours de la deuxième année suivant l'émission, et diminu[ait] par la suite".[188]

150. En tout état de cause, en l'absence de tout fondement spécifique permettant d'attribuer à des transactions particulières des risques de défaut de paiement différents au cours d'années particulières, l'analyse du Brésil *confirme* simplement l'utilité fondamentale de la durée moyenne pour comparer l'établissement des prix de prêts dont les délais de remboursement du principal sont différents.

Questions posées aux États-Unis

97. À supposer que le Groupe spécial accepte l'argument des États-Unis selon lequel l'"avantage" doit être évalué sur la base du "coût total des fonds", que doit établir, selon vous, le Brésil pour s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard? Le Brésil doit-il prouver qu'un avantage est conféré dans tous les cas (toutes les transactions et tous les bénéficiaires)? Dans la plupart des cas?

98. Les États-Unis contestent-ils l'exactitude de la comparaison faite par le Brésil entre les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 et celles qui sont perçues par l'ExIm Bank? Les États-Unis conviennent-ils que les garanties de l'ExIm Bank et les garanties au titre du GSM 102 sont (au moins dans certains cas) semblables ou comparables?

99. Veuillez formuler des observations sur l'argument du Brésil selon lequel les commissions perçues dans le cadre du GSM 102 ne sont pas suffisamment progressives pour tenir compte du risque pays (en d'autres termes, elles ne varient que très peu en fonction du risque pays) (voir, entre autres, les paragraphes 410 à 412 de la première communication écrite du Brésil).

Questions posées au Brésil

100. À supposer que le Groupe spécial souscrive à l'avis des États-Unis selon lequel le point de repère approprié pour déterminer l'existence d'un "avantage" est le "coût total des fonds" des transactions, quels éléments de preuve le Brésil a-t-il fourni au Groupe spécial à cet égard (autres que les éléments de preuve tirés du Règlement qui indiquent que le programme vise les situations où aucun crédit ne pourrait être obtenu sur le marché)? Dans votre réponse, veuillez répondre à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 133 de leur première communication écrite selon lequel "le Brésil n'a pas cherché à fournir de tels renseignements spécifiques sur les coûts et les commissions de prêts pris individuellement ni à identifier des prêts commerciaux comparables et leurs modalités".

151. En reconnaissant effectivement qu'il n'a pas fourni les renseignements spécifiques demandés sur les coûts et les commissions de prêts ni identifié des prêts commerciaux comparables et leurs modalités, le Brésil proteste en disant qu'il "ne se trouve pas dans la position de l'autorité chargée de

[188] Glennon, Dennis and Nigro, Peter; "Measuring the Default Risk of Small Business Loans: A Survival Analysis Approach," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 37, No. 5 (October 2005), pp. 945 (pièce US-152).

l'enquête" et qu'on ne peut donc pas s'attendre à ce qu'il produise "ce type de données".[189] Ce n'est pas une raison pour que le Brésil n'établisse pas *prima facie* l'existence d'une infraction. S'il ne possède pas d'éléments de preuve indiquant que les États-Unis manquent à leurs obligations dans le cadre de l'OMC – ainsi que les États-Unis l'ont en fait fait valoir – il n'est pas justifié que le Brésil formule des allégations à cet effet devant un groupe spécial de l'OMC. Le Brésil ne se trouve pas lui-même dans une position différente de celle de ses branches de production nationales, qui doivent présenter des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un subventionnement (y compris d'une contribution financière, d'un avantage et de la spécificité au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC*) et d'un dommage afin de justifier la tenue d'une enquête au titre de la Partie V de l'*Accord SMC*.

152. Le Brésil laisse ensuite entendre que la banque commerciale qui a fourni les renseignements spécifiques sur les transactions présentés par les États-Unis peut avoir des raisons de dénaturer ces renseignements parce qu'elle a un intérêt spécifique dans le maintien du programme GSM 102.[190] Ces affirmations sont entièrement dénuées de fondement et ne méritent pas une réponse.

153. Le Brésil déforme aussi les arguments avancés par les États-Unis. Il affirme que "les États-Unis font valoir, en substance, que l'intérêt perçu par le prêteur sur un prêt garanti par les pouvoirs publics des États-Unis pourrait être plus élevé que l'intérêt qu'il perçoit sur un prêt garanti par une entreprise commerciale".[191] Conformément à l'article 14 c) de l'*Accord SMC*, toutefois, les arguments avancés par les États-Unis ne se sont pas limités à des comparaisons des intérêts seulement, ou à une comparaison de deux transactions comportant nécessairement une garantie. Les États-Unis ont plutôt noté qu'il existait sur le marché des produits commerciaux du secteur privé qui étaient comparables au programme GSM-102 et que des organismes de crédit commerciaux avaient accordé un financement non garanti à des banques étrangères qui étaient des débiteurs agréés par la CCC à des conditions dont le coût annualisé était inférieur à celui des conditions pouvant être obtenues dans le cadre du programme GSM-102.[192] Cela contredit les affirmations péremptoires du Brésil selon lesquelles les garanties au titre du GSM 102 ne sont accordées que dans les cas où un crédit ne pourrait pas autrement être obtenu par des débiteurs étrangers.

154. Enfin, le Brésil affirme que "[d]ans les faits, l'article 14 c) ne s'applique donc pas directement au GSM 102".[193] Les États-Unis n'ont jamais affirmé que l'article 14 c) s'appliquait directement. Les États-Unis – à l'instar de l'Organe d'appel – ont plutôt noté que l'article 14 donnait des indications contextuelles essentielles pour évaluer l'"avantage". Dans le cas des garanties de prêt, c'est l'article 14 c) qui est pertinent.

155. L'article 14 c) reconnaît qu'une garantie de prêt [a] pour seul but de soutenir une transaction de prêt; la garantie de[vient] une partie intégrante de cette transaction et n'[a] aucune valeur en dehors de la transaction. La commission particulière fixée pour une garantie dépend des conditions de la transaction de prêt correspondante, des parties à la transaction de prêt correspondante, de la nature des marchandises qui sont achetées et vendues et d'un certain nombre d'autres facteurs. Inversement, il se peut que les conditions de la transaction de prêt correspondante ainsi que les coûts et les commissions associés à ce financement dépendent des commissions fixées.

---

[189] Réponse du Brésil à la question n° 100, paragraphe 226. Le Brésil affirme par la suite qu'il s'est acquitté de la charge de la preuve lui incombant en présentant sa "comparaison concernant les commissions perçues par l'ExIm Bank". *Ibid.*, paragraphe 244. Cette comparaison concernant les commissions ne constitue pas une analyse appropriée. De plus, les États-Unis ont démontré que les éléments des produits de l'ExIm Bank ne les rendaient pas comparables aux garanties au titre du GSM-102. Réponse des États-Unis à la question n° 98 (2 avril 2007).

[190] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 226 et note de bas de page 297.

[191] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 246.

[192] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 à 131.

[193] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 234.

156. Par conséquent, les rédacteurs ont expressément prévu qu'"une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera[it] pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra[it] à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions". Autrement dit, ils ont expressément reconnu qu'une évaluation du coût total de la transaction était nécessaire pour déterminer si un "avantage" était *effectivement* conféré par la garantie. Le Brésil n'a fourni aucune justification pour s'écarter de ce raisonnement.

101. Le Brésil fait valoir que "lorsque des garanties sont réservées aux cas où aucun crédit ne pourrait être obtenu autrement, il n'existe pas de "prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics" au sens de l'article 14 c) de l'Accord SMC". (première communication écrite du Brésil, paragraphe 375) Le Groupe spécial croit comprendre que cet argument du Brésil est axé sur le débiteur étranger. Le Brésil indique ailleurs que, dans la présente procédure, il s'intéresse avant tout à l'avantage accordé à l'exportateur des États-Unis (commissions). Ces deux arguments sont-ils contradictoires?

4. Point j) de la Liste exemplative

Questions posées aux deux parties

102. À votre avis, qu'est-ce qui explique les résultats différents obtenus par les deux méthodes prônées, d'une part, par les États-Unis, aux paragraphes 87 à 89 de leur première communication écrite et, d'autre part, par le Brésil, dans la pièce Bra-613 (mis à part la critique formulée par les États-Unis selon laquelle le Brésil n'a pas tenu compte des recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans ses calculs selon la méthode comptable fondée sur les liquidités, dont le Groupe spécial est déjà au courant)?

157. Les États-Unis apprécient l'observation formulée par le Brésil selon laquelle, conformément à la méthode comptable résultant de la réforme du crédit, "l'application de réestimations a pour effet de transformer le processus en méthode comptable rétrospective fondée sur les liquidités".[194] C'est justement à cause de telles réestimations que la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation est évidente.[195] Ainsi que le Brésil le note ailleurs dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, la méthode comptable requise au titre de la Loi de 1990 sur la réforme du crédit ""mesure de manière plus exacte les coûts des programmes de crédit fédéraux" par rapport à la méthode comptable basée sur les liquidités".[196]

158. Outre cette observation, les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs nombreux arguments concernant la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation qu'ils ont avancés dans leurs communications antérieures.[197]

103. Dans quelle mesure les éléments de preuve relatifs aux garanties émises au titre des trois programmes (GSM 102, GSM 103 et SCGP) conformément à l'ancien barème

[194] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 266.
[195] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 81 à 99.
[196] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphes 273 et 285.
[197] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 73 à 104; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 84 à 100.

des commissions sont-ils pertinents pour l'analyse au regard du point j) du programme GSM 102 révisé faite par le Groupe spécial?

159. Les États-Unis ont déjà répondu dans leurs communications antérieures à tous les arguments avancés par le Brésil en réponse à cette question. Le Brésil a simplement tort d'affirmer que la CCC "prévoit" que "les "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007 (et donc conformément au barème des commissions modifié du GSM 102) subiront des pertes à longue échéance".[198] À cet égard, les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leurs observations sur la réponse du Brésil à la question n° 105 ci-après ainsi qu'aux paragraphes 108 à 126 de leur communication présentée à titre de réfutation. En ce qui concerne les "résultats relatifs aux liquidités" avancés par le Brésil[199], les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter aux observations qu'ils ont formulées sur les réponses du Brésil aux questions n° 102 et 106.

104. Une commission fondée sur le risque doit-elle nécessairement tenir compte du risque débiteur étranger? Veuillez exposer votre point de vue et fournir des éléments pertinents à l'appui. Le risque débiteur étranger peut-il être traité différemment du risque pays à cet égard et, dans l'affirmative, pourquoi?

160. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leur réponse à la question n° 104[200] et ils font simplement observer encore une fois qu'ils établissent des limites internes par banque applicables à l'exposition aux éventuels défauts de paiement des banques débitrices étrangères lors de transactions individuelles.[201] Le Brésil ne conteste pas l'existence de telles limites, mais il indique que les États-Unis n'ont présenté "aucun élément de preuve" indiquant de quelle façon ils établissaient ces limites. En particulier, le Brésil donne à entendre que "la CCC ne tient pas compte des différences entre les notations de débiteurs étrangers non souverains dans un pays donné [mais] applique plutôt une notation unique ... à tous les débiteurs étrangers non souverains dans ce pays".[202] Le Brésil a tort.

161. Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, la CCC procède à une analyse indépendante de *chaque* banque étrangère pour établir la cote de risque de la banque et la limite par la banque qui en découle.[203] Le Bureau de la gestion du budget ("OMB") établit onze catégories de risque souverain et neuf catégories de risque non souverain qui sont utilisées par les organismes publics et les programmes visés par la Loi de 1990 sur la réforme du crédit fédéral.[204] La CCC se sert de la même méthode des catégories de risque pour classer les banques étrangères qu'elle agrée aux fins du programme GSM-102. De façon générale, si une banque est elle-même considérée comme souveraine, alors elle ne sera pas mieux notée que le pays souverain. De même, si une banque est considérée comme non souveraine, alors elle n'obtiendra généralement pas une meilleure notation que celle attribuée par l'OMB à son pays. Dans le cadre de son analyse indépendante de chaque banque,

[198] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 272.
[199] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphes 276 à 278.
[200] Réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 246 à 248.
[201] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78.
[202] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 281.
[203] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78.
[204] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78, note de bas de page 120; communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphe 118; "questions posées aux États-Unis à l'occasion de la consultation informelle", question n° 19 (pièce BRA-517).

la CCC utilise une approche CAMEL normalisée, qui lui permet d'évaluer l'adéquation du capital, la qualité de l'actif, la gestion, les bénéfices et la liquidité de la banque étrangère.[205]

105. Quelles considérations doivent guider le Groupe spécial pour décider d'accepter ou de refuser de nouveaux éléments de preuve ou arguments concernant des questions qui ont été examinées par le Groupe spécial initial? Veuillez répondre compte tenu de ce qui suit:

a) Le Groupe spécial initial a constaté que les estimations initiales des subventions, si elles ne représentaient pas des chiffres "réels", constituaient néanmoins une mesure fiable de l'évaluation de la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation effectuée par le gouvernement des États-Unis lui-même. Les États-Unis demandent-ils au Groupe spécial de réexaminer cette conclusion? (voir les paragraphes 108 et suivants de la première communication écrite des États-Unis)

b) Les États-Unis présentent des éléments de preuve qui démontrent, à leur avis, que la gestion des trois programmes examinés par le Groupe spécial initial n'a entraîné aucun coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis. Y a-t-il débat sur la question de savoir si le Groupe spécial peut ou devrait accepter les éléments de preuve des États-Unis à cet égard?

162. Premièrement, le Brésil a tort d'affirmer que "la CCC prévoit que les frais et pertes associés aux "cohortes" de garanties de crédit à l'exportation au titre du GSM 102 émises pendant les exercices budgétaires 2006, 2007 et 2008 dépasseront, à longue échéance, les commissions, pénalités et recouvrements".[206] Ainsi que les États-Unis l'ont expliqué, les estimations initiales de la subvention figurant dans le budget des États-Unis ne sont pas tirées de l'expérience spécifique des programmes de la CCC, ni ne constituent d'aucune façon une prévision de pertes.[207]

163. De plus, les États-Unis ne "demandent [pas] au Groupe spécial de la mise en conformité d'ignorer les constatations formulées par le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel" ni de rejeter "le fait que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont opté pour une évaluation prospective et tournée vers l'avenir conformément à une méthode "que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent pour évaluer le coût net à longue échéance estimé que représentent pour eux les garanties de crédit à l'exportation, au profit d'une évaluation purement rétrospective des résultats du programme".[208] Au contraire, les États-Unis ont expliqué en long et en large la viabilité prospective du programme[209] et – contrairement au Brésil – sa rentabilité selon la méthode résultant de la réforme du crédit "que les pouvoirs publics des États-Unis utilisent et sur laquelle ils se fondent".[210]

164. Une autre affirmation factuelle que le Brésil avance dans sa réponse à la question n° 105 mérite une réponse. Le Brésil attribue une importance erronée au "modèle de l'USDA" auquel il fait référence au paragraphe 302 de ses réponses et dans la pièce Bra-588. Il ne s'agit pas d'une référence

[205] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78, note de bas de page 120; réponses des États-Unis à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial, paragraphes 248, note de bas de page 266, et 279 à 283.

[206] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 284.

[207] Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 108 à 126.

[208] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 292.

[209] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 73 à 80; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 101 à 107, et 127 et 128.

[210] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 81 à 99; la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, paragraphes 84 à 100.

à un modèle propre à l'USDA concernant les "taux de perte attendus ou les coûts estimés des défauts de paiement" propres aux programmes de garantie du crédit à l'exportation de la CCC, ainsi que le Brésil l'affirme. Il ne s'agit plutôt que d'une référence à un modèle fondé sur les flux de liquidités que doivent appliquer tous les organismes publics des États-Unis qui accordent des crédits internationaux, modèle qui ne constitue qu'une étape initiale du processus budgétaire et qui doit, en tout état de cause, utiliser les cotes de risque et les taux de perte présumés que l'OMB demande à tous ces organismes d'observer, quelle que soit l'expérience particulière relative au programme.[211] L'OMB demande aussi à ces organismes d'utiliser "un calculateur de subventionnement du crédit … dont les organismes se servent pour convertir les flux de liquidités qu'elles ont estimés en valeurs actuelles".[212] On ne saurait en aucune façon considérer que ces chiffres indiquent que "la CCC anticipe des pertes".[213]

106. Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Brésil devrait inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 dans sa formule comptable fondée sur les liquidités (pièce Bra-613). Le Groupe spécial a-t-il raison de penser que la formule du Brésil n'inclut pas de montants correspondant 1) aux indemnités versées après 1992 au titre de garanties antérieures à 1992; et 2) aux commissions versées pour des garanties antérieures à 1992? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi il est pertinent ou dénué de pertinence d'inclure les recouvrements correspondant aux garanties antérieures à 1992 compte tenu du fait que les coûts et autres revenus liés aux mêmes garanties ne sont pas inclus.

165. Les États-Unis invitent respectueusement le Groupe spécial à se reporter à leur propre réponse à cette question[214] ainsi qu'à leurs observations ci-après sur la réponse du Brésil à la question n° 114.

Questions posées aux États-Unis

107. Qu'est-ce qui peut expliquer la différence entre l'"engagement de garantie du crédit" inscrit dans les états financiers de la CCC (qui semblent indiquer que l'application du programme représente un coût net pour les pouvoirs publics des États-Unis) et les éléments de preuve présentés par les États-Unis au paragraphe 87 de leur première communication écrite?

---

[211] United States Government Accountability Office Report to Congressional Committees (GAO-04-531) septembre 2004: Export Import Bank – OMB's Method for Estimating Bank's Loss Rates Involves Challenges and Lacks Transparency, page 7 (pièce US-73) ("Pour estimer le coût de leurs subventions, les organismes de crédit calculent des estimations de la performance future des prêts directs et garantis. La direction de l'organisme est responsable de la collecte de données pertinentes, suffisantes et fiables sur lesquelles fonder ces estimations. Pour estimer la performance future des prêts, les organismes disposent généralement de modèles fondés sur les flux de liquidités, ou de feuilles de calcul informatisées, qui incorporent des hypothèses sur les défauts de paiement, les remboursements anticipés et les recouvrements, et les moments auxquels ils ont lieu, et sont basés sur la nature de leur propre programme de crédit. Les organismes qui accordent des prêts à des emprunteurs nationaux élaborent généralement ces hypothèses sur les flux de liquidités, qui sont examinées par l'OMB, sur la base de leur expérience antérieure. *En ce qui concerne les crédits internationaux accordés par les États-Unis, l'OMB fournit les taux de perte attendus, englobant des hypothèses sur les défauts de paiement et les recouvrements, que les organismes devraient utiliser pour estimer le coût de leurs subventions*.") (pas d'italique dans l'original)

[212] United States Government Accountability Office Report to Congressional Committees (GAO-04-531) septembre 2004: Export Import Bank – OMB's Method for Estimating Bank's Loss Rates Involves Challenges and Lacks Transparency, page 10 (pièce US-73).

[213] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 302.

[214] Les États-Unis relèvent toutefois une erreur typographique dans leur réponse. Au paragraphe 261, la quatrième phrase devrait se lire comme suit: "En conséquence, le fait que le Brésil critique les États-Unis parce qu'ils ont inclus les recouvrements reçus avant 1992 (en fait les recouvrements qui remontent à 1980) est inexplicable – et tout à fait de mauvaise foi." Les États-Unis ont par mégarde employé la négation avant "inclus" dans la réponse.

108. Veuillez expliquer pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas considérer que le chiffre relatif à l'"engagement" figurant dans les états financiers de la CCC constitue, sinon le montant des pertes réelles, tout au moins une estimation fiable de la perception par la CCC elle-même du coût des programmes pour les pouvoirs publics depuis leur mise en place. Le Groupe spécial a-t-il tort de penser qu'un "engagement de garantie du crédit" (credit guarantee liability) dans ce contexte signifie que la CCC estime que les programmes ne couvriront pas leurs frais et leurs pertes à longue échéance?

109. Veuillez indiquer au Groupe spécial s'il y a eu des cas de rééchelonnements avant que des défauts se soient produits et que la CCC ait versé des indemnités.

110. Est-il possible de calculer l'"estimation des subventions après déduction des réestimations" pour le GSM 102 seulement (comme les États-Unis l'ont fait pour l'ensemble des trois programmes au paragraphe 87)? Dans l'affirmative, veuillez fournir un tableau présentant les résultats de ce calcul.

111. Au paragraphe 7.853, le Groupe spécial initial a indiqué ce qui suit: "nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils dis[ent] que nous devrions "retirer" les données concernant certaines cohortes plus récentes de notre analyse". Les États-Unis demandent-ils que le présent Groupe spécial retire les données concernant les cohortes les plus récentes (le tableau figurant au paragraphe 87 de la première communication écrite des États-Unis comprend des données qui ne vont que jusqu'en 2005)? Pourquoi le présent Groupe spécial devrait-il faire ce que le Groupe spécial initial a refusé de faire? Quel serait le résultat des réestimations effectuées par les États-Unis si les estimations initiales des subventions pour les cohortes 2006 et 2007 étaient incluses?

112. Veuillez expliquer si et comment la CCC limite les risques ou contrôle les frais afférents au programme GSM 102 en ce qui concerne les cotes de crédit individuelles des banques étrangères.

113. Veuillez expliquer si et en quoi les catégories de risque pays de la CCC correspondent aux notations de l'ICRAS.

Question posée au Brésil

114. Le Brésil fait valoir que "le fait que, si l'on considère les données sous un certain angle, les États-Unis ont contre toute attente couvert leurs frais et leurs pertes pendant plusieurs années ne veut pas dire que les programmes de garantie du crédit à l'exportation sont structurés et conçus à cette fin" (paragraphe 503 de la réfutation du Brésil). Le Brésil fait-il valoir que les éléments de preuve concernant la gestion et la "rentabilité" réelles du programme (autrement dit des éléments de preuve rétrospectifs) ne sont pas pertinents pour l'analyse du Groupe spécial au titre du point j)?

166. Les États-Unis notent qu'il apparaît maintenant que le Brésil préconise exclusivement l'utilisation des "résultats relatifs aux liquidités" aux fins d'une analyse au titre du point j).[215] Ainsi, il apparaît que *le Brésil renonce totalement à la position qu'il avait adoptée dans la procédure du Groupe spécial initial* concernant la méthode comptable résultant de la réforme du crédit, un retournement de position qui ne peut s'expliquer que par le fait que cette méthode confirme

[215] Réponses du Brésil à la deuxième série de questions, paragraphe 314.

maintenant la solide rentabilité des programmes, ce qui nuit directement à la théorie avancée par le Brésil dans la présente procédure. Les États-Unis rappellent que le Brésil avait auparavant dit qu'"il ne souhait[ait] *pas* que cette formule construite révisée *remplace* la formule utilisée par les pouvoirs publics des États-Unis eux-mêmes pour suivre les coûts des programmes de garantie de la CCC, conformément à la Loi fédérale sur la réforme du crédit des États-Unis".[216] La réponse du Brésil à la question n° 114 posée par le Groupe spécial de la mise en conformité témoigne d'un renversement complet de position.

167. Bien que les positions du Brésil sur la question puissent évoluer pour s'adapter aux résultats que le Brésil privilégie, des éléments de preuve accablants confirment la rentabilité des programmes de garantie du crédit à l'exportation. Ces éléments de preuve contredisent directement les allégations formulées par le Brésil selon lesquelles les primes perçues au titre de ces programmes sont insuffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes des programmes.

[216] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après sa première réunion de fond, paragraphe 164 (question n° 77) (11 août 2003). (pas d'italique dans l'original)

ANNEXE E

COMMUNICATIONS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe E-1	Lettre des États-Unis datée du 7 novembre 2006	E-2
Annexe E-2	Lettre des États-Unis datée du 20 novembre 2006	E-6
Annexe E-3	Lettre des États-Unis datée du 21 novembre 2006	E-10
Annexe E-4	Lettre du Brésil datée du 22 novembre 2006	E-12
Annexe E-5	Lettre du Brésil datée du 24 novembre 2006	E-15
Annexe E-6	Lettre du Brésil datée du 18 décembre 2006	E-17
Annexe E-7	Lettre des États-Unis datée du 19 décembre 2006	E-19
Annexe E-8	Lettre du Brésil datée du 22 janvier 2007	E-22
Annexe E-9	Lettre du Brésil datée du 7 février 2007	E-24
Annexe E-10	Lettre des États-Unis datée du 12 février 2007	E-25

ANNEXE E-1

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

(7 novembre 2006)

Les États-Unis ont reçu une communication du Brésil, datée du 1er novembre 2006, ainsi que la lettre du Groupe spécial, du 2 novembre 2006, les invitant à formuler des observations sur cette communication. Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter les observations ci-après en réponse à l'invitation du Groupe spécial.

Dans sa communication du 1er novembre, le Brésil demande au Groupe spécial de demander aux États-Unis tous les documents et renseignements énumérés à l'annexe 1 de cette communication – correspondant à plus de 35 demandes de données ou documents[1] – car "le *Brésil* considère ... qu'il est "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité demande [ces] documents et renseignements".[2] Pour les raisons exposées plus loin, les États-Unis demandent au Groupe spécial de s'abstenir d'accéder à la demande du Brésil.

Il apparaît que la demande du Brésil repose sur la supposition erronée selon laquelle l'article 13:1 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") autorise les groupes spéciaux à recueillir pour une partie plaignante des renseignements que celle-ci juge "nécessaires et appropriés". Cette supposition erronée est manifeste tant dans l'affirmation selon laquelle "le Brésil considère ... qu'il est "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité demande [ces] documents et renseignements"[3] que dans les demandes que le Brésil présente à l'annexe 1 de sa communication du 1er novembre.[4] Toutefois, contrairement à ce que suppose le Brésil, l'article 13:1 n'est pas destiné à faciliter la tâche des parties au différend ou à être utilisé par ces parties. Au lieu de cela, comme l'Organe d'appel l'a souligné, cet article autorise un groupe spécial "à demander des renseignements et des avis … pour *l'*aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties".[5] De fait, l'Organe d'appel a mis en garde contre l'utilisation de ce pouvoir, au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, "pour plaider la cause d'une partie plaignante".[6] Les États-Unis notent le moment choisi par le Brésil pour présenter sa demande – c'est-à-dire avant même qu'il n'ait présenté un seul argument ou élément de preuve et donc avant même d'avoir pu établir

---

[1] Le Brésil dresse une liste de 23 questions distinctes qu'il demande au Groupe spécial de poser aux États-Unis, dont un grand nombre comportent plusieurs parties et sous-parties (par exemple, la question n° 1, où le Brésil demande des renseignements sur le "programme de versements directs et le programme de versements anticycliques", comporte quatre parties, A à D, dont plusieurs comportent elles-mêmes différentes sous-parties). Selon le calcul des États-Unis, il y a au moins 35 demandes distinctes de données ou de documents, si l'on tient compte uniquement des principales parties des questions qui figurent à l'annexe.

[2] Communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, paragraphe 3. (pas d'italique dans l'original)

[3] Communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, paragraphe 3.

[4] Dans la partie A de l'annexe, par exemple, le Brésil déclare ce qui suit: "*Le Brésil* demande des renseignements actualisés sur les superficies plantées en coton upland et les superficies de base au titre du programme de versements directs et du programme de versements anticycliques pour chacune des campagnes de commercialisation 2003, 2004, 2005 et 2006." De même, "*[l]e Brésil* demande aussi des renseignements sur les superficies de base et les superficies plantées pour d'autres cultures "visées par les programmes"". Et "*[l]e Brésil* demande que ces renseignements soient présentés sous la forme spécifiée par le Groupe spécial". Communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, annexe 1, partie A, paragraphe 1. (pas d'italique dans l'original)

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, paragraphe 129 (adopté le 19 mars 1999) ("*Japon – Variétés (Organe d'appel)*"). (pas d'italique dans l'original)

[6] *Japon – Variétés (Organe d'appel)*, paragraphe 129.

prima facie le bien-fondé de ses allégations – et le volume considérable de documents et de renseignements qu'il demande au Groupe spécial de demander aux États-Unis. Compte tenu de ce qui précède, il est difficile de concevoir que la demande du Brésil soit autre chose qu'une tentative visant à amener le Groupe spécial à plaider sa cause à sa place.

En tout état de cause, les États-Unis notent que l'article 13:1 du Mémorandum d'accord dispose que les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à "toute demande de renseignements présentée par *un groupe spécial* qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés". (pas d'italique dans l'original) C'est donc le "groupe spécial" – et non la partie plaignante – qui a "la liberté"[7] de décider quels renseignements sont "nécessaires et appropriés" *aux fins des travaux du groupe spécial*[8] au sens de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le terme "necessary" (nécessaire) signifie "[t]hat which cannot be dispensed with or done without; requisite, essential, needful"[9] (dont on ne peut se passer, qui est requis, essentiel, indispensable) et le terme "appropriate" (approprié) signifie "specially suitable … proper, fitting"[10] (particulièrement indiqué … adéquat, convenable). Le Brésil n'explique pas de quelle manière le Groupe spécial peut déterminer si l'un quelconque des documents et renseignements énumérés à l'annexe 1 est "essentiel" ou "indiqué" pour qu'il puisse procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi – sans pour autant les utiliser pour établir *prima facie* le bien-fondé des allégations du Brésil à sa place – avant que l'une ou l'autre des parties n'ait même eu la possibilité de présenter des arguments ou des éléments de preuve pour étayer son argumentation.

Les États-Unis notent que des demandes similaires, prématurées, présentées par le Brésil au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord dans le cadre d'autres différends ont été rejetées. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs* (DS70), le Brésil – d'une manière qui fait beaucoup penser à la présente procédure – a présenté une lettre avant que l'une ou l'autre des parties n'ait présenté sa première communication écrite, en demandant au Groupe spécial de demander des renseignements détaillés au Canada, au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial s'est abstenu d'accéder

---

[7] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R, paragraphe 84 (adopté le 22 avril 1998) ("*Argentine – Textiles (Organe d'appel)*"). Dans ce différend, l'Organe d'appel a rejeté l'allégation de l'Argentine, selon laquelle le Groupe spécial avait fait erreur en "n'accédant pas à la requête des parties, qui l'avaient invité à demander des renseignements au FMI et à le consulter pour obtenir son avis sur des aspects spécifiques de la question" dont il était saisi. Rappelant le raisonnement qu'il avait tenu lors de différends antérieurs – en particulier, dans son rapport sur l'affaire *CE – Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, paragraphe 147 (adopté le 13 février 1998) –, l'Organe d'appel a expliqué que "l'article 13 du Mémorandum d'accord habilit[ait] un groupe spécial à demander des renseignements et des avis techniques comme il le juge[ait] approprié pour une affaire donnée et que le Mémorandum d'accord laiss[ait] "au groupe spécial la liberté de déterminer si l'établissement d'un groupe consultatif d'experts [était] nécessaire ou approprié". Tout comme un groupe spécial [était] libre de déterminer comment demander l'avis d'experts, il [était] libre de déterminer s'il [devait] ou non demander des renseignements ou l'avis d'experts." *Argentine – Textiles (Organe d'appel)*, paragraphe 84. *Voir aussi Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, paragraphe 302 (adopté le 23 octobre 2002) (expliquant que "[l]es déclarations que nous avons faites dans les affaires *CE – Hormones* [*Argentine – Textiles*] et *États-Unis – Crevettes*, étayent toutes la conclusion selon laquelle, au titre de l'article 13:2 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ont le pouvoir discrétionnaire de déterminer *s'il y a lieu ou non* de demander des renseignements à des sources extérieures".). (italique dans l'original)

[8] Le but des travaux du groupe spécial est de procéder à une évaluation objective de la question dont celui-ci est saisi et de formuler des constatations propres à aider l'ORD, comme le prévoit l'article 11 du Mémorandum d'accord. Contrairement à ce que le Brésil semble croire, il ne s'agit nullement pour le groupe spécial de plaider la cause de l'une des parties. Au lieu de cela, les renseignements demandés par un groupe spécial au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord pourraient l'aider à comprendre les éléments de preuve et les arguments qui ont été présentés.

[9] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 1895 (Clarendon Press 1993).

[10] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 103.

à cette demande, en indiquant qu'il serait "absurde" de demander des renseignements "avant d'avoir reçu au moins les premières communications écrites des deux parties … car [cela] irait directement à l'encontre du but même des parties qui présentent des communications écrites".[11] Cette même considération s'applique ici avec la même force.

Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Canada – Aéronefs II* (DS222) a également rejeté une requête semblable du Brésil, visant à demander des renseignements à la partie défenderesse, requête qui avait été présentée avant que l'une ou l'autre des parties n'ait déposé de communications écrites. Ce groupe spécial a répondu qu'"[il] ne juge[ait] pas approprié de demander des documents ou des renseignements à une partie tant qu'[il] n'aura[it] pas au moins eu la possibilité d'examiner l[es] première[s] communication[s] écrite[s] de[s] [deux] partie[s]".[12] Bien qu'il ait effectivement demandé des renseignements au Brésil et au Canada conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord après avoir examiné les premières communications écrites des parties, le Groupe spécial a expliqué que "puisqu'[il n'était] pas une commission d'enquête, [il n'avait] pas jugé approprié de demander des renseignements et/ou des documents supplémentaires sur la base de la demande générale présentée par le Brésil [avant que les parties n'aient présenté de communications écrites]. [Il avait] seulement jugé approprié de demander des renseignements/documents supplémentaires au Canada *sur la base des renseignements et/ou d'arguments spécifiques présentés par le Brésil*."[13] Dans le présent différend, en revanche, le Brésil n'a encore présenté de "renseignements et/ou arguments spécifiques", *quels qu'ils soient*, sur lesquels le Groupe spécial pourrait se fonder pour demander des renseignements.

De fait, l'unique argument du Brésil est que les renseignements demandés à l'annexe 1 sont "nécessaire[s] et approprié[s] … vu l'importance accordée à ces renseignements *par le Groupe spécial dans la procédure initiale*".[14] Le Brésil ne démontre même pas que cette affirmation est exacte d'un point de vue factuel. Il n'explique pas, par exemple, à quel moment, dans la procédure initiale, le Groupe spécial a, selon ses allégations, demandé ou reçu chacun des documents et renseignements auxquels, d'après ce qu'il affirme, le Groupe spécial a "accordé de l'importance", ni dans quel contexte le Groupe spécial a, selon ses allégations, examiné ces renseignements, ni quelle importance spécifique le Groupe spécial a, selon ses allégations, accordée à ces renseignements. En fait, comme l'essentiel des renseignements demandés par le Brésil portent sur des périodes *postérieures à* la procédure du Groupe spécial initial, on ne sait même pas très bien comment ce groupe spécial aurait pu en être saisi.

Même si l'on laisse cela de côté, les États-Unis notent que les questions examinées dans le cadre d'une procédure au titre de l'article 21:5 ne sont pas les mêmes que celles qui sont examinées lors d'une procédure initiale. Dans la présente procédure, le Groupe spécial est chargé de se prononcer sur les désaccords entre les États-Unis et le Brésil "au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD.[15] Le Groupe spécial n'était pas saisi de ces questions dans la procédure initiale;

---

[11] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, paragraphe 9.50 (adopté le 20 août 1999, tel qu'il a été confirmé par le rapport de l'Organe d'appel) ("*Canada – Aéronefs (Groupe spécial)*"). Dans ce différend, le groupe spécial a attendu d'avoir reçu les *deuxièmes* communications écrites et orales des parties avant de demander des renseignements au Canada conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord; à cette date, il avait identifié certains renseignements spécifiques dont *il* avait besoin pour examiner les questions dont il était saisi. *Canada – Aéronefs (Groupe spécial)*, paragraphe 9.53.

[12] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R et Corr.1, paragraphe 7.134 (adopté le 19 février 2002) ("*Canada – Aéronefs II (Groupe spécial)*"), paragraphe 7.134.

[13] *Canada – Aéronefs II (Groupe spécial)*, paragraphe 7.136. (pas d'italique dans l'original)

[14] Communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, paragraphe 3.

[15] Mémorandum d'accord, article 21:5.

d'ailleurs, il n'aurait pas pu en être saisi car il n'y avait pas à ce moment-là de recommandation ou décision de l'ORD et il n'y avait donc aucun fondement, durant la procédure du Groupe spécial initial, permettant de déterminer si des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions existaient ou étaient compatibles avec les règles de l'OMC. En conséquence, même si le Groupe spécial, dans la procédure initiale, *avait* accordé de l'importance à des renseignements particuliers spécifiés à l'annexe 1, cela ne signifierait pas que ces mêmes renseignements seraient obligatoirement "nécessaires et appropriés" dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Le Groupe spécial pourrait uniquement faire une détermination dans ce sens après avoir examiné les éléments de preuve et les arguments des parties dans le présent différend.

Enfin, le Brésil fait valoir que le Groupe spécial doit collecter les renseignements indiqués à l'annexe 1 "à ce stade précoce de la procédure … vu les délais plus courts prévus à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pour la procédure de groupe spécial".[16] Toutefois, rien dans le Mémorandum d'accord ne donne à penser qu'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 peut renoncer au profit des parties à *son* pouvoir discrétionnaire de demander les renseignements qu'*il* juge "nécessaires et appropriés", sous le seul prétexte qu'une procédure au titre de l'article 21:5 suppose des délais plus courts qu'une procédure initiale. La demande prématurée du Brésil ne constitue pas un fondement valable permettant au Groupe spécial de décider de faire usage de ce pouvoir discrétionnaire.

Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de s'abstenir d'accéder à la demande du Brésil. Si le Brésil devait présenter une demande à un moment plus approprié de la présente procédure, il lui faudrait tout de même expliquer pour quelle raison, compte tenu des éléments de preuve et arguments présentés par les parties *dans la présente procédure*, le Groupe spécial devrait considérer que les renseignements demandés sont "nécessaires et appropriés" pour son évaluation objective de la question. Les États-Unis ont du mal à comprendre en quoi les renseignements spécifiés dans la demande actuelle sont autre chose que des éléments de preuve dont le *Brésil* souhaiterait disposer (car il espère que ces renseignements permettront peut-être d'établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations à sa place).

[16] Communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, paragraphe 3.

ANNEXE E-2

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

(20 novembre 2006)

Les États-Unis ont reçu la première communication écrite du Brésil, datée du 17 novembre 2006. Les États-Unis notent que la communication proprement dite a 173 pages, auxquelles s'ajoutent 89 pages d'argumentation dans les annexes et 144 pièces. Après un premier examen pendant le week-end, ils constatent que ce document comprend aussi un modèle économétrique qui, à première vue, est sensiblement différent du modèle présenté par le même économiste lors de la procédure initiale pour étayer les arguments du Brésil. Compte tenu de la longueur de la communication brésilienne, de la complexité des questions soulevées et des analyses économétriques présentées par le Brésil, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de réviser le délai qui leur est accordé pour établir leur première communication écrite en reportant la date limite au 29 décembre 2006. Non seulement cette date est appropriée étant donné les circonstances tout à fait particulières du présent différend, mais aussi elle est nécessaire pour qu'il ne soit pas porté préjudice aux États-Unis.

L'article 12:4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") dispose ce qui suit: "Lorsqu'il établira le calendrier de ses travaux, le Groupe spécial ménagera aux parties au différend un délai suffisant pour rédiger leurs communications." En outre, l'article 12:2 du Mémorandum d'accord dispose que "[l]a procédure des groupes spéciaux devrait offrir une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, sans toutefois retarder indûment les travaux des groupes". Ces deux dispositions viennent étayer la demande des États-Unis.

Premièrement, vu la complexité, la longueur et le volume des documents présentés par le Brésil dans le cadre de sa première communication, la période de trois semaines fixée dans le calendrier actuel pour l'établissement de la première communication écrite des États-Unis ne "ménage" pas aux États-Unis "un délai suffisant" pour rédiger cette communication. De fait, la capacité des États-Unis à se défendre face aux allégations du Brésil serait sérieusement compromise s'ils ne disposaient pas d'un délai supplémentaire pour examiner la première communication écrite du Brésil et mettre au point une réponse à cette communication.

Pour donner un élément de comparaison, l'examen des communications présentées dans la quasi-totalité des 20 procédures engagées au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord – à deux exceptions près – montre que la communication du Brésil dans le présent différend est la plus volumineuse de toutes les premières communications écrites déposées dans ce type de procédure. En fait, comme le montre le tableau ci-dessous, il y a eu au moins trois procédures au titre de l'article 21:5 pour lesquelles la partie défenderesse a bénéficié d'un délai *plus long* pour rédiger sa première communication écrite que celui que le calendrier ménage aujourd'hui aux États-Unis. Dans chacun de ces différends, toutefois, la première communication écrite de la partie plaignante ne représentait qu'*un cinquième* environ *ou moins d'un cinquième* de la première communication du Brésil.

Différend	Première communication de la partie plaignante (nombre de pages)	Délai pour l'établissement de la première communication de la partie défenderesse (nombre de jours)
États-Unis – Bois de construction (article 21:5 – Canada) (DS277)	55	30
Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis) (DS245)	34	24
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie) (DS58)	46*	23
***États-Unis – Coton upland* (article 21:5 – Brésil) (DS267)**	**262***	**21**

* Corps du texte et annexe(s).

Il est tout aussi important de noter qu'aucun de ces différends, pour lesquels la partie défenderesse a bénéficié d'un délai plus long pour rédiger sa première communication écrite que celui que le calendrier ménage aujourd'hui aux États-Unis, ne concernait des allégations, aussi diverses et complexes, des pièces aussi nombreuses ou des questions économiques aussi complexes (y compris les analyses économétriques) que celles que le Brésil a présentées dans sa première communication en l'espèce.

En réalité, la première communication écrite du Brésil est plus comparable, par sa taille et sa complexité, à la première communication déposée récemment par les États-Unis, en tant que partie plaignante, dans l'affaire *Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs* (DS316). Cette communication comportait 249 pages de texte proprement dit et, comme dans le présent différend, les allégations formulées portaient sur des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action.[1] Toutefois, dans le différend sur lequel porte le document DS316, les Communautés européennes ont eu plus de *12 semaines* pour établir leur première communication écrite. Les États-Unis sont fermement convaincus qu'il est dans l'intérêt des deux parties – et, d'ailleurs, de tous les Membres qui ont un intérêt systémique dans le différend – que les groupes spéciaux aient accès à l'intégralité des données de fait et arguments des parties et que leurs arguments respectifs soient examinés d'une manière approfondie. Les États-Unis supposent que le Brésil partage cet avis et ont donc du mal à comprendre pourquoi il s'oppose, dans la présente procédure, à ce que les États-Unis bénéficient d'une possibilité raisonnable de réponse.[2]

Cette demande constitue la période minimale qui ménagerait à chacune des parties un "délai suffisant" pour rédiger ses communications, ce qui aiderait par là même le Groupe spécial à procéder à une évaluation objective de la question (article 11 du Mémorandum d'accord) et à établir un rapport de haute qualité (article 12:2 du Mémorandum d'accord). De plus, la demande des États-Unis ne "retarder[ait] [pas] indûment les travaux d[u] groupe[]". Les États-Unis ne demandent pas 12 semaines comme il a été accordé à la partie défenderesse dans l'affaire DS316; ils demandent moins de la moitié.

[1] Toutefois, dans le présent différend, le Brésil formule également des allégations au titre de l'*Accord sur l'agriculture*.

[2] Par exemple, le Brésil a fait valoir lors de la réunion d'organisation que les États-Unis devraient disposer de *deux* semaines seulement pour mettre au point leur réponse, alors même qu'il devait connaître à ce moment-là la taille et la portée de sa première communication écrite (ou qu'il en avait une très bonne idée). Il est difficile de concilier la position du Brésil et la déclaration qu'il a faite à cette même réunion, selon laquelle il souhaitait aider le Groupe spécial à établir un rapport de haute qualité. Les États-Unis, en revanche, ne se sont pas opposés à la demande du Brésil, qui souhaitait avoir un délai supplémentaire pour établir sa première communication, même si le moment choisi pour débuter la présente procédure a toujours été sous son contrôle.

La demande des États-Unis n'aurait pas non plus d'incidence sur le calendrier général de la procédure. En fait, même si l'on modifie les dates de dépôt ultérieures pour tenir compte de cette demande tout en maintenant les délais fixés dans le calendrier actuel, il restera encore deux semaines entre la dernière communication et la réunion avec le Groupe spécial, ce qui permettra d'en maintenir la date.[3]

En outre, comme le Groupe spécial s'en souviendra, dans une communication datée du 1er novembre 2006, le Brésil lui a demandé de demander aux États-Unis plus de 35 données et documents, officiellement en vertu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, en affirmant que "le Brésil considér[ait] qu'il [était] "nécessaire et approprié" que le Groupe spécial de la mise en conformité demande [ces] documents et renseignements".[4] Après examen de cette demande et des observations formulées en réponse par les États-Unis, le Groupe spécial a indiqué qu'il ne prendrait pas de décision à cet égard tant qu'il n'aurait pas eu la possibilité d'examiner la première communication du Brésil.[5] Après un premier examen de cette communication, les États-Unis notent que le Brésil n'a pas expliqué pour quelle raison le Groupe spécial devrait considérer que chacun des points énumérés dans sa communication du 1er novembre était "nécessaire et approprié" au sens de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. En fait, le Brésil n'a même pas fait référence à la grande majorité des documents et renseignements qu'il avait demandés au Groupe spécial de solliciter.[6] Comme le Brésil n'a pas jugé que ces éléments étaient importants pour établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations, les États-Unis présument qu'il a renoncé à sa demande les concernant.

Les demandes du Brésil peuvent être rejetées sur cette seule base. En outre, les États-Unis prévoient d'inclure dans leur première communication écrite d'autres observations qui sont pertinentes pour les documents et renseignements demandés par le Brésil. Ils estiment que ces observations, et les éléments de preuve et arguments qu'ils présenteront eux-mêmes, aideront le Groupe spécial à déterminer si des renseignements sont "nécessaires et appropriés", aux fins de ses travaux, au sens de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.

C'est exactement ce que les groupes spéciaux ont noté dans les deux différends *Canada – Aéronefs* (DS70 et DS222), dans lesquels le Brésil a présenté des demandes tout aussi prématurées concernant l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Par exemple, dans l'affaire *Canada – Aéronefs* (DS70), le Groupe spécial a expliqué qu'il serait "absurde" de demander des renseignements "avant d'avoir reçu au moins les premières communications écrites *des deux parties* … car [cela] irait directement à l'encontre du but même des parties qui présentent des communications écrites".[7] De même, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs II* (DS222) a indiqué qu'il "ne juge[ait] pas approprié de demander des documents ou des renseignements à une partie tant qu'[il] n'aura[it] pas au moins eu la

[3] Les nouvelles dates seraient les suivantes: a) première communication écrite des États-Unis (29 décembre); b) communications des tierces parties (5 janvier); c) communication présentée par le Brésil à titre de réfutation (11 janvier); et d) communication présentée par les États-Unis à titre de réfutation (30 janvier). La date de la réunion avec le Groupe spécial resterait inchangée, les 13 et 14 février. Dans le cas où l'OMC ne pourrait pas recevoir de communication le 29 décembre, la première communication écrite des États-Unis pourrait être présentée le premier jour ouvré qui suivrait cette date.

[4] Communication du Brésil, datée du 1er novembre 2006, paragraphe 3.

[5] Communication des États-Unis datée du 7 novembre 2006.

[6] En réalité, la référence que fait le Brésil à la demande adressée au Groupe spécial pour qu'il collecte des données au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord porte uniquement sur un petit nombre de points mentionnés à la partie A de l'annexe de sa communication du 1er novembre (qui concernent les superficies de base et les superficies plantées). Il ne mentionne même pas les 25 demandes de données et documents figurant à la partie B de l'annexe de cette communication.

[7] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, paragraphe 9.50 (adopté le 20 août 1999, tel qu'il a été confirmé par le rapport de l'Organe d'appel). (pas d'italique dans l'original)

possibilité d'examiner *l[es] première[s] communication[s] écrite[s] de[s] [deux] partie[s]*".[8] Le raisonnement tenu par ces groupes spéciaux – selon lequel il n'est pas fondé d'utiliser l'article 13:1 du Mémorandum d'accord pour devancer la procédure normale de présentation des communications – s'impose également dans la présente procédure.

[8] Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222/R, paragraphe 7.134 (adopté le 19 février 2002). (pas d'italique dans l'original)

ANNEXE E-3

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

(21 novembre 2006)

Les États-Unis ont reçu la communication du 8 novembre 2006 du Groupe spécial, dans laquelle celui-ci les invitait à formuler des observations concernant les dispositions logistiques qui pourraient être prises en vue de l'ouverture au public d'une partie de la réunion du Groupe spécial à laquelle les parties sont invitées à comparaître.[1] Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter les observations ci-après en réponse à la demande du Groupe spécial.

Avant toute chose, les États-Unis invitent de nouveau le Brésil à s'associer à leur demande visant à ce que la réunion du Groupe spécial soit ouverte au public. Par ailleurs, les États-Unis ont invoqué leur droit, au titre de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*, de communiquer au public leurs propres positions et, comme moyen approprié d'y parvenir, ont demandé au Groupe spécial d'exercer son pouvoir pour rendre publiques les déclarations et les réponses aux questions présentées par les États-Unis lors de la réunion du Groupe spécial.

Les États-Unis estiment que les dispositions logistiques à prendre à cette fin pourraient être relativement simples, tout en fournissant un accès appréciable aux autres Membres de l'OMC et au public. Comme les États-Unis l'ont souligné durant la réunion d'organisation du 6 novembre 2006, des réunions ouvertes se sont déroulées de manière satisfaisante dans le cadre des différends *Hormones – Mise en conformité* actuels opposant les Communautés européennes aux États-Unis (DS320) et au Canada (DS321). Dans ces différends, la première et la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties et la réunion avec les experts scientifiques ont fait l'objet d'une diffusion par télévision en circuit fermé, dans une salle distincte du bâtiment de l'OMC, où les Membres de l'OMC et le public ont pu suivre les débats. Les États-Unis estiment que les procédures utilisées dans ces différends pourraient être adaptées et utilisées avec succès dans le présent différend, et cela de la manière suivante:

- l'approche logistique retenue dans les différends *Hormones – Mise en conformité* a nécessité deux pièces (une pour la réunion du Groupe spécial, l'autre pour suivre la diffusion), une caméra dans la salle de réunion, une liaison entre les deux pièces et un soutien technique;

- à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, dans le différend *Hormones – Mise en conformité*, la salle W a été utilisée pour la réunion du Groupe spécial et la salle CR comme salle de diffusion. Pour la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties et la réunion avec les experts scientifiques, la salle CRI a été utilisée pour la réunion du Groupe spécial et la salle CRII comme salle de diffusion pour le public. Les États-Unis croient comprendre, selon les premières demandes effectuées, que les salles CRI et CRII seront disponibles les 13 et 14 février 2007, c'est-à-dire les dates actuellement prévues pour la réunion du Groupe spécial dans le cadre du présent différend.

[1] Il est fait référence à la réunion du Groupe spécial à laquelle les parties sont invitées à comparaître au paragraphe 2 des procédures de travail du Groupe spécial.

- lors des réunions qui ont eu lieu dans le différend *Hormones – Mise en conformité*, une caméra a été utilisée pour transmettre l'image et le son (y compris les traductions simultanées), par l'intermédiaire d'un circuit fermé, de la salle de réunion à la salle de diffusion publique. Les États-Unis imaginent que les mêmes modalités pourraient être utilisées dans le présent différend[2];

- comme le Brésil n'a pas encore accepté de rendre publiques ses propres déclarations et réponses aux questions, le système vidéo et le son seraient éteints pendant que le Brésil ferait ses exposés. Une possibilité serait de relier ce système à une commande unique permettant d'allumer ou d'éteindre selon que de besoin. Le Groupe spécial pourrait demander qu'un membre du Secrétariat l'aide dans cette tâche durant la réunion;

- on ne sait pas encore clairement si des renseignements confidentiels seront en cause dans la présente procédure. Si tel est le cas, les parties des déclarations ou des réponses des États-Unis portant sur des renseignements confidentiels ne seraient pas rendues publiques. Des garanties additionnelles pourraient être prises pour prévenir la divulgation de renseignements confidentiels. Par exemple, il pourrait être possible de prévoir un décalage dans la diffusion afin de s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel n'est divulgué par inadvertance;

- les États-Unis imaginent que les tierces parties conserveraient leur aptitude à décider si leurs communications et déclarations seraient rendues publiques. Les déclarations qui seraient confidentielles ne seraient pas diffusées;

- dans les différends *Hormones – Mise en conformité*, le Secrétariat a fait en sorte que deux places au moins soient réservées dans la salle de diffusion à chacune des délégations des Membres de l'OMC. Les États-Unis croient comprendre qu'un certain nombre de délégations, y compris celles du Brésil, ont profité de cette possibilité pour suivre l'une des réunions du Groupe spécial, ou les deux, ou la réunion avec les experts scientifiques. Les délégations qui souhaitaient réserver des places supplémentaires ont été invitées à en informer le Secrétariat. Un certain nombre de places supplémentaires ont été réservées au public et attribuées par le Secrétariat, dans l'ordre des demandes, dès réception du formulaire d'inscription dûment complété. Le Secrétariat a annoncé la tenue de la réunion ouverte au public sur son site Web et a également mis les formulaires d'inscription en ligne en utilisant le même avis et les mêmes modes d'inscription que pour le symposium public de l'OMC. Quelques jours avant la date, le Bureau des relations extérieures de l'OMC a traité les demandes reçues et délivré des badges aux participants. Une approche semblable pourrait être utilisée dans le présent différend.

Comme nous l'avons souligné, ces dispositions logistiques sont fondées sur celles qui ont été utilisées de manière satisfaisante dans les différends *Hormones – Mise en conformité*. Les États-Unis sont prêts à continuer de collaborer avec le Brésil, le Groupe spécial et le Secrétariat pour mettre au point toutes autres dispositions nécessaires aux fins du présent différend.

[2] Les enregistrements vidéo et audio n'ont pas été autorisés dans les différends *Hormones – Mise en conformité*. Les États-Unis imaginent qu'ils ne seraient pas non plus autorisés dans la présente procédure.

ANNEXE E-4

LETTRE DU BRÉSIL

(22 novembre 2006)

1. Le Brésil a reçu une lettre datée du 20 novembre 2006 des États-Unis dans laquelle ceux-ci cherchaient à retarder la procédure du présent Groupe spécial en demandant un délai supplémentaire pour déposer leur première communication écrite. Les États-Unis demandent également que le Groupe spécial ne fasse pas usage de son pouvoir discrétionnaire, au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), pour demander aux États-Unis de présenter les renseignements spécifiés dans la lettre du Brésil datée du 1er novembre 2006.

2. Le Brésil s'oppose vigoureusement à ces deux demandes pour les raisons exposées plus bas.

Demande en vue de retarder le dépôt de la première communication écrite des États-Unis

3. Le Brésil conteste la tentative des États-Unis de demander un délai de plus de trois semaines pour établir leur première communication écrite.

4. Premièrement, le Brésil note que, dans sa communication du 8 novembre 2006, le Groupe spécial a indiqué qu'il modifierait peut-être son calendrier compte tenu de l'"évolution imprévue des circonstances". Toutefois, ni la longueur, ni la teneur et le fond de la première communication écrite du Brésil ne constituent une "évolution imprévue des circonstances", au sens de cette note de bas de page. En fait, les questions centrales soulevées dans cette communication ne sont pas nouvelles. Comme le Groupe spécial et le Secrétariat le savent bien, les États-Unis et le Brésil ont déjà exposé de manière exhaustive les questions juridiques, factuelles et économiques essentielles soulevées devant le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel au cours de la période 2003-2004. En particulier, les États-Unis et le Brésil ont déposé des centaines de pages de communications, où étaient examinés de façon très détaillée de multiples aspects touchant à la nature et aux effets économiques des mesures de subventionnement subordonnées au prix qui sont en cause dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité – le programme Step 2, le programme de prêts à la commercialisation et le programme de versements anticycliques prévus par la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("Loi FSRI"), tels qu'ils s'appliquent au coton upland. De même, dans ces communications, les États-Unis et le Brésil ont exposé de manière exhaustive les questions touchant aux programmes de garantie du crédit à l'exportation, qui constituent des subventions à l'exportation contournant les engagements de réduction des subventions à l'exportation pris par les États-Unis et sont donc des subventions à l'exportation prohibées.

5. Cette présentation approfondie a donné lieu à des constatations détaillées formulées par le Groupe spécial initial, qui ont été confirmées par l'Organe d'appel. Les multiples renvois, dans la première communication écrite du Brésil, au rapport du Groupe spécial initial et à ses constatations montrent le caractère semblable, voire identique, de la plupart des questions en cause dans la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

6. Deuxièmement, les États-Unis sont informés depuis de nombreux mois des questions que le Brésil soulèverait dans sa première communication écrite. Devant l'Organe de règlement des différends ("ORD"), le Brésil a souligné à plusieurs reprises qu'il considérait que les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques de la Loi FSRI de 2002 n'avaient pas été

modifiés par les mesures de mise en œuvre des États-Unis et qu'il estimait qu'elles continuaient à causer un préjudice grave aux intérêts du Brésil. Les fonctionnaires du Brésil et des États-Unis chargés des questions commerciales ont eu un certain nombre d'échanges de vues informels à Washington et à Brasilia au sujet des préoccupations spécifiques suscitées par le fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les mesures spécifiques présentées dans la première communication écrite du Brésil. S'il subsistait encore quelque incertitude, les questions détaillées soumises aux États-Unis avant la consultation informelle du 19 juillet ont permis d'informer plus avant les États-Unis que le Brésil concentrait son attention sur les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et le programme Step 2, ainsi que sur les programmes de garantie du crédit à l'exportation de produits agricoles des États-Unis. Il n'y a donc rien d'"imprévu" dans la première communication écrite du Brésil qui justifie l'octroi d'un délai supplémentaire aux États-Unis.

7. Troisièmement, le Brésil rappelle que le présent Groupe spécial exerce ses fonctions en vertu de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Si l'article 12:9 du Mémorandum d'accord accorde normalement aux groupes spéciaux un délai de six mois à compter de la date de leur constitution pour remettre le rapport final aux parties, l'article 21:5 dispose que les groupes spéciaux de la mise en conformité "distribuer[ont] [leur] rapport dans les 90 jours suivant la date à laquelle il[s] aur[ont] été saisi[s] de la question". L'article 21:5 prévoit une procédure accélérée qui vise à résoudre rapidement un différend qui fait déjà l'objet de recommandations et de décisions de l'ORD. Le Brésil est convenu (de même que les États-Unis), au moment de l'adoption des procédures du Groupe spécial, que la procédure prendrait plus de 90 jours; toutefois, il a également souligné à ce moment-là que cette procédure continuait d'être régie par les règles sur la procédure accélérée, conformément à l'objectif visant à régler rapidement la question en cause dans le présent différend.

8. En fait, l'objet et le but de la procédure du Groupe spécial accélérée au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est de permettre aux Membres plaignants d'obtenir réparation pour la violation persistante, par un Membre défendeur, d'engagements contractés dans le cadre de l'OMC, une fois venu à expiration le délai de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Comme la première communication écrite du Brésil l'indique, les États-Unis ont continué de subventionner fortement le coton upland et ont même augmenté l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques depuis la détermination du Groupe spécial initial et ils ont accru leur production et leurs exportations de coton upland, ainsi que leur part des exportations mondiales de ce produit. Ils continuent également à accorder des subventions à l'exportation sous forme de garanties de crédit à l'exportation, ce qui est contraire à leurs engagements au titre de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*. Lorsqu'ils demandent un délai supplémentaire, les États-Unis cherchent uniquement à prolonger cette situation de non-mise en conformité.

9. Durant la présente procédure, les États-Unis auront maintes possibilités de présenter des arguments détaillés en réponse aux arguments exposés par le Brésil dans sa première communication écrite. Outre la première communication écrite, prévue pour le 8 décembre 2006, les États-Unis ont aussi la possibilité de déposer une communication à titre de réfutation, le 9 janvier 2007. Par ailleurs, ils ont aussi le droit de présenter une déclaration orale détaillée lors de la réunion du 13 février 2007. Ils auront aussi la possibilité de faire une déclaration finale, les 13 ou 14 février, devant le Groupe spécial. En outre, d'après ce qui s'est passé lors de procédures antérieures, il est très probable que le Groupe spécial leur posera un certain nombre de questions et qu'ils auront la possibilité de fournir des réponses écrites à ces questions après la réunion du Groupe spécial. Ces multiples occasions d'examiner les arguments formulés protègent pleinement le droit des États-Unis (et du Brésil) de bénéficier d'une procédure régulière dans le cadre de la présente procédure accélérée au titre de l'article 21:5.

10. Il convient aussi de noter que les parties se sont fondées sur le calendrier établi par le Groupe spécial pour leur planification et leur programmation. S'attendant légitimement à ce qu'il soit respecté, le Brésil a planifié et organisé sa participation aux différentes phases de la présente procédure en fonction de ce calendrier. Tout changement qui y serait apporté serait particulièrement perturbateur et aurait une incidence très négative sur la participation du Brésil car il nécessiterait de reprogrammer les activités à la fin de l'année.

11. Pour les raisons qui précèdent, le Brésil demande que le Groupe spécial maintienne le calendrier fourni aux parties le 8 novembre 2006.

Présentation de renseignements au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord

12. Le Brésil est également en désaccord avec l'affirmation des États-Unis, selon laquelle il n'est pas approprié que le Groupe spécial demande aux États-Unis de présenter certains renseignements, qui sont énumérés dans sa lettre du 1er novembre 2006. Dans sa communication du 8 novembre 2006, le Groupe spécial a indiqué qu'il communiquerait sa décision à ce sujet lorsqu'il aurait reçu la première communication écrite du Brésil. Dans sa première communication écrite, datée du 17 novembre 2006, le Brésil a établi *prima facie* que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer soit n'existaient pas ou, dans la mesure où elles existaient, entraînaient une incompatibilité avec les accords visés.

13. Sur la base des éléments de preuve et des arguments présentés par le Brésil dans sa première communication écrite[1], le Groupe spécial peut confirmer que les renseignements demandés par le Brésil dans sa lettre du 1er novembre 2006 l'aideront à procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial est donc en mesure, comme il est indiqué dans sa communication adressée aux parties le 8 novembre 2006, de se prononcer sur la demande du Brésil.

14. De plus, et contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, le Brésil ne demande pas au Groupe spécial de plaider sa cause à sa place. Au lieu de cela, lorsqu'il aura reçu les renseignements des États-Unis, le Brésil analysera ces données et documents et en montrera la pertinence au Groupe spécial.

15. En un mot, le Brésil continue de considérer qu'il est approprié et nécessaire que le Groupe spécial fasse usage de son pouvoir discrétionnaire pour demander aux États-Unis de présenter les renseignements mentionnés dans sa lettre du 1er novembre 2006. La première communication écrite du Brésil constitue une base plus que suffisante permettant au Groupe spécial de déterminer, à la lumière des constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel et des décisions et recommandations de l'ORD, la pertinence probable de ces renseignements dans la présente procédure. Vu les délais plus courts prévus par l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial ne devrait pas attendre pour faire usage de son pouvoir discrétionnaire et demander aux États-Unis de présenter les renseignements. Tout report de la décision risquerait de retarder d'une manière injustifiée la diffusion du rapport du Groupe spécial.

[1] *Voir*, par exemple, le paragraphe 117 de la première communication écrite du Brésil.

ANNEXE E-5

LETTRE DU BRÉSIL

(24 novembre 2006)

Le Brésil a reçu une lettre des États-Unis, datée du 21 novembre 2006, qui contient des observations sur les dispositions logistiques qui pourraient être prises pour ouvrir au public la réunion du Groupe spécial de la mise en conformité avec les parties. Dans une communication datée du 22 novembre 2006, le Groupe spécial de la mise en conformité a invité le Brésil à présenter des observations sur la lettre des États-Unis avant la fermeture des bureaux le 24 novembre 2006. Le Brésil remercie le Groupe spécial de la mise en conformité pour l'occasion qui lui est donnée de formuler des observations sur la lettre des États-Unis.

Tout d'abord, le Brésil rappelle sa position, soulignée par le Groupe spécial de la mise en conformité dans sa communication du 8 novembre 2006, selon laquelle il n'accepte pas d'ouvrir au public la réunion du Groupe spécial de la mise en conformité avec les parties. La position du Brésil demeure inchangée. Le Brésil ne peut donc accepter la proposition émise par les États-Unis dans leur lettre du 21 novembre 2006.

Le Brésil note que, dans le différend mentionné par les États-Unis – DS320/DS321 –, la décision prise par le Groupe spécial d'ouvrir la réunion au public faisait suite à une demande "commune" des parties au différend (les Communautés européennes, les États-Unis et le Canada).[1] Toutefois, comme il est indiqué plus haut, ce n'est manifestement pas le cas dans le présent différend. Le Brésil est opposé à ce que l'une quelconque des parties de la procédure soit accessible au public, au moyen d'une diffusion par télévision en circuit fermé ou par tout autre procédé.[2]

En outre, le Brésil souhaite appeler l'attention du Groupe spécial de la mise en conformité sur le fait que, dans l'affaire DS320/DS321, la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties est restée privée, car toutes les tierces parties n'avaient pas accepté que le public puisse suivre cette réunion.[3]

Ainsi, lorsqu'il subsistait une opposition à l'ouverture de la réunion au public, le Groupe spécial chargé de ces affaires a maintenu le caractère privé de cette partie de l'audience. Le Groupe spécial n'a pas autorisé la diffusion lorsque les délégués des tierces parties ayant consenti à l'ouverture au public prenaient la parole et il a arrêté la diffusion lorsque les délégués des tierces parties qui n'y avaient pas consenti prenaient la parole. En fait, la réunion avec les tierces parties est restée privée dans sa totalité, compte tenu de l'opposition de certaines des tierces parties.

Concernant le différend DS320/DS321, le rapport du Groupe spécial n'a pas encore été distribué et nous ne bénéficions donc pas du raisonnement précis suivi par le Groupe spécial pour fonder en droit sa décision d'ouvrir au public sa réunion avec les parties. Néanmoins, il est évident que le consentement de *toutes* les parties intéressées à l'ouverture des parties pertinentes de la réunion a été au centre de sa décision d'ouvrir la réunion avec les parties. En l'absence de consensus clair concernant la réunion avec les tierces parties, ce groupe spécial a choisi de ne pas ouvrir la réunion au

[1] WT/DS320/8 et WT/DS321/8.

[2] De plus, le Brésil note que le paragraphe 2 des procédures de travail du Groupe spécial de la mise en conformité dispose que ce groupe spécial "se réunira en séance privée", sauf lorsqu'il invitera les parties et les tierces parties.

[3] WT/DS320/8 et WT/DS321/8.

public et, au lieu de cela, a suivi la pratique observée à ce jour par chacun des autres groupes spéciaux, conformément au paragraphe 2 des procédures de travail usuelles des groupes spéciaux.[4]

Les États-Unis invoquent l'article 18:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") pour faire valoir le droit de faire ouvrir au public certaines parties au moins de la réunion avec le Groupe spécial. En outre, ils qualifient leur proposition de "moyen approprié" de communiquer au public leurs propres positions. Le Brésil est en désaccord avec les États-Unis sur ces deux points.

Premièrement, rien dans l'article 18:2 ne prescrit ou n'implique que, pour donner effet au droit d'un Membre de communiquer ses propres positions ou déclarations, les groupes spéciaux doivent accepter que le public puisse suivre les réunions. Les Membres ont à leur disposition toute une série d'outils de "transparence" pour faire connaître leurs positions au public, comme les pages Web pouvant être consultées par le public, les conférences de presse ou les communiqués de presse. Les Membres ne sont pas tributaires de l'ouverture des réunions des groupes spéciaux pour atteindre des objectifs de transparence.

Deuxièmement, le droit d'un Membre de communiquer ses propres positions ne peut porter atteinte au droit à la confidentialité d'un autre Membre. Si le Groupe spécial de la mise en conformité acceptait la proposition des États-Unis, il y aurait atteinte à ce droit. Une ouverture partielle, comme le suggèrent les États-Unis, n'est pas "appropriée" car elle compromettrait l'intérêt qu'a le Brésil à ce que la procédure demeure confidentielle et, parallèlement, entraînerait une présentation déséquilibrée et partiale des arguments des parties. En revanche, la position du Brésil n'empêcherait pas les États-Unis d'utiliser d'autres moyens (qui, vu l'opposition du Brésil, seraient plus "appropriés") pour mettre leurs déclarations et communications à la disposition de toute personne qu'ils jugent appropriée, tout en préservant le droit du Brésil de protéger le caractère confidentiel de la procédure du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

[4] Le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Aéronefs* (DS316) a également accepté, là encore par suite d'un accord entre les parties au différend, d'ouvrir ses audiences au public. À ce jour, toutefois, la seule expérience pratique d'ouverture au public de réunions d'un groupe spécial de l'OMC reste la réunion du Groupe spécial avec les parties dans le différend DS320/DS321.

ANNEXE E-6

LETTRE DU BRÉSIL

(18 décembre 2006)

Comme pour la majeure partie des communications qu'ils ont présentées lors de la procédure initiale dans le présent différend et, de plus en plus souvent, pour les communications qu'ils soumettent aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel dans le cadre d'autres différends, les États-Unis n'ont, là encore, pas déposé leur communication au Groupe spécial de la mise en conformité avant la date limite fixée au vendredi 15 décembre, à 17h.30. Au lieu de cela, les États-Unis ont déposé la version électronique de leur communication avec 12 heures de retard, le samedi 16 décembre à 5h.24. De plus, telle qu'elle a été déposée, la version électronique de la communication est altérée; les paragraphes ne sont pas numérotés et la communication – ce qui est très important – comporte aussi une page et demie d'arguments présentés à titre de réfutation concernant les allégations du Brésil en matière de subventions pouvant donner lieu à une action.[1]

Malgré la générosité du Groupe spécial de la mise en conformité qui leur a accordé une prorogation de délai pour déposer leur communication (à savoir jusqu'au 15 décembre, au lieu du 8 décembre), les États-Unis n'ont pas respecté une date limite qu'ils connaissaient depuis plusieurs semaines. De plus, lorsque les États-Unis ont finalement décidé de déposer leur communication 12 heures après la date limite, ils ont déposé un document illisible.[2] Les États-Unis ne donnent aucune explication et n'invoquent aucune raison valable pour n'avoir pas déposé leur communication en temps utile, que ce soit dans la lettre d'accompagnement ou dans le courriel par lequel ils ont transmis la version électronique de cette communication. De l'avis du Brésil, la seule explication à cette pratique, utilisée de plus en plus fréquemment par les États-Unis, est l'arrogance. En substance, les États-Unis ont revendiqué pour eux-mêmes le droit de décider à quel moment ils devaient déposer des communications dans les procédures de règlement des différends, en faisant fi de manière flagrante et inacceptable de l'autorité du Groupe spécial.

En outre, un comportement aussi dédaigneux porte gravement préjudice aux droits du Brésil. Comme les délais qui lui sont accordés pour établir sa communication à titre de réfutation couvrent la période des vacances, il est essentiel que le Brésil ne perdre aucune journée de part et d'autre de cette période. Les États-Unis ont aggravé le problème non seulement en ne déposant pas leur communication à temps, mais aussi en ne déposant pas, même tardivement, une version électronique lisible de cette communication (ou des versions électroniques de leurs pièces) qui puisse être envoyée à Brasilia. Le fait d'avoir écourté la période dont le Brésil disposait avant les vacances porte atteinte à son droit de réponse; l'octroi d'un délai supplémentaire au Brésil pour déposer sa communication à titre de réfutation ne résoudra pas le problème. De toute évidence, il n'est pas possible d'ajouter des journées supplémentaires entre aujourd'hui et la période des vacances.

---

[1] Le Brésil a ouvert le fichier en utilisant Word Perfect, Microsoft Word et Interwoven Viewer, mais aucun de ces logiciels n'a pu réparer le fichier. À la demande du Brésil, les États-Unis, après avoir affirmé que le problème posé par la lecture de la version électronique du document envoyée le 16 décembre serait attribuable au logiciel de traitement de texte du Brésil, ont envoyé une version électronique de leur première communication en format PDF le dimanche 17 décembre.

[2] Les États-Unis n'ont pas eu non plus la courtoisie, usuelle désormais, de fournir leurs pièces au Brésil sous forme électronique, bien que le Brésil leur ait lui-même fourni les pièces se rapportant à sa première communication écrite dans les délais convenus et sous forme électronique – erreur de jugement que le Brésil ne répétera pas à l'avenir. Les pièces des États-Unis sont certainement *disponibles* sous forme électronique, car elles ont probablement été adressées sous cette forme par l'USTR à Washington, D.C., à la mission des États-Unis à Genève.

Pour toutes ces raisons – et comme ce serait le cas dans la quasi-totalité des procédures judiciaires ou administratives nationales dont il a connaissance –, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la communication des États-Unis au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile. La date limite était claire et est spécifiée tant dans le calendrier du Groupe spécial de la mise en conformité, daté du 28 novembre 2006, qu'au paragraphe 17 b) de ses procédures de travail. Lors d'affaires antérieures, des groupes spéciaux ont rejeté des éléments de preuve au motif qu'ils n'avaient pas été déposés en temps utile.[3] Le Brésil ne voit aucune raison pour que ce même principe ne s'applique pas au non-dépôt – encore plus inacceptable – d'une communication avant la date limite. À notre avis, ce serait la seule solution équitable dans les circonstances actuelles.

[3] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Canada – Blé*, paragraphe 6.140, et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.4.

ANNEXE E-7

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

(19 décembre 2006)

Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter la réponse ci-après à la lettre du 18 décembre 2006 du Brésil dans laquelle celui-ci demande que le Groupe spécial rejette la première communication écrite des États-Unis.

Les États-Unis regrettent sincèrement tout désagrément causé au Groupe spécial, au Brésil ou aux tierces parties par le fait d'avoir soumis leur première communication écrite en retard, le samedi, aux premières heures de la matinée, et non pas le vendredi, à l'heure de fermeture des bureaux. En même temps, les États-Unis font observer que, dans sa lettre, le Brésil utilise une approche qui est malheureusement devenue familière dans le présent différend. Le Brésil s'oppose de manière persistante à ce que l'on octroie aux États-Unis un délai suffisant pour élaborer une réponse aux communications du Brésil, documents très longs et présentant de nombreuses erreurs; puis, une fois que les États-Unis ont néanmoins déployé des efforts considérables pour respecter des délais très courts, il se plaint, en faisant des déclarations inexactes et en s'emportant, lorsque la communication n'est pas déposée avant 17h.30. On peut difficilement ne pas en conclure qu'il s'agit là d'une manœuvre procédurière, de la part du Brésil, au lieu d'un véritable effort en vue de faciliter les travaux du Groupe spécial.

Le Brésil a cherché à maintes reprises à refuser aux États-Unis ne serait-ce que le délai minimum nécessaire pour qu'ils puissent présenter leur réponse au Groupe spécial. Dans leur lettre du 20 novembre 2006, les États-Unis ont fourni des explications détaillées sur l'ampleur et la complexité de la tâche qui leur incombait pour élaborer une réponse à la première communication du Brésil. En tant que partie plaignante, le Brésil a eu plusieurs mois pour mettre au point les 173 pages de sa première communication, qui contenait aussi 89 pages d'argumentation dans les annexes et 144 pièces et comportait par ailleurs un modèle économétrique sensiblement différent du modèle présenté lors de la procédure initiale.[1] Le Brésil s'est opposé à ce que les États-Unis disposent ne serait-ce que d'un jour de plus pour préparer leur réponse. Les États-Unis remercient le Groupe spécial d'avoir bien voulu leur accorder un délai supplémentaire et lui assurent qu'ils s'efforceront de tirer le meilleur parti des délais impartis.

Les fonctionnaires des États-Unis ont travaillé le soir et le week-end pour élaborer la première communication écrite des États-Unis, et ont même travaillé toute la nuit du jeudi et du vendredi.[2] Le Brésil ne peut sérieusement insinuer que les États-Unis ont consacré tous ces efforts au détriment des familles et de la santé de ces fonctionnaires, juste pour "faire fi" d'une date limite.

En réalité, le Brésil cherche là encore à déformer ou dénaturer les faits et à refuser aux États-Unis la possibilité de présenter des données de fait et des arguments pour lui répondre. Dans cette dernière version, le Brésil fait valoir que le Groupe spécial devrait simplement rejeter la communication des États-Unis, sans autre forme de procès.[3] Manifestement, pour le Brésil, c'est le

[1] Le Brésil a déposé sa demande d'établissement d'un groupe spécial le 18 août 2006, c'est-à-dire trois mois avant la date fixée pour sa première communication et, naturellement, il a pu travailler à l'élaboration de cette communication bien avant cette date.

[2] Vu les efforts que les États-Unis ont dû déployer pour essayer de respecter la date limite, ils ont beaucoup de mal à accepter la plainte du Brésil, selon laquelle le fait de recevoir une communication tôt le samedi matin, au lieu de la recevoir à 17h.30 le vendredi, a compromis son aptitude à profiter des vacances.

[3] Lettre du Brésil, paragraphe 3 (18 décembre 2006).

Brésil et lui seul qui devrait pouvoir présenter son argumentation au Groupe spécial et il est important de faire en sorte que les États-Unis ne puissent pas répondre.[4]

En dépit de cela, les États-Unis se sont efforcés de coopérer avec le Brésil. Le Brésil a informé les États-Unis qu'il avait du mal à ouvrir la version électronique de leur première communication le samedi 16 décembre. Le problème soulevé par le Brésil semble se produire uniquement lorsque l'on utilise, pour ouvrir le document, un système de traitement de texte différent (Microsoft Word) de celui qui a été utilisé pour le créer (WordPerfect).[5] Des vérifications effectuées séparément ont montré qu'il n'y avait aucun problème avec la version transmise par les États-Unis. Les États-Unis ont néanmoins copié leur communication sous la forme demandée par le Brésil et envoyé de nouveau le document au Brésil, au Groupe spécial et aux tierces parties le dimanche 17 décembre.

En outre, bien que les États-Unis n'aient fourni aucune copie des pièces, à qui que ce soit, sous forme électronique, le Brésil a demandé, le 16 décembre, s'il pourrait obtenir une version électronique de ces pièces. Le représentant des États-Unis à Genève a répondu qu'il renverrait la question du Brésil aux autorités de son pays, pour confirmation, ce qu'il a fait immédiatement. Toutefois, le lundi 18 décembre au matin, peu après l'ouverture des bureaux à Washington et avant même que les autorités des États-Unis n'aient eu la possibilité de prendre les dispositions nécessaires pour communiquer les versions électroniques au Brésil, le Brésil a présenté sa lettre du 18 décembre, où il accusait les États-Unis de lui refuser cette "courtoisie usuelle"[6] et affirmait qu'il ne répéterait plus l'"erreur de jugement" consistant à présenter ses propres pièces sous forme électronique.[7] Laissant de côté les accusations infondées du Brésil, les États-Unis font observer qu'ils sont disposés à fournir des copies électroniques de leurs pièces si le Groupe spécial estime que cela serait utile.

Quoi qu'il en soit, contrairement à ce que le Brésil demande, le Mémorandum d'accord n'autorise pas le "rejet" de communications parce qu'un Membre n'a pas été en mesure de respecter exactement le délai dans lequel les parties "devraient présenter leurs communications" selon les procédures de travail du groupe spécial.[8] Au contraire, le Mémorandum d'accord dispose que "[l]a

---

[4] Il semble que le Brésil ne veuille pas que le Groupe spécial ait connaissance de certaines données de fait importantes qui l'aideraient à régler les questions faisant l'objet du différend: par exemple, contrairement à ce qu'allègue le Brésil, les producteurs et les exportateurs des États-Unis réagissent aux signaux du marché de la même manière que leurs homologues étrangers; les producteurs et les exportateurs des États-Unis ne sont pas "isolés" de ces signaux par les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques; les résultats exagérés de la modélisation économétrique présentée par le Brésil sont fondés sur des hypothèses qui ne sont pas généralement acceptées et ne correspondent même pas aux hypothèses émises par le Brésil lui-même dans le modèle utilisé lors de la procédure initiale; et, enfin, les effets sur la plantation, la production, l'exportation et les prix, que le Brésil attribue aux programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques, sont en fait "l'effet" d'autres facteurs, parmi lesquels, entre autres, les échanges nets de coton de la Chine et la politique commerciale de ce pays. Ces arguments, et bien d'autres, sont étayés de manière approfondie dans la première communication écrite des États-Unis.

[5] Les États-Unis ont ouvert sans difficulté le document envoyé au Brésil en utilisant WordPerfect. Ils sont donc étonnés par l'allégation du Brésil, selon laquelle le document était illisible en WordPerfect.

[6] Les États-Unis ne savent pas avec certitude sur quoi se fonde le Brésil lorsqu'il parle de "courtoisie usuelle". Dans les multiples différends auxquels les États-Unis ont pris part, la pratique à cet égard a beaucoup varié. De fait, dans la procédure initiale du présent différend, les parties n'ont pas échangé de version électronique de toutes leurs pièces. Les parties n'ont pas non plus évoqué l'échange des versions électroniques des pièces dans la présente procédure.

[7] Lettre du Brésil, paragraphe 3, note 2 (18 décembre 2006).

[8] Cela explique pourquoi le Brésil ne peut citer aucun groupe spécial antérieur qui aurait rejeté purement et simplement une communication déposée après la date limite. Au lieu de cela, il se fonde sur des rapports de groupes spéciaux concernant la présentation d'éléments de preuve à un moment inapproprié, par

procédure des groupes spéciaux devrait offrir une flexibilité suffisante pour que les rapports des groupes soient de haute qualité, sans toutefois retarder indûment les travaux des groupes". La demande du Brésil, selon laquelle le Groupe spécial devrait "rejeter" la première communication des États-Unis, n'a donc aucun fondement. En fait, le Groupe spécial a même rejeté des demandes semblables présentées par le Brésil dans la procédure initiale.[9]

L'allégation du Brésil, selon laquelle le retard avec lequel il a reçu la communication des États-Unis lui a "gravement port[é] préjudice" et selon laquelle "la seule solution équitable" est donc que le Groupe spécial rejette cette communication écrite, n'a pas non plus de fondement logique. Dans la mesure où le Brésil considère effectivement que le fait d'avoir reçu la communication des États-Unis non pas avant la fermeture des bureaux le vendredi 15 janvier, mais tôt le samedi matin, lui a "gravement port[é] préjudice", il semblerait qu'une "solution" appropriée pourrait être de prolonger d'une période équivalente le délai dont dispose le Brésil pour déposer sa communication à titre de réfutation.

Les États-Unis remercient le Groupe spécial de sa considération. Ils font directement parvenir au Brésil une copie de la présente lettre et en adressent une version aux tierces parties, dans laquelle certains renseignements confidentiels du Brésil ont été supprimés.

---

exemple, à la phase de réexamen intérimaire, longtemps après que les communications écrites et les exposés oraux ont été présentés.

[9] *Voir* la communication adressée par le Groupe spécial aux parties, paragraphe 3 (13 octobre 2003).

ANNEXE E-8

LETTRE DU BRÉSIL

(22 janvier 2007)

Le Brésil a reçu les réponses des États-Unis, datées du 19 janvier 2007, aux questions posées par le Groupe spécial. Dans leurs réponses, les États-Unis affirment qu'ils ont fourni des données, dans la pièce US-64, qui répondaient pleinement à la demande du Brésil concernant certaines données, présentée à la partie A de l'annexe 1 de la communication adressée par le Brésil au Groupe spécial le 1er novembre 2006 ("demande du 1er novembre").

Dans la présente lettre, le Brésil rectifie une erreur figurant dans ses propres réponses aux questions du Groupe spécial de la mise en conformité, datées du 19 janvier 2007, et corrige des déclarations erronées figurant dans les réponses des États-Unis.

Premièrement, le Brésil note qu'il a indiqué, par inadvertance, que la période pertinente pour laquelle il demandait des données recouvrait les campagnes de commercialisation 2002-2005.[1] En fait, dans sa demande du 1er novembre, le Brésil demandait au Groupe spécial de la mise en conformité d'obtenir des données pour les campagnes de commercialisation 2003-2006. Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité demande les données pertinentes aux États-Unis, sous forme électronique, pour les campagnes de commercialisation 2003-2006.

Deuxièmement, le Brésil appelle l'attention du Groupe spécial de la mise en conformité sur certaines déclarations erronées qui figurent dans les réponses présentées par les États-Unis le 19 janvier 2007.

Contrairement à ce qu'ils affirment dans leurs réponses du 19 janvier, les États-Unis n'ont pas fourni de données répondant de manière suffisante à la demande du 1er novembre présentée par le Brésil. Si les États-Unis semblent avoir renoncé à s'opposer à la communication de ces données[2], on constate toutefois de nombreuses insuffisances dans la présentation et le champ couvert par les données fournies dans la pièce US-64, ce qui les rend incomplètes et, dans une large mesure, inutilisables (le Brésil note que les États-Unis n'ont jamais cité explicitement la pièce US-64 dans leur première communication écrite). Le Brésil tient à porter trois insuffisances à l'attention du Groupe spécial de la mise en conformité:

1. <u>Les données communiquées portent uniquement sur la campagne de commercialisation 2005</u>

Tout d'abord, les données figurant dans la pièce US-64 sont incomplètes car elles ne portent que sur la campagne de commercialisation 2005. Le Brésil a demandé que les États-Unis fournissent les données relatives aux campagnes de commercialisation 2003-2006. La communication de

[1] Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial concernant la demande de données présentée par le Brésil conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, 19 janvier 2007, paragraphe 10.

[2] Le Brésil a initialement demandé les données le 29 juin 2006. Voir la question n° 3 de l'annexe 2 b) de la demande de données présentée par le Brésil le 1er novembre 2006. Les réponses communiquées par les États-Unis le 19 janvier 2007 traduisent un certain progrès par rapport au refus de fournir ces données lors des consultations avec le Brésil près de six mois auparavant et au moment de leur réaction initiale à la demande du Brésil. Voir la communication adressée par les États-Unis au Groupe spécial, datée du 7 novembre 2006, paragraphe 2.

données pour une année sur quatre ne constitue guère une réponse complète, de la part des États-Unis, à la demande du 1er novembre présentée par le Brésil.

De plus, il semble que les États-Unis n'aient pas communiqué les données demandées pour les campagnes de commercialisation 2003 et 2004, bien qu'ils aient collecté ces données et présenté certaines informations récapitulatives pour ces années dans leur première communication écrite. Le Brésil note que le tableau figurant à la section VI.A.c) de la première communication écrite des États-Unis[3] montre que ceux-ci ont collecté des informations sur les superficies de base et les superficies plantées pendant les campagnes de commercialisation 2003 et 2004.

2. Les données n'ont pas été communiquées sous forme électronique

Deuxièmement, le document figurant dans la pièce US-64 a été imprimé à partir d'un fichier Excel[4], ce qui montre que les États-Unis auraient facilement pu fournir les données sous forme électronique, afin qu'elles puissent être utilisées et analysées par le Groupe spécial, les tierces parties et le Brésil.

Le Brésil a demandé que les États-Unis fournissent les données sous la même forme que dans la procédure initiale.[5] Comme les États-Unis l'ont fait observer, les données présentées au Groupe spécial initial figuraient dans un tableau électronique, sur CD-ROM.[6] L'affirmation des États-Unis, selon laquelle ils "[avaient] présenté exactement les mêmes données, exactement sous la même forme, que celles qui [avaient] été présentées en réponse à la demande du Groupe spécial initial au titre de l'article 13"[7], est donc inexacte.

3. Illisibilité partielle des données

Troisièmement, même sur la version papier des données portant uniquement sur la campagne de commercialisation 2005 fournie par les États-Unis, les renseignements figurant dans certaines cases ne sont pas lisibles, car les États-Unis n'ont pas adapté la largeur de la colonne à la taille du nombre figurant dans ces cases.[8] Ces problèmes auraient pu être évités si les États-Unis avaient communiqué les données sous forme électronique.

En un mot, les données figurant dans la pièce US-64 sont insuffisantes tant par leur forme que par le champ couvert. Le Brésil renouvelle sa demande du 19 janvier 2007, à savoir que le Groupe spécial demande aux États-Unis de fournir des données sur les superficies de base et les superficies plantées qui répondent pleinement à sa demande du 1er novembre.[9] Le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité demande aux États-Unis de fournir les données, sous forme électronique, pour les campagnes de commercialisation 2003-2006.

---

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

[4] Le nom du fichier, qui apparaît en bas à droite de chaque page du document est "US-64 REPLACEMENT dcp 2005 sub sum.xls". Le nom de fichier se terminant par ".xls" indique que le fichier source est un tableau Excel. *Voir* la pièce US-64 (2005 Crop Year Subcategories).

[5] Partie A de l'annexe 1 de la demande du Brésil datée du 1er novembre, paragraphe 1.

[6] Communication adressée par les États-Unis au Groupe spécial, datée du 17 janvier 2007, paragraphe 2, note de bas de page 3.

[7] Communication adressée par les États-Unis au Groupe spécial, datée du 17 janvier 2007, paragraphe 2.

[8] *Voir*, par exemple, la page 3 de la pièce US-64 (2005 Crop Year Subcategories).

[9] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial concernant la demande de données présentée par le Brésil conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, 19 janvier 2007, paragraphe 10.

ANNEXE E-9

LETTRE DU BRÉSIL

(7 février 2007)

Comme pour leurs communications antérieures dans le cadre des différends mentionnés plus haut, les États-Unis n'ont – là encore – pas présenté une communication (c'est-à-dire leur communication présentée à titre de réfutation) au Groupe spécial de la mise en conformité avant la date limite fixée au lundi 5 février, à 17h.30. Au lieu de cela, les États-Unis ont déposé la version électronique de leur communication avec plus de six heures de retard – le lundi 5 février, à 23h.39. Les États-Unis ne donnent aucune explication et n'invoquent aucune raison valable au fait qu'ils n'ont pas déposé leur communication en temps utile, que ce soit dans la lettre d'accompagnement ou dans le courriel par lequel ils ont transmis la version électronique de cette communication. Ce dépôt tardif est particulièrement inacceptable compte tenu de la communication du Groupe spécial de la mise en conformité, datée du 20 décembre 2006, qui rappelle aux États-Unis qu'ils ont l'obligation, au titre du paragraphe 17 b) des procédures de travail, de déposer toutes les communications au Secrétariat avant 17h.30 et de la prorogation de délai qui leur a été accordée dans la communication du Groupe spécial de la mise en conformité datée du 22 décembre 2006.

Malheureusement, les États-Unis continuent à agir d'une manière unilatérale, en ne tenant pas compte des règles et procédures du Mémorandum d'accord et en faisant fi de l'autorité du Groupe spécial de la mise en conformité. Par suite des diverses demandes de prorogation de délai présentées par les États-Unis, la période allouée au Brésil pour établir une réponse à la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis pour la prochaine réunion avec le Groupe spécial de la mise en conformité a déjà été réduite, passant des cinq semaines prévues dans le calendrier initial à trois semaines, selon la version du calendrier actuellement applicable. Le dépôt tardif de la communication à titre de réfutation des États-Unis a eu pour effet d'enlever encore une nouvelle journée à la période allouée au Brésil pour se préparer à la réunion.

Pour toutes ces raisons – et comme ce serait le cas dans la quasi-totalité des procédures judiciaires ou administratives nationales dont il a connaissance –, le Brésil demande que le Groupe spécial de la mise en conformité rejette la communication des États-Unis au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile. La date limite était claire, elle est spécifiée au paragraphe 17 b) des procédures de travail du Groupe spécial de la mise en conformité et elle a été réitérée dans la communication du Groupe spécial datée du 20 décembre 2006. De fait, lors d'affaires antérieures, des groupes spéciaux ont rejeté des éléments de preuve au motif qu'ils n'avaient pas été déposés en temps utile.[1] Le Brésil ne voit aucune raison pour laquelle ce même principe ne s'appliquerait pas au non-dépôt – encore plus inacceptable – d'une communication avant la date limite. À notre avis, ce serait la seule solution équitable dans les circonstances actuelles. Compte tenu des implications systémiques du refus répété des États-Unis de respecter le calendrier fixé par le Groupe spécial, je souhaiterais vous faire savoir que le Brésil a l'intention de soulever cette question devant l'Organe de règlement des différends.

[1] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Canada – Blé*, paragraphe 6.140, et le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.4.

ANNEXE E-10

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

(12 février 2007)

Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter la réponse ci-après à la lettre du Brésil datée du 8 février 2007, dans laquelle celui-ci demandait que le Groupe spécial "rejette" la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis. Les États-Unis ont l'honneur de demander que le Groupe spécial rejette la demande du Brésil.

Les États-Unis regrettent sincèrement tout désagrément causé par le fait d'avoir transmis leur communication en retard, le lundi 5 février 2006 à 23h.30 au lieu de 17h.30. Les États-Unis étaient tenus de répondre dans un délai très court[1] à près de 220 pages d'argumentation présentées par le Brésil[2] et plus de 1 000 pages de pièces (dans 61 pièces distinctes). Bien que le personnel à Genève et à Washington ait travaillé intensément pendant cette période, y compris tout le week-end, et 24 heures sur 24 le dimanche et le lundi pour y parvenir, les États-Unis n'ont malheureusement pas été en mesure de compiler et transmettre la communication – et, entre autres choses, de mettre à disposition des copies électroniques de la totalité des 43 pièces déposées avec la communication (comme le Brésil l'a demandé) – à 17h.30 précises le 5 février.[3]

Néanmoins, les plaintes du Brésil à cet égard sont infondées et tout à fait étonnantes si l'on considère que, même en disposant de près de quatre semaines pour répondre à la première communication écrite des États-Unis, le Brésil a demandé huit jours supplémentaires (c'est-à-dire près de cinq semaines au total) pour répondre à la demande de décision préliminaire des États-Unis, qui comportait onze pages. Et le plus étonnant est la plainte du Brésil, qui déclare ce qui suit: "Par suite des diverses demandes de prorogation de délai présentées par les États-Unis, la période allouée au Brésil pour établir une réponse à la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis pour la prochaine réunion avec le Groupe spécial de la mise en conformité a déjà été réduite, passant des cinq semaines prévues dans le calendrier initial à trois semaines, selon la version du calendrier actuellement applicable." Non seulement les prorogations de délai ont été *demandées par le Brésil* (et non par les États-Unis)[4], mais aussi cette période de trois semaines représente le même délai que celui dont disposaient les États-Unis pour répondre à la communication présentée par le Brésil à titre de réfutation. Manifestement, le Brésil considère qu'il devrait lui être accordé davantage de temps qu'aux États-Unis, à chaque phase de la présente procédure. En outre, la demande présentée par le Brésil au Groupe spécial pour qu'il ne tienne pas compte de la communication des États-Unis montre là encore

[1] Les États-Unis ont eu un peu plus de trois semaines (25 jours) pour répondre à la communication principale et à l'annexe, et moins de trois semaines (20 jours) pour répondre à la réponse du Brésil concernant les demandes de décisions préliminaires qu'ils avaient présentées.

[2] Comprenant une communication principale, une annexe et une réponse distincte aux demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis.

[3] Les États-Unis se sont efforcés non seulement de faire en sorte que le Groupe spécial (et le Brésil) reçoivent les arguments les plus complets bien avant la réunion avec le Groupe spécial, mais aussi de répondre aux diverses plaintes émises par le Brésil durant ce processus, y compris les plaintes concernant la réception simultanée de l'ensemble des pièces, sous forme électronique, et des communications. *Voir* la lettre du Brésil, paragraphe 2, note 2 (18 décembre 2006).

[4] En fait, la date limite de présentation de la communication à titre de réfutation des États-Unis a été déplacée du 30 janvier au 5 février 2007, pour tenir compte du délai supplémentaire accordé au Brésil, à sa demande – ce qui a réduit la période dont disposaient les États-Unis pour l'établissement de leur communication à titre de réfutation – et non pas, comme le suggère le Brésil, parce que les États-Unis souhaitaient bénéficier d'un délai supplémentaire pour cette communication.

que le Brésil estime qu'il devrait être la seule partie bénéficiant de la possibilité d'exposer ses points de vue dans la présente procédure.

Quoi qu'il en soit, rien ne permet au Brésil de demander que le Groupe spécial rejette la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis. De plus, les États-Unis déplorent cette dernière tentative du Brésil en vue de détourner l'attention du Groupe spécial et des États-Unis et de priver les États-Unis d'une occasion appréciable de présenter une réponse. Alors que l'on se rapproche de la réunion avec le Groupe spécial et de la fin de la présente procédure, les États-Unis espèrent que le Brésil envisagera d'adopter une approche plus coopérative.

ANNEXE F

COMMUNICATIONS ADRESSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Communication du 8 novembre 2006	F-2
Annexe F-2	Communication du 27 novembre 2006	F-3
Annexe F-3	Communication du 28 novembre 2006	F-4
Annexe F-4	Communication du 20 décembre 2006*	F-5
Annexe F-5	Communication du 17 janvier 2007	F-6
Annexe F-6	Communication du 22 janvier 2007	F-7
Annexe F-7	Communication du 16 février 2007	F-8
Annexe F-8	Communication du 21 mars 2007	F-9

* Cette communication a été envoyée aux parties et aux tierces parties.

ANNEXE F-1

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(8 novembre 2006)

Vous trouverez ci-joint les procédures de travail et le calendrier définitif du Groupe spécial. [*Document omis*]

Le Groupe spécial saisit la présente occasion pour clarifier les points suivants:

1. Le Groupe spécial a noté la demande présentée par le Brésil dans sa lettre du 1er novembre, ainsi que les observations des États-Unis sur cette demande, qui figurent dans la lettre datée du 7 novembre. Le Groupe spécial s'abstient de prendre une décision sur la demande du Brésil à ce stade. Il communiquera aux parties sa décision concernant cette demande après avoir reçu et examiné la première communication du Brésil. À ce sujet, il se réserve le droit de modifier le calendrier (et les procédures de travail, s'il y a lieu) eu égard à cette question.

2. Le Groupe spécial a également noté que les États-Unis avaient déclaré lors de la réunion d'organisation qu'ils demanderaient peut-être une procédure spéciale pour la protection de certains renseignements si le Groupe spécial décidait de poser les questions demandées par le Brésil. Nous reviendrons sur cette question si nous décidons effectivement de poser les questions.

3. Concernant le paragraphe 2 des procédures de travail, le Groupe spécial a noté que les États-Unis souhaitaient que l'on ouvre au public la partie de la réunion pendant laquelle ils présenteraient leurs propres points de vue et déclarations, alors que le Brésil y était opposé. Le Groupe spécial appelle l'attention des parties sur le fait que l'ouverture d'une partie quelconque de la réunion avec le Groupe spécial implique des considérations logistiques. Il invite les États-Unis à présenter des observations, avant la fermeture des bureaux, le mardi 21 novembre, expliquant comment exactement, selon eux, cette ouverture pourrait être organisée, d'un point de vue logistique, de manière satisfaisante. Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les procédures de travail eu égard à cette question.

4. Concernant le paragraphe 13 des procédures de travail, le Groupe spécial a noté que le Brésil avait proposé lors de la réunion d'organisation que les pièces soient numérotées par ordre chronologique à partir du dernier numéro de pièce de la procédure du groupe spécial initial. Le Groupe spécial n'est pas opposé à cette idée, mais il ne juge pas nécessaire d'obliger les parties à le faire. Le Groupe spécial laisse à l'appréciation des parties le soin de décider de quelle manière ils se conformeront aux dispositions du paragraphe 13 des procédures de travail, à la condition que toute référence aux pièces de la procédure du Groupe spécial initial ne crée pas un risque de confusion avec les références aux pièces de la présente procédure.[1] Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial précise qu'il s'attend à ce que, si les parties souhaitent qu'il se reporte à une pièce présentée dans le cadre de la procédure du Groupe spécial initial, elles joignent cette pièce à leur communication, au lieu de se contenter d'en citer le numéro.

[1] Par exemple, si les États-Unis choisissent de ne pas suivre la suggestion du Brésil, ils pourraient numéroter leurs pièces, dans la présente procédure, en commençant par la pièce US-1 (article 21:5) ou ils pourraient faire en sorte d'indiquer clairement, lorsqu'ils se réfèrent à une pièce de la procédure initiale, que la pièce mentionnée est celle de la procédure initiale.

ANNEXE F-2

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(27 novembre 2006)

Le Groupe spécial fait référence à la communication du Brésil datée du 1er novembre, dans laquelle le Brésil lui demandait de faire usage de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord, et à la communication des États-Unis (datée du 7 novembre) contenant des observations sur cette demande, ainsi qu'à la communication du Brésil (datée du 22 novembre) sur cette question. Le Groupe spécial note que, dans le contexte de l'argument du Brésil concernant le poids de l'importance des versements au titre de prêts à la commercialisation et des versements anticycliques en tant que facteur étayant l'existence d'un lien de causalité entre ces deux subventions et l'empêchement de hausses des prix du coton upland dans une mesure notable, le Brésil, dans sa première communication, renouvelle la demande, initialement présentée dans une lettre datée du 1er novembre, visant à ce que le Groupe spécial demande aux États-Unis de fournir certains renseignements nécessaires pour imputer des versements anticycliques à la production de coton upland pour les campagnes de commercialisation 2003-2005.[1] Dans le même contexte, le Brésil présente une estimation des "versements anticycliques imputés aux producteurs actuels de coton upland qui cultivent du coton upland sur des superficies de base de coton upland ou d'autres cultures", fondée sur le ratio, pour la campagne de commercialisation 2002, des versements anticycliques imputés pour le coton upland aux versements anticycliques totaux pour le coton upland, multiplié par les versements anticycliques totaux pour le coton upland pendant les campagnes de commercialisation 2003-2005.[2] Le Groupe spécial estime ne pas pouvoir conclure à ce stade qu'il est nécessaire et approprié, au sens de l'article 13 du Mémorandum d'accord, de demander les renseignements sollicités par le Brésil avant d'avoir eu la possibilité d'examiner les arguments et les éléments de preuve justificatifs, le cas échéant, qui seront présentés par les États-Unis en réponse à l'argument du Brésil concernant le lien de causalité entre certaines subventions et l'empêchement de hausses des prix du coton upland.

En outre, le Groupe spécial fait référence à la demande présentée par les États-Unis, le 20 novembre, concernant la modification de certaines dates limites fixées dans le calendrier actuel du Groupe spécial, ainsi qu'aux observations du Brésil sur cette demande, reçues le 22 novembre. Après avoir examiné attentivement la demande des États-Unis et les observations du Brésil, le Groupe spécial a décidé de modifier la première partie du calendrier comme suit. Il informera les parties de la suite du calendrier en temps utile.

Première communication des États-Unis:	15 décembre 2006
Communication des tierces parties:	5 janvier 2007
Communication présentée par le Brésil à titre de réfutation:	11 janvier 2007
Communication présentée par les États-Unis à titre de réfutation:	30 janvier 2007

[1] Première communication du Brésil, paragraphe 117.
[2] Première communication du Brésil, paragraphe 118.

ANNEXE F-3

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(28 novembre 2006)

Le Groupe spécial fait référence à la communication qu'il a adressée hier (le 27 novembre) aux parties, à laquelle la présente communication fait suite. les parties trouveront ci-joint le calendrier complet contenant toutes les dates pertinentes, que le Groupe spécial suivra désormais. [*Document omis*]

En outre, le Groupe spécial fait référence à la lettre datée du 21 novembre, présentée par les États-Unis en réponse à l'invitation du Groupe spécial, dans laquelle ils exposaient les raisons pour lesquelles ils demandaient que les parties de la réunion avec le Groupe spécial consacrées aux déclarations et réponses des États-Unis soient ouvertes au public. Après avoir examiné attentivement cette lettre et la lettre du Brésil, datée du 24 novembre, contenant des observations sur cette lettre des États-Unis, nous notifions aux parties ce qui suit.

Le Groupe spécial note premièrement qu'il n'existe, dans la pratique de l'OMC en matière de règlement des différends, aucun précédent de décision visant à ouvrir une (partie d'une) réunion avec le groupe spécial au public sur la base d'une demande d'une partie au différend à laquelle s'oppose une autre partie.[1] Deuxièmement, le Groupe spécial a examiné attentivement l'argument formulé par les États-Unis dans leur lettre du 21 novembre selon lequel, en demandant au Groupe spécial de rendre publiques les déclarations et les réponses aux questions qu'ils présenteraient durant la réunion avec le Groupe spécial, les États-Unis exerçaient leur droit au titre de la deuxième phrase de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial considère qu'il y a plusieurs moyens possibles pour une partie de communiquer ses positions au public et que les États-Unis n'ont pas expliqué pour quelle raison les procédures qu'ils utilisaient d'habitude pour communiquer au public leurs positions dans les procédures de règlement des différends de l'OMC ne seraient pas appropriées en l'espèce. En outre, le droit d'une partie de communiquer ses positions au public doit aussi être concilié avec l'obligation de confidentialité énoncée à la troisième phrase de l'article 18:2. Enfin, le Groupe spécial considère que les dispositions pratiques proposées par les États-Unis dans leur lettre du 21 novembre 2006 posent d'importants problèmes pratiques et logistiques.

Pour les raisons qui précèdent, nous nous abstenons d'accéder à la demande présentée par les États-Unis.

[1] Dans les différends *États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones* (WT/DS30) et *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones* (WT/DS321), les groupes spéciaux ont décidé que le public pourrait suivre leur réunion avec les parties au moyen d'une diffusion en circuit fermé, sur la base d'une demande commune présentée par les parties à ces différends. Il est important de noter que les groupes spéciaux dans ces différends ont également décidé que les réunions avec les tierces parties demeureraient privées car toutes les tierces parties n'avaient pas accepté que le public puisse suivre ces réunions.

ANNEXE F-4

COMMUNICATION ADRESSÉE AUX PARTIES ET AUX TIERCES PARTIES

(20 décembre 2006)

Le Groupe spécial accuse réception de la lettre du Brésil, datée du 18 décembre, concernant la présentation tardive de la communication des États-Unis, ainsi que de la lettre des États-Unis, datée du 19 décembre, contenant des observations sur cette lettre du Brésil. Le Groupe spécial confirme que, d'après les données enregistrées par l'ordinateur, la version électronique de la communication des États-Unis a été envoyée à 5h.25 le matin du samedi 16 décembre.[1] Les parties se souviendront que le paragraphe 17 b) des procédures de travail dispose que la communication doit être présentée "avant 17h.30, [à la] date[ ] arrêtée[ ]". La date qui avait été arrêtée pour cette communication des États-Unis était le vendredi 15 décembre.

Le Groupe spécial note que le Brésil lui demande de "rejet[er] la communication des États-Unis au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile". Le Groupe spécial s'abstient de le faire. Toutefois, il déplore ce retard et demande aux États-Unis de respecter les dates limites qu'il a fixées pour leur(s) future(s) communication(s).

Le Groupe spécial note également que le Brésil a appelé son attention sur la question de la lisibilité de la version électronique de la communication qui avait été envoyée initialement (c'est-à-dire envoyée à 5h.25).[2] Sur ce point, le Groupe spécial souhaiterait informer les États-Unis qu'il a eu le même problème que le Brésil.

Le Groupe spécial pense qu'il ne devrait pas recevoir de nouvelles communications des parties sur cette question spécifique.

[1] Si la date de réception de la version papier n'a pas été enregistrée, le secrétaire du Groupe spécial confirme qu'à 22 heures, le vendredi 15 décembre, la communication n'était pas arrivée.

[2] Le Groupe spécial note par ailleurs que le Brésil déplore qu'il n'y ait pas eu de version électronique des pièces.

ANNEXE F-5

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(17 janvier 2007)

Le Groupe spécial a noté que le Brésil lui demandait de nouveau, dans sa communication présentée à titre de réfutation le 11 janvier 2007, de demander aux États-Unis, conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, de communiquer certaines données.[1]

Ayant à l'esprit ses communications datées du 8 novembre 2006[2] et du 27 novembre 2006[3], et avant d'informer les parties de ses vues sur la question, le Groupe spécial leur pose les questions suivantes:

> Question n° 1 (au Brésil): Le Brésil considère-t-il que les questions posées à la partie B[4] de l'Annexe 1 de la demande qu'il a présentée le 1er novembre 2005 (ci-après dénommée "demande du 1er novembre") sont désormais inutiles?
>
> Question n° 2 (au Brésil): Le Brésil demande-t-il aux États-Unis de répondre à la totalité des questions posées à la partie A de sa demande du 1er novembre?
>
> Question n° 3 (aux États-Unis): Si les États-Unis estiment que le Groupe spécial ne devrait leur poser aucune des questions figurant à la partie A de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil ou qu'il ne devrait pas leur poser la totalité de ces questions, veuillez en indiquer les raisons.
>
> Question n° 4 (aux États-Unis): Si les États-Unis estiment qu'ils ne peuvent répondre à aucune des questions figurant à la partie A de la demande du 1er novembre présentée par le Brésil ou qu'ils ne peuvent pas répondre à la totalité de ces questions (ou à une partie d'entre elles), veuillez en expliquer les raisons, sachant que les États-Unis ont effectivement fourni les données au Groupe spécial initial.[5]

Le Groupe spécial invite les parties à présenter leurs réponses aux questions figurant ci-dessus avant la fermeture des bureaux le 19 janvier 2007. Les parties sont libres, si elles le souhaitent, de présenter des observations sur une question posée à l'autre partie.

La présente communication du Groupe spécial est sans préjudice de la position du Groupe spécial concernant la requête des États-Unis, qui lui ont demandé de prendre une décision préliminaire selon laquelle les allégations du Brésil à l'encontre du programme de prêts à la commercialisation et du programme de versements anticycliques n'entraient pas dans le champ du présent différend.

---

[1] Voir le paragraphe 514 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, où il est fait référence aux sections 2.3.1.3.3 et 2.3.2 de cette même communication.

[2] Paragraphe 1 de la communication adressée aux parties datée du 8 novembre.

[3] Premier paragraphe de cette communication.

[4] Concernant les programmes de garantie à l'exportation.

[5] Voir la section VII A 4 du rapport du Groupe spécial initial (WT/DS267/R).

ANNEXE F-6

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(22 janvier 2007)

Le Groupe spécial a examiné attentivement la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis et les arguments qu'ils formulent pour étayer leur point de vue selon lequel certaines des allégations du Brésil n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.[1] Il a également examiné les arguments présentés par le Brésil[2] et par les tierces parties[3] en réponse à la demande des États-Unis.

Le Groupe spécial considère que la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis sera traitée de manière plus appropriée dans son rapport final, lorsqu'il aura pu bénéficier des autres communications des parties et des tierces parties concernant les questions soulevées par les États-Unis.

Nous ne considérons donc pas qu'en l'espèce, une décision précoce concernant la demande des États-Unis ferait mieux avancer les travaux du Groupe spécial. Par conséquent, nous nous abstenons à ce stade d'accéder à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

[1] Première communication et demande de décisions préliminaires des États-Unis, 15 décembre 2006, paragraphes 22 à 56. Les États-Unis indiquent aux paragraphes 30, 44, 48 et 56 les constatations spécifiques qu'ils demandent au Groupe spécial d'établir.

[2] En particulier, la communication du Brésil datée du 16 janvier 2007.

[3] L'Australie, le Canada, la Chine, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont traité cette question dans leurs communications, présentées le 5 janvier 2007.

ANNEXE F-7

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(16 février 2007)

Dans la présente communication, le Groupe spécial examine les deux questions suivantes: a) la question soulevée par le Brésil dans sa lettre du 7 février 2007 et b) la communication des questions du Groupe spécial.

1. Lettre du Brésil datée du 7 février 2007

Le Groupe spécial accuse réception de la lettre du Brésil datée du 7 février, qui porte sur le dépôt tardif de la communication des États-Unis le 5 février. Le Groupe spécial a noté, entre autres choses, que le Brésil lui demandait de "rejet[er] la communication des États-Unis au motif qu'elle n'[avait] pas été présentée en temps utile".[1] Le Groupe spécial a également pris note de la lettre des États-Unis, datée du 12 février, demandant au Groupe spécial de rejeter la demande du Brésil.

Le Groupe spécial déplore que les États-Unis aient laissé passer la date limite pour la deuxième fois dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Il lui semble extraordinaire qu'ils aient laissé passer la date limite tant de fois dans la procédure initiale et dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.[2]

Cependant, il considère que le Mémorandum d'accord ne contient aucune disposition autorisant un groupe spécial à rejeter tout simplement l'intégralité d'une communication au motif qu'elle n'a pas été déposée en temps utile. Il ne considère pas que les deux affaires citées par le Brésil étayent sa demande. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande présentée par le Brésil.

2. Questions posées par le Groupe spécial

Conformément au paragraphe 7 des procédures de travail, le Groupe spécial pose les questions ci-jointes [*document omis*] aux parties. La date limite de présentation des réponses écrites est fixée au matin du 27 février[3], pour les questions des sections A à C et au 6 mars, heure de fermeture des bureaux, pour le reste des questions. Veuillez noter que le Groupe spécial posera peut-être certaines des questions ci-jointes oralement durant la réunion avec le Groupe spécial.

Chaque partie est libre de répondre aux questions posées à l'autre partie ou de formuler des observations les concernant.

[1] Paragraphe 3 de la lettre du Brésil datée du 7 février.

[2] La section VII A 5 a) du rapport du Groupe spécial initial (WT/DS267/R) présente cette question de manière détaillée.

[3] C'est-à-dire au début de la réunion avec les parties.

ANNEXE F-8

COMMUNICATION ADRESSÉE AU BRÉSIL ET AUX ÉTATS-UNIS

(21 mars 2007)

Le Groupe spécial fait référence à la communication du Brésil datée du 1er novembre 2006, où le Brésil lui demandait de faire usage de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord pour demander certains renseignements, ainsi qu'aux communications du Groupe spécial sur cette question, datées du 8 et du 27 novembre 2006 et du 17 janvier 2007. Le Groupe spécial note que la demande du Brésil a été soumise avant que les communications écrites ne soient déposées dans la présente affaire et que les renseignements concernant certains points spécifiés dans cette demande ont été depuis lors communiqués au Groupe spécial. Le Groupe spécial compte également recevoir des renseignements sur les questions soulevées dans la demande du Brésil dans les réponses aux questions qu'il a posées le 15 mars 2007. Le Groupe spécial considère qu'à ce stade, il n'est pas nécessaire de demander des renseignements supplémentaires concernant les questions spécifiées dans la demande du Brésil. Il pourra cependant décider de demander ces renseignements à un stade ultérieur de la présente procédure et pourra à tout moment poser des questions aux parties, conformément au paragraphe 7 de ses procédures de travail.

ANNEXE G

PROCÉDURES DE TRAVAIL ET CALENDRIER DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe G-1	Procédures de travail	G-2
Annexe G-2	Calendrier (définitif)	G-5

ANNEXE G-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

1. Pour mener ses travaux, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord). En outre, les procédures de travail ci-après seront d'application.

2. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties au différend, et les tierces parties intéressées, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

3. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public.

4. Avant la réunion de fond du Groupe spécial avec les parties au différend, les parties feront remettre au Groupe spécial des communications écrites et, ultérieurement, des réfutations écrites, dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments et contre-arguments respectifs. Les tierces parties pourront faire remettre au Groupe spécial des communications écrites après que les parties auront présenté leurs premières communications écrites, mais avant qu'elles ne présentent leurs réfutations.

5. Toutes les tierces parties qui auront informé l'Organe de règlement des différends de leur intérêt dans l'affaire seront invitées par écrit à présenter leurs vues au cours d'une séance de la réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Toutes ces tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

6. À sa réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera au Brésil de présenter son dossier, puis, toujours durant la même séance, il invitera les États-Unis à exposer leurs vues. Le Groupe spécial demandera ensuite aux tierces parties de présenter leurs vues au cours d'une séance séparée de la même réunion réservée à cette fin. Les parties se verront ensuite ménager la possibilité de faire des déclarations finales. Le Brésil présentera sa déclaration le premier.

7. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties, et leur demander de donner des explications, soit lors de la réunion de fond avec les parties, soit par écrit. Les réponses aux questions seront communiquées par écrit au plus tard à la date fixée par le Groupe spécial.

8. Les parties au différend, ainsi que toute tierce partie invitée à exposer ses vues, mettront à la disposition du Groupe spécial, des parties et des autres tierces parties une version écrite de leurs déclarations orales, de préférence à la fin de la réunion avec le Groupe spécial et, en tout état de cause, pas plus tard que le lendemain de la réunion. Les parties et les tierces parties sont encouragées à fournir au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de leurs déclarations orales au moment où ces déclarations sont faites.

9. Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés oraux. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les réponses aux questions posées par le Groupe spécial, seront mises à la disposition de l'autre partie. Les tierces parties recevront des copies des premières communications écrites et des réfutations des parties.

10. Les parties remettront au Secrétariat un résumé analytique des allégations et arguments formulés dans leurs communications écrites et, si nécessaire, leurs exposés oraux et leurs réponses aux questions. Ces résumés analytiques ne sont en aucune manière destinés à remplacer les communications des parties. Les résumés de la première communication écrite et de la communication écrite présentée à titre de réfutation feront dix (10) pages au maximum chacun. Le Groupe spécial déterminera le nombre de pages maximal des résumés analytiques des exposés oraux des parties et de leurs réponses aux questions, si cela est nécessaire et selon qu'il conviendra. Les résumés analytiques seront communiqués au Secrétariat dans un délai d'une semaine après la présentation de la communication ou, si nécessaire, de l'exposé et/ou des réponses écrites initiaux correspondants. Le paragraphe 17 s'appliquera pour la signification des résumés analytiques.

11. Les parties présenteront toute demande de décision préliminaire au plus tard dans leurs premières communications écrites au Groupe spécial. Si le Brésil demande une telle décision, les États-Unis présenteront leur réponse à la demande dans leur première communication écrite. Si les États-Unis demandent une telle décision, le Brésil présentera sa réponse à la demande avant la réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de cette demande. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

12. Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard dans leurs premières communications écrites au Groupe spécial, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations et des réponses aux questions. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. Dans ce cas, l'autre partie se verra accorder le délai que le Groupe spécial jugera approprié pour faire des observations au sujet des éléments de preuve nouveaux présentés.

13. Pour faciliter la tenue du dossier du différend et pour assurer la plus grande clarté possible des communications, en particulier des références aux pièces présentées par les parties, il est suggéré aux parties de numéroter leurs pièces par ordre chronologique tout au long du différend.

14. La partie descriptive du rapport du Groupe spécial inclura le contexte procédural et factuel du présent différend. Elle ne contiendra pas d'exposé proprement dit des principaux arguments des parties et tierces parties. Par contre, le Groupe spécial annexera à son rapport les communications des parties (ou leurs résumés analytiques, le cas échéant), y compris les premières communications écrites et les communications présentées à titre de réfutation, les versions écrites des déclarations orales et les réponses de chaque partie aux questions de l'autre partie et du Groupe spécial. À la demande d'une partie, certains passages d'une communication que cette partie aura désignés comme confidentiels lors de la présentation de sa communication ne seront pas inclus dans la communication annexée au rapport du Groupe spécial.

15. Les parties et les tierces parties à la présente procédure ont le droit de déterminer la composition de leur propre délégation. Les parties et les tierces parties seront responsables de tous les membres de leur délégation et veilleront à ce que tous les membres de leur délégation se conforment aux règles du Mémorandum d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, particulièrement en ce qui concerne la confidentialité des travaux. Chaque partie et tierce partie fournira une liste des membres de sa délégation avant la réunion avec le Groupe spécial ou au début de celle-ci.

16. Après la remise du rapport intérimaire, les parties auront le temps, conformément à ce qui est établi par le calendrier du Groupe spécial, de demander par écrit le réexamen d'aspects précis du

rapport intérimaire. Après réception des éventuelles demandes écrites de réexamen, chaque partie aura la possibilité, dans les délais fixés par le calendrier du Groupe spécial, de présenter des observations écrites sur les demandes écrites de réexamen de l'autre partie. Ces observations concerneront uniquement la demande écrite de réexamen présentée par l'autre partie.

17. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

a) Chaque partie signifiera ses communications directement à l'autre partie. De plus, chaque partie signifiera sa première communication écrite et sa communication à titre de réfutation aux tierces parties. Chaque tierce partie signifiera sa communication aux parties et aux autres tierces parties. Chacune des parties et tierces parties confirmera par écrit que des copies ont été signifiées ainsi qu'il est prescrit, au moment où elle présentera chaque communication au Groupe spécial.

b) Les parties et les tierces parties devraient présenter leurs communications au Secrétariat avant 17h.30, aux dates arrêtées par le Groupe spécial, à moins que celui-ci ne fixe une heure différente.

c) Les parties et les tierces parties remettront au Secrétariat huit (8) copies papier de leurs communications. Toutes ces copies seront déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, M. Ferdinand Ferranco (bureau 2150).

d) Au moment où elles remettront les versions papier de leurs communications, les parties et tierces parties fourniront également au Groupe spécial, à l'autre partie et, le cas échéant, aux tierces parties, une version électronique de toutes leurs communications, dans un format compatible avec celui qui est utilisé par le Secrétariat, soit sur disquette, soit en tant que pièce jointe d'un courriel. Les pièces jointes des courriels seront envoyées au Greffier pour le règlement des différends (DSRegistry@wto.org), avec copie à M. Hiromi Yano (hiromi.yano@wto.org).

ANNEXE G-2

CALENDRIER DU GROUPE SPÉCIAL[1]

Groupe spécial établi le 28 septembre 2006
Composition du Groupe spécial arrêtée le 25 octobre 2006

a.	Premières communications écrites des parties:	
	1. Partie plaignante (Brésil)	17 novembre 2006
	2. Partie mise en cause (États-Unis)	15 décembre 2006
	3. Tierces parties	5 janvier 2007
b.	Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil[2]	11 janvier 2007
c.	Communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis	5 février 2007
d.	Date des réunions avec les parties et de la séance avec les tierces parties	27 février 2007 (28 février, si nécessaire)
e.	Remise aux parties du rapport intérimaire, y compris la partie descriptive, les constatations et les conclusions	27 juillet 2007
f.	Observations écrites sur le rapport intérimaire	3 septembre 2007
g.	Observations des parties sur les observations de l'autre partie sur le rapport intérimaire	17 septembre 2007
h.	Remise du rapport aux parties	15 octobre 2007
i.	Distribution du rapport final aux Membres	après traduction

[1] Tel qu'il a été effectivement suivi.
[2] Les réponses du Brésil à la demande de décision préliminaire des États-Unis devaient être déposées le 16 janvier 2007.

ANNEXE H

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe H-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil	H-2

ANNEXE H-1

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS267/30
21 août 2006

(06-3966)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – SUBVENTIONS CONCERNANT LE COTON UPLAND

Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

Demande d'établissement d'un groupe spécial

La communication ci-après, datée du 18 août 2006 et adressée par la délégation du Brésil au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

_____

1. Le 21 mars 2005, l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial[1], modifié par le rapport de l'Organe d'appel, sur l'affaire *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267.[2]

A. Constatations, recommandations et décisions pertinentes

2. Le Brésil résume ci-après les constatations de l'Organe d'appel et du Groupe spécial, ainsi que les recommandations et décisions de l'ORD, qui sont pertinentes pour la présente communication. Ces constatations et ces recommandations et décisions concernent i) des subventions pouvant donner lieu à une action et ii) des subventions à l'exportation prohibées.

3. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté, entre autres choses, que les programmes de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et le programme Step 2 subordonnés aux prix des États-Unis, qui étaient prévus par la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural ("Loi FSRI"), avaient entraîné un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable sur le marché mondial pour le coton upland en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("*Accord SMC*").[3] Au paragraphe 8.1 g) i) de son rapport, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

[1] WT/DS267/AB/R ("rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*"); WT/DS267/R ("rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*").

[2] WT/DSB/M/186.

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 8.1 g) i) et 7.1416.

> "[L]es mesures de subventionnement des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements MLA et versements CCP – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, causant un préjudice grave aux intérêts du Brésil au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*."

Les recommandations et décisions adoptées par l'ORD enjoignaient aux États-Unis, au titre de l'article 7.8 de l'*Accord SMC*, d'éliminer les effets défavorables causés par ces subventions, ou de retirer les subventions, pour le 21 septembre 2005.[4]

4. Le Groupe spécial a constaté que trois programmes de garantie du crédit à l'exportation maintenus par les États-Unis pour soutenir l'exportation de leurs produits agricoles – les programmes General Sales Manager 102 ("GSM 102") et General Sales Manager 103 ("GSM 103") et le Programme de garantie du crédit-fournisseur ("SCGP")[5] – constituaient des subventions à l'exportation au regard de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Il a également constaté que ces trois programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient des subventions à l'exportation appliquées d'une manière qui entraînait un contournement effectif des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis pour le riz, et d'autres produits – y compris le coton upland – pour lesquels les États-Unis n'avaient pas contracté d'engagements de réduction des subventions à l'exportation (produits "non inscrits dans la liste") et qui bénéficiaient d'un soutien au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation. Le Groupe spécial a donc conclu que ces trois programmes de garantie du crédit à l'exportation étaient incompatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture*.

5. Ayant constaté que ces trois programmes de garantie du crédit à l'exportation constituaient des subventions à l'exportation aux fins de son analyse des allégations formulées par le Brésil au titre de l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial a aussi constaté qu'aux fins des allégations du Brésil au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*, les programmes étaient des subventions prohibées également au titre de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.[6]

6. À la suite de ces constatations, le Groupe spécial a recommandé que les États-Unis rendent conformes à l'*Accord sur l'agriculture* ces trois programmes de garantie du crédit à l'exportation, en ce qui concernait le coton upland et d'autres produits agricoles non inscrits dans la liste bénéficiant d'un soutien, ainsi que du riz.[7] Conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, le Groupe spécial a en outre recommandé que les États-Unis retirent ces subventions prohibées sans retard, et pour le 1er juillet 2005 au plus tard.[8]

7. L'Organe d'appel a confirmé ces recommandations.[9] Par ailleurs, il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Brésil n'avait pas établi *prima facie* que les États-Unis avaient appliqué les garanties de crédit à l'exportation d'une manière qui entraînait un contournement effectif de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation en ce qui concernait la viande de

---

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 d).
[5] *Voir* 7 U.S.C. § 5622; 7 CFR Part 1493.
[6] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.1 d) i).
[7] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 a).
[8] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 8.3 b).
[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 763 et 764.

volaille et la viande porcine, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*; toutefois, l'Organe d'appel n'a pas été en mesure de compléter l'analyse concernant cette allégation.[10]

B. Mesures prises par les États-Unis pour se conformer

8. Pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, les États-Unis ont mené les actions suivantes:

i) Le 3 février 2006, le Congrès des États-Unis a approuvé un projet de loi qui abrogeait le programme de subventions Step 2 pour le coton upland.[11] La loi a été promulguée le 8 février 2006[12] et est entrée en vigueur le 1er août 2006.

ii) Le Département de l'agriculture des États-Unis ("USDA") a annoncé qu'à compter du 1er juillet 2005, il n'accepterait plus de demandes de garanties de crédit à l'exportation dans le cadre du GSM 103.[13]

iii) Avec effet à compter du 1er juillet 2005, l'USDA a modifié les barèmes des commissions pour les garanties du crédit à l'exportation émises dans le cadre des programmes GSM 102 et SCGP.[14]

C. Non-existence de mesures et omissions/insuffisances des mesures existantes

9. Le Brésil estime que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD n'existent pas à certains égards et, dans la mesure où elles existent, ne sont pas compatibles avec l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC*. Il indique ci-après des cas dans lesquels les mesures des États-Unis n'existent pas, ainsi que des omissions et des insuffisances concernant les mesures prises pour se conformer qui existent.

1. Non-existence et omissions/insuffisances en ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action

10. En ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action, le Brésil estime que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les subventions dont il a été constaté qu'elles causaient des effets défavorables. Du fait que les États-Unis n'ont pas pris ces mesures, les subventions des États-Unis pour le coton upland causent un préjudice grave aux intérêts du Brésil, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC*.

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 763 f) i).

[11] Deficit Reduction Act of 2005, US Public Law 109-171, article 1103.

[12] WT/DSB/M/205, 17 février 2006, paragraphe 91.

[13] *Voir* "USDA announces changes to export credit guarantee programs to comply with WTO Findings," USDA/FAS online News Release, 30 juin 2005, disponible à l'adresse http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0092-05. *Voir aussi* "Notice to GSM-103 Program Participants", USDA/FAS Program Announcement, 30 juin 2005, disponible à l'adresse http://www.usda.gov/documents/0094GSM103Notice.doc.

[14] *Voir* "USDA announces changes to export credit guarantee programs to comply with WTO Findings," USDA/FAS online News Release, 30 juin 2005, disponible à l'adresse http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0092-05. *Voir aussi* "USDA changes its fees to risk-based method for the GSM-102 and Supplier Credit Guarantee programs", USDA/FAS online News Release, 30 juin 2005, disponible à l'adresse http://www.fas.usda.gov/scriptsw/PressRelease/pressrel_dout.asp?PrNum=0093-05. *Voir aussi* GSM-102 Fee Schedule, disponible à l'adresse www.fas.usda.gov/excredits/gsm102fees.html et SCGP Fee Schedule, disponible à l'adresse www.fas.usda.gov/excredits/scgpfees.html.

11. Le Brésil présente en deux parties ses préoccupations concernant le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les subventions: la non-existence de mesures prises pour se conformer et la compatibilité avec les accords visés des mesures prises pour se conformer.

a) Non-existence de mesures prises pour se conformer

12. Premièrement, la seule mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables (à savoir, l'abrogation du programme Step 2, mentionnée comme mesure prise pour se conformer à l'alinéa i) de la section B ci-dessus), n'a pas pris effet avant le 1er août 2006, soit plus de dix mois après l'expiration du délai de mise en œuvre, le 21 septembre 2005. Au moins pendant la période allant du 21 septembre 2005 au 31 juillet 2006, il n'a pas existé de mesure prise pour se conformer au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

13. Deuxièmement, les États-Unis n'ont pris aucune mesure quelle qu'elle soit pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD concernant leurs programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes. À cet égard, il n'existe pas de mesure prise pour se conformer, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

14. En conséquence de ces deux manquements, les États-Unis n'ont pas pris, comme les recommandations et décisions de l'ORD leur enjoignaient, de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ni n'ont retiré les subventions relevant de leurs programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et de leur programme de versements Step 2 dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes. Ces manquements signifient que, comme au cours de campagnes de commercialisation antérieures, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et le programme de versements Step 2 des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, pris séparément et/ou considérés ensemble, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes, ont pour effet:

- d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*; et

- d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis au cours de la campagne de commercialisation 2005, au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

b) Incompatibilité des mesures prises pour se conformer aux accords visés

15. La mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux effets défavorables, indiquée comme point i) dans la section B ci-dessus, est déficiente parce qu'elle n'élimine pas les effets défavorables ni ne retire les subventions, et aboutit à des incompatibilités avec les articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*. Spécifiquement, cette déficience se traduit par trois incompatibilités:

i) Préjudice grave, avec le programme Step 2

16. Le Brésil estime que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques et le programme de versements Step 2 des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, pris séparément et/ou considérés ensemble, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes, ont pour effet:

- d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*; et

- d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis au cours de la campagne de commercialisation 2005, au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

ii) Préjudice grave, sans le programme Step 2

17. Nonobstant la mesure prise par les États-Unis pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD relatives aux subventions pouvant donner lieu à une action (à savoir, l'abrogation du programme Step 2 avec effet au 1er août 2006, mentionnée comme mesure prise pour se conformer à l'alinéa i) de la section B ci-dessus), le Brésil considère que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes, causent un préjudice grave à ses intérêts, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC*.

18. Spécifiquement, indépendamment des effets du programme Step 2 ou des versements au titre de ce programme, les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements effectués au titre de ces programmes, ont pour effet:

- d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable, au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*; et

- d'accroître la part du marché mondial du coton upland détenue par les États-Unis au cours de la campagne de commercialisation 2005, au sens de l'article 6.3 d) de l'*Accord SMC*.

iii) Menace de préjudice grave

19. Enfin, le Brésil estime que les États-Unis menacent de causer un préjudice grave à ses intérêts, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'*Accord SMC*, et de la note 13 y relative, en ne prenant pas de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou en ne retirant pas les subventions pour le coton upland qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

20. Spécifiquement, le Brésil estime que les programmes de versements au titre de prêts à la commercialisation et de versements anticycliques des États-Unis dans le cadre de la Loi FSRI de 2002, modifiée, ainsi que les versements prescrits au titre de ces programmes, menacent d'empêcher des hausses de prix sur le marché mondial du coton upland dans une mesure notable au cours de la campagne de commercialisation 2006[15] et jusqu'à l'expiration ou l'abrogation de ces programmes.

2. Non-existence et omissions/insuffisances en ce qui concerne les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux garanties du crédit à l'exportation

21. Le Brésil estime que, malgré les mesures prises pour se conformer qui sont mentionnées aux alinéas ii) et iii) de la section B ci-dessus, les États-Unis n'ont pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD voulant qu'ils retirent sans retard les subventions à l'exportation prohibées liées aux garanties du crédit à l'exportation, conformément à l'*Accord SMC*, et qu'ils se mettent par ailleurs en conformité avec leurs obligations, conformément à l'*Accord sur l'agriculture*. Spécifiquement, le Brésil estime que les mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD en ce qui

[15] La campagne de commercialisation 2006 va du 1er août 2006 au 31 juillet 2007.

concerne les programmes de garantie du crédit à l'exportation n'existent pas à certains égards, et dans la mesure où elles existent, ne sont pas compatibles avec l'*Accord sur l'agriculture* et l'*Accord SMC*. Dans les deux cas, les États-Unis n'ont pas totalement retiré les subventions prohibées liées aux garanties du crédit à l'exportation qui sont visées par les recommandations et décisions de l'ORD.

22. Le Brésil présente en deux parties ses préoccupations concernant le fait que les États-Unis n'ont pas totalement retiré les subventions prohibées liées aux garanties du crédit à l'exportation: la non-existence de mesures prises pour se conformer, et la compatibilité avec les accords visés des mesures prises pour se conformer.

a) Non-existence de mesures prises pour se conformer

23. Le Brésil estime qu'en ce qui concerne les garanties du crédit à l'exportation émises au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP avant le 1er juillet 2005, mais qui sont toujours en cours après le 1er juillet 2005, les États-Unis n'ont mené aucune action quelle qu'elle soit en vue de retirer la subvention et de se mettre par ailleurs en conformité avec leurs obligations. En ce qui concerne ces garanties du crédit à l'exportation en cours, il n'existe pas de mesures prises pour se conformer, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

24. À cet égard, les préoccupations du Brésil concernant le fait que les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour se conformer englobent les garanties du crédit à l'exportation qui ont été émises au titre des programmes GSM 102, GSM 103 et SCGP avant le 1er juillet 2005, mais qui sont toujours en cours après le 1er juillet 2005, pour soutenir l'exportation de coton upland et d'autres produits non inscrits dans la Liste, ainsi que de riz.

b) Incompatibilité avec les accords visés des mesures prises pour se conformer

25. Le Brésil estime que les États-Unis accordent des subventions à l'exportation (au regard des articles 1er, 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, ainsi que du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant dans l'Annexe I de l'*Accord SMC* (la "Liste exemplative")) dans le cadre des programmes GSM 102 et SCGP, ainsi que des garanties du crédit à l'exportation au titre de ces programmes, et qu'ils ont appliqué ces subventions à l'exportation après le 1er juillet 2005 d'une manière qui entraîne le contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation. À cet égard, les mesures prises par les États-Unis pour se conformer ne sont pas compatibles avec les articles 10:1 et 8 de l'*Accord sur l'agriculture* et avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

26. Spécifiquement, et nonobstant les mesures prises par les États-Unis pour se conformer qui sont mentionnées aux alinéas ii) et iii) de la section B ci-dessus, les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont des subventions à l'exportation au regard de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord SMC*, pour les deux raisons ci-après:

- les programmes et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes fournissent et constituent des contributions financières (garanties de prêts) qui confèrent des avantages aux bénéficiaires, au sens de l'article premier de l'*Accord SMC*, et qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*; et, séparément et indépendamment,

- les programmes ne prélèvent pas de taux de primes suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes GSM 102 et SCGP, au sens du point j) de la Liste exemplative.

27. En outre, après le 1er juillet 2005, les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été appliquées pour contourner les engagements des États-Unis en matière de subventions à l'exportation, au sens de l'article 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Brésil est préoccupé du fait que les garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP ont été accordées après le 1er juillet 2005 pour soutenir l'exportation de coton upland et d'autres produits non inscrits dans la Liste; ainsi que de riz, de viande porcine et de viande de volaille, en dépassement des niveaux d'engagement de réduction des États-Unis pour ces produits.[16]

28. À la suite et dans la limite de cette violation de l'article 10:1 (et, par conséquent, de l'article 8) de l'*Accord sur l'agriculture*, les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont visés par la prohibition énoncée à l'encontre des subventions à l'exportation à l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*. Pour les raisons exposées au paragraphe 26 ci-dessus, le Brésil estime que les programmes GSM 102 et SCGP, et les garanties du crédit à l'exportation accordées au titre de ces programmes, sont des subventions à l'exportation prohibées, au sens de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

D. Conclusion

29. En conséquence, du fait qu'il y a désaccord au sujet de l'existence et de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), le Brésil souhaite recourir au règlement du différend au titre de cette disposition.[17] Le Brésil demande que l'ORD soumette la question au Groupe spécial initial, si possible, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

---

[16] Les exportations ayant bénéficié des garanties du crédit à l'exportation au titre des programmes GSM 102 et SCGP après le 1er juillet 2005 sont actuellement indiquées dans les numéros de juillet 2005 et de septembre 2005 (fin d'exercice) et de juillet 2006 du "Monthly Summary of Export Credit Guarantee Activity", USDA/FAS online, disponible à l'adresse http://www.fas.usda.gov/excredits/Monthly/ecg.html.

[17] Le Brésil note que des discussions informelles sur cette question ont eu lieu avec les États-Unis le 19 juillet 2006; cependant, il n'y a pas eu de consultations au sens de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord").